Gouvernement du Canada
Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1991

Volume I

Revue et États financiers

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

Nº de catalogue P51-1/1991-1F
ISBN 0-660-93439-6

English version is also available

À son Excellence

le très honorable Ramon John Hnatyshyn,
C.P., C.C., C.M.M., C.D.,
Gouverneur général et
Commandant en chef du Canada.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1991.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gouverneur général, l'assurance de mon profond respect.

Le Président du Conseil du Trésor,
Gilles Loiselle.

OTTAWA, LE 20 NOVEMBRE 1991.

À l'honorable Gilles Loiselle,
Président du Conseil du Trésor.

Conformément aux dispositions de l'article 64(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1991, afin de vous permettre de les déposer à la Chambre des communes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Receveur général du Canada,
Paul Dick.

OTTAWA, LE 20 NOVEMBRE 1991.

92-02390/

À l'honorable Paul Dick,
Receveur général du Canada.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1991.

L'article 64(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques prévoit que les Comptes publics de chaque exercice seront préparés par le Receveur général et seront déposés à la Chambre des communes, par le Président du Conseil du Trésor, au plus tard le trente et unième jour de décembre qui suit la fin de cet exercice ou, si la Chambre des communes n'est pas alors en session, dans les quinze jours de l'ouverture de la session qui suit.

Le présent rapport annuel est présenté en trois volumes:

Volume I—Aperçu financier et un sommaire sur dix exercices des opérations financières du gouvernement; les états financiers du Canada au sujet desquels le Vérificateur général a exprimé une opinion, c'est-à-dire, les états des opérations, du déficit accumulé, des recettes et dépenses, de l'actif et du passif du Canada, et de l'évolution de la situation financière, accompagnés de notes connexes; les observations du Vérificateur général sur les états financiers du Canada; les analyses des recettes et des dépenses budgétaires, et des comptes d'actif et de passif; et divers autres états.

Volume II—Détail des opérations financières du gouvernement pour chaque ministère (partie I); et renseignements et analyses supplémentaires (partie II).

Volume III—Contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Les états financiers vérifiés présentés dans le volume I sont pour l'exercice clos le 31 mars 1991.

Veuillez agréer, Monsieur le Receveur général, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Sous-receveur général du Canada,
Nick Mulder.

OTTAWA, LE 20 NOVEMBRE 1991.

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. Aperçu financier et renseignements financiers supplémentaires
2. États financiers vérifiés du gouvernement du Canada
3. Recettes budgétaires
4. Dépenses budgétaires
5. Comptes consolidés
6. Prêts, dotations en capital et avances
7. Comptes à fins déterminées
8. Autres éléments de passif
9. Comptes d'opérations de change
10. Dette non échue
11. Autres renseignements relatifs aux états financiers
12. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement. Son contenu se résume comme suit:

SECTION 1: aperçu financier et un sommaire sur dix exercices des opérations financières du gouvernement;

SECTION 2: états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, préparés conformément à l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques;

SECTION 3: examen des recettes budgétaires;

SECTION 4: examen des dépenses budgétaires;

SECTION 5: analyse des comptes consolidés;

SECTION 6: analyse des prêts, dotations en capital et avances;

SECTION 7: analyse des comptes à fins déterminées;

SECTION 8: analyse des autres éléments de passif;

SECTION 9: analyse des comptes d'opérations de change;

SECTION 10: analyse de la dette non échue; et,

SECTION 11: analyse des autres renseignements relatifs aux états financiers.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

a) PARTIE I

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

(i) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend des tableaux qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles. Elle comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

(ii) Sections ministérielles (sections 2 à 30)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire du ministère*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

- *Programmes par activité*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

- *Paiements de transfert*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

- *Détail des montants portés au crédit*

  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- *Recettes*

  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

b) PARTIE II

La **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques (section 3);
- débiteurs (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

Le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1990-91

Aperçu financier et Renseignements financiers supplémentaires

SOMMAIRE

	Page
1990-91—L'exercice en rétrospective	1.2
Le déficit et la dette nette	1.2
Facteurs qui affectent le déficit	1.2
Facteurs qui influent sur les besoins financiers	1.5
Renseignements financiers supplémentaires	1.6
Présentation des Comptes publics	1.6
Présentation des Comptes nationaux	1.13
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux	1.14

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

1990-91 — L'EXERCICE EN RÉTROSPECTIVE

La présente section renferme un aperçu des opérations financières du gouvernement du Canada. Les états financiers du gouvernement sont présentés sous une forme abrégée et ils sont accompagnés de données comparatives pour les dix exercices précédents. Les opérations financières sont présentées conformément aux politiques comptables expliquées à la note 1 annexée aux états financiers vérifiés à la section 2 du présent volume.

Le déficit et la dette nette

Pour l'exercice 1990-91, le déficit s'élève à $30,618 millions, une augmentation de $1,622 millions comparativement à 1989-90. L'augmentation du déficit en 1990-91 est entièrement attribuable aux taux élevés d'intérêt affectant les frais de la dette, puisque les recettes budgétaires excèdent les dépenses des programmes. En proportion du Produit intérieur brut (PIB), le déficit est tombé du sommet de l'après-guerre de 8.7% en 1984-85 à 4.6% en 1990-91.

Avec un déficit augmenté de $30,618 millions en 1990-91, le déficit accumulé, ou dette nette, s'élève à $388,429 millions au 31 mars 1991. Relativement au PIB, la dette nette s'élève à 57.8%, soit le plus haut sommet depuis la période de l'après-guerre. Les données de la dette nette sur une base historique ont été révisées afin de refléter des ajustements aux estimés publiés précédemment. Ceux-ci comprennent une correction d'erreur dans les Comptes publics de l'exercice précédent concernant le calcul de la provision pour la partie indexée du passif actuariel pour les pensions des employés. De plus, le gouvernement a révisé son investissement dans Petro-Canada afin de refléter une valeur plus appropriée de son investissement de ces actions. Ces deux ajustements ont été effectués sur une base rétroactive afin de refléter l'effet de ces changements. L'effet net de ces ajustements sur la dette nette est largement réduit tel que démontré dans le tableau 1.8a.

Le tableau 1.1 décrit l'évolution du déficit et de la dette nette durant les dix derniers exercices, tant en termes absolus qu'en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB), les chiffres du PIB sont ceux pour l'année civile prenant fin durant ces exercices. Le graphique A fait une comparaison entre le taux de croissance de la dette nette et le taux de croissance du PIB durant les dix derniers exercices.

TABLEAU 1.1

DÉFICIT ET DETTE NETTE
(en millions de dollars)

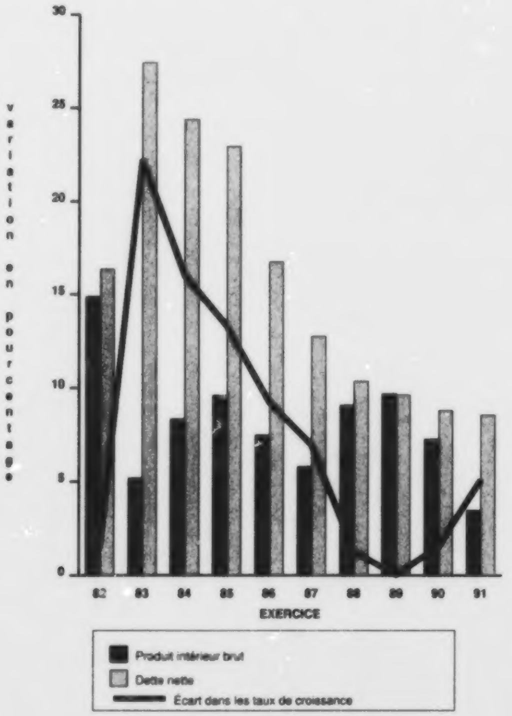
Exercice clos le 31 mars	Déficit budgétaire	% du produit intérieur brut	Dette nette	% du produit intérieur brut
1982	15,583	4.4	105,889	29.7
1983	29,029	7.7	134,918	36.0
1984	32,917	8.1	167,835	41.4
1985	38,512	8.7	206,347	46.4
1986	34,583	7.2	240,930	50.4
1987	30,733	6.1	271,663	53.7
1988	28,201	5.1	299,864	54.4
1989	28,951	4.8	328,815	54.3
1990	28,996	4.5	357,811	55.1
1991	30,618	4.6	388,429	57.8

Facteurs qui affectent le déficit

La hausse du déficit de $1,622 millions en 1990-91 est dû entièrement à l'effet des taux d'intérêt sur le coût du service de la dette. Les frais de la dette publique ont augmenté de $3,717 millions en 1990-91 à $42,537 millions. Les taux d'intérêt ont augmenté considérablement durant la dernière partie de l'exercice 1988-89 et se sont maintenus élevés pour 1989-90 et 1990-91. L'effet combiné des développements des taux d'intérêt et le niveau de l'endettement a contribué à augmenter les frais de la dette en 1990-91. L'effet de la hausse des frais de la dette publique a été atténué par une augmentation des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et par les effets des mesures discrétionnaires introduites dans les derniers budgets lesquelles augmentaient les recettes budgétaires et réduisaient les dépenses de programmes.

GRAPHIQUE A

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET DETTE NETTE



En 1990-91, les recettes budgétaires s'élèvent à $119,353 millions, soit une augmentation de 5.0% comparativement à 1989-90. La croissance des recettes budgétaires a sensiblement ralenti en 1990-91, en raison de l'impact de la récession, particulièrement sur les bénéfices des entreprises, et du passage à la taxe sur les produits et services. (TPS).

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers, la plus importante des composantes des recettes budgétaires, ont augmenté de 11.0% en 1990-91, une légère baisse comparativement à une hausse de 12.8% en 1989-90. La récession n'a pas eu un effet significatif sur les revenus personnels en 1990-91 --- les revenus personnels ont augmenté de 7.5% comparativement à 8.0% en 1989. De plus, les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers pour 1990-91 se sont avérés inférieurs de $0.7 milliard à ceux de 1989-90. Cette situation était en grande partie attribuable à l'impact transitoire de la réforme fiscale des particuliers. Même si la majorité des mesures de la réforme fiscale sur le revenu des particuliers sont entrées en vigueur le 1er janvier 1988, les tables des retenues à la source n'ont été ajustées que le 1er juillet 1988, ce qui a eu pour résultat que les remboursements d'impôt des particuliers ont été sensiblement plus élevés.

Une augmentation de 18.3% des cotisations d'assurance-chômage a également contribué à augmenter les recettes budgétaires en 1990-91, en raison principalement des hausses des taux de cotisation. À compter de 1990, les dispositions concernant le financement du programme d'assurance-chômage ont été modifiées et conséquemment, le coût total du programme est financé par les cotisations des employeurs et des employés. Auparavant, le gouvernement fédéral finançait certains éléments du programme. En conséquence, les taux de cotisations ont été majorés à compter du 1er janvier 1990, ce qui explique en grande partie l'augmentation d'une année sur l'autre des cotisations d'assurance-chômage. De plus, une grande partie de l'augmentation de 15% dans les recettes non fiscales provient des bénéfices de la Banque du Canada et du Compte du fonds des changes.

Les recettes fiscales des sociétés et les taxes et droits d'accise ont diminué en 1990-91. Les recettes fiscales des sociétés ont diminué de 9.9% en 1990-91 conséquence de l'effet prononcé de la récession sur les bénéfices des sociétés en 1990-91. Une augmentation du coût unitaire de la main-d'oeuvre, une diminution de la demande, et l'appréciation des taux de change ont réduit les marges bénéficiaires des sociétés à leur plus bas niveau depuis la récession de 1981-82. Les bénéfices des sociétés n'ont cessé de diminuer depuis le quatrième trimestre de 1988, et à la fin de l'exercice 1990-91, ils étaient à 65% du sommet d'avant la récession. Cependant, la diminution des recettes a été inférieure à la baisse cumulative des bénéfices, en raison des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale instaurées dans le cadre de la réforme fiscale de 1988 et de l'instauration de l'impôt sur les grandes sociétés.

Les taxes de vente et taxes d'accise, incluant la taxe de vente fédérale des fabricants (TVF), la taxe sur les produits et services (TPS), les droits de douane à l'importation ont fléchi de 7.1% par rapport à l'année dernière. Cette baisse est principalement attribuée au remplacement de la TVF par la TPS en vigueur depuis le 1er janvier 1991. Il y a de nombreux coûts transitoires reliés à la réforme fiscale sur les taxes de vente ayant pour effet de réduire le flux de taxes d'accise et droits pendant 1990-91. Ceux-ci comprennent le remboursement de la taxe de vente fédérale payé sur les produits nouveaux ou non utilisés en inventaire au 31 décembre 1990 et le remboursement anticipé du crédit de la TPS pour les Canadiens à faibles revenus. Ces facteurs ont réduit de $1.8 milliard les taxes de vente et d'accise en 1990-91. De plus, les exigences de remise de la TPS sont différentes de TVF. Bien que les grandes entreprises manufacturières devaient remettre la TVF deux fois par mois au gouvernement, la TPS est exigible mensuellement, trimestriellement, ou annuellement selon les ventes annuelles des entreprises. En conséquence, les perceptions ont été sensiblement à la baisse en janvier 1991, le mois de la mise en oeuvre de la TPS. L'effet de la récession sur la demande des biens de consommation et l'élimination progressive des tarifs dans le cadre de l'Accord du libre-échange canado-américain ont également contribué à la diminution de cet élément des recettes.

Les dépenses budgétaires étaient à la hausse de 5.1% ou $7.3 milliards comparativement à l'exercice précédent. Les frais de la dette publique, la plus importante composante des dépenses budgétaires, ont progressé de 9.6% et sont responsables de la moitié de la hausse des dépenses budgétaires. Les dépenses des programmes --- c'est à dire les dépenses budgétaires totales à l'exclusion des frais de la dette publique --- n'étaient à la hausse que de 3.4%. La hausse des frais de la dette publique reflète l'incidence composée des taux élevés d'intérêt de la première partie de 1990 conjugué à l'augmentation du niveau de la dette.

La hausse des dépenses de programmes de 3.4% en 1990-91 est bien au dessous du taux d'inflation de 4.8%, et légèrement inférieure à la croissance moyenne des dépenses de programme depuis 1984-85. La croissance des dépenses de programmes depuis 1984-85 a été en moyenne de seulement 3.6%. L'augmentation des dépenses de programmes pour 1990-91 est en grande partie attribuable à l'effet de la récession sur les composantes sensibles à la conjoncture des dépenses, telles que les prestations d'assurance-chômage. Cependant, l'effet de ces composantes a été largement compensé par des mesures de réduction instaurées dans les budgets précédents.

La principale composante des dépenses de programmes --- soit les transferts aux particuliers --- a augmenté de 12.7% en 1990-91 en raison de l'augmentation de 25.4% des prestations d'assurance-chômage résultant de la récession. Parmi les autres programmes relevant des principaux transferts aux particuliers, les prestations aux personnes âgées étaient à la hausse de 6.0% en raison d'augmentation à la fois des prestations moyennes, qui sont indexées aux variations trimestrielles de l'indice des prix à la consommation, et de l'augmentation du nombre de bénéficiaires admissibles. Les paiements aux sociétés d'État étaient également plus élevés.

La baisse des paiements de transferts à d'autres paliers de gouvernement et autres dépenses de programmes a atténué l'effet de ces hausses. Les transferts directs en espèces à d'autres paliers de gouvernement ont diminué entre 1989-90 et 1990-91 alors que des hausses des dépenses du Régime d'assistance publique du Canada ont été compensées par des diminutions des transferts directs en espèce dans le cadre du Financement des programmes établis et de péréquation. Des baisses étaient également enregistrées dans d'autres transferts importants tels que des subsides pour le développement régional et agricole annulant ainsi les hausses dans des paiements de transfert au pays en voie de développement et aux Indiens et Inuit. Les autres dépenses de programmes comprenant essentiellement les salaires et les coûts d'opération étaient également à la baisse. La baisse reflète l'effet des mesures restrictives introduites dans les budgets antérieurs et un rajustement à la provision pour le passif actuariel des pensions des employés, en raison à la fois des révisions des hypothèses économiques et de la stratégie salariale annoncée dans le budget de février 1991.

Le tableau 1.2 décrit les niveaux et les changements des recettes, des dépenses et du déficit durant les dix derniers exercices.

TABLEAU 1.2

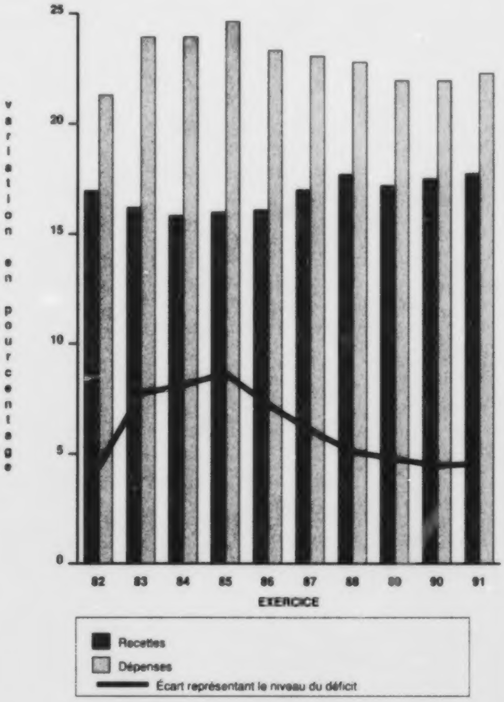
RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Recettes	% de la variation par rapport à l'exercice précédent	Dépenses	% de la variation par rapport à l'exercice précédent	Déficit
1982	60,307	23.4	75,890	20.1	15,583
1983	60,662	0.6	89,691	18.2	29,029
1984	64,168	5.8	97,085	8.2	32,917
1985	71,056	10.7	109,568	12.9	38,512
1986	76,933	8.3	111,516	1.8	34,583
1987	85,931	11.7	116,664	4.6	30,733
1988	97,612	13.6	125,813	7.8	28,201
1989	104,067	6.6	133,018	5.7	28,951
1990	113,707	9.3	142,703	7.3	28,996
1991	119,353	5.0	149,971	5.1	30,618

Le graphique B fait une comparaison, pour les dix derniers exercices, des niveaux des recettes et des dépenses, exprimés en pourcentage du PIB, et montre l'évolution du déficit durant cette période.

GRAPHIQUE B

RECETTES ET DÉPENSES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



Facteurs qui influent sur les besoins financiers

Les besoins financiers nets du gouvernement reflètent non seulement la différence entre les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires, mais aussi la source nette des fonds générés par les opérations non budgétaires et opérations de change. En 1990-91, les opérations non budgétaires ont apporté au gouvernement des fonds s'élevant à $6,080 millions, une baisse de $2,386 millions comparativement à 1989-90. La diminution de la source de fonds est attribuable à la baisse de la provision pour passif actuariel des régimes de pension des employés elle-même causée par une révision des hypothèses économiques et de la stratégie salariale du gouvernement fédéral annoncé dans le budget de février 1991. Les besoins financiers, non-compris les opérations de change, se sont élevés à $24,538 millions en hausse de $4,008 millions comparativement à 1989-90. En proportion du PIB, les besoins financiers, non compris les opérations de change, atteignent 3.7% en 1990-91.

Les opérations de change ont entraîné des besoins financiers nets de $4,895 millions, une hausse de $4,198 millions comparativement à 1989-90. Ces opérations de change visent principalement à favoriser l'harmonie sur le marché des changes du dollar canadien. En conséquence, les besoins financiers s'élevaient dans l'ensemble à $29,433 millions, en hausse de $8,206 millions comparativement à 1989-90. Les opérations de la dette non échue s'élevaient à $30,490 millions en 1990-91, principalement sous la forme de bons du Trésor et des obligations négociables. Au 31 mars, l'encaisse atteignait $2,569 millions, en hausse de $1,057 millions comparativement au 31 mars 1990.

Le tableau 1.3 porte sur les besoins financiers des dix derniers exercices, alors que le tableau 1.4 porte sur les principaux éléments des opérations non budgétaires durant la même période.

TABLEAU 1.3

BESOINS FINANCIERS
(en millions de dollars)

			Besoins financiers		
Exercice clos le 31mars	Déficit budgétaire	Opérations non budgétaires	Non compris les opérations de change	Opérations de change	Y compris les opérations de change
1982	−15,583	6,319	−9,264	558	−8,706
1983	−29,029	5,210	−23,819	−640	−24,459
1984	−32,917	7,698	−25,219	414	−24,805
1985	−38,512	8,688	−29,824	2,423	−27,401
1986	−34,583	4,073	−30,510	5,626	−24,884
1987	−30,733	7,815	−22,918	−6,390	−29,308
1988	−28,201	9,352	−18,849	−7,149	−25,998
1989	−28,951	6,471	−22,480	−5,730	−28,210
1990	−28,996	8,466	−20,530	−697	−21,227
1991	−30,618	6,080	−24,538	−4,895	−29,433

Provenance/besoin (−)

TABLEAU 1.4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Prêts, dotations en capital et avances	Comptes à fins déterminées	Autres opérations non budgétaires	Total des opérations non budgétaires
1982	−1,264	4,536	3,047	6,319
1983	−107	3,291	2,026	5,210
1984	−270	4,566	3,402	7,698
1985	709	5,100	2,879	8,688
1986	41	5,186	−1,154	4,073
1987	1,386	5,328	1,101	7,815
1988	1,509	6,766	1,077	9,352
1989	1,044	4,900	527	6,471
1990	1,050	6,418	998	8,466
1991	430	4,917	733	6,080

Provenance/besoin (−)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

Cette partie présente un sommaire comparatif sur dix exercices des opérations financières du gouvernement en fonction des Comptes publics et des Comptes nationaux. La présentation des Comptes publics reflète les conventions comptables énoncées à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés de la section 2 de ce volume. La présentation des Comptes nationaux vise principalement à faciliter l'analyse économique du secteur public fédéral selon une méthode conforme à celle employée pour mesurer la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie.

Présentation des Comptes publics

Le tableau intitulé "État sommaire des opérations" (tableau 1.5) présente un ensemble de données, concernant les catégories principales d'opérations, selon quatre principales rubriques: budgétaire, non budgétaire, de change et dette non échue. La situation de la caisse qui en découle à la fin de chaque exercice y figure également.

TABLEAU 1.5

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS[1]
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Opérations budgétaires										
A. Recettes, tableau 1.6	60,307	60,662	64,168	71,056	76,933	85,931	97,612	104,067	113,707	119,353
B. Dépenses, tableau 1.7	-75,890	-89,691	-97,085	-109,568	-111,516	-116,664	-125,813	-133,018	-142,703	-149,971
Déficit	-15,583	-29,029	-32,917	-38,512	-34,583	-30,733	-28,201	-28,951	-28,996	-30,618
II. Opérations non budgétaires, tableau 1.9										
A. Prêts, dotations en capital et avances	-1,264	-107	-270	709	41	1,386	1,509	1,044	1,050	430
B. Comptes à fins déterminées	4,536	3,291	4,566	5,100	5,186	5,328	6,766	4,900	6,418	4,917
C. Autres opérations	3,047	2,026	3,402	2,879	-1,154	1,101	1,077	527	998	733
Provenance nette	6,319	5,210	7,698	8,688	4,073	7,815	9,352	6,471	8,466	6,080
Besoins financiers (opérations de change non comprises)[3]	-9,264	-23,819	-25,219	-29,824	-30,510	-22,918	-18,849	-22,480	-20,530	-24,538
III. Opérations de change[2], tableau 1.10	558	-640	414	2,423	5,626	-6,390	-7,149	-5,730	-697	-4,895
Total des besoins financiers[3]	-8,706	-24,459	-24,805	-27,401	-24,884	-29,308	-25,998	-28,210	-21,227	-29,433
IV. Opérations de la dette non échue[2], tableau 1.10	9,395	22,418	26,638	26,847	23,770	29,182	22,913	28,510	20,906	30,490
Variation de la caisse[4]	689	-2,041	1,833	-554	-1,114	-126	-3,085	300	-321	1,057
V. Caisse en fin d'exercice, tableau 1.10	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744	4,618	1,533	1,833	1,512	2,569

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

[1] En conformité avec l'état des opérations de la section 2 de ce volume.
[2] La dette non échue à payer en devises étrangères, -$1,149 million en 1990-91 (-$2,645 millions en 1989-90), fait partie des opérations de change.
[3] Besoins de trésorerie (-).
[4] Diminution de la caisse (-).

TABLEAU 1.6

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES RECETTES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I.Opérations budgétaires										
A. RECETTES, section 3										
Recettes fiscales—										
Impôt sur le revenu—										
Des particuliers	24,046	26,330	26,967	29,254	33,008	37,878	45,125	46,026	51,895	**57,601**
Des sociétés	8,118	7,139	7,286	9,379	9,210	9,885	10,878	11,730	13,021	**11,726**
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	4,753	4,900	7,259	7,553	8,719	9,558	10,425	11,268	10,738	**12,707**
Des non résidents	1,018	998	908	1,021	1,053	1,355	1,162	1,578	1,361	**1,372**
	37,935	*39,367*	*42,420*	*47,207*	*51,990*	*58,676*	*67,590*	*70,602*	*77,015*	***83,406***
Taxes et droits d'accise—										
Taxe sur les produits et services										**2,574**
Taxe de vente	6,148	5,842	6,561	7,592	9,345	11,972	12,927	15,645	17,672	**13,630**
Droits de douane à l'importation	3,435	2,828	3,376	3,794	3,971	4,187	4,385	4,521	4,587	**4,001**
Autres	1,739	1,959	2,110	2,312	2,827	2,925	3,026	2,959	3,425	**3,466**
	11,322	*10,629*	*12,047*	*13,698*	*16,143*	*19,084*	*20,338*	*23,125*	*25,684*	***23,671***
Taxes en matière d'énergie—										
Taxe d'accise—Essence	436	408	386	404	729	1,279	2,286	2,174	2,154	**2,242**
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	864	1,960	2,106	2,563	2,037	473	−75	105	57	**−1**
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel					41	213	385	369	260	**231**
Taxe sur le gaz naturel et les liquides de gaz	998	1,264	524	−15	−15	1		−1		
Redevances d'exportation sur le pétrole	964	626	347	677	327		1			
Redevances d'indemnité spéciale sur le pétrole	473									
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	786	889	805	850	229	−1	6	−1		
	4,521	*5,147*	*4,168*	*4,479*	*3,348*	*1,965*	*2,603*	*2,646*	*2,471*	***2,472***
	15,843	*15,776*	*16,215*	*18,177*	*19,491*	*21,049*	*22,941*	*25,771*	*28,155*	***26,143***
Autres recettes fiscales	120	132	126	107	126	144	207	265	226	**279**
Total des recettes fiscales	53,898	55,275	58,761	65,491	71,607	79,869	90,738	96,638	105,396	109,828
Recettes non fiscales—										
Produits de placements—										
Banque du Canada	1,944	1,885	1,713	1,858	1,856	1,971	1,871	1,938	2,239	**2,809**
Société canadienne d'hypothèques et de logement	873	892	941	913	892	866	853	845	822	**772**
Société du crédit agricole	296	361	424	463	386	354	326	301	239	**230**
Compte du fonds des changes	711	435	345	224	−505	366	752	1,658	1,661	**2,258**
Intérêts des dépôts bancaires	701	433	395	243	278	219	279	256	278	**285**
Autres produits de placements	675	622	448	597	754	479	656	549	611	**453**
	5,200	*4,628*	*4,266*	*4,298*	*3,661*	*4,255*	*4,737*	*5,547*	*5,850*	***6,807***
Autres recettes non fiscales	1,209	759	1,141	1,267	1,665	1,807	2,137	1,882	2,461	**2,718**
Total des recettes non fiscales	6,409	5,387	5,407	5,565	5,326	6,062	6,874	7,429	8,311	9,525
Total des recettes nettes	60,307	60,662	64,168	71,056	76,933	85,931	97,612	104,067	113,707	119,353

TABLEAU 1.7

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Opérations budgétaires										
B. DÉPENSES, section 4										
Paiements de transfert —										
Aux particuliers—										
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	8,585	9,643	10,406	11,418	12,525	13,445	14,349	15,202	16,154	17,131
Prestations d'assurance-chômage	5,446	9,823	9,782	10,052	10,036	10,444	10,487	10,972	11,694	14,665
Allocations familiales	2,020	2,231	2,326	2,418	2,501	2,534	2,564	2,606	2,653	2,736
Autres	1,262	1,270	1,177	1,323	1,525	1,393	1,510	1,596	1,543	1,582
	17,313	*22,967*	*23,691*	*25,211*	*26,587*	*27,816*	*28,910*	*30,376*	*32,044*	*36,114*
À d'autres paliers de gouvernement—										
Arrangements fiscaux	4,750	5,597	5,977	5,985	5,941	6,302	7,007	8,127	8,653	8,280
Assurance et services de soins médicaux	4,283	4,060	5,564	6,330	6,400	6,607	6,558	6,678	6,663	6,033
Régime d'assistance publique du Canada	2,298	2,832	3,288	3,745	3,916	4,051	4,246	4,556	5,006	5,788
Aide à l'éducation	1,628	1,532	2,065	2,265	2,277	2,232	2,242	2,227	2,166	1,861
Autres	988	1,082	1,228	1,548	1,725	1,461	1,949	2,495	2,643	2,341
	13,947	*15,103*	*18,122*	*19,873*	*20,259*	*20,653*	*22,002*	*24,083*	*25,131*	*24,303*
Autres paiements de transfert	7,786	9,047	11,966	13,986	12,587	12,891	14,678	14,187	13,500	12,910
	39,046	47,117	53,779	59,070	59,433	61,360	65,590	68,646	70,675	73,327
Dépenses des sociétés d'État	4,753	7,150	5,198	6,576	4,809	5,288	5,159	6,072	5,581	6,145
Autres dépenses de programmes—										
Défense nationale	5,672	6,599	7,488	8,416	8,691	9,518	10,257	10,434	10,859	11,544
Tous les autres départements et organismes	11,305	11,922	12,543	13,051	13,142	13,840	15,779	14,697	16,768	16,418
	16,977	18,521	20,031	21,467	21,833	23,358	26,036	25,131	27,627	27,962
Total des dépenses de programmes	60,776	72,788	79,008	87,113	86,075	90,006	96,785	99,849	103,883	107,434
Frais de la dette publique	15,114	16,903	18,077	22,455	25,441	26,658	29,028	33,169	38,820	42,537
Total des dépenses nettes	75,890	89,691	97,085	109,568	111,516	116,664	125,813	133,018	142,703	149,971

TABLEAU 1.8

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT COMPARATIF DE L'ACTIF FINANCIER ET DU PASSIF
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
ACTIF FINANCIER										
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES										
Sociétés d'État "entreprises"	23,917	25,752	26,151	25,434	25,551	24,721	23,271	22,537	21,977	21,727
Moins: provision pour évaluation	2,898	4,816	4,950	5,050	4,950	5,050	4,650	5,450	5,550	5,650
	21,019	*20,936*	*21,201*	*20,384*	*20,601*	*19,671*	*18,621*	*17,087*	*16,427*	*16,077*
Autres	8,861	9,444	10,018	10,725	10,867	10,311	9,952	10,198	9,208	9,228
Moins: provision pour évaluation	5,039	5,432	6,001	6,600	7,000	6,900	7,000	6,800	6,200	6,300
	3,822	*4,012*	*4,017*	*4,125*	*3,867*	*3,411*	*2,952*	*3,398*	*3,008*	*2,928*
Total net des prêts, dotations en capital et avances	*24,841*	*24,948*	*25,218*	*24,509*	*24,468*	*23,082*	*21,573*	*20,485*	*19,435*	*19,005*
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE										
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	3,023	4,636	3,623	4,211	3,459	8,212	14,779	17,422	15,393	19,066
Fonds monétaire international—Souscriptions	2,780	2,716	3,995	3,985	4,670	4,936	5,038	4,534	4,474	4,565
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer et allocations de Droits de tirage spéciaux	3,391	3,323	4,302	4,332	5,151	5,580	5,815	5,186	5,045	5,063
Total net des comptes d'opérations de change	*2,412*	*4,029*	*3,316*	*3,864*	*2,978*	*7,568*	*14,002*	*16,770*	*14,822*	*18,568*
DÉBITEURS	*1,576*	*1,514*	*1,447*	*1,516*	*1,590*	*1,711*	*1,838*	*2,157*	*2,421*	*3,165*
FONDS EN TRANSIT	*1,829*	*2,565*	*1,876*	*1,882*	*1,693*	*1,468*	*2,322*	*2,087*	*2,035*	*2,196*
CAISSE	*6,620*	*4,579*	*6,412*	*5,858*	*4,744*	*4,618*	*1,533*	*1,833*	*1,512*	*2,569*
TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER	37,278	37,635	38,269	37,629	35,473	38,447	41,268	43,332	40,225	45,503
DÉFICIT ACCUMULÉ	105,889	134,918	167,835	206,347	240,930	271,663	299,864	328,815	357,811	388,429
TOTAL	143,167	172,553	206,104	243,976	276,403	310,110	341,132	372,147	398,036	433,932
PASSIF										
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES										
Compte du régime de pensions du Canada (net)	1,025	1,173	1,307	1,502	1,773	1,978	2,284	2,540	2,962	3,459
Comptes de pension de retraite (net)	30,143	34,126	37,988	42,290	46,970	51,965	57,388	63,213	69,597	74,807
Compte des rentes sur l'État	1,172	1,150	1,124	1,095	1,060	1,024	987	948	907	864
Comptes de dépôt et de fiducie	1,321	839	1,099	1,353	1,776	1,795	1,747	1,221	1,156	1,114
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,415	1,031	1,308	1,617	1,390	1,447	2,497	1,766	1,398	585
Autres	323	371	430	499	573	661	733	834	920	1,028
Total des comptes à fins déterminées	*35,399*	*38,690*	*43,256*	*48,356*	*53,542*	*58,870*	*65,636*	*70,522*	*76,940*	*81,857*
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	*14,601*	*17,301*	*19,947*	*22,901*	*21,632*	*22,629*	*24,687*	*25,324*	*26,534*	*28,172*
DETTE NON ÉCHUE										
À payer en monnaie canadienne	87,759	110,177	136,815	163,662	187,432	216,614	239,527	267,981	288,887	319,377
À payer en devises étrangères	5,408	6,385	6,086	9,057	13,797	11,997	11,282	8,320	5,675	4,526
Total de la dette non échue	*93,167*	*116,562*	*142,901*	*172,719*	*201,229*	*228,611*	*250,809*	*276,301*	*294,562*	*323,903*
TOTAL	143,167	172,553	206,104	243,976	276,403	310,110	341,132	372,147	398,036	433,932

TABLEAU 1.8a

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DES REDRESSEMENTS RÉTROACTIFS AU DÉFICIT ACCUMULÉ
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars								
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Déficit accumulé—tel qu'inscrit précédemment	106,528	135,262	167,985	206,497	241,080	271,813	300,014	328,965	357,961
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	−1,300	−1,400	−1,400	−1,400	−1,400	−1,400	−1,400	−1,400	−1,400
Provision pour évaluation de l'actif	661	1,056	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250	1,250
Déficit accumulé—tel que redressé	105,889	134,918	167,835	206,347	240,930	271,663	299,864	328,815	357,811

TABLEAU 1.9

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
II. Operations non budgetaires										
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, section 6										
Sociétés d'État "entreprises"—										
Institutions de crédit—										
Banque fédérale de développement	125	145	172	157	119	93	51			
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–199	–30	194	364	195	254	234	273	201	194
Société d'assurance-dépôts du Canada	–200	60	140	–40	–895	–268	–131	–361	320	150
Société du crédit agricole	–348	–394	–379	172	214	591	–179	230	104	–82
Société pour l'expansion des exportations	52	–40	–5	39	64	49	55	25	–75	–16
	–570	*–259*	*122*	*692*	*–303*	*719*	*30*	*167*	*550*	*246*
Autres sociétés d'État "entreprises"—										
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada		–41	–62	2	9	352	29	12	12	13
Petro-Canada	–840	–1,354	–660							
Autres	–346	–181	201	23	177	–272	1,391	–178	–2	–9
	–1,186	*–1,576*	*–521*	*25*	*186*	*80*	*1,420*	*–166*	*10*	*4*
Provision pour évaluation	386	1,918	134	100	–100	100	–400	1,050	100	100
	–1,370	***83***	***–265***	***817***	***–217***	***899***	***1,050***	***1,051***	***660***	***350***
Autres prêts, dotations en capital et avances—										
Administrations provinciales et territoriales	28	–41	35	67	110	89	37	28	–140	86
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	–276	–273	–167	–172	–142	124	81	132	696	19
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer)	–166	–213	–335	–378	–220	46	15	–24	–70	–37
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	29	28	31	32	31	26	24	20	17	13
Entreprises mixtes et en coparticipation	8	–42	7	–93	–61	237	319	36	362	
Divers	–17	–42	–145	–163	140	65	–117	1	125	–101
	–394	*–583*	*–574*	*–707*	*–142*	*587*	*359*	*193*	*990*	*–20*
Provision pour évaluation	500	393	569	599	400	–100	100	–200	–600	100
	106	***–190***	***–5***	***–108***	***258***	***487***	***459***	***–7***	***390***	***80***
Total des prêts, dotations en capital et avances après la provision pour évaluation	–1,264	–107	–270	709	41	1,386	1,509	1,044	1,050	430
B. COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, section 7										
Comptes d'éléments de passif—										
Compte du régime de pensions du Canada	152	148	134	195	271	205	306	255	422	497
Comptes de pension de retraite	3,514	3,983	3,862	4,302	4,680	4,995	5,423	5,825	6,384	5,210
Compte des rentes sur l'État	–21	–22	–26	–29	–35	–36	–37	–39	–41	–43
Comptes de dépôt et de fiducie	899	–482	260	254	423	19	–47	–518	–65	–42
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	–56	–384	277	309	–227	57	1,050	–731	–368	–813
Autres	48	48	59	69	74	88	71	108	86	108
Total des comptes à fins déterminées	4,536	3,291	4,566	5,100	5,186	5,328	6,766	4,900	6,418	4,917
C. AUTRES OPÉRATIONS, sections 8 et 11										
Débiteurs	–192	48	–5		–97	–114	–85	–314	–20	–744
Fonds en transit	–79	–722	761	–75	212	218	–896	631	–192	–161
Autres éléments de passif	3,318	2,700	2,646	2,954	–1,269	997	2,058	210	1,210	1,638
Total des autres opérations	3,047	2,026	3,402	2,879	–1,154	1,101	1,077	527	998	733
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation	6,319	5,210	7,698	8,688	4,073	7,815	9,352	6,471	8,466	6,080
Sommaire—										
Opérations non budgétaires nettes avant la provision pour évaluation	5,433	2,899	6,995	7,989	3,773	7,815	9,652	5,621	8,966	5,880
Provision pour évaluation	886	2,311	703	699	300		–300	850	–500	200
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation	6,319	5,210	7,698	8,688	4,073	7,815	9,352	6,471	8,466	6,080

Provenance/besoin (–)

TABLEAU 1.10

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DE CHANGE, DE LA DETTE NON ÉCHUE ET DE LA CAISSE
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
III. Opérations de change, section 9										
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	-185	-1,613	1,013	-588	752	-4,753	-6,567	-2,643	2,029	-3,673
Fonds monétaire international—Souscriptions	181	64	-1,279	10	-685	-266	-102	504	60	-91
	-4	*-1,549*	*-266*	*-578*	*67*	*-5,019*	*-6,669*	*-2,139*	*2,089*	*-3,764*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	2	44	-961	-32	-637	-359	-208	495	126	5
Allocations de Droits de tirages spéciaux	70	24	-18	2	-182	-70	-27	134	15	-23
	72	*68*	*-979*	*-30*	*-819*	*-429*	*-235*	*629*	*141*	*-18*
Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	634	977	-299	2,971	4,740	-1,800	-715	-2,962	-2,645	-1,149
Total des opérations de change	558	-640	414	2,423	5,626	-6,390	-7,149	-5,730	-697	-4,895
IV. Opérations de la dette non échue, section 10										
Obligations négociables	3,000	4,989	7,281	12,379	15,584	13,337	9,928	10,899	10,689	15,294
Obligations d'épargne du Canada	9,166	7,663	5,563	3,756	2,285	64	9,014	-5,567	-6,827	-6,485
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	18	17	18	16	240	1,351	696	513	67	420
Bons du Trésor	-2,395	9,750	12,575	10,600	9,650	15,000	4,100	21,650	15,850	20,600
Effets et prêts	268	863	1,085	2,987	861	-2,823	-1,171	-2,015	-1,734	-163
Bons du Canada						1,045		86	315	-438
	10,057	*23,282*	*26,522*	*29,738*	*28,620*	*27,974*	*22,567*	*25,566*	*18,360*	*29,228*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—										
Obligations négociables	14	-110	172	-122	137	-175	141	-46	107	-58
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	14	-3	11	42	-27	36	11	10	-36	19
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire						731	217	54	28	-74
Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	634	977	-299	2,971	4,740	-1,800	-715	-2,962	-2,645	-1,149
	662	*864*	*-116*	*2,891*	*4,850*	*-1,208*	*-346*	*-2,944*	*-2,546*	*-1,262*
Total des opérations de la dette non échue à payer en monnaie canadienne	9,395	22,418	26,638	26,847	23,770	29,182	22,913	28,510	20,906	30,490
V. Caisse en fin d'exercice, section 11										
En monnaie canadienne	6,541	4,193	6,329	5,779	4,566	4,479	1,381	1,708	1,369	2,459
En devises étrangères	79	386	83	79	178	139	152	125	143	110
Total de la caisse	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744	4,618	1,533	1,833	1,512	2,569

Provenance/besoin (–)

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS—CERTAINS COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA										
Rentrées—										
Contributions des employeurs et cotisations des employés	3,282	3,446	3,716	3,879	4,495	4,976	5,583	6,248	7,278	7,969
Revenus de placements	1,850	2,236	2,534	2,889	3,162	3,404	3,669	3,913	4,182	4,410
Déboursés—										
Pensions	-2,456	-3,036	-3,657	-4,224	-4,887	-5,722	-7,329	-8,445	-9,473	-10,541
Frais d'administration	-76	-85	-89	-100	-111	-140	-135	-134	-145	-163
Variation nette	2,600	2,561	2,504	2,444	2,659	2,518	1,788	1,582	1,842	1,675
Placements—Titres détenus par le Fonds de placement	-2,448	-2,413	-2,370	-2,249	-2,388	-2,313	-1,482	-1,327	-1,420	-1,178
Total (net) du Compte du régime de pensions du Canada	152	148	134	195	271	205	306	255	422	497

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS—CERTAINS COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Fin*

(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
COMPTES DE PENSION DE RETRAITE										
Compte de pension de retraite de la Fonction publique—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	321	339	349	373	391	398	427	434	426	478
Cotisations des employés	331	339	362	379	384	410	415	406	456	483
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	128	232	239	246	246	242	240	248	253	252
Intérêt	837	981	1,261	1,616	1,993	2,445	2,775	3,075	3,392	3,745
Redressement du passif actuariel	951	267								
Autres	14	21	21	21	25	31	31	33	42	43
Déboursés—										
Rentes	–466	–523	–576	–647	–740	–835	–931	–1,037	–1,142	–1,247
Autres	–65	–45	–42	–49	–65	–77	–116	–159	–118	–107
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	–375	301	481	356	244	53				
Variation nette	*1,676*	*1,912*	*2,095*	*2,295*	*2,478*	*2,667*	*2,841*	*3,000*	*3,309*	*3,647*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	159	183	200	212	223	233	247	255	270	288
Cotisations des employés	91	105	113	120	125	131	139	142	151	161
Intérêt	618	755	933	1,125	1,350	1,546	1,782	1,968	2,161	2,370
Redressement du passif actuariel	454	286	20							
Autres	1	2	2	2	2	3	2	3	4	4
Déboursés—										
Rentes	–292	–315	–336	–363	–394	–426	–459	–499	–544	–586
Autres	–15	–12	–10	–13	–16	–17	–20	–25	–31	–31
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	–151	20	239	203	152	62	4		–1	–2
Variation nette	*865*	*1,024*	*1,161*	*1,286*	*1,442*	*1,532*	*1,695*	*1,844*	*2,010*	*2,204*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	52	61	65	67	68	72	82	99	71	93
Cotisations des employés	27	31	34	34	34	37	40	41	43	47
Intérêt	68	103	127	157	196	237	271	307	349	393
Redressement du passif actuariel	51	5								
Déboursés—										
Rentes	–16	–19	–21	–24	–27	–33	–40	–48	–59	–68
Autres	–3	–2	–2	–2	–2	–3	–2	–2	–2	–3
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	–21	17	22	19	11	1				
Variation nette	*158*	*196*	*225*	*251*	*280*	*311*	*351*	*397*	*402*	*462*
Compte de prestations de retraite supplémentaires—										
Rentrées—										
Contribution du gouvernement	88	81	94	100	103	111	115	115	130	139
Cotisations des employés	83	87	94	100	103	111	115	115	129	139
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	24	43	45	46	47	45	48	50	52	52
Autres	159	180	185	260	268	273	332	398	471	610
Déboursés—										
Rentes	–26	–31	–27	–25	–27	–37	–53	–71	–94	–118
Autres	–13	–9	–10	–11	–14	–18	–21	–23	–25	–25
Variation nette	*315*	*351*	*381*	*470*	*480*	*485*	*536*	*584*	*663*	*797*
	3,014	3,483	3,862	4,302	4,680	4,995	5,423	5,825	6,384	7,110
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	500	500								–1,900
Total (net) des comptes de pension de retraite	3,514	3,983	3,862	4,302	4,680	4,995	5,423	5,825	6,384	5,210

Provenance/besoin (–)

Présentation des Comptes nationaux

Les Comptes nationaux des revenus et des dépenses ont été élaborés afin de fournir une méthode permettant l'analyse économique de la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie. Les notions et les définitions qui s'appliquent au secteur gouvernemental sont conformes à celles concernant les autres secteurs et suivent les pratiques internationales qui ont été élaborées sous l'égide des Nations Unies. La nature économique d'une opération constitue le facteur déterminant de son classement dans le cadre des Comptes nationaux.

En 1990-91, le déficit d'après les Comptes nationaux a augmenté de $3,197 millions, soit 13.9% par rapport au niveau de 1989-90. Ceci reflète une hausse de 6.2% dans les recettes et une hausse de 7.4% dans les dépenses.

TABLEAU 1.12

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES RECETTES ET DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Opérations des Comptes nationaux[1]										
A. RECETTES—										
Taxes directes—										
Particuliers	30,563	33,213	35,715	37,893	44,218	50,110	56,687	58,871	65,349	74,706
Sociétés	8,926	9,292	10,049	11,354	11,418	10,357	12,023	12,078	11,422	10,289
Non résidents	1,163	1,116	1,051	1,170	1,192	1,448	1,418	1,808	1,421	1,610
Total des taxes directes	*40,652*	*43,621*	*46,815*	*50,417*	*56,828*	*61,915*	*70,128*	*72,757*	*78,192*	*86,605*
Taxes indirectes	19,355	16,863	16,789	18,719	18,708	21,812	24,115	26,277	29,127	27,140
Autres transferts courants de particuliers	15	15	16	18	24	23	25	28	32	32
Revenus de placements	5,891	4,913	6,567	7,256	7,933	8,067	9,022	10,458	11,512	12,450
Provisions pour consommation de capital	944	1,008	1,077	1,176	1,255	1,303	1,354	1,449	1,563	1,682
Total des recettes	66,857	66,420	71,264	77,586	84,748	93,120	104,644	110,969	120,426	127,909
B. DÉPENSES—										
Biens et services courants—										
Défense	5,689	6,896	7,560	8,447	9,203	9,505	10,225	10,642	11,171	11,848
Non militaires	11,259	12,283	12,603	13,314	14,115	14,600	14,855	15,366	16,937	18,184
Total des biens et services courants	*16,948*	*19,179*	*20,163*	*21,761*	*23,318*	*24,105*	*25,080*	*26,008*	*28,108*	*30,032*
Paiements de transferts aux particuliers	19,776	25,989	28,254	30,440	31,809	33,570	34,799	36,548	38,819	43,944
Subventions	6,535	5,915	5,825	7,804	5,206	5,405	6,357	5,591	4,964	5,203
Assistance en capital	1,042	3,373	3,239	3,452	2,716	2,414	1,792	1,580	1,589	1,379
Transferts courants aux non résidents	944	1,072	1,282	1,541	1,537	1,904	2,262	2,468	2,950	2,323
Intérêt de la dette publique	14,855	16,821	17,900	22,116	25,102	26,385	28,680	32,885	38,570	42,017
Transferts aux provinces	14,217	15,902	18,316	20,120	20,269	20,959	22,781	23,953	25,211	25,915
Transferts aux administrations locales	326	345	528	503	488	523	653	702	884	880
Formation brute de capital	1,276	1,310	1,714	2,433	2,175	1,944	1,902	2,217	2,271	2,353
Total des dépenses	75,919	89,906	97,221	110,170	112,620	117,209	124,306	131,952	143,366	154,046
Déficit	-9,062	-23,486	-25,957	-32,584	-27,872	-24,089	-19,662	-20,983	-22,940	-26,137

[1] **Ces "Opérations des Comptes nationaux" sont conformes à celles publiées par Statistique Canada le 31 août 1991.**

Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux

Le tableau suivant présente le rapprochement des opérations entre les Comptes publics et les Comptes nationaux. Les principaux facteurs qui donnent lieu au rapprochement sont présentés ci-dessous.

Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement qui ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement sont, aux fins de présentation des Comptes publics, affectés à des crédits budgétaires et sont ainsi enregistrés comme des dépenses budgétaires. Dans la présentation des Comptes nationaux, ces déficits sont déduits du revenu de placement du gouvernement.

Dans les Comptes publics, les recettes sont enregistrées selon la comptabilité de caisse avec comme exception les recettes non fiscales. Bien que les recettes des Comptes nationaux soient en grande partie comptabilisées selon la comptabilité de caisse, certains postes, tels l'impôt sur le revenu des sociétés et les redevances d'exportation sur le pétrole, sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice. Cette différence résulte aussi en un traitement différent de l'accélération des déductions à la source et des taxes et droits d'accise provenant des grandes entreprises.

Les opérations concernant les comptes de pension des employés sont traitées comme des opérations non budgétaires dans les Comptes publics, bien que les contributions du gouvernement à ces comptes et les paiements de l'intérêt sur ces comptes sont compris dans les dépenses. Les contributions des employeurs et les cotisations des employés à ces comptes ainsi que les revenus d'intérêt connexes font partie des recettes du gouvernement dans la présentation des Comptes nationaux et les paiements de pension font partie des dépenses du gouvernement.

Dans la présentation des Comptes publics, l'achat d'immobilisations, tels les édifices et la machinerie, est comptabilisé comme une dépense budgétaire au cours de l'exercice d'acquisition. Seules les immobilisations et les dépenses en capital nouvellement produites figurent dans les dépenses des Comptes nationaux. Les Comptes nationaux ignorent également la vente des immobilisations puisque de telles ventes n'accroissent pas la production. Les recettes et les dépenses du gouvernement comprennent une provision pour amortissement des immobilisations dans les Comptes nationaux intitulée "Provision pour consommation de capital". Cet élément ne fait pas partie des Comptes publics.

Tant les Comptes publics que les Comptes nationaux comprennent les activités financières des sociétés d'État consolidées. Cependant, les inclusions ne sont pas identiques.

TABLEAU 1.13

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars									
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes budgétaires—Comptes publics	60,307	60,662	64,168	71,056	76,933	85,931	97,612	104,067	113,707	119,353
Eléments de rapprochement—										
Rentrées des fonds de pension du gouvernement	3,960	4,508	4,965	5,528	6,070	6,548	7,176	7,756	8,523	9,212
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	–91	910	520	–458	–138	–58	1,483	348	–1,599	–1,437
Provisions pour consommation de capital	944	1,008	1,077	1,176	1,255	1,303	1,354	1,449	1,563	1,682
Redevances d'indemnité sur le pétrole[1]	3,855	2,852	1,833	2,291	690					
Recettes non fiscales[2]	–488	–580	–656	–835	–989	–968	–1,260	–1,190	–1,316	–1,262
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	–1,465	–1,208	–1,088	–1,104	–933	–938	–937	–907	–991	–726
Divers[3]	–165	–1,732	445	–68	1,860	1,302	–784	–554	539	1,087
Total des recettes—Comptes nationaux	66,857	66,420	71,264	77,586	84,748	93,120	104,644	110,969	120,426	127,909
Dépenses budgétaires—Comptes publics	75,890	89,691	97,085	109,568	111,516	116,664	125,813	133,018	142,703	149,971
Éléments de rapprochement—										
Déboursés des fonds de pension du gouvernement	878	961	1,029	1,139	1,285	1,437	1,600	1,801	1,882	1,941
Dépenses nettes des fonds et organismes[4]	1,571	1,245	1,403	1,457	1,442	1,568	1,555	1,344	1,726	1,207
Provisions pour consommation de capital	944	1,008	1,077	1,176	1,255	1,303	1,354	1,449	1,563	1,682
Programme d'indemnisation pétrolière[5]	3,804	2,746	1,763	2,238	1,133	6	60			
Recettes non fiscales[6]	–488	–580	–656	–835	–989	–968	–1,260	–1,190	–1,316	–1,262
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	–1,465	–1,208	–1,088	–1,104	–933	–938	–937	–907	–991	–726
Transferts budgétaires aux fonds et organismes	–2,789	–927	–1,232	–1,526	–1,273	–1,213	–1,336	–1,335	–1,265	–1,063
Divers[7]	–2,426	–3,030	–2,160	–1,943	–816	–650	–2,543	–2,228	–936	2,296
Total des dépenses—Comptes nationaux	75,919	89,906	97,221	110,170	112,620	117,209	124,306	131,952	143,366	154,046

[1] Dans les Comptes publics, les redevances d'indemnité sur le pétrole sont déduites des paiements d'indemnisation pétrolière et sont comprises dans les dépenses budgétaires. Les recettes brutes et les paiements bruts sont inscrits dans les Comptes nationaux.

[2] Divers éléments de recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquels sont inscrits comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduits des dépenses d'après les Comptes nationaux.

[3] Les éléments majeurs sous divers comprennent les redressements pour les produits de la vente d'immobilisations utilisées, la taxe sur le transport aérien, les éléments imputés, le traitement des recettes dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars, et le traitement de l'accélération des déductions à la source et des taxes et droits d'accise provenant des grandes entreprises.

[4] Dans les Comptes nationaux, les crédits budgétaires à divers fonds et organismes sont remplacés par les dépenses courantes nettes des fonds et organismes.

[5] Cet élément représente la différence entre les paiements bruts inscrits d'après les Comptes nationaux et les paiements nets inscrits d'après les Comptes publics.

[6] Diverses recettes non fiscales telles les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquelles sont inscrites comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduites des dépenses d'après les Comptes nationaux.

[7] Les éléments majeurs sous divers comprennent les redressements pour des réserves et radiations, une provision pour évaluation de l'actif et du passif, l'achat d'immobilisations utilisées, les éléments imputés, et le traitement des dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1990-91

États financiers vérifiés du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
États financiers vérifiés—	
Préface	2.3
État de la responsabilité	2.5
État des opérations	2.6
État du déficit accumulé	2.6
État des recettes et dépenses	2.7
État de l'actif et du passif	2.8
État de l'évolution de la situation financière	2.10
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada	2.11
Opinion du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada	2.23
Renseignements supplémentaires—	
Observations du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada	2.25

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

PRÉFACE AUX ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états financiers est de fournir des renseignements au Parlement et par le fait même au public, pour faciliter la compréhension et l'évaluation de la nature et de l'étendue des affaires et des ressources financières pour lesquelles le gouvernement est responsable. Les états financiers reflètent la situation financière du gouvernement à la date de clôture des comptes, ainsi que les résultats de ses opérations, ses besoins financiers et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront le Trésor"; deuxièmement, le solde du Trésor, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états financiers comportent cinq états et des notes afférentes.

Le premier état financier est l'état des opérations, lequel indique l'excédent des sorties sur les entrées de fonds (besoins financiers) du gouvernement et les nouveaux emprunts qui en découlent. Les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- **Les opérations budgétaires** comprennent toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, comme les recettes fiscales et non fiscales, de même que les dépenses.

- **Les opérations non budgétaires** comprennent toutes les opérations touchant les prêts, dotations en capital et avances, celles des éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et toutes celles d'autres éléments de passif, autres que ceux reliés aux opérations de change et à la dette non échue.

- **Les opérations de change** comprennent toutes les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure du dollar canadien), la comptabilisation de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international, et la dette non échue à payer en devises étrangères.

- **Les opérations de la dette non échue** indiquent l'augmentation ou la diminution de la dette non échue laquelle représente le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Elles ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.

Le deuxième état financier est l'état du déficit accumulé qui montre le résultat net de l'accumulation des déficits et des excédents annuels d'opérations depuis la Confédération. Suite au redressement des résultats des exercices précédents, le déficit accumulé au début des exercices 1990 et 1991, a été redressé.

Le troisième état financier est l'état des recettes et dépenses qui présente les recettes et les dépenses du gouvernement (résultat des opérations) pour l'exercice.

Le quatrième état financier est l'état de l'actif et du passif. Cet état montre les soldes de caisse et les investissements du gouvernement, ainsi que les montants dus au ou par le gouvernement à la fin de l'exercice. Il diffère d'une certaine façon du bilan conventionnel propre au secteur privé. Deux différences majeures sont les immobilisations, lesquelles ont été comptabilisées comme dépenses, et les recettes fiscales qui sont enregistrées sur une base de caisse. Par conséquent, la différence entre le total de l'actif et le total du passif représente simplement l'ensemble des déficits et des excédents budgétaires annuels déterminés selon les conventions comptables du gouvernement.

Le cinquième état est l'état de l'évolution de la situation financière qui fournit des renseignements sur les besoins de trésorerie du gouvernement pour les activités de fonctionnement et d'investissement et les diverses formes de financement retenues pour ces activités.

Les autres sections de ce volume, de même que les volumes II et III des Comptes publics, sont destinés à fournir des renseignements plus détaillés à l'appui des états financiers. L'opinion du vérificateur général sur les états financiers ne porte pas sur ces sections et volumes des Comptes publics.

ÉTAT DE LA RESPONSABILITÉ

Les états financiers de cette section ont été préparés par le gouvernement du Canada conformément aux conventions comptables énoncées à la note 1 afférente aux états financiers, et ce de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers. Les états financiers sont préparés sous la direction conjointe du président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances et du Receveur général du Canada, en conformité avec la loi habilitante. Les états financiers sont préparés, de façon générale, selon une base de comptabilité d'exercice; les recettes fiscales constituent une exception importante puisqu'elles sont comptabilisées sur une base de caisse. De plus, les immobilisations sont imputées aux dépenses budgétaires lors de l'acquisition ou de la construction. Les renseignements compris dans ces états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance relative, fondés sur les meilleurs estimations et jugements du gouvernement.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus pour fournir une certitude raisonnable, que les opérations sont autorisées correctement par le Parlement, exécutées selon les règlements prescrits, et comptabilisées correctement afin de maintenir l'obligation de rendre compte de l'utilisation des deniers publics et de protéger les éléments d'actif et les biens du Canada assujettis à l'administration gouvernementale. Le Receveur général du Canada maintient les comptes du Canada, lesquels constituent un registre centralisé des opérations financières du gouvernement, et obtient, des départements, organismes et sociétés d'État, tous les renseignements supplémentaires requis de façon à rencontrer les exigences de comptabilité et de présentation de l'information financière.

Le vérificateur général du Canada exprime une opinion indépendante sur les états financiers préparés par le gouvernement, présentés dans cette section du volume I. Les fonctions du vérificateur général à cet égard sont énoncées à l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général, qui, d'une part, déclare que le vérificateur général indique si les états financiers sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent; il peut émettre des réserves. D'autres renseignements sont présentés dans les observations à la fin de la présente section.

Les états financiers, lesquels font partie des Comptes publics, sont déposés annuellement au Parlement, et sont référés au Comité permanent des Comptes publics. Ce Comité rend compte au Parlement des résultats de son examen de même que de toutes les recommandations qu'il peut avoir concernant les états financiers et l'opinion qui s'y rattache.

Au nom du gouvernement du Canada.

Le Contrôleur général du Canada **J.A. MACDONALD**	*Le Sous-ministre des Finances* **FREDERICK W. GORBET**	*Le Sous-receveur général du Canada* **NICK MULDER**

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des opérations
pour l'exercice clos le 31 mars 1991
(en millions de dollars)

	1991	1990 [2]
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES		
Recettes	119,353	113,707
Dépenses	-149,971	-142,703
Déficit de l'exercice	-30,618	-28,996
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES		
Provenance nette des prêts, dotations en capital et avances	430	1,050
Provenance nette des comptes à fins déterminées	4,917	6,418
Provenance nette des autres opérations	733	998
Provenance nette	6,080	8,466
Besoins financiers (non compris les opérations de change)	-24,538	-20,530
BESOINS NETS PROVENANT DES OPÉRATIONS DE CHANGE [1]	-4,895	-697
Total des besoins financiers	-29,433	-21,227
AUGMENTATION NETTE DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE [1]	30,490	20,906
Augmentation ou diminution (-) de la caisse	1,057	-321
CAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1,512	1,833
CAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	2,569	1,512

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions (non vérifiées) dans d'autres sections de ce volume.
[1] **Changement dans la dette non échue à payer en devises étrangères, -$1,149 millions en 1991 (-$2,645 millions en 1990), fait partie des opérations de change.**
[2] **Redressés afin de refléter les régularisations rétroactives telles que rapportées à la note 7*i*.**

GOUVERNEMENT DU CANADA

État du déficit accumulé
pour l'exercice clos le 31 mars 1991
(en millions de dollars)

	1991	1990
DÉFICIT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		
Tel qu'inscrit précédemment	357,961	328,965
Diminution du déficit accumulé au début de l'exercice due au redressement de chiffres de l'exercice précédent (note 7)	-150	-150
Déficit accumulé au début de l'exercice, redressé	357,811	328,815
Déficit de l'exercice	30,618	28,996
DÉFICIT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 7)	388,429	357,811

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions (non vérifiées) dans d'autres sections de ce volume.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des recettes et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

(en millions de dollars)

	1991		1990 [3]	
	Brutes [1]	Nettes [1]	Brutes [1]	Nettes [1]
RECETTES (note 4)—				
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu—				
Des particuliers	57,601	57,601	51,895	51,895
Des sociétés	11,726	11,726	13,021	13,021
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	12,707	12,707	10,738	10,738
Des non résidents	1,372	1,372	1,361	1,361
	83,406	*83,406*	*77,015*	*77,015*
Taxes et droits d'accise—				
Taxe sur les produits et services [2]	2,574	2,574		
Taxe de vente et taxe d'accise	20,057	19,568	24,063	23,568
Droits de douane à l'importation	4,001	4,001	4,587	4,587
	26,632	*26,143*	*28,650*	*28,155*
Autres recettes fiscales	279	279	226	226
	110,317	*109,828*	*105,891*	*105,396*
RECETTES NON FISCALES				
Produits de placements	6,857	6,807	5,967	5,850
Autres recettes non fiscales	5,538	2,718	5,300	2,461
	12,395	*9,525*	*11,267*	*8,311*
TOTAL DES RECETTES	122,712	119,353	117,158	113,707
DÉPENSES—				
PAIEMENTS DE TRANSFERT—				
Aux particuliers—				
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	17,131	17,131	16,154	16,154
Prestations d'assurance-chômage	14,665	14,665	11,694	11,694
Allocations familiales	2,736	2,736	2,653	2,653
Autres	1,582	1,582	1,543	1,543
	36,114	*36,114*	*32,044*	*32,044*
À d'autres paliers de gouvernement—				
Arrangements fiscaux	8,280	8,280	8,653	8,653
Assurance et services de soins médicaux	6,033	6,033	6,663	6,663
Régime d'assistance publique du Canada	5,788	5,788	5,006	5,006
Aide à l'éducation	1,861	1,861	2,166	2,166
Autres	2,341	2,341	2,643	2,643
	24,303	*24,303*	*25,131*	*25,131*
Autres paiements de transfert	12,910	12,910	13,500	13,500
TOTAL DES PAIEMENTS DE TRANSFERT (note 5)	*73,327*	*73,327*	*70,675*	*70,675*
Dépenses des sociétés d'État (notes 5 et 8)	*7,087*	*6,145*	*6,569*	*5,581*
Autres dépenses de programmes—				
Défense nationale	11,891	11,544	11,206	10,859
Tous les autres départements et organismes	18,568	16,418	18,884	16,768
TOTAL DES AUTRES DÉPENSES DE PROGRAMMES (note 5)	*30,459*	*27,962*	*30,090*	*27,627*
Frais de la dette publique	*43,537*	*43,537*	*38,820*	*38,820*
TOTAL DES DÉPENSES (note 6)	153,330	149,971	146,154	142,703
DÉFICIT DE L'EXERCICE	30,618	30,618	28,996	28,996

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) dans d'autres sections de ce volume.

[1] La différence entre brutes et nettes provient des recettes à valoir sur les crédits et des recettes des sociétés d'État consolidées.

[2] La taxe sur les produits et services est entrée en vigueur le 1er janvier 1991. Par conséquent, il n'y a pas de renseignements comparatifs pour 1990.

[3] Redressés afin de refléter les régularisations rétroactives telles que rapportées à la note 7i.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'actif et du passif au 31 mars 1991
(en millions de dollars)

	1991	1990 [1]
ACTIF FINANCIER		
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—		
Sociétés d'État "entreprises" (notes 8 et 15)—		
Institutions de crédit—		
Banque fédérale de développement	294	294
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,509	8,703
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,225	1,375
Société du crédit agricole	3,450	3,368
Société pour l'expansion des exportations	788	772
	14,266	*14,512*
Autres sociétés d'État "entreprises"—		
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,427	2,440
Petro-Canada	4,299	4,299
Autres	735	726
	7,461	*7,465*
Moins: provision pour évaluation	5,650	5,550
Total des sociétés d'État "entreprises"	16,077	16,427
Autres prêts, dotations en capital et avances—		
Administrations provinciales et territoriales	937	1,023
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement (note 9)	3,476	3,495
Organismes internationaux (note 9)	4,898	4,666
Moins: effets à payer	2,077	1,882
	2,821	*2,784*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, moins la provision pour prestations conditionnelles	61	74
Entreprises mixtes et en coparticipation	162	162
Divers	1,771	1,670
	9,228	*9,208*
Moins: provision pour évaluation	6,300	6,200
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	2,928	3,008
TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	*19,005*	*19,435*
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (note 10)	19,066	15,393
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,565	4,474
	23,631	*19,867*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,854	3,859
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,209	1,186
	5,063	*5,045*
TOTAL DES COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE	*18,568*	*14,822*
DÉBITEURS (nets de la provision pour créances douteuses au montant de $1,508 ($998 en 1990))	*3,165*	*2,421*
FONDS EN TRANSIT	*2,196*	*2,035*
CAISSE	*2,569*	*1,512*
TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER	**45,503**	**40,225**
DÉFICIT ACCUMULÉ (note 7)	**388,429**	**357,811**
TOTAL	**433,932**	**398,036**

	1991	1990 [1]
PASSIF		
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—		
Compte du Régime de pensions du Canada (note 11)	41,120	39,445
Moins: titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	37,661	36,483
	3,459	*2,962*
Comptes de pension de retraite (note 12)	74,807	69,597
Compte des rentes sur l'État	864	907
Comptes de dépôt et de fiducie	1,114	1,156
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	585	1,398
Autres	1,028	920
TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	*81,857*	*76,940*
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—		
Intérêts et dette échue	10,345	10,317
Moins: escompte non amorti des bons du Canada et du Trésor	4,302	4,029
	6,043	*6,288*
Créditeurs	10,286	9,642
Chèques et mandats en circulation	4,022	2,546
Provision pour prestations aux employés	3,950	4,200
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement—		
Emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État (note 8)	17,877	16,708
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés d'État "entreprises"	14,327	13,158
	3,550	*3,550*
Divers	321	308
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	*28,172*	*26,534*
DETTE NON ÉCHUE—		
À payer en monnaie canadienne—		
Obligations négociables	143,600	127,682
Obligations d'épargne du Canada	34,444	40,929
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	3,492	3,072
Bons du Trésor	139,150	118,550
	320,686	*290,233*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	1,309	1,346
	319,377	*288,887*
À payer en devises étrangères—		
Obligations négociables	3,504	4,128
Effets et prêts	14	177
Bons du Canada	1,008	1,446
	4,526	*5,751*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement		76
	4,526	*5,675*
TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE (note 13)	*323,903*	*294,562*
TOTAL	**433,932**	**398,036**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions (non vérifiées) dans d'autres sections de ce volume.
[1] Redressés afin de refléter les régularisations rétroactives telles que rapportées à la note 7*i*.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos le 31 mars 1991
(en millions de dollars)

	1991	1990
BESOINS DE TRÉSORERIE POUR:		
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT —		
Déficit de l'exercice	30,618	28,996
Moins: sorties (entrées)(–) n'ayant pas d' (ayant une) incidence sur la caisse		
Provision pour évaluation de l'actif et du passif	–1,725	665
Contributions du gouvernement pour des prestations aux employés	1,131	1,014
Intérêts sur — les comptes de pension de retraite des employés	7,118	6,373
— les autres comptes à fins déterminées	671	600
Augmentation des débiteurs	–744	–264
Augmentation nette des créditeurs et des frais courus	1,908	880
Diminution nette des intérêts courus et de l'escompte non amorti sur la dette publique	–245	–835
	8,114	*8,433*
BESOINS DE TRÉSORERIE POUR ACTIVITIÉS DE FONCTIONNEMENT	***22,504***	***20,563***
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT —		
Prêts et investissements [1]	4,845	4,418
Moins: remboursements et recouvrements [1]	4,913	6,020
	–68	*–1,602*
Sorties nettes de fonds dans les comptes à fins déterminées	2,102	1,569
BESOINS DE TRÉSORERIE POUR ACTIVITIÉS D'INVESTISSEMENT	***2,034***	***–33***
TOTAL DES BESOINS DE TRÉSORERIE	24,538	**20,530**
FINANCÉS PAR:		
Diminution (–) augmentation dans les comptes d'opérations de change	–3,746	1,948
Émissions d'effets et de titres en monnaie étrangère	6,659	7,258
Moins: remboursements	7,808	9,903
Monnaie étrangère nette remboursée	*–1,149*	*–2,645*
BESOINS NETS PROVENANT DES OPÉRATIONS DE CHANGE	***–4,895***	***–697***
Émissions de titres en monnaie canadienne	362,766	327,119
Moins: remboursements	332,276	306,213
EMPRUNT NET EN MONNAIE CANADIENNE	***30,490***	***20,906***
AUGMENTATION (–) DIMINUTION NETTE DE LA CAISSE	***–1,057***	***321***
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES POUR TOUTES LES ACTIVITÉS	24,538	**20,530**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions (non vérifiées) dans d'autres sections de ce volume.
[1] Les chiffres diffèrent de ceux qui sont présentés à l'état des opértations parce que les opérations hors caisse ont été classées et montrées séparément.

Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada

1. Principales conventions comptables

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

L'entité comptable du gouvernement du Canada comprend l'ensemble des organismes qui appartiennent au gouvernement ou sont contrôlés par celui-ci et qui ont à rendre compte de la gestion de leurs activités et de leurs ressources financières soit à un ministre, soit directement au Parlement.

ii. Méthode de comptabilisation pour les organismes gouvernementaux

À l'exception des sociétés d'État "entreprises" qui sont comptabilisées au coût, tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés dans les états financiers par voie de consolidation. Les sociétés d'État "entreprises" sont définies comme étant des organismes corporatifs qui ne sont pas dépendants de crédits parlementaires et dont l'activité principale est la vente de biens et la prestation de services à des tiers.

iii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

Les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel et sont inscrites à l'état des recettes et dépenses. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances, soit à la création ou au règlement de dettes, et sont divulguées à l'état de l'actif et du passif.

Les montants comparatifs sont reclassifiés rétroactivement pour être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

iv. Opérations budgétaires

Les recettes et les dépenses sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses. La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers, ainsi que les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

Recettes

Les recettes fiscales sont comptabilisées nettes des remboursements, et ne comprennent ni les impôts prélevés au nom des provinces et des territoires, ni les montants crédités aux autres comptes de passif.

Les recettes fiscales du gouvernement sont généralement comptabilisées au cours de l'exercice duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice au cours duquel le cycle de traitement pour l'évaluation des déclarations d'impôt débute.

Les recettes non fiscales sont comptabilisées au cours de l'exercice où ont eu lieu les opérations ou les faits dont les recettes découlent.

Dépenses

Les dépenses comprennent les imputations pour les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice. Les dépenses peuvent également comprendre les imputations nettes reliées aux provisions pour évaluation de l'actif, éventualités générales, emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État et les autres éléments de passif.

v. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers. Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises à l'état de l'actif et du passif. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales.

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, les structures techniques, les bâtiments, machines et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vi. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers qui résultent des opérations et des faits survenus avant la date de clôture des comptes.

Les emprunts de toutes les sociétés "entreprises" mandataires de l'État sont comptabilisés comme éléments de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts qui seront probablement remboursés par ces sociétés.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

Actif

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, le gouvernement considère ces prêts comme étant recouvrables sauf si le débiteur refuse de façon officielle d'honorer sa dette. La provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur aux livres des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à l'équivalent en dollars canadiens de 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. On trouvera plus de détails sur les réserves d'or à la note 10.

Passif

Le passif est inscrit au montant réel à payer. Les indemnités de cessation d'emploi, les régimes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle. On trouvera plus de précisions sur les obligations des comptes de pensions de retraite à la note 12.

viii. Provisions pour éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions en regard de mesures possibles d'aide concernant la dette ou le service de la dette pour les pays en difficulté financière, en vertu d'ententes

multilatérales. Ces provisions sont comprises, comme convenu, dans la provision pour évaluation de l'actif et dans la provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur au moment des opérations.

Les éléments d'actif et de passif qui proviennent d'opérations de change sont convertis à la fin de l'exercice, aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. Le gouvernement peut seulement prélever les recettes et dépenser ou emprunter les deniers avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Trésor. Tous les déboursés du Trésor pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue, doivent être autorisés par le Parlement, par le biais des lois de crédits annuelles et d'autres textes de loi.

Les sociétés d'État qui sont mandataires de Sa Majesté peuvent emprunter, mais seulement lorsque les lois du Parlement les autorisent. De telles lois spécifient généralement une limite quant aux montants des emprunts qui peuvent être en circulation en tout temps. Les sociétés non mandataires de l'État peuvent emprunter sans autorisation parlementaire spécifique. Les emprunts des sociétés non mandataires de l'État sont quelquefois garantis par le gouvernement en vertu d'autorisations parlementaires.

3. Autorisations pour les dépenses et emprunts

i. Provenance et utilisation des autorisations pour les dépenses

Le tableau suivant résume les autorisations accordées par le Parlement et utilisées par le gouvernement pour les dépenses, et pour les prêts, dotations en capital et avances.

	(en millions de dollars)			
	1991		1990	
	Dépenses (budgétaires)	Prêts, dotations en capital et avances (non budgétaires)	Dépenses (budgétaires)	Prêts, dotations en capital et avances (non budgétaires)
Employées au cours de l'exercice	138,065	852	131,945	487
Annulées	2,299	38	2,558	28
Suremployées	-4		-131	
Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	957	49,953	1,355	42,895
Autorisations disponibles pour emploi incluant celles des exercices précédents	141,307	50,843	135,727	43,410

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) aux tableaux 5 et 6 à la section 1 du volume II (partie I) des Comptes publics.

ii. Conciliation de l'autorisation de dépenser

L'utilisation de l'autorisation budgétaire qui est présentée dans le tableau précédent diffère du total des dépenses nettes rapporté à l'état des recettes et dépenses. Certains comptes à fins déterminées et certaines sociétés d'État sont consolidés aux états financiers du gouvernement mais non dans les autorisations budgétaires disponibles pour utilisation. De plus, les autorisations budgétaires disponibles ne comprennent pas la provision pour évaluation de l'actif et du passif, qui est autorisée en vertu de l'article 63 de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces différences sont:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Utilisation des autorisations pour les dépenses budgétaires selon le tableau ci-haut	138,065	131,945
Effet de la consolidation de certains comptes à fins déterminées—		
Compte d'assurance-chômage	13,502	9,740
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	-37	-235
Autres comptes	415	512
Effet de la consolidation de certaines sociétés d'État	-78	212
Provision nette pour évaluation de l'actif et du passif[1]	-1,725	715
Recettes internes éliminées	-171	-186
Total des dépenses nettes selon l'état des recettes et dépenses	149,971	142,703

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 5 de ce volume au sujet des comptes à fins déterminées consolidés et des sociétés d'État consolidées.

[1] Pour l'exercice en cours, une provision de $1,725 millions a été renversée (une provision de $1,375 millions a été établie en 1990), et aucun actif n'a été radié ($660 millions fut radié en 1990). Pour l'exercice en cours, il n'y a aucun effet sur la provision suite à la consolidation des sociétés d'État. L'effet de -$50 millions sur la provision en 1990 suite à la consolidation, n'est pas compris dans le $715 millions en 1990 mais fait partie du $212 millions de l'effet de la consolidation des sociétés d'État.

iii. Suremploi des autorisations pour les dépenses

Les crédits suivants ont été suremployés. La plupart des montants représentent des obligations encourues mais impayées à la fin de l'exercice. Dans l'exercice suivant, l'autorisation pour les dépenses de chacun de ces crédits est réduite du montant de ces dettes.

	(en millions de dollars)
	1991
Communications	
Musée canadien de la nature	
Crédit 47c—Paiements au Musée canadien de la nature	[1]
Musées nationaux du Canada	
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement	2
Crédit 80—Dépenses en capital	[1]
Forêts	
Crédit 10—Subventions et contributions	[1]
Justice	
Crédit 5—Subventions et contributions	2
	4

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) aux sections ministérielles du volume II (partie I) des Comptes publics.

[1] Moins de $500,000.

iv. Pouvoirs d'emprunt

Le tableau suivant présente les pouvoirs d'emprunt disponibles et leur emploi, conciliés avec la variation de la dette non échue telle que rapportée à l'état de l'actif et du passif.

	(en millions de dollars)							
	1991				1990			
	Disponibles	Employés	Annulés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Disponibles	Employés	Annulés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents
Pouvoirs qui imposent une limite d'après les lois sur le pouvoir d'emprunt	27,350	27,350			25,175	18,747		6,428
Article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques[1]	2,600	1,287	1,313					
Total	29,950	28,637	1,313		25,175	18,747		6,428
Augmentation nette de la dette non échue		29,340				18,261		
Variation nette des obligations d'épargne du Canada échues mais non rachetées		–34				11		
Variation de l'avoir interne de la dette du gouvernement		–165				105		
Variation dans les obligations émises au Régime des pensions du Canada		–420				–67		
Variation dans les régularisations des titres détenus par les sociétés d'État consolidées		52				–7		
Redressements de devises étrangères		–136				444		
Emploi total des pouvoirs d'emprunt		28,637				18,747		

[1] Autorise le gouvernement à emprunter, pour une période fixe n'excédant pas six mois, les montants nécessaires pour s'assurer que le Trésor soit suffisant pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

4. Recettes

i. Impôt sur le revenu des particuliers

Le tableau suivant présente le détail des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers tel que classifié dans l'état des recettes et dépenses:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Impôt sur le revenu		
Des particuliers	60,434	54,909
Moins: crédits d'impôt remboursables		
crédits d'impôt pour les enfants	2,094	2,444
crédits d'impôt pour la taxe de vente	727	542
crédits d'impôt à l'investissement	12	28
Total	57,601	51,895

ii. Crédits d'impôt remboursables

Les crédits d'impôt remboursables sont réclamés à même les déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés et sont réglés en réduisant le montant d'impôt à payer pour l'année ou, lorsqu'il n'y a aucun impôt à payer, par l'émission d'un chèque de remboursement. Dans les deux cas, les recettes provenant de l'impôt sur le revenu sont réduites, même si aucun impôt n'a été payé. Si ces réductions d'impôt et paiements directs avaient été inscrits comme dépenses, le total des dépenses brutes et les recettes provenant de l'impôt sur le revenu auraient augmenté.

iii. Taxes et droits d'accise

Le tableau suivant présente le détail des taxes et droits d'accise tel que divulgué dans l'état des recettes et dépenses:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Taxe sur les produits et services	3,369	
Moins: crédits d'impôt trimestriels	598	
remboursements	2	
ristournes	195	
	2,574	
Autres taxes et droits d'accise		
Taxe de vente fédérale	13,630	17,672
Taxes en matière d'énergie	2,472	2,471
Autres	3,466	3,425
	19,568	*23,568*
Droits de douane à l'importation	4,001	4,587
Total	26,143	28,155

Le 1er janvier 1991, la taxe sur les produits et services (TPS), au caractère multi-stades portant sur une large assiette, est entrée en vigueur. Étant donné que la TPS ne s'applique qu'au trimestre fiscal du 1er janvier au 31 mars 1991, les montants rapportés pour l'exercice représentent une petite portion des recettes prévues pour un exercice complet. Les recettes rapportées représentent les remises reçues durant février et mars 1991. La TPS rapportée dans l'état des recettes et dépenses est nette de tous les crédits, remboursements et ristournes.

Avec l'adoption de la TPS, la taxe de vente fédérale (TVF) a cessé d'avoir une application générale après le 31 décembre 1990. Des amendements ont été entérinés afin de supprimer la TVF existante. La TVF rapportée dans l'état des recettes et dépenses est nette des remboursements et des ristournes spéciales d'inventaire comprises dans les provisions de fermeture. Ces ristournes spéciales s'élevaient à $1,053 millions au 31 mars 1991.

D'autres taxes et droits d'accise sont perçus sur les boissons alcooliques et les produits du tabac. De plus, des taxes d'accise sont imposées sur d'autres items comme les bijoux, les véhicules pour passagers, les systèmes d'air climatisé et les services de programmation des télécommunications.

iv. Recettes non fiscales

Le tableau suivant présente le détail des recettes non fiscales tel que présenté dans l'état des recettes et dépenses:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Produits de placements		
Prêts, dotations en capital et avances	4,487	3,850
Comptes d'opérations de change	2,269	1,672
Autres	51	328
	6,807	*5,850*
Autres recettes non fiscales	2,718	2,461
Total	9,525	8,311

Les autres recettes non fiscales comprennent principalement les recouvrements de dépenses d'exercices précédents, les rémunérations de services, les privilèges, licences et permis, les produits des ventes de biens immobilisés, de biens et services d'usage courant et de la monnaie canadienne.

5. Dépenses

i. Paiements de transfert

Le gouvernement verse des paiements de transfert aux particuliers, aux autres paliers de gouvernement, aux entreprises et institutions sans but lucratif, aux organismes internationaux et aux pays étrangers.

Les paiements aux particuliers représentent essentiellement un cadre de sécurité du revenu. Les particuliers reçoivent une aide en raison de leur âge (sécurité de la vieillesse et allocations familiales), du fait qu'ils sont temporairement sans emploi (assurance-chômage) ou pour toute autre raison spécifique.

Des paiements sont effectués aux autres paliers de gouvernement pour de nombreux programmes de transfert gérés par le gouvernement fédéral et relevant de diverses autorisations statutaires. Ils comprennent les paiements de péréquation et les paiements pour les services de soins de santé, l'enseignement et les subventions en remplacement d'impôts.

Les paiements aux entreprises comprennent des subventions à l'agriculture pour le transport et l'entreposage de grain; des subventions à l'industrie du pétrole et du gaz pour le développement extra-côtier, des subventions à l'encouragement, l'indemnisation pétrolière, ainsi que des subventions, pour les tarifs de transport, aux compagnies de chemin de fer et de transport, conformément à diverses autorisations statutaires.

Des paiements sont également faits aux organismes internationaux ayant pour but d'aider au développement, d'assurer la protection militaire et de fournir des services de communication via satellite. Les paiements aux pays étrangers sont effectués pour l'achat de produits et de services, en vertu de l'aide publique au développement. Des paiements consacrés à l'aide alimentaire sont également effectués à des institutions internationales au profit des bénéficiaires des pays en développement.

Des paiements aux institutions sans but lucratif sont effectués aux universités pour aider à la recherche, aux organismes sans but lucratif pour la recherche et le développement ainsi qu'à divers organismes nationaux.

Le tableau suivant présente un résumé des paiements de transfert tel que présenté à l'état des recettes et dépenses.

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Paiements de transfert—		
Aux particuliers	36,114	32,044
À d'autres paliers de gouvernement	24,303	25,131
Autres paiements de transfert—		
Aide extérieure	2,307	2,768
Indiens et Inuit	2,311	2,035
Création d'emplois et adaptation de la main-d'oeuvre active	1,719	1,671
Développement industriel et régional	707	831
Programmes agricoles	1,099	1,412
Sciences et technologie	1,461	1,455
Autres	3,306	3,328
	12,910	*13,500*
Total des paiements de transfert	73,327	70,675

ii. Dépenses des sociétés d'État

Le tableau suivant présente les composantes les plus importantes comprises dans les dépenses des sociétés d'État:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Dépenses des sociétés d'État consolidées	5,541	5,772
Dépenses reliées aux sociétés d'État "entreprises"	1,466	797
	7,007	*6,569*
Moins: recettes des sociétés d'État consolidées	862	988
Total	6,145	5,581

iii. Autres dépenses de programmes

Les autres dépenses de programmes, par ministère, sont les suivantes:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Agriculture	780	708
Communications	431	488
Emploi et Immigration	532	490
Environnement	1,025	902
Affaires extérieures	1,037	954
Industrie, Sciences et Technologie	1,148	946
Santé nationale et Bien-être social	1,015	865
Revenu national	2,101	1,655
Travaux publics	982	827
Solliciteur général	2,301	2,099
Transports	1,342	1,419
Autres	3,724	5,415
	16,418	*16,768*
Défense nationale	11,544	10,859
Total	27,962	27,627

6. Dépenses par article courant

Les dépenses d'après l'état des recettes et dépenses sont présentées par article courant dans le tableau suivant:

Article courant		(en millions de dollars)	
		1991	1990
(1)	Personnel	18,384	16,653
(2)	Transports et communications	1,931	1,970
(3)	Information	296	248
(4)	Services professionnels et spéciaux	2,995	2,483
(5)	Location	1,022	843
(6)	Achat de services de réparation et d'entretien	1,384	1,392
(7)	Services publics, fournitures et approvisionnements	2,498	2,351
(8)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	857	1,020
(9)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	3,238	3,199
(10)	Paiements de transfert	73,327	70,675
(11)	Service de la dette publique	42,537	38,820
(12)	Autres subventions et paiements	4,861	6,500
	Total des dépenses brutes	153,330	146,154
(13)	*Moins:* recettes à valoir sur le crédit	2,497	2,463
	recettes brutes des sociétés d'État consolidées	862	988
	Total des dépenses nettes	149,971	142,703

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) au tableau 3 à la section 1 du volume II (partie I) des Comptes publics.

7. Déficit accumulé

i. Redressement des exercices précédents

En 1991, le redressement des résultats des exercices précédents a donné lieu aux régularisations suivantes:

Une régularisation a été faite afin de corriger une erreur de $1,400 millions dans la provision estimée pour le passif actuariel pour les pensions des employés. Cette erreur découle de l'inclusion, aux fins du calcul des bénéfices, de certains services n'ouvrant pas droit à pension de certains employés. Le montant total de l'erreur s'applique aux exercices antérieurs à l'exercice financier 1983-84. Le déficit accumulé au début de 1990-91 et de 1989-90 a été redressé afin de refléter la correction rétroactive de l'erreur.

L'émission d'actions autodétenues de Petro-Canada, autorisée par la Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada, a eu lieu peu après la fin de l'exercice 1990-91. Cela a permis au gouvernement d'évaluer avec plus de précision la valeur de son investissement dans Petro-Canada. Par conséquent, la valeur comptable nette de l'investissement du gouvernement dans Petro-Canada a été rajustée à $2,249 millions afin de montrer la valeur de réalisation nette estimative révisée. Le déficit accumulé au début de l'exercice courant et de l'exercice précédent a été redressé pour tenir compte de ce rajustement qui a trait aux exercices de 1981 à 1984, exercices dans lesquels les investissements ont été faits dans Petro-Canada.

L'effet de ces ajustements sur le déficit accumulé au début de l'exercice courant et précédent, est le suivant:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	-1,400	-1,400
Provision pour évaluation des actifs	1,250	1,250
Diminution du déficit accumulé au début de l'exercice due au redressement de chiffres des exercices précédents	-150	-150

ii. Exercice courant

Conformément à ces conventions comptables énoncées, les opérations de certains comptes à fins déterminées et de certaines sociétés d'État sont comprises dans les recettes et les dépenses du gouvernement. Les lois habilitantes exigent que les recettes des comptes à fins déterminées soient réservées et que les versements qui s'y rattachent soient imputés contre de telles recettes. Toute insuffisance des recettes par rapport aux versements doit être comblée à même les recettes futures de ces comptes. Le tableau suivant présente les soldes de ces comptes à fins déterminées et les bénéfices non répartis des sociétés d'État consolidées lesquels sont compris dans le déficit accumulé:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Déficit accumulé à l'exclusion des comptes consolidés	390,074	360,165
Comptes à fins déterminées consolidés—		
Compte d'assurance-chômage	-176	-971
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	-3,565	-3,565
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	1,120	1,164
Fonds de réassurance-récolte	496	131
Comptes de stabilisation des produits agricoles	30	161
Dépenses courues du Fonds de réassurance-récolte	63	502
Dépenses courues du Compte d'assurance-chômage	771	513
Autres comptes à fins déterminées	-211	-198
	-1,472	-2,263
Sociétés d'État consolidées—		
Renversement de la provision pour évaluation	-200	-200
Bénéfices non répartis	27	109
	-173	-91
Déficit accumulé	388,429	357,811

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) sur les comptes consolidés à la section 5 de ce volume.

8. Sociétés d'État

i. Sociétés d'État consolidées

Les sociétés d'État consolidées sont les sociétés d'État et leurs filiales en propriété exclusive dont les fonds provenant du gouvernement sont la principale source de revenus.

Au total, 33 sociétés d'État ont été consolidées en 1991 (29 en 1990). Les sociétés d'État consolidées les plus importantes sont: l'Énergie atomique du Canada, Limitée, la Société Radio-Canada, Marine Atlantique S.C.C. et VIA Rail Canada Inc.

ii. Sociétés d'État "entreprises"

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1 *ii*, les sociétés d'État "entreprises" ne sont pas consolidées dans les états financiers du gouvernement mais sont comptabilisées à la valeur d'acquisition. Les principales sociétés d'État "entreprises" sont présentées séparément à l'état de l'actif et du passif.

Les tableaux suivants présentent l'actif, le passif, les recettes/revenus et les dépenses du gouvernement et des sociétés d'État "entreprises".

Les tableaux présentent les opérations financières et les résultats des opérations des sociétés d'État "entreprises" selon, la plupart des cas, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) employés par les sociétés du secteur privé. En vertu des PCGR, les éléments d'actif non financiers, tels que les bâtiments, la machinerie, l'outillage et les stocks, sont reflétés comme éléments d'actif et amortis au cours de leur durée de vie utile ou lorsqu'ils sont employés. Le gouvernement comptabilise l'achat de ces éléments d'actif non financiers comme des dépenses au moment de l'acquisition.

Pour les sociétés d'État "entreprises" dont la fin de l'exercice est le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers vérifiés. Pour les sociétés ayant une fin d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés, lesquels ont été préparés de la même manière que celle des plus récents états financiers vérifiés.

Les états financiers de chaque société d'État "entreprise" et des sociétés d'État consolidées sont reproduits dans le volume III.

a) Actif et passif

	(en millions de dollars)			
	1991		1990	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprises"	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprises"
Actif				
Financier				
Tiers	**29,426**	**33,755**	23,798	32,506
Gouvernement et sociétés d'État ..	**16,077**	**25,528**	16,427	23,515
Total de l'actif financier	**45,503**	**59,283**	40,225	56,021
Immobilisations et frais reportés		**17,884**		17,371
Total de l'actif	45,503	77,167	**40,225**	**73,392**
Passif				
Tiers				
Emprunts	**300,151**		271,316	
Mandataires		**17,877**		16,708
Non mandataires ..		**2,583**		1,716
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		**22,974**		22,460
Autres éléments de passif	**106,479**	**7,808**	99,924	7,781
Gouvernement et sociétés d'État ...	**27,302**	**15,978**	26,796	14,805
Total du passif	433,932	67,220	**398,036**	**63,470**
Actif/passif (-) net	-388,429	9,947	**-357,811**	**9,922**
Passif éventuel	26,180	475	**19,000**	**515**

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 6 de ce volume.

b) Recettes/revenus et dépenses

	(en millions de dollars)			
	1991		1990	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprises"	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés d'État "entreprises"
Recettes/revenus				
Tiers	**117,375**	**21,875**	112,752	21,141
Gouvernement et sociétés d'État	**5,337**	**4,332**	4,406	3,855
Total des recettes/revenus	122,712	26,207	**117,158**	**24,996**
Dépenses				
Tiers	**148,933**	**20,952**	141,750	20,251
Gouvernement et sociétés d'État	**4,397**	**2,387**	4,404	2,279
Total des dépenses ...	153,330	23,339	**146,154**	**22,530**
Déficit (-)/bénéfice net de l'exercice[1] ...	-30,618	2,868	**-28,996**	**2,466**
Autres changements nets dans l'avoir				
Tiers		**-426**		-2,165
Gouvernement et sociétés d'État		**-2,417**		-876
Changement de l'actif/passif (-) net pour l'exercice	-30,618	25	**-28,996**	**-575**
Actif/passif (-) net au début de l'exercice ..	-357,811	9,922	**-328,815**	**10,497**
Actif/passif (-) net à la fin de l'exercice ...	-388,429	9,947	**-357,811**	**9,922**

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 6 de ce volume.

[1] **Du montant du bénéfice net des sociétés d'État, le gouvernement a reçu $2,962 millions ($2,402 millions en 1990), qui est inclus aux recettes et au déficit.**

9. Aide au développement international—Prêts, souscriptions, passif éventuel et engagements

i. Prêts aux pays en développement

Les prêts aux gouvernements étrangers—$3,476 millions ($3,495 millions en 1990)—comprennent $2,309 millions ($2,369 millions en 1990) de prêts aux pays en développement. Ces prêts découlent d'accords signés avant le 1er avril 1986 et portent soit un taux d'intérêt peu élevé ou ne génèrent aucun intérêt. Tous les prêts similaires déboursés après le 1er avril 1986 sont considérés comme des dépenses budgétaires. Les soldes au 31 mars, groupés selon leur durée, sont:

Durée à l'origine	Période de grâce avant le début des remboursements	Taux d'intérêt	(en millions de dollars) 1991	1990
20 ans	5 ans	5%	23	25
30 ans	7 ans	3%	160	163
35 ans	5 ans	*	2	2
40 ans	10 ans	*	1	1
50 ans	10 ans	*	2,075	2,128
53 ans(1)	13 ans	*	40	42
55 ans(1)	15 ans	*	8	8
			2,309	2,369

* Ne porte pas intérêt.
(1) Prêts rééchelonnés.

Ces prêts, d'après leurs termes, accordent des bénéfices financiers aux récipiendaires et ont été entièrement pourvus dans la provision pour évaluation de l'actif. On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 6 de ce volume.

ii. Souscriptions et prêts aux organismes internationaux

Les prêts, dotations en capital et avances aux organismes internationaux— $4,898 millions ($4,666 millions en 1990)—comprennent $4,198 millions ($4,007 millions en 1990) de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales. Ces prêts sont présentés nets après avoir déduit des effets à payer de $2,077 millions ($1,882 millions en 1990), y compris $2,046 millions ($1,852 millions en 1990) d'effets à payer à l'Association et aux institutions susmentionnées. Les effets ne génèrent aucun intérêt, sont non négociables, mais sont payables à vue, quoiqu'ils sont normalement encaissés à l'intérieur d'une période de sept ans. Ces institutions financières internationales accordent des prêts aux pays en développement selon des termes avantageux. Les souscriptions aux organismes internationaux ne donnent pas un rendement sur le capital investi mais sont remboursables à la cessation de l'organisme ou lors du retrait. On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 6 de ce volume.

Un montant de $2,152 millions ($2,155 millions en 1990), compris dans la provision pour évaluation, représente l'investissement net du gouvernement dans ces institutions.

iii. Passif éventuel et engagements

Le passif éventuel relatif à l'aide au développement international relève d'accords conclus par le gouvernement, qui auront pour effet le versement de fonds si un événement futur a lieu. Le gouvernement a un passif éventuel pour des souscriptions remboursables à vue, qui sont liées à sa participation dans certaines institutions internationales de développement. Au 31 mars 1991, ce passif éventuel s'élevait à $8,425 millions ($7,418 millions au 31 mars 1990). Le gouvernement a aussi accordé des marges de crédit aux institutions internationales de développement afin de financer des prêts futurs. Au 31 mars 1991, le passif éventuel lié à ces marges de crédit était de $1,385 millions ($1,358 millions au 31 mars 1990).

Le gouvernement a aussi conclu des accords avec des organismes internationaux et d'autres nations souveraines, en vertu desquels il s'engage à débourser des fonds au cours des exercices futurs pour des buts spécifiques. Ceci inclut les prêts aux gouvernements étrangers et aux institutions internationales de développement qui ont été approuvés mais non encore déboursés. Ces engagements s'élevaient à $1,107 millions au 31 mars 1991 ($1,421 millions au 31 mars 1990). Le gouvernement s'était aussi engagé, au 31 mars 1991, à débourser $810 millions dans les exercices futurs ($998 millions au 31 mars 1990) pour des souscriptions afin d'accroître sa participation dans des institutions internationales de développement. En parallèle avec ces engagements, le gouvernement a aussi un passif éventuel en regard de souscriptions remboursables futures. Au 31 mars 1991, ceci s'élevait à $2,861 millions ($3,284 millions au 31 mars 1990).

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) sur les engagements et le passif éventuel de l'aide au développement international à la section 6 de ce volume. D'autres engagements et passif éventuel sont divulgués aux notes 14 et 16 respectivement.

10. Or

Les réserves internationales de $19,066 millions ($15,393 millions en 1990), détenues dans le Compte du fonds des changes, comprennent les avoirs d'or du Canada de 14.57 millions d'onces d'or fin ayant une valeur aux livres de $792 millions (15.92 millions d'onces d'or fin ayant une valeur aux livres de $848 millions en 1990).

L'or est évalué à l'équivalent en dollars canadiens de 35 Droits de tirage spéciaux (DTS) pour chaque once d'or fin, ce qui équivaut approximativement à son coût en terme de devises étrangères. Le DTS est une unité de compte employée par le Fonds monétaire international et est évalué en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises. Au 31 mars 1991, l'équivalent en dollars canadiens de 35 DTS était de $54.33 pour chaque once d'or fin ($53.25 pour chaque once d'or fin en 1990).

Des méthodes d'évaluation alternatives peuvent être employées pour évaluer l'or. Selon la méthode d'évaluation du marché ($411.74 pour chaque once d'or fin en 1991, $430.96 en 1990), la valeur aux livres aurait été de $5,999 millions ($6,861 millions en 1990). Selon la méthode du coût d'acquisition moyen estimatif en dollars canadiens aux taux de change historiques ($36.91 pour chaque once d'or fin en 1991 et en 1990), la valeur aux livres aurait été de $538 millions ($588 millions en 1990). Des précisions additionnelles se trouvent dans les états financiers du Compte du fonds des changes, à la section 9 de ce volume.

11. Régime de pensions du Canada

Conformément à la loi actuelle, le paiement des prestations et les coûts du Régime de pensions du Canada sont financés à même les cotisations et contributions des employés, des employeurs et des travailleurs indépendants, et de l'intérêt provenant du placement des fonds non immédiatement requis pour les prestations et les coûts. Quoique le Régime ait été établi en vertu d'une loi fédérale, il est sous le contrôle conjoint du gouvernement et des provinces participantes. Conformément à la loi actuelle, toute modification importante (e.g. loi proposée pour modifier le niveau général des prestations ou le taux des cotisations) exige l'accord d'au moins les deux tiers des provinces ayant un total d'au moins les deux tiers de la population. L'autorisation du gouvernement de payer des prestations en vertu du Régime se limite au solde du Compte du Régime de pensions du Canada qui était de $41,120 millions au 31 mars 1991. Conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et les dépenses du Régime ($12,400 millions et $10,700 millions respectivement) ne sont pas comptabilisées avec celles du gouvernement.

Les états financiers du Compte sont reproduits à la section 7 de ce volume.

12. Comptes de pensions de retraite

La loi a établi des régimes de pensions de retraite à prestations déterminées pour presque tous les employés à temps plein du gouvernement, principalement les membres de la fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. Le gouvernement a des obligations envers ces régimes. Des obligations existent aussi pour plusieurs autres régimes de pensions. Les deux plus importants couvrent les membres du Parlement et les juges de nomination fédérale.

La loi promet d'honorer toutes les obligations relatives aux régimes de pensions de retraite mais il n'y a pas de caisses de retraite distinctes maintenues à cet effet.

La charge des pensions de retraite de l'exercice est incluse dans l'état des recettes et dépenses comme un élément de dépenses des autres programmes. Les frais d'intérêts relatifs aux régimes de pensions de retraite sont inclus dans les frais de la dette publique.

i. Régimes de pensions

Les pensions de base sont généralement fondées sur le salaire moyen des six meilleures années consécutives et s'accumulent au taux de 2 pourcent de ces salaires par année de service, jusqu'à un maximum de 70 pourcent de la moyenne finale de ces salaires. Les pensions de base sont indexées annuellement au coût de la vie (le 1er janvier) en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

La cotisation des employés pour ces prestations est de 6.5 pourcent de leur salaire, moins les cotisations au Régime de pensions du Canada ou du Québec, plus 1 pourcent de leur salaire pour l'indexation. Pour les prestations de base, l'employeur verse des contributions égales aux cotisations de l'employé de l'exercice précédent pour les membres de la fonction publique, et contribue un montant égal à 1.8 et 2 fois les cotisations de l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, respectivement. Des contributions égales aux cotisations d'indexation sont effectuées. De plus, les paiements d'indexation en excès des crédits des retraités dans le compte d'indexation, sont imputés directement aux dépenses.

La Loi sur la pension de retraite de la fonction publique s'applique également aux employés de certaines sociétés d'État, organismes et autres institutions. Les obligations découlant des régimes de retraite pour les sociétés d'État couvertes par la Loi sur la pension de retraite de la fonction publique sont limitées à l'appariement des cotisations de leurs employés; toute insuffisance actuarielle est à la charge du gouvernement.

Les contributions sont créditées aux Comptes de pension de retraite. Les comptes de base rapportent des intérêts à des taux fondés sur les taux des obligations à long terme du gouvernement du Canada. Les comptes d'indexation rapportent des intérêts aux taux des obligations de cinq ans du gouvernement du Canada. Le taux d'intérêt pour les comptes de base était d'environ 11 pourcent en 1991 et en 1990. Le taux pour les comptes d'indexation en 1991 était de 10.8 pourcent (9.8 pourcent en 1990).

ii. Évaluations actuarielles

Telles que requises dans la Loi sur le rapport relatif aux pensions publiques, des évaluations actuarielles sont effectuées sur une base triannuelle pour les cinq régimes majeurs de pensions incluant les prestations correspondantes payables en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires de même que les éléments d'actif correspondants du Compte de prestations de retraite supplémentaires, en utilisant la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service selon leurs lois respectives.

La plus récente évaluation actuarielle pour chaque régime de pensions a été préparée comme suit:

Régime de pensions des employés de la fonction publique—31 décembre 1989;

Régime de pensions des forces canadiennes—31 décembre 1987;

Régime de pensions de la Gendarmerie royale du Canada—31 décembre 1989;

Régime de pensions des juges de nomination fédérale—31 décembre 1988;

Allocations de retraite des membres du Parlement—31 décembre 1988.

Au 31 mars 1991, les rapports actuariels pour les régimes de pensions des employés de la fonction publique et de la Gendarmerie royale du Canada n'avaient pas été déposés devant le Parlement.

Les obligations découlant de régimes de pensions, aux fins comptables, sont déterminées sur une base actuarielle et comprennent les hypothèses les plus probables du gouvernement concernant les événements économiques futurs comme les taux d'inflation, les taux d'intérêts et les augmentations de salaires. Ils comprennent, initialement, les effets des conditions économiques actuelles qui sont graduellement incorporées aux hypothèses économiques à long terme. Les

hypothèses à long terme prévues, commençant dans huit ans, sont les suivantes (comparées avec les hypothèses utilisées lors de l'exercice précédent):

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Taux d'intérêt sur de l'argent nouveau	5	6
Taux d'inflation	2	3.5
Taux d'augmentation des salaires	2.5	4.8

Des variations, même mineures, dans ces hypothèses peuvent entraîner des variations significatives, à la hausse ou à la baisse, dans les prévisions du passif. Par exemple, une augmentation de 1 pourcent dans le taux d'inflation peut avoir pour résultat une augmentation de $6,100 millions dans le passif des pensions. Tandis que le même pourcentage d'augmentation du taux d'intérêt pourrait réduire le passif des pensions de $9,200 millions.

L'élément indexable du régime de retraite du gouvernement est évalué dans ses comptes au montant des rentes à verser. Une provision supplémentaire est utilisée pour enregistrer toute insuffisance calculée sur une base actuarielle.

iii. Provision pour le passif actuariel au titre des régimes de pensions des employés

Suite à l'évaluation actuarielle annuelle aux fins de comptabilité, des régularisations à la provision ont été requises afin de refléter:

- une surévaluation de $1,400 millions telle que décrite à la note 7 *i.*,

- une réduction de $1,367 millions qui tient compte d'une réduction permanente vis-à-vis le dernier exercice, dans le passif à long terme des pensions, provenant de l'implantation du contrôle des salaires pour toute la fonction publique, et

- une réduction de $533 millions suite à l'amortissement des redressements relatifs aux estimations résultant des changements dans les hypothèses actuarielles, ce qui laisse $6,100 millions à être amorti dans les exercices futurs.

Le tableau suivant présente le détail de la provision pour le passif actuariel au titre des régimes de pensions des employés au 31 mars:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Provision au début de l'exercice	5,300	5,300
Moins: régularisation provenant de l'implantation du contrôle des salaires	1,367	
amortissement des redressements relatifs aux estimations	533	
Provision à la fin de l'exercice	3,400	5,300
Montant à être amorti dans les exercices futurs	6,100	
Excès (-) manque à gagner des comptes de pensions de retraite par rapport aux obligations découlant de régimes de pensions déterminé sur une base actuarielle au 31 mars	-2,700	5,300

La période d'amortissement est basée sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés et est comme suit:

Régimes de pensions	(Années)
Fonction publique	13
Forces canadiennes	13
Gendarmerie royale du Canada	14
Juges	12
Membres du Parlement	8

iv. Passif au titre des pensions et charges reliées aux pensions

Le tableau suivant représente le solde du passif des comptes de pension de retraite au 31 mars:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
Compte de pension de retraite de la fonction publique	37,566	33,920
Compte de pension de retraite des forces canadiennes	23,860	21,656
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	4,018	3,556
Compte de prestations de retraite supplémentaires	5,963	5,165
	71,407	64,297
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	3,400	5,300
Total	74,807	69,597

Le tableau suivant divulgue les coûts des principaux régimes et les intérêts imputés aux dépenses en 1990-91.

	(en millions de dollars)				
	Fonction publique	Forces canadiennes	Gendarmerie royale du Canada	1991 Total	1990 Total
Contributions des employeurs	576	320	102	998	896
Indexation	602	413	32	1,047	966
Intérêts crédités aux Comptes	4,185	2,507	426	7,118	6,373[1]
	5,363	3,240	560	9,163	8,235
Diminution dans la provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés				1,900	
				7,263	8,235

[1] L'intérêt sur les comptes de pension est déterminé, s'il y a lieu, après avoir déduit l'amortissement des insuffisances actuarielles. L'intérêt imputé à la dette publique représente le total des deux montants.

Des précisions (non vérifiées) sur les Comptes apparaissent à la section 7 de ce volume.

13. Dette non échue

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt et l'échéance des émissions de dette par devise et par genre à leur valeur nominale.

	(en millions de dollars)							
	Obligations négociables					Effets et prêts	Bons du Canada	
Dates d'échéance	Monnaie canadienne	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Obligations d'épargne du Canada[1]	Obligations spéciales non négociables du Régime de pensions du Canada	Bons du Trésor	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Total
1992	13,155		3,417	6	139,150		1,008	**156,736**
1993	14,923	803	4,597	7		14		**20,344**
1994	15,140	632	2,795	8				**18,575**
1995	13,865			9				**13,874**
1996	10,859	1,885		10				**12,754**
1997/2001	32,013	184	12,069	75				**44,341**
2002/06	20,387		11,566	309				**32,262**
Subséquentes	23,258			3,068				**26,326**
	143,600	3,504	34,444	3,492	139,150	14	1,008	**325,212**
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	115		1,194					**1,309**
	143,485	3,504	33,250	3,492	139,150	14	1,008	323,903
Taux d'intérêt annuel moyen effectif	10.60	7.56	10.75	10.19	10.97	8.50	6.42	10.72
Fourchette des taux d'intérêt	3-18	4.375-10.125	10.75	6.75-17.51	9.22-13.93	8.50	6.01-8.55	3-18

[1] Les obligations d'épargne du Canada sont remboursables à vue.

La majorité des dettes du gouvernement sont émises à des taux fixes. Le gouvernement a cependant conclu des accords de crédit croisé de taux d'intérêt et de devise pour faciliter la gestion du risque associé aux taux d'intérêts et aux devises étrangères. Au 31 mars 1991, le gouvernement avait conclu des accords de crédit croisé de taux d'intérêt de $1,625 millions É-U, de 60,000 millions de yen et de $5,275 millions canadiens en principal spéculatif. Selon ces accords, qui viennent à échéance entre 1991 et 2001, les taux d'intérêts fixes ont été convertis en taux flottants (reliés à LIBOR ou sujets à l'acceptation par les banquiers).

Au 31 mars 1991, des accords de crédit croisé de devise ont converti des risques futurs de fluctuation de devise de la dette en yen totalisant 100,000 millions en dollars des É-U totalisant $676 millions.

L'intérêt payé ou à payer et l'intérêt reçu ou à recevoir sur les accords de crédit croisé est enregistré dans les frais de la dette publique à l'état des recettes et des dépenses.

Les montants en devises étrangères sont convertis en monnaie canadienne correspondante à la fin de l'exercice. À la fin de l'exercice, les emprunts en devises étrangères comprenaient ce qui suit:

	(en millions de dollars)		
	1991	1991	1990
Devise	Valeur nominale	Monnaie canadienne correspondante	Monnaie canadienne correspondante
Dollars des États-Unis	2,670	**3,091**	3,726
Francs suisses	200	**159**	312
Yens japonais[1]		**1,276**	1,713
		4,526	5,751

[1] La monnaie canadienne correspondante de 1991 comprend la conversion de la dette en yen totalisant 100,000 millions (180,000 millions en 1990) et des risques de crédit croisé en dollars des É-U totalisant 676 millions (1,086 millions en 1990).

14. Engagements contractuels

La nature des activités du gouvernement l'oblige à conclure des marchés importants relatifs à sa position financière courante ou qui auront un impact important sur ses dépenses futures. Les engagements contractuels sont classés en quatre catégories: immobilisations, achats, contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition.

Pour les immobilisations, achats et contrats de location-exploitation on rend compte, à la fin de l'exercice, de tous les engagements contractuels de $100 millions ou plus par projet ou par contrat individuel, si ce dernier ne fait pas partie d'un projet. On rend compte des contrats de location-acquisition ayant au 31 mars un solde de paiements exigibles en vertu de tout bail excédant $1,000,000.

Les engagements du gouvernement envers les organismes internationaux de développement sont discutés à la note 9 *iii.*

Les montants suivants constituent les engagements contractuels au 31 mars 1991, y compris ceux des sociétés d'État consolidées lorsque indiqué, qui entraîneront des déboursés importants dans les exercices futurs.

i. Immobilisations, achats et contrats de location-exploitation

	(en millions de dollars)			
	1991		1990 [1]	
	Coût total estimatif	Engagements non exécutés	Coût total estimatif	Engagements non exécutés
Immobilisations [2]	14,291	4,540	14,414	5,176
Achats	1,885	250	1,057	517
Total	16,176	4,790	15,471	5,693
Engagements non exécutés par exercice:				
1992		1,674		2,004
1993		1,022		1,289
1994		633		753
1995		471		407
1996		264		369
1997 et postérieurement		726		871
		4,790		5,693

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 11 de ce volume.
[1] Les chiffres de 1990 sont pour des accroissements d'un exercice pour 1991 à 1996 et postérieurement.
[2] Comprend les engagements contractuels des sociétés d'État consolidées.

ii. Contrats de location-acquisition

	(en millions de dollars)	
	1991 [1]	1990 [2]
Versements minimums en vertu de baux à effectuer en:		
1992	66	66
1993	66	64
1994	67	64
1995	65	64
1996	64	64
1997/2001	318	318
2002/2006	318	318
2007/2011	329	322
2012/2016	244	284
2017/2021	159	178
2022/2026	31	44
Total des engagements selon des contrats de location-acquisition (versements minimums en vertu de baux)	1,727	1,786
Moins: intérêts implicites	1,183	1,242
frais accessoires		1
Engagements nets selon des contrats de location-acquisition	544	543

On trouvera plus de précisions (non vérifiées) à la section 11 de ce volume.
[1] Comprend les contrats de location-acquisition des sociétés d'État consolidées.
[2] Les chiffres de 1990 sont pour des accroissements d'un exercice pour 1991 à 1995 et pour des accroissements de cinq exercices de 1996 à 2025.

15. Programmes d'assurance

Trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Ces programmes sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante mais, advenant que ces sociétés n'aient pas les fonds requis pour répondre à leurs obligations, le gouvernement fournit les montants nécessaires à même les crédits budgétaires ou non budgétaires. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans ses états financiers pour ces programmes d'assurance.

La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies membres. Le total des dépôts assurés était de $291,400 millions au 31 mars 1991 ($233,022 millions au 31 mars 1990). Même s'il y a un déficit de $679 millions ($888 millions au 31 mars 1990) dans la Caisse d'assurance-dépôts, le gouvernement est d'avis, d'après les renseignements actuels, que la SADC éliminera, avec le temps, son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement administre le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH). Le FAH fournit de l'assurance pour des prêts hypothécaires concernant le logement canadien par les institutions privées. L'assurance en vigueur était de $53,680 millions au 31 mars 1991 ($49,830 millions au 31 mars 1990). Une aide financière budgétaire est fournie par le gouvernement seulement dans les limites requises. À cet égard, l'excédent du FAH au 31 mars 1991 était de $187 millions ($83 millions en 1990) et l'excédent des recettes sur les déboursés enregistré récemment par le FAH a résulté en des placements dans des titres de $923 millions au 31 mars 1991 ($568 millions en 1990).

La Société pour l'expansion des exportations fournit de l'assurance sur les exportations et sur les investissements étrangers afin de faciliter et de développer le commerce d'exportation. L'assurance en vigueur était de $4,999 millions au 31 mars 1991 ($4,326 millions en 1990). Les revenus de primes de la Société ont été suffisants afin de pourvoir au coût global des réclamations à ce jour et pour établir une provision pour des réclamations futures potentielles basée sur l'expérience antérieure.

Ces renseignements n'ont pas été vérifiés puisque l'information fournie est basée sur des états financiers intérimaires des trois sociétés. Les plus récents états financiers annuels de ces sociétés et de leurs fonds d'assurance apparaissent au volume III des Comptes publics. Des précisions (non vérifiées) concernant les opérations de ces trois programmes d'assurance pour l'exercice clos le 31 mars 1991 se trouvent à la section 11 de ce volume.

16. Passif éventuel du gouvernement du Canada

Le passif éventuel du gouvernement comprend les pertes potentielles résultant de l'exercice des garanties formelles, de réclamations et de causes en instance et imminentes relatives à des revendications territoriales des autochtones et des droits en vertu des traités, à l'inexécution de contrats, à des dommages causés à des personnes et à la propriété, et à des éléments connexes. Lorsqu'il devient un passif réel, il est imputé aux comptes de l'exercice dans lequel il survient. Des montants spécifiques sont rapportés lorsque disponibles. Lorsque des montants spécifiques ne sont pas disponibles, on évalue le passif potentiel lorsqu'il est possible de le faire. Les éléments pour lesquels on ne peut faire aucune évaluation raisonnable ne sont pas inclus.

Les montants sont résumés ci-dessous:

	(en millions de dollars)	
	1991	1990
i) Garanties formelles par le gouvernement:		
Emprunts effectués par des sociétés non mandataires de l'État	[1]	[1]
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés d'État	5,708	5,128
Programmes d'assurance du gouvernement	1,034	1,087
Autres garanties formelles	2,252	136
ii) Réclamations et causes en instance et imminentes	15,856	10,489
iii) Revendications territoriales globales des autochtones	1,248	1,964
iv) Sociétés d'État consolidées	82	196
	26,180	19,000

On trouvera plus de précisions (non vérifiées), y compris les détails des garanties formelles, des limites autorisées et de l'informations concernant des réclamations antérieures, des éléments non quantifiables et des lettres d'accord présumé, à la section 11 de ce volume.

[1] Moins de $500,000.

Le passif éventuel relatif à l'aide au développement international est discuté à la note 9 *iii*.

Garanties formelles

Ce sont des montants garantis selon des accords précis ou selon une loi. Les programmes d'assurance des sociétés d'État mandataires ne sont pas considérés comme passif éventuel étant donné qu'ils sont généralement financés par des honoraires ou des primes et sont prévus être auto-suffisants. Les montants représentés par les lettres d'accord présumé ne sont pas inclus étant donné qu'ils ne sont pas des garanties formelles de paiement.

Revendications et causes en instance et imminentes

Cette catégorie comprend les revendications reçues ainsi que les revendications en litige ou qui peuvent être en litige, pour lesquelles des montants spécifiques peuvent être réclamés ou des règlements potentiels peuvent être quantifiés. Cela comprend des montants concernant les revendications des autochtones, l'inexécution de contrats, l'expropriation, des pertes ou dommages reliés à la propriété, et des éléments connexes. Une partie importante de ces revendications comprend des réclamations des autochtones reliées à des obligations statutaires et relevant de traités. Environ quatre cent cinquante de ces revendications n'ont pas été quantifiées et par conséquent, ne sont pas incluses.

Revendications territoriales globales des autochtones

Cette catégorie se compose de revendications pour lesquelles il n'existe pas de traité et comprend les revendications qui ont été négociées et qui sont dans l'attente de leur ratification par les groupes bénéficiaires en cause. Environ trente revendications qui sont en négociation ou sous révision n'ont pas encore été quantifiées et ne sont pas incluses.

Sociétés d'État consolidées

Ces montants représentent le passif éventuel des sociétés d'État dépendantes de crédits dont les recettes, dépenses, actifs et passifs sont consolidés avec ceux du gouvernement.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

À la Chambre des communes

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada au 31 mars 1991, et les états des recettes et dépenses, du déficit accumulé, de l'évolution de la situation financière et des opérations de l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au gouvernement. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification, comme l'exige l'article 6 de la *Loi sur le vérificateur général*.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages de l'information probante à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme il est exposé ci-dessous, j'ai trois réserves à formuler quant à la fidélité de ces états financiers. Elles portent sur ce que j'estime être une mauvaise comptabilisation de l'incidence du contrôle à court terme des salaires sur les pensions des employés, de la réduction de la valeur de l'investissement dans Petro-Canada et de l'impôt sur le revenu perçu au nom des provinces. Si le gouvernement corrigeait les états financiers pour qu'ils reflètent les questions signalées dans ces réserves, le déficit déclaré pour 1991 augmenterait jusqu'à concurrence de $2.0 milliards, le passif augmenterait jusqu'à concurrence de $800 millions, et le déficit acccumulé au début de 1991 diminuerait d'environ $1.2 milliard.

À mon avis, à l'exception de l'incidence des questions signalées dans ces réserves, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Canada au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations, l'évolution de sa situation financière et ses besoins financiers pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables énoncées par le gouvernement du Canada et présentées dans la note 1 afférente aux états financiers. Comme l'exige l'article 6 de la *Loi sur le vérificateur général*, je déclare également que, à mon avis, à l'exception de l'incidence de la question signalée dans la réserve 2, ces conventions comptables énoncées ont été appliquées, à tous égards importants, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Réserve 1: Mauvaise comptabilisation de l'incidence du contrôle à court terme des salaires sur les pensions des employés

Comme l'indique la note 12 (iii) afférente aux états financiers, le gouvernement a réduit de $1,367 millions (chiffre estimatif) le passif au titre des pensions des employés, en se fondant sur certaines hypothèses relatives à l'incidence du contrôle à court terme des salaires dans la fonction publique. Le plein montant de cette réduction a été déduit du déficit de 1991. À mon avis, ce montant de $1,367 millions aurait dû être comptabilisé en montants annuels égaux d'approximativement $100

millions au cours de la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, comme le recommande le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés. Si cela avait été fait, le passif au titre des pensions des employés et le déficit pour 1991 auraient augmenté d'environ $1.3 milliard.

Réserve 2: Mauvaise comptabilisation de la réduction de la valeur de l'investissement dans Petro-Canada

Comme l'explique la note 7 (i), la provision pour évaluation de l'investissement du gouvernement dans Petro-Canada a été augmentée de $1,250 millions (chiffre estimatif) en 1991, ce qui porte la provision totale pour cet investissement à $2,050 millions. Le plein montant de l'augmentation de $1,250 millions de 1991 a été porté aux déficits d'exercices antérieurs. C'est la première fois que des révisions annuelles de la provision pour évaluation de l'actif sont reportées sur des exercices antérieurs. La provision initiale de $800 millions, au titre de l'investissement du gouvernement dans Petro-Canada, a été comptabilisée en 1989 et portée au déficit de cet exercice. À mon avis, les $1,250 millions représentent une modification d'une estimation comptable en 1991, qui aurait dû être imputée au déficit de 1991. Si cela avait été fait, le déficit de 1991 aurait augmenté de $1,250 millions, tandis que le déficit accumulé au début de l'exercice aurait diminué de $1,250 millions.

Réserve 3: Mauvaise comptabilisation de l'impôt sur le revenu perçu au nom des provinces

Comme l'explique la note 1 (iv), les recettes fiscales excluent les impôts perçus au nom des provinces et territoires. Au cours de l'exercice, l'impôt sur le revenu perçu par le gouvernement est réparti entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux selon une estimation. Les montants réels sont déterminés 12 mois après la clôture de l'exercice. Le gouvernement ne tente pas de faire une répartition plus précise après la fin de l'exercice et avant la production des états financiers, même s'il possède l'information nécessaire. À mon avis, le gouvernement aurait dû réestimer la part du fédéral et les parts des provinces d'après les données sur les cotisations à la fin d'août et redresser les états financiers en conséquence. Si cela avait été fait, le déficit pour 1991 et le passif, au titre du Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, auraient tous deux été réduits considérablement. J'estime que cette réduction serait d'au moins $500 millions.

D'autres informations et commentaires sur ces états financiers et sur l'opinion ici formulée sont présentés dans mes observations, dans la seconde partie de la présente section.

Le vérificateur général du Canada,

L. Denis Desautels

Ottawa, Canada
le 2 octobre 1991

L. Denis Desautels, FCA

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Introduction

Les états financiers du gouvernement du Canada, pour l'exercice clos le 31 mars 1991, ainsi que l'opinion que j'ai formulée sur eux, sont présentés dans la première partie de la présente section. Je fournis, dans la présente partie de la section 2, d'autres informations et commentaires sur les états financiers du gouvernement et sur mon opinion. Au cours des exercices antérieurs, les observations du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement étaient présentées dans le *Rapport annuel du vérificateur général du Canada à la Chambre des communes* (chapitre 2 en 1990).

Les états financiers du gouvernement dans son ensemble ne sont pas publiés uniquement pour la forme. La dette et le déficit déclarés ont des répercussions importantes pour tous les Canadiens. Les états financiers vérifiés aident les députés et les autres lecteurs à comprendre la situation financière du gouvernement et à évaluer les politiques et les mesures prises pour l'améliorer.

L'article 6 de la *Loi sur le vérificateur général* énonce mon mandat en ce qui a trait à la vérification des états financiers du gouvernement. L'article 6 dispose que : «le vérificateur général examine les différents états financiers qui doivent figurer dans les comptes publics en vertu de l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et tous autres états que lui soumet le président du Conseil du Trésor ou le ministre des Finances pour vérification; il indique si les états sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves.»

Mon opinion sur les états financiers du gouvernement, pour 1991, comporte trois réserves importantes. Une opinion avec réserve est à prendre au sérieux. Elle avertit le lecteur qu'il ne peut se fier aux états financiers préparés par le gouvernement que s'il les lit de concert avec le rapport du vérificateur.

Les observations qui suivent fournissent des explications supplémentaires sur les trois réserves formulées dans mon opinion pour 1991 et expliquent plus en détail la signification de mon opinion et la façon dont j'y suis arrivé. Je fais également des commentaires sur le travail du Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut canadien des comptables agréés et sur la nécessité que le gouvernement fédéral publie un rapport financier annuel concis.

Les trois réserves de mon opinion pour 1991

Réserve 1: Mauvaise comptabilisation de l'incidence du contrôle à court terme des salaires sur les pensions des employés

Comme l'indique la note 12 (iii) afférente aux états financiers, le gouvernement a réduit de $1,367 millions (chiffre estimatif) le passif au titre des pensions des employés, en se fondant sur certaines hypothèses relatives à l'incidence du contrôle à court terme des salaires dans la fonction publique. Le plein montant de cette réduction a été déduit du déficit de 1991. À mon avis, ce montant de $1,367 millions aurait dû être comptabilisé en montants annuels égaux d'approximativement $100 millions au cours de la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, comme le recommande le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut canadien des comptables agréés. Si cela avait été fait, le passif au titre des pensions des employés et le déficit pour 1991 auraient augmenté d'environ $1.3 milliard.

La Prise de position 5 sur la comptabilité du CCVOSP comprend un certain nombre de recommandations concernant la comptabilisation et la présentation, dans les états financiers des gouvernements, des obligations qui découlent des régimes de pension des employés. Par exemple, les redressements qui découlent de la modification des hypothèses actuarielles doivent être répartis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés plutôt que d'être portés au déficit de l'exercice où a eu lieu la modification. Cette méthode reflète la nature provisoire de redressements tels que les répercussions futures du contrôle à court terme des salaires et le fait que d'autres redressements devront probablement être effectués dans l'avenir, au fur et à mesure que les employés approcheront de leur retraite.

En 1991, le gouvernement a modifié sensiblement ses hypothèses actuarielles. Comme l'indique la note 12 (iii), cette modification a eu pour effet de réduire de quelque $8 milliards le passif au titre des pensions des employés. De ce montant, $6.6 milliards ont été répartis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, comme le recommande le CCVOSP. Cependant, le montant de $1.367 milliard restant a été déduit du déficit de 1991. Cette somme représente une estimation de l'incidence des salaires moins élevés au cours des trois prochains exercices sur des pensions qui seront payées beaucoup plus tard.

J'estime que ce montant de $1.367 milliard devrait aussi être réparti sur la durée moyenne estimative de la carrière active des employés -- soit environ 13 ans, comme l'indique la note 12 (iii). Il n'est tout simplement pas possible, à l'heure actuelle, d'estimer précisément l'incidence du contrôle des salaires sur les pensions futures. Il y a beaucoup trop d'incertitudes. Par exemple, les règlements salariaux, tant à court qu'à moyen terme, peuvent différer des objectifs. À mon avis, empêcher des redressements comme celui de $1.367 milliard est précisément ce que le CCVOSP avait en tête quand il a recommandé que les redressements découlant des modifications des hypothèses actuarielles soient répartis sur les exercices futurs.

Un autre aspect de cette question est la mesure dans laquelle le gouvernement a modifié ses hypothèses actuarielles par rapport à celles qu'il a utilisées aux cours des exercices antérieurs. Dans le dernier *Rapport actuariel sur le Régime de pensions de la fonction publique du Canada* qu'il a déposé à la Chambre des communes, le 11 octobre 1991, l'actuaire en chef du gouvernement présente les observations suivantes sur les hypothèses actuarielles :

> «Si nous avions opté pour des hypothèses économiques fondées sur ce «regard vers l'avenir», leur effet sur les résultats de l'évaluation serait très significatif par rapport aux résultats obtenus à partir des hypothèses économiques adoptées lors de l'évaluation précédente, au 31 décembre 1986. Vu que nous ne pouvons prédire l'avenir économique avec une grande précision et qu'il n'est pas souhaitable de modifier en profondeur les hypothèses d'un examen actuariel à l'autre, nous avons décidé, aux fins de la présente évaluation, de ne modifier les hypothèses économiques utilisées dans le cadre de l'examen actuariel précédent que pour tenir compte en partie seulement des prévisions sur les niveaux et les rapports économiques futurs.» (C'est nous qui soulignons.)

Si les hypothèses de l'actuaire en chef avaient été utilisées au 31 mars 1991, le passif au titre des pensions des employés aurait diminué de $3.7 milliards seulement, comparativement à $8 milliards selon les calculs du gouvernement. Je reconnais, comme je l'ai expliqué plus haut, que les redressements qui découlent de la modification des hypothèses actuarielles doivent se refléter et être amortis dans le passif et le déficit déclarés sur le reste de la carrière des employés plutôt que sur un exercice. Je reconnais également que l'estimation de ce genre de passif à long terme est subjective et qu'il n'existe pas de réponse absolue. Néanmoins, je m'inquiète du fait que le gouvernement n'a pas utilisé les hypothèses de l'actuaire en chef lorsqu'il a redressé cet important élément du passif.

Tout cela m'amène à faire deux recommandations essentielles. Premièrement, que le gouvernement modifie ses conventions et pratiques comptables énoncées pour qu'elles respectent entièrement la Prise de position 5 sur la comptabilité du CCVOSP. Deuxièmement, que le gouvernement se serve des hypothèses de l'actuaire en chef lorsqu'il estime le passif au titre des pensions des employés à la clôture de l'exercice. L'application de ces deux recommandations aiderait à assurer que les déficits et la dette sont mesurés et présentés fidèlement et de la même manière d'un exercice à l'autre.

Réserve 2: Mauvaise comptabilisation de la réduction de la valeur de l'investissement dans Petro-Canada

Comme l'explique la note 7 (i), la provision pour évaluation de l'investissement du gouvernement dans Petro-Canada a été augmentée de $1,250 millions (chiffre estimatif) en 1991, ce qui porte la provision totale pour cet investissement à $2,050 millions. Le plein montant de l'augmentation de $1,250 millions de 1991 a été porté aux déficits d'exercices antérieurs. C'est la première fois que des révisions annuelles de la provision pour évaluation de l'actif sont reportées sur des exercices antérieurs. La provision initiale de $800 millions, au titre de l'investissement du gouvernement dans Petro-Canada, a été comptabilisée en 1989 et portée au déficit de cet exercice. À mon avis, les $1,250 millions représentent une modification d'une estimation comptable en 1991, qui aurait dû être imputée au déficit de 1991. Si cela avait été fait, le déficit de 1991 aurait augmenté de $1,250 millions, tandis que le déficit accumulé au début de l'exercice aurait diminué de $1,250 millions.

En juillet 1991, le gouvernement a réduit sa participation dans Petro-Canada de 100 à environ 80 pour cent en vendant de nouvelles actions (actions autodétenues) à des actionnaires indépendants au prix de $13 l'action. Le gouvernement a alors réévalué le reste de son investissement dans la société selon ce prix. La somme de $1,250 millions a été ajoutée aux $800 millions qui constituaient la provision globale pour évaluation de l'actif, en ce qui concerne Petro-Canada. Cela a eu pour effet de réduire à $2.3 milliards la valeur comptable de l'investissement du gouvernement dans la société, qui est de $4,299 millions, comme l'indique l'état de l'actif et du passif, moins les $2,050 millions inclus dans la provision pour évaluation.

L'an dernier, tant le gouvernement que mon bureau étions convaincus, selon l'information dont nous disposions alors, que la provision pour évaluation de $800 millions pour Petro-Canada était raisonnable. Cette année, le gouvernement a déterminé qu'une provision supplémentaire de $1,250 millions est nécessaire et j'ai conclu que la provision supplémentaire de $1,250 millions est raisonnable. Cependant, nous ne sommes pas d'accord sur l'exercice auquel on doit porter au déficit la provision supplémentaire.

Le gouvernement a redressé les déficits déclarés pour les exercices antérieurs plutôt que d'inclure le montant dans le déficit de l'exercice en cours. C'est la première fois que des révisions apportées à une estimation comptable sont reportées sur des exercices antérieurs plutôt que d'être appliquées à l'exercice en cours. En règle générale, je ne crois pas que cette pratique de «redressement rétroactif» ait sa place dans les rapports financiers des gouvernements. Il est beaucoup trop facile de faire des redressements rétroactifs pour cacher les résultats nets d'opérations gouvernementales importantes et peut-être controversées.

La Prise de position 4 sur la comptabilité du CCVOSP recommande une méthode de comptabilisation des investissements dans les sociétés d'État qui élimine pratiquement la nécessité des provisions pour évaluation pour comptabiliser les moins-values. Conformément à la Prise de position 4, les sociétés d'État entreprises, comme Petro-Canada, seraient incluses dans le périmètre comptable du gouvernement selon ce qu'on appelle la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les profits (ou pertes) nets des sociétés seraient inclus dans le déficit du gouvernement au moment ils sont réalisés, et l'écriture correspondante serait effectuée à la valeur comptable de l'investissement. Le gouvernement ne serait pas en mesure de reporter la comptabilisation des profits ou pertes sur des exercices futurs, ou de les cacher en les reportant sur des exercices antérieurs.

Cependant, les conventions comptables énoncées du gouvernement n'exigent pas que les investissements dans des sociétés d'État entreprises soient comptabilisés de cette manière. Ces sociétés continuent d'être comptabilisées à la valeur d'acquisition. Leurs profits (ou pertes) nets sont inclus dans les états financiers du gouvernement au moment où ils sont payés (ou remboursés). Les moins-values sont comptabilisées au moyen de provisions pour évaluation de l'actif.

À mon avis, le gouvernement devrait faire deux choses. Premièrement, modifier ses conventions et ses pratiques comptables énoncées pour qu'elles respectent entièrement la Prise de position 4 sur la comptabilité du CCVOSP. Deuxièmement, éliminer la pratique du redressement rétroactif,

sauf pour tenir compte de l'incidence des modifications apportées aux conventions comptables ou pour corriger des erreurs aux chiffres des exercices antérieurs. L'application de ces deux recommandations aiderait à assurer que la valeur comptable des investissements et le déficit de l'exercice reflètent fidèlement les activités économiques des sociétés d'État entreprises.

Réserve 3: Mauvaise comptabilisation de l'impôt sur le revenu perçu au nom des provinces

Comme l'explique la note 1 (iv), les recettes fiscales excluent les impôts perçus au nom des provinces et territoires. Au cours de l'exercice, l'impôt sur le revenu perçu par le gouvernement est réparti entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, selon une estimation. Les montants réels sont déterminés 12 mois après la clôture de l'exercice. Le gouvernement ne tente pas de faire une répartition plus précise après la fin de l'exercice et avant la production des états financiers, même s'il possède l'information nécessaire. À mon avis, le gouvernement aurait dû réestimer la part du fédéral et les parts des provinces d'après les données sur les cotisations à la fin d'août et redresser les états financiers en conséquence. Si cela avait été fait, le déficit pour 1991 et le passif, au titre du Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, auraient tous deux été réduits considérablement. J'estime que cette réduction serait d'au moins $500 millions.

La façon dont le gouvernement comptabilise ce passif important consiste à apporter des redressements à l'exercice suivant au moment où les montants dus sont réglés avec les provinces. La raison invoquée pour cela est que, conformément aux conventions comptables énoncées, l'impôt sur le revenu est comptabilisé à l'exercice où il est reçu, sans qu'il ne soit fait de redressement en fin d'exercice pour les débiteurs ou les créditeurs.

Cependant, aux termes de la convention comptable énoncée à la note 1 (vi), le passif est défini comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers qui résultent des opérations et des faits survenus avant la date de clôture des comptes. Par conséquent, le non-redressement des obligations envers les provinces, au titre de l'impôt sur le revenu perçu en leur nom, contrevient à la convention comptable énoncée par le gouvernement concernant la comptabilisation et la présentation du passif.

Mais la question a une portée encore plus générale. Depuis quelques années, il est généralement admis que la comptabilité de caisse peut fausser gravement l'actif, le passif, les recettes et le déficit déclarés. Les chiffres qui figurent dans les états financiers sommaires peuvent être modifiés de façon importante par des facteurs qui n'ont rien à voir avec l'activité économique au cours de l'exercice en question. Par exemple, si Revenu Canada tarde à émettre ses chèques de remboursement, les recettes déclarées sont gonflées. De même, des changements à la fréquence de paiement de l'impôt sur le revenu retenu à la source peuvent influer fortement sur les recettes et le déficit déclarés.

En 1986, le CCVOSP a publié la Prise de position 3 sur la comptabilité, qui comprend la recommandation suivante :

> «On doit rendre compte de tous les revenus au cours de l'exercice où ont lieu les opérations ou les faits dont les revenus découlent. Les éléments qu'il serait trop difficile de mesurer avant que les fonds soient reçus sont comptabilisés au moment de la réception des fonds.»

Dans le commentaire afférent à la recommandation, le CCVOSP fait remarquer que les impôts dus, dont le montant est calculé par le contribuable, ne sont pas estimés présentement par le gouvernement à la fin de l'exercice. Cependant, le Comité indique aussi qu'avec l'avènement de méthodes fiables pour estimer ces montants, il y aura lieu de rendre compte de ces montants dans les états financiers. Cela aidera à assurer que les états financiers présentent une mesure complète des revenus et que les éléments d'actif financier y afférents sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont créés.

En mai 1987, le Comité sénatorial permanent des finances nationales a entendu des témoignages concernant les débiteurs qui devraient être inclus dans l'état de l'actif et du passif. Dans son Onzième rapport déposé le 28 mai 1987, le Comité déclarait ce qui suit :

> «Le Comité reconnaît, à l'instar de certains témoins, que l'évaluation des créances fiscales et non fiscales de l'État n'est pas chose simple. Il croit néanmoins qu'en principe, toutes les créances devraient être comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice et figurer aux états financiers vérifiés du gouvernement du Canada.»

Le Comité a recommandé que mon bureau vérifie les registres pour mémoire des comptes débiteurs tenus par les ministères pour déterminer dans quelle mesure il est possible d'inclure les débiteurs dans les états financiers du gouvernement, ce qui est en train de se faire. En 1989, le gouvernement a commencé à divulguer les débiteurs au titre des recettes non fiscales. Cette année, des représentants de mon bureau ont amorcé des discussions avec le gouvernement pour déterminer la meilleure façon de comptabiliser les débiteurs et les créditeurs au titre des recettes fiscales.

En résumé, je crois que le gouvernement devrait, sans tarder, redresser le passif envers les provinces au titre de l'impôt sur le revenu qu'il a perçu en leur nom de manière à ce qu'il corresponde à la définition du passif donnée à la note 1 (vi). En outre, le gouvernement devrait commencer, dès qu'il sera pratique de le faire, à comptabiliser les recettes fiscales selon une méthode de comptabilité d'exercice appropriée. L'application de ces recommandations rendra les comptes plus fidèles et ceux-ci fourniront aux utilisateurs l'information dont ils ont besoin.

Ce que signifie mon opinion et comment j'y suis arrivé

L'opinion que je formule cette année se présente sous une forme quelque peu différente de celle des années précédentes. Bon nombre des changements apportés font suite aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés dont l'objet était de rendre les opinions des vérificateurs plus faciles à comprendre. D'autres changements ont été rendus nécessaires en raison du fait qu'en 1991, l'opinion comporte des réserves tandis qu'en 1990, elle n'en comportait pas.

Mon opinion sur les états financiers du gouvernement, pour 1991, comprend quatre paragraphes. Le premier, communément appelé «paragraphe d'introduction», énumère les états financiers que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai fait rapport, ainsi que les responsabilités du gouvernement et de mon bureau à cet égard. Le deuxième, à savoir le «paragraphe de délimitation», est nouveau cette année. Il donne une explication succincte des normes de vérification généralement reconnues, y compris les concepts clés de «degré raisonnable de certitude» et d'«inexactitudes importantes». Le troisième paragraphe, qui est aussi nouveau cette année, est le «paragraphe d'énoncé des réserves». Il résume les trois réserves dont s'assortit mon opinion et leur incidence sur les états financiers du gouvernement. Le quatrième paragraphe, communément appelé «paragraphe d'énoncé d'opinion», renferme mes conclusions sur les états financiers du gouvernement.

Le paragraphe d'introduction - Ce paragraphe commence par l'énumération des états financiers sur lesquels porte mon opinion. Il est important de se rappeler que l'opinion que je formule en tant que vérificateur, ne porte que sur les seuls états financiers sommaires et sur les notes afférentes à ces derniers que renferme la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada. Elle ne porte pas sur l'information plus détaillée que renferment les autres sections du volume I ou que donnent les volumes II et III des Comptes publics.

La conclusion du paragraphe d'introduction confirme que la responsabilité des états financiers incombe au gouvernement et que j'ai la responsabilité de formuler une opinion à leur sujet.

Le paragraphe de délimitation - Dans ce paragraphe, j'indique que ma vérification des états financiers du gouvernement a été effectuée en conformité avec les normes de vérification généralement reconnues prescrites par l'Institut canadien des comptables agréés. L'utilisation de ces normes me permet d'avoir la certitude que ma vérification a été effectuée avec rigueur et professionnalisme.

Le paragraphe d'énoncé des réserves - Ce paragraphe prévient le lecteur que l'opinion formulée est assortie de réserves et résume l'incidence nette de ces réserves sur les états financiers du gouvernement. Le texte des réserves suit le paragraphe d'énoncé d'opinion.

Le paragraphe d'énoncé d'opinion - Ce paragraphe renferme mes conclusions sur trois points. En premier lieu, je me prononce sur la fidélité avec laquelle les états financiers présentent la situation financière du gouvernement ainsi que les résultats de ses opérations, l'évolution de sa situation financière et ses besoins financiers. Ensuite, j'indique si les états financiers ont été établis en conformité avec les conventions comptables énoncées du gouvernement. Enfin, je détermine si ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour que l'information soit présentée fidèlement, les états financiers ne doivent pas comporter d'inexactitudes importantes. Lorsque je détermine ce qui constitue une inexactitude, il doit y avoir des normes en fonction desquelles je peux exercer mon jugement. Cette année, j'ai eu recours aux conventions comptables énoncées par le gouvernement et à certaines recommandations du CCVOSP.

Certains comptes, par exemple la «provision pour éventualités générales» et le «passif - Comptes de pension de retraite», sont imprécis, de par leur nature même. Lorsque je vérifie si ces comptes comportent des inexactitudes, je calcule pour chacun une fourchette de valeurs qui, à mon avis, sont acceptables. Si le solde d'un compte établi par le gouvernement se situe dans la fourchette des valeurs que j'ai calculées, j'en conclus qu'il n'y a pas d'inexactitude.

Si je conclus que, dans l'ensemble, les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes importantes, j'indique que l'information est «présentée fidèlement». Dans le cas contraire, j'assortirai mon opinion de «réserves» à l'appui pour expliquer ma déclaration.

Au moment de planifier ma vérification des états financiers du gouvernement, je tiens compte de deux facteurs. Le premier est une valeur monétaire qu'on appelle «importance relative» et le second est la nature et l'étendue des travaux à effectuer.

L'importance relative - Comme je l'ai déjà mentionné, les états financiers présentent fidèlement l'information s'il ne s'y trouve aucune inexactitude importante. Le concept d'importance relative est donc contenu implicitement dans l'expression «présentent fidèlement».

L'ensemble des inexactitudes sera jugé important, compte tenu du contexte, s'il est probable que les inexactitudes sont susceptibles d'amener une personne qui se fie aux états financiers à modifier certaines de ses décisions ou d'influer sur les décisions qu'elle doit prendre. Je présume ici que cette personne possède une connaissance raisonnable du gouvernement et de ses activités. J'assortirai d'une réserve mon opinion sur les états financiers si, à mon avis, l'ensemble des inexactitudes qui s'y trouvent dépasse les seuils d'importance relative choisis.

J'ai planifié ma vérification des états financiers du gouvernement pour 1991 de manière à pouvoir y repérer les inexactitudes qui influent sur la valeur du déficit de l'exercice ou des sommes imputées aux crédits si les inexactitudes se chiffrent à plus de $600 millions. (Même s'il s'agit d'une importante somme en dollars absolus, elle ne représente qu'un demi de un pour cent du total des dépenses ou deux pour cent du déficit pour l'exercice). Un montant de $1.2 milliard est utilisé dans le cas des autres inexactitudes comme celles qui influent sur le passif éventuel et d'autres éléments présentés dans les notes afférentes aux états financiers.

Il convient de noter que ma vérification est conçue de manière à ce que je puisse détecter les inexactitudes bien inférieures aux valeurs globales mentionnées ci-dessus. Par conséquent, les inexactitudes largement inférieures à $600 millions seront relevées. Si je juge qu'une de ces inexactitudes est susceptible d'induire le lecteur en erreur, je demanderai au gouvernement de prendre des mesures correctives. Si l'inexactitude n'est pas corrigée, j'assortirai mon opinion d'une réserve.

La nature et l'étendue des travaux à effectuer - Au cours de ma vérification, je ne peux avoir de certitude absolue que je pourrai repérer toutes les inexactitudes présentes dans les états financiers qui, individuellement ou collectivement, pourraient être importantes. En raison de la taille et de la complexité de l'administration fédérale, ainsi que du coût des travaux de vérification, il n'est pas possible d'examiner chaque opération financière ou même la majeure partie des opérations financières qui sont effectuées au cours d'un exercice et qui sont évaluées à environ $1.5 trillion.

Les normes de vérification généralement reconnues exigent d'obtenir une «certitude raisonnable» que ma vérification me permette de repérer les inexactitudes dont le total serait supérieur à la valeur retenue comme seuil d'importance relative. J'ai planifié ma vérification des états financiers du gouvernement pour 1991 de manière à obtenir une certitude globale élevée.

Afin d'obtenir le degré de certitude souhaité, j'ai vérifié des échantillons des opérations et des soldes des comptes, j'ai fait des analyses, j'ai obtenu auprès de tierces personnes confirmation des soldes en fin d'exercice et j'ai examiné les contrôles internes importants. En planifiant la nature et l'étendue de chacun de ces procédés, j'ai utilisé un degré de certitude globale d'environ 97 pour cent.

Cela revient à juger au plan professionnel quel est le volume de travail de vérification à effectuer afin de pouvoir fournir le degré de certitude voulu aux utilisateurs des états financiers à l'effet que les résultats que présentent ces documents sont fiables et qu'ils ne les induisent pas en erreur.

La vérification du respect des autorisations parlementaires - Des examens et vérifications détaillés des autorisations parlementaires de dépenser, d'emprunter et de prélever des recettes sont effectués dans le cadre des vérifications intégrées des ministères et organismes. Les résultats de ces travaux sont inclus dans les chapitres de mon rapport annuel au Parlement.

La vérification des états financiers du gouvernement que j'effectue tous les ans porte également sur les mêmes autorisations. Cependant, les autorisations sont examinées et vérifiées au regard du seuil d'importance relative établi pour la vérification de l'ensemble de la situation financière, des résultats des opérations, de l'évolution de la situation financière et des besoins financiers du gouvernement.

Le travail du CCVOSP

Il est difficile pour ceux qui préparent et vérifient les états financiers du gouvernement de déterminer quand les documents présentent l'information fidèlement et quand ils ne la présentent pas fidèlement. Même si l'on fait des progrès dans ce domaine, il n'existe pas encore d'ensemble approuvé de principes comptables et de normes de présentation qui aideraient les utilisateurs des états financiers du gouvernement à obtenir l'information dont ils ont besoin et les personnes qui en font la préparation et la vérification à en évaluer la fidélité.

En mars 1981, le Conseil des gouverneurs de l'Institut canadien des comptables agréés a mis sur pied le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP). Ce comité étudie les besoins en information financière des utilisateurs, des personnes qui préparent les états financiers du gouvernement et de celles qui en font la vérification. Il élabore et propose également des principes comptables et des normes de présentation qui peuvent être utiles aux gouvernements canadiens et à leurs vérificateurs.

L'existence du CCVOSP ne diminue en rien l'obligation qu'ont les vérificateurs de porter des jugements professionnels impartiaux lorsqu'ils vérifient les états financiers des gouvernements et lorsqu'ils en font rapport. Le comité, dans sa *Préface des recommandations concernant la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public*, disait «...être conscient de l'impossibilité d'énoncer des règles si générales qu'elles puissent convenir à tous les cas, des plus simples aux plus complexes... Aucune règle ne saurait se substituer au jugement du praticien pour décider de la bonne présentation d'une situation donnée dans les états financiers ou de la bonne pratique à suivre dans un cas donné.»

Néanmoins, le CCVOSP peut aider les vérificateurs à mieux assumer leurs responsabilités en suscitant un consensus sur ce qui constitue une pratique appropriée pour la présentation de l'information financière, pratique à laquelle les gouvernements et les vérificateurs peuvent se reporter lorsqu'ils évaluent la fidélité d'une présentation. J'appuie les idées mises en avant par le CCVOSP et je recommande au gouvernement et aux députés d'appuyer ses prises de position.

Au 31 mars 1991, le CCVOSP avait publié six prises de position sur la comptabilité qui visent les administrations fédérale et provinciales. De plus, le CCVOSP a publié une monographie sur la comptabilisation des biens durables et leur présentation dans les états financiers.

Comme l'indiquent les réserves 1 et 2, les états financiers du gouvernement du Canada ne respectent pas encore entièrement les recommandations du CCVOSP pour ce qui est des pensions des employés et du périmètre comptable.

En outre, les états financiers du gouvernement ne sont pas conformes aux recommandations suivantes du CCVOSP :

- les états financiers doivent présenter de l'information sur les biens durables acquis par le gouvernement, qui sont en main et disponibles pour utilisation à la fin de l'exercice;

- les états financiers doivent présenter une comparaison des résultats réels et des prévisions initiales du plan financier.

Mon opinion sur les états financiers du gouvernement ne comporte pas de réserve parce que le gouvernement n'a pas donné suite à ces deux recommandations. Le CCVOSP n'indique pas de date limite pour leur mise en application et j'admets que le gouvernement a besoin de temps et de nouveaux systèmes pour établir une présentation appropriée. Néanmoins, je crois que ces recommandations sont appropriées et je m'attendrais que le gouvernement y donne suite le plus tôt possible.

La nécessité d'un rapport financier annuel concis

Actuellement, les états financiers du gouvernement sont publiés dans les Comptes publics du Canada, un ensemble impressionnant de documents regroupés en trois volumes. Les utilisateurs ont indiqué qu'ils trouvent cette présentation peu commode et difficile à consulter. Ils désirent une présentation plus simple et mieux ciblée des données globales sur le gouvernement, avec une mise en contexte des chiffres claire, sans jargon technique.

À mon avis, il serait vraiment très utile de voir le gouvernement fédéral publier un rapport financier annuel complet, mais concis. Ce rapport brosserait un tableau général, permettrait de mieux comprendre les activités du gouvernement et la situation financière qui en découle, et servirait en quelque sorte d'orientation vers l'information plus détaillée que fournit le gouvernement dans d'autres documents financiers.

Dans son Huitième rapport du 30 juin 1987, le Comité des comptes publics soulignait lui aussi «la nécessité d'un rapport financier annuel et concis pour les parlementaires et les autres utilisateurs de l'information financière du gouvernement.»

J'invite le gouvernement à songer sérieusement à présenter ses états financiers dans un tel rapport.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1990-91

Recettes budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Recettes budgétaires	3.3
Recettes provenant de tiers par catégorie principale	3.3
Recettes budgétaires en 1990-91	3.8
Recettes fiscales	3.8
Recettes non fiscales	3.9

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

RECETTES BUDGÉTAIRES

Les recettes budgétaires se composent de toutes les rentrées fiscales et non fiscales, qui influent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement du Canada. Les recettes sont comptabilisées nettes des remboursements et ne comprennent pas les montants portés au crédit du compte du Régime de pensions du Canada, des comptes de pension de retraite, d'autres comptes à fins déterminées et d'autres comptes de passif ni les taxes et impôts perçus au nom des provinces et des territoires.

Les recettes fiscales du gouvernement sont généralement comptabilisées au cours de l'exercice pendant lequel elles ont été reçues et elles ne tiennent pas compte des sommes à recevoir. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel a débuté le cycle de traitement des cotisations.

Les recettes fiscales d'un exercice englobent les rentrées portées au crédit du compte du Receveur général du Canada par la Banque du Canada et par les banques à charte au 31 mars, ainsi que les montants reçus par le gouvernement fédéral avant le 31 mars, mais déposés ou portés au crédit du compte du Receveur général uniquement en avril. Les recettes fiscales comprennent également les montants reçus par le courrier le premier jour ouvrable du mois d'avril, à moins qu'il soit évident que l'auteur du versement avait l'intention d'acquitter une dette survenant durant le nouvel exercice.

Parmi les principaux facteurs influant sur les recettes fiscales, mentionnons la conjoncture économique, la fluctuation des taux d'imposition prévus par la loi et les modifications apportées à l'assiette fiscale à laquelle sont appliqués les taux d'imposition prévus par la loi afin de calculer l'impôt. Bien que l'impôt à payer par un contribuable soit calculé en fonction du revenu qu'il a gagné durant l'année d'imposition, la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés par voie de retenues à la source et d'acomptes provisionnels a pour effet d'échelonner les rentrées sur tout l'exercice. Il en va de même pour les recettes provenant de la taxe de vente et des droits et de la taxe d'accise.

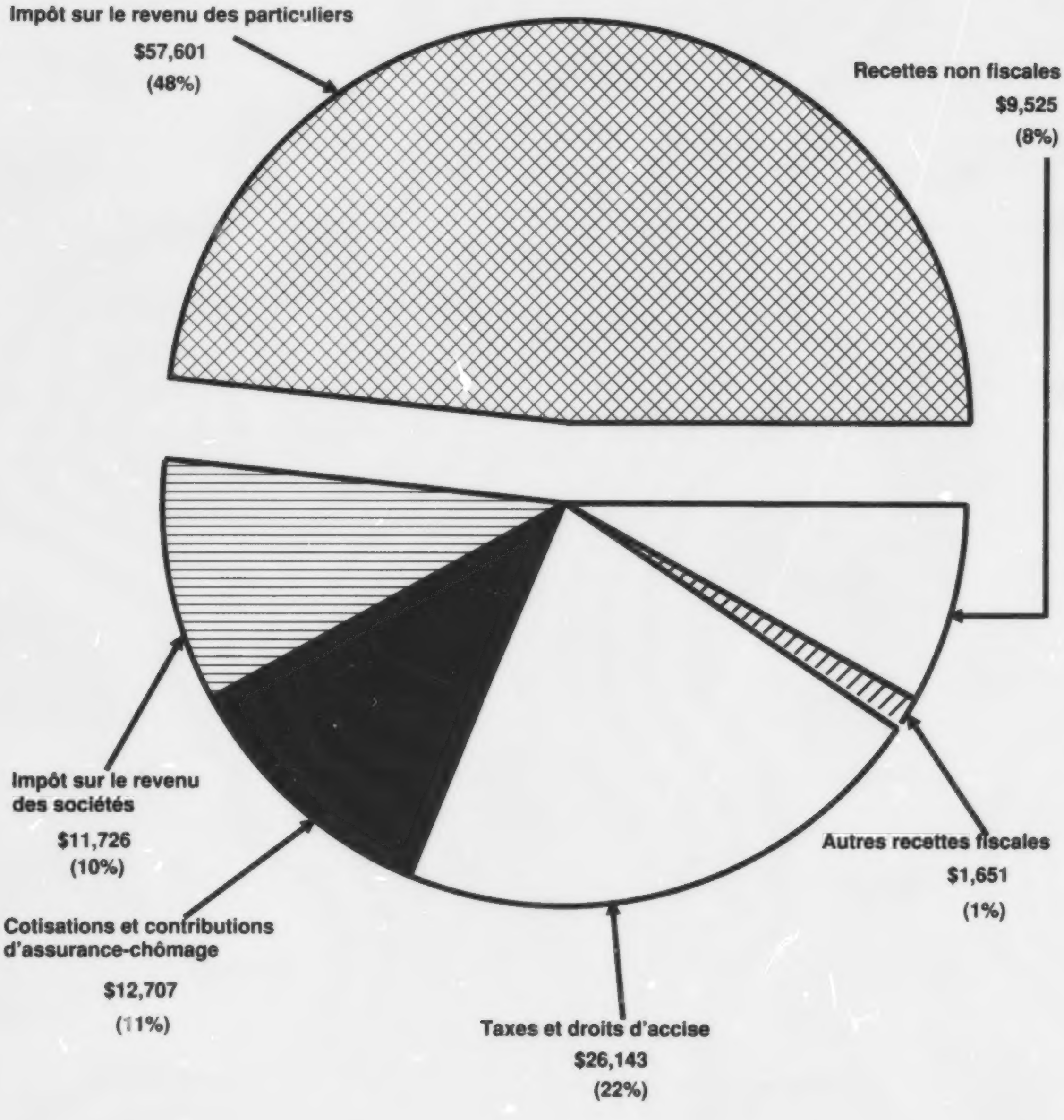
Les recettes non fiscales sont déclarées selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont imputées à l'exercice pendant lequel les opérations ont été effectuées.

Les recettes fiscales et non fiscales sont comptabilisées tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées. Les recettes à valoir sur les crédits comprennent les recettes provenant de tiers et les recettes internes du gouvernement qui découlent d'opérations entre les ministères.

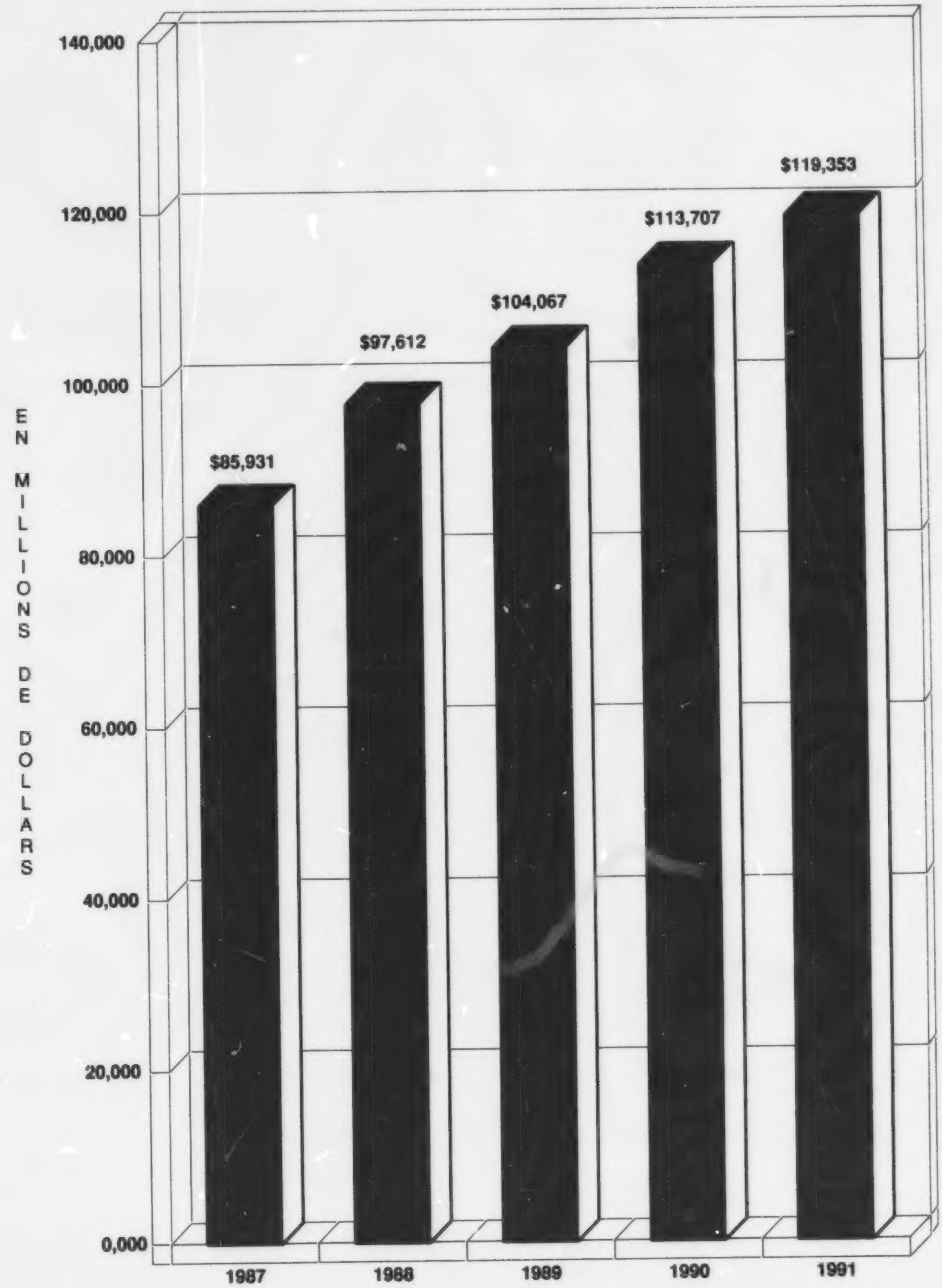
Recettes provenant de tiers par catégorie principale

Le graphique A présente les recettes nettes provenant de tiers par catégorie principale pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B présente les recettes nettes provenant de tiers pour les 5 derniers exercices.

GRAPHIQUE A
TOTAL DES RECETTES NETTES PROVENANT DE TIERS
PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
TOTAL DES RECETTES NETTES PROVENANT DE TIERS



Le tableau 3.1 présente les recettes provenant de tiers par catégorie principale, tant sur une base brute que sur une base nette. Les "recettes brutes" comprennent toutes les recettes provenant de tiers, y compris:

— les recettes à valoir sur les crédits lorsque, suivant l'autorisation du Parlement, certaines recettes liées au recouvrement des coûts sont portées au crédit des dépenses de programmes. Dans ce cas, le Parlement approuve ces sommes déduction faite des recettes autorisées;

— les recettes des sociétés d'État consolidées, lorsque les opérations de certaines sociétés d'État dépendantes figurent dans les états financiers annuels avec celles du gouvernement.

Les "recettes nettes" excluent les deux catégories de recettes précédentes. Elles comprennent toutes les recettes budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement.

TABLEAU 3.1

RECETTES PROVENANT DE TIERS PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
(en millions de dollars)

	1990-91				1989-90	
	Recettes brutes(1)	Recettes à valoir sur les crédits	Sociétés d'État consolidées(3)	Recettes nettes(1)	Recettes brutes(1)	Recettes nettes(1)
Recettes fiscales—						
Impôt sur le revenu—						
Des particuliers	57,601			57,601	51,895	51,895
Des sociétés	11,726			11,726	13,021	13,021
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	12,707			12,707	10,738	10,738
Des non résidents	1,372			1,372	1,361	1,361
	83,406			*83,406*	*77,015*	*77,015*
Taxes et droits d'accise—						
Taxe sur les produite et services	2,574			2,574		
Taxe de vente	13,630			13,630	17,672	17,672
Droits de douane à l'importation	4,001			4,001	4,587	4,587
Droits d'accise	2,146			2,146	2,130	2,130
Autres taxes et droits d'accise	1,808	488		1,320	1,789	1,295
	24,159	*488*		*23,671*	*26,178*	*25,684*
Taxes en matière d'énergie—						
Taxe d'accise—Essence	2,242			2,242	2,154	2,154
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières		1		–1	57	57
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	231			231	260	260
	2,473	*1*		*2,472*	*2,471*	*2,471*
	26,632	*489*		*26,143*	*28,650*	*28,155*
Autres recettes fiscales	279			279	226	226
Total des recettes fiscales	110,317	489		109,828	105,891	105,396
Recettes non fiscales—						
Produits de placements, tableau 3.3	*6,857*	*26*	*24*	*6,807*	*5,967*	*5,850*
Produits des ventes	326	200		126	422	216
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	405	1		404	551	547
Privilèges, licences et permis	688	304		384	587	345
Rémunérations de services	1,490	1,241		249	1,400	185
Monnaie canadienne	111			111	355	355
Autres recettes non fiscales	2,518	236	838	1,444	1,985	813
	5,538	*1,982*	*838*	*2,718*	*5,300*	*2,461*
Total des recettes non fiscales	12,395	2,008	862	9,525	11,267	8,311
Total des recettes(2)	122,712	2,497	862	119,353	117,158	113,707

(1) Reflétées à l'état des recettes et dépenses à la section 2 de ce volume.
(2) Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 4a de la section 1 du volume II (partie I).
(3) Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Tous les jours, les organismes du gouvernement transigent entre eux et contribuent ainsi à produire des recettes et des dépenses brutes. Dans la préparation des états financiers, ces "opérations internes" sont éliminées de manière à ce que soient consignées uniquement les opérations avec des tiers. Le tableau 3.2 donne des précisions sur les opérations internes et illustre le total des recettes provenant de sources internes et externes. Le total des recettes brutes de $127,265 millions comprend le total des recettes provenant de toutes les sources. Les recettes des sociétés d'État consolidées et les recettes à valoir sur les crédits sont déduites pour montrer les recettes nettes de toutes les sources. Le total net de $119,524 millions comprend le total des recettes ministérielles ($106,533 millions) ainsi que les recettes des comptes à fins déterminées consolidés ($12,991 millions) comme présentées au tableau 4a du volume II, partie I.

TABLEAU 3.2

RECETTES PROVENANT DE TOUTES LES SOURCES
(en millions de dollars)

	Recettes brutes	Moins: recettes des sociétés d'État consolidées	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Provenant de tiers	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement	Recettes nettes
Opérations avec les tiers	122,712	862	2,497		119,353
Opérations internes par catégorie principale—					
Taxe de vente	64				64
Droits de douane à l'importation	4				4
Produits de placements	8				8
Produits des ventes	303			293	10
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	19				19
Privilèges, licences et permis	3				3
Rémunérations de services	4,020			4,014	6
Autres recettes non fiscales	132			75	57
Total des opérations internes	4,553			4,382	171
Total des recettes	127,265	862	2,497	4,382	119,524

Recettes budgétaires en 1990-91

Les recettes budgétaires nettes ont totalisé $119,353 millions en 1990-91, soit une augmentation de 5.0% ou $5,646 millions par rapport au montant enregistré en 1989-90. Les recettes fiscales, qui représentent 92% de l'ensemble des recettes, ont augmenté de $4,432 millions ou 4.2%, tandis que les recettes non fiscales ont progressé de $1,214 millions ou 14.6%.

Recettes fiscales

La hausse des recettes fiscales en 1990-91 est surtout attribuable à l'augmentation de l'impôt perçu sur le revenu des particuliers et des cotisations d'assurance-chômage. Toutefois, les recettes moins élevées tirées des droits et de la taxe d'accise et de l'impôt sur le revenu des sociétés ont contribué de façon importante à atténuer les effets des augmentations susmentionnées sur le total des recettes fiscales. Les coûts liés au remplacement, à compter du 1er janvier 1991, de la taxe sur les ventes des fabricants par la taxe sur les produits et services et l'Accord du libre-échange entre le Canada et les États-Unis ont fait diminué les droits et la taxe d'accise, tandis que la récession a eu des effets négatifs sur les recettes provenant de l'impôt des sociétés.

Impôt sur le revenu des particuliers

Cet impôt est prélevé sur le revenu des particuliers en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu des particuliers constitue, pour l'État, la source de recettes la plus importante, intervenant pour près de 48% des recettes budgétaires totales en 1990-91.

Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers ont totalisé $57,601 millions en 1990-91, soit une augmentation de 11.0% ou $5,706 millions par rapport à 1989-90. Cette hausse est principalement attribuable à la vigueur soutenue du revenu des particuliers, lequel a augmenté de 7.5% en 1990, et à la progressivité du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers. La croissance du revenu des particuliers découle de la vigueur de l'emploi et de l'augmentation des traitements et salaires. Certaines initiatives fiscales annoncées dans le budget d'avril 1989 afin de réduire le déficit ont également conribué à accroître les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers. Parmi ces initiatives, mentionnons le remboursement des transferts sociaux par les Canadiens à revenu élevé et l'augmentation des surtaxes sur les revenus élevés et des surtaxes générales. Depuis l'année d'imposition 1989 inclusivement, les Canadiens à revenu élevé sont tenus de rembourser les prestations de sécurité de la vieillesse et les allocations familiales à un taux de 15% du revenu net personnel excédant $50,000. Comme l'entrée en vigueur de cette mesure est échelonnée sur trois ans, les remboursements effectués au cours de l'année d'imposition 1989 représentaient le tiers du montant dû. Étant donné que les remboursements ne sont effectués qu'au moment du dépôt de la déclaration d'impôt, cette mesure a eu une première incidence sur les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers au cours de l'exercice 1990-91. Dans le budget d'avril 1989, on annonçait également que la surtaxe sur le revenu des particuliers serait portée à 5%, soit une augmentation de 2 points de pourcentage, et qu'une nouvelle surtaxe de 3% serait imposée sur les revenus élevés. Comme ces mesures sont entrées en vigueur le 1er juillet 1989, leur incidence sur une année d'imposition complète ne s'est pas fait sentir avant 1990-91. Enfin, les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers en 1990-91 ont été inférieurs de $0.7 milliard à ceux de 1989-90, en raison principalement de l'incidence transitoire de la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers. Bien que la plupart des mesures de réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers soient entrées en vigueur le 1er janvier 1988, les tableaux des retenues n'ont pas été rajustés avant le 1er juillet 1989. Les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers ont donc été plus élevés en 1989-90, ce qui a contribué à réduire les recettes tirées de l'impôt sur le revenu au cours de cet exercice.

Impôt sur le revenu des sociétés

Cet impôt est prélevé sur le revenu des sociétés en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu ont totalisé $11,726 millions en 1990-91, une diminution de 9.9% par rapport à 1989-90. Cette diminution reflète les effets de la récession sur les bénéfices des sociétés. À cause de la hausse du coût unitaire de la main-d'oeuvre et de l'affaiblissement de la demande, les sociétés ont enregistré les marges bénéficiaires les plus faibles depuis la récession de 1981-82. Les bénéfices des sociétés n'ont cessé de chuter depuis le quatrième trimestre de 1988, de sorte qu'à la fin de 1990, ils étaient la moitié moins élevés que les bénéfices enregistrés pendant la période de pointe précédant la récession. La diminution des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés est proportionnellement moindre que la diminution cumulative des bénéfices des sociétés, en raison partiellement de l'élargissement de l'assiette fiscale annoncé dans le cadre de la réforme fiscale de 1988 et de l'adoption dans le budget d'avril 1989 de l'impôt sur les grandes sociétés.

Cotisations et contributions d'assurance-chômage

Les cotisations et les contributions des employeurs et des employés au compte d'assurance-chômage sont prélevées en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage et sont classées dans les recettes budgétaires. En 1990-91, les cotisations d'assurance-chômage ont progressé de 18.3% pour se fixer à $12,707 millions. Cette hausse découle principalement des changements annoncés dans le budget d'avril 1989 relativement aux dispositions de financement du programme de l'assurance-chômage. Depuis le 1er janvier 1990, le programme est entièrement financé à partir des cotisations et des contributions des employeurs et des employés. Auparavant, le gouvernement fédéral en finançait certains éléments. En conséquence, les taux de cotisations et de contributions ont été majorés au 1er janvier 1990 (le taux imposé aux employés a été porté à $2.25 par tranche de $100 de gains assurables pour l'année civile 1990).

Impôt sur le revenu des non résidents

L'impôt sur le revenu des non résidents est prélevé sur le revenu gagné au Canada par les non résidents en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Il prend la forme de retenues d'impôt sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances et pensions alimentaires, et sur les revenus de non résidents au titre de successions et de fiducies. En 1990-91, l'impôt sur le revenu des non résidents a totalisé $1,372 millions, ce qui représente à peu près le niveau enregistré au cours de l'exercice précédent.

Taxes et droits d'accise

Ces taxes et droits, qui sont perçus en vertu de la Loi sur la taxe d'accise et du Tarif des douanes, englobent la taxe fédérale sur les ventes des fabricants, la taxe sur les produits et services, qui a remplacé la taxe sur les ventes des fabricants au 1er janvier 1991, les droits de douane à l'importation, les taxes en matière d'énergie et d'autres taxes et droits d'accise. En 1990-91, les taxes et droits d'accise ont totalisé $26,143 millions, pour une baisse de 7.1% ou de $2,012 millions. Cette diminution est principalement attribuable aux frais de transition découlant de la réforme de la taxe de vente et du retrait progressif des droits de douane en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Taxe sur les produits et services

La taxe sur les produits et services (TPS) est entrée en vigueur le 1[er] janvier 1991. Des sommes nettes de $2,574 millions ont été perçues en 1990-91. Les recettes provenant de la TPS en 1990-91 ont été amoindries par certains frais de transition ponctuels imputables à la réforme de la taxe de vente, notamment le crédit de taxe sur les produits et services destiné aux Canadiens à revenus faibles et moyens, versé à l'avance en décembre 1990, et la subvention transitoire aux petites entreprises.

Taxe de vente

Le 1[er] janvier 1991, la taxe fédérale sur les ventes des fabricants a été remplacée par la taxe sur les produits et services. En outre, la taxe de vente payée sur les marchandises nouvelles et inutilisées en stock au 31 décembre 1990 devait être remboursée. L'élimination de la taxe fédérale sur les ventes des fabricants et le remboursement de la taxe de vente payée sur les marchandises nouvelles et inutilisées en stock ont entraîné une baisse de 22.9% des recettes attribuables à la taxe de vente en 1990-91.

Droits de douane à l'importation

Les recettes provenant de ces droits comprennent principalement des taxes ad valorem perçues à l'importation de produits en vertu du Tarif des douanes. En 1990-91, ces droits se sont chiffrés à $4,001 millions, en baisse de 12.8% par rapport à 1989-90. Cette régression est en grande partie imputable au retrait progressif, depuis le 1[er] janvier 1989, de tous les droits de douane bilatéraux en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et aux modifications apportées au régime de versement de la taxe dans le cadre de la réforme de la taxe de vente.

Taxes en matière d'énergie

Ces taxes englobent principalement la taxe d'accise sur l'essence, l'essence d'aviation et le carburant diesel. En 1990-91, ces taxes sont demeurées au niveau de l'exercice précédent, c'est-à-dire $2,472 millions. Le 1[er] janvier 1990, la taxe d'accise sur l'essence et sur l'essence d'aviation a été majorée d'un cent le litre. Cependant, l'augmentation des recettes qui a découlé de cette hausse a été neutralisée par une baisse de la consommation.

Autres taxes et droits d'accise

Des droits d'accise sont perçus sur les boissons alcooliques (à l'exception du vin) et sur les produits du tabac. En outre, des taxes d'accise sont imposées sur d'autres produits, notamment les bijoux, les climatiseurs pour voitures de particuliers et les services de programmation par voie de télécommunications. En 1990-91, les recettes provenant de ces autres taxes et droits d'accise ont totalisé $3,466 millions, en hausse de 1.2% par rapport à l'exercice précédent.

Autres recettes fiscales

Ces recettes se composent principalement de retenues d'impôt sur le revenu gagné au Canada par des compagnies d'assurance-vie non résidentes et sur le revenu de fiducies. En 1990-91, les autres recettes fiscales ont augmenté de 23.5% par rapport à 1989-90 et se sont chiffrées à $279 millions.

Recettes non fiscales

Ces recettes, qui englobent les produits de placements et d'autres recettes non fiscales, ont atteint $9,525 millions en 1990-91, en hausse de 14.6% par rapport à l'exercice précédent.

Produits de placements

Les produits de placements se composent principalement de l'intérêt sur les prêts et avances, de virements de bénéfices et d'excédents, et du revenu de location de biens immobiliers. En 1990-91, ils ont totalisé $6,807 millions, en hausse de 16.4% par rapport à 1989-90. Les divers éléments qui composent les produits de placements sont énoncés au tableau 3.3, en termes bruts et nets. La majeure partie de la progression enregistrée en 1990-91 est attribuable à l'augmentation des bénéfices des comptes de la Banque du Canada et du Fonds des changes, à la suite de la hausse des taux d'intérêt en 1990-91 et des mesures prises par la Banque du Canada relativement aux comptes d'opérations de change pour maintenir une situation normale sur le marché.

TABLEAU 3.3

PRODUITS DE PLACEMENTS[1]
(en millions de dollars)

	1990-91	1989-90
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés d'État "entreprises"—		
Institutions de crédit—		
Société d'assurance-dépôts du Canada	143	172
Société canadienne d'hypothèques et de logement	772	822
Société pour l'expansion des exportations		3
Société du crédit agricole	230	239
	1,145	*1,236*
Autres sociétés d'État"entreprises"—		
Énergie atomique du Canada, Limitée	57	59
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	70	15
Petro-Canada	35	
Autres—		
Banque du Canada	2,808	2,239
Corporation de développement des investissements du Canada	8	
Société canadienne des ports	21	2
Société canadienne des postes	67	8
Commission canadienne du lait	8	9
Société du port de Montréal	28	9
Société du port de Québec	11	[2]
Société du port de Vancouver, La	45	23
Divers	26	90
	3,184	*2,454*
	4,329	***3,690***
Administrations provinciales et territoriales	71	74
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	53	50
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	4	5
Entreprises mixtes et en coparticipation	2	10
Divers	28	21
	158	***160***
	4,487	3,850
Comptes d'opérations de change—		
Compte du fonds des changes	2,258	1,661
Fonds monétaire international—Souscriptions	11	11
	2,269	1,672
Caisse—		
Intérêts de dépôts bancaires	285	278
Autres comptes—		
Intérêts sur placement re: achats militaires	25	29
Dette non échue détenue par le gouvernement	10	5
Fonds renouvelable des approvisionnements	7	8
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs	12	
Couru des recettes non fiscales	–284	11
Autres	4	6
	–226	59
Total des produits de placements nets	6,815	5,859
Produits de placements internes du gouvernement	–8	–9
Total des produits de placements nets provenant de tiers	6,807	5,850
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	26	29
Sociétés d'État consolidées	24	88
Total des produits de placements bruts provenant de tiers	6,857	5,967

(1) Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 4a de la section 1 du volume II (partie I).
(2) Moins de $500,000.

Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales comprennent les recouvrements de dépenses d'exercices précédents, les rémunérations de services, les privilèges, licences et permis, les produits des ventes de biens immobilisés et de biens et services d'usage courant, la monnaie canadienne, et diverses recettes non fiscales. Des détails sont fournis pour chaque organisme visé au volume II (partie I) des Comptes publics. En 1990-91, les autres recettes non fiscales ont augmenté de $2,718 millions, une progression de 10.4% par rapport à 1989-90.

Le produit des ventes ($126 millions) comprend la vente de marchandises et de biens de l'État, notamment des produits du gouvernement, comme des publications et des cartes, des produits agricoles et manufacturés, le produit net de la vente de sociétés d'État, et d'autres éléments connexes.

Le recouvrement de dépenses d'exercices précédents ($404 millions) est en grande partie atribuable à des sommes payées à partir des crédits d'exercices précédents ou imputées à ces crédits, comme le recouvrement et le remboursement de cotisations.

Les privilèges, licences et permis ($384 millions) comprennent le produit de la vente de privilèges réglementés, comme les licences, les enregistrements et les permis émis pour la chasse, la pêche, la coupe de bois, les entreprises commerciales, la location d'immeubles publics, le crédit-bail et les redevances, l'enregistrement de la citoyenneté, et d'autres frais connexes.

Les rémunérations de services ($249 millions) englobent les frais liés à certains services offerts par le gouvernement, comme les frais de demande, de dépôt et d'enregistrement, le recouvrement des frais médicaux et d'hospitalisation à partir de régimes d'hospitalisation provinciaux et d'autres sources, ainsi que d'autres éléments connexes.

La monnaie canadienne ($111 millions) a trait au produit brut de la vente de pièces de monnaie canadienne par l'entremise du ministère des Finances. Les coûts sont déclarés dans les dépenses du Ministère.

Les recettes non fiscales diverses ($1,444 millions) comprennent un certain nombre d'éléments, notamment les sommes provenant de contributions de programmes et les frais recouvrés auprès des provinces, les frais rattachés aux saisies, aux renonciations, aux amendes et pénalités en vertu de lois et programmes divers, les cotisations aux régimes de retraite des juges et des sénateurs, le remboursement de capital et d'intérêt en vertu des prêts canadiens aux étudiants, et l'annulation de chèques non réclamés.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1990-91

Dépenses budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires	4.3
Dépenses concernant les tiers par catégorie	4.3
Dépenses budgétaires en 1990-91	4.7
États supplémentaires—	
Frais de la dette publique	4.9
Dépenses imputées sur les crédits statutaires	4.10
Paiements de transfert	4.12
Détails des paiements de transfert par province	4.13

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les dépenses budgétaires comprennent toutes les sommes imputées aux crédits budgétaires qui influent sur le déficit ou l'excédent annuel de l'État. Ces imputations comprennent les paiements de transfert aux particuliers, à d'autres paliers de gouvernement et à des entreprises, les coûts des biens et services reçus et les coûts des immobilisations acquises pendant l'exercice et la période complémentaire, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice. En outre, les dépenses budgétaires comprennent aussi les provisions pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, les prestations allouées pour les emprunts faits par les sociétés d'État "entreprises", lesquelles sont mandataires de l'État, ainsi que les créditeurs et les autres allocations liées aux postes législatifs et aux crédits annuels. Sont également comprises les dépenses de certains comptes à fins déterminées comme le Compte d'assurance-chômage, le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le Fonds de réassurance-récolte et les comptes de stabilisation des produits agricoles. Les dépenses budgétaires ne comprennent pas les montants imputés au Compte du Régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite et à d'autres comptes à fins déterminées et de passif.

Dépenses concernant les tiers par catégorie

Le graphique A présente le total des dépenses nettes concernant les tiers par catégorie pour l'exercice en cours tandis que le graphique B présente le total des dépenses nettes concernant les tiers pour les 5 derniers exercices.

Le tableau 4.1 présente les dépenses concernant les tiers par catégorie. Ce tableau est présenté tant sur une base brute que nette. L'écart entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

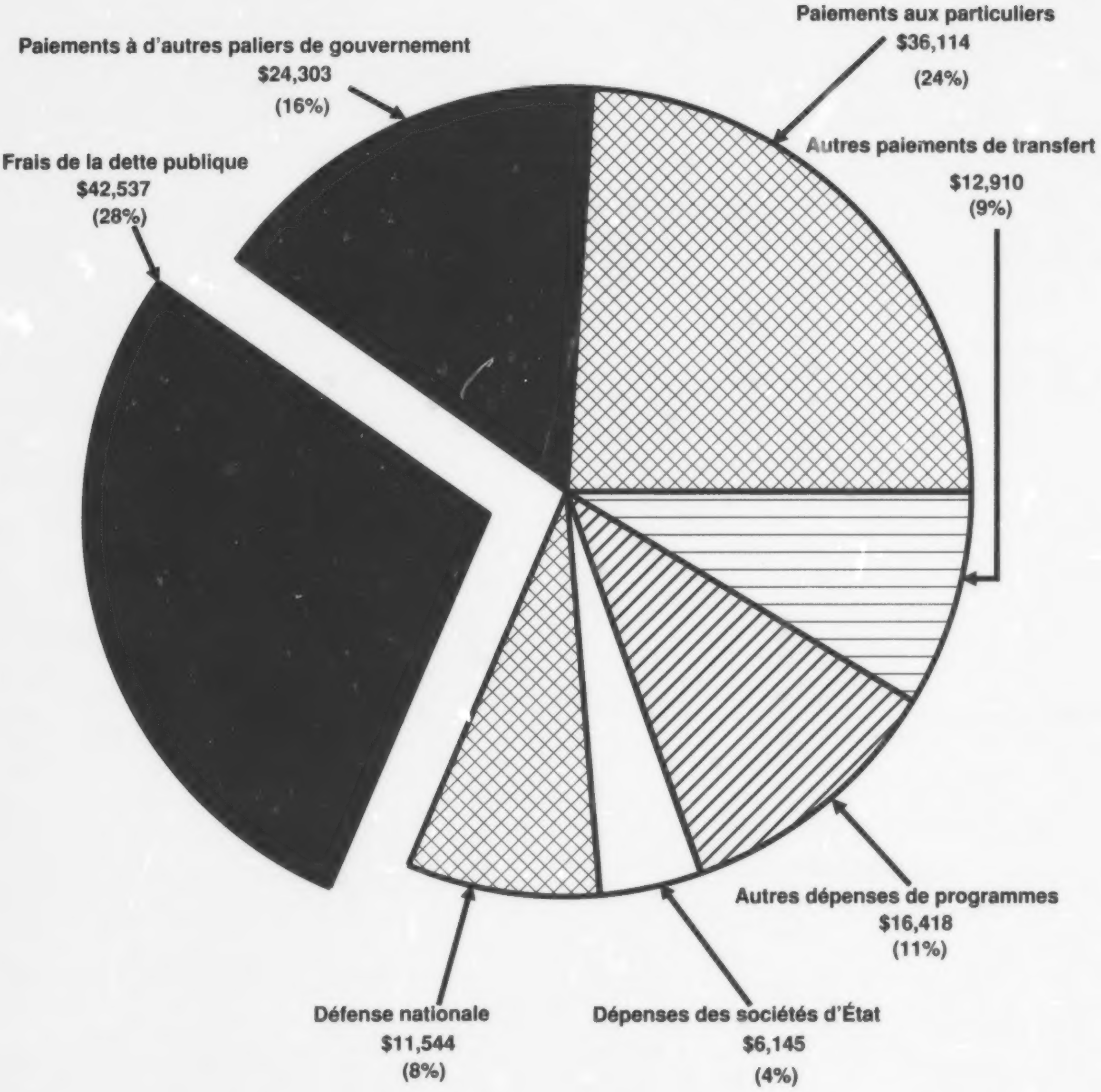
Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues à la suite d'opérations effectuées avec des organismes et des particuliers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada. Le gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable est défini à la note 1 des états financiers vérifiés présentés à la section 2 du présent volume.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses budgétaires plutôt qu'aux recettes budgétaires, avec l'autorisation du Parlement, et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

Le total des dépenses nettes représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement. Le total des dépenses brutes est obtenu en ajoutant au total des dépenses nettes les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

GRAPHIQUE A
TOTAL DES DÉPENSES NETTES CONCERNANT LES TIERS PAR CATÉGORIE

(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
TOTAL DES DÉPENSES NETTES
CONCERNANT LES TIERS

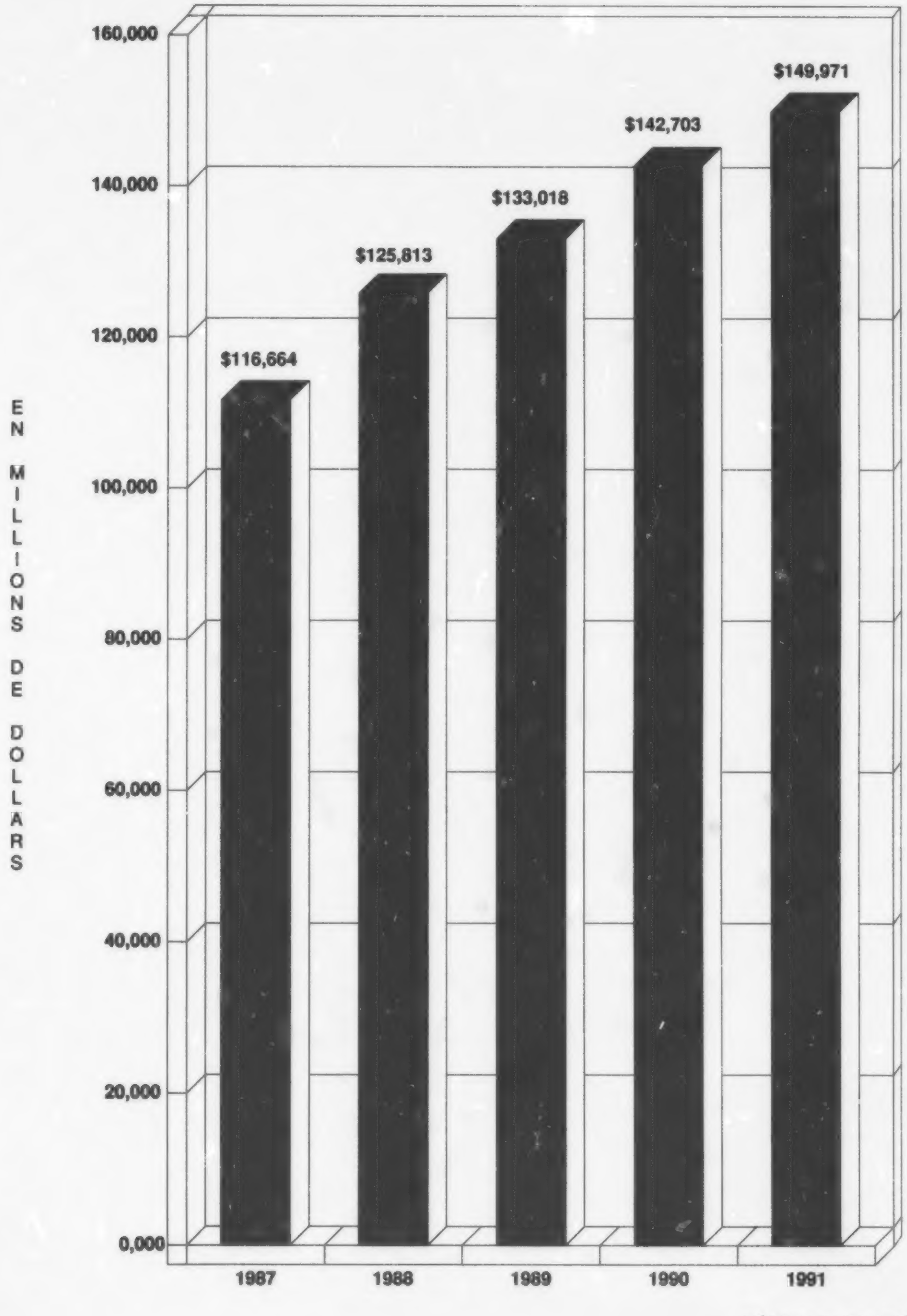


TABLEAU 4.1

DÉPENSES CONCERNANT LES TIERS PAR CATÉGORIE
(en millions de dollars)

	1990-91				1989-90	
	Dépenses brutes[1]	Recettes à valoir sur les crédits	Sociétés d'État consolidées[3]	Dépenses nettes[1]	Dépenses brutes[1]	Dépenses nettes[1]
Paiements de tranfert —						
Aux particuliers —						
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	17,131			17,131	16,154	16,154
Prestations d'assurance-chomage	14,665			14,665	11,694	11,694
Allocations familiales	2,736			2,736	2,653	2,653
Autres	1,582			1,582	1,543	1,543
	36,114			*36,114*	*32,044*	*32,044*
À d'autres paliers de gouvernment —						
Arrangements fiscaux	8,280			8,280	8,653	8,653
Assurance et services de soins médicaux	6,033			6,033	6,663	6,663
Régime d'assistance publique du Canada	5,788			5,788	5,006	5,006
Aide à l'éducation	1,861			1,861	2,166	2,166
Autres	2,341			2,341	2,643	2,643
	24,303			*24,303*	*25,131*	*25,131*
Autres paiements de transfert—						
Aide extérieure	2,307			2,307	2,768	2,768
Indiens et Inuit	2,311			2,311	2,035	2,035
Création d'emploi et orientation de la main-d'oeuvre	1,719			1,719	1,671	1,671
Développement régional et industriel	707			707	831	831
Programmes d'agriculture	1,099			1,099	1,412	1,412
Sciences et technologie	1,461			1,461	1,455	1,455
Autres	3,306			3,306	3,328	3,328
	12,910			*12,910*	*13,500*	*13,500*
Total des paiements de transfert	73,327			73,327	70,675	70,675
Dépenses des sociétés d'État	7,007		862	6,145	6,569	5,581
Autres dépenses de programmes—						
Agriculture	796	16		780	723	708
Communications	454	23		431	517	488
Emploi et Immigration	532			532	490	490
Environnement	1,025			1,025	902	902
Affaires extérieures	1,069	32		1,037	984	954
Industrie, Sciences et Technologie	1,181	33		1,148	977	946
Défense nationale	11,891	347		11,544	11,206	10,859
Santé nationale et Bien-être social	1,080	65		1,015	922	865
Revenu national	2,154	53		2,101	1,702	1,655
Travaux publics	1,209	227		982	1,123	827
Solliciteur général	2,836	535		2,301	2,608	2,099
Transports	2,398	1,056		1,342	2,427	1,419
Autres	3,834	110		3,724	5,509	5,415
Total des autres dépenses de programmes	30,459	2,497		27,962	30,090	27,627
Total des dépenses de programmes	110,793	2,497	862	107,434	107,334	103,883
Frais de la dette publique	42,537			42,537	38,820	38,820
Total des dépenses[2]	153,330	2,497	862	149,971	146,154	142,703

[1] Reflétées à l'état des recettes et dépenses à la section 2 de ce volume.
[2] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 2a à la section 1 du volume II (partie I).
[3] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Tous les jours, les organismes du gouvernement transigent entre eux et contribuent ainsi à produire des recettes et des dépenses qui sont enregistrées dans les comptes. Durant la préparation des états financiers, ces "opérations internes" sont éliminées de manière à ce que soient consignées uniquement les opérations avec des tiers. Le tableau 4.2 donne des précisions sur les opérations internes et illustre le total des dépenses par source interne et externe.

TABLEAU 4.2

DÉPENSES PAR SOURCE
(en millions de dollars)

		Moins: recettes des	Moins: recettes à valoir sur les crédits		
	Dépenses brutes	sociétés d'État consolidées	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Dépenses nettes
Opérations concernant les tiers	153,330	862	2,497		149,971
Opérations internes—					
Défence nationale	65			14	51
Affaires extérieures	20			1	19
Affaires indiennes et Nord canadien					
Transports	186			157	29
Emploi et Immigration	7			7	
Agriculture					
Travaux publics	2,901			2,917	–16
Industrie, Sciences et Technologie	30			24	6
Solliciteur général	59			49	10
Autres	1,285			1,213	72
Total des opérations internes	4,553			4,382	171
Total des dépenses	157,883	862	2,497	4,382	150,142

Dépenses budgétaires en 1990-91

Le total des dépenses budgétaires nettes concernant les tiers en 1990-91 a été de $149,971 millions. Cela représente une augmentation de 5.1% par rapport au niveau de $142,703 millions inscrit en 1989-90. La plus grande partie de l'augmentation des dépenses nettes de $7,268 millions de 1989-90 à 1990-91 s'est concentrée dans deux éléments majeurs: les transferts aux particuliers, avec une augmentation de $4,070 millions, et les frais de la dette publique, avec une augmentation de $3,717 millions. Par contre, on a enregistré des diminutions dans les transferts vers les autres paliers de gouvernement et dans d'autres paiements de transfert.

Les frais de la dette publique, qui représente 28% des dépenses nettes, ont augmenté de 9.6%, pour atteindre $42,537 millions en 1990-91. C'est la première année depuis 1987-88 que la croissance annuelle des frais de la dette publique a été inférieure à 10%. L'augmentation des frais de la dette publique traduit l'effet de composition des taux d'intérêt sur le niveau croissant de la dette. Bien que les taux d'intérêts aient connu un sommet en mai 1990 et aient enregistré d'importantes diminutions depuis lors, le taux d'intérêt moyen sur l'encours de la dette de l'État a continué à augmenter en 1990-91 et, avec l'augmentation du niveau de la dette, a entraîné une augmentation des frais de la dette publique.

Les dépenses de programmes, c'est-à-dire les dépenses de l'État à l'exception des frais de la dette publique, ont progressé de 3.4%. Il s'agit d'une progression identique à la croissance du produit intérieur brut, mais bien inférieure au taux d'inflation de 4.8%. Cette augmentation des dépenses de programmes traduit essentiellement l'impact de la récession sur les éléments des dépenses de programmes sensibles aux cycles, particulièrement les prestations d'assurance-chômage et les transferts du Régime d'assistance publique du Canada. L'impact de ces facteurs sur les dépenses de programmes a été sensiblement atténué par les diverses mesures de restriction adoptées par le gouvernement depuis novembre 1984. Ces mesures comprennent l'abolition graduelle et la réduction de divers programmes de dépenses, la limitation de l'indexation et les réductions du nombre d'années-personnes, ainsi que d'autres mesures pour

limiter les coûts de fonctionnement. L'exercice 1990-91 a été la première année du plan de contrôle des dépenses. Ce plan est une démarche globale de contrôle des dépenses sur deux ans qui contrôle efficacement environ 60% de toutes les dépenses de programmes de l'État. Les principaux programmes qui sont exemptés du plan comprennent les transferts fédéraux aux personnes (prestations aux personnes âgées, pensions et allocations aux anciens combattants et prestations d'assurance-chômage) et certains transferts fédéraux importants aux provinces (péréquation et transferts du Régime d'assistance publique du Canada aux provinces recevant de la péréquation).

Le plus important élément des dépenses de programmes, soit les transferts aux particuliers, ont progressé de 12.7% en 1990-91, essentiellement à cause de la forte augmentation des prestations d'assurance-chômage entraînée par la récession. Les prestations d'assurance-chômage ont augmenté de 25.4%, augmentation dont les deux tiers sont attribuables à la progression du nombre de prestataires, essentiellement en Ontario, et le reste à l'augmentation du taux moyen des prestations hebdomadaires. Parmi les autres programmes à l'intérieur des transferts importants aux particuliers, les prestations aux personnes âgées ont augmenté de 6.0%, traduisant des augmentations à la fois des prestations moyennes, qui sont indexées aux variations trimestrielles de l'indice des prix à la consommation, et de la population admissible.

Les transferts pécuniers directs aux autres paliers de gouvernement ont diminué de 1989-90 à 1990-91, car les augmentations des transferts du Régime d'assistance publique du Canada ont été compensées par des transferts pécuniers directs plus faibles dans le cadre du Financement des programmes établis (FPE) et de la péréquation. En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, l'État fédéral fournit aux provinces et aux territoires des fonds pour les aider à payer certaines prestations et certains services d'aide sociale. Des rajustements de l'exercice précédent, particulièrement vers l'Ontario, ainsi que l'augmentation du nombre de cas à cause du contexte économique, ont fait augmenter ces transferts de 15.6% en 1990-91. Bien que le budget de février 1990 ait imposé à la croissance de ces transferts vers l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique un plafond de 5% en 1990-91, le plafond n'a pas été appliqué en attendant la décision de la Cour suprême sur la contestation de cette mesure par les provinces. Les transferts pécuniers en vertu du Financement des programmes établis (FPE) ont diminué, grâce au plan de contrôle des dépenses annoncé dans le budget de février 1990, qui a maintenu constant les transferts du FPE par habitant aux niveaux de 1989-90. Par conséquent, les droits totaux au FPE n'ont augmenté que de 1.1% en 1990-91. Les droits au FPE sont payés sous forme de transferts de points d'impôt et d'espèces et, comme la valeur des transferts d'impôt n'est pas touchée par cette mesure, cette mesure de restriction n'a d'effets que sur les transferts pécuniers et les comptes d'espèces et explique la diminution de 10.6% des transferts pécuniers. Les arrangements fiscaux, comprenant essentiellement des transferts de péréquation vers les provinces à faible revenu, ont également dininué en 1990-91. Toutefois, la diminution a résulté de l'inclusion d'importants versements en une fois en 1989-90 relatifs aux paiements insuffisants des exercices précédents, car les droits globaux en vertu de ce programme ont augmenté de 4.6% en 1990-91.

Les autres transferts comprennent l'aide étrangère, l'aide à la stabilisation des prix des produits sur le marché, la mise au point de nouvelles technologies, la recherche, la création de nouveaux emplois par la formation et la promotion d'activités éducationnelles et culturelles. Les autres paiements de transfert ont diminué de 4.4% due à la réduction des subventions et contributions au développement régional et industriel et à l'agriculture. La diminution des transferts de développement régional et industriel est attribuable à une plus faible participation à cause de la récession, tandis que la diminution des transferts agricoles est essentiellement due au moment de versements des paiements ainsi qu'à l'impact de nouveaux programmes à frais partagés avec les provinces. Par contre, on a enregistré des augmentations dans les subventions et les contributions aux Indiens et aux Inuit, à l'aide aux pays en développement ainsi qu'aux programmes de création d'emploi et de formation.

Les dépenses des sociétés d'État ont augmenté en 1990-91 de 10.1%, à cause de l'augmentation des transferts à la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de l'augmentation du passif relatif aux pertes subies par les sociétés. Les transferts à VIA Rail et à la Société canadienne des postes ont diminué, à cause de l'effet des mesures de restriction passées.

Parmi les autres dépenses de programmes, il y a les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation de la défense, ainsi que l'administration de l'État et certains services offerts au public comme:

- les soins de santé aux autochtones et aux anciens combattants;
- la recherche menée par les fonctionnaires de l'État;
- le fonctionnement des aéroports et des parcs nationaux;
- le fonctionnement des établissements correctionnels fédéraux; et,
- la prestation des services de police.

Les autres dépenses de programmes ont augmenté de 1.2% en 1990-91. À l'intérieur de cette composante, les dépenses consacrées à la défense ont augmenté de 6.3%, tandis que toutes les autres dépenses de fonctionnement et d'immobilisation des ministères ont diminué de 7.1%. L'augmentation des dépenses consacrées à la défense s'explique par le fait que ce programme est financé en fonction d'une formule et par l'augmentation du financement pour couvrir les coûts associés aux activités liées à la guerre du Golfe. Les autres dépenses de fonctionnement de l'État sont restées limitées en 1990-91 à cause des mesures actuelles de restriction adoptées dans le cadre des budgets passés et de mesures particulières de réduction adoptées en 1990-91 afin de financer les coûts supplémentaires associés à la guerre du Golfe. En outre, les rajustements à la provision pour le passif actuariel des régimes de pension des employés, attribuables à la fois aux révisions des hypothèses économiques et à la stratégie salariale annoncée dans le budget de février 1991, ont aussi fait effet sur la croissance de cet élément. L'effet de ces facteurs sur les autres dépenses de programmes a été atténué par l'accroissement du financement du ministère du Revenu national pour mettre en oeuvre la taxe sur les biens et services, ainsi que l'augmentation des frais administratifs de l'assurance-chômage à cause de l'augmentation du nombre de prestataires.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent l'intérêt sur la dette non échue (y compris les obligations d'épargne du Canada, les obligations négociables et les bons du Trésor) ainsi que sur les comptes à fins déterminées et les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte d'émission d'obligations, les primes et commissions, et les frais de service de la dette publique.

Sur l'augmentation des frais de la dette publique de $3,717 millions en 1990-91, près des trois quarts correspondent à une augmentation de la dette non échue, qui a progressé de $294,562 millions le 31 mars 1990 à $323,903 millions le 31 mars 1991. La plus grande partie du reste de l'augmentation des frais de la dette publique s'explique par une augmentation des frais d'intérêt sur les comptes à fins déterminées, plus particulièrement sur les comptes de pension de retraite.

Un sommaire comparatif des frais de la dette publique est présenté au tableau 4.3. Ce tableau divulgue également l'élément de conciliation entre le total du service de la dette publique d'après la section ministérielle de Finances (section 17) du volume II (partie I) et le total des dépenses nettes de la dette publique d'après le tableau 4.1. L'élément de conciliation comprend les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés.

TABLEAU 4.3

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE[1]
(en millions de dollars)

	1990-91	1989-90
Dette non échue—		
Obligations négociables—		
À payer en monnaie canadienne	14,479	13,045
À payer en devises étrangères	297	372
	14,776	*13,417*
Obligations d'épargne du Canada	4,275	4,857
Obligations spéciales non négociables—		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	346	307
Bons du Trésor	15,118	12,905
Effets et prêts—		
À payer en devises étrangères	3	104
Bons du Canada	74	84
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts	44	71
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue	34,636	31,745
Comptes à fins déterminées—		
Comptes de pension de retraite	7,118	6,373
Compte des rentes sur l'État	60	62
Compte du Régime de pensions du Canada	403	356
Comptes de dépôt et de fiducie	205	179
Autres	3	3
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées	7,789	6,973
Comptes à fins déterminées consolidés—		
Compte d'assurance-chômage	223	91
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	2	2
Compte de stabilisation des produits agricoles	12	8
Autres	18	16
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	255	117
Total des frais de la dette publique relativement aux autres comptes	112	102
Total des frais de la dette publique[2]	42,792	38,937
Moins:		
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	255	117
Total des dépenses nettes/brutes de la dette publique concernant les tiers	42,537	38,820

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 2a à la section 1 du volume II (partie I).
[2] Des renseignements additionnels se trouvent à la section 8 du volume II (partie II).

Dépenses imputées sur les crédits statutaires

L'autorisation de dépenser, comprise dans les crédits statutaires, est consentie à des fins particulières ainsi que pour des montants et des délais prescrits par les lois. Cette autorisation ne s'annule généralement pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Les dépenses imputées à ces crédits statutaires rendent compte, à chaque exercice, pour plus de la moitié du total des dépenses nettes.

Le tableau 4.4 présente un sommaire comparatif de ces dépenses statutaires. Ce tableau divulgue également les éléments de conciliation entre le total des dépenses ministérielles imputées sur les crédits statutaires et le total des dépenses statutaires nettes. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses statutaires des comptes à fins déterminées consolidés et la provision pour évaluation. Les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers ont été ajoutées au total des dépenses statutaires nettes concernant les tiers afin d'obtenir le total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers.

Cinq programmes expliquent plus de 85% du total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers. Ce sont:

- — les frais de la dette publique;
- — les prestations d'assurance-chômage;
- — les versements de pensions aux personnes âgées, y compris les prestations de sécurité de la vieillesse, les paiements du Supplément de revenu garanti et les paiements d'allocation au conjoint;
- — les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux et les services publics;
- — les transferts du Financement des programmes établis, y compris les paiements pour l'assurance-hospitalisation, l'assurance-maladie et les services complémentaires de santé, ainsi que les paiements pour l'enseignement postsecondaire aux provinces et aux territoires.

TABLEAU 4.4

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	1990-91			1989-90		
Frais de la dette publique			42,792			38,937
Versements à la sécurité de la vieillesse			12,781			11,818
Arrangements fiscaux et utilité publique			8,300			8,128
Paiements à l'égard de l'assurance-hospitalisation, des soins médicaux et des services complémentaires de santé			6,033			6,663
Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada			5,967			4,885
Versements du supplément de revenu garanti			3,928			3,873
Versements d'allocations familiales			2,736			2,654
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage			1,549			2,423
Paiements aux provinces et territoires pour l'enseignement postsecondaire			1,862			2,166
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest			645			569
Versements d'allocations au conjoint			421			462
Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants			442			408
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices			302			284
Imposition réciproque			247			319
Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique			236			280
Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte			220			51
Pension de retraite, prestations de retraite supplémentaires, prestations de décès et autres pensions—						
Fonction publique—						
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la fonction publique	478			426		
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	602			561		
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	229			186		
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	153			137		
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	96			90		
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	7			8		
		1,565			1,408	
Moins: recouvrements des fonds renouvelables		99			94	
			1,466			1,314

TABLEAU 4.4

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES —*Fin*
(en millions de dollars)

	1990-91		1989-90	
Forces canadiennes—				
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	288		270	
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	413		376	
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	80		67	
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	52		47	
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	32		30	
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	3		2	
		868		792
Gendarmerie royale du Canada—				
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	93		71	
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	32		29	
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	18		15	
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	13		10	
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	9		9	
		165		134
Toutes autres dépenses statutaires		1,316		2,271
Total des dépenses ministérielles imputées sur les crédits statutaires [1]		92,276		88,431
Comptes à fins déterminées consolidés—				
Compte d'assurance-chômage		13,502		9,740
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest		−37		−236
Fonds de réassurance-récolte		430		96
Comptes de stabilisation des produits agricoles		−8		418
Autres		−7		[2]
Total des dépenses des comptes à fins déterminées consolidés		13,880		10,018
Provision pour évaluation		−1,725		715
Total des dépenses statutaires nettes concernant les tiers		104,431		99,164
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers		356		418
Total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers		104,787		99,582

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 7 à la section 1 du volume II (partie I).
[2] Moins de $500,000.

Paiements de transfert

Les renseignements concernant les paiements de transfert présentés à la note 5 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, section 2 de ce volume, sont présentés en de plus amples détails dans le tableau suivant. Ce tableau démontre les paiements de plus de $300 millions.

TABLEAU 4.5

PAIEMENTS DE TRANSFERT PAR CATÉGORIE DE TRANSFERT
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Paiements aux particuliers—		
Sécurité de la vieillesse—[1]		
Prestations de sécurité de la vieillesse	12,781,212	11,818,257
Suppléments de revenu garanti	3,928,392	3,873,311
Allocations aux conjoints	421,212	462,162
	17,130,816	*16,153,730*
Paiements relatifs au Compte d'assurance-chômage[1]	14,406,685	11,690,216
Allocations familiales (incluant les jeunes)[1]	2,736,016	2,653,506
Prestations aux anciens combattants—		
Pensions aux anciens combattants de la première et seconde guerre mondiale	981,968	897,789
Autres	600,163	643,255
	35,855,648	32,038,496
Paiements à d'autres paliers de gouvernement—		
Arrangements fiscaux	8,547,021	8,447,620
Loi canadienne sur la santé—		
Services complémentaires de santé[1]	1,324,185	1,345,798
Services de santé assurés[1]	4,708,847	5,317,324
	6,033,032	*6,663,122*
Paiements relatifs au Régime d'assistance publique du Canada[1]	5,966,926	4,885,271
Paiements de rajustement pour l'enseignement postsecondaire[1]	1,861,531	2,166,079
Paiements aux territoires pour dépenses de fonctionnement	1,170,418	1,115,343
Subventions en remplacement d'impôts	337,961	314,082
Autres	1,292,466	806,277
	25,209,355	24,397,794
Autres paiements de transfert—		
Paiements aux entreprises—Subventions et aide en capital—		
Paiements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	644,937	576,953
Paiements relatifs au développement régional et industriel	316,526	440,752
Paiements aux producteurs des produits agricoles en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix	345,020	410,363
Autres	1,544,863	1,910,647
	2,851,346	3,338,715
Paiements à des organismes internationaux et aux pays étrangers ou en leur nom—		
Achat de marchandises pour l'aide au développement	390,497	412,677
Programme international d'aide alimentaire	370,232	366,654
Paiements aux Nations Unies et aux organisations connexes	530,110	358,233
Contributions aux organisations canadiennes non gouvernementales	366,897	325,203
Achat de services pour l'aide au développement	333,931	321,007
Autres	709,723	1,492,369
	2,701,390	3,276,143
Paiements à des institutions et organismes à but non lucratif—		
Aide pour encourager l'emploi	725,370	684,467
Paiements divers—		
Paiements aux autochtones et à leurs associations	2,036,817	1,809,838
Pension aux employés de l'État	418,420	382,065
Subventions et bourses pour aide à la recherche	682,305	571,383
Autres	3,280,437	3,604,236
	6,417,979	6,367,522
Total des autres transferts	12,696,085	13,666,847
Total des paiements de transfert[2]	73,761,088	70,103,137

(1) Le tableau 4.6 présente une analyse par province de ces paiements de transfert.
(2) La provision pour évaluation n'a pas été incluse dans ce tableau.

Détails des paiements de transfert par province

Le tableau 4.6 présente une analyse par province de certains paiements de transfert. À l'exception de l'Assurance-chômage, des renseignements additionnels se trouvent à la section 7 du volume II (partie II) des Comptes publics.

TABLEAU 4.6

CERTAINS PAIEMENTS DE TRANSFERT IMPORTANTS PAR PROVINCE
(en milliers de dollars)

	Transferts aux particuliers			Transferts aux provinces, territoires et municipalités			
	Sécurité de la vieillesse[1]	Allocations familiales	Assurance-chômage[2]	Services complémentaires de santé	Enseignement post-secondaire	Régime d'assistance publique du Canada	Services de santé assurés
Terre-Neuve	386,933	66,188	868,771	28,609	53,672	118,960	129,857
	369,827	*66,775*	*834,345*	*29,217*	*57,109*	*101,040*	*137,296*
Île-du-Prince-Édouard	107,591	14,358	159,924	6,480	12,149	28,729	29,616
	103,681	*14,179*	*154,468*	*6,676*	*13,182*	*23,881*	*31,451*
Nouvelle-Écosse	682,226	90,974	661,015	44,216	83,371	189,089	201,651
	652,614	*89,615*	*576,844*	*45,457*	*88,870*	*157,186*	*213,697*
Nouveau-Brunswick	546,826	76,604	695,799	36,046	67,835	173,743	164,133
	519,527	*75,985*	*639,078*	*36,831*	*72,019*	*158,936*	*173,129*
Québec	4,512,264	664,388	4,545,541	337,962	308,952	1,264,577	850,407
	4,240,385	*646,046*	*3,781,763*	*343,157*	*366,040*	*1,106,377*	*958,496*
Ontario	5,882,920	981,716	4,004,380	484,992	600,510	2,474,771	1,556,663
	5,535,470	*947,635*	*2,612,685*	*491,279*	*755,152*	*1,761,467*	*1,860,546*
Manitoba	805,530	117,738	409,892	54,295	101,950	227,057	248,382
	772,071	*115,596*	*373,474*	*55,577*	*109,617*	*194,497*	*261,592*
Saskatchewan	780,373	115,337	314,669	50,014	93,949	158,845	227,414
	747,669	*114,527*	*300,724*	*51,820*	*107,466*	*152,857*	*256,448*
Alberta	1,206,599	282,989	951,139	121,960	242,239	554,009	582,586
	1,131,844	*272,041*	*866,179*	*125,007*	*262,967*	*513,187*	*626,943*
Colombie-Britannique	2,109,868	313,795	1,743,556	155,611	289,636	748,881	700,347
	1,985,338	*299,643*	*1,504,991*	*156,727*	*325,972*	*693,782*	*779,498*
Total des provinces	17,021,130	2,724,087	14,354,686	1,320,185	1,854,263	5,938,661	4,691,056
	16,058,426	*2,642,042*	*11,644,551*	*1,341,748*	*2,158,394*	*4,863,210*	*5,299,096*
Territoires du Nord-Ouest	12,209	8,723	24,119	2,712	4,682	22,230	11,536
	11,530	*8,375*	*20,147*	*2,742*	*5,168*	*16,859*	*12,394*
Territoire du Yukon	6,105	3,206	24,272	1,288	2,586	6,035	6,255
	5,680	*3,089*	*22,900*	*1,308*	*2,517*	*5,202*	*5,834*
Internationaux	91,372		3,608				
	78,094		*2,618*				
Total	17,130,816	2,736,016	14,406,685	1,324,185	1,861,531	5,966,926	4,708,847
	16,153,730	*2,653,506*	*11,690,216*	*1,345,798*	*2,166,079*	*4,885,271*	*5,317,324*

Les montants en caractères romains sont des paiements de transfert de 1990-91.
Les montants en caractères *italiques* sont des paiements de transfert de 1989-90.
[1] Comprend les suppléments de revenu garanti et les allocations aux conjoints.
[2] Comprend les prestations versées aux pêcheurs.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1990-91

Comptes consolidés

SOMMAIRE

	Page
Sociétés d'État consolidées	5.3
État financiers sommaires des sociétés d'État consolidées	5.3
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de l'État consolidées	5.8
Passif éventuel des sociétés d'État consolidées	5.8
Aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires	5.9
Comptes à fin déterminées consolidés	5.10
Compte d'assurance-chômage	5.11
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	5.12
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	5.12
Caisse de réassurance-récolte	5.12
Comptes de stabilisation des produits agricoles	5.12
Fonds de recherche—Étude de l'environnement	5.13
Comptes d'assurance	5.13
Autres comptes à fins déterminées	5.13
État supplémentaire—	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage	5.16

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES

Cette section présente les informations reliées aux sociétés d'État consolidées.

Les sociétés d'État consolidées sont les sociétés se fiant sur le support financier du gouvernement constituant ainsi la principale source de revenu. Les sociétés d'État comprennent par définition soit des sociétés d'État mères, soit des filiales en propriété exclusive. Une filiale en propriété exclusive appartient exclusivement à une ou plusieurs sociétés d'État mères.

La consolidation comprend la combinaison ligne par ligne des comptes de sociétés décrites ci-haut sur une base comptable uniforme et l'élimination des soldes et transactions inter-sociétés. Avant l'élimination des soldes et transactions, les comptes des sociétés doivent être convertis à la comptabilité du gouvernement. La majorité des sociétés suivent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) utilisés par les entreprises du secteur privé. La différence la plus significative entre les PCGR et la base de comptabilité du gouvernement est qu'en vertu des PCGR, les éléments d'actif non financier, tels que les bâtiments, la machinerie, l'outillage et les stocks, sont reflétés comme éléments d'actif et radiés au cours de leur durée de vie prévue respective ou lorsqu'ils sont employés. Le gouvernement par contre considère l'achat de ces éléments d'actif non financier comme des dépenses dans l'exercice de l'acquisition. Une autre différence significative est que le gouvernement exclut de ces éléments d'actif les débiteurs découlant de ses opérations touchant les recettes.

États financiers sommaires des sociétés d'État consolidées

Les tableaux qui suivent présentent les détails des actifs, passifs, revenus et dépenses des sociétés d'État consolidées.

Pour les sociétés ayant une fin d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés préparés conformément aux plus récents états financiers vérifiés.

Les tableaux 5.1 et 5.2 résument les opérations financières et les résultats d'exploitation de chacune des sociétés d'État consolidées, selon leurs propres conventions comptables. La majorité des sociétés d'État consolidées suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé, tels que publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse, les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et frais reportés représentent la fraction non dépensée d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaires et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsqu'utilisés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement et autres sociétés d'État représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, les intérêts courus sur emprunts, les contrats de location-acquisition à long terme et autres créditeurs.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours. Les dépenses sont réparties entre celles reliées au secteur privé, celles reliées au gouvernement et autres sociétés d'État de même que les ajustements et dividendes payés à des tiers. Ces ajustements peuvent augmenter ou réduire le montant du revenu net revenant au gouvernement. Les transactions dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement. Dans le cas des sociétés d'État consolidées, la ligne "Conversion à la comptabilité du gouvernement pour fins de consolidation" représente les ajustements nécessaires pour convertir les principes comptables généralement reconnus des sociétés à la base comptable du gouvernement.

Ces tableaux comprennent l'information financière consolidée concernant les sociétés d'État mères consolidées et de l'information financière sur leurs filiales en propriété exclusive non-consolidées. Le volume III des Comptes publics énumère toutes les sociétés d'État mères, les filiales en propriété exclusive, les autres filiales et sociétés affiliées.

Les sociétés d'État consolidées sont classées soit mandataires, soit non mandataires de l'État. Le statut de mandataire peut être explicitement énoncé dans les lois de constitution ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. Conformément à l'article 54 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de l'État consolidées, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même ce Fonds. Le tableau 5.3 résume les transactions de ces emprunts pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991.

Le tableau 5.5 fournit un sommaire de l'aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires du gouvernement pour l'exercice clos le 31 mars 1991. Les différences entre les chiffres déclarés dans le tableau 5.5 et ceux déclarés dans le tableau 5.2 sont dues aux différentes conventions comptables suivies et éléments en transit.

TABLEAU 5.1

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES—ACTIF ET PASSIF AU 31 MARS 1991

(en milliers de dollars)

	Actif			
	Financier			
Sociétés d'État [1]	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Actif immobilisé et frais reportés	Total de l'actif
Énergie atomique du Canada,Limitée	805,700	118,197	33,270	957,167
Conseil des Arts du Canada	79,919	37,227	16,575	133,721
Corporation Place du Havre Canada[6]	639	32	64,995	65,666
Société immobililière du Canada				
Société immobililière du Canada (Mirabel) Limitée	572			572
Société immobililière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	513			513
Société du Vieux-Port de Montréal Inc	5,940	197	12	6,149
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Compte du Ministre				
Société de construction des musées du Canada Inc[6]	3,571	2,767		6,338
Société Radio-Canada	82,033	69,440	868,352	1,019,825
Commission canadienne du lait				
Soutien laitier financé par le gouvernement du Canada				
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	5,509	11,922	3,404	20,835
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	1,684		321	2,005
Office canadien des provendes	83	1,796		1,879
Musée canadien des civilisations[5]	133	9,235	14,304	23,672
Musée canadien de la nature[5]	101	2,975	2,684	5,760
Canadian National (West Indies) Steamships Limited[2][3]	1,574	95		1,669
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée[6]	1,376	3	17	1,396
Canertech Inc[4]				
Construction de défense (1951) Limitée	1,830	185	429	2,444
Société d'expansion du Cap-Breton	4,386	1,370	12,919	18,675
Harbourfront Corporation[6]	15,848	672	4,281	20,801
Centre international d'exploitation des océans	1,865	854		2,719
Centre de recherches pour le développement international	18,507	265	5,914	24,686
Ponts Jacques Cartier et Champlain incorporée, Les	655	6,873	15,976	23,504
Marine Atlantic S.C.C.	13,614	32,556	417,442	463,612
Associés Mingan Ltée, Les[3][6]			355	355
Corporation du Centre national des Arts	2,211	58	5,948	8,217
Commission de la Capitale nationale	13,366	2,807	334,726	350,899
Musée des beaux-arts du Canada[5]	649	11,844	10,225	22,718
Musée national des sciences et de la technologie[5]	29	4,885	6,201	11,115
Conseil canadien des normes	932	619	535	2,086
VIA Rail Canada Inc	58,643	88,881	753,755	901,279
Total sociétés consolidées	1,121,882	405,755	2,572,640	4,100,277
Conversion à la comptabilité du gouvernement pour fins de consolidation	349	1,087	2,572,640	2,574,076
Total selon la comptabilité du gouvernment	1,121,533	404,668		1,526,201

[1] Toutes les sociétés d'État mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État mères sauf les filiales non consolidées suivantes: Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée,Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, Société du Vieux-Port de Montréal Inc, Canertech Inc et Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.

[2] La loi autorisant l'obtention de la dissolution de certaines sociétés d'État et autorisant le ministre responsable d'obtenir la dissolution de la société Canadian National (West Indies) Steamships Ltd a reçu sanction royale le 20 octobre 1985.

[3] La Société est inactive.

[4] Canertech Inc a été dissoute le 2 novembre 1990.

[5] Le Musée canadien de civilisations, le Musée canadien de la nature, le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée des sciences et de la technologie ont commencé les opérations en tant que sociétés d'État le 1er juillet 1990.

[6] Le 23 mai 1991, le projet de loi C-8, portant sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État et modifiant certaines lois en conséquence, a été adopté. La Loi autorise les ministres concernés de dissoudre et/ ou de transférer les actions des sociétés suivantes : Corporation Place du Havre Canada, Société de constructions des musées du Canada Inc., Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, Office canadien des provendes, Harbourfront Corporation ainsi que Les Assoiciés Mingan Limitée. Toutes ces sociétés ont été supprimées de la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Passif					
Auprès de tiers					
Emprunts	Autres	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total du passif	Avoir du Canada	Total passif et avoir
17,611	162,939	556,260	736,810	220,357	957,167
	26,108	440	26,548	107,173	133,721
	424		424	65,242	65,666
	69	503	572		572
	2	308	310	203	513
	6,112	37	6,149		6,149
	6,614		6,614	−276	6,338
	326,935	41,414	368,349	651,476	1,019,825
	5,783		5,783	15,052	20,835
	325		325	1,680	2,005
	2,258		2,258	−379	1,879
	11,234	1,555	12,789	10,883	23,672
	4,385	610	4,995	765	5,760
	14	324	338	1,331	1,669
	430		430	966	1,396
	4,655	220	4,875	−2,431	2,444
	1,957		1,957	16,718	18,675
	3,476	2,266	5,742	15,059	20,801
	1,488	1,045	2,533	186	2,719
	16,117		16,117	8,569	24,686
	4,776	2	4,778	18,726	23,504
	449,923	2,590	452,513	11,099	463,612
				355	355
1,825	5,708	238	7,771	446	8,217
	30,403	3,123	33,526	317,373	350,899
	6,720	6,962	13,682	9,036	22,718
	3,574	2,548	6,122	4,993	11,115
	1,061	41	1,102	984	2,086
	175,780	60,742	236,522	664,757	901,279
19,436	1,259,270	681,228	1,959,934	2,140,343	4,100,277
	439,107	−31,831	407,276	2,166,800	2,574,076
19,436	820,163	713,059	1,552,658	−26,457	1,526,201

TABLEAU 5.2

REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DANS L'AVOIR DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

(en milliers de dollars)

	Revenus			
		Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État		
Sociétés d'État	Auprès de tiers	Aide financière[1]	Autres	Total
Énergie atomique du Canada,Limitée	316,175	165,691	2,299	484,165
Conseil des Arts du Canada	7,255	104,054	5,286	116,595
Corporation Place du Havre Canada	5,533		207	5,740
Société immobililière du Canada				
Société immobililière du Canada (Mirabel) Limitée	93	1,579		1,672
Société immobililière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc				
Société du Vieux-Port de Montréal Inc	3,841	15,119		18,960
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Compte du Ministre		1,978,850		1,978,850
Société de construction des musées du Canada Inc				
Société Radio-Canada	353,922	985,212	8,771	1,347,905
Commission canadienne du lait				
Soutien laitier financé par le gouvernement du Canada		266,493		266,493
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	17,750	145,132		162,882
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	181	5,000		5,181
Office canadien des provendes		18,707	2	18,709
Musée canadien des civilizations	4,175	29,359		33,534
Musée canadien de la nature	1,059	13,560		14,619
Canadian National (West Indies) Steamships Limited	176			176
Société canadienne des brevets et d"exploitation Limitée	1,555	1,799	138	3,492
Canertech Inc				
Construction de défense (1951) Limitée	875	15,529		16,404
Société d'expansion du Cap-Breton	2,328			2,328
Harbourfront Corporation	7,976		222	8,198
Centre international d'exploitation des océans	160	12,200	2,167	14,527
Centre de recherches pour le développement international	3,729	114,130	4,682	122,541
Ponts Jacques Cartier et Champlain incorporée, Les	1,831	26,570	306	28,707
Marine Atlantic S.C.C.	74,505	121,817	1,043	197,365
Associés Mingan Ltée, Les				
Corporation du Centre national des Arts	17,178	18,048	515	35,741
Commission de la Capitale nationale	34,437	90,072	5,679	130,188
Musée des beaux-arts du Canada	2,285	23,180	265	25,730
Musée national des sciences et de la technologie	596	14,844	11	15,451
Conseil canadien des normes	1,639	5,951	499	8,089
VIA Rail Canada Inc	136,544	338,742	66,154	541,440
Total	995,798	4,511,638	98,246	5,605,682
Conversion à la comptabilité du gouvernement pour fins de consolidation	9,685	249,370	–63,691	195,364
Total selon la comptabilité du gouvernment	1,005,483	4,761,008	34,555	5,801,046

Les notes complémentaires au tableau 5.1 font partie intégrante de ce tableau.

[1] Cette colonne enregistre seulement le montant reçu ou à recevoir du gouvernement fédéral à titre d'aide financière, lequel a été crédité aux opérations. Un montant supplémentaire de $139,472 est inclus dans "Transactions dans l'avoir avec le gouvernement" représentant des crédits reçus par les sociétés pour dépenses en capital et pour les opérations. Les revenus "Autres" comprennent les montants qui découlent de la vente de biens et services, de revenu de placement ainsi que des subventions versées aux sociétés admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires. L'aide financière globale comptabilisée par les sociétés au cours de l'exercice ne correspond pas aux montants déclarés dans le tableau 5.5

Dépenses									
Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total	Bénéfice net/ perte nette(–)	Ajustements	Quote-part du gouvernement dans le bénéfice net/ perte nette(–)	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	Avoir au début de l'exercice	Avoir à la fin de l'exercice
426,677	49,684	476,361	7,804		7,804	1,765	210,788	220,357
115,988		115,988	607		607	1,427	105,139	107,173
7,252	207	7,459	–1,719		–1,719		66,961	65,242
1,015	657	1,672					203	203
18,960		18,960						
1,813,164	165,686	1,978,850				–187,454	187,178	–276
1,389,755	1,414	1,391,169	–43,264	–74,685	31,421	19,355	600,700	651,476
266,493		266,493						
160,875	1,762	162,637	245		245		14,807	15,052
5,235		5,235	–54		–54		1,734	1,680
18,019	209	18,228	481		481		–860	–379
29,629	3,074	32,703	831	–10,052	10,883			10,883
12,965	1,889	14,854	–235	–1,000	765			765
			176		176		1,155	1,331
3,183		3,183	309		309		657	966
				–14,053	14,053		–14,053	
15,923		15,923	481		481		–2,912	–2,431
17,612		17,612	–15,284	1,050	–16,334	10,560	22,492	16,718
14,926	929	15,855	–7,657		–7,657	–2,505	25,221	15,059
14,909		14,909	–382		–382		568	186
117,997		117,997	4,544		4,544		4,025	8,569
28,805	757	29,562	–855		–855	140	19,441	18,726
187,740	4,778	192,518	4,847	–5,619	10,466		633	11,099
							355	355
35,204	1,371	36,575	–834		–834		1,280	446
105,329	8,723	114,052	16,136		16,136		301,237	317,373
18,277	4,944	23,221	2,509	–6,527	9,036			9,036
10,743	1,392	12,135	3,316	–1,677	4,993			4,993
7,595	407	8,002	87		87		897	984
435,179	88,143	523,322	18,118	–41,465	59,583	–9,057	614,231	664,757
5,279,449	336,026	5,615,475	–9,793	–154,028	144,235	–165,769	2,161,877	2,140,343
89,900	17,540	107,440	87,924	154,028	–66,104	165,769	–2,266,465	–2,166,800
5,369,349	353,566	5,722,915	78,131		78,131		–104,588	–26,457

Emprunts effectués par les sociétés mandataires de l'État consolidées

Le tableau 5.3 résume les opérations d'emprunt par les sociétés mandataires de l'État pour le compte de Sa Majesté. Ces renseignements sont publiés pour répondre aux exigences de l'article 49 de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) qui stipule qu' "Un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les comptes publics". Les emprunts proviennent d'autres sources que le gouvernement. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de l'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même le Trésor. Ces emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont consolidés dans les états financiers sommaires du Canada.

TABLEAU 5.3

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE L'ÉTAT CONSOLIDÉES
(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1990	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1991[1]
Énergie atomique du Canada, Limitée	19,376	1,535	3,300	17,611
Corporation du Centre national des Arts	1,060	9,660	8,895	1,825
Total	20,436	11,195	12,195	19,436

Les notes complémentaires au tableau 5.1 font partie intégrante de ce tableau.
[1]Les échéances des emprunts pour les cinq premières années: 1992, $2,195; 1993, $1,881; 1994, $2,048; 1995, $2,229; 1996 et pour les années suivantes, $11,083.

Passif éventuel des sociétés d'État consolidées

Le tableau 5.4 résume le passif éventuel des sociétés d'État consolidées. Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

TABLEAU 5.4

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES
(en milliers de dollars)

	31 mars 1991
Sociétés mandataires de l'État	
Société immobilière du Canada (Vieux- Port de Québec) Inc--divers litiges	1,400
Société de construction des Musées du Canada Inc.-- contrats en litige	11,600
Société d'expansion du Cap-Breton--garantie de prêts	22,610
Construction de défense (1951) Limitée--contrats en litige	5,294
Commission de la Capitale nationale--divers litiges et ententes	38,140
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée-contrat en litige	1,100
	80,144
Société non mandataire de l'État	
Marine Atlantique S.S.C.--divers litiges	1,294
	1,294
Total	81,438

Les notes complémentaires au tableau 5.1 font partie intégrante de ce tableau.

Aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires

Le tableau 5.5 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés d'État consolidées mandataires et non mandataires. Ce tableau devrait être lu concurremment avec le tableau 5.2. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se répartissent en deux catégories: a) les sommes destinées à combler des dépenses d'exploitation et b) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvés par le Parlement.

TABLEAU 5.5

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

(en milliers de dollars)

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
Sociétés mandataires de l'État			
Énergie atomique du Canada, Limitée	167,456	167,456	
Société immobilière du Canada Limitée			
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	1,671	1,671	
Société du Vieux-Port de Montréal Inc	14,363	14,363	
Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]	1,978,850	1,978,850	
Société de construction des musées du Canada Inc	7,886		7,886
Société Radio-Canada	1,078,430	989,212	89,218
Commission canadienne du lait	264,884	264,884	
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,132	145,132	
Office canadien des provendes	18,777	18,777	
Musée canadien des civilisations	30,649	30,649	
Musée canadien de la nature	14,998	14,998	
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,799	1,799	
Construction de défense (1951) Limitée	15,182	15,182	
Société d'expansion du Cap-Breton	10,560	10,560	
Commission de la Capitale nationale	90,072	72,376	17,696
Musée des beaux-arts du Canada	23,909	23,909	
Musée national des sciences et de la technologie	14,853	14,853	
	3,879,471	*3,764,671*	*114,800*
Sociétés non mandataires de l'État			
Conseil des Arts du Canada	104,204	104,204	
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	5,000	5,000	
Harbourfront Corporation	3,649	3,649	
Centre internationnal d'exploitation des océans	12,200	12,200	
Centre de recherches pour le développement international	114,130	114,130	
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	27,934	27,934	
Marine Atlantique S.C.C.	143,947	143,947	
Société du Centre national des Arts	20,024	20,024	
Conseil canadien des normes	5,951	5,951	
VIA Rail Canada Inc	441,484	441,484	
	878,523	*878,523*	
Total	4,757,994	4,643,194	114,800

[1] Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés d'État consolidées admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires.
[2] Comprend les crédits budgétaires pour les programmes du gouvernement connus sous l'appellation "Compte du Ministre".

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

Les comptes à fins déterminées consolidés constituent des catégories de recettes et de dépenses budgétaires qui présentent les opérations de certains comptes dont les lois constituantes exigent que les recettes soient affectées à une fin particulière, et que les paiements et dépenses connexes soient imputés sur de telles recettes.

Autrefois, les recettes affectées à une fin particulière étaient créditées à des comptes non budgétaires, et les paiements et dépenses compensatoires connexes y étaient imputés. Les opérations de ces comptes sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires afin de fournir une comptabilisation plus étendue des résultats d'exploitation reliés au gouvernement.

Depuis 1989-90, les opérations touchant certains comptes d'assurance ainsi que d'autres comptes à fins déterminées sont inscrites aux dépenses et aux recettes budgétaires. Cette façon de procéder résulte de changements dans les politiques comptables affectant les comptes à fins déterminées lesquels ont été appliqués de façon rétroactive.

Toutefois, les lois constituantes exigent que les opérations relatives à chaque compte soient comptabilisées séparément. Le tableau 5.6 présente un sommaire des soldes et des opérations de ces comptes, ainsi que les lois l'exigent.

Les états financiers du Compte d'assurance-chômage, de même que le rapport du Vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

TABLEAU 5.6

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

		Rentrées et autres crédits		Paiements et autres débits		
	1er avril 1990	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	31 mars 1991
	$	$	$	$	$	$
Compte d'assurance-chômage, tableau 5.7	971,261,045	12,706,435,179	2,099,569,349	15,601,353,888		175,911,685
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,908,087,951	231,903				1,908,319,854
À ajouter: investissements sur le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,656,854,321					1,656,854,321
Sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	3,564,942,272	231,903				3,565,174,175
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest		127,735,625	193,190,235	156,016,863	163,072,878	1,836,119
Moins: prêts portant intérêt	1,163,725,923		41,714,116			1,122,011,807
	-1,163,725,923	*127,735,625*	*234,904,351*	*156,016,863*	*163,072,878*	*-1,120,175,688*
Caisse de réassurance-récolte	1,131,567	65,301,174	364,000,000	430,206,941		225,800
Moins: prêts portant intérêt	132,000,000				364,000,000	496,000,000
	-130,868,433	*65,301,174*	*364,000,000*	*430,206,941*	*364,000,000*	*-495,774,200*
Comptes de stabilisation des produits agricoles	77,381,427	157,601,471	90,850,354	82,862,970	111,281,425	131,688,857
Moins: prêts portant intérêt	238,355,203				-76,481,241	161,873,962
	-160,973,776	*157,601,471*	*90,850,354*	*82,862,970*	*34,800,184*	*-30,185,105*
Fonds de recherche — Étude de l'environnement	1,183,976	649,430		861,695		971,711
Comptes d'assurance—						
Régime d'assurance des bateaux de pêche	24,013,815	8,354,999		7,977,876		24,390,938
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire	534,021	1,500				535,521
Compte d'indemnisation placement	52,197		35,000	80,764		6,433
Fonds d'assurance de biens-fonds	1,366,698	81,829				1,448,527
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie	28,387					28,387
Caisse d'indemnisation	164,782,991		17,881,299	257,833		182,406,457
	190,778,109	*8,438,328*	*17,916,299*	*8,316,473*		*208,816,263*
Autres comptes à fins déterminées—						
Musées nationaux du Canada(1)						
Fonds de fiducie pour célébration Marconi	14,000	37,500		24,143		27,357
Fonds de fiducie Claudia de Hueck	402,294		42,120	60,285		384,129
Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1,150			50		1,100
Hôpital général d'Inuvik						
Hôpital de la zone de Sioux Lookout	1,378	101,113		101,808		683
Fonds de fiducie—Commission des champs de bataille nationaux	171,294	1,620	19,218			192,132
Fonds d'affiches Ted Harrisson	700	275		975		
Conseil de recherches médicales —Dons aux fins de recherches	635,046	1,398,506	88,339	1,309,445		812,446

TABLEAU 5.6

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—*Fin*

	1[er] avril 1990	Rentrées et autres crédits — Provenant de tiers	Rentrées et autres crédits — Internes du gouvernement	Paiements et autres débits — Concernant les tiers	Paiements et autres débits — Internes du gouvernement	31 mars 1991
	$	$	$	$	$	$
Bibliothèque nationale — Compte spécial de fonctionnement	8,154	63,160		36,864		34,450
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	15,832					15,832
Compte des Archives nationales du Canada	166,784	6,922		31,320		142,386
Projets de l'école de médecine hongroise	-108	216				108
Centre canadien d'hygiène de sécurité au travail — Libéralités	6,025	200				6,225
Patrimoine national historique de Grassy Island		393,738		340,337		53,401
Patrimoine national historique d'Alexander Graham Bell		25,000				25,000
Conférence à ciel ouvert		300				300
	1,422,549	*2,028,550*	*149,677*	*1,905,227*		*1,695,549*
Total	3,274,019,819	13,068,421,660	2,807,390,030	16,281,524,057	561,873,062	2,306,434,390

(1) Ce compte est maintenant présenté au tableau 7.10 (section 7 de ce volume).

Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un régime d'assurance-chômage à contribution obligatoire qui s'applique à tous les employés, à de rares exceptions près.

La Loi autorise un compte dans les comptes du Canada à être connu sous le nom du Compte d'assurance-chômage.

La Loi stipule que ce qui suit soit porté au crédit du Compte: *a)* les primes, amendes, pénalités et intérêts; *b)* jusqu'au 23 octobre 1990, la quote-part du gouvernement des prestations versées; *c)* les remboursements de versements excédentaires de prestations, et depuis le 18 novembre 1990, les remboursements de prestations; *d)* les sommes perçues pour services rendus à d'autres ministères ou organismes du gouvernement, ou au public; *e)* les sommes versées à toute fin relative à l'assurance-chômage, autorisées par affectation de crédits relevant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada; et, *f)* les intérêts sur le solde du Compte, selon les taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi prévoit aussi que ce qui suit soit porté au débit du Compte: *a)* les prestations versées en vertu de la Loi; *b)* les frais d'application de la Loi; et, *c)* les intérêts sur les avances consenties par le ministre des Finances.

Les primes hebdomadaires maximales pour les employés étaient de $14.40 du 1[er] avril 1990 au 31 décembre 1990 et de $15.30 du 1[er] janvier 1991 au 31 mars 1991. Pour les mêmes périodes, les prestations hebdomadaires maximales étaient de $384 du 1[er] avril 1990 au 31 décembre 1990 et de $408 du 1[er] janvier 1991 au 31 mars 1991.

Les rentrées et autres crédits de $12,706 millions ($10,738 millions en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $15,601 millions ($12,522 millions en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $2,099 millions ($2,782 millions en 1990), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

TABLEAU 5.7

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1990-91	1989-90
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés et employeurs	13,009	10,969
Gouvernement	1,549	2,424
Revenu de placements	25	36
Revenus divers	223	91
	14,806	13,520
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	14,341	11,439
Dépenses	1,260	1,083
	15,601	12,522
Diminution(-)/augmentation nette	-795	998
À ajouter—Solde au début de l'exercice	971	-27
Solde à la fin de l'exercice	176	971

Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne

Ce compte a été établi en vertu du crédit 5c de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. On portait au crédit du compte les sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada.

Cette taxe spéciale a été annulée le 1er juin 1985 suite à un dérèglement. Toutes les opérations depuis cette date résultent de redressements découlant de vérifications.

Les rentrées et autres crédits de $0.2 million ($0.3 million en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses.

Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Le but de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest est de protéger les producteurs de grains des prairies contre des déclins de revenu considérables et inattendus, au moyen de la stabilisation des rentrées provenant de la production et de la vente des items suivants: le blé, l'avoine, l'orge, le seigle, la graine de lin, le canola, les graines de moutarde, le triticale, les céréales mélangées, les graines de tournesol, les graines de carthame, le sarrasin, les pois, les lentilles, la féverole et les graines de l'alpiste des Canaries produits dans la région et comprend toute autre graine désignée par règlement qui est produite dans la région et pour laquelle un niveau de qualité standard a été établi par réglementation en vertu de la Loi sur les grains du Canada et qui est désignée dans ce règlement par l'appellation "de L'Ouest canadien".

Le Compte de stabilisation enregistre des fonds à cet effet qui proviennent:

a) de contributions versées par les producteurs participants—un taux de contribution s'échelonnant de 2% à 4% du produit de la vente du grain jusqu'à un montant maximal annuel de $60,000 du produit admissible par participant;

b) de contributions du gouvernement égales aux contributions versées par les producteurs en sus de 2% du produit de la vente du grain admissible de tous les participants sur lequel les participants ont payé une contribution;

c) d'intérêt sur le montant au crédit du Compte de stabilisation, aux taux et en conformité avec les modalités fixées par le ministre des Finances; et,

d) conformément à l'article 45 de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, d'avances du Fonds du revenu consolidé lorsque le solde du Compte n'est pas suffisant pour permettre le paiement des versements de stabilisation et autres montants à être imputés au Compte en vertu de l'article 44 de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

Les rentrées et autres crédits de $128 millions ($156 millions en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $156 millions ($0.6 million en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $193 millions ($236 millions en 1990) et les paiements et autres débits de $163 millions ($392 millions en 1990), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Caisse de réassurance-récolte

Cette Caisse, établie en vertu de l'article 6(1) de la Loi sur l'assurance-récolte, assure les provinces participantes pour les frais subis par elles relativement à l'administration de divers régimes d'assurance-récolte.

Les recettes de la Caisse proviennent des sommes versées par les provinces aux fins de réassurance et les dépenses de la Caisse proviennent de paiements faits aux provinces aux termes des accords de réassurance.

Les rentrées et autres crédits de $65 millions ($0.4 million en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $430 millions ($96 millions en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Comptes de stabilisation des produits agricoles

Le but de ces comptes est de réduire les pertes de revenu des producteurs découlant des risques du marché au moyen de la stabilisation des prix. Les primes sont partagées également entre le gouvernement du Canada, les gouvernements des provinces participantes et les producteurs participants. Ces primes devraient correspondre au total versé dans le cours du temps. Il y a plusieurs comptes actifs comme suit:

a) porcs;

b) engraissement et abattage de bovins;

c) veaux d'engraissement;

d) agneaux;

e) pommes;

f) fèves blanches;

g) autres haricots comestibles;

h) betteraves sucrées;

i) miel; et,

j) oignons.

Ces comptes ont été établis dans les comptes du Canada en vertu de l'article 13.1 de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Les rentrées et autres crédits de $158 millions ($166 millions en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $83 millions ($553 millions en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $91 millions ($135 millions en 1990) et les paiements et autres débits de $111 millions ($217 millions en 1990), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Fonds de recherche—Étude de l'environnement

Ces comptes ont été établis pour les ministères d'Énergie, Mines et Ressources et des Affaires indiennes et Nord canadien en vertu de la section 76(1) de la Loi fédérale sur les hydrocarbures. Le but des fonds est de financer les études de l'environnement et sociales, afin de déterminer les modalités du fonctionnement de l'exploitation et de la production de l'exploration des terres domaniales, autorisés en vertu de cette Loi ou toutes autres lois du Parlement.

Les rentrées et autres crédits de $0.6 million ($1 million en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $0.9 million ($0.3 million en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Comptes d'assurance

Pour les comptes d'assurance suivants, les rentrées et autres crédits de $8 millions ($11 millions en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $8 millions ($10 millions en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $18 millions ($16 millions en 1990), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Régime d'assurance des bateaux de pêche

Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré conformément au crédit 540 de la Loi des subsides n° 5 de 1955, prolongé par le crédit 527 de la Loi des subsides n° 6 de 1956 et le crédit L38b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Sont crédités au compte les primes et les recouvrements, ainsi que les avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Y sont imputés les remboursements de primes et les paiements destinés à régler les réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 des Pêches et Océans.

Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire

Ce compte a été établi conformément aux articles 16 et 17 de la Loi sur la responsabilité nucléaire, afin d'enregistrer des primes, et pour pourvoir aux paiements de réclamations qui découlent d'accidents survenant dans une installation assurée.

Compte d'indemnisation placement

L'article 57 de la Loi sur la gestion des finances publiques prévoit pour ce compte auquel sont crédités un montant de $25,000, d'autres montants affectés par le Parlement à l'application du présent article et tous montants recouvrés en réparation des pertes visées à l'article 58 de la Loi.

Tel qu'énoncé à l'article 58, le ministre peut, dans le cadre des règlements, prélever sur le compte les montants nécessaires pour réparer les pertes subies par les souscripteurs à des titres du gouvernement, qui ont acquitté tout ou partie du prix de titres mais ne les ont pas reçus ou n'en ont pas été remboursés, ainsi que les pertes subies par quiconque lors du rachat de titres.

Fonds d'assurance de biens-fonds

Ce compte a été établi en vertu des articles 160 à 164 de la Loi sur les titres de biens-fonds, pour indemniser les propriétaires qui ont éprouvé des pertes par suite de désignations inexactes, ou d'autres causes désignées dans la Loi sur les titres de biens-fonds. On perçoit des honoraires auprès de ceux qui font enregistrer tout acte chez le greffier des titres de biens-fonds dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon. L'intérêt s'ajoute au fonds annuellement, le taux actuel étant de 3% par année.

Compte supplémentaire de l'assurance-maladie

Ce compte a été établi en vertu du crédit L16b de la Loi n° 2 de 1973 portant affectation de crédits, pour permettre des paiements aux personnes qui, sans être elles-mêmes responsables d'aucune façon, ont perdu ou n'ont pu obtenir les services de santé assurés aux termes de la Loi canadienne sur la santé, et en conformité avec l'Accord fédéral-provincial sur l'éligibilité et la transférabilité. Des cotisations sont versées au compte par toutes les provinces, proportionnellement à la population, et une contribution d'appariement est versée par le gouvernement fédéral.

Caisse d'indemnisation

Ce compte a été établi en vertu de l'article 775 de la Loi modifiée sur la marine marchande du Canada, afin de comptabiliser les paiements de tonnage prélevés sur le pétrole transporté par navire sur les eaux canadiennes. Les réclamations à l'égard de la pollution des Maritimes, les honoraires de l'administrateur du fonds, et les dépenses connexes de la lutte contre la pollution pétrolière, sont financés à même ce fonds.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Autres comptes à fins déterminées

Pour les autres comptes à fins determinées suivants, les rentrées et autres crédits de $2 millions ($5 millions en 1990) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $2 millions ($3 millions en 1990) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $0.1 million ($0.5 million en 1990), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Fonds de fiducie pour célébration Marconi

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, dans le but de réunir des fonds par souscriptions publiques et autres, afin de construire, d'exploiter et d'entretenir un site historique national à Glace Bay, Nouvelle-Écosse, pour commémorer les oeuvres et accomplissements de Guglielmo Marconi dans le domaine des communications sans fil.

Fonds de fiducie Claudia de Hueck

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques et de l'article 15 de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada, afin d'inscrire des fonds légués par Mme Claudia de Hueck aux fins de promouvoir l'étude des sciences humaines, ainsi qu'aux fins d'éducation en général.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 27 de la Loi d'action scientifique du gouvernement (1976), afin d'inscrire les sommes, titres et autres propriétés reçus sous forme de dons, legs ou autres tel qu'approuvé par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Ce compte est imputé des paiements et de la disposition de telles sommes, titres ou autres propriétés sujettes aux conditions selon lequelles de telles sommes ont été données, léguées ou autrement obtenues par le Conseil, et sont sujettes à l'autorisation du Conseil.

Hôpital général d'Inuvik

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations reliées à un don fait par le club Lions pour l'achat d'articles pour la Salle 300 à l'Hôpital général d'Inuvik.

Hôpital de la zone de Sioux Lookout

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les opérations effectuées à l'endroit d'un don fait par la Fondation de l'Hôpital pour enfants malades, afin de financer un programme récréatif dans le domaine de la pédiatrie et un service de volontaires à l'Hôpital de la zone de Sioux Lookout.

Fonds de fiducie—Commission des champs de bataille nationaux

Ce compte a été établi lors de la création de la Commission des champs de bataille nationaux, pour l'acquisition de différentes propriétés pour la formation du parc. L'argent provient de contributions d'individus, de corporations municipales, de gouvernements provinciaux et d'autres, versées pour les objets de la Commission, tel que prévu dans sa Loi constitutive. A la suite des acquisitions de terrains de la Commission, il est demeuré un montant d'argent qui a augmenté avec les années puisqu'il portait intérêts alors que la Commission était énumérée à l'annexe C de la Loi sur la gestion des finances publiques, soit avant le 1er septembre 1984.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds d'affiches Ted Harrison

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'accumuler les sommes reçues de la vente des affiches offertes à l'hôpital général de Whitehorse à Whitehorse, Territoire du Yukon, par l'artiste local Ted Harrison. Le produit de la vente sera utilisé pour acheter de l'équipement spécial pour l'hôpital. Au cours de l'exercice, ce compte a été fermé.

Conseil de recherches médicales—Dons aux fins de recherches

Ce compte a été établi, suite à la politique de subventions d'appariement du gouvernement, et sert à comptabiliser les contributions provenant d'organisations et de particuliers aux fins de recherches biomédicales.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale

Ce compte a été établi en vertu de l'article 14 de la Loi sur la Bibliothèque nationale, qui stipule aussi que a) le compte soit crédité de toutes sommes reçues par la Bibliothèque nationale sous forme de dons, legs ou autres b) tout montant requis pour les besoin de la Loi peut être payé à même le compte ou les deniers affectés à cette fin par le Parlement.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dons et legs reçus de tiers et les dépenses pour financer diverses études relatives aux principes de développement durable au Canada et à l'étranger.

Compte des Archives nationales du Canada

Ce compte a été établi en vertu de l'article 10 de la Loi sur les Archives nationales du Canada, afin d'inscrire les sommes d'argent reçues aux fins des Archives nationales du Canada, sous forme de dons ou de legs ou autres. Les sommes reçues aux fins de la Loi peuvent être versées à même ce compte ou sur les deniers affectés à cette fin par le Parlement.

Projets de l'école de médecine hongroise

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent provenant du secteur privé. Ces fonds reçus à titre de dons ont été utilisés pour aider à couvrir les frais reliés aux projets de l'école de médecine hongroise.

Centre canadien d'hygiène de sécurité au travail—Libéralités

Ce compte a été établi en vertu de l'article 6(3) de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, afin d'inscrire les sommes ou autres valeurs mobilières, reçus à titre de dons, legs ou autre mode de libéralités, et de débourser ces libéralités à la discrétion du Centre.

Patrimoine national historique de Grassy Island

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de recevoir les dons provenant de l'Administration du développement industriel du détroit de Canso pour l'élaboration du patrimoine national historique de Grassy Island. Cette donation servira à défrayer les coûts d'un nouveau Centre d'accueil pour les visiteurs comprenant des kiosques d'interprétation ainsi que l'aménagement des lieux sur terre ferme et celui de l'île.

Patrimoine national historique d'Alexander Graham Bell

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de recevoir les dons provenant des différentes compagnies de l'industrie canadienne des Communications pour l'élaboration du patrimoine national historique d'Alexander Graham Bell. Ces donations serviront à défrayer les coûts pour la construction d'installation pour les visiteurs handicapés afin d'améliorer l'accueil, l'orientation ainsi que les services offerts lors d'évènements spéciaux.

Conférence à ciel ouvert

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de recevoir les dons provenant du secteur privé pour la conférence à ciel ouvert.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1990 et l'état de l'exploitation et du surplus de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérificatiom a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 août 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	PASSIF ET SURPLUS	1990	1989
Solde du Compte auprès du Receveur général du Canada	2,636,303	1,314,362	Mandats non encaissés	225,587	245,351
Montants à recevoir des prestataires (note 3)	203,836	176,540	Retenues d'impôt sur les mandats	149,028	175,446
Montants à recevoir du Canada (note 4)		43,334	Montants à payer au Canada (note 4)	34,141	
				408,756	420,797
			Surplus	2,431,383	1,113,439
	2,840,139	1,534,236		2,840,139	1,534,236

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Approuvé par la Commission:

Le Directeur exécutif
de Finances et Administration
H. BRAITER

Le Président
A. KROEGER

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Cotisations (note 5)	12,926,502	10,369,237
Intérêt sur le solde du Compte auprès du Receveur général du Canada	221,661	60,458
Pénalités	44,723	29,983
	13,192,886	10,459,678
Dépenses		
Prestations (note 6 et tableau des prestations)	13,037,015	11,372,817
Administration (note 7)	1,214,722	1,053,699
Créances douteuses	39,037	23,542
	14,290,774	12,450,058
Insuffisance des revenus sur les dépenses	−1,097,888	−1,990,380
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations (tableau des prestations)	2,415,832	2,748,029
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	1,317,944	757,649
Surplus au début de l'exercice	1,113,439	355,790
Surplus à la fin de l'exercice	2,431,383	1,113,439

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Pouvoirs et objectif

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, un établissement public dont il est fait mention à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques, administre la Loi sur l'assurance-chômage. L'objectif de la Loi est d'offrir une source de revenu d'appoint temporaire et une aide aux travailleurs qui y sont admissibles. Les opérations financières liées à cet objectif font partie du Compte d'assurance-chômage.

Dans les comptes du Canada, le Compte d'assurance-chômage a été établi en vertu de l'article 112 de la Loi. Toutes les sommes reçues en vertu de la Loi sont versées au Fonds du revenu consolidé et créditées à ce compte. Les prestations et les frais d'administration de la Loi sont payés à même le Fonds du revenu consolidé et imputés à ce compte.

Conformément à la partie III de la Loi, le ministre du Revenu national a la responsabilité de percevoir les cotisations patronales et ouvrières.

Conformément à la partie VII, le ministre du Revenu national est également responsable d'administrer et d'appliquer les dispositions de la Loi liées au remboursement de prestations.

2. Conventions comptables

a) Cotisations

Les cotisations sont enregistrées selon une estimation des montants à percevoir au cours de l'exercice et comprennent les rajustements entre les cotisations réelles et les cotisations estimatives des exercices précédents.

b) Intérêts

Les intérêts sur le solde du Compte auprès du Receveur général du Canada sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Pénalités

Les pénalités, imposées en vertu de l'article 33 de la Loi, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

d) Prestations

Les prestations représentent les mandats émis au cours de l'exercice, moins les versements excédentaires que la Commission a établis au cours de l'exercice et les remboursements de prestations estimatifs à recevoir en vertu de l'article 123 de la Loi, incluant les rajustements entre les remboursements réels et les remboursements estimatifs des exercices précédents.

e) Dépenses d'administration

Les frais d'administration de la Loi sont établis par les Règlements sur l'assurance-chômage et ils sont imputés au Compte par la Commission.

f) Part du gouvernement dans les dépenses de prestations

La part du gouvernement dans les dépenses de prestations est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Montants à recevoir des prestataires

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Versements excédentaires de prestations et pénalités	234,449	200,427
Moins: provision pour créances douteuses	72,855	56,606
	161,594	143,821
Remboursements estimatifs de prestations en vertu de l'article 123 de la Loi	42,242	32,719
	203,836	176,540

La dépense de créances douteuses comprend $24 millions ($13.4 millions en 1989) de versements excédentaires et de pénalités irrécouvrables, radiés au cours de l'exercice en vertu de l'article 60 du Règlement.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

4. Montants à recevoir du (à payer au) Canada

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Cotisations	96,596	81,746
Intérêts sur le solde du Compte auprès du Receveur général du Canada	25,240	12,620
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations	-100,822	-2,447
Dépenses d'administration	-54,655	-48,135
Autres éléments	-500	-450
	-34,141	43,334

5. Cotisations

La cotisation ouvrière en 1990, était de $2.25 par tranche de $100 de gains assurables, comparativement à $1.95 en 1989. La cotisation patronale, calculée au taux de 1.4 fois la cotisation ouvrière, était de $3.15 par tranche de $100 de gains assurables de l'employé comparativement à $2.73 en 1989.

Les employeurs qui ont un régime d'assurance-salaire ont droit à des réductions de cotisations. Ils doivent cependant partager cette réduction avec leurs employés. Le total des réductions de cotisations pour l'année 1990 est estimé à $481 millions comparativement à $441 millions en 1989.

6. Prestations—Trop-payés et moins-payés

Le grand nombre de prestataires qui doivent faire l'objet d'un contrôle et l'exigence d'un service prompt nécessitent des procédés sélectifs plutôt qu'universels de contrôle interne et, par conséquent, occasionnent la vérification des demandes de prestations, principalement après que les bénéficiaires ont commencé à recevoir des prestations.

Il en résulte des trop-payés et des moins-payés de prestations non décelés, que la Commission évalue respectivement à $367 millions ($348 millions en 1989) et $158 millions ($103 millions en 1989). Ces montants sont compris dans la dépense de prestations pour l'année.

7. Frais d'administration

Les frais d'administration se sont chiffrés à $1,223 millions en 1990 ($1,061 millions en 1989). De ce montant, une somme d'environ $8.5 millions ($7.5 millions en 1989) a été recouverte pour le maintien du fichier central des numéros d'assurance sociale et l'émission de cartes de remplacement.

Le tableau suivant démontre les frais d'administration par activité pour le Compte d'assurance-chômage.

FRAIS D'ADMINISTRATION PAR ACTIVITÉ
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Assurance-chômage	477,279	420,621
Gestion et Administration centrale	272,910	243,553
Service national de placement	260,666	226,806
Gestion du programme et services communs des CEC	161,094	141,059
Systèmes et procédures	47,082	26,316
Programmes de mise en valeur des ressources humaines	3,429	2,058
Conseil consultatif	796	750
	1,223,256	1,061,163
Moins: recouvrement des frais pour le maintien des numéros d'assurance sociale et pour l'émission de cartes de remplacement	8,534	7,464
	1,214,722	1,053,699

Frais d'administration—Transactions entre apparentées

Les frais d'administration comprennent $89.2 millions ($77.6 millions en 1989) payés à Travaux Publics Canada pour les frais d'installation et de location et $43.1 millions ($39.6 millions en 1989) payés à Revenu national Canada pour la perception des cotisations des employeurs et des employés.

8. Éventualités

Dans le cours normal des opérations du Compte, divers appels contre la Commission ou par celle-ci sont actuellement en cours. Selon la direction, le dénouement de ces appels n'aura aucune incidence importante sur les résultats du Compte.

9. Événements importants

a) Approbation du projet de loi C-21

Le projet de Loi C-21, qui modifie la Loi sur l'assurance-chômage, a reçu la sanction royale le 23 octobre 1990. Ce projet de loi a apporté d'importantes modifications au Régime afin de promouvoir la formation professionnelle et d'inciter davantage les gens à travailler. De plus, le Régime doit maintenant s'autofinancer au moyen des cotisations ouvrières et patronales.

b) Paiements rétroactifs pour les 65 ans

La nouvelle Loi C-21 permet aux personnes de 65 et plus de recevoir des prestations. Cette modification est rétroactive au 23 septembre 1988. Étant donné que ces demandes n'avaient pas été traitées au 31 décembre 1990, le montant rétroactif devant être payé en vertu de cette Loi C-21 n'est pas compris dans les dépenses de prestations de ces états financiers. De plus, au moment de la préparation de ces états financiers, le montant rétroactif n'était pas connu.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

TABLEAU DES PRESTATIONS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990		1989	
	Total	Part du gouvernement	Total	Part du gouvernement
Ordinaires	11,198,261	2,074,453	9,739,380	2,350,165
Maternité	712,294		629,953	
Maladie	378,065		345,941	
Formation	329,100	115,720	267,716	110,434
Création d'emplois	109,536	32,796	101,914	41,968
Travail partagé	61,901		21,209	
Retraite	20,038		26,043	
Adoption	5,257		4,821	
Parentales	2,118		1,169	
	12,816,570	2,222,969	11,138,146	2,502,567
Pêcheurs	263,551	198,630	269,382	252,364
Prestations brutes	13,080,121	2,421,599	11,407,528	2,754,931
Moins: remboursement de prestations	43,106	5,767	34,711	6,902
	13,037,015	2,415,832	11,372,817	2,748,029

L'article 118 et le paragraphe 130(3) de la Loi sur l'assurance-chômage prévoient que la part du gouvernement dans les dépenses de prestations doit comporter les prestations complémentaires à l'article 22, aux paragraphes 25(8) et 26(3) ainsi que les prestations payées aux pêcheurs, constituant la part nette des cotisations perçues de ces derniers et de leurs employeurs désignés.

Les prestations complémentaires versées en vertu de l'article 22 de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui ont épuisé leurs prestations initiales (et leurs prestations complémentaires en raison de la catégorie, lorsqu'ils y avaient droit) et qui résident dans une région où le taux de chômage dépasse quatre pour cent (4%).

Les prestations complémentaires versées en vertu des paragraphes 25(8) et 26(3) de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui participent à des projets de création d'emploi ou qui suivent des cours de formation et qui n'ont pas droit à un nombre suffisant de prestations hebdomadaires pour toute la durée du projet ou du cours, plus un maximum de trois (3) prestations hebdomadaires supplémentaires après la fin des projets ou des cours.

L'article 118 et le paragraphe 130(3) de la Loi sur l'assurance-chômage furent abrogés par le projet de loi C-21. Pour 1990, la part du gouvernement dans les dépenses de prestations est calculée et est applicable pour la période du 1[er] janvier au 23 octobre 1990.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1990-91

Prêts, dotations en capital et avances

SOMMAIRE

	Page
Sociétés d'État "entreprises"	6.7
Institutions de crédit	6.7
Autres	6.10
États financiers sommaires des sociétés d'État "entreprises"	6.18
Emprunts effectués par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État	6.24
Emprunts effectués par les sociétés d'État "entreprises"	6.25
Échéance et devises des emprunts des sociétés d'État "entreprises"	6.25
Passif éventuel des sociétés d'État "entreprises"	6.26
Aide financière aux sociétés d'État "entreprises" provenant de crédits budgétaires	6.27
Autres—	
Administrations provinciales et territoriales	6.28
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	6.33
Organismes internationaux	6.37
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	6.42
Entreprises mixtes et en coparticipation	6.43
Divers	6.45
Provision pour évaluation	6.53

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

Les prêts, dotations en capital et avances forment une catégorie d'éléments d'actif représentant les créances acquises et les titres de participation détenus par le gouvernement du Canada, obtenus par l'emploi de crédits parlementaires. Certains crédits permettent d'utiliser les remboursements pour des prêts et avances supplémentaires. Plusieurs crédits ne s'annulent pas, ce qui permet aux soldes non utilisés d'être reportés d'exercice en exercice. On retrouve aux sections ministérielles du volume II (partie I), les précisions à l'égard de l'emploi des crédits non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances.

Les prêts, dotations en capital et avances sont enregistrés au coût et font l'objet d'une évaluation afin d'estimer les pertes sur les réalisations. Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les prêts, dotations en capital et avances qui proviennent de ces opérations de change sont, à la fin de l'exercice, convertis au cours du change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

La provision constituée pour refléter les pertes prévues sur la réalisation de créances détenues par le gouvernement a été autorisée par le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor, en vertu de l'article 63(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

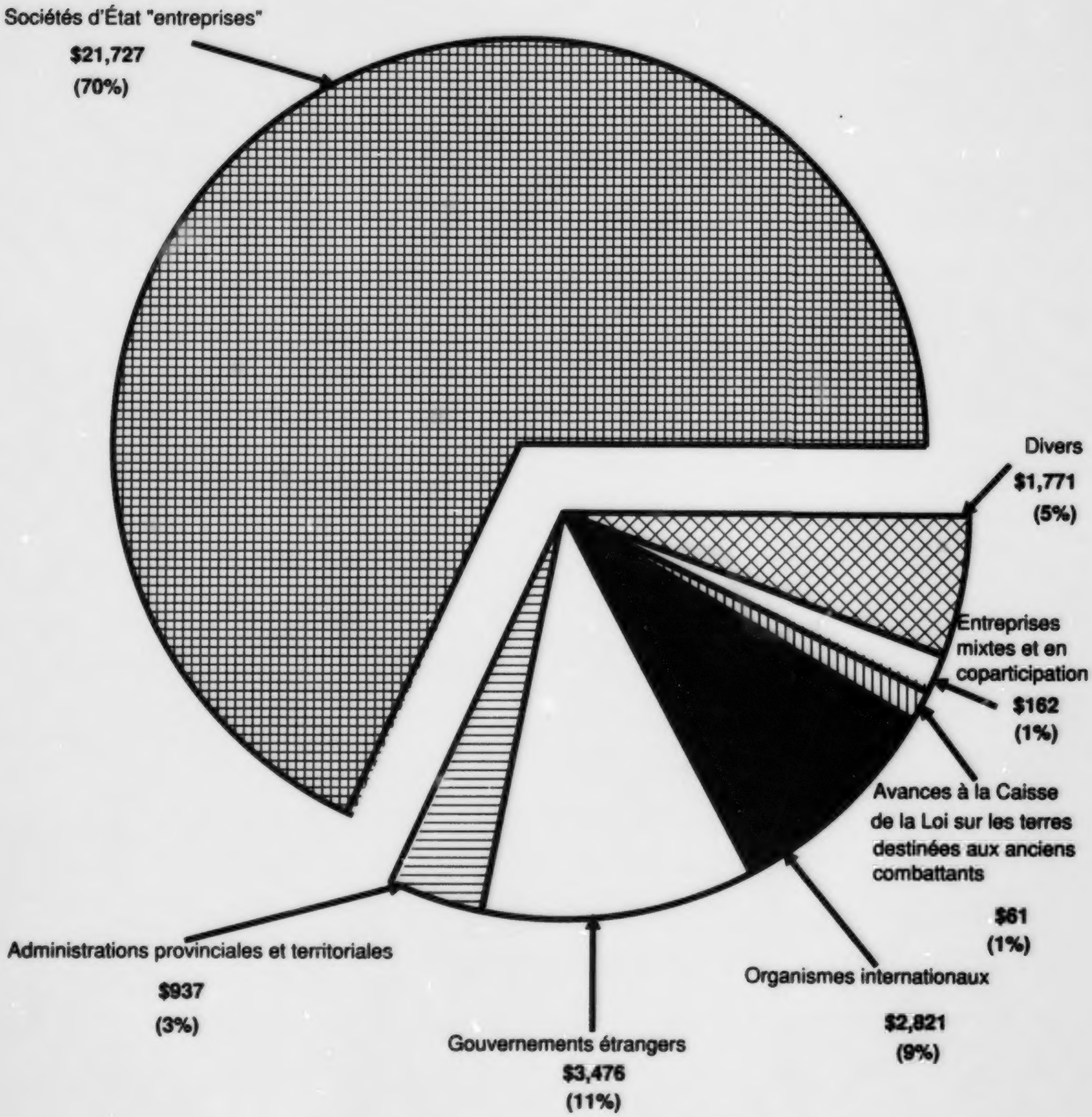
Les recettes encaissées au cours de l'exercice sur les prêts, dotations en capital et avances sont créditées aux produits de placements; plus de précisions sont présentées à la section 11 du volume II (partie II).

Le graphique A présente le total des prêts, dotations en capital et avances par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare le total des prêts, dotations en capital et avances pour les cinq derniers exercices. Le tableau 6.1 présente les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les prêts, dotations en capital et avances par catégorie.

Les opérations ainsi que les soldes sont résumés davantage dans les sections 1 et 2 de ce volume.

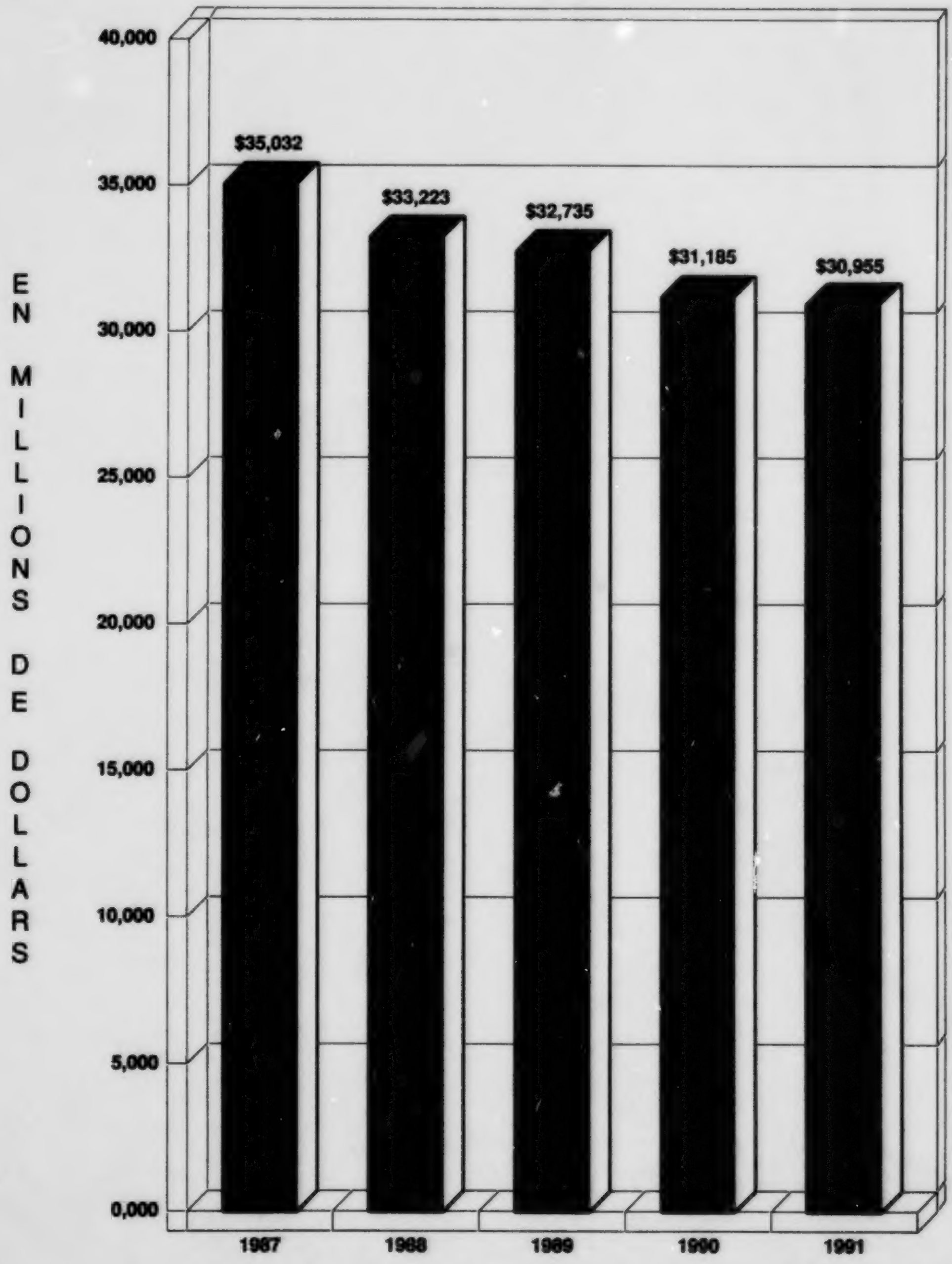
Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits.

GRAPHIQUE A
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES [1]
(en millions de dollars)



[1] Avant la provision pour évaluation

GRAPHIQUE B
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES [1]



[1] Avant la provision pour évaluation

TABLEAU 6.1

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1[er] avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Sociétés d'État "entreprises"—				
Institutions de crédit, tableau 6.2—				
Banque fédérale de développement	294,000,000			294,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,703,261,212	335,370,174	141,000,000	8,508,891,038
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,375,000,000	150,000,000		1,225,000,000
Société du crédit agricole	3,367,823,421	1,063,270,773	1,145,550,000	3,450,102,648
Société pour l'expansion des exportations	772,000,000		16,200,000	788,200,000
	14,512,084,633	*1,548,640,947*	*1,302,750,000*	*14,266,193,686*
Autres sociétés d'État "entreprises", tableau 6.3—				
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,439,951,934	13,450,822		2,426,501,112
Petro-Canada	4,299,126,174			4,299,126,174
Autres	725,454,575	574,668,365	584,799,032	735,585,242
	7,464,532,683	*588,119,187*	*584,799,032*	*7,461,212,528*
Moins: provision pour évaluation	5,550,000,000	100,000,000		5,650,000,000
Total des sociétés d'État "entreprises"	16,426,617,316	2,236,760,134	1,887,549,032	16,077,406,214
Autres prêts, dotations en capital et avances—				
Administrations provinciales et territoriales, tableau 6.12	1,023,239,048	209,972,121	123,917,000	937,183,927
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement, tableau 6.13	3,495,278,755	287,296,757	267,804,383	3,475,786,381
Organismes internationaux, tableau 6.14	4,665,551,412	336,189,338	568,795,829	4,898,157,903
Moins: effets à payer, tableau 6.14	1,881,898,268	520,388,990	325,378,496	2,076,908,762
	2,783,653,144	*856,578,328*	*894,174,325*	*2,821,249,141*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris la provision pour prestations conditionnelles, tableau 6.16	74,211,135	18,269,610	5,010,312	60,951,837
Entreprises mixtes et en coparticipation, tableau 6.17	162,199,859	105,459		162,094,400
Divers, tableau 6.18	1,669,338,498	1,507,131,910	1,608,783,141	1,770,989,729
	9,207,920,439	*2,879,354,185*	*2,899,689,161*	*9,228,255,415*
Moins: provision pour évaluation	6,200,000,000	100,000,000		6,300,000,000
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	3,007,920,439	2,979,354,185	2,899,689,161	2,928,255,415
Total	19,434,537,755	5,216,114,319	4,787,238,193	19,005,661,629

SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés d'État "entreprises" représentent le solde des créances du gouvernement envers des sociétés relativement au fonds de roulement, aux dépenses en capital et autres; de la participation au capital-actions des sociétés; et des prêts et avances aux sociétés aux fins d'autres prêts.

Une société d'État représente une société d'État mère ou une filiale en propriété exclusive; une société d'État mère est une personne morale appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté; une filiale en propriété exclusive est une personne morale appartenant exclusivement à une ou plusieurs sociétés d'État mères, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient exclusivement, même indirectement, à une ou plusieurs sociétés d'État mères.

Une société d'État "entreprise" est une société qui ne compte pas sur les fonds du gouvernement comme première source de revenu. Celles-ci incluent les sociétés sélectionnées et énumérées à la partie I et toutes les sociétés énumérées à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Banque du Canada, et la Commission canadienne du blé.

Une société d'État "entreprise" signifie une société qui, en dernier lieu, doit rendre compte au Parlement, par l'intermédiaire d'un ministre de l'État, de la conduite de ses affaires. La majorité des sociétés d'État "entreprises" énumérées aux annexes de la Loi sur la gestion des finances publiques sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada. Ce statut est accordé selon une des façons suivantes:

i) désignation par le Parlement, par suite d'une loi spéciale de constitution;
ii) autorisation législative; et,
iii) proclamation selon la Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public.

Les états financiers des sociétés d'État "entreprises" mères sont présentés dans le volume III des Comptes publics. Les états financiers relatifs aux filiales en propriété exclusive des sociétés d'État "entreprises" sont aussi compris dans le volume III lorsque les comptes de celles-ci ne sont pas consolidés avec ceux de la société mère. Ces états financiers sont annexés à ceux de la société d'État "entreprise" mère afférente.

Institutions de crédit

Le tableau 6.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés d'État "entreprises" qui s'occupent principalement d'octroyer une aide financière.

TABLEAU 6.2

SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"— INSTITUTIONS DE CRÉDIT

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Banque fédérale de développement	294,000,000			294,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement—				
Capital-actions	25,000,000			25,000,000
Habitation	5,577,153,321	216,583,790	19,000,000	5,379,569,531
Immeubles	187,578,314	16,164,248	51,500,000	222,914,066
Programmes conjoints	1,481,960,928	34,454,162	70,500,000	1,518,006,766
Programme de rénovation urbaine	8,238,573	1,867,741		6,370,832
Ensembles d'habitation destinés à des étudiants	350,794,334	5,811,619		344,982,715
Projets de traitement des eaux d'égout	937,320,922	38,825,280		898,495,642
Aide à l'accès à la propriété	135,214,820	21,663,334		113,551,486
	8,703,261,212	*335,370,174*	*141,000,000*	*8,508,891,038*
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,375,000,000	150,000,000		1,225,000,000
Société du crédit agricole—				
Capital d'apport	818,333,000		200,000,000	1,018,333,000
Effets	2,545,754,011	1,062,070,645	943,550,000	2,427,233,366
Fonds d'aide aux groupements agricoles	3,736,410	1,200,128	2,000,000	4,536,282
	3,367,823,421	*1,063,270,773*	*1,145,550,000*	*3,450,102,648*
Société pour l'expansion des exportations	772,000,000		16,200,000	788,200,000
Total	14,512,084,633	1,548,640,947	1,302,750,000	14,266,193,686

Banque fédérale de développement

La Société a été établie par la Loi sur la Banque fédérale de développement, dans le but de promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils, et des services accessoires à ces diverses fonctions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $15.8 millions à même les crédits budgétaires.

Le versement de capital du gouvernement dans la Société est autorisé selon les dispositions des articles 28 et 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, afin de promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes, l'amélioration des conditions de vie et de logement au Canada, et de promouvoir l'aménagement de communautés en assurant des installations d'infrastructure.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1,978.9 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $771.9 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 16 de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Habitation

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles suivants de la Loi nationale sur l'habitation:

a) Article 24(1)—pour ensemble d'habitation locatif sur la garantie d'une première hypothèque, et pour vendre ou acheter des prêts consentis à l'égard d'ensembles d'habitation locatifs;

b) Article 26(1)—à toute personne en vue d'aider

i) à la construction, l'achat ou l'amélioration d'un ensemble d'habitation HLM;

ii) à l'achat d'immeubles existants et du terrain sous-jacent, et à leur transformation en ensemble d'habitation HLM; ou,

iii) à la transformation d'immeubles existants en un ensemble d'habitation HLM;

c) Article 27.5—aux municipalités pour les quartiers choisis pour l'amélioration de locaux dans le quartier à l'égard duquel la contribution est versée;

d) Article 51(1)—

i) au propriétaire d'un logement familial ou de facilités de logement de type foyer ou pension en vue d'aider à leur réparation, leur remise en état ou à leur amélioration;

ii) à l'occupant d'un logement familial en vue d'aider à sa réparation, à sa remise en état ou à son amélioration; ou,

iii) à une association personnalisée en vue d'aider à la transformation d'un immeuble résidentiel existant que possède cette association en un immeuble offrant un nombre différent de logements familiaux, des facilités de logement de type foyer ou pension, ou un nombre différent de lits, de type foyer ou pension;

e) Article 61(1)—à des coopératives en vue d'aider à la construction, à l'acquisition ou à l'amélioration d'un ensemble d'habitation;

f) Article 76(1)—à toute personne qui désire entreprendre un programme destiné

i) à des particuliers ou à des familles à faible revenu; ou,

ii) à répondre aux besoins d'individus découlant de leur âge, de leur infirmité ou autre incapacité;

g) Article 80(1)—à des provinces, municipalités ou organismes de logement public en vue de leur faciliter l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation;

h) Article 81(1)—à une province, à une municipalité ou à un organisme de logement public pour la construction ou l'acquisition d'un ensemble d'habitation public;

i) Article 97(1)—à des personnes qui ne peuvent obtenir un prêt au titre de la partie I de l'article 24, en l'assujettissant aux conditions et restrictions prévues par cette même partie et article; et,

j) Article 98—aux Indiens en vue d'aider à l'achat, à l'amélioration ou à la construction d'ensembles d'habitation sur une réserve indienne.

Les avances portent intérêt à des taux de 3.5% à 17.74% par année, et sont remboursables sur des périodes s'échelonnant de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1991 et le 30 septembre 2037.

Immeubles

L'article 92(1) de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances afin: *a)* d'acquérir des terrains ou des ensembles d'habitation par achat, bail ou autrement; *b)* faire effectuer les travaux d'aménagement des infrastructures, relatifs à ces terrains, apporter des améliorations et les aménager à des fins d'habitation; *c)* de construire, transformer ou améliorer des ensembles d'habitation; et, *d)* d'acquérir des matériaux et des accessoires de construction ainsi que d'autres biens meubles à utiliser relativement à des ensembles d'habitation.

Les avances portent intérêt à des taux de 2% à 16.157% par année, et sont remboursables sur une période de 50 ans, avec le versement final le 30 septembre 2036.

Programmes conjoints

L'article 79(1) de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances pour permettre d'entreprendre des programmes conjointement avec un gouvernement provincial ou tout organisme de celui-ci, en vue de *a)* l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation ou à toute fin y afférente; *b)* la construction d'ensembles d'habitation ou de facilités de logement de type foyer ou pension pour vente ou location; et, *c)* l'acquisition et l'amélioration d'immeubles existants et leur transformation en ensembles d'habitation ou en facilités de logement de type foyer ou pension.

Les avances portent intérêt à des taux de 3% à 17.9% par année, et sont remboursables sur des périodes de 25 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1991 et le 30 septembre 2038.

Programme de rénovation urbaine

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 25(1) de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou une municipalité, pour l'aider à exécuter un programme de rénovation urbaine.

Les avances portent intérêt à des taux de 5.81% à 7.81% par année, et sont remboursables sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1991 et le 31 décembre 1999.

Ensembles d'habitation destinés à des étudiants

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 88(1) de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou à un organisme provincial, à une municipalité ou à un organisme municipal, à un hôpital, une commission scolaire, une université, un collège, une association coopérative ou une association de bienfaisance en vue d'aider à *a)* la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un ensemble d'habitation destiné à des étudiants; *b)* l'acquisition d'immeubles existants et leur transformation en ensemble d'habitation destiné à des étudiants; ou, *c)* la transformation d'immeubles existants en ensemble d'habitation destiné à des étudiants.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.054% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 30 septembre 2030.

Projets de traitement des eaux d'égout

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 51 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province, à une municipalité ou à une régie municipale d'égouts, pour faciliter l'aménagement ou l'agrandissement d'un projet de traitement des eaux d'égout, et la construction d'un réseau de collecteurs d'égouts pluviaux.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.376% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 décembre 2023.

Aide à l'accès à la propriété

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles 57(1) et 58(1) de la Loi nationale sur l'habitation, en vue d'aider *a)* à la construction d'une maison ou d'une unité en copropriété par une personne qui a l'intention de l'habiter ou d'habiter un logement de la maison, un constructeur qui a l'intention de la vendre à une personne qui l'habitera ou habitera un logement de la maison; ou, *b)* un propriétaire admissible éventuel à acquérir une maison ou une unité en copropriété.

Les avances portent intérêt à des taux de 7.625% à 9.62% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1991 et le 31 décembre 2008.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, afin de fournir de l'assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des institutions fédérales membres et des institutions provinciales approuvées.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

L'article 42 de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada prévoit que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut déterminer le gouverneur en conseil. L'ensemble de tels prêts non remboursés autorisés ne peut à aucun moment dépasser $3,000,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.95% à 12.64% par année, et sont remboursables entre le 4 juillet 1991 et le 10 janvier 1994.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $143.1 millions au gouvernement.

Société du crédit agricole

La Société a été établie par la Loi sur le crédit agricole, dans le but d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles stables en leur fournissant du crédit à long terme.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Capital d'apport

L'apport en capital du gouvernement dans la Société est autorisé par l'article 12(1) de la Loi sur le crédit agricole.

Au cours de l'exercice, le montant autorisé pour la contribution du gouvernement a été augmenté à $1,025,000,000 en vertu du crédit 50b d'Agriculture, de la Loi de crédits n° 3 pour 1990-91.

Effets

Ces effets provisoires, émis au ministre des Finances à l'égard des prêts effectués conformément à l'article 13 de la Loi, accordent des fonds à la Société afin qu'elle puisse consentir des prêts aux agriculteurs. Le montant global des prêts non remboursés ne peut à aucun moment dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 10.14% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1991 et le 1er juillet 2000, $1,426,737,099;

b) remboursables sur une période de 10 à 19 ans, portant intérêt à des taux de 9.245% à 10.94% par année, avec des versements finals entre le 1er janvier 1992 et le 1er janvier 2005, $382,542,386;

c) remboursables sur une période de 2 à 9 ans, portant intérêt à des taux de 9.155% à 12.13% par année, avec le versement final le 27 mars 2000, $444,919,872; et,

d) remboursables d'ici un an, portant intérêt à des taux de 9.343% à 12.93% par année, $173,034,009.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $229.8 millions au gouvernement.

Fonds d'aide aux groupements agricoles

Des avances ont été accordées par le ministre des Finances, conformément à l'article 8 de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles, afin de permettre à la Société de consentir des prêts. L'article 3(1) de la Loi permet à la Société de consentir des prêts à un groupement agricole pour:

a) l'achat d'équipement agricole;

b) l'achat, la construction ou l'amélioration des bâtiments; ou,

c) l'achat ou l'amélioration de terrains bâtis ou à bâtir. L'achat, l'équipement et les terrains doivent servir principalement aux travaux agricoles du groupement ou de ses membres.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $25,000,000.

Les avances portent intérêt à des taux de 9.275% à 11.02% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 3 à 13 ans, avec des versements finals entre le 1er novembre 1991 et le 1er février 2001.

Société pour l'expansion des exportations

La Société a été établie par la Loi sur l'expansion des exportations, afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation au moyen de prêts, d'assurances, de garanties et d'autres mesures financières.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre du Commerce extérieur, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $176.1 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 11(1) de la Loi sur l'expansion des exportations.

Autres sociétés d'État "entreprises"

Au tableau 6.3 figure un sommaire des soldes et des opérations des divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés d'État "entreprises" qui ne s'occupent pas d'octroyer une aide financière.

TABLEAU 6.3

AUTRES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada—				
Capital-actions	2,278,866,774			2,278,866,774
Prêt consolidé	161,085,160	13,450,822		147,634,338
	2,439,951,934	*13,450,822*		*2,426,501,112*
Énergie atomique du Canada, Limitée[1]—				
Capital-actions	15,000,000			15,000,000
Capital d'apport	149,159,473			149,159,473
Habitation	3,106,510	444,223		2,662,287
Usine d'eau lourde de Bruce	45,370,005	15,418,672		29,951,333
Division des produits commerciaux	653,517	247,353		406,164
Centrale nucléaire de Gentilly II	138,219,000	2,882,361		135,336,639
Stock d'eau lourde	18,500,000	1,000,000		17,500,000
Centrale nucléaire de Lepreau	275,034,192	5,546,520		269,487,672
	645,042,697	*25,539,129*		*619,503,568*
Moins: redressement de consolidation[1]	645,042,697	25,539,129		619,503,568
Petro-Canada—				
Capital-actions—Ordinaires	3,326,354,321			3,326,354,321
Privilégiées	972,771,853			972,771,853
	4,299,126,174			*4,299,126,174*
Petro-Canada Limitée				
	6,739,078,108	13,450,822		6,725,627,286
Autres—				
Banque du Canada	5,920,000			5,920,000
Corporation de développement des investissements du Canada	395,658,315			395,658,315
Société canadienne des ports	1,406,018	86,685		1,319,333
Administration du pont du port de Saint John	13,725,775	13,725,775		
	15,131,793	*13,812,460*		*1,319,333*
Société canadienne des postes	80,000,000			80,000,000
Société Radio-Canada[1]	33,000,000			33,000,000
Commission canadienne du lait	47,763,500	204,396,500	230,636,000	74,003,000
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[1]—				
Capital-actions	976			976
Avances	324,024			324,024
	325,000			*325,000*
Office canadien du poisson salé	44,000,000	253,600,000	241,000,000	31,400,000
Société de développement du Cap-Breton	7,036,968		23,963,032	31,000,000
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	22,155,819	98,855,819	89,200,000	12,500,000
Société du port de Halifax	3,486,176	367,462		3,118,714
Harbourfront Corporation[1]			3,700,000	3,700,000
Associés Mingan, Ltée, Les[1]				
Société du port de Montréal	6,561,027	432,497		6,128,530
Société du port de Prince Rupert	17,260,000	80,129		17,179,871
Monnaie royale canadienne—				
Capital-action	40,000,000			40,000,000
Prêts	13,562,087	2,673,066		10,889,021
	53,562,087	*2,673,066*		*50,889,021*
Société du port de Saint John	20,052,457			20,052,457
Société du port de St John's	3,132,162	220,037		2,912,125
Société du port de Vancouver, La	3,734,271	230,395		3,503,876
VIA Rail Canada Inc[1]	9,300,000			9,300,000
	768,079,575	*574,668,365*	*588,499,032*	*781,910,242*
Moins: redressement de consolidation[1]	42,625,000		3,700,000	46,325,000
	725,454,575	574,668,365	584,799,032	735,585,242
Total	7,464,532,683	588,119,187	584,799,032	7,461,212,528

[1] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

La Société a été établie par la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue d'établir, d'exploiter et de gérer un réseau ferroviaire national.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1.8 million à même les crédits budgétaires.

La Société a versé des intérêts de $13.8 millions et des dividendes de $56.5 millions au gouvernement en 1990-91.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 8.75% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1998.

Énergie atomique du Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $167.5 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $57.4 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Capital d'apport

La contribution du gouvernement dans le capital de la Société est inscrite à ce compte.

Habitation

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'habitations à proximité de l'Établissement de recherche nucléaire de Whiteshell.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.125% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1993 et le 30 juin 2003.

Usine d'eau lourde de Bruce

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction de l'usine d'eau lourde de Bruce à Douglas Point, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 17 ans, avec le versement final le 31 décembre 1992.

Division des produits commerciaux

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction d'aménagements manufacturiers et d'un laboratoire à South March, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 7.625% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals exigibles le 30 septembre 1992.

Centrale nucléaire de Gentilly II

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la centrale nucléaire CANDU-PHW 600 à Gentilly, selon un accord conclu avec la province de Québec et l'Hydro-Québec.

Le prêt, consolidé en 1983-84, porte intérêt au taux de 9.18% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 7 avril 2008.

Stock d'eau lourde

Des prêts ont été consentis en vue de financer la production et l'achat d'eau lourde aux fins de location ou de revente à des utilisateurs canadiens et étrangers.

Les prêts portent intérêt au taux fixé tous les 1er mai et novembre par le ministre des Finances à l'égard d'emprunts des sociétés d'État portant une échéance de six mois. Les prêts sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 1er mai 2008.

Centrale nucléaire de Lepreau

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la Centrale nucléaire de Lepreau.

Le prêt, consolidé en 1980-81, porte intérêt au taux de 9.706% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er avril 2008.

Petro-Canada

Petro-Canada Inc. (une filiale de Petro-Canada) a été constituée initialement en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de s'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; de s'adonner aux opérations connexes ou d'y investir.

La Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada a reçu la sanction royale le 1er février 1991. Cette Loi a modifié la dénomination sociale de la société passant de Petro-Canada Inc. à Petro-Canada, une nouvelle société d'État mère. Toutes les filiales en exploitation ont été transférées à la

nouvelle société. L'ancienne société Petro-Canada a été renommée Petro-Canada Limitée (se référer au compte suivant). Les actions de la nouvelle société en exploitation, Petro-Canada, ont été transférées au ministre d'État (Finances et Privatisation). La nouvelle société a entrepris de faire un premier appel public à l'épargne en offrant des actions du trésor au public et celui-ci prit fin le 3 juillet 1991. Au 31 mars 1991, toutes les actions ordinaires émises étaient encore détenues par le gouvernement du Canada.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État (Finances et Privatisation), et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont enregistrées dans ce compte.

Petro-Canada Limitée

Petro-Canada a été constituée initiallement en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada. Sa réorganisation, conformément à la Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada a reçu la sanction royale le 1er février 1991. Cette Loi a modifié la dénomination sociale de la Société, passant de Petro-Canada à Petro-Canada Limitée. La société Petro-Canada Limitée maintient la participation canadienne au sein de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale et assure la garantie de la dette publique en circulation de Petro-Canada, la nouvelle compagnie en exploitation (se référer au compte précédent). Des démarches sont présentement en cours pour dissoudre la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale. La Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada permet également l'éventuelle dissolution de Petro-Canada Limitée.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (une filiale en propriété exclusive de Petro-Canada Limitée) a reçu une aide financière de $43 millions à même les crédits budgétaires.

En 1990-91, le gouvernement a perçu un dividende de $35 millions de l'ancienne société Petro-Canada Inc., par l'entremise de Petro-Canada Limitée.

Banque du Canada

La Banque du Canada a été établie par la Loi sur la Banque du Canada, pour réglementer le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre, autant que possible dans le cadre de l'activité monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du Canada.

La Banque n'est pas mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Banque sont autorisées en vertu de l'article 17 de la Loi sur la Banque du Canada. Une somme de $5,000,000 représente la valeur au pair de 100,000 actions, et le solde de $920,000 représente la prime payée relativement à l'achat, en 1938, des actions détenues par le public.

Au cours de l'exercice, la Banque a versé des bénéfices de $2,808.5 millions au gouvernement.

Corporation de développement des investissements du Canada

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés par actions, afin:

a) d'aider à la création ou au développement d'entreprises, de ressources, de biens et d'industries du Canada;

b) d'augmenter, d'élargir et de développer, pour les Canadiens, les possibilités de participation au développement économique du Canada, en utilisant leurs compétences et leurs capitaux dans toutes les activités de la Société;

c) d'investir dans les actions ou valeurs de toute corporation qui est propriétaire de biens au Canada ou qui fait des affaires se rattachant aux intérêts économiques du Canada;

d) d'investir dans des initiatives ou entreprises qui profiteront vraisemblablement au Canada, entre autres choses par l'acquisition de biens; et,

e) d'exercer les activités au mieux des intérêts du Canada, agissant ainsi d'une façon commerciale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État (Finances et Privatisation), et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Le solde du compte représente la valeur de 101 actions ordinaires de la Société sans valeur nominale.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des dividendes de $7.9 millions au gouvernement.

Société canadienne des ports

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, pour administrer, gérer et régir les ports canadiens, et tous ports, ouvrages ou biens du Canada transférés par le gouverneur en conseil.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $20 millions à même les crédits budgétaires.

En vertu de l'autorisation de la Loi sur la Société canadienne des ports, des prêts sont consentis afin de financer les dépenses en capital des divers ports placés sous la compétence de la Société canadienne des ports. Un sommaire des soldes et opérations des prêts effectués à divers ports suit:

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Belledune	815,345	53,210		762,135
Chicoutimi	590,673	33,475		557,198
	1,406,018	86,685		1,319,333

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.44% à 9.09% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $106,200, des dividendes de $173,518 et une contribution en espèces de $20.4 millions au gouvernement.

Administration du pont du port de Saint John

Des prêts ont été consentis à l'Administration du pont du port de Saint John en vertu d'un pont pour véhicules traversant le port de Saint John. Un accord entre le Canada, la province du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, le 7 juillet 1966, demande que les obligations émises par l'Administration et acquises par la Société canadienne des ports, soient utilisées exclusivement pour financer le coût total en capital du pont.

Au 1er avril 1990, une nouvelle entente a été signée. Cette entente demandait la consolidation de toutes les dettes en un prêt non productif d'intérêt. Au cours de l'exercice, tous les prêts ont été virés au compte de l'Administration du pont du port de Saint John présenté au tableau 6.18, Divers prêts, dotations en capital et avances.

Société canadienne des postes

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des postes, afin de fournir au public des services postaux.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État et chef du gouvernement à la Chambre des communes et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $203.6 millions à même les crédits budgétaires.

Un prêt a été consenti à la Société, conformément à l'article 29 de la Loi sur la Société canadienne des postes, pour financer les coûts en capital et de restructuration extraordinaires. Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $500,000,000.

Le prêt porte intérêt au taux de 9.705% par année, et est remboursable le 27 avril 1998.

La Société a versé des intérêts de $7.8 millions et des dividendes de $59.5 millions au gouvernement en 1990-91.

Société Radio-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la radiodiffusion, afin d'offrir un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international de radiodiffusion dont la teneur et la nature soient principalement canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1,078.4 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties à la Société aux fins de fonds de roulement. Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $33,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêts et sont remboursables à partir des sommes en main (espèces et titres négociables), lesquelles excèdent en tout temps les montants requis par la Société aux fins de fonds de roulement.

Commission canadienne du lait

La Société a été établie par la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin d'offrir, aux producteurs efficaces de lait et de crème, l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers, un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $268.5 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts ont été consentis à la Société, pour financer le commerce fait par rapport aux produits laitiers. Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $300,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 12.165% à 13.922% par année, et sont remboursables d'ici un an.

En 1990-91, la Société a versé des intérêts de $8.3 millions au gouvernement.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, pour fournir un service de transbordeur entre le Canada et les Antilles.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Des démarches ont été entreprises afin de liquider la Société et de transférer les comptes débiteurs au ministre des Finances. Cependant, à la fin de l'exercice, la dissolution n'avait pas été effectuée en raison d'implications juridiques non réglées avec la BankAmerica Canada et le gouvernement des États-Unis.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Avances

Les avances sont remboursables à partir des deniers recevables sur le recouvrement du versement final sur la vente des huit navires à des intérêts cubains; ce versement devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International. Cependant, le United States Cuban Assets Control Regulations, entré en vigueur le 3 juillet 1963, a interdit à la BankAmerica International d'honorer le paiement de la traite. Depuis, les négociations entreprises pour obtenir un statut privilégié, en vue de recouvrer les effets à recevoir, n'ont pas été couronnées de succès. La Direction estime, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les deniers et les intérêts y afférents ne seront perçus que lorsque les règlements auront été abrogés.

Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1[er] janvier 1993, et des prolongations additionnelles seront obtenues si nécessaire.

Office canadien du poisson salé

La Société a été établie par la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 16 de la Loi sur le poisson salé, afin de permettre à celui-ci d'exercer ses activités.

Le total non remboursé des prêts autorisés, empruntés de tous les prêteurs, ne peut à aucun moment dépasser $50,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables au cours de l'exercice suivant, portant intérêt au taux de 9.344% par année, avec le versement final exigible le 11 février 1992, $30,500,000; et

b) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à un taux de 10.94% par année, avec le versement final le 30 mars 2000, $900,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $4.6 millions au gouvernement.

Société de développement du Cap-Breton

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, pour stimuler le redressement économique et l'expansion sur l'Île-du-Cap-Breton, tout en rationalisant l'industrie houillère.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $31.9 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties dans le but de fournir un fonds de roulement à la division des exploitations houillères de la Société. Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $50,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêts et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

La Société a été établie par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, pour réglementer le commerce interprovincial et l'exportation du poisson d'eau douce, ainsi que pour commercialiser, et vendre et acheter du poisson.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 16 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, afin de permettre à celui-ci d'exercer ses activités.

Le total non remboursé des prêts autorisés, empruntés de tous les prêteurs, à été diminué de $30,000,000 à $26,000,000 en 1990-91.

Le prêt porte intérêt au taux de 9.83% par année, et est remboursable le 12 avril 1991.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $3.1 millions au gouvernement.

Société du port de Halifax

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Halifax.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Halifax.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 10% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1996.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $348,618, des dividendes de $0.8 million et une contribution en espèces de $2.9 millions au gouvernement.

Harbourfront Corporation

La Société a été établie en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales de l'Ontario et est maintenue en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, afin de:

a) mettre en valeur, gérer et exploiter le site nommé "Harbourfront", conformément au cadre de mise en valeur approuvé par le gouvernement; et,

b) lancer, réaliser ou commanditer des programmes culturels, récréatifs, scientifiques et éducatifs dont, à son avis, le public pourra tirer avantage.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi sur la dissolution ou la cession des sociétés d'État, adoptée par la Chambre des communes le 23 mai 1991.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $3.6 millions à même les crédits budgétaires.

En 1990-91, les prêts ont été autorisés en vertu du crédit L17c des Travaux publics, de la Loi de crédits n° 4 pour 1990-91 pour le financement provisoire jusqu'à ce que les prêts soient remboursés à partir des recettes provenant de la vente des principaux sites d'aménagement restants.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 10.46% par année, remboursables à l'échéance soit le 10 janvier 1996, $2,200,000; et

b) portant intérêt au taux de 9.49% par année, remboursables à l'échéance soit le 3 avril 1996, $1,500,000.

Les Associés Mingan, Ltée

La Société a été établie par lettres patentes octroyées en vertu des lois de la province de Québec.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi sur la dissolution ou la cession des sociétés d'État, adoptée par la Chambre des communes le 23 mai 1991.

En 1983-84, le gouvernement a acheté toutes les 21,606 actions ordinaires sans valeur au pair de la Société pour une somme de $355,000, laquelle a été imputée sur les dépenses budgétaires (crédit 10 des Affaires indiennes et du Nord canadien). Ces actions ont été achetées pour rendre le gouvernement propriétaire d'une parcelle de terrain appartenant à la Société, qui doit être convertie en une réserve.

Société du port de Montréal

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Montréal.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Montréal.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 6.25% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $410,064, des dividendes de $2.7 millions et une contribution en espèces de $24.7 millions au gouvernement.

Société du port de Prince Rupert

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Prince Rupert.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Prince Rupert.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt à des taux de 9.8% à 9.86% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2009, $4,419,871; et,

b) portant intérêt au taux de 10.46% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2010, $12,760,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.6 million et des dividendes de $248,030 au gouvernement.

Monnaie royale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Monnaie royale canadienne, afin de:

a) fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;

b) fabriquer des pièces de monnaie d'autres pays;

c) fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et,

d) fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et Services, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Capital-actions

L'article 3.1(1) de la Loi sur la Monnaie royale canadienne stipule que la Monnaie a un capital autorisé de $40,000,000, réparti en quatre mille actions de dix mille dollars chacune. Tout le capital autorisé a été émis.

Prêts

L'article 17(1) de la Loi stipule que la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de $50,000,000.

L'article 17(3) de la Loi stipule que la Monnaie doit obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'emprunt.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.25% à 12% par année, et sont remboursables annuellement, avec des versements finals entre le 1er avril 1995 et le 1er avril 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.5 million, a viré des bénéfices de $109,277 et un dividende de $2.3 millions au gouvernement.

Société du port de Saint John

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Saint John.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Saint John.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt à des taux de 11% à 11.875% par année, remboursables à l'échéance, soit le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 1999, $10,817,600;

b) portant intérêt au taux de 12.43% par année, remboursables à l'échéance, soit le 31 décembre 2000, $6,665,062; et,

c) portant intérêt au taux de 11.625% par année, remboursables à l'échéance, soit le 31 décembre 2005, $2,569,795.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.5 million et une contribution en espèces de $3.7 millions au gouvernement.

Société du port de St John's

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de St John's.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de St John's.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 9.33% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $1,253,280;

b) portant intérêt au taux de 10.015% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1997, $792,432;

c) portant intérêt au taux de 9.785% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1998, $650,255; et,

d) portant intérêt au taux de 9.375% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1998, $216,158.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $301,480 et des dividendes de $23,752 au gouvernement.

La Société du port de Vancouver

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Vancouver.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Vancouver.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 7.5% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $280,070, des dividendes de $8.7 millions et une contribution en espèces de $35.7 millions au gouvernement.

VIA Rail Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés par actions, afin de revivifier les services ferroviaires pour voyageurs au Canada, et de gérer et commercialiser ces services selon une méthode commerciale efficace, de façon à réduire la charge financière du gouvernement.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $441.5 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

États financiers sommaires des sociétés d'État "entreprises"

Les tableaux qui suivent présentent les détails des actifs, passifs, revenus et dépenses des sociétés d'État "entreprises".

Les tableaux 6.4 à 6.6 présentent les actifs, passifs, revenus et dépenses et les changements dans l'avoir des sociétés d'État "entreprises" regroupées en cinq secteurs. Le secteur compétitif, autonome des sociétés comprend les sociétés énumérées à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques .

Pour les sociétés ayant une fin d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés préparés conformément aux plus récents états financiers vérifiés.

Les tableaux résument les opérations financières et les résultats d'exploitation de chacune des sociétés d'État "entreprises", selon leurs propres conventions comptables. La majorité des sociétés d'État "entreprises" suivant les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé, tels que publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse, les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et frais reportés représentent la fraction non dépensée d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaires et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consumés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement et autres sociétés d'État représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, les intérêts courus sur emprunts, les contrats de location-acquisition à long terme et autres créditeurs.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours. Les dépenses sont réparties entre celles reliées au secteur privé, celles reliées au gouvernement et autres sociétés d'État de même que les ajustements et dividendes payés à des tiers. Ces ajustements peuvent augmenter ou réduire le montant du revenu net revenant au gouvernement. Les transactions dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

Ces tableaux comprennent l'information financière regroupée concernant les sociétés d'État mères "entreprises" et l'information sur les filiales non consolidées en propriété exclusive. Le volume III des Comptes publics énumère les sociétés d'État mères, les filiales en propriété exclusive, les autres filiales et sociétés affiliées.

Les sociétés d'État "entreprise" sont classées soit mandataires, soit non mandataires de l'État. Le statut de mandataire peut être explicitement énoncé dans les lois de constitution ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. Conformément à l'article 54 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de l'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement et sont inscrits comme tels dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Les montants bruts de ces emprunts sont présentés sous "Passif auprès de tiers". Le tableau 6.7 présente un sommaire de ces emprunts et des changements au cours de l'exercice clos le 31 mars 1991.

Les emprunts des sociétés non mandataires de l'État ne sont pas, aux termes de la Loi, des dettes du gouvernement. Cependant, lorsque le gouvernement garantit expressément ces emprunts, ils deviennent des dettes possibles de celui-ci. Au 31 mars 1991, ces garanties s'élevaient à $0.1 million. Un sommaire des opérations d'emprunts par les sociétés "entreprises" non mandataires de l'État est présenté dans le tableau 6.8. L'échéance des emprunts des sociétés d'État "entreprises" figure dans le tableau 6.9. Le passif éventuel des sociétés d'État "entreprises" est présenté dans le tableau 6.10.

Le tableau 6.11 fournit un sommaire de l'aide financière aux sociétés d'État provenant de crédits budgétaires du gouvernement pour l'exercice clos le 31 mars 1991. Les différences entre les chiffres déclarés dans le tableau 6.6 et ceux déclarés dans le tableau 6.11 sont dus aux différentes conventions comptables suivies et éléments en transit.

TABLEAU 6.4

ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS SOMMAIRES PAR SECTEUR DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT «ENTREPRISES»
(en milliers de dollars)

	Compétitifs, autonomes	Banque du Canada	Crédit et assurance	Marketing	Autres	Total
ACTIF, PASSIF ET AVOIR AU 31 MARS 1991						
Actif						
Financier						
Auprès de tiers	2,726,746	1,261,356	22,553,438	7,141,480	71,843	33,754,863
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	2,285,362	22,012,496	919,168	270,265	40,375	25,527,666
Total actif financier	5,012,108	23,273,852	23,472,606	7,411,745	112,218	59,282,529
Actif immobilisé et frais reportés	15,227,295	179,144	436,393	1,137,143	903,625	17,883,600
Total de l'actif	20,239,403	23,452,996	23,908,999	8,548,888	1,015,843	77,166,129
Passif						
Auprès de tiers						
Emprunts	4,924,331		9,083,809	6,449,960	1,570	20,459,670
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		22,974,297				22,974,297
Autres passifs	4,072,981	157,539	1,577,595	1,931,705	68,278	7,808,098
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	3,147,835	291,160	12,351,412	147,480	40,213	15,978,100
Total du passif	12,145,147	23,422,996	23,012,816	8,529,145	110,061	67,220,165
Avoir	8,094,256	30,000	896,183	19,743	905,782	9,945,964
Total du passif et de l'avoir	20,239,403	23,452,996	23,908,999	8,548,888	1,015,843	77,166,129
Passif éventuel	355,350		110,114	8,676	855	474,995
REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991						
Revenus						
Auprès de tiers	13,578,431		2,684,829	5,263,812	347,985	21,875,057
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État						
Aide financière	188,341		15,026	44,104	2,012	249,483
Autres	1,296,714	2,615,177	143,351	17,367	10,665	4,083,274
Total des revenus	15,063,486	2,615,177	2,843,206	5,325,283	360,662	26,207,814
Dépenses						
Auprès de tiers	13,558,813	206,700	1,463,771	5,289,922	432,823	20,952,029
Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	1,321,461		1,027,121	34,552	3,978	2,387,112
Total des dépenses	14,880,274	206,700	2,490,892	5,324,474	436,801	23,339,141
Bénéfice net/perte nette (-) pour l'exercice	183,212	2,408,477	352,314	809	-76,139	2,868,673
Autres changements dans l'avoir	-373,824				-52,628	-426,452
Quote-part du gouvernment du bénéfice net/perte nette (-)	-190,612	2,408,477	352,314	809	-128,767	2,442,221
Transaction dans l'avoir avec le gouvernement	-262,818	-2,408,477	208,571	13,570	32,136	-2,417,018
Avoir au début de l'exercice	8,547,686	30,000	335,298	5,364	1,002,413	9,920,761
Avoir à la fin de l'exercice	8,094,256	30,000	896,183	19,743	905,782	9,945,964

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

TABLEAU 6.5

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES" —ACTIF ET PASSIF AU 31 MARS 1991

(en milliers de dollars)

	Actif			
	Financier			
Sociétés d'État "entreprises"[1]	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Actif immobilisé et frais reportés	Total de l'actif
Compétitifs, autonomes				
Corporation de développement des investissements du Canada[2]	440,329	5,500	2,981	448,810
Nordion International Inc.	39,474	355	173,679	213,508
Theratronics International Limitée	14,578		17,190	31,768
Société canadienne des ports	1,831	74,594	40,677	117,102
Société canadienne des postes	431,220	165,789	2,064,951	2,661,960
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	546,360	148,258	6,389,463	7,084,081
Société du port de Halifax	3,213	6,102	58,877	68,192
Société du port de Montréal	11,222	34,693	167,795	213,710
Petro-Canada[3]	1,193,997	55,323	5,777,809	7,027,129
Petro-Canada Limitée[3]		1,702,049		1,702,049
Société du port de Québec	3,353	901	56,243	60,497
Société du port du Prince Rupert	3,246	5,679	103,777	112,702
Monnaie royale canadienne	20,398	1,660	81,957	104,015
Société du port de Saint John	1,287	11,674	76,281	89,242
Société du port de St John's	424	2,894	13,967	17,285
Téléglobe Canada[4]	304	5		309
Société du port de Vancouver	15,510	69,886	201,648	287,044
Total-Compétitifs, autonomes	*2,726,746*	*2,285,362*	*15,227,295*	*20,239,403*
Banque du Canada	*1,261,356*	*22,012,496*	*179,144*	*23,452,996*
Crédit et assurance				
Société d'assurance dépôts du Canada	536,231	41,300	1,144	578,675
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,669,491	7,262	57,711	8,734,464
Programmes d'assurance	176,086	847,227	130,001	1,153,314
Société pour l'expansion des exportations	6,837,891	5,156		6,843,047
Société du crédit agricole	3,573,749		236,633	3,810,382
Banque fédérale de développement	2,759,990	18,223	10,904	2,789,117
Total-Crédit et assurance	*22,553,438*	*919,168*	*436,393*	*23,908,999*
Marketing				
Corporation commerciale canadienne	985,958	234		986,192
Commission canadienne du lait Opération de commercialisation	22,565	44,869	136,446	203,880
Office canadien du poisson salé	5,454	38	2,939	8,431
Commission canadienne du blé	6,121,113	225,096	986,004	7,332,213
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	6,390	28	11,754	18,172
Total-Marketing	*7,141,480*	*270,265*	*1,137,143*	*8,548,888*
Autres				
Administration de pilotage de l'Atlantique	639	5	1,289	1,933
Société de développement du Cap-Breton	29,204	12,325	369,766	411,295
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	400		35	435
Administration de pilotage des Laurentides	3,043		525	3,568
Administration de pilotage du Pacifique, L'	3,700		747	4,447
Administration de la voie maritime du St-Laurent	34,418	28,045	531,031	593,494
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	439		232	671
Total-Autres	*71,843*	*40,375*	*903,625*	*1,015,843*
Total-Entreprises	33,754,863	25,527,666	17,883,600	77,166,129

[1] Toutes les sociétés d'État "entreprises" mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État "entreprises" mères sauf la filiale non consolidée La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée.

[2] Corporation de développement des investissements du Canada: Au cours de l'année 1988, les actifs d'exploitation de la Canada Eldor Inc. (CEI) (auparavant Eldorado nucléaire limitée) ont été transférés à Cameco - recevant en échange des billets ainsi qu'une participation de 38.5% dans Cameco. De même, au cours de l'année 1988, la Société a acquis deux filiales de l'Énergie atomique du Canada, Limitée; la Nordion International Inc. (Nordion) et la Theratronics International Limited (Theratronics). Le 12 décembre 1989, le projet de loi C-13 qui autorise l'aliénation de Nordion et Theratronics par la CDIC, a été adopté par la Chambre des communes. Le 28 mai 1989, suite à une directive du gouvernement, la CDIC a acquis 51% des intérêts de la Ginn Publishing Canada Inc. (Ginn). Les états financiers de la Cartierville Financial Corporation Inc. (CFC) et la CEI ont été consolidés avec ceux de la CDIC. Les profits de Nordion, Theratronics et de Ginn et/ou les bénéfices ou pertes sur les dispositions ne sont pas inscrits au profit de la CDIC, donc, l'investissement est porté au plus bas du coût et de la valeur nette de réalisation.

Passif					
Auprès de tiers					
Emprunts	Autres	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total du passif	Avoir du Canada	Total passif et avoir
611,706	48,669	158,432	818,807	-369,997	448,810
506	60,842	5,756	67,104	146,404	213,508
1,553	17,636	551	19,740	12,028	31,768
	7,857	11,278	19,135	97,967	117,102
55,000	920,867	241,175	1,217,042	1,444,918	2,661,960
1,861,273	1,529,481	214,951	3,605,705	3,478,376	7,084,081
	2,573	3,194	5,767	62,425	68,192
	14,588	6,540	21,128	192,582	213,710
718,225	1,387,048	2,391,915	4,497,188	2,529,941	7,027,129
1,656,372	45,628	49	1,702,049		1,702,049
	3,800	111	3,911	56,586	60,497
	478	68,755	69,233	43,469	112,702
	20,268	16,566	36,834	67,181	104,015
19,696	1,608	21,905	43,209	46,033	89,242
	596	3,060	3,656	13,629	17,285
		21	21	288	309
	11,042	3,576	14,618	272,426	287,044
4,924,331	*4,072,981*	*3,147,835*	*12,145,147*	*8,094,256*	*20,239,403*
	23,131,836	*291,160*	*23,422,996*	*30,000*	*23,452,996*
	1,284	1,256,206	1,257,490	-678,815	578,675
	80,045	8,604,419	8,684,464	50,000	8,734,464
	943,772	4,528	948,300	205,014	1,153,314
5,684,555	353,112		6,037,667	805,380	6,843,047
1,128,391	49,708	2,485,719	3,663,818	146,564	3,810,382
2,270,863	149,674	540	2,421,077	368,040	2,789,117
9,083,809	*1,577,595*	*12,351,412*	*23,012,816*	*896,183*	*23,908,999*
	939,332	1,551	940,883	45,309	986,192
	128,277	75,603	203,880		203,880
	2,564	31,433	33,997	-25,566	8,431
6,449,293	853,927	28,993	7,332,213		7,332,213
667	7,605	9,900	18,172		18,172
6,449,960	*1,931,705*	*147,480*	*8,529,145*	*19,743*	*8,548,888*
195	1,072	10	1,277	656	1,933
	28,635	40,149	68,784	342,511	411,295
	3,655		3,655	-3,220	435
1,367	4,786		6,153	-2,585	3,568
	2,304		2,304	2,143	4,447
	27,171	54	27,225	566,269	593,494
8	655		663	8	671
1,570	*68,278*	*40,213*	*110,061*	*905,782*	*1,015,843*
20,459,670	30,782,395	15,978,100	67,220,165	9,945,964	77,166,129

(3) Le 1er février 1991, la Loi de la participation publique de Petro-Canada a reçu la sanction royale. La Loi indique que: le nom de la Société est changé de Petro-Canada à Petro-Canada Limitée, le nom de la principale filiale de la Société est changé de Petro-Canada Inc. à Petro-Canada, et les actions de Petro-Canada détenus par la Société elle-même sont transférés au ministère d'État (Finances et Privatisation).

(4) Le projet de loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada a reçu sanction royale le 4 avril 1987, conformément à la lettre d'intention légale signée le 11 février 1987 concernant la vente de l'actif de Téléglobe Canada à Memotec Data Inc. La Société est sujette à un passif éventuel concernant des lettres de change.L'obligation s'élève à £11,848,341 ($23,881,517) au 31 mars 1991 et vient à l'échéance en 1993.

TABLEAU 6.6

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES" —REVENUS ET DÉPENSES AU 31 MARS 1991

(en milliers de dollars)

	Revenus			
		Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État		
Sociétés d'État "entreprises"	Auprès de tiers	Aide financière[1]	Autres	Total
Compétitifs, autonomes				
Corporation de développement des investissements du Canada	54,167		1,605	55,772
Nordion International Inc.	110,655		1,615	112,270
Theratronics International Limitée	47,795		7,132	54,927
Société canadienne des ports	6,636		9,396	16,032
Société canadienne des postes	3,399,171	148,500	237,536	3,785,207
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	3,550,994		485,240	4,036,234
Société du port de Halifax	14,531		986	15,517
Société du port de Montréal	49,374		13,212	62,586
Petro-Canada	5,689,399		147,800	5,837,199
Petro-Canada Limitée		39,841	347,000	386,841
Société du port de Québec	11,236		3,294	14,530
Société du port du Prince Rupert	14,276		937	15,213
Monnaie royale canadienne	555,728		28,770	584,498
Société du port de Saint John	11,939		1,618	13,557
Société du port de St John's	3,293		388	3,681
Téléglobe Canada	38			38
Société du port de Vancouver	59,199		10,185	69,384
Total-Compétitifs, autonomes	*13,578,431*	*188,341*	*1,296,714*	*15,063,486*
Banque du Canada			*2,615,177*	*2,615,177*
Crédit et assurance				
Société d'assurance dépôts du Canada	283,233		3,269	286,502
Société canadienne d'hypothèques et de logement	744,895		59,220	804,115
Programmes d'assurance	210,619		79,820	290,439
Société pour l'expansion des exportations	633,740		1,042	634,782
Société du crédit agricole	426,242			426,242
Banque fédérale de développement	386,100	15,026		401,126
Total-Crédit et assurance	*2,684,829*	*15,026*	*143,351*	*2,843,206*
Marketing				
Corporation commerciale canadienne	704,353	14,917		719,270
Commission canadienne du lait				
Opération de commercialisation	342,720		16,567	359,287
Office canadien du poisson salé	35,005		800	35,805
Commission canadienne du blé	4,129,667	29,187		4,158,854
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	52,067			52,067
Total-Marketing	*5,263,812*	*44,104*	*17,367*	*5,325,283*
Autres				
Administration de pilotage de l'Atlantique	7,290		10	7,300
Société de développement du Cap-Breton	201,857		5,044	206,901
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	8,190			8,190
Administration de pilotage des Laurentides	28,242	2,012		30,254
Administration de pilotage du Pacifique, L'	30,348			30,348
Administration de la voie maritime du St-Laurent	69,558		5,611	75,169
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	2,500			2,500
Total-Autres	*347,985*	*2,012*	*10,665*	*360,662*
Total-Entreprises	21,875,057	249,483	4,083,274	26,207,814

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

(1) Cette colonne enregistre seulement le montant reçu ou à recevoir du gouvernement fédéral à titre d'aide financière, lequel a été crédité aux opérations. Un montant supplémentaire de $107,285 est inclus dans "Transactions dans l'avoir avec le gouvernement" représentant des crédits reçus par les sociétés pour dépenses en capital et pour les opérations. Les revenus "Autres" comprennent les montants qui découlent de la vente de biens et services, de revenu de placement ainsi que des subventions versées aux sociétés admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires. L'aide financière globale comptabilisée par les sociétés au cours de l'exercice ne correspond pas aux montants déclarés dans le tableau 6.11 en raison des différentes conventions comptables et d'éléments en transit.

Dépenses								
Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés d'État	Total	Bénéfice net/ perte nette(–)	Ajustement	Quote-part du gouvernement dans le bénéfice net/ perte nette(–)	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	Avoir/ déficit net(–) au début	Avoir/ déficit net(–) à la fin
86,126		86,126	–30,354		–30,354	–166,036	–173,607	–369,997
70,877	24,870	95,747	16,523		16,523	129,881		146,404
51,188	3,578	54,766	161		161	11,867		12,028
20,806	–6,732	14,074	1,958		1,958	–17,078	113,087	97,967
3,326,023	444,842	3,770,865	14,342		14,342	–59,520	1,490,096	1,444,918
3,893,863	208,847	4,102,710	–66,476		–66,476	–1,547	3,546,399	3,478,376
10,930	1,167	12,097	3,420		3,420	–3,699	62,704	62,425
47,303	4,784	52,087	10,499		10,499	–27,345	209,428	192,582
5,144,100	608,952	5,753,052	84,147	–187,031	–102,884	–149,000	2,781,825	2,529,941
282,841		282,841	104,000	–187,000	–83,000	83,000		
13,290	804	14,094	436		436	–11,410	67,560	56,586
12,253	1,769	14,022	1,191		1,191	–248	42,526	43,469
550,633	22,567	573,200	11,298		11,298	–2,300	58,183	67,181
10,547	2,433	12,980	577	207	784	–4,910	50,159	46,033
2,279	640	2,919	762		762	–24	12,891	13,629
48	–4	44	–6		–6		294	288
35,706	2,944	38,650	30,734		30,734	–44,449	286,141	272,426
13,558,813	*1,321,461*	*14,880,274*	*183,212*	*–373,824*	*–190,612*	*–262,818*	*8,547,686*	*8,094,256*
206,700		*206,700*	*2,408,477*		*2,408,477*	*–2,408,477*	*30,000*	*30,000*
–75,553	153,027	77,474	209,028		209,028		–887,843	–678,815
219,129	577,357	796,486	7,629		7,629	–7,629	50,000	50,000
108,209	77,380	185,589	104,850		104,850		100,164	205,014
637,616	–10,533	627,083	7,699		7,699	16,200	781,481	805,380
175,174	230,624	405,798	20,444		20,444	200,000	–73,880	146,564
399,196	–734	398,462	2,664		2,664		365,376	368,040
1,463,771	*1,027,121*	*2,490,892*	*352,314*		*352,314*	*208,571*	*335,298*	*896,183*
704,022	8,561	712,583	6,687		6,687	–1,430	40,052	45,309
340,375	18,912	359,287						
36,690	4,993	41,683	–5,878		–5,878	15,000	–34,688	–25,566
4,158,854		4,158,854						
49,981	2,086	52,067						
5,289,922	*34,552*	*5,324,474*	*809*		*809*	*13,570*	*5,364*	*19,743*
7,615	20	7,635	–335		–335	200	791	656
272,818		272,818	–65,917	–52,628	–118,545	31,910	429,146	342,511
9,844		9,844	–1,654		–1,654		–1,566	–3,220
31,244		31,244	–990		–990	36	–1,631	–2,585
30,192		30,192	156		156		1,987	2,143
79,275	3,293	82,568	–7,399		–7,399	–10	573,678	566,269
1,835	665	2,500					8	8
432,823	*3,978*	*436,801*	*–76,139*	*–52,628*	*–128,767*	*32,136*	*1,002,413*	*905,782*
20,952,029	2,387,112	23,339,141	2,868,673	–426,452	2,442,221	–2,417,018	9,920,761	9,945,964

Emprunts effectués par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État

Le tableau 6.7 résume les opérations d'emprunt par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État pour le compte de Sa Majesté. Ces renseignements sont publiés pour répondre aux exigences de l'article 49 de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) qui stipule qu'"Un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les Comptes publics". Les emprunts proviennent d'autres sources que le gouvernement. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Au 31 mars 1991, une provision pour emprunts à être probablement remboursés par le gouvernement a été établie au montant de $3,550 millions.

Les emprunts par les sociétés "entreprises" non mandataires de l'État ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté. Le tableau 6.8 fournit des renseignements sur les emprunts de ces sociétés.

TABLEAU 6.7

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS "ENTREPRISES" MANDATAIRES DE L'ÉTAT

(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1990	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1991
Corporation de développement des investissements du Canada	566,320	45,386		611,706
Société canadienne des postes		55,000		55,000
Commission canadienne du blé	4,354,413	21,153,816	19,058,936	6,449,293
Société pour l'expansion des exportations	5,802,119	70,670,443	70,788,007	5,684,555
Société du crédit agricole	1,215,613	585,196	672,418	1,128,391
Banque fédérale de développement	2,299,374	2,767,349	2,795,860	2,270,863
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		690	23	667
Petro-Canada Limitée	2,450,354	4,743,998	5,537,980	1,656,372
Société du port de Saint John	19,696			19,696
Société du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	8			8
Téléglobe Canada[4]				
Total	16,707,897	100,021,878	98,853,224	17,876,551
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement	–3,550,000			–3,550,000
Emprunts à être probablement remboursés par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État déclarés à l'état de l'actif et du passif	13,157,897	100,021,878	98,853,224	14,326,551

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

Emprunts effectués par les sociétés d'État "entreprises"

Le tableau 6.8 résume les opérations d'emprunt par les sociétés "entreprises" mandataires et non mandataires de l'État. Les emprunts des sociétés non mandataires de l'État ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 6.8

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"
(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1990	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1991
Emprunts effectués par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État	16,707,897	100,021,878	98,853,224	17,876,551
Emprunts effectués par les sociétés "entreprises" non mandataires de l'État				
Administration de pilotage de l'Atlantique	102	93		195
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	1,715,777	233,578	88,082	1,861,273
Administration de pilotage des Laurentides	1,459		92	1,367
Nordion International Inc.	768		262	506
Petro-Canada		1,085,838	367,613	718,225
Theratronics International Limitée		1,553		1,553
	1,718,106	1,321,062	456,049	2,583,119
Total	18,426,003	101,342,940	99,309,273	20,459,670

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

Échéance et devises des emprunts des sociétés d'État "entreprises"

Le tableau 6.9 résume les échéances et devises des emprunts des sociétés "entreprises" mandataires et non mandataires de l'État, au 31 mars 1991.

TABLEAU 6.9

ÉCHÉANCE ET DEVISES DES EMPRUNTS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"
(en milliers de dollars)

Exercice d'échéance	Mandataires	Non mandataires	Total
1992	8,918,937	894,572	9,813,509
1993	3,860,294	77,492	3,937,786
1994	1,303,116	153,882	1,456,998
1995	682,667	332,868	1,015,535
1996	629,416	218,530	847,946
1997/2001	1,249,045	480,579	1,729,624
2002/2006	232,000	371,840	603,840
2007 et après	1,001,076	53,356	1,054,432
Total	17,876,551	2,583,119	20,459,670[1]

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

[1] Les emprunts se composent de $10,703,601 É-U, £ 2,024 , FS 226,672 , ¥ 225,375 , $23,172 Austl., 11,552 Lire Ital., 193,627 DM, 240,614 UDE et $8,833,033 can.

Passif éventuel des sociétés d'État "entreprises"

Le tableau 6.10 résume le passif éventuel des sociétés d'État "entreprises". Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

TABLEAU 6.10

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"
(en milliers de dollars)

	31 mars 1991
Sociétés "entreprises" mandataires de l'État	
Société canadienne d'hypothèques et de logement-- litige re: programme sur l'isolation	53,000
Sociétés canadienne des ports--divers litiges	3,459
Corporation commerciale canadienne--poursuite en dommage et intérêts re- contrats	8,676
Société pour l'expansion des exportations--garanties de prêts	56,039
Banque fédérale de développement--garanties de prêts	1,075
Société du port de Halifax--divers litiges	1,645
Société du port de Montréal--divers litiges	3,000
Société du port de Québec--divers litiges	6,000
Société du port de St-John's--divers litiges	364
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent--poursuite en dommages	88,000
Téléglobe Canada--garantie de prêts	23,882
	245,140
Sociétés "entreprises" non mandataires de l'État	
Administration de pilotage de l'Atlantique--divers litiges	855
Petro-Canada Inc.--garantie de prêt	229,000
	229,855
Total	474,995

Les notes complémentaires au tableau 6.5 font partie intégrante de ce tableau.

Aide financière aux sociétés d'État "entreprises" provenant de crédits budgétaires

Le tableau 6.11 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés "entreprises" mandataires et non mandataires de l'État. Ce tableau devrait être lu concurremment avec le tableau 6.6. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se répartissent en deux catégories: a) les sommes destinées à combler les dépenses d'exploitation et b) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvées par le Parlement.

TABLEAU 6.11

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES" PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
Sociétés "entreprises" mandataires de l'État			
Société canadienne des ports	20,008	20,008	
Société canadienne des postes[2]	203,593	203,593	
Corporation commerciale canadienne	14,917	14,917	
Commission canadienne du lait	3,642	3,642	
Commission canadienne du blé	29,187	29,187	
Société de développement du Cap-Breton	31,910	31,910	
Société pour l'expansion des exportations[3]	176,124	176,124	
Banque fédérale de développement	15,838	15,838	
Petro-Canada Limitée	43,000	43,000	
Administration de la voie maritime du St-Laurent	27,300	27,300	
	565,519	*565,519*	
Sociétés "entreprises" non mandataires de l'État			
Administration de pilotage de l'Atlantique	200	200	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	1,778	1,778	
Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée	1,444	1,444	
Administration de pilotage des Laurentides	2,131	2,131	
	5,553	*5,553*	
Total	571,072	571,072	

[1] Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés "entreprises" mandataires et non mandataires de l'État admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires.

[2] Comprend un montant de $55,093 pour les coûts reliés aux envois de livres, journaux et périodiques à caractère culturel.

[3] Paiement effectué en vertu de l'article 32 de la Loi sur l'expansion des exportations concernant les prêts de faveur (Compte du Canada).

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

À ce groupe sont consignés les prêts consentis aux provinces en vertu des lois de secours et d'autres lois.

Le tableau 6.12 offre un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts et d'avances consentis aux administrations provinciales et territoriales.

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
TERRE-NEUVE—				
Agence de promotion économique du Canada atlantique—				
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	24,802,598	3,179,647		21,622,951
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,661,214			3,661,214
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	71,232,000	38,751,289	3,375,000	35,855,711
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	4,382,583	215,494		4,167,089
Programme spécial des prêts sur le développement	6,700,000			6,700,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	6,912,782	19,676		6,893,106
	92,888,579	*38,986,459*	*3,375,000*	*57,277,120*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	839,762	48,177		791,585
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	68,748,300	2,542,474		66,205,826
	69,588,062	*2,590,651*		*66,997,411*
Total, Terre-Neuve	187,279,239	44,756,757	3,375,000	145,897,482
NOUVELLE-ÉCOSSE—				
Agence de promotion économique du Canada atlantique—				
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	15,433,379	1,968,456		13,464,923
Énergie, Mines et Ressources—				
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	2,401,920	40,724		2,361,196
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	802,371	234,993		567,378
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	57,724,000	76,626,000		-18,902,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	952,099	101,789		850,310
Programme spécial des prêts sur le développement	4,300,000			4,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	3,019,979	401,618		2,618,361
	66,798,449	*77,364,400*		*-10,565,951*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	3,288,662	201,609		3,087,053
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	33,666,864	2,275,849		31,391,015
	36,955,526	*2,477,458*		*34,478,068*
Total, Nouvelle-Écosse	121,589,274	81,851,038		39,738,236
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—				
Agence de promotion économique du Canada atlantique—				
Entente-cadre sur le plan de développement	10,466,927	404,734		10,062,193
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	117,973	21,735		96,238
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	9,798,000	7,445,000	414,000	2,767,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	591,655	33,569		558,086
Programme spécial des prêts sur le développement	70,915	34,340		36,575
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	800,903	39,381		761,522
	11,379,446	*7,574,025*	*414,000*	*4,219,421*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	18,766	1,534		17,232
Total, Île-du-Prince-Édouard	21,865,139	7,980,293	414,000	14,298,846

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
NOUVEAU-BRUNSWICK—				
Agence de promotion économique du Canada atlantique—				
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	29,838,692	3,029,458		26,809,234
Énergie, Mines et Ressources—				
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	4,546,189	76,784		4,469,405
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	5,469,554	658,177		4,811,377
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	31,853,830	31,853,830	28,796,000	28,796,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	4,971,960	2,471,438		2,500,522
Programme spécial des prêts sur le développement	5,375,000			5,375,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	9,069,091	122,419		8,946,672
	56,739,435	*35,105,864*	*28,796,000*	*50,429,571*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	675,604	47,756		627,848
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	33,795,530	2,176,075		31,619,455
	34,471,134	*2,223,831*		*32,247,303*
Total, Nouveau-Brunswick	125,595,450	40,435,937	28,796,000	113,955,513
QUÉBEC—				
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	61,300,779			61,300,779
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			62,008,000	62,008,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	37,284,355	2,368,246		34,916,109
Programme spécial des prêts sur le développement	70,300,000	12,000,000		58,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	91,314,928			91,314,928
	260,200,062	*14,368,246*	*62,008,000*	*307,839,816*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	89,541,083	2,968,838		86,572,245
Total, Québec	349,741,145	17,337,084	62,008,000	394,412,061
ONTARIO—				
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	5,732,289	997,189		4,735,100
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	7,718,716	1,163,395		6,555,321
Programme spécial des prêts sur le développement	702,589	219,590		482,999
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	21,857,705	2,726,976		19,130,729
Total, Ontario	36,011,299	5,107,150		30,904,149
MANITOBA—				
Agriculture—				
Centres de services agricoles	4,902,464	496,010		4,406,454
Énergie, Mines et Ressources—				
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	120,173,133	2,225,546		117,947,587
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	1,880,259	161,891		1,718,368
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			27,686,000	27,686,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,810,478	439,161		1,371,317
Programme spécial des prêts sur le développement	1,851,949	578,818		1,273,131
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,830,121	170,332		1,659,789
	7,372,807	*1,350,202*	*27,686,000*	*33,708,605*
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—				
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,022,231	253,864		1,768,367
Total, Manitoba	134,470,635	4,325,622	27,686,000	157,831,013

TABLEAU 6.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Fin*

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
SASKATCHEWAN—				
Agriculture—				
Centres de services agricoles	4,630,112	393,143		4,236,969
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	417,756	94,408		323,348
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			1,638,000	1,638,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	415,919	141,539		274,380
	833,675	*235,947*	*1,638,000*	*2,235,728*
Total, Saskatchewan	5,463,787	629,090	1,638,000	6,472,697
ALBERTA—				
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	1,505,019	449,543		1,055,476
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,125,341	484,550		1,640,791
Programme spécial des prêts sur le développement	4,000,000			4,000,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,441,917	424,939		2,016,978
	10,072,277	*1,359,032*		*8,713,245*
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—				
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	1,803,193	235,612		1,567,581
Total, Alberta	11,875,470	1,594,644		10,280,826
COLOMBIE-BRITANNIQUE—				
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	5,302,591	1,193,764		4,108,827
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,776,686	671,638		2,105,048
Programme spécial des prêts sur le développement	6,415,573	2,006,206		4,409,367
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	9,380,353	1,209,691		8,170,662
Total, Colombie-Britannique	23,875,203	5,081,299		18,793,904
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—				
Finances—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	9,996	2,288		7,708
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	174,964	17,212		157,752
	184,960	*19,500*		*165,460*
Affaires indiennes et Nord canadien—				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	194,538	43,737		150,801
Total, Territoires du Nord-Ouest	379,498	63,237		316,261
TERRITOIRE DU YUKON—				
Affaires indiennes et Nord canadien—				
Gouvernement du Territoire du Yukon	5,000,360	809,970		4,190,390
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	92,549			92,549
Total, Territoire du Yukon	5,092,909	809,970		4,282,939
Total	1,023,239,048	209,972,121	123,917,000	937,183,927

Accord sur les zones spéciales et les autoroutes

Des prêts ont été consentis pour financer des projets d'aménagement d'infrastructures communautaires et industrielles dans des zones spéciales, et pour aménager des autoroutes.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.768% à 10.164% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période 19 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 31 mars 2009.

Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.51% à 7.44% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 10 à 20 ans, soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 30 octobre 1992 et le 30 novembre 1994.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Ces montants représentent des paiements en trop au titre des droits de péréquation des provinces en vertu des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, et d'autres textes législatifs. Ces trop-payés sont non productifs d'intérêts et sont recouvrés dans l'exercice subséquent.

Office du développement municipal et des prêts aux municipalités

Des prêts ont été consentis aux provinces et municipalités, afin d'élargir ou d'accélérer les programmes d'immobilisations des municipalités.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.25% à 5.625% par année, et sont remboursables en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 31 mars 2016.

Programme spécial des prêts sur le développement

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.2% à 9.64% par année, et sont remboursables soit en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 10 à 20 ans, soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1991 et le 30 mars 1993.

Fonds d'investissement pour les projets d'hiver

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.2% à 9.64% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 5 à 20 ans, soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 31 mars 1992 et le 28 février 1999.

Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis pour financer certains travaux d'aménagement d'eau reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.5% à 8.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 8 à 15 ans à diverses dates d'anniversaires d'amortissement, avec des remboursements finals entre le 31 juillet 1999 et le 1er avril 2006.

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis aux provinces de l'Atlantique, dans le but d'aider à la production d'énergie électrique dans les provinces, au moyen de générateurs à vapeur, ainsi qu'au contrôle et à la transmission de l'énergie électrique.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 1 à 23 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2014.

Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité

Des prêts ont été consentis pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, en vertu d'ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L20 d'Énergie, Mines et Ressources, des Lois de crédits n^{o} 1 et n^{o} 2 pour 1990-91.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 10% par année, et sont remboursables en versements annuels sur des périodes de 29 à 31 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2011.

Entente-cadre sur le plan de développement

Des prêts ont été consentis à la province de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'aider au financement de la réalisation d'un plan cadre d'aménagement coordonné de la province, en vertu d'un accord avec la province dont le territoire a été désigné "région spéciale de développement rural".

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, et sont remboursables en versements égaux dus à diverses dates d'anniversaires, avec des versements finals par le 31 mars 2005.

Centres de services agricoles

Des prêts ont été consentis pour aider les autorités provinciales et municipales à construire et à agrandir les services d'approvisionnement de l'eau et les installations pour l'enlèvement des ordures dans les principaux centres de services agricoles, essentiels à l'équilibre rural et à l'aménagement urbain dans la zone agricole de la région des Prairies.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.747% à 14.129% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2004.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Des prêts ont été consentis au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest aux fins suivantes:

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	93,537	14,017		79,520
Habitations à bas prix	101,001	29,720		71,281
	194,538	43,737		150,801

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.375% à 8.875% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 20 à 25 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 27 août 1996.

Gouvernement du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis au gouvernement du Territoire du Yukon aux fins suivantes:

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	57,129	14,328		42,801
Habitations à bas prix	236,077	50,017		186,060
Dépenses en capital . .	669,772	63,373		606,399
Tiers—Travaux d'immobilisations	4,037,382	682,252		3,355,130
	5,000,360	809,970		4,190,390

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.375% à 12.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 10 à 35 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 24 novembre 2003.

Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis pour l'établissement ou l'expansion de petites entreprises dans le Territoire du Yukon.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $5,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 12% par année, et étaient remboursables en versements annuels sur une période de 10 ans, avec le versement final le 1er avril 1988. Au 31 mars 1991, les prêts n'ont pas été entièrement remboursés.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les prêts aux gouvernements étrangers comportent principalement le prêt au gouvernement britannique en vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, l'aide au développement international aux pays en voie de développement, et les prêts pour l'expansion du commerce d'exportation (administrés par la Société pour l'expansion des exportations).

Le tableau 6.13 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les prêts et avances consentis aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement.

TABLEAU 6.13

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Chine—Finances	49,426,118			49,426,118
Jamaïque—Finances	25,000,000			25,000,000
Royaume-Uni—				
Finances—				
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	369,081,439	30,328,626		338,752,813
Principal reporté	94,990,863			94,990,863
	464,072,302	*30,328,626*		*433,743,676*
Pays en voie de développement—				
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—				
Aide au développement international	2,368,889,679	60,294,417	415,441	2,309,010,703
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	587,716,717	196,169,791	266,823,281	658,370,207
Défense nationale—				
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables	173,939	503,923	565,661	235,677
Total	3,495,278,755	287,296,757	267,804,383	3,475,786,381

Chine

Un prêt accordé à la Chine a été autorisé en vertu de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Jamaïque

Un prêt a été consenti au gouvernement de la Jamaïque, afin de fournir une aide économique.

L'accord de prêt a été redressé par suite des accords modifiant l'horaire des paiements suivants:

a) l'accord modifiant l'horaire des paiements en date du 18 octobre 1985, prévoyait que soit reporté le remboursement du principal s'élevant à $5,000,000, exigible le 9 août 1985;

b) l'accord modifiant l'horaire des paiements en date du 4 juin 1987, prévoyait que soient reportés les remboursements du principal s'élevant à $10,000,000, exigibles le 9 août 1986 et le 9 août 1987; et,

c) l'accord modifiant l'horaire des paiements en date du 25 juillet 1989, prévoyait que soient reportés les remboursements du principal s'élevant à $10,000,000 exigibles le 9 août 1988 et le 9 août 1989.

Royaume-Uni

Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni

En vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, le gouvernement du Canada a accordé un crédit de $1,250,000,000 au gouvernement britannique, afin de faciliter l'achat, par le Royaume-Uni, de biens et services au Canada et à permettre au gouvernement britannique de combler les déficits transitoires d'après-guerre dans le solde de ses paiements, à maintenir des réserves suffisantes d'or et de dollars, et à assumer les obligations du commerce multilatéral. Le crédit accordé jusqu'au 31 décembre 1951 devait être remboursé en 50 versements annuels commençant à cette même date, avec intérêt au taux de 2% par année, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Principal reporté

Une modification apportée à l'accord en 1957 prévoit le report des intérêts quant à l'année 1956, et de sept versements en capital et d'intérêts après le 31 décembre 1956, moyennant certaines conditions. Les intérêts pour 1956, ainsi que les intérêts et le capital pour 1957, 1964, 1965, 1968 et 1976, ont été reportés. L'échéance des sommes reportées doit commencer le 31 décembre 2001, et continuer jusqu'au 31 décembre 2006.

Pays en voie de développement—Aide au développement international

Une aide sous forme de prêts a été accordée aux pays en voie de développement aux fins d'aide au développement international. Depuis le 1er avril 1986, les prêts aux termes des accords de prêts négociés et en vigueur au 31 mars 1986 étaient consentis en vertu de diverses autorisations budgétaires (y compris les crédits 35 et 35b des Affaires extérieures, des Lois de crédits n°1, n° 2 et n° 3 pour 1990-91). Antérieurement, tous les prêts aux pays en voie de développement étaient payés en vertu d'une autorisation non budgétaire.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis aux pays en voie de développement, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture pour les prêts consentis aux pays individuels renferme, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires à tous les pays est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 6.13 comme aide au développement international aux pays en voie de développement.

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
a) durée de 20 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 5% par année, avec les remboursements finals entre septembre 2000 et mars 2001:				
Jamaïque	4,499,073			4,499,073
Turquie	20,979,255	2,063,913		18,915,342
	25,478,328	*2,063,913*		*23,414,415*
b) durée de 30 ans, délai de grâce de 7 ans, portant intérêt au taux de 3% par année, avec les remboursements finals entre septembre 1996 et janvier 2012:				
Barbade	15,540,524			15,540,524
Brésil	10,893,340	550,899		10,342,441
Chili	1,554,396	182,869		1,371,527
Colombie	15,529,728	934,753		14,594,975
Cuba	9,547,012			9,547,012
République dominicaine	2,200,001			2,200,001
Égypte	47,826,088			47,826,088
Jamaïque	32,665,520			32,665,520
Corée	325,839	43,445		282,394
Malaisie	8,792,419	714,427		8,077,992
Pérou	337,617			337,617
Salvador, El	7,851,317	201,316		7,650,001
Trinité	4,247,526		301,204	4,548,730
Turquie	6,414,131	428,261		5,985,870
	163,725,458	*3,055,970*	*301,204*	*160,970,692*
c) durée de 35 ans, délai de grâce de 5 ans, non productifs d'intérêts, avec les remboursements finals entre avril 2001 et novembre 2005:				
Salvador, El	2,358,974	257,918		2,101,056
d) durée de 40 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en mars 2007:				
Thaïlande	561,654	16,667		544,987

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
e) durée de 50 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêts, avec les remboursements finals entre mars 2015 et septembre 2035:				
Algérie	14,771,974	684,541		14,087,433
Antigua	5,100,001			5,100,001
Argentine	513,333	18,666		494,667
Barbade	7,917,779			7,917,779
Belize	10,781,116	152,035		10,629,081
Bolivie	1,356,642	42,395		1,314,247
Brésil	616,966	20,888		596,078
Birmanie	8,306,202			8,306,202
Chili	2,764,356	98,060		2,666,296
Colombie	17,524,784	564,626		16,960,158
Costa Rica	23,118,847			23,118,847
Dominique	1,637,913			1,637,913
République dominicaine	8,070,455	182,847		7,887,608
Équateur	9,683,731	304,929		9,378,802
Égypte	57,599,945			57,599,945
Grenade	743,750			743,750
Guatemala	3,787,623			3,787,623
Guyane	37,205,028			37,205,028
Honduras	33,015,261			33,015,261
Inde	680,413,050	20,477,683		659,935,367
Indonésie	267,994,567	4,213,458		263,781,109
Jamaïque	56,213,535			56,213,535
Malaisie	2,403,470	9,907		2,393,563
Malte	862,490	25,000		837,490
Mexique	76,212	2,771		73,441
Montserrat	623,457			623,457
Maroc	14,691,199			14,691,199
Nicaragua	18,357,040			18,357,040
Pakistan	577,267,310	18,543,018		558,724,292
Paraguay	539,896	19,996		519,900
Pérou	22,529,872			22,529,872
Philippines	3,837,789			3,837,789
Salvador, El	1,170,010	45,010		1,125,000
Sainte-Lucie	452,649			452,649
Saint-Vincent	982,000			982,000
Sri Lanka	160,556,871	3,925,399		156,631,472
Thaïlande	32,875,740	610,692		32,265,048
Trinité	2,976,065		114,237	3,090,302
Tunisie	113,888,803	3,090,391		110,798,412
	2,203,227,731	*53,032,312*	*114,237*	*2,150,309,656*
f) durée de 53 ans, délai de grâce de 13 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en septembre 2025:				
Algérie	42,333,105	1,867,637		40,465,468
g) durée de 55 ans, délai de grâce de 15 ans, non productifs d'intérêts, avec le remboursement final en septembre 2036:				
Égypte	9,243,531			9,243,531
	2,446,928,781	60,294,417	415,441	2,387,049,805
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	78,039,102			78,039,102
	2,368,889,679	60,294,417	415,441	2,309,010,703

Note: un délai de grâce signifie l'intervalle qui existe entre la date d'émission du prêt et le premier remboursement du principal.

Une aide similaire a été accordée aux pays en voie de développement sous forme de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales. Ils sont présentés plus loin dans cette section sous la rubrique "Organismes internationaux".

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts à des clients étrangers, où la dette serait pour un montant ou une durée de prêt supérieurs à ceux qu'assume normalement la Société. De tels prêts sont financés directement par des versements sur le Trésor et sont administrés par la Société pour le compte du gouvernement du Canada.

Depuis le 1er avril 1987, certains prêts accordés pour l'expansion du commerce d'exportation sont consentis en vertu d'une autorisation budgétaire.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis aux gouvernements étrangers, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture pour les prêts consentis aux gouvernements étrangers renferme, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 6.13.

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
a) durée de 1 à 5 ans, portant intérêt au taux de 9.375% par année, avec le remboursement final en juillet 1986:				
Pérou	1,036,324			1,036,324
b) durée de 6 à 10 ans, portant intérêt à des taux de 7.4% à 11.125% par année, avec les remboursements finals entre mars 1993 et février 2002:				
Chili	3,343,485	423,117		2,920,368
Équateur	13,840,348	804,417	1,911,200	14,947,131
Éthiopie	8,822,444	1,461,480	41,651	7,402,615
Ghâna	4,740,810	1,649,680	60,651	3,151,781
Ruanda		1,874	836,277	834,403
Turquie	35,198,127	11,639,003		23,559,124
	65,945,214	*15,979,571*	*2,849,779*	*52,815,422*
c) durée de 11 à 15 ans, portant intérêt à des taux de 0% à 14.5% par année, avec les remboursements finals entre juin 1996 et juin 2011:				
Argentine	129,450,000			129,450,000
Corée	123,419,712	16,666,667		106,753,045
Thaïlande	35,971,887	269,803	380,082	36,082,166
Turquie	258	3		255
Zambie	8,681,277			8,681,277
	297,523,134	*16,936,473*	*380,082*	*280,966,743*
d) durée de 16 à 20 ans, portant intérêt à des taux de 3.5% à 11.25% (taux fixe) par année, avec les remboursements finals entre juin 1980 et mai 2015:				
Brésil	13,458,162	270,556		13,187,606
Indonésie	5,703,280	78,044	4,339,388	9,964,624
Madagascar	18,887,425	176,015		18,711,410
Pologne	67,704,881	722,762		66,982,119
Soudan	7,601,750	76,700		7,525,050
Tanzanie	32,560,394	328,527		32,231,867
	145,915,892	*1,652,604*	*4,339,388*	*148,602,676*
e) durée de 21 à 25 ans, portant intérêt à des taux de 3% à 7.225% (libor) par année, avec les remboursements finals entre mars 2008 et avril 2018:				
Algérie	7,663,817		4,682,682	12,346,499
Mexique	32,809,196	326,690		32,482,506
	40,473,013	*326,690*	*4,682,682*	*44,829,005*
f) durée de 26 à 30 ans, portant intérêt à des taux de 0.5% (taux fixe) à 7.8% (libor) par année, avec le remboursement final en juin 2014:				
Congo	3,352,255	33,824		3,318,431
g) durée de 31 à 55 ans, portant intérêt à des taux de 0% à 11.75% par année, avec les remboursements finals entre décembre 2033 et février 2044:				
Cameroun	13,876,150		3,401,127	17,277,277
Chine	25,899,992		79,197,236	105,097,228
Égypte	16,601,248	158,861	23,500,789	39,943,176
Inde	18,661,533	262,100	20,245,204	38,644,637
Jamaïque	33,200,551	1,813,299	45,953,629	77,340,881
Kenya	175,057	1,766		173,291
Maroc	91,322,878	1,133,244	81,866,276	172,055,910
Pakistan	5,574,301	56,357	407,089	5,925,033
	205,311,710	*3,425,627*	*254,571,350*	*456,457,433*
	759,557,542	38,354,789	266,823,281	988,026,034
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	171,840,825	157,815,002		329,655,827
	587,716,717	196,169,791	266,823,281	658,370,207

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $35,181,613, un redressement dû à la réévaluation de $3,173,176 à l'égard de prêts s'élevant à $477,006,212 É-U et $12,354,327 UDE (Unités de devises européennes), tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts et des cautionnements de $266,823,281.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables

L'article VIII de l'Entente sur l'État des Forces de l'OTAN signée le 4 avril 1949, dans sa forme modifiée, porte sur les réclamations pour dommages à des tiers résultant d'accidents mettant en cause un membre d'une armée en visite au Canada. On impute à ce compte le montant des réclamations à recevoir des autres nations pour dommages occasionnés au Canada, et l'on y crédite les recouvrements.

Les avances sont non productives d'intérêts et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

ORGANISMES INTERNATIONAUX

À ce groupe sont consignées les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (i.e. Banque mondiale), de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale. Il comprend également des prêts et des avances à d'autres organismes internationaux.

Des souscriptions en capital sont effectuées en partie par la délivrance d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables. Les sommes avancées ou prêtées varient selon les besoins des organismes intéressés, et les modalités des accords.

Les effets non productifs d'intérêts émis par le Canada à ces organismes sont portés en déduction des souscriptions, prêts et avances pour faire voir la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces organismes internationaux. Dans le cadre des dotations en capital accordées par le Canada à ces organismes, ces effets, payables à vue, représentent la partie non encore encaissée par les organismes intéressés. Ces organismes encaissent les effets selon leurs besoins financiers.

Depuis le 1er avril 1986, les encaissements sous forme d'effets, et les souscriptions/prêts en espèces aux institutions financières internationales sont maintenant effectués en vertu d'une autorisation budgétaire. Cependant, les souscriptions/prêts effectués par la délivrance d'effets à vue, non productifs d'intérêts continuent d'être accordés en vertu d'une autorisation non budgétaire.

Le tableau 6.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les souscriptions, prêts et avances aux organismes internationaux. Le solde de clôture pour les prêts/souscriptions consentis aux institutions financières internationales renferme, s'il y a lieu, le total des prêts/souscriptions effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires à toutes les institutions financières internationales est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant total rapporté dans le tableau 6.1 comme organismes internationaux (net). De plus, le tableau 6.15 divulgue des renseignements supplémentaires concernant les souscriptions au capital des institutions internationales de développement, ainsi que les engagements futurs et le passif éventuel rattaché à l'aide au développement international tel que divulgué dans la note 9 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

TABLEAU 6.14

ORGANISMES INTERNATIONAUX

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Souscriptions du Canada au capital de—				
Banque africaine de développement	76,326,850	160,107	5,846,431	82,013,174
Moins: effets à payer	196,080	5,846,431	5,849,471	193,040
	76,130,770	*6,006,538*	*11,695,902*	*81,820,134*
Banque asiatique de développement	159,361,491	509,907		158,851,584
Moins: effets à payer	11,311,129		3,770,377	7,540,752
	148,050,362	*509,907*	*3,770,377*	*151,310,832*
Banque de développement des Caraïbes	12,373,408	112,812	965,161	13,225,757
Moins: effets à payer	477,320	482,581		959,901
	11,896,088	*595,393*	*965,161*	*12,265,856*
Banque interaméricaine de développement	143,553,873	1,538,903	8,469,977	150,484,947
Moins: effets à payer	14,235,054	8,469,977	4,565,963	18,139,068
	129,318,819	*10,008,880*	*13,035,940*	*132,345,879*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)	312,715,754	817,929	18,255,955	330,153,780
Association internationale de développement[1]	3,255,248,061		276,090,000	3,531,338,061
Moins: effets à payer	760,712,700	276,090,000	152,010,000	884,792,700
	2,494,535,361	*276,090,000*	*428,100,000*	*2,646,545,361*

TABLEAU 6.14

ORGANISMES INTERNATIONAUX—*Fin*

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Société financière internationale	53,768,932	542,517		53,226,415
Agence multilatérale de garantie des investissements	7,503,816	75,712		7,428,104
Moins: effets à payer	3,751,908		37,856	3,714,052
	3,751,908	*75,712*	*37,856*	*3,714,052*
	3,230,167,994	*294,646,876*	*475,861,191*	*3,411,382,309*
Institutions financières internationales[1]	2,155,651,919	3,755,800	231,698,365	2,383,594,484
Moins: effets à payer	1,091,214,077	229,500,001	159,144,829	1,161,569,249
	1,064,437,842	*233,255,801*	*390,843,194*	*1,222,025,235*
Fonds commun des denrées	1,604,954		1,302,917	2,907,871
Conseil international de l'étain	4,292,614		204,835	4,497,449
Fonds monétaire international—				
Facilité d'ajustement structurel renforcée	48,294,303	15,322,458	25,801,600	58,773,445
Associations et organismes internationaux—				
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	15,676			15,676
Conseil de coopération douanière	6,309			6,309
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	854,605			854,605
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	14,508			14,508
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime	1,617			1,617
Agence internationale de l'énergie atomique	65,656		143,321	208,977
Organisation de l'aviation civile internationale	71,419		6,669	78,088
Organisation internationale du travail	68,666			68,666
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	58,927			58,927
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	683,459			683,459
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	362,976		10,598	373,574
Organisations des Nations Unies	3,582,214			3,582,214
Organisation mondiale de la santé	163,357			163,357
	5,949,389		*160,588*	*6,109,977*
Total	4,354,747,096	543,225,135	894,174,325	4,705,696,286
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	1,571,093,952	313,353,193		1,884,447,145
	2,783,653,144	856,578,328	894,174,325	2,821,249,141
Sommaire—				
Organismes internationaux	6,236,645,364	22,836,145	568,795,829	6,782,605,048
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire	1,571,093,952	313,353,193		1,884,447,145
	4,665,551,412	336,189,338	568,795,829	4,898,157,903
Moins: effets à payer	1,881,898,268	520,388,990	325,378,496	2,076,908,762
Total	2,783,653,144	856,578,328	894,174,325	2,821,249,141

[1] Les souscriptions à l'Association et les prêts aux institutions financières internationales sont utilisés dans le but de prêter des fonds aux pays en voie de développement à des taux favorables aux emprunteurs. De plus, tel que décrit antérieurement dans cette section sous la rubrique "Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement", une aide au développement international a été également fournie aux pays en voie de développement.

TABLEAU 6.15

AIDE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL— SOUSCRIPTIONS, PASSIF ÉVENTUEL ET ENGAGEMENTS

	Souscriptions d'actions		Actions versées achetées			Valeur estimative des actions rembour-sables[2]	Autres engage-ments	Passif éventuel	Autorisation parlementaire disponible pour emploi dans les exercices subséquents	
				Coût						
	Versées	Rembour-sables à vue	Nombre d'actions	Devises étrangères	Monnaie canadienne[1]				Nombre d'actions	Valeur estimative
				millions	$millions	$millions	$millions	$millions		$millions
Banque africaine de développement	4,200	12,600	4,200		59[3]	176[4]			12,600	181[5]
	2,100	31,500	1,680	$20É-U	23	352	6	88	31,920	463[5]
Banque asiatique de développement	8,740	36,403	8,740	$105É-U	122	508			36,403	508[5]
	2,370	45,030	2,370	24DTS	37	699				
Banque de développement des Caraïbes	1,585	5,355	1,585	$10É-U	11[6]	37			5,355	37[5]
	863	2,769	138	$1É-U	1	4	4	15	3,324	23[5]
Fond de développement des Caraïbes(Spécial)							5			
Prêts non déboursés aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement							425			
Banque interaméricaine de développement	9,982	115,220	9,982	$123É-U	145	1,609			63,692	890[5]
	2,400	93,556	600	$29É-U	33	327	25	960	93,356	1,332[5]
Fonds interaméricain de développement							10			
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)	[7]	[7]	[7]		330	4,683[8]	45[9]	1,457[9]		2,770[10]
Association internationale de développement	[11]	[11]	[11]		3,531[12]		592			[10]
Société financière internationale	45,976		45,976	$46É-U	53					[10]
Fonds monétaire international—Prêts							667[13]	1,385[13]		492[10]
Agence multilatérale de garantie des investissements	[14]	[14]	[14]	$6É-U	7	30[15]				4[10]
Banque européenne pour la reconstruction et le développement							138	321		

[1] Les devises étrangères ont été converties en dollars canadiens en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1991 ($1É-U = $1.1577 can; 1DTS = $1.5523 can).

[2] Les engagements envers les institutions nécessiteront des paiements futurs de maintien de la valeur.
Conformément aux Statuts de la Banque mondiale, les pays sont tenus de maintenir la valeur de certaines portions de leurs souscriptions et de leurs contributions au capital versé. La Banque mondiale n'a pas eu d'étalon de valeur utile depuis 1978 alors que le lien officiel qui existait entre le dollar américain et l'or a cessé.
La Banque mondiale a convenu de ne pas exiger le paiement de ces rajustements en attendant l'établissement d'un nouvel étalon de valeur. Le maintien de la valeur n'existe pas en ce qui concerne les contributions à l'Association internationale de développement. En octobre 1986, le Conseil d'administration a convenu d'utiliser les DTS de 1974 comme étalon de valeur. Le "DTS de 1974" est un montant fixe en dollars américains équivalent à la valeur du DTS en 1974 ($1.20635 É-U = 1 DTS). Les paiements de maintien de la valeur ont été repris le 1er juillet 1987. Il est attendu que les autres institutions en suivront l'exemple.

[3] L'équivalent en monnaie canadienne de 42,000,000 unités de compte. Une unité = $1.20635 É-U = $1.1556 can au mois de mai 1979.

[4] L'équivalent en monnaie canadienne de 126,000,000 unités de compte. Une unité = $1.20635 É-U = $1.1556 can au mois de mai 1979.

[5] Ces montants sont présentés comme des autorisations non budgétaires qui ne s'annulent pas dans la section ministérielle des Affaires extérieures du volume II, partie I (section 2).

[6] Ce montant ne renferme pas un paiement de maintien de la valeur de $1,192,625.

[7] La souscription du Canada s'élève à 35,892 actions. Les paiements sont appliqués à l'émission entière comme un pourcentage de chacune des actions.

[8] Le total de la souscription est évalué à $4,329,800,000 É-U. La valeur des actions remboursables est convertie à $1 É-U = $1.1577 can, ce qui représente environ 93.4% du total de la souscription.

[9] La souscrption du Canada va augmenter par un autre 10,752 actions, évaluées à $1.5 milliards can. De ce montant, $45 millions can seront achetées.

[10] Les autorisations pour souscriptions et paiements représentent des crédits budgétaires annuels figurant dans la section ministérielle des Finances du volume II, partie I (section 17).

[11] À l'exception des effets à payer dans le tableau 6.14, il n'existe aucune souscription d'effets en circulation. La comptabilité est fondée sur les valeurs du dollar plutôt que sur le nombre d'actions.

[12] Ce montant représente le total des notes émises. Un montant de $884,792,700 n'a pas encore été encaissé par l'AID.

[13] Le Canada a convenu de prêter des Droits de tirage spéciaux au montant de 300 millions à la Facilité d'ajustement structurel renforcée, et de subventionner le taux d'intérêt du prêt au moyen d'une subvention s'élevant à environ 165 millions de DTS, donc 32.45 millions de DTS ont été versés. De plus, une marge de crédit de 892.5 millions de DTS a été mise à la disposition du Fonds monétaire international.

[14] La souscription du Canada s'élève à 2,965 actions. Les paiements sont appliqués à l'émission entière comme un pourcentage de chacune des actions.

[15] Le total de la souscription est évalué à $32,081,000 É-U. La valeur des actions remboursables est convertie à $1 É-U = $1.1577 can, ce qui représente environ 80% du total de la souscription.

Banque africaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L45 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Banque asiatique de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque asiatique de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits.

Au cours de l'exercice, aucune souscription supplémentaire n'a été effectuée.

Banque de développement des Caraïbes

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque de développement des Caraïbes, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L46b des Affaires extérieures, de la Loi de crédits n° 3 pour 1990-91).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces et sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Banque interaméricaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque interaméricaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L45 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, et diverses lois de crédits (y compris le crédit L5 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces.

Association internationale de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Association internationale de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, et diverses lois de crédits (y compris le crédit L9 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91). Les souscriptions à l'Association, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, servent à prêter des fonds aux pays en voie de développement, aux fins de développement, à des taux très favorables à l'emprunteur (ne portent pas d'intérêt, d'une durée de 50 ans avec un délai de grâce de 10 ans).

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables.

Société financière internationale

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Société financière internationale, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, telles qu'autorisées en vertu de diverses lois de crédits.

Au cours de l'exercice, aucune souscription supplémentaire n'a été effectuée.

Agence multilatérale de garantie des investissements

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, telles qu'autorisées par la Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes.

Au cours de l'exercice, aucune souscription supplémentaire n'a été effectuée.

Institutions financières internationales

Ce compte inscrit les prêts à titre d'aide aux institutions financières internationales, tels qu'autorisés par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L40 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91).

Les soldes et opérations pour les prêts aux diverses institutions financières internationales sont comme suit:

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Banque africaine de développement	3,843,896	125,000		3,718,896
Fonds africain de développement	696,065,846	885,000	123,333,333	818,514,179
Moins: effets à payer	430,626,666	123,333,333	59,740,301	494,219,698
	265,439,180	*124,218,333*	*183,073,634*	*324,294,481*
Société de développement des Andes	4,250,046	124,990		4,125,056
Banque asiatique de développement (Spécial)	27,027,000			27,027,000
Fonds asiatique de développement	959,337,287		84,730,313	1,044,067,600
Moins: effets à payer	569,098,802	84,730,313	77,256,000	576,573,115
	390,238,485	*84,730,313*	*161,986,313*	*467,494,485*
Banque de développement des Caraïbes— Fonds de développement agricole	8,600,000			8,600,000
Banque de développement des Caraïbes— Régionale des Caraïbes du Commonwealth	4,678,000	47,200		4,630,800
Banque de développement des Caraïbes (Spécial)	67,341,325	148,090	4,980,637	72,173,872
Moins: effets à payer	21,948,631	4,980,638	7,202,687	19,726,582
	45,392,694	*5,128,728*	*12,183,324*	*52,447,290*
Banque centraméricaine d'intégration économique	2,103,779	76,500		2,027,279
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement	269,461,811	1,983,580	5,503,845	272,982,076
Moins: effets à payer	32,757,799	3,305,480	7,728,243	28,335,036
	236,704,012	*5,289,060*	*13,232,088*	*244,647,040*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	23,390,000	236,000		23,154,000
Fonds international pour le développement agricole	76,724,179		13,150,237	89,874,416
Moins: effets à payer	36,782,179	13,150,237	7,217,598	42,714,818
	39,942,000	*13,150,237*	*20,367,835*	*47,159,598*
Fonds monétaire international	12,828,750	129,440		12,699,310
	1,064,437,842	233,255,801	390,843,194	1,222,025,235

Fonds commun des denrées

Ce compte a été établi par le crédit L47b des Affaires extérieures, de la Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits, pour effectuer des paiements et émettre des garanties et des billets à ordre au cours de l'exercice et des exercices subséquents afin d'acheter des actions dans le premier compte du Fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le Fonds commun des denrées.

Lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne doivent pas dépasser $10,380,000 (É-U).

Conseil international de l'étain

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au Conseil international de l'étain, telles qu'autorisées par des lois antérieures portant affectation de crédits. Les souscriptions sont effectuées en vue de placement dans les stocks régulateurs prévus antérieurement et continués aux termes du sixième accord international sur l'étain.

Fonds monétaire international—Facilité d'ajustement structurel renforcée

Ce compte inscrit un prêt consenti au Fonds monétaire international afin de fournir une aide aux pays économiquement faibles et à faible revenu, telle qu'autorisée par la Loi modifiant la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes.

Au cours de l'exercice, les paiements et autres débits comprenaient un prêt en espèces.

Associations et organismes internationaux

Ces éléments représentent la valeur à l'origine des paiements effectués par le gouvernement du Canada aux fonds de roulement tenus par des organismes internationaux, desquels le Canada est membre. La participation dans le financement de ces fonds de roulement, fondée sur l'échelle des cotisations, est prescrite par les règlements financiers concernant l'éligibilité dans ces organismes. Les paiements aux fonds ne portent pas d'intérêt et n'ont pas de dates de remboursement prévues, mais sont comptabilisés par les organismes à titre de crédits provenant de nations membres. Les paiements effectués par le Canada ont été autorisés par des lois de crédits.

AVANCES À LA CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

Des avances ont été consenties en vertu des parties I et III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, pour l'achat de terres et améliorations permanentes, dégrèvements de biens-fonds, achat d'animaux de ferme et de matériel et protection des garanties. Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $605,000,000.

Une provision égale à 1/10 des prestations versées aux anciens combattants a été établie à chaque année, jusqu'en 1978-79 inclusivement. Depuis cette date, une prévision annuelle des exigences a été effectuée, et une provision est établie, au besoin. La provision requise est imputée aux dépenses budgétaires et est créditée au compte de provision pour prestations conditionnelles. Ce compte fait état des provisions nettes accumulées pour prestations aux anciens combattants sous forme de radiation de prêts autorisée par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ces prestations entrent en vigueur seulement lorsque les anciens combattants auront rempli certaines conditions. À la fin de 10 ans, les exigences ayant été satisfaites, la provision accumulée est imputée au compte de provision pour prestations conditionnelles, et est créditée au compte de prêts de l'ancien combattant.

Le tableau 6.16 résume les soldes et les opérations relativement aux avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

TABLEAU 6.16

CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	74,667,396	18,269,610	4,568,971	60,966,757
Moins: provision pour prestations conditionnelles	456,261		441,341	14,920
Total	74,211,135	18,269,610	5,010,312	60,951,837

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Les entreprises mixtes et en coparticipation sont des entités dont le capital-actions appartient conjointement au gouvernement et à d'autres gouvernements et/ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. Ce groupe a été établi afin de permettre l'enregistrement et/ou la déclaration des prêts, dotations en capital et avances du gouvernement à de telles entités. Des renseignements supplémentaires sur ces entités sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

En vertu de l'article 147 de la Loi sur la faillite, le surintendant des faillites a reçu des actions dans plusieurs sociétés, actions tenant lieu de prélèvements en espèces payables à l'État. L'objectif du gouvernement de partager la propriété de ces sociétés avec d'autres entités n'est pas dans le but d'encourager la réalisation d'objectifs communs d'exploitation.

Le tableau 6.17 présente un sommaire des soldes et des opérations relatifs aux divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés à des entreprises mixtes et en coparticipation.

TABLEAU 6.17

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Air Canada—Finances (Privatisation et affaires réglementaires)[1]				
Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Transports				
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources	57,804,000			57,804,000
Lower Churchill Development Corporation Limitée—Énergie, Mines et Ressources	14,750,000			14,750,000
National Sea Products Ltd—Finances (Privatisation et affaires réglementaires)—				
Capital-actions	59,540,000			59,540,000
Prêts	105,459	105,459		
	59,645,459	*105,459*		*59,540,000*
North Portage Development Corporation—Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc—Énergie, Mines et Ressources				
Société Inter-Port de Québec—Industrie, Sciences et Technologie	400			400
Télésat Canada—Communications	30,000,000			30,000,000
Total	162,199,859	105,459		162,094,400

[1] Ce compte est maintenant présenté au tableau 6.18.

Compagnie de navigation Canarctic Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, aux fins d'acheter, de vendre, louer et affréter des bateaux de toutes sortes, et faire tout ce qui est nécessaire dans ce commerce.

En 1977-78, 305,996 actions ordinaires de la Compagnie de navigation Canarctic Limitée, ayant une valeur totale de $305,996 et représentant 51% des actions ordinaires en circulation, ont été acquises et imputées aux dépenses budgétaires (crédit 10 des Transports—Dépenses de fonctionnement de la marine). Le solde des actions en circulation est détenu par la North Water Navigation Ltd.

Société coopérative de l'énergie

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, afin d'exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est d'explorer et de développer de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. La Société est une société de portefeuille dont les actionnaires sont les coopératives participantes et le gouvernement du Canada. La participation du gouvernement vise à regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut souscrire pour des actions et des débentures à participation de la Société, les acquérir et les détenir, au nom du gouvernement du Canada.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société, telles qu'autorisées par la Loi sur les coopératives de l'énergie, sont inscrites à ce compte.

Au 31 mars 1991, les dotations en capital du gouvernement se composaient de 578,040 actions de catégorie B ayant une valeur de $57,804,000.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent une propriété de 25% de la Société.

Lower Churchill Development Corporation Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Terre-Neuve, afin d'établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.

Ce compte comptabilise les dotations en capital du gouvernement dans la Société. Relativement à la participation canadienne, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill au Labrador, le gouvernement est autorisé à acheter environ 49% des actions de la Lower Churchill Development Corporation Limitée.

Le gouvernement a acquis 1,475 actions de catégorie A, soit 49% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation appartient à La Newfoundland and Labrador Hydro (un mandataire du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador).

National Sea Products Ltd

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse, aux fins de traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. La participation du gouvernement vise à restructurer la pêcherie de Nouvelle-Écosse.

Capital-actions

Conformément à la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, le gouvernement a acquis des actions dans la Société. Les avoirs détenus par le gouvernement se composent de 1,552,976 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,552,976 actions sans valeur au pair et sans droit de vote. Ceci représente 19.6% des actions en circulation.

Prêts

Des prêts ont été consentis à la National Sea Products Ltd, pour la construction d'une rallonge au quai de Burgeo, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts était de $240,000.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

North Portage Development Corporation

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés du Manitoba, afin de favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. La participation du gouvernement vise à favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 33.3% des actions en circulation. La Société appartient conjointement à la ville de Winnipeg, la province du Manitoba et le gouvernement du Canada.

Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de fournir une gestion de construction et de projets nucléaires. La participation du gouvernement vise à transférer cette activité de l'Énergie atomique du Canada, Limitée au secteur privé.

Le gouvernement a acquis 60 actions ordinaires sans valeur au pair.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 13.34% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation est détenu par quatre sociétés du secteur privé.

Société Inter-Port de Québec

La Société a été constituée par une loi spéciale du gouvernement du Québec, pour élaborer et mettre en œuvre des plans et des programmes pour un complexe industriel utilisant l'infrastructure du port de Québec et contribuant au développement de celle-ci.

Le gouvernement a acheté 400 actions ordinaires de la Société à $1 l'action. Ceci représente 40% des actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement du Québec.

Télésat Canada

La Société a été constituée par la Loi relative à Télésat Canada, afin d'établir un réseau national de communications par satellites qui serait utilisé à plusieurs fins.

Le gouvernement a acheté 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale de la Société à $10 l'action, pour $30,000,000. Ces dotations en capital représentent 49.99% des actions ordinaires en circulation.

DIVERS

Ce groupe enregistre les prêts, dotations en capital et avances qui ne sont pas classés ailleurs.

Le tableau 6.18 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 6.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Prêts et avances comptables—				
Affaires extérieures—				
Missions à l'étranger	8,776,286	710,329,753	712,492,591	10,939,124
Employés affectés à l'étranger	11,537,920	11,769,839	10,219,564	9,987,645
	20,314,206	*722,099,592*	*722,712,155*	*20,926,769*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Employés affectés au Canada	1,563	1,563		
Défense nationale—				
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés	34,781,589	666,349,127	666,217,823	34,650,285
Approvisionnements et Services—				
Diverses avances comptables	8,191,123	7,972,881	7,963,383	8,181,625
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes	6,451,398	784,260	1,904,390	7,571,528
	14,642,521	*8,757,141*	*9,867,773*	*15,753,153*
Total des prêts et avances comptables	69,739,879	1,397,207,423	1,398,797,751	71,330,207
Autres divers—				
Agriculture—				
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	18,332,963	713,118		17,619,845
Agence de promotion économique du Canada atlantique—				
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton	3,740,816			3,740,816
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	6,638,627	934,722		5,703,905
	10,379,443	*934,722*		*9,444,721*
Communications—				
Biens culturels	8,456	2,727		5,729
Emploi et Immigration—				
Prêt d'aide et de transport[1]	89,065,564	20,915,743	13,468,153	81,617,974
Énergie, Mines et Ressources—				
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	9,955,310	818,302		9,137,008
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale	35,892,245		142,063,477	177,955,722
	45,847,555	*818,302*	*142,063,477*	*187,092,730*
Affaires extérieures—				
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	73,910,594	29,034,485	8,862,596	53,738,705
Finances—				
Air Canada[2]	104,534,136	27,260,691		77,273,445
Banque Commerciale du Canada	72,936,360	6,125,694		66,810,666
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	179,859	18,595		161,264
Administration du pont du port de Saint John	13,955,083	156,611	17,895,944	31,694,416
Town of Oromocto Development Corporation	30,428	14,838		15,590
	191,635,866	*33,576,429*	*17,895,944*	*175,955,381*

TABLEAU 6.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—*Fin*

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Pêches et Océans—				
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	263,159	74,845		188,314
Entreprises de traitement de poissons de fond	85,725			85,725
Pêcheurs d'aiglefin	1,353,044			1,353,044
	1,701,928	*74,845*		*1,627,083*
Affaires indiennes et Nord canadien—				
Conseil des Indiens du Yukon	9,346,438		1,242,958	10,589,396
Fonds de prêts aux Esquimaux	2,529,097	201,722		2,327,375
Fonds du développement économique des Indiens	26,442,982	3,322,326	463,659	23,584,315
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens	1,409,373	266,976		1,142,397
Société Inuvialuit régionale	80,543,000		1,569,000	82,112,000
Revendicateurs autochtones	147,112,609	429,879	23,999,995	170,682,725
Yukon Energy Corporation	52,050,000	1,400,000		50,650,000
	319,433,499	*5,620,903*	*27,275,612*	*341,088,208*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Canadair Limitée	4,349	4,349		
Industrie canadienne de défense	1,380,564	76,500		1,304,064
Option d'achat d'actions d'une société				
Programme de développement industriel et régional	1,104,167	125,000		979,167
Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada	111,090,359			111,090,359
	113,579,439	*205,849*		*113,373,590*
Travail—				
Commissions provinciales des accidents du travail	7,588,000		400,000	7,988,000
Défense nationale—				
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes	12,602,204	702,200		11,900,004
Travaux publics—				
Sydney Steel Corporation	5,218,162			5,218,162
Solliciteur général—				
Libérés conditionnels	15,146	16,560	19,608	18,194
Approvisionnements et Services—				
Banque Commerciale du Canada	15,189,000			15,189,000
Compte de prêts pour la production de défense	26,324,007			26,324,007
	41,513,007			*41,513,007*
Transports—				
Corporation de la ville de Montréal	197,163	97,553		99,610
Commissaires du port de Hamilton	525,000	50,000		475,000
Société des Transports du Nord Limitée	4,000,000			4,000,000
Commission du port de Port Alberni	262,400	177,235		85,165
	4,984,563	*324,788*		*4,659,775*
Anciens combattants—				
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	67,230	6,816		60,414
	935,883,619	*92,947,487*	*209,985,390*	*1,052,921,522*
Plus: redressement de consolidation[3]	663,715,000	16,977,000		646,738,000
Total des autres divers	1,599,598,619	109,924,487	209,985,390	1,699,659,522
Total	1,669,338,498	1,507,131,910	1,608,783,141	1,770,989,729

[1] Ce compte était antérieurement présenté sous le nom de Fonds de prêts d'aide à l'immigration.

[2] Ce compte était antérieurement présenté au tableau 6.17.

[3] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Missions à l'étranger

Des avances non productives d'intérêts ont été effectuées pour le financement provisoire des dépenses encourues aux missions à l'étranger, en attendant la répartition aux crédits des Affaires extérieures et des autres départements et organismes.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $50,000,000.

Employés affectés à l'étranger

Un compte d'avance de fonds de roulement a été établi afin de financer des prêts et avances aux employés affectés à l'étranger, y compris les employés d'autres départements et organismes du gouvernement, de même que des avances pour fins médicales au personnel engagé sur place.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $22,500,000.

Le solde de clôture consiste en des prêts de $7,082,151 aux employés; des avances de $1,839,396 pour frais médicaux; des dépôts de garantie et autres dépôts de $796,772 en vertu des Directives des services à l'étranger; et, des débentures scolaires et de clubs de $269,326.

Les prêts aux employés portent intérêt à des taux de 10% à 14% par année, et sont remboursables sur une période de 4 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 30 juin 1994.

Employés affectés au Canada

Ce compte inscrit les comptes d'avances bancaires à montant fixe effectuées aux bureaux régionaux.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $1,950,000.

Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés

Ce compte a été établi dans le but de financer: *a)* des avances fixes de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics; *b)* des avances permanentes; *c)* des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger; et, *d)* des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines.

Au cours de l'exercice, le montant total de la réserve imputable en tout temps à été augmenté à $100,000,000 en vertu du crédit L11c de la Défense nationale, de la Loi de crédits n°4 pour 1990-91.

Diverses avances comptables

Le solde de clôture représente des montants en circulation entre les mains des départements, organismes et particuliers à la fin de l'exercice, qui seront dépensés au cours de l'exercice subséquent.

Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes

Ce compte fonctionne afin de fournir des caisses d'avance fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables aux départements et organismes.

Au cours de l'exercice, le montant total de la réserve imputable en tout temps a été augmenté à $22,000,000 en vertu du crédit L15b d'Approvisionnements et Services, de la Loi de crédits n° 3 pour 1990-91.

Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples

Des prêts ont été consentis pour financer la construction de bâtiments d'exposition à usages multiples.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.266% à 9.684% par année, et sont remboursables sur des périodes s'échelonnant de 20 à 30 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 1er octobre 2006.

Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton

Des prêts ont été consentis afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans des industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap-Breton.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L10 de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91.

Les prêts portent intérêt à des taux de 13.25% à 13.75% par année, et sont remboursables à diverses dates, avec des versements finals par le 12 décembre 1992.

Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador

Des prêts ont été consentis dans le but de fournir du financement aux petites et moyennes entreprises de Terre-Neuve.

Ces prêts proviennent de la Newfoundland and Labrador Development Corporation, Limited dont le Canada détenait 40% des actions. En vertu d'un accord conclu le 29 mars 1989, le gouvernement de Terre-Neuve a acheté les actions du Canada effectuant ainsi le retrait de la participation du gouvernement du Canada dans la Société. Une condition du retrait était que le gouvernement du Canada accepte ces prêts d'argent comme paiements dus. Ces prêts sont présentement gérés par la Société pour le compte du Canada.

Les prêts portent intérêt à des taux de 10.5% à 17% par année, et sont remboursables à diverses dates, avec des versements finals par le 1er avril 1999.

Biens culturels

Des prêts ont été consentis à des établissements et à des administrations sis au Canada, afin d'acquérir des objets sur lesquels des licences d'exportation ont été refusées en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, ou afin d'acheter des biens culturels situés à l'extérieur du Canada qui sont afférents à l'héritage national.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L20 des Communications, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $10,000 par exercice.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.995% par année, remboursables sur une période de 5 ans, avec le versement final le 23 mars 1993, $3,550; et,

b) portant intérêt au taux de 10.455% par année, remboursables sur une période de 5 ans, avec le versement final le 30 septembre 1993, $2,179.

Prêt d'aide et de transport

L'article 119 de la Loi sur l'immigration autorise l'affectation de prêts aux immigrants et à de telles autres catégories d'individus.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps à été augmenté de $90,000,000 à $110,000,000 en 1990-91.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 15% par année, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 1er avril 1996, $4,233,139; et,

b) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, non productifs d'intérêts, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 1er avril 1996, $77,384,835.

Au cours de l'exercice, une radiation de prêts s'élevant à $3,233,906 a été autorisée par les crédits 16a et 17c d'Emploi et Immigration, des Lois des crédits n° 2 et n° 4 pour 1990-91.

Institut de recherche de l'Hydro-Québec

Des prêts ont été consentis à titre d'aide financière en vue de la construction et pour le fonctionnement de l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec, et ceux-ci sont garantis par la province de Québec.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.187% à 7.937% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 25 mars 1999.

Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale

Le gouvernement du Canada a conclu un accord de projet conjoint avec les provinces d'Alberta et de Saskatchewan ainsi qu'avec Husky Oil Operations Ltd dans l'unique but de construire et d'exploiter une usine de valorisation bi-provinciale qui sera située près de Lloydminster en Saskatchewan. L'installation sera utilisée pour valoriser le pétrole et le bitume brut.

La participation du gouvernement au projet équivaut à 30% des actions de catégorie A et à 33.3% des actions de catégorie B.

Au cours de l'exercice, des versements supplémentaires relatifs à l'investissement ont été autorisés par les crédits L15 et L15c d'Énergie, Mines et Ressources, des Lois de crédits n° 1, n° 2 et n° 4 pour 1990-91.

Au 31 mars 1991, le total de l'investissement du gouvernement s'élevait à $181.1 millions. De ce montant, $3.1 millions ont été imputés aux dépenses budgétaires (crédit 5) en 1988-89.

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts où la dette serait pour un montant ou une durée de prêt supérieurs à ceux qu'assume normalement la Société. De tels prêts sont financés directement par des versements sur le Trésor et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Depuis le 1er avril 1987, certains prêts accordés pour l'expansion du commerce d'exportation sont consentis en vertu d'une autorisation budgétaire.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis au secteur privé, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture pour les prêts consentis au secteur privé renferme, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires est déduit sous forme de somme globale sous la rubrique "Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire" à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 6.18.

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
a) durée de 1 à 5 ans, portant intérêt à des taux de 8.2% (libor) à 9.5% (libor) par année, avec les remboursements finals entre juillet 1986 et décembre 1996:				
Nigéria	82,939			82,939
Norvège	23,891,215	5,088,969		18,802,246
Thaïlande			8,862,596	8,862,596
États-Unis	14,053,606	14,053,606		
	38,027,760	*19,142,575*	*8,862,596*	*27,747,781*
b) durée de 11 à 15 ans, portant intérêt au taux de 8.5% par année, avec les remboursements finals entre octobre 1983 et avril 1995:				
Brésil	5,255,366	53,026		5,202,340
Zambie	150,111			150,111
	5,405,477	*53,026*		*5,352,451*
c) durée de 40 ans, portant intérêt au taux de 8% par année, avec le remboursement final en mars 2036:				
Antigua	30,477,357	976,288		29,501,069
	73,910,594	20,171,889	8,862,596	62,601,301
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire		8,862,596		8,862,596
	73,910,594	29,034,485	8,862,596	53,738,705

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $19,679,586, et un redressement dû à la réévaluation de $492,303 à l'égard de prêts s'élevant à $46,150,883 É-U, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts de $8,862,596.

Air Canada

La Société a été établie par la Loi sur Air Canada, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin d'assurer des services aériens réguliers, domestiques et internationaux à l'Amérique du Nord, aux Îles Britanniques, à l'Europe continentale et aux Antilles.

Le prêt porte intérêt au taux de 7.243% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 13 avril 1993.

Banque Commerciale du Canada

Des avances ont été consenties à la Banque Commerciale du Canada, représentant la participation du gouvernement dans le groupe de soutien, telle qu'autorisée par la Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada. Ces fonds représentent la participation du gouvernement dans un portefeuille de prêts acheté de la Banque (la participation du gouvernement du Canada se chiffre à $60 millions) et l'achat d'obligations en circulation des détenteurs actuels ($6.8 millions).

Association récréative de la fonction publique d'Ottawa

Des prêts ont été consentis à l'Association récréative de la fonction publique d'Ottawa, pour aider à la construction et à l'aménagement du Centre commémoratif W Clifford Clark.

Le prêt porte intérêt au taux de 4.25% par année, et est remboursable en versements semestriels égaux sur une période de 45 ans, avec le versement final dû le 30 septembre 2005.

Administration du pont du port de Saint John

Des avances ont été consenties à l'Administration du pont du port de Saint John en vue du financement, de la construction et de l'exploitation d'un pont à péage au port de Saint John, N-B. Le montant total des avances pour chaque exercice doit être calculé d'après la différence, pour l'année, entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage, et les revenus de l'Administration du pont, remboursable si les revenus de l'Administration du pont pour l'exercice dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour un tel exercice.

Au 1[er] avril 1990, une nouvelle entente a été signée. Cette entente demandait la consolidation de toutes les dettes en un prêt non productif d'intérêt. Au cours de l'exercice, les prêts qui étaient antérieurement présentés au tableau 6.3 ont été virés à ce compte. Afin de remettre la dette au gouvernement, l'Administration remboursera sur une base annuelle les fonds excédentaires provenant de l'exploitation du pont.

Town of Oromocto Development Corporation

Des prêts ont été consentis à la Town of Oromocto Development Corporation, pour des projets d'habitations dans la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $750,000.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 5% par année, et est remboursable en versements semestriels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final dû le 15 février 1992.

Producteurs canadiens de poissons de fond congelés

Des prêts ont été consentis aux producteurs canadiens de poissons de fond congelés, de viande de crabe congelée et en boîte, et de viande de homard congelée et en boîte, afin d'aider au financement de leurs inventaires.

Les prêts portaient intérêt au taux de 13% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1987.

Entreprises de traitement de poissons de fond

Des prêts ont été consentis pour aider les entreprises de traitement de poissons de fond au Canada, qui, de l'avis de l'Office de soutien des prix des produits de la pêche, ne peuvent obtenir les fonds nécessaires ailleurs, à des conditions raisonnables, pour maintenir les prix du poisson entier, c'est-à-dire les prix demandés aux producteurs du secteur primaire, au niveau des prix de 1966-67. Les prêts portent intérêt au taux de 8.75% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1984. Aucun remboursement de prêts et aucun intérêt n'ont été reçus depuis novembre 1982.

Des prêts, au montant de $3,000,000, ont été également consentis aux usines de poissons endommagées par la glace, à Terre-Neuve, au Labrador et sur la Côte Nord du Québec, pour fournir des avances de fonds de roulement en vue d'aider les producteurs canadiens de produits de poissons de fond, à Terre-Neuve et au Québec, à faire face aux pertes subies, en mai et juin 1974, en raison des glaces. Les prêts portent intérêt à des taux de 8% à 10% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1985.

Pêcheurs d'aiglefin

Des prêts ont été consentis aux pêcheurs d'aiglefin de la Nouvelle-Écosse, suite à la fermeture de leur pêcherie du 1[er] février au 31 mai 1975, aux termes d'un accord conclu en vertu de l'Entente internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,650,000.

Les prêts portaient intérêt au taux de 8% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 4 ans, avec le versement final en 1979. Une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde.

Conseil des Indiens du Yukon

Des prêts ont été consentis au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens Indiens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement concernant les revendications des terres appartenant aux Indiens du Yukon.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L25 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91.

Les prêts sont remboursables en entier lors du règlement des revendications des terres, et sont non productifs d'intérêts jusqu'à la conclusion d'une entente de principe ayant trait à ce règlement.

Fonds de prêts aux Esquimaux

Des prêts ont été consentis à des particuliers esquimaux ou groupes d'Esquimaux, afin d'encourager les activités commerciales et les métiers profitables. Des prêts ont été également consentis à des sociétés coopératives, à des caisses de crédit, à des caisses populaires ou à toutes autres sociétés de crédit constituées conformément aux lois des provinces, et dont les membres sont en grande partie des Esquimaux, ou à des sociétés commerciales constituées selon les lois du Canada, ou, des provinces, et dont les Esquimaux détiennent un intérêt majoritaire.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $7,072,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 19.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 2 février 2003.

Fonds du développement économique des Indiens

Des prêts ont été consentis en vue de promouvoir le développement économique des Indiens, aux Indiens, ou bandes indiennes, ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce développement.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $64,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 21% par année, et sont remboursables sur des périodes de 4 mois à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 1er avril 2006.

Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens

Des prêts de deuxième hypothèque ont été accordés, afin de fournir une aide financière aux Indiens et Inuit pour la construction ou l'acquisition de maisons, et l'achat de terrains dans des régions autres que sur les réserves indiennes. La portée du compte a été élargie pour autoriser des prêts et des avances aux Indiens et Inuit afin de leur permettre de réparer ou d'apporter des améliorations aux maisons au moment de l'achat, dans des régions autres que sur les réserves indiennes.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $20,000,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêts, et sont remboursables en entier en versements annuels égaux ou par suite à une radiation, ou, quand l'emprunteur vend les biens. Lorsque certaines conditions sont remplies en ce qui regarde l'habitation et l'entretien, les versements sont radiés au taux de 10% par année jusqu'à 10 ans.

Au cours de l'exercice, une somme de $224,774 fut radiée en vertu de l'autorisation du crédit L51a du Nord canadien et des Ressources nationales, de la Loi des subsides n° 9 de 1966.

Société Inuvialuit régionale

Un prêt a été consenti à la Société Inuvialuit régionale conformément à l'article 6 de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique pour satisfaire aux obligations contractées par le gouvernement aux termes de l'article 15(4) de la convention conclue en date du 5 juin 1984 entre le Comité d'étude des droits des autochtones, qui représente les Inuvialuit de la région désignée, au sens de la convention, et le gouvernement du Canada.

Le montant total de l'autorisation de prêts est de $30,000,000 par exercice pourvu que le total des prêts impayés ne dépasse pas $82,112,000.

Le prêt porte intérêt au taux de 8% par année, calculé semestriellement et non d'avance, et tous les intérêts courus ou les prêts impayés qui dépassent $83,809,000 sont remboursables le 31 décembre 1991.

Revendicateurs autochtones

Des prêts ont été consentis aux revendicateurs autochtones, pour couvrir les frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par les crédits L20 et L20b des Affaires indiennes et Nord canadien, des Lois de crédits n° 1, n° 2 et n° 3 pour 1990-91.

Les modalités des prêts sont comme suit:

a) les prêts sont non productifs d'intérêts dans le cas où ceux-ci sont effectués avant que l'entente de principe ayant trait au règlement des revendications ne soit conclue;

b) les prêts portent intérêt à un taux égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts ayant les mêmes modalités que celles établies pour les sociétés d'État, si ces prêts sont consentis après que l'entente de principe pour le règlement des revendications soit conclue; et,

c) les prêts sont dus et payables, quant au principal et aux intérêts, à la date de règlement des revendications, ou à une date fixée à l'intérieur de l'entente, celle-ci étant au plus tard le 31 mars 2000, ou selon la première des deux dates atteinte.

Yukon Energy Corporation

Conformément à l'article 4(2) de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, la Commission d'énergie du Nord canadien (auparavant une société d'État) a transféré ses biens situés dans le Territoire du Yukon à la Yukon Energy Corporation en date du 31 mars 1987.

Des prêts ont été consentis afin d'aider la Yukon Energy Corporation à acquérir les biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, conformément à l'article 7(1) de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) des prêts s'élevant à $14,400,000 portent intérêt au taux de 9% par année, sont remboursables en versements en capital annuels égaux de $400,000 plus les intérêts, avec un versement en capital final le 31 mars 1997 de $12,400,000 plus les intérêts; et,

b) des prêts s'élevant à $36,250,000 portent intérêt au taux de 7% par année, sont remboursables en versements en capital annuels égaux de $1,000,000 plus les intérêts, avec un versement final le 1er janvier 2028. Le versement provisionnel est sujet à certaines dispositions quant au report du principal et à la réduction des intérêts, dépendant du volume des ventes d'énergie électrique.

Canadair Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, afin de fabriquer et de vendre des avions.

Des prêts ont été consentis à la Société pour le financement de bombardiers d'eau, lesdits prêts devant être recouvrés par la vente des avions.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Industrie canadienne de défense

Des avances ont été consenties à l'industrie canadienne de défense, pour l'aider à moderniser ses usines.

Les avances sont non productives d'intérêts, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 5 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1991 et le 31 décembre 1995.

Option d'achat d'actions d'une société

Ce compte enregistre l'achat, par la Commission d'aide générale de transition et la Commission d'expansion des entreprises, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, de capital-actions d'une société afin d'utiliser un droit d'option pris par la Commission relativement à la provision d'un prêt, ou à l'assurance d'un prêt, ou une lettre de crédit consentie ou émise à la société aux termes du Règlement sur l'aide générale de transition, du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, ou du programme d'expansion des entreprises lorsque, de l'avis d'un Conseil établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur le ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie:

i) la valeur du capital-actions de la société a augmenté par suite de l'aide fournie et lorsque le droit d'option devrait être utilisé pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse profiter de la valeur accrue du capital-actions de la société; ou,

ii) le droit d'option devrait être utilisé pour préserver les intérêts de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou d'une assurance souscrite; et,

d'autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L10 de l'Industrie, Sciences et Technologie, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91.

Programme de développement industriel et régional

Des prêts ont été consentis à des sociétés et industries pour les aider à s'adapter aux conditions variables et concurrentielles, et à produire des denrées et des services nouveaux, plus viables et plus concurrentiels.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 12.625% par année, et est remboursable entre le 24 avril 1991 et le 24 janvier 1999.

Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada

Ce compte inscrit les prêts consentis à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui aide à une activité de fabrication ou de transformation ou à des industries de services au Canada afin d'y favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière.

Au cours de l'exercice, un prêt supplémentaire a été autorisé par le crédit L15 d'Industrie, Sciences et Technologie, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 pour 1990-91.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt aux taux de 9.375% à 10.375% par année, remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final le 15 décembre 1998, $1,090,359. Ce prêt est actuellement en souffrance et une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde; et,

b) prêt sans intérêt à moins d'être en souffrance, remboursable à l'échéance le 1er avril 2017, $110,000,000.

Commissions provinciales des accidents du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'article 4(6) de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État, afin de fournir des fonds d'exploitation dans le but de permettre aux commissions provinciales d'indemnisation d'appliquer la Loi pour le compte de l'État, et de régler les réclamations des employés du gouvernement canadien blessés au cours de leur emploi.

Le montant total des avances, lequel est autorisé à être effectué à toutes les commissions provinciales des accidents du travail, ne doit pas dépasser les déboursés pour trois mois d'indemnisation.

Les avances sont non productives d'intérêts et sont remboursables à l'expiration des ententes avec les commissions provinciales.

Ensembles d'habitation des Forces canadiennes

Des avances ont été consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à l'égard des prêts consentis par celle-ci aux fins d'ensembles d'habitation pour les membres des Forces canadiennes.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 5.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 35 à 48 ans, avec des versements finals entre le 1er août 1996 et le 1er novembre 2010.

Sydney Steel Corporation

Des prêts ont été consentis à la Sydney Steel Corporation, en vue de la construction d'installations de quais à Sydney, Nouvelle-Écosse. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.078% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 12 juin 1998. Les versements sont en souffrance depuis le 1er juin 1979. Une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde.

Libérés conditionnels

Des prêts ont été consentis à des libérés conditionnels et à des personnes sous surveillance obligatoire, pour aider à leur réadaptation.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $50,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêts et sont remboursables avant la cessation de la période de libération conditionnelle ou à l'intérieur d'un an de la date à laquelle les prêts ont été consentis, soit à la période de plus courte durée. Le remboursement de la totalité ou d'une partie du prêt peut être radié par le Solliciteur général, moyennant que certaines conditions soient respectées.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $12,260 ont été remis conformément au crédit L103b du Solliciteur général, de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits.

Banque Commerciale du Canada

Ce compte représente le montant qui était en dépôt auprès de la Banque Commerciale du Canada, par le Receveur général du Canada, au moment de la cessation des opérations de la Banque le 1er septembre 1985. Actuellement on prévoit que le montant sera entièrement recouvré.

Compte de prêts pour la production de défense

Ce compte a été établi conformément à l'article 18 de la Loi sur la production de défense, pour comptabiliser les prêts ou avances à toute fin autrement que pour aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration par quiconque d'outillage fixe ou de biens de production.

L'article 19 de la Loi sur la production de défense a énoncé que le total des dépenses imputées au Fonds renouvelable de la production de défense (compte budgétaire), et à ce compte, ne peut à aucun moment dépasser de plus de $100,000,000 le total des sommes suivantes:

a) celles obtenues pour l'aliénation de matières, substances ou matériel de défense;

b) celles imputées à d'autres crédits relatives aux frais d'acquisition, d'entreposage, de conservation ou de transport de stocks de matières ou substances achetées, ou de stocks de matériel de défense acquis, quand ces crédits permettent l'acquisition de matières, substances ou matériel de défense;

c) celles imputées à des crédits ou payées par un mandataire de Sa Majesté ou par un gouvernement associé pour couvrir les frais exposés relativement à du matériel de défense, le paiement ayant été fait et imputé sur le Fonds renouvelable de la production de défense; et,

d) celles reçues en remboursement d'un prêt ou d'une avance antérieurement imputé à ce compte.

Le solde du compte représente:

—un remboursement de $1.7 million dû à ce compte par CAE Aircraft, lequel est en litige concernant la date d'échéance du remboursement. Le conseiller juridique est d'avis que le gouvernement ne subira aucune perte; et,

—des prêts de $24.6 millions, lesquels ont été versés à Expro Chemical Products Inc aux fins de satisfaire les exigences de fonds de roulement.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.865% à 10.59% par année, et sont remboursables en versements trimestriels sur des périodes de 5 à 10 ans, avec le versement final en octobre 1998.

Corporation de la ville de Montréal

Un prêt a été consenti à la Corporation de la ville de Montréal, à l'égard de la construction d'un tunnel pour les voitures sous le canal Lachine à la hauteur de la rue Atwater.

Le prêt porte intérêt au taux de 3.125% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final le 20 juin 1991.

Commissaires du port de Hamilton

Des prêts ont été consentis aux Commissaires du port de Hamilton, pour aider à l'exploitation du port.

Le montant total de la réserve imputable en tout temps est de $4,000,000.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 4.125% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 39 ans, avec le versement final le 15 janvier 2004.

Société des Transports du Nord Limitée

Un prêt a été consenti à 141606 Canada Limited, pour financer l'acquisition de l'ancienne Société des Transports du Nord Limitée. La fusion des deux sociétés a eu lieu le 15 juillet 1985 et la nouvelle société s'intitule maintenant la Société des Transports du Nord Limitée.

Le prêt porte intérêt au taux de 4% par année, est remboursable en versements annuels correspondant à 40% du flux annuel de l'encaisse de la Société, et possède une date d'échéance indéfinie.

Commission du port de Port Alberni

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Port Alberni, pour financer la construction d'un nouveau quai de rassemblement de bois.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.062% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $24,342; et,

b) portant intérêt au taux de 7.187% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $60,823.

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

Des avances ont été consenties au fonds de roulement de la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, pour l'entretien des sépultures et des cimetières.

À la fin de l'exercice, le solde des avances était de £30,000 R-U. Ce solde a été converti en dollars canadiens, en utilisant le cours du change à la fin de l'exercice.

Les avances sont non productives d'intérêts et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

PROVISION POUR ÉVALUATION

Conformément à la convention intégrée sur l'évaluation, les éléments d'actif sont sujets à une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation.

La provision pour évaluation, en ce qui regarde les prêts, dotations en capital et avances, représente les pertes estimatives sur la réalisation des prêts, dotations en capital et avances inscrits dans les comptes du Canada à la fin de l'exercice.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1990-91

Comptes à fins determinées

SOMMAIRE

	Page
Compte du régime de pensions du Canada	7.4
Comptes de pension de retraite	7.6
Compte des rentes sur l'État	7.11
Comptes de dépôt et de fiducie	7.11
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces . .	7.18
Autres comptes à fins déterminées	7.19
États supplémentaires—	
Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	7.32
Compte des rentes sur l'État	7.37
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	7.40

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

Les comptes à fins déterminées représentent la valeur inscrite des dettes du gouvernement du Canada en sa qualité d'administrateur de certains deniers publics reçus ou perçus à des fins déterminées, en vertu de lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats. Ces deniers publics ne peuvent être déboursés qu'à des fins conformes aux lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats.

En raison du caractère spécial de ces fonds, il est nécessaire de tenir des comptes particuliers afin d'assurer une comptabilité grâce à laquelle les fonds ne sont utilisés que pour les fins auxquelles ils sont reçus ou perçus. Les lois sur certains comptes autorisent que soient faits des placements et, dans certains cas, que le solde des comptes rapporte de l'intérêt.

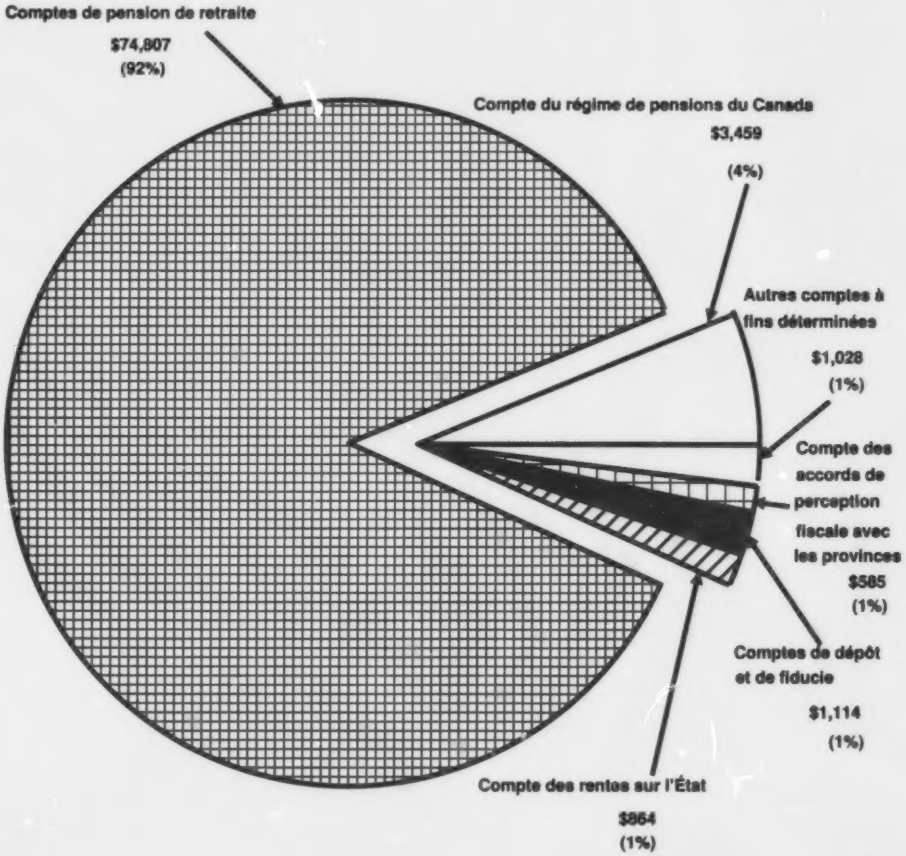
Cette section donne des précisions concernant les comptes à fins déterminées sur lesquels des renseignements sommaires ont été donnés dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Le graphique A présente le total des comptes à fins déterminées par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare le total des comptes à fins déterminées pour les cinq derniers exercices. Le tableau 7.1 présente les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les comptes à fins déterminées par catégorie.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits.

Les états financiers du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, du Compte des rentes sur l'État et de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), de même que les rapports du Vérificateur général y afférents, sont présentés à la fin de cette section.

GRAPHIQUE A
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

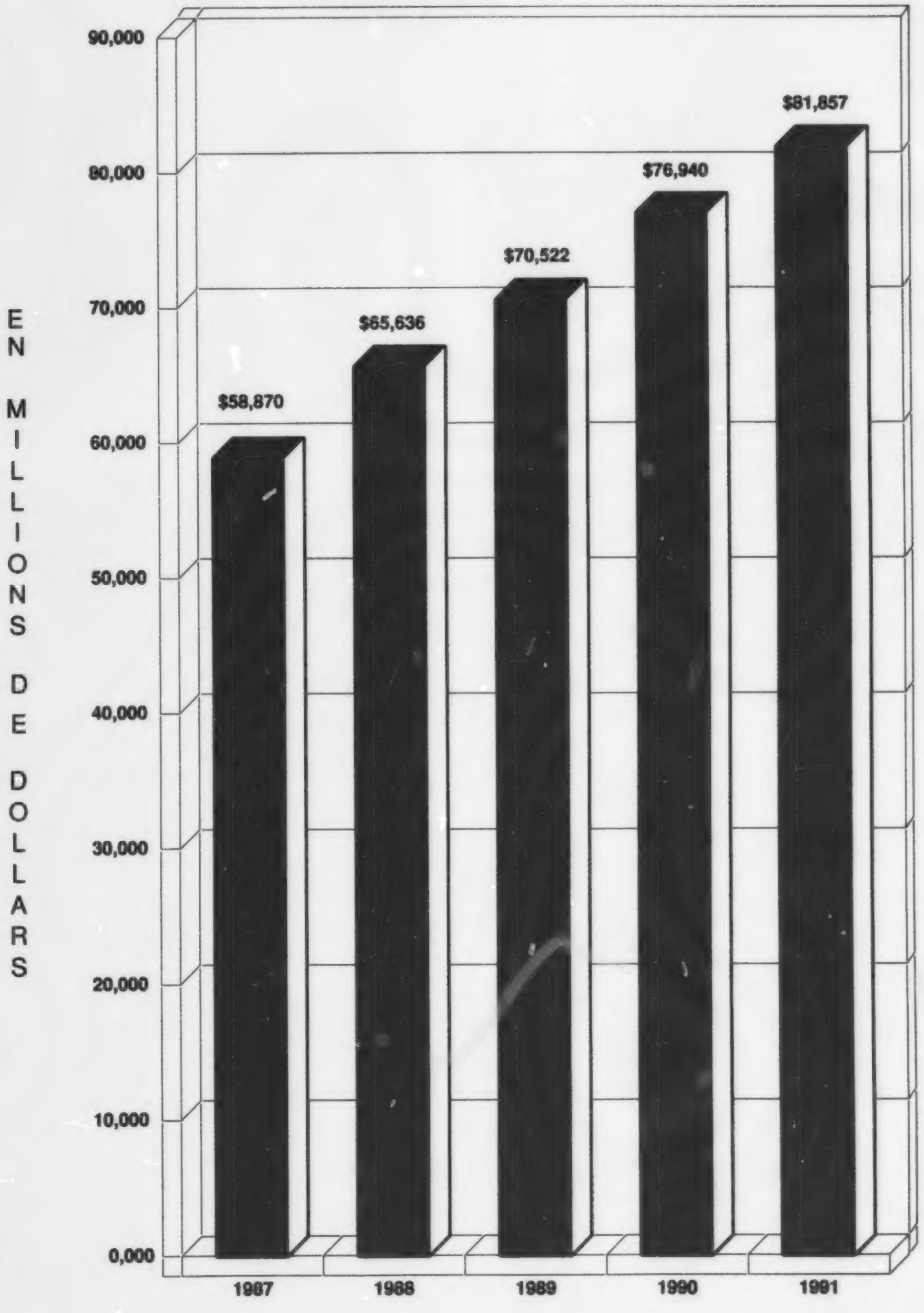


TABLEAU 7.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 7.2	39,445,368,757	15,287,319,963	13,612,438,861	**41,120,249,859**
Moins: titres détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 7.2	36,483,062,000	864,501,000	2,043,103,000	**37,661,664,000**
	2,962,306,757	*16,151,820,963*	*15,655,541,861*	***3,458,585,859***
Comptes de pension de retraite, tableau 7.4	69,597,240,839	9,296,996,802	4,087,108,245	**74,807,129,396**
Compte des rentes sur l'État	906,676,479	59,907,655	102,178,444	**864,405,690**
Comptes de dépôt et de fiducie, tableau 7.10	1,155,344,981	2,948,702,680	2,989,821,888	**1,114,225,773**
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, tableau 7.13	1,398,287,675	33,678,740,328	34,491,918,332	**585,109,671**
Autres comptes à fins déterminées, tableau 7.14	919,778,802	721,614,453	613,786,521	**1,027,606,734**
Total	76,939,635,533	62,857,782,881	57,940,355,291	**81,857,063,123**

À noter: les soldes et opérations du Compte d'assurance-chômage, du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, de la Caisse de réassurance-récolte, des Comptes de stabilisation des produits agricoles et d'autres comptes à fins déterminées sont déclarés à la section 5 de ce volume (tableau 5.6) puisque les opérations de ces comptes sont enregistrées comme budgétaires.

Compte du régime de pensions du Canada

Le Régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime a été établi en 1965 et s'étend au Canada tout entier, à l'exception de la province de Québec qui possède un régime comparable.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du Régime sont financés par les cotisations et contributions que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte, et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

La dette du gouvernement, en sa qualité d'administrateur du Régime de pensions du Canada, se limite au solde du Compte.

Le tableau 7.2 présente un sommaire des soldes et des opérations qui se rapportent au Compte du régime de pensions du Canada moins les placements dans les titres du gouvernement fédéral, des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 7.2

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 7.3	39,445,368,757	15,287,319,963	13,612,438,861	**41,120,249,859**
Moins: titres détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada—				
Canada	3,072,653,000	5,447,000	425,010,000	**3,492,216,000**
Terre-Neuve	757,572,000	16,829,000	40,432,000	**781,175,000**
Nouvelle-Écosse	1,416,173,000	34,041,000	46,648,000	**1,428,780,000**
Île-du-Prince-Édouard	162,037,000	3,474,000	9,603,000	**168,166,000**
Nouveau-Brunswick	1,043,812,000	25,815,000	40,360,000	**1,058,357,000**
Québec	131,419,000	5,132,000	9,789,000	**136,076,000**
Ontario	16,719,141,000	476,038,000	799,613,000	**17,042,716,000**
Manitoba	1,979,198,000	51,471,000	103,395,000	**2,031,122,000**
Saskatchewan	1,638,627,000	42,868,000	90,318,000	**1,686,077,000**
Alberta	4,444,658,000	78,282,000	168,395,000	**4,534,771,000**
Colombie-Britannique	5,114,046,000	125,104,000	309,540,000	**5,298,482,000**
Territoires du Nord-Ouest				
Territoire du Yukon	3,726,000			**3,726,000**
	36,483,062,000	*864,501,000*	*2,043,103,000*	***37,661,664,000***
Total	2,962,306,757	16,151,820,963	15,655,541,861	**3,458,585,859**

Les rentrées et autres crédits comprennent:

a) des cotisations de: (i) 2.2% du revenu des employés gagnant plus de $2,800 pour l'année civile 1990 et 2.3% du revenu excédant $3,000 pour l'année civile 1991, sous réserve de paiements maximums de $574.20 pour l'année civile 1990 et $632.50 pour l'année civile 1991, avec des contributions d'appariement de la part des employeurs, et (ii) 4.4% du revenu des personnes travaillant à leur propre compte excédant $2,800 pour l'année civile 1990 et 4.6% du revenu excédant $3,000 pour l'année civile 1991, sous réserve de paiements maximums de $1,148.40 pour l'année civile 1990 et $1,265.00 pour l'année civile 1991;

b) l'intérêt provenant des titres du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, et du solde moyen quotidien d'exploitation; et,

c) des fonds provenant du rachat des titres par le gouvernement fédéral et les provinces.

Les paiements et autres débits comprennent:

a) des prestations en vertu du Régime de pensions du Canada telles des pensions de retraite, des prestations de survivants aux veuves, veufs et orphelins, ou une prestation globale de décès, et des pensions d'invalidité et des prestations aux enfants de cotisants invalides;

b) des prestations versées et recouvrées à même le Régime de pensions du Canada, conformément à une entente conclue avec la province instituant un régime général de pensions;

c) des paiements qui doivent être imputés au Compte du régime de pensions du Canada, conformément aux ententes réciproques avec d'autres pays;

d) les frais d'administration du Régime; et,

e) des fonds placés dans les titres du gouvernement fédéral, des provinces et territoires au cours de l'exercice.

Lorsque le solde d'exploitation dépasse le montant prévu nécessaire pour rencontrer tous les paiements pour la période des trois mois suivants, la somme excédentaire peut servir à l'achat de titres des provinces, des territoires et du Canada.

Les provinces et territoires sont avisés à chaque mois du montant excédentaire du Compte du régime de pensions du Canada qui peut être affecté à l'achat de titres des provinces et des territoires. Le montant dont chaque province et territoire peut disposer est proportionnel aux cotisations versées au régime pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans cette province ou territoire, par rapport aux cotisations totales. Les cotisations qui proviennent des employés qui travaillent à l'extérieur du Canada, comme tous les fonds excédentaires qui ne sont pas placés dans les titres des provinces et territoires, sont placées dans les obligations spéciales non négociables du gouvernement du Canada.

Certains employés fédéraux résidant dans la province de Québec, comme les membres des forces armées canadiennes, participent au régime de pensions du Canada. Les titres du Québec achetés par le régime proviennent des cotisations de ces employés.

Les placements dans les titres émis par le gouvernement fédéral, les provinces et territoires, imputés au Fonds de placement du régime de pensions du Canada et apparaissant à l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada, sont déduits du Compte du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 7.3

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
(en millions de dollars)

	1990-91	1989-90
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	7,969	7,278
Intérêt sur les placements	4,007	3,826
Intérêt sur le solde moyen quotidien d'exploitation	403	356
Opérations du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	2,908	3,067
	15,287	14,527
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	10,541	9,473
Dépenses	163	145
Opérations du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	2,908	3,067
	13,612	12,685
Excédent des rentrées et autres crédits sur les paiements et autres débits	1,675	1,842
Fonds affectés—		
Achat d'obligations—		
Provinciales et territoriales	1,618	2,172
Fédérales	425	71
Augmentation des dépôts auprès du Receveur général	497	422
	2,540	*2,665*
Moins: fonds fournis—		
Rachat d'obligations—		
Provinciales et territoriales	859	819
Fédérales	6	4
	865	*823*
Augmentation nette	1,675	1,842
Solde au début de l'exercice	39,445	37,603
Solde à la fin de l'exercice	41,120	39,445

Comptes de pension de retraite

Le passif pour les comptes de pension de retraite représente les obligations du gouvernement envers les trois plans majeurs de pensions publiques et est présenté aux comptes à fins déterminées applicables ainsi qu'au compte de provision supplémentaire. Ce compte est utilisé afin d'enregistrer toute insuffisance entre le passif à long terme des pensions et le solde des comptes de pension de retraite telle que déterminée sur une base actuarielle pour fins comptables.

Le gouvernement fournit des pensions aux employés à la retraite ou à leurs personnes à charge par des régimes de pension autorisés en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ces pensions sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. Le passif du gouvernement envers ses fonctionnaires et certains autres cotisants, est comptabilisé dans les comptes de pension de retraite pertinents.

Les pensions de base sont généralement fondées sur les meilleurs gains moyens de six années consécutives et sont courues au taux de 2 % de ces gains par année de service, jusqu'à un maximum de 70 % de la moyenne finale des gains. Les pensions de base sont indexées annuellement (le 1^er^ janvier) au coût de la vie.

La cotisation des employés pour ces prestations est de 6 1/2 % de leur salaire, moins les cotisations au Régime de pensions du Canada ou du Québec, plus 1 % de leur salaire pour l'indexation. Pour les prestations de base, l'employeur verse des contributions égales aux cotisations de l'employé de l'exercice précédent pour les membres de la fonction publique, et contribue un montant égal à 1.8 et 2 fois les cotisations de l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, respectivement. Des contributions égales aux cotisations d'indexation sont effectuées. De plus, les paiements d'indexation en excès des crédits des retraités dans le compte d'indexation sont imputés directement aux dépenses.

La Loi sur la pension de la fonction publique touche également les employés de certaines sociétés d'État, organismes et autres institutions. Les obligations découlant des régimes de retraite pour les sociétés d'État couvertes par la Loi sur la pension de la fonction publique sont limitées à l'appariement des cotisations de leurs employés; toute insuffisance actuarielle est assumée par le gouvernement.

Les contributions sont créditées aux comptes de pension de retraite. Les comptes de base gagnent des intérêts à des taux fondés sur les taux des obligations à long terme du gouvernement du Canada. Les comptes d'indexation gagnent des intérêts aux taux des obligations de cinq ans du gouvernement du Canada. Le taux d'intérêt gagné par les comptes de base était d'environ 11% en 1991 et en 1990. Le taux pour les comptes d'indexation en 1991 était de 10.8 % (9.8 % en 1990).

Telles que requises dans la Loi sur le rapport des pensions publiques, les évaluations actuarielles sont effectuées sur une base triannuelle pour les cinq plans majeurs de retraite incluant les bénéfices payables en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires et les actifs du Compte de prestations de retraite supplémentaires connexes, et utilisent la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service selon leurs lois respectives.

La plus récente date d'évaluation actuarielle pour chaque régime de retraite a été préparée comme suit:

Régime de retraite de la fonction publique
— 31 décembre 1989;

Régime de retraite des Forces canadiennes
— 31 décembre 1987;

Régime de retraite de la Gendarmerie royale du Canada
— 31 décembre 1989.

Au 31 mars 1991, les rapports actuariels pour les régimes de retraite de la fonction publique et de la Gendarmerie royale du Canada n'avaient pas été déposés devant le Parlement.

Selon les lois régissant la partie de base des trois régimes de retraite, le ministre des Finances peut exiger que toute insuffisance actuarielle relevée soit portée au crédit du compte approprié, puis amortie sur les dépenses en cinq versements annuels égaux à compter de l'exercice au cours duquel le Parlement est saisi du rapport actuariel. Il n'y a eu aucune insuffisance actuarielle pendant l'exercice en cours concernant les comptes de base.

L'élément indexable des régimes de retraite du gouvernement est évalué dans ses comptes au fur et à mesure qu'un montant des rentes est versé. Une provision supplémentaire est utilisée pour enregistrer toute insuffisance calculée sur une base actuarielle pour fins comptables.

Le tableau 7.4 donne un résumé des soldes et des opérations pour les comptes de pension de retraite. Les rentrées et autres crédits pour les comptes de pension de retraite comprennent les cotisations des employés, les contributions connexes du gouvernement et des sociétés participantes de la fonction publique, les virements des autres fonds de pension, les autres contributions relatives aux redressements du passif actuariel, pour les comptes de retraite de base et les intérêts. Les paiements et autres débits pour les comptes de pension de retraite comprennent les versements de rentes, les prestations minimums, les allocations de cessation en espèces (versements entiers aux employés souffrant d'une invalidité), les remboursements de cotisations et les virements à d'autres régimes. Les redressements au compte de provision supplémentaire sont le produit des évaluations actuarielles effectuées pour fins comptables.

Le tableau 7.5 présente un sommaire des opérations dans les comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires.

TABLEAU 7.4

COMPTES DE PENSION DE RETRAITE

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Compte de pension de retraite de la fonction publique, tableau 7.6	33,919,556,864	5,001,305,543	1,354,591,078	37,566,271,329
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, tableau 7.7	21,656,256,999	2,822,566,736	618,833,230	23,859,990,505
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, tableau 7.8	3,556,253,747	532,720,250	70,586,075	4,018,387,922
Compte de prestations de retraite supplémentaires tableau 7.9	5,165,173,229	940,404,273	143,097,862	5,962,479,640
	64,297,240,839	9,296,996,802	2,187,108,245	71,407,129,396
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés	5,300,000,000		1,900,000,000	3,400,000,000
Total	69,597,240,839	9,296,996,802	4,087,108,245	74,807,129,396

TABLEAU 7.5

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS RELATIVES AUX COMPTES DE PENSION DE RETRAITE QUI ONT PRODUIT DES IMPUTATIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1990-91				
	Contributions du gouvernement	Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	Intérêts	Total	1989-90
Compte de pension de retraite de la fonction publique	478	602	3,745	4,825	4,380
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	288	413	2,370	3,071	2,807
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	93	32	393	518	448
Compte de prestations de retraite supplémentaires	139		610	749	600
	998	1,047	7,118	9,163	8,235
Diminution dans la provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés				1,900	
Total				7,263	8,235

Compte de pension de retraite de la fonction publique

Ce compte relève de la Loi sur la pension de la fonction publique.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la fonction publique est demeurée néant à la fin de l'exercice en cours. Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué soit en 1989-90, soit en 1990-91 suite à des révisions actuarielles.

Compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes est demeurée néant à la fin de l'exercice en cours. Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué soit en 1989-90, soit en 1990-91 suite à des révisions actuarielles.

TABLEAU 7.6

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	33,919,556,864	30,609,954,534
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations—		
Employés du gouvernement	482,853,070	456,316,630
Employés retraités	28,332,337	26,229,196
Employés des sociétés de la fonction publique	127,140,167	127,128,548
Contributions d'appariement—		
Gouvernement[1]	478,501,926	426,390,027
Sociétés de la fonction publique	124,565,026	125,942,835
Virements d'autres fonds de pension	15,231,662	15,229,610
Intérêts	3,744,681,355	3,392,533,162
	5,001,305,543	4,569,770,008
	38,920,862,407	35,179,724,542
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Rentes	1,233,910,558	1,127,963,829
Allocations de cessation en espèces	386,639	200,560
Prestations minimums	13,196,036	14,005,207
Remboursements de cotisations—		
Employés du gouvernement	52,584,358	57,403,705
Employés des sociétés de la fonction publique	32,593,486	30,967,231
Virements à d'autres fonds de pension	21,920,001	29,627,146
	1,354,591,078	1,260,167,678
Solde de clôture	37,566,271,329	33,919,556,864

[1] La contribution d'appariement du gouvernement comme employeur pour l'exercice précédent, est créditée au Compte de pension de retraite dans le premier quart de l'exercice en cours, tel que mentionné à l'article 44 (1) (c) de la Loi sur la pension de la fonction publique.

TABLEAU 7.7

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	21,656,256,999	19,646,044,234
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel	161,015,164	151,574,096
Contributions du gouvernement[1]	287,851,472	270,116,686
Intérêts	2,369,641,589	2,160,628,456
Autres	4,058,511	3,645,715
	2,822,566,736	2,585,964,953
	24,478,823,735	22,232,009,187
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations de pensions et d'allocations de retraite	586,339,471	543,360,167
Allocations de cessation en espèces et remboursements de cotisations	30,812,006	31,297,707
Virements au Compte de pension de retraite de la fonction publique (Conseil du Trésor)	1,698,888	1,100,409
Autres	−17,135	−6,095
	618,833,230	575,752,188
Solde de clôture	23,859,990,505	21,656,256,999

[1] La contribution du gouvernement comme employeur représente le dernier quart de l'exercice précédent plus les trois premiers quarts de l'exercice en cours, tel que mentionné à l'article 55 (1) (c) de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.

Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada est demeurée néant à la fin de l'exercice en cours. Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué soit en 1989-90, soit en 1990-91 suite à des révisions actuarielles.

TABLEAU 7.8

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	3,556,253,747	3,154,464,827
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel (courantes et arrérages)	46,609,359	43,460,683
Virements par d'autres fonds de pension	411,959	508,274
Contributions du gouvernement (législatif)[1]	92,659,045	70,622,347
Intérêts	393,039,887	348,681,902
	532,720,250	463,273,206
	4,088,973,997	3,617,738,033
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Versements de rentes et de prestations	68,252,318	58,890,934
Remboursement de paiements de cotisations	1,929,701	
Allocations de cessation en espèces, remboursements de cotisations et gratifications	27,830	2,112,430
Remboursements de cotisations	20,213	
Virements à d'autres fonds de pension	91,765	208,446
Intérêts sur remboursements de cotisations	264,248	272,476
	70,586,075	61,484,286
Solde de clôture	4,018,387,922	3,556,253,747

[1] La contribution du gouvernement comme employeur représente le dernier quart de l'exercice précédent plus les trois premiers quarts de l'exercice en cours, tel que mentionné à l'article 29 (1) (c) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Compte de prestations de retraite supplémentaires

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, afin de faire provision pour le paiement de prestations de pension augmentées provenant de l'indexation.

Dues à l'indexation, les prestations de pension de retraite augmentées versées au cours de l'exercice se sont élevées à $1,165 millions ($1,060 millions en 1989-90), desquels $1,047 millions ($966 millions en 1989-90) représentent les prestations aux retraités en excès de leur quote-part des cotisations au compte, qui ont été imputées aux dépenses budgétaires. Les paiements imputés aux dépenses budgétaires pour le compte des cotisants se sont élevés à $602 millions ($561 millions en 1989-90) à titre du Compte de pension de retraite de la fonction publique desquels on estime que $46 millions ($45 millions en 1989-90) se rapportent à des anciens employés de sociétés de la fonction publique, $413 millions ($376 millions en 1989-90) à titre du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et $32 millions ($29 millions en 1989-90) à titre du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Un montant de $118 millions ($94 millions en 1989-90) a été imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

TABLEAU 7.9

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES
(en milliers de dollars)

	Fonction publique		Forces canadiennes		Gendarmerie royale du Canada		Parlement		Autres		Total	
	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90
Solde d'ouverture	3,825,090	3,336,640	1,031,386	900,546	284,511	244,837	8,152	7,230	16,034	12,967	5,165,173	4,502,220
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—												
Cotisations des employés—												
Sociétés de la fonction publique	25,858	25,444									25,858	25,444
Gouvernement	96,425	89,860	32,316	30,172	8,978	8,268	277	263	940	844	138,936	129,407
Contributions d'appanement—												
Sociétés de la fonction publique	26,052	26,850									26,052	26,850
Gouvernement	96,303	89,799	32,153	30,053	8,979	8,265	272	260	941	844	138,648	129,221
Intérêts	437,870	348,650	136,992	94,456	32,833	25,794	817	840	1,906	1,398	610,418	471,138
Virements d'autres fonds de pension	356	315	60	17	77	84					493	416
	682,864	580,918	201,521	154,698	50,867	42,411	1,366	1,363	3,787	3,086	940,405	782,476
	4,507,954	3,917,558	1,232,907	1,055,244	335,378	287,248	9,518	8,593	19,821	16,053	6,105,578	5,284,696
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—												
Rentes	93,540	72,959	20,478	18,072	3,295	2,251	478	426	28	19	117,819	93,727
Allocations de cessation en espèces	44	15									44	15
Prestations minimums	830	783									830	783
Remboursements de cotisations—												
Sociétés de la fonction publique	6,274	5,905									6,274	5,905
Gouvernement	9,857	10,757	5,036	5,661	414	453	11	15			15,318	16,886
Virements à d'autres fonds de pension	2,566	2,049	232	125	15	33					2,813	2,207
	113,111	92,468	25,746	23,858	3,724	2,737	489	441	28	19	143,098	119,523
Solde de clôture	4,394,843	3,825,090	1,207,161	1,031,386	331,654	284,511	9,029	8,152	19,793	16,034	5,962,480	5,165,173

Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés

Ce compte inscrit la provision pour la valeur actuarielle courante des prestations de retraite supplémentaires non capitalisées concernant les prestations gagnées ou pour les traitements, ainsi que pour le passif des pensions non capitalisé du fonds de pension des juges nommés au fédéral et des allocations de retraite des Parlementaires au 31 mars 1991.

Suite à l'évaluation actuarielle annuelle aux fins de comptabilité, des régularisations à la provision ont été requises afin de refléter:

—une surévaluation de $1,400 millions telle que décrite à la note 7 *i.* de la section 2 de ce volume,

—une réduction de $1,367 millions qui tient compte d'une réduction permanente vis-à-vis le dernier exercice, dans le passif à long terme des pensions, provenant de l'implantation du contrôle des salaires pour toute la fonction publique, et

—une réduction de $533 millions suite à l'amortissement des redressements relatifs aux estimations résultant des changements dans les hypothèses actuarielles, ce qui laisse $6,100 millions à être amorti dans les exercices futurs.

La période d'amortissement est basée sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés (DMERCA) et est comme suit:

Régime de pension de retraite	DMERCA (Années)
Fonction publique	13
Forces canadiennes	13
Gendarmerie royale du Canada	14
Juges	12
Parlementaires	8

Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été constitué par la Loi relative aux rentes sur l'État, et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État. Cette dernière a mis fin à la vente en 1975 de rentes sur l'État. Le compte est évalué sur une base actuarielle à chaque exercice, et le déficit ou l'excédent est imputé ou crédité sur le Trésor.

L'objectif de la Loi relative aux rentes sur l'État était d'encourager les Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État avait pour buts d'augmenter le taux de rendement des contrats de rente sur l'État et d'augmenter la flexibilité des modalités.

Les rentrées et autres crédits comprennent les primes reçues, les fonds réclamés sur le Trésor pour les rentiers précédemment introuvables, l'intérêt gagné et le virement d'éléments des recettes d'exercices précédents afin de combler l'insuffisance actuarielle. Les paiements et autres débits représentent le paiement de rentes acquises, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de primes, les excédents actuariels et les postes non réclamés virés aux recettes non fiscales. Les montants reliés aux rentes non réclamées, concernant les rentiers introuvables, sont virés aux recettes non fiscales.

Au cours de l'exercice, une radiation des trop-payés s'élevant à $1,162 a été autorisée par le crédit 6c d'Emploi et Immigration, de la Loi de crédits n° 4 pour 1990-91.

Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie sont un groupe de passif représentant les dettes du gouvernement en sa qualité d'administrateur de certains deniers reçus ou perçus par celui-ci à des fins déterminées, et qu'il aura à débourser selon le cas. Dans la mesure où les fonds reçus sont représentés par des titres, ceux-ci sont déduits des comptes correspondants afin de présenter la dette nette du gouvernement.

Le tableau 7.10 donne un sommaire des soldes et des opérations des comptes de dépôt et de fiducie.

TABLEAU 7.10

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Comptes de dépôt—				
Agriculture—				
Compte de la Commission canadienne du lait	21,540,512	637,759,002	636,120,101	23,179,413
Dépôts en garantie—Loi sur les normes des produits agricoles canadiens	151	3,200	3,223	128
	21,540,663	*637,762,202*	*636,123,324*	*23,179,541*
Communications—				
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—				
Compte spécial[1]	21,793,780		21,793,780	
Musée canadien des civilisations—				
Compte de dépôt[1] [2]	1,009,029	682,699	199,253	1,492,475
Musée canadien de la nature—				
Compte de dépôt[1] [2]	724,177	1,700,173	1,701,455	722,895
Musée des beaux-arts du Canada—				
Compte de dépôt[1] [2]	2,292,435	848,690	234,535	2,906,590
Moins: titres détenus en fiducie[1] [2]	1,000			1,000
	2,291,435	*848,690*	*234,535*	*2,905,590*
Musée national des sciences et de la technologie—				
Compte de dépôt[1] [2]	406,097	61,003	116,544	350,556
Moins: titres détenus en fiducie[1] [2]	1,000			1,000
	405,097	*61,003*	*116,544*	*349,556*
	26,223,518	*3,292,565*	*24,045,567*	*5,470,516*
Emploi et Immigration—				
Dépôts en garantie générale	53,600		3,600	50,000
Fonds de garantie de l'immigration	7,521,803	3,924,173	2,896,681	8,549,295
Moins: titres détenus en fiducie	50,000			50,000
	7,471,803	*3,924,173*	*2,896,681*	*8,499,295*
	7,525,403	*3,924,173*	*2,900,281*	*8,549,295*

TABLEAU 7.10

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Énergie, Mines et Ressources—				
Dépôts en garantie—Pétrole et gaz	24,996,669	4,438,261	11,595,795	17,839,135
Moins: titres détenus en fiducie	17,067,862	11,595,795	4,418,277	9,890,344
	7,928,807	*16,034,056*	*16,014,072*	*7,948,791*
Affaires extérieures—				
Foires et délégations	109,090	180,899		289,989
Finances—				
Corporation de développement des investissements du Canada—				
Canadair Limitée	5,500,000			5,500,000
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	330,238		330,238	
Fonds excédentaires des sociétés d'État—				
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	13,000,000			13,000,000
	18,830,238		*330,238*	*18,500,000*
Affaires indiennes et Nord canadien—				
Opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon	1,374,540		4,000	1,370,540
Dépôts en garantie	20,366,681	2,418,329	18,265,516	4,519,494
Moins: titres détenus en fiducie	19,772,816	17,999,967	2,285,905	4,058,754
	593,865	*20,418,296*	*20,551,421*	*460,740*
Dépôts en garantie—				
Ressources des réserves	695,957	36,160	186,181	545,936
Moins: titres détenus en fiducie				
	695,957	*36,160*	*186,181*	*545,936*
Dépôts en garantie—				
Troupeaux prêtés aux Indiens	4,371		4,371	
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné	19,959			19,959
	2,688,692	*20,454,456*	*20,745,973*	*2,397,175*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Compte de la Société canadienne des postes	7,047,630	1,924,992,788	1,977,462,593	-45,422,175
Justice—				
Cour suprême du Canada—				
Cautionnement pour frais	174,789	43,949	18,791	199,947
Revenu national—				
Douanes et Accise—				
Dépôts en garantie	5,817,404	1,037,345	855,592	5,999,157
Moins: titres détenus en fiducie	5,443,300	753,500	647,000	5,336,800
	374,104	*1,790,845*	*1,502,592*	*662,357*
Dépôts temporaires reçus des importateurs	1,362,029		458,099	903,930
Moins: dépôts aux comptes de banque spéciaux	1,362,029	458,099		903,930
		458,099	*458,099*	
	374,104	*2,248,944*	*1,960,691*	*662,357*
Conseil privé—				
Directeur général des élections—Cautionnements des candidats aux élections		6,400	6,400	
Travaux publics—				
Compte de capital Harbourfront[1]	3,998,029	221,611	4,202,651	16,989
Approvisionnements et Services—				
Dépôts de garantie d'entrepreneurs (départements et organismes)—				
Obligations	8,597,771	3,025,800	2,090,006	9,533,565
Moins: titres détenus en fiducie	8,597,771	1,979,006	2,914,800	9,533,565
		5,004,806	*5,004,806*	
Espèces	21,511,638	16,598,078	18,568,806	19,540,910
Chèques visés	3,056,695	1,043,246	888,623	3,211,318
Moins: titres détenus en fiducie	3,056,695	579,293	733,916	3,211,318
		1,622,539	*1,622,539*	
Compte de la Monnaie royale canadienne	-543,887	27,034,178	26,490,291	
	20,967,751	*50,259,601*	*51,686,442*	*19,540,910*
Total	117,408,714	2,659,421,644	2,735,497,023	41,333,335
Moins: redressement de consolidation[1]	30,221,547	24,734,042		5,487,505
Total des comptes de dépôt	87,187,167	2,684,155,686	2,735,497,023	35,845,830

TABLEAU 7.10

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Fin*

	1[er] avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Comptes de fiducie—				
Finances—				
Compte de pension Halifax 1917	756,526	80,782	136,748	700,560
Moins: titres détenus en fiducie	100,000			100,000
	656,526	*80,782*	*136,748*	*600,560*
Affaires indiennes et Nord canadien—				
Fonds des bandes indiennes—				
Comptes de capital, tableau 7.11	751,732,598	64,346,775	59,575,854	756,503,519
Comptes de recettes, tableau 7.12	103,628,266	105,434,812	105,959,139	103,103,939
	855,360,864	*169,781,587*	*165,534,993*	*859,607,458*
Comptes de succession des Indiens	18,676,851	9,823,970	9,093,585	19,407,236
Moins: titres détenus en fiducie	1,813			1,813
	18,675,038	*9,823,970*	*9,093,585*	*19,405,423*
Comptes d'épargne des Indiens	154,449,846	36,102,495	28,451,352	162,100,989
	1,028,485,748	*215,708,052*	*203,079,930*	*1,041,113,870*
Défense nationale—				
Successions—Services militaires	219,479	2,911,757	2,348,690	782,546
Solliciteur général—				
Service canadien du renseignement de sécurité—				
Bourses méritoires aux diplômés	15,125	1,750		16,875
Bourses scolaires	17,863	2,045	900	19,008
Service correctionnel—				
Fonds de fiducie des détenus	5,373,616	21,994,563	21,987,052	5,381,127
Gendarmerie royale du Canada—				
Fonds de prestations	2,321,779	335,487	163,598	2,493,668
	7,728,383	*22,333,845*	*22,151,550*	*7,910,678*
Transports—				
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[1]	95,000			95,000
Anciens combattants—				
Comptes de fiducie gérés	18,306,847	19,259,352	11,277,613	26,288,586
Fonds de successions	482,468	1,286,303	1,079,865	688,906
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	1,317,197	744,371	1,012,841	1,048,727
Moins: titres détenus en fiducie	316,352	262,422		53,930
	1,000,845	*1,006,793*	*1,012,841*	*994,797*
Comptes de fiducie, soins des anciens combattants	11,277,613	1,960,015	13,237,628	
Moins: titres détenus en fiducie	95	95		
	11,277,518	*1,960,110*	*13,237,628*	
	31,067,678	*23,512,558*	*26,607,947*	*27,972,289*
Total	1,068,252,814	264,546,994	254,324,865	1,078,474,943
Moins: redressement de consolidation[1]	95,000			95,000
Total des comptes de fiducie	1,068,157,814	264,546,994	254,324,865	1,078,379,943
Total des comptes de dépôt et de fiducie	1,155,344,981	2,948,702,680	2,989,821,888	1,114,225,773

[1] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

[2] En 1989-90, ce compte était présenté sous Musées nationaux du Canada au tableau 5.6 (section 5 de ce volume).

Compte de la Commission canadienne du lait

La Commission canadienne du lait est une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et elle utilise les fonds sur le Trésor aux fins bancaires. Ce compte a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Commission.

Dépôts en garantie—Loi sur les normes des produits agricoles canadiens

Ce compte a été établi afin d'enregistrer les obligations déposées à titre de cautionnements exigés en vertu de la Loi sur les normes des produits agricoles canadiens et du Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage.

Compte spécial—Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire le dépôt spécial reçu par Téléfilm Canada.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Ce compte a été fermé en 1990-91.

Compte de dépôt—Musée canadien des civilisations

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent reçues par le Musée canadien des civilisations notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, l'intérêt sur les titres, location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société, notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, conformément à l'article 9(1)(l) de la Loi sur les musées. Ce compte est débité avec les montants pour lesquels ces deniers ou ces biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de dépôt—Musée canadien de la nature

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent reçues par le Musée canadien de la nature notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, l'intérêt sur les titres, location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société, notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, conformément à l'article 12(s) de la Loi sur les musées. Ce compte est débité avec les montants pour lesquels ces deniers ou ces biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de dépôt—Musée des beaux-arts du Canada

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent reçues par le Musée des beaux-arts du Canada notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, l'intérêt sur les titres, location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société, notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, conformément à l'article 6(1)(l) de la Loi sur les musées. Ce compte est débité avec les montants pour lesquels ces deniers ou ces biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société. Les titres se rapportant à ce compte consistent en une obligation négociable du gouvernement du Canada de $1,000 qui a été léguée par feu Hugh de T Glazebrook.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de dépôt—Musée national des sciences et de la technologie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent reçues par le Musée national des sciences et de la technologie notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, l'intérêt sur les titres, location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société, notamment par dons, legs ou autre mode de libéralités, conformément à l'article 15(1)(m) de la Loi sur les musées. Ce compte est débité avec les montants pour lesquels ces deniers ou ces biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société. Les titres se rapportant à ce compte consistent en une obligation négociable du gouvernement du Canada de $1,000 qui a été léguée par feu J. Dalzell McKee.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie générale

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts en garantie générale reçus des compagnies de transport conformément à l'article 92(1) de la Loi sur l'immigration.

Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte a été établi en vertu des articles 18, 23, 92 et 103 de la Loi sur l'immigration, afin d'enregistrer les sommes perçues et détenues en attendant leur affectation, soit par remboursement au premier déposant, soit par confiscation au profit de l'État.

Dépôts en garantie—Pétrole et gaz

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire des titres sous forme d'espèces, de billets à ordre, de lettres de crédit et de garantie, lesquels doivent être émis au gouvernement du Canada, et détenus par celui-ci conformément à un accord d'exploration conclu en vertu de l'article 74 de la Loi fédérale sur les hydrocarbures. Ces titres représentent une garantie quant à l'exécution de l'exploration convenue, pour que celle-ci soit conforme aux modalités déterminées. Aucun intérêt n'est accordé sur ces dépôts.

Foires et délégations

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer les dépôts qui peuvent être remboursés, en partie ou en entier, conformément à des accords contractuels touchant la participation des entreprises du secteur canadien aux foires de commerce international.

Canadair Limitée—Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces fonds à fins particulières sont destinés à faire face aux frais encourus lors de la vente de Canadair et à régler les demandes de paiement faites par Bombardier conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de Canadair.

The de Havilland Aircraft of Canada, Limited—Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces fonds à fins particulières sont destinés à régler les demandes de paiement faites par The Boeing Company conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.

Au cours de l'exercice, les derniers paiements ont été effectués et le compte a été fermé.

Fonds excédentaires des sociétés d'État

Ces comptes ont été établis conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de comptabiliser les sommes reçues de la part des sociétés d'État selon les instructions données par le ministre des Finances avec le consentement du ministre de tutelle. Ces sommes peuvent porter intérêt au taux fixé par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts effectués par la Commission d'énergie du Nord canadien pour rembourser les passifs appartenant aux opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon.

Dépôts en garantie—Affaires indiennes et Nord canadien

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire des dépôts en espèces et de garantie sous forme de titres reliés aux droits et permis concernant l'exploitation pétrolière, minière et forestière conformément à l'article 8 de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, l'article 13(3) de la Loi sur les eaux internes du Nord et sous divers règlements de la Loi sur les terres territoriales. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts sous forme d'espèces.

Dépôts en garantie—Ressources des réserves

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts de garantie en espèces et les cautionnements afférents aux permis et adjudications de mise en valeur des ressources dans les réserves indiennes, conformément avec les divers règlements conclus en vertu de l'article 57 de la Loi sur les Indiens.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les cautionnements remis par les Indiens qui souscrivent à des ententes en vertu du programme de prêts de troupeaux.

Contributions des Indiens au programme de logement subventionné

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les montants déposés par les Indiens afin d'en assurer leur conformité avec les modalités du programme de logement subventionné.

Compte de la Société canadienne des postes

La Société canadienne des postes est une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement envers la Société. Le solde débiteur au 31 mars 1991 est occasionné par les retenues de l'employeur et des employés ayant trait à la dernière paye de mars 1991 de la Société canadienne des postes. Ces retenues sont virées au début du mois d'avril et par conséquent, les fonds pour couvrir ces retenues sont reçus de la Société canadienne des postes et sont crédités au compte à ce moment.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Cautionnement pour frais

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un cautionnement de $500, déposé auprès d'un appelant au registraire de la Cour suprême du Canada conformément à l'article 60(1)b) de la Loi sur la Cour suprême. Selon l'article 66 des Règles de la Cour suprême du Canada, des intérêts sont payables sur les fonds déposés à titre de cautionnement.

Dépôts en garantie—Douanes et Accise

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes en espèces et en garanties exigés pour acquitter les droits de douane et les taxes d'accise prévues sur les biens importés, et les taxes de vente et d'accise à payer par les détenteurs de licence en vertu de la Loi sur les douanes et de la Loi sur la taxe d'accise.

Dépôts temporaires reçus des importateurs

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts de garantie provisoires reçus des importateurs, afin d'assurer une conformité avec divers règlements départementaux (Douanes et Accise) en ce qui concerne l'entrée temporaire de marchandises au pays.

Cautionnements des candidats aux élections

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les cautionnements des candidats à une élection générale ou partielle, moins les sommes remboursées aux candidats, ou virées aux recettes non fiscales, conformément avec la Loi électorale du Canada.

Au cours de l'exercice, la somme de $4,800 a été virée aux recettes non fiscales.

Compte de capital Harbourfront

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds reçus de la société Harbourfront Corporation et détenus pour le compte de celle-ci à l'égard de deniers provenant de la location à bail capitalisée, de la vente ou revente de terrains ou de droits d'aménagement.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts de garantie d'entrepreneurs

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux en conformité des règlements sur les Marchés de l'État.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de la Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne est une société d'État énumérée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Ce compte comptabilisait la dette du gouvernement envers la Monnaie.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Compte de pension Halifax 1917

Ce compte a été établi par l'article 5(1) de la Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax, en vue d'assurer la prise en charge des pensions, subventions et allocations lors de la dissolution de la Commission de secours d'Halifax.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds des bandes indiennes

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les deniers appartenant aux bandes indiennes à travers le Canada en vertu des articles 61 à 69 de la Loi sur les Indiens.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 7.11

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE CAPITAL

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	751,732,598	743,791,232
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Redevances sur le pétrole	21,472,158	24,851,407
Redevances sur le gaz	36,056,278	37,118,895
Accord de la Colombie-Britannique	269,822	289,018
Règlements de réclamations— Terrains et autres	2,134,295	3,028,400
Divers	4,414,222	5,414,120
	64,346,775	70,701,840
	816,079,373	814,493,072
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	11,085,431	12,010,916
Virement en vertu de l'article 64 de la Loi sur les Indiens	47,731,456	46,236,509
Divers	758,967	4,513,049
	59,575,854	62,760,474
Solde de clôture	756,503,519	751,732,598

TABLEAU 7.12

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE RECETTES

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	103,628,266	101,656,724
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Intérêt de l'État	87,108,132	78,240,649
Règlements de réclamations— Terrains et autres	2,769,579	8,994,401
Divers	15,557,101	17,241,356
	105,434,812	104,476,406
	209,063,078	206,133,130
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	6,648,467	2,922,827
Virement en vertu de l'article 69 de la Loi sur les Indiens	93,516,984	91,860,639
Divers	5,793,688	7,721,398
	105,959,139	102,504,864
Solde de clôture	103,103,939	103,628,266

Comptes de succession des Indiens

Ces comptes ont été établis en vertu de l'article 21, de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les biens des Indiens décédés, des enfants indiens ayant des tuteurs, ou des Indiens atteints d'incapacité mentale en vertu des articles 42 à 51 de la Loi sur les Indiens.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes d'épargne des Indiens

Ces comptes ont été établis en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer des comptes d'épargne tenus pour des particuliers indiens conformément à l'article 52 de la Loi sur les indiens.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Successions—Services militaires

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les successions militaires des membres décédés des Forces canadiennes conformément à l'article 42 de la Loi sur la défense nationale. Les avoirs nets des successions sont distribués aux héritiers légaux par les soins du juge-avocat général, en sa qualité de directeur des successions.

Bourses méritoires aux diplômés

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un don de $11,000 qui doit être utilisé à remettre des bourses méritoires au personnel diplômé.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses scolaires

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un don de $15,000 qui doit être utilisé à remettre des bourses scolaires aux enfants du personnel du Service canadien du renseignement de sécurité, pour encourager des études universitaires.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie des détenus

Conformément à l'article 32 des Règlements sur les pénitenciers, sont crédités à ce compte les deniers remis par les détenus au moment de l'emprisonnement, les revenus nets des détenus provenant d'emplois à l'intérieur des établissements, les sommes reçues pour le compte des détenus pendant leur emprisonnement, les deniers perçus de la vente de produits artisanaux, l'argent gagné pour des travaux exécutés pendant leurs journées de libération conditionnelle, de même que les intérêts y afférents. Les paiements en vue d'aider à la réforme et à la réadaptation des détenus sont imputés à ce compte.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de prestations

Ce compte a été établi par l'article 23 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, afin d'inscrire les sommes d'argent encaissées par les membres de la Gendarmerie royale du Canada, relativement à l'exécution de leurs fonctions, en sus de leur solde et allocations.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

Ce compte a été établi conformément à l'article 129(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire un dépôt effectué par la Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, représentant un virement de fonds qui doit être retenu en attendant que la Société soit liquidée.

Au cours de 1985-86, la Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Comptes de fiducie gérés

Conformément à l'article 41 de la Loi sur les pensions et l'article 15 de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ces comptes relèvent de la Commission canadienne des pensions et du ministère. Les montants détenus dans ces comptes comprennent: *a)* les pensions administrées par la Commission canadienne des pensions; *b)* les allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils, et les paiements de fonds de secours administrés par le ministère des Affaires des anciens combattants; et, *c)* les prestations provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti ou du Régime de pensions du Canada, administrées avec l'approbation du client. Ces personnes ont démontré l'incapacité de gérer leurs propres affaires.

Les paiements sont effectués à même les comptes, afin de fournir le vivre et le vêtement, un abri, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de successions

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer les produits des successions des anciens combattants qui sont décédés alors qu'ils recevaient quelque traitement d'un hôpital ou des soins en institution, et pour les anciens combattants que les fonds ont été administrés par le gouvernement conformément aux articles 5, 6 et 7 des Règlements sur les successions des anciens combattants. Des comptes distincts sont gardés et des paiements sont effectués aux bénéficiaires conformément aux Règlements sur le traitement des anciens combattants.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer les deniers suivants: *a)* les dons, legs, cadeaux, etc, qui ont été reçus, lesquels sont à débourser au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, sous réserve de certaines conditions et au profit des patients en établissements; conformément à l'article 9 des Règlements sur la curatelle des biens des anciens combattants et, *b)* les dons, legs, cadeaux, etc, reçus par la Commission canadienne des pensions, à l'intention de pensionnés nécessiteux ou de leurs personnes à charge.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes de fiducie, soins des anciens combattants

Conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère des Anciens combattants, selon que le ministre des Anciens combattants l'ordonne, le client qui reçoit des soins en établissement pour adultes ou des soins intermédiaires dans une maison de santé cède ou verse l'ensemble ou une partie de ses revenus et ressources, à être administrés suivant la manière prescrite. Les sommes déposées dans chaque compte peuvent renfermer: *a)* des primes de démobilisation détenues pour le compte de malades mentaux, tuberculeux ou autres subissant des traitements prolongés; *b)* des pensions payables par la Commission canadienne des pensions; *c)* des allocations de guerre pour les anciens combattants et les civils; et, *d)* des revenus provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et des pensions de retraite. Les sommes servent à payer les frais d'hébergement et de repas, et à fournir des vêtements, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Les fonds de ce compte ont été virés aux Comptes de fiducie gérés en 1990-91.

Compte des accords de perception fiscale avec les provinces

Ce compte comptabilise la perception des impôts sur le revenu par le gouvernement du Canada pour le compte des provinces et territoires, en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, de même que les versements connexes effectués à ceux-ci.

En vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, le gouvernement du Canada est autorisé à conclure avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, des accords selon lesquels le gouvernement du Canada percevra les impôts sur le revenu pour le compte de ceux-ci, et leur effectuera des versements relatifs à ces impôts.

Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et territoires (sauf Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers, et, avec les provinces et territoires (sauf Ontario et Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des sociétés, et, à verser à ces provinces et territoires, par versements mensuels égaux, les revenus estimatifs à être produits par de tels impôts.

Au début de chaque exercice, le ministre des Finances fait une estimation des montants à être versés aux provinces et territoires qui ont conclu des accords, et ceci pour l'année d'imposition qui se termine au cours de ce même exercice. Ces estimations sont redressées à une date ultérieure pour montrer les montants réels. Les redressements doivent être faits au plus tard le 31 mars qui suit l'exercice dans lequel a pris fin l'année d'imposition.

Le tableau 7.13 présente un sommaire des soldes et des opérations dans le Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.

TABLEAU 7.13

COMPTE DES ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE AVEC LES PROVINCES

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Perceptions d'impôts sur le revenu des sociétés par le ministère du Revenu national—				
Impôt	17,131,696,116	1,021,533,000	256,095,386	17,897,133,730
Moins: versements aux provinces et territoires—				
Terre-Neuve	759,280,551	2,945,446	55,530,000	811,865,105
Île-du-Prince-Édouard	136,800,339	45,536	12,726,000	149,480,803
Nouvelle-Écosse	1,255,376,733	16,763,294	104,713,000	1,343,326,439
Nouveau-Brunswick	1,030,633,903	17,149,384	94,925,487	1,108,410,006
Manitoba	2,206,547,821	62,209,411	151,335,000	2,295,673,410
Saskatchewan	1,810,791,270	36,403,505	102,250,000	1,876,637,765
Alberta	2,521,673,009	684,829		2,520,988,180
Colombie-Britannique	6,684,751,141		607,537,370	7,292,288,511
Territoire du Yukon	29,775,241		6,745,761	36,521,002
Territoires du Nord-Ouest	111,751,404	1,106,470	11,317,871	121,962,805
Total des versements	16,547,381,412	137,307,875	1,147,080,489	17,557,154,026
Perceptions d'impôts sur le revenu des sociétés en main	584,314,704	1,158,840,875	1,403,175,875	339,979,704
Perceptions d'impôts sur le revenu des particuliers par le ministère du Revenu national—				
Impôt	184,430,489,463	31,840,195,200	5,816,020,885	210,454,663,778
Moins: versements aux provinces et territoires—				
Terre-Neuve	3,687,587,091		454,675,739	4,142,262,830
Île-du-Prince-Édouard	755,966,654	353,826	103,708,000	859,320,828
Nouvelle-Écosse	7,059,375,940		928,797,141	7,988,173,081
Nouveau-Brunswick	5,250,564,935	6,284,331	684,147,972	5,928,428,576
Ontario	98,267,162,111	298,650,628	15,738,519,798	113,707,031,281
Manitoba	8,582,864,368	368,237,628	1,373,362,819	9,587,989,559
Saskatchewan	8,699,314,672	5,460,061	985,588,001	9,679,442,612
Alberta	21,307,670,604		2,778,875,200	24,086,545,804
Colombie-Britannique	29,423,742,753	25,842	4,140,146,162	33,563,863,073
Territoire du Yukon	186,657,925	255,225	26,519,000	212,921,700
Territoires du Nord-Ouest	395,609,439	436,712	58,381,740	453,554,467
Total des versements	183,616,516,492	679,704,253	27,272,721,572	210,209,533,811
Perceptions d'impôts sur le revenu des particuliers en main	813,972,971	32,519,899,453	33,088,742,457	245,129,967
Total	1,398,287,675	33,678,740,328	34,491,918,332	585,109,671

Autres comptes à fins déterminées

Il existe d'autres comptes à fins déterminées gérés par le gouvernement, tels que les comptes d'assurance, de prestations de décès et de pension.

Le tableau 7.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour tous les autres comptes à fins déterminées.

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Comptes d'assurance et de prestations de décès—				
Finances—				
Bureau du surintendant des institutions financières—				
Fonds d'assurance de la fonction publique	11,468,638	404,834	748,961	11,124,511
Défense nationale—				
Compte de prestations de décès des forces régulières, tableau 7.15	108,956,106	24,396,569	10,823,805	122,528,870
Conseil du Trésor—				
Compte de prestations de décès de la fonction publique, tableau 7.16	616,370,474	138,061,706	36,160,004	718,272,176
Anciens combattants—				
Fonds d'assurance des soldats de retour	663,595	9,492	125,533	547,554
Fonds d'assurance des anciens combattants	20,309,673	635,939	1,498,643	19,446,969
	20,973,268	*645,431*	*1,624,176*	*19,994,523*
Total des comptes d'assurance et de prestations de décès	757,768,486	163,508,540	49,356,946	871,920,080
Comptes de pension—				
Emploi et Immigration—				
Compte de pension pour les agents des rentes	18,191	7,384	12,706	12,869
Parlement—				
Compte d'allocations de retraite des parlementaires, tableau 7.17	30,217,345	7,540,045	6,396,298	31,361,092
Solliciteur général—				
Gendarmerie royale du Canada—				
Caisse de pension des personnes à charge	19,075,100	2,069,237	902,002	20,242,335
Conseil du Trésor—				
Compte de pensions du personnel engagé sur place—				
Cotisant	66,567	148,095	186,635	28,027
Fonds de retraite	5,303			5,303
	71,870	*148,095*	*186,635*	*33,330*
Total des comptes de pension	49,382,506	9,764,761	7,497,641	51,649,626
Autres comptes—				
Agriculture—				
Ateliers de développement de l'agriculture		223,232	187,751	35,481
Ententes entre le Canada et les provinces sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse		2,445	2,445	
Entente entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales	15,153	631,837	636,452	10,538
Projets sur le développement agro-alimentaire Canada-Manitoba	84,776	890,081	962,115	12,742
Ententes relatives aux frais partagés—				
Recherches	568,925	1,644,789	1,153,419	1,060,295
	668,854	*3,392,384*	*2,942,182*	*1,119,056*
Communications—				
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—				
Comptes des avances[1]	5,937,879	22,945,694	21,041,905	7,841,668
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—				
Projets à frais partagés	3,435		3,435	
	5,941,314	*22,945,694*	*21,045,340*	*7,841,668*

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Consommateurs et Sociétés—				
Compte de dépôt	194,213	1,013,157	1,207,370	
Revenus provenant du Traité de coopération en matière de brevets	112,077	1,451,902	1,563,072	907
Revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite	79,351	234		79,585
Titres en fiducie—Loi sur la faillite	31,266			31,266
Moins: titres détenus en fiducie	31,266			31,266
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—				
Loi sur la faillite	3,524,303	1,023,020	1,812,711	2,734,612
Loi sur les sociétés par actions	216,756	31,116	50,858	197,014
Loi sur les liquidations	692,463		306	692,157
	4,819,163	*3,519,429*	*4,634,317*	*3,704,275*
Emploi et Immigration—				
Programme de stratégie de planification de l'emploi	169,938	902	148,966	21,874
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail	−1,562	425,000	423,438	
	168,376	*425,902*	*572,404*	*21,874*
Énergie, Mines et Ressources—				
Centre régional d'interception séismique de l'Énergie atomique du Canada, Limitée		74,180	74,180	
Division de géologie du continent—Hydro-Ontario	53,594	86,684	90,353	49,925
Commission géologique du Canada—Ententes relatives aux recherches	308,000	108,318	404,627	11,691
Entente d'exécution—Agence internationale de l'énergie		91,800	34,698	57,102
Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta	27,342,374		1,915,006	25,427,368
Observatoire Meanook		4,912	4,603	309
Compte néo-écossais des recettes extracôtières	75		75	
NYSERDA—Recherche et développement de la technologie diesel	78,990	254		79,244
Programme de sondage des fonds marins—Australie		7,896	7,896	
Capteur-imageur électro-optique à détecteur multiple—Hydro-Ontario		55,000		55,000
Projets à frais partagés		30,000	14,092	15,908
	27,783,033	*459,044*	*2,545,530*	*25,696,547*
Environnement—				
Compte sur le concours de sculpture de Forks	114,923	7,500	88,405	34,018
Compte de fiducie de Mackenzie King	270,275	6,709	6,709	270,275
Dépôts à l'égard de projets divers	3,114,559	6,883,271	6,936,067	3,061,763
Programme de capitalisation pour la participation du public	56,131		56,131	
	3,555,888	*6,897,480*	*7,087,312*	*3,366,056*
Affaires extérieures—				
Compte de la Fondation du Canada	308,443	17,642	68,205	257,880
Moins: titres détenus en fiducie	292,800	100,224	56,052	248,628
dépôts dans un compte de banque spécial	15,643	115,233	108,842	9,252
		233,099	*233,099*	
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	56,964	4,238		61,202
Compte du Sommet économique	10,223		10,223	
Salon de l'aéronautique de Paris		453,050		453,050
Agence canadienne de développement international—Dépôts en garantie	83,068		9,043	74,025
	150,255	*690,387*	*252,365*	*588,277*
Finances—				
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec	2,677,771			2,677,771
Fonds de réclamations à l'étranger	155,451	21,228	538	176,141
Fonds de réclamations de guerre—Seconde Guerre mondiale	4,125	43	17	4,151
	2,837,347	*21,271*	*555*	*2,858,063*
Pêches et Océans—				
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie	113,087		113,087	
Dépôts à l'égard de projets divers	421,840	5,175,014	4,539,429	1,057,425
	534,927	*5,175,014*	*4,652,516*	*1,057,425*
Forêts—				
Dépôts à l'égard de projets divers	116,381	543,308	418,574	241,115

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1[er] avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Affaires indiennes et Nord canadien—				
Amendes—Loi sur les Indiens	528,585	101,490	298,519	331,556
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes	80,452	3,549,019	3,686,712	-57,241
Moins: dépôts aux comptes de banques spéciaux	80,402	3,686,662	3,549,019	-57,241
	50	*7,235,681*	*7,235,731*	
Fonds des bandes indiennes—				
Actions et certificats	20,000			20,000
Moins: titres détenus en fiducie	20,000			20,000
Fonds de compensation des Indiens	188,066	1,460	7,366	182,160
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	10,140,342	12,555,930	11,399,965	11,296,307
Comptes spéciaux des Indiens	1,180,183	460,004	457,059	1,183,128
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario	6,784,001	747,908		7,531,909
	18,821,227	*21,102,473*	*19,398,640*	*20,525,060*
Industrie, Sciences et Technologie—				
Diverses ententes relatives aux frais partagés		25,000	25,000	
Tourisme—Ententes relatives aux frais partagés	60,151	100,367		160,518
Agence spatiale canadienne—				
Ententes fédérales-provinciales		75,000		75,000
Radarsat	5,481,310			5,481,310
Conseil national de recherches du Canada—				
Fonds de fiducie	1,656,851	3,059,928	1,918,580	2,798,199
Fonds spécial	6,900,000	23,943,623	21,144,335	9,699,288
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—				
Fonds de fiducie	337,847	658,568	727,180	269,235
Statistique Canada—				
Paiements anticipés	3,411,176	25,253,420	25,650,008	3,014,588
	17,847,335	*53,115,906*	*49,465,103*	*21,498,138*
Justice—				
Pension alimentaire pour enfants—Projet à frais partagés		86,855	32,428	54,427
Cour fédérale du Canada—				
Compte spécial de la Cour fédérale	9,417,496	5,407,044	4,596,633	10,227,907
	9,417,496	*5,493,899*	*4,629,061*	*10,282,334*
Travail—				
Compte d'attente, justes salaires	25,920	105,580	130,948	552
Compte d'attente, normes du travail	306,286	254,591	116,990	443,887
	332,206	*360,171*	*247,938*	*444,439*
Défense nationale—				
Gouvernements étrangers—				
Royaume-Uni—				
Armée britannique—Suffield (Alberta)	6,006,508	31,352,653	41,212,859	-3,853,698
Autres activités	-1,289,612	39,522,951	38,432,180	-198,841
États-Unis d'Amérique	3,506,097	24,640,838	28,327,074	-180,139
République fédérale d'Allemagne—				
Armée allemande—Shilo (Manitoba)	2,249,963	11,856,549	11,454,648	2,651,864
Autres activités	-943,397	59,765,999	51,353,255	7,469,347
Pays-Bas	5,379,201	41,486,643	42,185,226	4,680,618
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)—				
Projets d'infrastructure	4,727,260	79,016,812	87,021,079	-3,277,007
Organismes non gouvernementaux	1,671,537	617,245	685,321	1,603,461
	21,307,557	*288,259,690*	*300,671,642*	*8,895,605*
Santé nationale et Bien-être social—				
Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance	152,510		102,510	50,000
Méthodologie informatisée de programmation d'espace[2]				
Système d'évaluation de sécurité contre le feu pour hôpitaux[2]				
Projets divers fédéraux-provinciaux	271,406	296,871	268,344	299,933
Base de données nationales sur les médecins[2]				
"Y'a personne de parfait"—Projet à frais partagés[2]				
Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux[2]				
Étude sur les problèmes de la responsabilité et de l'indemnisation dans le secteur des soins de santé[2]				
Évaluation de l'innocuité des produits chimiques	4,904			4,904
Organisation mondiale de la santé	191,291	38,000	92,287	137,004

TABLEAU 7.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Fin*

	1[er] avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Conseil des recherches médicales—				
Recherches en dyskinésie et en torticolis	92,353	10,543		**102,896**
Bourses d'études Farquharson	65		65	
	712,529	*345,414*	*463,206*	***594,737***
Conseil privé—				
Conseil économique du Canada—				
Ententes relatives aux frais partagés—Nouvelle-Écosse		45,000	20,003	**24,997**
Secrétariat d'État—				
Conseil de recherches en sciences humaines—				
Fonds pour les boursiers de la Reine	260,366	29,407	16,750	**273,023**
Fonds de fiducie	6,323	729		**7,052**
	266,689	*30,136*	*16,750*	***280,075***
Solliciteur général—				
Gendarmerie royale du Canada—				
Actifs confisqués		1,397,547	71,022	**1,326,525**
Approvisionnements et Services—				
Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance		41,387,108	41,387,108	
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires	377,586,276		92,158,227	**285,428,049**
Moins: titres détenus en fiducie	377,586,276	92,158,227		**285,428,049**
		92,158,227	*92,158,227*	
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions	1,150,701		77,610	**1,073,091**
	1,150,701	*133,545,335*	*133,622,945*	***1,073,091***
Transports—				
Compte de l'aéroport de Cartierville	1,466,225		1,462,766	**3,459**
Anciens combattants—				
Fonds de bienfaisance de l'armée	668,186	575,668	807,974	**435,880**
Total	118,565,689	548,341,152	555,028,145	**111,878,696**
Moins: redressement de consolidation[1]	5,937,879		1,903,789	**7,841,668**
Total des autres comptes	112,627,810	548,341,152	556,931,934	**104,037,028**
Total des autres comptes à fins déterminées	919,778,802	721,614,453	613,786,521	**1,027,606,734**

[1] Certaines sociétés font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

[2] Ce compte est inclus avec les Projets divers fédéraux-provinciaux (Santé nationale et Bien-être social).

Fonds d'assurance de la fonction publique

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance du service civil, afin de fournir une couverture sous forme d'assurance-vie aux fonctionnaires qui ont souscrit à des polices d'assurance avant 1955-56. L'achat de polices a été discontinué en 1954-55, conformément à l'article 62(2) de la Loi sur la pension de la fonction publique.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient de primes de $12,812, et, d'un montant de $392,022 (imputé aux dépenses budgétaires) qui représente un redressement destiné à régulariser le solde du fonds en rapport avec l'évaluation actuarielle établie au 31 mars 1990. Les paiements et autres débits se composaient de prestations de décès, $663,726; de valeurs de rachat en espèces, $56,627; de rentes, $27,999; et, de remboursements de primes, $609.

Compte de prestations de décès des forces régulières

Ce compte a été établi par la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants des Forces armées. Les rentrées et autres crédits consistent en: *a)* des cotisations des participants; *b)* la contribution du gouvernement (1/6 des prestations payées à l'égard de participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense); *c)* des primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500; et, *d)* des intérêts.

Les paiements et autres débits consistent en: *a)* des prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; *b)* des prestations versées à l'égard des participants par choix au régime des forces régulières, à qui des pensions n'étaient pas payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; et, *c)* la partie des prestations payables pour laquelle le gouvernement a versé une prime unique.

TABLEAU 7.15

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DES FORCES RÉGULIÈRES

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	108,956,106	95,819,641
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations du personnel	9,785,515	9,164,007
Contribution du gouvernement	1,803,967	1,465,596
Primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500	732,530	523,590
Intérêts	12,074,557	10,610,774
	24,396,569	21,763,967
	133,352,675	117,583,608
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	10,823,805	8,627,502
Solde de clôture	122,528,870	108,956,106

Compte de prestations de décès de la fonction publique

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants de la fonction publique.

Sont crédités au compte: *a)* les cotisations par les employés; *b)* les contributions par le gouvernement et les sociétés de la fonction publique; et, *c)* les intérêts. Les paiements et autres débits représentent: *a)* les prestations versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la fonction publique, ou recevaient une rente au titre de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique; et, *b)* les prestations de $500 versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la fonction publique, ou recevaient une rente en vertu de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique, et pour lesquels a été effectué le paiement d'une prime unique au titre d'une couverture viagère de $500 de prestations de décès.

TABLEAU 7.16

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	616,370,474	527,522,877
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés—		
Gouvernement et sociétés de la fonction publique	59,284,904	56,227,705
Gouvernment—		
Le sixième des paiements de prestations (général)	5,678,674	6,028,585
Prime unique de $500	1,728,930	1,829,161
Sociétés de la fonction publique	2,319,296	2,361,234
Intérêts	69,049,902	59,422,932
	138,061,706	125,869,617
	754,432,180	653,392,494
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Paiements de prestations—		
Généralité	34,339,032	35,239,220
Couverture viagère de $500	1,744,300	1,702,213
Autres paiements de prestations de décès	76,672	80,587
	36,160,004	37,022,020
Solde de clôture	718,272,176	616,370,474

Fonds d'assurance des soldats de retour

Ce fonds a été établi en vertu de la Loi de l'assurance des soldats de retour, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est tenu selon une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1990 de $9,492 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 août 1933.

Fonds d'assurance des anciens combattants

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance des anciens combattants, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est tenu selon une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1990 de $524,395 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 octobre 1968.

Compte de pension pour les agents des rentes

Ce compte a été établi par le crédit 181 de la Loi des subsides n° 1 de 1961, afin de verser des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont les activités consistaient à vendre au public des rentes sur l'État.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'allocations de retraite des parlementaires

Ce compte a été établi par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, afin de fournir des prestations de retraite aux parlementaires admissibles qui ont versé des cotisations au régime de pension. Par "parlementaire" on entend un sénateur ou un député. Des prestations sont également prévues pour les veuves et les enfants à la charge des parlementaires ayant servi le 9 avril 1963 ou après et qui ont versé des cotisations en vertu de la Loi.

Les rentrées et autres crédits consistent en: *a)* des cotisations retenues sur les indemnités courantes, et calculées d'après la totalité de la somme versée; *b)* des cotisations retenues sur les traitements supplémentaires, et établies d'après le taux de cotisation choisi, jusqu'à 10% du montant global du traitement; *c)* des cotisations à l'égard de sessions antérieures, lorsque les parlementaires choisissent de payer les arrérages, et les intérêts sur les arrérages; *d)* des intérêts et assurance-décès, sur tout solde impayé, d'après les tables de survie du Canada; *e)* des contributions du gouvernement, égales aux cotisations versées ou échues au cours de l'exercice; et, *f)* des intérêts crédités à chaque trimestre.

Les paiements et autres débits consistent en: *a)* des paiements d'allocations annuelles; et, *b)* des allocations de retraite y compris les intérêts afférents.

TABLEAU 7.17

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES PARLEMENTAIRES

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde d'ouverture	30,217,345	29,254,221
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des parlementaires—		
Au titre du service actuel	2,157,118	2,082,958
Arrérages du principal, intérêts et assurance-décès	147,962	184,116
Contributions du gouvernement—		
Au titre du service actuel	2,175,581	2,082,958
Intérêts	3,059,384	2,960,449
	7,540,045	7,310,481
	37,757,390	36,564,702
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Allocations annuelles	6,368,934	6,208,309
Indemnités de retrait	26,480	132,755
Intérêts sur retraits	884	6,293
	6,396,298	6,347,357
Solde de clôture	31,361,092	30,217,345

Caisse de pension des personnes à charge

Ce fonds, qui relève de la partie IV de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, accorde des prestations de retraite aux veuves et aux autres personnes à charge des membres cotisants de la Gendarmerie royale du Canada. Le fonds est crédité d'un montant qui correspond à une retenue de 5% sur la solde des membres de la Gendarmerie (excluant ceux qui n'ont pas le brevet d'officier) qui sont assujettis à la Loi sur la continuation des pensions. Il n'y a plus de membres en service actif parmi les contribuants.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant

Ce compte, qui relève de la partie II des Règlements sur les pensions du personnel engagé sur place, accorde des prestations de retraite aux fonctionnaires du gouvernement qui sont employés localement et qui ont versé des cotisations se rapportant au fonds. Sont créditées au compte les cotisations des employés engagés sur place, et les prestations ultérieures y sont imputées.

Fonds de retraite

Ce fonds a pour but de verser des prestations de retraite à certains fonctionnaires qui ne sont pas couverts par le Compte de pension de retraite de la fonction publique et qui ont versé des cotisations au fonds.

Les cotisations au fonds sont effectuées par retenues mensuelles sur les traitements de certains employés à taux prédominants ou d'employés saisonniers et certains autres. Les autres sommes créditées comprennent des intérêts au taux de 4% par année sur le solde au crédit de chaque cotisant, la contrepartie figurant à l'intérêt de la dette publique. Les paiements et autres débits représentent le paiement des sommes au crédit d'employés démissionnaires ou décédés, ainsi que les sommes virées au Compte de pension de retraite de la fonction publique à l'égard d'employés devenus cotisants.

Ateliers de développement de l'agriculture

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent reçues de l'Agence de coopération culturelle et technique de Paris (France) conformément avec l'accord fait à Paris, le 15 juin 1990. Ces fonds seront utilisés pour couvrir les frais de formation et de subsistance des membres de pays du Tiers Monde durant leurs stages au Centre de recherche et de développement sur les aliments de Saint-Hyacinthe (Québec).

Ententes entre le Canada et les provinces sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés versés par les provinces au titre de leur participation aux coûts encourus aux termes des ententes sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse. Le compte est imputé avec les paiements effectués aux éleveurs de bestiaux admissibles.

Entente entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales

Ce compte a été établi en vertu de l'Entente auxiliaire de 1984 sur l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales entre le Canada et la Saskatchewan, afin d'inscrire les dépôts faits par la province de la Saskatchewan chaque fois qu'une ville peut financer une partie des services d'aqueduc ou des installations d'épuration des eaux, et ou la construction indépendante n'est pas faisable. Les fonds sont déboursés à même le compte au moment où les coûts de facturation sont reçus.

Projets sur le développement agro-alimentaire Canada-Manitoba

Ce compte (antérieurement Projet Carman dérivation) a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés reçus du gouvernement du Manitoba concernant leur participation aux coûts encourus pour la mise en oeuvre de certains projets. Ces projets comprennent des travaux de construction et de gestion pour l'amélioration du sol et la ressource en eau. Les fonds sont déboursés à même le compte au moment où les coûts de facturation sont reçus.

Ententes relatives aux frais partagés—Recherches

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent déposées par des parties externes aux fins de projets de recherches à frais partagés. Les sommes sont déboursées pour le compte des déposants au fur et à mesure que les projets sont entrepris.

Compte des avances—Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux fins de tenir en réserve pour emploi dans les exercices subséquents, les revenus dérivés des projets subventionnés par Téléfilm Canada, lesquels sont demeurés non réinvestis à la fin de l'exercice, en raison du temps.

Projets à frais partagés—Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés provenant de l'industrie privée, à l'appui de l'Étude du rôle des sexes dans la programmation relative à la télévision canadienne.

Compte de dépôt—Consommateurs et Sociétés

Ce compte a été établi en vertu des articles 20 et 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent détenues en fiducie pour couvrir les frais des services fournis régulièrement. Aucun intérêt n'est crédité à ce compte.

Revenus provenant du Traité de coopération en matière de brevets

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques et de l'article 12(3) du Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets des Règles sur les brevets, afin d'enregistrer la rentrée et la disposition de diverses taxes au sujet des demandes pour un brevet international, conformément avec les Règles 14, 15, 16 et 16bis du Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets.

Revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite

Ce compte a été établi en vertu des articles 78, 84, 154 et 194 de la Loi sur la faillite, afin d'inscrire les dividendes payés sur les actions détenues originairement par un courtier en faillite et par la suite vendues aux clients. Puisque les actions n'étaient pas immatriculées au nom des clients, les dividendes doivent être versés au dernier propriétaire immatriculé, dans ce cas, le courtier en faillite. Les dividendes sont remis au Surintendant des faillites pour la garde en dépôt.

Titres en fiducie—Loi sur la faillite

Ce compte a été établi en vertu de l'article 67 de la Loi sur la faillite, afin d'inscrire les titres que détenaient originairement un courtier en faillite pour le compte des clients qui sont introuvables.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur la faillite

Ce compte est constitué des sommes qui sont créditées au Receveur général, conformément aux dispositions de l'article 154 de la Loi sur la faillite, en attendant la répartition aux créanciers.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les sociétés par actions

Ce compte a été établi conformément aux articles 227 et 228 de la Loi sur les sociétés par actions, afin d'enregistrer des dettes envers les créanciers et les actionnaires introuvables. Ce compte est imputé lorsque les fonds sont versés à ceux-ci.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les liquidations

Ce compte comptabilise les sommes créditées au Receveur général, en attendant la répartition, conformément aux articles 138 et 139 de la Loi sur les liquidations.

Programme de stratégie de planification de l'emploi

Le programme de stratégie de planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Emploi d'été—Programme d'expérience de travail

Le programme d'emploi d'été—Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Centre régional d'interception séismique de l'Énergie atomique du Canada, Limitée

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds provenant d'Énergie atomique du Canada, Limitée facilitant ainsi les frais partagés requis pour les dépenses concernant le fonctionnement du réseau du Centre régional d'interception séismique dans les provinces d'Ontario et d'Alberta.

Division de géologie du continent—Hydro-Ontario

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, en vue de faciliter une entente relative aux frais partagés entre Énergie, Mines et Ressources et l'Hydro-Ontario, afin d'acquérir, de rassembler, de traiter et d'interpréter des données de sismique-réflexions enregistrées dans les lacs Ontario, Erié et Huron.

Commission géologique du Canada—Ententes relatives aux recherches

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de faciliter la retenue et le paiement de sommes d'argent reçues de particuliers, d'industries et de d'autres gouvernements pour des projets conjoints ou pour fins d'ententes relatives aux recherches à frais partagés.

Entente d'exécution—Agence internationale de l'énergie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les fonds provenant du partage des coûts entre le Canada, les États-Unis, le Japon, la Suède et l'Italie relativement à la mise en oeuvre de l'accord de l'Agence internationale de l'énergie. Les fonds sont destinés à un programme de recherche, de développement et de démonstration sur l'alcool et le mélange utilisé comme carburant.

Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta

À ce compte sont inscrites les sommes versées par le gouvernement de l'Alberta, qui sont destinées à encourager l'expansion des marchés de gaz naturel dans les provinces à l'est de l'Alberta, en conformité avec l'accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui de l'Alberta le 1^er^ septembre 1981 et conformément à l'article 39 de la Loi sur l'administration de l'énergie. Le terme initial de l'accord était du 1^er^ novembre 1981 au 31 janvier 1987. Par suite de l'Accord de l'Ouest convenu le 25 mars 1985, les paiements effectués par le gouvernement de l'Alberta ont pris fin le 30 avril 1986; toutefois, des paiements sont effectués à même le compte à titre du Programme de conversion des véhicules au gaz naturel et celui des postes d'essence pour le gaz naturel.

Observatoire Meanook

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de faciliter le partage des coûts concernant les dépenses requises pour le fonctionnement de l'observatoire Meanook à Athabasca en Alberta. Le "Naval Ocean Systems Centre" (É-U) participera au maintien ainsi qu'à l'utilisation de cette installation.

Compte néo-écossais des recettes extracôtières

Ce compte a été établi conformément à l'article 219 de la Loi de mise en oeuvre de l'accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers afin d'enregistrer les sommes perçues sous le régime de divers accords fiscaux décrits à la partie IV de la Loi. Par la suite, ces deniers sont alors remis à la province de la Nouvelle-Écosse et imputés à ce compte.

NYSERDA—Recherche et développement de la technologie diesel

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, en vue de gérer un paiement anticipé reçu du New York State Energy Research and Development Authority (NYSERDA) aux fins de justifier la technologie méthanol-diesel dans le fonctionnement des autobus pour transports en commun. Ce paiement anticipé représentait une des stipulations d'un accord convenu entre le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et NYSERDA.

Programme de sondage des fonds marins—Australie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de déposer les fonds provenant du gouvernement de l'Australie pour le programme de sondage des fonds marins. Par la suite, ces fonds ainsi que la part du Canada pour les coûts du programme seront envoyés à la National Science Foundation, Washington,D.C.

Capteur-imageur électro-optique à détecteur multiple—Hydro-Ontario

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les fonds reçus d'Hydro-Ontario et de faciliter les coûts partagés, ayant trait aux dépenses, en vue de permettre une analyse et une évaluation sur les utilités du système capteur-imageur électro-optique à détecteur multiple concernant les couloirs de services publics relatifs à l'hydro.

Projets à frais partagés—Énergie, Mines et Ressources

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de faciliter la retenue et le paiement de sommes d'argent reçues d'organismes privées et de d'autres gouvernements pour les frais partagés concernant des projets scientifiques.

Compte sur le concours de sculpture de Forks

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux fins de recevoir des dons de la part de sociétés et de d'autres donateurs, afin de parrainer un concours de sculpture à l'inauguration du parc historique national de Forks à Winnipeg (Manitoba).

Compte de fiducie de Mackenzie King

Feu le très honorable W L Mackenzie King a légué, au gouvernement du Canada, la Maison Laurier à Ottawa, et la somme de $225,000; une somme égale à celle-ci a été créditée au compte. Les intérêts calculés, suivant les dispositions de l'article 3 de la Loi sur la Maison Laurier, sont crédités à ce compte à la fin de chaque exercice, et imputés à l'intérêt de la dette publique. Ils doivent être affectés à l'entretien de la Maison Laurier, qui doit être conservée comme lieu d'intérêt historique, de même que pour des fins de facilités d'étude et de recherches.

Dépôts à l'égard de projets divers—Environnement

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les contributions provenant d'organisations et de particuliers, qui sont destinées à la poursuite de travaux de recherches.

Programme de capitalisation pour la participation du public

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les dépôts reçus des provinces, des territoires ou d'organismes privés qui fournissent des fonds, pour aider la participation du public au programme du gouvernement fédéral concernant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.

Compte de la Fondation du Canada

Ce compte a été établi par le crédit 6g de la Loi des subsides n° 2 de 1967, en vue d'y inscrire les deniers reçus en rapport avec l'Entente de 1950 sur les secours aux civils, et l'Entente culturelle de 1954 entre le Canada et l'Italie, et les sorties de caisse aux fins desdites ententes.

Le compte est tenu en lires d'Italie à la Banco di Roma (Italie), et toutes les opérations effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au cours du change en vigueur à la fin des exercices (1990-91, 1 lire/$0.000910 can; 1989-90, 1 lire/$0.000941 can).

Au cours de l'exercice, le revenu provenant de l'exploitation du compte s'est élevé à 19,344,275 lires—$17,642 can, et les déboursés concernant les activités culturelles et les dépenses administratives étaient de 64,363,432 lires—$58,699 can. Le rajustement de la valeur comptable reportée de l'exercice précédent a produit des diminutions de l'évaluation au montant de $9,024 pour les titres détenus en fiducie, et de $482 pour les espèces en dépôt. Le solde de clôture comporte des titres au coût et des espèces en dépôt.

Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les paiements anticipés et les déboursés à l'égard des coûts relevant de l'assistance technique fournie à d'autres pays par des sociétés et institutions canadiennes, en vertu d'ententes entre le gouvernement du Canada et d'autres gouvernements étrangers.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte du Sommet économique

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent provenant du secteur privé et d'autres organisations financées par des fonds publics. Ces fonds reçus à titre de dons ont été utilisés pour aider à couvrir les frais associés à des événements spéciaux qui ont eu lieu à Toronto (Ontario) du 19 au 28 juin 1988, au cours du Sommet économique.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Salon de l'aéronautique de Paris

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent provenant du secteur privé. Ces fonds seront utilisés pour aider à couvrir les frais occasionnés par les activités du Pavillon canadien à Paris qui auront lieu du 13 au 23 juin 1991, au salon de l'aéronautique de Paris.

Dépôts en garantie—Agence canadienne de développement international

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les chèques de réclamations d'assurance pour les avaries en cours de route à l'égard de biens expédiés au pays désigné dans le contrat du prêt, en attendant que le pays décide si ces fonds devraient être employés pour réduire le solde du prêt ou pour acquérir des biens de remplacement.

Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec

Ce compte a été établi en vertu de la Loi 12 Victoria, 1849, chapitre 200, afin d'inscrire le produit de la vente de terres, employé dans le soutien et l'entretien des écoles publiques dans le Haut et le Bas Canada, maintenant l'Ontario et le Québec. Les intérêts de $133,888, répartis d'après la population, sont versés semestriellement aux provinces précitées, au taux de 5% par année, et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations à l'étranger

Ce compte a été établi par le crédit 22a de la Loi des subsides n° 9 de 1966, afin d'inscrire: *a)* toute partie des deniers reçus du Séquestre des biens ennemis, le produit de la vente de biens et les bénéfices provenant des biens, et, *b)* toutes les sommes reçues des gouvernements d'autres pays à la suite d'ententes intervenues après le 1er avril 1966 relativement au règlement de réclamations présentées par le Canada, et enregistre également le paiement des réclamations soumises, y compris le paiement des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations de guerre—Seconde Guerre mondiale

Ce compte a été établi par le crédit 696 de la Loi des subsides n° 4 de 1952, afin d'inscrire les deniers reçus du Séquestre des biens ennemis ou d'autres sources, et les paiements: *a)* aux réclamants admissibles pour indemnités au titre de la Seconde Guerre mondiale; *b)* d'une indemnité supplémentaire correspondant à la moitié de l'indemnité première (le décret CP 1958-1467 du 23 octobre 1958); et, *c)* des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

On a établi une Commission des réclamations de guerre chargée de faire enquête et rapport sur les réclamations des canadiens, au titre de la Seconde Guerre mondiale, pour lesquelles ils pourraient être dédommagés par imputation sur ce fonds ou sur tout autre fonds constitué à cette fin. Les dépenses de la Commission sont imputables sur ce compte.

Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la convention en matière de pêche dans les Grands Lacs, afin d'inscrire les obligations financières en circulation du gouvernement du Canada. Le ministère des Pêches et Océans est agent de cette Commission et a la responsabilité de la quittance du programme impliquant à faire disparaître la lamproie marine dans les Grands Lacs et ainsi qu'aux recherches relatives.

Dépôts à l'égard de projets divers—Pêches et Océans

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les contributions provenant d'organisations et de particuliers, qui sont destinées à la poursuite de travaux de recherches.

Dépôts à l'égard de projets divers—Forêts

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les contributions provenant d'organisations et de particuliers, qui sont destinées à la poursuite de travaux de recherches forestières.

Amendes—Loi sur les Indiens

Sont créditées à ce compte les amendes perçues en vertu des articles 85.1 et 104 de la Loi sur les Indiens, à l'égard de poursuites pour infractions aux règlements sur les boissons alcooliques, et de statuts émanant des bandes. Les dépenses encourues comprennent les frais engagés dans la suppression du trafic des boissons alcooliques chez les Indiens du Canada.

Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes détenues pour les Indiens dans les banques autorisées à travers le Canada. Ces sommes comprennent entre autres les successions, les dépôts et les paiements effectués sur les baux détenus pour des particuliers indiens, et les sommes à répartir entre des particuliers indiens et des bandes indiennes.

Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats

Ce compte a été établi en vertu de l'article 61 de la Loi sur les Indiens, afin d'inscrire la valeur à l'origine des actions de Transalta Utilities Ltd, en compensation d'une ligne d'énergie ayant servitude de passage sur la réserve des Indiens Blood. Ces actions sont détenues au nom du Receveur général du Canada au crédit de la bande des Indiens Blood. Tous les dividendes reçus sont portés au crédit du compte de recettes de la bande des Indiens Blood.

Fonds de compensation des Indiens

Conformément aux articles 35 et 61 de la Loi sur les Indiens, les deniers reçus, en rapport avec la vente de terres appartenant aux Indiens et en compensation d'une servitude lorsque le droit de propriété est contestable ou lorsque l'arpentage n'est pas complété, sont inscrits au compte jusqu'à ce que toute la documentation ait été réunie.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les deniers détenus pour le compte de particuliers et de bandes, perçus à partir de locations et de baux de terres indiennes, comme la location de terres agricoles, les servitudes, les baux et les permis d'exploitation pétrolière et gazière, etc, jusqu'à ce que la documentation voulue soit reçue.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes spéciaux des Indiens

Conformément à l'article 52 de la Loi sur les Indiens et l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, ces comptes spéciaux des Indiens représentent des comptes non productifs d'intérêts tenus à des fins particulières et comprennent les postes suivants:

a) *Héritiers absents ou disparus*—Les avoirs d'une succession, auxquels un héritier disparu peut prétendre, sont gardés dans un compte pendant une période de sept ans, après quoi, si les héritiers ne sont pas retracés, ces avoirs sont partagés entre les autres personnes selon leurs droits respectifs.

b) *Réserves de fourrures de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les deniers reçus suite à la vente des pelleteries piégées dans les réserves du district de l'Abitibi, au Québec, afin de reporter les frais des salaires des marqueurs, le fret, etc.

c) *Pêches de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les frais d'exploitation du projet de pêche à l'esturgeon de l'Abitibi.

d) *Habitations hors réserve des Indiens*—Ce compte enregistre les contributions personnelles détenues en fiducie en attendant que celles-ci soient remises au vendeur, bâtisseur ou représentant légal.

Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire la part de l'Ontario des rentrées provenant de l'activité minérale sur les réserves indiennes, conformément aux modalités de l'Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario. Ces fonds seront versés aux bandes indiennes aussitôt qu'une nouvelle législation fédérale et provinciale sera adoptée promulguant un nouvel Accord sur les terres indiennes pour l'Ontario.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Diverses ententes relatives aux frais partagés—Industrie, Sciences et Technologie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations reliées aux fonds fournis par les provinces et territoires en vertu de diverses ententes relatives aux frais partagés.

Tourisme—Ententes relatives aux frais partagés

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent déposées par des organismes externes aux fins d'études à frais partagés. Les sommes sont déboursées pour le compte des déposants au fur et à mesure que les projets sont entrepris.

Ententes fédérales-provinciales—Agence spatiale canadienne

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'enregistrer les sommes d'argent reçues provenant des paiements à coûts partagés avec les provinces.

Radarsat

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent reçues des frais partagés et des paiements anticipés destinées aux images du projet Radarsat.

Fonds de fiducie—Conseil national de recherches du Canada

Ce compte a été établi par la Loi sur le Conseil national de recherches, afin d'inscrire les fonds reçus notamment des départements et organismes, pour couvrir les dépenses effectuées au nom de ces derniers.

Fonds spécial—Conseil national de recherches du Canada

Ce compte a été établi par la Loi sur le Conseil national de recherches, afin d'inscrire les recettes reçues par le Conseil national de recherches du Canada s'élevant à $23,943,623, provenant de droits de laboratoire, $11,685,020; de capital, $611,000; de services d'information, $2,986,752; de ventes de publications, $6,416,985; et, de revenus divers, $2,243,866. Une somme de $21,144,335 a été imputée à ce compte, de laquelle une somme de $20,533,335 a été portée au crédit 60 du Conseil national de recherches, et, de $611,000 au crédit 65 du Conseil national de recherches, pour compenser les dépenses.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 27 de la Loi d'action scientifique du gouvernement (1976), afin d'inscrire les fonds fournis par d'autres gouvernements et organismes, pour combler les dépenses faites pour leur compte, et afin d'indiquer la dette de cet organisme envers d'autres organismes.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Paiements anticipés—Statistique Canada

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour inscrire les paiements anticipés reçus notamment des départements, organismes et autres, afin de financer le coût de services statistiques spéciaux.

Pension alimentaire pour enfants—Projet à frais partagés

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de comptabiliser les fonds reçus des gouvernements provinciaux et territoriaux conformément à l'entente relative au financement du projet fédéral-provincial de lignes directrices concernant la pension alimentaire pour enfants.

Dès que le projet aura été réalisé, l'autorité compétente de chaque province ou territoire recevra un remboursement sans intérêt, proportionnel à la part qui lui revient des fonds crédités au solde du compte.

Compte spécial de la Cour fédérale

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin de maintenir les comptes au nom des plaideurs devant la Cour. Ces comptes enregistrent les deniers versés à la Cour fédérale du Canada, suite à une ordonnance de la Cour, aux règles de la Cour ou aux décrets, à être détenus en fiducie en attendant que soit effectué le paiement de ces deniers, conformément à un arrêt de la Cour.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente, justes salaires

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de l'article 13 du Règlement sur les justes salaires et heures de travail. Lorsqu'une enquête portant sur des travaux à forfait entrepris par le gouvernement justifie l'octroi de salaires, on crédite à ce compte la somme versée par l'entrepreneur, laquelle est ensuite répartie aux employés.

Ce compte inscrit également les sommes versées par les départements et organismes, représentant les salaires reliés à des contrats, et retenues sur le versement final aux entrepreneurs.

Compte d'attente, normes du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la partie III du Code canadien du travail, article 251, et de l'article 23 du Règlement du Canada sur les normes du travail.

Ce compte comptabilise:

a) les fonds versés par les employeurs suite à une évaluation faite par des inspecteurs qui constatent qu'il y a une insuffisance des paiements au titre du salaire minimum ou à l'égard d'indemnités au titre de la majoration de salaire pour heures supplémentaires, ou des indemnités de départ, de congé annuel ou de jour férié, de congé de décès ou en guise de préavis de licenciement. Les cotisations sont versées directement à l'employé ou au ministre du Travail qui doit ensuite remettre les fonds à l'employé;

b) les paiements versés par les employeurs qui doivent des arriérés de salaires à leurs employés. Ces montants sont remis aux employés; et,

c) les salaires remis au ministre du Travail de la part des employeurs qui ne peuvent retrouver des employés. Celui-ci doit alors tenter de retrouver ces employés.

Gouvernements étrangers

Ces comptes ont été établis en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer les fonds provenant des gouvernements étrangers, pour couvrir les dépenses à effectuer pour le compte de ceux-ci, conformément aux dispositions d'ententes avec le gouvernement du Canada.

Le solde débiteur de quelques comptes découle d'un délai dans le traitement et sera compensé dans le nouvel exercice.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)—Projets d'infrastructure

Ces comptes ont été établis en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds provenant de l'OTAN pour couvrir *a)* les projets d'infrastructure de l'OTAN mis en œuvre par le Canada, et, *b)* les autres dépenses à effectuer pour le compte de l'OTAN, conformément aux termes d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

Le solde débiteur de ce compte découle d'un délai dans le traitement et sera compensé dans le nouvel exercice.

Organismes non gouvernementaux

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, dans le but d'inscrire les fonds reçus afin de couvrir les dépenses faites pour le compte des organismes non gouvernementaux, pour lesquels aucun compte particulier n'a été créé.

Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent reçues lors de la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs pour permettre le règlement de toute dette de la Société.

Projets divers fédéraux-provinciaux—Santé nationale et Bien-être social

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les opérations des frais partagés reliées aux provinces et aux territoires en vertu des ententes avec le fédéral et les provinces pour des projets conjoints dans les domaines de l'administration hospitalière, la mise en marche des installations des hôpitaux ainsi que d'autres activités relatives à la santé.

Évaluation de l'innocuité des produits chimiques

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds reçus et les paiements effectués aux organismes et personnes qui fournissent des services au nom du Groupe scientifique chargé de la méthodologie d'évaluation de l'innocuité des produits chimiques selon les besoins précis identifiés par le Groupe.

Organisation mondiale de la santé

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les fonds provenant de l'Organisation mondiale de la santé, pour des projets scientifiques.

Recherches en dyskinésie et en torticolis

Ce compte a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, afin d'enregistrer un legs de $75,000 fait par un donateur anonyme, pour l'établissement d'un fonds de recherches dans les domaines de la dyskinésie et du torticolis. L'intérêt perçu est utilisé pour verser des subventions aux fins de recherches. D'autres dons sont également crédités à ce fonds.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses d'études Farquharson

Ce fonds a été établi en vertu de l'article 15 de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, afin d'enregistrer un prix décerné par la Fondation de recherches de l'Hôpital général de St-Boniface. Le fonds accordait des bourses d'études pour recherches à des étudiants en médecine et à des diplômés d'études secondaires.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Ententes relatives aux frais partagés—Nouvelle-Écosse—Conseil économique du Canada

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, pour enregistrer une contribution de $45,000 provenant de la province de la Nouvelle-Écosse conformément à une entente relative aux frais partagés. Le but de cette entente est d'utiliser conjointement et séparément les données longitudinales familiales intégrées et les données administratives de l'assistance sociale obtenues de Statistique Canada afin d'entreprendre de telles recherches, qui sont nécessaires pour mettre en valeur le déroulement des politiques sociales dans la Nouvelle-Écosse et au Canada.

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce fonds représente une subvention au montant de $250,000 accordée en vertu du crédit 45a de la Loi n° 5 de 1973-74 portant affectation de crédits. Le revenu est utilisé aux fins de payer des bourses d'études aux étudiants diplômés dans certains domaines d'études canadiennes.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les recettes et les déboursés de fonds disponibles pour les activités liées à la recherche dans le domaine des sciences humaines. Le compte enregistre également l'encaissement de dons privés et le décaissement de ces fonds aux fins de projets spéciaux.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Actifs confisqués

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire les sommes d'argent confisquées au cours des enquêtes et des saisies de drogues conformément avec le Code criminel du Canada ainsi que la Loi sur les stupéfiants. Les fonds sont détenus en attendant la décision de la cour.

Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance

À ce compte sont crédités les produits d'intérêts sur les obligations déposées par les compagnies d'assurance, en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques. Les débits représentent le versement de ces intérêts aux compagnies d'assurance.

Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires

Ce compte a été établi par un accord écrit entre le Canada et les États-Unis, afin d'inscrire les fonds inutilisés provisoirement et payés au gouvernement des États-Unis en vertu de contrats pour achats d'équipement militaire. Les fonds sont placés par la Banque fédérale de réserve de New York pour produire des intérêts au nom du gouvernement du Canada.

Entreprises Petro-Canada Inc—Actions

Ce compte a été établi en vertu de l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, afin d'inscrire la dette envers les actionnaires qui n'ont pas présenté leurs actions en vue de paiement. Le solde de clôture représente 8,932 actions des Entreprises Petro-Canada Inc à $120.14 l'action.

Compte de l'aéroport de Cartierville

Conformément à l'article 21 de la Loi sur la gestion des finances publiques, et suite à la vente de l'aéroport de Cartierville par le gouvernement à Canadair Limitée, ce compte spécial a été établi afin de retenir en dépôt la somme de $5,000,000 et d'enregistrer dans ce même compte le revenu d'intérêt, tel qu'approuvé par le ministre des Finances.

Périodiquement, on portera des versements effectués à Canadair Limitée au débit de ce compte, afin de rembourser Canadair des dépenses encourues relativement aux réparations et améliorations apportées à l'aéroport de Cartierville.

Fonds de bienfaisance de l'armée

Conformément à l'article 3 de la Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée, ce compte était crédité de certains profits provenant de cantines et d'autres fonds émanant de la Seconde Guerre mondiale. Des intérêts sur les soldes mensuels minimums au taux de 12.62% par année étaient crédités semestriellement pour la période du 29 juin 1985 au 28 juin 1990 et au taux de 9.91% pour la période du 29 juin 1990 au 28 juin 1995.

Les paiements sont tirés du fonds au profit des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou de leurs personnes à charge, ou pour les veuves, enfants ou autres personnes à la charge des anciens combattants décédés.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints sont la responsabilité de la direction du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada ont été dressés selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente des états, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La préparation des informations financières fait partie intégrale des responsabilités plus étendues de la direction pour les opérations continues du Compte et du Fonds. La direction tient des registres comptables et maintient des systèmes de contrôles financiers et de gestion, auxquels s'ajoute un programme de vérification interne, ainsi que des pratiques de gestion afin de fournir une certitude raisonnable que des informations financières fiables et précises sont disponibles au moment opportun; que les éléments de l'actif sont protégés et contrôlés; que la gestion des ressources est économique et efficiente; que le déroulement de l'exploitation est efficace; et que les opérations sont conformes au Régime de pensions du Canada et aux réglements.

Le vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers du Régime et présente son rapport au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le sous-ministre adjoint
Programmes de la sécurité du revenu
J.G. Soar

La sous-ministre
Margaret Catley-Carlson

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur les résultats de ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, le solde et l'évolution du Compte et du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énonçées dans la note 2 afférente aux états.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 août 1991

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

ÉTAT DU COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Montants portés au crédit		
Cotisations—Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	7,968,781	7,278,667
Intérêt (note 3)	4,410,935	4,181,861
	12,379,716	11,460,528
Montants portés au débit		
Prestations		
Pensions de retraite	7,045,020	6,290,188
Pensions d'invalidité	1,612,356	1,470,123
Pensions aux survivants	1,483,113	1,335,545
Prestations de décès	159,922	149,088
Prestations aux orphelins	130,601	126,374
Prestations aux enfants de cotisants invalides	110,900	101,637
	10,541,912	9,472,955
Dépenses (note 4)		
Administration	65,584	58,429
Perception des cotisations	63,038	52,533
Services d'émission de chèques et d'informatique	27,083	25,108
Locaux	4,396	6,700
Attribution et entretien des numéros d'assurance sociale	2,115	1,751
Services actuariels	707	565
	162,923	145,086
	10,704,835	9,618,041
Augmentation du solde	1,674,881	1,842,487
Solde au début de l'exercice	39,445,369	37,602,882
Solde à la fin de l'exercice	41,120,250	39,445,369
Représenté par:		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	37,661,664	36,483,062
Solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada	3,458,586	2,962,307
	41,120,250	39,445,369

Éventualités (note 6)

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint
Programmes de la sécurité du revenu
J.G. SOAR

La sous-ministre
MARGARET CATLEY-CARLSON

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

ÉTAT DU FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Achats— Montants imputés	Rachats— Montants crédités	Solde à la fin de l'exercice
Placements dans des titres (note 5)				
Provinces et territoire				
Terre-Neuve	757,572	40,432	16,829	781,175
Île-du-Prince-Édouard	162,037	9,603	3,474	168,166
Nouvelle-Écosse	1,416,173	46,648	34,041	1,428,780
Nouveau-Brunswick	1,043,812	40,360	25,815	1,058,357
Québec	131,419	9,789	5,132	136,076
Ontario	16,719,141	799,613	476,038	17,042,716
Manitoba	1,979,198	103,395	51,471	2,031,122
Saskatchewan	1,638,627	90,318	42,868	1,686,077
Alberta	4,444,658	168,395	78,282	4,534,771
Colombie-Britannique	5,114,046	309,540	125,104	5,298,482
Territoire du Yukon	3,726			3,726
	33,410,409	1,618,093	859,054	34,169,448
Canada	3,072,653	425,010	5,447	3,492,216
	36,483,062	2,043,103	864,501	37,661,664

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint
Programmes de la sécurité du revenu
J.G. SOAR

La sous-ministre
MARGARET CATLEY-CARLSON

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

1. a) Description et pouvoirs

Le Régime de pensions du Canada (le Régime), établi en vertu d'une loi de 1965 du Parlement, est un plan général de pensions de vieillesse et de prestations supplémentaires payables aux cotisants et à leur égard. Le Régime d'assurance sociale mixte et obligatoire permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime s'étend au Canada tout entier à l'exception de la province de Québec qui possède un régime parallèle.

Selon les dispositions actuelles de la Loi du Régime de pensions du Canada, les prestations et les frais d'administration du Régime sont financés par les cotisations que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte et par l'intérêt provenant du placement des fonds qui excèdent les besoins immédiats en trésorie pour défrayer les prestations et les frais d'administration.

Le Compte du régime de pensions du Canada (le Compte) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 108.(1) du Régime de pensions du Canada pour enregistrer les cotisations, l'intérêt, les prestations et les dépenses dans le cadre du Régime. Le pouvoir de payer des prestations est limité au solde du Compte qui s'élevait à 41,120 millions de dollars en date du 31 mars 1991.

Le Fonds de placement du régime de pensions du Canada (le Fonds) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 109.(1) du Régime de pensions du Canada pour enregistrer les placements dans des titres des provinces, des territoires et du Canada.

b) Financement

La loi exige qu'un examen de l'annexe des taux de cotisation de 25 ans soit effectué avant le 1er janvier 1992 et que tous les examens ultérieurs soient effectués tous les cinq ans par la suite. À la suite de cet examen, le ministre des Finances et les ministres de la Couronne des provinces et territoires inclus devraient examiner les taux figurant à l'annexe et recommander si ces taux devraient être modifiés et si l'annexe devrait être modifiée afin d'inclure les taux de cotisation pour un autre cinq ans.

Tout amendement d'importance au Régime qui modifierait le niveau général des prestations ou le taux des cotisations doit être approuvé par au moins les deux tiers des provinces incluses regroupant au moins les deux tiers de la population.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Suite*

L'annexe actuelle des taux de cotisation est de 4.4% pour l'année 1990 et 4.6% pour l'année 1991. Les cotisations sont (i) par les employés, de 2.2% des gains au-dessus de $2,800 pour 1990 et de 2.3% des gains au-dessus de $3,000 pour 1991, sujet aux paiements maximums de $574.20 pour 1990 et de $632.50 pour 1991, avec une part égale de cotisation de l'employeur et (ii) par les personnes travaillant à leur propre compte, 4.4% des gains au-dessus de $2,800 pour 1990 et de 4.6% des gains au-dessus de $3,000 pour 1991, sujet aux paiements maximums de $1,148.40 pour 1990 et de $1,265.00 pour 1991.

Le rapport actuariel le plus récent en date du 31 décembre 1988, préparé par l'actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières, révèle que le rapport de 2 à 1 (qui doit être maintenu conformément aux dispositions de l'alinéa 113.1 (4) (c)) entre le solde du Compte du régime de pensions du Canada et les paiements annuels prévus sera maintenu jusqu'en 1999. Ce rapport a été soumis au Parlement en janvier 1990.

En complétant leur récente révision quinquennale de financement du RPC, les ministres des Finances ont consenti le 28 janvier 1991, que l'augmentation annuelle du taux des cotisations serait de 0.20% pour les années 1992 à 1996, 0.25% pour 1997 à 2006, et de 0.20% pour 2007 à 2016. Selon ces conditions, le rapport entre le solde du Compte et les paiements annuels prévus devrait demeurer de 2 à 1 ou plus pour chaque année jusqu'en 2016.

2. Conventions comptables

Compte du régime de pensions du Canada

Les montants portés au crédit et au débit du Compte sont respectivement conformes aux articles 108.(2) et 108.(3) du Régime de pensions du Canada. Les cotisations, l'intérêt et les prestations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les cotisations parviennent de Revenu Canada, Impôt et elles sont calculées selon les prévisions des montants à percevoir pour l'exercice en cours et les ajustements aux prévisions des exercices antérieurs. Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le solde du Compte représente l'excédent cumulé des cotisations et de l'intérêt sur les prestations et les dépenses à ce jour.

Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Les montants portés au débit et au crédit du Fonds sont conformes à l'article 109.(2) du Régime de pensions du Canada. Tous les titres détenus sont comptabilisés au prix coûtant, ne sont pas négociables et leur terme d'échéance est de 20 ans ou d'une durée plus courte que peut à l'occasion fixer le ministre des Finances sur la recommandation de l'actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières.

3. Intérêt

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements dans des titres détenus par le Fonds.		
Provinces et territoire		
Terre-Neuve	83,484	79,955
Île-du-Prince-Édouard	17,938	17,074
Nouvelle-Écosse	155,549	150,431
Nouveau-Brunswick	113,429	109,540
Québec	13,697	13,014
Ontario	1,835,716	1,767,892
Manitoba	215,893	207,526
Saskatchewan	179,690	172,190
Alberta	497,373	465,534
Colombie-Britannique	571,496	538,761
Territoire du Yukon	360	360
	3,684,625	3,522,277
Canada	322,901	303,628
	4,007,526	3,825,905
Intérêt sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 12.35% (1990: 11.98%)	403,409	355,956
	4,410,935	4,181,861

L'intérêt moyen pondéré sur les titres acquis au cours de l'exercice était de 10.85% (1990: 9.90%).

4. Dépenses

Les dépenses du Compte représentent les frais imputés pour des services rendus par six ministères fédéraux: Santé et Bien-être social Canada (administration), Revenu Canada, Impôt (perception des cotisations), Approvisionnements et Services Canada (émission de chèques et informatique), Travaux publics Canada (locaux), Emploi et Immigration (attribution et entretien des numéros d'assurance sociale) et le Bureau du surintendant des institutions financières (services actuariels).

5. Placements dans des titres

Le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général qui excède le montant prévu nécessaire, pour la période de trois mois qui suit, est disponible pour l'achat de titres des provinces, des territoires et du Canada. En vertu des dispositions du Régime de pensions du Canada, le montant disponible pour l'achat de titres est partagé entre les provinces et les territoires selon la proportion des cotisations qui ont été créditées au Compte pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans chaque province ou territoire par rapport aux cotisations totales des années en question. La proportion reliée à certains autres employés à l'extérieur du Canada continue d'être placée dans des titres du Canada.

Les titres du Québec proviennent des cotisations de certains employés fédéraux, comme les membres des Forces canadiennes résidant dans la province de Québec.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Fin*

6. Éventualités

Une poursuite judiciaire est en attente à la Division de première instance de la Cour fédérale du Canada citant la Charte canadienne des droits et libertés. Cette poursuite intentée par un requérant de prestations de survivants affirme que certaines dispositions du Régime de pensions du Canada sont discriminatoires en raison de l'âge. La réclamation pour cette poursuite est d'environ 17,329 dollars. Si la Cour décide en faveur du requérant, des revendications semblables, s'élevant à 207 millions de dollars, concernant le Compte du Régime de pensions du Canada pourraient être soumises.

À l'intérieur même du Régime, il existait, à la fin de l'exercice 1990-91, 6,932 appels à différentes étapes de révision. La majorité des appels sont des cas d'invalidité. Le montant estimatif des réclamations pour ces appels, concernant le compte du Régime de pensions du Canada, pourrait être de 40 millions de dollars.

Compte des rentes sur l'État

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan du Compte des rentes sur l'État au 31 mars 1991 et les l'états des résultats et des provisions techniques et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Compte. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Compte au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations du Compte dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à l'article 15 de la Loi relative aux rentes sur l'État, à l'article 15 de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, et aux règlements.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 juillet 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990	PASSIF	1991	1990
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	804,952	844,432	Surplus actuariel à verser au Canada	2,549	2,513
Intérêt couru à recevoir du Canada	59,453	62,232	Provisions techniques (note 3)	861,989	904,327
Débiteurs	133	176			
	864,538	906,840		864,538	906,840

Approuvé par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada:

Le Président
A. KROEGER

Le Directeur exécutif
Finances et Administration
H. BRAITER

Compte des rentes sur l'État—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES PROVISIONS TECHNIQUES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Paiements et autres débits		
Rentes versées	97,500	99,072
Remboursements de primes	1,688	1,654
Rentes non réclamées	348	279
	99,536	101,005
Revenus		
Intérêt en provenance du Canada	59,453	62,232
Primes	218	349
Autres	76	40
	59,747	62,621
Excédent des paiements et autres débits sur les revenus de l'exercice	39,789	38,384
Provisions techniques, solde au début de l'exercice	904,327	945,224
	864,538	906,840
Surplus actuariel	2,549	2,513
Provisions techniques, solde à la fin de l'exercice (note 3)	861,989	904,327
Les provisions techniques comprennent:		
Rentes non échues, primes cumulées et intérêt couru	195,153	221,684
Rentes échues, valeur actuelle	666,836	682,643
	861,989	904,327

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Utilisation des fonds:		
Opérations		
Excédent des paiements et autres débits sur les revenus de l'exercice	39,789	38,384
Diminution de l'intérêt couru et des débiteurs	−2,822	−2,925
	36,967	35,459
Surplus actuariel versé au Fonds du revenu consolidé	2,513	3,052
Total des fonds utilisés	39,480	38,511
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde au début de l'exercice	844,432	882,943
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde à la fin de l'exercice	804,952	844,432

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

Le Compte des rentes sur l'État a été établi en 1908 en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État (la "Loi"), ainsi que modifiée par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État (la "Loi sur l'augmentation du rendement").

L'objectif de la Loi était d'encourager les particuliers et groupes de Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement a porté à sept pour cent le taux de rendement des contrats de rente sur l'État, a assoupli les modalités de ces derniers et a mis fin à la vente des rentes.

Le Compte est administré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et il opère à même le Fonds du revenu consolidé.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode comptable

Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Provisions techniques

Les provisions techniques comprennent: (i) les primes cumulées et l'intérêt couru sur les rentes non échues ainsi que (ii) la valeur actuelle des rentes échues établie selon une méthode actuarielle fondée sur le(s) taux d'intérêt et les tables de mortalité comme cela est exigé.

c) Surplus actuariel

À la fin de tout exercice financier, la somme comptabilisée des provisions techniques peut être différente de la somme calculée des provisions techniques. La différence représente le surplus ou le déficit actuariel lequel est remis ou récupéré du Fonds du revenu consolidé.

d) Intérêt en provenance du Canada

L'intérêt en provenance du Canada est calculé sur les provisions techniques, comme l'exige la Loi sur l'augmentation du rendement.

e) Rentes non réclamées

Les rentes non réclamées comprennent les sommes virées au Fonds du revenu consolidé à l'égard des rentes qui n'ont pu être versées parce que les rentiers sont introuvables.

f) Services fournis gratuitement

Les services d'administration du Compte sont fournis gratuitement par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et par d'autres ministères fédéraux.

Compte des rentes sur l'État—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Provisions techniques

La méthode qui a servi au calcul des provisions techniques au montant de $861,989,000 ($904,327,000 en 1990) est conforme à l'alinéa 15(1) de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, et le règlement y afférent.

Le règlement relatif aux rentes sur l'État prévoit que les Tables de mortalité à utiliser lors de l'établissement des valeurs des rentes seront les Tables de rente pour 1949 modifiées par l'Échelle "C" de projection.

La Commission entreprend tous les ans une étude statistique de la mortalité afin de mesurer la justesse des tables de mortalité aux fins d'évaluation. Les résultats de la dernière étude, complétée en février 1991, indiquent que les tables de mortalité en usage continuent de s'avérer convenables pour de telles fins.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

J'ai vérifié l'état des recettes, des dépenses et du solde de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les recettes et les dépenses de la Caisse, ainsi que son solde pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juillet 1991

ÉTAT DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DU SOLDE DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Recettes		
Intérêts	2,050,185	1,944,047
Cotisations	19,051	19,917
	2,069,236	1,963,964
Dépenses		
Prestations		
Pensions	813,944	758,279
Montants forfaitaires	92,913	
Retraits de cotisations (recouvrement)	-4,855	35,921
	902,002	794,200
Excédent des recettes sur les dépenses	1,167,234	1,169,764
Solde de la Caisse au début de l'exercice	19,075,100	17,905,336
Solde de la Caisse à la fin de l'exercice	20,242,334	19,075,100

Certifié exact:

pour le Directeur
Bureau des services du district
ALLAN McGUIRE

Approuvé:

le Commissaire, par intérim
R. G. MOFFATT

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1991

1. Description du régime

La brève description de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) fournie ci-dessous est présentée à titre d'information à vocation générale seulement. Pour une information plus complète, on se référera à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada. Toutes les opérations de la Caisse sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé (FRC).

a) Généralités

La Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) a été constituée en 1934 en vertu de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada et est maintenant opérée selon la partie IV de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada (en vigueur en 1959), ainsi que ses règlements connexes.

Cette loi prévoit que les membres de la Gendarmerie, autres que les officiers brevetés, nommés avant le 1er mars 1949, peuvent acheter certaines prestations de survivants pour les personnes qui leurs sont à charge en versant les cotisations prescrites.

b) Politique de capitalisation

Tous les membres visés par la partie IV de la Loi sont maintenant à leur retraite. Donc, il n'y a plus de membres actifs qui contribuent à la Caisse. Toutefois, plusieurs d'entre eux continuent d'effectuer des versements découlant de choix exercés avant la retraite.

L'article 56 de la Loi ordonne au ministre des Finances de faire effectuer une évaluation actuarielle de la Caisse, au moins une fois tous les cinq ans. Si cette évaluation indique un surplus, le gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter le montant des pensions. Si, au jugement des actuaires, il y a déficit, le gouverneur en conseil peut ordonner le virement à la Caisse, à même quelque crédit non affecté du Fonds du revenu consolidé, d'une somme suffisante pour rétablir la solvabilité de la Caisse de pension.

c) Cotisations de l'état

À ce jour, le gouvernement du Canada n'a pas versé de cotisations à la Caisse en qualité de garant de la solvabilité de la Caisse. Cependant, le gouvernement crédite la Caisse des intérêts calculés trimestriellement sur le solde de la Caisse à la fin du trimestre précédent. Pour le trimestre terminé le 31 mars 1991, le taux d'intérêt moyen était de 2.644 p. 100, soit environ 11 p. 100 par année.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1991

d) Prestations de décès de base

Selon les circonstances, les prestations suivantes sont payables au décès du participant qui a versé les cotisations prévues et n'en a retiré aucune partie de la Caisse.

i) Pension de veuve

La veuve du participant a droit à une pension représentant 1,5 p. 100 du produit de la rémunération ultime du participant et de ses années de service. Il s'agit d'une pension viagère dont le total des versements ne peut être inférieur aux cotisations du participant.

ii) Rente des enfants admissibles

Chaque enfant admissible a droit à une rente équivalent à 7 p. 100 de la rémunération ultime du participant, sous réserve des dispositions de la Loi en vigueur à ce moment. Si le participant décède sans laisser de veuve ou si cette dernière décède avant que cesse le service de la rente destinée à l'enfant, le montant de la rente est doublé.

iii) Prestations sous forme de montant forfaitaire

Si un participant décède sans laisser de veuve, un montant forfaitaire est versé à ses personnes à charge et aux membres de sa famille qui, de l'avis du ministre, y sont davantage admissibles. Ce montant représente la valeur actuarielle d'une pension que la veuve théorique aurait reçu si elle avait été de 20 ans son aînée au moment du décès de ce dernier, sans toutefois avoir plus de 75 ans.

iv) Limites touchant les prestations

Dans certaines circonstances, les prestations de décès de base payables à une veuve sont inférieures à celles normalement disponibles, notamment si le participant s'est marié alors qu'il avait plus de 60 ans. Dans ce cas, la valeur actuarielle de la pension de veuve ne peut excéder le montant forfaitaire qui aurait été payable si le participant n'avait pas laissé de veuve. Une restriction semblable s'applique à un participant qui se marie avant l'âge de 60 ans, mais après avoir pris sa retraite, et décède moins de cinq ans après son mariage, à moins que le Commissaire ne soit convaincu que le participant était en bonne santé.

D'autres restrictions sont prévues pour éviter que le total de la pension de base et des rentes payables à la veuve et aux enfants du participant n'excède 70 p. 100 du taux de rémunération et allocations ultime de ce dernier.

e) Dividendes sur prestations de décès

La Loi stipule également que, si la Caisse est largement excédentaire par rapport aux sommes requises pour financer adéquatement les prestations futures qui devront y être prélevées, le gouverneur en conseil peut, par décret, enrichir une partie ou la totalité des prestations prévues à la partie IV de la manière qu'il juge équitable et opportune.

À ce jour, ces augmentations ont pris la forme de dividendes proportionnels s'appliquant à toutes les prestations de décès, gagnées et futures. Conséquemment, les prestations de pensions payées dans l'exercice incluent une augmentation de 350 p. 100 (330 p. 100 en 1990) de la prestation de pension de base.

f) Indemnité de sortie

Un officier non-breveté à sa retraite, qui n'a pas choisi de retirer ses cotisations de la Caisse au moment de sa retraite, peut le faire ultérieurement, mais ce dernier et les personnes à sa charge renoncent à leurs droits en vertu de la partie IV dès que ce choix est exercé.

Tous les remboursements de cotisations sont versés sans intérêt.

2. Principales conventions comptables

a) Mode de présentation

Cet état financier est basé sur la convention de la continuité de l'exploitation et présente la situation financière globale de la Caisse comme une entité distincte, indépendante de son promoteur et de ses adhérents.

b) Les recettes et les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Renseignements supplémentaires

La dernière évaluation actuarielle effectuée portait sur la situation de la Caisse au 31 mars 1988. Cette évaluation indiquait un surplus actuariel de $2,422,873. Une portion du surplus, estimée à $1,346,000, a été distribuée par des augmentations du montant de la pension de base de 20 p. 100 à compter du 1er avril 1989 et d'une autre augmentation de 20 p. 100 prenant effet le 1er avril 1990.

Les calculs pour déterminer la valeur actuarielle courante des cotisations et des prestations constituées (incluant les augmentations des prestations provenant des distributions de surplus déjà autorisées jusqu'en date de l'évaluation actuarielle) ont été effectués en utilisant un taux d'intérêt annuel de 6 p. cent. Ce taux d'intérêt annuel traduit les attentes à long terme de l'actuaire et est beaucoup moindre que le taux prévu auquel l'intérêt sera crédité à la Caisse à court et à moyen termes. Les crédits excédentaires d'intérêts qui surviendront à court et à moyen termes devraient fournir une protection contre l'inflation pour les années à venir. Si l'on avait utilisé des taux d'intérêt courants plus élevés dans l'évaluation, le surplus actuariel ainsi déterminé aurait probablement été substantiellement plus élevé.

Une évaluation actuarielle en date du 31 mars 1990 est en train d'être complétée.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1990-91

Autres éléments de passif

SOMMAIRE

	Page
Intérêts et dette échue	8.4
Créditeurs	8.5
Chèques et mandats en circulation	8.5
Provision pour prestations aux employés	8.5
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement	8.5
Divers	8.6

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'Enquête auprès du lecteur insérée au début de ce volume

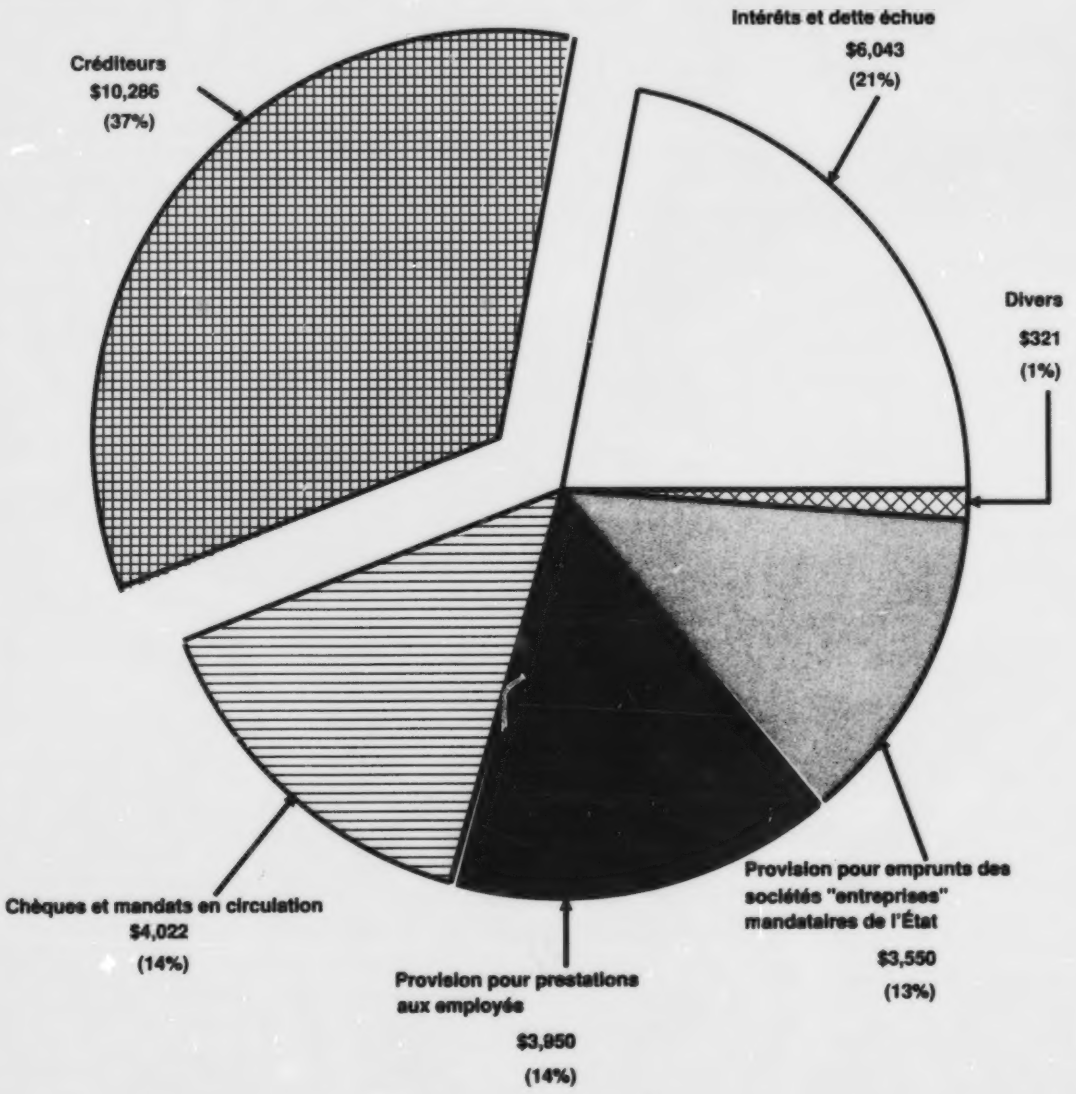
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Cette section renferme des renseignements sur les comptes présentés à l'état de l'actif et du passif à la rubrique "Autres éléments de passif". L'établissement et l'exploitation de ces comptes sont autorisés par le Parlement en vertu de lois annuelles de crédits et d'autres lois.

Le graphique A présente les autres éléments de passif par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare les autres éléments de passif pour les cinq derniers exercices. Le tableau 8.1 présente les soldes de fin d'exercice pour les autres éléments de passif.

Les tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, et dans certains cas, les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits.

GRAPHIQUE A
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE B
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

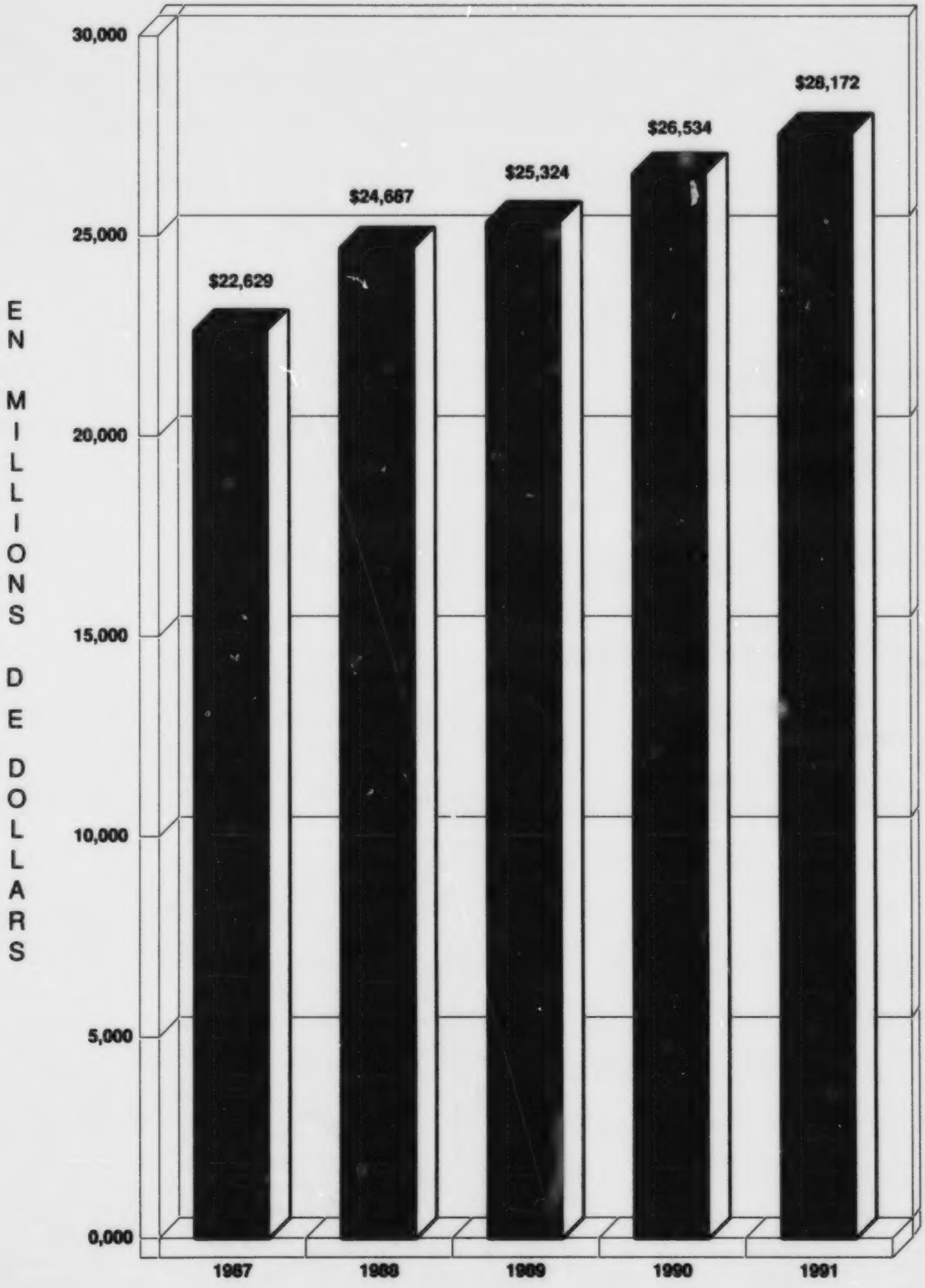


TABLEAU 8.1

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	1er avril 1990	31 mars 1991
	$	$
Intérêts et dette échue, tableau 8.2	10,317,171,237	10,345,583,427
Moins: escompte non amorti—		
Bons du Canada	7,994,442	6,186,198
Bons du Trésor	4,021,358,343	4,296,156,519
	6,287,818,452	*6,043,240,710*
Créditeurs	9,197,166,450	9,784,119,618
Plus: redressement de consolidation[1]	444,966,000	501,677,000
	9,642,132,450	*10,285,796,618*
Chèques et mandats en circulation, tableau 8.3	2,545,950,191	4,021,983,856
Provision pour prestations aux employés	4,000,000,000	3,750,000,000
Plus: redressement de consolidation[1]	200,000,000	200,000,000
	4,200,000,000	*3,950,000,000*
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement—		
Emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État	16,707,897,000	17,876,551,000
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés d'État "entreprises"	13,157,897,000	14,326,551,000
	3,550,000,000	*3,550,000,000*
Divers, tableau 8.4	307,883,626	321,310,355
Total	26,533,784,719	28,172,331,539

[1] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Intérêts et dette échue

Les intérêts et la dette échue comprennent les intérêts échus, les intérêts courus et la dette échue.

Le tableau 8.2 présente un sommaire des soldes relatifs à ce compte.

TABLEAU 8.2

INTÉRÊTS ET DETTE ÉCHUE

	1er avril 1990	31 mars 1991
	$	$
Intérêts échus	4,105,092,867	4,080,869,670
Intérêts courus	5,854,196,385	5,912,938,224
Dette échue	357,881,985	351,775,533
Total	10,317,171,237	10,345,583,427

Intérêts échus

Les intérêts échus représentent l'intérêt échu et payable sur la dette obligataire, mais qui n'a pas été encaissé par les détenteurs d'obligations.

Intérêts courus

Les intérêts courus représentent l'intérêt accumulé au 31 mars sur la dette obligataire et sur certains autres éléments de passif, et dont les intérêts sont exigibles et payables à une date ultérieure.

Dette échue

À ce compte sont consignées les dettes sous forme de titres de créance émis par le gouvernement du Canada, qui sont devenus échus, mais qui n'ont pas été présentés pour remboursement. Les obligations échues et non réclamées sont virées aux recettes non fiscales si elles ne sont pas présentées pour remboursement après 15 ans de la date de rachat par anticipation ou d'échéance, la première des deux dates atteinte; le temps minimum pour effectuer un tel virement est de 5 ans après la date d'échéance.

Escompte non amorti des bons du Canada

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Canada en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti à titre de dépense sur la durée de l'émission.

Escompte non amorti des bons du Trésor

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Trésor en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti à titre de dépense sur la durée de l'émission.

Créditeurs

Ce compte inscrit les montants dus à la fin de l'exercice conformément à des accords contractuels, ou pour des travaux accomplis, des marchandises reçues ou des services rendus, en ce qui concerne les crédits auxquels le Parlement a imposé des plafonds annuels, les montants courus à être versés à même certaines autorisations statutaires, et les dettes courues des sociétés d'État consolidées.

Chèques et mandats en circulation

À ce compte sont consignés les chèques et mandats émis mais non présentés pour encaissement.

Le tableau 8.3 présente un sommaire des soldes relatifs à ce compte.

TABLEAU 8.3

CHÈQUES ET MANDATS EN CIRCULATION

	1er avril 1990	31 mars 1991
	$	$
Chèques en circulation	2,291,257,381	3,628,563,528
Chèques de comptes d'avance fixe	632,493	613,460
Mandats d'assurance-chômage	254,060,317	392,806,868
Total	2,545,950,191	4,021,983,856

Chèques en circulation

À ce compte sont comptabilisés les chèques émis en dollars canadiens et impayés au 31 mars. Les chèques impayés depuis 10 ans sont virés aux recettes non fiscales. Au cours de l'exercice, une somme de $13,988,506 a été virée aux recettes.

Les chèques en devises étrangères sont crédités à la caisse du gouvernement lors de leur émission.

Chèques de comptes d'avance fixe

À ce compte sont inscrits les chèques de comptes d'avance fixe émis et impayés au 31 mars, sauf ceux qui sont encore impayés depuis 10 ans ou plus (ces derniers ont été virés aux recettes non fiscales). Au cours de l'exercice, une somme de $81 a été virée aux recettes.

Mandats d'assurance-chômage

À ce compte sont consignés les mandats en circulation relatifs aux prestations d'assurance-chômage.

Provision pour prestations aux employés

Ce compte inscrit les provisions pour les sommes dues reliées aux congés annuels gagnés et non payés, pour les indemnités aux employés lors de la cessation d'emploi et pour les redressements de salaire non signés.

Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement

Conformément à l'article 54 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le remboursement des emprunts contractés par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État, ainsi que le versement des intérêts correspondants sont imputés et prélevés sur le Trésor. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement.

Ce compte inscrit les emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement (voir le tableau 6.7 à la section 6 de ce volume).

Autres éléments de passif—Divers

Le tableau 8.4 présente un sommaire des soldes et des opérations des divers autres éléments de passif.

TABLEAU 8.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—DIVERS

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Eldorado Mining and Refining Limited—				
Capital-actions non présenté	23,695			**23,695**
Retenues sur traitements de divers ministères	48,741,639		27,682,492	**21,059,147**
Retenues de garantie et autres retenues—				
Agriculture	1,602,975	16,842	597,871	**1,021,946**
Agence de promotion économique du Canada atlantique	6,633	43,144	44,802	**4,975**
Communications	965,924	381,293	801,639	**545,578**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		5,141	5,141	
Archives nationales du Canada	6,303	54,347	12,605	**48,045**
Bibliothèque nationale		14,375	7,625	**6,750**
Consommateurs et Sociétés	126,833	110,670	131,614	**105,889**
Emploi et Immigration	133,392	72,108	145,359	**60,141**
Énergie, Mines et Ressources	6,147,829	5,691,694	5,682,097	**6,157,426**
Commission de contrôle de l'énergie atomique	220,274	134,952	150,234	**204,992**
Environnement	2,483,744	590,615	107,079	**2,967,280**
Affaires extérieures	1,964,599	904,873	417,281	**2,452,191**
Agence canadienne de développement international	14,698,875	16,790,869	15,533,011	**15,956,733**
Pêches et Océans	2,063,375	851,338	449,256	**2,465,457**
Forêts	666,544	329,460	664,013	**331,991**
Affaires indiennes et Nord canadien	537,748	492,729	481,229	**549,248**
Industrie, Sciences et Technologie	51,616	123,337	133,287	**41,666**
Agence spatiale canadienne	561,365	4,931,822	4,039,291	**1,453,896**
Investissement Canada		36,688	8,889	**27,799**
Conseil national de recherches du Canada	4,369,955	6,727,694	7,585,733	**3,511,916**
Justice	139,965	44,624	74,030	**110,559**
Défense nationale	128,700,007	366,104,807	354,040,488	**140,764,326**
Santé nationale et Bien-être social	603,343	719,311	616,695	**705,959**
Revenu national—				
Douanes et Accise	157,497	33,908	155,008	**36,397**
Travaux publics	25,094,152	34,019,369	34,743,922	**24,369,599**
Solliciteur général—				
Programme d'administration	131,357	180,924	183,548	**128,733**
Service canadien du renseignement de sécurité	55,300	174,750	11,220	**218,830**
Service correctionnel	302,964	263,863	409,691	**157,136**
Gendarmerie royale du Canada	1,698,598	994,811	587,612	**2,105,797**
Approvisionnements et Services	2,528,953	2,732,269	3,785,983	**1,475,239**
Transports	25,774,319	23,458,175	20,379,979	**28,852,515**
Office national des transports	4,204	15,728	17,745	**2,187**
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	18,796	17,682	14,801	**21,677**
	221,817,439	*467,064,212*	*452,018,778*	***236,862,873***
Taxe de vente provinciale—				
Communications—				
Archives nationales du Canada	840	4,515	4,431	**924**
Bibliothèque nationale	1,535	5,489	6,522	**502**
	2,375	*10,004*	*10,953*	***1,426***
Énergie, Mines et Ressources	1,914	154,917	149,028	**7,803**
Solliciteur général—				
Service correctionnel	2,728	38,153	39,593	**1,288**
Gendarmerie royale du Canada	474	44,140	43,186	**1,428**
	3,202	*82,293*	*82,779*	***2,716***
	7,491	*247,214*	*242,760*	***11,945***
Taxe de vente fédérale—				
Solliciteur général—Service correctionnel	80	1,838	1,859	**59**
Emprunts des sociétés d'État consolidées[1]	20,436,000		1,000,000	**19,436,000**
Comptes d'attente	16,857,282	27,059,354		**43,916,636**
Total	307,883,626	494,372,618	480,945,889	**321,310,355**

[1] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement du Canada à l'égard de la valeur du capital-actions versé de l'ex-compagnie, qui n'avait pas été racheté à la fin de l'exercice.

Retenues sur traitements de divers ministères

Les retenues sur les traitements de certains employés sont créditées à ce compte, en attendant qu'elles soient remises aux organismes non gouvernementaux intéressés.

Retenues de garantie et autres retenues

À ce compte sont inscrites les sommes retenues en garantie de la bonne exécution de marchés. Les retenues sont imputées sur les crédits pertinents des départements ou organismes, et sont créditées à ce compte conformément à l'article 42 de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ces sommes sont payées suivant le marché et conformément aux règlements du Conseil du Trésor.

Taxe de vente provinciale

Ce compte a été établi conformément à la partie VII de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Cette Loi renferme des dispositions pour la perception et le versement de taxe de vente provinciale sur les ventes.

Taxe de vente fédérale—Service correctionnel

Conformément à l'article 43 des règlements sur les pénitenciers, ce compte est crédité de la taxe de vente fédérale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, et est imputé des versements au Revenu national, Douanes et Accise.

Emprunts des sociétés d'État consolidées

Ce compte inscrit les dettes inconditionnelles du gouvernement concernant les sociétés d'État consolidées.

Comptes d'attente

Comptes auxquels sont comptabilisées certaines opérations, à titre provisoire, en attendant l'affectation définitive de ceux-ci.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1990-91

Comptes d'opérations de change

SOMMAIRE

	Page
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	9.3
Fonds monétaire international—Souscriptions	9.4
Fonds monétaire international—Effets à payer	9.4
Allocations de Droits de tirage spéciaux	9.4
État supplémentaire— Compte du fonds des changes	9.5

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

Les comptes d'opérations de change représentent les créances et les dettes du gouvernement du Canada qui sont associées aux opérations de change du Canada. Les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont présentées au 31 mars en dollars canadiens correspondants. Les gains nets résultant de la conversion des éléments d'actif nets libellés en devises étrangères, en dollars canadiens correspondants au 31 mars, sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change; les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

Le graphique A compare les opérations de change des éléments d'actif et de passif pour les cinq derniers exercices. Le tableau 9.1 présente la continuité de chaque compte d'opérations de change, en démontrant les soldes d'ouverture et de clôture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. Cependant, on doit noter que ce tableau exclut la dette non échue à payer en devises étrangères, au montant de $4,526 millions au 31 mars 1991 ($5,675 millions au 31 mars 1990); les détails portant sur cette dette sont présentés à la section 10 de ce volume.

GRAPHIQUE A
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

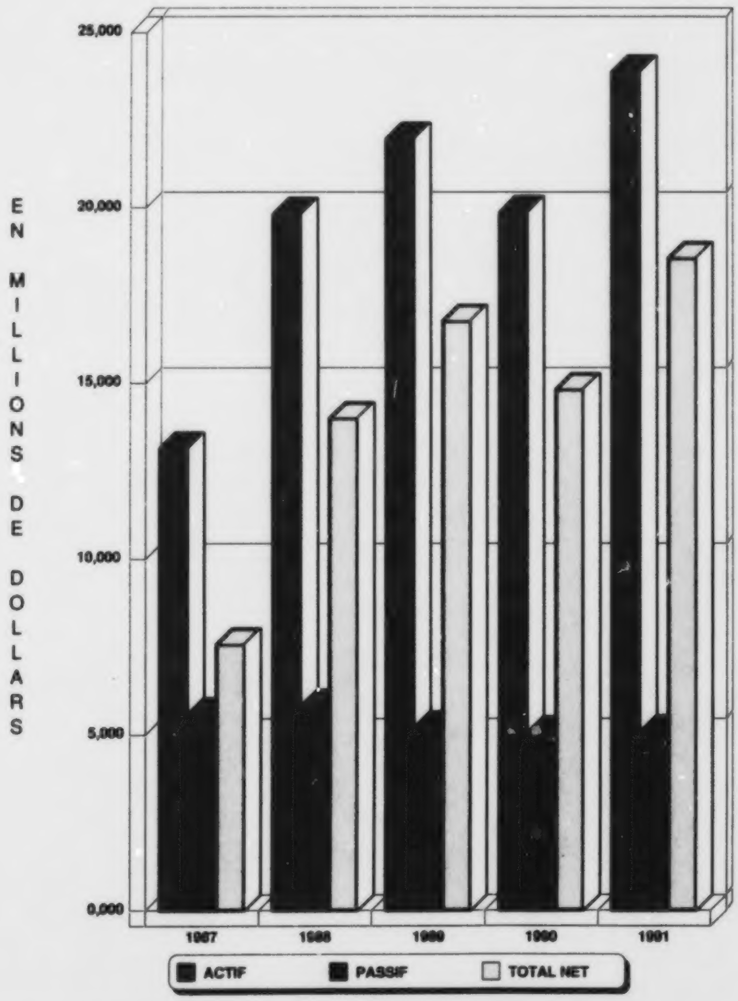


TABLEAU 9.1

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

	1er avril 1990	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	15,392,942,882	59,052,511,978	62,725,752,858	**19,066,183,762**
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,474,202,120		91,112,180	**4,565,314,300**
	19,867,145,002	*59,052,511,978*	*62,816,865,038*	***23,631,498,062***
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,858,901,432	248,146,259	2[illegible],000,000	**3,854,047,691**
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,185,549,463	24,142,404		**1,209,691,867**
	5,044,450,895	*272,288,663*	*253,000,000*	***5,063,739,558***
Total des comptes d'opérations de change	14,822,694,107	59,324,800,641	63,069,865,038	**18,567,758,504**

Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes

Ce compte inscrit les avances effectuées par le gouvernement du Canada au Compte du fonds des changes, en monnaie canadienne et en devises étrangères, pour l'achat d'or, de devises étrangères et de titres, et de Droits de tirage spéciaux (DTS).

Le Compte du fonds des changes est géré en vertu des dispositions de la Loi sur la monnaie. Conformément à cette Loi, des états financiers vérifiés sont préparés pour chaque année civile concernant le Compte du fonds des changes. Les états financiers au 31 décembre 1990, de même que le rapport du Vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

Le tableau 9.2 présente les réserves de devises étrangères détenues par le Compte du fonds des changes au 31 mars 1991, ainsi que les avances à celui-ci. L'or que détient le Compte est comptabilisé à raison de 35 DTS l'once ($54.33 can au 31 mars 1991 et $53.25 can au 31 mars 1990).

En 1990-91, les paiements et autres débits comprenaient des avances au Compte du fonds des changes de $62,649.5 millions, un redressement dû à la réévaluation de $35.7 millions et un ajustement de $40.6 millions afin de reconnaître le revenu net du Compte du fonds des changes pour la période du 1er janvier au 31 mars. Les rentrées et autres crédits se composaient de remboursements d'avances de $59,052.5 millions.

TABLEAU 9.2

RÉSERVES INTERNATIONALES DÉTENUES DANS LE COMPTE DU FONDS DES CHANGES (en millions de dollars)

	31 mars 1991	31 mars 1990
Disponibilités à vue en dollars des É-U	**260**	219
Dépôts à court terme en dollars des É-U	**3,635**	362
Dotations en capital en dollars des É-U	**8,059**	8,490
Disponibilités à vue en marks allemands	**20**	19
Dépôts à court terme en marks allemands	**1,146**	1,441
Disponibilités à vue en yen japonais	**67**	23
Dépôts à court terme en yen japonais	**3,389**	2,234
Disponibilités à vue en francs suisses		(1)
Dépôts à court terme en francs suisses		140
Droits de tirage spéciaux	**1,697**	1,616
Or	**792**	848
Disponibilités à vue en dollars canadiens	**1**	1
Total	**19,066**	15,393
Les avances sur le Trésor étaient libellées comme suit:		
Dollars des É-U (1991, É-U $ 3,334 millions; 1990, É-U $ 4,190 millions)	**3,860**	4,900
Francs suisses (1991, FS 200 millions; 1990, FS 400 millions)	**159**	312
Yen japonais (1991, Y 60,000 millions; 1990, Y 60,000 millions)	**492**	443
Droits de tirage spéciaux (1991, DTS 383.3 millions; 1990, DTS 383.3 millions)	**595**	583
Dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada	**13,919**	8,737
Total des avances sur le Trésor	**19,025**	14,975
Total des revenus nets du 1er janvier au 31 mars	**41**	418
Total	**19,066**	15,393

(1) Moins de $500,000.

Fonds monétaire international— Souscriptions

Ce compte enregistre la valeur de la souscription du Canada (sa "quote-part") au capital du Fonds monétaire international (FMI).

Le montant par lequel le total des souscriptions et des prêts du Canada au FMI en vertu de facilités de financement spéciales dépasse les avoirs en dollars canadiens du FMI, représente le montant des devises étrangères que le Canada est autorisé à tirer du FMI sur demande aux fins de sa balance des paiements. La souscription est exprimée en fonction des DTS, une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Le Canada a accumulé ses souscriptions au FMI au moyen de règlements en dollars canadiens, en or et en DTS. Des versements annuels de maintien de valeur sont effectués au FMI ou sont reçus du FMI lorsque le dollar canadien déprécie ou accroît vis-à-vis des DTS, afin de maintenir la valeur en DTS des avoirs en dollars canadiens du FMI. En 1990-91, les paiements et autres débits se composaient d'un rajustement de maintien de valeur de $83.7 millions et un redressement dû à la réévaluation de $7.4 millions.

Fonds monétaire international—Effets à payer

Ce compte inscrit les effets non négociables, non productifs d'intérêts émis par le gouvernement du Canada au FMI. Ces effets à vue sont sujets à remboursement ou émission, selon les besoins du FMI pour de la monnaie canadienne.

Les avoirs en dollars canadiens du FMI comprennent ces effets et un solde minime d'exploitation (tout d'abord égal à un quart de un pour cent de la souscription du Canada) qui est mis en dépôt à la Banque du Canada. En 1990-91, les effets à payer au FMI ont diminué de $4.9 millions.

Allocations de Droits de tirage spéciaux

Ce compte inscrit la valeur des DTS alloués au Canada par le FMI. Le droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le FMI et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une dette du Canada, puisque celui-ci peut être appelé à rembourser ces allocations, dans certains cas, en partie ou en entier.

À titre d'élément d'actif, les DTS représentent les droits d'acheter des devises d'autres pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux du FMI, ainsi que d'effectuer des paiements au FMI. Tous les DTS alloués au Canada par le FMI ont été soit utilisés pour régler les souscriptions au FMI, ou soit avancés au Compte du fonds des changes.

Le FMI n'a autorisé aucune allocation de DTS au Canada au cours de l'exercice. En 1990-91, les rentrées et autres crédits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $24.1 millions.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Compte du fonds des changes

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1990 ainsi que l'état des résultats de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au ministère des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages de l'information probante à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le ministère des Finances, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers.

De plus, à mon avis, le Compte du fonds des changes, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990, a respecté, à tous égards importants, les dispositions appropriées de la Loi sur la monnaie.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en millions de dollars)

ACTIF	1990 É-U	1990 CA	1989 É-U	1989 CA
Biens libellés en dollars des É-U				
Encaisse et dépôts à court terme	3,427	3,975	1,849	2,141
Titres (note 3)	4,467	5,182	7,046	8,163
	7,894	9,157	8,895	10,304
Biens libellés en d'autres devises étrangères				
Encaisse et dépôts à court terme (note 4)	4,273	4,956	2,604	3,017
Biens libellés en droits de tirage spéciaux				
Droits de tirage spéciaux (note 5)	1,549	1,796	1,398	1,620
Or (note 6)	737	855	741	859
	2,286	2,651	2,139	2,479
Biens de réserves officielles internationales (note 7)	14,453	16.764	13,638	15,800
Biens libellés en dollars canadiens				
Encaisse		2		3
		16,766		15,803

PASSIF	1990 CA	1989 CA
Dû au Fonds du revenu consolidé		
Avances (note 8)	14,131	14,199
Revenu net pour l'exercice	2,635	1,604
	16,766	15,803

Engagements (note 9)

Approuvé par:

le Gouverneur
Banque du Canada
J.W. CROW

le Sous-ministre
Ministère des Finances
FRED GORBET

le Chef du
Département des relations internationales
Banque du Canada
JOHN MURRAY

Compte du fonds des changes—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en millions de dollars canadiens)

	1990	1989
Revenu de placement		
Encaisse et dépôts à court terme	446	359
Titres en dollars des É-U	718	782
Droits de tirage spéciaux	152	130
Prêts d'or	11	17
	1,327	1,288
Autre revenu		
Gains à la vente d'or	523	421
Gains nets (pertes nettes) de conversion (note 10)	785	-105
	1,308	316
Revenu net pour l'exercice, à verser au Fonds du revenu consolidé (note 2 e))	2,635	1,604

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Pouvoir et objectif

Le Compte du fonds des changes (le Compte) est régi par la partie II de la Loi sur la monnaie (la Loi). Le Compte est tenu au nom du ministre des Finances et il est géré par la Banque du Canada en qualité d'agent financier.

L'objectif principal du Compte est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure du dollar canadien, et le Ministre acquiert ou vend pour le Compte les biens qui, comme le veut la Loi, sont propres à cette fin.

2. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables qui suivent, lesquelles sont conformes aux conventions comptables énoncées du gouvernement du Canada, ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

a) Évaluation des éléments d'actif

Les titres libellés en $ des É-U et en autres devises sont réajustés, afin de tenir compte des primes et des escomptes amortis, le cas échéant. Ces titres et les droits de tirage spéciaux (DTS) comportent l'intérêt couru. Le DTS est une unité de compte établie par le Fonds monétaire international (FMI) et elle est définie en termes d'un "panier" de cinq grandes monnaies.

Le poste "or" comprend les prêts d'or et l'intérêt couru sur ces derniers. Le ministre des Finances a évalué l'or du Compte à raison de 35 DTS l'once troy d'or fin. L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent l'intérêt couru, le cas échéant.

b) Conversion des devises étrangères et des DTS

Les éléments de l'actif et du passif libellés en devises étrangères sont convertis à leurs équivalents en dollars canadiens et en dollars des É-U aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice sur les marchés de change étranger. Les éléments de l'actif et du passif libellés en DTS sont tout d'abord convertis à leurs équivalents en dollars des É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar des É-U, calculée par le FMI, puis convertis en dollars canadiens. Les revenus de placement en devises étrangères sont convertis à leurs équivalents en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date de la comptabilisation des revenus. Les éléments de l'actif et du passif libellés en devises étrangères et en DTS ont été convertis à leurs équivalents en dollars canadiens à l'aide des taux de change qui suivent, en vigueur à la fin de l'exercice:

	1990	1989
Dollar des É-U	1.159900	1.158500
Yen japonais	0.008569	0.008048
Franc suisse	0.915857	0.750824
Droit de tirage spécial	1.650143	1.522454
Mark allemand	0.778757	0.684674

c) Revenu de placement

Le revenu de placement est enregistré selon la comptabilité d'exercice et comprend l'intérêt gagné, l'amortissement des primes et des escomptes et les gains et les pertes résultant de la vente de titres.

d) Règlement du bénéfice net ou de la perte nette

Le bénéfice net ou la perte nette de l'exercice, y compris les gains nets ou pertes nettes de conversion doit être versé ou imputé au Fonds du revenu consolidé (FRC) au cours des trois mois suivant la fin de l'exercice conformément à la Loi.

e) Services fournis gratuitement

La Banque du Canada fournit gratuitement au Compte les services d'administration, de garde et d'agent financier. Le FRC n'impute pas d'intérêt sur les avances consenties au Compte (note 8).

Compte du fonds des changes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

3. Titres libellés en dollars des É-U

	1990		1989	
	É-U	CA	É-U	CA
	(en millions de dollars)			
Titres du gouvernement des É-U	4,061	4,710	6,356	7,364
Titres souverains	119	138	278	322
Obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	257	298	260	300
Intérêt couru	30	36	152	177
	4,467	5,182	7,046	8,163

Valeur marchande estimative à la fin de l'exercice :

1990—4,552 millions de $ des É-U (5,280 millions de $ CA)
1989—7,081 millions de $ des É-U (8,203 millions de $ CA)

4. Encaisse et dépôts à court terme libellés en d'autres monnaies étrangères

	1990		1989	
	É-U	CA	É-U	CA
	(en millions de dollars)			
Yen japonais	3,052	3,540	1,199	1,389
Marks allemands	1,221	1,416	1,405	1,628
	4,273	4,956	2,604	3,017

5. Droits de tirage spéciaux

	1990	1989
	(en millions de DTS)	
Solde à la fin de l'exercice	1,072	1,048
Intérêt couru	17	16
	1,089	1,064

	1990		1989	
	É-U	CA	É-U	CA
	(en millions de dollars)			
Solde à la fin de l'exercice	1,526	1,770	1,378	1,596
Intérêt couru	23	26	20	24
	1,549	1,796	1,398	1,620

6. Or

	1990	1989
	(en milliers d'onces troy d'or fin)	
Solde au début de l'exercice		
Or	13,576	14,434
Prêts d'or	2,525	2,705
	16,101	17,139
Ventes au cours de l'exercice	1,338	1,038
Solde à la fin de l'exercice	14,763	16,101
Réparti en		
Or	10,870	13,576
Prêts d'or	3,893	2,525
	14,763	16,101

	1990		1989	
	É-U	CA	É-U	CA
	(en millions de dollars)			
Solde à la fin de l'exercice				
Or	541	628	624	723
Prêts d'or	194	225	116	135
Intérêt couru sur les prêts d'or	2	2	1	1
	737	855	741	859

La valeur comptable, la valeur marchande (basée sur les "fixings" du marché de Londres), et le coût historique approximatif en dollars canadiens de l'or et des prêts d'or selon les taux de change originaux, à l'exclusion de l'intérêt couru sur les prêts d'or, s'établissent comme il suit en fin d'exercice:

	1990		1989	
	Prix l'once d'or fin	Valeur totale en millions	Prix l'once d'or fin	Valeur totale en millions
Valeur comptable—$ É-U	49.79	735	46.00	740
—$ CA	57.76	853	53.29	858
Valeur marchande—$ É-U	391.00	5,773	401.00	6,457
—$ CA	453.52	6,696	464.56	7,480
Coût approximatif à l'origine —$ Can	36.91	545	36.91	594

Le ministre des Finances a autorisé des prêts et (ou) des ventes à la Monnaie royale canadienne et à d'autres entités, aux prix du marché, d'une partie de l'or détenu dans le Compte.

Compte du fonds des changes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

7. Biens de réserves officielles internationales

Le Compte est le principal dépositaire des réserves officielles internationales du Canada. Au 31 décembre 1990, les réserves totales, telles que publiées par le ministère des Finances se chiffraient à 18.6 milliards $ des É-U (1989 —16.8 milliards $ des É-U) dont le Compte détenait 14.5 milliards $ des É-U (1989—13.6 milliards $ des É-U). Le solde de 4.1 milliards $ des É-U (1989—3.2 milliards $ des É-U) est détenu par la Banque du Canada et le FRC.

8. Dû au Fonds du revenu consolidé—Avances

Le Compte est financé à même les avances du Fonds du revenu consolidé. Elles se limitent actuellement à 25 milliards $CA selon un décret du conseil daté le 30 juin 1988. Le FRC n'impute aucun intérêt au Compte à l'égard des avances. Voici les avances provenant du FRC:

	1990	1989
	(en millions de dollars)	
Dollars canadiens	8,346	8,018
Dollars des É-U	4,454	4,814
Droits de tirage spéciaux	633	584
Yen japonais	515	483
Francs suisses	183	300
	14,131	14,199

Les devises provenant des emprunts en devises étrangères contractés par le Canada et les DTS attribués par le FMI ont été avancés au Compte par le FRC. Le remboursement des emprunts de devises étrangères est effectué à l'aide des ressources du Compte. L'intérêt à payer par le Canada au titre des emprunts en devises étrangères et les frais pour les DTS attribués au Compte sont imputés directement au FRC.

9. Engagements

En vertu des accords de "swap" conclus avec la Banque du Canada, le Compte vend des dollars des É-U à la Banque et convient du rachat de ces sommes au même taux de change que lors de la vente. Ces "swaps" entraînent une diminution de l'actif du Compte et des avances provenant du FRC. L'effet est annulé lorsque ces "swaps" viennent à échéance.

Ces accords de "swap" à court terme avec la Banque du Canada sont entrepris dans le but d'aider la Banque à gérer ses opérations au titre de l'encaisse. Les opérations de "swap" en cours avec la Banque du Canada en fin d'exercice s'élevaient à:

1990		1989	
É-U	CA	É-U	CA
(en millions de dollars)			
3,420	3,965	2,431	2,820

10. Gains nets (pertes nettes) de conversion

	1990			1989
	Actif	Passif	Total	Total
	(en millions de dollars canadiens)			
Dollars des É-U	218	-12	206	-181
Droits de tirage spéciaux	138	-49	89	-54
Or	70		70	-49
Yen japonais	302	-31	271	55
Marks allemands	189		189	104
Francs suisses	10	-50	-40	20
	927	-142	785	-105

11. Événement postérieur au bilan

En février 1991, le ministère des Finances a mis en oeuvre un nouveau programme de "swap" à court terme du dollar des États-Unis et du dollar canadien entre le Compte et d'importantes institutions financières. Le but de ce programme est d'aider le gouvernement à gérer ses soldes domestiques au comptant d'une manière plus efficace eu égard au coût. Conformément à cette initiative, des dollars des É-U détenus par le Compte sont vendus aux institutions financières pour des dollars canadiens concurremment à une entente de rachat des dollars des É-U auprès du marché à terme.

En février 1991, le solde de ces opérations de "swap" conclues auprès d'importantes institutions financières du Canada s'élevait à 1.2 milliard de $ des É-U entraînant en contrepartie une diminution de l'actif du Compte et des réserves officielles internationales du Canada. L'effet est annulé lorsque ces "swaps" viennent à échéance.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes avec la présentation de l'exercice en cours.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1990-91

Dette non échue

SOMMAIRE

	Page
Obligations négociables	10.4
Obligations d'épargne du Canada	10.10
Obligations spéciales non négociables	10.11
Bons du Trésor	10.12
Effets et prêts	10.13
Bons du Canada	10.13
États supplémentaires—	
Taux d'intérêt	10.14
Échéance de la dette du gouvernement	10.15
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté	10.16

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

DETTE NON ÉCHUE

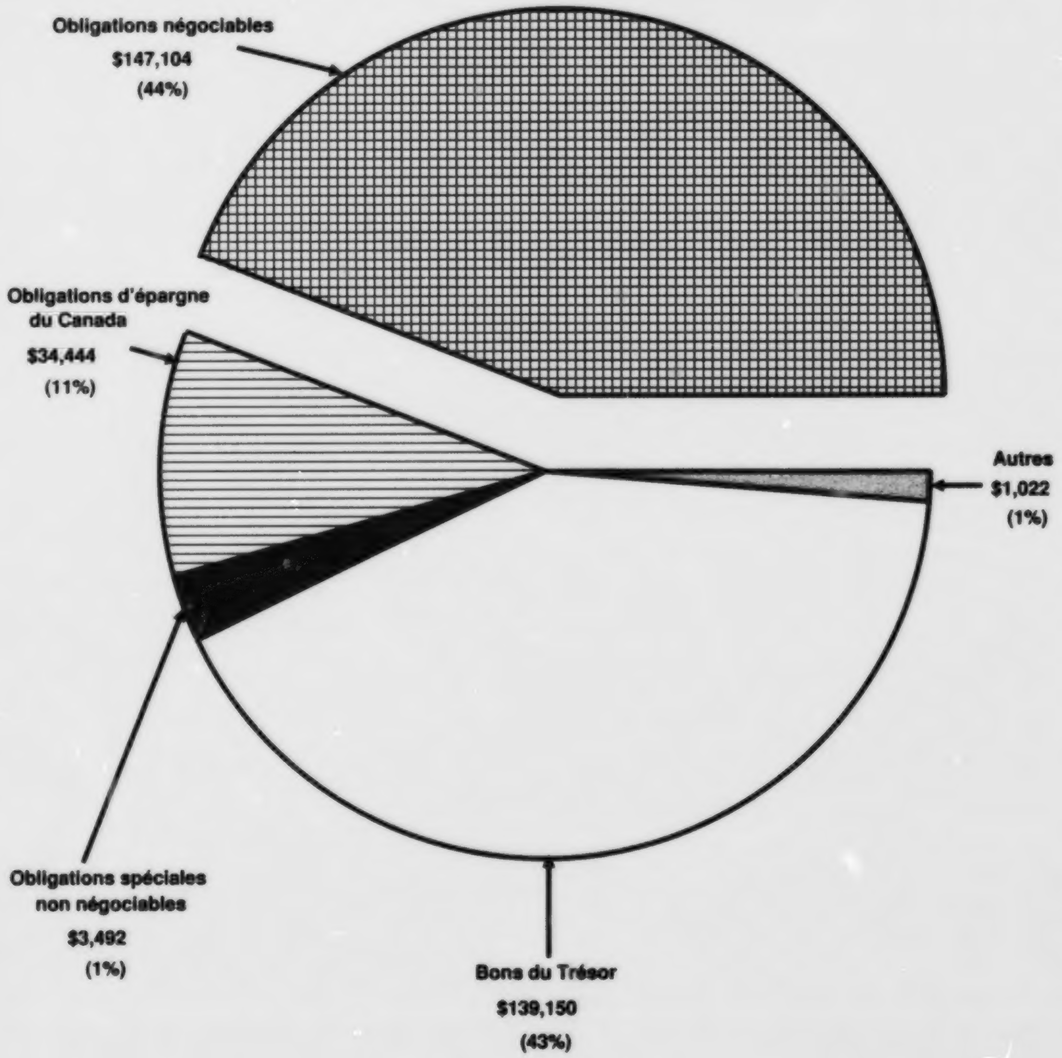
La dette non échue représente les obligations financières résultant de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, lesquelles ne sont pas encore arrivées à échéance.

Les titres détenus par le gouvernement ont été déduits de la dette non échue, afin d'inscrire le passif du gouvernement envers les tiers.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les émissions et les remboursements.

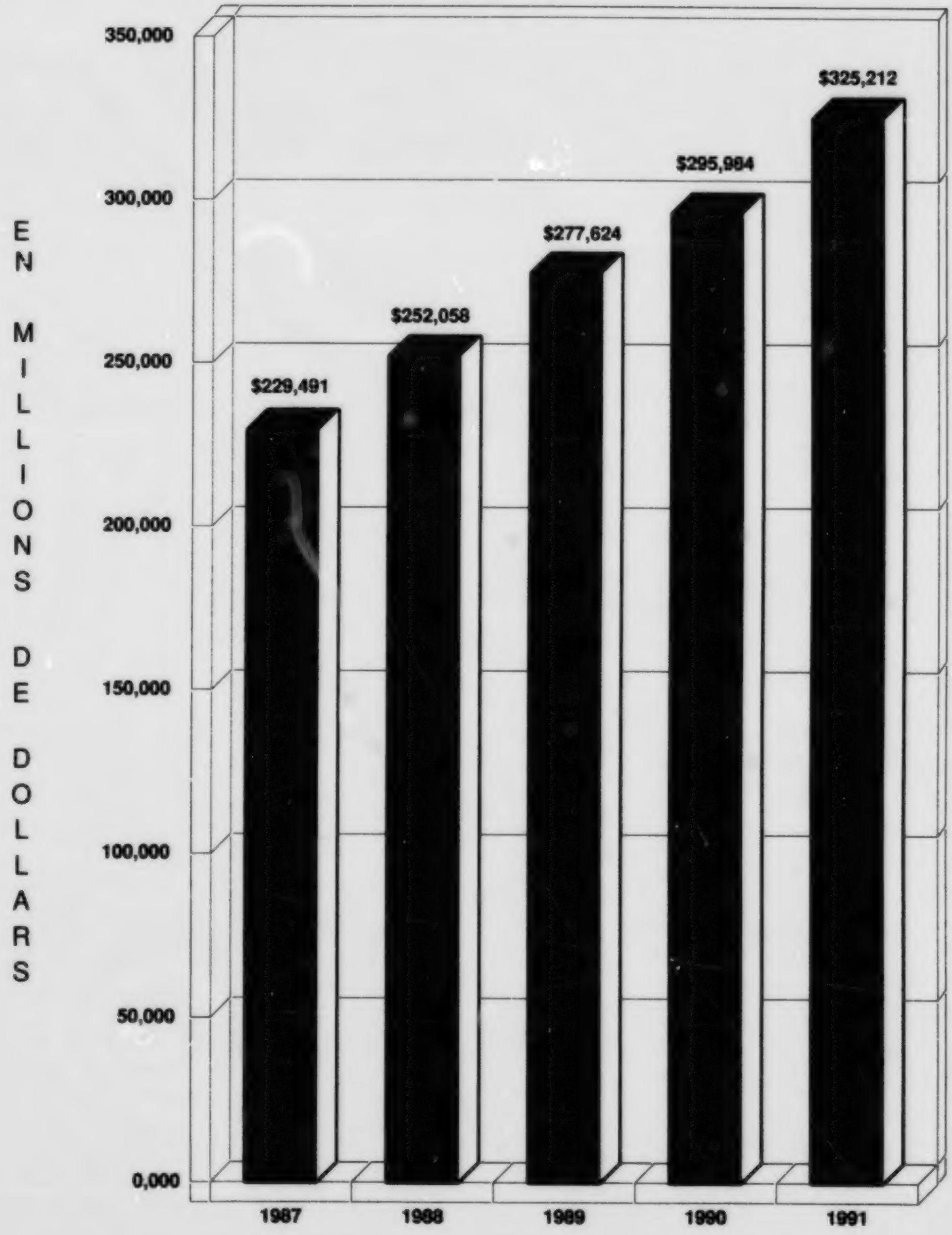
Le graphique A présente le total de la dette non échue par catégorie pour l'exercice en cours, tandis que le graphique B compare le total de la dette non échue pour les cinq derniers exercices. Le tableau 10.1 présente les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant la dette non échue.

GRAPHIQUE A
DETTE NON ÉCHUE [1]
(en millions de dollars)



[1] Base brute

GRAPHIQUE B
DETTE NON ÉCHUE [1]



[1] Base brute

TABLEAU 10.1

DETTE NON ÉCHUE

	1er avril 1990	Émissions	Remboursements	31 mars 1991
	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—				
Obligations négociables, tableau 10.2	127,681,510,324	26,750,000,000	10,831,610,000	143,599,900,324
Obligations d'épargne du Canada, tableau 10.3	40,928,676,400	6,749,069,366	13,233,570,466	34,444,175,300
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 10.4	3,072,653,000	425,010,000	5,447,000	3,492,216,000
Bons du Trésor, tableau 10.5	118,550,000,000	330,950,000,000	310,350,000,000	139,150,000,000
	290,232,839,724	*364,874,079,366*	*334,420,627,466*	*320,686,291,624*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—				
Obligations négociables	149,577,000	146,332,000	180,925,000	114,984,000
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	112,332,386	257,556,583	238,627,141	131,261,828
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire	1,029,753,000	1,651,727,000	1,725,312,200	956,167,800
Redressement de consolidation[1]	54,743,000	52,133,000		106,876,000
	1,346,405,386	*2,107,748,583*	*2,144,864,341*	*1,309,289,628*
	288,886,434,338	362,766,330,783	332,275,763,125	319,377,001,996
À payer en devises étrangères—				
Obligations négociables, tableau 10.2	4,128,698,538	51,484,283	676,478,150	3,503,704,671
Effets et prêts, tableau 10.6	177,131,000		163,238,600	13,892,400
Bons du Canada, tableau 10.7	1,445,793,206	6,700,791,832	7,138,513,132	1,008,071,906
	5,751,622,744	*6,752,276,115*	*7,978,229,882*	*4,525,668,977*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—				
Obligations négociables	75,640,921	93,869,917	169,510,838	
	5,675,981,823	6,658,406,198	7,808,719,044	4,525,668,977
Total de la dette non échue	294,562,416,161	369,424,736,981	340,084,482,169	323,902,670,973

Note: Ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 10.11.

[1] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Obligations négociables

Les obligations négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—achetées et vendues sur le marché libre;

—payables en monnaie canadienne ou en devises étrangères;

—soumises à rachat ou remboursement avant terme;

—dates fixes d'échéance;

—intérêt payable sous forme de coupons ou d'immatriculation; et,

—valeur nominale garantie à l'échéance.

Les obligations négociables nominatives sont transférables par endos et remises d'un détenteur à l'autre. Les obligations négociables au porteur n'exigent pas d'endossement.

Le tableau 10.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations négociables. Puisque la majorité des obligations négociables ne sont pas soumises à rachat ou remboursement avant terme, on note seulement les exceptions dans le tableau.

Les soldes de fin d'exercice des obligations négociables à payer en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1991.

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1990	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1991
				$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—							
Échues: 1990-91							
1990—1er mai	5.25	1er mai/64-1er juill/64					
		1er sept/65	CT12	225,000,000		225,000,000	
1er mai	5.25	1er avril/67	F12	125,000,000		125,000,000	
1er mai	13	1er mai/80	J41	1,784,422,000		1,784,422,000	
1er juin	11.75	10 avril/85	H56	150,000,000		150,000,000	
6 juin	9.25	6 juin/88	A15	550,000,000		550,000,000	
1er juill	8	29 janv/87-19 févr/87					
		15 mars/87	H95	600,000,000		600,000,000	
1er août	7.5	16 avril/87	A2	500,000,000		500,000,000	
1er août	9	11 août/86-1er juin/87					
		1er sept/87	H88	1,025,000,000		1,025,000,000	
1er sept	10.75	12 juill/83-1er févr/85					
		19 févr/85	H5	550,000,000		550,000,000	
5 sept	10.25	5 sept/88	A19	650,000,000		650,000,000	
1er oct	10.5	15 août/85-1er oct/85					
		23 oct/85	H65	1,100,000,000		1,100,000,000	
1er oct	12.5	1er oct/80	J49	22,539,000		22,539,000	
5 déc	10.25	5 déc/88	A20	650,000,000		650,000,000	
15 déc	10.25	15 nov/85-15 oct/87	H70	575,000,000		575,000,000	
1991—1er févr	12.5	1er févr/81	J56	718,974,000		718,974,000	
1er mars	9.25	15 déc/85-10 avril/86					
		1er févr/88	H73	725,000,000		725,000,000	
5 mars	11	5 mars/89	A22	700,000,000		700,000,000	
				10,650,935,000		*10,650,935,000*	
Échéance: 1991-92							
1991—1er mai	9.75	6 févr/86-15 mars/86					
		15 déc/87	H75	825,000,000			825,000,000
1er mai	14.5	1er mai/81	J62	490,857,000			490,857,000
1er juin	11	1er mai/85-22 mai/85	H57	425,000,000			425,000,000
6 juin	10.5	6 juin/89	A24	550,000,000			550,000,000
1er juill	8.5	28 avril/86-22 mai/86					
		12 juin/86-3 juill/86					
		24 juill/86	H83	1,700,000,000			1,700,000,000
1er sept	9	23 juill/87-25 févr/88					
		14 avril/88-4 août/88	A7	1,725,000,000			1,725,000,000
6 sept	10.25	6 sept/89	A26	800,000,000			800,000,000
1er oct	18	15 oct/81	J73	392,685,000			392,685,000
6 déc	10.5	6 déc/89	A28	900,000,000			900,000,000
15 déc	11.5	15 déc/84	H47	225,000,000			225,000,000
15 déc	8.75	2 sept/86-1er oct/86					
		23 oct/86-12 nov/86					
		1er juill/87	H89	1,850,000,000			1,850,000,000
1992—1er févr	15.5	1er févr/82	J76	1,246,186,000			1,246,186,000
1er mars	8.5	6 janv/87-1er mai/87	H94	1,025,000,000			1,025,000,000
6 mars	11.5	6 mars/90	A31	1,000,000,000			1,000,000,000
				13,154,728,000			*13,154,728,000*
Échéance: 1992-93							
1992—1er avril	7.75	12 mars/87	A1	600,000,000			600,000,000
1er juin	10.25	12 juin/85-1er juill/85					
		23 juill/85-1er sept/85					
		24 sept/87-15 oct/87					
		1er sept/88	H61	1,850,000,000			1,850,000,000
1er juin	15	1er juin/82	J82	200,000,000			200,000,000
6 juin	12.25	6 juin/90	A35		1,000,000,000		1,000,000,000
1er juill	9.25	21 mai/87-13 août/87					
		1er sept/87-1er juin/88					
		1er oct/89	A4	1,400,000,000			1,400,000,000
1er juill	15	1er juill/82	J85	398,789,000			398,789,000
1er sept	5.75	1er sept/66-15 déc/66					
		1er févr/67	F6	225,000,000			225,000,000
1er sept	14.25	1er sept/82	J88	648,917,000			648,917,000
5 sept	10.75	5 sept/90	A36		1,200,000,000		1,200,000,000

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1990	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1991
				$	$	$	$
15 oct	13.5	15 oct/82	J91	400,000,000			400,000,000
15 nov	12.75	1er nov/82	J93	500,000,000			500,000,000
5 déc	10.25	5 déc/90	A38		1,300,000,000		1,300,000,000
15 déc	11.75	22 nov/82-15 déc/82					
		1er août/83-1er sept/83	J95	2,050,000,000			2,050,000,000
1993—1er févr	11.25	1er févr/83-15 mars/83					
		27 avril/83-12 juill/83	J99	1,850,000,000			1,850,000,000
5 mars	9.25	5 mars/91	A41		1,300,000,000		1,300,000,000
				10,122,706,000	*4,800,000,000*		*14,922,706,000*
Échéance: 1993-94							
1993—1er avril	10.25	25 janv/90-1er févr/90	A29	925,000,000			925,000,000
1er mai	10.75	15 mai/83-21 juin/83					
		5 nov/87-15 mars/89					
		15 mars/90	H3	1,725,000,000			1,725,000,000
1er juin	15.25	1er juin/81	J65	895,006,000			895,006,000
1er juill	8.75	18 févr/88-15 mars/88					
		5 mai/88	A13	1,625,000,000			1,625,000,000
1er juill	14.75	1er juill/81	J69	445,459,000			445,459,000
1er sept	9.5	23 juin/88-21 juill/88					
		15 oct/88-31 oct/88					
		15 déc/88-19 oct/89					
		15 déc/89	A16	2,450,000,000			2,450,000,000
15 oct	11.75	27 sept/83-15 oct/83					
		1er févr/84-26 avril/90					
		1er mai/90-1er août/90	H8	1,025,000,000	1,100,000,000		2,125,000,000
15 déc	11.5	8 nov/83-15 déc/83					
		21 févr/84	H12	850,000,000			850,000,000
1994—1er févr	8.75	15 déc/86	H93	250,000,000			250,000,000
1er févr	10.25	5 janv/89-9 févr/89					
		1er oct/90-18 oct/90					
		15 déc/90-1er févr/91	A21	1,300,000,000	1,050,000,000		2,350,000,000
1er mars	8.25	29 janv/87-19 févr/87					
		15 mars/87	H96	800,000,000			800,000,000
1er mars	12	13 mars/84-10 avril/85	H17	700,000,000			700,000,000
				12,990,465,000	*2,150,000,000*		*15,140,465,000*
Échéance: 1994-95							
1994—1er avril	13	1er avril/84-1er mai/84					
		22 août/84	H21	1,025,000,000			1,025,000,000
15 mai	13.75	1er juin/84-11 juill/84					
		1er août/84	H25	1,200,000,000			1,200,000,000
15 juin	9.5	15 juin/74-1er juill/75					
		15 août/75-1er juin/76					
		1er août/76-1er avril/77	F85	676,320,000		36,550,000	639,770,000
15 juill	7.75	16 avril/87	A3	400,000,000			400,000,000
15 juill	13.5	19 juin/84	H29	250,000,000			250,000,000
1er oct	9.25	18 juin/87-30 juill/87					
		1er févr/88-14 avril/88					
		1er juill/89-1er août/89					
		21 févr/91	A6	2,475,000,000	50,000,000		2,525,000,000
1er oct	12.75	12 sept/84	H39	475,000,000			475,000,000
1er déc	6.25	1er déc/67	F23	125,000			125,000
15 déc	12.5	1er oct/84-24 oct/84	H42	900,000,000			900,000,000
15 déc	9.25	24 août/89-1er oct/89					
		1er nov/89	A25	1,625,000,000			1,625,000,000
1995—1er févr	11.5	1er févr/85	H51	375,000,000			375,000,000
1er févr	12.25	14 nov/84-19 mars/85	H44	725,000,000			725,000,000
1er mars	10	5 janv/88-1er juin/88					
		11 août/88-15 déc/89					
		1er févr/90-15 févr/90	A12	2,800,000,000			2,800,000,000
1er mars	11.75	15 déc/84-1er mai/90	H48	475,000,000	450,000,000		925,000,000
				13,401,445,000	*500,000,000*	*36,550,000*	*13,864,895,000*
Échéance: 1995-96							
1995—1er avril	11.25	19 févr/85-1er mai/85					
		22 mai/85	H54	1,350,000,000			1,350,000,000
1er juin	10.5	12 juin/85-1er juill/85					
		23 juill/85-1er sept/85					
		15 mars/90-11 avril/90	H62	2,250,000,000	850,000,000		3,100,000,000

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1990	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1991
				$	$	$	$
1er oct	6.5	1er oct/68	F33	100,000,000			100,000,000
1er oct	10	1er oct/75-15 déc/75					
		1er févr/76-1er avril/76	F97	677,875,000		19,125,000	658,750,000
15 déc	10.75	1er oct/85-23 oct/85					
		15 nov/85-15 mars/89					
		26 juill/90-1er août/90					
		28 août/90	H67	1,100,000,000	1,950,000,000		3,050,000,000
1996—1er mars	10.25	6 févr/86-15 déc/87					
		22 sept/88-1er oct/90					
		15 déc/90-1er févr/91					
		14 févr/91	H76	1,375,000,000	1,225,000,000		2,600,000,000
				6,852,875,000	*4,025,000,000*	*19,125,000*	*10,858,750,000*
Échéance: 1996-97							
1996—1er mai	9.25	10 avril/86-1er juin/87					
		1er juill/87-31 mars/88					
		27 juill/89-31 août/89	H80	3,300,000,000			3,300,000,000
1er juin	8.75	28 avril/86-22 mai/86					
		24 juill/86-1er oct/86					
		15 déc/86-1er mai/87	H84	2,175,000,000			2,175,000,000
15 sept	3	15 sept/36	P1	55,000,000			55,000,000
1997—1er mars	8.25	29 janv/87-19 févr/87					
		15 mars/87	H97	1,125,000,000			1,125,000,000
				6,655,000,000			*6,655,000,000*
Échéance: 1997-98							
1997—15 mai	9.25	15 mai/77-1er juill/77					
		1er sept/77-1er févr/78	J9	936,000,000		30,000,000	906,000,000
1er oct	9.75	13 août/87-1er sept/87					
		15 nov/87-1er févr/88					
		12 mai/88-4 janv/90					
		21 févr/91	A8	2,725,000,000	50,000,000		2,775,000,000
[2] 1998—15 mars	3.75	15 sept/56	T15	197,045,000			197,045,000
15 mars	10.75	15 oct/87-15 mars/89					
		13 avril/89-16 août/90	A10	1,525,000,000	700,000,000		2,225,000,000
				5,383,045,000	*750,000,000*	*30,000,000*	*6,103,045,000*
Échéance: 1998-99							
1998—1er oct	9.5	30 juin/88-21 juill/88					
		15 nov/88-1er juill/89	A17	2,200,000,000			2,200,000,000
1er déc	10.25	1er sept/88-15 oct/88					
		15 déc/88-26 janv/89	A18	2,275,000,000			2,275,000,000
				4,475,000,000			*4,475,000,000*
Échéance: 1999-2000							
1999—15 oct	9	15 oct/77-15 déc/77	J13	563,750,000		18,125,000	545,625,000
1er déc	13.5	1er déc/80	J53	400,000,000			400,000,000
1er déc	9.25	21 sept/89-1er oct/89					
		16 nov/89-15 déc/89	A27	2,825,000,000			2,825,000,000
2000—15 mars	13.75	31 mars/80-1er mars/81					
		31 mars/81-15 oct/82	J39	1,050,000,000			1,050,000,000
				4,838,750,000		*18,125,000*	*4,820,625,000*
Échéance: 2000-01							
2000—1er mai	9.75	1er févr/90-15 févr/90	A30	1,575,000,000			1,575,000,000
1er juill	10.5	15 mars/90-29 mars/90					
		21 juin/90-1er août/90	A32	1,350,000,000	1,550,000,000		2,900,000,000
1er juill	15	1er juill/81	J70	175,000,000			175,000,000
1er sept	11.5	1er mai/90-1er nov/90	A33		1,200,000,000		1,200,000,000
15 déc	9.75	15 déc/78	J22	515,625,000		6,250,000	509,375,000
2001—1er févr	15.75	1er juin/81-31 juill/81	J66	425,000,000			425,000,000
1er mars	10.5	20 sept/90-1er oct/90					
		15 déc/90-1er févr/91	A37		3,175,000,000		3,175,000,000
				4,040,625,000	*5,925,000,000*	*6,250,000*	*9,959,375,000*

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1990	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1991
				$	$	$	$
Échéance: 2001-02							
2001—1er mai	13	1er mai/80-1er oct/80					
		1er févr/81	J42	1,325,000,000			1,325,000,000
1er juin	9.75	21 févr/91-1er mars/91					
		28 mars/91	A40		2,600,000,000		2,600,000,000
1er oct	9.5	1er oct/76-1er déc/76					
		1er avril/78-15 mai/78					
		1er juill/78	J2	1,314,000,000		40,625,000	1,273,375,000
2002—1er févr	8.75	1er févr/77	J7	228,000,000		7,500,000	220,500,000
15 mars	15.5	31 mars/82-1er mai/82	J79	350,000,000			350,000,000
				3,217,000,000	*2,600,000,000*	*48,125,000*	*5,768,875,000*
Échéance: 2002-03							
2002—1er mai	10	1er mai/79-1er juin/79					
		15 juill/79	J25	1,850,000,000			1,850,000,000
15 déc	11.25	15 déc/79-1er juill/80					
		15 mai/83	J34	1,625,000,000			1,625,000,000
2003—1er févr	11.75	1er févr/80-1er juin/80					
		1er août/80-1er févr/83					
		27 avril/83-21 juin/83					
		12 juill/83	J35	2,700,000,000			2,700,000,000
				6,175,000,000			*6,175,000,000*
Échéance: 2003-04							
2003—1er oct	9.5	15 août/78-1er oct/78	J18	715,500,000		22,500,000	693,000,000
2004—1er févr	10.25	1er févr/79-15 mars/79					
		21 mars/79-15 août/79	J24	2,200,000,000			2,200,000,000
				2,915,500,000		*22,500,000*	*2,893,000,000*
Échéance: 2004-05							
2004—1er juin	13.5	1er avril/84-1er mai/84	H22	550,000,000			550,000,000
1er oct	10.5	1er oct/79-15 déc/87	J30	875,000,000			875,000,000
2005—1er mars	12	15 oct/83-8 nov/83					
		15 déc/83-1er févr/84					
		21 févr/84-15 déc/84	H9	1,775,000,000			1,775,000,000
				3,200,000,000			*3,200,000,000*
Échéance: 2005-06							
2005—1er sept	12.25	1er août/83-1er sept/83					
		27 sept/83-10 avril/85	H6	1,375,000,000			1,375,000,000
2006—1er mars	12.5	13 mars/84-14 nov/84					
		19 mars/85	H18	975,000,000			975,000,000
				2,350,000,000			*2,350,000,000*
Échéance: 2006-07							
2006—1er oct	14	1er juin/84-11 juill/84					
		1er août/84	H26	1,025,000,000			1,025,000,000
2007—1er mars	13.75	19 juin/84	H30	325,000,000			325,000,000
				1,350,000,000			*1,350,000,000*
Échéance: 2007-08							
2007—1er oct	13	22 août/84-12 sept/84	H36	700,000,000			700,000,000
2008—1er mars	12.75	1er oct/84-24 oct/84	H41	750,000,000			750,000,000
				1,450,000,000			*1,450,000,000*
Échéance: 2008-09							
2008—1er juin	10	15 déc/85-1er sept/87					
		1er févr/88-14 avril/88					
		1er juin/88-21 juill/88					
		15 oct/88-15 déc/88					
		23 févr/89-1er juin/89	H74	3,450,000,000			3,450,000,000
1er oct	11.75	1er févr/85-1er mai/85	H52	725,000,000			725,000,000
2009—1er mars	11.5	22 mai/85	H58	400,000,000			400,000,000
				4,575,000,000			*4,575,000,000*
Échéance: 2009-10							
2009—1er juin	11	1er oct/85-23 oct/85					
		15 oct/87	H68	925,000,000			925,000,000
1er oct	10.75	12 juin/85-1er juill/85					
		1er sept/85-1er sept/88	H63	1,300,000,000			1,300,000,000
2010—1er mars	9.75	15 mars/86	H79	325,000,000			325,000,000
				2,550,000,000			*2,550,000,000*

TABLEAU 10.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Fin*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1990	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1991
				$	$	$	$
Échéance: 2010-11							
2010—1er juin	9.5	10 avril/86-1er juill/87					
		1er juill/89-10 août/89					
		1er oct/89-15 déc/89					
		1er févr/90	H81	2,975,000,000			**2,975,000,000**
1er oct	8.75	28 avril/86	H85	325,000,000			**325,000,000**
2011—1er mars	9	3 juill/86-2 sept/86					
		23 oct/86-15 déc/86					
		1er mai/87-15 mars/88	H87	1,975,000,000			**1,975,000,000**
				5,275,000,000			***5,275,000,000***
Échéance: 2011-12							
2011—1er juin	8.5	19 févr/87-15 mars/87	H98	750,000,000			**750,000,000**
Échéance: 2013-14							
2014—15 mars	10.25	15 mars/89-30 mars/89					
		15 mars/90-1er juill/90					
		1er août/90-21 févr/91	A23	1,300,000,000	1,850,000,000		**3,150,000,000**
Échéance: 2015-16							
2015—1er juin	11.25	1er mai/90-31 mai/90					
		1er oct/90-15 nov/90	A34		2,350,000,000		**2,350,000,000**
Échéance: 2019-20							
2019—31 déc	10.186	23 mars/90	M1	8,436,324			**8,436,324**
Échéance: 2020-21							
2021—15 mars	10.5	15 déc/90-9 janv/91					
		1er févr/91	A39		1,800,000,000		**1,800,000,000**
Total des obligations négociables en monnaie canadienne				127,681,510,324	26,750,000,000	10,831,610,000	**143,399,900,324**
À payer en devises étrangères—							
Dollars des États-Unis—							
1995—15 juill	10.125	15 juill/85		272,742,604		124,470,176	**148,272,428**
21 nov	10	21 nov/85		584,750,000		5,900,000	**578,850,000**
1996—27 févr	9	27 févr/86		1,169,500,000		11,800,000	**1,157,700,000**
[2] 1998—1er avril	8.625	1er avril/78		232,666,177		48,429,799	**184,236,378**
				2,259,658,781		*190,599,975*	***2,069,058,806***
Francs suisses—							
1992—10 mai	5.25	10 mai/84		156,080,000	3,100,000		**159,180,000**
Yens japonais—							
[3] 1991—20 févr	6.125	20 févr/86		479,313,213		479,313,213	
[3] 1992—25 juin	4.375	25 juin/87		650,654,607		6,564,962	**644,089,645**
[3] 1993—23 juill	5.625	23 juill/86		582,991,937	48,384,283		**631,376,220**
				1,712,959,757	*48,384,283*	*485,878,175*	***1,275,465,865***
Total des obligations négociables en devises étrangères				4,128,698,538	51,484,283	676,478,150	**3,503,704,671**
Total				131,810,208,862	26,801,484,283	11,508,088,150	**147,103,604,995**

[1] Les émissions et les remboursements des obligations négociables à payer en devises étrangères comprennent la conversion de ces devises en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.

[2] Soumises à remboursement avant terme.

[3] Bien que du point de vue des propriétaires les modalités de l'émission restent inchangées, l'engagement du gouvernement, qui était libellé en yens japonais, a été transformé par suite d'un swap de devises en un engagement libellé en dollars des États-Unis et à un taux flottant établi sur la base du taux à 6 mois du "London Inter-bank Offered Rate" (LIBOR).

Obligations d'épargne du Canada

Les obligations d'épargne du Canada représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—émises à des résidents canadiens;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—immatriculées au nom du titulaire;

—dates fixes d'échéance;

—non négociables;

—remboursables à vue au titulaire, avec les intérêts courus calculés jusqu'à la fin du mois précédent;

—pas soumises à rachat avant terme; et,

—viennent à échéance 7 ans ou plus après leur émission.

Le tableau 10.3 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations d'épargne du Canada.

TABLEAU 10.3

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1990	Émissions	Remboursements	31 mars 1991
				$	$	$	$
1990—1er nov	10.5-11.5	1983-84	S38	3,807,591,900		3,807,591,900	
1991—1er nov	10.5-11.5-10.75	1984-85	S39	4,274,337,300		857,660,100	**3,416,677,200**
1992—1er nov	10.5-11.5-10.75	1985-86	S40	5,540,266,400		942,683,000	**4,597,583,400**
1993—1er nov	10.5-11.5-10.75	1986-87	S41	3,428,823,600		634,012,400	**2,794,811,200**
1997—1er nov	10.5-11.5-10.75	1987-88	S42	7,902,764,700		1,759,235,000	**6,143,529,700**
1998—1er nov	10.5-11.5-10.75	1988-89	S43	7,758,947,700		1,833,385,100	**5,925,562,600**
2001—1er nov	10.5-11.5-10.75	1989-90	S44	8,215,944,800		3,167,969,100	**5,047,975,700**
2002—1er nov	10.75	1990-91	S45[1]		6,749,069,366	231,033,866	**6,518,035,500**
Total				40,928,676,400	6,749,069,366	13,233,570,466	**34,444,175,300**

[1] S45 comprend des obligations relatives à la participation du gouvernement à la vente d'obligations d'épargne du Canada selon le mode d'épargne sur le salaire.

Obligations spéciales non négociables

Les obligations spéciales non négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada exclusivement au Fonds de placement du régime de pensions du Canada, dont les modalités sont:

—non négociables;

—non transférables;

—non cessibles;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—viennent à échéance 20 ans ou moins après leur émission;

—intérêt payable semestriellement; et,

—rachetables à la valeur nominale, plus l'intérêt couru.

Le tableau 10.4 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations spéciales non négociables.

TABLEAU 10.4

OBLIGATIONS SPÉCIALES NON NÉGOCIABLES

	1er avril 1990	Émissions	Remboursements	31 mars 1991
	$	$	$	$
Fonds de placement du régime de pensions du Canada—				
Échues: 1990-91	5,447,000		5,447,000	
Échéance: 1991-92	6,540,000			6,540,000
1992-93	7,112,000			7,112,000
1993-94	7,907,000			7,907,000
1994-95	9,087,000			9,087,000
1995-96	10,217,000			10,217,000
1996-97	10,651,000			10,651,000
1997-98	11,351,000			11,351,000
1998-99	12,015,000			12,015,000
1999-2000	17,709,000			17,709,000
2000-01	22,971,000			22,971,000
2001-02	17,622,000			17,622,000
2002-03	17,414,000			17,414,000
2003-04	17,259,000			17,259,000
2004-05	16,661,000			16,661,000
2005-06	239,955,000			239,955,000
2006-07	1,352,282,000			1,352,282,000
2007-08	699,981,000			699,981,000
2008-09	519,360,000			519,360,000
2009-10	71,112,000			71,112,000
2010-11		425,010,000		425,010,000
Total	3,072,653,000	425,010,000	5,447,000	3,492,216,000

Bons du Trésor

Les bons du Trésor sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada afin de débourser des sommes à des dates convenues, dont les modalités sont:

- —émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;
- —échéances courantes: 3 mois, 6 mois et 12 mois;
- —émises en dollars canadiens exclusivement;
- —transférables; et,
- —achetées et vendues sur le marché libre.

Les bons à trois mois et à six mois sont habituellement émis hebdomadairement, tandis que les autres bons sont émis à toutes les deux semaines, habituellement pour des périodes d'un an ou moins.

Au 31 mars 1991, le solde de ce compte représente des bons à trois mois pour $43,700 millions; des bons à six mois pour $44,500 millions; et, des bons à 364 jours pour $50,950 millions.

Le tableau 10.5 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Trésor.

TABLEAU 10.5

ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU TRÉSOR
(en millions de dollars)

	Émissions				Remboursements				
	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Changement net
Avril, 1990	12,950	6,450	5,200	24,600	11,600	5,900	2,750	20,250	4,350
Mai	12,100	6,100	5,950	24,150	11,650	6,500	5,850	24,000	150
Juin	15,800	7,800	6,400	30,000	15,850	7,900	5,150	28,900	1,100
Juillet	12,300	6,100	7,100	25,500	12,950	5,800	5,850	24,600	900
Août	17,150	8,600	8,600	34,350	14,900	7,450	6,150	28,500	5,850
Septembre	13,100	6,550	5,000	24,650	13,000	6,250	6,000	25,250	–600
Octobre	12,500	6,200	6,500	25,200	12,300	6,450	5,000	23,750	1,450
Novembre	16,400	8,400	7,750	32,550	17,150	7,500	5,050	29,700	2,850
Décembre	14,400	7,400	5,500	27,300	13,100	6,400	7,000	26,500	800
Janvier, 1991	13,400	7,100	5,600	26,100	12,500	6,100	4,150	22,750	3,350
Février	12,700	6,450	4,400	23,550	12,800	6,800	4,700	24,300	–750
Mars	17,600	8,950	6,450	33,000	18,000	8,350	5,500	31,850	1,150
	170,400	86,100	74,450	330,950	165,800	81,400	63,150	310,350	20,600
Solde au 1er avril 1990									118,550
Solde au 31 mars 1991									**139,150**

Effets et prêts

Ces comptes enregistrent les emprunts effectués en vertu d'ententes conclues avec des banques en Suisse. Ils enregistrent également les emprunts de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société financière Cartierville Inc) qui ont été assumés directement par le gouvernement du Canada en vertu du crédit 7c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Le solde au 31 mars 1991 représente des effets de $12,000,000 É-U ($13,892,400 can), assumés de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société financière Cartierville Inc).

Le solde en dollars des États-Unis a été converti en monnaie canadienne en se servant du cours du change de fermeture au 31 mars 1991.

Le tableau 10.6 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les effets et prêts.

TABLEAU 10.6

EFFETS ET PRÊTS

Date d'échéance	%	Date d'émission	1er avril 1990	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1991
			$	$	$	$
À payer en devises étrangères—						
Dollars des États-Unis—						
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc[2]—						
1992—26 avril	8.5	divers	21,051,000		7,158,600	**13,892,400**
Francs suisses—						
1990—15 mai	5.125	15 mai/84	156,080,000		156,080,000	
Total			177,131,000		163,238,600	**13,892,400**

[1] Les émissions et les remboursements comprennent la conversion des devises étrangères en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.

[2] Soumises à remboursement avant terme.

Bons du Canada

Les bons du Canada sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada sur les marchés monétaires des États-Unis en vertu du programme d'emprunt en fonds étrangers du gouvernement. Les bons du Canada procurent au Canada une source additionnelle de fonds à court terme en provenance des États-Unis, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;

—viennent à échéance pas plus que 270 jours après leur émission;

—transférables; et,

—achetées et vendues sur le marché libre.

Le solde de fin d'exercice des bons du Canada à payer en dollars des États-Unis a été converti en monnaie canadienne en utilisant le cours du change de fermeture au 31 mars 1991.

Le tableau 10.7 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Canada.

TABLEAU 10.7

ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU CANADA

	Émissions	Remboursements	Changement net
	$	$	$
Avril, 1990	580,099,998	1,145,297,198	-565,197,200
Mai	514,558,296	438,846,810	75,711,486
Juin	598,835,496	554,435,760	44,399,736
Juillet	279,316,002	412,701,231	-133,385,229
Août	490,060,825	468,838,184	21,222,641
Septembre	485,175,770	523,656,649	-38,480,879
Octobre	668,064,819	506,158,365	161,906,454
Novembre	749,165,920	680,928,477	68,237,443
Décembre	579,253,545	537,033,187	42,220,358
Janvier, 1991	580,600,410	620,863,605	-40,263,195
Février	579,669,364	667,381,080	-87,711,716
Mars	595,274,232	582,372,586	12,901,646
	6,700,074,677	7,138,513,132	-438,438,455
Solde au 1[er] avril 1990			1,445,793,206
Solde avant le redressement de change			1,007,354,751
Redressement de change au 31 mars 1991			717,155
Solde au 31 mars 1991			1,008,071,906

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Taux d'intérêt

Le tableau 10.8 présente la dette non échue au 31 mars, pour chacun des exercices de 1986-87 à 1990-91 inclusivement, ainsi que le taux d'intérêt moyen en vigueur. Pour fins de comparaison, la dette non échue a été ventilée en obligations négociables, obligations non négociables (y compris les obligations d'épargne du Canada et le Fonds de placement du régime de pensions du Canada), bons du Trésor, effets et prêts, et bons du Canada.

TABLEAU 10.8

DETTE NON ÉCHUE AU 31 MARS, DE 1987 À 1991, ET TAUX D'INTÉRÊT MOYEN EN VIGUEUR

	Obligations négociables		Obligations non négociables				Bons du Trésor		Effets et prêts		Bons du Canada		Total de la dette non échue (brut)	
			Obligations d'épargne du Canada		Fonds de placement du régime de pensions du Canada									
	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1991	147,104	10.52	34,444	10.75	3,492	10.19	139,150	10.97	14	8.50	1,008	6.42	325,212	10.72
1990	131,810	10.48	40,929	10.50	3,072	10.03	118,550	12.32	177	5.53	1,446	8.20	295,984	11.20
1989	121,121	10.61	47,756	10.50	3,005	10.03	102,700	11.30	1,911	8.73	1,131	9.41	277,624	10.82
1988	110,222	10.62	53,323	9.18	2,492	9.98	81,050	8.57	3,926	8.73	1,045	6.77	252,058	9.61
1987	100,294	10.90	44,309	8.35	1,796	10.00	76,950	7.87	5,097	9.82	1,045	5.81	229,491	9.34

Lorsque le taux d'intérêt varie, le taux d'intérêt applicable est celui en vigueur au 31 mars.

Le tableau 10.9 indique les taux maximaux et minimaux de rendement des bons du Trésor en adjudication ainsi que le rendement moyen des dernières émissions pour les exercices de 1986-87 à 1990-91 inclusivement.

TABLEAU 10.9

RENDEMENT MOYEN DES BONS DU TRÉSOR EN ADJUDICATION

Exercice clos le 31 mars	Taux maximal	Taux minimal	Dernière émission
	%	%	%
Bons à trois mois—			
1991	13.80	9.66	9.67
1990	13.26	11.89	13.26
1989	12.15	8.63	12.14
1988	9.58	6.90	8.53
1987	9.89	6.80	6.80
Bons à six mois—			
1991	13.84	9.54	9.66
1990	13.59	11.59	13.59
1989	12.76	8.93	12.58
1988	10.53	7.17	8.81
1987	9.67	6.94	6.94
Autres bons—			
1991	13.93	9.22	9.56
1990	13.51	10.97	13.51
1989	12.88	9.23	12.66
1988	11.10	7.38	9.02
1987	9.66	7.13	7.19

Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau 10.10 présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance.

TABLEAU 10.10

ÉCHÉANCE DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT

	Obligations négociables		Obligations non négociables: Obligations d'épargne du Canada		Obligations non négociables: Fonds de placement du régime de pensions du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Bons du Canada		Total de la dette non échue (brut)	
	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1992	13,155	10.54	3,417	10.75	6	7.08	139,150	10.97			1,008	6.42	156,736	10.90
1993	15,726	10.61	4,597	10.75	7	7.36			14	8.50			20,344	10.64
1994	15,772	10.48	2,795	10.75	8	7.53							18,575	10.52
1995	13,865	10.83			9	8.55							13,874	10.83
1996	12,744	10.37			10	8.94							12,754	10.37
1997/2001 .	32,197	10.03	12,069	10.75	75	10.68							44,341	10.23
2002/06 ...	20,387	11.12	11,566	10.75	309	11.85							32,262	10.99
2007/11	15,200	10.61			3,068	10.04							18,268	10.52
2012/16 ...	6,250	10.42											6,250	10.42
2017/21 ...	1,808	10.50											1,808	10.50
	147,104	10.52	34,444	10.75	3,492	10.19	139,150	10.97	14	8.50	1,008	6.42	325,212	10.72

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État qui sont des obligations inconditionelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 10.11.

État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté

Le tableau 10.11 présente les renseignements exigés en vertu de l'article 49 de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les opérations d'emprunt comprises dans ce tableau sont: les emprunts par le gouvernement pour fins générales; et les emprunts par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État lesquels sont comptabilisés comme tels à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, sauf si le gouvernement est le prêteur. Les emprunts par les sociétés "entreprises" non mandataires de l'État ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 10.11

ÉTAT DE TOUTES LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT POUR LE COMPTE DE SA MAJESTÉ
(en millions de dollars)

	1er avril 1990	Émissions/ Emprunts	Rembourse-ments	31 mars 1991
Dette non échue du gouvernement du Canada[1]	294,562	369,425	340,084	323,903
Emprunts des sociétés d'État "entreprises" désignées comme mandataires de sa Majesté[2]	16,708	100,022	98,853	17,877
Total	311,270	469,447	438,937	341,780

[1] On trouvera plus de précisions dans cette section.
[2] On trouvera plus de précisions à la section 6 (tableau 6.7) de ce volume.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1990-91

Autres renseignements relatifs aux états financiers

SOMMAIRE

	Page
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif—	
Débiteurs	11.2
Fonds en transit	11.4
Caisse	11.6
Immobilisations	11.8
Déficit accumulé	11.8
Autres renseignements—	
Engagements contractuels	11.10
Programmes d'assurance des sociétés "entreprises" mandataires de l'État	11.14
Passif éventuel	11.16

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

AUTRES COMPTES INSCRITS À L'ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Cette section renferme des renseignements concernant les comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, qui ne sont pas compris ailleurs dans ce volume. Ces comptes sont:

—les débiteurs;
—les fonds en transit;
—la caisse;
—les immobilisations; et,
—le déficit accumulé.

Débiteurs

Le tableau 11.1 présente un sommaire des soldes et des opérations concernant les débiteurs. Le graphique A compare les débiteurs pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 11.1

DÉBITEURS

	1er avril 1990	Crédits	Débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Recettes non fiscales à percevoir[1]	1,998,000,000		456,000,000	2,454,000,000
Autres débiteurs[2]	100,752,552	100,752,552	309,284,000	309,284,000
Débiteurs des sociétés d'État consolidées[3]	321,648,000		80,167,000	401,815,000
Total	2,420,400,552	100,752,552	845,451,000	3,165,099,000

[1] Une provision pour créances douteuses au montant de $1,508 millions pour 1991 ($998 millions pour 1990) a été déduite des recettes non fiscales à percevoir.
[2] Ce compte était antérieurement présenté au tableau 11.4 et faisait partie des sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours.
[3] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Recettes non fiscales à percevoir

Ce compte inscrit les créances courues provenant des montants de recettes non fiscales dus au gouvernement. On doit rendre compte de toutes les recettes non fiscales à percevoir au cours de l'exercice où ont eu lieu les opérations ou les faits dont les revenus découlent.

Le tableau 11.2 divulgue des renseignements supplémentaires concernant les débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales. Un débiteur à long terme est défini comme un débiteur qui est recouvrable seulement 12 mois ou plus après la date de comptabilisation.

Le tableau 11.3 présente le classement chronologique pour les recettes non fiscales à percevoir (déduction faite de la provision pour créances douteuses) pour la période pour laquelle les créances au 31 mars 1991 étaient en souffrance.

TABLEAU 11.2

DÉBITEURS À LONG TERME POUR LES RECETTES NON FISCALES
(en milliers de dollars)

	1991			1990
Catégories de débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales	Débiteurs bruts	Provision pour créances douteuses	Débiteurs nets	Débiteurs nets
Recettes non fiscales à percevoir—				
Produits de placements	126,851		126,851	129,563 *
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	657,138	222,735	434,403	356,372 *
Privilèges, licences et permis	6,803	2,484	4,319	4,917 *
Rémunérations de services	2,761		2,761	
Produits des ventes	1,645	1,079	566	786
Autres recettes non fiscales à percevoir	5,621		5,621	5,890
Total des recettes non fiscales à percevoir	800,819	226,298	574,521	497,528 *

* Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

GRAPHIQUE A
DÉBITEURS

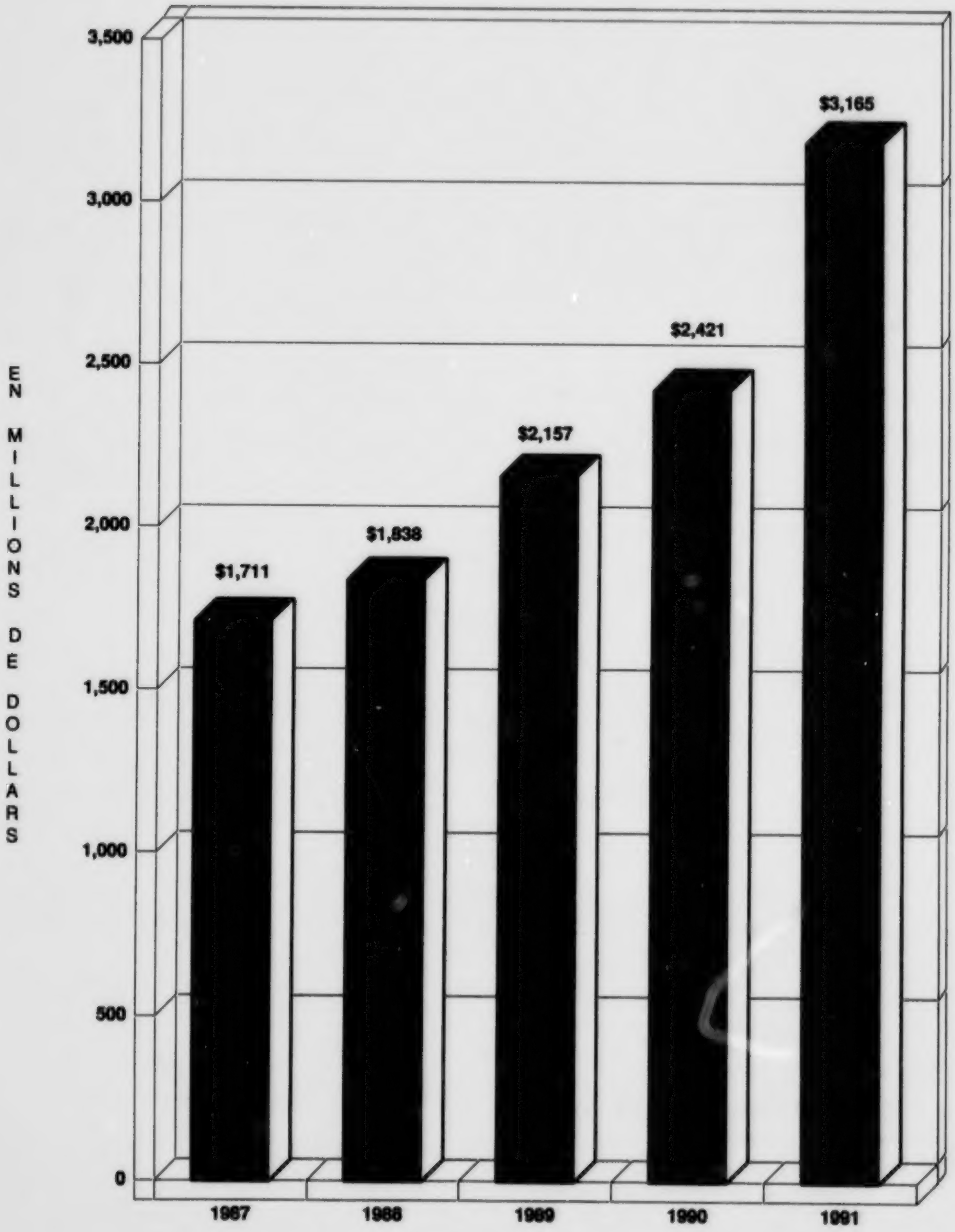


TABLEAU 11.3

CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE POUR LES RECETTES NON FISCALES À PERCEVOIR
(en milliers de dollars)

Catégories de recettes non fiscales à percevoir	Jours en souffrance 0—30	31—60	61—90	Plus de 90	Total au 31 mars 1991
Produits de placements	147,682	105	2,113	34,799	184,699
Produits des ventes	9,366	6,742	2,821	4,679	23,608
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,703	1,197	1,642	99,824	107,366
Privilèges, licences et permis	3,343	1,293	358	5,139	10,133
Rémunérations de services	206,217	63,527	22,641	106,953	399,338
Monnaie canadienne	2			1	3
Divers	171,942	13,635	96,067	486,380	768,024
	543,255	86,499	125,642	737,775	1,493,171
Autres montants					960,829[1]
Total des recettes non fiscales à percevoir (déduction faite de la provision pour créances douteuses)					2,454,000

[1] Ce montant représente les débiteurs à long terme et d'autres montants qui, s'ils étaient inclus, fausseraient l'interprétation des données du classement chronologique.

Autres débiteurs

Ce compte enregistre les deniers publics reçus après le 31 mars, qui sont applicables à l'exercice écoulé. Il comprend les remboursements de dépenses de l'exercice écoulé, lesquels ont été effectués avant la fermeture des comptes, ainsi que les rentrées à porter au crédit des comptes de recettes non fiscales, lorsque pour des raisons d'ordre et de cohérence, il est préférable de les passer à l'exercice écoulé.

Débiteurs des sociétés d'État consolidées

Ce compte inscrit les créances des sociétés d'État consolidées.

Fonds en transit

Le tableau 11.4 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les fonds en transit. Le graphique B compare les fonds en transit pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 11.4

FONDS EN TRANSIT

	1er avril 1990	Crédits	Débits	31 mars 1991
	$	$	$	$
Fonds détenus par les percepteurs et en transit	1,776,203,283	1,776,203,283	1,772,373,171	**1,772,373,171**
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours	187,799,552	187,799,552	541,268,509	**541,268,509**
Moins: partie virée aux débiteurs—Autres débiteurs[1]	100,752,552	309,284,000	100,752,552	**309,284,000**
	87,047,000	*497,083,552*	*642,021,061*	***231,984,509***
Autre caisse—Sociétés d'État consolidées[2]	172,120,000		19,510,000	**191,630,000**
Total	2,035,370,283	2,273,286,835	2,433,904,232	2,195,987,680

[1] Ce compte représente les remboursements de dépenses de l'exercice écoulé, lesquels ont été éffectués avant la fermeture des comptes, ainsi que les rentrées portées au crédit des comptes de recettes non fiscales. Ce montant est maintenant présenté au tableau 11.1 comme Autres débiteurs.

[2] Certaines sociétés d'État font partie de l'entité comptable du gouvernement. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section 5 de ce volume et dans les états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Fonds détenus par les percepteurs et en transit

Ce compte sert à comptabiliser les deniers publics reçus par des fonctionnaires publics avant le 1er avril, mais qui ne sont pas déposés au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, avant cette date.

Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours

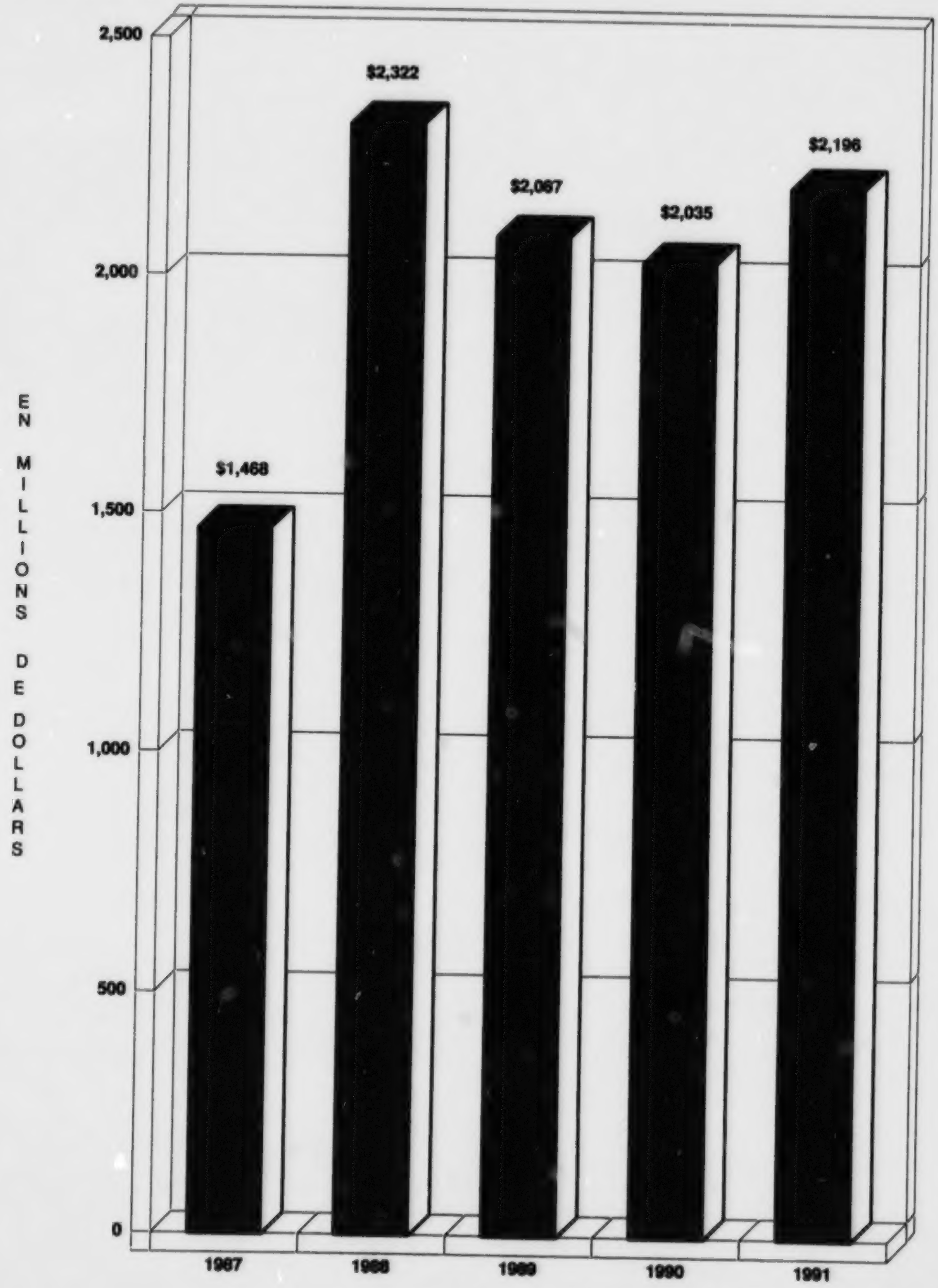
Ce compte enregistre les deniers publics reçus après le 31 mars, qui sont applicables à l'exercice clos à cette date.

Ce compte comprend les rentrées à porter au crédit des comptes d'actif, de passif et (dans des cas exceptionnels) de recettes fiscales, lorsque pour des raisons d'ordre et de cohérence, il est préférable de les passer à l'exercice écoulé.

Autre caisse—Sociétés d'État consolidées

Ce compte inscrit la position de caisse des sociétés d'État consolidées. Ces fonds ne sont pas des deniers publics au crédit du Receveur général du Canada mais sont pour l'usage exclusif de ces sociétés.

GRAPHIQUE B
FONDS EN TRANSIT



Caisse

La caisse du gouvernement est constituée des deniers publics déposés au 31 mars au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, dans des banques à charte et dans d'autres établissements financiers.

La caisse du gouvernement dépend non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des opérations non budgétaires, de change et de la dette non échue, lesquelles il faut tenir compte lorsqu'on considère l'ensemble des opérations financières du gouvernement.

Le tableau 11.5 présente un sommaire des soldes et des opérations reliés aux dépôts courants et spéciaux du Receveur général. Le graphique C compare la caisse pour les cinq derniers exercices.

Les soldes de fin d'exercice libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens correspondants, aux taux de change de fermeture à la fin de l'exercice. Les devises étrangères détenues comprennent des livres sterling du Royaume-Uni, des dollars des États-Unis, des francs belges, suisses et français, et des marks de l'Allemagne de l'Ouest.

TABLEAU 11.5

CAISSE

	1er avril 1990	Rentrées	Déboursés	31 mars 1991
	$	$	$	$
Receveur général—				
Dépôts courants—				
Monnaie canadienne	1,369,320,533	578,091,697,419	577,001,744,681	**2,459,273,271**
Devises étrangères	119,904,269	2,144,293,830	2,155,723,306	**108,474,793**
Dépôts spéciaux	22,467,918	1,059,435,077	1,080,825,065	**1,077,930**
Total	1,511,692,720	581,295,426,326	580,238,293,052	**2,568,825,994**

Dépôts courants du Receveur général

Les soldes mensuels en monnaie canadienne et en devises étrangères en dépôt pour les cinq derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants:

TABLEAU 11.6

CAISSE DES DÉPÔTS EN MONNAIE CANADIENNE
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercice clos le 31 mars 1991	1990	1989	1988	1987
Avril	**1,458**	821	865	7,268	3,491
Mai	**2,928**	3,353	3,874	4,046	4,874
Juin	**1,675**	2,636	2,348	615	2,951
Juillet	**1,280**	1,466	3,588	3,101	3,190
Août	**1,555**	3,112	3,021	1,814	2,474
Septembre	**1,192**	869	1,953	2,532	1,658
Octobre	**2,130**	1,064	5,028	5,624	5,104
Novembre	**1,664**	331	76	7,154	2,141
Décembre	**3,958**	2,658	3,083	2,942	3,343
Janvier	**3,652**	4,241	912	2,829	3,123
Février	**2,012**	2,981	988	2,654	4,075
Mars	**2,459**	1,369	1,708	1,381	4,479

TABLEAU 11.7

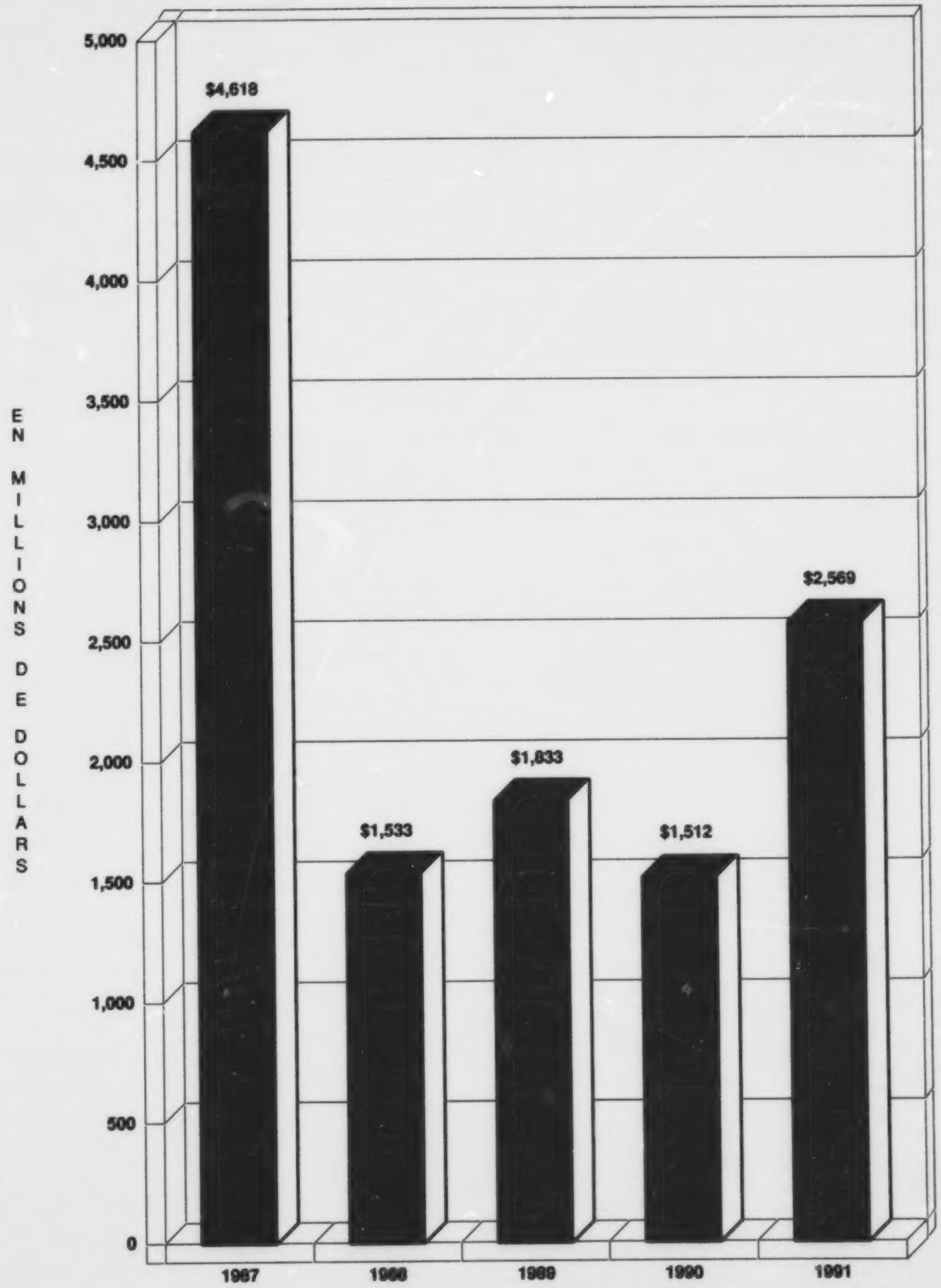
CAISSE DES DÉPÔTS EN DEVISES ÉTRANGÈRES
(convertis en dollars canadiens)
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercice clos le 31 mars 1991	1990	1989	1988	1987
Avril	**57**	51	110	74	73
Mai	**83**	77	95	81	82
Juin	**113**	79	99	111	71
Juillet	**92**	84	97	106	83
Août	**83**	55	80	83	83
Septembre	**77**	65	91	72	63
Octobre	**85**	51	116	70	57
Novembre	**61**	80	50	79	81
Décembre	**74**	40	40	87	105
Janvier	**56**	73	61	107	79
Février	**72**	84	151	78	73
Mars	**108**	120	101	136	122

Dépôts spéciaux du Receveur général

Ces dépôts comprennent les soldes détenus par les agents de trésorerie du gouvernement, pour l'achat ou le remboursement de titres du gouvernement, et pour le paiement d'intérêts.

GRAPHIQUE C
CAISSE



Immobilisations

Les immobilisations sont constituées d'éléments d'actif corporels et de valeur durable, y compris les agrandissements majeurs ou les modifications afférentes, et sur ces biens sont tirés des revenus pendant leur durée utile.

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction, conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada, telles que décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Déficit accumulé

Le compte du déficit accumulé inscrit le total net des déficits et excédents annuels du gouvernement du Canada depuis la Confédération, avec certaines sommes imputées ou créditées directement à ce compte. Le déficit accumulé correspond également à l'excédent du passif comptabilisé sur le total de l'actif financier.

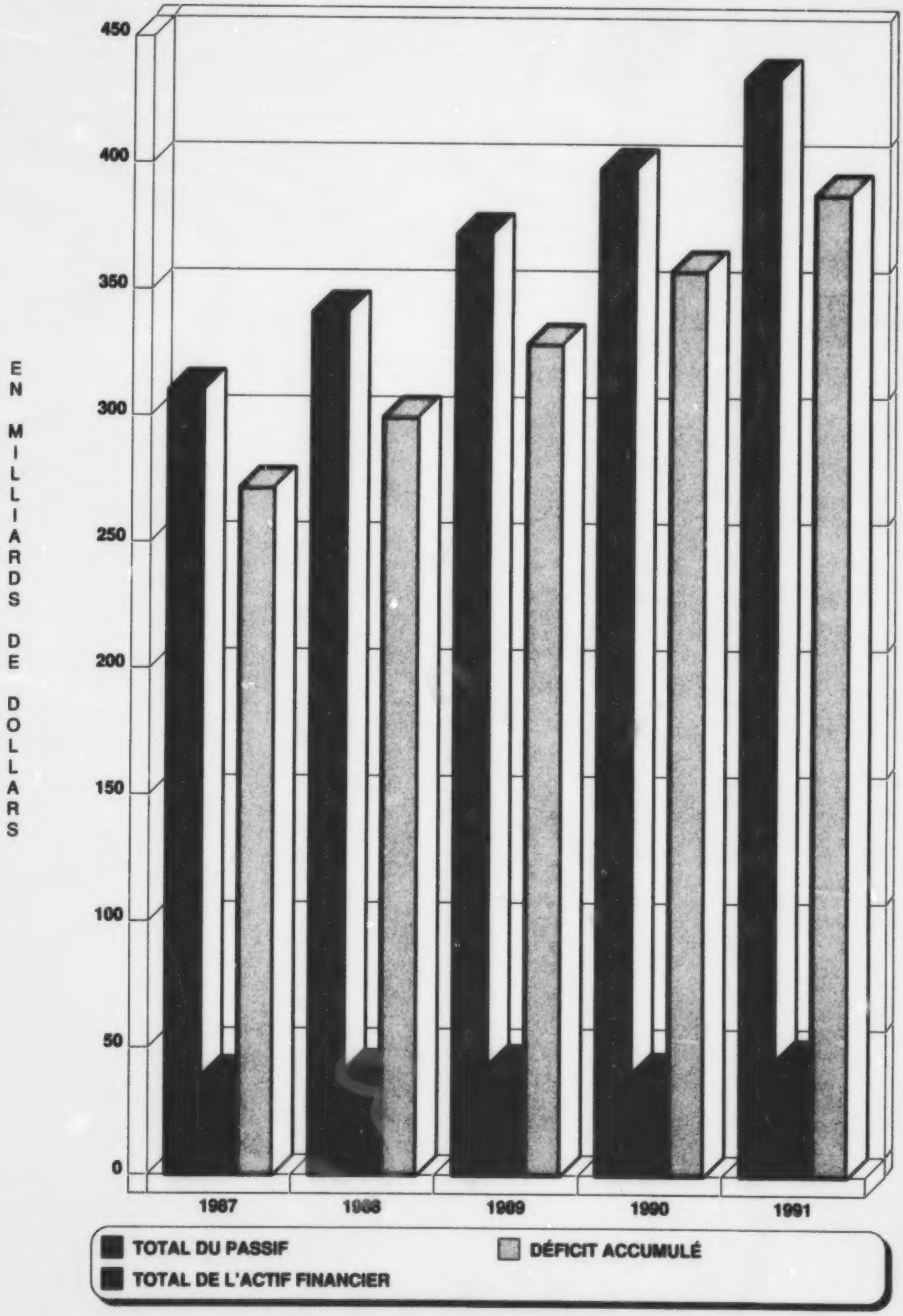
Un état du déficit accumulé est publié dans la section 2 de ce volume.

Le tableau 11.8 présente un état comparatif du déficit accumulé, en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, sur une échelle de cinq exercices. Le graphique D compare le déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 11.8
ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ
EN FONCTION DE L'ENSEMBLE DU PASSIF
ET DE L'ACTIF FINANCIER
(en millions de dollars)

Au 31 mars	Total du passif	*Moins:* total de l'actif financier	Déficit accumulé — Montant	Déficit accumulé — Variation nette
1991	**433,932**	**45,503**	388,429	**30,618**
1990	398,036	40,225	357,811	28,996
1989	372,147	43,332	328,815	28,951
1988	341,132	41,268	299,864	28,201
1987	310,110	38,447	271,663	30,733

GRAPHIQUE D
DÉFICIT ACCUMULÉ



AUTRES RENSEIGNEMENTS

Engagements contractuels

Un engagement contractuel est une obligation par écrit envers des organismes ou des individus de l'extérieur résultant d'un contrat. La nature des activités du gouvernement l'oblige à conclure des contrats qui sont importants relativement à sa position financière courante ou qui auront un impact important sur ses dépenses futures. Les immobilisations majeures du gouvernement sont soit achetées ou louées. Lorsqu'un bail transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien au locataire, il est considéré comme un contrat de location-acquisition. Tous les autres baux sont classifiés comme contrats de location-exploitation. Les engagements contractuels sont classifiés en quatre catégories: immobilisations, achats, contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition.

Pour les immobilisations, achats et contrats de location-exploitation, on rend compte de tous les engagements contractuels en circulation de $100 millions ou plus par projet au 31 mars. Pour les contrats de location-acquisition, on rend compte des contrats de location-acquisition ayant au 31 mars un solde de paiements exigibles en vertu de leur bail excédant $1 million.

Selon les conventions comptables importantes du gouvernement, les engagements contractuels des sociétés d'État consolidées, sont inclus avec ceux du gouvernement.

Immobilisations, achats et contrats de location-exploitation

Le tableau 11.9 fournit des précisions concernant les engagements contractuels comme les immobilisations, les achats et les contrats de location-exploitation. Il divulgue les engagements contractuels par genre d'engagement et par département. Les engagements contractuels sont résumés dans la note 14 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume.

Les immobilisations sont des valeurs corporelles de longue durée comprenant les principaux agrandissements ou transformations qui s'y rattachent et dont on espère tirer des avantages tout au long de leur vie utile. Elles incluent le matériel militaire et les terrains.

Un engagement pour achat est un engagement par contrat pour fournir des biens ou services. Un contrat de location-exploitation est un bail laissant au bailleur pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien. Il n'y a pas de contrats de location-exploitation contractuel excédant $100 millions en circulation à la fin de l'exercice.

TABLEAU 11.9

IMMOBILISATIONS, ACHATS ET CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION
AU 31 MARS 1991
(en millions de dollars)

					Engagements non exécutés à être déboursés au 31 mars					
	Coût total estimatif	Montant des contrats accordés	Montants déboursés	Engagements non exécutés	1992	1993	1994	1995	1996	1997 et subséquemment
Immobilisations—										
Industrie, Sciences et Technologie										
Conseil national de recherches du Canada—										
Station spatiale canadienne	206	206	80	126	116	10				
Défense nationale—										
Révision et modernisation de la classe Tribal—Navires de guerre	1,738	1,539	1,101	438	130	171	99	38		
Avions de surveillance maritime et de l'arctique	230	186	7	179	161	18				
Défense aérienne à basse altitude—Canons antiaériens et missiles air-air	1,114	982	554	428	200	149	41	14	24	

TABLEAU 11.9

IMMOBILISATIONS, ACHATS ET CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION
AU 31 MARS 1991—*Fin*
(en millions de dollars)

	Coût total estimatif	Montant des contrats accordés	Montants déboursés	Engagements non exécutés	Engagements non exécutés à être déboursés au 31 mars					
					1992	1993	1994	1995	1996	1997 et subséquemment
Frégate canadienne de patrouille—Navires de guerre	9,276	7,500	4,997	2,503	668	491	377	274	145	548
Projet de modernisation de la défense aérienne de l'Amérique du Nord—Terrains, immobilisations et équipement de communication	1,201	873	675	198	125	69	4			
Revenu national—Impôt Ordinateurs	149	149		149	24	24	28	33	40	
Transports— Systèmes électroniques d'affichage des vols automatiquement	377	377	39	338	65	53	53	110	53	4
Sous-total	14,291	11,812	7,453	4,359	1,489	985	602	469	262	552
Sociétés d'État consolidées— VIA Rail Canada Inc Entretien de la terre		181		181	1	1	1	2	2	174
Sous-total		181		181	1	1	1	2	2	174
Total des immobilisations	14,291	11,993	7,453	4,540	1,490	986	603	471	264	726
Achats — Industrie, Sciences et Technologie Agence spatiale canadienne— Projet Radarsat	105	105	92	13	13					
Défense nationale— Munitions	1,780	1,780	1,543	237	171	36	30			
Total des achats	1,885	1,885	1,635	250	184	36	30			
Total	16,176	13,878	9,088	4,790	1,674	1,022	633	471	264	726

Contrats de location-acquisition

Le tableau 11.10 fournit des précisions concernant les engagements selon les contrats de location-acquisition, lesquels sont résumés dans la note 14 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume. Un contrat de location-acquisition est un bail qui, du point de vue du gouvernement, transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien à celui-ci. Le tableau 11.11 présente les engagements selon les contrats de location-acquisition par ordre d'échéance. Au tableau 11.12 figure des précisions à l'égard des options d'achat exercées au cours de l'exercice.

TABLEAU 11.10

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION
(en milliers de dollars)

						Soldes au 31 mars 1991			
Identification par le département et l'organisme du contrat de location-acquisition	Date d'entrée en vigueur	Durée du bail en années	Juste valeur du bien loué à la date d'entrée en vigueur du bail	Total des versements estimatifs minimums en vertu de baux pour la pleine durée (non compris les frais accessoires)	Taux d'intérêt implicite (%)	Total des versements estimatifs minimums exigibles en vertu de baux	*Moins:* intérêts implicites utilisant le taux d'intérêt implicite	*Moins:* frais accessoires	Engagements nets en vertu de contrats de location-acquisition
Communications—									
Office national du film									
Vax System 3600	9 mars 1989	5	1,515	1,637	9.5	881	75		806
Industrie, Sciences et Technologie									
Ordinateurs	6 sept 1990	3	1,838	2,031	5.0	1,725	150		1,575
Revenu national—Impôt									
Bibliothéque à cartouche	17 août 1989	5	1,934	3,574	20.8	2,674	996		1,678
Parlement—									
Chambre des communes									
Vax System	1er août 1990	3	1,300	1,646	11.5	1,352	245		1,107
Conseil privé—									
Conseil économique du Canada									
Ordinateur	25 avril 1990	4	365	417	5.5	347	38		309
Travaux publics									
Complexe Guy Favreau, Montréal	1er déc 1983	35	87,600	422,950	12.7[2]	340,645	253,857		86,788
240 rue Sparks, Ottawa	1er jan 1979	35	63,703	213,500	9.1[2]	138,775	81,096		57,679
L'Esplanade Laurier, Ottawa	1er juill 1975	35	60,374	222,715	9.4[2]	130,593	76,842		53,751
Place du Centre, Hull	1er déc 1977	30	26,201	96,600	11.3[2]	56,334	33,059		23,275
Terrasses de la Chaudière, Hull	1er juill 1977	35	146,084	564,230	9.7[2]	363,783	228,771		135,012
Cornwall, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	9,600	49,420	14.5[2]	40,478	30,990		9,488
Scarborough, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	38,900	191,965	13.2[2]	159,040	120,590		38,450
Chatham, Édifice fédéral	1er juin 1985	35	4,940	20,783	11.8[2]	17,327	12,481		4,846
Place Vincent Massey, Hull	1er août 1986	25	23,439	78,627	12.8[2]	63,947	40,772		23,175
Place du Canada, Edmonton	1er oct 1988	35	105,000	438,865	11.7[2]	407,518	303,229		104,289
			565,841[1]	2,299,655		1,718,440	1,181,687		536,753
Sous-total			572,793	2,308,960		1,725,419	1,183,191		542,228
Sociétés d'État consolidées—									
Société Radio-Canada									
Ordinateur	1er juill 1990	4	1,355	1,972	7.4	1,465	150		1,315
Total			574,148	2,310,932		1,726,884	1,183,341		543,543

[1] Juste valeur estimative.

[2] Le taux de financement du bailleur/locataire, conformément au contrat de location, peut changer durant la durée du bail.

TABLEAU 11.11

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION PAR ORDRE D'ÉCHÉANCE (en milliers de dollars)

Département et organisme	Paiements exigibles en											
	1992	1993	1994	1995	1996	1997 à 2001	2002 à 2006	2007 à 2011	2012 à 2016	2017 à 2021	2022 à 2026	Total
Communications— Office national du film												
Solde des paiements	293	294	294									881
Intérêts implicites	49	26										75
Engagements nets	244	268	294									806
Industrie, Sciences et Technologie												
Solde des paiements	613	613	499									1,725
Intérêts implicites	79	59	12									150
Engagements nets	534	554	487									1,575
Revenu national—Impôt												
Solde des paiements	541	541	541	1,051								2,674
Intérêts implicites	348	308	279	61								996
Engagements nets	193	233	262	990								1,678
Parlement— Chambre des communes												
Solde des paiements	440	440	472									1,352
Intérêts implicites	127	102	16									245
Engagements nets	313	338	456									1,107
Conseil privé— Conseil économique du Canada												
Solde des paiements	104	104	104	35								347
Intérêts implicites	17	12	7	2								38
Engagements nets	87	92	97	33								309
Travaux publics												
Solde des paiements	63,664	63,664	63,664	63,664	63,664	318,319	318,319	328,913	243,857	159,364	31,348	1,718,440
Intérêts implicites	59,504	59,074	58,597	58,070	57,485	276,243	248,880	192,774	113,219	52,396	5,445	1,181,687
Engagements nets	4,160	4,590	5,067	5,594	6,179	42,076	69,439	136,139	130,638	106,968	25,903	536,753
Sociétés d'État consolidées— Société Radio-Canada												
Solde des paiements	268	269	928									1,465
Intérêts implicites	77	63	10									150
Engagements nets	191	206	918									1,315
Sommaire												
Solde des paiements	65,923	65,925	66,502	64,750	63,664	318,319	318,319	328,913	243,857	159,364	31,348	1,726,884
Intérêts implicites	60,201	59,644	58,921	58,133	57,485	276,243	248,880	192,774	113,219	52,396	5,445	1,183,341
Engagements nets	5,722	6,281	7,581	6,617	6,179	42,076	69,439	136,139	130,638	106,968	25,903	543,543

TABLEAU 11.12

CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION—OPTIONS D'ACHAT EXERCÉES AU COURS DE L'EXERCICE
(en milliers de dollars)

	Plan original en vertu du bail				Valeurs lorsqu'il y a option d'achat exercée					
Identification par le département et l'organisme des contrats de location-acquisition	Total des paiements minimums exigibles en vertu d'un bail, y compris les options finales d'achat	Intérêts implicites	Frais accessoires	Engagements nets	Total des paiements minimums exigibles en vertu d'un bail, y compris l'option d'achat exercée	Intérêts implicites	Paiements minimums nets exigibles en vertu d'un bail	Frais accessoires	Options d'achat exercées	Valeur marchande ou valeur estimative du bien acheté
Affaires indiennes et Nord canadien										
Ordinateurs	6,088	1,574		4,514	6,055	1,541	4,514		215	267
Industrie, Sciences et Technologie										
Ordinateurs	2,903	480	840	1,583	1,944	328	1,616		33	N/D
Total	8,991	2,054	840	6,097	7,999	1,869	6,130		248	267

N/D—Non disponible.

Programmes d'assurance des sociétés "entreprises" mandataires de l'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent dans le tableau 11.13 ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels les plus récents de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics. Les programmes d'assurance des sociétés "enterprises" mandataires de l'État sont résumés dans la note 15 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume.

Un signe moins "-" dans le tableau 11.13 indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

TABLEAU 11.13

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS "ENTREPRISES" MANDATAIRES DE L'ÉTAT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991
(en millions de dollars)

	Société d'assurance-dépôts du Canada[1]		Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]								Société pour l'expansion des exportations[3]	
			Fonds d'assurance hypothécaire		Fonds de titres hypothécaires garantis		Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons		Fonds de garantie de loyer			
	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90	1990-91	1989-90
Assurance en vigueur à la date de déclaration	291,400	233,022	53,680	49,830	5,459	4,472	[4]	[4]	S/O	S/O	4,999	4,326
Solde d'ouverture du Fonds	–888	–1,062	83	–82	1	[4]	1	1	16	12	47	45
Recettes pour l'exercice—												
Primes et honoraires	271	245	190	161	2	1					23	26
Revenu de placement	3	4	98	71	1	1			1			
Autres recettes	12	25	1		1				1	1		
Recettes totales	286	274	289	232	4	2	[4]	[4]	2	1	23	26
Dépenses pour l'exercice—												
Pertes sur indemnités	–79	–78	108	–6							21	23
Intérêts sur prêts	144	165										
Administration	12	13	77	73	1	1			1	–3	1	1
Fonds retournés au gouvernement												
Dépenses totales	77	100	185	67	1	1	[4]	[4]	1	–3	22	24
Revenus nets/pertes (–) nettes pour l'exercice	209	174	104	165	3	1	[4]	[4]	1	4	1	2
Solde de clôture du Fonds	–679	–888	187	83	4	1	1	1	17	16	48	47
Montants nets des indemnités pour l'exercice[5]	–60	–195	33	–30	S/O	S/O	[4]	[4]	S/O	S/O	3	7
Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices	117	258	–14	13	S/O	S/O	[4]	[4]	S/O	S/O	5	2

S/O—Sans objet.

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de $1,225 millions au 31 mars 1991 ($1,375 millions au 31 mars 1990). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des primes, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le marché secondaire d'hypothèques soit favorisé, pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1990 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1990, un surplus a été évalué à $143.5 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versement d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantissent le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de $5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Trésor et que les créances du Programme sont finalement payées à même le Trésor, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état du passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à ce jour et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Moins de $500,000.

[5] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

Pour fins de rapport du passif éventuel, le gouvernement est défini comme étant l'ensemble des organismes responsables devant un ministre du gouvernement ou au Parlement, pour l'administration de ses affaires et ressources et qui sont la propriété et sont administrés par le gouvernement. À l'exception des entreprises gouvernementales, tous les organismes sont comptabilisés par voie de consolidation. Les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût et sont définies comme étant les organismes corporatifs qui ont comme activité principale de vendre des biens et services aux particuliers et aux organismes non gouvernementaux et ne sont pas dépendantes de crédits.

Par conséquent, les éléments de passif éventuel des sociétés d'État consolidées sont compris avec ceux du gouvernement au tableau 11.14, mais selon une forme sommaire seulement. Pour de plus amples renseignements concernant le passif éventuel des sociétés d'État consolidées voyez le tableau 5.4—"Passif éventuel des sociétés d'État consolidées". Le détail concernant le passif éventuel des sociétés d'État "entreprises" n'est pas consolidé avec celui du gouvernement mais le détail de ces éventualités se trouve au tableau 6.10—"Passif éventuel des sociétés d'État entreprises". Certaines sociétés d'État administrent également des programmes d'assurance. L'information concernant ces programmes d'assurance apparaît dans le tableau 11.13 de cette section.

Le passif éventuel du gouvernement comporte les garanties formelles par le gouvernement, qui comprennent les emprunts par des entités autres que les sociétés d'État, provenant de sociétés mandataires de l'État de même que de celles non mandataires. De telles garanties formelles se composent de programmes de garantie du gouvernement, de garanties formelles par le gouvernement pour des prêts, arrangements financiers et autres éléments de passif possible, de programmes d'assurance du gouvernement et d'autres garanties formelles. Il comporte aussi les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes. Un montant total pour les causes en instance et imminentes et pour les passifs éventuels des sociétés d'État consolidées est inscrit dans le tableau suivant. Ce tableau est également résumé dans la note 16 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

TABLEAU 11.14

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1991

	Limite autorisée (s'il y a lieu)[1]	Passif éventuel[2]	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[3]
	$	$	%
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR—			
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté—			
Chemins de fer nationaux du Canada—Obligations et effets	130,500	130,500	
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État—			
De sociétés mandataires—			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	750,000,000	67,853,450 [4]	0.1
De sociétés non mandataires—			
Programmes de garantie du gouvernement—			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,861,782,553	3,060,677,585	2.7
Loi sur les prêts aux petites entreprises	1,010,508,051 [5]	502,541,220	5.7
Programme Entreprise Atlantique	185,959,769	185,959,769 [6]	1.8
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400,000,000	164,748,833	0.2
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	363,879,064 [5]	135,081,804	1.0
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	927,647,531	10,093,445 [7]	13.0
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	10,221,608 [5]	5,763,095	5.4
Loi sur les subventions au développement régional	20,704,075	2,776,910	60.3
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[8]	530,126,865 [4]	0.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	914,425,000 [9]	504,866,021 [9]	1.2
Développement économique des Indiens	33,921,912 [10]	3,859,048 [4]	2.5
	10,729,049,563	*5,106,494,595*	

TABLEAU 11.14

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1991—*Suite*

	Limite autorisée (s'il y a lieu)[1]	Passif éventuel[2]	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[3]
	$	$	%
Autres garanties formelles de prêts—			
Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275,000,000	265,585,807	
Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230,000,000	199,500,000	
Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55,000,000	40,000,000	
Prêt à St Marys Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15,000,000	15,000,000	
Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	7,685,817 [9]	7,685,817 [9][11]	
Prêt à Seafreez Food Limitée pour l'acquisition de biens	15,000,000	5,100,000	
Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunications radiophoniques	403,750	403,750	
Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	360,000	107,632	
	598,449,567	*533,383,006*	
Programmes d'assurance du gouvernement—[12]			
Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire[13]	675,000,000	663,964,479	
Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche[14]	25,471,342	281,388,000	
Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement—Assurances et garanties connexes	7,000,000,000 [15]	89,000,000	
	7,700,471,342	*1,034,352,479*	
Autres garanties formelles—[16]			
Contribution maximale de 25% des coûts de construction admissibles selon la Loi sur le projet de développement Hibernia	1,040,000,000	1,040,000,000	
Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies		877,469,969	[17]
Financement de 33 2/3% des coûts de construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd à Lloydminster, Saskatchewan	275,400,000	275,400,000	
Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles		56,895,283	2.3
Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc	1,800,000	1,800,000 [18]	
Garantie à la ville de Toronto concernant le paiement par H&D International Group de 25% du coût estimé d'un passage à piétons reliant le Satde skydome à la propriéte de la sociéte Harbourfront corporation	500,000	500,000	
	277,700,000	*2,252,065,252*	
Total des garanties formelles	20,055,800,972	8,994,279,282	
REVENDICATIONS ET CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		15,856,162,156 [9][19]	
REVENDICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,248,000,000 [20]	
Sous-total[21]		26,098,441,438	
PASSIFS ÉVENTUELS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CONSOLIDÉES		81,438,000 [22]	
Total		26,179,879,438	

[1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

[2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

[3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période , calculé au 31 mars 1991. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[4] Comprend les engagements de garanties à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves $61,646,051 et pour le développement économique des Indiens $816,473. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 31 mars 1991.

[5] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[6] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique ($135,276,005 au 31 mars 1991) et pour la péninsule de Gaspé et les Iles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme ($50,683,764 au 31 mars 1991). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant $20 millions.

[7] Comprend un montant de $62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

[8] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à $750,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

TABLEAU 11.14

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1991—*Fin*

[9] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[10] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Trésor pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à $60 millions. Au 31 mars 1991, un montant total de $26,078,088 a été déboursé à même le Trésor laissant un solde disponible de $33,921,912.

[11] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant $20,361,132 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de $27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer des paiements additionnels pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal fédéral des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

[12] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt, lors du renouvellement, au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1991 ne s'élèvent qu'à $911,000 ($911,000 au 31 mars 1990). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Trésor et les créances du Programme sont payables à même le Trésor. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

[13] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 9 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1991.

[14] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Le compte est débité de remboursements des primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1991, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à $281,388,000; le solde du compte était de $25,321,342 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à $1,250,000.

[15] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de $7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[16] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 31 mars 1991, en vertu de cette garantie, s'élève à $5.2 milliards.

[17] Moins de 0.1%.

[18] Selon une entente entre le gouvernement et la société Yukon Energy Corporation se terminant le 31 mars 1997, un montant de $300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[19] Classées de la façon suivante:

	(en millions de dollars)
a. inexécution de contrats écrits, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	1,044
b. dommages causés aux propriétés n'appartenant pas au gouvernement incluant la perte de revenu	2,730
c dommages corporels ou mentaux y compris les accidents, les faux emprisonnements	190
d. revendications de terrains et les expropriations	10,716
e. les revendications relatives aux employés du gouvernement	38
f. celles qui ne peuvent être classées autrement	1,163
Sous-total	15,881
Moins les revendications en double	25
Total	15,856

Inclus dans (d.) ci-haut est $10.3 milliards, dont la plus grande partie est relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 85 causes en litige. Il y a 134 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer. Le gouvernement doit aussi faire face à 292 revendications spécifiques pour $121 millions qui sont inclus dans (d.) et qui représentent des revendications de plaignants dans 54 causes en litige. Le montant des 238 revendications restantes ne peut être déterminé pour le moment et par le fait même aucun montant n'est indiqué pour celles-ci.

[20] Le gouvernement négocie présentement 7 revendications globales de terrains concernant les autochtones. Il y a 20 autres revendications qui ont été validées et qui attendent d' être négociées. De plus, il en existe 9 autres au stage de révision. Parmi les 7 revendications globales ci-haut mentionnées, 2 sont à l'étape finale des négociations. Si ces 2 revendications sont enterinées, le gouvernement aura à payer une indemnité financière sur plusieurs nombre d'années comme suit :

	(en millions de dollars)
Le Conseil des Indiens du Yukon	248
La Fédération Tungavik de Nunavut	612
	860
Coûts d'exécution engendrés sur les dix prochaines années	388
	1,248

Bien que la Nation Dene et l'association des Métis n'ont pas totalement ratifié leur revendication en juillet 1990, elle devra servir de base pour les négociations finales avec chacune des régions. Cette réclamation se chiffrant à $504 millions plus des coûts associés de $212 millions est maintenant incluse dans les revendications et les causes en instance et imminentes avec les revendications de terrains et les expropriations.

[21] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1991 totalisant $9.1 millions.

[22] Selon les conventions comptables importantes du gouvernement, le passif éventuel des sociétés d'État, dont les principales sources de revenu proviennent des crédits gouvernementaux, est consolidé avec celui du gouvernement. Le tableau 5.4 du présent volume présente les détails du passif éventuel des sociétés d'État consolidées.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1990-91

Index

INDEX

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRES GRAS** RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario, 7.21, 7.29
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes, **6**.28, **6**.29, **6**.30, **6**.31
Actif et du passif, État de l', **2**.8
Actif financier, **2**.8
Actifs confisqués, 7.22, 7.31
Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada, **6**.46, **6**.51
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, 7.12
Administration du pont du port de Saint John, **6**.11, **6**.14, **6**.45, **6**.49
Administrations provinciales et territoriales—Prêts, dotations en capital et avances, **2**.8, **6**.6, **6**.28
Aéroport de Cartierville, Compte de l', 7.22, 7.31
Agence multilatérale de garantie des investissements, **6**.38, **6**.39, **6**.40
Agence spatiale canadienne, **8**.6
  ententes fédérales-provinciales, 7.21, 7.29
  Radarsat, 7.21, 7.29
Aide au développement international,
  prêts et souscriptions, passifs éventuels et engagements, **2**.17
  souscriptions, passif éventuel et engagements, **6**.39
Aide financière aux sociétés d'État consolidées provenant de crédits budgétaires, **5**.9
Aide financière aux sociétés d'État "entreprises" provenant de crédits budgétaires, **6**.27
Air Canada, **6**.43, **6**.45, **6**.49
Allocations de droits de tirage spéciaux, **9**.3, **9**.4
Amendes—Loi sur les Indiens, 7.21, 7.28
Anciens combattants—Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être, 7.13, 7.17
APERÇU FINANCIER ET RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES, **1**
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, **6**.28, **6**.29, **6**.30, **6**.31
Association internationale de développement, **6**.37, **6**.39, **6**.40
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa, **6**.45, **6**.49
Associations et organismes internationaux, **6**.38, **6**.41
Associés Mingan, Ltée, Les, **6**.11, **6**.16
Assurance-chômage—Mandats d', **8**.5
Ateliers de développement de l'agriculture, 7.19, 7.24
Autorisations pour les dépenses et emprunts, **2**.12
Autorisations pour les opérations, **2**.12
Autre caisse—Sociétés d'État consolidées, **11**.4
Autres comptes à fins déterminées, **5**.10, **5**.13, 7.19
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, **11**.2
Autres débiteurs, **11**.4
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, **8**
Autres éléments de passif, **2**.9, **8**.2, **8**.4
  divers, **2**.9, **8**.4, **8**.5, **8**.6
Autres recettes fiscales, **2**.7, **3**.6, **3**.9
Autres recettes non fiscales, **2**.7, **3**.6, **3**.11
AUTRES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ÉTATS FINANCIERS, **11**
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, **2**.8, **6**.6, **6**.42

B

Banque africaine de développement, **6**.37, **6**.39, **6**.40
Banque asiatique de développement, **6**.37, **6**.39, **6**.40
Banque Commerciale du Canada, **6**.45, **6**.46, **6**.49, **6**.52
Banque de développement des Caraïbes, **6**.37, **6**.39, **6**.40
Banque du Canada, **6**.11, **6**.13
Banque fédérale de développement, **2**.8, **6**.6, **6**.7, **6**.8
Banque interaméricaine de développement, **6**.37, **6**.39, **6**.40
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, (Banque mondiale), **6**.37, **6**.39, **6**.40
Base de données nationales sur les médecins, 7.21
Besoins financiers, **1**.5
Bibliothèque nationale, Compte spécial de fonctionnement, **5**.11, **5**.14
Biens culturels, **6**.45, **6**.47
Bons du Canada, **2**.9, **10**.4, **10**.13
Bons du Trésor, **2**.9, **10**.4, **10**.12
  émissions et remboursements de, **10**.12
  en adjudication, rendement moyen des, **10**.15
Bourses d'études Farquharson, 7.22, 7.30
Bourses méritoires aux diplômés, 7.13, 7.16
Bourses scolaires, 7.13, 7.17

C

Caisse, **2**.8, **11**.6
  au début de l'exercice, **2**.6
  des dépôts en devises étrangères, **11**.6
  des dépôts en monnaie canadienne, **11**.6
  en fin d'exercice, **1**.6, **1**.11, **2**.6
Caisse d'indemnisation, **5**.10, **5**.13
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, avances à la, **2**.8, **6**.6, **6**.42
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), 7.40
Caisse de pension des personnes à charge, 7.19, 7.24
Caisse de réassurance-récolte, **5**.10, **5**.12
Canadair Limitée, **6**.46, **6**.51
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, **6**.11, **6**.14, 7.13, 7.17
Capteur-imageur électro-optique à détecteur multiple—Hydro-Ontario, 7.20, 7.26
Cautionnements des candidats aux élections, 7.12, 7.15
Cautionnements pour frais, 7.12, 7.15
Célébration Marconi, Fonds de fiducie pour, **5**.10, **5**.14
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—Libéralités, **5**.11, **5**.15
Centre régional d'interception séismique de l'Énergie atomique du Canada, Limitée, 7.20, 7.26
Centres de services agricoles, **6**.29, **6**.30, **6**.32
Certains paiements de transfert importants par province, **4**.13
Chemins de fer nationaux du Canada, *Voir* Compagnie des et Réseau des
Chèques de comptes d'avance fixe, **8**.5
Chèques en circulation, **8**.5
Chèques et mandats en circulation, **2**.9, **8**.4, **8**.5
Chine, **6**.33
Classement chronologique pour les recettes non fiscales à percevoir, **11**.4

C—*Suite*

Claudia de Hueck, fonds de fiducie, 5.10, 5.14
Commissaires du port de Hamilton, 6.46, 6.53
Commission canadienne du lait, 6.11, 6.14
compte de la, 7.11, 7.13
Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon, Opérations de la, 7.12, 7.15
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage, 5.16
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie, 5.10, 5.14
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie, 7.20, 7.28
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, 6.46, 6.53
Commission du port de Port Alberni, 6.46, 6.53
Commission géologique du Canada—Ententes relatives aux recherches, 7.20, 7.26
Commissions provinciales des accidents du travail, 6.46, 6.52
Compagnie de navigation Canarctic Limitée, 6.43, 6.44
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, 2.8, 6.6, 6.11, 6.12
Compagnies d'assurance—Intérêts sur obligations, 7.22, 7.31
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, 5.10, 5.12
Compte d'allocations de retraite des parlementaires, 7.19, 7.24
Compte d'assurance-chômage, 5.10, 5.11
Compte d'attente, justes salaires, 7.21, 7.29
Compte d'attente, normes du travail, 7.21, 7.30
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens, 7.21, 7.28
Compte d'indemnisation placement, 5.10, 5.13
Compte de capital Harbourfront, 7.12, 7.15
Compte de dépôt—Consommateurs et Sociétés, 7.20, 7.25
Compte de fiducie de Mackenzie King, 7.20, 7.27
Compte de l'aéroport de Cartierville, 7.22, 7.31
Compte de la Commission canadienne du lait, 7.11, 7.13
Compte de la Fondation du Canada, 7.20, 7.27
Compte de la Monnaie royale canadienne, 7.12, 7.16
Compte de la Société canadienne des postes, 7.12, 7.15
Compte de pension de retraite, 7.6
de la fonction publique, 7.7, 7.8
de la Gendarmerie royale du Canada, 7.7, 7.9
des Forces canadiennes, 7.7, 7.8
Compte de pension Halifax 1917, 7.13, 7.16
Compte de pension pour les agents des rentes, 7.19, 7.24
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant, 7.19, 7.24
Compte de prestations de décès
de la fonction publique, 7.19, 7.23
des forces régulières, 7.19, 7.22
Compte de prestations de retraite supplémentaires, 7.7, 7.10
Compte de prêts pour la production de défense, 6.46, 6.52
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire, 5.10, 5.13
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, 5.10, 5.12
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, 2.9, 7.4, 7.18
Compte des Archives nationales du Canada, 5.11, 5.14
Compte des avances—Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 7.19, 7.25
Compte des rentes sur l'État, 2.9, 7.4, 7.11, 7.37
Compte du fonds des changes—États financiers vérifiés, 9.5
Compte du Régime de pensions du Canada, 2.9, 7.4, 7.5, 7.32

C—*Fin*

Compte du Régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada, 7.32
Compte du sommet économique, 7.20, 7.27
Compte néo-écossais des recettes extracôtières, 7.20, 7.26
Compte spécial—Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 7.11, 7.13
Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale, 5.11, 5.14
Compte spécial de la Cour fédérale, 7.21, 7.29
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie, 5.10, 5.13
Compte sur le concours de sculpture de Forks, 7.20, 7.26
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, 7
Comptes à fins déterminées, 1.9, 1.10, 2.9, 5.13, 7.2
Comptes à fins déterminées consolidés, 5.10
COMPTES CONSOLIDÉS, 5
Comptes d'assurance, 5.10, 5.13
et de prestations de décès, 7.19
Comptes d'attente, 8.6, 8.7
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés, 6.45, 6.47
Comptes d'épargne des Indiens, 7.13, 7.16
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, 9
Comptes d'opérations de change, 2.8, 9.2, 9.3
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes, 7.21, 7.28
Comptes de dépôt et de fiducie, 2.9, 7.4, 7.11
Comptes de fiducie,
gérés, 7.13, 7.17
soins des anciens combattants, 7.13, 7.17
Comptes de pension de retraite, 2.9, 2.18, 7.4, 7.6, 7.7
Comptes de stabilisation des produits agricoles, 5.10, 5.12
Comptes de succession des Indiens, 7.13, 7.16
Comptes spéciaux des Indiens, 7.21, 7.28
Conférence à ciel ouvert, 5.11, 5.15
Conseil de recherches en sciences humaines—
Fonds de fiducie, 7.22, 7.31
Fonds pour les boursiers de la Reine, 7.22, 7.31
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—
Fonds de fiducie, 5.10, 5.14, 7.21, 7.29
Conseil de recherches médicales—Dons aux fins de recherches, 5.10, 5.14
Conseil des Indiens du Yukon, 6.46, 6.50
Conseil international de l'étain, 6.38, 6.41
Conseil national de recherches du Canada—
Fonds de fiducie, 7.21, 7.29
Fonds spécial, 7.21, 7.29
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples, 6.45, 6.47
Contrats de location-acquisition, 11.12
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné, 7.12, 7.15
Conventions comptables, principales, 2.11
Corporation de développement des investissements du Canada, 6.11, 6.13
Canadair Limitée, 7.12, 7.14
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, 7.12, 7.14
Corporation de la ville de Montréal, 6.46, 6.53
Cotisations et contributions d'assurance-chômage, 2.7, 3.6, 3.8
Cour fédérale—Compte spécial de la, 7.21, 7.29
Créditeurs, 2.9, 8.4, 8.5

D

Débiteurs, **2**.8, **11**.2, **11**.3
Débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales, **11**.2
Débiteurs des sociétés d'État consolidées, **11**.4
Déficit accumulé, **2**.8, **2**.15, **11**.8, **11**.9
Déficit budgétaire, **1**.2
Déficit et dette nette, **1**.2
Dépenses, **1**.4, **2**.14
  budgétaires, **4**.3
  budgétaires en 1990-91, **4**.7
  concernant les tiers par catégorie, **4**.3, **4**.6
  imputées sur les crédits statutaires, **4**.10
  par article courant, **2**.15
  provenant de toutes les sources, **4**.7
DÉPENSES BUDGÉTAIRES, **4**
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires, **7**.22, **7**.31
Dépôts à l'égard de projets divers,
  Environnement, **7**.20, **7**.27
  Forêts, **7**.20, **7**.28
  Pêches et Océans, **7**.20, **7**.28
Dépôts courants du Receveur général, **11**.6
Dépôts de garantie d'entrepreneurs, **7**.12, **7**.16
Dépôts en garantie,
  Affaires indiennes et Nord canadien, **7**.12, **7**.15
    ressources des réserves, **7**.12, **7**.15
    troupeaux prêtés aux Indiens, **7**.12, **7**.15
  Agence canadienne de développement international, **7**.20, **7**.27
  Douanes et Accise, **7**.12, **7**.15
  Énergie, Mines et Ressources—Pétrole et gaz, **7**.12, **7**.14
  Loi sur les normes des produits agricoles canadiens, **7**.11, **7**.13
Dépôts en garantie générale—Emploi et Immigration, **7**.11, **7**.14
Dépôts et fiducie *Voir* Comptes de dépôts et de fiducie
Dépôts spéciaux du Receveur général, **11**.6
Dépôts temporaires reçus des importateurs, **7**.12, **7**.15
Détails des paiements de transfert par province, **4**.13
Dette échue, **8**.4
Dette nette, **1**.2
DETTE NON ÉCHUE, **10**
Dette non échue, **2**.9, **2**.20, **10**.2, **10**.3, **10**.4
  au 31 mars, de 1987 à 1991, et taux d'intérêt moyen en vigueur, **10**.14
Dette publique—Frais de la, **4**.9
Divers prêts, dotations en capital et avances, **2**.8, **6**.6, **6**.45
Diverses avances comptables, **6**.45, **6**.47
  caisse à montant fixe et avances permanentes, **6**.45, **6**.47
Diverses ententes relatives aux frais partagés—Industrie, Sciences et Technologie, **7**.21, **7**.29
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis
  Loi sur les faillites, **7**.20, **7**.25
  Loi sur les liquidations, **7**.20, **7**.25
  Loi sur les sociétés par actions, **7**.20, **7**.25
Division de géologie du continent—Hydro-Ontario, **7**.20, **7**.26
Dons aux fins de recherches—Conseil de recherches médicales, **5**.10, **5**.14
Droits d'accise, **3**.6
Droits de douane à l'importation, **2**.7, **3**.6, **3**.9
Droits de tirage spéciaux, Allocations de, **2**.8, **9**.3, **9**.4

E

Échéance de la dette du gouvernement, **10**.15
Échéance et devises des emprunts des sociétés d'État "entreprises", **6**.25
Effets à payer,
  Fonds monétaire international, **2**.8
  organismes internationaux, **2**.8, **6**.37, **6**.38
Effets et prêts, **2**.9, **10**.4, **10**.13
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté, **8**.6, **8**.7
Émissions et remboursements de bons
  du Canada, **10**.14
  du trésor, **10**.12
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail, **7**.20, **7**.26
Employés affectés
  à l'étranger, **6**.45, **6**.46
  au Canada, **6**.45, **6**.47
Emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés d'État, **2**.9
Emprunts des sociétés d'État consolidées, **8**.6, **8**.7
Emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, **2**.9, **2**.16
Emprunts effectués par les sociétés d'État "entreprises", **6**.25
Emprunts effectués par les sociétés "entreprises" mandataires de l'État, **6**.24
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de l'État consolidées, **5**.8
Énergie atomique du Canada, Limitée, **6**.11, **6**.12
Engagements contractuels, **2**.20, **11**.10
Engagements selon les contrats de location-acquisition, **11**.12
  par ordre d'échéance, **11**.13
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes, **6**.46, **6**.52
Entente-cadre sur le plan de développement, **6**.28, **6**.31
Entente d'exécution—Agence internationale de l'énergie, **7**.20, **7**.26
Entente entre le Canada et la Saskatchewan concernant l'infrastructure hydraulique des collectivités rurales, **7**.19, **7**.25
Ententes entre le Canada et les provinces sur le programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse, **7**.19, **7**.24
Ententes fédérales-provinciales—Agence spatiale canadienne, **7**.21, **7**.29
Ententes relatives aux frais partagés,
  Nouvelle-Écosse, **7**.22, **7**.31
  recherches, **7**.19, **7**.25
  tourisme, **7**.21, **7**.29
Entreprises de traitement de poissons de fond, **6**.46, **6**.49
Entreprises mixtes et en coparticipation
  prêts, dotations en capital et avances, **2**.8, **6**.6, **6**.43
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions, **7**.22, **7**.31
Escompte non amorti des
  bons du Canada, **2**.9, **8**.4, **8**.5
  bons du Trésor, **2**.9, **8**.4, **8**.5
Essence d'aviation et combustible diesel—Taxe d'accise, **3**.6
État comparatif de l'actif financier et du passif, **1**.9
État de l'actif et du passif, **2**.8
État de l'évolution de la situation financière, **2**.10
État de la responsabilité, **2**.5
État détaillé des opérations,
  dépenses, **1**.8
  recettes, **1**.7

E—*Fin*

État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté, **10**.16
État des opérations, **2**.6
État des recettes et dépenses, **2**.7
État des redressements rétroactifs au déficit accumulé, **1**.9
État du déficit accumulé, **2**.6
État du déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, **11**.8
État du passif éventuel, **11**.16
État sommaire des opérations, **1**.6
États financiers cumulés sommaires par secteur des sociétés d'État "entreprises", **6**.19
États financiers sommaires des sociétés d'État consolidés, **5**.3
États financiers sommaires des sociétés d'État "entreprises", **6**.18
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA, **2**
Étude sur les problèmes de la responsabilité et de l'indemnisation dans le secteur des soins de santé, **7**.21
Évaluation critique des hôpitaux—Guide méthodologique, **7**.21
Évaluation de l'innocuité des produits chimiques, **7**.21, **7**.30
Exercice en rétrospective, L'—1990-91, **1**.2
Expansion du commerce d'exportation, **6**.33, **6**.36, **6**.45, **6**.48

F

Facteurs qui affectent le déficit, **1**.2
Facteurs qui influent sur les besoins financiers, **1**.5
Foires et délégations, **7**.12, **7**.14
Fonds commun des denrées, **6**.41
Fonds d'affiches Ted Harrison, **5**.10, **5**.14
Fonds d'assurance
- de biens-fonds, **5**.10, **5**.13
- de la fonction publique, **7**.19, **7**.22
- des anciens combattants, **7**.19, **7**.23
- des soldats de retour, **7**.19, **7**.23

Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, **6**.28, **6**.29, **6**.30, **6**.31
Fonds de bienfaisance de l'armée, **7**.22, **7**.31
Fonds de compensation des Indiens, **7**.21, **7**.28
Fonds de fiducie,
- Claudia de Hueck, **5**.10, **5**.14
- Commission des champs de bataille nationaux, **5**.10, **5**.14
- Conseil de recherches en sciences humaines, **7**.22, **7**.31
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **5**.10, **5**.14, **7**.21, **7**.29
- Conseil national de recherches du Canada, **7**.21, **7**.29
- de l'administration et du bien-être—Anciens combattants, **7**.13, **7**.17
- des détenus, **7**.13, **7**.17
- pour célébration Marconi, **5**.10, **5**.14

Fonds de garantie de l'immigration, **7**.11, **7**.14
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens, **6**.46, **6**.50
Fonds de placement du régime de pensions du Canada, **7**.32
Fonds de prestations—Gendarmerie royale du Canada, **7**.13, **7**.17
Fonds de prêts aux Esquimaux, **6**.46, **6**.50
Fonds de réclamations
- à l'étranger, **7**.20, **7**.27
- de guerre—Seconde Guerre mondiale, **7**.20, **7**.28

Fonds de recherche—Étude de l'environnement, **5**.10, **5**.13
Fonds de retraite, **7**.19, **7**.24
Fonds de successions, **7**.13, **7**.17

F—*Fin*

Fonds des bandes indiennes,
- actions et certificats, **7**.21, **7**.28
- comptes de capital, **7**.13, **7**.16
- comptes de recettes, **7**.13, **7**.16

Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec, **7**.20, **7**.27
Fonds détenus par les percepteurs et en transit, **11**.4
Fonds du développement économique des Indiens, **6**.46, **6**.50
Fonds en transit, **2**.8, **11**.4
Fonds excédentaires des sociétés d'État, **7**.12, **7**.15
Fonds monétaire international,
- effets à payer, **2**.8, **9**.3, **9**.4
- Facilité d'ajustement structurel renforcée, **6**.38, **6**.41
- souscriptions, **2**.8, **9**.3, **9**.4

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines, **7**.22, **7**.31
Fonds spécial—Conseil national de recherches du Canada, **7**.21, **7**.29
Frais de la dette publique, **4**.9

G

Gendarmerie royale du Canada—Caisse de pension des personnes à charge, **7**.19, **7**.24
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc, **6**.43, **6**.44
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, **6**.30, **6**.32
Gouvernement du Territoire du Yukon, **6**.30, **6**.32
Gouvernements étrangers, **7**.21, **7**.30
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement, prêts, dotations en capital et avances, **2**.8, **6**.6, **6**.33
Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux, **7**.21

H

Harbourfront Corporation, **6**.11, **6**.16
Hôpital de la zone de Sioux Lookout, **5**.10, **5**.14
Hôpital général d'Inuvik, **5**.10, **5**.14
Hydro-Québec, Institut de recherche de l', **6**.45, **6**.48

I

Immobilisations, **11**.8
- achats et contrats de location-exploitation, **11**.10

Impôt sur le revenu, **2**.7
- des non résidents, **2**.7, **3**.6, **3**.9
- des particuliers, **2**.7, **3**.6, **3**.8
- des sociétés, **2**.7, **3**.6, **3**.8

Industrie canadienne de défense, **6**.46, **6**.51
Institut de recherche de l'Hydro-Québec, **6**.45, **6**.48
Institutions de crédit, prêts, dotations en capital et avances aux sociétés d'État "entreprises", **2**.8, **6**.6, **6**.7
Institutions financières internationales, **6**.38, **6**.41
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, **6**.28, **6**.29, **6**.31
Intérêt(s)
- courus, **8**.4
- échus, **8**.4

Intérêts et dette échue, **2**.9, **8**.4

J

Jamaïque, **6**.33

L

Libéralités—Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 5.11, 5.15
Libérés conditionnels, 6.46, 6.52
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, 6.33, 6.34
Loi sur la faillite,
 dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 7.20, 7.25
 revenus provenant de titres en fiducie, 7.20, 7.25
 titres en fiducie, 7.20, 7.25
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique, 6.28, 6.29, 6.31
Loi sur les Indiens, amendes, 7.21, 7.28
Loi sur les liquidations—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 7.20, 7.25
Loi sur les normes des produits agricoles canadiens—Dépôts en garantie, 7.11, 7.13
Loi sur les sociétés par actions—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 7.20, 7.25
Lower Churchill Development Corporation Limitée, 6.43, 6.44
Lutte contre la lamproie—Commission des pêches des Grands Lacs, 7.20, 7.28

M

Mandats d'assurance-chômage, 8.5
Méthodologie informatisée de programmation d'espace, 7.21
1990-91—L'exercice en rétrospective, 1.2
Missions à l'étranger, 6.45, 6.46
Monnaie canadienne, 3.6, 11.2, 11.4
Monnaie royale canadienne, 6.11, 6.16
 compte de la, 7.12, 7.16
Musée canadien de la nature, 7.11, 7.14
Musée canadien des civilisations, 7.11, 7.14
Musée des beaux-arts du Canada, 7.11, 7.14
Musée national des sciences et de la technologie, 7.11, 7.14
Musées nationaux du Canada, 5.10

N

National Sea Products Limited, 6.43, 6.44
North Portage Development Corporation, 6.43, 6.44
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada, 2.11
NYSERDA—Recherche et développement de la technologie diesel, 7.20, 7.26

O

Obligations d'épargne du Canada, 2.9, 10.4, 10.10
 détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire, 10.4
 détenues pour le compte du personnel, 10.4
Obligations négociables, 2.9, 10.4
Obligations spéciales non négociables, 10.4, 10.11
 détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2.9
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, 2.25
Observatoire Meanook, 7.20, 7.26
Office canadien du poisson salé, 6.11, 6.15
Office d'expansion économique de l'Atlantique, projets reportés, 6.28, 6.29, 6.31
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 6.11, 6.15
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, 6.28, 6.29, 6.30, 6.31

O—*Fin*

Opérations budgétaires, 1.6, 1.7, 1.8, 2.6
Opérations de change, 1.6, 1.11, 2.6
Opérations de la Commission d'énergie du Nord canadien à Field, Colombie-Britannique et au Yukon, 7.12, 7.15
Opérations de la dette non échue, 1.6, 1.11, 2.6
Opérations des Comptes nationaux, 1.13
Opérations du compte d'assurance-chômage, 5.11
Opérations non budgétaires, 1.5, 1.6, 1.10, 2.6
 autres, 1.10
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, 2.23
Option d'achat d'actions d'une société, 6.46, 6.51
Options d'achat exercées au cours de l'exercice, 11.14
Or, 2.17
Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN),
 dommages-intérêts—Sommes recouvrables, 6.33, 6.37
 projets d'infrastructure, 7.21, 7.30
Organisation mondiale de la santé, 7.21, 7.30
Organismes internationaux, 2.8, 6.6, 6.37
Organismes non gouvernementaux, 7.21, 7.30
OTAN *Voir* Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord

P

Paiements anticipés—Statistique Canada, 7.21, 7.29
Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta, 7.20, 7.26
Paiements de transfert, 2.7, 2.14, 4.12
 par catégorie de transfert, 4.12
Passif
 éventuel, 11.16
 éventuel des sociétés d'État consolidées, 5.8
 éventuel des sociétés d'État "entreprises", 6.26
 éventuel du gouvernement du Canada, 2.21
Patrimoine national historique d'Alexander Graham Bell, 5.11, 5.15
Patrimoine national historique de Grassy Island, 5.11, 5.15
Pays en voie de développement,
 aide au développement international, 6.33, 6.34
Pêcheurs d'aiglefin, 6.46, 6.49
Pension alimentaire pour enfants—Projet à frais partagés, 7.21, 7.29
Petro-Canada, 2.8, 6.6, 6.11, 6.12
Petro-Canada Limitée, 6.11, 6.13
Présentation des Comptes nationaux, 1.13
 État détaillé des opérations des recettes et dépenses, 1.13
Présentation des Comptes publics, 1.6
 État comparatif de l'actif financier et du passif, 1.9
 État des redressements rétroactifs au déficit accumulé, 1.9
 État détaillé des opérations—Certains comptes à fins déterminées, 1.11
  Compte du Régime de pensions du Canada, 1.11
  comptes de pension de retraite, 1.12
 État détaillé des opérations de change, de la dette non échue et de la caisse, 1.11
 État détaillé des opérations des dépenses, 1.8
 État détaillé des opérations des recettes, 1.7
 État détaillé des opérations non budgétaires, 1.10
 État sommaire des opérations, 1.6
Prêt d'aide et de transport, 6.45, 6.48
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, 6
Prêts, dotations en capital et avances, 1.10, 2.8, 6.3, 6.6

P—*Fin*

Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador, 6.45, 6.47
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon, 6.30, 6.32
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton, 6.45, 6.47
Principales conventions comptables, 2.11
Privilèges, licences et permis, 3.6, 11.2, 11.4
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés, 6.46, 6.49
Produit intérieur brut et dette nette, 1.2
Produits de placements, 2.7, 3.6, 3.9, 3.10, 11.2, 11.4
 autres comptes, 3.10
 caisse, 3.10
 comptes d'opérations de change, 3.10
 prêts, dotations en capital et avances, 3.10
Produits des ventes, 3.6, 11.2, 11.4
Programme de capitalisation pour la participation du public, 7.20, 7.27
Programme de développement industriel et régional, 6.46, 6.51
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois, 6.28, 6.29, 6.30, 6.31
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique, 7.20, 7.27
Programme de sondage des fonds marins—Australie, 7.20, 7.26
Programme de stratégie de planification de l'emploi, 7.20, 7.25
Programme spécial des prêts sur le développement, 6.28, 6.29, 6.30, 6.31
Programmes d'assurance, 2.21
 des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, 11.14
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale, 6.45, 6.48
Projets à frais partagés--
 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 7.19, 7.25
 Énergie, Mines et Resources, 7.20
Projets de l'école de médecine hongroise, 5.11, 5.14
Projets divers fédéraux-provinciaux—Santé nationale et Bien-être social, 7.21, 7.30
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique, 6.28, 6.29, 6.31
Projets sur le développement agro-alimentaire Canada-Manitoba, 7.19, 7.25
Provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État à être probablement remboursés par le gouvernement, 2.9, 8.4, 8.5
Provision pour évaluation, 6.6, 6.53
Provision pour le passif actuariel pour les pensions des employés, 7.7, 7.10
Provision pour prestations aux employés, 2.9, 8.4, 8.5

R

Radarsat, 7.21, 7.29
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux, 1.14
Recettes, 1.4, 2.13
 budgétaires, 3.3
 budgétaires en 1990-91, 3.8
 fiscales, 2.7, 3.6, 3.8
 non fiscales, 2.7, 3.6, 3.9
 provenant de tiers, 3.5
 provenant de tiers par catégorie principale, 3.3, 3.6
 provenant de toutes les sources, 3.7
Recettes, dépenses et déficit, 1.4
RECETTES BUDGÉTAIRES, 3

R—*Fin*

Recettes et dépenses en pourcentage du produit intérieur brut, 1.4
Recettes nettes provenant de tiers, 3.5
Recettes non fiscales à percevoir, 11.2
Receveur général,
 dépôts courants, 11.6
 dépôts spéciaux, 11.6
Recherches en dyskinésie et en torticolis, 7.22, 7.30
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents, 3.6, 11.2, 11.4
Régime d'assurance des bateaux de pêche, 5.10, 5.13
Régime de pensions du Canada, 2.18
Rémunérations de services, 3.6, 11.2, 11.4
Rendement moyen des bons du Trésor en adjudication, 10.15
Renseignements financiers supplémentaires, 1.6
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, 2.8, 9.3
Retenues
 de garantie et autres retenues, 8.6, 8.7
 sur traitements de divers ministères, 8.6, 8.7
Revendicateurs autochtones, 6.46, 6.50
Revenu, impôt sur le *Voir* Impôt sur le revenu
Revenus, dépenses et autres changements dans l'avoir des sociétés d'État consolidées, 5.6
Revenus et dépenses—Situation financière des sociétés
 d'État consolidées, 5.4
 d'État "entreprises", 6.22
 revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite, 7.20, 7.25
Revenus provenant du Traité de coopération en matières de brevets, 7.20, 7.25
Royaume-Uni, 6.33, 6.34

S

Salon de l'aéronautique de Paris, 7.20, 7.27
Services militaires, successions, 7.13, 7.16
Situation financière des sociétés d'État consolidées—Actif et passif, 5.4
Situation financière des sociétés d'État "entreprises"—Actif et passif, 6.20
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2.8, 6.6, 6.7, 6.8
Société canadienne des paris sportifs,
 autres dettes en souffrance, 7.21, 7.30
Société canadienne des ports, 6.11, 6.13
Société canadienne des postes, 6.11, 6.14
 compte de la, 7.12, 7.15
Société coopérative de l'énergie, 6.43, 6.44
Société d'assurance-dépôts du Canada, 2.8, 6.6, 6.7, 6.9
Société de développement du Cap-Breton, 6.11, 6.15
Société des Transports du Nord Limitée, 6.46, 6.53
Société du crédit agricole, 2.8, 6.6, 6.7, 6.9
Société du port de Halifax, 6.11, 6.15
Société du port de Montréal, 6.11, 6.16
Société du port de Prince Rupert, 6.11, 6.16
Société du port de Saint John, 6.11, 6.17
Société du port de St John's, 6.11, 6.17
Société du port de Vancouver, La, 6.11, 6.17
Société financière internationale, 6.38, 6.39, 6.40
Société Inter-Port de Québec, 6.43, 6.45
Société Inuvialuit régionale, 6.46, 6.50
Société pour l'expansion des exportations, 2.8, 6.6, 6.7, 6.10
Société Radio-Canada, 6.11, 6.14
Sociétés d'État consolidées, 2.16, 5.3

S—*Fin*

Sociétés d'État "entreprises", **2**.16, **6**.7
autres, **6**.10, **6**.11
emprunts effectués par les, **6**.25
institutions de crédit, **6**.7
Sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires, **7**.7
Sommaires des programmes d'assurance des sociétés "entreprises" mandataires de l'État pour l'exercice clos le 31 mars 1991, **11**.15
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours, **11**.4
Souscriptions, passif éventuel et engagements—Aide au développement international, **6**.39
Successions—Services militaires, **7**.13, **7**.16
Sydney Steel Corporation, **6**.46, **6**.52
Système d'évaluation de sécurité contre le feu pour hôpitaux, **7**.21

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, **5**.11, **5**.14
Taux d'intérêt, **10**.14
Taxe d'accise—
Essence, **3**.6
Essence d'aviation et combustible diesel, **3**.6
Taxe de vente, **3**.6
Taxe de vente et taxe d'accise, **2**.7, **3**.6, **3**.9
Taxe de vente fédérale—Service correctionnel, **8**.6, **8**.7
Taxe de vente provinciale, **8**.6, **8**.7
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, **5**.10
Taxe sur les produits et services, **2**.7, **3**.6, **3**.9
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières, **3**.6
Taxes en matière d'énergie, **3**.6, **3**.9
Taxes et droits d'accise, **2**.7, **3**.6, **3**.9
autres, **3**.6, **3**.9
Taxes *Voir* Impôt
Télésat Canada, **6**.43, **6**.45
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, **7**.12, **7**.14
Titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada, **2**.9, **7**.4
Titres en fiducie—Loi sur la faillite, **7**.20, **7**.25
Tourisme—Ententes relatives aux frais partagés, **7**.21, **7**.29
Town of Oromocto Development Corporation, **6**.45, **6**.49

V

VIA Rail Canada Inc, **6**.11, **6**.17

Y

"Y'a personne de parfait"—Projet à frais partagés, **7**.21
Yukon Energy Corporation, **6**.46, **6**.51

Volume

2

PART

1

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1991

Volume II

Partie I
Détails des dépenses et des recettes

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1991-2-1F
ISBN 0-660-93440-X

English version is also available

VOLUME II (PARTIE I)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. Tableaux sommaires
2. Affaires extérieures
3. Affaires indiennes et Nord canadien
4. Agence de promotion économique du Canada atlantique
5. Agriculture
6. Anciens combattants
7. Approvisionnements et Services
8. Communications
9. Conseil du Trésor
10. Conseil privé
11. Consommateurs et Sociétés
12. Défense nationale
13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
14. Emploi et Immigration
15. Énergie, Mines et Ressources
16. Environnement
17. Finances
18. Forêts
19. Gouverneur général
20. Industrie, Sciences et Technologie
21. Justice
22. Parlement
23. Pêches et Océans
24. Revenu national
25. Santé nationale et Bien-être social
26. Secrétariat d'État
27. Solliciteur général
28. Transports
29. Travail
30. Travaux publics
31. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous:

- **Provenance des autorisations**
  - *Disponibles des exercices précédents*
    Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les recettes et les rentrées. Ces crédits sont généralement soit des fonds renouvelables ou des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
  - *Budgets des dépenses principal et supplémentaires*
    Comprennent:
    - les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires;
    - les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices précédents.
  - *Redressements et virements*
    Comprennent:
    - les virements de ou à d'autres ministères tels que les crédits pour éventualités du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
    - les virements à l'intérieur du ministère d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire), ou entre activités, genres de dépenses ou paiements de transfert;
    - modifications aux montants statutaires suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
    - les affectations réservées pour couvrir le suremploi des crédits de l'exercice précédent.
  - *Total disponible pour emploi*
    Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des recettes et rentrées disponibles pour être dépensées).
- **Utilisation des autorisations**
  - *Employées au cours de l'exercice*
    Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).
  - *Annulées (écart négatif)*
    Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice subséquent.

- *Suremployées (écart positif)*
  Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents*
  Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice subséquent.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
  Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées). Pour les crédits, activités ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul en ligne avec l'énoncé "Crédits (activités ou éléments) non requis pour l'exercice en cours".

Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles:

Tableau 1 présente les recettes et les dépenses tant sur une base brute que sur une base nette

Tableau 2 présente les dépenses par catégorie pour chaque ministère

Tableau 2a concilie le tableau 2 avec le tableau 1

Tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque ministère

Tableau 3a concilie le tableau 3 avec le tableau 1

Tableau 4 présente les recettes par catégorie principale pour chaque ministère

Tableau 4a concilie le tableau 4 avec le tableau 1

Tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère

Tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère

Tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires)

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

b) Sections ministérielles (sections 2 à 30)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire du ministère*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Programmes par activité*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaire).
- *Paiements de transfert*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants portés au crédit*
  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Recettes*
  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon:

- les données de l'état des *paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *sommaire du ministère* (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du *sommaire du ministère* peuvent être retracées aux *tableaux sommaires* (tableaux 5, 6 et 7) de la section 1.
- les données de l'état du *détail des montants portés au crédit* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité* et également au *tableau sommaire 3* de la section 1.
- les données de l'état des *recettes* peuvent être retracées au *tableau sommaire 4* de la section 1.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1990-91

Tableaux sommaires

SOMMAIRE

Page

Tableaux sommaires —

Tableau 1 — Sommaire général — État des recettes et des dépenses 1.3

Tableau 2 — Sommaire général — Dépenses ministérielles par catégorie 1.4

Tableau 2a — Sommaire général — Récapitulation des dépenses concernant les tiers par catégorie 1.10

Tableau 3 — Sommaire général — Dépenses ministérielles par article courant 1.12

Tableau 3a — Sommaire général — Récapitulation des dépenses concernant les tiers par article courant .. 1.20

Tableau 4 — Sommaire général — Recettes ministérielles par catégorie principale 1.21

Tableau 4a — Sommaire général — Récapitulation des recettes provenant de tiers par catégorie principale 1.28

Tableau 5 — Sommaire général — Budgétaires (dépenses) 1.29

Tableau 6 — Sommaire général — Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) 1.36

Tableau 7 — Sommaire général — Autorisations votées et statutaires 1.38

Appendices —

Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice 1.45

Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits 1.72

Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices précédents 1.85

Appendice 4 — Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice 1.97

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

TABLEAU 1

Sommaire général
État des recettes et dépenses

Le tableau 1 présente les recettes et les dépenses tant sur une base brute que sur une base nette. De plus, des renseignements détaillés apparaissent aux sections 3 et 4 du volume I.

(en milliers de dollars)

RECETTES	Brutes	Nettes
Recettes fiscales		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	57,600,786	57,600,786
Des sociétés	11,726,220	11,726,220
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	12,706,436	12,706,436
Des non résidents	1,372,055	1,372,055
	83,405,497	***83,405,497***
Taxes et droits d'accise—		
Taxe sur les produits et services	2,573,728	2,573,728
Taxe de vente	13,630,306	13,630,306
Droits de douane à l'importation	4,000,914	4,000,914
Droits d'accise	2,146,630	2,146,630
Autres taxes et droits d'accise	1,808,184	1,319,765
	24,159,762	*23,671,343*
Taxes en matière d'énergie—		
Taxe d'accise—Essence	2,241,596	2,241,596
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	210	(658)
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	230,944	230,944
	2,472,750	*2,471,882*
	26,632,512	***26,143,225***
Autres recettes fiscales	279,178	279,178
Total des recettes fiscales	**110,317,187**	**109,827,900**
Recettes non fiscales		
Produits de placements	6,857,739	6,807,319
Produits des ventes	325,767	125,896
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	405,231	403,784
Privilèges, licences et permis	688,144	384,528
Rémunérations de services	1,490,520	249,495
Monnaie canadienne	110,587	110,587
Autres recettes non fiscales	2,517,246	1,443,785
Total des recettes non fiscales	**12,395,234**	**9,525,394**
TOTAL DES RECETTES	**122,712,421**	**119,353,294**

DÉPENSES	Brutes	Nettes
Paiements de transfert		
Aux particuliers—		
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	17,130,816	17,130,816
Prestations d'assurance-chômage	14,664,684	14,664,684
Allocations familiales	2,736,016	2,736,016
Autres	1,582,390	1,582,390
	36,113,906	*36,113,906*
À d'autres paliers de gouvernement—		
Arrangements fiscaux	8,279,765	8,279,765
Assurance et services de soins médicaux	6,033,033	6,033,033
Régime d'assistance publique du Canada	5,787,926	5,787,926
Aide à l'éducation	1,861,531	1,861,531
Autres	2,341,091	2,341,091
	24,303,346	*24,303,346*
Autres paiements de transfert—		
Aide extérieure	2,307,399	2,307,399
Indiens et Inuit	2,311,282	2,311,282
Création d'emplois et ajustement de la force ouvrière	1,718,640	1,718,640
Développement régional et industriel	706,450	706,450
Programmes de l'agriculture	1,099,061	1,099,061
Sciences et technologie	1,461,407	1,461,407
Autres	3,305,597	3,305,597
	12,909,836	*12,909,836*
Total des paiements de transfert	**73,327,088**	**73,327,088**
Dépenses des sociétés d'État	**7,006,307**	**6,144,470**
Autres dépenses des programmes		
Agriculture	795,570	779,760
Communications	453,911	431,099
Emploi et Immigration	531,754	531,754
Environnement	1,024,632	1,024,632
Affaires extérieures	1,068,437	1,036,836
Industrie, Sciences et Technologie	1,181,798	1,148,329
Défense nationale	11,890,701	11,544,046
Santé nationale et Bien-être social	1,080,376	1,015,359
Revenu national	2,154,193	2,101,006
Travaux publics	1,209,045	981,586
Solliciteur général	2,835,449	2,300,556
Transports	2,398,225	1,341,814
Autres	3,835,233	3,725,257
Total des autres dépenses des programmes	**30,459,324**	**27,962,034**
Total des dépenses des programmes	**110,792,719**	**107,433,592**
Frais de la dette publique	**42,537,293**	**42,537,293**
TOTAL DES DÉPENSES	**153,330,012**	**149,970,885**
DÉFICIT	**30,617,591**	**30,617,591**

TABLEAU 2

Sommaire général
Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque ministère. La colonne "Total des dépenses" de ce tableau présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque ministère aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses concernant les tiers présentées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

		Paiements de transfert				Autres dépenses des programmes					
Section	Département ou organisme	Aux particuliers	À d'autres paliers de gouvernement	Autres paiements de transfert	Total	Défense nationale	Tous les autres départements et organismes	Total	Total des autres dépenses des programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses
2	**Affaires extérieures**										
	Département	...	4,979	214,657	219,636	...	930,892	930,892	1,150,528	...	1,150,528
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	14,917	14,917	14,917	...	14,917
	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	...	...	...	...	...	5,000	5,000	5,000	...	5,000
	Agence canadienne de développement international	...	...	2,092,742	2,092,742	...	104,878	104,878	2,197,620	...	2,197,620
	Secrétariat canadien	...	...	...	...	...	1,101	1,101	1,101	...	1,101
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	176,124	176,124	176,124	...	176,124
	Centre international d'exploitation des océans	...	...	...	...	...	12,200	12,200	12,200	...	12,200
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	114,130	114,130	114,130	...	114,130
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	5,050	5,050	5,050	...	5,050
	Total du ministère	**...**	**4,979**	**2,307,399**	**2,312,378**	**...**	**1,364,292**	**1,364,292**	**3,676,670**	**...**	**3,676,670**
3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**111,058**	**1,037,903**	**2,116,510**	**3,265,471**	**...**	**386,259**	**386,259**	**3,651,730**	**...**	**3,651,730**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**										
	Département	...	...	228,855	228,855	...	40,187	40,187	269,042	...	269,042
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	10,560	10,560	10,560	...	10,560
	Total du ministère	**...**	**...**	**228,855**	**228,855**	**...**	**50,747**	**50,747**	**279,602**	**...**	**279,602**
5	**Agriculture**										
	Département	104	221,517	1,137,035	1,358,656	...	1,094,222	1,094,222	2,452,878	...	2,452,878
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	3,642	3,642	3,642	...	3,642
	Office canadien des provendes	...	...	16,795	16,795	...	1,982	1,982	18,777	...	18,777
	Total du ministère	**104**	**221,517**	**1,153,830**	**1,375,451**	**...**	**1,099,846**	**1,099,846**	**2,475,297**	**...**	**2,475,297**

6	**Anciens combattants**	**1,316,487**	**5,798**	**16,567**	**1,338,852**	**...**	**487,153**	**487,153**	**1,826,005**	**... 1,826,005**
7	**Approvisionnements et Services**	**...**	**247,186**	**2,572**	**249,758**	**...**	**351,545**	**351,545**	**601,303**	**... 601,303**
8	**Communications**									
	Département	...	178	106,829	107,007	...	257,034	257,034	364,041	... 364,041
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	104,204	104,204	104,204	... 104,204
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	1,078,430	1,078,430	1,078,430	... 1,078,430
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	145,132	145,132	145,132	... 145,132
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	30,649	30,649	30,649	... 30,649
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	14,997	14,997	14,997	... 14,997
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	34,799	34,799	34,799	... 34,799
	Archives nationales du Canada	...	...	1,791	1,791	...	62,710	62,710	64,501	... 64,501
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	20,024	20,024	20,024	... 20,024
	Office national du film	...	...	335	335	...	74,587	74,587	74,922	... 74,922
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	1	1	...	22,357	22,357	22,358	... 22,358
	Bibliothèque nationale	...	...	59	59	...	39,622	39,622	39,681	... 39,681
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	14,844	14,844	14,844	... 14,844
	Musées nationaux du Canada	...	...	...	...	...	23,869	23,869	23,869	... 23,869
	Total du ministère	**...**	**178**	**109,015**	**109,193**	**...**	**1,923,258**	**1,923,258**	**2,032,451**	**... 2,032,451**
9	**Conseil du Trésor**									
	Secrétariat	...	...	564	564	...	544,344	544,344	544,908	... 544,908
	Contrôleur général	...	...	...	...	...	18,185	18,185	18,185	... 18,185
	Total du ministère	**...**	**...**	**564**	**564**	**...**	**562,529**	**562,529**	**563,093**	**... 563,093**
10	**Conseil privé**									
	Département	...	...	65	65	...	102,609	102,609	102,674	... 102,674
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	3,413	3,413	3,413	... 3,413
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	27,398	27,398	27,398	... 27,398
	Directeur général des élections	...	...	170	170	...	12,686	12,686	12,856	... 12,856
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	...	13,058	13,058	13,058	... 13,058
	Conseil économique du Canada	...	...	...	...	...	10,278	10,278	10,278	... 10,278
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	317	317	317	... 317
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	10,288	10,288	10,288	... 10,288
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	1,404	1,404	1,404	... 1,404
	Total du ministère	**...**	**...**	**235**	**235**	**...**	**181,451**	**181,451**	**181,686**	**... 181,686**

TABLEAU 2

Sommaire général
Dépenses ministérielles par catégorie—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Paiements de transfert: Particuliers	Paiements de transfert: À d'autres paliers de gouvernement	Paiements de transfert: Autres paiements de transfert	Paiements de transfert: Total	Autres dépenses des programmes: Défense nationale	Autres dépenses des programmes: Tous les autres départements et organismes	Autres dépenses des programmes: Total	Total des autres dépenses des programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses
11	**Consommateurs et Sociétés**										
	Département	...	25,000	1,692	26,692	...	158,062	158,062	184,754	...	184,754
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	1,134	1,134	1,134	...	1,134
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	947	947	947	...	947
	Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services	...	...	...	...	...	15,251	15,251	15,251	...	15,251
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	1,105	1,105	1,105	...	1,105
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	3,124	3,124	3,124	...	3,124
	Commission de révision des marchés publics	...	...	...	...	...	1,142	1,142	1,142	...	1,142
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	5,951	5,951	5,951	...	5,951
	Total du ministère	**...**	**25,000**	**1,692**	**26,692**	**...**	**186,716**	**186,716**	**213,408**	**...**	**213,408**
12	**Défense nationale**										
	Département	...	...	613,913	613,913	11,646,544	...	11,646,544	12,260,457	...	12,260,457
	Protection civile Canada	...	...	15,583	15,583	...	13,649	13,649	29,232	...	29,232
	Total du ministère	**...**	**...**	**629,496**	**629,496**	**11,646,544**	**13,649**	**11,660,193**	**12,289,689**	**...**	**12,289,689**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**...**	**...**	**156,326**	**156,326**	**...**	**32,350**	**32,350**	**188,676**	**...**	**188,676**
14	**Emploi et Immigration**										
	Département/Commission	65,637	157	1,670,123	1,735,917	...	2,005,086	2,005,086	3,741,003	...	3,741,003
	Conseil consultatif sur la situation de la femme	...	...	...	...	...	3,475	3,475	3,475	...	3,475
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	69,256	69,256	69,256	...	69,256
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	...	4,753	4,753	4,753	...	4,753
	Total du ministère	**65,637**	**157**	**1,670,123**	**1,735,917**	**...**	**2,082,570**	**2,082,570**	**3,818,487**	**...**	**3,818,487**

15	**Énergie, Mines et Ressources**										
	Département	...	5,425	342,545	347,970	...	483,098	483,098	831,068	...	831,068
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	589	589	...	34,220	34,220	34,809	...	34,809
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	167,456	167,456	167,456	...	167,456
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	23,629	23,629	23,629	...	23,629
	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	...	43,000	43,000	43,000	...	43,000
	Total du ministère	**...**	**5,425**	**343,134**	**348,559**	**...**	**751,403**	**751,403**	**1,099,962**	**...**	**1,099,962**
16	**Environnement**	**...**	**17,971**	**32,412**	**50,383**	**...**	**1,024,987**	**1,024,987**	**1,075,370**	**...**	**1,075,370**
17	**Finances**										
	Département	...	8,299,579	156,449	8,456,028	...	140,463	140,463	8,596,491	42,791,648	51,388,139
	Vérificateur général	...	...	504	504	...	55,815	55,815	56,319	...	56,319
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	9,457	9,457	9,457	...	9,457
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	3,776	3,776	3,776	...	3,776
	Privatisation et affaires réglementaires	...	...	...	...	...	7,957	7,957	7,957	...	7,957
	Total du ministère	**...**	**8,299,579**	**156,953**	**8,456,532**	**...**	**217,468**	**217,468**	**8,674,000**	**42,791,648**	**51,465,648**
18	**Forêts**	**...**	**...**	**60,515**	**60,515**	**...**	**116,020**	**116,020**	**176,535**	**...**	**176,535**
19	**Gouverneur général**	**348**	**...**	**...**	**348**	**...**	**10,633**	**10,633**	**10,981**	**...**	**10,981**
20	**Industrie, Sciences et Technologie**										
	Département	...	2,318	725,974	728,292	...	274,591	274,591	1,002,883	...	1,002,883
	Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	...	...	...	...	...	1,799	1,799	1,799	...	1,799
	Agence spatiale canadienne	...	...	18,701	18,701	...	108,052	108,052	126,753	...	126,753
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	31,910	31,910	31,910	...	31,910
	Banque fédérale de développement	...	...	...	...	...	15,838	15,838	15,838	...	15,838
	Investissement Canada	...	...	...	...	...	10,125	10,125	10,125	...	10,125
	Conseil national de recherches du Canada	...	3,682	112,575	116,257	...	435,749	435,749	552,006	...	552,006
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	448,832	448,832	...	17,410	17,410	466,242	...	466,242
	Conseil des sciences du Canada	...	...	...	...	...	3,161	3,161	3,161	...	3,161
	Statistique Canada	...	...	11	11	...	299,376	299,376	299,387	...	299,387
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	148,500	148,500	148,500	...	148,500
	Total du ministère	**...**	**6,000**	**1,306,093**	**1,312,093**	**...**	**1,346,511**	**1,346,511**	**2,658,604**	**...**	**2,658,604**
21	**Justice**										
	Département	386	270,888	4,926	276,200	...	156,394	156,394	432,594	...	432,594
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	5	5	...	16,905	16,905	16,910	...	16,910
	Commissaire à la magistrature fédérale	22,705	...	3	22,708	...	136,446	136,446	159,154	...	159,154
	Cour fédérale du Canada	...	...	...	...	...	20,042	20,042	20,042	...	20,042
	Commission de réforme du droit du Canada	...	...	...	...	...	4,781	4,781	4,781	...	4,781

TABLEAU 2

Sommaire général
Dépenses ministérielles par catégorie—*Fin*
(en milliers de dollars)

		Paiements de transfert				Autres dépenses des programmes					
Section	Département ou organisme	Particuliers	À d'autres paliers de gouvernement	Autres paiements de transfert	Total	Défense nationale	Tous les autres départements et organismes	Total	Total des autres dépenses des programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	6,327	6,327	6,327	...	6,327
	Cour suprême du Canada	1,034	...	...	1,034	...	13,444	13,444	14,478	...	14,478
	Cour canadienne de l'impôt	...	...	...	...	...	9,017	9,017	9,017	...	9,017
	Total du ministère	**24,125**	**270,888**	**4,934**	**299,947**	**...**	**363,356**	**363,356**	**663,303**	**...**	**663,303**
22	**Parlement**										
	Sénat	404	...	512	916	...	42,580	42,580	43,496	...	43,496
	Chambre des communes	396	...	1,161	1,557	...	217,523	217,523	219,080	...	219,080
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	15,648	15,648	15,648	...	15,648
	Total du ministère	**800**	**...**	**1,673**	**2,473**	**...**	**275,751**	**275,751**	**278,224**	**...**	**278,224**
23	**Pêches et Océans**	**...**	**250**	**19,486**	**19,736**	**...**	**769,931**	**769,931**	**789,667**	**...**	**789,667**
24	**Revenu national**										
	Douanes et Accise	...	...	98	98	...	927,147	927,147	927,245	...	927,245
	Impôt	...	...	...	...	...	1,184,077	1,184,077	1,184,077	...	1,184,077
	Total du ministère	**...**	**...**	**98**	**98**	**...**	**2,111,224**	**2,111,224**	**2,111,322**	**...**	**2,111,322**
25	**Santé nationale et Bien-être social**										
	Département	19,871,563	12,132,576	334,534	32,338,673	...	1,010,727	1,010,727	33,349,400	...	33,349,400
	Conseil de recherches médicales	...	...	235,421	235,421	...	6,441	6,441	241,862	...	241,862
	Total du ministère	**19,871,563**	**12,132,576**	**569,955**	**32,574,094**	**...**	**1,017,168**	**1,017,168**	**33,591,262**	**...**	**33,591,262**
26	**Secrétariat d'État**										
	Département	293	2,114,458	556,754	2,671,505	...	217,696	217,696	2,889,201	...	2,889,201
	Centre canadien de gestion	...	...	186	186	...	10,522	10,522	10,708	...	10,708
	Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	...	...	52,398	52,398	...	62,548	62,548	114,946	...	114,946
	Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	146,384	146,384	146,384	...	146,384
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	81,595	81,595	...	8,729	8,729	90,324	...	90,324
	Total du ministère	**293**	**2,114,458**	**690,933**	**2,805,684**	**...**	**445,879**	**445,879**	**3,251,563**	**...**	**3,251,563**

27	**Solliciteur général**										
	Département	...	1,766	2,348	4,114	...	26,564	26,564	30,678	...	30,678
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	204,975	204,975	204,975	...	204,975
	Service correctionnel	...	...	8,189	8,189	...	918,315	918,315	926,504	...	926,504
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	23,852	23,852	23,852	...	23,852
	Gendarmerie royale du Canada	35,528	...	...	35,528	...	1,132,389	1,132,389	1,167,917	...	1,167,917
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	1,357	1,357	1,357	...	1,357
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	3,866	3,866	3,866	...	3,866
	Total du ministère	**35,528**	**1,766**	**10,537**	**47,831**	**...**	**2,311,318**	**2,311,318**	**2,359,149**	**...**	**2,359,149**
28	**Transports**										
	Département	1,652	58,382	164,279	224,313	...	1,968,276	1,968,276	2,192,589	...	2,192,589
	Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	...	784	784	784	...	784
	Administrateur de l'Office du transport du grain	...	...	1,624	1,624	...	2,924	2,924	4,548	...	4,548
	Office national des transports	...	...	783,940	783,940	...	36,950	36,950	820,890	...	820,890
	Total du ministère	**1,652**	**58,382**	**949,843**	**1,009,877**	**...**	**2,008,934**	**2,008,934**	**3,018,811**	**...**	**3,018,811**
29	**Travail**										
	Département	87,263	...	58,595	145,858	...	108,782	108,782	254,640	...	254,640
	Conseil canadien des relations du travail	...	...	...	...	...	8,652	8,652	8,652	...	8,652
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	8,588	8,588	8,588	...	8,588
	Total du ministère	**87,263**	**...**	**58,595**	**145,858**	**...**	**126,022**	**126,022**	**271,880**	**...**	**271,880**
30	**Travaux publics**										
	Département	...	329,126	12,503	341,629	...	1,034,483	1,034,483	1,376,112	...	1,376,112
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	1,978,850	1,978,850	1,978,850	...	1,978,850
	Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	90,072	90,072	90,072	...	90,072
	Total du ministère	**...**	**329,126**	**12,503**	**341,629**	**...**	**3,103,405**	**3,103,405**	**3,445,034**	**...**	**3,445,034**
	Total des dépenses ministérielles	**21,514,858**	**24,779,139**	**12,610,848**	**58,904,845**	**11,646,544**	**24,722,375**	**36,368,919**	**95,273,764**	**42,791,648**	**138,065,412**

TABLEAU 2a

Sommaire général
Récapitulation des dépenses concernant les tiers par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les dépenses concernant les tiers rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, la provision pour évaluation, les dépenses des sociétés d'État consolidées et l'élimination des dépenses internes du gouvernement. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES NETTES concernant les tiers	Recettes à valoir sur les crédits concernant les tiers	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES BRUTES concernant les tiers
Paiements de transfert—									
Aux particuliers—									
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	17,130,816	...	...	...	...	17,130,816	...	...	17,130,816
Prestations d'assurance-chômage	65,636	14,341,048	258,000	...	...	14,664,684	...	...	14,664,684
Allocations familiales	2,736,016	...	...	...	...	2,736,016	...	...	2,736,016
Autres	1,582,390	...	...	...	...	1,582,390	...	...	1,582,390
	21,514,858	*14,341,048*	*258,000*	...	...	*36,113,906*	...	...	*36,113,906*
À d'autres paliers de gouvernement—									
Arrangements fiscaux	8,546,765	...	(267,000)			8,279,765	...	...	8,279,765
Assurance et services de soins médicaux	6,033,033	...	...	...	...	6,033,033	...	...	6,033,033
Régime d'assistance publique du Canada	5,966,926	...	(179,000)	...	...	5,787,926	...	...	5,787,926
Aide à l'éducation	1,861,531	...	...			1,861,531	...	...	1,861,531
Autres	2,370,884	430,207	(460,000)			2,341,091	...	...	2,341,091
	24,779,139	*430,207*	*(906,000)*	...	...	*24,303,346*	...	...	*24,303,346*
Autres paiements de transfert—									
Aide extérieure	2,307,399	...	...	...	...	2,307,399	...	...	2,307,399
Indiens et Inuit	2,311,282	...	...	...	...	2,311,282	...	...	2,311,282
Création d'emploi et ajustement de la force ouvrière	1,718,640	...	...	...	...	1,718,640	...	...	1,718,640
Développement régional et industriel	706,450	...	...	...	...	706,450	...	...	706,450
Programmes de l'agriculture	1,099,061	...	...	...	...	1,099,061	...	...	1,099,061
Sciences et technologie	1,461,407	...	...	...	...	1,461,407	...	...	1,461,407
Autres[1]	2,852,717	238,880	214,000	...	...	3,305,597	...	...	3,305,597
	12,456,956	*238,880*	*214,000*	...	...	*12,909,836*	...	...	*12,909,836*
Total des paiements de transfert	***58,750,953***	***15,010,135***	***(434,000)***	...	...	***73,327,088***	...	...	***73,327,088***

Dépenses des sociétés d'État	...	...	**889,000**	**5,255,470**	...	**6,144,470**	...	**861,837**	**7,006,307**
Autres dépenses des programmes—									
Agriculture	1,099,846	...	...	(319,921)	(165)	779,760	15,810	...	795,570
Communications	1,923,258	...	...	(1,487,291)	(4,868)	431,099	22,812	...	453,911
Emploi et Immigration	2,082,570	(1,548,876)	...	...	(1,940)	531,754	...	...	531,754
Environnement	1,024,987	...	...	...	(355)	1,024,632	...	...	1,024,632
Affaires extérieures	1,364,292	...	...	(322,371)	(5,085)	1,036,836	31,601	...	1,068,437
Industrie, Sciences et Technologie	1,347,672	...	...	(198,047)	(1,296)	1,148,329	33,469	...	1,181,798
Défense nationale	11,646,544	(108,316)	21,000	(15,182)	...	11,544,046	346,655	...	11,890,701
Santé nationale et Bien-être social	1,017,168	...	...	...	(1,809)	1,015,359	65,017	...	1,080,376
Revenu national	2,111,224	...	...	...	(10,218)	2,101,006	53,187	...	2,154,193
Travaux publics	3,103,405	...	...	(2,094,820)	(26,999)	981,586	227,459	...	1,209,045
Solliciteur général	2,311,318	...	...	...	(10,762)	2,300,556	534,893	...	2,835,449
Transports	2,008,934	...	...	(666,227)	(893)	1,341,814	1,056,411	...	2,398,225
Autres[(1)]	5,481,593	781,261	(2 201,000)	(229,742)	(106,855)	3,725,257	109,976	...	3,835,233
Total des autres dépenses des programmes	***36,522,811***	***(875,931)***	***(2,180,000)***	***(5,333,601)***	***(171,245)***	***27,962,034***	***2,497,290***	...	***30,459,324***
Total des dépenses des programmes	**95,273,764**	**14,134,204**	**(1,725,000)**	**(78,131)**	**(171,245)**	**107,433,592**	**2,497,290**	**861,837**	**110,792,719**
Frais de la dette publique	**42,791,648**	**(254,355)**	...	...	...	**42,537,293**	...	...	**42,537,293**
TOTAL DES DÉPENSES	**138,065,412**	**13,879,849**	**(1,725,000)**	**(78,131)**	**(171,245)**	**149,970,885**	**2,497,290**	**861,837**	**153,330,012**

(1) Une réaffectation pour un montant de $153,892 milliers concernant les recettes internes à valoir sur les crédits a été déduite du compte "Paiement de transfert" dans le but de présenter le total des paiements de transfert sur une base nette. Ce même montant a été ajouté au compte "Autres" sous la rubrique "Autres dépenses des programmes" en contrepartie de cette réaffectation.

TABLEAU 3

Sommaire général
Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque ministère tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits. La présentation des dépenses par article courant est reliée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués, par le gouvernement. Le "Total des dépenses brutes" représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. Le "Total des dépenses nettes" représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des recettes à valoir sur les crédits. Le "Total des dépenses nettes" divulgue le total des dépenses rapporté pour chaque ministère aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses concernant les tiers rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services-profession-nels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[1] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[1] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Frais de la dette pu-blique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Prove-nant de tiers (13)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement (16)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Total	Total des dépenses nettes
2	**Affaires extérieures**																	
	Département	457,369	113,596	22,588	91,272	105,939	33,423	39,235	33,364	62,362	219,636	...	4,004	1,182,788	31,602	658	32,260	1,150,528
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14,917	14,917	...	...	...	14,917
	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,000	5,000	...	...	...	5,000
	Agence canadienne de développement international	69,361	9,514	1,063	19,280	2,361	862	1,611	...	737	2,092,742	...	89	2,197,620	...	...	...	2,197,620
	Secrétariat canadien	539	79	23	353	2	...	35	...	68	...	...	2	1,101	...	...	...	1,101
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	176,124	176,124	...	...	...	176,124
	Centre international d'exploitation des océans	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12,200	12,200	...	...	...	12,200
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	114,130	114,130	...	...	...	114,130
	Commission mixte internationale	2,718	662	187	908	297	52	121	...	87	...	...	18	5,050	...	...	...	5,050
	Total du ministère	**529,987**	**123,851**	**23,861**	**111,813**	**108,599**	**34,337**	**41,002**	**33,364**	**63,254**	**2,312,378**	**...**	**326,484**	**3,708,930**	**31,602**	**658**	**32,260**	**3,676,670**
3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**228,710**	**30,892**	**3,538**	**64,992**	**11,598**	**7,545**	**14,112**	**7,701**	**9,134**	**3,265,471**	**...**	**8,037**	**3,651,730**	**...**	**...**	**...**	**3,651,730**

4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**																	
	Département	20,435	3,827	761	11,808	487	169	748	...	1,710	228,855	...	242	269,042	...	...	...	269,042
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10,560	10,560	...	...	...	10,560
	Total du ministère	**20,435**	**3,827**	**761**	**11,808**	**487**	**169**	**748**	**...**	**1,710**	**228,855**	**...**	**10,802**	**279,602**	**...**	**...**	**...**	**279,602**
5	**Agriculture**																	
	Département	592,600	40,809	7,056	64,978	7,238	18,702	73,950	49,746	29,677	1,358,656	...	225,276	2,468,688	15,810	...	15,810	2,452,878
	Commission canadienne du lait	2,566	234	98	229	323	22	78	...	90	...	...	2	3,642	...	...	...	3,642
	Office canadien des provendes	1,404	219	45	57	104	13	60	...	58	16,795	...	22	18,777	...	...	...	18,777
	Total du ministère	**596,570**	**41,262**	**7,199**	**65,264**	**7,665**	**18,737**	**74,088**	**49,746**	**29,825**	**1,375,451**	**...**	**225,300**	**2,491,107**	**15,810**	**...**	**15,810**	**2,475,297**
6	**Anciens combattants**	**189,716**	**23,039**	**1,227**	**206,289**	**3,715**	**3,741**	**54,923**	**...**	**2,507**	**1,338,852**	**...**	**1,996**	**1,826,005**	**...**	**...**	**...**	**1,826,005**
7	**Approvisionnements et Services**	**462,980**	**131,335**	**125,771**	**129,667**	**52,751**	**11,334**	**135,650**	**...**	**40,550**	**249,759**	**...**	**112,265**	**1,452,062**	**23,361**	**827,398**	**850,759**	**601,303**
8	**Communications**																	
	Département	138,381	204,524	4,263	28,561	4,149	5,534	10,074	1,024	15,522	106,829	...	67,376	586,237	14,633	207,563	222,196	364,041
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	104,204	104,204	...	...	...	104,204
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,078,430	1,078,430	...	...	...	1,078,430
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	145,132	145,132	...	...	...	145,132
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	30,649	30,649	...	...	...	30,649
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14,997	14,997	...	...	...	14,997
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	26,206	1,766	1,757	2,325	344	353	589	...	1,402	...	...	57	34,799	...	...	...	34,799
	Archives nationales du Canada	38,958	1,976	1,003	9,093	218	3,054	1,757	...	5,162	1,791	...	1,489	64,501	...	...	...	64,501
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	20,024	20,024	...	...	...	20,024
	Office national du film	43,154	5,271	13,818	1,873	10,077	1,580	4,644	...	3,120	512	...	234	84,283	7,047	2,314	9,361	74,922
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	22,358	22,358	...	...	...	22,358
	Bibliothèque nationale	24,822	1,329	613	7,735	211	291	3,728	...	883	60	...	9	39,681	...	...	...	39,681
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14,844	14,844	...	...	...	14,844
	Musées nationaux du Canada	14,211	1,001	877	4,154	167	345	3,265	142	690	...	...	149	25,001	1,132	...	1,132	23,869
	Total du ministère	**285,732**	**215,867**	**22,331**	**53,741**	**15,166**	**11,157**	**24,057**	**1,166**	**26,779**	**109,192**	**...**	**1,499,952**	**2,265,140**	**22,812**	**209,877**	**232,689**	**2,032,451**

TABLEAU 3

Sommaire général
Dépenses ministérielles par article courant—Suite
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Frais de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)		Moins: recettes à valoir sur les crédits — Provenant de tiers (13)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement (16)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Total	
9	Conseil du Trésor																	
	Secrétariat	580,486	1,255	1,928	9,287	120	148	601	...	2,701	564	...	7,357	[illegible]	...	59,539	59,539	[illegible]
	Contrôleur général	13,305	418	637	1,816	50	4	149	...	569	...	...	1,237	[illegible]	...	...	...	[illegible]
	Total du ministère	**593,791**	**1,673**	**2,565**	**11,103**	**170**	**152**	**750**	...	**3,270**	**564**	...	**8,594**	[illegible]	...	**59,539**	**59,539**	563,093
10	Conseil privé																	
	Département	48,719	9,170	9,174	22,805	2,757	1,500	3,159	...	4,982	65	...	343	[illegible]	...	...	...	102,674
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1,182	617	96	1,049	364	19	57	...	26	...	...	3	[illegible]	...	...	...	3,413
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des tranports	19,078	2,328	548	1,969	333	879	684	...	1,576	...	...	3	[illegible]	...	...	...	27,498
	Directeur général des élections	5,901	868	2,084	1,626	246	107	1,243	4	582	170	...	25	12,856	...	...	...	12,856
	Commissaire aux langues officielles	9,911	730	990	943	65	105	213	...	101	...	...	(1)	13,058	...	...	...	13,058
	Conseil économique du Canada	8,176	400	177	776	51	47	268	...	382	...	...	1	10,278	...	...	...	10,278
	Administration du pipe-line du Nord	132	3	...	160	20	1	1	...	...	...	...	(1)	317	...	...	...	317
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	8,174	654	199	643	162	92	173	...	191	...	...	(1)	10,288	...	...	...	10,288
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	764	149	22	270	12	1	16	...	170	...	...	(1)	1,404	...	...	...	1,404
	Total du ministère	**102,037**	**14,919**	**13,290**	**30,241**	**4,010**	**2,751**	**5,814**	**4**	**8,010**	**235**	...	**375**	181,686	...	...	...	**181,686**
11	Consommateurs et Sociétés																	
	Département	120,578	9,605	2,498	11,903	880	2,070	4,740	...	5,330	26,692	...	458	184,754	...	...	...	184,754
	Tribunal de la concurrence	680	44	37	273	14	18	37	...	25	...	...	6	1,134	...	...	...	1,134
	Commission du droit d'auteur	591	48	32	188	29	1	30	...	15	...	...	13	947	...	...	...	947
	Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et																	

services	1,164	1,919	6,599	4,443	36	30	505	...	546	...	...	9	15,251	...	...	...	15,251
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	765	38	49	142	10	23	40	...	32	...	...	6	1,105	...	...	...	1,105
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1,954	156	43	563	7	38	177	...	183	...	...	3	3,124	...	...	...	3,124
Commission de révision des marchés publics	867	62	31	123	6	19	31	...	3	...	...	(1)	1,142	...	...	...	1,142
Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,951	5,951	...	...	...	5,951
Total du ministère	**126,599**	**11,872**	**9,289**	**17,635**	**982**	**2,199**	**5,560**	...	**6,134**	**26,692**	...	**6,446**	213,408	...	...	...	213,408
12 Défense nationale																	
Département	5,723,114	589,797	26,213	825,595	129,771	815,677	1,303,280	344,200	2,178,917	613,913	...	70,796	12,621,273	346,655	14,161	360,816	12,260,457
Protection civile Canada	6,286	2,748	726	2,627	76	196	259	...	695	15,584	...	35	29,232	...	...	...	29,232
Total du ministère	**5,729,400**	**592,545**	**26,939**	**828,222**	**129,847**	**815,873**	**1,303,539**	**344,200**	**2,179,612**	**629,497**	...	**70,831**	12,650,505	**346,655**	**14,161**	**360,816**	12,289,689
13 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	**20,533**	**2,400**	**669**	**7,556**	**233**	**137**	**468**	...	**508**	**156,326**	...	**(154)**	188,676	...	...	...	**188,676**
14 Emploi et Immigration																	
Département/Commission	1,201,300	118,826	36,409	154,699	102,904	17,149	27,176	...	59,082	1,735,917	...	1,555,233	5,008,695	...	1,267,692	1,267,692	3,741,003
Conseil consultatif sur la situation de la femme	2,074	397	249	505	60	11	70	...	109	...	...	...	3,475	...	...	...	3,475
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	52,278	4,101	822	6,188	574	447	1,267	...	3,538	...	...	41	69,256	...	...	...	69,256
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2,819	231	120	1,095	41	31	109	...	306	...	...	1	4,753	...	...	...	4,753
Total du ministère	**1,258,471**	**123,555**	**37,600**	**162,487**	**103,579**	**17,638**	**28,622**	...	**63,035**	**1,735,917**	...	**1,555,275**	5,086,179	...	**1,267,692**	**1,267,692**	3,818,487
15 Énergie, Mines et Ressources																	
Département	267,638	23,048	11,962	91,825	9,439	13,730	28,197	9,494	34,966	347,970	...	(3,085)	835,184	895	3,221	4,116	831,068
Commission de contrôle de l'énergie atomique	21,017	2,717	490	6,015	78	607	772	...	2,521	589	...	3	34,809	...	...	...	34,809
Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	167,456	167,456	...	...	...	167,456
Office national de l'énergie	19,799	1,203	67	1,004	416	201	404	...	531	...	...	4	23,629	...	...	...	23,629
La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	43,000	43,000	...	...	...	43,000
Total du ministère	**308,454**	**26,968**	**12,519**	**98,844**	**9,933**	**14,538**	**29,373**	**9,494**	**38,018**	**348,559**	...	**207,378**	1,104,078	**895**	**3,221**	**4,116**	1,099,962
16 Environnement	**583,434**	**67,662**	**24,775**	**168,429**	**26,861**	**30,168**	**59,682**	**37,165**	**61,134**	**50,383**	...	**3,427**	1,113,120	...	**37,750**	**37,750**	1,075,370

TABLEAU 3

Sommaire général
Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Frais de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Provenant de tiers (13)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement (16)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Total	Total des dépenses nettes
17	**Finances**																	
	Département	46,305	8,687	14,493	12,620	1,000	1,958	30,633	...	2,909	8,456,028	42,791,648	27,893	51,394,174	...	6,035	6,035	51,388,139
	Vérificateur général	40,296	3,606	553	7,964	314	533	803	...	1,720	504	...	26	56,319	...	...	...	56,319
	Tribunal canadien du commerce extérieur	7,679	538	122	541	101	96	182	...	194	...	...	4	9,457	...	...	...	9,457
	Bureau du surintendant des institutions financières	25,503	1,792	719	9,048	2,441	178	354	...	556	...	...	10	40,601	36,825	...	36,825	3,776
	Privatisation et affaires réglementaires	5,264	196	154	1,719	29	7	103	...	146	...	...	339	7,957	...	...	...	7,957
	Total du ministère	**125,047**	**14,819**	**16,041**	**31,892**	**3,885**	**2,772**	**32,075**	**...**	**5,525**	**8,456,532**	**42,791,648**	**28,272**	**51,508,508**	**36,825**	**6,035**	**42,860**	**51,465,648**
18	**Forêts**	**80,797**	**7,663**	**2,087**	**11,522**	**809**	**1,484**	**6,379**	**1,619**	**4,281**	**60,515**	**...**	**34**	**177,190**	**43**	**612**	**655**	**176,535**
19	**Gouverneur général**	**7,321**	**896**	**428**	**838**	**135**	**43**	**1,120**	**...**	**188**	**12**	**...**	(1)	**10,981**	**...**	**...**	**...**	**10,981**
20	**Industrie, Sciences et Technologie**																	
	Département	157,096	19,429	29,898	49,795	2,069	2,535	4,712	...	8,011	727,131	...	2,207	1,002,883	...	...	...	1,002,883
	Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,799	1,799	...	...	...	1,799
	Agence spatiale canadienne	9,647	1,857	410	88,946	213	344	853	...	5,727	18,701	...	55	126,753	...	...	...	126,753
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31,910	31,910	...	...	...	31,910
	Banque fédérale de développement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15,838	15,838	...	...	...	15,838
	Investissement Canada	7,510	479	190	1,112	199	64	281	...	267	...	...	23	10,125	...	...	...	10,125
	Conseil national de recherches du Canada	212,921	18,256	5,065	46,747	13,698	13,574	40,340	6,749	117,967	117,754	...	(14,837)	578,234	21,144	5,084	26,228	552,006
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	9,253	2,465	963	2,617	480	256	266	...	1,109	448,832	...	1	466,242	...	...	...	466,242
	Conseil des sciences du Canada	2,130	353	128	1,036	71	53	84	...	42	...	...	(736)	3,161	...	...	...	3,161
	Statistique Canada	246,398	19,575	12,977	14,214	16,836	3,060	8,121	...	9,185	11	...	17	330,394	12,325	18,682	31,007	299,387
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	148,500	148,500	...	...	...	148,500
	Total du ministère	**644,955**	**62,414**	**49,631**	**204,467**	**33,566**	**19,886**	**54,657**	**6,749**	**142,308**	**1,312,429**	**...**	**184,777**	**2,715,839**	**33,469**	**23,766**	**57,235**	**2,658,604**

21	**Justice**																	
	Département	120,620	9,331	3,556	14,782	955	1,006	3,212	...	4,569	276,147	...	(1,584)	432,594	...	...	...	432,594
	Commission canadienne des droits de la personne	12,133	1,284	663	1,745	116	48	354	...	560	5	...	2	16,910	...	...	...	16,910
	Commissaire à la magistrature fédérale	122,560	8,842	307	2,340	49	75	63	...	383	22,760	...	1,775	159,154	...	...	...	159,154
	Cour fédérale du Canada	12,856	1,380	26	1,835	211	377	1,353	...	1,976	...	...	28	20,042	...	...	...	20,042
	Commission de réforme du droit du Canada	2,136	440	109	1,802	41	38	156	...	59	...	...	(1)	4,781	...	...	...	4,781
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	4,898	275	149	588	18	28	56	...	313	...	...	2	6,327	...	...	...	6,327
	Cour suprême du Canada	8,864	819	345	1,223	140	313	1,165	...	567	1,035	...	7	14,478	...	...	...	14,478
	Cour canadienne de l'impôt	5,160	742	62	1,315	54	406	494	...	784	...	...	(1)	9,017	...	...	...	9,017
	Total du ministère	**289,227**	**23,113**	**5,217**	**25,630**	**1,584**	**2,291**	**6,853**	**...**	**9,211**	**299,947**	**...**	**230**	**663,303**	**...**	**...**	**...**	**663,303**
22	**Parlement**																	
	Sénat	26,550	4,914	2,648	3,686	540	1,808	983	61	1,390	916	...	...	43,496	...	...	...	43,496
	Chambre des communes	155,966	24,001	9,755	7,126	4,586	3,252	7,284	...	5,297	1,557	...	256	219,080	...	...	...	219,080
	Bibliothèque du Parlement	13,151	245	8	620	451	37	903	...	232	...	...	1	15,648	...	...	...	15,648
	Total du ministère	**195,667**	**29,160**	**12,411**	**11,432**	**5,577**	**5,097**	**9,170**	**61**	**6,919**	**2,473**	**...**	**257**	**278,224**	**...**	**...**	**...**	**278,224**
23	**Pêches et Océans**	**353,888**	**38,188**	**7,284**	**92,024**	**33,096**	**39,640**	**53,274**	**75,086**	**57,195**	**19,736**	**...**	**20,256**	**789,667**	**...**	**...**	**...**	**789,667**
24	**Revenu national**																	
	Douanes et Accise	579,515	62,740	35,233	109,640	4,693	16,015	18,172	5,512	102,984	...	...	(7,259)	927,245	...	...	...	927,245
	Impôt	990,415	99,900	46,478	38,755	12,433	21,986	18,405	...	52,926	98	...	273	1,281,669	53,187	44,405	97,592	1,184,077
	Total du ministère	**1,569,930**	**162,640**	**81,711**	**148,395**	**17,126**	**38,001**	**36,577**	**5,512**	**155,910**	**98**	**...**	**(6,986)**	**2,208,914**	**53,187**	**44,405**	**97,592**	**2,111,322**
25	**Santé nationale et Bien-être social**																	
	Département	483,545	114,240	21,878	223,487	5,578	13,773	132,231	22,102	31,326	32,338,672	...	27,585	33,414,417	65,017	...	65,017	33,349,400
	Conseil de recherches médicales	3,689	1,342	341	574	39	80	202	...	174	235,421	...	(1)	241,862	...	...	...	241,862
	Total du ministère	**487,234**	**115,582**	**22,219**	**224,061**	**5,617**	**13,853**	**132,433**	**22,102**	**31,500**	**32,574,093**	**...**	**27,585**	**33,656,279**	**65,017**	**...**	**65,017**	**33,591,262**
26	**Secrétariat d'État**																	
	Département	142,328	10,624	7,369	45,097	999	1,696	4,005	...	5,609	2,671,505	...	(31)	2,889,201	...	...	...	2,889,201
	Centre canadien de gestion	6,798	692	229	3,283	96	129	304	...	536	186	...	(1,545)	10,708	...	...	...	10,708
	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	15,465	1,908	2,568	4,261	190	224	624	...	653	52,398	...	36,655	114,946	...	...	...	114,946
	Commission de la fonction publique	126,725	7,020	3,979	12,849	4,170	1,162	2,308	...	5,185	...	...	6,883	170,281	637	23,260	23,897	146,384
	Conseil de recherches en sciences humaines	5,744	601	312	724	66	149	125	...	1,007	81,595	...	1	90,324	...	...	...	90,324
	Total du ministère	**297,060**	**20,845**	**14,457**	**66,214**	**5,521**	**3,360**	**7,366**	**...**	**12,990**	**2,805,684**	**...**	**41,963**	**3,275,460**	**637**	**23,260**	**23,897**	**3,251,563**

TABLEAU 3

Sommaire général
Dépenses ministérielles par article courant—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et/ou acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Frais de la dette publique[5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Provenant de tiers (13)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement (16)	Moins: recettes à valoir sur les crédits — Total	Total des dépenses nettes
27	Solliciteur général																	
	Département	17,267	2,010	1,102	3,499	546	210	536	...	1,311	4,113	...	84	30,678	...	...	...	30,678
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	204,975	204,975	...	...	...	204,975
	Service correctionnel	557,924	27,168	1,595	137,077	3,309	11,617	81,483	59,760	20,265	8,189	...	18,117	926,504	...	...	...	926,504
	Commission nationale des libérations conditionnelles	19,930	2,336	266	632	58	163	326	...	134	...	...	7	23,852	...	...	...	23,852
	Gendarmerie royale du Canada	1,238,835	110,901	929	89,343	28,341	37,925	75,481	44,056	67,529	35,529	...	22,762	1,751,631	534,893	48,821	583,714	1,167,917
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	879	88	49	257	14	7	34	...	29	...	...	(1)	1,357	...	...	...	1,357
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1,809	444	82	1,231	36	47	104	...	112	...	...	1	3,866	...	...	...	3,866
	Total du ministère	**1,836,644**	**142,947**	**4,023**	**232,039**	**32,304**	**49,969**	**157,964**	**103,816**	**89,380**	**47,831**	**...**	**245,946**	**2,942,863**	**534,893**	**48,821**	**583,714**	**2,359,149**
28	Transports																	
	Département	1,193,749	120,914	10,475	409,019	19,672	128,624	174,207	103,206	197,108	224,313	...	824,929	3,406,216	1,056,410	157,217	1,213,627	2,192,589
	Tribunal de l'aviation civile	512	112	1	130	3	9	15	...	2	...	...	(1)	784	...	...	...	784
	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,856	381	83	287	30	58	80	...	149	1,624	...	(1)	4,548	...	...	...	4,548
	Office national des tranports	29,816	1,990	346	1,939	143	500	988	...	1,321	783,940	...	7	820,890	...	...	...	820,890
	Total du ministère	**1,225,933**	**123,397**	**10,905**	**411,375**	**19,848**	**129,191**	**175,190**	**103,206**	**198,580**	**1,009,877**	**...**	**824,936**	**4,232,438**	**1,056,410**	**157,217**	**1,213,627**	**3,018,811**
29	Travail																	
	Département	126,096	4,367	1,590	18,834	332	769	1,505	...	1,663	145,858	...	596	301,610	46,675	295	46,970	254,640
	Conseil canadien des relations du travail	6,769	834	72	431	166	106	159	...	104	...	...	11	8,652	...	...	...	8,652
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7,122	824	454	1,005	74	226	311	...	261	...	...	(1)	10,277	1,540	149	1,689	8,588
	Total du ministère	**139,987**	**6,025**	**2,116**	**20,270**	**572**	**1,101**	**1,975**	**...**	**2,028**	**145,858**	**...**	**607**	**320,539**	**48,215**	**444**	**48,659**	**271,880**

30 Travaux publics																	
Département	432,700	35,692	6,450	571,952	1,080,522	367,592	314,829	568,965	28,318	341,629	...	772,016	4,520,665	227,459	2,917,094	3,144,553	1,376,112
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,978,850	1,978,850	...	...	...	1,978,850
Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	90,072	90,072	...	...	...	90,072
Total du ministère	**432,700**	**35,692**	**6,450**	**571,952**	**1,080,522**	**367,592**	**314,829**	**568,965**	**28,318**	**341,629**	**...**	**2,840,938**	**6,589,587**	**227,459**	**2,917,094**	**3,144,553**	**3,445,034**
Total des dépenses ministérielles	**18,723,239**	**2,195,048**	**547,314**	**4,020,202**	**1,715,758**	**1,644,756**	**2,768,250**	**1,369,956**	**3,277,813**	**58,904,845**	**42,791,648**	**8,245,823**	**146,204,652**	**2,497,290**	**5,641,950**	**8,139,240**	**138,065,412**

(1) Moins de $500.
(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume II (partie II).
(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume II (partie II).
(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume II (partie II).
(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 8 du volume II (partie II).

TABLEAU 3a

Sommaire général
Récapitulation des dépenses concernant les tiers par article courant

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec les dépenses concernant les tiers rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, la provision pour évaluation, les dépenses des sociétés d'État consolidées et l'élimination des dépenses internes du gouvernement. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	TOTAL DES DÉPENSES	Moins: Dépenses internes		TOTAL DES DÉPENSES concernant les tiers
						À valoir sur les recettes	À valoir sur les crédits	
Personnel	18,723,239	(327,852)	...	...	18,395,387	...	10,921	18,384,466
Transports et communications	2,195,048	...	...	...	2,195,048	7,876	256,018	1,931,154
Information	547,314	...	...	...	547,314	7,516	244,292	295,506
Services professionnels et spéciaux	4,020,202	...	...	...	4,020,202	30,588	994,225	2,995,389
Location	1,715,758	...	...	...	1,715,758	20,721	673,513	1,021,524
Achat de services de réparation et d'entretien	1,644,756	...	...	...	1,644,756	7,780	252,875	1,384,101
Services publics, fournitures et approvisionnements	2,768,250	...	...	...	2,768,250	8,078	262,585	2,497,587
Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	1,369,956	...	...	...	1,369,956	15,311	497,661	856,984
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	3,277,813	...	...	...	3,277,813	1,198	38,948	3,237,667
Paiements de transfert	58,904,845	15,010,135	(434,000)	...	73,480,980	4,594	149,298	73,327,088
Service de la dette publique	42,791,648	(254,355)	...	...	42,537,293	...	...	42,537,293
Autres subventions et paiements	8,245,823	(1,808,384)	(1,291,000)	783,706	5,930,145	67,583	1,001,309	4,861,253
Total des dépenses brutes	146,204,652	12,619,544	(1,725,000)	783,706	157,882,902	171,245	4,381,645	153,330,012
Moins: recettes créditées aux dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...
Provenant de tiers	2,497,290	...	...	...	2,497,290	...	...	2,497,290
Internes du gouvernement	5,641,950	...	...	...	5,641,950	(171,245)	5,641,950	171,245
Recettes des sociétés d'État consolidées	...	...	...	861,837	861,837	...	...	861,837
Compte d'assurance chômage	...	1,260,305	...	...	(1,260,305)	...	(1,260,305)	...
Dépenses internes du gouvernement	...	...	...	...	...	171,245	...	(171,245)
	8,139,240	1,260,305	...	861,837	7,740,772	...	4,381,645	3,359,127
Total des dépenses nettes	**138,065,412**	**13,879,849**	**(1,725,000)**	**(78,131)**	**150,142,130**	**171,245**	**...**	**149,970,885**

TABLEAU 4

Sommaire général
Recettes ministérielles par catégorie principale

Le tableau 4 présente les recettes par catégorie principale pour chaque ministère tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits. Le tableau divulgue également les recettes internes du gouvernement.

Dans ce tableau, les recettes provenant de tiers représentent les recettes ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes du gouvernement représentent les recettes découlant d'opérations entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

La colonne "Total des recettes brutes" représente les recettes provenant de toutes sources, y compris les recettes à valoir sur les crédits. La colonne "Recettes internes du gouvernement" représente les recettes fiscales et non fiscales internes du gouvernement. La colonne "Total des recettes nettes" représente les recettes fiscales et non fiscales de sources externes et internes, non compris les recettes à valoir sur les crédits. Cette dernière divulgue le total des recettes ministérielles rapporté à l'état des "Recettes" dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des recettes ministérielles nettes avec les recettes provenant de tiers rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

			Recettes non fiscales										Recettes à valoir sur les crédits				
Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
2	**Affaires extérieures**																
	Département	(1)	2,288	427	36,871	13,230	413	...	...	8,171	61,400	61,400	31,602	658	32,260	93,660	5,084
	Agence canadienne de développement international	...	2,768	336	...	3,181	...	...	...	514	6,799	6,799	...	...	...	6,799	...
	Secrétariat canadien	(1)	...	...	...	2	...	...	...	75	77	77	...	...	...	77	...
	Société pour l'expansion des exportations	...	33,059	...	...	...	...	...	...	17,114	50,173	50,173	...	...	...	50,173	...
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	1	...	...	...	1,148	1,149	1,149	...	...	...	1,149	1
	Total du ministère	...	**38,115**	**763**	**36,871**	**16,414**	**413**	...	...	**27,022**	**119,598**	**119,598**	**31,602**	**658**	**32,260**	**151,858**	**5,085**
3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**20**	**14,300**	**798**	**21,124**	**5,589**	**1,014**	...	...	**799**	**43,624**	**43,644**	...	...	...	**43,644**	**595**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**2**	**8,765**	**1,643**	...	**3,652**	**1,047**	...	...	**24**	**15,131**	**15,133**	...	...	...	**15,133**	**2**

ABLEAU 4

mmaire général
cettes ministérielles par catégorie principale—*Suite*
milliers de dollars)

			Recettes non fiscales										Recettes à valoir sur les crédits				
ion	Département ou organisme	Recettes fiscales	Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
5	**Agriculture**																
	Département	423	396,875	64,516	3,624	22,514	32,843	...	...	2,767	523,139	523,562	15,810	...	15,810	539,372	164
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
	Office canadien des provendes	...	...	...	...	70	(1)	...	...	...	70	70	...	...	...	70	1
	Total du ministère	**423**	**396,875**	**64,516**	**3,624**	**22,585**	**32,843**	...	...	**2,767**	**523,210**	**523,633**	**15,810**	...	**15,810**	**539,443**	**165**
6	**Anciens combattants**	**9**	**4,104**	**35,042**	...	**11,984**	**1,573**	...	...	**178**	**52,881**	**52,890**	...	...	...	**52,890**	**15**
7	**Approvisionnements et Services**	**307**	**35,375**	**33**	...	**1,723**	**15,072**	...	...	**18,630**	**70,833**	**71,140**	**23,361**	**827,398**	**850,759**	**921,899**	**20,385**
8	**Communications**																
	Département	210	1,501	2,050	103,784	1,025	18	...	...	219	108,597	108,807	14,633	207,563	222,196	331,003	3,473
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	1,783	...	...	...	...	1,783	1,783	...	...	...	1,783	...
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	114	...	...	...	...	114	114	...	...	...	114	...
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	67,204	20	...	...	...	36	67,260	67,260	...	...	...	67,260	...
	Archives nationales du Canada	2	...	122	...	408	...	...	...	1	531	533	...	...	...	533	239
	Office national du film	33	...	...	...	...	...	...	...	...	...	33	7,047	2,314	9,361	9,394	...
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	(42)	...	84	...	...	...	...	42	42	...	...	...	42	...
	Bibliothèque nationale	2	...	1,788	...	37	...	...	...	10	1,835	1,837	...	...	...	1,837	1,151
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	17	...	...	...	...	17	17	...	...	...	17	5
	Musées nationaux du Canada	...	...	1,531	...	370	...	...	...	1	1,902	1,902	1,132	...	1,132	3,034	...
	Total du ministère	**247**	**1,501**	**5,449**	**170,988**	**3,858**	**18**	...	...	**267**	**182,081**	**182,328**	**22,812**	**209,877**	**232,689**	**415,017**	**4,868**
9	**Conseil du Trésor**																
	Secrétariat	77	...	1	...	3,636	...	...	...	8,598	12,235	12,312	...	59,539	59,539	71,851	2,588
	Contrôleur général	...	...	(1)	...	133	...	...	...	9	142	142	...	...	...	142	62
	Total du ministère	**77**	...	**1**	...	**3,769**	...	...	...	**8,607**	**12,377**	**12,454**	...	**59,539**	**59,539**	**71,993**	**2,650**

10	**Conseil privé**																
	Département	(1)	...	...	...	403	...	...	...	8	411	411	...	...	...	411	109
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	19	(1)	...	...	1,837	1,856	1,856	...	...	...	1,856	1
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	104	...	...	...	16	120	120	...	...	...	120	38
	Directeur général des élections	(1)	...	...	...	273	52	...	...	139	464	464	...	...	...	464	208
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	19	...	...	...	...	19	19	...	...	...	19	16
	Conseil économique du Canada	...	...	...	...	15	...	...	...	4	19	19	...	...	...	19	...
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	65	...	...	...	234	299	299	...	...	...	299	...
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	56	...	...	...	(1)	56	56	...	...	...	56	11
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
	Total du ministère	(1)	...	...	...	955	52	...	...	2,238	3,245	3,245	...	...	...	3,245	383
11	**Consommateurs et Sociétés**																
	Département	59	...	3	71,089	1,429	...	...	...	83	72,604	72,663	...	...	...	72,663	131
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	(1)	...	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	190	...	2	...	...	...	...	192	192	...	...	...	192	1
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	(1)	...	15	...	...	...	...	15	15	...	...	...	15	2
	Commission de révision des marchés publics	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	1
	Total du ministère	59	...	193	71,089	1,448	...	...	...	83	72,813	72,872	...	...	...	72,872	135
12	**Défense nationale**	84	13,158	...	...	63,725	...	...	...	5,335	82,218	82,302	346,655	14,161	360,816	443,118	...
13	**Diversification de l'economie de l'Ouest canadien**	...	488	1,156	...	10,363	...	...	...	116	12,123	12,123	...	...	...	12,123	7
14	**Emploi et immigration**																
	Département/Commission	1	536	39,102	...	12,203	...	...	...	10,351	62,192	62,193	...	1,267,692	1,267,692	1,329,885	1,833
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	271	42	...	...	(1)	313	313	...	...	...	313	107
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	6	...	...	...	(1)	6	6	...	...	...	6	...
	Total du ministère	1	536	39,102	...	12,480	42	...	...	10,351	62,511	62,512	...	1,267,692	1,267,692	1,330,204	1,940

TABLEAU 4

Sommaire général
Recettes ministérielles par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
15	**Énergie, Mines et Ressources**																
	Département	64	105,134	5,548	4,097	105,016	6,263	...	...	27,409	253,467	253,531	895	3,221	4,116	257,647	1,379
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	36,933	31	75	...	...	...	1	37,040	37,040	...	...	...	37,040	48
	Office national de l'énergie	...	...	22	...	86	1	...	...	62	171	171	...	...	...	171	36
	Total du ministère	**64**	**105,134**	**42,503**	**4,128**	**105,177**	**6,264**	**...**	**...**	**27,472**	**290,678**	**290,742**	**895**	**3,221**	**4,116**	**294,858**	**1,463**
16	**Environnement**	**130**	**...**	**6,399**	**36,264**	**4,505**	**1,900**	**...**	**...**	**1,005**	**50,073**	**50,203**	**...**	**37,750**	**37,750**	**87,953**	**355**
17	**Finances**																
	Département	...	5,944,658	43	...	1,569	11	110,587	...	19,814	6,076,682	6,076,682	...	6,035	6,035	6,082,717	10,171
	Vérificateur général	2	...	371	...	82	...	...	...	31	484	486	...	...	...	486	115
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	5	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5	5
	Bureau du surintendant des institutions financières	1,099	...	...	...	14	...	...	...	...	14	1,113	36,825	...	36,825	37,938	...
	Privatisation et affaires réglementaires	...	14,966	(1)	...	314	...	...	...	21	15,301	15,301	...	...	...	15,301	134
	Total du ministère	**1,101**	**5,959,624**	**414**	**...**	**1,984**	**11**	**110,587**	**...**	**19,866**	**6,092,486**	**6,093,587**	**36,825**	**6,035**	**42,860**	**6,136,447**	**10,425**
18	**Forêts**	(1)	**...**	**...**	**85**	**463**	**87**	**...**	**...**	**1**	**636**	**636**	**43**	**612**	**655**	**1,291**	**...**
19	**Gouverneur général**	**1**	**...**	**...**	**...**	**63**	**...**	**...**	**...**	**...**	**63**	**64**	**...**	**...**	**...**	**64**	**...**
20	**Industrie, Sciences et Technologie**																
	Département	...	88,491	6,095	...	71,492	...	...	...	876	166,954	166,954	...	...	...	166,954	340
	Agence spatiale canadienne	...	...	756	...	583	...	...	...	2	1,341	1,341	...	...	...	1,341	627
	Investissement Canada	...	...	(1)	...	41	...	...	...	...	41	41	...	...	...	41	...
	Conseil national de recherches du Canada	130	...	...	...	1,721	...	...	...	43	1,764	1,894	21,144	5,084	26,228	28,122	(3)

	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	478	...	...	...	(1)	478	478	...	...	...	478	(4)
	Conseil des sciences du Canada	...	...	...	...	17	...	...	...	...	17	17	...	...	...	17	1
	Statistique Canada	68	...	...	...	437	...	...	...	206	643	711	12,325	18,682	31,007	31,718	335
	Total du ministère	**198**	**88,491**	**6,851**	**...**	**74,769**	**...**	**...**	**...**	**1,127**	**171,238**	**171,436**	**33,469**	**23,766**	**57,235**	**228,671**	**1,296**
21	Justice																
	Département	10	...	763	...	7,019	...	...	...	1,219	9,001	9,011	...	...	...	9,011	225
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	8	...	...	...	83	91	91	...	...	...	91	70
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	...	...	...	5,952	5,952	5,952	...	...	...	5,952	...
	Cour fédérale du Canada	...	...	616	...	28	...	...	...	(1)	644	644	...	...	...	644	148
	Commission de réforme du droit du Canada	...	...	...	...	6	...	...	...	...	6	6	...	...	...	6	...
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	(1)	...	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	(1)	1
	Cour suprême du Canada	(1)	...	26	...	92	87	...	...	62	267	267	...	...	...	267	62
	Cour canadienne de l'impôt	...	...	44	...	23	5	...	...	...	72	72	...	...	...	72	1
	Total du ministère	**10**	**...**	**1,449**	**...**	**7,176**	**92**	**...**	**...**	**7,316**	**16,033**	**16,043**	**...**	**...**	**...**	**16,043**	**507**
22	Parlement																
	Sénat	(1)	...	7	...	58	3	...	...	49	117	117	...	...	...	117	43
	Chambre des communes	3	...	...	(1)	594	...	...	...	1,765	2,359	2,362	...	...	...	2,362	206
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	2	...	...	...	47	49	49	...	...	...	49	1
	Total du ministère	**3**	**...**	**7**	**...**	**654**	**3**	**...**	**...**	**1,861**	**2,525**	**2,528**	**...**	**...**	**...**	**2,528**	**250**
23	Pêches et Océans	**64**	**7,781**	**705**	**22,589**	**2,595**	**3,286**	**...**	**...**	**7,082**	**44,038**	44,102	**...**	**...**	**...**	**44,102**	**426**
24	Revenu national																
	Douanes et Accise	26,802,055	172	8,550	353	2,837	1,196	...	...	25,261	38,369	26,840,424	...	...	...	26,840,424	4,779
	Impôt	70,378,443	...	7,299	...	7,223	18	...	...	4,461	19,001	70,397,444	53,187	44,405	97,592	70,495,036	5,439
	Total du ministère	**97,180,498**	**172**	**15,849**	**353**	**10,060**	**1,214**	**...**	**...**	**29,722**	**57,370**	97,237,868	**53,187**	**44,405**	**97,592**	**97,335,460**	**10,218**

TABLEAU 4

Sommaire général
Recettes ministérielles par catégorie principale—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
25	**Santé nationale et Bien-être social**																
	Département	4	...	30,899	8	5,829	226	...	...	54,889	91,851	91,855	65,017	...	65,017	156,872	1,809
	Conseil de recherches médicales	...	...	...	...	148	...	...	...	(1)	148	148	...	...	...	148	...
	Total du ministère	**4**	**...**	**30,899**	**8**	**5,977**	**226**	**...**	**...**	**54,889**	**91,999**	**92,003**	**65,017**	**...**	**65,017**	**157,020**	**1,809**
26	**Secrétariat d'État**																
	Département	1	...	...	...	2,840	...	...	...	80,103	82,943	82,944	...	...	...	82,944	1,523
	Centre canadien de gestion	(1)	...	4	...	15	...	...	...	...	19	19	...	...	...	19	7
	Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	...	...	...	6,954	2,592	...	...	...	199	9,745	9,745	...	...	...	9,745	...
	Commission de la fonction publique	2	...	119	...	450	...	...	...	171	740	742	637	23,260	23,897	24,639	360
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	...	417	...	...	...	...	417	417	...	...	...	417	...
	Total du ministère	**3**	**...**	**123**	**6,954**	**6,314**	**...**	**...**	**...**	**80,473**	**93,864**	**93,867**	**637**	**23,260**	**23,897**	**117,764**	**1,890**
27	**Solliciteur général**																
	Département	...	...	(1)	...	586	...	...	...	...	586	586	...	...	...	586	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	385	...	...	...	45	430	430	...	...	...	430	151
	Service correctionnel	108	...	1,238	607	2,385	21,803	...	...	409	26,442	26,550	...	...	...	26,550	9,091
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	8	...	...	...	(1)	8	8	...	...	...	8	...
	Gendarmerie royale du Canada	93	37	2	4,925	13,643	6,476	...	...	474	25,557	25,650	534,893	48,821	583,714	609,364	1,520
	Total du ministère	**201**	**37**	**1,240**	**5,532**	**17,007**	**28,279**	**...**	**...**	**928**	**53,023**	**53,224**	**534,893**	**48,821**	**583,714**	**636,938**	**10,762**

28 Transports																
Département	4,751	186,446	354	1,011	11,140	79	...	...	27,491	226,521	231,272	1,056,410	157,217	1,213,627	1,444,899	840
Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	...	...	...	...	6	6	6	...	...	...	6	...
Administrateur de l'Office du transport du grain	11	...	...	1,939	24	4	...	...	...	1,967	1,978	...	...	...	1,978	5
Office national des transports	...	...	(1)	(1)	507	1	...	...	(1)	508	508	...	...	...	508	49
Total du ministère	**4,762**	**186,446**	**354**	**2,950**	**11,671**	**84**	...	...	**27,497**	**229,002**	**233,764**	**1,056,410**	**157,217**	**1,213,627**	**1,447,391**	**894**
29 Travail																
Département	...	...	43	...	333	...	...	...	87	463	463	46,675	295	46,970	47,433	138
Conseil canadien des relations du travail	(1)	...	...	...	2	9	...	...	1	12	12	...	...	...	12	...
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	13	...	...	...	1	...	...	...	...	1	14	1,540	149	1,689	1,703	...
Total du ministère	**13**	...	**43**	...	**336**	**9**	...	...	**88**	**476**	**489**	**48,215**	**444**	**48,659**	**49,148**	**138**
30 Travaux publics																
Département	534	176	...	5,276	986	42,895	...	...	33,193	82,526	83,060	227,459	2,917,094	3,144,553	3,227,613	26,999
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	771,869	...	...	14,132	...	...	...	29,938	815,939	815,939	...	...	...	815,939	...
Total du ministère	**534**	**772,045**	...	**5,276**	**15,118**	**42,895**	...	...	**63,131**	**898,465**	**898,999**	**227,459**	**2,917,094**	**3,144,553**	**4,043,552**	**26,999**
Total des recettes ministérielles	**97,188,815**	**7,632,947**	**255,532**	**387,835**	**422,414**	**136,424**	**110,587**	...	**398,875**	**9,344,614**	**106,533,429**	**2,497,290**	**5,641,950**	**8,139,240**	**114,672,669**	**103,662**

(1) Moins de $500.
(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 11 du volume II (partie II).

TABLE 4a

Sommaire général
Récapitulation des recettes provenant de tiers par catégorie principale

Le tableau 4a concilie le total des recettes ministérielles nettes (tableau 4) avec les recettes provenant de tiers rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes et dépenses à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les recettes des comptes à fins déterminées consolidés, le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, le couru des recettes non fiscales, et l'élimination des recettes internes du gouvernement. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des recettes ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés[1]	Recettes internes	RECETTES NETTES provenant de tiers	Recettes à valoir sur les crédits	Sociétés d'État consolidées	RECETTES BRUTES provenant de tiers
RECETTES FISCALES—							
Impôt sur le revenu—							
Des particuliers	57,600,786	...	...	57,600,786	...	...	57,600,786
Des sociétés	11,726,220	...	...	11,726,220	...	...	11,726,220
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	...	12,706,436	...	12,706,436	...	...	12,706,436
Des non résidents	1,372,055	...	...	1,372,055	...	...	1,372,055
	70,699,061	*12,706,436*	...	*83,405,497*	...	...	*83,405,497*
Taxes et droits d'accise—							
Taxe sur les produits et services	2,573,728	...	...	2,573,728	...	...	2,573,728
Taxe de vente	13,693,813	...	(63,507)	13,630,306	...	...	13,630,306
Droits de douane à l'importation	4,004,877	...	(3,963)	4,000,914	...	...	4,000,914
Droits d'accise	2,146,630	...	...	2,146,630	...	...	2,146,630
Autres taxes et droits d'accise	1,319,878	...	(113)	1,319,765	488,419	...	1,808,184
Taxes en matière d'énergie—							
Taxes d'accise—Essence	2,241,364	232	...	2,241,596	...	...	2,241,596
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	(658)	...	...	(658)	868	...	210
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	230,944	...	...	230,944	...	...	230,944
	26,210,576	*232*	*(67,583)*	*26,143,225*	*489,287*	...	*26,632,512*
Autres recettes fiscales	279,178	...	...	279,178	...	...	279,178
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**97,188,815**	**12,706,668**	**(67,583)**	**109,827,900**	**489,287**	**...**	**110,317,187**
RECETTES NON FISCALES—							
Produits de placements	7,632,947	(817,498)	(8,130)	6,807,319	26,157	24,263	6,857,739
Produits des ventes	136,424	...	(10,528)	125,896	199,871	...	325,767
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	422,414	...	(18,630)	403,784	1,447	...	405,231
Privilèges, licences et permis	387,835	...	(3,307)	384,528	303,616	...	688,144
Rémunérations de services	255,532	...	(6,037)	249,495	1,241,025	...	1,490,520
Monnaie canadienne	110,587	...	...	110,587	...	...	110,587
Autres recettes non fiscales	398,875	1,101,940	(57,030)	1,443,785	235,887	837,574	2,517,246
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	**9,344,614**	**284,442**	**(103,662)**	**9,525,394**	**2,008,003**	**861,837**	**12,395,234**
TOTAL DES RECETTES	**106,533,429**	**12,991,110**	**(171,245)**	**119,353,294**	**2,497,290**	**861,837**	**122,712,421**

[1] Comprend aussi le redressement au Compte du fonds des changes et le couru des recettes non fiscales.

TABLEAU 5

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du "Sommaire du ministère" dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires extérieures**					
14,381	1,104,323	32,558	31,716	1,182,978		Département	1,150,528	19,353	...	13,097	1,071,348
...	15,157	...	...	15,157		Corporation commerciale canadienne	14,917	240	...	...	17,089
...	5,000	...	...	5,000		Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	5,000	...	...	...	5,000
...	2,152,652	63,380	13,004	2,229,036		Agence canadienne de développement international	2,197,620	31,416	...	...	2,659,278
...	2,343	...	...	2,343		Secrétariat canadien	1,101	1,242	...	...	1,030
...	185,000	...	(8,876)	176,124		Société pour l'expansion des exportations	176,124	...	...	...	110,845
...	12,300	...	...	12,300		Centre international d'exploitation des océans	12,200	100	...	...	10,100
...	114,300	...	...	114,300		Centre de recherches pour le développement international	114,130	170	...	...	108,500
...	4,641	329	269	5,239		Commission mixte internationale	5,050	189	...	...	4,993
14,381	**3,595,716**	**96,267**	**36,113**	**3,742,477**		**Total du ministère**	**3,676,670**	**52,710**	**...**	**13,097**	**3,988,183**
34,321	**3,522,361**	**122,946**	**8,197**	**3,687,825**	3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**3,651,730**	**1,836**	**...**	**34,259**	**3,372,872**
					4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**					
...	329,389	(1)	(5,089)	324,300		Département	269,042	55,258	...	...	317,735
...	10,600	...	...	10,600		Société d'expansion du Cap-Breton	10,560	40	...	...	7,300
...	**339,989**	(1)	**(5,089)**	**334,900**		**Total du ministère**	**279,602**	**55,298**	**...**	**...**	**325,035**

TABLEAU 5

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Suremployées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					5	Agriculture					
25,643	1,934,353	818,568	(225,742)	2,552,822		Département	2,452,878	74,929	...	25,015	2,501,119
...	3,711	...	...	3,711		Commission canadienne du lait	3,642	69	...	...	3,874
...	19,904	(1)	...	19,904		Office canadien des provendes	18,777	1,127	...	...	18,285
...	...	200,000	(200,000)	(1)		Société du crédit agricole	...	(1)	...	...	...
25,643	**1,957,968**	**1,018,568**	**(425,742)**	**2,576,437**		**Total du ministère**	**2,475,297**	**76,125**	**...**	**25,015**	**2,523,278**
...	**1,772,792**	**60,000**	**28,476**	**1,861,268**	6	Anciens combattants	**1,826,005**	**35,263**	**...**	**...**	**1,710,646**
202,536	**628,461**	**27,315**	**(42,585)**	**815,727**	7	Approvisionnements et Services	**601,303**	**1,207**	**...**	**213,217**	**628,553**
					8	Communications					
32,152	310,851	38,885	15,300	397,188		Département	364,041	1,052	...	32,095	314,424
...	104,204	...	...	104,204		Conseil des Arts du Canada	104,204	...	...	...	103,503
...	1,017,504	60,926	...	1,078,430		Société Radio-Canada	1,078,430	...	...	...	981,375
...	145,595	...	...	145,595		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,132	463	...	...	145,595
...	...	2,269	29,343	31,612		Musée canadien des civilisations	30,649	963	...	...	...
...	...	1,921	12,644	14,565		Musée canadien de la nature	14,997	...	(432)	...	...
...	35,404	...	309	35,713		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	34,799	914	...	...	31,101
...	59,614	3,455	3,049	66,118		Archives nationales du Canada	64,501	1,617	...	...	61,284
...	18,979	1,321	...	20,300		Société du Centre national des Arts	20,024	276	...	...	17,891
2,964	75,679	...	514	79,157		Office national du film	74,922	1,257	...	2,978	71,275
...	...	1,643	25,775	27,418		Musée des beaux-arts du Canada	22,358	2,212	...	2,848	...
...	38,149	...	2,618	40,767		Bibliothèque nationale	39,681	1,086	...	...	38,550
...	...	2,927	12,152	15,079		Musée national des sciences et de la technologie	14,844	38	...	197	...
1,957	105,170	...	(85,012)	22,115		Musées nationaux du Canada	23,869	...	(1,754)	...	122,700
37,073	**1,911,149**	**113,347**	**16,692**	**2,078,261**		**Total du ministère**	**2,032,451**	**9,878**	**(2,186)**	**38,118**	**1,887,698**

					9	Conseil du Trésor					
...	1,486,238	32,687	(768,139)	750,786		Secrétariat	544,908	205,878	...	...	487,123
...	17,369	...	841	18,210		Contrôleur général	18,185	25	...	...	15,952
...	**1,503,607**	**32,687**	**(767,298)**	**768,996**		**Total du ministère**	**563,093**	**205,903**	...	...	**503,075**
					10	Conseil privé					
...	54,567	55,605	1,578	111,750		Département	102,674	9,076	...	...	60,953
...	3,164	242	67	3,473		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,413	60	...	...	3,330
...	27,765	153	189	28,107		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	27,398	709	...	...	...
...	4,138	8,956	(190)	12,904		Directeur général des élections	12,856	48	...	...	22,586
...	12,618	41	434	13,093		Commissaire aux langues officielles	13,058	35	...	...	12,713
...	10,320	...	78	10,398		Conseil économique du Canada	10,278	120	...	...	9,690
...	557	...	...	557		Administration du pipe-line du Nord	317	240	...	...	202
...	10,052	...	384	10,436		Commission des relations de travail dans la fonction publique	10,288	148	...	...	9,990
...	1,505	...	...	1,505		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,404	101	...	...	1,399
...	**124,686**	**64,997**	**2,540**	**192,223**		**Total du ministère**	**181,686**	**10,537**	...	...	**120,863**
					11	Consommateurs et Sociétés					
...	175,312	4,201	7,749	187,262		Département	184,754	2,508	...	...	177,892
...	1,858	...	...	1,858		Tribunal de la concurrence	1,134	724	...	...	1,245
...	1,079	...	...	1,079		Commission du droit d'auteur	947	132	...	...	843
...	...	19,496	...	19,496		Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services	15,251	4,245	...	...	...
...	1,795	...	...	1,795		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,105	690	...	...	1,328
...	3,070	240	...	3,310		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3,124	186	...	...	2,590
...	1,297	...	...	1,297		Commission de révision des marchés publics	1,142	155	...	...	1,067
...	5,646	357	...	6,003		Conseil canadien des normes	5,951	52	...	...	7,564
...	**190,057**	**24,294**	**7,749**	**222,100**		**Total du ministère**	**213,408**	**8,692**	...	...	**192,529**
					12	Défense nationale					
...	12,005,001	350,000	(22,150)	12,332,851		Département	12,260,457	72,394	...	...	11,559,776
...	19,484	10,245	59	29,788		Protection civile Canada	29,232	556	...	...	23,074
...	**12,024,485**	**360,245**	**(22,091)**	**12,362,639**		**Total du ministère**	**12,289,689**	**72,950**	...	...	**11,582,850**
					13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
...	**285,999**	...	**(5,259)**	**280,740**			**188,676**	**92,064**	...	...	**137,468**

TABLEAU 5

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					14	**Emploi et Immigration**					
...	5,167,725	(1,477,047)	202,224	3,892,902		Département/Commission	3,741,003	151,899	...	...	4,755,796
...	3,540	...	14	3,554		Conseil consultatif sur la situation de la femme	3,475	79	...	...	3,384
...	61,788	18,112	484	80,384		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	69,256	11,128	...	...	51,957
...	4,000	633	120	4,753		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	4,753	(1)	...	...	3,651
...	**5,237,053**	**(1,458,302)**	**202,842**	**3,981,593**		**Total du ministère**	**3,818,487**	**163,106**	**...**	**...**	**4,814,788**
					15	**Énergie, Mines et Ressources**					
228,753	914,654	10,097	477,141	1,630,645		Département	831,068	597,515	...	202,062	850,039
...	35,024	(1)	200	35,224		Commission de contrôle de l'énergie atomique	34,809	415	...	...	28,542
...	135,141	32,500	...	167,641		Énergie atomique du Canada, Limitée	167,456	185	...	...	205,640
...	25,555	...	205	25,760		Office national de l'énergie	23,629	2,131	...	...	23,581
...	53,000	...	...	53,000		La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	43,000	10,000	...	...	49,300
228,753	**1,163,374**	**42,597**	**477,546**	**1,912,270**		**Total du ministère**	**1,099,962**	**610,246**	**...**	**202,062**	**1,157,102**
...	**972,899**	**78,335**	**66,823**	**1,118,057**	**16**	**Environnement**	**1,075,370**	**42,687**	**...**	**...**	**931,329**
					17	**Finances**					
71,504	49,518,540	1,917,709	(47,357)	51,460,396		Département	51,388,139	753	...	71,504	47,573,966
...	56,160	...	390	56,550		Vérificateur général	56,319	231	...	...	52,614
...	7,421	756	1,287	9,464		Tribunal canadien du commerce extérieur	9,457	7	...	...	9,708
38,299	3,140	453	487	42,379		Bureau du surintendant des institutions financières	3,776	13	...	38,590	6,249
...	10,074	...	49	10,123		Privatisation et affaires réglementaires	7,957	2,166	...	...	8,554
109,803	**49,595,335**	**1,918,918**	**(45,144)**	**51,578,912**		**Total du ministère**	**51,465,648**	**3,170**	**...**	**110,094**	**47,651,091**
...	**159,299**	**11,059**	**6,617**	**176,975**	**18**	**Forêts**	**176,535**	**811**	**(371)**	**...**	**233,156**

...	10,530	...	993	11,523	19	**Gouverneur général**	10,981	542	...	...	10,829
					20	**Industrie, Sciences et Technologie**					
...	1,069,078	43,200	(494)	1,111,784		Département	1,002,883	108,901	...	...	1,170,121
...	799	1,000	...	1,799		Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,799	...	...	...	799
...	112,144	16,439	126	128,709		Agence spatiale canadienne	126,753	1,956	...	...	54,617
...	32,000	...	...	32,000		Société de développement du Cap-Breton	31,910	90	...	...	53,963
...	15,273	...	812	16,085		Banque fédérale de développement	15,838	247	...	...	34,189
...	9,883	...	245	10,128		Investissement Canada	10,125	3	...	...	9,509
...	433,808	119,700	30,010	583,518		Conseil national de recherches du Canada	552,006	31,512	...	...	503,086
...	423,307	42,820	633	466,760		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	466,242	518	...	...	391,995
...	3,221	...	...	3,221		Conseil des sciences du Canada	3,161	60	...	...	3,040
...	288,491	5,045	11,186	304,722		Statistique Canada	299,387	5,335	...	...	244,909
...	148,500	(1)	...	148,500		Société canadienne des postes	148,500	(1)	...	...	184,500
...	**2,536,504**	**228,204**	**42,518**	**2,807,226**		**Total du ministère**	**2,658,604**	**148,622**	...	...	**2,650,728**
					21	**Justice**					
...	382,181	44,374	5,784	432,339		Département	432,594	1,736	(1,991)	...	398,519
...	14,822	1,813	422	17,057		Commission canadienne des droits de la personne	16,910	147	...	...	14,027
...	157,055	848	1,254	159,157		Commissaire à la magistrature fédérale	159,154	3	...	...	147,190
...	18,123	2,142	116	20,381		Cour fédérale du Canada	20,042	339	...	...	15,977
...	4,841	...	225	5,066		Commission de réforme du droit du Canada	4,781	285	...	...	4,764
...	6,324	...	48	6,372		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	6,327	45	...	...	5,751
...	14,395	57	74	14,526		Cour suprême du Canada	14,478	48	...	...	13,199
...	8,211	852	134	9,197		Cour canadienne de l'impôt	9,017	180	...	...	7,465
...	**605,952**	**50,086**	**8,057**	**664,095**		**Total du ministère**	**663,303**	**2,783**	**(1,991)**	...	**606,892**
					22	**Parlement**					
...	40,101	2,527	1,105	43,733		Sénat	43,496	237	...	...	35,691
...	216,500	...	5,153	221,653		Chambre des communes	219,080	2,573	...	...	205,357
...	14,997	...	969	15,966		Bibliothèque du Parlement	15,648	318	...	...	14,293
...	**271,598**	**2,527**	**7,227**	**281,352**		**Total du ministère**	**278,224**	**3,128**	...	...	**255,341**
...	**724,707**	**43,139**	**23,494**	**791,340**	23	**Pêches et Océans**	**789,667**	**1,673**	...	...	**727,737**
					24	**Revenu national**					
...	549,053	372,834	23,081	944,968		Douanes et Accise	927,245	17,723	...	...	607,819
...	1,090,134	68,798	41,866	1,200,798		Impôt	1,184,077	16,721	...	...	1,050,450
...	**1,639,187**	**441,632**	**64,947**	**2,145,766**		**Total du ministère**	**2,111,322**	**34,444**	...	...	**1,658,269**

TABLEAU 5

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					25	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	33,681,142	(359,061)	35,950	33,358,031		Département	33,349,400	8,631	...	...	31,639,674
...	221,633	20,010	282	241,925		Conseil de recherches médicales	241,862	63	...	...	202,423
...	**33,902,775**	**(339,051)**	**35,232**	**33,599,956**		**Total du ministère**	**33,591,262**	**8,694**	**...**	**...**	**31,842,097**
					26	**Secrétariat d'État**					
...	3,252,892	(321,057)	(38,194)	2,893,641		Département	2,889,201	4,440	...	...	3,150,768
...	10,739	...	311	11,050		Centre canadien de gestion	10,708	342	...	...	9,951
...	155,027	600	1,358	156,985		Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	114,946	42,039	...	...	369,573
6,220	136,019	4,135	8,404	154,778		Commission de la fonction publique	146,384	2,294	...	6,100	136,230
...	89,123	793	438	90,354		Conseil de recherches en sciences humaines	90,324	30	...	...	81,600
6,220	**3,643,800**	**(315,529)**	**(27,683)**	**3,306,808**		**Total du ministère**	**3,251,563**	**49,145**	**...**	**6,100**	**3,748,122**
					27	**Solliciteur général**					
...	29,883	...	1,961	31,844		Département	30,678	1,166	...	...	28,759
...	189,951	15,374	...	205,325		Service canadien du renseignement de sécurité	204,975	350	...	...	163,893
...	913,622	(1)	38,488	952,110		Service correctionnel	926,504	25,606	...	...	876,195
...	21,970	165	2,113	24,248		Commission nationale des libérations conditionnelles	23,852	396	...	...	22,565
...	1,153,090	500	18,231	1,171,821		Gendarmerie royale du Canada	1,167,917	3,904	...	...	1,067,277
...	1,155	185	35	1,375		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1,357	18	...	...	1,010
...	3,866	...	...	3,866		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,866	(1)	...	...	3,015
...	**2,313,537**	**16,224**	**60,828**	**2,390,589**		**Total du ministère**	**2,359,149**	**31,440**	**...**	**...**	**2,162,714**
					28	**Transports**					
322,457	2,172,279	82,934	120,403	2,698,073		Département	2,192,589	505,484	...	...	2,472,548
...	...	...	...	...		Bureau canadien de la sécurité aérienne	...	...	...	...	17,369
...	987	...	...	987		Tribunal de l'aviation civile	784	203	...	...	[illegible]
...	6,325	...	...	6,325		Administrateur de l'Office du transport du grain	4,548	1,777	...	...	4,098
...	804,029	32,153	(11,628)	824,554		Office national des transports	820,890	3,664	...	...	754,161
322,457	**2,983,620**	**115,087**	**108,775**	**3,529,939**		**Total du ministère**	**3,018,811**	**511,128**	**...**	**...**	**3,249,064**

					29	**Travail**					
...	245,659	10,056	6,931	262,646		Département	254,640	8,006	...	...	231,082
...	8,177	612	130	8,919		Conseil canadien des relations du travail	8,652	267	...	...	8,336
...	5,333	3,486	162	8,981		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	8,588	393	...	...	8,601
...	**259,169**	**14,154**	**7,223**	**280,546**		**Total du ministère**	**271,880**	**8,666**	**...**	**...**	**248,019**
					30	**Travaux publics**					
373,669	1,217,725	139,321	(2,248)	1,728,467		Département	1,376,112	36,734	...	315,621	1,195,470
...	1,883,690	104,300	...	1,987,990		Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,978,850	9,140	...	...	1,735,079
...	89,064	300	708	90,072		Commission de la Capitale nationale	90,072	...	...	...	94,145
373,669	**3,190,479**	**243,921**	**(1,540)**	**3,806,529**		**Total du ministère**	**3,445,034**	**45,874**	**...**	**315,621**	**3,024,694**
1,354,856	**137,067,088**	**3,013,667**	**(128,542)**	**141,307,069**		**Total du gouvernement**	**138,065,412**	**2,288,622**	**(4,548)**	**957,583**	**131,945,022**

(1) Moins de $500.

TABLEAU 6

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du "Sommaire du ministère" dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires extérieures**					
62,720	2,000	(1)	42,877	107,597		Département	1,915	...	...	105,682	2,248
10,000	...	...	...	10,000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10,000	...
2,098,956	14,700	500	1,579,671	3,693,827		Agence canadienne de développement international	258,485	401	...	3,434,941	269,738
7,362,443	214,000	...	68,596	7,645,039		Société pour l'expansion des exportations	65,817	...	...	7,579,222	80,628
9,534,119	**230,700**	**500**	**1,691,144**	**11,456,463**		**Total du ministère**	**326,217**	**401**	...	**11,129,845**	**352,614**
65,918	**17,294**	**9,697**	...	**92,909**	3	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**23,485**	**179**	...	**69,245**	**4,662**
...	**10,000**	...	...	**10,000**	4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	...	**10,000**	...	...	**1,797**
					5	**Agriculture**					
252,237	...	...	...	252,237		Commission canadienne du lait	26,240	...	...	225,997	(25,485)
60,000	...	...	...	60,000		Office canadien des provendes	...	...	...	60,000	...
16,732,563	...	...	5,471,600	22,204,163		Société du crédit agricole	82,279	...	...	22,121,884	(104,469)
17,044,800	...	...	**5,471,600**	**22,516,400**		**Total du ministère**	**108,519**	...	...	**22,407,881**	**(129,954)**
530,332	...	...	...	**530,332**	6	**Anciens combattants**	**(13,701)**	...	...	**544,033**	**(16,878)**
					7	**Approvisionnements et Services**					
...	...	5,000	10,548	15,548		Département	1,120	...	...	14,428	40,000
36,438	...	...	...	36,438		Monnaie royale canadienne	(2,673)	...	...	39,111	(2,673)
36,438	...	**5,000**	**10,548**	**51,986**		**Total du ministère**	**(1,553)**	...	...	**53,539**	**37,327**
40,000	**10**	...	...	**40,010**	8	**Communications**	...	**10**	...	**40,000**	...
58,305	...	**20,000**	...	**78,305**	12	**Défense nationale**	**(131)**	...	...	**78,436**	**4,071**

934	**...**	**(2,800)**	**22,800**	**20,934**	**14**	**Emploi et Immigration**	**(7,448)**	**...**	**...**	**28,382**	**12,197**
					15	**Énergie, Mines et Ressources**					
...	161,524	7,300	...	168,824		Département	142,064	26,760	...	...	56,577
3,857,728	...	...	(3,857,728)	...		Pétro-Canada Limitée	...	...	...	...	...
3,857,728	**161,524**	**7,300**	**(3,857,728)**	**168,824**		**Total du ministère**	**142,064**	**26,760**	**...**	**...**	**56,577**
					17	**Finances**					
3,306,537	93,730	...	172,816	3,573,083		Département	304,825	474	...	3,267,784	273,999
1,625,000	...	...	...	1,625,000		Société d'assurance-dépôts du Canada	(150,000)	...	...	1,775,000	(320,000)
1,239,305	...	...	3,857,728	5,097,033		Privatisation et affaires réglementaires	(27,261)	...	...	5,124,294	(25,389)
6,170,842	**93,730**	**...**	**4,030,544**	**10,295,116**		**Total du ministère**	**127,564**	**474**	**...**	**10,167,078**	**(71,390)**
					20	**Industrie, Sciences et Technologie**					
1,949	800	...	...	2,749		Département	(1)	800	...	1,950	...
42,963	...	...	...	42,963		Société de développement du Cap-Breton	23,963	...	...	19,000	(33,963)
762,444	...	...	25,452	787,896		Banque fédérale de développement	...	...	...	787,896	...
420,000	...	...	...	420,000		Société canadienne des postes	...	...	...	420,000	...
1,227,356	**800**	**...**	**25,452**	**1,253,608**		**Total du ministère**	**23,962**	**800**	**...**	**1,228,846**	**(33,963)**
					23	**Pêches et Océans**					
150	...	...	...	150		Département	...	...	...	150	...
6,000	...	...	...	6,000		Office canadien du poisson salé	(12,600)	...	...	18,600	3,000
7,844	...	...	(4,000)	3,844		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	(9,656)	...	...	13,500	5,656
13,994	**...**	**...**	**(4,000)**	**9,994**		**Total du ministère**	**(22,256)**	**...**	**...**	**32,250**	**8,656**
					27	**Solliciteur général**					
35	...	...	...	35		Service correctionnel	3	...	...	32	2
35	**...**	**...**	**...**	**35**		**Total du ministère**	**3**	**...**	**...**	**32**	**2**
20,000	**...**	**...**	**...**	**20,000**	**28**	**Transports**	**...**	**...**	**...**	**20,000**	**17,260**
...	**...**	**...**	**400**	**400**	**29**	**Travail**	**400**	**...**	**...**	**...**	**...**
					30	**Travaux publics**					
...	...	3,700	...	3,700		Département	3,700	...	...	...	...
4,294,207	(144,000)	...	144,000	4,294,207		Société canadienne d'hypothèques et de logement	141,000	...	...	4,153,207	140,500
4,294,207	**(144,000)**	**3,700**	**144,000**	**4,297,907**		**Total du ministère**	**144,700**	**...**	**...**	**4,153,207**	**140,500**
[illegible]	**[illegible]**	**[illegible]**	**7,534,700**	**50,843,323**		**Total du gouvernement**	**851,825**	**38,634**	**...**	**49,952,774**	**[illegible]**

(1) Moins de $500.

TABLEAU 7

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du "Sommaire du ministère" dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le "Budget des dépenses principal", et les demandes additionnelles sont intitulées "Budget(s) des dépenses supplémentaire(s)". Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations "annuelles" ou "votées". Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations "statutaires" pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations statutaires, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices subséquents sont référées comme des autorisations qui "ne s'annulent pas".

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, dotations en capital et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices précédents sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans									Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements(2)	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	Affaires exterieures					
...	3,219,582	86,267	32,451	3,338,300		Budgétaires—Votées	3,285,590	52,710	...	...	3,075,296
14,381	376,134	10,000	3,662	404,177		Statutaires	391,080	...	...	13,097	912,887
14,381	**3,595,716**	**96,267**	**36,113**	**3,742,477**			**3,676,670**	**52,710**	**...**	**13,097**	**3,988,183**

1,512,656	(1)	500	274,448	1,787,604		Non budgétaires—Votées	246,214	401	...	1,540,989	254,868
8,021,463	230,700	...	1,416,696	9,668,859		Statutaires	80,003	...	...	9,588,856	97,746
9,534,119	**230,700**	**500**	**1,691,144**	11,456,463			326,217	**401**	...	**11,129,845**	**352,614**
					3	**Affaires indiennes et Nord canadien**					
337	3,486,481	122,946	6,663	3,616,427		Budgétaires—Votées	3,614,254	1,836	...	337	3,339,203
33,984	35,880	...	1,534	71,398		Statutaires	37,476	...	...	33,922	33,669
34,321	**3,522,361**	**122,946**	**8,197**	3,687,825			3,651,730	**1,836**	...	**34,259**	**3,372,872**
65,918	15,725	9,697	...	91,340		Non budgétaires—Votées	21,916	179	...	69,245	3,210
...	1,569	...	...	1,569		Statutaires	1,569	...	...	...	1,452
65,918	**17,294**	**9,697**	...	**92,909**			23,485	**179**	...	**69,245**	**4,662**
					4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**					
...	323,936	...	...	323,936		Budgétaires—Votées	268,638	55,298	...	...	315,548
...	16,053	...	(5,089)	10,964		Statutaires	10,964	...	...	...	9,487
...	**339,989**	...	**(5,089)**	**334,900**			**279,602**	**55,298**	...	...	**325,035**
...	**10,000**	...	...	**10,000**		Non budgétaires—Votées	...	**10,000**	...	...	**1,797**
					5	**Agriculture**					
20,893	1,309,919	614,168	21,275	1,966,255		Budgétaires—Votées	1,869,237	76,125	...	20,893	2,002,233
4,750	648,049	404,400	(447,017)	610,182		Statutaires	606,060	...	...	4,122	521,045
25,643	**1,957,968**	**1,018,568**	**(425,742)**	**2,576,437**			**2,475,297**	**76,125**	...	**25,015**	**2,523,278**
17,044,800	...	...	**5,471,600**	**22,516,400**		Non budgétaires—Statutaires	**108,519**	...	...	**22,407,881**	**(129,954)**
					6	**Anciens combattants**					
...	1,751,226	60,000	26,191	1,837,417		Budgétaires—Votées	1,802,154	35,263	...	...	1,689,047
...	21,566	...	2,285	23,851		Statutaires	23,851	...	...	...	21,599
36,393,564	**21,110,848**	**2,555,956**	**8,109,322**	**68,169,690**			**22,800,526**	**418,361**	...	**44,950,803**	**22,715,777**
530,332	...	...	...	**530,332**		Non budgétaires—Statutaires	**(13,701)**	...	...	**544,033**	**(16,878)**
					7	**Approvisionnements et Services**					
...	280,006	27,315	24,393	331,714		Budgétaires—Votées	330,507	1,207	...	...	277,193
202,536	348,455	...	(66,978)	484,013		Statutaires	270,796	...	...	213,217	351,360
202,536	**628,461**	**27,315**	**(42,585)**	**815,727**			**601,303**	**1,207**	...	**213,217**	**628,553**
...	...	5,000	10,548	15,548		Non budgétaires—Votées	1,120	...	...	14,428	...
36,438	...	...	...	36,438		Statutaires	(2,673)	...	...	39,111	37,327
36,438	...	**5,000**	**10,548**	**51,986**			(1,553)	...	...	**53,539**	**37,327**

TABLEAU 7

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements [2]	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					8	**Communications**					
1,956	1,877,417	112,347	13,054	2,004,774		Budgétaires—Votées	1,994,037	9,878	(2,186)	3,045	1,859,361
35,117	33,732	1,000	3,638	73,487		Statutaires	38,414	...	...	35,073	28,337
37,073	**1,911,149**	**113,347**	**16,692**	**2,078,261**			**2,032,451**	**9,878**	**(2,186)**	**38,118**	**1,887,698**
...	10	...	...	10		Non budgétaires—Votées	...	10	...	...	...
40,000	...	...	...	40,000		Statutaires	...	...	...	40,000	...
40,000	**10**	**...**	**...**	**40,010**			**...**	**10**	**...**	**40,000**	**...**
					9	**Conseil du Trésor**					
...	1,494,573	32,687	(753,071)	774,189		Budgétaires—Votées	568,286	205,903	...	...	462,145
...	9,034	...	(14,227)	(5,193)		Statutaires	(5,193)	...	...	...	40,930
...	**1,503,607**	**32,687**	**(767,298)**	**768,996**			**563,093**	**205,903**	**...**	**...**	**503,075**
					10	**Conseil privé**					
...	111,973	56,041	1,957	169,971		Budgétaires—Votées	159,434	10,537	...	...	92,446
...	12,713	8,956	583	22,252		Statutaires	22,252	...	...	...	28,417
...	**124,686**	**64,997**	**2,540**	**192,223**			**181,686**	**10,537**	**...**	**...**	**120,863**
					11	**Consommateurs et Sociétés**					
...	149,469	24,294	6,350	180,113		Budgétaires—Votées	171,421	8,692	...	...	152,544
...	40,588	...	1,399	41,987		Statutaires	41,987	...	...	...	39,985
...	**190,057**	**24,294**	**7,749**	**222,100**			**213,408**	**8,692**	**...**	**...**	**192,529**
					12	**Défense nationale**					
...	11,027,507	360,245	(100,397)	11,287,355		Budgétaires—Votées	11,214,405	72,950	...	...	10,611,328
...	996,978	...	78,306	1,075,284		Statutaires	1,075,284	...	...	...	971,522
...	**12,024,485**	**360,245**	**(22,091)**	**12,362,639**			**12,289,689**	**72,950**	**...**	**...**	**11,582,850**
58,305	**...**	**20,000**	**...**	**78,305**		Non budgétaires—Votées	**(131)**	**...**	**...**	**78,436**	**4,071**

					13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**					
...	269,418	...	...	269,418		Budgétaires—Votées	177,354	92,064	...	...	125,403
...	16,581	...	(5,259)	11,322		Statutaires	11,322	...	...	...	12,065
...	**285,999**	**...**	**(5,259)**	**280,740**			**188,676**	**92,064**	**...**	**...**	**137,468**
					14	**Emploi et Immigration**					
...	1,923,405	87,698	205,065	2,216,168		Budgétaires—Votées	2,053,062	163,106	...	...	2,008,674
...	3,313,648	(1,546,000)	(2,223)	1,765,425		Statutaires	1,765,425	...	...	...	2,806,114
...	**5,237,053**	**(1,458,302)**	**202,842**	**3,981,593**			**3,818,487**	**163,106**	**...**	**...**	**4,814,788**
934	**...**	**(2,800)**	**22,800**	**20,934**		Non budgétaires—Statutaires	**(7,448)**	**...**	**...**	**28,382**	**12,197**
					15	**Énergie, Mines et Ressources**					
...	1,042,265	77,397	9,948	1,129,610		Budgétaires—Votées	1,020,232	109,378	...	...	1,080,085
228,753	121,109	(34,800)	467,598	782,660		Statutaires	79,730	500,868	...	202,062	77,017
228,753	**1,163,374**	**42,597**	**477,546**	**1,912,270**			**1,099,962**	**610,246**	**...**	**202,062**	**1,157,102**
...	161,524	7,300	...	168,824		Non budgétaires—Votées	142,064	26,760	...	...	56,577
3,857,728	...	...	(3,857,728)	...		Statutaires	...	...	...	...	...
3,857,728	**161,524**	**7,300**	**(3,857,728)**	**168,824**			**142,064**	**26,760**	**...**	**...**	**56,577**
					16	**Environnement**					
...	907,440	78,335	61,941	1,047,716		Budgétaires—Votées	1,005,029	42,687	...	...	871,375
...	65,459	...	4,882	70,341		Statutaires	70,341	...	...	...	59,954
...	**972,899**	**78,335**	**66,823**	**1,118,057**			**1,075,370**	**42,687**	**...**	**...**	**931,329**
					17	**Finances**					
...	127,890	22,373	1,339	151,602		Budgétaires—Votées	148,432	3,170	...	...	152,649
109,803	49,467,445	1,896,545	(46,483)	51,427,310		Statutaires	51,317,216	...	...	110,094	47,498,442
109,803	**49,595,335**	**1,918,918**	**(45,144)**	**51,578,912**			**51,465,648**	**3,170**	**...**	**110,094**	**47,651,091**
168,348	18,730	...	276,090	463,168		Non budgétaires—Votées	294,346	474	...	168,348	224,121
6,002,494	75,000	...	3,754,454	9,831,948		Statutaires	(166,782)	...	...	9,998,730	(295,511)
6,170,842	**93,730**	**...**	**4,030,544**	**10,295,116**			**127,564**	**474**	**...**	**10,167,078**	**(71,390)**
					18	**Forêts**					
...	149,752	11,059	5,929	166,740		Budgétaires—Votées	166,300	811	(371)	...	224,748
...	9,547	...	688	10,235		Statutaires	10,235	...	...	...	8,408
...	**159,299**	**11,059**	**6,617**	**176,975**			**176,535**	**811**	**(371)**	**...**	**233,156**

TABLEAU 7

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements [2]	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					19	**Gouverneur général**					
...	9,319	...	879	10,198		Budgétaires—Votées	9,656	542	...	...	9,752
...	1,211	...	114	1,325		Statutaires	1,325	...	...	...	1,077
...	**10,530**	**...**	**993**	**11,523**			**10,981**	**542**	**...**	**...**	**10,829**
					20	**Industrie, Sciences et Technologie**					
...	2,437,296	185,004	44,254	2,666,554		Budgétaires—Votées	2,517,932	148,622	...	...	2,548,877
...	99,208	43,200	(1,736)	140,672		Statutaires	140,672	...	...	...	101,851
...	**2,536,504**	**228,204**	**42,518**	**2,807,226**			**2,658,604**	**148,622**	**...**	**...**	**2,650,728**
44,912	800	...	...	45,712		Non budgétaires—Votées	23,962	800	...	20,950	(33,963)
1,182,444	...	...	25,452	1,207,896		Statutaires	...	...	...	1,207,896	...
1,227,356	**800**	**...**	**25,452**	**1,253,608**			**23,962**	**800**	**...**	**1,228,846**	**(33,963)**
					21	**Justice**					
...	430,286	50,086	5,896	486,268		Budgétaires—Votées	485,476	2,783	(1,991)	...	444,021
...	175,666	...	2,161	177,827		Statutaires	177,827	...	...	...	162,871
...	**605,952**	**50,086**	**8,057**	**664,095**			**663,303**	**2,783**	**(1,991)**	**...**	**606,892**
					22	**Parlement**					
...	192,846	2,527	1,750	197,123		Budgétaires—Votées	193,995	3,128	...	...	176,978
...	78,752	...	5,477	84,229		Statutaires	84,229	...	...	...	78,363
...	**271,598**	**2,527**	**7,227**	**281,352**			**278,224**	**3,128**	**...**	**...**	**255,341**
					23	**Pêches et Océans**					
...	681,554	43,139	20,802	745,495		Budgétaires—Votées	743,822	1,673	...	...	687,373
...	43,153	...	2,692	45,845		Statutaires	45,845	...	...	...	40,364
...	**724,707**	**43,139**	**23,494**	**791,340**			**789,667**	**1,673**	**...**	**...**	**727,737**
13,994	**...**	**...**	**(4,000)**	**9,994**		Non budgétaires—Votées	**(22,256)**	**...**	**...**	**32,250**	**8,656**

					24	**Revenu national**					
...	1,455,867	441,632	51,337	1,948,836		Budgétaires—Votées	1,914,392	34,444	...	...	1,495,258
...	183,320	...	13,610	196,930		Statutaires	196,930	...	...	...	163,011
...	**1,639,187**	**441,632**	**64,947**	**2,145,766**			**2,111,322**	**34,444**	**...**	**...**	**1,658,269**
					25	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	1,518,173	104,949	52,693	1,675,815		Budgétaires—Votées	1,667,121	8,694	...	...	1,436,030
...	32,384,602	(444,000)	(16,461)	31,924,141		Statutaires	31,924,141	...	...	...	30,406,067
...	**33,902,775**	**(339,051)**	**36,232**	**33,599,956**			**33,591,262**	**8,694**	**...**	**...**	**31,842,097**
					26	**Secrétariat d'État**					
...	928,013	11,271	18,459	957,743		Budgétaires—Votées	908,598	49,145	...	...	1,136,931
6,220	2,715,787	(326,800)	(46,142)	2,349,065		Statutaires	2,342,965	...	...	6,100	2,611,191
6,220	**3,643,800**	**(315,529)**	**(27,683)**	**3,306,808**			**3,251,563**	**49,145**	**...**	**6,100**	**3,748,122**
					27	**Solliciteur général**					
...	2,032,413	16,224	68,560	2,117,197		Budgétaires—Votées	2,085,757	31,440	...	...	1,936,777
...	281,124	...	(7,732)	273,392		Statutaires	273,392	...	...	...	225,937
...	**2,313,537**	**16,224**	**60,828**	**2,390,589**			**2,359,149**	**31,440**	**...**	**...**	**2,162,714**
35	**...**	**...**	**...**	**35**		Non budgétaires—Votées	**3**	**...**	**...**	**32**	**2**
					28	**Transports**					
...	2,187,843	65,500	34,198	2,287,541		Budgétaires—Votées	2,195,305	92,236	...	...	2,473,752
322,457	795,777	49,587	74,577	1,242,398		Statutaires	823,506	418,892	...	...	775,312
322,457	**2,983,620**	**115,087**	**108,775**	**3,529,939**			**3,018,811**	**511,128**	**...**	**...**	**3,249,064**
...	...	...	...	...		Non budgétaires—Votées	...	...	...	...	17,260
20,000	...	...	...	20,000		Statutaires	...	...	...	20,000	...
20,000	**...**	**...**	**...**	**20,000**			**...**	**...**	**...**	**20,000**	**17,260**
					29	**Travail**					
...	127,215	14,154	3,732	145,101		Budgétaires—Votées	136,435	8,666	...	...	106,708
...	131,954	...	3,491	135,445		Statutaires	135,445	...	...	...	141,311
...	**259,169**	**14,154**	**7,223**	**280,546**			**271,880**	**8,666**	**...**	**...**	**248,019**
...	**...**	**...**	**400**	**400**		Non budgétaires—Statutaires	**400**	**...**	**...**	**...**	**...**

TABLEAU 7

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements [2]	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					30	**Travaux publics**					
...	2,861,198	243,921	23,712	3,128,831		Budgétaires—Votées	3,082,957	45,874	...	...	2,722,474
373,669	329,281	...	(25,252)	677,698		Statutaires	362,077	...	...	315,621	302,220
373,669	**3,190,479**	**243,921**	**(1,540)**	**3,806,529**			**3,445,034**	**45,874**	**...**	**315,621**	**3,024,694**
...	...	3,700	...	3,700		Non budgétaires—Votées	3,700	...	...	...	...
4,294,207	(144,000)	...	144,000	4,294,207		Statutaires	141,000	...	...	4,153,207	140,500
4,294,207	**(144,000)**	**3,700**	**144,000**	**4,297,907**			**144,700**	**...**	**...**	**4,153,207**	**140,500**
						Total du gouvernement					
23,186	**44,314,282**	**2,951,579**	**(110,640)**	47,178,407		**Budgétaires—Votées**	45,789,818	**1,368,862**	**(4,548)**	**24,275**	**43,514,209**
1,331,670	**92,752,806**	**62,088**	**(17,902)**	94,128,662		**Statutaires**	92,275,594	**919,760**	...	**933,308**	**88,430,813**
1,354,856	**137,067,088**	**3,013,667**	**(128,542)**	**141,307,069**			**138,065,412**	**2,288,622**	**(4,548)**	**957,583**	**131,945,022**
1,864,168	**206,789**	**46,197**	557,086	2,674,240		**Non budgétaires—Votées**	710,938	38,624	...	1,924,678	536,599
41,030,840	**163,269**	**(2,800)**	6,977,674	48,168,583		**Statutaires**	140,887	(400)	...	**48,028,096**	(153,121)
42,895,008	**370,058**	**43,397**	**7,534,760**	**50,842,823**			**851,825**	**38,224**	**...**	**49,952,774**	**383,478**
1,887,354	**44,521,071**	**2,997,776**	446,446	49,852,647		Votées	46,500,756	1,407,486	(4,548)	1,948,953	44,050,808
42,362,510	**92,916,075**	**59,288**	6,959,772	142,297,245		Statutaires	92,416,481	919,360	...	48,961,404	88,277,692
44,249,864	**137,437,146**	**3,057,064**	**7,406,218**	**192,149,892**		**Total du gouvernement**	**138,917,237**	**2,326,846**	**(4,548)**	**50,910,357**	**132,328,500**

[1] Moins de $500.
[2] Les redressements et virements comprennent des éléments tels que:
a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi des crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE);
b) les redressement aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices précédents pour refléter les autorisations disponibles; et,
c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations, budgétaires et non budgétaires, accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par ministère.

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal $	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires $
2		**Affaires extérieures**		
		Département		
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays	723,440,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		13,611,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $27,136,999 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	5	Dépenses en capital	132,116,000	
	5b	Dépenses en capital		5,490,000
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas $50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1989 à	205,527,356	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		11,057,741
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,290,999 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	L13c	En vertu de l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques, autoriser le Ministre, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à garantir des prêts accordés par des institutions financières canadiennes, conformément à des conditions approuvées par le ministre des Finances, au gouvernement de la Tchécoslovaquie d'un montant ne dépassant pas $30,000,000 et au gouvernement de la Hongrie d'un montant ne dépassant pas $15,000,000		1
		Programme des expositions internationales		
	15	Dépenses de fonctionnement et contributions	3,535,000	
	20	Dépenses en capital	5,720,000	
	20b	Dépenses en capital		2,400,000
	20c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,348,999 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Corporation commerciale canadienne		
	25	Dépenses du programme	15,157,000	
		Agence canadienne de développement international		
	30	Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement, conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978/1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne: i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	94,224,000	
	30b	Dépenses de fonctionnement		1,000,000
	35	Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1,906,700,000	
	35b	Subventions et contributions inscrites au Budget		33,855,526
	35c	Subventions et contributions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,620,000 du crédit 30 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		18,524,000
	L40	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser $229,500,000 conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
	L45	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières): a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $6,100,000 à la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $5,066,670 É-U b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $8,600,000 à la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,254,375 É-U	1	
	L46b	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières): a) un paiement évalué à $500,000 à la Banque de développement des Caraïbes, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $417,999.58 É-U et; b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négotiables, évalués à $500,000, à la Banque de développement des Caraïbes, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $417,999.58 É-U		500,000

		Secrétariat canadien		
	50	Dépenses du programme	2,272,000	
		Centre international d'exploitation des océans		
	55	Paiements au Centre international d'exploitation des océans en vertu de la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans	12,300,000	
		Centre de recherches pour le développement international		
	60	Versements au Centre de recherches pour le développement international	114,300,000	
		Commission mixte internationale		
	65	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4,291,000	
	65c	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		329,000
		Total du ministère—Budgétaire	**3,219,582,356**	**86,267,270**
		Non budgétaire	**2**	**500,001**
3		**Affaires indiennes et Nord canadien**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme	42,337,000	
	1c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,840,768 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
		Programme des affaires indiennes et inuit		
	5	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	245,462,000	
	6a	Pour porter de $575,000,000 à $750,000,000 le montant des prêts que le Ministre peut garantir conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits		1
	10	Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses principal	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et		
		c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	20,705,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	2,145,025,000	
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		46,438,705
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,997,198 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $10,939,801 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et de fournir un montant supplémentaire de		50,416,769
	L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvés par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	14,303,000	
	L20b	Prêts à des revendicateurs autochtones		9,697,000
	L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	1,422,000	
		Programme des affaires du Nord		
	30	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	56,155,000	
	30c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,297,633 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	35	Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	19,036,000	
	35c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $46,599 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	40	Subventions inscrites au Budget et contributions	36,265,500	
	40c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $24,350 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
		Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux		
	45	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget	194,157,000	
	45b	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $185,000 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $8,300,000 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,390,000
	45c	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget		12,720,000

	50	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	727,338,000	
	50b	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $400,000 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $8,200,000 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,120,000
	50c	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget		9,860,137
		Total du ministère—Budgétaire	**3,486,480,500**	**122,945,616**
		Non budgétaire	**15,725,000**	**9,697,000**
4		**Agence de promotion économique du Canada atlantique**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	36,052,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,642,999 du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	277,284,000	
	5c	Subventions inscrites au Budget		1
	L10	Prêts conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil afin de promouvoir l'établissement, la croissance, l'efficacité et la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne ou afin de l'aider dans sa restructuration financière et de favoriser l'expansion du commerce canadien aux personnes qui se sont lancées ou qui sont sur le point de se lancer dans les industries manufacturières, de transformation ou de services dans la région du Cap-Breton	10,000,000	
		Société d'expansion du Cap-Breton		
	15	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique	10,600,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**323,936,000**	**2**
		Non budgétaire	**10,000,000**	**...**
5		**Agriculture**		
		Département		
		Programme de gestion et d'administration		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contribution	57,616,000	
	1c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,005,999 du crédit 15 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
		Programme agro-alimentaire		
	5	Dépenses de fonctionnement	536,008,000	
	5a	Dépenses de fonctionnement		1,290,000
	5b	Dépenses de fonctionnement		23,787,000
	5c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $13,028,535 du crédit 15 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	10	Dépenses en capital	90,028,000	
	10b	Dépenses en capital		355,500
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	517,347,000	
	15a	Contributions		498,710,000
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		5,000,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
		Programme des céréales et oléagineux		
	20	Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	12,545,000	
	20b	Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest		25,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	20c	Dépenses de fonctionnement y compris l'autorisation d'effectuer le paiement de commissions pour des services fournis conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,956,999 du crédit 15 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	25	Commission canadienne des grains—Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au Budget et contributions	46,695,000	
	30	Subventions inscrites au Budget et contributions	26,065,000	
	30b	Contributions		85,000,000
		Commission canadienne du lait		
	35	Dépenses du programme	3,711,000	
		Office canadien des provendes		
	40	Dépenses de fonctionnement	1,804,000	
	40c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $214,999 du crédit 45 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	45	Contributions	18,100,000	
		Société du crédit agricole		
	50b	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de $825,000,000 à $1,025,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société aux termes de ce paragraphe		1
		Total du ministère—Budgétaire	**1,309,919,000**	**614,167,506**
		Non budgétaire	...	...
6		**Anciens combattants**		
		Département		
		Programme des Anciens combattants		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	419,640,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $9,999,999 du crédit 5 (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1,318,086,000	
	5b	Subventions inscrites au Budget		60,000,000

	10	*Programme de la Commission canadienne des pensions* Dépenses du programme	4,364,000	
	15	*Programme du Bureau de services juridiques des pensions* Dépenses du programme	6,453,000	
	20	*Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants* Dépenses du programme	2,683,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,751,226,000**	**60,000,001**
		Non budgétaire	...	...
7		**Approvisionnements et Services**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et contributions y compris: a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'assurance-chômage, du Fonds renouvelable des approvisionnements; b) dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux pour les soumissions de recherche et de développement spontanées; et c) autorisation de dépenser les recettes de l'année	266,781,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		15,769,000
	5	Dépenses en capital	13,025,000	
	5b	Dépenses en capital		10,997,000
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,414,000 du crédit 1 (Approvisionnements et Services) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		499,000
	10	Paiement fait au nom du Ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique	200,000	
	10c	Paiement fait au nom du Ministre d'État (Habitation) aux personnes embauchées conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique		50,000
	L15b	Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la Loi des subsides n° 2 de 1967: a) remplacer les mots "des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables" suivant immédiatement "ministères et organismes" par les mots suivants: "des caisses d'avance fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables"; et b) accroître de $17,000,000 à $22,000,000 le montant qui peut être dû à n'importe lequel moment aux fins du présent crédit		5,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**280,006,000**	**27,315,000**
		Non budgétaire	...	**5,000,000**
8		**Communications**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	138,324,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		8,055,979
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,263,200 du crédit 5 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,927,525
	5	Dépenses en capital	18,569,000	
	5b	Dépenses en capital		3,282,000
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	82,944,900	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		15,756,450
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		8,863,275
	15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	55,093,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	10,000	
		Conseil des Arts du Canada		
	25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi	104,204,000	
		Société Radio-Canada		
	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	896,262,000	
	30b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion		16,000,000
	30c	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion—Pour autoriser le virement au présent crédit de $28,024,000 du crédit 40 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		44,926,000
	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	
	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	117,242,000	
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
	45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,595,000	
		Musée canadien des civilisations		
	46c	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $26,063,544 du crédit 75 (Communications) et de $3,279,394 du crédit 80 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,269,400
		Musée canadien de la nature		
	47c	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital —Pour autoriser le virement au présent crédit de $11,841,447 du crédit 75 (Communications) et de $803,166 du crédit 80 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,920,865
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	50	Dépenses du programme	31,917,000	
		Archives nationales du Canada		
	55	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	54,826,000	
	55b	Dépenses du programme		3,455,000
		Société du Centre national des Arts		
	60	Paiements à la Société du Centre national des Arts	18,979,000	
	60b	Paiements à la Société du Centre national des Arts		1,321,000

		Office national du film		
	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	75,929,000	
		Musée des beaux-arts du Canada		
	67c	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $24,192,000 du crédit 75 (Communications) et de $1,583,000 du crédit 80 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,642,600
		Bibliothèque nationale		
	70	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	35,158,000	
		Musée national des sciences et de la technologie		
	72b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie		1,469,000
	72c	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $10,860,000 du crédit 75 (Communications) et de $1,292,000 du crédit 80 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,458,000
		Musées nationaux du Canada		
	75	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $3,990,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1990-91 et 1991-92 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres articles relatifs aux fins de la Corporation et subvention inscrite au Budget	90,704,000	
	80	Dépenses en capital	7,670,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,877,416,900**	**112,347,094**
		Non budgétaire	**10,000**	...
9		**Conseil du Trésor**		
		Secrétariat		
		Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
	1	Dépenses du programme et subvention inscrite au Budget	66,629,000	
	3	Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles	6,000,000	
		Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale		
	5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions des fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	775,000,000	
	10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	180,000,000	
		Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides n° 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides n° 5 de 1963, et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides n° 10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir pour le remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la Loi sur l'assurance-chômage	449,327,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	15c	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides n° 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides n° 5 de 1963, et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides n° 10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et pourvoir pour le remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la Loi sur l'assurance-chômage		32,687,450
		Programme d'affectation temporaire		
	20	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	1,901,000	
		Contrôleur général		
	25	Dépenses du programme	15,716,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,494,573,000**	**32,687,450**
		Non budgétaire	...	...
10		**Conseil privé**		
		Département		
	1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalent à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget	49,602,000	
	1b	Dépenses du programme		37,644,930
	1c	Dépenses du programme		17,960,000
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	5	Dépenses du programme	3,009,000	
	5c	Dépenses du programme		242,500
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	10	Dépenses du programme	25,174,000	
	10b	Dépenses du programme		152,500
		Directeur général des élections		
	15	Dépenses du programme	2,637,000	
		Commissaire aux langues officielles		
	20	Dépenses du programme	11,356,000	
	20c	Dépenses du programme		41,000
		Conseil économique du Canada		
	25	Dépenses du programme	9,252,000	

		Administration du pipe-line du Nord		
	30	Dépenses du programme	530,000	
		Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	35	Dépenses du programme	9,006,000	
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	40	Dépenses du programme	1,407,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**111,973,000**	**56,040,930**
		Non budgétaire	...	...
11		**Consommateurs et Sociétés**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	128,373,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		1,992,100
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $761,399 du crédit 5 (Consommateurs et Sociétés) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	5	Dépenses en capital	6,967,000	
	5b	Dépenses en capital		2,209,000
		Tribunal de la concurrence		
	10	Dépenses du programme	1,770,000	
		Commission du droit d'auteur		
	15	Dépenses du programme	989,000	
		Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services		
	17b	Dépenses du programme		19,496,000
		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	20	Dépenses du programme	1,687,000	
		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	25	Dépenses du programme	2,829,000	
	25b	Dépenses du programme		240,000
		Commission de révision des marchés publics		
	30	Dépenses du programme	1,208,000	
		Conseil canadien des normes		
	35	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	5,646,000	
	35c	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi		357,000
		Total du ministère—Budgétaire	**149,469,000**	**24,294,101**
		Non budgétaire	...	...
12		**Défense nationale**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant $20,031,406,000 aux fins des crédits 1er, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $8,665,267,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel de ces crédits	7,953,664,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	1b	Dépenses de fonctionnement		229,200,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $52,300,000 du crédit 5 (Défense nationale) et de $22,799,999 du crédit 10 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	5	Dépenses en capital	2,819,391,106	
	5b	Dépenses en capital		120,800,000
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	235,779,894	
	10c	Subventions inscrites au Budget		1
	L11c	Pour porter de $80,000,000 à $100,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances du fonds de roulement de la Défense nationale établi conformément au crédit L20b (Défense nationale) de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits, pour financer des comptes d'avances d'intérêt public et de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, ce montant supplémentaire est requis		20,000,000
		Protection civile Canada		
	15	Dépenses de fonctionnement	11,996,000	
	15b	Dépenses de fonctionnement		1,068,000
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	6,676,000	
	20b	Contributions		7,476,772
	20c	Contributions		1,700,000
		Total du ministère—Budgétaire	**11,027,507,000**	**360,244,774**
		Non budgétaire	...	**20,000,000**
13		**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**		
	1	Dépenses de fonctionnement	31,761,000	
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	237,657,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**269,418,000**	...
		Non budgétaire	...	...
14		**Emploi et Immigration**		
		Département/Commission		
		Programme de la gestion générale et des services		
	1	Dépenses du programme	53,211,000	
	1b	Dépenses du programme		2,645,000
	1c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,649,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1

		Programme d'emploi et d'assurance		
	5	Dépenses de fonctionnement	83,444,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $400,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		240,000
	6c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier 27 dettes des Comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent $1,161.72 et concernent des trop-payés du compte des rentes sur l'État—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,161 du crédit 5 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1,461,031,000	
	10a	Contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		49,639,000
	10b	Subventions inscrites au Budget		1
	10c	Subventions inscrites au Budget		1
		Programme d'immigration		
	15	Dépenses de fonctionnement	185,530,000	
	15b	Dépenses de fonctionnement		1,197,000
	16a	Conformément au paragraphe 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier 3,924 dettes des Comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $1,212,996.05 concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 121 de la Loi sur l'immigration		1,212,997
	17c	Conformément à l'article 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier 2,225 dettes des Comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent $2,243,290.28 concernant des prêts pour le transport émis selon l'article 119 de la Loi sur l'immigration—Pour autoriser le virement au présent crédit de $486,840 du crédit 5 (Emploi et Immigration) et de $1,756,450 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	20	Contributions	77,861,000	
	20b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $16,989,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		14,019,000
	20c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,743,550 du crédit 10 (Emploi et Immigration) et de $256,449 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
		Conseil consultatif sur la situation de la femme		
	25	Dépenses du programme	3,540,000	
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	30	Dépenses du programme	55,136,000	
	30b	Dépenses du programme		18,112,000
		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	35	Dépenses du programme	3,652,000	
	35b	Dépenses du programme		208,000
	35c	Dépenses du programme		425,500
		Total du ministère—Budgétaire	**1,923,405,000**	**87,698,503**
		Non budgétaire	...	...
15		**Énergie, Mines et Ressources**[1]		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année découlant de la prestation de services d'informatique	388,519,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		5,820,500

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses principal	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	5	Dépenses en capital	44,728,000	
	5b	Dépenses en capital		56,000
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	365,857,000	
	10b	Contributions		39,020,000
	L15	Paiements en vertu de la participation du Canada à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster	141,900,000	
	L15c	Paiements en vertu de la participation du Canada à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster		7,300,000
	L20	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	19,624,000	
		Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	25	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	32,280,000	
	25b	Subventions inscrites au Budget		1
		Énergie atomique du Canada, Limitée		
	30	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	135,141,000	
	30b	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		32,500,000
		Office national de l'énergie		
	35	Dépenses du programme	22,740,000	
		La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale		
	40	Paiements à La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	53,000,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,042,265,000**	**77,396,501**
		Non budgétaire	**161,524,000**	**7,300,000**
16		Environnement		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme et contribution	40,798,000	
	1b	Dépenses du programme		34,539,000
		Programme des services de l'environnement		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	402,337,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement		16,122,000

	10	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	57,727,000	
	10b	Dépenses en capital		6,940,000
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	44,329,050	
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		11,266,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,624,925 du crédit 10 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
		Programme Parcs		
	20	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	247,441,000	
	20b	Dépenses de fonctionnement et contributions		1,600,000
	25	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	112,572,000	
	25b	Dépenses en capital		7,524,200
	30	La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	2,236,000	
	30b	La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement		343,500
		Total du ministère—Budgétaire	**907,440,050**	**78,334,701**
		Non budgétaire	...	...
17		**Finances**		
		Département		
		Programme des politiques financières et économiques		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	57,873,000	
	1b	Dépenses du programme		14,305,000
	1c	Dépenses du programme		6,774,000
	L5	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes; un paiement évalué à $18,730,000 à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $15,745,000 en dollars américains	18,730,000	
	L9	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $276,090,000 en faveur de l'Association internationale de développement	1	
		Programme spécial		
	10	Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la Loi des subsides n° 9 de 1966 afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de	30,000	
	12b	En vertu de l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques, autoriser le Ministre, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à garantir jusqu'à 90 p. 100 des réclamations nettes des détenteurs d'hypothèques évaluées à tout au plus $350,000,000, relativement aux hypothèques, assurées par la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada et ayant une valeur globale brute ne dépassant pas $50,000,000,000 en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada; abroger le crédit 18c du ministère des Finances prévu par la Loi de crédits n° 4 de 1989-90		1
	13c	Paiement au compte d'indemnisation d'acheteurs de titres de placement conformément à l'article 57 de la Loi sur la gestion des finances publiques		85,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Vérificateur général		
	15	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	50,839,000	
		Tribunal canadien du commerce extérieur		
	20	Dépenses du programme	6,612,000	
	20c	Dépenses du programme		756,000
		Bureau du surintendant des institutions financières		
	25	Dépenses du programme	3,140,000	
	25c	Dépenses du programme		453,000
		Privatisation et affaires réglementaires(2)		
	30	Dépenses du programme	9,396,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**127,890,000**	**22,373,001**
		Non budgétaire	**18,730,001**	...
18		Forêts		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	90,399,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		3,173,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $517,104 du crédit 5 (Forêts) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91, pour les fins du crédit		1
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	10,278,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	49,075,420	
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,182,595 du crédit 5 (Forêts) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 pour les fins du crédit, et autoriser un montant supplémentaire de		7,886,000
		Total du ministère—Budgétaire	**149,752,420**	**11,059,001**
		Non budgétaire	...	...
19		Gouverneur général		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	9,319,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**9,319,000**	...
		Non budgétaire	...	...

Ministère	Crédit	Libellé	Budget principal	Budget supplémentaire
20		**Industrie, Sciences et Technologie**		
		Département		
		Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie		
	1	Dépenses de fonctionnement	211,794,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $8,490,999 du crédit 5 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	536,946,000	
	5b	Subventions inscrites au Budget		1
	L10	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil, a) l'acquisition, l'achat, l'utilisation, la cession ou la vente, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, l'option d'achat d'actions d'une société dans le cadre d'un prêt, d'une assurance-prêt ou d'une contribution accordée à cette société par Sa Majesté en vertu d'un programme autorisé par le gouverneur en conseil lorsque, de l'avis du Ministre, i) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse en profiter; ou ii) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces options d'achat d'actions pour protéger les intérêts de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou assuré ou d'une contribution accordée; et b) pour autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis	300,000	
	L15	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui participe à des activités de fabrication, de transformation ou de services dans des industries au Canada afin de favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité de telles industries sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière	500,000	
		Programme de développement régional et de développement économique des Autochtones		
	20	Dépenses de fonctionnement	31,701,000	
	25	Subventions inscrites au Budget et contributions	245,981,000	
	25b	Subvention inscrite au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $14,999,999 du crédit 5 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
		Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée		
	30	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	799,000	
	30b	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée		1,000,000
		Agence spatiale canadienne		
	35	Dépenses de fonctionnement	97,195,000	
	35b	Dépenses de fonctionnement		14,019,000
	40	Contributions	13,581,000	
	40b	Subvention inscrite au Budget		1
	40c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,700,000 du crédit 35 (Industrie, Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,420,000
		Société de développement du Cap-Breton		
	45	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par cette Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	32,000,000	
		Banque fédérale de développement		
	50	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	15,273,000	
		Investissement Canada		
	55	Dépenses du programme	8,928,000	
		Conseil national de recherches du Canada		
	60	Dépenses de fonctionnement	238,878,000	
	60b	Dépenses de fonctionnement		500,000
	65	Dépenses en capital	49,977,000	
	65b	Dépenses en capital		116,200,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	70	Subventions inscrites au Budget et contributions	120,821,000	
	70b	Subvention inscrite au Budget		3,000,000
	70c	Subventions inscrites au Budget		1
		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	75	Dépenses de fonctionnement	15,480,000	
	75b	Dépenses de fonctionnement		605,000
	75c	Dépenses de fonctionnement		90,000
	80	Subventions inscrites au Budget	406,707,000	
	80b	Subventions inscrites au Budget		39,641,000
	80c	Subventions inscrites au Budget		2,484,000
		Conseil des sciences du Canada		
	85	Dépenses du programme	2,931,000	
		Statistique Canada		
	90	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	251,119,000	
	90b	Dépenses de fonctionnement		4,735,000
	95	Dépenses en capital	8,685,000	
	95b	Dépenses en capital		310,000
		Société canadienne des postes		
	100	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	148,500,000	
	102b	Conformément à l'article 28 de la Loi sur la Société canadienne des postes et aux articles 101 et 127(3) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autoriser la Société canadienne des postes à contracter un emprunt auprès d'autres personnes que Sa Majesté, jusqu'à concurrence de $155,500,000 pour l'année financière 1990-91 et 1991-92 en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances		1
		Total du ministère—Budgétaire	**2,437,296,000**	**185,004,006**
		Non budgétaire	**800,000**	...
21		**Justice**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	124,773,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		14,200,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	243,069,500	
	5b	Subventions inscrites au Budget et contributions		8,000,840
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $912,000 du crédit 1 (Justice) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		22,173,386
		Commission canadienne des droits de la personne		
	10	Dépenses du programme	13,360,000	
	10b	Dépenses du programme		1,813,252
	10c	Subvention incrite au Budget		1

		Commissaire à la magistrature fédérale		
	15	Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges	3,978,858	
	15b	Dépenses de fonctionnement		300,000
	15c	Dépenses de fonctionnement, dépenses pour les juges, et la subvention inscrite au Budget		170,000
	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	391,032	
	20c	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement		377,846
		Cour fédérale du Canada		
	25	Dépenses du programme	16,529,000	
	25b	Dépenses du programme		2,142,000
		Commission de réforme du droit du Canada		
	30	Dépenses du programme	4,562,000	
		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	35	Dépenses du programme	5,669,000	
		Cour suprême du Canada		
	40	Dépenses du programme	10,311,000	
	40c	Dépenses du programme		57,000
		Cour canadienne de l'impôt		
	45	Dépenses du programme	7,642,000	
	45b	Dépenses du programme		852,000
		Total du ministère—Budgétaire	**430,285,390**	**50,086,325**
		Non budgétaire	...	...
22		**Parlement**		
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs, et une somme de $1,525,000 pour la construction de nouvelles salles de comités; subventions inscrites au Budget et contributions	27,605,000	
	1c	Dépenses du programme, y compris versements à l'égard des bureaux des sénateurs		1,527,000
	2c	Autoriser la mise en oeuvre du quarante et unième rapport du Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, 2ᵉ session, 34ᵉ législature, adopté par le Sénat le 5 juin 1990, et autoriser, pendant l'exercice en cours et les exercices subséquents, le paiement de l'allocation mentionnée dans le rapport		(3)
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le président suppléant, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions	151,873,000	
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du programme	13,368,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**192,846,000**	**1,527,000**
		Non budgétaire	...	...
23		**Pêches et Océans**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	521,794,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,869,800 du crédit 5 (Pêches et Océans) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		37,581,500
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	144,651,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	15,109,000	
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		5,558,000
		Total du ministère—Budgétaire	**681,554,000**	**43,139,500**
		Non budgétaire	...	...
24		**Revenu national**		
		Douanes et Accise		
	1	Dépenses de fonctionnement	474,793,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		133,649,000
	1c	Dépenses de fonctionnement		148,119,500
	5	Dépenses en capital	13,739,000	
	5b	Dépenses en capital		78,818,000
	5c	Dépenses en capital		12,247,300
		Impôt		
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage	919,269,000	
	10b	Dépenses de fonctionnement		54,561,000
	10c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $8,972,210 du crédit 15 (Revenu national) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	15	Dépenses en capital	48,066,000	
	15b	Dépenses en capital		14,237,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,455,867,000**	**441,631,801**
		Non budgétaire	...	...
25		**Santé nationale et Bien-être social**		
		Département		
		Programme de l'administration centrale		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	67,402,000	
	1c	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,066,499 du crédit 10 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1

		Programme de santé		
	5	Dépenses de fonctionnement	645,618,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement		52,168,500
	5c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,716,499 du crédit 10 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	10	Dépenses en capital	46,036,000	
	10b	Dépenses en capital		14,520,000
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	264,827,000	
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,500,000 du crédit 25 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		11,000,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,331,000 du crédit 10 (Santé nationale et Bien-être social), de $4,382,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et de $2,110,000 du crédit 25 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		7,251,000
		Programme social		
	20	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	90,586,000	
	25	Subventions inscrites au Budget et contributions	182,506,000	
		Conseil de recherches médicales		
	30	Dépenses de fonctionnement	5,252,000	
	30b	Dépenses de fonctionnement		248,000
	30c	Dépenses de fonctionnement		287,000
	35	Subventions inscrites au Budget	215,946,000	
	35b	Subventions inscrites au Budget		17,810,000
	35c	Subventions inscrites au Budget		1,664,766
		Total du ministère—Budgétaire	**1,518,173,000**	**104,949,268**
		Non budgétaire	...	...
26		Secrétariat d'État		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	189,648,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		547,000
	1c	Dépenses de fonctionnement		2,272,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	364,504,500	
	5b	Subventions inscrites au Budget		1,780,000
	5c	Subventions inscrites au Budget		1,144,000
		Centre canadien de gestion		
	10	Dépenses du programme et contributions	9,882,000	
		Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
	15	Dépenses de fonctionnement	76,162,000	
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	77,018,300	
	20b	Subventions inscrites au Budget		600,000
		Commission de la fonction publique		
	25	Dépenses du programme	122,333,000	
	25b	Dépenses de programme		799,000
	25c	Dépenses du programme		3,335,500
	26c	Pour autoriser le Ministre à radier des comptes du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel un montant de $800,000 représentant le déficit opérationnel accumulé à l'interruption de la formation linquistique discrétionnaire		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Conseil de recherches en sciences humaines		
	30	Dépenses de fonctionnement	6,071,000	
	30b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $900,000 du crédit 35 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		693,000
	35	Subventions inscrites au Budget	82,395,000	
	35c	Subventions inscrites au Budget		100,000
		Total du ministère—Budgétaire	**928,013,800**	**11,270,501**
		Non budgétaire	...	...
27		**Solliciteur général**		
		Département		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	27,768,000	
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	5	Dépenses du programme	189,951,000	
	5b	Dépenses du programme		15,374,300
		Service correctionnel		
	10	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite Caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	738,872,000	
	10b	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Subvention inscrite au Budget		1
	10c	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Subvention inscrite au Budget		1
	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles— Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	106,624,000	

		Commission nationale des libérations conditionnelles		
	20	Dépenses du programme	19,554,000	
	20b	Dépenses du programme		165,000
		Gendarmerie royale du Canada		
	25	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	833,298,000	
	25c	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,064,386 du crédit 30 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		500,000
	30	Application de la loi—Dépenses en capital	111,665,000	
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	35	Dépenses du programme	1,048,000	
	35b	Dépenses du programme		185,000
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	40	Dépenses du programme	3,633,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,032,413,000**	**16,224,302**
		Non budgétaire	...	...
28		**Transports**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la Loi sur l'aéronautique; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'activité de surface; et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt sur le transport par avion à payer en vertu de la Partie II de la Loi sur la taxe d'accise, moins la partie de cette somme qui est créditée au Fonds renouvelable des aéroports	596,402,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $37,014,000 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 et pour prévoir un montant supplémentaire de		59,000,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $84,737,000 du crédit 5 (Transports), de $4,800,000 du crédit 10 (Transports) et de $2,695,999 du crédit 30 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1
	2c	Fonds renouvelable des aéroports—Conformément à l'article 12 de la Loi sur les fonds renouvelables (L.R.C. (1985) ch. R-8) pour abroger l'article 10 de la dite Loi à compter du 31 mars 1991		1
	5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, des entrepreneurs privés	622,612,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard	256,851,117	
	10b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,135,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	15	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1990		
	18c	Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1990—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,443,999 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91	200,000	
	20	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1990		1
	20c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1990—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,984,999 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91	375,000	
	25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1990		1
	25c	Paiement à la Compagnie de navigation Canartic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la compagnie pour l'année civile 1990—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,303,999 du crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91	5,459,000	
	30	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal		1
	35	Paiement à la Société canadienne des ports pour: a) l'expansion des installations du port de St. John's T-N; b) l'amélioration des installations du port de Churchill Man; c) les coûts de l'électricité au port de Churchill, Man; et d) les installations de manutention et d'entreposage et complexe ferroviaire pour bac porte-trains au port de Sept-Îles, Québec	30,630,000	
	40	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants; a) traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus; et b) jonction de transports ferroviaires et maritimes et jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, traversiers et terminus	23,350,000	
	40c	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.—Élargir les fins du crédit 40 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91 a) relativement i) aux coûts de la direction de cette société reliés aux paiements à des fins d'immobilisations ii) aux paiements à l'égard des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service, iii) à l'assistance financière à une filiale engagée dans la réparation et la maintenance des navires; b) autoriser le virement au présent crédit de $9,599,999 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1990-91	136,800,000	1

	45	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette Société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c) i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c) ii) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits	435,000,000	
	45c	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette Société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c) i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire aux voyageurs, conformément au sous-alinéa c) ii) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits		6,500,000
	50	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal Welland y compris des dépenses d'immobilisations nécessaires	27,300,000	
	55	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages accordés à ses employés qui sont touchés par des changements permanents défavorables découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	37,000	
		Tribunal de l'aviation civile		
	60	Dépenses du programme	915,000	
		Administrateur de l'Office du transport du grain		
	65	Dépenses du programme et contributions	6,085,000	
		Office national des transports		
	70	Dépenses de fonctionnement	31,649,000	
	75	Contributions	14,178,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,187,843,117**	**65,500,007**
		Non budgétaire	...	...
29		**Travail**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	57,873,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		1,356,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	56,650,000	
	5b	Contributions		8,700,000
		Conseil canadien des relations du travail		
	10	Dépenses du programme	7,359,000	
	10b	Dépenses du programme		612,000
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	15	Dépenses du programme	5,333,000	
	15c	Dépenses du programme		3,486,000
		Total du ministère—Budgétaire	**127,215,000**	**14,154,000**
		Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses principal	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
30		**Travaux publics**		
		Département		
		Programme des services		
	1	Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement	31,400,000	
		Programme des biens immobiliers		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris la fourniture de locaux sur une base de recouvrement des frais, aux fins du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage, aide à l'Association récréative de la fonction publique d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark, contributions et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien des installations servant de logement	686,766,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement		60,500,000
	5c	Dépenses de fonctionnement et contribution		62,533,155
	10	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre	136,407,000	
	10c	Dépenses en capital		9,482,153
		Programme des sociétés d'État		
	15	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien des civilisations	5,230,000	
	15b	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée canadien des civilisations		2,656,000
	16b	Paiement à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement		2,000,000
	16c	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		2,150,000
	L17c	Prêts à la Harbourfront Corporation selon les modalités approuvées par le ministre des Finances		3,700,000
	20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28,641,000	
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	25	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la Loi nationale sur l'habitation, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,883,690,000	
	25b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la Loi nationale sur l'habitation, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement		104,300,000

	Commission de la Capitale nationale		
30	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement	57,968,000	
30b	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement		300,000
35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	17,696,000	
40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et à d'autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	13,400,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**2,861,198,000**	**243,921,308**
	Non budgétaire	**...**	**3,700,000**
	Total du gouvernement—Budgétaire	**44,314,282,533**	**2,950,579,469**
	Non budgétaire	**286,789,003**	**46,197,001**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée au ministère des Finances sous Privatisation et affaires réglementaires.

(2) Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée du ministère d'Énergie, Mines et Ressources sous ce programme.

(3) L'autorisation de $1,000,000 n'a pas été approuvée dans la Loi de crédits nº 4 pour 1990-91.

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations, budgétaires et non budgétaires, lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par ministère.

Section	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
2	**Affaires extérieures**		
	Département		
	Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	200,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32,973,000	
	Fonds renouvelable des passeports (Loi sur les fonds renouvelables)	715,000	
	(L) Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du Fonds commun des denrées (crédit L46b (1981))	2,000,000	
	Programme des expositions internationales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47,000	
	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales		
	Paiements à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales)	5,000,000	
	Agence canadienne de développement international		
	Paiements aux institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	140,000,000	10,000,000
	Paiements en vertu de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	3,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,728,000	
	(L) Paiement à la Banque asiatique de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	3,800,000	
	(L) Paiement à la Banque interaméricaine de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	4,800,000	
	(L) Paiement à la Banque africaine de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	6,100,000	
	Secrétariat canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71,000	
	Société pour l'expansion des exportations		
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations	185,000,000	
	(L) Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations	214,000,000	
	Commission mixte internationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	350,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**376,133,400**	**10,000,000**
	Non budgétaire	**230,700,000**	**...**

3	**Affaires indiennes et Nord canadien**		
	Département		
	Programme d'administration		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,230,000	
	Programme des affaires indiennes et inuit		
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure))	15,000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (Loi sur les Indiens)	2,000,000	
	Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (Loi sur les Indiens)	880,000	
	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	5,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,376,000	
	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	1,569,000	
	Programme des affaires du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,330,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**35,880,400**	...
	Non budgétaire	**1,569,000**	...
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**		
	Département		
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	3,500,000	
	Obligations en vertu du programme d'assurance-prêt aux entreprises de la région de l'Atlantique (Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique)	10,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,553,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**16,053,000**	...
	Non budgétaire	...	...
5	**Agriculture**		
	Département		
	Programme de gestion et d'administration		
	Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,961,000	
	Programme agro-alimentaire		
	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux dispositions touchant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	99,000,000	
	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	233,000,000	212,400,000
	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	4,000,000	2,000,000
	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	1,500,000	
	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	200,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61,622,000	
	Programme des céréales et oléagineux		
	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	1,000,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits(1)—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	235,000,000	(10,000,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,717,000	
	Société du crédit agricole		
	Versements à la Société du crédit agricole, conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole		200,000,000
	Total du ministère—Budgétaire	**648,049,400**	**404,400,000**
	Non budgétaire	...	...
6	**Anciens combattants**		
	Département		
	Programme des Anciens combattants		
	Ministre des Anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	12,000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	10,000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	539,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,189,000	
	Programme de la Commission canadienne des pensions		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	529,000	
	Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	872,000	
	Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	365,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**21,565,400**	...
	Non budgétaire	...	...
7	**Approvisionnements et Services**		
	Département		
	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31,887,000	
	Réciprocité fiscale (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	311,000,000	
	Fonds renouvelable des approvisionnements (Loi sur les fonds renouvelables)	7,119,000	
	Fonds renouvelable de la production de défense (Loi sur la production de défense)	(1,600,000)	
	Total du ministère—Budgétaire	**348,455,400**	...
	Non budgétaire	...	...

8	**Communications**		
	Département		
	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,515,000	
	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (Loi sur les fonds renouvelables)	356,000	1,000,000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,487,000	
	Archives nationales du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,788,000	
	Office national du film		
	Fonds renouvelable de l'Office national du film (Loi sur les fonds renouvelables)	(250,000)	
	Bibliothèque nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,991,000	
	Musées nationaux du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,796,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**33,732,400**	**1,000,000**
	Non budgétaire	...	...
9	**Conseil du Trésor**		
	Secrétariat		
	Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,755,000	
	Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	Versements en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public	95,000	
	Programme d'affectation temporaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	482,000	
	Contrôleur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,653,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**9,034,400**	...
	Non budgétaire	...	...
10	**Conseil privé**		
	Département		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	73,000	
	Vice-premier ministre et président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	22,000	
	Indemnité à l'ancien Premier ministre	40,200	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,731,000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155,000	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,591,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Directeur général des élections		
	Traitement du directeur général des élections	134,000	
	Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	1,000,000	8,955,886
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	367,000	
	Commissaire aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,262,000	
	Conseil économique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,068,000	
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27,000	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,046,000	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	98,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**12,713,000**	**8,955,886**
	Non budgétaire	...	...
11	Consommateurs et Sociétés		
	Département		
	Ministre des Consommateurs et des Sociétés—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement (Loi sur les brevets)	25,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,922,000	
	Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88,000	
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90,000	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	108,000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	241,000	
	Commission de révision des marchés publics		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**40,587,400**	...
	Non budgétaire	...	...

12	**Défense nationale**		
	Département		
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Ministre associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Pensions et rentes versées à des civils	24,000	
	Pensions militaires	808,122,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	187,921,000	
	Protection civile Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	812,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**996,977,800**	...
	Non budgétaire	...	...
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**		
	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	14,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,532,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**16,581,400**	...
	Non budgétaire	...	...
14	**Emploi et Immigration**		
	Département/Commission		
	Programme de la gestion générale et des services		
	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,097,000	
	Programme d'emploi et d'assurance		
	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État (Loi sur les prestations de retraite supplémentaires)	35,000	
	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage (Loi sur l'assurance-chômage)	2,889,000,000	(1,319,000,000)
	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs (Loi sur l'assurance-chômage)	284,000,000	(227,000,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	95,559,000	
	Programme d'immigration		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,907,000	
	(L) Prêts aux termes de l'article 119 de la Loi sur l'immigration		(2,800,000)
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,652,000	
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	348,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**3,313,647,400**	**(1,546,000,000)**
	Non budgétaire	...	**(2,800,000)**
15	**Énergie, Mines et Ressources**[2]		
	Département		
	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33,581,000	
	Paiements à la Compagnie Pipeline Interprovincial relativement aux déficits subis par ladite société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line (Loi nº 1 de 1975 portant affectation de crédits)	5,000,000	3,200,000

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse (Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières)	8,220,000	
	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve)	56,900,000	(32,000,000)
	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve)	2,800,000	
	Fonds de forage Canada/Nouvelle-Écosse (Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers)	9,000,000	(6,000,000)
	Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,744,000	
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,815,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**121,109,400**	**(34,800,000)**
	Non budgétaire	...	...
16	**Environnement**		
	Département		
	Programme d'administration		
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,820,000	
	Programme des services de l'environnement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36,593,000	
	Programme Parcs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24,996,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**65,458,400**	...
	Non budgétaire	...	...
17	**Finances**		
	Département		
	Programme des politiques financières et économiques		
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Paiements à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	132,200,000	
	Paiement à la Mécanisme d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	4,600,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,787,000	
	Achat de la monnaie canadienne (Loi sur la Monnaie royale canadienne)	48,000,000	
	(L) Émission d'un prêt à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	75,000,000	

	Programme du service de la dette publique		
	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur la gestion des finances publiques)	41,150,000,000	1,800,000,000
	Programme des paiements de transfert fiscal		
	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et d'autres textes législatifs	7,830,000,000	96,545,000
	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	290,000,000	
	Vérificateur général		
	Traitement du vérificateur général	167,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,154,000	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	809,000	
	Privatisation et affaires réglementaires[3]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	678,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**49,467,444,400**	**1,896,545,000**
	Non budgétaire	**75,000,000**	...
18	**Forêts**		
	Ministre des Forêts—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,497,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**9,546,400**	...
	Non budgétaire	...	...
19	**Gouverneur général**		
	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	70,000	
	Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	302,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	839,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**1,211,000**	...
	Non budgétaire	...	...
20	**Industrie, Sciences et Technologie**		
	Département		
	Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie		
	Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Ministre des Sciences—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	22,000,000	
	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional (Loi sur le développement industriel et régional)	1,000,000	43,200,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,843,000	
	Programme de développement régional et de développement économique des Autochtones		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,714,000	
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,368,000	
	Investissement Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	955,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Conseil national de recherches du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24,132,000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,120,000	
	Conseil des sciences du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	290,000	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28,687,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**99,207,800**	**43,200,000**
	Non budgétaire	...	...
21	**Justice**		
	Département		
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,289,000	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,462,000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et gratifications versées aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat	152,426,664	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	258,000	
	Cour fédérale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,594,000	
	Commission de réforme du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	279,000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	655,000	
	Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	3,205,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	879,000	
	Cour canadienne de l'impôt		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	569,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**175,666,064**	...
	Non budgétaire	...	...

22	**Parlement**		
	Sénat		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la Partie III de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	10,526,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,970,000	
	Chambre des communes		
	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, et contribution de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires	48,200,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,427,000	
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,629,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**78,752,000**	...
	Non budgétaire	...	...
23	Pêches et Océans		
	Département		
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	1,000,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	42,103,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**43,152,400**	...
	Non budgétaire	...	...
24	Revenu national		
	Douanes et Accise		
	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60,472,000	
	Impôt		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122,799,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**183,320,400**	...
	Non budgétaire	...	...
25	Santé nationale et Bien-être social		
	Département		
	Programme de l'administration centrale		
	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,300,000	
	Programme de santé		
	Paiements aux provinces et aux territoires à l'égard de l'assurance-hospitalisation, des soins médicaux et des services complémentaires de santé, aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	6,868,600,000	(728,600,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31,080,000	
	Programme social		
	Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	5,297,700,000	449,600,000

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Suite*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses principal	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	2,663,000,000	57,000,000
	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	12,878,000,000	(58,000,000)
	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	4,105,000,000	(105,000,000)
	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	519,000,000	(59,000,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,438,000	
	Conseil de recherches médicales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	435,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**32,384,602,400**	**(444,000,000)**
	Non budgétaire	...	...
26	**Secrétariat d'État**		
	Département		
	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces et territoires aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	2,216,800,000	(301,800,000)
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit, obligations contractées sous forme de prêts garantis et paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	463,000,000	(25,000,000)
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	829,000	
	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	180,000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	65,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,816,000	
	Centre canadien de gestion		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	857,000	
	Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,847,000	
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,789,000	
	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel (Loi sur les fonds renouvelables)	(103,000)	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	657,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**2,715,786,400**	**(326,800,000)**
	Non budgétaire	...	...

27	**Solliciteur général**		
	Département		
	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,066,000	
	Service correctionnel		
	Pensions et autres avantages sociaux des employés (Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, paragraphe 27(1))	201,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67,925,000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,416,000	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	193,069,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,058,000	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107,000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	233,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**281,124,400**	...
	Non budgétaire	...	...
28	**Transports**		
	Département		
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Fonds renouvelable des aéroports (Loi sur les fonds renouvelables)	(94,234,000)	17,434,000
	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	2,600,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128,848,000	
	Tribunal de l'aviation civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72,000	
	Administrateur de l'Office du transport du grain		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	240,000	
	Office national des transports		
	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	633,200,000	12,012,000
	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	7,000,000	14,637,000
	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	28,760,000	1,220,000
	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	85,451,000	4,284,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,791,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**795,777,400**	**49,587,000**
	Non budgétaire	...	...
29	**Travail**		
	Département		
	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Paiement d'indemnités à des agents de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	44,710,000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits[1]—*Fin*

Section	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
		$	$
	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	80,100,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,277,000	
	Conseil canadien des relations du travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	818,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**131,954,400**	...
	Non budgétaire	...	...
30	Travaux publics		
	Département		
	Programme des services		
	Fonds renouvelable des Travaux publics (Loi sur les fonds renouvelables)	10,025,000	
	Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile	49,400	
	Programme des biens immobiliers		
	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices (Loi sur les subventions aux municipalités)	317,170,000	
	Subvention à l'égard de bassins de radoub (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)	180,000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,857,000	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	(144,000,000)	
	Total du ministère—Budgétaire	**329,281,400**	...
	Non budgétaire	**(144,000,000)**	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	**92,752,805,464**	**62,087,886**
	Non budgétaire	**163,269,000**	**(2,800,000)**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Le détail des autorisations législatives non divulgué dans les Budgets des dépenses n'est pas présenté dans cet appendice.
[2] Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée au ministère des Finances sous Privatisation et affaires réglementaires.
[3] Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée du ministère d'Énergie, Mines et Ressources sous ce programme.

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents

L'appendice 3 fournit les libellés complets de toutes les autorisations, budgétaires et non budgétaires, disponibles des exercices précédents, par ministère.

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant $
2		**Affaires extérieures**	
		Département	
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
	(S)	Fonds renouvelable des passeports—Loi sur les fonds renouvelables, article 4. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,000,000 en aucun temps.	
	L12c	Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Pour porter de $14,500,000 à $22,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, le crédit L11 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90. (Net)	14,381,037
	630	(L) Loi des subsides n° 2 de 1954. Pour porter de $30,000,000 à $50,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la Loi des subsides n° 2 de 1954, le crédit L12 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-90. (Net)	10,962,080
	L47b	Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties et des billets à ordre de la présente année financière et des années financières subséquentes afin d'acheter des actions dans le premier compte du fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le fonds commun des denrées, lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne devant pas dépasser au total $10,380,000 (É-U). (Brut)	41,223,715
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 11. Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé. (Net)	10,534,456
		Agence canadienne de développement international	
	L55	Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque interaméricaine de développement. Pour autoriser l'émission de billets à ordre sans intérêt et non négociables, selon la forme que déterminera le ministre des Finances, relativement à la souscription du Canada pour 1,928 actions versées et 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement, même si le montant est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, pour confirmer et ratifier les achats déjà effectués d'actions versées du capital-actions de la Banque interaméricaine de développement. (Tout achat d'actions versées selon le crédit L55 a été payé.) (Diverses lois portant affectation de crédits.) (Brut)	10,000,000
		(L'engagement financier selon l'autorisation parlementaire de la Loi d'aide au développement international (institutions financières) a été augmenté d'une somme additionnelle de $650,894,560 (É-U) réévalué à $830,606,548 (Can), utilisant le taux de change de clôture à la fin de l'exercice ($1.3636 (Can) = $1 (É-U)) pour la souscription au capital-actions de la Banque interaméricaine de développement pour un nombre additionnel de 2,428 actions versées du capital-actions et de 51,528 actions remboursables à vue supplémentaires, augmentant l'avoir des actionnaires à 125,202 actions. Ces augmentations d'actions, à être payées en quatre paiements annuels égaux de $7,322,504 (É-U) de 1983 à 1986.)	898,578,289

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
	L50	Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque de développement des Caraïbes.	
		Pour autoriser la souscription de 585 actions versées et de 878 actions remboursables à vue supplémentaires (l'autorisation totale des actions remboursables du capital-actions est de 5,355) de la Banque de développement des Caraïbes au montant de $7,315,000 (É-U) et pour confirmer et ratifier tout achat desdites actions déjà effectué. (Diverses lois portant affectation de crédits.) (Brut)	37,774,875
	L36a	Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque asiatique de développement.	
		Loi n° 3 de 1977-78 portant affectation de crédits.	
		Les crédits autorisés, permettant, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, l'achat de 8,740 actions versées et 36,403 actions remboursables à vue supplémentaires de la Banque asiatique de développement pour la somme de $451,430,000 (É-U) conformes, quant au poids et au titre, aux normes établies le 31 janvier 1966 équivalant à $544,582,194 (É-U), y compris l'autorisation de payer, à l'égard des actions versées, par versements pour la présente année financière et les années financières subséquentes, conformément aux engagements pris par le Canada de souscrire à des actions de la Banque, lesdits versements devant être acquittés en espèces ou en billets à ordre non négociables et sans intérêt selon la forme que le ministre des Finances pourra déterminer, ou encore à la fois en espèces et en billets, même si le paiement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens. (Diverses lois portant affectation de crédits.) (Brut)	513,583,107
	(S)	(L) Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Banque africaine de développement	
		Au titre de la participation initiale du Canada à la Banque africaine de développement, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut souscrire:	
		a) 4,200 actions versées en cinq versements, et	
		b) 12,600 actions remboursables, de ladite banque d'une valeur totale de cent soixante-huit millions unités de compte (équivalant à environ deux cent quarante millions de dollars).	
		Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut émettre au profit de la Banque africaine de développement, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant global représentant, en dollars canadiens, la contre-partie de huit millions quatre cent mille unités de compte, au titre du troisième versement des cinq versements visés à l'alinéa a) (équivalant à environ douze millions de dollars). (Brut)	
		i) souscription initiale pour actions de la Banque africaine de développement	181,449,560
		ii) seconde souscription pour actions de la Banque africaine de développement	467,570,041
		Société pour l'expansion des exportations	
	(S)	(L) Loi sur l'expansion des exportations.	
		Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de $1,500,000,000. (Brut)	728,000,000
		Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
		L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant:	
		a) au capital payé de la Société, et	
		b) le montant, le cas échéant de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada. (Net)	1,996,231,000
		Autorité selon les conditions prescrites à l'article 31, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 32 ne doit jamais dépasser $6,000,000,000. (Net)	4,638,211,863
		Total du ministère—Budgétaire	**14,381,037**
		Non budgétaire	**9,534,118,986**

3

	Affaires indiennes et Nord canadien	
	Département	
	Programme des affaires indiennes et inuit	
(S)	Loi de crédits n° 4 de 1987-88 (crédit 5c). Paiement du Fonds du revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de $60,000,000 moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1989-90 au montant de $26,015,858.	33,984,142
L51a	Loi des subsides n° 9 de 1966. Pour autoriser, au cours de la présente année financère et des années subséquentes, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens, établi par le crédit L51a de la Loi des subsides n° 9 de 1966. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $20,000,000. (Net)	18,590,627
L53b	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Prêts consentis, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir les prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 6b de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90, ne doit pas dépasser $64,000,000. (Net)	37,557,018
	Programme des affaires du Nord	
7a	Loi des subsides n° 9 de 1966 (crédit 7a du Nord canadien et des ressources nationales). Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes selon les conditions et modalités prescrites par le gouverneur en conseil, des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord à des particuliers et à des sociétés afin d'aider à l'expansion des ressources minières et de l'économie dans le Nord canadien et autorisation de prendre, pour les subventions d'aide à l'expansion dans l'année courante et les années subséquentes, des engagements ne dépassant pas en tout $9,000,000. Le crédit 30b des Affaires indiennes et du Nord canadien de la Loi n° 7 de 1967 portant affectation de crédits porte à $18,000,000 le montant des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord. Le crédit 30c de la Loi n° 1 de 1968 portant affectation de crédits ramène le total des engagements autorisés à un montant ne dépassant pas au total la somme de $18,000,000.	
L40	Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits. Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le solde non déboursé des prêts autorisés est de $320,000. (Brut)	336,764
546	(L) Loi des subsides n° 3 de 1953. Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 2 de 1978-79 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $7,072,000. (Net)	320,000
L81a	Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits. Pour autoriser, à l'égard de la présente année financière et des années subséquentes, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon; a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser $5,000,000. (Net)	4,542,904
		4,907,451
	Total du ministère—Budgétaire	**34,320,906**
	Non budgétaire	**65,918,000**

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
5		Agriculture	
		Département	
		Programme agro-alimentaire	
	15	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits (crédit 17b). Pour étendre la portée du crédit 15 (Agriculture) de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'inclure l'autorisation de contracter des engagements et de faire des paiements aux fermiers relativement aux jachères, y compris les paiements aux membres du Sénat et de la Chambre des communes, dans les régions désignées, telles qu'elles sont définies par la Loi sur la Commission canadienne du blé, au cours de l'année financière 1971-72 et des années subséquentes, sur la réserve établie.	20,893,095
	(S)	Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, article 28. Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu de l'article 28(2) de la Loi est de $1,000,000 moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1989-90 au montant de $400,000.	600,000
	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—Loi sur les fonds renouvelables, article 2. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $2,000,000 en aucun temps.	4,149,612
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16. À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $300,000,000. (Net)	252,236,500
		Office canadien des provendes	
	(S)	(L) Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, article 17. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, à faire des avances à l'Office aux conditions dont il peut être convenu, le montant total des avances en cours consenties ne doit à aucun moment dépasser $50,000,000, et l'article 16 établit le Compte de l'Office canadien des provendes, un paiement en vertu du paragraphe (2) ne doit dépasser: a) ni le montant par lequel dix millions de dollars excèdent le solde du Compte, b) ni un montant quelconque, avancé en vertu de l'article 17. (Net)	60,000,000
		Société du crédit agricole	
	(S)	(L) Loi sur le crédit agricole. Article 12. Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, des montants ne dépassant pas au total $825,000,000, et les montants ainsi versés constituent son capital. (Net)	6,667,000

		Article 13. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes 1) et 2) respectivement qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	16,704,632,457
	(S)	(L) Loi sur le crédit aux groupements agricoles, article 8. Le ministre des Finances peut, sur la demande de la Société et aux conditions qu'approuve le gouverneur en conseil, faire sur le Fonds du revenu consolidé des avances à la Société aux fins des prêts prévus par la présente loi, toute avance ne doit pas excéder le montant par lequel $25,000,000 excèdent le solde de la Caisse des prêts aux syndicats agricoles. (Net)	21,263,590
		Total du ministère—Budgétaire	**25,642,707**
		Non budgétaire	**17,044,799,547**
6		Anciens combattants	
		Département	
		Programme des anciens combattants	
	(S)	(L) Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Il peut être avancé, sur le Fonds du revenu consolidé, les montants nécessaires pour l'application des Parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $605,000,000. (Net)	530,332,605
		Total du ministère—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**530,332,605**
7		Approvisionnements et Services	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements—Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, paragraphes 5 1) et 2) et Loi sur les fonds renouvelables, article 8. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de l'exploitation, le montant total ne peut excéder $200,000,000 en aucun temps.	128,859,480
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense—Loi sur la production de défense, article 19. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé dans le but de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne peut excéder en aucun temps $100,000,000 moins les prêts et avances du Compte de prêts pour la production de défense.	73,675,993
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Monnaie royale canadienne, article 17. Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Fonds du revenu consolidé ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de $50,000,000 ou du montant supérieur fixé par loi de crédits. (Net)	36,437,913
		Total du ministère—Budgétaire	**202,535,473**
		Non budgétaire	**36,437,913**
8		Communications	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Loi sur les fonds renouvelables, article 3. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne peut excéder $30,000,000 en aucun temps.	32,152,184
	(S)	(L) Loi relative à Télésat Canada, article 41. Sur recommandation du Ministre et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut à l'occasion prêter de l'argent à la Société, le total impayé ne doit à aucun moment dépasser $40,000,000. (Net)	40,000,000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Loi sur les fonds renouvelables, article 6. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder $20,000,000 en aucun temps.	2,964,572
		Musées nationaux du Canada	
	75	Loi de crédits n° 3 de 1989-90. Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $3,990,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1989-90 et 1990-91 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres articles relatifs aux fins de la Corporation et subvention inscrite au Budget.	1,956,737
		Total du ministère—Budgétaire	**37,073,493**
		Non budgétaire	**40,000,000**
12		**Défense nationale**	
		Département	
	L20b	Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits. Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'année financière en cours et les années subséquentes, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits, ne devant pas dépasser $80,000,000. (Net)	45,218,411
	L15	Loi spéciale des subsides de 1963. Prêts effectués lors de l'année financière en cours et des années subséquentes à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est $37,000,000. (Brut)	13,086,217
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**58,304,628**
14		**Emploi et Immigration**	
		Département/Commission	
		Programme d'immigration	
	(S)	(L) Loi sur l'immigration, article 119. Le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié au c. 59, S.C. 1986, ne pourra à aucun moment dépasser $90,000,000. Le CP 1978-486 du 23 février 1978 contient les règlements qui, conformément au paragraphe 115(1) de la Loi, doivent régir le compte. (Net)	934,436
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**934,436**

15		**Énergie, Mines et Ressources**	
		Département	
		Programme de l'énergie	
	(S)	Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières, article 237(1). Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 *inclusivement moins le montant éventuel* imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000.	32,812,846
	(S)	Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, article 233(1). Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total d'au plus $225,000,000.	178,971,405
	(S)	Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers, article 242, Partie VII. Nova Scotia Resources (Ventures) Limited (Fonds d'aide destiné au forage)—Versements en vertu de la Loi. Pour prélever sur le Trésor, en vertu des articles 240 et 241, des versements jusqu'à un maximum global de $25,000,000.	16,969,068
		Petro-Canada Limitée[1]	
	(S)	(L) Loi sur la Société Petro-Canada, telle que modifiée. Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de $1,000,000,000. (Net)	27,228,147
		Article 5. Le Ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Fonds du revenu consolidé aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser $4,900,000,000. (Brut)	3,830,500,000
		Total du ministère—Budgétaire	**228,753,319**
		Non budgétaire	**3,857,728,147**
17		**Finances**	
		Département	
		Programme des politiques financières et économiques	
	(S)	(L) Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8.1(1). Prêts au Fonds monétaire international. Limite $550,000,000. (Brut)	502,218,295
	(S)	(L) Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8. Le ministre des Finances peut pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes d'argent, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant aux souscriptions qui sont requises du Canada ou qui lui sont permises, soit $2,178,200,000 (É-U) du poids et du titre en vigueur le 1er juillet 1944, équivalant à $2,627,671,570 (É-U). (Brut)	2,798,567,612
	(S)	(L) Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 6.1. Le ministre des Finances peut payer, sur le Fonds du revenu consolidé, à l'Agence multilatérale de garantie des investissements, de la manière et aux époques prévues par la Convention reproduite à la cinquième annexe, d'une somme ou de sommes d'argent jusqu'à concurrence d'un montant de $3,208,130 (É-U). (Brut)	3,751,908
		Programme spécial	
	(S)	Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, article 16. Indemnité aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi $875,000,000 à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins.	71,503,708
	(S)	(L) Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada, article 3. Sont affectés à l'explication de l'article 2 (aide financière à la Banque commerciale du Canada), des crédits de soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins. (Brut)	2,000,000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37. Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Fonds du revenu consolidé, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder $3,000,000,000. (Net)	1,625,000,000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	(S)	Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières, articles 16 et 17. Le ministre peut prélever des fonds sur le Fonds du revenu consolidé pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de $40,000,000, le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor.	38,299,683
		Privatisation et affaires réglementaires	
	L35e	Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits. Pour modifier le crédit L107e (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits pour autoriser Eldorado Nucléaire Limitée à porter son emprunt total de $600,000,000 à un montant ne dépassant pas $700,000,000 jusqu'au 31 décembre 1992, conformément aux modalités approuvées par le ministre des Finances. (Net)	168,348,000
	(S)	(L) Loi sur Téléglobe Canada (Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines), article 16. À la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, à l'occasion, autoriser le paiement à la Société, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, de sommes n'excédant pas, au total, $4,500,000, outre les deniers aux fins d'immobilisations. (Brut)	4,500,000
	(S)	(L) Loi sur Air Canada.	
		Article 13. Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter, au nom du Ministre, des actions de la Société et à les payer sur le Fonds du revenu consolidé. La Société a un capital autorisé de $750,000,000. (Brut)	420,991,000
		Article 19. Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société approuvée par le Ministre, consentir à la Société des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, et le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à garantir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, les dettes de la Société. Le montant total du principal non encore remboursé de ces prêts et garanties ne doit pas dépasser $750,000,000. (Net)	645,465,862
		Total du ministère—Budgétaire	**109,803,391**
		Non budgétaire	**6,170,842,677**
20		Industrie, Sciences et Technologie	
		Département	
		Programme de développement de l'industrie et de la technologie	
	L97b	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser $1,950,000. (Net)	1,948,436
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits. Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, acticle 19(2). Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Fonds du revenu	

consolidé, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement
pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit
pas excéder $50,000,000. (Net) — 42,963,032

Banque fédérale de développement

(S) (L) Loi sur la Banque fédérale de développement.
Prêts consentis à la Banque fédérale de développement provenant du Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 30.
L'article 31 réduit la somme des montants suivants: a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créances
émis par la Corporation; et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les
contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par
douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser $3.2 milliards. (Net) — 762,444,000

Société canadienne des postes

(S) (L) Loi sur la Société canadienne des postes, articles 28, 29 et 30.
Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le
gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Fonds du revenu consolidé. Le principal global des prêts
consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser $500,000,000. (Net)
Les conditions présentées au CP 1988-596 sont:
Article 1. Le principal maximum de tous les prêts non remboursés ayant une échéance de moins d'un an consentis à la Société
canadienne des postes ("la Société") sur le Fonds du revenu consolidé ne doit pas dépasser $100,000,000 en tout temps au
cours de la période allant du 1er avril 1988 au 30 mars 1989; et,
Article 5. Le principal maximum de tous les prêts ayant une échéance de plus de cinq ans et de moins de dix ans consentis à la
Société sur le Fonds du revenu consolidé ne doit pas dépasser $160,000,000 au cours de la période allant du 1er avril 1988
au 31 mars 1989. Les prêts consentis en vertu du présent article doivent être conformes aux paragraphes 6(1) ou 6(2) et,
Article 8. Le principal global des prêts consentis en vertu des articles 1 et 5 et non remboursés ne doit pas dépasser
$255,000,000 en tout temps. (Net) — 420,000,000

Total du ministère—Budgétaire — ...
Non budgétaire — **1,227,355,468**

---

23 Pêches et Océans

Département

540 (L) Loi des subsides n° 5 de 1955.
Loi des subsides n° 5 de 1955, telle que modifiée par le crédit 527 de la Loi des subsides n° 6 de 1956 et par le
crédit L38b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, prévoient la création d'un ou de plusieurs comptes
spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la Loi des subsides n° 4 de 1954, portant
affectation de crédits aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom de Régime d'assurance des bateaux de pêche et qui sera
administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes
anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées
sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant
jamais dépasser $150,000; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des
réclamations de dommages-intérêts lors de collision en mer, lorsque la collision met en cause un bâtiments assuré en vertu du
Régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et Océans. — 150,000
Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les apparaux fixes et installations portuaires
ont été annulés à la fin de l'année 1968-69. (Net)

Office canadien du poisson salé

L23b Ce compte a été établi pour y consigner les prêts consentis à l'Office canadien du poisson salé, créé en vertu de la Loi sur le
poisson salé de 1969-70, et a été étendu par le crédit L23b, de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits en vue de
la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé pour augmenter les gains des
producteurs primaires de morue préparée.
L'article 16 de la Loi prévoit que le gouverneur en conseil peut selon les modalités qu'il peut prescrire, autoriser le
ministre des Finances:
a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		b) à consentir des prêts à l'Office.	
		Le CP 1973-1915 de juillet 1973 autorise au ministre des Finances d'effectuer à l'Office canadien du poisson salé des prêts afin de financer l'acquisition d'actif immobilisé autre que le fonds de roulement.	
		Le solde global débiteur ne doit jamais dépasser $50,000,000. (Net)	6,000,000
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-69, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.	
		Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux:	
		a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et	
		b) à consentir des prêts à l'Office.	
		Le crédit L30b, Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits. L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce ne doit pas dépasser $30,000,000. (Net)	7,844,181
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**13,994,181**
26		**Secrétariat d'État**	
		Commission de la fonction publique	
	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—Loi sur les fonds renouvelables, article 7.	
		Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,500,000 en aucun temps.	6,220,151
		Total du ministère—Budgétaire	**6,220,151**
		Non budgétaire	...
27		**Solliciteur général**	
		Service correctionnel	
	L103b	Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits.	
		Pour étendre la portée du compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits:	
		a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et	
		b) pour porter de $10,000 à $50,000 le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits. (Net)	34,854
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**34,854**

28	**Transports**	
	Département	
(S)	Fonds renouvelable des aéroports—Loi sur les fonds renouvelables, article 10. Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les recettes provenant de l'exploitation de certains aéroports et toutes les sommes allouées de temps à autre, et d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement de l'entretien et de l'amélioration de certains aéroports. Le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire de $80,000,000 approuvé par le Parlement.	322,456,852
(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des ports, article 52, Partie I et article 26, Partie II, Annexe I. À la demande du Ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Fonds du revenu consolidé, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours selon les articles 52 et 26 ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000
(S)	(L) Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 28. Le ministre des Finances, à la demande du Ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Fonds du revenu consolidé, des prêts temporaires. Le montant global des prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000
	Total du ministère—Budgétaire	**322,456,852**
	Non budgétaire	**20,000,000**
30	**Travaux publics**	
	Département	
	Programme des services	
(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics—Loi sur les fonds renouvelables, article 5. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, le total ne peut excéder $450,000,000 en aucun temps.	373,668,819
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	
(S)	(L) Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement. L'article 21 autorise des avances du Fonds du revenu consolidé à la Société telles que prescrites par les autorités contenues dans la Loi nationale sur l'habitation. L'article 24 réduit le montant des prêts ou des garanties donné par la Société à ces autorités en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.	
	Loi nationale sur l'habitation.	
	Article 19. Autorisation d'un compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et d'hypothèques, aucune avance ne devant dépasser $100,000,000 moins le solde du Fonds. (Net)	100,000,000
	Article 26(3) réduit le montant total des avances, remboursements et paiements pour le réaménagement urbain, provincial et municipal à $351,000,000. (Brut)	286,000,000
	Article 27.6(2) réduit le montant total des avances pour fins de programme d'amélioration des quartiers à $302,000,000. (Brut)	249,500,000
	Article 34 a). Avances pour prêts directs en vertu du paragraphe 8.2(1) et des Parties II, IV-2, VI et VI-1 et de l'article 59, le montant total ne devant dépasser $14,500,000,000. (Brut)	1,662,106,790
	Article 42(4). Avances, en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix, ne devant dépasser $40,000,000. (Brut)	38,500,000
	Article 53(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable à $1,674,600,000. (Brut)	354,200,000
	Article 56(2) réduit le montant total des avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants à $500,000,000. (Brut)	174,600,000
	Article 77(2) réduit le montant total des avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement urbain à $75,000,000. (Brut)	59,000,000
	Article 79(6) réduit le montant total des avances et remboursements pour projets de logement public conjoints à $3,000,000,000. (Brut)	839,900,000
	Article 84(7) réduit le montant total des avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérales-provinciales à $100,000,000. (Brut)	100,000,000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Article 89(2) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de prêts pour des projets d'habitation d'étudiants à $550,000,000. (Brut)	111,000,000
		Article 92(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des Autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux dans une région désignée à $400,000,000. (Brut)	259,400,000
		Article 92(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des Autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux n'étant pas dans une région désignée à $60,000,000. (Brut)	60,000,000
		Total des autorisations brutes des articles 26(3) à 92(8) est de $21,552,600,000.	
		Total du ministère—Budgétaire	**373,668,819**
		Non budgétaire	**4,294,206,790**
		Total du gouvernement—Budgétaire	**1,354,856,148**
		Non budgétaire	**42,895,008,232**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée au ministère des Finances sous Privatisation et affaires réglementaires.

APPENDICE 4

Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de toutes les autorisations, budgétaires et non budgétaires, qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, par ministère.

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
2		Affaires extérieures	
		Département	
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
	L13c	Pour garantir des prêts accordés par des institutions financières canadiennes, à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie d'un montant ne dépassant pas $30,000,000 et $15,000,000 respectivement. (Article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques.)	45,000,000
		Agence canadienne de développement international	
	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 93,556 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement. ($ (É-U) réévalué à $1 (É-U) = 1.1577$ (Can).) (Brut)	1,331,725,963
	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 2,769 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes. ($ (É-U) réévalué à $1 (É-U) = 1.1577$ (Can).) (Brut)	23,210,926
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**1,399,936,889**
7		Approvisionnements et Services	
		Département	
	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables—Accroître les fonds de $17,000,000 à $22,000,000 en vertu du crédit L29g (Finances) de la Loi des subsides n° 2 de 1967. (Net)	5,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**5,000,000**
8		Communications	
		Musées nationaux du Canada	
	75	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $3,990,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1990-91 et 1991-92 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres articles relatifs aux fins de la Corporation et subvention inscrite au Budget. (Loi de crédits n° 2 pour 1990-91.)	3,990,000
		Total du ministère—Budgétaire	**3,990,000**
		Non budgétaire	...
12		Défense nationale	
		Département	
	L11c	Augmentation de la limite de l'autorisation de $80,000,000 à $100,000,000 pour le compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale, prescrite par le crédit L20b, Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits. (Net)	20,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**20,000,000**

APPENDICE 4

Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
14		Emploi et Immigration	
		Département/Commission	
		Programme d'immigration	
	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'immigration, article 119 et sa modification par le CT 814449, pour augmenter la limite de $90,000,000 à $110,000,000. (Net)	20,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**20,000,000**
23		Pêches et Océans	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $26,000,000. (La limite a été diminuée de $30,000,000 à $26,000,000 en vertu du CP 1991-76.) (Net)	(4,000,000)
		Total du ministère—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**(4,000,000)**
		Total du gouvernement—Budgétaire	**3,990,000**
		Non budgétaire	**1,440,936,889**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance)

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1990-91

Affaires extérieures

Département
Corporation commerciale canadienne
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
Agence canadienne de développement international
Secrétariat canadien
Société pour l'expansion des exportations
Centre international d'exploitation des océans
Centre de recherches pour le développement international
Commission mixte internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	2.2
Sommaire du ministère	2.5
Programmes par activité	2.11
Paiements de transfert	2.16
Détail des montants portés au crédit	2.27
Recettes	2.27

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme des intérêts du Canada à l'étranger

Objectif

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus spécifiquement, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, d'expansion du commerce, de paix et de sécurité, de souveraineté et d'identité nationales, de justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

Description des activités

Politique étrangère, priorités et coordination

Formulation et coordination des recommandations et des initiatives en matière de politique étrangère. Planification et coordination des ressources du ministère. Gestion des relations avec les autres ministères fédéraux. Coordination de la participation des provinces aux relations internationales. Prestation des services de protocole pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

Expansion du commerce extérieur

Maintien et expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs. Formulation, élaboration et coordination des politiques et initiatives de commercialisation à l'échelle internationale et de stimulation des investissements et d'acquisition de technologie à l'étranger. Coordination à l'étranger du programme de promotion du tourisme.

Politiques économiques et commerciales et aide au développement

Gestion des relations économiques internationales, y compris la participation du Canada à l'OCDE, au GATT, aux négociations commerciales multilatérales, à la CNUCED, et dimensions économiques des questions Nord-Sud et Est-Ouest. Politique des investissements et coopération industrielle. Administration de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Affaires politiques et sécurité internationale

Élaboration, coordination et mise en oeuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armements et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, la francophonie, les droits de la personne et d'autres secteurs connexes.

Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration

Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada. Coordination et gestion des affaires de l'immigration et des réfugiés. Formulation de la politique et gestion du programme des affaires consulaires.

Communications et culture

Gestion des communications du ministère au Canada et à l'étranger concernant le commerce international et la politique étrangère. Développement et coordination des relations et activités culturelles internationales. Bibliothèque et services reliés aux activités de communications.

Relations et activités bilatérales

Gestion des relations bilatérales du Canada avec les divers pays et les diverses régions; gestion de l'ensemble des questions et intérêts en jeu, notamment en ce qui concerne les relations politiques, économiques et commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements. Mise en oeuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'immigration, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme. Prestation de services consulaires, dans les missions à l'étranger. Analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens. Formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans les pays ou groupes de pays. Gestion et fourniture des installations et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

Passeports

Délivrance de titres de voyage et prestation d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration

Prestation de services de soutien administratif au ministère à Ottawa et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, les télécommunications, la gestion des archives, le traitement électronique des données, et les services de conseil en gestion. Élaboration et mise en oeuvre de politiques et de programmes visant à répondre aux besoins en matière de personnel du ministère et de ses employés tant à Ottawa qu'à l'étranger.

Objectif

Présentation d'une image du Canada qui illustre le développement du Canada aux points de vue économique, culturel et social.

Description de l'activité

Expositions internationales

Gestion des relations du Canada avec le Bureau international des expositions à Paris et coordination de sa participation aux expositions internationales. Promotion des expositions internationales qui ont lieu au Canada.

Corporation commerciale canadienne

Objectif

Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

Objectif

Accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien.

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays en développement en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement; et accorder une assistance humanitaire et, partant, favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Programme de partenariat

Le Programme de partenariat englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit par l'entremise de partenaires nationaux et internationaux et comprend: le secteur bénévole (organisations et institutions non gouvernementales nationales et internationales), la coopération industrielle (entreprises privées, canadiennes et internationales), la coopération technique multilatérale, les institutions financières internationales et l'aide alimentaire multilatérale.

Initiatives nationales

Les Initiatives nationales englobent l'aide au développement que l'ACDI fournit directement à des pays admissibles à l'aide canadienne et à des institutions régionales. Elle comprend également l'aide alimentaire bilatérale, l'assistance humanitaire internationale et les bourses d'études.

Services généraux

Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes:

- les services généraux de l'Agence, y compris les cabinets du président et du vice-président principal, les relations parlementaires et la vérification interne;
- les services de formulation et d'évaluation des politiques;
- les services de gestion financière, de comptabilité, de gestion de l'information et les systèmes de gestion;
- les services au personnel et les services administratifs; et
- les services d'information du public.

Secrétariat canadien

Objectif

Fournir des services de soutien administratif aux groupes spéciaux institués en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ).

Description de l'activité

Secrétariat canadien

Afin de régler les différends résultant de décisions en matière de droits antidumping et compensateurs prises conformément à l'Accord de libre-échange (ALÉ), il est possible de substituer à l'examen judiciaire, une procédure de révision par des groupes spéciaux (chapitre 19). Les différends entre les deux gouvernements (chapitre 18) peuvent être renvoyés à un groupe spécial composé de cinq membres. Le Secrétariat canadien administre un greffe et fournit des services de soutien administratif aux groupes spéciaux.

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Faciliter et accroître le commerce d'exportation du Canada.

Centre international d'exploitation des océans

Objectif

Lancer, encourager et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en voie de développement dans le domaine de l'exploitation des richesses de l'océan.

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objets:

- s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Commission mixte internationale

Objectif

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite d'ententes internationales; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends tenant à la frontière commune, et formuler les avis appropriés. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptibles de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international

Coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement d'autres frais occasionnés par des enquêtes et des relevés.

Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements dans l'application de l'accord; fonctionnement du bureau régional selon les arrangements conclus avec les États-Unis sur le partage des frais; aide requise au Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs et au Conseil consultatif scientifique.

Administration

Membres de la Commission et personnel de soutien; dépenses connexes de fonctionnement.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	Provenance des autorisations — Indiquées dans						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
...	723,440,000	...	...	723,440,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	13,611,000	...	13,611,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $27,136,999 du crédit 5 (Affaires extérieures)				
...	...	...	27,136,999	27,136,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	18,453,079	18,453,079		CT, crédit 5[1]				
...	723,440,000	13,611,001	45,590,078	782,641,079		Total—Crédit 1	778,237,083	4,403,996	...	707,035,563
...	132,116,000	...	...	132,116,000	5	Dépenses en capital				
...	...	5,490,000	...	5,490,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	...	(27,136,999)	(27,136,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,290,999)	(1,290,999)		crédit 10				
...	...	...	(1,348,999)	(1,348,999)		crédit 20				
...	132,116,000	5,490,000	(29,776,997)	107,829,003		Total—Crédit 5	101,986,711	5,842,292	...	109,626,093
...	205,527,356	...	...	205,527,356	10	Subventions et contributions				
...	...	11,057,741	...	11,057,741	10b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $1,290,999 du crédit 5 (Affaires extérieures)				
...	...	...	1,290,999	1,290,999		Virement du crédit 5				
...	...	...	10,529,694	10,529,694		Augmentation de l'autorisation autorisée par le crédit 10				
...	205,527,356	11,057,742	11,820,693	228,405,791		Total—Crédit 10	219,398,651	9,007,140	...	222,404,644
...	49,400	...	(3,692)	45,708	(S)	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile	45,708	...	...	44,083
...	200,000	...	23,204	223,204	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	223,204	...	...	205,538
...	32,973,000	...	2,401,000	35,374,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35,374,000	...	...	30,009,000
14,381,037	715,000	...	(715,000)	14,381,037	(S)	Fonds renouvelable des passeports	1,284,238	...	13,096,799	106,024
...	...	...	1,024,250	1,024,250	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	1,024,250	...	...	51,540
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,202
14,381,037	1,095,020,756	30,158,743	30,363,536	1,169,924,072		Total budgétaire	1,137,573,845	19,253,428	13,096,799	1,069,491,687

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
10,962,080	...	...	...	10,962,080	L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Limite $22,500,000. (Net)	(1,550,275)	...	12,512,355	(28,683)
41,223,715	...	...	...	41,223,715	L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la Loi des subsides n° 2 de 1954. Limite $50,000,000. (Net)	2,162,838	...	39,060,877	671,225
...	...	1	44,999,999	45,000,000	L13c	Pour garantir des prêts accordés par des institutions financières canadiennes, à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie d'un montant ne dépassant pas $30,000,000 et $15,000,000 respectivement	...	...	45,000,000	...
10,534,456	...	...	(122,484)	10,411,972	L47b	Achat d'actions et émission de billets—Fonds commun des denrées. Limite $10,380,000 (É-U). ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $(Can)). (Brut)	1,302,917	...	9,109,055	1,604,954
...	2,000,000	...	(2,000,000)	...	(S)	(L) Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du Fonds commun des denrées	...	...	...	...
62,720,251	2,000,000	1	42,877,515	107,597,767		Total non budgétaire	1,915,480	...	105,682,287	2,247,496
						Total du programme—				
14,381,037	**1,095,020,756**	**30,158,743**	**30,363,536**	**1,169,924,072**		**Budgétaire**	**1,137,573,845**	**19,253,428**	**13,096,799**	**1,069,491,687**
62,720,251	**2,000,000**	**1**	**42,877,515**	**107,597,767**		**Non budgétaire**	**1,915,480**	**...**	**105,682,287**	**2,247,496**
						Programme des expositions internationales				
...	3,535,000	...	...	3,535,000	15	Dépenses de fonctionnement	3,435,203	99,797	...	1,817,006
...	5,720,000	...	...	5,720,000	20	Dépenses en capital				
...	...	2,400,000	...	2,400,000	20b	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $1,348,999 du crédit 5 (Affaires extérieures)				
...	...	...	1,348,999	1,348,999		Virement du crédit 5				
...	5,720,000	2,400,001	1,348,999	9,469,000		Total—Crédit 20	9,468,598	402	...	...
...	47,000	...	3,000	50,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50,000	...	...	40,000
...	**9,302,000**	**2,400,001**	**1,351,999**	**13,054,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**12,953,801**	**100,199**	**...**	**1,857,006**
						Total du département—				
14,381,037	**1,104,322,756**	**32,558,744**	**31,715,535**	**1,182,978,072**		**Budgétaire**	**1,150,527,646**	**19,353,627**	**13,096,799**	**1,071,348,693**
62,720,251	**2,000,000**	**1**	**42,877,515**	**107,597,767**		**Non budgétaire**	**1,915,480**	**...**	**105,682,287**	**2,247,496**

						Corporation commerciale canadienne				
...	15,157,000	...	...	15,157,000	25	Dépenses du programme	14,917,000	240,000	...	17,088,890
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 11. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
						Total du programme—				
...	**15,157,000**	**...**	**...**	**15,157,000**		**Budgétaire**	**14,917,000**	**240,000**	**...**	**17,088,890**
10,000,000	**...**	**...**	**...**	**10,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**10,000,000**	**...**
						Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales				
...	5,000,000	...	(5,000,000)	...	(S)	Paiements à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales				
...	...	...	5,000,000	5,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 29(f) de la Loi				
...	5,000,000	...	...	5,000,000		Total	5,000,000	...	...	5,000,000
...	**5,000,000**	**...**	**...**	**5,000,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,000,000**	**...**	**...**	**5,000,000**
						Agence canadienne de développement international				
...	94,224,000	...	...	94,224,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,000,000	...	1,000,000	30b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3,223,150	3,223,150		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(1,620,000)	(1,620,000)		Virement au crédit 35				
...	94,224,000	1,000,000	1,603,150	96,827,150		Total—Crédit 30	95,513,948	1,313,202	...	103,091,920
...	1,906,700,000	...	...	1,906,700,000	35	Subventions et contributions				
...	...	33,855,526	...	33,855,526	35b	Subventions et contributions inscrites au Budget				
...	...	18,524,000	...	18,524,000	35c	Virement de $1,620,000 du crédit 30 (Affaires extérieures)				
...	...	...	1,620,000	1,620,000		Virement du crédit 30				
...	1,906,700,000	52,379,526	1,620,000	1,960,699,526		Total—Crédit 35	1,930,597,209	30,102,317	...	1,789,906,967
...	140,000,000	10,000,000	9,144,829	159,144,829	(S)	Paiements aux institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	159,144,829	...	...	108,464,066
...	3,000,000	...	(3,000,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique				
...	...	...	3,000,000	3,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 28(c) de la Loi				
...	3,000,000	...	...	3,000,000		Total	3,000,000	...	...	2,000,000
...	8,728,000	...	636,000	9,364,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,364,000	...	...	8,051,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	647,764,022
...	2,152,652,000	63,379,526	13,003,979	2,229,035,505		Total budgétaire	2,197,619,986	31,415,519	...	2,659,277,975
						Institutions financières				
...	1	...	229,499,999	229,500,000	L40	Délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales. (Brut)	229,500,000	...	...	243,944,283

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Banque interaméricaine de développement				
898,578,289	...	...	(9,066,459)	889,511,830	L55	Autorisation de souscrire pour 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $ (Can)). (Brut)	...	...	889,511,830	...
...	...	...	1,331,725,963	1,331,725,963	(S)	Autorisation de souscrire pour 93,556 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $ (Can)). (Brut)	...	...	1,331,725,963	...
...	4,800,000	...	(234,037)	4,565,963	(S)	Paiement	4,565,963	...	...	7,005,152
...	1	...	8,599,999	8,600,000	L45	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,254,375 (É-U)	8,469,977	130,023	...	2,596,000
						Banque de développement des Caraïbes				
37,774,875	...	...	(381,140)	37,393,735	L50	Autorisation de souscrire pour 5,355 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $(Can)). (Brut)	...	...	37,393,735	...
...	...	...	23,210,926	23,210,926	(S)	Autorisation de souscrire pour 2,769 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $(Can)). (Brut)	...	...	23,210,926	...
...	...	500,000	...	500,000	L46b	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $417,999.58 (É-U)	482,581	17,419	...	...
...	...	...	...	...	(S)	Paiement	...	...	...	357,788
						Banque asiatique de développement				
513,583,107	...	...	(5,181,941)	508,401,166	L36a	Autorisation de souscrire pour 36,403 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $(Can)). (Brut)	...	...	508,401,166	...
...	3,800,000	...	(29,624)	3,770,376	(S)	Paiement	3,770,376	...	...	3,770,376
						Banque africaine de développement				
181,449,560	...	...	...	181,449,560	(S)	(L) Souscription initiale pour actions de la Banque africaine de développement. Limite 168,000,000 unités de compte (environ $240,000,000). (Brut)	...	...	181,449,560	...
467,570,041	...	...	(4,321,869)	463,248,172		(L) Seconde souscription pour actions de la Banque africaine de développement. ($405,333,600(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.1577 $(Can) = $469,254,709(Can)). (Brut)	...	...	463,248,172	...
...	6,100,000	...	(250,529)	5,849,471	(S)	Paiement	5,849,471	...	...	5,984,751

...	...	...	6,100,000	6,100,000	L45	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $5,066,670 (É-U)	5,846,431	253,569	...	6,080,004
2,098,955,872	14,700,002	500,000	1,579,671,288	3,693,827,162		Total non budgétaire	258,484,799	401,011	3,434,941,352	269,738,354
						Total du programme—				
...	**2,152,652,000**	**63,379,526**	**13,003,979**	**2,229,035,505**		**Budgétaire**	**2,197,619,986**	**31,415,519**	**...**	**2,659,277,975**
2,098,955,872	**14,700,002**	**500,000**	**1,579,671,288**	**3,693,827,162**		**Non budgétaire**	**258,484,799**	**401,011**	**3,434,941,352**	**269,738,354**
						Secrétariat canadien				
...	2,272,000	...	...	2,272,000	50	Dépenses du programme	1,030,534	1,241,466	...	1,029,562
...	71,000	...	...	71,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71,000	...	...	...
...	**2,343,000**	**...**	**...**	**2,343,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,101,534**	**1,241,466**	**...**	**1,029,562**
						Société pour l'expansion des exportations				
...	...	...	8,581,655	8,581,655	(S)	Dépenses d'administration	8,581,655	...	...	7,059,402
...	185,000,000	...	(185,000,000)	...	(S)	Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 32 de la Loi sur l'expansion des exportations (voir ci-dessous)[2]				
...	...	...	167,542,015	167,542,015		Virement de l'autorisation non budgétaire[2]				
...	185,000,000	...	(17,457,985)	167,542,015		Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 32[2]	167,542,015	...	...	103,785,107
...	185,000,000	...	(8,876,330)	176,123,670		Total budgétaire	176,123,670	...	...	110,844,509
728,000,000	...	...	...	728,000,000	(S)	(L) Paiements pour souscription du capital-actions de la Société en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations, article 11. Limite $1,500,000,000. (Brut)	16,200,000	...	711,800,000	75,000,000
1,996,231,000	...	...	342,594,000	2,338,825,000		(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis. (Net)	...	...	2,338,825,000	...
4,638,211,863	214,000,000	...	(106,456,357)	4,745,755,506	(S)	L'autorisation maximale de $6,000,000,000 en vertu de l'article 32 de la Loi sur l'expansion des exportations relatif aux prêts effectués conformément à l'article 31. [2]				
...	...	...	(167,542,015)	(167,542,015)		Moins: partie budgétaire de l'autorisation. (voir ci-dessus)[2]				
4,638,211,863	214,000,000	...	(273,998,372)	4,578,213,491		Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 32 (Net)[2]	49,617,183	...	4,528,596,308	5,628,295
7,362,442,863	214,000,000	...	68,595,628	7,645,038,491		Total non budgétaire	65,817,183	...	7,579,221,308	80,628,295
						Total du programme—				
...	**185,000,000**	**...**	**(8,876,330)**	**176,123,670**		**Budgétaire**	**176,123,670**	**...**	**...**	**110,844,509**
7,362,442,863	**214,000,000**	**...**	**68,595,628**	**7,645,038,491**		**Non budgétaire**	**65,817,183**	**...**	**7,579,221,308**	**80,628,295**[3]
						Centre international d'exploitation des océans				
...	12,300,000	...	...	12,300,000	55	Paiements au Centre international d'exploitation des océans	12,200,000	100,000	...	10,100,000
...	**12,300,000**	**...**	**...**	**12,300,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**12,200,000**	**100,000**	**...**	**10,100,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Centre de recherches pour le développement international				
...	114,300,000	...	...	114,300,000	60	Versements au Centre de recherches pour le développement international	114,130,000	170,000	...	108,500,000
...	**114,300,000**	...	...	114,300,000		**Total du programme—Budgétaire**	114,130,000	**170,000**	...	**108,500,000**
						Commission mixte internationale				
...	4,291,000	...	...	4,291,000	65	Dépenses du programme				
...	...	329,000	...	329,000	65c	Dépenses du programme				
...	...	...	244,683	244,683		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,291,000	329,000	244,683	4,864,683		Total—Crédit 65	4,675,453	189,230	...	4,686,455
...	350,000	...	25,000	375,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	375,000	...	...	307,000
...	**4,641,000**	**329,000**	**269,683**	5,239,683		**Total du programme—Budgétaire**	5,050,453	**189,230**	...	**4,993,455**
						Total du ministère—				
14,381,037	**3,595,715,756**	**96,267,270**	**36,112,867**	3,742,476,930		**Budgétaire**	3,676,670,289	**52,709,842**	**13,096,799**	**3,988,183,084**[3]
9,534,118,986	**230,700,002**	**500,001**	**1,691,144,431**	11,456,463,420		Non budgétaire	326,217,462	**401,011**	**11,129,844,947**	**352,614,145**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Conformément aux articles 29, 31 et 32 de la Loi sur l'expansion des exportations, l'autorisation maximale de $6 milliards consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

(3) Le montant présenté dans les Comptes publics de l'exercice précédent a été réduit de $103,785,107.

Programmes par activité

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Redressements et virements — Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
								Fonctionnement				
...	19,592,400	...	1,483,000	(57,000)	76,308	...	21,094,708	Politique étrangère, priorités et coordination	21,045,459	49,249	...	23,985,353
...	41,048,000	1,393,000	885,000	2,352,000	116,000	...	45,794,000	Expansion du commerce extérieur	44,457,859	1,336,141	...	39,327,367
...	21,671,000	...	808,000	120,000	106,000	...	22,705,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	22,327,242	377,758	...	21,225,902
...	40,481,000	6,301,000	2,661,000	(189,000)	166,000	...	49,420,000	Affaires politiques et sécurité internationale	49,390,428	29,572	...	45,788,271
...	9,147,000	...	850,000	(28,000)	59,000	...	10,028,000	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	9,997,871	30,129	...	21,303,374
...	20,931,000	...	1,885,000	(149,000)	77,000	...	22,744,000	Communications et culture	22,725,621	18,379	...	22,919,704
...	506,973,000	5,917,001	6,755,000	28,047,999	2,450,250	...	550,143,250	Relations et activités bilatérales	547,582,637	2,560,613	...	459,682,928
14,381,037	27,842,000	...	...	(768,421)	85,000	(27,927,000)	13,612,616	Passeports	515,817	...	13,096,799	(347,667)
...	96,619,000	...	3,126,079	(2,960,000)	371,000	...	97,156,079	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	97,153,924	2,155	...	102,916,489
...	(27,927,000)	...	...	...	...	27,927,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
14,381,037	756,377,400	13,611,001	18,453,079	26,368,578	3,506,558	...	832,697,653	Total—Fonctionnement	815,196,858	4,403,996	13,096,799	736,801,721
								Capital				
...	...	...	...	300,000	...	...	300,000	Politique étrangère, priorités et coordination	235,120	64,880	...	51,592
...	735,000	...	...	100,000	...	...	835,000	Expansion du commerce extérieur	778,611	56,389	...	1,140,400
...	480,000	...	...	...	...	...	480,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	91,126	388,874	...	132,323
...	2,467,000	...	...	1,100,000	...	...	3,567,000	Affaires politiques et sécurité internationale	3,484,985	82,015	...	2,637,261
...	58,000	...	...	10,000	...	...	68,000	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	63,179	4,821	...	117,826
...	...	...	...	60,000	...	...	60,000	Communications et culture	53,694	6,306	...	30,080
...	124,151,000	5,490,000	...	(32,746,997)	...	...	96,894,003	Relations et activités bilatérales	91,690,395	5,203,608	...	93,640,727
...	800,000	...	...	768,421	(800,000)	...	768,421	Passeports	768,421	...	...	453,691
...	4,225,000	...	...	1,400,000	...	...	5,625,000	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	5,589,601	35,399	...	11,875,884
...	132,916,000	5,490,000	...	(29,008,576)	(800,000)	...	108,597,424	Total—Capital	102,755,132	5,842,292	...	110,079,784

Programmes par activité—*Suite*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations —	Indiquées dans		Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
								Politique étrangère, priorités				
...	...	30,000	...	...	...	...	30,000	et coordination	30,000	...	...	30,000
...	25,167,000	...	...	(1,963,156)	...	...	23,203,844	Expansion du commerce extérieur	23,198,765	5,079	...	17,525,337
								Politiques économiques et commer-				
...	17,913,000	...	...	1,194,000	3,087,309	...	22,194,309	ciales et aide au développement	22,153,270	41,039	...	45,934,261
								Affaires politiques et sécurité				
...	120,998,775	38,000	...	1,892,129	7,261,872	...	130,190,776	internationale	121,535,495	8,655,281	...	120,474,622
								Affaires juridiques, consulaires				
...	2,913,250	2,141,000	...	...	350	...	5,054,600	et de l'immigration	5,004,326	50,274	...	2,528,841
...	24,368,331	...	...	(64,585)	...	...	24,303,746	Communications et culture	24,208,463	95,283	...	23,477,905
...	14,147,000	8,848,742	...	232,611	180,163	...	23,408,516	Relations et activités bilatérales	23,248,332	160,184	...	12,413,678
								Soutien opérationnel, planification des ressources humaines,				
...	220,000	...	...	...	23,204	...	243,204	et administration	243,204	...	...	225,538
...	205,727,356	11,057,742	...	1,290,999	10,552,898	...	228,628,995	Total—Paiements de transfert	219,621,855	9,007,140	...	222,610,182
								Non budgétaire				
								Politiques économiques et commer-				
10,534,456	2,000,000	...	...	...	(2,122,484)	...	10,411,972	ciales et aide au développement	1,302,917	...	9,109,055	1,604,954
52,185,795	...	1	...	...	44,999,999	...	97,185,795	Relations et activités bilatérales	612,563	...	96,573,232	642,542
62,720,251	2,000,000	1	...	...	42,877,515	...	107,597,767	Total—Non budgétaire	1,915,480	...	105,682,287	2,247,496
								Sommaire du programme				
								Politique étrangère, priorités				
...	19,592,400	30,000	1,483,000	243,000	76,308	...	21,424,708	et coordination	21,310,579	114,129	...	24,066,945
...	66,950,000	1,393,000	885,000	488,844	116,000	...	69,832,844	Expansion du commerce extérieur	68,435,235	1,397,609	...	57,993,104
								Politiques économiques et commerciales et aide au développement—				
...	40,064,000	...	808,000	1,314,000	3,193,309	...	45,379,309	Budgétaire	44,571,638	807,671	...	67,292,486
10,534,456	2,000,000	...	...	...	(2,122,484)	...	10,411,972	Non budgétaire	1,302,917	...	9,109,055	1,604,954
								Affaires politiques et sécurité				
...	163,946,775	6,339,000	2,661,000	2,803,129	7,427,872	...	183,177,776	internationale	174,410,908	8,766,868	...	168,900,154
								Affaires juridiques, consulaires				
...	12,118,250	2,141,000	850,000	(18,000)	59,350	...	15,150,600	et de l'immigration	15,065,376	85,224	...	23,950,041
...	45,299,331	...	1,885,000	(153,585)	77,000	...	47,107,746	Communications et culture	46,987,778	119,968	...	46,427,689
								Relations et activités bilatérales—				
...	645,271,000	20,255,743	6,755,000	(4,466,387)	2,630,413	...	670,445,769	Budgétaire	662,521,364	7,924,405	...	565,737,333
52,185,795	...	1	...	...	44,999,999	...	97,185,795	Non budgétaire	612,563	...	96,573,232	642,542
14,381,037	715,000	...	...	...	(715,000)	...	14,381,037	Passeports	1,284,238	...	13,096,799	106,024

...	101,064,000	...	3,126,079	(1,560,000)	394,204	...	103,024,283	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	102,986,729	37,554	...	115,017,911
								Total du programme—				
14,381,037	**1,095,020,756**	**30,158,743**	**18,453,079**	**(1,348,999)**	**13,259,456**	...	**1,169,924,072**	**Budgétaire**	**1,137,573,845**	**19,253,428**	**13,096,799**	**1,069,491,687**
62,720,251	**2,000,000**	**1**	...	...	**42,877,515**	...	**107,597,767**	**Non budgétaire**	**1,915,480**	...	**105,682,287**	**2,247,496**
								Programme des expositions internationales				
...	3,568,000	...	...	...	3,000	...	3,571,000	Fonctionnement	3,471,203	99,797	...	1,844,646
...	5,720,000	2,400,001	...	1,348,999	...	...	9,469,000	Capital	9,468,598	402	...	...
...	14,000	...	...	...	...	...	14,000	Paiements de transfert	14,000	...	...	12,360
...	**9,302,000**	**2,400,001**	...	**1,348,999**	**3,000**	...	**13,054,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**12,953,801**	**106,199**	...	**1,857,006**
								Total du département—				
14,381,037	**1,104,322,756**	**32,558,744**	**18,453,079**	...	**13,262,456**	...	**1,182,978,072**	**Budgétaire**	**1,150,527,646**	**19,353,627**	**13,096,799**	**1,071,348,693**
62,720,251	**2,000,000**	**1**	...	...	**42,877,515**	...	**107,597,767**	**Non budgétaire**	**1,915,480**	...	**105,682,287**	**2,247,496**
								Corporation commerciale canadienne				
...	15,157,000	...	...	...	...	...	15,157,000	Fonctionnement	14,917,000	240,000	...	17,088,890
10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	Non budgétaire	...	...	10,000,000	...
								Total du programme—				
...	**15,157,000**	...	...	...	...	...	**15,157,000**	**Budgétaire**	**14,917,000**	**240,000**	...	**17,088,890**
10,000,000	...	...	...	...	...	...	**10,000,000**	**Non budgétaire**	...	...	**10,000,000**	...
								Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales				
...	5,000,000	...	...	...	...	...	5,000,000	Fonctionnement	5,000,000	...	...	5,000,000
...	**5,000,000**	...	...	...	...	...	**5,000,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,000,000**	...	...	**5,000,000**
								Agence canadienne de développement international				
								Fonctionnement				
...	14,663,000	400,000	459,060	(120,000)	90,583	...	15,492,643	Programme de partenariat	14,227,189	1,265,454	...	13,214,029
...	42,546,000	...	1,332,000	...	262,834	...	44,140,834	Initiatives nationales	41,807,559	2,333,275	...	688,972,315
...	45,278,000	600,000	1,432,090	(1,500,000)	282,583	...	46,092,673	Services généraux	48,106,064	(2,013,391)	...	52,935,257
...	102,487,000	1,000,000	3,223,150	(1,620,000)	636,000	...	105,726,150	Total—Fonctionnement	104,140,812	1,585,338	...	755,121,601
								Capital				
...	465,000	...	...	...	...	...	465,000	Services généraux	737,136	(272,136)	...	3,785,340
								Paiements de transfert				
...	810,600,000	17,750,000	...	11,228,192	9,144,829	...	848,723,021	Programme de partenariat	848,588,534	134,487	...	767,974,424
...	1,239,100,000	44,629,526	...	(9,608,192)	...	...	1,274,121,334	Initiatives nationales	1,244,153,504	29,967,830	...	1,132,396,610
...	2,049,700,000	62,379,526	...	1,620,000	9,144,829	...	2,122,844,355	Total—Paiements de transfert	2,092,742,038	30,102,317	...	1,900,371,034
								Non budgétaire				
2,098,955,872	14,700,002	500,000	...	...	1,579,671,288	...	3,693,827,162	Programme de partenariat	258,484,799	401,011	3,434,941,352	269,738,354

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
								Programme de partenariat—				
...	825,263,000	18,150,000	459,060	11,108,192	9,235,412	...	864,215,664	Budgétaire	862,815,723	1,399,941	...	781,188,453
2,098,955,872	14,700,002	500,000	...	...	1,579,671,288	...	3,693,827,162	Non budgétaire	258,484,799	401,011	3,434,941,352	269,738,354
...	1,281,646,000	44,629,526	1,332,000	(9,608,192)	262,834	...	1,318,262,168	Initiatives nationales	1,285,961,063	32,301,105	...	1,821,368,925
...	45,743,000	600,000	1,432,090	(1,500,000)	282,583	...	46,557,673	Services généraux	48,843,200	(2,285,527)	...	56,720,597
								Total du programme—				
...	**2,152,652,000**	**63,379,526**	**3,223,150**	**...**	**9,780,829**	**...**	**2,229,035,505**	**Budgétaire**	**2,197,619,986**	**31,415,519**	**...**	**2,659,277,975**
2,098,955,872	**14,700,002**	**500,000**	**...**	**...**	**1,579,671,288**	**...**	**3,693,827,162**	**Non budgétaire**	**258,484,799**	**401,011**	**3,434,941,352**	**269,738,354**
								Secrétariat canadien				
...	2,286,000	...	...	...	...	...	2,286,000	Fonctionnement	1,033,284	1,252,716	...	848,267
...	57,000	...	...	...	...	...	57,000	Capital	68,250	(11,250)	...	181,295
...	**2,343,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,343,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,101,534**	**1,241,466**	**...**	**1,029,562**
								Société pour l'expansion des exportations				
...	185,000,000	...	...	...	(8,876,330)	...	176,123,670	Fonctionnement	176,123,670	...	...	110,844,509
7,362,442,863	214,000,000	...	...	...	68,595,628	...	7,645,038,491	Non budgétaire	65,817,183	...	7,579,221,308	80,628,295
								Total du programme—				
...	**185,000,000**	**...**	**...**	**...**	**(8,876,330)**	**...**	**176,123,670**	**Budgétaire**	**176,123,670**	**...**	**...**	**110,844,509**
7,362,442,863	**214,000,000**	**...**	**...**	**...**	**68,595,628**	**...**	**7,645,038,491**	**Non budgétaire**	**65,817,183**	**...**	**7,579,221,308**	**80,628,295** [(1)]
								Centre international d'exploitation des océans				
...	12,300,000	...	...	...	...	...	12,300,000	Fonctionnement	12,200,000	100,000	...	10,100,000
...	**12,300,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**12,300,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**12,200,000**	**100,000**	**...**	**10,100,000**
								Centre de recherches pour le développement international				
								Fonctionnement				
...	64,000,000	...	...	...	...	...	64,000,000	Recherche en développement	64,000,000	...	...	67,000,000
...	25,000,000	...	...	...	...	...	25,000,000	Activités associées à la recherche	25,000,000	...	...	9,300,000
...	14,700,000	...	...	...	...	...	14,700,000	Aide opérationelle à la recherche	14,700,000	...	...	27,700,000
...	12,200,000	...	...	...	...	...	12,200,000	Gestion générale	12,030,000	170,000	...	9,100,000
								Fonds disponibles:				
...	(900,000)	...	...	...	...	...	(900,000)	Revenus de placements	(900,000)	...	...	(1,500,000)

...	(200,000)	...	...	...	...	...	(200,000)	Autres revenus	(200,000)	...	...	(200,000)
...	(500,000)	...	...	...	...	...	(500,000)	Utilisation (transfert) du surplus opérationnel	(500,000)	...	...	(2,900,000)
...	**114,300,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**114,300,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**114,130,000**	**170,000**	**...**	**108,500,000**
								Commission mixte internationale				
								Fonctionnement				
...	135,000	...	...	...	...	...	135,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	348,219	(213,219)	...	630,038
...	2,817,000	329,000	88,231	...	...	...	3,234,231	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2,497,625	736,606	...	2,337,179
...	1,659,000	...	156,452	...	25,000	...	1,840,452	Administration	2,118,003	(277,551)	...	1,924,146
...	4,611,000	329,000	244,683	...	25,000	...	5,209,683	Total—Fonctionnement	4,963,847	245,836	...	4,891,363
								Capital				
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	61,575	(49,575)	...	46,093
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Administration	25,031	(7,031)	...	55,999
...	30,000	...	...	...	...	...	30,000	Total—Capital	86,606	(56,606)	...	102,092
								Sommaire du programme				
...	135,000	...	...	...	...	...	135,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	348,219	(213,219)	...	630,038
...	2,829,000	329,000	88,231	...	...	...	3,246,231	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2,559,200	687,031	...	2,383,272
...	1,677,000	...	156,452	...	25,000	...	1,858,452	Administration	2,143,034	(284,582)	...	1,980,145
...	**4,641,000**	**329,000**	**244,683**	**...**	**25,000**	**...**	**5,239,683**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,050,453**	**189,230**	**...**	**4,993,455**
								Total du ministère—				
14,381,037	**3,595,715,756**	**96,267,270**	**21,920,912**	**...**	**14,191,955**	**...**	**3,742,476,930**	**Budgétaire**	**3,676,670,289**	**52,709,842**	**13,096,799**	**3,988,183,084**
9,534,118,986	**230,700,002**	**500,001**	**...**	**...**	**1,691,144,431**	**...**	**11,456,463,420**	**Non budgétaire**	**326,217,462**	**401,011**	**11,129,844,947**	**352,614,145** [1]

[1] Le montant présenté dans les Comptes publics de l'exercice précédent a été réduit de $103,785,107.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
							Subventions				
							Politique étrangère, priorités et coordination				
...	...	30,000	...	...	...	30,000	Subvention au Groupe canadien de la Commission trilatérale	30,000	...	...	...
							Expansion du commerce extérieur				
...	980,000	...	...	...	...	980,000	Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international	980,000	...	...	980,000
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000
							Affaires politiques et sécurité internationale				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement	100,000	...	...	100,000
...	105,000	...	...	...	...	105,000	Subventions pour l'aide financière dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements	101,344	3,656	...	105,000
...	100	...	...	...	...	100	Académie mondiale pour la paix	100	...	...	100
...	110,000	...	...	...	...	110,000	Association canadienne des Nations Unies	110,000	...	...	210,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	40,000	...	...	40,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	...	30,000	...	30,000
...	...	38,000	...	...	...	38,000	Subvention au Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse	38,000	...	...	...
...	385,100	38,000	...	...	...	423,100		389,444	33,656	...	485,100
							Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Conseil canadien de droit international	12,000	...	...	12,000

...	2,862,250	2,141,000	...	...	...	5,003,250	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	4,978,976	24,274	...	2,498,608
...	16,000	...	...	...	...	16,000	Subvention en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	...	16,000	...	6,699
...	2,890,250	2,141,000	...	...	...	5,031,250		4,990,976	40,274	...	2,517,307
							Communications et culture				
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association atlantique des jeunes dirigeants politiques	1,000	...	...	1,000
...	7,500	...	...	...	...	7,500	Conseil atlantique du Canada	7,500	...	...	7,500
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Institut canadien des affaires internationales	45,000	...	...	45,000
...	31,500	...	...	...	...	31,500	Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	31,500	...	...	31,500
...	17,383,707	...	...	...	...	17,383,707	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	17,330,215	53,492	...	16,467,445
...	6,644,624	...	...	...	...	6,644,624	Subventions dans le domaine des relations culturelles	6,602,833	41,791	...	6,540,460
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Office du baccalauréat international	5,000	...	...	5,000
...	24,118,331	...	...	...	...	24,118,331		24,023,048	95,283	...	23,097,905
							Relations et activités bilatérales				
...	89,000	...	...	...	...	89,000	Centre d'échange législatif	89,000	...	...	89,000
...	845,000	1,198,000	...	...	...	2,043,000	Chambre de commerce du Canada à des fins de promotion du commerce extérieur de la région de l'Asie et du Pacifique	2,043,000	...	...	1,135,000
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Fondation Asie-Pacifique du Canada	500,000	...	...	500,000
...	1,850,000	100,000	...	...	...	1,950,000	Subventions pour l'apprentissage des langues et des réalités culturelles asiatiques	1,950,000	...	...	1,050,000
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Fonds international pour l'Irlande	500,000	...	...	500,000
...	...	165,000	...	...	...	165,000	Subvention au Fonds volontaire spécial du Secrétariat du Commonwealth	164,020	980	...	91,609
...	...	1,800,000	...	...	...	1,800,000	Subventions pour la promotion du dialogue en Afrique du Sud et d'autres initiatives visant à promouvoir les négociations	1,810,451	(10,451)	...	1,000,000
...	...	100,000	...	...	...	100,000	Subventions pour la surveillance des sanctions prises contre l'Afrique du Sud	99,971	29	...	...
...	...	500,000	...	...	...	500,000	Subventions en vue de promouvoir les relations politiques et économiques avec la région Asie-Pacifique	474,936	25,064	...	...
...	...	1	...	499,999	...	500,000	Subventions pour l'aide économique et politique à l'Europe centrale, l'Europe de l'est et l'Union Soviétique	499,999	1	...	...
...	3,784,000	3,863,001	...	499,999	...	8,147,000		8,131,377	15,623	...	4,365,609
							Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Association de la Communauté du service extérieur	20,000	...	...	20,000

Paiements de transfert—*Suite*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements							
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	...	200,000	...	...	...	23,204	223,204	223,204	...	...	205,538
	...	220,000	...	...	...	23,204	243,204	243,204	...	...	225,538
Total—Subventions	**...**	**32,377,681**	**6,072,001**	**...**	**499,999**	**23,204**	**38,972,885**	**38,788,049**	**184,836**	**...**	**31,681,459**
Contributions											
Politique étrangère, priorités et coordination											
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	30,000
Expansion du commerce extérieur											
Contributions en vertu du programme d'échange de technologie	...	2,910,000	...	...	(606,515)	...	2,303,485	2,303,485	...	...	1,286,725
Contributions en vertu du programme de développement des marchés d'exportation	...	20,300,000	...	...	(1,309,910)	...	18,990,090	18,990,090	...	...	14,302,112
Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau	...	724,000	...	...	...	...	724,000	724,000	...	...	724,000
Institut canadien de gestion en télécommunications	...	238,000	...	...	(46,731)	...	191,269	186,190	5,079	...	217,500
Centre de recherche sur le commerce international	...	15,000	...	...	...	...	15,000	15,000	...	...	15,000
	...	24,187,000	...	...	(1,963,156)	...	22,223,844	22,218,765	5,079	...	16,545,337
Politiques économiques et commerciales et aide au développement											
Organisation internationale du sucre	...	100,000	...	...	111,000	...	211,000	197,221	13,779	...	...
Comité de l'acier de l'Organisation de coopération et de développement économiques	...	40,000	...	...	10,000	...	50,000	40,710	9,290	...	...
Organisation internationale des bois tropicaux	...	28,000	...	...	2,000	...	30,000	28,594	1,406	...	...
Groupe d'étude international du plomb et du zinc	...	45,000	...	...	18,000	...	63,000	55,878	7,122	...	...
Organisation internationale du café	...	100,000	...	...	4,000	...	104,000	101,696	2,304	...	...
Conseil international de l'étain	...	10,000	...	...	(10,000)	...	...	...	...	...	...
Groupe international d'études sur le caoutchouc	...	24,000	...	...	3,000	...	27,000	23,513	3,487	...	...
Organisation internationale du jute	...	7,000	...	...	1,000	...	8,000	7,745	255	...	...
Bureau international des tarifs douaniers	...	65,000	...	...	11,000	...	76,000	76,000	...	...	...
Groupe d'étude international du nickel	...	50,000	...	...	(5,000)	...	45,000	45,000	...	...	...
Forum quadrangulaire	...	30,000	...	...	...	...	30,000	30,000	...	...	30,000
Conseil de coopération douanière (11,375,000 FB)	...	328,000	...	...	...	22,193	350,193	350,193	...	...	281,552
Agence internationale de l'énergie atomique ($5,000,000 É-U)	...	5,881,000	...	...	...	1,143,014	7,024,014	7,024,014	...	...	5,395,854

...	702,000	...	...	...	68,000	770,000	Agence internationale de l'énergie (3,952,736 FF)	770,000	...	...	615,765
...	2,624,000	...	...	...	464,664	3,088,664	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (3,729,898 FS)	3,088,664	...	...	2,676,931
...	344,000	...	...	...	60,000	404,000	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (1,940,754 FF)	404,000	...	...	303,547
...	5,778,000	...	...	...	1,196,455	6,974,455	Organisation de coopération et de développement économiques (32,578,113 FF)	6,974,455	...	...	5,379,953
...	126,000	...	...	...	17,921	143,921	Organisation de coopération et de développement économiques et Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (708,358 FF)	143,921	...	...	107,968
...	1,100,000	...	...	...	...	1,100,000	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement ($935,283 É-U)	1,100,000	...	...	1,100,000
...	403,000	...	...	...	115,062	518,062	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (572,600 FS)	518,062	...	...	442,030
...	48,000	...	...	47,000	...	95,000	Secrétariat du Protocole de Montréal sur l'ozone	94,049	951	...	74,000
...	20,000	...	...	2,000	...	22,000	Secrétariat de la Convention de Vienne sur l'ozone	19,816	2,184	...	12,000
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Secrétariat de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux	60,000	...	...	60,000
...	...	...	...	1,000,000	...	1,000,000	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	999,739	261	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	29,444,661
...	17,913,000	...	...	1,194,000	3,087,309	22,194,309		22,153,270	41,039	...	45,924,261
							Affaires politiques et sécurité internationale				
...	5,756,000	...	...	...	1,338,771	7,094,771	Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (32,449,665 FF)	7,094,771	...	...	6,039,014
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (5,610,098 CFA)	20,000	...	...	20,000
...	946,000	...	...	...	...	946,000	Fondation du Commonwealth	916,885	29,115	...	759,499
...	205,000	...	...	...	16,678	221,678	Conseil des sciences du Commonwealth (111,320 GBP)	221,678	...	...	204,311
...	2,702,000	...	...	...	414,715	3,116,715	Secrétariat du Commonwealth (1,467,753 GBP)	3,116,715	...	...	2,353,991
...	856,000	...	...	...	177,359	1,033,359	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (465,000 GBP)	1,033,359	...	...	857,367
...	432,000	...	...	...	226,066	658,066	Conférence sur la négociation de mesures de confiance et le renforcement de la sécurité (5,000,000 ATS)	658,066	...	...	446,967
...	519,000	...	...	...	...	519,000	Négociations sur la stabilité conventionnelle (6,000,000 ATS)	513,460	5,540	...	307,223
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN	25,793	174,207	...	3,172
...	132,000	...	...	...	...	132,000	Aide financière dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements	129,967	2,033	...	125,250
...	12,758,000	...	...	...	...	12,758,000	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ($1[illegible],847,678 É-U)	11,833,926	924,074	...	12,184,758
...	1,199,000	...	...	...	100,769	1,299,769	Organisation de l'aviation civile internationale ($1,019,137 É-U)	1,299,769	...	...	990,607

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	200,000	...	...	(200,000)	...	...	Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures	...	...	...	70,223
...	5,966,000	...	...	...	1,989,474	7,955,474	Organisation internationale du travail ($5,072,254 É-U)	7,955,474	...	...	6,811,472
...	215,000	...	...	...	53,910	268,910	Organisation maritime internationale ($182,560 É-U)	268,910	...	...	205,646
...	6,281,000	...	...	...	767,454	7,048,454	Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Administration civile (218,120,000 FB)	7,048,454	...	...	5,854,474
...	1,540,000	...	...	...	353,979	1,893,979	Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques (53,480,000 FB)	1,893,979	...	...	1,683,968
...	4,905,000	...	...	...	...	4,905,000	Organisation panaméricaine de la santé ($4,170,645 É-U)	4,737,341	167,659	...	4,506,288
...	5,918,675	...	...	...	...	5,918,675	Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale	5,907,025	11,650	...	6,889,023
...	130,000	...	...	(122,871)	...	7,129	Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada	7,129	...	...	32,739
...	56,000	...	...	...	7,955	63,955	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (15,679,778 CFA)	63,955	...	...	53,037
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	35,000	...	...	...
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ($10,000 É-U)	12,000	...	...	8,987
...	207,000	...	...	...	...	207,000	Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ($176,160 É-U)	...	207,000	...	43,885
...	9,145,000	...	...	...	933,297	10,078,297	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ($7,775,735 É-U)	10,078,297	...	...	10,035,709
...	2,519,000	...	...	...	596,300	3,115,300	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ($2,142,000 É-U)	3,115,300	...	...	2,553,664
...	7,036,000	...	...	...	...	7,036,000	Force intérimaire des Nations Unies au Liban ($5,982,240 É-U)	5,225,516	1,810,484	...	5,179,728
...	4,037,000	...	...	...	...	4,037,000	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran-Iraq ($3,432,100 É-U)	860,918	3,176,082	...	2,872,859
...	33,444,000	...	...	...	...	33,444,000	Organisation des Nations Unies ($28,436,131 É-U)	32,860,364	583,636	...	28,413,162

...	2,079,000	...	...	...	...	2,079,000	Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement ($1,767,480 É-U)	706,599	1,372,401	...	1,369,751
...	11,094,000	...	...	...	...	11,094,000	Organisation mondiale de la santé ($9,432,520 É-U)	10,951,156	142,844	...	10,975,350
...	69,000	...	...	...	284,754	353,754	Mission de vérification des Nations Unies en Angola ($58,668 É-U)	353,754	...	...	326,124
...	...	...	...	1,200,000	391	1,200,391	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale ($1,033,519 É-U)	1,200,391	...	...	1,467,954
...	...	...	...	800,000	...	800,000	Contributions aux projets et activités de développement découlant des Sommets de la Francophonie	800,000	..	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Mission d'observation des élections au Bangladesh	40,600	9,400	...	...
...	...	...	...	66,000	...	66,000	Secrétariat de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)	63,800	2,200	...	...
...	...	...	...	66,000	...	66,000	Centre de prévention des conflits de la CSCE	63,800	2,200	...	...
...	...	...	...	33,000	...	33,000	Bureau des élections libres de la CSCE	31,900	1,100	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,343,320
...	120,613,675	...	...	1,892,129	7,261,872	129,767,676		121,146,051	8,621,625	...	119,989,522
							Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration				
...	13,000	...	...	...	350	13,350	Cour permanente d'arbitrage (23,613 F)	13,350	...	...	11,534
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité intergouvernemental pour les migrations	...	10,000	...	...
...	23,000	...	...	...	350	23,350		13,350	10,000	...	11,534
							Communications et culture				
...	250,000	...	...	(114,585)	...	135,415	Campagne d'information concernant la question des pêches dans l'Atlantique nord-ouest	135,415	...	...	30,000
...	...	...	...	50,000	...	50,000	WNYE/PBS TV Brooklyn, New York	50,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	350,000
...	250,000	...	...	(64,585)	...	185,415		185,415	...	...	380,000
							Relations et activités bilatérales				
...	800,000	...	...	...	141,613	941,613	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (1,329,730 DEM)	941,613	...	...	421,017
...	1,810,000	...	...	...	...	1,810,000	Institut interaméricain pour la coopération en agriculture ($1,538,805 É-U)	1,767,318	42,682	...	1,747,217
...	32,000	...	...	...	5,873	37,873	Institut international pour les sciences administratives (1,119,942 FB)	37,873	...	...	37,115
...	546,000	...	...	...	32,677	578,677	Commission du parc international Roosevelt de Campobello ($464,000 É-U)	578,677	...	...	525,450
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Institut panaméricain de géographie et d'histoire	10,000	...	...	10,000
...	40,000	...	...	30,000	...	70,000	Conseil canadien pour les Amériques	70,000	...	...	50,000
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Contributions à l'appui de l'industrie canadienne de la fourrure	160,000	15,000	...	275,000
...	2,640,000	...	...	(2,233,878)	...	406,122	Contributions en vertu du Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon	301,384	104,738	...	230,000
...	155,000	...	...	(1,876)	...	153,124	Contributions pour la promotion commerciale dans la région de l'Asie et du Pacifique	153,124	...	...	...
...	330,000	...	...	...	...	330,000	Contributions pour le développement de la technologie avec l'Europe	347,869	(17,869)	...	1,804

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	575,000	...	...	...	...	575,000	Fondation Asie-Pacifique du Canada pour l'administration du programme	575,000	...	...	100,000
...	250,000	...	...	(160,000)	...	90,000	Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique dans la région du Pacifique	90,000	...	...	100,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Conseil commercial Canada-Arabe	100,000	...	...	70,000
...	2,900,000	...	...	(2,900,000)	...	...	Contributions pour l'aide économique à la Pologne et à la Hongrie	...	...	...	900,000
...	...	4,938,441	...	...	...	4,938,441	Contribution à l'Organisation des États américains	4,938,441	...	...	1,199,999
...	...	...	...	4,046,666	...	4,046,666	Contributions pour l'aide économique et politique à l'Europe centrale, l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique	4,046,666	...	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Centre de commerce mondial de Montréal	100,000	...	...	40,000
...	...	...	...	150,000	...	150,000	L'Institut Nord-Sud	150,000	...	...	100,000
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Conférence sur les perspectives Canada-Amérique latine	150,000	...	...	...
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Colloque de l'Université Laval	40,000	...	...	...
...	...	...	...	32,000	...	32,000	Conseil canadien pour le développement du commerce avec la Turquie	32,000	...	...	...
...	...	...	...	160,000	...	160,000	Fondation Asie-Pacifique pour la coopération économique dans la région du Pacifique	160,000	...	...	...
...	...	47,300	...	152,700	...	200,000	Contributions aux entreprises pour promouvoir le commerce dans la région Asie-Pacifique	200,000	...	...	...
...	...	...	...	167,000	...	167,000	Conseil commercial Canada-Arabe pour le bureau commercial dans les Émirats arabes unis, Dubai	166,990	10	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,240,467
...	10,363,000	4,985,741	...	(267,388)	180,163	15,261,516		15,116,955	144,561	...	8,048,069
...	**173,349,675**	**4,985,741**	**...**	**791,000**	**10,529,694**	**189,656,110**	**Total—Contributions**	**180,833,806**	**8,822,304**	**...**	**190,928,723**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	30,000	...	...	...	30,000	Politique étrangère, priorités et coordination	30,000	...	...	30,000
...	25,167,000	...	...	(1,963,156)	...	23,203,844	Expansion du commerce extérieur	23,198,765	5,079	...	17,525,337
...	17,913,000	...	...	1,194,000	3,087,309	22,194,309	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	22,153,270	41,039	...	45,934,261
...	120,998,775	38,000	...	1,892,129	7,261,872	130,190,776	Affaires politiques et sécurité internationale	121,535,495	8,655,281	...	120,474,622
...	2,913,250	2,141,000	...	...	350	5,054,600	Affaires juridiques, consulaires et de l'immigration	5,004,326	50,274	...	2,528,841
...	24,368,331	...	...	(64,585)	...	24,303,746	Communications et culture	24,208,463	95,283	...	23,477,905

...	14,147,000	8,848,742	...	232,611	180,163	23,408,516	Relations et activités bilatérales	23,248,332	160,184	...	12,413,678
...	220,000	...	...	...	23,204	243,204	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	243,204	...	...	225,538
...	**205,727,356**	**11,057,742**	**..**	**1,290,999**	**10,552,898**	228,628,995	**Total du programme**	**219,621,855**	**9,007,140**	**...**	**222,610,182**
							Programme des expositions internationales				
							Contributions				
...	14,000	...	...	...	...	14,000	Bureau international des expositions	14,000	...	...	12,360
...	**14,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**14,000**	**Total du programme**	**14,000**	**...**	**...**	**12,360**
...	**205,741,356**	**11,057,742**	**...**	**1,290,999**	**10,552,898**	228,642,995	**Total du département**	**219,635,855**	**9,007,140**	**...**	**222,622,542**
							Agence canadienne de développement international				
							Subventions				
							Programme de partenariat				
...	750,000	...	...	...	...	750,000	Subventions à l'Institut Nord-Sud	750,000	...	...	750,000
...	3,000,000	...	...	...	...	3,000,000	(S) Subventions au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique en vertu du paragraphe 28(c) de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	3,000,000	...	...	2,000,000
...	160,700,000	...	...	(1,420,000)	...	159,280,000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	159,280,000	...	...	152,936,000
...	154,900,000	6,750,000	...	(253,261)	...	161,396,739	Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans les pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	161,391,413	5,326	...	171,601,784
...	108,050,000	1,000,000	...	(47,509,500)	...	61,540,500	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et des pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	61,517,999	22,501	...	22,942,217
...	20,700,000	...	...	(78,500)	...	20,621,500	Subventions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	20,620,335	1,165	...	12,981,500
...	448,100,000	7,750,000	...	(49,261,261)	...	406,588,739		406,559,747	28,992	...	363,211,501

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Initiatives nationales				
...	59,100,000	20,000,000	...	24,892,500	...	103,992,500	Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	103,992,500	...	...	59,599,285
...	10,700,000	1,200,000	...	(347,625)	...	11,552,375	Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	11,438,453	113,922	...	9,879,885
...	69,800,000	21,200,000	...	24,544,875	...	115,544,875		115,430,953	113,922	...	69,479,170
...	**517,900,000**	**28,950,000**	**...**	**(24,716,386)**	**...**	**522,133,614**	**Total—Subventions**	**521,990,700**	**142,914**	**...**	**432,690,671**
							Contributions				
							Programme de partenariat				
...	148,900,000	...	...	40,244,796	...	189,144,796	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	189,072,339	72,457	...	220,616,644
...	1,000,000	...	...	4,545,300	...	5,545,300	Contributions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	5,545,300	...	...	9,368,118

...	66,800,000	...	...	(4,454,779)	...	62,345,221	Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	62,312,272	32,949	...	58,918,252
...	3,000,000	...	...	(330,500)	...	2,669,500	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	2,669,412	88	...	3,015,756
...	100,000	...	...	20,609,508	...	20,709,508	Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	20,709,507	1	...	1,970,500
...	2,700,000	...	...	(124,872)	...	2,575,128	Contribution à la Banque interaméricaine de développement	2,575,128	...	...	2,409,587
...	222,500,000	...	...	60,489,453	...	282,989,453		282,883,958	105,495	...	296,298,857
							Initiatives nationales				
...	952,800,000	23,429,526	...	(32,053,870)	...	944,175,656	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, et contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux et à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	914,351,749	29,823,907	...	862,233,985
...	209,200,000	...	...	(9,020,197)	...	200,179,803	Aide alimentaire à des pays en développement, à des organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organisations non gouvernementales canadiennes au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	200,179,802	1	...	198,074,455
...	100,000	...	...	7,000,000	...	7,100,000	Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	7,100,000	...	...	2,609,000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Virements entre ministères	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Écart	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	7,200,000	...	...	(79,000)	...	7,121,000	Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres gouvernements fédéraux ou provinciaux, à l'entreprise privée et à d'autres institutions et gouvernements donateurs concernant la production et la diffusion d'information sur le développement, de documents pédagogiques et d'activités connexes	7,091,000	30,000	...	...
...	1,169,300,000	23,429,526	...	(34,153,067)	...	1,158,576,459		1,128,722,551	29,853,908	...	1,062,917,440
...	**1,391,800,000**	**23,429,526**	...	**26,336,386**	...	**1,441,565,912**	**Total—Contributions**	**1,411,606,509**	**29,959,403**	...	**1,359,216,297**
							Autres paiements de transfert				
							Programme de partenariat				
...	140,000,000	10,000,000	...	...	9,144,829	159,144,829	(S) Encaissement de billets délivrés à des institutions financières internationales et à leur fonds d'aide conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)	159,144,829	...	...	108,464,066
...	**140,000,000**	**10,000,000**	...	...	**9,144,829**	**159,144,829**	**Total—Autres paiements de transfert**	**159,144,829**	...	...	**108,464,066**
							Sommaire du programme par activité				
...	810,600,000	17,750,000	...	11,228,192	9,144,829	848,723,021	Programme de partenariat	848,588,534	134,487	...	767,974,424
...	1,239,100,000	44,629,526	...	(9,608,192)	...	1,274,121,334	Initiatives nationales	1,244,153,504	29,967,830	...	1,132,396,610
...	**2,049,700,000**	**62,379,526**	...	**1,620,000**	**9,144,829**	**2,122,844,355**	**Total du programme**	**2,092,742,038**	**30,102,317**	...	**1,900,371,034**
...	**2,255,441,356**	**73,437,268**	...	**2,910,999**	**19,697,727**	**2,351,487,350**	Total du ministère	**2,312,377,893**	**39,109,457**	...	**2,122,993,576**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des intérêts du Canada à l'étranger			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Passeports			
Frais de passeports	27,927,000	32,259,472	30,188,241
Total du programme—Budgétaire	**27,927,000**	32,259,472	**30,188,241**
Total du département—Budgétaire	**27,927,000**	32,259,472	**30,188,241**
Société pour l'expansion des exportations			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursements de prêts. (Net)	214,000,000	(65,817,183)	(80,628,295)
Total du programme—Non budgétaire	**214,000,000**	(65,817,183)	**(80,628,295)** [1]
Total du ministère—			
Budgétaire	**27,927,000**	32,259,472	**30,188,241**
Non budgétaire	**214,000,000**	(65,817,183)	**(80,628,295)** [1]

[1] Le montant présenté dans les Comptes publics de l'exercice précédent a été réduit de $103,785,107.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	300	...
Total des recettes fiscales	**300**	...
Recettes non fiscales—		
Produits des placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Stocks régulateurs de caoutchouc	...	1,292,312
Remise en trop sur les fonds renouvelables	1,707	...
Dividendes payés par la Corporation commerciale canadienne	1,430,000	865,400
Employés en mission à l'étranger	855,959	812,135
	2,287,666	2,969,847
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Avances comptables	1,118,088	1,082,254
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	807	12,307
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	3,463,121	3,269,888
Divers	2,844,497	2,365,702
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	5,803,866	11,690,183
	13,230,379	18,420,334
Privilèges, licences et permis—		
Permis d'importation/exportation	4,469,215	3,508,671
Location de locaux à l'usage du personnel	17,493,004	15,934,289
Location d'automobiles de l'État et transport interchangeant	313,710	286,965
Revenu sur le transport fourni par la Couronne	37,182	...
Recouvrement des coûts de visa	13,238,630	6,791,110
Locaux et services mis à la disposition des gouvernements provinciaux	911,568	399,815
Recettes provenant du Programme de services récréatifs dans les missions difficiles	200,756	162,020
Divers	207,090	18,567
	36,871,155	27,101,437

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Frais de services consulaires	424,209	389,991
Divers	2,829	3,572
	427,038	393,563
Produits des ventes	412,708	320,395
Autres recettes non fiscales—		
Intérêt sur banque et investissement	129,558	181,866
Bénéfice sur échange de fonds	14,370	123,269
Services rendus au nom du Bureau des passeports	4,447,460	4,447,460
Expositions et missions	1,462,300	1,475,236
Divers	1,872,543	3,495,233
	7,926,231	9,723,064
Total des recettes non fiscales	**61,155,177**	**58,928,640**
Total du programme	**61,155,477**	**58,928,640**
Programme des expositions internationales		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	245,000	...
Total du programme	**245,000**	**...**
Total du département	**61,400,477**	**58,928,640**
Agence canadienne de développement international		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Aide au développement international—Prêts aux pays en voie de développement	2,768,544	2,174,282
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de prêts aux pays en voie de développement	15,432	...
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,882,870	4,602,216
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	282,790	272,441
	3,181,092	4,874,657
Rémunérations de services—		
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en voie de développement	335,466	146,483
Autres recettes non fiscales	514,218	323,520
Total du programme	**6,799,320**	**7,518,942**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Secretariat canadien		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	40	...
Total des recettes fiscales	**40**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Divers	1,994	...
Autres recettes non fiscales—		
Divers	920	...
Remboursement des É-U, Section pour divers panneaux	74,104	...
	75,024	...
Total des recettes non fiscales	**77,018**	**...**
Total du programme	**77,058**	**...**
Société pour l'expansion des exportations		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Expansion du commerce d'exportation	33,059,023	38,328,219
Autres recettes non fiscales—		
Divers	17,113,628	13,882,668
Total du programme	**50,172,651**	**52,210,887**
Commission mixte internationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	921	1,969
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	6,351
	921	8,320
Autres recettes non fiscales—		
Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	1,147,768	444,362
Perception d'autres ministères	...	1,562
	1,147,768	445,924
Total du programme	**1,148,689**	**454,244**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	340	...
Total des recettes fiscales	340	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	38,115,233	43,472,348
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	16,414,386	23,303,311
Privilèges, licences et permis	36,871,155	27,101,437
Rémunérations de services	762,504	540,046
Produits des ventes	412,708	320,395
Autres recettes non fiscales	27,021,869	24,375,176
Total des recettes non fiscales	119,597,855	119,112,713
Total du ministère	**119,598,195**	**119,112,713**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1990-91

Affaires indiennes et Nord canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	3.2
Sommaire du ministère	3.5
Programmes par activité	3.10
Paiements de transfert	3.14
Détail des montants portés au crédit	3.24
Recettes	3.24

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer la gestion efficace du ministère et de ses programmes d'une manière qui réponde à son mandat, aux priorités ministérielles et parlementaires, aux directions des organismes centraux et aux besoins globaux des clients du ministère.

Description des activités

Direction
Assurer le fonctionnement du bureau du Ministre, du sous-ministre, du sous-ministre associé, du directeur général (services à la haute direction) et la gestion du personnel de ces bureaux. Font également partie de l'élément de planification, le Secrétariat exécutif, les unités de planification et d'évaluation de la Direction générale des services à la haute direction.

Finances et services professionnels
Prestation de services au ministère en matière de gestion financière intégrée et d'administration; services des marchés; systèmes et services de gestion; services de traduction et contentieux; et fonctions de vérification interne.

Gestion des ressources humaines
Élaboration de programmes et de politiques au sein du ministère dans le cadre de la gestion des ressources humaines; prestation de direction fonctionnelle et de contrôle des opérations des ressources humaines dans les régions.

Communications
Fournir des conseils en communication à la gestion supérieure du ministère au moyen de l'élaboration de politiques de communication, de normes et de stratégies; fournir des services de direction des fonctions et d'opérations dans le cadre de publications, d'affiches, de services d'audio-visuel, de demandes de renseignements du grand public et des relations avec les médias par l'entremise des programmes ministériels.

Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Aider les Indiens et les Inuit à combler leurs besoins et aspirations en matière d'autonomie gouvernementale, d'enseignement, et de développement économique, culturel, social et communautaire; régler les revendications reconnues des Autochtones par la voie de négociations; veiller à ce que les responsabilités et obligations légales et constitutionnelles du Canada à l'égard des populations indiennes et inuit soient remplies.

Description des activités

Autonomie gouvernementale
Mener à bien diverses activités destinées à établir officiellement de nouveaux rapports entre le gouvernement fédéral et les populations indiennes et inuit, afin d'accroître le contrôle et l'autosuffisance au niveau de la collectivité.

Revendications globales
Analyser, négocier et régler les revendications globales; assurer le soutien financier des Autochtones pour la préparation, la présentation et la négociation de leurs revendications globales et particulières.

Développement économique
Fournir de l'aide aux Indiens, aux bandes indiennes et aux Inuit afin de favoriser la création d'entreprises et de nouveaux emplois, ainsi que le développement socio-économique.

Terres, revenus et fidéicommis
Assurer la gestion et le contrôle des terres et propriétés des Indiens; assumer, pour le compte des populations indiennes et inuit, les responsabilités énoncées dans la Loi sur les Indiens, notamment la tenue des listes de membres; analyser, négocier et régler les revendications particulières de terres.

Enseignement
Fournir aux étudiants indiens des services d'enseignement préscolaire, élémentaire et secondaire correspondant aux besoins des Indiens et à leur situation sociale, économique et culturelle. Assurer une aide financière et le soutien en matière d'enseignement aux Indiens et Inuit admissibles qui sont inscrits dans des établissements d'enseignement postsecondaire.

Développement social
Prévoir et organiser les services d'aide sociale et de bien-être pour les Indiens et Inuit et leurs familles qui en ont besoin.

Immobilisations et services communautaires

Assurer le soutien de l'amélioration matérielle et de la protection des collectivités, y compris le logement, les services de police et les autres services communautaires essentiels, ainsi que les installations récréatives et éducatives.

Gestion des bandes

Fournir du soutien aux bandes en ce qui a trait à l'administration de leurs programmes; les aider à accroître leur capacité de gérer leurs collectivités.

Gestion du programme et administration

Assurer la gestion générale et le soutien administratif du programme au niveau interne à l'administration centrale, dans les régions et dans les bureaux de district.

Programme des affaires du Nord

Objectif

Promouvoir l'évolution politique, le développement économique, l'avancement scientifique et le développement social et culturel des territoires du Nord; aider les habitants du Nord à élaborer des institutions politiques et économiques permettant aux gouvernements territoriaux d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; et gérer efficacement l'utilisation, l'exploitation et la conservation ordonnées des ressources naturelles du Nord, en collaboration avec les gouvernements territoriaux et les autres ministères fédéraux.

Description des activités

Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel

La présente activité comprend la gestion des rapports entre AINC et les gouvernements territoriaux dans les domaines de l'évolution politique, du transfert des responsabilités de type provincial des ministères fédéraux et des paiements de transfert. Elle englobe le suivi des négociations sur les revendications des Autochtones et de la mise en oeuvre de la Convention définitive des Inuvialuit. Elle sert aussi à soutenir l'art et la culture et à aider des organismes autochtones à élaborer des positions sur les grands dossiers politiques, économiques et sociaux. Elle aide financièrement les gouvernements territoriaux au chapitre des coûts spéciaux des programmes sociaux destinés aux Indiens et aux Inuit. Enfin, on élabore des politiques et des programmes favorisant la science et la technologie nordiques et l'on recueille et analyse des données sur les questions circumpolaires d'intérêt pour le Canada.

Développement économique et gestion des ressources

La présente activité englobe l'élaboration de politiques, de lois et de programmes ayant trait à la croissance et à la diversification économiques; une participation accrue des Autochtones à l'économie du Nord; l'orientation vers le Nord des avantages socio-économiques découlant de la mise en valeur des ressources; la planification et l'aménagement du réseau routier principal et le maintien de sa qualité; la promotion de la mise en valeur des ressources naturelles du Nord et, grâce à la recherche, à la réglementation et aux contrôles, la minimisation des incidences environnementales conséquentes. Elle recouvre enfin l'élaboration de plans et la négociation et la mise en oeuvre d'ententes sur le transfert de certains programmes sectoriels aux gouvernements territoriaux.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada

Préparation de lois et règlements; négociation, aliénation et gestion des droits pétroliers et gaziers; approbation des plans d'exploitation et de production; supervision et réglementation des activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluation du potentiel pétrolier et gazier; négociation et contrôle des retombées pour les Canadiens; élaboration des conditions d'ordre écologique, incluant des plans d'urgence en cas de fuite de pétrole, en encourageant la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin coordination des efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Gestion du programme

La présente activité de gestion et de direction du programme s'exerce par l'entremise des bureaux du sous-ministre adjoint principal et des directeurs généraux, tant à l'administration centrale que dans les régions; assure de services de planification et de soutien, par exemple de services de dessin et de coordination d'événements spéciaux comme les visites de dignitaires étrangers dans le Nord; permet l'élaboration de travaux d'analyse du Nord qui débouchent sur l'établissement d'objectifs et de stratégies à long terme; et sert enfin à coordonner les intérêts fédéraux envers le Nord, en ce qui a trait à la politique étrangère et au renforcement de la souveraineté nationale dans l'Arctique.

Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

Objectif

Transférer des fonds aux gouvernements territoriaux conformément aux ententes conclues par le Ministre des Finances avec l'approbation du gouverneur en conseil de la part du gouvernement du Canada et des commissaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la part de leur gouvernement respectif.

Description de l'activité

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

Tenir un registre des fonds de fonctionnement et d'immobilisations transférés aux gouvernements territoriaux sous forme de subventions non conditionnelles pour la prestation de services publics par les gouvernements des territoires à leurs habitants.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	42,337,000	...	...	42,337,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $2,840,768 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien				
...	...	...	2,840,768	2,840,768		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,960,431	1,960,431		CT, crédit 5[1]				
...	42,337,000	1	4,801,199	47,138,200		Total—Crédit 1	46,353,608	784,592	...	44,288,107
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	4,230,000	...	308,000	4,538,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,538,000	...	...	3,978,000
...	...	...	98	98	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	98	...	...	...
...	46,616,400	1	5,109,722	51,726,123		**Total du programme—Budgétaire**	50,941,531	784,592	...	48,314,307
						Programme des affaires indiennes et inuit				
...	245,462,000	...	...	245,462,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4,240,000	4,240,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(2,840,768)	(2,840,768)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(5,997,198)	(5,997,198)		crédit 15				
...	...	...	(4,297,633)	(4,297,633)		crédit 30				
...	...	...	(46,599)	(46,599)		crédit 35				
...	...	...	(24,350)	(24,350)		crédit 40				
...	245,462,000	...	(8,966,548)	236,495,452		Total—Crédit 5	236,360,458	134,994	...	226,770,370
...	...	1	...	1	6a	Pour porter de $575,000,000 à $750,000,000 le montant des prêts que le Ministre peut garantir conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits	...	1	...	...
...	20,705,000	...	...	20,705,000	10	Dépenses en capital				
...	...	...	(10,939,801)	(10,939,801)		Virement au crédit 15				
...	20,705,000	...	(10,939,801)	9,765,199		Total—Crédit 10	9,697,810	67,389	...	7,714,188

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	2,145,025,000	...	...	2,145,025,000	15	Subventions et contributions				
...	...	46,438,705	...	46,438,705	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions				
...	...	50,416,769	...	50,416,769	15c	Virement de $5,997,198 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $10,939,801 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	5,997,198	5,997,198		Virement du: crédit 5				
...	...	...	10,939,801	10,939,801		crédit 10				
...	2,145,025,000	96,855,474	16,936,999	2,258,817,473		Total—Crédit 15	2,258,444,592	372,881	...	2,005,690,700
...	15,000	...	(15,000)	...	(S)	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure))	...	...	...	10,369
...	...	...	224,774	224,774	(S)	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	224,774	...	...	311,581
...	2,000,000	...	(1,103,337)	896,663	(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	896,663	...	...	530,638
...	880,000	...	339,156	1,219,156	(S)	Rentes versées aux Indiens (Loi sur les Indiens)	1,219,156	...	...	1,266,472
...	5,000,000	...	...	5,000,000	(S)	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	5,000,000	...	...	5,000,000
33,984,142	...	...	...	33,984,142	(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée $60,000,000)	62,230	...	33,921,912	129,636
...	19,376,000	...	1,411,000	20,787,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,787,000	...	...	17,875,000
...	...	...	908	908	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	908	...	...	3,500
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,163,719
33,984,142	2,438,463,000	96,855,475	(2,111,849)	2,567,190,768		Total budgétaire	2,532,693,591	575,265	33,921,912	2,277,466,173
18,590,627	...	...	...	18,590,627	L15	Prêts pour la construction de maisons en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens. Tel que modifié par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits. Limite $20,000,000. (Net)	(266,976)	...	18,857,603	(692,133)
37,557,018	...	...	...	37,557,018	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 6b de la Loi de crédits n° 4 de 1989-90. Limite $64,000,000. (Net)	(2,858,666)	...	40,415,684	(15,151,600)

...	14,303,000	...	...	14,303,000	L20	Prêts à des revendicateurs autochtones pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications. (Brut)				
...	...	9,697,000	...	9,697,000	L20b	Prêts à des revendicateurs autochtones				
...	14,303,000	9,697,000	...	24,000,000		Total—Crédit L20	23,999,994	6	...	18,362,910
...	1,422,000	...	...	1,422,000	L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens du Yukon. (Brut)	1,242,958	179,042	...	1,206,754
...	1,569,000	...	...	1,569,000	(S)	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique. Limite $30,000,000. (Brut)	1,569,000	...	...	1,452,000
56,147,645	17,294,000	9,697,000	...	83,138,645		Total non budgétaire	23,686,310	179,048	59,273,287	5,177,931
						Total du programme—				
33,984,142	**2,438,463,000**	**96,855,475**	**(2,111,849)**	**2,567,190,768**		**Budgétaire**	**2,532,693,591**	**575,265**	**33,921,912**	**2,277,466,173**
56,147,645	**17,294,000**	**9,697,000**	**...**	**83,138,645**		**Non budgétaire**	**23,686,310**	**179,048**	**59,273,287**	**5,177,931**
						Programme des affaires du Nord				
...	56,155,000	...	...	56,155,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	30c	Virement de $4,297,633 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	4,297,633	4,297,633		Virement du: crédit 5				
...	...	...	463,000	463,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(185,000)	(185,000)		Virement au: crédit 45				
...	...	...	(400,000)	(400,000)		crédit 50				
...	56,155,000	1	4,175,633	60,330,634		Total—Crédit 30	60,041,825	288,809	...	60,373,974
...	19,036,000	...	...	19,036,000	35	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	35c	Virement de $46,599 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	46,599	46,599		Virement du crédit 5				
...	...	...	(8,300,000)	(8,300,000)		Virement au: crédit 45				
...	...	...	(8,200,000)	(8,200,000)		crédit 50				
...	19,036,000	1	(16,453,401)	2,582,600		Total—Crédit 35	2,548,094	34,506	...	19,416,295
336,764	36,265,500	...	...	36,602,264	40	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	40c	Virement de $24,350 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	24,350	24,350		Virement du crédit 5				
336,764	36,265,500	1	24,350	36,626,615		Total—Crédit 40	36,137,343	152,508	336,764	41,494,165
...	4,330,000	...	315,000	4,645,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,645,000	...	...	4,427,000
...	...	...	52,851	52,851	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	52,851	...	...	57,418
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	249,259
336,764	115,786,500	3	(11,885,567)	104,237,700		Total budgétaire	103,425,113	475,823	336,764	126,018,111

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
320,000	...	...	...	320,000	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la Loi nationale sur l'habitation et de la Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $320,000. (Brut)	...	...	320,000	...
4,542,904	...	...	...	4,542,904	L55	Provision au Fonds de prêts aux Esquimaux pour les prêts consentis aux Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953 et telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 2 de 1978-79 portant affectation de crédits. Limite $7,072,000. (Net)	(201,722)	...	4,744,626	(295,147)
4,907,451	...	...	...	4,907,451	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite $5,000,000. (Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits). (Net)	...	...	4,907,451	(220,863)
9,770,355	...	...	...	9,770,355		Total non budgétaire	(201,722)	...	9,972,077	(516,010)
						Total du programme—				
336,764	**115,786,500**	**3**	**(11,885,567)**	104,237,700		**Budgétaire**	103,425,113	**475,823**	**336,764**	**126,018,111**
9,770,355	...	...	...	9,770,355		**Non budgétaire**	(201,722)	...	**9,972,077**	**(516,010)**
						Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
...	194,157,000	...	...	194,157,000	45	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon				
...	...	1,390,000	...	1,390,000	45b	Virement de $185,000 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $8,300,000 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	12,720,000	...	12,720,000	45c	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon				
...	...	...	185,000	185,000		Virement du: crédit 30				
...	...	...	8,300,000	8,300,000		crédit 35				
...	194,157,000	14,110,000	8,485,000	216,752,000		Total—Crédit 45	216,752,000	...	...	195,384,829

...	727,338,000	...	...	727,338,000	50	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
...	...	2,120,000	...	2,120,000	50b	Virement de $400,000 du crédit 30 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $8,200,000 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	9,860,137	...	9,860,137	50c	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
...	...	...	400,000	400,000		Virement du: crédit 30				
...	...	...	8,200,000	8,200,000		crédit 35				
...	727,338,000	11,980,137	8,600,000	747,918,137		Total—Crédit 50	747,918,137	...	...	725,689,040
...	**921,495,000**	**26,090,137**	**17,085,000**	964,670,137		**Total du programme—Budgétaire**	964,670,137	...	...	**921,073,869**
						Total du ministère—				
34,320,906	**3,522,360,900**	**122,945,616**	**8,197,306**	**3,687,824,728**		**Budgétaire**	3,651,730,372	**1,835,680**	**34,258,676**	**3,372,872,460**
65,918,000	**17,294,000**	**9,697,000**	...	**92,909,000**		**Non budgétaire**	23,484,588	**179,048**	**69,245,364**	**4,661,921**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	6,996,400	...	217,309	834,000	43,545	...	8,091,254	Direction	8,056,312	34,942	...	8,728,367
...	26,853,000	1	1,309,174	1,127,000	178,738	...	29,467,913	Finances et services professionnels	29,338,334	129,579	...	27,738,768
...	8,634,000	...	350,733	200,567	67,760	...	9,253,060	Gestion des ressources humaines	8,329,742	923,318	...	7,291,890
...	3,926,000	...	83,215	91,201	18,480	...	4,118,896	Communications	4,167,376	(48,480)	...	3,545,506
...	46,409,400	1	1,960,431	2,252,768	308,523	...	50,931,123	Total—Fonctionnement	49,891,764	1,039,359	...	47,304,531
								Capital				
...	16,000	...	...	...	...	...	16,000	Direction	82,908	(66,908)	...	358,753
...	169,000	...	...	588,000	...	...	757,000	Finances et services professionnels	784,309	(27,309)	...	562,162
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Gestion des ressources humaines	138,876	(120,876)	...	48,494
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Communications	43,674	(39,674)	...	40,367
...	207,000	...	...	588,000	...	...	795,000	Total—Capital	1,049,767	(254,767)	...	1,009,776
								Sommaire du programme				
...	7,012,400	...	217,309	834,000	43,545	...	8,107,254	Direction	8,139,220	(31,966)	...	9,087,120
...	27,022,000	1	1,309,174	1,715,000	178,738	...	30,224,913	Finances et services professionnels	30,122,643	102,270	...	28,300,930
...	8,652,000	...	350,733	200,567	67,760	...	9,271,060	Gestion des ressources humaines	8,468,618	802,442	...	7,340,384
...	3,930,000	...	83,215	91,201	18,480	...	4,122,896	Communications	4,211,050	(88,154)	...	3,585,873
...	**46,616,400**	**1**	**1,960,431**	**2,840,768**	**308,523**	**...**	**51,726,123**	**Total du programme—Budgétaire**	**50,941,531**	**784,592**	**...**	**48,314,307**
								Programme des affaires indiennes et inuit				
								Fonctionnement				
...	6,051,000	...	83,899	612,108	42,330	...	6,789,337	Autonomie gouvernementale	7,255,050	(465,713)	...	6,535,231
...	5,987,000	...	66,049	563,000	42,330	...	6,658,379	Revendications globales	6,947,211	(288,832)	...	5,611,805
33,984,142	25,099,000	...	267,994	(384,423)	(947,219)	...	58,019,494	Développement économique	23,598,817	498,765	33,921,912	36,040,433
...	42,450,000	...	766,196	4,929,013	238,980	...	48,384,189	Terres, revenus et fidéicommis	45,710,124	2,674,065	...	38,281,058
...	49,627,000	...	377,658	(4,131,364)	375,840	...	46,249,134	Enseignement	48,112,319	(1,863,185)	...	53,720,292
...	15,800,000	...	202,201	(465,996)	84,660	...	15,620,865	Développement social	13,984,803	1,636,062	...	14,158,467
...	54,799,000	1	102,581	(17,888,002)	272,234	...	37,285,814	Immobilisations et services communautaires	35,277,759	2,008,055	...	31,136,862
...	16,089,000	...	256,128	(1,107,209)	112,880	...	15,350,799	Gestion des bandes	15,471,197	(120,398)	...	18,712,643
...	50,951,000	...	2,117,294	4,666,325	296,310	...	58,030,929	Gestion du programme et administration	61,974,753	(3,943,824)	...	53,598,022
33,984,142	266,853,000	1	4,240,000	(13,206,548)	518,345	...	292,388,940	Total—Fonctionnement	258,332,033	134,995	33,921,912	257,794,813

								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Développement économique	...	...	...	47,649
...	1,001,000	...	...	...	...	...	1,001,000	Terres, revenus et fidéicommis	2,897,851	(1,896,851)	...	86,993
...	18,056,000	...	...	(10,939,801)	...	...	7,116,199	Immobilisations et services communautaires	4,236,903	2,879,296	...	5,542,350
...	1,648,000	...	...	...	...	...	1,648,000	Gestion du programme et administration	2,563,056	(915,056)	...	2,037,196
...	20,705,000	...	...	(10,939,801)	...	...	9,765,199	Total—Capital	9,697,810	67,389	...	7,714,188
								Paiements de transfert				
...	11,188,000	...	...	(691,279)	...	...	10,496,721	Autonomie gouvernementale	10,496,647	74	...	8,236,075
...	39,639,000	30,336,974	...	(1,433,413)	...	...	68,542,561	Revendications globales	68,383,924	158,637	...	38,945,305
...	67,597,000	...	...	4,391,002	...	...	71,988,002	Développement économique	71,988,002	...	...	57,351,619
...	14,871,000	23,989,231	...	(2,855,002)	339,156	...	36,344,385	Terres, revenus et fidéicommis	36,193,606	150,779	...	34,373,142
...	686,228,000	20,000,000	...	7,993,352	...	...	714,221,352	Enseignement	714,221,352	...	...	626,963,045
...	604,060,000	...	...	16,145,416	...	...	620,205,416	Développement social	620,205,416	...	...	526,478,127
...	519,237,000	22,529,269	...	(14,397,558)	...	...	527,368,711	Immobilisations et services communautaires	527,308,346	60,365	...	525,185,327
...	208,085,000	...	...	7,784,481	...	...	215,869,481	Gestion des bandes	215,866,455	3,026	...	194,424,532
...	2,150,905,000	96,855,474	...	16,936,999	339,156	...	2,265,036,629	Total—Paiements de transfert	2,264,663,748	372,881	...	2,011,957,172
								Non budgétaire				
...	17,294,000	9,697,000	...	...	...	...	26,991,000	Revendications globales	26,811,952	179,048	...	21,021,664
37,557,018	...	...	...	...	...	...	37,557,018	Développement économique	(2,858,666)	...	40,415,684	(15,151,600)
18,590,627	...	...	...	...	...	...	18,590,627	Immobilisations et services communautaires	(266,976)	...	18,857,603	(692,133)
56,147,645	17,294,000	9,697,000	...	...	...	...	83,138,645	Total—Non budgétaire	23,686,310	179,048	59,273,287	5,177,931
								Sommaire du programme				
...	17,239,000	...	83,899	(79,171)	42,330	...	17,286,058	Autonomie gouvernementale	17,751,697	(465,639)	...	14,771,306
								Revendications globales—				
...	45,626,000	30,336,974	66,049	(870,413)	42,330	...	75,200,940	Budgétaire	75,331,135	(130,195)	...	44,557,110
...	17,294,000	9,697,000	...	...	...	...	26,991,000	Non budgétaire	26,811,952	179,048	...	21,021,664
								Développement économique—				
33,984,142	92,696,000	...	267,994	4,006,579	(947,219)	...	130,007,496	Budgétaire	95,586,819	498,765	33,921,912	93,439,701
37,557,018	...	...	...	...	...	...	37,557,018	Non budgétaire	(2,858,666)	...	40,415,684	(15,151,600)
...	58,322,000	23,989,231	766,196	2,074,011	578,136	...	85,729,574	Terres, revenus et fidéicommis	84,801,581	927,993	...	72,741,193
...	735,855,000	20,000,000	377,658	3,861,988	375,840	...	760,470,486	Enseignement	762,333,671	(1,863,185)	...	680,683,337
...	619,860,000	...	202,201	15,679,420	84,660	...	635,826,281	Développement social	634,190,219	1,636,062	...	540,636,594
								Immobilisations et services communautaires—				
...	592,092,000	22,529,270	102,581	(43,225,361)	272,234	...	571,770,724	Budgétaire	566,823,008	4,947,716	...	561,864,539
18,590,627	...	...	...	...	...	...	18,590,627	Non budgétaire	(266,976)	...	18,857,603	(692,133)
...	224,174,000	...	256,128	6,677,272	112,880	...	231,220,280	Gestion des bandes	231,337,652	(117,372)	...	213,137,175
...	52,599,000	...	2,117,294	4,666,325	296,310	...	59,678,929	Gestion du programme et administration	64,537,809	(4,858,880)	...	55,635,218
								Total du programme—				
33,984,142	**2,438,463,000**	**96,855,475**	**4,240,000**	**(7,209,350)**	**857,501**	...	**2,567,190,768**	**Budgétaire**	**2,532,693,591**	**575,265**	**33,921,912**	**2,277,466,173**
56,147,645	**17,294,000**	**9,697,000**	...	...	...	...	**83,138,645**	**Non budgétaire**	**23,686,310**	**179,048**	**59,273,287**	**5,177,931**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des affaires du Nord				
								Fonctionnement				
...	3,145,000	...	8,807	...	22,050	...	3,175,857	Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel	3,235,883	(60,026)	...	3,628,371
...	46,258,000	1	358,427	3,712,633	285,951	...	50,615,012	Développement économique et gestion des ressources	51,524,811	(909,799)	...	51,224,414
...	7,133,000	...	68,090	...	31,500	...	7,232,590	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	4,599,775	2,632,815	...	5,274,970
...	3,949,000	...	27,676	...	28,350	...	4,005,026	Gestion du programme	5,379,207	(1,374,181)	...	4,979,895
...	60,485,000	1	463,000	3,712,633	367,851	...	65,028,485	Total—Fonctionnement	64,739,676	288,809	...	65,107,650
								Capital				
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel	7,500	(500)	...	17,500
...	18,839,000	...	...	(16,500,000)	...	...	2,339,000	Développement économique et gestion des ressources	2,382,591	(43,591)	...	19,215,468
...	155,000	...	...	...	...	...	155,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	155,000	...	...	155,000
...	35,000	1	...	46,599	...	...	81,600	Gestion du programme	3,003	78,597	...	28,328
...	19,036,000	1	...	(16,453,401)	...	...	2,582,600	Total—Capital	2,548,094	34,506	...	19,416,296
								Paiements de transfert				
336,764	29,268,000	...	...	587,494	...	...	30,192,258	Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel	29,855,494	...	336,764	31,538,392
...	6,997,500	1	...	(563,144)	...	...	6,434,357	Développement économique et gestion des ressources	6,281,849	152,508	...	9,417,914
...	...	...	...	...	...	...	...	Gestion du programme	...	...	...	537,859
336,764	36,265,500	1	...	24,350	...	...	36,626,615	Total—Paiements de transfert	36,137,343	152,508	336,764	41,494,165
								Non budgétaire				
9,770,355	...	...	...	...	...	...	9,770,355	Développement économique et gestion des ressources	(201,722)	...	9,972,077	(516,010)

								Sommaire du programme				
336,764	32,420,000	...	8,807	587,494	22,050	...	33,375,115	Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel	33,098,877	(60,526)	336,764	35,184,263
								Développement économique et gestion des ressources—				
...	72,094,500	2	358,427	(13,350,511)	285,951	...	59,388,369	Budgétaire	60,189,251	(800,882)	...	79,857,796
9,770,355	...	...	...	...	...	...	9,770,355	Non budgétaire	(201,722)	...	9,972,077	(516,010)
...	7,288,000	...	68,090	...	31,500	...	7,387,590	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	4,754,775	2,632,815	...	5,429,970
...	3,984,000	1	27,676	46,599	28,350	...	4,086,626	Gestion du programme	5,382,210	(1,295,584)	...	5,546,082
								Total du programme—				
336,764	**115,786,500**	**3**	**463,000**	**(12,716,418)**	**367,851**	...	104,237,700	**Budgétaire**	103,425,113	**475,823**	**336,764**	**126,018,111**
9,770,355	...	...	...	...	...	...	9,770,355	**Non budgétaire**	(201,722)	...	**9,972,077**	**(516,010)**
								Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
...	921,495,000	26,090,137	...	17,085,000	...	...	964,670,137	**Paiements de transfert**	964,670,137	...	...	921,073,869
...	**921,495,000**	**26,090,137**	...	**17,085,000**	...	...	964,670,137	**Total du programme—Budgétaire**	964,670,137	...	...	921,073,869
								Total du ministère—				
34,320,906	**3,522,360,900**	**122,945,616**	**6,663,431**	...	**1,533,875**	...	3,687,824,728	**Budgétaire**	3,651,730,372	**1,835,680**	**34,258,676**	**3,372,872,460**
65,918,000	**17,294,000**	**9,697,000**	...	...	...	...	**92,909,000**	**Non budgétaire**	23,484,588	**179,048**	**69,245,364**	**4,661,921**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des affaires indiennes et inuit				
							Subventions				
							Autonomie gouvernementale				
...	2,288,000	...	...	...	...	2,288,000	Subventions à la bande indienne des Sechelts conformément à la Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte	2,287,926	74	...	2,175,332
							Revendications globales				
...	20,632,000	1,940,900	...	(887,691)	...	21,685,209	Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec	21,685,209	...	...	18,376,866
...	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	(S) Subvention à la Société Inuvialuit régionale pour les compensations à l'égard des revendications en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique	5,000,000	...	...	5,000,000
...	8,686,000	...	...	(327,755)	...	8,358,245	Subventions pour investissements aux bandes cries et naskapies du Québec	8,358,245	...	...	8,341,892
...	247,000	22,871,074	...	...	...	23,118,074	Subvention à la Société Makivik pour l'application de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	23,027,736	90,338	...	246,750
...	...	4,000,000	...	...	...	4,000,000	Versement à la Fédération Tungavik du Nunavut d'un paiement provisoire sur des transferts de capitaux en règlement de sa revendication globale	4,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000,000
...	34,565,000	28,811,974	...	(1,215,446)	...	62,161,528		62,071,190	90,338	...	33,965,508
							Développement économique				
...	1,569,000	...	...	(1,487,943)	...	81,057	Subventions à des particuliers et à des organisations aux fins de développement économique et de l'emploi pour les Indiens et les Inuit	81,057	...	...	388,017
							Terres, revenus et fidéicommis				
...	880,000	...	...	...	339,156	1,219,156	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	1,219,156	...	...	1,266,472

...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant	300,000	...	...	300,000
...	1,000,000	...	...	(879,000)	...	121,000	Subventions aux bandes indiennes pour aider à l'élaboration et à la mise en application d'un règlement d'appartenance à la bande à la suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens	121,000	...	...	207,500
...	...	4,389,231	...	...	...	4,389,231	Subventions à des bandes indiennes pour des revendications particulières	4,389,231	...	...	13,565,815
...	...	19,600,000	...	...	...	19,600,000	Subvention à la bande indienne Stoney en règlement de sa revendication particulière	19,600,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,690,000
...	2,180,000	23,989,231	...	(879,000)	339,156	25,629,387		25,629,387	...	...	20,029,787
							Enseignement				
...	2,336,000	...	...	(1,860,921)	...	475,079	Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement élémentaire et secondaire	475,079	...	...	619,849
...	42,047,000	...	...	(12,399,650)	...	29,647,350	Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement postsecondaire	29,647,350	...	...	35,206,570
...	44,383,000	...	...	(14,260,571)	...	30,122,429		30,122,429	...	...	35,826,419
							Développement social				
...	57,700,000	...	...	3,585,500	...	61,285,500	Prestations d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	62,477,873	(1,192,373)[1]	...	74,964,902
...	5,500,000	...	...	(1,178,822)	...	4,321,178	Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes	4,321,178	...	...	3,111,405
...	63,200,000	...	...	2,406,678	...	65,606,678		66,799,051	(1,192,373)	...	78,076,307
							Immobilisations et services communautaires				
...	...	...	...	60,364	...	60,364	Subvention aux étudiants et leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	...	60,364	...	...
							Gestion des bandes				
...	121,021,000	...	...	5,937,130	...	126,958,130	Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration	126,955,104	3,026	...	105,369,504
...	5,533,000	...	...	458,562	...	5,991,562	Subventions à la bande indienne Miawpukek pour le financement de programmes déterminés	5,991,562	...	...	5,225,000
...	126,554,000	...	...	6,395,692	...	132,949,692		132,946,666	3,026	...	110,594,504
...	**274,739,000**	**52,801,205**	**...**	**(8,980,226)**	**339,156**	**318,899,135**	**Total—Subventions**	**319,937,706**	**(1,038,571)**	**...**	**281,055,874**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Autonomie gouvernementale				
...	1,200,000	...	...	1,139,908	...	2,339,908	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organisations indiennes et inuit, afin d'aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, se préparer en vue de négociations de fond en élaborant un mandat pour les négociations et en mettant au point des accords concernant l'autonomie gouvernementale	2,339,908	...	...	2,231,860
...	7,700,000	...	...	(1,831,187)	...	5,868,813	Contributions versées aux bandes indiennes et inuit et aux établissements, aux conseils tribaux, aux conseils de district et aux autres collectivités indiennes et inuit pour faciliter leurs négociations relatives à l'autonomie gouvernementale	5,868,813	...	...	3,828,883
...	8,900,000	...	...	(691,279)	...	8,208,721		8,208,721	...	...	6,060,743
							Revendications globales				
...	4,529,000	...	...	...	...	4,529,000	Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations	4,528,987	13	...	4,528,649
...	395,000	...	...	80,883	...	475,883	Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de la mise en oeuvre de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	475,883	...	...	451,148
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Contribution à l'autorité régionale des Cris pour défrayer les coûts d'exploitation des mesures de redressement de l'infrastructure pour les Cris Ouje-Bougoumou	150,000	...	...	...
...	...	300,000	...	...	...	300,000	Paiement provisoire d'une seule contribution aux frais de mise en oeuvre pour l'établissement de la liste des bénéficiaires du règlement de la revendication de la Fédération Tungavik du Nunavut	300,000	...	...	...
...	...	700,000	...	...	...	700,000	Contribution au Comité de la ratification pour les frais engagés par celui-ci relativement au nota de ratification de l'entente finale avec les Dénés et les Métis	698,951	1,049	...	...
...	...	525,000	...	(298,850)	...	226,150	Contribution pour les revendications globales des Indiens du Yukon—Vote de ratification	158,913	67,237	...	...
...	5,074,000	1,525,000	...	(217,967)	...	6,381,033		6,312,734	68,299	...	4,979,797

							Développement économique				
...	15,702,000	...	...	(15,702,000)	...	...	Contributions aux institutions économiques des Indiens et des Inuit	...	...	...	20,508,749
...	50,326,000	...	...	21,580,945	...	71,906,945	Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi	71,906,945	...	...	36,454,853
...	66,028,000	...	...	5,878,945	...	71,906,945		71,906,945	...	...	56,963,602
							Terres, revenus et fidéicommis				
...	1,225,000	...	...	(450,000)	...	775,000	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	775,000	...	...	1,304,807
...	200,000	...	...	(200,000)	...	...	Contributions aux commissions aux fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit	...	...	...	181,384
...	2,838,000	...	...	1,206,207	...	4,044,207	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés	4,044,207	...	...	9,511,887
...	4,674,000	...	...	(2,638,473)	...	2,035,527	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription des bandes	2,035,527	...	...	1,493,626
...	885,000	...	...	(93,736)	...	791,264	Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types	685,516	105,748	...	1,144,453
...	400,000	...	...	(351,839)	...	48,161	Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou groupes de particuliers, organisations et bandes à l'égard de procès types concernant le projet de loi C-31	3,130	45,031	...	19,198
...	2,469,000	...	...	506,274	...	2,975,274	Contributions aux provinces, aux sociétés, aux autorités locales, aux Indiens, aux bandes indiennes et aux autres organisations pour la lutte contre les incendies de forêt dans les réserves	2,975,274	...	...	...
...	...	...	...	45,565	...	45,565	Contributions aux bandes indiennes pour de l'information sur les résidences	45,565	...	...	688,000
...	12,691,000	...	...	(1,976,002)	...	10,714,998		10,564,219	150,779	...	14,343,355
							Enseignement				
...	494,783,000	...	...	(8,655,457)	...	486,127,543	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes légaux pour le soutien de l'enseignement et les services relatifs à l'éducation élémentaire et secondaire	486,127,543	...	...	443,205,190
...	34,100,000	...	...	(2,432,441)	...	31,667,559	Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Cris et des Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois	31,667,559	...	...	29,876,815

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	104,398,000	20,000,000	...	33,149,324	...	157,547,324	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou aux établissements d'enseignement pour le soutien de l'enseignement et les services d'enseignement postsecondaire	157,547,324	...	...	110,522,053
...	8,564,000	...	...	192,497	...	8,756,497	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou à des organismes pour les centres culturels et le développement de services culturels	8,756,497	...	...	7,532,568
...	641,845,000	20,000,000	...	22,253,923	...	684,098,923		684,098,923	...	...	591,136,626
							Développement social				
...	387,865,000	...	...	8,209,583	...	396,074,583	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	394,882,210	1,192,373	...	316,544,779
...	141,900,000	...	...	6,111,270	...	148,011,270	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et à leurs gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention	148,011,270	...	...	124,378,014
...	11,095,000	...	...	(582,115)	...	10,512,885	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à leurs organisations pour des services sociaux, communautaires et de réadaptation	10,512,885	...	...	7,479,027
...	540,860,000	...	...	13,738,738	...	554,598,738		553,406,365	1,192,373	...	448,401,820
							Immobilisations et services communautaires				
							Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires:				
...	362,613,000	...	...	1,081,463	...	363,694,463	Capital	363,694,463	...	...	375,078,314
...	156,624,000	22,529,269	...	(15,539,385)	...	163,613,884	Entretien et fonctionnement	163,613,883	1	...	150,107,013
...	519,237,000	22,529,269	...	(14,457,922)	...	527,308,347		527,308,346	1	...	525,185,327

							Gestion des bandes				
...	5,125,000	...	...	(1,547,543)	...	3,577,457	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local	3,577,457	...	...	12,948,453
...	8,644,000	...	...	6,518,492	...	15,162,492	Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière	15,162,492	...	...	12,853,702
...	16,466,000	...	...	(4,582,408)	...	11,883,592	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit et à leur organisations pour les régimes de pensions des employés	11,883,592	...	...	10,661,293
...	4,281,000	...	...	1,866,749	...	6,147,749	Contributions aux bandes indiennes pour les programmes de perfectionnement de la gestion indienne et de la formation paraprofessionnelle en développement social	6,147,749	...	...	5,890,043
...	10,443,000	...	...	1,633	...	10,444,633	Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador	10,444,633	...	...	7,844,633
...	35,645,000	...	...	(964,350)	...	34,680,650	Contributions aux conseils tribaux pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion	34,680,650	...	...	33,631,904
...	927,000	...	...	96,216	...	1,023,216	Contributions aux bandes indiennes pour leur permettre d'obtenir des services consultatifs	1,023,216	...	...	...
...	81,531,000	...	...	1,388,789	...	82,919,789		82,919,789	...	...	83,830,028
...	1,876,166,000	44,054,269	...	25,917,225	...	1,946,137,494	**Total—Contributions**	1,944,726,042	1,411,452	...	1,730,901,298
							Sommaire du programme par activité				
...	11,188,000	...	...	(691,279)	...	10,496,721	Autonomie gouvernementale	10,496,647	74	...	8,236,075
...	39,639,000	30,336,974	...	(1,433,413)	...	68,542,561	Revendications globales	68,383,924	158,637	...	38,945,305
...	67,597,000	...	...	4,391,002	...	71,988,002	Développement économique	71,988,002	...	...	57,351,619
...	14,871,000	23,989,231	...	(2,855,002)	339,156	36,344,385	Terres, revenus et fidéicommis	36,193,606	150,779	...	34,373,142
...	686,228,000	20,000,000	...	7,993,352	...	714,221,352	Enseignement	714,221,352	...	...	626,963,045
...	604,060,000	...	...	16,145,416	...	620,205,416	Développement social	620,205,416	...	...	526,478,127
...	519,237,000	22,529,269	...	(14,397,558)	...	527,368,711	Immobilisations et services communautaires	527,308,346	60,365	...	525,185,327
...	208,085,000	...	...	7,784,481	...	215,869,481	Gestion des bandes	215,866,455	3,026	...	194,424,532
...	2,150,905,000	96,855,474	...	16,936,999	339,156	2,265,036,629	**Total du programme**	2,264,663,748	372,881	...	2,011,957,172
							Programme des affaires du Nord				
							Subventions				
							Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel				
...	748,000	...	...	...	...	748,000	Subventions à des universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord	748,000	...	...	748,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes	100,000	...	...	110,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente	5,000	...	...	5,000
336,764	...	...	...	...	...	336,764	Subventions d'aide à l'exploitation minérale du Nord	...	...	336,764	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,045,000
336,764	853,000	...	...	...	...	1,189,764		853,000	...	336,764	1,908,000
							Développement économique et gestion des ressources				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon	20,000	(5,000)[2]	...	15,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions	100,000	...	...	100,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; de $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection	40,000	...	...	40,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention à la Territories Accident Prevention Association	5,000	...	...	5,000
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon	2,000	...	...	2,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Subvention à l'Association pour l'extraction de l'or du Klondike	10,000	...	...	10,000
...	172,000	...	...	...	...	172,000		177,000	(5,000)	...	172,000
336,764	**1,025,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,361,764**	**Total—Subventions**	**1,030,000**	**(5,000)**	**336,764**	**2,080,000**
							Contributions				
							Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel				
...	16,412,000	...	...	(2,000,000)	...	14,412,000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit	14,412,000	...	...	15,700,000

...	1,630,000	...	...	970,325	...	2,600,325	Contributions au gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens	2,600,325	...	...	1,569,097
...	3,597,000	...	...	2,338,894	...	5,935,894	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit	5,935,894	...	...	4,750,000
...	1,266,000	...	...	(501,165)	...	764,835	Contributions au gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens	764,835	...	...	775,551
...	208,000	...	...	...	...	208,000	Contributions au gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique	208,000	...	...	297,000
...	99,000	...	...	75,299	...	174,299	Contributions aux associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord	174,299	...	...	169,000
...	509,000	...	...	...	...	509,000	Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à développer leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	509,000	...	...	470,000
...	80,000	...	...	...	...	80,000	Contributions au service d'orientation fourni aux Inuit dans le Sud	80,000	...	...	80,000
...	4,514,000	...	...	(295,859)	...	4,218,141	Contributions à verser aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones en vue de la mise en oeuvre de la convention définitive des Inuvialuit	4,218,141	...	...	4,165,744
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contribution à l'Office régional canadien de la Conférence circumpolaire inuit	100,000	...	...	100,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,554,000
...	28,415,000	...	...	587,494	...	29,002,494		29,002,494	...	...	29,630,392
							Développement économique et gestion des ressources				
...	474,000	1	...	661,025	...	1,135,026	Contributions au gouvernement du Yukon relativement à l'entente Canada/Yukon sur le développement économique	1,135,026	...	...	947,663
...	1,300,000	...	...	(144,006)	...	1,155,994	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en rapport avec les ententes auxiliaires sur le développement économique conclues entre le Canada et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	1,155,994	...	...	3,542,676
...	55,000	...	...	29,790	...	84,790	Contribution pour les comités consultatifs communautaires	84,790	...	...	66,600
...	55,000	...	...	...	...	55,000	Contribution au Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones	55,000	...	...	37,000
...	1,515,000	...	...	(1,360,426)	...	154,574	Contributions aux particuliers, aux groupes, aux associations, aux sociétés ou aux coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens	...	154,574	...	1,429,888

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	9,000	...	...	1,971	...	10,971	Contribution pour le Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	10,971	...	...	9,709
...	2,570,000	...	...	(2,214)	...	2,567,786	Contribution pour encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des territoires et des organisations autochtones dans le programme d'aménagement des territoires du Nord	2,565,052	2,734	...	2,518,280
...	720,000	...	...	(29,547)	...	690,453	Contributions aux gouvernements territoriaux, pour le Programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord (PIPGN)	690,453	...	...	...
...	15,500	...	...	...	...	15,500	Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	15,300	200	...	12,500
...	...	...	...	193,796	...	193,796	Contributions à des organisations autochtones et non autochtones pour aider à la protection et au développement de l'industrie de la fourrure	193,796	...	...	499,098
...	97,000	...	...	86,467	...	183,467	Contributions aux groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures	183,467	...	...	167,500
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	...	...	15,000
...	6,825,500	1	...	(563,144)	...	6,262,357		6,104,849	157,508	...	9,245,914
							Gestion du programme				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	537,859
...	**35,240,500**	**1**	**...**	**24,350**	**...**	**35,264,851**	**Total—Contributions**	**35,107,343**	**157,508**	**...**	**39,414,165**
							Sommaire du programme par activité				
336,764	29,268,000	...	...	587,494	...	30,192,258	Évolution politique, scientifique, développement social et épanouissement culturel	29,855,494	...	336,764	31,538,392
...	6,997,500	1	...	(563,144)	...	6,434,357	Développement économique et gestion des ressources	6,281,849	152,508	...	9,417,914
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	537,859
336,764	**36,265,500**	**1**	**...**	**24,350**	**...**	**36,626,615**	**Total du programme**	**36,137,343**	**152,508**	**336,764**	**41,494,165**

							Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
							Autres paiements de transfert				
...	194,157,000	14,110,000	...	8,485,000	...	216,752,000	Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	216,752,000	...	...	195,384,829
...	727,338,000	11,980,137	...	8,600,000	...	747,918,137	Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	747,918,137	...	...	725,689,040
...	**921,495,000**	**26,090,137**	...	**17,085,000**	...	**964,670,137**	**Total du programme**	**964,670,137**	...	...	**921,073,869**
[illegible]	**[illegible]**	**112,945,612**	...	**34,046,349**	**339,156**	**3,266,333,381**	**Total du ministère**	**3,265,471,228**	**525,309**	**336,764**	**2,974,535,306**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) Un suremploi de $1,192,373 de l'autorité des subventions résulte d'un surcroît dans les paiements obligatoires d'aide sociale à des non-résidents.
(2) En raison d'un oubli administratif, l'augmentation de $15,000 à $20,000 pour la subvention à la Yukon Conservation Society, telle que recommandée par le Conseil du Trésor dans la révision du Plan opérationnel pluriannuel, a été omise du Budget des dépenses supplémentaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des affaires indiennes et inuit			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Développement économique			
Développement économique des Indiens. (Net)	...	2,858,666	15,151,600
Immobilisations et services communautaires			
Fonds des habitations hors réserve des Indiens. (Net)	...	266,976	692,133
Total du programme—Non budgétaire	...	3,125,642	15,843,733
Programme des affaires du Nord			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Développement économique et gestion des ressources			
Caisse de prêts aux Esquimaux. (Net)	...	201,722	295,147
Petites entreprises du Yukon. (Net)	...	...	220,863
Total du programme—Non budgétaire	...	201,722	516,010
Total du ministère—Non budgétaire	...	3,327,364	16,359,743

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	10	...
Total des recettes fiscales	10	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	81,045	9,900
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	153,207	34,142
	234,252	44,042
Rémunérations de services	2,033	2,536
Produits des ventes—		
Recouvrements de paiements de la part des non-Indiens résidant dans les réserves	110	...
Autres recettes non fiscales	2,178	834
Total des recettes non fiscales	238,573	47,412
Total du programme	238,583	47,412
Programme des affaires indiennes et inuit		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	19,990	...
Total des recettes fiscales	19,990	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Divers—		
Fonds du développement économique des Indiens	1,607,676	2,380,440
Société Inuvialuit régionale	6,682,693	6,503,207
Autres comptes—		
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	810,707	698,700
Capital	421,613	156,944
Bande Stoney	11,688	11,688
	9,534,377	9,750,979
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	586,754	586,915
Frais de capital	844,307	158,281
Divers	1,759,810	2,913,248

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)—		
Fonctionnement et entretien	362,376	243,284
Frais de capital	7,821	72,413
Subventions et contributions	754,568	295,740
	4,315,636	4,269,881
Privilèges, licences et permis—		
Logement et services	684,112	898,436
Redevances	440	...
Divers	13,121	47,064
	697,673	945,500
Rémunérations de services	952	1,134
Produits des ventes—		
Services publics	873,164	772,465
Autres	6,551	72,500
	879,715	844,965
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	24,822	238,586
Transferts d'administrations provinciales et territoriales	...	6,553
Divers	1,444	1,765
	26,266	246,904
Total des recettes non fiscales	**15,454,619**	**16,059,363**
Total du programme	**15,474,609**	**16,059,363**
Programme des affaires du Nord		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	390	...
Total des recettes fiscales	**390**	**...**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	464,390	531,994
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	15,820	18,792
Divers—		
Fonds de prêts aux Esquimaux	339,230	277,874
Yukon Energy Corporation	3,946,489	4,034,376
Autres comptes—		
Curragh Resources	...	710,725
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	100	...
	4,766,029	5,573,761
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	326,224	107,525
Frais de capital	58,490	33,122
Contribution remboursable—Curragh Resources	...	6,000,000
Divers	123,624	65,009
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)—		
Fonctionnement et entretien	100,995	104,369
Frais de capital	15,287	4,675
Subventions et contributions	414,355	346,264
	1,038,975	6,660,964
Privilèges, licences et permis—		
Exploitation minière du Canada—		
Baux	492,373	491,736
Redevances	8,075,150	12,883,469
Charbon—Baux	40,606	31,073
Forêts	26,309	46,127
Locations de terres, bâtiments et machine	4,800	6,600
Frais d'usage de terre	556,460	375,198
Logements et services	670,826	700,474
Métallique et non-métallique	58,708	72,113
Concessions pétrolières et gazières	22,171	20,790
Redevances pétrolières et gazières	9,055,647	7,025,625
Redevances—Carrières	67,217	47,347
Location de prises d'eau	3,517	2,034
Exploitation minière du quartz au Yukon—		
Redevances	800,525	1,546,250
Droits et concessions	546,565	554,423
Divers	4,976	20,262
	20,425,850	23,823,521
Rémunérations de services—		
Droits d'exploitation de placers	225,012	234,632
Droits d'exploitation minière au Canada	233,795	262,146
Frais d'inscription pour droits d'usage de terres	214,549	210,440
Frais d'usage de terres	114,603	120,728
Utilisations des avions pour la maîtrise des incendies	...	418,432
Autres frais	7,163	51,374
	795,122	1,297,752

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Produits des ventes	22,049	115,415
Publications	24,799	53,611
Vente de terrain—Yukon	86,195	...
Divers	1,162	2,505
	134,205	171,531
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	9,220	1,938
Rétrocessions pétrolières et gazières	186,295	55,993
Utilisations des avions pour la maîtrise des incendies	575,138	13,076
	770,653	71,007
Total des recettes non fiscales	27,930,834	37,598,536
Total du programme	27,931,224	37,598,536
Total du département	43,644,416	53,705,311
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	20,390	...
Total des recettes fiscales	20,390	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	14,300,406	15,324,740
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,588,863	10,974,887
Privilèges, licences et permis	21,123,523	24,769,021
Rémunérations de services	798,107	1,301,422
Produits des ventes	1,013,920	1,016,496
Autres recettes non fiscales	799,097	318,745
Total des recettes non fiscales	43,623,916	53,705,311
Total du ministère	43,644,306	53,705,311

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1990-91

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Département
Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	4.2
Sommaire du ministère	4.3
Programmes par activité	4.4
Paiements de transfert	4.6
Recettes	4.7

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Élaborer et mettre en oeuvre des programmes qui contribuent au développement économique à long terme de la région de l'Atlantique, et planifier et coordonner les activités fédérales qui contribuent à la croissance économique de la région de l'Atlantique.

Description des activités

Action

Stimuler l'esprit d'entreprise et contribuer à la mise sur pied de nouvelles entreprises, à la modernisation ou à l'agrandissement des entreprises déjà en place dans la région de l'Atlantique, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises en vue de créer des emplois productifs et d'accroître le revenu gagné dans la région de l'Atlantique.

Coopération

Améliorer le climat pour la croissance économique dans la région de l'Atlantique en collaborant avec tous les niveaux des établissements gouvernementaux et du secteur privé.

Stratégie générale

Élaborer des lignes de conduite et des stratégies qui permettront d'améliorer l'économie de la région; exécuter des études et des travaux de recherche ayant pour but de stimuler l'esprit d'entreprise dans la région de l'Atlantique ou appuyer les projets de ce genre exécutés par les établissements et le secteur privé; consulter tous ceux que l'économie de la région de l'Atlantique intéresse et leur fournir de l'aide; planifier et coordonner les programmes fédéraux de développement économique et défendre les intérêts de la région de l'Atlantique à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Services généraux

Fournir des conseils et des services de soutien dans les domaines suivants: administration, finances, personnel, gestion, traitement de données, planification, bibliothèque et sécurité.

Direction

La direction du siège social ainsi que cinq directeurs de bureaux régionaux et leur personnel de soutien.

Programmes spéciaux

Mesures mises de l'avant au Canada atlantique dans le but de favoriser le développement économique ou accorder une aide dans des secteurs particuliers de l'économie ou des zones désignées en vue de pallier aux difficultés attribuables à un ralentissement économique dans le secteur ou les zones en question ou encore de tirer profit d'une situation économique spéciale.

Société d'expansion du Cap-Breton

Objectif

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'Île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

Description de l'activité

Société d'expansion du Cap-Breton

Les paiements serviront aux activités de la Société d'expansion du Cap-Breton afin d'accorder de l'aide aux entreprises pour leur permettre de s'établir, de s'installer ou de poursuivre leur expansion dans l'Île du Cap-Breton, pour entreprendre des études et des programmes visant à favoriser le développement; pour aider à la formation et à l'emploi des étudiants; pour aider les municipalités et d'autres organismes relativement à des services qui faciliteront l'expansion économique de l'Île du Cap-Breton.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	36,052,000	...	...	36,052,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $2,642,999 du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)				
...	...	...	2,642,999	2,642,999		Virement du crédit 5				
...	36,052,000	1	2,642,999	38,695,000		Total—Crédit 1	37,448,655	1,246,345	...	36,655,273
...	277,284,000	...	...	277,284,000	5	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	5c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(2,642,999)	(2,642,999)		Virement au crédit 1				
...	277,284,000	1	(2,642,999)	274,641,002		Total—Crédit 5	220,629,767	54,011,235	...	271,592,547
...	3,500,000	...	(1,150,645)	2,349,355	(S)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	2,349,355	...	...	2,161,293
...	10,000,000	...	(4,124,593)	5,875,407	(S)	Obligations en vertu du programme d'assurance-prêt aux entreprises de la région de l'Atlantique	5,875,407	...	...	4,747,463
...	2,553,000	...	186,000	2,739,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,739,000	...	...	2,578,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	27
...	329,389,000	2	(5,089,238)	324,299,764		Total budgétaire	269,042,184	55,257,580	...	317,734,603
...	10,000,000	...	...	10,000,000	L10	Prêts en vue de promouvoir l'industrie canadienne et le commerce dans la région du Cap-Breton. (Brut)	...	10,000,000	...	1,797,096
						Total du département—				
...	**329,389,000**	**2**	**(5,089,238)**	**324,299,764**		**Budgétaire**	**269,042,184**	**55,257,580**	**...**	**317,734,603**
...	**10,000,000**	**...**	**...**	**10,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**10,000,000**	**...**	**1,797,096**
						Société d'expansion du Cap-Breton				
...	10,600,000	...	...	10,600,000	15	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	10,560,000	40,000	...	7,300,000
...	**10,600,000**	**...**	**...**	**10,600,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,560,000**	**40,000**	**...**	**7,300,000**
						Total du ministère—				
...	**339,989,000**	**2**	**(5,089,238)**	**334,899,764**		**Budgétaire**	**279,602,184**	**55,297,580**	**...**	**325,034,603**
...	**10,000,000**	**...**	**...**	**10,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**10,000,000**	**...**	**1,797,096**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	15,536,000	...	...	850,000	...	...	16,386,000	Action	13,986,930	2,399,070	...	13,301,902
...	2,642,000	1	...	992,999	18,600	...	3,653,600	Coopération	3,258,016	395,584	...	3,496,722
...	4,192,000	...	...	...	...	...	4,192,000	Stratégie générale	3,322,529	869,471	...	3,786,667
...	8,059,000	...	...	...	...	...	8,059,000	Services généraux	10,607,686	(2,548,686)	...	10,567,726
...	6,276,000	...	...	...	...	...	6,276,000	Direction	6,591,985	(315,985)	...	6,251,763
...	...	...	...	800,000	167,400	...	967,400	Programmes spéciaux	709,985	257,415	...	...
...	36,705,000	1	...	2,642,999	186,000	...	39,534,000	Total—Fonctionnement	38,477,131	1,056,869	...	37,404,780
								Capital				
...	1,900,000	...	...	...	...	...	1,900,000	Services généraux	1,710,524	189,476	...	1,828,520
								Paiements de transfert				
...	237,394,000	...	...	(2,090,000)	(5,275,238)	...	230,028,762	Action	179,119,455	50,909,307	...	236,858,012
...	53,390,000	...	...	(992,999)	...	...	52,397,001	Coopération	49,295,944	3,101,057	...	41,640,507
...	...	...	...	...	...	...	...	Stratégie générale	...	...	...	2,784
...	...	1	...	440,000	...	...	440,001	Programmes spéciaux	439,130	871	...	...
...	290,784,000	1	...	(2,642,999)	(5,275,238)	...	282,865,764	Total—Paiements de transfert	228,854,529	54,011,235	...	278,501,303
								Non budgétaire				
...	10,000,000	...	...	...	...	...	10,000,000	Action	...	10,000,000	...	1,797,096
								Sommaire du département				
								Action—				
...	252,930,000	...	...	(1,240,000)	(5,275,238)	...	246,414,762	Budgétaire	193,106,385	53,308,377	...	250,159,914
...	10,000,000	...	...	...	...	...	10,000,000	Non budgétaire	...	10,000,000	...	1,797,096
...	56,032,000	1	...	...	18,600	...	56,050,601	Coopération	52,553,960	3,496,641	...	45,137,229
...	4,192,000	...	...	...	...	...	4,192,000	Stratégie générale	3,322,529	869,471	...	3,789,451
...	9,959,000	...	...	...	...	...	9,959,000	Services généraux	12,318,210	(2,359,210)	...	12,396,246
...	6,276,000	...	...	...	...	...	6,276,000	Direction	6,591,985	(315,985)	...	6,251,763
...	...	1	...	1,240,000	167,400	...	1,407,401	Programmes spéciaux	1,149,115	258,286	...	...
								Total du département—				
...	**329,389,000**	**2**	...	...	**(5,089,238)**	...	**324,299,764**	**Budgétaire**	**269,042,184**	**55,257,580**	...	**317,734,603**
...	**10,000,000**	...	...	...	...	...	**10,000,000**	**Non budgétaire**	...	**10,000,000**	...	**1,797,096**

								Société d'expansion du Cap-Breton				
...	10,600,000	...	...	...	...	...	10,600,000	Fonctionnement	10,560,000	40,000	...	7,300,000
...	**10,600,000**	...	...	...	...	...	**10,600,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**10,560,000**	**40,000**	...	**7,300,000**
								Total du ministère—				
...	**339,989,000**	**2**	...	...	**(5,089,238)**	...	**334,899,764**	**Budgétaire**	**279,602,184**	**55,297,580**	...	**325,034,683**
...	**10,000,000**	...	...	...	...	...	**10,000,000**	**Non budgétaire**	...	**10,000,000**	...	**1,797,896**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
...	8,783,000	...	...	...	...	8,783,000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques	7,375,232	1,407,768	...	9,982,452
...	2,217,000	...	...	...	...	2,217,000	Subvention au Fonds de développement économique du comté de Pictou en vue de promouvoir le développement économique	2,200,000	17,000	...	3,337,697
...	...	1	...	500,000	...	500,001	Subventions en vertu du Programme diversi-pêches	104,630	395,371	...	...
...	**11,000,000**	**1**	**...**	**500,000**	**...**	11,500,001	**Total—Subventions**	9,679,862	**1,820,139**	**...**	**13,320,149**
							Contributions				
...	266,284,000	...	...	(3,142,999)	...	263,141,001	Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional	210,949,905	52,191,096	...	258,272,398
...	3,500,000	...	...	...	(1,150,645)	2,349,355	(S) Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	2,349,355	...	...	2,161,293
...	10,000,000	...	...	...	(4,124,593)	5,875,407	(S) Obligations en vertu du programme d'assurance-prêt aux entreprises de la région de l'Atlantique	5,875,407	...	...	4,747,463
...	**279,784,000**	**...**	**...**	**(3,142,999)**	**(5,275,238)**	271,365,763	**Total—Contributions**	219,174,667	**52,191,096**	**...**	**265,181,154**
...	**290,784,000**	**1**	**...**	**(2,642,999)**	**(5,275,238)**	282,865,764	**Total du département**	228,854,529	**54,011,235**	**...**	**278,501,303**
...	**290,784,000**	**1**	**...**	**(2,642,999)**	**(5,275,238)**	282,865,764	Total du ministère	228,854,529	**54,011,235**	**...**	**278,501,303**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,172	...
Total des recettes fiscales	**2,172**	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	7,497,609	8,326,467
Entente-cadre sur le plan de développement	820,033	847,480
Prêts à des entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	447,626	445,395
	8,765,268	9,619,342
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	900,598	430,497
Recouvrements de contributions	1,072,854	714,977
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,678,493	6,480,271
	3,651,945	7,625,745
Produits des ventes—		
Vente d'une compagnie filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton	1,046,987	...
Rémunérations de services	1,642,942	1,621,464
Autres recettes non fiscales	23,513	761
Total des recettes non fiscales	**15,130,655**	**18,867,312**
Total du département	**15,132,827**	**18,867,312**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,172	...
Total des recettes fiscales	2,172	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	8,765,268	9,619,342
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,651,945	7,625,745
Produits des ventes	1,046,987	...
Rémunérations de services	1,642,942	1,621,464
Autres recettes non fiscales	23,513	761
Total des recettes non fiscales	15,130,655	18,867,312
Total du ministère	**15,132,827**	**18,867,312**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1990-91

Agriculture

Département
Commission canadienne du lait
Office canadien des provendes
Société du crédit agricole

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	5.2
Sommaire du ministère	5.6
Programmes par activité	5.10
Paiements de transfert	5.14
Détail des montants portés au crédit	5.20
Recettes	5.20

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme de gestion et d'administration

Objectif

Assurer la direction et le soutien nécessaires pour une exécution efficiente et efficace de la politique, des programmes et des services du ministère.

Description des activités

Direction supérieure

Cabinet du ministre, du ministre d'État (Agriculture), du sous-ministre, du sous-ministre associé, du Secrétariat ministériel, et du sous-ministre adjoint principal; vérification, évaluation et planification d'urgence; assurer l'établissement de stratégies, de politiques, de programmes, de priorités et l'affectation des ressources ministérielles; veiller à ce que le ministère soit prêt à réagir à des urgences d'ordre national conformément aux ordonnances relatives à la planification d'urgence.

Services de gestion

Fournir des services du personnel au ministère, notamment la dotation, la classification, les relations de travail, la formation, le perfectionnement et les langues officielles; soutenir le processus de gestion du ministère en se chargeant de la planification et de l'information financières et opérationnelles, en augmentant la productivité et en améliorant les capacités des ressources ministérielles, et en assurant la mise au point et en appliquant des stratégies efficaces de gestion des actifs ainsi qu'en assurant l'entretien des installations du ministère; fournir des services de bibliothéconomie; fournir des services d'information et de relations publiques pour soutenir les activités du ministère.

Programme agro-alimentaire

Objectif

Favoriser la croissance, la stabilité et la compétitivité du secteur agro-alimentaire en créant les politiques, les programmes et les services que l'État fédéral est le plus apte à offrir, de façon à ce que le secteur puisse contribuer pleinement à l'économie nationale.

Description des activités

Recherche et développement dans le domaine scientifique

Les recherches portent sur la mise au point de nouvelles techniques dans les domaines suivants: les sols, les ressources en eau utilisées en agriculture, les pratiques agricoles et les risques associés au climat, l'utilisation de l'énergie à tous les paliers du secteur agro-alimentaire, la dégradation du territoire agricole, les ressources biologiques utilisées en agriculture; l'accroissement du potentiel de commercialisation à long terme des produits agricoles canadiens; l'amélioration de l'efficacité des productions animales et végétales et de leur faculté d'adaptation au climat canadien; la baisse des coûts de production; la compréhension et la maîtrise des mécanismes physiologiques qui influent sur les processus de la digestion, de la reproduction et de la croissance; la résistance aux maladies avec un accent sur la définition moléculaire et cellulaire ainsi que sur la synthèse de produits; l'élaboration des stratégies pour la lutte contre les parasites, l'amélioration des méthodes de nutrition des plantes, l'évaluation des obstacles à la production végétale dans les nouvelles zones d'exploitation et la création de nouvelles variétés aux qualités supérieures; le perfectionnement des méthodes de culture et des techniques de récolte et de conservation; la mise au point et le transfert de nouvelles techniques portant sur l'extraction et l'utilisation des éléments des céréales, des oléagineux et d'autres cultures, la transformation des fruits et légumes, le contrôle de la qualité et la réduction des coûts de production ainsi que de la transformation des viandes et des produits carnés; isoler et éliminer les composés toxiques dans les aliments destinés à la consommation animale et humaine; recueillir et diffuser l'information sur la valeur nutritive de certaines cultures, la teneur en matières nutritives et l'innocuité des aliments, le métabolisme des graisses d'origine végétale et animale, les méthodes et les procédés relatifs aux nouveaux ingrédients et produits alimentaires ayant des possibilités commerciales, le recyclage et la valeur ajoutée des résidus de produits agro-alimentaires.

Inspection et réglementation

La réglementation et l'inspection des animaux, des végétaux, des produits animaux et des produits biologiques importés, ainsi que des facteurs de production agricole, notamment les pesticides, les aliments du bétail, les engrais et les compléments alimentaires; la lutte contre les maladies exotiques, les insectes, les mauvaises herbes et les autres matières dangereuses d'origine végétale ou animale qui se sont introduites au Canada, et leur élimination; l'élimination des risques que les substances chimiques ou bactériennes associées aux produits alimentaires et agricoles posent pour la santé et la sécurité des humains; la lutte contre les maladies animales ou végétales indigènes d'importance économique ou médicale, et leur éradication; l'inspection et la certification sanitaire des animaux, des plantes et des produits végétaux destinés à l'exportation; l'inspection avant et après

l'abattage des animaux et des volailles ainsi que la surveillance et l'enregistrement des établissements qui s'adonnent à la production, à la conservation ou au transport des aliments; le classement des carcasses de bestiaux et le contrôle des normes de classement des fruits et légumes; l'inspection, le classement et/ou la classification des semences; la recherche sur les maladies animales; l'établissement et l'application de règlements sur les hippodromes et les systèmes de pari mutuel.

Programmes des finances agricoles

L'offre de garanties d'emprunt en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule des coopératives; les ajustements aux taux d'intérêt et aux prêts en vertu des programmes d'examen de l'endettement agricole et de prêts basés sur les prix des produits; le soutien des programmes provinciaux d'assurance-récolte qui protègent les producteurs contre les risques naturels et les pertes de récoltes attribuables à d'autres facteurs (oiseaux aquatiques migrateurs); l'offre de garanties d'emprunt en vertu de la Loi sur les paiements anticipés sur les récoltes; l'offre de garanties du prix de gros moyen d'un produit commercialisé en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles; l'achat, la vente, l'importation, l'entreposage, le transport et la transformation des produits agricoles dans le cadre de la Loi sur l'Office des produits agricoles; l'administration des programmes nationaux tripartites de stabilisation des prix; et le versement de paiements d'appoint pour stabiliser les prix des produits agricoles en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Politique agricole

Mettre au point des stratégies globales de développement par secteur de production, axées sur les marchés; continuer d'offrir des services d'analyse des marchés de produits et d'analyse économique; analyser la structure et la performance du secteur agro-alimentaire; analyser les autres politiques et programmes qui influent sur le secteur agro-alimentaire, en cherchant des façons d'atténuer les retombées négatives prévisibles; coordonner l'élaboration des politiques avec les stratégies et les programmes du ministère; et prestation d'aide en matière de politique et prestation de conseils aux responsables du Programme des céréales et oléagineux.

Développement agricole

Mettre au point, mettre en oeuvre et exécuter des initiatives agro-alimentaires régionales en collaboration avec les autres paliers de gouvernement et avec le secteur privé afin d'améliorer le rendement des activités de production et de commercialisation du secteur agricole tout en valorisant les ressources naturelles; développer les secteurs des productions animales, des productions végétales et de l'alimentation à l'aide de programmes visant à accroître la rentabilité de ces secteurs; améliorer la productivité et la compétitivité des secteurs des productions animales et végétales, de même que la compétitivité du secteur de la transformation, de la distribution et de la vente au détail; offrir une aide aux agriculteurs en difficulté financière et de production; suivre de près l'exécution des programmes de conservation des ressources en sol au Canada et fournir des renseignements ainsi que des conseils sur les facteurs climatiques et environnementaux qui ont une incidence sur la productivité et sur la compétitivité du secteur des productions végétales; administrer la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta et offrir des programmes favorisant la mise au point de l'adoption de techniques améliorées pour l'arboriculture, l'approvisionnement en eau, la conservation des ressources en sol et en eau, l'utilisation des terres et l'établissement sur les terres; surveiller les activités des offices nationaux de commercialisation mis sur pied en vertu des dispositions de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, afin de s'assurer qu'ils se conforment à la réglementation établie, promouvoir la création de nouveaux offices et contrôler les coûts de production et les prix de vente des produits réglementés.

Programmes internationaux

Formuler, établir et orienter les démarches du ministère concernant la politique de commerce extérieur, les programmes d'exportation et les activités connexes visant à épauler le ministère des Affaires extérieures; donner des conseils en matière de politique, assurer la coordination du groupe des Affaires internationales du Programme des céréales et oléagineux et l'appuyer en ce qui a trait aux plans et aux priorités du Ministre d'État (céréales et oléagineux); participer aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales, notamment celles entre le Canada et les États-Unis et celles du GATT; favoriser le maintien des marchés d'exportation ainsi que le développement des produits et des techniques agro-alimentaires du Canada, en servant de point de contact

pour l'affectation des ressources techniques, scientifiques et spécialisées que le ministère de l'Agriculture met à la disposition du ministère des Affaires extérieures pour l'aider à atteindre ses objectifs; participer à l'établissement, à la définition, à la promotion et à la diffusion des démarches que le Canada adoptera à l'occasion des discussions bilatérales et multilatérales (par exemple, les protocoles d'entente agricole, les rencontres de la FAO, de l'OCDE et du Programme alimentaire mondial); planifier et mettre en oeuvre des projets d'aide au développement technique de l'agriculture, de concert avec l'ACDI.

Programme des céréales et oléagineux

Objectif

Promouvoir la croissance, la stabilité et la compétitivité de l'industrie des céréales et des oléagineux, un segment du secteur agro-alimentaire canadien.

Description des activités

Commission canadienne des grains

En vertu de la Loi sur les grains du Canada, la Commission est chargée de fournir des services d'inspection aux silos terminus et de transbordement agréés; de préparer et de distribuer des échantillons-types de grains; d'offrir des conseils sur la lutte contre les insectes dans les grains entreposés; d'effectuer des pesées de contrôle de grains aux silos terminus et de transbordement; de vérifier les installations des silos et les balances dans les silos; de faire la collecte, la compilation et la publication de statistiques traitant de la manutention des grains; d'effectuer des analyses économiques portant sur les fonctions de réglement autorisées; de délivrer des licences aux silos et aux négociants en grains; de fournir des services informatiques, y compris la documentation sur le grain manutentionné par les silos terminus; d'enregistrer les récépissés de silos terminus et de transbordement pour le grain; de répartir les wagons ferroviaires aux producteurs; de mener des enquêtes sur la qualité, des études sur les variétés et d'effectuer des recherches pures et appliquées sur les nouvelles cultures de grains et sur les grains mis en marché; de fournir des services de gestion aux niveaux de la Direction et des division; de fournir des services de soutien dans le domaine des finances, de la planification et des services administratifs; et de superviser le marché de grain à terme conformément à la Loi sur les marchés de grain à terme.

Politiques et programmes nationaux

Administrer, élaborer et mettre en oeuvre des politiques et des programmes de stabilisation pour les céréales et les oléagineux; percevoir des cotisations et verser des contributions ainsi que des paiements aux producteurs de céréales et d'oléagineux conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest; verser des paiements à la Commission canadienne du blé (CCB) au titre de l'intérêt sur les avances en espèces qu'elle a consenties aux producteurs de l'Ouest canadien pour le grain conservé à la ferme; rembourser à la CCB le montant exigible des avances en espèces consenties aux céréaliculteurs de même que le montant correspondant au déficit des comptes de mise en commun de la CCB; faire converger les rapports du gouvernement fédéral avec le secteur des coopératives; et fournir une aide et verser des subventions ainsi que des contributions au secteur pour promouvoir l'amélioration et la compétitivité des produits de céréales et d'oléagineux.

Politiques et commerce internationaux

Contribuer à maintenir et à élargir les échanges commerciaux du Canada dans le domaine des céréales, des oléagineux et de leurs produits en analysant l'évolution du commerce international et en préparant des options de politiques à cet égard et en matière de commercialisation. Participer aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales, qui portent notamment sur l'accès aux marchés. Faciliter la commercialisation des céréales et des oléagineux en conseillant les exportateurs sur l'utilisation des divers programmes (par exemple, les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et le développement des marchés extérieurs). Représenter le Canada aux tribunes internationales pertinentes. Tenir une base de données sur le commerce international des céréales et des oléagineux.

Gestion et administration

Assurer le soutien administratif au Cabinet du ministre d'État (céréales et oléagineux); assurer l'orientation des activités de soutien du gouvernement fédéral dans l'application et l'élaboration efficaces des politiques, programmes et services relatifs aux céréales et aux oléagineux; analyser des politiques domestiques et internationales et effectuer des analyses économiques concernant le secteur des céréales et des oléagineux; et fournir des services administratifs et financiers pour la Direction générale des céréales et des oléagineux.

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Office canadien des provendes

Objectif

Veiller à ce qu'il y ait un stock suffisant de céréales fourragères et assez d'espace d'entreposage pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada, de la Colombie-Britannique, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, et contribuer à la stabilité raisonnable des prix de ces produits; aider à la péréquation des prix de ces céréales pour les éleveurs de ces mêmes régions.

Société du crédit agricole

Objectif

Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et remplir des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Departement				
						Programme de gestion et d'administration				
...	57,616,000	...	...	57,616,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $1,005,999 du crédit 15 (Agriculture)				
...	...	...	1,005,999	1,005,999		Virement du: crédit 15				
...	...	...	3,353,113	3,353,113		CT, crédit 5(1)				
...	57,616,000	1	4,359,112	61,975,113		Total—Crédit 1	61,621,586	353,527	...	58,594,246
...	49,400	...	(49,400)	...	(S)	Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile	...	...	...	...
...	5,961,000	...	434,000	6,395,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,395,000	...	...	5,752,000
...	**63,626,400**	**1**	**4,743,712**	**68,370,113**		**Total du programme—Budgétaire**	**68,016,586**	**353,527**	...	**64,346,246**
						Programme agro-alimentaire				
...	536,008,000	...	...	536,008,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,290,000	...	1,290,000	5a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	23,787,000	...	23,787,000	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5c	Virement de $13,028,535 du crédit 15 (Agriculture)				
...	...	...	13,028,535	13,028,535		Virement du: crédit 15				
...	...	...	16,536,597	16,536,597		CT, crédit 5(1)				
...	536,008,000	25,077,001	29,565,132	590,650,133		Total—Crédit 5	589,185,042	1,465,091	...	526,665,122
...	90,028,000	...	...	90,028,000	10	Dépenses en capital				
...	...	355,500	...	355,500	10b	Dépenses en capital				
...	90,028,000	355,500	...	90,383,500		Total—Crédit 10	79,239,796	11,143,704	...	77,625,635
20,893,095	517,347,000	...	...	538,240,095	15	Subventions et contributions				
...	...	498,710,000	...	498,710,000	15a	Contributions				
...	...	5,000,000	...	5,000,000	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions				
...	...	1	...	1	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions				
...	...	...	(1,005,999)	(1,005,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(13,028,535)	(13,028,535)		crédit 5				
...	...	...	(3,956,999)	(3,956,999)		crédit 20				
20,893,095	517,347,000	503,710,001	(17,991,533)	1,023,958,563		Total—Crédit 15	951,777,555	51,287,913	20,893,095	482,940,033
...	99,000,000	...	(19,664,853)	79,335,147	(S)	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément au pourcentage minimal prévu dans la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	79,335,147	...	...	130,247,610
...	233,000,000	212,400,000	(225,577,419)	219,822,581	(S)	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	219,822,581	...	...	51,220,120

...	4,000,000	2,000,000	(36,692)	5,963,308	(S)	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	5,963,308	...	...	6,015,923
...	1,500,000	...	(910,628)	589,372	(S)	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	589,372	...	...	4,509,731
600,000	200,000	...	(200,000)	600,000	(S)	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	...	...	600,000	...
...	61,622,000	...	4,487,000	66,109,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66,109,000	...	...	56,667,000
...	...	...	28,647,850	28,647,850	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	28,647,850	...	...	4,752,161
4,149,612	...	...	...	4,149,612	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	628,354	...	3,521,258	(616,301)
...	...	...	5,149	5,149	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	5,149	...	...	96,564
25,642,707	**1,542,705,000**	**743,542,502**	**(201,675,994)**	**2,110,214,215**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,021,303,154**	**63,896,708**	**25,014,353**	**1,340,123,598**
						Programme des céréales et oléagineux				
...	12,545,000	...	...	12,545,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	25,000	...	25,000	20b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $3,956,999 du crédit 15 (Agriculture)				
...	...	...	3,956,999	3,956,999		Virement du: crédit 15				
...	...	...	299,487	299,487		CT, crédit 5[1]				
...	12,545,000	25,001	4,256,486	16,826,487		Total—Crédit 20	15,876,406	950,081	...	19,764,446
...	46,695,000	...	...	46,695,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,086,357	1,086,357		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	46,695,000	...	1,086,357	47,781,357		Total—Crédit 25	43,995,370	3,785,987	...	41,688,826
...	26,065,000	...	...	26,065,000	30	Subventions et contributions				
...	...	85,000,000	...	85,000,000	30b	Contributions				
...	26,065,000	85,000,000	...	111,065,000		Total—Crédit 30	105,122,316	5,942,684	...	772,794,925
...	1,000,000	...	(1,000,000)	...	(S)	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	...	...	...	22,171,709
...	235,000,000	(10,000,000)	(33,641,966)	191,358,034	(S)	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	191,358,034	...	...	233,951,087
...	6,717,000	...	489,000	7,206,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,206,000	...	...	6,278,000
...	...	...	200	200	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	200	...	...	...
...	**328,022,000**	**75,025,001**	**(28,809,923)**	**374,237,078**		**Total du programme—Budgétaire**	**363,558,326**	**10,678,752**	**...**	**1,096,648,993**
25,642,707	**1,934,353,400**	**818,567,504**	**(225,742,205)**	**2,552,821,406**		**Total du département—Budgétaire**	**2,452,878,066**	**74,928,987**	**25,014,353**	**2,501,118,837**
						Commission canadienne du lait				
...	3,711,000	...	...	3,711,000	35	Dépenses du programme	3,641,990	69,010	...	3,874,289

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
252,236,500	...	...	...	252,236,500	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $300,000,000. (Net)	26,239,500	...	225,997,000	(25,484,500)
						Total du programme—				
...	**3,711,000**	...	...	3,711,000		**Budgétaire**	3,641,990	**69,010**	...	**3,874,289**
252,236,500	...	...	...	252,236,500		**Non budgétaire**	26,239,500	...	**225,997,000**	**(25,484,500)**
						Office canadien des provendes				
...	1,804,000	...	...	1,804,000	40	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	40c	Virement de $214,999 du crédit 45 (Agriculture)				
...	...	...	214,999	214,999		Virement du crédit 45				
...	1,804,000	1	214,999	2,019,000		Total—Crédit 40	1,982,310	36,690	...	1,555,381
...	18,100,000	...	...	18,100,000	45	Contributions				
...	...	...	(214,999)	(214,999)		Virement au crédit 40				
...	18,100,000	...	(214,999)	17,885,001		Total—Crédit 45	16,794,901	1,090,100	...	16,729,999
...	19,904,000	1	...	19,904,001		Total budgétaire	18,777,211	1,126,790	...	18,285,380
60,000,000	...	...	...	60,000,000	(S)	(L) Avances à l'Office en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme. Limites: article 17, $50,000,000 et article 16, $10,000,000. (Net)	...	...	60,000,000	...
						Total du programme—				
...	**19,904,000**	**1**	...	**19,904,001**		**Budgétaire**	**18,777,211**	**1,126,790**	...	**18,285,380**
60,000,000	...	...	...	**60,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**60,000,000**	...
						Société du crédit agricole				
...	...	1	...	1	50b	Conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole, porter de $825,000,000 à $1,025,000,000 le montant global qui peut être versé à la Société aux termes de ce paragraphe	...	1	...	...
...	...	200,000,000	(200,000,000)	...	(S)	Versements à la Société du crédit agricole, conformément au paragraphe 12(1) de la Loi sur le crédit agricole	...	...	...	...
...	...	200,000,001	(200,000,000)	1		Total budgétaire	...	1	...	...

					(S)	Loi sur le crédit agricole				
6,667,000	...	...	200,000,000	206,667,000		(L) Paiements de capital en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 12. Limite $1,025,000,000. (Net)	200,000,000	...	6,667,000	600,000,000
16,704,632,457	...	...	5,271,599,999[2]	21,976,232,456		(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 13. Le total ne doit pas dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	(118,520,645)	...	22,094,753,101	(703,244,217)
21,263,590	...	...	...	21,263,590	(S)	(L) Prêts destinés aux syndicats agricoles en vertu de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles, article 8. Limite $25,000,000. (Net)	799,872	...	20,463,718	(1,225,128)
16,732,563,047	...	...	5,471,599,999	22,204,163,046		Total non budgétaire	82,279,227	...	22,121,883,819	(104,469,345)
						Total du programme—				
...	**...**	**200,000,001**	**(200,000,000)**	**1**		**Budgétaire**	**...**	**1**	**...**	**...**
16,732,563,047	**...**	**...**	**5,471,599,999**	**22,204,163,046**		**Non budgétaire**	**82,279,227**	**...**	**22,121,883,819**	**(104,469,345)**
						Total du ministère—				
25,642,707	**1,957,968,400**	**1,018,567,506**	**(425,742,205)**	**2,576,436,408**		**Budgétaire**	**2,475,297,267**	**76,124,788**	**25,014,353**	**2,523,278,506**
17,844,799,547	**...**	**...**	**5,471,599,999**	**22,516,399,546**		**Non budgétaire**	**108,518,727**	**...**	**22,407,880,819**	**(129,953,845)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
(2) Au cours de l'exercice, la Société du crédit agricole a modifié l'article 12 de la Loi pour augmenter la limite de son capital de $825,000,000 à $1,025,000,000. Un redressement statutaire de $5,271,599,999 va refléter le total disponible pour emploi par la Société conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

Programmes par activité

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de gestion et d'administration				
								Fonctionnement				
...	8,543,400	...	1,173,113	(265,000)	2,060	...	9,453,573	Direction supérieure	9,416,908	36,665	...	8,358,477
...	53,790,000	1	2,180,000	445,999	382,540	...	56,798,540	Services de gestion	56,495,172	303,368	...	53,431,731
...	62,333,400	1	3,353,113	180,999	384,600	...	66,252,113	Total—Fonctionnement	65,912,080	340,033	...	61,790,208
								Capital				
...	25,000	...	...	265,000	...	...	290,000	Direction supérieure	286,465	3,535	...	292,969
...	1,258,000	...	...	560,000	...	...	1,818,000	Services de gestion	1,811,041	6,959	...	2,256,069
...	1,283,000	...	...	825,000	...	...	2,108,000	Total—Capital	2,097,506	10,494	...	2,549,038
								Paiements de transfert				
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Services de gestion	7,000	3,000	...	7,000
								Sommaire du programme				
...	8,568,400	...	1,173,113	...	2,060	...	9,743,573	Direction supérieure	9,703,373	40,200	...	8,651,446
...	55,058,000	1	2,180,000	1,005,999	382,540	...	58,626,540	Services de gestion	58,313,213	313,327	...	55,694,800
...	**63,626,400**	**1**	**3,353,113**	**1,005,999**	**384,600**	**...**	**68,370,113**	**Total du programme—Budgétaire**	**68,016,586**	**353,527**	**...**	**64,346,246**
								Programme agro-alimentaire				
								Fonctionnement				
...	213,878,000	1,764,000	9,500,000	5,821,812	1,670,000	...	232,633,812	Recherche et développement dans le domaine scientifique	232,566,808	67,004	...	218,078,091
4,149,612	264,383,000	6,623,000	3,068,759	(1,613,075)	2,104,229	(15,830,000)	262,885,525	Inspection et réglementation	258,850,074	514,193	3,521,258	240,019,326
...	14,059,000	1,290,001	2,869,651	26,807,511	...	...	45,026,163	Programmes des finances agricoles	44,931,745	94,418	...	16,823,585
...	11,619,000	15,400,000	900,888	(9,300,000)	134,610		18,754,498	Politique agricole	17,965,406	789,092	...	13,932,581
...	103,479,000	...	208,388	(9,665,190)	583,310	...	94,605,508	Développement agricole	94,573,556	31,952	...	87,826,245
...	5,902,000	...	(11,089)	977,477	...	...	6,868,388	Programmes internationaux	6,862,271	6,117	...	6,132,559
...	(15,830,000)	...	...	...	...	15,830,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
4,149,612	597,490,000	25,077,001	16,536,597	13,028,535	4,492,149	...	660,773,894	Total—Fonctionnement	655,749,860	1,502,776	3,521,258	582,812,387

								Capital				
								Recherche et développement dans				
...	40,550,000	...	...	1,769,671	...	...	42,319,671	le domaine scientifique	38,999,184	3,320,487	...	34,043,391
...	28,693,000	355,500	...	(2,493,000)	...	...	26,555,500	Inspection et réglementation	25,745,603	809,897	...	26,254,106
...	329,000	...	...	(145,000)	...	...	184,000	Programmes des finances agricoles	177,694	6,306	...	122,147
...	84,000	...	...	545,000	...	...	629,000	Politique agricole	624,623	4,377	...	521,552
...	20,468,000	...	...	299,329	...	...	20,767,329	Développement agricole	13,805,043	6,962,286	...	16,551,240
...	44,000	...	...	24,000	...	...	68,000	Programmes internationaux	65,334	2,666	...	133,198
...	90,168,000	355,500	...	...	...	...	90,523,500	Total—Capital	79,417,481	11,106,019	...	77,625,634
								Paiements de transfert				
								Recherche et développement dans				
...	1,881,000	...	...	1,500,000	...	...	3,381,000	le domaine scientifique	3,360,579	20,421	...	1,846,551
...	801,000	...	...	5,380,000	...	...	6,181,000	Inspection et réglementation	5,728,887	452,113	...	2,072,694
...	723,654,000	717,482,501	...	(23,202,536)	(217,541,742)	...	1,200,392,223	Programmes des finances agricoles	1,150,931,972	49,460,251	...	532,400,879
...	150,000	...	...	...	...	...	150,000	Politique agricole	150,000	...	...	147,075
21,493,095	128,501,000	627,500	...	(1,668,997)	(200,000)	...	148,752,598	Développement agricole	125,904,375	1,355,128	21,493,095	143,158,378
...	60,000	...	...	...	...	...	60,000	Programmes internationaux	60,000	...	...	60,000
21,493,095	855,047,000	718,110,001	...	(17,991,533)	(217,741,742)	...	1,358,916,821	Total—Paiements de transfert	1,286,135,813	51,287,913	21,493,095	679,685,577
								Sommaire du programme				
								Recherche et développement dans				
...	256,309,000	1,764,000	9,500,000	9,091,483	1,670,000	...	278,334,483	le domaine scientifique	274,926,571	3,407,912	...	253,968,033
4,149,612	278,047,000	6,978,500	3,068,759	1,273,925	2,104,229	...	295,622,025	Inspection et réglementation	290,324,564	1,776,203	3,521,258	268,346,126
...	738,042,000	718,772,502	2,869,651	3,459,975	(217,541,742)	...	1,245,602,386	Programmes des finances agricoles	1,196,041,411	49,560,975	...	549,346,611
...	11,853,000	15,400,000	900,888	(8,755,000)	134,610	...	19,533,498	Politique agricole	18,740,029	793,469	...	14,601,208
21,493,095	252,448,000	627,500	208,388	(11,034,858)	383,310	...	264,125,435	Développement agricole	234,282,974	8,349,366	21,493,095	247,535,863
...	6,006,000	...	(11,089)	1,001,477	...	...	6,996,388	Programmes internationaux	6,987,605	8,783	...	6,325,757
25,642,707	**1,542,705,000**	**743,542,502**	**16,536,597**	**(4,962,998)**	**(213,249,593)**	**...**	**2,110,214,215**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,021,303,154**	**63,896,708**	**25,014,353**	**1,340,123,598**
								Programme des céréales et oléagineux				
								Fonctionnement				
...	49,773,000	...	1,086,357	...	103,200	...	50,962,557	Commission canadienne des grains	47,372,882	3,589,675	...	43,321,253
...	243,098,000	(9,975,000)	...	2,530,000	(33,395,366)	...	202,257,634	Politiques et programmes nationaux	202,205,968	51,666	...	248,794,863
...	2,012,000	...	...	(36,000)	58,250	...	2,034,250	Politiques et commerce internationaux	1,963,207	71,043	...	1,801,215
...	3,435,000	1	299,487	1,213,999	81,150	...	5,029,637	Gestion et administration	4,207,787	821,850	...	3,848,543
...	298,318,000	(9,974,999)	1,385,844	3,707,999	(33,152,766)	...	260,284,078	Total—Fonctionnement	255,749,844	4,534,234	...	297,765,874
								Capital				
...	2,443,000	...	...	...	...	...	2,443,000	Commission canadienne des grains	2,248,450	194,550	...	3,156,011
...	122,000	...	...	170,000	...	...	292,000	Politiques et programmes nationaux	287,025	4,975	...	272,044
...	...	...	...	36,000	...	...	36,000	Politiques et commerce internationaux	35,803	197	...	5,079
...	63,000	...	...	43,000	...	...	106,000	Gestion et administration	105,650	350	...	477,789
...	2,628,000	...	...	249,000	...	...	2,877,000	Total—Capital	2,676,928	200,072	...	3,910,923

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	11,000	...	...	...	...	...	11,000	Commission canadienne des grains	9,238	1,762	...	5,562
...	24,510,000	85,000,000	...	(4,398)	(1,000,000)	...	108,505,602	Politiques et programmes nationaux	102,562,919	5,942,683	...	770,838,398
...	2,555,000	...	...	4,398	...	...	2,559,398	Politiques et commerce internationaux	2,559,397	1	...	24,128,236
...	27,076,000	85,000,000	...	...	(1,000,000)	...	111,076,000	Total—Paiements de transfert	105,131,554	5,944,446	...	794,972,196
								Sommaire du programme				
...	52,227,000	...	1,086,357	...	103,200	...	53,416,557	Commission canadienne des grains	49,630,570	3,785,987	...	46,482,826
...	267,730,000	75,025,000	...	2,695,602	(34,395,366)	...	311,055,236	Politiques et programmes nationaux	305,055,912	5,999,324	...	1,019,905,305
...	4,567,000	...	...	4,398	58,250	...	4,629,648	Politiques et commerce internationaux	4,558,407	71,241	...	25,934,530
...	3,498,000	1	299,487	1,256,999	81,150	...	5,135,637	Gestion et administration	4,313,437	822,200	...	4,326,332
...	**328,022,000**	**75,025,001**	**1,385,844**	**3,956,999**	**(34,152,766)**	**...**	**374,237,078**	**Total du programme—Budgétaire**	**363,558,326**	**10,678,752**	**...**	**1,096,648,993**
25,642,707	**1,934,353,400**	**818,567,504**	**21,275,554**	**...**	**(247,017,759)**	**...**	**2,552,821,406**	**Total du département—Budgétaire**	**2,452,878,066**	**74,928,987**	**25,014,353**	**2,501,118,837**
								Commission canadienne du lait				
...	3,711,000	...	...	...	...	...	3,711,000	Fonctionnement	3,641,990	69,010	...	3,874,289
252,236,500	...	...	...	...	...	...	252,236,500	Non budgétaire	26,239,500	...	225,997,000	(25,484,500)
								Total du programme—				
...	**3,711,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,711,000**	**Budgétaire**	**3,641,990**	**69,010**	**...**	**3,874,289**
252,236,500	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**252,236,500**	**Non budgétaire**	**26,239,500**	**...**	**225,997,000**	**(25,484,500)**
								Office canadien des provendes				
								Fonctionnement				
...	591,000	...	...	...	...	...	591,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	666,081	(75,081)	...	599,180
...	1,204,000	1	...	214,999	...	...	1,419,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	1,258,466	160,534	...	950,078
...	1,795,000	1	...	214,999	...	...	2,010,000	Total—Fonctionnement	1,924,547	85,453	...	1,549,258
								Capital				
...	8,000	...	...	...	...	...	8,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	54,656	(46,656)	...	2,092
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	3,107	(2,107)	...	4,031
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Total—Capital	57,763	(48,763)	...	6,123

								Paiements de transfert				
...	18,100,000	...	...	(214,999)	...	...	17,885,001	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	16,794,901	1,090,100	...	16,729,999
								Non budgétaire				
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	...	...	60,000,000	...
								Sommaire du programme				
								Péréquation des frais de transport des céréales fourragères—				
...	18,699,000	...	...	(214,999)	...	...	18,484,001	Budgétaire	17,515,638	968,363	...	17,331,271
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Non budgétaire	...	...	60,000,000	...
...	1,205,000	1	...	214,999	...	...	1,420,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	1,261,573	158,427	...	954,109
								Total du programme—				
...	**19,904,000**	**1**	...	...	...	...	**19,904,001**	**Budgétaire**	**18,777,211**	**1,126,790**	...	**18,285,380**
60,000,000	...	...	...	...	...	...	**60,000,000**	**Non budgétaire**	...	...	**60,000,000**	...
								Société du crédit agricole				
...	...	200,000,001	...	...	(200,000,000)[1]	...	1	Budgétaire	...	1	...	...
16,732,563,047	...	...	...	...	5,471,599,999	...	22,204,163,046	Non budgétaire	82,279,227	...	22,121,883,819	(104,469,345)
								Total du programme—				
...	...	**200,000,001**	...	...	**(200,000,000)**	...	**1**	**Budgétaire**	...	**1**	...	...
16,732,563,047	...	...	...	...	**5,471,599,999**	...	**22,204,163,046**	**Non budgétaire**	**82,279,227**	...	**22,121,883,819**	**(104,469,345)**
								Total du ministère—				
25,642,707	**1,957,968,400**	**1,018,567,506**	**21,275,554**	...	**(447,017,759)**	...	**2,576,436,408**	**Budgétaire**	**2,475,297,267**	**76,124,788**	**25,014,353**	**2,523,278,506**
17,044,799,547	...	...	...	...	**5,471,599,999**	...	**22,516,399,546**	**Non budgétaire**	**108,518,727**	...	**22,407,880,819**	**(129,953,845)**

(1) Au cours de l'exercice, la Société du crédit agricole a modifié l'article 12 de la Loi pour augmenter la limite de son capital de $825,000,000 à $1,025,000,000. Un redressement statutaire de $5,271,599,999 va refléter le total disponible pour emploi par la Société conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de gestion et d'administration				
							Subventions				
							Services de gestion				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subventions accordées aux récipiendaires de prix dans le but de promouvoir la diffusion d'information, la viabilité, la sensibilisation et les défis qui concernent l'agriculture canadienne	2,000	3,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000
...	**5,000**	...	...	...	...	5,000	**Total—Subventions**	2,000	**3,000**	...	**2,000**
							Contributions				
							Services de gestion				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	5,000	...	...	5,000
...	**5,000**	...	...	...	...	5,000	**Total—Contributions**	5,000	...	...	**5,000**
...	**10,000**	...	...	...	...	10,000	**Total du programme—Budgétaire**	7,000	**3,000**	...	**7,000**
							Programme agro-alimentaire				
							Subventions				
							Recherche et développement dans le domaine scientifique				
...	999,000	...	...	(40,000)	...	959,000	Subvention aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	950,174	8,826	...	977,740
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25,000
...	999,000	...	...	(40,000)	...	959,000		950,174	8,826	...	1,002,740
							Politique agricole				
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Subventions aux organisations canadiennes d'agricultrices	150,000	...	...	147,075
							Développement agricole				
...	5,100,000	...	...	(1,195,000)	...	3,905,000	Subventions dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs	3,757,548	147,452	...	3,561,368
...	1,391,000	627,500	...	(18,000)	...	2,000,500	Subventions au secteur des viandes rouges dans la région de l'Atlantique	1,998,364	2,136	...	2,309,813
...	1,250,000	...	...	(1,106,500)	...	143,500	Subventions dans le cadre des bureaux d'examen de l'endettement agricole	103,737	39,763	...	85,993

							Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau				
...	50,000	...	...	(20,000)	...	30,000		30,000	...	...	36,500
							(S) Subvention aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme				
600,000	200,000	...	...	...	(200,000)	600,000		...	...	600,000	...
...	...	...	...	4,000,000	...	4,000,000	Subvention à l'Université de Moncton	4,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	440,000
600,000	7,991,000	627,500	...	1,660,500	(200,000)	10,679,000		9,889,649	189,351	600,000	6,433,674
600,000	**9,140,000**	**627,500**	...	**1,620,500**	**(200,000)**	**11,788,000**	**Total—Subventions**	**10,989,823**	**198,177**	**600,000**	**7,583,489**
							Contributions				
							Recherche et développement dans le domaine scientifique				
							Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles				
...	882,000	...	...	1,540,000	...	2,422,000		2,410,405	11,595	...	843,811
							Inspection et réglementation				
							Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi et du Règlement sur les maladies et la protection des animaux				
...	525,000	...	...	5,035,000	...	5,560,000		5,158,025	401,975	...	1,497,048
							Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage				
...	140,000	...	...	...	...	140,000		132,854	7,146	...	122,309
							Associé participant au comité électoral pour la révision d'enregistrement des pesticides				
...	...	...	...	280,000	...	280,000		262,664	17,336	...	215,597
							Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse				
...	10,000	...	...	...	...	10,000		...	10,000	...	...
							Indemnisation en conformité avec la Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et la Loi sur la quarantaine des plantes				
...	10,000	...	...	...	...	10,000		...	10,000	...	...
							Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs reliés à la santé des végétaux et des animaux				
...	116,000	...	...	65,000	...	181,000		175,344	5,656	...	219,890
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,850
...	801,000	...	...	5,380,000	...	6,181,000		5,728,887	452,113	...	2,072,694
							Programmes des finances agricoles				
							Paiements pour le bénéfice des producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles				
...	279,733,000	1	...	(10,124,535)	...	269,608,466		265,684,583	3,923,883	...	280,119,224

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	3,321,000	...	...	(3,321,000)	...	...	Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs	...	...	...	3,796,596
...	17,800,000	...	...	(5,055,003)	...	12,744,997	Contribution à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles	12,742,881	2,116	...	12,912,510
...	85,300,000	...	...	5,000,000	...	90,300,000	Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole	45,242,023	45,057,977	...	38,827,004
...	99,000,000	...	...	...	(19,664,853)	79,335,147	(S) Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément au pourcentage minimal prévu dans la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	79,335,147	...	...	130,247,610
...	233,000,000	212,400,000	...	...	(225,577,419)	219,822,581	(S) Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	219,822,581	...	...	51,220,120
...	1,500,000	...	...	...	(910,628)	589,372	(S) Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant: (i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et (ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	589,372	...	...	4,509,731
...	...	...	...	...	28,647,850	28,647,850	(S) Paiements aux associations, aux conditionneurs, ou aux organismes de ventes en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	28,647,850	...	...	4,752,161
...	4,000,000	2,000,000	...	...	(36,692)	5,963,308	(S) Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	5,963,308	...	...	6,015,923
...	...	...	...	1,600,000	...	1,600,000	Contributions aux provinces en vertu du Régime d'assurance-revenu brut	1,561,696	38,304	...	...
...	...	498,710,000	...	(11,929,500)	...	486,780,500	Programme spécial d'aide au revenu	486,402,604	377,896	...	...
...	...	4,372,500	...	627,502	...	5,000,002	Programme d'amélioration de l'autofinancement	4,939,927	60,075	...	...
...	723,654,000	717,482,501	...	(23,202,536)	(217,541,742)	1,200,392,223		1,150,931,972	49,460,251	...	532,400,879
							Développement agricole				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions dans le cadre de l'entente sur l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau dans le sud-ouest de l'Ontario	250,000	...	...	150,000

...	10,766,000	...	...	(80,000)	...	10,686,000	Contributions dans le cadre du projet de développement du secteur agro-alimentaire canadien	10,516,500	169,500	...	98,391
...	44,529,000	...	...	10,268,200	...	54,797,200	Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, et plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique	54,769,081	28,119	...	24,661,866
...	7,412,000	...	...	(120,000)	...	7,292,000	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	7,143,529	148,471	...	16,003,293
...	2,300,000	...	...	298,003	...	2,598,003	Contributions en vertu du programme de réorientation des agriculteurs	2,050,500	547,503	...	2,848,600
...	7,469,000	...	...	1,426,900	...	8,895,900	Contributions en vertu du projet de développement des productions fourragères dans la région de l'Atlantique	8,886,900	9,000	...	7,385,375
...	1,060,000	...	...	6,007,400	...	7,067,400	Contributions à l'égard des projets d'aide à la réorientation des producteurs de tabac pour faciliter la rationalisation et la diversification des entreprises tabacoles	7,056,900	10,500	...	12,722,775
...	2,258,000	...	...	(1,993,200)	...	264,800	Contributions à l'égard des projets de remplacement des entreprises axées principalement sur l'implantation de nouvelles cultures de même que sur les techniques de production et les possibilités de commercialisation et de transformation dont les régions tabacoles pourraient bénéficier	254,400	10,400	...	577,455
...	30,471,000	...	...	(15,681,000)	...	14,790,000	Contributions en vertu du programme national de la conservation des sols	14,720,954	69,046	...	3,608,257
...	11,590,000	...	...	(3,963,000)	...	7,627,000	Contributions en vue de faciliter la réduction et la rationalisation de l'industrie viticole et vinicole, par un programme d'aide fédéral-provincial	7,461,800	165,200	...	26,759,733
...	2,405,000	...	...	(685,000)	...	1,720,000	Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse au Québec	1,718,862	1,138	...	29,218,300
...	...	...	...	350,000	...	350,000	Contributions en vertu de la Coopérative de commercialisation des céréales de Temiskaming	350,000	...	...	...
...	...	...	...	842,200	...	842,200	Contributions en vertu du projet spécial de développement des productions animales de l'Atlantique	835,300	6,900	...	19,470
20,893,095	...	...	...	...	...	20,893,095	Programme de développement des petites fermes	...	...	20,893,095	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,671,189
20,893,095	120,510,000	...	...	(3,329,497)	...	138,073,598		116,014,726	1,165,777	20,893,095	136,724,704
							Programmes internationaux				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Contribution à l'Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation	60,000	...	...	60,000
20,893,095	**845,907,000**	**717,482,501**	**...**	**(19,612,033)**	**(217,541,742)**	**1,347,128,821**	**Total—Contributions**	**1,275,145,990**	**51,089,736**	**20,893,095**	**672,102,088**

Paiements de transfert—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	1,881,000	...	...	1,500,000	...	3,381,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	3,360,579	20,421	...	1,846,551
...	801,000	...	...	5,380,000	...	6,181,000	Inspection et réglementation	5,728,887	452,113	...	2,072,694
...	723,654,000	717,482,501	...	(23,202,536)	(217,541,742)	1,200,392,223	Programmes des finances agricoles	1,150,931,972	49,460,251	...	532,400,879
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Politique agricole	150,000	...	...	147,075
21,493,095	128,501,000	627,500	...	(1,668,997)	(200,000)	148,752,598	Développement agricole	125,904,375	1,355,128	21,493,095	143,158,378
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Programmes internationaux	60,000	...	...	60,000
21,493,095	**855,047,000**	**718,110,001**	**...**	**(17,991,533)**	**(217,741,742)**	**1,358,916,821**	**Total du programme**	**1,286,135,813**	**51,287,913**	**21,493,095**	**679,685,577**
							Programme des céréales et oléagineux				
							Subventions				
							Commission canadienne des grains				
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Subventions au parrainage du 4e atelier international sur les protéines du gluten	2,993	7	...	...
							Politiques et programmes nationaux				
...	2,000,000	...	...	(208,494)	...	1,791,506	Aide aux producteurs à l'égard des pertes de récoltes occasionnées par la sécheresse en 1988	1,664,385	127,121	...	737,765,128
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	164,189
...	2,000,000	...	...	(208,494)	...	1,791,506		1,664,385	127,121	...	737,929,317
							Politiques et commerce internationaux				
...	400,000	...	...	...	...	400,000	Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada	400,000	...	...	400,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	21,145,893
...	400,000	...	...	...	...	400,000		400,000	...	...	21,545,893
...	**2,403,000**	**...**	**...**	**(208,494)**	**...**	**2,194,506**	**Total—Subventions**	**2,067,378**	**127,128**	**...**	**759,475,210**
							Contributions				
							Commission canadienne des grains				
...	8,000	...	...	...	...	8,000	Droits d'affiliation du Canada à l'Association internationale de chimie céréalière	6,245	1,755	...	5,562
							Politiques et programmes nationaux				
...	19,330,000	...	...	(707,024)	...	18,622,976	Aide aux producteurs du Québec à l'égard des pertes de récoltes occasionnées par la sécheresse en 1988	14,122,728	4,500,248	...	8,135,310
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	2,000,000	...	...	2,000,000
...	180,000	...	...	...	...	180,000	Contribution au Conseil des grains du Canada	180,000	...	...	180,000

Note: "Provenance des autorisations" spans the first seven columns ("Indiquées dans": Budget des dépenses principal, Budgets des dépenses supplémentaires; "Redressements et virements": Virements entre ministères, Virements à l'intérieur du ministère, Redressements statutaires). "Utilisation des autorisations" spans the last four columns.

...	1,000,000	...	...	...	(1,000,000)	...	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	...	...	...	22,171,709
...	...	33,000,000	...	(382,018)	...	32,617,982	Remboursement à la Commission canadienne du blé au titre du déficit des comptes de mise en commun de l'avoine pour 1988-89	32,617,982[1]	...	...	...
...	...	52,000,000	...	1,293,138	...	53,293,138	Programme d'amélioration de l'autofinancement	51,977,824	1,315,314	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	422,062
...	22,510,000	85,000,000	...	204,096	(1,000,000)	106,714,096		100,898,534	5,815,562	...	32,909,081
							Politiques et commerce internationaux				
...	1,808,000	...	...	(33,483)	...	1,774,517	Institut canadien international des céréales	1,774,517	...	...	1,972,612
...	347,000	...	...	37,634	...	384,634	Droits d'affiliation au Conseil international du blé	384,634	...	...	303,496
...	...	...	...	247	...	247	Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation	246	1	...	306,235
...	2,155,000	...	...	4,398	...	2,159,398		2,159,397	1	...	2,582,343
...	**24,673,000**	**85,000,000**	...	**208,494**	**(1,000,000)**	108,881,494	**Total—Contributions**	103,064,176	**5,817,318**	...	**35,496,986**
							Sommaire du programme par activité				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Commission canadienne des grains	9,238	1,762	...	5,562
...	24,510,000	85,000,000	...	(4,398)	(1,000,000)	108,505,602	Politiques et programmes nationaux	102,562,919	5,942,683	...	770,838,398
...	2,555,000	...	...	4,398	...	2,559,398	Politiques et commerce internationaux	2,559,397	1	...	24,128,236
...	**27,076,000**	**85,000,000**	...	...	**(1,000,000)**	111,076,000	**Total du programme**	105,131,554	**5,944,446**	...	**794,972,196**
21,493,095	**882,133,000**	**803,110,001**	...	**(17,991,533)**	**(218,741,742)**	1,470,002,821	**Total du département**	1,391,274,367[1]	**57,235,359**	**21,493,095**	**1,474,664,773**
							Office canadien des provendes				
							Contributions				
							Péréquation des frais de transport des céréales fourragères				
...	18,100,000	...	...	(356,092)	...	17,743,908	Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	16,653,808	1,090,100	...	16,729,999
...	...	...	...	139,501	...	139,501	Contributions spéciales à court terme versées en un seul montant aux requérants de l'aide au transport des céréales fourragères pour les pertes subies à cause d'une baisse des taux d'aide au transport des céréales fourragères	139,501	...	...	...
...	...	...	...	1,592	...	1,592	Contribution spéciale versée en un seul montant à un requérant du Yukon de l'aide au transport des céréales fourragères en prévision de l'ajout du renne à la liste du bétail admissible	1,592	...	...	...
...	**18,100,000**	...	...	**(214,999)**	...	17,885,001	**Total du programme**	16,794,901	**1,090,100**	...	**16,729,999**
21,493,095	**900,233,000**	**803,110,001**	...	**(18,206,532)**	**(218,741,742)**	1,487,887,822	Total du ministère	1,408,069,268[1]	**58,325,459**	**21,493,095**	**1,491,394,772**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) Un montant de $32,617,982 a été imputé à l'article courant 12.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme agro-alimentaire			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Inspection et réglementation			
Surveillance des hippodromes			
Surveillance du pari-mutuel	15,830,000	15,809,842	15,651,503
Total du programme—Budgétaire	**15,830,000**	**15,809,842**	**15,651,503**
Total du département—Budgétaire	**15,830,000**	**15,809,842**	**15,651,503**
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts. (Net)	...	(26,239,500)	25,484,500
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**(26,239,500)**	**25,484,500**
Société du crédit agricole			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Société du crédit agricole			
Remboursement de prêts. (Net)—Article 13	...	118,520,645	703,244,217
—Article 8	...	(799,872)	1,225,128
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**117,720,773**	**704,469,345**
Total du ministère—			
Budgétaire	**15,830,000**	**15,809,842**	**15,651,503**
Non budgétaire	**...**	**91,481,273**	**729,953,845**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Departement		
Programme de gestion et d'administration		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	395	...
Total des recettes fiscales	**395**	**...**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Commission canadienne du lait	8,314,881	9,330,455
Société du crédit agricole	229,839,369	238,792,248
	238,154,250	248,122,703
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	117,972	230,182
Autres	38,015	25,500
	155,987	255,682
Privilèges, licences et permis	17,063	12,445
Rémunérations de services	1,038	797
Autres recettes non fiscales	1,878	214
Total des recettes non fiscales	**238,330,216**	**248,391,841**
Total du programme	**238,330,611**	**248,391,841**
Programme agro-alimentaire		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	40,450	...
Total des recettes fiscales	**40,450**	**...**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Centres de services agricoles	1,021,456	1,098,184
Comptes de stabilisation des produits agricoles	34,809,512	2,535,481
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,524,251	1,645,348
Autres comptes—		
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Autres	7,192	9,838
	37,362,411	5,288,851

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,968,174	1,446,122
Autres	2,820,645	2,765,726
	4,788,819	4,211,848
Privilèges, licences et permis—		
Locations	2,325,589	2,227,827
Licences	630,915	635,017
Permis	148,155	201,820
Divers	267,782	...
	3,372,441	3,064,664
Rémunérations de services—		
Pâturages communautaires	7,870,416	8,550,360
Classement du bétail	2,622,458	2,901,411
Registre de rendement des services	54,084	151,820
Services d'inspection	7,897,389	7,443,030
Services de vérification	131,757	151,234
Enregistrement	835,181	996,407
Divers	1,617,560	648,635
	21,028,845	20,842,897
Produits des ventes—		
Bétail et substances animales	4,584,013	4,695,408
Plantes et produits végétaux	102,379	121,664
Divers	28,092,967	3,254,471
	32,779,359	8,071,543
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement de paiements des provinces et municipalités	2,409,366	24,187,786
Divers	316,404	199,611
	2,725,770	24,387,397
Total des recettes non fiscales	**102,057,645**	**65,867,200**
Total du programme	**102,098,095**	**65,867,200**
Programme des céréales et oléagineux		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	381,780	...
Total des recettes fiscales	**381,780**	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	121,358,762	145,716,194

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	152,817	120,705
Autres	4,916,224	20,518,686
Entente fédérale-provinciale à frais partagés	12,500,000	...
	17,569,041	20,639,391
Privilèges, licences et permis	234,975	165,225
Rémunérations de services—		
Grains—Frais	43,165,218	32,773,532
Divers	320,611	107,472
	43,485,829	32,881,004
Produits des ventes—		
Produits de plantes et publications du gouvernement	62,968	66,452
Autres recettes non fiscales—		
Entente fédérale-provinciale à frais partagés	...	10,000,000
Divers	39,722	27,135
	39,722	10,027,135
Total des recettes non fiscales	**182,751,297**	**209,495,401**
Total du programme	**183,133,077**	**209,495,401**
Total du département	**523,561,783**	**523,754,442**
Commission canadienne du lait		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	95	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	530	3,928
Total du programme	**625**	**3,928**
Office canadien des provendes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement—Aide au transport des céréales fourragères	26,252	63,889
Remboursement de prêts—Opérateurs de silos-élévateurs	43,174	76,425
Divers	870	302
	70,296	140,616
Produits des ventes	48	99
Total du programme	**70,344**	**140,715**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	422,625	...
Total des recettes fiscales	422,625	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	396,875,423	399,127,748
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	22,584,768	25,251,465
Privilèges, licences et permis	3,624,479	3,242,334
Rémunérations de services	64,515,712	53,724,698
Produits des ventes	32,842,375	8,138,094
Autres recettes non fiscales	2,767,370	34,414,746
Total des recettes non fiscales	523,210,127	523,899,085
Total du ministère	523,632,752	523,899,085

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1990-91

Anciens combattants

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	6.2
Sommaire du ministère	6.4
Programmes par activité	6.6
Paiements de transfert	6.8
Détail des montants portés au crédit	6.10
Recettes	6.10

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme des Anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants, des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités

Soins de santé

Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social; les services de prothèses ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Pensions

Administration et paiement des pensions et prestations d'invalidité ou de décès conformément à la Loi sur les pensions, à la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, au Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, à l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État et aux lois et ordonnances connexes.

Soutien financier

Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations aux anciens combattants, les allocations de guerre aux civils et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants. Exploitation de deux ateliers en milieu protégé pour la production de coquelicots et de couronnes commémoratives vendus à l'occasion de la campagne annuelle du coquelicot de la Légion royale canadienne et de divers autres événements commémoratifs.

Gestion des contrats immobiliers

Assurer des services de gestion immobilière et autres, y compris un service d'orientation après l'emprunt, un service d'évaluation des propriétés immobilières, et l'administration de contrats de vente relativement aux propriétés dont les titres sont au nom du Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Administration du ministère

Fonctionnement du cabinet du Ministre, des bureaux du sous-ministre et de deux sous-ministres adjoints, et soutien administratif à l'appui des finances, du personnel, des services de gestion, des services organisationnels, des communications, de la vérification, des services de sécurité et de la coordination de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

Programme de la Commission canadienne des pensions

Objectif

Octroyer des pensions d'invalidité et les prestations connexes conformément aux textes législatifs qui régissent ses activités, à titre de compensation pour une invalidité ou un décès liés au service militaire ou à tout autre service admissible.

Description de l'activité

Pensions

La Commission canadienne des pensions juge les demandes de pension et établit des politiques pour normaliser ses décisions, en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, des Parties I à X de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, ainsi que d'autres lois, ordonnances et règlements. La Commission administre en outre le Fonds fiduciaire de secours aux anciens combattants et d'autres fonds en fiducie.

Programme du Bureau de services juridiques des pensions

Objectif

S'assurer que les personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la Loi sur les pensions et des lois connexes ou présenter un appel en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants ont accès à un service juridique professionnel indépendant qui fournit une relation d'avocat et de client.

Description de l'activité

Pensions

Ce Bureau fournit une aide juridique aux personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la Loi sur les pensions, L.C., 1985, ch. P-6, et des lois et ordonnances connexes ou présenter un appel au Tribunal d'appel des anciens combattants. Ce service est fourni par des avocats-conseils professionnels et un personnel de soutien à 21 bureaux de district situés dans tout le Canada. Le Bureau doit accepter toutes les demandes d'aide provenant de personnes admissibles, anciens combattants ou personnes à charge des anciens combattants décédés. Les services du Bureau sont gratuits, mais les requérants peuvent employer un avocat privé à leurs frais ou être représentés par l'agent des services d'une association reconnue d'anciens combattants.

Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants

Objectif

Offrir un mécanisme d'appel aux anciens membres des forces armées et de la GRC, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils et des autres lois pertinentes.

Description de l'activité

Pensions

Offre un mécanisme d'appel aux anciens membres des forces armées et de la GRC, à certain civils et à leurs personnes à charge pour ce qui a trait aux décisions rendues par les comités d'examen ou d'évaluation de la Commission canadienne des pensions et des ordonnances rendues par le ministère des Anciens combattants en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils et de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ainsi que d'autres lois pertinentes. Le Tribunal interprète en outre cette législation et constitue le dernier palier d'appel au sein du portefeuille des anciens combattants.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des Anciens combattants				
...	419,640,000	...	...	419,640,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $9,999,999 du crédit 5 (Anciens combattants)				
...	...	...	9,999,999	9,999,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	24,704,600	24,704,600		CT, crédit 5[1]				
...	419,640,000	1	34,704,599	454,344,600		Total—Crédit 1	449,060,318	5,284,282	...	393,721,980
...	1,318,086,000	...	...	1,318,086,000	5	Subventions et contributions				
...	...	60,000,000	...	60,000,000	5b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(9,999,999)	(9,999,999)		Virement au crédit 1				
...	1,318,086,000	60,000,000	(9,999,999)	1,368,086,001		Total—Crédit 5	1,338,317,422	29,768,579	...	1,282,345,185
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	12,000	...	(11,483)	517	(S)	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	517	...	...	403
...	10,000	...	(507)	9,493	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	9,493	...	...	2,209
...	539,000	...	(14,605)	524,395	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	524,395	...	...	583,356
...	19,189,000	...	1,397,000	20,586,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,586,000	...	...	18,003,000
...	...	...	781,636	781,636	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	781,636	...	...	1,412,770
...	...	...	4,413	4,413	(S)	Réductions des avances (Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	4,413	...	...	2,109
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	11,398
...	1,757,525,400	60,000,001	26,861,479	1,844,386,880		Total budgétaire	1,809,334,019	35,052,861	...	1,696,130,610

530,332,605	...	...	...	530,332,605	(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, Parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $605,000,000. (Net)	(13,700,638)	...	544,033,243	(16,877,870)
						Total du programme—				
...	**1,757,525,400**	**60,000,001**	**26,861,479**	1,844,386,880		**Budgétaire**	1,809,334,019	**35,052,861**	...	**1,696,130,610**
530,332,605	...	...	...	530,332,605		**Non budgétaire**	(13,700,638)	...	**544,033,243**	**(16,877,870)**
						Programme de la Commission canadienne des pensions				
...	4,364,000	...	...	4,364,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	459,887	459,887		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,364,000	...	459,887	4,823,887		Total—Crédit 10	4,758,076	65,811	...	4,102,462
...	529,000	...	39,000	568,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	568,000	...	...	454,000
...	**4,893,000**	...	**498,887**	5,391,887		**Total du programme—Budgétaire**	5,326,076	**65,811**	...	**4,556,462**
						Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
...	6,453,000	...	...	6,453,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	1,025,996	1,025,996		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	6,453,000	...	1,025,996	7,478,996		Total—Crédit 15	7,401,116	77,880	...	6,556,424
...	872,000	...	63,000	935,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	935,000	...	...	762,000
...	**7,325,000**	...	**1,088,996**	8,413,996		**Total du programme—Budgétaire**	8,336,116	**77,880**	...	**7,318,424**
						Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				
...	2,683,000	...	...	2,683,000	20	Dépenses du programme	2,616,990	66,010	...	2,309,930
...	365,000	...	27,000	392,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	392,000	...	...	331,000
...	**3,048,000**	...	**27,000**	3,075,000		**Total du programme—Budgétaire**	3,008,990	**66,010**	...	**2,640,930**
						Total du ministère—				
...	**1,772,791,400**	**60,000,001**	**28,476,362**	1,861,267,763		**Budgétaire**	1,826,005,201	**35,262,562**	...	**1,710,646,426**
530,332,605	...	...	...	530,332,605		**Non budgétaire**	(13,700,638)	...	**544,033,243**	**(16,877,870)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des Anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	356,314,000	1	2,000,000	9,999,999	838,316	...	369,152,316	Soins de santé	368,108,844	1,043,472	...	315,500,948
...	19,689,000	...	2,000,000	...	937,493	...	22,626,493	Pensions	21,679,242	947,251	...	20,435,327
...	25,118,000	...	13,704,600	...	151,110	...	38,973,710	Soutien financier	37,262,878	1,710,832	...	36,643,183
...	5,090,000	...	500,000	...	49,332	...	5,639,332	Gestion des contrats immobiliers	4,317,694	1,321,638	...	4,545,295
...	31,071,400	...	6,500,000	...	207,223	...	37,778,623	Administration du ministère	36,775,873	1,002,750	...	33,330,208
...	437,282,400	1	24,704,600	9,999,999	2,183,474	...	474,170,474	Total—Fonctionnement	468,144,531	6,025,943	...	410,454,961
								Capital				
...	1,292,000	...	...	...	...	...	1,292,000	Soins de santé	478,113	813,887	...	909,721
...	68,000	...	...	...	...	...	68,000	Pensions	200,210	(132,210)	...	269,372
...	139,000	...	...	...	...	...	139,000	Soutien financier	660,635	(521,635)	...	846,010
...	26,000	...	...	...	...	...	26,000	Gestion des contrats immobiliers	4,202	21,798	...	17,170
...	71,000	...	...	...	...	...	71,000	Administration du ministère	994,501	(923,501)	...	702,223
...	1,596,000	...	...	...	...	...	1,596,000	Total—Capital	2,337,661	(741,661)	...	2,744,496
								Paiements de transfert				
...	133,816,000	...	...	(11,180,999)	...	...	122,635,001	Soins de santé	119,154,928	3,480,073	...	105,625,763
...	950,061,000	60,000,000	...	(10,000,000)	...	...	1,000,061,000	Pensions	982,016,094	18,044,906	...	897,834,469
...	234,758,000	...	...	11,181,000	(15,112)	...	245,923,888	Soutien financier	237,680,288	8,243,600	...	279,470,518
...	12,000	...	...	...	(11,483)	...	517	Gestion des contrats immobiliers	517	...	...	403
...	1,318,647,000	60,000,000	...	(9,999,999)	(26,595)	...	1,368,620,406	Total—Paiements de transfert	1,338,851,827	29,768,579	...	1,282,931,153
								Non budgétaire				
530,332,605	...	...	...	...	...	...	530,332,605	Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Prêts	(13,700,638)	...	544,033,243	(16,877,870)
								Sommaire du programme				
...	491,422,000	1	2,000,000	(1,181,000)	838,316	...	493,079,317	Soins de santé	487,741,885	5,337,432	...	422,036,432
...	969,818,000	60,000,000	2,000,000	(10,000,000)	937,493	...	1,022,755,493	Pensions	1,003,895,546	18,859,947	...	918,539,168
...	260,015,000	...	13,704,600	11,181,000	135,998	...	285,036,598	Soutien financier	275,603,801	9,432,797	...	316,959,711
...	5,128,000	...	500,000	...	37,849	...	5,665,849	Gestion des contrats immobiliers	4,322,413	1,343,436	...	4,562,868
...	31,142,400	...	6,500,000	...	207,223	...	37,849,623	Administration du ministère	37,770,374	79,249	...	34,032,431

530,332,605	...	...	...	...	...	...	530,332,605	Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Prêts—Non budgétaire	(13,700,638)	...	544,033,243	(16,877,870)
								Total du programme—				
...	**1,757,525,400**	**60,000,001**	**24,704,600**	...	**2,156,879**	...	**1,844,386,880**	**Budgétaire**	**1,809,334,019**	**35,052,861**	...	**1,696,130,610**
530,332,605	...	...	...	...	...	...	**530,332,605**	**Non budgétaire**	**(13,700,638)**	...	**544,033,243**	**(16,877,870)**
								Programme de la Commission canadienne des pensions				
								Fonctionnement				
...	4,868,000	...	459,887	...	39,000	...	5,366,887	Pensions	5,292,564	74,323	...	4,493,958
								Capital				
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Pensions	33,512	(8,512)	...	62,504
...	**4,893,000**	...	**459,887**	...	**39,000**	...	**5,391,887**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,326,076**	**65,811**	...	**4,556,462**
								Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
								Fonctionnement				
...	7,275,000	...	1,025,996	...	63,000	...	8,363,996	Pensions	8,244,301	119,695	...	7,267,212
								Capital				
...	50,000	...	...	...	...	...	50,000	Pensions	91,815	(41,815)	...	51,212
...	**7,325,000**	...	**1,025,996**	...	**63,000**	...	**8,413,996**	**Total du programme—Budgétaire**	**8,336,116**	**77,880**	...	**7,318,424**
								Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	3,028,000	...	...	...	27,000	...	3,055,000	Pensions	2,965,236	89,764	...	2,570,559
								Capital				
...	20,000	...	...	...	...	...	20,000	Pensions	43,754	(23,754)	...	70,371
...	**3,048,000**	...	...	...	**27,000**	...	**3,075,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,008,990**	**66,010**	...	**2,640,930**
								Total du ministère—				
...	**1,772,791,400**	**60,000,001**	**26,190,483**	...	**2,285,879**	...	**1,861,267,763**	**Budgétaire**	**1,826,005,201**	**35,262,562**	...	**1,710,646,426**
530,332,605	...	...	...	...	...	...	**530,332,605**	**Non budgétaire**	**(13,700,638)**	...	**544,033,243**	**(16,877,870)**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des Anciens combattants				
							Subventions				
							Soins de santé				
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants	504,963	(4,963)	...	489,085
...	2,396,000	...	...	...	...	2,396,000	Traitement et indemnités connexes	1,790,147	605,853	...	2,262,504
...	2,896,000	...	...	...	...	2,896,000		2,295,110	600,890	...	2,751,589
							Pensions				
...	949,991,000	60,000,000	...	(10,000,000)	...	999,991,000	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la Loi sur les pensions; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la Loi sur les pensions; allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve et allocations d'inhumation	981,967,735	18,023,265	...	897,789,142
							Soutien financier				
...	213,613,000	...	...	10,000,000	...	223,613,000	Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	217,824,869	5,788,131	...	264,280,437
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,133,212	366,788	...	2,316,817
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Fonds de bienfaisance de l'Armée	18,000	...	...	18,000
...	9,000	...	...	...	...	9,000	Légion royale canadienne	9,000	...	...	9,000
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni	...	1,000	...	1,000
							Autres prestations:				
...	789,000	...	...	...	...	789,000	Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation)	561,056	227,944	...	647,108
...	230,000	...	...	70,000	...	300,000	Formation universitaire et professionnelle	274,951	25,049	...	211,840
...	174,000	...	...	181,000	...	355,000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	319,783	35,217	...	134,047
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants	...	2,000	...	...
...	13,343,000	...	...	(70,000)	...	13,273,000	Société dite Last Post Fund	11,583,566	1,689,434	...	7,708,105

...	3,500,000	...	...	1,000,000	...	4,500,000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	4,391,963	108,037	...	3,529,987
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	30,000	...	...	28,612
...	10,000	...	...	...	(507)	9,493	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	9,493	...	...	2,209
...	539,000	...	...	...	(14,605)	524,395	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	524,395	...	...	583,356
...	234,758,000	...	...	11,181,000	(15,112)	245,923,888		237,680,288	8,243,600	...	279,470,518
							Gestion des contrats immobiliers				
							Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre:				
...	2,000	...	...	...	(1,483)	517	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	517	...	...	403
...	10,000	...	...	...	(10,000)	...	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	...	...	...	...
...	12,000	...	...	...	(11,483)	517		517	...	...	403
...	**1,187,657,000**	**60,000,000**	...	**1,181,000**	**(26,595)**	**1,248,811,405**	**Total—Subventions**	**1,221,943,650**	**26,867,755**	...	**1,180,011,652**
							Contributions				
							Soins de santé				
...	7,620,000	...	...	(1,000,000)	...	6,620,000	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	5,292,918	1,327,082	...	17,252,364
...	123,300,000	...	...	(10,180,999)	...	113,119,001	Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	111,566,900	1,552,101	...	85,621,810
...	130,920,000	...	...	(11,180,999)	...	119,739,001		116,859,818	2,879,183	...	102,874,174
							Pensions				
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Indemnisation pour perte de salaire	48,359	21,641	...	45,327
...	**130,990,000**	...	...	**(11,180,999)**	...	**119,809,001**	**Total—Contributions**	**116,908,177**	**2,900,824**	...	**102,919,501**
							Sommaire du programme par activité				
...	133,816,000	...	...	(11,180,999)	...	122,635,001	Soins de santé	119,154,928	3,480,073	...	105,625,763
...	950,061,000	60,000,000	...	(10,000,000)	...	1,000,061,000	Pensions	982,016,094	18,044,906	...	897,834,469
...	234,758,000	...	...	11,181,000	(15,112)	245,923,888	Soutien financier	237,680,288	8,243,600	...	279,470,518
...	12,000	...	...	...	(11,483)	517	Gestion des contrats immobiliers	517	...	...	403
...	**1,318,647,000**	**60,000,000**	...	**(9,999,999)**	**(26,595)**	**1,368,620,406**	**Total du programme**	**1,338,851,827**	**29,768,579**	...	**1,282,931,153**
...	**1,318,647,000**	**60,000,000**	...	**(9,999,999)**	**(26,595)**	**1,368,620,406**	**Total du ministère**	**1,338,851,827**	**29,768,579**	...	**1,282,931,153**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des Anciens combattants			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants Remboursement de prêts. (Net)	...	13,700,638	16,877,870
Total du programme—Non budgétaire	...	13,700,638	16,877,870
Total du ministère—Non budgétaire	...	13,700,638	16,877,870

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des Anciens combattants		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	8,665	...
Total des recettes fiscales	8,665	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	4,103,948	4,986,979
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements d'allocations aux anciens combattants	2,568,795	3,007,390
Recouvrements de pensions	4,389,769	2,778,820
Recouvrements des autres subventions et contributions	1,471,828	343,724
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	638,573	832,052
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	2,893,863	308,089
Recouvrement de pertes de deniers	20,063	1,456
	11,982,891	7,271,531
Rémunérations de services—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	24,787,338	26,370,254
Autres services aux malades hospitalisés	9,473,675	6,127,590
Services médicaux	318,585	310,299
Repas	386,759	376,513
Frais dentaires	72,373	37,962
Divers	3,142	994
	35,041,872	33,223,612
Produits des ventes—		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	1,571,146	1,401,802
Divers	2,149	1,031
	1,573,295	1,402,833
Autres recettes non fiscales	178,052	137,362
Total des recettes non fiscales	52,880,058	47,022,317
Total du programme	52,888,723	47,022,317

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	1,091	181
Total du programme	**1,091**	**181**
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	...	81
Total du programme	...	**81**
Total du département	52,889,814	**47,022,579**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	8,665	...
Total des recettes fiscales	8,665	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	4,103,948	**4,986,979**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,983,982	**7,271,793**
Rémunérations de services	35,041,872	**33,223,612**
Produits des ventes	1,573,295	**1,402,833**
Autres recettes non fiscales	178,052	**137,362**
Total des recettes non fiscales	52,881,149	**47,022,579**
Total du ministère	**52,889,814**	**47,022,579**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1990-91

Approvisionnements et Services

Département
Monnaie royale canadienne

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	7.2
Sommaire du ministère	7.3
Programmes par activité	7.5
Paiements de transfert	7.7
Détail des montants portés au crédit	7.8
Recettes	7.8

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Assurer l'exécution des programmes du Receveur général dans des domaines comme les services de paiement et de gestion bancaire et la tenue de la comptabilité fiscale centrale du gouvernement et des rapports qui s'y rattachent; fournir certains services au chapitre de la rémunération et dans le domaine de l'administration du personnel, enfin offrir selon un régime d'autofinancement des services communs relativement à la fourniture de biens et de certains services aux ministères et organismes, et à l'aliénation de matériel appartenant à l'État. La conduite de ces activités visera non seulement à améliorer l'efficacité, l'efficience et la rentabilité de l'administration gouvernementale, mais contribuera à la réalisation des objectifs nationaux.

Description des activités

Opérations d'approvisionnement

Fourniture de biens et prestation de services commerciaux et de nature à la fois technique et complexe; prestation au Parlement et aux ministères de services spécialisés ayant trait à l'imprimerie, au film et à la vidéo, aux expositions et à la publicité; gestion efficace et économique des travaux d'achat et d'approvisionnement exécutés dans le cadre des grands projets de l'État entrepris pour le compte des ministères et organismes; financement, au besoin, selon le principe du remboursement des coûts, de l'achat et de l'entreposage de fournitures de défense ou de matériel stratégique, ainsi que prestation de services de soutien des approvisionnements dans le cadre des programmes des ministères.

Opérations régionales

Exploitation de systèmes de production et d'émission de paiements du Receveur général; exploitation de systèmes de production et d'émission de paiements, de prestations (pensions et régimes d'avantages sociaux) pour la fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada; fourniture de biens et prestation de services, à l'échelle locale, au Canada et à l'étranger, et prestation de services d'aliénation du matériel excédentaire dont ont la garde des ministères, des organismes et des sociétés d'État.

Services de gestion et services opérationnels

Gestion du Trésor; tenue des comptes centraux du Canada et préparation des rapports sur les Comptes publics; administration de systèmes servant notamment de systèmes relatifs aux paiements, aux pensions et à d'autres régimes de prestations pour la fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada; prestation de services de comptabilité, de consultation et d'informatique, à la demande des ministères, à l'intention de l'ensemble du gouvernement.

Réciprocité fiscale

Le versement de paiements (directement ou indirectement) par le gouvernement fédéral aux provinces participantes, des paiements en remplacement de taxes et de frais provinciaux sur leur consommation ou utilisation de biens et de services (par exemple, les taxes de vente générales provinciales, les taxes sur le carburant moteur, le tabac et les amusements, et les frais d'immatriculation de véhicules automobiles). En retour, les gouvernements provinciaux participants paient la taxe de vente et la taxe d'accise fédérales sur leurs achats de biens.

Administration du programme

Prestation de services d'orientation et de contrôle en vue d'une exécution efficace et économique du Programme des approvisionnements et services et prestation de services de soutien, par exemple, élaboration et exploitation de systèmes de gestion financière et de systèmes d'information en matière de gestion, ainsi qu'élaboration de plans stratégiques; allocation et contrôle des ressources; formulation et tenue à jour des politiques; entretien de relations efficaces avec les clients et les fournisseurs; planification et perfectionnement des ressources humaines, élaboration et tenue à jour de politiques en matière de sécurité.

Monnaie royale canadienne

Objectifs

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- Fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- Fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- Fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	266,781,000	...	...	266,781,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	15,769,000	...	15,769,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	24,392,993	24,392,993		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(1,414,000)	(1,414,000)		Virement au crédit 5				
...	266,781,000	15,769,000	22,978,993	305,528,993		Total—Crédit 1	304,471,021	1,057,972	...	270,827,728
...	13,025,000	...	...	13,025,000	5	Dépenses en capital				
...	...	10,997,000	...	10,997,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	499,000	...	499,000	5c	Virement de $1,414,000 du crédit 1 (Approvisionnements et Services)				
...	...	...	1,414,000	1,414,000		Virement du crédit 1				
...	13,025,000	11,496,000	1,414,000	25,935,000		Total—Crédit 5	25,804,776	130,224	...	6,168,983
...	200,000	...	...	200,000	10	Ministre d'État (Habitation) fonds destinés au personnel exempté (Loi sur l'emploi dans la fonction publique)				
...	...	50,000	...	50,000	10c	Ministre d'État (Habitation) fonds destinés au personnel exempté (Loi sur l'emploi dans la fonction publique)				
...	200,000	50,000	...	250,000		Total—Crédit 10	231,417	18,583	...	195,994
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	31,887,000	...	2,322,000	34,209,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,209,000	...	...	30,000,000
...	311,000,000	...	(63,814,137)	247,185,863	(S)	Réciprocité fiscale (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	247,185,863	...	...	319,087,751
128,859,480	7,119,000	...	(7,119,000)	128,859,480	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements	(10,681,915)	...	139,541,395	2,257,422
73,675,993	(1,600,000)	...	1,600,000	73,675,993	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense	...	...	73,675,993	(32,913)
...	...	...	32,646	32,646	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	32,646	...	...	...
202,535,473	628,461,400	27,315,000	(42,585,073)	815,726,800		Total budgétaire	601,302,633	1,206,779	213,217,388	628,553,165
...	...	5,000,000	10,548,602[2]	15,548,602	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables; accroître les fonds de $17,000,000 à $22,000,000 en vertu du crédit L29g (Finances) de la Loi des subsides n° 2 de 1967. (Net)	1,120,130	...	14,428,472	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	40,000,000
...	...	5,000,000	10,548,602	15,548,602		Total non budgétaire	1,120,130	...	14,428,472	40,000,000
						Total du département—				
202,535,473	**628,461,400**	**27,315,000**	**(42,585,073)**	815,726,800		**Budgétaire**	601,302,633	**1,206,779**	**213,217,388**	**628,553,165**
...	...	**5,000,000**	**10,548,602**	15,548,602		**Non budgétaire**	1,120,130	...	**14,428,472**	**40,000,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Monnaie royale canadienne				
36,437,913	...	...	...	36,437,913	(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne: Article 17(1) soit le montant global maximal de $50,000,000, novembre 1987. (Net)	(2,673,065)	...	39,110,978	(2,673,065)
36,437,913	...	...	...	36,437,913		**Total du programme—Non budgétaire**	(2,673,065)	...	**39,110,978**	**(2,673,065)**
						Total du ministère—				
202,535,473	**628,461,400**	**27,315,000**	**(42,585,073)**	815,726,800		Budgétaire	601,302,633	**1,206,779**	**213,217,388**	**628,553,165**
36,437,913	...	**5,000,000**	**10,548,602**	51,986,515		Non budgétaire	(1,552,935)	...	**53,539,450**	**37,326,935**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Cette somme représente les autorisations inutilisées reportées des exercices précédents.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	484,166,000	...	...	(647,000)	(5,519,000)	(464,639,000)	13,361,000	Opérations d'approvisionnement	7,606,535	...	...	31,646,724
...	342,104,000	5,650,000	...	406,000	806,895	(226,657,000)	122,309,895	Opérations régionales	128,957,925	...	...	123,004,000
202,535,473	...	...	404,879	...	...	...	202,940,352	Fonds renouvelables (Opérations d'approvisionnement et opérations régionales)	...	(11,170,601)	213,217,388	...
202,535,473	*826,270,000*	*5,650,000*	*404,879*	*(241,000)*	*(4,712,105)*	*(691,296,000)*	*338,611,247*	*Total*	*136,564,460*	*(11,170,601)*	*213,217,388*	*154,650,724*
...	195,738,000	5,740,000	23,988,114	17,562,000	959,915	(89,646,000)	154,342,029	Services de gestion et services opérationnels	127,064,362	27,277,667	...	91,490,955
...	98,452,400	4,429,000	...	(18,735,000)	555,615	(55,920,000)	28,782,015	Administration du programme	47,410,863	(18,628,848)	...	39,489,378
...	...	...	...	...	32,646	...	32,646	Arrêts de la Cour fédérale	32,646	...	...	...
...	(836,862,000)	...	...	...	...	836,862,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
202,535,473	283,598,400	15,819,000	24,392,993	(1,414,000)	(3,163,929)	...	521,767,937	Total—Fonctionnement	311,072,331	(2,521,782)	213,217,388	285,631,057
								Capital				
...	14,884,000	...	...	...	...	...	14,884,000	Opérations d'approvisionnement	13,634,846	1,249,154	...	13,283,771
...	4,682,000	...	...	411,000	...	...	5,093,000	Opérations régionales	2,233,300	2,859,700	...	2,560,601
...	*19,566,000*	...	...	*411,000*	...	...	*19,977,000*	*Total*	*15,868,146*	*4,108,854*	...	*15,844,372*
...	10,085,000	11,176,000	...	1,260,000	...	...	22,521,000	Services de gestion et services opérationnels	23,780,794	(1,259,794)	...	4,928,572
...	1,718,000	320,000	...	(257,000)	...	...	1,781,000	Administration du programme	900,992	880,008	...	557,715
...	31,369,000	11,496,000	...	1,414,000	...	...	44,279,000	Total—Capital	40,549,932	3,729,068	...	21,330,659
								Paiements de transfert				
...	2,494,000	...	...	...	...	...	2,494,000	Opérations d'approvisionnement	2,494,507	(507)	...	2,503,698
...	*2,494,000*	...	...	...	...	...	*2,494,000*	*Total*	*2,494,507*	*(507)*	...	*2,503,698*
...	311,000,000	...	...	...	(63,814,137)	...	247,185,863	Réciprocité fiscale	247,185,863	...	...	319,087,751
...	313,494,000	...	...	...	(63,814,137)	...	249,679,863	Total—Paiements de transfert	249,680,370	(507)	...	321,591,449
								Non budgétaire				
...	...	5,000,000	...	...	10,548,602	...	15,548,602	Étendre la portée du crédit L29g de Finances	1,120,130	...	14,428,472	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	40,000,000
...	...	5,000,000	...	...	10,548,602	...	15,548,602	Total—Non budgétaire	1,120,130	...	14,428,472	40,000,000

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du département				
...	36,905,000	...	...	(647,000)	(5,519,000)	...	30,739,000	Opérations d'approvisionnement	23,735,888	...	...	47,434,193
...	120,129,000	5,650,000	...	817,000	806,895	...	127,402,895	Opérations régionales	131,191,225	...	...	125,564,601
202,535,473	...	...	404,879	...	...	...	202,940,352	Fonds renouvelables	...	(7,062,254)	213,217,388	...
202,535,473	*157,034,000*	*5,650,000*	*404,879*	*170,000*	*(4,712,105)*	...	*361,082,247*	*Total*	*154,927,113*	*(7,062,254)*	*213,217,388*	*172,998,794*
...	116,177,000	16,916,000	23,988,114	18,822,000	959,915	...	176,863,029	Services de gestion et services opérationnels	150,845,156	26,017,873	...	96,419,527
...	311,000,000	...	...	...	(63,814,137)	...	247,185,863	Réciprocité fiscale	247,185,863	...	...	319,087,751
...	44,250,400	4,749,000	...	(18,992,000)	555,615	...	30,563,015	Administration du programme	48,311,855	(17,748,840)	...	40,047,093
...	...	...	...	...	32,646	...	32,646	Arrêts de la Cour fédérale	32,646	...	...	...
...	...	5,000,000	...	...	10,548,602	...	15,548,602	Étendre la portée du crédit L29g de Finances—Non budgétaire	1,120,130	...	14,428,472	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours—Non budgétaire	...	...	...	40,000,000
								Total du département—				
202,535,473	**628,461,400**	**27,315,000**	**24,392,993**	...	**(66,978,066)**	...	815,726,800	**Budgétaire**	601,302,633	**1,206,779**	**213,217,388**	**628,553,165**
...	...	**5,000,000**	...	...	**10,548,602**	...	15,548,602	**Non budgétaire**	1,120,130	...	**14,428,472**	**40,000,000**
								Monnaie royale canadienne				
36,437,913	...	...	...	...	...	...	36,437,913	Non budgétaire	(2,673,065)	...	39,110,978	(2,673,065)
								Total du programme—				
36,437,913	...	...	...	...	...	...	36,437,913	**Non budgétaire**	(2,673,065)	...	**39,110,978**	**(2,673,065)**
								Total du ministère—				
202,535,473	**628,461,400**	**27,315,000**	**24,392,993**	...	**(66,978,066)**	...	815,726,800	Budgétaire	601,302,633	**1,206,779**	**213,217,388**	**628,553,165**
36,437,913	...	**5,000,000**	...	...	**10,548,602**	...	51,986,515	Non budgétaire	(1,552,935)	...	**53,539,450**	**37,326,935**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Contributions				
							Opérations d'approvisionnement				
...	2,494,000	...	...	...	...	2,494,000	Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie	2,494,507	(507)	...	2,503,698
...	**2,494,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,494,000**	**Total—Contributions**	**2,494,507**	**(507)**	**...**	**2,503,698**
							Autres paiements de transfert				
							Réciprocité fiscale				
...	311,000,000	...	...	...	(63,814,137)	247,185,863	(S) Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé—Partie VII	247,185,863	...	...	319,087,751
...	**311,000,000**	**...**	**...**	**...**	**(63,814,137)**	**247,185,863**	**Total—Autres paiements de transfert**	**247,185,863**	**...**	**...**	**319,087,751**
							Sommaire du département par activité				
...	2,494,000	...	...	...	...	2,494,000	Opérations d'approvisionnement	2,494,507	(507)	...	2,503,698
...	311,000,000	...	...	...	(63,814,137)	247,185,863	Réciprocité fiscale	247,185,863	...	...	319,087,751
...	**313,494,000**	**...**	**...**	**...**	**(63,814,137)**	**249,679,863**	**Total du département**	**249,680,370**[1]	**(507)**	**...**	**321,591,449**
...	**313,494,000**	**...**	**...**	**...**	**(63,814,137)**	**249,679,863**	**Total du ministère**	**249,680,370**	**(507)**	**...**	**321,591,449**

(S) Paiement de transfert législatif.
[1] Ce montant diffère de $78,166 du montant présenté à l'article courant 10 au tableau 3 (section 1 de ce volume) et résulte de taxes de ventes provinciales, financées par les opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements, aux divers gouvernements provinciaux.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations d'approvisionnement			
Sommes recouvrées de la provision des ventes de biens et services à d'autres départements et organismes du gouvernement fédéral	464,639,000	498,834,407	456,325,220
Opérations régionales			
Sommes recouvrées d'acquisitions, de livraison, de provision et/ou de disposition de biens et services	226,657,000	204,472,242	227,804,106
Services de gestion et services opérationnels			
Sommes recouvrées de la provision des services pour l'appui à la fonction de Receveur général ainsi que dans les domaines de la rémunération, la dotation, la finance, la gestion, la consultation, la vérification et les services de conseil	89,646,000	95,398,347	98,103,000
Administration du programme			
Sommes recouvrées pour le coût des services administratifs généraux fournis au Fonds renouvelable des approvisionnements et pour d'autres départements du gouvernement fédéral	55,920,000	52,054,000	58,377,876
Total du département—Budgétaire	**836,862,000**	**850,758,996**	**840,610,202**
Total du ministère—Budgétaire	**836,862,000**	**850,758,996**	**840,610,202**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	307,068	...
Total des recettes fiscales	**307,068**	**...**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Monnaie royale canadienne—		
Intérêt	1,456,792	1,744,926
Dividendes	2,300,000	...
Virement des bénéfices	109,277	60,363,664
Compte de prêts pour la production de défense	...	236,597
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	6,595,969	6,420,154
Autres comptes—		
Intérêt sur placement re: achats militaires	24,912,631	29,140,018
	35,374,669	97,905,359
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	242,972	219,023
Recouvrements en capital d'exercices précédents	2,956	20,000
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,476,919	139,965
	1,722,847	378,988
Rémunérations de services—		
Frais—Accès à l'information	33,179	36,240
Produits des ventes—		
Ventes de biens excédentaires de l'État	15,072,561	19,271,064
Autres recettes non fiscales—		
Sommes restituées au fisc par remords de conscience	4,754	3,203
Dons à l'État	106,860	89,585
Secteur des services de gestion et services opérationnels—		
Recettes provenant du Fonds du revenu consolidé	10,115,000	11,545,044
Divers	8,403,070	8,115,803
	18,629,684	19,753,635
Total des recettes non fiscales	**70,832,940**	**137,345,286**
Total du département	**71,140,008**	**137,345,286**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	307,068	...
Total des recettes fiscales	307,068	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	35,374,669	97,905,359
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,722,847	378,988
Rémunérations de services	33,179	36,240
Produits des ventes	15,072,561	19,271,064
Autres recettes non fiscales	18,629,684	19,753,635
Total des recettes non fiscales	70,832,940	137,345,286
Total du ministère	**71,140,008**	**137,345,286**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1990-91

Communications

Département
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Musée canadien des civilisations
Musée canadien de la nature
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Archives nationales du Canada
Société du Centre national des Arts
Office national du film
Musée des beaux-arts du Canada
Bibliothèque nationale
Musée national des sciences et de la technologie
Musées nationaux du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	8.2
Sommaire du ministère	8.5
Programmes par activité	8.10
Paiements de transfert	8.16
Détail des montants portés au crédit	8.22
Recettes	8.22

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Veiller à ce que les Canadiens aient des services de téléphone, de télévision, de radio et de communications qui soient de haute qualité et assurer l'accès à un vaste éventail de produits culturels et de systèmes d'information canadiens de haute qualité.

Description des activités

Télécommunications et technologie

Formuler des politiques concernant la réglementation des services et des installations de télécommunications; accroître les compétences scientifiques et techniques du gouvernement, de l'industrie et des milieux scientifiques dans les domaines des télécommunications et de l'informatique; aider l'industrie canadienne à mettre au point et à exploiter des techniques perfectionnées dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, pour le marché intérieur et les marchés internationaux. Fournir, en utilisant un fonds renouvelable, les services et les installations de télécommunications répondant aux besoins des ministères et organismes fédéraux au meilleur prix possible.

Gestion du spectre et opérations régionales

Assurer le partage du spectre des fréquences radioélectriques entre le plus grand nombre possible d'utilisateurs en réduisant le brouillage au minimum grâce à des ententes et à des règlements internationaux qui protègent les droits et les intérêts du Canada en ce qui concerne l'utilisation du spectre et à des mesures visant à planifier, autoriser et contrôler l'utilisation du spectre par les radiodiffuseurs, les exploitants et les titulaires de licence radio canadiens.

Affaires culturelles et radiodiffusion

Créer un milieu où soient assurés la conservation du patrimoine canadien et l'accessibilité à celui-ci, l'épanouissement de l'expression artistique, le développement des marchés culturels et l'accès accru du public canadien aux produits et services culturels, en particulier aux produits et services culturels canadiens, par l'élaboration de politiques et la conception de programmes dans les domaines suivants: radiodiffusion et câblodistribution, film, vidéo, enregistrement sonore, édition, droit d'auteur, patrimoine culturel, arts de la scène, littérature et arts visuels; fournir des conseils au Ministre en ce qui concerne les politiques et les programmes du portefeuille culturel; et administrer des programmes et des règlements assignés au ministère de nature à aider les artistes, les organismes et les activités culturels et les industries culturelles.

Politiques et gestion intégrées

Assurer la convergence et l'orientation stratégiques des activités et programmes du ministère; administrer les relations qu'entretient ce dernier avec d'autres gouvernements à l'échelle nationale et internationale; examiner l'efficacité des politiques et programmes existants; sensibiliser le public aux politiques et programmes du ministère; assurer la bonne gestion des ressources du ministère; et fournir toute une gamme de services centralisés et spécialisés adaptés aux activités du ministère.

Conseil des Arts du Canada

Objectif

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'oeuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Société Radio-Canada

Objectif

Mettre au point et offrir aux Canadiens un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles et assurer un service international, soit deux services de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada.

Musée canadien des civilisations

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisation culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

Musée canadien de la nature

Objectif

Le musée national d'envergure internationale qui recueille, enregistre, conserve et cherche à comprendre des collections d'objets et diffuse des connaissances dans le domaine des sciences naturelles et physiques (y compris la botanique, la zoologie, la paléontologie, les sciences de la terre et l'astronomie).

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Réglementer, surveiller et promouvoir le système canadien de la radiodifussion en vue de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de radiodiffusion; et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

Description des activités

Radiodiffusion

Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des lois, des conditions de licences et des règlements.

Télécommunications

Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la Loi sur les chemins de fer et d'autres lois, et ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée sociologique, politique et scientifique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Administration

S'occuper de la haute direction et de l'administration du Conseil et fournir des conseils juridiques et d'autres services juridiques au CRTC.

Archives nationales du Canada

Objectif

La préservation systématique des documents gouvernementaux et privés d'importance nationale pour le Canada, afin de faciliter non seulement l'efficacité et l'efficience des opérations du gouvernement du Canada et la recherche historique sur tous les aspects de la vie canadienne mais aussi la protection des droits et l'enrichissement du sentiment d'identité nationale par les archives, mémoire collective de la nation.

Description des activités

Opérations archivistiques

Acquisition, contrôle et conservation des documents gouvernementaux ayant une valeur historique à long terme et de diverses autres archives du secteur privé qui traitent de l'évolution du Canada et ont une valeur nationale durable. Service au public, au gouvernement et à d'autres établissements par l'entremise de services de recherche et de référence, par la diffusion de renseignements concernant les documents et par des conseils et de l'aide en matière archivistique.

Gestion des documents gouvernementaux

Aide aux établissements gouvernementaux afin qu'ils gèrent leurs documents avec un maximum d'efficacité; prestation de services et d'opérations micrographiques et gestion efficace et efficiente des documents transférés aux centres fédéraux de documents.

Services aux départements

Soutien administratif et technique aux programmes opérationnels des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.

Société du Centre national des Arts

Objectif

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Office national du film

Objectif

Produire et distribuer des films pour les auditoires canadiens et les marchés étrangers afin d'accroître la connaissance des réalités sociales et culturelles canadiennes et ce faisant, contribuer au développement d'une industrie du film florissante.

Description de l'activité

Opérations de l'Office national du film

L'activité principale par laquelle l'Office veut atteindre son objectif se divise en cinq secteurs de base:

- La Programmation, qui comprend la création, la production et la mise en marché de films et d'autre matériel visuel à l'intention des auditoires canadiens et étrangers.

- La Distribution, dont le rôle est de favoriser l'accès aux films de l'ONF, à un choix de films réalisés par d'autres organismes canadiens et aux films commandités par les ministères du gouvernement. Cette diffusion est réalisée par l'intermédiaire du réseau national de cinémathèques de l'ONF et d'ententes conclues avec des institutions publiques.
- La Recherche technique, qui comprend l'instauration et la réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique cinématographiques.
- La Formation, qui s'applique à des projets de formation et de perfectionnement dans les métiers du cinéma à l'intention de cinéastes et de techniciens de l'extérieur de l'Office national du film; elle comporte des périodes de formation ou un appui à des programmes ou à des organisations de formation cinématographiques.
- L'Administration, dont la haute direction et les services reliés au personnel, aux finances et à, l'administration générale.

Musée des beaux-arts du Canada

Objectif

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et d'amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale

La Bibliothèque est divisée en trois secteurs de base pour faciliter la réalisation de son objectif.

- La gestion des collections comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ces collections, ainsi qu'à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques. Ces fonctions sont assumées par les acquisitions et services bibliographiques.
- Les services de bibliothèque comprennent les activités ayant trait à la prestation directe aux clients de la Bibliothèque de services consultatifs, d'information, de référence, de renvoi, de livraison de documents et de systèmes. Ces services sont fournis par les services au public et les services de la technologie de l'information.
- Le secteur planification des politiques et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion, la planification et l'élaboration des politiques pour l'ensemble de la Bibliothèque, la coordination des services des bibliothèques fédérales et la préparation des publications et expositions liées au mandat de la Bibliothèque. Ces activités sont la responsabilité du personnel des bureaux du directeur général, du directeur général adjoint et des relations externes.

Musée national des sciences et de la technologie

Objectif

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technique du Canada.

Musées nationaux du Canada

Objectif

Mettre en valeur les produits de la nature et les oeuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces oeuvres, de façon à accroître l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	138,324,000	...	...	138,324,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	8,055,979	...	8,055,979	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,927,525	...	1,927,525	1c	Virement de $1,263,200 du crédit 5 (Communications)				
...	...	...	1,263,200	1,263,200		Virement du: crédit 5				
...	...	...	7,276,160	7,276,160		CT, crédit 5[1]				
...	138,324,000	9,983,504	8,539,360	156,846,864		Total—Crédit 1	156,556,297	290,567	...	140,262,311
...	18,569,000	...	...	18,569,000	5	Dépenses en capital				
...	...	3,282,000	...	3,282,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,263,200)	(1,263,200)		Virement au crédit 1				
...	18,569,000	3,282,000	(1,263,200)	20,587,800		Total—Crédit 5	20,562,335	25,465	...	16,866,052
...	82,944,900	...	...	82,944,900	10	Subventions et contributions				
...	...	15,756,450	...	15,756,450	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions				
...	...	8,863,275	...	8,863,275	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions				
...	82,944,900	24,619,725	...	107,564,625		Total—Crédit 10	106,828,949	735,676	...	88,611,301
...	55,093,000	...	...	55,093,000	15	Versements à la Société canadienne des postes	55,093,000	...	...	55,092,996
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	15,515,000	...	1,130,000	16,645,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,645,000	...	...	15,247,000
32,152,184	356,000	1,000,000	(1,356,000)	32,152,184	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	56,977	...	32,095,207	(1,784,916)
...	...	...	8,248,663	8,248,663	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	8,248,663	...	...	81,458
32,152,184	310,851,300	38,885,229	15,299,248	397,187,961		Total budgétaire	364,041,046	1,051,708	32,095,207	314,424,402
40,000,000	...	...	...	40,000,000	(S)	(L) Télésat Canada—Prêts en vertu de la Loi relative à Télésat Canada, article 41. Limite $40,000,000. (Net)	...	...	40,000,000	...
...	10,000	...	...	10,000	L20	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, article 35. (Brut)	...	10,000	...	...
40,000,000	10,000	...	...	40,010,000		Total non budgétaire	...	10,000	40,000,000	...
						Total du département—				
32,152,184	**310,851,300**	**38,885,229**	**15,299,248**	397,187,961		**Budgétaire**	364,041,046	**1,051,708**	**32,095,207**	**314,424,402**
40,000,000	**10,000**	...	...	**40,010,000**		**Non budgétaire**	...	**10,000**	**40,000,000**	...

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Conseil des Arts du Canada				
...	104,204,000	...	...	104,204,000	25	Paiements au Conseil des Arts du Canada	104,204,000	...	...	103,503,000
...	**104,204,000**	**...**	**...**	**104,204,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**104,204,000**	**...**	**...**	**103,503,000**
						Société Radio-Canada				
...	896,262,000	...	...	896,262,000	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	16,000,000	...	16,000,000	30b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement				
...	...	44,926,000	...	44,926,000	30c	Virement de $28,024,000 du crédit 40 (Communications)				
...	...	...	28,024,000	28,024,000		Virement du crédit 40				
...	896,262,000	60,926,000	28,024,000	985,212,000		Total—Crédit 30	985,212,000	...	...	849,335,001
...	4,000,000	...	...	4,000,000	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	...	...	4,000,000
...	117,242,000	...	...	117,242,000	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital				
...	...	...	(28,024,000)	(28,024,000)		Virement au crédit 30				
...	117,242,000	...	(28,024,000)	89,218,000		Total—Crédit 40	89,218,000	...	...	128,039,999
...	**1,017,504,000**	**60,926,000**	**...**	**1,078,430,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,078,430,000**	**...**	**...**	**981,375,000**
						Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	145,595,000	...	...	145,595,000	45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	145,132,133	462,867	...	145,594,486
...	**145,595,000**	**...**	**...**	**145,595,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**145,132,133**	**462,867**	**...**	**145,594,486**
						Musée canadien des civilisations				
...	...	2,269,400	...	2,269,400	46c	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Virement de $26,063,544 du crédit 75 (Communications) et $3,279,394 du crédit 80 (Communications)				
...	...	...	26,063,544	26,063,544		Virement du: crédit 75				
...	...	...	3,279,394	3,279,394		crédit 80				
...	...	2,269,400	29,342,938	31,612,338		Total—Crédit 46c	30,649,213	963,125	...	...
...	**...**	**2,269,400**	**29,342,938**	**31,612,338**		**Total du programme—Budgétaire**	**30,649,213**	**963,125**	**...**	**...**[2]

						Musée canadien de la nature				
...	...	1,920,865	...	1,920,865	47c	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Virement de $11,841,447 du crédit 75 (Communications) et $803,166 du crédit 80 (Communications)				
...	...	...	11,841,447	11,841,447		Virement du: crédit 75				
...	...	...	803,166	803,166		crédit 80				
...	...	1,920,865	12,644,613	14,565,478		Total—Crédit 47c	14,997,528	(432,050)	...	...
...	**...**	**1,920,865**	**12,644,613**	**14,565,478**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,997,528**	**(432,050)**	**...**	**...**[2]
						Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
...	31,917,000	...	...	31,917,000	50	Dépenses du programme	31,003,471	913,529	...	28,067,256
...	3,487,000	...	254,000	3,741,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,741,000	...	...	3,012,000
...	...	...	54,666	54,666	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	54,666	...	...	22,178
...	**35,404,000**	**...**	**308,666**	**35,712,666**		**Total du programme—Budgétaire**	**34,799,137**	**913,529**	**...**	**31,101,434**
						Archives nationales du Canada				
...	54,826,000	...	...	54,826,000	55	Dépenses du programme				
...	...	3,455,000	...	3,455,000	55b	Dépenses du programme				
...	...	...	2,700,000	2,700,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	54,826,000	3,455,000	2,700,000	60,981,000		Total—Crédit 55	59,364,462	1,616,538	...	56,733,953
...	4,788,000	...	349,000	5,137,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,137,000	...	...	4,550,000
...	**59,614,000**	**3,455,000**	**3,049,000**	**66,118,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**64,501,462**	**1,616,538**	**...**	**61,283,953**
						Société du Centre national des Arts				
...	18,979,000	...	...	18,979,000	60	Paiements à la Société du Centre national des Arts				
...	...	1,321,000	...	1,321,000	60b	Paiements à la Société du Centre national des Arts				
...	18,979,000	1,321,000	...	20,300,000		Total—Crédit 60	20,024,000	276,000	...	17,891,000
...	**18,979,000**	**1,321,000**	**...**	**20,300,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**20,024,000**	**276,000**	**...**	**17,891,000**
						Office national du film				
...	75,929,000	...	...	75,929,000	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	677,628	677,628		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	75,929,000	...	677,628	76,606,628		Total—Crédit 65	75,349,259	1,257,369	...	73,185,610
2,964,572	(250,000)	...	250,000	2,964,572	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	(413,699)	(413,699)		Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations				
2,964,572	(250,000)	...	(163,699)	2,550,873		Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(427,180)	...	2,978,053	(1,910,394)
2,964,572	**75,679,000**	**...**	**513,929**	**79,157,501**		**Total du programme—Budgétaire**	**74,922,079**	**1,257,369**	**2,978,053**	**71,275,216**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Musée des beaux-arts du Canada				
...	...	1,642,600	...	1,642,600	67c	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Virement de $24,192,000 du crédit 75 (Communications) et $1,583,000 du crédit 80 (Communications)				
...	...	...	24,192,000	24,192,000		Virement du: crédit 75				
...	...	...	1,583,000	1,583,000		crédit 80				
...	...	1,642,600	25,775,000	27,417,600		Total—Crédit 67c	22,357,560	2,212,299	2,847,741	...
...	**...**	**1,642,600**	**25,775,000**	**27,417,600**		**Total du programme—Budgétaire**	**22,357,560**	**2,212,299**	**2,847,741**	**...**[2]
						Bibliothèque nationale				
...	35,158,000	...	...	35,158,000	70	Dépenses du programme				
...	...	...	2,400,000	2,400,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	35,158,000	...	2,400,000	37,558,000		Total—Crédit 70	36,471,874	1,086,126	...	35,700,472
...	2,991,000	...	218,000	3,209,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,209,000	...	...	2,849,000
...	**38,149,000**	**...**	**2,618,000**	**40,767,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**39,680,874**	**1,086,126**	**...**	**38,549,472**
						Musée national des sciences et de la technologie				
...	...	1,469,000	...	1,469,000	72b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie				
...	...	1,458,000	...	1,458,000	72c	Virement de $10,860,000 du crédit 75 (Communications) et $1,292,000 du crédit 80 (Communications)				
...	...	...	10,860,000	10,860,000		Virement du: crédit 75				
...	...	...	1,292,000	1,292,000		crédit 80				
...	...	2,927,000	12,152,000	15,079,000		Total—Crédit 72	14,843,561	38,615	196,824	...
...	**...**	**2,927,000**	**12,152,000**	**15,079,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,843,561**	**38,615**	**196,824**	**...**[2]
						Musées nationaux du Canada				
1,956,737	90,704,000	...	...	92,660,737	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(26,063,544)	(26,063,544)		Virement au: crédit 46c (Musée canadien des civilisations)				
...	...	...	(11,841,447)	(11,841,447)		crédit 47c (Musée national des sciences naturelles)				
...	...	...	(24,192,000)	(24,192,000)		crédit 67c (Musée des beaux-arts du Canada)				
...	...	...	(10,860,000)	(10,860,000)		crédit 72c (Musée national des sciences et de la technologie				
1,956,737	90,704,000	...	(72,956,991)	19,703,746		Total—Crédit 75	21,406,463	(1,702,717)	...	82,925,559

...	7,670,000	...	...	7,670,000	80	Dépenses en capital				
...	...	...	(3,279,394)	(3,279,394)		Virement au: crédit 46c (Musée canadien des civilisations)				
...	...	...	(803,166)	(803,166)		crédit 47c (Musée national des sciences naturelles)				
...	...	...	(1,583,000)	(1,583,000)		crédit 67c (Musée des beaux-arts du Canada)				
...	...	...	(1,292,000)	(1,292,000)		crédit 72c (Musée national des sciences et de la technologie)				
...	7,670,000	...	(6,957,560)	712,440		Total—Crédit 80	763,244	(50,804)	...	33,552,030
...	6,796,000	...	(5,097,000)	1,699,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés[3]	1,699,000	...	...	6,222,000
1,956,737	**105,170,000**	**...**	**(85,011,551)**	**22,115,186**		**Total du programme—Budgétaire**	**23,868,707**	**(1,753,521)**	**...**	**122,699,589**
						Total du ministère—				
37,873,493	**1,911,149,300**	**113,347,894**	**16,691,843**	**2,078,261,730**		**Budgétaire**	**2,032,451,300**	**7,692,605**	**38,117,825**	**1,887,697,552**
40,000,000	**10,000**	**...**	**...**	**40,010,000**		**Non budgétaire**	**...**	**10,000**	**40,000,000**	**...**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Tous les totaux de l'exercice précédent sont inclus sous les Musées nationaux du Canada.

(3) Ce compte touche les Musées nationaux du Canada, le Musée canadien des civilisations, le Musée canadien de la nature, le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée national des sciences et de la technologie.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
32,152,184	247,086,000	3,203,493	873,139	(942,285)	(474,000)	(215,209,000)	66,689,531	Télécommunications et technologie	34,313,596	280,728	32,095,207	29,667,170
...	57,184,000	5,475,950	2,255,610	...	8,600,663	(665,000)	72,851,223	Gestion du spectre et opérations régionales	69,988,688	2,862,535	...	54,294,282
...	81,208,000	1,310,060	3,565,318	1,263,200	558,000	(974,000)	86,930,578	Affaires culturelles et radio-diffusion	84,010,021	2,920,557	...	79,746,992
...	41,950,400	994,001	582,093	...	88,425	(1,993,000)	41,621,919	Politiques et gestion intégrées	47,395,172	(5,773,253)	...	44,646,745
...	(218,841,000)	...	...	...	...	218,841,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
32,152,184	208,587,400	10,983,504	7,276,160	320,915	8,773,088	...	268,093,251	Total—Fonctionnement	235,707,477	290,567	32,095,207	208,355,189
								Capital				
...	10,567,000	2,182,000	...	197,085	(750,000)	...	12,196,085	Télécommunications et technologie	11,505,506	690,579	...	7,531,036
...	1,828,000	1,100,000	...	...	...	...	2,928,000	Gestion du spectre et opérations régionales	3,653,847	(725,847)	...	2,028,608
...	963,000	...	...	...	...	...	963,000	Affaires culturelles et radio-diffusion	1,227,203	(264,203)	...	1,730,733
...	5,961,000	...	...	(518,000)	...	...	5,443,000	Politiques et gestion intégrées	5,118,064	324,936	...	6,167,536
...	19,319,000	3,282,000	...	(320,915)	(750,000)	...	21,530,085	Total—Capital	21,504,620	25,465	...	17,457,913
								Paiements de transfert				
...	11,766,000	1,000,000	...	144,853	...	...	12,910,853	Télécommunications et technologie	12,898,435	12,418	...	16,179,168
...	45,000	...	...	135,000	...	...	180,000	Gestion du spectre et opérations régionales	180,000	...	...	45,000
...	67,444,900	21,754,000	...	(971,128)	...	...	88,227,772	Affaires culturelles et radio-diffusion	87,719,254	508,518	...	68,032,635
...	3,689,000	1,865,725	...	691,275	...	...	6,246,000	Politiques et gestion intégrées	6,031,260	214,740	...	4,354,497
...	82,944,900	24,619,725	...	...	...	...	107,564,625	Total—Paiements de transfert	106,828,949	735,676	...	88,611,300
								Non budgétaire				
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Affaires culturelles et radio-diffusion	...	10,000	...	...
40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	Télésat Canada	...	...	40,000,000	...
40,000,000	10,000	...	...	...	...	...	40,010,000	Total—Non budgétaire	...	10,000	40,000,000	...

								Sommaire du département				
32,152,184	54,210,000	6,385,493	873,139	(600,347)	(1,224,000)	...	91,796,469	Télécommunications et technologie	58,717,537	983,725	32,095,207	53,377,374
...	58,392,000	6,575,950	2,255,610	135,000	8,600,663	...	75,959,223	Gestion du spectre et opérations régionales	73,822,535	2,136,688	...	56,367,890
								Affaires culturelles et radio-diffusion—				
...	148,641,900	23,064,060	3,565,318	292,072	558,000	...	176,121,350	Budgétaire	172,956,478	3,164,872	...	149,510,360
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Non budgétaire	...	10,000	...	...
...	49,607,400	2,859,726	582,093	173,275	88,425	...	53,310,919	Politiques et gestion intégrées	58,544,496	(5,233,577)	...	55,168,778
40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	Télésat Canada—Non budgétaire	...	...	40,000,000	...
								Total du département—				
32,152,184	**310,851,300**	**38,885,229**	**7,276,160**	**...**	**8,023,088**	**...**	**397,187,961**	**Budgétaire**	**364,041,046**	**1,051,708**	**32,095,207**	**314,424,402**
40,000,000	**10,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**40,010,000**	**Non budgétaire**	**...**	**10,000**	**40,000,000**	**...**
								Conseil des Arts du Canada				
...	104,204,000	...	...	...	...	...	104,204,000	Fonctionnement	104,204,000	...	...	103,503,000
...	**104,204,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**104,204,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**104,204,000**	**...**	**...**	**103,503,000**
								Société Radio-Canada				
...	896,262,000	60,926,000	...	28,024,000	...	...	985,212,000	Fonctionnement	985,212,000	...	...	849,335,001
...	4,000,000	...	...	...	...	...	4,000,000	Fonds de roulement	4,000,000	...	...	4,000,000
...	117,242,000	...	...	(28,024,000)	...	...	89,218,000	Capital	89,218,000	...	...	128,039,999
...	**1,017,504,000**	**60,926,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,078,430,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,078,430,000**	**...**	**...**	**981,375,000**
								Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
								Fonctionnement				
...	15,076,000	...	...	...	...	...	...	Administration	...	...	...	...
...	66,162,000	...	...	...	...	...	...	Placements, prêts, promotion et distribution	...	...	...	...
...	73,057,000	...	...	...	...	...	...	Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes	...	...	...	...
...	(8,700,000)	...	...	...	...	...	...	Revenus de placements anticipés	...	...	...	...
...	**145,595,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**145,595,000**[1]	**Total du programme—Budgétaire**	**145,132,133**[1]	**462,867**	**...**	**145,594,486**[1]
								Musée canadien des civilisations				
...	...	2,269,400	...	29,342,938	...	...	31,612,338	Fonctionnement	30,649,213	963,125	...	...
...	**...**	**2,269,400**	**...**	**29,342,938**	**...**	**...**	**31,612,338**	**Total du programme—Budgétaire**	**30,649,213**	**963,125**	**...**	**...**[2]
								Musée canadien de la nature				
...	...	1,920,865	...	12,644,613	...	...	14,565,478	Fonctionnement	14,997,528	(432,050)	...	...
...	**...**	**1,920,865**	**...**	**12,644,613**	**...**	**...**	**14,565,478**	**Total du programme—Budgétaire**	**14,997,528**	**(432,050)**	**...**	**...**[2]

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
								Fonctionnement				
...	12,092,000	...	...	...	109,220	...	12,201,220	Radiodiffusion	11,839,858	361,362	...	11,637,017
...	7,827,000	...	...	...	43,180	...	7,870,180	Télécommunications	6,136,622	1,733,558	...	4,428,060
...	15,009,000	...	...	...	156,266	...	15,165,266	Administration	15,420,953	(255,687)	...	13,718,974
...	34,928,000	...	...	...	308,666	...	35,236,666	Total—Fonctionnement	33,397,433	1,839,233	...	29,784,051
								Capital				
...	476,000	...	...	...	...	...	476,000	Administration	1,401,704	(925,704)	...	1,317,383
								Sommaire du programme				
...	12,092,000	...	...	...	109,220	...	12,201,220	Radiodiffusion	11,839,858	361,362	...	11,637,017
...	7,827,000	...	...	...	43,180	...	7,870,180	Télécommunications	6,136,622	1,733,558	...	4,428,060
...	15,485,000	...	...	...	156,266	...	15,641,266	Administration	16,822,657	(1,181,391)	...	15,036,357
...	**35,404,000**	**...**	**...**	**...**	**308,666**	**...**	**35,712,666**	**Total du programme—Budgétaire**	**34,799,137**	**913,529**	**...**	**31,101,434**
								Archives nationales du Canada				
								Fonctionnement				
...	23,111,000	...	1,080,000	...	140,000	...	24,331,000	Opérations archivistiques	23,647,987	683,013	...	22,975,968
...	12,503,000	...	729,000	...	94,000	...	13,326,000	Gestion des documents gouvernementaux	12,419,538	906,462	...	11,449,674
...	19,097,000	2,005,000	891,000	...	115,000	...	22,108,000	Services aux départements	21,481,007	626,993	...	19,881,287
...	54,711,000	2,005,000	2,700,000	...	349,000	...	59,765,000	Total—Fonctionnement	57,548,532	2,216,468	...	54,306,929
								Capital				
...	662,000	...	...	...	...	...	662,000	Opérations archivistiques	871,957	(209,957)	...	1,107,145
...	1,743,000	449,000	...	...	...	...	2,192,000	Gestion des documents gouvernementaux	1,718,605	473,395	...	2,079,234
...	698,000	1,001,000	...	...	...	...	1,699,000	Services aux départements	2,571,652	(872,652)	...	1,700,147
...	3,103,000	1,450,000	...	...	...	...	4,553,000	Total—Capital	5,162,214	(609,214)	...	4,886,526
								Paiements de transfert				
...	1,800,000	...	...	...	...	...	1,800,000	Opérations archivistiques	1,790,716	9,284	...	2,090,498

								Sommaire du programme				
...	25,573,000	...	1,080,000	...	140,000	...	26,793,000	Opérations archivistiques	26,310,660	482,340	...	26,173,611
...	14,246,000	449,000	729,000	...	94,000	...	15,518,000	Gestion des documents gouvernementaux	14,138,143	1,379,857	...	13,528,908
...	19,795,000	3,006,000	891,000	...	115,000	...	23,807,000	Services aux départements	24,052,659	(245,659)	...	21,581,434
...	**59,614,000**	**3,455,000**	**2,700,000**	**...**	**349,000**	**...**	**66,118,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**64,501,462**	**1,616,538**	**...**	**61,283,953**
								Société du Centre national des Arts				
...	18,979,000	1,321,000	...	...	...	...	20,300,000	Fonctionnement	20,024,000	276,000	...	17,891,000
...	**18,979,000**	**1,321,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**20,300,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**20,024,000**	**276,000**	**...**	**17,891,000**
								Office national du film				
								Fonctionnement				
...	80,409,000	...	677,628	...	...	(7,750,000)	73,336,628	Opérations de l'Office national du film	71,727,066	1,609,562	...	69,333,665
2,964,572	(250,000)	...	...	...	250,000	...	2,964,572	Diminution de l'imputation nette accumulée déduite du Fonds renouvelable				
...	...	...	...	...	(413,699)	...	(413,699)	Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations				
2,964,572	(250,000)	...	...	...	(163,699)	...	2,550,873	Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(427,180)	...	2,978,053	(1,910,394)
...	(7,750,000)	...	...	...	...	7,750,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
2,964,572	72,409,000	...	677,628	...	(163,699)	...	75,887,501	Total—Fonctionnement	71,299,886	1,609,562	2,978,053	67,423,271
								Capital				
...	2,566,000	...	...	...	...	...	2,566,000	Opérations de l'Office national du film	3,109,436	(543,436)	...	3,277,811
								Paiements de transfert				
...	704,000	...	...	...	...	...	704,000	Opérations de l'Office national du film	512,757	191,243	...	574,134
								Sommaire du programme				
...	75,929,000	...	677,628	...	...	...	76,606,628	Opérations de l'Office national du film	75,349,259	1,257,369	...	73,185,610
2,964,572	(250,000)	...	...	...	250,000	...	2,964,572	Diminution de l'imputation nette accumulée déduite du Fonds renouvelable	(427,180)	...	2,978,053	(1,910,394)
...	...	...	...	...	(413,699)	...	(413,699)	Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations	...	...	...	...
2,964,572	**75,679,000**	**...**	**677,628**	**...**	**(163,699)**	**...**	**79,157,501**	**Total du programme—Budgétaire**	**74,922,079**	**1,257,369**	**2,978,053**	**71,275,216**
								Musée des beaux-arts du Canada				
...	...	1,642,600	...	25,774,200	...	...	27,416,800	Fonctionnement	22,356,760 (3)	2,212,299	2,847,741	...
...	...	...	...	800	...	...	800	Paiements de transfert	800	...	...	...
...	**...**	**1,642,600**	**...**	**25,775,000**	**...**	**...**	**27,417,600**	**Total du programme—Budgétaire**	**22,357,560**	**2,212,299**	**2,847,741**	**...** (2)

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Bibliothèque nationale				
...	37,549,000	...	2,400,000	...	218,000	...	40,167,000	Fonctionnement	38,738,235	1,428,765	...	37,456,610
...	528,000	...	...	...	...	...	528,000	Capital	883,157	(355,157)	...	1,043,969
...	72,000	...	...	...	...	...	72,000	Paiements de transfert	59,482	12,518	...	48,893
...	**38,149,000**	**...**	**2,400,000**	**...**	**218,000**	**...**	**40,767,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**39,680,874**	**1,086,126**	**...**	**38,549,472**
								Musée national des sciences et de la technologie				
...	...	2,927,000	...	12,152,000	...	...	15,079,000	Fonctionnement	14,843,561	38,615	196,824	...
...	**...**	**2,927,000**	**...**	**12,152,000**	**...**	**...**	**15,079,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**14,843,561**	**38,615**	**196,824**	**...** (2)
								Musées nationaux du Canada				
								Fonctionnement				
1,427,336	30,999,200	...	...	(24,191,200)	(1,287,750)	(2,425,000)	4,522,586	Musée des beaux-arts du Canada	6,715,358	(2,192,772)	...	27,295,657
217,357	38,333,000	...	...	(26,063,544)	(1,707,000)	(1,795,000)	8,984,813	Musée canadien des civilisations	8,765,526	219,287	...	30,497,452
95,357	17,894,000	...	...	(11,841,447)	(1,171,500)	(325,000)	4,651,410	Musée national des sciences naturelles	4,380,682	270,728	...	16,511,228
216,687	15,568,000	...	...	(10,860,000)	(930,750)	(750,000)	3,243,937	Musée national des sciences et de la technologie	3,243,897	40	...	14,842,422
...	(5,295,000)	...	...	...	...	5,295,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
1,956,737	97,499,200	...	...	(72,956,191)	(5,097,000)	...	21,402,746	Total—Fonctionnement	23,105,463	(1,702,717)	...	89,146,759
								Capital				
...	1,667,000	...	...	(1,583,000)	...	...	84,000	Musée des beaux-arts du Canada	134,940	(50,940)	...	1,223,959
...	3,396,000	...	...	(3,279,394)	...	...	116,606	Musée canadien des civilisations	116,606	...	...	30,764,356
...	838,000	...	...	(803,166)	...	...	34,834	Musée national des sciences naturelles	34,834	...	...	705,647
...	1,769,000	...	...	(1,292,000)	...	...	477,000	Musée national des sciences et de la technologie	476,864	136	...	858,068
...	7,670,000	...	...	(6,957,560)	...	...	712,440	Total—Capital	763,244	(50,804)	...	33,552,030
								Paiements de transfert				
...	800	...	...	(800)	...	...	...	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	800

								Sommaire du programme				
1,427,336	30,242,000	...	...	(25,775,000)	(1,287,750)	...	4,606,586	Musée des beaux-arts du Canada	6,850,298	(2,243,712)	..	28,520,416
217,357	39,934,000	...	...	(29,342,938)	(1,707,000)	...	9,101,419	Musée canadien des civilisations	8,882,132	219,287	...	61,261,808
- 95,357	18,407,000	...	...	(12,644,613)	(1,171,500)	...	4,686,244	Musée national des sciences naturelles	4,415,516	270,728	...	17,216,875
216,687	16,587,000	...	...	(12,152,000)	(930,750)	...	3,720,937	Musée national des sciences et de la technologie	3,720,761	176	...	15,700,490
1,956,737	**105,170,000**	...	...	**(79,914,551)**	**(5,097,000)**	...	22,115,186	**Total du programme—Budgétaire**	23,868,707	**(1,753,521)**	...	**122,699,589**
								Total du ministère—				
37,073,493	**1,911,149,300**	**113,347,094**	**13,053,788**	...	**3,638,055**	...	2,078,261,730	**Budgétaire**	2,032,451,300	**7,692,605**	**38,117,825**	**1,887,697,552**
40,000,000	**10,000**	...	...	...	...	...	40,010,000	**Non budgétaire**	...	**10,000**	**40,000,000**	...

(1) Le détail par activité n'est pas disponible.
(2) Tous les totaux de l'exercice précédent sont inclus sous les Musées nationaux du Canada.
(3) Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Gestion du spectre et opérations régionales				
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Conseil consultatif canadien de la radio	45,000	...	...	45,000
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	1,601,000	200,000	...	(100,000)	...	1,701,000	Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 35 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	1,698,127	2,873	...	1,593,636
...	1,507,000	...	...	...	...	1,507,000	Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1,507,000	...	...	1,507,000
...	10,395,900	2,600,000	...	(545,000)	...	12,450,900	Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel, et de la construction d'installations	12,450,684	216	...	8,545,440
...	...	2,000,000	...	...	...	2,000,000	Subvention à la Fondation Diefenbaker	1,500,000	500,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,349,000
...	13,503,900	4,800,000	...	(645,000)	...	17,658,900		17,155,811	503,089	...	20,995,076
...	**13,548,900**	**4,800,000**	...	**(645,000)**	...	17,703,900	**Total—Subventions**	17,200,811	**503,089**	...	**21,040,076**
							Contributions				
							Télécommunications et technologie				
...	25,000	...	...	(25,000)	...	...	Contributions visant à appuyer une conférence nationale annuelle d'universitaires et une publication technique	...	...	...	32,000
...	1,770,000	...	...	(54,000)	...	1,716,000	Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	1,709,528	6,472	...	1,994,888
...	248,000	...	...	(48,000)	...	200,000	Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D	199,992	8	...	248,265
...	6,883,000	...	...	137,500	...	7,020,500	Contributions pour le programme de développement de l'industrie spatiale	7,019,762	738	...	6,715,012
...	1,802,000	1,000,000	...	(471,062)	...	2,330,938	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication	2,330,938	...	...	5,389,950
...	800,000	...	...	183,200	...	983,200	Contributions à des associations, institutions et organismes canadiens destinées à financer le développement de technologies de communications et de l'information au Manitoba	981,055	2,145	...	1,627,553

...	238,000	...	...	(45,000)	...	193,000	Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	193,000	...	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Contribution à la Fondation Neil Squire créer sous le Régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels (APRM)	100,000	..	...	...
...	...	...	...	225,000	...	225,000	Contribution à l'Institut EDI International	225,000	...	...	...
...	...	...	...	142,215	...	142,215	Contribution à Idacom Electronics Ltd	139,160	3,055	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	171,500
...	11,766,000	1,000,000	...	144,853	...	12,910,853		12,898,435	12,418	...	16,179,168
							Gestion du spectre et opérations régionales				
...	...	...	...	135,000	...	135,000	Contribution à Canadian Healthcare Telematics créer sour le Régime APRM	135,000	...	...	...
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	695,000	...	...	...	...	695,000	Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	695,000	...	...	695,000
...	15,500,000	7,183,000	...	1,355,879	...	24,038,879	Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	24,035,419	3,460	...	17,982,057
...	250,000	...	...	100,000	...	350,000	Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo	350,000	...	...	410,000
...	4,115,000	7,000,000	...	828,477	...	11,943,477	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur l'équipement culturel	11,943,477	...	...	6,669,800
...	1,265,000	...	...	(454,380)	...	810,620	Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles au Manitoba	810,620	...	...	1,730,951
...	7,800,000	...	...	(228,509)	...	7,571,491	Contributions pour le programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne	7,571,491	...	...	7,466,760
...	4,500,000	...	...	(82,061)	...	4,417,939	Contributions pour le programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	4,417,939	...	...	4,500,000
...	4,060,000	...	...	(1,671,500)	...	2,388,500	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Ontario sur le développement de la culture	2,388,450	50	...	5,052,500
...	356,000	...	...	1,111,000	...	1,467,000	Contribution à la Fondation Ex Terra au titre de l'étude sur les dinosaures entreprise par les gouvernements du Canada, de la Chine, de l'Alberta, et de la Fondation Ex Terra	1,467,000	...	...	1,083,000
...	350,000	...	...	...	...	350,000	Contributions aux organismes de service canadiens dans le domaine de l'enregistrement sonore, à l'appui des services et de projets spéciaux	350,000	...	...	350,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contribution en vue de fournir une aide financière pour l'établissement d'un service de lecture radiodiffusée de langue anglaise à l'intention des personnes incapables d'utiliser des imprimés	100,000	...	...	100,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	2,700,000	...	...	...	...	2,700,000	Contributions afin de mettre sur pied et d'exploiter un programme de diffusion par satellite dans le Nord	2,700,000	...	...	100,000
...	6,200,000	...	...	(6,200,000)	...	...	Contributions visant à partager avec les promoteurs les coûts en capital de l'établissement de services de radiodiffusion et de télédiffusion par câble ou par d'autres méthodes dans de petites localités		...	...	...
...	2,000,000	...	...	(270,100)	...	1,729,900	Contribution à TV-5	1,729,900	...	...	180,000
...	50,000	...	...	(3,812)	...	46,188	Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	46,188	...	...	...
...	4,000,000	...	...	2,000,000	...	6,000,000	Contribution à l'agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal	6,000,000	...	...	...
...	...	390,000	...	(390,000)	...	...	Contributions en vertu de l'Entente de coopération Canada/Île-du-Prince-Édouard sur le développement culturel	...	...	...	...
...	...	130,000	...	(130,000)	...	...	Contributions en vertu de l'Entente de coopération Canada/Nouveau-Brunswick sur le développement culturel	...	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Contribution à l'Office national du film du Canada	50,000	...	...	...
...	...	...	...	1,277,609	...	1,277,609	Contribution à Canadian Institute for Research on Culture	1,277,609	...	...	...
...	...	251,000	...	...	...	251,000	Contribution à l'Institut de création et de recherche en design de Montréal	251,000	...	...	...
...	...	2,000,000	...	(1,000,000)	...	1,000,000	Contribution au Monument national de Montréal	1,000,000	...	...	...
...	...	...	...	500,000	...	500,000	Contribution à l'École nationale de cirque	500,000	...	...	...
...	...	...	...	13,000	...	13,000	Contribution à Développement industriel artisanal du comté Prince	13,000	...	...	...
							Contribution créer sous le Régime APRM:				
...	...	...	...	17,400	...	17,400	Italie au Canada	17,400	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires	5,000	...	...	...
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Canadian Institute of Audiovisual	150,000	...	...	...
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Fédération de l'informatique du Québec	20,000	...	...	...
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Fondation Paul Gerin-Lajoie	25,000	...	...	...
...	...	...	...	27,500	...	27,500	Festival international du film par ordinateur	27,500	...	...	...
...	...	...	...	6,000	...	6,000	Gravures Musicales Musimage	6,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Troupe V'La L'Bon Vent	5,000	...	...	5,000
...	...	...	...	35,000	...	35,000	Société des musées québécois	35,000	...	...	...
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Musée de la Nouvelle-France	149,392	608	...	...

...	...	...	...	41,103	...	41,103	Fondation Lionel-Groulx	41,103	...	...	138,000
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Société des graphistes	100,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Corporation pour l'avancement des nouvelles applications des langages	50,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Centre de promotion de sièges sociaux culturels au Québec	50,000	...	...	...
...	...	...	...	70,000	...	70,000	Le Forum Vidéo de Montréal	70,000	...	...	...
...	...	...	...	70,000	...	70,000	Association canadienne des producteurs de didacticiels	69,978	22	...	...
...	...	...	...	144,657	...	144,657	Musée des arts de la scène	144,657	...	...	...
...	...	...	...	375,000	...	375,000	Festival de Lanaudière	375,000	...	...	...
...	...	...	...	225,000	...	225,000	Société d'édition de la revue Forces	225,000	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Festival Abitibi-Témiscamingue	10,000	...	...	...
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Festival des festivals	20,000	...	...	...
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Festival des films du monde	40,000	...	...	...
...	...	...	...	286,609	...	286,609	Consortium de télévision Québec Canada	285,320	1,289	...	...
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Filmex	40,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Faculté des sciences politiques de l'Université Queen	5,000	...	...	...
...	...	...	...	500,000	...	500,000	École des hautes études commerciales de Montréal	500,000	...	...	...
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Musée des arts et traditions populaires du Québec	30,000	...	...	...
...	...	...	...	60,000	...	60,000	Marché international du film, de la télévision et de la vidéo	60,000	...	...	...
...	...	...	...	125,000	...	125,000	Canadian Foundation of Aboriginal Arts	125,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Festival Shaw	50,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Canadian Film Celebration Society of Calgary	50,000	...	...	...
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Canada Pacific Publishing Society	25,000	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Asociation internationale francophone des aînés	10,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Université de Montréal	50,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	574,491
...	53,941,000	16,954,000	...	(326,128)	...	70,568,872		70,563,443	5,429	...	47,037,559
							Politiques et gestion intégrées				
...	16,000	...	...	(16,000)	...	...	Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications	...	...	...	38,219
							Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada:				
...	3,673,000	1,300,000	...	...	...	4,973,000	Union internationale des télécommunications, Genève, (Suisse)	4,758,260	214,740	...	3,348,778
...	...	565,725	...	684,275	...	1,250,000	Contribution au Commonwealth of Learning pour l'acquisition de matériel et de services de communication et de bureautique	1,250,000	...	...	750,000
...	...	...	...	6,000	...	6,000	Contribution au Centre de recherches des télécommunications de l'Alberta	6,000	...	...	...
...	...	...	...	17,000	...	17,000	Contributions à l'Association canadienne de normalisation	17,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	217,500
...	3,689,000	1,865,725	...	691,275	...	6,246,000		6,031,260	214,740	...	4,354,497
...	**69,396,000**	**19,819,725**	...	**645,000**	...	**89,860,725**	**Total—Contributions**	**89,628,138**	**232,587**	...	**67,571,224**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du département par activité				
...	11,766,000	1,000,000	...	144,853	...	12,910,853	Télécommunications et technologie	12,898,435	12,418	...	16,179,168
...	45,000	...	...	135,000	...	180,000	Gestion du spectre et opérations régionales	180,000	...	...	45,000
...	67,444,900	21,754,000	...	(971,128)	...	88,227,772	Affaires culturelles et radiodiffusion	87,719,254	508,518	...	68,032,635
...	3,689,000	1,865,725	...	691,275	...	6,246,000	Politiques et gestion intégrées	6,031,260	214,740	...	4,354,497
...	**82,944,900**	**24,619,725**	...	...	...	**107,564,625**	**Total du département**	**106,828,949**	**735,676**	...	**88,611,300**
							Archives nationales du Canada				
							Subventions				
							Opérations archivistiques				
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Conseil canadien des archives	600,000	...	...	474,996
...	**600,000**	...	...	...	...	**600,000**	**Total—Subventions**	**600,000**	...	...	**474,996**
							Contributions				
							Opérations archivistiques				
...	1,200,000	...	...	...	...	1,200,000	La communauté archivistique canadienne, pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	1,190,716	9,284	...	1,295,502
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	320,000
...	**1,200,000**	...	...	...	...	**1,200,000**	**Total—Contributions**	**1,190,716**	**9,284**	...	**1,615,502**
...	**1,800,000**	...	...	...	...	**1,800,000**	**Total du programme**	**1,790,716**	**9,284**	...	**2,090,498**
							Office national du film				
							Subventions				
							Opérations de l'Office national du film				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	10,600	9,400	...	11,950
...	**20,000**	...	...	...	...	**20,000**	**Total—Subventions**	**10,600**	**9,400**	...	**11,950**
							Contributions				
							Opérations de l'Office national du film				
...	284,000	...	...	...	...	284,000	Paiements à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques	177,952	106,048	...	225,685

...	400,000	...	...	...	...	400,000	Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne	324,205	75,795	...	336,499
...	**684,000**	...	...	...	...	**684,000**	**Total—Contributions**	**502,157**	**181,843**	...	**562,184**
...	**704,000**	...	...	...	...	**704,000**	**Total du programme**	**512,757**	**191,243**	...	**574,134**
							Musée des beaux-arts du Canada				
							Subventions				
...	...	...	...	800	...	800	College Art Association of America	800	...	...	...
...	...	...	...	**800**	...	**800**	**Total du programme**	**800** (1)	...	...	... (2)
							Bibliothèque nationale				
							Subventions				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires	11,000	...	...	...
...	61,000	...	...	...	...	61,000	Système international de données sur les publications en série	48,482	12,518	...	48,893
...	**72,000**	...	...	...	...	**72,000**	**Total du programme**	**59,482**	**12,518**	...	**48,893**
							Musées nationaux du Canada				
							Subventions				
...	800	...	...	(800)	...	...	Musée des beaux-arts du Canada Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	800
...	**800**	...	...	**(800)**	...	...	**Total du programme**	...	...	...	**800**
...	**85,521,700**	**24,619,725**	...	...	...	**110,141,425**	**Total du ministère**	**109,192,704**	**948,721**	...	**91,325,625**

(1) Ce montant a été imputé à l'article courant 12.
(2) Le total de l'exercice précédent est inclus sous les Musées nationaux du Canada.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Télécommunications et technologie			
Recettes des services de recherche et de développement fournis à d'autres ministères fédéraux	215,209,000	217,847,589	206,430,024
Gestion du spectre et opérations régionales			
Droits d'inspection des stations radio	665,000	665,000	641,000
Affaires culturelles et radiodiffusion			
Recettes provenant des services des musées et du patrimoine	974,000	1,282,908	820,044
Politiques et gestion intégrées			
Recettes des services de recherche et de développement fournis à d'autres ministères fédéraux	1,993,000	2,400,000	2,097,341
Total du département—Budgétaire	**218,841,000**	**222,195,497**	**209,988,409**
Office national du film			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations de l'Office national du film			
Production et distribution de films et autres documents audiovisuels	7,750,000	9,360,848	11,041,934
Total du programme—Budgétaire	**7,750,000**	**9,360,848**	**11,041,934**
Musées nationaux du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Musée des beaux-arts du Canada			
Ventes de livres et de souvenirs	2,425,000	424,086	2,020,888
Musée canadien des civilisations			
Ventes de livres et de souvenirs	1,795,000	336,655	999,121
Musée national des sciences naturelles			
Ventes de livres et de souvenirs	325,000	240,345	255,794
Musée national des sciences et de la technologie			
Ventes de livres et de souvenirs	750,000	131,059	359,906
Total du programme—Budgétaire	**5,295,000**	**1,132,145**	**3,635,709**
Total du ministère—Budgétaire	**231,886,000**	**232,688,490**	**224,666,052**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	210,192	...
Total des recettes fiscales	**210,192**	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Télésat Canada—Dividendes	1,500,000	1,200,000
Biens culturels	805	1,061
	1,500,805	1,201,061
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	612,929	229,850
Divers	411,671	561,620
	1,024,600	791,470
Privilèges, licences et permis—		
Service général de radio	3,955	357,557
Service non général de radio	103,656,534	85,531,715
Divers	123,126	97,128
	103,783,615	85,986,400
Rémunérations de services—		
Certification de film canadien et de bande magnétique	191,924	...
Approbation de type et honoraires d'analyse	344,293	322,931
Authentification, analyse et étiquetage	1,510,777	1,460,236
Services facultatifs—Utilisation des installations	...	2,298
Divers	3,794	220,129
	2,050,788	2,005,594
Produits des ventes	17,988	33,385
Autres recettes non fiscales—		
Musée de la poste	...	3,000,000
Divers	218,848	101,511
	218,848	3,101,511
Total des recettes non fiscales	**108,596,644**	**93,119,421**
Total du département	**108,806,836**	**93,119,421**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Musée canadien des civilisations		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	27,348	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,755,896	...
Total du programme	**1,783,244**	... (2)
Musée canadien de la nature		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,745	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	110,085	...
Total du programme	**113,830**	... (2)
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	19,606	18,792
Privilèges, licences et permis—		
Frais de licences en radiodiffusion	57,447,462	52,285,984
Frais de télécommunications	9,756,890	8,883,815
	67,204,352	61,169,799
Autres recettes non fiscales	36,232	42,943
Total du programme	**67,260,190**	**61,231,534**
Archives nationales du Canada		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,123	...
Total des recettes fiscales	**2,123**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	137,941	53,397
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	269,717	124,807
	407,658	178,204
Rémunérations de services—		
Reçus des services de photoduplication	122,227	159,907
Autres recettes non fiscales	1,256	2,412
Total des recettes non fiscales	**531,141**	**340,523**
Total du programme	**533,264**	**340,523**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Office national du film		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	32,553	...
Total du programme	**32,553**	...
Musée des beaux-arts du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	(5,924)	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	89,790	...
	83,866	...
Rémunérations de services	(42,369)	...
Total du programme	**41,497**	... (2)
Bibliothèque nationale		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,577	...
Total des recettes fiscales	**2,577**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	16,182	21,589
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	20,786	109,914
	36,968	131,503
Rémunérations de services—		
Services automatisés de bibliothèque	1,555,958	1,520,357
Programme des thèses canadiennes	111,906	176,056
Service de livraison de bibliothèque	86,140	77,867
Services de duplication	33,573	31,747
	1,787,577	1,806,027
Autres recettes non fiscales	10,006	7,608
Total des recettes non fiscales	**1,834,551**	**1,945,138**
Total du programme	**1,837,128**	**1,945,138**
Musée national des sciences et de la technologie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,615	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	15,675	...
Total du programme	**17,290**	... (2)

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Musées nationaux du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	370,724	371,726
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	506,255
	370,724	877,981
Rémunérations de services	1,531,211	5,872,984
Autres recettes non fiscales	376	757
Total du programme	1,902,311	6,751,722
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	247,445	...
Total des recettes fiscales	247,445	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,500,805	1,201,061
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,857,786	1,997,950
Privilèges, licences et permis	170,987,967	147,156,199
Rémunérations de services	5,449,434	9,844,512
Produits des ventes	17,988	33,385
Autres recettes non fiscales	266,718	3,155,231
Total des recettes non fiscales	182,080,698	163,388,338
Total du ministère	182,328,143	163,388,338

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Tous les totaux de l'exercice précédent sont inclus sous les Musées nationaux du Canada.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1990-91

Conseil du Trésor

Secrétariat
Contrôleur général

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	9.2
Sommaire du ministère	9.4
Programmes par activité	9.6
Paiements de transfert	9.9
Détail des montants portés au crédit	9.10
Recettes	9.10

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses

En se fondant sur l'analyse des projets et des programmes des ministères, recommander au gouvernement l'acceptation ou la modification de propositions particulières relatives aux dépenses, afin

- de tenir compte des priorités que le gouvernement attribue aux objectifs;
- d'accroître l'efficacité des programmes actuels et des programmes proposés;
- d'utiliser de façon plus efficace les années-personnes, les installations, l'équipement, le matériel et les approvisionnements destinés à l'exécution des programmes;
- d'établir le Budget des dépenses à faire approuver par le Parlement.

Gestion du personnel

Élaborer, diffuser et évaluer les politiques, les règlements, les normes et les systèmes concernant le personnel ainsi que les conditions d'emploi pour permettre aux gestionnaires de gérer et de retenir les ressources humaines nécessaires à la réalisation des programmes gouvernementaux.

Relations de travail

Élaborer et appliquer des politiques favorisant des rapports efficients entre employeur et employés dans la fonction publique fédérale.

Politique administrative

Élaborer, diffuser et évaluer des politiques, règlements, normes et systèmes administratifs et concernant l'information afin de maintenir la probité, la prudence, l'efficience et l'efficacité dans l'acquisition et l'utilisation des biens et services nécessaires à la réalisation efficace des programmes gouvernementaux.

Langues officielles

Élaborer, diffuser et évaluer des politiques et programmes de langues officielles dans la fonction publique fédérale.

Gestion des biens immobiliers

L'amélioration de la gestion du portefeuille fédéral des propriétés immobilières et de l'efficacité des politiques régissant les services des propriétés immobilières et l'occupation de ces propriétés.

Administration centrale

Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services d'information, des finances, du personnel et d'administration.

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement

Fournir des fonds pour l'augmentation des dépenses salariales résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses principal.

Projets de création d'emplois

Fournir des fonds pour les projets approuvés pendant l'exercice financier dans le cadre de la stratégie d'emploi du gouvernement.

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la fonction publique

Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

Pensions de la fonction publique

Fournir les paiements en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public et les frais des régimes de pensions et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Programme d'affectation temporaire

Objectif

Fournir des cadres et des hauts fonctionnaires pour accomplir provisoirement des tâches hautement prioritaires, en réponse à des demandes de ministères, d'organismes et de sociétés d'État.

Contrôleur général

Objectif

Appuyer les efforts déployés en vue d'une gestion axée sur l'imputabilité et un bon rapport coût-efficacité dans les ministères et organismes du gouvernement fédéral en assurant l'établisssement et le maintien d'une gestion financière, d'une vérification et d'une évaluation des programmes valables.

Description des activités

Gestion financière

L'objectif de l'activité de la gestion financière est de satisfaire aux besoins en matière d'information sur la gestion financière et aux exigences relatives à l'imputabilité grâce à des systèmes financiers, une comptabilité, un établissement de rapports et des contrôles valables.

Vérification et évaluation

L'objectif de l'activité de vérification et d'évaluation est de voir à ce que les ministères et organismes disposent de renseignements crédibles provenant de la vérification et de l'évaluation sur le contrôle, le rendement et la pertinence de leurs programmes et de leurs activités administratives, et qu'ils utilisent ces renseignements pour améliorer ou confirmer ces activités.

Services intégrés et perfectionnement professionnel

L'objectif de l'activité des services intégrés et du perfectionnement professionnel est d'assurer une orientation efficace de la gestion, la prestation de renseignements sur le rendement de l'organisme et un soutien administratif au Bureau ainsi que des conseils et un appui pour le perfectionnement professionnel des trois collectivités auxquelles le Bureau fournit une direction fonctionnelle.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Secrétariat				
						Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique				
...	66,629,000	...	...	66,629,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	2,620,000	2,620,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	66,629,000	...	2,620,000	69,249,000		Total—Crédit 1	69,239,430	9,570	...	68,404,622
...	6,000,000	...	...	6,000,000	3	Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles	2,775,431	3,224,569	...	1,193,285
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	6,755,000	...	492,000	7,247,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,247,000	...	...	6,399,000
...	...	...	219	219	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	219	...	...	2,031
...	**79,433,400**	**...**	**3,112,644**	**82,546,044**		**Total du programme—Budgétaire**	**79,311,905**	**3,234,139**	**...**	**76,047,138**
						Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
...	775,000,000	...	...	775,000,000	5	Éventualités du gouvernement				
...	...	...	(576,412,167)	(576,412,167)		Virements à ce ministère et aux autres ministères				
...	775,000,000	...	(576,412,167)	198,587,833		Total—Crédit 5	...	198,587,833	...	...
...	180,000,000	...	...	180,000,000	10	Projets de création d'emplois				
...	...	...	(180,000,000)	(180,000,000)		Virements aux autres ministères				
...	180,000,000	...	(180,000,000)	...		Total—Crédit 10	...	...	...	...
...	**955,000,000**	**...**	**(756,412,167)**	**198,587,833**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**198,587,833**	**...**	**...**
						Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
...	449,327,000	...	...	449,327,000	15	Assurance de la fonction publique				
...	...	32,687,450	...	32,687,450	15c	Subventions inscrites au Budget				
...	449,327,000	32,687,450	...	482,014,450		Total—Crédit 15	478,221,965	3,792,485	...	377,322,885
...	95,000	...	110,486	205,486	(S)	Pensions de la fonction publique (Loi sur la mise au point des pensions du service public)	205,486	...	...	225,985
...	...	...	(14,985,187)	(14,985,187)	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	(14,985,187)	...	...	32,391,046
...	**449,422,000**	**32,687,450**	**(14,874,701)**	**467,234,749**		**Total du programme—Budgétaire**	**463,442,264**	**3,792,485**	**...**	**409,939,916**

						Programme d'affectation temporaire				
...	1,901,000	...	...	1,901,000	20	Dépenses du programme	1,636,998	264,002	...	748,826
...	482,000	...	35,000	517,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	517,000	...	...	387,000
...	**2,383,000**	**...**	**35,000**	**2,418,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,153,998**	**264,002**	**...**	**1,135,826**
...	**1,486,238,400**	**32,687,450**	**(768,139,224)**	**750,786,626**		**Total du secrétariat—Budgétaire**	**544,908,167**	**205,878,459**	**...**	**487,122,880**
						Contrôleur général				
...	15,716,000	...	...	15,716,000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	720,749	720,749		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	15,716,000	...	720,749	16,436,749		Total—Crédit 25	16,411,835	24,914	...	14,475,497
...	1,653,000	...	120,000	1,773,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,773,000	...	...	1,477,000
...	**17,369,000**	**...**	**840,749**	**18,209,749**		**Total du programme—Budgétaire**	**18,184,835**	**24,914**	**...**	**15,952,497**
...	**1,503,607,400**	**32,687,450**	**(767,298,475)**	**768,996,375**		**Total du ministère—Budgétaire**	**563,093,002**	**205,903,373**	**...**	**503,075,377**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Secrétariat												
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique												
Fonctionnement												
Gestion des dépenses	...	12,537,000	...	...	(304,464)	(31,000)	...	12,201,536	12,129,133	72,403	...	11,679,706
Gestion du personnel	...	17,889,000	...	...	391,888	38,000	...	18,318,888	18,231,302	87,586	...	19,396,887
Relations de travail	...	6,395,000	...	...	217,444	...	...	6,612,444	6,522,029	90,415	...	6,300,160
Politique administrative	...	7,841,000	...	...	608,895	119,000	...	8,568,895	8,538,239	30,656	...	7,839,564
Langues officielles	...	11,712,000	...	...	674,859	144,000	...	12,530,859	9,306,290	3,224,569	...	6,587,461
Gestion des biens immobiliers	...	4,102,000	...	...	262,526	21,000	...	4,385,526	4,065,203	320,323	...	4,102,959
Administration centrale	...	16,800,400	...	...	52,237	201,644	...	17,054,281	17,646,094	(591,813)	...	16,602,127
Total—Fonctionnement	...	77,276,400	...	...	1,903,385	492,644	...	79,672,429	76,438,290	3,234,139	...	72,508,864
Capital												
Gestion des dépenses	...	177,000	...	...	345,429	...	...	522,429	522,429	...	...	122,086
Gestion du personnel	...	493,000	...	...	(163,139)	...	...	329,861	329,861	...	...	764,995
Relations de travail	...	206,000	...	...	(38,952)	...	...	167,048	167,048	...	...	176,091
Politique administrative	...	65,000	...	...	43,279	...	...	108,279	108,279	...	...	326,648
Langues officielles	...	9,000	...	...	134,439	...	...	143,439	143,439	...	...	186,159
Gestion des biens immobiliers	...	130,000	...	...	(107,342)	...	...	22,658	22,658	...	...	71,074
Administration centrale	...	912,000	...	...	494,901	...	...	1,406,901	1,406,901	...	...	1,721,221
Total—Capital	...	1,992,000	...	...	708,615	...	...	2,700,615	2,700,615	...	...	3,368,274
Paiements de transfert												
Politique administrative	...	...	...	...	8,000	...	...	8,000	8,000	...	...	5,000
Administration centrale	...	165,000	...	...	...	...	...	165,000	165,000	...	...	165,000
Total—Paiements de transfert	...	165,000	...	...	8,000	...	...	173,000	173,000	...	...	170,000
Sommaire du programme												
Gestion des dépenses	...	12,714,000	...	...	40,965	(31,000)	...	12,723,965	12,651,562	72,403	...	11,801,792
Gestion du personnel	...	18,382,000	...	...	228,749	38,000	...	18,648,749	18,561,163	87,586	...	20,161,882
Relations de travail	...	6,601,000	...	...	178,492	...	...	6,779,492	6,689,077	90,415	...	6,476,251
Politique administrative	...	7,906,000	...	...	660,174	119,000	...	8,685,174	8,654,518	30,656	...	8,171,212
Langues officielles	...	11,721,000	...	...	809,298	144,000	...	12,674,298	9,449,729	3,224,569	...	6,773,620
Gestion des biens immobiliers	...	4,232,000	...	...	155,184	21,000	...	4,408,184	4,087,861	320,323	...	4,174,033
Administration centrale	...	17,877,400	...	...	547,138	201,644	...	18,626,182	19,217,995	(591,813)	...	18,488,348
Total du programme—Budgétaire	**...**	**79,433,400**	**...**	**...**	**2,620,000**	**492,644**	**...**	**82,546,044**	**79,311,905**	**3,234,139**	**...**	**76,047,138**

								Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	775,000,000	...	(573,071,418)	(3,340,749)	...	...	198,587,833	**Éventualités du gouvernement**	...	198,587,833	...	...
...	180,000,000	...	(180,000,000)	...	...	...	...	**Projets de création d'emplois**	...	...	...	...
...	**955,000,000**	...	**(753,071,418)**	**(3,340,749)**	...	...	198,587,833	**Total du programme—Budgétaire**	...	**198,587,833**	...	...
								Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
								Fonctionnement				
...	488,997,000	32,500,000	...	...	...	(57,854,000)	463,643,000	**Assurances de la fonction publique**	462,966,238	676,762	...	365,720,785
...	18,184,000	...	...	...	...	...	18,184,000	**Pensions de la fonction publique**	15,070,537	3,113,463	...	11,602,100
...	...	...	...	...	(14,985,187)	...	(14,985,187)	**Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage**	(14,985,187)	...	...	32,391,046
...	(57,854,000)	...	...	...	...	57,854,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	449,327,000	32,500,000	...	...	(14,985,187)	...	466,841,813	**Total—Fonctionnement**	463,051,588	3,790,225	...	409,713,931
								Paiements de transfert				
...	...	187,450	...	...	...	...	187,450	**Assurances de la fonction publique**	185,190	2,260	...	...
...	95,000	...	...	...	110,486	...	205,486	**Pensions de la fonction publique**	205,486	...	...	225,985
...	95,000	187,450	...	...	110,486	...	392,936	**Total—Paiements de transfert**	390,676	2,260	...	225,985
								Sommaire du programme				
...	431,143,000	32,687,450	...	...	...	...	463,830,450	**Assurances de la fonction publique**	463,151,428	679,022	...	365,720,785
...	18,279,000	...	...	...	110,486	...	18,389,486	**Pensions de la fonction publique**	15,276,023	3,113,463	...	11,828,085
...	...	...	...	...	(14,985,187)	...	(14,985,187)	**Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage**	(14,985,187)	...	...	32,391,046
...	**449,422,000**	**32,687,450**	...	...	**(14,874,701)**	...	467,234,749	**Total du programme—Budgétaire**	463,442,264	**3,792,485**	...	**409,939,916**
								Programme d'affectation temporaire				
								Fonctionnement				
...	3,720,000	...	...	...	35,000	(1,337,000)	2,418,000	**Affectations**	2,153,998	264,002	...	1,135,826
...	(1,337,000)	...	...	...	...	1,337,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	**2,383,000**	...	...	...	**35,000**	...	2,418,000	**Total du programme—Budgétaire**	2,153,998	**264,002**	...	**1,135,826**
...	**1,486,238,400**	**32,687,450**	**(753,071,418)**	**(720,749)**	**(14,347,057)**	...	750,786,626	**Total du secrétariat—Budgétaire**	544,908,167	**205,878,459**	...	**487,122,880**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Contrôleur général				
								Fonctionnement				
...	8,424,000	...	...	340,914	56,760	...	8,821,674	Gestion financière	8,301,659	520,015	...	7,721,127
...	4,528,000	...	...	202,531	33,720	...	4,764,251	Vérification et évaluation	4,285,378	478,873	...	4,441,810
...	4,417,000	...	...	177,304	29,520	...	4,623,824	Services intégrés et perfectionnement professionnel	4,828,766	(204,942)	...	3,265,644
...	17,369,000	...	...	720,749	120,000	...	18,209,749	Total—Fonctionnement	17,415,803	793,946	...	15,428,581
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Gestion financière	427,443	(427,443)	...	409,709
...	...	...	...	...	...	...	...	Vérification et évaluation	61,179	(61,179)	...	87,218
...	...	...	...	...	...	...	...	Services intégrés et perfectionnement professionnel	280,410	(280,410)	...	26,989
...	...	...	...	...	...	...	...	Total—Capital	769,032	(769,032)	...	523,916
								Sommaire du programme				
...	8,424,000	...	...	340,914	56,760	...	8,821,674	Gestion financière	8,729,102	92,572	...	8,130,836
...	4,528,000	...	...	202,531	33,720	...	4,764,251	Vérification et évaluation	4,346,557	417,694	...	4,529,028
...	4,417,000	...	...	177,304	29,520	...	4,623,824	Services intégrés et perfectionnement professionnel	5,109,176	(485,352)	...	3,292,633
...	**17,369,000**	...	...	**720,749**	**120,000**	...	18,209,749	**Total du programme—Budgétaire**	18,184,835	**24,914**	...	**15,952,497**
...	**1,503,607,400**	**32,687,450**	**(753,071,418)**	...	**(14,227,057)**	...	768,996,375	Total du ministère—Budgétaire	563,093,002	**205,903,373**	...	**503,075,377**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Secrétariat				
							Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique				
							Subventions				
							Administration centrale				
...	165,000	...	...	...	...	165,000	Le Conference Board du Canada	165,000	...	...	165,000
...	**165,000**	...	...	...	...	165,000	**Total—Subventions**	165,000	...	...	**165,000**
							Contributions				
							Politique administrative				
...	...	...	...	8,000	...	8,000	Association canadienne de normalisation	8,000	...	...	5,000
...	...	...	...	**8,000**	...	8,000	**Total—Contributions**	8,000	...	...	**5,000**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	8,000	...	8,000	Politique administrative	8,000	...	...	5,000
...	165,000	...	...	...	...	165,000	Administration centrale	165,000	...	...	165,000
...	**165,000**	...	...	**8,000**	...	173,000	**Total du programme**	173,000	...	...	**170,000**
							Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
							Subventions				
							Assurances de la fonction publique				
...	...	187,450	...	...	...	187,450	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents de travail, en vertu du Régime de prestations de revenu versées aux survivants des employés de la fonction publique tués dans l'exercice de leurs fonctions	185,190	2,260	...	...
							Pensions de la fonction publique				
...	95,000	...	...	...	110,486	205,486	(S) Loi sur la mise au point des pensions du service public	205,486	...	...	225,985
							Sommaire du programme par activité				
...	...	187,450	...	...	...	187,450	Assurances de la fonction publique	185,190	2,260	...	...
...	95,000	...	...	...	110,486	205,486	Pensions de la fonction publique	205,486	...	...	225,985
...	**95,000**	**187,450**	...	...	**110,486**	392,936	**Total du programme**	390,676	**2,260**	...	**225,985**
...	**260,000**	**187,450**	...	**8,000**	**110,486**	565,936	**Total du secrétariat**	563,676	**2,260**	...	**395,985**
...	**260,000**	**187,450**	...	**8,000**	**110,486**	565,936	**Total du ministère**	563,676	**2,260**	...	**395,985**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Secrétariat			
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Assurances de la fonction publique			
Recettes des fonds renouvelables	57,854,000	59,271,344	42,393,322
Total du programme—Budgétaire	**57,854,000**	59,271,344	**42,393,322**
Programme d'affectation temporaire			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Affectations			
Traitements des employés prêtés à d'autres départements et organismes du gouvernement fédéral	1,337,000	267,918	1,016,630
Total du programme—Budgétaire	**1,337,000**	267,918	**1,016,630**
Total du secrétariat—Budgétaire	**59,191,000**	59,539,262	**43,409,952**
Total du ministère—Budgétaire	**59,191,000**	59,539,262	**43,409,952**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Secrétariat		
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	77,403	...
Total des recettes fiscales	77,403	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Biens et services	249,894	183,333
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,077,325	854,044
	1,327,219	1,037,377
Rémunérations de services—		
Demandes—Accès à l'information	125	229
Rémunérations de services—Amendes, pénalités	476	...
	601	229
Produits des ventes—		
Vente de publications	...	1,554
Autres recettes non fiscales—		
Frais de stationnement	8,462,408	6,928,344
Remboursements de bénéfices des employés	32,205	...
Recouvrements de coûts par retenues de rémunérations des employés	403	...
Recouvrements des coûts d'automobile du ministre	23	...
Pénalités disciplinaires	16,908	...
Divers	80,380	83,004
	8,592,327	7,011,348
Total des recettes non fiscales	**9,920,147**	**8,050,508**
Total du programme	**9,997,550**	**8,050,508**
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,261,319	...
Autres recettes non fiscales—		
Remboursements de bénéfices des employés	5,886	...
Divers	...	63,917
	5,886	63,917
Total du programme	**2,267,205**	**63,917**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme d'affectation temporaire		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	47,141	12,964
Total du programme	**47,141**	**12,964**
Total du secrétariat	**12,311,896**	**8,127,389**
Contrôleur général		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	63,152	76,746
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	69,615	134,012
	132,767	210,758
Rémunérations de services	15	10
Autres recettes non fiscales	9,059	90,471
Total du programme	**141,841**	**301,239**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	77,403	...
Total des recettes fiscales	77,403	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,768,446	1,261,099
Rémunérations de services	616	239
Produits des ventes	...	1,554
Autres recettes non fiscales	8,607,272	7,165,736
Total des recettes non fiscales	12,376,334	8,428,628
Total du ministère	**12,453,737**	**8,428,628**

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1990-91

Conseil privé

Département
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
Directeur général des élections
Commissaire aux langues officielles
Conseil économique du Canada
Administration du pipe-line du Nord
Commission des relations de travail dans la fonction publique
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	10.2
Sommaire du ministère	10.5
Programmes par activité	10.8
Paiements de transfert	10.12
Recettes	10.13

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre

Fonctionnement du cabinet du Premier ministre, de sa résidence, et indemnités à l'ancien Premier ministre et à la veuve de l'ancien Premier ministre.

Cabinets de ministres

Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé

Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Bureau des relations fédérales-provinciales

Prestation auprès du Premier ministre de services de personnel aux fins de relations fédérales-provinciales et du processus d'examen de la question constitutionnelle.

Commissions d'enquête et groupes de travail

Fonds pour les commissions d'enquête, les groupes de travail et les autres personnes ou groupes de personnes nommés en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Administration

Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien pour les réunions des premiers ministres ainsi que pour des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de sous-ministres.

Description de l'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Planification, coordination et exécution des dispositions administratives nécessaires à la bonne marche des conférences, y compris la rédaction de l'ordre du jour et du programme des conférences, l'impression, la traduction et la distribution des documents relatifs aux conférences, l'organisation des services relatifs à l'interprétation, à la presse et à la sécurité, la rédaction des comptes rendus textuels et autres des délibérations des conférences.

Services de documentation et d'information relatifs aux réunions intergouvernementales, y compris la codification et la garde des documents relatifs aux conférences, et un service de consultation de cette documentation offert aux gouvernements.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectif

Promouvoir la sécurité des transports.

Description de l'activité

Promouvoir la sécurité des transports

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de productoducs dans le but d'en détermniner les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Directeur général des élections

Objectif

Assurer au corps électoral canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la Loi électorale du Canada, et des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec la Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, assurer le respect de toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada, assurer une représentation des provinces à la Chambre des communes en conformité avec la Loi constitutionnelle de 1982 et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales établies en conformité avec la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Description des activités

Élections

- Loi électorale du Canada—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des présidents d'élection des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux présidents d'élection lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales—Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.

Administration

Fonctionnement de l'administration centrale à Ottawa, y compris l'examen et l'étude des procédures électorales et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de cahiers d'instructions à l'intention des officiers d'élection, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles

Instruit les plaintes reçues et formule des recommandations pour corriger les infractions et prévenir toute autre atteinte à la Loi sur les langues officielles. Présente des rapports au gouverneur en conseil ou forme un recours auprès de la Cour fédérale concernant certaines infractions à la Loi lorsque le Commissaire aux langues officielles a épuisé tous les autres recours à sa disposition. Entreprend des vérifications et des études afin d'évaluer le rendement linguistique des institutions fédérales et leur recommander les mesures correctives qui s'imposent. Voit à l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement afin de promouvoir le français et l'anglais dans la société canadienne et l'épanouissement des minorités linguistiques. Fais rapport régulièrement au Parlement à propos de l'application de la Loi. Comparaît régulièrement devant le Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes sur les langues officielles et formule sur demande des observations sur les politiques et les programmes des langues officielles et sur le rendement des ministères, organismes et sociétés d'État. Conçoit et met sur pied des programmes d'information publique.

Conseil économique du Canada

Objectif

Formuler des conseils et des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production efficace, à moyen et à long termes, afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Description de l'activité

Travaux en cours au Conseil économique

Dans la vaste gamme de fonctions stipulées par la Loi, trois ensembles d'activités décrivent le programme:

- effectuer des recherches économiques et des analyses de politiques, organiser des consultations avec les représentants de tous les groupes socio-économiques et élaborer ses propres recommandations en matière de politique économique;
- faire connaître ses résultats et ses recommandations aux décideurs de tous les secteurs économiques pour qu'ils en tiennent compte dans l'élaboration de leurs propres politiques et stratégies ayant une incidence directe sur la performance de l'économie; et
- promouvoir une appréciation plus complète des questions et problèmes économiques dans tout le pays.

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la Loi sur le pipe-line du Nord.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec le gouvernement des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la fonction publique, et procurer à ces parties des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.

Description des activités

Administration des relations de travail

La Commission des relations de travail dans la fonction publique est le tribunal quasi judiciaire établi par la loi qui a été chargé d'appliquer la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique. Cette Loi a créé un régime de négociation collective et une procédure de règlement des griefs dans la fonction publique fédérale. La Commission est mandatée, en tant que tierce partie neutre, pour régler, par son aide ou par une décision, les différends liés à la négociation, à l'application et à l'interprétation des conventions collectives, à l'imposition de mesures disciplinaires et à toute autre affaire tombant sous le coup de la Loi. La Commission abrite également le Conseil national mixte dans ses locaux et lui fournit des services de soutien administratif. Le CNM est un organisme consultatif composé de représentants de l'employeur et des employés et chargé des négociations sur les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation groupe par groupe.

Bureau de recherches sur les traitements

Le Bureau de recherches sur les traitements fait des enquêtes et des recherches sur les taux de rémunération, les avantages sociaux et les conditions de travail d'employés dont les fonctions sont comparables à celles de groupes d'employés dans la fonction publique qui sont visés par le régime de négociation établi par la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique. Le Bureau fait aussi des travaux semblables à l'égard de groupes qui sont exclus de ce régime.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectif

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou de la sécurité nationale du Canada.

Description de l'activité

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur en conseil.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	49,602,000	...	...	49,602,000	1	Dépenses du programme				
...	...	37,644,930	...	37,644,930	1b	Dépenses du programme				
...	...	17,960,000	...	17,960,000	1c	Dépenses du programme				
...	...	...	1,239,627	1,239,627		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	49,602,000	55,604,930	1,239,627	106,446,557		Total—Crédit 1	97,370,225	9,076,332	...	56,257,689
...	73,000	...	650	73,650	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	73,650	...	...	71,200
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Vice-premier ministre et président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	22,000	...	(6,924)	15,076	(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	15,076	...	...	19,536
...	40,200	...	...	40,200	(S)	Indemnité à l'ancien Premier ministre	40,200	...	...	40,200
...	4,731,000	...	344,000	5,075,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,075,000	...	...	4,462,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,138
...	**54,567,000**	**55,604,930**	**1,578,203**	**111,750,133**		**Total du département—Budgétaire**	**102,673,801**	**9,076,332**	**...**	**60,953,163**
						Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
...	3,009,000	...	...	3,009,000	5	Dépenses du programme				
...	...	242,500	...	242,500	5c	Dépenses du programme				
...	...	...	67,000	67,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,009,000	242,500	67,000	3,318,500		Total—Crédit 5	3,258,613	59,887	...	3,174,735
...	155,000	...	...	155,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155,000	...	...	155,000
...	**3,164,000**	**242,500**	**67,000**	**3,473,500**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,413,613**	**59,887**	**...**	**3,329,735**
						Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
...	25,174,000	...	...	25,174,000	10	Dépenses du programme				
...	...	152,500	...	152,500	10b	Dépenses du programme				
...	25,174,000	152,500	...	25,326,500		Total—Crédit 10	24,617,889	708,611	...	...
...	2,591,000	...	189,000	2,780,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,780,000	...	...	...
...	**27,765,000**	**152,500**	**189,000**	**28,106,500**		**Total du programme—Budgétaire**	**27,397,889**	**708,611**	**...**	**...**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Directeur général des élections				
...	2,637,000	...	...	2,637,000	15	Dépenses du programme	2,589,017	47,983	...	2,303,285
...	134,000	...	36,475	170,475	(S)	Traitement du directeur général des élections	170,475	...	...	189,765
...	1,000,000	8,955,886	(253,714)	9,702,172	(S)	Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	9,702,172	...	...	19,764,156
...	367,000	...	27,000	394,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	394,000	...	...	329,000
...	**4,138,000**	**8,955,886**	**(190,239)**	**12,903,647**		**Total du programme—Budgétaire**	**12,855,664**	**47,983**	...	**22,586,206**
						Commissaire aux langues officielles				
...	11,356,000	...	...	11,356,000	20	Dépenses du programme				
...	...	41,000	...	41,000	20c	Dépenses du programme				
...	...	...	342,449	342,449		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	11,356,000	41,000	342,449	11,739,449		Total—Crédit 20	11,704,241	35,208	...	11,523,310
...	1,262,000	...	92,000	1,354,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,354,000	...	...	1,190,000
...	**12,618,000**	**41,000**	**434,449**	**13,093,449**		**Total du programme—Budgétaire**	**13,058,241**	**35,208**	...	**12,713,310**
						Conseil économique du Canada				
...	9,252,000	...	...	9,252,000	25	Dépenses du programme	9,132,107	119,893	...	8,707,103
...	1,068,000	...	78,000	1,146,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,146,000	...	...	983,000
...	**10,320,000**	...	**78,000**	**10,398,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,278,107**	**119,893**	...	**9,690,103**
						Administration du pipe-line du Nord				
...	530,000	...	...	530,000	30	Dépenses du programme	289,691	240,309	...	179,877
...	27,000	...	...	27,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27,000	...	...	22,000
...	**557,000**	...	...	**557,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**316,691**	**240,309**	...	**201,877**

						Commission des relations de travail dans la fonction publique				
...	9,006,000	...	...	9,006,000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	308,000	308,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	9,006,000	...	308,000	9,314,000		Total—Crédit 35	9,166,433	147,567	...	8,992,429
...	1,046,000	...	76,000	1,122,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,122,000	...	...	997,000
...	**10,052,000**	...	**384,000**	**10,436,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,288,433**	**147,567**	...	**9,989,429**
						Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
...	1,407,000	...	...	1,407,000	40	Dépenses du programme	1,305,677	101,323	...	1,308,152
...	98,000	...	...	98,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	98,000	...	...	91,000
...	**1,505,000**	...	...	**1,505,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,403,677**	**101,323**	...	**1,399,152**
...	**124,686,000**	**64,996,816**	**2,540,413**	**192,223,229**		**Total du ministère—Budgétaire**	**181,686,116**	**10,537,113**	...	**120,862,975**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	5,993,000	...	...	400,000	(47,850)	...	6,345,150	Cabinet du Premier ministre	6,646,168	(301,018)	...	7,003,271
...	4,953,000	...	119,000	...	(117,974)	...	4,954,026	Cabinets de ministres	4,915,953	38,073	...	3,657,035
...	14,514,000	...	489,100	600,000	(340,000)	...	15,263,100	Bureau du Conseil privé	15,345,384	(82,284)	...	13,513,417
...	6,547,000	...	101,600	...	(206,800)	...	6,441,800	Bureau des relations fédérales-provinciales	6,753,047	(311,247)	...	5,071,377
...	4,167,000	55,604,930	...	(1,600,000)	1,109,900	...	59,281,830	Commisssions d'enquête et groupes de travail	42,841,194	16,440,636	...	11,550,636
...	15,849,000	...	529,927	600,000	(58,700)	...	16,920,227	Administration	21,125,106	(4,204,879)	...	16,712,984
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	129,182
...	52,023,000	55,604,930	1,239,627	...	338,576	...	109,206,133	Total—Fonctionnement	97,626,852	11,579,281	...	57,637,902
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau du Conseil privé	115,257	(115,257)	...	117,366
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau des relations fédérales-provinciales	2,364	(2,364)	...	23,763
...	...	...	...	...	...	...	...	Commisssions d'enquête et groupes de travail	1,540,884	(1,540,884)	...	694,886
...	2,479,000	...	...	...	...	...	2,479,000	Administration	3,323,444	(844,444)	...	2,414,246
...	2,479,000	...	...	...	...	...	2,479,000	Total—Capital	4,981,949	(2,502,949)	...	3,250,261
								Paiements de transfert				
...	65,000	...	...	...	...	...	65,000	Bureau des relations fédérales-provinciales	65,000	...	...	65,000
								Sommaire du département				
...	5,993,000	...	...	400,000	(47,850)	...	6,345,150	Cabinet du Premier ministre	6,646,168	(301,018)	...	7,003,271
...	4,953,000	...	119,000	...	(117,974)	...	4,954,026	Cabinets de ministres	4,915,953	38,073	...	3,657,035
...	14,514,000	...	489,100	600,000	(340,000)	...	15,263,100	Bureau du Conseil privé	15,460,641	(197,541)	...	13,630,783
...	6,612,000	...	101,600	...	(206,800)	...	6,506,800	Bureau des relations fédérales-provinciales	6,820,411	(313,611)	...	5,160,140
...	4,167,000	55,604,930	...	(1,600,000)	1,109,900	...	59,281,830	Commisssions d'enquête et groupes de travail	44,382,078	14,899,752	...	12,245,522
...	18,328,000	...	529,927	600,000	(58,700)	...	19,399,227	Administration	24,448,550	(5,049,323)	...	19,127,230
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	129,182
...	**54,567,000**	**55,604,930**	**1,239,627**	**...**	**338,576**	**...**	**111,750,133**	**Total du département—Budgétaire**	**102,673,801**	**9,076,332**	**...**	**60,953,163**

								Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
...	3,157,000	242,500	67,000	...	...	...	3,466,500	Fonctionnement	3,387,202	79,298	...	3,295,636
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Capital	26,411	(19,411)	...	34,099
...	**3,164,000**	**242,500**	**67,000**	...	...	...	**3,473,500**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,413,613**	**59,887**	...	**3,329,735**
								Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
								Fonctionnement				
...	26,398,000	152,500	...	...	189,000	...	26,739,500	Promouvoir la sécurité des transports	25,822,273	917,227	...	...
								Capital				
...	1,367,000	...	...	...	...	...	1,367,000	Promouvoir la sécurité des transports	1,575,616	(208,616)	...	...
...	**27,765,000**	**152,500**	...	...	**189,000**	...	**28,106,500**	**Total du programme—Budgétaire**	**27,397,889**	**708,611**	...	...
								Directeur général des élections				
								Fonctionnement				
...	1,000,000	8,955,886	...	...	(1,002,071)	...	8,953,815	Élections	8,953,815	...	...	5,988,594
...	3,115,000	...	...	...	63,475	...	3,178,475	Administration	3,145,674	32,801	...	2,817,599
...	4,115,000	8,955,886	...	...	(938,596)	...	12,132,290	Total—Fonctionnement	12,099,489	32,801	...	8,806,193
								Capital				
...	...	...	...	...	578,088	...	578,088	Élections	578,088	...	...	163,817
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Administration	7,818	15,182	...	4,451
...	23,000	...	...	...	578,088	...	601,088	Total—Capital	585,906	15,182	...	168,268
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	170,269	...	170,269	Élections	170,269	...	...	13,611,745
								Sommaire du programme				
...	1,000,000	8,955,886	...	...	(253,714)	...	9,702,172	Élections	9,702,172	...	...	19,764,156
...	3,138,000	...	...	...	63,475	...	3,201,475	Administration	3,153,492	47,983	...	2,822,050
...	**4,138,000**	**8,955,886**	...	...	**(190,239)**	...	**12,903,647**	**Total du programme—Budgétaire**	**12,855,664**	**47,983**	...	**22,586,206**
								Commissaire aux langues officielles				
...	12,494,000	41,000	342,449	...	92,000	...	12,969,449	Fonctionnement	12,957,155	12,294	...	12,313,323
...	124,000	...	...	...	...	...	124,000	Capital	101,086	22,914	...	399,987
...	**12,618,000**	**41,000**	**342,449**	...	**92,000**	...	**13,093,449**	**Total du programme—Budgétaire**	**13,058,241**	**35,208**	...	**12,713,310**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Conseil économique du Canada				
								Fonctionnement				
...	10,120,000	...	...	...	78,000	...	10,198,000	Travaux en cours au Conseil économique	9,896,329	301,671	...	9,426,421
								Capital				
...	200,000	...	...	...	...	...	200,000	Travaux en cours au Conseil économique	381,778	(181,778)	...	263,682
...	**10,320,000**	**...**	**...**	**...**	**78,000**	**...**	**10,398,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**10,278,107**	**119,893**	**...**	**9,690,103**
								Administration du pipe-line du Nord				
								Fonctionnement				
...	557,000	...	...	...	...	...	557,000	Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	316,691	240,309	...	201,877
...	**557,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**557,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**316,691**	**240,309**	**...**	**201,877**
								Commission des relations de travail dans la fonction publique				
								Fonctionnement				
...	6,092,000	...	308,000	...	45,600	...	6,445,600	Administration des relations de travail	6,293,364	152,236	...	6,004,298
...	3,934,000	...	...	...	30,400	...	3,964,400	Bureau de recherches sur les traitements	3,803,343	161,057	...	3,623,910
...	10,026,000	...	308,000	...	76,000	...	10,410,000	Total—Fonctionnement	10,096,707	313,293	...	9,628,208
								Capital				
...	26,000	...	...	...	...	...	26,000	Administration des relations de travail	127,403	(101,403)	...	106,352
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau de recherches sur les traitements	64,323	(64,323)	...	254,869
...	26,000	...	...	...	...	...	26,000	Total—Capital	191,726	(165,726)	...	361,221

								Sommaire du programme				
...	6,118,000	...	308,000	...	45,600	...	6,471,600	Administration des relations de travail	6,420,767	50,833	...	6,110,650
...	3,934,000	...	...	...	30,400	...	3,964,400	Bureau de recherches sur les traitements	3,867,666	96,734	...	3,878,779
...	**10,052,000**	...	**308,000**	...	**76,000**	...	10,436,000	**Total du programme—Budgétaire**	10,288,433	**147,567**	...	**9,989,429**
								Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
...	1,496,000	...	...	...	...	...	1,496,000	Fonctionnement	1,234,011	261,989	...	1,321,672
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Capital	169,666	(160,666)	...	77,480
...	**1,505,000**	...	...	...	...	...	1,505,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,403,677	**101,323**	...	**1,399,152**
...	**124,686,000**	**64,996,816**	**1,957,076**	...	**583,337**	...	192,223,229	Total du ministère—Budgétaire	181,686,116	**10,537,113**	...	**120,862,975**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Bureau des relations fédérales-provinciales				
...	65,000	...	...	...	...	65,000	Institut des relations intergouvernementales, Queen's University	65,000	...	...	65,000
...	**65,000**	...	...	...	...	65,000	**Total du département**	65,000	...	...	**65,000**
							Directeur général des élections				
							Contributions				
							Élections				
...	...	...	...	...	170,269	170,269	(S) Remboursement des dépenses d'élection des candidats	170,269	...	...	13,611,745
...	...	...	...	...	**170,269**	170,269	**Total du programme**	170,269	...	...	**13,611,745**
...	**65,000**	...	...	...	**170,269**	235,269	Total du ministère	235,269	...	...	**13,676,745**

(S) Paiement de transfert législatif.

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	24	...
Total des recettes fiscales	24	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	118,313	99,024
Divers	284,644	117,024
	402,957	216,048
Autres recettes non fiscales—		
Vente de textes réglementaires en vertu de la Loi sur les textes réglementaires	1,421	1,038
Revenu provenant de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels	130	150
Divers	7,065	9,415
	8,616	10,603
Total des recettes non fiscales	411,573	226,651
Total du département	411,597	226,651
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,818	2,566
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	14,181	...
	18,999	2,566
Produits des ventes—		
Disposition des biens de l'État	7	435
Autres recettes non fiscales—		
Contributions au gouvernement provincial	1,836,100	863,000
Divers	752	...
	1,836,852	863,000
Total du programme	1,855,858	866,001

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	74,999	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	29,113	...
	104,112	...
Autres recettes non fiscales	16,299	...
Total du programme	120,411	...
Directeur général des élections		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	88	...
Total des recettes fiscales	88	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	70,043	...
Achat de biens ou services pour le fonctionnement	203,150	249,961
Achats en capital	...	4,477
Recouvrements de paiements de transfert à des personnes	...	52,601
	273,193	307,039
Produits des ventes—		
Rapport—Recettes fiscales des partis	47,524	19,424
Confiscation des dépôts d'élection des candidats	4,800	800
	52,324	20,224
Autres recettes non fiscales—		
Dons anonymes aux candidats	12	20
Autres	138,277	14,774
	138,289	14,794
Total des recettes non fiscales	463,806	342,057
Total du programme	463,894	342,057

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commissaire aux langues officielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	18,361	23,918
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	809	9,045
Total du programme	19,170	32,963
Conseil économique du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13,785	11,394
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,640	2,209
	15,425	13,603
Autres recettes non fiscales	3,551	86,920
Total du programme	18,976	100,523
Administration du pipe-line du Nord		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	64,896	...
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	...	55,224
Divers	...	10
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	1,822
	64,896	57,056
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	203,451	105,532
Droits de servitudes (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	30,400	30,400
	233,851	135,932
Total du programme	298,747	192,988

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Conseil national mixte de la fonction publique du Canada—		
Contribution d'agents de négociation	30,750	25,500
Recouvrement de frais de voyage	682	2,500
Recouvrements divers	17,324	15,156
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	7,070	4,779
	55,826	47,935
Autres recettes non fiscales—		
Accès à l'information	290	10
Total du programme	56,116	47,945
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	756	...
Autres recettes non fiscales	...	78
Total du programme	756	78
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	112	...
Total des recettes fiscales	112	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	955,334	677,210
Produits des ventes	52,331	20,659
Autres recettes non fiscales	2,237,748	1,111,337
Total des recettes non fiscales	3,245,413	1,809,206
Total du ministère	3,245,525	1,809,206

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1990-91

Consommateurs et Sociétés

Département
Tribunal de la concurrence
Commission du droit d'auteur
Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
Commission de révision des marchés publics
Conseil canadien des normes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	11.2
Sommaire du ministère	11.5
Programmes par activité	11.7
Paiements de transfert	11.9
Recettes	11.10

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Promouvoir le déroulement équitable et efficace des opérations sur le marché canadien.

Description des activités

Consommation

Administrer des lois, des règlements et des politiques conçus pour assurer l'exactitude de la mesure et l'équité des transactions du marché fondées sur des mesures; assurer la qualité et les normes de composition pour un large éventail de produits de consommation; s'assurer d'une publicité, d'un étiquetage et d'un emballage appropriés des produits; protéger le consommateur des produits dangereux; diffuser l'information aux entreprises commerciales au sujet des lois, des règlements, et des politiques appliqués par le ministère; faire connaître aux travailleurs les matières dangereuses qui sont utilisées au travail; et promouvoir l'efficacité du consommateur sur le marché et la protection de ses intérêts.

Corporations et politique législative

Administrer des lois, des règlements et des politiques dans les domaines des sociétés, des faillites et de l'insolvabilité, de la propriété intellectuelle et du lobbying et examiner toutes les lois appliquées par le ministère et procéder à leur révision. Permettre aux particuliers et aux sociétés insolvables d'avoir recours aux procédures de faillite, évaluer les activités des syndics de faillite privés, déceler les infractions et les abus dans les affaires de faillite et enregistrer et publier des données sur les faillites. Réglementer la constitution en société, la continuation, la fusion et la dissolution de sociétés, agréer et réglementer l'utilisation des noms des sociétés, évaluer l'information sur les sociétés fournie conformément aux exigences législatives et la diffuser au grand public, faire enquête sur toute prétendue infraction à la loi par les sociétés, ouvrir des enquêtes sur toute transaction de valeurs inhabituelle et intenter des poursuites dans les cas jugés appropriés. Examiner les demandes de brevets, de licences obligatoires et d'indemnisations pour l'utilisation d'inventions brevetées par le gouvernement et les accepter ou les rejeter; enregistrer ou rejeter des marques de commerce, des droits d'auteur et des dessins industriels; classer, tenir et diffuser au grand public de l'information technologique brevetée. Enregistrer des lobbyistes et permettre la consultation du registre. Représenter le Canada à des réunions internationales en vue de l'élaboration de normes, de conventions et de traités internationaux sur la propriété intellectuelle, les faillites et le droit des sociétés.

Droit et politique de concurrence

Appliquer la Loi sur la concurrence et promouvoir la politique de concurrence dans le cadre de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques économiques; promouvoir la compréhension publique à l'égard du contenu et de l'étendue de la loi ainsi que de l'importance sociale et économique d'une politique de concurrence efficace, et représenter les intérêts du Canada dans les questions de politiques concurrentielles à l'échelle internationale.

Administration

Apporter au ministère une orientation générale stratégique et de gestion, un appui au perfectionnement des ressources humaines et de l'organisation et des services administratifs centraux en appuyant des activités orientées vers la satisfaction professionnelle, la planification stratégique organisationnelle, la coordination des documents du Cabinet et les relations fédérales-provinciales; fournir d'autres services tels que finances, administration, personnel, communications, secrétariat ministériel et coordination de la planification et du contrôle; appliquer le code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat s'appliquant à la fonction publique et enregistrer des documents officiels pour le compte du gouvernement du Canada.

Tribunal de la concurrence

Objectif

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne en établissant une cour d'archives chargée d'entendre toutes les demandes qui lui sont présentées en vertu de la Partie VIII de la Loi sur la concurrence à l'égard de pratiques déloyales de certains particuliers et sociétés.

Description de l'activité

Tribunal de la concurrence

Le Tribunal de la concurrence est une cour d'archives qui entend toutes les demandes qui lui sont présentées à l'égard de questions visées par la Partie VIII de la Loi sur la concurrence. Le greffe du Tribunal de la concurrence assure des services d'enregistrement, de recherche et d'administration au Tribunal afin de lui permettre de tenir ses audiences de façon opportune et expéditive n'importe où au Canada, selon ce que le Tribunal juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

Commission du droit d'auteur

Objectif

Fixer des droits qui soient justes et raisonnables tant pour les titulaires de droits que les utilisateurs des oeuvres protégées par le droit d'auteur; et dans le cas de titulaires introuvables, octroyer des licences.

Description de l'activité

Commission du droit d'auteur

La Commission du droit d'auteur est un tribunal administratif qui entend et décide des demandes présentées en vertu de la Loi sur le droit d'auteur pour la fixation de certains droits à payer aux sociétés représentant les auteurs d'oeuvres protégées par la Loi. Elle octroie également des licences pour l'accomplissement de tout acte protégé par la Loi, à l'égard d'une oeuvre publiée, lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services

Objectif

Informer les consommateurs au sujet de l'incidence de la taxe sur les produits et services en effectuant des recherches et en publiant des renseignements sur les prix des principaux produits et services de consommation.

Description de l'activité

Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services

Le Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services est un organisme indépendant qui:

- effectue des recherches au sujet de l'incidence de la taxe sur les prix des produits et des services de consommation et publie les résultats de ces recherches;
- reçoit et examine les plaintes des consommateurs au sujet de l'incidence de la TPS sur les prix des produits et des services de consommation;
- soumet au gouverneur en conseil des rapports périodiques sur ses activités.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Objectif

Permettre aux fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou aux employeurs qui les utilisent de protéger les renseignements commerciaux confidentiels relatifs à leurs produits, tout en assurant aux travailleurs des renseignements exacts sur ces produits en ce qui concerne la sécurité et la santé.

Description de l'activité

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

La Conseil est un organisme indépendant chargé de prendre une décision au sujet des demandes de dérogation aux exigences de divulgation du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), demandes formulées par les fournisseurs de matières industrielles dangereuses ou par les employeurs qui les utilisent, et fondées sur le fait que la divulgation révélerait des renseignements commerciaux confidentiels. S'appuyant sur les avis des toxicologues de Santé et Bien-être social Canada, le personnel du Conseil établit également si les fiches signalétiques et les étiquettes des matières dangereuses sont conformes aux dispositions de la Loi sur les produits dangereux, du Code canadien du travail, et des diverses lois provinciales et territoriales s'appliquant à la santé et la sécurité au travail. La durée de l'exemption accordée est de trois ans, après quoi le demandeur peut présenter à nouveau une demande. Les parties touchées ont le droit d'en appeler de la décision ou de l'ordre d'un agent de contrôle auprès d'une instance tripartite d'appel créée dans la province d'appel et administrée par le Conseil. En outre, le Conseil est reponsable de la protection des renseignements commerciaux confidentiels, et ne peut les divulguer qu'à des fins d'exécution de d'application de la Loi ou en cas d'urgence médicale, à des personnes tenues au secret.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Objectif

Veiller à ce que les prix demandés par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés vendus au Canada ne soient pas, selon l'opinion du Conseil, excessifs; et faire le suivi de l'évolution des prix de tous les médicaments et du volume des travaux de recherche et de développement sur les produits pharmaceutiques effectués par les titulaires de brevets au Canada et en faire rapport au Parlement annuellement.

Description de l'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés recueille des renseignements sur les prix demandés au Canada par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés, analyse ces données et prend des mesures afin que soient réduits les prix jugés excessifs; il obtient ces résultats soit de façon informelle grâce à la conformité volontaire, soit de façon officielle au moyen d'audiences et de l'émission d'ordonnances correctives. Le Conseil soumet également un rapport annuel au Parlement sur l'évolution des prix de tous les médicaments et sur la recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

Commission de révision des marchés publics

Objectif

Régler expéditivement les plaintes de fournisseurs canadiens ou américains qui croient que l'adjudication n'a pas été effectuée conformément à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Description de l'activité

Commission de révision des marchés publics

La Commission de révision des marchés publics du Canada reçoit les plaintes de fournisseurs éventuels de produits admissibles relativement aux marchés publics du gouvernement canadien visés par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. La Commission mène une enquête et recommande soit le rejet de la plainte, soit l'application par les institutions fédérales responsables de redressements appropriés tels que publier un nouvel appel d'offres, solliciter de nouvelles offres, réévaluer les offres, résilier un contrat, ou accorder le contrat ou un dédommagement au plaignant. Elle est également habilitée à accorder aux plaignants les coûts raisonnables afférents au dépôt des plaintes et à la préparation des offres.

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans							Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	128,373,000	...	...	128,373,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,992,100	...	1,992,100	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $761,399 du crédit 5 (Consommateurs et Sociétés)				
...	...	...	761,399	761,399		Virement du: crédit 5				
...	...	...	6,349,804	6,349,804		CT, crédit 5[1]				
...	128,373,000	1,992,101	7,111,203	137,476,304		Total—Crédit 1	135,793,789	1,682,515	...	132,018,326
...	6,967,000	...	...	6,967,000	5	Dépenses en capital				
...	...	2,209,000	...	2,209,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	...	(761,399)	(761,399)		Virement au crédit 1				
...	6,967,000	2,209,000	(761,399)	8,414,601		Total—Crédit 5	7,588,681	825,920	...	6,303,787
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Consommateurs et des Sociétés—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	20,012
...	25,000,000	...	...	25,000,000	(S)	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	25,000,000	...	...	25,000,000
...	14,922,000	...	1,087,000	16,009,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,009,000	...	...	14,228,000
...	...	...	312,192	312,192	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	312,192	...	...	322,418
...	175,311,400	4,201,101	7,749,421	187,261,922		**Total du département—Budgétaire**	184,753,487	2,508,435	...	177,892,543
						Tribunal de la concurrence				
...	1,770,000	...	...	1,770,000	10	Dépenses du programme	1,046,080	723,920	...	1,159,976
...	88,000	...	...	88,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88,000	...	...	85,000
...	1,858,000	...	...	1,858,000		**Total du programme—Budgétaire**	1,134,080	723,920	...	1,244,976
						Commission du droit d'auteur				
...	989,000	...	...	989,000	15	Dépenses du programme	857,357	131,643	...	797,747
...	90,000	...	...	90,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90,000	...	...	45,000
...	1,079,000	...	...	1,079,000		**Total du programme—Budgétaire**	947,357	131,643	...	842,747
						Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services				
...	...	19,496,000	...	19,496,000	17b	Dépenses du programme	15,251,210	4,244,790	...	...
...	...	19,496,000	...	19,496,000		**Total du programme—Budgétaire**	15,251,210	4,244,790	...	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
...	1,687,000	...	...	1,687,000	20	Dépenses du programme	996,985	690,015	...	1,213,840
...	108,000	...	...	108,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	108,000	...	...	114,000
...	**1,795,000**	...	...	1,795,000		**Total du programme—Budgétaire**	1,104,985	**690,015**	...	**1,327,840**
						Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
...	2,829,000	...	...	2,829,000	25	Dépenses du programme				
...	...	240,000	...	240,000	25b	Dépenses du programme				
...	2,829,000	240 000	...	3,069,000		Total—Crédit 25	2,883,234	185,766	...	2,419,584
...	241,000	...	...	241,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	241,000	...	...	170,000
...	**3,070,000**	**240,000**	...	3,310,000		**Total du programme—Budgétaire**	3,124,234	**185,766**	...	**2,589,584**
						Commission de révision des marchés publics				
...	1,208,000	...	...	1,208,000	30	Dépenses du programme	1,052,984	155,016	...	1,067,349
...	89,000	...	...	89,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89,000	...	...	...
...	**1,297,000**	...	...	1,297,000		**Total du programme—Budgétaire**	1,141,984	**155,016**	...	**1,067,349**
						Conseil canadien des normes				
...	5,646,000	...	...	5,646,000	35	Paiements versés au Conseil canadien des normes				
...	...	357,000	...	357,000	35c	Paiements versés au Conseil canadien des normes				
...	5,646,000	357,000	...	6,003,000		Total—Crédit 35	5,950,817	52,183	...	7,564,000
...	**5,646,000**	**357,000**	...	6,003,000		**Total du programme—Budgétaire**	5,950,817	**52,183**	...	**7,564,000**
...	**190,056,400**	**24,294,101**	**7,749,421**	**222,099,922**		**Total du ministère—Budgétaire**	**213,408,154**	**8,691,768**	...	**192,529,039**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements						Utilisation des autorisations		Disponibles	
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	56,362,000	1,230,000	1,439,963	494,283	367,031	...	59,893,277	Consommation	59,847,983	45,294	...	55,972,712
...	37,490,000	1,398,000	2,717,755	(507,138)	794,770	...	41,893,387	Corporations et politique législative	41,831,477	61,910	...	39,544,922
...	19,590,000	...	601,078	174,550	91,881	...	20,457,509	Droit et politique de concurrence	20,425,665	31,844	...	20,873,957
...	28,086,400	(635,899)	1,591,008	718,999	145,935	...	29,906,443	Administration	28,367,438	1,539,005	...	28,396,117
...	141,528,400	1,992,101	6,349,804	880,694	1,399,617	...	152,150,616	Total—Fonctionnement	150,472,563	1,678,053	...	144,787,708
								Capital				
...	5,414,000	350,000	...	(1,361,800)	...	...	4,402,200	Consommation	4,365,326	36,874	...	4,252,627
...	701,000	1,752,000	...	(230,400)	...	...	2,222,600	Corporations et politique législative	2,116,546	106,054	...	1,011,155
...	194,000	244,000	...	(33,900)	...	...	404,100	Droit et politique de concurrence	391,570	12,530	...	459,442
...	658,000	(137,000)	...	864,701	...	...	1,385,701	Administration	715,239	670,462	...	580,563
...	6,967,000	2,209,000	...	(761,399)	...	...	8,414,601	Total—Capital	7,588,681	825,920	...	6,303,787
								Paiements de transfert				
...	1,816,000	...	...	(119,295)	...	...	1,696,705	Consommation	1,692,243	4,462	...	1,801,048
...	25,000,000	...	...	...	...	...	25,000,000	Corporations et politique législative	25,000,000	...	...	25,000,000
...	26,816,000	...	...	(119,295)	...	...	26,696,705	Total—Paiements de transfert	26,692,243	4,462	...	26,801,048
								Sommaire du département				
...	63,592,000	1,580,000	1,439,963	(986,812)	367,031	...	65,992,182	Consommation	65,905,552	86,630	...	62,026,387
...	63,191,000	3,150,000	2,717,755	(737,538)	794,770	...	69,115,987	Corporations et politique législative	68,948,023	167,964	...	65,556,077
...	19,784,000	244,000	601,078	140,650	91,881	...	20,861,609	Droit et politique de concurrence	20,817,235	44,374	...	21,333,399
...	28,744,400	(772,899)	1,591,008	1,583,700	145,935	...	31,292,144	Administration	29,082,677	2,209,467	...	28,976,680
...	**175,311,400**	**4,201,101**	**6,349,804**	**...**	**1,399,617**	**...**	**187,261,922**	**Total du département—Budgétaire**	**184,753,487**	**2,508,435**	**...**	**177,892,543**
								Tribunal de la concurrence				
...	1,853,000	...	...	...	...	...	1,853,000	Fonctionnement	1,108,798	744,202	...	1,206,400
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Capital	25,282	(20,282)	...	38,576
...	**1,858,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,858,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,134,080**	**723,920**	**...**	**1,244,976**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commission du droit d'auteur				
...	1,074,000	...	...	...	...	...	1,074,000	Fonctionnement	931,969	142,031	...	741,818
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Capital	15,388	(10,388)	...	100,929
...	**1,079,000**	...	...	...	...	...	1,079,000	**Total du programme—Budgétaire**	947,357	**131,643**	...	**842,747**
								Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services				
...	...	18,963,000	...	...	...	...	18,963,000	Fonctionnement	14,705,929	4,257,071	...	...
...	...	533,000	...	...	...	...	533,000	Capital	545,281	(12,281)	...	...
...	...	**19,496,000**	...	...	...	...	19,496,000	**Total du programme—Budgétaire**	15,251,210	**4,244,790**	...	...
								Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
...	1,680,000	...	...	...	...	...	1,680,000	Fonctionnement	1,072,978	607,022	...	1,272,422
...	115,000	...	...	...	...	...	115,000	Capital	32,007	82,993	...	55,418
...	**1,795,000**	...	...	...	...	...	1,795,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,104,985	**690,015**	...	**1,327,840**
								Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
...	3,048,000	240,000	...	...	...	...	3,288,000	Fonctionnement	2,940,867	347,133	...	2,523,716
...	22,000	...	...	...	...	...	22,000	Capital	183,367	(161,367)	...	65,868
...	**3,070,000**	**240,000**	...	...	...	...	3,310,000	**Total du programme—Budgétaire**	3,124,234	**185,766**	...	**2,589,584**
								Commission de révision des marchés publics				
...	1,277,000	...	...	...	...	...	1,277,000	Fonctionnement	1,139,192	137,808	...	933,092
...	20,000	...	...	...	...	...	20,000	Capital	2,792	17,208	...	134,257
...	**1,297,000**	...	...	...	...	...	1,297,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,141,984	**155,016**	...	**1,067,349**
								Conseil canadien des normes				
...	5,646,000	357,000	...	...	...	...	6,003,000	Fonctionnement	5,950,817	52,183	...	7,564,000
...	**5,646,000**	**357,000**	...	...	...	...	**6,003,000**	**Total du programme—Budgétaire**	5,950,817	**52,183**	...	**7,564,000**
...	**190,056,400**	**24,294,101**	**6,349,804**	...	**1,399,617**	...	222,099,922	Total du ministère—Budgétaire	213,408,154	**8,691,768**	...	**192,529,039**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Consommation				
...	600,000	...	...	(10,000)	...	590,000	Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	590,000	...	...	600,000
...	**600,000**	...	...	**(10,000)**	...	**590,000**	**Total—Subventions**	**590,000**	...	...	**600,000**
							Contributions				
							Consommation				
...	1,216,000	...	...	(109,295)	...	1,106,705	Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	1,102,243	4,462	...	1,201,048
...	**1,216,000**	...	...	**(109,295)**	...	**1,106,705**	**Total—Contributions**	**1,102,243**	**4,462**	...	**1,201,048**
							Autres paiements de transfert				
							Corporations et politique législative				
...	25,000,000	...	...	...	...	25,000,000	(S) Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	25,000,000	...	...	25,000,000
...	**25,000,000**	...	...	...	...	**25,000,000**	**Total—Autres paiements de transfert**	**25,000,000**	...	...	**25,000,000**
							Sommaire du département par activité				
...	1,816,000	...	...	(119,295)	...	1,696,705	Consommation	1,692,243	4,462	...	1,801,048
...	25,000,000	...	...	...	...	25,000,000	Corporations et politique législative	25,000,000	...	...	25,000,000
...	**26,816,000**	...	...	**(119,295)**	...	**26,696,705**	**Total du département**	**26,692,243**	**4,462**	...	**26,801,048**
...	**26,816,000**	...	...	**(119,295)**	...	**26,696,705**	**Total du ministère**	**26,692,243**	**4,462**	...	**26,801,048**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	59,379	...
Total des recettes fiscales	59,379	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,075,139	61,114
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	353,611	750,728
	1,428,750	811,842
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement des étiquettes des produits textiles	211,997	234,043
Frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, et poids et mesures	209,767	189,122
Droits d'inspection du gaz et de l'électricité	8,203,375	5,696,046
Droits d'inspection des poids et des mesures	1,617,756	1,606,949
Opérations du bureau des brevets	25,224,101	24,862,063
Opérations du bureau des marques de commerce	13,585,422	13,602,355
Opérations du bureau des droits d'auteur	350,364	342,246
Opérations du bureau des dessins industriels	637,894	653,427
Opérations du bureau des sociétés	10,568,820	11,794,793
Faillites: licences de syndics	336,525	324,915
Saisies en vertu de la Loi sur la faillite	4,377,205	3,964,164
Remises de biens en vertu de la Loi sur les biens en déshérence et remises de biens confisqués	1,392,586	10,951
Opérations d'enregistrement des lobbyistes	8,086	6,665
Lois sur les amendes, sur l'électricité et le gaz, et sur les poids et mesures	48,812	56,814
Amendes, produits pour consommateur (diverses lois)	13,564	21,189
Amendes, Loi sur les produits dangereux	1,105	22,418
Amendes, Loi sur le droit d'auteur	72,007	91,132
Amendes, Loi sur les sociétés par actions	17,233	12,029
Amendes, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions	4,211,932	1,125,444
	71,088,551	64,616,765
Rémunérations de services	3,424	2,517
Autres recettes non fiscales—		
Frais de cour	...	44,991
Document de certification	727	...
Pertes et bénéfices de change	13,652	13,946
Copies conformes	26,727	28,783
Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	16,995	23,126
Métaux précieux	1,911	...
Divers	22,598	1,976,054
	82,610	2,086,900
Total des recettes non fiscales	72,603,335	**67,518,024**
Total du département	72,662,714	**67,518,024**
Tribunal de la concurrence		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,143	571
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	301	(2,480)
Total du programme	**1,444**	**(1,909)**
Commission du droit d'auteur		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	40	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	182	...
	222	...
Rémunérations de services	...	5
Total du programme	**222**	**5**
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6	17,552
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	2,106	75
	2,112	17,627
Rémunérations de services	189,405	249,359
Total du programme	**191,517**	**266,986**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	420	355
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	14,781	32,581
	15,201	32,936
Rémunérations de services	10	...
Total du programme	**15,211**	**32,936**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission de révision des marchés publics		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	332	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	286	...
Total du programme	**618**	...
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	59,379	...
Total des recettes fiscales	59,379	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,448,347	**860,496**
Privilèges, licences et permis	71,088,551	**64,616,765**
Rémunérations de services	192,839	**251,881**
Autres recettes non fiscales	82,610	**2,086,900**
Total des recettes non fiscales	72,812,347	**67,816,042**
Total du ministère	**72,871,726**	**67,816,042**

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1990-91

Défense nationale

Département
Protection civile Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	12.2
Sommaire du ministère	12.4
Programmes par activité	12.6
Paiements de transfert	12.8
Détail des montants portés au crédit	12.11
Recettes	12.12

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Prévenir l'emploi de la force ou de la coercition contre le Canada et contre les intérêts canadiens et être en mesure d'intervenir adéquatement si la stratégie de dissuasion s'avérait un échec.

Description des activités

Forces maritimes

Cet élément englobe la création et le maintien de forces maritimes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour défendre, en collaboration avec les États-Unis et les forces de l'OTAN, les voies d'accès maritimes de l'Amérique du Nord et les zones maritimes vitales pour l'OTAN; remplir, en collaboration avec les forces des États-Unis, des missions de surveillance pour détecter, dépister et identifier les forces sous-marines stratégiques menaçant l'Amérique du Nord. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: protéger le territoire, les droits et intérêts canadiens contre toute menace d'attaque maritime; aider d'autres ministères et organismes gouvernementaux à faire respecter les lois et règlements canadiens dans les zones maritimes qui ressortissent au Canada; fournir un appui maritime dans le cadre d'accords internationaux pour empêcher ou prévenir des conflits hors du territoire de l'OTAN; contribuer au développement du pays.

Forces terrestres au Canada

Cet élément englobe la création et le maintien de forces terrestres, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour remplir, de façon simultanée, la double mission de défendre, en collaboration avec les forces des États-Unis, l'Amérique du Nord contre toute menace militaire hostile et de détacher, en cas d'urgence, des forces terrestres supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: affermir la stabilité internationale en participant à des activités de maintien de la paix, en collaboration avec d'autres membres de la collectivité internationale; aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité du territoire canadien; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre; contribuer au développement du pays.

Forces aériennes au Canada

Cet élément englobe la création et le maintien de forces aériennes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour exécuter, de façon simultanée, la double mission de défendre l'Amérique du Nord, en collaboration avec les forces des États-Unis, contre toute menace aérospatiale et de détacher, en cas d'urgence, des forces aériennes polyvalentes supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Cela comporte également la prestation d'un service de transport aérien pour appuyer les engagements militaires, au Canada et à l'étranger, des forces tactiques d'hélicoptères pour appuyer les besoins des forces terrestres au Canada, des forces aériennes maritimes, pour appuyer les forces maritimes du Canada et des forces de recherche et sauvetage. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité de l'espace aérien du Canada, aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre et contribuer au développement du pays.

Forces canadiennes en Europe

Cet élément englobe la création et le maintien de forces militaires en Europe afin d'empêcher ou de prévenir toute attaque armée contre le territoire européen de l'OTAN. Cela inclut la triple mission d'assurer la présence de forces terrestres et aériennes et de veiller au commandement et à l'appui national de toutes les forces canadiennes qui, en cas d'urgence, serviraient en Europe.

Services de communication

Cet élément englobe la création et le maintien de forces ayant pour mission de s'occuper de l'information sous la forme de services de communications stratégiques, à l'appui des missions des Forces canadiennes et du gouvernement d'urgence. De plus, il fournit des services de recherche en communications et de radiogoniométrie à haute fréquence.

Soutien du personnel

Cet élément englobe la prestation des services requis pour le perfectionnement du personnel (recrutement, formation individuelle, instruction) et la gestion du personnel (administration, affectation professionnelle, appui spirituel, moral et bien-être) ainsi que la prestation des services médicaux et dentaires, suivant les besoins des membres militaires et civils du ministère.

Appui matériel

Cet élément englobe la prestation de services d'approvisionnement, de transport, de génie et d'entretien de l'équipement, de gestion des biens immobiliers et de recherche et de développement.

Orientation de la politique et services de gestion

Cet élément englobe la formulation d'objectifs de défense et d'options en matière de politique, ainsi que les recommandations appropriées, et la mise au point d'énoncés clairs de politique de défense approuvés par le gouvernement, pour l'instauration de directives générales en vue de la planification relative au développement au ministère, et à la gestion du Programme des services de défense. D'importance égale est le rôle du commandement et du contrôle au sein duquel s'effectuent les préparatifs détaillés, sur le plan des opérations, du matériel, du personnel et des finances, en vue de périodes de crise ou de guerre. Ce rôle englobe également l'exercice du commandement et du contrôle à l'égard des opérations quotidiennes des Forces canadiennes dont les responsables sont le chef de l'état-major de la Défense ou les commandants subalternes délégués. En ce qui concerne les services de gestion de caractère plus général, cet élément englobe la mise au point et la direction générale des systèmes d'information de gestion, la consultation, la vérification, l'évaluation, les services financiers et de comptabilité au sein du ministère conformément aux exigences des lois et règlements en vigueur.

Protection civile Canada

Objectif

Assurer, partout au Canada, un niveau de protection civile approprié et raisonnablement uniforme, et y contribuer.

Description de l'activité

Protection civile Canada

En collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux et d'autres niveaux de gouvernement, et conformément aux accords internationaux, entreprendre un programme de planification, d'élaboration de politiques, d'application de politiques, de formation et de communications coordonnées dans le domaine de la protection et de la réaction civiles; fournir des services de soutien administratif et généraux à cette fin.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	7,953,664,000	...	...	7,953,664,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	229,200,000	...	229,200,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $52,300,000 du crédit 5 (Défense nationale) et $22,799,999 du crédit 10 (Défense nationale)				
...	...	...	(58,565,127)	(58,565,127)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	...	...	52,300,000	52,300,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	22,799,999	22,799,999		crédit 10				
...	7,953,664,000	229,200,001	16,534,872	8,199,398,873		Total—Crédit 1	8,187,266,146	12,132,727	...	7,629,411,192
...	2,819,391,106	...	...	2,819,391,106	5	Dépenses en capital				
...	...	120,800,000	...	120,800,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	...	(41,831,593)	(41,831,593)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	...	...	(52,300,000)	(52,300,000)		Virement au crédit 1				
...	2,819,391,106	120,800,000	(94,131,593)	2,846,059,513		Total—Crédit 5	2,802,844,668	43,214,845	...	2,771,712,959
...	235,779,894	...	...	235,779,894	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(22,799,999)	(22,799,999)		Virement au crédit 1				
...	235,779,894	1	(22,799,999)	212,979,896		Total—Crédit 10	195,933,103	17,046,793	...	187,850,940
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	24,000	...	86,718	110,718	(S)	Pensions et rentes versées à des civils	110,718	...	...	(4,750)
...	808,122,000	...	64,466,945	872,588,945	(S)	Pensions militaires	872,588,945	...	...	797,682,352
...	187,921,000	...	13,683,000	201,604,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	201,604,000	...	...	173,026,470
...	...	...	9,586	9,586	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	9,586	...	...	...
...	12,005,000,800	350,000,002	(22,149,621)	12,332,851,181		Total budgétaire	12,260,456,816	72,394,365	...	11,559,775,563
45,218,411	...	20,000,000	...	65,218,411	L11c	Autorisation d'un compte d'avance de fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits. Limite $100,000,000. (Net)	(131,304)	...	65,349,715	4,071,696
13,086,217	...	...	...	13,086,217	L15	Prêts à l'égard de projets de logement. Loi spéciale des subsides, 1963. Limite $37,000,000. (Brut)	...	...	13,086,217	...
58,304,628	...	20,000,000	...	78,304,628		Total non budgétaire	(131,304)	...	78,435,932	4,071,696
						Total du département—				
...	**12,005,000,800**	**350,000,002**	**(22,149,621)**	**12,332,851,181**		**Budgétaire**	**12,260,456,816**	**72,394,365**	**...**	**11,559,775,563**
58,304,628	**...**	**20,000,000**	**...**	**78,304,628**		**Non budgétaire**	**(131,304)**	**...**	**78,435,932**	**4,071,696**

						Protection civile Canada				
...	11,996,000	...	...	11,996,000	15	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1,068,000	...	1,068,000	15b	**Dépenses de fonctionnement**				
...	11,996,000	1,068,000	...	13,064,000		**Total—Crédit 15**	12,777,802	286,198	...	12,105,642
...	6,676,000	...	...	6,676,000	20	**Subventions et contributions**				
...	...	7,476,772	...	7,476,772	20b	**Contributions**				
...	...	1,700,000	...	1,700,000	20c	**Contributions**				
...	6,676,000	9,176,772	...	15,852,772		**Total—Crédit 20**	15,583,741	269,031	...	10,247,906
...	812,000	...	59,000	871,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	871,000	...	...	721,000
...	**19,484,000**	**10,244,772**	**59,000**	29,787,772		**Total du programme—Budgétaire**	29,232,543	**555,229**	...	**23,074,548**
						Total du ministère—				
...	**12,024,484,000**	**360,244,774**	**(22,090,621)**	12,362,638,953		**Budgétaire**	12,289,689,359	**72,949,594**	...	**11,582,850,111**
58,304,628	...	**20,000,000**	...	78,304,628		**Non budgétaire**	(131,304)	...	**78,435,932**	**4,071,696**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	1,282,916,100	32,941,606	...	10,793,693	(2,500,056)	(18,469,000)	1,305,682,343	Forces maritimes	1,298,608,265	7,074,078	...	1,231,148,237
...	1,526,306,100	39,191,163	...	12,841,432	(2,974,358)	(85,558,000)	1,489,806,337	Forces terrestres au Canada	1,552,626,000	(62,819,663)	...	1,383,239,000
...	2,529,519,300	64,950,797	...	21,281,871	(4,929,349)	(102,448,000)	2,508,374,619	Forces aériennes au Canada	2,413,827,000	94,547,619	...	2,339,010,000
...	868,329,100	22,296,200	...	7,305,605	(1,692,138)	(15,252,000)	880,986,767	Forces canadiennes en Europe	918,089,000	(37,102,233)	...	804,265,000
...	319,904,000	8,214,218	...	2,691,482	(623,406)	(48,238,000)	281,948,294	Services de communication	311,361,000	(29,412,706)	...	248,106,000
...	1,147,905,100	29,474,910	...	9,657,791	(2,236,956)	(37,055,000)	1,147,745,845	Soutien du personnel	1,119,255,000	28,490,845	...	1,062,325,000
...	796,988,100	20,464,367	...	6,705,384	(1,553,114)	(2,625,000)	819,979,737	Appui matériel	781,432,000	38,547,737	...	754,961,000
...	454,363,000	11,666,740	...	3,822,741	(885,431)	(47,659,000)	421,308,050	Orientation de la politique et services de gestion	448,501,000	(27,192,950)	...	395,574,000
...	(357,304,000)	...	...	...	...	357,304,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	8,568,926,800	229,200,001	...	75,099,999	(17,394,808)	...	8,855,831,992	Total—Fonctionnement	8,843,699,265	12,132,727	...	8,218,628,237
								Capital				
...	1,181,535,106	50,624,205	...	(21,917,600)	(17,530,556)	...	1,192,711,155	Forces maritimes	1,067,758,668	124,952,487	...	1,133,666,959
...	393,785,000	16,872,164	...	(7,304,750)	(5,842,628)	...	397,509,786	Forces terrestres au Canada	467,311,000	(69,801,214)	...	376,850,000
...	446,744,000	19,141,253	...	(8,287,150)	(6,628,386)	...	450,969,717	Forces aériennes au Canada	569,373,000	(118,403,283)	...	433,576,000
...	407,979,000	17,480,322	...	(7,568,050)	(6,053,226)	...	411,838,046	Forces canadiennes en Europe	217,561,000	194,277,046	...	325,787,000
...	109,254,000	4,681,111	...	(2,026,670)	(1,621,013)	...	110,287,428	Services de communication	139,063,000	(28,775,572)	...	176,561,000
...	162,301,000	6,953,970	...	(3,010,700)	(2,408,077)	...	163,836,193	Soutien du personnel	189,703,000	(25,866,807)	...	206,591,000
...	85,843,000	3,678,041	...	(1,592,400)	(1,273,661)	...	86,654,980	Appui matériel	61,220,000	25,434,980	...	56,320,000
...	31,950,000	1,368,934	...	(592,680)	(474,046)	...	32,252,208	Orientation de la politique et services de gestion	90,855,000	(58,602,792)	...	62,361,000
...	2,819,391,106	120,800,000	...	(52,300,000)	(41,831,593)	...	2,846,059,513	Total—Capital	2,802,844,668	43,214,845	...	2,771,712,959
								Paiements de transfert				
...	380,903,000	...	...	...	37,076,780	...	417,979,780	Soutien du personnel	417,979,780	...	...	381,583,427
...	235,779,894	1	...	(22,799,999)	...	...	212,979,896	Orientation de la politique et services de gestion	195,933,103	17,046,793	...	187,850,940
...	616,682,894	1	...	(22,799,999)	37,076,780	...	630,959,676	Total—Paiements de transfert	613,912,883	17,046,793	...	569,434,367
								Non budgétaire				
58,304,628	...	20,000,000	...	...	...	...	78,304,628	Orientation de la politique et services de gestion	(131,304)	...	78,435,932	4,071,696

								Sommaire du département				
...	2,445,982,206	83,565,811	...	(11,123,907)	(20,030,612)	...	2,498,393,498	Forces maritimes	2,366,366,933	132,026,565	...	2,364,815,196
...	1,834,533,100	56,063,327	...	5,536,682	(8,816,986)	...	1,887,316,123	Forces terrestres au Canada	2,019,937,000	(132,620,877)	...	1,760,089,000
...	2,873,815,300	84,092,050	...	12,994,721	(11,557,735)	...	2,959,344,336	Forces aériennes au Canada	2,983,200,000	(23,855,664)	...	2,772,586,000
...	1,261,056,100	39,776,522	...	(262,445)	(7,745,364)	...	1,292,824,813	Forces canadiennes en Europe	1,135,650,000	157,174,813	...	1,130,052,000
...	380,920,000	12,895,329	...	664,812	(2,244,419)	...	392,235,722	Services de communication	450,424,000	(58,188,278)	...	424,667,000
...	1,654,054,100	36,428,880	...	6,647,091	32,431,747	...	1,729,561,818	Soutien du personnel	1,726,937,780	2,624,038	...	1,650,499,427
...	880,206,100	24,142,408	...	5,112,984	(2,826,775)	...	906,634,717	Appui matériel	842,652,000	63,982,717	...	811,281,000
								Orientation de la politique et services de gestion—				
...	674,433,894	13,035,675	...	(19,569,938)	(1,359,477)	...	666,540,154	Budgétaire	735,289,103	(68,748,949)	...	645,785,940
58,304,628	...	20,000,000	...	...	...	...	78,304,628	Non budgétaire	(131,304)	...	78,435,932	4,071,696
								Total du département—				
...	**12,005,000,800**	**350,000,002**	...	...	**(22,149,621)**	...	**12,332,851,181**	**Budgétaire**	**12,260,456,816**	**72,394,365**	...	**11,559,775,563**
58,304,628	...	**20,000,000**	...	...	...	...	**78,304,628**	**Non budgétaire**	**(131,304)**	...	**78,435,932**	**4,071,696**
								Protection civile Canada				
...	11,978,000	1,068,000	...	...	59,000	...	13,105,000	Fonctionnement	12,953,765	151,235	...	11,579,086
...	830,000	...	...	...	...	...	830,000	Capital	695,037	134,963	...	1,247,556
...	6,676,000	9,176,772	...	...	...	...	15,852,772	Paiements de transfert	15,583,741	269,031	...	10,247,906
...	**19,484,000**	**10,244,772**	...	...	**59,000**	...	**29,787,772**	**Total du programme—Budgétaire**	**29,232,543**	**555,229**	...	**23,074,548**
								Total du ministère—				
...	**12,024,484,800**	**360,244,774**	...	...	**(22,090,621)**	...	**12,362,638,953**	**Budgétaire**	**12,289,689,359**	**72,949,594**	...	**11,582,850,111**
58,304,628	...	**20,000,000**	...	...	...	...	**78,304,628**	**Non budgétaire**	**(131,304)**	...	**78,435,932**	**4,071,696**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Soutien du personnel				
...	24,000	...	...	...	86,719	110,719	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits)	110,719	...	...	(4,750)
							Orientation de la politique et services de gestion				
							Pensions et rentes versées à des civils:				
...	200	...	...	...	...	200	Mme Mary Whittington	200	...	...	200
...	1,084	...	...	...	...	1,084	Mme Eleanor F Nixon	1,047	37	...	1,048
...	10,860	...	...	...	...	10,860	M. R P Thompson	10,703	157	...	10,219
...	280,000	...	...	...	...	280,000	Conférence des associations de défense	280,000	...	...	280,000
...	205,000	...	...	(10,000)	...	195,000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	195,000	...	...	195,000
...	205,000	...	...	(10,000)	...	195,000	Ligue des cadets de l'air du Canada	195,000	...	...	195,000
...	205,000	...	...	(10,000)	...	195,000	Ligue navale du Canada	195,000	...	...	195,000
...	9,490	...	...	...	...	9,490	Association de la Marine royale du Canada	9,490	...	...	9,490
...	25,690	...	...	...	...	25,690	Association des officiers de marine	25,690	...	...	25,690
...	34,255	...	...	...	...	34,255	Association de l'Aviation royale du Canada	34,255	...	...	34,255
...	10,285	...	...	...	...	10,285	Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	...	...	10,285
...	12,090	...	...	...	...	12,090	Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	12,090	...	...	12,090
...	11,305	...	...	...	...	11,305	Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes	11,305	...	...	11,305
...	170,065	...	...	...	...	170,065	Sociétés de tir	170,065	...	...	160,872
...	30,070	...	...	...	...	30,070	Instituts militaires et des services unis	30,070	...	...	30,070
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Club du Collège militaire royal du Canada	18,000	...	...	18,000
...	1,975,000	...	...	...	...	1,975,000	Universités canadiennes—Études de la science militaire	1,973,558	1,442	...	1,912,217
...	100,000	...	...	5,000	...	105,000	Institut canadien d'études stratégiques	105,000	...	...	100,000

...	75,000	...	...	...	...	75,000	Centre d'étude sur les conflits	75,000	...	...	75,000
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Institut canadien des affaires internationales	50,000	...	...	50,000
...	...	1	...	49,999	...	50,000	Institut international d'études stratégiques	50,000	...	...	...
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur	25,000	...	...	...
...	3,428,394	1	...	49,999	...	3,478,394		3,476,758	1,636	...	3,325,741
...	**3,452,394**	**1**	...	**49,999**	**86,719**	3,589,113	**Total—Subventions**	3,587,477	**1,636**	...	**3,320,991**
							Contributions				
							Soutien du personnel				
...	5,815,000	...	...	...	(949,311)	4,865,689	(S) Versements en vertu des Parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	4,865,689	...	...	6,058,654
...	375,064,000	...	...	...	37,939,372	413,003,372	(S) Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	413,003,372	...	...	375,529,523
...	380,879,000	...	...	...	36,990,061	417,869,061		417,869,061	...	...	381,588,177
							Orientation de la politique et services de gestion				
...	69,454,000	...	...	(20,049,999)	...	49,404,001	Budgets militaires et agences de l'OTAN	48,580,742	823,259	...	36,573,764
...	135,535,000	...	...	(2,799,999)	...	132,735,001	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	123,924,577	8,810,424	...	123,841,802
...	10,619,000	...	...	...	...	10,619,000	Aide mutuelle	9,759,730	859,270	...	14,908,448
...	5,781,000	...	...	...	...	5,781,000	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux	1,551,263	4,229,737	...	3,071,485
...	10,000,000	...	...	...	...	10,000,000	Contributions en vertu du programme de recherche industrielle de la défense	7,691,633	2,308,367	...	4,845,864
...	162,500	...	...	...	...	162,500	Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	191,916	(29,416)	...	152,836
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens	756,484	43,516	...	1,131,000
...	232,351,500	...	...	(22,849,998)	...	209,501,502		192,456,345	17,045,157	...	184,525,199
...	**613,230,500**	...	...	**(22,849,998)**	**36,990,061**	627,370,563	**Total—Contributions**	610,325,406	**17,045,157**	...	**566,113,376**
							Sommaire du département par activité				
...	380,903,000	...	...	...	37,076,780	417,979,780	Soutien du personnel	417,979,780	...	...	381,583,427
...	235,779,894	1	...	(22,799,999)	...	212,979,896	Orientation de la politique et services de gestion	195,933,103	17,046,793	...	187,850,940
...	**616,682,894**	**1**	...	**(22,799,999)**	**37,076,780**	630,959,676	**Total du département**	613,912,883	**17,046,793**	...	**569,434,367**
							Protection civile Canada				
							Subventions				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Bourses de recherches—Planification d'urgence	60,000	...	...	60,000
...	**60,000**	...	...	...	...	60,000	**Total—Subventions**	60,000	...	...	**60,000**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
...	6,616,000	...	...	...	...	6,616,000	Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la Loi sur la protection civile	6,346,969	269,031	...	6,557,450
							Contributions aux provinces pour l'aide relative aux catastrophes naturelles:				
...	...	130,000	...	...	...	130,000	Manitoba	130,000	...	...	270,000
...	...	9,046,772	...	...	...	9,046,772	Québec	9,046,772	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Nouveau-Brunswick	...	...	...	2,910,456
...	...	...	...	...	...	...	Territoires du Nord-Ouest	...	...	...	450,000
...	**6,616,000**	**9,176,772**	...	...	...	15,792,772	**Total—Contributions**	15,523,741	**269,031**	...	**10,187,906**
...	**6,676,000**	**9,176,772**	...	...	...	15,852,772	**Total du programme**	15,583,741	**269,031**	...	**10,247,906**
...	**623,358,894**	**9,176,773**	...	**(22,799,999)**	**37,076,780**	646,812,448	Total du ministère	629,496,624	**17,315,824**	...	**579,682,273**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Forces maritimes			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	13,865,000	14,033,000	13,428,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	564,000	503,000	484,000
Services médicaux et dentaires	56,000	54,600	51,700
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	1,220,000	1,549,520	1,733,126
Autres recouvrements	2,764,000	2,601,880	2,942,174
	18,469,000	18,742,000	18,639,000
Forces terrestres au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	35,620,000	37,864,000	34,157,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	47,320,000	46,515,475	44,870,000
Services médicaux et dentaires	44,000	43,100	40,850
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	2,040,000	2,597,247	2,905,000
Autres recouvrements	534,000	5,556,553	3,565,150
	85,558,000	92,576,375	85,538,000
Forces aériennes au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	52,600,000	50,435,000	50,699,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	42,430,000	36,937,300	36,389,000
Services médicaux et dentaires	1,943,000	1,547,600	1,464,760
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	2,280,000	2,900,400	3,244,075
Autres recouvrements	3,195,000	7,919,700	11,159,165
	102,448,000	99,740,000	102,956,000
Forces canadiennes en Europe			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	9,435,000	9,066,000	9,238,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	108,000	97,800	92,000
Services médicaux et dentaires	4,300,000	4,215,000	3,996,827
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	72,000	91,349	102,173
Autres recouvrements	1,337,000	1,476,851	2,143,000
	15,252,000	14,947,000	15,572,000
Services de communication			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	2,190,000	2,197,000	2,139,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	44,987,000	43,682,400	44,524,000
Services médicaux et dentaires	635,000	958,000	907,060
Autres recouvrements	426,000	934,600	1,118,940
	48,238,000	47,772,000	48,689,000
Soutien du personnel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	18,895,000	18,510,000	18,698,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	915,000	809,400	784,000
Services médicaux et dentaires	12,910,000	12,541,000	11,880,840
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	1,415,000	1,804,117	2,017,890
Autres recouvrements	2,920,000	2,784,483	4,777,270
	37,055,000	36,449,000	38,158,000
Appui matériel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	2,085,000	1,958,000	2,091,000
Matériel et services fournis à d'autres ministères	69,000	55,800	59,000
Services médicaux et dentaires	7,000	10,102	9,600
Autres recouvrements	464,000	370,098	448,400
	2,625,000	2,394,000	2,608,000
Orientation de la politique et services de gestion			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	1,680,000	1,843,236	1,622,122
Matériel et services fournis à d'autres ministères	35,787,000	22,927,043	20,466,213
Services médicaux et dentaires	130,000	152,000	120,200
Personnel détaché	6,470,000	4,111,386	5,498,650
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	1,005,000	1,288,355	1,441,015
Autres recouvrements	2,587,000	17,873,586	20,126,567
	47,659,000	48,195,606	49,274,767
Total du département—Budgétaire	357,304,000	360,815,981	361,434,767
Total du ministère—Budgétaire	357,304,000	360,815,981	361,434,767

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	83,877	...
Total des recettes fiscales	83,877	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	609,989	794,201
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	677,080	617,406
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôts avec les fournisseurs	11,871,223	...
	13,158,292	1,411,607
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats	63,725,314	73,747,591
Autres recettes non fiscales—		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	5,085,327	13,846,728
Vente de biens non excédentaires	249,565	126,151
	5,334,892	13,972,879
Total des recettes non fiscales	82,218,498	89,132,077
Total du département	82,302,375	89,132,077
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	83,877	...
Total des recettes fiscales	83,877	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	13,158,292	1,411,607
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	63,725,314	73,747,591
Autres recettes non fiscales	5,334,892	13,972,879
Total des recettes non fiscales	82,218,498	89,132,077
Total du ministère	82,302,375	89,132,077

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1990-91

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description de l'activité	13.2
Sommaire du ministère	13.3
Programme par activité	13.4
Paiements de transfert	13.5
Recettes	13.6

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Objectif

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décision, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description de l'activité

Diversification de l'économie de l'Ouest

Offrir, en collaboration étroite avec les parties intéressées de l'Ouest, une orientation plus efficace en ce qui concerne les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	31,761,000	...	...	31,761,000	1	Dépenses de fonctionnement	29,583,786	2,177,214	...	27,302,815
...	237,657,000	...	...	237,657,000	5	Subventions et contributions	147,769,856	89,887,144	...	98,100,183
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	14,000,000	...	(5,443,922)	8,556,078	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	8,556,078	...	...	9,433,894
...	2,532,000	...	184,000	2,716,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,716,000	...	...	2,580,000
...	...	...	599	599	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	599	...	...	3,083
...	285,999,400	...	(5,258,898)	280,740,502		Total du ministère—Budgétaire	188,676,144	92,064,358	...	137,468,175

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.

Programme par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	33,716,400	...	...	...	185,024	...	33,901,424	Fonctionnement	31,842,578	2,058,846	...	28,553,428
...	626,000	...	...	...	...	...	626,000	Capital	507,632	118,368	...	1,380,670
...	251,657,000	...	...	...	(5,443,922)	...	246,213,078	Paiements de transfert	156,325,934	89,887,144	...	107,534,077
...	**285,999,400**	...	...	...	**(5,258,898)**	...	**280,740,502**	**Total du ministère—Budgétaire**	**188,676,144**	**92,064,358**	...	**137,468,175**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Subventions				
...	10,000,000	...	...	...	...	10,000,000	Subventions pour le Programme de la diversification de l'Ouest	171,945	9,828,055	...	25,000
...	**10,000,000**	...	...	...	...	**10,000,000**	**Total—Subventions**	**171,945**	**9,828,055**	...	**25,000**
							Contributions				
...	227,657,000	...	...	...	...	227,657,000	Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	147,597,911	80,059,089	...	98,075,183
...	14,000,000	...	...	...	(5,443,922)	8,556,078	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	8,556,078	...	...	9,433,894
...	**241,657,000**	...	...	...	**(5,443,922)**	**236,213,078**	**Total—Contributions**	**156,153,989**	**80,059,089**	...	**107,509,077**
...	**251,657,000**	...	...	...	**(5,443,922)**	**246,213,078**	**Total du ministère**	**156,325,934**	**89,887,144**	...	**107,534,077**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	488,019	524,651
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements—Paiements de tranfert—Aide en capital	6,408,277	5,034,000
Remboursements—Paiements de tranfert—Autre	825,774	736,771
Remboursements—Fonctionnement	7,665	61,284
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	3,120,910	1,697,261
	10,362,626	7,529,316
Rémunérations de services—		
Loi sur les prêts aux petites entreprises—Frais de garantie de prêts	1,156,861	1,491,945
Autres recettes non fiscales	115,952	7,273
Total	12,123,458	9,553,185
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	488,019	524,651
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	10,362,626	7,529,316
Rémunérations de services	1,156,861	1,491,945
Autres recettes non fiscales	115,952	7,273
Total du ministère	12,123,458	9,553,185

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1990-91

Emploi et Immigration

Département/Commission
Conseil consultatif sur la situation de la femme
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	14.2
Sommaire du ministère	14.5
Programmes par activité	14.9
Paiements de transfert	14.13
Détail des montants portés au crédit	14.16
Recettes	14.17

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département/Commission

Programme de la gestion générale et des services

Objectif

Assurer l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques et des programmes et de fournir un appui stratégique, opérationnel et administratif pour permettre à Emploi et Immigration Canada (EIC) d'exécuter son mandat.

Description des activités

Gestion générale et administration

Assurer l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes d'EIC en fournissant des services de gestion et de soutien administratif conformément aux directives découlant des politiques, aux normes et services approuvés par EIC et les organismes centraux.

Systèmes et procédures

Comprend la conception, l'élaboration, la mise en oeuvre et la maintenance de systèmes informatiques à l'appui des programmes d'Emploi et Immigration; la sélection et l'acquisition du matériel informatique, des logiciels et des réseaux de transmission de données; l'élaboration et la coordination de normes de sécurité en informatique; la formulation de politiques et de procédures informatiques; et la prestation de conseils techniques et de services de formation aux utilisateurs des installations informatiques.

Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration

Prestation de services de soutien au Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration.

Programme d'emploi et d'assurance

Objectif

Élaborer et mettre en oeuvre un ensemble structuré de politiques et de programmes pour assurer le bon fonctionnement du marché du travail canadien. L'ensemble doit être conforme aux objectifs socio-économiques nationaux et viser à:

- préparer une main-d'oeuvre qui puisse satisfaire aux besoins en compétences à l'échelle nationale;
- favoriser la croissance et l'adaptation de l'économie, sans imposer de fardeau inutile aux particuliers, aux groupes et aux régions;
- donner à chacun les mêmes chances de faire valoir ses compétences sur le marché du travail et d'obtenir un emploi.

Description des activités

Programmes de mise en valeur des ressources humaines

Accroître la compétitivité et l'employabilité des Canadiens, élargir les possibilités d'emploi et répondre aux besoins du marché du travail en développant et en adaptant les compétences des ressources humaines au moyen d'un agencement de formation et d'expérience de travail, de la mobilisation des ressources de la collectivité et de mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement du marché du travail canadien. Cette activité s'appelle la planification de l'emploi.

Service national de placement

Fournir aux travailleurs, employeurs clients et aux établissements d'enseignement l'information sur le marché du travail nécessaire à la prise de décisions éclairées relatives au marché du travail; assortir l'offre et la demande de main-d'oeuvre de façon que les employeurs trouvent efficacement et en temps voulu les travailleurs qualifiés dont ils ont besoin; encourager la planification des ressources humaines du secteur privé de même qu'offrir aux entreprises et aux particuliers des services de counselling et de consultation pour les aider à bien s'adapter aux conditions changeantes du marché du travail; et favoriser l'équité en matière d'emploi pour tous les résidents du Canada.

Assurance-chômage

Déterminer l'admissibilité des travailleurs qualifiés à recevoir un revenu temporaire pendant qu'ils sont en chômage; protéger l'intégrité du Compte d'assurance-chômage par la prévention, la dissuasion ou la détection des abus, le mauvais usage et la fraude; respecter la législation de base relative à l'assurance-chômage et élaborer des politiques et procédures appropriées pour son administration; émettre et contrôler l'émission des numéros d'assurance sociale aux individus admissibles et gérer les comptes de rentes émis à des particuliers et des groupes en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État. Cette activité comprend aussi les contributions du gouvernement au Compte d'assurance-chômage et au programme de prestations aux pêcheurs.

Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services conjoints

Assurer une gestion efficace et opportune et un soutien administratif en ce qui concerne les services offerts au public dans les CEC.

Objectif

Promouvoir les intérêts du Canada sur le plan économique, social, humanitaire et culturel et remplir les obligations du Canada sur le plan international, c'est-à-dire s'occuper de l'admission des immigrants et des visiteurs ainsi que de l'établissement des immigrants et exercer un contrôle efficace à l'égard des personnes qui cherchent à entrer ou à demeurer au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Description des activités

Opérations du programme

Admettre des immigrants, des travailleurs étrangers temporaires, des étudiants étrangers et d'autres visiteurs en assurant la gestion et le contrôle de leur mouvement; élaborer et mettre en application des procédures, des lignes directrices et des instructions qui permettront aux agents du ministère des Affaires extérieures, à ceux de Douanes et Accise (Revenu Canada), à ceux de la Gendarmerie royale du Canada et à ceux de l'Immigration de déterminer si les non-Canadiens devraient être autorisés à entrer au Canada, à y demeurer, ou en être expulsés.

Établissement

Rendre plus facile l'établissement et l'adaptation des nouveaux résidents permanents (immigrants et réfugiés) afin qu'ils puissent devenir, le plus rapidement possible, des membres à part entière de la société canadienne, tout en demeurant dans les limites de paramètres raisonnables et pratiques de ressources.

Arbitrage

Conduire des enquêtes pour déterminer si certaines personnes doivent être admises au Canada, ou en être renvoyées, et si elles doivent être détenues ou mises en liberté au cours de l'enquête.

Gestion et élaboration de la politique

Exécuter des fonctions voulues de direction, de planification, de contrôle et de coordination pour que les ressources affectées au Programme d'immigration soient utilisées de façon efficace et efficiente, et élaborer des politiques et des programmes concernant l'admission et le contrôle des immigrants, des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et des autres visiteurs, y compris la gestion des niveaux d'immigration et l'orientation de la politique en ce qui concerne le ministère des Affaires extérieures qui est chargé d'exécuter le programme à l'étranger.

Conseil consultatif sur la situation de la femme

Objectif

Porter à l'attention du gouvernement et du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes.

Description de l'activité

Conseil consultatif sur la situation de la femme

Formuler des recommandations au gouvernement sur les lois et les programmes qui sont de nature à améliorer la situation de la femme; entreprendre des recherches sur la situation de la femme au Canada; fournir des renseignements au public sur des secteurs d'intérêt particulier pour la femme et publier un rapport annuel sur les progrès réalisés relativement à l'amélioration de la situation de la femme.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectif

Déterminer le bien-fondé des revendications du statut de réfugié présentées par des personnes se trouvant au Canada, conformément aux engagements du Canada en vertu de la convention internationale et à la loi canadienne; et mettre à la disposition des personnes qui se sont vu refuser l'entrée au Canada ou qui ont fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion, ainsi que des citoyens canadiens et des résidents permanents dont des membres de la famille se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada, un tribunal indépendant devant lequel ces personnes peuvent interjeter appel pour des motifs d'ordre juridique et d'équité.

Description de l'activité

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

La Section d'appel de l'immigration offre un processus judiciaire et administratif indépendant permettant à certaines personnes d'en appeler d'ordonnances de renvoi; à des citoyens canadiens ou à des parrains qui sont résidents permanents du Canada d'en appeler du refus d'octroyer le droit d'établissement à un membre de la famille immédiate; et au ministre de l'Emploi et de l'Immigration d'en appeler de décisions d'accueillir des personnes rencontrées lors d'une enquête en matière d'immigration ou de ne pas en ordonner le renvoi. La Section du statut de réfugié est responsable de veiller à ce que toutes les personnes au Canada qui se disent réfugiés aient droit à une audition équitable et expéditive, de manière à accorder la protection aux réfugiés authentiques, tout en décourageant les abus par la revendication du statut de réfugié pour des motifs autres que le besoin de protection.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'existence de chances égales pour les femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice

Formuler des conseils et des recommandations au ministre chargé de la condition féminine sur toutes les questions liées à l'exécution efficace de son mandat; fournir des renseignements et un service de liaison relativement aux programmes et politiques du gouvernement concernant la condition féminine.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département/Commission				
						Programme de la gestion générale et des services				
...	53,211,000	...	...	53,211,000	1	Dépenses du programme				
...	...	2,645,000	...	2,645,000	1b	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $3,649,999 du crédit 5 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	3,649,999	3,649,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	5,909,000	5,909,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	1,037,000	1,037,000		CT, crédit 10[1]				
...	53,211,000	2,645,001	10,595,999	66,452,000		Total—Crédit 1	51,785,411	14,666,589	...	56,334,269
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	19,097,000	...	1,391,000	20,488,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,488,000	...	...	18,326,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8
...	**72,357,400**	**2,645,001**	**11,987,424**	**86,989,825**		**Total du programme—Budgétaire**	**72,323,236**	**14,666,589**	...	**74,708,477**
						Programme d'emploi et d'assurance				
...	83,444,000	...	...	83,444,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	240,000	...	240,000	5b	Virement de $400,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	400,000	400,000		Virement du: crédit 10				
...	...	...	10,987,000	10,987,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	46,408,000	46,408,000		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(3,649,999)	(3,649,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,161)	(1,161)		crédit 6c				
...	...	...	(486,840)	(486,840)		crédit 17c				
...	83,444,000	240,000	53,657,000	137,341,000		Total—Crédit 5	68,704,466	68,636,534	...	80,387,732
...	...	1	...	1	6c	Pour radier 27 dettes des comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, concernant des trop-payés du compte des rentes sur l'État—Virement de $1,161 du crédit 5 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	1,161	1,161		Virement du crédit 5				
...	...	1	1,161	1,162		Total—Crédit 6c	1,162	...	...	16,930

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	1,461,031,000	...	...	1,461,031,000	10	Subventions et contributions				
...	...	49,639,000	...	49,639,000	10a	Contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1	...	1	10c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	131,743,000	131,743,000		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(400,000)	(400,000)		Virement au: crédit 5				
...	...	...	(1,756,450)	(1,756,450)		crédit 17c				
...	...	...	(19,732,550)	(19,732,550)		crédit 20				
...	1,461,031,000	49,639,002	109,854,000	1,620,524,002		Total—Crédit 10	1,567,829,773	52,694,229	...	1,562,398,808
...	35,000	...	1,023	36,023	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	36,023	...	...	35,304
...	2,889,000,000	(1,319,000,000)	(21,124,238)	1,548,875,762	(S)	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage (Loi sur l'assurance-chômage)	1,548,875,762	...	...	2,423,442,886
...	284,000,000	(227,000,000)	8,636,586	65,636,586	(S)	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs (Loi sur l'assurance-chômage)	65,636,586	...	...	251,013,556
...	95,559,000	...	6,958,000	102,517,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102,517,000	...	...	91,542,000
...	...	...	10,623	10,623	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	10,623	...	...	62,894
...	**4,813,069,000**	**(1,496,120,997)**	**157,994,155**	3,474,942,158		**Total du programme—Budgétaire**	3,353,611,395	**121,330,763**	...	**4,408,900,110**
						Programme d'immigration				
...	185,530,000	...	...	185,530,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,197,000	...	1,197,000	15b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	8,872,000	8,872,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(256,449)	(256,449)		Virement au crédit 20				
...	185,530,000	1,197,000	8,615,551	195,342,551		Total—Crédit 15	189,081,242	6,261,309	...	167,900,081
...	...	1,212,997	...	1,212,997	16a	Radier des comptes du Canada 3,924 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $1,212,996.05 concernant des prêts pour le transport	1,100,534	112,463	...	293,773
...	...	1	...	1	17c	Radier des comptes du Canada 2,225 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $2,243,290.28 concernant des prêts pour le transport—Virement de $486,840 du crédit 5 (Emploi et Immigration) et $1,756,450 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	486,840	486,840		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,756,450	1,756,450		crédit 10				
...	...	1	2,243,290	2,243,291		Total—Crédit 17c	2,133,372	109,919	...	249,138

...	77,861,000	...	...	77,861,000	20	Contributions				
...	...	14,019,000	...	14,019,000	20b	Virement de $16,989,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $2,743,550 du crédit 10 (Emploi et Immigration) et $256,449 du crédit 15 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	19,732,550	19,732,550		Virement du: crédit 10				
...	...	...	256,449	256,449		crédit 15				
...	77,861,000	14,019,001	19,988,999	111,869,000		Total—Crédit 20	102,450,542	9,418,458	...	86,942,519
...	18,907,000	...	1,377,000	20,284,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,284,000	...	...	16,781,000
...	...	...	18,124	18,124	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	18,124	...	...	21,269
...	282,298,000	16,428,999	32,242,964	330,969,963		Total budgétaire	315,067,814	15,902,149	...	272,187,780
934,436	...	(2,800,000)	22,800,000	20,934,436	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'immigration, article 119. Limite $110,000,000. (Net)	(7,447,591)	...	28,382,027	12,197,122
						Total du programme—				
...	**282,298,000**	**16,428,999**	**32,242,964**	330,969,963		**Budgétaire**	315,067,814	**15,902,149**	**...**	**272,187,780**
934,436	**...**	**(2,800,000)**	**22,800,000**	20,934,436		**Non budgétaire**	(7,447,591)	**...**	**28,382,027**	**12,197,122**
						Total du département/Commission—				
...	**5,167,724,400**	**(1,477,046,997)**	**202,224,543**	3,892,901,946		**Budgétaire**	3,741,002,445	**151,899,501**	**...**	**4,755,796,367**
934,436	**...**	**(2,800,000)**	**22,800,000**	20,934,436		**Non budgétaire**	(7,447,591)	**...**	**28,382,027**	**12,197,122**
						Conseil consultatif sur la situation de la femme				
...	3,540,000	...	...	3,540,000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	14,310	14,310		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,540,000	...	14,310	3,554,310		Total—Crédit 25	3,475,364	78,946	...	3,384,332
...	**3,540,000**	**...**	**14,310**	3,554,310		**Total du programme—Budgétaire**	3,475,364	**78,946**	**...**	**3,384,332**
						Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
...	55,136,000	...	...	55,136,000	30	Dépenses du programme				
...	...	18,112,000	...	18,112,000	30b	Dépenses du programme				
...	55,136,000	18,112,000	...	73,248,000		Total—Crédit 30	62,120,277	11,127,723	...	47,421,822
...	6,652,000	...	484,000	7,136,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,136,000	...	...	4,535,000
...	**61,788,000**	**18,112,000**	**484,000**	80,384,000		**Total du programme—Budgétaire**	69,256,277	**11,127,723**	**...**	**51,956,822**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
...	3,652,000	...	...	3,652,000	35	Dépenses du programme				
...	...	208,000	...	208,000	35b	Dépenses du programme				
...	...	425,500	...	425,500	35c	Dépenses du programme				
...	...	...	94,400	94,400		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,652,000	633,500	94,400	4,379,900		Total—Crédit 35	4,379,889	11	...	3,344,360
...	348,000	...	25,000	373,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	373,000	...	...	306,000
...	**4,000,000**	**633,500**	**119,400**	4,752,900		**Total du programme—Budgétaire**	4,752,889	**11**	...	**3,650,360**
						Total du ministère—				
...	**5,237,052,400**	**(1,458,301,497)**	**202,842,253**	3,981,593,156		**Budgétaire**	3,818,486,975	**163,106,181**	...	**4,814,787,881**
934,436	...	**(2,800,000)**	**22,800,000**	20,934,436		**Non budgétaire**	(7,447,591)	...	**28,382,027**	**12,197,122**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10— Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département/Commission				
								Programme de la gestion générale et des services				
								Fonctionnement				
...	317,227,400	2,645,001	27,110,000	(4,400,001)	1,120,425	(276,925,000)	66,777,825	Gestion générale et administration	54,433,735	12,344,090	...	56,182,597
...	35,644,000	...	4,673,000	(2,000,000)	272,000	(28,725,000)	9,864,000	Systèmes et procédures	8,375,017	1,488,983	...	7,029,518
...	711,000	...	92,000	400,000	(1,000)	(859,000)	343,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	277,501	65,499	...	318,558
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(257,362,000)	...	(22,563,000)	3,000,000	...	276,925,000[1]	...	Gestion générale et administration	...	...	...	...
...	(28,731,000)	...	(1,594,000)	1,600,000	...	28,725,000[2]	...	Systèmes et procédures	...	...	...	...
...	(473,000)	...	(36,000)	(350,000)	...	859,000[1]	...	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	...	...	...
...	67,016,400	2,645,001	7,682,000	(1,750,001)	1,391,425	...	76,984,825	Total—Fonctionnement	63,086,253	13,898,572	...	63,530,673
								Capital				
...	1,549,000	...	(20,000)	11,050,000	...	(4,250,000)	8,329,000	Gestion générale et administration	7,823,881	505,119	...	6,402,794
...	28,832,000	...	(414,000)	(1,500,000)	...	(25,343,000)	1,575,000	Systèmes et procédures	1,383,599	191,401	...	4,775,010
...	1,000	...	...	100,000	...	...	101,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	29,503	71,497	...	...
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	...	...	...	(4,250,000)	...	4,250,000[1]	...	Gestion générale et administration	...	...	...	...
...	(25,041,000)	...	(302,000)	...	...	25,343,000[1]	...	Systèmes et procédures	...	...	...	...
...	5,341,000	...	(736,000)	5,400,000	...	...	10,005,000	Total—Capital	9,236,983	768,017	...	11,177,804
								Sommaire du programme				
...	61,414,400	2,645,001	4,527,000	5,399,999	1,120,425	...	75,106,825	Gestion générale et administration	62,257,616	12,849,209	...	62,585,391
...	10,704,000	...	2,363,000	(1,900,000)	272,000	...	11,439,000	Systèmes et procédures	9,758,616	1,680,384	...	11,804,528
...	239,000	...	56,000	150,000	(1,000)	...	444,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	307,004	136,996	...	318,558
...	**72,357,400**	**2,645,001**	**6,946,000**	**3,649,999**	**1,391,425**	**...**	**86,989,825**	**Total du programme—Budgétaire**	**72,323,236**	**14,666,589**	**...**	**74,708,477**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme d'emploi et d'assurance				
								Fonctionnement				
								Programmes de mise en valeur				
...	132,396,000	240,000	33,056,000	(59,724,000)	(1,320,000)	(4,000,000)	100,648,000	des ressources humaines	98,779,493	1,868,507	...	103,661,000
...	261,496,000	...	30,029,000	6,936,000	839,000	(267,195,000)	32,105,000	Service national de placement	30,822,376	1,282,624	...	32,731,000
...	3,307,742,000	(1,318,999,999)	81,420,000	(9,498,839)	(15,775,215)	(490,358,000)	1,554,529,947	Assurance-chômage	1,553,693,042	836,905	...	2,428,284,121
								Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services				
...	135,529,000	...	71,658,000	46,950,000	2,101,623	(159,036,000)	97,202,623	conjoints	32,799,964	64,402,659	...	26,780,168
								Recettes à valoir sur le crédit:				...
								Programmes de mise en valeur				
...	(1,269,000)	...	(4,167,000)	1,436,000	...	4,000,000[1]	...	des ressources humaines	...	...	...	...
...	(244,325,000)	...	(15,170,000)	(7,700,000)	...	267,195,000[1]	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	(413,168,000)	...	(65,690,000)	(11,500,000)	...	490,358,000[1]	...	Assurance-chômage	...	...	...	...
								Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services				
...	(110,864,000)	...	(73,834,000)	25,662,000	...	159,036,000[1]	...	conjoints	...	...	...	...
...	3,067,537,000	(1,318,759,999)	57,302,000	(7,438,839)	(14,154,592)	...	1,784,485,570	Total—Fonctionnement	1,716,094,875	68,390,695	...	2,591,456,289
								Capital				
								Programmes de mise en valeur				
...	153,000	...	93,000	1,000,000	...	...	1,246,000	des ressources humaines	1,118,202	127,798	...	774,000
...	211,000	...	12,000	3,000,000	...	(3,223,000)	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	14,305,000	...	(8,783,000)	(2,500,000)	...	(3,022,000)	...	Assurance-chômage	...	...	...	...
								Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services				
...	348,000	...	56,000	10,100,000	...	(7,454,000)	3,050,000	conjoints	2,931,959	118,041	...	3,257,457
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(211,000)	...	(12,000)	(3,000,000)	...	3,223,000[1]	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	(14,305,000)	...	8,783,000	2,500,000	...	3,022,000[2]	...	Assurance-chômage	...	...	...	...
								Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services				
...	...	...	(56,000)	(7,398,000)	...	7,454,000[1]	...	conjoints	...	...	...	...
...	501,000	...	93,000	3,702,000	...	...	4,296,000	Total—Capital	4,050,161	245,839	...	4,031,457

								Paiements de transfert				
								Programmes de mise en valeur				
...	1,853,945,000	49,639,002	352,743,000	(24,033,607)	...	...	2,232,293,395	des ressources humaines	2,105,524,117	126,769,278	...	1,975,000,427
...	12,086,000	...	...	2,144,607	...	...	14,230,607	Service national de placement	13,431,656	798,951	...	11,670,381
...	284,000,000	(227,000,000)	...	...	8,636,586	...	65,636,586	Assurance-chômage	65,636,586	...	...	251,013,556
								Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi sur l'assurance-chômage:				
...	(405,000,000)	...	(221,000,000)	...	...	...	(626,000,000)	Les articles 24, 25 et 26 relatifs à l'activité programmes de mise en valeur des ressources humaines	(551,126,000)	(74,874,000)	...	(424,272,000)
...	1,745,031,000	(177,360,998)	131,743,000	(21,889,000)	8,636,586	...	1,686,160,588	Total—Paiements de transfert	1,633,466,359	52,694,229	...	1,813,412,364
								Sommaire du programme				
								Programmes de mise en valeur				
...	1,580,225,000	49,879,002	160,725,000	(81,321,607)	(1,320,000)	...	1,708,187,395	des ressources humaines	1,654,295,812	53,891,583	...	1,655,163,427
...	29,257,000	...	14,859,000	1,380,607	839,000	...	46,335,607	Service national de placement	44,254,032	2,081,575	...	44,401,381
...	3,178,574,000	(1,545,999,999)	15,730,000	(20,998,839)	(7,138,629)	...	1,620,166,533	Assurance-chômage	1,619,329,628	836,905	...	2,679,297,677
...	25,013,000	...	(2,176,000)	75,314,000	2,101,623	...	100,252,623	Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services conjoints	35,731,923	64,520,700	...	30,037,625
...	**4,813,069,000**	**(1,496,120,997)**	**189,138,000**	**(25,625,839)**	**(5,518,006)**	**...**	**3,474,942,158**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,353,611,395**	**121,330,763**	**...**	**4,408,900,110**
								Programme d'immigration				
								Fonctionnement				
...	171,651,000	...	(5,426,000)	(15,130,449)	(1,130,000)	...	149,964,551	Opérations du programme	147,371,069	2,593,482	...	126,450,814
...	8,327,000	2,312,998	(25,000)	(3,856,710)	(113,876)	...	6,644,412	Établissement	4,628,458	2,015,954	...	2,074,145
...	7,036,000	...	1,495,000	(250,000)	70,000	...	8,351,000	Arbitrage	7,741,008	609,992	...	7,118,583
...	17,036,000	97,000	12,832,000	17,624,000	2,569,000	...	50,158,000	Gestion et élaboration de la politique	49,115,541	1,042,459	...	45,031,949
...	204,050,000	2,409,998	8,876,000	(1,613,159)	1,395,124	...	215,117,963	Total—Fonctionnement	208,856,076	6,261,887	...	180,675,491
								Capital				
...	335,000	...	(4,000)	1,000,000	...	...	1,331,000	Opérations du programme	1,300,637	30,363	...	1,011,056
...	7,000	...	...	50,000	...	...	57,000	Établissement	21,936	35,064	...	...
...	16,000	...	...	150,000	...	...	166,000	Arbitrage	114,885	51,115	...	116,121
...	29,000	...	...	2,400,000	...	...	2,429,000	Gestion et élaboration de la politique	2,323,738	105,262	...	3,442,593
...	387,000	...	(4,000)	3,600,000	...	...	3,983,000	Total—Capital	3,761,196	221,804	...	4,569,770
								Paiements de transfert				
...	600,000	...	...	...	...	...	600,000	Opérations du programme	264,748	335,252	...	...
...	77,261,000	14,019,001	...	19,988,999	...	...	111,269,000	Établissement	102,185,794	9,083,206	...	86,942,519
...	77,861,000	14,019,001	...	19,988,999	...	...	111,869,000	Total—Paiements de transfert	102,450,542	9,418,458	...	86,942,519
								Non budgétaire				
934,436	...	(2,800,000)	...	...	22,800,000	...	20,934,436	Établissement	(7,447,591)	...	28,382,027	12,197,122

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	172,586,000	...	(5,430,000)	(14,130,449)	(1,130,000)	...	151,895,551	Opérations du programme	148,936,454	2,959,097	...	127,461,870
								Établissement—				
...	85,595,000	16,331,999	(25,000)	16,182,289	(113,876)	...	117,970,412	Budgétaire	106,836,188	11,134,224	...	89,016,664
934,436	...	(2,800,000)	...	...	22,800,000	...	20,934,436	Non budgétaire	(7,447,591)	...	28,382,027	12,197,122
...	7,052,000	...	1,495,000	(100,000)	70,000	...	8,517,000	Arbitrage	7,855,893	661,107	...	7,234,704
...	17,065,000	97,000	12,832,000	20,024,000	2,569,000	...	52,587,000	Gestion et élaboration de la politique	51,439,279	1,147,721	...	48,474,542
								Total du programme—				
...	**282,298,000**	**16,428,999**	**8,872,000**	**21,975,840**	**1,395,124**	**...**	**330,969,963**	**Budgétaire**	**315,067,814**	**15,902,149**	**...**	**272,187,780**
934,436	**...**	**(2,800,000)**	**...**	**...**	**22,800,000**	**...**	**20,934,436**	**Non budgétaire**	**(7,447,591)**	**...**	**28,382,027**	**12,197,122**
								Total du département/Commission—				
...	**5,167,724,400**	**(1,477,046,997)**	**204,956,000**	**...**	**(2,731,457)**	**...**	**3,892,901,946**	**Budgétaire**	**3,741,002,445**	**151,899,501**	**...**	**4,755,796,367**
934,436	**...**	**(2,800,000)**	**...**	**...**	**22,800,000**	**...**	**20,934,436**	**Non budgétaire**	**(7,447,591)**	**...**	**28,382,027**	**12,197,122**
								Conseil consultatif sur la situation de la femme				
...	3,515,000	...	14,310	...	...	...	3,529,310	Fonctionnement	3,366,718	162,592	...	3,295,888
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Capital	108,646	(83,646)	...	88,444
...	**3,540,000**	**...**	**14,310**	**...**	**...**	**...**	**3,554,310**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,475,364**	**78,946**	**...**	**3,384,332**
								Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
...	60,982,000	15,683,000	...	...	484,000	...	77,149,000	Fonctionnement	65,717,861	11,431,139	...	49,593,458
...	806,000	2,429,000	...	...	...	...	3,235,000	Capital	3,538,416	(303,416)	...	2,363,364
...	**61,788,000**	**18,112,000**	**...**	**...**	**484,000**	**...**	**80,384,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**69,256,277**	**11,127,723**	**...**	**51,956,822**
								Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
...	3,964,000	633,500	94,400	...	25,000	...	4,716,900	Fonctionnement	4,446,743	270,157	...	3,643,483
...	36,000	...	...	...	...	...	36,000	Capital	306,146	(270,146)	...	6,877
...	**4,000,000**	**633,500**	**94,400**	**...**	**25,000**	**...**	**4,752,900**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,752,889**	**11**	**...**	**3,650,360**
								Total du ministère—				
...	**5,237,052,400**	**(1,458,301,497)**	**205,064,710**	**...**	**(2,222,457)**	**...**	**3,981,593,156**	**Budgétaire**	**3,818,486,975**	**163,106,181**	**...**	**4,814,787,881**
934,436	**...**	**(2,800,000)**	**...**	**...**	**22,800,000**	**...**	**20,934,436**	**Non budgétaire**	**(7,447,591)**	**...**	**28,382,027**	**12,197,122**

(1) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté au cours de l'exercice.
(2) Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été diminué au cours de l'exercice.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département/Commission				
							Programme d'emploi et d'assurance				
							Subventions				
							Programmes de mise en valeur des ressources humaines				
...	78,568,000	...	...	26,500,000	...	105,068,000	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	94,687,956	10,380,044	...	75,825,241
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Subvention accordée au XIV[e] Congrès mondial organisé par l'Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle	15,000	...	...	...
...	...	1	...	249,999	...	250,000	Subventions destinées au Fonds sectoriel pour la formation de l'industrie de fabrication d'équipement électrique et électronique	250,000	...	...	...
...	...	1	...	430,000	...	430,001	Subventions accordées à des entreprises et associations en vue de promouvoir les possibilités d'emploi pour les étudiants	428,726	1,275	...	428,995
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	543,480
...	78,568,000	2	...	27,194,999	...	105,763,001		95,381,682	10,381,319	...	76,797,716
							Service national de placement				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Frontier College of Canada	175,000	...	...	...
...	390,000	...	...	135,000	...	525,000	Subventions aux organismes bénévoles accordées au titre des activités qui permettront d'employer davantage de Canadiens de certains groupes comme les personnes handicapées, les Autochtones, les femmes, les jeunes et les membres d'autres groupes spéciaux	460,165	64,835	...	389,965
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subventions aux organismes bénévoles—Équipes d'alphabétisation	1,000,000	...	...	1,000,000
...	1,565,000	...	...	135,000	...	1,700,000		1,635,165	64,835	...	1,389,965
...	**80,133,000**	**2**	**...**	**27,329,999**	**...**	**107,463,001**	**Total—Subventions**	**97,016,847**	**10,446,154**	**...**	**78,187,681**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Programmes de mise en valeur des ressources humaines				
...	1,370,219,760	49,639,000	131,743,000	(51,228,606)	...	1,500,373,154	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1,458,859,195	41,513,959	...	1,473,530,711
...	157,240	...	...	...	...	157,240	Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse pour restructurer son système de formation de métier en établissement	157,240	...	...	400,000
...	1,370,377,000	49,639,000	131,743,000	(51,228,606)	...	1,500,530,394		1,459,016,435	41,513,959	...	1,473,930,711
							Service national de placement				
...	10,421,000	...	...	1,993,000	...	12,414,000	Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux de service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	11,679,884	734,116	...	9,886,256
...	100,000	...	...	16,607	...	116,607	Service d'information sur les aménagements en Amérique	116,607	...	...	94,160
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	300,000
...	10,521,000	...	...	2,009,607	...	12,530,607		11,796,491	734,116	...	10,280,416
							Assurance-chômage				
...	284,000,000	(227,000,000)	...	...	8,636,586	65,636,586	(S) Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	65,636,586	...	...	251,013,556
...	**1,664,898,000**	**(177,361,000)**	**131,743,000**	**(49,218,999)**	**8,636,586**	1,578,697,587	**Total—Contributions**	1,536,449,512	**42,248,075**	**...**	**1,735,224,683**

							Sommaire du programme par activité				
...	1,448,945,000	49,639,002	131,743,000	(24,033,607)	...	1,606,293,395	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	1,554,398,117	51,895,278	...	1,550,728,427
...	12,086,000	...	...	2,144,607	...	14,230,607	Service national de placement	13,431,656	798,951	...	11,670,381
...	284,000,000	(227,000,000)	...	...	8,636,586	65,636,586	Assurance-chômage	65,636,586	...	...	251,013,556
...	**1,745,031,000**	**(177,360,998)**	**131,743,000**	**(21,889,000)**	**8,636,586**	1,686,160,588	**Total du programme**	1,633,466,359	**52,694,229**	...	**1,813,412,364**
							Programme d'immigration				
							Subventions				
							Établissement				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,000,000
...	...	...	...	...	...	...	**Total—Subventions**	...	...	...	**5,000,000**
							Contributions				
							Opérations du programme				
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Programme d'information sur l'arriéré des revendications du statut de réfugié	264,748	335,252	...	...
							Établissement				
...	62,892,000	5,319,001	...	12,988,999	...	81,200,000	Aide à l'adaptation	74,783,365	6,416,635	...	69,278,137
...	7,369,000	...	...	3,000,000	...	10,369,000	Établissement et adaptation des immigrants	9,848,560	520,440	...	7,370,331
...	1,000,000	...	...	100,000	...	1,100,000	Programme d'accueil	999,042	100,958	...	787,783
...	6,000,000	...	...	3,900,000	...	9,900,000	Avocats désignés	9,717,658	182,342	...	...
...	...	8,700,000	...	...	...	8,700,000	Cours de langue et services d'orientation	6,837,169	1,862,831	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,506,268
...	77,261,000	14,019,001	...	19,988,999	...	111,269,000		102,185,794	9,083,206	...	81,942,519
...	**77,861,000**	**14,019,001**	...	**19,988,999**	...	111,869,000	**Total—Contributions**	102,450,542	**9,418,458**	...	**81,942,519**
							Sommaire du programme par activité				
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Opérations du programme	264,748	335,252	...	...
...	77,261,000	14,019,001	...	19,988,999	...	111,269,000	Établissement	102,185,794	9,083,206	...	86,942,519
...	**77,861,000**	**14,019,001**	...	**19,988,999**	...	111,869,000	**Total du programme**	102,450,542	**9,418,458**	...	**86,942,519**
...	**1,822,892,000**	**(163,341,997)**	**131,743,000**	**(1,900,001)**	**8,636,586**	1,798,029,588	**Total du département/Commission**	1,735,916,901	**62,112,687**	...	**1,900,354,883**
...	**1,822,892,000**	**(163,341,997)**	**131,743,000**	**(1,900,001)**	**8,636,586**	1,798,029,588	Total du ministère	1,735,916,901	**62,112,687**	...	**1,900,354,883**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département/Commission			
Programme de la gestion générale et des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion générale et administration			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	257,362,000	281,039,000	248,524,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	12,543	238
	257,362,000	281,051,543	248,524,238
Systèmes et procédures			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	53,772,000	53,692,000	27,252,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	62	...
	53,772,000	53,692,062	27,252,000
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	473,000	810,000	754,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	797	...
	473,000	810,797	754,000
Total du programme—Budgétaire	**311,607,000**[1]	335,554,402	**276,530,238**
Programme d'emploi et d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Programmes de mise en valeur des ressources humaines			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	1,269,000	3,871,000	2,102,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	1,193	...
	1,269,000	3,872,193	2,102,000
Service national de placement			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	244,536,000	269,813,000	233,224,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	2,447	...
	244,536,000	269,815,447	233,224,000
Assurance-chômage			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	427,473,000	492,903,000	430,407,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	1,607	...
	427,473,000	492,904,607	430,407,000
Gestion des Centres d'emploi du Canada (CEC) et services conjoints			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	110,864,000	165,526,000	147,798,000
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	684	4,029
	110,864,000	165,526,684	147,802,029
Total du programme—Budgétaire	**784,142,000**[1]	932,118,931	**813,535,029**
Programme d'immigration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement des dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	...	18,771	6,412
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Établissement			
Remboursements de prêts. (Net)—Article 119	(2,800,000)	7,447,591	(12,197,122)
Total du programme—			
Budgétaire	...	18,771	**6,412**
Non budgétaire	**(2,800,000)**	7,447,591	**(12,197,122)**
Total du département/Commission—			
Budgétaire	**1,095,749,000**[1]	1,267,692,104	**1,090,071,679**
Non budgétaire	**(2,800,000)**	7,447,591	**(12,197,122)**
Total du ministère—			
Budgétaire	**1,095,749,000**	**1,267,692,104**	**1,090,071,679**
Non budgétaire	**(2,800,000)**	**7,447,591**	**(12,197,122)**

[1] Le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département/Commission		
Programme de la gestion générale et des services		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	140	...
Total des recettes fiscales	140	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de perte de l'exercice précédent	...	(5)
Traitement—Paiements en trop	26,646	(851)
Rentes—Paiements en trop	...	4,225
Divers	142,618	238,135
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,164,755	930,872
	1,334,019	1,172,376
Rémunérations de services—		
Services spéciaux	...	2,189
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement de l'exercice précédent	...	395
Frais juridiques	159	547
Recettes diverses	257	...
Somme restituée au fisc par remords de conscience	144	...
Bâtiments appartenant à l'État	766	...
Surplus actuariel/Compte des rentes sur l'État	2,513,149	3,051,777
Divers	3,892	457
	2,518,367	3,053,176
Total des recettes non fiscales	3,852,386	4,227,741
Total du programme	3,852,526	4,227,741
Programme d'emploi et d'assurance		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	408	...
Total des recettes fiscales	408	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de mauvaises créances	20,429	13,253
Traitement—Paiements en trop	123,955	206,318
Recouvrement—Perte d'argent de l'exercice précédent	7,186	8,622
Paiement en trop rapporté dans le SGCR	1,130,855	2,623,880
Programme national de formation—Indemnités	130,239	354,718
Programme national de formation—Industriel	859	...
Intégration professionnelle—Planification de l'emploi	1,389,188	1,253,890
Développement de l'emploi—Planification de l'emploi	608,080	2,706,609
Acquisition de compétence—Planification de l'emploi	268,109	66,398
Pénuries de main-d'oeuvre—Planification de l'emploi	109,429	67,750
Programme d'extension	131,902	73,369
Mobilité de la main-d'oeuvre et subvention de voyage pour stagiaire	12,944	15,814
Programme d'aide à la création locale d'emplois	70,656	64,920
Canada au travail et Jeunesse Canada au travail	56,167	168,856
Option formation des jeunes	5,500	5,585
Projets de développement communautaire au Canada	7,161	91,037
Programme d'aide locale au développement économique	185	51,394
Programme d'emploi communautaire	31,589	40,091
Cours—Achats—Paiements en trop	13,678	79,835
Recouvrement de perte de l'exercice précédent	...	1,868
Divers	3,857,608	3,452,137
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	2,114,418	2,446,890
	10,090,137	13,793,234
Rémunérations de services—		
Autorisation d'emploi	225	...
Services spéciaux	...	20,107
Accès à l'information	1,917	1,115
	2,142	21,222
Autres recettes non fiscales—		
Bâtiments appartenant à l'État	202,630	209,054
Frais juridiques	262	2,656
Somme restituée au fisc par remords de conscience	10	1,076
Amendes d'assurance-chômage	2,031,917	2,620,115
Divers	34,738	114,688
	2,269,557	2,947,589
Total des recettes non fiscales	12,361,836	16,762,045
Total du programme	12,362,244	16,762,045
Programme d'immigration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances –		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	535,687	419,714
	535,687	419,714

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de perte de l'exercice précédent	121	670
Recouvrement de mauvaises créances	877	...
Traitement—Paiements en trop	49,186	...
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	31	...
Aide à l'adaptation recouvrable	1,642	3,428
Aide à l'adaptation—Immigration	51,571	63,657
Divers	90,822	102,450
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	584,662	819,293
	778,912	989,498
Rémunérations de services—		
Frais d'application—		
Résidence permanente	25,221,155	13,697,532
Permis de travail	9,572,271	5,864,871
Permis de travail—Artistes de spectacles	398,804	236,347
Prorogation du statut de visiteur (Visa)	3,437,915	3,137,785
Modification/vérification de débarquement	423,955	410,402
Modification/vérification de débarquement (famille)	28,575	23,115
Taux de change différentiel	13,458	11,324
Services spéciaux	1,500	167
Accès à l'information	10	...
Télégrammes et câblogrammes payés d'avance	900	911
Étudiants	1,350	75
	39,099,893	23,382,529
Autres recettes non fiscales—		
Frais juridiques	628	...
Somme restituée au fisc par remords de conscience	2,043	50
Amendes—Immigration	1,078,950	639,409
Confiscations	678,026	429,153
Dépenses d'expulsions	3,794,025	578,407
Divers	9,608	16,188
	5,563,280	1,663,207
Total du programme	45,977,772	26,454,948
Total du département/Commission	62,192,542	47,444,734

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	9,712	14,803
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	261,007	342
	270,719	15,145
Produits des ventes	42,128	171
Autres recettes non fiscales	120	890
Total du programme	312,967	16,206
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	295	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	5,866	5,112
	6,161	5,112
Autres recettes non fiscales	5	20
Total du programme	6,166	5,132
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	548	...
Total des recettes fiscales	548	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	535,687	419,714
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	12,479,948	15,975,365
Rémunérations de services	39,102,035	23,405,940
Produits des ventes	42,128	171
Autres recettes non fiscales	10,351,329	7,664,882
Total des recettes non fiscales	62,511,127	47,466,072
Total du ministère	62,511,675	47,466,072

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS
1990-91

Énergie, Mines et Ressources

Département
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Énergie atomique du Canada, Limitée
Office national de l'énergie
Petro-Canada Limitée
La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	15.2
Sommaire du ministère	15.6
Programmes par activité	15.9
Paiements de transfert	15.12
Détail des montants portés au crédit	15.18
Recettes	15.18

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Contribuer à l'essor économique du Canada en harmonie avec les objectifs environnementaux et sociaux du gouvernement, en favorisant une utilisation et une mise en valeur efficaces et opportunes des ressources minérales et énergétiques du Canada et en enrichissant la connaissance et la compréhension de la masse continentale canadienne.

Description des activités

Énergie

Élaborer et mettre en oeuvre une approche intégrée d'élaboration et de planification de la politique énergétique; donner au ministre des conseils en matière de politiques relativement au régime fiscal canadien applicable au secteur de l'énergie ainsi qu'aux marchés, au transport et à l'entreposage de l'énergie; mener des analyses et des études sur les ressources énergétiques ainsi que sur les marchés énergétiques intérieurs et internationaux; analyser les aspects financiers et économiques des principaux projets énergétiques; négocier des ententes avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et l'industrie; faire valoir les intérêts canadiens du secteur énergétique au niveau international; élaborer, mettre à jour et faire l'essai des plans en cas d'urgence pour l'approvisionnement énergétique; évaluer les sources d'énergie non classiques du Canada; élaborer des initiatives visant à favoriser la mise en valeur et l'utilisation efficientes de l'énergie au Canada; effectuer des analyses et donner des renseignements sur le rendement financier et les investissements de l'industrie pétrolière canadienne.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada

Préparer des règlements et des lois; négocier, céder et gérer les droits pétroliers et gaziers; approuver les plans de mise en valeur et de production; superviser et réglementer les activités pétrolières et gazières; évaluer le potentiel pétrolier et gazier des terres; négocier et surveiller les avantages pour le Canada; établir des conditions environnementales, notamment des plans d'intervention d'urgence en cas de déversement de pétrole; encourager la recherche appliquée dans les domaines pétroliers et gaziers liés au processus d'approbation; coordonner les efforts interministériels et intergouvernementaux de gestion coopérative des ressources.

Politique sur les minéraux et les métaux

Élaborer et mettre en oeuvre une approche intégrée à la planification des programmes et de la politique sur les minéraux; donner des conseils en matière de politiques au Ministre, aux hauts fonctionnaires, aux autres ministères fédéraux, aux autres gouvernements et à l'industrie sur les produits minéraux, les marchés et les incidences sur l'économie et l'environnement; négocier, coordonner et administrer les ententes sur l'exploitation minérale passées avec les provinces et les territoires; élaborer, mettre en oeuvre et gérer des programmes et des initiatives précis visant des produits minéraux; concevoir et administrer des programmes d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur du gaz, des mines et du pétrole. Surveiller et prévoir les niveaux d'activité et les incidences des programmes sur les industries cibles; fournir de l'information opportune et précise sur des questions économiques, techniques et scientifiques, liées aux secteurs des minéraux et des métaux.

Technologie des minéraux et de l'énergie

Effectuer et parrainer, en collaboration avec l'industrie, les universités et les instituts de recherche, des travaux de recherche et de développement de l'ingénierie dans les domaines de la technologie des minéraux et de l'énergie, y compris l'exploitation minière, l'extraction et le traitement des minéraux, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux et l'approvisionnement, la transformation et l'utilisation du pétrole brut, des sables pétrolifères, du charbon, de l'uranium et d'autres combustibles de même que certains aspects des économies, de l'efficacité et de la diversification de l'énergie et du transport des combustibles; réaliser les transferts de technologie au secteur privé; déterminer, en collaboration avec les clients, les possiblités technologiques dans l'exploitation minière, la métallurgie et l'énergie. Réglementer, partout au pays, la fabrication, l'importation, l'entreposage et la vente d'explosifs en inspectant les fabriques et les poudrières et en leur délivrant des licences, en essayant et en autorisant les explosifs, en fournissant des conseils techniques à d'autres organismes gouvernementaux (internationaux, fédéraux et provinciaux) et donner des cours de formation sur la manipulation sécuritaire des explosifs. Élaborer des politiques fédérales en matière de R-D énergétiques afin d'appuyer les options stratégiques nationales dans le domaine de l'énergie; planifier et coordonner les activités fédérales de R-D énergétiques; réunir et diffuser des renseignements sur les activités de recherche, de développement et de démonstration dans les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, dans l'industrie, dans les universités et dans le monde; prodiguer des conseils sur la répartition des ressources fédérales pour la R-D énergétiques; planifier et exécuter des activités relatives au transfert de technologie, d'information et de données de R-D afin d'encourager l'efficacité énergétique et la diversification.

Levés géologiques

Effectuer des recherches et des études géologiques, géophysiques et géochimiques; exploiter des réseaux nationaux d'observatoires géophysiques; évaluer les ressources en minéraux et en énergies non renouvelables; étudier les phénomènes géologiques pouvant menacer les activités humaines et l'environnement; perfectionner les technologies, y compris la technologie géophysique; établir des normes géoscientifiques nationales; encourager les activités canadiennes dans le domaine des sciences de la Terre au Canada et ailleurs; collaborer avec les provinces; donner des conseils aux gouvernements; établir et diffuser des cartes et des rapports. Fournir un appui logistique coordonné aux groupes des secteurs publics et privés qui mènent des études scientifiques dans l'Arctique; fournir un appui ainsi que des conseils professionnels, techniques et administratifs aux clients; et procurer à la communauté scientifique et aux habitants de la région des renseignements sur les travaux de nature scientifique effectués dans l'Arctique.

Levés, cartographie et télédétection

Établir et entretenir un réseau national de repères planimétriques et altimétriques précis; rassembler et mettre à jour les renseignements topographiques et géographiques concernant la masse continentale canadienne; préparer, publier et diffuser des cartes topographiques, électorales et aéronautiques, des publications, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas du Canada; diriger et réglementer l'arpentage des propriétés des terres fédérales, et maintenir des frontières internationales. Revoir, traiter, archiver et diffuser les données provenant de satellites de télédétection; assurer des services de télédétection pour les projets de recherche et de démonstration; perfectionner les diverses techniques reliées à la télédétection aérienne et par satellite, à partir des capteurs jusqu'aux systèmes d'analyse d'images; transférer à l'industrie canadienne la technologie ainsi mise au point; appuyer la recherche et le développement appliqués et technologiques menés dans l'industrie, les universités et les organismes gouvernementaux; promouvoir et coordonner le développement de la technologie et des applications des systèmes d'information géographique; promouvoir le développement des aptitudes au marketing international de l'industrie canadienne des levés, de la cartographie et de la télédétection et prêter concours au besoin; et offrir une aide technique à ceux qui font usage de la télédétection à des fins de gestion des ressources et de surveillance de l'environnement.

Administration

Assurer une politique et une orientation globales de façon à adapter les objectifs du ministère aux priorités du gouvernement, à fixer des objectifs et à contrôler les résultats et à gérer les ressources attribuées au ministère de manière efficace et efficiente. Fournir aux éléments opérationnels du ministère des services de gestion et de soutien en matière de finances, de ressources humaines, d'administration, d'informatique et de soutien.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

Contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité, ainsi que de la sécurité nationale.

Description de l'activité

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique

L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie atomique; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Office national de l'énergie

Objectif

Réglementer, conformément à l'intérêt public, les domaines des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité liés:

i) à la construction et à l'exploitation de pipelines et de lignes internationales de transport d'électricité,

ii) aux activités de transport, aux droits et aux tarifs des pipelines et

iii) aux exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi qu'aux importations de gaz et de pétrole, et conseiller le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie

- Consultation et enquête: Les connaissances et bases de données de l'Office servent à renseigner sur le contrôle, l'économie, l'utilisation, le transport, la commercialisation et l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, ainsi qu'à analyser ces différents domaines. Il est important, pour le maintien de la sécurité énergétique du Canada, de faire enquête sur les aspects de la situation énergétique en Amérique du Nord.
- Réglementation des installations: Veiller à ce que la construction et l'exploitation des gazoducs, des oléoducs et des lignes de transport d'électricité relevant de la compétence fédérale se déroulent de façon rapide, sûre et saine du point de vue environnemental.
- Réglementation du transport, des droits et des tarifs: Veiller à ce que les droits exigibles par les sociétés pipelinières relevant de la compétence fédérale soient justes et raisonnables et que les services pipeliniers soient fournis sur une base continue, sans distinction injuste et d'une manière efficace du point de vue des coûts.
- Commerce de l'énergie: Veiller à ce que les intérêts canadiens soient protégés grâce à une participation dans le commerce nord-américain en expansion de l'électricité, du gaz et du pétrole.
- Gestion du programme et des services: Fournir un appui efficace et des avis aux membres de l'Office, aux gestionnaires ministériels et aux employés de sorte que les objectifs du programme soient atteints.

Petro-Canada Limitée

Objectif

Affecter des capitaux et des compétences canadiennes à la commercialisation efficace des ressources énergétiques du Canada, afin de répondre aux besoins énergétiques des Canadiens et d'atteindre les objectifs énergétiques du pays.

Description des activités

Activités à la demande du gouvernement

Activités entreprises pour le gouvernement selon ses ordres et conformément à l'article 23 de la Loi sur la Société Petro-Canada, et pour lesquelles sera fournie une compensation budgétaire directe.

Exploration et mise en valeur dans l'Ouest canadien

S'occuper de l'exploration et de la production du pétrole et du gaz et des produits connexes sur la masse continentale du Canada, particulièrement à court et à moyen termes, et favoriser une augmentation de ces travaux; s'occuper de la mise en valeur des sables bitumineux et faciliter ces travaux; promouvoir une meilleure récupération du pétrole classique, des huiles lourdes et des sables bitumineux; exécuter des travaux techniques et des recherches de qualité supérieure à l'appui de toutes ces activités.

Exploration et mise en valeur dans les régions pionnières

S'occuper de l'exploration et de la mise en valeur à long terme de sources de pétrole et de gaz dans les régions pionnières, en donnant la priorité à la production rapide de pétrole; accélérer la découverte, la délimitation et la mise en valeur des réserves connues de pétrole et de gaz, en particulier sur la côte Est et participer, dans des limites raisonnables, à certains projets internationaux d'exploration et de mise en valeur jugés rentables.

Investissement dans des projets spéciaux

Investissement dans des projets majeurs tels que le projet Syncrude, entreprise minière dont l'objectif est l'extraction et la valorisation du pétrole des sables bitumineux de l'Athabasca.

Division des produits de Petro-Canada

Établir et maintenir une présence autonome dans le secteur du raffinage en aval et de la commercialisation, dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire améliorer la base d'activités de la Société, corriger les déséquilibres observés dans les systèmes régionaux de raffinage, de commercialisation et d'approvisionnement en produits pétroliers et fournir des produits et des services aux consommateurs canadiens dans le domaine des hydrocarbures, en faisant bien ressortir l'identité canadienne unique de Petro-Canada.

Postes pour la Société

Ces activités englobent le capital administratif, le service de la dette, l'achat d'actions, le paiement de dividendes et les autres dépenses d'exploitation de la Société.

La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale

Objectif

Aider les pays en développement à réduire ou à éliminer leur dépendance à l'égard du pétrole importé en entreprenant des travaux de prospection pétrolière ainsi que des activités connexes afin d'évaluer et de développer le potentiel en hydrocarbures des pays bénéficiaires.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	388,519,000	...	...	388,519,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,820,500	...	5,820,500	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	9,947,866	9,947,866		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	388,519,000	5,820,500	9,947,866	404,287,366		Total—Crédit 1	403,364,445	922,921	...	398,841,966
...	44,728,000	...	...	44,728,000	5	Dépenses en capital				
...	...	56,000	...	56,000	5b	Dépenses en capital				
...	44,728,000	56,000	...	44,784,000		Total—Crédit 5	44,308,834	475,166	...	43,150,353
...	365,857,000	...	...	365,857,000	10	Subventions et contributions				
...	...	39,020,000	...	39,020,000	10b	Contributions				
...	365,857,000	39,020,000	...	404,877,000		Total—Crédit 10	309,627,862	95,249,138	...	335,883,274
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	33,581,000	...	2,445,000	36,026,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36,026,000	...	...	33,022,000
...	5,000,000	3,200,000	152,211	8,352,211	(S)	Paiements à la Compagnie Pipeline Interprovincial relativement aux déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal	8,352,211	...	...	10,076,615
32,812,846	8,220,000	...	(8,220,000)	32,812,846	(S)	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse (Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières) Autorisation maximale de $200,000,000 moins le montant total des paiements imputés au Fonds de développement en vue d'effectuer des paiements à Sa Majesté du chef de la province conformément à l'article 237(1) de la Loi				
32,812,846	8,220,000	...	(8,220,000)	32,812,846		Total	2,825,892	...	29,986,954	8,302,998
178,971,405	56,900,000	(32,000,000)	(24,900,000)	178,971,405	(S)	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve)	23,865,116	...	155,106,289	10,619,193
...	2,800,000	...	(390,000)	2,410,000	(S)	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve)	2,410,000	...	...	2,377,422
...	...	...	500,000,000	500,000,000	(S)	Paiements d'indemnisation pétrolière à des personnes en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 86(3) de la Loi. Limite $500,000,000.	(867,731)	500,867,731	...	(670,990)
...	...	...	875,000	875,000	(S)	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	875,000	...	...	279,531
			14,227	14,227	(S)	**Fonds de recettes provenant des ressources Canada/Nouvelle-Écosse**	14,227	...		

					(S)	Fonds de forage Canada/Nouvelle-Écosse				
16,969,068	9,000,000	(6,000,000)	(3,000,000)	16,969,068		Total de l'autorisation maximale conformément à la partie VII, article 242, de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers. Limite $25,000,000				
16,969,068	9,000,000	(6,000,000)	(3,000,000)	16,969,068		Total	...	...	16,969,068	8,030,932
...	...	...	215,890	215,890	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	215,890	...	...	77,339
228,753,319	914,654,400	10,096,500	477,140,619	1,630,644,838		Total budgétaire	831,067,571	597,514,956	202,062,311	850,038,833
...	141,900,000	...	...	141,900,000	L15	Paiements relativement à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster. (Brut)				
...	...	7,300,000	...	7,300,000	L15c	Paiements relativement à l'usine de valorisation du pétrole brut de Lloydminster. (Brut)				
...	141,900,000	7,300,000	...	149,200,000		Total—Crédit L15	142,063,477	7,136,523	...	35,892,245
...	19,624,000	...	...	19,624,000	L20	Prêts pour financer l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité. (Brut)	...	19,624,000	...	20,685,000
...	161,524,000	7,300,000	...	168,824,000		Total non budgétaire	142,063,477	26,760,523	...	56,577,245
						Total du département—				
228,753,319	**914,654,400**	**10,096,500**	**477,140,619**	**1,630,644,838**		**Budgétaire**	**831,067,571**	**597,514,956**	**202,062,311**	**850,038,833**
...	**161,524,000**	**7,300,000**	**...**	**168,824,000**		**Non budgétaire**	**142,063,477**	**26,760,523**	**...**	**56,577,245**
						Commission de contrôle de l'énergie atomique				
...	32,280,000	...	...	32,280,000	25	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	25b	Subventions inscrites au Budget				
...	32,280,000	1	...	32,280,001		Total—Crédit 25	31,865,349	414,652	...	26,364,159
...	2,744,000	...	200,000	2,944,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,944,000	...	...	2,178,000
...	**35,024,000**	**1**	**200,000**	**35,224,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**34,809,349**	**414,652**	**...**	**28,542,159**
						Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	135,141,000	...	...	135,141,000	30	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	32,500,000	...	32,500,000	30b	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	135,141,000	32,500,000	...	167,641,000		Total—Crédit 30	167,456,000	185,000	...	205,640,000
...	**135,141,000**	**32,500,000**	**...**	**167,641,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**167,456,000**	**185,000**	**...**	**205,640,000**
						Office national de l'énergie				
...	22,740,000	...	...	22,740,000	35	Dépenses du programme	20,609,226	2,130,774	...	20,905,692
...	2,815,000	...	205,000	3,020,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,020,000	...	...	2,675,000
...	**25,555,000**	**...**	**205,000**	**25,760,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**23,629,226**	**2,130,774**	**...**	**23,580,692**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Petro-Canada Limitée[2]				
27,228,147	...	...	(27,228,147)	...	(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à la Corporation, en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 22. Limite $1,000,000,000. (Net)	...	...	...	...
3,830,500,000	...	...	(3,830,500,000)	...		Souscriptions d'actions ordinaires de la Corporation en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 5. Limite $4,900,000,000. (Brut)	...	...	...	...
3,857,728,147	...	...	**(3,857,728,147)**	...		**Total du programme—Non budgétaire**	...	...	...	...
						La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale				
...	53,000,000	...	...	53,000,000	40	Paiements à la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	43,000,000	10,000,000	...	49,300,000
...	**53,000,000**	...	...	53,000,000		**Total du programme—Budgétaire**	43,000,000	**10,000,000**	...	**49,300,000**
						Total du ministère—				
228,753,319	**1,163,374,400**	**42,596,501**	**477,545,619**	1,912,269,839		Budgétaire	1,099,962,146	**610,245,382**	**202,062,311**	**1,157,101,684**
3,857,728,147	**161,524,000**	**7,300,000**	**(3,857,728,147)**	168,824,000		Non budgétaire	142,063,477	**26,760,523**	...	**56,577,245**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée à Finances sous Privatisation et affaires réglementaires.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	30,706,000	2,900,000	497,393	(1,700,000)	196,783	...	32,600,176	Énergie	32,439,162	161,014	...	...
...	6,005,000	...	...	(1,250,000)	81,921	...	4,836,921	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	4,680,263	156,658	...	5,145,605
...	32,077,000	139,000	...	(3,000,000)	228,982	...	29,444,982	Politique sur les minéraux et les métaux	29,255,456	189,526	...	...
...	93,728,000	1,070,500	1,591,658	2,550,000	537,472	...	99,477,630	Technologie des minéraux et de l'énergie	99,383,553	94,077	...	72,443,773
...	99,849,000	1,451,000	2,387,487	600,000	587,167	...	104,874,654	Levés géologiques	104,811,120	63,534	...	102,924,349
...	87,433,000	260,000	2,586,445	3,000,000	612,565	...	93,892,010	Levés, cartographie et télédétection	93,796,084	95,926	...	84,621,496
...	77,333,400	...	2,884,883	(1,933,459)	416,425	(3,248,541)	75,452,708	Administration	75,290,522	162,186	...	44,013,427
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	116,708,359
...	(4,982,000)	...	...	1,733,459	...	3,248,541[1]	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	422,149,400	5,820,500	9,947,866	...	2,661,315	...	440,579,081	Total—Fonctionnement	439,656,160	922,921	...	425,857,009
								Capital				
...	771,000	...	...	133,000	...	...	904,000	Énergie	759,826	144,174	...	...
...	56,000	...	...	...	...	...	56,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	39,548	16,452	...	228,551
...	539,000	15,000	...	...	...	...	554,000	Politique sur les minéraux et les métaux	532,482	21,518	...	...
...	8,098,000	21,000	...	32,000	...	...	8,151,000	Technologie des minéraux et de l'énergie	8,059,037	91,963	...	7,769,061
...	10,970,000	20,000	...	(807,300)	...	...	10,182,700	Levés géologiques	10,091,090	91,610	...	11,953,829
...	14,211,000	...	...	(112,000)	(260,000)	...	13,839,000	Levés, cartographie et télédétection	13,748,683	90,317	...	17,540,227
...	10,083,000	...	...	754,300	260,000	...	11,097,300	Administration	11,078,168	19,132	...	2,794,651
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	8,996,530
...	44,728,000	56,000	...	...	...	...	44,784,000	Total—Capital	44,308,834	475,166	...	49,282,849
								Paiements de transfert				
...	240,903,000	42,200,000	...	(43,598,500)	500,152,211	...	739,656,711	Énergie	218,226,984[2]	521,429,727	...	217,289,877[2]
228,753,319	76,920,000	(38,000,000)	...	25,000	(35,620,773)	...	232,077,546	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	29,990,235	25,000	202,062,311	29,690,076
...	118,316,000	20,000	...	43,344,825	...	...	161,680,825	Politique sur les minéraux et les métaux	89,427,393	72,253,432	...	115,154,586
...	7,494,000	...	...	221,500	...	...	7,715,500	Technologie des minéraux et de l'énergie	5,702,382	2,013,118	...	8,334,531
...	3,774,000	...	...	(13,325)	...	...	3,760,675	Levés géologiques	3,374,753	385,922	...	1,900,123

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	370,000	...	...	20,500	...	...	390,500	Levés, cartographie et télédétection	380,830	9,670	...	205,211
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,324,571
228,753,319	447,777,000	4,220,000	...	...	464,531,438	...	1,145,281,757	Total—Paiements de transfert	347,102,577[2]	596,116,869	202,062,311	374,898,975[2]
								Non budgétaire				
...	161,524,000	7,300,000	...	...	...	...	168,824,000	Énergie	142,063,477	26,760,523	...	56,577,245
								Sommaire du département				
								Énergie—				
...	272,380,000	45,100,000	497,393	(45,165,500)	500,348,994	...	773,160,887	Budgétaire	251,425,972	521,734,915	...	217,289,877
...	161,524,000	7,300,000	...	...	...	...	168,824,000	Non budgétaire	142,063,477	26,760,523	...	56,577,245
228,753,319	82,981,000	(38,000,000)	...	(1,225,000)	(35,538,852)	...	236,970,467	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	34,710,046	198,110	202,062,311	35,064,232
...	150,932,000	174,000	...	40,344,825	228,982	...	191,679,807	Politique sur les minéraux et les métaux	119,215,331	72,464,476	...	115,154,586
...	109,320,000	1,091,500	1,591,658	2,803,500	537,472	...	115,344,130	Technologie des minéraux et de l'énergie	113,144,972	2,199,158	...	88,547,365
...	114,593,000	1,471,000	2,387,487	(220,625)	587,167	...	118,818,029	Levés géologiques	118,276,963	541,066	...	116,778,301
...	102,014,000	260,000	2,586,445	2,908,500	352,565	...	108,121,510	Levés, cartographie et télédétection	107,925,597	195,913	...	102,366,934
...	82,434,400	...	2,884,883	554,300	676,425	...	86,550,008	Administration	86,368,690	181,318	...	46,808,078
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	128,029,460
								Total du département—				
228,753,319	**914,654,400**	**10,096,500**	**9,947,866**	...	**467,192,753**	...	**1,630,644,838**	**Budgétaire**	**831,067,571**	**597,514,956**	**202,062,311**	**850,038,833**
...	**161,524,000**	**7,300,000**	...	...	...	...	**168,824,000**	**Non budgétaire**	**142,063,477**	**26,760,523**	...	**56,577,245**
								Commission de contrôle de l'énergie atomique				
								Fonctionnement				
...	32,160,000	...	...	(37,999)	200,000	...	32,322,001	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique	31,698,984	623,017	...	26,080,872
								Capital				
	1,917,000	...	...	...	...	...	1,917,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique	2,521,346	(604,346)	...	2,304,287

								Paiements de transfert				
								Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique				
...	947,000	1	...	37,999	...	...	985,000		589,019	395,981	...	157,000
...	**35,024,000**	**1**	...	...	**200,000**	...	35,224,001	**Total du programme—Budgétaire**	34,809,349	**414,652**	...	**28,542,159**
								Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	...	...	...	...	...	...	...	Fonctionnement	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	..	Capital	...	...	...	...
...	**135,141,000**	**32,500,000**	...	...	...	...	167,641,000	**Total du programme—Budgétaire**[3]	167,456,000	**185,000**	...	**205,640,000**
								Office national de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	25,080,000	...	...	...	205,000	...	25,285,000	Réglementation et consultation en matière d'énergie	23,098,671	2,186,329	...	22,875,908
								Capital				
...	475,000	...	...	...	...	...	475,000	Réglementation et consultation en matière d'énergie	530,555	(55,555)	...	704,784
...	**25,555,000**	...	...	...	**205,000**	...	25,760,000	**Total du programme—Budgétaire**	23,629,226	**2,130,774**	...	**23,580,692**
								Petro-Canada Limitée[4]				
3,857,728,147	...	...	(3,857,728,147)	...	...	...	...	Non budgétaire	...	...	...	...
3,857,728,147	...	...	**(3,857,728,147)**	...	...	...	...	**Total du programme— Non budgétaire**	...	...	...	...
								La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale				
...	53,000,000	...	...	...	...	...	53,000,000	Fonctionnement	43,000,000	10,000,000	...	49,300,000
...	**53,000,000**	...	...	...	...	...	53,000,000	**Total du programme—Budgétaire**	43,000,000	**10,000,000**	...	**49,300,000**
								Total du ministère—				
228,753,319	**1,163,374,400**	**42,596,501**	**9,947,866**	...	**467,597,753**	...	1,912,269,839	Budgétaire	1,099,962,146	**610,245,382**	**202,062,311**	**1,157,101,684**
3,857,728,147	**161,524,000**	**7,300,000**	**(3,857,728,147)**	...	...	...	168,824,000	Non budgétaire	142,063,477	**26,760,523**	...	**56,577,245**

(1) Ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été réduit de $1,733,459.
(2) Comprend les recettes à valoir sur le crédit au montant de $867,731 pour 1990-91 et $824,726 pour 1989-90.
(3) La ventilation par genre de dépenses n'est pas disponible.
(4) Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée à Finances sous Privatisation et affaires réglementaires.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Énergie				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut canadien de recherche énergétique	175,000	...	...	175,000
...	50,000	...	...	(35,000)	...	15,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	...	15,000	...	...
...	225,000	...	...	(35,000)	...	190,000		175,000	15,000	...	175,000
							Technologie des minéraux et de l'énergie				
...	44,000	...	...	112,000	...	156,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	135,800	20,200	...	42,140
							Levés géologiques				
...	1,398,000	...	...	(2,000)	...	1,396,000	Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux	1,396,000	...	...	1,398,000
...	88,000	...	...	(28,660)	...	59,340	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	56,500	2,840	...	63,500
...	1,486,000	...	...	(30,660)	...	1,455,340		1,452,500	2,840	...	1,461,500
							Levés, cartographie et télédétection				
...	117,000	...	...	(117,000)	...	...	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	...	...	...	61,000
							Politique énergétique				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15,000
							Efficacité énergétique et diversification				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	32,500

							Politique sur les minéraux et les métaux				
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	40,000	...	...	25,000
...	**1,872,000**	...	...	**(30,660)**	...	**1,841,340**	**Total—Subventions**	**1,803,300**	**38,040**	...	**1,812,140**
							Contributions				
							Énergie				
...	135,000	...	...	...	...	135,000	Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval	135,000	...	...	135,000
...	640,000	...	...	150,000	...	790,000	Entente de coopération Canada/Île-du-Prince-Édouard sur le développement des énergies de remplacement et l'efficacité énergétique	789,433	567	...	...
...	2,300,000	...	...	...	...	2,300,000	Programme de construction des embranchements	1,678,790	621,210	...	2,048,284
...	1,732,000	...	...	...	...	1,732,000	Quote-part du gouvernement fédéral au programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité	1,732,000	...	...	1,732,000
...	5,000,000	3,200,000	...	...	152,211	8,352,211	(S) Paiements à la Pipeline Interprovincial Limitée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de Pipeline Interprovincial	8,352,211	...	...	10,076,615
...	130,000,000	...	...	15,000,000	...	145,000,000	À l'appui du projet de gazoduc de l'Île de Vancouver	137,695,072	7,304,928	...	...
...	60,000,000	...	...	(60,000,000)	...	...	Paiements au Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur	...	...	...	155,656,528
...	250,000	...	...	(228,649)	...	21,351	À l'appui du Conseil de l'industrie de l'hydrogène du Canada	...	21,351	...	189,233
...	40,000,000	...	...	(40,000,000)	...	...	Paiements au Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada	...	...	...	44,281,249
...	621,000	...	...	(163,500)	...	457,500	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	457,225	275	...	75,000
...	...	39,000,000	...	...	...	39,000,000	Convention de contribution avec les propriétaires du projet OSLO	35,353,750	3,646,250	...	...
...	...	...	...	39,842,142	...	39,842,142	Contribution à l'appui du projet de développement Hibernia	30,935,375	8,906,767	...	...
...	...	...	...	184,649	...	184,649	Entente sur le pétrole lourd Canada/Saskatchewan	184,649	...	...	...
...	...	...	...	507,308	...	507,308	Contribution à l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles, aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par des carburants conventionnels	507,307	1	...	2,644,665
...	...	...	...	828,000	...	828,000	Contributions à l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie	782,353	45,647	...	830,293
...	...	...	...	316,550	...	316,550	Véhicules alimentés au gaz naturel	316,550	...	...	117,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	...	500,000,000	500,000,000	(S) Indemnisation pétrolière	(867,731)[1]	500,867,731	...	(670,990)[1]
...	240,678,000	42,200,000	...	(43,563,500)	500,152,211	739,466,711		218,051,984	521,414,727	...	217,114,877
							Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada				
32,812,846	8,220,000	...	...	...	(8,220,000)	32,812,846	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	2,825,892	...	29,986,954	8,302,998
178,971,405	56,900,000	(32,000,000)	...	...	(24,900,000)	178,971,405	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve (Fonds de développement Canada/Terre-Neuve)	23,865,116	...	155,106,289	10,619,193
...	2,800,000	...	...	...	(390,000)	2,410,000	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2,410,000	...	...	2,377,422
16,969,068	9,000,000	(6,000,000)	...	...	(3,000,000)	16,969,068	(S) Paiements à la Nova Scotia Resources (Ventures) Limited pour les frais d'exploration et d'aménagement au Canada (Fonds de forage Canada/Nouvelle-Écosse) Autorisation maximale en vertu de la Partie VII, article 242 de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers	...	...	16,969,068	8,030,932
...	...	...	...	...	875,000	875,000	(S) Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	875,000	...	...	279,531
...	...	...	...	...	14,227	14,227	(S) Fonds de recettes provenant des ressources Canada/Nouvelle-Écosse	14,227	...	...	...
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	...	25,000	...	80,000
228,753,319	76,920,000	(38,000,000)	...	25,000	(35,620,773)	232,077,546		29,990,235	25,000	202,062,311	29,690,076
							Politique sur les minéraux et les métaux				
...	196,000	...	...	...	...	196,000	Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources	196,000	...	...	196,000

...	1,750,000	...	...	1,600,000	...	3,350,000	Contribution à la stratégie relative à l'amiante	2,499,429	850,571	...	2,576,538
							Contributions aux provinces pour l'exécution du programme aux termes de l'Entente sur le développement minéral:				
...	4,359,000	...	...	28,000	...	4,387,000	Québec	3,328,701	1,058,299	...	7,433,199
...	366,000	...	...	(87,000)	...	279,000	Ontario	279,000	...	...	626,002
...	226,000	...	...	21,000	...	247,000	Colombie-Britannique	189,537	57,463	...	1,022,294
...	...	...	...	...	...	...	Terre-Neuve	...	...	...	328,608
...	...	20,000	...	...	...	20,000	Nouvelle-Écosse	20,000	...	...	64,723
...	...	...	...	...	...	...	Nouveau-Brunswick	...	...	...	41,519
...	1,394,000	...	...	438,000	...	1,832,000	Contribution à la province de Québec pour l'exécution du plan de développement de l'Est du Québec	1,608,030	223,970	...	1,500,000
...	25,000	...	...	7,825	...	32,825	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	28,581	4,244	...	27,292
...	110,000,000	...	...	38,000,000	...	148,000,000	Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada	79,936,779	68,063,221	...	101,313,411
...	...	...	...	3,297,000	...	3,297,000	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur	1,301,336	1,995,664	...	...
...	118,316,000	20,000	...	43,304,825	...	161,640,825		89,387,393	72,253,432	...	115,129,586
							Technologie des minéraux et de l'énergie				
...	620,000	...	...	...	...	620,000	Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (AOSTRA)	269,362	350,638	...	1,385,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Contributions pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur les économies d'énergie dans le secteur des transports	27,459	2,541	...	44,500
...	450,000	...	...	492,300	...	942,300	Contribution à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de la production avancée d'hydrogène électrolytique	728,724	213,576	...	415,272
...	380,000	...	...	...	...	380,000	Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides	380,000	...	...	226,000
...	38,000	...	...	(32,410)	...	5,590	Contribution à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard	...	5,590	...	788,293
...	5,208,000	...	...	(1,364,500)	...	3,843,500	Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	2,489,129	1,354,371	...	4,572,642
...	700,000	...	...	186,000	...	886,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	856,580	29,420	...	688,184
...	24,000	...	...	61,500	...	85,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	85,325	175	...	10,000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Association canadienne des constructeurs d'habitation	16,500	33,500	...	...
...	...	...	...	10,500	...	10,500	Prairie Agricultural Machinery Institute	10,500	...	...	...
...	...	...	...	104,700	...	104,700	Institute of Man and Resources	104,689	11	...	...
...	...	...	...	396,000	...	396,000	Ortech International	396,000	...	...	...
...	...	...	...	145,000	...	145,000	Association canadienne de l'électricité	144,793	207	...	...
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Gas Research Institute	37,120	2,880	...	...
...	...	...	...	20,410	...	20,410	Commission d'énergie du Nord canadien	20,401	9	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	162,500
...	7,450,000	...	...	109,500	...	7,559,500		5,566,582	1,992,918	...	8,292,391
							Levés géologiques				
...	2,226,000	...	...	(85,325)	...	2,140,675	Programme de sondage des fonds marins	1,757,593	383,082	...	350,490
...	62,000	...	...	102,660	...	164,660	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	164,660	...	...	88,133
...	2,288,000	...	...	17,335	...	2,305,335		1,922,253	383,082	...	438,623
							Levés, cartographie et télédétection				
...	253,000	...	...	137,500	...	390,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	380,830	9,670	...	114,211
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30,000
...	253,000	...	...	137,500	...	390,500		380,830	9,670	...	144,211
							Politique énergétique				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	297,000
							Ressources énergétiques				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	107,000
							Efficacité énergétique et diversification				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,873,071
228,753,319	**445,905,000**	**4,220,000**	**...**	**30,660**	**464,531,438**	1,143,440,417	**Total—Contributions**	345,299,277	**596,078,829**	**202,062,311**	**373,086,835**

							Sommaire du département par activité				
...	240,903,000	42,200,000	...	(43,598,500)	500,152,211	739,656,711	Énergie	218,226,984	521,429,727	...	217,289,877
228,753,319	76,920,000	(38,000,000)	...	25,000	(35,620,773)	232,077,546	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	29,990,235	25,000	202,062,311	29,690,076
...	118,316,000	20,000	...	43,344,825	...	161,680,825	Politique sur les minéraux et les métaux	89,427,393	72,253,432	...	115,154,586
...	7,494,000	...	...	221,500	...	7,715,500	Technologie des minéraux et de l'énergie	5,702,382	2,013,118	...	8,334,531
...	3,774,000	...	...	(13,325)	...	3,760,675	Levés géologiques	3,374,753	385,922	...	1,900,123
...	370,000	...	...	20,500	...	390,500	Levés, cartographie et télédétection	380,830	9,670	...	205,211
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,324,571
228,753,319	**447,777,000**	**4,220,000**	**...**	**...**	**464,531,438**	**1,145,281,757**	**Total du département**	**347,102,577** [1]	**596,116,869**	**202,062,311**	**374,898,975** [1]
							Commission de contrôle de l'énergie atomique				
							Subventions				
							Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique				
...	12,000	...	...	8,000	...	20,000	Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaires	9,500	10,500	...	7,000
...	...	1	...	29,999	...	30,000	Subventions aux étudiants inscrits à un programme d'études supérieures au Canada en sciences ou en génie nucléaires	27,500	2,500	...	...
...	**12,000**	**1**	**...**	**37,999**	**...**	**50,000**	**Total—Subventions**	**37,000**	**13,000**	**...**	**7,000**
							Contributions				
							Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique				
...	935,000	...	...	...	...	935,000	Contributions pour le programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	552,019	382,981	...	150,000
...	**935,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**935,000**	**Total—Contributions**	**552,019**	**382,981**	**...**	**150,000**
...	**947,000**	**1**	**...**	**37,999**	**...**	**985,000**	**Total du programme**	**589,019**	**395,981**	**...**	**157,000**
228,753,319	**448,724,000**	**4,220,001**	**...**	**37,999**	**464,531,438**	**1,146,266,757**	**Total du ministère**	**347,691,596** [1]	**596,512,850**	**202,062,311**	**375,055,975** [1]

(S) Paiement de transfert législatif.
[1] Comprend les recettes à valoir sur le crédit au montant de $867,731 pour 1990-91 et $824,726 pour 1989-90.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Services et rémunérations de service	4,982,000[1]	3,248,540	4,771,851
Indemnisation pétrolière			
Autres recettes non fiscales	...	867,731	824,726
Total du département—Budgétaire	**4,982,000**	4,116,271	**5,596,577**
Total du ministère—Budgétaire	**4,982,000**	4,116,271	**5,596,577**

[1] Au cours de l'exercice, ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été réduit de $1,733,459.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxes sur les produits et services	64,113	...
Total des recettes fiscales	64,113	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Énergie atomique du Canada, Limitée	57,356,402	59,043,229
Dividende—Petro-Canada	35,000,000	
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité—		
Nouvelle-Écosse	303,136	306,925
Nouveau Brunswick	572,071	578,638
Manitoba	10,592,132	10,527,577
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,008,371	1,064,553
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale	302,064	442,357
	105,134,176	71,963,279
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services	539,344	757,455
Recouvrements de dépenses—Achat de capital	6,023	8,322
Recouvrements de paiements de transfert aux personnes	5,571	29,137
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	10,099,123	11,780,295
Recouvrements de paiements de transfert aux provinces et territoires	17,446	23,777
Recouvrements des autres paiements de transfert	2,451,983	13,434
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	70,494,349	56,105,503
Énergie atomique du Canada Limitée	4,342,861	4,829,445
Canertech Inc.	17,055,700	...
Divers	3,341	10
	105,015,741	73,547,378
Privilèges, licences et permis—		
Terrains publics—Redevances sur le pétrole et le gaz	3,073,185	2,812,704
Terrains publics—Autres recettes	90,850	110,461
Licences et permis	452,252	668,731
Frais d'inspection et d'examen	480,599	414,356
Divers	121	66,368
	4,097,007	4,072,620

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Essais et analyses	3,967,852	2,563,397
Traitement du métal	155,074	409,476
Services de tests et d'analyses scientifiques	174,350	391,310
Services spéciaux	1,045,819	888,452
Entretien de stations séismiques	...	235,499
Levés géologiques	90,728	128,270
Divers	114,494	47,031
	5,548,317	4,663,435
Produits des ventes—		
Données de levés, gazetiers, etc.	113,070	106,993
Revues et publications	120,926	142,352
Graphiques, cartes et plans	4,547,363	3,374,713
Ensembles de roches et de minéraux	208,736	184,624
Information cartographique	174,355	103,902
Photographies aériennes et impressions	678,628	467,627
Produits de la terre	356,386	817,602
Produits SPOT	52,388	234,212
Divers	10,798	20,534
	6,262,650	5,452,559
Autres recettes non fiscales—		
Bail, Hydro Manitoba	25,852,618	22,500,000
Projets à frais partagés	178,824	...
Location de bâtiments	70,519	111,013
Hibernia-TPS	251,839	...
Paiement en trop en rapport au programme d'encouragement du secteur pétrolier et le Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada	1,021,817	...
Divers	33,956	401,827
	27,409,573	23,012,840
Total des recettes non fiscales	**253,467,464**	**182,712,111**
Total du département	**253,531,577**	**182,712,111**

Commission de contrôle de l'énergie atomique

	Exercice en cours	Exercice précédent
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	15,068	5,693
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	59,546	55,294
	74,614	60,987
Privilèges, licences et permis	31,200	2,000
Rémunérations de services	36,933,362	...
Autres recettes non fiscales	777	162
Total du programme	**37,039,953**	**63,149**

Office national de l'énergie

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	14,755	4,534
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	71,372	1,571
	86,127	6,105
Rémunérations de services	21,988	141,725
Produits des ventes	890	1,160
Autres recettes non fiscales	61,897	71,393
Total du programme	**170,902**	**220,383**

	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxes sur les produits et services	64,113	...
Total des recettes fiscales	64,113	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	105,134,176	71,963,279
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	105,176,482	73,614,470
Privilèges, licences et permis	4,128,207	4,074,620
Rémunérations de services	42,503,667	4,805,160
Produits des ventes	6,263,540	5,453,719
Autres recettes non fiscales	27,472,247	23,084,395
Total des recettes non fiscales	290,678,319	182,995,643
Total du ministère	**290,742,432**	**182,995,643**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS
1990-91

Environnement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	16.2
Sommaire du ministère	16.4
Programmes par activité	16.6
Paiements de transfert	16.8
Détail des montants portés au crédit	16.14
Recettes	16.14

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer l'orientation de la politique et la gestion du ministère, lui fournir des services et pourvoir à l'examen des évaluations environnementales.

Description des activités

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales
Administration du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PEEE), prestation de conseils, de directives en matière de politiques et de règles administratives aux organismes participants pour la mise en application du processus, établissement de commissions indépendantes pour l'examen par le public des projets fédéraux pouvant avoir des incidences fâcheuses sur l'environnement, évaluation du rendement du PEEE et présentation de recommandations propres à améliorer la politique.

Administration
Cabinet du ministre de l'Environnement, bureaux du sous-ministre et du Conseil consultatif canadien de l'environnement; conseils sur la politique à suivre et l'élaborer, système de planification d'ensemble et coordination de la recherche et des affaires intergouvernementales; direction fonctionnelle et direction de la politique, coordination de la gestion financière et de la budgétisation, services du personnel, information, services d'amélioration de la gestion, services de biométrie et d'informatique, gestion du matériel et des biens-fonds et planification des mesures d'urgence.

Programme des services de l'environnement

Objectif

Promouvoir et entreprendre des programmes visant à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement et des programmes conçus pour améliorer la gestion et l'utilisation économique soutenue des ressources fauniques et des eaux intérieures du pays.

Description des activités

Conservation et protection
Grandes orientations, plans, information et ententes sur la gestion des ressources aquatiques, fauniques et terrestres, de manière à en assurer la pérennité; surveillance et prestation de données sur la quantité, la qualité et l'utilisation des ressources aquatiques, fauniques et terrestres; recherches sur les phénomènes chimiques, physiques, biologiques et socio-économiques de façon à déceler les tendances et les problèmes, à prévoir les incidences futures et à atténuer les effets néfastes sur l'environnement; négociations en vue de défendre les intérêts du Canada concernant les eaux transfrontières, les oiseaux migrateurs et autres ressources fauniques; réglementation et application d'ententes internationales et fédérales-provinciales ou de lois fédérales sur la protection et la répartition des ressources aquatiques, fauniques et terrestres; prévention des menaces environnementales dues aux activités humaines; inspection, analyse et mesures de coercition afin de garantir l'application des lois sur le contrôle des produits chimiques et des règlements sur la lutte antipollution; élaboration de lois et de programmes de lutte antipollution en collaboration avec les gouvernements provinciaux et autres; mise au point et à l'essai des techniques de lutte antipollution; examen des propositions concernant la réduction de la pollution; coordination des mesures nationales face aux urgences environnementales; réduction de la pollution; évaluation des incidences socio-économiques et de l'importance relative des menaces environnementales; coordination et administration de programmes afin de régler les questions environnementales.

Environnement atmosphérique
Prestation de renseignements et d'avis historiques, actuels et prévisionnels sur les conditions atmosphériques et sur l'état des mers et des glaces; ces renseignements couvrent des avertissements météorologiques, 24 heures par jour, dans toutes les régions du Canada et les eaux adjacentes dans les limites de la zone économique de 200 milles, et sont donnés avec suffisamment de détails et assez à l'avance pour que les Canadiens puissent planifier plus facilement leurs activités économiques, sociales et récréatives; recherches sur les prévisions météorologiques, sur la composition de l'atmosphére, sur le régime climatique et les pluies acides, l'effet de serre et les changements de la couche d'ozone; évaluations et avis sur les répercussions réciproques des acitivtés des êtres humains et des conditions atmosphériques; collaborations avec des universités et d'autres organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, nationaux et internationaux, afin de faire avancer le recherche atmosphérique et ses applications; création de la technologie d'instruments de mesure des conditions météorologiques et atmosphériques; élaboration et réalisation de programmes de formation météorologique; services nationaux de bibliothèque météorologique; et assistance aux authorités responsables en cas d'urgences environnementales.

Objectif

Sauvegarder les endroits qui constituent d'importants exemples du patrimoine naturel et culturel du Canada, pour le bénéfice, l'instruction et le plaisir des Canadiens, de manière à léguer ce patrimoine intact aux générations à venir.

Description des activités

Exploitation des parcs

La protection, la gestion des ressources, l'exploitation et l'entretien des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et d'autres aires du patrimoine, ainsi que la réalisation de programmes d'interprétation, d'information et d'accueil à l'intention du public.

Aménagement des parcs

L'élaboration et la mise en oeuvre de la législation, de la politique, de la recherche et de la planification; la création, l'aménagement et la protection de nouvelles aires et ressources du patrimoine; l'achèvement ou l'amélioration des aires du patrimoine et des parcs existants.

Gestion du programme et services techniques

Direction administrative du programme et prestation de services en génie et en architecture ainsi que de services administratifs généraux.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	40,798,000	...	...	40,798,000	1	Dépenses du programme				
...	...	34,539,000	...	34,539,000	1b	Dépenses du programme				
...	...	...	3,781,468	3,781,468		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	40,798,000	34,539,000	3,781,468	79,118,468		Total—Crédit 1	78,423,482	694,986	...	44,972,806
...	49,400	...	(17,370)	32,030	(S)	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	32,030	...	...	48,200
...	3,820,000	...	278,000	4,098,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,098,000	...	...	3,447,000
...	**44,667,400**	**34,539,000**	**4,042,098**	**83,248,498**		**Total du programme—Budgétaire**	**82,553,512**	**694,986**	...	**48,468,006**
						Programme des services de l'environnement				
...	402,337,000	...	...	402,337,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	16,122,000	...	16,122,000	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	36,180,570	36,180,570		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	402,337,000	16,122,000	36,180,570	454,639,570		Total—Crédit 5	440,687,787	13,951,783	...	384,929,115
...	57,727,000	...	...	57,727,000	10	Dépenses en capital				
...	...	6,940,000	...	6,940,000	10b	Dépenses en capital				
...	...	...	(5,624,925)	(5,624,925)		Virement au crédit 15				
...	57,727,000	6,940,000	(5,624,925)	59,042,075		Total—Crédit 10	55,330,185	3,711,890	...	59,256,235
...	44,329,050	...	...	44,329,050	15	Subventions et contributions				
...	...	11,266,000	...	11,266,000	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions				
...	...	1	...	1	15c	Virement de $5,624,925 du crédit 10 (Environnement)				
...	...	...	5,624,925	5,624,925		Virement du crédit 10				
...	44,329,050	11,266,001	5,624,925	61,219,976		Total—Crédit 15	46,660,250	14,559,726	...	26,606,231
...	36,593,000	...	2,664,000	39,257,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39,257,000	...	...	33,713,000
...	**540,986,050**	**34,328,001**	**38,844,570**	**614,158,621**		**Total du programme—Budgétaire**	**581,935,222**	**32,223,399**	...	**504,504,581**
						Programme Parcs				
...	247,441,000	...	...	247,441,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,600,000	...	1,600,000	20b	Dépenses de fonctionnement et contributions				
...	...	...	21,962,260	21,962,260		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	247,441,000	1,600,000	21,962,260	271,003,260		Total—Crédit 20	268,348,666	2,654,594	...	245,299,141

...	112,572,000	...	...	112,572,000	25	Dépenses en capital				
...	...	7,524,200	...	7,524,200	25b	Dépenses en capital				
...	112,572,000	7,524,200	...	120,096,200		Total—Crédit 25	112,988,111	7,108,089	...	108,482,907
...	2,236,000	...	...	2,236,000	30	Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement				
...	...	343,500	...	343,500	30b	Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	16,300	16,300		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	2,236,000	343,500	16,300	2,595,800		Total—Crédit 30	2,589,961	5,839	...	1,829,000
...	24,996,000	...	1,820,000	26,816,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26,816,000	...	...	22,739,000
...	...	...	7,458	7,458	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	7,458	...	...	6,236
...	...	...	130,616	130,616	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	130,616	...	...	...
...	**387,245,000**	**9,467,700**	**23,936,634**	**420,649,334**		**Total du programme—Budgétaire**	**410,880,812**	**9,768,522**	**...**	**378,356,284**
...	**972,898,450**	**78,334,701**	**66,823,302**	**1,118,056,453**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1,975,369,546**	**42,686,907[2]**	**...**	**931,328,871**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

[2] Comprend $24,549,500 de report de fonds: crédit 5, $9,560,000; crédit 10, $1,875,000; crédit 15, $12,996,000; et crédit 20, $118,500.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
								Bureau fédéral d'examen des				
...	4,783,000	6,350,000	...	(419,224)	...	...	10,713,776	évaluations environnementales	10,133,568	580,208	...	6,619,377
...	39,503,560	26,984,000	3,781,468	(3,948,546)	260,630	...	66,581,112	Administration	66,473,082	108,030	...	37,526,074
...	44,286,560	33,334,000	3,781,468	(4,367,770)	260,630	...	77,294,888	Total—Fonctionnement	76,606,650	688,238	...	44,145,451
								Capital				
								Bureau fédéral d'examen des				
...	6,000	...	...	315,624	...	...	321,624	évaluations environnementales	321,624	...	...	147,817
...	229,000	1,205,000	...	2,639,762	...	...	4,073,762	Administration	4,073,762	...	...	3,297,573
...	235,000	1,205,000	...	2,955,386	...	...	4,395,386	Total—Capital	4,395,386	...	...	3,445,390
								Paiements de transfert				
								Bureau fédéral d'examen des				
...	...	...	...	103,600	...	...	103,600	évaluations environnementales	103,600	...	...	...
...	145,840	...	...	1,308,784	...	...	1,454,624	Administration	1,447,876	6,748	...	877,165
...	145,840	...	...	1,412,384	...	...	1,558,224	Total—Paiements de transfert	1,551,476	6,748	...	877,165
								Sommaire du programme				
								Bureau fédéral d'examen des				
...	4,789,000	6,350,000	...	...	...	...	11,139,000	évaluations environnementales	10,558,792	580,208	...	6,767,194
...	39,878,400	28,189,000	3,781,468	...	260,630	...	72,109,498	Administration	71,994,720	114,778	...	41,700,812
...	**44,667,400**	**34,539,000**	**3,781,468**	**...**	**260,630**	**...**	**83,248,498**	**Total du programme—Budgétaire**	**82,553,512**	**694,986**	**...**	**48,468,006**
								Programme des services de l'environnement				
								Fonctionnement				
...	250,620,000	12,763,000	10,743,434	(8,800)	1,342,000	(1,566,000)	273,893,634	Conservation et protection	261,003,286	12,890,348	...	232,060,753
...	223,756,000	3,359,000	25,437,136	8,800	1,322,000	(33,880,000)	220,002,936	Environnement atmosphérique	218,941,501	1,061,435	...	186,581,362
...	(35,446,000)	...	...	...	...	35,446,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	438,930,000	16,122,000	36,180,570	...	2,664,000	...	493,896,570	Total—Fonctionnement	479,944,787	13,951,783	...	418,642,115
								Capital				
...	27,425,000	690,000	...	(1,835,296)	...	...	26,279,704	Conservation et protection	23,340,518	2,939,186	...	27,882,657
...	30,302,000	6,250,000	...	(3,789,629)	...	...	32,762,371	Environnement atmosphérique	31,989,667	772,704	...	31,373,578
...	57,727,000	6,940,000	...	(5,624,925)	...	...	59,042,075	Total—Capital	55,330,185	3,711,890	...	59,256,235

								Paiements de transfert				
...	42,250,050	11,256,001	...	5,476,925	...	...	58,982,976	Conservation et protection	44,456,902	14,526,074	...	24,711,021
...	2,079,000	10,000	...	148,000	...	...	2,237,000	Environnement atmosphérique	2,203,348	33,652	...	1,895,210
...	44,329,050	11,266,001	...	5,624,925	...	...	61,219,976	Total—Paiements de transfert	46,660,250	14,559,726	...	26,606,231
								Sommaire du programme				
...	318,729,050	24,709,001	10,743,434	3,632,829	1,342,000	...	359,156,314	Conservation et protection	328,800,706	30,355,608	...	284,654,431
...	222,257,000	9,619,000	25,437,136	(3,632,829)	1,322,000	...	255,002,307	Environnement atmosphérique	253,134,516	1,867,791	...	219,850,150
...	**540,986,050**	**34,328,001**	**36,180,570**	**...**	**2,664,000**	**...**	**614,158,621**	**Total du programme—Budgétaire**	**581,935,222**	**32,223,399**	**...**	**504,504,581**
								Programme Parcs				
								Fonctionnement				
...	198,517,150	1,643,500	16,004,825	64,274	1,463,034	...	217,692,783	Exploitation des parcs	215,876,737	1,816,046	...	199,187,338
...	21,626,518	...	1,756,981	(3,799)	145,600	...	23,525,300	Aménagement des parcs	23,361,949	163,351	...	19,008,459
...	52,270,000	...	4,216,754	...	349,440	...	56,836,194	Gestion du programme et services techniques	56,482,686	353,508	...	49,529,085
...	272,413,668	1,643,500	21,978,560	60,475	1,958,074	...	298,054,277	Total—Fonctionnement	295,721,372	2,332,905	...	267,724,882
								Capital				
...	82,885,000	7,524,200	...	...	...	...	90,409,200	Exploitation des parcs	84,854,071	5,555,129	...	78,433,142
...	18,275,000	...	...	...	...	...	18,275,000	Aménagement des parcs	17,174,193	1,100,807	...	18,767,543
...	11,727,000	...	...	...	...	...	11,727,000	Gestion du programme et services techniques	10,959,847	767,153	...	11,282,222
...	112,887,000	7,524,200	...	...	...	...	120,411,200	Total—Capital	112,988,111	7,423,089	...	108,482,907
								Paiements de transfert				
...	443,850	250,000	...	(64,274)	...	...	629,576	Exploitation des parcs	620,492	9,084	...	420,766
...	1,500,482	50,000	...	3,799	...	...	1,554,281	Aménagement des parcs	1,550,837	3,444	...	1,725,729
...	...	...	...	...	...	...	...	Gestion du programme et services techniques	...	...	...	2,000
...	1,944,332	300,000	...	(60,475)	...	...	2,183,857	Total—Paiements de transfert	2,171,329	12,528	...	2,148,495
								Sommaire du programme				
...	281,846,000	9,417,700	16,004,825	...	1,463,034	...	308,731,559	Exploitation des parcs	301,351,300	7,380,259	...	278,041,246
...	41,402,000	50,000	1,756,981	...	145,600	...	43,354,581	Aménagement des parcs	42,086,979	1,267,602	...	39,501,731
...	63,997,000	...	4,216,754	...	349,440	...	68,563,194	Gestion du programme et services techniques	67,442,533	1,120,661	...	60,813,307
...	**387,245,000**	**9,467,700**	**21,978,560**	**...**	**1,958,074**	**...**	**420,649,334**	**Total du programme—Budgétaire**	**410,880,812**	**9,768,522**	**...**	**378,356,284**
...	**972,898,450**	**78,334,701**	**61,940,598**	**...**	**4,882,704**	**...**	**1,118,056,453**	**Total du ministère—Budgétaire**	**1,075,369,546**	**42,686,907**	**...**	**931,328,871**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme d'administration				
							Contributions				
							Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales				
...	...	...	...	103,600	...	103,600	Programme d'appui des participants	103,600	...	...	...
							Administration				
...	145,840	...	...	596,084	...	741,924	Contribution au Conseil canadien des ministres et de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	741,124	800	...	173,901
...	...	...	...	712,700	...	712,700	Contribution à des organisations sans but lucratif pour des projets de la Semaine de l'environnement	706,752	5,948	...	693,264
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000
...	145,840	...	...	1,308,784	...	1,454,624		1,447,876	6,748	...	877,165
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	103,600	...	103,600	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	103,600	...	...	...
...	145,840	...	...	1,308,784	...	1,454,624	Administration	1,447,876	6,748	...	877,165
...	**145,840**	**...**	**...**	**1,412,384**	**...**	**1,558,224**	**Total du programme**	**1,551,476**	**6,748**	**...**	**877,165**
							Programme des services de l'environnement				
							Subventions				
							Conservation et protection				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau	5,000	...	...	5,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Creston Valley Wildlife Management	100,000	...	...	100,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Institut canadien de la fourrure	20,000	...	...	20,000
...	3,100,000	...	...	(168,487)	...	2,931,513	Fondation Habitat Faunique Canada	2,931,513	...	...	2,946,675
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Association canadienne des géographes	7,000	...	...	7,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne de la faune	10,000	...	...	10,000
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Les organismes environnementaux non gouvernementaux	149,425	575	...	150,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne de la nature	10,000	...	...	10,000
...	333,000	...	...	...	...	333,000	Fonds pour la toxicologie faunique	166,000	167,000	...	333,000
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Subventions aux universités	35,000	...	...	...

...	...	8,000,000	...	(2,000,000)	...	6,000,000	Subvention à la "Saskatchewan Water Corporation"	6,000,000	...	...	2,000,000
...	...	666,000	...	...	...	666,000	Subvention à la Société royale du Canada pour l'établissement d'une revue scientifique bilingue	666,000	...	...	...
...	...	50,000	...	...	...	50,000	Subvention à la "Canadian Energy Research Institute"	50,000	...	...	...
...	...	620,000	...	...	...	620,000	Programme de subventions de recherche aux universités—Qualité de l'eau des Grands Lacs	620,000	...	...	...
...	...	...	...	1,750,000	...	1,750,000	Subvention à l'Institut international pour le développement durable	1,750,000	...	...	...
...	...	...	...	2,500,000	...	2,500,000	Subventions au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	2,445,280	54,720	...	...
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Subvention au Friends of Wye Marsh	300,000	...	...	...
...	...	1	...	48,925	...	48,926	Subvention à la Société linnéenne du Québec	48,926	...	...	...
...	...	...	...	170,000	...	170,000	Subventions aux universités pour le Plan d'action du Saint-Laurent	167,000	3,000	...	...
...	3,770,000	9,336,001	...	2,600,438	...	15,706,439		15,481,144	225,295	...	5,581,675
							Environnement atmosphérique				
...	784,000	...	...	...	...	784,000	Recherches en météorologie	784,000	...	...	778,500
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Société canadienne de météorologie et d'océanographie	20,000	...	...	20,000
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Subvention à la Commission économique pour l'Europe	10,000	...	...	10,000
...	804,000	10,000	...	...	...	814,000		814,000	...	...	808,500
...	**4,574,000**	**9,346,001**	**...**	**2,600,438**	**...**	**16,520,439**	**Total—Subventions**	**16,295,144**	**225,295**	**...**	**6,390,175**
							Contributions				
							Conservation et protection				
...	445,000	...	...	(197,400)	...	247,600	Contributions aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	146,400	101,200	...	402,506
...	800,000	...	...	(800,000)	...	...	Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	...	...	...	800,000
...	2,400,000	...	...	10,000	...	2,410,000	Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	2,256,587	153,413	...	2,862,539
...	793,000	...	...	20,000	...	813,000	Contributions à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	812,634	366	...	747,804
...	2,495,000	...	...	...	...	2,495,000	Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'Accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	1,870,000	625,000	...	1,870,000
...	460,000	...	...	...	...	460,000	Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada	460,000	...	...	460,000
...	95,000	...	...	...	...	95,000	Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James	83,187	11,813	...	80,000
...	64,000	...	...	1,500	...	65,500	Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	65,498	2	...	58,916

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Contribution aux organismes environnementaux non gouvernementaux	192,431	7,569	...	92,339
...	197,000	...	...	134,000	...	331,000	Contribution à la province de Québec aux fins de l'accord de contrôle de la qualité des eaux	330,940	60	...	266,312
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Contribution à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale	19,083	917	...	15,425
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	...	...	15,000
							Contributions aux provinces destinées à la mise en oeuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques:				
...	350,000	...	...	(213,600)	...	136,400	Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle	136,306	94	...	28,076
...	2,500,000	...	...	(750,000)	...	1,750,000	Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser	1,750,000	...	...	2,500,000
...	9,507,000	...	...	...	...	9,507,000	Contributions aux provinces et territoires pour la décontamination des terrains	...	9,507,000	...	...
...	640,000	...	...	...	...	640,000	Contribution concernant des travaux de protection contre les crues à Placentia, Terre-Neuve	...	640,000	...	...
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Organisation mondiale de la santé	10,000	...	...	...
...	9,050	...	...	...	...	9,050	Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine	9,050	...	...	6,250
...	6,250,000	1,300,000	...	(148,000)	...	7,402,000	Fonds des partenaires de l'environnement	4,700,698	2,701,302	...	730,118
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Contribution à la province de Québec pour la protection et la dépollution du fleuve Saint-Laurent	2,355,549	144,451	...	594,211
...	4,582,000	...	...	3,648,000	...	8,230,000	Contribution à la province de Nouvelle-Écosse concernant le nettoyage des étangs bitumineux de Sydney	8,229,086	914	...	4,416,308
...	3,888,000	...	...	170,119	...	4,058,119	Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	3,757,476	300,643	...	1,895,941
...	250,000	...	...	(3,132)	...	246,868	Fonds mondial pour la nature	205,600	41,268	...	250,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Contribution au Comité sur l'état de la faune du Canada	10,000	...	...	...
...	...	80,000	...	...	...	80,000	Coalition canadienne contre les pluies acides	80,000	...	...	80,000
...	...	285,000	...	260,000	...	545,000	Contribution au Réseau canadien pour la protection de l'environnement	545,000	...	...	403,000
...	...	255,000	...	...	...	255,000	Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement	250,659	4,341	...	...

...	...	...	...	95,000	...	95,000	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique—Programme de contrôle des produits chimiques	95,000	...	...	86,601
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Contribution au Plan d'action du Saint-Laurent, volet Conservation, programme de sauvegarde des habitats	300,000	...	...	...
...	...	...	...	350,000	...	350,000	Programme de développement technologique du Centre Saint-Laurent	289,574	60,426	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	468,000
...	38,480,050	1,920,000	...	2,876,487	...	43,276,537		28,975,758	14,300,779	...	19,129,346
							Environnement atmosphérique				
...	1,175,000	...	...	148,000	...	1,323,000	Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	1,304,348	18,652	...	1,006,710
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Bourses d'études pour le programme météorologique	85,000	15,000	...	80,000
...	1,275,000	...	...	148,000	...	1,423,000		1,389,348	33,652	...	1,086,710
...	**39,755,050**	**1,920,000**	**...**	**3,024,487**	**...**	**44,699,537**	**Total—Contributions**	**30,365,106**	**14,334,431**	**...**	**20,216,056**
							Sommaire du programme par activité				
...	42,250,050	11,256,001	...	5,476,925	...	58,982,976	Conservation et protection	44,456,902	14,526,074	...	24,711,021
...	2,079,000	10,000	...	148,000	...	2,237,000	Environnement atmosphérique	2,203,348	33,652	...	1,895,210
...	**44,329,050**	**11,266,001**	**...**	**5,624,925**	**...**	**61,219,976**	**Total du programme**	**46,660,250**	**14,559,726**	**...**	**26,606,231**
							Programme Parcs				
							Subventions				
							Aménagement des parcs				
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	30,000	...	...	30,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada	20,000	...	...	20,000
...	**50,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**50,000**	**Total—Subventions**	**50,000**	**...**	**...**	**50,000**
							Contributions				
							Exploitation des parcs				
...	15,600	...	...	2,300	...	17,900	Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	15,322	2,578	...	17,900
...	50,000	...	...	(17,074)	...	32,926	Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	32,925	1	...	29,138
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs	245,285	4,715	...	244,878
...	66,000	...	...	...	...	66,000	Contribution à la Compagnie Franche de la Marine	66,000	...	...	66,000
...	6,250	...	...	...	...	6,250	Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine	6,250	...	...	6,250
...	30,400	...	...	600	...	31,000	Contribution au Musée de l'armée	31,000	...	...	31,000
...	25,600	...	...	(25,600)	...	...	Contribution au Comité municipal de Banff	...	...	...	25,600
...	...	100,000	...	(100,000)	...	...	Contribution au district régional de East Kootenay, Colombie-Britannique à l'égard du coût de remplacement de la station d'épuration des eaux usées de Radium	...	...	...	...
...	...	150,000	...	...	...	150,000	Contribution à la Ville de Banff pour le pavage de l'avenue Banff	150,000	...	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Contribution à l'Université de l'Alberta—Étude sur les wapitis	20,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature—4[e] Congrès mondial sur les parcs	50,000	...	...	...
...	...	...	...	5,500	...	5,500	Contribution au Conseil consultatif du Lac Louise	3,710	1,790	...	...
...	443,850	250,000	...	(64,274)	...	629,576		620,492	9,084	...	420,766
							Aménagement des parcs				
...	16,482	...	...	82	...	16,564	Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs	16,564	...	...	16,481
...	165,000	...	...	(5,000)	...	160,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	158,681	1,319	...	120,000
...	87,000	...	...	6,674	...	93,674	Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	93,673	1	...	86,096
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles—Centre de surveillance continue de la conservation de la nature	15,000	...	...	15,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au programme canadien sur l'Homme et la biosphère	15,000	...	...	15,000
...	65,000	...	...	...	...	65,000	Contribution au Fonds mondial pour la nature	65,000	...	...	65,000
...	47,000	...	...	(957)	...	46,043	Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	46,043	...	...	46,837
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Contributions pour des accords de partage des frais pour la rénovation de lieux et de monuments d'importance historique nationale	997,887	2,113	...	999,950
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Contribution au Conseil international des monuments et des sites	40,000	...	...	40,000
...	...	50,000	...	(50,000)	...	...	Contribution à la Ville de Vancouver pour le navire St. Roch et son abri	...	...	...	...
...	...	...	...	13,000	...	13,000	Contribution pour l'acquisition et la restauration de la maison Trestler	12,989	11	...	14,990
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Université de la Colombie-Britannique—Département de pédologie	30,000	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution à la "Second Century Conservation Club"—Initiative des aînés	10,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	256,375
...	1,450,482	50,000	...	3,799	...	1,504,281		1,500,837	3,444	...	1,675,729

							Gestion du programme et services techniques				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000
...	**1,894,332**	**300,000**	**...**	**(60,475)**	**...**	**2,133,857**	**Total—Contributions**	**2,121,329**	**12,528**	**...**	**2,098,495**
							Sommaire du programme par activité				
...	443,850	250,000	...	(64,274)	...	629,576	Exploitation des parcs	620,492	9,084	...	420,766
...	1,500,482	50,000	...	3,799	...	1,554,281	Aménagement des parcs	1,550,837	3,444	...	1,725,729
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000
...	**1,944,332**	**300,000**	**...**	**(60,475)**	**...**	**2,183,857**	**Total du programme**	**2,171,329**	**12,528**	**...**	**2,148,495**
...	**46,419,222**	**11,566,001**	**...**	**6,976,834**	**...**	**64,962,057**	**Total du ministère**	**50,383,055**	**14,579,002**	**...**	**29,631,891**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme d'administration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Coûts récupérés à l'intérieur du ministère pour des services administratifs généraux pour:			
Services de bureautique	...	3,002,362	2,563,308
Total du programme—Budgétaire	...	3,002,362	2,563,308
Programme des services de l'environnement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Conservation et protection			
Coûts récupérés du département des Affaires indiennes et Nord canadien pour:			
Stations de jaugeage hydrométrique—			
Yukon	292,000	256,655	264,000
Territoires du Nord-Ouest	765,000	710,000	831,420
Analyses	20,000	69,826	14,245
Autres services	15,000	...	...
Coûts récupérés du Programme Parcs pour:			
Services hydrométriques	130,000	147,875	75,785
Évaluations de la qualité des eaux	65,000	34,400	7,528
Étude de base— Parc national Nahanni	...	4,000	40,200
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	279,000	167,186	179,622
Silvilog 90	...	26,403	1,877,959
	1,566,000	1,416,345	3,290,759
Environnement atmosphérique			
Coûts récupérés du département des Transports pour:			
Services météorologiques à l'aviation	12,178,000	11,293,395	10,766,377
Services des glaces	14,346,000	14,417,662	14,790,000
Coûts récupérés du département de la Défense nationale pour service météorologique aux forces armées canadiennes	6,810,000	7,337,232	6,847,555
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	546,000	283,715	780,662
	33,880,000	33,332,004	33,184,594
Total du programme—Budgétaire	35,446,000	34,748,349	36,475,353
Total du ministère—Budgétaire	35,446,000	37,750,711	39,038,661

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	56	...
Total des recettes fiscales	56	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	76,769	33,276
Divers	709	1,035
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	311,634	90,142
	389,112	124,453
Autres recettes non fiscales	226,081	220,904
Total des recettes non fiscales	615,193	345,357
Total du programme	615,249	345,357
Programme des services de l'environnement		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	8,719	...
Total des recettes fiscales	8,719	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1,626,755	1,820,698
Remboursement de dépenses en capital	3,057	7,160
Divers	351,958	67,562
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,219,673	705,154
	3,201,443	2,600,574
Privilèges, licences et permis—		
Logements	591,455	615,343
Licences—Taxidermiste et aviculture	34,162	33,069
Permis de chasse d'oiseaux	3,909,765	2,854,650
Permis de fenaison et de pâturage	40,424	52,629
Autres services	84,489	87,183
	4,660,295	3,642,874
Rémunérations de services—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	4,867,656	4,937,442
Autres recouvrements relatifs à l'eau	265,865	472,740
Recettes météorologiques	797,691	783,979
Autres services	461,238	418,689
	6,392,450	6,612,850

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Publications, cartes et plans	332,183	310,982
Recettes provenant de services publics	108,066	62,715
Repas	50,301	114,978
Divers	141,808	221,699
	632,358	710,374
Autres recettes non fiscales	60,582	69,337
Total des recettes non fiscales	**14,947,128**	**13,636,009**
Total du programme	**14,955,847**	**13,636,009**
Programme Parcs		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	121,226	...
Total des recettes fiscales	**121,226**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	350,478	194,965
Remboursement de dépenses en capital	112,918	60,898
Divers	13,244	3,546
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	437,352	342,062
	913,992	601,471
Privilèges, licences et permis—		
Locations et concessions	8,284,038	10,670,172
Logements	1,929,555	1,913,553
Permis de roulottes et de camping	7,314,652	7,396,694
Permis de chasse et de pêche	364,706	420,878
Licences—Générales et d'affaires	255,189	358,231
Frais d'entrée	9,695,370	7,985,232
Permis de bois	105,204	196,905
Licences et permis d'écluses	1,272,723	1,193,682
Installations de récréation	2,294,775	2,569,457
Divers	88,249	122,262
	31,604,461	32,827,066

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services	6,770	9,631
Produits des ventes—		
Hydro—Canaux historiques	77,555	78,755
Enlèvement des ordures	377,890	570,874
Services d'eau et d'égout	592,991	695,800
Travaux de rue des lotissements urbains	105,059	203,390
Autres produits des ventes	114,060	84,691
	1,267,555	1,633,510
Autres recettes non fiscales—		
Intérêt sur les comptes échus	579,894	315,490
Divers	138,460	158,966
	718,354	474,456
Total des recettes non fiscales	**34,511,132**	**35,546,134**
Total du programme	**34,632,358**	**35,546,134**
Total du département	**50,203,454**	**49,527,500**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	130,001	...
Total des recettes fiscales	130,001	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,504,547	3,326,498
Privilèges, licences et permis	36,264,756	36,469,940
Rémunérations de services	6,399,220	6,622,481
Produits des ventes	1,899,913	2,343,884
Autres recettes non fiscales	1,005,017	764,697
Total des recettes non fiscales	50,073,453	49,527,500
Total du ministère	**50,203,454**	**49,527,500**

SECTION 17

COMPTES PUBLICS
1990-91

Finances

Département
Vérificateur général
Société d'assurance-dépôts du Canada
Tribunal canadien du commerce extérieur
Bureau du surintendant des institutions financières
Privatisation et affaires réglementaires

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	17.2
Sommaire du ministère	17.4
Programmes par activité	17.8
Paiements de transfert	17.11
Détail des montants portés au crédit	17.13
Recettes	17.14

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques

L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les aspects économiques et financiers des points suivants:

- la conjoncture et les perspectives économiques nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions micro-économiques et financières de tous les programmes gouvernementaux (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces; et
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales.

Monnaie canadienne

La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadiennes.

Organismes financiers internationaux

La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration

Comprend la direction du ministère, les services de consultation et de communications; et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme du service de la dette publique

Objectif

Prestation de fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description des activités

Frais d'intérêt

La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission

La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Programme des paiements de transfert fiscal

Objectif

Prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements de transfert fiscal

La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des Lois constitutionnelles, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique et d'autres textes législatifs.

Programme spécial

Objectif

Fournir un paiement budgétaire à la Caisse des réclamations étrangères.

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative

La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la loi. Cette tâche consiste à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Objectif

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur

Objectif

De façon valable, tant au point de vue économique que légal, faire des études, mener des enquêtes, rendre des décisions, faire des recommandations tel qu'il est prescrit sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables contre les évaluations du gouvernement portant sur les douanes et la taxe d'accise.

Description de l'activité

Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit les éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir faire des arbitrages, rendre des décisions, déterminer s'il y a préjudice ou faire des recommandations à la suite:

- de renvois, en vertu de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, effectués par le gouverneur en conseil sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice aux producteurs de biens et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question liée au tarif;
- d'enquêtes menées en vertu de la Loi sur le TCCE, à la suite de plaintes de préjudice grave causé par les importations qui sont déposées par des producteurs de biens canadiens;
- d'appels de décisions du gouvernement, en particulier du ministre ou du sous-ministre du Revenu national, Douanes et Accise, en vertu de la Loi sur les douanes, de la Loi sur la taxe d'accise et de la Loi sur les mesures spéciales d'importation; et
- de questions soulevées en vertu d'autres lois du Parlement ou règlements connexes, y compris de renvois, d'enquêtes de préjudice, d'observations d'intérêt public, de réexamens et de décisions portant sur l'identité des importateurs, relatifs aux droits antidumping et compensateurs en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

Bureau du surintendant des institutions financières

Objectif

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle relativement aux programmes en cours ou en élaboration.

Description de l'activité

Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères.

Privatisation et affaires réglementaires

Objectif

Veiller à la coordination et au déroulement ordonné du dessaisissement des biens d'entreprise qui ne nécessitent pas le droit de propriété du gouvernement afin de répondre à un objectif de politique connu; et d'améliorer l'accès et la participation du public au processus de réglementation.

Description de l'activité

Privatisation et affaires réglementaires

Offrir conseils et aide au ministre compétent concernant toutes les questions se rapportant à l'exécution efficace de ce mandat; concevoir des programmes d'information du public et les mettre en oeuvre; offrir des services de communication et de gestion.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Departement				
						Programme des politiques financières et économiques				
...	57,873,000	...	...	57,873,000	1	Dépenses du programme				
...	...	14,305,000	...	14,305,000	1b	Dépenses du programme				
...	...	6,774,000	...	6,774,000	1c	Dépenses du programme				
...	57,873,000	21,079,000	...	78,952,000		Total—Crédit 1	78,275,972	676,028	...	85,431,062
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	132,200,000	...	19,810,000	152,010,000	(S)	Paiements à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	152,010,000	...	...	336,000,000
...	4,600,000	...	(160,814)	4,439,186	(S)	Paiement à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	4,439,186	...	...	...
...	5,787,000	...	421,000	6,208,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,208,000	...	...	5,363,000
...	48,000,000	...	(19,673,623)	28,326,377	(S)	Achat de la monnaie canadienne	28,326,377	...	...	72,653,802
...	...	...	27,091,849	27,091,849	(S)	Pertes et bénéfices de change	27,091,849	...	...	4,650,673
...	...	...	472,408	472,408	(S)	Paiement d'éléments de passif virés aux recettes	472,408	...	...	337,397
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,784,948
...	248,509,400	21,079,000	27,961,245	297,549,645		Total budgétaire	296,873,617	676,028	...	508,269,082
...	1	...	276,089,999	276,090,000	L9	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $276,090,000 en faveur de l'Association internationale de développement. (Brut)	276,090,000	...	...	200,560,000
502,218,295	75,000,000	...	(75,000,000)	502,218,295	(S)	(L) Prêts au Fonds monétaire international conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8.1 (1). Limite $550,000,000. (Brut)	10,479,142	...	491,739,153	33,761,344
2,798,567,612	...	...	(28,236,937)	2,770,330,675	(S)	(L) Souscriptions à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes. Limite $2,627,671,570 (É-U). ($ (É-U) réévalué à $1 (É-U) = $1.1577 (Can)). (Brut)	...	...	2,770,330,675	...
...	18,730,000	...	...	18,730,000	L5	Paiement évalué à $18,730,000	18,255,955	474,045	...	18,500,000
3,751,908	...	...	(37,856)	3,714,052	(S)	(L) Souscription initiale à l'Agence multilatérale de garantie des investissements, conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 6.1. Limite $3,208,130 (É-U). ($ (É-U) réévalué à $1 (É-U) = $1.1577 (Can)). (Brut)	...	...	3,714,052	...

...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20,778,297
3,304,537,815	93,730,001	...	172,815,206	3,571,083,022		Total non budgétaire	304,825,097	474,045	3,265,783,880	273,599,641
						Total du programme—				
...	**248,509,400**	**21,079,000**	**27,961,245**	**297,549,645**		**Budgétaire**	**296,873,617**	**676,028**	**...**	**508,269,082**
3,304,537,815	**93,730,001**	**...**	**172,815,206**	**3,571,083,022**		**Non budgétaire**	**304,825,097**	**474,045**	**3,265,783,880**	**273,599,641**
						Programme du service de la dette publique				
...	41,150,000,000	1,800,000,000	(158,352,386)	42,791,647,614	(S)	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur la gestion des finances publiques)	42,791,647,614	...	...	38,937,256,649
...	**41,150,000,000**	**1,800,000,000**	**(158,352,386)**	**42,791,647,614**		**Total du programme—Budgétaire**	**42,791,647,614**	**...**	**...**	**38,937,256,649**
						Programme des paiements de transfert fiscal				
...	7,830,000,000	96,545,000	136,755,429	8,063,300,429	(S)	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et d'autres textes législatifs	8,063,300,429	...	...	7,848,668,516
...	290,000,000	...	(53,721,164)	236,278,836	(S)	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	236,278,836	...	...	279,531,927
...	**8,120,000,000**	**96,545,000**	**83,034,265**	**8,299,579,265**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,299,579,265**	**...**	**...**	**8,128,200,443**
						Programme spécial				
...	30,000	...	...	30,000	10	La Caisse des réclamations étrangères	3,100	26,900	...	3,400
...	...	1	...	1	12b	Fournir une garantie d'au plus $350,000,000 à la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada visant 90% des pertes nettes estimatives des prêteurs	...	1	...	...
...	...	85,000	...	85,000	13c	Paiement au compte d'indemnisation d'acheteurs de titres de placement	35,000	50,000	...	35,000
71,503,708	...	...	...	71,503,708	(S)	Paiements aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières	...	...	71,503,708	200,976
71,503,708	30,000	85,001	...	71,618,709		Total budgétaire	38,100	76,901	71,503,708	239,376
2,000,000	...	...	...	2,000,000	(S)	(L) Paiement à la Banque commerciale du Canada conformément à la Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada. Limite $75,000,000. (Brut)	...	...	2,000,000	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	398,868
2,000,000	...	...	...	2,000,000		Total non budgétaire	...	...	2,000,000	398,868
						Total du programme—				
71,503,708	**30,000**	**85,001**	**...**	**71,618,709**		**Budgétaire**	**38,100**	**76,901**	**71,503,708**	**239,376**
2,000,000	**...**	**...**	**...**	**2,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**2,000,000**	**398,868**
						Total du département—				
71,503,708	**49,518,539,400**	**1,917,709,001**	**(47,356,876)**	**51,460,395,233**		**Budgétaire**	**51,388,138,596**	**752,929**	**71,503,708**	**47,573,965,550**
3,306,537,815	**93,730,001**	**...**	**172,815,206**	**3,573,083,022**		**Non budgétaire**	**304,825,097**	**474,045**	**3,267,783,880**	**273,998,509**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Vérificateur général				
...	50,839,000	...	...	50,839,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	16,200	16,200		Virement du CT, crédit 5 [1]				
...	50,839,000	...	16,200	50,855,200		Total—Crédit 15	50,623,590	231,610	...	47,607,731
...	167,000	...	(763)	166,237	(S)	Traitement du Vérificateur général	166,237	...	...	158,364
...	5,154,000	...	375,000	5,529,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,529,000	...	...	4,848,000
...	**56,160,000**	...	**390,437**	56,550,437		**Total du programme—Budgétaire**	56,318,827	**231,610**	...	**52,614,095**
						Société d'assurance-dépôts du Canada				
1,625,000,000	...	...	...	1,625,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37 telle que modifiée. Limite $3,000,000,000. (Net)	(150,000,000)	...	1,775,000,000	(320,000,000)
1,625,000,000	...	...	...	1,625,000,000		**Total du programme—Non budgétaire**	(150,000,000)	...	**1,775,000,000**	**(320,000,000)**
						Tribunal canadien du commerce extérieur				
...	6,612,000	...	...	6,612,000	20	Dépenses du programme				
...	...	756,000	...	756,000	20c	Dépenses du programme				
...	...	...	1,227,689	1,227,689		Virement du CT, crédit 5 [1]				
...	6,612,000	756,000	1,227,689	8,595,689		Total—Crédit 20	8,588,910	6,779	...	8,961,132
...	809,000	...	59,000	868,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	868,000	...	...	747,000
...	**7,421,000**	**756,000**	**1,286,689**	9,463,689		**Total du programme—Budgétaire**	9,456,910	**6,779**	...	**9,708,132**
						Bureau du surintendant des institutions financières				
...	3,140,000	...	...	3,140,000	25	Dépenses du programme				
...	...	453,000	...	453,000	25c	Dépenses du programme				
...	...	...	95,000	95,000		Virement du CT, crédit 5 [1]				
...	3,140,000	453,000	95,000	3,688,000		Total—Crédit 25	3,675,128	12,872	...	2,714,784
...	...	...	392,021	392,021	(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	392,021	...	...	382,120
					(S)	Paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières				

38,299,683	...	...	...	38,299,683		Autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de $40,000,000, le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser, lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	(290,556)	...	38,590,239	3,152,236
38,299,683	**3,140,000**	**453,000**	**487,021**	**42,379,704**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,776,593**	**12,872**	**38,590,239**	**6,249,140**
						Privatisation et affaires réglementaires[2]				
...	9,396,000	...	...	9,396,000	30	Dépenses du programme	7,229,615	2,166,385	...	7,895,743
...	678,000	...	49,000	727,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	727,000	...	...	658,000
...	10,074,000	...	49,000	10,123,000		Total budgétaire	7,956,615	2,166,385	...	8,553,743
168,348,000	...	...	...	168,348,000	L35c	Total des emprunts de Eldorado Nucléaire Limitée. Limite $700,000,000. (Net)	...	...	168,348,000	...
4,500,000	...	...	...	4,500,000	(S)	(L) Paiements à Téléglobe Canada en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada, article 16. Limite $4,500,000. (Brut)	...	...	4,500,000	...
420,991,000	...	...	...	420,991,000	(S)	(L) Achat d'actions de la Société en vertu de la Loi sur Air Canada, article 13. Limite de capital autorisé $750,000,000. (Brut)	...	...	420,991,000	...
645,465,862	...	...	...	645,465,862	(S)	(L) Prêts et garanties de la Couronne en vertu de la Loi sur Air Canada, article 19. Limite $750,000,000. (Net)	(27,260,691)	...	672,726,553	(25,388,563)
1,239,304,862	...	...	...	1,239,304,862		Total non budgétaire	(27,260,691)	...	1,266,565,553	(25,388,563)
						Petro-Canada Limitée[2]				
...	...	...	27,228,147	27,228,147	(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à la Corporation, en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 22. Limite $1,000,000,000. (Net)	...	...	27,228,147	...
...	...	...	3,830,500,000	3,830,500,000		Souscriptions d'actions ordinaires de la Corporation en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 5. Limite $4,900,000,000. (Brut)	...	...	3,830,500,000	...
...	...	...	3,857,728,147	3,857,728,147		Total non budgétaire	...	...	3,857,728,147	..
						Total Privatisation et affaires réglementaires—				
...	**10,074,000**	...	**49,000**	**10,123,000**		**Budgétaire**	**7,956,615**	**2,166,385**	...	**8,553,743**
1,239,304,862	...	...	**3,857,728,147**	**5,097,033,009**		**Non budgétaire**	**(27,260,691)**	...	**5,124,293,700**	**(25,388,563)**
						Total du ministère—				
[illegible]	**49,895,334,000**	**1,918,918,001**	**(45,143,729)**	**51,578,912,063**		**Budgétaire**	**51,465,647,541**	**3,170,575**	**110,093,947**	**47,651,090,660**
[illegible]	**93,738,001**	...	**4,030,543,353**	**10,295,116,031**		**Non budgétaire**	**127,564,406**	**474,045**	**10,167,077,580**	**(71,390,054)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
(2) Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée d'Énergie, Mines et Ressources sous ce programme.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des politiques financières et économiques				
								Fonctionnement				
...	37,667,000	500,000	...	...	296,000	...	38,463,000	Politiques financières et économiques	37,962,412	500,588	...	35,165,576
...	48,000,000	...	...	...	(19,673,623)	...	28,326,377	Monnaie canadienne	28,326,377	...	...	72,653,802
...	31,125,400	20,579,000	...	...	27,689,682	(6,681,000)	72,713,082	Administration	71,227,208	1,485,874	...	53,324,031
...	(6,681,000)	...	...	...	...	6,681,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	110,111,400	21,079,000	...	...	8,312,059	...	139,502,459	Total—Fonctionnement	137,515,997	1,986,462	...	161,143,409
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Politiques financières et économiques	588,809	(588,809)	...	471,820
...	1,598,000	...	...	...	...	...	1,598,000	Administration	2,319,625	(721,625)	...	10,653,853
...	1,598,000	...	...	...	...	...	1,598,000	Total—Capital	2,908,434	(1,310,434)	...	11,125,673
								Paiements de transfert				
...	136,800,000	...	...	...	19,649,186	...	156,449,186	Organismes financiers internationaux	156,449,186	...	...	336,000,000
								Non budgétaire				
3,304,537,815	93,730,001	...	...	...	172,815,206	...	3,571,083,022	Organismes financiers internationaux	304,825,097	474,045	3,265,783,880	273,599,641
								Sommaire du programme				
...	37,667,000	500,000	...	...	296,000	...	38,463,000	Politiques financières et économiques	38,551,221	(88,221)	...	35,637,396
...	48,000,000	...	...	...	(19,673,623)	...	28,326,377	Monnaie canadienne	28,326,377	...	...	72,653,802
								Organismes financiers internationaux—				
...	136,800,000	...	...	...	19,649,186	...	156,449,186	Budgétaire	156,449,186	...	...	336,000,000
3,304,537,815	93,730,001	...	...	...	172,815,206	...	3,571,083,022	Non budgétaire	304,825,097	474,045	3,265,783,880	273,599,641
...	26,042,400	20,579,000	...	...	27,689,682	...	74,311,082	Administration	73,546,833	764,249	...	63,977,884
								Total du programme—				
...	**248,509,400**	**21,079,000**	**...**	**...**	**27,961,245**	**...**	**297,549,645**	**Budgétaire**	**296,873,617**	**676,028**	**...**	**508,269,082**
3,304,537,815	**93,730,001**	**...**	**...**	**...**	**172,815,206**	**...**	**3,571,083,022**	**Non budgétaire**	**304,825,097**	**474,045**	**3,265,783,880**	**273,599,641**

								Programme du service de la dette publique				
								Fonctionnement				
...	40,856,000,000	1,800,000,000	...	...	(81,854,458)	...	42,574,145,542	Frais d'intérêt	42,574,145,542	...	...	38,607,862,201
...	294,000,000	...	...	...	(76,497,928)	...	217,502,072	Frais de service et d'émission	217,502,072	...	...	329,394,448
								Total du programme—				
...	**41,150,000,000**	**1,800,000,000**	**...**	**...**	**(158,352,386)**	**...**	**42,791,647,614**	**Budgétaire**	**42,791,647,614**	**...**	**...**	**38,937,256,649**
								Programme des paiements de transfert fiscal				
...	8,120,000,000	96,545,000	...	...	83,034,265	...	8,299,579,265	Paiements de transfert	8,299,579,265	...	...	8,128,200,443
								Total du programme—				
...	**8,120,000,000**	**96,545,000**	**...**	**...**	**83,034,265**	**...**	**8,299,579,265**	**Budgétaire**	**8,299,579,265**	**...**	**...**	**8,128,200,443**
								Programme spécial				
71,503,708	30,000	85,001	...	...	...	...	71,618,709	Fonctionnement	38,100	76,901	71,503,708	239,376
2,000,000	...	...	...	...	...	...	2,000,000	Non budgétaire	...	...	2,000,000	398,868
								Total du programme—				
71,503,708	**30,000**	**85,001**	**...**	**...**	**...**	**...**	**71,618,709**	**Budgétaire**	**38,100**	**76,901**	**71,503,708**	**239,376**
2,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**2,000,000**	**398,868**
								Total du département—				
71,503,708	**49,518,539,400**	**1,917,709,001**	**...**	**...**	**(47,356,876)**	**...**	**51,460,395,233**	**Budgétaire**	**51,388,138,596**	**752,929**	**71,503,708**	**47,573,965,550**
3,306,537,815	**93,730,001**	**...**	**...**	**...**	**172,815,206**	**...**	**3,573,083,022**	**Non budgétaire**	**304,825,097**	**474,045**	**3,267,783,880**	**273,998,509**
								Vérificateur général				
								Fonctionnement				
...	54,155,000	...	16,200	...	374,237	...	54,545,437	Vérification législative	54,094,695	450,742	...	49,792,810
								Capital				
...	1,500,000	...	...	...	...	...	1,500,000	Vérification législative	1,720,592	(220,592)	...	2,340,193
								Paiements de transfert				
...	505,000	...	...	...	...	...	505,000	Vérification législative	503,540	1,460	...	481,092
...	**56,160,000**	**...**	**16,200**	**...**	**374,237**	**...**	**56,550,437**	**Total du programme—Budgétaire**	**56,318,827**	**231,610**	**...**	**52,614,095**
								Société d'assurance-dépôts du Canada				
1,625,000,000	...	...	...	...	...	...	1,625,000,000	Non budgétaire	(150,000,000)	...	1,775,000,000	(320,000,000)
								Total du programme—				
1,625,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,625,000,000**	**Non budgétaire**	**(150,000,000)**	**...**	**1,775,000,000**	**(320,000,000)**
								Tribunal canadien du commerce extérieur				
...	7,330,000	722,000	1,227,689	...	59,000	...	9,338,689	Fonctionnement	9,262,572	76,117	...	8,851,809
...	91,000	34,000	...	...	...	...	125,000	Capital	194,338	(69,338)	...	856,323
...	**7,421,000**	**756,000**	**1,227,689**	**...**	**59,000**	**...**	**9,463,689**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,456,910**	**6,779**	**...**	**9,708,132**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Bureau du surintendant des institutions financières				
								Fonctionnement				
39,474,757	40,051,000	453,000	95,000	...	...	(37,361,000)	42,712,757	Surveillance des institutions financières et services actuariels	2,828,052	1,294,466	38,590,239	5,237,089
...	...	...	...	...	392,021	...	392,021	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la fonction publique	392,021	...	...	382,120
...	(37,361,000)	...	...	...	...	37,361,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
39,474,757	2,690,000	453,000	95,000	...	392,021	...	43,104,778	Total—Fonctionnement	3,220,073	1,294,466	38,590,239	5,619,209
								Capital				
(1,175,074)	450,000	...	...	...	...	...	(725,074)	Surveillance des institutions financières et services actuariels	556,520	(1,281,594)	...	629,931
								Sommaire du programme				
38,299,683	3,140,000	453,000	95,000	...	...	...	41,987,683	Surveillance des institutions financières et services actuariels	3,384,572	12,872	38,590,239	5,867,020
...	...	...	...	...	392,021	...	392,021	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la fonction publique	392,021	...	...	382,120
38,299,683	**3,140,000**	**453,000**	**95,000**	**...**	**392,021**	**...**	**42,379,704**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,776,593**	**12,872**	**38,590,239**	**6,249,140**
								Privatisation et affaires réglementaires[(1)]				
...	9,754,000	...	...	...	49,000	...	9,803,000	Fonctionnement	7,811,031	1,991,969	...	8,446,616
...	320,000	...	...	...	...	...	320,000	Capital	145,584	174,416	...	107,127
1,239,304,862	...	...	3,857,728,147	...	...	...	5,097,033,009	Non budgétaire	(27,260,691)	...	5,124,293,700	(25,388,563)
								Total du programme—				
...	**10,074,000**	**...**	**...**	**...**	**49,000**	**...**	**10,123,000**	**Budgétaire**	**7,956,615**	**2,166,385**	**...**	**8,553,743**
1,239,304,862	**...**	**...**	**3,857,728,147**	**...**	**...**	**...**	**5,097,033,009**	**Non budgétaire**	**(27,260,691)**	**...**	**5,124,293,700**	**(25,388,563)**
								Total du ministère—				
109,803,391	**49,595,334,400**	**1,918,918,001**	**1,338,889**	**...**	**(46,482,618)**	**...**	**51,578,912,063**	**Budgétaire**	**51,465,647,541**	**3,170,575**	**110,093,947**	**47,651,090,660**
6,170,842,677	**93,730,001**	**...**	**3,857,728,147**	**...**	**172,815,206**	**...**	**10,295,116,031**	**Non budgétaire**	**127,564,406**	**474,045**	**10,167,077,580**	**(71,390,054)**

(1) Au cours de l'exercice, Petro-Canada Limitée a été transférée d'Énergie, Mines et Ressources sous ce programme.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des politiques financières et économiques				
							Autres paiements de transfert				
							Organismes financiers internationaux				
...	132,200,000	...	...	...	19,810,000	152,010,000	(S) Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	152,010,000	...	...	336,000,000
...	4,600,000	...	...	...	(160,814)	4,439,186	(S) Paiements à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international	4,439,186	...	...	...
...	**136,800,000**	...	...	...	**19,649,186**	**156,449,186**	**Total du programme**	**156,449,186**	...	...	**336,000,000**
							Programme des paiements de transfert fiscal				
							Autres paiements de transfert				
...	36,000,000	...	...	...	(108,563)	35,891,437	(S) Subventions législatives	35,891,437	...	...	35,893,277
...	8,163,000,000	(41,000,000)	...	...	138,574,000	8,260,574,000	(S) Péréquation fiscale	8,260,574,000	...	...	8,155,070,000
...	290,000,000	...	...	...	(53,721,164)	236,278,836	(S) Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	236,278,836	...	...	279,531,927
...	(369,000,000)	(11,000,000)	...	...	(3,038,459)	(383,038,459)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(383,038,459)	...	...	(342,294,761)
...	...	148,545,000	...	...	...	148,545,000	(S) Stabilisation fiscale	148,545,000	...	...	...
...	...	...	...	...	1,328,451	1,328,451	(S) Impôt sur les dividendes d'actions privilégiées	1,328,451	...	...	...
...	**8,120,000,000**	**96,545,000**	...	...	**83,034,265**	**8,299,579,265**	**Total du programme**	**8,299,579,265**	...	...	**8,128,200,443**
...	**8,256,800,000**	**96,545,000**	...	...	**102,683,451**	**8,456,028,451**	**Total du département**	**8,456,028,451**	...	...	**8,464,200,443**
							Vérificateur général				
							Subventions				
							Vérification législative				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques	3,540	1,460	...	3,570
...	**5,000**	...	...	...	...	**5,000**	**Total—Subventions**	**3,540**	**1,460**	...	**3,570**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements							Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Vérification législative				
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	500,000	...	...	477,522
...	**500,000**	...	...	...	...	**500,000**	**Total—Contributions**	**500,000**	...	...	**477,522**
...	**505,000**	...	...	...	...	**505,000**	**Total du programme**	**503,540**	**1,460**	...	**481,092**
...	**8,257,305,000**	**96,545,000**	...	...	**102,683,451**	**8,456,533,451**	**Total du ministère**	**8,456,531,991**	**1,460**	...	**8,464,681,535**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des politiques financières et économiques			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Frais relatifs aux biens et services récupérés du Conseil du Trésor, du Bureau du Contrôleur général et du Bureau de la privatisation et des affaires réglementaires	6,681,000	6,034,800	5,905,000
Total du programme—Budgétaire	**6,681,000**	**6,034,800**	**5,905,000**
Total du département—Budgétaire	**6,681,000**	**6,034,800**	**5,905,000**
Société d'assurance-dépôts du Canada			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursements de prêt. (Net)	...	150,000,000	320,000,000
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**150,000,000**	**320,000,000**
Bureau du surintendant des institutions financières			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Surveillance des institutions financières et services actuariels			
Évaluations de:			
Banques	...	7,038,423	7,099,027
Compagnies d'assurance	...	21,438,708	17,298,831
Sociétés d'investissement	...	128,495	94,261
Sociétés de fiducie	...	2,962,760	2,038,603
Sociétés de prêt	...	1,438,005	1,179,183
Sociétés coopératives de crédit	...	355,283	281,812
	...	33,361,674	27,991,717
Services offerts à la Société d'assurance-dépôts du Canada	...	448,979	403,983
Services offerts au Régime de pensions du Canada	...	706,740	564,859
Frais recouvrés en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension	...	815,997	671,633
Amendes	...	32,580	11,650
Autres recettes à valoir sur le crédit	...	12,000	52,974
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	1,447,331	3,385,075
Total du programme—Budgétaire	**37,361,000**[1]	**36,825,301**	**33,081,891**
Privatisation et affaires réglementaires			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement du prêt d'Air Canada. (Net)	...	27,260,691	25,388,563
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**27,260,691**	**25,388,563**
Total du ministère—			
Budgétaire	**44,042,000**	**42,860,101**	**38,986,891**
Non budgétaire	**...**	**177,260,691**	**345,388,563**

[1] Ventilation des revenus apparaissant au Budget des dépenses principal non disponible.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des politiques financières et économiques		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société d'assurance-dépôts du Canada	143,148,739	172,202,690
Banque du Canada—Virement des bénéfices	2,808,476,971	2,238,841,044
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,278,978	6,712,982
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	58,944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3,257,828	3,676,784
Programme spécial des prêts sur le développement	7,008,723	6,989,718
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	12,848,178	12,710,514
Jamaïque—Programme spécial—Aide économique	4,133,350	356,380
Royaume-Uni—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	11,597,490	12,192,169
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	7,394	8,839
Town of Oromocto Development Corporation	1,338	2,545
Fonds monétaire international	3,964,442	930,474
Comptes d'opérations de change—		
Compte du fonds des changes—Profit	2,635,370,477	1,599,157,401
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	11,140,372	11,177,914
Caisse—		
Intérêts—Banques à charte	76,438,028	...
Intérêts des dépôts bancaires	16,793	271,304,610
Intérêts—Dépôts à court terme	202,433,770	...
Autres comptes—		
Fonds renouvelable des approvisionnements	6,639,946	7,409,492
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	1,019,108	1,020,957
Fonds renouvelable de l'Imprimerie du gouvernement du Canada	471,310	471,953
Archives nationales du Canada—Service de microfilm	...	(3,039)
	5,934,312,179	4,345,222,371
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	270,731	104,503
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,299,166	334,973
	1,569,897	439,476
Rémunérations de services—		
Amendes, peines et confiscation	41,373	101,724
Frais—Accès à l'information	1,142	945
	42,515	102,669
Monnaie canadienne	110,586,871	355,235,208
Produits des ventes	11,230	5,000
Autres recettes non fiscales—		
Soldes non réclamés—Banque du Canada	237,979	223,817
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques	81	142,566
Chèques non réclamés	14,000,562	2,303,870
Transmission des papiers budgétaires	...	5,500
Recouvrements des retenues de rémunérations des employés	741	600
Recouvrement des prestations des employés	31,221	62,371
Diverses autres recettes	1,875,843	79,501
Lettres de crédit virées au Compte des rentes sur l'État	347,624	279,135
Rajustement au Fonds monétaire international	...	2,859,069
Don à la Couronne	6	...
Transfert du Fonds de réclamations de guerre	17	13
	16,494,074	5,956,442
Total du programme	**6,063,016,766**	**4,706,961,166**
Programme du service de la dette publique		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Autres comptes—		
Dette non échue détenue par le gouvernement—Profit	10,345,585	5,212,873
Autres recettes non fiscales—		
Virement de dette échue en circulation	3,318,181	331,948
Virement—Solde impayé—Coupons allemand	1,924	...
	3,320,105	331,948
Total du programme	**13,665,690**	**5,544,821**
Total du département	**6,076,682,456**	**4,712,505,987**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Vérificateur général		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,028	...
Total des recettes fiscales	**2,028**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	49,724	38,316
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	32,324	61,326
	82,048	99,642
Rémunérations de services—		
Services de vérification fournis à des organismes	371,114	357,812
Autres recettes non fiscales	30,641	22,125
Total des recettes non fiscales	**483,803**	**479,579**
Total du programme	**485,831**	**479,579**
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	4,987	23,870
Total du programme	**4,987**	**23,870**
Bureau du surintendant des institutions financières		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance:[2]		
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	992,842	1,747,558
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	106,355	(268,454)
Total des recettes fiscales	**1,099,197**	**1,479,104**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	(102)	667
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	13,630	31,993
Total des recettes non fiscales	**13,528**	**32,660**
Total du programme	**1,112,725**	**1,511,764**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privatisation et affaires réglementaires		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Eldorado Nucléaire Limitée	...	11,241,561
Corporation de développement des investissements du Canada	7,879,597	...
National Sea Products Ltd	...	271,770
Air Canada	7,086,328	8,958,457
	14,965,925	20,471,788
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements, biens et services	134,524	11,628
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	179,425	205,054
	313,949	216,682
Rémunérations de services	52	188
Produits des ventes—		
Ventes des sociétés d'État	...	147,263,960
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes des sociétés d'État	21,047	6,120
Total du programme	**15,300,973**	**167,958,738**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance	1,099,197	1,479,104
Taxe sur les produits et services	2,028	...
Total des recettes fiscales	1,101,225	1,479,104
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	5,959,623,689	4,370,907,032
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,984,409	812,330
Rémunérations de services	413,681	460,669
Monnaie canadienne	110,586,871	355,235,208
Produits des ventes	11,230	147,268,960
Autres recettes non fiscales	19,865,867	6,316,635
Total des recettes non fiscales	6,092,485,747	4,881,000,834
Total du ministère	**6,093,586,972**	**4,882,479,938**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] La partie 1 de la Loi sur la taxe d'accise établit une taxe de 10% sur le montant net des prime d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne à faire des opérations d'assurances. Une taxe de 10% sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS
1990-91

Forêts

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités	18.2
Sommaire du ministère	18.3
Programme par activité	18.4
Paiements de transfert	18.5
Détail des montants portés au crédit	18.7
Recettes	18.7

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Objectif

Promouvoir et accroître l'utilisation économique soutenue des ressources forestières du Canada par un aménagement forestier qui respecte l'environnement et augmenter les retombées économiques et sociales des forêts publiques et privées ainsi que des activités relatives aux forêts du Canada.

Description des activités

Recherche forestière et services techniques

Mettre en valeur les ressources forestières par la découverte, la mise au point, la démonstration et le transfert de nouvelles techniques permettant de résoudre les problèmes et d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'aménagement forestier; effectuer des recherches dans le domaine des ressources forestières, de la protection des forêts contre les insectes, les maladies et les feux, de l'environnement forestier et de l'utilisation du bois et en publier les résultats; donner des conseils techniques et des informations scientifiques aux ministères et aux organismes fédéraux, aux provinces, aux entreprises, aux établissements d'enseignement et aux autres pays; administrer des programmes spéciaux de recherche réalisés en collaboration; aider financièrement les organismes de recherche externe, notamment dans les domaines des produits forestiers et du génie forestier; fournir, s'il y a lieu, des services spécialisés et d'arpentage forestiers à d'autres ministères et organismes fédéraux, aux provinces et au secteur forestier.

Développement du secteur forestier

Favoriser directement le développement régional dans le secteur forestier et améliorer les ressources forestières; négocier, mettre en oeuvre et administrer des ententes fédérales-provinciales sur la mise en valeur des ressources forestières et d'autres projets de dévoloppement forestier et des programmes directement offerts aux provinces, aux entreprises privées et aux propriétaires de boisés privés en ce qui concerne le renouvellement forestier et l'aménagement forestier intensif; assurer le financement de l'aménagement forestier des terres fédérales, y compris la prestation de compétences et de formation techniques; faire des analyses du marché du travail dans le domaine forestier en vue d'appuyer l'élaboration de politiques et de programmes fédéraux.

Administration

Assurer la direction, l'orientation, la coordination et les services de soutien communs pour le Programme; élaborer des politiques et des programmes; fournir des renseignements et des conseils d'ordre économique; s'occuper des questions, des préoccupations et des possibilités liées au secteur forestier qu'elles soient d'ordre international général ou relatives aux entreprises ou au commerce.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	90,399,000	...	...	90,399,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,173,000	...	3,173,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $517,104 du crédit 5 (Forêts)				
...	...	...	517,104	517,104		Virement du: crédit 5				
...	...	...	5,929,000	5,929,000		CT, crédit 5[1]				
...	90,399,000	3,173,001	6,446,104	100,018,105		Total—Crédit 1	99,240,108	777,997	...	91,121,007
...	10,278,000	...	...	10,278,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(517,104)	(517,104)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(3,182,595)	(3,182,595)		crédit 10				
...	10,278,000	...	(3,699,699)	6,578,301		Total—Crédit 5	6,544,603	33,698	...	8,497,705
...	49,075,420	...	...	49,075,420	10	Subventions et contributions				
...	...	7,886,000	...	7,886,000	10c	Virement de $3,182,595 du crédit 5 (Forêts)				
...	...	...	3,182,595	3,182,595		Virement du crédit 5				
...	49,075,420	7,886,000	3,182,595	60,144,015		Total—Crédit 10	60,515,154	(371,139)	...	125,129,333
...	49,400	...	(3,692)	45,708	(S)	Ministre des Forêts—Traitement et allocation pour automobile	45,708	...	...	4,117
...	9,497,000	...	691,999	10,188,999	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,188,999	...	...	8,404,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	107
...	**159,298,820**	**11,059,001**	**6,617,307**	**176,975,128**		**Total du ministère—Budgétaire**	**176,534,572**	**440,556**	**...**	**233,156,269**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programme par activité

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Fonctionnement				
								Recherche forestière et services				
...	62,075,000	915,000	1,660,100	14,000	204,212	...	64,868,312	techniques	65,308,890	(440,578)	...	58,270,346
...	10,973,000	2,258,001	711,500	541,104	403,639	(655,354)	14,231,890	Développement du secteur forestier	12,627,877	1,604,013	...	13,577,646
...	27,464,400	...	3,557,400	(38,000)	80,456	... [(1)]	31,064,256	Administration	31,538,048	(473,792)	...	27,681,240
...	(567,000)	...	...	(88,354)	...	655,354	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	99,945,400	3,173,001	5,929,000	428,750	688,307	...	110,164,458	Total—Fonctionnement	109,474,815	689,643	...	99,529,232
								Capital				
								Recherche forestière et services				
...	5,036,000	...	...	(1,550,699)	...	...	3,485,301	techniques	3,451,460	33,841	...	4,478,366
...	264,000	...	...	...	...	...	264,000	Développement du secteur forestier	319,022	(55,022)	...	282,194
...	4,978,000	...	...	(2,149,000)	...	...	2,829,000	Administration	2,774,121	54,879	...	3,737,144
...	10,278,000	...	...	(3,699,699)	...	...	6,578,301	Total—Capital	6,544,603	33,698	...	8,497,704
								Paiements de transfert				
								Recherche forestière et services				
...	7,192,000	...	...	658,745	...	...	7,850,745	techniques	8,221,884	(371,139)	...	7,807,844
...	41,633,420	7,886,000	...	2,476,850	...	...	51,996,270	Développement du secteur forestier	51,996,270	...	...	117,069,489
...	250,000	...	...	47,000	...	...	297,000	Administration	297,000	...	...	252,000
...	49,075,420	7,886,000	...	3,182,595	...	...	60,144,015	Total—Paiements de transfert	60,515,154	(371,139)	...	125,129,333
								Sommaire du ministère				
								Recherche forestière et services				
...	74,303,000	915,000	1,660,100	(877,954)	204,212	...	76,204,358	**techniques**	76,982,234	(777,876)	...	70,556,556
...	52,303,420	10,144,001	711,500	3,017,954	403,639	...	66,580,514	**Développement du secteur forestier**	64,943,169	1,637,345	...	130,929,329
...	32,692,400	...	3,557,400	(2,140,000)	80,456	...	34,190,256	**Administration**	34,609,169	(418,913)	...	31,670,384
...	**159,298,820**	**11,059,001**	**5,929,000**	...	**688,307**	...	**176,975,128**	**Total du ministère—Budgétaire**	**176,534,572**	**440,556**	...	**233,156,269**

(1) Au cours de l'exercice, le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $88,354.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Subventions				
							Recherche forestière et services techniques				
...	50,000	...	...	(50,000)	...	...	Association forestière du Canada	...	...	...	50,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Festival de la forêt	5,000	...	...	5,000
...	78,500	...	...	...	...	78,500	Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	78,500	...	...	38,500
...	10,500	...	...	...	...	10,500	Subvention à l'Institut forestier d'Oxford	10,500	...	...	10,500
...	144,000	...	...	(50,000)	...	94,000		94,000	...	...	104,000
							Développement du secteur forestier				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec	25,000	...	...	25,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000		25,000	...	...	55,000
							Administration				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,000
...	**169,000**	**...**	**...**	**(50,000)**	**...**	**119,000**	**Total—Subventions**	**119,000**	**...**	**...**	**161,000**
							Contributions				
							Recherche forestière et services techniques				
...	1,600,000	...	...	478,861	...	2,078,861	Institut canadien de recherches en génie forestier	2,450,000	(371,139)	...	2,000,000
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Contribution au Conseil du peuplier du Canada	7,000	...	...	7,000
...	129,000	...	...	...	...	129,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	129,000	...	...	130,142
...	4,850,000	...	...	...	...	4,850,000	Contribution à la société FORINTEK du Canada	4,850,000	...	...	4,850,000
...	55,000	...	...	32,805	...	87,805	Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	87,805	...	...	77,704
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique	45,000	...	...	45,000
...	362,000	...	...	50,100	...	412,100	Contribution à l'Université de Moncton	412,100	...	...	397,548
...	...	...	...	24,979	...	24,979	Contribution à la Société du complexe sylvicole des Maritimes	24,979	...	...	146,450
...	...	...	...	22,000	...	22,000	Contribution pour la recherche forestière et le développement	22,000	...	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Association forestière du Canada	100,000	...	...	50,000
...	7,048,000	...	...	708,745	...	7,756,745		8,127,884	(371,139)	...	7,703,844

Paiements de transfert—*Fin*

Disponibles des exercices précédents (Provenance des autorisations)	Budget des dépenses principal (Indiquées dans)	Budgets des dépenses supplémentaires (Indiquées dans)	Virements entre ministères (Redressements et virements)	Virements à l'intérieur du ministère (Redressements et virements)	Redressements statutaires (Redressements et virements)	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice (Utilisation des autorisations)	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Développement du secteur forestier				
...	38,703,420	7,886,000	...	1,885,233	...	48,474,653	Contributions en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional aux fins de rajustement économique et socio-économique	48,474,653	...	...	116,161,959
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Contribution à la ville de Montréal	5,000	...	...	95,000
...	2,900,000	...	...	(584,845)	...	2,315,155	Contribution à l'Association de formation en foresterie de Terre-Neuve et du Labrador	2,315,155	...	...	330,000
...	...	...	...	1,176,462	...	1,176,462	Programme sur les forêts des territoires indiens	1,176,462	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	427,530
...	41,608,420	7,886,000	...	2,476,850	...	51,971,270		51,971,270	...	...	117,014,489
							Administration				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	250,000	...	...	250,000
...	...	...	...	47,000	...	47,000	Contribution à l'Union internationale des instituts de recherches forestières	47,000	...	...	...
...	250,000	...	...	47,000	...	297,000		297,000	...	...	250,000
...	**48,906,420**	**7,886,000**	**...**	**3,232,595**	**...**	**60,025,015**	**Total—Contributions**	**60,396,154**	**(371,139)**	**...**	**124,968,333**
							Sommaire du ministère par activité				
...	7,192,000	...	...	658,745	...	7,850,745	Recherche forestière et services techniques	8,221,884	(371,139)	...	7,807,844
...	41,633,420	7,886,000	...	2,476,850	...	51,996,270	Développement du secteur forestier	51,996,270	...	...	117,069,489
...	250,000	...	...	47,000	...	297,000	Administration	297,000	...	...	252,000
...	**49,075,420**	**7,886,000**	**...**	**3,182,595**	**...**	**60,144,015**	**Total du ministère**	**60,515,154**	**(371,139)**	**...**	**125,129,333**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Développement du secteur forestier	567,000 [1]	655,354	646,104
Total du ministère—Budgétaire	**567,000**	**655,354**	**646,104**

[1] Au cours de l'exercice, le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $88,354.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	6	...
Total des recettes fiscales	**6**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	296,959	213,430
Remboursement de dépenses	165,653	283,180
	462,612	496,610
Privilèges, licences et permis—		
Location, licences et permis	84,843	94,383
Rémunérations de services	...	25
Produits des ventes—		
Permis de coupe	87,261	68,392
Autres recettes non fiscales—		
Divers	1,610	2,301
Total des recettes non fiscales	**636,326**	**661,711**
Total	**636,332**	**661,711**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	**6**	**...**
Total des recettes fiscales	**6**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**462,612**	**496,610**
Privilèges, licences et permis	**84,843**	**94,383**
Rémunérations de services	**...**	**25**
Produits des ventes	**87,261**	**68,392**
Autres recettes non fiscales	**1,610**	**2,301**
Total des recettes non fiscales	**636,326**	**661,711**
Total du ministère	**636,332**	**661,711**

SECTION 19

COMPTES PUBLICS
1990-91

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités	19.2
Sommaire du ministère	19.3
Programme par activité	19.4
Paiements de transfert	19.5
Recettes	19.6

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada de remplir les fonctions que la constitution lui attribue et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général

Traitement du gouverneur général et dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de voyage et de représentation à l'étranger.

Distinctions honorifiques

Application des règlements sur l'Ordre du Canada, sur l'Ordre du Mérite militaire, sur les décorations canadiennes pour actes de bravoure, sur les médailles de police pour services distingués, sur les médailles pour service en milieu correctionnel, sur les médailles des pompiers pour services distingués, sur la Médaille du Service spécial et sur la Croix du Service méritoire; administration de l'autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	9,319,000	...	...	9,319,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	878,509	878,509		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	9,319,000	...	878,509	10,197,509		Total—Crédit 1	9,655,874	541,635	...	9,752,317
...	70,000	...	19,814	89,814	(S)	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	89,814	...	...	81,328
...	302,000	...	33,621	335,621	(S)	Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	335,621	...	...	254,641
...	839,000	...	61,000	900,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	900,000	...	...	741,000
...	**10,530,000**	...	**992,944**	**11,522,944**		**Total du ministère—Budgétaire**	**10,981,309**	**541,635**	...	**10,829,286**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programme par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Fonctionnement				
...	7,591,000	...	878,509	(87,541)	80,814	...	8,462,782	Gouverneur général	8,462,393	389	...	7,959,224
...	1,997,000	...	...	...	...	...	1,997,000	Distinctions honorifiques	1,649,442	347,558	...	1,944,112
...	525,000	...	...	...	...	...	525,000	Anciens gouverneurs généraux	334,312	190,688	...	192,760
...	10,113,000	...	878,509	(87,541)	80,814	...	10,984,782	Total—Fonctionnement	10,446,147	538,635	...	10,096,096
								Capital				
...	100,000	...	...	87,541	...	...	187,541	Gouverneur général	187,541	...	...	466,549
								Paiements de transfert				
...	317,000	...	...	...	33,621	...	350,621	Anciens gouverneurs généraux	347,621 [1]	3,000	...	266,641
								Sommaire du ministère				
...	7,691,000	...	878,509	...	80,814	...	8,650,323	Gouverneur général	8,649,934	389	...	8,425,773
...	1,997,000	...	...	...	...	...	1,997,000	Distinctions honorifiques	1,649,442	347,558	...	1,944,112
...	842,000	...	...	...	33,621	...	875,621	Anciens gouverneurs généraux	681,933	193,688	...	459,401
...	10,530,000	...	878,509	...	114,435	...	11,522,944	Total du ministère—Budgétaire	10,981,309	541,635	...	10,829,286

[1] Un montant de $335,621 a été imputé à l'article courant 1 .

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Subventions				
							Anciens gouverneurs généraux				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	12,000	3,000	...	12,000
...	302,000	...	...	...	33,621	335,621	(S) Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	335,621	...	...	254,641
...	**317,000**	**...**	**...**	**...**	**33,621**	**350,621**	**Total du ministère**	**347,621** [1]	**3,000**	**...**	**266,641**

(S) Paiement de transfert législatif.
[1] Un montant de $335,621 a été imputé à l'article courant 1.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	428	...
Total des recettes fiscales	**428**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13,210	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	49,924	34,023
Total des recettes non fiscales	**63,134**	**34,023**
Total	**63,562**	**34,023**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	428	...
Total des recettes fiscales	428	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	63,134	34,023
Total des recettes non fiscales	63,134	34,023
Total du ministère	**63,562**	**34,023**

SECTION 20

COMPTES PUBLICS
1990-91

Industrie, Sciences et Technologie

Département
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée
Agence spatiale canadienne
Société de développement du Cap-Breton
Banque fédérale de développement
Investissement Canada
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil des sciences du Canada
Statistique Canada
Société canadienne des postes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	20.2
Sommaire du ministère	20.6
Programmes par activité	20.11
Paiements de transfert	20.18
Détail des montants portés au crédit	20.27
Recettes	20.28

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie

Objectif

Favoriser la compétitivité et l'excellence de l'industrie, des sciences et de la technologie dans toutes les régions du Canada.

Description des activités

Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie

Diriger l'élaboration d'une politique industrielle et technologique et influencer les politiques des autres ministères de manière à améliorer le climat commercial et à favoriser la compétitivité sur le plan international et l'excellence.

Développement de l'industrie et de la technologie

Appuyer et favoriser le développement d'une industrie canadienne concurrentielle sur le plan international.

Opérations

Favoriser une gestion intégrée des programmes et services commerciaux d'ISTC, des activités internationales et de celles des bureaux provinciaux.

Sciences, coordination et promotion

Élaborer des politiques destinées au soutien des sciences et de la technologie; élaborer et formuler des politiques et des recommandations en vue de la meilleure application possible des ressources scientifiques et techniques aux questions nationales; favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques et technologiques dans l'élaboration et la formulation d'une politique gouvernementale; prévoir un mécanisme de révision et d'évaluation des politiques et des programmes; fournir des services de secrétariat aux comités chargés de projets.

Gestion et administration

Fournir un service de direction administrative, de contrôle et de soutien opérationnel aux fins de la gestion du ministère.

Programme de développement régional et de développement économique des Autochtones

Objectif

Favoriser le développement économique régional au Québec et en Ontario et aider les Autochtones à réaliser leur potentiel économique.

Description des activités

Développement régional au Québec et en Ontario

Coordonner, appuyer et favoriser le développement économique régional au Québec et en Ontario.

Programme de développement économique des Autochtones

Aider les Autochtones de toutes les régions du Canada à réaliser leur potentiel économique.

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée

Objectif

Mettre à la disposition du public la propriété industrielle et intellectuelle découlant d'activités de recherche et de développement financées par l'État et protéger ces techniques et bien d'autres, pour le bien du Canada.

Agence spatiale canadienne

Objectif

Favoriser l'utilisation et le développement pacifiques de l'espace et faire en sorte que la science et la technologie spatiales procurent des retombées socio-économiques aux Canadiens.

Description de l'activité

Agence spatiale canadienne

L'Agence spatiale canadienne est responsable d'une large part des activités financées par le gouvernement fédéral dans les secteurs de la recherche, du développement et des applications de la science et de la technologie spatiales, de la coordination globale des politiques et programmes spatiaux du gouvernement canadien; elle doit également promouvoir le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'industrie canadienne et encourager l'exploitation commerciale des capacités, technologies, installations et systèmes liés à l'espace. Dans l'exercice de ses responsabilités, l'Agence construit, acquiert, gère, entretient et exploite des véhicules, des installations et des systèmes de recherche et de développement de l'espace; conclut des ententes de collaboration avec l'industrie, les universités, les gouvernements provinciaux et les organismes internationaux; et accorde des subventions et contributions à l'appui des programmes ou projets liés à la recherche spatiale scientifique ou industrielle.

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'Île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable.

Banque fédérale de développement

Objectif

Favoriser et faciliter la création et l'expansion d'entreprises au Canada en fournissant un concours financier, des services de conseils en gestion et des programmes de formation en gestion, en accordant une attention particulière aux besoins des petites entreprises.

Investissement Canada

Objectif

Contribuer à l'expansion économique du Canada en agissant à titre de catalyseur et de centre névralgique des efforts déployés par les secteurs public et privé en vue d'accroître les investissements qui profitent au Canada.

Description de l'activité

Développement de l'investissement et stratégie

Inciter par des moyens appropriés les entreprises à investir; aider les entreprises canadiennes à exploiter les possibilités d'investissement et d'évolution technologique; effectuer des travaux de recherche et d'analyse sur l'investissement national et international; assurer des services d'information sur l'investissement et d'autres services en rapport avec l'investissement afin de faciliter l'essor économique au Canada; aider à formuler des politiques industrielles et économiques influant sur l'investissement au Canada; veiller à ce que les activités relatives aux avis et à l'examen des investissements soient menées comme l'exige la loi.

Conseil national de recherches du Canada

Objectif

Créer et acquérir des connaissances et de l'information scientifiques, techniques et en génie, et en promouvoir l'application pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social.

Description des activités

Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie

Recherche axée sur la création et le maintien de compétence nationale en sciences naturelles et en génie ainsi que sur l'acquisition de connaissances essentielles aux futures applications scientifiques et techniques.

Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale

Réalisation et encouragement de la recherche et du développement appliqués à la solution de problèmes d'importance économique et sociale dans des domaines tels que le bâtiment et la construction, l'énergie, l'état de l'environnement, l'alimentation, la santé, la sécurité publique et les transports.

Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels

Réalisation et encouragement de la recherche, du développement et d'activités connexes axés sur l'avancement technologique nécessaire à l'expansion industrielle par l'emploi de divers moyens, y compris le transfert de technologie, l'aide financière, des projets conjoints et des services techniques susceptibles de renforcer directement la capacité de recherche, de développement et d'innovation de l'entreprise industrielle au Canada.

Installations nationales

Établissement d'installations nationales de recherche et de développement en vue d'assurer des services à l'intention de l'entreprise industrielle, des gouvernements et des universités.

Recherches et services relatifs à la normalisation physique

Recherches et services, y compris le soutien d'activités nationales et internationales en matière de normalisation physique.

Information scientifique et technique

Sélection, acquisition, analyse, stockage, recherche et transfert d'informations scientifiques et techniques publiées et ordinolingues; établissement de bases de données numériques scientifiques validées; établissement et maintien d'un réseau canadien de services d'information scientifique et technique; élaboration de méthodes, de procédés et de normes d'échanges intersystèmes avec d'autres réseaux et services nationaux et internationaux; amélioration des procédés par l'emploi de techniques propres à accroître l'efficacité et la productivité; publication de journaux scientifiques canadiens.

Services de soutien administratif et spéciaux

Soutien administratif, y compris les services financiers et les services du personnel; services spéciaux, y compris l'exploitation et l'entretien des immeubles et installations du Conseil national de recherches; services de l'ordinateur central; tous les services nécessaires aux programmes du Conseil; et subventions en vue des affiliations à des activités et organismes scientifiques internationaux.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié et des activités connexes.

Administration

Administration des programmes de subventions et bourses.

Conseil des sciences du Canada

Objectif

Évaluation des besoins scientifiques et technologiques du Canada, sensibilisation plus grande du public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et action consultative auprès de l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

Description de l'activité

Activités

Évaluation des ressources, des besoins et des possibilités scientifiques et technologiques du Canada et préparation de rapports et de recommandations à ce sujet; sensibilisation du public aux problèmes et aux possibilités scientifiques et technologiques du Canada et à l'interdépendance du public, des gouvernements, des industries et des universités en matière de développement et d'emploi des sciences et de la technologie. La publication des études et des rapports rédigés pour le Conseil est laissée à la discrétion de celui-ci. Le Conseil dispose d'un petit personnel fournissant des services de direction et des services scientifiques, administratifs et techniques.

Statistique Canada

Objectif

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; et promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques ayant trait à la mesure des composantes nationales et internationales de la performance économique du Canada, et de coordonner les activités de collecte et de regroupement des données avec d'autres ministères fédéraux et avec les provinces et les territoires afin de réduire au minimum le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques relatives aux phénomènes économiques considérés comme ayant une grande incidence sur la situation des familles et des particuliers, et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions socio-économiques avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Recensement et statistique sociale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques démographiques et sa situation, produire les données du recensement de la population et coordonner les activités statistiques relatives aux questions sociales avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Statistique des institutions

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et en promouvoir l'utilisation, et coordonner les activités de collecte de données sur les institutions avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

Infrastructure technique

Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

Services de gestion centrale

Activité dont le principal objectif est de fournir des services de direction et de gestion centraux dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services de soutien administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du programme du Bureau.

Société canadienne des postes

Objectif

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie				
...	211,794,000	...	...	211,794,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1b	Virement de $8,490,999 du crédit 5 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	8,490,999	8,490,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	5,365,761	5,365,761		CT, crédit 5[1]				
...	211,794,000	1	13,856,760	225,650,761		Total—Crédit 1	224,853,998	796,763	...	211,844,750
...	536,946,000	...	...	536,946,000	5	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	5b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(8,490,999)	(8,490,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(14,999,999)	(14,999,999)		crédit 25				
...	536,946,000	1	(23,490,998)	513,455,003		Total—Crédit 5	417,410,630	96,044,373	...	625,681,378
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	53,199[2]
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Sciences—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	...
...	22,000,000	...	302,555	22,302,555	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	22,302,555	...	...	21,362,959
...	1,000,000	43,200,000	(7,596,153)	36,603,847	(S)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	36,603,847	...	...	3,166,350
...	16,843,000	...	1,225,000	18,068,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,068,000	...	...	16,088,000
...	...	...	9,675	9,675	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	9,675	...	...	506,916
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	99,541
...	788,681,800	43,200,002	(15,692,311)	816,189,491		Total budgétaire	719,348,355	96,841,136	...	878,803,093
...	300,000	...	...	300,000	L10	Paiement pour l'achat d'actions. (Brut)	...	300,000	...	...
...	500,000	...	...	500,000	L15	Prêts en vue d'aider des industries de fabrication, de transformation ou de services. (Brut)	...	500,000	...	...
1,948,436	...	...	...	1,948,436	L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $1,950,000. (Net)	(1,563)	...	1,949,999	...
1,948,436	800,000	...	...	2,748,436		Total non budgétaire	(1,563)	800,000	1,949,999	...
						Total du programme—				
...	**788,681,800**	**43,200,002**	**(15,692,311)**	**816,189,491**		**Budgétaire**	719,348,355	**96,841,136**	**...**	**878,803,093**
1,948,436	**800,000**	**...**	**...**	2,748,436		**Non budgétaire**	(1,563)	**800,000**	**1,949,999**	**...**

						Programme de développement régional et de développement économique des Autochtones				
...	31,701,000	...	...	31,701,000	20	Dépenses de fonctionnement	29,808,575	1,892,425	...	25,439,841
...	245,981,000	...	...	245,981,000	25	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	25b	Virement de $14,999,999 du crédit 5 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	14,999,999	14,999,999		Virement du crédit 5				
...	245,981,000	1	14,999,999	260,981,000		Total—Crédit 25	250,813,952	10,167,048	...	263,655,170
...	2,714,000	...	198,000	2,912,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,912,000	...	...	2,223,000
...	**280,396,000**	**1**	**15,197,999**	**295,594,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**283,534,527**	**12,059,473**	**...**	**291,318,011**
						Total du département—				
...	**1,069,077,800**	**43,200,003**	**(494,312)**	**1,111,783,491**		**Budgétaire**	**1,002,882,882**	**108,900,609**	**...**	**1,170,121,104**
1,948,436	**800,000**	**...**	**...**	**2,748,436**		**Non budgétaire**	**(1,563)**	**800,000**	**1,949,999**	**...**
						Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée				
...	799,000	...	...	799,000	30	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée				
...	...	1,000,000	...	1,000,000	30b	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée				
...	799,000	1,000,000	...	1,799,000		Total—Crédit 30	1,799,000	...	...	799,000
...	**799,000**	**1,000,000**	**...**	**1,799,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,799,000**	**...**	**...**	**799,000**
						Agence spatiale canadienne				
...	97,195,000	...	...	97,195,000	35	Dépenses de fonctionnement				
...	...	14,019,000	...	14,019,000	35b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(2,700,000)	(2,700,000)		Virement au crédit 40				
...	97,195,000	14,019,000	(2,700,000)	108,514,000		Total—Crédit 35	106,557,511	1,956,489	...	29,612,209
...	13,581,000	...	...	13,581,000	40	Contributions				
...	...	1	...	1	40b	Subvention inscrite au Budget				
...	...	2,420,000	...	2,420,000	40c	Virement de $2,700,000 du crédit 35 (Industrie, Sciences et Technologie)				
...	...	...	2,700,000	2,700,000		Virement du crédit 35				
...	13,581,000	2,420,001	2,700,000	18,701,001		Total—Crédit 40	18,701,000	1	...	25,005,000
...	1,368,000	...	97,163	1,465,163	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,465,163	...	...	...
...	...	...	29,322	29,322	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	29,322	...	...	...
...	**112,144,000**	**16,439,001**	**126,485**	**128,709,486**		**Total du programme—Budgétaire**	**126,752,996**	**1,956,490**	**...**	**54,617,209**

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société de développement du Cap-Breton				
...	32,000,000	...	...	32,000,000	45	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses en capital, le relèvement et l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	31,910,000	90,000	...	14,873,947
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	39,089,085
...	32,000,000	...	...	32,000,000		Total budgétaire	31,910,000	90,000	...	53,963,032
42,963,032	...	...	...	42,963,032	L40a	Avances à la Société en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2). Limite $50,000,000. (Net)	23,963,032	...	19,000,000	(33,963,032)
						Total du programme—				
...	**32,000,000**	**...**	**...**	**32,000,000**		**Budgétaire**	**31,910,000**	**90,000**	**...**	**53,963,032**
42,963,032	**...**	**...**	**...**	**42,963,032**		**Non budgétaire**	**23,963,032**	**...**	**19,000,000**	**(33,963,032)**
						Banque fédérale de développement				
...	15,273,000	...	...	15,273,000	50	Paiements à la Banque fédérale de développement				
...	...	...	812,000	812,000		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	15,273,000	...	812,000	16,085,000		Total—Crédit 50	15,838,024	246,976	...	24,189,459
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000,000
...	15,273,000	...	812,000	16,085,000		Total budgétaire	15,838,024	246,976	...	34,189,459
762,444,000	...	...	25,452,000	787,896,000	(S)	(L) Le montant global des prêts, passif réel et passif éventuel de la Banque fédérale de développement ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (quinze fois avec l'approbation du gouverneur en conseil), et ne peut jamais excéder $3.2 milliards. (Net)	...	...	787,896,000	...
						Total du programme—				
...	**15,273,000**	**...**	**812,000**	**16,085,000**		**Budgétaire**	**15,838,024**	**246,976**	**...**	**34,189,459**
762,444,000	**...**	**...**	**25,452,000**	**787,896,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**787,896,000**	**...**
						Investissement Canada				
...	8,928,000	...	...	8,928,000	55	Dépenses du programme				
...	...	...	174,839	174,839		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	8,928,000	...	174,839	9,102,839		Total—Crédit 55	9,100,264	2,575	...	8,583,053
...	955,000	...	70,000	1,025,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,025,000	...	...	926,000
...	**9,883,000**	**...**	**244,839**	**10,127,839**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,125,264**	**2,575**	**...**	**9,509,053**

						Conseil national de recherches du Canada				
...	238,878,000	...	...	238,878,000	60	Dépenses de fonctionnement				
...	...	500,000	...	500,000	60b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	28,252,949	28,252,949		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	238,878,000	500,000	28,252,949	267,630,949		Total—Crédit 60	265,333,901	2,297,048	...	242,328,075
...	49,977,000	...	...	49,977,000	65	Dépenses en capital				
...	...	116,200,000	...	116,200,000	65b	Dépenses en capital				
...	49,977,000	116,200,000	...	166,177,000		Total—Crédit 65	144,525,531	21,651,469	...	119,750,408
...	120,821,000	...	...	120,821,000	70	Subventions et contributions				
...	...	3,000,000	...	3,000,000	70b	Subvention inscrite au Budget				
...	...	1	...	1	70c	Subventions inscrites au Budget				
...	120,821,000	3,000,001	...	123,821,001		Total—Crédit 70	116,257,061	7,563,940	...	117,073,817
...	24,132,000	...	1,757,000	25,889,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,889,000	...	...	23,934,000
...	**433,808,000**	**119,700,001**	**30,009,949**	**583,517,950**		**Total du programme—Budgétaire**	**552,005,493**	**31,512,457**	**...**	**503,086,300**
						Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
...	15,480,000	...	...	15,480,000	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	605,000	...	605,000	75b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	90,000	...	90,000	75c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	551,200	551,200		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	15,480,000	695,000	551,200	16,726,200		Total—Crédit 75	16,208,338	517,862	...	15,579,666
...	406,707,000	...	...	406,707,000	80	Subventions				
...	...	39,641,000	...	39,641,000	80b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	2,484,000	...	2,484,000	80c	Subventions inscrites au Budget				
...	406,707,000	42,125,000	...	448,832,000		Total—Crédit 80	448,832,000	...	...	375,350,000
...	1,120,000	...	82,000	1,202,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,202,000	...	...	1,065,000
...	**423,307,000**	**42,820,000**	**633,200**	**466,760,200**		**Total du programme—Budgétaire**	**466,242,338**	**517,862**	**...**	**391,994,666**
						Conseil des sciences du Canada				
...	2,931,000	...	...	2,931,000	85	Dépenses du programme	2,870,871	60,129	...	2,769,669
...	290,000	...	...	290,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	290,000	...	...	270,000
...	**3,221,000**	**...**	**...**	**3,221,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,160,871**	**60,129**	**...**	**3,039,669**
						Statistique Canada				
...	251,119,000	...	...	251,119,000	90	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,735,000	...	4,735,000	90b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	9,096,778	9,096,778		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	251,119,000	4,735,000	9,096,778	264,950,778		Total—Crédit 90	260,018,948	4,931,830	...	219,053,486

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	8,685,000	...	...	8,685,000	95	Dépenses en capital				
...	...	310,000	...	310,000	95b	Dépenses en capital				
...	8,685,000	310,000	...	8,995,000		Total—Crédit 95	8,592,511	402,489	...	...
...	28,687,000	...	2,089,000	30,776,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,776,000	...	...	25,855,000
...	**288,491,000**	**5,045,000**	**11,185,778**	**304,721,778**		**Total du programme—Budgétaire**	**299,387,459**	**5,334,319**	**...**	**244,908,486**
						Société canadienne des postes				
...	148,500,000	...	...	148,500,000	100	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	148,500,000	...	...	184,500,000
...	...	1	...	1	102b	Autoriser la Société canadienne des postes à contracter un emprunt auprès d'autres personnes que Sa Majesté, jusqu'à concurrence de $155,500,000 pour l'exercice financier 1990-91 et 1991-92	...	1	...	...
...	148,500,000	1	...	148,500,001		Total budgétaire	148,500,000	1	...	184,500,000
420,000,000	...	...	...	420,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes, articles 28, 29 et 30. Limite globale $500,000,000. (Net)	...	...	420,000,000	...
						Total du programme—				
...	**148,500,000**	**1**	**...**	**148,500,001**		**Budgétaire**	**148,500,000**	**1**	**...**	**184,500,000**
420,000,000	**...**	**...**	**...**	**420,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**420,000,000**	**...**
						Total du ministère—				
...	**2,536,503,800**	**228,204,006**	**42,517,939**	**2,807,225,745**		**Budgétaire**	**2,658,604,327**	**148,621,418**	**...**	**2,650,727,978**
1,227,355,468	**800,000**	**...**	**25,452,000**	**1,253,607,468**		**Non budgétaire**	**23,961,469**	**800,000**	**1,228,845,999**	**(33,963,032)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) Traitement et allocation pour automobile du Ministre des Sciences, $4,999 a été amalgamé au Ministre de l'Industrie, Sciences et Technologie.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie				
								Fonctionnement				
...	13,586,000	...	...	126,000	...	...	13,712,000	Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie	13,711,392	608	...	16,382,045
...	97,175,000	...	...	(11,356,239)	...	...	85,818,761	Développement de l'industrie et de la technologie	85,510,068	308,693	...	91,295,170
...	58,924,000	...	...	(3,000,000)	...	...	55,924,000	Opérations	55,733,066	190,934	...	42,151,484
...	6,522,000	...	...	4,500,000	...	...	11,022,000	Sciences, coordination et promotion	10,946,213	75,787	...	10,552,372
...	51,533,800	1	5,365,761	12,801,238	1,235,525	...	70,936,325	Gestion et administration	70,861,769	74,556	...	61,472,390
...	227,740,800	1	5,365,761	3,070,999	1,235,525	...	237,413,086	Total—Fonctionnement	236,762,508	650,578	...	221,853,461
								Capital				
...	50,000	...	...	265,000	...	...	315,000	Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie	313,440	1,560	...	404,491
...	352,000	...	...	1,848,000	...	...	2,200,000	Développement de l'industrie et de la technologie	2,194,085	5,915	...	2,356,963
...	315,000	...	...	1,685,000	...	...	2,000,000	Opérations	1,943,332	56,668	...	2,089,871
...	...	...	...	...	...	...	...	Sciences, coordination et promotion	...	...	...	202,241
...	278,000	...	...	1,622,000	...	...	1,900,000	Gestion et administration	1,817,958	82,042	...	1,685,380
...	995,000	...	...	5,420,000	...	...	6,415,000	Total—Capital	6,268,815	146,185	...	6,738,946
								Paiements de transfert				
...	1,400,000	...	...	404,000	...	...	1,804,000	Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie	1,763,049	40,951	...	997,376
...	345,736,000	...	...	(13,833,317)	...	...	331,902,683	Développement de l'industrie et de la technologie	284,621,836	47,280,847	...	414,814,698
...	194,810,000	43,200,001	...	(10,056,681)	(7,293,598)	...	220,659,722	Opérations	175,307,147	45,352,575	...	221,907,612
...	18,000,000	...	...	(5,000)	...	...	17,995,000	Sciences, coordination et promotion	14,625,000	3,370,000	...	12,491,000
...	559,946,000	43,200,001	...	(23,490,998)	(7,293,598)	...	572,361,405	Total—Paiements de transfert	476,317,032	96,044,373	...	650,210,686
								Non budgétaire				
1,948,436	800,000	...	...	...	...	...	2,748,436	Développement de l'industrie et de la technologie	(1,563)	800,000	1,949,999	...

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	15,036,000	...	...	795,000	...	...	15,831,000	Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie	15,787,881	43,119	...	17,783,912
								Développement de l'industrie et de la technologie—				
...	443,263,000	...	...	(23,341,556)	...	...	419,921,444	Budgétaire	372,325,989	47,595,455	...	508,466,831
1,948,436	800,000	...	...	...	...	...	2,748,436	Non budgétaire	(1,563)	800,000	1,949,999	...
...	254,049,000	43,200,001	...	(11,371,681)	(7,293,598)	...	278,583,722	Opérations	232,983,545	45,600,177	...	266,148,967
...	24,522,000	...	...	4,495,000	...	...	29,017,000	Sciences, coordination et promotion	25,571,213	3,445,787	...	23,245,613
...	51,811,800	1	5,365,761	14,423,238	1,235,525	...	72,836,325	Gestion et administration	72,679,727	156,598	...	63,157,770
								Total du programme—				
...	**788,681,800**	**43,200,002**	**5,365,761**	**(14,999,999)**	**(6,058,073)**	**...**	**816,189,491**	**Budgétaire**	**719,348,355**	**96,841,136**	**...**	**878,803,093**
1,948,436	**800,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,748,436**	**Non budgétaire**	**(1,563)**	**800,000**	**1,949,999**	**...**
								Programme de développement régional et de développement économique des Autochtones				
								Fonctionnement				
...	22,613,000	...	...	(1,300,000)	198,000	...	21,511,000	Développement régional au Québec et en Ontario	20,073,380	1,437,620	...	18,587,703
...	11,648,000	...	...	(220,000)	...	...	11,428,000	Programme de développement économique des Autochtones	11,076,530	351,470	...	7,375,829
...	34,261,000	...	...	(1,520,000)	198,000	...	32,939,000	Total—Fonctionnement	31,149,910	1,789,090	...	25,963,532
								Capital				
...	131,000	...	...	1,300,000	...	...	1,431,000	Développement régional au Québec et en Ontario	1,335,065	95,935	...	1,461,406
...	23,000	...	...	220,000	...	...	243,000	Programme de développement économique des Autochtones	235,600	7,400	...	237,903
...	154,000	...	...	1,520,000	...	...	1,674,000	Total—Capital	1,570,665	103,335	...	1,699,309
								Paiements de transfert				
...	178,881,000	1	...	7,799,999	...	...	186,681,000	Développement régional au Québec et en Ontario	176,795,040	9,885,960	...	179,696,156
...	67,100,000	...	...	7,200,000	...	...	74,300,000	Programme de développement économique des Autochtones	74,018,912	281,088	...	83,959,014
...	245,981,000	1	...	14,999,999	...	...	260,981,000	Total—Paiements de transfert	250,813,952	10,167,048	...	263,655,170

								Sommaire du programme				
...	201,625,000	1	...	7,799,999	198,000	...	209,623,000	Développement régional au Québec et en Ontario	198,203,485	11,419,515	...	199,745,265
...	78,771,000	...	...	7,200,000	...	...	85,971,000	Programme de développement économique des Autochtones	85,331,042	639,958	...	91,572,746
...	**280,396,000**	**1**	**...**	**14,999,999**	**198,000**	**...**	**295,594,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**283,534,527**	**12,059,473**	**...**	**291,318,011**
								Total du département—				
...	**1,069,077,800**	**43,200,003**	**5,365,761**	**...**	**(5,860,073)**	**...**	**1,111,783,491**	**Budgétaire**	**1,002,882,882**	**108,900,609**	**...**	**1,170,121,104**
1,948,436	**800,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,748,436**	**Non budgétaire**	**(1,563)**	**800,000**	**1,949,999**	**...**
								Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée				
...	799,000	1,000,000	...	...	...	...	1,799,000	Fonctionnement	1,799,000	...	...	799,000
								Total du programme—				
...	**799,000**	**1,000,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,799,000**	**Budgétaire**	**1,799,000**	**...**	**...**	**799,000**
								Agence spatiale canadienne				
...	98,163,000	12,002,000	...	(2,700,000)	126,485	...	107,591,485	Fonctionnement	102,324,664	5,266,821	...	29,612,209
...	400,000	2,017,000	...	...	...	...	2,417,000	Capital	5,727,332	(3,310,332)	...	...
...	13,581,000	2,420,001	...	2,700,000	...	...	18,701,001	Paiements de transfert	18,701,000	1	...	25,005,000
								Total du programme—				
...	**112,144,000**	**16,439,001**	**...**	**...**	**126,485**	**...**	**128,709,486**	**Budgétaire**	**126,752,996**	**1,956,490**	**...**	**54,617,209**
								Société de développement du Cap-Breton				
...	32,000,000	...	...	...	...	...	32,000,000	Capital	31,910,000	90,000	...	53,963,032
42,963,032	...	...	...	...	...	...	42,963,032	Non budgétaire	23,963,032	...	19,000,000	(33,963,032)
								Total du programme—				
...	**32,000,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**32,000,000**	**Budgétaire**	**31,910,000**	**90,000**	**...**	**53,963,032**
42,963,032	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**42,963,032**	**Non budgétaire**	**23,963,032**	**...**	**19,000,000**	**(33,963,032)**
								Banque fédérale de développement				
...	15,273,000	...	812,000	...	...	...	16,085,000	Fonctionnement	15,838,024	246,976	...	24,189,459
...	...	...	...	...	...	...	...	Capital	...	...	...	10,000,000
762,444,000	...	...	...	...	25,452,000	...	787,896,000	Non budgétaire	...	...	787,896,000	...
								Total du programme—				
...	**15,273,000**	**...**	**812,000**	**...**	**...**	**...**	**16,085,000**	**Budgétaire**	**15,838,024**	**246,976**	**...**	**34,189,459**
762,444,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**25,452,000**	**...**	**787,896,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**787,896,000**	**...**
								Investissement Canada				
								Fonctionnement				
...	9,853,000	...	174,839	...	70,000	...	10,097,839	Développement de l'investissement et stratégie	9,865,637	232,202	...	9,195,906

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	30,000	...	...	...	...	...	30,000	Développement de l'investissement et stratégie	259,627	(229,627)	...	313,147
...	**9,883,000**	...	**174,839**	...	**70,000**	...	10,127,839	**Total du programme—Budgétaire**	10,125,264	**2,575**	...	**9,509,853**
								Conseil national de recherches du Canada				
								Fonctionnement				
...	31,054,000	...	3,418,607	...	212,597	(110,000)	34,575,204	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	37,469,562	(2,894,358)	...	36,996,580
...	32,448,000	...	3,644,630	...	226,653	(1,606,000)	34,713,283	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	51,640,285	(16,927,002)	...	32,063,994
...	117,253,000	500,000	12,996,357	...	808,220	(5,797,000)	125,760,577	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	92,922,191	32,838,386	...	100,561,594
...	20,954,000	...	2,175,477	...	135,289	(1,486,000)	21,778,766	Installations nationales	21,146,262	632,504	...	19,099,838
...	7,806,000	...	1,017,106	...	63,252	(480,000)	8,406,358	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	7,549,514	856,844	...	6,445,104
...	30,512,000	...	1,412,647	...	87,850	(8,347,000)	23,665,497	Information scientifique et technique	24,052,927	(387,430)	...	24,284,625
...	46,158,000	...	3,588,125	...	223,139	(5,349,000)	44,620,264	Services de soutien administratif et spéciaux	56,442,160	(11,821,896)	...	46,810,340
...	(23,175,000)	...	...	...	...	23,175,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	263,010,000	500,000	28,252,949	...	1,757,000	...	293,519,949	Total—Fonctionnement	291,222,901	2,297,048	...	266,262,075
								Capital				
...	3,552,000	...	...	...	...	...	3,552,000	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	4,391,931	(839,931)	...	6,033,974
...	5,919,000	...	...	...	...	(99,000)	5,820,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	6,563,170	(743,170)	...	5,099,937
...	11,001,000	116,200,000	...	...	...	(147,000)	127,054,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	106,732,021	20,321,979	...	76,338,940
...	24,150,000	...	...	...	...	(179,000)	23,971,000	Installations nationales	19,191,260	4,779,740	...	25,886,085
...	1,127,000	...	...	...	...	...	1,127,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	1,696,465	(569,465)	...	1,126,992
...	120,000	...	...	...	...	...	120,000	Information scientifique et technique	141,701	(21,701)	...	117,999

...	4,533,000	...	...	...	...	...	4,533,000	Services de soutien administratif et spéciaux	5,808,983	(1,275,983)	...	5,146,481
...	(425,000)	...	...	...	...	425,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	49,977,000	116,200,000	...	...	...	...	166,177,000	Total—Capital	144,525,531	21,651,469	...	119,750,408
								Paiements de transfert				
...	...	3,000,000	...	3,000,000	...	...	6,000,000	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	9,050,000	(3,050,000)	...	1,917,720
...	194,000	...	...	...	...	...	194,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	168,000	26,000	...	...
...	85,267,000	...	...	(3,539,999)	...	...	81,727,001	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	70,275,331	11,451,670	...	80,018,563
...	31,344,000	...	...	...	...	...	31,344,000	Installations nationales	32,275,534	(931,534)	...	31,180,517
...	78,000	...	...	...	...	...	78,000	Information scientifique et technique	76,860	1,140	...	78,000
...	3,938,000	1	...	539,999	...	...	4,478,000	Services de soutien administratif et spéciaux	4,411,336	66,664	...	3,879,017
...	120,821,000	3,000,001	...	...	...	...	123,821,001	Total—Paiements de transfert	116,257,061[1]	7,563,940	...	117,073,817
								Sommaire du programme				
...	34,496,000	3,000,000	3,418,607	3,000,000	212,597	...	44,127,204	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	50,911,493	(6,784,289)	...	44,948,274
...	36,856,000	...	3,644,630	...	226,653	...	40,727,283	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	58,371,455	(17,644,172)	...	37,163,931
...	207,577,000	116,700,000	12,996,357	(3,539,999)	808,220	...	334,541,578	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	269,929,543	64,612,035	...	256,919,097
...	74,783,000	...	2,175,477	...	135,289	...	77,093,766	Installations nationales	72,613,056	4,480,710	...	76,166,440
...	8,453,000	...	1,017,106	...	63,252	...	9,533,358	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	9,245,979	287,379	...	7,572,096
...	22,363,000	...	1,412,647	...	87,850	...	23,863,497	Information scientifique et technique	24,271,488	(407,991)	...	24,480,624
...	49,280,000	1	3,588,125	539,999	223,139	...	53,631,264	Services de soutien administratif et spéciaux	66,662,479	(13,031,215)	...	55,835,838
...	**433,808,000**	**119,700,001**	**28,252,949**	...	**1,757,000**	...	583,517,950	**Total du programme—Budgétaire**	**552,005,493**	**31,512,457**	...	**503,086,300**
								Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
								Fonctionnement				
...	16,248,000	695,000	551,200	...	82,000	...	17,576,200	Administration	16,300,932	1,275,268	...	15,864,518
								Capital				
...	352,000	...	...	...	...	...	352,000	Administration	1,109,406	(757,406)	...	780,148
								Paiements de transfert				
...	406,707,000	42,125,000	...	...	...	...	448,832,000	Subventions et bourses	448,832,000	...	...	375,350,000

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	406,707,000	42,125,000	...	...	...	...	448,832,000	Subventions et bourses	448,832,000	...	...	375,350,000
...	16,600,000	695,000	551,200	...	82,000	...	17,928,200	Administration	17,410,338	517,862	...	16,644,666
...	**423,307,000**	**42,820,000**	**551,200**	**...**	**82,000**	**...**	**466,760,200**	**Total du programme—Budgétaire**	**466,242,338**	**517,862**	**...**	**391,994,666**
								Conseil des sciences du Canada				
								Fonctionnement				
...	3,116,000	...	...	...	...	...	3,116,000	Activités	3,116,901	(901)	...	2,985,292
								Capital				
...	105,000	...	...	...	...	...	105,000	Activités	43,970	61,030	...	54,377
...	**3,221,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,221,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,160,871**	**60,129**	**...**	**3,039,669**
								Statistique Canada				
								Fonctionnement				
...	73,784,000	1,946,000	2,291,000	1,042,600	571,500	...	79,635,100	Statistique économique internationale et nationale	78,063,378	1,571,722	...	70,716,169
...	41,537,000	463,000	2,031,400	546,400	295,000	...	44,872,800	Statistique socio-économique	42,774,048	2,098,752	...	38,212,631
...	61,716,000	3,030,000	1,162,190	740,700	333,500	(700,000)	66,282,390	Recensement et statistique sociale	63,010,317	3,272,073	...	28,189,803
...	18,696,000	...	467,900	245,700	131,100	...	19,540,700	Statistique des institutions	19,162,641	378,059	...	17,412,740
...	79,094,000	180,000	2,487,588	5,344,084	569,400	(29,714,384)	57,960,688	Infrastructure technique	58,813,314	(852,626)	...	58,499,871
...	26,774,295	(884,000)	656,700	688,900	188,500	...[2]	27,424,395	Services de gestion centrale	28,959,765	(1,535,370)	...	24,171,036
...	(21,806,000)	...	...	(8,608,384)	...	30,414,384	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	279,795,295	4,735,000	9,096,778	...	2,089,000	...	295,716,073	Total—Fonctionnement	290,783,463	4,932,610	...	237,202,250
								Capital				
...	...	96,000	...	...	...	...	96,000	Statistique économique internationale et nationale	96,000	...	...	106,000
...	...	50,000	...	...	...	...	50,000	Statistique socio-économique	50,000	...	...	...
...	76,000	...	...	...	...	...	76,000	Recensement et statistique sociale	76,000	...	...	558,000
...	...	...	...	592,000	...	(592,000)	...	Infrastructure technique	...	...	...	...
...	8,609,000	164,000	...	...	...	...[2]	8,773,000	Services de gestion centrale	8,370,511	402,489	...	7,031,604
...	...	...	...	(592,000)	...	592,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	8,685,000	310,000	...	...	...	...	8,995,000	Total—Capital	8,592,511	402,489	...	7,695,604
								Paiements de transfert				
...	10,705	...	...	...	...	...	10,705	Services de gestion centrale	11,485	(780)	...	10,632

								Sommaire du programme				
...	73,784,000	2,042,000	2,291,000	1,042,600	571,500	...	79,731,100	Statistique économique internationale et nationale	78,159,378	1,571,722	...	70,822,169
...	41,537,000	513,000	2,031,400	546,400	295,000	...	44,922,800	Statistique socio-économique	42,824,048	2,098,752	...	38,212,631
...	61,092,000	3,030,000	1,162,190	740,700	333,500	...	66,358,390	Recensement et statistique sociale	63,086,317	3,272,073	...	28,747,803
...	18,696,000	...	467,900	245,700	131,100	...	19,540,700	Statistique des institutions	19,162,641	378,059	...	17,412,740
...	57,988,000	180,000	2,487,588	(3,264,300)	569,400	...	57,960,688	Infrastructure technique	58,813,314	(852,626)	...	58,499,871
...	35,394,000	(720,000)	656,700	688,900	188,500	...	36,208,100	Services de gestion centrale	37,341,761	(1,133,661)	...	31,213,272
...	**288,491,000**	**5,045,000**	**9,096,778**	**...**	**2,089,000**	**...**	**304,721,778**	**Total du programme—Budgétaire**	**299,387,459**	**5,334,319**	**...**	**244,908,486**
								Société canadienne des postes				
...	148,500,000	1	...	...	...	...	148,500,001	Fonctionnement	148,500,000	1	...	184,500,000
420,000,000	...	...	...	...	...	...	420,000,000	Non budgétaire	...	...	420,000,000	...
								Total du programme—				
...	**148,500,000**	**1**	**...**	**...**	**...**	**...**	**148,500,001**	**Budgétaire**	**148,500,000**	**1**	**...**	**184,500,000**
420,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**420,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**420,000,000**	**...**
								Total du ministère—				
...	**2,536,503,800**	**228,204,006**	**44,253,527**	**...**	**(1,735,588)**	**...**	**2,807,225,745**	**Budgétaire**	**2,658,604,327**	**148,621,418**	**...**	**2,650,727,978**
1,227,355,468	**800,000**	**...**	**...**	**...**	**25,452,000**	**...**	**1,253,607,468**	**Non budgétaire**	**23,961,469**	**800,000**	**1,228,845,999**	**(33,963,032)**

(1) Ce montant diffère de $1,496,782 du montant présenté à l'article courant 10 au tableau 3 (section 1 de ce volume) et résulte d'un paiement de $1,550,000 recouvré d'un autre département gouvernemental et d'un paiement de $53,218 fait à un autre département gouvernemental.

(2) Ces montants combinés comprennent une augmentation de $9,200,384 aux recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie				
							Subventions				
							Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie				
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	300,000	...	...	300,000
							Développement de l'industrie et de la technologie				
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Subventions au Fonds de relance	2,500,000	...	...	2,000,000
							Opérations				
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Subventions à des organismes sans but lucratif—Prix d'excellence du Canada	199,990	10	...	199,750
...	7,484,000	...	...	...	...	7,484,000	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie	5,273,313	2,210,687	...	8,910,680
...	...	1	...	1,153,999	...	1,154,000	Subventions versées dans le cadre de l'entente auxiliaire avec la Colombie-Britannique en matière de sciences et de technologie	1,144,426	9,574	...	4,232,493
...	7,684,000	1	...	1,153,999	...	8,838,000		6,617,729	2,220,271	...	13,342,923
							Sciences, coordination et promotion				
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subventions à la Société royale du Canada	1,000,000	...	...	1,000,000
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Subventions accordées à l'Institut canadien de recherches avancées pour égaler les contributions du secteur privé jusqu'à ce niveau maximum	2,000,000	...	...	2,000,000
...	15,000,000	...	...	(5,000)	...	14,995,000	Subventions au programme Bourses Canada	11,625,000	3,370,000	...	9,491,000
...	18,000,000	...	...	(5,000)	...	17,995,000		14,625,000	3,370,000	...	12,491,000
...	**28,484,000**	**1**	...	**1,148,999**	...	29,633,000	**Total—Subventions**	24,042,729	**5,590,271**	...	**28,133,923**

							Contributions				
							Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie				
...	1,100,000	...	...	404,000	...	1,504,000	Contributions aux initiatives en vertu de la politique nationale d'entrepreneurship	1,463,049	40,951	...	669,876
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	27,500
...	1,100,000	...	...	404,000	...	1,504,000		1,463,049	40,951	...	697,376
							Développement de l'industrie et de la technologie				
...	235,538,000	...	...	10,947,001	...	246,485,001	Contributions en vertu du programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	214,771,989	31,713,012	...	300,908,781
...	7,900,000	...	...	(792,000)	...	7,108,000	Contributions à Marine Industrie Limitée	6,216,580	891,420	...	29,000,253
...	7,800,000	...	...	(354,716)	...	7,445,284	Contributions aux campagnes sectorielles	5,918,891	1,526,393	...	1,039,604
...	16,800,000	...	...	(9,600,900)	...	7,199,100	Contributions aux technologies stratégiques	4,578,271	2,620,829	...	228,641
...	4,100,000	...	...	700,000	...	4,800,000	Contributions au réseau de communications avancées de la Saskatchewan	4,799,999	1	...	3,114,580
...	1,000,000	...	...	(500,000)	...	500,000	Contributions au programme de la technologie de l'environnement du fleuve Saint-Laurent	123,408	376,592	...	...
...	44,000	...	...	9,000	...	53,000	Contributions à l'Association canadienne des industries maritimes	51,731	1,269	...	71,269
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Contributions à l'Association canadienne des entreprises de géomatèque	18,000	...	...	27,000
...	200,000	...	...	167,898	...	367,898	Contributions à des organismes sans but lucratif et à des opérations commerciales en vue d'appuyer le tourisme	355,702	12,196	...	376,447
...	8,636,000	...	...	(4,068,600)	...	4,567,400	Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien	4,167,782	399,618	...	9,952,114
...	12,200,000	...	...	(180,000)	...	12,020,000	Contributions en vertu du programme de développement des systèmes microélectroniques	9,376,977	2,643,023	...	4,315,685
...	4,800,000	...	...	(3,130,000)	...	1,670,000	Contributions pour le système d'automatisation de la marche des trains	878,420	791,580	...	1,662,047
...	18,000,000	...	...	(18,000,000)	...	...	Contribution à Versatile Pacific Shipyards Inc.	...	...	...	...
...	18,200,000	...	...	(919,000)	...	17,281,000	Contributions en vertu du programme de mise en valeur de la technologie et du programme de recherche des possibilités technologiques en Europe	12,930,624	4,350,376	...	12,152,429
...	8,000,000	...	...	805,000	...	8,805,000	Contribution pour les travaux de la division Trenton de la Société Hawker-Siddeley	8,674,382	130,618	...	6,896,886
...	...	...	...	1,550,000	...	1,550,000	Contribution à l'observatoire à neutrino de Sudbury	1,550,000	...	...	166,878
...	...	...	...	9,533,000	...	9,533,000	Contributions en vertu du programme d'aide à l'industrie de la construction navale	7,709,080	1,823,920	...	8,678,181
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	34,223,903
...	343,236,000	...	...	(13,833,317)	...	329,402,683		282,121,836	47,280,847	...	412,814,698
							Opérations				
...	45,183,000	...	...	(3,958,784)	...	41,224,216	Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	28,736,119	12,488,097	...	48,026,874

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	96,703,000	...	...	(13,876,296)	...	82,826,704	Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	62,941,089	19,885,615	...	100,415,403
...	8,000,000	...	...	(1,237,000)	...	6,763,000	Contributions en vertu du programme de réduction des pluies acides	...	6,763,000	...	24,349,060
...	1,829,000	...	...	1,676,000	...	3,505,000	Contributions en vue d'appuyer le programme de développement industriel lié au transport dans l'Ouest	2,233,743	1,271,257	...	404,630
...	2,000,000	...	...	857,900	...	2,857,900	Contributions au programme d'application des technologies de pointe dans le secteur manufacturier	2,804,220	53,680	...	1,355,186
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Contributions au British Columbia Commercial Arbitration Centre	25,000	...	...	25,000
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Contributions au Conseil commercial Canada-Chine	200,000	...	...	250,000
...	2,005,000	...	...	...	...	2,005,000	Contributions aux producteurs de bardeaux et planchettes refondues de la vallée du Fraser	1,703,675	301,325	...	1,922,850
...	979,000	...	...	(979,000)	...	...	Contributions pour stimuler l'activité économique dans la zone désignée du Cap-Breton	...	...	...	2,561,559
...	5,722,000	...	...	(569,000)	...	5,153,000	Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique	2,831,146	2,321,854	...	2,028,273
...	180,000	...	...	713,500	...	893,500	Contributions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	859,527	33,973	...	865,484
...	1,300,000	...	...	60,200	...	1,360,200	Contribution du Canada à l'Institut national des technologies du magnésium	1,360,122	78	...	1,050,000
...	22,000,000	...	...	...	302,555	22,302,555	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	22,302,555	...	...	21,362,959
...	1,000,000	43,200,000	...	...	(7,596,153)	36,603,847	(S) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises	36,603,847	...	...	3,166,350
...	...	...	...	78,000	...	78,000	Contribution à la Commission de développement économique de Sarnia-Lambton	65,555	12,445	...	...
...	...	...	...	4,504,800	...	4,504,800	Contribution à l'Institut national d'optique	4,504,782	18	...	...
...	...	...	...	1,519,000	...	1,519,000	Contributions aux centres culturels et des congrès de l'Ontario	1,518,038	962	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	781,061
...	187,126,000	43,200,000	...	(11,210,680)	(7,293,598)	211,821,722		168,689,418	43,132,304	...	208,564,689
...	**531,462,000**	**43,200,000**	**...**	**(24,639,997)**	**(7,293,598)**	**542,728,405**	**Total—Contributions**	**452,274,303**	**90,454,102**	**...**	**622,076,763**

						Sommaire du programme par activité				
...	1,400,000	...	...	404,000	...	1,804,000	Élaboration d'une politique et promotion de l'industrie	1,763,049	40,951	...	997,376
...	345,736,000	...	...	(13,833,317)	...	331,902,683	Développement de l'industrie et de la technologie	284,621,836	47,280,847	...	414,814,698
...	194,810,000	43,200,001	...	(10,056,681)	(7,293,598)	220,659,722	Opérations	175,307,147	45,352,575	...	221,907,612
...	18,000,000	...	...	(5,000)	...	17,995,000	Sciences, coordination et promotion	14,625,000	3,370,000	...	12,491,000
...	**559,946,000**	**43,200,001**	**...**	**(23,490,998)**	**(7,293,598)**	**572,361,405**	**Total du programme**	**476,317,032**	**96,044,373**	**...**	**650,210,686**
						Programme de développement régional et de développement économique des Autochtones				
						Subventions				
						Développement régional au Québec et en Ontario				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Subvention à l'est de Montréal	50,000	...	...	...
...	...	1	...	49,999	...	50,000	Subvention au Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal (RESO)	50,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100,000
...	50,000	1	...	49,999	...	100,000		100,000	...	...	100,000
						Programme de développement économique des Autochtones				
...	1,000,000	...	...	(844,000)	...	156,000	Subventions en vertu du Programme de développement économique des Autochtones	156,000	...	...	999,242
...	**1,050,000**	**1**	**...**	**(794,001)**	**...**	**256,000**	**Total—Subventions**	**256,000**	**...**	**...**	**1,099,242**
						Contributions				
						Développement régional au Québec et en Ontario				
...	96,010,000	...	...	(27,303,806)	...	68,706,194	Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs terminés	68,669,930	36,264	...	96,306,945
...	224,000	...	...	255,315	...	479,315	Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	195,000	284,315	...	562,680
...	319,000	...	...	84,609	...	403,609	Contributions en vertu du Plan de développement de l'Est du Québec	302,887	100,722	...	432,290
...	13,900,000	...	...	4,248,965	...	18,148,965	Contributions dans le cadre du programme spécial de la région Laprade	16,689,551	1,459,414	...	19,987,310
...	1,583,000	...	...	(151,900)	...	1,431,100	Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique	596,657	834,443	...	519,113
...	313,000	...	...	1,637,310	...	1,950,310	Contributions en vertu du programme de développement du Bas St-Laurent/Gaspésie	1,606,401	343,909	...	6,523,789
...	11,496,000	...	...	(542,306)	...	10,953,694	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	7,214,239	3,739,455	...	6,653,971
...	400,000	...	...	3,747,537	...	4,147,537	Contributions en vertu du programme spécial pour la région de Thetford Mines	3,890,556	256,981	...	951,663
...	530,000	...	...	154,002	...	684,002	Contributions au Centre d'initiative technologique de Montréal	513,019	170,983	...	65,998
...	16,400,000	...	...	(5,937,624)	...	10,462,376	Contributions à l'amélioration de la productivité manufacturière	7,977,603	2,484,773	...	8,360,299

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	12,900,000	...	...	(664,800)	...	12,235,200	Contributions aux programmes de développement des entreprises	12,164,742	70,458	...	6,954,486
...	10,920,000	...	...	(5,644,500)	...	5,275,500	Contributions au programme de relance économique de l'Est de Montréal	5,275,477	23	...	4,141,351
...	200,000	...	...	65,600	...	265,600	Contributions au Parc de haute technologie	201,761	63,839	...	246,317
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Contributions au Commercial Arbitration Centre	25,000	...	...	25,000
...	8,400,000	...	...	6,425,852	...	14,825,852	Contributions à l'infrastructure industrielle—Matane	14,825,851	1	...	7,633,801
...	21,000	...	...	184,000	...	205,000	Contributions à la Promotion industrielle de Dolbeau Inc.	205,000	...	...	...
...	90,000	...	...	267,519	...	357,519	Contributions au Centre des Plastiques de Bellechasse Inc.	357,519	...	...	...
...	5,100,000	...	...	(2,782,124)	...	2,317,876	Contribution à la Municipalité de Sept-Îles	2,317,874	2	...	...
...	...	...	...	6,857	...	6,857	Contribution à la Société en commandite Soccrent	6,727	130	...	...
...	...	...	...	13,000	...	13,000	Contributions en vertu du programme de développement du tourisme aux Îles-de-la-Madeleine	11,496	1,504	...	...
...	...	...	...	25,583,660	...	25,583,660	Contribution à l'Aluminerie Alouette Inc.	25,583,660	...	...	20,000,000
...	...	...	...	44,631	...	44,631	Contribution à la Commission de développement économique du Saguenay/Lac St-Jean	44,631	...	...	...
...	...	...	...	431,243	...	431,243	Capitalisation d'études de faisabilité pour établir un centre de conférence international à Montréal	431,243	...	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Contribution à la Corporation du Centre d'Incubation d'Entreprise du Québec Inc.	100,000	...	...	...
...	...	...	...	62,900	...	62,900	Contributions en vertu du programme de relance industrielle pour le sud-ouest de Montréal	62,840	60	...	...
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Contributions à la Corporation du Festival des Montgolfières du Haut Richelieu	150,000	...	...	...
...	...	...	...	2,303,260	...	2,303,260	Contributions à la ville de Montréal en vertu du programme du Parc des Isles	2,303,260	...	...	...
...	...	...	...	250,000	...	250,000	Contributions au programme d'aide pour le Marché Int'l du Film, de la TV et Vidéo Inc.	250,000	...	...	...
...	...	...	...	960,800	...	960,800	Contributions en vertu du programme d'appui pour des activités de développement régional au Québec	922,116	38,684	...	...
...	...	...	...	3,800,000	...	3,800,000	Contributions à la Baie des Chaleurs Aquaculture Inc.	3,800,000	...	...	...

...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	231,143
...	178,831,000	...	...	7,750,000	...	186,581,000		176,695,040	9,885,960	...	179,596,156
							Programme de développement économique des Autochtones				
...	66,100,000	...	...	8,044,000	...	74,144,000	Contributions en vertu du Programme de développement économique des Autochtones	73,862,912	281,088	...	61,255,888
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	21,703,884
...	66,100,000	...	...	8,044,000	...	74,144,000		73,862,912	281,088	...	82,959,772
...	**244,931,000**	**...**	**...**	**15,794,000**	**...**	**260,725,000**	**Total—Contributions**	**250,557,952**	**10,167,048**	**...**	**262,555,928**
							Sommaire du programme par activité				
...	178,881,000	1	...	7,799,999	...	186,681,000	Développement régional au Québec et en Ontario	176,795,040	9,885,960	...	179,696,156
...	67,100,000	...	...	7,200,000	...	74,300,000	Programme de développement économique des Autochtones	74,018,912	281,088	...	83,959,014
...	**245,981,000**	**1**	**...**	**14,999,999**	**...**	**260,981,000**	**Total du programme**	**250,813,952**	**10,167,048**	**...**	**263,655,170**
...	**805,927,000**	**43,200,002**	**...**	**(8,490,999)**	**(7,293,598)**	**833,342,405**	**Total du département**	**727,130,984**	**106,211,421**	**...**	**913,865,856**
							Agence spatiale canadienne				
							Subventions				
...	...	1	...	250,000	...	250,001	Subvention à la Fondation canadienne pour l'Université internationale de l'espace	250,000	1	...	...
...	**...**	**1**	**...**	**250,000**	**...**	**250,001**	**Total—Subventions**	**250,000**	**1**	**...**	**...**
							Contributions				
...	7,111,000	...	...	...	...	7,111,000	Contribution du Canada au budget de l'Agence spatiale européenne (ASE)	7,092,000	19,000	...	6,914,293
...	800,000	...	...	202,000	...	1,002,000	Contribution du Canada pour le programme préparatoire d'observation de la Terre (EOPP)	1,172,000	(170,000)	...	908,648
...	3,000,000	...	...	(250,000)	...	2,750,000	Contribution du Canada pour le programme relié au satellite européen de télédétection (ERS-1)	2,685,000	65,000	...	...
...	1,070,000	...	...	409,698	...	1,479,698	Contribution du Canada pour le programme de développement et d'expérimentation de véhicules spatiaux et de charges utiles (PSDE)	1,448,698	31,000	...	901,426
...	1,600,000	...	...	...	...	1,600,000	Contribution au programme Olympus de l'ASE	1,545,000	55,000	...	...
...	...	2,420,000	...	...	...	2,420,000	Contribution à l'Agence spatiale européenne, aux fins de la participation du Canada au programme de Satellite de télédétection-2 (ERS-2)	2,420,000	...	...	...
							Contributions du Canada à l'Agence spatiale européenne pour:				
...	...	...	...	188,127	...	188,127	Programme de systèmes et de technologie de pointe	188,127	...	...	...
...	...	...	...	907,000	...	907,000	Programme de mission de technologie et de relais de données	907,000	...	...	...
...	...	...	...	993,175	...	993,175	Mission d'observation de la Terre sur orbite polaire	993,175	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16,280,633
...	**13,581,000**	**2,420,000**	**...**	**2,450,000**	**...**	**18,451,000**	**Total—Contributions**	**18,451,000**	**...**	**...**	**25,005,000**
...	**13,581,000**	**2,420,001**	**...**	**2,700,000**	**...**	**18,701,001**	**Total du programme**	**18,701,000**	**1**	**...**	**25,005,000**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Conseil national de recherches du Canada				
							Subventions				
							Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie				
...	...	3,000,000	...	3,000,000	...	6,000,000	Subvention à l'Université Carleton pour la recherche en physique des particules	6,000,000	...	...	...
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	596,000	1	...	139,999	...	736,000	Affiliations internationales	727,836	8,164	...	580,517
...	3,282,000	...	...	400,000	...	3,682,000	Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	3,682,000	...	...	3,282,000
...	3,878,000	1	...	539,999	...	4,418,000		4,409,836	8,164	...	3,862,517
...	**3,878,000**	**3,000,001**	**...**	**3,539,999**	**...**	**10,418,000**	**Total—Subventions**	**10,409,836**	**8,164**	**...**	**3,862,517**
							Contributions				
							Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie				
...	...	...	...	...	...	...	Queen's University—Observatoire à neutrimo de Sudbury	2,200,000	(2,200,000)	...	1,917,720
...	...	...	...	...	...	...	Contribution pour la mise au point et l'exploitation initiale d'un réseau informatique national, CA*net, pour des chercheurs canadiens	800,000	(800,000)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'appui d'un centre de recherche sur les avalanches	50,000	(50,000)	...	...
...	...	...	...	...	...	...		3,050,000	(3,050,000)	...	1,917,720
							Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale				
...	194,000	...	...	...	...	194,000	Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés	168,000	26,000	...	...
							Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels				
...	59,607,000	...	...	(539,999)	...	59,067,001	Contributions à des entreprises canadiennes pour acquérir, développer et exploiter des innovations technologiques	48,389,738	10,677,263	...	57,542,941
...	16,000,000	...	...	...	...	16,000,000	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et la technologie	16,065,051	(65,051)	...	15,089,112

...	2,160,000	...	...	...	...	2,160,000	Contribution à l'Agence spatiale européenne (Programme Hermès)	1,420,002	739,998	...	1,387,174
...	7,000,000	...	...	(3,000,000)	...	4,000,000	Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	3,900,540	99,460	...	4,810,213
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Association des manufacturiers canadiens	500,000	...	...	500,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	689,123
...	85,267,000	...	...	(3,539,999)	...	81,727,001		70,275,331	11,451,670	...	80,018,563
							Installations nationales				
...	2,724,000	...	...	...	...	2,724,000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii	3,541,366	(817,366)	...	2,699,694
...	26,510,000	...	...	...	...	26,510,000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	26,509,985	15	...	26,509,972
...	2,110,000	...	...	...	...	2,110,000	Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	2,224,183	(114,183)	...	1,970,851
...	31,344,000	...	...	...	...	31,344,000		32,275,534	(931,534)	...	31,180,517
							Information scientifique et technique				
...	78,000	...	...	...	...	78,000	Institut canadien du film	76,860	1,140	...	78,000
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Appui à des conférences scientifiques et techniques	1,500	58,500	...	16,500
...	**116,943,000**	**...**	**...**	**(3,539,999)**	**...**	**113,403,001**	**Total—Contributions**	**105,847,225**	**7,555,776**	**...**	**113,211,300**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	3,000,000	...	3,000,000	...	6,000,000	Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	9,050,000	(3,050,000)	...	1,917,720
...	194,000	...	...	...	...	194,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	168,000	26,000	...	...
...	85,267,000	...	...	(3,539,999)	...	81,727,001	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	70,275,331	11,451,670	...	80,018,563
...	31,344,000	...	...	...	...	31,344,000	Installations nationales	32,275,534	(931,534)	...	31,180,517
...	78,000	...	...	...	...	78,000	Information scientifique et technique	76,860	1,140	...	78,000
...	3,938,000	1	...	539,999	...	4,478,000	Services de soutien administratif et spéciaux	4,411,336	66,664	...	3,879,017
...	**120,821,000**	**3,000,001**	**...**	**...**	**...**	**123,821,001**	**Total du programme**	**116,257,061**[1]	**7,563,940**	**...**	**117,073,817**
							Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	406,707,000	...	...	...	...	406,707,000	Subventions et bourses	406,357,000	350,000	...	374,492,000
...	...	42,125,000	...	...	...	42,125,000	Subventions à l'appui de la recherche pour le nouveau programme de réseaux de centres d'excellence	42,475,000	(350,000)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	858,000
...	**406,707,000**	**42,125,000**	**...**	**...**	**...**	**448,832,000**	**Total du programme**	**448,832,000**	**...**	**...**	**375,350,000**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Statistique Canada				
							Subventions				
							Services de gestion centrale				
...	6,455	...	...	...	...	6,455	Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique ($5,470 É-U)	6,455	...	...	6,188
...	4,250	...	...	...	...	4,250	Conférence des statisticiens du Commonwealth (2,297 GBP)	5,030	(780)	...	4,444
...	**10,705**	...	...	...	...	10,705	**Total du programme**	11,485	**(780)**	...	**10,632**
...	**1,347,046,705**	**90,745,004**	...	**(5,790,999)**	**(7,293,598)**	1,424,707,112	Total du ministère	1,310,932,530[1]	**113,774,582**	...	**1,431,305,305**

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Ce montant diffère de $1,496,782 du montant présenté à l'article courant 10 au tableau 3 (section 1 de ce volume) et résulte d'un paiement de $1,550,000 recouvré d'un autre département gouvernemental et d'un paiement de $53,218 fait à un autre département gouvernemental.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement d'avances. (Net)	1,563	...	...
Total du programme—Non budgétaire	**1,563**	...	...
Total du département—Non budgétaire	**1,563**	...	...
Société de développement du Cap-Breton			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement d'avances de la Société. (Net)	...	(23,963,032)	33,963,032
Total du programme—Non budgétaire	...	(23,963,032)	**33,963,032**
Conseil national de recherches du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie			
Essais et autres services scientifiques	110,000	175,159	144,997
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale			
Essais et autres services scientifiques	1,705,000	978,100	747,986
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels			
Essais et autres services scientifiques	5,944,000	8,458,976	7,061,393
Installations nationales			
Essais et autres services scientifiques	1,665,000	3,108,080	2,348,950
Recherches et services relatifs à la normalisation physique			
Services de normalisation	480,000	365,057	393,991

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Information scientifique et technique			
Produits de la vente des journaux scientifiques canadiens et autres publications	...	4,189,337	3,922,501
Services			
Interrogation en direct au Canada	...	622,714	476,184
Diffusion sélective de l'information au Canada	...	517,678	291,714
Prêts entre bibliothèques	...	1,572,128	1,136,101
Centre bibliographique des sciences de la santé	...	826,271	882,017
Recherche bibliographique	...	60,355	101,592
Autres	...	72,686	40,206
	8,347,000[1]	7,861,169	6,850,315
Services de soutien administratif et spéciaux			
Services informatiques à la Bibliothèque nationale et à d'autres. Frais d'inscription aux conférences et autres recettes et recouvrements divers	5,349,000	5,281,734	5,137,886
Total du programme—Budgétaire	**23,600,000**	**26,228,275**	**22,685,518**
Statistique Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recensement et statistique sociale			
Sommes recouvrées d'autres gouvernements, d'autres départements du gouvernement fédéral et du secteur privé pour les services et matériaux fournis	700,000	566,900	2,040,199
Infrastructure technique			
Sommes recouvrées d'autres gouvernements, d'autres départements du gouvernement fédéral et du secteur privé pour les services et matériaux fournis	21,106,000	30,439,484	25,538,768
Total du programme—Budgétaire	**21,806,000**[2]	**31,006,384**	**27,578,967**
Total du ministère—			
Budgétaire	**45,406,000**	**57,234,659**	**50,264,485**
Non budgétaire	**1,563**	**(23,963,032)**	**33,963,032**

[1] Le détail de ce montant n'est pas disponible.
[2] Au cours de l'exercice, le montant des recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmnenté de $9,200,384.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	382,907	404,038
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	10,181,014	10,605,425
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	9,500,801	9,744,513
Sociétés d'État et organismes—		
Société canadienne des postes	67,284,000	7,764,000
Divers—		
Programme de développement industriel et régional	1,142,085	526,607
	88,490,807	29,044,583
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	62,852,541	194,176,064
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	8,639,553	15,831,198
	71,492,094	210,007,262
Rémunérations de services	6,094,582	7,116,727
Autres recettes non fiscales	876,185	874,482
Total du département	**166,953,668**	**247,043,054**
Agence spatiale canadienne		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	507,938	...
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	74,931	...
	582,869	...
Rémunérations de services	756,270	...
Autres recettes non fiscales	1,899	1,343,425
Total du programme	**1,341,038**	**1,343,425**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Investissement Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	18,334	33,247
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	22,621	26,272
	40,955	59,519
Rémunérations de services	115	30
Total du programme	**41,070**	**59,549**
Conseil national de recherches du Canada		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	130,232	...
Total des recettes fiscales	**130,232**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	290,285	322,978
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,430,531	669,789
	1,720,816	992,767
Autres recettes non fiscales	43,157	27,524
Total des recettes non fiscales	**1,763,973**	**1,020,291**
Total du programme	**1,894,205**	**1,020,291**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de subventions et de bourses d'études	405,375	747,498
Autres départements du gouvernement	392	4,217
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	50,352	145,096
Divers	21,968	18,653
	478,087	915,464
Autres recettes non fiscales	208	562
Total du programme	**478,295**	**916,026**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil des sciences du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	17,054	229
Total du programme	**17,054**	**229**
Statistique Canada		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	67,846	...
Total des recettes fiscales	**67,846**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	322,335	97,900
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	114,962	190,485
	437,297	288,385
Autres recettes non fiscales—		
Recettes de l'exercice précédent	173,140	74,520
Divers	32,630	16,873
	205,770	91,393
Total des recettes non fiscales	**643,067**	**379,778**
Total du programme	**710,913**	**379,778**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	198,078	...
Total des recettes fiscales	198,078	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	88,490,807	29,044,583
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	74,769,172	212,263,626
Rémunérations de services	6,850,967	7,116,757
Autres recettes non fiscales	1,127,219	2,337,386
Total des recettes non fiscales	171,238,165	250,762,352
Total du ministère	**171,436,243**	**250,762,352**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS
1990-91

Justice

Département
Commission canadienne des droits de la personne
Commissaire à la magistrature fédérale
Cour fédérale du Canada
Commission de réforme du droit du Canada
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada
Cour suprême du Canada
Cour canadienne de l'impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	21.2
Sommaire du ministère	21.5
Programmes par activité	21.8
Paiements de transfert	21.12
Recettes	21.15

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Conseiller le gouvernement du Canada, ses ministères et ses organismes sur les questions juridiques; surveiller l'administration de la justice au Canada dans tous les domaines qui ne relèvent pas de la compétence des provinces; et proposer de nouvelles mesures et de nouveaux programmes dans ce contexte.

Description des activités

Services juridiques

Fournir une gamme de services juridiques au gouvernement du Canada, à ses ministères et à un grand nombre d'organismes, à l'exclusion des services fournis par le secteur des services des contentieux et par celui des services législatifs.

Services des contentieux

S'occuper ou diriger les litiges auxquels Sa Majesté ou un ministère fédéral sont parties, dans les affaires qui relèvent de la compétence fédérale.

Services législatifs

Fournir des services législatifs au gouvernement par la rédaction et l'examen des projets de loi et des règlements, et par la révision et la codification des lois et des règlements fédéraux d'intérêt public.

Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique

Élaborer et administrer, dans le cadre des objectifs du Programme de la justice, des programmes et des politiques qui sont conformes à l'évolution des besoins de la population canadienne, dans la mesure où ces besoins concernent les lois fédérales, le système de droit ainsi que les activités, les pratiques et les politiques juridiques du gouvernement canadien.

Administration

Diriger et coordonner les activités du ministère de la Justice en matière de gestion et d'élaboration de politiques; fournir des services administratifs centraux au ministère de la Justice et à la Commission de réforme du droit du Canada; administrer le Bureau central d'enregistrement des divorces du Canada.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne

Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la Loi sur les droits de la personne qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration

Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

Conseil canadien de la magistrature

Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la Loi sur les juges.

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges

Paiement, en vertu de la Loi sur les juges, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Gratifications versées aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat.

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir un tribunal de common law, d'équité et d'amirauté pour la bonne application du droit du Canada.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour fédérale du Canada
Cette activité fournit les services administratifs à la Cour fédérale du Canada.

Commission de réforme du droit du Canada

Objectif

Étudier et revoir, de façon continuelle et systématique, les lois et autres textes législatifs qui constituent le droit du Canada, en vue de faire des propositions pour les améliorer, les moderniser et les réformer.

Description de l'activité

Commission de réforme du droit du Canada
Études et recherches relatives au droit, aux systèmes et institutions juridiques du Canada et d'ailleurs; publication, au gré de la Commission, d'études et de rapports préparés à son intention; formulation de recommandations pour l'amélioration, la modernisation et la réforme des lois; publication d'un rapport annuel de ses activités.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information:

- s'assurer que les droits que la Loi sur l'accès à l'information accorde aux plaignants sont respectés et que les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers visés par une plainte ont des possibilités raisonnables de faire valoir leur point de vue devant le Commissaire à l'information;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la Loi sur l'accès à l'information; et
- soumettre à la Cour fédérale les questions d'interprétation de la Loi sur l'accès à l'information.

Commissaire à la protection de la vie privée:

- s'assurer que les droits que la Loi sur la protection des renseignements personnels confère aux plaignants sont respectés et que les renseignements personnels que détiennent les institutions fédérales sur les individus sont bien protégés; et
- inciter les institutions fédérales à adopter des méthodes équitables en matière de divulgation de l'information.

Description des activités

Commissaire à l'information
Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables d'institutions fédérales, et ce, sur la foi de plaintes déposées par des individus qui soutiennent que des infractions à la Loi sur l'accès à l'information ont été commises ou sur la foi de plaintes dont le Commissaire prend lui-même l'initiative. Le Commissaire comparaît au nom des plaignants avec leur accord, ou à titre de partie, devant la Cour fédérale à des fins de révision de décisions des institutions fédérales qui ont refusé de communiquer des renseignements aux termes de la Loi. Le Commissaire rend compte directement de ses activités au Parlement chaque année et, à l'occasion, peut présenter des rapports spéciaux.

Commissaire à la protection de la vie privée
Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables d'institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions au plaignant. Le Commissaire examine les renseignements personnels contenus dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Avec l'accord du plaignant, il peut comparaître au nom de ce dernier devant la Cour fédérale en cas de recours en révision de la décision d'une institution de refuser l'accès à certains documents. Le Commissaire rend compte de ses activités au Parlement tous les ans et peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Le Commissaire peut également effectuer des études spéciales pour le compte du ministre de la Justice.

Administration
Fournir des services de soutien administratif centralisés au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges

Versement des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada et des pensions aux conjoints et aux enfants des juges sous le régime de la Loi sur les juges.

Administration

Comprend le bureau du registraire, du registraire adjoint, de la bibliothècaire en chef et du directeur des opérations. L'activité prévoit également le versement de gratifications aux conjoints des juges décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou aux personnes à leur charge.

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les contribuables et le ministre du Revenu national.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	124,773,000	...	...	124,773,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	14,200,000	...	14,200,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4,743,000	4,743,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(912,000)	(912,000)		Virement au crédit 5				
...	124,773,000	14,200,000	3,831,000	142,804,000		Total—Crédit 1	141,068,635	1,735,365	...	118,175,821
...	243,069,500	...	...	243,069,500	5	Subventions et contributions				
...	...	8,000,840	...	8,000,840	5b	Subventions et contributions				
...	...	22,173,386	...	22,173,386	5c	Virement de $912,000 du crédit 1 (Justice)				
...	...	...	912,000	912,000		Virement du crédit 1				
...	243,069,500	30,174,226	912,000	274,155,726		Total—Crédit 5	276,146,787	(1,991,061)	...	267,352,341
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	14,289,000	...	1,040,000	15,329,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,329,000	...	...	12,943,000
...	**382,180,900**	**44,374,226**	**5,783,425**	**432,338,551**		**Total du département—Budgétaire**	**432,594,247**	**(255,696)**	**...**	**398,519,362**
						Commission canadienne des droits de la personne				
...	13,360,000	...	...	13,360,000	10	Dépenses du programme				
...	...	1,813,252	...	1,813,252	10b	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	10c	Subvention inscrite au Budget				
...	...	...	316,033	316,033		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	13,360,000	1,813,253	316,033	15,489,286		Total—Crédit 10	15,341,610	147,676	...	12,794,120
...	1,462,000	...	106,000	1,568,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,568,000	...	...	1,233,000
...	**14,822,000**	**1,813,253**	**422,033**	**17,057,286**		**Total du programme—Budgétaire**	**16,909,610**	**147,676**	**...**	**14,027,120**
						Commissaire à la magistrature fédérale				
...	3,978,858	...	...	3,978,858	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	300,000	...	300,000	15b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	170,000	...	170,000	15c	Subvention inscrite au Budget				
...	...	...	217,681	217,681		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,978,858	470,000	217,681	4,666,539		Total—Crédit 15	4,665,402	1,137	...	4,425,240

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	391,032	...	...	391,032	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	...	377,846	...	377,846	20c	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	16,572	16,572		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	391,032	377,846	16,572	785,450		Total—Crédit 20	783,040	2,410	...	373,113
...	152,426,664	...	1,020,479	153,447,143	(S)	Traitements, indemnités, pensions et gratuités des juges	153,447,143	...	...	142,147,951
...	258,000	...	...	258,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	258,000	...	...	244,000
...	**157,054,554**	**847,846**	**1,254,732**	**159,157,132**		**Total du programme—Budgétaire**	**159,153,585**	**3,547**	**...**	**147,190,304**
						Cour fédérale du Canada				
...	16,529,000	...	...	16,529,000	25	Dépenses du programme				
...	...	2,142,000	...	2,142,000	25b	Dépenses du programme				
...	16,529,000	2,142,000	...	18,671,000		Total—Crédit 25	18,332,075	338,925	...	14,494,273
...	1,594,000	...	116,000	1,710,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,710,000	...	...	1,483,000
...	**18,123,000**	**2,142,000**	**116,000**	**20,381,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**20,042,075**	**338,925**	**...**	**15,977,273**
						Commission de réforme du droit du Canada				
...	4,562,000	...	...	4,562,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	224,793	224,793		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,562,000	...	224,793	4,786,793		Total—Crédit 30	4,502,092	284,701	...	4,490,667
...	279,000	...	...	279,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	279,000	...	...	273,000
...	**4,841,000**	**...**	**224,793**	**5,065,793**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,781,092**	**284,701**	**...**	**4,763,667**
						Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
...	5,669,000	...	...	5,669,000	35	Dépenses du programme	5,623,798	45,202	...	5,154,608
...	655,000	...	48,000	703,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	703,000	...	...	596,000
...	**6,324,000**	**...**	**48,000**	**6,372,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,326,798**	**45,202**	**...**	**5,750,608**

						Cour suprême du Canada				
...	10,311,000	...	...	10,311,000	40	Dépenses du programme				
...	...	57,000	...	57,000	40c	Dépenses du programme				
...	...	...	285,194	285,194		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	10,311,000	57,000	285,194	10,653,194		Total—Crédit 40	10,605,362	47,832	...	9,621,498
...	3,205,000	...	(275,348)	2,929,652	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	2,929,652	...	...	2,896,852
...	879,000	...	64,000	943,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	943,000	...	...	681,000
...	...	...	517	517	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	517	...	...	...
...	**14,395,000**	**57,000**	**74,363**	**14,526,363**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,478,531**	**47,832**	**...**	**13,199,350**
						Cour canadienne de l'impôt				
...	7,642,000	...	...	7,642,000	45	Dépenses du programme				
...	...	852,000	...	852,000	45b	Dépenses du programme				
...	...	...	93,000	93,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	7,642,000	852,000	93,000	8,587,000		Total—Crédit 45	8,406,704	180,296	...	7,139,394
...	569,000	...	41,000	610,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	610,000	...	...	325,000
...	**8,211,000**	**852,000**	**134,000**	**9,197,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,016,704**	**180,296**	**...**	**7,464,394**
...	**605,951,454**	**50,086,325**	**8,057,346**	**664,095,125**		**Total du ministère—Budgétaire**	**663,302,642**	**792,483**	**...**	**606,892,078**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	30,060,000	3,738,193	1,085,673	(705,751)	278,771	...	34,456,886	Services juridiques	35,451,107	(994,221)	...	29,030,544
...	62,605,000	(11,141,129)	2,080,370	(724,526)	364,726	...	53,184,441	Services des contentieux	57,500,070	(4,315,629)	...	48,025,948
...	10,135,000	(359,731)	303,263	(139,162)	59,418	...	9,998,788	Services législatifs	10,899,616	(900,828)	...	10,172,740
...	13,859,850	423,118	479,152	(204,040)	84,522	...	14,642,602	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	15,876,813	(1,234,211)	...	13,200,363
...	20,927,400	20,593,549	794,542	(121,246)	252,988	...	42,447,233	Administration	32,150,741	10,296,492	...	27,015,266
...	137,587,250	13,254,000	4,743,000	(1,894,725)	1,040,425	...	154,729,950	Total—Fonctionnement	151,878,347	2,851,603	...	127,444,861
								Capital				
...	83,000	...	...	496,994	...	...	579,994	Services juridiques	157,998	421,996	...	164,919
...	257,000	...	...	324,505	...	...	581,505	Services des contentieux	1,585,429	(1,003,924)	...	1,218,912
...	37,000	...	...	80,850	...	...	117,850	Services législatifs	118,903	(1,053)	...	261,771
...	16,000	...	...	111,907	...	...	127,907	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	336,411	(208,504)	...	289,605
...	1,131,000	946,000	...	(31,531)	...	...	2,045,469	Administration	2,370,372	(324,903)	...	1,786,953
...	1,524,000	946,000	...	982,725	...	...	3,452,725	Total—Capital	4,569,113	(1,116,388)	...	3,722,160
								Paiements de transfert				
...	243,069,650	30,174,226	...	912,000	...	...	274,155,876	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	276,146,787	(1,990,911)	...	267,352,341
								Sommaire du département				
...	30,143,000	3,738,193	1,085,673	(208,757)	278,771	...	35,036,880	Services juridiques	35,609,105	(572,225)	...	29,195,463
...	62,862,000	(11,141,129)	2,080,370	(400,021)	364,726	...	53,765,946	Services des contentieux	59,085,499	(5,319,553)	...	49,244,860
...	10,172,000	(359,731)	303,263	(58,312)	59,418	...	10,116,638	Services législatifs	11,018,519	(901,881)	...	10,434,511
...	256,945,500	30,597,344	479,152	819,867	84,522	...	288,926,385	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	292,360,011	(3,433,626)	...	280,842,309
...	22,058,400	21,539,549	794,542	(152,777)	252,988	...	44,492,702	Administration	34,521,113	9,971,589	...	28,802,219
...	**382,180,900**	**44,374,226**	**4,743,000**	**...**	**1,040,425**	**...**	**432,338,551**	**Total du département—Budgétaire**	**432,594,247**	**(255,696)**	**...**	**398,519,362**
								Commission canadienne des droits de la personne				
...	14,469,000	1,813,252	316,033	...	106,000	...	16,704,285	Fonctionnement	16,345,119	359,166	...	13,412,767
...	353,000	...	...	...	...	...	353,000	Capital	559,491	(206,491)	...	614,353
...	...	1	...	...	...	...	1	Paiements de transfert	5,000	(4,999)	...	...
...	**14,822,000**	**1,813,253**	**316,033**	**...**	**106,000**	**...**	**17,057,286**	**Total du programme—Budgétaire**	**16,909,610**	**147,676**	**...**	**14,027,120**

								Commissaire à la magistrature fédérale				
								Fonctionnement				
...	4,004,858	470,000	217,681	(175,533)	...	...	4,517,006	Administration	4,515,869	1,137	...	4,443,538
...	414,032	377,846	16,572	(1,873)	...	...	806,577	Conseil canadien de la magistrature	804,167	2,410	...	359,176
...	129,418,664	...	...	...	1,270,965	...	130,689,629	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	130,689,629	...	...	121,213,954
...	133,837,554	847,846	234,253	(177,406)	1,270,965	...	136,013,212	Total—Fonctionnement	136,009,665	3,547	...	126,016,668
								Capital				
...	207,000	...	...	172,533	...	...	379,533	Administration	379,533	...	...	161,768
...	2,000	...	...	1,873	...	...	3,873	Conseil canadien de la magistrature	3,873	...	...	34,937
...	209,000	...	...	174,406	...	...	383,406	Total—Capital	383,406	...	...	196,705
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	3,000	...	...	3,000	Administration	3,000	...	...	...
...	23,008,000	...	...	...	(250,486)	...	22,757,514	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	22,757,514	...	...	20,976,931
...	23,008,000	...	...	3,000	(250,486)	...	22,760,514	Total—Paiements de transfert	22,760,514	...	...	20,976,931
								Sommaire du programme				
...	4,211,858	470,000	217,681	...	...	...	4,899,539	Administration	4,898,402	1,137	...	4,605,306
...	416,032	377,846	16,572	...	...	...	810,450	Conseil canadien de la magistrature	808,040	2,410	...	394,113
...	152,426,664	...	...	...	1,020,479	...	153,447,143	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	153,447,143	...	...	142,190,885
...	**157,054,554**	**847,846**	**234,253**	**...**	**1,020,479**	**...**	**159,157,132**	**Total du programme—Budgétaire**	**159,153,585**	**3,547**	**...**	**147,190,304**
								Cour fédérale du Canada				
								Fonctionnement				
...	17,385,000	1,613,000	...	...	116,000	...	19,114,000	Le greffe de la Cour fédérale du Canada	18,065,627	1,048,373	...	14,694,206
								Capital				
...	738,000	529,000	...	...	...	...	1,267,000	Le greffe de la Cour fédérale du Canada	1,976,448	(709,448)	...	1,283,067
...	**18,123,000**	**2,142,000**	**...**	**...**	**116,000**	**...**	**20,381,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**20,042,075**	**338,925**	**...**	**15,977,273**
								Commission de réforme du droit du Canada				
...	4,828,000	...	224,793	...	...	...	5,052,793	Fonctionnement	4,727,000	325,793	...	4,581,185
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	Capital	54,092	(41,092)	...	182,482
...	**4,841,000**	**...**	**224,793**	**...**	**...**	**...**	**5,065,793**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,781,092**	**284,701**	**...**	**4,763,667**

Programmes par activité—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
(Provenance des autorisations)	(Indiquées dans)		(Redressements et virements)						(Utilisation des autorisations)			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
								Fonctionnement				
...	2,794,000	...	...	...	19,680	...	2,813,680	Commissaire à l'information	2,542,515	271,165	...	2,507,443
...	2,578,000	...	...	...	22,080	...	2,600,080	Commissaire à la protection de la vie privée	2,507,418	92,662	...	2,283,801
...	891,000	...	...	...	6,240	...	897,240	Administration	963,447	(66,207)	...	827,490
...	6,263,000	...	...	...	48,000	...	6,311,000	Total—Fonctionnement	6,013,380	297,620	...	5,618,734
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Commissaire à l'information	176,236	(174,236)	...	31,562
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Commissaire à la protection de la vie privée	51,508	(49,508)	...	38,247
...	57,000	...	...	...	...	...	57,000	Administration	85,674	(28,674)	...	62,065
...	61,000	...	...	...	...	...	61,000	Total—Capital	313,418	(252,418)	...	131,874
								Sommaire du programme				
...	2,796,000	...	...	...	19,680	...	2,815,680	Commissaire à l'information	2,718,751	96,929	...	2,539,005
...	2,580,000	...	...	...	22,080	...	2,602,080	Commissaire à la protection de la vie privée	2,558,926	43,154	...	2,322,048
...	948,000	...	...	...	6,240	...	954,240	Administration	1,049,121	(94,881)	...	889,555
...	**6,324,000**	**...**	**...**	**...**	**48,000**	**...**	**6,372,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**6,326,798**	**45,202**	**...**	**5,750,608**
								Cour suprême du Canada				
								Fonctionnement				
...	2,104,000	...	...	...	(209,076)	...	1,894,924	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,894,924	...	...	2,014,319
...	10,091,000	57,000	285,194	...	64,517	...	10,497,711	Administration	10,982,157	(484,446)	...	9,448,867
...	12,195,000	57,000	285,194	...	(144,559)	...	12,392,635	Total—Fonctionnement	12,877,081	(484,446)	...	11,463,186
								Capital				
...	1,099,000	...	...	...	...	...	1,099,000	Administration	566,722	532,278	...	853,631
								Paiements de transfert				
...	1,101,000	...	...	...	(66,272)	...	1,034,728	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,034,728	...	...	882,533

							Sommaire du programme				
...	3,205,000	...	...	...	(275,348)	...	2,929,652	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	2,929,652	...	...	2,896,852
...	11,190,000	57,000	285,194	...	64,517	...	11,596,711	Administration	11,548,879	47,832	...	10,302,498
...	**14,395,000**	**57,000**	**285,194**	...	**(210,831)**	...	**14,526,363**	**Total du programme—Budgétaire**	**14,478,531**	**47,832**	...	**13,199,350**
							Cour canadienne de l'impôt				
							Fonctionnement				
...	8,018,000	724,000	93,000	...	41,000	...	8,876,000	Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	8,233,090	642,910	...	6,355,351
							Capital				
...	193,000	128,000	...	...	...	...	321,000	Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	783,614	(462,614)	...	1,109,043
...	**8,211,000**	**852,000**	**93,000**	...	**41,000**	...	**9,197,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,016,704**	**180,296**	...	**7,464,394**
...	**605,951,454**	**50,086,325**	**5,896,273**	...	**2,161,073**	...	**664,095,125**	**Total du ministère—Budgétaire**	**663,302,642**	**792,483**	...	**606,892,078**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	6,000	...	...	...	...	6,000	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration	6,000	...	...	6,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence	25,000	...	...	21,226
...	17,575	...	...	...	...	17,575	Commission internationale des juristes	17,575	...	...	17,575
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale des juristes pour ses programmes annuels sur les droits de la personne pour Francophones	5,000	...	...	5,000
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,500	...	...	1,500
...	89,300	...	...	...	...	89,300	Subventions en vue d'encourager des étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois	89,280	20	...	89,280
...	296,970	...	...	...	...	296,970	Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique	296,969	1	...	296,587
...	90,725	...	...	...	...	90,725	Programme des bourses Duff-Rinfret	74,150	16,575	...	86,150
...	16,150	...	...	...	...	16,150	Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	16,150	...	...	16,150
...	9,500	...	...	...	...	9,500	British Institute of International and Comparative Law (CLAS)	9,500	...	...	9,500
...	11,400	...	...	...	...	11,400	Académie de droit international de la Haye	11,400	...	...	11,400
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Institut international des droits de l'homme	3,000	...	...	3,000
...	55,000	...	...	...	...	55,000	Fondation canadienne des droits de la personne	55,000	...	...	20,000
...	175,000	139,500	...	...	...	314,500	Le Centre canadien de la magistrature	314,500	...	...	162,500
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Subvention au symposia de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international	10,000	...	...	...
...	...	40,000	...	...	...	40,000	Fondation Wainwright à l'Université McGill pour un prix international en droit comparatif	40,000	...	...	...
...	**802,120**	**189,500**	...	...	...	991,620	**Total—Subventions**	975,024	16,596	...	745,868

							Contributions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	70,853,200	21,993,886	...	996,970	...	93,844,056	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique	93,844,056	...	...	86,482,199
...	2,697,500	6,800,840	...	(346,864)	...	9,151,476	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes et services d'aide pour indemniser les victimes d'actes criminels	9,151,476	...	...	9,070,644
...	2,352,000	...	...	(83,326)	...	2,268,674	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre, pour les aider à élaborer des programmes et à mettre sur pied des systèmes d'information et de tenue de dossiers dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur les jeunes contrevenants	2,268,673	1	...	4,698,147
...	158,282,000	...	...	1,544,986	...	159,826,986	Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques à l'intention des jeunes en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants	161,938,648	(2,111,662)	...	158,055,808
...	223,500	...	...	(263)	...	223,237	Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique	223,236	1	...	156,605
...	229,900	...	...	47,000	...	276,900	Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été	276,900	...	...	286,140
...	380,200	...	...	...	...	380,200	Conseil canadien de la documentation juridique	380,200	...	...	380,200
...	66,500	...	...	...	...	66,500	Association canadienne des juges des cours provinciales	66,500	...	...	66,500
...	786,345	...	...	(256,182)	...	530,163	Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal	530,163	...	...	1,005,683
...	3,795,400	...	...	(110,399)	...	3,685,001	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones et programmes relatifs aux Autochtones	3,685,001	...	...	3,416,688
...	443,520	...	...	28,397	...	471,917	Fonds de consultation et du développement	471,916	1	...	514,405
...	92,455	...	...	...	...	92,455	Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa	92,455	...	...	93,455
...	34,960	...	...	12,000	...	46,960	Société canadienne des sciences judiciaires	46,960	...	...	25,621
...	294,700	...	...	(32,382)	...	262,318	Fonds pour la Loi sur les droits de la personne	262,318	...	...	235,598
...	1,735,350	...	...	(381,526)	...	1,353,824	Fonds d'éducation et d'informations juridiques	1,353,672	152	...	1,588,349
...	...	1,190,000	...	(640,411)	...	549,589	Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones	549,589	...	...	530,431
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Fonds pour d'autres programmes relatifs aux Autochtones	30,000	...	...	...
...	...	...	...	104,000	...	104,000	Dotation gelée—Contribution	...	104,000	...	...
...	**242,267,530**	**29,984,726**	**...**	**912,000**	**...**	**273,164,256**	**Total—Contributions**	**275,171,763**	**(2,007,507)**	**...**	**266,606,473**
...	**243,069,650**	**30,174,226**	**...**	**912,000**	**...**	**274,155,876**	**Total du département**	**276,146,787**	**(1,990,911)**	**...**	**267,352,341**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Commission canadienne des droits de la personne				
							Subventions				
...	...	1	...	...	...	1	Subvention au Centre Paul Menton pour personnes handicapées	5,000	(4,999)	...	...
...	...	**1**	...	...	...	**1**	**Total du programme**	**5,000**	**(4,999)**	...	...
							Commissaire à la magistrature fédérale				
							Subventions				
							Administration				
...	...	...	...	3,000	...	3,000	Paiements sous forme de rente, à l'intention de l'honorable C. Rhodes Smith, en reconnaissance des services rendus en tant que juge en chef de la Cour suprême du Manitoba	3,000	...	...	...
							Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges				
...	146,000	...	...	...	(29,833)	116,167	(S) Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès	116,167	...	...	42,934
...	22,862,000	...	...	...	(220,653)	22,641,347	(S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	22,641,347	...	...	20,933,997
...	**23,008,000**	...	...	...	**(250,486)**	22,757,514		22,757,514	...	...	**20,976,931**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	3,000	...	3,000	Administration	3,000	...	...	...
...	23,008,000	...	...	...	(250,486)	22,757,514	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	22,757,514	...	...	20,976,931
...	**23,008,000**	...	...	**3,000**	**(250,486)**	22,760,514	**Total du programme**	22,760,514	...	...	**20,976,931**
							Cour suprême du Canada				
							Subventions				
							Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges				
...	1,101,000	...	...	...	(66,272)	1,034,728	(S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	1,034,728	...	...	882,533
...	**1,101,000**	...	...	...	**(66,272)**	1,034,728	**Total du programme**	1,034,728	...	...	**882,533**
...	**267,178,650**	**30,174,227**	...	**915,000**	**(316,758)**	297,951,119	Total du ministère	299,947,029	**(1,995,910)**	...	**289,211,805**

(S) Paiement de transfert législatif.

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	10,003	...
Total des recettes fiscales	**10,003**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de paiements de transfert aux provinces	2,265,597	600,164
Recouvrement de paiements de transfert—Autres	38,687	7,099
Autres départements du gouvernement	225,070	130,567
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	3,901,043	7,178,665
Divers	589,213	227,178
	7,019,610	8,143,673
Rémunérations de services—		
Enregistrement de divorces	717,092	691,470
Autres	45,558	66,325
	762,650	757,795
Autres recettes non fiscales—		
Amendes—Territoires du Nord-Ouest	335,076	544,283
Amendes—Yukon	221,909	170,450
Amendes et confiscations	497,562	886,054
Location de résidences et services publics	101,592	77,414
Gain sur devises étrangères	1	10,931
Divers	5,681	5,458
Recouvrements des prestations de salaire	56,752	...
	1,218,573	1,694,590
Total des recettes non fiscales	**9,000,833**	**10,596,058**
Total du département	**9,010,836**	**10,596,058**
Commission canadienne des droits de la personne		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	7,974	...
Autres recettes non fiscales	83,297	20,687
Total du programme	**91,271**	**20,687**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commissaire à la magistrature fédérale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	3,074
Autres recettes non fiscales—		
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges	5,951,638	5,396,729
Total du programme	**5,951,638**	**5,399,803**
Cour fédérale du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	21,000	13,667
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	7,245	5,852
	28,245	19,519
Rémunérations de services—		
Frais de la Cour fédérale	589,749	462,767
Dépenses de la Cour	14,467	12,500
Amendes de la Cour	11,500	...
	615,716	475,267
Autres recettes non fiscales	12	517
Total du programme	**643,973**	**495,303**
Commission de réforme du droit du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,558	319
Autres recettes non fiscales	...	17
Total du programme	**5,558**	**336**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	400	...
Autres recettes non fiscales	...	220
Total du programme	**400**	**220**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Cour suprême du Canada		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	251	...
Total des recettes fiscales	251	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,748	14,639
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	79,825	...
	91,573	14,639
Rémunérations de services—		
Photocopies	10,023	9,500
Frais d'enregistrement	16,390	14,650
	26,413	24,150
Produits des ventes—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	15,908	14,778
Ventes de raisons d'arrêt	70,385	59,846
Divers	859	793
	87,152	75,417
Autres recettes non fiscales—		
Contributions des juges envers des rentes	55,220	49,311
Transfert du compte de cautionnement	...	1
Divers	6,565	20,814
	61,785	70,126
Total des recettes non fiscales	266,923	184,332
Total du programme	267,174	184,332

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Cour canadienne de l'impôt		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	22,830	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	28,800
	22,830	28,800
Rémunérations de services	44,129	...
Produits des ventes	4,864	6,810
Total du programme	71,823	35,610
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	10,254	...
Total des recettes fiscales	10,254	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,176,190	8,210,024
Rémunérations de services	1,448,908	1,257,212
Produits des ventes	92,016	82,227
Autres recettes non fiscales	7,315,305	7,182,886
Total des recettes non fiscales	16,032,419	16,732,349
Total du ministère	16,042,673	16,732,349

SECTION 22

COMPTES PUBLICS
1990-91

Parlement

Sénat
Chambre des communes
Bibliothèque du Parlement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	22.2
Sommaire du ministère	22.4
Programmes par activité	22.6
Paiements de transfert	22.8
Recettes	22.10

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer le fonctionnement du Sénat.

Description des activités

Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs

Financement de services législatifs aux dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs, notamment l'administration de leurs traitements et indemnités, des frais relatifs à leurs déplacements et communications et de leur pension de retraite, comme l'autorise la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement.

Hauts fonctionnaires au service du Sénat

Traitements et autres dépenses relatifs au greffier du Sénat, au conseiller parlementaire, à la direction des services d'information et au personnel de soutien.

Administration

Administration des fonctions du personnel, des finances et de gestion du matériel du Sénat, y compris la dotation en personnel, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, les services professionnels, la vérification interne ainsi que tous les services financiers, d'information comptable et de contrôle. Font également partie de ce centre d'activité les services d'une imprimerie, le service postal, la gestion des documents, l'acquisition de ressources matérielles ainsi que de toutes les fonctions de soutien administratif propres à assurer le bon fonctionnement du Sénat. Nous mentionnons également l'aide à la recherche offerte aux sénateurs et la participation du Sénat aux activités des associations parlementaires et aux échanges interparlementaires.

Services législatifs et comités

Compte rendu, transcription, révision, mise au point et publication des délibérations du Sénat et de ses comités dans les deux langues officielles. Administration et fourniture de services de secrétariat et autres services à tous les comités permanents et spéciaux du Sénat. Examen entrepris par les comités, de textes législatifs et d'études spéciales.

Services d'entretien

Inclus la protection et sécurité des sénateurs, du personnel et des installations; les services de télécommunications, de page, de guide et de messager; la fourniture, maintenance et entretien des locaux, et prestation de services de réparation de l'ameublement, d'encadrement et de services auxiliaires.

Chambre des communes

Objectif

Aider les députés dans leur étude, dans les deux langues officielles, des lois et des prévisions de dépenses des ministères et organismes, et gérer les affaires de la Chambre.

Description des activités

Députés

Traitements et indemnités versés au Président, au Vice-président, au vice-président des comités, au vice-président adjoint des comités, aux chefs des partis de l'opposition, aux autres dignitaires politiques de la Chambre et aux députés de la Chambre des communes; traitements du personnel et dépenses relatives aux bureaux des dignitaires, des députés et des groupes de recherche des partis politiques; contribution de l'État en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires et en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

Services de la procédure

Conseils, recherches et soutien à l'intention du Président et des députés de la Chambre des communes en matière de procédure et de législation; préparation de l'ordre du jour officiel et des procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; maintien des documents officiels de la Chambre, y compris la révision et la publication des journaux; conseils, recherches et soutien administratif à l'intention des comités; organisation de la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires et aux échanges officiels. S'ajoutent à ces services: la préparation du compte rendu officiel et des index des délibérations de la Chambre des communes et des comités; la production informatisée de toutes publications parlementaires ainsi que des documents de procédure et autres documents de la Chambre des communes.

Services d'entretien

Prestation des services suivants: Protection et sécurité: comprend la protection des députés, du personnel, des visiteurs et de la propriété, le maintien de la paix et de l'ordre ainsi que la promotion de la sécurité et la prévention d'incendie dans tous les édifices de la Chambre des communes et la protection du Premier Ministre et des dignitaires en visite dans l'enceinte de la Chambre des communes. Services aux députés: comprend les services de messagers et de transport, les services des pages, la Tribune de la presse et le carillonneur. Immeubles parlementaires: comprend le service d'aménagement des locaux aux députés et l'administration de la Chambre des communes y compris la coordination des travaux de rénovation. S'ajoutent les services de logistique: les services de télécommunication, le nettoyage et l'entretien, la réparation et la remise à neuf de l'ameublement de bureau et des bureaux, l'aménagement de salles de comités et d'événements spéciaux, les déménagements dans les édifices et les services auxiliaires (coiffeur, tailleur, masseur, encadreur).

Administration

Services d'information publique et des guides; services de radiotélédiffusion et d'enregistrement électronique; gestion et contrôle financiers; vérification interne; gestion du personnel; les salles à manger et les cafétérias; services de soutien administratif tels que la formation linguistique, le service de santé, l'imprimerie, l'informatique, le service postal, le courrier interne, la diffusion des publications, les achats et la gestion du matériel.

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir des services de recherche, de documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Description des activités

Documentation imprimée et autre

Prévoir les besoins d'information et répondre aux demandes des parlementaires et de leur personnel, en mettant en place des outils de recherche documentaire et de consultation. Acquérir, conserver, maintenir, accroître et rendre accessibles les collections de la bibliothèque, tant celles de la bibliothèque principale et de la salle de lecture parlementaire que celles des succursales et des salles de lecture. Signaler aux clients les ouvrages nouveaux ou récemment acquis, notamment les livres, les périodiques, les rapports, les mémoires, les documents parlementaires, les publications officielles, les banques de données, les coupures de journaux, les agences de presse, les microformes, les bandes magnétoscopiques et audio, les cartes, etc.

Travaux de recherches et personnel

Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant la sélection de témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques et d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration

Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Sénat				
...	27,605,000	...	...	27,605,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1,527,000	...	1,527,000	1c	Dépenses du programme				
...	27,605,000	1,527,000	...	29,132,000		Total—Crédit 1	28,895,442	236,558	...	23,081,930
...	...	1,000,000[2]	(1,000,000)	...	2c	Pour autoriser la mise en oeuvre du quarante et unième rapport du Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration	...	...	...	...
...	10,526,000	...	1,961,853	12,487,853	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	12,487,853	...	...	10,764,898
...	1,970,000	...	143,000	2,113,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,113,000	...	...	1,844,000
...	**40,101,000**	**2,527,000**	**1,104,853**	**43,732,853**		**Total du programme—Budgétaire**	**43,496,295**	**236,558**	**...**	**35,690,828**
						Chambre des communes				
...	151,873,000	...	...	151,873,000	5	Dépenses du programme				
...	...	...	1,900,000	1,900,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	151,873,000	...	1,900,000	153,773,000		Total—Crédit 5	151,199,772	2,573,228	...	141,108,486
...	48,200,000	...	2,057,278	50,257,278	(S)	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, et contribution de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de prestations de retraite supplémentaires	50,257,278	...	...	48,348,149
...	16,427,000	...	1,196,000	17,623,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,623,000	...	...	15,900,000
...	**216,500,000**	**...**	**5,153,278**	**221,653,278**		**Total du programme—Budgétaire**	**219,080,050**	**2,573,228**	**...**	**205,356,635**

						Bibliothèque du Parlement				
...	13,368,000	...	...	13,368,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	850,000	850,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	13,368,000	...	850,000	14,218,000		Total—Crédit 10	13,899,691	318,309	...	12,787,285
...	1,629,000	...	119,000	1,748,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,748,000	...	...	1,506,000
...	**14,997,000**	...	**969,000**	**15,966,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**15,647,691**	**318,309**	...	**14,293,285**
...	**271,598,000**	**2,527,000**	**7,227,131**	**281,352,131**		**Total du ministère—Budgétaire**	**278,224,036**	**3,128,095**	...	**255,340,748**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(1) Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.
(2) Non approuvé dans la Loi de crédits n° 4 pour 1990-91.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sénat				
								Fonctionnement				
...	10,277,000	1,000,000	...	...	968,368	...	12,245,368	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	12,245,368	...	...	10,563,848
...	2,189,000	...	...	(370,500)	...	...	1,818,500	Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1,795,749	22,751	...	1,672,768
...	11,262,100	255,400	...	(160,400)	143,000	...	11,500,100	Administration	11,398,291	101,809	...	9,929,515
...	6,383,000	519,100	...	442,900	...	...	7,345,000	Services législatifs et comités	7,340,864	4,136	...	5,337,579
...	6,873,000	752,000	...	729,500	...	...	8,354,500	Services d'entretien	8,348,740	5,760	...	6,112,343
...	36,984,100	2,526,500	...	641,500	1,111,368	...	41,263,468	Total—Fonctionnement	41,129,012	134,456	...	33,616,053
								Capital				
...	184,000	500	...	654,500	...	...	839,000	Administration	838,660	340	...	731,134
...	1,909,000	...	...	(1,296,000)	...	...	613,000	Services d'entretien	612,152	848	...	421,045
...	2,093,000	500	...	(641,500)	...	...	1,452,000	Total—Capital	1,450,812	1,188	...	1,152,179
								Paiements de transfert				
...	249,000	...	...	...	(6,515)	...	242,485	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	242,485	...	...	201,050
...	774,900	...	...	...	...	...	774,900	Administration	673,986	100,914	...	721,546
...	1,023,900	...	...	...	(6,515)	...	1,017,385	Total—Paiements de transfert	916,471	100,914	...	922,596
								Sommaire du programme				
...	10,526,000	1,000,000	...	...	961,853	...	12,487,853	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	12,487,853	...	...	10,764,898
...	2,189,000	...	...	(370,500)	...	...	1,818,500	Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1,795,749	22,751	...	1,672,768
...	12,221,000	255,900	...	494,100	143,000	...	13,114,000	Administration	12,910,937	203,063	...	11,382,195
...	6,383,000	519,100	...	442,900	...	...	7,345,000	Services législatifs et comités	7,340,864	4,136	...	5,337,579
...	8,782,000	752,000	...	(566,500)	...	...	8,967,500	Services d'entretien	8,960,892	6,608	...	6,533,388
...	**40,101,000**	**2,527,000**	**...**	**...**	**1,104,853**	**...**	**43,732,853**	**Total du programme—Budgétaire**	**43,496,295**	**236,558**	**...**	**35,690,828**
								Chambre des communes				
								Fonctionnement				
...	119,465,000	...	...	(635,500)	2,591,892	...	121,421,392	Députés	120,420,027	1,001,365	...	117,122,296
...	29,360,000	...	...	(2,153,700)	169,832	...	27,376,132	Services de la procédure	26,068,189	1,307,943	...	24,196,355
...	28,424,000	...	440,000	1,940,200	232,022	...	31,036,222	Services d'entretien	30,585,692	450,530	...	27,064,963
...	32,409,000	...	1,460,000	786,900	259,532	...	34,915,432	Administration	35,152,195	(236,763)	...	31,292,271
...	209,658,000	...	1,900,000	(62,100)	3,253,278	...	214,749,178	Total—Fonctionnement	212,226,103	2,523,075	...	199,675,885

								Capital				
...	3,035,000	...	...	...	...	...	3,035,000	Députés	3,383,391	(348,391)	...	2,184,303
...	327,000	...	...	86,000	...	...	413,000	Services de la procédure	394,684	18,316	...	285,957
...	600,000	...	...	170,000	...	...	770,000	Services d'entretien	875,127	(105,127)	...	585,413
...	1,048,000	...	...	(19,000)	...	...	1,029,000	Administration	643,636	385,364	...	952,858
...	5,010,000	...	...	237,000	...	...	5,247,000	Total—Capital	5,296,838	(49,838)	...	4,008,531
								Paiements de transfert				
...	1,832,000	...	...	(174,900)	...	...	1,657,100	Services de la procédure	1,557,109	99,991	...	1,672,219
								Sommaire du programme				
...	122,500,000	...	...	(635,500)	2,591,892	...	124,456,392	Députés	123,803,418	652,974	...	119,306,599
...	31,519,000	...	...	(2,242,600)	169,832	...	29,446,232	Services de la procédure	28,019,982	1,426,250	...	26,154,531
...	29,024,000	...	440,000	2,110,200	232,022	...	31,806,222	Services d'entretien	31,460,819	345,403	...	27,650,376
...	33,457,000	...	1,460,000	767,900	259,532	...	35,944,432	Administration	35,795,831	148,601	...	32,245,129
...	**216,500,000**	**...**	**1,900,000**	**...**	**3,253,278**	**...**	**221,653,278**	**Total du programme—Budgétaire**	**219,080,050**	**2,573,228**	**...**	**205,356,635**
								Bibliothèque du Parlement				
								Fonctionnement				
...	7,115,000	...	422,000	...	...	...	7,537,000	Documentation imprimée et autre	6,508,567	1,028,433	...	5,983,910
...	4,820,000	...	324,000	...	...	...	5,144,000	Travaux de recherches et personnel	4,420,716	723,284	...	4,025,687
...	2,936,000	...	104,000	...	119,000	...	3,159,000	Administration	4,490,910	(1,331,910)	...	4,043,575
...	14,871,000	...	850,000	...	119,000	...	15,840,000	Total—Fonctionnement	15,420,193	419,807	...	14,053,172
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Documentation imprimée et autre	880	(880)	...	960
...	126,000	...	...	...	...	...	126,000	Administration	226,618	(100,618)	...	239,153
...	126,000	...	...	...	...	...	126,000	Total—Capital	227,498	(101,498)	...	240,113
								Sommaire du programme				
...	7,115,000	...	422,000	...	...	...	7,537,000	Documentation imprimée et autre	6,509,447	1,027,553	...	5,984,870
...	4,820,000	...	324,000	...	...	...	5,144,000	Travaux de recherches et personnel	4,420,716	723,284	...	4,025,687
...	3,062,000	...	104,000	...	119,000	...	3,285,000	Administration	4,717,528	(1,432,528)	...	4,282,728
...	**14,997,000**	**...**	**850,000**	**...**	**119,000**	**...**	**15,966,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**15,647,691**	**318,309**	**...**	**14,293,285**
...	**271,598,000**	**2,527,000**	**2,750,000**	**...**	**4,477,131**	**...**	**281,352,131**	**Total du ministère—Budgétaire**	**278,224,036**	**3,128,095**	**...**	**255,340,748**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sénat				
							Subventions				
							Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs				
...	249,000	...	...	...	(6,515)	242,485	(S) Pensions aux sénateurs à la retraite	242,485	...	...	201,050
							Administration				
...	527,500	...	...	...	...	527,500	Subventions aux associations parlementaires	489,283	38,217	...	483,546
...	**776,500**	...	...	...	**(6,515)**	**769,985**	**Total—Subventions**	**731,768**	**38,217**	...	**684,596**
							Contributions				
							Administration				
...	247,400	...	...	...	...	247,400	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	184,703	62,697	...	238,000
...	**247,400**	...	...	...	...	**247,400**	**Total—Contributions**	**184,703**	**62,697**	...	**238,000**
							Sommaire du programme par activité				
...	249,000	...	...	...	(6,515)	242,485	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	242,485	...	...	201,050
...	774,900	...	...	...	...	774,900	Administration	673,986	100,914	...	721,546
...	**1,023,900**	...	...	...	**(6,515)**	**1,017,385**	**Total du programme**	**916,471**	**100,914**	...	**922,596**
							Chambre des communes				
							Subventions				
							Services de la procédure				
...	1,255,000	...	...	(74,900)	...	1,180,100	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	1,161,134	18,966	...	1,149,456
...	**1,255,000**	...	...	**(74,900)**	...	**1,180,100**	**Total—Subventions**	**1,161,134**	**18,966**	...	**1,149,456**

							Contributions				
							Services de la procédure				
...	577,000	...	...	(100,000)	...	477,000	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	395,975	81,025	...	522,763
...	**577,000**	...	...	**(100,000)**	...	**477,000**	**Total—Contributions**	**395,975**	**81,025**	...	**522,763**
...	**1,832,000**	...	...	**(174,900)**	...	**1,657,100**	**Total du programme**	**1,557,109**	**99,991**	...	**1,672,219**
...	**2,855,900**	...	...	**(174,900)**	**(6,515)**	**2,674,485**	**Total du ministère**	**2,473,580**	**200,905**	...	**2,594,815**

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sénat		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	64	...
Total des recettes fiscales	**64**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13,763	65,334
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	44,370	21,065
	58,133	86,399
Rémunérations de services—		
Salon de coiffure pour homme	4,270	4,286
Textes législatifs authentiques du Parlement	3,289	6,657
	7,559	10,943
Produits des ventes—		
Ventes d'actifs	2,405	3,214
Autres recettes non fiscales—		
Cotisation des sénateurs au Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 25 de la Loi sur les allocations de retraite des Parlementaires	24,020	27,222
Remboursement de quote-part de l'État—Cotisation sur la retraite	25,000	111,476
	49,020	138,698
Total des recettes non fiscales	**117,117**	**239,254**
Total du programme	**117,181**	**239,254**
Chambre des communes		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,396	...
Total des recettes fiscales	**2,396**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	196,420	394,713
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	397,984	237,773
	594,404	632,486
Privilèges, licences et permis	50	150
Autres recettes non fiscales	1,765,271	850,277
Total des recettes non fiscales	**2,359,725**	**1,482,913**
Total du programme	**2,362,121**	**1,482,913**
Bibliothèque du Parlement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	260	20,266
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,316	1,406
	1,576	21,672
Autres recettes non fiscales	47,020	601
Total du programme	**48,596**	**22,273**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,460	...
Total des recettes fiscales	2,460	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	654,113	740,557
Privilèges, licences et permis	50	150
Rémunérations de services	7,559	10,943
Produits des ventes	2,405	3,214
Autres recettes non fiscales	1,861,311	989,576
Total des recettes non fiscales	2,525,438	1,744,440
Total du ministère	**2,527,898**	**1,744,440**

SECTION 23

COMPTES PUBLICS
1990-91

Pêches et Océans

Département
Office canadien du poisson salé
Office de commercialisation du poisson d'eau douce

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	23.2
Sommaire du ministère	23.3
Programmes par activité	23.5
Paiements de transfert	23.7
Recettes	23.10

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Réaliser des politiques et des programmes à l'appui des intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et intérieures, et prendre des mesures pour la conservation, le développement et l'utilisation économique soutenue des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, à l'intention de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; et coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada en ce qui a trait aux océans.

Description des activités

Sciences

Recherche et prestation de conseils scientifiques dignes de foi aux fins de la gestion des pêches et de l'habitat du poisson; recherches sur le climat océanique, sa description et son incidence sur les stocks de poisson et sur l'atmosphère; description, quantification et communication de facteurs environnementaux marins relatifs au transport et au génie maritimes; établissement de levés hydrographiques et de la cartographie des eaux canadiennes pour assurer la sécurité de la navigation; élaboration et amélioration des méthodes et techniques nécessaires à l'exercice du rôle scientifique du ministère et au transfert des techniques à l'industrie canadienne; coordination du programme de science marine du gouvernement du Canada.

Pêches de l'Atlantique

Toutes les fonctions fédérales de gestion et de développement des pêches et de l'habitat dans la zone atlantique et les eaux adjacentes à Terre-Neuve, à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec et les eaux de la zone de pêche de 200 milles, ainsi que les eaux adjacentes de la côte Atlantique du Canada de même que les réseaux fluviaux et les lacs dans toutes ces provinces à l'exception du Québec; la planification et l'exécution des fonctions par lesquelles le ministère gère les ressources halieutiques et le secteur primaire de l'industrie de la pêche dans l'Atlantique.

Pêches dans le Pacifique et en eaux douces

Toutes les fonctions fédérales de gestion et de développement des pêches et de l'habitat dans les océans Pacifique et Arctique en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario, y compris la gestion des parties canadiennes des rivières transfrontières, la gestion partagée des pêches internationales ainsi que de l'effort de pêche des professionnels, des sportifs et des Autochtones, sauf aux endroits où la gestion des pêches en eaux intérieures a été déléguée aux provinces. Comprend également la direction des fonctions du ministère en matière de gestion de l'habitat à l'échelle nationale.

Services d'inspection

Les services d'inspection ont notamment pour responsabilité l'élaboration, la formulation et l'application de politiques, de règlements et de programmes nationaux visant à garantir que le poisson et les produits de poisson canadiens répondent aux normes pertinentes en matière de catégorie, de manutention, d'étiquetage, de transformation, de qualité et de salubrité; et que le poisson et les produits de poisson importés répondent à des normes minimales en matière d'étiquetage, de qualité et de salubrité.

Affaires internationales

Conclusion d'ententes internationales pour faire avancer les intérêts canadiens en matière de conservation et de commerce, en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement; négociation et application de traités et d'accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales avec d'autres pays dans le secteur des pêches; et formulation et représentation des positions canadiennes dans le cadre du commerce international des pêches.

Politiques intégrées et soutien de programmes

Assurer la direction administrative du programme des services intégrés et régionaux de gestion et la gestion des immobilisations, et fournir des services au titre des politiques et de l'administration; assurer la coordination globale des politiques et des programmes fédéraux relatifs aux océans; élaborer et promulguer des règlements de portée nationale du ministère et diriger des activités concernant l'application des règlements du ministère.

Office canadien du poisson salé

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson salé.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations	Indiquées dans						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	521,794,000	...	...	521,794,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	37,581,500	...	37,581,500	1c	Virement de $6,869,800 du crédit 5 (Pêches et Océans)				
...	...	...	6,869,800	6,869,800		Virement du: crédit 5				
...	...	...	20,802,000	20,802,000		CT, crédit 5[1]				
...	521,794,000	37,581,500	27,671,800	587,047,300		Total—Crédit 1	586,430,434	616,866	...	513,152,806
...	144,651,000	...	...	144,651,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(6,869,800)	(6,869,800)		Virement au crédit 1				
...	144,651,000	...	(6,869,800)	137,781,200		Total—Crédit 5	137,655,786	125,414	...	161,102,630
...	15,109,000	...	...	15,109,000	10	Subventions et contributions				
...	...	5,558,000	...	5,558,000	10c	Subventions et contributions				
...	15,109,000	5,558,000	...	20,667,000		Total—Crédit 10	19,735,513	931,487	...	13,118,136
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,367
...	1,000,000	...	(836,094)	163,906	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	163,906	...	...	91,470
...	42,103,000	...	3,066,000	45,169,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45,169,000	...	...	39,122,000
...	...	...	462,039	462,039	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	462,039	...	...	553,345
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	548,652
...	724,706,400	43,139,500	23,494,370	791,340,270		Total budgétaire	789,666,503	1,673,767	...	727,737,406
150,000	...	...	...	150,000	L38b	Avances au Régime d'assurance des bateaux de pêche afin d'aider les pêcheurs, crédit 540, Loi des subsides n° 5 de 1955. Limite $150,000. (Net)	...	...	150,000	...
						Total du département—				
...	**724,706,400**	**43,139,500**	**23,494,370**	**791,340,270**		**Budgétaire**	**789,666,503**	**1,673,767**	**...**	**727,737,406**
150,000	**...**	**...**	**...**	**150,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**150,000**	**...**
						Office canadien du poisson salé				
6,000,000	...	...	...	6,000,000	L23b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur le poisson salé. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $50,000,000. (Net)	(12,600,000)	...	18,600,000	3,000,000
6,000,000	**...**	**...**	**...**	**6,000,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(12,600,000)**	**...**	**18,600,000**	**3,000,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
7,844,181	...	...	(4,000,000)	3,844,181	L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $26,000,000. (Net)[2]	(9,655,819)	...	13,500,000	5,655,819
7,844,181	**...**	**...**	**(4,000,000)**	**3,844,181**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(9,655,819)**	**...**	**13,500,000**	**5,655,819**
						Total du ministère—				
...	**724,706,400**	**43,139,500**	**23,494,370**	**791,340,270**		**Budgétaire**	**789,666,503**	**1,673,767**	**...**	**727,737,406**
13,994,181	**...**	**...**	**(4,000,000)**	**9,994,181**		**Non budgétaire**	**(22,255,819)**	**...**	**32,250,000**	**8,655,819**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) La limite a été diminuée de $30,000,000 à $26,000,000 en vertu du CP 1991-76.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	191,604,000	8,710,600	7,157,600	732,500	1,176,400	...	209,381,100	Sciences	209,272,959	108,141	...	185,270,772
...	91,284,000	11,532,200	2,382,200	8,840,500	537,730	...	114,576,630	Pêches de l'Atlantique	114,264,510	312,120	...	91,806,439
...	88,921,000	5,411,700	1,211,900	4,289,700	438,000	...	100,272,300	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	100,321,828	(49,528)	...	88,228,728
...	32,917,000	2,415,600	846,800	(1,746,500)	245,900	...	34,678,800	Services d'inspection	34,519,903	158,897	...	31,335,993
...	4,684,000	18,800	52,500	66,200	25,600	...	4,847,100	Affaires internationales	4,835,349	11,751	...	4,741,691
...	154,536,400	9,492,600	9,151,000	(5,312,600)	1,104,834	...	168,972,234	Politiques intégrées et soutien de programmes	168,896,749	75,485	...	152,041,547
...	563,946,400	37,581,500	20,802,000	6,869,800	3,528,464	...	632,728,164	Total—Fonctionnement	632,111,298	616,866	...	553,425,170
								Capital				
...	9,056,000	...	...	11,147,000	...	...	20,203,000	Sciences	20,368,605	(165,605)	...	11,851,279
...	3,010,000	...	...	4,768,700	...	...	7,778,700	Pêches de l'Atlantique	7,572,340	206,360	...	7,719,313
...	7,394,000	...	...	4,730,500	...	...	12,124,500	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	12,174,467	(49,967)	...	8,444,941
...	727,000	...	...	4,051,400	...	...	4,778,400	Services d'inspection	4,729,916	48,484	...	1,149,726
...	...	...	...	10,700	...	...	10,700	Affaires internationales	8,630	2,070	...	6,840
...	124,464,000	...	...	(31,578,100)	...	...	92,885,900	Politiques intégrées et soutien de programmes	92,801,828	84,072	...	131,930,531
...	144,651,000	...	...	(6,869,800)	...	...	137,781,200	Total—Capital	137,655,786	125,414	...	161,102,630
								Paiements de transfert				
...	782,000	...	...	160,300	...	...	942,300	Sciences	870,627	71,673	...	692,299
...	11,392,000	5,308,000	...	(1,337,400)	...	...	15,362,600	Pêches de l'Atlantique	14,900,194	462,406	...	8,468,916
...	535,000	250,000	...	(91,700)	...	...	693,300	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	693,300	...	...	455,675
...	...	...	...	5,500	...	...	5,500	Affaires internationales	5,500	...	...	37,000
...	3,400,000	...	...	1,263,300	(836,094)	...	3,827,206	Politiques intégrées et soutien de programmes	3,429,798	397,408	...	3,555,716
...	16,109,000	5,558,000	...	...	(836,094)	...	20,830,906	Total—Paiements de transfert	19,899,419[1]	931,487	...	13,209,606
								Non budgétaire				
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Régime d'assurance des bateaux de pêche	...	...	150,000	...

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du département				
...	201,442,000	8,710,600	7,157,600	12,039,800	1,176,400	...	230,526,400	Sciences	230,512,191	14,209	...	197,814,350
...	105,686,000	16,840,200	2,382,200	12,271,800	537,730	...	137,717,930	Pêches de l'Atlantique	136,737,044	980,886	...	107,994,668
...	96,850,000	5,661,700	1,211,900	8,928,500	438,000	...	113,090,100	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	113,189,595	(99,495)	...	97,129,344
...	33,644,000	2,415,600	846,800	2,304,900	245,900	...	39,457,200	Services d'inspection	39,249,819	207,381	...	32,485,719
...	4,684,000	18,800	52,500	82,400	25,600	...	4,863,300	Affaires internationales	4,849,479	13,821	...	4,785,531
...	282,400,400	9,492,600	9,151,000	(35,627,400)	268,740	...	265,685,340	Politiques intégrées et soutien de programmes	265,128,375	556,965	...	287,527,794
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Régime d'assurance des bateaux de pêche—Non budgétaire	...	...	150,000	...
								Total du département—				
...	**724,706,400**	**43,139,500**	**20,802,000**	...	**2,692,370**	...	791,340,270	**Budgétaire**	789,666,503	**1,673,767**	...	**727,737,406**
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	**Non budgétaire**	...	...	**150,000**	...
								Office canadien du poisson salé				
6,000,000	...	...	...	...	...	...	6,000,000	Non budgétaire	(12,600,000)	...	18,600,000	3,000,000
								Total du programme—				
6,000,000	...	...	...	...	...	...	**6,000,000**	**Non budgétaire**	**(12,600,000)**	...	**18,600,000**	**3,000,000**
								Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
7,844,181	...	...	...	...	(4,000,000)	...	3,844,181	Non budgétaire [2]	(9,655,819)	...	13,500,000	5,655,819
								Total du programme—				
7,844,181	...	...	...	...	**(4,000,000)**	...	**3,844,181**	**Non budgétaire**	**(9,655,819)**	...	**13,500,000**	**5,655,819**
								Total du ministère—				
...	**724,706,400**	**43,139,500**	**20,802,000**	...	**2,692,370**	...	**791,340,270**	**Budgétaire**	**789,666,503**	**1,673,767**	...	**727,737,406**
13,994,181	...	...	...	...	**(4,000,000)**	...	**9,994,181**	**Non budgétaire**	**(22,255,819)**	...	**32,250,000**	**8,655,819**

[1] Un montant de $163,906 a été imputé à l'article courant 12.
[2] La limite a été diminuée de $30,000,000 à $26,000,000 en vertu du CP 1991-76.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Sciences				
...	782,000	...	...	38,300	...	820,300	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	754,689	65,611	...	668,375
							Pêches de l'Atlantique				
...	...	100,000	...	...	...	100,000	Subvention au Marine Products Research and Development Centre, Shippagan, Nouveau-Brunswick pour l'établissement d'une structure administrative et la mise en oeuvre des activités	100,000	...	...	...
							Pêches dans le Pacifique et en eaux douces				
...	...	250,000	...	...	...	250,000	Subvention au gouvernement du Yukon pour assurer la gestion quotidienne des pêches en eaux douces au Yukon	250,000	...	...	...
							Politiques intégrées et soutien de programmes				
...	200,000	...	...	(114,100)	...	85,900	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	...	85,900	...	...
...	**982,000**	**350,000**	**...**	**(75,800)**	**...**	**1,256,200**	**Total—Subventions**	**1,104,689**	**151,511**	**...**	**668,375**
							Contributions				
							Sciences				
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Contributions en vertu du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique pour rétablir les stocks et fournir d'autres emplois dans l'aquiculture, la sous-utilisation des stocks et le développement des pêches	95,138	4,862	...	...
...	...	...	...	22,000	...	22,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	20,800	1,200	...	23,924
...	...	...	...	122,000	...	122,000		115,938	6,062	...	23,924

Paiements de transfert—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Pêches de l'Atlantique				
...	1,062,000	...	...	165,000	...	1,227,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	1,208,197	18,803	...	1,263,371
...	2,500,000	...	...	(275,000)	...	2,225,000	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Québec	2,172,662	52,338	...	2,244,337
...	2,780,000	...	...	...	...	2,780,000	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire de développement des pêches côtières de Terre-Neuve	2,663,803	116,197	...	2,341,758
...	200,000	...	...	(23,400)	...	176,600	Contribution versée à l'Association des chasseurs de phoques du Canada afin qu'elle puisse élaborer, préciser et appliquer la stratégie à long terme conçue pour l'industrie de la chasse au phoque sur la côte est	176,657	(57)	...	200,000
...	2,830,000	...	...	275,000	...	3,105,000	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquiculture	3,105,000	...	...	456,554
...	1,685,000	...	...	(133,000)	...	1,552,000	Contributions en vertu de l'entente Canada-Nouveau-Brunswick sur le développement économique et régional pour le développement des pêches	1,539,529	12,471	...	599,896
...	335,000	...	...	...	...	335,000	Contributions en vertu de l'entente Canada-l'Île-du-Prince-Édouard sur le développement économique et régional pour le développement des pêches	326,938	8,062	...	150,000
...	...	3,783,000	...	(821,000)	...	2,962,000	Contributions en vertu du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique pour rétablir les stocks et fournir d'autres emplois dans l'aquiculture, la sous-utilisation des stocks et le développement des pêches	2,689,983	272,017	...	...
...	...	400,000	...	...	...	400,000	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire sur le développement des pêches de la Nouvelle-Écosse	417,425	(17,425)	...	...
...	...	525,000	...	(525,000)	...	...	Contributions en vertu de Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique pour fournir des possibilités d'emploi grâce à des initiatives en commercialisation	...	...	...	...

...	...	500,000	...	...	...	500,000	Contribution à l'Université Dalhousie en vertu de l'entente de collaboration Canada/Nouvelle-Écosse sur le développement des pêches	500,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,213,000
...	11,392,000	5,208,000	...	(1,337,400)	...	15,262,600		14,800,194	462,406	...	8,468,916
							Pêches dans le Pacifique et en eaux douces				
...	285,000	...	...	...	...	285,000	Contribution au Secrétariat commun des comités de ressources renouvelables des Inuvialuit	285,000	...	...	273,600
...	250,000	...	...	(250,000)	...	...	Contribution au gouvernement du Yukon pour assurer la gestion quotidienne des pêches en eaux douces au Yukon	...	...	...	...
...	...	...	...	158,300	...	158,300	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	158,300	...	...	182,075
...	535,000	...	...	(91,700)	...	443,300		443,300	...	...	455,675
							Affaires internationales				
...	...	...	...	5,500	...	5,500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	5,500	...	...	37,000
							Politiques intégrées et soutien de programmes				
...	300,000	...	...	(130,100)	...	169,900	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	103,000	66,900	...	240,000
...	1,900,000	...	...	982,500	...	2,882,500	Contributions à l'appui de l'aménagement portuaire, de l'établissement d'infrastructures, de travaux maritimes et de réparations dans des ports non fédéraux	2,865,584	16,916	...	2,672,274
...	1,000,000	...	...	...	(836,094)	163,906	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	163,906	...	...	91,470
...	...	...	...	525,000	...	525,000	Contributions en vertu de Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique pour fournir des possibilités d'emploi grâce à des initiatives en commercialisation	297,308	227,692	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	551,972
...	3,200,000	...	...	1,377,400	(836,094)	3,741,306		3,429,798	311,508	...	3,555,716
...	**15,127,000**	**5,208,000**	**...**	**75,800**	**(836,094)**	**19,574,706**	**Total—Contributions**	**18,794,730**	**779,976**	**...**	**12,541,231**
							Sommaire du département par activité				
...	782,000	...	...	160,300	...	942,300	Sciences	870,627	71,673	...	692,299
...	11,392,000	5,308,000	...	(1,337,400)	...	15,362,600	Pêches de l'Atlantique	14,900,194	462,406	...	8,468,916
...	535,000	250,000	...	(91,700)	...	693,300	Pêches dans le Pacifique et en eaux douces	693,300	...	...	455,675
...	...	...	...	5,500	...	5,500	Affaires internationales	5,500	...	...	37,000
...	3,400,000	...	...	1,263,300	(836,094)	3,827,206	Politiques intégrées et soutien de programmes	3,429,798	397,408	...	3,555,716
...	**16,109,000**	**5,558,000**	**...**	**...**	**(836,094)**	**20,830,906**	**Total du département**	**19,899,419**	**931,487**	**...**	**13,209,606**
...	**16,109,000**	**5,558,000**	**...**	**...**	**(836,094)**	**20,830,906**	**Total du ministère**	**19,899,419**[1]	**931,487**	**...**	**13,209,606**

(S) Paiement de transfert législatif.
[1] Un montant de $163,906 a été imputé à l'article courant 12.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	63,788	...
Total des recettes fiscales	63,788	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Office canadien du poisson salé	4,601,220	4,978,261
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	3,078,709	1,648,895
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	101,384	20,341
Entreprises de traitement de poissons de fond	...	87,367
	7,781,313	6,734,864
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement d'avances impayées	32,292	116,304
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,561,931	983,826
Divers	1,000,553	921,499
	2,594,776	2,021,629
Privilèges, licences et permis—		
Frais	8,139,330	9,368,193
Licences	11,763,423	12,014,640
Baux huîtriers	36,599	51,457
Boette	15,590	16,435
Divers	855,005	...
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	1,778,925	1,875,256
	22,588,872	23,325,981
Rémunérations de services—		
Location de contenants isolés	...	19,150
Autres frais	705,098	802,541
	705,098	821,691
Produits des ventes—		
Produits des ventes de boettes	998,341	540,741
Produits des ventes de publications	1,771,631	1,827,149
Ventes diverses	516,319	146,349
	3,286,291	2,514,239
Autres recettes non fiscales—		
Saisies et confiscations	737,332	771,630
Amendes	1,100,259	1,340,579
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	3,568,052	3,648,982
Licences	569,688	600,686
Autres recettes d'amarrage	458,708	978,112
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	511,832	477,640
Divers	135,726	335,705
	7,081,597	8,153,334
Total des recettes non fiscales	44,037,947	43,571,738
Total du département	44,101,735	43,571,738
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	63,788	...
Total des recettes fiscales	63,788	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	7,781,313	6,734,864
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,594,776	2,021,629
Privilèges, licences et permis	22,588,872	23,325,981
Rémunérations de services	705,098	821,691
Produits des ventes	3,286,291	2,514,239
Autres recettes non fiscales	7,081,597	8,153,334
Total des recettes non fiscales	44,037,947	43,571,738
Total du ministère	44,101,735	43,571,738

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS
1990-91

Revenu national

Douanes et Accise
Impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	24.2
Sommaire du ministère	24.3
Programmes par activité	24.4
Paiements de transfert	24.6
Détail des montants portés au crédit	24.6
Recettes	24.7

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Douanes et Accise

Objectif

Faire en sorte que tous les droits, toutes les taxes et tous autres frais et prélèvements connexes soient correctement imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; contrôler, afin de protéger l'industrie et la société canadiennes, le déplacement des personnes, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, pour veiller au respect de la loi; protéger l'industrie canadienne des préjudices réels ou éventuels causés par l'importation effective ou prévue de marchandises sous-évaluées ou subventionnées et par le recours à d'autres formes de concurrence injuste de la part d'exportateurs étrangers.

Description des activités

Accise

Appliquer la Loi sur l'accise, la Loi sur la taxe d'accise et les autres lois pertinentes afin de voir ainsi à ce que les droits, les taxes et tous les autres prélèvements applicables soient imposés, perçus, et, le cas échéant, remboursés le plus économiquement possible pour le public et d'une manière qui assure, chez celui-ci, la plus haute confiance dans l'intégrité, l'efficience et l'équité de la démarche de l'accise.

Douanes

Appliquer la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur les mesures spéciales d'importation et d'autres lois et règlements pertinents et ainsi contrôler, pour la protection de l'industrie et de la société canadiennes, la circulation des gens, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, et protéger l'industrie canadienne contre tout préjudice réel ou éventuel que peut causer l'importation effective ou envisagée de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, ainsi que d'autres genres de concurrence étrangère déloyale.

Administration ministérielle

Assurer, au ministère, une orientation pour la gestion, une coordination de la planification et des services d'administration centraux.

Impôt

Objectif

Évaluer et percevoir équitablement les impôts sur le revenu ainsi que les paiements au titre des régimes de pension et de l'assurance-chômage, en appliquant et en exécutant la Loi de l'impôt sur le revenu, diverses lois fédérales et provinciales connexes, y compris certaines parties du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-chômage ainsi que de divers régimes de crédits d'impôt provinciaux.

Description des activités

Traitement des déclarations d'impôt des contribuables

La promotion de l'autocotisation chez les contribuables et le traitement de déclarations comprenant, entre autres, la communication de renseignements et la distribution de formules nécessaires à l'établissement de leur déclaration d'impôt ou de renseignements; l'examen et l'établissement des cotisations des déclarations; le traitement des versements; l'envoi des avis de cotisation, y compris les chèques de remboursement ou les avis d'impôt à payer; le classement et l'entreposage de ces déclarations; de même que le traitement des demandes de redressement ou de modification des déclarations provenant des contribuables.

Vérification des déclarations d'impôt des contribuables

Il s'agit des fonctions qui font suite à l'établissement de la cotisation initiale et ont pour objet de veiller à ce que les contribuables respectent les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu concernant la production d'une déclaration et la déclaration du revenu.

Recouvrements

Les fonctions ayant trait à la perception des impôts non payés identifiés à la suite du traitement initial ou de la vérification des déclarations d'impôt.

Avis d'opposition et appels

L'examen indépendant d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation contestée par un contribuable.

Administration

Haute direction du bureau principal et des cinq bureaux régionaux. Le personnel du bureau principal établit la politique et assure les services en matière de gestion financière, de sécurité, de ressources humaines et de soutien administratif.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Douanes et Accise				
...	474,793,000	...	...	474,793,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	133,649,000	...	133,649,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	148,119,500	...	148,119,500	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	18,677,000	18,677,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	474,793,000	281,768,500	18,677,000	775,238,500		Total—Crédit 1	761,840,934	13,397,566	...	519,650,520
...	13,739,000	...	...	13,739,000	5	Dépenses en capital				
...	...	78,818,000	...	78,818,000	5b	Dépenses en capital				
...	...	12,247,300	...	12,247,300	5c	Dépenses en capital				
...	13,739,000	91,065,300	...	104,804,300		Total—Crédit 5	100,478,514	4,325,786	...	34,197,946
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	60,472,000	...	4,403,000	64,875,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64,875,000	...	...	53,922,000
...	...	...	700	700	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	700	...	...	...
...	**549,053,400**	**372,833,800**	**23,081,125**	**944,968,325**		**Total du programme—Budgétaire**	**927,244,973**	**17,723,352**	...	**607,818,666**
						Impôt				
...	919,269,000	...	...	919,269,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	54,561,000	...	54,561,000	10b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $8,972,210 du crédit 15 (Revenu national)				
...	...	...	8,972,210	8,972,210		Virement du: crédit 15				
...	...	...	32,660,230	32,660,230		CT, crédit 5[1]				
...	919,269,000	54,561,001	41,632,440	1,015,462,441		Total—Crédit 10	999,146,936	16,315,505	...	903,247,266
...	48,066,000	...	...	48,066,000	15	Dépenses en capital				
...	...	14,237,000	...	14,237,000	15b	Dépenses en capital				
...	...	...	(8,972,210)	(8,972,210)		Virement au crédit 10				
...	48,066,000	14,237,000	(8,972,210)	53,330,790		Total—Crédit 15	52,925,489	405,301	...	38,162,325
...	122,799,000	...	8,941,000	131,740,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	131,740,000	...	...	108,766,000
...	...	...	264,448	264,448	(S)	Arrêts de la Cour fédérale et de la Cour suprême	264,448[2]	...	...	274,359
...	**1,090,134,000**	**68,798,001**	**41,865,678**	**1,200,797,679**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,184,076,873**	**16,720,806**	...	**1,050,449,950**
...	**1,639,187,400**	**441,631,801**	**64,946,803**	**2,145,766,004**		**Total du ministère—Budgétaire**	**2,111,321,846**	**34,444,158**	...	**1,658,268,616**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

(2) Ce montant comprend $138,333—Arrêts de la Cour fédérale, $113,971—Frais d'arrêts de la Cour/appels, $12,144—Arrêts de la Cour suprême.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Douanes et Accise				
								Fonctionnement				
...	90,655,000	273,248,000	...	(21,293,278)	1,023,501	...	343,633,223	Accise	334,924,783	8,708,440	...	128,588,404
...	376,951,000	4,569,500	18,677,000	6,155,000	3,368,196	...	409,720,696	Douanes	409,597,841	122,855	...	372,181,296
...	67,708,400	3,951,000	...	15,138,278	12,428	...	86,810,106	Administration ministérielle	82,243,835	4,566,271	...	72,851,020
...	535,314,400	281,768,500	18,677,000	...	4,404,125	...	840,164,025	Total—Fonctionnement	826,766,459	13,397 566	...	573,620,720
								Capital				
...	1,132,000	88,198,000	...	(820,000)	...	...	88,510,000	Accise	84,636,144	3,873,856	...	25,027,481
...	6,907,000	2,254,300	...	2,162,000	...	...	11,323,300	Douanes	11,035,635	287,665	...	5,716,014
...	5,700,000	613,000	...	(1,342,000)	...	...	4,971,000	Administration ministérielle	4,806,735	164,265	...	3,454,451
...	13,739,000	91,065,300	...	...	...	...	104,804,300	Total—Capital	100,478,514	4,325,786	...	34,197,946
								Sommaire du programme				
...	91,787,000	361,446,000	...	(22,113,278)	1,023,501	...	432,143,223	Accise	419,560,927	12,582,296	...	153,615,885
...	383,858,000	6,823,800	18,677,000	8,317,000	3,368,196	...	421,043,996	Douanes	420,633,476	410,520	...	377,897,310
...	73,408,400	4,564,000	...	13,796,278	12,428	...	91,781,106	Administration ministérielle	87,050,570	4,730,536	...	76,305,471
...	**549,053,400**	**372,833,800**	**18,677,000**	...	**4,404,125**	...	**944,968,325**	**Total du programme—Budgétaire**	**927,244,973**	**17,723,352**	...	**607,818,666**
								Impôt				
								Fonctionnement				
...	494,740,000	23,548,000	14,177,685	7,389,000	3,996,051	...	543,850,736	Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	575,854,113	(32,003,377)	...	505,200,458
...	460,883,000	848,000	13,207,451	(1,361,000)	3,722,586	...	477,300,037	Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	449,145,826	28,154,211	...	421,508,570
...	76,658,000	3,192,000	2,196,776	2,811,000	619,172	...	85,476,948	Recouvrements	75,006,193	10,470,755	...	70,436,411
...	36,059,000	1,479,000	1,033,337	(314,000)	291,251	...	38,548,588	Avis d'opposition et appels	38,402,180	146,408	...	33,355,958
...	71,361,000	25,494,001	2,044,981	447,210	576,388	...	99,923,580	Administration	90,237,315	9,686,265	...	69,603,811
...	1,139,701,000	54,561,001	32,660,230	8,972,210	9,205,448	...	1,245,099,889	Total—Fonctionnement	1,228,645,627	16,454,262	...	1,100,105,208
								Capital				
...	35,802,000	2,688,000	...	(39,000)	...	...	38,451,000	Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	32,672,470	5,778,530	...	26,867,276
...	3,718,000	...	...	(32,000)	...	...	3,686,000	Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	4,826,055	(1,140,055)	...	3,758,193
...	2,198,000	608,000	...	(1,269,000)	...	...	1,537,000	Recouvrements	813,829	723,171	...	694,519
...	97,000	...	...	(12,000)	...	...	85,000	Avis d'opposition et appels	98,562	(13,562)	...	35,352
...	6,251,000	10,941,000	...	(7,620,210)	...	...	9,571,790	Administration	14,514,573	(4,942,783)	...	6,806,985
...	48,066,000	14,237,000	...	(8,972,210)	...	...	53,330,790	Total—Capital	52,925,489	405,301	...	38,162,325

...	124,000	...	...	...	...	...	124,000	Paiements de transfert Administration	97,609	26,391	...	95,417
...	(97,757,000)	...	...	...	...	...	(97,757,000)	Recettes à valoir sur le crédit[1]	(97,591,852)	(165,148)	...	(87,913,000)
								Sommaire du programme				
...	530,542,000	26,236,000	14,177,685	7,350,000	3,996,051	...	582,301,736	Traitement des déclarations d'impôt des contribuables	608,526,583	(26,224,847)	...	532,067,734
...	464,601,000	848,000	13,207,451	(1,393,000)	3,722,586	...	480,986,037	Vérification des déclarations d'impôt des contribuables	453,971,881	27,014,156	...	425,266,763
...	78,856,000	3,800,000	2,196,776	1,542,000	619,172	...	87,013,948	Recouvrements	75,820,022	11,193,926	...	71,130,930
...	36,156,000	1,479,000	1,033,337	(326,000)	291,251	...	38,633,588	Avis d'opposition et appels	38,500,742	132,846	...	33,391,310
...	77,736,000	36,435,001	2,044,981	(7,173,000)	576,388	...	109,619,370	Administration	104,849,497	4,769,873	...	76,506,213
...	(97,757,000)	...	...	...	...	...	(97,757,000)	Recettes à valoir sur le crédit	(97,591,852)	(165,148)	...	(87,913,000)
...	**1,890,134,000**	**68,798,001**	**32,660,230**	...	**9,205,448**	...	**1,200,797,679**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,184,076,873**	**16,720,806**	...	**1,050,449,950**
...	**1,639,187,600**	**441,631,801**	**51,337,230**	...	**13,609,573**	...	**2,145,766,004**	**Total du ministère—Budgétaire**	**2,111,321,846**	**34,444,158**	...	**1,658,268,616**

[1] Les montants portés au crédit ne sont pas répartis par activité.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Impôt				
							Contributions				
							Administration				
...	124,000	...	...	...	...	124,000	Contributions à des associations d'administrateurs fiscaux	97,609	26,391	...	95,417
...	**124,000**	...	...	...	...	**124,000**	**Total du programme**	**97,609**	**26,391**	...	**95,417**
...	**124,000**	...	...	...	...	**124,000**	**Total du ministère**	**97,609**	**26,391**	...	**95,417**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours — Budgétés	Exercice en cours — Réels	Exercice précédent — Réels
	$	$	$
Impôt			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Régime de pensions du Canada	53,187,000	53,187,000	47,678,000
Assurance-chômage	44,000,000	44,000,000	40,235,000
Statistique Canada (Recensement)	570,000	404,852	...
Total du programme—Budgétaire	**97,757,000**	**97,591,852**	**87,913,000**
Total du ministère—Budgétaire	**97,757,000**	**97,591,852**	**87,913,000**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Douanes et Accise		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	3,573,195,968	...
Moins: décret de remise de la taxe gouvernementale	212,185,286	...
remboursements	1,530,356	...
escomptes	194,931,841	...
	408,647,483	...
	3,164,548,485	...
Taxe de vente—		
Produits domestiques	12,424,372,852	14,520,126,742
Produits importés	2,204,161,048	2,960,386,588
	14,628,533,900	*17,480,513,330*
Moins: prélèvements	30,908,339	24,741,488
remboursements	667,116,520	622,555,784
escomptes	8,883,423	62,415,893
	706,908,282	*709,713,165*
Services de télécommunications	826,278,708	997,451,403
Moins: remboursements	737,282	93,274
	825,541,426	*997,358,129*
	14,747,167,044	17,768,158,294
Taxe de vente—Ristourne sur stock	1,053,353,848	...
	13,693,813,196	17,768,158,294
Droits de douane à l'importation	4,683,311,462	5,233,105,106
Impôt aux provinces—Spiritueux	4,568,017	...
	4,687,879,479	*5,233,105,106*
Moins: prélèvements	406,210,732	368,273,634
remboursements	272,349,275	272,997,613
virement aux provinces—Spiritueux	4,442,720	...
	683,002,727	*641,271,247*
	4,004,876,752	4,591,833,859
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	405,864,149	435,133,871
Spiritueux non parvenus à maturité	4,586,915	5,479,498
Bière	418,521,032	390,554,363
Spiritueux rafraîchissant	3,483,041	3,561,856
Cigarettes	1,205,926,359	1,171,060,387
Cigares	1,744,213	1,828,907
Tabac manufacturé	106,331,649	121,723,739
Tabac canadien naturel en feuilles	17,842	999,491
Licences	37,021	44,144
Amende	29,913	30,675
Intérêt	105,294	54,501
	2,146,647,428	*2,130,471,432*
Moins: remboursements	17,186	203,209
	2,146,630,242	2,130,268,223

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz—		
Gaz naturel	3,640	1,210
Liquides du gaz	3,597	...
	7,237	*1,210*
Moins: remboursements	7,237	...
	...	1,210
Frais d'indemnisation pétrolière—		
Remboursements d'escompte	...	153,736
Moins: escompte	...	158,634
	...	(4,898)
Taxe d'accise—Carburants moteurs—Essence	2,289,332,504	2,200,053,102
Moins: remboursements	47,968,022	45,829,855
	2,241,364,482	2,154,223,247
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation	54,956,187	56,000,815
Combustible diesel	252,215,746	349,947,400
	307,171,933	*405,948,215*
Moins: escomptes	76,228,189	146,353,934
	230,943,744	259,594,281
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Cigarettes	860,613,422	735,896,398
Cigares	10,178,918	8,499,985
Tabac	62,148,047	56,845,607
Bijoux	45,716,004	54,187,273
Briquets	3,174,081	5,523,798
Automobiles	49,120,823	133,735,970
Allumettes	345,444	619,329
Jeux de cartes	963,835	1,468,029
Machines à sous	2,192,786	1,880,084
Accessoires pour fumeurs	15,983,404	6,870,782
Climatiseurs pour automobiles	70,058,147	62,350,109
Vins	93,291,049	100,755,497
Divers	1,381,005	3,238,341
	1,215,166,965	*1,171,871,202*
Droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre	47,314,069	59,815,485
Amende	...	40,169
Intérêt	...	76,896
	47,314,069	*59,932,550*
Moins: remboursements	338,940	1,040,655
virements aux provinces	48,986,652	59,586,130
	49,325,592	*60,626,785*
Services de programmation en télécommunications	127,531,520	152,435,140
Moins: remboursements	1,804,207	18,039
	125,727,313	*152,417,101*

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres—		
Amendes	10,972,349	9,568,676
Intérêt	(4,785,036)	(588,954)
	6,187,313	*8,979,722*
Moins: prélèvements	1,882,992	821,152
autres remboursements	14,697,192	20,530,434
déduction pour mauvaise créance	8,611,813	15,946,991
	25,191,997	*37,298,577*
	1,319,878,071	1,295,275,213
Total des recettes fiscales	**26,802,054,972**	**28,199,349,429**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments et terrains publics—Location	171,636	164,778
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	313,891	265,335
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	2,523,440	1,488,060
	2,837,331	1,753,395
Privilèges, licences et permis—		
Licences de courtiers en douane	352,811	382,438
Rémunérations de services—		
Frais d'entrepôt de douane	1,409,271	1,407,149
Frais de services spéciaux	2,499,809	2,335,525
Autres frais	4,641,089	2,919,285
	8,550,169	6,661,959
Produits des ventes—		
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	604,880	1,083,369
Étiquettes de spiritueux (année)	439,678	458,940
Autres	151,057	448,372
	1,195,615	1,990,681
Autres recettes non fiscales—		
Amendes (douanes)	4,251,868	2,740,381
Saisies (douanes)	77,908	(5,060)
Services de saisies (enquête)	964,667	46,607,007

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Saisies (ports)	16,095,753	11,834,209
Magasins exempts de droits	2,660,904	1,986,747
Autres	1,210,070	821,954
	25,261,170	63,985,238
Total des recettes non fiscales	**38,368,732**	**74,938,489**
Total du programme	**26,840,423,704**	**28,274,287,918**
Impôt		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers—		
Retenues à la source	37,107,193,029	35,666,036,139
Autres perceptions	20,493,592,902	16,228,587,098
	57,600,785,931	*51,894,623,237*
Des sociétés	11,726,220,103	13,021,414,903
Des non résidents	1,372,054,469	1,360,627,238
	70,699,060,503	66,276,665,378
Taxe sur les produits et services—		
Crédit aux particuliers	(598,044,121)	...
Autres	6,051	...
	(598,038,070)	...
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières—		
Pétrole et gaz	(1,739,097)	55,016,143
Redevance relative aux ressources	1,080,802	1,533,663
	(658,295)	56,549,806
Autres	278,078,785	224,575,814
Total des recettes fiscales	**70,378,442,923**	**66,557,790,998**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,350,025	668,011
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	2,872,993	1,829,792
	7,223,018	2,497,803

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Frais réglés	1,483,865	1,295,865
Frais concernant le crédit fiscal des provinces	5,515,134	5,277,671
Débiteurs	81,859	188,801
Voyage à l'étranger	143,186	172,818
Décisions anticipées	74,723	...
Frais d'inspection	138	...
	7,298,905	6,935,155
Produits des ventes	18,161	2,440
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	4,204,447	3,842,354
Accès à l'information	60,308	53,537
Location de places de stationnement	69,992	...
Frais d'arrêts légaux	3,137	...
Divers	123,163	125,557
	4,461,047	4,021,448
Total des recettes non fiscales	**19,001,131**	**13,456,846**
Total du programme	**70,397,444,054**	**66,571,247,844**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	57,600,785,931	51,894,623,237
Des sociétés	11,726,220,103	13,021,414,903
Des non résidents	1,372,054,469	1,360,627,238
	70,699,060,503	*66,276,665,378*
Taxe sur les produits et services	2,566,510,415	...
Taxes et droits d'accise—		
Taxe de vente	13,693,813,196	17,768,158,294
Droits de douanes à l'importation	4,004,876,752	4,591,833,859
Droits d'accise	2,146,630,242	2,130,268,223
Frais d'indemnisation pétrolière	...	(4,898)
Autres	1,319,878,071	1,295,275,213
Taxes en matière d'énergie—		
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	(658,295)	56,549,806
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	...	1,210
Taxe d'accise—Carburants moteurs—Essence	2,241,364,482	2,154,223,247
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	230,943,744	259,594,281
	23,636,848,192	*28,255,899,235*
Autres	278,078,785	224,575,814
Total des recettes fiscales	97,180,497,895	94,757,140,427
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	171,636	164,778
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	10,060,349	4,251,198
Privilèges, licences et permis	352,811	382,438
Rémunérations de services	15,849,074	13,597,114
Produits des ventes	1,213,776	1,993,121
Autres recettes non fiscales	29,722,217	68,006,686
Total des recettes non fiscales	57,369,863	88,395,335
Total du ministère	**97,237,867,758**	**94,845,535,762**

SECTION 25

COMPTES PUBLICS
1990-91

Santé nationale et Bien-être social

Département
Conseil de recherches médicales

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	25.2
Sommaire du ministère	25.7
Programmes par activité	25.10
Paiements de transfert	25.14
Détail des montants portés au crédit	25.22
Recettes	25.22

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme de l'administration centrale

Objectif

Assurer au ministère des services d'orientation, de planification, d'élaboration de politiques, de consultation et de soutien administratif.

Description des activités

Direction du ministère

L'activité de la direction ministérielle est chargée de la gestion globale du Ministère. Elle est composée des bureaux du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et du ministre d'État au troisième âge, et du bureau du sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. De plus, l'activité fournit des services de secrétariat au Conseil national du bien-être social et au Conseil consultatif national sur le troisième âge. L'infirmière conseillère principale, la conseillère principale sur la situation de la femme et le Secrétariat pour l'étude de l'avenir démographique du Canada font également partie de cette activité.

Politique, planification et information

L'élaboration de politiques et la planification stratégique supposent l'initiation et la coordination des responsabilités du ministère en matière d'élaboration de politiques, la mise au point et l'évaluation d'options de modification des programmes, la détermination et l'évaluation de l'importance des problèmes de santé et des problèmes sociaux émergents à long terme et la recommandation d'approches en matière de politiques pour tenir compte des tendances naissantes. En ce qui concerne les systèmes d'information, l'activité planifie, élabore et met à jour des systèmes qui appuient l'élaboration, la gestion et l'évaluation des politiques et des programmes en matière de services de santé et de services sociaux. Cela se fait par la prestation de services d'aide technique et financière aux provinces, aux territoires, aux associations et organismes reconnus sur le plan national et engagés dans des programmes de services de santé et de services sociaux.

Affaires intergouvernementales et internationales

L'activité coordonne la participation du ministère à des activités internationales en matière de santé. Elle est en particulier chargée de la coordination de la contribution du Canada aux organismes internationaux envers lesquels le Canada a pris un engagement financier, où le Canada joue un rôle administratif ou de gestion, ou lorsque le Canada est un signataire d'un accord, tels que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation panaméricaine de la santé, et les réunions des ministres de la santé du Commonwealth. De même, l'activité est chargée de fournir des conseils et de participer aux relations bilatérales avec des gouvernements étrangers en matière de santé. Elle coordonne également la participation canadienne aux affaires sociales internationnales et encourage des relations de coopération entre des organismes internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux, et leurs contreparties canadiennes. Elle élabore la position canadienne sur des questions de politique sociale examinées par les Nations Unies. Elle participe aux commissions des Nations Unies sur le développement social et sur les stupéfiants. L'activité encourage des relations avec l'Organisation pour la coopération économique et le développement et avec des agences des Nations Unies concernant les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes, la famille et l'usage illicite de drogues. Les deux aspects précédents présentent également des responsabilités fédérales-provinciales. Il s'agit de la liaison et de la coordination avec les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que du travail quotidien avec les organismes centraux sur des questions fédérales-provinciales. L'activité offre des services de secrétariat pour les réunions des ministres et des sous-ministres de la santé et des services sociaux, et elle surveille le travail de comités consultatifs fédéraux-provinciaux et de groupes de travail. L'activité est également chargée de surveiller et d'obtenir de l'information internationale sur des questions relatives aux services de santé et aux services sociaux. Cette information est analysée et présentée pour examen au moment de la planification des programmes du ministère. De plus, elle organise des visites des ministres de la santé ou des services sociaux et des fonctionnaires et savants de pays étrangers pour faciliter l'échange d'information. L'activité administre le programme de bourses d'études de l'Organisation mondiale de la santé, programme qui permet à des professionnels canadiens de la santé d'entreprendre des études à court terme à l'étranger, et à des professionnels étrangers de venir au Canada grâce à une bourse de l'Organisation mondiale de la santé pour poursuivre des études dans leur champ de spécialisation. L'activité est chargée de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'événements internationaux spéciaux, tels que les "Années internationales" et elle accueille d'importantes conférences internationales dans lesquelles le ministère joue un rôle de premier plan au niveau fédéral.

Gestion ministérielle

En plus de sa gestion interne, l'activité fournit au ministère des services dans les domaines de l'administration, de l'informatique, de la planification et de la gestion, des installations, de la planification et de l'administration financière, de la correspondance et des relations parlementaires, des services de gestion, des communications et de l'administration du personnel. La sous-activité de la vérification et de l'examen des programmes relève directement du sous-ministre et offre ainsi des évaluations indépendantes de l'efficacité des programmes du ministère ainsi que des examens et des évaluations des opérations et des activités qui appuient la prestation de ces programmes. La sous-activité est chargée de la conception et de l'exécution de projets d'évaluation des programmes et de vérification interne dans l'ensemble du ministère.

Programme de santé

Objectif

Protéger, préserver et améliorer la santé des Canadiens.

Description des activités

Innocuité, qualité des aliments et nutrition

Entreprendre une vaste gamme d'initiatives en matière de réglementation et de non réglementation pour s'assurer que l'approvisionnement alimentaire canadien est sûr, nutritif et de grande qualité. Mener des recherches et évaluer des données scientifiques sur des aliments, des composantes d'aliments, des micro-organismes et des toxines microbiologiques, des additifs, des produits chimiques destinés à l'agriculture et des contaminants, étant donné leur utilisation réelle ou proposée et leur présence dans le régime alimentaire canadien. Établir des normes de fabrication et de production ainsi que des lignes directrices relatives aux éléments nutritifs. Promouvoir et mettre en application la conformité à ces normes de l'industrie alimentaire nationale et étrangère. Promouvoir la compréhension par l'industrie de l'innocuité des aliments et de la nutrition, et une compréhension par le public de la manipulation et de l'utilisation sans danger des aliments.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments

Assurer l'acceptabilité en temps opportun pour leur mise en marché au Canada de médicaments sûrs et efficaces, leur innocuité constante et leur efficacité après leur approbation et leur usage judicieux. Procéder à des recherches sur les dangers pour la santé associés à l'usage de médicaments. Établir des normes et des règlements en matière d'innocuité, de qualité et d'efficacité. Évaluer les produits conformément aux normes avant leur mise en marché. Maintenir une surveillance pour promouvoir et faire observer la conformité de l'industrie et des produits aux normes et aux règlements. Fournir des analyses de laboratoire au Solliciteur général. Fournir de l'information aux professionnels de la santé pour veiller à l'utilisation sûre et efficace des médicaments, et aux consommateurs concernant l'innocuité des médicaments. Surveiller l'usage de médicaments dangereux et déterminer les abus. Contrôler le mouvement des médicaments dangereux sur le marché illégal.

Qualité et risques environnementaux

Évaluer et étudier les effets des polluants environnementaux sur la santé. Évaluer et contrôler les appareils médicaux, les sources de radiations et les produits dangereux. Surveiller les dangers microbiologiques et chimiques associés aux appareils médicaux et faire observer par l'industrie les normes et les règlements. Évaluer les effets des environnements technologiques et sociologiques sur la santé de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère.

Surveillance de la santé nationale

Mesurer les changements dans les facteurs de risques de maladie et de risques pour la santé dans la population canadienne grâce à des études et à des examens épidémiologiques appliqués et à des études et à des examens microbiologiques en laboratoire, et diffuser cette information par l'entremise du système de soins de santé, pour le contrôle et la prévention de la maladie. Diagnostiquer et étudier des épidémies de maladies afin de réduire les conséquences pour la santé et les conséquences économiques. Fournir des services nationaux de référence permettant de déterminer de façon catégorique des bactéries, des virus et des parasites sources de maladies. Travailler pour contrôler et prévenir la propagation de l'infection par le VIH et réduire les conséquences pour la santé et les conséquences sociales et économiques de l'infection par le VIH (SIDA).

Services de santé des Indiens et du Nord

Assurer la disponibilité de services de santé pour les Inuit et les populations d'Indiens de plein droit ainsi que les résidents du Territoire du Yukon, et leur en assurer l'accès. Fournir au besoin des services de traitement, une variété de services de santé communautaires, des services hospitaliers dans certains secteurs, le Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones, et une variété de services de santé non assurés qui s'ajoutent aux services de santé provinciaux, territoriaux et municipaux pour cette clientèle. Assurer la prestation de services de santé environnementale aux bandes indiennes de tout le Canada grâce à une entente officielle avec les services d'hygiène du travail et du milieu. Travailler avec les collectivités indiennes de façon à ce qu'elle puissent assumer la responsabilité et le contrôle des programmes de santé conformément à leurs besoins et leurs priorités. Maintenir l'imputabilité au nom du ministre pour les fonds fournis à l'appui des programmes de santé des Indiens et pour les résultats globaux de ces programmes après que les

transferts sont complétés. Retenir la responsabilité des installations de soins de santé, des programmes de formation et d'éducation non communautaires, par exemple, les carrières des Indiens et des Inuit dans le domaine de la santé et les écoles de dentisterie, et les responsabilités spécifiquement négociées dans un accord de transfert.

Services et promotion de la santé

Assurer un leadership national dans le domaine de la promotion de la santé en encourageant et en aidant les Canadiens à adopter un mode de vie qui améliore leur bien-être physique, mental et social. Promouvoir la recherche et le développement de l'expertise dans le domaine de la santé en appuyant les besoins du milieu scientifique dans la réalisation de recherches extra-muros qui aboutissent à des services de santé améliorés. Fournir un leadership et des services professionnels et consultatifs dans le développement, le fonctionnement et la modification de services de santé orientés vers tous les Canadiens, y compris des groupes cibles ayant des besoins spéciaux.

Assurance-santé

Administrer la Loi canadienne sur la santé qui établit les critères et les conditions des contributions fédérales aux provinces et aux territoires à l'appui des services de santé assurés et de certains services de soins de santé prolongés. Surveiller et évaluer la compatibilité des régimes d'assurance-santé provinciaux et territoriaux avec la Loi canadienne sur la santé. Verser des paiements aux provinces et aux territoires conformément à la Loi canadienne sur la santé et tel que prévu dans le cadre de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Développer une expertise et fournir une aide aux régimes et programmes d'assurance-santé.

Services d'hygiène du travail et du milieu

Offrir un programme de santé professionnelle et de sécurité pour la fonction publique du Canada en vertu du pouvoir délégué par le Conseil du Trésor. Fournir des services d'hygiène du travail et du milieu relatifs aux transporteurs publics, y compris les chemins de fer, les navires et les aéronefs transportant des passagers. Fournir des agents de quarantaine sur le terrain pour les services d'inspection de navires et pour tout incident nécessitant une quarantaine, afin de prévenir l'entrée au Canada de maladies infectieuses ou contagieuses grâce à l'application de la Loi sur la quarantaine et de ses règlements par l'entremise d'une entente officielle avec la Direction générale de la protection de la santé. Assurer la fonction de génie sanitaire public et des services de laboratoire pour toute la clientèle. Fournir des services d'hygiène du milieu aux bandes indiennes de tout le Canada et à tous les résidents du Yukon grâce à des ententes officielles. Les ressources font partie de l'activité des services de santé des Indiens et du Nord.

Services de consultation en matière de santé

Promouvoir la santé et la sécurité dans le domaine de l'aéronautique et réduire le risque d'accidents d'avion dus à des facteurs humains, grâce à la médecine aéronautique civile. Coopérer avec tous les paliers de gouvernement pour appuyer les systèmes de soins de santé et de services sociaux en période de catastrophes en temps de paix, et s'assurer qu'il existe un mécanisme pour aider le gouvernement canadien à répondre aux besoins de pays étrangers en matière de services de santé et de services sociaux en périodes de catastrophes en temps de paix, par l'entremise des services d'urgence. Conseiller la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) sur le droit des revendicateurs aux prestations de maladie et de maternité, par l'entremise des services consultatifs de santé. Identifier les immigrants, les réfugiés et certaines catégories de visiteurs dont l'état de santé ne permet pas leur entrée au Canada, s'assurer que ceux qui sont admis au Canada et qui en ont besoin ont accès aux services de santé d'urgence, s'assurer que les employés fédéraux et leurs personnes à charge sont en bonne santé pour occuper un poste à l'étranger et les aider à maintenir une bonne santé pendant leur séjour à l'étranger, grâce aux services de santé de l'immigration et des fonctionnaires outre-mer. Promouvoir des activités de recherche et développement au Canada, activités visant à étudier des problèmes et des questions d'intérêt prioritaire pour les services médicaux, par l'entremise de l'unité de recherche et développement.

Condition physique et sport amateur

Fournir un appui de base à l'infrastructure du système sportif canadien par des contributions aux organismes nationaux de sport. Fournir un appui aux athlètes canadiens dans leurs efforts pour atteindre le niveau de réalisation le plus élevé possible. Fournir un appui aux programmes des sports nationaux conçus pour améliorer l'éventail et la qualité des possiblilités de compétition pour les Canadiens à tous les niveaux. Fournir une aide financière et technique aux organismes nationaux de conditionnement physique et de loisirs. Assurer un leadership proactif dans l'établissement de stratégies nationales et internationales, en réunissant le secteur public et le secteur privé à tous les niveaux dans l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes et de possibilités, et en améliorant la capacité de rejoindre des marchés cibles. Coordonner l'élaboration de stratégies et de politiques qui guident les relations et les positions du Canada en matière de sport international et de condition physique. Jouer un rôle de leadership pour protéger et faire avancer certaines questions en matière de sport international et

de condition physique. Fournir un appui pour encourager la participation de Canadiens dans des organisations internationales du sport et de la condition physique. Fournir des programmes d'aide technique et administrative pour les pays en développement améliorant ainsi le profil du Canada à l'étranger. Assurer la direction exécutive et stratégique et la communication sur les initiatives du programme grâce à des conseils et à une orientation sur les politiques, à des services de planification, à des services financiers et administratifs, à des services de soutien de la promotion et de la communication, pour veiller à ce que les ressources du programme sont dirigées d'une manière efficace et que davantage de Canadiens sont conscients des avantages du sport et de l'activité physique.

Administration du Programme

Fournir des services d'orientation, de gestion, de planification, d'élaboration des politiques propres au programme, des services de soutien direct à l'exécution des services de soutien scientifique et des ressources annuelles.

Programme social

Objectif

Maintenir et améliorer la sécurité du revenu des Canadiens et élaborer, promouvoir et mettre en oeuvre des politiques et des programmes de bien-être social qui permettent de soutenir et de favoriser le mieux-être des habitants du Canada.

Description des activités

Sécurité du revenu

Fournir aux Canadiens âgés, par l'entremise du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, un niveau de revenu fondamental pour les aider à vivre dans la dignité (dispositions spéciales basées sur le revenu, telles que le supplément de revenu garanti pour les pensionnés qui ont un revenu limité et l'allocation au conjoint pour les conjoints des pensionnés et pour les veufs et veuves âgés de 60 à 64 ans, sont des éléments essentiels de cette activité). Assurer la protection du revenu des cotisants handicapés au Régime de pensions du Canada et du revenu de leurs familles. Aider financièrement les survivants (veufs, veuves et orphelins) lorsque la famille subit une perte de revenu par suite du décès d'un cotisant au Régime de pensions du Canada. Aider les familles à défrayer les coûts encourus pour élever leurs enfants dans le cadre du système global canadien des prestations pour enfants. S'assurer que les personnes qui immigrent au Canada ou qui émigrent sont capables d'exercer les droits de sécurité sociale qu'ils ont acquis dans leur pays d'origine dans la plus grande mesure possible, grâce à des accords internationaux en matière de sécurité sociale.

Programmes à frais partagés

Partager 50% des coûts des provinces et des territoires encourus pour fournir de l'aide sociale aux personnes dans le besoin, et des services de bien-être à des personnes dans le besoin ou susceptibles de le devenir dans le cadre de la Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada, et des programmes complets pour la réadaptation professionnelle des personnes handicapées physiquement et mentalement dans le cadre de la Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées, ainsi que des programmes dans le cadre des accords de services de traitement et de réadaptation des toxicomanes.

Développement social

Fournir des contributions à des organismes de services sociaux, des écoles de travail social, des personnes et d'autres paliers de gouvernement pour des activités de recherche et de démonstration. Fournir des subventions de soutien à des organismes nationaux de bénévolat oeuvrant dans le domaine des services sociaux. Fournir des services consultatifs, d'information et de promotion ainsi qu'un appui financier à des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux s'intéressant à des questions spécifiques et reliées aux services sociaux, et portant notamment sur: les personnes ayant une incapacité, la violence familiale, la garde des enfants, les centres de vie autonome, et les adoptions internationales et interprovinciales. Fournir des programmes de contributions conçus pour encourager des groupes de personnes âgées à mettre au point, à administrer et à participer à des activités de leur choix, et encourager des environnements et des systèmes d'appui qui permettent aux personnes âgées de vivre dans la dignité et d'être valorisées par leur communauté.

Administration du programme

Fournir l'orientation, la gestion, la planification, des énoncés de principes propres au Programme et des conseils au Ministre et aux cadres supérieurs.

Conseil de recherches médicales

Objectif

Améliorer la santé des Canadiens par la promotion et l'appui de l'excellence en recherche fondamentale, clinique et appliquée dans le domaine des sciences de la santé.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions pour permettre la mise en oeuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; soutien de la collaboration entre les universités et le secteur privé en matière de recherche; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

Administration

Soutien administratif, scientifique et technique.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal (Provenance des autorisations — Indiquées dans)	Budgets des dépenses supplémentaires (Provenance des autorisations — Indiquées dans)	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice (Utilisation des autorisations)	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de l'administration centrale				
...	67,402,000	...	...	67,402,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $4,066,499 du crédit 10 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	4,066,499	4,066,499		Virement du: crédit 10				
...	...	...	6,055,330	6,055,330		CT, crédit 5[1]				
...	67,402,000	1	10,121,829	77,523,830		Total—Crédit 1	77,446,838	76,992	...	69,995,696
...	49,400	...	(255)	49,145	(S)	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile	49,145	...	...	48,200
...	7,300,000	...	532,000	7,832,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,832,000	...	...	6,671,000
...	**74,751,400**	**1**	**10,653,574**	**85,404,975**		**Total du programme—Budgétaire**	**85,327,983**	**76,992**	**...**	**76,714,896**
						Programme de santé				
...	645,618,000	...	...	645,618,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	52,168,500	...	52,168,500	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5c	Virement de $1,716,499 du crédit 10 (Santé nationale et Bien-être social				
...	...	...	1,716,499	1,716,499		Virement du: crédit 10				
...	...	...	35,073,093	35,073,093		CT, crédit 5[1]				
...	645,618,000	52,168,501	36,789,592	734,576,093		Total—Crédit 5	733,846,202	729,891	...	604,651,366
...	46,036,000	...	...	46,036,000	10	Dépenses en capital				
...	...	14,520,000	...	14,520,000	10b	Dépenses en capital				
...	...	...	(4,066,499)	(4,066,499)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,716,499)	(1,716,499)		crédit 5				
...	...	...	(3,331,000)	(3,331,000)		crédit 15				
...	46,036,000	14,520,000	(9,113,998)	51,442,002		Total—Crédit 10	48,572,536	2,869,466	...	44,021,475
...	264,827,000	...	...	264,827,000	15	Subventions et contributions				
...	...	11,000,000	...	11,000,000	15b	Virement de $1,500,000 du crédit 25 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	7,251,000	...	7,251,000	15c	Virement de $3,331,000 du crédit 10 (Santé nationale et Bien-être social), $4,382,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) et $2,110,000 du crédit 25 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	3,331,000	3,331,000		Virement du: crédit 10				
...	...	...	4,382,000	4,382,000		crédit 20				
...	...	...	3,610,000	3,610,000		crédit 25				
...	264,827,000	18,251,000	11,323,000	294,401,000		Total—Crédit 15	289,883,916	4,517,084	...	244,805,776

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	6,868,600,000	(728,600,000)	(106,967,500)	6,033,032,500	(S)	Paiements à l'égard de l'assurance-hospitalisation, des soins médicaux et des services complémentaires de santé	6,033,032,500	...	...	6,663,122,000
...	31,080,000	...	2,263,043	33,343,043	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33,343,043	...	...	29,409,000
...	...	...	170,775	170,775	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	170,775	...	...	113,754
...	**7,856,161,000**	**(643,660,499)**	**(65,535,088)**	7,146,965,413		**Total du programme—Budgétaire**	7,138,848,972	**8,116,441**	...	**7,586,123,371**
						Programme social				
...	90,586,000	...	...	90,586,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	11,314,051	11,314,051		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(4,382,000)	(4,382,000)		Virement au crédit 15				
...	90,586,000	...	6,932,051	97,518,051		Total—Crédit 20	97,098,279	419,772	...	94,421,135
...	182,506,000	...	...	182,506,000	25	Subventions et contributions				
...	...	...	(3,610,000)	(3,610,000)		Virement au crédit 15				
...	182,506,000	...	(3,610,000)	178,896,000		Total—Crédit 25	178,877,668	18,332	...	176,080,822
...	5,297,700,000	449,600,000	219,626,189	5,966,926,189	(S)	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (Régime d'assistance publique du Canada et Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé)	5,966,926,189	...	...	4,885,270,886
...	2,663,000,000	57,000,000	16,015,663	2,736,015,663	(S)	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	2,736,015,663	...	...	2,653,506,049
...	12,878,000,000	(58,000,000)	(38,787,946)	12,781,212,054	(S)	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	12,781,212,054[2]	...	...	11,818,257,128[2]
...	4,105,000,000	(105,000,000)	(71,608,514)	3,928,391,486	(S)	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	3,928,391,486[2]	...	...	3,873,311,142[2]
...	519,000,000	(59,000,000)	(38,787,946)	421,212,054	(S)	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	421,212,054[2]	...	...	462,162,172[2]
...	...	...	400	400	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	400	...	...	...
...	14,438,000	...	1,051,000	15,489,000	(S)	Cont[illegible]butions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,489,000	...	...	13,826,000
...	**25,750,230,000**	**284,600,000**	**90,830,897**	26,125,660,897		**Total du programme—Budgétaire**	26,125,222,793	**438,104**	...	**23,976,835,334**
...	**33,681,142,400**	**(359,060,498)**	**35,949,383**	33,358,031,285		**Total du département—Budgétaire**	33,349,399,748	**8,631,537**	...	**31,639,673,601**

						Conseil de recherches médicales				
...	5,252,000	...	...	5,252,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	248,000	...	248,000	30b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	287,000	...	287,000	30c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	250,000	250,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	5,252,000	535,000	250,000	6,037,000		Total—Crédit 30	5,974,179	62,821	...	4,714,919
...	215,946,000	...	...	215,946,000	35	Subventions				
...	...	17,810,000	...	17,810,000	35b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1,664,766	...	1,664,766	35c	Subventions inscrites au Budget				
...	215,946,000	19,474,766	...	235,420,766		Total—Crédit 35	235,420,766	...	...	197,338,622
...	435,000	...	32,059	467,059	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	467,059	...	...	370,000
...	221,633,000	20,009,766	282,059	241,924,825		**Total du programme—Budgétaire**	241,862,004	62,821	...	202,423,541
...	33,902,775,400	(339,050,732)	36,231,442	33,599,956,110		**Total du ministère—Budgétaire**	33,591,261,752	8,694,358	...	31,843,097,142

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

[2] La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	5,943,400	...	413,646	1,287,312	112,332	(13,000)	7,743,690	Direction du ministère	7,743,689	1	...	5,994,324
...	9,661,000	...	620,469	(1,149,905)	(67,458)	(85,000)	8,979,106	Politique, planification et information	8,972,105	7,001	...	12,286,827
...	1,551,000	...	103,411	498,613	24,198	...	2,177,222	Affaires intergouvernementales et internationales	2,177,222	...	...	1,848,992
...	56,391,000	1	4,917,804	1,236,336	462,673	(2,251,000)	60,756,814	Gestion ministérielle	60,687,416	69,398	...	49,885,336
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(13,000)	...	...	...	...	13,000	...	Direction du ministère	...	...	...	...
...	(85,000)	...	...	...	...	85,000	...	Politique, planification et information	...	...	...	...
	(1,360,000)	...	...	(891,000)	...	2,251,000[1]	...	Gestion ministérielle	...	...	...	...
...	72,088,400	1	6,055,330	981,356	531,745	...	79,656,832	Total—Fonctionnement	79,580,432	76,400	...	70,015,479
								Capital				
...	14,000	...	...	229,323	...	...	243,323	Direction du ministère	243,322	1	...	140,518
...	3,000	...	...	103,751	...	...	106,751	Politique, planification et information	106,751	...	...	220,038
...	6,000	...	...	84,830	...	...	90,830	Affaires intergouvernementales et internationales	90,831	(1)	...	60,542
...	390,000	...	...	1,796,239	...	...	2,186,239	Gestion ministérielle	2,185,647	592	...	3,701,275
...	413,000	...	...	2,214,143	...	...	2,627,143	Total—Capital	2,626,551	592	...	4,122,373
								Paiements de transfert				
...	1,070,000	...	...	361,000	...	...	1,431,000	Politique, planification et information	1,431,000	...	...	1,048,796
...	1,175,000	...	...	510,000	...	...	1,685,000	Affaires intergouvernementales et internationales	1,685,000	...	...	1,523,248
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Gestion ministérielle	5,000	...	...	5,000
...	2,250,000	...	...	871,000	...	...	3,121,000	Total—Paiements de transfert	3,121,000	...	...	2,577,044
								Sommaire du programme				
...	5,944,400	...	413,646	1,516,635	112,332	...	7,987,013	Direction du ministère	7,987,011	2	...	6,134,842
...	10,649,000	...	620,469	(685,154)	(67,458)	...	10,516,857	Politique, planification et information	10,509,856	7,001	...	13,555,661
...	2,732,000	...	103,411	1,093,443	24,198	...	3,953,052	Affaires intergouvernementales et internationales	3,953,053	(1)	...	3,432,782
...	55,426,000	1	4,917,804	2,141,575	462,673	...	62,948,053	Gestion ministérielle	62,878,063	69,990	...	53,591,611
...	**74,751,400**	**1**	**6,055,330**	**4,066,499**	**531,745**	...	**85,404,975**	**Total du programme—Budgétaire**	**85,327,983**	**76,992**	...	**76,714,896**

								Programme de santé				
								Fonctionnement				
...	34,906,000	9,983,935	2,277,746	237,090	623,290	...	48,028,061	Innocuité, qualité des aliments et nutrition	48,028,061	...	...	38,051,822
...	63,687,000	216,500	2,827,546	2,555,430	189,348	...	69,475,824	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	69,475,824	...	...	62,503,611
...	30,733,000	2,091,000	1,413,773	(2,858,952)	(232,183)	...	31,146,638	Qualité et risques environnementaux	31,051,830	94,808	...	27,345,613
...	21,854,000	2,403,803	863,973	(2,182,123)	124,009	...	23,063,662	Surveillance de la santé nationale	23,063,662	...	...	20,504,893
...	408,414,000	1	19,462,412	7,708,365	1,165,406	...	436,750,184	Services de santé des Indiens et du Nord	436,710,287	39,897	...	356,392,701
...	45,213,000	...	1,217,026	(5,000,843)	13,694	...	41,442,877	Services et promotion de la santé	41,331,024	111,853	...	39,704,535
...	1,310,000	...	102,641	24,502	85,217	...	1,522,360	Assurance-santé	1,522,360	...	...	1,516,781
...	20,913,000	...	3,791,378	3,172,646	133,066	...	28,010,090	Services d'hygiène du travail et du milieu	28,010,090	...	...	23,615,597
...	10,920,000	...	1,516,551	4,383,186	(65,865)	...	16,753,872	Services de consultation en matière de santé	16,753,872	...	...	13,877,105
...	10,942,000	...	476,643	(110,000)	174,930	...	11,483,573	Condition physique et sport amateur	11,292,452	191,121	...	12,180,924
...	27,806,000	37,473,262	1,123,404	(6,212,802)	222,906	...	60,412,770	Administration du programme	60,121,398	291,372	...	38,480,538
...	676,698,000	52,168,501	35,073,093	1,716,499	2,433,818	...	768,089,911	Total—Fonctionnement	767,360,860	729,051	...	634,174,120
								Capital				
...	799,000	9,946,000	...	190,798	...	...	10,935,798	Innocuité, qualité des aliments et nutrition	10,935,798	...	...	972,882
...	1,900,000	102,000	...	(51,457)	...	...	1,950,543	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	1,950,543	...	...	1,910,431
...	1,737,000	121,000	...	347,916	...	...	2,205,916	Qualité et risques environnementaux	1,150,084	1,055,832	...	2,060,197
...	907,000	896,000	...	127,900	...	...	1,930,900	Surveillance de la santé nationale	1,930,900	...	...	931,337
...	21,448,000	...	...	(7,036,998)	...	...	14,411,002	Services de santé des Indiens et du Nord	13,126,723	1,284,279	...	16,154,503
...	...	...	...	396,259	...	...	396,259	Services et promotion de la santé	396,259	...	...	714,924
...	...	...	...	8,387	...	...	8,387	Assurance-santé	8,387	...	...	79,319
...	1,265,000	...	...	476,377	...	...	1,741,377	Services d'hygiène du travail et du milieu	1,741,377	...	...	1,188,408
...	120,000	...	...	130,979	...	...	250,979	Services de consultation en matière de santé	250,979	...	...	229,566
...	24,000	...	...	110,000	...	...	134,000	Condition physique et sport amateur	133,408	592	...	209,456
...	17,836,000	3,455,000	...	(3,814,159)	...	...	17,476,841	Administration du programme	16,947,238	529,603	...	19,570,452
...	46,036,000	14,520,000	...	(9,113,998)	...	...	51,442,002	Total—Capital	48,571,696	2,870,306	...	44,021,475
								Paiements de transfert				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	Innocuité, qualité des aliments et nutrition	15,000	...	...	27,500
...	...	...	...	3,000	...	...	3,000	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	3,000	...	...	15,000
...	55,000	...	...	...	...	...	55,000	Qualité et risques environnementaux	55,000	...	...	80,000
...	7,800,000	...	...	(1,419,000)	...	...	6,381,000	Surveillance de la santé nationale	6,352,141	28,859	...	5,353,769
...	147,070,000	7,251,000	...	815,500	...	...	155,136,500	Services de santé des Indiens et du Nord	150,685,910	4,450,590	...	124,649,796
...	46,028,000	...	...	10,128,500	...	...	56,156,500	Services et promotion de la santé	56,155,867	633	...	51,285,933
...	6,868,600,000	(728,600,000)	...	...	(106,967,500)	...	6,033,032,500	Assurance-santé	6,033,032,500	...	...	6,663,122,000

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	63,859,000	11,000,000	...	1,795,000	...	...	76,654,000	Condition physique et sport amateur	76,616,998	37,002	...	63,393,778
...	7,133,427,000	(710,349,000)	...	11,323,000	(106,967,500)	...	6,327,433,500	Total—Paiements de transfert	6,322,916,416	4,517,084	...	6,907,927,776
								Sommaire du programme				
...	35,720,000	19,929,935	2,277,746	427,888	623,290	...	58,978,859	Innocuité, qualité des aliments et nutrition	58,978,859	...	...	39,052,204
...	65,587,000	318,500	2,827,546	2,506,973	189,348	...	71,429,367	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	71,429,367	...	...	64,429,042
...	32,525,000	2,212,000	1,413,773	(2,511,036)	(232,183)	...	33,407,554	Qualité et risques environnementaux	32,256,914	1,150,640	...	29,485,810
...	30,561,000	3,299,803	863,973	(3,473,223)	124,009	...	31,375,562	Surveillance de la santé nationale	31,346,703	28,859	...	26,789,999
...	576,932,000	7,251,001	19,462,412	1,486,867	1,165,406	...	606,297,686	Services de santé des Indiens et du Nord	600,522,920	5,774,766	...	497,197,000
...	91,241,000	...	1,217,026	5,523,916	13,694	...	97,995,636	Services et promotion de la santé	97,883,150	112,486	...	91,705,392
...	6,869,910,000	(728,600,000)	102,641	32,889	(106,882,283)	...	6,034,563,247	Assurance-santé	6,034,563,247	...	...	6,664,718,100
...	22,178,000	...	3,791,378	3,649,023	133,066	...	29,751,467	Services d'hygiène du travail et du milieu	29,751,467	...	...	24,804,005
...	11,040,000	...	1,516,551	4,514,165	(65,865)	...	17,004,851	Services de consultation en matière de santé	17,004,851	...	...	14,106,671
...	74,825,000	11,000,000	476,643	1,795,000	174,930	...	88,271,573	Condition physique et sport amateur	88,042,858	228,715	...	75,784,158
...	45,642,000	40,928,262	1,123,404	(10,026,961)	222,906	...	77,889,611	Administration du programme	77,068,636	820,975	...	58,050,990
...	**7,856,161,000**	**(643,660,499)**	**35,073,093**	**3,925,501**	**(104,533,682)**	**...**	**7,146,965,413**	**Total du programme—Budgétaire**	**7,138,848,972**	**8,116,441**	**...**	**7,586,123,371**
								Programme social				
								Fonctionnement				
...	134,393,000	...	8,204,985	(1,000,212)	854,520	(56,892,700)	85,559,593	Sécurité du revenu	85,559,593	...	...	80,598,044
...	5,805,000	...	305,128	729,936	18,787	...	6,858,851	Programmes à frais partagés	6,732,681	126,170	...	6,109,715
...	12,535,000	...	461,815	(1,561,853)	82,500	...	11,517,462	Développement social	11,442,555	74,907	...	12,228,460
...	6,047,000	...	2,342,123	4,126,594	95,593	(5,775,300)	6,836,010	Administration du programme	6,623,607	212,403	...	4,126,033
								Recettes à valoir sur le crédit				
...	(52,421,000)	...	...	(4,471,700)	...	56,892,700[(2)]	...	Sécurité du revenu	...	...	...	...
...	(1,959,000)	...	...	(3,816,300)	...	5,775,300[(2)]	...	Administration du programme	...	...	...	...
...	104,400,000	...	11,314,051	(5,993,535)	1,051,400	...	110,771,916	Total—Fonctionnement	110,358,436	413,480	...	103,062,252
								Capital				
...	290,000	...	...	1,372,416	...	...	1,662,416	Sécurité du revenu	1,662,416	...	...	2,969,507
...	...	...	...	145,461	...	...	145,461	Programmes à frais partagés	145,461	...	...	295,699
...	...	...	...	322,915	...	...	322,915	Développement social	322,915	...	...	358,100
...	334,000	...	...	(229,257)	...	...	104,743	Administration du programme	98,450	6,293	...	1,561,576
...	624,000	...	...	1,611,535	...	...	2,235,535	Total—Capital	2,229,242	6,293	...	5,184,882

								Paiements de transfert				
...	20,165,000,000	(165,000,000)	...	...	(133,168,743)	...	19,866,831,257	Sécurité du revenu	19,866,831,257	...	...	18,807,236,491
...	5,425,733,000	449,600,000	...	(6,605,998)	219,626,189	...	6,088,353,191	Programmes à frais partagés	6,088,353,191	...	...	5,001,106,498
...	54,473,000	...	...	2,995,998	...	...	57,468,998	Développement social	57,450,667	18,331	...	60,245,211
...	25,645,206,000	284,600,000	...	(3,610,000)	86,457,446	...	26,012,653,446	Total—Paiements de transfert	26,012,635,115	18,331	...	23,868,588,200
								Sommaire du programme				
...	20,247,262,000	(165,000,000)	8,204,985	(4,099,496)	(132,314,223)	...	19,954,053,266	Sécurité du revenu	19,954,053,266	...	...	18,890,804,042
...	5,431,538,000	449,600,000	305,128	(5,730,601)	219,644,976	...	6,095,357,503	Programmes à frais partagés	6,095,231,333	126,170	...	5,007,511,912
...	67,008,000	...	461,815	1,757,060	82,500	...	69,309,375	Développement social	69,216,137	93,238	...	72,831,771
...	4,422,000	...	2,342,123	81,037	95,593	...	6,940,753	Administration du programme	6,722,057	218,696	...	5,687,609
...	**25,750,230,000**	**284,600,000**	**11,314,051**	**(7,992,000)**	**87,508,846**	**...**	**26,125,660,897**	**Total du programme—Budgétaire**	**26,125,222,793**	**438,104**	**...**	**23,976,835,334**
...	**33,681,142,400**	**(359,060,498)**	**52,442,474**	**...**	**(16,493,091)**	**...**	**33,358,031,285**	**Total du département—Budgétaire**	**33,349,399,748**	**8,631,537**	**...**	**31,639,673,601**
								Conseil de recherches médicales				
								Fonctionnement				
...	5,584,000	535,000	250,000	...	32,059	...	6,401,059	Administration	6,267,291	133,768	...	4,992,096
								Capital				
...	103,000	...	...	...	...	...	103,000	Administration	173,947	(70,947)	...	92,823
								Paiements de transfert				
...	215,946,000	19,474,766	...	...	...	...	235,420,766	Subventions et bourses	235,420,766	...	...	197,338,622
								Sommaire du programme				
...	215,946,000	19,474,766	...	...	...	...	235,420,766	Subventions et bourses	235,420,766	...	...	197,338,622
...	5,687,000	535,000	250,000	...	32,059	...	6,504,059	Administration	6,441,238	62,821	...	5,084,919
...	**221,633,000**	**20,009,766**	**250,000**	**...**	**32,059**	**...**	**241,924,825**	**Total du programme—Budgétaire**	**241,862,004**	**62,821**	**...**	**202,423,541**
...	**33,902,775,400**	**(339,050,732)**	**52,692,474**	**...**	**(16,461,032)**	**...**	**33,599,956,110**	**Total du ministère—Budgétaire**	**33,591,261,752**	**8,694,358**	**...**	**31,842,097,142**

(1) Ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $891,000.
(2) Ces montants de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées ont été augmentés respectivement de $4,471,700 et $3,816,300.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de l'administration centrale				
							Subventions				
							Affaires intergouvernementales et internationales				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Droits d'affiliation à des organismes internationaux	175,000	...	...	173,000
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	1,000,000	...	...	900,000
...	...	...	...	510,000	...	510,000	Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	510,000	...	...	450,248
...	1,175,000	...	...	510,000	...	1,685,000		1,685,000	...	...	1,523,248
							Gestion ministérielle				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain	5,000	...	...	5,000
...	**1,180,000**	...	...	**510,000**	...	**1,690,000**	**Total—Subventions**	**1,690,000**	...	...	**1,528,248**
							Contributions				
							Politique, planification et information				
...	1,070,000	...	...	361,000	...	1,431,000	Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé	1,431,000	...	...	1,048,796
...	**1,070,000**	...	...	**361,000**	...	**1,431,000**	**Total—Contributions**	**1,431,000**	...	...	**1,048,796**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,070,000	...	...	361,000	...	1,431,000	Politique, planification et information	1,431,000	...	...	1,048,796
...	1,175,000	...	...	510,000	...	1,685,000	Affaires intergouvernementales et internationales	1,685,000	...	...	1,523,248
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Gestion ministérielle	5,000	...	...	5,000
...	**2,250,000**	...	...	**871,000**	...	**3,121,000**	**Total du programme**	**3,121,000**	...	...	**2,577,044**

							Programme de santé				
							Subventions				
							Innocuité, qualité des aliments et nutrition				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Centre national de distribution des denrées alimentaires	15,000	...	...	15,000
							Qualité et risques environnementaux				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Organisation mondiale de la santé	50,000	...	...	50,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	...	...	5,000
...	55,000	...	...	...	...	55,000		55,000	...	...	55,000
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé	98,700	1,300	...	93,000
							Services et promotion de la santé				
...	2,899,000	...	...	...	...	2,899,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	2,899,000	...	...	2,899,000
...	5,020,000	...	...	(71,689)	...	4,948,311	Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	4,948,311	...	...	3,752,097
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies pour continuer leurs activités de prévention, d'éducation publique, de traitement et de réadaptation dans le domaine de l'abus de l'alcool et des drogues	2,000,000	...	...	2,000,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	67,996
...	9,919,000	...	...	(71,689)	...	9,847,311		9,847,311	...	...	8,719,093
...	**10,089,000**	...	...	**(71,689)**	...	**10,017,311**	**Total—Subventions**	**10,016,011**	**1,300**	...	**8,882,093**
							Contributions				
							Innocuité, qualité des aliments et nutrition				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,500
							Innocuité, qualité et efficacité des médicaments				
...	...	...	...	3,000	...	3,000	Symposium mixte canado/panaméricain sur l'aérobiologie	3,000	...	...	15,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Qualité et risques environnementaux				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25,000
							Surveillance de la santé nationale				
...	7,800,000	...	...	(1,429,000)	...	6,371,000	Contributions à toutes les institutions, les corporations, les sociétés (à l'exception des ministères, des organismes et des sociétés du gouvernement du Canada), y compris les universités et les hôpitaux canadiens, les ministères et organismes provinciaux et municipaux et les sociétés de professionnels de la santé ainsi que les citoyens canadiens et les immigrants reçus, à l'appui du programme national sur le SIDA	6,342,141	28,859	...	5,353,769
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Contribution au Centre sur le contrôle des maladies de la Colombie-Britannique	10,000	...	...	...
...	7,800,000	...	...	(1,419,000)	...	6,381,000		6,352,141	28,859	...	5,353,769
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	8,972,000	...	...	1,617,487	...	10,589,487	Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	10,589,487	...	...	7,647,279
...	6,078,000	...	...	7,543,418	...	13,621,418	Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de prestation des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	13,621,418	...	...	9,721,418
...	805,000	...	...	...	...	805,000	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit	782,800	22,200	...	760,000
...	72,742,000	7,251,000	...	(6,675,905)	...	73,317,095	Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien	69,812,069	3,505,026	...	56,114,824

...	54,989,000	...	...	(1,669,500)	...	53,319,500	Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones	52,650,329	669,171	...	47,232,214
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	864,175	162,825	...	1,025,019
...	2,357,000	...	...	...	...	2,357,000	Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2,266,932	90,068	...	2,056,042
...	146,970,000	7,251,000	...	815,500	...	155,036,500		150,587,210	4,449,290	...	124,556,796
							Services et promotion de la santé				
...	375,000	...	...	(4,242)	...	370,758	Contributions à des organisations, groupes et particuliers afin d'aider à régler les problèmes auxquels font face les victimes d'actes violents	370,125	633	...	189,286
...	28,114,000	...	...	2,241,207	...	30,355,207	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	30,355,207	...	...	30,522,912
...	6,820,000	...	...	7,963,224	...	14,783,224	Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	14,783,224	...	...	11,054,642
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contributions à des organismes pour la recherche, l'élaboration et la réalisation de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues	800,000	...	...	800,000
...	36,109,000	...	...	10,200,189	...	46,309,189		46,308,556	633	...	42,566,840
							Assurance-santé				
							(S) Paiements aux provinces et aux territoires aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé:				
...	5,448,500,000	(677,500,000)	...	...	(62,153,000)	4,708,847,000	Programme des services de santé assurés	4,708,847,000	...	...	5,317,434,000
...	1,420,100,000	(51,100,000)	...	...	(44,814,500)	1,324,185,500	Programme des services complémentaires de santé	1,324,185,500	...	...	1,345,688,000
...	6,868,600,000	(728,600,000)	...	...	(106,967,500)	6,033,032,500		6,033,032,500	...	...	6,663,122,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Condition physique et sport amateur				
...	40,995,000	...	...	342,201	...	41,337,201	Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts de projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens	41,337,201	...	...	39,068,401
...	4,568,000	...	...	...	...	4,568,000	Contributions au Centre canadien d'administration du sport et de la condition physique Inc. à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes	4,568,000	...	...	4,738,000
...	4,950,000	...	...	(316,959)	...	4,633,041	Contributions pour les frais de scolarité, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite	4,633,041	...	...	4,587,781
...	6,107,000	11,000,000	...	1,141,500	...	18,248,500	Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux, nationaux qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et des dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada	18,248,500	...	...	7,035,921
...	6,178,000	...	...	852,256	...	7,030,256	Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour objet d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs physiques des Canadiens	7,030,256	...	...	6,763,675
...	1,061,000	...	...	(223,998)	...	837,002	Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler une meilleure forme physique dans tous les segments de la population	800,000	37,002	...	1,200,000
...	63,859,000	11,000,000	...	1,795,000	...	76,654,000		76,616,998	37,002	...	63,393,778
...	7,123,338,000	(710,349,000)	...	11,394,689	(106,967,500)	6,317,416,189	**Total—Contributions**	6,312,900,405	4,515,784	...	6,899,045,683

							Sommaire du programme par activité				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Innocuité, qualité des aliments et nutrition	15,000	...	...	27,500
...	...	...	...	3,000	...	3,000	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	3,000	...	...	15,000
...	55,000	...	...	...	...	55,000	Qualité et risques environnementaux	55,000	...	...	80,000
...	7,800,000	...	...	(1,419,000)	...	6,381,000	Surveillance de la santé nationale	6,352,141	28,859	...	5,353,769
...	147,070,000	7,251,000	...	815,500	...	155,136,500	Services de santé des Indiens et du Nord	150,685,910	4,450,590	...	124,649,796
...	46,028,000	...	...	10,128,500	...	56,156,500	Services et promotion de la santé	56,155,867	633	...	51,285,933
...	6,868,600,000	(728,600,000)	...	...	(106,967,500)	6,033,032,500	Assurance-santé	6,033,032,500	...	...	6,663,122,000
...	63,859,000	11,000,000	...	1,795,000	...	76,654,000	Condition physique et sport amateur	76,616,998	37,002	...	63,393,778
...	**7,133,427,000**	**(710,349,000)**	**...**	**11,323,000**	**(106,967,500)**	**6,327,433,500**	**Total du programme**	**6,322,916,416**	**4,517,084**	**...**	**6,907,927,776**
							Programme social				
							Subventions				
							Sécurité du revenu				
...	2,663,000,000	57,000,000	...	...	16,015,663	2,736,015,663	(S) Versements d'allocations familiales	2,736,015,663	...	...	2,653,506,049
...	12,878,000,000	(58,000,000)	...	...	(38,787,946)	12,781,212,054	(S) Versements de sécurité de la vieillesse	12,781,212,054[1]	...	...	11,818,257,128[1]
...	4,105,000,000	(105,000,000)	...	...	(71,608,514)	3,928,391,486	(S) Versements du supplément de revenu garanti	3,928,391,486[1]	...	...	3,873,311,142[1]
...	519,000,000	(59,000,000)	...	...	(38,787,946)	421,212,054	(S) Versements d'allocations au conjoint	421,212,054[1]	...	...	462,162,172[1]
...	20,165,000,000	(165,000,000)	...	...	(133,168,743)	19,866,831,257		19,866,831,257	...	...	18,807,236,491
							Développement social				
...	3,327,000	...	...	...	...	3,327,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,327,000	...	...	3,327,000
...	**20,168,327,000**	**(165,000,000)**	**...**	**...**	**(133,168,743)**	**19,870,158,257**	**Total—Subventions**	**19,870,158,257**	**...**	**...**	**18,810,563,491**
							Contributions				
							Programmes à frais partagés				
...	5,297,700,000	449,600,000	...	...	219,626,189	5,966,926,189	(S) Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	5,966,926,189	...	...	4,885,270,886
...	108,033,000	...	...	3,100,904	...	111,133,904	Réadaptation professionnelle des personnes handicapées—Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées et des accords conclus en vertu de cette Loi	111,133,904	...	...	106,515,668
...	20,000,000	...	...	(9,706,902)	...	10,293,098	Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie—Paiements aux provinces et aux territoires conformément à des accords conclus en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et approuvés par le gouverneur en conseil	10,293,098	...	...	9,319,944
...	5,425,733,000	449,600,000	...	(6,605,998)	219,626,189	6,088,353,191		6,088,353,191	...	...	5,001,106,498

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Développement social				
...	6,396,000	...	...	2,580,033	...	8,976,033	Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social	8,976,033	...	...	11,181,848
...	13,250,000	...	...	(82,837)	...	13,167,163	Contributions à des groupes communautaires, des syndicats locaux, des associations professionnelles, des organismes bénévoles, des organismes à but non lucratif, des maisons d'enseignement, des particuliers, et des organismes municipaux, provinciaux et territoriaux pour appuyer des projets pilotes, des activités de recherche et des services améliorés d'information qui abordent les problèmes relatifs à la garde des enfants ou encouragent la création de services en vue d'améliorer la qualité des services de garde des enfants au Canada	13,148,832	18,331	...	13,637,691
...	15,000,000	...	...	293,012	...	15,293,012	Contributions à des groupes de personnes du troisième âge à la retraite à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à se prendre en main et à aider d'autres Canadiens et la collectivité	15,293,012	...	...	16,267,300
...	16,500,000	...	...	205,790	...	16,705,790	Contributions aux groupes et organismes bénévoles, non gouvernementaux ou à but non lucratif, à des associations professionnelles, des établissements d'enseignement, des organismes de service social ou de santé et d'autres organismes parapublics qui encouragent les aînés à participer à la mise en oeuvre de projets qui ont une incidence sur la qualité de leur vie et leur autonomie, encouragent et soutiennent les efforts qu'ils font pour se prendre en charge et s'entraider, ou favorisent la disponibilité et l'accessibilité des ressources qui appuient leur bien-être, leur santé et leur éducation	16,705,790	...	...	15,831,372
...	51,146,000	...	...	2,995,998	...	54,141,998		54,123,667	18,331	...	56,918,211
...	**5,476,879,000**	**449,600,000**	**...**	**(3,610,000)**	**219,626,189**	**6,142,495,189**	**Total—Contributions**	**6,142,476,858**	**18,331**	**...**	**5,058,024,709**

							Sommaire du programme par activité				
...	20,165,000,000	(165,000,000)	...	...	(133,168,743)	19,866,831,257	Sécurité du revenu	19,866,831,257	...	...	18,807,236,491
...	5,425,733,000	449,600,000	...	(6,605,998)	219,626,189	6,088,353,191	Programmes à frais partagés	6,088,353,191	...	...	5,001,106,498
...	54,473,000	...	...	2,995,998	...	57,468,998	Développement social	57,450,667	18,331	...	60,245,211
...	**25,645,206,000**	**284,600,000**	...	**(3,610,000)**	**86,457,446**	**26,012,653,446**	**Total du programme**	**26,012,635,115**	**18,331**	...	**23,868,588,200**
...	**32,780,883,000**	**(425,749,000)**	...	**8,584,000**	**(20,510,054)**	**32,343,207,946**	**Total du département**	**32,338,672,531**	**4,535,415**	...	**30,779,093,020**
							Conseil de recherches médicales				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	215,946,000	(400,000)	...	...	...	215,546,000	Subventions et bourses pour appuyer la recherche	215,546,000	...	...	196,938,622
...	...	19,874,766	...	...	...	19,874,766	Subventions aux réseaux de centres d'excellence	19,874,766	...	...	400,000
...	**215,946,000**	**19,474,766**	...	...	...	**235,420,766**	**Total du programme**	**235,420,766**	...	...	**197,338,622**
...	**32,996,829,000**	**(406,274,234)**	...	**8,584,000**	**(20,510,054)**	**32,578,628,712**	**Total du ministère**	**32,574,093,297**	**4,535,415**	...	**30,976,431,642**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme de l'administration centrale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Direction du ministère			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	13,000	...	...
Politique, planification et information			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	85,000	7,000	4,000
Gestion ministérielle			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	1,360,000	2,342,000	2,236,000
Total du programme—Budgétaire	**1,458,000[1]**	**2,349,000**	**2,240,000**
Programme social			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Sécurité du revenu			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	52,421,000	62,668,000	54,910,379
Administration du programme			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	1,959,000	...	...
Total du programme—Budgétaire	**54,380,000[2]**	**62,668,000**	**54,910,379**
Total du département—Budgétaire	**55,838,000**	**65,017,000**	**57,150,379**
Total du ministère—Budgétaire	**55,838,000**	**65,017,000**	**57,150,379**

(1) Au cours de l'exercice, ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $891,000.
(2) Au cours de l'exercice, ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $8,288,000.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de l'administration centrale		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	(17)	...
Total des recettes fiscales	**(17)**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	179,953	201,233
Remboursements des achats de biens et de services	88,822	81,159
Remboursements des dépenses en capital	...	35
Divers	...	30,000
	268,775	312,427
Rémunérations de services—		
Logement du personnel	25,442	28,973
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement des recouvrements d'exercices précédents—		
Régime de pensions du Canada	414,000	1,118,000
Divers	161,467	163,384
	575,467	1,281,384
Total des recettes non fiscales	**869,684**	**1,622,784**
Total du programme	**869,667**	**1,622,784**
Programme de la santé		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,390	...
Total des recettes fiscales	**2,390**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	3,098,066	1,836,845
Remboursements des achats de biens et de services	716,443	873,364
Recouvrements des dépenses en capital	226,406	38,973
Recouvrements des paiements de transfert	745,159	917,451
Divers	...	7,250
	4,786,074	3,673,883

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privilèges, licences et permis—		
Frais—Analyses des aliments et des médicaments	8,300	3,900
Licences d'affaires	...	4,250
Divers	...	25
	8,300	8,175
Rémunérations de services—		
Services pour patients internes	20,374,160	18,502,863
Services pour patients externes	5,408,795	5,211,391
Accords à frais partagés	2,593,651	2,627,569
Logement du personnel	892,446	848,219
Concessions	73,426	47,340
Services de la dosimétrie de la radiation	1,372,691	971,760
Divers	158,179	45,378
	30,873,348	28,254,520
Produits des ventes—		
Recettes diététiques	128,870	117,243
Recettes pharmaceutiques	95,974	93,131
Divers	1,269	639
	226,113	211,013
Autres recettes non fiscales—		
Amendes: aliments et drogues	56,951	34,668
Saisies: aliments et drogues	270,979	221,410
Amendes: opium et narcotiques	3,972,754	4,272,945
Saisies: opium et narcotiques	4,314,733	2,754,353
Accords entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les procédures de loteries	45,277,387	43,284,422
Divers	403,996	182,588
	54,296,800	50,750,386
Total des recettes non fiscales	**90,190,635**	**82,897,977**
Total du programme	**90,193,025**	**82,897,977**
Programme des services sociaux		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	1,692	...
Total des recettes fiscales	**1,692**	...

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	372,860	249,899
Remboursements des achats de biens et de services	125,573	103,489
Remboursements des dépenses en capital	...	2,815
Recouvrements des paiements de transfert	275,783	96,928
	774,216	453,131
Autres recettes non fiscales	16,286	11,369
Total des recettes non fiscales	**790,502**	**464,500**
Total du programme	**792,194**	**464,500**
Total du département	**91,854,886**	**84,985,261**
Conseil de recherches médicales		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de bourses d'exercices précédents	137,727	261,531
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	9,918	17,712
	147,645	279,243
Autres recettes non fiscales	5	5
Total du programme	**147,650**	**279,248**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	4,065	...
Total des recettes fiscales	4,065	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,976,710	4,718,684
Privilèges, licences et permis	8,300	8,175
Rémunérations de services	30,898,790	28,283,493
Produits des ventes	226,113	211,013
Autres recettes non fiscales	54,888,558	52,043,144
Total des recettes non fiscales	91,998,471	85,264,509
Total du ministère	**92,002,536**	**85,264,509**

SECTION 26

COMPTES PUBLICS
1990-91

Secrétariat d'État

Département
Centre canadien de gestion
Département d'État
(Multiculturalisme et Citoyenneté)
Commission de la fonction publique
Conseil de recherches en sciences humaines

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	26.2
Sommaire du ministère	26.5
Programmes par activité	26.8
Paiements de transfert	26.11
Détail des montants portés au crédit	26.16
Recettes	26.16

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Renforcer le sentiment d'appartenance chez les Canadiens par la promotion de l'utilisation et de la connaissance des traditions et de l'héritage du Canada et permettre aux Canadiens de participer pleinement dans l'une ou l'autre langue officielle aux dimensions éducatives, économiques et sociales de la vie canadienne.

Description des activités

Langues officielles—Enseignement

Aide financière aux provinces et aux territoires pour offrir aux collectivités anglophones du Québec et francophones des autres provinces et territoires la possibilité de faire instruire leurs enfants dans leur langue à tous les paliers du système scolaire et de bénéficier du contact avec leur culture, et à tous les Canadiens qui le désirent la possibilité d'apprendre une des deux langues officielles comme langue seconde et de se familiariser avec la culture qui s'y rattache, y compris le perfectionnement et la formation des enseignants, des bourses d'études aux étudiants de niveau postsecondaire et pour les cours d'été de langues, des postes de moniteurs de langues officielles et des bourses provenant du Fonds de dotation de la reine Élizabeth; à des établissements et associations pour la collecte et la diffusion de l'information relative aux langues officielles dans l'enseignement et pour l'élaboration de techniques d'enseignement des langues officielles.

Langues officielles—Promotion

Afin de favoriser leur développement, prestation d'aide financière et technique aux organisations et institutions oeuvrant dans le domaine des langues officielles, pour l'établissement de radios communautaires, pour la mise sur pied de services aux niveaux provincial et territorial et pour l'administration de la justice dans les deux langues officielles. Afin de favoriser la reconnaissance des langues officielles, la prestation d'une aide financière et technique aux organismes bénévoles pour des activités de sensibilisation aux avantages de la dualité linguistique ou pour accroître leurs services dans les deux langues officielles. Pour la réalisation de ces objectifs, favoriser aussi la concertation interministérielle fédérale en matière de langues officielles.

Traduction

Prestation de services de traduction, d'interprétation et de terminologie, dans toutes les langues ainsi qu'en langage gestuel, au Parlement, au Cabinet, à la fonction publique, au judiciaire et à tous les organismes créés par le Parlement ou le gouverneur en conseil.

Aide à l'éducation

Coordination et élaboration des politiques et programmes du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation; consultations et activités conjointes avec les provinces sur des sujets d'intérêt commun liés à l'enseignement postsecondaire; administration des fonds versés aux provinces et aux territoires au titre de l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé; application de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants; prestation d'une aide financière pour l'élaboration, la promotion et la diffusion de matériel didactique sur les études canadiennes; coopération avec le ministère des Affaires extérieures afin d'assurer l'efficacité de la participation du Canada à des tribunes et à des activités internationales dans le domaine de l'enseignement.

Développement social

Prestation d'une aide financière et technique à des particuliers, des organisations non gouvernementales, des organismes bénévoles et à des institutions publiques et privées afin de permettre aux Canadiens de jouir pleinement de leur pouvoir d'action individuelle et collective pour faire face à leurs besoins et à leurs aspirations; promotion et coordination au plan fédéral et auprès des institutions et du secteur privé touchant des questions spécifiques afin de favoriser l'évolution des attitudes et de réduire les barrières discriminatoires qui empêchent la pleine participation.

Cérémonial d'État et identité canadienne

Promotion de la connaissance et de la compréhension du Canada, de sa culture, de son histoire et de ses traditions; promotion de la participation des Canadiens à des manifestations d'envergure nationale, comme celles qui entourent la Fête du Canada; organisation de visites royales et exercice de responsabilités se rapportant à la Couronne et au cérémonial d'État.

Opérations régionales

Gestion des activités de développement social, de traduction et d'enregistrement de la citoyenneté dans les diverses régions du pays en accordant une attention spéciale aux besoins particuliers de chaque régions; représentation des intérêts régionaux auprès des organismes privés et publics; représentation des intérêts des ministères du Secrétariat d'État et du Multiculturalisme et de la Citoyenneté dans les régions; gestion d'un réseau national de bureaux régionaux, y compris les cours régionales de la citoyenneté.

Administration

Assurer une haute direction aux ministères du Secrétariat d'État et du Multiculturalisme et de la Citoyenneté; coordination de l'élaboration des politiques et de la recherche; élaboration et mise en oeuvre de politiques et de systèmes de gestion et prestation de services dans les domaines de la planification, des communications, des finances, de l'administration, du soutien ministériel, du personnel, des services juridiques, de l'évaluation de programmes et de la vérification interne.

Centre canadien de gestion

Objectif

Aider les gestionnaires à perfectionner les capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de régler et de mettre en oeuvre, qui sont cruciales pour relever les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale; de les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation et la dynamique de l'administration fédérale, ainsi que sa tradition; encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires à propos des questions de gestion.

Description des activités

Orientation en gestion, perfectionnement des gestionnaires et évaluation de la gestion

Consiste à donner les cours obligatoires d'orientation; à réaliser la partie enseignement du programme cours et affectations de perfectionnement; à offrir les cours facultatifs de perfectionnement et un cours de niveau avancé; à organiser des cours et des séminaires portant sur des questions précises; à élaborer des études de cas et à publier des dossiers sur les pratiques de gestion à l'appui de tous les cours; à mettre sur pied un programme volontaire d'évaluation; à mettre à la disposition de tous les gestionnaires supérieurs des services d'orientation interne et de lutte contre le stress; et à offrir des services opérationnels à l'appui du corps professoral et des activités de conception et d'exécution de cours.

Recherche en gestion, chargés d'études et contributions

Comprend la réalisation de projets de recherche sur les grands enjeux de gestion et la publication des rapports qui en résultent; l'exécution d'un programme de chargés d'études à l'intention des cadres supérieurs des secteurs public et privé ainsi que des universitaires; la détermination de contributions destinées à divers organismes et associations de gestion dont l'activité s'apparante à celle du Centre.

Administration

L'élément de planification administration est exercé en partie par les bureaux du directeur et du directeur associé du Centre canadien de gestion, qui établissent la politique et l'orientation globales de celui-ci. Il englobe la publication du rapport annuel, la prestation de services spécialisés en planification, en communications et en marketing, ainsi que ceux du personnel, des finances, de l'administration, de la technologie et des systèmes de gestion, d'évaluation et de vérification.

Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)

Objectif

Renforcer la solidarité du peuple canadien en permettant à tous les Canadiens de participer pleinement et sur un pied d'égalité au façonnement et à l'édification de la nation de demain.

Description de l'activité

Multiculturalisme et Citoyenneté

Le Programme du multiculturalisme et de la citoyenneté est divisé en sept composantes de base pour atteindre son objectif:

- multiculturalisme
- enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme
- alphabétisation
- action volontaire
- droits de la personne
- opérations régionales
- administration.

Commission de la fonction publique

Objectif

Aider au maintien d'une fonction publique compétente en s'assurant que les personnes les mieux qualifiées sont recrutées à la fonction publique ou y obtiennent des promotions, que des employés qualifiés sont déployés pour satisfaire aux besoins des opérations et que certains services de formation sont fournis au nom du Conseil du Trésor.

Description des activités

Programmes de dotation

L'activité Programmes de dotation englobe les activités de soutien à la dotation déléguée et non déléguée, y compris l'élaboration des politiques, le ressourcement de la catégorie de la gestion, l'administration de la délégation des pouvoirs de dotation, la création de tests et la détermination de normes de sélection, l'administration des priorités en dotation, et les services de soutien au recrutement et aux promotions. Cette activité comprend aussi l'exécution des programmes d'équité en matière d'emploi et des programmes spéciaux de perfectionnement se rapportant à la catégorie de la gestion.

Vérification

L'activité Vérification comprend l'examen des pratiques et procédures de dotation dans les ministères et à la Commission de façon à déterminer si les nominations sont conformes à la Loi et au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique ainsi qu'aux politiques de la Commission. Elle comprend aussi l'examen des méthodes d'administration des ministères pour certains aspects de leurs services de personnel dont le Conseil du Trésor est responsable en matière de politiques. Cette dernière activité est régie par un accord entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et la Commission.

Appels et enquêtes

L'activité Appels et enquêtes, grâce à la mise sur pied de comités indépendants, comprend l'audition d'appels interjetés par les fonctionnaires à propos de présumées infractions à la Loi et au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique en ce qui concerne notamment les nominations, les rétrogradations et les renvois. Elle comprend aussi la tenue d'enquêtes sur des plaintes de présumées irrégularités dans les processus de dotation et de harcèlement à l'endroit de la personne en milieu de travail. Elle vise enfin à dispenser aux ministères, aux syndicats et aux personnes intéressées la formation, les conseils et l'aide nécessaires.

Programmes de formation

L'activité Programmes de formation comprend deux sous-activités: La sous-activité Formation linguistique assure la formation linguistique dans les deux langues officielles et des services connexes de formation linguistique, conformément à la politique gouvernementale, pour répondre aux besoins des ministères et d'organismes fédéraux et, occasionnellement, aux demandes de clients de l'extérieur. Elle assure la prestation de cours de langue seconde conçus en fonction des besoins linguistiques reliés au travail des ministères, ainsi qu'un éventail de services de consultation, d'information et de coordination relatifs à la formation linguistique.

La sous-activité Perfectionnement et formation du personnel englobe la formation des superviseurs, des spécialistes et des gestionnaires, la formation linguistique sur recommandation, ainsi que la prestation de services de formation connexes à l'ensemble des fonctionnaires fédéraux du pays, conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours et des activités de formation adaptés aux besoins professionnels précis des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination.

Administration

L'activité Administration englobe les activités de la présidente et des commissaires, la planification politique et stratégique de l'organisme, et la coordination de certaines parties du Programme de langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP, les systèmes et politiques de gestion, la vérification interne et l'évaluation de programmes, ainsi que les services financiers, du personnel et autres services administratifs et de soutien de la Commission.

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses octroyées à des individus, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines, et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche; ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration

Activités à l'appui des programmes de subventions.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	189,648,000	...	...	189,648,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	547,000	...	547,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,272,000	...	2,272,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	9,474,588	9,474,588		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	189,648,000	2,819,000	9,474,588	201,941,588		Total—Crédit 1	197,668,517	4,273,071	...	185,598,891
...	364,504,500	...	...	364,504,500	5	Subventions et contributions				
...	...	1,780,000	...	1,780,000	5b	Subventions inscrites au Budget				
...	...	1,144,000	...	1,144,000	5c	Subventions inscrites au Budget				
...	364,504,500	2,924,000	...	367,428,500		Total—Crédit 5	367,261,650	166,850	...	372,722,368
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	2,216,800,000	(301,800,000)	(53,468,928)	1,861,531,072	(S)	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces et territoires (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	1,861,531,072	...	...	2,166,078,803
...	463,000,000	(25,000,000)	4,419,260	442,419,260	(S)	Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	442,419,260	...	...	408,003,064
...	829,000	...	7,066	836,066	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	836,066	...	...	804,278
...	180,000	...	42,471	222,471	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	222,471	...	...	195,240
...	65,000	...	13,523	78,523	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	78,523	...	...	68,852
...	17,816,000	...	1,317,564	19,133,564	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,133,564	...	...	17,248,000
...	**3,252,891,900**	**(321,057,000)**	**(38,194,031)**	**2,893,640,869**		**Total du département—Budgétaire**	**2,889,200,948**	**4,439,921**	...	**3,150,767,696**
						Centre canadien de gestion				
...	9,882,000	...	...	9,882,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	249,000	249,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	9,882,000	...	249,000	10,131,000		Total—Crédit 10	9,789,231	341,769	...	9,193,585
...	857,000	...	62,000	919,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	919,000	...	...	758,000
...	**10,739,000**	...	**311,000**	**11,050,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,708,231**	**341,769**	...	**9,951,585**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
...	76,162,000	...	...	76,162,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,223,800	1,223,800		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	76,162,000	...	1,223,800	77,385,800		Total—Crédit 15	60,566,999	16,818,801	...	288,118,229
...	77,018,300	...	...	77,018,300	20	Subventions et contributions				
...	...	600,000	...	600,000	20b	Subventions inscrites au Budget				
...	77,018,300	600,000	...	77,618,300		Total—Crédit 20	52,398,102	25,220,198	...	79,778,356
...	1,847,000	...	134,000	1,981,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,981,000	...	...	1,676,000
...	**155,027,300**	**600,000**	**1,357,800**	**156,985,100**		**Total du programme—Budgétaire**	**114,946,101**	**42,038,999**	**...**	**369,572,585**
						Commission de la fonction publique				
...	122,333,000	...	...	122,333,000	25	Dépenses du programme				
...	...	799,000	...	799,000	25b	Dépenses du programme				
...	...	3,335,500	...	3,335,500	25c	Dépenses du programme				
...	...	...	6,824,791	6,824,791		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	122,333,000	4,134,500	6,824,791	133,292,291		Total—Crédit 25	130,997,781	2,294,510	...	120,519,812
...	13,789,000	...	1,004,000	14,793,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,793,000	...	...	14,453,000
6,220,151	(103,000)	...	278,661	6,395,812	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—Incluant la radiation des immobilisations, $176,000	295,713	...	6,100,099	1,257,267
...	...	...	297,024	297,024		Une somme représentant les pertes de 1990-91 en vertu du crédit 26c	297,024	...	...	...
...	...	1	...	1	26c	Pour autoriser le Ministre à radier des comptes du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel un montant de $800,000 représentant le déficit opérationnel accumulé à l'interruption de la formation linguistique discrétionnaire	...	1	...	...
6,220,151	(103,000)	1	575,685	6,692,837		Total—Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	592,737	1	6,100,099	1,257,267
6,220,151	**136,019,000**	**4,134,501**	**8,404,476**	**154,778,128**		**Total du programme—Budgétaire**	**146,383,518**	**2,294,511**	**6,100,099**	**136,230,079**

						Conseil de recherches en sciences humaines				
...	6,071,000	...	...	6,071,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	693,000	...	693,000	30b	Virement de $900,000 du crédit 35 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	900,000	900,000		Virement du: crédit 35				
...	...	...	389,400	389,400		CT, crédit 5[1]				
...	6,071,000	693,000	1,289,400	8,053,400		Total—Crédit 30	8,023,767	29,633	...	6,419,915
...	82,395,000	...	...	82,395,000	35	Subventions				
...	...	100,000	...	100,000	35c	Subventions inscrites au Budget				
...	...	...	(900,000)	(900,000)		Virement au crédit 30				
...	82,395,000	100,000	(900,000)	81,595,000		Total—Crédit 35	81,595,000	...	...	74,580,000
...	657,000	...	48,000	705,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	705,000	...	...	600,000
...	**89,123,000**	**793,000**	**437,400**	**90,353,400**		**Total du programme—Budgétaire**	**90,323,767**	**29,633**	**...**	**81,599,915**
6,220,151	**3,643,800,200**	**(315,529,499)**	**(27,683,355)**	**3,306,807,497**		**Total du ministère—Budgétaire**	**3,251,562,565**	**49,144,833**	**6,100,099**	**3,748,121,860**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								Disponibles	
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	1,603,000	...	200,000	199,352	636,794	...	2,639,146	Langues officielles—Enseignement	2,435,668	203,478	...	1,507,043
...	2,595,000	...	200,000	(148,996)	64,850	...	2,710,854	Langues officielles—Promotion	2,628,173	82,681	...	2,708,866
...	105,138,000	1,121,000	2,000,000	(974,968)	51,880	...	107,335,912	Traduction	106,623,135	712,777	...	95,318,792
...	12,743,000	...	1,300,000	(118,897)	38,910	...	13,963,013	Aide à l'éducation	13,478,373	484,640	...	12,848,626
...	9,583,000	(1,210,000)	175,000	541,888	272,370	...	9,362,258	Développement social	8,798,912	563,346	...	8,698,611
...	13,485,000	2,712,000	20,000	(904,835)	242,323	...	15,554,488	Cérémonial d'État et identité canadienne	13,328,964	2,225,524	...	11,187,206
...	30,881,000	333,000	2,300,000	314,194	12,970	...	33,841,164	Opérations régionales	33,022,941	818,223	...	31,396,542
...	29,450,400	(537,000)	3,279,588	1,092,262	13,395	...	33,298,645	Administration	31,770,861	1,527,784	...	32,157,721
...	205,478,400	2,419,000	9,474,588	...	1,333,492	...	218,705,480	Total—Fonctionnement	212,087,027	6,618,453	...	195,823,407
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Langues officielles—Enseignement	97,513	(95,513)	...	68,302
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Langues officielles—Promotion	53,649	(41,649)	...	39,794
...	2,745,000	...	...	...	...	...	2,745,000	Traduction	1,912,034	832,966	...	4,876,843
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Aide à l'éducation	264,377	(255,377)	...	495,274
...	17,000	...	...	...	...	...	17,000	Développement social	300,433	(283,433)	...	364,084
...	...	400,000	...	...	...	...	400,000	Cérémonial d'État et identité canadienne	1,047,015	(647,015)	...	63,884
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Opérations régionales	450,492	(427,492)	...	486,561
...	56,000	...	...	...	...	...	56,000	Administration	1,483,869	(1,427,869)	...	1,489,393
...	2,864,000	400,000	...	...	...	...	3,264,000	Total—Capital	5,609,382	(2,345,382)	...	7,884,135
								Paiements de transfert				
...	253,939,000	...	...	(182,000)	...	...	253,757,000	Langues officielles—Enseignement	253,732,814	24,186	...	246,076,220
...	45,190,000	...	...	(807,794)	...	...	44,382,206	Langues officielles—Promotion	44,256,145	126,061	...	42,667,951
...	2,681,300,000	(326,800,000)	...	25,000	(49,049,668)	...	2,305,475,332	Aide à l'éducation	2,305,472,680	2,652	...	2,575,708,419
...	61,612,500	2,344,000	...	1,197,794	...	...	65,154,294	Développement social	65,147,755	6,539	...	79,840,157
...	2,508,000	580,000	...	(233,000)	47,557	...	2,902,557	Cérémonial d'État et identité canadienne	2,895,145	7,412	...	2,767,407
...	3,044,549,500	(323,876,000)	...	...	(49,002,111)	...	2,671,671,389	Total—Paiements de transfert	2,671,504,539	166,850	...	2,947,060,154
								Sommaire du département				
...	255,544,000	...	200,000	17,352	636,794	...	256,398,146	Langues officielles—Enseignement	256,265,995	132,151	...	247,651,565
...	47,797,000	...	200,000	(956,790)	64,850	...	47,105,060	Langues officielles—Promotion	46,937,967	167,093	...	45,416,611
...	107,883,000	1,121,000	2,000,000	(974,968)	51,880	...	110,080,912	Traduction	108,535,169	1,545,743	...	100,195,635
...	2,694,052,000	(326,800,000)	1,300,000	(93,897)	(49,010,758)	...	2,319,447,345	Aide à l'éducation	2,319,215,430	231,915	...	2,589,052,319
...	71,212,500	1,134,000	175,000	1,739,682	272,370	...	74,533,552	Développement social	74,247,100	286,452	...	88,902,852

							Cérémonial d'État et identité				
...	15,993,000	3,692,000	20,000	(1,137,835)	289,880	...	18,857,045	canadienne	17,271,124	1,585,921	...	14,018,497
...	30,904,000	333,000	2,300,000	314,194	12,970	...	33,864,164	Opérations régionales	33,473,433	390,731	...	31,883,103
...	29,506,400	(537,000)	3,279,588	1,092,262	13,395	...	33,354,645	Administration	33,254,730	99,915	...	33,647,114
...	**3,252,891,900**	**(321,057,000)**	**9,474,588**	**...**	**(47,668,619)**	**...**	**2,893,640,869**	**Total du département—Budgétaire**	**2,889,200,948**	**4,439,921**	**...**	**3,150,767,696**
							Centre canadien de gestion				
							Fonctionnement				
							Orientation en gestion, perfectionnement des gestionnaires et				
...	5,359,000	...	154,000	...	38,000	...	5,551,000	évaluation de la gestion	5,786,119	(235,119)	...	3,425,026
							Recherche en gestion, chargés				
...	680,000	...	10,000	...	4,000	...	694,000	d'études et contributions	813,788	(119,788)	...	374,138
...	3,250,000	...	85,000	...	20,000	...	3,355,000	Administration	3,386,377	(31,377)	...	4,905,798
...	9,289,000	...	249,000	...	62,000	...	9,600,000	Total—Fonctionnement	9,986,284	(386,284)	...	8,704,962
							Capital				
...	1,200,000	...	...	...	...	...	1,200,000	Administration	535,612	664,388	...	1,096,623
							Paiements de transfert				
							Recherche en gestion, chargés				
...	250,000	...	...	...	...	...	250,000	d'études et contributions	186,335	63,665	...	150,000
							Sommaire du programme				
							Orientation en gestion, perfectionnement des gestionnaires et				
...	5,359,000	...	154,000	...	38,000	...	5,551,000	évaluation de la gestion	5,786,119	(235,119)	...	3,425,026
							Recherche en gestion, chargés				
...	930,000	...	10,000	...	4,000	...	944,000	d'études et contributions	1,000,123	(56,123)	...	524,138
...	4,450,000	...	85,000	...	20,000	...	4,555,000	Administration	3,921,989	633,011	...	6,002,421
...	**10,739,000**	**...**	**249,000**	**...**	**62,000**	**...**	**11,050,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**10,708,231**	**341,769**	**...**	**9,951,585**
							Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
...	77,977,000	...	1,223,800	...	134,000	...	79,334,800	Fonctionnement	61,894,323	17,440,477	...	289,102,815
...	32,000	...	...	...	...	...	32,000	Capital	653,676	(621,676)	...	691,414
...	77,018,300	600,000	...	...	...	...	77,618,300	Paiements de transfert	52,398,102	25,220,198	...	79,778,356
...	**155,027,300**	**600,000**	**1,223,800**	**...**	**134,000**	**...**	**156,985,100**	**Total du programme—Budgétaire**	**114,946,101**	**42,038,999**	**...**	**369,572,585**
							Commission de la fonction publique				
							Fonctionnement				
...	63,223,000	3,531,000	1,682,822	(278,204)	411,000	...	68,569,618	Programmes de dotation	67,606,699	962,919	...	57,372,915
...	*2,982,000*	*(50,000)*	*162,381*	...	2,000	...	3,096,381	Vérification	2,887,417	208,964	...	2,910,250
...	4,690,000	(32,000)	242,876	(3,088)	26,000	...	4,923,788	Appels et enquêtes	4,842,554	81,234	...	4,789,055
6,220,151	57,339,000	(297,999)	2,578,856	...	879,685	(23,018,000)	43,701,693	Programmes de formation	36,609,792	991,802	6,100,099	37,557,030
...	29,325,000	(227,000)	2,157,856	281,292	261,000	...	31,798,148	Administration	29,252,432	2,545,716	...	30,489,271
...	(23,018,000)	...	...	...	...	23,018,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
6,220,151	134,541,000	2,924,001	6,824,791	...	1,579,685	...	152,089,628	Total—Fonctionnement	141,198,894	4,790,635	6,100,099	133,118,521

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	564,000	247,000	...	...	...	...	811,000	Programmes de dotation	2,057,833	(1,246,833)	...	759,246
...	41,000	...	...	...	...	...	41,000	Vérification	153,339	(112,339)	...	136,381
...	50,000	(5,000)	...	...	...	...	45,000	Appels et enquêtes	101,155	(56,155)	...	104,023
...	518,000	29,000	...	...	...	...	547,000	Programmes de formation	916,199	(369,199)	...	1,293,342
...	305,000	939,500	...	...	...	...	1,244,500	Administration	1,956,098	(711,598)	...	818,566
...	1,478,000	1,210,500	...	...	...	...	2,688,500	Total—Capital	5,184,624	(2,496,124)	...	3,111,558
								Sommaire du programme				
...	63,787,000	3,778,000	1,682,822	(278,204)	411,000	...	69,380,618	Programmes de dotation	69,664,532	(283,914)	...	58,132,161
...	3,023,000	(50,000)	162,381	...	2,000	...	3,137,381	Vérification	3,040,756	96,625	...	3,046,631
...	4,740,000	(37,000)	242,876	(3,088)	26,000	...	4,968,788	Appels et enquêtes	4,943,709	25,079	...	4,893,078
6,220,151	34,839,000	(268,999)	2,578,856	...	879,685	...	44,248,693	Programmes de formation	37,525,991	622,603	6,100,099	38,850,372
...	29,630,000	712,500	2,157,856	281,292	261,000	...	33,042,648	Administration	31,208,530	1,834,118	...	31,307,837
6,220,151	**136,019,000**	**4,134,501**	**6,824,791**	**...**	**1,579,685**	**...**	**154,778,128**	**Total du programme—Budgétaire**	**146,383,518**	**2,294,511**	**6,100,099**	**136,230,079**
								Conseil de recherches en sciences humaines				
								Fonctionnement				
...	6,498,000	693,000	389,400	900,000	48,000	...	8,528,400	Administration	8,498,767	29,633	...	6,988,915
								Capital				
...	230,000	...	...	...	...	...	230,000	Administration	230,000	...	...	31,000
								Paiements de transfert				
...	82,395,000	100,000	...	(900,000)	...	...	81,595,000	Subventions et bourses	81,595,000	...	...	74,580,000
								Sommaire du programme				
...	82,395,000	100,000	...	(900,000)	...	...	81,595,000	Subventions et bourses	81,595,000	...	...	74,580,000
...	6,728,000	693,000	389,400	900,000	48,000	...	8,758,400	Administration	8,728,767	29,633	...	7,019,915
...	**89,123,000**	**793,000**	**389,400**	**...**	**48,000**	**...**	**90,353,400**	**Total du programme—Budgétaire**	**90,323,767**	**29,633**	**...**	**81,599,915**
6,220,151	**3,643,800,200**	**(315,529,499)**	**18,161,579**	**...**	**(45,844,934)**	**...**	**3,306,807,497**	**Total du ministère—Budgétaire**	**3,251,562,565**	**49,144,833**	**6,100,099**	**3,748,121,860**

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Langues officielles—Promotion				
...	34,619,000	...	...	(3,911,180)	...	30,707,820	Subventions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles	30,686,975	20,845	...	27,716,446
							Aide à l'éducation				
...	865,000	...	...	(118,527)	...	746,473	Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	746,473	...	...	861,112
							Développement social				
...	16,122,000	2,344,000	...	(4,273,054)	...	14,192,946	Subventions aux organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux individus, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne	14,189,091	3,855	...	19,303,560
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique pour la mise sur pied d'un centre pour l'intégration des personnes handicapées	1,000,000	...	...	1,000,000
...	26,072,500	...	...	(3,848,703)	...	22,223,797	Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones	22,222,938	859	...	23,098,970
...	43,194,500	2,344,000	...	(8,121,757)	...	37,416,743		37,412,029	4,714	...	43,402,530
							Cérémonial d'État et identité canadienne				
							Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:				
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Terre-Neuve	30,000	...	...	30,000
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Île-du-Prince-Édouard	18,000	...	...	18,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Nouvelle-Écosse	20,000	...	...	20,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Nouveau-Brunswick	20,000	...	...	20,000

Note: In the printed table, "Budget des dépenses principal" and "Budgets des dépenses supplémentaires" fall under "Indiquées dans", and the three "Virements"/"Redressements" columns fall under "Redressements et virements". These seven columns together are headed "Provenance des autorisations". The last four columns are headed "Utilisation des autorisations".

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Québec	30,000	...	...	30,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Ontario	30,000	...	...	30,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Manitoba	25,000	...	...	25,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Saskatchewan	25,000	...	...	25,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Alberta	25,000	...	...	25,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Colombie-Britannique	30,000	...	...	30,000
...	2,010,000	580,000	...	(233,000)	...	2,357,000	Subventions à des organisations à but non lucratif pour célébrer la Fête du Canada et aux secteurs public et privé dans le but de célébrer les anniversaires d'importance pour le patrimoine canadien	2,349,588	7,412	...	2,245,488
...	180,000	...	...	...	42,471	222,471	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	222,471	...	...	195,240
...	65,000	...	...	...	5,086	70,086	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	70,086	...	...	60,679
...	2,508,000	580,000	...	(233,000)	47,557	2,902,557		2,895,145	7,412	...	2,754,407
...	**81,186,500**	**2,924,000**	...	**(12,384,464)**	**47,557**	**71,773,593**	**Total—Subventions**	**71,740,622**	**32,971**	...	**74,734,495**
							Contributions				
							Langues officielles—Enseignement				
...	251,402,000	...	...	(693,992)	...	250,708,008	Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	250,684,749	23,259	...	243,056,489
...	1,689,000	...	...	300,450	...	1,989,450	Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale	1,989,450	...	...	2,058,022
...	848,000	...	...	211,542	...	1,059,542	Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et de diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement	1,058,615	927	...	961,709
...	253,939,000	...	...	(182,000)	...	253,757,000		253,732,814	24,186	...	246,076,220

							Langues officielles—Promotion				
...	10,571,000	...	...	3,103,386	...	13,674,386	Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles	13,569,170	105,216	...	14,951,505
							Aide à l'éducation				
...	2,216,800,000	(301,800,000)	...	...	(53,468,928)	1,861,531,072	(S) Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces et territoires aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	1,861,531,072	...	...	2,166,078,803
...	463,000,000	(25,000,000)	...	...	4,419,260	442,419,260	(S) Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts aux institutions de crédit, les obligations contractées sous forme de prêts garantis et les paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	442,419,260	...	...	408,003,064
...	635,000	...	...	143,527	...	778,527	Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	775,875	2,652	...	765,440
...	2,680,435,000	(326,800,000)	...	143,527	(49,049,668)	2,304,728,859		2,304,726,207	2,652	...	2,574,847,307
							Développement social				
...	100,000	...	...	4,890,928	...	4,990,928	Contributions aux organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux particuliers, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne	4,990,927	1	...	4,992,946
...	18,318,000	...	...	4,428,623	...	22,746,623	Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil	22,744,799	1,824	...	31,444,681
...	18,418,000	...	...	9,319,551	...	27,737,551		27,735,726	1,825	...	36,437,627
							Cérémonial d'État et identité canadienne				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13,000
...	**2,963,363,000**	**(326,800,000)**	...	**12,384,464**	**(49,049,668)**	**2,599,897,796**	**Total—Contributions**	**2,599,763,917**	**133,879**	...	**2,872,325,659**
							Sommaire du département par activité				
...	253,939,000	...	...	(182,000)	...	253,757,000	Langues officielles—Enseignement	253,732,814	24,186	...	246,076,220
...	45,190,000	...	...	(807,794)	...	44,382,206	Langues officielles—Promotion	44,256,145	126,061	...	42,667,951
...	2,681,300,000	(326,800,000)	...	25,000	(49,049,668)	2,305,475,332	Aide à l'éducation	2,305,472,680	2,652	...	2,575,708,419
...	61,612,500	2,344,000	...	1,197,794	...	65,154,294	Développement social	65,147,755	6,539	...	79,840,157
...	2,508,000	580,000	...	(233,000)	47,557	2,902,557	Cérémonial d'État et identité canadienne	2,895,145	7,412	...	2,767,407
...	**3,044,549,500**	**(323,876,000)**	...	...	**(49,002,111)**	**2,671,671,389**	**Total du département**	**2,671,504,539**	**166,850**	...	**2,947,060,154**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Centre canadien de gestion				
							Contributions				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Recherche en gestion, chargés d'études et contributions	186,335	63,665	...	150,000
...	**250,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**250,000**	**Total du programme**	**186,335**	**63,665**	**...**	**150,000**
							Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
							Subventions				
							Multiculturalisme et citoyenneté				
...	24,753,000	600,000	...	(2,047,215)	...	23,305,785	Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	22,911,735	394,050	...	21,378,460
...	24,000,000	...	...	...	...	24,000,000	Subvention à la Fondation canadienne pour les relations interraciales	...	24,000,000	...	...
...	22,658,000	...	...	(3,398,549)	...	19,259,451	Subventions aux organisations professionnelles, au secteur bénévole, aux universités et institutions postsecondaires de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne	19,255,496	3,955	...	19,400,062
...	**71,411,000**	**600,000**	**...**	**(5,445,764)**	**...**	**66,565,236**	**Total—Subventions**	**42,167,231**	**24,398,005**	**...**	**40,778,522**
							Contributions				
							Multiculturalisme et citoyenneté				
...	2,200,000	...	...	2,231,215	...	4,431,215	Contributions aux provinces, aux groupes bénévoles, universités, institutions et aux particuliers pour promouvoir le développement culturel	3,941,016	490,199	...	4,990,960
...	3,407,300	...	...	3,214,549	...	6,621,849	Contributions aux organisations professionnelles, et au secteur bénévole, aux universités et établissements postsecondaires de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaires et les droits de la personne	6,289,855	331,994	...	5,190,876
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	28,817,998
...	**5,607,300**	**...**	**...**	**5,445,764**	**...**	**11,053,064**	**Total—Contributions**	**10,230,871**	**822,193**	**...**	**38,999,834**
...	**77,018,300**	**600,000**	**...**	**...**	**...**	**77,618,300**	**Total du programme**	**52,398,102**	**25,220,198**	**...**	**79,778,356**

							Conseil de recherches en sciences humaines				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	82,395,000	100,000	...	(900,000)	...	81,595,000	Subventions et bourses	81,595,000	...	...	74,580,000
...	**82,395,000**	**100,000**	...	**(900,000)**	...	**81,595,000**	**Total du programme**	**81,595,000**	...	...	**74,580,000**
...	**3,204,212,000**	**(323,176,000)**	...	**(900,000)**	**(49,002,111)**	**2,831,134,689**	**Total du ministère**	**2,805,683,976**	**25,450,713**	...	**3,101,568,510**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Commission de la fonction publique			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Programmes de formation			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	23,018,000	23,897,017	11,116,303
Total du programme—Budgétaire	**23,018,000**	**23,897,017**	**11,116,303**
Total du ministère—Budgétaire	**23,018,000**	**23,897,017**	**11,116,303**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	924	...
Total des recettes fiscales	**924**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiements de transfert aux provinces et territoires	391,211	905,425
Autres paiements de transfert	833,590	789,523
Prêts aux étudiants du Canada—Annulation—Capital	508,497	133,786
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	593,579	1,697,681
Divers	513,106	509,521
	2,839,983	4,035,936
Autres recettes non fiscales—		
Prêts aux étudiants du Canada—Capital	51,552,992	51,507,709
Prêts aux étudiants du Canada—Intérêt	26,802,954	28,451,251
Recouvrements—Contrats et déplacements des interprètes	1,523,653	1,106,449
Divers	223,422	182,258
	80,103,021	81,247,667
Total des recettes non fiscales	**82,943,004**	**85,283,603**
Total du département	**82,943,928**	**85,283,603**
Centre canadien de gestion		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	65	...
Total des recettes fiscales	**65**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements des achats de biens ou de services	27,251	162
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	(11,670)	...
	15,581	162
Rémunérations de services	3,718	2,997
Total des recettes non fiscales	**19,299**	**3,159**
Total du programme	**19,364**	**3,159**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,016,624	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,575,223	...
	2,591,847	...
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement pour citoyenneté	6,953,944	5,524,960
Autres recettes non fiscales	199,503	1,100
Total du programme	**9,745,294**	**5,526,060**
Commission de la fonction publique		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	1,883	...
Total des recettes fiscales	**1,883**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	261,927	353,740
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	188,178	433,818
	450,105	787,558
Rémunérations de services	118,820	293,612
Autres recettes non fiscales	170,739	185,263
Total des recettes non fiscales	**739,664**	**1,266,433**
Total du programme	**741,547**	**1,266,433**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil de recherches en sciences humaines		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de paiements en trop et de sommes non dépensées provenant de paiements de transfert	412,585	663,834
Recouvrements de dépenses de biens / services	802	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	3,372	5,855
	416,759	669,689
Autres recettes non fiscales	...	15
Total du programme	**416,759**	**669,704**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2,872	...
Total des recettes fiscales	2,872	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,314,275	5,493,345
Privilèges, licences et permis	6,953,944	5,524,960
Rémunérations de services	122,538	296,609
Autres recettes non fiscales	80,473,263	81,434,045
Total des recettes non fiscales	93,864,020	92,748,959
Total du ministère	**93,866,892**	**92,748,959**

SECTION 27

COMPTES PUBLICS
1990-91

Solliciteur général

Département
Service canadien du renseignement de sécurité
Service correctionnel
Commission nationale des libérations conditionnelles
Gendarmerie royale du Canada
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	27.2
Sommaire du ministère	27.4
Programmes par activité	27.7
Paiements de transfert	27.10
Détail des montants portés au crédit	27.13
Recettes	27.13

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du ministère et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes ministériels.

Description des activités

Secrétariat du ministère
Le Secrétariat conseille le Solliciteur général et le sous-solliciteur général en matière de stratégies et de planification centrale; il élabore une politique et prépare des conseils en ce qui concerne la police et la sécurité; il met au point la politique d'antiterrorisme, ce qui comprend notamment l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre du Plan national de lutte contre le terrorisme, et il élabore une politique visant le secteur correctionnel et donne des conseils à ce sujet; il fournit des services à la haute direction, des services de communications, de planification et de gestion des ressources ainsi que des services judiciaires, financiers et administratifs.

Organismes d'examen
Le bureau de l'inspecteur général du SCRS s'assure que le SCRS respecte les politiques opérationnelles du service; examine les activités opérationnelles, présente au Solliciteur général un certificat annuel sur les opérations du service et entreprend sur demande des révisions d'activités spécifiques requises.

Le bureau de l'enquêteur correctionnel enquête et fait rapport sur les problèmes des délinquants qui sont sous la responsabilité du Solliciteur général du Canada.

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité

Service canadien du renseignement de sécurité
Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Objectif

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois tout en exerçant un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humanitaire.

Description des activités

Opérations correctionnelles
Prestation de services de santé qui ont pour but d'assurer et de favoriser le bien-être physique et mental des détenus; surveillance et contrôle des détenus avec l'aide de la sécurité périmétrique et de la sécurité des installations, des opérations de sécurité interne et des mesures de sécurité préventive afin d'assurer la sécurité des établissements correctionnels; gestion des cas, y compris la classification, la planification du traitement correctionnel, le contrôle des progrès des détenus, la planification de la mise en liberté sous condition, l'évaluation des cas, la surveillance dans la collectivité ainsi que les services d'assistance postpénale.

Programmes correctionnels
Prestation de programmes d'enseignement général et professionnel, d'épanouissement social, culturel et personnel, de perfectionnement professionnel, de programmes d'emploi et de services d'aumônerie afin de favoriser la réinsertion sociale des délinquants.

Services techniques et services aux détenus
Prestation de biens, de fournitures ainsi que de divers services, à l'intérieur de l'établissement, qui répondent aux besoins fondamentaux des détenus et des employés; planification des installations, gestion des projets de construction, détermination des normes et caractéristiques de construction; entretien des installations et de l'équipement et le fonctionnement des installations matérielles.

Gestion et administration
Orientation générale dans le domaine de la gestion; élaboration de politiques ministérielles; coordination de la planification stratégique et opérationnelle, de la recherche, de l'évaluation des programmes, de la vérification, des services juridiques, des relations parlementaires et de la correspondance et des liaisons de la haute direction; administration du processus de traitement des plaintes et des griefs des détenus, de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels; prestation de services dans les domaines du personnel, des finances, des systèmes, de l'administration et des communications.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission

Conformément aux dispositions de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires, aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Application des lois et des décrets fédéraux

Prévenir et déceler les infractions aux lois fédérales et faire les enquêtes appropriées; fournir des services de protection aux autres ministères et organismes fédéraux et effectuer des enquêtes; enfin, protéger les personnes jouissant d'une protection internationale et les hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada.

Services de police à contrat

Prévenir et déceler les délits, appliquer la loi et maintenir la paix et l'ordre dans les provinces, territoires et municipalités contractants.

Services judiciaires

Aider les organismes d'application de la loi du Canada en leur fournissant des services spécialisés tels que la formation policière spécialisée, les services de laboratoires judiciaires, les services de l'identité et des casiers judiciaires et les services intégrés et automatisés d'information.

Administration

Assurer la coordination et le soutien normal du programme.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Assurer l'examen externe des appels de certains types de griefs, les cas de discipline graves, de renvoi et de rétrogradation soumis devant le Comité externe d'examen par la Gendarmerie royale du Canada.

Description de l'activité

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui doit rendre compte annuellement de ses activités au Parlement, se définit en une tierce partie impartiale qui révise équitablement les cas portés devant lui. Le Comité peut tenir des audiences, appeler des témoins à comparaître, faire prêter serment, recevoir et accepter en preuve tous documents ou autres renseignements qu'il trouve acceptable. Les conclusions et recommandations du président, ou Comité, sont envoyées aux parties et au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Permettre au public de déposer des plaintes en ce qui a trait à la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire examiner ces plaintes de manière impartiale par un organisme externe indépendant.

Description de l'activité

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme indépendant et impartial qui reçoit et étudie les plaintes dont elle est saisie. Elle peut effectuer des enquêtes, tenir des audiences publiques, sommer des témoins à comparaître, faire prêter serment, admettre les preuves qu'elle juge recevables et transmettre ses conclusions et recommandations au Commissaire de la GRC et au Solliciteur général du Canada. Le président de la Commission présente chaque année au Solliciteur général un rapport où figurent un résumé des activités et une liste des recommandations de l'année, pour qu'il soit déposé devant chaque Chambre du Parlement.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	27,768,000	...	...	27,768,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	1,810,091	1,810,091		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	27,768,000	...	1,810,091	29,578,091		Total—Crédit 1	28,412,563	1,165,528	...	26,790,143
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	2,066,000	...	150,000	2,216,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,216,000	...	...	1,921,000
...	**29,883,400**	**...**	**1,960,516**	**31,843,916**		**Total du département—Budgétaire**	**30,678,388**	**1,165,528**	**...**	**28,759,343**
						Service canadien du renseignement de sécurité				
...	189,951,000	...	...	189,951,000	5	Dépenses du programme				
...	...	15,374,300	...	15,374,300	5b	Dépenses du programme				
...	189,951,000	15,374,300	...	205,325,300		Total—Crédit 5	204,975,445	349,855	...	163,892,900
...	**189,951,000**	**15,374,300**	**...**	**205,325,300**		**Total du programme—Budgétaire**	**204,975,445**	**349,855**	**...**	**163,892,900**
						Service correctionnel				
...	738,872,000	...	...	738,872,000	10	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	10b	Subvention inscrite au Budget				
...	...	1	...	1	10c	Subvention inscrite au Budget				
...	...	...	33,660,182	33,660,182		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	738,872,000	2	33,660,182	772,532,184		Total—Crédit 10	765,370,207	7,161,977	...	723,005,048
...	106,624,000	...	...	106,624,000	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital	88,179,660	18,444,340	...	92,016,642
...	201,000	...	(130,873)	70,127	(S)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	70,127	...	...	171,440
...	67,925,000	...	4,946,000	72,871,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72,871,000	...	...	60,993,000
...	...	...	12,260	12,260	(S)	Remise de prêts aux libérés conditionnels	12,260	...	...	8,570
...	...	...	459	459	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	459	...	...	...
...	913,622,000	2	38,488,028	952,110,030		Total budgétaire	926,503,713	25,606,317	...	876,194,700

34,854	...	...	...	34,854	L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels. Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits. Limite $50,000. (Net)	3,048	...	31,806	1,669
						Total du programme—				
...	**913,622,000**	**2**	**38,488,028**	**952,110,030**		**Budgétaire**	**926,503,713**	**25,606,317**	**...**	**876,194,700**
34,854	**...**	**...**	**...**	**34,854**		**Non budgétaire**	**3,048**	**...**	**31,806**	**1,669**
						Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	19,554,000	...	...	19,554,000	20	Dépenses du programme				
...	...	165,000	...	165,000	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	1,937,000	1,937,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	19,554,000	165,000	1,937,000	21,656,000		Total—Crédit 20	21,259,716	396,284	...	20,436,012
...	2,416,000	...	176,000	2,592,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,592,000	...	...	2,129,000
...	**21,970,000**	**165,000**	**2,113,000**	**24,248,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**23,851,716**	**396,284**	**...**	**22,565,012**
						Gendarmerie royale du Canada				
...	833,298,000	...	...	833,298,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	500,000	...	500,000	25c	Virement de $1,064,386 du crédit 30 (Solliciteur général)				
...	...	...	1,064,386	1,064,386		Virement du: crédit 30				
...	...	...	31,117,258	31,117,258		CT, crédit 5[1]				
...	833,298,000	500,000	32,181,644	865,979,644		Total—Crédit 25	862,111,277	3,868,367	...	801,323,170
...	111,665,000	...	...	111,665,000	30	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,064,386)	(1,064,386)		Virement au crédit 25				
...	111,665,000	...	(1,064,386)	110,600,614		Total—Crédit 30	110,565,233	35,381	...	105,543,015
...	193,069,000	...	(13,969,384)	179,099,616	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	179,099,616	...	...	146,608,814
...	15,058,000	...	1,083,096	16,141,096	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,141,096	...	...	13,802,425
...	**1,153,090,000**	**500,000**	**18,230,970**	**1,171,820,970**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,167,917,222**	**3,903,748**	**...**	**1,067,277,424**
						Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
...	1,048,000	...	...	1,048,000	35	Dépenses du programme				
...	...	185,000	...	185,000	35b	Dépenses du programme				
...	...	...	35,000	35,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	1,048,000	185,000	35,000	1,268,000		Total—Crédit 35	1,249,503	18,497	...	915,008
...	107,000	...	...	107,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107,000	...	...	95,000
...	**1,155,000**	**185,000**	**35,000**	**1,375,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,356,503**	**18,497**	**...**	**1,010,008**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
...	3,633,000	...	...	3,633,000	40	Dépenses du programme	3,632,872	128	...	2,854,485
...	233,000	...	...	233,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	233,000	...	...	160,000
...	**3,866,000**	**...**	**...**	**3,866,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,865,872**	**128**	**...**	**3,014,485**
						Total du ministère—				
...	**2,313,537,400**	**16,224,302**	**60,827,514**	**2,390,589,216**		**Budgétaire**	**2,359,148,859**	**31,440,357**	**...**	**2,162,713,872**
34,854	**...**	**...**	**...**	**34,854**		**Non budgétaire**	**3,048**	**...**	**31,806**	**1,669**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	22,693,400	...	1,684,303	529,916	150,425	...	25,058,044	Secrétariat du ministère	23,388,536	1,669,508	...	21,921,277
...	2,211,000	...	125,788	(508,656)	...	...	1,828,132	Organismes d'examen	1,865,588	(37,456)	...	1,486,104
...	24,904,400	...	1,810,091	21,260	150,425	...	26,886,176	Total—Fonctionnement	25,254,124	1,632,052	...	23,407,381
								Capital				
...	700,000	...	...	(15,326)	...	...	684,674	Secrétariat du ministère	1,168,722	(484,048)	...	1,118,225
...	58,000	...	...	80,000	...	...	138,000	Organismes d'examen	142,010	(4,010)	...	195,494
...	758,000	...	...	64,674	...	...	822,674	Total—Capital	1,310,732	(488,058)	...	1,313,719
								Paiements de transfert				
...	4,221,000	...	...	(85,934)	...	...	4,135,066	Secrétariat du ministère	4,113,532	21,534	...	4,038,243
								Sommaire du département				
...	27,614,400	...	1,684,303	428,656	150,425	...	29,877,784	Secrétariat du ministère	28,670,790	1,206,994	...	27,077,745
...	2,269,000	...	125,788	(428,656)	...	...	1,966,132	Organismes d'examen	2,007,598	(41,466)	...	1,681,598
...	**29,883,400**	**...**	**1,810,091**	**...**	**150,425**	**...**	**31,843,916**	**Total du département—Budgétaire**	**30,678,388**	**1,165,528**	**...**	**28,759,343**
								Service canadien du renseignement de sécurité				
...	189,951,000	15,374,300	...	...	...	...	205,325,300	Fonctionnement	204,975,445	349,855	...	163,892,900
...	**189,951,000**	**15,374,300**	**...**	**...**	**...**	**...**	**205,325,300**	**Total du programme—Budgétaire**	**204,975,445**	**349,855**	**...**	**163,892,900**
								Service correctionnel				
								Fonctionnement				
...	458,349,000	...	22,074,347	...	3,243,599	...	483,666,946	Opérations correctionnelles	469,161,697	14,505,249	...	453,113,490
...	109,404,000	...	2,898,142	...	426,266	...	112,728,408	Programmes correctionnels	120,208,557	(7,480,149)	...	97,120,369
...	128,731,000	...	3,493,927	...	513,425	...	132,738,352	Services techniques et services aux détenus	133,808,888	(1,070,536)	...	130,577,421
...	109,028,550	...	5,193,766	...	775,429	...	114,997,745	Gestion et administration	113,746,519	1,251,226	...	101,854,609
...	805,512,550	...	33,660,182	...	4,958,719	...	844,131,451	Total—Fonctionnement	836,925,661	7,205,790	...	782,665,889
								Capital				
...	528,000	...	...	...	...	...	528,000	Opérations correctionnelles	1,546,803	(1,018,803)	...	667,627
...	2,020,000	...	...	...	...	...	2,020,000	Programmes correctionnels	2,721,208	(701,208)	...	1,865,631
...	98,334,000	...	...	(6,790,457)	...	...	91,543,543	Services techniques et services aux détenus	67,082,085	24,461,458	...	65,980,472
...	5,742,000	...	...	...	...	...	5,742,000	Gestion et administration	10,039,107	(4,297,107)	...	11,012,182
...	106,624,000	...	...	(6,790,457)	...	...	99,833,543	Total—Capital	81,389,203	18,444,340	...	79,525,912

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	1,027,000	1	...	...	...	...	1,027,001	Opérations correctionnelles	1,273,311	(246,310)	...	1,161,356
								Services techniques et services				
...	...	...	...	6,790,457	...	...	6,790,457	aux détenus	6,790,457	...	...	12,490,730
...	458,450	1	...	...	(130,873)	...	327,578	Gestion et administration	125,081	202,497	...	350,813
...	1,485,450	2	...	6,790,457	(130,873)	...	8,145,036	Total—Paiements de transfert	8,188,849	(43,813)	...	14,002,899
								Non budgétaire				
34,854	...	...	...	...	...	...	34,854	Opérations correctionnelles	3,048	...	31,806	1,669
								Sommaire du programme				
								Opérations correctionnelles—				
...	459,904,000	1	22,074,347	...	3,243,599	...	485,221,947	Budgétaire	471,981,811	13,240,136	...	454,942,473
34,854	...	...	...	...	...	...	34,854	Non budgétaire	3,048	...	31,806	1,669
...	111,424,000	...	2,898,142	...	426,266	...	114,748,408	Programmes correctionnels	122,929,765	(8,181,357)	...	98,986,000
								Services techniques et services				
...	227,065,000	...	3,493,927	...	513,425	...	231,072,352	aux détenus	207,681,430	23,390,922	...	209,048,623
...	115,229,000	1	5,193,766	...	644,556	...	121,067,323	Gestion et administration	123,910,707	(2,843,384)	...	113,217,604
								Total du programme—				
...	**913,622,000**	**2**	**33,660,182**	**...**	**4,827,846**	**...**	**952,110,030**	**Budgétaire**	**926,503,713**	**25,606,317**	**...**	**876,194,700**
34,854	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**34,854**	**Non budgétaire**	**3,048**	**...**	**31,806**	**1,669**
								Commission nationale des libérations conditionnelles				
								Fonctionnement				
...	21,941,000	165,000	1,937,000	...	176,000	...	24,219,000	Opérations de la Commission	23,717,787	501,213	...	22,264,333
								Capital				
...	29,000	...	...	...	...	...	29,000	Opérations de la Commission	133,929	(104,929)	...	300,679
...	**21,970,000**	**165,000**	**1,937,000**	**...**	**176,000**	**...**	**24,248,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**23,851,716**	**396,284**	**...**	**22,565,012**
								Gendarmerie royale du Canada				
								Fonctionnement				
								Application des lois et des				
...	482,144,000	...	7,360,799	...	(4,022,189)	(11,545,000)	473,937,610	décrets fédéraux	469,295,744	4,641,866	...	400,324,202
...	715,328,000	...	12,394,072	...	(6,254,916)	(510,733,000)	210,734,156	Services de police à contrat	130,954,271	79,779,885	...	149,870,513
...	100,910,000	...	2,746,746	...	(950,218)	(2,711,000)	99,995,528	Services judiciaires	117,765,167	(17,769,639)	...	108,711,166
...	233,091,000	500,000	8,615,641	1,064,386	(1,961,597)	(640,000)	240,669,430	Administration	303,808,330	(63,138,900)	...	269,006,298
...	(525,629,000)	...	...	...	...	525,629,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	1,005,844,000	500,000	31,117,258	1,064,386	(13,188,920)	...	1,025,336,724	Total—Fonctionnement	1,021,823,512	3,513,212	...	927,912,179

								Capital				
								Application des lois et des				
...	32,155,000	...	...	...	...	...	32,155,000	décrets fédéraux	28,170,225	3,984,775	...	14,484,983
...	47,097,000	...	...	...	...	...	47,097,000	Services de police à contrat	47,148,278	(51,278)	...	62,413,761
...	23,726,000	...	...	...	...	...	23,726,000	Services judiciaires	12,642,190	11,083,810	...	15,709,643
...	8,687,000	...	...	(1,064,386)	...	...	7,622,614	Administration	22,604,540	(14,981,926)	...	12,934,628
...	111,665,000	...	...	(1,064,386)	...	...	110,600,614	Total—Capital	110,565,233	35,381	...	105,543,015
								Paiements de transfert				
...	508,000	...	...	...	...	...	508,000	Services judiciaires	381,189	126,811	...	398,079
...	35,073,000	...	...	...	302,632	...	35,375,632	Administration	35,147,288	228,344	...	33,424,151
...	35,581,000	...	...	...	302,632	...	35,883,632	Total—Paiements de transfert	35,528,477	355,155	...	33,822,230
								Sommaire du programme				
								Application des lois et des				
...	502,754,000	...	7,360,799	...	(4,022,189)	...	506,092,610	décrets fédéraux	497,465,969	8,626,641	...	414,809,185
...	251,692,000	...	12,394,072	...	(6,254,916)	...	257,831,156	Services de police à contrat	178,102,549	79,728,607	...	212,284,274
...	122,433,000	...	2,746,746	...	(950,218)	...	124,229,528	Services judiciaires	130,788,546	(6,559,018)	...	124,818,888
...	276,211,000	500,000	8,615,641	...	(1,658,965)	...	283,667,676	Administration	361,560,158	(77,892,482)	...	315,365,077
...	**1,153,090,000**	**500,000**	**31,117,258**	**...**	**(12,886,288)**	**...**	**1,171,820,970**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,167,917,222**	**3,903,748**	**...**	**1,067,277,424**
								Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
...	1,125,000	185,000	35,000	14,100	...	...	1,359,100	Fonctionnement	1,327,618	31,482	...	979,124
...	30,000	...	...	(14,100)	...	...	15,900	Capital	28,885	(12,985)	...	30,884
...	**1,155,000**	**185,000**	**35,000**	**...**	**...**	**...**	**1,375,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,356,503**	**18,497**	**...**	**1,010,008**
								Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
...	3,786,000	...	...	33,000	...	...	3,819,000	Fonctionnement	3,753,479	65,521	...	2,769,878
...	80,000	...	...	(33,000)	...	...	47,000	Capital	112,393	(65,393)	...	244,607
...	**3,866,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,866,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,865,872**	**128**	**...**	**3,014,485**
								Total du ministère—				
...	**2,313,537,400**	**16,224,302**	**68,559,531**	**...**	**(7,732,017)**	**...**	**2,390,589,216**	**Budgétaire**	**2,359,148,859**	**31,440,357**	**...**	**2,162,713,872**
34,854	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**34,854**	**Non budgétaire**	**3,048**	**...**	**31,806**	**1,669**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Secrétariat du ministère				
...	49,000	...	...	...	...	49,000	Association canadienne des chefs de police	49,000	...	...	49,000
...	122,500	...	...	...	...	122,500	Association canadienne de justice pénale	122,500	...	...	122,500
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Société John Howard	50,000	...	...	50,000
...	1,782,649	...	...	...	...	1,782,649	Organismes autorisés d'assistance postpénale	1,782,589	60	...	1,782,649
...	**2,004,149**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,004,149**	**Total—Subventions**	**2,004,089**	**60**	**...**	**2,004,149**
							Contributions				
							Secrétariat du ministère				
...	1,866,851	...	...	(79,684)	...	1,787,167	Paiement aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	1,765,693	21,474	...	1,695,440
...	350,000	...	...	(6,250)	...	343,750	Financement de base—Organismes bénévoles nationaux	343,750	...	...	338,654
...	**2,216,851**	**...**	**...**	**(85,934)**	**...**	**2,130,917**	**Total—Contributions**	**2,109,443**	**21,474**	**...**	**2,034,094**
...	**4,221,000**	**...**	**...**	**(85,934)**	**...**	**4,135,066**	**Total du département**	**4,113,532**	**21,534**	**...**	**4,038,243**
							Service correctionnel				
							Subventions				
							Opérations correctionnelles				
...	...	1	...	...	...	1	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	...	1	...	...
							Gestion et administration				
...	201,000	...	...	...	(130,873)	70,127	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	70,127	...	...	171,440
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	54,954	15,046	...	83,154

...	187,450	...	...	...	...	187,450	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions	...	187,450	...	87,719
...	...	1	...	...	...	1	Subvention à l'Université Carleton, département de psychologie pour un poste de professeur en psychologie et recherches correctionnelles	...	1	...	...
...	458,450	1	...	...	(130,873)	327,578		125,081	202,497	...	342,313
...	**458,450**	**2**	**...**	**...**	**(130,873)**	**327,579**	**Total—Subventions**	**125,081**	**202,498**	**...**	**342,313**
							Contributions				
							Opérations correctionnelles				
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	1,273,311	(246,311)	...	1,161,356
							Services techniques et services aux détenus				
...	...	...	...	6,790,457	...	6,790,457	Contributions pour la construction effectuée par les provinces ou municipalités	6,790,457	...	...	12,490,730
							Gestion et administration				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,500
...	**1,027,000**	**...**	**...**	**6,790,457**	**...**	**7,817,457**	**Total—Contributions**	**8,063,768**	**(246,311)**	**...**	**13,660,586**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,027,000	1	...	...	...	1,027,001	Opérations correctionnelles	1,273,311	(246,310)	...	1,161,356
...	...	...	...	6,790,457	...	6,790,457	Services techniques et services aux détenus	6,790,457	...	...	12,490,730
...	458,450	1	...	...	(130,873)	327,578	Gestion et administration	125,081	202,497	...	350,813
...	**1,485,450**	**2**	**...**	**6,790,457**	**(130,873)**	**8,145,036**	**Total du programme**	**8,188,849**	**(43,813)**	**...**	**14,002,899**
							Gendarmerie royale du Canada				
							Subventions				
							Administration				
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	2,500	...	...	2,500
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Association internationale des chefs de police	1,804	696	...	...
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	772,352	227,648	...	620,781
...	30,261,000	...	...	...	(677,242)	29,583,758	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	29,583,758	...	...	28,820,297
...	3,720,000	...	...	...	982,097	4,702,097	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	4,702,097	...	...	3,895,392
...	87,000	...	...	...	(2,223)	84,777	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	84,777	...	...	85,181
...	**35,073,000**	**...**	**...**	**...**	**302,632**	**35,375,632**	**Total—Subventions**	**35,147,288**	**228,344**	**...**	**33,424,151**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Services judiciaires				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	381,189	126,811	...	398,079
...	**508,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**508,000**	**Total—Contributions**	**381,189**	**126,811**	**...**	**398,079**
							Sommaire du programme par activité				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Services judiciaires	381,189	126,811	...	398,079
...	35,073,000	...	...	...	302,632	35,375,632	Administration	35,147,288	228,344	...	33,424,151
...	**35,581,000**	**...**	**...**	**...**	**302,632**	**35,883,632**	**Total du programme**	**35,528,477**	**355,155**	**...**	**33,822,230**
...	**41,287,450**	**2**	**...**	**6,704,523**	**171,759**	**48,163,734**	**Total du ministère**	**47,830,858**	**332,876**	**...**	**51,863,372**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Application des lois et des décrets fédéraux			
Police des Autochtones	11,545,000	7,183,934	4,033,309
Services de police à contrat			
Provinces/Territoires	346,890,000	374,406,408	342,957,047
Municipalités	163,843,000	198,422,908	163,205,328
	510,733,000	572,829,316	506,162,375
Services judiciaires			
Système de récupération de renseignements judiciaires	2,711,000	3,206,828	2,918,765
Administration			
Divers	640,000	494,301	314,215
Total du programme—Budgétaire	**525,629,000**	**583,714,379**	**513,428,664**
Total du ministère—Budgétaire	**525,629,000**	**583,714,379**	**513,428,664**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	219,843	23,769
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—Autres départements gouvernementaux	258	...
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	365,847	247,931
	585,948	271,700
Rémunérations de services	157	355
Total du département	**586,105**	**272,055**
Service canadien du renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	83,841	126,059
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	301,345	177,453
	385,186	303,512
Autres recettes non fiscales	44,633	125,329
Total du programme	**429,819**	**428,841**
Service correctionnel		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	107,685	...
Total des recettes fiscales	**107,685**	**...**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	434,034	823,844
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,950,745	1,882,858
	2,384,779	2,706,702
Privilèges, licences et permis—		
Locations	596,536	30,296
Recouvrement de frais universitaires des détenus	...	17,243
Collèges pour les employés—Location—Autres départements gouvernementaux	11,112	...
	607,648	47,539

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Livraison par véhicules du service correctionnel	284	...
Projets de travail des détenus	47,037	...
Service de blanchisserie	132,319	116,592
Contrat pour l'entretien des détenus—(Accords fédéraux-provinciaux)	229,003	362,751
Contrat pour services psychiatriques	827,760	817,265
Frais d'accès à l'information	1,578	1,352
Divers	...	89,290
	1,237,981	1,387,250
Produits des ventes—		
Vente de produits agricoles	215,726	199,206
Vente de cantine des détenus	9,693,480	8,525,807
Vente de produits manufacturés	11,893,671	11,711,255
	21,802,877	20,436,268
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	77,045	74,866
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	1,074	993
Vêtements fournis aux détenus—Y compris les prêts remboursés	50	428
Réclamations de l'État	18,983	13,408
Pertes et bénéfices de change	408	2,916
Vente de repas	79,220	...
Chambre et pension pour détenus	148,423	128,885
Divers	84,100	146,601
	409,303	368,097
Total des recettes non fiscales	**26,442,588**	**24,945,856**
Total du programme	**26,550,273**	**24,945,856**
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de la taxe de vente du gouvernement de l'Ontario	3,682	799
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,038	1,140
Divers	3,011	13,378
	7,731	15,317
Autres recettes non fiscales	5	70
Total du programme	**7,736**	**15,387**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Gendarmerie royale du Canada		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	92,757	...
Total des recettes fiscales	92,757	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Intérêt	18,140	3,659
Virement des bénéfices	19,278	215,233
	37,418	218,892
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement par les provinces pour diverses enquêtes	591,692	996,523
Remboursement pour services rendus à d'autres départements gouvernementaux	1,511,711	519,338
Remboursement pour réparation aux véhicules automobiles	384,264	235,589
Recouvrements de firmes privées	579,754	924,620
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	10,572,297	1,462,037
Divers	3,682	8,760
	13,643,400	4,146,867
Privilèges, licences et permis—		
Location de bâtiments et terrains publics	4,877,593	4,416,640
Stationnement	46,845	52,899
	4,924,438	4,469,539
Rémunérations de services—		
Accès à l'information	1,655	2,263
Produits des ventes—		
Vente de matériel aux manufacturiers	1,523,777	966,604
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	362,021	254,927
Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	194,220	127,957
Mess de la GRC—Repas—		
Déductions sur la liste de paye	1,561,749	895,059
Récépissés de caisse imposables	999,671	961,572
Récépissés de caisse non imposables	1,174,018	1,182,136
Versements de pension quotidienne aux Mess	407,956	374,951
Vente de munitions aux membres	2,200	4,348
Vente de fourniture d'alcotest	24,600	12,870
Vente—Rapport d'accident/photo	86,688	60,527
Frais—Abonnement trimestriel	119,597	90,785
Ventes diverses	19,845	1,371
	6,476,342	4,933,107

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Paiement au fonds de pension des officiers de la GRC	23,475	24,044
Paiement pour représentations du Carrousel	52,500	70,500
Fixation de dommages imposés à des membres—Véhicules automobiles	1,569	5,088
Paiement pour services de formation au Dépôt	51,501	73,716
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	62	269
Remboursement d'assurance—Membres accidentés, blessés	124,350	104,767
Divers	220,259	575,096
	473,716	853,480
Total des recettes non fiscales	**25,556,969**	**14,624,148**
Total du programme	**25,649,726**	**14,624,148**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	200,442	...
Total des recettes fiscales	200,442	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	37,418	**218,892**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	17,007,044	**7,444,098**
Privilèges, licences et permis	5,532,086	**4,517,078**
Rémunérations de services	1,239,793	**1,389,868**
Produits des ventes	28,279,219	**25,369,375**
Autres recettes non fiscales	927,657	**1,346,976**
Total des recettes non fiscales	53,023,217	**40,286,287**
Total du ministère	**53,223,659**	**40,286,287**

SECTION 28

COMPTES PUBLICS
1990-91

Transports

Département
Tribunal de l'aviation civile
Administrateur de l'Office du transport du grain
Office national des transports

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	28.2
Sommaire du ministère	28.5
Programmes par activité	28.9
Paiements de transfert	28.12
Détail des montants portés au crédit	28.19
Recettes	28.20

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux et exploiter certains éléments du système.

Description des activités

Politiques et coordination

L'activité de Politiques et coordination est chargée des fonctions suivantes: coordonner la politique sur les transports, qui comprend les modes de transport maritime, aérien et de surface et les sociétés d'État; fournir des services de secrétariat; faire respecter la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi canadienne sur les droits de la personne; planifier et élaborer les politiques stratégiques à court et à long terme; effectuer les analyses économiques; veiller à la recherche et au développement; gérer l'aide financière pour les systèmes de transport maritime, aérien et de surface, ce qui comprend VIA Rail, le programme des wagons-trémies et de la remise en état des embranchements, les ententes de développement économique et régional (EDER), le programme de conteneurisation du chemin de fer de Terre-Neuve, les services de traversiers composés de Marine Atlantique, d'exploitants privés et d'autorités provinciales, la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve, la Société canadienne des ports et l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (ponts Jacques Cartier et Champlain).

Marine/Garde côtière canadienne

Les activités de transport maritime englobent la prestation de services de navigation maritime dont les aides à la navigation de courte et de longue portée, les voies navigables, la gestion du trafic maritime, les services de communication radio et les messages de sécurité, la prestation d'aide dans les eaux recouvertes de glace; la surveillance et le contrôle des conditions de glaces pouvant être dangereuses; la fourniture d'installations et de services à d'autres ministères et organismes; la coordination du réapprovisionnement des localités du Nord; l'aide à la recherche et au développement des transports dans l'Arctique, des services directs à la suite de l'engagement du gouvernement fédéral envers la recherche et le sauvetage maritimes appuyés par le recours aux organismes canadiens auxiliaires de sauvetage maritime; la promotion de la sécurité de la navigation de plaisance; l'élaboration, la promulgation et l'application de politiques, de règlements et de normes ayant trait au transport maritime; la planification d'urgence et le nettoyage de la pollution; l'aménagement, l'administration et l'entretien des havres et ports publics.

D'autres activités sont également assurés par des sociétés d'État et d'autres entités des services de pilotage dans les eaux canadiennes; l'élaboration, l'exploitation et l'entretien de neuf commissions de port et l'exploitation du N.M. Arctic.

Aviation

Le Groupe de l'aviation est chargé de l'élaboration et de l'exploitation des services et des installations essentiels de navigation aérienne dont la formulation de politiques, de plans et de procédures, les services d'inspection et d'étalonnage en vol et d'information aéronautique; de la fourniture d'installations, d'équipement et de systèmes électroniques fiables de navigation aérienne; du maintien du débit sûr, ordonné et rapide du trafic aérien au moyen du contrôle et du guidage des mouvements d'aéronefs dans l'espace aérien et dans les aires de manoeuvre d'aéroport; de la réglementation et du contrôle des activités de l'aviation civile dont la détection des conditions dangereuses; de la promotion de la sécurité et de la prestation de services de vol à Transports Canada et à d'autres organismes et ministères fédéraux.

Aéroports

Aéroports est chargé d'élaborer, de maintenir et d'exploiter les services et les installations essentiels aux aéroports civils du Canada, en appliquant une gestion commerciale pour éventuellement atteindre l'autonomie. Les opérations aéroportuaires portent sur la prestation de services aux passagers et aux aéronefs comme le contrôle de sécurité des passagers et des bagages, les services de sauvetage et d'extinction des incendies d'aéronef et la maintenance et l'entretien des installations aéroportuaires dont les aérogares, les garages de stationnement, les pistes, les routes et l'équipement mécanique et électrique. Transports Canada exploite 8 grands aéroports et 97 aéroports nationaux, régionaux et locaux.

Surface

Le Groupe de la surface est chargé des tâches suivantes: l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle des politiques et des programmes concernant la réglementation de la sécurité routière et ferroviaire et des véhicules automobiles, le transport des marchandises dangereuses, ainsi que l'élaboration, la préparation et le maintien des pratiques et des plans d'urgence pour les modes de transport de surface durant les urgences nationales.

Administration du ministère

L'activité de l'Administration du ministère fournit orientation et gestion au ministère et aux sociétés d'État par l'intermédiaire des bureaux des adjoints principaux et des cabinets du Ministre, du Ministre d'État et du sous-ministre. Le sous-ministre adjoint (S-MA) des Finances et de l'Administration contrôle et dessert le ministère, de façon centralisée, au chapitre des finances, de la planification et de la programmation, du recouvrement des coûts et de l'évaluation économique, des services administratifs généraux, des systèmes de gestion, des communications et de l'informatique et de la gestion des biens et des services des marchés. Le S-MA du Personnel contrôle et fournit de façon centralisée les services de personnel et de formation au ministère. Citons, parmi les autres services, la vérification interne, la revue et l'évaluation des programmes, les affaires publiques, le contentieux, la sécurité et la sûreté et la planification d'urgence.

Tribunal de l'aviation civile

Objectif

Fournir aux milieux de l'aviation l'occasion d'en appeler des décisions concernant l'application de la Loi sur l'aéronautique ou les peines imposées en vertu de cette loi.

Description de l'activité

Révisions et appels

Prévoir le fonctionnement d'un tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant des milieux de l'aviation concernant la révision des décisions d'application de la Loi sur l'aéronautique et/ou les peines imposées par le ministre des Transports en vertu de cette loi; tenir des audiences pour ces appels; conseiller au Ministre de maintenir ses décisions, de les remplacer par des décisions du tribunal ou encore de revenir sur ses décisions.

Administrateur de l'Office du transport du grain

Objectif

Assurer, en ce qui a trait à des aspects précis du système de manutention et de transport des céréales, le transport rapide, efficace et organisé à destination des céréales produites dans l'Ouest canadien à l'intérieur du pays et aux divers points d'exportation.

Description de l'activité

Administrateur de l'Office du transport du grain

Coordination et gestion de la manutention et du transport des céréales afin d'assurer le transport rapide, efficace et organisé des céréales pour servir le mieux possible les intérêts des céréaliculteurs. Ces activités comprennent notamment: l'affectation de wagons aux expéditeurs de céréales; la définition, l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures visant à assurer l'efficacité du système; l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système conceptuel d'évaluation des objectifs de rendement pour les participants au système; la gestion de la flotte de wagons-trémies du gouvernement; l'administration des ententes sur le transport routier; la prestation de fonctions de secrétariat, de services de recherche et de soutien au Comité supérieur du transport du grain; la mise sur pied d'un programme d'information publique à l'intention des céréaliculteurs et d'autres parties intéressées en ce qui a trait à l'évaluation et à la performance du système.

Office national des transports

Objectif

Favoriser la mise en oeuvre de la politique nationale des transports par la réglementation économique des transporteurs et des modes de transport qui relèvent de la compétence du gouvernement fédéral.

Description des activités

Subventions au transport

Paiement de subventions à l'appui des services de transport; détermination des frais et des pertes ferroviaires, et des prix du transport des marchandises; calcul des prix compensatoires déterminés par la loi qui régit le transport du grain de l'Ouest et du canola; vérification des frais facturés à VIA Rail; réglementation des pratiques comptables des chemins de fer; évaluation des propositions de rationalisation du réseau ferroviaire.

Entrée sur le marché et analyse du marché

Délivrance de licences aux transporteurs canadiens et étrangers pour exploitation de services intérieurs et de services internationaux desservant le Canada; application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office, ainsi que des accords internationaux; participation à la négociation et à la mise en oeuvre d'accords internationaux de services aériens; contrôle et analyse des répercussions de la réglementation économique sur le secteur des transports.

Règlement des différends

Règlement de différends et traitement des plaintes et des demandes faites par des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et d'autres parties, au moyen d'enquêtes officieuses et officielles, de la médiation et l'arbitrage; enquêtes, par suite d'une plainte, sur les projets d'acquisition et de fusion touchant des entreprises canadiennes de transport; dépôt de contrats confidentiels; examen et dépôt de divers tarifs et documents connexes exigés aux termes de diverses lois et divers règlements du gouvernement fédéral; réglementation et tenue d'enquêtes sur les questions relatives au transport des personnes handicapées.

Gestion et administration

Fonctions des membres, de l'exécutif et de la haute direction ainsi que les services administratifs et juridiques nécessaires aux activités de réglementation de l'Office.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	596,402,000	...	...	596,402,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	59,000,000	...	59,000,000	1b	Virement de $37,014,000 du crédit 5 (Transports)				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $84,737,000 du crédit 5 (Transports), de $4,800,000 du crédit 10 (Transports) et de $2,695,999 du crédit 30 (Transports)				
...	...	...	121,751,000	121,751,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	4,800,000	4,800,000		crédit 10				
...	...	...	2,695,999	2,695,999		crédit 30				
...	...	...	52,856,000	52,856,000		CT, crédit 5[1]				
...	596,402,000	59,000,001	182,102,999	837,505,000		Total—Crédit 1	785,721,744	51,783,256	...	708,717,324
...	622,612,000	...	...	622,612,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(121,751,000)	(121,751,000)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,135,999)	(1,135,999)		crédit 10				
...	...	...	(20,074,134)	(20,074,134)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	622,612,000	...	(142,961,133)	479,650,867		Total—Crédit 5	466,206,379	13,444,488	...	583,156,136
...	256,851,117	...	...	256,851,117	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Virement de $1,135,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	1,135,999	1,135,999		Virement du crédit 5				
...	...	...	(4,800,000)	(4,800,000)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(1,443,999)	(1,443,999)		crédit 18c				
...	...	...	(1,984,999)	(1,984,999)		crédit 20				
...	...	...	(9,599,999)	(9,599,999)		crédit 40				
...	256,851,117	1	(16,692,998)	240,158,120		Total—Crédit 10	222,550,455	17,607,665	...	248,012,101
...	200,000	...	...	200,000	15	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique	200,000	...	...	...
...	...	1	...	1	18c	Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs—Virement de $1,443,999 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	1,443,999	1,443,999		Virement du crédit 10				
...	...	1	1,443,999	1,444,000		Total—Crédit 18c	1,444,000	...	...	...
...	375,000	...	...	375,000	20	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $1,984,999 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	1,984,999	1,984,999		Virement du crédit 10				
...	375,000	1	1,984,999	2,360,000		Total—Crédit 20	2,131,307	228,693	...	1,672,590
...	5,459,000	...	...	5,459,000	25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $2,303,999 du crédit 35 (Transports)				
...	...	...	2,303,999	2,303,999		Virement du crédit 35				
...	5,459,000	1	2,303,999	7,763,000		Total—Crédit 25	7,763,000	...	...	7,739,583

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses principal	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	30,630,000	...	...	30,630,000	30	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée				
...	...	...	(2,695,999)	(2,695,999)		Virement au crédit 1				
...	30,630,000	...	(2,695,999)	27,934,001		Total—Crédit 30	27,934,000	1	...	13,947,832
...	23,350,000	...	...	23,350,000	35	Paiements à la Société canadienne des ports				
...	...	...	(2,303,999)	(2,303,999)		Virement au crédit 25				
...	23,350,000	...	(2,303,999)	21,046,001		Total—Crédit 35	20,007,609	1,038,392	...	5,403,095
...	136,800,000	...	...	136,800,000	40	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	...	1	...	1	40c	Virement de $9,599,999 du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	9,599,999	9,599,999		Virement du crédit 10				
...	136,800,000	1	9,599,999	146,400,000		Total—Crédit 40	143,947,000	2,453,000	...	265,466,477
...	435,000,000	...	...	435,000,000	45	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	...	6,500,000	...	6,500,000	45c	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	435,000,000	6,500,000	...	441,500,000		Total—Crédit 45	441,483,696	16,304	...	521,119,582
...	27,300,000	...	...	27,300,000	50	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	27,300,000	...	...	26,900,000
...	37,000	...	...	37,000	55	Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	16,431	20,569	...	82,457
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
322,456,852	(94,234,000)	17,434,000	76,800,000	322,456,852	(S)	Fonds renouvelable des aéroports				
...	...	1	...	1	2c	Fonds renouvelable des aéroports—Conformément à l'article 12 de la Loi sur les Fonds renouvelable, S.R.C. 1985, c. R-8, pour abroger l'article 10 de ladite Loi, au 31 mars 1991				
					(S)	Abolition du Fonds renouvelable des aéroports—Approuvée par le Conseil du Trésor, pour autoriser la remise de fonds et le virement des actifs nets et des responsabilités pour la continuation des services aux aéroports.				
...	...	...	1,444,679,000	1,444,679,000						
...	...	...	(1,360,690,000)	(1,360,690,000)		Virement du capital d'apport sur l'imputation nette accumulée sous l'autorisation du fonds				
...	...	...	(83,989,000)	(83,989,000)		Virement du surplus accumulé sur l'imputation nette accumulée sous l'autorisation du fonds				
322,456,852	(94,234,000)	17,434,001	76,800,000	322,456,853		Total—Fonds renouvelable des aéroports	(96,435,427)	418,892,280	...	(58,536,181)
...	2,600,000	...	(837,977)	1,762,023	(S)	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	1,762,023	...	...	3,324,449

...	128,848,000	...	9,382,000	138,230,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138,230,000	...	...	118,760,000
...	...	...	103,355	103,355	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	103,355	...	...	...
...	...	...	2,173,454	2,173,454	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	2,173,454	...	...	84,493
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	26,650,000
322,456,852	2,172,279,517	82,934,007	120,403,123	2,698,073,499		Total budgétaire	2,192,588,851	505,484,648	...	2,472,548,138
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société canadienne des ports pour fonds de roulement en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, articles 26 et 52. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 28. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,260,000
20,000,000	...	...	...	20,000,000		Total non budgétaire	...	...	20,000,000	17,260,000
						Total du département—				
322,456,852	**2,172,279,517**	**82,934,007**	**120,403,123**	**2,698,073,499**		**Budgétaire**	**2,192,588,851**	**505,484,648**	**...**	**2,472,548,138**
20,000,000	**...**	**...**	**...**	**20,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**20,000,000**	**17,260,000**
						Bureau canadien de la sécurité aérienne				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,368,812
...	**...**	**...**	**...**	**...**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**17,368,812**
						Tribunal de l'aviation civile				
...	915,000	...	...	915,000	60	Dépenses du programme	711,744	203,256	...	820,945
...	72,000	...	...	72,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72,000	...	...	67,000
...	**987,000**	**...**	**...**	**987,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**783,744**	**203,256**	**...**	**887,945**
						Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	6,085,000	...	...	6,085,000	65	Dépenses du programme	4,307,835	1,777,165	...	3,874,094
...	240,000	...	...	240,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	240,000	...	...	224,000
...	**6,325,000**	**...**	**...**	**6,325,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,547,835**	**1,777,165**	**...**	**4,098,094**
						Office national des transports				
...	31,649,000	...	...	31,649,000	70	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,415,800	1,415,800		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	31,649,000	...	1,415,800	33,064,800		Total—Crédit 70	32,883,722	181,078	...	33,504,434
...	14,178,000	...	...	14,178,000	75	Contributions	10,695,826	3,482,174	...	10,958,180
...	633,200,000	12,012,000	(274,767)	644,937,233	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	644,937,233	...	...	568,754,615
...	7,000,000	14,637,000	(1,345,852)	20,291,148	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	20,291,148	...	...	32,207,332
...	28,760,000	1,220,000	(9,031,652)	20,948,348	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	20,948,348	...	...	18,287,700
...	85,451,000	4,284,000	(2,667,746)	87,067,254	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique	87,067,254	...	...	86,481,452

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	3,791,000	...	276,000	4,067,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,067,000	...	...	3,967,000
...	**804,029,000**	**32,153,000**	**(11,628,217)**	824,553,783		**Total du programme—Budgétaire**	820,890,531	**3,663,252**	...	**754,160,713**
						Total du ministère—				
322,456,852	**2,983,620,517**	**115,087,007**	**108,774,906**	3,529,939,282		Budgétaire	3,018,810,961	**511,128,321**	...	**3,249,063,702**
20,000,000	...	...	...	20,000,000		Non budgétaire	...	...	**20,000,000**	**17,260,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	697,315,000	6,500,004	965,000	5,115,296	87,739	...	709,983,039	Politiques et coordination	706,675,801	3,307,238	...	906,595,422
...	515,684,000	...	18,999,000	28,100,900	4,125,457	(15,044,000)	551,865,357	Marine/Garde côtière canadienne	548,105,058	3,760,299	...	496,272,568
...	549,328,000	59,000,000	16,029,000	68,506,000	3,323,360	(417,414,000)	278,772,360	Aviation	231,794,738	46,977,622	...	274,828,580
322,456,852	498,608,000	17,434,001	1,790,000	15,988,627	77,566,602	(797,220,000)	136,624,082	Aéroports	(294,964,068)	431,588,150	...	(352,802,595)
...	36,760,000	...	609,000	2,608,000	(45,903)	...	39,931,097	Surface	39,056,018	875,079	...	34,567,991
...	158,176,400	1	14,464,000	19,261,174	3,401,979	(9,069,000)	186,234,554	Administration du ministère	186,729,543	(494,989)	...	166,984,721
...	(1,238,747,000)	...	...	...	...	1,238,747,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
322,456,852	1,217,124,400	82,934,006	52,856,000	139,579,997	88,459,234	...	1,903,410,489	Total—Fonctionnement	1,417,397,090	486,013,399	...	1,526,446,687
								Capital				
...	1,173,000	...	...	(684,800)	...	...	488,200	Politiques et coordination	382,232	105,968	...	969,820
...	219,846,000	...	...	(51,003,000)	(8,705,000)	...	160,138,000	Marine/Garde côtière canadienne	147,940,780	12,197,220	...	211,682,586
...	305,097,000	...	...	(55,273,000)	(11,540,000)	...	238,284,000	Aviation	235,110,292	3,173,708	...	242,345,833
...	154,968,000	...	...	(15,872,000)	...	...	139,096,000	Aéroports	150,242,299	(11,146,299)	...	217,231,681
...	3,213,000	...	...	169,000	...	...	3,382,000	Surface	3,300,765	81,235	...	3,192,026
...	11,407,000	...	...	(223,199)	170,866	...	11,354,667	Administration du ministère	13,902,915	(2,548,248)	...	19,342,955
...	695,704,000	...	...	(122,886,999)	(20,074,134)	...	552,742,867	Total—Capital	550,879,283	1,863,584	...	694,764,901
								Paiements de transfert				
...	185,424,000	...	...	(4,827,698)	(837,977)	...	179,758,325	Politiques et coordination	169,160,063	10,598,262	...	184,256,309
...	1,859,117	...	...	250,000	...	...	2,109,117	Marine/Garde côtière canadienne	1,838,689	270,428	...	2,034,676
...	394,000	...	...	2,312,000	...	...	2,706,000	Aviation	2,390,897	315,103	...	741,157
...	49,410,000	1	...	(9,267,300)	...	...	40,142,701	Aéroports	34,394,896	5,747,805	...	47,664,436
...	22,044,000	...	...	(5,510,000)	...	...	16,534,000	Surface	16,168,764	365,236	...	16,529,265
...	320,000	...	...	350,000	...	...	670,000	Administration du ministère	359,169	310,831	...	110,707
...	259,451,117	1	...	(16,692,998)	(837,977)	...	241,920,143	Total—Paiements de transfert	224,312,478	17,607,665	...	251,336,550
								Non budgétaire				
								Sociétés d'État:				
20,000,000	...	...	...	...	...	...	20,000,000	Politiques et coordination	...	...	20,000,000	17,260,000
								Sommaire du département				
								Politiques et coordination—				
...	883,912,000	6,500,004	965,000	(397,202)	(750,238)	...	890,229,564	Budgétaire	876,218,096	14,011,468	...	1,091,821,551
20,000,000	...	...	...	...	...	...	20,000,000	Non budgétaire	...	...	20,000,000	17,260,000
...	722,345,117	...	18,999,000	(22,652,100)	(4,579,543)	...	714,112,474	Marine/Garde côtière canadienne	697,884,527	16,227,947	...	709,989,830
...	437,405,000	59,000,000	16,029,000	15,545,000	(8,216,640)	...	519,762,360	Aviation	469,295,927	50,466,433	...	517,915,570
322,456,852	(94,234,000)	17,434,002	1,790,000	(9,150,673)	77,566,602	...	315,862,783	Aéroports	(110,326,873)	426,189,656	...	(87,906,478)

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	62,017,000	...	609,000	(2,733,000)	(45,903)	...	59,847,097	Surface	58,525,547	1,321,550	...	54,289,282
...	160,834,400	1	14,464,000	19,387,975	3,572,845	...	198,259,221	Administration du ministère	200,991,627	(2,732,406)	...	186,438,383
								Total du département—				
322,456,852	**2,172,279,517**	**82,934,007**	**52,856,000**	...	**67,547,123**	...	**2,698,073,499**	**Budgétaire**	**2,192,588,851**	**505,484,648**	...	**2,472,548,138**
20,000,000	...	...	...	...	...	...	**20,000,000**	**Non budgétaire**	...	...	**20,000,000**	**17,260,000**
								Bureau canadien de la sécurité aérienne				
								Fonctionnement				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	16,453,081
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	915,731
...	...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	**17,368,812**
								Tribunal de l'aviation civile				
								Fonctionnement				
...	987,000	...	...	...	...	...	987,000	Révisions et appels	783,744	203,256	...	887,945
...	**987,000**	...	...	...	...	...	**987,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**783,744**	**203,256**	...	**887,945**
								Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	3,252,000	...	...	(70,000)	...	...	3,182,000	Fonctionnement	2,774,108	407,892	...	2,518,150
...	141,000	...	...	70,000	...	...	211,000	Capital	149,339	61,661	...	79,144
...	2,932,000	...	...	...	...	...	2,932,000	Paiements de transfert	1,624,388	1,307,612	...	1,500,800
...	**6,325,000**	...	...	...	...	...	**6,325,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,547,835**	**1,777,165**	...	**4,098,094**
								Office national des transports				
								Fonctionnement				
...	7,576,000	...	99,000	(22,000)	58,649	...	7,711,649	Subventions au transport	7,047,082	664,567	...	5,800,644
...	6,286,000	...	580,000	(128,000)	50,384	...	6,788,384	Entrée sur le marché et analyse du marché	6,814,215	(25,831)	...	6,367,789
...	7,127,000	...	467,000	(103,000)	59,298	...	7,550,298	Règlement des différends	7,219,113	331,185	...	6,990,803
...	13,964,000	...	269,800	(60,000)	107,669	...	14,281,469	Gestion et administration	14,549,725	(268,256)	...	14,567,494
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,391,665
...	34,953,000	...	1,415,800	(313,000)	276,000	...	36,331,800	Total—Fonctionnement	35,630,135	701,665	...	36,118,395

								Capital				
...	50,000	...	...	31,000	...	...	81,000	Subventions au transport	136,898	(55,898)	...	102,381
...	63,000	...	...	79,000	...	...	142,000	Entrée sur le marché et analyse du marché	274,266	(132,266)	...	192,048
...	20,000	...	...	55,000	...	...	75,000	Règlement des différends	169,978	(94,978)	...	240,455
...	354,000	...	...	148,000	...	...	502,000	Gestion et administration	739,445	(237,445)	...	756,714
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	61,441
...	487,000	...	...	313,000	...	...	800,000	Total—Capital	1,320,587	(520,587)	...	1,353,039
								Paiements de transfert				
...	768,589,000	32,153,000	...	...	(13,320,017)	...	787,421,983	Subventions au transport	783,939,809	3,482,174	...	716,689,279
								Sommaire du programme				
...	776,215,000	32,153,000	99,000	9,000	(13,261,368)	...	795,214,632	Subventions au transport	791,123,789	4,090,843	...	722,592,304
...	6,349,000	...	580,000	(49,000)	50,384	...	6,930,384	Entrée sur le marché et analyse du marché	7,088,481	(158,097)	...	6,559,837
...	7,147,000	...	467,000	(48,000)	59,798	...	7,625,298	Règlement des différends	7,389,091	236,207	...	7,231,258
...	14,318,000	...	269,800	88,000	107,669	...	14,783,469	Gestion et administration	15,289,170	(505,701)	...	15,324,208
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,453,106
...	**804,029,000**	**32,153,000**	**1,415,800**	**...**	**(13,044,017)**	**...**	824,553,783	**Total du programme—Budgétaire**	820,890,531	**3,663,252**	**...**	**754,160,713**
								Total du ministère—				
322,456,852	**2,983,620,517**	**115,087,007**	**54,271,800**	**...**	**54,503,106**	**...**	3,529,939,282	Budgétaire	3,018,810,961	**511,128,321**	**...**	**3,249,863,702**
20,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	20,000,000	Non budgétaire	...	**...**	**20,000,000**	**17,260,000**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses principal	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Departement				
							Subventions				
							Politiques et coordination				
...	17,835,000	...	...	(19,540)	...	17,815,460	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversiers et de cabotage pour marchandises et voyageurs	17,815,157	303	...	16,984,610
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Subvention à l'Institute of Risk Research de l'Université de Waterloo, pour appuyer les objectifs du programme de recherche et de développement de Transports Canada, afin de favoriser la compilation de renseignements et de méthodologies sur la gestion des risques, y compris des renseignements sur les risques liés au transport de marchandises dangereuses	50,000	...	...	50,000
...	17,885,000	...	...	(19,540)	...	17,865,460		17,865,157	303	...	17,034,610
							Marine/Garde côtière canadienne				
...	150	...	...	...	...	150	Subvention à la Writers' Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award	150	...	...	150
							Services nautiques—Subventions aux organismes d'aide aux marins:				
...	300	...	...	...	...	300	Welland Canal Mission for Sailors	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen, Toronto (Ontario)	300	...	...	300
...	200	...	...	...	...	200	Seamen's Mission Society, Saint John (N-B)	200	...	...	200
...	10,000	...	...	...	...	10,000	British Sailors' Society (Canada)	10,000	...	...	10,000
...	600	...	...	...	...	600	Mariners' House of Montreal, Montréal (Québec)	600	...	...	600
...	300	...	...	...	...	300	Mission to Seamen—Section de Lakehead	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen—Sarnia et Windsor	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Seafarer's Club—Prince Rupert (C-B)	300	...	...	300
...	1,667	...	...	...	...	1,667	Inspection de navires à vapeur—Subvention au Conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique	1,667	...	...	1,667
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention à l'Association des ports et havres du Canada	5,000	...	...	2,326
...	19,117	...	...	...	...	19,117		19,117	...	...	16,443

							Aviation				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Aéro Club du Canada (anciennement Association royale canadienne des aéroclubs)	25,000	...	...	25,000
...	4,000	...	...	...	...	4,000	Subvention à l'Association des gens de l'air du Québec pour l'avancement des intérêts du Québec dans le domaine de l'aviation	4,000	...	...	4,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	90,000
...	29,000	...	...	...	...	29,000		29,000	...	...	119,000
							Surface				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	150,000
							Administration du ministère				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Comité de la Semaine nationale des transports	20,000	...	...	20,000
...	**17,953,117**	**...**	**...**	**(19,540)**	**...**	**17,933,577**	**Total—Subventions**	**17,933,274**	**303**	**...**	**17,340,053**
							Contributions				
							Politiques et coordination				
...	185,000	...	...	...	...	185,000	Association des routes et transports du Canada	184,920	80	...	322,872
							Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional:				
...	31,300,000	...	...	5,402,000	...	36,702,000	Province de Terre-Neuve (Entente sur le développement économique et régional)	36,701,453	547	...	43,779,625
...	28,210,000	...	...	(12,178,196)	...	16,031,804	Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional)	10,798,091	5,233,713	...	9,100,972
...	3,375,000	...	...	(1,295,500)	...	2,079,500	Province de l'Île-du-Prince-Édouard (Accord de coopération sur le développement du transport)	2,078,899	601	...	...
...	10,000,000	...	...	(1,205,000)	...	8,795,000	Province de Terre-Neuve (Accord concernant l'abandon d'exploitation d'un chemin de fer à Terre-Neuve)	8,355,446	439,554	...	...
...	12,653,000	...	...	...	...	12,653,000	Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	12,176,672	476,328	...	10,562,226
...	16,588,000	...	...	...	...	16,588,000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	15,064,077	1,523,923	...	14,866,740
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,652,181	347,819	...	1,681,889

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1989 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard	1,813,761	186,239	...	1,866,615
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Paiements pour un programme d'aide pour le transport des personnes handicapées	597,673	2,327	...	564,506
...	1,181,000	...	...	(226,000)	...	955,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à l'implantation d'un système de contrôle et de réglementation de la circulation à Montréal, aux fins du développement économique et régional	864,802	90,198	...	1,140,870
...	9,586,000	...	...	3,902 998	...	13,488,998	Contributions aux provinces dans le but d'accroître l'efficacité et la sécurité de la route Yellowhead et d'aider au développement économique régional, au développement industriel et au tourisme	13,487,750	1,248	...	11,080,073
...	3,692,000	...	...	1,883,000	...	5,575,000	Contributions aux provinces, aux gouvernements territoriaux et au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé à l'égard des coûts d'élaboration et de mise en application du Code national de sécurité pour les transporteurs routiers commerciaux	5,593,153	(18,153)	...	5,083,172
							Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme:				
...	20,000,000	...	...	(4,160,000)	...	15,840,000	Nouvelle-Écosse	15,649,100	190,900	...	18,819,614
...	22,069,000	...	...	2,500,000	...	24,569,000	Nouveau-Brunswick	24,346,366	222,634	...	22,413,809
...	1,500,000	...	...	...	...	1,500,000	Québec	...	1,500,000	...	...

...	...	...	...	168,000	...	168,000	Contribution à la Borden Mercantile Co. Ltd. pour faciliter la fermeture de la sous-division ferroviaire Cowichan sur l'île de Vancouver	168,000	...	...	...
...	...	...	...	540	...	540	Programme EDER du Manitoba—Contribution pour le Comité consultatif du développement de l'industrie des transports pour le paiement d'une facture en retard de 1989-90	539	1	...	...
...	...	...	...	400,000	...	400,000	Contribution à l'Office de transport du grain pour l'extension de la subvention du transport de la récolte spéciale de grains, pour le fonds d'amélioration du réseau	...	400,000	...	...
...	2,600,000	...	...	...	(837,977)	1,762,023	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	1,762,023	...	...	3,324,449
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	22,614,267
...	167,539,000	...	...	(4,808,158)	(837,977)	161,892,865		151,294,906	10,597,959	...	167,221,699
							Marine/Garde côtière canadienne				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	250,000	...	...	250,000
...	1,500,000	...	...	(8,400)	...	1,491,600	Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents	1,221,251	270,349	...	1,007,643
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Contribution au Conseil des industries forestières de la C-B pour le programme de réduction des débris flottants	90,000	...	...	90,000
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Contribution au district de Port Hardy pour financer partiellement une étude sur le développement d'un plan industriel d'utilisation de l'eau et du terrain pour le district, incluant le port	5,000	...	...	...
...	...	...	...	3,400	...	3,400	Fonds additionnels pour compléter la contribution pour la protection des jetées du pont Laviolette (EDER du Québec)	3,321	79	...	...
...	...	...	...	250,000	...	250,000	Contribution à l'Organisation maritime internationale (OMI) pour le Fonds pour le désastre du Golfe	250,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	670,590
...	1,840,000	...	...	250,000	...	2,090,000		1,819,572	270,428	...	2,018,233
							Aviation				
...	238,000	...	...	412,000	...	650,000	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	342,787	307,213	...	454,706

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	102,000	...	...	...	...	102,000	Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage	94,110	7,890	...	92,451
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage	25,000	...	...	25,000
...	...	...	...	1,900,000	...	1,900,000	Contribution à La Société de Développement de la Baie James (SDBJ) pour la construction d'installations abritant une station d'information de vol à l'aéroport de La Grande Rivière	1,900,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	365,000	...	...	2,312,000	...	2,677,000		2,361,897	315,103	...	622,157
							Aéroports				
...	15,100,000	1	...	(1,189,200)	...	13,910,801	Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres	13,932,793	(21,992)	...	13,884,453
							Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres et des installations connexes:				
							Principales contributions—				
...	2,800,000	...	...	(1,950,000)	...	850,000	Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Red Bay, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville et Hopedale)	843,917	6,083	...	3,411,276
...	11,000,000	...	...	(2,131,200)	...	8,868,800	Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit	7,628,647	1,240,153	...	7,920,389
...	510,000	...	...	(163,700)	...	346,300	Autres améliorations d'aéroports, y compris les ententes pour le développement économique et régional du Manitoba	336,300	10,000	...	3,492,868
...	20,000,000	...	...	(3,833,200)	...	16,166,800	Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres, et des installations connexes	11,653,239	4,513,561	...	18,955,450
...	49,410,000	1	...	(9,267,300)	...	40,142,701		34,394,896	5,747,805	...	47,664,436

						Surface				
						Paiements à l'appui du déplacement de lignes de chemin de fer de Regina, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil				
...	6,957,000	...	...	(6,957,000)	...	...	...	...	...	...
						Paiements à l'appui de croisements étagés approuvés selon la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer				
...	5,000,000	...	...	1,297,000	...	6,297,000	6,171,899	125,101	...	9,061,849
						Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la Loi sur la sécurité ferroviaire				
...	10,000,000	...	...	...	...	10,000,000	9,785,948	214,052	...	7,006,111
						Contributions à des organismes de recherche choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherche et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers				
...	87,000	...	...	...	...	87,000	60,917	26,083	...	62,895
						Contribution à l'Opération Gareautrain en support d'un programme national d'information sur les dangers des traverses de voies ferrées sur les grandes routes				
...	...	...	...	150,000	...	150,000	150,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	248,410
...	22,044,000	...	...	(5,510,000)	...	16,534,000		16,168,764	365,236	...	16,379,265
						Administration du ministère				
						Contributions afin d'aider à financer les études de faisabilité sur la cession d'aéroports				
...	300,000	...	...	...	...	300,000	49,169	250,831	...	90,707
						Affectation au Groupe de travail sur la cession des aéroports en 1990-91 dans le but de faire une contribution aux aéroports de Montréal (EDER du Québec)				
...	...	...	...	200,000	...	200,000	200,000	...	...	...
						Contribution à l'Institut international de formation en gestion aéronautique civile (IIFGA) pour la mise en place d'un programme national de formation en gestion de l'Aviation				
...	...	...	...	150,000	...	150,000	90,000	60,000	...	...
...	300,000	...	...	350,000	...	650,000		339,169	310,831	...	90,707
...	**241,498,000**	**1**	**...**	**(16,673,458)**	**(837,977)**	**223,986,566**	**Total—Contributions**	**206,379,204**	**17,607,362**	**...**	**233,996,497**
						Sommaire du département par activité				
...	185,424,000	...	...	(4,827,698)	(837,977)	179,758,325	Politiques et coordination	169,160,063	10,598,262	...	184,256,309
...	1,859,117	...	...	250,000	...	2,109,117	Marine/Garde côtière canadienne	1,838,689	270,428	...	2,034,676
...	394,000	...	...	2,312,000	...	2,706,000	Aviation	2,390,897	315,103	...	741,157
...	49,410,000	1	...	(9,267,300)	...	40,142,701	Aéroports	34,394,896	5,747,805	...	47,664,436
...	22,044,000	...	...	(5,510,000)	...	16,534,000	Surface	16,168,764	365,236	...	16,529,265
...	320,000	...	...	350,000	...	670,000	Administration du ministère	359,169	310,831	...	110,707
...	**259,451,117**	**1**	**...**	**(16,692,998)**	**(837,977)**	**241,920,143**	**Total du département**	**224,312,478**	**17,607,665**	**...**	**251,336,550**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Administrateur de l'Office du transport du grain				
							Contributions				
...	2,932,000	...	...	...	...	2,932,000	Contributions dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau	1,624,388	1,307,612	...	1,500,800
...	**2,932,000**	...	...	...	...	**2,932,000**	**Total du programme**	**1,624,388**	**1,307,612**	...	**1,500,800**
							Office national des transports				
							Contributions				
							Subventions au transport				
...	14,178,000	...	...	...	...	14,178,000	Paiements aux compagnies ferroviaires en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	10,695,826	3,482,174	...	10,958,180
...	85,451,000	4,284,000	...	...	(2,667,746)	87,067,254	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	87,067,254	...	...	86,481,452
...	633,200,000	12,012,000	...	...	(274,767)	644,937,233	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	644,937,233	...	...	568,754,615
...	7,000,000	14,637,000	...	...	(1,345,852)	20,291,148	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu des articles 261, 262, 270 et 281 de la Loi sur les chemins de fer	20,291,148	...	...	32,207,332
...	28,760,000	1,220,000	...	...	(9,031,652)	20,948,348	(S) Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	20,948,348	...	...	18,287,700
...	**768,589,000**	**32,153,000**	...	...	**(13,320,017)**	787,421,983	**Total du programme**	783,939,809	**3,482,174**	...	**716,689,279**
...	**1,030,972,117**	**32,153,001**	...	**(16,692,998)**	**(14,157,994)**	1,032,274,126	Total du ministère	1,009,876,675	**22,397,451**	...	**969,526,629**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Marine/Garde côtière canadienne			
Réapprovisionnement de l'Arctique	13,300,000	12,076,516	12,040,730
Déductions des employés pour la location de logements	493,000	418,480	412,440
Activité des ateliers de Prescott	100,000	166,696	101,736
Sommes recouvrées auprès du département de l'Environnement pour des services de télécommunications maritimes	29,000	28,700	11,000
Sommes recouvrées auprès du département des Pêches et des Océans pour les services d'hélicoptères maritimes	1,118,000	263,320	108,557
Sommes recouvrées auprès du groupe de l'Aviation	...	...	3,500
Divers	4,000	1	...
	15,044,000	12,953,713	12,677,963
Aviation			
Location et licences	1,798,000	2,193,252	1,907,883
Droit en route (international)	28,152,000	28,424,922	29,833,962
Autres droits de services	480,000	619,141	817,463
Sommes recouvrées des principaux aéroports fédéraux pour les frais de contrôle de la circulation aérienne	97,439,000	97,439,000	84,411,000
Sommes recouvrées de l'activité Marine/Garde côtière canadienne pour des services de télécommunications et d'hélicoptère	16,336,000	16,010,031	15,700,112
Sommes recouvrées auprès d'autres départements du gouvernement fédéral—Programme des services de l'environnement—Services météorologiques	322,000	172,904	225,200
Sommes recouvrées de divers services à l'extérieur du Canada reliés aux autorisations de réglementation	715,000	248,383	...
Taxe de transport aérien	272,172,000	213,690,443	161,919,939
	417,414,000	358,798,076	294,815,559

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Aéroports			
Location	58,400,000	104,020,780	66,307,544
Concessions	186,753,000	196,447,866	174,509,461
Taxes d'atterrissage	140,354,000	123,596,048	122,502,384
Taxes générales d'aérogare	90,218,000	88,739,329	86,065,740
Taxes diverses	18,967,000	17,968,942	20,655,090
Sommes recouvrées des principaux aéroports pour les droits des services de gestion	21,944,000	21,944,100	30,011,000
Sommes recouvrées de l'activité de l'Aviation—Services de la navigation aérienne—Services d'entretien et de logement	5,200,000	1,357,300	4,350,193
Sommes recouvrées auprès d'autres départements du gouvernement fédéral—Services de l'environnement—Programme des services météorologiques	656,000	863,275	252,184
Taxes de transport aérien	274,728,000	274,728,456	331,828,000
	797,220,000	829,666,096	836,481,596
Administration du ministère			
Sommes recouvrées de services de traitement de l'information	3,847,000	5,110,352	4,544,036
Sommes recouvrées des coûts de perfectionnement de la gestion et d'autres cours de formation au département	5,222,000	7,098,900	6,158,139
	9,069,000	12,209,252	10,702,175
Total du département—Budgétaire	**1,238,747,000**	**1,213,627,137**	**1,154,677,293**
Total du ministère—Budgétaire	**1,238,747,000**	**1,213,627,137**	**1,154,677,293**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	4,751,134	...
Total des recettes fiscales	4,751,134	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada		
Intérêt	13,807,014	14,910,995
Dividendes	56,533,005	
Société canadienne des ports		
Intérêt	106,200	112,209
Dividendes	173,518	2,020,977
Contribution monétaire	20,440,000	...
Administration du pont du port de Saint John	...	946,860
Société du port de Halifax		
Intérêt	348,618	382,023
Dividendes	759,240	1,760,988
Contribution monétaire	2,940,000	
Société du port de Montréal		
Intérêt	410,064	435,505
Dividendes	2,695,296	8,816,349
Contribution monétaire	24,650,000	
Société du port de Prince Rupert		
Intérêt	1,554,732	83,562
Dividendes	248,030	3,041,819
Société du port de Québec		
Dividendes	79,710	387,259
Contribution monétaire	11,330,000	
Société du port de Saint John		
Intérêt	1,534,241	2,362,708
Contribution monétaire	3,738,467	
Société du port de St John's		
Intérêt	301,480	320,894
Dividendes	23,752	
Société du port de Vancouver, La		
Intérêt	280,070	296,145
Dividendes	8,718,996	22,243,478
Contribution monétaire	35,730,000	
Corporation de la ville de Montréal—Tunnel Atwater	6,161	9,118
Commissaires du port de Hamilton	21,141	23,203
Commission du port de Port Alberni	16,250	28,693
Commission du port de Thunder Bay	...	1,688
	186,445,985	58,184,473
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiement reçu de la Société du Port de Prince Rupert pour contributions recouvrables	2,556,144	...
Paiement reçu de Exxon Corporation—Coût total de l'utilisation du matériel de la garde côtière canadienne et autres ressources—Recouvrement des coûts d'Exxon Valdez	894,457	...
Ajustement de prix pour 1988 et 1989	4,581,170	...
Paiement reçu de la province de Terre-Neuve en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	...	1,122,529
Paiement reçu de la province de Québec en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	...	185,686
Paiement reçu de Raytheon Canada Ltd concernant un ajustement de prix sous le programme "Projet de modernisation de radars"	...	1,344,191
Paiement reçu de Digital Equipment concernant un défaut de paiement pour un système d'ordinateur à Gander	...	1,400,000
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)—		
Travaux publics	...	1,290,887
Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	...	162,301
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	...	155,245
Province du Nouveau-Brunswick	...	374,223
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	...	696,552
VIA Rail Canada Inc	...	11,326,720
Autres	2,182,076	3,505,187
Divers	926,710	1,748,062
	11,140,557	23,311,583
Privilèges, licences et permis—		
Location nolisée de traversiers pour autos	533,600	439,502
Divers	477,148	158,288
	1,010,748	597,790
Rémunérations de services	353,717	...
Produits des ventes	78,925	46,291
Autres recettes non fiscales—		
Frais	2,775,157	2,706,128
Amendes	309,285	360,268
Frais portuaires	1,329,635	1,158,737
Permis	87,406	85,304
Location	8,660,489	9,293,554
Droits d'accostage	1,501,679	1,319,793
Entreposage	227,252	237,430
Droits de terre-plein	5,418,164	5,224,253
Amarre du navire	50,062	52,936
Cotisations radiographiques	1,978,913	2,029,019
Paiement reçu de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'entretien des voies navigables	...	553,058

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Paiement reçu de Teleglobe Marine Inc pour les coûts d'affrètement du CCGS John Cabot	1,899,000	...
Paiement reçu du Swedish Club pour la pollution du Rio Orinoco	656,961	...
Paiement reçu de la province de la Nouvelle-Écosse comme contribution au coût des services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour	699,000	...
Divers	1,897,871	1,894,909
	27,490,874	24,915,389
Total des recettes non fiscales	**226,520,806**	**107,055,526**
Total du département	**231,271,940**	**107,055,526**
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	8,370
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	...	55,500
	...	63,870
Autres recettes non fiscales	...	22,540
Total du programme	...	**86,410**
Tribunal de l'aviation civile		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	2,163
Autres recettes non fiscales	6,250	12,472
Total du programme	**6,250**	**14,635**
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	11,606	...
Total des recettes fiscales	**11,606**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	9	271
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	23,830	28
	23,839	299
Privilèges, licences et permis	1,938,735	539,310
Produits des ventes—		
Produits des ventes de matériel en surplus	4,207	...
Accès à l'information	...	25
	4,207	25
Total des recettes non fiscales	**1,966,781**	**539,634**
Total du programme	**1,978,387**	**539,634**
Office national des transports		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	46,014	27,752
Recouvrements d'avances de voyage	2,415	10,924
Recouvrements des comptes de fournisseurs	6,923	31,646
Recouvrement—Demandes de remboursement de subventions	451,142	...
	506,494	70,322
Privilèges, licences et permis	110	124
Rémunérations de services—		
Frais pour services rendus à des compagnies	387	1,229
Frais pour services rendus à d'autres départements gouvernementaux	...	28
Accès à l'information	25	45
	412	1,302
Produits des ventes	498	481
Autres recettes non fiscales	182	...
Total du programme	**507,696**	**72,229**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	4,762,740	...
Total des recettes fiscales	4,762,740	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	186,445,985	58,184,473
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,670,890	23,448,237
Privilèges, licences et permis	2,949,593	1,137,224
Rémunérations de services	354,129	1,302
Produits des ventes	83,630	46,797
Autres recettes non fiscales	27,497,306	24,950,401
Total des recettes non fiscales	229,001,533	107,768,434
Total du ministère	**233,764,273**	**107,768,434**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 29

COMPTES PUBLICS
1990-91

Travail

Département
Conseil canadien des relations du travail
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	29.2
Sommaire du ministère	29.4
Programmes par activité	29.6
Paiements de transfert	29.8
Détail des montants portés au crédit	29.10
Recettes	29.10

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Objectif

Faciliter et maintenir des relations de travail stables, ainsi qu'un milieu de travail sûr, juste et équitable; recueillir et diffuser des données statistiques et des renseignements sur le travail; de façon générale, susciter des rapports constructifs entre les syndicats, le patronat et le gouvernement.

Description des activités

Médiation et conciliation

Prestation de services de conciliation, de médiation et d'arbitrage pour le règlement de conflits dans le secteur privé de compétence fédérale; adoption de mesures préventives pour maintenir des relations patronales-syndicales stables; prestation de services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, et la formulation de lois.

Opérations du travail

Élaboration et exécution des programmes prévus par la loi pour assurer un milieu de travail sûr et salubre et des possibilités d'emploi équitables; prestation de services de prévention des incendies dans tous les immeubles appartenant au gouvernement du Canada et/ou sous son contrôle; promotion et mise en oeuvre d'activités non régies par la loi visant à l'établissement de relations d'emploi constructives au sein du milieu de travail et à une meilleure information de la population active sur les affaires syndicales et socio-économiques.

Politiques et communications

Gestion générale et orientation des politiques du programme du Travail; analyse et élaboration de politiques sur le travail en rapport avec les grandes questions économiques et sociales; maintien de bons rapports de travail avec les autres ministères fédéraux, les associations d'employeurs et d'employés, les provinces et territoires, et les organisations internationales du travail; communication de recherches et de renseignements visant à l'amélioration de la situation de la femme dans la population active; communication et analyse de données statistiques et de renseignements sur le travail; facilitation de consultations et d'activités connexes pour encourager le mouvement syndical à participer au processus de formulation des politiques; et diffusion des programmes, politiques, lois et services du ministère.

Adaptation des travailleurs âgés

Octroi d'un soutien prolongé du revenu aux travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi en raison de licenciements permanents importants et qui n'ont pu trouver un autre emploi avant que prennent fin leurs prestations d'asssurance-chômage.

Indemnisation des accidentés

Versement d'indemnités aux employés fédéraux et aux personnes à leur charge pour les accidents subis en cours d'emploi et paiement aux commissions provinciales des accidents du travail des frais relatifs au traitement des demandes d'indemnité présentées par les employés fédéraux aux termes de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État; versement d'indemnités supplémentaires à certaines veuves de marins marchands; et arbitrage des demandes d'indemnité présentées par des détenus victimes d'accidents dans les pénitenciers fédéraux.

Systèmes et services ministériels

Prestation de services de consultation et de soutien au ministère et mise en oeuvre et application des programmes et politiques gouvernementales dans les domaines de la planification ministérielle, des finances, de l'administration, du personnel, de l'informatique, de la bibliothéconomie, de la sécurité, des langues officielles, de la vérification interne et de l'évaluation des programmes.

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du Code canadien du travail; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire et soutient l'éducation et la formation.

Description des activités

Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif

Représentant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les travailleurs et les employeurs, le Conseil définit les objectifs, les politiques, et établit les priorités et la direction d'ensemble pour le Centre. Le Bureau exécutif du Centre, présidé par le président et administrateur en chef, est composé de neuf gouverneurs, élus pour un an par le Conseil des gouverneurs et représentant ces derniers sur une base tripartite. Le Bureau exécutif est autorisé à agir au nom du Conseil entre les réunions de celui-ci.

Président et personnel du Centre

Mettre en oeuvre les politiques et programmes établis par le Conseil des gouverneurs et le Bureau exécutif et assumer les fonctions d'ordre scientifique et technologique du Centre.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	57,873,000	...	...	57,873,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,356,000	...	1,356,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3,500,000	3,500,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	57,873,000	1,356,000	3,500,000	62,729,000		Total—Crédit 1	61,477,813	1,251,187	...	58,055,435
...	56,650,000	...	...	56,650,000	5	Subventions et contributions				
...	...	8,700,000	...	8,700,000	5b	Contributions				
...	56,650,000	8,700,000	...	65,350,000		Total—Crédit 5	58,595,507	6,754,493	...	32,481,582
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
...	44,710,000	...	(4,185,490)	40,524,510	(S)	Paiement d'indemnités à des agents de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	40,524,510	...	...	38,488,938
...	80,100,000	...	7,154,334	87,254,334	(S)	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	87,254,334	...	...	96,197,979
...	6,277,000	...	457,000	6,734,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,734,000	...	...	5,810,211
...	...	...	4,135	4,135	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	4,135	...	...	83
...	245,659,400	10,056,000	6,930,404	262,645,804		Total budgétaire	254,640,124	8,005,680	...	231,082,428
...	...	...	400,000	400,000	(S)	(L) Avances de fonds d'exploitation aux commissions provinciales sur l'indemnisation afin d'administrer la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État, article 4 (6). (Net)	400,000	...	...	...
						Total du département—				
...	**245,659,400**	**10,056,000**	**6,930,404**	**262,645,804**		**Budgétaire**	**254,640,124**	**8,005,680**	**...**	**231,082,428**
...	**...**	**...**	**400,000**	**400,000**		**Non budgétaire**	**400,000**	**...**	**...**	**...**

						Conseil canadien des relations du travail				
...	7,359,000	...	...	7,359,000	10	Dépenses du programme				
...	...	612,000	...	612,000	10b	Dépenses du programme				
...	...	...	70,000	70,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	7,359,000	612,000	70,000	8,041,000		Total—Crédit 10	7,774,216	266,784	...	7,569,737
...	818,000	...	60,000	878,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	878,000	...	...	766,000
...	**8,177,000**	**612,000**	**130,000**	**8,919,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,652,216**	**266,784**	**...**	**8,335,737**
						Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	5,333,000	...	...	5,333,000	15	Dépenses du programme				
...	...	3,486,000	...	3,486,000	15c	Dépenses du programme				
...	...	...	162,000	162,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	5,333,000	3,486,000	162,000	8,981,000		Total—Crédit 15	8,588,187	392,813	...	8,600,632
...	**5,333,000**	**3,486,000**	**162,000**	**8,981,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,588,187**	**392,813**	**...**	**8,600,632**
						Total du ministère—				
...	**259,169,400**	**14,154,000**	**7,222,404**	**280,545,804**		**Budgétaire**	**271,880,527**	**8,665,277**	**...**	**248,018,797**
...	**...**	**...**	**400,000**	**400,000**		**Non budgétaire**	**400,000**	**...**	**...**	**...**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Fonctionnement												
Médiation et conciliation	...	4,799,000	...	(88,000)	32,000	(29,497)	...	4,713,503	4,727,585	(14,082)	...	4,233,227
Opérations du travail	...	29,897,000	921,000	1,074,000	236,000	181,155	...	32,309,155	31,666,396	642,759	...	28,323,749
Politiques et communications	...	12,310,400	...	1,096,000	91,000	138,386	...	13,635,786	12,807,358	828,428	...	12,410,977
Adaptation des travailleurs âgés	...	4,017,000	300,000	(49,000)	(458,000)	(14,996)	...	3,795,004	3,099,223	695,781	...	2,042,325
Indemnisation des accidentés	...	86,846,000	...	343,000	14,000	(4,138,719)	(40,800,000)	42,264,281	42,323,041	(58,760)	...	40,221,172
Systèmes et services ministériels	...	11,165,000	...	1,124,000	85,000	141,416	...	12,515,416	12,494,899	20,517	...	11,835,309
Recettes à valoir sur le crédit	...	(40,800,000)	...	...	...	...	40,800,000	...	...	...	...	...
Total—Fonctionnement	...	108,234,400	1,221,000	3,500,000	...	(3,722,255)	...	109,233,145	107,118,502	2,114,643	...	99,066,759
Capital												
Médiation et conciliation	...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	85,132	(81,132)	...	17,649
Opérations du travail	...	405,000	135,000	...	...	...	...	540,000	443,518	96,482	...	773,603
Politiques et communications	...	22,000	...	...	...	...	...	22,000	674,072	(652,072)	...	314,602
Adaptation des travailleurs âgés	...	151,000	...	...	...	...	...	151,000	64,954	86,046	...	409,641
Indemnisation des accidentés	...	...	...	...	...	...	...	...	10,182	(10,182)	...	5,485
Systèmes et services ministériels	...	83,000	...	...	...	...	...	83,000	385,598	(302,598)	...	1,807,000
Total—Capital	...	665,000	135,000	...	...	...	...	800,000	1,663,456	(863,456)	...	3,327,980
Paiements de transfert												
Opérations du travail	...	8,105,000	...	...	...	...	...	8,105,000	8,078,870	26,130	...	8,009,094
Politiques et communications	...	2,145,000	...	...	25,000	...	...	2,170,000	1,999,365	170,635	...	1,854,118
Adaptation des travailleurs âgés	...	126,500,000	8,700,000	...	(25,000)	7,154,334	...	142,329,334	135,771,606	6,557,728	...	118,816,349
Indemnisation des accidentés	...	10,000	...	...	...	(1,675)	...	8,325	8,325	...	...	8,128
Total—Paiements de transfert	...	136,760,000	8,700,000	...	...	7,152,659	...	152,612,659	145,858,166	6,754,493	...	128,687,689
Non budgétaire												
Indemnisation des accidentés	...	...	...	...	...	400,000	...	400,000	400,000	...	...	...
Sommaire du département												
Médiation et conciliation	...	4,803,000	...	(88,000)	32,000	(29,497)	...	4,717,503	4,812,717	(95,214)	...	4,250,876
Opérations du travail	...	38,407,000	1,056,000	1,074,000	236,000	181,155	...	40,954,155	40,188,784	765,371	...	37,106,446
Politiques et communications	...	14,477,400	...	1,096,000	116,000	138,386	...	15,827,786	15,480,795	346,991	...	14,579,697
Adaptation des travailleurs âgés	...	130,668,000	9,000,000	(49,000)	(483,000)	7,139,338	...	146,275,338	138,935,783	7,339,555	...	121,268,315
Indemnisation des accidentés—												
Budgétaire	...	46,056,000	...	343,000	14,000	(4,140,394)	...	42,272,606	42,341,548	(68,942)	...	40,234,785
Non budgétaire	...	...	...	...	...	400,000	...	400,000	400,000	...	...	...
Systèmes et services ministériels	...	11,248,000	...	1,124,000	85,000	141,416	...	12,598,416	12,880,497	(282,081)	...	13,642,309
Total du département—												
Budgétaire	...	**245,659,400**	**10,056,000**	**3,500,000**	...	**3,430,404**	...	262,645,804	254,640,124	**8,005,680**	...	**231,082,428**
Non budgétaire	...	...	...	...	...	**400,000**	...	400,000	400,000	...	...	...

								Conseil canadien des relations du travail				
...	8,171,000	612,000	70,000	...	60,000	...	8,913,000	Fonctionnement	8,548,084	364,916	...	8,189,680
...	6,000	...	...	...	...	...	6,000	Capital	104,132	(98,132)	...	146,057
...	**8,177,000**	**612,000**	**70,000**	...	**60,000**	...	8,919,000	**Total du programme—Budgétaire**	8,652,216	**266,784**	...	**8,335,737**
								Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
								Fonctionnement				
...	450,000	...	...	...	...	...	450,000	Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	403,681	46,319	...	255,202
...	10,000,000	3,486,000	162,000	...	...	(5,333,000)	8,315,000	Président et personnel du Centre	7,968,377	346,623	...	8,144,230
...	(5,333,000)	...	...	...	...	5,333,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	5,117,000	3,486,000	162,000	...	...	...	8,765,000	Total—Fonctionnement	8,372,058	392,942	...	8,399,432
								Capital				
...	216,000	...	...	...	...	...	216,000	Président et personnel du Centre	216,129	(129)	...	201,200
								Sommaire du programme				
...	450,000	...	...	...	...	...	450,000	Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	403,681	46,319	...	255,202
...	4,883,000	3,486,000	162,000	...	...	...	8,531,000	Président et personnel du Centre	8,184,506	346,494	...	8,345,430
...	**5,333,000**	**3,486,000**	**162,000**	...	...	...	**8,981,000**	**Total du programme—Budgétaire**	8,588,187	**392,813**	...	**8,600,632**
								Total du ministère—				
...	**259,169,400**	**14,154,000**	**3,732,000**	...	**3,490,404**	...	**280,545,804**	**Budgétaire**	**271,880,527**	**8,665,277**	...	**248,018,797**
...	...	...	...	...	**400,000**	...	**400,000**	**Non budgétaire**	**400,000**	...	...	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Opérations du travail				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et de santé au travail	16,000	4,000	...	20,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	6,480	8,520	...	15,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	10,000	...	...	10,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Association canadienne des chefs de pompiers	25,000	...	...	25,000
...	70,000	...	...	...	...	70,000		57,480	12,520	...	70,000
							Politiques et communications				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subventions en mémoire de Marion V. Royce afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail	25,000	...	...	25,000
							Adaptation des travailleurs âgés				
...	80,100,000	...	...	...	7,154,334	87,254,334	(S) Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	87,254,334	...	...	96,197,979
							Indemnisation des accidentés				
...	10,000	...	...	...	(1,675)	8,325	(S) Indemnisation des marins marchands—Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	8,325	...	...	8,128
...	**80,205,000**	**...**	**...**	**...**	**7,152,659**	**87,357,659**	**Total—Subventions**	**87,345,139**	**12,520**	**...**	**96,301,107**

							Contributions				
							Opérations du travail				
...	4,579,000	...	...	...	...	4,579,000	Contributions aux programmes de formation syndicale du Congrès du travail du Canada	4,578,867	133	...	4,645,228
...	1,404,000	...	...	...	...	1,404,000	Contributions aux centrales ou autres grandes organisations syndicales non affiliées au Congrès du travail du Canada et visant à promouvoir et à améliorer les programmes de formation syndicale	1,412,436	(8,436)	...	1,388,708
...	1,598,000	...	...	...	...	1,598,000	Contributions aux syndicats non affiliés à une centrale syndicale et à certains membres de syndicats à des fins de formation syndicale	1,576,447	21,553	...	1,464,730
...	454,000	...	...	...	...	454,000	Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique	453,640	360	...	440,428
...	8,035,000	...	...	...	...	8,035,000		8,021,390	13,610	...	7,939,094
							Politiques et communications				
...	970,000	...	...	...	...	970,000	Programme d'affectation des employés	996,709	(26,709)	...	868,031
...	1,083,000	...	...	...	...	1,083,000	Programme sur les répercussions de la technologie	771,386	311,614	...	862,987
...	67,000	...	...	...	...	67,000	Fonds d'aide pour les affaires du travail	181,270	(114,270)	...	98,100
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Fonds pour la promotion de l'égalité en milieu de travail	25,000	...	...	...
...	2,120,000	...	...	25,000	...	2,145,000		1,974,365	170,635	...	1,829,118
							Adaptation des travailleurs âgés				
...	46,400,000	8,700,000	...	(25,000)	...	55,075,000	Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute autre personne ou collectivité aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la Loi sur le Ministère du Travail	48,517,272	6,557,728	...	22,618,370
...	**56,555,000**	**8,700,000**	...	...	...	65,255,000	**Total—Contributions**	58,513,027	**6,741,973**	...	**32,386,582**
							Sommaire du département par activité				
...	8,105,000	...	...	...	...	8,105,000	Opérations du travail	8,078,870	26,130	...	8,009,094
...	2,145,000	...	...	25,000	...	2,170,000	Politiques et communications	1,999,365	170,635	...	1,854,118
...	126,500,000	8,700,000	...	(25,000)	7,154,334	142,329,334	Adaptation des travailleurs âgés	135,771,606	6,557,728	...	118,816,349
...	10,000	...	...	...	(1,675)	8,325	Indemnisation des accidentés	8,325	...	...	8,128
...	**136,760,000**	**8,700,000**	...	...	**7,152,659**	152,612,659	**Total du département**	145,858,166	**6,754,493**	...	**128,687,689**
...	**136,760,000**	**8,700,000**	...	...	**7,152,659**	152,612,659	**Total du ministère**	145,858,166	**6,754,493**	...	**128,687,689**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Indemnisation des accidentés			
Sommes à recouvrer des organismes de la Couronne pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	40,800,000	46,969,349	36,994,335
Total du département—Budgétaire	**40,800,000**	**46,969,349**	**36,994,335**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Président et personnel du Centre			
DisqueCCINFO	1,500,000	964,352	582,398
Service d'abonnement aux premiers tirages des publications	325,000	66,155	109,606
Recettes des démonstrations, consultations et vidéotex	250,000	...	...
Droits de raccordement à la ligneCCINFO	650,000	79,284	93,040
Ateliers et conférences	180,000	58,776	220,255
Publications, en nombre ou sur demande particulière	120,000	69,767	50,026
Service NOMS DE MARQUE sur bande	50,000	...	...
Revenu publicitaire de "Au Centre"	89,000	5,942	6,515
Adhésions	1,500,000	...	...
Projets	625,000	417,191	95,518
BandesCCINFO	15,000	6,450	8,200
Vidéo cassette	...	150	2,000
Autres recettes	29,000	21,128	23,374
Total du programme—Budgétaire	**5,333,000**	**1,689,195**	**1,190,932**
Total du ministère—Budgétaire	**46,133,000**	**48,658,544**	**38,185,267**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	226,233	51,727
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	107,369	126,253
	333,602	177,980
Rémunérations de services	42,863	3,796
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et pénalités remises par la cour suite à des poursuites en vertu du Code canadien du travail	52,813	10,248
Revenu Canada (Impôt)—Crédits à un régime de pension	32,735	397
Divers	1,344	18,617
	86,892	29,262
Total du département	**463,357**	**211,038**
Conseil canadien des relations du travail		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	95	...
Total des recettes fiscales	**95**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,701	3,736
Produits des ventes	9,440	18,067
Autres recettes non fiscales	1,252	2,383
Total des recettes non fiscales	**12,393**	**24,186**
Total du programme	**12,488**	**24,186**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	12,471	...
Total des recettes fiscales	**12,471**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	1,042	...
Total des recettes non fiscales	**1,042**	...
Total du programme	**13,513**	...

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	12,566	...
Total des recettes fiscales	12,566	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	336,345	181,716
Rémunérations de services	42,863	3,796
Produits des ventes	9,440	18,067
Autres recettes non fiscales	88,144	31,645
Total des recettes non fiscales	476,792	235,224
Total du ministère	**489,358**	**235,224**

SECTION 30

COMPTES PUBLICS
1990-91

Travaux publics

Département
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Commission de la Capitale nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	30.2
Sommaire du ministère	30.3
Programmes par activité	30.6
Paiements de transfert	30.9
Détail des montants portés au crédit	30.11
Recettes	30.11

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Département

Programme des services

Objectif

Assurer des services communs, selon les besoins des clients et aux prix du marché, en vue de l'acquisition, de la gestion, de l'exploitation et de l'aliénation de biens immobiliers fédéraux; et assurer des services ministériels et administratifs au ministère.

Description des activités

Services immobiliers
Fournir, aux prix du marché, les services immobiliers reliés à l'acquisition, à la prise et à la cession à bail, à l'aménagement, à l'arpentage, à la gestion, à l'exploitation, à l'entretien, à la réparation et à l'aliénation des biens immobiliers.

Services d'architecture et de génie
Fournir, aux prix du marché, des services d'architecture et de génie liés aux biens immobiliers pour les besoins de construction, de rénovation, d'entretien, de services consultatifs spécialisés de dragage et de services de la flotte requis par les autres ministères du gouvernement ainsi que par le Programme des biens immobiliers du ministère des Travaux publics.

Services ministériels et administratifs
Orienter la politique, fournir des services de gestion ministérielle et des services administratifs généraux et donner des conseils pour appuyer toutes les activités du ministère.

Programme des biens immobiliers

Objectif

Administrer un portefeuille diversifié de biens immobiliers fédéraux afin de fournir des locaux appropriés aux locataires fédéraux et d'optimiser l'investissement effectué dans les biens.

Description des activités

Coordination du programme
Assurer la prestation de politiques et de conseils opérationnels au Ministre et à la direction du ministère.

Locaux à bureaux
Assurer une gestion de la fourniture de locaux à bureaux centralement afin de mettre à la disposition des locataires fédéraux des bureaux convenables et sûrs, de promouvoir un environnement de travail productif et d'optimiser l'investissement fédéral dans les immeubles.

Installations fédérales
Administrer l'investissement et le dessaisissement dans le cadre d'un portefeuille varié d'installations fédérales placées sous la garde du Ministre.

Subventions aux municipalités
Administrer le versement des subventions fédérales en remplacement d'impôts municipaux ou provinciaux.

Programme des sociétés d'État

Objectif

Autoriser et émettre des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux conventions approuvées par le gouverneur en conseil.

Description des activités

Société de construction des musées du Canada, Inc.
Préparer les plans et construire le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée canadien des civilisations situés dans la région de la Capitale nationale, ou tout autre musée national que le gouverneur en conseil peut ordonner de construire, y compris l'acquisition, le contrôle, l'administration et l'aliénation des terrains requis à cette fin.

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.
Établir et favoriser l'aménagement des terrains du Vieux-Port de Montréal en mettant en place de l'infrastructure, de l'équipement et des services.

Habourfront Corporation
La Société est chargée de réaménager un emplacement de quatre-vingt-dix acres dans la zone portuaire de Toronto, pour permettre au public d'y accéder plus facilement et de mieux l'utiliser et pour en optimiser l'aménagement commercial et résidentiel.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Commission de la Capitale nationale

Objectif

Faire de la capitale un lieu qui soit plus représentatif du Canada et qui soit perçu comme tel par l'ensemble des Canadiens, en faisant connaître le Canada aux Canadiens par l'intermédiaire de la capitale; en faisant de la capitale le lieu de rencontre par excellence au Canada; et en sauvegardant et en préservant la capitale pour les générations à venir.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des services				
...	31,400,000	...	...	31,400,000	1	Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	23,003,391	23,003,391		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	31,400,000	...	23,003,391	54,403,391		Total—Crédit 1	53,217,391	1,186,000	...	46,518,751
373,668,819	10,025,000	...	(10,692,102)	373,001,717	(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics	57,380,547	...	315,621,170	14,216,188
373,668,819	41,425,000	...	12,311,289	427,405,108		Total—Fonds renouvelable des Travaux publics	110,597,938	1,186,000	315,621,170	60,734,939
...	49,400	...	425	49,825	(S)	Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile	49,825	...	...	48,200
373,668,819	**41,474,400**	...	**12,311,714**	427,454,933		**Total du programme—Budgétaire**	110,647,763	**1,186,000**	**315,621,170**	**60,783,139**
						Programme des biens immobiliers				
...	686,766,000	...	...	686,766,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	60,500,000	...	60,500,000	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	62,533,155	...	62,533,155	5c	Dépenses de fonctionnement et contribution				
...	686,766,000	123,033,155	...	809,799,155		Total—Crédit 5	789,847,292	19,951,863	...	672,106,040
...	136,407,000	...	...	136,407,000	10	Dépenses en capital				
...	...	9,482,153	...	9,482,153	10c	Dépenses en capital				
...	136,407,000	9,482,153	...	145,889,153		Total—Crédit 10	145,072,471	816,682	...	131,707,372
...	317,170,000	...	(14,802,517)	302,367,483	(S)	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	302,367,483	...	...	284,137,270
...	180,000	...	(180,000)	...	(S)	Subvention à l'égard de bassins de radoub (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)	...	...	...	...
...	1,857,000	...	133,773	1,990,773	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,990,773	...	...	1,496,004
...	...	...	288,682	288,682	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	288,682	...	...	2,322,353
...	**1,142,380,000**	**132,515,308**	**(14,560,062)**	1,260,335,246		**Total du programme—Budgétaire**	**1,239,566,701**	**20,768,545**	...	**1,091,769,039**
						Programme des sociétés d'État				
...	5,230,000	...	...	5,230,000	15	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.				
...	...	2,656,000	...	2,656,000	15b	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.				
...	5,230,000	2,656,000	...	7,886,000		Total—Crédit 15	7,886,000	...	...	33,214,000

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	2,000,000	...	2,000,000	16b	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement				
...	...	2,150,000	...	2,150,000	16c	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	4,150,000	...	4,150,000		Total—Crédit 16	3,648,932	501,068	...	3,649,000
...	28,641,000	...	...	28,641,000	20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	14,363,000	14,278,000	...	6,055,150
...	33,871,000	6,806,000	...	40,677,000		Total budgétaire	25,897,932	14,779,068	...	42,918,150
...	...	3,700,000	...	3,700,000	L17c	Prêts à la Harbourfront Corporation	3,700,000	...	...	...
						Total du programme—				
...	**33,871,000**	**6,806,000**	**...**	**40,677,000**		**Budgétaire**	**25,897,932**	**14,779,068**	**...**	**42,918,150**
...	**...**	**3,700,000**	**...**	**3,700,000**		**Non budgétaire**	**3,700,000**	**...**	**...**	**...**
						Total du département—				
373,668,819	**1,217,725,400**	**139,321,308**	**(2,248,348)**	**1,728,467,179**		**Budgétaire**	**1,376,112,396**	**36,733,613**	**315,621,170**	**1,195,470,328**
...	**...**	**3,700,000**	**...**	**3,700,000**		**Non budgétaire**	**3,700,000**	**...**	**...**	**...**
						Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	1,883,690,000	...	...	1,883,690,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	104,300,000	...	104,300,000	25b	Dépenses de fonctionnement				
...	1,883,690,000	104,300,000	...	1,987,990,000		Total—Crédit 25	1,978,849,827	9,140,173	...	1,735,079,069
...	1,883,690,000	104,300,000	...	1,987,990,000		Total budgétaire	1,978,849,827	9,140,173	...	1,735,079,069
					(S)	(L) Prêts ou garanties par la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, article 21, de la Loi nationale sur l'habitation, article 24, sont les suivants:				
100,000,000	...	...	...	100,000,000		Article 19. Compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et d'hypothèques. Limite $100,000,000 moins le solde du Fonds. (Net)	...	...	100,000,000	...
286,000,000	...	...	...	286,000,000		Article 26(3). Avances pour le réaménagement urbain provincial et municipal. Limite $351,000,000. (Brut)	...	...	286,000,000	...
249,500,000	...	...	...	249,500,000		Article 27.6(2). Avances pour l'amélioration des quartiers. Limite $302,000,000.(Brut)	...	...	249,500,000	...
1,662,106,790	...	...	...	1,662,106,790		Article 34(a). Avances pour prêts directs en vertu des parties II, IV.2, VI et VI.1 et de l'article 59. Limite $14,500,000,000. (Brut)	13,000,000	...	1,649,106,790	18,000,000
38,500,000	...	...	...	38,500,000		Article 42(4). Avances en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix. Limite $40,000,000. (Brut)	...	...	38,500,000	...

						Article 53(3). Avances et remboursements pour des projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable. Limite $1,674,600,000. (Brut)				
354,200,000	...	...	...	354,200,000			...	...	354,200,000	...
174,600,000	...	...	...	174,600,000		Article 56(2). Avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants. Limite $500,000,000. (Brut)	12,500,000	...	162,100,000	15,000,000
59,000,000	...	...	...	59,000,000		Article 77(2). Avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement urbain. Limite $75,000,000. (Brut)	...	...	59,000,000	...
839,900,000	...	...	...	839,900,000		Article 79(6). Avances et remboursements pour projets de logement public conjoints. Limite $3,000,000,000. (Brut)	70,500,000	...	769,400,000	74,000,000
100,000,000	...	...	...	100,000,000		Article 84(7). Avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérales-provinciales. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	100,000,000	...
111,000,000	...	...	...	111,000,000		Article 89(2). Avances et remboursements pour des projets d'habitation d'étudiants. Limite $550,000,000. (Brut)	...	...	111,000,000	...
259,400,000	...	...	...	259,400,000		Article 92(8). Avances et remboursements pour l'habitation autochtone et rurale unilatérale dans une région désignée. Limite $400,000,000. (Brut)	45,000,000	...	214,400,000	33,500,000
60,000,000	...	...	...	60,000,000		N'étant pas une région désignée. Limite $60,000,000. (Brut)	...	...	60,000,000	...
						(Total des autorisations brutes des articles 26(3) à 92(8) est de $21,552,600,000).				
...	(144,000,000)	...	144,000,000	...	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	...	...	...	...
4,294,206,790	(144,000,000)	...	144,000,000	4,294,206,790		Total non budgétaire	141,000,000	...	4,153,206,790	140,500,000
						Total du programme—				
...	**1,883,690,000**	**104,300,000**	**...**	**1,987,990,000**		**Budgétaire**	**1,978,849,827**	**9,140,173**	**...**	**1,735,079,069**
4,294,206,790	**(144,000,000)**	**...**	**144,000,000**	**4,294,206,790**		**Non budgétaire**	**141,000,000**	**...**	**4,153,206,790**	**140,500,000**
						Commission de la Capitale nationale				
...	57,968,000	...	...	57,968,000	30	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	300,000	...	300,000	30b	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	...	708,000	708,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	57,968,000	300,000	708,000	58,976,000		Total—Crédit 30	58,976,000	...	...	61,235,491
...	17,696,000	...	...	17,696,000	35	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital	17,696,000	...	...	19,509,000
...	13,400,000	...	...	13,400,000	40	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions	13,400,000	...	...	13,400,000
...	**89,064,000**	**300,000**	**708,000**	**90,072,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**90,072,000**	**...**	**...**	**94,144,491**
						Total du ministère—				
373,668,819	**3,190,479,400**	**243,921,308**	**(1,540,348)**	**3,806,529,179**		**Budgétaire**	**3,445,034,223**	**45,873,786**	**315,621,170**	**3,024,693,888**
4,294,206,790	**(144,000,000)**	**3,700,000**	**144,000,000**	**4,297,906,790**		**Non budgétaire**	**144,700,000**	**...**	**4,153,206,790**	**140,500,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5— Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des services				
								Fonctionnement				
...	31,449,400	...	23,003,391	...	425	...	54,453,216	Programme des services	53,267,216	1,186,000	...	46,566,951
373,668,819	1,659,534,000	...	...	(33,059,662)	(10,692,102)	(1,649,509,000)[1]	339,942,055	Fonds renouvelable des Travaux publics	24,320,885	...	315,621,170	(10,563,419)
...	(1,649,509,000)	...	...	...	...	1,649,509,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
373,668,819	41,474,400	...	23,003,391	(33,059,662)	(10,691,677)	...	394,395,271	Total—Fonctionnement	77,588,101	1,186,000	315,621,170	36,003,532
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	33,059,662	...	...	33,059,662	Fonds renouvelable des Travaux publics	33,059,662	...	...	24,779,607
								Sommaire du programme				
...	31,449,400	...	23,003,391	...	425	...	54,453,216	Programme des services	53,267,216	1,186,000	...	46,566,951
373,668,819	10,025,000	...	...	...	(10,692,102)	...	373,001,717	Fonds renouvelable des Travaux publics	57,380,547	...	315,621,170	14,216,188
373,668,819	**41,474,400**	**...**	**23,003,391**	**...**	**(10,691,677)**	**...**	**427,454,933**	**Total du programme—Budgétaire**	**110,647,763**	**1,186,000**	**315,621,170**	**60,783,139**
								Programme des biens immobiliers				
								Fonctionnement				
...	41,998,000	910,000	...	...	347,246	...	43,255,246	Coordination du programme	45,410,623	(2,155,377)	...	43,682,876
...	686,767,000	115,932,985	...	...	12,998	(162,302,000)	640,410,983	Locaux à bureaux	596,241,857	44,169,126	...	495,847,336
...	186,649,000	...	...	15,363,469	62,211	(83,012,469)	119,062,211	Installations fédérales	141,332,405	(22,270,194)	...	133,624,519
...	3,118,000	...	...	...	...	...	3,118,000	Subventions aux municipalités	2,939,692	178,308	...	2,737,666
...	(229,951,000)	...	...	(15,363,469)	...	245,314,469[2]	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	688,581,000	116,842,985	...	...	422,455	...	805,846,440	Total—Fonctionnement	785,924,577	19,921,863	...	675,892,397
								Capital				
...	700,000	...	...	...	...	...	700,000	Coordination du programme	729,102	(29,102)	...	756,722
...	72,772,000	9,482,153	...	...	...	...	82,254,153	Locaux à bureaux	83,778,151	(1,523,998)	...	65,480,022
...	62,935,000	...	...	...	...	...	62,935,000	Installations fédérales	60,565,218	2,369,782	...	65,470,628
...	136,407,000	9,482,153	...	...	...	...	145,889,153	Total—Capital	145,072,471	816,682	...	131,707,372

								Paiements de transfert				
...	42,000	...	...	...	...	...	42,000	Coordination du programme	12,000	30,000	...	32,000
...	180,000	6,190,170	...	...	(180,000)	...	6,190,170	Installations fédérales	6,190,170	...	...	...
...	317,170,000	...	...	...	(14,802,517)	...	302,367,483	Subventions aux municipalités	302,367,483	...	...	284,137,270
...	317,392,000	6,190,170	...	...	(14,982,517)	...	308,599,653	Total—Paiements de transfert	308,569,653	30,000	...	284,169,270
								Sommaire du programme				
...	42,740,000	910,000	...	...	347,246	...	43,997,246	Coordination du programme	46,151,725	(2,154,479)	...	44,471,598
...	597,237,000	125,415,138	...	...	12,998	...	722,665,136	Locaux à bureaux	680,020,008	42,645,128	...	561,327,358
...	182,115,000	6,190,170	...	...	(117,789)	...	188,187,381	Installations fédérales	208,087,793	(19,900,412)	...	199,095,147
...	320,288,000	...	...	...	(14,802,517)	...	305,485,483	Subventions aux municipalités	305,307,175	178,308	...	286,874,936
...	**1,142,380,000**	**132,515,308**	**...**	**...**	**(14,560,062)**	**...**	**1,260,335,246**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,239,566,701**	**20,768,545**	**...**	**1,091,769,039**
								Programme des sociétés d'État				
								Fonctionnement				
...	5,230,000	2,656,000	...	...	...	...	7,886,000	Société de construction des musées du Canada, Inc.	7,886,000	...	...	33,214,000
...	28,641,000	...	...	...	...	...	28,641,000	Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	14,363,000	14,278,000	...	6,055,150
...	...	4,150,000	...	...	...	...	4,150,000	Harbourfront Corporation	3,648,932	501,068	...	3,649,000
...	33,871,000	6,806,000	...	...	...	...	40,677,000	Total—Fonctionnement	25,897,932	14,779,068	...	42,918,150
								Non budgétaire				
...	...	3,700,000	...	...	...	...	3,700,000	Prêts à la Harbourfront Corporation	3,700,000	...	...	...
								Sommaire du programme				
...	5,230,000	2,656,000	...	...	...	...	7,886,000	Société de construction des musées du Canada, Inc.	7,886,000	...	...	33,214,000
...	28,641,000	...	...	...	...	...	28,641,000	Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	14,363,000	14,278,000	...	6,055,150
								Harbourfront Corporation—				
...	...	4,150,000	...	...	...	...	4,150,000	Budgétaire	3,648,932	501,068	...	3,649,000
...	...	3,700,000	...	...	...	...	3,700,000	Prêts—Non budgétaire	3,700,000	...	...	...
								Total du programme—				
...	**33,871,000**	**6,806,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**40,677,000**	**Budgétaire**	**25,897,932**	**14,779,068**	**...**	**42,918,150**
...	**...**	**3,700,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,700,000**	**Non budgétaire**	**3,700,000**	**...**	**...**	**...**
								Total du département—				
373,668,819	**1,217,725,400**	**139,321,308**	**23,003,391**	**...**	**(25,251,739)**	**...**	**1,728,467,179**	**Budgétaire**	**1,376,112,396**	**36,733,613**	**315,621,170**	**1,195,470,328**
...	**...**	**3,700,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,700,000**	**Non budgétaire**	**3,700,000**	**...**	**...**	**...**
								Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	1,883,690,000	104,300,000	...	...	...	...	1,987,990,000	Fonctionnement	1,978,849,827	9,140,173	...	1,735,079,069
4,294,206,790	(144,000,000)	...	...	...	144,000,000	...	4,294,206,790	Non budgétaire	141,000,000	...	4,153,206,790	140,500,000
								Total du programme—				
...	**1,883,690,000**	**104,300,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,987,990,000**	**Budgétaire**	**1,978,849,827**	**9,140,173**	**...**	**1,735,079,069**
4,294,206,790	**(144,000,000)**	**...**	**...**	**...**	**144,000,000**	**...**	**4,294,206,790**	**Non budgétaire**	**141,000,000**	**...**	**4,153,206,790**	**140,500,000**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commission de la Capitale nationale				
...	89,064,000	300,000	708,000	...	...	...	90,072,000	Fonctionnement	90,072,000	...	...	94,144,491
...	**89,064,000**	**300,000**	**708,000**	...	...	...	**90,072,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**90,072,000**	...	...	**94,144,491**
								Total du ministère—				
373,668,819	**3,190,479,400**	**243,921,308**	**23,711,391**	...	**(25,251,739)**	...	**3,806,529,179**	**Budgétaire**	**3,445,034,223**	**45,873,786**	**315,621,170**	**3,024,693,888**
4,294,206,790	**(144,000,000)**	**3,700,000**	...	...	**144,000,000**	...	**4,297,906,790**	**Non budgétaire**	**144,700,000**	...	**4,153,206,790**	**140,500,000**

(1) Compte tenu de la nature des opérations du Fonds renouvelable des Travaux publics, le détail par activité n'est pas disponible pour le programme des services.
(2) Au cours de l'exercice, le montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $15,363,469.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des services				
							Subventions				
...	...	...	...	12,000	...	12,000	Déboursées au compte du Programme des biens immobiliers pour l'Association canadienne des normes	12,000	...	...	...
...	...	...	...	26,757,946	...	26,757,946	Subventions compensatoires en impôt foncier, déboursées au compte de la Société canadienne des postes	26,757,946	...	...	23,939,004
...	...	...	...	**26,769,946**	...	**26,769,946**	**Total—Subventions**	**26,769,946**	...	...	**23,939,004**
							Contributions				
...	...	...	...	6,190,170	...	6,190,170	Déboursées au compte du Programme des biens immobiliers pour le Vieux-Port de Chicoutimi	6,190,170	...	...	...
...	...	...	...	99,546	...	99,546	Travaux de réparation maritimes déboursés au compte des ministères clients	99,546	...	...	615,603
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	225,000
...	...	...	...	**6,289,716**	...	**6,289,716**	**Total—Contributions**	**6,289,716**	...	...	**840,603**
...	...	...	...	**33,059,662**	...	**33,059,662**	**Total du programme**	**33,059,662**	...	...	**24,779,607**
							Programme des biens immobiliers				
							Subventions				
							Installations fédérales				
...	180,000	...	...	...	(180,000)	...	(S) Subventions à l'égard de bassins de radoub, Canadian Vickers, Montréal	...	...	...	...
							Subventions aux municipalités				
...	317,170,000	...	...	...	(14,802,517)	302,367,483	(S) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	302,367,483	...	...	284,137,270
...	**317,350,000**	...	...	...	**(14,982,517)**	**302,367,483**	**Total—Subventions**	**302,367,483**	...	...	**284,137,270**
							Contributions				
							Coordination du programme				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Association canadienne de normalisation	12,000	...	...	12,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Institut de formation en gestion de la construction	...	30,000	...	20,000
...	42,000	...	...	...	...	42,000		12,000	30,000	...	32,000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Installations fédérales				
							Contribution à la Ville de Chicoutimi pour le projet de redéveloppement du				
...	...	6,190,170	...	...	...	6,190,170	Vieux-Port de Chicoutimi	6,190,170	...	...	...
...	**42,000**	**6,190,170**	...	...	...	**6,232,170**	**Total—Contributions**	**6,202,170**	**30,000**	...	**32,000**
							Sommaire du programme par activité				
...	42,000	...	...	...	...	42,000	Coordination du programme	12,000	30,000	...	32,000
...	180,000	6,190,170	...	...	(180,000)	6,190,170	Installations fédérales	6,190,170	...	...	...
...	317,170,000	...	...	...	(14,802,517)	302,367,483	Subventions aux municipalités	302,367,483	...	...	284,137,270
...	**317,392,000**	**6,190,170**	...	...	**(14,982,517)**	**308,599,653**	**Total du programme**	**308,569,653**	**30,000**	...	**284,169,270**
...	**317,392,000**	**6,190,170**	...	**33,059,662**	**(14,982,517)**	**341,659,315**	**Total du département**	**341,629,315**	**30,000**	...	**308,948,877**
...	**317,392,000**	**6,190,170**	...	**33,059,662**	**(14,982,517)**	**341,659,315**	**Total du ministère**	**341,629,315**	**30,000**	...	**308,948,877**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Fonds renouvelable des Travaux publics[1]	1,649,509,000	2,899,238,186	2,055,265,305
Total du programme—Budgétaire	**1,649,509,000**	**2,899,238,186**	**2,055,265,305**
Programme des biens immobiliers			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Locaux à bureaux	162,302,000	181,467,394	179,013,783
Installations fédérales	67,649,000	63,847,075	66,653,454
Total du programme—Budgétaire	**229,951,000**[2]	**245,314,469**	**245,667,237**
Total du département—Budgétaire	**1,879,460,000**	**3,144,552,655**	**2,300,932,542**
Total du ministère—Budgétaire	**1,879,460,000**	**3,144,552,655**	**2,300,932,542**

(1) Les présentations au Budget des dépenses principal et de l'exercice précédent ont été révisées car la ventilation par activité n'est plus pertinente.
(2) Au cours de l'exercice, ce montant de recettes à valoir sur le crédit disponibles pour être dépensées a été augmenté de $15,363,469.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	533,786	...
Total des recettes fiscales	**533,786**	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	235,136	...
Rémunérations de services—		
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	...	320,143
Autres recettes non fiscales	10,210,301	...
Total des recettes non fiscales	**10,445,437**	**320,143**
Total du programme	**10,979,223**	**320,143**
Programme des biens immobiliers		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—[1]		
Prêts, dotations en capital et avances—		
National Sea Products Ltd	9,249	9,257
Autres comptes—		
Electric Reduction Company of Canada Ltée	51,560	62,714
Viking Rideau Corporation	106,619	106,619
Revenu de location de propriétés—		
Immeubles résidentiels	...	37,443
Édifices de bureau et d'administration	...	218,865
Autres locations	8,320	529,142
	175,748	964,040
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,224,565	2,340,006
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	(473,134)	(5,231,245)
	751,431	(2,891,239)
Privilèges, licences et permis—		
Bénéfices de bassins de radoub	2,102,119	2,242,585
New Westminster River Railway Bridge	3,173,982	2,978,744
	5,276,101	5,221,329
Rémunérations de services—		
Bénéfices de bassins de radoub	...	12,734
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	...	125
	...	12,859

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Ventes de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de l'État	337	1
Vente d'immeuble	42,894,363	10,321,614
Vente d'énergie	...	116,343
	42,894,700	10,437,958
Autres recettes non fiscales	22,983,171	28,871,350
Total du programme	**72,081,151**	**42,616,297**
Programme des sociétés d'État		
Recettes non fiscales—		
Produits des ventes—		
Vente d'immeuble	...	1,429,789
Autres recettes non fiscales	...	475,965
Total du programme	**...**	**1,905,754**
Total du département	**83,060,374**	**44,842,194**
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—		
Intérêt	771,868,896	788,515,026
Virement des bénéfices	...	33,943,387
	771,868,896	822,458,413
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements—Rénovation urbaine	199,847	213,601
Divers	...	3,712,470
Rajustements des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE)	13,931,705	29,611,499
	14,131,552	33,537,570
Produits des ventes	...	45,610
Autres recettes non fiscales—		
Divers	15,594,808	20,922,394
Bénéfices nets en vertu de Loi national sur l'habitation	14,343,344	...
	29,938,152	20,922,394
Total du programme	**815,938,600**	**876,963,987**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	533,786	...
Total des recettes fiscales	533,786	...
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	772,044,644	823,422,453
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	15,118,119	30,646,331
Privilèges, licences et permis	5,276,101	5,221,329
Rémunérations de services	...	333,002
Produits des ventes	42,894,700	11,913,357
Autres recettes non fiscales	63,131,624	50,269,709
Total des recettes non fiscales	898,465,188	921,806,181
Total du ministère	**898,998,974**	**921,806,181**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 31

COMPTES PUBLICS
1990-91

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRES GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Administrateur de l'Office du transport du grain, **28**
Administration, Programme d', 3, **16**
Administration centrale, Programme de l', **25**
Administration centrale de la fonction publique, Programme relatif à l', **9**
Administration du pipe-line du Nord, **10**
Affaires du Nord, Programme des, 3
AFFAIRES EXTÉRIEURES, **2**
Affaires indiennes et inuit, Programme des, 3
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN, **3**
Affectation temporaire, Programme d', **9**
Agence canadienne de développement international, **2**
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, **4**
Agence spatiale canadienne, **20**
AGRICULTURE, **5**
Agro-alimentaire, Programme, 5
ANCIENS COMBATTANTS, **6**
Anciens combattants, Programme des, 6
Appendices, 1
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES, **7**
Archives nationales du Canada, **8**
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.45
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.72
Autorisations disponibles des exercices précédents, 1.85
Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, 1.97
Autorisations votées et statutaires, Sommaire général, 1.38

B

Banque fédérale de développement, **20**
Bibliothèque du Parlement, **22**
Bibliothèque nationale, **8**
Biens immobiliers, Programme des, **30**

B—*Fin*

Budgétaires (dépenses), Sommaire général, 1.29
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, **10**
Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services, **11**
Bureau de services juridiques des pensions, Programme du, **6**
Bureau du surintendant des institutions financières, **17**

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **29**
Centre canadien de gestion, **26**
Centre de recherches pour le développement international, **2**
Centre international d'exploitation des océans, 2
Céréales et oléagineux, Programme des, **5**
Chambre des communes, **22**
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, **10**
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, **27**
Commissaire à la magistrature fédérale, **21**
Commissaire aux langues officielles, **10**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, **21**
Commission canadienne des droits de la personne, **21**
Commission canadienne des pensions, Programme de la, **6**
Commission canadienne du lait, **5**
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **15**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, **14**
Commission de la Capitale nationale, **30**
Commission de la fonction publique, **26**
Commission de réforme du droit du Canada, **21**
Commission de révision des marchés publics, **11**
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, **27**
Commission des relations de travail dans la fonction publique, **10**
Commission du droit d'auteur, **11**
Commission mixte internationale, **2**

C—*Fin*

Commission nationale des libérations conditionnelles, **27**
COMMUNICATIONS, **8**
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, **14**
Conseil canadien des normes, **11**
Conseil canadien des relations du travail, **29**
Conseil consultatif sur la situation de la femme, **14**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, **11**
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, **11**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **8**
Conseil de recherches en sciences humaines, **26**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **20**
Conseil de recherches médicales, **25**
Conseil des Arts du Canada, **8**
Conseil des sciences du Canada, **20**
CONSEIL DU TRÉSOR, **9**
Conseil économique du Canada, **10**
Conseil national de recherches du Canada, **20**
CONSEIL PRIVÉ, **10**
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS, **11**
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, **9**
Contrôleur général, **9**
Corporation commerciale canadienne, **2**
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La, **15**
Cour canadienne de l'impôt, **21**
Cour fédérale du Canada, **21**
Cour suprême du Canada, **21**

D

DÉFENSE NATIONALE, **12**
Dépenses ministérielles par article courant, Sommaire général, 1.12
Dépenses ministérielles par catégorie, Sommaire général, 1.4
Description des activités, Objectifs des programmes et—*Voir section ministérielle appropriée*

D—*Fin*

Détail des montants portés au crédit—*Voir section ministérielle appropriée*

Développement de l'industrie, des sciences et de la technologie, Programme de, 20

Développement régional et de développement économique des Autochtones, Programme de, 20

Directeur général des élections, 10

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 13

Douanes et Accise, 24

E

Emploi et d'assurance, Programme d', 14

EMPLOI ET IMMIGRATION, 14

Emploi et Immigration/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, 14

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES, 15

Énergie atomique du Canada, Limitée, 15

ENVIRONNEMENT, 16

État des recettes et dépenses, Sommaire général, 1.3

Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, 9

Expositions internationales, Programme des, 2

F

FINANCES, 17

FORÊTS, 18

G

Gendarmerie royale du Canada, 27

Gestion et d'administration, Programme de, 5

Gestion générale et des services, Programme de la, 14

GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 19

I

Immigration, Programme d', 14

Impôt, 24

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE, 20

I—*Fin*

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 2

Intérêts du Canada à l'étranger, Programme des, 2

Investissement Canada, 20

J

JUSTICE, 21

M

Monnaie royale canadienne, 7

Multiculturalisme et Citoyenneté, Département d'État, 26

Musée canadien de la nature, 8

Musée canadien des civilisations, 8

Musée des beaux-arts du Canada, 8

Musée national des sciences et de la technologie, 8

Musées nationaux du Canada, 8

N

Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances), Sommaire général, 1.36

O

Objectifs des programmes et description des activités—*Voir section ministérielle appropriée*

Office canadien des provendes, 5

Office canadien du poisson salé, 23

Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 23

Office national de l'énergie, 15

Office national des transports, 28

Office national du film, 8

P

Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée—Pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir la section 7 Volume II (Partie II)*

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, Programme de, 3

Paiements de transfert fiscal, Programme des, 17

Parcs, Programme, 16

P—*Fin*

PARLEMENT, 22

PÊCHES ET OCÉANS, 23

Petro-Canada Limitée, 15, 17

Politiques financières et économiques, Programme des, 17

Privatisation et affaires réglementaires, 17

Programmes par activité—*Voir section ministérielle appropriée*

Protection civile Canada, 12

R

Récapitulation des dépenses concernant les tiers par article courant, Sommaire général, 1.20

Récapitulation des dépenses concernant les tiers par catégorie, Sommaire général, 1.10

Récapitulation des recettes provenant de tiers par catégorie principale, Sommaire général, 1.28

Recettes—*Voir section ministérielle appropriée*

Recettes ministérielles par catégorie principale, Sommaire général, 1.21

REVENU NATIONAL, 24

S

Santé, Programme de, 25

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, 25

Secrétariat canadien, 2

SECRÉTARIAT D'ÉTAT, 26

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 10

Sénat, 22

Service canadien du renseignement de sécurité, 27

Service correctionnel, 27

Service de la dette publique, Programme du, 17

Services, Programme des, 30

Services de l'environnement, Programme des, 16

Social, Programme, 25

Société canadienne d'hypothèques et de logement, 30

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, 20

Société canadienne des postes, 20

Société d'assurance-dépôts du Canada, 17

Société d'expansion du Cap-Breton, 4

S—*Fin*

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 8
Société de développement du Cap-Breton, 20
Société du Centre national des Arts, 8
Société du crédit agricole, 5
Société pour l'expansion des exportations, 2
Société Radio-Canada, 8
Sociétés d'État, Programme des, 30
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, 27
Sommaire du ministère—*Voir section ministérielle appropriée*
Spécial, Programme, 17
Statistique Canada, 20

T

Tableaux sommaires, 1
TRANSPORTS, 28
TRAVAIL, 29
TRAVAUX PUBLICS, 30
Tribunal canadien du commerce extérieur, 17
Tribunal d'appel des anciens combattants, Programme du, 6
Tribunal de l'aviation civile, 28
Tribunal de la concurrence, 11

V

Vérificateur général, 17

Volume

2

PART

2

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1991

Volume II

Partie II
Renseignements et analyses supplémentaires

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1991-2-2F
ISBN 0-660-93441-8

English version is also available

VOLUME II (PARTIE II)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. États financiers des Fonds renouvelables
2. États financiers des établissements publics et d'autres entités
3. Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques
4. Débiteurs
5. Services professionnels et spéciaux
6. Construction et/ou acquisition
7. Paiements de transfert
8. Service de la dette publique
9. Paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie
10. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
11. Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement
12. Autres renseignements divers
13. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des Fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques (section 3);
- débiteurs (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1990-91

États financiers des Fonds renouvelables

SOMMAIRE

	Page
Aéroports	1.2
Agence des télécommunications gouvernementales	1.10
Approvisionnements	1.14
Bureau des passeports	1.19
Office national du film	1.22
Perfectionnement et de la formation du personnel	1.29
Production de défense	1.33
Surveillance des hippodromes	1.35
Travaux publics	1.39

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Fonds renouvelable des aéroports

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des aéroports ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. La responsabilité première pour l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers est assumée par la Direction.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes et énoncées à la note 2. Certains renseignements inclus sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la Direction, compte tenu de leur importance. Afin de répondre aux exigences du rapport, différents comptes sont maintenus de façon décentralisée pour chacun des aéroports constituant le Fonds renouvelable, sous l'autorité fonctionnelle du Directeur général, Finances et sont remis aux sièges sociaux à Ottawa afin d'être révisés et consolidés.

Les aéroports faisant partie du Fonds sont soumis aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne du ministère et aux politiques, pratiques et procédures qui sont nécessaires afin de faciliter le rapport des données financières du Fonds renouvelable selon des exigences du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds renouvelable.

Le crédit 2c, Budget supplémentaire des dépenses de 1990-91 permettait la dissolution du Fonds et le transfert de l'actif net et de la responsabilité pour ce qui est du maintien des services à l'activité Aéroports du Programme des Transports.

Approuvé par:

Pour le Sous-ministre adjoint
Finances et administration
(Agent financier supérieur)
D. F. SMITH

Pour le Sous-ministre des Transports
R.A. QUAIL

le 8 août 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
(Perte nette) bénéfice net pour l'exercice	1,662	(9,660)		13,879
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds ...	165,664	160,271	167,163	159,574
Fonds provenant de l'exploitation	167,326	150,611	167,163	173,453
Acquisitions nettes d'immobilisations	(73,092)	(79,552)	(84,613)	(103,011)
Variation du fonds de roulement		(3,859)		(15,903)
Autres éléments		29,236		3,997
Autorisation fournie	94,234	96,436	82,550	58,536

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(361,500)	(275,563)
Transfert du capital d'apport et du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1,444,679	
	1,083,179	(275,563)
Autorité fournie du crédit 2c du transfert de l'actif net	1,444,679	
	(361,500)	(275,563)
Plus: imputations de CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	59,019	58,009
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	36,411	24,902
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice ..	(338,892)	(242,456)
Limite de l'autorisation	80,000	80,000
Autorisation non employée reportée	418,892	322,456
Autorisation non employée annulée [(1)]	(418,892)	

(1) 1990-91 Budget supplémentaire C, crédit 2c fournit l'autorisation d'abroger l'article 10 de la Loi sur les Fonds renouvelables à compter du 31 mars 1991, éliminant de ce fait les conditions légales nécessaires à l'existence du Fonds renouvelable des Aéroports. L'autorisation législative inutilisée est donc annulée. Voir note 15 pour plus d'information.

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

BILAN NON VÉRIFIÉ AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
	(Voir note 15)	
À court terme		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral		33,770
Tiers, au net de la provision pour créances douteuses		50,372
Dépôts de garantie		12,041
Stocks de fournitures et approvisionnements		4,884
		101,067
Débiteurs à long terme		4,835
Frais reportés		4,050
Immobilisations		1,718,223
Moins: amortissement cumulé		652,202
		1,066,021
		1,175,973

PASSIF	1991	1990
	(Voir note 15)	
À court terme		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral		49,428
Tiers		16,276
Dépôts de garantie		12,041
Retenues des entrepreneurs		579
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi		3,060
		81,384
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi		13,360
Revenu reporté		2,000
		15,360
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		(275,563)
Capital d'apport		1,262,354
Surplus accumulé		92,438
		1,079,229
		1,175,973

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Pour le Sous-ministre adjoint
Finances et administration
D. F. SMITH

Pour le Sous-ministre des Transports
R. A. QUAIL

Fonds renouvelable des aéroports —*Suite*

ÉTAT NON VÉRIFIÉ DES RÉSULTATS ET DES RÉPARTITIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus		
Droits d'atterrissage	119,682	113,179
Concessions	102,018	92,699
Droits généraux de l'aérogare	83,457	81,285
Stationnement des voitures	63,537	61,292
Locations	53,032	45,139
Droits de concession de l'essence	18,660	13,986
Honoraires de services et frais divers	15,823	15,300
	456,209	422,880
Dépenses		
Coûts de contrôle de l'aérogare	112,148	100,868
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	99,242	94,359
Traitements et indemnités aux employés	93,082	85,714
Contrats de services	60,706	49,248
Amortissement	57,693	62,193
Biens achetés	39,333	32,288
Frais généraux ministériels	34,004	30,776
Services de protection de la Gendarmerie royale du Canada (note 9)	29,347	21,421
Subventions tenant lieu de taxes	25,234	22,147
Services d'utilité publique	17,620	17,447
Perte à l'aliénation d'immobilisations	677	580
	569,086	517,041
Perte d'exploitation	(112,877)	(94,161)
Répartitions (note 11)	103,217	108,040
Bénéfice après répartitions	(9,660)	13,879

ÉTAT NON VÉRIFIÉ DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde au début de l'exercice	92,438	82,145
Virement du paiement forfaitaire—Revenu reporté	2,000	
Ajustement exercice antérieur—Immobilisation	(789)	(3,586)
Bénéfice/(perte) après répartitions	(9,660)	13,879
Solde à la fin de l'exercice (voir note 15)	83,989	92,438

ÉTAT NON VÉRIFIÉ DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde au début de l'exercice	1,262,354	1,167,929
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	99,242	94,359
Cession nette d'immobilisations (au) du Canada	(906)	66
Solde à la fin de l'exercice (voir note 15)	1,360,690	1,262,354

ÉTAT NON VÉRIFIÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités d'exploitation:		
Bénéfice après répartitions	(9,660)	13,879
Éléments sans incidence sur l'encaisse:		
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	99,242	94,359
Amortissement	57,693	62,193
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2,434	2,217
Amortissement des frais reportés	225	225
Perte à l'aliénation d'immobilisations	677	580
	150,611	173,453
Variations de l'actif et du passif à court terme	(3,859)	(15,903)
Variations des autres éléments de l'actif et du passif:		
Débiteurs à long terme	(998)	(4,835)
Frais reportés	27,187	
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(9,452)	(1,416)
Somme nette des liquidités provenant des activités d'exploitation	163,489	151,299
Activités d'investissement:		
Virement du revenu forfaitaire—Revenu reporté	2,000	
Achat d'immobilisations	(79,552)	(103,011)
Somme nette des liquidités provenant des activités d'investissement	(77,552)	(103,011)
Somme nette des liquidités fournies, au cours de l'exercice	85,937	48,288
Imputation nette accumulée sur le compte autorisé du Fonds, au début de l'exercice	275,563	227,275
Imputation nette accumulée sur le compte autorisé du Fonds, à la fin de l'exercice (voir note 15)	361,500	275,563

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

Le Fonds renouvelable des aéroports (connu antérieurement sous le nom de Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes), conformément à la Loi sur les fonds renouvelables, a le pouvoir de faire des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital à même le Fonds du revenu consolidé aux fins de l'exploitation, de l'entretien et de l'amélioration des aéroports, à la discrétion du Conseil du Trésor. Ce Fonds a aussi le pouvoir de dépenser les revenus reçus des opérations des aéroports pour cet objectif ainsi que toute somme appropriée par le Parlement pour cette fin de temps à autre.

Ce Fonds fut établi à l'origine en 1969. Il possède un pouvoir statutaire de prélèvement de $80 millions à même le Fonds du revenu consolidé et il opère en vertu de modalités approuvées par le Conseil du Trésor.

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Suite*

Au cours des années, le nombre d'aéroports relevant du Fonds a changé. Au 31 mars 1991, il y en avait huit: Halifax, Montréal (Dorval et Mirabel), Ottawa, Pearson, Winnipeg, Calgary, Edmonton et Vancouver.

Le Fonds a cessé ses opérations le 31 mars 1991. 1990-91 Budget supplémentaire C, crédit 2c fournit l'autorisation d'abroger l'article 10 de la Loi sur les fonds renouvelables à compter du 31 mars 1991, éliminant de ce fait les conditions légales nécessaires à l'existence du Fonds renouvelables des Aéroports. L'autorisation législative inutilisée est donc annulée. Voir note 15 pour plus d'information.

2. Résumé des conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada.

a) Évaluation des stocks de fournitures et approvisionnements

Les stocks de fournitures et approvisionnements, conservés aux aéroports en prévision des réparations et de l'entretien, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement.

b) Frais reportés

Les paiements effectués par le Fonds et qui donnent lieu à des bénéfices futurs sont comptabilisés en tant que frais reportés et amortis lors des exercices auxquels les bénéfices sont reliés.

c) Immobilisations

Les immobilisations achetées par le Fonds sont enregistrées au prix coûtant. Les immobilisations cédées au Fonds antérieurement au 1^er^ avril 1979 sont enregistrées à leurs valeurs d'expertise établies par le ministère des Transports conformément à la circulaire du Conseil du Trésor 1980-7. Les immobilisations cédées au Fonds le 1^er^ avril 1979 sont comptabilisées à leur valeur amortie à cette date. Toutes les cessions ultérieures d'immobilisations en provenance du Canada et au Canada sont comptabilisées à la valeur comptable nette à la date de la cession.

Les frais d'administration des projets, y compris les frais d'intérêt défrayés lors de la construction de nouveaux aéroports, sont capitalisés et insérés dans les frais d'aménagement des aéroports en autant que ces frais ne peuvent être reliés à des immobilisations particulières. Les ajouts, renouvellements et améliorations qui prolongent la durée économique des immobilisations sont capitalisés. L'entretien et les réparations sont imputés aux résultats.

d) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée utile estimative des immobilisations.

Les taux d'amortissement utilisés pour les principales catégories d'immobilisations sont comme il suit:

Aérogares et installations	2.5% à 10.0%
Pistes et autres surfaces asphaltées	2.5% à 6.7%
Machinerie et matériel	4.0% à 20.0%
Frais d'aménagement des aéroports	4.2%

e) Revenu reporté

Les sommes perçues à l'avance sont comptabilisées comme revenu reporté et comptabilisées en tant que revenu au cours de la durée du bail.

f) Coûts de contrôle de l'aérogare

Les coûts de contrôle de l'aérogare découlent des services de navigation aérienne touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs à un aéroport et le contrôle des vols d'aéronefs en route qui traversent une région de contrôle de l'aérogare. Les coûts des services du contrôle de l'aérogare sont un estimé des coûts directs et indirects y compris les frais d'amortissement des services de la circulation aérienne, des stations de données de vol, des services de soutien technique, de l'étalonnage des instruments de vol et des services météorologiques.

g) Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds

De l'intérêt est attribué au capital d'apport versé au Fonds. Le taux d'intérêt (10.52% en 1990-91, 10.40% en 1989-90) est fondé sur les taux d'emprunt des sociétés d'État pondérés de la valeur comptable nette de l'acquisition en capital des 20 dernières années. La moyenne du solde du capital d'apport défalquée de l'excédent de l'imputation nette accumulée sur le solde autorisé du Fonds au début et à la fin de l'exercice sert à calculer l'intérêt attribué.

h) Indemnités aux employés

Les employés du ministère des Transports qui exploitent les aéroports du Fonds sont assujettis à la Loi sur la pension de retraite de la fonction publique et à la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La participation du gouvernement du Canada au coût des pensions est comprise dans la somme imputée au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement réel de la pension est effectué à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique.

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent pour les employés du ministère des Transports qui exploitent les aéroports du Fonds. Ces indemnités sont versées aux employés qui quittent leur emploi ou se portent à la retraite. Le coût de ces indemnités est porté aux dépenses de l'exercice au cours duquel elles ont été gagnées.

i) Frais généraux ministériels

Les frais généraux ministériels représentent les imputations par le ministère des Transports pour le coût estimatif des services techniques et administratifs fournis au Fonds. Vu que ces dépenses ne peuvent être associées à des services particuliers, les frais sont imputés au Fonds selon un pourcentage des dépenses directes d'exploitation et d'entretien.

j) Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes, imposées aux aéroports du Fonds, sont accumulées à partir des évaluations municipales estimatives rajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Le ministère des Travaux publics verse les subventions et les recouvre du Fonds.

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

Les subventions ne sont pas définitives tant que le ministère des Travaux publics ne les a pas vérifiées, ce qui comporte souvent plusieurs années d'arrérages. Tous les rajustements lors de la phase finale sont enregistrés dans les comptes de l'exercice du règlement.

k) Services fournis gratuitement aux ministères ou reçus gratuitement de ceux-ci

Les coûts estimatifs des services fournis gratuitement aux ministères et reçus gratuitement de ceux-ci sont compris dans leurs catégories reliées aux revenus et dépenses et ils sont compensés par une attribution équivalente des répartitions.

l) Taxe sur le transport aérien

La taxe sur le transport aérien est prélevée en vertu de la partie II de la Loi sur la taxe d'accise. La taxe est perçue par le ministère du Revenu national—Douanes et Accises qui vire au ministère des Transports les fonds qui correspondent aux perceptions de taxe.

Des rentrées suffisantes de taxe sont affectées au Fonds à même le Budget principal des dépenses pour tenir compte du manque estimatif entre le revenu généré sur place et les coûts de fonctionnement, l'amortissement et l'intérêt. L'affectation de la taxe sur le transport aérien est revue ultérieurement pour compenser les rajustements sans incidence sur l'encaisse aux coûts de contrôle de l'aérogare, aux frais généraux ministériels et aux services sans frais.

L'affectation de la taxe sur le transport aérien est incluse dans les répartitions.

3. Changements apportés à la présentation des états financiers

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1990 ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

4. Débiteurs à long terme

Les débiteurs à long terme comprennent $4.2 millions des deux grandes lignes aériennes du pays à l'egard des droits de concession de l'essence à recevoir suite à un règlement négocié. Les versements à recevoir se chiffrent au total à $579,445 annuellement de 1991-92 à 1998-99 inclusivement et à $199,750 en 1999-2000 et ils ne portent pas intérêt.

La différence de $1.6 million est dûe par d'autres lignes aériennes. Les versements à recevoir se chiffrent à $798,888 annuellement de 1991-92 à 1998-99 inclusivement et ils ne portent pas intérêt.

5. Changements de traitement pour les immobilisations

Commençant le premier avril 1990, le Ministère à augmenté le niveau de capitalisation pour les immobilisations de $500 à $5,000. Ce changement de politique de comptabilisation a exigé un rajustement rétroactif, révisant de $1,026,649 la valeur comptable nette des immobilisations.

Les montants pour 1990 ont été modifiés pour être comparable, il en résulte des réductions de $3,393,154 de la valeur comptable nette et de $338,300 à l'amortissement.

Des modifications ont aussi été faites aux taux d'amortissement de quelques catégories d'immobilisations. Ces changements au devis estimatif sont comptabilisé seulement en 1991 et les périodes à venir concernées, ie des rajustements rétroactifs n'étaient pas faits.

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations, au coût et aux valeurs d'expertise	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Cessions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Terrains et frais d'aménagement des terrains	120,566		(508)	1,156	121,214
Aérogares et installations	863,790	18	(3,092)	68,761	929,477
Pistes et autres surfaces asphaltées	547,771		(5,008)	21,778	564,541
Machinerie et matériel	89,186	295	(3,033)	12,684	99,132
Frais d'aménagement des aéroports	35,604				35,604
Construction en cours	61,306	79,238		(103,160)	37,384
	1,718,223	79,551	(11,641)	1,219	1,787,352

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Aérogares et installations	367,846	28,995	(1,541)	395,300
Pistes et autres surfaces asphaltées	220,331	20,213	(5,146)	235,398
Machinerie et matériel	41,903	6,990	(1,364)	47,529
Frais d'aménagement des aéroports	22,122	1,495		23,617
	652,202	57,693	(8,051)	701,844

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

7. Entente de développement—Aérogare 3, Aéroport international Lester B. Pearson

En 1987, le ministère des Transports a conclu une entente de développement en vertu de laquelle un entrepreneur construira et exploitera un troisième bâtiment d'aérogare à l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto. Un bail pour le terrain et les ententes connexes furent conclus en 1988. Le bail pour le terrain a une durée de 40 ans et l'entrepreneur a le choix de renouveler le bail pour une durée en plus de 20 ans. Le titre du bâtiment d'aérogare passera au ministère des Transports, sans frais, et ce automatiquement à la fin des 20 ans de la durée du renouvellement ou à la fin des 40 ans de la durée du bail s'il s'avère que l'entrepreneur n'exerce pas son choix au renouvellement.

L'entrepreneur a versé $2 millions lors de la conclusion de l'entente par bail en avril 1988 et une somme en plus de $28 millions le 24 septembre 1990. Ces versements seront comptabilisés comme revenu au cours des 40 ans du bail lequel prenait effet le 1[er] mars 1991.

Le ministère des Transports a convenu de consentir, conformément à certaines conditions énoncées, des prêts à l'entrepreneur au cours des 15 premières années du bail. La somme principale et l'intérêt cumulé sur ces prêts ne peuvent être supérieurs à $70 millions et chaque année pas plus de $8 millions ne doivent faire l'objet d'un prêt. Aucun de ces prêts n'avait été consenti au 31 mars 1991.

8. Avoir du Canada

a) Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice regroupée dans l'avoir du Canada, représente l'accumulation nette de toutes les opérations en espèces effectuées par l'entremise du Fonds du revenu consolidé qui est le compte central où sont enregistrés toutes les recettes et tous les déboursés du gouvernement. En vertu de sa mission, le Fonds est crédité de tous les revenus perçus et il a le pouvoir, en vertu d'une autorisation statutaire, d'effectuer des prélèvements à même le Fonds du revenu consolidé lorsque ses revenus sont insuffisants jusqu'à concurrence d'un plafond autorisé de $80 millions.

Un prélèvement sur l'autorisation du Fonds survient lorsque les déboursés accumulés dépassent les encaissements accumulés (solde créditeur) et porte intérêt au taux fixé par le ministre des Finances. Un excédent accumulé d'encaissements sur les déboursés (solde débiteur) représente une autorisation supplémentaire de prélèvement du Fonds.

b) Capital d'apport

Le capital d'apport comprend principalement les sommes qui représentent les valeurs attribuées aux éléments d'actif cédés du Canada et au Canada et l'intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds.

c) Surplus accumulé

Le compte du surplus accumulé à la fin de l'exercice contient l'accumulation nette des surplus et des déficits depuis la création du Fonds.

9. Gendarmerie royale du Canada, services de protection

La GRC fournit gratuitement au Fonds des services de protection. Un niveau relevé de service par rapport à la protection du pays est maintenant fourni en plus des services de protection de base fournis auparavant. Une somme estimative de $29.3 millions (1990—$21.4 millions) liée au service de protection de base est comprise dans les dépenses de fonctionnement du Fonds de pair avec une répartition équivalente compensée par les répartitions.

10. Autres services au net fournis gratuitement aux ministères et reçus gratuitement de ceux-ci

Les autres services fournis gratuitement aux ministères et reçus de ceux-ci, y compris le ministère des Transports, sont comptabilisés et portés aux catégories appropriées de revenus et dépenses.

Ces services sont résumés comme suit:

	1990-91	1989-90
	(en milliers de dollars)	
Services reçus—		
Écrasement, incendie et sauvetage—Ministère de la Défense nationale	1,548	1,474
Taxe de vente provinciale—Approvisionnements et Services Canada	2,203	2,886
Entretien du matériel de télécommunications—Ministère des Transports	3,598	3,408
Autre élément	1,144	1,198
	8,493	8,966
Services fournis—		
Droits d'atterrissage—Aéronefs gouvernementaux et militaires	(6,432)	(3,273)
Autre élément	(956)	(836)
	(7,388)	(4,109)
	1,105	4,857

11. Répartitions

Certains montants sont répartis au Fonds pour compenser les dépenses comme suit:

	1990-91	1989-90
	(en milliers de dollars)	
Taxe sur le transport aérien payée au Fonds comme prévu dans le Budget principal des dépenses	53,326	65,501
Augmentation de la répartition pour compenser les ajustements sans incidence sur l'encaisse sur les coûts de contrôle de l'aérogare et des frais généraux	19,439	16,261
Répartition totale de la taxe sur le transport aérien	72,765	81,762
Services de protection de la GRC fournis gratuitement	29,347	21,421
Autres services nets fournis gratuitement aux ministères ou reçus gratuitement de ceux-ci	1,105	4,857
Répartitions totales	103,217	108,040

Fonds renouvelable des aéroports—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

12. Engagements contractuels

Le Fonds, au 31 mars 1991, s'était engagé à effectuer des dépenses d'environ $57 millions (1990—$76 millions) en vertu de contrats de construction et d'entretien d'immobilisations.

13. Cession des aéroports

En 1989, le Cabinet a approuvé une politique de cession des aéroports à la gérance locale. Plus tard cette année-là, le ministère des Transports a parafé des lettres d'intention, de pair avec les autorités aéroportuaires régionales, afin de faire démarrer la négociation quant à la cession des aéroports internationaux d'Edmonton, Vancouver et Calgary ainsi que les aéroports internationaux de Montréal à Dorval et Mirabel.

À ce jour, aucune cession n'a eu lieu mais les négociations se poursuivent et les baux à long terme devraient être conclus à cet effet au cours de l'année financière 1991-92.

14. Passif éventuel

Le ministère des Transports est le défendeur dans certaines causes en instance et imminentes liées à l'exploitation du Fonds. La somme totale des réclamations au 31 mars 1991 est d'environ $88 millions. Les règlements, le cas échéant, découlant du dénouement de ces réclamations seront comptabilisés pour l'exercice lors duquel les règlements seront effectués.

Le 16 mai 1989, presque toutes les grandes lignes aériennes utilisant les aéroports canadiens ont déposé une poursuite à la Cour fédérale du Canada, qui nomme Sa Majesté du chef du Canada, le ministre des Transports et le ministère des Transports en tant que défendeurs. La réclamation des lignes aériennes de $66 millions porte sur les honoraires de concession de l'essence pour la période allant de 1983 à 1988. La plus grande partie de cette réclamation porte sur les aéroports qui font partie du Fonds. Toutefois, une partie non définie de cette réclamation porte sur d'autres aéroports exploités par le gouvernement fédéral.

En décembre 1989, le ministère des Transports a obtenu l'accord des deux grandes lignes aériennes du pays selon lequel elles conviennent:

a) d'interrompre la poursuite juridique (leur part représentait approximativement 80% du total de la réclamation);

b) d'acquitter les honoraires de concession d'essence à partir du 1[er] décembre 1989 jusqu'au 31 mars 1991 ou la mise en place d'une nouvelle politique de récupération des coûts, quelque soit ce qui arrive en premier; et

c) de verser une part des honoraires non payés de concession d'essence de la manière négociée.

Le ministère des Transports a discontinué, tel qu'il a été convenu, de charger les honoraires après le 31 mars 1991. Les ministères de la Justice et des Transports sont au travail dans le but de résoudre le litige quant aux honoraires de concession d'essence et régler les questions découlant des contrats par rapport aux autres lignes aériennes.

15. Cessation du Fonds renouvelable des aéroports

Au termes de la délibération n° 815267, le Conseil du Trésor approuvait:

a) l'inscription d'un article au Budget des dépenses supplémentaires de 1990-91 prévoyant la cessation du Fonds renouvelable au 31 mars 1991;

b) la liquidation du Fonds, et

c) le transfert de l'actif net et de la responsabilité de la prestation des services reliés à l'activité des aéroports du Programme des transports.

Le crédit 2c du Budget des dépenses supplémentaire (C) a autorisé l'abrogation, au 31 mars 1991, de l'article 10 de la Loi établissant le Fonds renouvelable des aéroports, éliminant par le fait même le fondement juridique du Fonds.

L'annexe qui suit présente les soldes des comptes du Fonds en date du 31 mars 1991, soit avant le transfert de l'actif net à l'activité des aéroports du Programme des transports.

Fonds renouvelable des aéroports—*Fin*

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES
BILAN NON VÉRIFIÉ AU 31 MARS 1991
(avant la cessation du Fonds)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991
À court terme	
Débiteurs	
Gouvernement fédéral	36,746
Tiers, au net de la provision pour créances douteuses	56,808
Dépôts de garantie	7,495
Stocks de fournitures et approvisionnements	4,180
	105,229
Débiteurs à long terme (note 4)	5,833
Frais reportés	3,825
Immobilisations (note 6)	1,787,352
Moins: amortissement cumulé	701,844
	1,085,508
	1,200,395

PASSIF	1991
À court terme	
Créditeurs et passif couru	
Gouvernement fédéral	46,792
Tiers	16,370
Dépôts de garantie	7,495
Retenues des entrepreneurs	160
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	10,869
	81,686
À long terme	
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	6,343
Revenu reporté	29,187
	35,530
AVOIR DU CANADA (note 8)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(361,500)
Capital d'apport	1,360,690
Surplus accumulé	83,989
	1,083,179
	1,200,395

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) ont été préparés tels qu'exigés par et selon la politique et les procédures du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première concernant l'intégrité et l'objectivité des données contenues dans ces états financiers revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le directeur général, Gestion des finances, développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Celles-ci sont supportées par des systèmes et procédures additionnels qui sont élaborés et appliqués par la Division des finances et administration du Fonds. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne pour encourager la prudence, la probité et la valeur de l'argent pour la dépense des fonds publics. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les activités de vérification interne, ainsi que par des contacts fréquents avec les agents financiers et d'évaluation de programmes du ministère.

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel comptable qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste de responsabilités et par un niveau élevé de communication interne visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'Agence.

L'Agence maintient et opère un système intégré d'information financière qui a été conçu afin de rencontrer les besoins particuliers de comptabiliser les transactions financières d'un fonds renouvelable et aussi pour fournir au moment voulu l'information financière au ministère d'Approvisionnement et services Canada en tant que Receveur général responsable des comptes du Canada.

Approuvé par:

Directeur intérimaire, Finances et administration
Agence des télécommunications gouvernementales
(Agent financier supérieur à plein temps)
MICHEL LAFLEUR

Directeur général intérimaire, Gestion des finances
Ministère des Communications
(Agent financier supérieur)
PAT BORBEY

le 24 juillet 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net pour l'exercice		748,643		1,802,342
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds ...	860,000	923,431	782,000	808,077
Fonds provenant de l'exploitation	860,000	1,672,074	782,000	2,610,419
Acquisitions nettes d'immobilisations	(750,000)	(949,863)	(350,000)	(600,257)
Variation du fonds de roulement	(466,000)	(7,774,694)	(788,000)	(5,368,846)
Autres éléments		6,995,506		5,143,600
Autorisation (employée) fournie	(356,000)	(56,977)	(356,000)	1,784,916

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	17,391,908	10,263,619
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	17,816,918	14,205,063
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	37,304,033	26,620,866
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	(2,095,207)	(2,152,184)
Limite de l'autorisation	30,000,000	30,000,000
Autorisation non employée reportée	32,095,207	32,152,184

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	38,759,676	28,126,547
Tiers	2,566,357	2,204,463
Frais payés d'avance	24,443	
	41,350,476	30,331,010
Immobilisations au coût (note 4)	5,849,578	5,218,369
Moins: amortissement accumulé	3,187,978	2,742,140
	2,661,600	2,476,229
Autres		
Frais reportés	4,959	7,792
Produits à recevoir	1,388	9,713
	6,347	17,505
	44,018,423	32,824,744

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	299,481	245,959
Tiers	17,410,267	14,080,418
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	78,976	82,265
Recettes reportées		135,310
	17,788,724	14,543,952
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,472,901	1,290,568
Recettes reportées—Contrats de services	198,005	308,363
	1,670,906	1,598,931
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	17,391,908	10,263,619
Surplus accumulé	7,166,885	6,418,242
	24,558,793	16,681,861
	44,018,423	32,824,744

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Recettes		
Services des télécommunications:		
Services personnalisés	115,775,078	100,530,893
Services interurbains	77,827,232	81,881,915
Services partagés de transmission des données	11,005,420	8,846,897
Services locaux partagés	7,075,864	7,533,725
Services des annuaires	1,497,320	1,313,077
Frais transmis	775,156	
Autres services du réseau	13,290	24,317
Architecture des télécommunications	30,000	
Autres recettes	2,902	3,255
Total des recettes	214,002,262	200,134,079
Frais		
Exploitation:		
Services personnalisés	114,289,774	99,084,798
Services interurbains	63,519,365	66,386,368
Services partagés de transmission des données	10,004,666	9,003,791
Services locaux partagés	2,750,131	4,717,266
Frais transmis	1,503,867	
Services des annuaires	875,143	707,105
Autres services du réseau	5,000	29,411
	192,947,946	179,928,739
Services gestion:		
Traitements	11,345,283	11,456,964
Indemnités de cessation d'emploi	266,464	263,035
Services professionnels	3,669,607	2,460,325
Location d'édifice et d'équipement	1,473,400	1,230,568
Téléphone et fret	766,379	643,589
Voyages	460,794	394,428
Amortissement	312,427	251,934
Fournitures et accessoires de bureau	281,804	265,018
Réparations	268,597	175,341
Renseignements	108,025	139,883
Perte sur l'alinéation d'immobilisations	37,880	27,445
Autre	1,529	2,306
	18,992,189	17,310,836
Architecture des télécommunications:		
Traitements	61,072	
Services professionnels	202,365	
Voyages	1,813	
Autre	252	
	265,502	
Frais d'intérêt sur le Fonds renouvelable	1,047,982	1,092,162
Total des frais	213,253,619	198,331,737
Profit net	748,643	1,802,342

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	6,418,242	4,615,900
Profit net pour l'exercice	748,643	1,802,342
Solde à la fin de l'année	7,166,885	6,418,242

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net pour l'exercice	748,643	1,802,342
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	266,464	263,035
amortissement	726,612	610,559
perte sur l'aliénation d'immobilisations	37,880	27,445
amortissement des frais reportés	2,833	2,834
Moins: amortissement des recettes reportées—Contrats de services	(110,358)	(95,796)
	1,672,074	2,610,419
Variations des disponibilités et exigibilités	(7,774,694)	(5,368,846)
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(84,131)	(97,044)
Recettes reportées—Contrats de services		193,462
Produits à recevoir	8,325	27,614
	(75,806)	124,032
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(6,178,426)	(2,634,395)
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achats	(949,863)	(600,257)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(949,863)	(600,257)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(7,128,289)	(3,234,652)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(10,263,619)	(7,028,967)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(17,391,908)	(10,263,619)

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui le demandent. L'article 23 de la Loi sur la régularisation des comptes qui a été abrogé et remplacé par l'article 4 de la Loi sur les Fonds renouvelables permet au Ministre d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne devant pas excéder $8,000,000 en aucun temps. Cette autorisation a été augmentée à $12,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, à $15,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits, à $19,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits et à $30,000,000 en vertu de la Loi n° 3 de 1989-90 portant affectation de crédits. En raison de paiements faits à Bell Canada pour un contrat terminé, un montant de $1,485,822 a été radié du Fonds en vertu du crédit 2c de la Loi n° 4 de 1982-83 portant affectation de crédits. Un montant de $741,781, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Frais payés d'avance

Des paiements sont faits aux fournisseurs pour des services qui seront rendus dans le prochain exercice financier et ils sont enregistrés comme frais payés d'avance au bilan.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Dans la plupart des cas, l'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants: automobiles (30%), équipement de bureau (20%), ameublement et aménagement (10%). L'équipement de télécommunications représente une catégorie spéciale d'éléments d'actifs amortis linéairement sur les cinq à sept premières années d'utilisation de l'équipement.

c) Frais reportés

Les frais reportés se rapportent à l'acquisition d'équipement de télécommunications par l'Agence des télécommunications gouvernementales et sont amortis selon la méthode linéaire sur la même base que celle relative à l'actif. En 1990-91, l'amortissement se rapportant aux autres frais reportés se chiffrait à $2,833.

d) Recettes reportées—Contrats de services

Les paiements à l'avance des ministères et organismes-clients pour des services de télécommunications futurs sont inscrits à titre de recettes reportées et sont transférés aux recettes en montants égaux sur une période de cinq à sept ans. En 1990-91, un montant de $110,358 a été gagné.

e) Produits à recevoir à long terme

Des plans de remboursement mensuels sont offerts aux ministères et aux agences afin de couvrir les frais d'implantation de services de télécommunications. À la fin de 1990-91 le solde était de $9,209. La tranche à court terme des produits à recevoir (échéant en 1990-91) se chiffre à $7,820 et est incluse dans les débiteurs du bilan—Gouvernement du Canada.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Modifications apportées à la présentation des états financiers

La répartition des dépenses entre les divisions opérations, gestion et administration et planification et coordination a été révisée pour refléter davantage la nature et la responsabilité de l'organisme de service spécial.

Les états financiers comprennent ici les catégories suivantes: opérations (aucune modification), services de gestion (auparavant gestion et administration et planification et coordination) et architecture des télécommunications.

Les chiffres comparatifs de 1990 sont réinscrits dans le tableau pour que la présentation de 1991 soit respectée.

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	1,806,600	562,357	141,654	2,227,303
Ameublement et aménagement	252,200	88,499		340,699
Automobiles	107,388	11,299		118,687
Équipement de télécommunications	2,875,181	287,708		3,162,889
	5,041,369*	949,863	141,654	5,849,578

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	929,416	280,332	103,774	1,105,974
Ameublement et aménagement	155,053	18,565		173,618
Automobiles	73,587	13,530		87,117
Équipement de télécommunications	1,407,084	414,185		1,821,269
	2,565,140*	726,612	103,774	3,187,978

*Le solde au début de l'exercice pour les immobilisations et amortissement accumulé n'inclus pas un montant de $177,000 pour l'équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition, ce montant fût utilisé entièrement.

Fonds renouvelable des approvisionnements

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des approvisionnements ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada, conformément aux politiques du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux normes et aux exigences en matière de rapport du Receveur général du Canada.

Ces états financiers ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements présentés ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes. Certains renseignements sont basés sur les figures et les opinions auxquelles en sont venus les cadres de la Direction, au meilleur de leurs connaissances.

Le Secteur des finances et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports, qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Des programmes de vérification interne viennent s'ajouter aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne.

Approuvé par:

Directeur général,
Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports
J. G. SÉGUIN

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
S. E. WHITELEY

le 21 juin 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
(Perte nette) profit net pour l'exercice	(3,420,000)	(9,355,087)	135,000	914,861
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	7,673,000	7,777,158	6,783,000	6,720,618
Fonds provenant de l'exploitation	4,253,000	(1,577,929)	6,918,000	7,635,479
Acquisitions nettes d'immobilisations	(18,344,000)	(11,648,627)	(17,400,000)	(10,134,609)
Variation du fonds de roulement	6,972,000	47,014,342	7,241,000	(6,421,046)
Autres éléments		(23,105,871)		6,662,754
Autorisation fournie	(7,119,000)	10,681,915	(3,241,000)	(2,257,422)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	118,125,704	152,642,135
Plus: imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	129,642,744	85,078,013
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	187,309,843	166,579,628
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	60,458,605	71,140,520
Limite de l'autorisation	200,000,000	200,000,000
Autorisation non employée reportée	139,541,395	128,859,480

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	184,044,490	208,400,602
Tiers	9,273,688	6,338,709
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	3,130,208	5,413,950
Stocks au coût (note 3)	23,047,042	24,434,122
Autres	2,802,905	6,128,535
	222,298,333	250,715,918
Débiteur à long terme		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED) (note 4)	4,136,335	4,864,980
Immobilisations au coût (note 5)	61,944,925	54,807,839
Moins: amortissement accumulé	33,060,603	29,289,541
	28,884,322	25,518,298
Améliorations locatives (nettes de l'amortissement)	3,609,897	3,104,452
Autres		
Droits de la Couronne à la valeur nominale	1	1
	258,928,888	284,203,649

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	73,248,565	75,826,104
Gouvernement du Canada	52,248,878	42,835,026
Revenu reporté	26,374,431	14,613,987
	151,871,874	133,275,117
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	118,125,704	152,642,135
Déficit accumulé	(11,068,690)	(1,713,603)
	107,057,014	150,928,532
	258,928,888	284,203,649

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Ventes (note 6)		
Approvisionnements	427,240,558	420,929,642
Opérations régionales	213,682,172	210,055,751
	640,922,730	630,985,393
Coût des ventes (note 6)		
Approvisionnements	273,446,753	270,586,020
Opérations régionales	113,014,474	103,587,253
	386,461,227	374,173,273
Marge bénéficiaire brute	254,461,503	256,812,120
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	132,555,287	125,939,071
Services professionnels et spéciaux	69,617,330	71,969,084
Locaux	18,510,820	17,560,689
Réparations, approvisionnements, divers	7,865,309	6,811,235
Intérêt	6,407,488	7,154,681
Fret à la vente	5,883,945	5,981,838
Voyages et déménagements	5,450,325	5,753,536
Communications	5,414,754	4,832,560
Amortissement	4,568,748	3,838,950
Information	3,520,921	4,213,284
Locations	1,092,338	1,111,316
Stocks et autres pertes	488,777	638,913
Perte sur aliénation d'immobilisations	69,322	560,177
Escomptes de caisse	(378,769)	(468,075)
	261,066,595	255,897,259
Profit net (perte nette) avant poste extraordinaire	(6,605,092)	914,861
Poste extraordinaire (note 9)	(2,749,995)	
Profit net (perte nette)	(9,355,087)	914,861

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	(1,713,603)	(2,628,464)
Profit net (perte nette) pour l'exercice avant poste extraordinaire	(6,605,092)	914,861
Poste extraordinaire (note 9)	(2,749,995)	
Solde à la fin de l'exercice	(11,068,690)	(1,713,603)

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
(Perte nette) profit net	(9,355,087)	914,861
Plus: amortissement	6,910,515	5,782,005
amortissement des améliorations locatives	420,596	378,436
perte sur l'aliénation d'immobilisations	446,047	560,177
	(1,577,929)	7,635,479
Variations des disponibilités et exigibilités	47,014,342	(6,421,046)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	45,436,413	1,214,433
Activités d'investissement:		
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	728,645	840,340
Immobilisations		
Achat d'équipement	(10,671,532)	(9,280,881)
Achat des améliorations locatives	(977,095)	(853,728)
	(11,648,627)	(10,134,609)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(10,919,982)	(9,294,269)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	34,516,431	(8,079,836)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(152,642,135)	(144,562,299)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(118,125,704)	(152,642,135)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991

1. Objectif et autorisation

L'objectif du Fonds est d'acquérir et de fournir les biens et les services requis par les ministères et les organismes, compte tenu du rôle que jouent les achats dans la réalisation des objectifs nationaux, et d'offrir des services pour l'écoulement du matériel appartenant à l'État, le tout au moindre coût.

Le Fonds renouvelable des approvisionnements a été autorisé par le crédit L6 (Approvisionnements et Services) de la Loi de crédits n° 1 de 1975. Les modifications apportées à l'affectation ont autorisé le fusionnement des opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements avec celles du Fonds renouvelable de l'imprimerie à compter du 1er avril 1975, avec le Fonds renouvelable de l'édition à compter du 1er avril 1976 et avec le Fonds renouvelable des expositions à compter du 1er avril 1977.

En date du 1er avril 1980, le Parlement, par le biais de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits concernant les comptes du Fonds renouvelable des approvisionnements. L'article 29 de la Loi a établi le Fonds renouvelable des approvisionnements en tant qu'entité budgétaire, avec une autorisation législative permanente de $150 millions. La limite d'autorisation du Fonds a été ultérieurement portée de $150 millions à $200 millions en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits. En 1983, la Loi sur les Fonds renouvelable a abrogé la "Loi sur la régularisation des comptes"et l'article 8 autorisa l'établissement du Fonds renouvelable des approvisionnements.

Un montant de $44,171,345 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, les surplus accumulés ont été transférés à l'autorisation du Fonds comme suit:

	$
1982-83	3,256,386
1983-84	4,888,134
1984-85	5,691,677
1985-86	22,763,154
1986-87	647,189
	37,246,540

2. Conventions comptables importantes

a) Recettes et dépenses

Les recettes et les dépenses sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf pour les écarts suivants:

(i) La comptabilité d'exercice utilisée pour enregistrer certains revenus provenant d'acquisitions est basée sur des analyses statistiques détaillées et vérifiées du volume de travail. Cette convention a été adoptée afin d'éviter un système coûteux de tenue de livres tout en respectant l'obligation d'adhérer au principe comptable généralement reconnu du rapprochement des coûts et des recettes.

Cette politique a été passée en revue le 1er avril 1985. Par conséquent, pour les contrats ($200,000 à $50 millions entre le 1er avril 1985 et le 31 mai 1987) $240,000 à $60 millions du 1er juin 1987, ainsi de suite, des frais initiaux à 50% de la valeur dans le cas des achats scientifiques et techniques et à 65% dans le cas des achats commerciaux et d'imprimerie sont imputés au moment de l'attribution du contrat, le reste des frais est imputé au cours de l'exécution du contrat. Certains autres contrats importants sont administrés selon la méthode de gestion de projet et le coût réel du projet est enregistré comme revenu au cours de chaque exercice pour toute la durée du projet. La Direction admet que certaines recettes sont gagnées avant que le contrat ne soit accordé mais elle est d'avis qu'il n'y a pas entorse sérieuse au principe comptable du rapprochement des coûts et des recettes.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Suite*

(ii) Les prestations aux employés (indemnités de cessation d'emploi et indemnités de congés) s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans les conventions collectives. Le passif couru correspondant n'est pas comptabilisé, le coût de ces prestations est donc imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Un tableau du passif non comptabilisé figure à la note 8.

b) Amortissement

L'amortissement des améliorations locatives est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail, soit une période maximale de 10 ans. L'amortissement des autres immobilisations, calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, commence durant l'année suivant l'acquisition et s'échelonne sur la durée de vie utile estimative, comme suit:

Améliorations locatives	10 ans
Ameublement	5 ans
Équipement TED	5 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel d'entrepôt	10 ans
Matériel d'imprimerie	8 ans
Matériel audio-visuel	10 ans

3. Inventaires

	1991	1990
	$	$
Matériaux bruts et produits finis	21,560,291	23,139,797
Travaux en cours	1,486,751	1,294,325
	23,047,042	24,434,122

4. Investissement net dans des contrats de location de matériel TED

Le 2 mars 1976, le Conseil du Trésor a autorisé le Fonds renouvelable des approvisionnements à acheter du matériel informatique spécifique tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor pour les ministères clients. Le principal, l'intérêt et tous les autres frais sont remboursés par les ministères sur une période de un à cinq ans en vertu de contrats de location-financement. Le Fonds renouvelable des approvisionnements demeure propriétaire du matériel jusqu'à ce que celui-ci soit entièrement payé. Les paiements dûs par les ministères clients pour l'investissement à long terme dans des contrats de location sont les suivants: $2,228,738 en 1992-93, $1,444,795 en 1993-94 et $301,582 en 1994-95 et $161,221 en 1995-96.

5. a) Immobilisations et amortissement accumulé

Un amortisssement de $2,762,363 en 1991 et de $2,323,491 en 1990 est compris dans le coût des ventes sur l'état de l'exploitation. Des ajustements aux soldes d'ouverture des immobilisations et des améliorations locatives ont été effectués à la suite de décisions administratives. La valeur nette aux livres n'a pas été affectées par ces décisions.

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	5,081,432	477,691	654,792	4,904,331
Équipement TED	27,313,170	6,803,538	711,921	33,404,787
Véhicules automobiles	863,713	174,697	71,879	966,531
Matériel d'entrepôt	4,565,324	437,131	274,329	4,728,126
Matériel d'imprimerie	15,356,098	2,732,226	1,186,784	16,901,540
Matériel audio-visuel	1,628,102	46,249	634,741	1,039,610
	54,807,839	10,671,532	3,534,446	61,944,925

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	3,534,714	487,696	689,449	3,332,961
Équipement TED	10,600,748	4,662,998	543,409	14,720,337
Véhicules automobiles	429,152	139,397	67,965	500,584
Matériel d'entrepôt	3,347,999	344,141	197,423	3,494,717
Matériel d'imprimerie	10,338,195	1,121,707	1,201,183	10,258,719
Matériel audio-visuel	1,038,733	154,576	440,024	753,285
	29,289,541	6,910,515	3,139,453	33,060,603

b) Améliorations locatives et amortissement

	Solde au début l'exercice	Acquisitions	Amortissement	Suppression	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$	$
Améliorations locatives	8,774,414	977,095		1,164,511	8,586,998
Amortissement	5,669,962		420,596	1,113,457	4,977,101
	3,104,452	977,095	420,596	51,054	3,609,897

Une perte sur la disposition d'actifs et la suppression des améliorations locatives pour un montant de $376,725 a été inclus dans le total du poste extraordinaire.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

6. Ventes et coût des ventes

À des fins de consolidation, les ventes et le coût des ventes au montant de $33,704,270 ($35,210,619 en 1990) ont été exclus.

7. Frais d'acquisitions reportés—Contrats

Conformément à la politique du Ministère en ce qui a trait à la répartition uniforme des recettess pour certains genres de contrats, laquelle est définie à la note 2a)(i), la valeur des frais d'acquisitions reportés à l'égard des travaux en partie inachevés s'élevait à $10,694,507 au 31 mars 1991 ($9,799,001 en 1990).

8. Passif concernant les prestations aux employés

Le passif non comptabilisé concernant les prestations aux employés se compose d'indemnités de cessation d'emploi et d'indemnités de vacances.

	1991	1990
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	34,360,500	35,232,057
Indemnités de vacances	10,633,676	8,067,032
	44,994,176	43,299,089

9. Poste extraordinaire

En date du 1er avril 1991, le Fonds renouvelable des approvisionnements a été réorganisé. Ainsi, la Direction des services de communications du Fonds a été enlevée et remplacée par un organisme de services sous l'appellation "Groupe Communication Canada". Cette réorganisation a suscité les ajustements suivants à l'intérieur du Fonds renouvelable des approvisionnements.

	$
Centre d'expositions du gouvernement Canadien	
Coûts de fermeture—Facilités de transformation	1,910,000
Ajustement d'inventaire	839,995
	2,749,995

10. Assurance

Le Fonds renouvelable des approvisionnements n'a aucune assurance sur ses biens ou sur ceux qui appartiennent à d'autres et qu'il conserve dans ses entrepôts. Cette mesure est conforme à la politique d'auto-assurance de gouvernement.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau des passeports tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La division de l'administration des services financiers du Fonds se conforme aux conventions comptables et de gestion financière du ministère, développe les politiques relatives au Fonds et publie les manuels et les directives qui décrivent ces politiques et les procédures afférentes. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui permettent aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées selon les autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé. Les systèmes sont renforcés par le biais des programmes de vérification interne du ministère.

Approuvé par:

Directeur général, Direction générale des finances et des services administratifs centraux
(Agent financier supérieur à plein temps)
K. F. McCARTHY

Sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion ministérielle
(Agent financier supérieur)
G. LAMBERT

le 20 juin 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
(Perte nette) profit net pour l'exercice	(35,583)	(581,586)	245,402	(388,423)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	600,000	833,952	775,000	906,878
Fonds provenant de (utilisés pour) l'exploitation	564,417	252,366	1,020,402	518,455
Acquisitions nettes d'immobilisations	(800,000)	(1,017,7[illegible]9)	(510,000)	(563,448)
Variation du fonds de roulement	(480,000)	370,254	(61,589)	(5,471,708)
Autres éléments		(889,089)		5,410,677
Autorisation (employée) fournie	(715,583)	(1,284,238)	448,813	(106,024)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10,632,025)	(11,185,165)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,729,499	1,063,872
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	194,273	259,744
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(9,096,799)	(10,381,037)
Limite de l'autorisation	4,000,000	4,000,000
Autorisation non employée reportée	13,096,799	14,381,037

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	119,160	176,588
Tiers	124,496	178,025
Stocks au coût et au prix coûtant moyen (note 3)	1,479,836	1,596,230
Frais payés d'avance	42,165	233,212
	1,765,657	2,184,055
Immobilisations (note 4)		
Au coût	4,983,235	3,977,456
Moins: amortissement accumulé	2,973,124	2,355,332
	2,010,111	1,622,124
	3,775,768	3,806,179

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	824,364	696,865
Tiers		
Créditeurs	931,852	1,280,651
Indemnités de congé	394,040	367,595
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	283,202	224,275
Revenus reportés	310,838	223,055
	2,744,296	2,792,441
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,852,285	1,806,105
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10,632,025)	(11,185,165)
Surplus accumulé	9,811,212	10,392,798
	(820,813)	(792,367)
	3,775,768	3,806,179

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Revenus		
Droits gagnés	32,144,258	30,174,720
Revenus divers	5,590	3,392
	32,149,848	30,178,112
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	16,535,517	15,413,056
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	204,170	398,264
Exploitation de passeport dans les postes à l'étranger	4,447,460	4,447,460
Matériel de passeport et formules de demande	3,789,823	3,717,380
Logement	2,050,142	1,951,921
Services profesionnels et spéciaux	1,829,271	1,524,872
Imprimerie, papeterie et approvisionnement	769,840	472,780
Fret, messageries et camionnage	736,411	211,108
Télécommunications	694,033	668,841
Amortissement	623,329	503,374
Services des postes et affranchissement	415,148	808,669
Voyages et déménagements	299,969	217,335
Réparations et entretien	194,019	144,318
Location	117,487	70,539
Dépenses diverses	10,453	5,838
Renseignements	7,909	5,540
Perte sur aliénation d'immobilisations	6,453	5,240
	32,731,434	30,566,535
Profit (perte) net	(581,586)	(388,423)

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	10,392,798	10,781,221
Profit (perte) net pour l'exercice	(581,586)	(388,423)
Solde à la fin de l'exercice	9,811,212	10,392,798

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
(Perte) profit net de l'exercice	(581,586)	(388,423)
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	204,170	398,264
amortissement	623,329	503,374
perte sur aliénation d'immobilisations	6,453	5,240
	252,366	518,455
Variation des disponibilités et exigibilités	370,254	(5,471,708)
Variation des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(157,991)	(90,855)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement	464,629	(5,044,108)
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(1,017,769)	(563,448)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(1,017,769)	(563,448)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(553,140)	(5,607,556)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	11,185,165	16,792,721
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	10,632,025	11,185,165

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports a été constitué en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage appropriés à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La Loi sur les fonds renouvelables a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Fonds du revenu consolidé jusqu'à un total de $4,000,000 à des fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Un montant de $745,893, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant et le stock des passeports en cours est évalué au prix coûtant moyen pour l'exercice.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

b) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période du bail en cause. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'année d'acquisition, sur leur vie utile estimative, comme suit:

Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans
Autres pièces d'équipement	10 ans

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit dans les comptes lorsque les bénéfices sont gagnés par les employés.

d) Les droits de passeports sont versés au moment de la demande et font l'objet d'une comptabilité d'exercice. Par revenus reportés on entend les droits reçus pour lesquels des services de passeports n'ont pas encore été rendus.

3. Stocks

	1991	1990
	$	$
Fournitures et approvisionnement	1,319,668	1,485,014
Travaux en cours	160,168	111,216
	1,479,836	1,596,230

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	670,133	249,348		919,481
Ameublement	685,448	150,241	2,713	832,976
Équipement TED	1,337,809	417,048	1,195	1,753,662
Autres équipements	1,284,066	201,132	8,082	1,477,116
	3,977,456	1,017,769	11,990	4,983,235

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	448,016	250,901		698,917
Ameublement	299,688	44,774	688	343,774
Équipement TED	1,021,939	191,687		1,213,626
Autres équipements	585,689	135,967	4,849	716,807
	2,355,332	623,329	5,537	2,973,124

5. Baux à long terme

En vertu de baux à long terme qui se terminent entre le 31 mars 1991 et le 31 août 1995, le Bureau des passeports occupe vingt-trois locaux différents.

Les dépenses locatives se composent de:

	1991	1990
	$	$
Loyers	2,052,981	1,951,921
Services	50,270	27,985
	2,103,251	1,979,906

Office national du film

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office national du film tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été vérifiés par le Comité de vérification et présentés au Conseil d'administration de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Directeur de l'administration et des services financiers développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne permettant des contacts fréquents entre le personnel du Fonds renouvelable et celui du Bureau du vérificateur général. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Approuvé par:

Conseillère financière, Services financiers
(Agente financière supérieure à plein temps)
MARYSE CHARBONNEAU

Directeur
Administration/Finance/Personnel
(Agent financier supérieur)
GILLES ROY

le 28 juin 1991

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Autorisation annuelle qui s'annule				
Coût de l'exploitation pour l'exercice		(75,710,635)		(72,501,930)
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		3,421,435		2,772,171
Fonds provenant de l'exploitation	(74,040,628)	(72,289,200)	(70,711,503)	(69,729,759)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(2,566,000)	(3,060,059)	(2,479,000)	(3,189,412)
Remboursement du dépassement du crédit de 1987-88 à partir de l'autorisation statutaire du fonds renouvelable				(266,439)
Autorisation employée	(76,606,628)	(75,349,259)	(73,190,503)	(73,185,610)
Autorisation statutaire				
Remboursement du dépassement du crédit parlementaire d'exploitation de 1987-88				266,439
Variation du fonds de roulement	250,000	1,234,190	510,000	557,838
Autres éléments		(807,010)		1,086,117
Autorisation employée	250,000	427,180	510,000	1,910,394
Total de l'autorisation employée	(76,356,628)	(74,922,079)	(72,680,503)	(71,275,216)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	11,906,786	12,727,251
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	6,647,838	5,104,298
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,532,677	792,621
paiement de traitements saisi codé incorrectement en 1989-90		3,500
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	17,021,947	17,035,428
Limite de l'autorisation	20,000,000	20,000,000
Autorisation non employée reportée	2,978,053	2,964,572

Office national du film—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de l'Office national du film au 31 mars 1991 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit cumulé et l'état de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la Direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Encaisse	286,372	242,513
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	1,194,292	1,182,601
Tiers	2,708,621	2,414,391
Avances à des coproducteurs (note 3)	463,681	381,704
Stocks (note 4)	2,543,327	2,993,892
Frais payés d'avance	723,836	441,975
	7,920,129	7,657,076
Immobilisations (note 5)		
Coût	33,043,671	30,792,629
Moins: amortissement cumulé	20,094,703	18,186,295
	12,948,968	12,606,334
	20,869,097	20,263,410

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	1,918,472	2,042,788
Tiers	5,005,925	3,551,584
Salaires et avantages courus	800,212	574,345
Avances sur productions	292,007	305,223
Portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	417,383	278,830
Portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	400,000	400,000
	8,833,999	7,152,770
Passif à long terme		
Obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	796,954	1,006,572
Provision pour prestations de cessation d'emploi	7,374,783	6,645,167
	8,171,737	7,651,739
	17,005,736	14,804,509
Passif éventuel (note 10)		
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable (note 7)	11,906,786	12,727,251
Déficit cumulé (note 8)	(8,043,425)	(7,268,350)
	3,863,361	5,458,901
	20,869,097	20,263,410

Approuvé par la Direction:

Directeur, administration, finances et personnel
GILLES ROY

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
JOAN PENNEFATHER

Approuvé par l'Office:

Membre
ROBERT GIROUX

Membre
MARC DORION

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses (note 9)		
Programmation anglaise		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	28,476,131	27,573,795
Production commanditée	1,804,746	1,314,539
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	10,417,058	9,575,921
	40,697,935	38,464,255
Programmation française		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	18,754,884	18,348,472
Production commanditée	1,201,510	1,086,558
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	4,024,281	3,283,106
	23,980,675	22,718,136
Services généraux		
Distribution et autres services	10,151,199	9,459,456
Recherche et développement	652,046	509,796
	10,803,245	9,969,252
Direction et services administratifs	9,192,948	9,636,447
	84,674,803	80,788,090
Revenus		
Production et mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles		
Programmation anglaise	1,835,197	1,372,823
Programmation française	1,218,382	1,092,032
Copies de films, locations et redevances		
Distribution canadienne	2,319,274	2,347,793
Distribution internationale	2,613,540	2,320,003
Services et divers	977,775	1,153,509
	8,964,168	8,286,160
Coût de l'exploitation pour l'exercice	75,710,635	72,501,930

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	7,268,350	7,331,772
Coût de l'exploitation pour l'exercice	75,710,635	72,501,930
	82,978,985	79,833,702
Crédit parlementaire—Exploitation	(74,935,560)	(72,565,352)
Solde à la fin de l'exercice	8,043,425	7,268,350

ÉTAT DE L'IMPUTATION NETTE CUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS RENOUVELABLE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation:		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(75,710,635)	(72,501,930)
Éléments n'affectant pas l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable		
Amortissement	2,617,165	2,631,118
Perte (gain) sur l'aliénation d'immobilisations	29,195	(61,963)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	729,616	272,106
Augmentation (diminution) de la provision pour vacances courues	45,459	(69,090)
	(72,289,200)	(69,729,759)
Diminution des éléments provisionnés du fonds de roulement	1,234,164	557,838
	(71,055,036)	(69,171,921)
Activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	(2,764,427)	(2,897,547)
Immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition	(283,943)	(128,648)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	59,376	88,397
	(2,988,994)	(2,937,798)
Activités de financement:		
Crédit parlementaire	75,349,259	73,185,610
Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations, net de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(413,699)	(620,258)
	74,935,560	72,565,352
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	283,943	128,648
Paiements des obligations découlant de contrat de location-acquisition	(355,008)	(380,263)
	74,864,495	72,313,737
Diminution de l'exercice	(820,465)	(204,018)
Solde au début de l'exercice	12,727,251	12,931,269
Solde à la fin de l'exercice	11,906,786	12,727,251

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Statut et objectif

L'Office national du film, constitué en 1950 en vertu de la Loi sur le cinéma, est établi pour entreprendre en premier lieu et favoriser la production et la distribution de films dans l'intérêt national, et notamment pour:

produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et pour en favoriser la production et la distribution;

représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses départements;

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Suite*

faire des recherches sur les activités en matière de film et en mettre les résultats à la disposition des personnes adonnées à la production de films;

émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités en matière de film; et

remplir, dans les activités en matière de film, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

Une autorisation permanente continue du Parlement, par voie d'un fonds renouvelable, permet à l'Office d'effectuer des paiements à même le Trésor du Canada au titre de fonds de roulement et de financement temporaire des coûts d'exploitation et d'acquisition d'immobilisations et permet l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité. Celle-ci prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable des immobilisations ne doit jamais excéder $20 millions. Un crédit parlementaire est voté annuellement pour renflouer le fonds renouvelable du coût net des acquisitions d'immobilisations et des coûts admissibles d'exploitation. Ce crédit est comptabilisé dans l'exercice auquel il s'applique et tout solde non utilisé périme.

2. Conventions comptables importantes

Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés aux résultats comme suit:

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions, de même que l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées, de même que la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Les revenus de production de films et autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commandités dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Copies de films

Le coût des copies destinées à la vente est comptabilisé aux stocks. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Stocks

Les productions en cours sont évaluées au montant cumulatif des coûts engagés dans chacune des productions, qui excède les avances facturées, jusqu'à concurrence du solde facturable au commanditaire. Par contre, tout excédent cumulatif des avances facturées sur les frais engagés est comptabilisé au poste avances sur productions.

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au prix coûtant moyen.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût direct moyen de fabrication et de leur valeur nette de réalisation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, comme suit:

Équipement technique de	5 à 20 ans
Équipement informatique de	3 à 10 ans
Mobilier de bureau de	10 à 20 ans
Équipement de bureau de	10 à 15 ans
Matériel roulant de	5 à 10 ans

Les améliorations locatives sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation d'immobilisations. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la juste valeur d'acquisition de l'actif (excluant les frais d'intérêts). Les actifs sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Avances à des coproducteurs

L'Office a avancé des fonds à des coproducteurs afin de financer temporairement une partie de leurs coûts de production et d'éviter des délais dans le calendrier de production. Ces avances sont remboursables selon les étapes de production. En contrepartie les coproducteurs ont signé, au bénéfice de l'Office, des cessions de créances pour des sommes qui leur sont dues ou qui pourraient leur être dues par Téléfilm Canada.

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

4. Stocks

	1991	1990
	$	$
Productions en cours	954,426	1,020,729
Fournitures et approvisionnements	1,215,582	1,380,929
Copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente	373,319	592,234
	2,543,327	2,993,892

5. Immobilisations

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement technique	22,764,597	1,904,591	373,620	24,295,568
Équipement informatique	4,413,964	626,998	360,709	4,680,253
Mobilier de bureau	1,079,061	156,140	6,899	1,228,302
Équipement de bureau	604,990	54,320	22,603	636,707
Matériel roulant	94,068	22,378	33,497	82,949
	28,956,680	2,764,427	797,328	30,923,779
Équipement loué en vertu de contrats location-acquisition				
Équipement informatique	1,822,301	283,943		2,106,244
Équipement de bureau	13,648			13,648
	1,835,949	283,943		2,119,892
	30,792,629	3,048,370	797,328	33,043,671

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement technique	14,626,041	1,566,419	353,447	15,839,013
Équipement informatique	2,528,896	648,736	312,296	2,865,336
Mobilier de bureau	411,256	66,352	87	477,521
Équipement de bureau	321,241	47,108	20,816	347,533
Matériel roulant	71,845	5,762	22,111	55,496
	17,959,279	2,334,377	708,757	19,584,899
Équipement loué en vertu de contrats location-acquisition				
Équipement informatique	225,424	281,423		506,847
Équipement de bureau	1,592	1,365		2,957
	227,016	282,788		509,804
	18,186,295	2,617,165	708,757	20,094,703

6. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a signé des ententes pour la location d'équipements informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs furent capitalisés pour un montant de $2,119,892 tenant compte de taux d'intérêts variant de 7% à 15%. Les obligations correspondantes sont diminuées sur la durée des baux de 3 ans à 5 ans et sont séparées au bilan entre les portions à court terme et à long terme. Les paiements minimaux exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 ont totalisé $483,329 ce qui inclut un montant d'intérêt de $128,321 imputé aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend:

Paiements futurs exigibles en vertu des baux

	$
1992	521,611
1993	504,517
1994	401,010
	1,427,138
Moins: intérêts	212,801
	1,214,337
Portion à court terme	417,383
Portion à long terme	796,954

Office national du film—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

7. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

	1991	1990
	$	$
Éléments provisionnés du fonds de roulement	172,155	1,406,319
Valeur nette comptable des immobilisations	12,948,968	12,606,334
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	(1,214,337)	(1,285,402)
	11,906,786	12,727,251

8. Déficit cumulé

Constitué des dépenses non provisionnées suivantes:

	1991	1990
	$	$
Vacances courues	268,642	223,183
Prestations de cessation d'emploi		
À court terme	400,000	400,000
À long terme	7,374,783	6,645,167
	8,043,425	7,268,350

9. Dépenses

	1991	1990
	$	$
Salaires et avantages sociaux	44,046,619	41,442,765
Location	9,067,487	9,302,148
Services professionnels et spéciaux	7,176,133	7,575,704
Transport et communications	5,668,246	5,801,557
Participation en espèces dans des coproductions	4,614,898	4,918,315
Matériel et fournitures	4,195,681	2,981,208
Amortissement	2,617,165	2,631,118
Réparations et entretien	2,501,093	1,083,576
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	2,057,845	2,418,316
Information	1,716,253	1,748,344
Divers	1,013,383	885,039
	84,674,803	80,788,090

10. Passif éventuel

L'Office est défenderesse dans une réclamation ou poursuite en justice pour des montants totalisant $260,000. La Direction estime que cette action n'aura pas, le cas échéant, pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

Commission de la fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, que nous avons dressés conformément à la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables ainsi qu'aux exigences et aux normes établies par le Receveur général du Canada concernant la production des rapports. Les gestionnaires du Fonds sont les premiers responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données figurant dans ces états financiers.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et appliquées de la même façon que pour l'exercice précédent. Quelques-unes de ces politiques sont expliquées plus loin dans les notes faisant partie de ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. En vue de la production des rapports, le Fonds contient un ensemble de comptes qui constituent un dossier centralisé de toutes ses transactions financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers contenus dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à l'information présentée dans ces états financiers.

La Direction des services financiers et les Agents de gestion financière du Fonds qui, sur le plan fonctionnel, relèvent de l'agent financier supérieur à plein temps, développent et propagent des politiques de comptabilité et de gestion financière et émettent les directives particulières favorisant l'application des normes de comptabilité et de gestion financière et de contrôle interne. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon les règles établies et conformément aux autorisations émanant du Parlement. Elles sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les activités des systèmes de gestion et de contrôle interne sont complétées par celles de la vérification interne et de la vérification permanente exercée par les Agents de gestion financière du Fonds, les agents financiers et la Direction des services financiers. En outre, pour assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ces états financiers, le Fonds sélectionne soigneusement des employés qualifiés, voit à leur formation et à leur perfectionnement, prend les mesures organisationnelles nécessaires à la répartition équitable des responsabilités et applique des programmes de communication de sorte que ses règlements, ses politiques, ses normes et ses directives en matière de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur des services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
G. A. WRIGHT

Directrice exécutive, Gestion ministérielle
(Agent financier supérieur)
MARY J. MURPHY

le 24 juin 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
(Perte nette) profit net pour l'exercice	101,000	(952,331)	(132,000)	(1,370,579)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds ...	503,000	749,330	305,000	469,821
Fonds provenant de l'exploitation	604,000	(203,001)	173,000	(900,758)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(218,000)	(408,785)	(300,000)	(555,360)
Variation du fonds de roulement	(283,000)	(652,752)	962,000	646,218
Autres éléments		671,801	(709,000)	(447,367)
Autorisation (employée) fournie	103,000	(592,737)	126,000	(1,257,267)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(314,046)	(1,578,584)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	2,936,371	2,177,276
immobilisations transférés au ministère déduit du fonds renouvelable	(175,661)	
perte associée crédités au compte du crédit après le 31 mars	(297,024)	
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	3,749,739	2,318,844
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice ..	(1,600,099)	(1,720,152)
Limite de l'autorisation	4,500,000	4,500,000
Autorisation non employée reportée	6,100,099	6,220,152

Commission de la fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	3,797,367	2,551,716
Tiers	141,423	76,857
Avances comptables aux employés	800	800
Frais payés d'avance	177,667	19,448
	4,117,257	2,648,821
Immobilisations (note 4)		
Au coût	3,040,737	2,869,955
Moins: amortissement accumulé	1,687,807	1,402,333
	1,352,930	1,467,622
	5,470,187	4,116,443

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	2,223,110	1,378,742
Tiers		
Créditeurs	713,261	798,534
Indemnités de congé	356,503	280,122
Revenus reportés	67,186	86,978
	3,360,060	2,544,376
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,426,710	1,200,857
	4,786,770	3,745,233
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(314,046)	(1,578,584)
Surplus accumulé	997,463	1,949,794
	683,417	371,210
	5,470,187	4,116,443

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Revenus		
Frais de cours et services	23,911,362	11,055,411
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités des employés	16,574,551	7,321,825
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	225,853	126,673
Services professionnels et spéciaux	3,944,110	1,493,987
Location	1,411,639	1,507,655
Voyages et communications	842,365	596,599
Information	505,702	517,446
Amortissement	347,816	343,148
Fournitures et approvisionnements	324,379	222,718
Services financiers et administratifs	100,000	204,000
Réparations	27,833	22,265
Autres	18,621	69,674
	24,322,869	12,425,990
Perte nette avant poste extraordinaire	(411,507)	(1,370,579)
Poste extraordinaire (note 5)	(540,824)	
Perte nette	(952,331)	(1,370,579)

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,949,794	3,320,373
Perte nette net pour l'exercice	(952,331)	(1,370,579)
Solde à la fin de l'exercice	997,463	1,949,794

Commission de la fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Perte nette avant poste extraordinaire	(411,507)	(1,370,579)
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	225,853	126,673
amortissement	347,816	343,148
	162,162	(900,758)
Variations des disponibilités et exigibilités	(652,752)	646,218
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(490,590)	(254,540)
Activités d'investissement:		
Perte sur transfert des actifs et passifs de FLC au Ministère (note 5)	(540,824)	
Immobilisations		
Transfert des immolbilisations associé à FLC (note 5)	175,661	
Achetées	(408,785)	(555,360)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(773,948)	(555,360)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1,264,538)	(809,900)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1,578,584	2,388,484
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	314,046	1,578,584

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a été établi en vertu du crédit L120 de la Loi nº 3 de 1971 portant affectation de crédits en vue d'assurer la formation et le perfectionnement des fonctionnaires fédéraux.

La Loi sur la régularisation des comptes, S.C., 1980, c. 17, accorde au Fonds une autorisation permanente continue d'effectuer des versements à même le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation dont le total ne doit jamais excéder $4,500,000. Conformément aux crédits 115a (1980-81) et 35c (1981-82), les déficits accumulés de $4,573,071 ont été supprimés des comptes. Un montant de $1,915,571, représentant le passif net pris en charge par le Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981. La Loi sur la régularisation des comptes a été abrogée et remplacée par l'article 7 de la Loi sur les fonds renouvelables.

2. Conventions comptables importantes

a) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

b) Immobilisations et amortissement

En vigueur le 1er avril 1984, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel suit la convention comptable de la capitalisation des achats d'immobilisations et de l'imputation à l'exploitation de leur utilisation. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode du solde décroissant sur leur durée de vie utile depuis l'année d'acquisition, comme suit:

Mobilier de bureau et de salle de classe	10%
Matériel de bureau et de salle de classe	15%
Matériel informatique et de traitement de textes	25%

c) Frais payés d'avance

Suivant les termes de deux contrats, des paiements d'avances sont effectués auprès des fournisseurs de cassettes-vidéo éducatives et sont enregistrés comme frais payés d'avance au bilan. L'imputation de ces frais aux opérations du Fonds coïncide à la fourniture des services. Les frais payés d'avance au 31 mars 1991 inclus aussi les inventaires de photocopies et de fournitures maintenus pour la vente à Formation Linguistique Canada.

d) Revenus reportés

Les revenus reportés représentent les sommes reçues des clients pour des services à être rendus.

3. Opérations subventionnées

Au cours de 1990-91, des montants à même les crédits de $2,885,000 ont été versés au Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Ces montants ont été approuvés pour acquitter le coût des opérations permanentes qui n'est pas recouvrable. Cette somme s'élevait à $2,885,000 en 1989-90.

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Diminution des actifs due au transfert de FLC au Ministère	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	824,189	118,892	80,565	862,516
Matériel	417,772	60,090	31,570	446,292
Matériel informatique et de traitement de textes	1,627,994	229,803	125,868	1,731,929
	2,869,955	408,785	238,003	3,040,737

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	304,614	63,847	8,057	360,404
Matériel	222,711	38,273	4,735	256,249
Matériel informatique et de traitement de textes	875,008	245,697	49,550	1,071,155
	1,402,333	347,817	62,342	1,687,808

Commission de la fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Poste extraordinaire

Au cours de 1990-91 le Fonds a fait rapport d'une perte extraordinaire de $540,824 causée par le transfert de FLC au Crédit Annuel (décision du Conseil du Trésor) sur le plan opérationnel multi-année de la Commission de la fonction publique pour 1991-92). Formation Linguistique Discrétionnaire a présenté un profit net de $540,824 pour l'exercice 1990-91 et les comptes du bilan étaient les suivants:

	$
Comptes débiteurs	(716,738)
Comptes créditeurs	54,550
Immobilisations	(175,661)
Perte nette pour l'année fiscale 1990-91	297,025
Perte sur le transfert	(540,824)

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada, selon les politiques du Conseil du Trésor, la Loi sur la production de défense et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada.

Les états ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements apparaissant ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance.

Le Secteur des finances et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction générale de la politique de la comptabilité et des systèmes de rapports, qui élabore et propage les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par des programmes de vérification interne.

Approuvé par:

Directeur général
Direction générale de la politique de la comptabilité des systèmes de rapports
J. G. SÉGUIN

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
S. E. WHITELEY

le 21 juin 1991

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE
CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Limite commune d'autorisation	100,000,000[1]	100,000,000[1]
Moins: autorisation nette imputée au compte de prêts de la production de défense	26,324,007	26,324,007
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	73,675,993	73,675,993
Autorisation non employée reportée	73,675,993	73,675,993

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE
CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Limite commune d'autorisation	100,000,000[1]	100,000,000[1]
Moins: autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	73,675,993	73,675,993
Autorisation nette disponible pour le compte de prêts	26,324,007	26,324,007
Autorisation nette employée	26,324,007	26,324,007
Autorisation non employée reportée		

[1] La limite commune d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable de la production de défense et le Compte de prêts de la production de défense est de $100,000,000 tel qu'indiquée à la note 1.

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Changement du fonds de roulement	(1,600,000)		(1,850,000)	32,913
Autres éléments				
Autorisation fournie	(1,600,000)		(1,850,000)	32,913

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Changement dans l'actif et le passif actuels		32,913
Ressources financières nettes fournies et évolution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice		32,913
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice		(32,913)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice		

Fonds renouvelable de la production de défense—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été autorisé en vertu de l'article 15 de la Loi sur la production de défense. Il a été établi en 1951 dans le but:

a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et

c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturées à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La Loi sur la régularisation des comptes (S.C. 1980, c. 17) a eu pour effet de créer un compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la Loi sur la production de défense, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation permanente et continue aux termes de la Loi sur la régularisation des comptes, d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé, le total ne devant jamais dépasser de plus de $100 millions l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes. Un montant de $15,408,997 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, l'excédent accumulé de $455,935 a été transféré à l'autorisation du Fonds en 1984-85.

2. Conventions comptables importantes

a) Paiements aux fournisseurs au titre de fournitures de défense sont facturés au coût aux ministères et sociétés d'État.

b) Paiements échelonnés aux fournisseurs

Les paiements échelonnés aux fournisseurs et la dette courue à leur égard au titre de fournitures de défense commandées par des ministères ou organismes gouvernementaux ou au titre de marchandises stockées, qui sont en cours et entreposées chez le fournisseur, sont enregistrés à titre de paiements échelonnés aux fournisseurs. En vertu des clauses des contrats, les fournisseurs sont débiteurs du Fonds tant que les fournitures n'ont pas été livrées.

c) Facturation échelonnée aux clients

La facturation aux clients pour des fournitures de défense commandées qui ne leur ont pas été livrées est enregistrée dans les comptes sous forme de factures échelonnées aux clients.

Remarque: Pour les exercices se terminant le 31 mars 1990 et 1991, aucune opération concernant a), b) et c) n'a été faite.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes, telles qu'énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Les renseignements apparaissant dans les états financiers sont conformes à ceux figurant ailleurs dans les Comptes publics et dans les états ministériels. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds.

La Direction générale de la gestion intégrée du ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques aux gestionnaires du Fonds renouvelable de façon à suivre les normes de comptabilité et de gestion financière.

La gestion financière et le contrôle interne du Fonds sont maintenus grâce à un partage juste des responsabilités, un processus de direction et d'évaluation de ceux rattachés à l'opération du Fonds ainsi que par des programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur général intérimaire,
Direction des finances et de la gestion des ressources
(Agent financier supérieur à plein temps)

H. CROWE

Sous-ministre adjoint intérimaire,
Direction générale de la gestion intégrée
(Agent financier supérieur)

B. M. FORESTELL

le 2 juillet 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net (perte nette) pour l'exercice	29,000	(753,715)	(60,000)	487,751
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	211,000	290,274	170,000	285,086
Fonds provenant de l'exploitation	240,000	(463,441)	110,000	772,837
Acquisitions nettes d'immobilisations	(240,000)	(175,279)	(110,000)	(64,924)
Variation du fonds de roulement		561,349		587,214
Autres éléments		(550,983)		(678,826)
Autorisation fournie (employée)		(628,354)		616,301

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2,202,571)	(2,260,610)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,823,268	1,370,528
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,141,955	1,259,531
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(1,521,258)	(2,149,613)
Limite de l'autorisation	2,000,000	2,000,000
Autorisation non employée reportée	3,521,258	4,149,613

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Disponibilité—Tiers	1,141,956	1,259,531
Avances redevables consenties aux employés	13,325	13,534
	1,155,281	1,273,065
Immobilisations, évaluations plus acquisitions au coût (note 3)	1,853,067	1,785,943
Moins: amortissement accumulé	956,975	839,689
	896,092	946,254
	2,051,373	2,219,319

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru—Tiers		
Créditeurs	1,823,268	1,370,528
Indemnités de congé	150,958	140,800
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi		19,332
	1,974,226	1,530,660
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	376,446	292,282
	2,350,672	1,822,942
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2,202,571)	(2,260,610)
Surplus accumulé	1,903,272	2,656,987
	(299,299)	396,377
	2,051,373	2,219,319

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Recettes		
Prélèvements sur paris mutuels	15,809,842	15,651,503
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	3,875,172	3,757,374
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	64,832	67,722
Services professionnels		
Contrôle des drogues	6,195,595	5,003,452
Surveillance des courses	3,461,660	3,237,079
Photo d'arrivée	927,673	1,096,222
Recherches sur les drogues	585,834	621,303
Autres	106,359	104,742
Frais de services du ministère d'Approvisionnements et Services Canada	36,238	(23,098)
Informatique	12,376	4,131
Voyages et déménagements	412,600	368,384
Amortissement	216,025	211,143
Fournitures et approvisionnements	178,827	175,323
Locaux	159,671	310,184
Téléphone	151,293	81,866
Divers	122,651	118,321
Réparations et entretien	47,334	23,382
Pertes sur l'aliénation d'immobilisations	9,417	6,222
	16,563,557	15,163,752
Profit net (perte nette)	(753,715)	487,751

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,656,987	2,169,236
Profit net (perte nette) pour l'exercice	(753,715)	487,751
Solde à la fin de l'exercice	1,903,272	2,656,987

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net (perte nette)	(753,715)	487,751
Plus: amortissement	216,025	211,143
perte sur l'aliénation d'immobilisations	9,417	6,222
provision pour indemnités de cessation d'emploi	64,832	67,722
	(463,441)	772,838
Variations des disponibilités et exigibilités	561,349	587,214
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	19,332	(70,193)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement	117,240	1,289,859
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(175,279)	(64,924)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(175,279)	(64,924)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(58,039)	1,224,935
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	2,260,610	1,035,675
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	2,202,571	2,260,610

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes a été établi en vertu de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices suivants selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La Loi de crédits n° 1 a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la Loi sur les fonds renouvelables.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobiliers et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser $2,000,000.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les drogues destinées aux équidés et sur les techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Toutes les recettes provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être créditées au Fonds.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le solde de cette dernière, qui représente la situation financière du Fonds renouvelable, est présenté au bilan sous Avoir du Canada. Il se compose du total des opérations au comptant nettes au Fonds du revenu consolidé, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1er avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par les agents du ministère, conformément à la circulaire 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de l'année de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir:

Ameublement et matériel	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	3 ans
Bâtiments	25 ans

b) Régime de retraite

Les employés de la Division des hippodromes affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux des employés. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

c) Indemnités de congé

L'élément de passif couru figurant au bilan représente le montant des crédits d'indemnités de congé en circulation à la fin de l'exercice.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés quittant la fonction publique touchent généralement une indemnité de cessation d'emploi correspondant à une semaine de paye pour chaque année complète de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de vingt-huit semaines. Toutefois, advenant une démission, cette indemnité n'est généralement payable qu'aux employés ayant dix ans ou plus de service continu et le montant auquel ils ont droit correspond à une demi-semaine de paye pour chaque année de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de quinze semaines.

La provision à la fin de l'exercice représente une demi-semaine de paye selon les échelles de traitement courantes pour chaque année de service jusqu'à concurrence de quinze semaines.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	242,579	41,019	36,955	246,643
Matériel informatique	601,959	62,744	15,796	648,907
Parc automobile ...	263,060	71,516	55,404	279,172
Bâtiments	574,582			574,582
Terrains	103,763			103,763
	1,785,943	175,279	108,155	1,853,067

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	168,008	14,375	31,641	150,742
Matériel informatique	364,772	118,467	11,694	471,545
Parc automobile ...	203,812	60,339	55,404	208,747
Bâtiments	103,097	22,844		125,941
	839,689	216,025	98,739	956,975

Fonds renouvelable des Travaux publics

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Travaux publics, tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. De plus, certaines opérations du Fonds renouvelable ont été vérifiées par le Vérificateur général lors de sa vérification annuelle des Comptes publics.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables importantes énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale de la gestion intégrée du Ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La Direction générale maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées, selon des règlements prescrits dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne. La Gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Les systèmes comptables et les états financiers se sont développés au cours des années afin de répondre aux changements.

Approuvé par:

Contrôleur du ministère
(Agent financier principal à temps plein)
LOUISE SAINT-LAURENT

Sous-ministre adjoint, Gestion intégrée
(Agent financier principal)
ROBERT GIROUX

le 25 septembre 1991

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991		1990	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Perte de fonctionnement nette	(31,400,000)	(73,749,493)	(30,150,000)	(46,144,984)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		10,069,245		9,110,080
Fonds utilisés pour l'exploitation	(31,400,000)	(63,680,248)	(30,150,000)	(37,034,904)
Recouvrements du FRTP—Perte de fonctionnement		53,217,391	30,150,000	46,518,751
Acquisitions nettes d'immobilisations	(10,025,000)	(14,072,477)	(14,900,000)	(11,274,843)
Variation du fonds de roulement		(15,335,182)		(32,267,228)
Autres éléments		(17,510,031)		19,842,036
Autorisation employée	(41,425,000)	(57,380,547)	(14,900,000)	(14,216,188)

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

CALCUL—AUTRES ÉLÉMENTS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	Exercice courant	Exercice précédent	Différence
	$	$	$
Immobilisations assumées par le Fonds—Net (notes 4 et 5)	(36,458,225)	(35,791,123)	(667,102)
Obligations découlant des indemnités de cessation d'emploi assumées par le Fonds—Portion à long terme	34,720,327	34,795,955	(75,628)
Aliénation/ajustement aux immobilisations—Net (note 5)	876,533	629,511	247,022
Excédent des exigibilités assumées par le Fonds (notes 4 et 5)	(13,760,186)	(14,427,288)	667,102
Imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	(82,711,131)	(69,188,433)	(13,522,698)
Montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	49,688,182	53,846,909	(4,158,727)
Total des autres éléments[1]	(47,644,500)	(30,134,469)	(17,510,031)

[1] Voir l'état de l'autorisation employée.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	101,355,881	60,989,657
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	82,711,131	69,188,433
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	49,688,182	53,846,909
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	134,378,830	76,331,181
Limite de l'autorisation	450,000,000	450,000,000
Autorisation non employée reportée	315,621,170	373,668,819

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	59,515,229	58,794,478
Tiers	98,605,294	55,210,743
	158,120,523	114,005,221
Stocks de biens renouvelables	3,670,433	3,666,203
Travaux en cours	2,450,354	9,071,891
	164,241,310	126,743,315
Immobilisations (note 5)		
Au coût	110,804,515	97,730,888
Moins: amortissement accumulé	61,214,809	52,564,494
	49,589,706	45,166,394
	213,831,016	171,909,709

PASSIF	1991	1990
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	3,862,272	2,667,934
Tiers		
Créditeurs	80,745,596	68,028,360
Salaires et avantages courus	18,514,412	17,091,179
Produits et recouvrements comptabilisés d'avance	6,828,006	
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	4,000,000	4,000,000
	113,950,286	91,787,473
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	34,720,327	34,795,955
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	101,355,881	60,989,657
Déficit accumulé (note 6)	(36,195,478)	(15,663,376)
	65,160,403	45,326,281
	213,831,016	171,909,709

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Revenus		
Honoraires de gestion d'actifs	56,286,173	59,314,513
Revenus de projets	250,678,255	233,367,595
Recouvrements de salaires au coût direct	107,201,691	102,889,675
Autres revenus	12,432,149	5,809,097
	426,598,268	401,380,880
Dépenses		
Personnel	405,589,030	378,914,810
Transports et communications	14,333,664	14,320,106
Information	1,806,428	1,706,368
Services professionnels et spéciaux	23,933,692	21,137,768
Frais d'occupation	22,634,199	22,055,633
Location	2,699,464	2,961,137
Achat de services de réparation et d'entretien	5,788,855	3,066,063
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	10,576,009	9,201,513
Amortissement	10,069,245	9,110,080
Toutes autres dépenses	2,927,369	3,152,386
	500,357,955	465,625,864
Moins: répartition des coûts aux autres programmes	18,100,000	18,100,000
	482,257,955	447,525,864
Perte de fonctionnement avant autres dépenses	(55,659,687)	(46,144,984)
Autres dépenses (note 7)		
Traitements rétroactifs	12,309,174	
Inversion des non facturables/irrecouvrables débiteurs venant d'autres ministères du gouvernement	5,780,632	
	18,089,806	
Perte de fonctionnement nette	(73,749,493)	(46,144,984)

Voir l'annexe A pour la répartition par activité des opérations de l'exercice courant.

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	(15,663,376)	(113,109,252)
Perte de fonctionnement nette	(73,749,493)	(46,144,984)
	(89,412,869)	(159,254,236)
Radiations des déficits des exercices précédents (note 6)		93,860,734
Contrepassation d'une partie de la provision pour créances douteuses de l'exercice précédent		3,211,375
Recouvrements du FRTP—Perte de fonctionnement (crédit 1)	53,217,391	46,518,751
Solde à la fin de l'exercice	(36,195,478)	(15,663,376)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Perte de fonctionnement nette	(73,749,493)	(46,144,984)
Plus: amortissement	10,069,245	9,110,080
	(63,680,248)	(37,034,904)
Variation du fonds de roulement	(15,335,182)	(32,267,228)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(79,015,430)	(69,302,132)
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Acquisitions	(14,072,477)	(11,274,843)
Assumées par le Fonds (net)	(667,102)	303,004
Aliénations/ajustement (net)	247,022	629,511
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(14,492,557)	(10,342,328)
Activités de financement:		
Obligations découlant des indemnités de cessation d'emploi assumées par le Fonds	(75,628)	(2,419,522)
Radiations des déficits des années antérieures		93,860,734
Inversion d'une portion de la provision pour créances douteuses pour l'année antérieure		3,211,375
Recouvrements du FRTP—Perte de fonctionnement (crédit 1)	53,217,391	46,518,751
Ressources financières nettes employées par les activités de financement	53,141,763	141,171,338
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(40,366,224)	61,526,878
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(60,989,657)	(122,516,535)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(101,355,881)	(60,989,657)

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

RÉPARTITION DE L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION PAR ACTIVITÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1991

ANNEXE A

	Ministériels et administratifs	Immobiliers	Architecture et génie	1991 Total
	$	$	$	$
Revenus				
Honoraires de gestion d'actifs		56,286,173		56,286,173
Revenus de projets		80,650,947	170,027,308	250,678,255
Recouvrements de salaires au coût direct		102,637,410	4,564,281	107,201,691
Autres revenus	1,489,509	9,091,572	1,851,068	12,432,149
	1,489,509	248,666,102	176,442,657	426,598,268
Dépenses				
Personnel	75,969,695	190,407,542	139,211,793	405,589,030
Transports et communications	4,781,430	5,680,713	3,871,521	14,333,664
Information	1,030,991	474,092	301,345	1,806,428
Services professionnels et spéciaux	14,139,441	5,904,162	3,890,089	23,933,692
Frais d'occupation	9,087,512	8,094,887	5,451,800	22,634,199
Location	1,268,038	859,517	571,909	2,699,464
Achat de services de réparation et d'entretien	2,788,118	994,111	2,006,626	5,788,855
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	4,079,986	2,633,287	3,862,736	10,576,009
Amortissement	5,405,993	1,937,082	2,726,170	10,069,245
Toutes autres dépenses	1,565,207	470,377	891,785	2,927,369
	120,116,411	217,455,770	162,785,774	500,357,955
Moins: répartition des coûts aux autres programmes	18,100,000			18,100,000
	102,016,411	217,455,770	162,785,774	482,257,955
Perte de fonctionnement avant autres dépenses	(100,526,902)	31,210,332	13,656,883	(55,659,687)
Autres dépenses (note 7)				
Traitements rétroactifs				12,309,174
Inversion des non facturables/irrecouvrables débiteurs de d'autres ministères du gouvernement				5,780,632
				18,089,806
Perte de fonctionnement nette				(73,749,493)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Travaux publics a été établi par la Loi sur la régularisation des comptes, Loi C-22 datée du 22 juillet 1980, qui a été annulée et remplacée en 1985 par la section 5 de la Loi sur les Fonds renouvelables. Cette Loi permet au ministre des Travaux publics d'encourir des dépenses pour les démarches entreprises par son ministère pour le compte d'autres ministères et organismes, autres gouvernements ainsi que pour les locataires du secteur privé de propriétés louées ou appartenant à l'État. Le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, des dépenses de fonctionnement et en capital. Le total de ces dépenses ne peut excéder en aucun temps la somme de $450 millions.

Conformément à l'ancienne article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes et par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire B de 1983-84, l'autorisation du Fonds a été modifiée pour inclure des frais pour le compte d'autres programmes ministériels de TPC et pour élargir l'autorisation financière de $55 à $150 millions. Le Budget des dépenses supplémentaire final de 1984-85 a augmenté l'autorisation de $150 à $300 millions. Par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire E de 1987-88, l'autorisation a été augmentée de nouveau, cette fois de $300 à $450 millions.

Du 1er avril 1985 au 31 mars 1988, le Programme des services a été financé par un fonds renouvelable selon le principe de la récupération des coûts directs, auquel s'est ajouté un crédit de paiement pour couvrir les dépenses de fonctionnement non récupérables auprès des clients, de même qu'un crédit pour couvrir les acquisitions d'immobilisations du Programme. Depuis le 1er avril 1988, selon les termes et conditions révisées de la délibération du Conseil du Trésor 805839 approuvée et datée le 25 juin 1987, le Fonds renouvelable des Travaux publics a comme objectif d'opérer en tant qu'entité financière autonome en imputant des honoraires calculés selon les prix du marché, conformément au barême approuvé par le Conseil du Trésor, pour les services fournis aux clients. Dû à l'incertitude dans la projection des revenus, le Ministère a jugé nécessaire de faire une demande de fonds en 1989-90 et 1990-91 aux montants de $46,518,751 et de $53,217,391 respectivement, afin de couvrir partiellement les pertes de fonctionnement.

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Suite*

2. Conventions comptables importantes

Le Fonds renouvelable des Travaux publics est débité pour toutes les dépenses du Programme des services, (à l'exception du crédit statutaire: Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile) et est aussi crédité pour toutes les sommes reçues des clients pour services rendus. Les revenus générés comprennent des honoraires basés sur les pratiques du marché plus le recouvrement de salaires et autres déboursés, lorsque nécessaire.

Les états financiers ont été préparés selon les conventions comptables suivantes:

Constatation des revenus

Les revenus sont reconnus dans la période comptable au cours de laquelle ils sont gagnés, c'est-à-dire, que les biens ou les services ont été fournis ou qu'a eu lieu un évènement entraînant une réclamation.

Constatation des dépenses

Toutes les dépenses, y compris les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont reconnues dans l'exercice au cours de laquelle elles ont été encourues.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont comptabilisés lors de l'émission de factures pour biens ou services rendus et sont rapportés selon le montant facturé. C'est la politique du Fonds d'établir une provision pour créances douteuses.

Stocks de biens renouvelables

Ce compte ne porte que sur les biens renouvelables achetés et gardés dans les magasins de TPC pour les gestionnaires opérationnels responsables des services de gestion des biens et des autres services dont la Gestion du matériel est d'accord. Les stocks sont constitués d'articles classés selon les catégories suivantes: quincaillerie, matériel électrique, bois et matériel de plomberie. Les stocks de biens renouvelables sont évalués au coût réel, selon la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les heures de travail réelles aux tarifs courants multipliés par un coefficient de facturation, honoraires et débours encourus pour les services complétés ou biens livrés sur les projets des clients ou pour le compte des autres programmes du ministère de TPC, moins tous les montants déjà facturés.

Immobilisations

Certaines immobilisations qui étaient auparavant sous la garde du ministère des Travaux publics, ont été assumées par le Fonds et comptabilisées au coût ainsi que leur amortissement accumulé. Ces immobilisations sont donc reflétées dans les documents comptables à leur valeur nette au livre. Les acquisitions d'immobilisations par le Fonds depuis le 1er avril 1988 sont comptabilisées au coût.

Les installations maritimes flottantes et les installations côtières connexes de moins de $15,000 sont entièrement imputées à l'exercice pendant lequel elles sont achetées.

Les immobilisations (autres que celles se rapportant aux installations maritimes flottantes et aux installations côtières connexes) de moins de $1,000 sont imputées à l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Une dépense qui prolonge la durée économique d'une immobilisation ou augmente ses capacités doit être capitalisée.

Les produits de l'aliénation des immobilisations sont conservés par le Fonds renouvelable, et les gains ou les pertes découlant de l'aliénation, indiqués séparément dans les états financiers.

Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties à leur valeur résiduelle selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement est basé sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations à partir du mois où ces immobilisations deviendront opérationnelles.

	Durée d'utilisation prévue
Installations maritimes flottantes et installations côtières connexes	
Dragueurs et installations côtières fixes	35 ans
Chalands, remorqueurs et grosses embarcations pour relevés hydrographiques	30 ans
Autres éléments de dragage	15 ans
Autres immobilisations	
Véhicules et équipement de construction	3 ans
Outils, machines, équipement pour les immeubles et les bureaux, y compris l'équipement informatique, meubles et installations fixes et équipement utilisé pour l'entretien des immeubles	5 ans

Pension de retraite

Les employés du Ministère dont les salaires et autres bénéfices sont payés par le Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages de l'employé. Les charges à payer pour les paiements de pension sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

Salaires et avantages courus des employés

Ce passif couru représente le montant des congés annuels inutilisés basés sur un taux moyen de salaire en vigueur à la fin de l'année.

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Le coût des ces indemnités est imputé aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquiert le droit. Le montant du passif a été établi en utilisant des taux déterminés sur une base actuarielle et qui nous sont fournis par le Conseil du Trésor.

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Suite*

3. Modifications de la présentation des états financiers

L'état de l'exploitation de 1989-90 présentait les revenus et dépenses par type, pour deux des trois activités du Ministère. Les dépenses par type au montant de $115,556,467 pour l'activité des Services ministériels et administratifs était présentée sur un état séparé. $18,000,000 de ces dépenses représentaient la répartition des coûts aux autres programmes et par conséquent, déduites de ce total. Le net de $97,456,467 a été rapporté sur l'état de l'exploitation. Un autre poste distinct "redressements aux revenus et dépenses" au montant de $2,294,954 apparaissait sous la marge de contribution.

En 1990-91, l'état de l'exploitation présente le total des trois activités du Ministère et en annexe on présente séparément les activités par type de revenus et dépenses. Le montant pour redressements aux revenus et dépenses est maintenant rapporté dans "Toutes autres dépenses".

4. Actif et passif assumés

Afin de permettre au Fonds d'opérer en tant qu'entité financière autonome, certaines immobilisations originalement financées à même les affectations ministérielles, ainsi que des exigibilités pour congés inutilisés et des indemnités de cessation d'emploi ont été assumés par le Fonds renouvelable des Travaux publics. Au 1er avril 1988, le montant de $16,547,815 représentant l'excédent des passifs sur les actifs assumés par le Fonds a été comptabilisé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Les disponibilités et les immobilisations ont été acquises à leur valeur nette de réalisation estimée et leur valeur au livre nette estimée respectivement. Les passifs à long terme ont été assumés à leur valeur actuarielle ajustée.

	1991	1990
	$	$
Actif:		
Immobilisations (net de l'amortissement)	36,458,225	35,791,123
Stocks de biens renouvelables	2,746,386	2,746,386
	39,204,611	38,537,509
Passif:		
Congés inutilisés accumulés	13,588,294	13,588,294
Indemnités de cessation d'emploi	39,376,503	39,376,503
	52,964,797	52,964,797
Passif net assumé	13,760,186	14,427,288

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice (non-redressés)	Redressements aux actifs assumés par le Fonds	Solde au début de l'exercice (redressés)	Acquisitions	Dispositions et corrections	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$	$	$
Dragues et installations fixes à terre	24,543,890	285,000	24,828,890	928,822		25,757,712
Chalands, remorqueurs et grandes embarcations pour relevés hydrographiques	6,691,482	200,214	6,891,696	68,350		6,960,046
Petites embarcations pour relevés hydrographiques	1,245,495	1	1,245,496	233,321	38,576	1,440,241
Véhicules et matériel de construction	9,557,088	(997,015)	8,560,073	834,530	31,769	9,362,834
Outils, machines, matériel de bâtiment, d'informatique et de bureau	55,692,933	(31,840)	55,661,093	12,007,454	384,865	67,283,682
	97,730,888	(543,640)	97,187,248	14,072,477	455,210	110,804,515

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice (non-redressés)	Redressements à l'amortissement accumulé résultants des changements aux actifs assumés	Solde au début de l'exercice (redressés)	Amortissement	Redressements à l'amortissement accumulé résultants des dispositions et corrections	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$	$	$
Dragues et installations fixes à terre	11,652,058	162,539	11,814,597	647,203		12,461,800
Chalands, remorqueurs et grandes embarcations pour relevés hydrographiques	3,035,795	87,569	3,123,364	108,960		3,232,324
Petites embarcations pour relevés hydrographiques	542,257		542,257	62,014		604,271
Véhicules et matériel de construction	7,523,750	(895,574)	6,628,176	943,311	31,766	7,539,721
Outils, machines, matériel de bâtiment, d'informatique et de bureau	29,810,634	(565,276)	29,245,358	8,307,757	176,422	37,376,693
	52,564,494	(1,210,742)	51,353,752	10,069,245	208,188	61,214,809
Net	45,166,394	667,102			247,022	49,589,706

Fonds renouvelable des Travaux publics—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

6. Radiation des déficits des années antérieures

Le Conseil du Trésor a approuvé le 8 février 1990 (CT 810454) la radiation d'un montant maximal de $31,260,334 des comptes du Fonds renouvelable des Travaux publics en ce qui concerne les dettes irrécouvrables d'autres ministères, organismes et sociétés d'État, ainsi que le déficit accumulé avant 1988-89.

Le 8 février 1990, le Conseil du Trésor a approuvé (CT 813101), additionnelle à ce qui est mentionné ci-haut, la radiation d'un montant de $63,400,000 du Fonds renouvelable des Travaux publics au titre des dépenses de fonctionnement de 1988-89.

L'approbation du Parlement fut aussi reçue par l'entremise du Budget des dépenses supplémentaire C 1989-90, afin de redresser les comptes du Fonds renouvelable des Travaux publics pour les montants énumérés ci-haut.

7. Autres dépenses

Les montants de $12,309,174, pour les traitements rétroactifs, et de $5,780,632, pour les inversions des non facturables/irrecouvrables débiteurs venant d'autres ministères du gouvernement, ne sont pas inclus dans les "Dépenses" parce qu'ils s'appliquent à l'exercice précédent.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1990-91

États financiers des établissements publics et d'autres entités

SOMMAIRE

	Page
Établissements publics—	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	2.2
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2.5
Commission de contrôle de l'énergie atomique	2.8
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	2.12
Commission des champs de bataille nationaux	2.19
Conseil de recherches en sciences humaines	2.22
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	2.26
Conseil de recherches médicales	2.30
Conseil des sciences du Canada	2.34
Conseil économique du Canada	2.37
Conseil national de recherches du Canada	2.40
Directeur de l'établissement de soldats	2.43
Directeur des terres destinées aux Anciens combattants	2.44
Musées nationaux du Canada	2.45
Office de stabilisation des prix agricoles	2.53
Office des prix des produits de la pêche	2.56
Autres entités—	
Commission canadienne des grains	2.59
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance	2.63
Office des produits agricoles	2.66

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (BCEATST) conformément aux normes et aux exigences de présentation de l'information du Receveur général du Canada. La Direction du BCEATST est la principale responsable de l'exactitude et de l'objectivité des données de cet état financier.

Cet état financier a été préparé conformément aux politiques de comptabilité énoncées à la note 2. La Direction a dû recourir à son jugement et à des estimations au sujet de certains renseignements, mais a tenu dûment compte de leur pertinence. Pour respecter ses obligations rédditionnelles, le BCEATST tient un ensemble de comptes qui constitue un dossier centralisé de ses transactions financières. Les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et autres états des Comptes publics sont conformes à ceux de l'état des opérations, à moins d'indications contraires.

La Direction de l'administration du BCEATST élabore et diffuse des lignes directrices de comptabilité et de gestion financière et publie des directives pour faire respecter les normes en la matière. Le BCEATST est doté de systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément aux règlements prescrits, en respectant les autorisations parlementaires, et sont enregistrées en bonne et due forme pour faire la reddition des comptes des dépenses des fonds publics et préserver l'actif du BCEATST. Le BCEATST cherche également à assurer l'objectivité et l'exactitude des données de ses états financiers en choisissant, en formant et en perfectionnant avec soin du personnel qualifié, en prenant des arrangements organisationnels pour bien répartir les responsabilités et en appliquant des programmes de communication pour que ses règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Le vérificateur général a vérifié l'état des opérations en vue de formuler une opinion éclairée quant à la présentation, de façon juste et en conformité avec les lignes directrices de comptabilité énoncées, des transactions financières du BCEATST.

Approuvé par:

Le Président
JOHN W. STANTS

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

le 17 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS
ET AU
PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Bureau. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Bureau pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 3 juin 1991

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991
	$
Dépenses	
Bureau	
Personnel	706,785
Transport et communications	74,684
Locaux	41,646
Services professionnels et spéciaux	33,330
Autres	9,206
	865,651
Exploitation	
Personnel	15,625,241
Transport et communications	1,759,546
Services professionnels et spéciaux	1,621,629
Locaux	1,270,900
Locations	1,183,339
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	989,733
Achat de services de réparation et d'entretien	529,093
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	511,775
Information	414,882
Autres	2,263
	23,908,401
Administration	
Personnel	3,266,872
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	585,883
Transport et communications	493,783
Services professionnels et spéciaux	353,907
Achat de services de réparation et d'entretien	349,401
Locaux	295,756
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	164,899
Information	131,907
Locations	31,295
Autres	345
	5,674,048
Coût total de l'exploitation	30,448,100
Recettes non fiscales	
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents (note 5)	104,112
Produits des ventes	13,134
Rémunérations de services	3,166
	120,412
Coût net de l'exploitation (note 3)	30,327,688

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

Le Président
JOHN W. STANTS

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (BCEATST) a été constitué le 29 mars 1990 en vertu de la Loi sur le BCEATST, et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'objectif du Bureau est de promouvoir la sécurité des transports. L'objet primordial des enquêtes du Bureau est la prévention des accidents. Le Bureau cherche à constater les manquements à la sécurité dans les accidents de transport et à faire des recommandations en vue de les éliminer ou de les réduire. De plus, le Bureau peut mener, outre des enquêtes indépendantes et publiques sur des accidents précis, des études et des enquêtes spéciales sur des questions plus générales liées à la sécurité des transports. Le Bureau a le pouvoir exclusif, lorsqu'il fait enquête, de dégager les causes et les facteurs des accidents. Les dépenses du Bureau sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées sur une base de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

d) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

e) Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

Les coûts estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Crédit parlementaire

	1991
	$
Conseil Privé Crédit 10	25,326,500
Annulé	708,611
	24,617,889
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,780,000
Emploi du crédit	27,397,889
Plus: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement (note 4)	3,050,211
Moins: recettes non fiscales	120,412
Coût net de l'exploitation	30,327,688

4. Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

	1991
	$
Travaux publics Canada (locaux et modifications de locaux)	1,608,302
Transports Canada (services de vols et location d'aéronefs)	881,197
Conseil du Trésor (part de l'employeur des primes d'assurances-santé)	509,712
Approvisionnements et Services Canada (administration d'émission de chèques et système de gestion du personnel)	40,000
Travail Canada (administration de l'indemnisation des travailleurs)	11,000
	3,050,211

5. Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements sont liés à des dépenses encourues lors d'exercices précédents par le Bureau canadien de la sécurité aérienne.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion du Centre. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières incluses dans notre état financier ont été vérifiées par le comité de vérification du Centre.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état des résultats sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Centre maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Centre. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers inclus dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Centre développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Centre maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Centre. Le Centre vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état des résultats grâce à la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Centre, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Centre selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

Le Président et Administrateur en chef
J. ARTHUR ST-AUBIN

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

le 20 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
ET AU
MINISTRE DU TRAVAIL

J'ai vérifié l'état des résultats du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats de l'exploitation du Centre pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail— *Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et avantages	6,777,692	6,597,181
Indemnités de cessation d'emploi	51,101	
Services professionnels et spéciaux	739,084	335,347
Transport et communications	634,199	785,622
Information	453,447	662,903
Locaux	367,421	362,484
Services publics, fournitures et approvisionnement	308,744	294,667
Mobilier, matériel et améliorations locatives	261,129	201,200
Achat de réparation et d'entretien	226,058	202,314
Locations	67,714	63,908
	9,886,589	9,505,626
Administration		
Traitements et avantages	292,733	282,812
Indemnités de cessation d'emploi		24,431
Gouverneurs, bureau exécutif et comités	313,984	260,274
Services professionnels et spéciaux	74,761	3,209
Dépenses de déplacements	17,679	24,115
Services publics, fournitures et approvisionnement	1,635	1,096
	700,792	595,937
Total des dépenses	10,587,381	10,101,563
Recettes non fiscales à valoir sur le crédit (note 3)	1,689,195	1,190,932
Coût net de l'exploitation (note 5)	8,898,186	8,910,631

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état.

Approuvé par:

La Présidente du Conseil
MAUREEN C. SHAW

Le Président et Administrateur en chef
J. ARTHUR ST-AUBIN

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre a été constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs. Les dépenses d'exploitation du Centre sont financées en partie par ses revenus d'exploitation et par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des vacances accumulées qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est comptabilisée sur une base d'exercice selon les conventions comptables du gouvernement.

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation, au cours de l'exercice d'achat.

d) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont inclus dans les dépenses.

e) Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre contribuent à parts égales au coût du Régime. Les contributions du Centre sont imputées aux dépenses sur une base de caisse.

3. Recettes non fiscales à valoir sur le crédit

	1991	1990
	$	$
Produits des ventes:		
Abonnements au disque CCINFO	964,352	582,398
Abonnements à la ligne CCINFO	79,284	93,040
Exemplaires de publications	69,767	50,036
Abonnements aux publications	66,155	109,606
Bandes mangétiques CCINFO	6,450	8,200
Publicité dans Au Centre	5,942	6,515
Vidéos	150	2,000
	1,192,100	851,795
Recouvrement des coûts:		
Services techniques	417,191	95,518
Ateliers	58,776	94,625
Dépenses de voyage	21,128	23,364
Conférences		125,630
	497,095	339,137
	1,689,195	1,190,932

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail— *Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

4. Entreprise conjointe

Le 31 mars 1991, le CCHST a reçu $265,000 comme premier versement d'un montant de $540,000 que doit payer l'Ontario Training Corporation (OTC) pour la participation indivise de 50% dans une entreprise conjointe. L'objectif du projet est d'élaborer et de commercialiser un module de formation sur les dangers des produits chimiques sur les lieux de travail, qui sera offert sur disque compact. On prévoit débuter la vente du produit en avril 1992. Les recettes seront attribuées comme suit:

Produits vendus par le CCHST—75% CCHST—25% OTC
Produits vendus par OTC—60% CCHST—40%OTC

Le CCHST n'acquèrera pas le droit de propriété total sur le produit avant trois ans et seulement quand l'OTC aura reçu un revenu total d'un million de dollars.

5. Crédits parlementaires

	1991	1990
	$	$
Ministère du Travail: crédit 15	5,333,000	8,264,000
Ministère du Travail: crédit 15c	3,486,000	358,000
Complété par le Conseil du Trésor: crédit 5	162,000	
	8,981,000	8,622,000
Somme périmée	392,813	21,368
Emploi total des crédits	8,588,187	8,600,632
Plus: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	309,999	309,999
Coût net de l'exploitation	8,898,186	8,910,631

À la suite d'une présentation soumise au Conseil du Trésor comme mesure d'urgence pour éviter des dépenses excédant le niveau de crédit autorisé, le CCHST a été autorisé à tirer une avance de $666,000 sur les crédits parlementaires devant être autorisés pour l'exercice 1991-92. De ce montant total, une somme de $273,187 a été utilisée, ce qui laisait un solde de $392,813, qui a été reporté au financement de 1991-92.

6. Immobilisations et amortissement accumulé

Les conventions comptables du gouvernement du Canada n'exigent pas la capitalisation des immobilisations. Des contrôles internes sont cependant maintenus afin de sauvegarder ces actifs et ceux-ci sont amortis sur leur durée de vie utile de cinq ans, l'amortissement étant calculé selon la méthode linéaire.

Immobilisations au coût	31 mars 1990	Acquisitions	31 mars 1991
	$	$	$
Matériel informatique	3,490,639	249,063	3,739,702
Mobilier et matériel	1,051,191	12,066	1,063,257
Améliorations locatives	632,719		632,719
	5,174,549	261,129	5,435,678

Amortissement accumulé	31 mars 1990	Amortissement	31 mars 1991
	$	$	$
Matériel informatique	2,437,623	351,526	2,789,149
Mobilier et matériel	943,658	44,581	988,239
Améliorations locatives	632,719		632,719
	4,014,000	396,107	4,410,107

7. Passif

	31 mars 1991	31 mars 1990
	$	$
Créditeurs et frais courus	446,384	428,537
Vacances courues	273,900	253,334
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	241,533	67,277
	961,817	749,148

8. Dons

Conformément à l'article 5(4) de sa Loi, le Centre a reçu $200 sous forme de dons au cours de l'exercice, portant le montant total des dons reçus à $6,225 en date du 31 mars 1991. Ce montant est porté à un compte spécial du Fonds du revenu consolidé et ne s'annule pas.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de la CCEA.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la CCEA maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations de la CCEA. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux qui apparaissent dans l'état financier.

La Direction de l'administration de la CCEA développe et distribue les conventions de comptabilité et de gestion financières, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La CCEA maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements en vigueur, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la CCEA. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. La CCEA vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

Le présent état financier a été vérifié par le vérificateur général dont le rôle était de donner une opinion avisée sur le fait que l'état financier de la CCEA, pris dans son intégralité, présentent fidèlement les opérations financières de la CCEA selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

Agent financier supérieur à plein temps
W. E. GREGORY

Agent financier supérieur
D. B. SINDEN

le 19 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ET AU
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission de contrôle de l'énergie atomique de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes de l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondagae des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1991, selon les conventions comptables décrites dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1991

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses (tableau)		
Fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux	17,899,575	14,578,480
Indemnités de cessation d'emploi	192,185	475,136
Services professionnels et spéciaux	6,553,020	5,223,787
Mobilier et matériel	2,521,346	2,299,689
Locaux	2,107,752	1,570,040
Déplacements et réinstallation	1,785,612	1,418,926
Services publics, fournitures et approvisionnements	771,336	667,333
Réparations	606,898	283,446
Communications	532,165	441,796
Renseignements	441,129	316,450
Location de matériel	76,205	132,022
Dépenses diverses	1,041	1,930
	33,488,264	27,409,035
Administration		
Traitements et avantages sociaux	3,297,212	2,441,004
Indemnités de cessation d'emploi	21,081	88,317
Dépenses des commissaires	270,125	200,549
Services professionnels et spéciaux	106,667	125,283
Déplacements	11,632	37,280
	3,706,717	2,892,433
Subventions et contributions		
Programme à l'appui des garanties	552,019	150,000
Autre élément	37,000	7,000
	589,019	157,000
	37,784,000	30,458,468
Recettes non fiscales (tableau)		
Droits de permis (note 3)	24,555,286	
Remboursement de dépenses des exercices précédents	74,614	60,987
Amendes et sanctions	31,200	2,000
Rémunérations de services	777	162
	24,661,877	63,149
Coût net de fonctionnement (note 4)	13,122,123	30,395,319

Les notes et le tableau ci-joints font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Le Président
R. J. A. LÉVESQUE

L'Administrateur financier principal
D. B. SINDEN

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS LE 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectif et activités

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) a été établie en 1946 en conformité avec la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle constitue un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques et fait actuellement rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La CCEA a pour mission de contrôler l'utilisation du nucléaire dans l'intérêt de la santé, de la sûreté et de la sécurité nationale. Elle s'acquitte de cette mission par son contrôle du développement, de l'application et de l'usage de l'énergie nucléaire au Canada, et par sa participation, au nom du Canada, à des mesures internationales de contrôle de l'énergie nucléaire.

La CCEA administre aussi la Loi sur la responsabilité nucléaire, y compris la désignation des installations nucléaires, la prescription des montants d'assurance de base que doivent souscrire les exploitants des installations nucléaires, et l'administration des primes d'assurance supplémentaire pour chacune de ces installations. Les montants d'assurance de base et d'assurance supplémentaire s'élèvent au total à 75 millions de dollars pour chaque installation désignée (voir la note 9). Au cours de l'exercice, une assurance était requise pour 15 installations.

Les dépenses de la CCEA sont financées par un crédit parlementaire. Les recettes, y compris les droits de permis, sont versées au Fonds du revenu consolidé et la CCEA ne peut s'en servir. Les avantages sociaux des employés font l'objet d'une autorisation législative.

Le 1[er] avril 1990, le Règlement sur les droits pour le recouvrement des coûts de la CCEA est entré en vigueur. L'objectif général du règlement est de permettre à la CCEA de recouvrer tous ses coûts de fonctionnement et d'administration liés à la réglementation de l'utilisation commerciale de l'énergie nucléaire directement auprès des utilisateurs. Les institutions d'enseignement, les établissements de santé sans but lucratif subventionnés par l'État et les ministères du gouvernement fédéral ne sont pas assujettis au règlement. Les coûts de la CCEA liés aux organismes exemptés, aux garanties internationales, à l'importation et à l'exportation demeurent à la charge du gouvernement.

Les droits de permis ont été établis à partir des coûts encourus par la CCEA pour réglementer chaque type de permis. Ils comprennent l'évaluation technique des demandes de permis, les inspections de conformité pour veiller à ce que les titulaires de permis se conforment aux conditions de leur permis d'exploitation et, enfin, l'élaboration de normes pour délivrer les permis. Le barème actuel des droits est fondé sur les coûts de la CCEA en 1988-89. La CCEA compte réviser ce barème tous les deux ans.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont inscrites d'après la comptabilité d'exercice, conformément à la politique comptable du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés qui sont inscrites d'après la comptabilité de caisse.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
LE 31 MARS 1991—*Suite*

b) Comptabilisation des recettes

Les droits de permis sont inscrits comme recettes en fonction de la durée de validité du permis (soit un ou deux ans, en général), sauf dans le cas des droits pour la construction d'un réacteur nucléaire. Dans ce cas, les droits s'étalent sur toute la période des travaux de la CCEA.

Le remboursement de dépenses des exercices précédents est inscrit aux recettes lorsque celui-ci est encaissé et il n'est pas soustrait des dépenses.

Les autres recettes sont inscrites d'après la comptabilité de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice durant lequel l'achat a été fait.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Cotisations au régime de retraite

Les employés de la CCEA participent au régime de pension de retraite administré par le gouvernement du Canada et contribuent à part égale avec la CCEA au coût du régime. Les cotisations de la CCEA sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

3. Droits de permis—Recettes reportées

À la fin de l'exercie, la partie reportée des droits de permis s'établissait comme suit:

	1991	1990
	$	$
Recettes de l'exercice*	37,754,149	
Moins: recettes gagnées durant l'exercice (droits de permis)	24,555,286	
Solde à la fin de l'exercice	13,198,863	

*Comprend les comptes débiteurs s'élevant à $820,787.

4. Crédit parlementaire

	1991	1990
	$	$
Énergie, Mines et Ressources		
Crédit 25 (crédit 40 en 1990)	32,280,000	26,891,000
Annulé	414,651	526,841
	31,865,349	26,364,159
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux	2,944,000	2,178,000
Emploi total du crédit	34,809,349	28,542,159
Plus: services fournis gratuitement par les autres ministères du gouvernement:		
locaux	2,107,752	1,570,040
avantages sociaux	570,096	317,000
autres	296,803	29,269
	2,974,651	1,916,309
	37,784,000	30,458,468
Moins: recettes non fiscales	24,661,877	63,149
Coût net de fonctionnement	13,122,123	30,395,319

5. Passif

À la fin de l'exercice, le passif s'établissait comme suit:

	1991	1990
	$	$
a) Comptes créditeurs		
À payer à la fin de l'exercice	3,332,995	2,001,150
À payer à la date d'échéance	1,387,648	1,985,692
Retenues de garantie	204,992	220,274
	4,925,635	4,207,116
Salaires à verser	14,147	15,034
	4,939,782	4,222,150
b) Autres éléments de passif		
Indemnités de congés	1,551,034	1,218,877
Indemnités de cessation d'emploi	1,512,317	1,389,589
	3,063,351	2,608,466

L'état des résultats tient compte des coûts représentés par les comptes créditeurs et les salaires à verser.

Les coûts associés aux autres éléments de passif ne font pas partie de l'état des résultats. Ces coûts ne sont comptabilisés qu'au moment du paiement (voir la note 2a)).

Les indemnités de congés représentent le montant des crédits accumulés à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi s'appliquent aux employés comptant 10 années ou plus de service continu et sont calculées de la façon suivante: une demi-semaine de traitement pour chaque année de service continu jusqu'à concurrence de 13 semaines de traitement.

6. Permis exempts de droits

Au cours de l'exercice, la valeur des permis exempts de droits délivrés aux institutions d'enseignement et aux établissements de santé sans but lucratif subventionnés par l'État s'élevait à $1,515,286. La valeur des permis exempts de droits délivrés aux ministères du gouvernement fédéral s'élevait à $381,238.

7. Passif éventuel

Au 31 mars 1991, la CCEA était la défenderesse dans des poursuites judiciaires totalisant $900,000 ($600,000 en 1990). De ce montant, $600,000 représentent des poursuites visant à obtenir compensation pour des dommages subis pour le non-respect d'obligations légales liées au sol contaminé par la radioactivité. Dans une autre cause, la partie adverse réclame $300,000 pour renvoi injustifié. Tout montant de règlement exigé par la suite de ces poursuites judiciaires proviendra du Fonds du revenu consolidé.

8. Opérations entre apparentés

La CCEA administre un programme spécial de recherche et de développement, de concert avec Énergie atomique du Canada Limitée (EACL), à l'appui du Programme des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pour l'exercice 1991, EACL a imputé un montant de $1,900,306 ($1,150,000 en 1990) à ce programme.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
LE 31 MARS 1991—*Fin*

9. Compte de réassurance de responsabilité nucléaire

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la responsabilité nucléaire, toutes les primes d'assurance supplémentaire payées par les exploitants des installations nucléaires sont créditées au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire. Le Compte de réassurance de responsabilité nucléaire fait partie du Fonds du revenu consolidé. Toute créance exigée de l'assurance supplémentaire est payable à partir du Fonds du revenu consolidé et imputée au Compte. Il n'y a eu ni créance ni paiement imputable au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire, depuis sa création. Le 31 mars 1991, le solde du Compte de réassurance de responsabilité nucléaire était de $535,521 ($534,021 en 1990).

Le 31 mars 1991, le montant de l'assurance fournie par le gouvernement du Canada en conformité avec la Loi sur la responsabilité nucléaire s'élève à $664,500,000 ($664,500,000 en 1990). La protection de réassurance par le gouvernement du Canada comprend également une catégorie de risques exclue des responsabilités des principaux assureurs.

10. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de 1990 ont été reclassifiées en fonction de la présentation du présent exercice.

RECETTES ET COÛT PAR ACTIVITÉ
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

TABLEAU

	1991			
	Recettes	Permis exempts de droits	Valeur totale des permis et des autres recettes	Coût de fonctionnement
	$	$	$	$
Activités de réglementation				
Réacteurs nucléaires et usines d'eau lourde	16,377,184		16,377,184	22,142,809
Réacteurs de recherche	43,000	130,647	173,647	194,006
Établissements de recherche et d'essai nucléaire	885,475		885,475	1,572,447
Mines d'uranium	2,779,741		2,779,741	4,603,552
Usines de combustible nucléaire	776,100		776,100	845,209
Substances réglementées	54,769	17,509	72,278	113,533
Accélérateurs	133,234	179,325	312,559	405,375
Radio-isotopes	2,770,635	1,495,781	4,266,416	5,087,890
Transports	200,444	10,084	210,528	253,830
Gestion des déchets et déclassement	534,704	64,178	598,882	827,002
	24,555,286	1,897,524	26,452,810	36,045,653
Autres activités	106,591		106,591	1,738,347
	24,661,877	1,897,524	26,559,401	37,784,000

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) conformément aux exigences et aux normes du Receveur général du Canada en matière de rapports. La Direction de la CEIC est le principal responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données contenues dans ces états financiers. Pour la plus grande objectivité possible, les données financières contenues dans ces états ont été examinées par la haute Direction de la CEIC.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées dans la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Une partie de l'information contenue dans les états financiers est fondée sur les meilleures estimations possibles de la Direction et s'appuie sur son discernement; également, elle tient bien compte de l'importance des faits. Pour assumer ses responsabilités en matière de rapport, la CEIC tient une série de comptes qui sert de registre centralisé des opérations financières de la CEIC. À moins d'avis contraire, l'information financière contenue dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics est identique à celle dans les états financiers.

Les services financiers élaborent et diffusent des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité, et émettent des directives à l'appui des normes de comptabilité et de gestion financière. La CEIC tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, sans dépasser les crédits parlementaires, et sont enregistrées de façon appropriée afin que les fonds gouvernementaux puissent être justifiés et que les actifs de la CEIC soient sauvegardés. Aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne viennent s'ajouter des programmes de vérification interne. La CEIC cherche également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données dans les états financiers grâce à la sélection soignée, à la formation et au perfectionnement de personnel qualifié, grâce à des arrangements sur le plan de l'organisation qui permettront un partage approprié des responsabilités et grâce à des programmes de communication qui permettront de bien faire comprendre à toute l'organisation les règlements, les politiques, les normes et les autorisations en matière de gestion.

Approuvé par:

Président
ARTHUR KROEGER

Agent financier supérieur
HY BRAITER

le 23 août 1991

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1990-91*	1989-90
Dépenses		
Programme d'emploi et d'assurance		
Assurance-chômage	2,112,233	3,109,705
Mise en valeur des ressources humaines	1,658,167	1,657,265
Service national de placement	314,067	277,625
Gestion du programme et services communs	201,258	177,836
	4,285,725	5,222,431
Programme de la gestion générale et des services		
Gestion générale et administration	310,458	280,503
Systèmes et procédures	63,451	39,057
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	1,117	1,073
	375,026	320,633
Programme d'immigration		
Opérations du programme	148,937	127,462
Établissement	106,836	89,017
Gestion et élaboration de la politique	51,439	48,474
Arbitrage	7,856	7,235
	315,068	272,188
Total des dépenses	4,975,819	5,815,252
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Recouvrement des frais d'administration du compte d'assurance-chômage	1,249,964	1,072,527
Recouvrement—Dépenses de détachement—Autres ministères gouvernementaux	38	10
Recettes non fiscales		
Rémunérations de services	39,102	23,406
Remboursements de dépenses d'exercices précédents	12,203	15,872
Produits de placements	536	420
Autres recettes		
Recouvrement des frais d'expulsion	3,794	578
Excédent des rentes sur l'État	2,513	3,052
Amendes d'assurance-chômage	2,032	2,620
Amendes et confiscations de l'immigration	1,757	1,069
Autres	255	345
Total des recettes	1,312,194	1,119,899
Coût net des opérations	3,663,625	4,695,353

* Les montants tiennent compte de la fusion des activités Gestion et administration centrales du ministère et Gestion et administration de la Commission, lesquelles forment maintenant l'activité Gestion générale et administration.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectifs

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a été créée en vertu de l'article 7 de la Loi régissant l'emploi et l'immigration de 1977 et est un établissement financier mentionné à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Toutes les dépenses de fonctionnement, les contributions et les subventions de la Commission sont financées par les autorisations budgétaires tombées en annulation tandis que les avantages sociaux des employés, les prestations de retraite supplémentaires des agents des rentes sur l'État et la contribution de l'État au compte d'assurance-chômage et au titre des prestations versées aux pêcheurs dépendent d'autorisations législatives. La Commission comprend trois secteurs de programmes dont voici les objectifs:

Programme de services généraux et spéciaux—Assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et programmes, fournir le soutien stratégique, opérationnel et administratif permettant à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada de remplir son mandat et de pourvoir à d'autres fonctions qui lui sont dévolues.

Programme d'emploi et d'assurance—Élaborer et mettre en oeuvre un ensemble structuré de politiques et de programmes pour assurer le bon fonctionnement du marché du travail canadien. L'ensemble doit être conforme aux objectifs socio-économiques nationaux et viser à: préparer une main-d'oeuvre qui puisse satisfaire aux besoins en compétences à l'échelle nationale; favoriser la croissance et l'adaptation de l'économie, sans imposer de fardeau inutile aux particuliers, aux groupes et aux régions; et donner à chacun les mêmes chances de faire valoir ses compétences sur le marché du travail et d'obtenir un emploi.

Programme d'immigration—Promouvoir les intérêts du Canada sur les plans économique, social, humanitaire et culturel et remplir les obligations du Canada au niveau international, c'est-à-dire s'occuper de l'admission des immigrants et des visiteurs ainsi que de l'établissement des immigrants et exercer un contrôle efficace à l'égard des personnes qui cherchent à entrer ou à demeurer au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

En vertu d'une autorisation statutaire non budgétaire accordée par le ministre des Finances aux termes de l'article 119 de la Loi sur l'immigration, des prêts sont consentis aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé ne pourra à aucun moment dépasser $110 millions.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

(i) Sont enregistrées les dépenses faites pour tous les biens reçus et les services fournis jusqu'au 31 mars, conformément à la politique comptable gouvernementale de paiement en fin d'exercice, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des indemnités de congés payés.

(ii) Les recettes sont enregistrées selon les méthodes de comptabilité de caisse, conformément aux conventions comptables gouvernementales.

(iii) Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'année au cours de laquelle la dépense a été engagée.

(iv) Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par d'autres ministères gouvernementaux sont indiqués dans l'état des résultats d'exploitation.

(v) Les remboursements des dépenses d'exercices précédents sont inscrits comme recettes une fois reçus et ne sont pas soustraits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'MMIGRATION DU CANADA
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Programme d'emploi et d'assurance		
Crédit 5	137,341	119,743
Annulé	68,637	39,355
	68,704	80,388
Crédit 6c	1	17
Annulé		
	1	17
Crédit 10	1,620,524	1,622,908
Annulé	52,694	60,509
	1,567,830	1,562,399
Contributions statutaires au Compte d'assurance-chômage	1,548,876	2,423,443
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	102,517	91,542
Contributions statutaires au titre des prestations versées aux pêcheurs	65,637	251,013
Prestations de retraite statutaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	36	35
Remboursements statutaires des montants portés aux recettes des exercices précédents	11	63
Total du programme	3,353,612	4,408,900
Programme de la gestion générale et des services		
Crédit 1	56,833	61,480
Annulé	17,318	15,383
	39,515	46,097
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,660	15,539
Total du programme	57,175	61,636

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Suite*

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'MMIGRATION DU CANADA—*Fin*
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Programme d'immigration		
Crédit 15	195,342	174,811
Annulé	6,261	6,911
	189,081	167,900
Crédit 16a	1,213	295
Annulé	112	1
	1,101	294
Crédit 17c	2,243	252
Annulé	110	3
	2,133	249
Crédit 20	111,869	90,649
Annulé	9,418	3,706
	102,451	86,943
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,284	16,781
Remboursements statutaires de montants portés aux recettes d'exercices précédents	18	21
Total du programme	315,068	272,188
Emploi total des crédits	3,725,855	4,742,724

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs se composent des trop-payés en salaires, des frais et amendes que doivent payer les entreprises de transport en vertu de la Loi sur l'immigration, des amendes que doivent payer les prestataires en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage, les trop-payés dans les programmes d'emploi et de l'assurance-chômage, les prêts non remboursés accordés aux immigrants et d'autres montants divers à percevoir.

	1990-91	1989-90
	(en milliers de dollars)	
Interministériel		
Interne du gouvernement		
Trop-payés—Emploi et assurance		
Remboursements des prestations d'assurance-chômage		277
Gestion générale et des services		
Détachements	943	135
Divers	162	
	1,105	412
Tiers		
Emploi et assurance		
Trop-payés des prestations d'assurance-chômage	223,527	171,079
Article 33—Assurance-chômage	57,243	35,622
Amendes d'assurance-chômage	5,902	6,419
Développement de l'emploi	3,535	1,671
Intégration professionnelle	2,447	1,914
Bénéficiaires de l'aide sociale	1,449	196
Programme national de formation en établissement	1,039	2,717
Canada au travail	929	968
Pénuries de main-d'oeuvre	842	1,213
Canada au travail—Emplois d'été	825	196
Projet de services communautaires du Canada	805	
Autres programmes—PE	514	506
Programme d'aide à la création locale d'emplois	299	165
Aide au développement des collectivités	288	286
Programme national de formation—Achat de formation	159	1,171
Programme de mobilité de la main-d'oeuvre du Canada	142	161
Formation de la gestion des entreprises	139	
Programme extension	114	114
Projets de développement communautaire du Canada	64	78
Acquisition de compétences	60	58
Formation générale dans l'industrie	55	61
Jeunesse Canada au travail	46	780
Initiatives locales	43	38
Programme d'aide au développement économique local	35	21
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	22	
Programme option formation jeunesse	17	26
Accès-carrière	14	26
Emplois subventionnés	13	17
Autres programmes	7	278
Programme de subvention et contribution de création d'emplois	5	
Programme d'emploi d'été—Expérience de travail	4	15
Trop-payés PRAE	4	127
Travail partagé d'assurance-chômage		13
Programme à l'intention des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi		12
Article 25—Assurance-chômage		8
	300,587	225,956
Immigration		
Pré 1989—Coût en détention	3,252	
Amendes infligées aux transporteurs	2,787	884
Déplacement et coût en détention	2,762	
Promesse sous condition résolutoire confisquée	2,546	2,254
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Intérêts à recevoir	760	840
Trop-payés d'aide à l'adaptation	650	378
Frais d'expulsion	113	7,817
Prêts remboursables d'aide à l'adaptation	24	26
Prêts aux immigrants	5	5
Autres comptes	2	
	12,901	12,204
Gestion générale et des services		
Trop-payés en salaires	85	53
Divers	84	86
Détachements	83	577
	252	716
Total	314,845	239,288

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Suite*

5. Fonds en fiducie et comptes à fins déterminées

Il appartient également à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada d'administrer et de contrôler les fonds en fiducie et comptes à fins déterminées qui suivent.

a) Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un programme d'assurance-chômage contributif obligatoire qui s'applique à tous les employés, sous réserve d'exceptions mineures.

La Loi autorise l'existence d'un compte dans les Comptes du Canada désigné sous le nom de Compte d'assurance-chômage.

La Loi porte que ce qui suit sera porté au crédit du Compte d'assurance-chômage: a) les cotisations, pénalités et intérêts; b) la part gouvernementale des prestations versées selon le projet de Loi C-21, la part de 1990-91 est calculée et applicable à la période du 1er avril au 23 octobre 1990; c) les remboursements des trop-payés de prestations, ou les trop-payés des sommes versées sous la section 26.1 et, les remboursements de prestations; d) les montants relatifs aux services fournis à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, ou au public; e) les montants fournis à toute autre fin liée à l'assurance-chômage et autorisés par un crédit géré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada; et f) l'intérêt sur le solde du Compte aux taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi dispose également que ce qui suit soit porté au débit du compte: a) les prestations versées en vertu de la Loi; b) les sommes versées sous la section 26.1 pour l'assistance de développement; c) les frais d'administration de la Loi; et d) l'intérêt sur les avances faites par le ministre des Finances.

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1990-91	1989-90
Solde au 1er avril (déficit)	971	(27)
Rentrées et autres crédits		
Contributions—		
Employeur et employé(1)	13,034	11,005
État(1)	1,615	2,675
Revenus d'investissements	223	91
	14,872	13,771
Paiements et autres débits		
Prestations(1)	14,407	11,690
Frais de fonctionnement	1,260	1,083
	15,667	12,773
Augmentation ou (diminution) nette	(795)	998
Solde au 31 mars (déficit)(2)	176	971

(1) Les prestations versées aux pêcheurs qui s'élèvent à $84 millions (en 1990, $268 millions), la contribution de l'État à cet égard qui atteint $66 millions (en 1990, $251 millions) et les cotisations des pêcheurs qui totalisent $18 millions (en 1990, $17 millions) sont compris dans cet état.

(2) En vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, aucun prêt à intérêts (en 1990, aucun prêt à intérêts) a été accordé aux fins du Compte d'assurance-chômage. Au 31 mars 1991, un solde net totalisait $176 millions (en 1990, $971 millions).

b) Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été créé par la Loi relative aux rentes sur l'État et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, qui mettait fin à la vente de ces rentes. Le Compte est évalué, chaque exercice, selon les méthodes actuarielles, et le déficit ou l'excédent imputé au débit ou au crédit du Fonds du revenu consolidé. Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon les principes de la comptabilité d'exercice.

La Loi relative aux rentes sur l'État a été adoptée afin d'aider les Canadiens à se préparer financièrement à leurs vieux jours en achetant des rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État a accru le taux de rendement et la flexibilité des contrats de rentes sur l'État, et mis fin à la vente de rentes.

Les rentrées et autres crédits sont composés des cotisations reçues, des montants demandés au Fonds du revenu consolidé pour les rentiers non repérés auparavant, des intérêts gagnés et articles transférés des recettes des exercices précédents pour couvrir le déficit actuariel. Les paiements et autres débits représentent les rentes échues, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de cotisations, les excédents actuariels ainsi que les articles non demandés transférés aux recettes non fiscales. Les montants des rentes non demandées pour le motif que les rentiers ne peuvent pas être repérés, sont transférés aux recettes non fiscales.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES RENTES SUR L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Solde au 1er avril	904,327	945,224
Rentrées et autres crédits		
Intérêt du Canada	59,453	62,232
Cotisations	218	349
Autres	76	40
	59,747	62,621
Paiements et autres débits		
Paiements de rentes	97,500	99,072
Remboursements de cotisations	1,688	1,654
Rentes non réclamées	348	279
	99,536	101,005
Augmentation ou (diminution) nette	(39,789)	(38,384)
Excédent actuariel, excédent des rentes non payées enregistrées à la fin de l'exercice par rapport aux rentes non payées calculées	(2,549)	(2,513)
Solde au 31 mars	861,989	904,327

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Suite*

c) Compte des pensions des agents des rentes sur l'État

Ce régime de pensions verse des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont le travail consistait à vendre au public des rentes sur l'État. Pendant l'année, des intérêts atteignant $555 calculés au taux de 4% par année, ont été portés au crédit du Compte et au débit de l'intérêt sur la dette publique. Les contributions de la Direction générale des rentes sur l'État, à titre d'ancien employeur, s'élevaient à $6,829 et les paiements et autres débits du Compte s'élevaient à $12,706.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES PENSIONS DES AGENTS DES RENTES SUR L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Solde au 1er avril	18,191	24,028
Rentrées et autres crédits	7,384	7,247
Paiements et autres débits	12,706	13,084
Augmentation ou (diminution) nette	(5,322)	(5,837)
Solde au 31 mars	12,869	18,191

d) Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte contient les montants recueillis et retenus en attendant leur disposition finale, c'est-à-dire soit le remboursement au dépositaire initial, soit leur saisie par la Couronne.

Au cours de l'exercice, les retraits ont totalisé $2,896,681 et étaient composés des remboursements aux dépositaires $2,324,231, et des frais du ministère récupérés à partir des dépôts $572,450.

OPÉRATIONS DU FONDS DE GARANTIE DE L'IMMIGRATION
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Solde au 1er avril	7,522	6,173
Rentrées et autres crédits	3,924	3,051
Paiements et autres débits	2,897	1,702
Augmentation ou (diminution) nette	1,027	1,349
Solde au 31 mars	8,549	7,522
Titres en fiducie au 1er avril	50	50
Moins: les titres en fiducie à la fin de l'exercice	50	50
Solde net au 31 mars	8,549	7,522

e) Dépôts en garantie générale

Ce compte reçoit les dépôts en garantie générale des compagnies de transport. Pendant l'exercice, aucun dépôt n'a été reçu et les paiements de $3,600 consistant en remboursements aux compagnies de transport.

TRANSACTIONS DES DÉPÔTS EN GARANTIE GÉNÉRALE
(en milliers de dollars)

	1990-91	1989-90
Solde au 1er avril	53	
Rentrées et autres crédits		53
Paiements et autres débits	3	
Augmentation ou (diminution) nette	(3)	53
Solde au 31 mars	50	53

f) Programme d'emploi d'été/Expérience de travail

Le Programme d'emploi d'été/Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $425,000 et les paiements $423,438 consistant en des paiements aux promoteurs de $403,475 et en remboursements aux provinces de $19,963.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'EMPLOI D'ÉTÉ/EXPÉRIENCE DE TRAVAIL

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde au 1er avril	(1,562)	107,335
Rentrées et autres crédits	425,000	565,230
Paiements et autres débits	423,438	674,127
Augmentation ou (diminution) nette	1,562	(108,897)
Solde au 31 mars		(1,562)

g) Programme d'ateliers d'orientation au travail

Le Programme d'ateliers d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, il n'y a eu aucun dépôt ni paiement dans ce compte.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'ATELIERS D'ORIENTATION AU TRAVAIL

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde au 1er avril		25,500
Rentrées et autres crédits		167,039
Paiements et autres débits		192,539
Augmentation ou (diminution) nette		(25,500)
Solde au 31 mars		

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Suite*

h) Programme de la planification de l'emploi

Le Programme de la planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $902 et les paiements consistant en des paiements de $148,966 en remboursements aux promoteurs.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde au 1er avril	169,938	116,380
Rentrées et autres crédits	902	615,980
Paiements et autres débits	148,966	562,422
Augmentation ou (diminution) nette	(148,064)	53,558
Solde au 31 mars	21,874	169,938

6. Prêts, investissements et avances

Fonds de prêts d'aide à l'immigration—Emploi et Immigration

L'article 119 de la Loi sur l'immigration autorise l'accord de prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut dépasser à aucun moment $110 millions.

Voici les modalités relatives aux prêts, avec leurs soldes à la fin de l'exercice:

a) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, à intérêts de 6% à 15% par année, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1990 et le 1er avril 1995 (solde à la fin de l'exercice: $4,233,139); et

b) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, sans intérêt, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1990 et le 1er avril 1995 (solde à la fin de l'exercice: $77,384,835).

OPÉRATIONS DU FONDS DE PRÊTS D'AIDE À L'IMMIGRATION

	1990-91	1989-90
	$	$
Solde au 1er avril	89,065,564	76,868,443
Rentrées et autres crédits	20,915,743	15,653,859
Paiements et autres débits	13,468,153	27,850,980
Augmentation ou (diminution) nette	(7,447,590)	12,197,121
Solde au 31 mars	81,617,974	89,065,564

7. Passif éventuel

Vingt et une poursuites totalisant un montant de $6,607,729 ont été intentées contre la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Plusieurs poursuites ont été intentées par des citoyens: quatre pour bris de contrat (une par une compagnie privée, trois par des particuliers), deux pour diffamation, (une pour dommages causés à un bien, une pour des lésions fatales par la succession), six pour des dommages généraux (une par une compagnie privée, cinq par des citoyens), deux pour perte de salaire de citoyens, deux pour négligence (une par une compagnie privée, une par un citoyen) et deux pour des blessures corporelles et perte de revenu d'un citoyen, et une dernière par une compagnie privée.

8. État consolidé des rentrées et sorties de fonds

Le présent état consolidé représente l'ensemble de toutes les activités financières associées au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au Compte d'assurance-chômage, au Compte des rentes sur l'État et à d'autres fonds en fiducie et Comptes à fins déterminées mentionnés dans la note (5) précédente.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES ET SORTIES DE FONDS POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1990-91*	1989-90
Sorties de fonds		
Programme d'emploi et d'assurance		
Prestations d'assurance-chômage	14,406,685	11,690,216
Mise en valeur des ressources humaines	1,658,167	1,657,265
Assurance-chômage	597,269	536,267
Service national de placement	314,067	277,625
Gestion des CEC et services conjoints	201,258	177,836
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Paiements et remboursements aux provinces	423	674
Programme de planification de l'emploi—Paiements et remboursements aux provinces	149	562
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Paiements et remboursements aux provinces		193
Programme de la gestion générale et des services		
Gestion et administration de la Corporation	343,297	311,110
Systèmes et procédures	63,451	39,057
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	1,117	1,073
Programme d'immigration		
Opérations du programme	148,937	127,462
Établissement	106,836	89,017
Gestion et élaboration de la politique	51,439	48,474
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)	13,468	27,851
Arbitrage	7,856	7,235
Fonds de garantie de l'immigration—Remboursements et saisies	2,897	1,702
	17,917,316	14,993,619

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Fin*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Fin*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES
ET SORTIES DE FONDS
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT
LE 31 MARS 1991—*Fin*
(en milliers de dollars)

	1990-91*	1989-90
Rentrées de fonds		
Cotisations d'assurance-chômage	13,034,287	11,005,300
Revenus d'intérêts—Assurance-chômage	222,841	91,076
Intérêts sur les rentes, etc.	59,754	62,628
Rémunérations de services	39,102	23,406
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Remboursements	20,916	15,654
Remboursements des dépenses d'exercices précédents	12,203	15,955
Rajustement net des frais d'administration de l'assurance-chômage	7,349	7,502
Fonds de garantie de l'immigration—Dépôts	3,924	3,001
Autres recettes		
Recouvrement des frais d'expulsion	3,794	578
Excédent des rentes sur l'État	2,513	3,052
Amendes d'assurance-chômage	2,032	2,620
Amendes et confiscations de l'immigration	1,757	1,069
Autres	255	345
Produits de placements	536	420
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Dépôts du programme	425	565
Programme de la planification de l'emploi—Dépôts du programme	1	616
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Dépôts du programme		167
	13,411,689	11,233,954
Coût net des opérations	4,505,627	3,759,665
Rapprochement avec l'emploi des crédits		
Coût net des opérations	4,505,627	3,759,665
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales		
Liées aux crédits	62,192	47,445
Diminution des prêts d'aide à l'immigration	7,448	(12,197)
De l'excédent actuariel du Compte des rentes sur l'État	2,549	2,513
Augmentation du Fonds de garantie de l'immigration	1,027	1,299
Augmentation du Programme d'emploi d'été/Expérience de travail	2	(109)
Diminution du Programme de la planification de l'emploi	(148)	54
Diminution des rentes non payées	(42,343)	(40,904)
Diminution du déficit en assurance-chômage	(795,352)	998,056
Diminution du Programme d'ateliers d'orientation au travail		(26)
Emploi des crédits	3,741,002	4,755,796

* Les montants tiennent compte de la fusion des activités Gestion et administration centrales du ministère et Gestion et administration de la Commission, lesquelles forment maintenant l'activité Gestion générale et administration.

Commission des champs de bataille nationaux

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission des champs de bataille nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La Direction répond de l'intégrité et l'objectivité de l'information donnée dans l'état financier du présent rapport. Les commissaires ont pour rôle de veiller à ce que la Direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables écrites à la note 2 sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour assumer sa responsabilité de rendre compte, la Direction maintient un système de contrôle interne qui vise à assurer dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Commission. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier. La Commission vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le vérificateur général du Canada a effectué une vérification de l'état financier pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les normes de vérification généralement reconnues, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé, à savoir si l'état financier présente fidèlement le résultat d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour la période.

L'opinion du vérificateur général est ci-jointe.

Approuvé par:

Président
JACQUES VILLENEUVE

Secrétaire
MICHEL LEULLIER

le 19 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai vérifié l'état de l'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état de l'exploitation.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

Commission des champs de bataille nationaux—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités	973,196	858,129
Indemnités de cessation d'emploi	1,308	22,237
Immobilisations	460,339	88,783
Immobilisations fournies gratuitement par un organisme privé	21,000	
Services professionnels	361,363	232,097
Entretien	200,490	183,692
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	196,567	155,782
Location	39,934	33,738
Information	35,971	43,481
Transports et communications	34,963	40,413
	2,325,131	1,658,352
Administration		
Traitements et indemnités	293,035	236,870
Services professionnels	158,686	72,778
Indemnités de dommages-intérêts	1,332	11,000
Indemnités de cessation d'emploi	778	
Services de comptabilité fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	5,000	4,800
	458,831	325,448
Total des dépenses	2,783,962	1,983,800
Recettes non fiscales		
Amendes et pénalités	15,934	22,723
Stationnement	12,000	
Vente d'équipement et de fournitures	2,126	1,206
Location	1,100	5,500
Divers	281	8,537
	31,441	37,966
Coût net de l'exploitation (note 3)	2,752,521	1,945,834

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par la Direction:

Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Approuvé par la Commission:

Président
JACQUES VILLENEUVE

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION DU 31 MARS 1991

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec dans le but d'acquérir, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

La Commission est un établissement public inscrit à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

2. Conventions comptables importantes

L'état de l'exploitation a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi et les congés annuels qui le sont au moment du paiement.

b) Les acquisitions d'immobilisations, de fournitures et de petit outillage sont imputées aux dépenses d'exploitation dans l'exercice de leur achat.

c) Les dépenses comprennent des montants estimés pour les services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement et pour les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés pourvues par le crédit statutaire du programme Parcs Canada. Elle comprennent également des immobilisations fournies gratuitement par un organisme privé.

d) Les recettes sont comptabilisées au moment de l'encaissement.

e) Les contributions au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada, pour services courants et antérieurs admissibles, sont imputées aux dépenses au moment du paiement. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Les employés et le Commission contribuent également au coût du régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Commission en regard de ce régime.

3. Crédit parlementaire

	1991	1990
	$	$
Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement		
Crédit 30	2,595,800	1,829,000
Annulé	5,838	
Emploi du crédit	2,589,962	1,829,000
Plus: contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés pourvues par le crédit statutaire du programme Parcs Canada	168,000	150,000
services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	5,000	4,800
immobilisations fournies gratuitement par un organisme privé	21,000	
Moins: recettes non fiscales	(31,441)	(37,966)
Coût net de l'exploitation	2,752,521	1,945,834

Commission des champs de bataille nationaux—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
DU 31 MARS 1991—*Fin*

4. Stocks

a) Au 31 mars 1991, les stocks de fournitures détenus par la Commission étaient évalués à $35,310 ($37,517 au 31 mars 1990). La valeur des stocks a été établie selon la méthode du coût moyen pondéré.

b) La Commission publiera un livre de prestige sur l'histoire des plaines d'Abraham; le coût total de ce projet est estimé à $314,000 dont $65,200 ont été déboursés au 31 mars 1991.

5. Immobilisations

Le coût des immobilisations sous la responsabilité de la Commission se ventile comme suit:

	31 mars 1990	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1991
	$	$	$	$
Terrains	724,710			724,710
Chaussées, promenades et aménagements	1,058,122	152,731		1,210,853
Stationnement	94,313	17,000		111,313
Bâtiments	383,880	61,369		445,249
Centre d'interprétation au Musée		150,000		150,000
Équipements	1,062,815	100,239	10,554	1,152,500
	3,323,840	481,339	10,554	3,794,625

6. Fonds spécial pour l'achat de terrains et d'objets historiques

Des fonds ont été reçus d'administrations provinciales, municipales et autres dans le but d'acquérir des terrains et des objets historiques. Ces fonds ainsi que les intérêts provenant du placement de ces fonds sont comptabilisés dans un fonds spécial. Au 31 mars 1991, ce fonds spécial s'élève à $192,272 ($171,434 au 31 mars 1990) et est déposé auprès du Receveur général du Canada. Des intérêts se chiffrant à $19,218 furent gagnés en regard de l'exercice terminé à cette date ($16,951 en 1990). Des dons totalisant $1,620 ont été reçus au cours de l'exercice.

7. Engagements contractuels

Dans le cadre de ses activités, la Commission a conclu divers contrats. Les paiements qui en découlent s'établissent pour 1991-92 à $730,100.

8. Centre d'interprétation au Musée du Québec

Dans le cadre d'une entente à intervenir avec le Musée du Québec, la Commission aménage à un coût global estimatif de $1,6 million un centre d'interprétation, qui sera inauguré en 1992. L'entente sera pour une durée initiale renouvelable de quinze ans et prévoira la prestation de services réciproques d'égale valeur.

Conseil de recherches en sciences humaines

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches en sciences humaines selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans cet état financier ont été vérifiées par le comité de vérification du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet les directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Pour le Directeur
Services financiers et administratifs

PIERRE CHARTRAND

le 11 juillet 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES
ET AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences humaines de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1991

Conseil de recherches en sciences humaines—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Dépenses		
Subventions		
Subventions de recherche	39,608	34,813
Bourses	23,810	20,269
Subventions stratégiques	10,155	9,395
Subventions—Communication entre chercheurs	6,078	6,107
Subventions concertées	1,238	1,952
Subventions de contrepartie (note 4 d))	522	498
Subventions—Relations internationales	475	1,275
Subventions spéciales	137	246
Bourse "Jules et Gabrielle Léger"	25	25
*(Voir note 3)	82,048*	74,580
Exploitation		
Salaires et prestations aux employés	4,146	3,498
Indemnités de cessation d'emploi	63	108
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	715	519
Locaux	553	530
Dépenses pour le Conseil et ses comités	389	350
Services professionnels et spéciaux	345	265
Publicité et publications	235	116
Communications et frais de voyage	204	194
Fournitures et approvisionnements	144	138
Réparation et entretien	105	92
Évaluation de programmes	97	30
Frais postaux et de transport	83	95
Location d'installations et de matériel	47	62
	7,126	5,997
Administration		
Salaires et prestations aux employés	1,665	1,274
Indemnités de cessation d'emploi	43	
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	292	192
Locaux	226	195
Services professionnels et spéciaux	145	36
Fournitures et approvisionnements	49	43
Réparation et entretien	43	34
Communications et frais de voyage	36	34
Frais postaux et de transport	34	35
Location d'installations et de matériel	19	23
Publicité et publications	9	8
	2,561	1,874
	91,735	82,451
Recettes non fiscales		
Recouvrement de dépenses d'exercices précédents	417	670
Coût net de l'exploitation (note 3)	91,318	81,781

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

La Présidente
PAULE LEDUC

Le Directeur général, Administration
MONTAGUE DOYLE

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1977 en vertu de la Loi du Conseil de recherches en sciences humaines et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'objectif du Conseil est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Les dépenses de fonctionnement et de subventions sont financées par le biais d'autorisations budgétaires annuelles. Les contributions aux régimes de prestations des employés sont autorisées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées sur une base d'exercice, selon la convention comptable du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement de bureau et de matériel est imputée aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement au Conseil par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à part égale aux coûts du régime. Les contributions du Conseil sont enregistrées aux dépenses sur une base courante.

3. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés lors de leur utilisation et tout montant non utilisé devient périmé en conformité avec l'article 44 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conseil de recherches en sciences humaines—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

Les crédits sont les suivants:

	Subventions		Dépenses de fonctionnement	
	1991	1990	1991	1990
	(en milliers de dollars)			
Secrétariat d'État				
Budget des dépenses principal				
Crédit 30			6,071	5,702
Crédit 35	82,395	74,995		
Budget des dépenses supplémentaire (C)			693	52
Virement du crédit 35 au crédit 30	(900)	(415)	900	415
Virement du MAINC au CRSH	100			
Virement du crédit 30 à une affectation bloquée			(27)	
Prélèvement du Conseil du Trésor—Crédit 5			389	283
Affectations bloquées			27	
Contributions statutaires aux régimes des prestation des employés			705	600
	81,595	74,580	8,758	7,052
Montant périmé			(30)	(32)
Emploi des crédits du CRSH	81,595	74,580	8,728	7,020
Ajouter: contributions des partenaires des Initiatives conjointes	453			
	82,048	74,580	8,728	7,020
Ajouter: services fournis gratuitement par d'autres ministères			959	851
Déduire: recettes non fiscales			(417)	(670)
Coût net de l'exploitation	82,048	74,580	9,270	7,201

4. Renseignements supplémentaires

a) Débiteurs

Les comptes débiteurs des récipiendaires de subventions qui se chiffrent à $170,000 ($72,000 en 1990) ne sont pas présentés à l'état des résultats.

b) Fonds des bourses de la Reine

Le "Fonds des bourses de la Reine" est constitué d'un montant de $250,000 déposé dans un compte en fiducie portant intérêt. L'intérêt gagné sert à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats et sont comme suit:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	260	264
Ajouter l'intérêt reçu	30	28
Déduire les bourses payées	(17)	(32)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	273	260

c) Fonds spécial en fiducie

Ce Fonds a été établi pour recevoir et débourser les fonds reçus du secteur privé pour des projets spéciaux dans le domaine des sciences humaines. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats et sont comme suit:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	6	6
Ajouter—Intérêt reçu	1	
Ajouter—Dons reçus		25
Déduire les bourses payées		(25)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	7	6

d) Subventions de contrepartie: Primes d'encouragement

En instaurant la politique sur les subventions de contrepartie, le gouvernement vise, de concert avec le secteur privé, à accroître le niveau de financement de la recherche dans les universités et aussi à encourager les deux secteurs à collaborer davantage dans ce domaine.

Conseil de recherches en sciences humaines—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

Lorsque la politique des subventions de contrepartie a été développée, le Conseil de recherches en sciences humaines a indiqué son intention de verser aux universités une prime d'encouragement basée sur les subventions de contrepartie réclamées par le Conseil. Pour 1990-91 ces primes payées aux universités se sont chiffrées au montant total de $522,000 ($498,000 en 1989-90).

5. Engagements

Les subventions et les bourses accordées pour les exercices à venir sont assujetties à l'approbation des fonds par le Parlement. Au 31 mars 1991, les engagements pour les exercices à venir se répartissent comme suit:

	(en millions de dollars)
1992	81.6
1993	30.1
Exercices subséquents	13.9
	125.6

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans cet état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des finances et de l'administration du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et les états financiers du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements des programmes de subventions et de bourses et améliorer le contrôle des dépenses et les rapports concernant les dépenses des programmes.

Approuvé par:

Contrôleur
Direction de la gestion intégrée et des services
(Agent financier supérieur à plein temps)
FRED TURNER

Directeur général
Direction de la gestion intégrée et des services et Trésorier
(Agent financier supérieur)
A. MOLINO

le 21 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE
ET AU
MINISTRE DES SCIENCES

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juin 1991

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses (tableau I)		
Programmes de base	262,083,749	239,408,571
Bourses et programmes internationaux	65,905,419	62,758,218
Recherche orientée	78,367,832	72,183,211
Réseaux de centres d'excellence	42,475,000	1,000,000
	448,832,000	375,350,000
Exploitation		
Administration générale		
Salaires	7,943,733	7,113,298
Prestations aux employés	1,202,000	1,065,000
Indemnités de cessation d'emploi	106,972	47,522
	9,252,705	8,225,820
Services professionnels et spéciaux	1,901,499	1,972,571
Logement, services administratifs et autres services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,643,429	1,520,570
Ordinateurs, ameublement et autre matériel	1,108,758	780,148
Information	953,891	962,576
Voyages, déplacements et communications	848,790	856,043
Charges locatives	406,027	418,908
Fournitures de bureau	265,491	256,519
Réparation et entretien du matériel	256,336	461,512
	16,636,926	15,454,667
Conseil et ses comités		
Voyages, déplacements et communications	1,616,218	1,751,308
Honoraires, services professionnels et spéciaux	715,560	798,847
Fournitures de bureau, charges locatives et information	85,063	160,414
	2,416,841	2,710,569
	19,053,767	18,165,236
	467,885,767	393,515,236
Recettes		
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	478,087	915,464
Diverses	208	562
	478,295	916,026
Coût net de l'exploitation (note 3)	467,407,472	392,599,210

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
P. MORAND

Le Directeur général, Gestion intégrée et services et Trésorier
A. MOLINO

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil fut constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et est un établissement public, nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Son objectif est de promouvoir et de soutenir la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Les dépenses de subventions et bourses et d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les prestations aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions, les bourses, les indemnités de cessation d'emploi et les congés payés sont comptabilisés sur une base de caisse. Toute autre dépense est comptabilisée sur une base d'exercice, conformément à la convention comptable du gouvernement du Canada relative aux créditeurs à la fin de l'exercice.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères et organismes gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds ont été remis au Receveur général du Canada.

e) Contributions au Régime de pension de retraite de la fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à ce régime. Les cotisations relatives aux services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations relatives aux services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, habituellement au cours d'une période équivalente au solde des années de service des employés concernés.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1991	1990
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie		
Dépenses de fonctionnement: crédit 75 ..		
(crédit 80 en 1990)	16,726,200	15,816,043
Annulé	517,862	236,377
	16,208,338	15,579,666
Subventions: crédit 80 (crédit 85 en 1990)	448,832,000	375,350,000
Annulé		
	448,832,000	375,350,000
Contributions statutaires aux régimes de prestations aux employés	1,202,000	1,065,000
Total des crédits utilisés	466,242,338	391,994,666
Plus: services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,643,429	1,520,570
Moins: recettes non fiscales	478,295	916,026
Coût net de l'exploitation	467,407,472	392,599,210

4. Engagements financiers

À la fin de l'exercice, le Conseil avait approuvé et s'était engagé à verser au cours des exercices futurs des subventions et bourses pour les montants suivants, à la condition que les fonds nécessaires soient alloués par le Parlement et que le Conseil donne son approbation finale:

	31 mars	
	1991	1990
	(en millions de dollars)	
Exercice de paiement		
1990-91		404.2
1991-92	409.0	228.2
1992-93	240.6	122.2
1993-94	130.3	47.7
1994-95	22.1	8.3
1995-96	7.8	
1996-97	4.2	
	814.0	810.6

5. Subventions, bourses et autres dépenses administrées et versées au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

Les subventions, bourses et autres dépenses administrées et versées par le Conseil au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et non incluses dans l'état des résultats sont présentées en détail au tableau II. Pour la plupart, ces débours proviennent de fonds confiés au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux pour l'exercice financier courant.

Le Conseil détenait en fiducie des fonds de subventions et bourses pour deux organismes non gouvernementaux (OTAN et EACL).

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	337,847	517,860
Fonds reçus	636,292	580,863
Intérêt reçu	22,276	54,287
	996,415	1,153,010
Moins: déboursés	727,180	815,163
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	269,235	337,847

6. Cadeaux, dons et legs

Ce compte fait état des sommes, titres et autres biens reçus sous forme de dons, de legs, ou autrement et approuvés par le Conseil. Les dons versés au compte et les paiements effectués sont assujettis aux conditions imposées lorsque les fonds ont été donnés, légués ou mis à la disposition du Conseil.

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,150	18,472
Moins: déboursés	50	17,322
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,100	1,150

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Fin*

TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 — TABLEAU I

	1991	1990
	$	$
Programmes de base		
Subventions pour dépenses courantes	182,520,317	175,922,160
Actions de recherche collective	26,927,987	27,677,791
Subventions d'appareillage	42,229,321	24,631,536
Subventions générales de recherche	7,034,000	7,076,000
Autres programmes	3,372,124	4,101,084
	262,083,749	239,408,571
Bourses et programmes internationaux		
Bourses de recherche du 1[er] cycle	7,310,151	5,887,440
Bourses d'études supérieures	38,267,603	38,161,568
Bourses de recherche	18,184,697	17,521,234
Programmes internationaux	2,142,968	1,187,976
	65,905,419	62,758,218
Recherche orientée		
Subventions stratégiques	41,264,025	40,479,753
Partenariats de recherche	37,103,807	31,703,458
	78,367,832	72,183,211
Réseaux de centres d'excellence	42,475,000	1,000,000
	448,832,000	375,350,000

TABLEAU DES SUBVENTIONS, BOURSES ET AUTRES DÉPENSES ADMINISTRÉES ET VERSÉES POUR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET NON GOUVERNEMENTAUX POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 — TABLEAU II

	1991	1990
	$	$
Bourses de recherche scientifique		
Énergie, Mines et Ressources Canada	1,062,674	1,099,340
Environnement Canada	728,618	751,824
Conseil national de recherches du Canada	699,567	802,838
Agriculture Canada	673,251	762,911
Santé et Bien-être social Canada	490,356	310,112
Pêches et Océans	315,428	503,006
Communications Canada	159,492	107,626
Défense nationale	153,060	182,282
Forêts Canada	110,726	16,650
Énergie atomique du Canada, Limitée	35,199	68,633
Musées canadien de la nature	32,595	10,483
	4,460,966	4,615,705
Partenariats de recherche		
Subventions de R et D		
Agriculture Canada	830,174	415,450
Forêts Canada	346,130	
Environnement Canada	167,000	
	1,343,304	415,450
Bourses en sciences de l'OTAN		
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	691,981	746,530
Professeurs-chercheurs industriels		
Environnement Canada	419,013	429,752
Bourses d'attachés de recherche ACDI/CRSNG		
Agence canadienne de développement international	279,827	284,000
Programmes conjoints universités-industrie		
Énergie, Mines et Ressources Canada	70,000	2,000
OTAN		
Affaires extérieures et commerce extérieur Canada	16,097	
Évaluation de laboratoires du gouvernement par des pairs		
Conseil consultatif national des sciences et de la technologie	3,937	116,336
	7,285,125	6,609,773

Conseil de recherches médicales

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil de recherches médicales selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier, sont fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre détaillé des opérations financières du Conseil. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état financier, sauf indication contraire.

La Direction de la gestion intégrée du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un pesonnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état financier a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables établies.

Approuvé par:

Le Directeur de la gestion intégrée
A. BELLIVEAU

Le Chef des services financiers
GUY D'ALOISIO

le 21 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES
ET AU
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches médicales de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur les résultats de ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1991

Conseil de recherches médicales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Dépenses		
Subventions et bourses (tableau)		
Programmes de financement de recherche	192,270	160,523
Programmes d'appui du personnel	35,529	31,005
Programmes université-industrie	5,746	4,463
Autres activités	1,876	1,348
	235,421	197,339
Exploitation		
Traitement et indemnités aux employés	2,752	2,009
Indemnités de cessation d'emploi	8	
Voyages (note 6)	1,055	807
Services professionnels et spéciaux	449	362
Publications	275	320
Logement	205	243
Communications	189	180
Fournitures et approvisionnements	146	102
Mobilier et matériel	126	64
Réparation et entretien du matériel	87	66
	5,292	4,153
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	1,044	908
Indemnités de cessation d'emploi	1	
Services professionnels et spéciaux	131	90
Logement	92	54
Communications	72	81
Publications	66	31
Fournitures et approvisionnements	55	46
Mobilier et matériel	48	29
Réparation et entretien du matériel	33	30
Voyages (note 6)	25	34
	1,567	1,303
	242,280	202,795
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	147	279
Coût net de l'exploitation (note 3)	242,133	202,516

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Vice-président
D. HAWKINS

Approuvé par la Gestion:

Le Directeur de la gestion intégrée
A. BELLIVEAU

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION 31 MARS 1991

1. Pouvoir et objectif

Le Conseil de recherches médicales a été constitué en 1969 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches médicales. Le Conseil est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Il a pour objectif d'aider à atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé. Les dépenses de fonctionnement et de subventions du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état de l'exploitation a été dressé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense de fonctionnement est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette pratique est conforme à la convention comptable du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement par les ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés au titre des recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Cotisations au Régime de pension de retraite de la fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

Conseil de recherches médicales—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L' ÉTAT DE L'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Suite*

3. Crédits parlementaires

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Crédit 35—Subventions	235,421	197,346
Annulé		7
	235,421	197,339
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement	6,037	4,726
Annulé	63	11
	5,974	4,715
Statutaire—Contributions aux régimes d'indemnités des employés	467	370
Total des crédits utilisés	241,862	202,424
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	418	371
Moins: recettes non fiscales	147	279
Coût net de l'exploitation	242,133	202,516

4. Fonds en fiducie

À l'article 4(3) de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, il est prévu que le Conseil administre certains fonds en fiducie séparément de ses activités financées par des crédits parlementaires. Le but et le compte rendu comptable de ces fonds sont présentés ci-dessous. Le solde de ces fonds est déposé auprès du Receveur général du Canada.

a) En 1974, le Conseil a reçu $75,000 d'un donateur anonyme pour la création d'un fonds. L'intérêt reçu doit être utilisé pour verser des subventions pour la recherche dans les secteurs de la dyskinésie et du torticolis. D'autres dons reçus au cours des exercices précédents non destinés à des projets particuliers ont aussi été portés au crédit de ce fonds.

b) En 1985, le Conseil a reçu un prix de distinction intitulé "The St. Boniface General Hospital Research Foundation Award" qui comprenait un montant de $20,000. En reconnaissance de l'importance du prix, le Conseil, en accord avec la Fondation, a décidé d'utiliser la partie monétaire du prix pour établir un fonds en fiducie qui pourrait servir à financer des bourses d'été en recherche visant à encourager les étudiants diplômés de l'école secondaire, les étudiants de première année en pré-médecine et les étudiants en médecine de première et deuxième année à s'engager dans la recherche biomédicale. Ces bourses sont appelées "bourses de recherche Farquharson". Le paiement de la dernière bourse a été effectué en 1991 et le fonds est maintenant fermé.

c) Dans le cadre de la nouvelle politique des subventions de contrepartie, le gouvernement fédéral annonçait, en février 1986, qu'une entreprise du secteur privé qui veut accorder des fonds à la recherche médicale peut verser ses contributions soit aux universités soit au Conseil de recherches médicales. Lorsque le Conseil reçoit cet argent, il doit être déposé dans un compte de fiducie et les versements effectués conformément aux accords entre le donateur et le Conseil.

Voici les transactions se rapportant à ces trois comptes en fiducie:

	Dyskinésie et torticolis		Bourses de recherche Farquharson		Dons pour la recherche	
	1991	1990	1991	1990	1991	1990
	$	$	$	$	$	$
Solde en début d'exercice	92,353	83,056	66	3,479	635,046	321,157
Plus: dons reçus					1,436,843	988,990
intérêt reçu	10,543	9,297		67	88,339	43,132
Moins: subventions versées			66	3,480	1,347,782	718,233
Solde en fin d'exercice	102,896	92,353		66	812,446	635,046

5. Engagements

Le Conseil s'est engagé à verser des bourses et des subventions au cours des prochains exercices, sous réserve de l'affectation de fonds par le Parlement. Les engagements des exercices à venir s'établissent comme suit:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Exercice de versement		
1990-91		198,130
1991-92	238,895	143,635
1992-93	170,881	89,443
1993-94	105,659	43,264
1994-95	46,387	19,928
1995-96	19,139	6,356
1996-97	6,315	
	587,276	500,756

Conseil de recherches médicales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION 31 MARS 1991—*Fin*

6. Voyages

Les dépenses de voyage imputées à l'exploitation sont liées au processus d'évaluation par des pairs et ont été engagées par les membres des 26 comités de subventions, des 10 comités de bourses et par le personnel du Conseil, dans le but de se réunir pour examiner et évaluer les demandes de subventions et de bourses. En outre, les dépenses de voyage engagées par le Conseil, son comité exécutif et ses comités permanents et les autres membres du personnel consultatif qui ne sont pas des fonctionnaires sont également imputées à l'exploitation.

Les dépenses de voyage imputées à l'administration ont été engagées à l'égard du soutien général des activités administratives du Conseil, ce qui comprend les réunions des groupes consultatifs spéciaux établis pour étudier des questions particulières au nom du Conseil. En voici le détail:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Exploitation:		
Comités de subventions	563	460
Comités de bourses	132	103
Conseil et Comité de direction	69	64
Comités permanents	38	52
Non-fonctionnaires	95	31
Fonctionnaires	158	97
	1,055	807
Administration:		
Groupes consultatifs	7	15
Fonctionnaires	18	19
	25	34

Tous les membres du Conseil et des comités susmentionnés ne touchent aucune rémunération. Le Conseil leur rembourse uniquement leurs frais de déplacement.

TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Programmes de financement de recherche		
Subventions de recherche		
Fonctionnement	134,087	128,144
Achat d'appareils	5,476	1,118
Recherche en équipe		
Programme commun de recherche	11,841	10,693
Groupes du CRM	14,058	14,054
Centres d'excellence	19,875	400
Subventions de développement	4,152	4,115
Programmes spéciaux	1,656	874
Subventions générales de recherche	1,125	1,125
	192,270	160,523
Programmes d'appui du personnel		
Programmes d'appui salarial		
Chercheurs de carrière	3,179	3,153
Chercheurs-boursiers	6,798	5,515
Scientifiques du CRM	2,571	2,382
Programmes de formation en recherche		
Cliniciens-chercheurs	682	251
Bourses du Centenaire	1,162	1,154
Bourses de recherche	13,262	11,294
Bourses en recherche dentaire	252	241
Bourses de stagiaires de recherche	5,829	5,124
Formation supérieure en biotechnologie	128	285
Bourses de recherche Farquharson	1,022	1,002
Voyages et échanges		
Scientifiques invités	404	292
Professeurs invités	19	28
Subventions de voyage	28	19
Ateliers et colloques	193	265
	35,529	31,005
Programmes université-industrie		
Recherche en équipe	4,824	4,021
Bourses	922	442
	5,746	4,463
Autres activités		
Fonds du Président	169	213
Conseil canadien de protection des animaux	500	469
Visites sur place et autres subventions	1,207	666
	1,876	1,348
	235,421	197,339

Conseil des sciences du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons dressé l'état financier ci-joint du Conseil des sciences du Canada (ci-après appelé le Conseil) selon les normes et les exigences de présentation des rapports du Receveur général du Canada. La Direction du Conseil est responsable au premier chef de l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier. Elle s'assure également de l'efficacité et de l'intégrité du système de gestion financière.

Cet état financier a été dressé selon les conventions comptables énoncées à la note 2 et est conforme à celui de l'exercice précédent. Certains renseignements qui y sont fournis se fondent sur les prévisions et les jugements de la Direction et tiennent compte de l'importance relative des éléments. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes qui constituent un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux figurant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Conseil établit et diffuse les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives précises qui respectent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon les règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont bien comptabilisées pour rendre compte de l'utilisation des fonds gouvernementaux et protéger les actifs du Conseil. Le Conseil cherche également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers en veillant à la sélection, à la formation et au perfectionnement d'un personnel qualifié, en prévoyant un juste partage des tâches et en s'assurant que ses règlements, ses conventions, ses normes et ses autorisations administratives sont compris par tous les employés.

L'état des résultats d'exploitation ainsi que les notes afférentes à l'état ont été vérifiés par le vérificateur général, le rôle de celui-ci étant de juger si l'état financier du Conseil, dans son ensemble, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil ont été modifiés au cours des années en réponse à l'évolution des conditions. Le Conseil revoit constamment ses politiques et pratiques en vue d'améliorer ses normes de comptabilité et de gestion financière.

Approuvé par:

Secrétaire général
EUGENE V. NYBERG

Présidente
JANET E. HALLIWELL

le 17 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA
ET AU
MINISTRE DES SCIENCES

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil des sciences du Canada de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1991

Conseil des sciences du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	1,764,550	1,659,674
Indemnités de cessation d'emploi	5,175	
Services professionnels et spéciaux	359,732	251,780
Locaux	184,607	175,246
Déplacements des membres du Conseil	133,765	173,177
Déplacements et transport	127,484	142,019
Publication de rapports et d'études	124,713	156,154
Location d'équipement	70,998	29,199
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	58,393	67,430
Achat de services de réparation et d'entretien	57,578	22,345
Télécommunications	51,179	43,882
Mobilier et équipement	43,970	54,393
	2,982,144	2,775,299
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	411,369	426,590
Indemnités de cessation d'emploi		46,897
Locaux	42,640	53,335
Déplacements	3,768	4,014
Formation et cotisations	2,701	1,115
	460,478	531,951
Recettes		
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses des exercices précédents	17,054	229
Coût net de l'exploitation (note 3)	3,425,568	3,307,021

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par:

Secrétaire général
EUGENE V. NYBERG

Présidente
JANET E. HALLIWELL

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1966 en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

L'objectif du Conseil est d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du Canada, de sensibiliser davantage le public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et de conseiller l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

2. Conventions comptables

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés, qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable du gouvernement, comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition de mobilier et d'équipement est imputée aux dépenses au cours de l'exercice de l'acquisition.

c) Cotisations au Régime de pension de retraite de la fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes non fiscales dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds sont remis au Receveur général du Canada.

3. Crédits parlementaires

	1991	1990
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie Canada Crédit 85, (1990—Crédit 90)	2,931,000	2,698,000
Augmenté par le Conseil du Trésor Crédit 5		72,000
	2,931,000	2,770,000
Annulé	60,129	331
	2,870,871	2,769,669
Cotisations statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	290,000	270,000
Total des crédits	3,160,871	3,039,669
Plus: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	281,751	267,581
Moins: recettes non fiscales	17,054	229
Coût net de l'exploitation	3,425,568	3,307,021

Conseil des sciences du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1991—*Fin*

4. Legs

Le Conseil a reçu un legs dans le but de promouvoir l'étude des sciences humaines, à la discrétion du Conseil, et pour des fins éducatives en général. Les transactions relatives à ce compte ne sont pas comprises dans l'état des résultats. Elles sont les suivantes:

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	402,294	408,287
Plus: intérêt reçu au cours de l'exercice	42,120	44,761
Moins: dépenses engagées au cours de l'exercice	60,285	50,754
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	384,129	402,294

5. Sommes administrées et versées pour des ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

Les sommes administrées et versées par le Conseil pour des ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, non incluses dans l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 sont:

	1991	1990
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie Canada		
Réalisation de l'étude sur le rendement des secteurs de R-D	729,657	261,311
Aide pour le projet du Conseil sur la propriété intellectuelle		10,000
Agriculture Canada		
Aide au Conseil dans l'organisation d'un atelier sur l'agriculture durable avec le SCERGA	5,000	
Environnement Canada		
Aide pour l'impression du rapport du Conseil "De l'eau pour demain"	3,000	
Conseil national de recherches du Canada		
Réalisation d'une étude de projection (CNR Vers l'an 2016)		109,112
Gouvernement du Japon		
Réalisation d'une étude Canada-Japon sur la complémentarité dans le domaine des sciences et de la technologie		16,144
	737,657	396,567

Pour la plupart, ces déboursés proviennent de fonds confiés au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux pour l'exercice financier courant.

Conseil économique du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint du Conseil économique du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, incombe au fonctionnaire administratif supérieur du Conseil.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans cet état financier.

La Direction des services financiers du Conseil établit et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien d'un programme de vérification interne établi conformément aux normes de vérification interne du Conseil du Trésor du Canada et du Contrôleur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication destinés à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état financier du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées pour l'exercice terminé le 31 mars 1991.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et pour fournir les rapports requis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil. Mettant à contribution son système informatisé pour le contrôle interne et la préparation des rapports financiers, le Conseil parvient maintenant à établir des prévisions de dépenses plus exactes concernant ses projets futurs et ultimement s'aide à améliorer son processus décisionnel continu.

Approuvé par:

Agent financier supérieur
ROBERT WOODS

Agent financier supérieur à plein temps
GEORGE McLAUGHLIN

le 28 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA
ET AU
PREMIER MINISTRE DU CANADA

J'ai vérifié l'état de l'exploitation du Conseil économique du Canada de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 4 juin 1991

Conseil économique du Canada—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Recherche économique et analyse de politiques:		
Traitements et indemnités aux employés	5,470,615	5,027,359
Indemnités de cessation d'emploi	39,199	45,288
Approvisionnements, fournitures et équipement	544,294	311,625
Services professionnels et spéciaux	498,261	674,425
Voyage, communication et publication	188,233	211,679
Location, réparation et entretien d'équipement	26,660	157,780
Autres		20
	6,767,262	6,428,176
Consultation et information du public:		
Traitements et indemnités aux employés	1,904,134	1,795,307
Indemnités de cessation d'emploi	60,259	55,295
Voyage, communication et publication	149,116	148,118
Services professionnels et spéciaux	136,094	112,707
Réunions du Conseil	102,370	99,329
Approvisionnements, fournitures et équipement	13,278	9,834
Location, réparation et entretien d'équipement	3,304	5,908
Autres		114
	2,368,555	2,226,612
Administration:		
Traitements et indemnités aux employés	916,195	755,990
Logement	715,294	715,294
Voyage, communication et publication	174,203	141,468
Services professionnels et spéciaux	120,642	105,691
Approvisionnements, fournitures et équipement	92,407	133,069
Location, réparation et entretien d'équipement	63,725	57,292
Autres	2,014	1,205
	2,084,480	1,910,009
	11,220,297	10,564,797
Recettes		
Recettes non fiscales:		
Remboursements de dépenses des exercices précédents	13,785	13,603
Autres	5,191	86,920
	18,976	100,523
Coût net de l'exploitation (note 3)	11,201,321	10,464,274

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

La Présidente
JUDITH MAXWELL

Le Directeur des finances et de l'administration
ROBERT WOODS

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION LE 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Conseil a été constitué en 1963 en vertu de la Loi sur le Conseil économique du Canada et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le Conseil a pour objectif de renseigner le Premier ministre et de lui adresser des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production afin de pouvoir maintenir un taux élevé de croissance économique et d'amener tous les Canadiens à bénéficier de la hausse du niveau de vie.

Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées à l'aide de crédits annuels. Les indemnités versées aux employés sont établies en vertu des autorisations statutaires prévues.

2. Conventions comptables importantes

L'état de l'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Acquisitions d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement durant l'année de leur achat.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Remboursements de dépenses des exercices précédents

Les remboursements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1991	1990
	$	$
Conseil privé		
Crédit 25 (crédit 20 en 1990)	9,252,000	8,532,000
Complété par le Conseil du Trésor		
Crédit 5		185,000
	9,252,000	8,717,000
Fonds non utilisés		9,897
Réductions de dépenses à l'échelle gouvernementale	119,893	
	9,132,107	8,707,103
Contributions statutaires aux plans de prestations aux employés	1,146,000	983,000
Total des crédits utilisés	10,278,107	9,690,103
Plus: services fournis gratuitement par d'autres ministères	942,190	874,694
Moins: recettes non fiscales	18,976	100,523
Coût net de l'exploitation	11,201,321	10,464,274

Conseil économique du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
LE 31 MARS 1991—*Fin*

4. Accord avec l'ACDI

En juin 1990, le Conseil a conclu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) un accord aux termes duquel il aidera l'Institut de recherche sur le dévelopement de la Thaïlande, durant une période de six ans, à renforcer ses capacités dans divers domaines. Le projet a été doté d'un budget de 7.6 millions de dollars, les fonds devant être entièrement fournis par l'ACDI. Pendant l'exercice 1990-91, environ $373,000 ont été recouvrés auprès de l'ACDI pour des dépenses assumées par le Conseil. Ces dépenses ne figurent pas dans le présent état de l'exploitation de 1990-91.

5. Engagement de location

Le 25 avril 1990, le Conseil économique du Canada a passé avec le ministère des Approvisionnements et Services un contrat de location-acquisition portant sur un ordinateur VAX. Il s'agit d'un bien évalué à $416,600 selon un taux d'intérêt implicite de 9.64%; le Conseil s'acquittera de son obligation de paiement au cours du bail de quatre ans par des versements annuels de $104,150.

Conseil national de recherches du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier du Conseil national de recherches du Canada selon les normes et exigences de rendre compte du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion de la société.

Cet état financier a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans cet état financier sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion et tiennent compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la société maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de toutes ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état financier.

La Direction des finances et des systèmes informatisés de gestion de la société développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La société maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la société. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. La société vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Les systèmes de comptabililité et d'information comptable de la société sont en voie de révision et de perfectionnement perpétuels. La Direction des finances et des systèmes informatisés de gestion a tiré parti des développements les plus récents en informatique pour mettre au point un "Système d'information comptable destiné aux utilisateurs finals" ainsi qu'un "Système d'acquisition et de gestion des biens" pour l'ensemble du Conseil. Le système de gestion des biens permet au Conseil de mieux contrôler et suivre ses éléments d'actif et les deux systèmes permettent de produire des rapports de gestion souples et opportuns. Pour 1991-92, on met également en oeuvre un système de gestion des projets et des ressources humaines afin d'aider à la gestion des projets et des ressources qui s'y rapportent.

La société applique de façon continue ses nombreuses initiatives en matière de gestion de la trésorerie. L'utilisation de plus en plus répandue de cartes et de chèques de voyage, l'application des tarifs réduits, le programme pour grands voyageurs, sont parmi les mesures correctives mises en oeuvre afin de réduire les coûts. En outre, le paiement des petits achats est effectué par carte de crédit, et la mise sur pied d'un groupe de comptabilité analytique qui aide à gérer les questions de génération de recettes, d'établissement des tarifs et honoraires, de la détermination des coûts, et des recherches internes à contrat.

Approuvé par:

Le Président
PIERRE O. PERRON

L'agent financier supérieur à temps-plein
M. K. PAWLOWSKI

le 19 juillet 1991

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Subventions et contributions		
Subventions		
Subvention à l'Université Carleton pour la recherche en physique des particules	6,000,000	
Subventions aux municipalités en conformité avec la Loi sur les subventions aux municipalités	3,682,000	3,282,000
Affiliations internationales	727,836	580,517
	10,409,836	3,862,517
Contributions		
Aide à l'industrie	64,454,789	72,632,053
Projet TRIUMF	26,509,985	26,509,972
Programme de recherche en biotechnologie	3,900,540	4,810,213
Quote-part canadienne des frais de la Société du télescope Canada-France-Hawaii	3,541,366	2,699,694
Télescope James Clerk Maxwell	2,224,183	1,970,851
Université Queen—Observatoire de neutrinos de Sudbury	2,200,000	1,917,720
Contribution au Programme Hermès de l'Agence spatiale européenne	1,420,002	1,387,174
Autres	1,596,360	594,500
L'Institut national d'optique		689,123
	116,257,061	117,073,817
Capital		
Programme des sciences spatiales et station spatiale	112,629,565	80,907,931
Dépenses d'immobilisations mineures	20,290,494	22,439,838
Programme de remplacement d'immobilisations majeures	9,330,595	12,582,096
Autre	2,885,877	4,213,030
Institut de recherche en biotechnologie		583,513
	145,136,531	120,726,408
Fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux des employés	172,124,321	160,524,882
Indemnités de cessation d'emploi	15,980,060	2,394,441
Services publics, fournitures et approvisionnement	40,057,621	41,368,647
Location	32,031,989	28,749,089
Services professionnels et spéciaux	16,471,075	18,266,218
Transports et communications	9,672,491	9,851,940
Information	4,226,443	5,021,136
Autres	71,061	(33,950)
	290,635,061	266,142,403
Administration		
Salaires et avantages sociaux des employés	27,381,904	25,909,070
Indemnités de cessation d'emploi	2,205,062	585,510
Services publics, fournitures et approvisionnement	9,518,025	9,440,564
Location	7,550,822	5,041,376
Transports et communications	6,364,116	5,770,325
Services professionnels et spéciaux	5,520,418	3,725,408
Information	863,329	690,750
Autres	49,439	21,187
	59,453,115	51,184,190
	611,481,768	555,126,818

Conseil national de recherches du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Fin*

	1991	1990
	$	$
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Rémunération de services	17,128,171	17,062,369*
Ventes de publications	6,856,238	4,409,062*
Autres	2,243,866	1,214,087*
	26,228,275	22,685,518
Recettes non fiscales		
Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent	1,720,815	992,767
Autres	43,157	27,524
	27,992,247	23,705,809
Coût net de l'exploitation	583,489,521	531,421,009

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état financier.
*Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1991

1. Autorisation et objectif

Le Conseil national de recherches du Canada a été constitué en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches 1966-67, et est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les objectifs du Conseil sont de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application et d'encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social. Les dépenses de fonctionnement, en capital et de subventions du Conseil sont financées par le biais de crédits budgétaires tombés en annulation et de recettes à valoir sur le crédit. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1991			1990
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Crédit 60	316,907,076	25,617,275	291,289,801	242,680,001
Annulé	25,955,900		25,955,900	351,926
	290,951,176	25,617,275	265,333,901	242,328,075
Crédit 65	166,788,000	611,000	166,177,000	122,468,000
Annulé	21,651,469		21,651,469	2,717,592
	145,136,531	611,000	144,525,531	119,750,408
Crédit 70	123,821,001		123,821,001	121,831,000
Annulé	7,563,940		7,563,940	4,757,183
	116,257,061		116,257,061	117,073,817
Contributions statutaires aux avantages sociaux des employés	25,889,000		25,889,000	23,934,000
Emploi total des crédits	578,233,768	26,228,275	552,005,493	503,086,300
Plus: services fournis gratuitement par le Conseil et d'autres ministères du gouvernement	33,248,000		33,248,000	29,355,000
Moins: recettes non fiscales		1,763,973	1,763,973	1,020,291
Coût net de l'exploitation	611,481,768	27,992,248	583,489,520	531,421,009

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les montants à recevoir suite à la prestation de services et à la vente de publications s'établissent comme suit:

	1991	1990
	$	$
À court terme:		
Tierces parties	3,259,692	2,195,142
Gouvernement du Canada	117,635	323,833
	3,377,327	2,518,975

Conseil national de recherches du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1991—*Fin*

5. Comptes en fiducie

Le Conseil garde en fiducie des sommes d'argent qui lui ont été confiées par des organismes pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,656,851	836,046
Paiements effectués	1,918,580	917,903
Sommes d'argent reçues	3,059,928	1,738,708
Solde à la fin de l'exercice	2,798,199	1,656,851

6. Passif éventuel

Le Conseil est défendeur dans certains cas de litige reliés à ses opérations. Le montant des causes en instance et imminentes est évalué à $11,579,000.

7. Obligations contractuelles

La société a mis en branle des programmes de dépenses en capital s'élevant à $27,548,500 ($7,273,500 en 1991-92, $8,550,000 en 1992-93 et $6,269,000 en 1993-94) aux fins de la modernisation et de l'agrandissement de ses laboratoires et de la modernisation de son matériel. Au 31 mars 1991, la société avait dépensé $5,456,000 sur ces programmes. La société a également émis un contrat dans le cadre du Programme de la station spatiale canadienne—Phase C2-B pour un montant de $205,510,520 dont $80,073,889 a été dépensé en 1990-91, $116,300,000 en 1991-92 et $9,136,631 en 1992-93.

Directeur de l'établissement de soldats

LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE II DE LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Directeur des terres destinées aux Anciens combattants

LE DIRECTEUR DES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE II DE LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Musées nationaux du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints des Musées nationaux du Canada, conformément aux normes et exigences établies par le Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données contenues dans ces rapports financiers revient à la Direction des MNC. Afin d'assurer une objectivité et une impartialité maximales, les données financières présentées dans ce document ont été tirées des états financiers au 30 juin 1990 publiés dans le rapport annuel des MNC et vérifiés par le vérificateur général du Canada.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Certains des renseignements qui y figurent sont fondés sur les projections et les jugements les plus sûrs des membres de la Direction et tiennent compte, comme il se doit, de l'importance relative. Pour s'acquitter de leur responsabilité de rendre compte, les MNC tiennent une série de comptes qui constituent un dossier centralisé des transactions de la société. À moins d'indication contraire, l'information financière qui figure dans les états financiers des MNC et dans diverses sections des Comptes publics correspond à celle de ces rapports financiers.

Le Contrôleur des MNC prépare et publie des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité et émet des directives concernant le respect des normes en gestion financière et en comptabilité. Les MNC maintiennent des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées selon les règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et inscrites, comme il se doit, aux fins de la reddition des comptes du gouvernement et pour préserver les biens des MNC. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par des communications fréquentes entre le personnel des MNC et celui du Bureau du vérificateur général. Les MNC cherchent aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données de leurs états financiers en veillant avec soin à la sélection, à la formation et au perfectionnement d'un personnel compétent, en prenant des arrangements organisationnels qui répartissent adéquatement les responsabilités et en mettant sur pied des programmes de communication visant à assurer la compréhension de leurs règlements, politiques, normes et responsabilités de gestion dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Le Contrôleur
JOE GEURTS

le 23 septembre 1991

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990 (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Dépenses		
Opérations		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	14,577	57,901
Locaux	8,974	35,700
Services professionnels et spéciaux	2,533	18,100
Services de protection	2,303	8,748
Déplacements	632	1,817
Fourniture et matériel de bureau	521	3,046
Publicité	502	1,055
Fournitures et approvisionnement	477	1,986
Réparations et entretien du matériel	464	17,170
Location	189	688
Publications	175	1,111
Achat de livres	170	613
Fret, messagerie et camionnage	155	585
Comminications	143	777
Divers	128	205
Affranchissement	118	453
Comptabilité et émission de chèques	25	106
Édition et boutiques—Perte (bénéfice) d'exploitation	48	(800)
	32,134	149,261
Subventions et contributions		
Musée des beaux-arts		1
Dépenses en capital	905	5,791
Acquisitions de pièces de collections pour les musées (note 6)	1,397	3,677
	2,302	9,468
	34,436	158,730
Recettes		
Frais de services	1,531	5,873
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	366	876
Autres	88	46
	1,985	6,795
Coût net de l'exploitation	32,451	151,935

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Les notes n° 3, 8, 9 et 10 ainsi que l'annexe 1 jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

CONCILIATION DU COÛT NET DE L'EXPLOITATION POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990 (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Coût net de l'exploitation selon la méthode de la comptabilité d'exercice	32,330	150,836
Plus: acquisition d'immobilisations	905	5,791
augmentation des stocks	490	273
variation des débiteurs	(130)	550
	1,265	6,614
Moins: amortissement	1,229	4,956
variation du passif couru	(85)	559
	1,144	5,515
Coût net de l'exploitation	32,451	151,935

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990

1. Pouvoirs et objectifs

Les Musées nationaux sont un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques et ont été constitués en vertu de la Loi sur les musées nationaux en 1968.

Les MNC ont pour objectif de mettre en valeur les produits de la nature et les oeuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement au Canada, et d'aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces oeuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Les MNC regroupent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, la gestion centrale et les services à la corporation.

L'exploitation, les subventions et les contributions sont consolidées par l'autorisation d'annulation budgétaire et les avantages sociaux des employés sont autorisés statutairement.

Le 30 janvier 1990, la Loi sur les Musées nationaux du Canada a reçu la sanction royale par laquelle les activités de la société ont été transférées à 4 nouvelles sociétés d'État (le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national des sciences et de la technologie, le Musée canadien des civilisations et le Musée canadien de la nature) nommées à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le 28 juin 1990, le gouverneur général en conseil a fixé au 1er juillet 1990 la date d'entrée en vigueur de cette loi. En vertu de cette nouvelle loi, la société a cessé ses opérations le 30 juin 1990.

2. Conventions comptables

a) Dépenses

Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi, les congés payés et les transactions des comptes en fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés sur une base de caisse, selon les conventions comptables du gouvernement du Canada.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses lors de l'exercice où elles ont été achetées.

d) Services fournis gratuitement

La valeur estimative des services fournis gratuitement par des ministères fédéraux est comprise dans les dépenses de fonctionnement.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont enregistrés comme revenu lorsqu'ils sont reçus et ne sont pas déduits des dépenses.

f) Régime de retraite

Les employés des MNC participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et les MNC contribuent à part égale à ce régime. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus. Les contributions à l'égard des services antérieurs sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses de fonctionnement de l'édition et des boutiques ne comprennent pas les frais liés au personnel, aux déplacements, à l'entretien des locaux, aux loyers et aux services publics. Ces frais sont inclus dans les dépenses générales de fonctionnement.

3. Crédits parlementaires

	Trois mois terminés le 30 juin 1990			Exercice terminé le 31 mars 1990
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Ministère des Communications				
Crédit 75	92,660,737	68,864,297	23,796,440	89,946,814
Suremployé (annulé)				(6,123,616)
Reporté	(1,259,390)		(1,259,390)	(1,956,737)
	91,401,347	68,864,297	22,537,050	81,866,461
Crédit 80	7,670,000	6,906,929	763,071	37,123,000
Suremployé (annulé)				(3,536,230)
	7,670,000	6,906,929	763,071	33,586,770
Statutaire—Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,796,000	5,097,000	1,699,000	6,222,000
Total de l'emploi des crédits	105,867,347	80,868,226	24,999,121	121,675,231

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR LES TROIS MOIS TERMINÉ LE 30 JUIN 1990—*Fin*

4. Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et brochures, qui est amorti sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de la désuétude.

Stocks en main à la fin de l'exercice:

	30 juin 1990	31 mars 1990
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions, etc.	2,815	2,400
Publications en cours	414	339
	3,229	2,739

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Si les modifications comptables précédentes des MNC avaient été effectuées en conformité avec la capitalisation des immobilisations et l'enregistrement de l'amortissement accumulé, le solde serait:

Immobilisations	Solde au début de la période	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de la période
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	6,276	142		6,418
Ameublement et matériel	23,606	236	776	23,066
Matériel informatique	6,391	513	262	6,642
Parc automobile	785	14	94	705
	37,058	905	1,132	36,831

Amortissement accumulé	Solde au début de la période	Amortissement	Aliénation	Solde à la fin de la période
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	282	65		347
Ameublement et matériel	10,240	797	776	10,261
Matériel informatique	3,144	332	262	3,214
Parc automobile	440	35	94	381
	14,106	1,229	1,132	14,203

La durée estimative d'utilisation a été établie comme suit:

Améliorations locatives	Terme du bail
Ameublement et matériel	5-12 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	5 ans

6. Acquisition de pièces de collections pour les musées

	Trois mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
	(en milliers de dollars)	
Musée des beaux-arts du Canada	337	3,011
Musée canadien des civilisations	228	508
Musée national des sciences naturelles	786	78
Musée national des sciences et de la technologie	47	80
	1,398	3,677

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990 (en milliers de dollars)

	Trois mois terminé le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Ventes		
Édition	136	472
Boutiques	877	3,164
	1,013	3,636
Coût des ventes		
Édition	249	903
Boutiques	812	1,933
	1,061	2,836
Bénéfice (perte)	(48)	800

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990 (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Coût net de l'exploitation	32,451	151,935
Plus: recettes non-fiscales	1,985	6,795
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	9,437	37,055
Emploi des crédits (note 3)	24,999	121,675

Musées nationaux du Canada—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan des Musées nationaux du Canada au 30 juin 1990, ainsi que les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution de la situation financière pour les trois mois terminés à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 30 juin 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les trois mois terminés à cette date, selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 février 1991

BILAN AU 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	30 juin 1990	31 mars 1990
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	18,251	24,884
Débiteurs	1,051	872
Stocks (note 4)	3,229	2,739
	22,531	28,495
Compte en fiducie (tableau 1)	4,795	4,582
Collections	1	1
Biens immobiliers et matériel (note 5)	22,628	22,952
	49,955	56,030

PASSIF ET AVOIR	30 juin 1990	31 mars 1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus	13,374	13,134
Montant dû à des ministères et sociétés d'État	7,057	12,439
Crédit parlementaire reporté (note 6)	1,259	1,956
Portion à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	700	719
	22,390	28,248
Indemnités de cessation d'emploi courues	4,331	4,132
Compte en fiducie (tableau 1)	4,795	4,582
Avoir	18,439	19,068
	49,955	56,030

Approuvé par:

Le Secrétaire-général
JOHN EDWARDS

Le Contrôleur
JOE GEURTS

Musées nationaux du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars)

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Dépenses		
Fonctionnement (tableau 2)	33,450	154,426
Acquisition de pièces de collections par la société (note 6)	1,398	3,685
	34,848	158,111
Revenus	2,519	7,275
Coût d'exploitation	32,329	150,836
Financé par:		
Crédits parlementaires		
Dépenses de fonctionnement (note 7)	22,537	81,866
Capital (note 7)	763	33,587
Contributions statutaires aux régimes de prestations des employés	1,699	6,222
	24,999	121,675
Services fournis gratuitement par des ministères (note 8)	9,437	37,055
	34,436	158,730
Excédent du financement sur le coût d'exploitation	2,107	7,894

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars)

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Solde au début de l'exercice	19,068	20,246
Excédent du financement sur le coût d'exploitation	2,107	7,894
Revenus virés au Receveur général du Canada	(2,736)	(6,750)
Immobilisations radiées ou transférées		(2,322)
Solde à la fin de l'exercice	18,439	19,068

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars)

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Activités d'exploitation:		
Coût d'exploitation	(32,329)	(150,836)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	1,229	4,956
Services fournis gratuitement par des ministères	9,437	37,055
Indemnités de cessation d'emploi	199	305
Diminution des composantes d'exploitation du fonds de roulement	(6,527)	(9,913)
Revenus virés au Receveur général du Canada	(2,736)	(6,750)
Fonds utilisés pour les activités d'exploitation	(30,727)	(125,183)
Activités d'investissement:		
Acquisition des biens immobiliers et matériel	(905)	(5,791)
Activités de financement:		
Crédits parlementaires	24,999	121,675
Diminution du dépôt auprès du Receveur général du Canada	(6,633)	(9,299)
Dépôt au début de l'exercice	24,884	34,183
Dépôt à la fin de l'exercice	18,251	24,884

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 30 JUIN 1990

1. Pouvoirs, objectif et opérations

Les Musées nationaux du Canada sont un établissement publics, conformément à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Ils ont été constitués en 1968, en vertu de la Loi sur les musées nationaux.

L'objectif de la société est de mettre en valeur les produits de la nature et les oeuvres culturelles qui ont trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement au Canada, et d'aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces oeuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Les opérations de la société comprennent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, la Gestion centrale et les Services à la société.

Le 30 janvier 1990, la Loi sur les Musées nationaux du Canada a reçu la sanction royale par laquelle les activités de la société ont été transférées à 4 nouvelles sociétés d'État (le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national des sciences et de la technologie, le Musée canadien des civilisations et le Musée canadien de la nature) nommées à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le 28 juin 1990, la gouverneur général en conseil a fixé au 1er juillet 1990 la date d'entrée en vigueur de cette Loi. En vertu de cette nouvelle loi, la société a cessé ses opérations le 30 juin 1990.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 30 JUIN 1990—*Suite*

2. Conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les dépenses et les revenus sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf les recouvrements des dépenses des exercices antérieurs et le compte en fiducie qui sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les crédits parlementaires sont enregistrés au cours de l'exercice auquel ils s'appliquent.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, à l'exception du coût des livres et des brochures qui est amorti sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de l'effet de la désuétude.

c) Biens immobiliers et matériel

Les biens immobiliers et le matériel sont présentés au prix coûtant. L'amortissement est basé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations et calculé selon la méthode linéaire, comme suit:

Matériel	5 à 12 ans
Améliorations aux bâtiments	25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Les dépenses reliées à la conception et à l'élaboration des expositions ainsi qu'à l'aménagement des nouveaux musées, à l'exception des biens immobiliers et du matériel, sont imputées à l'exercice pendant lequel elles sont engagées.

d) Collections

Les collections forment la plus grande part de l'actif de la société, mais elles sont déclarées à la valeur nominale de $1,000 au bilan, vu les difficultés pratiques de leur attribuer une valeur significative. Les pièces de collections acquises par la société sont enregistrées aux dépenses dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société ne sont pas comptabilisés aux livres.

e) Services fournis gratuitement

Le coût des services fournis gratuitement par d'autres ministères est compris dans les dépenses de fonctionnement.

f) Régime de retraite

Les employés de la société participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Les employés et la société contribuent à part égale à ce régime. Cette contribution représente le passif total de la société. Les contributions à l'égard des services courants figurent avec les dépenses de l'exercice au cours duquel les services sont rendus. Quant aux services antérieurs admissibles, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées; les modalités de versement sont établies par les conditions de rachat qui s'appliquent.

g) Édition et boutiques

Les dépenses d'exploitation de l'édition et des boutiques, y compris les coûts qui se rapportent au personnel, aux déplacements, au transport, à la publicité, à l'entretien des édifices, au loyer et aux services d'utilité publique, sont incluses dans les dépenses de fonctionnement.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la société ont droit à des indemnités de cessation d'emploi tel que le prévoient leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Transfert aux nouvelles sociétés d'État

Le 1[er] juillet 1990, conformément à la Loi sur les Musées nationaux du Canada, le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations, le Musée canadien de la nature et le Musée national des sciences et de la technologie ont été établis comme sociétés d'État nommées à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

L'actif, le passif et l'avoir des Musées nationaux du Canada au 30 juin 1990 ont été transférés aux quatres nouvelles sociétés comme suit:

	Musée des beaux-arts du Canada	Musée canadien des civilisations	Musée canadien de la nature	Musée national des sciences et de la technologie	Musées nationaux du Canada
	(en milliers de dollars)				
Actif					
Actif à court terme	6,590	11,450	2,436	2,055	22,531
Compte en fiducie	2,574	1,289	509	423	4,795
Collections (note 2d)	1				1
Biens immobiliers et matériel	6,220	11,861	1,854	2,693	22,628
Total de l'actif	15,385	24,600	4,799	5,171	49,955
Passif					
Passif à court terme	5,328	11,699	3,002	2,361	22,390
Indemnités de cessation d'emploi courues	955	1,561	1,080	735	4,331
Compte en fiducie	2,574	1,289	509	423	4,795
	8,857	14,549	4,591	3,519	31,516
Avoir	6,528	10,051	208	1,652	18,439
Total du passif et de l'avoir	15,385	24,600	4,799	5,171	49,955

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 JUIN 1990—*Suite*

4. Stocks

	30 juin 1990	31 mars 1990
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions et autres articles	2,815	2,400
Publications en cours	414	339
	3,229	2,739

5. Biens immobiliers et matériel

	30 juin 1990			31 mars 1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Améliorations aux bâtiments	6,418	347	6,071	5,994
Matériel	19,214	8,782	10,432	10,916
Mobilier de bureau	11,199	5,074	6,125	6,042
	36,831	14,203	22,628	22,952

6. Pièces de collections pour la société

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
	(en milliers de dollars)	
Crédit parlementaire reporté de l'exercice précédent	1,956	1,651
Crédit parlementaire reçu	3,990	3,990
Moins: transféré aux crédits des nouvelles sociétés	3,289	
	701	3,990
	2,657	5,641
Acquisition de pièces de collections par la société		
Musée des beaux-arts du Canada	337	3,011
Musée canadien des civilisations	228	513
Musée national des sciences naturelles	786	78
Musée national des sciences et de la technologie	47	83
	1,398	3,685
Crédit parlementaire reporté	1,259	1,956

7. Crédits parlementaires

	Dépenses de fonctionnement		Capital	
	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
	(en milliers de dollars)			
Ministère des Communications				
Crédit 75	90,704	84,062		
Crédit 80			7,670	37,123
Reporté de l'exercice précédent	1,956	1,651		
Complété par le Conseil du Trésor				
Crédit 5		4,233		
	92,660	89,946	7,670	37,123
Transféré aux crédits des nouvelles sociétés d'État	(68,864)		(6,907)	
Montant périmé		(6,124)		(3,536)
Montant reporté	(1,259)	(1,956)		
Montant utilisé	22,537	81,866	763	33,587

Le montant reporté de $1,259,000, provenant du crédit 75 de 1989-90, représente les fonds dont disposent les nouvelles sociétés jusqu'à la fin de 1990-91 aux fins d'acquisition de pièces de collections.

8. Services fournis gratuitement par des ministères

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
	(en milliers de dollars)	
Locaux	8,974	35,700
Primes d'assurance des employés	416	1,196
Comptabilité et émission des chèques	25	106
Indemnités aux employés	22	53
	9,437	37,055

9. Achat d'une importante collection

Au cours de l'exercice 1987-88, le Musée national des sciences naturelles a conclu un certain nombre d'ententes en vue d'acheter une collection minéralogique particulière. Le coût total du projet, y compris la collection proprement dite, les services de spécialistes en collecte de fonds, les frais d'accessions et d'expositions, pourrait atteindre $7,000,000 sur une période de trois ans si toutes les options d'achat sont exercées. Au 30 juin 1990, les dépenses cumulatives pour ce projet se chiffrent à $5,102,026 ($3,472,447 au 31 mars 1990).

Musées nationaux du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 JUIN 1990—*Fin*

10. Engagements

En plus des ententes indiquées à la note 9, au 30 juin 1990, la Société était liée à diverses ententes principalement pour des services de protection et un contrat de location-exploitation à long terme par le Musée des beaux-arts du Canada relativement au Musée contemporain de la photographie. Voici les versements minimums requis par musée à venir:

	Musée des beaux-arts du Canada	Musée canadien des civilisations	Musée canadien de la nature	Musée national des sciences et de la technologie	Musées nationaux du Canada
	(en milliers de dollars)				
1990-91	4,259	1,397	653	601	6,910
1991-92	1,200	47	384		1,631
1992-93	257		288		545
1993 et suivants ...	12,930				12,930
	18,646	1,444	1,325	601	22,016

TRANSACTIONS DU COMPTE EN FIDUCIE POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars) TABLEAU 1

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Recettes		
Dons et legs	983	2,638
Subventions en vertu de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels		379
Intérêts créditeurs	133	416
	1,116	3,433
Déboursés		
Achat d'objets destinés aux collections de la société	903	628
Autres		600
	903	1,228
Excédent des recettes sur les déboursés	213	2,205
Solde au début de l'exercice	4,582	2,377
Solde à la fin de l'exercice, déposé auprès du Receveur général du Canada	4,795	4,582

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars) TABLEAU 2

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Coût du personnel	15,070	58,558
Locaux	8,974	35,700
Services professionnels et spéciaux	2,379	17,272
Services de protection	2,303	8,748
Amortissement	1,229	4,956
Déplacements	629	1,799
Fournitures et matériel de bureau	506	3,023
Publicité	500	1,043
Fournitures et approvisionnements	470	1,983
Réparations et entretien du matériel	464	17,110
Publications	230	1,169
Achat de livres	204	580
Location	189	687
Fret, messagerie et camionnage	154	560
Communications	143	774
Divers	123	131
Affranchissement	116	436
Service de design et de fabrication	105	708
Comptabilité et émission des chèques	25	106
Édition et boutiques—(bénéfice) (tableau 3)	(363)	(917)
	33,450	154,426

EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 1990
(en milliers de dollars) TABLEAU 3

	3 mois terminés le 30 juin 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
Ventes		
Boutiques	894	3,145
Édition	106	557
	1,000	3,702
Coût des ventes		
Boutiques	448	2,011
Édition	189	774
	637	2,785
Bénéfice	363	917

Office de stabilisation des prix agricoles

RAPPORT DE GESTION

L'état de l'utilisation des crédits parlementaires de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 (en annexe), et tous les renseignements inclus dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la gestion et sont approuvés par le Conseil de direction. Les renseignements suivants ont été préparés sur une base de confiance en tenant compte de toutes les connaissances que nous possédions. Nous avons préparé l'état de l'utilisation des crédits parlementaires selon les politiques comptables établies par le gouvernement du Canada pour la comptabilisation des dépenses par ministère tel que divulguées dans les notes afférentes aux états financiers. Tous les renseignements financiers présentés dans le rapport annuel correspondent à ceux contenus dans l'état financier.

L'OSPA maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont enregistrées selon les règles prescrites par les autorités gouvernementales et sont enregistrées convenablement pour assurer un système comptable continu pour les fonds gouvernementaux.

Le vérificateur général du Canada est chargé d'effectuer une vérification de l'état de l'utilisation des crédits parlementaires. Dans les pages suivantes, on retrouve l'état financier pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 ainsi que le rapport du vérificateur.

Approuvé par:

Le Président
G. LAVOIE

Le Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

le 16 août 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié l'état de l'utilisation des crédits parlementaires de l'Office de stabilisation des prix agricoles de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état.

À mon avis, cet état présente fidèlement, à tous égards importants, l'utilisation des crédits parlementaires par l'Office pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification de l'état ont été effectuées, à tous égards importants, conformément aux lois portant affectation de crédits pour l'exercice terminé le 31 mars 1991, à la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements ainsi qu'à la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 août 1991

Office de stabilisation des prix agricoles—*Suite*

ÉTAT DE L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Contributions en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, financées par le crédit 15—Agriculture		
Versements à la Commission canadienne du lait	264,884	271,515
Paiements d'appoint à l'égard des produits suivants:		
Colza	457	74
Maïs	329	7,706
Orge	14	657
Fruits de la Colombie-Britannique		128
Avoine		23
Pommes		11
Pommes de terre		1
	800	8,600
Utilisation du crédit 15—Agriculture	265,684	280,115
Contributions statutaires en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles		
Paiements d'appoint à l'égard des produits: suivants		
Maïs	66	739
Orge	53	1,846
Blé de printemps	4	32
Soja	2	46
Avoine	1	13
Laine		46
Blé d'hiver	(9)	(51)
	117	2,671
Paiements portés au compte du Programme national tripartite de stabilisation pour les produits suivants:		
Porcs	47,929	96,420
Bovins d'abattage	16,116	19,008
Veaux d'embouche	5,795	3,538
Pommes	2,647	3,038
Bovins d'engrais	1,872	1,959
Petits haricots blancs	1,865	931
Betteraves à sucre	1,211	890
Miel	708	1,107
Autres haricots de couleurs	433	174
Haricots rouges et canneberges	246	121
Agneaux	245	221
Oignons	151	176
	79,218	127,583
Utilisation des crédits statutaires	79,335	130,254
Dépenses d'exploitation financées par et utilisation du crédit 5—Agriculture	4,440	4,051
Dépenses en capital financées par et utilisation du crédit 10—Agriculture	126	109
Total de l'utilisation des crédits	349,585	414,529

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Le Président
G. LAVOIE

Le Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectifs de l'Office et but de l'état

L'Office de stabilisation des prix agricoles (l'Office), établi en 1958, opère en vertu des pouvoirs conférés par la Loi sur la stabilisation des prix agricoles (la Loi) et est composé de trois membres nommés par le gouverneur en conseil. L'Office est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les objectifs de l'Office sont la stabilisation des prix des produits agricoles afin d'aider l'industrie de l'agriculture à obtenir un juste rendement de son travail et de son placement, et le maintien d'un rapport équitable entre les prix reçus par les cultivateurs et le coût des biens et des services qu'ils achètent.

Le but de l'état de l'utilisation des crédits parlementaires est de présenter l'utilisation des crédits par l'Office selon les objectifs de la Loi, conformément aux conventions comptables décrites à la note 2, lesquelles respectent les pratiques comptables du gouvernement du Canada pour l'enregistrement des dépenses par les ministères. Cet état ne prétend pas présenter les résultats des opérations de l'Office selon les conditions agricoles au cours de l'exercice, car ceci exigerait d'adopter des pratiques comptables selon la comptabilité d'exercice.

Les contributions pour les produits dénommés selon les niveaux minimums de la Loi et pour les produits sur lesquels portent les ententes du Programme national tripartite de stabilisation établies en vertu de la Loi sont financées par une autorisation statutaire. Les dépenses d'exploitation et les dépenses en capital, de même que toutes les autres contributions de l'Office en vertu des dispositions de la Loi, sont financées par des autorisations budgétaires qui se périment.

2. Conventions comptables importantes

a) Comptabilisation des dépenses

Les contributions versées à même une autorisation statutaire sont enregistrées selon la comptabilité de caisse. Toutes les autres contributions sont enregistrées selon la comptabilité de caisse, à l'exception des déboursés dont les demandes de paiement ont été reçues pendant une période spécifique après la fin de l'exercice qui sont enregistrés comme frais courus. Les dépenses d'exploitation et les dépenses en capital sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

b) Remboursements de dépenses des exercices précédents

Les remboursements de dépenses statutaires des exercices précédents sont portés en réduction des contributions statutaires (présentées dans cet état) lorsqu'ils sont encaissés. Les remboursements des dépenses des exercices précédents votées annuellement ne sont pas inclus dans cet état.

3. Événement postérieur à la date du bilan

La Loi fut abrogée et remplacée par la mise en oeuvre de la Loi sur la protection du revenu agricole, le 1[er] avril 1991. L'Office de stabilisation des prix agricoles demeurera en fonction afin d'administrer les activités et les autres paiements d'appoint et ce, conformément aux dispositions transitoires de la Loi sur la protection du revenu agricole, vu que ces dernières sont liées à la Loi.

Office de stabilisation des prix agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'UTILISATION
DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES
31 MARS 1991—*Fin*

Les dispositions de la Loi sont prolongées par les clauses transitoires de la Loi sur la protection du revenu agricole pour la laine commercialisée au cours de 1990 et pour certains produits dénommés (le maïs, le soja, le blé de printemps et d'hiver, l'avoine et l'orge qui ne sont pas produits dans des régions désignées dans la Loi sur la Commission canadienne du blé) commercialisés au cours de la campagne agricole 1990-91. De plus, les dispositions de la Loi pour l'établissement d'un pourcentage prescrit pour déterminer le prix de base pour le lait et la crème de transformation seront en vigueur pour l'exercice se terminant le 31 mars 1992.

En ce qui concerne les paiements d'appoint des produits dénommés couverts par la Loi avant l'annulation de cette dernière le 1^er^ avril 1991 et des produits désignés par le gouverneur en conseil en vertu de la Loi avant le 1^er^ avril 1991, les paiements d'appoint continueront d'être faits en 1991-92 et pour les exercices subséquents au fur et à mesure que les demandes de paiement seront reçues. Les remboursements liés aux dépenses payées en trop aux producteurs des exercices précédents seront toujours effectués en 1991-92 et pour les exercices à venir dès que l'Office aura terminé sa vérification *a posteriori* des recettes.

Les ententes concernant le Programme national tripartite de stabilisation, établies en vertu de la Loi, seront toujours en vigueur et relèveront de la Loi sur la protection du revenu agricole.

Office des prix des produits de la pêche

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office des prix des produits de la pêche selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers de l'Office développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers n'ont pas été vérifiés par le vérificateur général. Le vérificateur général a cependant vérifié l'état financier de l'Office préparé selon la méthode de la comptabilité d'exercice et a exprimé l'avis que ce dernier présente fidèlement, selon les conventions comptables énoncées, la situation financière de l'Office au 31 mars 1991.

Approuvé par:

Directeur exécutif
J. J. LEVERT

Agent financier
CHARLES BERGERON

le 21 juin 1991

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans (note 4)	158,608	161,884
Coût net (bénéfice) d'exploitation	158,608	161,884

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONCILIATION DU COÛT NET DES OPÉRATIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Coût net des opérations selon la comptabilité d'exercice	158,608	161,884
Moins: diminution des stocks		
Plus: augmentation (diminution) des débiteurs		
Coût net des opérations	158,608	161,884

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office, institué en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, est un établissement public qui figure à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un rapport équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux provenant d'autres occupations. L'Office a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans et le personnel de ce ministère exécute certaines de ses fonctions. Le financement des activités de l'Office est effectué par autorisation budgétaire annuelle du Parlement.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Programme du maquereau en conserve

En 1990-91, l'unique activité de l'Office fut d'agir en tant qu'agent pour l'approvisionnement du maquereau en conserve. Ce programme fut financé en entier au moyen d'une avance provenant de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ACDI a consenti une avance de $3,500,000, l'Office a versé $2,839,675 pour l'acquisition, l'entreposage et la livraison de maquereau, et le solde de $660,375 a été remis à l'ACDI.

Vu la nature de cette relation d'agence avec l'ACDI, l'Office a mené des opérations au nom de l'ACDI et pour l'utilité de l'ACDI, et c'est pourquoi il n'a pas eu la possession juridique des biens. En tant que tels, aucune vente, aucun coût des biens vendus ou opérations d'entreposage et de manutention ne sont enregistrés à l'état des résultats du 31 mars 1991 par rapport à cette relation d'agence avec l'ACDI.

4. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1991	1990
	$	$
Traitements	149,084	154,159
Honoraires	750	600
Voyages	4,564	3,942
Autres	4,210	3,183
	158,608	161,884

Office des prix des produits de la pêche—*Fin*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DE L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE
ET AU
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié l'état des résultats de l'Office des prix des produits de la pêche pour l'exercice terminé au 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tout égards importants, les résultats de l'exploitation de l'Office pour l'exercice terminé au 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1991

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(notes 3 et 4)

	1991	1990
	$	$
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans	158,608	161,884
Coût de l'exploitation financé à même le Trésor	158,608	161,884

Approuvé par l'Office:

F. MORRISSEY JOHNSON
Le Président

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office a été établi en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche et il est un établissement public nommé à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre compte et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en établissant le montant des paiements compensatoires, tente d'établir un lien équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux qui proviennent d'autres occupations. L'Office opère par l'intermédiaire des bureaux du ministère des Pêches et des Océans, dont le personnel ministériel exécute certaines fonctions de l'Office.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans le coût de l'exploitation.

3. Programme du maquereau en conserve

En 1990-91, l'unique activité de l'Office a été de faire fonction d'agent pour l'approvisionnement du maquereau en conserve. Ce programme fut financé en entier au moyen d'une avance provenant de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ACDI a consenti une avance de $3,500,000 ($3,500,000 en 1989-90), l'Office a payé $2,839,675 ($2,479,534 en 1989-90) pour l'achat, l'entreposage et la livraison du maquereau, et le solde de $660,325 ($1,020,466 en 1989-90) a été remis à l'ACDI.

Étant donnée la relation de mandataire qu'il a avec l'ACDI, l'Office a effectué des opérations au nom de l'ACDI et pour l'utilité de l'ACDI et, de ce fait, n'a pas eu la possession légale des marchandises. Donc, aucune recette et aucune charge n'a été inscrite à l'état des résultats du 31 mars 1991 au titre de cette entente de représentation conclue avec l'ACDI.

L'Office a accepté de servir de nouveau de mandataire de l'ACDI en 1991-92.

4. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1991	1990
	$	$
Traitements	149,084	154,159
Voyages et honoraires	5,314	4,542
Autre élément	4,210	3,183
	158,608	161,884

ÉTATS FINANCIERS D'AUTRES ENTITÉS

Commission canadienne des grains

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état financier ci-joint de la Commission canadienne des grains conformément aux exigences et aux normes de présentation de l'information établies par le Receveur général du Canada. La Direction de la Commission assume la responsabilité primordiale quant à l'intégrité et l'objectivité des données figurant à l'état financier.

Cet état financier a été préparé conformément aux conventions comptables énoncées dans la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. La Commission, dans le cadre de ses responsabilités de faire rapport, tient une série de comptes qui lui fournit un enregistrement centralisé des opérations financières. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes, à moins d'indication contraire, à ceux que renferme cet état financier.

La Direction des services financiers du ministère de l'Agriculture énonce et diffuse des conventions de comptabilité et de gestion financière et établit des directives qui suivent les normes de gestion financière et comptable. La Commission opère des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, dans le cadre des pouvoirs parlementaires, et sont comptabilisées correctement pour justifier l'utilisation des fonds du gouvernement et protéger les biens de la Commission. La Commission veille aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données présentées dans son état financier par le choix, la formation et le perfectionnement d'un personnel compétent, par la prise de dispositions touchant l'organisation en établissant des secteurs de responsabilité appropriés et par des programmes de communication visant à garantir que ses règlements, politiques, normes et pouvoirs de gestion sont bien compris par tous les secteurs.

Cet état financier a été vérifié par le vérificateur général dont le rôle est de formuler une opinion renseignée à l'effet que l'état, pris dans son ensemble, présente fidèlement, conformément aux conventions comptables énoncées, les résultats de l'exploitation de la Commission.

Le système comptable et l'état financier de la Commission ont évolué au cours des années afin de s'adapter aux conditions changeantes.

Approuvé par:

Le Commissaire en chef
M. E. WAKEFIELD

Le Cadre supérieur des finances
R. A. KULLMAN

le 19 juillet 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU COMMISSAIRE EN CHEF ET AUX COMMISSAIRES
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission canadienne des grains de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la Direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 18 juillet 1991

Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses (tableau)		
Contributions	9,238	5,562
Exploitation		
Traitements et prestations aux employés	38,930,840	34,951,054
Indemnités de cessation d'emploi	339,827	406,306
Locaux—Travaux publics Canada	2,597,255	2,340,022
Ameublement et matériel	1,487,467	2,299,733
Déplacements et réinstallations	1,157,666	1,112,455
Services publics, matériaux et fournitures	826,586	827,950
Services professionnels et spéciaux	446,410	457,360
Construction d'installations	445,907	706,439
Réparation du matériel	407,646	344,624
Télécommunications	378,123	352,579
Affranchissement, fret et transport	298,449	299,229
Publications émises	190,170	202,065
Autres locations	131,222	96,254
Services de comptabilité du ASC	71,405	79,980
Autres	58,055	37,435
Voitures automobiles	48,033	24,897
Services aux locataires	20,994	20,207
	47,836,055	44,558,589
Administration		
Traitements et prestations aux employés	2,476,479	2,178,047
Indemnités de cessation d'emploi	34,546	77,370
Locaux—Travaux publics Canada	221,813	217,294
Déplacements et réinstallations	190,073	192,380
Affranchissement, fret et transport	94,841	98,417
Services professionnels	94,436	62,334
Matériaux et fournitures	83,727	80,455
Construction d'installations	79,763	
Télécommunications	65,127	68,688
Ameublement et matériel	60,334	16,428
Publications émises	46,210	76,426
Autres locations	21,396	16,504
Autres	11,886	8,189
Réparation du matériel	5,643	7,390
	3,486,274	3,099,922
	51,331,567	47,664,073
Recettes non fiscales (tableau)		
Honoraires de services	43,485,829	32,881,004
Permis	234,975	165,225
Régularisation des dépenses des exercices antérieurs	80,304	29,919
Produit des ventes	62,967	66,452
Autres	20,390	26,013
	43,884,465	33,168,613
Coût de l'exploitation avant l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme	7,447,102	14,495,460
Loi sur les marchés de grains à terme	83,689	90,647
Coût net de l'exploitation (note 3)	7,530,791	14,586,107

Passif éventuel (note 6)

Le tableau ci-joint et les notes afférentes font partie intégrante du présent état financier.

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains a été établie en vertu de l'article 3 de la Loi sur les grains du Canada (1970) et a pour but d'établir et de maintenir des normes de qualité pour le grain canadien et de réglementer la manutention des grains au pays afin de garantir une denrée fiable sur les marchés intérieurs et d'exportation. La Commission opère dans le cadre de pouvoirs budgétaires, toutefois, il y a certains frais de personnel qui relèvent de pouvoirs réglementaires.

La Commission, en plus de se conformer à la Loi sur les grains du Canada, assume certaines de ses responsabilités en vertu des lois sousmentionnées ainsi qu'en vertu des règlements y afférents:

Loi sur la gestion des finances publiques
Loi sur les marchés de grains à terme
Loi sur les poids et mesures
Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest
Loi sur le transport du grain de l'Ouest
Loi relative aux taux de fret sur les eaux intérieures

2. Principales conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en conformité avec les exigences de présentation des rapports et des normes du Receveur général du Canada pour faire rapport des résultats des opérations de la Commission dans les Comptes publics du Canada. Les conventions comptables les plus pertinentes utilisées lors de la préparation de l'état sont comme il suit:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est, comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément à la convention comptable du gouvernement.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada. Les recettes sont portées directement au crédit des recettes non fiscales.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

d) Les sommes qui représentent les services fournis gratuitement par les ministères sont comprises dans les dépenses.

e) Les remboursements de dépenses des exercices antérieurs sont comptabilisés, à titre de recettes, dès leur réception et ne sont pas défalqués des dépenses.

Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1991	1990
	$	$
Ministère de l'Agriculture		
Crédit 25		
Dépenses et contributions du programme	47,781,357	45,755,811
Déduire: crédits supplémentaires		1,448,000
montant périmé	3,785,987	2,618,691
	43,995,370	41,689,120
Statutaire—Contributions aux régimes de prestations des employés	5,635,000	4,794,000
Total des crédits utilisés	49,630,370	46,483,120
Ajouter: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement .	1,784,886	1,271,600
Déduire: recettes portées directement aux recettes non fiscales	43,884,465	33,168,613
Coût net de l'exploitation, y compris l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme	7,530,791	14,586,107

4. Débiteurs

Au 31 mars 1991, les sommes à recouvrer de tierces parties pour les services fournis par la Commission étaient de $3,673,899 (1990—$3,596,536).

5. Obligations en vertu de contrats de location

Les obligations en vertu de contrats de location-exploitation ayant une durée de plus d'un an s'élèvent à $4,027,872. L'ensemble des versements minimums futurs exigibles en vertu de ces contrats, selon l'exercice financier, est comme il suit:

	$
1992	2,643,907
1993	469,399
1994	394,275
1995	349,331
1996 et après	170,960

6. Passif éventuel

Conformément à la Loi sur les grains du Canada, la Commission accorde des permis aux négociants en grain et pour les élévateurs à grain. Avant d'accorder les permis, la Commission doit s'assurer que les requérants ont déposé la garantie qui permette de remplir leurs obligations envers les détenteurs de documents quant à la livraison du grain ou le versement de l'argent.

Le 22 mai 1991, la Cour d'appel fédérale a entériné la décision de la Cour fédérale en ce qui a trait aux poursuites entreprises contre la Commission canadienne des grains pour les dommages résultant de la faute de deux détenteurs de permis, Memco Limited et Econ Consulting Ltd., lorsque la garantie aux mains de la Commission s'avéra insuffisante pour satisfaire à toutes les obligations admissibles non réglées. La Cour soutient que la Commission avait été négligente et elle octroya des dommages se chiffrant environ à $3,300,000. Le ministère de la Justice prend en délibéré l'avis juridique quant à la demande de la permission d'en appeler à la Cour suprême du Canada. Il y a d'autres poursuites en dommages s'élevant à environ $2,100,000 liées aux dispositions à l'égard des permis et de la garantie et qui sont en attente de jugement.

La Commission pourrait être passible de dommages, selon le dénouement ultime de ces causes. De l'avis de la Direction et du conseiller juridique, il est impossible, en ce moment, de déterminer avec précision quelles sont les probabilités d'un passif et quelle en serait l'ampleur. C'est pourquoi aucune provision n'a été établie aux comptes de la Commission.

Les examens exploratoires sont terminés par rapport à une poursuite ayant trait à la négligence entreprise par l'Office de commercialisation des producteurs de blé de l'Ontario qui nomme divers organismes gouvernementaux y compris la Commission canadienne des grains. Il y a des réclamations en dommages pour les frais d'entreposage et de transports. Aucune provision n'a été établie pour les dommages possibles vu qu'on n'a pas présenté de preuve quant à la validité de la réclamation et que l'étendue des pertes, le cas échéant, ne peut être définie en ce moment.

On prévoit que le règlement le cas échéant, découlant de ces poursuites sera comptabilisé au cours de l'exercice pendant lequel le règlement aura lieu.

COÛT NET DE L'EXPLOITATION SELON LE SECTEUR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

TABLEAU

	Inspection	Pesée	Économie et statistique	Laboratoire de recherche	Administration	Total 1991	Total 1990
	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses							
Exploitation	22,053,635	9,622,812	6,325,627	9,833,981	3,486,274	51,322,329	47,658,511
Contributions				9,238		9,238	5,562
	22,053,635	9,622,812	6,325,627	9,843,219	3,486,274	51,331,567	47,664,073
Recettes							
Honoraires de services	25,577,719	13,461,281	4,435,382	2,573	8,874	43,485,829	32,881,004
Permis			234,975			234,975	165,225
Régularisation des dépenses des exercices antérieurs	76,222	1,918	355	1,719	90	80,304	29,919
Produit des ventes	32,704		29,989		274	62,967	66,452
Autres	14,581	15	951	3,455	1,388	20,390	26,013
	25,701,226	13,463,214	4,701,652	7,747	10,626	43,884,465	33,168,613
Coût de l'exploitation avant l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme	(3,647,591)	(3,840,402)	1,623,975	9,835,472	3,475,648	7,447,102	14,495,460
Loi sur les marchés de grains à terme					83,689	83,689	90,647
Coût net de l'exploitation (note 3)	(3,647,591)	(3,840,402)	1,623,975	9,835,472	3,559,337	7,530,791	14,586,107

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil selon les principes comptables généralement reconnus. Certains renseignements, inclus dans les états financiers, sont fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. La responsabilité première, quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de ces états finanicers, revient à la gestion du Conseil.

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil les services de secrétariat et autres arrangements et services administratifs et techniques, y compris le maintien des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil.

Ces états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que les états financiers du Conseil, pris dans leur intégralité, présentent fidèlement les opérations du Conseil selon les principes comptables généralement reconnus.

Approuvé par:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

le 21 juin 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE FIDUCIE
ET AU
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance au 31 mars 1991 et les états des résultats et du solde du Fonds et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Conseil au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1991

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990	PASSIF	1991	1990
	$	$		$	$
Encaisse	4,381	2,548	Bourses de professeur invité à payer	3,749	
Placements en valeurs du gouvernement du Canada (note 3)	406,802	384,085	SOLDE DU FONDS		
Intérêts courus	82,395	64,534	Solde à la fin de l'exercice	489,829	451,167
	493,578	451,167		493,578	451,167

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SOLDE DU FONDS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Revenus		
Intérêts créditeurs	48,112	43,327
Dépenses		
Bourses de professeur invité (note 4)	7,117	7,344
Frais de conférenciers	2,310	2,340
Autres	23	16
	9,450	9,700
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	38,662	33,627
Solde du Fonds au début de l'exercice	451,167	417,540
Solde du Fonds à la fin de l'exercice	489,829	451,167

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	38,662	33,627
Augmentation des intérêts courus	(17,861)	(23,413)
Augmentation du passif	3,749	
	24,550	10,214
Activités d'investissement		
Vente de valeurs du gouvernement du Canada	554,306	118,301
Achat de valeurs du gouvernement du Canada	(577,023)	(131,924)
	(22,717)	(13,623)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	1,833	(3,409)
Encaisse au début de l'exercice	2,548	5,957
Encaisse à la fin de l'exercice	4,381	2,548

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoir et objectif

Le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance a été constitué en 1959 par la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II pour aider les particuliers ou les organismes à entreprendre ou à poursuivre des travaux de recherches sur les maladies de l'enfance, leur cause, leur prévention et leur traitement. La Loi a prévu une affectation initiale d'un million de dollars sur le Fonds du revenu consolidé et a établi le Conseil de fiducie, composé d'un président et de six autres fiduciaires que Sa Majesté a nommés par commission sous le grand sceau. Le Conseil gère et administre le Fonds en conformité et sous réserve de la Loi.

2. Conventions comptables

a) Revenu des, et placements en, valeurs du gouvernement du Canada

Les placements en valeurs du gouvernement du Canada sont enregistrés au prix coûtant. Toutes primes ou tous escomptes à l'acquisition, sont amortis selon la durée des valeurs. Les intérêts créditeurs sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Dépenses

Les dépenses sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Services fournis gratuitement

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil de fiducie, à titre gratuit, les services de secrétariat et autres facilités et services administratifs et techniques requis pour les objets de la Loi.

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Placements en valeurs du gouvernement du Canada

	1991			1990		
	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$	$	$
Gouvernement du Canada						
Coupons d'escompte	425,500	263,083	346,373	470,625	293,556	340,020
Bons du Trésor	145,000	143,719	143,641	94,000	90,529	90,204
	570,500	406,802	490,014	564,625	384,085	430,224

En vertu des modalités de la Loi, le Conseil peut placer tous deniers du Fonds dans des obligations ou autres valeurs du gouvernement du Canada et peut vendre toutes semblables obligations et valeurs. Les valeurs détenues au 31 mars 1991 portent un taux d'intérêt allant de 8.75% à 11.14% par année. Vu que l'intérêt sur les coupons d'escompte du gouvernement du Canada est payé seulement à l'échéance, la valeur marchande des coupons d'escompte prend en considération l'intérêt couru, les taux d'intérêt courants et la période de temps jusqu'à l'échéance.

4. Bourses de professeur invité de la reine Elizabeth II

Au cours de sa réunion du 20 mars 1985, le Conseil de fiducie a décidé que, pour le moment, aucune nouvelle bourse aux scientifiques ne serait offerte. Au cours de cette même réunion, le Conseil a approuvé l'établissement d'une bourse connue sous le nom de Bourse de professeur invité de la reine Elizabeth II. Cette bourse vise à permettre à des départements canadiens de pédiatrie d'inviter des scientifiques de niveau international à leur rendre visite. Ceci a pour but de renforcer les travaux scientifiques et les recherches des départements de pédiatrie dans le domaine des maladies infantiles. Les bourses ont été offertes pour la première fois en 1986-87.

5. Bourses de scientifiques: Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II/CRM

À la réunion du Conseil de fiducie, tenue le 27 mars 1990, les fiduciaires ont décidé de créer un nouveau programme conjoint de bourses de scientifiques du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et du Conseil de recherches médicales. Par la suite, le Conseil de recherches médicales a approuvé ce programme conjoint en juin 1990. Il a été convenu que ce programme resterait en vigueur pendant cinq ans et que le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II le financerait entièrement pendant la première année et, qu'au cours des années suivantes, le coût de ce programme serait partagé, à parts égales, entre le Fonds et le Conseil de recherches médicales. Chaque bourse s'élève à $205,000 et est versée sur une période de trois ans. Voici les engagements des années à venir:

Année de paiement	$
1991-92	180,000
1992-93	55,000
1993-94	60,000
	295,000

Office des produits agricoles

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers de l'Office des produits agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1990 (en annexe), et tous les renseignements inclus dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la gestion et sont approuvés par le Conseil de Direction. Nous avons préparé les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus. Tous les renseignements financiers présentés dans le rapport annuel correspondent à ceux contenus dans les états financiers.

L'Office comporte des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont comptabilisées selon les règles prescrites par l'autoritié gouvernementale et sont enregistrées convenablement pour assurer un système comptable continu pour les fonds gouvernementaux.

Le vérificateur général du Canada a été engagé pour effectuer une vérification des états financiers.

Approuvé par:

Président
G. LAVOIE

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

le 29 août 1990

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office des produits agricoles au 31 mars 1990 ainsi que les états des résultats et de l'avoir pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son avoir pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément aux Lois portant affectation de crédits pour l'exercice terminé le 31 mars 1990, à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements et à la Loi sur l'Office des produits agricoles.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 août 1990

sauf pour la note 9 qui est datée du
7 mars 1991

BILAN AU 31 MARS 1990

ACTIF	1990	1989	PASSIF ET AVOIR	1990	1989
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse détenue par les agents (note 3)	1,489,948	1,214,758	Créditeurs et frais courus	368,840	166,739
Débiteurs et effets à recevoir			Montant dû à la province de l'Ontario	1,194,490	1,161,177
—Fraction à court terme des effets				1,563,330	1,327,916
à long terme	225,000	225,000	Avoir du Canada	8,168,945	7,968,680
—Commerce	105,928	647,475			
Stocks (notes 4 et 5)	7,653,000	6,759,587			
	9,473,876	8,846,820			
À long terme					
Effets à recevoir (note 6)	258,399	449,776			
	9,732,275	9,296,596		9,732,275	9,296,596

Obligations contractuelles (note 7)
Éventualité (note 8)
Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Président
G. LAVOIE

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

Office des produits agricoles—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Ventes—Raisins et produits du raisin	2,516,526	4,751,765
Coût des ventes—Raisins et produits du raisin	3,058,881	5,540,601
Perte sur les ventes	542,355	788,836
Provision pour moins-value des stocks		
Porc pour l'URSS	1,356,000	
Sirop d'érable	422,000	
Raisins et produits du raisin	76,000	1,816,602
Porc offert en don à la Pologne (le montant net de $426,083 a été financé par le ministère des Affaires extérieures)(note 9)	2,000,000	
Récupération de la perte sur les ventes des produits de raisins en provenance de la province de l'Ontario	(73,736)	(163,775)
Intérêts créditeurs	(47,837)	(109,974)
Provision pour les créances irrécouvrables	36,826	
Perte d'exploitation	4,311,608	2,331,689
Dépenses d'administration	322,047	344,320
Perte pour l'exercice	4,633,655	2,676,009

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
	$	$
Avoir, au début de l'exercice	7,968,680	5,115,117
Perte pour l'exercice	(4,633,655)	(2,676,009)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement	16,035	53,645
Crédit parlementaire utilisé (note 12)	7,858,367	12,238,477
Recettes remises au Trésor	(3,040,482)	(6,762,550)
Avoir, à la fin de l'exercice	8,168,945	7,968,680

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990

1. Pouvoirs et but

L'Office des produits agricoles (l'Office), qui a été établi en 1951, fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles et il se compose de quatre membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour but de stabiliser les prix des produits agricoles au moyen de l'achat et de la vente ou la livraison du surplus de produits lorsque les marchés sont à la baisse.

Au cours de l'exercice, l'Office a entrepris le Programme de surplus de raisins de l'Ontario de 1989, a acheté du porc canadien comme don pour la Pologne et a acheté du porc canadien pour la vente subséquente à l'URSS. Au 31 mars 1990, les deux premiers programmes sont terminés, tandis que l'achat de porc canadien pour l'URSS est en cours. Aucune vente de porc pour l'URSS a eu lieu au 31 mars 1990. Les programmes reportés des années précédentes sont les Programmes de surplus de raisins de l'Ontario de 1987 et de 1988 et le Programme de sirop d'érable de 1988.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette estimative.

3. Encaisse détenue par les agents

L'Office a conclu des ententes avec l'Office de commercialisation des producteurs de raisins de l'Ontario (OCPRO) qui exige que l'OCPRO fournisse, par le biais d'un cabinet d'experts-comptables, des services de comptabilité à l'Office et des comptes en fiducie dans une banque à charte pour la réception et le déboursé des fonds reçus de l'Office, des fonds reçus de la province de l'Ontario et des fonds provenant de la vente des produits en surplus, à l'égard des Programmes de surplus de raisins de l'Ontario de 1987, 1988 et 1989. La part des recettes de l'Office provenant de la vente du surplus des produits est transférée au Trésor. Le fonds détenu en fiducie pour la province de l'Ontario au 31 mars 1990 était de $1,112,114 (1989—$901,547).

L'Office a également conclue une entente avec R. A. Chisholm Ltée pour la gestion du programme de porc pour l'URSS. Un compte en fiducie a été établi par l'entreprise pour la réception et le déboursé des fonds reçus par l'Office aux fins du programme.

4. Stocks

	1990		1989	
	Coût	Valeur de réalisation nette	Coût	Valeur de réalisation nette
	$	$	$	$
Produits du raisin	1,548,971	241,000	4,629,440	2,337,251
Porc—URSS	4,767,455	3,412,000		
Sirop d'érable	4,422,336	4,000,000	4,422,336	4,422,336
	10,738,762	7,653,000	9,051,776	6,759,587

La moins-value des stocks à leur valeur de réalisation nette estimative est imputée à la perte d'exploitation.

5. Activité subséquente

Suite à la fin de l'exercice, l'Office a conclu une entente pour la vente de tout le sirop d'érable dans les stocks au 31 mars 1990. En échange, l'Office recevra une note sans intérêt et non garantie de $4,000,000, remboursable sur une période de trois ans débutant au cours de l'exercice de 1990-91. L'Office récupérera ce compte débiteur si le débiteur peut le rembourser.

6. Effets à recevoir à long terme

Les effets à recevoir viennent à échéance le 31 décembre 1992 et sont remboursables en versements annuels de $225,000, appliqués d'abord en réduction du capital, et à payer tous les 31 décembre. L'intérêt est calculé en utilisant le taux préférentiel des banques commerciales, non composé.

Office des produits agricoles—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1990—*Fin*

7. Obligations contractuelles

Comme partie intégrante du Programme de porc pour la Pologne, l'Office a une obligation contractuelle pour l'achat de porc additionnel au prix de $16,8 millions. L'Office a également une obligation pour la vente de ce produit additionnel, ainsi que le montant dans les stocks au 31 mars 1990, à l'URSS. L'Office s'attend à réaliser une perte totale de $5,3 millions pour le Programme de porc pour l'URSS.

8. Éventualité

L'Office est un défendeur dans le cas d'un litige découlant de ses opérations. Ce litige en instance est de l'ordre de $262,125. Les pertes provenant de ce litige seront portées au débit des opérations dans l'année où le règlement aura lieu.

9. Aide alimentaire à la Pologne

Afin de contribuer à l'aide alimentaire pour la République populaire de Pologne, en vertu d'une entente signée le 1er décembre 1989, le Canada s'est engagé à donner environ 1,200 tonnes de produits de porcs congelés à la Pologne. En appui de ce programme, l'Office a acheté et livré 1,295 tonnes de produits de porcs congelés à la Pologne au prix total de $2,426,083. Conformément à la lettre d'entente entre l'Office et le ministère des Affaires extérieures, un montant de $426,083 représentant les frais engagés pour ce programme au-delà de $2,000,000, a été financé par le ministère des Affaires extérieures. L'Office a reçu l'autorisation en vertu du décret C.P. 1989-2346 du 23 novembre 1989 d'acheter et de livrer jusqu'à 1,200 tonnes de produits de porcs congelés. L'autorisation a été par la suite augmentée à 1,295 tonnes en vertu du décret C.P. 1991-1/456 du 7 mars 1991.

10. Commissions des organismes

L'Office a eu recours aux services des agents suivants au cours de l'exercice pour réaliser certains programmes. Les coûts sont compris dans les dépenses d'administration, à l'exception des coûts de Graeme Goodsir Inc., qui ont été financés par le ministère des Affaires extérieures.

	1990	1989
	$	$
Ronald A. Chisholm Ltée (porc—URSS) ..	143,340	
Graeme Goodsir et Associés Inc. (porc—Pologne)	60,000	
Office de commercialisation des producteurs de raisins de l'Ontario	26,080	33,785
	229,420	33,785

11. Présentation des états financiers

Certaines données correspondantes ont été reclassifiées conformément à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté puisque les activités de financement de l'Office sont exposées dans l'état de l'avoir.

12. Crédit parlementaire utilisé par l'Office

	1990	1989
	$	$
Achats, transformation et frais de possession		
Raisins et produits du raisin	779,525	7,530,842
Sirop d'érable	5,376	4,416,960
Porc—URSS	4,767,454	
Porc—Pologne	2,000,000	
	7,552,355	11,947,802
Dépenses d'administration	322,047	344,320
Moins: services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement	(16,035)	(53,645)
Total des dépenses financées par crédit parlementaire—Crédit 5 (Agriculture)	7,858,367	12,238,477

Office des produits agricoles—*Suite*

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers de l'OPA pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 (en annexe), et tous les renseignements inclus dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la gestion et ont été approuvés par le l'OPA. Nous avons préparé les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus. Tous les renseignements financiers présentés dans le rapport annuel correspondent à ceux contenus dans les états financiers.

L'OPA maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont comptabilisées selon des règles conformes aux normes établies par les autorités parlementaires et assurent la reddition des comptes des fonds du gouvernement.

On a demandé au vérificateur général du Canada de procéder à une vérification comptable des états financiers. Par conséquent, les états financiers pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991 de même que le rapport du vérificateur sont inclus dans le présent document.

Approuvé par:

Président
G. LAVOIE

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

le 16 août 1991

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office des produits agricoles au 31 mars 1991 et les états des résultats et de l'avoir de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la Direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son avoir pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément aux Lois portant affectation de crédits pour l'exercice terminé le 31 mars 1991, à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements et à la Loi sur l'Office des produits agricoles.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 août 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990	PASSIF ET AVOIR	1991	1990
À court terme			À court terme		
Encaisse détenue par les agents (note 3)	1,195	1,490	Créditeurs et frais courus	42	369
Débiteurs et effets à recevoir			Montant dû à la province de l'Ontario	1,236	1,194
—Fraction à court terme des effets à long terme	2,891	225		1,278	1,563
—Commerce	662	106	Avoir du Canada	10,053	8,169
Stocks (note 4)	5,207	7,653			
	9,955	9,474			
À long terme					
Effets à recevoir (note 5)	1,376	258			
	11,331	9,732		11,331	9,732

Éventualité (note 6)
Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Président
G. LAVOIE

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

Office des produits agricoles—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Ventes (note 7)	32,279	2,517
Coût des ventes (note 7)	36,022	3,059
Perte sur les ventes	3,743	542
Provisions pour moins-value des stocks		1,854
Aide alimentaire (note 8)	1,011	2,000
Récupération de la perte sur les ventes des produits du raisin en provenance de la province de l'Ontario	(84)	(73)
Intérêts créditeurs	(120)	(48)
Perte de change	72	
Provision pour créances irrécouvrables		37
Perte d'exploitation	4,622	4,312
Dépenses d'administration (note 9)	686	322
Perte pour l'exercice	5,308	4,634

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Avoir au début de l'exercice	8,169	7,969
Perte pour l'exercice	(5,308)	(4,634)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement	17	16
Crédit parlementaire utilisé (note 10)	35,371	7,858
Recettes remises au Trésor	(28,196)	(3,040)
Avoir à la fin de l'exercice	10,053	8,169

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et but

L'Office des produits agricoles (l'Office), établi en 1951, fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles et se compose de quatre membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour but de stabiliser les prix des produits agricoles au moyen de l'achat et de la vente ou de la livraison du surplus de produits lorsque les marchés sont à la baisse.

Au cours de l'exercice, l'Office a acheté et vendu des produits du porc canadien à l'URSS, a mis en oeuvre le Programme de surplus de raisins de l'Ontario de 1990, a acheté de la luzerne de semence comme don à la Pologne, a acheté du lait écrémé en poudre pour donner à la Bulgarie et a acheté et vendu des peaux de vison d'élevage canadien de 1990. Au 31 mars 1991, tous les programmes étaient terminés à l'exception du Programme pour les peaux de vison et du Programme de surplus de raisins de l'Ontario de 1988 qui a été reporté de l'exercice précédent.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette estimative.

3. Encaisse détenue par les agents

L'Office a conclu une entente avec l'Office de commercialisation des producteurs de raisins de l'Ontario (OCPRO) qui exige que l'OCPRO fournisse des services de comptabilité par le biais d'un cabinet d'experts-comptables. L'entente stipule aussi que des comptes en fiducie soient ouverts dans une banque à charte pour la réception et le déboursé des fonds reçus de l'Office, des fonds reçus de la province de l'Ontario et des fonds provenant de la vente de surplus de produits relativement aux Programmes de surplus de raisins de l'Ontario de 1987, 1988 et 1990.

La part de l'Office des recettes provenant de la vente de surplus de produits est virée au Trésor. L'encaisse détenue en fiducie pour la province de l'Ontario au 31 mars 1991 totalisait $1,151,000 ($1,112,000 en 1990).

4. Stocks

	1991		1990	
	Coût	Valeur de réalisation nette	Coût	Valeur de réalisation nette
	(en milliers de dollars)			
Vision	5,196	5,196		
Produits du raisin	84	11	1,549	241
Porc—URSS			4,767	3,412
Sirop d'érable			4,422	4,000
	5,280	5,207	10,738	7,653

La dépréciation des stocks à leur valeur de réalisation nette estimative est imputée à la perte d'exploitation.

5. Effets à recevoir

	Sirop d'érable de 1988		Légumes en conserve de 1980		Total	
	1991	1990	1991	1990	1991	1990
	(en milliers de dollars)					
En souffrance	1,333				1,333	
Portion courante	1,333		225	225	1,558	225
Portion à long terme	1,334		42	258	1,376	258
	4,000		267	483	4,267	483

L'effet à recevoir pour le programme concernant le sirop d'érable de 1988 ne porte pas d'intérêt, n'est pas garanti et est payable comme suit:

	(en milliers de dollars)
le 10 janvier 1991	667
le 31 mars 1991	666
le 10 janvier 1992	1,333
le 10 janvier 1993	1,334
	4,000

Office des produits agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

La capacité de l'Office de recouvrer cette créance dépend de la capacité du débiteur de payer. Ce dernier a omis de faire les paiements du 10 janvier 1991 et du 31 mars 1991, soit un total de $1,333,000, mais il a cependant indiqué qu'il devrait payer ces sommes d'ici le 30 novembre 1991. Les intérêts sont calculés sur les montants en souffrance au taux préférentiel des banques commerciales, plus un demi pour cent, intérêts composés mensuels jusqu'à ce que les créances soient payées.

L'effet à recevoir pour le programme concernant les légumes en conserve de 1980 viendra à échéance le 31 décembre 1992. Il est payable par des versements annuels de $225,000 appliqués en réduction du capital en premier et sont dus le 31 décembre. Au 31 mars 1991, le solde à recevoir est constitué entièrement des intérêts cumulés sur un montant de capital qui a été remboursé au cours de l'exercice.

6. Éventualité

L'Office fait l'objet d'une poursuite en justice résultant d'une opération de l'exercice précédent pour une somme de $262,000. Toute perte découlant de ce litige sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

7. Ventes et coût des ventes

	1991			1990		
	Ventes	Coût des ventes	Perte sur les ventes	Ventes	Coût des ventes	Perte sur les ventes
	(en milliers de dollars)					
Porc—URSS	16,403	19,787	3,384			
Peaux de vison	11,568	11,568				
Sirop d'érable	4,000	4,000				
Raisins et produits du raisin	308	667	359	2,517	3,059	542
	32,279	36,022	3,743	2,517	3,059	542

8. Aide alimentaire

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Luzerne de semence pour la Pologne	772	
Lait écrémé en poudre pour la Bulgarie	239	
Porc pour la Pologne (le montant net de $426,000 a été financé par le ministère des Affaires extérieures)		2,000
	1,011	2,000

9. Commissions des organismes

Au cours de l'exercice, l'Office a eu recours aux services des agents suivants pour opérer certains programmes. Le coût de leurs services fait partie des frais de gestion, à l'exception des services de Graeme Goodsir Inc. en 1990 qui furent payés par le ministère des Affaires extérieures.

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Ronald A. Chisholm Inc. (porc—URSS)	469	143
Office de commercialisation des producteurs de raisins de l'Ontario (raisins—Ontario)	24	26
Graeme Goodsir Associates Inc. (porc—Pologne)		60
	493	229

10. Crédit parlementaire utilisé par l'Office

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Achats, transformation et frais de possession		
Peaux de vison	16,764	
Porc—URSS	16,376	4,767
Luzerne de semence—Pologne	772	
Raisins et produits du raisin	551	780
Lait écrémé en poudre—Bulgarie	239	
Porc—Pologne		2,000
Sirop d'érable		5
	34,702	7,552
Dépenses d'administration	686	322
Moins: services fournis sans frais par d'autres ministères du gouvernement	(17)	(16)
Total des dépenses financées par crédit parlementaire	35,371	7,858

11. Présentation des états financiers

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté car les activités de financement de l'Office sont exposées dans l'état de l'avoir.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1990-91

Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur la gestion des finances publiques

SOMMAIRE

	Page
Remises de droits, taxes et pénalités	3.2
Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises	3.27
Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées	3.30
Pertes de fonds	3.48

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Remises de droits, taxes et pénalités

Notes: —Les renseignements sur les décrets de remise sont requis en vertu de l'article 24(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

—Dans l'état suivant, LED signifie la Loi sur l'exonération de droits.

Sommaire des remises de droits, taxes et pénalités

	Montant*
	$
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 23)—	
Défense nationale	87,506
Revenu national—	
Douanes et Accise	1,053,661,729
Impôt	132,964,018
Secrétariat d'État	13,000
Transports	15,000
	1,186,741,253
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 76)—	
Revenu national—	
Douanes et Accise	130,663,041
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 101)—	
Revenu national—	
Douanes et Accise	42,494,041
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 133)—	
Revenu national—	
Douanes et Accise	24,284,868
LOI SUR LES PORTS ET INSTALLATIONS PORTUAIRES PUBLICS (ARTICLE 14)—	
Transports	164,940
Total	1,384,348,143

* Voir les détails à l'état suivant—"Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités".

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités

Description du décret	Montant
	$
EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP	
DÉFENSE NATIONALE	
Remboursement des droits de douane et des taxes d'accise sur le rapatriement prochain des services canadiens	87,506
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
CP 1945-88/2969 du 25 avril 1945, remise de taxe d'accise payée par le Gouverneur général sur des achats et des importations	5,410
CP 1950-74/1188 du 8 mars 1950, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises utilisées sur les bases des États-Unis à Terre-Neuve	30,673
CP 1959-1624 du 22 décembre 1959, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises données par des résidents étrangers à des organismes religieux, des oeuvres de charité et des établissements d'enseignement situés au Canada, ainsi que sur des articles faisant partie d'uniformes et d'équipement militaire non disponibles au Canada	531,710
CP 1960-1600 du 25 novembre 1960, remise des droits de douane et des taxes d'accise habituellement payables sur des marchandises achetées ou importées au Canada par le gouvernement américain et devant servir dans le cadre de projets du gouvernement américain ou de projets Canado-américains, ou dans des établissements du gouvernement américain au Canada	1,367,374
CP 1964-5000 du 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du parc international de Roosevelt-Campobello	3,228
CP 1965-1144 du 21 juin 1965, remise des droits de douane sur des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires et des pièces d'accessoires (camions Mack)	7,871,003
CP 1966-643 du 4 avril 1966, remise des droits de douane et des taxes excédant ceux qui sont payables sur le 1/60e de la valeur, au cours de l'année financière 1990-91	41,457
CP 1966-1509 du 10 août 1966, remise des droits de douane au moyen d'un drawback visant la totalité des pièces, des accessoires et des pièces d'accessoires importés après le 18 janvier 1965 en vertu du décret sur les véhicules automobiles, et exportés ensuite	231,762
CP 1966-2184 du 24 novembre 1966, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des approvisionnements de défense	32,307,242
CP 1966-19/2220 du 1er décembre 1966, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur le pain azyme, ou matzos, importé pour la Pâques juive	72,911
CP 1967-38/393 du 13 mars 1967, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les tonneaux usagés en chêne blanc pour le whisky importés au Canada par des distillateurs canadiens à des fins de production en vue d'exportation et ce, à compter du 1er janvier 1967	102,272
CP 1967-489 du 16 mars 1967, remise des droits sur les autobus, les pièces, les accessoires et les pièces d'accessoires entrant dans la construction de carrosseries d'autobus	4,296,293
CP 1967-24/1621 du 23 août 1967, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur l'équipement (incluant dragues, barges, remorqueurs, chalands ou bateaux à moteur), les matériaux ou les fournitures servant à l'entretien de la Voie maritime du Saint-Laurent	1,739
CP 1969-1224 du 17 juin 1969, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur certaines marchandises utilisées aux fins du Projet d'infrastructure OTAN	62,831
CP 1969-1785 du 17 septembre 1969, remise des droits de douane sur des pièces de rechange et de matériel pour des aéronefs de lignes aériennes étrangères faisant escale au Canada au cours de vols internationaux	145,863
CP 1970-958 du 2 juin 1970, remise des droits de douane sur le tissu servant à la fabrication de chemises pour hommes et pour garçons	96,298
CP 1970-1913 du 21 octobre 1970, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre les gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique	5,505,799
CP 1972-215 du 10 février 1972, remise des droits de douane sur les véhicules extra-routiers, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	8,828,922
CP 1972-583 du 28 mars 1972, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la société Truck Equipment	5,813
CP 1972-585 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	65,133
CP 1972-1029 du 16 mai 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	2,927
CP 1973-3568 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane sur les fibres et les filaments de carbone importés au Canada	6,925
CP 1974-2246 du 8 octobre 1974, remise de la taxe d'accise aux diplomates et autres représentants accrédités sur les achats de produits de tabac et de vins expédiés à des diplomates	355,868

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire	765,591
CP 1975-885 du 22 avril 1975, remise des droits de douane, de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur les cadeaux reçus par le Premier ministre, les ministres et les membres du Parlement, à l'occasion de visites officielles à d'autres pays ou présentés par des donateurs étrangers de passage au Canada	6,142
CP 1975-1973 du 27 août 1975, remise des droits de douane sur divers types de matériel roulant de chemin de fer importé au Canada aux fins du service international (décret de remise no 2 visant le matériel roulant de chemin de fer)	192,615,027
CP 1975-1975 du 27 août 1975, remise des droits de douane sur du matériel roulant de chemin de fer importé au Canada aux fins du service international (décret de remise no 4 visant le matériel roulant de chemin de fer)	12,252,083
CP 1975-3025 du 23 décembre 1975, remise de la taxe d'accise sur les spiritueux servant au traitement du vin dans une manufacture-entrepôt	13,648,543
CP 1976-263 du 10 février 1976, remise des droits de douane sur les membranes d'échange d'ions perfluorées importées après le 1er novembre 1975	170,128
CP 1976-325 du 17 février 1976, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	30,398
CP 1976-958 du 27 avril 1976, en vertu du décret de remise pour l'eau-de-vie détruite, remise des droits d'accise sur les spiritueux perdus par suite de casse dans l'entrepôt ou pendant le transport	250,226
CP 1976-1314 du 1er juin 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les pellicules canadiennes exposées et traitées et sur les bandes magnétoscopiques canadiennes enregistrées	119,649
CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour ce qui est de chaque période que les marchandises sont au Canada	1,241,781
CP 1976-1930 du 27 juillet 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise dus par suite d'une erreur sur une déclaration douanière	9
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable	108,127
CP 1977-297 du 10 février 1977, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires	2,621,758
CP 1978-763 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Sturdy Truck Body Limited	1,830

Description du décret	Montant
	$
CP 1978-842 du 23 mars 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains bateaux de plaisance	3,006,569
CP 1978-2185 du 5 juillet 1978, remise des droits de douane sur certains véhicules automobiles, certaines pièces et certains accessoires et certaines pièces d'accessoires	27,327
CP 1978-2963 du 27 septembre 1978, remise des taxes de vente et d'accise sur les véhicules automobiles achetés ou importés en franchise de taxes de ventes et d'accise par les diplomates ou autres représentants de pays étrangers, puis affectés à un usage imposable après deux ans	64,608
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale	1,633,415
CP 1979-28 du 18 janvier 1979, remise des droits de douane et des taxes sur certaines marchandises importées aux fins de l'aéronef CP-140 Aurora	103,117
CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties	185,940
CP 1980-7/1674 du 19 juin 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des "imprimés" importés au Canada par un "transporteur étranger", ou en son nom, aux fins exclusives de promotion ou d'exploitation des services aériens fournis par ledit transporteur	1,029,583
CP 1980-2751 du 16 octobre 1980, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des chargeurs à benne frontale et leurs pièces	16,512,241
CP 1981-579 du 5 mars 1981, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires importés par la Transit Van Bodies Incorporated	21,604
CP 1982-993 du 1er avril 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18	3,648,374
CP 1982-1893 du 23 juin 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada dans le cadre d'expéditions scientifiques	2,187
CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger	10,786,987
CP 1982-2182 du 22 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Funcraft Vehicles (1981) Limited	69,802

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1982-2262 du 29 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur le matériel de communication des centres régionaux de contrôle opérationnel (système militaire de surveillance)	4,314
CP 1982-2635 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et des taxes sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Western Star Trucks Incorporated	1,785,980
CP 1982-3470 du 18 novembre 1982, remise des droits de douane sur les marchandises servant à la fabrication de satellites et de sous-systèmes de satellites destinés à l'exportation	5,933
CP 1982-3941 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Commercial Vans Incorporated	5,261
CP 1982-3942 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Pollock Equipment Division de la Pollock Rental Limited	735
CP 1983-30 du 13 janvier 1983, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la George C Doerr Body and Trailer Company	2,399
CP 1983-947 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Childs Truck Bodies Limited	19,635
CP 1983-1250 du 28 avril 1983, remise des droits de douane et des taxes à l'égard des cercueils importés	426
CP 1983-1439 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus, les pièces, les accessoires et les pièces d'accessoires de la Girardin Vehicles Industries	179,163
CP 1983-2066 du 7 juillet 1983, remise des droits de douane sur des tubes couleur importés par la Mitsubishi Electronic Industries Canada Incorporated	175
CP 1983-2333 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane, des taxes de vente et d'accise ainsi que des droits d'accise sur des marchandises importées par des membres des forces étrangères de passage	74,003
CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt	134,540,569
CP 1983-3138 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les catalogues officiels de compagnies aériennes importés par la Professional Courier Limited, de Mississauga (Ontario)	31,196
CP 1983-3141 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de Mack Canada Inc.	3,620,998
CP 1983-3414 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture	16,901
CP 1984-51 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Québec Truck Bodies Boîtes de Camions Inc.	1,571
CP 1984-52 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wiltsie Truck Bodies Limited	5,326
CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de vente sur les marchandises importées aux fins de réunions tenues au Canada par des organismes étrangers	797,916
CP 1984-1159 du 5 avril 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la PK Welding & Fabricators Limited	3,659
CP 1984-1559 du 10 mai 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les châssis d'autobus et les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la International Harvester Canada Limited	16,897,433
CP 1984-2331 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la SMI Industries Canada Limited	72,351
CP 1984-2332 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des automobiles ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par Bombardier Inc., Division du matériel logistique	249
CP 1984-2509 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Carrosseries Parco Incorporée	208,244
CP 1984-2836 du 15 août 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wilson's Truck Bodies	6,421
CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les supports de transmission de données	44,640,741

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1985-814 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la société Nissan Automobile Company (Canada) Ltd.	5,828
CP 1985-1757 du 30 mai 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre du projet de la frigate canadienne de patrouille	27,060,717
CP 1985-2071 du 27 juin 1985, remise des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentent au Canada et à leur personnel, affectés au Canada à titre temporaire	99,730
CP 1985-2278 du 25 juillet 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains filés fabriqués au Canada et qui y sont retournés	18,488
CP 1985-2279 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les drogues expérimentales, les placebos et les drogues pour traitement d'urgence	112,829
CP 1985-2280 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les importations de tabac brun non manufacturé et les filtres à cigarettes importés par Bastos du Canada Limitée	7,735
CP 1985-2296 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les marchandises importées aux fins du système infra-rouge de détection et de désignation d'objectifs	26,843
CP 1985-2771 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane sur certaines marchandises servant à la conception et à la fabrication de systèmes de télémanipulation de la navette spatiale	38,017
CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées par la poste	270
CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par services de messageries	22,074
CP 1985-3099 du 10 octobre 1985, remise des droits de douane payés ou payables sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Capital Disposal Equipment Incorporated	17,788
CP 1986-502 du 27 février 1986, remise des droits de douane et d'une partie des taxes de vente et d'accise sur le matériel informatique devant servir à l'exécution de contrats de mise au point de logiciels	234,594
CP 1986-963 du 17 avril 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les aliments pour animaux, qui sont importés à des fins de mise à l'essai	739
CP 1986-1102 du 8 mai 1986, remise des droits de douane sur les chemises à col façonné	301,831
CP 1986-1667 du 23 juillet 1986, remise des droits de douane sur les marchandises payées par l'Agence canadienne de développement international, sur les marchandises entrant dans leur fabrication ou production, ou sur les substituts de ces dernières	22,111
CP 1986-2897 du 18 décembre 1986, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Eastway Tank, Pump and Meter Company Limited	334
CP 1986-2898 du 18 décembre 1986, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Fanotech Industries Incorporated	42,155
CP 1987-194 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Western Rock Bit Company Limited	7,192
CP 1987-195 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Capital Truck Bodies	7,714
CP 1987-196 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dependable Truck and Tank Repair Limited	4,957
CP 1987-198 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Raytel Equipment Limited	24,519
CP 1987-201 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société IMT Cranes Canada Limited	68,444
CP 1987-204 du 5 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Rebel Steel Industries Limited	4,199
CP 1987-324 du 19 février 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Wilcox Bodies Limited	9
CP 1987-442 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains livres et divers imprimés	24,269
CP 1987-443 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des pièces d'ordinateurs et des semi-conducteurs	37,887,601
CP 1987-606 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur certains moteurs diesel et certaines pièces servant à la fabrication d'équipement minier, de groupes électrogènes ou de navires	1,475
CP 1987-620 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Fabricants de Boîtes de Camions Bell (1986) Incorporée	3,707
CP 1987-621 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intercontinental Truck Body B C Incorporated	41,323

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1987-622 du 26 mars 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intercontinental Truck Body Limited	28,152
CP 1987-947 du 7 mai 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Équipement Labrie Limitée	255,998
CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens aux fins d'attestation par un organisme accrédité	715,144
CP 1987-1135 du 4 juin 1987, en vertu du décret de remise sur l'eau-de-vie canadienne détruite, remise des droits d'accise sur l'eau-de-vie impropre à la consommation	40,576
CP 1987-1442 du 23 juillet 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur l'équipement de freins à air pour wagons	878,420
CP 1987-1534 du 30 juillet 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les approvisionnements de défense importés au Canada en tant que partie intégrante d'un système de défense aérienne à basse altitude ou devant servir à son élaboration	4,689,240
CP 1987-1600 du 30 juillet 1987, remise des droits de douane sur des autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Entreprises Michel Corbeil Incorporée	34,432
CP 1987-1987 du 24 septembre 1987, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la L Knight & Co Ltd.	838
CP 1987-2624 du 17 décembre 1987, remise des droits de douane sur la machinerie et l'équipement de la société CAMI Automotive Inc.	384,552
CP 1987-2672 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des pneus importés par Goodyear Canada Inc.	13,277,847
CP 1987-2673 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente fédérale sur les pneus importés par Michelin Tires (Canada) Ltd.	4,721,915
CP 1987-2674 du 22 décembre 1987, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente fédérale sur les pneus importés par Uniroyal Goodrich Canada Inc.	3,482,584
CP 1988-357 du 3 mars 1988, remise des droits de douane et des taxes d'accise excédant le montant payable sur 1/120e de la valeur de divers navires pour chaque mois ou fraction de mois où ils se trouvent au Canada	40,771,501
CP 1988-637 du 30 mars 1988, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques utilisés dans la fabrication de semi-conducteurs, qui sont importés au cours de la période s'échelonnant du 1er janvier 1987 au 31 décembre 1990	91,979
CP 1988-725 du 21 avril 1988, remise des droits de douane sur les patrons usagés de propriété étrangère utilisés en fonderie, et les appareils connexes importés temporairement pour servir à la fabrication de matrices métalliques destinées à l'exportation	59,252
CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane sur des pâtes	745,480
CP 1988-1276 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les marchandises importées entre le 1er janvier 1987 et le 31 décembre 1993, devant servir à la remise à neuf de quatre destroyers de la classe Tribal pour la Marine canadienne	7,155,375
CP 1988-2434 du 17 octobre 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des véhicules automobiles miniatures	14
CP 1988-2592 du 17 novembre 1988, remise d'une partie des droits de douane et de la taxe de vente sur des tissus utilisés dans la fabrication de matières à envers dur produites par contre-collage pour abat-jour et importés avant le 19 mars 1987	122,129
CP 1988-2897 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules de Hyundai Auto Canada Inc. et leurs parties	950,895
CP 1988-2898 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules de Toyota et leurs parties	19,609,203
CP 1988-2899 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules et leurs pièces de la société Honda of Canada Mfg Inc. et leurs parties	22,023,408
CP 1988-2900 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules et leurs pièces de la société Hyundai Auto Canada Inc. et leurs parties	10,610,971
CP 1988-2906 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Atelier Gérard Laberge Inc.	2,724
CP 1988-2908 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Boîte de Camions GAM Inc.	1,386
CP 1988-2910 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la CAMI Automotive Inc.	95,941,832
CP 1988-2912 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane imposés sur les véhicules commerciaux spécifiés de Cusco Industries, ainsi que leurs parties, accessoires et parties de ceux-ci	566

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1988-2913 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Deluxe Van & Body Ltd.	32,295
CP 1988-2914 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Durabody and Trailer Ltd.	19,637
CP 1988-2915 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Dynamic Fiber Ltd	36,952
CP 1988-2916 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane imposés sur les véhicules de Ford Motor Company of Canada Limited, ainsi que leurs parties, accessoires et parties de ceux-ci	16,496
CP 1988-2917 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la G G Cargo Trailer Industries Inc.	4,774
CP 1988-2918 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Greyhound Canada Inc.	5,097,320
CP 1988-2920 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Intermeccanica International Inc.	99
CP 1988-2922 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société Les Boîtes de Camions Alco Inc.	6,079
CP 1988-2926 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Thermo King Western (Calgary) Ltd.	32,410
CP 1988-2927 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Toronto Kitchen Equipment Ltd.	2,579
CP 1988-2929 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la société UTDC Inc.	5,643,967
CP 1988-2931 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de Westank-Willock, ainsi que leurs parties, accessoires et parties de ceux-ci	72
CP 1988-2944 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des pneus importés par General Tire Canada Inc.	3,745,465
CP 1988-2945 du 30 décembre 1988, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des pneus importés par Bridgestone Canada Inc.	6,772,281
CP 1989-234 du 23 février 1989, remise des droits de douane sur les fruits et légumes frais et partiellement transformés, importés pour la transformation	19,095
CP 1989-738 du 28 avril 1989, remise des droits de douane à l'égard des marchandises utilisées pour la conception et la fabrication de systèmes et de composants dans le cadre du Programme de station spatiale conjoint Canada-États-Unis (NASA)	1,523
CP 1989-797 du 4 mai 1989, remise des droits de douane sur les appareils électriques servant à marquer ou à enregistrer l'heure ou la date ainsi que sur leurs pièces ci-après, au cours de la période s'échelonnant du 14 août 1987 au 31 décembre 1989	19,881
CP 1989-1162 du 15 juin 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	860
CP 1989-1836 du 21 septembre 1989, remise des droits sur certains produits chimiques et certaines vitamines devant servir à la fabrication d'aliments pour les animaux ou la volaille	15,006
CP 1989-1837 du 3 octobre 1989, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes frais et partiellement transformés importés pour la transformation au cours de 1987 et 1988	84,686
CP 1989-2173 du 29 octobre 1989, remise des droits de douane à l'égard des tarières mécaniques à glace importées au Canada par B & G Marketing Services of Canada Ltd., de Orillia (Ontario)	3,414
CP 1989-2471 du 14 décembre 1989, remise d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	74
CP 1990-275 du 15 février 1990, remise des droits de douane et d'une partie des taxes de vente et d'accise sur les tracteurs importés temporairement pour servir au dessin, au développement et à la production, au Canada, d'accessoires de tracteurs par Ber-Vac Incorporated	3,950
CP 1990-1160 du 14 juin 1990, remise de la taxe de vente sur les coquelicots et les couronnes produits et vendus au cours de la période du 1er juillet 1987 au 30 juin 1989	284,734
CP 1990-1366 du 28 juin 1990, remise d'une partie des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés précisées	275,176
CP 1990-2694 du 13 décembre 1990, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes frais et partiellement transformés, importés pour la transformation	11,795
CP 1990-2695 du 13 décembre 1990, remise de droits antidumping payés sur les pinces à linge en bois importées de Taiwan par Metropolitan Stores (MTS) Inc.	24,501

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis	74,400
CP 1990-2849 du 21 décembre 1990, remise des droits de douane et de la taxe sur les produits et services sur des aliments et produits de la pâque d'une catégorie non disponible au Canada	566,353
CP 1990-2850 du 21 décembre 1990, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de la taxe sur les produits et services sur des marchandises destinées aux bases américaines établies à Terre-Neuve	24,967
CP 1990-2854 du 21 décembre 1990, le décret accorde aux ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes au titre de la TPS réalisées par l'État	212,185,286
CP 1991-275 du 14 février 1991, remise de la totalité ou d'une partie des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés à l'égard de certaines marchandises importées	4,128
CP 1991-277 du 14 février 1991, remise à la Ottawa Christian School Association de la taxe de vente payée ou payable sur les matériaux utilisés exclusivement dans la construction d'une annexe à un bâtiment scolaire	5,459
CP 1991-521 du 21 mars 1991, remise à Vetcraft Shops payable au titre de la taxe de vente sur les coquelicots et les couronnes produits et vendus au cours de la période commençant le 1er juillet 1989 et se terminant le 30 juin 1990	178,012
Total Douanes et Accise	*1,053,661,729*
Impôt	
CP 1985-343 du 5 février 1985, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités, payables par la compagnie de pétrole et de gaz de la Baie d'Hudson pour chaque année d'imposition se terminant après 1983 et avant 1991 relativement à l'acquisition d'actions du capital-actions par Dome Energy	40,505,742
CP 1986-1342 du 5 juin 1986, a modifié le décret de remise visant les indemnités de logement et l'aide au titre de déplacements accordés dans les postes isolés qui a été établi par le décret CP 1984-3792 du 29 novembre 1984, afin d'étendre son application, en ce qui concerne les indemnités de logement et l'aide au titre des déplacements versées aux personnes employées dans des postes isolés, à l'année d'imposition 1986	375
CP 1987-8/955 du 7 mai 1987, a sanctionné la remise de l'impôt sur le revenu en faveur de Stuart W E Jones pour l'année d'imposition 1985 et pour chaque année subséquente, à l'exception de toute année non-visé par l'alinéa 60(j) de la Loi de l'impôt sur le revenu et de toute année ultérieure à 2005	1,468
CP 1988-787 du 28 avril 1988, a modifié le décret de remise visant les indiens, pris par le décret CP 1985-2446 du 7 août 1985, prolongeant l'application du décret aux années d'imposition 1986 et 1987 et en élargissant le champs d'application aux pensions que reçoivent les indiens ainsi qu'aux intérêts payés ou payables sur la pénalité imposée à l'égard de l'impôt sur le revenu faisant l'objet de la remise	90,043
CP 1989-740 du 28 avril 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de l'intérêt, payables par un indien pour les années d'imposition avant 1988	661,283
CP 1989-1204 du 22 juin 1989, remise de l'impôt sur certains revenus de particuliers gagnés dans la province de Québec pour les années d'imposition 1983 à 1990	1,792,293
CP 1989-1274 du 29 juin 1989, a modifié le décret de remise sur les redevances pétrolières, pris par le décret CP 1986-2603 du 20 novembre 1986, afin de reporter l'échéance fixée, pour la présentation d'une demande de remise, au 31 août 1989	5,813,167
CP 1989-1293 du 29 juin 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Jacqueline Allard pour les années d'imposition 1983 et 1985	4,510
CP 1989-1873 du 21 septembre 1989, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Dudley Stewart pour l'année d'imposition 1986	1,901
CP 1990-456 du 8 mars 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Suzanne Morel pour l'année d'imposition 1982	1,387
CP 1990-457 du 8 mars 1990, remise de l'impôt sur le revenu, les pénalités et de tous les intérêts y afférents, payables par la Légion royale canadienne, filiale numéro 5, de Port Arthur, pour les années d'imposition 1980 à 1984	18,346
CP 1990-975 du 24 mai 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Marion J Vaughan pour l'année d'imposition 1988	3,887
CP 1990-976 du 24 mai 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par C Melinda George pour l'année d'imposition 1984	1,718
CP 1990-977 du 24 mai 1990, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et de tous les intérêts y afférents, payables par Larry Ausman pour l'année d'imposition 1978	5,177
CP 1990-978 du 24 mai 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Fernand J Judd pour les années d'imposition 1977 à 1983 et, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par June M Judd pour les années d'imposition 1978 à 1984	13,844
CP 1990-979 du 24 mai 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Pierrette Courtois pour l'année d'imposition 1987	4,126

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1990-1637 du 27 juillet 1990, prolonge le délai accordé à Laura Evelyn Kristjanson Downey pour se conformer aux conditions du décret de remise CP 1990-272 du 15 février 1990	16,542
CP 1990-2043 du 20 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Joseph T Johnson pour les années d'imposition 1981 et 1984	1,301
CP 1990-2091 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu, payable à des particuliers, sur les allocations familiales du Québec reçues en 1989	65,000,000
CP 1990-2093 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et de tous les intérêts y afférents, applicables à certains montants payés ou crédités par Télésat Canada	569,939
CP 1990-2094 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu payable par la Spruce Falls Power and Paper Company Limited, pour les années d'imposition 1989 et 1990	430,000
CP 1990-2127 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par le Club Social Val Marguerite Inc. pour l'année d'imposition 1983	3,273
CP 1990-2129 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu prévu par la partie 1 de la Loi de l'impôt sur le revenu payable par Shirley Pavlakovich pour les années d'imposition 1978 à 1980	1,893
CP 1990-2130 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Nicolas Vincelli pour l'année d'imposition 1984	738
CP 1990-2131 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Gérard Lacombe pour l'année d'imposition 1985	1,480
CP 1990-2132 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Thomas R Smith pour l'année d'imposition 1988	2,553
CP 1990-2133 du 27 septembre 1990, remise du crédit d'impôt pour enfants et du crédit de taxe sur les ventes réputés payés par Martin Kelsey Webb pour l'année d'imposition 1986	529
CP 1990-2134 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Hedwig Hablitschek pour l'année d'imposition 1987	4,294
CP 1990-2135 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Willy Jackson pour l'année d'imposition 1984	698
CP 1990-2136 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Joyce Sasbrink-Harkema pour les années d'imposition 1984 et 1985 ainsi que du crédit d'impôt pour enfants pour l'année d'imposition 1985	2,694
CP 1990-2138 du 27 septembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu, de la pénalité pour production tardive et de tous les intérêts y afférents, payables par George Alexander Fletcher pour les années d'imposition 1985 et 1986, et remise d'une pénalité pour production tardive et de tous les intérêts y afférents, payables par Belle Eau Claire Investments Ltd. pour les années d'imposition 1984 et 1985	10,063
CP 1990-2139 du 27 septembre 1990, remise d'une pénalité et de tous les intérêts y afférents, payables par Leslie E Mitchell applicable à l'année d'imposition 1982	477
CP 1990-2269 du 18 octobre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Marie Plante pour l'année d'imposition 1988	555
CP 1990-2397 du 8 novembre 1990, remise des cotisations d'impôt de Soquip Alberta Inc. établies en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers ainsi que les pénalités et de tous les intérêts y afférents pour les années d'imposition 1985 à 1987	2,844,062
CP 1990-2398 du 8 novembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu payable par Freda Yoner pour les années d'imposition 1982 et 1983	1,646
CP 1990-2399 du 8 novembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Sabina Fues pour les années d'imposition 1978 à 1984	4,889
CP 1990-2400 du 8 novembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Elizabeth Brinston pour les années d'imposition 1974 à 1985	5,134
CP 1990-2598 du 29 novembre 1990, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Gary Biensch pour l'année d'imposition 1979	60,491
CP 1991-256 du 14 février 1991, remise de l'impôt sur le revenu, des pénalités et de tous les intérêts y afférents, payables par certains contribuables ayant versé des paiements d'entretien pour les années d'imposition après 1978 et avant 1989	77,000
CP 1991-257 du 14 février 1991, remise de l'impôt sur le revenu payable par certains résidents canadiens ayant supporté des frais de garde d'enfants hors du Canada ou des frais de déménagement au moment de quitter le Canada ou d'y revenir pour les années d'imposition après 1984 et avant 1989	4,500
CP 1991-264 du 14 février 1991, modifiant le décret de remise visant les indiens, pris par le décret CP 1985-2446 du 7 août 1985, en prolongeant la durée d'application du décret aux années d'imposition 1988, 1989 et 1990	15,000,000
Total Impôt	*132,964,018*
Total Revenu national	1,186,625,747

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	
CP 1985-660 du 13 juin 1985, maintien de la remise du droit payé ou payable en vertu de l'article 32 du Règlement de la citoyenneté en accord avec une demande de certificat de citoyenneté par un citoyen mineur ou d'un citoyen âgé de 18 ans en vertu de l'article 10 de ce règlement, suite à une invitation de la part d'un club ou d'un organisme à participer à une cérémonie pour la promotion de la citoyenneté	13,000
TRANSPORTS	
CP 1990-1653 du 27 juillet 1990, remise de la taxe payée ou payable, en vertu du Règlement sur les taxes des services aéronautiques, pour les services d'écrasement, de lutte contre l'incendie et de sauvetage (CFR) fournis à un aéroport en dehors des heures normales de service CFR à l'égard d'un aéronef utilisé pour une séance d'entraînement de vol	15,000
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Décrets de remise relatif à l'importation temporaire de marchandises	
CP 1953-18/894 du 9 juin 1953, remise des droits de douane et des taxes de $1,330,808, ce qui est égal au montant de droits de douane et de taxes dépassant le montant payé proportionnément à l'égard des importations temporaires de locomotives et de divers appareils de chemin de fer devant être utilisés par des sociétés de chemin de fer au Canada	
CP 1974-2523 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes de $16,790, ce qui est égal au montant de droits de douane et de taxes qui auraient été payables si les marchandises avaient été importées temporairement au Canada, et ce, en ce qui concerne des importations temporaires d'échantillons commerciaux aux fins d'exposition ou de démonstration	
CP 1985-3606 du 12 décembre 1985, remise des droits de douane et d'une partie des taxes de $4,902, ce qui est égal au montant de droits de douane et de taxes qui auraient été payables sur les marchandises si elles avaient été importées au Canada de façon permanente, et ce, en ce qui concerne des importations temporaires de marchandises devant être photographiées pour la réalisation d'une mise en page	
EN VERTU DE L'ARTICLE 76 DU TARIF DES DOUANES	
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
LED 1988-1 du 11 février 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	395,478
LED 1988-2 du 23 février 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,048,933
LED 1988-3 du 10 mars 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,028,355
LED 1988-4 du 21 mars 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,100,573
LED 1988-5 du 17 avril 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,495,682
LED 1988-6 du 21 avril 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,028,556
LED 1988-7 du 4 mai 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	538,089
LED 1988-8 du 19 mai 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	859,763
LED 1988-9 du 3 juin 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,388,392
LED 1988-10 du 17 juin 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,279,877
LED 1988-11 du 28 juin 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,476,910
LED 1988-12 du 11 juillet 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,277,924
LED 1988-13 du 27 juillet 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	688,470

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
LED 1988-14 du 10 août 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,386,006
LED 1988-15 du 24 août 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,121,923
LED 1988-16 du 7 septembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	877,108
LED 1988-17 du 23 septembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,013,871
LED 1988-18 du 4 octobre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,970,768
LED 1988-19 du 18 octobre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,670,298
LED 1988-20 du 23 novembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,408,033
LED 1988-21 du 18 novembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,366,497
LED 1988-22 du 29 novembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,277,706
LED 1988-23 du 12 décembre 1988, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,534,070
LED 1988-24 du 9 janvier 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,414,300
LED 1989-1 du 18 janvier 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,388,263
LED 1989-2 du 9 février 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	648,104
LED 1989-3 du 15 février 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,336,574
LED 1989-4 du 4 mars 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	426,793
LED 1989-5 du 15 mars 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	709,418
LED 1989-6 du 5 avril 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,296,438
LED 1989-7 du 21 avril 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,576,893
LED 1989-8 du 25 avril 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,285,773
LED 1989-9 du 24 mai 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,044,783
LED 1989-10 du 30 mai 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,229,540
LED 1989-11 du 27 juin 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	603,342
LED 1989-12 du 27 juin 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,132,482
LED 1989-13 du 13 juillet 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,274,005
LED 1989-14 du 18 juillet 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,444,882
LED 1989-15 du 15 août 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	327,342
LED 1989-16 du 16 août 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,250,773
LED 1989-17 du 5 septembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,819,705

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
LED 1989-18 du 26 septembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,336,117
LED 1989-19 du 5 octobre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,490,515
LED 1989-20 du 18 octobre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,146,655
LED 1989-21 du 1er novembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,634,508
LED 1989-22 du 8 novembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,984,746
LED 1989-23 du 24 novembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,568,207
LED 1989-24 du 6 décembre 1989, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	937,518
LED 1989-25 du 10 janvier 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,600,619
LED 1990-1 du 23 janvier 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,928,760
LED 1990-2 du 2 février 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	857,530
LED 1990-3 du 22 février 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,453,586
LED 1990-4 du 5 mars 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,434,152
LED 1990-5 du 16 mars 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,776,529
LED 1990-6 du 3 avril 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,900,894
LED 1990-7 du 25 avril 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,076,918
LED 1990-8 du 7 mai 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,585,139
LED 1990-9 du 18 mai 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,713,676
LED 1990-10 du 7 juin 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,594,641
LED 1990-11 du 25 juin 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,206,423
LED 1990-12 du 3 juillet 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,819,902
LED 1990-13 du 16 juillet 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,190,870
LED 1990-14 du 24 juillet 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,467,242
LED 1990-15 du 30 août 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,182,032
LED 1990-16 du 30 août 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,404,459
LED 1990-17 du 12 septembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	870,998
LED 1990-18 du 25 septembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,286,551
LED 1990-19 du 12 octobre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,664,204
LED 1990-20 du 22 octobre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,310,692

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
LED 1990-21 du 5 novembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	593,622
LED 1990-22 du 21 novembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	575,297
LED 1990-23 du 28 novembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,239,651
LED 1990-24 du 12 décembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	567,339
LED 1990-25 du 28 décembre 1990, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	97,211
LED 1991-1 du 18 janvier 1991, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	890,749
LED 1991-2 du 6 février 1991, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	916,952
LED 1991-3 du 26 février 1991, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	37,560
LED 1991-4 du 5 mars 1991, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,530
LED 1991-5 du 19 mars 1991, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,874,355
Total Revenu national	130,663,041

EN VERTU DE L'ARTICLE 101 DU TARIF DES DOUANES

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Description du décret	Montant
CP 1971-2727 du 14 décembre 1971, remise des droits sur des pièces de machines, des accessoires et des pièces d'accessoires	1,810
CP 1987-2746 du 31 décembre 1987, remise des droits de douane sur certaines pièces classées en vertu des numéros tarifaires figurant à l'annexe	555,217
	$
CP 1988-772 du 28 avril 1988, remise des droits de douane sur les anodes de titane recouvertes, importées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1989 aux fins de fabrication de chlore ou d'hydroxide de sodium	518,465
CP 1988-1242 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur des chemises à col façonné, importées par les fabricants de chemises admissibles entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1997	8,521,808
CP 1988-1243 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur le tissu grège pour chemises importé par les fabricants de tissu pour chemises, les entreprises de transformation et les fabricants de chemises admissibles entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1997	2,316,896
CP 1988-1244 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les blouses et les chemisiers importés par les fabricants de blouses et de chemisiers et les fabricants de coordonnés admissibles entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1997	10,600,469
CP 1988-1245 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les tissus de denim fabriqués aux États-Unis et importés par des fabricants de tissus de denim admissibles, au cours de la période commençant le 1er janvier 1989 et se terminant le 31 décembre 1993	1,419,647
CP 1988-1246 du 23 juin 1988, remise des droits de douane sur les vêtements des dessus et les tissus importés par des fabricants de vêtements de dessus et de tissus pour vêtements de dessus admissibles, au cours de la période commençant le 1er janvier 1989 et se terminant le 31 décembre 1997	4,163,440
CP 1988-2255 du 29 septembre 1988, remise des droits de douane sur les cylindres d'impression importés par DOMCO Industries Limited, de Farnham (Québec) aux fins de fabrication de revêtements de planchers	9,717
CP 1988-2374 du 17 octobre 1988, remise des droits de douane sur les satellites et les sous-systèmes de satellites devant servir aux essais et sur les marchandises utilisées dans la fabrication de ces derniers	1,751,210
CP 1988-2469 du 31 octobre 1988, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser le bétail	89,301
CP 1988-2796 du 22 décembre 1988, remise des droits de douane sur les films photographiques sensibilisés, importés par Kodak Canada Inc.	128,235
CP 1989-422 du 16 mars 1989, remise des droits de douane sur certains types de carbonates de disodium entrant dans la fabrication de bouteilles de verres	92,178
CP 1989-1668 du 24 août 1989, remise des droits de douane sur certains filés et tissus spéciaux devant servir à la fabrication de vêtements après 1988	5,437,508

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1989-1670 du 24 août 1989, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les chaussons de danse à bouts renforcés ou à pointes, importés entre le 1er juillet 1988 et le 30 juin 1990	119,799
CP 1989-2103 du 19 octobre 1989, remise des droits de douane sur certains produits tropicaux importés le 1er juillet 1989 ou après cette date	886,134
CP 1989-2465 du 14 décembre 1989, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des transformateurs électriques et leurs pièces	3,571,286
CP 1990-109 du 25 janvier 1990, remise des droits sur les éléments et les systèmes de production d'énergie nucléaire importés temporairement au Canada par Stern Laboratories Inc. aux fins de mises à l'essai	491
CP 1990-1022 du 31 mars 1990, remise des droits de douane sur les électrolyseurs aux fins d'installation dans l'usine chimique de PPG Canada à Beauharnois (Québec)	524,937
CP 1990-1073 du 7 juin 1990, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des cuisinières à gaz	810,145
CP 1990-1183 du 21 juin 1990, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur certaines marchandises importées au Canada pour la foire Food Pacific '90	1,043
CP 1990-1841 du 28 août 1990, remise partielle des droits de douane et de la taxe de vente sur vin non alcoolisé	82,771
CP 1990-2255 du 18 octobre 1990, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des filets synthétiques importés en vue d'être utilisés dans des enclos de gibier à plumes	1,645
CP 1990-2492 du 22 novembre 1990, remise des droits de douane sur les fils de filaments de polyster texturés pour la fabrication de tissus larges	524,365
CP 1990-2683 du 13 décembre 1990, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture	194,048
CP 1990-2707 du 13 décembre 1990, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur des appareils d'escaliers d'exercice motorisé avec moniteurs électroniques	167,223
CP 1991-48 du 17 janvier 1991, remise des droits de douane sur les pommes de terre importées pour la fabrication de croustilles	4,253
Total Revenu national	42,494,041

Description du décret	Montant
	$
EN VERTU DE L'ARTICLE 133 DU TARIF DES DOUANES	
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
CP 1978-2116 du 29 juin 1978, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	27
CP 1979-2349 du 6 septembre 1979, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,399
CP 1980-448 du 8 février 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,295
CP 1980-449 du 8 février 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,091
CP 1980-1016 du 17 avril 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,688
CP 1980-1129 du 1er mai 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,884
CP 1980-1308 du 15 mai 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,996
CP 1980-1518 du 5 juin 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,755
CP 1980-1647 du 19 juin 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,043
CP 1980-2384 du 5 septembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,763
CP 1980-2452 du 12 septembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,117
CP 1980-2620 du 2 octobre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,711

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1980-3039 du 6 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,346
CP 1980-3040 du 6 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,902
CP 1980-3199 du 27 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,781
CP 1980-3200 du 27 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,014
CP 1980-3467 du 27 novembre 1980, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,713
CP 1981-35 du 8 janvier 1981 en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,618
CP 1981-36 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,979
CP 1981-37 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	70,241
CP 1981-38 du 8 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,214
CP 1981-228 du 29 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,709
CP 1981-235 du 29 janvier 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,561
CP 1981-297 du 5 février 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,076
CP 1981-435 du 19 février 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,785
CP 1981-592 du 5 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,100
CP 1981-593 du 5 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,132
CP 1981-666 du 12 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	65,028
CP 1981-667 du 12 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,830
CP 1981-837 du 12 mars 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,545
CP 1981-905 du 2 avril 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	49,663
CP 1981-978 du 9 avril 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	70,009
CP 1981-979 du 9 avril 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,132
CP 1981-1183 du 7 mai 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	44,551
CP 1981-1184 du 7 mai 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,711
CP 1981-1185 du 7 mai 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	225,885
CP 1981-1495 du 4 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,290
CP 1981-1496 du 4 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,002
CP 1981-1497 du 4 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,148
CP 1981-1555 du 11 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,535

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1981-1649 du 18 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,935
CP 1981-1734 du 25 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	33,474
CP 1981-1961 du 16 juin 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	39,394
CP 1981-1962 du 16 juillet 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,431
CP 1981-2130 du 29 juillet 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,389
CP 1981-2131 du 29 juillet 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,934
CP 1981-2244 du 19 août 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,857
CP 1981-2245 du 19 août 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,706
CP 1981-2246 du 19 août 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,237
CP 1981-2395 du 3 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,712
CP 1981-2458 du 3 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	49,399
CP 1981-2550 du 16 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,213
CP 1981-2630 du 23 septembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,223
CP 1981-2738 du 8 octobre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,508
CP 1981-2739 du 8 octobre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,068
CP 1981-3038 du 29 octobre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,571
CP 1981-3137 du 5 novembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,406
CP 1981-3265 du 19 novembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,109
CP 1981-3360 du 26 novembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,811
CP 1981-3563 du 17 décembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,783
CP 1981-3564 du 17 décembre 1981, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	37,295
CP 1982-82 du 4 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,659
CP 1982-87 du 14 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	66,397
CP 1982-204 du 21 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,762
CP 1982-264 du 28 janvier 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,937
CP 1982-347 du 4 février 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	51,779
CP 1982-397 du 11 février 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	64,654
CP 1982-612 du 18 février 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,551

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1982-698 du 4 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,871
CP 1982-699 du 4 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,222
CP 1982-861 du 18 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,486
CP 1982-891 du 18 mars 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	28,127
CP 1982-1007 du 1er avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	27,513
CP 1982-1074 du 8 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,161
CP 1982-1187 du 22 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	14,883
CP 1982-1188 du 22 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,146
CP 1982-1304 du 29 avril 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,427
CP 1982-1344 du 6 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,102
CP 1982-1461 du 13 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,115
CP 1982-1527 du 20 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,401
CP 1982-1598 du 27 mai 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,443
CP 1982-1662 du 3 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,678

Description du décret	Montant
	$
CP 1982-1729 du 12 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,901
CP 1982-1792 du 17 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	65,034
CP 1982-1959 du 30 juin 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,960
CP 1982-2028 du 8 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	29,794
CP 1982-2181 du 22 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,890
CP 1982-2265 du 29 juillet 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,694
CP 1982-2362 du 5 août 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,500
CP 1982-2485 du 18 août 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	823,745
CP 1982-2633 du 3 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	26,680
CP 1982-2634 du 3 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,001
CP 1982-2759 du 9 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,347
CP 1982-2869 du 22 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,074
CP 1982-2984 du 30 septembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	33,462
CP 1982-3145 du 14 octobre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	55,735

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1982-3374 du 4 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,980
CP 1982-3375 du 4 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,210
CP 1982-3478 du 18 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,154
CP 1982-3596 du 25 novembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	61,660
CP 1982-3672 du 2 décembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	35,122
CP 1982-3792 du 9 décembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,302
CP 1982-3940 du 23 décembre 1982, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	32,044
CP 1983-27 du 13 janvier 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,697
CP 1983-28 du 13 janvier 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,335
CP 1983-217 du 27 janvier 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	45,912
CP 1983-279 du 3 février 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,060
CP 1983-459 du 17 février 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,357
CP 1983-536 du 24 février 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,927
CP 1983-668 du 3 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	27,250
CP 1983-669 du 3 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,135
CP 1983-710 du 10 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,189
CP 1983-767 du 17 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,660
CP 1983-851 du 24 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,232
CP 1983-948 du 31 mars 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,751
CP 1983-1177 du 21 avril 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,653
CP 1983-1322 du 5 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,743
CP 1983-1323 du 5 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	14,126
CP 1983-1399 du 12 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,927
CP 1983-1508 du 19 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	14,940
CP 1983-1535 du 26 mai 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,403
CP 1983-1714 du 9 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,166
CP 1983-1870 du 23 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,043
CP 1983-2042 du 30 juin 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,460

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1983-2072 du 7 juillet 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,248
CP 1983-2345 du 27 juillet 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,990
CP 1983-2484 du 10 août 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,482
CP 1983-2599 du 24 août 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	47,647
CP 1983-2684 du 1er septembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	45,750
CP 1983-2803 du 15 septembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,594
CP 1983-2895 du 15 septembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	38,900
CP 1983-3168 du 13 octobre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,954
CP 1983-3170 du 13 octobre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,117
CP 1983-3349 du 27 octobre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	48,898
CP 1983-3548 du 17 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,118
CP 1983-3549 du 17 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	37,542
CP 1983-3669 du 24 novembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,003
CP 1983-3855 du 8 décembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,553
CP 1983-4021 du 15 décembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	36,994
CP 1983-4104 du 22 décembre 1983, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,963
CP 1984-50 du 11 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,888
CP 1984-146 du 19 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,743
CP 1984-147 du 19 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	65,387
CP 1984-264 du 26 janvier 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,781
CP 1984-433 du 9 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,756
CP 1984-434 du 9 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,271
CP 1984-525 du 16 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,588
CP 1984-653 du 23 février 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	16,532
CP 1984-780 du 8 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,852
CP 1984-874 du 15 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,955
CP 1984-987 du 22 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	2,668
CP 1984-988 du 22 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	30,282

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1984-1076 du 5 mars 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,197
CP 1984-1158 du 5 avril 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	58,988
CP 1984-1243 du 12 avril 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	11,836
CP 1984-1327 du 18 avril 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,747
CP 1984-1454 du 5 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	42,117
CP 1984-1556 du 10 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	35,183
CP 1984-1772 du 24 mai 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,128
CP 1984-1984 du 7 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	48,450
CP 1984-2053 du 14 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	58,610
CP 1984-2189 du 21 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	19,052
CP 1984-2314 du 28 juin 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	31,067
CP 1984-2511 du 12 juillet 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	21,040
CP 1984-2660 du 25 juillet 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	208,966
CP 1984-2725 du 10 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	32,968
CP 1984-2726 du 10 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,903
CP 1984-2834 du 24 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	75,378
CP 1984-2918 du 31 août 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	437,527
CP 1984-3157 du 12 septembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,247
CP 1984-3394 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	47,050
CP 1984-3395 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,522
CP 1984-3396 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	36,035
CP 1984-3397 du 18 octobre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,281
CP 1984-3635 du 8 novembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,427
CP 1984-3636 du 8 novembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,834
CP 1984-3747 du 22 novembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,002
CP 1984-3896 du 6 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	21,704
CP 1984-3978 du 6 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	47,189
CP 1984-4097 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	26,155

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1984-4098 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	10,203
CP 1984-4099 du 20 décembre 1984, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,794
CP 1985-102 du 17 janvier 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	39,095
CP 1985-295 du 31 janvier 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	71,623
CP 1985-481 du 14 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,046
CP 1985-482 du 14 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,433
CP 1985-483 du 14 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,491
CP 1985-637 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,182
CP 1985-670 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	12,286
CP 1985-1047 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	44,846
CP 1985-1048 du 28 février 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,067
CP 1985-1161 du 4 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	38,332
CP 1985-1162 du 4 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	13,492
CP 1985-1163 du 4 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	66,865

Description du décret	Montant
	$
CP 1985-1277 du 18 avril 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,185
CP 1985-1647 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	78,363
CP 1985-1648 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	31,110
CP 1985-1649 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	193,738
CP 1985-1650 du 16 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	49,798
CP 1985-1706 du 23 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	91,599
CP 1985-1707 du 23 mai 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	32,674
CP 1985-1907 du 13 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	87,544
CP 1985-2007 du 20 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	92,515
CP 1985-2076 du 27 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	101,171
CP 1985-2091 du 27 juin 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	85,510
CP 1985-2142 du 4 juillet 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	59,322
CP 1985-2300 du 24 juillet 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	59,228
CP 1985-2359 du 24 juillet 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,916

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1985-2474 du 7 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,824
CP 1985-2504 du 7 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	66,562
CP 1985-2690 du 28 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,394
CP 1985-2691 du 28 août 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,114
CP 1985-2775 du 12 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	15,644
CP 1985-2776 du 12 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,783
CP 1985-2825 du 19 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	128,822
CP 1985-2826 du 19 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	90,984
CP 1985-2876 du 26 septembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	229,627
CP 1985-2960 du 3 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	187,245
CP 1985-2961 du 3 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	29,234
CP 1985-3100 du 10 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	20,892
CP 1985-3205 du 24 octobre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,121
CP 1985-3318 du 7 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	18,520
CP 1985-3319 du 7 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	69,658
CP 1985-3415 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	14,105
CP 1985-3416 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	6,539
CP 1985-3417 du 11 novembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	120,646
CP 1985-3530 du 5 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	50,870
CP 1985-3607 du 12 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,245
CP 1985-3608 du 12 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,447
CP 1985-3722 du 19 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,839
CP 1985-3728 du 19 décembre 1985, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,146
CP 1986-48 du 10 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,451
CP 1986-144 du 16 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	77,053
CP 1986-208 du 23 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	138,356
CP 1986-278 du 30 janvier 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	7,748
CP 1986-347 du 6 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	52,584

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1986-404 du 13 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,311
CP 1986-500 du 17 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,848
CP 1986-501 du 27 février 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,093
CP 1986-567 du 6 mars 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	9,017
CP 1986-623 du 13 mars 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	54,155
CP 1986-686 du 20 mars 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	45,892
CP 1986-853 du 10 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	81,386
CP 1986-854 du 10 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	308,365
CP 1986-948 du 17 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	23,668
CP 1986-1016 du 24 avril 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	5,569
CP 1986-1071 du 1er mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,252
CP 1986-1121 du 8 mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	48,198
CP 1986-1171 du 15 mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	86,084
CP 1986-1210 du 22 mai 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,455

Description du décret	Montant
	$
CP 1986-1356 du 5 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,725
CP 1986-1420 du 12 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	35,348
CP 1986-1487 du 19 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	101,611
CP 1986-1570 du 26 juin 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	76,007
CP 1986-1727 du 23 juillet 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	32,723
CP 1986-1728 du 23 juillet 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	70,603
CP 1986-1902 du 8 août 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	34,142
CP 1986-1903 du 8 août 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	184,110
CP 1986-1904 du 8 août 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	49,654
CP 1986-2135 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	313,300
CP 1986-2136 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	37,287
CP 1986-2137 du 11 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	3,921
CP 1986-2200 du 18 septembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,158
CP 1986-2281 du 2 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	80,381

Remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1986-2282 du 2 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	106,361
CP 1986-2321 du 9 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	65,193
CP 1986-2383 du 23 octobre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	35,437
LED 1986-36 du 10 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	76,382
LED 1986-37 du 10 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	22,748
LED 1986-38 du 14 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	25,963
LED 1986-39 du 24 novembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	26,844
LED 1986-40 du 1er décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	8,723
LED 1986-41 du 15 décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	118,817
LED 1986-42 du 15 décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	110,082
LED 1986-43 du 22 décembre 1986, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	97,313
LED 1986-44 du 9 janvier 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	17,724
LED 1987-1 du 16 janvier 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	24,512
LED 1987-2 du 26 janvier 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	4,881
LED 1987-3 du 13 février 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	158,754
LED 1987-4 du 25 février 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	68,276
LED 1987-5 du 6 mars 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	87,874
LED 1987-6 du 25 mars 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	181,475
LED 1987-7 du 9 avril 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	41,635
LED 1987-8 du 27 avril 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	315,584
LED 1987-9 du 11 mai 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,406,344
LED 1987-10 du 20 mai 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	273,690
LED 1987-11 du 1er juin 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	653,864
LED 1987-12 du 15 juin 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	537,955
LED 1987-13 du 2 juillet 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	322,352
LED 1987-14 du 22 juillet 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,741,343
LED 1987-15 du 4 août 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	232,313
LED 1987-16 du 19 août 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	980,668

Remises de droits, taxes et pénalités—*Fin*

Détails sur les remises de droits, taxes et pénalités—*Fin*

Description du décret	Montant
	$
LED 1987-17 du 26 août 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	550,591
LED 1987-18 du 9 septembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,514,111
LED 1987-19 du 22 septembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	754,535
LED 1987-20 du 7 octobre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	228,283
LED 1987-21 du 20 octobre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	768,704
LED 1987-22 du 6 novembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	230,600
LED 1987-23 du 23 novembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	750,732
LED 1987-24 du 1er décembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	271,730
LED 1987-25 du 24 décembre 1987, en vertu du Programme sur la machinerie, remise des droits de douane sur les machines et leurs pièces non produites au Canada	1,611,979
Total Revenu national	24,284,868

EN VERTU DE L'ARTICLE 14 DE LA LOI SUR LES PORTS ET INSTALLATIONS PORTUAIRES PUBLICS

TRANSPORTS

Description du décret	Montant
CP 1989-1586 du 24 août 1989, remise ou la substitution des droits de récipient exigibles en vertu du Règlement sur les quais de l'État, de la Co-opérative de transport maritime et Aérien, Iles-de-la-Madeleine, et de la Compagnie Relais Nordik (du Groupe Desgagnés), toutes deux de la province de Québec, ainsi que de la Maritime Atlantic Inc. du Nouveau-Brunswick, en rapport à des récipients ayant été débarqués ou ayant été destinés à être débarqués dans une collectivité isolée dont le principal moyen de ravitaillement est le transport maritime, du 1er juin 1986 au 31 mars 1990	164,940

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises

Il y a trois types d'approbation/autorisation pour les radiations ou les remises des obligations, dettes, réclamations ou créances:

i) L'approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) ou autres lois du Parlement telle que décrite à i)(a) et (b)—

a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale pour approuver les radiations des débiteurs (mémorandum) des ministères, de toute obligation autre que les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, et d'indemnités liées à un emploi, dette, réclamation ou créance qui n'excède pas $25,000.

b) D'autres lois du Parlement (e.g. Loi sur la faillite) donnent aux ministres l'autorité générale pour approuver la radiation ou la remise des obligations, dettes, réclamations ou créances.

ii) Approbation du Conseil du Trésor— L'article 25(1) de la LGFP permet à un ministre qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier des débiteurs (mémorandum), toute obligation, dette, réclamation ou créance supérieure à $25,000. Certaines obligations, dettes, réclamations ou créances inférieures à $25,000, telles que les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, et d'indemnités liées à un emploi, peuvent avoir besoin de l'approbation du Conseil du Trésor pour être radiées.

iii) Autorité parlementaire—

a) L'article 25(2) de la LGFP requiert que lorsqu'une obligation, dette, réclamation ou créance incluse dans l'état de l'actif et du passif du Canada doit être radiée, la radiation doit être autorisée par le Parlement comme un élément budgétaire dans une Loi de crédits ou une autre loi du Parlement.

b) L'article 25(4) de la LGFP spécifie que toute obligation ou dette d'une société d'État envers le gouvernement peut être remise par voie de crédit budgétaire inscrit dans une Loi de crédits.

c) Une approbation spécifique peut aussi être donnée aux ministres par le Parlement en vertu d'une loi spécifique afin de remettre une dette ou une obligation.

Le genre de comptes et le genre de sommes radiées sont codés comme suit:

Compte	Radiation	Code
Compte-mémorandum pour débiteurs	Sommes radiées	A
Compte-mémorandum pour débiteurs	Remises	B
Comptes d'actif	Sommes radiées	C
Comptes d'actif	Remises	D

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
ARTICLE 25 DE LA LGFP—										
AGRICULTURE	A	4,021	3,147,315	57	3,594,092				4,078	6,741,407
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	A	7	83,767	35	13,299,896				42	13,383,663
COMMUNICATIONS—										
Bibliothèque nationale	A	123	3,146						123	3,146
Archives nationales du Canada	A	148	3,513						148	3,513
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	A	30	59,227	3	342,000				33	401,227
EMPLOI ET IMMIGRATION—										
Département	A	4,881	1,164,469						4,881	1,164,469
Compte des rentes sur l'État	C					6c	27	1,162	27	1,162
Prêts d'aide et de transport	C					16a&17c	5,099	3,233,906	5,099	3,233,906
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	A	560	469,848						560	469,848
ENVIRONNEMENT	A	263	77,856	1	32,858				264	110,714

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Suite*

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
FINANCES—										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	1	500						1	500
PÊCHES ET OCÉANS	A	572	1,335,402						572	1,335,402
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—										
Département	A			26	7,253,619				26	7,253,619
Aide domiciliaire aux Indiens [2]	D	255	224,774						255	224,774
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—										
Département	A	27	227,464	32	10,957,954				59	11,185,418
Conseil national de recherches	A	83	19,142						83	19,142
TRAVAIL	A	3	13,439						3	13,439
DÉFENSE NATIONALE	A	892	106,465						892	106,465
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	A	232	33,068						232	33,068
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise	A	25,826	2,732,160	106	10,787,821				25,932	13,519,981
Impôt	A	63	310,233	124	287,969,095				187	288,279,328
	A	17,569	59,399,223	1,032	148,170,956				18,601	207,570,179
CONSEIL PRIVÉ—										
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	A	2	52						2	52
TRAVAUX PUBLICS	A	13	11,024	2	42,586				15	53,610
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—										
Commission de la fonction publique	A	13	16,787						13	16,787
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—										
Service correctionnel	A	88	11,360						88	11,360
Libérés conditionnels [3]	D	1,032	12,260						1,032	12,260
Gendarmerie royale du Canada	A	69	76,232	2	12,972				71	89,204
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	A	5,746	265,458						5,746	265,458
TRANSPORTS—										
Département	A	1,831	294,882	7	422,049				1,838	716,931
Fonds renouvelable des aéroports	A	88	106,131	3	1,787,649				91	1,893,780
ANCIENS COMBATTANTS—										
Département	A	149	160,712						149	160,712
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	A			12	974,870				12	974,870
		64,587	*70,365,909*	*1,442*	*485,648,417*		*5,126*	*3,235,068*	*71,155*	*559,249,394*
LOI SUR LA FAILLITE—										
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise	A	15	31,730						15	31,730
Impôt	A	7,224	68,939,886						7,224	68,939,886
TRAVAUX PUBLICS	A	2	30,259						2	30,259
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	A	679	1,951,781						679	1,951,781
TRANSPORTS—										
Fonds renouvelable des aéroports	A	1	963						1	963
		7,921	*70,954,619*						*7,921*	*70,954,619*
LOI SUR LES CÉRÉALES DU CANADA—										
AGRICULTURE	B	2	8,438						2	8,438

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Fin*

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE—										
EMPLOI ET IMMIGRATION	A	30,282	15,564,090						30,282	15,564,090
LOI SUR LA TAXE D'ACCISE—										
FINANCES—										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	191	30,882						191	30,882
LOI SUR LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT—										
FINANCES—										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	11	12,320						11	12,320
LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA—										
PARLEMENT—										
Chambre des communes	A	113	33,084						113	33,084
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	A	4,634	4,911,852						4,634	4,911,852
CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	A	1	4,413						1	4,413
		107,742	161,885,607	1,442	485,648,417		5,126	3,235,068	114,310	650,769,092
SOMMAIRE—										
Sommes radiées		106,453	161,639,135	1,442	485,648,417		5,126	3,235,068	113,021	650,522,620
Remises		1,289	246,472						1,289	246,472
		107,742	161,885,607	1,442	485,648,417		5,126	3,235,068	114,310	650,769,092

[1] Voir l'introduction ci-dessus.

[2] Le crédit L51a de la Loi nº 9 de 1966 portant affectation de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté à un Indien.

[3] Le crédit L103b de la Loi nº 1 de 1969 portant affectation de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour leur aider à se réhabiliter.

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 38(3) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Sommaire des avances comptables en circulation

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1991		Avances réglées en avril 1991		Avances en circulation au 30 avril 1991*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
AGRICULTURE—						
Département	1,442	793,609	1,392	774,999	50	18,610
Office canadien des provendes	4	300			4	300
	1,446	*793,909*	*1,392*	*774,999*	*54*	*18,910*
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—						
Département	78	37,584	75	36,776	3	808
COMMUNICATIONS—						
Département	263	312,484	250	306,543	13	5,941
Musée canadien de la nature	58	42,241	27	31,569	31	10,672
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	36	14,341	35	14,262	1	79
Archives nationales du Canada	62	22,404	28	12,769	34	9,635
Office national du film	166	111,852	60	32,718	106	79,134
Musée des beaux-arts du Canada	74	56,867	73	56,855	1	12
Bibliothèque nationale	26	12,572	17	6,577	9	5,995
Musée national des sciences et de la technologie	12	3,750			12	3,750
	697	*576,511*	*490*	*461,293*	*207*	*115,218*
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS—						
Département	715	312,986	695	297,640	20	15,346
Tribunal de la concurrence	1	1,415	1	1,415		
Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services	4	700	4	700		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1	1,000			1	1,000
Commission de révision des marchés publics	1	550	1	550		
	722	*316,651*	*701*	*300,305*	*21*	*16,346*
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Département/Commission	5,560	3,872,753	5,113	3,674,136	447	198,617
Conseil consultatif sur la situation de la femme	5	2,050	5	2,050		
Conseil de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	160	101,940	156	99,860	4	2,080
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2	7,647	2	7,647		
	5,727	*3,984,390*	*5,276*	*3,783,693*	*451*	*200,697*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Département	1,155	751,358	1,051	688,360	104	62,998
Commission de contrôle de l'énergie atomique	81	81,762	81	81,762		
Office national de l'énergie	40	14,278	40	14,278		
	1,276	*847,398*	*1,172*	*784,400*	*104*	*62,998*
ENVIRONNEMENT—						
Département	1,856	1,121,685	1,770	1,083,581	86	38,104
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Département[(1)]	10,659	18,815,599	8,687	15,128,134	1,972	3,687,465
Agence canadienne de développement international	380	547,675	323	492,280	57	55,395
	11,039	*19,363,274*	*9,010*	*15,620,414*	*2,029*	*3,742,860*
FINANCES—						
Département	151	124,431	145	118,591	6	5,840
Vérificateur général	264	195,937	264	195,937		
Tribunal canadien du commerce extérieur	7	3,980	7	3,980		
Bureau du surintendant des institutions financières	59	21,832	53	20,403	6	1,429
Privatisation et affaires réglementaires	10	3,635	8	2,935	2	700
	491	*349,815*	*477*	*341,846*	*14*	*7,969*
PÊCHES ET OCÉANS—						
Département	2,160	1,130,965	2,041	1,093,882	119	37,083

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1991		Avances réglées en avril 1991		Avances en circulation au 30 avril 1991*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
FORÊTS	246	152,751	244	150,959	2	1,792
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	24	15,870	24	15,870		
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Département	1,390	1,232,065	889	529,689	501	702,376
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département	245	243,028	212	221,131	33	21,897
Agence spatiale canadienne	55	46,629	55	46,629		
Investissement Canada	39	49,276	37	48,970	2	306
Conseil national de recherches du Canada	313	218,465	308	217,531	5	934
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	17	5,750	16	5,450	1	300
Conseil des sciences du Canada	4	3,620	3	3,092	1	528
Statistique Canada	631	466,899	620	462,594	11	4,305
	1,304	*1,033,667*	*1,251*	*1,005,397*	*53*	*28,270*
JUSTICE—						
Département	214	95,445	206	93,266	8	2,179
Commission canadienne des droits de la personne	71	27,124	65	23,471	6	3,653
Commissaire à la magistrature fédérale	452	836,058	309	447,380	143	388,678
Cour fédérale du Canada	62	30,540	62	30,540		
Commission de réforme du droit du Canada	17	11,133			17	11,133
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3	1,500	3	1,500		
Cour suprême du Canada	10	6,121	9	5,802	1	319
Cour canadienne de l'impôt	11	13,650	11	13,650		
	840	*1,021,571*	*665*	*615,609*	*175*	*405,962*
TRAVAIL—						
Département	410	193,561	393	176,304	17	17,257
Conseil canadien des relations du travail	1	800	1	800		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7	3,193	1	500	6	2,693
	418	*197,554*	*395*	*177,604*	*23*	*19,950*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Département	1,769	869,006	1,591	820,087	178	48,919
Conseil de recherches médicales	11	1,960	8	1,660	3	300
	1,780	*870,966*	*1,599*	*821,747*	*181*	*49,219*
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	1,939	1,628,336	1,908	1,616,874	31	11,462
Impôt	1,138	775,174	728	502,681	410	272,493
	3,077	*2,403,510*	*2,636*	*2,119,555*	*441*	*283,955*
PARLEMENT—						
Sénat	14	7,367	11	5,200	3	2,167
Chambre des communes	50	36,769	50	36,769		
Bibliothèque du Parlement	14	9,045	14	9,045		
	78	*53,181*	*75*	*51,014*	*3*	*2,167*
CONSEIL PRIVÉ—						
Département	269	224,810	214	181,484	55	43,326
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2	209	1	173	1	36
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	111	68,793			111	68,793
Directeur général des élections	11	24,840	11	24,840		
Commissaire aux langues officielles	8	3,130	8	3,130		
Conseil économique du Canada	9	3,718	9	3,718		
Administration du pipe-line du Nord	1	75	1	75		
Commission des relations de travail dans la fonction publique	7	3,463	7	3,463		
	418	*329,038*	*251*	*216,883*	*167*	*112,155*

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1991		Avances réglées en avril 1991		Avances en circulation au 30 avril 1991*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
TRAVAUX PUBLICS—						
Département	1,084	610,558	895	482,059	189	128,499
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Département	336	199,400	314	196,200	22	3,200
Centre canadien de gestion	21	22,120	19	20,420	2	1,700
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	66	59,500	50	58,400	16	1,100
Commission de la fonction publique	346	175,688	313	164,613	33	11,075
Conseil de recherches en sciences humaines	3	2,600			3	2,600
	772	*459,308*	*696*	*439,633*	*76*	*19,675*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Département	84	37,331	34	16,777	50	20,554
Service canadien du renseignement de sécurité	1	700,000	1	700,000		
Service correctionnel	1,233	538,376	1,228	537,581	5	795
Commission nationale des libérations conditionnelles	14	8,434	13	8,401	1	33
Gendarmerie royale du Canada	2,791	5,948,766	2,791	5,948,766		
	4,123	*7,232,907*	*4,067*	*7,211,525*	*56*	*21,382*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Département	493	296,863	487	285,751	6	11,112
TRANSPORTS—						
Département	3,956	3,062,883	3,486	2,805,476	470	257,407
Administrateur de l'Office du transport du grain	9	3,600	9	3,600		
Office national des transports	81	88,753	78	88,502	3	251
	4,046	*3,155,236*	*3,573*	*2,897,578*	*473*	*257,658*
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	52	35,652	48	31,652	4	4,000
Contrôleur général	18	9,010	17	8,460	1	550
	70	*44,662*	*65*	*40,112*	*5*	*4,550*
ANCIENS COMBATTANTS—						
Département	425	270,727	393	238,627	32	32,100
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	42	23,716	42	23,716		
Total	46,122	47,926,332	40,651	41,604,517	5,471	6,321,815

* Voir les détails à l'état suivant—"Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991".

(1) Le système de comptabilité de ce département étant complexe, les avances comptables en circulation mais pas encore dues et les employés qui ont présentés aux services des finances une protestation légitime à l'égard de leur avance, ont été considérées réglées en avril 1991.

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991

Nom	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
Cooper P (2)	781
Harper M	600
Pederson S	750
Ruel J (2)	800
Surprenant J	1,200
St Pierre J C (2)	500
Tattersal J (2)	3,000
Avances inférieures à $500 (39)	10,979
	18,610
Office canadien des provendes	
Avances inférieures à $500 (4)	*300*
	18,910
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Département	
George F	651
Avances inférieures à $500 (2)	157
	808
COMMUNICATIONS	
Département	
Hansen P	500
Watt J	3,492
Avances inférieures à $500 (11)	1,949
	5,941
Musée canadien de la nature	
Brault L	1,800
Cmoc B	1,209
Racette J (2)	2,400
Thompson B	600
Avances inférieures à $500 (26)	4,663
	10,672
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Avance inférieure à $500 (1)	*79*
Archives nationales du Canada	
Côté R	600
Cyr A	500
Kirkey R	500
Van Leyen T	1,000
Wallot J P	2,500
Avances inférieures à $500 (29)	4,535
	9,635
Office national du film	
Bernard G	845
Campbell W	936
Crouillere M	813
Drevet L	905
Drolet S	3,600
Drouin J	687
Gardner D	750
Gladu A	700
Gutierrez G	9,410
Gutteridge J	3,184
Lalonde B	5,000
Malacket M	8,246
Pare L	7,028
Pennefather J	5,413
Regnier M	6,462
Scott C	1,526
Shannon K	650
Terrel M J	866
Vanderdonckt C	6,325
Vautier A	1,839

Nom	Montant
	$
Wells L	789
Avances inférieures à $500 (85)	13,160
	79,134
Musée des beaux-arts du Canada	
Avance inférieure à $500 (1)	*12*
Bibliothèque nationale	
Bradley S	700
D'Aoust J	3,750
Avances inférieures à $500 (6)	1,545
	5,995
Musée national des sciences et de la technologie	
Murphy E	500
Naoufal D	500
St-Hilaire C	500
Avances inférieures à $500 (9)	2,250
	3,750
	115,218
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Département	
Brantz A	3,000
Fiset R	1,700
Forte A	800
Gariepy J	1,200
Gariepy J H A	500
Hamilton W	850
Larson H	1,015
McNaughton I	2,150
Rapoport D	2,150
Avances inférieures à $500 (11)	1,981
	15,346
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
Botulynsky G	*1,000*
	16,346
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission	
Adams N	1,000
Beracurdi J T	650
Birch J (2)	17,600
Blondin R	600
Bonin J	1,055
Bowyer G	1,000
Chipunza N (2)	1,525
Commanda J	600
Corey R (2)	590
Coude V	560
Couzelis D	3,150
Csik S	3,000
Curray M	500
Daniszewski C (4)	1,262
Dorion B	5,300
Dufour F	1,000
Eady D	950
Emmerson C	690
Fidlin K	500
Foote C	1,299
Francoeur J	950
Galasso T	749
Gallant S	750
Garrard C	700
Gionet D	1,050
Goodman J	700
Grandguillot J A (2)	2,400
Henry T	750
Hoffman J	950

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Jacob P	950
Kingsley D	600
Lavoie J C (4)	7,692
Louis D C	4,300
MacWilliams B	650
Mainville E	780
Marn J (4)	6,912
McColl D	1,282
Melowsky M	600
Mitchell D	4,424
Morris D B	600
Nevills D (2)	2,219
Norrad P (2)	3,930
O'Connell K	1,858
Opporto J (2)	12,000
Paquet M A	525
Pearce S	1,750
Quann M (2)	13,221
Reade K (2)	1,700
Robert P	765
Robinson T	1,000
Roth W E	750
Rushworth B	850
Ryan C	1,000
Savard J	700
Saxton J	500
Seguin S	2,400
Seymour M	1,000
So V	1,000
Summerville C	2,100
Tammela P	1,000
Taylor C	550
Tonietto T	500
Traill W (2)	2,159
Tremblay C	600
Tremblay P	1,600
Tufford C	2,000
Upson B	770
Verma S	1,600
Waisberg S	750
Wallace M B	750
Watts M	1,750
Windsor M	950
Wouda H	850
Avances inférieures à $500 (355)	52,900
	198,617
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
Franklin J	1,279
Cukavac H	715
Avances inférieures à $500 (2)	86
	2,080
	200,697
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
Anthony E J	747
Chui E (2)	1,800
De Bruijn T	550
Ebel J	580
Feasby G	580
Friedrich F (2)	900
George A E (2)	800
Hayden A C S (2)	1,687
Henry R (5)	2,880
Houde J	3,700
Hutny W (2)	900
Jarvis W D	2,200
Jha K N (2)	1,200
Lee G K (2)	1,350
Lee S W (2)	950
MacNabb C	1,840

Nom	Montant
	$
Mourits F (2)	13,700
Muir J	2,000
O'Rourke D	600
Pearson W J (2)	700
Philip R J E	1,150
Razbin V	1,300
Royer J	1,150
Sabourin R	3,540
Sellers T G (2)	1,050
Sherin A G	748
Smiley G T (2)	932
Stockmal G	650
Tung T (4)	850
Whaley H (2)	1,050
Wigglesworth F	800
Williams G L	1,317
Avances inférieures à $500 (52)	8,797
	62,998
ENVIRONNEMENT	
Département	
Abraha A	500
Allard H	5,500
Bayly J U	1,400
Beardy F S	512
Benoit R	1,400
Bradley S	600
Canadian Parks Partnership	892
Cascanette D	513
Champagne L	1,700
Crossman B	1,000
Fassnacht S	600
Garon M	4,000
Girard J	1,098
Hetherington S	600
Levedag P	500
Maloney N	874
Pristanski W	712
Rigby B (3)	1,500
Shear H	1,000
Tardif G	2,343
Tindale P	600
Toth C	600
Weisgeber J	500
Woodley G	887
Avances inférieures à $500 (60)	8,273
	38,104
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Abibou A	938
Abraham I (2)	3,931
Acorn L P	3,070
Adam B	2,729
Adam D G	1,168
Adam G H	3,179
Adam M	2,775
Adams A	1,054
Aguirre A M	1,067
Alexander M (3)	11,224
Alexander R W	1,863
Allard R P	2,121
Allen E E	2,486
Allen T	4,800
Alves T	891
Amaya G	2,478
Amura D W I	623
Anderson C	2,000
Anderson R J	3,169
Anderson W D	2,729
Andreychuk A R (2)	5,042

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Angers G	3,200
Angers M	2,700
Aniol L M	776
Antonetti G (2)	4,062
Arcand T J	582
Arnold E A (2)	4,288
Arpin J A	1,385
Arthur N	2,895
Asselin N (3)	7,961
Atkinson L	775
Aubin A	3,837
Ausman J L	2,670
Baillargeon C	3,551
Baker G	592
Banerjee N	2,729
Banerjee R	2,931
Bangcoy M	4,442
Barba M	722
Barcenas L	586
Barchechat G (2)	3,873
Bassett C	1,612
Bassi P A (2)	12,715
Bastikar A	1,726
Baudot C R	1,780
Bax J W (2)	3,483
Baxter D L (9)	9,687
Beadle R (4)	5,809
Beaudoin P	3,755
Beaulieu P	2,619
Beaulieu R	3,025
Beaulne J J C	1,022
Beaulne P	2,575
Beaupré P A	778
Beck S G	9,423
Belair R W J	1,182
Bell G J	1,167
Bell G M B	500
Bell M D	1,500
Belo R G	4,063
Bennett S L (2)	12,107
Benson G E	2,624
Berkani F Z	729
Bernstein A (3)	2,656
Beswick W	1,000
Bieber D A	5,424
Bild M F (2)	6,213
Bilodeau G M J (4)	10,751
Bird G D (3)	8,281
Biron M (2)	5,458
Bissett J B	732
Bisson G	7,290
Blackwell A T	7,517
Blais S C	2,372
Blake R B (2)	3,875
Boekhoven M (2)	3,717
Bolduc R	6,264
Bolick M W	1,409
Bonar J D (4)	16,705
Bonneau Y L	500
Bordeleau J G R (4)	11,732
Borland S W	904
Bosley J	662
Boucher P	5,396
Boucher R H	4,671
Boucley P	708
Bouderouaia K	948
Bourassa J	2,729
Bourdon C M	2,000
Bourque J	1,459
Bouthillier M B	6,490
Bowden W R (4)	9,001
Boyer P	1,163
Boyington S G	1,050
Brack B (3)	3,773

Nom	Montant
	$
Bradford J C	5,800
Brady B P S	1,028
Braid M P	726
Briand P	1,154
Brien R	3,800
Brightwell H	2,450
Broadbent J H	738
Broeska R	4,800
Brooks R'J	4,058
Brown B V	1,500
Brown R C (2)	1,647
Brown S L	2,619
Bryson J D (3)	2,529
Bugailiskis A M K	1,670
Bull N	1,554
Bull R	966
Burgess L M G	2,729
Burke K W (2)	6,400
Burt A	6,298
Butler D C	757
Butler E R G	5,124
Butler T (2)	4,275
Cailloux M (4)	6,941
Cain L W (2)	6,492
Cakic D	500
Caldwell J	4,800
Cameron D S	2,231
Cameron J F	1,608
Campbell G K	964
Campbell J P G	6,915
Canale C	1,269
Capelo A	5,100
Cardin J	719
Carr R	1,048
Carrière C	2,415
Carruthers J (4)	10,916
Carson L G	953
Carswell D	1,685
Carter J R	2,289
Carter K R F (3)	7,868
Cascadden A	528
Casey B P	5,017
Casey B T (2)	7,355
Cashman E	1,116
Catellier R	1,056
Catterall M	2,012
Chalobah M H	900
Champagne J Y (2)	6,748
Chan R D	1,200
Chan S F	1,671
Charette A	2,729
Charron M	868
Chartrand-Tresch N	2,356
Chase T P J	1,005
Chemla D (3)	2,740
Chenia B F D	1,290
Chesney D	624
Chesson M J	1,377
Chisholm D I (4)	7,476
Chistoff O A (3)	3,660
Chouinard J L (4)	6,838
Clancy M E	2,729
Clark D L (2)	2,967
Clark L S (3)	4,984
Clark M B	967
Clark M L	3,823
Clark T G (9)	19,133
Clarke D	2,306
Clarke W L	500
Cleary M J	1,539
Cliche J P	2,125
Cloutier G	2,638
Clynick R (2)	2,088
Cofletcher J	12,383

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Cole A J	1,740
Coleman R K	1,000
Collette R L	661
Collins D B	1,297
Collins J	1,000
Collins K (2)	3,684
Constantinidis A M	700
Consul D M	747
Conway M S	8,843
Cook K M	1,492
Copeland D S	2,500
Corazzi U (2)	2,908
Cordier C (2)	3,019
Corriveau J A A	2,000
Corriveau M A J (2)	1,785
Costello J L	3,203
Côté Daniel (2)	7,605
Côté Denis (3)	15,596
Côté F J	917
Côté J G	830
Cotrina J	514
Couet B	3,025
Coughlin D G (3)	6,351
Court C T	725
Cousineau M (2)	2,429
Couture A R (2)	5,856
Couture J Y	2,336
Couture M A (3)	4,324
Couture R	911
Cox B M (3)	4,186
Craig J G (2)	3,512
Craig R W (2)	3,653
Cranham E W (2)	3,949
Crawford G D	500
Crepault B	1,000
Crête J O G (3)	11,208
Croteau-Talbart C	1,863
Crummey K	5,500
Cullen T G	2,800
Curran P M	1,143
Cutts J J	2,729
Dacanay A	955
Danis M	1,472
Darechuk T L	3,614
Darville R A	3,000
David P (2)	6,322
David R (2)	4,776
Davis B J (2)	24,912
De Chamaillard N P	2,919
De Jong S M P	3,899
De Pagter H	2,700
De Verteuil M (3)	5,380
Del Buey E F	1,543
Del Rosario V	1,744
Delisle J P (4)	23,508
Dellavalle N J	2,656
Delorey G E	1,004
Dempster D	4,200
Denny D A (4)	9,687
Des Rivières G	2,729
Desbiens G	842
Deschênes J J	2,298
Desjardins B	3,643
Desjardins J (3)	7,866
Desjardins L	20,617
Desjardins M A B	2,491
Desjardins R	14,999
Desmeules L R	669
Devries G	6,440
Dewolf K G	21,000
Dickenson L T (4)	14,248
Dickson B H	3,236
Dinev M	1,499
Dionne J Y	1,034

Nom	Montant
	$
Dodd R	5,347
Doiron R	935
Dominique R	2,157
Dompierre A M	549
Donagher E	520
Donagher E (2)	3,008
Donohue P D	2,339
Douville D	2,729
Doyle C	2,729
Drager P (2)	14,286
Drapeau J H J	1,235
Dubois A A	2,407
Dubois A D	2,217
Dubois R M H	883
Duclos D	4,600
Duffield L J W	581
Dufour L	582
Dufresne J H J (3)	7,947
Dugas A J	1,135
Dumas J F A	4,018
Dunford D	600
Dunlop B J (2)	4,111
Dunlop D R	4,000
Dunsmore P L M	639
Dupuis J J	2,729
Dupuis M (4)	6,909
Dussault B	1,797
Duval J M	587
Dwyer D (2)	7,113
Dymond W A	2,754
Eastham P T	7,869
Eggleton P L	1,659
Egloff K	2,218
Elarte K E (2)	6,826
Elliott J A	1,330
Elliott R L	3,466
Emeruwa C	822
Encinos L	918
Engracia S B	1,593
Espino R	519
Esselmont M K	1,734
Ethier J C	2,683
Evans H J	3,274
Evernden R H C (3)	3,883
Falconer D	3,200
Fancy P A	541
Fanning J D (3)	5,903
Farris D	535
Fawcett P	577
Feldman E	2,729
Ferland A J C	2,729
Filleul F M	970
Fischer M H H (2)	3,764
Flanagan R (2)	20,074
Flett R A	6,000
Floyd M	1,193
Fogarty A E (3)	2,297
Forgie C L	843
Fornara P	2,000
Forsythe D H	1,870
Fortier Y	12,329
Fortin S	2,227
Forton H G	617
Foster N S	4,725
Franca R	1,444
Francoeur C	3,700
Francoeur N	1,447
Franklin D E	2,000
Fraser D G	1,593
Fraser D R T (2)	5,087
Fraser H P G	1,653
Friedlaender L I	3,410
Friedy J C (2)	3,967
Froese A P	1,119

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Fullerton F E	2,729
Gacesa S	800
Gaëtan L	817
Gagné M	3,344
Gagnon L	2,237
Gagnon M	2,729
Galko T	1,514
Ganda A H	672
Garcia I (2)	1,953
Garcia V C	1,100
Gardere C	4,246
Gauthier J J (2)	3,229
Gauthier M	9,094
Gawreletz S H (3)	4,600
Gayowsky N	3,479
Gélinas L	1,750
Gélinas M F	1,250
George C D P (2)	2,457
Gérin N	590
Gérin-Lajoie M A (3)	13,466
Gero F M	2,451
Gerungen-Senduk C M	1,268
Gibeault J A	632
Gibson N	780
Gignac J G B	2,377
Gilbert F	800
Gilbert R	2,013
Gilker E E	2,729
Gill D W	703
Gill N S	2,553
Gingras A (2)	3,032
Giraud C	4,379
Giroux M (2)	5,411
Gladish J	1,950
Glansdorp H	1,493
Godbout J G	1,702
Goddard A M	1,046
Gold R N	1,287
Goldsmith J (2)	3,255
Gondosaputro E	520
Gonzalez-Chacon S	1,100
Gorayeb E	3,000
Gorcia N	5,000
Gordon B M	500
Gordon B (3)	3,475
Gorman J R P	1,000
Gosselin A	3,000
Gosselin J C (2)	1,331
Goulet R J A	2,941
Graham A L	6,951
Grandbois A (3)	5,025
Grantham J N	964
Greaves W E	2,700
Green G N	1,000
Greenberg T	700
Greene S	4,607
Gregoire R	1,732
Grenier G	763
Greve T	3,250
Grey S (2)	2,717
Groberman R (2)	1,581
Grover B	3,797
Guay L (2)	2,191
Guertin M (2)	3,908
Guillot H M F	2,700
Guindi A	2,729
Gusen P	4,111
Gushulak B D	3,262
Gushuliak R D (2)	2,382
Guy H W (3)	8,772
Guzman V	691
Hahn P L K	1,450
Haines R T	808
Hall C O	513
Hall I M (2)	1,334
Hall S	4,000
Halper A	610
Halpin R R	909
Hamel R	3,422
Hamilton D P	844
Hamilton J (3)	15,500
Hanna M J	2,451
Hanner D B	587
Hanssen B	878
Hardessen M J	646
Harkness R M	1,006
Harland P	1,845
Harper S E (2)	5,412
Harvey J P	2,804
Hastings R	2,338
Hatt L G	887
Hausser A (3)	7,841
Hawkes A (3)	6,983
Hay R	1,744
Hebert C	1,398
Heinbecker P E	852
Helie J M J	571
Henley G	931
Henry J E (3)	4,524
Hentschel K G J	1,576
Herran L J J (4)	9,677
Herringer R W	4,492
Hibbard J S	964
Hiddema J	6,971
Hinson S	1,150
Hladik M J	9,943
Hobson D E R	4,591
Holbrook D J (4)	18,168
Holdham J	782
Holler L	793
Hope J R	4,164
Horner W E	553
Horton D L	2,927
Houlden G G	1,460
Houle N	3,791
Houle P (2)	10,537
House W M (2)	3,065
Huard A (2)	2,041
Hubbard P C	866
Hubert-Rouleau J F	60,870
Hudon Polk S	757
Hughes D S	1,064
Hughes M J	4,985
Hunter E M V (2)	7,114
Hurst J P	955
Hutasoit P M	1,922
Hutchins A R	2,199
Hutchinson R D	2,619
Hutton W D (3)	5,263
Huxley D G W (3)	5,856
Hyndman R O	1,112
Iheme I	900
Ing D	7,000
Inns J	3,000
Ishak H (2)	3,022
Jackson G J (3)	9,725
Jacob S	1,038
Jaworskyj M (3)	9,961
Jean D	5,437
Jeanes B L	2,908
Johnson W C	2,603
Johnston B	3,200
Johnston W W	1,158
Joly J	1,831
Joly M	3,146
Jones O	1,585
Jones Y M	4,540
Julien M H (5)	8,860

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Junke J A (3)	6,569
Jurschewsky S H	12,500
Kabore N M	1,624
Kader A S	3,625
Kane D (2)	4,198
Karsgaard D A (2)	5,729
Kennedy K B (5)	20,091
Kent D M (2)	3,363
Kernighan G J	2,673
Khan A W	562
Kilpatrick R A	5,835
Kim K W	11,423
Kimmell J P	587
Kingsberry M	5,112
Kirkland G	5,010
Koch F H	2,700
Koesmeri S	2,413
Kondo R D	2,729
Kone M	1,489
Korcheski B (2)	22,135
Korn H G	2,701
Korper O	535
Korth D C (4)	8,338
Kramer S M	3,536
Krejci M	1,663
Kroll H G	3,456
Kullmann G G (4)	9,232
Labelle M	4,310
Labrie M	644
Lacasse D (2)	4,489
Lacoste G A	3,622
Ladouceur R J (2)	8,479
Laird S (3)	4,999
Laliberte D G (2)	4,479
Lalonde M (2)	4,303
Lalonde D	1,160
Lamonde J (3)	10,297
Lamoureux D (2)	1,779
Lance D G	697
Landry S A (2)	3,547
Lane D (2)	3,822
Lane S G	2,750
Lapointe C J (2)	2,085
Lapointe R E	2,593
Lapointe Y R	2,529
Larkin J E (2)	4,726
Laroche N T	2,062
Larochelle F L (2)	2,670
Larocque N M	1,532
Larose J G	1,676
Laverdure C (2)	3,198
Laviolette B	2,594
Lavoie G J C	4,186
Lawrie N D	4,550
Lawrie P (6)	10,214
Le Bars G R B (2)	2,261
Leblanc C	1,373
Lebleu M	829
Lech S	1,280
Lechha A	504
Leclaire A (2)	4,123
Lederman L D	2,117
Leduc R	2,619
Lee B C N	921
Lee T	700
Lefebvre L	500
Legare M O J	1,000
Leger B	2,729
Leithead G	1,148
Lemaire G	3,502
Lemieux M C J	1,163
Lepage G	661
Lepage M	840
Lepage Marc (2)	3,400

Nom	Montant
	$
Lessard M	2,484
Lessard M V	940
Létourneau A	2,766
Lévesque J L E	867
Levine M I	774
Levy B	724
Lewis K W	1,917
Licari W G (2)	24,722
Lichtenfield L G	727
Liebich C	1,275
Lilius P A (2)	2,900
Lillie L R	1,314
Lima C	690
Lipman E I M	10,000
Lishchynski P R	728
Littlechild W	5,300
Livermore J D (2)	4,369
Lloyd C W	1,278
Lochhead I G	7,600
Lofthouse M	2,186
Loignon J A R	4,624
Long E	692
Longtin R A	805
Lord W L (3)	19,538
Lorin J C (2)	3,736
Lotayef K (3)	7,266
Lothian R	2,729
Loubser J J (2)	3,344
Loughlin S	5,000
Lousley D E	933
Lovett J R	677
Low G (3)	2,915
Low L O	2,455
Lucas P A	2,782
Lukie A	1,279
Luton G E	618
Lynch B	863
MacAngus R M (5)	10,943
MacArthur J P (3)	9,204
MacDonald M A	720
MacDonald P D	1,153
MacDonnell N C	953
Mace M T	1,504
Machaya A	856
MacInnis J R	1,538
Mack A (2)	6,057
MacKay D Brian	4,131
MacKay D R	580
MacKenzie R B	2,800
Mackinnon K W (7)	19,412
MacLean A L	1,946
MacLean R	1,000
MacLean R S	4,493
MacNeil P R	1,786
MacVay I	2,729
MacWilliam C	1,148
Magdy G	500
Mahar R J H	2,895
Mahoney K	3,500
Mailhot J A J	3,309
Mailhot J C	556
Mailhot P H N	3,309
Mailhot R J	938
Maione R	2,994
Makin J A	5,317
Malone D M	762
Manns L	572
Manston W	2,816
Marcoux P	500
Marion P	666
Markel R E	675
Marko V V (2)	3,370
Marks D (5)	10,002
Marsden D P M (2)	4,335

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Martel A L	2,619
Martel P H (2)	1,943
Martin V P	5,320
Massicotte A	1,197
Mayor R	942
McAdam B C (2)	7,707
McClay J	2,093
McClelland H G (2)	5,025
McCormick C M	4,500
McCoy S	3,995
McDonald K L	1,611
McEachern J F	560
McEwen A C	1,757
McEwen W G (3)	4,414
McGillivray D W	720
McGivern B	2,448
McGovern M A	2,267
McKale S	2,152
McKay D	972
McKeown L	2,729
McLaine A P (3)	11,549
McLaren L	1,000
McLaughlin M M	1,120
McMurtry R R	2,400
McNabb D M	4,202
McNamara K D	784
McNeish J G T	2,729
McNiven A E	500
McQueen J (2)	5,700
McRae R G	944
Meadows J A	888
Meadows M R	1,202
Meier-Villa I (2)	9,307
Melis C M A	1,506
Melvin J E	1,689
Menezes-Dufresne D	3,526
Mercier T (3)	3,524
Merifield R	2,617
Mes F (2)	5,869
Metcalfe J C	2,182
Milac A (2)	10,006
Milic J	701
Millette C	776
Minnery A B	584
Minz A H	5,190
Mitchell W	590
Molloy M J	17,635
Montcalm G	3,321
Montembeault R	724
Morgan N E	1,000
Morin M L (2)	2,017
Morrison A	3,250
Morrison G	1,058
Morrison J A	4,083
Morrow D C (3)	2,819
Mostovac M	5,114
Moszczenska M	1,721
Motta J B W	832
Moyo M	705
Mrad J	718
Munro I R S	2,782
Murphy J	521
Museitif S (2)	2,368
Myatt D G (2)	14,180
Myhal W A	2,871
Mykle A	4,800
Myrand N	1,730
Mysak D M	3,091
Nadeau C	1,298
Nadeau J (2)	2,970
Nadeau M	4,000
Nadon J G	1,860
Nadon J G (4)	11,346
Neath D	6,226
Nelson C L	3,183
Nicholas V L	565
Nicholson M	1,000
Nigl J	2,796
Nnamoko E O	900
Noble R	2,790
Noonan J D (3)	6,557
Norris T A (8)	31,474
Norton R B	15,458
Norwood J	1,140
Nunez B	581
Nykiforuk G	500
Oastler R I	1,500
Ogaick G J	2,729
Oghigian H	1,104
Ohlsen G L	10,889
Olicard D C	2,714
Olivares R	715
Olohan M T	3,895
Onsiper L	1,770
Orr R (2)	3,511
Ouimet L (2)	9,225
Owens P	1,600
O'Shea K D	2,054
Pallant J	1,558
Palmer L L	8,000
Palmer P L	2,729
Paquet J P (4)	15,135
Parai L	1,100
Parker A E	3,189
Parker C (3)	7,742
Parker W B	1,114
Parks J E	679
Pauze F P	2,729
Paynter J L	2,527
Pearce J A	2,700
Pedersen L O	1,597
Pelletier E	995
Pelletier G	500
Pelletier J C (3)	5,664
Pelletier J L C	764
Pelletier Y (2)	1,862
Pennick R	10,797
Peryer S S D	696
Petersen B (2)	6,057
Pham T B M	2,317
Piatelli M J	2,700
Picard B	2,439
Picard J	1,000
Picard L	2,586
Picard R	2,112
Piche D (2)	6,586
Piche Y J M (2)	4,878
Pichette M M	2,341
Piring S (4)	5,977
Plamondon M B G	1,493
Plezia J	2,995
Plowman R K	2,729
Plunkett D	1,331
Poirier L A (5)	16,614
Poliquin D	1,000
Pollack A L	2,729
Poole J C (2)	6,750
Poulin J A (4)	12,408
Poulin R J B	2,003
Preece D G	930
Pronovost D D	1,250
Proskurniak B	3,013
Proudfoot D S (2)	4,401
Provost D	786
Puxley E A (2)	3,728
Quan D	2,729
Quarry W	625
Quinn T	705

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Quraishi F	2,700
Rabbe D A	3,411
Rakmil V F	3,797
Raletich R M	4,955
Rankin I H	2,257
Raschke J H	712
Rathwell W	1,621
Raudrant C	1,359
Rayburn A F	3,707
Rejhon G	16,500
Renaud M	2,047
Ricard A (2)	10,828
Richardson G C	2,729
Richter T (2)	3,278
Robard G	1,017
Robbins B	535
Roberge J (2)	6,729
Roberts D L (2)	3,019
Roberts J	2,000
Roberts W J	2,474
Robertson A W (2)	10,346
Robertson D C	566
Robertson P E	661
Robichaud G M (3)	8,229
Robillard A	1,054
Robinson N A	6,912
Robinson S	5,011
Rockburne C A	2,898
Rodney H C (2)	3,993
Rogers J	1,660
Romano R E	2,588
Romoff M M	6,089
Rosebrugh J L	887
Ross C W	1,073
Rossetti D (2)	3,311
Roue P J	1,500
Rousseau H R	1,751
Rousseau R (2)	5,723
Roussel M	2,680
Rowe A D	1,273
Roy J M	2,400
Royer T M F (2)	6,423
Ruso D	4,395
Russel C S (2)	5,617
Russel L M	1,548
Ryan M	500
Sabas R	1,194
Saint-Louis V	686
Salesse G E	2,619
Samper M	2,000
Sapardanis C A	810
Saper A M	2,129
Sarafian H E (2)	2,198
Saunders P Y (2)	5,441
Savard R J (2)	5,655
Sawyer N (2)	6,284
Schatz R J	771
Schemmer D D	795
Schofield J R	25,874
Schroeder J N (2)	4,728
Schultz B J	1,479
Senoran Y (3)	19,467
Serpa M C	2,200
Shannon G J (4)	21,400
Share M	1,800
Shea J J	644
Shea P (2)	6,910
Sheardown J V (2)	2,116
Shelly E C H (4)	3,847
Sheppy G R	5,214
Shields J	1,986
Shisko A	5,635
Siddall J	7,447
Simard A H (3)	6,800
Simard A S (2)	5,847
Simard J	3,477
Simon S G	947
Sims J A	1,143
Singer R T	578
Skinner G R	12,214
Small M	2,392
Smart D C	2,734
Smith A C H	1,746
Smith D R L	2,331
Smith D W	1,146
Smith G J	1,820
Smith G S	10,243
Smith J	4,125
Smith R T	629
Smith V	4,000
Sofharsono U	628
Soroka G A (2)	5,959
Sotvedt J S A (8)	29,845
Soumana Y	900
Spoke F	3,900
Spunt H M	1,436
St Georges J L M (2)	2,514
St Jean R D	5,815
St Pierre C J (2)	3,574
Stapenhurst F	688
Stapleton D (2)	3,371
Staussi T	905
Stebelsky S (2)	3,306
Steinburg R L	846
Stephens D M	3,829
Stephens M S G (2)	1,572
Sterling S H (3)	6,736
Stirk J	2,708
Stubbert R W	2,240
St-Clair D W	1,550
Subrato D	796
Sudeyko R P	1,642
Sullivan E	1,045
Suria J	5,334
Susungi N N	900
Sutherland G A	909
Sutherland V (2)	1,590
Sutton R A	5,681
Swanson J L	2,927
Swelin C	1,450
Swenson M J	5,150
Sykes J T	4,857
Szentirmai R K	1,079
Szukits S (2)	2,560
Tardif C (4)	10,830
Tass T A	2,436
Taylor J H	8,841
Temple M C	1,521
Ten H J	509
Tennant J D	1,170
Tennian G	2,358
Tesfaye L	2,200
Testelin D	665
Tetu M (2)	3,358
Tetu R N	8,273
Therrien P	1,168
Thomas J M T	787
Thomsen V L	2,729
Thomson I	2,700
Tiefenbrunner K O R (2)	11,191
Titsworth J M	2,870
Tobin B	1,000
Todd R W	3,476
Tourangeau V	4,000
Torres A	774
Torres L G	1,160
Touzel J M (2)	2,884
Tremblay G E (2)	10,671

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Tremblay J	2,278
Tremblay M P C (2)	4,169
Trucco K	2,829
Tuong T	868
Turcotte E	2,729
Turcotte R F	500
Turgeon C	5,000
Tuzo F	705
Udell J (2)	2,150
Vaags W	4,800
Vachon J L	1,839
Vailancourt D	1,962
Vaillancourt L	2,729
Valcov B	1,783
Vandenhoff M (2)	2,645
Vanderwerf M	5,933
Vargas F	1,664
Velin J A	704
Verner B D (2)	4,994
Vernon J H (7)	20,830
Veronica G B	2,665
Verret L	2,729
Vezina F J L	9,778
Vigeant S	2,001
Viger A	2,800
Vikova R	840
Villeneuve J L N	758
Virr M G	11,520
Visutskie J V (2)	4,006
Viveash D	879
Volkoff A	1,419
Vorias J	697
Vujnovich M	2,729
Wade S A	2,307
Wade S (2)	3,044
Walker P	500
Wallace K M	2,729
Wallace S	840
Walsh S B (5)	11,404
Wang E C	900
Ward G	3,000
Wassill M R (2)	3,694
Watson B K	882
Waugh R N	1,198
Weber G H	708
Weekes J M	8,138
Wells H	1,644
Welsh J D	2,729
Wenman R	5,000
Whelton C A	904
White J I (5)	6,951
Whittleton J A	841
Whyte F R	3,040
Widjokongko J C	581
Wilcox J W	590
Wiles R C	1,122
Wilkinson A P	3,329
Wilkinson H	1,061
Wilkinson K A	2,729
William S (2)	2,897
Wilson R J	2,619
Wilson S (2)	1,050
Winham G	4,300
Wodinsky M S	1,896
Wong W C B	4,787
Wood G W (4)	12,422
Woodford E H	905
Woodhouse R	830
Wright G A H	551
Wright R (2)	6,563
Yockey J	612
Young H	2,729
Young L	1,465
Young V L (2)	8,299

Nom	Montant
	$
Zawadi K	2,174
Zawisza J M A (2)	3,745
Zilber H	892
Zovatto D	918
Avances inférieures à $500 (582)	131,649
	3,687,465
Agence canadienne de développement international	
Anderson D	6,681
Angrignon L	500
Apollon M	3,545
Bahamonde R	4,500
Biron M	682
Bruchesi C	2,000
Bugatsch R	1,943
Colbourne L	500
Dixson S	500
Domaschio M	887
Greaves S	522
Hunt P	2,774
Kerfoot C	2,655
MacGallivray I	992
Maltais T	2,841
Payne J H	3,400
Rothschild J	708
Titsworth J	1,200
Trudel J	6,901
Tse H S	650
Vaillancourt M	3,944
Weeks N	2,195
Avances inférieures à $500 (35)	4,875
	55,395
	3,742,860
FINANCES	
Département	
Elliot J (1)	3,480
Fieldhouse J (3)	1,760
Smiley M (1)	500
Avance inférieure à $500 (1)	100
	5,840
Bureau du surintendant des institutions financières	
L'Esperance A (2)	871
Avances inférieures à $500 (4)	558
	1,429
Privatisation et affaires réglementaires	
Osler W (2)	*700*
	7,969
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Atagi B	3,100
Bell-Irving R	524
Breault Louis M	1,400
Doiron R	1,400
Katopodis C	550
Lake R	1,352
MacDonald J S	700
Margolis L	550
Norton L	854
O'Brien F	500
Parott G	844
Peney W	7,788
Roby L	500
Townsend B	1,200
Westen M	2,000
Whiteford R	870
Widdows J V (3)	1,300

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Wright D G	700
Avances inférieures à $500 (99)	10,951
	37,083
FORÊTS	
De Costa A	1,789
Avance inférieure à $500 (1)	3
	1,792
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
Etienne B	2,500
Gilbert G	700
Johnston R B	3,460
Kanesatake (56)	81,546
Kipawa (17)	13,078
Kohls R B	898
Lac Rapide (32)	48,185
Lathlin O	3,879
Obedjiwan (121)	227,458
Odanak (23)	38,702
Peters S	560
Ramstead S	20,175
Saunders S	1,145
Schefferville (57)	144,708
Simon P	700
Weymontachie (83)	91,507
Wolinak (12)	13,164
Avances inférieures à $500 (91)	10,011
	702,376
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Département	
Barrett B C (3)	5,580
Caston D	500
Conway C	810
Couet B	2,500
Courchêne D	500
Dearden M	660
Fields G	500
Giroux L J E	1,740
Graham N	1,000
Lockhart J	500
MacDonald C T	600
Roberts W J	500
Swedlove W	1,000
Vernon D	500
Walker G	500
Avances inférieures à $500 (16)	4,507
	21,897
Investissement Canada	
Avances inférieures à $500 (2)	*306*
Conseil national de recherches du Canada	
Avances inférieures à $500 (5)	*934*
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
Avance inférieure à $500 (1)	*300*
Conseil des sciences du Canada	
Clayton R	*528*
Statistique Canada	
Buckmaster L (2)	1,232
Cooke W	600
Groulx R	500
Vachon H	550

Nom	Montant
	$
Wynne D	500
Avances inférieures à $500 (5)	923
	4,305
	28,270
JUSTICE	
Département	
Bell C	500
Avances inférieures à $500 (7)	1,679
	2,179
Commission canadienne des droits de la personne	
Adams B	900
Sackrule B (2)	2,047
Tremblay-Choquette C (3)	706
	3,653
Commissaire à la magistrature fédérale	
Adams S	637
Allan M	1,000
Arkell K	2,200
Ayles L	4,000
Barry L	3,753
Beaubier D	5,082
Belanger C	700
Bellville M	3,000
Bianchi E	1,050
Bienvenue J	6,000
Bisson C	4,000
Boissonneault R	2,743
Brassard J	2,000
Carr R	1,500
Caswell M	750
C I A J	20,000
Clarke L	2,500
Corbett M	1,245
Curtis V	3,500
Dea J	2,100
Décary R	1,500
Degraves W	1,000
Deschênes A	5,700
DeWeerdt M	3,078
Dilks A	1,094
Dufour J	2,000
Dureault A	1,400
Eberle J	1,187
Ewaschuk E	1,500
Forget J	700
Gautreau J	1,300
Goodman G	3,989
Grenier D	3,000
Guérin C	2,000
Guthrie A	3,000
Hamlyn P	2,500
Hardinge S	3,500
Holland J	2,850
Huband C	4,000
Isaac J	637
Keenan K	5,400
Kempo W	3,422
Klowak G	1,240
Kurisko S	1,412
Lambert J	2,217
Lander C	4,332
Landry L	1,500
Larlee M	3,000
Le Chantecler	5,000
Linden A	1,000
Locke C	1,500
Loukidelis E	2,000
Low R	3,397
Lutz A	6,215
Lysyk K	3,500

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
MacDonald D	2,900
Macdonell A	3,117
Macerola Y	4,000
MacFarlane A	3,562
Mahoney P	2,749
Mailhot L	3,000
Marshall W	1,600
Martin E	3,704
Matheson J	989
McGarry J	1,396
McMorran A	3,280
McNair A	973
Medhurst D	12,302
Melançon V	4,000
Meredith K	3,408
Moore W	1,250
Morneau N	3,000
Moshansky V	42,294
Mykle R	1,401
Nichols M	687
Nolin J	1,500
O'Byrne M	2,500
Oliphant J	1,900
O'Neill J	1,600
O'Regan S	6,094
O'Sullivan J	2,100
Otis L	1,000
Paul R	5,000
Perras P	2,880
Plouffe J	3,000
Poitras L	3,000
Poulin F	4,000
Power P	1,350
Prowse J	2,808
Rawlins B	973
Renaud G	5,000
Rice R	1,700
Richard J	2,856
Riopel J	1,500
Roscoe E	1,000
Ross K	611
Rouleau P	2,500
Russell P	1,500
Ryan C	2,200
Ryan M	2,100
Salhany R	1,800
Schwartz S	1,747
Senterre L	1,550
Sirois J	9,300
Smith J	2,050
Sobier R	19,893
Spencer J	1,900
Taggart J	515
Taliano D	1,300
Tarnopolsky W	1,000
Tobias P	3,700
Trempe R	600
Turnbull J	808
Vallerand C	3,058
Vancise W	3,236
VanDuzer J	2,500
Veit J	1,700
Wachowich A	3,224
Wallace W	1,900
Watt J	1,200
West E	1,052
Wetmore D	2,000
Avances inférieures à $500 (21)	3,531
	388,678
Commission de réforme du droit du Canada	
Atwell Y	800
Berthelette J	515
Briggs J	758
Brodeur J P	545
Christmas D	800
Henderson S	800
Jackson M	585
Mercredi O	1,100
Monture P	800
Robinson V	515
Sugar F	515
Wilson B	1,325
Worme D	510
Avances inférieures à $500 (4)	1,565
	11,133
Cour suprême du Canada	
Avance inférieure à $500 (1)	*319*
	405,962
TRAVAIL	
Département	
Blanchard G	2,970
Gordon M	1,997
Kendall G	948
Lareau S	4,500
Mastromattia E	1,449
Régimbal R	1,075
Shaw B	845
Valentine S	1,491
Watson W	567
Avances inférieures à $500 (8)	1,415
	17,257
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
Crick J	700
NTIS	554
Powell A	500
NRC	500
Avances inférieures à $500 (2)	439
	2,693
	19,950
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
Bélanger M (2)	567
Brough E	750
Broughton C	550
Forbes J	550
Greenlay S	1,500
Hellman W (2)	1,110
Henter T G (2)	2,627
Hindberg I (1)	1,500
Jerusalem C (4)	1,700
Loone L	800
Lutes B (2)	626
Macmillan B	700
Macnaught D (2)	3,920
Pettigrew L (1)	600
Reiss B	500
Sorenson O (5)	3,800
Wilson B	525
York L	500
Yzerman R (6)	2,450
Avances inférieures à $500 (142)	23,644
	48,919

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Conseil de recherches médicales	
Avances inférieures à $500 (3)	*300*
	49,219
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Dunville G	1,700
Knickle G (3)	5,000
Thompson M N	600
Avances inférieures à $500 (26)	4,162
	11,462
Impôt	
Alcax N	600
Allen W	500
Beattie C	840
Beaudry L	550
Belanger J	2,900
Berry M	2,017
Bertrand R (3)	2,433
Best R	2,500
Bilodeau J F	700
Boudreau R	1,000
Bowser R	600
Bozzo F	1,057
Care P	990
Charbonneau J	500
Chevrette D	1,215
Chiasson M	2,515
Choquette L	2,050
Clarke W J	5,000
Coulbourne C	1,500
Desmeules S	1,400
Ducharme G	2,262
Ethier H	1,830
Execution Services Inc. (Pacific Court Bailiff)	640
Federal Court of Canada	6,000
Froboni J	995
Gélinas F	700
Giguère M	1,175
Goguen A	550
Grant S	500
Gravelle P	1,000
Grenier G	3,442
Halle J	2,000
Hawke M	700
Henderson S	675
Hewlett R	1,095
Hillier J	590
Howse G	800
Jenkins G	600
Keays G	550
Kennedy D	850
Kennett H (2)	3,636
Kingston D	700
Kitchen R (2)	1,015
Klymchuk E (2)	542
Knapp D	500
Laking J	1,480
Laporte K	1,700
Lee P	1,320
Légaré P	500
Lifeso B	750
Lingard B	1,340
Lovallo S	630
Luciuk D M	21,667
Luzyk S	525
Lynch F	1,400
Macarney B	1,000
MacDonald G	800
MacDonald L	1,015
Madalvoe R	1,102
McAllister M	600
McCuish R	926
Millett J	740
Millette R	1,020
Minister of Finance (BC) (97)	27,174
Ministre de la Justice (Qué) (7)	4,900
Ministry of Consumer and Commercial Relations (Ont)	500
Moore R W	1,000
Morrison J D	1,500
Nadeau F	700
Nanji Z	3,870
Neil P A	1,025
O'Brien A	950
O'Connell E	665
Oleksuk S (2)	3,344
Pedder K	1,500
Philippe L	550
Pineault B	550
Poirier L	950
Purda J	555
Robinson D (3)	500
Robinson N	2,650
Ryan S	1,455
Ryder S	800
Sarles D	606
Scott J	550
Shérif de Beauce	700
Shérif de Beauharnois	700
Shérif de Bedford (2)	1,000
Shérif de Gaspé (2)	1,400
Shérif de Hull (3)	1,452
Shérif de Joliette (4)	2,400
Shérif de Kamouraska	700
Shérif de Labelle (2)	1,400
Shérif de l'Abitibi	700
Shérif de Montréal (13)	8,900
Shérif de Québec (5)	3,500
Shérif de St-François	700
Shérif de St-Hyacinthe	700
Shérif de St-Jérôme	500
Shérif de Terrebonne (6)	4,032
Sheriff of Grey	700
Sheriff of Huron (2)	510
Sheriff of Lambton (2)	523
Sheriff of Middle Sex	600
Sheriff of Ottawa (2)	891
Sheriff of Peel (4)	18,509
Sheriff of Saskatoon	500
Sheriff of Waterloo (2)	2,000
Sheriff of Wellington	1,000
Sheriff of York (13)	14,302
Simpson G	3,125
Small B	550
Smith T	2,280
Squibb G	715
Suga A	4,434
Sutherland W	960
Tapp D	1,000
Thompson C	525
Thoms W	500
Treasurer of Ontario (5)	5,200
Woodford J	600
Avances inférieures à $500 (127)	25,262
	272,493
	283,955
PARLEMENT	
Sénat	
McIninch E	2,000
Avances inférieures à $500 (2)	167
	2,167

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
CONSEIL PRIVÉ	
Département	
	700
Bélanger J	2,264
Chalifoux H (2)	650
Cole D	500
Dodge A	2,685
Dupuis G (3)	750
Goodleaf D (2)	1,032
Gould J P (4)	671
Hick P	578
Hicks S J	761
Hudon S	10,064
Labrie J (10)	500
Lapierre L	2,780
Lavoie L (3)	1,224
McRobb A (2)	1,207
Morgan R	6,493
Oliver D (2)	2,000
Prusakowski T	800
Thomas M	4,218
Triplett L (2)	1,500
Ward B	1,949
Avances inférieures à $500 (14)	*43,326*
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
Avance inférieure à $500 (1)	*36*
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Abbott D	600
Ablitt P	550
Allinson A	600
Bears R M	500
Bennett G E	2,000
Bennett R	500
Bickford R	550
Boggs E	1,000
Borden D	600
Canadian Library Association	4,518
Connor B	500
Cooke G	500
Darby C	1,000
De Niverville P	550
Dennis B	500
Dupont G	550
Dupont W R	2,000
Fidler H C	500
Gehring J	1,000
Gerden V	500
Gordon K	1,000
Griffith T	1,000
Harle P	3,325
Heath G	600
Hill H	500
Holbrook G	500
Kemp W R	600
King R	2,000
Kolodrubsky J	1,000
Kosmider K	550
Learn R	1,000
Lemire S	500
Lewer J	1,000
MacNeil H M D	2,000
Maltais R (2)	1,900
Marcotte Y	1,000
McFarland S	600
Nagata M	1,600
Nelles K	1,000
Newcombe R	550
Owen D	500
Poire L	1,000
Ross C M	500

Nom	Montant
	$
	1,000
Smith R	2,000
Stants J W	550
Storey T	825
Stratton B K (2)	600
Ulrich L	550
Veevers J	500
Vitt R	500
Whalen K	19,025
Avances inférieures à $500 (58)	*68,793*
	112,155
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
Arnold J	2,000
Assame G	1,000
Boily R	700
Borup S	600
Boucher P	500
Bourguignon G	2,000
Briand G	500
Brychka P	9,640
Burke G	500
Campbell L	1,000
Campbell W (4)	795
Caraghiaur G	1,000
Carrière L	500
Casaubon R	500
Chouinard C	1,000
Comeau R R	500
Copping C	500
Courtois G	500
Craven J	2,750
Demers J L	2,000
Dimoglou G	500
Duchesne R	500
Dupuis R	500
Fakidis A	526
Gaudet N	655
Gauvin G	900
Goyette J	500
Hart C	700
Horvath G	1,381
Jackson J	2,000
Keel S	583
Lachance M	600
Lamy R	600
Lavictoire C	500
Lefebvre J	500
Lehoux T	1,000
Lemieux F	1,000
MacCallum K	11,984
MacKenzie D	2,200
MacLaren N	1,000
MacLeod A	500
MacLure W	1,000
Mah T	650
McCutchon N	1,176
McFadyen N	2,800
McGuire T	600
Merpaw L	1,000
Moore B	600
Murphy R	1,038
Mykytiuk D	500
Nepton P	600
O'Blenis G (2)	1,300
Paquette N	500
Parenteau G	500
Pelchat M	1,000
Power W (8)	5,200
Remillard Y	600
Ross C (2)	5,453

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Suite*

Nom	Montant
	$
Sauvageau L	1,000
Sharp R	669
Sullivan L (4)	1,466
Taylor R F	8,205
Tellier J R	500
Thiboutot J	500
Tremblay E	1,000
Trépanier M	2,000
Trudel C	1,500
Trudel G (3)	5,721
Varrieur S	1,500
Avances inférieures à $500 (136)	22,807
	128,499
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Département	
MacDonald J	600
Mestic J	1,000
Avances inférieures à $500 (20)	1,600
	3,200
Centre canadien de gestion	
Campbell A	1,000
Cochrane J	700
	1,700
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	
Avances inférieures à $500 (16)	*1,100*
Commission de la fonction publique	
Desjardin Y	928
Featherston K (3)	4,230
Jackson G (2)	1,000
Salmond J	700
Therien M	637
Avances inférieures à $500 (25)	3,580
	11,075
Conseil de recherches en sciences humaines	
Léger M	1,500
Mognon E	1,000
Avance inférieure à $500 (1)	100
	2,600
	19,675
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Département	
Bilow G	500
Cadieux Hon P	3,000
Davey O (2)	1,022
Deschesnes C	500
Dunfield A W	2,000
Gagnon S	500
Hayes J	500
Laplante D	500
Poirier H	500
Redding M	750
Robinson J	500
Simard F	617
Stewart R	500
Thewsley M	1,000
Wright J	1,421
Avances inférieures à $500 (34)	6,744
	20,554
Service correctionnel	
Avances inférieures à $500 (5)	*795*

Nom	Montant
	$
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Avance inférieure à $500 (1)	*33*
	21,382
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Ferreia S	2,200
Jones D M	8,000
Avances inférieures à $500 (4)	912
	11,112
TRANSPORTS	
Département	
Barkley C	1,000
Beck A	4,000
Benedetti S	614
Bolduc P	700
Bourdon J	500
Brown R	500
Brown R D	950
Burles J	1,001
Cabana J P	1,450
Caines B	1,105
Calder D	850
Campbell J	500
Colwell D	2,570
Condran G	700
Cook J	1,038
Cook S	542
Cook T	1,267
Corbett C	1,149
Couture P	1,200
Davies C	20,140
Denny E C	670
Devlin D	4,097
Dick D	900
Dickey R	779
Dipasquale W	10,069
Dobson J	591
Duguay G	500
Elston C	2,000
Flynn W	600
Forgues Savage L	589
Fuligno R	2,673
Gindel G	602
Graham A	2,000
Hansen L	1,000
Hards M	1,063
Harrop A	1,500
Hendry C	1,500
Horn D	1,220
Horne F	1,364
Horne W	800
Horsak P	1,185
Howell L	768
Ireland D	600
Johnson R	702
Johnson W E	1,000
Jones R	600
Kalk B	648
Kavanagh K	5,500
Kendall R	1,217
Krukowski K	700
Laliberté R	1,000
Leeuw W	706
Legg E	700
Leier D	1,693
Lineman A	700
Littman D (2)	4,000

Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées—*Fin*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1991—*Fin*

Nom	Montant
	$
MacKenzie W	1,550
Madeiro J	1,775
McLellan P D	7,850
McLorg A	2,600
McNab D	1,209
Merritt D	1,258
Mirtle M	1,500
Moneypenny D	696
Murphy J	1,385
Nasogaluk B	1,168
O'Kane L	800
Papp R	1,100
Patry P	750
Perrin Y	500
Phillips E (2)	2,600
Plouffe M	1,800
Plouffe M	936
Powell G	1,100
Pulciani D	800
Quick E	2,500
Rahman S	650
Redding R M	6,500
Riddell P	870
Rutherford D	4,000
Sabbagh N	500
Saleken R	636
Seeman N	1,254
Shingles R	500
Silzer B	1,500
Sinclair R	750
Smellie J	700
Smith G	950
Smith W	800
Smolders J E	10,600
Spencer S	639
Stacey M	2,436
Stafeckis K	3,000
Stampe R	650
Stang S	750
Stefani R	2,415
Steffens P	2,375
Stonehouse G	700
Stratton R	684
Studzinski C	681
Sullivan J	700
Tam J	500
Thompson A	2,400
Thompson W	2,600
Timmins A	1,600
Tobiasen E	500
Tulk K	648

Nom	Montant
	$
Turcotte J	1,000
Turple W	693
Veilleux-Long M	3,406
Verner G	900
Vickers C	500
Wagner D	700
Walker K	714
Wendowsky W	560
Went G	700
White I	3,740
Williams A	500
Williams M	1,000
Williams P	592
Wright J	4,200
Young J	500
Zawaduik W	4,000
Avances inférieures à $500 (345)	48,325
	257,407
Office national des transports	
Avances inférieures à $500 (3)	*251*
	257,658
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
Endelmann G L (4)	*4,000*
Contrôleur général	
Maychruk D	*550*
	4,550
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
Douglas C	1,250
Forget S	900
Hamilton E (2)	1,171
Hicks J	540
Krzaczec Z	1,569
Nugent S	813
Ormston S	813
Pimlott N	3,000
Rook W	1,680
Russell P	10,257
Sorensen P	894
Traynor T	977
Turgeon J M	1,000
Wangdalli L	3,450
Avances inférieures à $500 (17)	3,786
	32,100
Total global	6,321,815

Pertes de fonds

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 79 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Pertes de recettes suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire en 1990-91

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par présentation erronée lors du passage aux douanes	Divers	12,240,350		12,240,350	
Action juridique prise avec des pénalités imposées par la cour	8	800,161	199,099	439,662	161,400
Impôt					
Poursuites judiciaires entreprises—Pertes de $30,445,445	542 [(1)]				
Défaut de déposer des déclarations d'impôts—Pertes de $2,093,998	467 [(1)]				
	1,017	13,040,511	199,099	12,680,012	161,400

[(1)] Les systèmes présentement en place ne peuvent pas donner l'information en ce qui concerne les montants perçus et à être perçus.

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1990-91

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
AGRICULTURE					
Département					
Vol de la petite caisse à la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments		79		79	
Vol de laissez-passer pour un traversier de C-B (3 livrets) à la Direction générale de la production et de l'inpsection des aliments	5	1,020		1,020	
Réclamations frauduleuses de dépenses		156	156		
COMMUNICATIONS					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau du district de Vancouver		95		95	
Vol de la caisse de roulement au bureau du district de Vancouver		62		62	
Musée canadien de la nature					
Perte de la petite caisse		250		250	
Office national du film					
Soumission frauduleuse pour paiement de factures de fournisseurs	65	109,703			109,703
Musées nationaux du Canada					
Déficits de la caisse: total brut de la caisse $5,072; total brut des bénéfices $4,100	75	972		972	
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau régional du Pacifique	1	278		278	
Vol des chèques de paye au bureau du district de Winnipeg	1	1,183		1,183	
Vol de monnaie au bureau du district de Winnipeg	1	9		9	
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Département/Commission					
Vol de la petite caisse au CEC d'Iqaluit	5	39		39	
Espèces perdues au CEC de Yellowknife	5	10		10	
Espèces perdues au CEC de l'aéroport international de Calgary	15	5		5	
Déficit de la caisse à la Comptabilité du revenu	1	20		20	
Perte d'espèces au CEC d'Ajax	5	97		97	
Perte d'espèces au CEC d'Ajax		70		70	
Perte des fonds en sûreté pour un détenu	15	239		239	
Vol de la petite caisse au CEC de Saanich (2 cas)	5	265		265	
Vol de la petite caisse au CIC de Metro Vancouver (2 cas)	15	125		125	
Falsification de documents par un employé afin d'obtenir une indemnité plus élevée au CIC de Montréal	15	1,213			1,213
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Brossard	5	155		155	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Châteauguay (2 cas)	5	504		504	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Granby	5	245		245	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Laval-est	5	695		695	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Longueuil	5	500		500	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Québec-Beauport	5	395		395	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Québec-Ste-Foy	5	126		126	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Repentigny	5	123		123	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Ste-Thérèse	5	14		14	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de St-Hubert	5	131		131	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de St-Jérôme (2 cas)	5	254		254	
Vol de la petite caisse et des recettes au CEC de Verdun	5	100		100	
Vol de la petite caisse au CEC de Jarry	5	23		23	
Vol de la petite caisse au CIC Exécution de la Loi	15	135		135	
Vol de la petite caisse au CIC René Lévesque	15	50		50	
Vol de la petite caisse au DSI de Montréal	5	283		283	
Vol des recettes au CEC de Cowansville	5	210		210	
Vol des recettes au CEC de Ste-Hyacinthe (2 cas)	5	210		210	
Vol des recettes au CEC de St-Laurent	5	160		160	
Vol des recettes au CEC de Valleyfield	5	200		200	
Bénéfices d'assurance-chômage obtenus par fraude	1	107,423,982	46,760,001		60,663,981

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1990-91—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Vol de la petite caisse	30	154		154	
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Département					
Vol de la petite caisse	1	104		104	
ENVIRONNEMENT					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau de Vancouver-nord	5	245		245	
AFFAIRES EXTÉRIEURES					
Département					
Vol de reçus au Canadian High Commission à Accra Ghana	1	537	537		
Perte de reçus consulaires et de passeports au Consulat canadien à San Francisco É-U	1	1,252	314		938
Feuilles de présence falsifiées résultant à recevoir un salaire en double	1	2,092			2,092
PÊCHES ET OCÉANS					
Département					
Vol de la petite caisse à Kamloops	1	50		50	
Perte de la petite caisse au bureau de Fraser River	1	365		365	
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Département					
Usage non autorisé pour des appels interurbains, région du quartier général	1	797			797
Réclamation frauduleuse par un employé pour des paiements pour des heures supplémentaires, région du quartier général	1	1,300			1,300
Usage frauduleux d'une carte de crédit départementale par des personnes inconnues, district nord-ouest, région de la Saskatchewan	5	3,000		3,000	
Vol du fonds de la petite caisse, bureau régional de la Saskatchewan		334		334	
Réclamation frauduleuse de déplacement, Programme des affaires indiennes et inuit, région du Yukon	5	734	734		
Vol de la petite caisse, Programme des affaires du Nord, bureau régional du Yukon		50		50	
Vol de reçus de loyers pour la location de terrains, Programme des affaires du Nord, région du Yukon	30	1,145		1,145	
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Département					
Vol de reçus de taxi	1	93			93
Vol de la petite caisse	1	38		38	
TRAVAIL					
Département					
Vol de la petite caisse au bureau régional des Grands Lacs	1	139		139	
DÉFENSE NATIONALE					
Département					
Réclamation en double pour des frais de propriété immobilière et juridique, BFC de Calgary		6,158	6,158		
Erreur de calcul dans le frais de pension, BFC d'Edmonton	1	69		69	
Réclamation frauduleuse de déménagement, BFC de Kingston		1,560	1,560		
Déficit de la caisse, BFC de Borden		200	200		
Réclamations frauduleuses et mauvais emploi de propriété privée "AIRCOMHQ" Winnipeg		26,619	26,619		
Vol d'une avance permanente, BFC de Trenton		600	600		
Vol d'une avance permanente, BFC de London	1	91		91	

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1990-91—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
Détournement de fonds publics par un membre, BFC de Shearwater		100	100		
Insuffisance d'une avance permanente retenue pour paie de rassemblement, BFC de Borden		2,000			2,000
Détournement d'espèces d'un compte de paye, BFC de Valcartier		148			148
Vol d'une avance retenue pour une réclamation globale, BFC de Trenton		2,150			2,150
Émission frauduleuse d'une avance comptable, BFC de Toronto		350			350
Vol d'une avance permanente, SEBN de Valcartier		7,155			7,155
Émission frauduleuse de deux avances comptables, BFC de Halifax		2,000			2,000
Déficit de la petite caisse, BFC de Montréal		298			298
Déficit d'une avance permanente, BFC de Lahr		5,921			5,921
Paiement en double d'une réclamation de recrutement, FBC d'Edmonton		353			353
Déficit de la caisse: $5,763. Cause du déficit non déterminée. Possibilité d'erreur humaine, d'écriture ou perte d'une pièce justificative existante					
BFC de Baden	1	713		713	
BFC de Bagotville	1	100		100	
BFC de Borden	1	100		100	
BFC de Calgary	1	300		300	
BFC de Cold Lake (3 cas)	1	85		85	
BFC de Cornwallis	1	100		100	
BFC d'Esquimalt	1	180		180	
BFC de Gagetown	1	90		90	
BFC de Halifax	1	100		100	
HMCS de Halifax	1	93		93	
BFC de Kingston (2 cas)	1	1,219		100	1,119
BFC de Lahr (2 cas)	1	13		13	
BFC de Montréal (5 cas)	1	171		171	
NDHQ/AU d'Ottawa (3 cas)	1	207		107	100
BFC d'Ottawa	1	1,000		1,000	
CFCCHQ d'Ottawa	1	111		111	
HMCS Protecteur	1	200		200	
BFC de Shilo	1	380		380	
BFC de Valcartier (2 cas)	1	601		246	355
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Département					
Réclamations frauduleuses pour bénéfices					
Allocations familiales	Législatif	34,855	1,245		33,610
Pension de vieillesse	Législatif	450,788	8,082		442,706
Régime de pension du Canada	Législatif	1,237,299	3,520		1,233,779
Vol de la petite caisse	20	29		29	
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Perte/vol de reçus de revenus					
Région du sud-ouest	1	2,382	285	2,097	
Région de Hamilton	1	599	100	499	
Région de Montréal	1	10,183	4,711	5,472	
Région de Toronto	1	362		362	
Région du Pacifique	1	3,522		3,522	
Région centrale	1	4,248		4,248	
Région du Fort Érié	1	25		25	
Abus des services téléphoniques, quartier général	1	2,840	2,840		
Récépissé de faux billets de $100 É-U, région de Montréal	1	112		112	
Usage frauduleux de congés de maladie (employé décédé), région de l'Atlantique	1	1,766		1,766	
Réclamation de dépenses falsifiée, région de Toronto	1	188	188		
Usage frauduleux des téléphones, quartier général	1	2,871	2,586		285
Usage frauduleux de carte d'appels téléphoniques, quartier général	1	3,148		3,148	
Déficits de la caisse: total brut des déficits $29,945; total brut des bénéfices $21,722	1	8,223		8,223	

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1990-91—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
Impôt					
Déficits de la caisse: total brut des déficits $2,953; total brut des bénéfices $3,277					
CONSEIL PRIVÉ					
Commissaire aux langues officielles					
Vol de la petite caisse au Bureau régional des langues officielles de Winnipeg	20	43		43	
TRAVAUX PUBLICS					
Département					
Vol de la petite caisse au magasin de commerce, Toronto	4	246		246	
Vol de la petite caisse, Inuvik	4	182		182	
SECRÉTARIAT D'ÉTAT					
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)					
Perte de reçus à la cour de citoyenneté de Mississauga		610		610	
Vol de reçus à la cour de citoyenneté de Jean-Talon est		110		110	
Vol d'une avance permanente à la cour de citoyenneté de Jean-Talon est		15		15	
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Service correctionnel					
Vol de reçus	10	160		160	
Vol de la petite caisse	10	50		50	
Réclamation frauduleuse pour réinstallation	10	1,035	1,035		
Usage non autorisé des codes d'accès GTS	10	77	77		
Gendarmerie royale du Canada					
Vol de la petite caisse	1	80	80		
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES					
Département					
Déficit de la caisse		425		425	
Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du Receveur général (incluant des mandats de la CEIC et les chèques de la Banque du Canada)					
Endossements falsifiés (13,513 cas)		4,864,946	4,611,169		253,777
Endossements irréguliers (570 cas)		204,187	184,269		19,918
Bénéficiaires décédés (20 cas)		4,058	4,058		
Non endossés (281 cas)		107,995	104,150		3,845
Autres (601 cas)		671,284	662,746		8,538
Société canadienne des postes					
Endossements falsifiés (9 cas)		5,924	5,924		
Non endossés (1 cas)		191	191		
Autres (3 cas)		1,197	1,197		
Comptes en banque des ministères					
Endossements falsifiés (4 cas)		1,808	1,808		
Autres (4 cas)		1,151	1,151		

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds—Survenues ou découvertes en 1990-91—*Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
TRANSPORTS					
Département					
Congé non autorisé, usage personnel du téléphone et destruction non autorisée de l'inventaire	1	11,834	11,834		
Vol de la petite caisse, bureaux régionaux	1	210		210	
Perte des recettes recouvrées	1	220		220	
ANCIENS COMBATTANTS					
Département					
Réclamations frauduleuses d'allocations pour anciens combattants et d'allocations de guerre pour les civils		182,796		182,796	
		115,442,623	52,410,225	233,874	62,798,524

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
AGRICULTURE						
Département						
Réclamations frauduleuses pour subventions et contributions	1989-90	172,551	57,489	19,619		95,443
Vol de la petite caisse	1989-90	100		100		
Appels interurbains non autorisés	1989-90	2,301[1]		2,301		
EMPLOI ET IMMIGRATION						
Département/Commission						
Faisification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage, région de Québec	1982-83	58,295	28,803	6,587	22,365	540
Réclamations frauduleuses de prestations d'assurance-chômage, entente partage de travail	1986-87	15,120	11,500	3,620		
Réclamation frauduleuse de frais d'entraînement, région de Québec	1986-87	7,579	941	6,018		620
Réclamation frauduleuse en vertu du Programme d'aide à l'adaptation, région de l'Ontario	1987-88	11,035[1]	3,040	1,198		6,797
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1985-86	59,846,024	54,917,999	2,371,820		2,556,205
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1986-87	69,374,555	63,212,474	1,533,225		4,628,856
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1987-88	80,988,403	66,643,807	3,590,576		10,754,020
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1988-89	93,462,709	66,569,857	8,649,225		18,243,627
Prestations d'assurance-chômage obtenues par fraude	1989-90	111,546,305	50,596,499	27,253,600		33,696,206
ENVIRONNEMENT						
Département						
Perte de deniers causée par des chèques sans fond	1988-89	2,070	1,561	509		
Vol de reçus et de la caisse de roulement au kiosque du terrain de camping du Lac Louise	1988-89	2,633		250	2,383	
AFFAIRES EXTÉRIEURES						
Département						
Réclamations frauduleuses de déplacement, sous investigation	1989-90	[2]	80,122	179,515	[2]	[2]
Perte des reçus de caisse provenant de missions à l'étranger	1989-90	196,297[1]	67,321	102,114	18,821	8,041
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN						
Département						
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assistance sociale à des bénéficiaires non éligibles, district de Shellbrook	1987-88	20,804	4,334	18		16,452
Falsification d'information par un bénéficiaire afin d'obtenir de l'assistance sociale en même temps que de l'assurance-chômage, district de Saskatoon	1988-89	5,170	950	50	1,170	3,000
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assistance sociale à un bénéficiaire non éligible, district de Yorkton	1988-89	2,032	670	300		1,062
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assistance sociale à des individus recevant un salaire, district de Prince Albert, région de la Saskatchewan	1988-89	100,000			100,000	
Falsification de documents permettant l'émission de chèques d'assistance sociale, Regina Councelling Centre, région de la Saskatchewan	1988-89	4,794	575			4,219
Falsification d'information permettant l'émission de chèques d'assistance sociale et d'allocations d'études au même bénéficiaire pour la même période de temps, district de Yorkton, région de la Saskatchewan	1988-89	2,589	1,200			1,389
Réclamation frauduleuse par un employé pour des paiements pour des heures supplémentaires, quartier général	1989-90	5,779[1]	600	2,600		2,579
Réclamations frauduleuses pour aide à l'éducation, région de l'Atlantique	1989-90	12,000		1,600	7,200	3,200

Pertes de fonds—*Suite*

Pertes de fonds et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Suite*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE						
Département						
Réclamations frauduleuses pour contributions	1988-89	27,000				27,000
Réclamations frauduleuses pour contributions	1989-90	60,897			35,897	25,000[3]
Statistique Canada						
Perte de reçus	1987-88	16,889	12,004			4,885
DÉFENSE NATIONALE						
Département						
Détournement de fonds publics, BFC de London	1987-88	25,500	11,832	4,026		9,642
Vol d'une avance permanente, BFC de Chilliwack	1988-89	1,100	500			600
Perte de revenu lors d'un vol de véhicule, BFC de Montréal	1989-90	109		109		
Vol d'argent, BFC de Valcartier	1989-90	250			250	
Vol d'argent, NRHQ de Yellowknife	1989-90	245			245	
Manque dans un fond servant à un groupe de voyage, BFC de Kingston	1989-90	800		800		
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, BFC de Valcartier	1989-90	449			449	
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, BFC de Valcartier	1989-90	99			99	
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, BFC de Toronto	1989-90	920			920	
Perte de réclamation ou de reçus de caisse, BFC de Shilo	1989-90	170			170	
Perte de reçus de caisse, BFC de Montréal	1989-90	20			20	
Détournement de déductions d'employés, NADEFCOL, Rome, Italie	1989-90	17,918[1]				17,918
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL						
Département						
Réclamations frauduleuses pour bénéfices						
Allocations familiales	1985-86	48,967	20,527		13,323	15,117
Allocations familiales	1986-87	43,257	12,322	5,302	8,237	17,396
Allocations familiales	1987-88	91,300[1]	49,998	5,022	5,323	30,957
Allocations familiales	1988-89	123,336[1]	17,592	29,299	1,895	74,550
Allocations familiales	1989-90	107,220[1]	10,205	16,962	130	79,923
Pension de vieillesse	1985-86	168,923	90,595		78,328	
Pension de vieillesse	1986-87	188,310	76,172	5,302	5,301	101,535
Pension de vieillesse	1987-88	339,996[1]	93,400	46,170	1,066	199,360
Pension de vieillesse	1988-89	1,177,111[1]	174,794	152,608		849,709
Pension de vieillesse	1989-90	790,093[1]	19,463	54,570		716,060
Régime de pension du Canada	1986-87	3,034	100	425		2,509
Régime de pension du Canada	1987-88	6,047[1]	400		2,215	3,432
Régime de pension du Canada	1988-89	3,511	1,731		1,780	
Régime de pension du Canada	1989-90	198,471[1]	1,640	24,296		172,535
Réclamations frauduleuses pour paiements de factures	1985-86	56,000	6,500	10,000	39,500	
Vol de reçus de caisse et de repas	1988-89	2,000			2,000	
REVENU NATIONAL						
Douanes et Accise						
Abus des services téléphoniques et perte de temps, quartier général	1989-90	12,663[1]	4,847	5,783		2,033
Certificats frauduleux de congés de maladie, region de Hamilton	1989-90	3,859		3,859		
Application frauduleuse de congé militaire, région du Pacifique	1989-90	8,147[1]				8,147
SOLLICITEUR GÉNÉRAL						
Service correctionnel						
Vol de reçus	1989-90	219		15	204	
Réclamation frauduleuse pour paiement	1989-90	36,166				36,166
Gendarmerie royale du Canada						
Vol d'argent saisie lors d'une enquête criminelle	1987-88	2,700				2,700
Avance de salaire en duplicata	1989-90	481[1]	481			

Pertes de fonds—*Fin*

Pertes de fonds et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Fin*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1990-91	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES						
Direction du contrôle du remboursement des chèques						
Chèques du Receveur général (incluant les mandats de la CEIC et les chèques de la Banque du Canada)	1989-90	4,834,609	4,757,234	77,375		
TRANSPORTS						
Département						
Détournement de fonds publics par la modification de bordereaux de dépôt	1962-63	42,806	14,673	600		27,533
Vol de reçus à un aire de stationnement d'un aéroport principal	1989-90	8,485		3,718	4,767	
Vol de la petite caisse, bureaux régionaux	1989-90	1,152	165		987	
Vol de la petite caisse, quartier général	1989-90	405	52		353	
Vol d'un avance de voyage	1989-90	900			900	
ANCIENS COMBATTANTS						
Département						
Détournement de fonds publics par un employé	1988-89	69,414 (1)	1,456	20,063		47,895
Détournement de fonds publics par un employé	1989-90	15,746		15,746		
Vol de la petite caisse au bureau du district du nord de Toronto	1989-90	1,378			1,378	
Réclamations frauduleuses d'allocations pour anciens combattants	1989-90	147,068 (1)		800		146,268
		424,525,285	307,578,425	44,207,695	357,676	72,641,126

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
(2) Montant non connu.
(3) Le cas est en justice pour recouvrement civil.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1990-91

Débiteurs

SOMMAIRE

	Page
État des débiteurs pour les recettes fiscales	4.2

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

État des débiteurs pour les recettes fiscales

Conformément aux conventions comptables, les recettes fiscales du gouvernement sont comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. Par conséquent, les créances facturées mais non perçues et/ou non facturées et courues provenant de montants dus à un organisme gouvernemental pour impôts perçus à titre d'auto-cotisation, ne sont pas inscrites comme débiteurs dans les comptes du Canada, ni déclarées comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Ces éléments sont toutefois contrôlés à l'aide de comptes mémorandums maintenus par les organismes gouvernementaux et sont présentés dans cet état.

Afin de se conformer avec les principes comptables généralement acceptés pour les gouvernements, le gouvernement comptabilise les recettes non fiscales, dans l'exercice au cours duquel les opérations ou événements qui ont généré ces recettes ont eu lieu et peuvent aussi inclure la dépense reliée à la provision pour les recettes non fiscales à recevoir. Ces recettes sont enregistrées dans les comptes du Canada et rapportées comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif.

Dans le tableau suivant, la colonne les tiers représentent les recettes fiscales à percevoir de tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement. La provision pour créances douteuses représente le total des recettes fiscales à percevoir pour être radié ou remis en plus d'une provision pour créances douteuses fondée sur la meilleure estimation de tous les montants qui ne seront pas perçus. Les internes du gouvernement sont des montants de recettes fiscales à percevoir d'organismes gouvernementaux. Un organisme gouvernemental est une organisation qui fait partie du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable.

Les éléments présentés comme internes du gouvernement ne représentent pas des fonds à être perçus. Ce sont des montants mémorandums et ils ne sont pas inclus dans le total des débiteurs nets pour les recettes fiscales.

Les débiteurs retranchés ou remis sont inclus à la section 3 de ce volume (état des obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises).

Débiteurs pour les recettes fiscales au 31 mars
(en milliers de dollars)

	1991				1990
Catégories de débiteurs pour les recettes fiscales	Tiers	Provision pour créances douteuses	Débiteurs nets	Internes du gouvernement	Débiteurs nets
Recettes fiscales à percevoir—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers	3,581,042	1,554,333	2,026,709		1,786,454
Des sociétés[1]	2,375,075	1,021,785	1,353,290		1,343,714
Crédit d'impot pour la recherche scientifique[2]	753,483	632,925	120,558		156,140 *
Cotisations et contributions d'assurance-chômage[3]	350,397	123,247	227,150		177,427
Des non résidents	93,483	40,941	52,542		38,898
	7,153,480	*3,373,231*	*3,780,249*		*3,502,633*
Taxes et droits d'accise	547,686	60,166	487,520	36,400	205,599
Taxes en matière d'énergie—					
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	8,797		8,797		10,715
Redevances d'exportation sur le pétrole	2,909	2,763	146		140
Redevances d'indemnisation pétrolière	11,704		11,704		9,897
	23,410	*2,763*	*20,647*		*20,752*
Autres recettes fiscales à percevoir	29,933	10,745	19,188		27,987
Total des recettes fiscales à percevoir[4]	7,754,509	3,446,905	4,307,604	36,400	3,756,971

* Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

(1) Cet état comprend les impôts des sociétés en vertu de la partie VII au montant de $1,262,117, lesquels sont remboursales quand les crédits d'impôt à l'investissement ou les crédits d'impôt à l'achat d'actions sont gagnés par les sociétés.

(2) Credit d'impôt pour la recherche scientifique (CIRS):
Les montants sous le CIRS représentent les "retours d'impôt évalués" ($120,557,223) et sont des évaluations de la section VIII des retours d'impôt, afférents aux dépenses pour des projets de recherche scientifique, qui n'ont pas été acceptés sous la législation des CIRS. Sont exclus des débiteurs les "évaluations des désignations" ($49,716,035), qui incluent des crédits d'impôts qui peuvent être appliqués à l'impôt payable ou aux comptes débiteurs si il n'y a pas eu de recherche scientifique de faite. Ceci peut être déterminé seulement par la vérification qui est présentement en progrès. La provision pour créances douteuses pour 1990 comprend les "retours d'impôt évalués" et les "évaluations des désignations" ($99,662,453). Basé sûr les "retours d'impôts évalués" ($975,877,012), le montant adjusté est $819,736,690 et les débiteurs nets sont $156,140,322.

(3) Cet état comprend les débiteurs du Compte d'assurance-chômage. Revenu national-Impôt a rapporté $69,625,125 de débiteurs relatifs à l'assurance-chômage au 31 mars 1991 ($59,486,780 au 31 mars 1990) lequel représente des déductions à la source.

(4) Au cours de l'exercise, le total des débiteurs retranché ou remis tel que détaillé à la section 3 de ce volume totalisait $651 millions. Cet état comprend également les radiations et remises parlementaires de prêts, dotations en capital et avances au montant de $3 millions.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1990-91

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	5.4
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5.5
Communications	5.5
Consommateurs et Sociétés	5.6
Emploi et Immigration	5.7
Énergie, Mines et Ressources	5.9
Environnement	5.11
Affaires extérieures	5.13
Finances	5.14
Pêches et Océans	5.15
Forêts	5.16
Gouverneur général	5.16
Affaires indiennes et Nord canadien	5.16
Industrie, Sciences et Technologie	5.17
Justice	5.20
Travail	5.21
Défense nationale	5.22
Santé nationale et Bien-être social	5.26
Revenu national	5.28
Parlement	5.29
Conseil privé	5.30
Travaux publics	5.31
Secrétariat d'État	5.34
Solliciteur général	5.35
Approvisionnements et Services	5.38
Transports	5.39
Conseil du Trésor	5.41
Anciens combattants	5.42
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	5.42

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Services professionnels et spéciaux

Cette section présente, pour chaque programme, le montant total dépensé pour chaque catégorie de services, de même qu'une liste détaillée *a)* des versements individuels de $100,000 ou plus; ou *b)* de l'ensemble des versememts déboursés à un particulier ou organisme se chiffrant à $100,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 04 et portion appropriée de l'article courant 15) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 3) du volume II(partie 1).

L'état qui suit présente un résumé des services professionnels et spéciaux par ministère et catégorie principale pour l'exercice clos le 31 mars 1991.

Sommaire des services professionnels et spéciaux

Ministère	Services de comptabilité	Services d'agences de recouvrement	Services d'informatique	Services techniques et d'architecture	Services de santé et de bien-être
	$	$	$	$	$
Agriculture	860,039	97,078	2,505,231	2,935,137	4,230
Agence de promotion économique du Canada atlantique	2,886,028	128	725,617	20,862	
Communications	628,230	348	6,207,525	1,496,092	126
Consommateurs et Sociétés	539,016	5,724	1,687,303	16,665	1,267
Emploi et Immigration	52,084,587	1,032,002	4,157,580	122	13,417,581
Énergie, Mines et Ressources	1,877,170	24,444	6,983,286	7,874,290	230,151
Environnement	620,277		3,046,918	37,919,129	47,816
Affaires extérieures	1,388,466		10,125,343	2,035,328	648,614
Finances	9,693,600		1,326,733		
Pêches et Océans	762,303	5,295	6,697,440	7,466,488	106,649
Forêts	463,711		788,103	253,836	59
Gouverneur général	4,428		2,915		
Affaires indiennes et Nord canadien	3,372,798	69,857	3,713,849	22,343,263	1,871,942
Industrie, Sciences et Technologie	3,564,910	3,071	14,591,332	91,250,668	29,396
Justice	383,324		2,168,251	154,762	48,974
Travail	168,865		920,017		65,060
Défense nationale	248,175		14,237,647	195,100,233	35,914,473
Santé nationale et Bien-être social	1,534,898		6,977,208	41,904	126,099,307
Revenu national	2,130,025		297,331	607,680	952,485
Parlement	48,684		430,081		852
Conseil privé	222,682		2,905,453	49,923	44,413
Travaux publics	149,337	6,033	7,959,373	125,193,846	5,050
Secrétariat d'État	374,521		1,968,111		142,412
Solliciteur général	367,752	285	2,025,082	34,615	82,858,886
Approvisionnements et Services	13,854,703	264	823,826	1,839,563	
Transports	341,834	14,931	13,612,297	122,496,755	1,386,243
Conseil du Trésor			242,648		
Anciens combattants	126,386		896,450	33,671	188,966,836
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	3,828,201		711,435		
Total	102,524,950	1,259,460	118,734,385	619,164,832	452,842,822

Services juridiques	Services de protection	Services scientifiques	Enseignement et formation: Non-fonctionnaires	Enseignement et formation: Fonctionnaires	Autres services professionnels	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
1,209,924	1,673,164	3,515,231	19,003	2,775,622	15,591,635	34,077,510	65,263,804
44,295	5,905			213,880	5,619,042	2,291,999	11,807,756
235,193	5,145,951	731,936		2,311,079	14,330,299	22,654,335	53,741,114
2,104,728	208,501	176,067		1,012,090	3,106,077	8,777,249	17,634,687
1,105,765	2,645,901	654,227		5,546,609	59,700,395	22,142,466	162,487,235
181,157	2,289,853	12,824,937		3,218,750	31,795,802	31,544,179	98,844,019
639,375	4,175,960	21,755,595	123,901	4,103,697	39,383,718	56,612,479	168,428,865
2,390,316	11,818,770		1,164,680	6,340,622	21,576,609	54,324,639	111,813,387
907,081	1,716,361		380,339	887,510	7,619,837	9,360,671	31,892,132
2,150,129	2,485,851	19,597,935	89,982	2,098,563	10,034,626	40,528,865	92,024,126
6,535	268,002	534,647	34,085	643,994	5,025,736	3,503,192	11,521,900
7,806				27,923	159,342	636,244	838,658
1,146,306	4,310,580	206,534	291,088	1,942,031	15,613,682	10,109,731	64,991,661
348,871	4,070,107	15,013,202	194,628	4,433,982	33,630,178	37,336,561	204,466,906
2,090,035	1,167,358		540,196	1,754,662	7,969,791	9,352,495	25,629,848
302,433	115,421		991	677,047	2,031,185	15,988,492	20,269,511
609,316	42,903,101	5,362,125	56,026,127	31,558,322	152,929,473	293,333,338	828,222,330
13,214,721	2,243,439	11,546,427		3,798,072	24,093,476	34,512,123	224,061,575
3,451,746	8,110,289	2,192,871	46,727	5,574,080	16,196,994	108,834,480	148,394,708
505,316	118,294			883,883	6,282,667	3,162,463	11,432,240
2,203,409	1,095,514	46,752		835,327	13,858,828	8,978,219	30,240,520
2,644,417	16,517,369	1,069,526		3,803,377	21,894,846	392,708,764	571,951,938
88,901	592,506			11,338,549	36,913,802	14,795,156	66,213,958
2,173,144	27,504,885	235,950	16,518,313	4,139,343	20,025,887	76,154,909	232,039,051
1,745,315	2,129,917	1,051,280	1,474,443	2,856,043	24,492,992	79,398,651	129,666,997
1,296,258	14,317,906	748,598	329,488	8,244,780	97,576,419	151,009,060	411,374,569
46,077				452,763	6,150,236	4,211,579	11,103,303
70,030	1,556,526			608,019	2,367,021	11,664,360	206,289,299
	180,425			230,711	2,004,207	600,744	7,555,723
42,918,599	159,367,856	97,263,840	77,233,991	112,311,330	697,974,802	1,538,604,953	4,020,201,820

AGRICULTURE $65,263,804

Département $64,977,299

	$
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $5,410,759	
Services de comptabilité $597,165	
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	415,351
Services d'informatique $748,684	
Domus Software Ltd Ottawa Ont	289,956
Services techniques et d'architecture ($1,534)	
Services juridiques $1,092	
Services de protection $168,642	
National Protective Service Ottawa Ont	168,642
Services scientifiques $1,399	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $624	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $619,069	
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	106,128
Autres services professionnels $846,538	
Cancare Canada EAP Service Co Ottawa Ont	201,933
Peat Marwick Stevenson Toronto Ont	111,957
Public & Industrial Relation Toronto Ont	111,464
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	113,224
Versteeg Hajo Ottawa Ont	108,855
Autres services $2,429,080	
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	136,468
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	307,100
Network Personnel Inc Ottawa Ont	102,968
STM Systems Corp Ottawa Ont	1,570,752
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $55,856,523	
Services de comptabilité $197,960	
Cooper & Lybrand Consulting Ottawa Ont	120,070
Services d'agences de recouvrement $97,078	
Services d'informatique $1,115,880	
Canada Systems Group Ottawa Ont	190,919
Ecological Services Ottawa Ont	224,497
STM Systems Corporation Ottawa Ont	525,499
Services techniques et d'architecture $2,936,671	
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont	855,828
Services de santé et de bien-être $4,149	
Services juridiques $251,074	
Graser Smith & Townsend Fredericton N-B	121,406
Services de protection $1,489,774	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	236,049
National Protective Service Ottawa Ont	316,299
Services scientifiques $3,499,659	
Cantest Limited Vancouver C-B	196,525
CIBC Finance Department Wallingford R-U	144,612
Gouvernement du Canada—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont	651,175
Lynn and Johnston Labs Inc Lachine Qué	199,415
Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont	205,454
Province de l'Alberta Edmonton Alb	517,435
University of Guelph Guelph Ont	390,804
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $3,284	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,876,275	
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	198,916
Autres services professionnels $13,922,664	
Anachem Laboratories Ltd Richmond C-B	360,340
Beak Consultants Ltd Brampton Ont	940,488
Cantest Limited Vancouver C-B	1,761,056
Clay Switzer Consultants Ltd Guelph Ont	129,622
Deloitte Haskins & Sells Guelph Ont	139,446
Laboratoire alimentaire Pte-Claire Qué	170,528
Lynn and Johnston Labs Inc Lachine Qué	2,084,496
Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont	2,350,044
Mendelson Films Ltd Mississauga Ont	2,943,031
Autres services $30,462,055	
Best Bet Janitorial Services Lethbridge Alb	108,583
Cantest Limited Vancouver C-B	398,908
Can-ag Entreprises Ltd Guelph Ont	133,632
Charles Higgerty Ltd Ottawa Ont	105,969
Dynamic Maintenance Richmond C-B	162,099
Elan Data Makers Vancouver C-B	235,721
Farm Credit Corporation Ottawa Ont	151,843
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	268,776
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué	961,882
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont	750,203
Harrington (a division of Harrington Marketing Ltd) Ottawa Ont	256,315
Hill & Knowlton Toronto Ont	105,500
Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont	878,106
Photo Lambert (1977) Inc Pointe-aux-Trembles Qué	1,446,302
Travaux publics Canada Ottawa Ont	1,357,244
Reap Canada Tovistock Ont	102,259
Southwestern Ontario Agricultural Research Corp Harrow Ont	108,386
STM Systems Corporation Ottawa Ont	188,376
University of Guelph Guelph Ont	314,152
Western Linen Supply Salt Lake City Utah USA	121,713
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX $3,710,017	
Services de comptabilité $9,435	
Services d'informatique $632,513	
STM Systems Corporation Ottawa Ont	391,934
Services de santé et de bien-être $81	
Services juridiques $972,506	
Arkins MacAuley & Thorvaldson Winnipeg Man	554,282
Skwark Myers Kussin Weinstein Winnipeg Man	283,303
Victor G Neufeld Winnipeg Man	110,092
Services de protection $14,748	
Services scientifiques $14,173	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $15,095	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $234,103	
Autres services professionnels $699,870	
Autres services $1,117,493	
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	180,000
STM Systems Corporation Ottawa Ont	240,608

AGRICULTURE—*Fin*

Commission canadienne du lait $229,335

Services de comptabilité $31,379

Services d'informatique $8,154

Services juridiques $(14,868)

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $44,008

Autres services professionnels $104,848

Autres services $55,814

Office canadien des provendes $57,170

Services de comptabilité $24,100

Services juridiques$120

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,167

Autres services professionnels $17,715

Autres services $13,068

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE $11,807,756

Département $11,807,756

Services de comptabilité $2,886,028

	$
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	2,398,676

Services d'agences de recouvrement $128

Services d'informatique $725,617

	$
DMR Group Inc Halifax N-É	133,408
Meridian Systems Group Inc Moncton N-B	105,055
Seaconsult Marine Research Ltd Vancouver C-B	196,819

Services techniques et d'architecture $20,862

Services juridiques $44,295

Services de protection $5,905

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $213,880

Autres services professionnels $5,619,042

	$
Bennet Communications Ltd Halifax N-É	231,716
Coopers and Lybrand Charlottetown Î-P-É	106,003
Deloitte & Touche Halifax N-É	276,909
Memorial University St John's T-N	121,582
Hunter Public Relations Saint John N-B	123,100
McArthur Thompson & Law Halifax N-É	119,012
Multilingual Communications Moncton N-B	112,242
Nfld & Labrador Development Corp Ltd St John's T-N	335,829
Regional Development Corporation Fredericton N-B	175,121
Siskin Management Inc Fredericton N-B	163,661
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	774,399
Le ministre des Finances Halifax N-É	303,953
Venture Communications Inc Fredericton N-B	201,764

Autres services $2,291,999

	$
DMR Group Inc Halifax N-É	120,489
Enterprise Cape Breton Corporation Sydney N-É	140,150
Industrie, Sciences et Technologie Canada Ottawa Ont	391,500
Manpower Temporary Services Moncton N-B	440,064
Sight & Sound Productions Limited Halifax N-É	119,442

	$
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	141,000
The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont	119,962

COMMUNICATIONS $53,741,114

Département $28,560,445

Services de comptabilité $289,422

Services d'agences de recouvrement $168

Services d'informatique $4,182,536

	$
Action Personnel of Ottawa Ltd Ottawa Ont	196,416
DMR Group Inc Ottawa Ont	243,078
IOTA Consulting Ltd Ottawa Ont	262,241
LGS Group Inc Ottawa Ont	109,231
Remuera Corporation Ottawa Ont	112,007
S & S Software Ottawa Ont	243,247
S T M Systems Corp Ottawa Ont	139,875
Systems Network Inc Ottawa Ont	548,245
Venn Company Ottawa Ont	113,606

Services techniques et d'architecture $1,260,491

	$
ADGA Systems International Ltd Ottawa Ont	314,000
Calian Technologies Ltd Kanata Ont	444,791

Services de santé et de bien-être $126

Services juridiques $58,749

Services de protection $1,182,625

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,122,895

Services scientifiques $673,622

	$
ADGA Systems International Ltd Ottawa Ont	381,083

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,127,060

Autres services professionnels $10,228,776

	$
Carleton University Ottawa Ont	115,415
Consultants Cultur'inc Inc montréal Qué	250,014
Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont	130,993
Groupe CIC Inc Montréal Qué	100,000
Groupe Mediascience Inc Montréal Qué	175,250
Groupe Secor Inc Montréal Qué	301,837
Munisconsult Montréal Qué	296,900
Paul Audley and Associates Ltd Toronto Ont	173,140
Price waterhouse Ottawa Ont	241,758
Seimac Limited Dartmouth N-É	234,643
Services Documentaires Multimedia Inc Montréal Qué	122,863
Simon Fraser University Burnaby C-B	125,864
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	261,480

Autres services $9,556,870

	$
Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont	282,836
First City Trust Co Ottawa Ont	575,198
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	123,268
Johnson & Higgins Wills Faber Ltd Toronto Ont	349,993
Travaux publics Canada Hull Qué	666,382
STM Systems Corporation Ottawa Ont	786,595
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	143,151

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes $2,324,953

Services d'informatique $412,500

	$
Magi Data Consulting Inc Ottawa Ont	105,119

Services juridiques $47,171

Services de protection $124,315

	$
Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Hull Qué	124,315

COMMUNICATIONS—*Fin*

	$
Enseignement et formation— Fonctionnaires $275,314	
Autres services professionnels $765,572	
Autres services $700,081	
BBM Bureau of Measurement Don Mills Ont	144,278
Steno Tran services Inc Ottawa Ont	121,569

Archives nationales du Canada $9,093,353

	$
Services de comptabilité $316,822	
ASC/ Bureau des services de vérification Hull Qué	316,822
Services d'agences de recouvrement $180	
Services d'informatique $431,796	
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	173,455
Services techniques et d'architecture $24,305	
Services juridiques $96,132	
Services de protection $1,247,899	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	593,216
Pinkerton's of Canada Ottawa Ont	643,530
Services scientifiques $41,445	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $361,514	
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	106,734
Autres services professionnels $1,572,935	
Anteres Electronics Ottawa Ont	109,092
Autres services $5,000,325	
ARC Industries Ottawa Ont	120,746
Société Radio-Canada Ottawa Ont	222,292
Film House Group Toronto Ont	153,429
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	103,520
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	110,186
STM Systems Corp Ottawa Ont	186,821
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	499,959
UTLAS Int'l Canada Toronto Ont	115,740
Xebec Imaging Service Inc Markham Ont	297,854

Office national du film $1,873,409

	$
Services de comptabilité $15,575	
Services d'informatique $296,178	
Services juridiques $33,141	
Services de protection $429,963	
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	429,363
Enseignement et formation— Fonctionnaires $217,114	
Autres services professionnels $289,850	
Autres services $591,588	

Bibliothèque nationale $7,735,002

	$
Services de comptabilité $1,340	
Services d'informatique $860,554	
Beltec Informatics Gloucester Ont	218,650
Sofware Kinetics Stittsville Ont	156,636
Services de protection $219	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $213,057	
Autres services professionnels $1,201,017	
Micromedia Hull Qué	232,035
Autres services $5,458,815	
Conseil national de recherches Ottawa Ont	4,047,600
Miss Hall's Personnel Services Ottawa Ont	209,070

Musées nationaux du Canada $4,153,952

	$
Services de comptabilité $5,071	
Services d'informatique $23,961	
Services techniques et d'architecture $211,296	
Services de protection $2,160,930	
Pinkerton's of Canada Limited Ottawa Ont	2,160,184
Services scientifiques $16,869	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $117,020	
Autres services professionnels $272,149	
Autres services $1,346,656	

CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS $17,634,687

Département $11,902,913

	$
Services de comptabilité $483,782	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	102,000
Services d'agences de recouvrement $5,724	
Services d'informatique $1,614,757	
Network Support Inc Ottawa Ont	107,887
RES Policy Research Ottawa Ont	343,737
SNL Sysnovators Gloucester Ont	123,248
SRI Strategic Resources Inc Ottawa Ont	115,624
Services techniques et d'architecture $16,665	
Services de santé et de bien-être $1,267	
Services juridiques $1,897,968	
Blake Cassells and Graydon Toronto Ont	171,859
Daley Black and Moreira Halifax N-É	123,182
Davis and Company Vancouver C-B	158,831
Fraser and Beatty Ottawa Ont	113,494
Ogilvie and Company Edmonton Alb	277,795
Services de protection $204,544	
Services scientifiques $140,067	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $846,495	
Commission de la fonction publique Canada Ottawa Ont	157,548
Autres services professionnels $2,264,040	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	147,671
Autres services $4,427,604	
Barbara Personnel 155956 Canada Inc Hull Qué	208,074
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	194,389

CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS—*Fin*

	$
Canadian Library Association Ottawa Ont	260,983
Control Data Canada Inc Mississauga Ont	269,362
Réjane Personnel Inc Hull Qué	188,578
STM Systems Corporation Ottawa Ont	270,167
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	545,275

Tribunal de la concurrence $273,153

Services de comptabilité $20,788

Services juridiques $21,023

Services de protection $3,932

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $7,578

Autres services professionnels $14,807

Autres services $205,025

Commission du droit d'auteur $187,562

Services de comptabilité $2,555

Services d'informatique $18,250

Services juridiques $111,505

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $11,422

Autres services professionnels $12,191

Autres services $31,639

Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services $4,442,827

Services de comptabilité $21,726

Services d'informatique $19,686

Services scientifiques $36,000

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $61,014

Autres services professionnels $572,641

Autres services $3,731,760

	$
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	2,452,664
RES Policy Research Inc Ottawa Ont	176,808

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses $142,616

Services de comptabilité $2,555

Services d'informatique $15,000

Services juridiques $5,527

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $23,079

Autres services professionnels $9,743

Autres services $86,712

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés $562,773

Services de comptabilité $5,055

Services d'informatique $14,610

Services juridiques $68,705

Services de protection $25

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $60,092

Autres services professionnels $167,985

Autres services $246,301

Commission de révision des marchés publics $122,843

Services de comptabilité $2,555

Services d'informatique $5,000

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,410

Autres services professionnels $64,670

Autres services $48,208

EMPLOI ET IMMIGRATION $162,487,235

Département/Commission $154,699,285

PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE
ET DES SERVICES $26,900,353

Services de comptabilité $7,993,330

	$
Chef Section Revenu et Recevable Hull Qué	145,004
ASC/ Services Hull Qué	7,453,000
ASC/ Bureau des services de vérification Hull Qué	353,706

Services d'agences de recouvrement $1,031,983

	$
Canadian Bonded Credits North York Ont	319,259
FCA International Ltd Westmount Qué	469,066
FCA International Ltd 1990 Westmount Qué	100,622

Services d'informatique $1,576,565

	$
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	479,854
OMR Group Inc Ottawa Ont	136,750

Services de santé et de bien-être $11,870

Services juridiques $11,789

Services de protection $1,340,120

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,036,174
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	219,283

Services scientifiques $299,942

	$
ASC/ Acquisitions Ottawa Ont	154,631

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,557,628

	$
École de Langue de L'Estrie Montréal Qué	199,470
Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont	116,878
Niagara Institute Niagara-On-The-Lake Ont	254,347
Commission de la fonction publique (PSC) Ottawa Ont	172,829

Autres services professionnels $4,440,899

	$
Canadian Education Association Toronto Ont	186,250
Canadian Labour Market Ottawa Ont	249,639
Dép Industrie, Sciences et Technologie Ottawa Ont	101,942
Industrial Research Associates St John's T-N	134,961
Saga Communications St John's T-N	105,800
ASC/ Consultation et vérification Canada Hull Qué	453,993

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
Autres services $7,636,227	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	172,260
Barbara Personnel Hull Qué	102,854
First City Capital Ltd Ottawa Ont	274,627
First City Trust Co Ottawa Ont	604,718
Nortak Software Ltd Ottawa Ont	204,826
Travaux publics Département de Hull Hull Qué	100,454
ASC/ Acquisitions Ottawa Ont	477,292
ASC/ Groupe des communications Canada Hull Qué	219,856
ASC/ Approvisionnements généraux Ottawa Ont	1,003,124
Stm Systems Corp Ottawa Ont	635,054
Unisys Canada Inc North York Ont	102,584
Victor Temporary Services Ottawa Ont	100,153
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $102,631,728	
Services de comptabilité $44,000,115	
Revenu Canada Impôt Ottawa Ont	44,000,000
Services d'agences de recouvrement $10	
Services d'informatique $594,868	
Services techniques et d'architecture $122	
Services de santé et de bien-être $261,014	
Services juridiques $720,697	
Services de protection $756,019	
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	101,687
Corps canadien des commissionnaires Saint John N-B	196,564
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	229,517
Services scientifiques$348,923	
ASC/ Acquisitions Ottawa Ont	176,058
Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,360,786	
École de Langue de L'Estrie Montréal Qué	169,097
Perform Montréal Qué	187,347
Autres services professionnels $43,561,173	
411 Seniors Centre Society Vancouver C-B	116,751
ABT Associates of Canada Ottawa Ont	262,510
Action Travail Chaleurs Inc New Richmond Qué	109,981
Actions Jeunes Travail des Moulins Terrebonne Qué	123,863
Anno Kee Dag Wah A Chum Outreach Brandon Man	198,627
Armstrong Enderby Employment Society Armstrong C-B	114,380
Association canadienne pour la santé mentale Québec Qué	144,442
Association for the Management of Unemployment Skills and Training for Youth Sydney N-É	199,368
AWARE Society New Westminster C-B	407,321
C-B Native Womens Society Kamloops C-B	117,933
Boys and Girls Clubs of Canada Markham Ont	107,681
Canada Consulting Cresap Toronto Ont	154,600
Canadian Facts Ottawa Ont	628,830
Canadian Labour Market Ottawa Ont	193,830
Institut national des aveugles du Canada Fredericton N-B	140,344
Institut national des aveugles du Canada Toronto Ont	176,586
Assoc des paraplégiques du Canada NB Div Fredericton N-B	197,738
Career Development Centre Prince Albert Sask	148,134
Carrefour le moutier Longueuil Qué	106,408
Citizen Action Group Hamilton Ont	277,127
Club de recherche d'emploi St-Denis Montréal Qué	166,427
CNIB Vancouver C-B	188,507
Coalition of Provincial Winnipeg Man	160,500
Comité d'emploi de la région de la Moyenne Côte-Nord Havre St-Pierre Qué	125,277
Conference Board of Canada The Ottawa Ont	106,517
Corporation de l'archevêche catholique romaine de Montréal Montréal Qué	190,505
COSTI-IIAS Immigrant Services Toronto Ont	168,636
CPSP-centre de placement spécialisé du portage Hull Qué	213,974
Creative Employment Services Calgary Alb	268,312
Ctre afeas éveil Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts Qué	114,760
Ctre entraide soc Bas Falaise Inc Québec Qué	178,734
Ctre ressources pour délinquants Sherbrooke Qué	185,046
Distinctive Employment Counselling Edmonton Alb	385,509
Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont	495,194
Employment Access Inc Regina Sask	163,844
Enjeu integ femmes au travail Montréal Qué	232,849
Gallup Canada Inc Toronto Ont	593,023
Gestion jeunesse inc Québec Qué	158,646
Gitksan Wetsuweten Educational Society Hazelton C-B	123,219
Glengarry Interagency Group Inc Alexandria Ont	115,187
Immigrant W E C S Winnipeg Man	200,237
Immigrant Women's Job Placement Toronto Ont	258,165
Jewish Vocational Services Toronto Ont	109,617
Job Opportunity Building Society Parksville C-B	121,063
John Howard Society of BC Campbell River C-B	109,569
Jonathan 1445 inc Québec Qué	145,504
La croisée sit inc Québec Qué	147,528
La fondation Marie-Soleil Jonathan Rouyn-Noranda Qué	137,270
Lac La Biche Regional Employment Lac La Biche Alb	108,774
Langley Employment Services Langley C-B	141,626
Les Mutanes de Drummond Inc Drummondville Qué	113,943
Lethbridge & District Youth Employment Lethbridge Alb	131,073
Line 1000 Inc Ottawa Ont	202,837
Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont	155,675
Maison jeunes Basses Laurentides Ste-Thérèse Qué	141,423
Mount Saint Vincent University Halifax N-É	106,078
Municipality of Metro Toronto Toronto Ont	291,421
Native Council of Nova Scotia Truro N-É	199,430
Native Employment Services of Winnipeg Winnipeg Man	325,116
Norsask Native Outreach La Ronge Sask	460,108
Operation Springboard Toronto Ont	131,365
Opex via travail Inc Chomedey Laval Qué	325,944
Options for Women Edmonton Alb	191,912
Pacific Justice Services Association Vancouver C-B	234,010
Parkland Native Outreach Yorkton Sask	121,389
Parkland Pathfinders Dauphin Man	118,055
Peer Systems Consulting Group Inc Victoria C-B	140,042
Polaris Employment Services Society Burnaby C-B	181,218
Prairie Employment Program North Battleford Sask	148,867
Price Waterhouse Management Consultant Ottawa Ont	327,377
Prince Albert Native Outreach Prince Albert Sask	157,735
P A T H Employment Services Hamilton Ont	179,928
Rambri Management Inc London Ont	385,708
Reaching Equality Employment Winnipeg Man	326,206
Red Deer Chamber of Commerce Red Deer Alb	146,766
Riel Native Employment Centre Regina Sask	224,077
Saint John YM-YWCA Inc Saint John N-B	190,955
Selkirk Outreach Selkirk Man	212,847
Senior Citizens Job Bureau Inc Winnipeg Man	117,621
Serv aide néo-québécois et imm Montréal Qué	239,074
Serv d'emploi le démarrage Inc Joliette Qué	131,560
Service relance Saguenay Alma Qué	178,633
Soc dévelop écon Etchemin Lac Etchemin Qué	164,226
Special Needs Employment Sevices Sarnia Ont	174,048
Sportcom International Inc Ottawa Ont	139,810
ASC/ Consultation et vérification Canada Hull Qué	150,552
ASC/ Approvisionnements généraux Ottawa Ont	275,000
Statistique Canada Ottawa Ont	6,312,551
Strathcona Manpower Outreach Vancouver C-B	165,635
Surrey Opportunity Society Surrey C-B	108,770
Table concert ext basse Côte-Nord Chevery Qué	140,574
The Corp of the County of Haliburton Minden Ont	105,280
The Pas Outreach Inc The Pas Man	163,068
Times Change Women's Employment Toronto Ont	194,800
Tremploy Incorporated Charlottetown Î-P-É	117,280
Tribal Chiefs Association Outreach St Paul Alb	180,576
Western Community Outreach Society Victoria C-B	138,751
Windsor Western Hospital Centre Windsor Ont	155,581
Winnipeg Career Opportunities II Winnipeg Man	198,741
Womanpower Inc London Ont	233,808

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

	$
Women's Employment Counselling Service Winnipeg Man	286,092
Women's Career Counselling Ottawa Ont	218,602
Working for Women Saskatoon Sask	321,782
WS Kubiski & Associates Ltd Toronto Ont	126,718
Young Women's Christian Association Halifax N-É	104,294
Youth Employment Service Winnipeg Man	163,760
Youth Employment Service Toronto Ont	120,461
Youth Services NB INC Moncton N-B	421,723

Autres services $10,028,001

Delstar services informatiques Montréal Qué	143,129
Force Ten Computer Services Ltd Halifax N-É	530,669
Ivation Datasystems Inc Ottawa Ont	302,648
Norrell Temporary Services of Can Etobicoke Ont	103,157
ASC/ Acquisitions Ottawa Ont	165,344
ASC/ Exposition du gouv can et audio Ottawa Ont	122,076
ASC/ Groupe des Communications Canada Ottawa Ont	656,918
ASC/ Groupe des Communications Canada Hull Qué	165,787
Stm Systems Corp Ottawa Ont	103,427
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	147,143
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	248,477

PROGRAMME D'IMMIGRATION $25,167,204

Services de comptabilité $1,545

Services d'agences de recouvrement $9

Services d'informatique $1,936,936

Peat Marwick Stevenson & Kellogg Ottawa Ont	1,688,373

Services de santé et de bien-être $13,144,697

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	592,310
Celebrity Inn Mississauga Ont	1,610,444
Ville de Vancouver Vancouver C-B	170,643
Holiday Inn Windsor Ont	112,838
Hôtel maritime Montréal Qué	940,019
Maple Leaf Village Investments Chutes Niagara Ont	285,543
Ministère des Finances Ste-Foy Qué	178,740
Ministère du Service correctionnel North Bay Ont	1,657,116
Ministère des Finances Victoria C-B	130,353
Pinkerton du Québec Montréal Qué	1,374,308
Pinkerton's of Canada Toronto Ont	2,788,375
Plaza Hotel Etobicoke Ont	106,397
Skyline Airport Hotel Richmond C-B	469,270

Services juridiques $362,423

Services de protection $390,351

Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont	138,211
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	252,140

Services scientifiques $5,362

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $425,514

Autres services professionnels $6,806,953

Arcturus Productions Ltd Ottawa Ont	455,501
Peat Marwick Stevenson & Kellogg Ottawa Ont	480,799
ASC/ Consultation et vérification Canada Hull Qué	496,155
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	180,246

Autres services $2,093,414

Five Hundred Selection Services Ltd Ottawa Ont	103,684
Norrell Temporary Services of Can Etobicoke Ont	111,609
Riviera Finance Inc Etobicoke Ont	364,402
ASC/ Acquisitions Ottawa Ont	117,669
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	102,492
Transcriptum Montréal Qué	143,710

Conseil consultatif sur la situation de la femme $505,072

Services d'informatique $11,780

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $19,905

Autres services professionnels $344,290

Autres services $129,097

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada $6,187,763

Services de comptabilité $89,597

Services d'informatique $37,431

Services juridiques $10,856

Services de protection $159,411

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $168,514

Autres services professionnels $3,694,346

	$
Refugee Low Research Unit Toronto Ont	100,000
Sahay Renuka Nepean Ont	103,110
ASC/ Consultation et vérification Canada Ottawa Ont	214,049

Autres services $2,027,608

Professional Court Reporters Willowdale Ont	168,670
Transcriptum Inc Montréal Qué	242,142
The Typing Place Toronto Ont	133,698

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice $1,095,115

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $14,262

Autres services professionnels $852,734

ASC/ Services aux clients Ottawa Ont	346,015

Autres services $228,119

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $98,844,019

Département $91,825,187

Services de comptabilité $1,865,411

Coopers & Lybrand Toronto Ont	147,727
Coopers & Lybrand Consulting Group Calgary Alb	148,780
Deloitte & Touche Montréal Qué	220,637
Garry Fry Chartered Accountants Calgary Alb	161,193
James B Howe Chartered Accountants Bragg Creek Alb	196,442
Parlee Mclaws Calgary Alb	143,161

Services d'agences de recouvrement $24,444

Services d'informatique $6,879,786

Control Data Canada Ltd Ottawa Ont	629,100
CTMG Cdn Technology Marketing Group Ltd Ottawa Ont	673,498
Data Kinetics Ltd Ottawa Ont	107,465
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	710,286
S L Ross Environmental Research Ltd Ottawa Ont	447,452
Sharon Professional Services Ottawa Ont	354,921
Software Kinetics Stittsville Ont	123,369
Spectrum Public Relations Ottawa Ont	146,106
STM Systems Corp Ottawa Ont	716,971
Telesat Canada Gloucester Ont	100,058

Services techniques et d'architecture $7,593,478

Alberta Opportunity Company Lethbridge Alb	101,180
All-Can Eng & Surveys (1976) Calgary Alb	103,550
Énergie atomique du Canada, Limitée Ottawa Ont	447,382
Bendix-Avelex Inc St-Laurent Qué	173,695

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

	$
Canadian Standards Association Rexdale Ont	189,116
CGI Information Systems and Management Consultants Ottawa Ont	179,947
Challenger Surveys & Services Ltd Edmonton Alb	129,028
Eagle Surveys Ltd Calgary Alb	331,956
The Electrofuel Manufacturing Co Toronto Ont	161,023
H I W Surveys Ltd Yellowknife TN-O	225,995
ICE Consulting Ltd Vulcan Alb	163,725
Intera Technologies Ltd Ottawa Ont	131,466
MacDonald Dettwiler and Technologies Ltd Richmond C-B	245,000
Ortech International Mississauga Ont	103,750
Photocartothèque Québécoise Ste-Foy Qué	200,000
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	250,000
Sypher Mueller International Inc Ottawa Ont	375,435
Techni Metric Inc Trois-Rivières Qué	165,284
Thomson Underwood Mclellan Surveyors Yellowknife TN-O	116,835
Underhill & Underhill Whitehorse TY	368,359

Services de santé et de bien-être $212,752

Défense nationale Ottawa Ont	150,000

Services juridiques $159,609

Macpherson Leslie & Tyerman Barristers & Solicitors Regina Sask	132,174

Services de protection $2,161,779

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,753,459
National Protective Service Co Ltd Ottawa Ont	320,316

Services scientifiques $8,636,724

Arctic Investigations Inc Surrey C-B	187,651
Bio Hol Development Toronto Ont	226,944
British Columbia Research Corp Vancouver C-B	112,816
Canadian Solar Industries Association Inc Ottawa Ont	276,634
Carleton University Ottawa Ont	227,035
Dalhousie University Halifax N-É	103,480
Forintek Canada Corp Ottawa Ont	133,488
HGS Canada Ltd Calgary Alb	156,074
Innotech Aviation Nepean Ont	844,093
Intera Kenting Nepean Ont	345,146
Intera Technologies Ltd Ottawa Ont	345,370
J R S Exploration Co Ltd Calgary Alb	500,000
Memorial University of Newfoundland St John's T-N	226,629
Monenco Consultants Limited Calgary Alb	136,620
University of British Columbia Vancouver C-B	125,339
University of New Brunswick Fredericton N-B	105,484
Williamson and Associates Inc Seattle Wash DC É-U	150,486

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,670,080

École de langues Gérard Caron Ltée Vanier Ont	119,686
The Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont	718,791

Autres services professionnels $30,872,331

Acadia University Institute Kings County N-É	127,195
Adecon Energy Systems Inc Mississauga Ont	150,725
Aero Photo Inc Québec Qué	140,847
Atlantic Wind Test Site Inc Charlottetown Î-P-É	207,971
B C Transit Vancouver C-B	198,020
Bachaquero Resources Inc Calgary Alb	176,350
Ballard Advanced Materials Corporation North Vancouver C-B	147,034
Bodjum Research Limited Toronto Ont	256,751
British Columbia Research Corporation Vancouver C-B	368,347
BTC Membranes Inc North Vancouver C-B	143,182
Canadian Cartographics Ltd Burnaby C-B	109,724
Canadian Electrical Association Montréal Qué	156,958
Canadian Home Builders Assoc Ottawa Ont	1,357,395
Canadian Solar Industries Association Inc Ottawa Ont	217,234
Canadian Standards Association Rexdale Ont	263,706
Computer Modelling Group Calgary Alb	136,324
Coopers & Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	234,670
Dataspan Technology Inc Calgary Alb	325,000
Donald E Hushion and Associates Limited Ottawa Ont	101,460
The DPA Group Inc Vancouver C-B	442,000
Encon Enterprises Inc Calgary Alb	104,235
Energy Pathways Inc Ottawa Ont	483,498
Ernst and Young Ottawa Ont	152,600
Fenco Shawinigan Engineering Halifax N-É	146,054
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	351,547
Fournelle Énergie et Technologie Inc Montréal Qué	104,388
Golder Assoc (East Cda) Ltd Mississauga Ont	206,341
Groupe Info Consult Ste-Foy Qué	129,000
Guelph Chemical Laboratories Guelph Ont	129,421
Handy Chemicals Ltd Québec Qué	130,170
Iogen Corporation Ottawa Ont	100,857
IRTA-Institut de recherche en technologie appropriée Clarence Creek Ont	103,725
Laboratoire de Béton Ltée Montréal Qué	110,654
Lakefield Research Lakefield Ont	114,399
Université Laval Ste-Foy Qué	159,151
Lavalintech Inc Montréal Qué	105,480
McGill University Montréal Qué	138,666
McMaster University Hamilton Ont	133,874
MDT Engineering Ltd Waterloo Ont	141,613
Microbios Inc Calgary Alb	302,368
Micromedia Limited Toronto Ont	252,380
Conseil national de recherches of Canada Ottawa Ont	250,491
Nova Husky Research Corporation Limited Calgary Alb	455,687
Nova Scotia Research Foundation Corporation Dartmouth N-É	125,504
O'Brien Publishing Ottawa Ont	183,189
Ortech International Mississauga Ont	264,171
Peat Marwick Stevenson and Kellogg Toronto Ont	351,395
Petro Canada Inc Calgary Alb	525,740
Price Waterhouse Associates Ottawa Ont	175,533
Queen's University Kingston Ont	687,961
Sander Geophysics Limited Kanata Ont	420,798
Saskatchewan Research Council Regina Sask	239,624
Stewart Weir Land Data Inc Edmonton Alb	117,616
Sypher Mueller International Ottawa Ont	216,577
Terra Surveys Limited Ottawa Ont	907,604
Uma Western Photogrammetry Edmonton Alb	212,455
Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	470,589
Université de:	
Colombie-Britannique Vancouver C-B	466,062
Calgary Calgary Alb	461,495
Ottawa Ottawa Ont	330,718
Toronto Toronto Ont	173,417
Waterloo Waterloo Ont	552,126
Western Ontario London Ont	299,116
Warren Shepell Consultants Toronto Ont	107,210
Welding Institute of Canada Oakville Ont	137,970
Westminister Canada Limited Hants County N-É	143,956
York University North York Ont	110,430

Autres services $30,748,793

Accountemps of Ottawa Inc Ottawa Ont	107,144
Alberta Research Council Edmonton Alb	114,696
Énergie atomique du Canada Ltée Ottawa Ont	1,289,792
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	190,921
Black Electric Ltd Ottawa Ont	335,074
Bradley Air Services Ltd Carp Ont	258,723
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	140,395
Calian Communications Systems Ltd Kanata Ont	254,132
Cassels Brock & Blackwell Barristers & Solicitors Toronto Ont	670,972
Crown Management Board of Saskatchewan Regina Sask	159,145
Dendron Resource Surveys Ltd Ottawa Ont	206,980
Environnement Canada Hull Qué	474,171
Pêches et Océans Ottawa Ont	305,692
Geophoto Services Calgary Alb	631,416
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	231,079
Horler Information Inc Ottawa Ont	214,479
Innotech Aviation Ltd Nepean Ont	1,147,672
Intera Kenting Nepean Ont	723,924
Interra Technologies Ltd Ottawa Ont	452,297
Jaglem Management Consultants Ottawa Ont	101,199
Kelly Services Ltd Toronto Ont	192,499
Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont	133,655
Miller Communications Kanata Ont	625,226

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

	$
More Personnel Nepean Ont	135,912
Narwhal Arctic Services Ltd Calgary Alb	193,858
Conseil national de recherches Canada Ottawa Ont	582,676
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont	1,554,980
Network Personnel Inc Ottawa Ont	187,983
Northwest Industries Limited Edmonton Alb	126,358
Office Overload Calgary Alb	102,487
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	441,798
Commission de la fonction publique du Canada Ottawa Ont	452,006
Travaux publics Canada Ottawa Ont	429,388
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	130,394
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	171,697
Spot Image Paris France	1,518,917
Statistique Canada Ottawa Ont	108,376
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	7,061,043
Terra Surveys Ltd Ottawa Ont	426,990
US Department of Commerce (NOAA) Rockville Md É-U	697,638
Université de Toronto Toronto Ont	108,864
White Ottenheimer & Green Solicitors St John's T-N	113,156
York Advertising Limited Ottawa Ont	458,077

Commission de contrôle de l'énergie atomique $6,014,556

Services d'informatique $36,217

Services techniques et d'architecture $261,907

Services de santé et de bien-être $17,399

Services juridiques $21,198

Services de protection $29,838

Services scientifiques $4,188,213

Énergie atomique du Canada, Limitée Ottawa Ont	2,104,413
MacLaren Plansearch Inc Willowdale Ont	275,532
Seismican Geophysical Ltd North York Ont	112,974

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $372,579

Autres services professionnels $659,458

Ministre du Travail de l'Ontario Toronto Ont	272,455

Autres services $427,747

Prior Data Services Ltd Kanata Ont	153,818

Office national de l'énergie $1,004,276

Services de comptabilité $11,759

Services d'informatique $67,283

Services techniques et d'architecture $18,905

Services juridiques $350

Services de protection $98,236

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $176,091

Autres services professionnels $264,013

Autres services $367,639

ENVIRONNEMENT $168,428,865

Département $168,428,865

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $18,569,573

Services de comptabilité $375,016

Services d'informatique $384,675

Services techniques et d'architecture $16,353

Services juridiques $67,845

Services de protection $238,573

	$
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	222,225

Services scientifiques $414,802

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $195

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $911,190

Acres International Ltd Chutes Niagara Ont	250,195
Albini Formation Montpellier Qué	112,086
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	106,737

Autres services professionnels $6,910,081

Coopers & Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	109,456
Cossette Communication Marketing Vancouver C-B	353,823
Dataline Mississauga Ont	436,685
Densan Consultants Ltd Ottawa Ont	101,206
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	166,595
Perley & Hurley Ltd Toronto Ont	148,898
Silmac Silver Mgnt Consulting Inc Ottawa Ont	114,641
Temple Scott Associates Inc Ottawa Ont	153,200

Autres services $9,250,843

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	334,657
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	161,167
Human Resouces International Ottawa Ont	163,103
Cossette Communication-Marketing Montréal Qué	273,488
Personnel Outaouais Hull Qué	103,407
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	179,548
RÉjane Personnel Inc Hull Qué	192,844
Selective Placements Ottawa Ont	155,026

PROGRAMME DES SERVICES DE
L'ENVIRONNEMENT $88,743,869

Services de comptabilité $219,700

Services d'informatique $2,248,325

Computertime Montréal Qué	104,605
Les industries Fournier Inc Black Lake Qué	568,321

Services techniques et d'architecture $3,219,250

ADGA Ltd Ottawa Ont	533,704
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	276,885
CH2M Hill Engineering Ltd Waterloo Ont	272,086
Enviromega Ltd - Cambellville Ont	239,487
McMaster University - Hamilton Ont	165,026
US Department of Commerce Chicago Ill É-U	168,605

Services de santé et de bien-être $1,247

Services juridiques $264,247

Services de protection $765,161

ENVIRONNEMENT—*Fin*

	$
Corps canadien des commissionnaires:	
Hamilton Ont	256,136
Ottawa Ont	122,970
Saskatoon Sask	129,155
Services scientifiques $19,523,224	
ADGA Ltd Ottawa Ont	159,400
Agriculture Canada Regina Sask	120,000
Aipellee Arctic Enterprises Clyde River N-É	204,495
Barringer Research Ltd Rexdale Ont	128,869
Brander Smith Vancouver C-B	125,170
Canadian Petroleum Association Calgary Alb	105,000
Cantest Ltd Vancouver C-B	123,543
Centre spécialisé des pêches Grande-Rivière Qué	137,164
Dupré Pierre Ste-Agathe Qué	120,475
Environmental Science Ltd Sidney C-B	104,998
Gouvernement du Québec ville de Québec Qué	2,761,133
Groupe environnement Shooner Inc Loretteville Qué	121,100
Maclaren Plansearch Ltd Halifax N-É	259,295
Norland Science Ottawa Ont	135,962
Novalab Lachine Qué	379,812
Pride of the North Pickle Lake Ont	114,602
Procean Ste-Foy Qué	147,056
Seaconsult Marine Research Ltd Vancouver C-B	100,269
SNC Inc Montréal Qué	110,000
Toonooik Coop Pond Inlet TN-O	207,367
Université McGill Montréal Qué	183,024
Virga Met Services Fort Chipewyan Alb	181,601
Wessel Dave Bryden Ont	106,286
West Baffin Eskimo Coop Ltée Cape Dorset TN-O	184,682
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $27,005	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $2,270,805	
Autres services professionnels $27,105,934	
Analex Inc Laval Qué	262,080
Association Industries forestières canadiennes Québec Qué	107,517
Auscan Inc Austin Texas É-U	152,555
Beak Association Consultants Ltd:	
Brampton Ont	170,600
Saskatoon Sask	107,950
Bristol Aerospace Winnipeg Man	121,263
Canadian Standard Association Rexdale Ont	607,158
Cascades Joliette Qué	130,479
Chemical Abstract Service Columbus Ohio É-U	539,034
Dearborn Chemical Company Ltd Mississauga Ont	314,135
École Polytechnique Montréal Qué	147,400
Energy Pathways Inc Ottawa Ont	108,165
Institut national de recherche scientifique Ottawa Ont	660,311
Intera Technologies Ltd Calgary Alb	9,077,575
Lavalin Environment Montréal Qué	107,224
Ortech International Mississauga Ont	144,995
PHD Associates Rexdale Ont	113,785
PPG Canada Inc Beauharnois Qué	100,000
Procean Ste-Foy Qué	145,300
Scientific Instrumentation Ltd Saskatoon Sask	176,340
S H L Systemhouse Ltd Ottawa Ont	141,856
SNC Inc Montréal Qué	288,553
Thermonic Inc Ville d'Anjou Qué	121,551
Unisearch Associates Inc Concord Ont	176,899
Université Laval Québec Qué	232,516
Autres services $33,098,971	
Agrodev Toronto Ont	135,951
Angus Employment Hamilton Ont	367,951
Barbara Personnel Inc Hull Qué	116,177
Bradley Air Services Carp Ont	1,742,035
Chemical Abstract Service Columbus Ohio É-U	407,995
Control Data Mississauga Ont	111,141
Cray Research Inc Mendota Heights Minn É-U	197,000

	$
Dataline Inc Mississauga Ont	313,054
DI Associates Inc Toronto Ont	171,108
Ian Martin & Associates Toronto Ont	600,016
Kelly Temporary Services Toronto Ont	130,767
Maureen Payne & Associates St-Albert Alb	455,145
Mc Donald Dettwiler Richmond C-B	567,785
McLeary & Associates Vancouver C-B	238,460
Narwhal Calgary Alb	269,149
Office Overload Montréal Qué	101,101
Personnel Metro Inc Montréal Qué	151,170
Réjane Personnel Inc Hull Qué	206,126
Sorbus Canada Ltd Toronto Ont	256,975
STM Systems Corp:	
Mississauga Ont	172,454
Willowdale Ont	105,519
Superb Keypunch Scarborough Ont	104,852
White Star Cleaning Services Hamilton Ont	171,585
PROGRAMME PARCS $61,115,423	
Services de comptabilité $25,561	
Services d'informatique $413,918	
Services techniques et d'architecture $34,683,526	
Denis St-Louis et Associés Québec Qué	118,021
Département des Travaux publics:	
Edmonton Alb	14,191,021
Ottawa Ont	11,993,463
Dessau Inc Laval Qué	167,342
Douglas Steen Architects Ltd Saint John N-B	102,952
D'Hallorau Campbell Consultants Ltd Halifax N-É	195,895
Simpson Roberts Wappel Calgary Alb	123,573
Trow Consulting Engineers Ltd Brampton Ont	104,748
Services de santé et de bien-être $46,569	
Services juridiques $307,283	
Services de protection $3,172,226	
Corps canadien des commissionnaires:	
Halifax N-É	411,364
Ottawa Ont	302,514
St John's T-N	234,232
Winnipeg Man	201,497
National Protection Inc Ottawa Ont	139,802
Services scientifiques $1,817,569	
Pêches et Océans Ottawa Ont	366,000
Lavallin Environment Montréal Qué	125,000
University of Alberta Edmonton Alb	129,600
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $96,701	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $921,702	
Autres services professionnels $5,367,703	
Département de l'Environnement Ottawa Ont	264,400
Dominion Textiles Inc Montréal Qué	128,787
Leach Textiles Inc Huntingdon Qué	305,582
Autres services $14,262,665	
Airport Transfer Limited Dartmouth N-É	230,000
Baddeck Lions Club Baddeck N-É	115,503
Chatham Coach Lines Chatham Ont	143,149
Département de l'Environnement Ottawa Ont	544,000
Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont	2,022,423
Fortier Associates Misku Alb	151,447
Halifax Citadel Foundation Halifax N-É	256,791
Kusawa Contracting Ltd Vancouver C-B	144,939
Manpower Temporary Services Moncton N-B	425,315
Skigate Band Council Queen Charlotte C-B	241,191

AFFAIRES EXTÉRIEURES $111,813,387

Département $91,272,045

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $91,103,345

Services de comptabilité $1,060,132

Services d'informatique $3,238,694

	$
AMY Associates Ottawa Ont	362,889
CGI information systems Ottawa Ont	101,473
Rivera Hartling Systems Ltd Kingston Ont	497,715
Systematix Ottawa Ont	556,179

Services techniques et d'architecture $2,035,328

Construction Planning Guernsey Cannel Islands Angleterre	118,320
Département des Travaux publics Ottawa Ont	294,623
Poon Gardner Billington Vancouver C-B	112,236

Services de santé et de bien-être $648,614

Allex Williams Surrey Angleterre	105,509
Salzman Nancy Dr Montréal Qué	218,655

Services juridiques $2,138,221

Département des Travaux publics Ottawa Ont	138,653
Miller and Chevalier Washington DC É-U	622,901
Steptoe and Johnson Washington DC É-U	246,527

Services de protection $10,433,410

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	2,372,131
Département de la Défense nationale Ottawa Ont	1,111,934
Geiso Paris France	100,660
Ironside Ltd Douglas Isle of Man Angleterre	113,125
K K Senon Tokyo Japon	136,519

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,164,680

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,192,611

École de Langues Gérard Caron Vanier Ont	145,350
Gemada Management Inc Ottawa Ont	115,297
Industrial Accident Prevention Toronto Ont	594,191
International Tele-Film Toronto Ont	283,302
Lemmex and Associates Limited Ottawa Ont	116,491
Commission de la fonction publique/Formation du personnel Ottawa Ont	225,180
Rivera Hartling Systems Ltd Kingston Ont	106,578
United States Dept of State Arlington Va É-U	140,641

Autres services professionnels $14,356,195

Association des universités et collèges Ottawa Ont	175,181
Burgener Lachapelle Kilpatrick Architects Calgary Alb	192,363
Dalhousie University Halifax N-É	207,695
Eric Goodman and Associates Inc Ottawa Ont	159,690
Fortex Allemagne de l'Ouest	235,075
Globe Graphics Toronto Ont	124,832
Government Consulting Group Ottawa Ont	144,104
Gowling Strathy and Henderson Ottawa Ont	160,191
Industrie, Sciences et Technologie Ottawa Ont	286,948
Inmacon Group Inc Ottawa Ont	100,589
Institute for Research on Public Policy Ottawa Ont	1,397,945
Rivera Hartling Systems Ltd Kingston Ont	300,932
Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont	345,490
Statistique Canada Ottawa Ont	142,371
Team Approach Ltd Ottawa Ont	294,523
The Foundation Co of Canada Scarborough Ont	1,381,195
University of Toronto Toronto Ont	163,467
York University North York Ont	223,658

Autres services $51,835,460

	$
ADGA (Group) Ottawa Ont	130,593
AIM Personnel Services Ottawa Ont	127,026
AIM Technical Services Ottawa Ont	144,976
AMS Management Systems Ottawa Ont	243,008
Association des universités et collèges Ottawa Ont	755,447
Automajic Cleaning Services London Angleterre	101,876
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	401,094
Boyd Moving and Storage Ltd Ottawa Ont	392,535
Bradson Mercantile Ottawa Ont	230,853
Burton's Limousine Services Ottawa Ont	113,035
CLA Personnel Ottawa Ont	114,016
Société canadienne des postes Ottawa Ont	880,740
CGI Information Systems Ottawa Ont	161,929
Charland Ottawa Ont	109,907
Chefford Computer Nepean Ont	181,436
Communications Serv-media Ottawa Ont	1,809,866
Comtempro Service Inc Ottawa Ont	121,116
Crawley and McCracken Co Ltd Ottawa Ont	206,548
Département de la Défense nationale Ottawa Ont	1,910,616
Exocron Systems Corp Ottawa Ont	141,653
Fortex Allemagne de l'Ouest	109,916
Gemada Management Inc Ottawa Ont	115,297
General Maintenance Service Co Washington DC É-U	293,435
GOM entreprise de nettoyage Paris France	183,269
Human Resources International Ltd Ottawa Ont	230,255
Industrie, Sciences et Technologie Ottawa Ont	382,544
International Council for Canadian Studies Ottawa Ont	403,734
Kestrel Services London Angleterre	320,397
Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont	133,785
M G Transport Ville St-Laurent Qué	180,945
Maruki Fudosan Tokyo Japon	138,949
Network Personnel Ottawa Ont	368,178
Panalpina Inc Montréal Qué	100,963
Press News Limited Toronto Ont	295,583
Bureau du Conseil privé Ottawa Ont	372,044
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	190,713
Département des Travaux publics Ottawa Ont	682,720
Remuera Corporation Ottawa Ont	547,532
Rivera Hartling Systems Ltd Kingston Ont	122,947
SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont	478,499
Sodexo Canada Inc Montréal Qué	341,322
Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont	4,592,154
SPI Consultants Ottawa Ont	110,874
Conseil canadien des normes Ottawa Ont	468,000
Systematix Ottawa Ont	340,764
Taylor Ottawa Ont	100,973
Temporarily Yours Ottawa Ont	260,862
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	146,769
Unilink International Media Agincourt Ont	102,929
United States Dept of State Arlington Va É-U	140,641
York Advertising Ltd Ottawa Ont	120,967

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $168,700

Autres services professionnels $152,424

Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont	152,424

Autres services $16,276

Agence canadienne de développement international $19,280,458

Services de comptabilité $253,334

ASC/ Groupe de consultation du gouvernement Hull Qué	147,247

Services d'informatique $6,884,761

A P G Inc Ottawa Ont	941,919
A Q R Management Services Inc Gloucester Ont	890,569
ASG Inc Orléans Ont	600,171
Atkinson Tremblay & Associates Inc Ottawa Ont	123,620
Canadian Informatics Corporation Ltd Ottawa Ont	479,568

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

	$
Canadian Technology Marketing Group Ltd Ottawa Ont	881,910
Densan Consultants Ltd Ottawa Ont	139,807
Exocom Systems Corporation Ottawa Ont	356,948
Information Management & Technology Consultants Ottawa Ont	232,646
R Flaman Management Partners Ltd Ottawa Ont	318,593
Secor Inc Montréal Qué	577,636
Synerlogic Inc Ottawa Ont	101,571

Services juridiques $1,183

Services de protection $1,385,360

Département des Travaux publics Ottawa Ont	1,248,292

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,064,743

Gray Bridge International Consulting Inc Hull Qué	114,735
R Flaman Management Partners Ltd Ottawa Ont	177,069
Université de Montréal Montréal Qué	176,430

Autres services professionnels $7,033,271

Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	150,000
Associated Information Managers Ottawa Ont	125,250
Deloitte & Touche Management Consultants Ottawa Ont	193,154
Département des Travaux publics Ottawa Ont	399,640
G Dunn Records Management Services Inc Nepean Ont	193,734
ASC/Communications service aux clients Hull Qué	2,419,831
ASC/ Exposition et audio-visuel Hull Qué	731,278
York Advertising Ltd Ottawa Ont	577,196

Autres services $1,657,806

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	189,185
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	333,457
CLA Uni-Personnel Hull Qué	189,586
Norrel Temporary Services of Canada Etobicoke Ont	162,458

Secrétariat canadien $353,271

Services d'informatique $1,888

Services juridiques $250,912

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $57,385

Autres services professionnels $22,000

Autres services $21,086

Commission mixte internationale $907,613

Services de comptabilité $75,000

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $25,883

Autres services professionnels $12,719

Autres services $794,011

Environnement Canada Ottawa Ont	300,574

FINANCES $31,892,132

Département $12,620,074

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $12,620,074

Services d'informatique $271,901

IST L'Industrielle-Services Techniques Montréal Qué	180,637

Services juridiques $771,756

Canada Deposit Insurance Corporation Ottawa Ont	124,606
Statistique Canada Ottawa Ont	149,342

Services de protection $1,589,304

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	1,503,673

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $341,562

Autres services professionnels $3,431,945

Conference Board of Canada Ottawa Ont	117,113
Goldman Sachs & Co New York NY É-U	300,000
Graphic Partners Ottawa Ont	116,691
Peat Marwick Mitchell & Co Toronto Ont	144,635
Price Waterhouse Management Co Ottawa Ont	318,155

Autres services $6,213,606

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	162,612
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	268,174
Data Resources Inc Toronto Ont	125,329
500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	227,920
Harrington Marketing Inc Ottawa Ont	257,043
Human Resources International Ottawa Ont	299,121
Quantum Management Services Ltd Montréal Qué	1,579,225
Temporarily Yours Ltd Toronto Ont	179,667
Statistique Canada Ottawa Ont	101,999
Approvisionnements et Services Canada/PASS Ottawa Ont	480,714

Vérificateur général $7,963,733

Services de comptabilité $2,938,511

Arthur Andersen & Co Ottawa Ont	110,544
Deloitte & Touche Ottawa Ont	339,424
Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	112,644
Malette Benoît Boulanger Rondeau & Associés Montréal Qué	142,882
Peat Marwick Thorne Toronto Ont	334,342
Price Waterhouse Toronto Ont	149,904
Raymond Chabot Martin Paré Montréal Qué	109,320

Services d'informatique $988,781

Applied Silicon Inc Ottawa Ont	138,580
Minasu Information System Ltd Gloucester Ont	251,553
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	205,899

Services juridiques $3,600

Services de protection $44,569

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $380,339

Peat Marwick Thorne Toronto Ont	158,345

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $247,006

Autres services professionnels $1,610,068

Autres services $1,750,859

Network Personnel Inc Ottawa Ont	110,926
T E S Contract Services Inc Toronto Ont	117,842

Tribunal canadien du commerce extérieur $540,989

Services d'informatique $43,159

Services juridiques $43,907

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $36,967

Autres services professionnels $265,101

Autres services $151,855

FINANCES—*Fin*

Bureau du surintendant des institutions financières $9,048,459

	$
Services de comptabilité $6,755,089	
Coopers & Lybrand Toronto Ont	1,162,000
Deloitte & Touche Toronto Ont	4,111,634
Peat Marwick Stevenson-Kellog Toronto Ont	440,623
Peat Marwick Thorne Toronto Ont	549,317
Price Waterhouse Toronto Ont	236,088
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	122,000
Services juridiques $87,818	
Services de protection $82,488	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $215,776	
Autres services professionnels $876,776	
Deloitte & Touche Toronto Ont	197,000
Autres services $1,030,512	
Reuters Information Services (Canada) Ltd Toronto Ont	115,824
STM Systems Corporation Ottawa Ont	414,910

Privatisation et affaires réglementaires $1,718,877

	$
Services d'informatique $22,892	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $46,199	
Autres services professionnels $1,435,947	
Finances Canada Ottawa Ont	100,000
Landcaster Advisors Inc Toronto Ont	200,000
Rothschild Canada Inc Toronto Ont	600,000
Wood Gundy Inc Toronto Ont	300,000
Autres services $213,839	

PÊCHES ET OCÉANS $92,024,126

Département $92,024,126

	$
Services de comptabilité $762,303	
ASC/ Bureau des services de vérifications Hull Qué	236,453
ASC/ Consultation et vérification Canada Hull Qué	175,711
Services d'agences de recouvrement $5,295	
Services d'informatique $6,697,440	
AJJA Information Technology Ottawa Ont	197,114
Dataline Inc Mississauga Ont	110,000
Dunn & Bradstreet Software Toronto Ont	354,138
Fleet Technology Limited Kanata Ont	135,528
Gabriel Bandel & Assoc Ltd Vancouver C-B	144,071
Iota Consulting Ltd Ottawa Ont	117,721
JO Thomas & Assoc Ltd Vancouver C-B	264,133
Maritime Tel & Tel Halifax N-É	108,335
Monenco Information Systems Inc Ottawa Ont	100,051
Prologue Management Planning Ottawa Ont	169,028
STM Systems Corp Ottawa Ont	1,168,346
Synerlogic Halifax N-É	132,309
VK Computer Systems Ottawa Ont	103,172
West Coast Oceanography Inc Sidney C-B	107,665
Services techniques et d'architecture $7,466,488	
Kerr Wood Leidel Assoc Ltd North Vancouver C-B	256,150
Knudson Engineering Ltd Perth Ont	154,998
Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	4,007,004
Travaux publics Canada (HQ) Ottawa Ont	1,188,406
Services de santé et de bien-être $106,649	
Services juridiques $2,150,129	
Baker Newby & Co Chilliwack C-B	168,480
Jones Emery & MacDonald Victoria C-B	100,645
Mercer MacNab & Vavasour St John's T-N	146,552
Services de protection $2,485,851	
Asci-Biorex Inc Ste-Foy Qué	158,901
Corps canadien des commissionnaires (HQ) Ottawa Ont	2,075,051
Services scientifiques $19,597,935	
Arctic Sciences Ltd Sidney C-B	175,978
ASA Consulting Dartmouth East N-É	125,456
Asci-Biorex Inc Ste-Foy Qué	138,423
Atlantic Salmon Federation St Andrews N-B	214,135
BDR Research Limited Halifax N-É	121,249
Canship Ltd St John's T-N	449,913
Collecte Localisation France	138,722
Dalhousie University Halifax N-É	428,008
Environment & Resource Mgmt Grand Falls T-N	246,146
Environnement Canada Toronto Ont	115,000
ESL Environmental Sciences Ltd Sidney C-B	171,425
Geophysique GPR International Longueuil Qué	229,180
Great Lakes Fisheries Commission Ann Harbor Mich É-U	746,128
Huntsman Marine St Andrews N-B	138,444
Institut national de recherches Rimouski Qué	103,882
JA Taylor and Associates Sidney C-B	104,844
JC Lee and Assoc Ltd Nanaimo C-B	184,065
JO Thomas & Assoc Ltd Vancouver C-B	1,541,820
KGS Group Winnipeg Man	178,188
Laboratoires SAB Inc Montréal Qué	123,976
LGL Ltd Sidney C-B	409,177
Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	1,293,098
Oceanetic Measurements (1989) Ltd Sidney C-B	102,470
P & M Personnel Services Mission C-B	109,893
Scotia Fundy Catch Monitoring Halifax N-É	156,000
Sea Lamprey Control Ctr Burlington Ont	380,000
Seaconsult Marine Research Vancouver C-B	105,684
Seakem Analytical Services Sidney C-B	322,626
Service Argos Inc Landover Md É-U	138,131
Terra Survey Ltd Sidney C-B	477,867
Triton Environmental Consulting Richmond C-B	373,344
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $89,982	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,098,563	
Autres services professionnels $10,034,626	
Canadian Saltfish Corp St John's T-N	135,280
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	106,415
Fishery Products International St John's T-N	135,293
FTA Consultants Shediac N-B	104,231
JPEC Limited Spencerville Ont	118,769
LGL Ltd Sidney C-B	353,439
Conseil national de recherches Ottawa Ont	374,627
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont	100,000
Nova Scotia Département des Pêches Halifax N-É	300,000
Peat Marwick Stevenson & Kellogg Ottawa Ont	147,356
PEI Fisheries & Aquaculture Charlottetown Î-P-É	149,203
Travaux publics Canada (HQ) Ottawa Ont	920,600
Regional Development Corporation Fredericton N-B	726,881
Seaconsult Ltd Vancouver C-B	118,459
Approvisionnements et Services Canada (HQ) Hull Qué	101,115
Autres services $40,528,865	
ACSI - Biorex Ste-Foy Qué	519,625
Aerodat Limited Mississauga Ont	129,853
Archipelago Marine Research Victoria C-B	215,253

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

	$
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	186,101
Beothuk Data Systems Ltd St John's T-N	3,400,072
Bermbach & Associates Vancouver C-B	118,561
Bon Accord Enterprises Parksville C-B	247,060
Boreal Services Bella Coola C-B	318,380
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	282,375
Chehalis Indian Band Agassiz C-B	102,004
Control Data Canada Ltd Mississauga Ont	105,920
Cowichan Band Council Duncan C-B	398,443
D'Arcy Investment Corporation D'Arcy C-B	174,727
Dataline Inc Mississauga Ont	443,917
Davies DJ Ltd Victoria C-B	501,017
Diversified Ova Tech Ltd Merrit C-B	730,287
Environnement Canada (HQ) Hull Qué	190,084
Fort Babine Enterprise Society Smithers C-B	153,500
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	276,143
Heiltsuk Band Council Port Hardy C-B	178,021
Horizon Maintenance Sparkle Co Dartmouth N-É	132,765
Hurley Fisheries Consulting Dartmouth N-É	2,234,913
Informat Don Mills Ont	135,837
Kelly Temporary Services Toronto Ont	483,455
Kincolith Band Council Kincolith C-B	188,582
Kispiox Indian Band Hazelton C-B	230,197
Kitasoo Band Council Vancouver C-B	189,223
Kitimat Business Overload Kitimat C-B	116,084
Manpower Temporary Services Moncton N-B	138,013
Masset Band Council Masset C-B	149,920
Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B	345,150
New Communication Concepts Ltd Vancouver C-B	154,071
Nfld and Labrador Computer Services St John's T-N	109,595
Nimpkish Indian Band Campbell River C-B	174,305
North Thompson Indian Band Barriere C-B	130,318
Northern Vancouver Island Salmonid Enhancement Society Port Hardy C-B	268,165
Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	192,115
Personnel Department The Vancouver C-B	609,820
PF Collins Customs Broker St John's T-N	102,816
Powell River Salmon Society Powell River C-B	231,425
Prime Personnel Victoria C-B	497,173
Travaux publics Canada (HQ) Ottawa Ont	1,249,807
Qualicum Band of Indians Qualicum Beach C-B	264,701
San Juan Enhancement Society Port Renfrew C-B	156,920
ASC/ Acquisitions commerciales Hull Qué	812,461
ASC/ Inspection et services techniques Hull Qué	206,550
Seaspring Salmon Farm Ltd Chemainus C-B	113,513
Sechelt Indian Band Sechelt C-B	204,725
Seymour Salmonid Society North Vancouver C-B	160,250
Skeetchestn Indian Band Savona C-B	109,413
Skidegate Band Council Queen Charlotte City C-B	121,510
Sliammon Indian Band Powell River C-B	217,183
Streamline Consulting Services Ladysmith C-B	304,725
Approvisionnements et Services Canada (HQ) Hull Qué	4,756,498
Supreme Building Maintenance Nanaimo C-B	109,170
Temporarily Yours Vancouver C-B	1,036,331
Terrace Salmonid Enhancement Society Terrace C-B	215,640
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	323,082
Thornton Creek Enhancement Society Ucluelet C-B	139,623
Tla-O-Qui-Aht First Nations Tofino C-B	160,840
Toboggan Creek Salmon & Steelhead Enhancement Society Smithers C-B	178,827
Tom Bursey Cleaners Ltd St John's T-N	115,905
Triton Environmental Consulting Richmond C-B	609,830

FORÊTS $11,521,900

Services de comptabilité $463,711

Services d'informatique $788,103

Infotrack Consulting Inc Victoria C-B	137,821
Simons H A Montréal Qué	389,634

Services techniques et d'architecture $253,836

Services de santé et de bien-être $59

Services juridiques $6,535

Services de protection $268,002

	$
Corps canadien des commissionnaires Ste-Foy Qué	101,010

Services scientifiques $534,647

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $34,085

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $643,994

Autres services professionnels $5,025,736

CIBC - Research London R-U	139,844
Forintek Canada Vancouver C-B	424,574
M Kean Resources Inc Timmins Ont	103,886
NSERC Graduate Supp Program Ottawa Ont	353,870
Simon Fraser University Webster Burnaby C-B	138,309
University of New Brunswick Fredericton N-B	182,543

Autres services $3,503,192

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $838,658

Services de comptabilité $4,428

Services d'informatique $2,915

Services juridiques $7,806

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $27,923

Autres services professionnels $159,342

Autres services $636,244

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $64,991,661

Département $64,991,661

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $9,528,728

Services de comptabilité $1,675,827

Arthur Andersen & Co Ottawa Ont	148,132
BDO Ward Malette Ottawa Ont	156,917
Coopers and Lybrand Ottawa Ont	136,825
Peat Marwick Thorne Ottawa Ont	482,304
Price Waterhouse Ottawa Ont	145,080
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	296,090

Services d'informatique $285,125

Services techniques et d'architecture $3,514,910

Travaux publics Canada Ottawa Ont	3,514,910

Services de santé et de bien-être $3,498

Services de protection $15,658

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $891

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

	$
Enseignement et formation—Fonctionnaires $334,776	
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	106,278
Autres services professionnels $2,252,713	
CDN Facts Ottawa Ont	120,407
Coopers & Lybrand Ottawa Ont	150,420
Cowie I B Ottawa Ont	100,000
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	594,494
Autres services $1,445,330	
Industrielle-Services Techniques Montréal Qué	124,409
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	159,027

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $45,941,737

	$
Services de comptabilité $279,604	
Peat Marwick Thorne Ottawa Ont	131,560
Services d'agences de recouvrement $69,857	
Services d'informatique $3,224,130	
Atkinson Tremblay & Association Ottawa Ont	292,992
Brant Computer Services Ltd Ottawa Ont	248,295
Flaman R Ottawa Ont	181,500
Monenco Information Systeme Calgary Alb	199,841
Nutat Technologies Inc Ottawa Ont	805,779
SNI Systems Network Ottawa Ont	253,075
Systems Interface Inc Nepean Ont	228,432
Services techniques et d'architecture $18,396,225	
Beliveau-Couture Inc Sainte-Foy Que	188,322
Travaux publics Canada:	
Halifax N-É	960,247
Edmonton Alb	2,522,796
Ottawa Ont	511,248
Québec Qué	2,278,656
Toronto Ont	4,314,300
Vancouver C-B	169,656
Winnipeg Man	2,908,504
Services de santé et de bien-être $1,852,920	
Le Centre Garry Taylor Beaconsfield Qué	128,057
Seven Regions Health Centre Gladstone Man	113,179
Services juridiques $1,103,416	
Harper Grey Easton & Co Vancouver C-B	213,403
McCarty & Tetrault Avocat Calgary Alb	335,867
Preston Willis and Leitch Whitehorse TY	120,365
Services de protection $4,282,912	
Institut de la Justice de la C-B Vancouver C-B	270,482
Services scientifiques $613	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $282,903	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,375,801	
Autres services professionnels $9,157,191	
Archambault R Montréal Qué	240,506
Cowie Ian B Ottawa Ont	196,043
Holmes J Ottawa Ont	124,477
Nutat Technologies Inc Ottawa Ont	106,176
Osborne D E Ottawa Ont	117,109
Primo Contractors Saanichton C-B	138,900
Travaux publics Canada:	
Ottawa Ont	852,588
Saskatoon Sask	2,065,277
Vancouver C-B	213,064
Read Abstracts Ottawa Ont	115,500
R Flaman Management Ottawa Ont	377,410
Shanahan Research Ottawa Ont	127,823
Statistique Canada Ottawa Ont	139,472
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	209,401
T E Koepke Consulting Whitehorse TY	190,162
Whittington M S Ottawa Ont	138,206
Autres services $5,916,165	
Action Personnel Ottawa Ont	107,766
L'Industrielle-Services Techniques Montréal Qué	1,650,328
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	747,791
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	215,568

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $9,521,196

	$
Services de comptabilité $1,417,367	
COGLA Calgary Alb	1,396,000
Services d'informatique $204,594	
Services techniques et d'architecture $432,128	
Travaux publics Canada Vancouver C-B	250,150
Services de santé et de bien-être $15,524	
Services juridiques $42,890	
Services de protection $12,010	
Services scientifiques $205,921	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $7,294	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $231,454	
Autres services professionnels $4,203,778	
Aurum Geological Consultants Vancouver C-B	199,892
Conair Aviation Limites Abbotsford C-B	302,872
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	548,965
Environnement Canada Ottawa Ont	235,354
Autres services $2,748,236	
Bureau of Land Management Boise Idaho É-U	265,246
Energy Forestry Land Wildlife Edmonton Alb	149,085
Environnement Canada Regina Sask	710,000
Environnement Canada Vancouver C-B	329,128
Industrial Life Technical Service Montréal Qué	181,067
Kusawa Contracting Ltd Vancouver C-B	409,167
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	140,436
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	116,253

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE $204,466,906

Département $49,794,777

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE $44,049,345

	$
Services de comptabilité $496,087	
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	315,206
Services d'agences de recouvrement $1,000	

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
Services d'informatique $6,423,282	
Canadian Informatics Corporation Ottawa Ont	1,113,425
First City Capital Ltd Ottawa Ont	217,246
Hartt & Page Ltd Ottawa Ont	493,187
IMTC (Ottawa) Ottawa Ont	151,992
L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué	163,540
LGS Group Inc Ottawa Ont	489,852
Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont	763,450
RVO Systems Inc Ottawa Ont	491,294
RES Policy Research Inc Ottawa Ont	139,053
STM Systems Corp Ottawa Ont	908,274
The ACS Group Ltd Ottawa Ont	106,095
Wilcom Systems Ottawa Ont	281,198
Services techniques et d'architecture $199,113	
Services de santé et de bien-être $195	
Services juridiques $101,548	
Services de protection $1,009,531	
Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont	947,397
Services scientifiques $132,032	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,822,669	
PBSC Computer Training Centres Ottawa Ont	157,985
La Commission de la fonction publique du Canada Ottawa Ont	145,342
Autres services professionnels $21,548,366	
A&P Appledore Canada Ltd Halifax N-É	162,709
Arthur D Little of Canada Limited Toronto Ont	190,975
Association des universités et collèges du Canada Ottawa Ont	436,175
Automation Marketing Strategies Inc Wellesley Mass É-U	197,870
Business Advisory Centre of Hamilton Wentworth Hamilton Ont	100,000
Business Council on National Issues Ottawa Ont	266,666
Canada Consulting CRESAP Toronto Ont	409,500
Continental PIR Toronto Ont	558,095
Deloitte & Touche Management Consultants Ottawa Ont	398,572
DRI/McGraw-Hill Toronto Ont	111,999
Ernst & Young Toronto Ont	627,803
Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	147,727
Hickling Corp Ottawa Ont	183,050
Kormos Harris & Associates Canada Ltd Agincourt Ont	520,054
Kurt Salmon Associates Canada Ltd Montréal Qué	167,020
Longwoods International Inc Toronto Ont	136,828
Market Facts of Canada Ltd Toronto Ont	231,500
Milligan and Company Inc Ottawa Ont	116,200
Murray Nicholas & Associates Inc Ottawa Ont	154,876
NGL Consulting Ltd Ottawa Ont	223,088
Peat Marwick Stevenson & Kellogg Ottawa Ont	428,058
Price Waterhouse Vancouver C-B	187,725
Prospectus Publications Ltd Ottawa Ont	104,111
Richard Jones Consulting Services Winnipeg Man	134,501
SRI International Ottawa Ont	116,765
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	4,170,916
Systematix Nepean Ont	144,612
The Conference Board of Canada Ottawa Ont	133,631
The Coopers & Lybrand Consulting Group Toronto Ont	421,167
University of Guelph Guelph Ont	107,034
Young & Wiltshire Management Consultants Ottawa Ont	308,143
Autres services $12,315,522	
Affinity Video Productions Ltd Ottawa Ont	115,274
AIM Personnel Services Ottawa Ont	128,240
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	559,018
Boyd Moving and Storage Ltd Ottawa Ont	128,633
CDI Temporary Services Ltd Ottawa Ont	111,743
Affaires extérieures Canada Ottawa Ont	938,929
First City Capital Ltd Ottawa Ont	1,651,005
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	207,683
L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué	1,302,855
Microstar Software Ltd Nepean Ont	188,748
Network Personnel Inc Ottawa Ont	180,597
NTA Welcome Committee Hull Qué	125,000
Travaux publics Canada Hull Qué	117,082
Réjane Personnel Inc Hull Qué	150,638
SPI Consultants Limited Ottawa Ont	169,077
Statistique Canada Ottawa Ont	1,797,423
Steve Shaw Production Inc Toronto Ont	199,400
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,458,511
The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont	393,061
Victor Interim Services Ottawa Ont	283,280

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES $5,745,432

	$
Services de comptabilité $1,515,777	
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,235,748
Services d'informatique $288,285	
Services techniques et d'architecture $5,220	
Services juridiques $68	
Services de protection $66,435	
Services scientifiques $275	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $278,464	
Autres services professionnels $2,743,105	
Cannor Resource Group Winnipeg Man	119,604
Ernst & Young Toronto Ont	108,000
Federal Business Development Bank Vancouver C-B	221,505
Autres services $847,803	

Agence spatiale canadienne $88,945,822

	$
Services de comptabilité $706,923	
Calian Technology Limited Kanata Ont	206,665
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	333,036
Services d'agences de recouvrement $2,071	
Services d'informatique $4,375,664	
MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B	4,069,029
Services techniques et d'architecture $78,396,453	
Spar Aerospace Limited Ste-Anne-de-Bellevue Qué	78,204,403
Services de santé et de bien-être $49	
Services juridiques $5,930	
Services de protection $2,331	
Services scientifiques $3,133,496	
Calian Technology Limited Kanata Ont	1,558,625
Firstmark Technologies Ltd Ottawa Ont	586,343
MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B	369,003
Telesat Canada Gloucester Ont	134,576
Enseignement et formation—Fonctionnaires $46,272	
Autres services professionnels $529,948	
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	260,664

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
Autres services $1,746,685	
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	161,394
National Aeronautics and Space Admin Washington DC É-U	299,000
Les services de gestion Quantum Ltée Montréal Qué	120,482
Télé-Ressources Ltée Montréal Qué	136,990

Investissement Canada $1,112,081

Services de comptabilité $25,276

Services d'informatique $94,581

Services juridiques $12,623

Services de protection $26,665

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $60,103

Autres services professionnels $15,407

Autres services $877,426

Conseil national de recherches du Canada $46,747,406

	$
Services de comptabilité $717,230	
Peat Marwick Management Consultant Ottawa Ont	177,805
Young & Wiltshire Ottawa Ont	172,322
Approvisionnements et Services Hull Qué	106,210
Services d'informatique $1,333,849	
Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	194,000
Software Kinetics Stittsville Ont	189,903
Services techniques et d'architecture $12,649,014	
ADGA Ottawa Ont	208,129
AIT Corporation Nepean Ont	1,010,000
B M H Tech Inc Collingwood Ont	211,944
Basil Fearn Ltd St John's T-N	582,173
Bristol Aerospace Winnipeg Man	450,883
Bubble Technology Chalk River Ont	108,378
C & C Associates Morganhill Calif É-U	292,644
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	2,063,990
First Mark Technologies Ltd Ottawa Ont	225,129
Indoor Air Technologies Inc Ottawa Ont	240,769
Institute for Space North York Ont	151,943
MPB Technology Dorval Qué	241,327
Philip A Lapp Ltd Toronto Ont	115,191
Routes Inc Kanata Ont	353,878
Sed Systems Saskatoon Sask	323,560
Thompson and Neilson Electronics Ottawa Ont	201,052
University of Toronto Toronto Ont	453,987
Universite Laval Montréal Qué	138,935
Université de:	
Colombie-Britannique Vancouver C-B	409,691
Toronto Toronto Ont	157,359
Victoria Victoria C-B	106,732
Services de santé et de bien-être $29,152	
Services juridiques $226,015	
Fetherstonaugh & Co Montréal Qué	105,359
Services de protection $1,902,175	
Corps canadien des commissionnaires:	
Montréal Qué	248,765
Ottawa Ont	950,051
Saskatoon Sask	154,622
St John's T-N	182,256
Winnipeg Man	174,284
Services scientifiques $10,324,472	
Aastra Aerospace Downsview Ont	121,389
Acquired Intelligence Inc Victoria C-B	411,395
Canada-France-Hawaii Telescope Kamuela Hawaii É-U	317,215
Det Norske Calgary Alb	323,191
Dynacon Enterprises Ltd Downsview Ont	421,639
First Mark Technologies Ltd Ottawa Ont	386,431
Fleet Technology Kanata Ont	128,108
McGill University Montréal Qué	123,313
Micromedia Toronto Ont	186,672
MPB Technology Dorval Qué	306,629
Rose Technology Willowdale Ont	922,750
Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	176,369
Softwords Victoria C-B	410,729
Spevtum Communications Peterborough Ont	255,554
The University of Manitoba Winnipeg Man	107,184
Thompson CSF Systems Canada Inc Nepean Ont	150,558
Université de:	
Toronto Toronto Ont	727,215
Calgary Calgary Alb	478,135
Alberta Edmonton Alb	112,936
Colombie-Britannique Vancouver C-B	314,945
York University North York Ont	140,633
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $194,628	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $800,424	
Autres services professionnels $3,164,031	
Price Waterhouse Ottawa Ont	118,178
Carleton University Ottawa Ont	409,412
Dalhousie University Halifax N-É	102,651
École Polytechnique de Montréal Qué	126,585
Logiscan Inc Pointe-Claire Qué	119,000
Memorial University of Nfld St John's T-N	141,937
Nordco Limited St John's T-N	174,862
Autres services $15,406,416	
Départment des Communications Ottawa Ont	295,595
Empire Maintenance St-Laurent Qué	802,404
Hartt & Page Ottawa Ont	111,137
National Aeronautics & Space Washington DC É-U	1,202,370
Bibliothèque nationale Ottawa Ont	367,943
Travaux publics Canada Winnipeg Man	172,491
Service d'entretien Multi Inc Boucherville Qué	248,990
Software Kinetics Stittsville Ont	248,553
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,830,363

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $2,616,773

	$
Services de comptabilité $25,000	
Services d'informatique $718,690	
STM Systems Corporation Ottawa Ont	404,732
Systematix Nepean Ont	102,400
Services juridiques $487	
Services de protection $31,368	
Services scientifiques $512,499	
Enseignement et formation— Fonctionnaires $58,284	
Autres services professionnels $429,850	
The ARA Consulting Group Ottawa Ont	110,000

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

	$
Autres services $840,595	
York Advertising Limited Ottawa Ont	103,918
Action Personnel of Ottawa-Hull Ottawa Ont	178,077

Conseil des sciences du Canada $1,036,465

Services d'informatique $550

Services scientifiques $873,834	
Canada Consulting CRESAP Toronto Ont	290,949

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $9,559

Autres services professionnels $94,063

Autres services $58,459

Statistique Canada $14,213,582

Services de comptabilité $78,617

Services d'informatique $1,356,431	
Ivation Datasystems Inc Ottawa Ont	135,725

Services techniques et d'architecture $868

Services juridiques $2,200

Services de protection $1,031,602	
National Protective Service Co Ltd Ottawa Ont	923,884

Services scientifiques $36,594

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,358,207	
École de langues Gérard Caron Ltée Vanier Ont	192,761
Autres services professionnels $5,105,408	
A B Sunter Research Design & Analysis Inc Ottawa Ont	160,886
S R I Strategic Resources Inc Ottawa Ont	105,230
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	106,698
Autres services $5,243,655	
Comtempro Services Inc Ottawa Ont	114,259
External Affairs & International Trade Canada Ottawa Ont	141,015
Network Personnel Inc Ottawa Ont	114,565
Paul Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont	201,806
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,053,929
York Mailings Ottawa Ont	255,082

JUSTICE $25,629,848

Département $14,782,035

Services de comptabilité $323,610	
Bureau des services de vérification Ottawa Ont	242,323
Services d'informatique $1,550,335	
Canadian Technology Marketing Ottawa Ont	256,764
R Flaman Management Partners Ltd Ottawa Ont	103,426
Silico Computer Systems Ltd Ottawa Ont	103,588

Services de santé et de bien-être $1,442

Services juridiques $1,676,399	
Koenigsberg & Russel Vancouver C-B	610,076
MacAulay McColl Vancouver C-B	424,160

	$
Services de protection $716,453	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	651,095

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $687,037

Autres services professionnels $4,061,142	
ABT Associates of Canada Ottawa Ont	105,391
Alderson-Gill and Assoc Ottawa Ont	122,540
Affaires extérieures Ottawa Ont	936,453
Research Group Toronto Ont	147,053
Statistique Canada Ottawa Ont	139,007
Autres services $5,765,617	
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	655,788
Bradson Business Centre Ottawa Ont	191,675
Network Personnel Ottawa Ont	116,742
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	183,230

Commission canadienne des droits de la personne $1,745,248

Services de comptabilité $6,105

Services d'informatique $70,665

Services de santé et de bien-être $47,532

Services juridiques $153,706

Services de protection $9,521

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $101,171

Autres services professionnels $856,141

Autres services $500,407

Commissaire à la magistrature fédérale $2,339,621

Services de protection $310

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $540,196	
Caron School of Languages Vanier Ont	363,845
Enseignement et formation—Fonctionnaires $687,526	
Hotel Montagnais Chicoutimi Qué	150,352
Le Chateau Frontenac Québec Qué	167,855
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	104,817
Autres services professionnels $608,793	
Gowling Strathy and Henderson Ottawa Ont	127,549
Autres services $502,796	
DMR Group Ottawa Ont	163,164

Cour fédérale du Canada $1,835,057

Services d'informatique $294,309	
SLH Systemhouse Inc Ottawa Ont	261,053

JUSTICE—*Fin*

	$
Services techniques et d'architecture $55,499	
Services de protection $324,824	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $117,408	
Autres services professionnels $376,815	
Autres services $666,202	

Commission de réforme du droit du Canada $1,802,056

	$
Enseignement et formation—Fonctionnaires $16,302	
Autres services professionnels $1,414,685	
Autres services $371,069	

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada $588,125

	$
Services d'informatique $58,950	
Services juridiques $259,930	
Osler Hoskin and Harcourt Ottawa Ont	192,360
Services de protection $7,295	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $20,696	
Autres services professionnels $175,952	
Autres services $65,302	

Cour suprême du Canada $1,223,214

	$
Services de comptabilité $53,609	
Services d'informatique $104,022	
Services techniques et d'architecture $99,263	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $66,697	
Autres services professionnels $343,889	
Autres services $555,734	

Cour canadienne de l'impôt $1,314,492

	$
Services d'informatique $89,970	
Services de protection $108,955	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	108,955
Enseignement et formation—Fonctionnaires $57,825	
Autres services professionnels $132,374	
Autres services $925,368	
Allwest Reporting Ltd Vancouver C-B	320,041
Nethercutt & Company Ltd Toronto Ont	208,857
Riopel Daigneault Gagnon Larose et Plante Montréal Qué	259,206

TRAVAIL $20,269,511

Département $18,833,225

	$
Services de comptabilité $168,865	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	168,865
Services d'informatique $896,552	
STM Systems Corporation Ottawa Ont	481,707
Services de santé et de bien-être $65,060	
Services juridiques $200,358	
Services de protection $58,000	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $510,703	
Autres services professionnels $1,917,552	
Synerlogic Ottawa Ont	126,780
Burson Marsteller Limited Ottawa Ont	199,758
Autres services $15,016,135	
Assurance-vie Desjardins Levis-Lauzon Que	663,407
Industrial Alliance Life Insurance Québec Qué	201,319
SSQ Mutuelle d'assurance-groupe Ste-Foy Qué	209,281
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	138,854
Commission des accidents de travail de:	
Alberta	1,093,424
Colombie-Britannique	1,501,182
Manitoba	288,000
Nouveau-Brunswick	189,322
Terre-Neuve	232,179
Nouvelle-Écosse	1,884,294
Ontario	4,383,810
Québec	2,987,532
Saskatchewan	324,000

Conseil canadien des relations du travail $431,177

	$
Services d'informatique $12,625	
Services juridiques $102,075	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $62,813	
Autres services $253,664	

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $1,005,109

	$
Services d'informatique $10,840	
Services de protection $57,421	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $991	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $103,531	
Autres services professionnels $113,633	
Autres services $718,693	
Price Waterhouse Toronto Ont	124,602
Creative Advantage Hamilton Ont	149,476

DÉFENSE NATIONALE $828,222,330

Département $825,594,763

Services de comptabilité $185,230

	$
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	185,230

Services d'informatique $13,940,711

	$
AQR Management Services Inc Gloucester Ont	370,182
Bull HN Information Systems North York Ont	857,243
Calian Technology Ltd Kanata Ont	204,453
CGI Information Systems Ottawa Ont	187,670
Crisis Simulations Ltd Halifax N-É	234,443
DMR Group Inc Ottawa Ont	438,555
Domus Software Ottawa Ont	280,975
Exocom Systems Corp Ottawa Ont	103,585
Eyretechnics Ltd Ottawa Ont	308,651
Federal Reserve Bank New York NY É-U	275,947
Hartt and Page Ltd Ottawa Ont	655,913
IDL Integrated Data Ltd Ottawa Ont	152,868
Imata Systems Co Ottawa Ont	214,589
Indigo Software Ltd Ottawa Ont	130,212
Infodata Systems Inc Pittsford NY É-U	180,000
LGS Data Processing Ottawa Ont	701,879
Oracle Corp Canada Ottawa Ont	154,611
Protocoles Standards de Communication Ottawa Ont	396,334
Rockwood Information Corp Ottawa Ont	194,385
SHL Systemhouse Ltd Halifax N-É	1,121,318
SNI Systems Network Inc Ottawa Ont	461,260
Software Kinetics Ltd Stittsville Ont	197,148
STM Systems Corp Ottawa Ont	134,308
Synerlogic Inc Ottawa Ont	690,027
Systematix Ottawa Ont	201,070
The Halifax Computer Ottawa Ont	1,246,728
Unisys Canada Inc North York Ont	179,051
Valcom Ltd Ottawa Ont	129,717
Veritaaq Technology House Inc Ottawa Ont	118,400

Services techniques et d'architecture $195,100,233

	$
ADGA Ltd Ottawa Ont	7,095,996
Aitken Wregles Worth Associates North Vancouver C-B	204,988
Amtek Management Inc Ottawa Ont	3,954,984
Atlantis Aerospace Corp Brampton Ont	166,562
Atmospheric Environment Services Downsview Ont	656,956
Énergie atomique du Canada Ottawa Ont	879,919
AVCO Lycoming Div Stratford Ont	140,794
Ballard Battery System Corp North Vancouver C-B	100,000
Barr Ryder Architects and Planners Edmonton Alb	207,131
BBL-Archer Montréal Qué	147,558
Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué	252,724
Bell Canada Ottawa Ont	181,627
Bell Helicopter Textron Inc Fort Worth É-U	456,724
Bemi Pye Richards Ottawa Ont	646,774
Bendix Avelex Inc Montréal Qué	524,419
Boeing of Canada Ltd Arnprior Ont	2,411,935
Bombardier Inc Valcourt Qué	42,990,274
Bond Architects and Engineers Ltd St John's T-N	836,237
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	167,980
Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man	4,108,565
CAE Electronics Ltd Montréal Qué	5,111,462
Calian Technology Ottawa Ont	659,521
Canadian Marconi Montréal Qué	343,619
Carruthers Shaw and Partners Toronto Ont	225,606
CGI Group Inc Ottawa Ont	147,333
CH2MHILL Engineering Ltd Edmonton Alb	129,454
Chandler Kasian Kennedy Architects Interior Designers Planners Ltd Edmonton Alb	203,775
CNFG Inc Ottawa Ont	257,659
Cole Sherman & Associates Ltd Thornill Ont	429,494
Comshare Ltd Toronto Ont	261,000
Consultants VFP Inc Trois-Rivières Qué	110,211
Edward J Cuhaci and Associates Architects Ottawa Ont	446,855
Dalla-Lana/Griffin Architects Vancouver C-B	698,016
Davion Systems Ltd Kanata Ont	180,336
Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	237,461
Defence Construction Ltd Ottawa Ont	1,194,396
Demontigny Métivier Gagnon Dallarier Associés Architectes Québec Qué	148,274
Design Workshop (N-B) Ltd Moncton N-B	373,817
DEW Engineering and Development Ottawa Ont	589,701
Diemaco Inc Kitchener Ont	451,573
Digital Equipment of Canada Kanata Ont	1,101,738
DMR Group Inc Ottawa Ont	2,885,098
Donelad Hydronautics Ltd Bedford N-É	190,159
Dunlop Farrow Inc Toronto Ont	514,740
Electronic Warfare Assoc Inc Ottawa Ont	309,378
Esprit Technology Inc Calif É-U	117,217
Eyretechnics Ltd Ottawa Ont	1,931,728
Fathom Oceanology Ltd Mississauga Ont	138,481
Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U	6,573,029
Fenco Newfoundland Ltd St John's T-N	1,038,218
Field Aviation Co Ltd Calgary Alb	409,441
FJ Reinders and Associates St-Laurent Qué	298,624
Fleetway Consulting Service Ottawa Ont	1,475,039
Friesen Kaye & Associates Nepean Ont	105,980
Gagnon Guy Letellier Ross Architects Charlesbourg Qué	123,749
Gastops Ltd Gloucester Ont	1,878,169
General Electric Canada Inc Mississauga Ont	547,638
Groupe-Conseil GBGM Québec Qué	104,175
Griffiths Rankin Cook Architects Ottawa Ont	751,058
Hagglunds Vehicle AB Liaison Ottawa Ont	110,689
Howard Yano Architects Vancouver C-B	176,002
Harris Corporation Government Support Systems Div Syosset NY É-U	929,359
Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont	3,880,096
Honeywell Ltd Scarboroug Ont	123,369
Hovey Industries Ltd Ottawa Ont	125,132
Hughes Aircraft Los Angeles Calif É-U	232,237
IMP Group Ltd Halifax N-É	3,538,033
Indal Technologies Mississauga Ont	154,458
Information Handling Services Toronto Ont	157,204
Inland Environment Services Dartmouth N-É	292,185
Innotech Aviation Ltd Montréal Qué	190,759
Iotek Inc Halifax N-É	452,408
Irvin Industries Canada Ltd Fort Érié Ont	121,536
J L Richards and Associates Ltd Ottawa Ont	404,156
John Leckie Co Halifax N-É	289,461
J W Cowie Engineering Ltd Halifax N-É	120,986
Kelowna Flightcraft Ltd Kelowna C-B	110,289
Knoman Consulting Inc Ottawa Ont	115,731
Kohler Dickey Edmundson Matthews Architects Ottawa Ont	290,330
Krauss Maffei Corp Rim Div Allemagne	214,642
Krupp Mak Maschinenbau GMBH Allemagne	199,835
Laidlaw Environmental Services Brossard Qué	117,061
Lalonde Girouard Letendre & Associés Ltée Montréal Qué	1,010,279
Lambur Scott Architects Ltd Edmonton Alb	115,165
Le Groupe Conseil Bisson Poulin Charlesbourg Qué	128,877
Lemay Leclerc Architectes Montréal Qué	151,944
LGS Group Inc Ottawa Ont	353,375
Librascope Corp Los Angeles Calif É-U	790,625
Litton Applied Technology San Jose Calif É-U	254,910
Litton Systems Canada Ltd Etobicoke Ont	5,088,034
Lydon Lynch & Associates Ltd Halifax N-É	278,195
Lockheed Canada Inc Ottawa Ont	1,733,735
McDonnell Douglas Corp St-Louis Mo É-U	1,705,664
MARIN (Marine Research Institute) Wageningen Pays-Bas	123,240
Martec Ltd Halifax	171,879
MDS Aero Support Corp Ottawa Ont	235,697
Mil Systems Engineering Inc Ottawa Ont	5,892,472
M M Dillon Ltd Ottawa Ont	920,892
Monenco Consultants Ltd Ottawa Ont	258,908
Conseil national de recherches Ottawa Ont	234,054
Navair Ltd Mississauga Ont	222,585
Nor Red Engineering Ltd Niagara Falls Ont	256,312
NORR Partnership Toronto Ont	210,747
Northwest Industries Ltd Edmonton Alb	1,969,187
Ocerg Nautronic Inc	144,496
Paul Merrick Architects Ltd Vancouver C-B	290,802
Peacock Inc Montréal Qué	9,260,379
Phase two Industries Santa Clara Calif É-U	487,811
Porter Dillon Ltd Halifax N-É	156,281

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

	$
Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué	136,821
Prime Personnel Victoria C-B	176,969
Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont	356,123
Procal Consulting Inc Ottawa Ont	173,138
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	379,543
Travaux publics Canada Ottawa Ont	6,344,925
Queen's University Kingston Ont	211,968
Raymond Chabot Martin Pare Ottawa Ont	354,721
Raytheon Co Bedford Mass É-U	106,092
Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb	146,384
RGT Clouthier Ltd Pembroke Ont	126,869
Rediffusion Dartmouth N-É	760,736
Richard Green Mngt Consulting Orléans Ont	121,192
Rolf Jensen & Associates Willowdale Ont	331,490
Rolls-Royce Canada Ltd Montréal Qué	214,588
Rysavy & Rysavy Architects and Planning Consultants Ottawa Ont	206,520
S and S Software Ottawa Ont	209,107
Sandwell Swan Wooster Inc Halifax N-É	237,144
Schoeler and Heaton Architects Ottawa Ont	927,857
Sharon Professional Services Ottawa Ont	353,881
Sheppard Hedges & Green Ltd St John's T-N	236,385
Singer Co Glendale Calif É-U	105,352
SNC Defence Products Ltd Le Gardeur Qué	201,694
SNC Inc Montréal Qué	879,578
Spar Aerospace Ltd Toronto Ont	415,896
Spectrum Engineering Corp Ltd Peterborough Ont	144,508
Sperry MacLennan Architects Dartmouth N-É	155,937
Standard Aero Ltd Winnipeg Man	615,231
Stanley Associates Engineering Ltd Edmonton Alb	1,691,308
STM Systems Corp Ottawa Ont	2,854,568
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	922,171
Strachan & Henshaw Angleterre	107,941
Synerlogic Inc Ottawa Ont	313,303
Systemhouse Ltd Ottawa Ont	118,170
TEKLA Consultants Kanata Ont	102,390
Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont	659,729
TESTEQ System Corp Ottawa Ont	1,320,737
The Dubois Plumb Partnership Inc Toronto Ont	232,978
The Fuel Oil Polishing Co Inc Vancouver C-B	917,881
The IKOY Partnership Winnipeg Man	234,266
Thompson CSF Systems Canada Inc Nepean Ont	144,596
Thurber Engineering Ltd Victoria C-B	121,953
Trevor P Garwood-Jones Architect Hamilton Ont	203,532
Tricil Ltd Ottawa Ont	292,717
TTI Tactical Technologies Inc Kanata Ont	149,337
UMA Engineering Ltd Winnipeg Man	1,522,058
Unisys Canada Inc North York Ont	1,978,692
Valcom Ltd Ottawa Ont	3,758,509
Wardrop Engineering Inc Thunder Bay Ont	411,970
Westinghouse Canada Inc Don Mills Ont	147,496
Whitman Benn & Associates Ltd Halifax N-É	981,561
Willis Cunliffe Tait Dalcan Victoria C-B	506,213
W L Wardrop and Associates Ltd Edmonton Alb	100,581
WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	172,696

Services de santé et de bien-être $35,914,473

Beattie R N Ottawa Ont	122,427
Bioscientia GMBH Allemagne	439,463
Canadian Forces Central Fund Ottawa Ont	251,885
Community Nursing Registry of Ottawa Ottawa Ont	125,298
Criterion Pictures Corp Ltd Toronto Ont	533,558
DUMANIC Enr Beauport Qué	118,000
G M Fitzgibbon Ottawa Ont	126,315
J W Gill Ottawa Ont	105,780
G W Gray Toronto Ont	120,812
Grenfell Regional Health SVCS Goose Bay Labrador	103,796
Health Science Center Winnipeg Man	245,507
Hôpital de:	
Calgary Calgary Alb	306,628
Calgary General Calgary Alb	115,457
Credit Valley Mississauga Ont	120,063
Du St-Sacrement Québec Qué	163,649
Everett Chalmers Fredericton NB	164,752
Foothills Calgary Alb	203,446
Greater Victoria Victoria C-B	406,346
Kingston General Kingston Ont	328,585
Oromocto Public Oromocto NB	630,792
Ottawa Civic Ottawa Ont	385,101
Ottawa General Ottawa Ont	1,354,131
Royal Alexandra Edmonton Alb	211,296
Royal Victoria Barrie Ont	111,290
St-Joseph's General Comox C-B	155,111
University of Alberta Edmonton Alb	343,254
Victoria General Halifax N-É	478,338
Medicare Partnership Ottawa Ont	234,735
Paramount Pictures Corp Canada Toronto Ont	180,429
OT Portner Ottawa Ont	212,971
Reddy B Ottawa Ont	126,885
Société Radio-Canada Montréal Qué	664,456
Universal Films (Canada) Willowdale Ont	225,126

Services juridiques $609,316

Services de protection $42,606,535

Corps des commissionaires de la C-B Vancouver C-B	799,270
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	40,533,284
National Protective Service Ottawa Ont	385,436
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	626,119
Twilite Security Ltd Yellowknife TN-O	112,161

Services scientifiques $5,362,125

AIT Corp Ottawa Ont	232,457
Applied Silicon Inc Canada Ottawa Ont	425,019
Atlantis Scientific Systems Group Nepean Ont	340,743
Atmospheric Environment Service Downsview Ont	1,423,500
Agence spaciale canadienne Montréal Qué	835,157
Litton Systems (Canada) Ltd Etobicoke Ont	135,783
Conseil national de recherches Ottawa Ont	304,794
Oliphant Management Services Medicine Hat Alb	201,153
Precision Processing Ottawa Ont	152,139
Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont	151,782
S & S Software Ottawa Ont	372,511
Stewart Weir Land Data Inc Edmonton Alb	158,218
Systemhouse Inc Calgary Alb	170,134
W E Thorp Associates Ltd Ottawa Ont	390,084

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $56,026,127

Board of Education for the Borough of North York Willowdale Ont	271,108
Board of Education for the city of Toronto Toronto Ont	424,896
Brandon School Division no 40 Brandon Man	292,579
Calgary Board of Education Calgary Alb	241,884
Carleton Board of Education Nepean Ont	540,795
Commission scolaire:	
Baie des Ha! Ha! La Baie Qué	1,512,946
Baldwin-Cartier Pointe-Claire Qué	333,684
Chambly Longueuil Qué	519,047
Commission scolaire de Matane Matane Qué	111,070
Commission scolaire régionale Chauveau Neufchatel Qué	224,101
Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton Gloucester Ont	247,460
Deutsche Bank Allemagne	364,647
Durham Board of Education Oshawa Ont	201,025
Edmonton Public School Board Edmonton Alb	493,723
Halton Roman Catholic School Board Burlington Ont	129,783
Hasting County Board of Education Belleville Ont	101,003
James E Coughlin and Associates Ottawa Ont	106,868
Kings County District School Board Kentville N-É	373,297
Lakehead Board of Education Thunder Bay Ont	147,372
Lakehead District Roman Catholic School Board Thunder Bay Ont	220,705
Lakeland Public School Bonnyville Alb	410,844
Metropolitan Separate School Board Toronto Ont	262,493
Moose Jaw Roman Catholic School Moose Jaw Sask	216,863
Moose Jaw Board of Education Moose Jaw Sask	469,795
Nipissing Board of Education North Bay Ont	102,682
Northumberland and Newcastle Board of Educ Cobourg Ont	150,513
Ontario Teachers Insurance Plan Waterloo Ont	271,444
Ottawa Board of Education Ottawa Ont	364,220
Peel Board of Education Mississauga Ont	119,021

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

	$
Perth County School Board Stratford Ont	139,835
Pictou District School Board Westville N-É	235,439
Portage La Prairie School Division Portage La Prairie Man	368,483
Regina School Division Regina Sask	186,712
Richmond School District Richmond C-B	373,214
St Vital School Division Winnipeg Man	144,973
Saskatoon Board of Education Saskatoon Sask	394,783
Saskatoon Catholic School Division Saskatoon Sask	148,876
School District No 36 Surrey C-B	101,554
School District No 44 North Vancouver C-B	210,940
Simcoe County Board of Education Barrie Ont	173,361
Strathcona County School Division Sherwood Park Alb	120,334
Sudbury Board of Education Sudbury Ont	176,644
Approvisionnement et Services Canada Montréal Qué	1,123,975
Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	398,668
Wainwright Roman Catholic Separate School Board Wainwright Alb	235,832
Wainwright School Board Wainwright Alb	373,213
Waterloo County Board of Education Waterloo Ont	125,105
Wellington County Board of Education Guelph Ont	201,537

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $31,376,635

	$
Amy Associates Ltd Ottawa Ont	858,924
Bombardier Inc Valcourt Qué	679,077
Canadian Helicopters Ltd Richmond C-B	128,239
Centre international linguistique Bouchereau Montréal Qué	194,735
College Ahuntsic Montréal Qué	164,221
Commercial Safety College Truro N-É	144,150
Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont	307,531
Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U	3,127,796
Ferranti Computer Systems Ltd Berkshire Angleterre	111,230
Flight Safety Canada Ltd Montréal Qué	1,407,553
Herr Norbert Fuchs Allemagne	197,659
Highland Helicopters Richmond C-B	110,606
Humber College Toronto Ont	101,182
Interlangues Language School Ottawa Ont	108,178
Lafleur Bosse and Associates Bainsville Ont	199,414
Lambton College Sarnia Ont	121,650
Lavalin Formation Inc Montréal Qué	246,391
Learning Tree International Gloucester Ont	200,690
L'École des Langues Orléans Ont	141,113
L'école de langues G Caron Ltée Ottawa Ont	305,447
Northern Telecom Canada Ltd Montréal Qué	122,520
Oncourse Learning Centres Inc Ottawa Ont	201,200
Pavement Management Systems Ltd Cambridge Ont	851,275
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	813,167
Seneca College North York Ont	267,663
Survival Systems Ltd Dartmouth N-É	404,584
Technical University of Nova Scotia Halifax N-É	1,756,752
Transports Canada Ottawa Ont	185,961
Université de:	
Dalhousie Halifax N-É	175,947
Manitoba Winnipeg Man	343,132
Québec Qué	138,772

Autres services professionnels $151,832,498

	$
AIT Ottawa Ont	574,580
ADGA System International Ltd Ottawa Ont	565,782
ADIA Canada Ltd Vancouver C-B	194,449
Advance Scientific Computing Waterloo Ont	144,334
Aerospace Eng & Research Consultants Downsview Ont	106,059
Andrew Canada Inc Whitby Ont	124,847
Andyne Computing Kingston Ont	254,748
Applied Silicon Inc Canada Ottawa Ont	622,182
APT Radar Systems Ltd Surrey Angleterre	115,549
Array Systems Computing Inc Downsview Ont	175,588
ATCO Industries (NA) Ltd Spruce Grove Alb	234,359
Atlantis Flight Research Inc Brampton Ont	417,658
Atlantis Scientific Systems Group Ottawa Ont	307,989
Atmospheric Environment Services Downsview Ont	189,455
Ballistech Systems Inc St-Hubert Qué	390,301
Barrodale Computing Services Victoria C-B	659,042
Bec[illegible] Inc Lévis Qué	154,403
Bell Helicopter Textron St-Janvier Qué	244,288
Boeing of Canada Winnipeg Man	535,423
Bombardier Inc Valcourt Qué	460,149
Bomem Inc Ville de Vanier Qué	320,663
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	121,173
Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man	174,380
Bubble Technology Industries Chalk River Ont	341,761
Calian Communications Systems Kanata Ont	249,802
Calian Technology Ltd Kanata Ont	137,380
Cametoid Ltd Whitby Ont	235,079
Canac Consultants / Microtel Ltd Coquitlam C-B	10,661,728
Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	412,489
Canadian Marconi Co Kanata Ont	1,042,097
Centre de langues Feuille d'Erable Ltee Ottawa Ont	344,305
Centre International Linguistic Bouchereau Inc Ottawa Ont	215,150
Centre Productique du Québec St-Jean Qué	100,464
CGI Group Inc Ottawa Ont	433,000
Combustion Dynamics Medecine Hat Alb	461,458
Com Dev Ltd Cambridge Ont	138,000
Computing Devices Co Ottawa Ont	603,588
CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B	263,253
Currie-MacLean Inc Ottawa Ont	102,753
CXA Ltd Québec Qué	151,912
Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	152,221
Deborah's Consulting Ottawa Ont	107,846
Construction de défense Ltée Ottawa Ont	1,944,946
DMR Group Inc Ottawa Ont	723,136
DSMA International Inc Mississauga Ont	150,945
École polytechnique de Montréal Montréal Qué	248,487
Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont	241,645
Electronic Warfare Association Ottawa Ont	169,214
Ernst & Young Ottawa Ont	5,075,214
Eyretechnics Ltd Ottawa Ont	690,562
Farrington Lockwood Co Ltd Ottawa Ont	304,031
Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U	353,603
Fisheries and Oceans Halifax N-É	104,213
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	168,577
Frontec Logistics Corp Ottawa Ont	55,579,008
Fullerton Sherwood Engineering Ltd Mississauga Ont	222,787
G E Canada Inc Mississauga Ont	534,485
Grant Scientific Consultants Nepean Ont	353,672
Guelph Chemical Guelph Ont	100,040
Hagglunds Foremost Inc Calgary Alb	2,293,455
Hermes Electronic Ltd Dartmouth N-É	500,669
Honeywell Ltd Markham Ont	265,155
Horizons Technology Inc San Diego Calif É-U	218,423
Human Systems Inc Milton Ont	140,890
Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont	467,455
IDL Integrated DATA Ltd Ottawa Ont	115,050
Imago Ltd Ottawa Ont	276,810
Informission Ltée Ste-Foy Qué	223,677
INRS-Energie Varennes Qué	112,858
Institut Armand-Frappier Québec Qué	103,211
Institut national d'optique Ste-Foy Ste-Foy Qué	234,555
Interlangues Language School Ottawa Ont	229,250
International Submarine Port Coquitlam C-B	1,132,588
Iotek Inc Halifax N-É	727,984
ITRES Research Ltd Calgary Alb	309,003
James F Hickling Management Consultant Ottawa Ont	218,098
Jasco Research Ltd Sidney C-B	227,470
Lacec Energy Systems Inc Toronto Ont	107,267
Lansdowne Integrated Systems Ottawa Ont	113,329
Lasiris Inc Québec Qué	168,016
L'École des langues Vanier Ont	585,270
Le Groupe CGI Inc Québec Qué	638,178
Leader Manufacturing Inc Boucherville Qué	100,506
Les Arsenaux Canadiens Ltée Le Gardeur Qué	173,925
LGL Ltd Sidney C-B	150,072
Litton Systems Canada Ltd Etobicoke Ont	256,157
London Research & Development London Ont	274,555
Lyre Inc Ste-Foy Qué	144,757
McDonald Dettwiler Richmond C-B	468,975
Manpower Marketing Toronto Ont	218,332
Marin/NSMB-CRS Allemagne	268,267
Martec Ltd Halifax N-É	714,724
Maureen Payne & Associates Calgary Alb	335,480

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

	$
Mechron Energy Ltd Ottawa Ont	693,996
Mel Defence Systems Ltd Stittsville Ont	715,553
Metocean Data Systems Ltd Dartmouth N-É	197,866
Midi-Plus Consultants Inc Cap-Rouge Qué	277,296
Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont	311,555
Monac Winnipeg Man	195,128
Monenco-Eyretechnics Group Ottawa Ont	1,757,705
MPB Technologies Inc Dorval Qué	1,511,422
Multiprocessor Toolsmiths Inc Nepeau Ont	100,945
Conseil national de recherches Ottawa Ont	3,914,717
Nordco Ltd St John's T-N	368,969
NTT Systems Inc Don Mills Ont	208,030
Oceanroutes Canada Inc Dartmouth N-É	4,343,500
Odyssey Research Associates Ottawa Ont	434,350
Office Assistance Canada Ltd Ottawa Ont	240,937
Optotek Ltd Ottawa Ont	177,985
Ortech International Mississauga Ont	268,383
Precise Software Nepean Ont	111,402
Prime Personnel Victoria C-B	220,593
Prior DATA Science Inc Kanata Ont	326,403
Proto MFG Oldcastle Ont	130,970
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	416,409
Travaux publics Canada Ottawa Ont	309,089
Pulsearch Consolidated Tech Calgary Alb	163,349
Pylon Electronic Development Co Ltd Ottawa Ont	129,901
Quadrum Consultants Inc Ottawa Ont	518,774
Racal Filter Technologies Ltd Brockville Ont	361,953
Rowan Williams Davies & Irvin Guelph Ont	190,319
Science Application Intl Corp Ottawa Ont	301,970
Simrad Mesotech Systems Ltd Port Coquitlam C-B	185,946
SNC Defence Products Ltd Le Gardeur Qué	428,887
Software Kinetic Ltd Stittsville Ont	587,506
Somapro Ltée Montréal Qué	207,430
Spar Aerospace Toronto Ont	169,932
Sparton of Canada Ltd London Ont	626,994
SPS Ottawa Ont	119,929
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	2,090,226
Synerlogic Inc Ottawa Ont	179,580
Systematix Ottawa Ont	115,110
Systemhouse Ottawa Ont	333,798
Tactical Technologies Inc Kanata Ont	184,927
Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont	271,966
TES Ltd Ottawa Ont	490,402
The Cody Group Ottawa Ont	255,973
Longwoods Research Group Toronto Ont	230,444
Thomson-CSF Systems Ltd Ottawa Ont	599,136
Umak Consultants Kingston Ont	144,048
Université de:	
Colombie-Britannique Vancouver C-B	172,945
Ottawa Ottawa Ont	899,396
Queen's Kingston Ont	993,220
Toronto Toronto Ont	276,497
UTDC Inc Kingston Ont	479,531
Valcom Ltd Ottawa Ont	314,282
W R Davis Ottawa Ont	175,407
Weir-Jones Engineering Ltd Vancouver C-B	123,380

Autres services $292,640,880

	$
Action Personnel Ottawa Ont	114,944
Aetna Maintenance Contractors Toronto Ont	226,659
Allgemeine Ortskrankenkasse Allemagne	373,062
Allied Janitorial Service Maple Ridge C-B	130,378
Allied Maintenance Service Division Dartmouth N-É	538,363
Anachemia Canada Ltd Lachine Qué	151,983
AQTA Ste-Foy Qué	237,609
ATAC Ottawa Ont	737,873
Atmospheric Environment Services Downsview Ont	7,182,000
Attwoods & Dixi GMBH Allemagne	678,869
Beaver Foods Ltd Fredericton N-B	1,806,580
Bee Clean Co of Canada Edmonton Alb	1,675,479
Boaden Catering Ltd Mississauga Ont	141,373
Bombardier Inc Valcourt Qué	691,110
Bradson Personnel Ottawa Ont	184,538
Brighton Laundry Toronto Ont	176,339
Browning-Ferris Industries Victoria C-B	1,035,953
Buanderie Nordique Inc Québec Qué	180,719
Bundesausfuehrungsbehoerde Allemagne	392,485
Burden's Janitorial Services Labrador	484,514
Cafeteria B Duguay Inc Chicoutimi Qué	646,258
Cantel (Bell Canada) Edmonton Alb	1,649,574
Cartwright Cleaners Weston Ont	112,313
CDI Temporary Services Ltd Ottawa Ont	107,320
Charlotte Laundry St Andrews N-B	162,568
Chermont Holdings Princeton C-B	116,804
City Disposals Pembroke Ont	145,592
Columbia Building Maintenance Co Downsview Ont	125,600
Commission scolaire de Chicoutimi Chicoutimi Qué	234,107
Communications Canada Ottawa Ont	8,901,415
Computing Concepts Nepean Ont	328,931
Comtempro Service Inc Ottawa Ont	106,622
Conciergerie CDJ (Québec) Inc Ste-Foy Qué	771,823
Credit Bureau of Ottawa Ottawa Ont	347,733
Crystal Building Services Etobicoke Ont	541,105
Custom Environmental Services Edmonton Alb	402,465
CVC Services Ltd Vancouver C-B	1,465,885
D & J's Cleaning Services Sackville N-É	280,796
D & P Waste Disposal Ltd Elmsdale N-É	137,445
Dalmar Foods Ltd Toronto Ont	732,572
Construction de défense (1951) Ltée Ottawa Ont	16,350,000
Deluxe Cleaning Services Ltd Victoria C-B	663,698
Dextraze Les Buanderies Inc Granby Qué	209,084
Dirt Busters Carpet Cleaning Kingston Ont	1,187,999
Domaine de la Jeunesse Inc Jonquière Qué	403,517
Dynamic Maintenance Ltd Richmond C-B	183,776
École polytechnique de Montreal Montréal Qué	127,121
École secondaire Mont St-Sacrement Village Valcartier Qué	339,499
Ellesmere Island National Park TN-O	340,000
Energy Mines & Resource Ottawa Ont	602,815
Ernst Leitz Canada Midland Ont	865,456
Fabric Care Cleaners and Associates Edmonton Alb	133,780
Federal Reserve Bank of New York New York É-U	1,451,280
Forêts Canada Ottawa Ont	105,000
For-Net Inc Québec Qué	389,873
Fred's Tailer Shop Dartmouth N-É	118,938
Freemans Cleaning Cornwallis N-É	418,572
George W Drummond Ltd Nepean Ont	135,639
G C-Batering Ltd Huntsville Ont	1,128,766
Gerber Hugo Allemagne	1,174,864
Glacier Catering & Bar Service Victoria C-B	562,339
Gordon A MacEachern Services Thunder Bay Ont	114,960
Gouvernement du Canada:	
Pêches et Océans Ottawa Ont	410,000
Transports Ottawa Ont	3,224,000
Groom & Able Building Maintenance Aldergrove C-B	128,604
HRDA Enterprises Ltd Halifax N-É	255,349
HMT Sanitaer Systeme GMBH Allemagne	218,709
Hofam Catering Edmonton Alb	264,082
Hughes Leitz Optical Tech Ltd Midland Ont	1,571,593
Ian Martin and Associates Toronto Ont	171,019
Inland Environmental Services Dartmouth N-É	175,359
Inter-Provincial Janitorial Rexdale Ont	382,057
Jani King Dartmouth N-É	908,480
Job Oriented Training Fredericton N-B	343,350
Kelly Services Ltd Toronto Ont	288,497
Lacey Garbage Disposal Ltd Courtnay C-B	124,497
Laidlaw Waste System Ltd Burlington Ont	1,572,643
Landratsamt Ortenaukreis Allemagne	238,561
Leo J Beazley Ltd Eastern Passage N-É	259,549
Les Services Sanitaires Ste-Foy Ste-Foy Qué	283,286
Ligue navale de Cap-Chat Cap-Chat Qué	575,451
MacDonald & Brisson Ottawa Ont	117,429
McLellan Disposal Services Ltd Mt Forest Ont	110,721
McNeill Contracting Napanee Ont	706,260
Manpower Temporary Services Ottawa Ont	218,158
Maritime Sanitation Services Ltd Moncton N-B	406,419
Matiowski Management Ltd Gimli Man	204,080
Matz Angela Happy Valley T-N	351,417
Metro Waste Disposal Ltd Dartmouth N-É	225,446
Ministère de la Défense Angleterre	432,987
Modern Building Cleaning Halifax N-É	2,142,735

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

	$
Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B	242,268
Mueller A Galabau Allemagne	105,587
Muelltransport HAAG GMBH Allemagne	551,021
Conseil national de recherches Ottawa Ont	671,095
Nettoie Prix Enr Chicoutimi Qué	125,690
Network Personnel Inc Ottawa Ont	123,188
O E MacDougall LWSS Brockville Ont	176,439
Programme des affaires du Nord Hull Qué	151,500
Oxford Building Cleaning Inc Winnipeg Man	185,534
Parsons Cleaners Belleville Ont	133,927
Perth Services Ltd Brandon Man	267,283
P J Building Cleaning Ottawa Ont	211,617
Pollack Personnel Ottawa Ont	145,058
PPM Canada Inc Brampton Ont	205,702
Printz Faerberei Allemagne	405,788
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	120,475
P S Enterprises Trenton Ont	133,994
PTI Group Inc (Hofam Catering) Edmonton Alb	181,452
Travaux publics Canada Ottawa Ont	6,895,000
Quantum Management Services Montréal Qué	155,904
Rebuts H G B Inc Ste-Brigide Qué	112,962
Réjane Personnel Inc Hull Qué	105,695
Renfrew Health Care Systems Victoria C-B	160,132
Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont	219,379
R & P Shantz Enterprises Ltd Rexdale Ont	476,787
Saniben Transport Inc Longueuil Qué	107,748
Sani Building Maintenance Ltd Edmonton Alb	157,749
Sani John Inc Stoneham Qué	137,904
Sani-Service Inc Laval Qué	102,165
Schoch Helmut OHG Allemagne	151,187
Selective Placement Ottawa Ont	219,614
Service Star Building Cleaning Ottawa Ont	488,931
Servpro Cleaning (PBM) Ltd Calgary Alb	873,876
Serwylo Peter Trenton Ont	136,824
Sheppards Laundry & Dry Cleaning Happy Valley T-N	148,931
Signet Inc Montréal Qué	1,198,800
Software Kinetics Ltd Stittsville Ont	376,075
Stahl CHR GMBH Allemagne	290,190
Standortkasse Sigmaringen Allemagne	235,391
Ste-Rosalie Buanderie Ste-Rosalie Qué	275,469
STM Systems Corp Ottawa Ont	1,612,353
Stuttgartergebaeudereinigung Allemagne	335,221
Sunset Maintenance Services Red Deer Alb	242,743
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	97,665,442
Terod Enterprises Deep River Ont	493,552
T E S Contract Services Inc Toronto Ont	343,033
The Bresara Group Ltd Winnipeg Man	213,033
Transport Sanitaire Caron Inc Chicoutimi Qué	120,716
Turnelle Productions Inc Ottawa Ont	155,073
Uniclean Building Maintenance Nepean Ont	151,500
Université de:	
Alberta Edmonton Alb	451,023
Colombie-Britannique Vancouver C-B	760,971
Calgary Calgary Alb	161,507
Carleton Ottawa Ont	191,664
Concordia Montréal Qué	355,817
Laval Ste-Foy Qué	366,158
McGill Montréal Qué	117,266
McMaster Hamilton Ont	765,108
Ottawa Ottawa Ont	643,611
Queen's Kingston Ont	692,587
Saskatchewan Saskatoon Sask	127,162
Sherbrooke Sherbrooke Qué	437,138
Toronto Toronto Ont	1,940,130
Waterloo Waterloo Ont	216,235
York Downsview Ont	357,690
Utlas International Canada Toronto Ont	100,918
Valcom Ltd Ottawa Ont	111,869
Vogel Hans K G Allemagne	131,396
Waste Management of Fraser Abbotsford C-B	202,064
Wasteco Sanitation Weston Ont	282,424
Wendy's Reliable Ltd Halifax N-É	116,968
Western All-Surface Winterburn Alb	102,626
Western Linen Supply Co Ltd Calgary Alb	137,008
Western Maintenance Ltd Edmonton Alb	251,529
White Dove Cleaning North Bay Ont	121,999
Work Wear Corp of Canada Ltd Ottawa Ont	177,668

Protection civile Canada $2,627,567

Services de comptabilité $62,945

Services d'informatique $296,936

	$
Imata Systems Ltd Ottawa Ont	187,208

Services de protection $296,566

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	296,566

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $181,687

Autres services professionnels $1,096,975

	$
Manpower Marketing/Merchandising Toronto Ont	333,307
The Cody Group Ottawa Ont	199,143

Autres services $692,458

	$
11353 Canada Inc Ottawa Ont	106,545

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $224,061,575

Département $223,487,558

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $8,070,334

Services de comptabilité $373,297

	$
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	319,932

Services d'informatique $1,655,589

	$
AMS Management Systmes Canada Inc Ottawa Ont	560,352
Hartt and Page Ltd Ottawa Ont	796,752

Services de santé et de bien-être $35,000

Services juridiques $3,486

Services de protection $259,983

	$
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	256,789

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $716,882

	$
Bradson Educational Services Ottawa Ont	110,005

Autres services professionnels $2,255,277

	$
Deloitte and Touche Management Consultants Ottawa Ont	116,147
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	148,098
Gouvernement du Canada—Statistiques Canada	113,000
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	143,701

Autres services $2,770,820

	$
AMS Management Systmes Canada Inc Ottawa Ont	258,500
Kelly Services Ltd Toronto Ont	106,535
STM Systems Corporation Ottawa Ont	653,695
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	328,878
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	109,731

PROGRAMME DE SANTÉ $193,790,231

Services de comptabilité $420,047

	$
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	122,287

Services d'informatique $2,070,451

	$
Array Professionals Canada Ltd Ottawa Ont	155,780

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
Hartt and Page Ltd Ottawa Ont	106,299
Megson-Welch Systems Inc Ottawa Ont	102,469
Ourscan Gloucester Ont	154,464
Polaris Consulting Services Toronto Ont	144,002
Synerlogic Inc Ottawa Ont	122,806
Systematix Nepean Ont	200,016
The MIS Group Ottawa Ont	136,400

Services techniques et d'architecture $41,904

Services de santé et de bien-être $122,394,528

Aero Aviation Centre Edmonton Alb	123,359
Alberta Hospital and Medical Care Edmonton Alb	11,893,727
Bearskin Air Services Thunder Bay Ont	214,286
Brava Ralph Crane Calgary Alb	115,127
C D Wilson Consulting Edmonton Alb	412,888
Chan J Winnipeg Man	115,010
Clinical Optical Dispensary Winnipeg Man	105,610
Crane D P Caledonia Ont	150,935
Drake-Medox Health Services Inc Vancouver C-B	451,421
Fort McMurray and District Health Unit Fort McMurray Alb	399,457
Fox Psychological Consulting Ltd Edmonton Alb	126,086
Golebeski S Winnipeg Man	106,734
H B Community Nurses Inc Vancouver C-B	383,785
Huffman D Brantford Ont	145,532
Kananowicz R Winnipeg Man	101,650
Life Skills Training Centres Ltd Edmonton Alb	375,422
Lukas S Winnipeg Man	128,732
Marsh & Mclellan Ltd Toronto Ont	141,870
Martin B Moose Factory Ont	102,242
Mazzette F Brantford Ont	110,391
Medical Care Plan Premiums Victoria C-B	6,414,816
Medical Personnel Calgary Alb	934,016
Mercer W Thunder Bay Ont	101,781
Nightingale Nursing Group Saskatoon Sask	163,645
Nursing Options Whitehorse TY	111,482
Odiatu U Winnipeg Man	107,090
Ontario Blue Cross Toronto Ont	61,629,930
Ontario Dental Association Toronto Ont	494,469
Para-Med Health Services Vancouver C-B	154,469
Queen's University Kingston Ont	1,816,148
Rae Optical Ltd Winnipeg Man	126,605
Round Lake Treatment Centre Vernon C-B	174,181
Shewchuk-Dann Edmonton Alb	112,052
St Pauls Hospital Vancouver C-B	150,063
Sudbury Algoma Hospital Sudbury Ont	146,654
Upjohn Health Care Services Don Mills Ont	125,822
Vancouver General Hospital Vancouver C-B	532,263
Visarra A Winnipeg Man	116,768
Whitehorse Medical Services Whitehorse TY	176,106
Whole Life Counselling High Prairie Alb	125,658
Willow Counselling Services Sherwood Park Alb	341,673

Services juridiques $12,990,820

Baker Newby and Co Chilliwack C-B	209,045
Baker Nudleman and Lamontagne Montréal Qué	278,095
Bell Arnold and Co Port Coquitham C-B	121,154
Cleall Pahl Pontin and Knoak Edmonton Alb	147,617
Crampton Brown and Arndt Terrace C-B	179,726
Doig and Company Burnaby C-B	428,326
E B Olmsted North York Ont	175,941
Fowler Pike and Madden St John's T-N	225,868
Global Translation and Interpreters Services Toronto Ont	102,796
Goult McElmoyle and McKinnon Victoria C-B	237,782
Gouvernement du Canada—Département de la Justice Ottawa Ont	
Hartney and Enright Vancouver C-B	166,557
H A Dale Toronto Ont	109,030
Maccallum Douglas and McIntyre Langley C-B	156,902
MacDonald and McNeely Victoria C-B	342,263
Mair Jensen and Blair Kamloops C-B	121,418
Mousseau Law Firm Windsor Ont	136,362
Murray and Courtis Thunder Bay Ont	175,517
Nixon and Co Vernon C-B	113,950
Nundal and Company Fort Langley C-B	202,627
Ray and Connell Vancouver C-B	225,885
Rendek and Co Regina Sask	107,830
Rubin and Maisonville Vancouver C-B	195,017
Salloum Doak and Co Kelowna C-B	124,186
Scott Vinci and Phillips Calgary Alb	116,651
Stewart McKevey Sterling Scales Charlottetown Î-P-É	104,951
Walsh Wilkins Calgary Alb	476,251
Woolliams and Company Calgary Alb	118,992

Services de protection $1,850,069

Moose Factory Development Corporation Moose Factory Ont	199,745
National Protective Service Ottawa Ont	698,069

Services scientifiques $11,438,591

Addiction Research Foundation Toronto Ont	100,794
Canadian Paediatric Society Ottawa Ont	142,540
Canadian Public Health Association Ottawa Ont	329,205
Carleton University Ottawa Ont	140,782
Communication Management Consultants Pakenham Ont	147,021
Concord Scientific Downsview Ont	455,068
Institut Armand Frappier Laval Qué	118,992
Labstat Incorporated Kitchener Ont	1,017,274
Manitoba Cancer Treatment Winnipeg Man	198,723
McGill University Montréal Qué	106,088
Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada Ottawa Ont	470,754
Price Waterhouse Toronto Ont	159,039
Université Laval Ste-Foy Qué	178,319
Université de:	
Alberta Edmonton Alb	134,050
California Irvine Calif É-U	170,216
Manitoba Winnipeg Man	208,413
Ottawa Ottawa Ont	297,823
Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	116,564
Toronto Toronto Ont	175,962
Waterloo Waterloo Ont	244,919
Western Ontario London Ont	215,400

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,360,367

Dalhousie University Halifax N-É	241,097

Autres services professionnels $15,893,698

Canadian Institute of Child Health Ottawa Ont	124,143
CGI Group Inc Ottaw Ont	713,878
Creative Research Group Ltd Toronto Ont	255,000
EKOS Resear Associates Inc Ottawa Ont	161,960
Gouvernement du Canada—Statistiques Canada Ottawa Ont	1,211,148
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,361,634
J Phillip Nicholson Policy and Management Consultants Inc Ottawa Ont	527,332
McKim Advertising Winnipeg Man	164,822
Niva Inc Ottawa Ont	116,131
Participaction Toronto Ont	459,700
Policorp Inc Toronto Ont	240,640
Sportcom International Inc Ottawa Ont	1,638,050
Tandemar Research Inc Westmount Qué	141,455
Université d'Ottawa Ottawa Ont	115,909
York Advertising Ltd Ottawa Ont	224,366

Autres services $24,329,756

Aim Technical Services Ottawa Ont	104,462
Bradson Educational Services Ottawa Ont	174,952
Canada Catering Co Ltd Toronto Ont	808,169
Canadian Library Association Ottawa Ont	103,068
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	2,765,679
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	198,803
Ministre des Finances Vitoria C-B	253,143
Moose Factory Development Corporation Moose Factory Ont	706,224
Norrell Services Ltd Etobicoke Ont	140,519
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	167,848
Travaux publics Canada Ottawa Ont	536,658
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	121,675
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	119,913

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

PROGRAMME SOCIAL $21,626,993

	$
Services de comptabilité $741,554	
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	723,077
Services d'informatique $3,251,168	
DMR Group Inc Ottawa Ont	176,050
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,294,198
Hst Information Systems Ltd Ottawa Ont	188,719
Polaris Consulting Services Toronto Ont	409,677
Progestic Consultants Inc Ottawa Ont	124,217
Somapro Ltd Montréal Qué	160,531
Systems Network Ottawa Ont	699,518
Services de santé et de bien-être $3,669,779	
Services juridiques $220,415	
Gouvernement du Canada—Justice Canada Ottawa Ont	149,217
Services de protection $125,813	
Services scientifiques $107,836	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $680,022	
Autres services professionnels $5,563,637	
Continental-Golin-Harris Communications Inc Toronto Ont	1,158,087
Gouvernement du Canada—Statistiques Canada Ottawa Ont	112,500
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	691,964
Peat Marwick Stevenson & Kellog Mgmt Consultants Ottawa Ont	1,809,495
Autres services $7,266,769	
Drake Office Overload Québec Qué	142,675
Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	4,098,206
Macdonald and Brisson Personel Ottawa Ont	380,863
Manpower Quebec Ltd Québec Qué	121,538
Norrell Services Ltd Etobicoke Ont	184,489
The Personnel Department Ottawa Ont	107,983
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	421,453

Conseil de recherches médicales $574,017

	$
Services de protection $7,574	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $40,801	
Autres services professionnels $380,864	
The Association of Canadian Medical Colleges Ottawa Ont	211,521
Autres services $144,778	

REVENU NATIONAL $148,394,708

Douanes et Accise $109,640,171

	$
Services de comptabilité $188,754	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	188,754
Services d'informatique $282,870	
JNT EFT Consulting Services Toronto Ont	115,000
Services techniques et d'architecture $408,385	
Lavalin Engineering Incorporated Ottawa Ont	166,869
Travaux publics Canada Ottawa Ont	235,550
Services de santé et de bien-être $239,391	
C F Consultants Montréal Qué	199,285
Services juridiques $828,724	
Blaney McMurty & Stapell Toronto Ont	125,000
Services de protection $2,618,605	
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	853,568
Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont	334,736
National Protective Services Ottawa Ont	624,421
Pinkerton's of Canada Limited Ottawa Ont	142,278
Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont	456,697
Services scientifiques $11,223	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $46,727	
Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,024,819	
Canadian English Language Centre Toronto Ont	140,550
Maple Leaf Language Centre Ottawa Ont	404,359
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	260,512
Autres services professionnels $8,562,573	
BAC Communications Limited Perth Ont	183,257
Bryan Personnel Consultants Russel Ont	149,947
Capelle R & Associates Toronto Ont	108,129
Capital Office Interiors Ottawa Ont	178,930
Coopers and Lybrand Ottawa Ont	451,230
D S Group Kemptville Ont	157,864
Decision Management Consultants Ottawa Ont	117,456
Deloitte & Touche Ottawa Ont	177,625
Derek Williams & Associates Kanata Ont	105,000
Ernst & Young Toronto Ont	174,663
Harley D R Consultants Ottawa Ont	141,088
J & L International Toronto Ont	127,000
Ministre du Revenu Province de Québec Montréal Qué	3,100,000
Nolan Norton Canada Toronto Ont	189,500
Optima Consultants Ottawa Ont	179,424
Peat Marwick Stevenson Kellogg Ottawa Ont	314,452
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	172,061
Thorne Ernst & Whinney Toronto Ont	174,966
Autres services $94,428,100	
A Q R Management Gloucester Ont	2,090,690
A S G Incorporated Orléans Ont	470,403
Accountemps Ottawa Ont	188,419
Action Personnel Ottawa Ont	214,740
AJJA Information Technology Ottawa Ont	3,954,325
Alphatext Limited Ottawa Ont	101,687
Automation Centre of Ottawa Ottawa Ont	3,484,267
Axis Systems International Incorporated New York NY É-U	303,500
Barbara Personnel Ottawa Ont	192,403
B D P Business Data Services Toronto Ont	690,852
Beltec Informatics Incorporated Gloucester Ont	159,292
Bradson Personnel Services Ottawa Ont	112,155
Bull H N Information Systems Limited North York Ont	447,239
C G I Group Ottawa Ont	352,579
C T M G Ottawa Ont	1,399,734
C V C Incorporated Boucherville Qué	1,159,454
Société canadienne des postes Ottawa Ont	740,255
Canadian Informatics Ottawa Ont	815,303
Centre D Automation de Montréal et de Québec Montréal Qué	153,640
Coredal Staynor Consulting Kanata Ont	125,560
Cybershare Management Incorporated Winnipeg Man	251,469
D M R Group Ottawa Ont	397,889
D P G Systems Nepean Ont	377,133

REVENU NATIONAL—*Fin*

	$
Dare Personnel Ottawa Ont	289,618
Delta EDP Systems Ottawa Ont	299,776
D G S Information Consultants Toronto Ont	319,683
Drake International Ottawa Ont	169,322
E S I Ottawa Ont	416,224
Effective Personnel Ottawa Ont	120,864
Exocom Systems Ottawa Ont	205,317
Fairbairn Executive Services Ottawa Ont	104,594
Federal Systems Ottawa Ont	218,107
Forceten Computer Services Halifax N-É	108,927
H S T Information Systems Ottawa Ont	2,773,554
Harrington Temporary Services Ottawa Ont	586,866
Hartt & Page Ottawa Ont	2,041,821
Helix Management Orléans Ont	194,397
I B M Canada Limited Montréal Qué	651,900
I S T Incorporated Montréal Qué	496,421
Iota Consulting Ottawa Ont	6,160,421
Kleins Consulting Ottawa Ont	3,313,426
L G S Group Ottawa Ont	1,287,134
Magic Data Consulting Incorporated Ottawa Ont	182,764
Metadata Consulting Ottawa Ont	469,488
Microstar Software Limited Nepean Ont	374,404
Microtime Incorporated Nepean Ont	188,796
Midahbec Incorporated Aylmer Qué	838,955
Network Personnel Ottawa Ont	394,531
Northey Smith & Associates Nepean Ont	572,709
Oaktree Management Consulting Nepean Ont	888,206
Permatemp Ottawa Ont	296,340
Personnel Etcetera Ottawa Ont	141,508
Phoenix System Software Nepean Ont	163,466
Polaris Consulting Services Toronto Ont	6,032,840
Prism Data Services Limited Toronto Ont	111,605
Progestic Ottawa Ont	444,549
Prologue Management Planning Ottawa Ont	122,588
Protocols Standards & Communications Inc Ottawa Ont	272,516
Travaux publics Canada Ottawa Ont	2,484,831
Q L Systems Kingston Ont	4,386,323
Quantum Group Ottawa Ont	2,014,401
Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont	749,634
Remuera Corporation Ottawa Ont	2,768,685
Rockwood Informatics Kanata Ont	573,061
S & S Software Limited Ottawa Ont	150,960
S N I Systems Ottawa Ont	1,487,990
S P I Consultants Ottawa Ont	277,045
S T M Systems Corporation Ottawa Ont	9,196,392
Sharon Professionals Ottawa Ont	1,282,560
Silico Computer Nepean Ont	1,603,039
Silver Management Consulting Incorporated Ottawa Ont	540,157
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	798,723
Synerlogic Ottawa Ont	995,900
Sysnovators Gloucester Ont	253,543
Systematix Consultants Ottawa Ont	979,333
T E S Contract Services Toronto Ont	106,250
The 500 Selection Services Limited Ottawa Ont	415,017
Thurgur Powell Associates Ottawa Ont	225,043
V K Computer Systems Ottawa Ont	225,197
Veritaaq Technology Ottawa Ont	1,683,446
Victor Interim Services Ottawa Ont	253,263
Westbridge Computers Ottawa Ont	986,379
Wilcom Systems Ottawa Ont	1,116,234
York Advertising Limited Ottawa Ont	368,904

Impôt $38,754,537

Services de comptabilité $1,941,271

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	1,778,871

Services d'informatique $14,461

Services techniques et d'architecture $199,295

Travaux publics Canada Ottawa Ont	195,168

Services de santé et de bien-être $713,094

Services juridiques $2,623,022

	$
Ernst and Young Ottawa Ont	157,844
Halprin Dr PW Vancouver C-B	198,945
Ray Connell Company Vancouver C-B	117,696
Trucson Gauthier Truchon Chicoutimi Qué	120,741

Services de protection $5,491,684

Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	754,014
Corps de commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	602,204
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	3,098,226
National Protective Service Company Limited Ottawa Ont	599,783

Services scientifiques $2,181,648

Lapp-Hancock Associates Ltd Ottawa Ont	222,773

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $3,549,261

École de Langues de L'Estrie Montréal Qué	263,894
Maple Leaf Language Centre Ottawa Ont	171,239
Commission de la fonction publique du Canada Ottawa Ont	429,608

Autres services professionnels $7,634,421

AJJA Information Technology Consultants Inc Ottawa Ont	579,880
AQR Management Services Inc Gloucester Ont	323,889
Cogem Research Montréal Qué	120,000
Coopers and Lybrand Consultants Ottawa Ont	128,602
Delta Partners ottawa Ont	125,283
DMR Consulting Group Ottawa Ont	787,620
DPG System Consulting Nepean Ont	135,550
DR Harley Consulting Toronto Ont	267,979
Ernst and Young Ottawa Ont	107,900
HST Information Systems Ottawa Ont	124,560
IOTA Consulting Ottawa Ont	119,930
Justice Canada Ottawa Ont	589,052
Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont	286,534
Netron Inc Toronto Ont	165,750
Rockwood Consultants Ottawa Ont	291,797
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	733,504
Systematix Ottawa Ont	195,583
Veritaaq Technology House Ottawa Ont	214,396

Autres services $14,406,380

Alberta Attorney General Calgary Alb	137,396
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	107,997
Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	4,044,705
Société canadienne des postes Ottawa Ont	451,477
Econofitech Ltée Montréal Qué	159,299
Megalith Technologies Ltd Nepean Ont	193,106
Network Personnel Inc Ottawa Ont	231,231
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	5,114,194

PARLEMENT $11,432,240

Sénat $3,685,563

Services d'informatique $14,520

Services de santé et de bien-être $852

Services juridiques $204,088

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $225,345

Autres services professionnels $2,233,717

Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont	306,340

Autres services $1,007,041

Adaptek Ottawa Ont	213,333

Chambre des communes $7,126,744

PARLEMENT—*Fin*

$

Services de comptabilité $16,684

Services d'informatique $415,111

Infographic Systems Inc Kanata Ont	111,900
Pharus Systems Ottawa Ont	167,800

Services juridiques $262,634

Services de protection $118,294

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $634,467

Autres services professionnels $3,939,854

Parliamentary Centre for Foreign Affairs & Foreign Trade Ottawa Ont	451,631
Bibliothèque du Parlement Ottawa Ont	119,767

Autres services $1,739,700

Accountemps Ottawa Ont	120,256
Boyd Moving & Storage Ltd Ottawa Ont	116,131
Network Personnel Inc Ottawa Ont	187,250
Parliamentary Restaurant Ottawa Ont	159,385
Pinchin & Associates Ltd Mississauga Ont	100,000

Bibliothèque du Parlement $619,933

Services de comptabilité $32,000

Services d'informatique $450

Services juridiques $38,594

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $24,071

Autres services professionnels $109,096

Autres services $415,722

Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont	177,074

CONSEIL PRIVÉ $30,240,520

Département $22,805,123

Services de comptabilité $46,940

Services d'informatique $2,200,742

CGI Group Ottawa Ont	192,961
IDL Integrated Data Ltd Ottawa Ont	118,430
Nutat Technologies Inc Ottawa Ont	600,964
Remuera Corporation Ottawa Ont	126,708
STM Systems Corporation Ottawa Ont	553,198

Services juridiques $1,649,068

Gregor L Wells Professionals Corporation Calgary Alb	400,535
McIntosh W Toronto Ont	381,150
Stikeman Elliott Toronto Ont	522,786

Services de protection $985,839

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	886,617

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $500,972

Autres services professionnels $11,730,163

Angus Reid Group Toronto Ont	344,478
Astroff Corkum Ross Associates Inc Ottawa Ont	108,780
Canadian Institute of Chartered Accountants Toronto Ont	271,227
Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont	208,025
Fitzsimmons J W Richmond Hill Ont	114,750
Fournier L Outremont Qué	106,627
Frank C Black Consultants Services Manotick Ont	153,680
Gauthier A Ste-Julie Qué	159,863
Intera Kenting Toronto Ont	164,439
Lapierre J P Montréal Qué	107,883
Motelac Entreprises Inc Gloucester Ont	123,075
Patterson Kirk Wallace Toronto Ont	120,283
Perceptus Communications Inc Toronto Ont	180,400
Secor Inc Montréal Qué	115,590
York University North York Ont	208,265

Autres services $5,691,399

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	369,435
Tuckahoe Leasing Toronto Ont	117,161

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes $1,048,612

Services de protection $60,372

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $8,106

Autres services professionnels $23,840

Autres services $956,294

Travaux publics Canada Ottawa Ont	254,564

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports $1,968,866

Services d'informatique $686,447

Applied Silicon Ottawa Ont	122,265
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	153,965

Services techniques et d'architecture $44,136

Services de santé et de bien-être $44,413

Services juridiques $22,092

Services de protection $15,835

Services scientifiques $46,752

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $173,320

Autres services professionnels $186,228

Autres services $749,643

Directeur général des élections $1,625,986

Services de comptabilité $88,697

Services d'informatique $8,949

Services juridiques $232,061

Services de protection $10,426

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $23,594

Autres services professionnels $795,747

C G I Group Ottawa Ont	189,893

Autres services $466,512

Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	116,750

Commissaire aux langues officielles $942,550

Services d'informatique $9,315

Services techniques et d'architecture $5,787

CONSEIL PRIVÉ—*Fin*

	$
Services juridiques $177,327	
Scott & Aylen Ottawa Ont	103,091

Services de protection $13,657

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $34,559

Autres services professionnels $291,142

Autres services $410,763

Conseil économique du Canada $776,160

Services de protection $9,385

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $41,930

Autres services professionnels $422,337

Autres services $302,508

Administration du pipe-line du Nord $160,133

Services de comptabilité $87,045

Services juridiques $42,190

Autres services professionnels $26,898

Autres services $4,000

Commission des relations de travail dans la fonction publique $643,003

Services juridiques $4,902

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $49,898

Autres services professionnels $232,777

	$
Autres services $355,426	
STM Systems Corporation Ottawa Ont	129,495

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité $270,087

Services juridiques $75,769

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,948

Autres services professionnels $149,696

Autres services $41,674

TRAVAUX PUBLICS $571,951,938

Département $571,951,938

PROGRAMME DES SERVICES $259,215,615

Services de comptabilité $142,544

Services d'agences de recouvrement $6,033

	$
Services d'informatique $7,592,584	
ADGA Ottawa Ont	208,325
AJJA Ottawa Ont	218,923
Array Professionals Canada Limited Ottawa Ont	337,250
Canadian Informatics Corp Gloucester Ont	101,125
Data General (Canada) Inc Mississauga Ont	337,226
Delta EDP Systems Gloucester Ont	566,707
ESI Evolution Systems Ottawa Ont	145,800
Hexagon Computer Systems Inc Gloucester Ont	1,100,374
Northey Smith and Assoc Nepean Ont	290,118
Oaktree Management Consultants Nepean Ont	104,960
Polaris Consulting Services Toronto Ont	772,048
Progestic Consultants Ottawa Ont	152,684
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	768,671
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	149,978
Somapro Ltée Ottawa Ont	328,514
Sylvain Dompierre and Assoc Orléans Ont	112,632
Synerlogic Inc Ottawa Ont	336,005
The Seagull Consulting Group Ottawa Ont	300,000
Services techniques et d'architecture $88,460,830	
ABBDL Inc (Tecsult Inc) Montréal Qué	220,619
Acres International Ltd Toronto Ont	1,081,994
ADI Ltd Fredericton N-B	188,704
ADS Assoc Ltée Montréal Qué	133,608
Ainley & Assoc Ltd Collingwood Ont	193,631
Ala-Kantti Woodman Architects Ottawa Ont	122,543
Argyll Assoc Ltd Fredericton N-B	109,822
Associated Engineering BC Ltd Vancouver C-B	761,496
Atomic Energy of Canada Ltd Chalk River Ont	117,280
B C Hydro & Power Authority Vancouver C-B	117,244
Barry Padolsky Architect Ltd Ottawa Ont	232,803
Beaton Sheppard & Assoc Ltd St John's T-N	509,309
Bemi Bemi & Assoc Ottawa Ont	189,833
Bennette & Norgrove Ltd Toronto Ont	210,638
BFL Consultants Ltd St John's T-N	624,943
Bouthillette & Parizeau Montréal Qué	297,866
Bureau d'Etude Archer Inc Montréal Qué	281,121
Byrne Architects Halifax N-É	180,000
C B Fairn & Assoc Ltd Don Mills Ont	114,210
C J Fox Engineering Ltd Orléans Ont	121,387
Canada Museums Construction Ottawa Ont	244,519
Canadaplan Resources Inc Hamilton Ont	209,000
Chemins de fer nationaux Edmonton Alb	102,000
Carlberg Jackson Partners New Westminster C-B	640,720
Carroll Thatcher Design Inc Ottawa Ont	198,699
Cayouette Saia Architectes Montréal Qué	195,282
Clemann Large Patterson Ottawa Ont	194,251
Coles Associates Ltd Charlottetown Î-P-É	199,224
Colt Engineering Corp Edmonton Alb	173,519
Consortium Riopel Walsh Giasson Farregut Architectes Montréal Qué	363,298
Copac Inc Rivière-du-Loup Qué	497,687
Crippen Consultants Vancouver C-B	169,853
Culham Pedersen Valentine Calgary Alb	1,601,564
Dalla-Lana/Griffin Architects Vancouver C-B	149,833
David S McRobie Architects Ottawa Ont	228,941
Davison Seamone Rickard Adams Halifax N-É	133,158
Delcan Corp North York Ont	3,743,596
Delcan Western Ltd Calgary Alb	169,986
Delcan-Stone & Webster Toronto Ont	1,108,097
Deleuw-Angus Ottawa Ont	102,108
Denis Thibault et Assoc Inc Rimouski Qué	378,731
Desnoyers Mercure & Assoc Montréal Qué	174,375
Dominik Thompson Mallette Cornwall Ont	950,070
Dorval & Fortin Architectes Québec Qué	218,945
Douglas J Cardinal Architecte Ottawa Ont	151,131
Dunlop Farrow Aiken Canfield Picton Ont	277,453
Dupont Desmeules et Assoc Montréal Qué	[illegible]62,519
Duschenes Fish & Start Saint John N-B	[illegible]4,709
Dynar Architects Inc Kanata Ont	240,396
E J Gaboury & Assoc Winnipeg Man	361,273
EBA Engineering Consultants Calgary Alb	183,155
Eliseo Temprano Architect Inc Ottawa Ont	177,473
Elliott & Elliott Ltd St John's T-N	936,578
Environmental Engineering Ottawa Ont	163,852
Fafard Parizeau Architectes Montréal Qué	125,877
FMS Lavalin Inc Calgary Alb	153,944
Forrest Design Group Ottawa Ont	710,585
Fulker Maltby Architects Vancouver C-B	185,289

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

	$
G E Bemi and Pye & Richards Ottawa Ont	626,090
Garmeco International Consultants Vancouver C-B	100,000
GBR Architects Winnipeg Man	112,000
Geocon Inc Fredericton N-B	178,753
Gesmec Inc Gloucester Ont	114,564
Giffels Assoc Ltd Toronto Ont	136,711
Goodkey Weedmark & Assoc Ottawa Ont	112,774
Groupe-Conseil Polygec Inc Ste-Foy Qué	161,631
Groupe-Conseil Tredec Inc Montréal Qué	265,138
H H Angus & Assoc Ltd Don Mills Ont	169,954
Hamel Beaulieu et Assoc Drummondville Qué	185,906
Hardy BBT Ltd Calgary Alb	203,443
Harman Sculpture Foundry Ltd Gibsons C-B	166,500
Harris Miller Miller & Hanson Lexington Mass É-U	123,893
Hay & Co Consultants Inc Vancouver C-B	165,170
Helmer Stranks Cule Architects Ottawa Ont	149,084
Horton & Ball Water Fedy Kitchener Ont	201,146
I D Engineering Co Winnipeg Man	280,950
Intera Kenting Ottawa Ont	155,415
J L Richards & Assoc Ltd Ottawa Ont	101,728
Jacques Whitford & Assoc Ltd Dartmouth N-É	642,147
Jensen Kew Architects Inc Victoria C-B	248,344
Jones and Manning Architects Charlottetown Î-P-É	737,160
Katz Webster Assoc Ottawa Ont	268,146
Kindree P J Ottawa Ont	145,767
KLM Engineering Group Ltd Vancouver C-B	376,019
Kohler Dickey Edmundson Ottawa Ont	611,991
Lafontaine et Assoc Architectes Anjou Qué	169,966
Landry Gauthier & Assoc Inc Hull Qué	291,365
Les Architectes Boutros et Pratt Laval Qué	504,366
Les Architectes Lemay et Assoc Montréal Qué	775,001
Les Architectes Stohl Nicolaidis Montréal Qué	490,312
Les Consultants Dessau Inc Laval Qué	176,157
M M Dillon Ltd Ottawa Ont	199,850
M S Thompson & Assoc Ltd Cornwall Ont	344,173
Marshall Macklin Monaghan Ltd Thornhill Ont	267,968
Martineau & Haar Architects Ottawa Ont	141,180
Mathers & Haldenby Toronto Ont	341,523
McElhanney Engineering Services Ltd Vancouver C-B	370,590
McNeely Engineering Ltd Kanata Ont	142,345
MMC Architects Ltd Saint John N-B	295,000
MMP Architects Winnipeg Man	267,855
Morrison Hershfield Ltd Nepean Ont	364,584
Moshe Safdie Assoc Ltd Toronto Ont	140,939
Mott Myles & Chatwin Saint John N-B	552,897
Murray & Murray Assoc Ottawa Ont	263,361
N D Lea & Assoc Ltd Vancouver C-B	203,693
Newfoundland Design Assoc Ltd St John's T-N	589,812
Nfld Geosciences Ltd St John's T-N	102,919
Nolan Davis & Assoc Ltd Halifax N-É	207,400
Norr Partnership Ltd Toronto Ont	235,246
Northwest Hydraulic Cons Ltd Vancouver C-B	147,782
Oboe Engineering Ltd Ottawa Ont	483,587
Ogilvie & Hogg Architects Ottawa Ont	230,259
Ontario Hydro Thunder Bay Ont	105,400
O'Connor Assoc Calgary Alb	149,798
Pat King Appraisals Ltd Halifax N-É	263,190
Pedersen Assoc Architect Vancouver C-B	140,900
Peter Moy Architect Ottawa Ont	116,349
Peto Mac Callum Ltd Barrie Ont	105,032
Phillips Barratt Eng And Arch Vancouver C-B	635,011
Polytec Inc Jonquière Qué	392,359
Price Waterhouse Toronto Ont	158,100
Proctor & Redfern Ltd Thunder Bay Ont	223,102
Provincial Consultants Ltd St John's T-N	109,768
Travaux publics Canada:	
Halifax N-É	978,854
Hull Qué	305,989
Ottawa Ont	694,422
Vancouver C-B	113,303
Willowdale Ont	450,164
R E Winter & Assoc Ltd Mississauga Ont	276,722
Reid Crowther & Partners Ltd Vancouver C-B	177,857
Richard Purdy Architect Ltd Rothesay N-B	150,680
Robert Freundlich & Assoc Ltd Vancouver C-B	121,870

	$
Roche et Assoc Ltée Ste-Foy Qué	159,455
Rowan Williams Davies Irwin Guelph Ont	309,018
Sandwell Swan Wooster Inc North York Ont	110,500
Schoeler & Heaton Architects Ottawa Ont	147,858
Seatech Investigation Services Halifax N-É	198,853
Sheppard Hedges & Green Ltd Gander T-N	520,328
Smith Carter / Dunlop Farrow Winnipeg Man	3,117,927
Spencer Environmental Edmonton Alb	109,337
Spotkowsky Architects Ltd Edmonton Alb	135,568
Stanley Assoc Engineering Edmonton Alb	116,524
Suncord Engineering Ltd Edmonton Alb	106,922
Taylor-Irving & Assoc Inc Ottawa Ont	130,195
Tek Consultants Limited Fredericton N-B	155,706
The Bae Group St John's T-N	950,055
The Cohos Evamy Partnership Calgary Alb	3,113,114
The Ikoy Partnership Winnipeg Man	608,773
Thurber Consultants Ltd Vancouver C-B	102,197
Trow Ontario Ltd Brampton Ont	125,317
UMA Western Photogrammetry Vancouver C-B	208,513
Universal Software Corp Ottawa Ont	143,278
V C I Controls Inc Nepean Ont	104,185
Vaughan Engineering Associates Halifax N-É	549,202
Venture Architects Inc St John's T-N	174,770
Victor Engineering Nepean Ont	166,637
Wagg & Hambleton Architects Vancouver C-B	327,005
Wallace MacDonald Lively Ltd Bedford N-É	195,382
Wardrop Engineering Winnipeg Man	102,161
Webber Harrington Weld Group Halifax N-É	561,132
Western Canada Hydraulic Lab's Vancouver C-B	146,288
Wheeler Douglas Massie Hull Qué	100,229
Wood Banani & Assoc Kanata Ont	182,214

Services de santé et de bien-être $3,276

Services juridiques $2,644,339

British Columbia Building Corp Vancouver C-B	114,999
Canadian Imperial Bank of Commerce Vancouver C-B	125,565
Marc Roy Curtis in Trust Vancouver C-B	118,231
Marian B Gravelle Notary Public Vancouver C-B	140,931
Pouliot Mercure Montréal Qué	110,000
Price Waterhouse Ottawa Ont	328,987
Souch & Prestage In Trust Vancouver C-B	728,340
Tarnowski Joe/Baynes Sound Vancouver C-B	120,000

Services de protection $16,517,203

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	366,629
Barnes Security Services (C-B) Vancouver C-B	106,382
Bradson Security Services Ottawa Ont	290,684
Corps canadien des commissionnaires:	
Ottawa Ont	7,436,276
Saint John N-B	201,403
Victoria C-B	173,416
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	2,755,205
Metropol Security Services (C-B) Vancouver C-B	148,170
National Protective Service Ottawa Ont	3,466,362
Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	608,287
Protection Securite Detek St-Laurent Qué	133,263
Securite Sag-Lac Saguenay Lac St-Jean Qué	193,903

Services scientifiques $1,060,763

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $3,260,811

Algonquin College Nepean Ont	128,871
Permax Management Inc Ottawa Ont	144,928
Commission de la fonction publique Halifax N-É	100,215

Autres services professionnels $19,062,973

Amy Associates Ltd Ottawa Ont	110,153
Atkinson Tremblay & Assoc Ltd Ottawa Ont	308,200
Canadian Development Investment Toronto Ont	933,103
Deloitte & Touche Inc Ottawa Ont	765,150
Elron Development Ltd London Ont	202,660
Latulippe R Montréal Qué	106,686
Marine Air Cargo Kelowna C-B	211,740
Narwhal Arctic Services Ltd Calgary Alb	193,900

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

	$
Ontario Municipal Employees Toronto Ont	4,261,914
Peat Marwick Stevenson & Kellogg Ottawa Ont	147,558
Peat Marwick Thorne Inc Ottawa Ont	130,341
Pluralis Mercier Qué	115,600
Travaux publics Canada Ottawa Ont	114,933
Rampant Enterprises Ltd Toronto Ont	1,747,842
Roland Carriere & Assoc Brossard Qué	106,829

Autres services $120,464,259

	$
157481 Canada Inc Montréal Qué	436,490
419766 Ontario Ltd Toronto Ont	253,312
7-24 Classic Building Care Toronto Ont	195,140
884194 Ontario Ltd Toronto Ont	104,346
A B C Conciergerie Inc Rimouski Qué	158,093
A C Electric Halifax N-É	101,776
A P V Canada Inc Montréal Qué	543,107
A & A Service Co Vancouver C-B	170,543
A & J Maintenance Limited Charlottetown Î-P-É	170,423
Ability Janitorial Services Ottawa Ont	557,942
Allen Maintenance Ltd Montréal Qué	2,466,890
Artemis Building Cleaning Co Ottawa Ont	217,232
Ascenseurs Dover Ltée Québec Qué	153,640
Associated Building Maintenance Winnipeg Man	216,259
Assured Building Maintenance Ltd Vancouver C-B	118,600
Atelier du Martin Pecheur Inc Clermont Qué	511,869
Atlas Building Cleaning Hamilton Ont	565,910
Atlas Building Services Ltd Montréal Qué	275,116
Baxtec Mechanical Services Ottawa Ont	235,400
Bee-Clean Co of Canada Edmonton Alb	1,074,305
Best Cleaners & Contractors Ltd Vancouver C-B	1,384,036
Betz Inc Kanata Ont	131,318
Black Electric Ltd Ottawa Ont	409,809
Bonanza Building Cleaning Co Ottawa Ont	155,928
Bonner & Campbell Plumbing and Heating Winnipeg Man	204,417
Bourque Pierre & Fils Ltée Ottawa Ont	109,850
British Columbia Buildings Corp Vancouver C-B	940,214
Browning Ferris Industries Carp Ont	1,293,061
Bruce Jensen Nurseries Inc Newcastle Ont	198,401
Building Cleaning Consultants Ottawa Ont	221,716
C N Real Estate Toronto Ont	116,563
Campeau Corporation Toronto Ont	316,804
Canada's Capital Building Vanier Ont	363,042
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	800,294
Cardinal Waste Management Toronto Ont	220,061
Carrier Canada Ltd Mississauga Ont	237,259
Carrier Cleaning Services Summerside Î-P-É	121,832
Charette's Tropical Plants Inc Orléans Ont	122,153
Cleanview Janitorial Services Ottawa Ont	1,313,035
Concorde Maintenance Ltd Pickering Ont	402,649
Cordel Developments Corp Ltd Cornwall Ont	329,205
Correia Enterprises Ltd Winnipeg Man	432,847
Crystal Building Services Mississauga Ont	593,136
Culubia Janitorial Services Ottawa Ont	711,914
Daeco Service d'entretien Enr Montréal Qué	225,665
Deloitte & Touche Inc Ottawa Ont	231,269
Delta Electric Gatineau Qué	353,347
Département du Travail:	
Fredericton N-B	121,135
Halifax N-É	153,350
St John's T-N	103,670
Dick's Janitorial Service Ltd Red Deer Alb	187,855
Dominion Electric Protection Willowdale Ont	294,607
Domus Building Cleaning Co Ltd Ottawa Ont	366,375
Double "MM" Janitorial Services London Ont	628,223
Dover Corporation (Canada) Ltd Mississauga Ont	438,397
Duroclean Commercial Services Dartmouth N-É	117,705
Dustmoon Maintenance Ltd Nepean Ont	1,524,215
Dutch Janitorial Services Ltd Ottawa Ont	117,964
Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B	251,342
Edwards of Canada Owen Sound Ont	257,086
Electricien Yvan Dubuc Enr Gatineau Qué	101,174
Elron Development Ltd London Ont	331,728
Emploi et Immigration Willowdale Ont	431,668
Enrich Cleaning Scarborough Ont	151,822
Entreprise Rene Bordeleau Inc Ste-Foy Qué	187,284
Entretien City Crown Ltée St-Laurent Qué	255,672
Entretien Sanitaire Waterville Waterville Qué	234,484
Ernie's Cleaning Services Ltd Peterborough Ont	171,422
Evripos Building Cleaning Co Ottawa Ont	352,921
Exel Building Maintenance Ltd Edmonton Alb	331,187
Expert Building Cleaning Winnipeg Man	107,451
Federated Building Maintenance Toronto Ont	1,063,952
Galipeau J Ottawa Ont	204,551
Geodi Maintenance Inc Nepean Ont	206,377
Gordon A MacEachern Services Scarborough Ont	289,441
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	116,210
Guiomar Building Services Laval Qué	141,247
Helta Enterprises Ottawa Ont	116,995
Honeywell Ltd Moncton N-B	107,518
Honeywell Ltd Scarborough Ont	361,346
Intertec Security and Investigation Ltd Toronto Ont	288,544
J M P Maintenance Ltd Montréal Qué	2,370,893
Jani-King Dartmouth N-É	243,168
Johnson Controls Ltd Vancouver C-B	130,969
Justice Canada Ottawa Ont	131,937
Juteau Devine & Assoc Ottawa Ont	105,045
K L Building Services Lethbridge Alb	180,000
K & Sons Maintenance Co Mississauga Ont	377,984
Laidlaw Waste Systems Edmonton Alb	110,948
Laidlaw Waste Systems Ottawa Ont	188,938
Le Service de traduction simultanée Montréal Qué	116,714
Le Transit Inc P A T Montréal Qué	128,563
Les Entreprises Montcalm Gatineau Qué	164,748
Les Entreprises Duroc Inc Hull Qué	249,878
Les services d'entretien Laval Qué	339,392
London Floor Service Ltd London Ont	165,609
Luc's Carpentry Winnipeg Man	117,136
M P Building Cleaning Orléans Ont	841,737
M S A Inc/Montenay Service Montréal Qué	117,525
MacDonald & Brisson Ottawa Ont	262,383
Majestic Cleaning Toronto Ont	127,901
Manitoba Hydro Winnipeg Man	187,559
Maple Green (1982) Toronto Ont	104,969
Master Nick Building Services Don Mills Ont	104,762
Mathews Conveyor Co Port Hope Ont	105,486
Modern Building Cleaning Ottawa Ont	1,712,492
Montgomery Kone Elevator Co Toronto Ont	587,695
Mosiac Chemical Corporation St Catharines Ont	565,029
Commission de la Capitale nationale Ottawa Ont	2,050,525
National Trust Company Downsview Ont	2,002,527
Nijjar Maintenance Mississauga Ont	179,765
North Star Building Ottawa Ont	134,460
North York Maintenance Ltd Toronto Ont	1,407,420
Northern Alberta Institute of Technology Edmonton Alb	106,048
Olympia & York Development Ltd Toronto Ont	8,101,955
Otis Canada Inc Halifax N-É	186,861
Otis Canada Inc Oakville Ont	4,110,025
Otis Canada Inc Vancouver C-B	163,009
Ottawa Horticultural Services Orléans Ont	131,450
Ottawa & District Association Gloucester Ont	193,564
Oxford Building Cleaning Inc Winnipeg Man	193,204
Pacific Building Maintenance Richmond C-B	405,808
Paradise Building Maintenance Ltd Vancouver C-B	168,420
Paragon Building Cleaners Nepean Ont	191,063
Paul Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont	142,699
Peace Maintenance Inc Montréal Qué	173,136
Pluralis Consultants Mercier Qué	169,700
Poseidon Home Services Inc Laval Qué	119,055
Prime Building Maintenance Ltd Vancouver C-B	307,887
Professional Cleaners Ltd St John's T-N	117,315
Program Boiler & Machinery Scarborough Ont	169,940
Travaux publics Canada:	
Edmonton Alb	327,872
Halifax N-É	290,229
Montréal Qué	236,905
Ottawa Ont	411,625
Vancouver C-B	456,591
Willowdale Ont	176,472
Q C Maintenance Ltd Saskatoon Sask	143,236

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

	$
Reliable Window Cleaners Sudbury Ont	635,977
Richard Cote Electric Ltd Ottawa Ont	296,246
Royal Cleaners Nepean Ont	205,146
S P I Consultants Ottawa Ont	292,213
Schindler Elevator Corp Ottawa Ont	291,977
Service d'entretien Allied Montréal Qué	266,395
Service d'entretien Diplomate St-Léonard Qué	236,016
Service d'entretien Parbec Brossard Qué	128,869
Service Star Building Cleaning Ottawa Ont	663,422
Services d'entretien Victoria Montréal Qué	639,173
Shanahan Research Assoc Vancouver C-B	128,800
Sharby's Construction Co Ltd Winnipeg Man	114,812
Shell-Tair Maintenance Service St Catharines Ont	114,542
Sheon Enterprises Inc Manotick Ont	314,780
Simplex International Nepean Ont	146,970
Solvanet Enr Beauport Qué	157,593
Staff 2000 Inc Laval Qué	102,687
STM Systems Corp Mississauga Ont	605,204
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	1,031,484
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	937,263
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	625,147
The Effort Trust Company Hamilton Ont	101,980
The Glenview Corp Gloucester Ont	298,614
The Harlow Service Belleville Ont	102,725
Tom Bolianus Electric Winnipeg Man	151,385
Tom Bursey Cleaners Ltd Mount Pearl T-N	217,278
Transport Saniben Inc Longueuil Qué	134,627
Conseil du Trésor Canada Ottawa Ont	400,953
Tricil Ltd Ottawa Ont	293,481
V C I Controls Inc Nepean Ont	369,424
Vandura Building Ltd Regina Sask	213,310
Victoria Maintenance Services Montréal Qué	783,508
William Davis & Sons Ltd Vancouver C-B	154,347
York Air Conditioning Mississauga Ont	347,000
Zenith Building Services Inc Ottawa Ont	328,218

PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS $312,736,323

Services de comptabilité $6,793

Services d'informatique $366,789

Services techniques et d'architecture $36,733,016

Travaux publics Canada:	
Halifax N-É	1,570,594
Ottawa Ont	9,439,806
Vancouver C-B	25,013,172
Willowdale Ont	478,321

Services de santé et de bien-être $1,774

Services juridiques $78

Services de protection $166

Services scientifiques $8,763

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $542,566

Currie-MacLean Inc Ottawa Ont	136,000
Warren & Assoc Kanata Ont	118,800

Autres services professionnels $2,831,873

Andersen Consulting Ottawa Ont	212,475
International Centre for Facilities Ottawa Ont	710,799
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	227,034

Autres services $272,244,505

Travaux publics Canada:	
Halifax N-É	15,555,952
Montréal Qué	30,432,502
Ottawa Ont	146,530,633
Vancouver C-B	21,295,818
Willowdale Ont	55,706,430

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $66,213,958

Département $45,097,286

Services de comptabilité $282,171

	$
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	271,120

Services d'informatique $1,700,555

CGI Information Systems and Management Consultants Ottawa Ont	114,310
Communications Canada-Ccrit Laval Qué	100,000
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	106,369
DPG Systems Consultants Ltd Nepean Ont	115,021
Industrielle-Services Techniques/Service des finances Montréal Qué	161,344
LGS Group Inc Ottawa Ont	120,608
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	211,376
SNI Systems Network Inc Ottawa Ont	216,396

Services juridiques $49,157

Services de protection $94,032

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $939,535

Desnoyers Racine Inc Hull Qué	134,683
Commission de la fonction publique du Canada Ottawa Ont	196,798

Autres services professionnels $32,664,679

Baudouin Marie-Christine Montréal Qué	147,847
Bennecon Limited Toronto Ont	140,000
Cadieux Fabrice Toronto Ont	251,163
Canacom Inc Montréal Qué	279,171
Services canadiens de traduction et d'interprétation Hull Qué	101,312
Cetadir Inc Hull Qué	198,993
CIGC Services-Conseils Ltée Ottawa Ont	113,928
Consultant en linguistique computationnelle Ltée Hull Qué	174,340
Cosmopole Communications Inc Montréal Qué	115,312
Craidig Ottawa Ont	130,674
Didier Emmanuel Ottawa Ont	114,435
Editext Nepean Ont	441,265
Excelcom-Translex Ottawa Ont	115,488
Generations Research Inc Toronto Ont	141,700
Hatton Anne-Catherine Montréal Qué	100,384
H Burgers and Associates Ltd Ottawa Ont	208,524
Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont	313,268
Jay Walsh Inc Ottawa Ont	187,599
Juricom Montréal Qué	184,824
Les Traductions Devinat et Associés Ottawa Ont	163,106
Les Traductions Metatext Translation Inc Ottawa Ont	199,676
Les Traductions Tessier SCC Ottawa Ont	504,120
Les Traductions Translex Jdr SCC Ottawa Ont	826,136
Liberio & Lavergne Inc Westmont Qué	108,346
Lingua Traductions Longueuil Qué	311,591
Linguix Gatineau Qué	208,199
Oerlikon Aerospatiale Inc Saint-Jean-sur-Richelieu Qué	101,970
Osgoode Technical Translations Toronto Ont	128,135
Roger Laissy & Associés Montréal Qué	110,268
Rubert Anne-Marie Ottawa Ont	113,387
Société Gamma Inc Ottawa Ont	664,492
Sogestran Inc Ottawa Ont	183,755
Syntagme Montréal Qué	502,054
Syntax Technical & Industrial Translators Kingston Ont	124,113
Approvisionnements et Services Ottawa Ont	428,732
Traduction Globe Inc Montréal Qué	120,637
Traduction Nevrem Enr Ottawa Ont	215,810
Traductions ABS Montréal Qué	143,503
Traductions B & B 1978 Ltd Montréal Qué	362,366
Traductions de Villers-Cote Inc Trois-Rivières Qué	684,116
Traductions Renaud et Angers Inc Neuville Qué	140,286
Traductions Scientifiques Ch-Kay Montréal Qué	360,363
Traductions Sigma Enr Ottawa Ont	130,098
Traductions Ultra Inc Bromptonville Qué	165,146

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

	$
Transcom Traductions Inc Ottawa Ont	1,080,347
Transediting & Cie Ottawa Ont	130,101
Translata Enr Cap-Rouge Qué	173,659

Autres services $9,367,157

Boyd Group of Companies Ottawa Ont	115,798
Commission de la Capitale nationale Ottawa Ont	125,000
Portage Personnel Ltée Hull Qué	164,524
Bureau du Conseil privé Ottawa Ont	439,610
STM Systems Corporation Ottawa Ont	633,304
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	620,047

Centre canadien de gestion $3,282,718

Services d'informatique $113,986

Services de santé et de bien-être $141,634

Services de protection $146,487

Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	103,510

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $1,695,837

Alexandra Assoc Inc Ottawa Ont	202,473
Les Conseillers en placements PEMP Inc Montréal Qué	485,890

Autres services professionnels $279,357

Phillips Group of Companies Ottawa Ont	124,000

Autres services $905,417

Versabec Inc St-Laurent Qué	353,030

Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) $4,261,310

Services de comptabilité $75,690

Services d'informatique $21,028

Services juridiques $31,464

Services de protection $1,405

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $108,360

Autres services professionnels $1,874,689

National Association of Japanese Canadians Winnipeg Man	405,247

Autres services $2,148,674

CLA Personnel Hull Qué	108,407
Statistique Canada Ottawa Ont	255,125
STM Systems Corporation Ottawa Ont	769,200

Commission de la fonction publique $12,848,367

Services de comptabilité $15,000

Services d'informatique $126,867

Services de santé et de bien-être $778

Services juridiques $8,280

Services de protection $327,376

Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont	134,603

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $8,557,247

Département des Finances Fredericton N-B	110,299
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	396,534

Autres services professionnels $1,943,002

Autres services $1,869,817

Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	232,604

	$
Rejane Personnel Inc Hull Qué	107,833
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	564,766

Conseil de recherches en sciences humaines $724,277

Services de comptabilité $1,660

Services d'informatique $5,675

Services de protection $23,206

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $37,570

Autres services professionnels $152,075

Autres services $504,091

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $232,039,051

Département $3,499,438

Services de comptabilité $21,270

Services d'informatique $279,879

Services de protection $460,291

Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	412,848

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $208,680

Autres services professionnels $1,433,352

Autres services $1,095,966

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	257,727

Service correctionnel $137,076,393

Services de comptabilité $170,611

Services d'informatique $1,603,592

CGI Information Systems Ottawa Ont	689,666
Digital Equipment of Canada Ottawa Ont	156,177
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	150,907

Services de santé et de bien-être $62,850,022

Agence sociale spécialisée de Hull Hull Qué	356,138
All Care Health Services Belleville Ont	223,086
Arid Group Home Thorold Ont	153,062
C-B Borstal Association Vancouver C-B	219,933
Bold Park Lodge Inc Hamilton Ont	170,606
Brant Alcove Brantford Ont	195,427
Bray Dr R Toronto Ont	119,360
Brentwood Alcohol Recovery Home Windsor Ont	185,242
Cannell House Inc Moncton NB	261,241
Carrefour Nouveau Monde Montréal Qué	1,028,815
Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont	103,107
Community Corrections of London London Ont	347,842
Dimas Society Truro N-É	206,550
Doermer Martens Johnson Winnipeg Man	109,477
Edmison House Peterborough Ont	355,806
Elizabeth Fry Society:	
Brampton Ont	120,901
Hamilton Ont	137,368
Kingston Ont	336,967
Toronto Ont	162,607
Vancouver C-B	150,545
Emmanuel House St John's T-N	130,474
Exodus Link Corporation Toronto Ont	152,075
Gouvernement de T-N et du Labrador	888,119

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

	$
Greater Victoria Hospital Society Victoria C-B	130,646
Hatfield Society Vancouver C-B	247,000
Health Services Center Winnipeg Man	101,253
Hôpital Cité de la Santé Vimont Qué	402,193
Hotel Dieu Hospital Chatham N-B	289,235
Hotel Dieu Hospital Kingston Ont	468,798
House of Hope Ottawa Ont	319,802
Howard House Association of Cape Breton Sydney N-É	215,626
IAF Biovac Inc Ville de Laval Qué	104,980
Integrated Behaviorial Systems Ltd Delta C-B	125,834
Institut Philippe Pinel Montréal Qué	8,653,075
John Howard Society:	
Halifax N-É	126,384
Montréal Qué	337,965
Oshawa Ont	115,386
Ottawa Ont	315,007
Saint John N-B	277,898
St John's T-N	482,939
Vancouver C-B	478,229
Victoria C-B	230,795
Joins-toi Granby Qué	173,483
Jouve Dr B Moncton N-B	118,125
Kingston General Hospital Kingston Ont	323,371
La Société St-Vincent de Paul Montréal Qué	128,021
Larch Half Way House of Sudbury Sudbury Ont	230,637
Laren House Society Victoria C-B	225,339
Libby Society North Vancouver C-B	244,471
Maison Crossroads Montréal Qué	456,626
Maison de transition de Montréal Montréal Qué	268,706
Maison Jeunaide Inc Montréal Qué	268,043
Maison l'intervalle Montréal Qué	621,186
Maison Painchaud Québec Qué	272,220
Maison Radisson Trois-Rivières Qué	181,445
Moncton Hospital Moncton N-B	218,300
Native Clan Organization Inc Winnipeg Man	536,127
New Hope Therapeutic Society Delta C-B	249,282
Newbury House Sudbury Ont	201,845
Okanagan Halfway House Society Kelowna C-B	252,910
Pines Community Resource Centre Kenora Ont	132,502
Placement de Personnel ville de Québec Qué	913,302
Prince George Activators Society Prince George C-B	274,711
Prine George Native Prince George C-B	136,036
Programme Portage Relatif Montréal Qué	123,364
Province de:	
Alberta Edmonton Alb	2,559,937
Colombie-Britannique Victoria C-B	305,211
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	162,878
Ontario Toronto Ont	4,405,060
Québec ville de Québec Qué	3,526,239
Résidence Lafleur Inc Premont Qué	264,770
Rockstro Dr R F Sackville N-É	108,675
Armée du salut:	
Dartmouth N-É	252,947
Kingston Ont	113,784
Moncton N-B	224,864
Montréal Qué	195,875
Saskatoon Sask	105,082
St John's T-N	188,362
Toronto Ont	361,228
Vancouver C-B	199,537
Victoria C-B	282,129
Winnipeg Man	260,661
Service d'aide aux prisonniers Sherbrooke Qué	588,375
Société Emmanuel Grégoire Inc Montréal Qué	1,936,500
St Leonards House:	
Bramalea Ont	406,153
Halifax N-É	210,117
Hamilton Ont	1,118,183
Toronto Ont	513,375
Windsor Ont	306,770
Seventh Step Society New Westminster C-B	211,000
St Mary's University Halifax N-É	105,000
St Norbert Foundation Man Inc St Norbert Man	178,403
Thibault A Montréal Qué	127,305
Toronto House Toronto Ont	196,224

	$
Unite Domremy de Chicoutimi Chicoutimi Qué	111,149
United Church Halfway Homes Winnipeg Man	431,868
University Hospital Vancouver C-B	134,755
Univerity of Alberta Hospital Edmonton Alb	131,874
Upjohn Health Care Services Don Mills Ont	152,487
Via Travail (Essor) Montréal Qué	414,495
W P Archibald Centre Concord Ont	492,506
YMCA Montréal Qué	298,339

Services juridiques $147,468

Services de protection $2,923,921

Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	110,108
Corps canadien des commissionnaires:	
Calgary Alb	108,553
Halifax N-É	127,096
Kingston Ont	462,893
Montréal Qué	591,430
Ottawa Ont	293,211
Saint John N-B	443,642
Toronto Ont	196,748

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $15,231,782

Allied Indian And Metis Society Vancouver C-B	246,650
CEFED ville de Québec Qué	467,095
Camosun College Victoria C-B	185,406
Centre de formation d'évaluation ville de Québec Qué	499,105
Control Data Canada Ltd Toronto Ont	107,417
Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb	402,707
Excalibur Learning Center Kingston Ont	1,495,430
Fraser Valley College Abbotsford C-B	204,977
Langley College of Trade and Commerce Langley C-B	660,975
Lavalin Formation Inc Montréal Qué	1,337,415
Memramcook Inst St Joseph N-B	127,116
NBCC Moncton Moncton N-B	454,828
NB Community College Chatham N-B	460,618
Native Clan Organization Inc Winnipeg Man	152,288
Olds College Olds Alb	229,833
Pro Soft Training Surrey C-B	103,692
Province de:	
Nouveau-Brunswick Moncton N-B	298,203
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	495,120
Québec ville de Québec Qué	1,627,267
Queen's University Kingston Ont	125,218
Red Deer College Red Deer Alb	179,097
Roach W R and Assoc Toronto Ont	170,938
Saskatchewan Institute of Applied Science Saskatoon Sask	571,021
Scott Paper International Inc New Glasgow N-É	271,005
Simon Fraser University Burnaby C-B	782,540
The Evergreen School Division 22 Gimli Man	157,496
Université de Montréal Montréal Qué	100,275
54895 Ontario Ltd Kingston Ont	1,059,451

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,041,152

Digital Equipment Ottawa Ont	104,038
Memramcook Institute St Joseph N-B	147,223
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	315,167

Autres services professionnels $16,977,301

ARA Consulting Group Inc Toronto Ont	137,861
Coalition Support Services Halifax N-É	192,667
Evangelical Luthern Church Winnipeg Man	263,970
Goss Gilroy and Assoc Ltd Ottawa Ont	132,650
HDA Inc Reston Va É-U	167,515
Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont	161,210
John Howard Society St John's T-N	128,113
JSI Systems Engineering Ottawa Ont	211,667
Price Waterhouse Associates Ottawa Ont	143,529
Province de l'Alberta Edmonton Alb	2,891,878
Pulvermacher Stevens and Assoc Ottawa Ont	195,348
Queen's University Kingston Ont	459,678
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	944,321
The Pass Group Ottawa Ont	134,047

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

	$
University of Saskatchewan Saskatoon Sask	138,906
United Baptist Convention Saint John N-B	279,398
Via Travail (OPEX) Montréal Qué	144,863
White Robert S Toronto Ont	193,284
Autres services $35,130,544	
Advance Agencies Ltd Airdrie Alb	122,882
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	107,918
Bradson Mercantile Inc Ottawa Ont	120,967
Bryker Data Systems Ltd Don Mills Ont	428,538
Communications Canada Ottawa Ont	401,633
Domco Food Services:	
Don Mills Ont	169,429
Richmond C-B	592,532
Drumheller Native Consultants Drumheller Alb	127,912
Encon Consulting Glenburnie Ont	108,265
Gabriel Dumont Inst Regina Sask	132,772
Gouvernement de T-N et du Labrador St John's T-N	1,156,951
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	732,963
ICL Services Vancouver C-B	108,021
Les Sables Fournel et Fils Inc Québec Qué	193,526
Les services alimentaires Bourcherville Qué	122,929
Memramcook Inst St Joseph N-B	105,252
Network Personnel Inc Ottawa Ont	235,953
OV Tech Inc Ste-Foy Qué	226,183
Placements Plus Kingston Ont	327,772
Perma Temp Personnel Ottawa Ont	349,726
Poundmaker Lodge Edmonton Alb	109,707
Province de:	
Alberta Edmonton Alb	5,660,508
Colombie-Britannique Victoria C-B	1,997,445
Manitoba Winnipeg Man	332,879
Ontario Toronto Ont	2,296,557
Québec ville de Québec Qué	1,397,548
Saskatchewan Regina Sask	3,514,314
Richard Bérubé Inc Port-Cartier Qué	148,800
SPI Consultants Ottawa Ont	291,437
Salestech Marketing Inc Scarborough Ont	177,180
Services d'entretien R Hudon Inc Port-Cartier Qué	455,564
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	5,374,807
Valley Stenographic Abbottsford C-B	142,754
Wyse L J Assoc Victoria C-B	113,757

Commission nationale des libérations conditionnelles $631,972

Services juridiques $12,983

Services de protection $82,206

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $44,467

Autres services professionnels $379,965

Autres services $112,351

Gendarmerie royale du Canada $89,343,146

Services de comptabilité $175,871

Services d'agences de recouvrement $285

Services d'informatique $82,020

Services techniques et d'architecture $34,615

	$
Services de santé et de bien-être $20,008,864	
Blue Cross Moncton N-B	166,725
Great West Life Winnipeg Man	5,787,502
National Defence Medical Centre Ottawa Ont	415,225
University of Alberta Hospital Edmonton Alb	298,211
Services juridiques $1,406,106	
Daniel Brunet Ottawa Ont	140,522
Services de protection $23,904,827	
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	1,625,449
Burns International Security Ottawa Ont	309,398
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	16,213,670
Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué	5,625,880
Twilite Security Yellowknife TN-O	121,438
Services scientifiques $235,950	
Enseignement et formation— Non-fonctionnaires $1,286,531	
SHL Systemhouse Ottawa Ont	111,045
Enseignement et formation— Fonctionnaires $1,822,993	
Training and Development Canada Ottawa Ont	194,700
Autres services professionnels $855,644	
Canadian Security Intelligence Service Ottawa Ont	569,324
Autres services $39,529,440	
A-1 Bailiff Services Ltd Nepean Ont	105,500
Associated Building Maintenance Winnipeg Man	151,515
Banque du Canada Ottawa Ont	548,268
George Bolton (1983) Ltd Ottawa Ont	108,083
Campus Productions Ltd Ottawa Ont	148,027
Comnetix Computer Systems Mississauga Ont	281,734
Communauté urbaine de Montréal Qué	104,542
Dare Personnel Ottawa Ont	147,885
Dun and Badstreet Software Toronto Ont	138,128
Charles Higgerty Ottawa Ont	228,441
MP Building Cleaning Orléans Ont	282,799
MPB Technologies Inc Dorval Qué	113,872
Prime Building Maintenance Vancouver C-B	181,752
Prologic Systems Ottawa Ont	126,033
Province de:	
Alberta Edmonton Alb	465,257
Colombie-Britannique Victoria C-B	274,652
Manitoba Winnipeg Man	187,896
Nouvelle-Écosse Halifax N-É	158,000
Ontario Toronto Ont	946,047
Québec Québec Qué	370,000
Travaux publics Canada Ottawa Ont	1,554,849
Quantum Information Resources Ottawa Ont	148,886
Raymond Chabot-Martin Paré Cie Montréal Qué	548,519
STM Systems Corp Ottawa Ont	116,624
Sani-Building Maintenance Edmonton Alb	110,285
Sheon Enterprises Osgoode Ont	181,725
Software Kinetics Ltd Stittsville Ont	516,423

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada $256,883

Services juridiques $23,408

Services de protection $33,708

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $8,234

Autres services professionnels $129,324

Autres services $62,209

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada $1,231,219

Services d'informatique $59,591

Services juridiques $583,179

Services de protection $99,932

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $13,817

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Autres services professionnels $250,301

Autres services $224,399

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $129,666,997

Département $129,666,997

	$
Services de comptabilité $13,854,703	
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	3,978,979
Services d'agences de recouvrement $264	
Services d'informatique $823,826	
Services techniques et d'architecture $1,839,563	
Laboratoire de Béton Ltée Montréal Qué	214,911
Peel Assessment Workshop Mississauga Ont	172,153
Robert W Byron Ottawa Ont	103,832
Seimac Swire House Limited Darmouth N-É	251,548
Services juridiques $1,745,315	
Fillmore and Riley Winnipeg Man	127,951
Services de protection $2,129,917	
Corps canadien des commissionnaires:	
St John N-B	123,239
Ottawa Ont	1,003,250
Ste-Foy Qué	745,121
National Protective Service Ottawa Ont	208,860
Services scientifiques $1,051,280	
Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,474,443	
Lemmex & Associates Ltd Ottawa Ont	233,612
Parisien Grou Lasalle Ville St-Laurent Qué	117,494
Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,856,043	
Financial Management Institute Ottawa Ont	139,841
Commission de la fonction publique Ottawa Ont	529,804
Autres services professionnels $24,492,992	
Andersen Consulting Ottawa Ont	223,278
Deloitte & Touche Management Ottawa Ont	834,670
Progestic Consultants Inc Ottawa Ont	111,860
Quadrum Consultants Inc Ottawa Ont	206,294
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	2,481,440
Synergem Mgmt Inc Ottawa Ont	498,358
V K Computer System Inc Ottawa Ont	454,431
Autres services $79,398,651	
ACF Communications Ltd Ottawa Ont	331,883
ACME Signalisation Montréal Qué	841,893
ACME Signalisation Ottawa Ont	6,133,029
AJJA Information Technology Ottawa Ont	333,685
A P G Analyse Programmation Montréal Qué	156,022
African Journey Limited Toronto Ont	267,500
Agence de placement Louise Inc Hull Qué	206,703
Agincourt Productions Richmond Hill Ont	277,969
Barbara Personnel Inc Hull Qué	314,801
Berger & Associates Canada Ottawa Ont	974,775
Bomi Videotape Productions Nepean Ont	156,532
Boyd Moving & Storage Ltd Ottawa Ont	284,666
Bradson Mercantile (1983) A/T Ottawa Ont	339,958
Brant Computer Services Ltd Ottawa Ont	137,437
Breakthrough Films Toronto Ont	287,889
Bruntouch Entertainment Group Chester N-É	143,448
Business Rescue Associates Ltd Ottawa Ont	174,234
Carleton Productions Inc Ottawa Ont	1,212,113
Champlain Productions Inc Montréal Qué	127,555
Charlton & Gobuyan Design Ottawa Ont	125,989
Cinelume Productions Ltd Montréal Qué	199,362
Corel Systems Corp Ottawa Ont	190,237
Corvideocom Ltd Ottawa Ont	148,185
CTMG Canadian Technolgy Ottawa Ont	140,415
D E Systems Ltd Ottawa Ont	102,132
Decima Research Ottawa Ont	135,156
Deloitte & Touche Ottawa Ont	291,784
Digital Video Services Ottawa Ont	109,045
Dorje Systems Group Inc Ottawa Ont	138,954
DPG Systems Consultants Ltd Nepean Ont	201,302
DSS Canada Communication Group Hull Qué	332,756
Edge Management Services Inc Edmonton Alb	207,666
Est Evolutions Systems Inc Ottawa Ont	263,607
Fedor-Expositions Inc Montréal Qué	116,651
Fifth Dimention Cad/Cam Ottawa Ont	715,053
Financial Operations (EA) Ottawa Ont	1,142,368
GBC Canada Inc Don Mills Ont	202,750
Gemn Graphics Gloucester Ont	531,300
Helix Management Consulting Orléans Ont	294,952
Hexagon Computer Systems Inc Gloucester Ont	631,587
Hyde Parks Film Productions Toronto Ont	165,295
Image Projection Nepean Ont	140,339
Imax Systems Corp Toronto Ont	936,755
Independent Communications Londres Angleterre	175,000
Indigo Software Ltd Ottawa Ont	122,665
Intercom Films Ltd Toronto Ont	169,538
Intergraph Canada Ltd Ottawa Ont	472,635
Iota Consulting Ltd Nepean Ont	219,695
J P L Productions Inc Montréal Qué	137,754
KLA Visual Productions Ottawa Ont	217,552
L G Expositions Hull Qué	399,854
LGS Group Inc Ottawa Ont	253,528
Lambert Multimedia Inc Montréal Qué	204,157
Les Freres Proulx Brothers Inc Ottawa Ont	235,203
Les Productions Comment Ca Va? Montréal Qué	215,000
Les Productions Impex Montréal Qué	120,734
Les Productions R Charbonneau Ottawa Ont	334,073
Les Productions Soa Ltée Montréal Qué	362,707
Linktek Corporation Ottawa Ont	196,520
LRS Trimark Ltd Ottawa Ont	357,286
M & M Film Productions Ltd Toronto Ont	112,000
Macdonald & Brisson Personnel Ottawa Ont	120,931
Mantle and Overall Nepean Ont	208,785
Matrix Exhibits Brentwood In É-U	111,588
Merriam Productions Ltd Ottawa Ont	240,909
Midahbec Inc Aylmer Qué	108,359
NCR Canada Ltd Streetsville Ont	146,914
Office national du film du Canada Montréal Qué	641,217
Omni Film Productions Ltd Vancouver C-B	148,830
Omnifacts Research Ltd St John's T-N	261,025
Optima Photographie Inc Hull Qué	100,044
Pacific National Leasing Toronto Ont	6,623,834
Pastiche Productions Ltd Victoria C-B	169,418
Pierre Gadbois Productions Inc Ste-Cécile de Masham Qué	206,199
Pixart Montréal Qué	481,721
Polmac Communications Inc Regina Sask	198,139
Production du Verseau Montréal Qué	186,321
Productions SDA Ltée Ottawa Ont	151,157
Quantum Information Resources Ottawa Ont	190,907
R Charbonneau Productions Inc Ottawa Ont	246,790
Radio Québec Montréal Qué	104,000
Robertson Rozenhart Inc Vancouver C-B	171,813
Rogers Cable TV Ltd Toronto Ont	274,785
Scott Films Ltd Ottawa Ont	124,307
Senderlea Communications Inc Ottawa Ont	151,633
Shane Lunny Productions Inc Markham Ont	322,772
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	245,384
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	117,921
Société Radio-Canada Montréal Qué	320,000
Sonolab Inc Montréal Qué	129,654
Sound Venture Productions Ottawa Ont	145,671
Spectralite 70 Ltd Trois-Rivières Qué	118,357
SPS Sharon Professional Services Ottawa Ont	191,677
SRI Strategic Resources Inc Ottawa Ont	146,120

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—*Fin*

	$
STM Systems Corp Ottawa Ont	2,200,254
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	7,998,283
Tele-Vision Montréal Qué	200,000
Terry Cochrane Image Nepean Ont	727,557
The Devon Group Ltd Ottawa Ont	300,058
The Image Works Alberta Inc Edmonton Alb	137,401
The Job Farm Ottawa Ont	740,999
Thurgur Powell Associates Ottawa Ont	240,666
Tier One Communications Inc Markham Ont	277,113
Tinsel Media Productions Ltd Edmonton Alb	216,851
Topek Productions Inc Ottawa Ont	146,770
Veritaaq Technology House Ottawa Ont	184,363
Visionex Inc St-Laurent Qué	134,886
Westbridge Computer Corp Ottawa Ont	103,416
Why Not Productions Inc Toronto Ont	170,890
Yaletown Productions Inc Vancouver C-B	331,213
Yorkville Press Co Ltd Scarborough Ont	101,780
Ist Satellite Communications Ottawa Ont	123,951

TRANSPORTS $411,374,569

Département $409,019,066

Services de comptabilité $333,511

Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	154,586

Services d'agences de recouvrement $14,931

Services d'informatique $13,408,388

Andersen Consulting Ltd Ottawa Ont	125,000
AQR Management Services Inc Gloucester Ont	738,688
Atkinson Tremblay & Associates Ottawa Ont	215,884
Canadian Informatics Corporation Ottawa Ont	125,125
CGI Information Systems & Management Consultants Inc Ottawa Ont	100,110
Comgate Engineering Ltd Ottawa Ont	219,677
Coredal Staynor Consulting Kanata Ont	304,809
Datacap Ltd Ottawa Ont	200,805
DI Associates Ltd Mississauga Ont	146,085
DMR & Associates Inc Ottawa Ont	111,575
IOTA Consulting Ltd Ottawa Ont	884,333
LGS Data Processing Consultants Inc Ottawa Ont	191,617
Northey Smith and Associates Nepean Ont	367,833
Oracle Corporation Canada Inc Ottawa Ont	183,016
Peter V Pettengell & Associates Inc Gloucester Ont	211,650
Progestic Consultants Inc Ottawa Ont	140,680
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	104,623
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	578,958
S & S Software Ltd Ottawa Ont	506,120
SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont	1,155,296
Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont	574,877
STM Systems Corporation Ottawa Ont	2,319,582
Visual Computing Group Inc Kanata Ont	163,263

Services techniques et d'architecture $122,470,161

Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont	111,000
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	398,753
Horton & Ball Walter Fedy and Associates Ltd Toronto Ont	183,210
Micronar Ltd Ottawa Ont	108,475
Conseil national de recherches Ottawa Ont	130,172
Oracle Telecomputing Inc Ottawa Ont	375,460
Photosur Geomat Inc Montréal Qué	409,118
Travaux publics Canada Ottawa Ont	114,579,235
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	265,684
Transtech Marine Systems Co Ltd Islington Ont	174,200
Westland Aerostructures Ltd Isles of Wight Angleterre	113,400

Services de santé et de bien-être $1,386,243

Services juridiques $1,210,835

Mikkelborg Broz Wills & Fryer Seattle Washington DC É-U	249,229
Ross Hooley Barristers & Solicitors Charlottetown Î-P-É	102,133

Services de protection $14,256,460

	$
Agence de sécurité et d'investigation Ltée Montréal Qué	158,245
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	737,253
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	8,532,536
Ville de Calgary Calgary Alb	1,932,798
Garda Security Ltd Montréal Qué	104,586
Intelicom Ltd Edmonton Alb	176,815
Metropol Security Ltd Winnipeg Man	743,627
National Protective Service Ottawa Ont	339,861
Pacific Building Maintenance Ltd Edmonton Alb	182,873
Travaux publics Canada Ottawa Ont	125,473

Services scientifiques $748,598

Canadian Standards Association Rexdale Ont	184,352

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $329,438

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $7,874,357

Air Canada Ltd Winnipeg Man	164,874
Berlitz Language Center of Canada Ltd Ottawa Ont	145,919
Canadian Airlines International Ltd Vancouver C-B	320,545
Crosby Associates International Inc Winter Park Fla É-U	194,916
Flight Safety International Flushing NY NY É-U	917,372
Intair Ottawa Ont	193,445
Commission de la fonction publique of Canada Ottawa Ont	741,345

Autres services professionnels $97,037,347

ADGA Ltd Ottawa Ont	117,510
Aerodat Ltd Mississauga Ont	355,427
Arno Keinonen Arctic Consultants Inc Calgary Alb	446,503
Array System Computing Inc Downsview Ont	359,069
Atlantic Research Canada Inc Nepean Ont	114,866
Atmospheric Environment Services Toronto Ont	130,000
Aviation Planning Services Ltd Ottawa Ont	359,530
Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B	186,599
Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué	151,106
Biokinetics & Associates Ltd Ottawa Ont	223,588
Boeing Canada De Havilland Division Downsview Ont	523,202
Bolton Barnett Consulting Inc Ottawa Ont	115,039
Bombardier Inc Montréal Qué	334,159
Borec Management & Technical Services Ottawa Ont	187,378
British Columbia Transit Vancouver C-B	286,329
Burson Marsteller Ltd Toronto Ont	100,045
C & C Pavement Inc Toronto Ont	119,200
CAE Electronics St-Laurent Qué	265,907
CAL Corporation Ottawa Ont	101,086
Canada Coach Lines Mount Hope Ont	100,000
Société canadienne des ports Ottawa Ont	147,705
Canadian Automobile Association Ottawa Ont	119,514
Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont	1,969,158
Canadian Gas Association Mississauga Ont	302,000
Canadian Institute of Guided Group Transport Kingston Ont	120,601
Canadian Urban Transit Assoc Toronto Ont	216,500
Canartic Shipping Co Ltd Ottawa Ont	1,527,738
Cankor Holdings Co Ltd Toronto Ont	133,523
Cie Tech Brossard Qué	136,798
City of Mississauga Mississauga Ont	434,707
Colt Engineering Corporation Edmonton Alb	103,962
Communications Canada Ottawa Ont	128,363
Compengserv Ltd Ottawa Ont	297,837
Concordia University Montréal Qué	218,179
Coopers and Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	391,189
CPAD Holdings Ltd Nepean Ltd	314,633
CRIM Montréal Qué	426,181
Dames & Moore Inc Vancouver C-B	253,269
Delcan Corporation Toronto Ont	111,072
Deloitte & Touche Inc Winnipeg Man	260,026
Département des Affaires indiennes et Nord canadien Ottawa Ont	237,000
Département des Communications Ottawa Ont	596,214
DMR Group Inc Ottawa Ont	307,614
Dunlop-Beaufort Canada Ltd Richmond C-B	116,691

TRANSPORTS—*Suite*

	$
Dupont Desmeules & Associates Inc Montréal Qué	161,450
Énergie Mines et Ressources Canada Ottawa Ont	162,496
Environnement Canada Ottawa Ont	636,530
Ernst and Young Consulting Ltd Toronto Ont	979,205
ESSA Ltd Vancouver C-B	116,223
Pêches et Océans Ottawa Ont	245,000
Fleet Technology Ltd Kanata Ont	721,452
Forest Engineering Research Institute Pointe-Claire Qué	250,493
Gastops Ltd Gloucester Ont	156,110
German & Milne Inc Ottawa Ont	422,214
Giffels Associates Ltd Ottawa Ont	155,550
Gignac Hollingsworth and Associates Inc Montréal Qué	164,461
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,340,401
GSM Design St-Laurent Qué	125,000
Hall and Sloat Ottawa Ont	192,135
Harris Miller Inc Toronto Ont	210,659
Hickling Partners Ltd Toronto Ont	103,343
Hydro Québec Inc Montréal Qué	116,795
IBI Group Toronto Ont	221,757
Imperial Oil Ltd Sarnia Ont	163,460
Instrumar Ltd St John's T-N	278,423
Istec Inc Hamilton Ont	440,346
James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont	471,148
Kadtec Systems Ltd Vancouver C-B	185,220
LGS Group Inc Ottawa Ont	174,380
Ludgate & Nguyen Inc Montréal Qué	169,665
MacFarlane Peacock Ltd Vancouver C-B	202,833
MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É	616,585
Martin Marietta Canada Ltd Ottawa Ont	12,989,092
Melville Shipping Ltd Ottawa Ont	558,115
Memorial University Newfoundland St John's T-N	102,687
Conseil national de recherches Ottawa Ont	966,956
Nordco Limited St John's T-N	422,532
Norecol Environment Consultants Vancouver C-B	107,788
Norland Science & Engineering Ltd Ottawa Ont	131,770
Norr Airport Planning Associations Ltd Toronto Ont	123,700
Offshore Systems Ltd North Vancouver C-B	367,997
Ortech International Mississauga Ont	512,921
Ottawa YM-YWCA Ottawa Ont	201,825
Peat Marwick & Partners Management Consultants Montréal Qué	351,361
Price Waterhouse Ltd Ottawa Ont	110,814
Prince Rupert Water Taxi Ltd Prince Rupert C-B	150,141
Travaux publics Canada Ottawa Ont	9,853,681
Qualserv Ltd Nepean Ont	713,860
Queen's University Kingston Ont	150,421
Raymond Chabot Martin Paré Montréal Qué	146,779
Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	1,493,896
S L Ross Environment Research Ottawa Ont	140,278
S & S Software Ltd Ottawa Ont	124,760
Seimac Ltd Bedford N-É	133,626
Senstar Corporation Kanata Ont	293,227
Software Kinetics Ltd Stittsville Ont	104,292
Spar Aerospace Ltd Halifax N-É	677,881
Status Electrical Corporation Abbotsford C-B	730,263
Stewart Weir Land Data Inc Edmonton Alb	110,960
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	3,634,174
Sypher Mueller International Inc Ottawa Ont	1,027,628
Telecite Inc Montréal Qué	145,000
TES Limited Ottawa Ont	435,095
The Cats Group Brampton Ont	113,605
The Pass Group Ottawa Ont	100,447
Thermotech Engineering Kingston Ont	230,065
Thompson-Hickling Aviation Inc Ottawa Ont	2,071,687
Tradewind Scientific Ltd Vancouver C-B	220,903
Transmode Consultants Inc Toronto Ont	426,905
Transportation Association of Canada Ottawa Ont	172,972
Transports Canada Ottawa Ont	453,545
Université d'Ottawa Ottawa Ont	278,432
UTDC Inc Kingston Ont	126,280
Virtual Prototypes Inc Ottawa Ont	470,742
VMS Technology Inc Ottawa Ont	150,218
World Weatherwatch Toronto Ont	182,260
WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont	199,928

Autres services $149,948,797

	$
ADGA Ltd Ottawa Ont	773,375
AIM Technical Services Ottawa Ont	173,698
Allied Maintenance Services Ltd Dartmouth N-É	319,504
Arthur R Nolter Development Ltd Halifax N-É	300,469
Atlantic Building Cleaning Ltd Halifax N-É	437,143
Atmospheric Environment Downsview Ont	14,346,000
Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	429,827
C-B Corps of Commissionaires Vancouver C-B	115,346
Bee Clean Ltd Winnipeg Man	192,976
Black and MacDonald Ltd Winnipeg Man	1,139,567
Bradford Building Services Co Ltd Vancouver C-B	809,532
Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont	1,034,254
B Gerlach & Son Entreprises Inc Mississauga Ont	403,688
Camp Systems of Canada Ltd Ottawa Ont	129,214
Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont	559,174
Capital City Maintenace Ltd Toronto Ont	746,057
Car Park Management Services Ltd Toronto Ont	161,339
Chatterson Building Cleaning Ltd Winnipeg Man	137,142
Cipolla's Services Ltd Toronto Ont	127,073
City of North Battleford North Battleford Sask	135,000
Civil Aviation Authority Aviation House Edinburgh Écosse	195,750
Concorde Maintenance Ltd Calgary Alb	880,887
Contempro Services Inc Ottawa Ont	106,783
Cornwall Linen Service Inc Cornwall Ont	153,790
Corporation of Township of Golden Balmerton Ont	241,331
Crisiimont Inc Montréal Qué	1,478,021
Département des Communications Ottawa Ont	1,384,003
Département de la Défense nationale Ottawa Ont	591,046
DI Associates Ltd Mississauga Ont	313,165
Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont	135,404
Double MM Janitorial Services Ltd Toronto Ont	151,913
Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B	778,793
Eastmain Band Council Eastmain Qué	149,401
Echo Bay Mines Ltd Edmonton Alb	159,252
Ecole Polytechnique de Montréal Montréal Qué	260,075
Environnement Canada Ottawa Ont	10,823,349
Exocom Systems Corporation Ottawa Ont	145,151
Federated Building Maintenance Ltd Toronto Ont	101,857
Fred H Ross & Associates Ltd Yellowknife TN-O	596,943
G & M Enterprises St John's T-N	311,374
Gazzola Paving Ltd Concorde Ont	454,402
Glen Shields Landscape & Maintenance Ltd Toronto Ont	190,075
Gordon A MacEachern Ltd Winnipeg Man	106,159
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	877,293
Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	811,797
Groupe Admari Inc Montréal Qué	255,047
Harrington Personnel Ottawa Ont	181,778
Integ Management and Support Services Ltd Winnipeg Man	492,952
Jani King Ltd St John's T-N	517,739
Jean Fournier Inc Montréal Qué	218,682
Johnson Controls Ltd Calgary Alb	137,580
Kelly Services Ltd Toronto Ont	357,518
La Société Sogsabec Ltée St-Laurent Qué	1,300,402
Laidlaw Waste Systems Ltd Montréal Qué	359,035
Lands Company Canada Mirabel Qué	1,497,400
Laurier Electric Ltd Cornwall Ont	304,420
Ligue de Taxis Inc Montréal Qué	102,367
Macaulay Trucking Ltd Vancouver C-B	473,899
Marriott Canadian Management Ltd Winnipeg Man	168,677
McGill University Montréal Qué	193,480
Modern Building Cleaning Ltd St John's T-N	196,941
Monselet Construction and Equipment Ltée Montréal Qué	533,288
Narwhal Frontec Arctic Services Ltd Winnipeg Man	3,388,443
Network Inc Ottawa Ont	185,092
Northwest Regional Airport St Leonard N-B	350,000
Office Assistance Canada Ltd Vancouver C-B	151,953
Oxford Building Maintenance Co Ltd Winnipeg Man	465,640
Pacific Building Maintenance Ltd Richmond C-B	8,045,809
Peace Maintenance Ltd Montréal Qué	715,683
Penetang Midland Coach Lines Inc Midland Ont	340,758
Percy Pyper Ltd Greely Ont	160,730

TRANSPORTS—*Fin*

	$
Personal Etcetera Ottawa Ont	295,943
Pickell Airport Services Inc Winnipeg Man	189,040
Plomberie Fernand Cyr Inc Montréal Qué	191,790
Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont	233,094
Progressive Building Maintenance Ltd Richmond C-B	104,137
Prologic Systems Ltd Ottawa Ont	289,362
Travaux publics Canada Ottawa Ont	10,347,935
Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont	888,268
Reuterfile Ltd Toronto Ont	185,581
Rokelis Ltd Halifax N-É	301,893
Rose Building Maintenance Ltd St Albert Sask	681,880
Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	280,847
Sani Mobile Inc Montréal Qué	111,284
Scottsdale Aviation Inc Toronto Ont	604,620
Service Star Building Cleaning Inc Ottawa Ont	901,074
Statistics Canada Ottawa Ont	673,169
Stewart Weir Land Data Inc Edmonton Alb	106,707
STM Systems Corporation Ottawa Ont	192,341
Approvisionnements et Services Canada Hull Qué	14,304,256
Sydney Millwork Ltd Sydney N-É	367,264
Systèmes sur mesure PB Inc Montréal Qué	169,631
Technical University of Nova Scotia Halifax N-É	227,246
Tecksol Inc Ste-Foy Qué	1,560,741
TES Contract Services Inc Toronto Ont	251,237
The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont	217,573
The Guarantee Co Ltd Willowdale Ont	124,342
The Personnel Department Ottawa Ont	300,192
Transports Canada Ottawa Ont	17,590,637
Université de:	
Colombie-Britannique Vancouver C-B	245,935
Calgary Calgary Alb	242,937
Manitoba Winnipeg Man	160,349
Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	258,702
Saskatchewan Saskatoon Sask	140,158
Western Ontario London Ont	187,117
Victor Temporary Services Ottawa Ont	285,501
Victorian Order of Nurses Ottawa Ont	103,247
Volker Stevin Contracting Ltd Edmonton Alb	223,610
Wakshinsky Bros Ltd Winnipeg Man	100,549
Waskaganish Band Council Waskaganish Qué	155,822
Wemindji Band Council Wemindji Qué	149,503
Y & R Paquette Inc St-Jérôme Qué	1,076,478
Yaka Inc Montréal Qué	168,333
Yeoman Security Services Ltd Toronto Ont	171,635

Tribunal de l'aviation civile $129,391

Services d'informatique $1,495

Services juridiques $28,136

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $200

Autres services professionnels $86,302

Autres services $13,258

Administrateur de l'Office du transport du grain $287,269

Services de comptabilité $8,323

Services d'informatique $12,294

Services techniques et d'architecture $26,594

Services juridiques $29,595

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $20,576

Autres services professionnels $104,186

Autres services $85,701

Office national des transports $1,938,843

Services d'informatique $190,120

Services juridiques $27,692

Services de protection $61,446

Enseignement et formation—
Non-fonctionnaires $50

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $349,647

Autres services professionnels $348,584

Autres services $961,304

	$
Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont	316,600
Gouvernement du Canada—Transports Canada Ottawa Ont	250,000

CONSEIL DU TRÉSOR $11,103,303

Secrétariat $9,287,444

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $9,270,063

Services juridiques $46,077

Services d'informatique $213,137

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $308,174

Autres services professionnels $5,057,094

Atkinson Tremblay & Associates Ottawa Ont	193,385
Travaux publics Canada Ottawa Ont	1,283,609
Statistique Canada Ottawa Ont	731,955
Approvisionnements et Services/ Groupe de consultation du gouvernement Ottawa Ont	976,855

Autres services $3,645,581

Barbara Personnel Inc Ottawa Ont	165,864
Harrington Marketing Ltd Ottawa Ont	103,993
Approvisionnements et Services/PAC Ottawa Ont	2,363,290

PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE $17,381

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $2,240

Autres services professionnels $15,105

Autres services $36

Contrôleur général $1,815,859

Services d'informatique $29,511

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $142,349

Autres services professionnels $1,078,037

Peat Marwick Thorne - KPMG Toronto Ont	124,210
Price Waterhouse Management Co Toronto Ont	115,232
ASC/Groupe de consultation du gouvernement Ottawa Ont	146,235

Autres services $565,962

ANCIENS COMBATTANTS $206,289,299

Département $206,289,299

PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS $206,162,945

Services de comptabilité $126,386

Services d'informatique $894,450

	$
DMR Group Inc Halifax N-É	309,167
On Line Support Inc Charlottetown Î-P-É	170,017
Synerlogic Halifax N-É	195,407

Services techniques et d'architecture $33,671

Services de santé et de bien-être $188,966,736

	$
Blue Cross of Atlantic Canada Moncton N-B	55,168,311
Blue Cross Vancouver C-B	24,245,837
Bureau of Patients Accounts Middleton NY É-U	107,263
Calgary Disyrict Hospital Calgary Alb	268,718
Camp Hill Hospital Halifax N-É	12,244,907
Campbellton Regional Hospital Campbellton N-B	1,443,216
Centre Hospitalier Université de Laval Ste-Foy Qué	3,591,154
Colonel Belcher Hospital Calgary Alb	400,889
Deer Lodge Centre Winnipeg Man	6,504,109
Dr Everett Chalmers Hospital Fredericton N-B	2,948,713
Dr George L Dumont Hospital Moncton N-B	2,087,328
Fisherman's Memorial Hospital Lunenburg N-É	1,500,000
General Hospital Corporation St John's T-N	3,307,236
Glace Bay General Hospital Glace Bay N-É	960,000
Greater Victoria Hospital Society Victoria C-B	1,284,626
Green Shield Prepaid Services Windsor Ont	1,602,686
Jean-Louis Lajoie MD Montréal Qué	131,400
Medical Services Association Vancouver C-B	154,989
Medical Services Plan C-B Victoria C-B	1,973,741
Metro Calgary & Rural General Hospital Calgary Alb	399,738
Minister of Finance Manitoba Winnipeg Man	244,377
Miramichi Senior Citizen Home Chatham N-B	709,552
National Defence Medical Centre Ottawa Ont	817,032
Northside Harbour View North Sydney N-É	2,101,200
Para Medical Health Services Markham Ont	789,985
Parkwood Hospital London Ont	13,175,436
Saint John Regional Hospital Saint John N-B	4,460,917
Soldiers Memorial Hospital Middleton N-É	1,305,870
Sunnybrook Hospital Toronto Ont	5,415,750
Sunnybrook Medical Centre Toronto Ont	5,804,596
University Hospital Saskatoon Sask	287,579
University Hospital Vancouver C-B	5,222,791
University of Alberta Hospital Edmonton Alb	1,400,339
Veterans Affairs Washington DC É-U	234,842
Victoria Hospital London Ont	10,577,799
Victorian Order of Nurses Lethbridge Alb	867,012
Wascana Rehabilitation Centre Regina Sask	2,208,340

Services juridiques $68,792

Services de protection $1,556,526

	$
Corps canadien des commissionnaires:	
Saint John N-B	328,280
Ottawa Ont	111,698
Montréal Qué	682,749
Département des Affaires extérieures Ottawa Ont	156,075

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $580,725

Autres services professionnels $2,366,171

	$
Synod of the Diocese of New Westminster New Westminster C-B	100,954

Autres services $11,569,488

	$
Société de la Croix rouge canadienne Ottawa Ont	2,318,204
Service correctionnel du Canada Laval Qué	583,662
Département des Affaires extérieures Ottawa Ont	328,693
Département de la Défense nationale Ottawa Ont	120,442
MacDonald Brisson Ottawa Ont	111,368
Paysagiste J Marc Robitaille Pierrefond Qué	169,203
Sherbrooke Community Centre Saskatoon Sask	109,388
STM Systems Corp Ottawa Ont	3,123,609
Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont	610,980
Vetcraft Ste-Anne-de-Bellevue Qué	220,410
Warren Shepell Consultants Corp Toronto Ont	112,726

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS $42,471

Services juridiques $1,238

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $7,035

Autres services $34,198

PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS $64,831

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $12,307

Autres services $52,524

PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS $19,052

Services d'informatique $2,000

Services de santé et de bien-être $100

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $7,952

Autres services professionnels $850

Autres services $8,150

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN $7,555,723

Services de comptabilité $3,828,201

	$
Consulting and Audit Canada Edmonton Alb	3,828,201

Services d'informatique $711,435

	$
Anthony Macauley Associates Victoria C-B	236,434
Canadian Informatics Corporation Ottawa Ont	398,565

Services de protection $180,425

Enseignement et formation—
Fonctionnaires $230,711

Autres services professionnels $2,004,207

	$
Tebb R W Vancouver C-B	234,168
William M Mercer Ltd Ottawa Ont	110,000

Autres services $600,744

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1990-91

Construction et/ou acquisition

SOMMAIRE

	Page
Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	6.2
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	6.24

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

Cet état fournit les dépenses totales de chaque programme pour l'exercice en cours, de même que les détails pour les contrats de $250,000 ou plus ($25,000 ou plus pour les contrats au coût plus honoraires fixes). Dans cet état:

- —un astérisque {*} vis-à-vis des montants sous la colonne des dépenses à ce jour indique que les montants énoncés dans les Comptes publics de l'exercice précédent reliés aux dépenses à ce jour ont été modifiés dans l'exercice en cours;
- —deux astérisques {**} vis-à-vis du nom et lieu de l'entrepreneur indiquent les contrats adjugés par l'entremise du département des Travaux publics;
- —trois astérisques {***} vis-à-vis des montants sous la colonne du montant du contrat indiquent les contrats au coût plus honoraires fixes; et
- —un {*f*} vis-à-vis des montants sous la colonne des dépenses à ce jour indique les contrats terminés dans l'exercice en cours.

Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 08) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I).

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AGRICULTURE $49,746,102				
Département $49,746,102				
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $46,683				
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $49,173,749				
Bascelli Construction Ltd Ottawa Ont**	Ventilation de l'édifice n° 22 Ont	1,362,150	1,320,000	1,320,000
Bascelli Construction Ltd Ottawa Ont**	Rénovations au laboratoire, immeuble K W Neatby Ont	464,116	464,116	464,116{*f*}
Bomac Construction (1978) Ltd Saskatoon Sask	Soulèvement du barrage de New Willows Sask	1,324,129		1,209,961{*f*}
Bomac Construction (1978) Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement de l'usine de traitement des eaux Sask	996,708		620,391
C Duncan Construction Ltd Spy Hill Sask	Lagunes de stockage des boues Sask	281,456	281,456	281,456{*f*}
Civic Glass & Aluminium Nepean Ont	Mur amovible, immeuble K W Neatby Ont	1,938,280	758,097	758,097
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bureau/laboratoire et étude de la conception Alb	1,930,000	110,067	1,745,514*
Cohos Evamy & Partners Calgary/Edmonton Alb**	Bureau/laboratoire Alb	1,993,500	371,765	680,765*
Cro-Mex Plomberie Chauffage Ltée Hull Qué**	Rénovations au laboratoire de recherche sur les virus Qué	2,290,332	344,547	344,547
Cumming & Dobbie (1986) Ltd Brandon Man	Modifications du barrage du Lac Jackson Man	368,000	367,462	367,462{*f*}
Dallas Contracting Ltd Humbolt Sask	Agrandissement du bassin d'aération des eaux d'égoût Sask	286,440	15,037	241,073{*f*}
David Boulva Cleeve Brodeur & Tanguay Montréal Qué**	Construction/laboratoire Qué	1,900,000	75,000	1,900,000*{*f*}
De Graaf Excavating Ltd Lethbridge Alb	Rénovation du canal et de l'égout Sask	277,060	129,670	129,670{*f*}
E F Moon Construction Ltd Portage la Prairie Man	Structure de commande positive Man	456,679	450,657	450,657{*f*}
E F Moon Construction Ltd Portage la Prairie Man	Construire le pont de détournement/protection contre les inondations Carmen Man	327,923	319,100	319,100{*f*}
Eden Construction Ltd Saskatoon Sask	Améliorations à l'usine de traitement de l'eau Sask	1,044,000		663,000
Edie Construction Ltd Dugald Man	Travaux de creusage du canal est Man	619,925	95,850	590,628{*f*}
Fafard et Pariseau Architects Montréal Qué	Bureau/laboratoire Qué	664,475	125,877	466,995
Gardon Construction Ltd Abbotsford C-B**	Service de préparation des sols et de pesticide chimique C-B	518,128	475,829	475,829
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Barrage de béton et station de pompage Sask	836,504	417,629	756,500{*f*}
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Usine de traitement de l'eau Sask	2,266,432		1,000,000
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Construire un canal de filtration final n° 3 Sask	314,042	76,764	312,504{*f*}
Grant & Sinclair Architects Vancouver C-B**	Usine laboratoire C-B	250,769	170,697	199,997*
H Baudry Construction (1980) Ltd Ste Agathe Man	Travaux de creusage du canal ouest Man	576,031	554,102	554,102
HCL Construction Ltd Moose Jaw Sask	Rénovation des canaux et des ouvrages de dérivation Sask	312,005	78,290	286,053{*f*}
Helmer Stranka Cole Ottawa Ont**	Nouvelle annexe et rénovation Ont	448,152	279,566	408,053*
Ikoy Partnership Winnipeg Man**	Bureau/laboratoire Man	1,733,756	300,577	1,558,640
Jacques Sauvé Architects & Lemoy Leclerc Architects Joliette Qué	Bureau/laboratoire Qué	380,000	23,084	333,128
JKW Construction Ltd Plum Coulee Man	Ouvrage de descente Man	901,022	337,420	892,426
Jones Manning Architects Charlottetown Î-P-É**	Bureau/laboratoire Î-P-É	2,653,500	746,000	1,411,000

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Bureau/laboratoire Man	15,396,271	10,711,345	11,344,974*
L M Arch/Smith Carter Partners Morden Man**	Bureau/laboratoire Man	990,000	1,997	988,279*(f)
Les Consultants Genam Ltée Drummondville Qué**	Laboratoire de pathologie vétérinaire Qué	421,082	20,606	421,082*(f)
Les Systèmes Harvestore de l'Estrie Inc Granby Qué	Dépotoir pour animaux Qué	374,500	374,500	374,500
Logan Stevens Construction (1981) Ltd Yorkton Sask	Agrandissement de l'usine de traitement des eaux Sask	309,400		180,310
Mahar's Construction Ltd Placentia Bay T-N**	Poste d'inspection T-N	676,902	613,932	676,902*(f)
MJB Enterprises Ltd Medicine Hat Alb	Conduite de distribution Sask	1,121,731		1,050,927
MJB Enterprises Ltd Medicine Hat Alb	Rénovation des ouvrages, canaux et des égoûts Sask	434,727	408,699	408,699(f)
MJB Enterprises Ltd Medicine Hat Alb	Rénovation des ouvrages d'irrigation Sask	362,430	13,637	343,536(f)
Murray & Murray Associates Ottawa Ont**	Réorganisation du bureau et laboratoire Ont	280,890	45,035	45,035*
OBOE Engineering Ottawa Ont**	Rénovations au laboratoire de recherche Qué	286,077	157,223	197,123*
PCL - MAXAM Calgary Alb**	Bureau/laboratoire Alb	12,498,316	323,693	12,493,752
PCL MAXIM - A Joint Venture Calgary Alb	Modifications du déversoir latéral/bassin est Alb	358,899		358,608(f)
RX Construction St-Eugène-de-L'islet Qué	Bâtiment d'entreposage de pesticide chimique Qué	380,352	378,799	378,799(f)
Ron Engineering Ltd Ottawa Ont**	Bâtiment d'entreposage pour produits chimiques Ont	732,800		488,952(f)
Ruiter Engineering & Construction Ltd Ottawa Ont**	Nouvelle annexe et rénovations Ont	4,823,238	3,858,432	4,193,432
Saskcon Repair Services Ltd Saskatoon Sask	Rénovation du déversoir latéral Sask	390,648	378,003	378,003(f)
Sayers & Associates Ltd Mississauga Ont**	Système de déchets biologiques/Institut de recherches vétérinaires Ont	733,236	88,786	733,236*
Taplen Construction (1979) Ltd Ottawa Ont**	Réorganisation du bureau et laboratoire Ont	2,610,092	1,141,465	1,141,465
United Corrosion Consultants Ltd Estevan Sask	Conduite d'alimentation en eau Sask	379,273		378,108(f)
Universal Industries Ltd Lloydminster Sask	Modifications des ouvrages de pompage et annexe Sask	451,795		157,955
Univex (Canada) Ltd Ottawa Ont**	Améliorations électriques, immeuble K W Neatby Ont	351,787	206,433	206,433
Ursel Construction Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement de l'usine de traitement des eaux Sask	1,744,915		1,339,412(f)
Vie Bilt General Contractors Ottawa Ont**	Modifications de l'édifice n° 158/Institut de recherches vétérinaires Ont	1,299,880	1,611	1,289,048
Wappel Construction Co Ltd Regina Sask	Services pour le traitement des eaux usées Sask	993,368		963,025(f)
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX $525,670				
COMMUNICATIONS $1,166,466				
Département $1,024,302				
Ellis-Don Construction Ltd Nepean Ont**	Construction de salles propres Ont	1,119,086	263,542	263,542
J C Sulpher Construction Ltd Gloucester Ont**	Installation d'impulsions électromagnétiques Ont	323,621	323,621	323,621(f)
Musées nationaux du Canada $142,164				
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $9,494,448				
Département $9,494,448				
Dalacoustic Contractors Ltd Nepean Ont**	Agrandissement de la salle des ordinateurs Ont	310,815	5,815	310,815(f)
DCR Construction Ottawa Ont**	Nouveau mur amovible métallique Ont	276,804	276,804	276,804
Johnson Control Ottawa Ont**	Amélioration des systèmes de contrôle Ont	357,160	340,094	340,094
Krista Construction Ltd Russell Ont**	Aménagement du laboratoire pour spécimens Ont	263,400	124,286	124,286
Krista Construction Ltd Russell Ont**	Amélioration des sorties de secours Ont	305,000	270,837	270,837
Lambur Scott Jossa Architects Ltd Edmonton Alb**	Services architecturaux de logement TN-O	548,908		525,743
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Systèmes de ventilation et réseaux d'extincteurs automatiques Ont	663,404	599,590	599,590
Rénovations Daniel Larivière Inc Gatineau Qué**	Remplacement des fenêtres Ont	570,388	570,388	570,388(f)
Richard and B A Ryan Nepean Ont**	Améliorations d'intérieur Ont	396,000	396,000	396,000
Sayers and Associates Ltd Ottawa Ont**	Amélioration du système mécanique et électrique Ont	311,203	311,203	311,203(f)
Scientific Atlanta Inc Atlanta Georgia É-U	Antenne réceptrice de satellite Sask	2,189,123		2,069,690
Scientific Atlanta Inc Atlanta Georgia É-U	Antenne réceptrice de satellite Qué	2,916,988		1,643,860
Taplen Construction (1979) Ltd Ottawa Ont**	Réparations au bassin de chargement Ont	436,000	436,000	436,000(f)
Vancel Construction Gatineau Qué**	Rajouts à un bâtiment Qué	499,398	499,398	499,398(f)
Vancel Construction Gatineau Qué**	Aménagement d'intérieur Qué	689,258	689,258	689,258

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
ENVIRONNEMENT $37,165,129				
Département $37,165,129				
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $6,825,593				
Construction Raymond Léonard Inc Maniwaki Qué**	Construction d'un nouvel édifice, station aérologique Qué	303,377	303,377	303,377
Graduate Construction Gloucester Ont**	Amélioration de laboratoires à risque élevé et d'une installation de lavage de verres Ont	712,625	253,775	253,775
Graduate Construction Gloucester Ont**	Construction d'un nouveau laboratoire à risque élevé Ont	862,410	373,555	373,555
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Rénovation et modification de deux maisons/station aérologique Qué	290,143	1,956	290,143 (*f*)
Leo Groulx Ltd Gloucester Ont**	Nouvelle chaudière et nouveau refroidisseur Ont	480,194	480,194	480,194 (*f*)
Leo Groulx Ltd Gloucester Ont**	Remplacement de deux chaudières Ont	613,900	547,000	547,000
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont**	Construction—Centre pour expériences en recherches atmosphériques Ont	527,169	1,334	527,169 (*f*)
State Contractors Stoney Creek Ont**	Remplacement de chaudière et de refroidisseur Ont	1,351,747	16,914	1,351,747 (*f*)
Takhini-Southern Lakers Construction Vancouver C-B**	Construction de bureau et laboratoires TY	993,000		898,000 (*f*)
Taplen Ltd Ottawa Ont**	Réparation de toit et installation de bureaux modulaires Ont	639,100	639,100	639,100 (*f*)
Wormald Fire Systems Hull Qué**	Réseau de gicleurs et enlèvement d'un système ignifuge Ont	778,791		778,791 * (*f*)
PROGRAMME PARCS $30,339,536				
Anna Vannelli in Trust Amherstburg Ont	Acquisition de la propriété John Marsh Ont	356,680	356,680	356,680 (*f*)
Atlantic Colas Ltd Dartmouth N-É**	Chemin du parc Chipseal/parc national Kejimkujik N-É	401,284	401,284	401,284 (*f*)
Banff Horticultural Services Ltd Calgary Alb	Réaménagement du terrain de camping Two Jack Lake Alb	834,720	384,116	384,116
Beak McIntosh Lewis and O'Shaughnessy in Trust Amherstburg Ont	Acquisition de la propriété Pollock et Fontein Ont	250,000	250,000	250,000 (*f*)
Blue Heron Enterprises Inc Rusticoville Î-P-É	Remplacer le réseau de distribution d'électricité Î-P-É	463,040	405,585	405,585
Boilard-Boilard St-David Qué**	Construction de La Grande Maison/Forges du St-Maurice Qué	2,498,558	2,050	2,498,558 (*f*)
Bremmer Engineering & Construction Canmore Alb**	Reconstruction d'une voie d'accès Alb	1,459,119	36,558	1,459,119 (*f*)
Bremmer Engineering & Construction Canmore Alb**	Réaménagement du parc national Kootenay C-B	476,000	453,633	453,633
Bremmer Engineering & Construction Canmore Alb**	Travaux de nivellement et pavage du chemin Sunshine, parc national de Banff Alb	1,350,641	1,214,978	1,214,978
Bremmer Engineering & Construction Canmore Alb**	Revêtement d'asphalte/de béton, aménagement du Lac Louise Alb	252,532	84,395	252,532*
Bremmer Engineering & Construction Canmore Alb**	Station de renvoi des déchets solides Alb	1,080,183	1,075,097	1,075,097
Brenex Construction Sherwood Park Alb	Construction d'un nouveau bureau administratif TN-O	504,528	473,395	473,395
Burden's Construction Co Ltd Corner Brook T-N	Installations d'entretien T-N	292,408	23,613	292,408 (*f*)
Cab Construction St John's T-N	Installations d'entretien T-N	310,298		310,298 (*f*)
CANA Management Ltd Calgary Alb**	Chemins de fer du Canadien pacifique/réaménagement du passage supérieur Alb	706,935		656,784
Carsens Enterprises Antigonish N-É**	Stabilisation, débloi en roche N-É	851,547	851,547	851,547
Clayco Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations à un pont T-N	490,432		490,432 (*f*)
Colin R MacDonald Antigonish N-É**	Reconstruction d'une route et pavage N-É	1,848,242	321,415	1,848,242
Construction Jacques Théoret Québec Qué**	Construction d'un centre d'accueil Qué	708,300	257,697	708,300 (*f*)
Construction J M Vallée Montréal Qué**	Rénovations d'un magasin Qué	1,014,400	583,834	1,014,400 (*f*)
Custom Land Contractors Ltd Calgary Alb**	Terre végétale et ensemencement Alb	289,458	273,495	273,495
Duron Atlantic Ltd Dartmouth N-É**	Réparations d'un pont N-É	630,731	7,500	630,731 * (*f*)
Eden Construction Calgary Alb	Construction d'un centre des visiteurs, Lac Louise Alb	2,262,082		2,249,787
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Complexe récréatif Rocky Harbour T-N	3,605,579		3,605,579
Everall Construction Ltd Edmonton Alb**	Amélioration du stationnement de la plage principale Alb	307,936	8,378	307,936 (*f*)
Floyd's Construction Ltd Rocky Harbour T-N	Service de voyage en bateau/rivière aux truites T-N	391,814	390,314	390,314
Gaffney Québec Ltd Stratford Ont**	Reconstruction du barrage 2 à l'écluse 2 Ont	4,194,024	2,814,453	2,814,453
G D Construction & Fils Rivière-au-Renard Qué**	Construction de quatre bâtiments de service Qué	294,552		294,552 (*f*)
Hayward Baker Canada Ltd Brampton Ont**	Réparer une fuite d'eau, station d'écluse combinée Ont	541,822	541,822	541,822 (*f*)
Hewlett Services Ltd Springdale T-N**	Reconstruction routière, chemin Lomond T-N	885,422	77,324	885,422 * (*f*)
Jack Law Contractors Inc Peterborough Ont	Démolition et reconstruction d'un barrage Ont	2,331,232		2,331,232 (*f*)
J G Hartling Ltd Lower Sackville N-É**	Reconstruction d'un pont/parc national des hautes terres du Cap-Breton N-É	592,570	478,439	478,439
K-Line Construction Ltd Woodstock N-B	Amélioration de la ligne d'énergie N-B	443,350		443,350 (*f*)
Les Entreprises Benoit Soucy Ltée Tourelle Qué**	Construction d'un centre récréatif de tourisme Qué	1,451,174	7,582	1,451,174 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Les Entreprises Raymond Brochu Inc St-Édouard Qué**	Pont/Forges St-Maurice Qué	396,634	117,066	362,355
MacInness Perth Road Village Ont**	Reconstruction d'un déversoir de renvoi Ont	414,752	414,752	414,752 (*f*)
Maple Leaf Construction (1978) Ltd Winnipeg Man**	Recapitalisation du canton de Wasagaming Phase III Man	560,315	560,315	560,315 (*f*)
Max Helmer Construction Ltd Radium Hot Springs C-B**	Améliorations au complexe Boulder Creek C-B	1,520,948	1,520,948	1,520,948
Metro Engineering & Contracting Ltd Calgary Alb**	Revêtement en béton, aménagement du Lac Louise Alb	282,813		279,032
Millcon Ltd Fredericton N-B**	Réparations d'un pont T-N	322,633	119,633	322,633 (*f*)
Nelson River Construction (1984) Inc Winnipeg Man**	Reconstruction, travaux de nivellement et pavage Phase II Man	833,617		833,617 (*f*)
Pennecon Ltd St John's T-N**	Voie d'accès résidentielle T-N	259,536		259,536 (*f*)
Piggott Projet Management Calgary Alb	Construction d'une usine d'épuration des eaux usées Alb	10,739,118	21,346	10,739,118 (*f*)
Pisapia (Canada) Limited Ottawa Ont	Reconstruction d'un pont tournant Ont	1,509,024	165,771	1,508,523*
P M L Exhibit Services Calgary Alb	Reproduction d'un mur de roc, centre des visiteurs Lac Louise Alb	418,707		418,707* (*f*)
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	Acquisition de terrains avec titres forestiers/parc national Pacific Rim C-B	25,000,000		25,000,000
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	Acquisition de terrains sans titres forestiers/parc national Pacific Rim C-B	9,800,000		9,706,746
Ras Dam Construction Ltd Winterburn Alb**	Amélioration du service d'aqueduc/parc national Jasper Alb	2,099,650	1,714,372	1,714,372
Rideau Canal Museum Corp Smiths Falls Ont	Construction d'un sous-sol Ont	310,000	98,164	310,000 (*f*)
Ritz Construction Ltd Humboldt Sask**	Recapitalisation du canton de Waskesiu Phase II Sask	1,084,816	1,056,498	1,056,498
Robdale Contractors Ltd Edmonton Alb**	Reconstruction de la Promenade Bow Valley Alb	1,247,855		1,247,855
Ruszkowski Construction Company Ltd Prince Albert Sask**	Reconstruction, travaux de nivellement et pavage Sask	840,536		840,536 (*f*)
Sharp Construction Ltd Prince George C-B**	Stabilisation, débloi en roche, Johnson Canyon Alb	280,891	178,751	178,751
South Rock Medicine Hat Alb**	Revêtement d'asphalte Alb	896,494	896,494	896,494 (*f*)
Thomas G Fuller Equipment Rental Ottawa Ont	Réparation de la station d'écluse Hartwell's, écluses # 9 et 10 Ont	1,958,552	1,757,490	1,757,490
Tiegen Enterprises Ltd Blairmore Alb	Édifice de contrôle, réseau de distribution d'eau, Lac Louise Alb	359,675	264,390	264,390
Trade North Contracting Whitehorse TY	Magasins/installations d'entretien TY	2,042,141		2,042,141 (*f*)
Transport Québec Québec Qué	Acquisition de terrains/Forges du St-Maurice Qué	455,000	91,000	455,000 (*f*)
Vic Van Isle Construction Revelstoke C-B**	Entrepôt de sel minéral, Roger's Pass C-B	684,504	45,892	684,504
W D Laflamme Ltd Ottawa Ont	Reconstruction d'une écluse Ont	1,564,604	68,528	1,564,604* (*f*)
Weatherhaver Resources Ltd Vancouver C-B	Logements pour personnel, parc national Ellesmere Island TN-O	385,003		383,326*
Westisle Construction Ltd St Eleanors Î-P-É**	Reconstruction routière Î-P-É	365,541	149,501	365,541*
Westisle Construction Ltd St Eleanors Î-P-É	Aménagement pour stationnement, Green Gables Î-P-É	374,064	188,075	188,075
Zutphen Brothers Construction Port Hood N-É**	Stabilisation, débloi en roche N-É	1,188,879	421,879	1,188,879
AFFAIRES EXTÉRIEURES $33,363,966				
Département $33,363,966				
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $23,895,368				
Burgener Lachapelle Calgary Alb	Plan et construction d'une chancellerie Alger Algérie	3,328,600	190,837	945,537
Diplomatic Corps Services Bureau Moscou URSS	Acquisition de terrains pour un complexe d'ambassade Moscou URSS	1,201,770		729,306
Diplomatic Services Bureau Beijing République populaire de Chine	Construction d'un complexe d'ambassade Beijing RPC	20,937,000	6,653,000	18,972,235
Follett E R Buenos Aires Argentine	Plan et construction d'une chancellerie Buenos Aires Argentine	525,000	67,083	317,371
Foundation Co of Canada Toronto Ont	Fourniture de services techniques pour la construction d'une chancellerie Beijing RPC	7,266,375	2,992,062	7,266,375* (*f*)
Foundation Co of Canada Toronto Ont	Fourniture de matériel pour le complexe d'ambassade Beijing RPC	7,855,209	1,137,815	7,855,209 (*f*)
Foundation Co of Canada Toronto Ont	Construction d'une chancellerie Dar es-Salaam Tanzanie	6,472,000	3,322,000	4,204,235
Foundation Co of Canada Toronto Ont	Fourniture de matériel pour le complexe d'ambassade Beijing RPC	879,637	879,637	879,637 (*f*)
Foundation Co of Canada Toronto Ont	Approvisionnement de matériaux de construction pour la construction d'une chancellerie Beijing RPC	14,276,000	149,695	149,695

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Franulic Gustavo Claudio Samorano Santiago Chili	Achat de locaux pour personnel Santiago Chili	297,192	297,192	297,192 (f)
Poon Gardner Billington Architects & Planners Vancouver C-B	Agrandissement d'une chancellerie New Delhi Inde	1,301,235	171,621	298,528
Richards & Associates JL Consulting Engineers and Planners Ottawa Ont	Construction d'une chancellerie Dar es-Salaam Tanzanie	331,750	88,558	291,603*
Sharpenberg Robert Rye New York NY É-U	Achat de locaux pour personnel New York NY É-U	576,000	576,000	576,000 (f)
Stark Richard & Martha Shaker Hts Ohio É-U	Achat de locaux pour personnel Cleveland Ohio É-U	256,200	256,200	256,200 (f)
Technoedil SA Buenos Aires Argentine	Construction d'une chancellerie Buenos Aires Argentine	8,440,000	6,827,059	8,075,000*
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $9,468,598				
PÊCHES ET OCÉANS $75,086,070				
Département $75,086,070				
Anderel Towing Co Ltd Grand Manan N-B**	Remplacement d'un pont et réparations d'un quai N-B	341,573	254,000	254,000
Andros Construction Co Ltd Goulds T-N**	Construction d'un quai T-N	420,333	174,329	384,329*
API Contracting Ltd Edmonton Alb**	Marina Alb	266,846	67,444	205,781*
A Wood Bulldozing Ltd Campbell River C-B	Production d'un revêtement pour gravier/chenal pour le frai C-B	373,820	372,168	372,168 (f)
A Wood Bulldozing Ltd Campbell River C-B**	Réserve indienne n° 11/dragage de marina et brise-lames C-B	4,364,656	(5,475)	4,364,656 (f)
B & M Comeau Construction Little Brook N-É**	Agrandissement d'un quai N-É	381,745	241,745	381,745 (f)
Beaver Marine Construction Bedford N-É**	Dragage N-É	490,301	490,301	490,301 (f)
Beaver Marine Construction Bedford N-É**	Réparations de brise-lames N-É	952,977	52,256	952,977* (f)
Ben Blackburn Inc Chicoutimi Qué**	Aménagement portuaire Qué	2,531,647	1,532,169	1,532,169
Burden's Construction Co Ltd Corner Brook T-N**	Brise-lames et quai T-N	296,984	176,984	296,984* (f)
Burry's Marine Division Ltd Mount Pearl T-N**	Dragage de havre T-N	380,700	380,700	380,700* (f)
Canadian Dredge & Dock Inc Don Mills Ont**	Construction de brise-lames Ont	1,908,958		1,908,958* (f)
CKS Construction Ltd Surrey C-B**	Améliorations de havre C-B	546,800	273,590	273,590
Colin R MacDonald Limited Antigonish N-É**	Construction d'un quai N-É	1,107,534		1,107,534 (f)
Concord Paving Ltd (déclaré auparavant sous Conrad Paving Ltd) Carbonear T-N**	Brise-lames T-N	923,079	308,022	923,079 (f)
Construction & Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Développement d'une rade polyvalente Qué	1,249,097	854,675	854,675
Construction A Parisé Inc Sept-Îles Qué**	Réparations majeures au quai Qué	397,700	199,984	199,984
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué**	Reconstruction d'un havre polyvalent Qué	6,863,370	481,288	6,863,370 (f)
Construction du Golfe Ltée Caraquet N-B**	Améliorations au quai N-B	622,240	283,592	283,592
Construction G Desrosiers (Sept-Îles) Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'une cale de halage Qué	501,045	31,400	501,045
Construction Normand Brisson Inc Ste-Blandine Qué**	Modifications des laboratoires Qué	410,115	326,599	326,599
Construction Isolites Inc Île-de-la-Madeleine Qué**	Réparer approche du quai Qué	354,000	229,490	229,490
Cougar Helicopters Inc Waverley N-É	Montage d'un hangar, préparation d'une rampe et voie de circulation N-É	830,987	398,857	818,327* (f)
Currier Contracting Ltd Cranbrook C-B**	Construction de brise-lames C-B	918,890	344,000	344,000
Den Mar Equipment Rentals Sidney C-B	Construire des canaux soulevés en béton C-B	268,947	268,947	268,947 (f)
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Construction de brise-lames N-É	267,593	267,593	267,593 (f)
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Construction de brise-lames N-É	1,613,682	313,682	1,613,682 (f)
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Agrandissement de brise-lames N-É	1,086,357	25,267	1,086,357 (f)
DW Matheson & Sons Contracting Ltd Victoria County N-É**	Brise-lames N-É	631,948		631,948 (f)
Dominion Diving Limited Dartmouth N-É**	Pilot de flotteur et de guidage N-É	312,538	173,333	173,333
Elphège Arseneau Cap-aux-Meules Qué**	Reconstruction du quai des pêcheurs Qué	833,420	150	833,420 (f)
Entreprise C T E Inc Ste-Anne-des-Monts Qué**	Extension du brise-lames secondaire Qué	253,167	253,167	253,167 (f)
Enterprises Vibec Inc Victoriaville Qué**	Construction d'un quai brise-lames Qué	2,502,337	284,520	2,502,337 (f)
Fraser River Pile Driving Co Ltd New Westminster C-B**	Dragage de marina C-B	2,930,939	(87,540)	2,930,939* (f)
Fraser River Pile Driving Co Ltd New Westminster C-B**	Construction de brise-lames C-B	1,345,404	1,073,252	1,073,252
Fundy Contractors Ltd Leonardville N-B**	Reconstruction d'un quai N-B	660,799	175,799	660,799 (f)
Gerard Johnson Construction Richibucto N-B**	Reconstruction d'un pont N-B	509,500	459,500	459,500
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Creusage d'un bassin Qué	260,798	260,798	260,798 (f)
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Reconstruction d'un quai Qué	1,124,083	142,596	1,124,083
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Brise-lames T-N	445,436		445,436 (f)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Giovanninis Construction Ltd St Lawrence T-N**	Brise-lames T-N	903,785	37,020	903,785 (*f*)
Grandmont & Fils Ltée Drummondville Qué**	Reconstruction d'un quai Qué	1,506,776	228,184	1,506,776 (*f*)
Greenslades Construction Ltd C Bay South T-N**	Extension de brise-lames T-N	519,631	397,631	519,631 *(*f*)
Gulf Construction Ltd Caraquet N-B**	Construction d'un quai public N-B	839,917	14,917	839,917 (*f*)
Hanlon Construction Ltd Richmond C-B**	Construction d'un quai C-B	653,521	267,745	653,521 *(*f*)
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage N-É	518,633	518,633	518,633 (*f*)
Hard Rock Paving Co Ltd Port Colborne Ont**	Brise-lames et dragage Ont	2,344,074	151,312	2,344,074 (*f*)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Ouest Qué**	Bâtiment niveau inférieur, fondation et charpente Qué	7,824,624		7,824,624 (*f*)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Ouest Qué**	Filtres, raccordement de plomberie/mécanique/électricité, équipement de levage, membrane hydrofuge Qué	1,723,317		1,723,317 (*f*)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Ouest Qué**	Travaux généraux Qué	14,506,635		14,506,635
HR Paquin Ltée Price Qué**	Traitement des eaux usées Qué	717,596	717,596	717,596
Hub Excavating Ltd Nanaimo C-B	Construction de chenaux pour le frai C-B	322,478		322,478 (*f*)
Hugh Cole Construction Ltd St Catharines Ont**	Construction de brise-lames Ont	2,874,738	2,727,738	2,874,738 (*f*)
Hydrotech Marine Ltée St-Romuald Qué**	Modification de la prise d'eau de mer Qué	408,434	408,434	408,434 (*f*)
Island Dredging Corporation Richmond C-B**	Dragage du bassin C-B	250,514	142,356	250,514*
J J M Construction Ltd Delta C-B**	Réparations du havre C-B	617,478		617,478*(*f*)
Joneljim Concrete Const Ltd Sydney N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	502,942	502,942	502,942
Land & Sea Contracting Ltd Chester Basin N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	512,128	212,601	512,128
Landry Construction Inc Natashquan Qué**	Reconstruction d'un quai Qué	623,954	1,206	623,954 (*f*)
Les Constructions Vanneau (1985) Inc Beauport Qué**	Construction d'un havre de pêche Qué	3,988,424		3,988,424
Les Constructions Vanneau (1985) Inc Beauport Qué**	Construction d'une monte-chaloupe Qué	272,371	272,371	272,371
Les Constructions Vanneau (1985) Inc Beauport Qué**	Reconstruction d'une partie du quai Qué	503,196	2,374	503,196*(*f*)
L & J Gillespie Structures Ltd Armdale N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	736,140	(11,246)	736,140*(*f*)
Lloyd G Smith Contractor Mabou N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	253,211		253,211 (*f*)
Mallais Aurèle & Fils Ltée St-Isidore N-B**	Construction d'un quai N-B	353,213	3,630	353,213 (*f*)
Marine Contractors Corp Pasadena T-N**	Dragage T-N	331,200	89,650	89,650
McCaine Electric Ltd Winnipeg Man**	Centrale électrique principale de distribution et d'urgence Man	349,278	72,278	349,278 (*f*)
McNamara Construction Ltd St John's T-N**	Aménagement d'un havre T-N	6,572,687	5,300,000	5,300,000
Meridian Consultants Huntsville Ont**	Reconstruction d'un quai principal Ont	306,206	1,569	306,206 (*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Construction de brise-lames C-B	2,707,070	(8,355)	2,707,070*(*f*)
Miller Contracting Ltd Langley C-B**	Dragage C-B	593,172		593,172 (*f*)
Miller Contracting Ltd New Westminster C-B**	Dragage d'une marina C-B	1,181,015	995,900	995,900
Neilson Excavating Inc Bernières Qué**	Construction d'un nouveau havre de pêche Qué	1,607,976	177,309	1,607,976 (*f*)
Norcad Construction Ltd Saanichton C-B	Extension d'un bâtiment C-B	268,092	268,092	268,092 (*f*)
Norcad Construction Ltd Saanichton C-B	Rénovations d'un atelier de menuiserie et d'un bureau C-B	500,000	395,000	395,000
Pennecon Ltd St John's T-N**	Brise-lames T-N	1,718,785	699,891	1,716,970
Plazer Contracting Ltd Chilliwack C-B	Mise en place d'un enrochement C-B	458,613	458,613	458,613 (*f*)
R A Douglas Limited New Glasgow N-É**	Réparations de brise-lames N-É	1,015,284	172,509	1,015,284 (*f*)
Rocois Construction Inc Ange-Gardien Qué**	Ameublement intégré de laboratoire et service alimentaire Qué	1,071,106		1,071,106 (*f*)
S McNally & Sons Hamilton Ont**	Aménagement d'une marina Ont	3,012,021	2,643,859	3,019,959 (*f*)
Salmon Arm Ready Mix Ltd Salmon Arm C-B**	Brise-lames et dragage C-B	1,436,836	101,867	1,389,922
Sawchuck Pile Driving (1928) Ltd Courtenay C-B**	Améliorations d'un havre C-B	310,775	1,755	310,775 (*f*)
Tidewater Construction Ltd Halifax County N-É**	Agrandissement de quai en L N-É	847,475	590,000	590,000
Tors Cove Excavating Ltd Tors Cove T-N**	Construction d'un quai T-N	665,954	460,954	665,954*(*f*)
Tremcofort Inc Chicoutimi Qué**	Réfection d'un quai Qué	389,515	(4,734)	389,515*(*f*)
Trevor Nicholas Construction Co Ltd Rexdale Ont**	Dragage Ont	283,300		283,300
Tri-County Construction Co Ltd Yarmouth N-É**	Installation de quais flottants N-É	280,074	30,374	280,074 (*f*)
Tri-Gil Paving & Construction Moncton N-B**	Quai public N-B	320,824	34,995	34,995
Waterworks Construction Ltd Halifax N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	1,552,126	850,115	850,115
Waterworks Construction Ltd Halifax N-É**	Améliorations au havre N-É	287,908		287,908 (*f*)
Western Structures Inc Edmonton Alb**	Pont de brise-lames Alb	333,418		333,418 (*f*)
Westisle Construction Ltd St Eleanor's Î-P-É**	Reconstruction de brise-lames Î-P-É	437,008		437,008 (*f*)
Wheaton Construction Co Ltd Saint John N-B**	Reconstruction d'un pont N-É	377,725	133,970	377,725 (*f*)
Wilson & Somerville Limited Stratford Ont**	Dragage Ont	326,395	326,395	326,395
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É**	Améliorations au havre N-É	726,924	104,765	726,924*(*f*)
Youngs Construction Ltd Lourdes T-N**	Extension de brise-lames T-N	293,117		293,117 (*f*)
FORÊTS $1,618,825				
Construction et Rénovation M Dubeau Inc Beauport Qué**	Serres d'induction florale Qué	286,366	1,650	286,366*(*f*)
Forintek Vancouver C-B	Réparations d'un édifice, Arc Royal Developments C-B	345,608	216,398	345,608*(*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $7,700,719				
Département $7,700,719				
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $6,766,253				
Arnasson Industries Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un complexe scolaire Man	2,280,048		2,280,048 (*f*)
Bird Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	4,241,931		4,241,931*(*f*)
Campeau Corporation Ottawa Ont**	Construction d'une installation de douche Qué	399,733	201,018	399,733*(*f*)
Monarch Construction (82) Ltd Humboldt Sask**	Rénovation de l'école Ahtahkakoop Sask	369,046	55,734	55,734
Protask Management Ltd Saskatoon Sask**	Complexe scolaire Man	4,702,218		4,702,218 (*f*)
Tek-Dray Construction Inc Charlesbourg Qué**	Insaller une membrane sous le réservoir Qué	260,048	260,048	260,048 (*f*)
Thorpe Brothers Ltd Prince Albert Sask**	Couverture, école Pelican Narrows Sask	251,028		251,028*(*f*)
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $934,466				
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 57 à 61 TY	1,431,665		1,195,444 (*f*)
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 65 à 79.1 TY	3,480,390		2,947,999 (*f*)
Pelly Construction Ltd Whitehorse TY	Réfection de l'autoroute Klondike sud, bornes kilométriques 79.4 à 90.1 TY	4,289,415		824,998 (*f*)
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE $6,749,196				
Conseil national de recherches du Canada $6,749,196				
Atlantic Roofers Ltd Halifax N-É	Rénovation de la couverture N-É	412,662	412,662	412,662 (*f*)
Bellevue Construction Ltd Orléans Ont	Annexe au bâtiment M-40 Ont	417,841	417,841	417,841 (*f*)
Clean Room Technology Syracuse NY É-U	Bâtiment M-50, installation de salle propre Qué	991,456	991,456	991,456 (*f*)
Construction Château St-Marc Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	23,181,635		23,181,635 (*f*)
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	1,405,000		1,399,128 (*f*)
Donalco Inc Ottawa Ont	Rénovation aux bâtiments M-35 et 37 Ont	606,664	397,787	397,787
ENSR Operations Burlington Ont	Usine de traitement, transformateur de PCB Ont	334,984	334,984	334,984 (*f*)
Federal Electric (1976) Limited Ottawa Ont	Améliorations aux bâtiments M-5 et 5a Ont	489,690	489,690	489,690 (*f*)
Fulker Malby Architects Kelowna C-B**	Agrandissement de l'installation "Dominion Radio Astrophysical Observatory" C-B	360,370	143,441	174,524
GBR & MMP Architects Collaborative Winnipeg Man**	Institut pour technologie en production industrielle Man	2,000,000		1,952,572 (*f*)
Magus Construction Ltd Nepean Ont	Revêtement du bâtiment M-4 Ont	953,541	953,541	953,541 (*f*)
Rysavy & Sysavy Architects Ottawa Ont**	Rajout au bâtiment M-40 Ont	413,134	43,326	108,314
DÉFENSE NATIONALE $344,200,210				
Département $344,200,210				
A-One Fire Protection Ltd Mount Pearl T-N	Fournir un réseau d'extincteurs automatiques T-N	285,071	163,411	285,071 (*f*)
A-One Fire Protection Ltd Mount Pearl T-N	Installer un réseau d'extincteurs automatiques T-N	280,325	280,325	280,325*(*f*)
AEC Oil and Gas Company Calgary Alb	Construire un réservoir à gaz Alb	641,004	3,150	641,004 (*f*)
All-Mech Services Ltd Bonnyville Alb	Améliorer les systèmes mécaniques Alb	514,812	14,645	514,812 (*f*)
ALTA Surety Co Montréal Qué	Agrandissement de Curtis Hall—École pour le personnel des Forces canadiennes Ont	5,173,557		5,173,557 (*f*)
Alliance Construction Ltd Bonnyville Alb	Emplacement pour réception de transmissions sol-air Alb	472,832	368,014	368,014
AMCA International Ltd a/b Dominion Bridge Winnipeg Man	Tour de radar, acier de charpente TY et TN-O	9,995,771		9,847,670
Aman Building Corp Sherwood Park Alb	Construire 27 logements familiaux Alb	3,023,929	2,701,812	3,002,137
Demke Enterprises Ltd a/b Amron Constr Redcliff Alb	Modifications électriques et mécaniques Alb	940,384	382,578	939,775
Arosan Enterprises Ltd Scarborough Ont	Dépôts de munitions Ont	14,363,821	1,633,474	1,633,474*
Atco Enterprises Ltd Calgary Alb	Bâtiments pour services techniques TY, TN-O et T-N	9,606,110	2,413,917	8,079,632
Baxtec Mechanical Services Ottawa Ont**	Réfection Ont	389,321	257,300	257,300
Les Constructions Béland & Lapointe Inc St-Rédempteur Qué	Modifications au système de ventilation Qué	383,367	383,367	383,367*(*f*)
Joseph-Arthur Belley Entrepreneur Inc Chicoutimi Qué	Construction d'un champ d'aviation Qué	621,796	25,120	621,796 (*f*)
Bentorswell Construction (1989) Ltd Barrie Ont	Construire un rajout à un bâtiment Ont	494,438	129,460	494,438 (*f*)
Berge Construction Ltd Prince Albert Sask	Agrandissement d'une caserne de pompiers Sask	401,279	401,279	401,279*(*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Les Bertram & Sons (1985) Ltd Barrie Ont	Centre de formation/Académie pour pompiers Ont	880,575	550,624	880,575 (*f*)
R C Bird Construction Ltd Fredericton N-B	Construire un collecteur pour égout sanitaire et une lagune N-B	689,652	23,087	689,652 (*f*)
Bird Construction Co Winnipeg Man	Rénovations d'une cuisine Man	1,265,212	1,228,321	1,228,321
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont	Conversion du système avertisseur d'incendie Ont	474,369	19,988	474,369 (*f*)
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Construire un bâtiment T-N	315,342	2,442	315,342 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Cloisonner des aires pour salles d'exercice N-É	315,106	266,436	315,106 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Construire un garage pour réparations N-É	794,495	764,327	764,327
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Construire des installations pour entreposage des acides N-É	551,294	125,937	125,937
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Réaménager et améliorer des installations de ravitaillement en combustibles N-É	273,614	254,934	254,934
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Installation d'essais pour l'entretien de missiles N-É	3,511,517	75,845	3,511,517 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Construire de nouveaux locaux pour membres non brevetés N-É	1,386,524	48,210	1,386,524 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Chambre forte N-É	313,267	297,258	313,267 (*f*)
Blunden Construction Ltd Halifax N-É	Installer un système de ventilation secondaire dans un bâtiment N-É	288,912	288,912	288,912* (*f*)
Entreprises Alfred Boivin Inc Chicoutimi Qué	Aménagement des berges Qué	130,000 ***(1)	130,000	130,000
Bot Engineering & Construction Ltd Oakville Ont	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TY et TN-O	44,809,348	12,515,248	40,027,671
Britco Structures Ltd Langley C-B	Fourniture et aménagement d'unités de remorques modulaires C-B	331,371	8,601	331,371 (*f*)
Les Constructions Brulé Ltée Almonte Ont	Réaménager des installations de ravitaillement en combustibles Ont	802,615	180,220	180,220
Camarda Construction Ltd Woodbridge Ont	Bâtiment d'entraînement Ont	729,240	715,822	715,822
Camarda Construction Ltd Woodbridge Ont	Rajout à un bâtiment Ont	731,052	703,333	703,333
Camco-Redboine (1979) Ltd Winnipeg Man	Améliorer la ventilation intérieure au manège militaire Minto Man	589,582	113,027	580,108
Canadian General Ins Co c/o Morden & Helwig Ltd (déclaré auparavant sous Eden Construction Ltd) Mississauga Ont	Construire des logements pour célibataires Alb	4,322,973	986,085	4,155,059
Castelco Construction Inc St-Léonard Qué	Concevoir/construire de nouveaux logements Qué	842,322	13,515	842,322 (*f*)
Castelco Construction Inc St-Léonard Qué	Clinique médicale Qué	606,471	36,548	606,471 (*f*)
Cavan Contractors Ltd Edmonton Alb	Contrat général, emplacement de manoeuvre directe TN-O	12,720,227	3,873,735	3,873,735*
Cerberus Pyrotronics Inc Richmond Hill Ont	Installations de sécurité incendie/postes de radar à courte portée Ont	2,615,078	513,909	2,467,239
Clark Bowler Construction (déclaré auparavant sous Clark Bowler/Volker Stevin (joint venture)) Edmonton Alb	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TN-O	35,526,060	13,314,141	29,256,172
Clark Bowler Construction Edmonton Alb	Contrat général, emplacement de manoeuvre directe TN-O	17,157,157	1,774,291	1,774,291*
Coastal Project Management Inc St John's T-N	Hangar d'aviation/Forces aériennes allemandes T-N	7,661,708	72,103	7,658,708
Coastal Project Management Inc St John's T-N	Construire des bases pour inspection de moteurs, aéronefs T-N	981,255	20,345	981,255 (*f*)
Coastal Project Management Inc St John's T-N**	Construire un bâtiment Canex T-N	2,446,017	1,236,907	2,436,907
Coastal Project Management Inc St John's T-N**	Rénovations à un bâtiment T-N	1,684,814	102,783	1,680,883*
Coate's Ltd Goose Bay T-N**	Construire un bungalow pour commandants T-N	344,892	5,911	344,892 (*f*)
Les Constructions Cogenco Inc Ste-Foy Qué	Édifice des opérations de la base Qué	1,655,720	7,970	1,655,720 (*f*)
Construction Bugère Inc St-Hyacinthe Qué	Agrandir et rénover un bâtiment Qué	3,375,070	3,170	3,375,070 (*f*)
Constructam Inc Jonquière Qué	Agrandir un entrepôt Qué	436,526	93,489	436,526 (*f*)
Les Constructions du Saint-Laurent Ltée Beauport Qué	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée T-N	29,822,654	15,398,624	16,048,397
Cowden-Woods Design Builders Ltd Barrie Ont	Construire un bâtiment de ravitaillement en combustibles Ont	333,285	125,484	125,484
Custom Builders Ltd Fredericton N-B	Rajout à un entrepôt N-B	624,981	624,259	624,259
Diamond Construction (1961) Ltd Fredericton N-B	Centre d'entraînement au combat N-B	40,135,550	31,732,007	33,720,987
Dineen Construction (Atlantic) Inc Dartmouth N-É	Construire une installation pour rinçage d'aéronefs N-É	642,427	574,887	642,427 (*f*)
ND Dobbin Ltd St John's T-N	Préparer le site et la fondation/hangar d'aviation des Forces aériennes de la République fédérale d'Allemagne T-N	3,738,897	13,380	3,738,897 (*f*)
JP Doyon Ltée Nicolet Qué	Montage d'une batterie Qué	765,918	16,503	765,918 (*f*)
Efco Enterprises Ltd Stephenville T-N**	Agrandissement et rénovations d'un bâtiment T-N	3,801,522	2,250,305	2,250,305
Efco Enterprises Ltd Stephenville T-N**	Rénovations à un bâtiment T-N	679,013	635,111	635,111

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Elan Construction Ltd Calgary Alb	Construire une installation de ravitaillement en combustibles Alb	476,567	476,567	476,567*(*f*)
EH Emery Electric Ltd Victoria C-B	Amélioration d'électricité à haute tension et allongement C-B	317,592	314,004	314,004*
Emery Construction Ltd St John's T-N	Installations d'entreposage des missiles T-N	1,392,389	66,689	1,392,389(*f*)
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations à un bâtiment T-N	2,531,146	320,242	2,534,955
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont	Concevoir et construire un édifice pour le quartier général Ont	2,439,707	35,425	2,439,707(*f*)
Eran Construction Ltd Parksville C-B	Rajout au hangar d'aviation C-B	668,062	493,858	493,858
Erskine Building Ltd Halifax N-É	Construire une école de défense aérienne à basse altitude N-B	5,679,815		5,657,811
Erskine Building Ltd Halifax N-É	Améliorations de jetées et infrastructure N-É	12,423,285	63,175	12,423,285(*f*)
Erskine Building Ltd Halifax N-É	Manège militaire de 100 hommes N-É	2,685,526	31,664	2,685,526*(*f*)
Facon Ltd Goose Bay T-N**	Rajout à un bâtiment T-N	423,693		423,693(*f*)
Farem Construction Ltd Victoria C-B	Reconstruire des cabinets de toilette C-B	341,848	191,583	341,848(*f*)
Fidelity Blasting Co Ltd Victoria C-B	Agrandissement d'infrastructure, égout sanitaire et eau C-B	257,172	257,172	257,172*(*f*)
Fire Monitoring of Canada Inc Niagara Falls Ont	Installation d'un système avertisseur d'incendie Qué	352,615	18,205	352,615(*f*)
The Foundation Co of Canada Ltd Burnaby C-B	Construire une unité de radoub des navires et jetée C-B	51,727,458	11,153,904	51,674,897
Frisco Bay Industries of Canada Ltd Ottawa Ont	Installation d'un radar à longue portée TN-O et T-N	304,587	27,660	304,587(*f*)
Garoy Construction Inc Beauport Qué	Agrandissement d'un bâtiment Qué	763,105	761,580	761,580
Garvey Construction Ltd Gloucester Ont	Construire une clinique médicale/dentaire Ont	1,640,852	1,584,647	1,584,647*
Construction Gety Inc-Gautec Inc Ancienne-Lorette Qué	Contrat général, emplacement de manoeuvre directe TN-O	39,618,354	6,310,356	6,310,356*
Construction Genac Inc Vanier Qué	Rajout à un bâtiment Qué	566,973	566,973	566,973(*f*)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Champ de tir intérieur Alb	613,924	6,432	613,924(*f*)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Rajout au distributeur en combustibles Alb	678,433	55,724	678,433(*f*)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Bâtiment en appentis Alb	391,734	391,734	391,734*(*f*)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Construire un rajout à un bâtiment Alb	828,292	750,900	750,900
Gestion Helophil Ltée Ste-Julie Qué	Piste d'athlétisme Qué	844,994	5,581	844,994(*f*)
CW Graham Construction Inc Orangeville Ont	Aires de stationnement et travaux routiers Ont	537,632	402,103	537,632(*f*)
Guelpa Construction Ltd Courtenay C-B	Nouvelles installations de police militaire C-B	893,930	5,932	893,930(*f*)
Gullackson Construction (1984) Ltd Grand Centre Alb	Rajout à un bâtiment Alb	402,000	46,996	46,996
Haid Construction Ltd Saskatoon Sask	Dépôt de munitions Alb	1,108,883	1,047,366	1,096,366
The Halifax Insurance Co Toronto Ont	Amélioration du système de chauffage N-É	1,496,648	98,183	1,437,431
Hanlon Construction Ltd Richmond C-B	Installations d'embarquement, jetée alternative C-B	502,845	945	502,845(*f*)
Houle Electric Ltd Burnaby C-B	Relocalisation de flotteurs C-B	1,058,465	646,275	1,058,465(*f*)
Infographic Systems Inc Kanata Ont	Systèmes d'alarme contre intrusion Ont	504,831	493,572	493,572*
JSA Construction Co Ltd North Bay Ont	Rajout à un bâtiment Ont	776,847	767,182	767,182
Jordan Construction Management Ltd Willowdale Ont	Construire une installation sur conditions climatiques Ont	3,944,381	1,630,140	3,909,546
KJ Construction Ltd Fredericton N-B	Bâtiment pour l'administration centrale de contrôle du champ de tir N-B	445,144	274,993	274,993
Kenaston Contractors Ltd Devon Alb	Préparation de l'emplacement de manoeuvre directe TN-0	5,489,379	5,372,294	5,372,294*
Kinetic Construction Ltd Victoria C-B	Bâtiment de réserve navale HMCS Malahat C-B	3,200,259	1,663,122	1,663,122
Knappett Construction Ltd Victoria C-B	Installations pour entretien C-B	3,441,086	2,197,314	3,433,023
CF Krieger and Son Pembroke Ont	Construire des installations de stockage Ont	280,000	2,507	280,000(*f*)
Labrador Construction Ltd St John's T-N	Pavage des entrées de cour des logements familiaux T-N	585,000	575,000	575,000
Lapaje Construction Inc Chicoutimi Qué	Construire une installation d'entreposage prêt à servir Qué	922,821	789,874	789,874
JP Larivière Construction Ltd Pembroke Ont	Construire un garage Ont	460,036	4,260	460,036(*f*)
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Construire 100 logements familiaux Qué	8,413,394	390,000	8,413,394*(*f*)
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Installation d'un radar à longue portée TN-O	28,587,833	855	28,587,833(*f*)
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TN-O	35,068,954	10,338,086	22,105,067
Ledcor Industries Ltd Calgary Alb	Installation de télécommunications Alb	593,768	587,376	587,376
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Rajout d'un gymnase à un bâtiment C-B	349,106	100,489	349,106(*f*)
JHL Steel Procucts Ltd (déclaré auparavant sous JH Lock & Sons Ltd) Toronto Ont	Ensemble de réfrigération pour installation climatique Ont	4,109,104	1,484,909	3,856,221
Lundrigans Construction Saint John N-B	Déblai et remblai/béton et acier N-B	6,272,488	671	6,272,488(*f*)
Lundrigans-Comstock Ltd Dartmouth N-É	Fournir et installer un système avertisseur d'incendie N-É	254,249	71,566	254,249*(*f*)
M & M Offshore Ltd St John's T-N	Fournir et livrer des réservoirs à combustibles de grève TY, TN-O et T-N	437,367	6,384	6,384
M & M Offshore Ltd St John's T-N	Alimentation de réservoirs à combustibles pour sites de radar TN-O et T-N	2,867,858	459,726	2,867,858
Marigold Holdings Inc Nanaimo C-B	Concevoir, fabriquer et installer un bâtiment en acier C-B	436,956		435,777

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Maple Leaf Construction Ltd Winnipeg Man	Construire un poste de garde Man	494,916	494,916	494,916 (*f*)
Maritime Engineering (1982) Ltd Fredericton N-B	Rajout à un bâtiment N-B	666,470	661,411	661,411
Maritime Engineering (1982) Ltd Fredericton N-B	Rajout à un bâtiment N-B	493,786	482,253	482,253
Martec Construction Services Ltd Sherwood Park Alb	Améliorer un champ de tir de 25 mètres Alb	260,860	252,760	252,760
VK Mason Construction Ltd Ottawa Ont	Bâtiment de réserve navale HMCS Cataraqui Ont	6,238,491	577,209	577,209
WM McNally Construction Ltd Georgetown Ont	Achat de terrain pour un manège militaire Ont	1,106,000	1,106,000	1,106,000 (*f*)
Mechron Energy Ltd Ottawa Ont	Blocs auxiliaires d'énergie TN-O et Qué	2,123,450	946,154	946,154*
Meridian Construction Inc Dartmouth N-É	Bâtiment d'instruction diesel N-É	2,355,723	2,002,700	2,002,700
Meridian Construction Inc Dartmouth N-É	Installations d'entreposage de missiles N-É	2,926,566	2,919,766	2,919,766*
Meunier Associés Inc St-Augustin-de-Desmaures Qué	Construction d'un réservoir de béton souterrain Qué	611,829	513,197	513,197
Mid-Valley Construction (1982) Ltd Kingston N-É	Améliorer les services d'électricité pour logements familiaux N-É	343,081	335,874	335,874
Mirtren Contractors Ltd Trenton Ont	Rénovations à un bâtiment Ont	614,206	609,206	609,206
MM Construction (1975) Ltd Moose Jaw Sask	Agrandissement d'un atelier de la batterie du hangar Sask	261,459	96,759	261,459 (*f*)
MRB Contractors Ltd Fredericton N-B	Annexe à un bâtiment de gymnase N-B	666,768	666,768	666,768 (*f*)
MRB Contractors Ltd Fredericton N-B	Captage et réseau de traitement d'un ruissellement de pile de charbon N-B	341,128	341,128	341,128 (*f*)
Multi-Ventures Ltd Tracy N-B	Construction d'un pare-feu périphérique N-B	736,999	87,016	736,999 (*f*)
Multi-Ventures Ltd Tracy N-B	Installations de repas sur place N-B	542,100	55,524	542,100 (*f*)
Niagara Relocatable Buildings Ltd Grimsby Ont	Locaux provisoires pour centre d'entraînement de la milice Ont	325,276	325,276	325,276 (*f*)
Nordic Industries (1979) Ltd Saskatoon Sask	Construction d'une clôture sécuritaire Sask	448,907	448,907	448,907 (*f*)
Northwest Builders Ltd Edmonton Alb	Construire un rajout à un bâtiment Alb	428,321	416,285	416,285
Olympic Construction Ltd St John's T-N**	Rénovations à un bâtiment T-N	1,532,765	150,463	1,532,765
Olympic Construction Ltd St John's T-N**	Rajout et rénovations à un bâtiment T-N	436,626	116,207	436,626 (*f*)
Ontario Electrical Construction Co Ltd North Bay Ont	Système avertisseur d'incendie Ont	775,219	643,778	643,778*
PCL-Foundation (joint venture) Edmonton Alb	Construire des sites de radar et installer un radar à courte portée TN-O	53,179,499	25,571,987	41,780,234
PCL-MAXAM (joint venture) Edmonton Alb	Gare terminus pour cargaison et passagers Alb	9,799,214	4,430,068	4,430,068
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement d'une centrale thermique C-B	1,257,940	1,013,843	1,251,048
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Construire une annexe au hangar et apporter des modifications C-B	2,755,371	2,543,225	2,621,374
Pine Chalets 370403 Ontario Ltd Barrie Ont	Rajout au bâtiment d'administration Ont	615,809	308,025	308,025
370403 Ontario Ltd a/b Pinecrest Chalets Barrie Ont	Construire une mezzanine et rénovations intérieures Ont	484,176	156,701	484,176 (*f*)
P T Construction Ltd Stephenville T-N**	Construire un bâtiment T-N	726,005	14,005	726,005
Raylec Power Ltd Union Bay C-B	Améliorer un poste de transformateurs C-B	453,572	305,289	305,289
Ralmax Sand and Gravel Ltd Victoria C-B	Construire un prolongement de rue C-B	362,595	255,653	255,653
Ralmax Sand and Gravel Ltd Victoria C-B	Démolir des bâtiments C-B	257,449	257,449	257,449 (*f*)
Regent Construction Co Ltd Winnipeg Man	Rajout à un bâtiment Man	435,199	433,199	433,199
Constructions Richer Inc Beauport Qué	Rajout et rénovations à un bâtiment Qué	326,239	26,827	326,239 (*f*)
Rocca Construction Ltd Dartmouth N-É	Mess des caporaux et soldats et club militaire N-É	4,658,153	1,355,484	4,658,153 (*f*)
Roch Lessard Inc Beauce Qué	Contrat général, emplacement de manoeuvre directe TN-O	22,566,030	11,308,476	11,308,476*
Roland Duval Inc Nicolet Qué	Rajout à un bâtiment Qué	368,500	1,016	368,500 (*f*)
RTL-Robinson Enterprises Ltd Yellowknife TN-O	Préparation de l'emplacement de manoeuvre directe TN-O	5,233,094	5,225,680	5,225,680*
Ruiter Engineering & Construction Ltd Ottawa Ont	Manège militaire Ont	5,871,298	264,354	5,855,388
Sagonaska Builders Ltd Belleville Ont	Rajout à un bâtiment Ont	363,889	73,944	363,889 (*f*)
Les Constructions du Saint-Laurent Ltée Beauport Qué	Agrandissement d'une piste TN-O	3,663,494	11,910	3,638,494
Sandbar Construction Ltd Saanichton C-B	Locaux C-B	6,948,598	6,705,922	6,906,465
Santec Construction Managers Ltd Kingston N-É	Clôture sécuritaire pour aéronefs N-É	360,315	113,831	360,315 (*f*)
Simpson Construction Ltd Fredericton N-B	Locaux pour véhicules N-B	1,462,570	1,309,600	1,309,600
Sintra Inc N D Bon-Conseil Qué	Réaménager les zones de stationnement Qué	607,093	607,093	607,093 (*f*)
South Rock Ltd Medicine Hat Alb	Clôture sécuritaire Alb	348,995	232,640	348,995 (*f*)
St Lawrence Construction Ltd Beauport Qué	Installations de radar à longue portée T-N	30,435,945	138,130	30,435,945 (*f*)
Standard General Construction Ltd Calgary Alb	Séchage de terrain Alb	1,759,298	1,759,298	1,759,298* (*f*)
M Sullivan & Son Ltd Arnprior Ont	Installations de réserve Ont	3,913,856	777,507	3,913,856 (*f*)
M Sullivan & Son Ltd Arnprior Ont	Rajout et modifications à un bâtiment Ont	1,522,871	1,522,871	1,522,871* (*f*)
Sunshine Contracting Ltd St Albert Alb	Regard et réseau de conduit Alb	512,518	401,220	401,220
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Bâtiment d'approvisionnements de la base C-B	913,250	905,342	905,342*
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Logements pour célibataires C-B	4,654,284	2,442,851	4,643,732
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Logements pour célibataires C-B	5,638,764	3,533,154	5,635,267
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Complexe du régiment d'ingénieurs au combat C-B	10,475,961	8,149,329	8,608,029
TAG Developments Ltd Bedford N-É	Réservoir d'entreposage d'huile N-É	408,782	64,681	64,681
TAG Developments Ltd Bedford N-É	Nouvelle installation de champ sonore N-É	1,174,613	1,134,385	1,134,385*

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Tendev Construction Ltd Surrey C-B	Rajout à un bâtiment C-B	897,026	593,008	593,008
Construction G Therrien Inc Nicolet Qué	Construction d'un manège militaire de la Marine et d'un hangar à bateaux Qué	5,546,486	2,233,047	2,233,047
Trail-Rite Flatdecks Ltd Tisdale Sask	Alimentation de réservoirs à combustibles pour sites de radar à courte portée TY et TN-O	2,351,071	641,826	2,351,071 (*f*)
Trail-Rite Flatdecks Ltd Tisdale Sask	Fournir et livrer des réservoirs à combustibles de grève TY, TN-O et T-N	415,800	70,692	70,692
Transit Construction Co Ltd Senneville Qué	Armature de hangars d'aviation Qué	554,974	(7,856)	554,974 (*f*)
TRD Building Sales Ltd Medicine Hat Alb	Rajout aux services médicaux/dentaux Alb	909,785	4,816	909,785 (*f*)
TRD Building Sales Ltd Medicine Hat Alb	Construire une casse-croûte Alb	532,404	11,332	532,404 (*f*)
Trenton Works Lavalin Inc Trenton N-É	Fournir et livrer des réservoirs de stockage de combustibles TY, TN-O et T-N	1,639,160	1,589,160	1,589,160*
Tri-Steel Industries Inc Montréal Qué	Tour de radar, acier de charpente TN-O et T-N	4,025,992	880,088	3,940,591
Trident Construction Co Ltd Lunenburg N-É	Revêtir l'extérieur d'un bâtiment et l'isoler N-É	502,421	495,539	495,539
Trident Construction Co Ltd Lunenburg N-É	Consolider, fournir et installer un réseau d'extincteurs automatiques N-É	861,538	674,044	674,044
Marcel Turmel Inc Beauce Qué	Construire une piscine extérieure Qué	573,457	43,140	43,140
Union des Carrières et Pavages Ltée Québec Qué	Construire des pare-éclats, zone de dépôt de munitions Qué	703,147	703,147	703,147 (*f*)
United Marine Electronics & Comm (1988) Inc Nepean Ont	Système d'alarme contre intrusion multiplex N-B	376,848	361,479	361,479
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Moncton N-B	Installer des réseaux d'extincteurs à mousse chimique T-N	1,623,392	61,231	1,623,392 (*f*)
Wayne Watson Construction Ltd Prince George C-B	Installations de stockage de combustibles C-B	2,576,530	12,115	2,576,530* (*f*)
Westeinde Construction Ltd Nepean Ont	Charpente pour bâtiment Ont	2,065,500	127,367	127,367
Western Electrics Ltd Dartmouth N-É	Améliorer le réseau de distribution d'électricité N-É	1,884,974	898,422	1,884,974 (*f*)
Westland Construction Ltd Winnipeg Man	Construire un rajout à un bâtiment Man	382,264	282,404	282,404
Wigmar Construction (BC) Ltd Victoria C-B	Aires d'essais, entretien de missiles C-B	3,875,853	755,445	755,445
Williams Murphy & MacLeod (1971) Ltd Summerside Î-P-É	Mess militaire mixte Î-P-É	7,477,564	415,673	3,552,064
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É	Rajout à un bâtiment N-É	679,093	677,394	677,394
Wormald Fire Systems Mississauga Ont	Installations de sécurité-incendie TN-O et Qué	1,130,600	13,350	13,350*
379064 Ontario Ltd a/b Ram Aire Service Brampton Ont	Améliorer la ventilation Ont	871,784	308,542	871,784 (*f*)
688996 Ontario Inc a/b Markus Construction Pembroke Ont	Installation des opérations et de formation Ont	875,948	872,526	872,526

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $22,101,522

Département $22,101,522

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $4,498

PROGRAMME DE SANTÉ $22,097,024

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
Cayouette et Saia Architectes Montréal Qué**	Nouveau service de retenue et amélioration des sytèmes existants de traitement d'air Qué	1,625,000	193,282	1,609,421
Construction D Tardif Inc Mercier Qué**	Modifications et rajouts aux installations de bureau Qué	10,247,412	957,682	10,247,412
Cox Excavating Tillsonburg Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,736,764	33,319	1,736,764 (*f*)
Davison Seamone Rickard Adams Architectes Inc (déclaré auparavant sous CD Davison Co Ltd) Halifax N-É**	Services en architecture et d'ingénierie—Construction d'installations de laboratoire et de bureau N-É	1,672,700	41,523	1,257,629
Dineen Construction (Atlantic) Dartmouth N-É**	Construction d'installations de laboratoire et de bureau N-É	10,834,058	1,378,938	1,378,938
Dunlop Farrow Aitken Cansfield Toronto Ont**	Services en architecture et d'ingénierie—Nouveau service de retenue et amélioration des systèmes existants de traitement d'air Ont	1,332,500	63,514	1,010,426
Habitat Renaissance Inc Lac Beauport Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	1,526,635	565,795	1,526,635
Jen-Col Construction Spruce Grove Alb**	Construction d'un poste sanitaire Alb	710,000		693,425 (*f*)
JC Sulphen Construction Ltd Gloucester Ont**	Modifications au pavillon ouest, Laboratoire de lutte contre la maladie Ont	1,384,266	839,932	839,932
Kohler Dickey Edmondson Matthews Ottawa Ont**	Services en architecture—Services de Protection de la santé Ont	266,991	221,214	221,214
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,021,612		1,021,612 (*f*)
Landry Construction Natashquan Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	722,328	15,146	722,328 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Mathers & Haldenby Inc Toronto Ont**	Services en architecture et d'ingénierie—Rajout à l'édifice du Laboratoire de protection contre la radiation Ont	2,347,432	406,094	2,019,054
NDL Construction Ltd Winnipeg Man**	Rénovations à une résidence pour personnel infirmier Ont	274,430	274,430	274,430 (f)
NDL Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	473,832		473,832 (f)
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une résidence TN-O	1,276,266		1,276,266 (f)
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Construction d'une résidence de neuf unités Ont	802,740	1,364	802,740 (f)
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Construction de logements à l'hôpital Ont	386,274	5,882	386,274 (f)
Penn-Co Construction Ltd Blumenort Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,634,376	1,149,033	1,634,376
Pre-Eng Contracting Ltd Weston Ont**	Modifications et rajouts au laboratoire et installations de bureau Ont	7,847,328	121,397	7,847,328
Roz-Con Construction Ltd Red Deer Alb**	Construction d'un poste sanitaire Alb	401,133	399,777	399,777
RJ Nicol Construction (1975) Ltd Ottawa Ont**	Rajout au Laboratoire de protection contre la radiation Ont	18,917,468	8,099,869	9,072,552
Smith Carter Dunlop Farrow Winnipeg Man**	Services en architecture et d'ingénierie—Construction d'installations de laboratoire et de bureau Man	10,454,400	2,057,832	2,581,764*
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction d'un poste sanitaire Alb	476,515	476,515	476,515 (f)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction d'une résidence Man	616,344	327,866	327,866
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	1,619,212	704,043	704,043
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction d'un poste de soins infirmiers et d'une résidence C-B	1,045,156		1,045,156
REVENU NATIONAL $5,511,754				
Douanes et Accise $5,511,754				
Jacques Théoret Inc Ormstown Qué	Construction d'installations communes entre le Canada et les É-U Qué	1,289,860		1,289,860 (f)
Kelvin Investments Ltd Cranbrook C-B	Nouvelle installation des douanes C-B	1,282,310	1,139,472	1,139,472
MRB Contractors Ltd Fredericton N-B	Nouvelle installation des douanes N-B	767,000	789,838	789,838
Penn-Co Constr Ltd Blumenort Man	Installation des douanes Ont	660,245	663,157	663,157
Ryan Construction & Dev Ltd et Chester Dawe Ltd St John's T-N	Installation de traitement T-N	854,049	254,049	854,049* (f)
PARLEMENT $60,643				
Sénat $60,643				
CONSEIL PRIVÉ $4,025				
Directeur général des élections $4,025				
TRAVAUX PUBLICS $568,964,446				
Département $568,964,446				
PROGRAMME DES SERVICES $425,458,324				
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS $143,506,122				
A & J L Bourgeois Ltée Contrecoeur Qué	Ouvrages de préparation et amélioration Qué	1,410,086	1,410,086	1,410,086
Alumicor Limited Bedford N-É	Travaux de démolition d'intérieur, immeuble du gouvernement du Canada N-É	319,670	213,113	213,113
Amherst Electrical Services Ltd Moncton N-B	Améliorer l'électricité et conversion du chauffage N-B	351,316	351,316	351,316
Angkor Construction Inc Ste-Thérèse Qué	Grosses réparations, Pont Perley Ont/Qué	683,497	683,497	683,497 (f)
Asbex Enterprises Inc Ottawa Ont	Enlèvement de l'amiante et amélioration, Statistique Canada Ont	336,232	336,232	336,232 (f)
Barwan General Contracting Arnprior Ont	Modifications, Archives nationales Phase I Ont	793,017	425	793,017 (f)
Basic Management Ltd Moncton N-B	Conception/construction, nouvel immeuble du gouvernement du Canada N-B	1,829,328	152,682	1,829,328
Bremner Engineering & Construction Ltd Canmore Alb	Construction, passage supérieur, Castle Mountain Alb	1,434,206	760,428	760,428
Canadian Asbestos Services Ltd Nepean Ont	Réduction d'amiante, édifice Wellington Ont	848,847	841,805	841,805
Casey-Hewson Construction Ltd Scarborough Ont	Rénovations Ont	477,796	184,966	477,796 (f)
Celeb Construction Ltée Candiac Qué	Monte-charges, 105 McGill Qué	1,134,651		1,127,987
Coastal Project Management Ltd Clarenville T-N	Rénovations à l'immeuble Sir Humphrey Gilbert T-N	10,540,900	5,337,961	10,476,376*
Construction Béland & Lapointe Inc St-Rédempteur Qué	Rénovations d'envergure Phase II Qué	1,800,256	1,296	1,800,256* (f)
Construction Buram Inc Ste-Thérèse Qué	Rénovations d'envergure Qué	1,678,956	819,431	1,678,956
Construction Cobenco Inc Montréal Qué	Réaménagement d'envergure du siège social Qué	5,603,342	568,944	5,603,342

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Construction du Fjord Inc Chicoutimi Qué	Rénovations d'envergure et aménagement Qué	548,521	548,521	548,521
Construction du Fjord Inc Chicoutimi Qué	Rénovation d'envergure, Lot II Qué	842,589	587,887	587,887
Construction Paval Inc St-Léonard Qué	Améliorations Phase "B" Qué	20,337,726	18,509	20,337,726 (*f*)
Construction Vancel Ltée Gatineau Qué	Aménagement temporaire, Musée des sciences naturelles Qué	1,298,014	372,381	372,381
Couvreur Rolland Boudreault et Fils Gatineau Qué	Rénovations du toit, Asticou Qué	367,950	367,950	367,950 (*f*)
D C R Construction Ltd Ottawa Ont	Aménagement de l'immeuble Constitution, MDN, Phase III Ont	756,665	756,665	756,665
D L F Mechanichal Ltd Winnipeg Man	Installation d'une nouvelle chaudière, immeuble fédéral Man	411,908	143,802	411,908
D T B Commercial Contractor Ltd Ottawa Ont	Facilité d'accès aux handicapés, Académie Lasalle Ont	498,939		489,570 (*f*)
Donald M Bell Construction Inc Nepean Ont	Nouvelle salle d'ordinateurs, immeuble Sir John Carling Ont	843,251	130,600	130,600
Ed Brunet & Sons Ltd Hull Qué	Modifications et rajouts, Portage III Qué	348,911	348,911	348,911
Ed Brunet & Sons Ltd Hull Qué	Monte-charges, Portage III Qué	680,389	190,423	190,423
Ellis Don Ltd Vancouver C-B	Réaménagement patrimoine du Centre Sinclair C-B	29,068,277		29,068,277
Ellis-Don (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Rénovations à l'immeuble Sir John Thompson N-É	4,381,937	424,494	4,381,938
Ellis-Don (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Rénovations à l'immeuble Ralston N-É	12,277,948	6,932,777	7,001,597
Entreprises Alfred Boivin Inc Chicoutimi Qué	Aménagement des berges Qué	526,078 ***(1)	526,078	526,078
Entreprises Vibec Div Lemay Vicon Rouyn-Noranda Qué	Grosses réparations au barrage Qué	1,017,116	1,017,116	1,017,116
Excavations Loiselle & Frères Inc St-Timothée Qué	Travaux extérieurs Qué	978,097		978,097 (*f*)
Exeter Roofing and Sheet Metal Co Ltd Exeter Ont	Remplacement du toit Ont	252,364	252,364	252,364 (*f*)
Ferano Construction Ltd Ottawa Ont	Aménagement, La Promenade, Bibliothèque du Parlement Ont	372,599	372,599	372,599 (*f*)
Fernand Gilbert Ltée Chicoutimi Qué	Rénovations au site, Vieux Port de Chicoutimi Qué	2,874,570	1,687,634	2,874,571
Fred R Dickinson Ltd Woodstock N-B	Modifications au système de climatisation, immeuble du gouvernement du Canada N-B	497,597	461,667	461,667
Fred R Dickinson Ltd Woodstock N-B	Modifications au sous-sol et 1^er^ étage, immeuble du gouvernement du Canada N-B	310,571	179,946	179,946
Globe Realty Management Ltd Ottawa Ont	Aménagement du 12^e^ étage, Centre de la Banque royale Ont	479,583	479,583	479,583 (*f*)
Gordon Sestock Construction Inc Montréal Qué	Aménagement intérieur, 715 Peel Qué	669,908	427,420	669,408
Hanlon Construction Ltd Richmond C-B	Reconstruction d'une jetée, pont ferroviaire New Westminster C-B	305,506	305,506	305,506 (*f*)
Hasting County General Contract Kingston Ont	Peinture, acier de charpente, pont Ave Laurier Ont	291,800	291,800	291,800
Heather & Little Ltd Toronto Ont	Remplacement du toit, l'Esplanade Laurier Ont	716,719	1,111	716,719 (*f*)
Hebert Trucking Ltd Prince George C-B	Concassage et stockage de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,573,010		894,265 (*f*)
Hervé Pommerleau Inc Montréal Qué	Conversion d'un bâtiment en laboratoire Qué	3,863,864	5,654	3,863,864 (*f*)
Hervé Pommerleau Inc St-Georges Qué	Rénovations aux murs et briques, Complexe Guy Favreau Qué	7,389,825	2,093,338	2,093,338
Hitec Steel Burnaby C-B	Réfection de la grue, bassin de radoub Esquimalt C-B	547,191	320,000	320,000
Honeywell Ltd Edmonton Alb	Installer un système d'alarme, Place Canada Alb	465,443	22,973	465,443 (*f*)
JCR Construction Ltd Victoria C-B	Modifications au bureau de la douane, Victoria C-B	2,814,852	746,084	746,084
Jim Dent Construction Ltd Hope C-B	Construire un bureau, Pêches et Océans C-B	755,490	673	755,490 (*f*)
Joe Arban Contractor Ltd Gloucester Ont	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ marbre Phase I Ont	470,046		470,046 (*f*)
John Miller & Sons Ltd Winnipeg Man	Travaux de démolition et réfection, immeuble du gouvernement du Canada Man	382,766	46,169	382,766 (*f*)
Joneljim Concrete Construction Ltd Sydney N-É	Rénovations, immeuble du gouvernement du Canada N-É	4,142,479	1,590,148	1,590,148
Kerschbaumer Coating Inc Coquitlam C-B	Entretien du pont ferroviaire New Westminster C-B	329,661		329,661 (*f*)
Kledo Construction Fort Nelson C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,626,202	3,626,202	3,626,202 (*f*)
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	5,972,987	334,654	5,972,988 (*f*)
L L C General Contractors Ltd Nepean Ont	Révision d'une chambre frigorifique, Galerie nationale du Canada Ont	305,585	19,318	19,318
La Commission Scolaire Hull Qué	Achat d'une école Qué	26,288,426	1,304,232	22,049,672
Larwill Construction Inc Whitehorse TY	Démolition d'une partie désignée, immeuble du gouvernement du Canada TY	488,907	(516)	488,391 (*f*)
Le Groupe Paval de Const et Invest Inc St-Léonard Qué	Réparations au 1^er^ étage Qué	1,264,952	438,835	1,264,952 (*f*)
Les Entreprises Cogepro Ltée Laval Qué	Monte-charges Qué	172,557	172,557	172,557
Les Toitures Raymond Inc Hull Qué	Remplacement de toit, musée Victoria Ont	651,002	480,000	480,000

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Magus Construction Ltd Kanata Ont	Modifications à l'immeuble des Douanes et de l'immigration Ont	2,607,106	645,128	2,607,106 (*f*)
Magus Construction Ltd Kanata Ont	Aménagement d'un entrepôt, 440 rue Coventry Ont	319,958	319,958	319,958
Marine Oil Services Ltd Eastern Passage N-É	Réparations au quai/conception N-É	293,600	(4,402)	189,598
Maritime Steeplejack Company Ltd Bathurst N-B	Peinture, section du levier central du pont international N-B	885,000	335,620	335,620
Markin Brothers Ltd Castlegar C-B	Base granulaire de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,810,133	(26,000)	1,777,363* (*f*)
Master Plumbing & Heating Winnipeg Man	Nouveau système de chaudière/Entrepôt d'inspection des douanes Man	441,272		439,593
McCauley Electric Ltd Ottawa Ont	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ électricité et système avertisseur d'incendie Ont	2,386,554	44,000	2,386,554
Melanson Enterprises Limited Moncton N-B	Remplacement de fenêtres et panneaux, édifice des Douanes N-B	1,061,626	797,000	797,000
Minto Development Inc Ottawa Ont	Modifications aux 4^e^, 5^e^ et 6^e^ étages, Place Minto Ont	264,793	264,793	264,793 (*f*)
Mometal Inc Longueuil Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ divers travaux en menuiserie métallique Ont	764,595	39,000	764,595
Nuway Crushing Ltd Whitehorse TY	Concassage de l'autoroute de l'Alaska C-B	536,025	536,025	536,025
Omers Realty Corporation Ottawa Ont	Aménagement du 7^e^ étage, Constitution Square Ont	339,539	339,539	339,539
Ottawa Structural Concrete Services Ltd Nepean Ont	Réparations aux dalles de béton, garage Victoria Qué	349,143	349,143	349,143 (*f*)
Patella Construction Ville La Salle Qué	Rénovations à l'édifice du Centre, Colline du Parlement/ travaux de menuiserie, portes et châssis Ont	410,285	28,907	410,285
PCL Constructors Pacific Inc Richmond C-B	Démolition et construction, immeuble du gouvernement du Canada TY	19,017,005	9,341,332	9,341,332
Peter Brothers Ltd Penticton C-B	Recouvrement d'asphalte de l'autoroute de l'Alaska C-B	6,161,438	6,161,438	6,161,438 (*f*)
Pickell Construction Ltd Fort St John C-B	Réparation de glissière, autoroute de l'Alaska C-B	498,255	498,255	498,255 (*f*)
Place De L'Assomption Ltée Moncton N-B	Rénovations, immeuble du gouvernement du Canada N-B	19,600,000	6,953,739	6,953,739
PC Parent Construction Ltd Ottawa Ont	Rénovations au 17^e^ étage, immeuble RH Coates Ont	284,771	284,771	284,771
Roberts & McNeil Construction Ltd Charlottetown Î-P-É	Travaux de démolition et enlèvement de plafonds, immeuble Dominion Î-P-É	293,838		293,838*
Seaboard Construction Inc Dartmouth N-É	Aménagement d'un entrepôt N-É	1,233,305	20,152	1,233,305
Sharp Const Ltd (déclaré auparavant sous MLC Construction) Prince George C-B	Base granulaire de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,239,614	153,932	1,213,122
Sharp Const Ltd (déclaré auparavant sous MLC Construction) Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,013,317		1,013,317 (*f*)
Sheltco Construction Ltd (déclaré auparavant sous Shiltco Construction Ltd)	Revêtement en dur/déblaiement et travaux de nivellement de l'autoroute Trans Canada Alb	3,939,134	1,917,666	2,765,766
Sheltco Construction Ltd Calgary Alb	Nivellement de gravier et revêtement d'asphalte Alb	1,193,816	887,521	887,521
Simmchen Construction Ltd Moncton N-B	Érection d'un monument, révision du plan de travail N-B	1,568,773	290,207	1,569,073
Simpson Construction Limited Fredericton N-B	Conversion au chauffage électrique, immeuble des Douanes N-B	630,948	630,948	630,948 (*f*)
Spec Tech Ltd Ottawa Ont	Aménagement de l'immeuble Constitution, Phase 2R Ont	296,261	38,578	296,261 (*f*)
Spring Point Management Ltd Kelowna C-B	Mise en état du passage supérieur, pont de la rivière Kicking Horse C-B	988,944	687,595	687,595
Stelee Developments Limited Armdale N-É	Travaux intérieurs de démolition, bâtiment en rangée Bedford N-B	483,242	421,300	421,300
Sterling Crane (Division of Procrane Inc) Edmonton Alb	Réparations de la grue, bassin de radoub Esquimalt C-B	690,567	96,512	667,079 (*f*)
Thomas Fuller Construction Co Ltd Ottawa Ont	Construction du Musée national de l'aviation Ont	17,099,459		17,099,459
Tri-City Contracting Ltd Kamloops C-B	Rénovations d'un immeuble fédéral C-B	1,053,206	651,283	1,051,575
Trident Construction Ltd Lunenburg N-É	Agrandissement de bureaux, immeuble du gouvernement du Canada N-É	903,273	768,273	903,273
V C I Controls Nepean Ont	Amélioration du système de contrôle, Galerie nationale du Canada Ont	357,850	357,850	357,850
Vie-Built General Contractors Inc Nepean Ont	Améliorer les ascenseurs, immeuble Victoria Ont	604,000	10,000	10,000
Vipond Automatic Nepean Ont	Réseau de gicleurs et système d'alarme, Conseil national de recherches Ont	1,481,882	1,367,010	1,481,882
Westboro Carpet and Drapery Nepean Ont	Remplacement des tapis, Place du Centre Qué	367,832	367,832	367,832 (*f*)

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $103,816,490

Service correctionnel $59,760,248

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
AARE Construction Inc Montréal Qué**	Construction d'une tour Cowansville Qué	301,065		301,065

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Amron Construction Redcliff Alb**	Clôture périphérique Bowden Alb	299,031	168,058	168,058
Bangma Construction Div of 835223 Ontario Inc Collins Bay Ont**	Rajout à une salle Collins Bay Ont	338,136	338,136	338,136 (*f*)
Bert French & Son Ltd Port-Sydney Ont**	Atelier technique de microfilm Beaver Creek Ont	289,399	289,399	289,399 (*f*)
Bird Construction Company Ltd Winnipeg Man**	Installation d'une clôture sécuritaire Stony Mountain Man	691,641	264,637	667,929*
Bird Construction Company Ltd Winnipeg Man**	Immeuble pour nouvelles industries Stony Mountain Man	2,234,114	55,814	2,234,114 (*f*)
Brazeela & Burkosky Ltd Prince Albert Sask**	Revêtement en dur et amélioration d'une route périphérique Sask	337,428		337,428 (*f*)
Carl Jensen Building Services Kingston Ont**	Agrandissement et modifications d'un abattoir Joyceville Ont	1,131,656	(11,044)	1,131,656 (*f*)
Churchill Electric & Assoc (1987) Ltd Victoria C-B**	Amélioration d'un système électrique William Head C-B	476,031		476,031 (*f*)
Construction Beaudoin (1977) Inc Laval Qué**	Installation de fenêtres sécuritaires Laval Qué	570,547	1,675	570,547 (*f*)
Construction Gaston Picard Inc Charny Qué	Fondation de l'édifice principal Donnaconna Qué	397,941		397,941 (*f*)
Construction Jacquard Inc Laval Qué**	Installation de fenêtres sécuritaires, d'une alarme-incendie et d'extincteurs automatiques Ste-Anne-des-Plaines Qué	1,728,699	1,728,699	1,728,699
Construction Jacques Théoret Inc Ormstown Qué**	Construction d'unités de visite familiale Cowansville Qué	409,697	28,313	409,697 (*f*)
Dufresne Piling Company (1967) Ltd Ottawa Ont**	Préparation du terrain Ont	1,907,239	15,899	1,907,240 (*f*)
Ellis Don Construction Ltd Nepean Ont**	Aménagement Phase I Ont	17,403,671	13,412,601	13,412,601
Ellis Don Construction Ltd Nepean Ont**	Édifice de base Phase I Ont	6,772,858	6,274,958	6,772,858*
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont**	Améliorer la source d'énergie Kingston Ont	637,062	81,074	81,074
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un pénitencier Port-Cartier Qué	18,860,070	45,000	18,860,070 (*f*)
Excavation de Chicoutimi Inc Chicoutimi Qué**	Construction d'un pénitencier Port-Cartier Qué	2,560,233		2,560,233 (*f*)
Forewest Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction de l'étape 1 d'un établissement à sécurité moyenne C-B	1,376,901		1,376,901
Friendship Construction Co Ltd Kingston Ont**	Réparations exploratives et d'urgence en maçonnerie Ont	645,420	645,420	645,420
G Beaudet et Compagnie Ltée Warwick Qué**	Agrandissement du pénitencier Ste-Anne-des-Plaines Qué	7,962,270		7,962,270 (*f*)
Glaser Custom Homes 504855 Ontario Ltd Kingston Ont**	Remplacement du toit et modifications Collins Bay Ont	313,450	148,236	313,450 (*f*)
Glaser Custom Homes 504855 Ontario Ltd Kingston Ont**	Immeuble des travaux et de génie, prison pour femmes Ont	317,621	317,621	317,621 (*f*)
Grinnell Fire Protection Systems Saskatoon Sask**	Amélioration des gicleurs Prince Albert Sask	438,421	179,441	438,421
Innovative Enterprises Ltd Abbotsford C-B**	Construire une entrée principale C-B	743,784		700,502
Jim Dent Construction Ltd Hope C-B**	Rénovation/agrandissement d'une cuisine, établissement Mountain C-B	280,412		281,311
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb**	Rénovations d'une cuisine Alb	646,611	340,689	633,911
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction d'un pénitencier Port-Cartier Qué	1,422,435	24,252	1,422,435 (*f*)
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction d'un pénitencier Port-Cartier Qué	1,546,922		1,546,922 (*f*)
Les Chantiers de l'Estrie Montréal Qué**	Entrée de service, bâtiment 20 Cowansville Qué	293,639	85,374	293,639
Les Constructions Ricnor Ltée Laval Qué**	Construire des unités de visite familiale Laval Qué	266,1[illegible]8	266,158	266,158
Les Installations Électriques Pichette Inc Laval Qué**	Installer un système avertisseur d'incendie Laval Qué	680,000	65,636	680,000
Mike's Electric Ltd Oxford N-É**	Modifications électriques, unités résidentielles N-É	461,915	244,615	461,915 (*f*)
Modern Construction (1983) Ltd Moncton N-B**	Routes d'accès et stationnement N-B	465,116	465,116	465,116 (*f*)
M Sullivan & Son Ltd Arnprior Ont**	Unités résidentielles Warkworth Ont	5,373,113	3,061,726	5,373,113
Nepcon Inc Laval Qué**	Améliorer le système d'aqueduc Laval Qué	311,801	258,654	311,801 (*f*)
Niagara Relocatable Buildings Ltd Grimsby Ont**	Unités de logements Bath Ont	819,081	1,781	819,081 (*f*)
Northal Construction Ltd Montréal Qué**	Réaménager la salle de contrôle électronique principale Cowansville Qué	647,740	14,762	647,740 (*f*)
Pentagon Building Construction Edmonton Alb**	Construction de l'immeuble d'administration Alb	718,297		
Polyval Construction Inc St-Hubert Qué**	Réaménager l'immeuble n° 18 Qué	398,643	398,643	398,643 (*f*)
Security Information System Inc Montréal Qué	Système de communication pour blocs Qué	428,749	76,300	76,300
Seney Électrique Inc Farnham Qué**	Éclairage général pour terrains intérieurs Qué	348,597	3,195	348,597* (*f*)
Seney Électrique Inc Farnham Qué**	Installer un système avertisseur d'incendie Cowansville Qué	733,548	137,734	733,548
Simmchen Construction Ltd Fox Creek N-B**	Réaménager C-16 N-B	272,500	272,500	272,500
Simmchen Construction Ltd Fox Creek N-B**	Construction d'un gymnase Phase I N-B	1,527,137		1,527,137*
Société Immobilière de Construction SOIMCO Inc Laval Qué**	Construire des unités de visite familiale Laval Qué	320,292	320,292	320,292
Steele Electric Inc Brantford Ont**	Système de communication pour blocs, édifice 8, 9, 10 et 11 Warkworth Ont	398,854	34,304	398,854 (*f*)
Steen Contractors Ltd Dartmouth N-É**	Remplacer un système de chauffage, établissement Springhill N-É	1,376,107	1,376,107	1,376,107

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$		$
Sun Rae Construction Ltd Kingston Ont**	Amélioration du tunnel et des services Kingston Ont	1,796,951	1,796,951	1,796,951
TA Andre & Sons (Ontario) Ltd Kingston Ont**	Rajout et rénovations Phase II Millhaven Ont	1,655,412	24,570	1,655,412 (*f*)
Team Construction Ltd Moncton N-B**	Nouveaux services de cantine N-B	1,749,625	134,625	1,749,625 (*f*)
Town & Country Fire Protection Calgary Alb**	Sécurité incendie Drumheller Alb	409,617	26,618	409,617
Tri-Cor Development Ltd Moncton N-B**	Remplacer un système de chauffage, établissement Springhill N-É	3,123,434	1,223	3,120,956
Tri-Cor Development Ltd Moncton N-B**	Entrepôt Dorchester N-B	533,086	280,075	280,075
WV Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Modifications à l'atelier de tapisserie Kingston Ont	375,565	854	375,565 (*f*)
WV Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Bureau d'administration de blocs Kingston Ont	347,644	6,698	347,644 (*f*)
WV Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Unités de logement, eau chaude domestique Warkworth Ont	319,818	319,818	319,818 (*f*)
Gendarmerie royale du Canada $44,056,242				
344070 Alberta Ltd Edmonton Alb**	Complexe de la GRC Alb	298,343		295,643
Anaheim Construction Ltd Winnipeg Man**	Détachement de la GRC Man	2,801,250	2,281	2,801,250
Avraham Ing in trust Ottawa Ont**	Aménagement d'un détachement de la GRC Ont	329,620	329,620	329,620 (*f*)
Beattie Construction Services Saint John N-B**	Détachement de la GRC N-B	1,157,268	1,157,268	1,157,268
Bemar Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement et locaux de la GRC Alb	1,351,602	612,612	1,053,039
Wm Berg Construction Ltd Castlegar C-B**	Sous-division de la GRC N-B	2,866,991	5,822	2,861,871 *
Better Contracting Ltd St John's T-N**	Locaux de la GRC T-N	269,954	54,954	269,954 *
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Locaux de la GRC T-N	491,495	22,155	491,495 * (*f*)
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Garage et atelier de la GRC T-N	264,620	179,620	264,620 *
Bronnenco Ltd Hyde Park Ont**	Détachement de la GRC Ont	926,937	877,028	877,028
Brule Construction Ltd Almonte Ont**	Bâtiment de formation de la GRC Ont	743,265	743,265	743,265
Ed Brunet & Sons Ltd Hull Qué**	Rénovations au centre de formation Ont	1,611,249	29,394	1,611,249 (*f*)
Ed Brunet & Sons Ltd Hull Qué**	Rénovations au centre de formation Ont	2,489,610	18,698	2,489,610 (*f*)
Canadian Asbestos Richmond C-B**	Complexe de la GRC N-B	492,661	318,548	492,661 (*f*)
Capital Petroleum Services Ltd Vars Ont**	Quartier général de la GRC Ont	506,964	506,964	506,964 (*f*)
Cavan Contractors Ltd Edmonton Alb**	Détachement et locaux de la GRC TN-O	2,151,269	1,470,515	2,145,945
Chansilwain Const Ltd Vancouver C-B**	Détachement de la GRC C-B	1,107,161	424,305	1,107,161 (*f*)
Charter Const Mgmt Ltd Calgary Alb**	Détachement de la GRC C-B	1,118,058	17,069	17,069
City Builders Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	409,726	109,726	409,726
Clarke-Bowler Edmonton Alb**	Détachement de la GRC TN-O	1,706,709	181	1,706,709
Coady Constr & Excavating Ltd Torbay T-N**	Quartier général, division de la GRC T-N	1,236,300	464,315	464,315
Const Irénée Paquet & Fils Inc Montréal Qué**	Détachement de la GRC Qué	276,170	276,170	276,170
Country West Construction Ltd Abbotsford C-B**	Détachement de la GRC C-B	1,044,853	180,031	180,031
Cullen Detroit Diesel Allison Kirkland Qué**	Système électrique auxiliaire Ont	564,489	564,489	564,489 (*f*)
DGS Construction Co Ltd Surrey C-B**	Détachement de la GRC C-B	2,049,687		2,049,687 (*f*)
Dem Con Construction St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,213,189		1,213,189 (*f*)
Dem Con Construction St John's T-N**	Logements familiaux T-N	292,195	9,980	292,195
Eastern Contracting Ltd Mount Pearl T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,053,909	472,008	1,053,909 (*f*)
Empire Builders Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,333,109	1,966	1,333,109
Les Entreprises Jules Camirand Inc Montréal Qué**	Construction d'un hangar Qué	1,136,390	450,000	450,000
Vince Ferro Construction Ltd Windsor Ont**	Bâtiment de l'aéroport, GRC Ont	1,147,352	851,633	851,633
G Hahn Contracting Ltd Fort Qu'appelle Sask**	Détachement de la GRC Sask	1,075,055	176,442	1,072,252
High Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Locaux de la GRC TN-O	385,074		385,074
High Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Locaux de la GRC TN-O	452,800		452,800
High Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Locaux de la GRC TN-O	965,671	19,031	963,671 (*f*)
High Line Construction Ltd Saskatoon Sask**	Rénovations, détachement de la GRC TN-O	287,968	216,118	287,968 *
Humboldt Lumber Mart Ltd Humboldt Sask**-	Détachement de la GRC Sask	749,602	749,602	749,602
Jomanic-Can Inc Iqaluit TN-O**	Porte de hangar et entrepôt chauffé TN-O	1,473,786	112,111	1,473,786
Joneljim Concrete Const Ltd Sydney N-É**	Détachement de la GRC N-É	1,010,658	685,095	1,010,658
CG Kearney Const Canada Ltd Nepean Ont**	Réaménagement du quartier général de la GRC Ont	145,696 ***	60,323	145,696 * (*f*)
L&R Construction Ltd Stewiacke N-É**	Détachement de la GRC N-É	1,280,875	2,970	1,280,875 (*f*)
Laplante Building Ltd Ottawa Ont**	Rénovations, Collège canadien de police Ont	361,220	361,220	361,220
Alain Lavoie Ltée Chicoutimi Qué**	Détachement de la GRC Qué	1,072,252		1,072,252 (*f*)
MRL Contracting Ltd (déclaré auparavant sous Efco Enterprises Ltd) Renews T-N**	Locaux de la GRC T-N	283,226		283,226 (*f*)
Marbella Pacific Construction Delta C-B**	Détachement de la GRC C-B	1,025,821	68,043	1,025,821 (*f*)
Monarch Construction (82) Ltd Humboldt Sask**	Détachement de la GRC Sask	600,853	59,665	600,853
Morley Construction Inc Nepean Ont**	Centre de formation de la GRC Ont	679,739	302,600	302,600
New Dimensions Building Edmonton Alb**	Loge de patrouille TN-O	319,425	30,814	319,425
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	1,089,410		

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
PCL Construction Northern Inc Yellowknife TN-O**	Détachement de la GRC TN-O	1,548,682	13,708	1,545,500
PT Construction Ltd Stephenville T-N**	Détachement de la GRC T-N	883,441	453,006	883,441
Pentagon Building Corp Edmonton Alb**	Détachement de la GRC Alb	1,077,830	5,146	1,077,830 (f)
Perma Construction Ltd Victoria C-B**	Détachement de sécurité de la GRC C-B	936,596	398,568	935,804
Rada Construction & Mgmt Ltd Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	2,033,975		2,033,975
Redcliff Bldg Corporation St John's T-N**	Rénovations au hangar T-N	1,533,973	1,100,000	1,100,000
Ruiten Engineering & Const Ltd Ottawa Ont**	Rénovations au centre de formation Ont	1,030,127	671,044	671,044
SBW Wright Construction Ltd Saskatoon Sask**	Détachement de la GRC Sask	633,336	10,591	633,336 (f)
Eric Seaward Enterprises Ltd Port aux Basques T-N**	Locaux de la GRC T-N	303,203	110,003	303,203 (f)
Steinitz Construction Ltd Saskatoon Sask**	Détachement de l'aéroport Sask	918,017	661,266	661,266
TR Construction Ltd Dauphin Man**	Détachement de la GRC Man	895,107		895,107 (f)
Taplen Construction Ltd Ottawa Ont**	Hangar de la GRC Ont	3,661,162	3,030,069	3,030,069
Timcon Construction Ltd (déclaré auparavant sous Timcom Construction Ltd) Red Deer Alb**	Bâtiment, sous-division de la GRC Alb	3,450,667	12,771	3,450,667 (f)
Tison Construction Corp (déclaré auparavant sous Fison Construction Ltd) La Ronge Sask**	Détachement de la GRC Sask	668,024	210,672	664,461
Tricor/Westridge Consortium Regina Sask**	Rénovations à l'École de la GRC Sask	1,741,384	1,319,153	1,319,153
TriStad Developments Ltd Edmonton Alb**	Rénovations au quartier général Alb	320,377		320,377 (f)
Vanderspoel Construction Ltd Gibbons Alb	Détachement de la GRC Alb	943,411	591,068	591,068
Westland Construction Ltd Winnipeg Man**	Détachement de la GRC Man	749,674		749,674
Zuccavini Construction Ottawa Ont**	Centre de formation de la GRC Ont	1,386,103	1,386,103	1,386,103

TRANSPORTS $103,206,362

Département $103,206,362

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
A B McLean Ltd Sault Ste Marie Ont**	Dragage 1989 Ont	1,617,753	860,567	1,617,753 (f)
Aberdeen Paving Ltd Bedford N-É**	Recouvrir piste 06-24 et voie de circulation A N-É	582,458	582,458	582,458 (f)
Acadia Forest Products Chatham N-B	Achat de terrains N-B	627,002		627,002 (f)
Aero Flight Holding Ltd St John's T-N	Bâtiment des services divers T-N	5,561,065		5,561,065
Agrodrain Systems Ltd Osgoode Ont**	Ouvrages de protection des berges Ont	287,310	287,310	287,310 (f)
Air Canada Montréal Qué	Modifications importantes à l'aérogare 2 Ont	17,800,000	10,000,000	13,000,000
AJ Wing & Sons Const Ltd Thunder Bay Ont**	Bâtiment d'entretien et d'entreposage Ont	826,377		826,377
Alexander Construction Ltd Vancouver Ouest C-B**	Modifications d'immeuble, porte 32 C-B	304,710	132,080	304,710* (f)
Alexander Hume Incorporated Saint John N-B**	Dragage N-B	1,005,761	630,000	630,000
Alexander Hume Incorporated Saint John N-B**	Chenal maritime du St-Laurent Qué	1,032,570	1,032,570	1,032,570 (f)
Allard Construction Ltd Thunder Bay Ont**	Installation de services atmosphériques de l'environnement Ont	305,452	7,459	299,796
Antigonish Construction Ltd Antigonish N-É	Améliorer une aire pour disposition de schistes N-É	604,072	17,396	604,072 (f)
APV Canada Inc Saint-Laurent Qué**	Remplacement des groupes électrogènes Qué	329,983	317,823	317,823
Archibald Enterprises Inc Garrick Sask**	Recâblage de la piste Grise Fiord TN-O	311,020	71,080	311,020 (f)
Armeco Construction Ltd Vancouver C-B	Modification/agrandissement de l'aérogare C-B	9,043,109	15,000	9,043,109 (f)
Asbestos Erectors of Canada Ltd Montréal Qué**	Enlèvement de l'amiante Phase V Qué	452,292	152,525	452,292* (f)
Associate Builders Ltd Moncton N-B**	Agrandir/modifier l'aérogare C-B	1,093,410	2,453	1,093,410 (f)
B A Blacktop Limited Cranbrook C-B**	Recouvrir la piste 16-34 C-B	1,494,634	1,493,577	1,493,577
Bay Developers Ltd Corner Brook T-N**	Améliorations aux terrains T-N	747,135	747,135	747,135 (f)
Bay Developers (1984) Ltd Corner Brook T-N**	Services côté-ville—Fondations de l'aérogare T-N	1,421,934	1,412	1,421,934* (f)
Beaver Concrete & Construction Co Ltd Richmond C-B**	Construction de la voie de circulation I C-B	4,063,330	1,263,705	1,263,705
Beaver Concrete & Construction Co Ltd Richmond C-B**	Construction de la voie de circulation H C-B	1,518,811	797,944	797,944
Becnor Construction Ltd Houston Texas É-U**	Tour de contrôle de l'immeuble des opérations aériennes Alb	9,870,891		9,870,891 (f)
Bel Contracting Ltd Surrey C-B	Améliorations du drainage C-B	2,203,808		2,203,793 (f)
Belcher Construction Ltd Montréal Qué**	Construction d'une station information de vol Qué	2,155,518		2,155,518 (f)
Black & MacDonald Ltd Dartmouth N-É**	Reconstruire la centrale thermique principale N-É	1,400,162	7,630	1,400,162
Black & McDonald Limited Ottawa Ont**	Restauration des feux d'approche de la piste Ont	401,677	335,046	335,046
Black & McDonald Ltd Calgary Alb**	Remplacement de la source d'alimentation d'interruption Alb	296,138		296,138 (f)
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont**	Installer le système Odal Ont	299,022	6,830	299,022 (f)
Black & McDonald Ottawa Ont**	Préparer et éclairer les indicateurs de piste Ont	443,206		443,206* (f)
Boyd and Garland Construction Ltd Dartmouth N-É	Construire une aérogare et travaux connexes Î-P-É	4,701,017		4,700,225
Bre-Ex Limited London Ont**	Améliorer le système d'aqueduc Ont	617,213	617,213	617,213

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Bruel & Kjaer Canada Ltd Concord Ont	Remplacer l'équipement de contrôle du bruit Ont	2,029,820	1,839,822	1,839,822
Burry's Marine Division Ltd Mount Pearl T-N**	Uniformisation des phares T-N	504,783	504,783	504,783 (*f*)
B-A Construction Ltd Winnipeg Man**	Entretien de l'aire d'aviation générale Man	354,925		354,925 (*f*)
C M Stewart Co Ltd Dalhousie N-B**	Modifications à l'installation de réserve N-B	443,990	412,837	412,837
Canadian Dredge and Dock Inc Don Mills Ont**	Dragage d'entretien Ont	519,207	399,753	399,753
Canadian Dredge and Dock Inc Don Mills Ont**	Dragage d'entretien Ont	327,882	327,882	327,882 (*f*)
Canadian Exposition Centre Ottawa Ont	Équipement de signalisation à l'aérogare 1 Ont	534,270	534,270	534,270 (*f*)
Canadian Exposition Centre Ottawa Ont	Équipement de signalisation à l'aérogare 2 Ont	274,900	274,900	274,900 (*f*)
Carlson Constructors Inc Saskatoon Sask**	Rajout au bâtiment d'entretien de l'aéroport Sask	1,797,622	925,027	1,787,027
Cartier Construction Inc Don Mills Ont**	Amélioration du port Qué	21,225,437	11,100,000	11,100,000
Cartier-McNamara Corporation Whitby Ont**	Extension du quai N-B	8,858,655	63,422	8,858,655 (*f*)
Christie Mechanical Contractors Limited Palagrave Ont**	Modifications à la centrale électrique Ont	1,606,871	410,871	410,871
Chubb Alarm Mississauga Ont**	Modifications au système de transport des bagages Ont	991,155		965,479
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal Qué**	Aménagement d'un stationnement temporaire Qué	363,924	57,813	350,538
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal Qué**	Réfection de voies de circulation Qué	1,463,893	208,226	1,463,893
City of Calgary Calgary Alb**	Source d'énergie alternative Alb	1,500,000	1,500,000	1,500,000
CJ Duguid Flooring Ltd Markham Ont	Remplacement de tapis à l'aérogare 2 Ont	343,339	34,000	218,544 (*f*)
Comeau & Savoie Construction Caraquet N-B**	Aménagement portuaire Î-P-É	4,723,532	558,212	4,723,532* (*f*)
Concrete USL Ltd Calgary Alb**	Remplacer les réservoirs et pompes incendie C-B	646,636	25,916	646,636 (*f*)
Construction Bugère Inc St-Hyacinthe Qué**	Rénovation/agrandissement de la base côtière Qué	6,256,255	4,112,816	6,256,255
Construction Desourdy Inc St-Hubert Qué**	Réfection de la piste voie de circulation Qué	1,017,548	17,169	1,017,548 (*f*)
Construction Gely Inc (déclaré auparavant sous Gely Inc (Construction)) Ancienne-Lorette Qué**	Améliorations aux aires de mouvement Qué	2,157,951		2,157,951 (*f*)
Construction Gely Inc Ancienne-Lorette Qué**	Améliorations aux aires de mouvement Qué	3,200,875	2,584,875	3,200,875
Construction Gely Inc Ancienne-Lorette Qué**	Installation d'un VOR/DME et travaux connexes Qué	1,029,484	311,326	1,029,484
Construction Vanneau Ltée Const Po-Bo-Ha Beauport Qué**	Reconstruction du quai Phase I Qué	5,153,234	4,554,568	4,854,568
Construction Vanneau Ltée Const Po-Bo-Ha Beauport Qué**	Reconstruction du quai Qué	4,049,748	2,801,508	2,801,508
Control Data Canada Ltd Ottawa Ont	Aménagement à long terme Pearson 2000 Ont	500,000		7,346 (*f*)
Corrigan Instrumentation Georgetown Ont	Achat d'équipement nouveau de détection pour passagers Ont	1,044,843		364,157
Corrigan Instrumentation Georgetown Ont	Équipement de détection pour l'avant montée des passagers Ont	787,382		782,732 (*f*)
Corrigan Instrumentation Toronto Ont	Équipement de détection de sûreté à l'aérogare 3 Ont	1,636,249	1,634,250	1,634,250
Couvreur Verdun Inc Montréal Qué**	Réfection des toitures Phase III Qué	443,721	3,000	442,551
Cox Excavating Div of 349538 Ont Ltd Tillsonburg Ont**	Dragage à Moosonee Ont	398,546		398,546 (*f*)
Crown Paving & Engineering Edmonton Alb**	Réparations au tablier 1 Alb	586,688	586,688	586,688 (*f*)
Crown Paving & Engineering Edmonton Alb**	Réaménagement de la piste 11-29 Alb	629,314	629,314	629,314 (*f*)
D G Smith Engineering Ltd Taylor C-B**	Agrandissement du tablier TN-O	1,004,353	1,004,353	1,004,353 (*f*)
D J Petroleum Peace River Alb**	Amélioration du système à combustibles du bureau météorologique TN-O	1,266,532	1,266,532	1,266,532
Davico Inc (Les Entreprises) Le Gardeur Qué	Clôtures et barrières de sécurité Qué	255,196		159,616 (*f*)
Dean Construction Company Limited Tecumseh Ont**	Réparations au parement en bois Ont	1,029,164	944,135	944,135
Dean Construction Company Limited Tecumseh Ont**	Dragage d'entretien Ont	1,571,520	1,571,520	1,571,520 (*f*)
Demix Construction (Div de Ciment St-Laurent Inc) Qué	Réparations partielles et temporaires de dalles Qué	689,750	80,905	689,750* (*f*)
Dessourdy Inc (Les Constructions) St-Hubert Qué	Recouvrement de béton Qué	2,298,040		2,267,858 (*f*)
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Construire une voie de contournement N-É	1,647,675	1,275,000	1,275,000
Dexter Construction Co Ltd Bedford N-É**	Aéroport international d'Halifax N-É	809,536	1,840	809,536 (*f*)
Dineen Construction Rexdale Ont**	Restauration et agrandissement Ont	1,793,726	(2,627)	1,793,726* (*f*)
Dragage F R P D Ltée Sorel Qué**	Dragage d'entretien Qué	511,496	511,496	511,496 (*f*)
Dragage St-Maurice Inc Notre-Dame-de-Pierreville Qué**	Dragage d'entretien Qué	386,994	386,994	386,994 (*f*)
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont**	Remplacement de dalles à l'aérogare 1 Ont	659,123	355,496	659,123 (*f*)
Dufferin Construction Co Ltd Oakville Ont**	Route côté piste pour l'aire 3 Ont	313,262	27,002	313,262 (*f*)
Dufferin Construction Company Oakville Ont**	Prolongation du tablier et élargissement de la voie de circulation Ont	954,068	954,068	954,068
Dufferin Construction Oakville Ont	Améliorer le drainage des terrains Ont	1,983,206		1,983,206 (*f*)
Duntri Construction Ltd Oshawa Ont**	Améliorer le réseau des eaux d'égout Ont	770,989	110,461	770,989 (*f*)
Eastern Contracting Ltd Mount Pearl T-N**	Agrandissement des opérations sur sol T-N	562,027		562,027 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Ecos Construction Ltd Halifax N-É**	Prolonger, modifier le côté nord de l'aérogare N-É	1,383,539	307,471	307,471
Eco-Zone Engineering Ltd St John's T-N**	Reconstruction du quai, poste d'amarrage 31 T-N	4,040,084	1,740,084	4,040,084*
Eco-Zone Engineering Ltd St John's T-N**	Restauration de quai T-N	2,345,855		2,340,855
Eden Construction Ltd Calgary Alb**	Modification et agrandissement du terminus international Alb	1,806,315		1,806,315
Efco Enterprises Ltd Stephenville T-N**	Base inférieure T-N	3,122,317	7,725	3,122,317
Elliston Development Ltd St John's T-N	Construire un garage d'entretien T-N	3,511,939		3,511,939
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Aérogare T-N	4,513,970	1,968,876	4,466,654*
Encompass Inc Elie Man**	Construire une station de pompage pour alimentation en eau Man	285,454	285,454	285,454
Entreprise Jacques Dufour & Fils Inc Baie-St-Paul Qué**	Stabilisation et nivellement des surfaces Qué	452,630	449,286	449,286
Ernie Keis Floor Coverings Ltd Toronto Ont	Remplacer les tapis à l'échelon des arrivées à l'aérogare 2 Ont	403,250	403,250	403,250(*f*)
Ferpac Paving Inc Rexdale Ont**	Revêtir les chemins et terrains de stationnement Ont	4,608,152	155,523	4,608,152(*f*)
Fogo Transport Ltd Halifax N-É**	Dragage T-N	1,105,140	394,500	1,105,140*
Forand Marine Construction Co Ltd Toronto Ont**	Réparations aux passages piétonniers Ont	421,202	421,202	421,202(*f*)
Franklin Construction Ltd Gander T-N**	Rénover la tour de contrôle T-N	310,764	97,095	310,764(*f*)
Fraser River Pile and Dredge Ltd New Westminster C-B**	Dragage d'entretien C-B	504,256	183,778	504,256(*f*)
Fred Ross & Associates Yellowknife TN-O**	Amélioration de la centrale thermique et du garage, bâtiment à hydrogène TN-O	385,770		385,770(*f*)
G D Construction & Fils Inc Rivière-au-Renard Qué**	Rénovation de la station radio Qué	585,835	585,835	585,835
G Desrosiers Construction Inc Sept-Îles Qué**	Reconstruction partielle du quai Qué	1,726,897	115,457	1,726,897(*f*)
Gaffney Quebec Ltd Stratford Ont**	Systèmes VOR/DME pour le secteur "Bedpost" de Toronto Ont	845,797	81,264	845,797
Gazzola Paving Limited Concord Ont**	Asphalter la piste 10-28 Ont	1,230,422		1,230,422*(*f*)
Georgian Bay Marine Construction Ltd Penetang Ont**	Stabilisation de la jetée sud, phase 6 Ont	497,948	145,871	495,579
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Reconstruction du quai Qué	6,511,140	4,383,502	5,364,989
Gianeff Excavating Contractors Limited Maple Ont**	Réseau d'égouts sanitaires Ont	444,011	444,011	444,011(*f*)
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruction du quai T-N	2,068,769	1,190,564	1,190,564
Greyback Construction Ltd Penticton C-B**	Remplacer les toits et bandes de l'aérogare C-B	426,664	423,067	423,067
Growth Resources Inc Richmond C-B**	Agrandissement de l'annexe à l'aérogare C-B	6,942,266	1,540,534	1,540,534
GTE Sylvania Canada Calgary Alb	Remplacement de ballast à l'aérogare Alb	424,253	424,253	424,253(*f*)
Guild Electric Limited Scarborough Ont**	Signaux routiers de la promenade Silverdart à l'aérogare 3 Ont	812,644	421,624	789,575
Guild Electric Limited Scarborough Ont**	Remplacer et améliorer la tour de contrôle Ont	596,805	596,805	596,805
H J McFarland Construction Co Nepean Ont**	Recouvrir les routes auxiliaires et les terrains de stationnement Ont	768,882	123,231	768,882*(*f*)
H & S Construction Ltd St Anthony T-N**	Logements pour personnel de la navigation aérienne T-N	492,307	484,310	492,307
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage N-B	1,663,941		1,663,941(*f*)
Harbour Developments Dartmouth N-É**	Dragage N-É	902,810	8,000	902,810(*f*)
Harcon Inc Laval Qué**	Agrandissement de salle d'équipement Qué	460,831	430,591	430,591
Harry-Vie Inc Laval Qué**	Reconstruction du quai de traversier Qué	2,665,416	2,665,416	2,665,416*(*f*)
Hartwell Electrical Co Ltd Scarborough Ont**	Construction de groupes électrogènes sans coupures statiques Ont	364,885	3,612	364,885*(*f*)
Hegge Construction Ltd Dawson Creek C-B**	Station d'information de vol C-B	1,270,547	167,510	1,270,547
Heuchert Electric Ltd St Albert Alb**	Rénover l'immeuble de la source d'alimentation d'interruption TN-O	536,898		536,898(*f*)
Hexcel Construction Ltd Richmond C-B**	Améliorations routières du lotissement Jericho C-B	1,450,571	1,081,738	1,081,738
Huber Electric Edmonton Alb**	Remplacer le balisage du champ d'aviation et le système de contrôle Alb	395,982	131,404	395,982(*f*)
Huber Electrical Inc Edmonton Alb**	Centre électrique Alb	650,973	636,715	636,715
Hurst Construction Ltd Calgary Alb**	Modifications sans barrières Alb	741,900	122,077	122,077
Hynes Construction Ltd Placentia Bay T-N**	Reconstruction du quai flottant à Argentia T-N	7,011,904	2,872,921	6,931,121
Imperial Paving Ltd Burnaby C-B**	Réparations de la piste 26 C-B	1,479,566	13,999	1,479,566*(*f*)
International Display System Dayton Ohio É-U	Système d'affichage de l'information de vol Alb	407,700	361,800	361,800
Interpaving Limited Sudbury Ont**	Reconstruire une partie du tablier de l'aérogare et développer Ont	961,357	26,420	961,357(*f*)
Intrepid General Limited Chatham Ont**	Réparations à l'approche à la jetée du pont Ont	276,769		53,133(*f*)
Jack Cewe Ltd Coquitlam C-B**	Reconstruction du tablier 1 C-B	864,389	426,854	864,389(*f*)
JCR Construction Victoria C-B**	Construction d'un complexe aérogare C-B	2,638,044	2,063,020	2,637,446

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Jendore Ltd St John's T-N**	Installation d'une conduite d'eau principale, bouche d'incendie N-É	694,069	645,201	645,201
Jensen Building Ltd Kingston Ont**	Remplacer une station d'information de vol Ont	1,280,323	171,207	1,280,323 (*f*)
Jetway Systems Ogden Utah É-U**	Embarcadère pour passagers Alb	421,859		421,859 (*f*)
JJM Construction Ltd Surrey C-B**	Entrée secondaire de la voie de circulation N à la piste 26 C-B	991,442	25,240	991,442 (*f*)
Joseph Labrècque Inc Sherbrooke Qué	Réfection de la toiture Qué	982,848		982,848
Kamrus Construction Don Mills Ont	Modifications à l'aérogare Ont	400,000		95,647 (*f*)
Kamrus Construction Don Mills Ont	Modifications à l'aérogare Ont	500,000	169,449	169,449
Kamrus Construction Don Mills Ont	Améliorations à l'aérogare Ont	609,498		164,805 (*f*)
Kamrus Construction Ltd Don Mills Ont**	Construction d'un débouché exempt de droits Ont	684,665		612,204 (*f*)
Kamrus Construction Ont Ltd Don Mills Ont**	Construction d'un débouché exempt de droits Ont	602,921		602,921* (*f*)
Kamrus Construction (Ontarion) Inc Don Mills Ont**	Modifications aux bureaux de l'aéroport Ont	358,000	358,000	358,000
Kamrus Construction (Ont) Ltd Don Mills Ont**	Centre de contrôle des opérations de sécurité Ont	254,669		254,669
Keefe Bros Carpet Ltd Richmond Hill Ont**	Fournir et installer de nouveaux tapis Ont	327,887	327,887	327,887
Kenaidan Contracting Ltd Mississauga Ont**	Réparations critiques à la structure de stationnement de l'aérogare 1 Ont	5,834,899		5,834,899*
Kenaidan Contracting Ltd Mississauga Ont**	Réparations critiques à la structure de stationnement de l'aérogare 1 Ont	829,199	829,199	829,199 (*f*)
Kermodei Construction Ltd Terrace C-B**	Bâtiment des services regroupés C-B	2,547,010	25,432	2,547,010 (*f*)
Kermodei Construction Ltd Terrace C-B**	Agrandissement de l'aérogare et rénovation C-B	776,763		776,763 (*f*)
Kingston Construction Ltd Burnaby C-B**	Réparations à l'aérogare C-B	739,932		739,932 (*f*)
Kingston Construction Ltd Burnaby C-B**	Recouvrir le pont Arthur Laing C-B	2,815,482		2,815,482
Klein Construction Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement de l'aérogare et rénovation TN-O	8,175,790	404,381	8,175,790
KNC Electric Ltd Thompson Man**	Construction d'un centre électrique Man	422,153		422,153 (*f*)
L A Brayer Ind Edmonton Alb	Amélioration énergétique à l'aérogare Phase II Alb	272,868		272,860
L B Paving Ltd Smithers C-B**	Revêtir le tablier 1-A C-B	278,239	98,669	278,239* (*f*)
L J Casavechia Contracting Ltd Dartmouth N-É**	Couvrir les ardoises de pyrite N-É	1,986,200	1,986,200	1,986,200
L Nicolini and Associates Ltd (déclaré auparavant sous L Nicolini Construction) Vanier Ont**	Services combinés de la navigation aérienne Ont	5,194,743	43,467	5,194,743 (*f*)
Lafarge Canada Inc Anjou Qué**	Réfection de la voie de circulation P Qué	1,234,742	1,215,887	1,215,887
Lafarge Canada Inc Anjou Qué**	Remplacer les dalles de béton Qué	831,312	826,054	826,054
Laurentienne Générale Montréal Qué**	Installation de clôtures et barrières Qué	255,196	42,325	208,381* (*f*)
Lawrence Enterprises Ltd Sardis C-B**	Prolongement de la piste, aqueduc, clôture C-B	732,123	2,023	732,123
Le Groupe Paval de Construction Inc St-Léonard Qué**	Tour de radar Qué	1,097,699	1,093,199	1,093,199
Leblanc and Royle Telecom Inc Langley C-B**	Communications télécommandées et radiophare non directionnel C-B	307,851	33,701	307,851 (*f*)
Lemay Croteau Inc St-Édouard Qué**	Construction ouvrage de protection Qué	477,837	477,837	477,837 (*f*)
Les Constructions Be-Con Inc Québec Qué**	Canalisation électrique souterraine Qué	910,730	172,073	910,730 (*f*)
Les Constructions Sicor Inc Montréal Qué**	Travaux généraux de réaménagement Qué	2,813,440	1,107,535	2,783,716*
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué**	Travaux d'alimentation en eau potable Qué	298,746		298,746 (*f*)
Les Entreprises Jules Camirand Inc Montréal Qué**	Construction d'une caserne de pompiers Qué	2,649,010	1,001,630	1,001,630
Les Experts Conseils JLP & Ass Montréal Qué	Remplacement du plafond 1[er] étage Qué	392,980		59,350
Leslie Palmer Company Ltd Gormley Ont	Installer un système d'atterrissage micro-ondes Ont	2,440,937		2,428,618 (*f*)
Louis W Bray Construction St Andrew Ont	Reconstruction d'une jetée d'éclairage Ont	315,489		315,489 (*f*)
M J Dixon Construction Ltd Mississauga Ont**	Centre des opérations aéroportuaires Ont	1,743,048	1,315,944	1,315,944
M P Lundy Construction (Ontario) Limited Ottawa Ont**	Installations combinées du système de navigation aérienne Phase III Ont	16,657,642	8,767,252	10,083,627
M P Lundy Construction (Ontario) Limited Ottawa Ont**	Centrale de données Ont	9,450,801	3,011,863	9,417,844
MacLean Construction Ltd Charlottetown Î-P-É**	Construction d'un bâtiment d'administration Î-P-É	1,342,155		1,342,155 (*f*)
Maple Engineering & Construction Can Ltd Brampton Ont**	Améliorer le réseau d'épuration des eaux usées Ont	294,706	243	294,706 (*f*)
Marc Thomassin Inc Beauport Qué**	Construction du centre entretien électrique Qué	585,950		585,950 (*f*)
Marc Thomassin Inc Beauport Qué**	Réaménagement du foyer central Qué	320,365	10,000	320,365 (*f*)
Maritime Builders Ltd Sydney N-É**	Unité résidentielle et académique N-É	299,000	297,800	297,800
Mayco Electric Ltd (déclaré auparavant sous Mayca Electric Ltd) Nisku Alb**	Facilité de fouille des bagages et matériaux dangereux Alb	316,840	30,735	316,840 (*f*)
McFarlane Peacock Ltd Vancouver C-B	Analyse d'une troisième piste C-B	325,000	213,118	298,832
Memphis-Kendall Builders Inc Toronto Ont**	Agrandissement de l'atelier commercial Ont	390,346	223,932	390,346
Millcon Limited Fredericton N-B**	Réparations au quai N-B	454,984	454,984	454,984

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Mitchell Construction Markham Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle Ont	2,344,600		2,344,600 (*f*)
Monenco St Catharines Ont	Développement de l'aérogare 3 Ont	1,300,000	56,410	622,019
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man**	Reconstruction de la piste 13-31 Man	4,038,920		4,038,920 (*f*)
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man**	Recouvrir la piste 13-31 E Man	440,472		440,472
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man**	Reconstruction d'une voie de circulation Man	317,272	317,272	317,272 (*f*)
Neilson Excavation Inc Bernières Qué**	Reconstruction du quai Qué	5,635,627	88,334	5,635,627 (*f*)
Niakwa Construction Ltd Winnipeg Man	Recouvrir le tablier de la voie de circulation Man	672,729		630,276 (*f*)
Norcan Construction Saanichton C-B**	Nouvelle station d'information de vol C-B	1,387,581	264,337	1,387,581
Norco Industries Ltd Winnipeg Man**	Fournir gravier concassé et recouvrir la piste 12/30 TN-O	1,650,550	1,083,194	1,650,550 (*f*)
Northway Map Technology Don Mills Ont	Services d'études techniques pour carte aérienne Ont	416,864		64,148 (*f*)
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un abri pour passagers, Artique C TN-O	757,640	59,401	757,640
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement du tablier TN-O	598,775	100,000	100,000
Omac Construction Ltd Edmonton Alb**	Bâtiment des services regroupés TN-O	4,549,396	764,791	4,549,396
Ontario Electric Toronto Ont	Améliorer la distribution du pouvoir exceptionnel à l'aérogare 2 Ont	936,101		936,101 (*f*)
P C L Maxim Calgary Alb**	Restauration du parcage Alb	2,344,477		2,344,477 (*f*)
P T Construction Ltd Stephenville T-N**	Améliorations du quai T-N	259,535	68,730	259,535
Parallel Construction Ltd White Rock C-B**	Modifier une zone préliminaire de dédouanage des É-U C-B	437,539		
Parallel Construction Ltd White Rock C-B**	Améliorations opérationnelles pour enlèvement de l'amiante C-B	508,928	9,416	508,928 (*f*)
Penney Paving St John's T-N**	Réaménagement du stationnement pour avions des tabliers 1 et 2 T-N	2,685,962	1,688,436	1,688,436
Pentagon Building Corp Ltd Edmonton Alb**	Installation d'ascenseur Alb	1,029,812	10,992	1,029,812 (*f*)
Peter Bros Paving (1981) Ltd Penticton C-B**	Prolonger la piste 15-33 C-B	1,787,417	1,683,582	1,683,582
Phased Construction Ltd North Vancouver C-B	Modifications au système de baggages C-B	982,318		981,918 (*f*)
Pierre Gagne Contracting Ltd Thunder Bay Ont**	Construction d'un chemin d'accès etc Ont	717,151	830	717,151 (*f*)
R A Woods Construction Ltd Saint John N-B**	Remplacement de fenêtres N-B	426,029		426,029 (*f*)
R F Klein And Sons Ltd Prince George C-B**	Emplacement de la rampe de circulation C-B	288,407	8,864	288,407 (*f*)
R W Landmark Construction Ltd Calgary Alb**	Consolidation des communications Alb	279,330	10,500	279,330 (*f*)
Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	Fournir et installer le site de radar pour le programme de modernisation des radars Ont	71,979,707	4,821,392	16,354,119*
Regent Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Construire une station d'information de vol Man	913,590	727,312	913,590
Robinson Construction Co Ltd Moncton N-B**	Remise en état de l'aéroport N-B	366,576	800	366,576 (*f*)
Robinson Construction Co Ltd Moncton N-B**	Remplacer l'éclairage sur la piste N-É	682,259	682,259	682,259 (*f*)
Ro-Buck Contracting Ltd London Ont**	Restaurer le tablier de l'aérogare Ont	1,734,473	3,643	1,734,473 (*f*)
Savage and Johnston Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construire un bâtiment des services regroupés C-B	2,057,931	1,860,456	2,057,931
Seashore Construction Ltd Carbonear T-N**	Reconstruction du quai à Grand Bruit T-N	1,129,350	229,350	1,129,350* (*f*)
Servotech Limitée Sept-Îles Qué**	Recablage de la piste 18-36 Qué	279,864	2,378	279,864 (*f*)
Simard et Beaudry Laval Qué**	Travaux complémentaires de construction Qué	638,323	611,289	611,289
Simpson Construction Ltd Fredericton N-B**	Modifications au magasin du rez-de-chaussée et de l'immeuble d'administration N-B	418,678	321,678	418,678 (*f*)
Sintra Inc St-Isidore Qué	Construction d'une voie de circulation Qué	6,713,431		6,713,431
Sintra Inc St-Isidore Qué**	Clôtures de sécurité Qué	357,554		357,554 (*f*)
Standard General Construction Ltd Calgary Alb**	Remise en état de la voie de circulation C et de la piste 16-34 Alb	1,352,952	1,352,952	1,352,952 (*f*)
Standard General Construction Ltd Calgary Alb**	Remise en état de la piste 10-28 Alb	401,063	401,063	401,063 (*f*)
Standard Paving Maritime Ltd Halifax N-É**	Prolonger le tablier pour aéronefs vers le sud N-É	1,002,397	11,470	1,002,397 (*f*)
Summerville Construction St John's T-N**	Pavage et installation électrique souterraine T-N	263,133	61,453	263,133 (*f*)
Svein Builders Ltd Anola Man**	Construire un bâtiment pour matériel électronique Man	297,506	297,506	297,506 (*f*)
T R Hinan Contractors Inc Fonthill Ont**	Modifications à l'aérogare Ont	779,175	779,175	779,175
T R Hinan Contractors Inc Fonthill Ont**	Modifications à l'aérogare Phase 3 Ont	801,570	723,229	723,229
Tendev Construction Ltd Surrey C-B**	Réaménager la station d'information de vol C-B	1,117,613		1,117,613 (*f*)
The City of St John's St John's T-N	Construire une conduite d'eau principale T-N	642,000	556,898	556,898
The Foundation Company Eastern Passage N-É**	Réservoir, aérogare T-N	15,203,557	503,778	15,203,557 (*f*)
The Ontario Const Co Ltd Niagara-on-the-Lake Ont**	Réparations au quai, structure 16 Ont	806,494	806,494	806,494
Thomas Fuller Construction Ltd Ottawa Ont	Projet de développement de l'aérogare Ont	31,985,644		31,758,130 (*f*)
Tower Artic Ltd Montréal Qué**	Prolongement de la piste en gravier Qué	777,480		777,480 (*f*)
Trans-Lux Canada Ltd Mississauga Ont	Améliorer les tableaux de vols, salle des saisies à l'aérogare 1 Ont	280,093		280,093 (*f*)

Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Fin*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1990-91	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Trans-Lux Canada Ltd Mississauga Ont	Améliorer les tableaux de vols, salle des saisies à l'aérogare 1 Ont	401,288	8,611	118,453 (*f*)
Trexcon Construction Ltd Rexdale Ont**	Immeuble des services d'entretien Ont	1,875,513		1,875,513
Tristan Construction Ltd Nepean Ont**	Centre de technologie aérienne Ont	2,208,120	2,208,120	2,208,120
Tri-West Contracting Ltd Burnaby C-B	Améliorer la conduite d'eau principale C-B	273,628		264,850
V K Mason Construction Ltd Toronto Ont**	Construction d'une annexe à l'aérogare 2 Ont	31,472,911	3,919,818	32,004,150*
Verreault Navigation Inc Les Mechins Qué**	Dragage d'un chenal maritime N-B	1,073,601	1,073,601	1,073,601 (*f*)
Verreault Navigation Inc Les Mechins Qué**	Dragage d'entretien d'un chenal maritime Qué	460,432	460,432	460,432 (*f*)
Voyageurs Marine Construction Co Ltd Dorion Qué**	Construction de deux feux d'alignement Qué	785,774	785,774	785,774 (*f*)
Voyageurs Marine Construction Dorion Qué	Reconstruction d'une jetée d'éclairage Qué	631,105	10,000	631,105 (*f*)
W R D Borger Construction Ltd Calgary Alb**	Équipements d'infrastructure et pavage Alb	1,306,041	1,241,536	1,241,536
Wapiti Gravel Supplies Grande Prairie Alb**	Mise en état de la piste 07-25 Alb	607,029	607,029	607,029 (*f*)
Wapiti Gravel Supplies Grande Prairie Alb**	Chemin d'accès Alb	364,520		364,520 (*f*)
Wells Construction Ltd Lethbridge Alb**	Agrandissement du tablier Alb	694,470	694,470	694,470
Western Roofing Co Ltd Calgary Alb**	Restauration du toit de l'aérogare Alb	1,332,910	1,323,911	1,323,911
Westinghouse Canada Ltd Burlington Ont**	Centre d'éclairage Alb	851,191	749,844	749,844
Whitmire Construction Ltd Richmond Hill Ont**	Remplacer les pompes actuelles pour eaux d'égout Ont	313,581	313,581	313,581
Zayas Electrical Systems Ltd Mississauga Ont**	Améliorer les aides visuelles Ont	494,222	494,222	494,222

* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

** Adjugé par l'entremise des Travaux publics.

*** Contrat au coût plus honoraires fixes.

(*f*) Contrat terminé.

(1) Contrat partagé entre la Défense nationale et Travaux publics.

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel

Cet état fournit une analyse des dépenses de l'exercice en cours (article courant 09) par catégorie principale de machines et de matériel pour l'exercice clos le 31 mars 1991. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I).

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
AGRICULTURE—				
Département—				
Programme de gestion et d'administration	41,364		65,897	1,523,067
Programme agro-alimentaire	4,515,167		459,384	7,029,992
Programme des céréales et oléagineux	48,033		80,912	1,189,220
Commission canadienne du lait				84,185
Office canadien des provendes				48,012
	4,604,564		**606,193**	**9,874,476**
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	**82,289**		**60,164**	**1,132,598**
COMMUNICATIONS—				
Département	450,216		2,352,948	6,684,267
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			95,184	1,055,023
Archives nationales du Canada	52,970		45,923	1,725,259
Office national du film	10,766			746,966
Bibliothèque nationale				588,159
Musées nationaux du Canada			15,485	460,985
	513,952		**2,509,540**	**11,260,659**
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS—				
Département	1,549,575		53,831	2,165,508
Tribunal de la concurrence				25,282
Commission du droit d'auteur				9,300
Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services			64,152	356,606
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				23,828
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				167,035
Commission de révision des marchés publics				
	1,549,575		**117,983**	**2,747,559**
EMPLOI ET IMMIGRATION—				
Département/Commission—				
Programme de la gestion générale et des services	431,709		1,842,856	32,066,348
Programme d'emploi et d'assurance	729,630		931,005	8,818,062
Programme d'immigration	93,759		415,595	2,567,943
Conseil consultatif sur la situation de la femme				52,130
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			243,411	2,071,125
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				225,740
	1,255,098		**3,432,867**	**45,801,348**

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	325,341		1,292	59,844	7,297	2,024,102
6,832,130	1,623,801	600,194	483,833	82,118	4,075,690	25,702,309
492,810	106,095	6,568	13,998	1,981	11,240	1,950,857
	(308)		1,126	4,996		89,999
	9,008				743	57,763
7,324,940	**2,063,937**	**606,762**	**500,249**	**148,939**	**4,094,970**	**29,825,030**
	370,377		**7,124**	**14,563**	**43,409**	**1,710,524**
903,848	32,697	50,316	90,594	258,888	3,998,536	15,522,310
	247,382			4,115		1,401,704
7,664	366,443	560,850	196,364	50,042	2,156,699	5,162,214
	117,385			59,446	2,184,872	3,119,435
4,623	40,620			166,051	83,704	883,157
3,150	67,788	9,649			132,667	689,724
919,285	**1,572,315**	**620,815**	**286,958**	**538,542**	**8,556,478**	**26,778,544**
1,158,805	115,958	11,940			274,392	5,330,009
						25,282
	5,240				847	15,387
	112,030				12,493	545,281
	4,765				3,414	32,007
	16,332					183,367
	2,792					2,792
1,158,805	**257,117**	**11,940**			**291,146**	**6,134,125**
88,713	2,981,734		1,737	907,337	166,549	38,486,983
14,774	5,264,032		3,966	934,077	137,788	16,833,334
9,666	477,095		16,929	177,945	2,264	3,761,196
	48,733			7,783		108,646
	1,172,119				51,761	3,538,416
	80,406					306,146
113,153	**10,024,119**		**22,632**	**2,027,142**	**358,362**	**63,034,721**

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Département	844,347		2,195,796	20,363,628
Commission de contrôle de l'énergie atomique	73,009		116,587	1,779,673
Office national de l'énergie			9,345	358,132
	917,356		**2,321,728**	**22,501,433**
ENVIRONNEMENT—				
Département—				
Programme d'administration	82,357		96,989	3,591,994
Programme des services de l'environnement	2,584,138		3,154,901	15,763,998
Programme Parcs	4,722,499		1,931,385	4,107,821
	7,388,994		**5,183,275**	**23,463,813**
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Département—				
Programme des intérêts du Canada à l'étranger	3,376,811		11,020,995	20,570,074
Agence canadienne de développement international				624,675
Secrétariat canadien			1,000	51,587
Commission mixte internationale				66,989
	3,376,811		**11,021,995**	**21,313,325**
FINANCES—				
Département—				
Programme des politiques financières et économiques			52,122	1,705,861
Vérificateur général			236,102	1,164,131
Tribunal canadien du commerce extérieur				152,317
Bureau du surintendant des institutions financières			7,727	454,210
Privatisation et affaires réglementaires	41,441		5,054	48,033
	41,441		**301,005**	**3,524,552**
PÊCHES ET OCÉANS	**22,946,875**		**3,268,200**	**16,457,644**
FORÊTS	**1,006,078**		**208,330**	**1,436,721**
GOUVERNEUR GÉNÉRAL			**6,715**	**120,486**
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—				
Département—				
Programme d'administration	5,679		92,730	782,260
Programme des affaires indiennes et inuit	396,300		466,293	4,200,857
Programme des affaires du Nord	163,595		266,309	724,150
	565,574		**825,332**	**5,707,267**

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
7,521,995	1,522,430	417,478	923,111	57,749	1,119,121	34,965,655
88,572	453,203			10,266	36	2,521,346
	93,652			67,627	1,799	530,555
7,610,567	**2,069,285**	**417,478**	**923,111**	**135,642**	**1,120,956**	**38,017,556**
	456,301	9,361	1,426	20,836	136,122	4,395,386
14,145,363	2,387,886	1,722,608	638,341	178,749	1,003,637	41,579,621
779,129	595,982	1,076,606	304,925	46,942	1,594,062	15,159,351
14,924,492	**3,440,169**	**2,808,575**	**944,692**	**246,527**	**2,733,821**	**61,134,358**
3,855,877	13,902,837		5,594,560	1,664,527	2,376,065	62,361,746
	10,444			102,017		737,136
	15,663					68,250
	8,621			11,306		86,916
3,855,877	**13,937,565**		**5,594,560**	**1,777,850**	**2,376,065**	**63,254,048**
894,933	24,376			74,574	156,568	2,908,434
	299,065				21,294	1,720,592
	42,021					194,338
	70,337			24,246		556,520
	50,517			539		145,584
894,933	**486,316**			**99,359**	**177,862**	**5,525,468**
9,083,984	**830,474**	**291,916**	**1,337,656**	**90,088**	**2,887,680**	**57,194,517**
802,254	**214,878**	**34,127**	**144,727**	**37,718**	**396,485**	**4,281,318**
	41,159			**1,195**	**17,986**	**187,541**
377	159,133		4,046	70,072	4,331	1,118,628
3,056	893,976		8,657	317,617	80,968	6,367,724
89,092	110,412	9,219	3,509	45,328	235,892	1,647,506
92,525	**1,163,521**	**9,219**	**16,212**	**433,017**	**321,191**	**9,133,858**

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—				
Département—				
Programme de développement de l'industrie, des sciences et de la technologie	36,852		304,397	5,053,732
Programme de développement régional et de développement économique des autochtones	65,162		5,665	1,155,745
Agence spatiale canadienne	20,300		44,354	4,103,321
Investissement Canada	19,489			173,393
Conseil national de recherches du Canada	261,090		981,853	11,828,186
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	15,587		84,244	863,323
Conseil des sciences du Canada			995	19,994
Statistique Canada	2,091		25,711	7,236,968
	420,571		**1,447,219**	**30,434,662**
JUSTICE—				
Département	17,319			3,209,593
Commission canadienne des droits de la personne	17,290		37,292	458,858
Commissaire à la magistrature fédérale				333,839
Cour fédérale du Canada	30,471		234,089	1,165,299
Commission de réforme du droit du Canada				41,069
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	35,559		1,795	214,475
Cour suprême du Canada	20,800		3,767	282,254
Cour canadienne de l'impôt				367,470
	121,439		**276,943**	**6,072,857**
TRAVAIL—				
Département			385,361	1,017,427
Conseil canadien des relations du travail				3,384
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			467	243,950
			385,828	1,264,761
DÉFENSE NATIONALE—				
Département	1,290,186,424	403,840,529	101,970,558	110,781,524
Protection civile Canada			289,234	314,956
	1,290,186,424	**403,840,529**	**102,259,792**	**111,096,480**
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—				
Département—				
Programme de l'administration centrale	52,325		8,185	2,145,942
Programme de santé	2,112,077		172,744	8,551,959
Programme social			14,385	1,704,947
Conseil de recherches médicales			5,066	150,195
	2,164,402		**200,380**	**12,553,043**

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	890,917		11,198	78,003	64,874	6,439,973
	300,903		3,228	28,747	11,215	1,570,665
1,204,298	128,519	68,657	2,365	603	154,915	5,727,332
	69,590			2,940	1,165	266,577
102,086,801	922,245	991,809	506,896	25,286	363,215	117,967,381
	118,442			27,258	552	1,109,406
	14,228			5,847	906	41,970
	238,611				1,681,130	9,184,511
103,291,099	**2,683,455**	**1,060,466**	**523,687**	**168,684**	**2,277,972**	**142,307,815**
	1,187,183			155,019		4,569,114
	44,160				1,891	559,491
	28,048			21,519		383,406
	453,220				93,369	1,976,448
	17,788					58,857
	60,864			226	499	313,418
	254,387			5,514		566,722
	365,854			2,911	47,379	783,614
	2,411,504			**185,189**	**143,138**	**9,211,070**
	164,792			95,876		1,663,456
	26,618			74,130		104,132
	7,663			3,876	5,173	261,129
	199,073			**173,882**	**5,173**	**2,028,717**
68,685,888	31,557,599	26,076,344	2,065,858	11,627,233	132,124,769	2,178,916,726
	75,709		1,737	600	12,801	695,037
68,685,888	**31,633,308**	**26,076,344**	**2,067,595**	**11,627,833**	**132,137,570**	**2,179,611,763**
7,967	283,899	177	4,122		119,435	2,622,052
9,290,995	3,579,323	107,596	818,757		1,841,221	26,474,672
6,056	446,346	5,375			52,133	2,229,242
	18,257				429	173,947
9,305,018	**4,327,825**	**113,148**	**822,879**		**2,013,218**	**31,499,913**

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
REVENU NATIONAL—				
Douanes et Accise	1,057,578		1,960,858	61,916,764
Impôt	19,340		6,295,210	32,167,906
	1,076,918		**8,256,068**	**94,084,670**
PARLEMENT—				
Sénat				
Chambre des communes	37,826		584,672	3,075,871
Bibliothèque du Parlement			3,460	134,178
	37,826		**588,132**	**3,210,049**
CONSEIL PRIVÉ—				
Département	61,752		808,457	3,807,270
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				22,863
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	153,557		69,406	671,313
Directeur général des élections	18,000			495,738
Commissaire aux langues officielles			660	75,935
Conseil économique du Canada				249,755
Commission des relations de travail dans la fonction publique			6,026	142,619
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			170	169,496
	233,309		**884,719**	**5,634,989**
TRAVAUX PUBLICS—				
Département—				
Programme des services	2,544,614		1,135,691	10,893,600
Programme des biens immobiliers			47,478	505,283
	2,544,614		**1,183,169**	**11,398,883**
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—				
Département			61,284	4,443,137
Centre canadien de gestion			39,707	125,882
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)			80,472	435,868
Commission de la fonction publique	(18,000)		196,336	3,738,978
Conseil de recherches en sciences humaines			3,440	949,588
	(18,000)		**381,239**	**9,693,453**
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—				
Département[4]	17,504		83,060	1,168,243
Service correctionnel	2,810,717		1,396,577	7,353,009
Commission nationale des libérations conditionnelles	32		5,027	42,614
Gendarmerie royale du Canada	30,535,449		14,273,773	12,209,412
	33,363,702		**15,758,437**	**20,773,278**

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
453,054	33,945,893		315,656	1,645,568	1,688,716	102,984,087
	12,782,823			974,883	685,485	52,925,647
453,054	**46,728,716**		**315,656**	**2,620,451**	**2,374,201**	**155,909,734**
	541,806			848,363		1,390,169
	490,350		24,238	1,052,218	31,663	5,296,838
	86,358			8,643		232,639
	1,118,514		**24,238**	**1,909,224**	**31,663**	**6,919,646**
4,850	195,162		49,279	22,024	33,155	4,981,949
	532			3,016		26,411
5,678	487,967	3,224		10,177	174,294	1,575,616
	33,516			34,428	199	581,881
	24,491					101,086
	17,406			10,467	104,150	381,778
	41,839		249	993		191,726
						169,666
10,528	**800,913**	**3,224**	**49,528**	**81,105**	**311,798**	**8,010,113**
2,064,619	2,778,400	937,884	5,412,388	831,181	1,014,838	27,613,215
	150,323				1,579	704,663
2,064,619	**2,928,723**	**937,884**	**5,412,388**	**831,181**	**1,016,417**	**28,317,878**
	921,882			150,485	32,594	5,609,382
	282,853		8,646	3,901	74,623	535,612
	106,880			29,631	825	653,676
	1,105,389		5,970	16,174	139,777	5,184,624
	53,810					1,006,838
	2,470,814		**14,616**	**200,191**	**247,819**	**12,990,132**
	97,589		3,381	7,232	75,000	1,452,009
	412,701	2,455,905	832,737		5,003,792	20,265,438
	63,425			3,242	19,589	133,929
4,639,362	2,070,143	375,322	212,529	194,887	3,018,043	67,528,920
4,639,362	**2,643,858**	**2,831,227**	**1,048,647**	**205,361**	**8,116,424**	**89,380,296**

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Fin*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport(1)	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	**177,502**		**5,178,924**	**21,913,900**
TRANSPORTS—				
Département	23,583,578		10,632,222	17,041,089
Tribunal de l'aviation civile				2,603
Administrateur de l'Office du transport du grain				136,791
Office national des transports			22,302	1,192,236
	23,583,578		**10,654,524**	**18,372,119**
CONSEIL DU TRÉSOR—				
Secrétariat—				
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique			35,265	2,485,104
Contrôleur général				565,468
			35,265	**3,050,572**
ANCIENS COMBATTANTS—				
Département—				
Programme des Anciens combattants	25,000		75,031	1,526,163
Programme de la Commission canadienne des pensions				7,648
Programme du Bureau de services juridiques des pensions				73,005
Programme du Tribunal d'appel des anciens combattants				24,288
	25,000		**75,031**	**1,631,104**
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN			**22,256**	**367,041**
Total	**1,398,165,892**	**403,840,529**	**177,451,253**	**516,893,742**

(1) Cette catégorie comprend navires et bateaux, $871,613,663; aéronefs, $208,950,063; véhicules militaires routiers automobiles, $220,355,533; véhicules non militaires routiers automobiles, $92,833,536; et, véhicules divers, $4,413,097.

(2) Cette catégorie comprend les articles tels que instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement de radar; matériel de sécurité et d'hygiène, dispositifs d'alarme et de signalisation; etc.

(3) Cette catégorie comprend les articles tels que matériel de transport, élévatoire et de manutention; instruments et machines agricoles; appareils de cuisson d'aliments; tracteurs agricoles; etc.

(4) Comprend le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada et la Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipments et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	475,577	**2,756,955**		**6,964**	**10,040,110**	**40,549,932**
83,755,269	4,733,596	696,169	8,291,569	636,405	47,738,359	197,108,256
						2,003
	12,023			525		149,339
	95,687			10,362		1,320,587
83,755,269	**4,841,306**	**696,169**	**8,291,569**	**647,292**	**47,738,359**	**198,580,185**
	163,701			16,545		2,700,615
	2,695			825		568,988
	166,396			**17,370**		**3,269,603**
113,689	278,332	51,066		51,788	216,592	2,337,661
	19,081			6,783		33,512
	15,321			3,489		91,815
	19,467					43,755
113,689	**332,201**	**51,066**		**62,060**	**216,592**	**2,506,743**
	80,591			**25,794**	**11,950**	**507,632**
319,099,341	**140,314,006**	**39,327,315**	**28,348,724**	**24,313,163**	**230,058,815**	**3,277,812,780**

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1990-91

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	Page
Ministère—	
Agriculture	7.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	7.4
Communications	7.6
Consommateurs et Sociétés	7.9
Emploi et Immigration	7.9
Énergie, Mines et Ressources	7.26
Environnement	7.27
Affaires extérieures	7.29
Finances	7.40
Pêches et Océans	7.41
Forêts	7.42
Gouverneur général	7.42
Affaires indiennes et Nord canadien	7.43
Industrie, Sciences et Technologie	7.64
Justice	7.76
Travail	7.77
Défense nationale	7.78
Santé nationale et Bien-être social	7.78
Revenu national	7.84
Parlement	7.85
Conseil privé	7.85
Travaux publics	7.85
Secrétariat d'État	7.87
Solliciteur général	7.91
Approvisionnements et Services	7.92
Transports	7.92
Conseil du Trésor	7.95
Anciens combattants	7.95
Diversification de l'Économie de l'Ouest canadien	7.96
Appendices	7.99

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Paiements de transfert

Un paiement de transfert est une subvention, contribution ou autre paiement, versé par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni marchandise, ni service, mais qui est effectué dans le but de promouvoir les objectifs du programme. Cette section présente pour chaque programme, le total des dépenses par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires, de même qu'une liste détaillée des versements individuels de $100,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 10 et portion appropriée de l'article courant 15) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I).

AGRICULTURE $1,408,069,268[(1)]

Département $1,391,274,367[(1)]

	$
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $7,000	
Subventions à des particuliers en reconnaissance de leurs activités dans le but de promouvoir la diffusion d'information, la viabilité, la sensibilisation et les défis qui concernent l'agriculture canadienne $2,000	
Contribution au Conseil canadien de la sécurité pour la Semaine nationale de la sécurité à la ferme $5,000	
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $1,286,135,813	
Recherche agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada $950,174	
• Dept des Sciences naturelles Ottawa Ont	830,174
Subvention aux organisations canadiennes d'agricultrices $150,000	
Subvention dans le cadre du Programme canadien de réorientation des agriculteurs $3,757,548	
Subventions au secteur des viandes rouges dans la région de l'Atlantique $1,998,364	
Subventions dans le cadre des bureaux d'examen de l'endettement agricole $103,737	
Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau $30,000	
Subvention dans le but d'établir un fonds pour le maintien et l'opération du Grand Falls Soil Conservation Centre $4,000,000	
• Université de Moncton Moncton N-B	4,000,000
Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles $2,410,405	
• Commonwealth Agricultural Bureau Wallingford Angleterre	832,905
• Université Laval Québec Qué	1,500,000
Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi et du Règlement sur les maladies et la protection des animaux $5,158,025	
• Begg Cliff Bucklake Alb	640,978
• Connors Murray Kamloops C-B	445,000
• Copland Terry Blackfalds Alb	181,625
• Culver DM Westmount Qué	115,657
• Elgersma Melvin Neerlandia Alb	612,100
• Hampton Kevin Coronation Alb	268,500
• McAllister Frank Kitscoty Alb	151,400
• Moffet Jacqueline St Michel Qué	168,464
• Molinaro Gino Acton Ont	172,000
• Piedmontese Breeders Ltd Glenworth Sask	116,000
Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage $132,854	
• Trésorier provincial Toronto Ont	132,854
Associé participant au comité électoral pour la révision d'enregistrement des pesticides $262,664	
• Canadian Federation of Agriculture Ottawa Ont	112,500
Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs reliés à la santé des végétaux et des animaux $175,344	

	$
Paiements pour le bénéfice des producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $265,684,583	
Contributions à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles $12,742,881	
• Farm Credit Corporation Ottawa Ont	12,742,881
Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole $45,242,023	
Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommées, conformément au pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $79,335,147	
Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte $219,822,581	
• Province de l'Alberta	88,813,656
• Province de Terre-Neuve	80,939
• Province de la Nouvelle-Écosse	10,688
• Province du Québec	2,201,066
• Province de la Saskatchewan	128,716,232
Paiements à des associations de producteurs de montants équivalent: (i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égards des sommes empruntées par les associations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et (ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes $589,372	
Paiements aux associations, aux conditionneurs ou aux organismes de ventes en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles $28,647,850	
Régime d'assurance-revenu brut $1,561,696	
Programme spécial d'aide au revenu $486,402,604	
Programme d'amélioration de l'autofinancement $4,939,927	
Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative $5,963,308	
Contribution à l'Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation $60,000	
Contributions dans le cadre de l'entente sur l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau dans le sud-ouest de l'Ontario $250,000	
• Province de l'Ontario—Université de Guelph Guelph Ont	250,000
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique $54,769,081	
• Campus haute technologie agro-alimentaire de St-Hyacinthe St-Hyacinthe Qué	562,000
• Dickie F River Philip N-É	124,100
• Université Laval Québec Qué	107,748
• Green Acres Produce Ltd O'Leary Î-P-É	321,379
• Intergovernmental Affair Province of Newfoundland & Labrador St John's T-N	1,353,918
• Kings Produce Limited Canning N-É	100,750
• Université de Montréal Montréal Qué	166,500
• The Manitoba Water Services Board Brandon Man	196,080

AGRICULTURE—*Suite*

	$
• Martin Visser and Sons Crapaud Î-P-É	108,936
• Ministre des finances Québec Qué	1,006,000
• New Brunswick Department of Agriculture Fredericton N-B	593,000
• Nova Scotia Dept of Agriculture & Marketing Truro N-É	1,726,865
• O H Armstrong Ltd Kingston N-É	113,613
• Pembina Valley Developments Altona Man	336,463
• Prince Edward Island Dept of Agriculture Charlottetown Î-P-É	866,083
• Prince Edward Island Potato Marketing Commission Charlottetown Î-P-É	247,760
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	4,873,466
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	2,533,919
• Saskatchewan Water Corporation Moose Jaw Sask	30,241,926
• Scotia Gold Co-Operative Ltd Kentville N-É	257,356
• Université McGill Montréal Qué	112,002

Contributions dans le cadre du projet de développement du secteur agro-alimentaire canadien $10,516,500

• ADLIC Moncton N-B	402,583
• Alberta Dairy Herd Improvement Services Edmonton Alb	274,615
• BC Dairy Herd Improvement Services Clearbrook C-B	365,521
• Canadian 4H Clubs	226,726
• Canadian Western Agribition Regina Sask	120,690
• Leduc ROP Test Station Leduc Alb	118,080
• Ontario Dairy Herd Improvement Co Toronto Ont	2,021,481
• Ontario Swine Breeder's Association New Hamburg Ont	181,150
• Saskatchewan Dairy Herd Improvement Corp Toronto Ont	154,297
• Scotia Swine Breeders Association Truro N-É	102,138
• Société de Gestion de la station porcine Drummond Qué	124,370
• Université du Manitoba Winnipeg Man	258,415

Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière de la Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau $7,143,529

• Conquerville Water Co-op Ltd Maleb Alb	186,351
• County of Warner No 5 Warner Alb	474,592
• Rural Municipality of MacDonald Sanford Man	467,812
• Rural Municipality of Rhineland No 164 Altona Man	197,448
• The County of Barrhead No 11 Barrhead Alb	128,445
• Vulcan East Water Co-op Ltd Vulcan Alb	137,000

Contributions en vertu du programme de réorientation des agriculteurs $2,050,500

• Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	2,050,500

Contributions en vertu du projet de développement des productions fourragères dans la région de l'Atlantique $8,886,900

• Intergovernmental Affairs Province of Newfoundland & Labrador St John's T-N	701,341
• Nova Scotia Dept of Agriculture & Marketing Truro N-É	2,587,081
• Prince Edward Island Dept of Agriculture Charlottetown Î-P-É	2,161,391
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	3,437,087

Contributions à l'égard des projets d'aide à la réorientation des producteurs de tabac pour faciliter la rationalisation et la diversification des entreprises tabacoles $7,056,900

• Province de l'Ontario—Tobacco Producers Assistance Fund	6,474,000

Contributions à l'égard des projets de remplacements des entreprises axées principalement sur l'implantation de nouvelles cultures de même que sur les techniques de production et les possibilités de commercialisation et de transformation dont les régions tabacoles pourraient bénéficier $254,400

Contributions en vertu du programme national de la conservation des sols $14,720,954

	$
• Province de l'Ontario—Ontario Soil & Crop Guelph Ont	791,750
• PFRA—Agriculture Development and Diversification Board No 2 Fife Lake Sask	105,570
• Agriculture Development and Diversification Board No 3 Gravelbourg Sask	120,150
• Agriculture Development and Diversification Board No 4 Shaunavon Sask	117,234
• Agriculture Development and Diversification Board No 6 Coming Sask	127,955
• Agriculture Development and Diversification Board No 8 Moose Jaw Sask	172,638
• Agriculture Development and Diversification Board No 9 Herbert Sask	152,226
• Agriculture Development and Diversification Board No 17 Kindersley Sask	117,900
• Blood Indian Reserve No 148 Stand Off Alb	214,619
• Sandy Lands Soil Management Association Melita Man	121,360
• Sask Indian Agricultural Program Inc Saskatoon Sask	191,184
• Siksika Nation No 146 Gleichen Alb	117,123
• Wheatland Conservation Area Inc Swift Current Sask	172,800
• New Brunswick Department of Agriculture Fredericton N-B	251,992
• Alberta Research Council Edmonton Alb	300,500
• Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask	385,355
• Fédération des producteurs maraichers du Québec (Projet Norton Creek) Longueuil Qué	466,277
• Ministre des Finances Québec Qué	450,000

Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse au Québec $1,718,862

• PFRA—La Régie des Assurances agricoles du Québec Lévis Qué	1,708,057

Contributions en vue de faciliter la réduction et la rationalisation de l'industrie viticole et vinicole, par un programme d'aide fédéral-provincial $7,461,800

• Province de l'Ontario Toronto Ont	7,373,342

Contributions en vertu du projet spécial de développement des productions animales de l'Atlantique $835,300

• New Brunswick Cattle Marketing Agency Fredericton N-B	125,578
• New Brunswick Hog Marketing Board Fredericton N-B	185,681

Contributions en vertu de la Coopérative de commercialisation des céréales de Témiskaming $350,000

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX $105,131,554

Subventions au parrainage du 4^e^ atelier international sur les protéines du gluten $2,993

Aide aux producteurs à l'égard des pertes de récoltes occasionnées par la sécheresse en 1988 $1,664,385

Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada $400,000

Droits d'affiliation du Canada à l'Association internationale de chimie céréalière $6,245

Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huiles et d'amidon $2,000,000

Contribution au Conseil des grains du Canada $180,000

Contribution en vertu du Programme canadien d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse—Québec $14,122,728

Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies $32,617,982[1]

Programme d'amélioration de l'autofinancement $51,977,824

Contribution à l'Institut canadien international des céréales Winnipeg Man $1,774,517

Droits d'affiliation au Conseil international du blé $384,634

Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation $246

AGRICULTURE—*Fin*

Office canadien des provendes $16,794,901

Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $16,653,808

	$
• Burgess Feeds Limited Agassiz C-B	112,603
• Canada Packers Limited Edmonton Alb	6,393
Lethbridge Alb	682
Port Williams N-É	613,331
Summerside Î-P-É	284,816
Sussex N-B	635,882
St Mary's Ont	2,875
Truro N-É	506,984
• Clarence (Kloosterhof) Farm Services Truro N-É	263,185
• Clearbrook Grain & Milling Company Limited Clearbrook C-B	123,405
• Cook's Chick Hatchery Ltd Truro N-É	119,579
• Co-op Atlantic Moncton N-B	1,423,298
• Coopérative Fédérée du Québec Montréal Qué	652,088
• Coopérative de Services Agricoles d'Abitibi Ouest LaSarre Qué	114,153
• East Chilliwack Agricultural Cooperative Chilliwack C-B	850,646
• Ewos & M & H Feeds Surrey C-B	225,473
• WA Fleming Limited Truro N-É	231,942
• Masterfeeds Limited London Ont	1,972,605
Cavan Ont	9,247
Edmonton Alb	10,809
Guelph Ont	7,964
Hampton N-B	37,637
Kensington Î-P-É	76,319
• Mic Mac Feeds New Minas N-É	127,813
• Moulees Atlantic Limited Clair N-B	173,058
• Nutrinor Coopérative Agro-Alimentaire du Saguenay St-Bruno Qué	132,808
• Otter Farm & Home Co-op Aldergrove C-B	322,506
• Prince Edward Island Elevator Corp Kensington Î-P-É	346,641
• Ritchie Smith Feeds Inc Abbotsford C-B	842,885
• Scotia Farm Services Ltd Kentville N-É	178,813
• Scotsburn Co-op Services Ltd Scotsburn N-É	109,606
• Sure Crop Feeds Limited Grindrod C-B	159,535
• Top Notch Nutri Abbotsford C-B	704,332
• Top Shelf Feeds Inc Duncan C-B	464,527
• United Feeds Armstrong C-B	87,806
Edmonton Alb	17,467
Lethbridge Alb	236
Midnapore Alb	147
• Valley Feeds Ltd Burtt's Corner N-B	282,219
• Wall & Redekop Feeds Limited Abbotsford C-B	135,097

Contributions spéciales à court terme versées en un seul montant aux requérants de l'aide au transport des céréales fourragères pour les pertes subies à cause d'une baisse des taux d'aide au transport des céréales fourragères $139,501

Contribution spéciale versée en un seul montant à un requérant du Yukon de l'aide au transport des céréales fourragères en prévision de l'ajout du renne à la liste du bétail admissible $1,592

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE $228,854,529

Département $228,854,529

Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques $7,375,232

	$
• Amec Halifax N-É	301,858
• Cape Breton Family YMCA Sydney N-É	100,000
• Capital Region Development Commission Inc Fredericton N-B	142,393
• Carleton Regional Development Comm Woodstock N-B	150,000
• Chaleur Regional Development Commission Bathurst N-B	150,000
• Charlottetown Area Development corp Charlottetown Î-P-É	276,543
• Commission d'Expansion Économique de la Péninsule Tracadie N-B	150,000
• Fundy Region Development Commission Inc Saint John N-B	150,000
• Grand Falls Regional Development Commission Grand Falls N-B	150,000
• Holland College Charlottetown Î-P-É	255,630
• Innu Development corporation Ltd Goose Bay T-N	100,000
• Kent Industrial Commission Inc Bouctouche N-B	150,000
• La Commission Industrielle de Nord-Ouest inc Edmundston N-B	150,000
• Lakeside Development Corporation Morell Î-P-É	114,300
• Miramichi Region Development Corporation Newcastle N-B	150,000
• NB Peat Producers Association Ltd Shippagan N-B	131,000
• PEI Potato Marketing Commission Charlottetown Î-P-É	100,000
• Preston and Area Development Fund East Preston N-É	300,000
• Restigouche Industrial Commission Inc Campbellton N-B	150,000
• RPC Research and Productivity Council Fredericton N-B	285,000
• Saint John YM-YWCA Inc Saint John N-B	100,000
• South East Economic Commission Inc Shediac N-B	142,000
• The 1991 Canada Games Society (PEI) Inc Charlottetown Î-P-É	570,000
• Tourism Industry Association of NB Fredericton N-B	122,500
• University of New Brunswick Fredericton N-B	394,000
• University of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É	259,965

Subvention au Fonds de développement économique du comté de Pictou en vue de promouvoir le développement économique $2,200,000

	$
• Pictou County Economic Development Fund New Glasgow N-É	2,200,000

Subventions en vertu du Programme diversi-pêches $104,630

Contribution en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional $210,949,905

	$
• Acan Windows Inc Downsview Ont	3,526,875
• Amec Halifax N-É	100,000
• Ampal Pallets Inc Calgary Alb	955,012
• Andres Wines Atlantic Ltd Truro N-É	143,438
• Annapolis Valley Peat Moss Co Ltd Berwick N-É	417,576
• Antigonish Golf and Country Club Antigonish N-É	139,045
• Apex Machine Works Limited Moncton N-B	114,782
• Aqua Health Ltd Charlottetown Î-P-É	135,290
• Archie's Welding Limited New Minas N-É	120,039
• Arctic Systems Limited St John's T-N	181,189
• Argentia Freezers & terminals Limited St John's T-N	333,098
• Arm of Gold Enterprises Limited St Peter's N-É	454,764
• Aspen-By-The-Sea Inc Brooklyn T-N	109,284
• Atlantic Canada Plus Association St John's T-N	2,963,500
• Atlantic Defence Industries Limited Bridgetown N-É	220,189
• Atlantic Entrepreneurial Institute Memorial University St John's T-N	1,053,887
• Atlantech Extrusions Inc Ste-Agathe-des-Monts Qué	493,119
• Atlantic Gypsum Div Lundrigans-Comstock Corner Brook T-N	143,496
• Atlantic Provinces Chamber of Commerce Moncton N-B	107,998
• Atlantic Seafood Sauce Company Limited St Mary's T-N	435,343
• Auberge Gisele's Country Inn Baddeck N-É	762,434
• Baie Verte Mines Reprocessing Inc Toronto Ont	5,358,940
• Banting Motel Limited Musgrave Harbour T-N	148,637
• Barkley Systems Limited Sydney N-É	4,030,799
• Bayside Holdings Ltd St John's T-N	175,417
• Beothic Fish Processors Limited Badgers Quay T-N	400,355
• Breakwater Books Ltd St John's T-N	111,246
• Britex Ltd Pointe Claire Qué	143,851
• Brookfield Golf & Country Club Limited Colchester County N-É	131,390
• Brookville Warehouse Limited Saint John N-B	164,729
• Brunswick Data Inc Saint John N-B	366,164
• Burnt Church Peat Moss Co Ltd Shippagan N-B	222,083
• CB Mold Company (a partnership) Rexdale Ont	1,887,603
• Canada Packers Inc Shur-Gain Division Truro N-É	221,813

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—*Suite*

	$
• Canadian Association of Fish Exporters Ottawa Ont	100,000
• Cape Breton Canners Ltd Inverness N-É	132,300
• Cape Breton Hydraulics Limited Sydney N-É	234,406
• Cape Breton Wallcoverings North Sydney N-É	553,767
• Cavendish Farms Moncton N-B	168,218
• CDN Seabed Research Limited Halifax N-É	128,963
• Cellpack Aerospace Limited Lunenburg N-É	575,430
• Centre de Recherche sur les Aliments U de M Moncton N-B	200,000
• Champlain Expositions Inc Toronto Ont	1,511,670
• Check In Nova Scotia Halifax N-É	250,000
• Cherubini Metal Works Limited Dartmouth N-É	241,847
• Ville de Sydney Sydney N-É	189,753
• Clearwater Atlantic Fisheries Inc Sydney Mines N-É	100,138
• Comeau's Sea Foods Limited Saulnierville N-É	925,079
• Connors Bros Limited Harbour N-B	195,943
• Conseil Economique du NB inc Moncton N-B	129,000
• Crossley Carpet Mills Limited Truro N-É	232,381
• Crown Fibre Tube Inc Kentville N-É	117,664
• Cumberland Development Authority Amherst N-É	356,382
• Dairytown Products Ltd Sussex N-B	113,063
• Dalhousie University Halifax N-É	157,546
• Datacor Atlantic Inc Moncton N-B	1,340,204
• Deltaport Limited St John's T-N	120,000
• Department of Industry Charlottetown Î-P-É	8,658,538
• Diagnostic Chemicals Limited Charlottetown Î-P-É	101,864
• Dyno-Vac Manufacturing (1980) Ltd Red Deer Alb	465,822
• EJ Green and Company Limited Winterton T-N	104,409
• East Hants Development Commission Shubenacadie N-É	200,000
• Eastland Industries Limited Minto N-B	109,150
• Edmundston Paper Box (1987) Edmundston N-B	314,615
• EPC Industries Limited Amherst N-É	149,875
• Eskasoni Economic Development Corp Eskasoni N-É	125,500
• Exploits Valley Salmon Festival Grand Falls T-N	114,872
• FTC Enterprises Ltd Charlottetown Î-P-É	158,000
• Fahey Building Limited Goose Bay Labrador	148,093
• Federal Business Development Bank Halifax N-É	150,000
• Fenwick Laboratories Limited Halifax N-É	203,826
• Fisheries Assoc of Nfld & Labrador Ltd St John's T-N	293,997
• Fisheries Resource Development Limited Halifax N-É	203,534
• Fotografix Inc St John's T-N	258,902
• Gaetan Lebel St-Quentin N-B	100,051
• Ganong Brothers Limited St Stephen N-B	2,350,597
• Geo-Resources Inc St John's T-N	170,969
• Geomatic Technologies Incorporated Enfield N-É	227,112
• Glenwood Kitchen Ltd Shediac N-B	148,729
• Governor's Park Incorporated Limited Kelligrews T-N	179,594
• Grand Falls Central Bakery Ltd Grand Falls N-B	195,780
• Granite Town Motel Ltd Pennfield N-B	524,037
• Green Acres Holdings O'Leary Î-P-É	115,121
• Green Acres Produce Ltd O'Leary Î-P-É	722,532
• Gully Fish and Food Products Co Ltd Shippagan N-B	116,090
• Hansa-Sealand Ltd Moncton N-B	107,685
• Helitactics Ltd St John's T-N	274,306
• Hospitality of Nfld and Labrador St John's T-N	241,506
• Hotel Gander Limited Gander T-N	681,805
• Humpty Dumpty Foods Limited Hartland N-B	125,140
• Huntsman Marine Science Centre St Andrews N-B	187,557
• IMO Foods Limited Halifax N-É	228,764
• Idon Atlantic Inc St John's T-N	119,639
• Inland Re-Refining Company Limited Truro N-É	350,806
• Instrumar Limited St John's T-N	148,960
• International Composites Incorporated Dartmouth N-É	149,534
• Inverary Inn Resort Baddeck N-É	538,523
• Investors Ten Inc Souris Î-P-É	179,575
• Irving Tissue Limited Saint John N-B	740,047
• Island Holdings Limited Moncton N-B	122,654
• JD Irving Limited Saint John N-B	724,031
• JJ Mackay Canada Limited New Glasgow N-É	345,114
• Juniper Lumber Co Ltd Juniper N-B	114,696
• KB Electronics (1989) Limited Bedford N-É	148,170
• Keddy's Bathurst Hotel & Convention Ctre Halifax N-É	246,155
• Keddy's Halifax Hotel Halifax N-É	837,197
• Kenloch Distillers Limited Mabou N-É	640,295
• King Metal Fabricators Limited Darmouth N-É	114,341
• Kingsclear Hotel and Resort Fredericton N-B	260,804
• L'Association Coop des Pêcheurs de l'Île Lamèque N-B	105,813
• La Cie de Tourbe Fafard Ltee Shippagan N-B	244,822
• Lantic Sugar Limited Saint John N-B	1,084,664
• Laurentide Chemicals Atlantic Ltd Richibucto N-B	142,236
• Le Manoir Adelaide Manor Inc Dalhousie N-B	214,689
• Lodgers Riverfront Corp Fredericton N-B	2,493,931
• Loyalist Country Inn Inc Summerside Î-P-É	835,875
• MBB Mechanical Services Limited Halifax Cnty N-É	220,286
• MacDonald Maurice Tracadie N-B	100,772
• Mandate Erectors & Welding Ltd Bathurst N-B	100,178
• Marble Mountain Development Corporation Steady Brook T-N	322,626
• Marcel Enterprises Ltd Fredericton N-B	108,304
• Marine Adventures Assoc of Nfld & Labrador St John's T-N	141,551
• Marine Atlantic Inc Moncton N-B	237,500
• Marine Institute St John's T-N	1,506,451
• Maritime Battery Ltd Bathurst N-B	132,196
• Maritime Paper Products Limited Dartmouth N-É	177,977
• Maritime Salt & Sand Ltd Moncton N-B	115,700
• Matchless Inc St John's T-N	293,325
• McCurdy Printing & Typesetting Limited Halifax N-É	356,207
• McKenna Bros (1989) Limited Cardigan Î-P-É	219,747
• Memorial University of Nfld St John's T-N	2,459,389
• Micronav International Incorporated Sydney N-É	148,632
• Mid-Isle Farms Inc Albany Î-P-É	176,059
• Miramichi Airport Commission Ltd Chatham N-B	588,167
• Moore-Clark Co (Canada) Inc Vancouver C-B	1,459,861
• Mother Hubbard's Kitchen Cabinets Ltd Pearl T-N	268,215
• Mount Saint Vincent University-Library Halifax N-É	398,587
• Nadeau Ferme Avicole Ltée St-François de Madawaska N-B	127,394
• Negoot-Gook Salmon Farm Ltd Perth-Andover N-B	101,112
• Newfoundland Containers Ltd St John's T-N	118,942
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	12,120,156
• Newfoundland Ocean Industries Assoc St John's T-N	205,290
• Newfoundland Resources & Mining Co Ltd Oakville Ont	657,343
• Nordco Limited St John's T-N	144,837
• Northern Radar Systems Ltd St John's T-N	340,443
• Northside Development Corporation Goose Bay Labrador	262,419
• Northwood Industries Ltd Tide Head N-B	159,842
• Nova Aqua Salmon Limited Partnership Glace Bay N-É	5,000,000
• Nova Aqua Smolt Limited Partnership Glace Bay N-É	183,339
• Nova Pak Incorporated Debert N-É	1,040,469
• Nova Scotia Clam Company Limited Halifax N-É	148,823
• Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É	1,885,019
• Novacom Inc Mount Pearl T-N	224,965
• NovaGold Resources Inc Halifax N-É	435,415
• Nova Ski Limited Windsor N-É	178,640
• Ocean Pride Fisheries Limited Lower Wedgeport N-É	101,011
• Oceans Limited St John's T-N	190,838
• Oracle Audio Corporation Edmundston N-B	345,712
• Oxford Frozen Foods Limited Oxford N-É	639,216
• Parker Mountain Aggregates Limited Annapolis Royal N-É	122,370
• Paturel Seafood Ltd Shediac N-B	250,000
• PCL & Eastern Packaging Limited Saint John N-B	192,500
• Pêcheries Cap-Lumière Fisheries Ltée Richibucto-Village N-B	117,253
• Pictou WaterFront Development Corporation Pictou N-É	379,000
• Plastics Maritime Limited Armdale N-É	137,339
• Potacan Mining Company Sussex N-B	452,670
• Power Software Limited St John's T-N	666,767
• Premium Automotive Tanks Incorporated Port Hawkesbury N-É	104,994
• Presswood Pallet Partnership Toronto Ont	5,812,495
• Prince County Caledonia Club Inc Summerside Î-P-É	150,793
• Process Technology (1988) Limited Oromocto N-B	134,412
• Prodale Paper Industries Inc Concord Ont	832,020
• Profect Entrepreneur Projet Mount Allison University Sackville N-B	123,448
• Provincial Airlines Limited St John's T-N	1,066,375
• Quidi Vidi/Rennies River Dev Foundation St John's T-N	139,882
• R Organ Limited Isle aux Morts T-N	131,937
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	11,286,885
• Reid Atlantic Incorporated New Glasgow N-É	126,875

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE—*Fin*

	$
• Robinson-Blackmore Printing & Publishing St John's T-N	261,001
• Roger Labonte Kedgwick N-B	104,985
• Rollo Bay Holdings Souris Î-P-É	108,428
• Royale Print & Packaging Limited Dartmouth N-É	120,577
• RPC Research and Productivity Council Fredericton N-B	4,524,000
• Saint Mary's University Halifax N-É	106,260
• Salter Street Films Limited Halifax N-É	146,389
• Sarsfield Foods Limited Kentville N-É	157,067
• Schooner Lounge Limited Summerville T-N	106,196
• Schurman Enterprises Ltd Summerside Î-P-É	101,745
• Scotia Farm Services Limited Kentville N-É	714,590
• Scotsburn Dairy Group Scotsburn N-É	275,000
• Sea Farm Canada St John N-B	111,602
• Sea Limited St John's T-N	166,130
• SeaBright Corporation Limited St John's T-N	125,752
• SeaFreez Foods Incorporated Halifax N-É	2,970,000
• SeaGull Pewter & Silversmiths Limited Pugwash N-É	247,322
• SeaView Golf Club Limited North Sydney N-É	142,582
• Seimac Limited Dartmouth N-É	113,330
• Silver Motel Limited New Glasgow N-É	144,504
• Simul Tek Inc Fredericton N-B	113,008
• SME Limited Mount Pearl T-N	277,269
• Spry Point Co-operative Ltd Souris Î-P-É	103,552
• St John's Board of Trade St John's T-N	187,762
• Sucrerie Landry Ltée Caraquet N-B	111,576
• Summerside Regional Development Corp Ltd Summerside Î-P-É	426,101
• Sun Mountain Development Limited Sydney N-É	136,727
• Systems Management Ltd Moncton N-B	154,120
• TS Simms & Co Limited Saint John N-B	195,495
• Travel Limited Dartmouth N-É	105,018
• Tay Falls Farms Ltd Fredericton N-B	101,577
• The Gunakera Sun Systems Limited Halifax N-É	100,897
• Telemedicine & Educational Technology St John's T-N	412,351
• Terra Inns Limited St John's T-N	587,544
• Terra Nova Biotechnology Co Ltd St John's T-N	215,582
• Terra Nova Shoes Limited Harbour Grace T-N	165,916
• The Linkletter Motel Ltd Summerside Î-P-É	294,366
• The Minister of Finance Halifax N-É	14,818,358
• Thomas Equipment Ltd Centreville N-B	190,685
• Tourism Industry Association of Î-P-É	112,000
• Town of Pictou Pictou N-É	200,000
• Town of Shelburne Shelburne N-É	252,500
• Trans-Atlantic Preforms Limited Sydney N-É	178,223
• Tri-Star Industries Limited Yarmouth N-É	190,263
• Triangle Kitchen Ltd Dieppe N-B	132,068
• Ultimateast Data Communications Limited St John's T-N	311,242
• Université de Moncton Moncton N-B	102,654
• University College of Cape Breton Sydney N-É	184,923
• University of New Brunswick Fredericton N-B	159,422
• Wandlyn Inns Ltd Fredericton N-B	574,160
• Wear well Garments Limited Stellarton N-É	212,607
• Wentworth Valley Developments Limited Wentworth N-É	130,235
• Western Destinations Inc Alberton Î-P-É	102,913
• White Hills Resort Limited Clarenville T-N	513,726
• Wink Industries Ltd Montréal Qué	4,516,778
• Women's Enterprise Bureau St John's T-N	271,301
• Woodstock Cold Storage (1990) Ltd St Andrews N-B	2,278,294
• 043277 NB Limited Saint John N-B	119,548

Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $2,349,355

• Banque Nationale du Canada pour: World Largest Map Richibucto N-B	115,333

Obligations en vertu du programme assurance-prêt aux entreprises de la région de l'Atlantique $5,875,407

	$
• The Bank of Nova Scotia pour: Atlantic Sea Products Ltd Cocagne N-B	228,753
• Modern Marine Industries Ltd Argentia T-N	254,788
• Wilfield Investments Limited pour: Mazel Mining Co Ltd Dartmouth N-É	165,099
• Landmark Credit Union Limited pour: Arrow L M Inc of Canada Port Hawkesbury N-É	1,543,371
• La Banque Royale du Canada pour: Pioneer Fisheries Limited Tignish Î-P-É	808,327
• La Banque Nationale du Canada pour: EPA Limited Mulgrave N-É	1,020,000
• Softwood Fencing Supplies Ltd Doaktown N-B	459,000
• Roy Nat Inc pour: La Ferme Piscicole Thériault Ltée Drummond N-B	1,352,700

COMMUNICATIONS $109,192,704(2)

Département $106,828,949

Subvention à la gestion du spectre et opérations régionales —Conseil consultatif canadien de la radio $45,000

Subventions à des établissements et des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels $1,698,127

• Beaverbrook Art Gallery Fredericton N-B	119,976
• Cranbrook Railway Museum Cranbrook C-B	109,040
• London Regional Art & Historical Museum London Ont	304,974
• Musée des beaux-arts du Canada Ottawa Ont	145,000
• The Friends of the Provincial Museum Society Edmonton Alb	189,000
• The Provincial Museum of Alberta Edmonton Alb	421,667

Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown, Î-P-É $1,507,000

• Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown Î-P-É	1,507,000

Musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations $12,450,684

• Art Gallery of Edmonton Edmonton Alb	152,900
• Art Gallery of Ontario Toronto Ont	401,300
• Art Gallery of Winnipeg Winnipeg Man	304,400
• Association des Musées Canadiens Ottawa Ont	783,814
• Calgary Military Museums Society Calgary Alb	375,000
• Direction Générale du Patrimoine Québec Qué	100,000
• Glenbow Alberta Institute Calgary Alb	272,300
• Maison Saint-Gabriel Montréal Qué	285,600
• Manitoba Museum of Man & Nature Winnipeg Man	352,550
• Mendel Art Gallery Saskatoon Sask	122,500
• Mennonite Heritage Village Steinbach Man	220,200
• Ministre des Affaires Culturelles du Québec Québec Qué	100,000
• Musée d'Art Contemporain de Montréal Montréal Qué	117,000
• Musée de Charlevoix La Malbaie Qué	215,000
• Musée de la civilisation Québec Qué	138,300
• Musée des beaux-arts de Montréal Montréal Qué	347,000
• Musée des Hospitalières Montréal Qué	300,000
• Musée du Château Ramezay Montréal Qué	123,100
• Musée du Québec Québec Qué	352,100
• Musée McCord d'Histoire Canadienne Montréal Qué	288,353
• New Brunswick Museum Saint John N-B	244,508
• Newfoundland Museum St John's T-N	182,500
• Nova Scotia Museum Halifax N-É	295,900
• Redpath Museum Montréal Qué	292,100
• Royal British Columbia Museum Victoria C-B	260,800
• Royal Ontario Museum Toronto Ont	211,736
• Société des Musées Québécois Montréal Qué	168,000
• St Catharines Historical Museum St Catharines Ont	100,000
• The Mackenzie Art Gallery Regina Sask	220,200
• U'MISTA Cultural Centre Alert Bay C-B	139,500
• University of Alberta Edmonton Alb	118,850
• University of British Columbia Vancouver C-B	239,150
• Vancouver Art Gallery Vancouver C-B	197,700
• Vancouver Museum Vancouver C-B	107,000

Subvention à la Fondation Diefenbaker $1,500,000

• Société John Diefenbaker Saskatoon Sask	1,500,000

COMMUNICATIONS—*Suite*

	$
Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail $1,709,528	
• Société Radio-Canada Ottawa Ont	119,000
• Systèmes Voix et Données Inc Montréal Qué	120,050
• Université de Montréal Montréal Que	262,473
Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada de l'engin spatial Anik-D $199,992	
• Télésat Canada Gloucester Ont	158,613
Contributions pour le programme de développement de l'industrie spatiale $7,019,762	
• Canadian Astronautics Limited Ottawa Ont	470,990
• Com Dev Limited Cambridge Ont	373,316
• EDO Limited Calgary Alb	806,067
• Optotek Limited Kanata Ont	381,217
• Spar Aerospace Limited Ste-Anne-de-Bellevue Qué	2,788,033
Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication $2,330,938	
• Centre de Promotion du Logiciel Laval Qué	100,000
• Consortel Enr Rimouski Qué	200,169
• Consortium de Télévision Québec-Canada Montréal Qué	364,729
• Institut national de l'Image Montréal Qué	100,000
• Spectel Communications Inc Montréal Qué	450,000
• Télépoint Inc Montréal Qué	200,000
Contributions à des associations, institutions et organismes canadiens destinées à financer le développement de technologies de communications et de l'information au Manitoba $981,055	
• Canadian Healthcare Telematics Inc Winnipeg Man	104,430
• The Manitoba Cancer Treatment & Research Foundation Winnipeg Man	101,929
Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications $193,000	
• Telecommunications Executive Management Institute of Canada Montréal Qué	119,076
Contribution à la Fondation Neil Squire créer sous le Régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels (APRM) $100,000	
Contribution à l'Institut EDI International $225,000	
• Institut EDI International Montréal Qué	225,000
Contribution à Idacom electronics $139,160	
• Idacom Electronics Ltd Edmonton Alb	139,160
Contribution à Canadian Healthcare Telematics créer sous le Régime APRM $135,000	
• Canadian Healthcare Telematics Inc Winnipeg Man	135,000
Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles $695,000	
• Canadian Conference of the Arts Ottawa Ont	555,000
• Canadian Crafts Council Ottawa Ont	140,000
Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications $24,035,419	
• BI—Capitol Project Inc St John N-B	200,000
• British Columbia Sports Hall of Fame and Museum Vancouver C-B	225,000
• Canada Dance Festival Toronto Ont	145,000
• Centre Culturel Franco-Manitobain St Boniface Man	100,000
• Compagnie Jean Duceppe Inc Montréal Qué	108,000
• Concours de Musique du Canada Inc Montréal Qué	120,000
• Conférence Canadienne d'architecture Montréal Qué	165,000
• Conseil des Métiers d'Art du Québec Montréal Qué	232,500
• Corporation du Centre d'Art de Baie St-Paul Baie St-Paul Qué	700,000
• École nationale de Cirque Montréal Qué	112,499
• Edmonton Concert Hall Foundation Edmonton Alb	195,000
• Espace Libre Montréal Qué	252,000
• Festival de Nouvelle Danse Inc Montréal Qué	231,284
• Festival de Théâtre des Amériques Montréal Qué	100,000
• Festival d'été International de Québec Québec Qué	150,000
• Festival International de Jazz Montréal Qué	140,000
• Festival International de Lanaudière Joliette Qué	335,000
• Fonderie d'Art d'Inverness Inverness Qué	100,000
• Hampton Theatre Committee Inc Hampton N-B	100,625
• International Mozart Competition Toronto Ont	122,930
• Inter-Nation-Art Québec Qué	250,000
• Jeux Canada Games 1991 Charlottetown Î-P-É	111,485
• King's Heritage Society Halifax N-É	518,451
• La Cité des Arts et des Nouvelles Technologies de Montréal Montréal Qué	103,500
• L'Agora de la Danse Montréal Qué	426,600
• Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal Montréal Qué	174,280
• Meewasin Valley Authority Saskatoon Sask	557,000
• Musée des beaux-arts de Montréal Montréal Qué	200,000
• Musée du Séminaire de Québec Québec Qué	766,811
• Musée Régional Laure-Conan La Malbaie Qué	181,078
• National Screen Institute Edmonton Alb	106,000
• Norman Mackenzie Art Gallery Régina Sask	961,387
• Nouvelles Variétés Lyriques Mont St-Hilaire Qué	325,000
• Quinzaine Internationale du Théâtre Québec Qué	170,750
• Rideau Canal Museum Corporation Smiths Falls Ont	475,000
• The Dance Centre Vancouver C-B	108,450
• Théâtre Aquarius Hamilton Ont	822,500
• Theatre Plus Toronto Toronto Ont	120,000
• Théâtre Rideau Vert Montréal Qué	450,000
• Vegreville Cultural Association Vegreville Alb	153,000
Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo $350,000	
• Cinémathèque Canada Ottawa Ont	116,750
Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur l'équipement culturel $11,943,477	
• Festival International de Lanaudière Joliette Qué	900,000
• Ministère des Affaires Culturelles du Québec Québec Qué	10,308,500
• Théâtre du Rideau Vert Montréal Qué	500,000
Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles au Manitoba $810,620	
• Cultural Development Industries Inc Winnipeg Man	266,441
• Cultural Ventures Program Inc Winnipeg Man	544,179
Contributions pour le programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne $7,571,491	
• Arnold Publishing Ltd Edmonton Alb	220,865
• Association for The Export of Canadian Books Ottawa Ont	1,237,500
• Association of Canadian Publishers Toronto Ont	117,264
• Canada Publishing Corporation Agincourt Ont	225,271
• Canadian Book Publishers' Council Toronto Ont	109,798
• Fitzhenry & Whiteside Markham Ont	110,000
• Gaëtan Morin Éditeur Ltée Boucherville Qué	131,956
• General Publishing Co Ltd Don Mills Ont	108,078
• Guérin Éditeur Ltée Montréal Qué	117,541
• Harry Cuff Publications Ltd St John's T-N	119,000
• Hurtig Publishers Ltd Edmonton Alb	250,000
• Les Éditions d'Enseignement Religieux FPR Inc Montréal Qué	110,682
• Les Presses de l'Université Laval Ste-Foy Qué	107,007
• Lidec Inc Montréal Qué	160,672
• Modulo Éditeur Inc Ville Mont-Royal Qué	175,661
• Mondia Éditeurs Inc Laval Qué	155,680
• Reidmore Books Edmonton Alb	132,868
• Thompson Canada Ltd Toronto Ont	250,000
Contributions pour le programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore $4,417,939	
• Factor/Musication/Canada Montréal Qué	3,482,696

COMMUNICATIONS—*Suite*

	$
• OCIDR Montréal Qué	104,626
Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Ontario sur le développement de la culture $2,388,450	
• ICOMM & TE Taylor Construction Brantford Ont	1,618,750
• Rideau Canal Museum Corporation Smiths Falls Ont	234,000
• Sault Ste Marie Board of Education Sault Ste Marie Ont	224,000
Contributions remboursables à la Fondation Ex Terra au titre de l'étude sur les dinosaures entreprise par les gouvernements du Canada, de la Chine, de l'Alberta et de la Fondation Ex Terra $1,467,000	
• Fondation Ex Terra Edmonton Alb	1,467,000
Contributions aux organismes de service canadiens dans le domaine de l'enregistrement sonore à l'appui des services et de projets spéciaux $350,000	
Contributions en vue de fournir une aide financière pour l'établisement d'un service de lecture radiodiffusée de langue anglaise à l'intention des personnes incapables d'utiliser des imprimés $100,000	
Contribution afin de mettre sur pied et d'exploiter un programme de diffusion par satellite dans le Nord $2,700,000	
Contribution à TV-5 $1,729,900	
• Consortium de Télévision Québec Canada Montréal Qué	772,000
Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels $46,188	
Contribution à l'agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal $6,000,000	
• Musée des beaux-arts Montréal Qué	6,000,000
Contribution à l'Office national du film $50,000	
Contributions à Canadian Institute for Research on Culture $1,277,609	
• Cinémathèque Québecoise Montréal Qué	212,127
• On/Q Corporation Montréal Qué	180,744
Contribution à l'Institut de création et de recherche en design de Montréal $251,000	
• Institut de création et de recherche Montréal Qué	251,000
Contribution au Monument national de Montréal $1,000,000	
• École nationale de Théâtre Montréal Qué	1,000,000
Contribution à l'École nationale de cirque $500,000	
• École nationale de cirque Montréal Qué	450,000
Contribution à Développement industriel artisanal du Comté Prince $13,000	
Contributions créer sous le Régime APRM: Italie au Canada Ottawa Ont $17,400	
Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires $5,000	
Canadian Institute of Audiovisual $150,000	
• Institut de Recherche CTIC Ottawa Ont	150,000
Fédération de l'informatique du Québec $20,000	
Fondation Paul Gérin-Lajoie $25,000	
Festival international du film par ordinateur $27,500	
Gravures Musicales Musimage $6,000	
Troupe V'La L'Bon Vent $5,000	
Société des musées québécois $35,000	
Musée de la Nouvelle-France $149,392	
• Société du Musée de la Nouvelle-France Ste-Foy Qué	149,392
Fondation Lionel-Groulx $41,103	

	$
Société des Graphistes du Québec $100,000	
• Société des Graphistes du Québec Montréal Qué	100,000
Corporation pour l'avancement des nouvelles applications des langages $50,000	
Centre de promotion de sièges sociaux culturels au Québec $50,000	
Le Forum Vidéo de Montréal $70,000	
Association canadienne des producteurs de didacticiels $69,978	
Musée des arts de la scène $144,657	
• Société pour le Développement du Musée des Arts Montréal Qué	144,657
Festival de Lanaudière $375,000	
• Festival International de Lanaudière Joliette Que	375,000
Société d'édition de la revue Forces $225,000	
• La Société d'Édition de la revue Forces Montréal Qué	225,000
Festival Abitibi-Témiscamingue $10,000	
Festival des Festivals $20,000	
Festival des films du monde $40,000	
Consortium de télévision Québec Canada $285,320	
• Consortium de télévision Québec Canada Montréal Qué	285,320
Filmex $40,000	
Faculté des sciences politiques de l'Université Queen $5,000	
Ecole des hautes études commerciales de Montréal $500,000	
• École des hautes études commerciales de Montréal Montréal Qué	500,000
Musée des arts et traditions populaires $30,000	
Marché international du film, de la télévision et de la vidéo $60,000	
Canadian Foundation of Aboriginal Arts $125,000	
• Canadian Native Arts Foundation Toronto Ont	111,802
Festival Shaw $50,000	
Canadian Film Celebration Society of Calgary $50,000	
Canada Pacific Publishing Society $25,000	
Association internationale francophone des aînés $10,000	
Université de Montréal $50,000	
Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève Suisse $4,758,260	
• Union internationale des télécommunications Genève Suisse	4,758,260
Contribution au Commonwealth of Learning pour l'acquisition de matériels et de services de communication et de bureautique $1,250,000	
• Commonwealth of Learning Vancouver C-B	1,050,000
Contribution au Centre de recherches des télécommunications de l'Alberta $6,000	
Contributions à l'Association canadienne de normalisation $17,000	

Archives nationales du Canada $1,790,716

Subvention au Conseil canadien des archives Ottawa Ont $600,000

Contribution à la communauté archivistique canadienne, pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives d'activités et de services $1,190,716

COMMUNICATIONS—*Fin*

$

Office national du film $512,757

Subventions pour aider à payer le coût de certains évènements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration $10,600

Paiements à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques $177,952

• Gouvernement du Québec Québec Qué	177,952

Aide financière à certains canadiens et organisations sans but lucratif pour venir en aide à des jeunes cinéastes qui en sont à leur première production et afin de promouvoir le cinéma canadien $324,205

Musée des beaux-arts du Canada $800[2]

College Art Association of America $800

Bibliothèque nationale $59,482

Système international de données sur les publications en série $48,482

Fédération internationale des associations de bibliothécaires $11,000

CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS $26,692,243

Département $26,692,243

Subventions à l'Association des consommateurs du Canada $200,000

• Association des consommateurs Ottawa Ont	200,000

Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur $200,000

• Association des consommateurs Ottawa Ont	100,000
• Public Interest Advocacy Centre Ottawa Ont	100,000

Subventions pour l'expansion du mouvement $190,000

Contribution à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur $1,102,243

• Consumer Association of Canada Ottawa Ont	495,538
• Public Interest Advocacy Centre Ottawa Ont	150,000

Subventions aux provinces pour la recherche et le développement dans le domaine de la médecine $25,000,000

• Manitoba Department of Industry Trade and Tourism Winnipeg Man	1,024,959
• Ministre des Finances Victoria C-B	2,945,098
• Ministre des Finances Fredericton N-B	680,767
• Ministre des Finances Halifax N-É	838,474
• Ministre des Finances Charlottetown Î-P-É	122,630
• Ministre des Finances Regina Sask	940,697
• Ministre des Finances Québec Qué	6,359,276
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	538,858
• Trésorier provincial Edmonton Alb	2,322,638
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	9,151,369

EMPLOI ET IMMIGRATION $1,735,916,901

Département/Commission $1,735,916,901

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $1,633,466,359

Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale $94,687,956

Région de Terre-Neuve—

	$
• Burin Peninsula Business Development Corp Marystown	127,000
• Central Newfoundland Business Development Corp Windsor	250,000
• Community Development Fund Committee Grand Bank	213,000
• Community Development Fund Committee Trepassey	214,900
• Council of the Students Union—MUN St John's	187,633
• Nippard Enterprises Ltd Stephenville	500,000
• Northland Business Corporation Hawke's Bay	100,000
• South Coast Business Development Center St Albans	214,000
• South Side Development Fund Corp St John's	214,500
• Trinity Conception Business Development Corp Harbour Grace	184,375
• USWA/IOCC Training Trust Fund Labrador City	100,000
• West Newfoundland Business Corporation Corner Brook	250,000

Région de la Nouvelle-Écosse—

• Blue Water Business Development Corporation Sheet Harbour	295,000
• Credit Union of Nova Scotia Halifax	133,335
• Cumberland Development Corporation Ltd Amherst	250,000
• Digby and Area Board of Trade Digby	125,000
• Growth Opportunities Ltd Digby	150,000
• Guysborough County Business Development Guysborough	850,000
• Inrich Business Development Centre Mabou	340,000
• Northside Economic Development Assistance Corporation Sydney Mines	100,000
• Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay	100,000
• Pictou County Business Opportunities Ltd New Glasgow	250,000
• Shelburne County Business Development Shelburne	769,000
• Sydney Ventures Ltd Sydney	200,000
• Windsor West Hants Business Development Centre Windsor	125,000
• Yarmouth Regional Business Corporation Ltd Yarmouth	186,021

Région du Nouveau-Brunswick—

• Centre d'aide aux entreprises du Restigouche Inc Campbellton	433,199
• Centre d'entrepreneurship Chaleur Beresford	320,000
• Charlotte County Development Corp St Stephen	178,953
• Miramichi Lead Inc Chatham	279,202
• Societe d'aide a l'entreprise Inc Tracadie	204,502
• South East Lead Corporation C L E du sud-est Sheila	282,000
• Victoria Madawaska-South Business Development Centre Grand Falls	250,000

Région de l'Île-du Prince-Édouard—

• East Prince Development Summerside	250,000
• West Prince Ventures Ltd Alberton	137,000

Région du Québec—

• Ass provinciale des constructeurs d'habitation du Québec Anjou	172,500
• CAE Haut St-Maurice La Tuque	209,000
• CAE Bas Richelieu inc Sorel	230,000
• CAE Saguenay inc Ville La Baie	330,000
• CAE Bellechasse Etchemins St-Léon-de-Standon	208,006
• CAE Chibougamau Chapais Chibougamau	260,500
• CAE Comté Jonquière Lac St-Jean St-Ambroise	446,326
• CAE Côte-Nord inc Sept-Îles	131,000
• CAE de Beauce Inc Ville St-Georges-de-Beauce	117,000
• CAE de Charlevoix La Malbaie	115,000
• CAE de l'or blanc Asbestos	197,000
• CAE de l'Abitibi ouest La Sarre	250,000
• CAE de la Mitis Mont-Joli	113,800
• CAE de la MRC d'Autray Berthier	165,000
• CAE de la MRC de Maskinongé Louiseville	124,000
• CAE de la MRC de Rivière-du-Loup Riviere-du-Loup	250,000
• CAE de la Neigette Ste-Blanche	179,000
• CAE de Manicouagan Baie Comeau	125,000
• CAE des Basques inc Trois Pistoles	313,000
• CAE des basses Laurentides St-Jérôme	290,000
• CAE des Laurentides Ste-Adèle	200,000
• CAE du Témiscamingue Ville-Marie	174,000
• CAE Gaspé-nord Ste-Anne-des-Monts	191,000
• CAE Haute côte nord inc Les Escoumins	108,200
• CAE Lac St-Jean est inc Alma	216,500
• CAE Lac St-Jean ouest inc Roberval	484,000
• CAE Maria Chapdelaine Dolbeau	109,500
• CAE Papineau inc Buckingham	107,000
• CAE région d'Acton Acton Vale	300,000
• CAE Thetford & la région Thetford Mines	107,500
• CAE Vallée de la Batiscan St-Stanislas	262,000

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Le comité paritaire de l'industrie du verre plat Montréal	400,000
• Soc cle chaudière inc Ste-Marie-de-Beauce	122,000
• Temeco inc Témiscamingue	200,000
Région de l'Ontario—	
• Atikokan Community Futures Comm Atikokan	300,000
• Brant Business Incentive Corp Brantford	500,000
• Brockville Leeds BDC Brockville	250,000
• Centre Do Serv Aux Ent De la R Hawkesbury	400,000
• Centre Serv Ent Reg Hawkesbury Hawkesbury	227,960
• Chatham Kent Sm Bus Support Co Chatham	235,000
• Chukuni BDC Red Lake	350,000
• Chukuni Business Development Corp Ear Falls	165,000
• East Algoma Sm Bus Dep Centre Algoma	220,000
• Georgian Triangle Economic Collingwood	150,000
• Georgina Association For Business Sutton	270,000
• Greenstone BDC Longlac	250,000
• Haldimand-Dunnville Business Dunnville	250,000
• Haliburton County Development Corp Haliburton	105,000
• Huronia District Hospital Midland	125,000
• Interior Finishing Systems Train Weston	105,324
• Kleda Corporation Kirkland Lake	100,000
• Lake of The Wood Business In Cen Kenora	150,000
• Land O'Lakes Small Business Corp Sharbot Lake	235,000
• Midas Training Trust (Canada) Agincourt	100,174
• Mohawk Reman Co Ohsweken	348,700
• Muskoka East Parry Sound BDC Huntsville	450,000
• Near North Economic Dev Assn Sturgeon Falls	263,000
• Nipissing East BDC North Bay	187,000
• Norfolk District Business Develop Simcoe	540,000
• North Claybelt BDC Kapuskasing	175,000
• North Hastings BDC Bancroft	250,000
• Northumberland BDC Cobourg	430,000
• Orillia And Area Business Orillia	100,000
• Orillia BDC Orillia	200,000
• Patricia BDC Ignace	200,000
• Prince Edward Count BDC Picton	300,000
• Rainy River BDC Fort Francis	100,000
• Rideau Heartland Business Smiths Falls	150,000
• Sarnia-Lambton BDC Sarnia	630,870
• Saugeen BDC Hanover	100,000
• Sault Ste Marie BDC Sault Ste Marie	200,000
• Seven Bands BDC Delaware	600,000
• Smiths Falls CF Committee Smiths Falls	256,170
• Société d'Expertise et de Finance Bourget	200,000
• South Bruce Lakeshore BDC Kincardine	200,000
• South Grenville BDC Prescott	250,000
• South Temiskaming Business Development Haileybury	156,300
• Stormont-Dundas and Glengarry Bd Cornwall	400,000
• Stormont Dundas Glengarry BDC Cornwall	150,000
• Sudbury Board of Education Sudbury	162,622
• Superior East BDC Wawa	250,000
• Superior North Business Terrace Bay	190,000
• SOAR Dev Corp Cornwall	200,000
• Thunder Bay Ventures Dev Centre Thunder Bay	175,000
• Tremval Community Futures Trenton	250,000
• Victoria County BDC Lindsay	280,000
• Wan-Be-Tek BDC Island	175,000
Région du Manitoba—	
• Dakota Ojibway Development Group Winnipeg	354,022
• Greenstone BDC Flin Flon	250,000
• Hudson Bay Mining and Smeltling Flin Flon	100,000
• Manitoba/Ibpat Asbestos Abatement Winnipeg	100,000
• Painting Industry Joint Trade Winnipeg	100,000
• Pimajihowan BDC Winnipeg	457,212
• Super Six BDC Ashern	200,000
• Transcontinental West Winnipeg	100,000
• Venture Corporation of Brandon Brandon	163,000
• Village of Lac du Bonnet Lac du Bonnet	200,000
Région de la Saskatchewan—	
• Beaver River Business Development Corporation Meadow Lake	191,298
• East Central Development Corporation Broadview	474,000
• Meridian Business Development Centre Alsask	250,000
• New Sask Business Development Corporation Tisdale	250,000
• Sagehill Business Development Centre Bruno	210,591
• Visions North Business Development Corporation La Ronge	343,476
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• Alberta Newsprint Mill Wide Training Whitecourt Alb	200,000
• Bartle and Gibson Co Ltd Edmonton Alb	150,000
• Big Valley Jamboree Inc Mirror Alb	209,838
• Business Development Centre Association Lethbridge Alb	400,000
• Canadian Airlines International Calgary Alb	150,000
• Crowsnest Pass Business Development Blairmore Alb	400,000
• Deloitte & Touche Employee Training Edmonton Alb	109,500
• Entre-Corp Business Development Centre Medicine Hat Alb	400,000
• Foothills Business Development Centre Ltd High River Alb	249,230
• Fort McMurray Regional Business Development Fort McMurray Alb	421,000
• Hay River & Area Community Futures Hay River TN-O	189,696
• Lac La Biche Regional Business Ass Lac La Biche Alb	100,872
• Lakeland Community Futures Committee Bonnyville Alb	125,745
• Lamont-Two Hills Business Development Two Hills Alb	323,317
• Lesser Slave Lake Business Development Slave Lake Alb	350,000
• Lloydminster Region Business Lloydminster Alb	170,897
• Northwest Economic Initiatives Co High Level Alb	127,740
• Red Deer & District Business Development Centre Red Deer Alb	518,974
• Smeda Business Development Centre Hythe Alb	263,692
• Tawatinaw Regional Business Development Centre Westlock Alb	342,320
• Travel Keewatin/Keewatin Chamber of Commerce Rankin Inlet TN-O	250,000
• Western Artic Business Development Service Inuvik TN-O	134,304
• Wild Rose Business Development Centre Rockyford Alb	295,433
• Yellowhead East Business Development Sangudo Alb	100,000
• Yellowhead East Community Futures Sangudo Alb	123,335
Région de la Colombie-Britannique et du Yukon—	
• 16-37 Business Development Centre Terrace C-B	250,000
• Asbestos Abatement Association of BC Burnaby C-B	100,000
• BC Gas Incorporated Burnaby C-B	457,221
• BC Maritime Employers Association Vancouver C-B	150,000
• Brinkman and Associates New Westminster C-B	170,000
• Canadian Airlines International Ltd Vancouver C-B	300,000
• Canadian Airlines International Ltd Richmond C-B	100,000
• Carpentry Apprenticeship Training Committee Training Trust Fund Vancouver C-B	189,580
• Central Okanagan Business Development Centre Kelowna C-B	250,000
• Cowichan Business Development Foundation Duncan C-B	250,000
• Cranbrook Kimberley Region Business Development Centre Marysville C-B	100,000
• Dana Naye Ventures Whitehorse TY	100,000
• Datatech Systems Ltd Burnaby C-B	100,000
• Devron Hercules Inc North Vancouver C-B	100,000
• Eurocan Training Trust Fund Kitimat C-B	160,000
• Greater Trail Business Development Centre Trail C-B	375,000
• H A Simons Ltd Vancouver C-B	200,000
• Howe Sound Operations Training Trust Fund Port Mellon C-B	100,000
• Howe Sound Pulp and Paper Ltd Port Mellon C-B	300,000
• International Woodworkers Association and Community Credit Union New Westminster C-B	100,000
• International Woodworkers of Canada Chemainus C-B	100,000
• Kootenay Regional Economic Development Association Nelson C-B	200,000
• Louisiana Pacific Canada Ltd Chetwynd C-B	400,000
• Mechanical Contractors Association of BC Burnaby C-B	125,000
• Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B	125,000
• N D Lea and Associates Vancouver C-B	100,000
• Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B	110,000
• No 10 Paper Machine Employee Training Trust Fund Powell River C-B	139,667
• North Cariboo Economic Development Association Quesnel C-B	110,000

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• North Coast Economic Development Corporation Prince Rupert C-B	160,000
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	300,000
• Powell River Business Centre Powell River C-B	265,000
• Prince George Business Development Centre Society Prince George C-B	200,000
• Revelstoke Business Development Centre Revelstoke C-B	216,000
• Sea to Sky Enterprise Centre Ltd Squamish C-B	350,000
• Sun Country Business Centre Ltd Ashcroft C-B	175,000
• Sunshine Coast Business Development Centre Sechelt C-B	225,000
• Tenneco Canada Inc North Vancouver C-B	100,000
• Thompson Enterprise Centre Society Kamloops C-B	200,000
• Vancouver City Savings Credit Union Vancouver C-B	300,000
• Vycom Electronics Ltd Burnaby C-B	100,000
• Web Press Graphics Ltd Burnaby C-B	100,000
Quartier général national—	
• University of British Columbia Vancouver C-B	250,000
• Université de Toronto Toronto Ont	750,000

Subvention accordée au XIV[e] Congrès mondial organisé par l'Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle $15,000

Subventions destinées au Fonds sectoriel pour la formation de l'industrie de fabrication d'équipement électrique et électronique $250,000

Quartier général national—	
• Sector Skills Council Ottawa Ont	250,000

Subventions accordées à des entreprises et associations en vue de promouvoir les possibilités d'emploi pour les étudiants $428,726

Frontier College of Canada $175,000

Quartier général national—	
• Frontier (en fiducie) Toronto Ont	175,000

Subventions aux organismes bénévoles accordées au titre des activités qui permettront d'employer davantage de Canadiens de certains groupes comme les personnes handicapées, les Autochtones, les femmes, les jeunes et les membres d'autres groupes spéciaux $460,165

Subventions aux organismes bénévoles—Équipes d'alphabétisation $1,000,000

Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien $1,458,859,195

	$
Région de Terre-Neuve—	
• A & A Take Out Ferryland	239,703
• Adolescent Health Counselling Service St John's	133,971
• Alexander Bay/Terra Nova Development Assoc Glovertown South	121,673
• Apollo Group (The) St John's	245,491
• Appalachia Roman Catholic School Board Stephenville	159,785
• Atlantic Businesses Campuses Inc St John's	613,131
• Atlantic Consulting & Management Group St John's	463,146
• Avalon Community College Carbonear	1,473,730
• Avalon Consolidated School Board St John's	289,941
• Avalon Inst for Mgmt Adv & Trng St John's	158,949
• Baie Verte Peninsula CFC Baie Verte	501,904
• Baie Verte Peninsula Economic Dev Assoc Baie Verte	217,224
• Basilica of St John the Baptist St John's	110,000
• Bay d'Espoir/Connaigre/F Bay North BDC St Albans	665,947
• Bay d'Espoir Salmon Growers Co-Op St Albans	231,152
• Bay St George Comm Employment Corp Stephenville	185,839
• Bishops Falls Development Corp Bishops Falls	460,650
• Bonne Bay Development Assoc Woody Point	144,055
• Buchans Community Futures Comm Buchans	304,453
• Cabot Institute of Applied Arts St John's	963,378
• Canadian Mental Health Assoc Corner Brook	205,925
• Canadian Mental Health Assoc St John's	171,024
• Canadian Paraplegic Assoc St John's	193,876
• Cape Freels Development Assoc Badgers Quay	202,051
• Cape Shore Development Assoc St Bride's	411,491
• Cape Shore Area Folk Arts Assoc Branch	107,423
• Carmelite House Interfaith Committee Grand Falls	113,152
• Central Training & Consulting Inc Gander	258,217
• Central Business Development Centre Windsor	100,280
• Central Nfld Community College Grand Falls	375,463
• Central Development Assoc Parsons Pond	260,631
• Central Nfld Community Futures Committee Windsor	350,000
• City of St John's Economic Development St John's	139,949
• Community Council of Biscay Bay Biscay Bay	177,889
• Community Council of Pinware Pinware	136,561
• Community Diversification Corp Port aux Basques	339,229
• Community of Ferryland Ferryland	112,846
• Community Services Council St John's	428,551
• Compu College School of Business St John's	172,361
• Computer Supplies Ltd St John's	512,437
• Conception South Intergrated School Board Manuels	112,410
• Congregation of Christian Brothers St John's	200,000
• Department of Employment & Labour St John's	304,091
• Dept of Education Curriculum Div St John's	100,000
• Eagle River Development Assoc Cartwright	116,192
• Early Childhood Training Centre St John's	558,756
• East End Convenience St Anthony	142,131
• Eastern Community College Burin	1,189,669
• Exploits Valley YMCA Grand Falls	116,756
• F A Maher Ltd Freshwater	130,761
• Fairhaven Local Development Committee Placentia	112,209
• Fisher Institute of Applied Arts Corner Brook	129,822
• Fisherman's Training Inc St John's	290,150
• Fishery Products International Ltd St John's	516,892
• Forestry Training Coordinating Group Corner Brook	551,557
• Gander Area Community Futures Gander	390,000
• Gander Area Development Corp Gander	140,071
• Gander Area/ Hamilton Sound Dev Assoc Carmanville	115,359
• Gander Campus/Central Nfld Comm College Gander	603,101
• Gander Community Employment Corp Gander	191,101
• Gander Rod and Gun Club Gander	134,658
• Gateway Seafoods Ltd Port aux Basques	851,676
• Gateway Status of Women Council Port aux Basques	146,898
• Girl Friday Ltd St John's	294,516
• Goulds Agricultural Society Goulds	120,934
• Governor's Park Inc Ltd St John's	100,557
• Gran-For-Line Assoc for Mentally Handicapped Fortune	110,419
• Greater Humber C F Committee Corner Brook	336,706
• Greater Lamaline Area Dev Assoc Lamaline	155,095
• Green Bay Economic Development Ass Springdale	217,817
• Hamett Power & Company St John's	1,013,894
• Hospitality Nfld St John's	280,206
• Hub Physically Handicapped Service St John's	161,154
• Humber Community YMCA Corner Brook	244,655
• Humber Valley Development Assoc Deer Lake	169,454
• I Scream Delight Ltd Harbour Grace	828,559
• Innovative Regional Community Futures Port aux Basques	3,047,375
• Institute of Fishery & Marine Technology St John's	159,264
• Isthmus Development Assoc Bellevue	102,918
• James Hornell Boy's & Girl's Club Buchans	122,876
• John Howard Society St John's	231,042
• Joint Apprenticeship & Trng Council St John's	454,600
• Keyin Technical Training Ltd St John's	156,831
• Labrador Community College Happy Valley	108,282
• Labrador Community Futures Comm Wabush	263,595
• Labrador Fisherman's Union Shrimp Assoc Mary's Harbour	115,977
• Labrador Friendship Centre Happy Valley	123,929
• Labrador Venture Capital Happy Valley	175,213
• Lawrence College Inc St John's	669,076
• Lewisporte Area Development Assoc Lewisporte	318,058
• Long Range Business Development Centre Stephenville	123,842

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Long Range Community Futures Committee Stephenville	518,472
• Marine Institute St John's	698,377
• Memorial University of Nfld St John's	100,000
• MUN—Admin Dept St John's	100,000
• Memorial University—Dept of Human Resources St John's	100,424
• Mundy Pond Athletic Assoc St John's	131,078
• Museum Assoc of Nfld & Lab St John's	101,102
• Newfoundland Career Academy St John's	1,210,122
• Newfoundland Exchequer Account St John's	20,159,340
• Newfoundland Fur Breeders Training Assoc Carbonear	682,284
• Newfoundland Safety Council St John's	126,202
• Nfld & Lab Army Cadet League St John's	100,000
• Nfld & Lab Fed of Agri Trng Org Inc Carbonear	200,000
• Nfld Society for the Physically Disabled St John's	123,477
• North Shore/Bay of Islands Dev Assoc Corner Brook	127,421
• Northern Peninsula Community Futures Parsons Pond	613,413
• Placentia Area Dev Assoc Placentia	608,115
• Point Lance Community Council Point Lance	111,946
• Port au Port Economic Dev Assoc Port au Port	361,384
• Port aux Basques Community Employment Ctr Port aux Basques	195,355
• Pride Assoc of Western Nfld Corner Brook	205,912
• Protected Areas Association St John's	100,441
• Provincial Advisory Council—Status of Women St John's	416,248
• Quidi Vidi/ Rennie's River Development Comm St John's	347,037
• Resource Centre for the Arts St John's	212,821
• Robinson Blackmore Printing & Publishing Grand Falls	277,425
• Salmon Assoc of Eastern Nfld St John's	152,046
• Skills for Success Program St John's	191,525
• South Coast B D C St Albans	100,000
• Southern Avalon Development Assoc Trepassey	101,692
• Special Care Training Co Inc Mount Pearl	195,097
• St John's YM-YWCA St John's	614,291
• St John's Municipal Council St John's	102,000
• St Barbe Development Assoc Plum Point	170,723
• St John's Board of Trade St John's	257,828
• St John's Native Friendship Centre St John's	132,733
• St Mary's Bay North Dev Assoc Colinet	275,327
• Steelcor Industries Inc Buchans	103,779
• Stephenville Fitness Centre Stephenville	270,386
• Straits Development Association Sandy Cove	329,862
• Salvation Army Divisional Head Grand Falls	262,339
• Theatre Nfld & Labrador Corner Brook	113,916
• Town Council of Gambo Gambo	106,629
• Town of Bonavista Bonavista	128,814
• Town of Dunville Dunville	116,398
• Town of Roddickton Roddickton	116,360
• Towns of Northeast Avalon Communities Manuels	113,158
• Trinity Conception C F C Harbour Grace	377,821
• Twillingate NW Island Change Island Dev Ass Newville	463,933
• Upper Trinity South Regional Dev Comm Green's Harbour	200,841
• Vera Perlin Society St John's	473,687
• Victorian Order of Nurses St John's	110,954
• West Nfld Business Corp Corner Brook	149,900
• Western Community College Corner Brook	101,978
• Western Community College Port aux Basques	150,774
• Western Community College Stephenville	585,488
• White Bay Central Development Assoc Main Brook	289,949
• White Bay South Dev Assoc Pollards Point	283,584
• Women Interested in Successful Employment St John's	156,329
• Women's Enterprise Bureau St John's	380,453
• Yesterdays Youth Club St Mary's	135,149
• YM-YWCA Youth Enterprise Centre St John's	400,000
• The 10076 Nfld Inc Port aux Basques	162,500
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• A E Whidden Trailer Court Ltd Antigonish	375,013
• Acaciaville Baptist Church Digby	134,511
• Advanced Technical Training Centre Dartmouth	323,698
• Air Sea Realty Limited Digby	139,182
• Annapolis Ventures Limited Middleton	115,000
• Annapolis/Kings Regional Industrial Training Committee Middleton	253,184
• Associated Homes for Special Care Dartmouth	360,706
• Automotive Regional Industrial Training Committee Dartmouth	242,509
• BCS Business Consulting Sydney	155,596
• Blue Water Business Development Corporation Sheet Harbour	129,050
• Bruce Chev Olds Ltd Middleton	109,991
• C P Personnel and Contracting Dartmouth	230,490
• CL Douglas and Associates Dartmouth	268,055
• CAMAC Holdings Ltd Halifax	260,339
• Cape Breton Business College Sydney	282,543
• Cape Breton Family YMCA Sydney	188,434
• Cape Breton Precision Components North Sydney	370,014
• Cape Breton Regional Industrial Training Committee Sydney	666,268
• Career Alternatives Training Services Bridgewater	138,536
• Centre for Community Economic Development Sydney	123,158
• Centre for Human and Organizational Development Sydney	278,271
• Crawley Management Training Association Armdale	279,313
• Cumberland Development Corporation Ltd Amherst	149,153
• Cumberland Regional Industrial Training Committee Amherst	322,932
• Dartmouth Adult Vocational Training Campus Dartmouth	494,373
• Dartmouth Chamber of Commerce Dartmouth	396,217
• Department of Advanced Education & Job Training Lawrencetown	110,972
• Digby County Regional Industrial Training Committee Digby	185,891
• Eastern Shore Regional Industrial Training Committee Musquodoboit Harbour	199,871
• Eskasoni Band Council Eskasoni	111,126
• Eskasoni Economic Development Corporation Eskasoni	109,411
• Finley-Punnett Associates Ltd Amherst	274,514
• Forest Regional Industrial Training Committee Armdale	423,775
• Global Information Services International Halifax	130,168
• Great Northern Peninsula Plum Point T-N	115,549
• Guysborough County Business Development Guysborough	171,272
• Guysborough Volunteer Fire Department Guysborough County	276,447
• Halifax District School Board Halifax	240,742
• Haltran's Industries Group Halifax	109,552
• Heather Pharmacy Limited Lockeport	219,030
• Hospitality Newfoundland and Labrador St John's T-N	144,780
• HRDA Training Division Halifax	343,558
• Industrial Cape Breton Board of Trade Sydney	461,692
• Inverness District School Board Port Hood	119,589
• Johnston and Johnston Consultants Sydney	326,911
• LR Ettinger & Sons Ltd Shubenacadie	139,151
• Lakeside Community Association Richmond County	157,874
• Maritime Fishermen's Union Glace Bay	104,042
• Metropolitan Immigrant Settlement Association Halifax	280,524
• Micmac Native Friendship Centre Halifax	555,702
• Millbrook Women's Club Truro	111,011
• Minister of Finance Province of Nova Scotia Halifax	10,774,524
• Municipality of Argyle Tusket	483,125
• Municipality of Clare Little Brook	172,014
• Municipality of the County of Cape Breton Sydney	108,500
• Municipality of the District of Shelburne Shelburne	163,792
• Municipality of the District of Barrington Barrington	128,669
• NS Community College—Nautical Institute Port Hawkesbury	616,867
• Northside Economic Development Association Sydney Mines	126,100
• Northwood Care Incorporated Halifax	111,055
• Nova Scotia Community College Springhill	166,386
• Nova Scotia Dragger Fishermen's Association Yarmouth	170,946
• Nova Scotia Teachers Union Halifax	1,353,349
• O'Leary and Associates Sydney	107,171
• Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay	117,707
• Opportunity Access Amherst	170,973
• Paroisse Sacré-Coeur de Saulnierville Saulnierville	807,580
• Pictou County Business Opportunities New Glasgow	108,313
• Pictou County Regional Industrial Training Committee New Glasgow	308,274
• Pictou Landing Band Council Trenton	117,072
• Pine Grove Store Kentville	149,446

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Queens Home for Special Care Corporation Liverpool	167,790
• RK MacDonald Nursing Home Antigonish	108,572
• Retraining Computer Academy Ltd Kentville	465,682
• SK Bell Consulting for Health Halifax	133,553
• Sackville Chamber of Commerce Lower Sackville	312,433
• School of Occupational Therapy Halifax	285,195
• Scotia Career Academy Limited Lower Sackville	107,210
• Scotia-Fundy Catch Monitoring Association Halifax	872,374
• Shelburne County Business Development Shelburne	471,188
• Skills Development Ltd Dartmouth	193,292
• South Shore Tourism Association Shelburne	180,726
• Sydney Ventures Ltd Sydney	109,416
• Target Marketing Inc Stellarton	185,668
• The Confederacy of Mainland Micmac Truro	204,154
• The Halifax Board of Trade Halifax	227,170
• The YMCA of Halifax Halifax	349,337
• Three-N-One Service Centre North Sydney	385,504
• Tideview Terrace Digby	117,122
• Tourism Regional Industrial Training Committee Halifax	388,315
• Town of Clark's Harbour Clark's Harbour	109,733
• Town of Glace Bay Glace Bay	404,246
• Trucking Regional Industrial Training Committee Middleton	221,995
• University College of Cape Breton Sydney	268,721
• Vincent - Englehart Limited Halifax	208,367
• Voyageur Motel Yarmouth	185,503
• Wagmatcook Band Council Baddeck	143,916
• Watters English Insurance Services Pictou	190,282
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh	119,260
• Windsor West Hants Business Development Centre Windsor	151,818
• Windsor-West Hants Regional Industrial Training Committee Windsor	252,142
• Worker's Compensation Board of Nova Scotia Halifax	266,929
• YWCA Halifax Halifax	1,235,000
• Yarmouth Agricultural Society Yarmouth	107,400
• Yarmouth County Regional Industrial Training Committee Yarmouth	362,669
• Yarmouth Development Corporation Yarmouth	142,183
• Yarmouth Regional Business Corporation Limited Yarmouth	173,505
Région du Nouveau-Brunswick—	
• ASK Development Ltd Moncton	173,415
• ACGC Agriculture CGCP Edmundston	176,780
• AD MI Consulting Ltd Fredericton	101,671
• ADEL Kent LEDA Buctouche	224,856
• Aide Communautaire Inc Brantville	145,931
• Amulet Consulting Ltd Fredericton	907,529
• Atelier RADO Inc Edmundston	248,616
• Atlantic Career Consultants (NB2000) Corp Moncton	460,988
• Atlantic Provinces Trucking Association Riverview	1,455,793
• Atlantic Salmon Demonstration St George	229,960
• Board of School Trustees Boiestown	118,583
• Board of School Trustees Chatham	111,229
• Board of School Trustees Chipman	124,203
• Board of School Trustees District 26 Fredericton	385,492
• Board of School Trustees Moncton	158,612
• Board of School Trustees Newcastle	132,216
• Board of School Trustees District 20 Saint John	160,762
• Board of School Trustees District 42 Bathurst	177,390
• Burnt Church Indian Band Legaceville	150,857
• CADC Kent CFC Buctouche	136,382
• CADC Nepisiguit Petit Rocher	313,182
• CADC Peninsula Acadienne Caraquet	364,601
• CADC Restigouche CFC Campbellton	333,512
• CADC Victoria Madawaska CFC Grand Falls	239,840
• Campbellton Lions Club Campbellton	113,194
• Campobello Fishermen's Assoc Campobello	124,105
• Centre d'aide aux entreprises de Restigouche Inc Campbellton	146,593
• Centre d'entrepreneurship Chaleur Beresford	175,110
• Centre d'interpretation des mines & minerals Petit Rocher	111,876
• Centre de bénévolat de la Péninsule Caraquet	248,260
• Centre Universitaire St Louis Maillet Edmundston	395,577

	$
• Charlotte County Branch CMHA St Stephen	157,754
• Charlotte County Community Futures Committee St George	271,743
• Charlotte County Development Corporation Inc St Stephen	124,316
• City of Campbellton Campbellton	1,491,300
• City of Moncton Moncton	155,320
• Club au bel âge de Caraquet Caraquet	334,009
• Club sportif Pont Lafrance Pont Lafrance	197,202
• Collège Communautaire du N-B Bathurst	1,509,755
• Collège Communautaire du N-B Campbellton	352,678
• Collège Communautaire du N-B Dieppe	835,351
• Comité d'implantation Radio Comm Campbellton	105,112
• Community Mental Health Inc Woodstock	206,306
• Compagnie des jeunes travailleurs du Nord-Ouest Inc Edmundston	278,005
• Complexe sportif régional d'Edmundston Edmundston	107,527
• Conseil Loisirs de Ste-Irène Tracadie	113,147
• Conseil Scolaire #32 Grand-Sault	150,379
• Conseil Scolaire #33 Edmundston	176,857
• Conseil Scolaire #39 Richibucto	177,629
• Conseil Scolaire District #5 Caraquet	110,552
• Conseil Scolaire District #13 Shediac	336,782
• Conseil Scolaire Gerald Ferguson Tracadie	387,436
• Construction Education and Training Corp of Fredericton	2,565,832
• Covered Bridge Recreation Ltd Hartland	113,934
• Creative Employment Opal Inc Petitcodiac	112,255
• Dorchester Heritage Properties Committee Dorchester	106,956
• Early Childhood Coalition Petite Enfance Inc Fredericton	407,015
• Eastern Business Computer Institute Inc Saint John	406,810
• Eastern Charlotte Assoc Pennfield	162,081
• Eel Ground Indian Band Newcastle	201,189
• Equity NB Equity Fredericton	141,401
• Family Services (Sussex) Inc Sussex	147,225
• Foyer Notre-Dame-de-Lourdes Inc Bathurst	100,118
• Fredericton Non-Profit Housing Fredericton	180,032
• Grand Manan Fisherman's Union Grand Manan	139,592
• Hamilton Carter Ltd Fredericton	1,080,905
• Hampton Senior Resource Centre Inc Hampton	379,224
• Hospitality N B Training Coordinators Inc Fredericton	259,757
• JMD Training Consultants Corp Moncton	550,540
• Job Oriented Training Inc Fredericton	272,825
• Jobs Unlimited Inc Fredericton	143,983
• John Howard Society Fredericton	235,447
• Kingsclear Indian Band Kingsclear	211,015
• L'Erudit Inc St-Joseph-de-Madawaska	165,068
• L'Erudit Inc Edmundston	273,109
• La Commission Scolaire Beresford	191,513
• La Commission Scolaire Shippagan	181,202
• La Coopérative des Montagnes Edmundston	122,088
• Lake Utopia Paper St George	149,985
• Les Entreprises CNN Ltée Lamèque	262,022
• Les Forces-Vives Inc Caraquet	212,711
• Les Résidences Inkerman Inc Inkerman	197,742
• Les Résidences Mgr Chiasson Shippagan	112,250
• Meier Foodservice Consulting Ltd Halifax	205,258
• Ministre des Finances Fredericton	10,854,480
• Miramichi Community Futures Inc Chatham	1,709,469
• Miramichi LEAD Inc Chatham	132,860
• Miramichi Physically Disabled Chatham	132,626
• Miramichi Pulp and Paper Newcastle	990,995
• Modern Business College Ltd Saint John	156,227
• Municipalité de Paquetville Paquetville	191,205
• Municipalité de Pointe-Verte Pointe-Verte	117,620
• Municipalité de St-Louis-de-Kent St-Louis-de-Kent	102,349
• NB Aboriginal Peoples Council Fredericton	200,073
• NB Forest Products Association Ltd Fredericton	197,577
• NB Motor Vehicle Repair Training Committee Inc Saint John	262,686

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• NB Pulp and Paper CGCP Inc Nackawic	117,788
• New Brunswick Community College Chatham	455,673
• New Brunswick Community College Fredericton	591,251
• New Brunswick Community College Moncton	1,285,290
• New Brunswick Community College Saint John	878,409
• New Brunswick Community College St Andrews	311,064
• New Brunswick Community College Woodstock	481,561
• New Brunswick Salmon Growers Association In St George	148,937
• New Lease Inc Saint John	234,891
• New Options for Women Moncton	246,107
• North Shore Micmac District Council Newcastle	149,950
• Oromocto Indian Band Oromocto	177,178
• Oromocto Youth Training Centre Oromocto	346,478
• Papineau Indian Band Bathurst	119,190
• Pèse Pêche Shippagan	195,818
• Placement Plus Ltée Bathurst	205,850
• Progressive Planning Ltd Fredericton	219,966
• Restigouche Employment and Training Agency Campbellton	223,021
• Saint John Learning Exchange Ltd Saint John	414,849
• Saint John Shipbuilding Inc Saint John	232,340
• Saint John YM/YWCA Saint John	480,628
• School District 25 Oromocto	201,776
• School District 28 & 29 Woodstock	195,375
• Skills Development Ltd Saint John	663,653
• Société d'aide à l'entreprise Tracadie	152,294
• Société des Jardins Botaniques Edmundston	134,504
• South East LEAD Corp CLE du Sud-Est Shediac	147,359
• Southwest Valley Development Corp Harvey Station	145,860
• St Anne Nackawic Pulp Co Ltd Nackawic	385,219
• St Mary's Indian Band Fredericton	161,309
• The Carleton Memorial Hospital Woodstock	237,917
• The Charlotte County Hospital St Stephen	147,363
• Tobique Economic Dev Corp Perth-Andover	102,157
• Tobique Indian Band Perth	442,180
• Town of St George St George	126,257
• Un pas de l'avant Inc Bathurst	358,298
• Union of New Brunswick Indians Fredericton	190,983
• United Way of Greater Saint John Saint John	303,669
• Université de Moncton Moncton	137,955
• University of New Brunswick Fredericton	328,048
• University of New Brunswick Saint John	223,406
• Victoria Madawaska-South Business Dev Grand Falls	142,688
• Villa Beauséjour Inc Caraquet	107,938
• Village de LeGoulet LeGoulet	173,428
• Village de St Jacques St Jacques	100,425
• Village de Ste-Marie St-Raphael Ste-Marie St-Raphael	157,546
• Village of Centreville Centreville	101,879
• Village of McAdam McAdam	130,225
• Vocational/Residential and Health Services Inc Saint John	843,802
• Wink Industries Ltd Caraquet	631,462
• Woodstock Lions Club Woodstock	110,113
• Worker's Compensation Board Saint John	511,294
• YM-YWCA Fredericton	230,910
• York County Prop Fredericton	108,875
• Youth Corps Inc Moncton	367,389
Région de l'Île-du-Prince-Édouard—	
• Area Women About Re-entry (aware) Montague	147,438
• Canada Games 1991 Charlottetown	137,493
• Community Futures Committee of Wp O'Leary	100,925
• Eastern Ventures & Development Georgetown	143,452
• Holland College Vocational Division Charlottetown	112,319
• Interagency Committee Montague	224,201
• Leadership Development Associates Charlottetown	203,739
• Master Cleaners Charlottetown	400,781
• Minister of Finance Charlottetown	2,408,536
• O'Leary Promotion O'Leary	225,000
• Souris Youth Justice Committee Souris	117,825
• Boy's & Girl's Club of Summerside Summerside	150,002
• East Prince Women's Information Summerside	113,885
• Tourism Industry Accoc of PEI Charlottetown	217,926
• West Prince Development Corporation O'Leary	105,989
• West Prince Ventures Ltd Alberton	145,699
• Worker's Compensation Board Charlottetown	255,500
Région du Québec—	
• Accès santé mentale cible travail Montréal	411,000
• Action intervention jeunesse Laval	510,392
• Adia canada ltd Montréal	268,260
• Afro-canada citizens enhancement Montréal	229,309
• Aide & intégration jeunesse travail Beloeil	384,698
• Aiguillage Estrie inc centre Sherbrooke	445,000
• Air alliance inc Ste-Foy	182,291
• Air transat St-Janvier Mirabel	236,580
• Alcan isle maligne Alma	144,462
• Animania les ateliers de cinéma de Montréal	103,713
• Archeo-08 Rouyn-Noranda	133,835
• Arriscraft corporation Cambridge Ont	104,090
• Ass des centres d'aide aux entreprises Montmagny	102,800
• Ass des jeunes innovateurs regr Rawdon	125,000
• Ass féminine d'éducation et d'action sociale St-Gédéon	122,000
• Ass natl industrie du bois de Rivière-du-Loup	268,059
• Ass regroupant les femmes en emploi non traditionel Jonquière	152,293
• Ass chasse et pêche des anses Chandler	135,807
• Atelier de réadaptation travail Hull	317,747
• Atelier de préparation à l'emploi Charlesbourg	394,295
• Atelier de travail jeunesse 01 inc Rimouski	394,027
• Atelier de vieilles forges inc Trois-Rivières	227,538
• Avenue jeunesse inc Repentigny	100,574
• Aviron institut technique Québec	195,821
• Banque nationale du Canada Montréal	167,513
• Beauce Jeunesse emploi inc St-Georges-de-Beauce	446,731
• Bexel div de la coop fédérée St-Jean-Baptiste de Rouville	113,547
• Bombardier inc Montréal	646,169
• Bonneterie Paris Star inc Montréal	122,350
• Boulangerie H Charbonneau inc Ste-Agathe	155,401
• Boulangerie Weston ltée Longueuil	161,796
• Boulot Vers le Montréal	214,000
• Boutique au Petit Pichou inc Îles-de-la-Madeleine	156,264
• Brador Fishermen's Committee Brador Bay	128,574
• Bureau Référence intervention jeunesse Sherbrooke	402,832
• CC Chibougamau Chibougamau	124,997
• COFJQ Centre Mauricie Hiver Shawinigan	233,230
• CSR Provencher Nicolet	170,395
• CADC Chibougamau Chapais Chapais	103,918
• CADC de la MRC de Manicouagan Baie-Comeau	117,371
• CADC Haute Côte Nord Les Escoumins	127,378
• CADC Papineau Masson	106,227
• CADC Pays d'en Haut et Laurentides Ste-Adèle	121,776
• CADC Rouyn-Noranda régional Rouyn-Noranda	100,394
• CADC Témiscouata Dégélis	120,928
• Cadre Temis Ville Dégélis	114,151
• CAE Haut St Maurice La Tuque	154,595
• CAE Adelim inc Cap-aux-Meules	114,500
• CAE Bas Richelieu inc Sorel	115,590
• CAE Bas-Saguenay inc ville La Baie	136,927
• CAE Bellechasse Etchemins St-Léon-de-Standon	116,729
• CAE Centre Mauricie inc Shawinigan	123,000
• CAE Chibougamau Chapais Chibougamau	128,224
• CAE Comté Jonquière Lac St-Jean St-Ambroise	130,360
• CAE Côte-Nord inc Sept-Îles	148,000
• CAE de l'or blanc Asbestos	119,000
• CAE de la Matapedia inc Amqui	129,949
• CAE de la Mitis Mont-Joli	103,000
• CAE de la MRC de Maskinongé Louiseville	121,930
• CAE de la MRC de Rivière-du-Loup Rivière-du-Loup	129,639
• CAE de la Neigette Ste-Blandine	145,037
• CAE de la région de Matane inc Matane	144,539
• CAE de la région de Mégantic Lac Mégantic	141,000
• CAE de la région de Mont-Laurier Mont-Laurier	135,826
• CAE de Montmagny L'Islet Montmagny	100,000
• CAE de Portneuf inc Cap-Santé	115,000
• CAE de Témiscouata inc Dégélis	151,000
• CAE des Basques inc Trois-Pistoles	130,000

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• CAE des Bois Franc Victoriaville	137,000
• CAE des Laurentides Ste-Adèle	128,887
• CAE de Haut Richelieu inc St-Jean-sur-Richelieu	139,440
• CAE du Kamouraska La Pocatière	155,000
• CAE Gaspé-Nord Ste-Anne-des-Monts	134,825
• CAE Harricana inc Amos	139,001
• CAE Haute Côte-Nord inc Les Escoumins	124,500
• CAE Lac St-Jean est inc Alma	131,583
• CAE Lac St-Jean ouest inc Roberval	147,000
• CAE Maria Chapdelaine Dolbeau	124,885
• CAE Nicolet Bécancour St-Grégoire Bécancour	165,500
• CAE Papineau inc Buckingham	153,362
• CAE région d'Acton Acton Vale	132,548
• CAE Senneterre inc Senneterre	143,405
• CAE Thetford & la Région Thetford Mines	150,100
• CAE Val St-François Windsor	113,213
• CAE Vallée de l'or Val d'Or	103,000
• CAE Vallée de la Batiscan St-Stanislas	115,000
• CAE Vallée de la Gatineau inc Maniwaki	137,680
• Café Rodo Sherbrooke	131,422
• Caisse Populaire Confédération Lévis	130,135
• Camco inc Montréal	171,201
• Carrefour communautaire Rosemont entre Gens Montréal	113,839
• Carrefour des femmes d'Anjou inc Anjou	101,691
• Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais Gatineau	588,676
• Carrefour Multi-Ethnique St-Laurent St-Laurent	238,407
• Cascades Kingsey Falls	160,029
• Cégep de Rimouski Rimouski	126,231
• Celanese Canada inc Drummondville	166,255
• Centre communautaire de Loisir Sherbrooke Sherbrooke	170,750
• Centre d'accueil Charleroi Montréal-Nord	263,852
• Centre d'accueil des Laurentides St-Jérôme	148,456
• Centre d'action bénévole St-Siméon New-Carlisle	101,613
• Centre d'aide pour l'installation Montréal	174,551
• Centre de création d'entreprise Québec	130,654
• Centre des femmes la Moisson Dorion	100,832
• Centre de form tech en conc Montréal	275,938
• Centre de formation en carrosserie St-Jean-sur-Richelieu	449,425
• Centre de formation Nutshimiuatus Sept-Îles	444,000
• Centre de gestion et d'innovation Coaticook	116,051
• Centre de plein-air Le Montagnais Dégélis	190,119
• Centre de réadaptation cinquièmes Beauport	116,537
• Centre de référence pour femmes Thetford Mines	133,658
• Centre des femmes de Laval Laval	232,410
• Centre des femmes de Mtl Montréal	151,711
• Centre émersion Manicouagan inc Baie-Comeau	493,191
• Centre formation emploi 16-17 inc Québec	368,531
• Centre Haitien regroupe intégration Montréal	109,871
• Centre hospitalier Jonquière Jonquière	111,260
• Centre local serv commun centre de la Mauricie Shawinigan	238,220
• Centre récréatif de Paspédiac Inc Paspédiac	119,871
• Chambre de commerce de l'Anse au Griffon Anse au Griffon	127,001
• Chambre de commerce Mont-Laurier	218,494
• Chambre de commerce Rivière-du-Loup	130,128
• Chambre de commerce senior St-Raymond St-Raymond	100,987
• Chinese family services greater Montreal	176,387
• Chisasibi band council Chisasibi	130,872
• Ciment Québec inc St-Basile	120,568
• Clare holt and associates Hull	191,376
• Clé Pontiac lead inc Campbell's Bay	121,100
• Clef centre Lanaudière d'emploi de Joliette	290,000
• Clsc St-Michel Montréal	100,406
• Club ado Gadbois Montréal	166,906
• Club de curling de Roberval art 25 Roberval	106,250
• Club de golf Baie Comeau (1983) inc Baie Comeau	142,500
• Club de golf Chibougamau Chapais inc Chibougamau	130,241
• Club optimiste Mont St-Hilaire Mont St-Hilaire	398,992
• CN Rail St-Laurent	577,200
• Coffre inc St-Jean-sur-Richelieu	405,033
• Collectif des femmes imm du Qué Montréal	286,249
• Collectif formation travail du KRTB St-Cyprien	393,640
• Com de la santé sécurité trav Qué Montréal	1,613,983

	$
• Comité action chômage St-Maurice de L'Echoueri	351,709
• Comité des loisirs de Grande-Entre Îles-de-la-Madeleine	230,643
• Comité des loisirs de Grande-Rivière Grande-Rivière	254,687
• Comm scolaire de Jonquière Jonquière	109,534
• Comm scolaire reg Tardivel Donnacona	154,625
• Comm scolaire des moissons Beauharnois	100,801
• Commerce École de Québec Québec	193,679
• Commission scolaire de Chomedey Laval	118,251
• Commission scolaire de Trois-Rivières Trois-Rivières	140,497
• Commission scolaire la Neigette Rimouski	102,360
• Commission scolaire régionale de Longueuil	103,384
• Commission scolaire Vallée de la Buckingham	100,930
• Communications Ericsson inc Montréal	101,156
• Compagnie des jeunes travailleurs Chicoutimi	456,869
• Concertation éducative et culturelle Drummondville	351,986
• Conseil de la nation Atikamekw La Tuque	105,331
• Conseil touristique d'Alma inc Alma	304,650
• Consoltex inc Montréal	108,235
• Consumers Glass Montréal	171,565
• Corp Centre alpin Mt-Edouard inc Anse-St-Jean	799,038
• Corp ctre Plein air Mont Lac Vert Herbertville	881,813
• Corp de Centre culturel et commun St-Georges	105,201
• Corp dev econo et comm centre Montréal	222,537
• Corp dev or blanc inc Asbestos	145,491
• Corp form dev en exploration Rouyn-Noranda	164,336
• Corp mun de Ste-Germaine de l'Anse aux Gascons Gascons	280,147
• Corp sans emplois comité de Gasp Cloridorme	110,488
• Corp dev eco paroisse St-Elzéar St-Elzéar	332,209
• Corp gest et prom Acton Vale inc Acton Vale	198,455
• Cree business development center Waswanipi	151,090
• Crème Sherbrooke	469,166
• CTCF International div ADT Cana St-Laurent	203,087
• Ctre Coop Val Neigette Rimouski	202,000
• Ctre Région Mégantic ccpem Lac Mégantic	275,509
• Desnoyers Racine inc centre gestion Hull	165,676
• Dir formation profes/minis éducat Québec	462,890
• Dominion Bridge-Québec Lachine	145,465
• Dominion Textile inc St-Laurent	141,083
• Donohue Matane inc Québec	1,752,293
• Eastern Townships citizen advo Mansonville	159,441
• École commerciale du Cap Cap-de-la-Madeleine	200,352
• École du routier professionnel du Québec St-Léonard	308,716
• École entreprise inc Mtl Montréal	140,335
• Edumicro inc Montréal	346,752
• Electro-Robot F ltée Granby	325,200
• Envol sercice de retour au travail Hull	229,000
• Epoc Montréal inc Montréal	1,000,000
• FRAPPE Montréal	179,313
• Faune Pohenegamook inc Pohenegamook	177,350
• Femme rond point centre de la Trois-Rivières	327,700
• Femmes du Saguenay accès travail Jonquière	408,600
• Ferblanterie dulev inc Trois-Rivières	105,239
• Festival juste pour rire Montréal	248,263
• Ficelles pour l'accès des femmes Rimouski	191,723
• Firestone Canada inc Joliette	262,240
• Fisherman committee Kagaska Kagaska	100,020
• Fondation François Pilote inc La Pocatière	117,698
• Fondation Godeproy Laviolette Ste-Thérèse	187,992
• Fondation ressources jeunesse Montréal	241,755
• Formation info-technique inc Vaudreuil	381,948
• Formation pro-active SR inc Drummondville	319,683
• Formation plus inc Montréal	247,255
• GE Canada Mississauga Ont	327,063
• Geckorp inc St-Léonard	119,845
• General Motors du Canada ltd Ste-Thérèse	417,309
• Gestion jeunesse inc Québec	149,865
• Glaverbec inc St-Augustin	1,273,703
• Gouvernement du Québec Montréal	147,312,223
• Groupe Action-Groulx Ste-Thérèse	352,100
• Groupe conseil Nadeau Paradis Lévis	155,087
• Groupe de consultation pour le maintien et la création Longueuil	312,246
• Groupe information travail Montréal	335,000

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• GSL allocation 1989 inc Rivière-au-Renard	175,131
• Habitat soleil Montréal	134,428
• Halte repit Hochelaga Maisonneuve Montréal	146,056
• Hex technologie d'ordinateur HCT Montréal	128,464
• Himont Canada inc Varennes	206,864
• Hôpital Laval Ste-Foy	107,796
• Hotel Rivière St-Paul Dup Co Québec	253,400
• Hyundai auto Canada inc Bromont	162,592
• IBM Canada ltée Bromont	211,521
• ICD institut carrière et développement Québec	207,751
• Impulsion travail inc Montréal-Nord	402,000
• Inglis ltée Mississauga Ont	214,719
• Institut carrière et développement Montréal	587,752
• Institut de formation autochtone du Québec Loretteville	480,481
• Institut des métiers d'art Montréal	116,964
• Institut national des viandes inc Montréal	217,459
• Institut Teccart Montréal	177,000
• Institut technique aviron Montréal	300,075
• Jean Paul Toure Québec	151,493
• Jeno Neuman et Fils inc Boisbriand	338,030
• Jerôme Landry Matane	127,436
• Jeunes virtuoses de Montréal young Montréal	124,360
• Jeux du Québec comité organisateur Chomedey Laval	129,927
• Kativik Investment Fund Inc Kuujjuaq	129,977
• Kuujjuaq pingatsijimgit Kuujjuaq	150,903
• L'Interval Ste-Lucie Laurentides	173,509
• L'Hirondelle comité d'accueil inter Montréal	315,510
• La Bivoie inc Alma	367,313
• La corporation touristique du Haut Trinité-des-Monts	186,102
• La fonderie CSF Montréal	669,149
• La puce communautaire Montréal	206,687
• Lab Chrysotile inc Thetford-Mines	173,375
• Lar machinerie Matagami inc Matagami	118,558
• Le groupe CPO inc Granby	617,588
• Le groupe comessa Montréal	204,663
• Leroux et Ass Lévis-Lauzon	117,933
• Les amis anciens combattants regi Charlesbourg	181,434
• Les consultants 3LM inc St-Eustache	491,542
• Les elles du nord St-Jérôme	403,251
• Les Papiers Scott ltée Vancouver C-B	103,075
• Les productions du cirque du soleil Montréal	244,982
• Maison des jeunes magi mercieroues Montréal	171,639
• Mil Tracy Sorel	218,811
• Minéraux Noranda inc Rouyn-Noranda	200,028
• Module formation int professionnel Rivière-du-Loup	301,655
• Mohawk Council de Akwesasne Cornwall Ont	183,641
• Motivation jeunesse inc Montréal	110,570
• Mouvement des jeunes travail MRC St-Eustache	320,000
• Multimarques inc Montréal	147,989
• Mun de l'Île du Havre-Aubert Havre-Aubert	373,734
• Municipalité de Grande-Vallée Grande-Vallée	119,559
• Municipalité de la côte nord Chevery	180,492
• Municipalité de la Grosse Île Îles-de-la-Madeleine	130,808
• Municipalité de Tourelle Tourelle	362,730
• Nationair Canada Mirabel	464,860
• Objectif travail Estrie Sherbrooke	519,000
• Option travail Ste-Foy centre for Ste-Foy	296,399
• Orientation travail corporation tr Québec	414,908
• Ouje Bougoumou Eenuch ass Chibougamau	150,513
• Outillage de précision Drummond inc Drummondville	134,851
• PLACE Rive-Sud projet bas Longueuil	310,638
• Papier Domtar Montréal Windsor	208,214
• Papineau action emploi (SACADA) Buckingham	609,500
• Partage humanitaire Alpel inc Laval	157,266
• Passage travail rive sud Lévis	279,624
• Passage Yamaska Cowansville	367,499
• Petro Canada Montréal	166,066
• Phare CSR jeunesse CLSC Ste-Foy Ste-Foy	108,870
• Philips électronique ltée St-Laurent	193,641
• Plani-com enr Chicoutimi	242,817
• Pratt and Whitney Canada Inc Longueuil	520,804
• Prévost car inc Ste-Claire	482,278

	$
• Produits forestiers Malette Québec St-Raymond	1,293,619
• Professionnel Value service Montréal	233,014
• Programme portage relatif dep drogue in Québec	339,545
• Programme organisation au travail Montréal	426,166
• Projet d'intégration des femmes de Hull	107,226
• Projet l'arbre inc Hull	199,969
• PS jeunesse inc Valleyfield	433,000
• Raoul Guérette inc Ville Dégélis	454,255
• Recherche appliqué pour l'ordinateur Montréal	120,000
• Recherche d'emploi de l'Estrie club Sherbrooke	253,000
• Recherche d'emploi est club de inc St-Léonard	208,000
• Recherche d'emploi Laur(CRELLL) St-Jérôme	388,000
• Recherche d'emploi Montréal Club B Montréal	371,000
• Recherche d'emploi Montréal ouest Montréal	190,000
• Recherche d'emploi Thetford Mines Thetford Mines	211,000
• Regard en elle Repentigny	101,000
• Reg pour la relance écono et soc Montréal	370,494
• Regr des assistés sociaux du bas Richelieu Sorel	104,087
• Regroup des comités d'éduc de la m Amqui	103,377
• Ressource Jeunesse de l'Abitibi Témiscamingue Rouyn-Noranda	445,000
• Rond Point 16 18 inc Montréal	408,750
• Russelsteel inc Montréal	105,388
• S K Foods Lachine	202,573
• Sears Canada inc Toronto Ont	122,040
• Secal Jonquière	203,223
• Semo Ste-Adèle	129,280
• Service d'aide à l'emploi de l'est Montréal	317,000
• Service d'information sco et prof Shawinigan	167,995
• Service régional admission Mtl est Montréal	148,713
• Service Travail Jeunesse inc Victoriaville	397,000
• Shell Canada ltée Montréal	307,539
• Sidac Plaza Chaudière St-Georges	257,319
• Sidbec-Dosco inc Montréal	342,440
• Soc clé Chaudière inc Ste-Marie-de-Beauce	104,300
• Soc gestion village vacances famil Petit Saguenay	131,222
• Soc recherche historique arch Montréal	100,640
• Société de dév Bonavignon inc New Richmond	133,500
• Société de gaz airco Canada Mississauga Ont	194,752
• Société des pêches de Newport inc Newport	113,744
• Société formation indust de l'Estrie Cowansville	283,058
• Société Makivik Lachine	153,283
• Société pétrochimique Kemtec Montréal	166,472
• Société québécoise de l'autisme Montréal	101,032
• Sous traitance industrielle Québec Longueuil	160,596
• Sprint Trois-Rivières inc Trois-Rivières	362,158
• Ste-Monique municipalité Ste-Monique	125,875
• Steinberg Westmount	110,627
• Stone Consolidated Inc Montréal	132,789
• Table de concertation jeunesse Thetford Mines	205,494
• Temeco inc Témiscaming	459,772
• Transition elle inc St-Romuald	388,284
• Travail non traditionnel inc Montréal	540,322
• Travailleurs et travailleuses pote Jonquière	435,000
• Traversée internationale Lac St-Jean Roberval	110,580
• Tremplin travail vallée de la Matapédia Amqui	421,434
• Ultramar Canada inc Montréal	194,273
• Union des pêcheurs côtiers Cap-Chat	157,618
• Université de Montréal Montréal	104,330
• Université du Québec à Montréal Montréal	108,725
• Ville de Jonquière Jonquière	126,380
• Ville de Percé Percé	209,631
• Ville de Québec Québec	121,493
• Ville de Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts	156,753
• Ville de Verdun Verdun	151,010
• YMCA de Montréal Montréal	787,239
• YMCA Notre-Dame-de-Grâce Montréal	107,463
• Youth Skills Development Centre Montréal	433,580
• Yvon Pépin et associés Drummondville	186,311
• Zinc électrolytique du Canada Valleyfield	192,196
Région de l'Ontario—	
• 564154 Ontario Ltd Whitby	357,228

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• 676767 Ontario Inc Peterborough	217,642
• 720383 Ontario Limited Perth	121,728
• 755136 Ontario Inc Peterborough	141,044
• 789032 Ontario Inc Mississauga	102,339
• 795842 Ontario Inc North Bay	175,568
• 868485 Ontario Ltd Brockville	187,297
• 872670 Ontario Ltd Buckhorn	256,072
• Adia Canada Ltd Ottawa	274,118
• Algonquin College of App Arts Perth	340,561
• Anigawncigig Institute Peterborough	755,715
• Anokeewin Kenomadee Gamik Training Sioux Lookout	320,348
• Assoc Canadienne-Francaise Del Hamilton	257,007
• Association for the Mentally Retarded North Bay	231,073
• At Your Service Ottawa	367,950
• Atikokan Community Training Atikokan	131,969
• Atikokan Cope Atikokan	210,633
• Atikokan Ec Dev Corp Atikokan	200,000
• Aylmer Resource Centre Aylmer	181,200
• Bancroft and Haliburton Bancroft	434,663
• Barrie and District Training Barrie	122,690
• Barrie and District Training Council Barrie	707,658
• Beausoleil First Nation Christian Island Christian Island	139,164
• Big Trout Lake Training Program Sioux Lookout	243,847
• BLM Consulting Associates Ltd Brantford	119,164
• Board of Education for the City of North York	109,515
• Brant Count Business Incentive Brantford	119,170
• Brant Industrial Training Brantford	299,602
• Brantford Industrial Training Brantford	425,519
• Brockville Leeds BDC Brockville	149,308
• Business Concepts Sault Ste Marie	185,955
• Business Development Centre Fort Erie	285,547
• CADC de la Région de Hawkesbury Hawkesbury	600,000
• Cambridge Industrial Training Comm Cambridge	756,941
• Canadian Centre for Advanced Fil North York	250,039
• Canadian Contruction Association Ottawa	115,000
• Canadian Council for Native Business Toronto	729,475
• Canadian Institute of Business Windsor	246,509
• Canadian Opera Company Toronto	214,438
• Canadore College of Applied Arts North Bay	230,554
• Capri Sudbury	272,882
• Carlington Community Resource Ce Ottawa	152,823
• Carleton Place Chamber of Commerce Carleton Place	128,323
• Carrier Development Institute Oshawa	159,244
• Catholic Immigration Centre Ottawa	191,173
• Centennial College of Applied Arts Scarborough	150,760
• Centennial College Scarborough	128,217
• Centre d'accès pour Femmes Ottawa	423,737
• Centre des Services Communautaires Vanier	104,943
• Centre of Advancement in Work Etobicoke	304,008
• Cerebral Palsy Assoc of Windsor Windsor	103,096
• Chamber of Commerce Niagara Falls Niagara Falls	126,857
• Chatham and District Chamber of Chatham	227,659
• Chatham Corp of the City of Chatham	109,522
• Chatham/Kent SM Bus Support Chatham	128,445
• Chippewa of the Thames First Nat Muncey	130,345
• Chippewas of Kettle and Stony Point Forest	232,384
• Citizen Action Group Hamilton	118,961
• City of Toronto Toronto	118,989
• Coalition of Visible Minority Toronto	138,919
• COFTM-Centre Francophone Toronto	156,088
• College Cambrian College Sudbury	271,278
• Collingwood and District Collingwood	336,725
• Committee for Skills Development Fort Frances	477,096
• Community Living-Stormont County Cornwall	171,268
• Community Resource Centre Ltd Sault Ste Marie	176,721
• Conestoga College of Applied Arts Kitchener	368,827
• Confederation College Thunder Bay	251,049
• Conseil des Écoles Catholiques de l'Orignal	168,809
• Core Community Services Mississauga	196,022
• Corp of the Town of Little Current Little Current	114,030
• Corporation of the Town of Latchford Latchford	104,546
• Corporation of the Township of New Liskeard	271,178
• COSTI-IIAS Immigrant Services Toronto	239,840
• Conseil Écoles Séparées Catholiques de Timmins Timmins	106,634
• Creative Career Systems Owen Sound	347,352
• Drury Street Non-Profit Housing Kapuskasing	113,312
• Dryden Industrial Training 0253XK4 Dryden	196,245
• Duguay Williams Inc Ottawa	239,053
• Durham College Management Centre Oshawa	270,071
• Durham Region Action Committee Whitby	1,348,099
• Dymar Management Consultants Int Mississauga	135,570
• East Algoma BDC Thessalon	174,000
• East Algoma Comm Ind Trng Comm Elliot Lake	138,013
• East Algoma Community Industrial Elliot Lake	987,617
• East Algoma Community Initiative Blind River	194,832
• Eastern Ontario Resettlement Ottawa	259,819
• École Communautaire Cornwall	105,956
• École TR Leger School (119 4th) Cornwall	615,200
• Educo Plus London O/A Heritage St Catharines	112,445
• Educo Plus (London) Ltd Ottawa	154,646
• Edupack Inc Brampton	122,697
• Elgin County Industrial Needs St Thomas	502,354
• Elgin YWCA St Thomas	137,085
• Emitac Industrial Trg Adv Comm Scarborough	517,672
• Équipe d'Hygiène Mentale pour Fr Cornwall	137,510
• Ethnocultural Training Advisory North York	419,700
• Etobicoke Board of Education Etobicoke	173,235
• Fanshawe College of Applied Arts London	107,043
• Fanshawe College of Applied Arts London	303,541
• Fanshawe College of Applied Arts St Thomas	118,870
• Fort Erie Native Cultural Centre Fort Erie	196,613
• Fort William First Nation Thunder Bay	113,831
• Fryters Addiction Consultation Stirling	109,936
• Future Visions Inc Mississauga	217,608
• Georgian Triangle BDC Collingwood	110,073
• Greater Peterborough BDC Peterborough	124,074
• Greater Peterborough CFC Peterborough	140,000
• Grey-Bruce Industrial Training Owen Sound	522,942
• Haldimand Dunnville BDC Caledonia	157,337
• Haldimand-Norfolk Industrial Simcoe	530,234
• Haliburton BDC Haliburton	104,233
• Halton and Peel Industries Oakville	2,014,496
• Halton Board of Education Burlington	178,460
• Hamilton Wentworth Third Sector Hamilton	330,558
• Hamilton-Carter Limited Toronto	166,942
• Hamilton-Wentworth Skills Training Hamilton	1,404,627
• Hearst Community Ind Trng Commit Hearst	719,237
• Hospitality Employment Program Hamilton	373,731
• Hostings County Board of Education Belleville	258,087
• Humber College of Applied Art Toronto	345,687
• Huron Employment Liaison Program Clinton	562,947
• Huron Industrial Training Advisory Goderich	100,196
• IDMD Manufacturing Inc Scarborough	104,364
• Industrial Tradescentre For Women Sudbury	383,187
• Ingamo Family Homes Woodstock	167,132
• Institute of Technical Trades Toronto	328,351
• Jewish Vocational Service of Met Toronto	236,554
• John Howard Society of Kingston Kingston	348,368
• John Howard Society of Ottawa Ottawa	299,942
• John Howard Society of Peel Brampton	114,250
• John Howard Society Oshawa	174,251
• John Howard Society Peterborough	336,797
• KW Habilitation Serv Inc Kitchener	147,094
• Kawartha Skills Development Peterborough	118,899
• Kawartha Skills Development Peterborough	297,749
• Kenora Area Committee for Skills Kenora	257,210
• Kent Industrial Advisory Committee Chatham	164,309
• Kent Industrial Training Advisory Chatham	535,201
• Keynorth Office Services Sudbury	393,626
• Keyword Walkey Ottawa	377,903
• Kingston Area School to Employment Kingston	227,751
• Kingston Area Training Advisory Kingston	440,000
• Kingston Learning Centre Inc Kingston	205,692

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Kitchener Waterloo and Guelph Kitchener	255,064
• Kitchener Waterloo and Guelph Kitchener	952,781
• LIUNA Local 183 Toronto	233,497
• Lacloche Manitoulin Bus Assista Gore Bay	129,320
• Lake of the Woods BDC Kenora	113,359
• Lakehead CITC Thunder Bay	917,568
• Lambton College of Applied Arts Sarnia	151,824
• Lambton Industrial Training Sarnia	436,535
• Lambton Industrial Training Sarnia	368,992
• Land O'Lakes Small Business Cor Sharbot Lake	168,576
• Language Training Centre of Ottawa Montréal Qué	385,400
• Laurentian University of Sudbury Sudbury	151,098
• Leeds And Grenville Training Brockville	265,441
• Leeds Grenville County Board of Brockville	152,284
• Lennox Learning Centre Ltd Napanee	158,925
• London Community Resource Centre London	312,496
• London Industrial Training London	1,600,985
• London Youth Project Food Services London	560,426
• Long Point Conservation Authority Simcoe	157,210
• Malton Social Planning Centre Mississsauga	219,748
• Mamaweswen North Shore Tribal Co Blind River	300,000
• Merricraft Inc Merrickville	139,734
• Meta Pre-Vocational Services Inc Belleville	171,525
• Metro Labour Education and Skill Toronto	175,188
• Metro Labour Education Centre Toronto	209,195
• Metro Labour Education Don Mills	324,313
• Metropolitan Toronto YMCA Pickering	201,508
• Midland-Penetanguishene Business Midland	287,441
• Mississauga First Nation Blind River	147,899
• Mohawk College Employ Strategies Hamilton	115,488
• Mohawk College of Applied Arts Hamilton	1,387,894
• Mohawk Council of Akwesasne Cornwall	1,135,576
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto	180,763
• Monarch Youth Auto Refinishers Ajax	282,707
• Moose Factory First Nation Moose Factory	104,116
• Municipality of Metro Toronto	534,603
• Muskoka Employment Training Centre Huntsville	250,498
• National Energy Conservation Ass Ottawa	546,906
• Native Business Institute NBI Ottawa	114,531
• Native People of Thunder Bay Thunder Bay	355,183
• Near North Econ Dev Assn Sturgeon Falls	142,379
• New Enterprise Workshop Inc Toronto	126,659
• Niagara Industrial Training Welland	1,620,424
• Niagara Peninsula Industry Education St Catharines	1,360,145
• Niigwin Skills Development London	356,000
• Nipissing District Industrial North Bay	993,176
• Nipissing East BDC North Bay	147,072
• Nishnawbe-Aski Nation Thunder Bay	170,000
• Nishnawbe-Aski Nation Thunder Bay	285,481
• Nokee Kwe Occupational Skills London	637,441
• Nord-Aski Frontier Development Hearst	200,000
• Norfolk District Business Develop Simcoe	149,353
• Norfolk Women's Community Group Simcoe	139,568
• North Algoma Industrial Training Wawa	491,914
• North Claybelt BDC Kapuskasing	117,696
• North York and York Region Newmarket	2,039,668
• Northern CITC (Marathon) Marathon	110,833
• Northern College of A A and T South Porcupine	862,720
• Northern Community Development Fort Frances	385,937
• Northumberland BDC Cobourg	140,260
• Northumberland Information Cobourg	130,643
• Northwestern Ontario Forestry CE Ear Falls	330,000
• N'Swakamok Native Friendship Cen Sudbury	120,897
• Office Automation Education Cent Toronto	127,282
• Oneida Nation Council of the Southwold Southwold	100,447
• Ontario Business College Thunder Bay	106,574
• Ontario Federation of Agriculture Toronto	1,400,698
• Ontario Furniture Mfg Joint Plan Etobicoke	165,000
• Ontario March of Dimes Nepean	274,021
• Ontario March of Dimes Toronto	280,609
• Ontario Network of Employment Toronto	100,000
• Opportunities Unlimited in York Aurora	170,693
• Orangeville and District Skills Orangeville	176,593

	$
• Orillia and Area Business Orillia	124,109
• Orillia Training Association Orillia	218,624
• Ottawa Carleton Learning Foundation Kanata	156,635
• Ottawa Carleton Learning Foundation Ottawa	175,885
• Ottawa Women's Financial Training Ottawa	424,124
• Ottawa YM/YWCA Ottawa	935,422
• Ottawa Young Men's Young Women's Ottawa	355,595
• Ottawa-Carleton Ind Trng Council Ottawa	1,602,162
• Oxford County Board of Education Woodstock	204,759
• Oxford Industrial Training Group Woodstock	424,422
• Pape Adolescent Centre Toronto	127,398
• Paris Kitchens Paris	116,742
• Parry Sound Area BDC Parry Sound	120,000
• Parry Sound Area Ind Trg Committee Parry Sound	229,698
• Patricia BDC Ignace	124,265
• Peel Board of Education Toronto	485,819
• Peel Board of Education (carrier) Mississauga	157,967
• Perth County Community Industrial Stratford	209,726
• Port Colborne Community Association Port Colborne	336,586
• Port Colborne Wainfleet Economic Port Colborne	161,392
• Port Colborne—Wainfleet CFC Port Colborne	104,208
• Prescott and Russell County Board of Ed Hawkesbury	433,611
• Prescott Welding Program Inc Prescott	355,869
• Prescott-Russell Training Corp Hawkesbury	209,462
• Prince Edward County Bd of Ed Picton	134,919
• Prince Edward County BDC Picton	130,069
• Professional Day Care Systems in Guelph	182,901
• Professional Day Care Systems Ltd Guelph	116,132
• PWL Manufacturing Inc Waterloo	111,944
• PWL Manufacturing Inc Waterloo	141,398
• Quality Design Company Scarborough	114,270
• Quinte Community Trng Committee Belleville	640,397
• Rainy River BDC Fort Frances	130,000
• Regional Municipality of Waterloo Waterloo	142,518
• Regional Municipality of Ottawa Ottawa	108,409
• Renfrew County Industrial Training Renfrew	536,525
• Rhone-Poulenc Canada Inc Mississauga	118,153
• Riverdale Immigrant Women's Cent Toronto	129,131
• Salvadorean Cultural Workshop Ottawa	120,320
• Salvation Army Booth Centre Ottawa	363,923
• Sarnia-Lambton BDC Sarnia	127,000
• Saugeen BDC Hanover	188,892
• Sault College of Applied Arts Sault Ste Marie	179,870
• Sault Ste Marie BDC Sault Ste Marie	222,665
• Sault Ste Marie Community Sault Ste Marie	596,985
• Sault Ste Marie YMCA Sault Ste Marie	276,979
• Scotts Plains Recycling Inc Peterborough	309,019
• Seneca College North York	216,345
• Seneca College of Applied Arts Richmond Hill	295,256
• Seven Bands BDC Delaware	104,042
• Sheridan College of Applied Arts Oakville	1,166,891
• Simcoe County Board of Education Midhurst	209,387
• Sir Sandford Fleming College Haliburton	291,314
• Sir Sandford Fleming College Haliburton	130,800
• Six Nation Council Ohsweken	143,161
• Skills for Change Toronto	100,291
• Skills Training Council Lanark Mcdonalds Corners	136,465
• Skills Unlimited-Few Waterloo	316,521
• Skilteck Association North Bay	354,416
• Smooth Rock Falls Community Smooth Rock Falls	149,877
• South Bruce Lakeshore BDC Kincardine	122,494
• South Grenville BDC Prescott	115,000
• South Temiskaming BDC Haileybury	191,950
• South Temiskaming CFC Haileybury	145,857
• St Catharines YMCA St Catharines	190,637
• St Catharines YMCA St Catharines	215,072
• St Clair College of Applied Arts Windsor	273,926
• St Leonards Society of Brantford Brantford	295,272
• Stormont Dundas and Glengarry Cornwall	412,724
• Stormont Dundas and Glengarry County Cornwall	111,279
• Stormont-Dundas Glengarry BDC Cornwall	102,665
• Stratford Training and Emp Program Stratford	473,129
• Sudbury Board of Education Cont Sudbury	461,170

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Sudbury District Roman Catholic Sudbury	337,212
• Sudbury Ind Trng Adv Comm Sudbury	920,149
• Suen Ng Sandberg and Associate Thunder Bay	166,745
• Superior East Business Development Wawa	142,643
• Superior East Economic Development Wawa	132,360
• T Kenneth Hopkins Training Prog Nepean	178,711
• Temiskaming Industrial Training Kirkland Lake	190,748
• Durham Board of Education Whitby	103,604
• First Printing School Inc Toronto	255,003
• Hamilton Burlington YMCA Hamilton	266,571
• Learning Enrichment Foundation Toronto	117,235
• Learning Enrichment Foundation Toronto	412,952
• Norfolk Board of Education Simcoe	109,671
• Regional Municipality of Hal Oakville	110,475
• Regional Municipality of Peel Brampton	138,765
• Temiskaming Board of Education New Liskeard	226,596
• Wentworth County Board of Education Ancaster	213,863
• Theatre Ontario Toronto	156,072
• Thunder Bay Ventures Dev Centre Thunder Bay	190,392
• Temiskaming Industrial Training Kirkland Lake	414,802
• Timmins Industrial Training Timmins	495,988
• TKS Systems Canada Inc Ottawa	250,175
• Toronto Advisory Committee on Toronto	1,217,489
• Toronto Festival Orchestra Hamilton	212,416
• Touch The Sky BDC Ohsweken	200,952
• Town of Rayside—Balfour Chelmsford	285,650
• Township of Ignace Ignace	100,809
• Township of Shedden Blind River	101,949
• Tracks Youth Employment & Resource Collingwood	136,657
• Trésorier de l'Ontario Toronto	113,677,467
• Tyndinaga Mohawks Bay of Quinte Deseronto	114,857
• Unemployed Help Centre of Windsor Windsor	181,989
• United Way of Chatham-Kent Chatham	135,997
• University of Toronto Scarborough	114,981
• University of Windsor Windsor	114,421
• Victoria County BDC Lindsay	134,411
• Victoria County Ind Training Comm Lindsay	366,277
• Vocational Resource Center Inc Sudbury	240,255
• Wallaceburg Skills Development Com Wallaceburg	134,679
• Wallaceburg CITC Wallaceburg	366,153
• Waterloo County Board of Education Kitchener	548,410
• Wau-Be-Tek BDC Birch Island	116,838
• Welding at Its Best Inc London	294,968
• Wellington County Board of Education Guelph	356,814
• West Metro CITC Etobicoke	1,316,103
• West Parry Sound Board of Education Parry Sound	142,940
• Whitewolf Canada Inc Sault Ste Marie	142,845
• Windsor Womens Incentive Centre Windsor	183,233
• Windsor-Essex Skills Training Windsor	1,072,616
• Women Immigrants of London London	593,513
• Women Training for Employment Kenora	211,443
• Women's Enterprise Skills Training Windsor	427,675
• Working Women Community Centre Toronto	390,770
• YMCA of Metro Toronto Mississauga	112,525
• YMCA Enterprise Centre Toronto	296,740
• York Region Education/Industry Concord	164,813
• Youth Development Service Toronto	131,000
• Youth Development Services Lindsay	303,550
• YWCA of Metropolitan Toronto	214,904
Région du Manitoba—	
• A-Quest Training Centre Winnipeg	127,767
• AVC Adult Vocation Centre Morden	293,036
• Adam & Somers Inc Winnipeg	180,716
• Andersen Management Services Inc Winnipeg	295,857
• Anishinabe Respect Inc Winnipeg	335,066
• Applied Linguistics Centre Winnipeg	418,152
• Assiniboine Community College Brandon	749,895
• Association for Community Living Winnipeg	285,313
• Beat The Street Winnipeg	113,535
• Brandon & District Chefs Association Brandon	135,612
• Brandon & District Community Futures Brandon	105,562
• Brandon Friendship Centre Brandon	127,352
• Canadian Paraplegic Association Winnipeg	121,743
• Cartier Medical Clinic Elie	156,250
• Central Human Resources Opportunity Centre Winnipeg	133,396
• Central Plains BDC Portage La Prairie	130,105
• Child & Family Services Winnipeg	125,871
• Childrens Home of Winnipeg Winnipeg	349,060
• City of Brandon Brandon	172,811
• City of Winnipeg Winnipeg	593,153
• Cross Lake Band of Indians Cross Lake	171,791
• Dakota Ojibway Development Group Winnipeg	150,000
• Dauphin Leather & Canvas Training Dauphin	138,622
• Desserts Plus Winnipeg	117,413
• Don Ayre & Associates Inc Winnipeg	337,442
• DOTC/Yellowquill College Portage La Prairie	120,390
• Eastman Regional Development Inc Beauséjour	104,970
• Evergreen School Division Gimli	195,991
• Flin Flon Greenstone Business Development Flin Flon	110,590
• Flin Flon Indian-Metis Friendship Centre Flin Flon	106,596
• Ft Dauphin Brigade Dauphin	143,037
• Gimli Waterfront Management Inc Gimli	117,369
• Grahamdale Development Corporation Ashern	250,000
• Greenstone BDC Flin Flon	166,596
• Hamiota and District Sports Complex Hamiota	500,000
• Human Resources Opportunity Centre Winnipeg	702,350
• Industrial Training Centre Winnipeg	360,556
• Job Finding Club of Winnipeg Inc Winnipeg	128,054
• Job Generation Winnipeg	623,870
• Ka-Wawiyak Friendship Centre Inc Powerview	115,188
• Keystone Agricultural Producers Winnipeg	919,995
• Keystone Centre Brandon	1,000,000
• Kirkness Adult Learning Centre Winnipeg	779,958
• Lake Country Builders Flin Flon	101,404
• Lord Selkirk School Division Selkirk	171,709
• Lynngold Employees Lynn Lake	241,422
• M O Harvey & Associates The Pas	185,080
• Manitoba Metis Federation Inc Winnipeg	100,487
• Manitoba Technical Training Centre Winnipeg	349,818
• Manitoba Trucking Industry Education Advisory Winnipeg	288,352
• Marymound Inc Winnipeg	200,887
• Minister of Finance Winnipeg	12,403,753
• Minnedosa District Chamber of Commerce Minnedosa	199,786
• National Energy Conservation Association Winnipeg	239,797
• Northeast Interlake Business Development Centre Riverton	161,965
• Northeast Interlake Community Futures Riverton	128,146
• Northwest Manitoba Development Corp Lynn Lake	119,352
• Northwest Manitoba Training Inc Lynn Lake	236,902
• Patal Vocational Preparation School Winnipeg	809,324
• Pembina Valley Development Corp Altona	142,703
• Pimajihowan BDC Winnipeg	183,527
• Pluri Elles Winnipeg	201,442
• Portage & District Care Homes Portage La Prairie	247,025
• Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie	112,417
• Premier Personnel Corp Winnipeg	214,987
• RB Russell Vocational High School Winnipeg	242,371
• Red River Community College Winnipeg	1,449,384
• Rossbrook House Inc Winnipeg	269,484
• Rustys Home & Auto Glass Ltd Winnipeg	106,070
• Sagkeeng First Nation Pine Falls	255,444
• Salvation Army Winnipeg	114,867
• Sara Riel Inc Winnipeg	118,717
• Seine River School Division Ste Anne	141,418
• Selkirk & District Chamber of Commerce Selkirk	105,162
• Social Skills Winnipeg	223,643
• Society for Manitobans with Disabilities Winnipeg	129,853
• South Winnipeg Technical Centre Winnipeg	396,733
• Southeast Development Corporation Winnipeg	181,000
• Southport Aerospace Centre Inc Portage La Prairie	390,500
• St James Assiniboia School Division Winnipeg	245,637
• St Norbert Foundation Winnipeg	190,246
• Stittco Energy Ltd The Pas	163,998
• Sturgeon Creek Enterprises Inc Winnipeg	169,790
• Success Business College Winnipeg	157,308
• Success Skills Centre Inc Winnipeg	276,678
• Super Six Business Development Centre Ashern	141,718

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Swan River Life Skills Project Inc Swan River	326,030
• Trainex Industries Inc Winkler	299,717
• Transcona Springfield School Division Winnipeg	743,951
• Triple S Business Development Centre Selkirk	149,500
• University of Manitoba Winnipeg	139,202
• Venture Corporation of Brandon Brandon	131,840
• Victor Mager Parents Association Winnipeg	275,706
• Village of Lac du Bonnet Lac du Bonnet	141,625
• WASO Inc Winnipeg	303,056
• Westarc Group Inc Brandon	186,847
• Westbran Human Resources Opp Centre Brandon	434,749
• Western Diversification Winnipeg	2,100,000
• West Region Indian Training Comm Dauphin	114,823
• Women Working Inc Winnipeg	557,518
• World Youth Baseball 1991 Brandon	112,702
• Youth Business Learning & Development Centre Winnipeg	407,240
• Youth Employment Core Winnipeg	551,316
Région de la Saskatchewan—	
• AMNSIS Western Region 3 Regina	365,964
• Atira Consulting Inc Regina	420,930
• Beaver River Business Development Corp Meadow Lake	136,803
• BSD Training and Resources Ltd Saskatoon	520,555
• Canoe Lake Band Canoe Lake	101,606
• Carlton Trail Regional College Humboldt	462,034
• Cote Indian Reserve Kamsack	156,933
• Cumberland Regional College Nipawin	384,581
• Cypress Hills Regional College Swift Current	264,203
• East Central Business Development Corp Broadview	111,289
• Edwards Residential Centre Society North Battleford	250,716
• Eston Union Hospital District Eston	100,000
• G & R Repair & Painting La Ronge	306,681
• G Dumont Inst of Native Studies & Applied Research Regina	104,721
• Gronnerud and Associates Regina	363,774
• Hawkeye Associates Lestock	160,197
• Horachek Cannam Joa Saskatoon	157,109
• Immigrant Women of Saskatchewan Saskatoon	274,789
• John Howard Society Community Just Saskatoon	128,693
• Kawula Consulting Ltd Prince Albert	104,831
• KC5 Amusement Holdings Ltd Prince Albert	195,435
• Kikinahk Friendship Centre Incorporation La Ronge	118,473
• Koko House Prince Albert	119,493
• La Ronge Native Women's Council Inc La Ronge	418,560
• Lokken and Associates Training Consultants Inc Prince Albert	213,717
• Madeline Moser Weyburn	124,203
• Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake	353,756
• Meridian Business Development Centre Alsask	139,061
• Mic-Jord Enterprises Ltd Fosston	165,626
• Multicultural Enterprise Inc Regina	298,907
• Native Co-ordinating Council Inc Prince Albert	104,567
• New Sask Business Development Corp Tisdale	145,106
• North West Regional College North Battleford	827,416
• Northlands Career College La Ronge	589,147
• Northlands College Air Ronge	621,711
• Northwest Business Assistance Corp North Battleford	164,500
• Parkland Education and Employment Co Yorkton	243,439
• Parkland Regional College Melville	954,824
• Pastry Shop Ltd Saskatoon	272,754
• Peter Ballantyne Cree Nation Southend	151,042
• Prairie West Regional College Biggar	331,107
• Prince Albert Chamber of Commerce Prince Albert	184,920
• Prince Albert and District Community Service Prince Albert	309,583
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert	190,370
• Professional Careers Incorporated Regina	177,213
• Radius Tutoring Saskatoon	292,041
• Regina Open Door Society Inc Regina	282,637
• Sagehill Business Development Corp Bruno	166,437
• Sapphire Consulting Inc Prince Albert	113,184
• Sask Apprenticeable Trades Co-ordinating Group Inc Regina	310,486
• Sask Liquor Board Store La Ronge	118,473

	$
• Sask Worker's Compensation Board Regina	240,441
• Sask Farm Business Management Co-ordinating Group Regina	346,841
• Sask Abilities Council Regina	239,577
• Sask Abilities Council Saskatoon	170,295
• Sask Dept of Finance Regina	5,724,122
• Sask Indian Training Assessment Group Inc	2,367,480
• Saskatoon Family YMCA Saskatoon	416,626
• Saskatoon Open Door Society Inc Saskatoon	195,925
• SIAST Kelsey Campus Saskatoon	2,308,932
• SIAST Palliser Campus Moose Jaw	555,034
• SIAST Wascana Campus Regina	1,754,243
• SIAST Woodland Campus Prince Albert	1,257,590
• Southeast Regional College Weyburn	632,941
• Sturgeon Lake Indian Band Shellbrook	121,123
• Third Party Native Co-ordinating Group Inc Regina	1,458,290
• Tisdale School Division #53 Tisdale	141,924
• Town of Eston Eston	501,169
• Town of Oyen Oyen	238,582
• Urton Engele and Kosh Associates Saskatoon	778,001
• Visions North Business Development Corp La Ronge	171,124
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• Aero Space Museum Association Calgary Alb	109,117
• Alberta Advanced Education Calgary Alb	146,267
• Alberta Bosco Homes Sherwood Park Alb	115,751
• Alberta College Edmonton Alb	1,401,848
• Alberta Conference for Theatre Society Edmonton Alb	232,034
• Artic College Fort Smith TN-O	197,937
• Artic College Nunatta Campus Iqaluit TN-O	283,234
• Association for Adults & Children with Learning Disabilities Yellowknife TN-O	104,121
• Athabasca District Chamber of Commerce Athabasca Alb	111,383
• Atii Training Inc Ottawa Ont	1,136,986
• Baffin Divisional Board of Education Iqaluit TN-O	108,853
• Battle Dr James Edmonton Alb	376,253
• Battle River Tourist Association Camrose Alb	179,219
• Bernard C Vinge & Associates Ltd Edmonton Alb	434,323
• Big Valley Jamboree Inc Mirror Alb	245,947
• Blackfoot Band Tribal Administration Gleichen Alb	334,650
• Boy's and Girl's Clubs of Calgary Calgary Alb	213,572
• Business Development Centre Association Lethbridge Alb	136,645
• Business Innovation Centre Edmonton Alb	285,993
• Calgary Association for the Mentally Handicapped Calgary Alb	301,847
• Calgary Association for Young Immigrants Calgary Alb	179,601
• Calgary Board of Education Calgary Alb	345,553
• Calgary Business College (YWCA) Calgary Alb	124,816
• Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb	684,373
• Campbell & Associates Edmonton Alb	270,355
• Campside Operations (North) Ltd Whitecourt Alb	106,570
• Career Advancement Training System Calgary Alb	151,984
• Catholic Social Services Edmonton Alb	549,810
• CDI Career Development Institutes Edmonton Alb	305,575
• Christian Ventures Calgary Alb	146,880
• City of Calgary Calgary Alb	209,732
• City of Drumheller Drumheller Alb	127,231
• Community Employment Partnership Camrose Alb	111,337
• Community Futures Committee Slave Lake Alb	196,287
• Cornerstone Communications Calgary Alb	171,624
• Crowsnest Pass Business Development Blairmore Alb	225,525
• Dene Tha Ehts-Ande Social Development High Level Alb	178,688
• Dolores Wach & Associates Training Edmonton Alb	112,141
• Drumheller Regional Business Development Centre Drumheller Alb	190,257
• Drumheller Regional Economic Development Drumheller Alb	107,658
• Edmonton Mennonite Society for Assistance Edmonton Alb	277,373
• Edmonton Catholic Schools Edmonton Alb	499,780
• Edson Job Training Consortium Edson Alb	120,614
• Employment and Training Business Development Fort Good Hope TN-O	418,453
• Employment Development Services Edmonton Alb	177,727
• Employment Futures for New Canadians Calgary Alb	423,274

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Employment Services for the Physically Handicapped Edmonton Alb	137,585
• English Language Professionals Inc Edmonton Alb	404,619
• Enroute Winnipeg Man	188,971
• Entre-Corp Business Development Centre Medicine Hat Alb	177,024
• Envirocycle Expediting Edmonton Alb	693,860
• Enviros Wilderness School Association Calgary Alb	228,441
• Esso Resources Canada Limited Norman Wells TN-O	114,117
• Excel Resources Society Edmonton Alb	545,005
• Fairview College Fairview Alb	767,526
• Falcon Enterprises Wainwright & District Wainwright Alb	144,052
• Family and Community Services Wainwright Alb	125,556
• Finishing Time Incorporated Calgary Alb	186,356
• Foothills Business Development Co High River Alb	141,642
• Fort McMurray Regional Business Development Fort McMurray Alb	140,994
• Frank and Associates Consultants Ltd Stand Off Alb	294,997
• Ft McMurray Regional Job Training Fort McMurray Alb	255,635
• Goodwill Rehabilitation Services Edmonton Alb	215,205
• Gov't of the Northwest Territories Yellowknife TN-O	3,099,348
• Grande Cache Transition House Society Grande Cache Alb	102,603
• Grande Prairie Regional College Grande Prairie Alb	461,463
• Hay River & Area Community Futures Society Hay River TN-O	233,833
• Hay River Dene Band Hay River TN-O	118,320
• Henderson College of Business Calgary Alb	138,094
• Independent Counselling Enterprise Edmonton Alb	276,099
• Jack Bredin Community Institute Edmonton Alb	636,442
• Jewish Community Centre Edmonton Alb	113,376
• Keyano College Fort McMurray Alb	243,212
• Kikino Metis Settlement Association Kikino Alb	128,032
• Kitikmeot Regional Council Cambridge Bay TN-O	131,574
• La Société Éducative du Projet Con Edmonton Alb	652,072
• Lac La Biche Regional Business Association Lac La Biche Alb	156,099
• Lacombe Alliance Church Lacombe Alb	146,265
• Lakeland Business Development Centre Bonnyville Alb	103,245
• Lakeland Community Futures Committee Bonnyville Alb	110,450
• Lamont Two Hills Business Development Two Hills Alb	169,502
• Leduc Community Living Association Leduc Alb	139,733
• Lesser Slave Lake Business Development Slave Lake Alb	170,551
• Lesser Slave Lake Community Futures Slave Lake Alb	160,403
• Lethbridge & District Community Futures Lethbridge Alb	154,214
• Lethbridge Chamber of Commerce Lethbridge Alb	127,476
• Lethbridge Community College Lethbridge Alb	1,189,117
• Lloydminster Region Business Lloydminster Alb	142,014
• M & M Careers Edmonton Alb	393,644
• Maskwachees Cultural College Hobbema Alb	322,787
• McMan Youth Services Association Edmonton Alb	147,930
• McManus and Associates Calgary Alb	352,000
• Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake Sask	234,343
• Medicine Hat & District Industrial Medicine Hat Alb	335,324
• Medicine Hat College Medicine Hat Alb	777,527
• Medicine Hat Rehabilitation Society Medicine Hat Alb	136,419
• Mennonite Central Committee Edmonton Alb	290,438
• Merit Contractors Association Edmonton Alb	104,064
• Metis Association of Medicine Hat Medicine Hat Alb	105,748
• Metis Local 2951 Owl River Lac La Biche Alb	216,605
• Northern Alberta Institute of Technology Edmonton Alb	314,007
• Northwest Economic Initiatives Co High Level Alb	117,497
• Northwestel Whitehorse TN-O	124,365
• NWT Native Womens' Association Inuvik TN-O	185,270
• NWT Tourism Training Group Ltd Yellowknife TN-O	173,486
• Odyssey Youth Services Calgary Alb	415,897
• Old Sun Community College Gleichen Alb	118,170
• Office Assistance Canada Ltd Calgary Alb	949,206
• Olds College Olds Alb	113,276
• On Site Placement Services Ltd Edmonton Alb	242,983
• Onion Lake Tribal Administration Onion Lake Sask	148,600
• Panorama Public and Industrial Com Calgary Alb	136,593
• Peigan Employment Services Brocket Alb	199,112
• Performance Strategies Limited Calgary Alb	233,420
• Plains Indians Cultural Survival Calgary Alb	269,912
• Provincial Treasurer Edmonton Alb	22,868,694
• PSDN Personal Support and Development Edmonton Alb	177,969
• Red Deer & District Business Development Red Deer Alb	195,658
• Red Deer Chamber of Commerce Red Deer Alb	153,365
• Red Deer College Red Deer Alb	184,915
• Red Deer Native Friendship Society Red Deer Alb	189,677
• Rural Education and Development Association Edmonton Alb	957,646
• Sexsmith Chamber of Commerce Sexsmith Alb	106,319
• Smeda Business Development Corporation Hythe Alb	143,249
• Soaring Eagle Friendship Centre Hay River TN-O	122,459
• Southern Alberta Institute of Technology Calgary Alb	1,673,905
• Specialized Training & Employment Red Deer Alb	279,926
• Stellar Five International Limited Edmonton Alb	185,966
• Stellar Five International Limited Calgary Alb	263,445
• Straight Goods Industries Society Edmonton Alb	373,000
• Sunpine Edmonton Alb	120,805
• Tawatinaw Regional Business Development Westlock Alb	145,000
• The Career College Calgary Alb	140,668
• The Dene/Metis Coordination Group Yellowknife TN-O	379,207
• Thien Tam Buddhist Youth Association Edmonton Alb	121,725
• Town of High Level High Level Alb	102,797
• Trans-Continental West Calgary Alb	100,000
• Travel Keewatin/Keewatin Chamber of Commerce Rankin Inlet TN-O	163,326
• Treaty Seven Business Development Calgary Alb	135,794
• University of Calgary Calgary Alb	812,111
• University of Alberta Edmonton Alb	288,093
• University of Lethbridge Lethbridge Alb	142,593
• Weaver & Devore Trading Ltd Yellowknife TN-O	201,160
• Western Convention Consulting Services Edmonton Alb	186,207
• Western Industrial Research and Training Edmonton Alb	335,896
• Westerra Institute of Technology Stony Plain Alb	156,039
• Wild Rose Business Development Centre Rockyford Alb	133,845
• Women's Resource Centre Hay River TN-O	103,446
• Workers' Compensation Board of Alberta Edmonton Alb	594,754
• YK Subs and Donuts Limited Yellowknife TN-O	133,318
• Yellowhead Region Educational Consulting Hinton Alb	244,702
• Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb	136,447
• YMCA of Edmonton Edmonton Alb	975,749
• YMCA Lethbridge Alb	315,756
• Young Women's Christian Association Calgary Alb	232,433
• Young Women's Christian Association Lethbridge Alb	108,360
Région de la Colombie-Britannique et du Yukon—	
• 16-37 Business Development Centre Terrace C-B	220,060
• Ability Personnel Association of Victoria Victoria C-B	152,261
• Ad Tech Training Centre Salmon Arm C-B	142,045
• Alberni Clayoquot Development Society Vancouver C-B	152,348
• Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B	283,343
• Anne Jeffrey and Associates Prince George C-B	203,464
• Arbutus Development Society Nanaimo C-B	453,836
• Assisting Women's Awareness Regarding Employment AWARE New West C-B	130,511
• Barkel Business School Ltd Coquitlam C-B	507,323
• Basketball BC Vancouver C-B	138,129
• BC Agricultural Research and Development Corporation Victoria C-B	300,000
• BC Coalition of People with Disabilities Vancouver C-B	135,162
• BC Conservation Foundation Langley C-B	138,473
• Bella Bella Community School Society Waglisla C-B	113,648
• Bowman and Waddell Training Consultants Maple Ridge C-B	325,024
• Boy's and Girl's Club of Kelowna and District Kelowna C-B	249,147
• Boy's and Girl's Club of Vernon Vernon C-B	119,477
• Boy's and Girl's Club of Greater Vancouver Vancouver C-B	179,838
• Burnaby College Burnaby C-B	784,585
• Burnaby Family Life Institute Burnaby C-B	140,291
• Burnaby School Board Burnaby C-B	111,600

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Camosun College Victoria C-B	214,555
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	363,020
• Canada Language Centre Ltd Vancouver C-B	432,271
• Canadian Institute of Arts for Youth Vancouver C-B	101,968
• Capilano College North Vancouver C-B	1,047,593
• Career Education Society North Vancouver C-B	323,978
• Career Services Ad Hoc Group North Vancouver C-B	114,159
• Careers Incorporated Clearbrook C-B	298,513
• Cariboo College Kamloops C-B	246,325
• Cariboo-Chilcotin Economic Futures Williams Lake C-B	116,979
• Carpentry Apprenticeship and Training Committee Vancouver C-B	236,595
• Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B	291,912
• CDI Career Development Institute Vancouver C-B	1,031,216
• CDI Career Development Institutes Ltd Victoria C-B	188,733
• Central Interior Regional Training Prince George C-B	187,589
• Central Island Community Futures Committee Nanaimo C-B	124,000
• Central Okanagan Business Development Centre Kelowna C-B	145,395
• Children's Challenge Daycare Inc Kamloops C-B	198,210
• Chilliwack Community Services Chilliwack C-B	106,605
• Chilliwack School District No 33 Chilliwack C-B	116,686
• City of Kimberley Kimberley C-B	522,619
• City of Prince Rupert Prince Rupert C-B	148,057
• Club Bon Accueil Powell River C-B	101,309
• Coast Foundation Society Vancouver C-B	560,203
• College of New Caledonia Prince George C-B	139,457
• College of New Caledonia Burns Lake C-B	228,493
• Cominco Ltd Trail C-B	104,906
• Community Council of Greater Victoria Victoria C-B	223,446
• Compu College School of Business Surrey C-B	172,500
• Compu College School of Business Burnaby C-B	351,449
• Contact Womens Group Society Williams Lake C-B	125,852
• Control Data Institute Surrey C-B	687,938
• Cooks Down Under Youth Employment Society Victoria C-B	127,354
• Coquitlam Career Centre Ltd Port Coquitlam C-B	324,222
• Cornerstone International Education Inc Vancouver C-B	262,522
• Corporation of the District of Saanich Victoria C-B	140,568
• Courtenay Recreational Association Courtenay C-B	194,523
• Cowichan Business Development Foundation Duncan C-B	160,312
• Cowichan Valley Trade School Duncan C-B	129,334
• Cowichan Wooden Boat Society Duncan C-B	166,228
• Cranbrook Chamber of Commerce Cranbrook C-B	126,996
• Cranbrook Kimberley Region Business Development Centre Marysville C-B	147,400
• Creative Cabinets Clearbrook C-B	102,769
• Creative Employment Access Society Courtenay C-B	211,421
• DH Careers Clearbrook C-B	291,734
• Dana Naye Ventures Whitehorse TY	184,481
• Dawn McCooey Employment Consulting Services Victoria C-B	144,771
• Delta Recycling Society Delta C-B	414,616
• Dexter Wallace and Associates Ltd Vancouver C-B	374,341
• Downtown Blanshard Advisory Committee Victoria C-B	319,937
• Downtown Eastside Economic Development Society Vancouver C-B	712,962
• East Kootenay Community College Cranbrook C-B	320,898
• Esquimalt Neighbourhood House Victoria C-B	116,407
• Fairfield Community Association Victoria C-B	101,186
• Falkland and District Chamber of Commerce Falkland C-B	119,782
• Family Services of Greater Vancouver Vancouver C-B	103,071
• Federation of Mountain Clubs of BC Vancouver C-B	206,028
• Finlay Forest Industries Limited Mackenzie C-B	146,599
• Focus Foundation of British Columbia Burnaby C-B	226,731
• Fort St John Association for Community Living Fort St John C-B	121,954
• Fraser Pacific College Inc Richmond C-B	394,480
• Fraser Valley College Abbotsford C-B	281,917
• Get Set Services Inc Chilliwack C-B	193,410
• Gitlakdamix Band Council New Aiyansh C-B	327,440
• Gitsegukla Band Council South Hazelton C-B	153,268
• Gitwangak Education Society Kitwanga C-B	330,848
• Glen Vowell Band Council Hazelton C-B	126,271
• Goodwill Enterprises for the Handicapped Victoria C-B	121,351
• Gordon Neighbourhood House Vancouver C-B	202,012
• Gordon S Bonner and Associates Inc Vancouver C-B	791,457
• Government of Yukon Whitehorse TY	130,410
• Government of Yukon Education Department Whitehorse TY	165,490
• Greater Trail Business Development Centre Ltd Trail C-B	157,019
• Greater Victoria Hospital Society Victoria C-B	136,401
• Hal Klein and Associates Inc Burnaby C-B	431,115
• Hastings Community Association Vancouver C-B	118,451
• Heiltsuk Band Council Waglisla C-B	108,993
• Helm Enterprises Inc Kelowna C-B	309,975
• Hi Fibre Textiles Ltd Vancouver C-B	114,914
• Horizon College Vancouver C-B	1,439,879
• Immigrant Services Society of British Columbia Vancouver C-B	986,620
• Intercultural Association of Greater Victoria Victoria C-B	193,923
• Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B	134,489
• Island Office Trends Ltd Saanichton C-B	323,669
• Jcade Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	102,914
• John Howard Society of North Island Campbell River C-B	424,420
• Joslin and Associates Ltd Whiterock C-B	450,261
• Kamloops and District Society for People in Motion Kamloops C-B	286,723
• Kamloops Trades Training Society Kamloops C-B	250,085
• Kamloops Women's Resource Centre Kamloops C-B	120,461
• Kermode Friendship Society Terrace C-B	305,527
• Kettle River Chaple Rock Creek C-B	143,881
• Kitamaat Village Council Kitamaat Village C-B	132,832
• Kitsilano Neighbourhood House Vancouver C-B	121,779
• Kiwassa Neighbourhood Services Association Vancouver C-B	300,255
• Knights of Columbus Kelowna C-B	104,614
• Kootenay Regional Employment Development Association Nelson C-B	240,004
• Kootenay Society for Community Living Nelson C-B	135,942
• Kwantlen College Surrey C-B	121,484
• LR Learning Resources Society Vancouver C-B	311,480
• Lake Babine Band Burns Lake C-B	172,257
• Langley College of Trade and Commerce Langley C-B	218,648
• Last Door Recovery Society New Westminster C-B	116,343
• Lift Indian Future Training Vancouver C-B	315,776
• Lillooet Indian Band Lillooet C-B	111,497
• Logical Management Services Ltd Victoria C-B	471,252
• Lower Mainland Society for Literacy Surrey C-B	190,549
• Lytton Indian Band Lytton C-B	110,065
• MOSAIC Vancouver C-B	1,173,836
• M Turner and Associates Prince George C-B	212,493
• Malaspina College Nanaimo C-B	143,824
• Malaspina College Parksville C-B	111,273
• Marshall Wilensky Vancouver C-B	166,047
• Matsqui Abbotsford Community Services Association Abbotsford C-B	231,925
• McKay Career Training Ltd Vancouver C-B	130,629
• McMillan College Inc Nanaimo C-B	222,144
• Merritt and District Youth Resource Society Merritt C-B	107,860
• Merritt Lions Club Merritt C-B	112,621
• Metro Jobmart Vancouver C-B	410,404
• Ministry of Finance Victoria C-B	26,056,485
• Mount Currie Band Council Mount Currie C-B	264,818
• Mount Washington Community Futures Committee Campbell River C-B	268,328
• Musgamagw Tribal Council Alert Bay C-B	166,251
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	155,696
• NV Food and Service Resource Group North Vancouver C-B	261,665
• Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B	181,055
• Nanaimo Skills Training Centre Ltd Nanaimo C-B	189,772
• Nanaimo Technical and Trade School Nanaimo C-B	230,190
• Nanaimo Youth Services Association Nanaimo C-B	215,101
• Native Brotherhood of British Columbia Vancouver C-B	482,174

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

	$
• Native Courtworker and Counselling Association of BC North Vancouver C-B	137,400
• Native Education Centre Vancouver C-B	831,255
• Ne Swaw Koche Fort St John C-B	182,972
• Nelson and District Community Resource Society Nelson C-B	382,354
• New Opportunities Services Ltd Penticton C-B	125,681
• Nicola Valley Institute of Technology Merritt C-B	128,526
• Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B	128,980
• North Cariboo Economic Development Corporation Quesnel C-B	133,260
• North Coast Economic Development Corporation Prince Rupert C-B	161,142
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	360,315
• North East Native Advancing Society Fort St John C-B	107,329
• North Fraser Employment Development Society Mission C-B	140,459
• North Island Crisis Centre Society Port Hardy C-B	124,249
• North Island Mariculture Association Port Hardy C-B	126,095
• North Okanagan Development Corporation Vernon C-B	156,658
• North Okanagan Employment Enhancement Society Vernon C-B	220,000
• North Shore Continuing Education North Vancouver C-B	490,256
• Northern Lights College Fort St John C-B	157,868
• Northwest Community College Prince Rupert C-B	115,740
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	106,489
• Nuxalk Band Council Bella Coola C-B	292,178
• Nuxalk Nation Band Council Bella Coola C-B	118,342
• Obair Economic Society Dawson Creek C-B	187,771
• Office Automation Education Centre Vancouver C-B	534,131
• Okanagan College Penticton C-B	329,262
• Okanagan College Kelowna C-B	130,406
• Okanagan College Revelstoke C-B	149,248
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	126,385
• Okanagan Indian Educational Resources Society Penticton C-B	155,700
• Okanagan People Work Ltd Penticton C-B	142,526
• Okanagan Similkameen Community Development Penticton C-B	144,044
• Okanagan Similkameen Community Futures Association Penticton C-B	152,738
• Old Massett Village Council Massett C-B	109,057
• Open Learning Agency Richmond C-B	158,461
• Orientation Adjustment Services for Immigrants Vancouver C-B	657,798
• Otter Training School Langley C-B	123,033
• Outlook Society Duncan C-B	200,012
• Pacific Coast Concepts Inc Port Alberni C-B	292,385
• Pacific Legal Education Association Burnaby C-B	274,207
• Peace Liard Community Futures Business Development Centre Association Fort St John C-B	142,274
• Pearson Assessment Society Vancouver C-B	233,023
• Peninsula Community Association Sidney C-B	104,625
• Pierre Dubrulle Culinary School Vancouver C-B	200,393
• Pitman Business College Vancouver C-B	253,106
• Port Alberni Association for Community Living Port Alberni C-B	107,056
• Powell River Business Centre Powell River C-B	132,683
• Powell River Chamber of Commerce Powell River C-B	113,413
• Powell River Employment Program Society Powell River C-B	113,272
• Prince George and District Elizabeth Fry Society Prince George C-B	147,420
• Prince George Business Development Centre Society Prince George C-B	127,128
• Prince George Native Friendship Centre Prince George C-B	321,636
• Prince George Pulp and Paper Ltd Prince George C-B	201,026
• Prince Rupert Chamber of Commerce Prince Rupert C-B	100,000
• Priority Corporate Services Inc Kelowna C-B	140,204
• Pro Care Consultants Surrey C-B	412,445
• Pro Soft Training Institute Inc New Westminster C-B	670,802
• Procare Consultants Inc Vancouver C-B	393,969
• Public Advisory Committee to Creston Valley Wildlife Management Creston C-B	103,740
• RDK Career Services Inc Port Moody C-B	490,356
• Revelstoke Business Development Centre Revelstoke C-B	119,933
• Revelstoke Community Futures Committee Revelstoke C-B	241,429
• Ridge Meadows Recycling Society Maple Ridge C-B	134,684
• Rocky Forest Management Ltd 70 Mile House C-B	166,021
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	239,840
• School District 07 Nelson C-B	150,581
• School District 23 Kelowna C-B	138,474
• School District 27 Williams Lake C-B	135,000
• School District 30 Ashcroft C-B	215,392
• School District 32 Hope C-B	113,829
• School District 34 Clearbrook C-B	101,056
• School District 35 Langley C-B	456,165
• School District 36 Surrey C-B	187,112
• School District 37 Delta C-B	391,438
• School District 38 Richmond C-B	283,785
• School District 40 New Westminster C-B	635,307
• School District 42 Maple Ridge C-B	157,189
• School District 43 Coquitlam C-B	226,378
• School District 46 Gibsons C-B	272,061
• School District 52 Prince Rupert C-B	104,380
• School District 56 Vanderhoof C-B	149,084
• School District 61 Victoria C-B	170,179
• School District 62 Sooke Victoria C-B	156,316
• School District 75 Mission C-B	130,188
• School District 88 Terrace C-B	152,574
• School District 92 New Aiyansh C-B	108,000
• Sea To Sky Enterprise Centre Ltd Squamish C-B	162,174
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	165,887
• Sechelt Indian Band Sechelt C-B	115,316
• Secwepemc Cultural Education Society Kamloops C-B	210,036
• Selkirk College Nelson C-B	255,900
• Selkirk College Grand Forks C-B	139,011
• Share Community Services Coquitlam C-B	230,778
• Shuswap Community Futures Committee Salmon Arm C-B	178,990
• Shuswap Ventures Corporation Salmon Arm C-B	136,559
• Shoreline Community School Victoria C-B	219,410
• Simon Fraser Society for Mentally Handicapped Coquitlam C-B	183,609
• Simon Fraser University Burnaby C-B	262,657
• Skeena Labour Market Development Committee Terrace C-B	387,489
• Skills Unlimited Society Vernon C-B	156,307
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	168,569
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	156,309
• Spare Time Fun Centre Society Vancouver C-B	120,461
• Spectrum Community School Society Victoria C-B	205,528
• Start Economic and Employment Development Society Quesnel C-B	291,186
• Stellaquo Band Fraser Lake C-B	125,772
• Steve Miller Personnel Salmon Arm C-B	185,000
• Sto Lo Tribal Council Sardis C-B	168,841
• Strathcona Employment and Economic Development Society Campbell River BC-B	295,262
• Strathcona Employment and Economic Development Society Courtenay C-B	190,551
• Sun Country Business Centre Ltd Ashcroft C-B	136,466
• Sunshine Coast Aquaculture Association Sechelt C-B	113,203
• Sunshine Coast Business Development Centre Sechelt C-B	144,639
• Surrey Community Services Society Surrey C-B	168,136
• Surrey Community Resource Society Surrey C-B	158,264
• Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B	423,489
• Surrey Rehabilitation Society Surrey C-B	350,302
• TIER Support Services Kelowna C-B	155,302
• Tahltan Tribal Council Telegraph Creek C-B	111,478
• Tahltan Tribal Council Dease Lake C-B	149,791
• Terrace and District Community Services Society Terrace C-B	115,215
• Terrace Anti-Poverty Group Society Terrace C-B	111,434
• Territory of Yukon Whitehorse TY	755,232
• Thompson Enterprise Centre Society Kamloops C-B	164,942

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$

- Thompson Valley Crises and Counselling Services Association Kamloops C-B 105,918
- Tideline Ventures Inc Victoria C-B 314,374
- Tillicum Haus Native Friendship Centre Nanaimo C-B 267,183
- Tips Career College New Westminster C-B 664,178
- Tsartlip Indian Band Council Brentwood Bay C-B 136,949
- United Chinese Community Enrichment Services Society Vancouver C-B 748,854
- United Fishermen and Allied Workers Union Vancouver C-B 559,802
- University of British Columbia Vancouver C-B 706,940
- Upper Fraser Valley Society for Mentally Handicapped Sardis C-B 125,039
- Urban Images for Native Women Vancouver C-B 299,765
- Urban Native Youth Association Vancouver C-B 278,354
- Vancouver Eastside Educational Enrichment Society Vancouver C-B 627,702
- Valley Native Friendship Centre Society Duncan C-B 275,680
- Vancouver Island Autistic Homes Society Victoria C-B 117,869
- Vancouver College Vancouver C-B 285,732
- Vancouver Richmond Association for the Mentally Handicapped Vancouver C-B 334,608
- Vancouver School Board Vancouver C-B 1,838,793
- Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B 116,186
- Victoria Reading Evaluation and Development Society Victoria C-B 117,021
- Victoria Rowing Society Victoria C-B 178,678
- West Coast English language Centre Vancouver C-B 172,771
- West Vancouver Chamber of Commerce West Vancouver C-B 155,619
- Westcoast Training Institute Inc Chilliwack C-B 125,941
- Western Community Outreach Society Victoria C-B 107,620
- Whistler International Consulting Inc New Westminster C-B 202,794
- Whole Language Centre Vancouver C-B 192,989
- William B Long and Associates Burnaby C-B 222,538
- Worker's Compensation Board of BC Richmond C-B 408,188
- Young Men's Young Women's Christian Associations Vancouver C-B 1,604,690
- Yukon College Whitehorse TY 203,122
- Yukon Indian Women's Association Whitehorse TY 311,568

Quartier général national—

- Access Connections Toronto Ont 129,667
- Atlantic Centre of Support for Halifax N-É 189,431
- Canadian Federation of Chefs de Calgary Alb 105,000
- Canadian Guidance & Counselling Ottawa Ont 679,696
- Canadian Manufacturer's Assoc Toronto Ont 1,185,410
- Canadian Operating Engineers Winnipeg Man 102,632
- Canadian Truck Transport Industry Ottawa Ont 180,514
- Cars Council Adjustment Committee Ottawa Ont 263,310
- CDN Steel Trade Conf (in trust) Toronto Ont 2,970,928
- Centre de Création d'Entreprises Québec Qué 118,321
- Centre for Community Economic Dev Sydney N-É 103,807
- Construction Trades Orientation Hamilton Ont 200,310
- Cooperative Career Work Education Hamilton Ont 121,190
- Decisions (in trust) Ottawa Ont 172,408
- École Mont St-Antoine Inc Montréal Qué 119,636
- Employability Resources Network Ottawa Ont 1,409,186
- FRAPPE Montréal Qué 134,770
- Frontier College (in trust) Toronto Ont 598,306
- GIT Developpement Inc Québec Qué 114,339
- International Association of Ottawa Ont 793,231
- JR Morris & Associates Ltd Scarborough Ont 215,000
- Joint Human Resources Committee Ottawa Ont 130,000
- Joint Human Resources Committee of Ottawa Ont 120,000
- Labatt John Limited London Ont 240,000
- Landell & Associates Consulting Ltd Vancouver C-B 101,200
- Logistics IAS Committee Montréal Qué 100,000
- Mohawk College (in trust) Hamilton Ont 325,472
- Neil Squire Foundation North Vancouver C-B 1,495,067
- Northside-Victoria District North Sydney N-É 290,010
- Sectoral Skills Council Ottawa Ont 297,000
- Services and Communication Develop Edmonton Alb 101,224
- Société de Formation Industrielle Cowansville Qué 157,818
- Solidarité de Parents de Personnes Montréal Qué 117,627
- Timiskaming Board of Education New Liskeard Ont 125,642
- Town of Pasadena Pasadena T-N 108,690
- Université de Montréal Montréal Qué 152,603
- Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B 262,821
- Yes Canada Inc Toronto Ont 2,107,794
- YMCA—Yes Ottawa Ont 462,836
- York Region Education/Industry Condord Ont 123,146
- Young Men's Christian Association Montréal Qué 239,115
- Yukon Indian Women's Association Whitehorse TY 166,553
- YWCA Halifax (in trust) Halifax N-É 110,103

Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse pour restructurer son système de formation de métier en établissement $157,240

Région de la Nouvelle-Écosse—

- Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax 157,240

Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le Ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux de service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs $11,679,884

Région de la Nouvelle-Écosse—

- Boucher MT Pictou 357,636
- Loomer P Kentville 296,666

Région du Nouveau-Brunswick—

- Benoit Ouellette Grand Falls 106,450

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

- Agricultural Employment Services Summerside 116,136
- Agricultural Employment Services Charlottetown 149,583

Région du Québec—

- Service de main d'oeuvre agricole de l'upa Longueuil 1,605,678

Région de l'Ontario—

- Agricultural Employment Services Aylmer 154,236
- Agricultural Employment Services Chatham 188,063
- Agricultural Employment Services Cobourg 146,892
- Agricultural Employment Services Leamington 183,684
- Agricultural Employment Services Owen Sound 166,937
- Agricultural Employment Services Port Perry 114,729
- Agricultural Employment Services St Catharines 112,276
- Eastern Counties Aes Vankleek Hill 121,371
- Ottawa Valley Aes Stittsville 144,975
- Quinte Aes Belleville 101,682
- Simcoe Area Aes Delhi 152,000
- Stormont-Dundas Aes Chesterville 118,250
- Tri-County Aes Tillsonburg 234,795
- Waterloo Wellington Dufferin Aes Fergus 121,032

Région du Manitoba—

- Agricultural Employment Services Dauphin 113,178
- Agricultural Employment Services Portage La Prairie 192,000
- Agricultural Employment Services Selkirk 112,627
- Agricultural Employment Services Winkler 130,940
- Agricultural Employment Services Brandon 109,958

Région de la Saskatchewan—

- Agricultural Employment Services Saskatoon 109,014
- Agricultural Employment Services Yorkton 106,454
- Agricultural Employment Services Prince Albert 139,278
- Agricultural Employment Services North Battleford 123,179
- Agricultural Employment Services Moose Jaw 109,827

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

- Agricultural Employment Services Lethbridge Alb 145,012

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

	$
• Agricultural Employment Services Grande Prairie Alb	120,000
• Agricultural Employment Services Edmonton Alb	182,826
• Agricultural Employment Services Calgary Alb	124,589
• Agricultural Employment Services Red Deer Alb	113,159
Région de la Colombie-Britannique et du Yukon—	
• Bean G Abbotsford C-B	246,100
• Benson W Kelowna C-B	218,000
• Dorosz J Victoria C-B	134,581
• Grant D Penticton C-B	271,000
• Scotthorne D Duncan C-B	160,000
Quartier général national—	
• Association of Canadian Orchestras Toronto Ont	224,000
• Canadian Guidance and Counselling Ottawa Ont	1,312,578
Service d'information sur les aménagements en Amérique $116,607	
• Job Accommodation Network of Washington DC É-U	116,607
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs $65,636,586	
PROGRAMME D'IMMIGRATION $102,450,542	
Aide à l'établissement $83,866,678	
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Zellers Toronto Ont	124,701
Région du Québec—	
• Europa Hotel Montréal	233,141
• Frontenac Ameublement Montréal	354,018
• Motel Montcalm Gatineau	149,601
• S Rossy inc Montréal	461,598
Région de l'Ontario—	
• Airlift Limousine Service Ltd North York	141,458
• Amity Goodwill Industries Hamilton	174,752
• Atlas Furniture Ex Ottawa	131,120
• Big Bills Kitchener	142,224
• Centre Catholique pour Immigrants Ottawa	655,135
• Costi Iias Immigrant Services Toronto	1,115,312
• Interfusion Furniture & Supply Toronto	789,413
• Kingsway Motel Oshawa	152,603
• K-W House Church Assembly Inc Kitchener	263,537
• NOAH Reception Centre Toronto	1,190,839
• Toronto Apt Building Co Ltd Toronto	327,107
• Towers Bonimart Mississauga	204,325
• Towers Department Inc Mississauga	145,544
• Towers Department Stores Mississauga	597,246
• Town Manor Motor Hotel Hamilton	300,515
• Woodgreen Red Door Family Shelter Toronto	424,683
• World Vision Canada Mississauga	971,541
• Zellers Limited Mississauga	234,959
• Zellers Scarborough	102,553
Région du Manitoba—	
• Big Four Sales Ltd Winnipeg	276,703
• Centre House Hostel Winnipeg	346,339
• J Werier & Company Ltd Winnipeg	618,459
• Manitoba Interfaith Winnipeg	177,955
Région de la Saskatchewan—	
• Woolco Department Store Regina	107,403
Région de la Colombie-Britannique et du Yukon—	
• C and C Merchants Wholesale Ltd Burnaby C-B	135,345
• Granco Furniture Co Vancouver C-B	254,157
• Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B	279,813
• National Wholesale Clothing Ltd Vancouver C-B	125,837
• Woodwards Stores BC Ltd Vancouver C-B	278,367
Quartier général national—	
• Legal Aid Newfoundland & Labrador St John's T-N	594,194

	$
• Ontario Legal Aid Plan Toronto Ont	8,983,706
Établissement et adaptation des immigrants $8,616,113	
Région de la Nouvelle-Écosse—	
• Metropolitan Immigrant Settlement Association Halifax	122,000
Région du Québec—	
• Centre social aide aux immigrants Westmount	151,800
• Centre d'aide et de la maisonnée inc Montréal	104,000
• Service interprète réfugiés indochinois Montréal	100,000
Région de l'Ontario—	
• Catholic Immigration Centre Ottawa	166,549
• London Cross Cultural Learner Ctr London	139,708
• Multicultural Assistance Services Mississauga	123,646
• Ottawa Carleton Immigrant Services Ottawa	152,952
Région du Manitoba—	
• Citizenship Council of Manitoba Winnipeg	224,264
• Manitoba Interfaith Immigration Winnipeg	108,621
Région de la Saskatchewan—	
• Regina Open Door Society Regina	108,650
• Saskatoon Open Door Society Saskatoon	101,650
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb	163,909
• Calgary Immigrant Aid Society Calgary Alb	172,480
• Catholic Social Services Edmonton Alb	248,523
• Edmonton Mennonite Society for Assistance Edmonton Alb	118,586
Région de la Colombie-Britannique et du Yukon—	
• Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B	299,855
• Multilingual Orientation Services Association for Immigrant Communities MOSAIC Vancouver C-B	143,065
• Orientation Adjustment Services for Immigrants OASIS Vancouver C-B	107,383
• Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B	151,550
• United Chinese Community Enrichment Services Society Sucess Vancouver C-B	317,327
Programme d'accueil $999,042	
Région de l'Ontario—	
• Metro Toronto Host Committee Toronto	121,474
• Metro Toronto Host Program Toronto	103,345
Programme de cours de langue aux fins d'établissement $6,837,170	
Région de la Colombie-Britannique et du Yukon—	
• Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B	182,425
• Multilingual Orientation Services Association for Immigrant Communities Vancouver C-B	200,170
• Orientation Adjustment Services for Immigrants Vancouver C-B	180,582
• Surrey Delta Immigrant Services Surrey C-B	125,964
• United Chinese Community Enrichment Services Society Sucess Vancouver C-B	193,679
Quartier général national—	
• International Organization for New York NY	1,630,201
Région de la Saskatchewan—	
• Regina Open Door Society Regina	103,774
Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—	
• Edmonton Catholic School District #7 Edmonton Alb	119,950
• Edmonton Mennonite Society for Assistance Edmonton Alb	123,670
Programme d'information sur l'arriéré des revendications du statut de réfugiés $2,131,539	
Région de l'Ontario—	
• Multicultural Assistance Services Mississauga	116,797
• Toronto Refugee Info & Drop In Ctr Toronto	138,964

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $347,691,596[8]

Département $347,102,577[8]

	$
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques, à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales $232,300	
Université de Calgary pour l'Institut canadien de recherche énergétique $175,000	
• Université de Calgary Calgary Alb	175,000
Recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux $1,396,000	
• Université McGill Montréal Qué	112,131
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques, à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales $1,116,621	
Paiements au programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur $1,301,336	
• Alberta Energy Co Ltd Calgary Alb	701,946
• Canagrad Geophysics Ltd Calgary Alb	130,000
Fonds de recettes provenant des ressources Canada/Nouvelle-Écosse $14,227	
Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve $23,865,116	
• Fonds de développement Canada/Terre-Neuve St John's T-N	23,865,116
Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers $2,410,000	
• Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers St-John's T-N	2,410,000
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers $875,000	
• Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers Halifax N-É	875,000
Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse $2,825,892	
• Province of Nova Scotia Provincial Tax Commission Halifax N-É	2,825,892
Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line $8,352,211	
• Interprovincial Pipe Line Limited Edmonton Alb	8,352,211
Indemnisation pétrolière ($867,731)[8]	
• Turbo Resources Ltd Calgary Alb	(867,731)
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval Québec Qué $135,000	
• Groupe de recherche en économie de l'énergie Québec Qué	135,000
Programme de construction des embranchements $1,678,790	
• Gaz Métropolitain E&E Montréal Qué	1,678,790
Quote-part du gouvernement fédéral au programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité $1,732,000	
• Association canadienne de l'électricité Montréal Qué	1,732,000
Contribution pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur les économies d'énergie dans le secteur des transports $27,459	

	$
Nouvelle technique—Économie d'energie et remplacement du pétrole $507,307	
• Association canadienne de l'électricité Montréal Qué	209,013
Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides $380,000	
• Canadian Gas Association Don Mills Ont	230,000
• Propane Gas Association of Canada Inc Calgary Alb	150,000
Véhicules alimentés au gaz naturel $316,550	
• BC Gas Inc Vancouver C-B	266,300
Association canadienne de constructeurs d'habitation $16,500	
Initiatives peu coûteuses en matière d'énergie $782,353	
• CIPEC The Canadian Textile Institute Ottawa Ont	300,000
• Coordinating Council Trustee c/o Canadian Hospital Association Ottawa Ont	171,811
Contributions à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie $2,489,129	
• ICI Autocolor Toronto Ont	144,597
• Guertin Bros Coating and Sealants Winnipeg Man	136,921
• Imperial Oil Limited North York Ont	225,600
• Nor-am Electrical Limited Markham Ont	435,590
• Powerplex Technologies Inc Downsview Ont	149,109
• Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe Claire Qué	810,245
• Stackpole Limited Toronto Ont	443,494
Prairie Agricultural Machinery Institute $10,500	
Contributions à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de la production avancée d'hydrogène électrolytique $728,724	
• Hydrogen Industry Council Montréal Qué	324,624
• University of Toronto Toronto Ont	350,000
Entente de coopération Canada/Île-du-Prince-Édouard sur le développement des énergies de remplacements et l'efficacité énergétique $789,433	
• Maritime Electric Company Ltd Charlottetown Î-P-É	100,000
• Prince Edward Island Energy Corporation Charlottetown Î-P-É	618,848
À l'appui du projet de gazoduc de l'Île de Vancouver $137,695,072	
• Pacific Coast Energy Corporation Vancouver C-B	137,695,072
Contribution à la stratégie relative à l'amiante $2,499,429	
• The Asbestos Institute Montréal Qué	2,499,429
Programme de sondage des fonds marins $1,757,593	
• National Science Foundation Washington DC É-U	1,757,593
Bureau de recherche et de technologie des sables bitumineux de l'Alberta $269,362	
• Trésorier provincial Edmonton Alb	217,500
Institute of Man and Resources $104,689	
• Institute of Man and Resources/AWTS Charlottetown Î-P-É	104,689
ORTECH International $396,000	
• ORTECH International Mississauga Ont	396,000
OSLO Integrated Oil Sands $35,353,750	
• OSLO Alberta Limited Calgary Alb	35,353,750
Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources $196,000	
• Queen's University Kingston Ont	196,000
Contributions aux provinces pour l'exécution du programme aux termes de l'Entente sur le développement minéral $3,817,238	
• Centre Canadien d'Automation Montréal Qué	300,000
• Centre de Technologie Noranda Pointe Claire Qué	108,799
• Magnola Joint Venture Montréal Qué	278,283
• Minister of Finance Brandon Man	189,537

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

	$
• Ministre des Finances du Québe Québec Qué	1,894,020
• Minova Inc Toronto Ont	250,000
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	279,000

Association canadienne de l'électricité—Contrôle de la pollution $144,793

• Association canadienne de l'électricité Toronto Ont	144,793

À l'appui du projet de développement Hibernia $30,683,536

• Husky Oil Operations Limited Ottawa Ont	21,538,947
• Hibernia Management Development Company Ltd St John's T-N	9,144,589

Projet de développement Hibernia—Remboursable $251,839

• Hibernia Management Development Company Ltd St John's T-N	113,033
• Internation Gas Union Federal Republic of Germany	138,806

Association canadienne de l'électricité $37,120

Entente sur le pétrole lourd Canada/Saskatchewan $184,649

• Saskatchewan Energy and Mines Publications Regina Sask	184,649

Contribution à la province de Québec pour l'exécution du plan de développement de l'Est du Québec $1,608,030

• Gouvernement du Québec Québec Qué	1,608,030

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie $856,580

• IEA Coal Research	152,047
• Netherlands Energy Research Foundation La Haye Pays-Bas	209,367
• Novem BV Credit Lyonnais Bank Nederland NV Sittard Pays-Bas	229,351

Commission d'énergie du Nord canadien $20,401

Paiements au Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada $79,936,779

• Agnico-Eagle Mines Limited Toronto Ont	300,000
• American Eagle Petroleums Ltd Calgary Alb	588,452
• Anderson Exploration Ltd Calgary Alb	878,368
• Bapty Research Limited Kimberley C-B	225,000
• Breakwater Resources Ltd Vancouver C-B	300,000
• Brie Resources Ltd Calgary Alb	348,961
• Canadian 88 Energy Corp Red Deer Alb	541,621
• Canamax Resources Inc Vancouver C-B	474,980
• Chauvco Resources Ltd Calgary Alb	211,154
• Clearport Petroleums Ltd Calgary Alb	146,465
• CMP 1990 Resource Partnership and Company Limited Toronto Ont	5,066,153
• Coho Resources Ltd	424,813
• Continental Gold Corporation Vancouver C-B	300,000
• Deep Basin Petroleum Corp Calgary Alb	145,541
• Devnic Energy Inc Calgary Alb	126,069
• Discovery West Corp Calgary Alb	351,540
• Dynalta Drilling 90 Corp Calgary Alb	586,402
• Dynamic Oil Ltd Vancouver C-B	370,500
• Encor Inc Calgary Alb	1,646,994
• Gardiner Oil and Gas Limited Calgary Alb	418,514
• Geddes Resources Limited Toronto Ont	300,000
• Goldbelt Mines Inc Vancouver C-B	187,592
• Greenstone Resources Ltd Toronto Ont	228,972
• Grosvenor Park Natural Gas Fund Limited Toronto Ont	946,894
• Homestake Mining Company Vancouver C-B	1,713,263
• Joss Energy Ltd Toronto Ont	150,539
• Lasmo Canada Inc Calgary Alb	576,446
• Major General Resources Ltd Vancouver C-B	180,189
• Middlefield Resource Fund 1990 Limited Partnership Toronto Ont	1,365,188
• Morgan Hydrocarbons Inc Calgary Alb	534,492
• New Jordan Petroleum Ltd Vancouver C-B	159,336
• Newhawk Gold Mines Ltd Vancouver C-B	120,000
• Nim and Company, Limited Partnership-1989 Vancouver C-B	130,328
• Northwest Gold Corporation Toronto Ont	520,108
• Numac Oil & Gas Ltd Edmonton Alb	2,389,176
• Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb	465,105
• Pan East Resources Inc Calgary Alb	188,388
• Pancontinental Oil Ltd Calgary Alb	548,620
• Pinnacle Resources Ltd Calgary Alb	165,960
• Princeton Mining Corporation Vancouver C-B	599,999
• Quadron Resources Ltd Calgary Alb	245,391
• Ressources Minières Forbex Inc Rouyn-Noranda Qué	300,326
• Ressources Minières Rouyn Inc Rouyn-Noranda Qué	180,000
• Skyline Gold Corporation Vancouver C-B	406,400
• Société d'Exploration Minière Mazarin Inc Québec Qué	129,482
• Summit Resources Limited Calgary Alb	1,064,674
• Truax Resources Corp Calgary Alb	140,816
• Ulster Petroleums Ltd Calgary Alb	943,331
• Voyager Energy Inc Calgary Alb	480,049

Commission de contrôle de l'énergie atomique $589,019

Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire $9,500

Subventions aux étudiants inscrits à un programme d'études supérieures au Canada en sciences ou en génie nucléaires $27,500

Contribution pour le programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'éxécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique $552,019

• Agence internationale de l'énergie atomique Vienne Autriche	552,019

ENVIRONNEMENT $50,383,055

Département $50,383,055

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $1,551,476

Contribution au Conseil canadien des ministres et de l'Environnement pour un montant équivalent au tiers de son budget de fonctionnement $741,124

• Conseil canadien des ministres de l'Environnement Downsview Ont	741,124

Contributions à des organismes sans but lucratif pour des projets de la Semaine de l'environnement $706,752

Programme d'appui des participants $103,600

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $46,660,250

Subvention aux organismes environnementaux non gouvernementaux $149,425

Subventions à l'Association canadienne des géographes $7,000

Subvention au Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau $5,000

Subventions à la Creston Valley Wildlife Management $100,000

• Creston Valley Wildlife Management Creston C-B	100,000

Subvention à l'Institut canadien de la fourrure $20,000

Subvention à la Fondation Habitat Faunique Canada $2,931,513

• Fondation Habitat Canada Ottawa Ont	2,931,513

Subvention au fonds pour la toxicologie faunique $166,000

• World Wildlife Fund Toronto Ont	166,000

Subvention au Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe $10,000

Subvention à la Société canadienne de métérologie et d'océanographie $20,000

Subvention aux fins de recherche en météorologie $784,000

Subvention à la "Saskatchewan Water Corporation" $6,000,000

• Saskatchewan Water Corporation Moose Jaw Sask	6,000,000

Subvention à la fédération candienne de la faune $10,000

Subvention à la fédération canadienne de la nature $10,000

Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables $2,256,587

• Edmonton Alb	668,128
• Fredericton N-B	150,777

ENVIRONNEMENT—*Suite*

	$
• Québec Qué	418,305
• Toronto Ont	329,198
• Victoria C-B	500,000
Contribution à la Province du Québec—Accord sur les relevés hydrométriques $812,634	
• Québec Qué	812,634
Contribution à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada/Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs $1,870,000	
• Toronto Ont	1,870,000
Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction $65,498	
Contribution à la province du Québec aux fins de l'accord de contrôle de la qualité des eaux $330,940	
• Québec Qué	330,940
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000	
Contributions aux provinces destinées à la mise en oeuvre des recommendations visant la planification des ressources hydrologiques: Saskatchewan—Qu'Appelle Valley $136,306	
• Regina Sask	136,306
Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser $1,750,000	
• Victoria C-B	1,750,000
Contribution aux organismes environnementaux non gouvernementaux $192,431	
Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques $95,000	
Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada $460,000	
• Institut de la fourrure du Canada Toronto Ont	460,000
Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine $9,050	
Contribution à la Province de Québec—Accord de la Baie James $83,187	
Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse concernant le nettoyage des étangs bitumineux de Sydney $8,229,086	
• Halifax N-É	8,229,086
Contribution—Droit d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale $1,304,348	
Bourses d'études pour le programme météorologique $85,000	
Contribution au Réseau canadien pour la protection de l'environnement $545,000	
• Réseau canadien pour la protection de l'environnement Ottawa Ont	545,000
Contribution aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau $146,400	
• Winnipeg Man	146,400
Contribution dans le cadre du programme "Les partenaires de l'environnement" $4,700,698	
• Centre de formation en entreprise et récupération ltée Victoriaville Qué	180,000
• Friends of Wye Marsh Midland Ont	176,893
Contribution à la coalition canadienne contre les pluies acides $80,000	
Contribution à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale $19,083	
Contribution au Plan nord-américain de gestion de la sauvagine $3,757,476	
• Ducks Unlimited Winnipeg Man	828,400
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	375,000

	$
• Nature Conservancy of Canada Toronto Ont	279,904
• Wildlife Habitat Canada Ottawa Ont	283,900
• Saskatchewan Wetlands Conservation Regina Sask	1,517,600
• Manitoba Habitat Corporation Winnipeg Man	200,000
Contribution au Fonds mondial pour la nature Canada $205,600	
• Fonds mondial pour la nature Canada Toronto Ont	205,600
Contribution au Programme international sur la sécurité des substances chimiques (PISSC) de l'Organisation mondiale de la santé $10,000	
Contribution à la province de Québec en vue d'implanter des mesures environnementales au Québec pour la protection et la dépollution du fleuve Saint-Laurent $2,355,549	
• Québec Qué	2,355,549
Contribution au Comité sur l'état de la faune du Canada $10,000	
Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement $250,659	
• The Center for Our Common Future Genève Suisse	250,659
Contribution au Plan d'action du St-Laurent, volet Conservation, programme de sauvegarde des habitats $300,000	
Programme de développement technologique du Centre St-Laurent $289,574	
Subvention à la Société royale du Canada pour l'établissement d'une revue scientifique bilingue $666,000	
• Société royale du Canada Ottawa Ont	666,000
Subvention à la "Canadian Energy Research Institute" $50,000	
Programme de subventions de recherches aux universités—Qualités de l'eau des Grands Lacs $620,000	
Subvention à l'Institut international pour le développement durable $1,750,000	
• Institut international pour le développement durable Winnipeg Man	1,750,000
Subventions au fonds multilatéral du Protocole de Montréal $2,445,280	
• UN Multilateral Fund Secretariat Montréal Qué	200,000
• UN Fund for Montreal Protocol on Ozone Layer New York NY É-U	2,245,280
Subvention au "Friends of Wye Marsh" $300,000	
• Friends of Wye Marsh Midland Ont	300,000
Subvention à la Société linnéenne du Québec $48,926	
Subventions aux universités pour le Plan d'action du St-Laurent $167,000	
Subventions de catégorie à des universités $35,000	
PROGRAMME PARCS $2,171,329	
Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba $30,000	
Subvention à la Société pour la protection des parcs et des sites naturels $20,000	
Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs $16,564	
Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial $93,673	
Contribution pour l'acquisition et la restauration de la Maison Trestler $12,989	
Contribution au conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine $6,250	
Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels $46,043	
Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $32,925	
Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper $15,322	

ENVIRONNEMENT—*Fin*

	$
Contribution au Conseil international des monuments et des sites $40,000	
Contribution au programme canadien sur l'Homme et la biosphère $15,000	
Contribution à la Compagnie Franche de la Marine $66,000	
Contribution aux associations coopératives des activités de Parcs $245,285	
Contribution au Musée de l'armée $31,000	
Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles $158,681	
Contributions pour des accords de partage des frais pour la rénovation de lieux et des monuments d'importance historique nationale $997,887	
• Meewasin Valley Saskatoon Sask	209,000
• Music Building Toronto Ont	394,000
• SS Moyie Kaslo C-B	105,000
• St Thomas City Hall St Thomas Ont	250,000
Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles—Centre de surveillance continue de la conservation de la nature $15,000	
Contribution au fonds mondial pour la nature $65,000	
Contribution à la ville de Banff pour le pavage de l'avenue Banff $150,000	
• Ville de Banff Banff Alb	150,000
Contribution à l'université de l'Alberta—Études sur les wapitis $20,000	
Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature—IV Congrès mondial sur les parcs $50,000	
Contribution au Conseil consultatif du Lac Louise $3,710	
Université de la Columbie-Britannique—Département de pédologie $30,000	
Contribution à la "Second Century Conservation Club"—Initiative des aînés $10,000	

AFFAIRES EXTÉRIEURES $2,312,377,893

Département $219,635,855

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $219,621,855

	$
Activités liées à la coopération économique dans la région du Pacifique $250,000	
• Canadian Chamber of Commerce Ottawa Ont	250,000
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones $7,094,771	
Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000	
Fondation Asie-Pacifique du Canada pour l'administration du programme $575,000	
Association atlantique des jeunes dirigeants politiques $1,000	
Conseil Atlantique du Canada $7,500	
Secrétariat de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux $60,000	
Conseil commercial Canada-Arabe $100,000	
Subvention au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement $100,000	
Conseil canadien pour les Amériques $70,000	
Conseil canadien de droit international $12,000	
Conseil canadien pour le développement de commerce avec la Turquie $32,000	
Industrie canadienne de la fourrure $160,000	
• The Fur Institute of Canada Toronto Ont	160,000
Institut canadien des affaires internationales $45,000	
Centre d'échange législatif $89,000	
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval $31,500	
Fondation du Commonwealth $916,885	
Conseil des sciences du Commonwealth $221,678	
Secrétariat du Commonwealth $3,116,715	
Programme du Commonwealth pour la jeunesse $1,033,359	
Conférence sur la négotiation de mesures de confiance et le renforcement de la sécurité $658,066	
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) $941,613	
Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur $20,000	
Contributions pour l'aide économique à la Pologne et à la Hongrie $4,046,666	
• OCDE Ottawa Ont	196,246
• Prospectus Publications Ltd Ottawa Ont	102,759
• Canadian Executive Services Toronto Ont	732,206
• CPCS Ltd Montréal Qué	195,000
• International Livestock Kempville Ont	780,000
• The German Marshall Fund US Washington DC É-U	105,000
• Enterprise York Ottawa Ont	400,000
• Le Groupe Conseil Eduplus Inc Ottawa Ont	357,000
• Canadian Bar Foundation Ottawa Ont	117,100
• Organisation Can pour La Solidarité Montréal Qué	132,129
• The Canadian Consortium Toronto Ont	225,000
Contributions aux projets et activités de développement découlant des Sommets de la Francophonie $800,000	
Contributions pour la promotion commerciale dans la région de l'Asie et du Pacifique $153,124	
• Canada Beef Export Federation Calgary Alb	150,000
Contributions aux entreprises pour promouvoir le commerce dans la région Asie-Pacifique $200,000	
Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger $18,990,090	
Contribution en vertu du Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon $301,384	
• Synbar Laboratories Edmonton Alb	175,000
Négociations sur la stabilité conventionnelle $513,460	
Conseil de coopération douanière $350,193	
Secrétariat de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe $63,800	
Centre de prévention des conflits de la CSCE $63,800	
Bureau des élections libres de la CSCE $31,900	
Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN $25,793	
Mission d'observation des élections au Bangladesh $40,600	
Subventions pour l'aide financière dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements $101,344	
Aide financière dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements $129,967	
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture $11,833,926	

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
Association de la Communauté du service extérieur $20,000	
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce $3,088,664	
Subventions pour l'aide économique et politique à l'Europe centrale, l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique $500,000	
Subventions pour l'apprentissage des langues et des réalités culturelles asiatiques $1,950,000	
• Asia Pacific Foundation Ottawa Ont	1,200,000
• Simon Fraser University Vancouver C-B	200,000
• OCIB North York Ont	450,000
Chambre de commerce du Canada à des fins de promotion du commerce extérieur de la région de l'Asie et du Pacifique $2,043,000	
• Chambre de commerce du Canada Ottawa Ont	2,043,000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités $17,330,215	
• World University Services Ottawa Ont	165,725
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	6,011,697
• International Council for Canadian Studies Ottawa Ont	4,551,055
• Association for Canadian Studies in the US Washington DC É-U	133,083
• Foundation for education exchange between Canada and US Ottawa Ont	230,500
• The foundation for Canadians Ottawa Ont	110,375
• Shastri-Indo Canadian Institute Calgary Alb	315,000
Subventions dans le domaine des relations culturelles $6,602,833	
• Carbone 14 Montréal Qué	217,000
• Les Grands Ballets Canadiens Montréal Qué	385,000
• National Arts Centre Orchestra Ottawa Ont	200,000
• Padac Art Foundation Toronto Ont	310,000
• Royal Winnipeg Ballet Winnipeg Man	775,000
• The Canadian Council Ottawa Ont	180,000
• Théatre Repère Québec Qué	238,000
• Toronto Symphony Orchestra Toronto Ont	305,500
• Cirque du Soleil Montréal Qué	377,000
• O Vertigo Danse Montréal Qué	135,920
• Ballet British Columbia Vancouver C-B	110,000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil $4,978,976	
• Ville d'Ottawa Ottawa Ont	2,264,461
• Village de Rockcliffe Park Ont	1,095,377
• Ville de Toronto Ont	1,347,211
Subventions pour la surveillance des sanctions prises contre l'Afrique du Sud $99,971	
Subvention globale pour promouvoir le dialogue touchant l'Afrique du Sud $1,810,451	
• South Africa Education Trust Fund Ottawa Ont	375,000
• GGBS Ottawa Ont	1,332,451
Subventions en vue de promouvoir les relations politiques et économiques avec la région Asie-Pacifique $474,936	
Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international $980,000	
• CIBS University of BC Vancouver C-B	100,000
• CIBS Carleton University Ottawa Ont	200,000
• CIBS École des Hautes Études Commerciales Montréal Qué	100,000
• CIBS University of Alberta Edmonton Alb	100,000
• CIBS Dalhousie University Halifax N-É	100,000
• CIBS University of Saskatchewan Saskatoon Sask	100,000
• CIBS University of Western Ontario London Ont	100,000
• CIBS University of Manitoba Winnipeg Man	100,000

	$
Subvention au Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse $38,000	
Subvention au Groupe canadien de la Commission trilatérale $30,000	
Campagne d'information concernant la question des pêches dans l'Atlantique nord-ouest $135,415	
Agence internationale de l'énergie atomique $7,024,014	
Office du baccalauréat international $5,000	
Centre de recherche sur le commerce international $15,000	
Organisation de l'aviation civile internationale $1,299,769	
Organisation internationale du café $101,696	
Bureau international des tarifs douaniers $76,000	
Agence internationale de l'énergie $770,000	
Fonds international pour l'Irlande $500,000	
Institut international pour les sciences administratives $37,873	
Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau $724,000	
Organisation internationale du jute $7,745	
Organisation internationale du travail $7,955,474	
Groupe d'étude international du plomb et du zinc $55,878	
Organisation maritime internationale $268,910	
Groupe d'étude international du nickel $45,000	
Académie international de la paix $100	
Groupe international d'études sur le caoutchouc $23,513	
Organisation internationale du sucre $197,221	
Organisation internationale des bois tropicaux $28,594	
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture $1,767,318	
Conférence sur les perspectives Canada-Amérique latine $150,000	
Secrétariat du Protocole de Montréal sur l'ozone $94,049	
Centre de commerce mondial de Montréal $100,000	
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile $7,048,454	
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques $1,893,979	
L'institut Nord-Sud à l'appui du Forum Canada-Amérique Latine $150,000	
Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire $404,000	
Organisation de coopération et de développement économiques $6,974,455	
Organisation de coopération et de développement économiques et Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement $143,921	
L'Organisation des États américains $4,938,441	
Organisation panaméricaine de la santé $4,737,341	
Institut panaméricain de géographie et d'histoire $10,000	
Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale $5,907,024	
Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt Campobello $578,677	
Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique $223,204	

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
Cour permanente d'arbitrage $13,350	
Forum quadrangulaire $30,000	
Remboursements aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada $7,129	
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française $63,955	
Comité de l'acier de l'Organisation de coopération et de développement économiques $40,710	
Fonds volontaire spécial du Secrétariat du Commonwealth $164,020	
Contribution pour le développement de la technologie avec l'Europe $347,869	
• APRO Ottawa Ont	140,000
Programme d'échange de technologie $2,303,485	
Institut canadien de gestion en télécommunications $186,190	
Colloque de l'Université Laval $40,000	
Conseil commercial canada-arabe pour le bureau commercial dans les Émirats arabes unis, Dubai $166,990	
Subvention à l'Association canadienne des Nationa Unies $110,000	
Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale $12,000	
Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement $999,739	
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture $10,078,297	
Contributions aux Nations Unies pour la mission de vérification des Nations Unies en Angola $353,754	
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones $35,000	
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel $3,115,300	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Irak $860,918	
Force intérimaire des Nations Unies au Liban $5,225,516	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Amérique centrale $1,200,391	
Organisation des Nations Unies $32,860,364	
Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement $706,599	
Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud $40,000	
Fonds volontaires des Nations Unies pour l'environnement $1,100,000	
Secrétariat de la Convention de Vienne sur l'ozone $19,816	
Organisation mondiale de la santé $10,951,156	
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle $518,062	
WNYE/PBS TV Brooklyn New York NY É-U $50,000	
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $14,000	
Droits d'affiliation du Canada au Bureau international des expositions $14,000	

Agence canadienne de développement international $2,092,742,038

	$
Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $11,438,453	
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	1,662,376
• Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont	1,810,862
• Department of External Affairs Ottawa Ont	225,235
• Direction de la coopération internationale (SQAEE) Québec Qué	6,897,741
• International Centre for Ocean Development Halifax N-É	261,945
• Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada Ottawa Ont	310,000
Subventions à l'Institut Nord-Sud $750,000	
• Institut Nord-Sud Ottawa Ont	750,000
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développemnt international et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $159,280,000	
• Association des universités partiellement ou entièrement de langue française fonds international de coopération universitaire New York NY É-U	561,300
• Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont	171,117
• Commonwealth Fund for Technical Co-operation New York NY É-U	18,760,000
• Commonwealth of Learning Ottawa Ont	700,000
• Conférence des ministres de l'éducation (French-speaking countries) Dakar Sénégal	113,700
• Confejes Bourse Dakar Sénégal	600,000
• Confejes Project Dakar Sénégal	240,000
• Consultation Group International Ottawa Ont	18,200,000
• International Agricultural Research Centre Washington DC É-U	153,750
• International Atomic Energy Agency Vienne Autriche	1,250,000
• International Council for Research in Agroforestry New York NY É-U	600,000
• International Institute for Educational Planning New York NY É-U	335,000
• International Trade Centre Genève Suisse	1,300,000
• Onchocerciasis Control Program New York NY É-U	1,800,000
• Programme spécial de développement de l'agence de coopération culturelle et technique New York NY É-U	1,690,000
• Tropical Diseases Research Program New York NY É-U	1,850,000
• United Nations Children's Fund Ottawa Ont	17,250,000
• United Nations Development Fund for Women New York NY É-U	1,350,000
• United Nations Development Program New York NY É-U	73,278,655
• United Nations Educational & Training Program for South Africa New York NY É-U	350,000
• United Nations Fund for Population Activities Ottawa Ont	13,150,000
• World Bank Washington DC É-U	500,000
• World Health Organization Ottawa Ont	4,700,000
Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou à des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans les pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $161,391,413	
• ADM Agri Industries Ltd Windsor Ont	369,391
• Alta Wheat Pool Calgary Alb	194,832
• BC Pea Growers Ltd Armstrong C-B	647,476
• Bergerco Canada Winnipeg Man	664,564
• BP Kent Flour Mills Ltd Virden Man	743,896
• Canada Packers Inc Toronto Ont	1,937,624
• Canadian Dairy Commission Ottawa Ont	9,791,385
• Canadian Wheat Board Winnipeg Man	58,972,180
• Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb	786,805
• Connors Bros Ltd St John N-B	7,573,824
• Continental Grain Company Canada Ltd Winnipeg Man	3,204,413
• Cook's Division of Parris & Heimbecke Hensall Ont	562,407

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• CSP Foods Ltd Saskatoon Sask	538,500
• CSP Foods Ltd (HQ) Winnipeg Man	1,157,255
• Dover Flour Mills Cambridge Ont	1,540,997
• Ellison Milling Co Lethbridge Alb	563,582
• Finora Canada Ltd Surrey C-B	348,798
• Fisheries Prices Support Board Ottawa Ont	2,860,000
• Food Agriculture Organization Genève Suisse	100,412
• Great Canadian Bean Co Inc Ailpa Craig Ont	204,698
• Hensall District Cooperative Inc Hensall Ont	619,403
• IMO Foods Ltd Halifax N-É	429,440
• International Grain Trade Canada Inc Vancouver C-B	150,503
• Maple Leaf Mills Ltd Rexdale Ont	11,681,823
• Ogilvie Flour Co Ltd Montréal Qué	11,672,458
• Ontario Wheat Producers Chatham Ont	2,872,066
• P Janes & Sons Ltd Trinity Bay T-N	125,443
• Parrish & Heimbeeker Ltd Toronto Ont	201,800
• Pioneer Grain Co Ltd Winnipeg Man	538,463
• Proctor & Gamble Inc Toronto Ont	2,141,220
• Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué	4,899,783
• Roy Légumex Inc St Jean Baptiste Man	2,418,933
• Société des pêches de Newport Inc Newport Qué	621,000
• SSC Revenu—Fund General Supply Hull Qué	261,801
• WG Thompson & Sons Ltd Blenheim Ont	589,908
• World Bank Washington DC É-U	113,548
• World Food Program Genève Suisse	28,887,457

Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $103,992,500

• Adventist Development and Relief Oshawa Ont	254,350
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	1,064,469
• Canadian Council of Churches Toronto Ont	2,133,666
• Canadian Physicians for Aid and Relief Toronto Ont	200,000
• Canadian Red Cross Society Ottawa Ont	5,420,750
• Care Canada Ottawa Ont	1,531,025
• Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué	160,000
• CUSO Ottawa Ont	242,500
• International Committee of the Red Cross Genève Suisse	12,810,000
• International Labour Office Ottawa Ont	600,000
• International Organization for Migration Genève Suisse	6,500,000
• League of Red Cross Societies Genève Suisse	2,520,000
• Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué	280,000
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	175,000
• Pan-American Health Organization Washington DC É-U	1,315,000
• Save the Children Canada Toronto Ont	150,000
• Unicef Canada Toronto Ont	150,000
• United Nations Border Relief Operations Ottawa Ont	2,000,000
• United Nations Children's Fund Ottawa Ont	11,540,800
• United Nations Disaster Relief Organization Hull Qué	2,485,000
• United Nations High Commissioner for Refugees Ottawa Ont	29,427,275
• United Nations Relief & Works Agency for Palestinian Refugees Ottawa Ont	11,651,000
• United Nations Development Program New York NY É-U	375,000
• United Nations Special Coordinator for Afghanistan Hull Qué	1,650,000
• World Food Programs Ottawa Ont	6,650,000
• World Health Organization Genève Suisse	761,450
• World Relief Canada Willowdale Ont	417,670
• World Vision Canada Mississauga Ont	730,000
• Young Men's Christian Association Canada Ottawa Ont	300,000

Subventions au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique en vertu de la Partie 28(c) de la Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique $3,000,000

• Centre international des droits de la personne et du développement démocratique Hull Qué	3,000,000

Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $61,517,999

	$
• Adventist Development and Relief Agency Oshawa Ont	1,126,857
• African Association Public Administration Addis Ababa Éthiopie	299,755
• Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	2,385,284
• Aide médicale internationale à l'enfance La Pocatière Qué	187,671
• Asian Institute of Management Bangalore Inde	182,069
• Assistance médicale internationale Montréal Qué	450,000
• Association of Management and Training for Institutions Eastern & Southern Africa	228,383
• Association Institution Management Francophone Africa Abidjan Côte d'Ivoire	113,000
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	105,000
• Association québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué	901,572
• Canadian Consortium of Management Schools Calgary Alb	469,060
• Canadian Federation Deans Management Saskatoon Sask	270,596
• Canadian International Development Agency Hull Qué	1,101,956
• Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man	2,380,455
• Canadian Organization Development Ottawa Ont	4,655,000
• Canadian Red Cross Society Ottawa Ont	358,187
• Canadian Teacher's Federation Ottawa Ont	129,493
• Carrefour Tiers-Monde Inc Québec Qué	123,480
• Centre africain de formation et de recherche pour le développement Tanger Maroc	162,377
• Centre amitié de solidarité internationale Thetford Mines Qué	150,861
• Club 2/3 Inc Montréal Qué	1,350,500
• Collaboration santé internationale Québec Qué	580,000
• Common Heritage Program Ottawa Ont	177,856
• Commonwealth Association of Tax Administrators Londres Royaume-Uni	202,336
• CUSO Ottawa Ont	125,190
• Development Education Centre Toronto Ont	151,158
• Development Education Coordinating Council of Alberta Calgary Alb	702,485
• Eastern and Southern African Management Institute Arusha Tanzanie	594,141
• École des hautes études commerciales Montréal Qué	115,000
• Entraide Missionnaire Inc Montréal Qué	100,100
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	2,800,293
• Fondation Jules et Paul-Émile Léger Outremont Qué	4,650,000
• Foster Parents Plan of Canada Toronto Ont	5,300,000
• Gestion Nord-Sud Inc Outremont Qué	577,478
• Groupe Action Nord-Sud Montréal Qué	101,301
• Groupe d'appui et de développement institutionnel Montréal Qué	300,000
• Institut national de la recherche scientifique Montréal Qué	1,125,000
• Interchurch Fund for International Development Toronto Ont	2,750,000
• International Development Education Resources Association Vancouver C-B	136,000
• International Institute for Sustainable Development Winnipeg Man	1,000,000
• Jeunesse du Monde Québec Qué	330,000
• K-W Overseas Aid Inc Waterloo Ont	117,224
• London Cross Cultural Learner Centre London Ont	186,024
• Manitoba Council for International Cooperation Winnipeg Man	447,933
• Manitoba Institute of Management Winnipeg Man	691,338
• Mennonite Central Committee Canada Winnipeg Man	3,391,450
• Organisation catholique canadienne Montréal Qué	7,866,645
• Oxfam-Québec Montréal Qué	1,112,390
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	132,550
• Plan Nagua Inc Québec Qué	109,105
• Prodeva Tiers-monde Laprairie Qué	554,600
• Queen's University Kingston Ont	225,322

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Saskatchewan Council for International Cooperation Regina Sask	504,499
• Save a Family Plan London Ont	293,001
• St Mary's University Halifax N-É	169,754
• Third World Resource Centre (Windsor) Windsor Ont	104,036
• Unicef Canada Toronto Ont	105,690
• United Church of Canada Toronto Ont	163,826
• United Nations Association of Canada Ottawa Ont	153,670
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	470,000
• University of British Columbia Vancouver C-B	488,987
• University of Calgary Calgary Alb	136,400
• University of Manitoba Winnipeg Man	163,961
• Victoria International Development Education Association Victoria C-B	147,383
• World Food Day Association of Canada Ottawa Ont	199,500

Subventions à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et paiement de dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $20,620,335

• African Association for Literacy and Adult Education Nairobi Kenya	533,500
• African International Council Ottawa Ont	105,000
• Approtech Asia Manila Philippines	142,500
• Asian Cultural Forum Development Bangkok Thailande	100,000
• Association Promotion Initiative Cameroun Afrique	111,000
• Caribbean Conservation Association St Michael Barbades	130,000
• Centre for African Studies Nairobi Kenya	440,000
• Comité international liaison corps pour alimentation Waltham É-U	197,000
• Commonwealth Trade Union Council London Angleterre	125,000
• Consejo Education Adultos America Latina Santiago Chili	370,000
• Department of External Affairs Ottawa Ont	436,999
• Defence for Children International Genève Suisse	143,000
• Disabled People's International Winnipeg Man	473,860
• Environment Liaison Centre Nairobi Kenya	271,500
• Foundation for International Training Don Mills Ont	418,400
• Global Committee Parliamentarians Population Development New York NY	276,000
• Innovation et réseaux pour développement Genève Suisse	193,500
• Institut africain pour développement Abidjan Côte d'Ivoire	450,000
• Instituto Internacional de Medio Ambiente y Desarrollo Buenos Aires Argentine	195,000
• Inter-American Institute Human Right Ste-Foy Qué	101,250
• Inter-American Legal Service Association Bogota Colombie	145,000
• Inter-American University Association Ste-Foy Qué	250,000
• International Centre for Law and Development New York NY É-U	115,000
• International Communication Management Population Program Selangor Malaisie	315,000
• International Council for Adult Education Toronto Ont	721,595
• International Development Law Institute Rome Italie	170,000
• International Federation for Family Life Promotion Washington DC É-U	216,300
• International Federation Institute Advanced Study Trieste Italie	219,000
• International Ocean Institute Halifax N-É	343,000
• International Planned Parenthood Federation Londres Angleterre	6,534,410
• International Union Conservation Nature Gland Suisse	166,000
• International Union Science Study Population Liège Belgique	107,762
• Intosai Development Initiative Ottawa Ont	180,500
• I S I S International Rome Italie	205,000
• Latin American Institute of Transnational Studies Santiago Chili	230,200
• Network Community Oriented Educational Institutions for Health Sciences Maastricht Pays-Bas	179,000
• Pan-African Institute for Development Genève Suisse	850,000
• Population Council New York NY É-U	213,700
• Society for International Development Washington DC É-U	169,300
• Third World Academy of Sciences Trieste Italie	349,523
• Union pour étude de la population africaine Dakar Sénégal	232,300
• Women's International Cross Cultural Exchange Genève Suisse	135,500
• Women's World Banking New York NY É-U	270,000
• World Council Indigenous People Ottawa Ont	341,000

Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, et contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux et à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou de régions donnés, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $914,351,749

• AJ Graham Engineering Ottawa Ont	127,230
• ARA Group Inc Toronto Ont	5,955,366
• Abitibi Price Montréal Qué	2,442,200
• Abonyi George Ottawa Ont	105,289
• Adam Authier Boyer Shea Brossard Qué	2,040,930
• ADI Ltd St John N-B	848,830
• Affiliated Customs Brokers Ltd Montréal Qué	121,418
• African Development Bank Côte d'Ivoire Afrique	588,840
• African Economic Research Consortium New York NY É-U	138,750
• African Medical and Research Foundation Pickering Ont	1,587,506
• Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	3,321,456
• Agri Consult Inc Montréal Qué	152,715
• Agricultural Development Corp of Saskatchewan Regina Sask	560,854
• Agriteam Canada Calgary Alb	477,097
• Agritecsult Montréal Qué	1,574,347
• Agrodev Can Inc Ottawa Ont	3,997,930
• Alberta Advance Education Edmonton Alb	1,352,147
• Alcan Aluminium Ltée Montréal Qué	3,477,488
• Alcan Wire and Cable Toronto Ont	6,831,670
• Alfex Inc St-Jérôme Qué	569,716
• Algoma Steel Corporation Ltd Sault Ste Marie Ont	120,000
• Algonquin College of Applied Arts and Technology Ottawa Ont	425,273
• Alik International Commodities Inc Montréal Qué	570,225
• Almax International Inc St-Laurent Qué	352,980
• Alsthom International Inc Brassard Qué	623,940
• Amalgamated Railway Supplies Montréal Qué	128,335
• Ambassade de l'Algérie Ottawa Ont	900,000
• Ambassade du Cameroun au Canada Ottawa Ont	488,237
• Ambassade du Royaume du Maroc Ottawa Ont	1,065,703
• Amtrom Construction Inc St-Laurent Qué	649,586
• Angaladian Hagop Montréal Qué	123,126
• Apor International Outremont Qué	377,516
• Apotex Inc Weston Ont	690,831
• Appui Inc Sherbrooke Qué	622,648
• Armature Bois-Franc Inc Victoriaville Qué	162,141
• Armtec Inc (Ont) Guelph Ont	997,430
• Asea Brown Boveri Inc St-Laurent Qué	1,220,519
• Asia Pacific Fondation Vancouver C-B	881,500
• Associated Engineering International Ltd Burnaby C-B	1,133,952
• Association internationale des maires francophones Québec Qué	1,982,074
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	4,645,301
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	8,446,438
• Association Pringle Roche Québec Qué	1,615,409
• Association québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué	225,000
• Asstech Conseils Ltée Québec Qué	158,261
• Atlas Polar Co Ltd Toronto Ont	121,221
• Atomic Energy of Canada Ltd Ottawa Ont	113,010
• Auditor General, Office of the Ottawa Ont	936,231
• Aveiro Construction Ltd Dorchester Ont	653,024
• BC Hydro And Power Authority Vancouver C-B	814,847
• BG Checo International Ltd Anjou Qué	112,333
• BW Rig Repair & Supply Edmonton Alb	268,577
• Balfour Beatty Canada Ltd Edmonton Alb	567,055
• Banff Centre for Continuing Education Banff Alb	149,490
• Bank of Canada Ottawa Ont	216,085
• Bank of Ghana Accra Ghana	4,516,875
• Bank of Zambia Lusaka Zambie	8,400,240
• Banque Mondiale Washington DC É-U	300,000

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Banque Royale du Canada Montréal Qué	3,199,284
• Barclays Bank of Canada Toronto Ont	1,034,593
• Bard Canada Inc Mississauga Ont	195,240
• Basic International Training & Consulting Ltd Calgary Alb	365,282
• Bendas Multinational Business Cons Gloucester Ont	441,145
• Berocan International Inc Montréal Qué	379,924
• Blais McNeil Lussier et Associés Ste-Foy Qué	1,919,921
• Boileau & Associés Inc Gatineau Qué	188,375
• Bois et placages généraux Ltée Longueuil Qué	225,000
• Bokari Safdar H Nepean Ont	106,415
• Bombardier Ltd Montréal Qué	558,622
• Bovipharm Inc Montréal Qué	322,590
• Brandon University Brandon Man	834,558
• Breuvage Nora Inc. (Les) Mirabel Qué	700,609
• Brown Boveri Zimbabwe (PVY) Ltd Harare Zimbabwe	867,041
• Bureau d'étude des lignes de transport Inc (BELT) Montréal Qué	861,737
• Bureau universitaire tunisien Ottawa Ont	756,000
• CAB International Oxon Royaume-Uni	148,694
• CATIE Turrialbo Costa Rica	167,616
• CC Consulting Ltd Ottawa Ont	113,146
• CDA Engineering Ltd Oakville Ont	891,893
• CFC International Montréal Qué	727,024
• CIEPLAN Santiago Chili	256,247
• CPCS Ltd Montréal Qué	1,838,787
• CRC Sogema Inc Longueuil Qué	579,973
• CUSO Ottawa Ont	3,573,879
• Canac International Inc Montréal Qué	1,094,335
• Canada Employment & Immigration Commission Ottawa Ont	299,116
• Canada Texaco Inc Mississauga Ont	3,350,762
• Canada Wire and Cable International Ltd Don Mills Ont	116,501
• Canadian B B R (1980) Inc Agincourt Ont	123,460
• Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont	231,855
• Canadian Commercial Corporation Ottawa Ont	5,878,762
• Canadian Cooperative Association Ottawa Ont	3,097,007
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	2,046,280
• Canadian Executive Service Organization Toronto Ont	302,113
• Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies Ottawa Ont	3,769,854
• Canadian Forestry Service Ottawa Ont	1,272,030
• Canadian General Electric Co Ltd Peterborough Ont	2,515,616
• Canadian Helicopters Ltd Richmond C-B	1,400,712
• Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont	5,587,727
• Canadian Hydrographic Association Sydney C-B	224,400
• Canadian Imperial Bank of Commerce Toronto Ont	946,679
• Canadian International Power Service Inc Mississauga Ont	454,967
• Canadian International Water Energy Consultants Niagara Falls Ont	2,151,290
• Canadian Organization Rehabilitation through Training Montréal Qué	130,568
• Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont	289,421
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	623,721
• Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué	250,000
• Canadian Trans-World Suppliers Ltd Edmonton Alb	282,829
• Canadian Wheat Board Winnipeg Man	6,133,950
• Candev Trading Company Inc St-Lambert Qué	2,593,572
• Canpotex Inc Saskatoon Sask	15,691,070
• Capital Mack Inc Ottawa Ont	120,255
• Capricorp Ottawa Ont	459,730
• Cardium Services & Supply Ltd Edmonton Alb	341,568
• Care Canada Ottawa Ont	6,661,059
• Caribbean Agricultural Research Development Institute St Augustine Trinidad	689,272
• Caribbean Community Secretariat Georgetown Guyane	380,000
• Caribbean Development Bank St Michael Barbades	140,000
• Cascades Dismed Inc Ville d'Anjou Qué	720,606
• Cascades Inc Montréal Qué	849,241
• Caterpillar of Canada Mississauga Ont	896,373
• Cégep St-Jean-sur-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu Qué	123,610
• Centre canadian d'étude et de coopération internationale Montréal Qué	7,305,752
• Centre d'études de gestion informatique recherche Montréal Qué	964,947
• Centre International Agricultura Tropical New York NY É-U	916,941
• Centro Internacional De Agricultura Tropical Cali Colombie	2,450,514
• Cerac Inc Laval Qué	150,059
• Chaleur Fertilizer Ltd Petit Rocher N-B	1,609,972
• Chamera Constructors (SNC) Montréal Qué	2,249,101
• Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont	552,592
• Chief Electoral Officer Ottawa Ont	905,348
• Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont	181,500
• Christian Reform World Relief Committee Canada Burlington Ont	553,351
• Commonwealth Fund for Technical Cooperation Londres Angleterre	1,000,000
• Computer Modelling Group (CMG) Calgary Alb	379,320
• Cimmyt Mexico D M Mexique	4,384,678
• Clarke J O S North Vancouver C-B	156,786
• Clarkson Gordon Chartered Accountants Ottawa Ont	334,029
• Club 2/3 Inc Montréal Qué	973,204
• Coastal Associates & Consulting Ltd St John's T-N	1,559,393
• Code International Ottawa Ont	1,091,663
• Cogesult Inc Montréal Qué	4,394,793
• Collavino Inc Windsor Ont	2,090,874
• Comptroller General, Office of the Ottawa Ont	142,944
• Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont	4,492,811
• Consolidated Bathurst Newsprint Montréal Qué	5,203,057
• Consortium BBL & Transconsult Montréal Qué	1,038,484
• Consortium Cegir (Canada) Inc et N S Inter (Pêches) Inc Laval Qué	250,768
• Consortium Liquigaz G P L Inc Montréal Qué	201,648
• Consultants Pringle Ltée Montréal Qué	317,667
• Consultants V F P Inc Trois-Rivières Qué	955,351
• Consultation Nadeau International Inc Montréal Qué	119,995
• Continuous Mining Systems Ltd Sudbury Ont	1,232,219
• Coopérative fédérée de Québec Trois-Rivières Qué	967,786
• Cooperative SCA l'Assomption l'Assomption Qué	106,713
• Coopers & Lybrand Consulting Group Montréal Qué	990,910
• Corma Inc Concord Ont	116,725
• Corner Brook Pulp & Paper Ltd Montréal Qué	975,700
• Courey International Inc Montréal Qué	317,848
• Crippen International Ltd Vancouver C-B	2,401,604
• Cross Canada Electric Products Ltd Scarborough Ont	365,112
• D & S Petroleum Consulting Group Ltd Calgary Alb	4,106,085
• DLM Consortium Ottawa Ont	579,786
• DPA Group Inc Ottawa Ont	2,290,469
• DTI Telecom Inc Montréal Qué	1,762,408
• Delcan International Corp Don Mills Ont	3,080,210
• Deloitte and Touche Guelph Ont	4,542,893
• Département d'Agriculture du N-B Fredericton N-B	1,132,249
• Département d'Agriculture Ottawa Ont	10,076,263
• Département des Communications Ottawa Ont	252,587
• Département d'Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont	341,121
• Département des Affaires Extérieures Ottawa Ont	150,174,807
• Département du Revenu national Impôt Ottawa Ont	1,128,614
• Département des Travaux publics Ottawa Ont	738,213
• Département du Secrétariat d'État Hull Qué	111,949
• Département des Transports Ottawa Ont	2,051,572
• Dessau et Associés international Ltée Laval Qué	3,326,277
• Diamant Boart Craelius Inc North Bay Ont	205,735
• Dillon Reid International Montréal Qué	445,655
• Dipix Technology Inc Ottawa Ont	379,057
• Diversitel Communications Inc Nepean Ont	253,451
• Dolbec Nicholas St-Laurent Île d'Orleans Qué	103,072
• Dominion Bridge Sulzer Inc Lachine Qué	1,211,713
• Dominion Raw Materials Ltd North Vancouver C-B	23,074,979
• Domtar Fine Papers Montréal Qué	605,570
• Domtar Inc Montréal Qué	9,730,046
• Drummond McCall Inc Lachine Qué	129,964
• Dupont Canada Mississauga Ont	507,696
• EDS Inter Inc Montréal Qué	452,180
• ET Jackson & Associates Ltd Ottawa Ont	709,070
• East Canada Int Inc St John's T-N	519,355
• École des hautes études commerciales Montréal Qué	1,495,458
• École nationale d'administration publique Ste-Foy Qué	1,521,593
• École Polytechnique de Montréal Montréal Qué	5,080,104
• Economic Council of Canada Ottawa Ont	351,800
• EnRoute Winnipeg Man	167,060

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Entre centre d'informatique Montréal Qué	105,500
• Equipment Sales & Services (1968) Inc Resdale Ont	227,582
• Ernst and Young Receiver for WUSC Ottawa Ont	9,331,187
• Esso Chemical Canada Edmonton Alb	3,994,518
• Eurocan Pulp & Paper Company Vancouver C-B	1,529,572
• Experco Ltd Drummondville Qué	609,512
• Federal Pioneer Ltd Toronto Ont	208,139
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	1,353,982
• Filiatrault McNeil & Associés Inc Laval Qué	274,589
• Fleck Hydraulics & Pumps Vancouver C-B	187,818
• Fletcher Challenge Canada Ltd Vancouver C-B	1,031,591
• Fonds d'équipement des Nations Unies New York NY É-U	200,000
• Fording Coal Ltd Calgary Alb	3,620,589
• Foster Wheeler SNC Consortium Niagara Falls Ont	2,408,323
• Foundation for International Training Don Mills Ont	997,767
• Foundation Skanska Joint Venture Danderad Suède	180,803
• Gasco Manufacturing Ltd Weston Ont	309,111
• Gauff Tecsult Abidjan Burkina Faso	158,022
• GE Canada Inc Locomotive Division Montréal Qué	2,680,670
• General Motors Canada Diesel Division London Ont	401,093
• General Motors Market Development of Canada Oshawa Ont	426,885
• Géophysique GPR international Inc Longueuil Qué	890,895
• Gillespie Munro Inc Montréal Qué	211,880
• Goodman Manufacturing Co of Canada Bedford Park Illinois É-U	172,949
• Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	184,053
• Gouvernement du Québec Québec Qué	466,846
• Government of Bangladesh Dacca Bangladesh	2,791,559
• Graybridge International Consulting Inc Hull Qué	717,790
• Grid Transmission Harare Zimbabwe	343,143
• Groupe A F H International Inc Montréal Qué	746,722
• Groupe-conseil Eduplus Inc Montréal Qué	1,563,111
• Groupe-conseil Roche Ltée Ste-Foy Qué	748,694
• Groupe-conseil Saguenay Chicoutimi Qué	944,949
• Groupe Dryade Ltée Québec Qué	253,036
• Groupe L M B Experts-conseil Inc Montréal Qué	629,732
• Groupe Poulin Thériault Ltée Québec Qué	1,366,052
• Groupe Sidam Minorex Montréal Qué	840,130
• Gus Pech Manufacturing Company Inc Lemars Iowa É-U	138,924
• H N Engineering Inc Burnaby C-B	1,086,992
• Hauts Monts Inc Beauport Qué	232,000
• Hawker Siddeley Can Inc Trenton NS	129,750
• Hayward Burry Ltd Glovertown T-N	119,999
• Hesper Management Corporation Gloucester Ont	123,341
• Hewitt Equipment Ltd Pointe-Claire Qué	691,239
• Hickling Corporation Ottawa Ont	405,230
• Hitesi Products Inc St-Laurent Qué	384,761
• Honco Inc Bernières Qué	128,267
• Hope International Development Agency New Westminster C-B	892,126
• Horizon Pacific Consultant Ltd Vancouver C-B	432,964
• Horizons of Friendship Toronto Ont	153,856
• Human & Research Development Ltd Winnipeg Man	193,364
• Hummelen Rummelt Islamabad Pakistan	231,492
• Hydro-Québec International Montréal Qué	2,745,353
• Hydrolec Turbines Canada Inc Granby Qué	368,431
• I D A (Inter Development Association Ltd) Ottawa Ont	16,183,861
• I P Constructors Ltd Calgary Alb	183,515
• Idées internationales Inc Montréal Qué	382,045
• Iezzi Raymond Iezzi Consulting Inc St-Jean-sur-Richelieu Qué	111,222
• India High Commission Ottawa Ont	2,071,746
• Industries de préservation du bois Ltée Mascouche Qué	151,150
• Information Age Inc Niagara Falls Ont	119,492
• Institut de développement Nord-Sud Lapocatière Qué	2,212,872
• Institute of Development Management Gaborone Botswana	718,586
• Intagro Consultants Inc Montréal Qué	558,489
• Inter City Papers Ltd Lachine Qué	826,739
• Inter Pares Ottawa Ont	426,812
• Intera Kenting Earth Science Ltd Nepean Ont	2,140,097
• Intercomp Kanata Management Ltd Calgary Alb	609,381
• International Bank for Reconstruction & Development Washington DC É-U	1,589,563
• International Board Marketing Association Montréal Qué	943,498
• International Briefing Associates Inc Vancouver C-B	1,300,835
• International Centre for Ocean Development Halifax N-É	2,649,582
• International Commodities Export Company Canada Oakville Ont	5,086,466
• International Council for Research in Agro Forestry Nairobi Kenya	1,269,499
• International Development Research Centre Ottawa Ont	3,015,606
• International Institute of Tropical Agriculture Abadan Nigeria	400,000
• International Rail Consultant Vancouver C-B	2,426,905
• International Rice Research Institute Manila Philippines	460,264
• International Service for National Agricultural Research La Haye Pays-Bas	591,706
• International Union for Conservation of Nature and Natural Resources Gland Suisse	200,000
• IPSCO Inc Regina Sask	371,010
• Irco Automation Inc Brantford Ont	224,634
• Ironwood Consulting Services Almonte Ont	124,609
• Island Fertilizers Ltd Charlottetown Î-P-É	991,221
• Janin Construction Ltée Montréal Qué	355,576
• Jarvis Clark Company Ltd Burlington Ont	697,491
• John Van Nostrand Associates Ltd Toronto Ont	247,969
• Justice Minerals Inc Oakville Ont	755,265
• KB Watson Engineering Inc Kanata Ont	153,088
• K Bird Project Kathmandu Nepal	1,201,528
• KPA Engineering Ltd Victoria C-B	148,592
• Kenya High Commission Ottawa Ont	3,653,026
• Kessler Technology Canada Inc St-Eustache Qué	2,592,297
• Kilbom & Associés Ltée Brossard Qué	1,647,239
• Knelson International Sales Inc Langley C-B	1,051,274
• Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué	277,034
• L Jam Inc Plessisville Qué	326,284
• L & K International Video Training Toronto Ont	292,104
• Lafarge Canada Inc Montréal Qué	123,274
• Lake Utopia Paper St Georges N-B	890,082
• Lalonde Claude Halifax N-É	123,218
• Lamontagne Alain Sillery Qué	104,453
• Lavalin Aviation Canada Montréal Qué	300,900
• Lavalin formation corporation Inc Montréal Qué	1,588,477
• Lavalin International Inc Montréal Qué	706,051
• Lavalin Transport Inc Montréal Qué	218,187
• Lemire Martial R Montréal Qué	102,016
• Lep International Inc Vancouver C-B	147,191
• Locweld Inc Candiac Qué	178,794
• MMB Rural Development Corporation Ottawa Ont	186,159
• Machinerie idéale compagnie Ltée St-Césaire Qué	494,050
• Maheux Noiseux & Cie Montréal Qué	1,556,824
• Mack Canada Inc (HQ) Oakville Ont	547,853
• Mallette International Inc Montréal Qué	327,892
• Mallette Major Martin Montréal Qué	781,668
• Manitoba Hydro Winnipeg Man	1,049,691
• Manitoba Institute of Management Winnipeg Man	800,728
• Manufacture d'appareillage électrique de Cahors Cedex France	304,220
• Marine Industries Ltd Tracy Qué	1,492,459
• Marshall Macklin Monaghan Ltd Thornhill Ont	398,750
• Massey Ferguson Industries Ltd Lachine Qué	378,902
• Massey Ferguson Industries Ltd Toronto Ont	213,354
• Maunder & Britnell Engineering Ltd Nepean Ont	143,934
• McElhanney Geosurveys Ltd Vancouver C-B	241,535
• Med Pro Dex Victoriaville Qué	1,869,678
• Meditaix Import Export Inc Chomedey Qué	382,503
• Mega Engineering Ltd Calgary Alb	223,350
• Memorial University Newfoundland St John's T-N	108,325
• Mennonite Economic Development Association of Canada Winnipeg Man	1,245,079
• Met Chem Matthews Joint Venture Montréal Qué	2,828,419
• Mil Davie Inc Lauzon Qué	166,819
• Miles Simon R Toronto Ont	131,769
• Minister of Finance Republic of Indonisia Jakarta Indonésie	2,636,062
• Ministère relations internationales Gouvernement du Québec Québec Qué	2,261,893
• Mitel Corp Kanata Ont	1,998,725
• Modern Track Machinery Can Ltd Mississauga Ont	2,565,064
• Monenco Consultants Ltd (Alta) Calgary Alb	244,781

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Monenco Consultants Ltd (Qué) Montréal Qué	819,244
• Monenco Teshmont Ontario & Manitoba Montréal Qué	515,376
• Monitec Consultants International Inc Hull Qué	175,694
• Montréal Engineering Company Ltd Montréal Qué	1,815,813
• ND Lea & Associates Vancouver C-B	335,278
• NS Inter Inc Montréal Qué	1,088,694
• National Energy Corporation Trinidad Antilles	915,868
• Navigation Aeronav International Inc Dorval Qué	279,478
• Nawitka Renew Research Consulting Ltd Victoria C-B	804,317
• Nordco Ltd St John's T-N	453,887
• Normand Richard Montréal Qué	110,175
• Norr Airport Plang Associates Ltd Toronto Ont	160,485
• Northern Alberta Institute of Technology Edmonton Alb	366,996
• Northtown Ford Sales Thornhill Ont	175,774
• Northwest Hydraulic Consultants Vancouver C-B	1,915,636
• Novacor Chemicals Ltd Calgary Alb	1,478,609
• Nutrite Inc Brossard Qué	989,446
• O & T Agdevco Ltd Regina Sask	2,446,442
• Ontario Hydro Toronto Ont	5,537,002
• Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont	181,360
• Ontario International Cooperative Toronto Ont	1,347,189
• Ontario Ministry of Agriculture and Food Toronto Ont	1,120,161
• Ontario Ministry Natural Ressources Toronto Ont	584,387
• Open Learning Institute of BC Richmond C-B	759,707
• OPIM Consultants Inc Edmunston N-B	323,945
• Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué	936,517
• Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Que	740,000
• Organisation universitaire inter-américaine Ste-Foy Qué	550,000
• Organization for Economic Cooperation and Development Paris France	803,000
• Organization of American States Washington DC É-U	2,209,038
• Outboard Marine Corporation of Canada Peterborough Ont	1,026,483
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	184,000
• PVU Inc Victoriaville Qué	418,225
• PW Lorch & Associates Ltd Regina Sask	145,601
• Paccar International of Canada Nepean Ont	2,264,982
• Pamco Edmonton Alb	455,329
• Panalpina Inc Montréal Qué	1,642,185
• Pan-American Health Organization Washington DC É-U	1,321,472
• Peat Marwick and Partners Montréal Qué	234,735
• Peat Marwick and Partners Ottawa Ont	150,536
• Pell Engine Service Co Ltd Mississauga Ont	135,769
• Pellemon International Inc Montréal Qué	341,251
• Pelletier Daniel Montréal Qué	103,492
• Phaneuf Gravelle Blain and Associates Montréal Qué	159,267
• Phillips Barratt Kaiser Engineers Ltd Vancouver C-B	789,960
• Photosur Inc Montréal Qué	824,409
• Piteau and Associates Ltd Vancouver C-B	568,977
• Plan Net Calgary Alb	181,655
• Plenty Canada Lanark Ont	1,098,900
• Pluritec Ltée Trois-Rivières Qué	1,204,962
• Pluritec Shawinigan Inc Montréal Qué	2,417,389
• Porteous Engineering Ltd Calgary Alb	125,530
• Potash & Phosphate Institute of Canada Toronto Ont	317,086
• Potash Co of Canada Ltd Toronto Ont	11,395,916
• Powell Equipment (1978) Ltd Winnipeg Man	218,474
• Price Waterhouse Canada Montréal Qué	1,144,657
• Pringle Tecsult Inc Montréal Qué	1,174,351
• Prodel Inc Beauport Qué	105,870
• PSC Staff Development & Training Revenue Fund Ottawa Ont	119,197
• RL Walker and Partners Ltd Ottawa Ont	189,820
• RS Wallace & Associates Manotick Ont	123,591
• Racal (Canada) Inc Ottawa Ont	557,543
• Ramsen Engineering Associates Inc Halifax N-É	160,650
• Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	940,211
• Redma Consultants Ltd Toronto Ont	133,417
• Reid Collins and Associates Ltd Vancouver C-B	1,543,490
• Richards Packaging Inc Pointe-Claire Qué	227,897
• Rousseau Sauvé Warren Inc Montréal Qué	213,977
• Royal Architectural Institute of Canada Ottawa Ont	380,706
• Royal Canadian Mint Ottawa Ont	1,385,120
• Royal Canadian Mounted Police Ottawa Ont	170,472

	$
• Ryerson International Development Centre Toronto Ont	1,379,678
• Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	1,388,329
• SCAC Transport Canada Inc Lachine Qué	1,351,263
• SLI NHC Joint Venture Montréal Qué	410,584
• SNC Acres Chamera Suppliers Montréal Qué	5,264,485
• SNC Group Montréal Qué	1,881,899
• SNC Inc Montréal Qué	3,582,385
• SRD Sustainable Resource Development Inc Ottawa Ont	350,113
• SR Telecom Inc St-Laurent Qué	8,269,644
• Salasan Associates Inc Ottawa Ont	2,303,210
• Sander Geophysics Ltd Kanata Ont	334,593
• Sandwell Inc Montréal Qué	321,893
• Sanofi santé animale Canada Inc Victoriaville Qué	126,061
• Seaboard Lumber Sales Co Ltd Vancouver C-B	390,594
• Segibel Canada International Inc Montréal Qué	2,038,791
• Segitel Inc Montréal Qué	7,588,633
• Sem Eng Ltd Ottawa Ont	113,255
• Semex Canada Guelph Ont	280,865
• Service Québecair Inc Montréal Qué	127,671
• Setym Technologies Inc Montréal Qué	599,759
• Shawinigan Lavalin Engineering Co Ltd Montréal Qué	1,813,583
• Shawmont Nfld Ltd St John's T-N	903,397
• Shell Canada Ltd Calgary Alb	4,444,197
• Sicamex Paris France	155,206
• Sidam Inc (Le Groupe Minier) Montréal Qué	1,005,644
• Sigesco Ltée St-Basile-le-Grand Qué	110,098
• Signal Ford (1982) Inc Montréal Qué	129,895
• Sima géographes conseils Ltée Montréal Qué	135,853
• SM Consulting Group Cogesult Inc Consor Longueuil Qué	2,317,931
• Société conseil C R C Maheu Nois Longueuil Qué	488,985
• Société de coopérative pour le développement international Québec Qué	2,792,215
• Société de développement international Desjardins (1985) Lévis Qué	5,984,686
• Société d'ingénierie Cartier Ltée Montréal Qué	362,604
• Société récupération exploration développement forestiers Ste-Foy Qué	106,937
• Sofati Ltée Montréal Qué	6,824,534
• Soil & Water Resources International Inc Pointe-Claire Qué	319,572
• South Africa Education Trust Fund Ottawa Ont	1,889,940
• South Asia Partnership Ottawa Ont	2,219,000
• Spar Aérospatiale Ltée Ste-Anne-de-Bellevue Qué	458,749
• SSC Accounting receipts Hull Qué	314,640
• SSC Audit Services Bureau Contribution Audit Ottawa Ont	822,272
• SSC Canadian Government Printing Hull Qué	156,084
• SSC General Supply Revenue Foundation Hull Qué	1,143,456
• SSC Government Consulting Group Hull Qué	5,813,923
• SSC Service Consulting & Audit Hull Qué	122,351
• St Lawrence College Applied Arts Technology Kingston Ont	197,936
• St Mary's University Halifax N-É	2,688,892
• Standard Chartered Bank Montréal Qué	1,073,183
• Stanley & Associates Engineering Ltd Edmonton Alb	5,020,607
• Stewart & Ewing Associates Ltd Richmond C-B	761,724
• Stothert Management Ltd Vancouver C-B	4,098,337
• Swan Lea Interail Vancouver C-B	1,084,157
• Sydney Steel Corp Sydney N-É	10,847,298
• Synergem Management Inc Ottawa Ont	148,933
• Taylor Instruments Toronto Ont	167,948
• TE Body and Associates Ltd Ottawa Ont	107,037
• Tecsult International Ltée Montréal Qué	1,609,282
• Teleconsult Ltd Vancouver C-B	1,122,894
• Telesat Canada Ottawa Ont	288,637
• Tenanco Montréal Qué	168,269
• Terra Surveys Ltd Ottawa Ont	195,440
• Theratronics International Ltd Kanata Ont	283,150
• Thomas Development Associates Ltd Mallorytown Ont	130,888
• Thorne Ernst & Whinney Ottawa Ont	198,225
• TM Thomson and Associates Ltd Victoria C-B	1,949,687
• Transamonia Inc Calgary Alb	1,720,992
• Trenton Works Lavalin Inc Trenton N-É	500,000
• Tri Steel Inc Montréal Qué	120,363
• Trinidad & Tobago Oil Company Ltd Port of Spain Antilles	336,168
• Trinidad & Tobago Urea Co Ltd Trinidad Antilles	734,408
• Trust Fund New York NY É-U	800,029
• UAP Inc Montréal Qué	105,150

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Unicef Canada Toronto Ont	8,403,957
• Union internationale des télécommunications Genève Suisse	228,108
• United Nations Children's Fund New York NY É-U	9,622,037
• United Nations Department of Technical Cooperation for Development New York NY É-U	117,418
• United Nations Development Program Ottawa Ont	876,665
• United Nations Ecla Project Trust Fund New York NY É-U	1,099,704
• United Nations Fund for Population Activities New York NY É-U	1,514,871
• United Paper Export Co Ltd Montréal Qué	2,362,278
• United Tire Ville d'Anjou Qué	146,929
• Universalia Management System Ltd Montréal Qué	643,600
• Université de Montréal Montréal Qué	1,164,881
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	1,252,568
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	265,181
• Université du Québec à Ste-Foy Ste-Foy Qué	1,485,518
• Université du Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières Qué	538,144
• Université Laval Québec Qué	5,106,543
• University of Alberta Edmonton Alb	1,495,880
• University of Athabasca Athabasca Alb	118,383
• University of British Columbia Vancouver C-B	424,935
• University of Calgary Calgary Alb	1,829,153
• University of Carleton Ottawa Ont	1,266,554
• University of Dalhousie Halifax N-É	8,374,134
• University of Guelph Guelph Ont	4,011,474
• University of Manitoba Winnipeg Man	2,847,255
• University of McGill Montréal Qué	5,068,359
• University of McMaster Hamilton Ont	1,200,000
• University of Nfld (Memorial University) St John's T-N	485,565
• University of Ottawa Ottawa Ont	655,067
• University of Queen's Kingston Ont	764,986
• University of Simon Fraser Burnaby C-B	4,939,575
• University of Toronto Toronto Ont	133,931
• University of Victoria Victoria C-B	11,803
• University of Waterloo Waterloo Ont	120,400
• University of West Indies Iser Kingston Jamaïque	1,000,000
• University of Windsor Toronto Ont	150,504
• University of York North York Ont	127,574
• Up John Co Canada Don Mills Ont	279,056
• Vetrepharm Inc London Ont	1,031,613
• WER Engineering Calgary Alb	1,351,001
• WH Crandall & Associates Ltd Moncton N-B	165,932
• WaC-Bo Hamilton Ont	102,947
• Wackid Radio Ottawa Ont	102,992
• Waddington Roy Stanley Huntsville Ont	122,019
• Wagner Mining Equipment Company Pointe-Claire Qué	416,420
• Walter Haas Machinery Montréal Qué	109,137
• Wardrop Engineering Inc Winnipeg Man	2,108,971
• Wascana International Assistance Corp Regina Sask	415,106
• Wellmaster Pipe & Supply Inc Tillsonburg Ont	237,333
• Welton Beauchamp Nixon Inc Ottawa Ont	1,380,927
• Westel Electronic Instrumentation Concorde CA É-U	102,465
• Westinghouse Canada Inc Don Mills Ont	345,650
• William & Wilson Ltée Montréal Qué	307,570
• Willson John Ottawa Ont	114,059
• Wiltron Equipment Ltd Richmond C-B	271,409
• Wolfe Equipment Ltd Melbourne Ont	932,641
• World Bank Washington DC É-U	4,892,041
• World Health Organization Zurich Suisse	1,713,988
• World University Services Canada Ottawa Ont	6,482,455
• Worthington Canada Inc Brantford Ont	991,329
• Wyeth Ltd Windsor Ont	1,992,405
• YMCA Toronto Ont	222,602
• Zimbabwe Petroleum (PUT) Ltd Southerton Zimbabwe	880,738
• 23rd Century International Ottawa Ont	488,227

Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernement de pays en développement et à leurs organisations et organismes, ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération et de sensibilisation au développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $189,072,339

	$
• African Inland Missions Scarborough Ont	457,065
• African Wildlife Husbandry Development Toronto Ont	149,615
• Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	232,535
• Agricultural Institute of Canada Ottawa Ont	338,100
• Alberta Teachers Association Edmonton Alb	194,670
• Anglican Church of Canada Toronto Ont	1,610,052
• Association internationale des étudiants de science économique commerciale Montréal Qué	192,078
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	4,488,109
• Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont	1,262,874
• Association pour le développement participé Longueuil Qué	270,000
• Association québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué	408,011
• Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies Gatineau Qué	151,639
• Brandon University Brandon Man	370,704
• British Columbia Teacher's Federation Vancouver C-B	230,979
• Calmeadow Charitable Foundation Toronto Ont	180,000
• Camrose International Institute Camrose Alb	1,421,452
• Canadian Commission for Unesco Ottawa Ont	200,000
• Canadian Comprehensive Audit Foundation Ottawa Ont	421,138
• Canadian Cooperative Association Ottawa Ont	195,942
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	19,945,632
• Canadian Council of Churches Toronto Ont	226,536
• Canadian Crossroads International Toronto Ont	1,777,830
• Canadian Environmental Network Ottawa Ont	501,186
• Canadian Executive Services Organization Toronto Ont	4,410,000
• Canadian Home Economics Association Ottawa Ont	451,374
• Canadian Human Rights Foundation Montréal Qué	207,186
• Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont	201,543
• Canadian Jesuit Mission Toronto Ont	289,947
• Canadian Labour Congress Ottawa Ont	982,244
• Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man	223,857
• Canadian Mental Health Association Toronto Ont	122,500
• Canadian Nurses Association Ottawa Ont	550,000
• Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont	1,194,100
• Canadian Organization for Rehabilitation through Training Montréal Qué	835,000
• Canadian Physicians for Aid and Relief Toronto Ont	105,655
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	2,541,385
• Canadian Red Cross Society Ottawa Ont	355,200
• Canadian Rotary Committee for International Development Guelph Ont	707,611
• Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué	125,822
• Canadian Society for International Health Ottawa Ont	212,500
• Canadian Teacher's Federation Ottawa Ont	1,714,146
• Capilano College Vancouver C-B	509,953
• Care Canada Ottawa Ont	3,399,208
• Carrefour de solidarité internationale Sherbrooke Qué	452,821
• Cegep de Rivière-du-Loup Rivière-du-Loup Qué	362,095
• Centrale de l'enseignement du Québec Montréal Qué	417,508
• Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué	7,198,080
• Centre missionnaire des Oblats Montréal Qué	620,000
• Christian Children's Fund of Canada Toronto Ont	203,037
• Christian Reform World Relief Committee Burlington Ont	1,000,000
• City of Toronto Toronto Ont	256,500
• Coady International Institute Antigonish N-É	600,000
• Coalition Provincial Organization Handicapped Winnipeg Man	143,100
• Codevelopment Canada Vancouver C-B	108,976
• Collège de Maisonneuve Montréal Qué	158,100
• Compassion of Canada London Ont	168,125
• Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) Montréal Qué	149,544
• Coopérative d'animation de consultation Montréal Qué	174,555
• Cooperative Development Foundation Ottawa Ont	3,300,000
• CUSO Ottawa Ont	16,470,314
• Developing Countries Farm Radio Guelph Ont	332,978
• École de technologie supérieure Montréal Qué	143,000
• École Polytechnique de Montréal Montréal Qué	326,800
• Econotec Inc Consultants (HQ) Montréal Qué	106,250

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Emmanuel Relief and Rehabilitation International Stouffville Ont	106,756
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	441,992
• Fondation Crudem Canado Haiti Montréal Qué	350,000
• Fondation internationale Roncalli Montréal Qué	332,567
• Fondation Paul Gérin-Lajoie Dorion Qué	132,310
• Foundation for International Training Don Mills Ont	2,799,014
• Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont	164,109
• Gouvernement provincial du Québec Québec Qué	182,000
• Groupe Action Nord-Sud Montréal Qué	206,072
• Holy Ghost Father Toronto Ont	125,000
• Hope International Development Agency New Westminster C-B	605,085
• Horizons of Friendship Cobourg Ont	850,427
• Institute for Research on Public Policy Victoria C-B	170,000
• Institute for Study And Application Oakville Ont	126,900
• Inter Pares Ottawa Ont	868,467
• International Child Care of Canada St Catharines Ont	425,000
• International Defence Aid Fund Southern Africa Ottawa Ont	1,791,753
• International Development and Refugee Foundation Etobicoke Ont	158,566
• International Development Enterprise Winnipeg Man	250,000
• International Needs Canada Fort Langley C-B	100,000
• Jamaica Self Help Organization Peterborough Ont	115,000
• Jesuit Centre Social Faith & Justice Toronto Ont	112,302
• Jeunesse Canada Monde Montréal Qué	10,020,000
• Lester B Pearson College Victoria C-B	1,100,508
• Match International Centre Ottawa Ont	447,043
• McDonald College Québec Ste-Anne-de-Bellevue Qué	709,032
• Memorial University of Newfoundland St John's T-N	575,274
• Mennonite Brethren Mission and Service Winnipeg Man	308,939
• Mennonite Economic Development Association Canada Winnipeg Man	829,920
• Mount St-Vincent University Halifax N-É	134,533
• New Brunswick Teachers' Association Fredericton N-B	129,672
• Nipissing University College North Bay Ont	172,790
• Nova Scotia Agricultural College Halifax N-É	262,224
• Nova Scotia Teachers Union Armdale N-É	226,146
• O & T Agdveco Ltd Regina Sask	580,189
• Ontario Teacher's Federation Toronto Ont	387,080
• Operation Eyesight Universal Calgary Alb	1,130,000
• Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué	5,465,000
• Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué	1,000,000
• Organization for Cooperation in Overseas Development Winnipeg Man	1,160,000
• Organization of Eastern Caribbean Antigua Barbuda Antilles	160,000
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	1,924,417
• Plenty Canada Lanark Ont	682,166
• Presbyterian Church of Canada Don Mills Ont	461,940
• Provincial Government of Nova Scotia Halifax N-É	142,140
• Pueblito Canada Inc Toronto Ont	437,378
• Queen's University Kingston Ont	259,101
• Ryerson Polytechnical Institute Ottawa Ont	384,278
• Salvation Army Toronto Ont	563,377
• Saskatchewan Teachers' Federation Saskatoon Sask	204,228
• Save the Children Canada Toronto Ont	2,700,000
• Save the Children Fund of British Columbia Vancouver C-B	504,387
• Secours aux lépreux Montréal Qué	510,000
• Service universitaire canadien outre-mer Montréal Qué	501,435
• Seva Service Society Vancouver C-B	120,000
• Shastri Indo Can Institute Calgary Alb	126,266
• Société de coopération et de développement internationale Québec Qué	3,300,107
• Société de développement international Desjardins (1985) Lévis Qué	5,958,799
• Society of International Mission Scarborough Ont	471,455
• Sopar Limbour Limbour Qué	425,000
• South Africa Education Trust Fund Ottawa Ont	215,807
• South Asia Partnership Ottawa Ont	3,832,000
• SSC Communications Client Services Hull Qué	206,685
• Steel Workers Humanity Fund Inc Toronto Ont	190,416
• Technical University of Nova Scotia Halifax N-É	1,023,273
• Tibetan Refugee Aid Society Vancouver C-B	159,628

	$
• Trent University Peterborough Ont	484,100
• Unicef Canada Toronto Ont	4,798,516
• Unitarian Service Commission of Canada Ottawa Ont	1,114,127
• United Church of Canada Toronto Ont	1,374,525
• United Nations Association of Canada Ottawa Ont	203,707
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	865,315
• Université du Québec à Hull Hull Qué	207,000
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	475,687
• Université du Québec à Rimouski Rimouski Qué	182,000
• Université du Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières Qué	305,130
• Université Laval Québec Qué	1,025,022
• University Carleton Ottawa Ont	288,742
• University College of Cape Breton Sydney N-É	129,131
• University Dalhousie Halifax N-É	993,877
• University McGill Montréal Qué	1,620,802
• University McMaster Hamilton Ont	738,918
• University of Alberta Edmonton Alb	844,487
• University of British Columbia Vancouver C-B	743,075
• University of Calgary Calgary Alb	1,957,624
• University of Guelph Guelph Ont	989,685
• University of Manitoba Winnipeg Man	458,753
• University of Moncton Moncton N-B	198,712
• University of Montréal Montréal Qué	1,196,514
• University of New Brunswick Fredericton N-B	248,530
• University of Ottawa Ottawa Ont	904,092
• University of Regina Regina Sask	426,209
• University of Saskatchewan Saskatoon Sask	631,001
• University of Toronto Toronto Ont	807,066
• University of Victoria Victoria C-B	206,070
• University of Western Ontario London Ont	182,667
• University of Windsor Windsor Ont	107,862
• University of Winnipeg Winnipeg Man	225,499
• Video Tiers Monde Montréal Qué	188,231
• WaterCan Ottawa Ont	177,848
• World Accord Waterloo Ont	160,000
• World Relief Canada Willowdale Ont	522,786
• World University Services Canada Ottawa Ont	4,997,484
• World Vision Mississauga Ont	1,047,990
• World Wildlife Fund Toronto Ont	160,066
• Wycliffe Bible Translators Canada Inc Calgary Alb	422,590
• York University Downsview Ont	347,079
• Young Men's Christian Association of Canada Ottawa Ont	1,469,086
• Youth Challenge International Toronto Ont	210,100

Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $62,312,272

	$
• Acres International Ltd Niagara Falls Ont	1,578,605
• Adam Authier Boyer Shea Brossard Qué	645,478
• ADS Associés Ltée Montréal Qué	149,269
• Agriteam Canada Calgary Alb	171,641
• Agrodev Canada Inc Ottawa Ont	232,069
• Alberta Glove Company Ltd Edmonton Alb	139,697
• Association of Consulting Engineering Ottawa Ont	238,035
• BC Pavilion Corporation Vancouver C-B	161,150
• BG Checo International Ltd Anjou Qué	115,380
• Bell Canada International Inc Ottawa Ont	127,400
• Bow Valley Resource Services Ltd Calgary Alb	159,899
• CPCS Ltd Montréal Qué	487,520
• CPCS Technologies Ltée Montréal Qué	202,696
• CSP International Montréal Qué	842,712
• Cambrian Engineering Group Ltd Mississauga Ont	34,122
• Canac International Inc Montréal Qué	205,072
• Canac Telecom Toronto Ont	253,936
• Canada China Trade Council Toronto Ont	119,318
• Canada Gehe Yan Consortium A Montréal Qué	1,496,657
• Canada Gehe Yan Consortium B St-Laurent Qué	450,968
• Canadian Exporter's Association Ottawa Ont	1,136,287
• Canadian Fishery Consultants Ltd Halifax N-É	172,978
• Canadian Health Advisory Consortium Edmonton Alb	127,166
• Canadian International Power Service Mississauga Ont	132,277
• Canadian International Project Managers Montréal Qué	116,500

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

	$
• Canadian Manufacturer's Associated Ottawa Ont	349,397
• Canedcom International Ltd Scarborough Ont	245,523
• Centre international G P Montréal Qué	600,000
• Chalmer Milroy Arnold (Amy) Ltd Ottawa Ont	584,249
• Chreod International Ottawa Ont	117,041
• Cofiam Inc Brossard Qué	632,660
• Collectif d'experts Sherbrooke Qué	222,147
• Compagnie Resentel Ltée Marieville Qué	481,702
• Conference Board of Canada Ottawa Ont	336,487
• Congas Engineering Canada Ltd Toronto Ont	218,720
• Consortium UQAC LMB experts Chicoutimi Qué	1,019,339
• Consortrim International Inc Kingston Ont	120,000
• Conspec Controls Ltd Downsview Ont	375,846
• Consultation Nadeau International Montréal Qué	262,965
• Coopers & Lybrand Consulting Group Ottawa Ont	446,365
• Cowater International Inc Ottawa Ont	511,788
• Daignault Rolland Compagnie Ltee Montréal Qué	164,767
• D & S Petroleum Consulting Group Calgary Alb	125,230
• DTI Telecom Inc Montréal Qué	775,179
• Delcan International Corporation Don Mills Ont	797,949
• Dessau et Associés international Laval Qué	166,464
• Développements Thermaltech Inc Trois-Rivières Qué	150,550
• DGB Systems Integrators Inc Montréal Qué	250,951
• Experco Ltée Drummondville Qué	135,523
• Department of External Affairs Ottawa Ont	399,790
• Fox Jones and Associates Toronto Ont	136,293
• Federal Business Development Bank Montréal Qué	247,289
• Fledic Engineering Ltd Vancouver C-B	313,801
• Foundation for International Training Don Mills Ont	396,686
• Fournelle énergie technologie Inc Montréal Qué	153,450
• GMC White Snyder Inc St-Laurent Qué	290,108
• Gascon Vigneault Dumais expert Montréal Qué	250,845
• Gendron Lefebvre international Ltée Laval Qué	373,048
• General Motors Canada Diesal Div London Ont	100,975
• Geotech Ltd Markham Ont	210,178
• Global Thermoelectric Power Syst Bassano Alb	268,050
• Greenstone Resources Ltd Toronto Ont	131,334
• Groupe Collège LaSalle Inc Montréal Qué	379,385
• Groupe Deltri Ltée (Le) Longueuil Qué	152,563
• Groupe L M B experts-conseils Montréal Qué	254,707
• Groupe Sidam Minorex experts-conseils Montréal Qué	388,907
• Groupe Teccart Montréal Qué	276,090
• HA Simons (Overseas) Ltd Vancouver C-B	404,318
• Hardy BBT Ltd Calgary Alb	674,121
• Hatfield Biotechnology Ltd Vancouver C-B	195,000
• Hatfield Consultants Ltd Vancouver C-B	369,921
• Hickling Corporation Ottawa Ont	426,312
• Howe International Ltd Ottawa Ont	149,763
• Hycal Energy Research Laboratories Calgary Alb	145,705
• Hydrosult Ltd Montréal Qué	103,457
• INC Montréal Qué	321,251
• Intelcan Technosystems Inc Nepean Ont	186,000
• Intera Technologies Ltd Ottawa Ont	222,658
• Inter Comm 90 Vancouver C-B	163,450
• International Aviation Management Montréal Qué	3,362,343
• International Development Organization Toronto Ont	175,529
• International Livestock Management Kemptville Ont	339,329
• Judricks Entreprises Ltd Windsor Ont	256,810
• Kanchar International Inc Toronto Ont	250,467
• Keewatin Engineering Inc Vancouver C-B	312,000
• Kilborn Ltd Toronto Ont	250,356
• Klohn Leonoff Richmond C-B	406,476
• Laboratoires Ultrateck Laboratory St-Laurent Qué	100,974
• Lalonde Girouard Letendre et Associés Montréal Qué	360,761
• Lassing Dibben (Pacific) Ltd Richmond C-B	114,997
• Lassonde technologies incorporations Rougemont Qué	103,475
• Lavalin International Inc Montréal Qué	1,817,025
• MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B	199,764
• MacDonald Engineering Projects Ltd Calgary Alb	177,667
• Maheu Noiseux & Compagnie Montréal Qué	111,590
• Met Chem Canada Inc Montréal Qué	856,508
• Metofab Inc Laval Qué	151,988
• Michael Carroll & Associates Ottawa Ont	258,473
• Montréal Engineering Co Ltd Montréal Qué	390,314
• Nexus Engineering Corporation Burnaby C-B	167,166
• Northern Telecom Canada Ltd Mississauga Ont	199,200
• Novacorp International Consulting Calgary Alb	205,200
• Oboe Engineering Ltd Ottawa Ont	171,078
• Paterson Grant & Watson Ltd Toronto Ont	166,000
• Pelican International Inc Laval Qué	465,601
• Plastiques Eaton (Canada) Ltée St-Sauveur-des-Monts Qué	378,558
• Popmedia Ltd Ottawa Ont	292,600
• Pluritec Ltée Trois-Rivières Qué	102,150
• Prelco Inc Rivière-du-Loup Qué	105,749
• Prohon Inc Rock Forest Qué	120,350
• Provigo Inc Montréal Qué	1,027,756
• Publications transcontinental Montréal Qué	107,730
• Qit Fer and Titane Inc Montréal Qué	136,550
• Raymond Chabot International Inc Montréal Qué	218,495
• Raymond Chabot Martin Paré Sherbrooke Qué	210,079
• Roche et Associés International Ste-Foy Qué	107,589
• SIRTEC Inc Montréal Qué	736,528
• SNC Inc Montréal Qué	554,988
• SR Telecom Inc St-Laurent Qué	115,061
• Sandwell Inc Montréal Qué	254,325
• Schultz International Ltd Vancouver C-B	330,175
• Senecan SCC Montréal Qué	186,075
• Services techniques informatiques Montréal Qué	215,626
• Shore Holsteins International Ltd Glanworth Ont	902,408
• Simcan Montréal Qué	210,833
• Société conseil Sofidem Inc Montréal Qué	193,290
• Société de développement Eldoco Montréal Qué	1,138,757
• Société d'ingénierie Cartier Ltée Montréal Qué	435,962
• Sogecart consultants Inc Montréal Qué	164,226
• Sogenag consultants Inc St-Lambert Qué	150,000
• Sogex International Inc Montréal Qué	152,809
• Southwind Manufacturing Ltd Bedford N-É	189,188
• Stanley Associates Engineering Ltd Edmonton Alb	334,919
• Tecsult international Ltée Montréal Qué	855,537
• Telecommunications Executive Management Institution of Canada Montréal Qué	351,201
• Toronto Transit Consultants Ltd Toronto Ont	161,699
• Trade Facilitation Office Canada Ottawa Ont	1,554,700
• UMA Engineering Ltd Winnipeg Man	368,905
• UMA Group Ltd Mississauga Ont	373,789
• Uniproducts (Canada) Ltd Montréal Qué	124,125
• United Nations Development Program New York É-U	900,000
• Videotron international Ltée Montréal Qué	336,384
• WBK Consulting Inc Vancouver C-B	102,655
• Wardrop Engineering Inc Winnipeg Man	272,093
• Westdev Inc Edmonton Alb	338,963
• William J Gardner and Associates Hamilton Ont	376,975
• Willowglen Systems Ltd Calgary Alb	112,077
• Wright Engineers Ltd Mississauga Ont	209,175

Aide alimentaire à des pays en développement, à des organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organisations non gouvernementales canadiennes au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $200,179,802

	$
• ADM Agri Industries Ltd Windsor Ont	1,981,505
• Alberta Food Products Fort Saskatchewan Alb	1,506,713
• Alberta Terminals Canola Crushers Edmonton Alb	3,428,995
• Anglo Canadian Shipping Co Vancouver C-B	936,132
• Bank of Zambia Lusaka Zambie	2,766,269
• Bergerco Canada Winnipeg Man	116,393
• Bethune Import Export Ltd Montréal Qué	115,527
• CCAL (Canada) Ltd Etobicoke Ont	975,907
• CSP Foods Ltd Winnipeg Man	2,987,076
• Canada Packers Inc Toronto Ont	1,742,902
• Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont	6,340,056
• Canadian Dairy Commission Ottawa Ont	2,842,552
• Canadian Food for Children Toronto Ont	950,000
• Canadian Foodgrains Bank Association Winnipeg Man	16,000,000
• Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man	4,769,712
• Canadian Physicians for Aid and Relief Toronto Ont	1,397,475
• Canadian Rotary Committee International Guelph Ont	268,430
• Canadian Saltfish Corporation St John's T-N	789,300
• Canadian WheatBoard (The) Winnipeg Man	82,695,364

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

	$
• Canbulk Shipping Corp Montréal Qué	1,655,425
• Canus Fisheries Shelburne N-É	440,559
• Care Canada Ottawa Ont	6,111,377
• Christian Children's Fund of Canada Scarborough Ont	771,450
• Christian Reform World Relief Co Burlington Ont	111,000
• Collaboration santé internationale Québec Qué	1,135,200
• Compassion of Canada London Ont	300,000
• Connors Brothers Ltd St John N-B	9,864,020
• Cook's Division of Parrish & Heimbecke Hensall Ont	342,084
• Department of External Affairs Ottawa Ont	101,000
• Emmanual Relief and Rehabilitation Stouffville Ont	167,108
• Flagship Trading & Shipping Ltd Montréal Qué	4,603,122
• Gresco Ltd Montréal Qué	751,264
• Hope International Development New Westminster C-B	680,000
• International Child Care of Canada St Catharines Ont	133,900
• International Logistics Montréal Qué	289,141
• Island Saltfish Inc Crapeau Î-P-É	572,846
• K & N Fisheries Ltd Shelburne County N-É	211,855
• Keystone Navigation Inc Montréal Qué	496,489
• Maritime Agency Ltd West Vancouver C-B	212,432
• Mennonite Central Committee Canada Winnipeg Man	1,669,040
• Ontario Wheat Producers Chatham Ont	10,425,809
• Oxfam-Canada Ottawa Ont	2,436,000
• Panalpina Inc Montréal Qué	226,633
• Pentecostal Assemblies Canada Mississauga Ont	171,375
• Pioneer Grain Co Ltd Winnipeg Man	410,249
• Proctor & Gamble Inc Toronto Ont	251,376
• Protos Shipping Ltd Montréal Qué	936,701
• R I Smith Co Ltd Shag Harbour N-É	1,072,566
• Roy Légumex Inc St Jean Baptiste Man	566,995
• Sable Fish Packers Ltd Clark's Harbour N-É	456,920
• Salvation Army Toronto Ont	622,029
• SCAC Transport Canada Inc St-Laurent Qué	2,699,853
• Shoreline Fisheries Ltd Shelburne County N-É	517,796
• SSC Revenue—Fund General Supply Hull Qué	264,209
• Transco Food Trading Inc St-Laurent Qué	3,374,851
• Walker Seeds Ltd Star City Sask	257,500
• West India Trading Co Inc Montréal Qué	114,585
• World Food Program Montréal Qué	3,979,203
• World Relief Canada Willowdale Ont	2,673,002
• World Vision Mississauga Ont	4,373,559
• X Can Grain Winnipeg Man	681,486
• Young Men's Christian Association of Canada Ottawa Ont	300,000

Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $2,669,412

• African Development Bank Abidjan Côte d'Ivoire	858,570
• Asian Development Business Seminar Society Vancouver C-B	197,000
• Conference Board of Canada Ottawa Ont	111,232
• International Fund For Agricultural Development Rome Italie	349,080
• World Bank Washington DC É-U	835,487

Contributions à des organisations non gouvernementales internationales à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des progrsammes et des projets $5,545,300

• Coopérative d'animation et de consultation Montréal Qué	137,350
• International Centre For Diarrhoeal Disease Research Dhaka Bangladesh	1,000,000
• International Planned Parenthood Federation Londres Angleterre	3,619,524

Assistance humanitaire et planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $7,100,000

• International Committee of the Red Cross Genève Suisse	2,600,000
• United Nations High Commissioner for Refugees Ottawa Ont	2,600,000
• United Nations Children's Fund Ottawa Ont	1,900,000

Aide alimentaire à des institutions internationales de développement ou des organisations non gouvernementales internationales, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets $20,709,507

	$
• Canadian Wheat Board (The) Winnipeg Man	3,894,751
• Connors Bros Ltd St John N-B	1,308,173
• Ontario Wheat Producers Chatham Ont	1,482,210
• U N Relief & Works Agency Palestinian Refugees Ottawa Ont	2,000,000
• United Nations Special Coordination Hull Qué	1,517,790
• World Food Program Montréal Qué	10,506,583

Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres gouvernement fédéraux ou provinciaux, à l'entreprise privée et à d'autres institutions et gouvernements donateurs, concernant la production et la diffusion d'information sur le développement de documents pédagogiques et d'activités connexes $7,091,000

• Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont	100,000
• National Film Board Montréal Qué	156,399
• Approvisionnements et Services Canada—Communications and Client Service Hull Qué	2,176,672
• Approvisionnements et Services Canada—Expositions et Audio Visuel Hull Qué	2,414,900

Encaissement de billets délivrés à des institutions financières internationales et à leurs fonds d'aide conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) $159,144,829

• African Development Bank Abidjan Côte d'Ivoire	59,740,302
• Asian Development Bank Manila Philippines	77,256,000
• Caribbean Development Bank St Michael Barbades	7,202,687
• Inter American Development Bank Washington DC É-U	7,728,242
• International Fund For Agricultural Development Rome Italie	7,217,598

Contributions à la banque interaméricaine de développement $2,575,128

• Banque interaméricaine de développement Washington DC É-U	2,575,128

FINANCES $8,456,531,991

Département $8,456,028,451

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $156,449,186

Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes $152,010,000

Paiements à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international $4,439,186

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL $8,299,579,265

Subventions aux provinces (lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives) $35,891,437

• Terre-Neuve	9,744,145
• Île-du-Prince-Édouard	667,674
• Nouvelle-Écosse	2,250,724
• Nouveau-Brunswick	1,823,587
• Québec	4,730,503
• Ontario	6,057,479
• Manitoba	2,217,584
• Saskatchewan	2,181,295
• Alberta	3,702,615
• Colombie-Britannique	2,515,831

Paiements aux provinces en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé $8,260,574,000

• Terre-Neuve	942,082,000

FINANCES—*Fin*

	$
• Île-du-Prince-Édouard	206,225,000
• Nouvelle-Écosse	980,293,000
• Nouveau-Brunswick	908,780,000
• Québec	3,591,392,000
• Manitoba	970,042,000
• Saskatchewan	661,760,000

Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique $236,278,836

• Terre-Neuve	8,708,496
• Île-du-Prince-Édouard	1,407,383
• Québec	26,499,124
• Ontario	49,362,770
• Manitoba	180,423
• Saskatchewan	409,927
• Alberta	147,687,064
• Colombie-Britannique	1,381,775
• Territoire du Yukon	503,783
• Territoires du Nord-Ouest	138,091

Recouvrement en vertu de la Loi de 1964 c 26 Sec 6 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, Loi sur les allocations aux jeunes ($383,038,459)

Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de la partie II de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et d'autres textes législatifs $148,545,000

Paiements de transfert en vertu de l'Impôt sur les dividendes d'actions privilégiées en vertu des sections IV.1 et VI.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu $1,328,451

• Québec	111,769
• Ontario	1,191,549

Vérificateur général $503,540

Fondation canadienne pour la vérification intégrée Ottawa Ont $500,000

Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques Vienne Autriche $3,540

PÊCHES ET OCÉANS $19,899,419[3]

Département $19,899,419

Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans $754,689

Subventions au Marine Products Research and Development Centre, Shippagan, Nouveau-Brunswick pour l'etablissement d'une structure administrative et la mise en oeuvre des activités $100,000

• Marine Products Research and Development Centre Shippagan N-B	100,000

Subvention au gouvernement du Yukon pour assurer la gestion quotidienne des pêches en eaux douces au Yukon $250,000

• Yukon Territorial Government Whitehorse TY	250,000

Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans $1,495,797

• Canadian Aquaculture Producers Council Victoria C-B	100,000
• Miramichi Regional Development Corporation Newcastle N-B	129,294

Contributions en vertu du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique pour rétablir les stocks et fournir d'autres emplois dans l'aquiculture, la sous-utilisation des stocks et le développement des pêches $2,785,121

	$
• Association québecoise de l'industrie de la Pêche Québec Qué	130,154
• Canadian Sealers Association St John's T-N	222,848
• Fishery Products Intl St John's T-N	240,756
• Great Northern Peninsula Plum Point T-N	109,999
• Newfound Resources Ltd St John's T-N	215,600

Contributions en vertu du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique pour fournir des possibilités d'emploi grâce à des initiatives en commercialisation $297,308

• Canadian Seafood Advisory Council Ottawa Ont	280,500

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Québec $2,172,662

• Alliance des Pêcheurs Commerciaux du Québec Québec Qué	144,032
• Ministère Agriculture Pêcheries et Alimentation Québec Québec Qué	853,300
• Parc d'hivernement de Sept-Îles Sept-Îles Qué	672,073

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches côtières de Terre-Neuve $2,663,803

• Beothic Fish Processor Ltd Badgers Quay T-N	146,513
• Ferryland Fisheries Ltd Ferryland T-N	120,400
• Fishermen Food & Allied Work St John's T-N	119,561
• Hickey & Sons Ltd St Mary's Bay T-N	112,000
• Marine Institute of Fish St John's T-N	295,527
• Terra Vista Limited Glovertown T-N	109,200
• Shawmut Fisheries Ltd Witless Bay T-N	126,200

Contribution versées à l'Association des chasseurs de phoques du Canada afin qu'elle puisse élaborer, préciser et appliquer la stratégie à long terme conçue pour l'industrie de la chasse au phoque sur la côte est $176,657

• L'Association des chasseurs de phoques St John's T-N	176,657

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquiculture $3,105,000

• Association des Capitaines propriétaires de la Gaspésie Rivière-aux-Renards Qué	163,681
• Association des Pêcheurs de Pétoncles des Îles Fatima Qué	164,687
• Comité Local des Pêcheurs de Old Fort Bay Lourdes de Blanc Sablon Qué	110,356
• Consortium Pecnor Aquaculture Lourdes de Blanc Sablon Qué	246,376
• Fruits de mer Grande Entrée Grande Entrée Qué	108,595
• JW Delaney Ltée Havre aux Maisons Qué	117,862
• Les crustacés de Gaspé Ltée Grande Rivière Qué	198,353
• Nord Pêche Inc Les Escoumins Qué	105,804
• Pisciculture Ranch chez Marc Ste-Félicité Qué	103,738
• Société des Pêches de Newport Newport Qué	100,431

Contributions en vertu de l'entente Canada/Nouveau-Brunswick sur le développement économique et régional pour le développement des pêches $1,539,529

• Fundy Weir Fishermen's Association St George N-B	109,432
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	507,563

Contributions en vertu de l'entente Canada/Île-du-Prince-Édouard sur le développement économique et régional pour le développement des pêches $326,938

• PEI Shellfish Association Ellerslie Î-P-É	106,000

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

	$
Contributions en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches de la Nouvelle-Écosse $417,425	
• Ocean Pride Fisheries Wedgeport Yarmouth County N-É	170,000
• The Nova Scotia Clam Company Mulgrave N-É	125,000
Contribution à l'Université Dalhousie en vertu de l'entente de collaboration Canada/Nouvelle-Écosse sur le développement des pêches $500,000	
• Université Dalhousie Halifax N-É	500,000
Contribution au secrétariat commun des comités de ressources renouvelables des Inuvialuit $285,000	
• Secrétariat commun des comités de ressources renouvelables des Inuvialuit Inuvik TN-O	285,000
Contributions à l'appui de l'aménagement portuaire, de l'établissement d'infrastructures, de travaux maritimes et de réparations dans des ports non fédéraux $2,865,584	
• Comité de Pêcheurs de Lourdes de Blanc Sablon Lourdes de Blanc Sablon Qué	124,895
• Corporation municipale de la Ville de la Baie Ville de la Baie Qué	1,357,368
• La Corporation municipale de Nominingue Nominingue Qué	119,000
• Corporation of the Township of Sheddon Spanish Ont	200,000
• Marina Campi Valleyfield Qué	300,000
• Regional District of Kitimat Terrace C-B	100,000
• Steveston Harbours Authority Richmond C-B	166,660
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche $163,906[3]	

FORÊTS $60,515,154

Subvention au Festival de la forêt Vancouver C-B $5,000

Subvention à l'Institut forestier d'Oxford Oxford Royaume Uni $10,500

Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec Ste-Foy Qué $25,000

Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts $78,500

Contribution pour la recherche forestière et le développement $22,000

Contribution au programme sur les forêts des territoires indiens $1,176,462

Contribution à l'Association forestière du Canada Ottawa Ont $100,000

Contribution au Cantre interservices des feux de forêts du Canada Winnipeg Man $87,805

Contribution à la ville de Montréal Montréal Qué $5,000

Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $45,000

Contribution à l'Institut canadien de recherches en génie forestier Pointe-Claire Qué $2,450,000

Contribution à l'Union international des instituts de recherches forestières $47,000

Contribution à la société FORINTEK du Canada Ottawa Ont $4,850,000

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière $129,000

Contribution à la Société du complexe sylvicole des Maritimes Fredericton N-B $24,979

	$
Contribution à l'Association de formation en foresterie de Terre-Neuve et du Labrador $2,315,155	
Contribution au Conseil du peuplier du Canada Toronto Ont $7,000	
Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $250,000	
Contribution au Centre Universitaire St-Louis de Maillet Edmunston N-B $412,100	
Contribution aux gouvernements provinciaux, aux organismes sans but lucratif, aux particuliers et aux universités pour des initiatives de développement entreprises en vertu du plan pour l'Est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional $48,474,653	
• New Brunswick Federation of Woodlot Owners Fredericton N-B	3,640,828
• Office des Producteurs de bois de la Côte-du-Sud La Pocatière Qué	639,801
• Polaris Learning Assoc Vancouver C-B	113,153
• Syndicat des Producteurs de bois du Bas St-Laurent Rimouski Qué	4,509,882
• Syndicat des Producteurs de bois de la Gaspésie New Richmond Qué	1,182,350
• Columbie-Britannique Victoria C-B	1,279,591
• Terre-Neuve & Labrador	8,641,905
• Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	2,758,515
• Nouvelle-Écosse Halifax N-É	9,395,559
• Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	475,455
• Québec Qué	5,618,900
• A Pit See Win Cooperative Waswanipi Qué	164,580
• Atikamekw Sipi La Tuque Qué	158,988
• Mistassini Band Council Mistassini Qué	121,743
• Société d'aménagement et de développement forestier de Bestiamites Bestiamites Qué	175,429
• Abitibi Price Thunder Bay Ont	131,919
• Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont	131,743
• Bowater Mersey Liverpool N-É	179,378
• Bragg Lumber Truro N-É	149,739
• Domtar Trenton Ont	185,282
• Fraser Inc Plaster Rock N-B	103,800
• J D Irving St John N-B	375,707
• Sargim Bonaventure Qué	144,732
• Scott Paper Inc New Glascow N-É	279,522
• Timberlands Hantsport N-É	147,146

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $347,621[4]

Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles $12,000

Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général $335,621[4]

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $3,265,471,228

Département $3,265,471,228

	$
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $2,264,663,748	
Subventions aux Sechelts en vertu de la Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte $2,287,926	
• Bande indienne des Sechelts C-B	2,287,926
Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec $21,685,209	
• Cree Regional Authority Ottawa Ont	17,420,415
• Bande Naskapi du Québec Sept-Îles Qué	3,164,794
• Wemindji Band James Bay Qué	1,100,000
Subvention à la Société Inuvialuit régionale pour les compensations à l'égard des revendications en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique $5,000,000	
Subventions pour investissements aux bandes cries et naskapies du Québec $8,358,245	
• Cree Reg Auth Ottawa Ont	1,663,465
• Bande naskapie du Québec Schefferville Qué	6,694,780
Subvention à la Société Makivik pour l'application de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $23,027,736	
• Société Makivik Lachute Qué	23,027,736
Versement à la Fédération Tungavik du Nunavut d'un paiement provisoire sur des transferts de capitaux en règlement de sa revendication globale $4,000,000	
• Tungavik Fed of Nunavut Ottawa Ont	1,000,000
• T F N-comp Claims Ottawa Ont	3,000,000
Subventions à des particuliers et à des organisations aux fins de développement économique et de l'emploi pour les Indiens et les Inuit $81,057	
Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités $1,219,156	
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant $300,000	
Subventions aux bandes indiennes pour aider à l'élaboration et à la mise en application d'un règlement d'appartenence à la bande à la suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens $121,000	
Subventions à des bandes indiennes pour des revendications particulières $4,389,231	
• Stangecoming Band Claim Thunder Bay Ont	2,789,231
• Teslin Band Settlement Teslin TY	1,600,000
Subvention à la bande indienne Stoney en règlement de sa revendication particulière $19,600,000	
• Stoney Land Claim Settlement Morley Alb	19,600,000
Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit et à des organitions pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement élémentaire et secondaire $475,079	
Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'enseignement postsecondaire $29,647,350	
• Northern Teacher Educ Prog La Ronge Sask	209,475
• Sask Indian Fed College Regina Sask	548,932
• Six Nations Ohsweken Ont	4,126,354
• University of Saskatchewan Saskatoon Sask	399,352
Prestations d'aide sociale à des particuliers, à des Indiens, à des Inuit et à des non-Indiens résidant dans les réserves indiennes $62,477,873	
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	1,291,391
Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes $4,321,178	
• Extendicare Markham Ont	183,305
Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration $126,955,104	
• Abegweit Band Council Cornwall Î-P-É	161,545
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	260,195
• Acadia Band Council Yarmouth N-É	142,381
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	170,333
• Afton Band Council Afton N-É	182,000
• Ahtahkakoop Band Shell Lake Sask	300,162
• Aklavik Band Council Inuvik TN-O	152,820
• Akwesasne Cornwall Ont	668,099
• Alderville Roseneath Ont	165,694
• Alexander Band Morinville Alb	352,535
• Alexis Band Glenevis Alb	320,688
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	175,708
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	182,137
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	239,248
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	271,431
• Arctic Red River Band Council Inuvik TN-O	152,788
• Aroland Band Nakina Ont	115,658
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	521,340
• Barren Lands Band Brochet Man	195,289
• Batchewana Sault Ste Marie Ont	285,031
• Beardy's/Okemasis Band Duck Lake Sask	371,618
• Bearskin Bearskin Lake Ont	342,584
• Beausoleil Penetanguishene Ont	263,743
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	163,707
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	345,709
• Berens River Band Berens River Man	280,983
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	591,874
• Big C Band La Loche Sask	209,794
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	597,727
• Big Grassy Morson Ont	150,312
• Big Island Morson Ont	128,700
• Big River Band Debden Sask	297,916
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	444,527
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	551,455
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	175,824
• Black Lake Paylist Black Lake Sask	426,205
• Blood Band Standoff Alb	984,558
• Bloodvein Band Bloodvein Man	269,472
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	133,016
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	175,912
• Boyer River Band High Level Alb	148,265
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	184,608
• Brunswick House Chapleau Ont	104,002
• Buffalo River Band Dillion Sask	226,786
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	445,566
• Burrard Indian Band North Vancouver C-B	102,098
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	136,260
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	242,900
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	133,536
• Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask	244,060
• Cape Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	175,800
• Carcross/tagish Band Carcross TY	135,723
• Carry The Kettle Band Sintaluta Sask	243,836
• Cat Lake Cat Lake Ont	292,436
• Champagne/Aishihik Band Haines Junction TY	181,807
• Chapel Island Band Council St Peters N-É	189,930
• Chapleau Cree Chapleau Ont	102,380
• Chawathil Indian Band Hope C-B	104,855
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	208,101
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	254,340
• Chemawawin First Nation Easterville Man	252,260
• Cheslatta Indian Band Burns Lake C-B	108,200

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	260,096
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	236,801
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	256,607
• Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb	211,954
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	199,521
• Columbia Lake Indian Band Windermere C-B	117,937
• Comox Indian Band Courtenay C-B	120,983
• Constance Lake Calstock Ont	227,221
• Cook's Ferry Indian Band Spences Bridge C-B	105,914
• Cote Band Kamsack Sask	311,216
• Couchiching Fort Frances Ont	231,982
• Cowessess Band Broadview Sask	342,873
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	446,190
• Crane River Band Crane River Man	150,588
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	264,664
• Cross Lake Band Cross Lake Man	702,176
• Cumberland House Band Cumberland House Sask	193,995
• Curve Lake Curve Lake Ont	270,317
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	121,717
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	126,571
• Dauphin River Band Gypsumville Man	107,171
• Dawson Band Dawson City TY	167,815
• Day Star Band Punnichy Sask	120,781
• Dease River Band Cassiar TY	111,374
• Deer Lake Deer Lake Ont	341,686
• Dene Tha Band Chateh Alb	471,988
• Deninoo Community Council Fort Resolution TN-O	107,644
• Dogrib Rae Band Council Yellowknife TN-O	291,056
• Doig River Indian Band Rose Prairie C-B	110,924
• Dokis Monetville Ont	145,742
• Douglas Indian Band Harrison Hot Springs C-B	103,918
• Eabametoong First Nation Via Pickle Lake Ont	335,025
• Eagle Lake Eagle River Ont	103,927
• Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man	252,070
• Eel Ground Band Council Newcastle N-B	283,366
• Eel River Band Council Dalhousie N-B	203,323
• English River Band Patuanak Sask	224,382
• Enoch Band Winterburn Alb	268,646
• Ermineskin Band Hobbema Alb	267,288
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	647,166
• Fairford Band Fairford Man	283,568
• Fisher River Band Koostatak Man	403,287
• Fishing Lake Band Wadena Sask	189,170
• Fitz Smith Native Band Fort Smith TN-O	115,994
• Flying Dust Band Meadow Lake Sask	156,463
• Fond du Lac Band Fond du Lac Sask	390,638
• Fort Albany Albany Ont	448,434
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	668,582
• Fort Chipewyan Band Ft Chipewyan Alb	218,349
• Fort Churchill Band Tadoule Man	200,161
• Fort Franklin Band Council Fort Franklin TN-O	201,435
• Fort Good Hope Band Council Fort Good Hope TN-O	216,784
• Fort Liard Band Council Fort Nelson C-B	131,344
• Fort McKay Band Ft McMurray Alb	130,856
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	118,376
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	175,025
• Fort Norman Band Council Norman Wells TN-O	141,673
• Fort Providence Band Council Fort Providence TN-O	158,954
• Fort Severn Fort Severn Ont	373,045
• Fort Simpson Band Council Fort Simpson TN-O	170,687
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	230,714
• Fort William Thunder Bay Ont	216,387
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	220,390
• Fox Lake Band Gillam Man	223,176
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	275,122
• Garden Hill Band Island Lake Man	482,631
• Garden River Sault Ste Marie Ont	266,915
• Georgina Island Sutton West Ont	123,759
• Gibson Bala Ont	123,620
• Ginoogaming Longlac Ont	123,557
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	286,602
• Gitsan-wet'suwet'en L.s.soc. Hazelton C-B	1,953,200
• Gitwinksihlkw Indian Band Gitwinksihlkw C-B	139,983
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	418,556
• God's River Band God's River Man	260,169
• Golden Lake Golden Lake Ont	239,876
• Gordon Band Punnichy Sask	294,175
• Grand Lac Victoria Bande Louvicourt Qué	142,833
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	196,855
• Grassy Narrows Grassy Narrows Ont	246,192
• Gull Bay Gull Bay Ont	180,273
• Gwa'sala-'nakwaxda'xw Ind Band Port Hardy C-B	193,241
• Halalt Indian Band Chemainus C-B	110,808
• Halfway River Indian Band Wonowon C-B	110,697
• Hartley Bay Indian Band Hartley Bay C-B	162,558
• Hatchet Lake Band Wollaston Lake Sask	315,267
• Hay River Dene Band Hay River TN-O	115,458
• Heart Lake Band Lac La Biche Alb	123,963
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	648,800
• Henvey Inlet Pickerel Ont	120,635
• Hiawatha Keene Ont	133,605
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	195,014
• Indian Birch Band Birch River Man	145,100
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	205,128
• Inuvik Native Band Inuvik TN-O	116,676
• Iskut Indian Band Iskut C-B	207,608
• Island Lake Band Loon Lake Sask	258,914
• Islington Whitedog Ont	272,167
• Jackhead Band Dallas Man	129,985
• James Smith Band Kinistino Sask	369,993
• Janvier Band Chard Alb	177,687
• John Smith Band Birch Hills Sask	208,323
• Joseph Bighead Band Pierceland Sask	256,531
• Kahkewistahaw Band Broadview Sask	216,767
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	255,817
• Kanesatake Band Council Oka Qué	281,003
• Kasabonika Kasabonika Lake Ont	381,463
• Kashechewan Kashechewan Ont	484,772
• Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B	117,333
• Kawacatoose Band Quinton Sask	291,462
• Keeseekoose Band Kamsack Sask	239,280
• Keeseekoowenin Band Elephinstone Man	245,978
• Kehewin Band Bonnyville Alb	319,307
• Kettle Point Forest Ont	261,245
• Key Band Norquay Sask	152,979
• Kincolith Indian Band Kincolith C-B	237,318
• Kingfisher Kingfisher Lake Ont	250,502
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	282,427
• Kinistin Band Chagoness Sask	152,187
• Kipawa Band Council Témiscaming Qué	123,875
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	264,792
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	302,566
• Kitkatla Indian Band Kitkatla C-B	222,562
• Kitselas Indian Band Terrace C-B	125,185
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	141,396
• Kluane Tribal Council Burwash Landing TY	168,210
• Kluskus Indian Band Quesnel C-B	115,304
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	151,907
• Kwanlin Dun Band Whitehorse TY	254,331
• Kwicksutaineuk Indian Band Simoon Sound C-B	115,101
• Lac La Croix Fort Frances Ont	164,326
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	784,051
• Lac Seul Lac Seul Ont	426,567
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	275,898
• Lakahahmen Indian Band Deroche C-B	100,108
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	225,463
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	316,179
• Lake Manitoba Band Vogar Man	258,551
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	300,013
• Lansdowne House Pickle Lake Ont	156,015
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	312,700
• Lennox Island Band Council Lennox Island Î-P-É	188,061
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	1,614,690
• Liard Band Watson Lake TY	344,070
• Little Black Bear Band Goodeve Sask	158,638
• Little Black River Band O'Hanley Man	156,831
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	334,082
• Little Pine Band Paynton Sask	242,356

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Little Red River Band High Level Alb	710,704
• Little Salmon-Carmacks Band Carmacks TY	199,201
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	178,435
• Little Shuswap Indian Band Chase C-B	114,497
• Long Lake 58 Longlac Ont	183,630
• Long Plain Band Edwin Man	282,092
• Long Point Band Council Winneway River Qué	169,605
• Louis Bull Band Hobbema Alb	183,134
• Lower Kootenay Indian Band Creston C-B	103,317
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	201,793
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	184,733
• Lubicon Lake Band Peace River Alb	132,245
• Lutsel K'e Band Council Snowdrift TN-O	120,126
• Lytton Indian Band Lytton C-B	298,169
• Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask	265,652
• Manouane Bande Manouane Qué	383,916
• Martin Falls Nakina Ont	191,126
• Masset Indian Band Masset C-B	300,553
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	495,749
• Mattagami Gogama Ont	100,164
• McLeod Lake Indian Band McLeod Lake C-B	139,700
• Membertou Band Council Sydney N-É	235,820
• Metlakatla Indian Band Prince Rupert C-B	133,242
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	207,418
• Millbrook Band Council Truro N-É	187,016
• Mingan Bande Mingan Qué	188,579
• Mississauga Blind River Ont	197,475
• Mistawasis Band Leask Sask	242,168
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	927,526
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	352,228
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	298,890
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	574,346
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	153,724
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	331,591
• Montagnais Pakua Shipi Conseil St-Augustin Qué	136,480
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	356,962
• Montagnais Uashat Maliotenam C Sept-Îles Qué	647,730
• Montana Band Hobbema Alb	151,581
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	366,253
• Moose Deer Point Mactier Ont	125,718
• Moose Factory Moose Factory Ont	527,796
• Moose Lake Band Moose Lake Man	308,230
• Moose Woods Band Saskatoon Sask	119,289
• Moosomin Band Cochin Sask	258,784
• Moravian Thamesville Ont	181,961
• Mosquito-grizzly Bear's Head Cando Sask	203,042
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	368,156
• Muncey Muncey Ont	191,379
• Muscowpetung Band Fort Qu'appelle Sask	157,491
• Muskeg Lake Band Leask Sask	259,740
• Muskowekwan Band Lestock Sask	211,291
• Muskrat Dam Muskrat Dam Ont	188,692
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	220,228
• Na-cho Ny'ak Dun Mayo TY	159,763
• Nadleh Whut'en Indian Band Fort Fraser C-B	125,370
• Naicatchewenin Devlin Ont	119,795
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	201,153
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	244,815
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	248,000
• Nelson House Band Nelson House Man	532,163
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	155,134
• Neskainlith Indian Band Chase C-B	145,905
• New Credit Hagersville Ont	287,954
• New Post Cochrane Ont	110,139
• Nicickousemenicaning Fort Frances Ont	116,635
• Nikaneet Band Maple Creek Sask	112,034
• Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B	343,272
• Nipissing Sturgeon Falls Ont	320,411
• North Caribou Weagamow Ont	245,619
• North Spirit Lake North Spirit Lake Ont	209,146
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	170,424
• Northlands Band Lac Brochet Man	296,463
• Northwest Angle 33 Angle Inlet Minissota	143,065
• Northwest Angle 37 Sioux Narrows Ont	116,001
• Norway House Band Norway House Man	675,965
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	1,884,900
• O'chiese Band Rocky Mountain House Alb	208,911
• Oak Lake Band Pipestone Man	166,476
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	193,622
• Ochapowace Band 363 Whitewood Sask	249,293
• Odanak Bande Odanak Qué	171,083
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	240,498
• Ojibways of The Pic River Firs Heron Bay Ont	176,635
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	353,443
• Okanese Band Balcarres Sask	171,666
• One Arrow Band Rosthern Sask	181,416
• Oneida of the Thames Southwold Ont	286,432
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	533,369
• Oromocto Band Council Oromocto N-B	195,597
• Osnaburgh Osnaburgh Ont	273,834
• Osoyoos Indian Band Oliver C-B	157,474
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	137,936
• Oxford House Band Oxford House Man	402,187
• Pacheenaht Indian Band Port Renfrew C-B	118,316
• Parry Island Parry Sound Ont	198,224
• Pasqua Band Fort Qu'appelle Sask	224,884
• Paul Band Duffield Alb	233,907
• Pauquachin Indian Band Port Renfrew C-B	113,656
• Pavilion Indian Band Lillooet C-B	142,466
• Peepeekisis Band Balcarres Sask	293,823
• Peguis Band Hodgson Man	544,857
• Peigan Band Brocket Alb	544,683
• Pelican Lake Band Leoville Sask	229,136
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	195,193
• Penticton Indian Band Penticton C-B	189,743
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	759,284
• Piapot Band Cupar Sask	236,953
• Pic Mobert Mobert Ont	149,297
• Pictou Landing Band Council Trenton N-É	167,316
• Pikangikum Pikangikum Ont	516,727
• Pine Creek Band Camperville Man	278,198
• Poplar Hill Poplar Hill Ont	180,625
• Poplar River First Nation Via Negginan Man	270,543
• Poundmaker Band Cut Knife Sask	228,070
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	100,535
• Quatsino Indian Band Coal Harbour C-B	126,647
• Rainy River Emo Ont	165,197
• Rama Rama Ont	229,630
• Rat Portage Kenora Ont	145,165
• Red Bank Band Council Red Bank N-B	202,909
• Red Earth Band Red Earth Sask	305,641
• Red Pheasant Band Grenfell Sask	270,180
• Red Rock Nipigon Ont	114,600
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	324,885
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	427,146
• Revenue Canada Taxation Winnipeg Man	147,270
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	432,003
• Rocky Bay MacDiarmid Ont	149,713
• Rolling River Band Erickson Man	194,415
• Roseau River Band Ginew Man	324,259
• Ross River Band Ross River TY	199,436
• Sachigo Sachigo Lake Ont	324,589
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	585,215
• Saint Mary's Band Council Fredericton N-B	262,959
• Sakimay Band 364 Grenfell Sask	249,964
• Samson Band Hobbema Alb	427,338
• Sandy Bay Band Marius Man	505,232
• Sandy Lake Sandy Lake Ont	602,192
• Saugeen Southampton Ont	251,631
• Saulteau Indian Band Chetwynd C-B	163,614
• Saulteaux Cochin Sask	270,466
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	211,848
• Seine River Mine Centre Ont	167,342
• Selkirk Band Pelly Crossing TY	223,229
• Serpent River Cutler Ont	163,521
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	161,314
• Shackan Indian Band Merritt C-B	101,938
• Shamattawa First Nation Shamattawa Man	386,724

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Sheguiandah Sheguiandah Ont	104,620
• Shoal Lake 39 Kejick Ont	137,985
• Shoal Lake 40 Kejick Ont	118,662
• Shoal Lake Band of The Cree Na Pakwaw Lake Sask	1,183,676
• Shoal River Band Via Pelican Rapids Man	247,370
• Shubenacadie Band Council Shubenacadie N-É	296,805
• Shuswap Indian Band Invermere C-B	104,492
• Siksika Nation Band Stand Off Alb	704,486
• Sioux Valley Band Griswold Man	330,153
• Six Nations Ohsweken Ont	650,896
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	135,845
• Skidegate Indian Band Queen Charlotte City C-B	268,940
• Skwah Indian Band Chilliwack C-B	121,168
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	203,742
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	121,322
• Songhees Indian Band Victoria C-B	129,615
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	212,171
• Spanish River Massey Ont	374,411
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	364,996
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	351,561
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	572,718
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	148,259
• Standing Buffalo Band Fort Qu'appelle Sask	212,794
• Starblanket Band Balcarres Sask	281,527
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	138,948
• Stone Indian Band Hanceville C-B	134,739
• Stoney Band Morley Alb	571,128
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	213,321
• Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask	336,368
• Sucker Creek Little Current Ont	153,530
• Sumas Indian Band Abbotsford C-B	110,642
• Summer Beaver Pickle Lake Ont	187,149
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	214,590
• Swan Lake Band Swan Lake Man	205,985
• Sweet Grass Band Gallivan Sask	229,684
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	210,121
• Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B	220,202
• Taku River Tlingit Band Atlin TY	116,047
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	244,990
• Temagami Temagami Ont	120,013
• Teslin Band Teslin TY	160,541
• Tetlit Gwich'in Band Council Fort McPherson TN-O	229,794
• The Pas Band The Pas Man	495,032
• Thunderchild Band Turtleford Sask	305,022
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	223,625
• Tl'azt'en Nations Band Fort St James C-B	301,947
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	477,553
• Toosey Indian Band Riske Creek C-B	109,210
• Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B	136,414
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	209,432
• Tsawout Indian Band Saanichton C-B	171,595
• Tsuu T'ina Nation Band Calgary Alb	314,278
• Turnor Lake Turnor Lake Sask	170,258
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	212,656
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	240,691
• Valley River Band Shortdale Man	201,825
• Vuntut Gwitchin Band Whitehorse TY	232,884
• Wabigoon Dinorwic Ont	108,762
• Wagmatcook Band Council Baddeck N-É	246,429
• Wahpeton Band Prince Albert Sask	135,154
• Walpole Island Wallaceburg Ont	398,692
• Wapekeka Angling Lake Ont	248,773
• War Lake Band Ilford Man	100,920
• Wasagamack Band Wasagamack Man	375,105
• Washagamis Keewatin Ont	108,883
• Waterhen Band Skownan Man	203,300
• Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask	276,853
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	331,730
• Webequie Via Pickle Lake Ont	279,459
• Weenusk Weenusk Ont	230,459
• West Bay West Bay Ont	342,799
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	248,700
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	290,362
• Whe-la-la-u-area Council Alert Bay C-B	166,417
• White Bear Band Carlyle Sask	369,224
• Whitefish Bay Pawitik Ont	285,770
• Whitefish Lake Naughton Ont	161,490
• Whitefish Lake No 128 Goodfish Alb	315,548
• Whitefish River Birch Island Ont	167,951
• Whitesand Whitesand Ont	115,703
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh N-É	211,260
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	545,192
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	131,231
• Witchekan Lake Band Spiritwood Sask	145,629
• Woodland Cree Band Cadotte Lake Alb	167,935
• Woodstock Band Council Woodstock N-B	177,880
• Wunnummin Wunnummin Lake Ont	302,574
• Yellow Quill Band Rose Valley Sask	316,214
• Yellowknife B Band Council Yellowknife TN-O	157,876
• York Factory Band York Landing Man	219,758

Subvention à la bande indienne Miawpukek pour la financement de programmes déterminés $5,991,562

• Miawpukek Band Conne River T-N	5,991,562

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organisations indiennes et inuit, afin d'aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, se préparer en vue de négociations de fond en élaborant un mandat pour les négociations et en mettant au point des accords concernant l'autonomie gouvernementale $2,339,908

• Assembly of First Nations Ottawa Ont	174,590
• Federation of Sask Indian Nat Saskatoon Sask	251,700
• Indian Commission of Ontario Toronto Ont	331,733
• Nishnawabe Aski Nation (Ont) Thunder Bay Ont	110,290
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	205,000
• United Indian Councils Curve Lake Ont	100,000

Contributions versées aux bandes indiennes et inuit et aux établissements, aux conseils tribaux, aux conseils de district et aux autres collectivités indiennes et inuit pour faciliter leurs négociations relatives à l'autonomie gouvernementale $5,868,813

• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	140,000
• Cape Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	155,300
• Champagne/Aishihik Band Haines Junction TY	150,000
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	100,000
• Curve Lake Band Curve Lake Ont	362,200
• Gitksan Set'su' We'en Heredity Hazelton C-B	601,850
• Grand Council of the Crees James Bay Qué	448,870
• Kanesatake Mohawk Coalition Oka Qué	116,995
• Meadow Lake Dist Chief Mangmt Meadow Lake Sask	100,590
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	144,567
• Na-cho Ny'ak Dun Mayo TY	100,000
• Nishnawabe Aski Nation (Ont) Thunder Bay Ont	226,610
• North Shore Tribal Council Cutler Ont	145,000
• Office of the Hereditary Chi Hazelton C-B	115,900
• Sakimay Band Grenfell Sask	150,000
• Sawridge Band Slave Lake Alb	250,000
• Siksika Nation Tribal Admin Gleinchen Alb	125,000
• Sioux Valley Band Griswold Man	122,500
• United Indian Councils Curve Lake Ont	252,600
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	499,300
• Whitefish Bay Band Pawatik Ont	371,967

Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations $4,528,987

• Aboriginal Council of BC Vancouver C-B	420,000
• Alliance of Tribal Council Vancouver C-B	100,000
• Association of Iroquois & Allied In London Ont	180,000
• Confederacy of Mainland Micm Truro N-É	100,000
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	109,275
• Federation of Saskatchewan Indian Nations Saskatoon Sask	450,000
• Grand Council Treaty #3 Kenora Ont	280,000
• Indian Association of Alta Winterburn Alb	300,000
• Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont	190,000
• Nlka'pamux Nation Tribal Cou Lytton C-B	100,000
• Six Nations Council Oshweken Ont	210,000

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Treaty & Aboriginal Rights Ottawa Ont	500,000
• Treaty 8 Tribal Assn Fort St-John C-B	125,000
• Union of BC Indian Chiefs Kamloops C-B	320,000
• Union of New Brunswick Indian Fredericton N-B	150,000
• Union of Ont Indians Toronto Ont	500,000

Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de la mise en oeuvre de la Loi sur les Cris et Naskapis du Québec $475,883

• Cree Naskapi Commission Ottawa Ont	475,883

Contribution à l'autorité régionale des Cris pour défrayer les coûts d'exploitation des mesures de redressement de l'infrastructure pour les Cris d'Ouje-Bougoumou $150,000

• Cree Regional Authority Ottawa Ont	150,000

Paiement provisoire d'une seule contribution aux frais de mise en oeuvre pour l'établissement de la liste des bénéficiaires du règlement de la revendication de la Fédération Tunkavik du Nunavut $300,000

• T F N-comp Claims Ottawa Ont	300,000

Contribution au Comité de la ratification pour les frais engagés par celui-ci relativement au note de ratification de l'entente finale avec les Dénés et les Métis $698,951

• Dene Metis Comprehensive Claim Ratification Yellowknife TN-O	698,951

Contribution pour les revendications globales des Indiens du Yukon—Vote de ratification $158,913

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi $71,906,945

• 502133 Ontario Ltd Fort Frances Ont	295,000
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	102,540
• Ahtahkakoop Band Shell Lake Sask	100,152
• Akwesasne Cornwall Ont	1,040,828
• Alberta Indian Agriculture Calgary Alb	800,000
• Alexander Band Morinville Alb	104,672
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	151,310
• Alliance Tribal Council Delta C-B	472,313
• Alta Indian Arts & Craft Soc Edmonton Alb	378,900
• Arctic Co-operatives Ltd Winnipeg Man	780,697
• Artisans & Artistes Indiens Village-des-Hurons Qué	235,900
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	185,387
• Battleford First Nat mgt inc Gallivan Sask	629,300
• Beardy's & Okemasis Band Duck Lake Sask	100,597
• Beausoleil Penetanguishene Ont	111,431
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	359,250
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	184,800
• Big River Band Debden Sask	100,152
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	101,873
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	240,245
• Bimose Tribal Council Kenora Ont	196,559
• Blood Tribe Agr Project Stand Off Alb	193,100
• Blood Tribe Stand Off Alb	802,390
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	112,000
• Canadian Indian Resource Corp Edmonton Alb	320,000
• Caribou Tribal Council Williams Lake C-B	153,330
• Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B	517,064
• Chiefs of Ontario Toronto Ont	100,000
• Chilcotin Ulkatcho Kluskus Nat Williams Lake C-B	161,539
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	102,087
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	118,090
• Cold Lake First Nations Grand Centre Alb	167,842
• Confederation of Mainland Micmacs Truro N-É	369,083
• Corp Dev Premières Nations Qué Village-des-Hurons Qué	150,000
• Corporation Développement Écono Village-des-Hurons Qué	286,700
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	245,056
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	104,133
• Cree Regional Authority Nemaska Qué	169,886
• Cree Trappers Association Val d'Or Qué	115,000
• Cross Lake Band Cross Lake Man	347,759
• Curve Lake Curve Lake Ont	112,262
• Dakota Ojibway Development Winnipeg Man	830,646
• Dene Tha Band Chateh Alb	212,487
• Développement Régional Kativik Kuujjuaq Qué	773,527
• Dogrib Rae Band Council Yellowknife TN-O	220,704
• Enoch Band Winterburn Alb	171,166
• Ermineskin Band Hobbema Alb	214,014
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	323,500
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	465,000
• First Nations of S Is T C Mill Bay C-B	249,250
• Fisher River Band Koostatak Man	150,472
• Fisheries & Oceans Canada Vancouver C-B	170,000
• Fort Albany Albany Ont	109,000
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	313,336
• Fort Simpson Band Council Fort Simpson TN-O	106,913
• Freshwater Fish Marketing Winnipeg Man	250,000
• Frog Lake Indian Nation Heinsburg Alb	161,435
• Garden River Sault Ste Marie Ont	127,000
• Gitsan-wet'suwet'en Ls soc Hazelton C-B	530,300
• Grand Conseil Nation Waban Aki Bécancour Qué	151,420
• Grand Council of Treaty 8 Edmonton Alb	150,000
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	240,900
• Iliqvik Inc Dorval Qué	449,000
• Independent First Nations Alli Sioux Lookout Ont	121,548
• Indian Agricultural Program Stirling Ont	200,000
• Indian Art-i-craft of Ontario Toronto Ont	300,000
• Indian Arts & Crafts Society Vancouver C-B	310,000
• Indian Equity Foundation Edmonton Alb	450,000
• Inter Trib Forestry Assoc BC Kelowna C-B	127,000
• Interior Indian Fisheries Co Lillooet C-B	100,000
• Interlake Reserves Tribal Coun Ashern Man	426,832
• Inuvialuit Regional Corp Inuvik TN-O	338,349
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	683,006
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	224,758
• Kanesatake Band Council Oka Qué	202,740
• Kashechewan Kashechewan Ont	144,403
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	1,063,421
• Kehewin Band Bonnyville Alb	107,906
• Kettle Point Forest Ont	140,955
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	105,000
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	113,652
• Kitikmeot Inuit Assoc Yellowknife TN-O	314,969
• Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B	123,286
• Kwakiutl District Council Port Hardy C-B	246,221
• Labrador Inuit Association St John's T-N	128,000
• Lac Seul Lac Seul Ont	127,922
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	156,600
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	100,000
• Land Sea Air Mgmt Consultants Cochenour Ont	138,655
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	297,500
• Lesser Slave Lk Ind Reg Coun Slave Lake Alb	675,429
• Liard Band Watson Lake TY	150,000
• Lillooet Tribal Council Lillooet C-B	193,435
• Little Red River Tribe High Level Alb	244,916
• Louis Bull Band Hobbema Alb	108,085
• Mackenzie Delta Tribal Council Inuvik TN-O	161,165
• Manitoba Aboriginal Resource Winnipeg Man	1,788,100
• Manitoba Keewatinowi Thompson Man	100,000
• Manouane Bande Manouane Qué	230,280
• Matawa & First Nations Mgmt Tr Thunder Bay Ont	403,947
• Meadow Lake Dist chief Mangmt Meadow Lake Sask	309,687
• Micmacs of Gesgapegiag Band Co Maria Qué	108,610
• Mid-island Tribal Council Chemainus C-B	191,158
• Minegoo Arts & Crafts Charlottetown Î-P-É	119,012
• Mingan Bande Mingan Qué	100,430
• Minister of Finance (Manitoba) Winnipeg Man	342,400
• Mistissini Band Council Chibougamau Qué	212,332
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	978,100
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	216,877
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	181,650
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	259,130
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	116,700
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	113,440
• Montagnais Uashat Maliotenam Sept-Îles Qué	324,170

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Moose Factory Moose Factory Ont	202,129
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	128,528
• Musgamagw Tsawataineuk T C Alert Bay C-B	238,929
• Mushkegowuk Tribal Council Moose Factory Ont	102,264
• NWT Native Arts & Crafts Soc Yellowknife TN-O	228,877
• Nat Indian Arts & Crafts Corp Ottawa Ont	364,533
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	225,810
• Nelson House Development Nelson House Man	298,030
• New Credit Hagersville Ont	105,544
• Nicola Valley Indian Admin Merritt C-B	176,222
• Nicola Valley Inst of Techno Merritt C-B	150,000
• Nisga'a Tribal Council New Aiyansh C-B	106,885
• Nl'aka Xm Nation Development Lytton C-B	214,735
• North Caribou Weagamow Ont	104,801
• North Coast Econ Dev Corp Prince Rupert C-B	549,010
• North Shore Micmac Dist Coun Newcastle N-B	348,700
• Northern Ontario Native Touris Thunder Bay Ont	174,500
• Norway House Band Norway House Man	397,517
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	603,100
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	225,440
• Oneida of the Thames Southwold Ont	196,329
• Oweekeno-kitasoo-nuxalk Tc Bella Coola C-B	367,609
• PA District Chiefs Prince Albert Sask	1,116,845
• Paul Band Duffield Alb	108,445
• Peguis Band Hodgson Man	267,317
• Peigan Band Brocket Alb	243,119
• Pikangikum Pikangikum Ont	155,333
• Prince Albert Development Corp Prince Albert Sask	127,500
• Pwi-di-goo-zing-ne-yaa-zhing N Fort Frances Ont	237,537
• Qikiqtaaluk Corp Iqaluit TN-O	464,809
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	270,150
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	217,000
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	450,716
• Saint John River Valley T C Woodstock N-B	106,200
• Sakku Investments Corp Yellowknife TN-O	332,073
• Samson Band Hobbema Alb	447,702
• Sandy Lake Sandy Lake Ont	224,468
• Sarcee Band Hobbema Alb	144,830
• Sask Indian Agric Prog Regina Sask	1,700,334
• Sask Indian Regional College Saskatoon Sask	507,000
• Saskatchewan Indian Agriculture Prog Regina Sask	719,666
• Saskatchewan Indian Arts & Crafts Regina Sask	150,000
• Saskatchewan Indian Equity Fou Regina Sask	150,000
• Saskatoon Dist Chiefs Saskatoon Sask	319,224
• Saugeen Southampton Ont	106,730
• Shibogama Tribal Council Kasabonika Lake Ont	172,747
• Shoal Lake 40 Kejick Ont	520,180
• Shuswap Nation Tribal Council Kamloops C-B	359,590
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	371,162
• Sinaaq Enterprises Inc Ottawa Ont	453,910
• Six Nations Ohsweken Ont	933,646
• Southeast Development Winnipeg Man	692,479
• Spanish River Massey Ont	138,765
• Sto Lo Tribal Council Chilliwack C-B	236,616
• Sto Lo Nation Canada Sardis C-B	168,292
• Stoney Band Morley Alb	379,411
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	713,405
• Tahltan Tribal Council Dease Lake C-B	167,682
• The Innu Development Corp Goose Bay T-N	100,000
• The Ojibway 1850 Treaty Council Thunder Bay Ont	117,000
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	101,040
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	114,366
• Touchwood-File Hills Dis Chief Fort Qu'appelle Sask	910,599
• Treasurer of Ontario Toronto Ont	350,000
• Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B	173,531
• Tribal Councils Investment Winnipeg Man	152,500
• Ts'ilhgot'in Tribal Council Williams Lake C-B	256,680
• UNSI-Advisory Services Sydney N-É	300,600
• Walpole Island Wallaceburg Ont	220,729
• Waskaganish Band Council Waskaganish Qué	134,858
• Waswanipi Band Council Waswanipi River Qué	100,200
• West Bay West Bay Ont	117,240
• West Region Economic Winnipeg Man	613,609
• Western Ind Agriculture Corp Vancouver C-B	310,000

	$
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	220,140
• Whitefish (goodfish) Lake #128 Goodfish Alb	181,586
• Wiichihiituun Development Corp Chisasibi Qué	239,424
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	383,493
• Windigo Area Council Sioux Lookout Ont	529,828
• Yorkton Tribal Administration Yorkton Sask	578,409
• Yukon Indian Arts & Crafts Whitehorse TY	247,665

Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres $775,000

• Northern Flood Capital Winnipeg Man	175,000

Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés $4,044,207

• Westbank Indian Band Kelowna C-B	304,700
• Nipissing Sturgeon Falls Ont	183,333
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	895,000
• Blood Tribe Stand Off Alb	150,000
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	365,988
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	176,282

Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription des bandes $2,035,527

Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types $685,516

• Borden & Elliot Toronto Ont	180,000
• Stuart Rush in Trust for Git Vancouver C-B	314,160

Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou groupes de particuliers, organisations et bandes à l'égard de procès types concernant le projet de loi C-31 $3,130

Contributions aux provinces, aux sociétés, aux autorités locales, aux Indiens, aux bandes indiennes et autres organisations pour la lutte contre les incendies de forêt dans les réserves $2,975,274

• Min of Forest BC Victoria C-B	1,352,919
• Saskatchewan Parks & Renewab Prince Albert C-B	180,384
• Ministry of Finance Man Winnipeg Man	261,131
• Ministry of Natural Resource Ont Sault Ste Marie Ont	830,757
• Provincial Treasurer of Alta Edmonton Alb	340,083

Contribution aux bandes indiennes pour de l'information sur les résidences $45,565

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes légaux pour le soutien de l'enseignement et les services relatifs à l'éducation élémentaire et secondaire $486,127,543

• Abegweit Band Council Cornwall Î-P-É	169,181
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	950,071
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	100,600
• Afton Band Council Afton N-É	336,000
• Ahtahkakoop Band Shell Lake Sask	710,200
• Akwesasne Cornwall Ont	3,834,884
• Alberta School for the Deaf Edmonton Alb	190,761
• Alderville Roseneath Ont	217,859
• Alexander Band Morinville Alb	1,570,437
• Alexis Band Glenevis Alb	1,302,051
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	108,831
• Algonquins of Barriere Lake Chibougamau Qué	318,400
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	410,777
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	300,100
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	412,129
• Anderson Bus Lines Ohsweken Ont	327,538
• Anspayaxw School Society Hazelton C-B	460,800
• Arcola School Div 72 Arcola Sask	208,944
• Aroland Band Nakina Ont	783,800
• Assembly of First Nations Ottawa Ont	696,000
• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	280,400
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	761,000
• Barren Lands Band Brochet Man	634,323
• Batchewana Sault Ste Marie Ont	855,400

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Battleford First Nation Mgmt North Battleford Sask	253,300
• Battleford School Div 58 North Battleford Sask	111,195
• Beardy's & Okemasis Band Duck Lake Sask	1,462,855
• Beardy's/Okemasis Duck Lake Sask	339,540
• Bearskin Bearskin Lake Ont	633,783
• Beausoleil Penetanguishene Ont	780,354
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	470,904
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	1,105,287
• Berens River Band Berens River Man	245,415
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	2,726,218
• Big C Band La Loche Sask	405,500
• Big C La Loche Sask	121,827
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	2,073,523
• Big Grassy Morson Ont	536,070
• Big Island Morson Ont	130,634
• Big River Band Debden Sask	484,300
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	1,404,733
• Biggar School Div No 50 Biggar Sask	229,494
• Bighead Pierceland Sask	871,500
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	4,524,890
• Birdtail River School Candall Man	308,292
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	248,296
• Black Lake Black Lake Sask	1,408,025
• Blood Band Education Board Stand Off Alb	3,753,903
• Blood Bus Co-op Lethbridge Alb	2,321,572
• Blood Tribe Education Board Stand Off Alb	3,605,267
• Blue Quills First Nations St Paul Alb	204,150
• Blue Quills Native Education C St Paul Alb	365,580
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	230,200
• Brant County Board of Education Brantford Ont	636,553
• Broadview School Div 18 Broadview Sask	195,462
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	550,507
• Brunswick House Chapleau Ont	139,000
• Buffalo River Dillion Sask	754,150
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	1,238,443
• CSR Protestant Western Quebec Aylmer Qué	294,801
• CS Val d'Or Val d'Or Qué	1,350,445
• Calgary Board of Education Calgary Alb	397,670
• Calgary Catholic Board of Educ Calgary Alb	243,494
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	488,300
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	137,777
• Canoe Lake Canoe Narrows Sask	747,565
• Carry The Kettle Sintaluta Sask	249,416
• Cat Lake Cat Lake Ont	673,679
• Chapel Island Band Council St Peters N-É	541,254
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	480,800
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	445,694
• Chemawawin Educational Auth Easterville Man	1,417,939
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	564,266
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	163,000
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	546,000
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	254,700
• Conseil Nation Attikamekw Sipi La Tuque Qué	311,622
• Constance Lake Calstock Ont	1,907,574
• Cote Band Kamsack Sask	849,735
• Couchiching Fort Frances Ont	711,898
• Council For Yukon Indians Whitehorse TY	141,660
• County of Newell #4 Brooks Alb	196,441
• County of Parkland #31 Stony Plain Alb	1,402,652
• County of Ponoka #3 Ponoka Alb	1,535,177
• County of Smoky Lake #13 Smoky Lake Alb	367,656
• County of St Paul St Paul Alb	2,637,809
• County of Vulcan #2 Arrowwood Alb	423,170
• County of Wetaskiwin #10 Wetaskiwin Alb	831,032
• County of Wheatland Strathmore Alb	1,090,999
• Cowesses Broadview Sask	836,363
• Cowessess Broadview Sask	1,047,723
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	1,541,675
• Crane River Band Crane River Man	556,109
• Cross Lake Band Cross Lake Man	4,880,572
• Cumberland House Band Cumberland House Sask	256,500
• Cupar School Div 28 Cupar Sask	772,406
• Curve Lake Curve Lake Ont	1,007,800
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	284,940
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	134,751
• Dauphin River School Division Gypsumville Man	231,966
• Dease River Band Cassiar TY	164,652
• Deer Lake Deer Lake Ont	890,159
• Dene Tha Band Chateh Alb	1,427,574
• Dokis Monetville P O Ont	266,400
• Douglas Indian Band Harrison Hot Springs C-B	122,300
• Eabametoong First Nation Via Pickle Lake Ont	662,026
• Eagle Lake Eagle River Ont	272,320
• Ebb And Flow Band Ebb And Flow Man	1,653,129
• Elofson Academy Calgary Alb	469,240
• English River Band Patuanak Sask	523,100
• Enoch Band Winterburn Alb	131,100
• Ermineskin Band Hobbema Alb	328,969
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	4,513,553
• Exshaw School District Exshaw Alb	626,125
• Fairford Band Fairford Man	1,384,340
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	249,300
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	149,000
• Fisher River Band Koostatak Man	1,632,956
• Flying Dust Band Meadow Lake Sask	479,337
• Flying Dust Meadow Lake Sask	104,046
• Fond Du Lac Band Fond Du Lac Sask	1,190,000
• Foothills School Division Calgary Alb	203,215
• Fort Albany Albany Ont	1,285,100
• Fort Babine Educ Society Smithers C-B	159,000
• Fort Churchill Band Tadoule Man	127,807
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	157,900
• Fort Severn Fort Severn Ont	487,431
• Fort William Thunder Bay Ont	902,984
• Fox Lake Band Gillam Man	370,665
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	1,166,252
• Frontier School Division # 48 Winnipeg Man	5,483,536
• Ft Chipewyan Indian Education Ft Chipewyan Alb	1,196,771
• Ft McMurray Roman Catholic Sch Ft McMurray Alb	144,864
• Ft McMurray School Division Ft McMurray Alb	136,756
• Ft Vermilion School Division Ft Vermilion Alb	1,571,940
• Garden Hill Band Island Lake Man	718,086
• Garden River Sault Ste Marie Ont	1,418,100
• Ginoogaming Longlac Ont	318,958
• Gitsan-wet'suwet'en L s soc Hazelton C-B	2,327,300
• Glen Avon Protestant School Di St Paul Alb	235,789
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	498,268
• God's River Band God's River Man	242,938
• Golden Lake Golden Lake Ont	593,871
• Gordon Band Punnichy Sask	130,200
• Gordon Punnichy Sask	245,700
• Grand Lac Victoria Bande Louvicourt Qué	460,763
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	787,395
• Grassy Narrows Grassy Narrows Ont	1,291,320
• Gull Bay Gull Bay Ont	660,462
• Gwa'sala-'nakwaxda'xw Ind Band Port Hardy C-B	320,400
• Haldimand Board of Education Cayuga Ont	2,511,938
• Hastings County Board of Educa Belleville Ont	642,554
• Heart Lake Band Lac La Biche Alb	299,345
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	1,743,000
• Henvey Inlet Pickerel Ont	144,300
• Hiawatha Keene Ont	228,585
• Hobbema Transport Ltd Hobbema Alb	1,294,290
• Houle Cardinal Bus Lines Ltd St Paul Alb	640,604
• Ind Train & Res Inst of BC Vancouver C-B	168,000
• Indian Birch Band Birch River Man	372,925
• Indian Head School Div 19 Indian Head Sask	731,170
• Indian Way School Kahnawake Qué	128,858
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	361,600
• Interlake Tribal Division for Ashern Man	305,189
• Intermountain School Division Grandview Man	292,486
• Iskut Indian Band Iskut C-B	293,500
• Island Lake Band Loon Lake Sask	1,005,770
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	1,675,699
• Islington Whitedog Ont	1,116,970
• Jackhead Band Dallas Man	245,820
• James Smith Band Kinistino Sask	1,611,660
• John Smith Band Birch Hills Sask	615,073

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Joseph Bighead Band Pierceland Sask	136,994
• Kahkewistahaw Band Broadview Sask	557,027
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	264,500
• Kamsack School Division #35 Kamsack Sask	623,390
• Kanesatake Band Council Oka Qué	1,455,548
• Kasabonika Kasabonika Lake Ont	959,400
• Kashechewan Kashechewan Ont	819,400
• Kawacatoose Band Quinton Sask	1,358,172
• Keeseekoose Band Kamsack Sask	868,529
• Keeseekoowenin Band Elephinstone Man	498,772
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	2,345,643
• Kehewin Band Bonnyville Alb	1,330,867
• Kenora Board of Education Kenora Ont	538,554
• Kenora District RCSS Board Kenora Ont	655,391
• Kent County Board of Education Chatham Ont	1,222,527
• Kettle Point Forest Ont	447,480
• Kilkenny District School Area Thunder Bay Ont	308,850
• Kingfisher Kingfisher Lake Ont	464,598
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	526,753
• Kinistin Band Chagoness Sask	124,744
• Kipawa Band Council Temiscaming Qué	145,834
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	217,500
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	544,400
• Ktunaxa/kinbasket Indep Sch Cranbrook C-B	1,147,945
• Lac La Croix Fort Frances Ont	102,975
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	4,052,037
• Lac Seul Lac Seul Ont	413,001
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	543,164
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	654,514
• Lake Manitoba Band Vogar Man	1,096,518
• Lakeland Public School Division Bonnyville Alb	249,068
• Lakeland Roman Catholic Separa Bonnyville Alb	243,753
• Lambton County Board of Educat Sarnia Ont	1,748,678
• Larry Winnipeg Gleichen Alb	115,111
• Last Mountain School Division Govan Sask	1,039,101
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	132,500
• Lennox Island Band Council Lennox Island Î-P-É	304,686
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	8,486,501
• Life Values Society St Paul Alb	170,363
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	188,386
• Little Pine Band Paynton Sask	457,445
• Little Red River Band High Level Alb	3,648,216
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	338,782
• London Board of Education London Ont	1,252,174
• Long Lake 58 Longlac Ont	794,259
• Long Plain Band Edwin Man	1,005,570
• Long Point Band Council Winneway River Qué	586,140
• Lorretta Doore Cluny Alb	111,549
• Lower Kootenay Indian Band Creston C-B	152,700
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	222,200
• Lytton Indian Band Lytton C-B	249,703
• Magnetawan Britt Ont	153,600
• Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask	1,356,148
• Manitoba Indian Education Winnipeg Man	278,535
• Manouane Bande Manouane Qué	1,784,064
• Maple Creek School Division Maple Creek Sask	101,556
• Mario Waterchief Gleichen Alb	119,592
• Martin Coach Line Ohsweken Ont	415,920
• Maskwachees Cultural College Hobbema Alb	117,432
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	2,355,702
• Mattagami Gogama Ont	374,462
• Maynard Metchewais Grand Centre Alb	177,003
• Meadow Lake Dist chief Mgmt Co Meadow Lake Sask	2,723,566
• Membertou Band Council Sydney N-É	822,116
• Micmacs of Gesgapegiaq Band Maria Qué	873,023
• Middlesex Board of Education Hyde Park Ont	320,620
• Millbrook Band Council Truro N-É	809,129
• Mingan Bande Mingan Qué	374,540
• Minister of Finance BC Victoria C-B	45,545,168
• Minister of Finance BC Whitehorse TY	456,927
• Miskooseepi Education Bloodvein Man	847,997
• Mississauga Blind River Ont	374,400
• Mistawasis Band Leask Sask	887,781
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	5,252,244

	$
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	734,859
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	1,034,968
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	2,361,556
• Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué	417,780
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	929,977
• Montagnais Pakua Shipi Conseil St-Augustin Qué	329,175
• Montagnais Schefferville Conse Schefferville Qué	1,496,546
• Montagnais Uashat Maliotenam Sept-Îles Qué	3,024,805
• Montana Adventist Private School Lacombe Alb	287,156
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	1,659,705
• Moose Deer Point Mactier Ont	267,343
• Moose Factory Moose Factory Ont	3,716,200
• Moose Lake Band Moose Lake Man	580,425
• Moosomin Band Cochin Sask	212,590
• Moravian Thamesville Ont	104,925
• Mosquito Band Cando Sask	169,700
• Mosquito-grizzly Bear's Head Cando Sask	173,426
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	935,867
• Muncey Muncey Ont	128,372
• Muscowequan Lestock Sask	195,010
• Muscowequan Student Residence Lestock Sask	1,096,304
• Mushkegowuk Tribal Council Moose Factory Ont	4,284,168
• Muskeg Lake Band Leask Sask	143,690
• Muskrat Dam Muskrat Dam Ont	257,828
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	108,145
• Nadleh Whut'en Indian Band Fort Fraser C-B	225,369
• Naicatchewenin Devlin Ont	116,950
• Nation Atikamekw Sipi Conseil La Tuque Qué	377,068
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	979,840
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	204,400
• Nelson House Education Nelson House Man	3,026,702
• New Post Cochrane Ont	159,100
• Nicickousemenicaning Fort Frances Ont	527,005
• Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B	668,536
• Nipissing Sturgeon Falls Ont	1,015,600
• Nor Nishnawbe Educ Council Sioux Lookout Ont	7,026,949
• North Battleford Cath schl North Battleford Sask	209,086
• North Battleford School Div North Battleford Sask	427,668
• North Caribou Weagamow Ont	198,730
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	794,957
• North Spirit Lake North Spirit Lake Ont	168,036
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	108,700
• Northern Lakes School Div 64 Spiritwood Sask	836,062
• Northern Lights School Div 11 La Ronge Sask	2,748,993
• Northland School Division Peace River Alb	1,199,601
• Northlands Band Lac Brochet Man	137,731
• Norway House Band Norway House Man	7,027,649
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	2,455,150
• Oak Lake Band Pipestone Man	653,351
• Obedjiwan Bande Obedjiwan Qué	1,261,500
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	585,910
• Ochapowace Band Whitewood Sask	1,337,396
• Odanak Bande Odanak Qué	250,130
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	710,285
• Ojibways of the Pic River Firs Heron Bay Ont	499,162
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	192,143
• One Arrow Band Rosthern Sask	483,600
• Oneida of the Thames Southwold Ont	659,489
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	3,513,731
• Ontario Native Education Couns Toronto Ont	165,000
• Opasquiak Educational The Pas Man	2,697,448
• Osnaburgh Osnaburgh Ont	138,980
• Oxford House Band Oxford House Man	491,299
• P A District Chiefs Prince Albert Sask	1,358,600
• Pa Public Schools Sd#3 Prince Albert Sask	188,947
• Pa Rural School Div 56 Prince Albert Sask	156,662
• Padc Management Co Ltd Prince Albert Sask	369,785
• Parkland School Division 63 Shellbrook Sask	464,793
• Parry Island Parry Sound Ont	646,530
• Pasqua Band Fort Qu'appelle Sask	268,834
• Paul Band Duffield Alb	215,829
• Pays Plat Schreiber Ont	108,059
• Peepeekisis Band Balcarres Sask	672,892
• Peguis Band Education Auth Fisher Branch Man	166,180

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Peguis Band Hodgson Man	2,475,089
• Peguis School Band Hodgson Man	452,072
• Peigan Board of Education Brocket Alb	2,537,405
• Pelican Lake Band Leoville Sask	583,120
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	262,373
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	3,084,445
• Piapot Band Cupar Sask	389,347
• Pic Mobert Mobert Ont	559,496
• Pictou Landing Band Council Trenton N-É	380,033
• Pikangikum Pikangikum Ont	2,736,608
• Pincher Creek Roman Catholic S Pincher Creek Alb	213,702
• Pincher Creek School Division Pincher Creek Alb	469,734
• Pine Creek Band Camperville Man	1,183,935
• Ponoka Roman Catholic School D Ponoka Alb	268,552
• Poplar Hill Poplar Hill Ont	348,839
• Poplar River First Nation Via Negginan Man	126,028
• Poundmaker Band Cut Knife Sask	525,288
• Prince Albert Comprehensive Prince Albert Sask	375,963
• Prince Albert Development Corp Prince Albert Sask	372,435
• Prince Albert School Div #3 Prince Albert Sask	365,846
• Province of NB (educ) Fredericton N-B	2,853,165
• Pwi-di-goo-zing-ne-yaa-zhing N Fort Frances Ont	1,145,848
• Rainy River Emo Ont	708,480
• Rama Rama Ont	502,652
• Ranch Ehrlo Society Regina Sask	242,644
• Red Earth Band Red Earth Sask	1,212,555
• Red Pheasant Band Grenfell Sask	715,361
• Red Rock Nipigon Ont	356,861
• Red Sucker Lake Education Red Sucker Lake Man	880,129
• Regina School Division #4 Regina Sask	143,586
• Regina School Division #77 Regina Sask	244,447
• Regina Roman Catholic Sep Regina Sask	121,590
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	268,995
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	2,188,982
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	1,640,240
• RJD Williams School for the Saskatoon Sask	170,319
• Rocky Bay MacDiarmid Ont	124,598
• Rocky Mountain School Division Rocky Mountain House Alb	155,955
• Rockyview School District Calgary Alb	208,163
• Rolling River Band Erickson Man	540,192
• Roseau River Band Ginew Man	1,473,714
• Ross River Band Ross River TY	101,138
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	794,191
• Sachigo Sachigo Lake Ont	579,813
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	1,825,115
• Saddle Lake Full Gospel Schoo Saddle Lake Alb	377,953
• Sagkeeng Education Foundation Pine Falls Man	3,615,501
• Saint Mary's Band Council Fredericton N-B	333,161
• Sakimay Band 364 Grenfell Sask	423,456
• Sakimay Sakimay Sask	134,724
• Sam Bull Goodfish Lake Alb	166,190
• Samson Adventist Hobbema Alb	118,172
• Samson Band Hobbema Alb	1,756,282
• Sandy Bay Education Foundation Marius Man	3,866,696
• Sandy Lake Sandy Lake Ont	2,955,082
• Sarcee Band Calgary Alb	310,500
• Saskatoon Brd of Education Saskatoon Sask	201,511
• Saskatoon District Tribal Coun Saskatoon Sask	1,852,951
• Saugeen Southampton Ont	1,135,920
• Saulteaux Cochin Sask	520,200
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	480,300
• Seine River Mine Centre Ont	843,956
• Serpent River Cutler Ont	317,100
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	347,503
• Shackan Indian Band Merritt C-B	108,800
• Shamattawa Band Education Shamattawa Man	1,510,606
• Sheguiandah Sheguiandah Ont	178,200
• Shoal Lake 39 Kejick Ont	657,875
• Shoal Lake 40 Kejick Ont	265,900
• Shoal Lake Band of the Cree Na Pakwaw Lake Sask	637,300
• Shoal River Band Via Pelican Rapids Man	1,125,910
• Shubenacadie Band Council Shubenacadie N-É	1,421,266
• Siksika Nation Gleichen Alb	2,100,702
• Sioux Valley Educational Griswold Man	1,566,387
• Six Nations Ohsweken Ont	821,063
• Smallboy Camp School Hinton Alb	190,900
• Southeast Tribal Division Winnipeg Man	4,340,461
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	107,200
• Spanish River Massey Ont	1,507,300
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	1,704,144
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	484,569
• St Paul Regional High St Paul Alb	120,873
• St Paul School District St Paul Alb	214,323
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	2,830,168
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	107,700
• Standing Buffalo Band Fort Qu'appelle Sask	533,262
• Stangecoming Fort Frances Ont	116,645
• Starblanket Balcarres Sask	2,583,341
• Starblanket Band Balcarres Sask	145,380
• Stone Indian Band Hanceville C-B	241,524
• Stoney Band Morley Alb	3,610,614
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	174,600
• Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask	1,445,745
• Sturgeon Lake School District Morinville Alb	224,898
• Sucker Creek Little Current Ont	396,100
• Summer Beaver Pickle Lake Ont	1,007,789
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	138,122
• Swan Lake Band Swan Lake Man	530,564
• Sweetgrass Gallivan Sask	490,345
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	117,302
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	796,552
• Temagami Temagami Ont	190,300
• The Narrows Education Auth Gypsumville Man	1,126,219
• Thunderchild Band Turtleford Sask	899,317
• Tiger Lily School Div 54 Melfort Sask	179,329
• Temiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	622,595
• Tl'azt'en Nations Band Fort St James C-B	1,981,012
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	1,129,501
• Touchwood-file Hills Dis Chief Fort Qu'appelle Sask	186,300
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	256,700
• Tsuu T'ina Nation Band Calgary Alb	570,275
• Turtlefrd School Div No 65 Turtleford Sask	130,557
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	622,663
• University of Western Ontario London Ont	209,502
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	265,900
• Valley River Band Shortdale Man	201,170
• Wabigoon Dinorwic Ont	213,700
• Wadena School Division #46 Wadena Sask	663,637
• Wagmatcook Band Council Baddeck N-É	900,782
• Wahgoshig Matheson Ont	180,200
• Wahpeton Band Prince Albert Sask	243,800
• Walpole Island Wallaceburg Ont	1,527,853
• Wapekeka Angling Lake Ont	510,004
• Wasagamack Band Wasagamack Man	444,849
• Waterhen Band Skownan Man	158,041
• Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask	140,204
• Waterhen Waterhen Lake Sask	959,800
• Waywayseecappo Education Rossburn Man	1,223,432
• Webequie Via Pickle Lake Ont	344,545
• Weenusk Weenusk Ont	450,400
• West Bay West Bay Ont	1,334,500
• West Parry Sound Board of Educ Parry Sound Ont	118,638
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	361,763
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	155,900
• Wetaskiwin Roman Catholic Scho Wetaskiwin Alb	412,633
• Wetaskiwin School District Wetaskiwin Alb	833,901
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	1,316,260
• White Bear Band Carlyle Sask	1,089,493
• Whitefish Bay Pawitik Ont	1,453,056
• Whitefish Lake Band #128 Goodfish Alb	138,087
• Whitefish Lake Naughton Ont	213,900
• Whitefish River Birch Island Ont	496,900
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh N-É	778,429
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	3,385,800
• Wilkie School Div No 59 Wilkie Sask	285,028
• Willow Creek School District Claresholm Alb	254,193
• Wintemute Randle Kilimnik Winnipeg Man	163,880

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Witchekan Lake Band Spiritwood Sask	125,268
• Wolseley School Div #25 Wolseley Sask	106,268
• Wunnummin Wunnummin Lake Ont	654,659
• Yellowquill Band Rose Valley Sask	208,395
• York Region Board of Education Aurora Ont	230,953

Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Cris et des Inuit conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois $31,667,559

• Ministère de l'Éducation Québec Qué	31,667,559

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou aux établissements d'enseignement pour le soutien de l'enseignement et les services d'enseignement postsecondaire $157,547,324

	$
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	141,296
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	197,885
• Akwesasne Cornwall Ont	2,332,832
• Alderville Roseneath Ont	138,452
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	116,825
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	103,544
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	125,989
• Anigawncigig Institute Peterborough Ont	171,943
• Anspayaxw School Society Hazelton C-B	283,696
• Athabasca Tribal Corp Ft Chipewyan Alb	504,315
• Atikamekw Sipi Comite Coordina La Tuque Qué	204,565
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	1,086,800
• Batchewana Sault Ste Marie Ont	1,570,100
• Beardy's and Okemasis Band Duck Lake Sask	848,100
• Beausoleil Penetanguishene Ont	292,674
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	226,170
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	1,265,197
• Big Grassy Morson Ont	250,424
• Big Island Morson Ont	118,250
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	476,408
• Blood Band Education Board Stand Off Alb	2,884,739
• Blood Tribe Education Board Stand Off Alb	158,300
• Blue Quills First Nations St Paul Alb	200,012
• Blue Quills Native Education St Paul Alb	600,000
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	352,886
• Broman Lake Indian Band Burns Lake C-B	140,365
• Brunswick House Chapleau Ont	168,400
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	214,150
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	281,500
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	108,095
• Chapleau Cree Chapleau Ont	105,600
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	174,135
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	477,920
• Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B	185,095
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	187,760
• Concordia College Edmonton Alb	105,022
• Confed of Mainland Micmacs Truro N-É	1,965,442
• Constance Lake Calstock Ont	270,153
• Cook's Ferry Indian Band Spences Bridge C-B	142,579
• Couchiching Fort Frances Ont	1,235,657
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	520,702
• Cross Lake Band Cross Lake Man	883,050
• Curve Lake Curve Lake Ont	394,713
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	2,811,107
• Dene Tha Band Chateh Alb	202,352
• Dokis Monetville Ont	448,400
• Eabametoong First Nation Via Pickle Lake Ont	260,918
• Eagle Lake Eagle River Ont	137,073
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	751,642
• Fed of Sask Indians Saskatoon Sask	322,500
• First Nations Technical Instit Deseronto Ont	2,700,000
• Fisher River Band Koostatak Man	571,469
• Fort Albany Albany Ont	700,400
• Fort William Thunder Bay Ont	961,183
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	176,100
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	359,163
• Garden River Sault Ste Marie Ont	1,352,200
• Gaspé Bande Gaspé Qué	126,591
• Georgina Island Sutton West Ont	119,221
• Gibson Bala Ont	114,880
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	252,429
• Gitsan-wet'suwet'en Loc Serv Soc Hazelton C-B	2,304,606
• Golden Lake Golden Lake Ont	329,772
• Government of NWT Yellowknife TN-O	366,000
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	126,791
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	388,300
• Henvey Inlet Pickerel Ont	144,300
• Institut Educatif Culturel Att Village-des-Hurons Qué	665,063
• Interlake Tribal Division For Ashern Man	707,482
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	1,161,968
• Islington Whitedog Ont	184,348
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	541,630
• Kashechewan Kashechewan Ont	350,000
• Keeseekoowenin Band Elephinstone Man	482,140
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	1,534,048
• Kehewin Band Bonnyville Alb	348,595
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	130,211
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	162,907
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	120,146
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	278,700
• Labrador Inuit Association St John's T-N	1,304,518
• Lac La Croix Fort Frances Ont	175,425
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	304,290
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	201,598
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	162,987
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	459,200
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	124,900
• Lennox Island Band Council Lennox Island Î-P-É	118,180
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	1,525,530
• Lillooet District Ind Council Lillooet C-B	237,866
• Little Red River Band High Level Alb	191,318
• Long Point Band Council Winneway River Qué	136,941
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	462,773
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	211,540
• Lytton Indian Band Lytton C-B	189,046
• Martin Falls Nakina Ont	229,726
• Maskwachees Cultural College Hobbema Alb	166,200
• Masset Indian Band Masset C-B	334,027
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	290,667
• McGill University Montréal Qué	120,075
• Mcleod Lake Indian Band Mcleod Lake C-B	164,100
• Membertou Band Council Sydney N-É	635,279
• Minister of Finance (Manitoba) Winnipeg Man	2,771,248
• Mississauga Blind River Ont	152,100
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	1,211,279
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	1,079,974
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	1,548,859
• Montagnais Uashat Maliotenam C Sept-Îles Qué	1,074,138
• Moose Factory Moose Factory Ont	1,290,500
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	267,021
• Muncey Muncey Ont	4,793,311
• Mushkegowuk Tribal Council Moose Factory Ont	1,027,200
• Muskeg Lake Band Leask Sask	601,301
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	153,035
• Nadleh Whut'en Indian Band Fort Fraser C-B	110,000
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	236,591
• Nation Atikamekw Sipi Conseil La Tuque Qué	116,303
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	927,200
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	296,200
• Nelson House Education Nelson House Man	660,894
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	107,750
• Neskainlith Indian Band Chase C-B	285,373
• New Credit Hagersville Ont	2,561,519
• Nicickousemenicaning Fort Frances Ont	125,750
• Nicola Valley Instit of Tech Merritt C-B	220,000
• Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B	787,330
• Nipissing Sturgeon Falls Ont	4,471,700
• Nipissing University College North Bay Ont	170,000
• Nishnawabe-aski-nation (Ont) Thunder Bay Ont	136,100
• Nooaitch Indian Band Merritt C-B	115,361
• Nor Nishnawbe Educ Council Sioux Lookout Ont	3,669,900
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	361,947
• North Shore Micmac D C Newcastle N-B	950,047
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	216,925

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Northern Teachers Education Pr La Ronge Sask	130,000
• Northwest Angle 37 Sioux Narrows Ont	104,041
• Norway House Band Norway House Man	986,241
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	923,700
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	164,305
• Ochapowace Band 363 Whitewood Sask	366,900
• Odanak Bande Odanak Qué	381,724
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	392,794
• Ojibways of The Pic River First Heron Bay Ont	238,789
• Okanagan Ind Educ Res Soc Penticton C-B	227,000
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	780,025
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	759,508
• Opasquiak Educational The Pas Man	1,101,275
• Oromocto Band Council Oromocto N-B	196,765
• Osoyoos Indian Band Oliver C-B	164,735
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	107,565
• Parry Island Parry Sound Ont	239,500
• Pavilion Indian Band Lillooet C-B	132,357
• Peepeekisis Band Balcarres Sask	407,200
• Peguis Band Education Auth Fisher Branch Man	499,991
• Peguis Band Hodgson Man	1,677,997
• Peigan Board of Education Brocket Alb	884,738
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	114,625
• Penticton Indian Band Penticton C-B	437,932
• Pic Mobert Mobert Ont	152,140
• Première Nation Malecite Viger Longueuil Qué	115,883
• Pwi-di-goo-zing-ne-yaa-zhing N Fort Frances Ont	2,652,117
• Rainy River Emo Ont	168,396
• Rama Rama Ont	471,980
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	288,417
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	569,258
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	1,251,830
• Rocky Bay MacDiarmid Ont	120,328
• Roseau River Band Ginew Man	255,366
• Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B	472,161
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	2,115,551
• Sagkeeng Education Foundation Pine Falls Man	1,503,735
• Sakimay Band 364 Grenfell Sask	302,600
• Samahquam Indian Band Mission C-B	201,150
• Sarcee Band Calgary Alb	397,991
• Sask Indian Federated Colle Regina Sask	4,805,000
• Sask Indian Regional College Saskatoon Sask	1,600,000
• Saskatoon District Tribal Council Saskatoon Sask	1,377,945
• Saugeen Southampton Ont	212,656
• Saulteaux Cochin Sask	122,600
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	168,584
• Secwepmc Cultural Educ Soc Kamloops C-B	115,600
• Seine River Mine Centre Ont	188,145
• Serpent River Cutler Ont	432,800
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	108,350
• Shoal River Band Via Pelican Rapids Man	233,939
• Shuswap Indian Band Invermere C-B	154,065
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	166,200
• Siska Indian Band Lytton C-B	112,175
• Skidegate Indian Band Queen Charlotte City C-B	106,100
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	139,780
• Southeast Tribal Division Winnipeg Man	1,577,084
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	110,575
• Spanish River Massey Ont	694,200
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	270,420
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	865,321
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	145,665
• Stangecoming Fort Frances Ont	139,494
• Starblanket Band Balcarres Sask	306,490
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	255,020
• Sto Lo Tribal Council Chilliwack C-B	109,320
• Sto Lo Nation Canada Sardis C-B	203,580
• Stoney Band Morley Alb	881,640
• Sucker Creek Little Current Ont	135,400
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	148,904
• Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B	125,000
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	261,845
• Temagami Temagami Ont	134,300
• The Narrows Education Auth Gypsumville Man	260,547

	$
• The Univ of New Brunswick Fredericton N-B	101,237
• Tl'azt'en Nations Band Fort St James C-B	219,247
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	1,546,315
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	159,590
• Tsuu T'ina Nation Band Calgary Alb	117,701
• University of BC Vancouver C-B	200,000
• University of Saskatchewan Saskatoon Sask	458,000
• University of Toronto Toronto Ont	131,493
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	398,935
• Urban Indian Education Society Vancouver C-B	1,002,000
• Wagmatcook Band Council Baddeck N-É	363,585
• Walpole Island Wallaceburg Ont	886,400
• Waubetek Business Development Birch Island Ont	120,845
• West Bay West Bay Ont	730,800
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	1,452,546
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	147,300
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	249,409
• White Bear Carlyle Sask	969,800
• Whitefish Bay Pawitik Ont	359,523
• Whitefish Lake Band #128 Goodfish Alb	694,786
• Whitefish Lake Naughton Ont	269,100
• Whitefish River Birch Island Ont	285,100
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	2,526,000
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	173,908
• Yellow Quill Band Rose Valley Sask	427,776
• Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb	2,241,642
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	602,900
• Yorkton Tribal Administration Yorkton Sask	2,059,700
• Yukon College Whitehorse TY	100,325

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou à des organismes pour les centres culturels et le développement de services culturels $8,756,497

	$
• Avataq Cultural Institute Inc Montreal Qué	246,998
• Canadian Native Arts Found Toronto Ont	100,000
• Centre Kanien Keha Ka Otiohkwa Kahnawake Qué	127,401
• Coqualeetza Cultural Centre Chilliwack C-B	229,922
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	161,196
• Dene Cultural Institute Yellowknife TN-O	198,049
• Inst Cult Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué	306,074
• Interlake Reserves Tribal Coun Ashern Man	112,270
• Inuit Cultural Inst Arviat Man	526,542
• Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont	232,000
• James Bay Cree Cult Educ Ctre Chisasibi Qué	206,150
• Lake of the Woods Ojibway Kenora Ont	145,246
• Manitoba Indian Cultural Winnipeg Man	203,139
• Maskwachees Cultural College Hobbema Ont	139,021
• Micmac Cultural Centre Sydney N-É	123,950
• Minastako Cultural Centre Cardston Alb	125,299
• Na Indian Travelling Colleg Cornwall Ont	543,278
• Ojibway & Cree Cult Centre Timmins Ont	306,464
• Ojibwe Cultural Ctre Timmins Ont	137,344
• Ojibwe Culture Foundation Manitoulin Island Ont	158,771
• Sask Ind Cultural College Saskatoon Sask	1,547,280
• Torngasok Cult Ctre Nain Labrador	125,620
• Woodland Cultural Centre Brantford Ont	712,447

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans les réserves indiennes $394,882,210

	$
• Abegweit Band Council Cornwall Î-P-É	219,960
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	551,488
• Acadia Band Council Yarmouth N-É	197,000
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	316,000
• Afton Band Council Afton N-É	721,000
• Ahtahkakoop Band Shell Lake Sask	167,768
• Akwesasne Cornwall Ont	2,048,196
• Alexander Band Morinville Alb	503,149
• Alexis Band Glenevis Alb	786,313
• Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B	193,668
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	311,800
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	755,540
• Anderson Lake Indian Band d'Arcy C-B	161,800
• Annapolis Valley Band Council Cambridge Station N-É	127,400

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	738,443
• Barren Lands Band Brochet Man	486,106
• Beardy's Okemasis Band Duck Lake Sask	1,518,609
• Bearskin Bearskin Lake Ont	211,660
• Beausoleil Penetanguishene Ont	194,243
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	1,086,000
• Berens River Band Berens River Man	1,048,110
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	2,670,983
• Big C Band La Loche Sask	724,850
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	4,335,348
• Big Grassy Morson Ont	155,204
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	108,354
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	2,698,458
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	404,200
• Black Lake Band Black Lake Sask	1,442,969
• Blood Band Stand Off Alb	9,803,609
• Bloodvein Band Bloodvein Man	529,240
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	188,500
• Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B	328,400
• Boothroyd Indian Band Boston Bar C-B	137,000
• Boyer River Band High Level Alb	146,103
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	139,930
• Buffalo River Band Dillion Sask	725,154
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	2,065,535
• Burrard Indian Band North Vancouver C-B	106,400
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	429,600
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	246,100
• Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask	908,983
• Carry The Kettle Band Sintaluta Sask	318,288
• Cat Lake Cat Lake Ont	206,354
• Champagne/aishihik Band Haines Junction TY	134,537
• Chapel Island Band Council St Peters N-É	643,500
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	726,100
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	1,106,002
• Chemawawin First Nation Easterville Man	763,800
• Cheslatta Indian Band Burns Lake C-B	146,100
• Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B	1,564,300
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	280,642
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	142,010
• City of Brandon Brandon Man	219,973
• City of Thompson Thompson Man	138,777
• City of Winnipeg Winnipeg Man	5,122,884
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	403,763
• Constance Lake Calstock Ont	192,019
• Cote Band Kamsack Sask	972,605
• Cowessess Band Broadview Sask	300,000
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	3,069,527
• Crane River Band Crane River Man	372,500
• Cross Lake Band Cross Lake Man	3,495,913
• Cumberland House Band Cumberland House Sask	967,684
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	115,099
• Dakota Plains Band Portage La Prairie Man	222,700
• Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man	234,329
• Dauphin River Band Gypsumville Man	182,227
• Dawson Band Dawson City TY	154,000
• Day Star Band Punnichy Sask	200,600
• Deer Lake Deer Lake Ont	373,014
• Dene Tha Band Chateh Alb	1,394,130
• Dept of National Health & Welfare Ottawa Ont	39,214,607
• Doig River Indian Band Rose Prairie C-B	162,249
• Douglas Indian Band Harrison Hot Springs C-B	113,200
• Eabametoong First Nation Via Pickle Lake Ont	586,480
• Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man	1,214,000
• Eel Ground Band Council Newcastle N-B	931,034
• Eel River Band Council Dalhousie N-B	663,700
• English River Patunak Sask	665,266
• Enoch Band Winterburn Alb	574,237
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	6,219,015
• Fairford Band Fairford Man	1,215,264
• Fisher River Band Koostatak Man	1,006,049
• Fishing Lake Band Wadena Sask	562,000
• Flying Dust Band Meadow Lake Sask	406,741
• Fond du Lac Band Fond du Lac Sask	747,640
• Fort Albany Albany Ont	167,263
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	2,749,868
• Fort Chipewyan Band Ft Chipewyan Alb	769,207
• Fort Churchill Band Tadoule Man	327,194
• Fort McKay Band Ft McMurray Alb	143,344
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	132,562
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	263,314
• Fort Severn Fort Severn Ont	119,054
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	363,400
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	367,100
• Fox Lake Band Gillam Man	334,484
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	736,000
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	482,633
• Gitsan-wet'suwet'en L s soc Hazelton C-B	4,409,063
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	1,614,836
• God's River Band God's River Man	370,685
• Gordon Band Punnichy Sask	1,175,841
• Grand Lac Victoria Bande Louvicourt Qué	156,068
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	518,500
• Grassy Narrows Grassy Narrows Ont	148,771
• Gwa'sala-'nakwaxda'xw Ind Band Port Hardy C-B	700,998
• Halalt Indian Band Chemainus C-B	148,300
• Halfway River Indian Band Wonowon C-B	203,787
• Hatchet Lake Band Wollaston Lake Sask	1,248,875
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	1,172,800
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	573,949
• Indian Birch Band Birch River Man	250,500
• Indian Island Band Council Rexton N-B	274,876
• Interlake Reserves Tribal Coun Ashern Man	110,083
• Iskut Indian Band Iskut C-B	260,214
• Island Lake Band Loon Lake Sask	1,104,242
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	6,749,196
• Islington Whitedog Ont	244,113
• Jackhead Band Dallas Man	159,680
• James Smith Band Kinistino Sask	1,201,475
• Janvier Band Chard Alb	191,776
• John Smith Band Birch Hills Sask	280,445
• Joseph Bighead Band Pierceland Sask	700,618
• Kahkewistahaw Band Broadview Sask	529,803
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	423,240
• Kasabonika Kasabonika Lake Ont	407,466
• Kashechewan Kashechewan Ont	754,499
• Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B	319,300
• Kawacatoose Band Quinton Sask	1,215,307
• Keeseekoose Band Kamsack Sask	751,687
• Keeseekoowenin Band Elephinstone Man	459,100
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	167,296
• Kehewin Band Bonnyville Alb	920,014
• Kettle Point Forest Ont	115,882
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	699,519
• Kinistin Band Chagoness Sask	313,856
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	345,380
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	308,685
• Kitselas Indian Band Terrace C-B	151,415
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	115,676
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	175,497
• Kwanlin Dun Band Whitehorse TY	1,083,000
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	4,256,328
• Lac Seul Lac Seul Ont	180,160
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	1,535,952
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	609,902
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	1,135,781
• Lake Manitoba Band Vogar Man	944,973
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	1,408,000
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	825,500
• Lennox Island Band Council Lennox Island Î-P-É	257,242
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	6,087,166
• Liard Band Watson Lake TY	992,727
• Lillooet District Ind Council Lillooet C-B	357,900
• Little Black Bear Band Goodeve Sask	203,420
• Little Black River Band O'Hanley Man	292,580
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	1,466,800
• Little Pine Band Paynton Sask	992,710
• Little Red River Band High Level Alb	2,498,494
• Little Salmon-carmacks Band Carmacks TY	288,500

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	399,903
• Little Shuswap Indian Band Chase C-B	176,500
• Long Lake 58 Longlac Ont	136,830
• Long Plain Band Edwin Man	825,800
• Long Point Band Council Winneway River Qué	596,074
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	463,899
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	608,700
• Lubicon Lake Band Peace River Alb	444,335
• Lytton Indian Band Lytton C-B	964,900
• Malahat Indian Band Mill Bay C-B	149,700
• Manouane Bande Manouane Qué	947,114
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	1,499,127
• Mcleod Lake Indian Band Mcleod Lake C-B	263,900
• Membertou Band Council Sydney N-É	1,310,000
• Millbrook Band Council Truro N-É	1,271,395
• Minister of Finance (Manitoba) Winnipeg Man	18,590,439
• Mistawasis Band Leask Sask	614,110
• Mistissini Band Council Chibougamau Qué	314,977
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	4,740,757
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	1,948,349
• Montagnais Uashat Maliotenam C Sept-Îles Qué	3,406,409
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	1,461,596
• Moose Factory Moose Factory Ont	258,108
• Moose Lake Band Moose Lake Man	796,500
• Moose Woods Band Saskatoon Sask	115,100
• Moosomin Band Cochin Sask	761,546
• Mosquito-grizzly Bear's Head Cando Sask	604,943
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	1,609,100
• Muscowpetung Band Fort Qu'appelle Sask	231,868
• Muskeg Lake Band Leask Sask	283,784
• Muskowekwan Band Lestock Sask	528,700
• Muskrat Dam Muskrat Dam Ont	103,853
• Musqueam Indian Band Vancouver C-B	703,000
• Na-cho Ny'ak Dun Mayo TY	126,000
• Nadleh Wuht'en Indian Band Fort Fraser C-B	272,871
• Naicatchewenin Devlin Ont	161,967
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	786,111
• Nanoose Indian Band Lantzville C-B	173,113
• Naskapi Band of Quebec Schefferville Qué	590,450
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	151,647
• Nazko Indian Band Quesnel C-B	144,731
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	730,600
• Nelson House Band Nelson House Man	3,592,696
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	218,700
• Neskainlith Indian Band Chase C-B	271,500
• Nicomen Indian Band Lytton C-B	107,500
• Nikaneet Band Maple Creek Sask	224,700
• Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B	744,016
• Nishnawabe-aski-nation (Ont) Thunder Bay Ont	256,736
• Nooaitch Indian Band Merritt C-B	121,000
• North Caribou Weagamow Ont	314,986
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	2,954,018
• North Spirit Lake North Spirit Lake Ont	101,851
• North Thompson Indian Band Barriere C-B	117,000
• Northlands Band Lac Brochet Man	860,128
• Norway House Band Norway House Man	3,559,861
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	3,668,400
• O'chiese Band Rocky Mountain House Alb	376,474
• Oak Lake Band Pipestone Man	467,800
• Ochapowace Band 363 Whitewood Sask	967,533
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	334,220
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	495,700
• Okanese Band Balcarres Sask	266,141
• One Arrow Band Rosthern Sask	303,695
• Oneida of the Thames Southwold Ont	231,878
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	3,113,457
• Oromocto Band Council Oromocto N-B	332,825
• Osnaburgh Osnaburgh Ont	183,992
• Osoyoos Indian Band Oliver C-B	342,000
• Oxford House Band Oxford House Man	2,279,684
• Pabineau Band Council Bathurst N-B	118,304
• Pacheenaht Indian Band Port Renfrew C-B	133,568
• Pasqua Band Fort Qu'appelle Sask	484,100
• Paul Band Duffield Alb	694,020
• Pauquachin Indian Band Port Renfrew C-B	260,148
• Pavilion Indian Band Lillooet C-B	259,100
• Peepeekisis Band Balcarres Sask	778,485
• Peguis Band Hodgson Man	3,313,351
• Peigan Band Brocket Alb	2,717,732
• Pelican Lake Band Leoville Sask	[illegible]
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	658,887
• Penticton Indian Band Penticton C-B	576,999
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	5,068,871
• Piapot Band Cupar Sask	818,600
• Pictou Landing Band Council Trenton N-É	549,000
• Pikangikum Pikangikum Ont	1,009,291
• Pine Creek Band Camperville Man	658,700
• Poplar Hill Poplar Hill Ont	123,954
• Poplar River First Nation Via Negginan Man	662,640
• Poundmaker Band Cut Knife Sask	693,888
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	165,298
• Provincial Treasurer Edmonton Alb	12,287,516
• Quatsino Indian Band Coal Harbour C-B	240,700
• Red Bank Band Council Red Bank N-B	641,421
• Red Bluff Indian Band Quesnel C-B	104,900
• Red Earth Band Red Earth Sask	1,002,382
• Red Pheasant Band Grenfell Sask	512,717
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	916,820
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	1,908,165
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	1,685,722
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	890,138
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	105,324
• Rocky Bay MacDiarmid Ont	142,482
• Rolling River Band Erickson Man	187,700
• Roseau River Band Ginew Man	837,775
• Ross River Band Ross River TY	320,000
• Rural Municipality of Norfolk Macgregor Man	107,853
• Sachigo Sachigo Lake Ont	257,526
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	2,505,263
• St Mary's Band Council Fredericton N-B	1,703,281
• Sakimay Band 364 Grenfell Sask	555,204
• Samson Band Hobbema Alb	603,172
• Sandy Bay Band Marius Man	3,335,000
• Sandy Lake Sandy Lake Ont	652,316
• Sarcee Band Calgary Alb	859,610
• Saugeen Southampton Ont	114,558
• Saulteau Indian Band Chetwynd C-B	261,667
• Saulteaux Band Cochin Sask	784,258
• Scowlitz Indian Band Lake Errock C-B	145,800
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	621,900
• Selkirk Band Pelly Crossing TY	348,000
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	277,100
• Shamattawa First Nation Shamattawa Man	1,118,065
• Shoal Lake Band of the Cree Na Pakwaw Sask	384,231
• Shoal River Band Via Pelican Rapids Man	605,400
• Shubenacadie Band Council Shubenacadie N-É	1,940,618
• Siksika Nation Band Gleichen Alb	3,405,670
• Sioux Valley Band Griswold Man	1,427,300
• Six Nations Ohsweken Ont	457,518
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	154,300
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	800,800
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	144,477
• Songhees Indian Band Victoria C-B	491,120
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	758,600
• Spanish River Massey Ont	120,034
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	2,082,580
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	1,554,300
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	1,108,695
• St Mary's Indian Band Cranbrook C-B	269,900
• Standing Buffalo Band Fort Qu'appelle Sask	636,645
• Starblanket Band Balcarres Sask	252,288
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	249,136
• Sto Lo Tribal Council Chilliwack C-B	1,110,600
• Stone Indian Band Hanceville C-B	387,000
• Stoney Band Calgary Alb	1,142,000
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	832,900
• Sturgeon Lake Band Shell Brook Sask	1,166,814
• Sumas Indian Band Abbotsford C-B	195,700

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	262,308
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	103,361
• Swan Lake Band Swan Lake Man	293,566
• Sweetgrass Band Gallivan Sask	860,129
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	231,703
• Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B	251,924
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	244,841
• The Pas Band The Pas Man	2,084,363
• Thunderchild Band Turtleford Sask	1,205,173
• Temiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	871,754
• Tl'azt'en Nations Band Fort St James C-B	844,564
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	2,021,152
• Toosey Indian Band Riske Creek C-B	156,300
• Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B	682,300
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	133,500
• Tsawout Indian Band Saanichton C-B	790,600
• Tsawwassen Indian Band Delta C-B	102,100
• Turnor Lake Band Turnor Lake Sask	488,958
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	295,300
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	340,999
• Valley River Band Shortdale Man	464,000
• Wagmatcook Band Council Baddeck N-É	885,024
• Wahpeton Band Prince Albert Sask	213,334
• Walpole Island Wallaceburg Ont	201,830
• Wasagamack Band Wasagamack Man	570,917
• Waswanipi Band Council Waswanipi River Qué	298,285
• Waterhen Band Skownan Man	779,000
• Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask	855,954
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	1,353,000
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	103,361
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	509,100
• Whe-la-la-u-area Council Alert Bay C-B	303,605
• White Bear Band Carlyle Sask	1,227,323
• Whitefish Bay Pawitik Ont	119,071
• Whitefish Lake #128 Band Goodfish Alb	822,134
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh N-É	1,467,284
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	207,488
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	120,691
• Woodland Cree Band Cadotte Lake Alb	465,696
• Woodstock Band Council Woodstock N-B	352,917
• Wunnummin Wunnummin Lake Ont	157,425
• Yukon Territorial Government Whitehorse TY	159,233
• Yellowquill Band Rose Valley Sask	416,950
• York Factory Band York Landing Man	227,077

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs organisations et à leurs gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention $ 148,011,270

	$
• Akwesasne Cornwall Ont	2,462,460
• Alexander Band Morinville Alb	152,200
• Anishinaabe Child & Family Fisher Branch Man	3,969,261
• Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué	1,988,972
• Awasis Agency of Northern Ashern Man	9,789,662
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	838,743
• Blood Band Gleichen Alb	251,594
• Blood Band Stand Off Alb	169,367
• Braemore Adult Res Centre Sydney River N-É	170,776
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	430,326
• CSS Abitibi Témiscamingue Amos Qué	2,074,504
• CSS Gaspésie Îles-de-la-Madeleine Gaspé Qué	1,814,151
• CSS Laurentides Lanaudière Blainville Qué	416,034
• CSS Outaouais Hull Qué	191,340
• Chiefs of Ontario Toronto Ont	155,059
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	111,465
• Cote Band Kamsack Sask	278,275
• Cree Nation Child & Family The Pas Man	175,205
• Cross Lake Band Cross Lake Man	165,000
• Dakota Ojibway Child & Family Brandon Man	3,897,618
• Dakota Oyate Lodge Inc Griswold Man	654,445
• Dept of National Health & Welfare Ottawa Ont	32,281,917
• Dilico Ojibway Child & Family Thunder Bay Ont	152,178
• Eel Ground Band Council Newcastle N-B	551,470
• Eel River Band Council Dalhousie N-B	204,655
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	324,825
• First Nations Congress Vancouver C-B	100,000
• George Colon Memorial Home Inc Oxford House Man	1,496,370
• George M Guimond Care Centre Pine Falls Man	1,105,000
• Gitsan-wet'suwet'en Loc Serv Soc Hazelton C-B	262,300
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	121,200
• Kehewin Band Bonnyville Alb	262,068
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	308,105
• Kunuwamimano Child Family Serv Timmins Ont	121,345
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	2,466,952
• Lytton Indian Band Lytton C-B	123,000
• Meadow Lake Dist chief Mangmt Meadow Lake Sask	111,300
• Micmac Family & Children Serv Shubenacadie N-É	1,731,559
• Millbrook Band Council Truro N-É	121,945
• Min of Fin & Corp Relat Victoria C-B	244,544
• Minister of Finance (Manitoba) Winnipeg Man	3,697,062
• Minister of Finance BC Victoria C-B	16,503,982
• Minister of Finance Halifax N-É	442,081
• Minister of Finance PEI Charlottetown Î-P-É	204,104
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	869,836
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	1,602,956
• Montagnais Uashat Maliotenam C Sept-Îles Qué	1,660,937
• Nation Attikamekw Sipi Conseil La Tuque Qué	1,852,297
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	106,732
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	119,020
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	2,001,139
• Ochekwi-sipi First Nation Koostatak Man	800,000
• Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont	2,872,901
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	110,000
• Oromocto Band Council Oromocto N-B	192,616
• PA District Chiefs Prince Albert Sask	185,520
• Peguis Senior Centre Inc Hodgson Man	832,800
• Peigan Band Brocket Alb	125,864
• Pinaow Wachi Inc Norway House Man	634,000
• Pinecrest Kenora Ont	593,843
• Pinewood Court Senior Citizen Thunder Bay Ont	153,399
• Prov NB Dept Heal & Comm Servs Fredericton N-B	153,355
• Provincial Treasurer Edmonton Alb	7,501,808
• Rainy Crest Fort Frances Ont	156,765
• Ranch Ehrlo Society Regina Sask	257,808
• Red Bank Band Council Red Bank N-B	202,238
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	368,768
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	285,900
• Sagkeeng Child and Family Pine Falls Man	956,158
• St Mary's Band Council Fredericton N-B	287,504
• Sandy Bay Band Marius Man	125,000
• Sask Social Services Regina Sask	2,782,699
• Siksika Band Gleichen Alb	1,599,700
• Six Nations Ohsweken Ont	110,860
• Southeast Child & Family Winnipeg Man	3,527,551
• Spallumcheen Indian Band Enderby C-B	391,700
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	133,600
• The Native Courtworker & Counc North Vancouver C-B	100,000
• The Pas Band The Pas Man	997,680
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	626,018
• West Region Child & Family Winnipeg Man	3,875,949
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	303,100
• Woodstock Band Council Woodstock N-B	217,693
• Yukon Territorial Government Whitehorse TY	1,873,336
• Yellowhead Tribal Service Agen Stony Plain Alb	1,864,724
• Yorkton Tribal Admin Inc Yorkton Sask	231,626

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à leurs organisations pour des services sociaux, communautaires et de réadaptation $ 10,512,885

	$
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	120,006
• Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué	201,956
• Dept of National Health & Welf Ottawa Ont	4,457,086
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	302,705
• Saskatchewan Treaty Indian Women's Association Regina Sask	243,548

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires: Capital $363,694,463

	$
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	465,415
• Acadia Band Council Yarmouth N-É	573,100
• Adams Lake Indian Band Chase C-B	185,500
• Ahtahkakoop Band Shell Lake Sask	506,229
• Akwesasne Cornwall Ont	6,525,062
• Alderville Roseneath Ont	172,800
• Alexander Band Morinville Alb	1,543,220
• Alexis Band Glenevis Alb	1,164,600
• Alexander Band Morinville Alb	126,200
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	778,570
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	409,500
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	323,384
• Ashcroft Indian Band Ashcroft C-B	175,000
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	1,202,988
• Barren Lands Band Brochet Man	250,000
• Batchewana Sault Ste Marie Ont	251,000
• Beardy's & Okemasis Band Duck Lake Sask	326,559
• Bearskin Bearskin Lake Ont	407,000
• Beausoleil Penetanguishene Ont	428,822
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	317,500
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	341,900
• Berens River Band Berens River Man	478,368
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	1,900,100
• Big C Water La Lache Sask	698,104
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	1,708,980
• Big Grassy Morson Ont	376,400
• Big River Band Debden Sask	2,708,912
• Big River Debden Sask	177,866
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	3,296,800
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	1,243,201
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	728,100
• Black Lake Band Black Lake Sask	106,921
• Blood Band Education Board Stand Off Alb	2,063,397
• Blood Band Stand Off Alb	1,946,200
• Blood Tribe Agri Project Inc Stand Off Alb	631,500
• Bloodvein Band Bloodvein Man	151,055
• Blueberry River Indian Band Buick Creek C-B	119,200
• Boyer River Band High Level Alb	363,000
• Bridge River Indian Band Lillooet C-B	204,000
• Buctouche Band Council Buctouche N-B	100,800
• Buffalo River Band Dillion Sask	1,237,306
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	496,128
• Burrard Indian Band North Vancouver C-B	224,000
• Campbell River Indian Band Campbell River C-B	100,000
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	361,000
• Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask	620,136
• Canoe Lake School Canoe Narrows Sask	489,822
• Cape Mudge Indian Band Quathiaski Cove C-B	388,700
• Carcross/tagish Band Carcross TY	1,013,220
• Carry The Kettle Band Sintaluta Sask	338,183
• Cat Lake Cat Lake Ont	598,700
• Cayosse Creek Indian Band Lillooet C-B	152,000
• Champagne/aishihik Band Haines Junction TY	249,303
• Chapel Island Band Council St Peters N-É	268,706
• Chapleau Cree Chapleau Ont	580,160
• Chehalis Indian Band Agassiz C-B	196,000
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	139,199
• Chemawawin First Nation Easterville Man	871,500
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	3,392,495
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	383,709
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	808,800
• Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb	414,100
• Coldwater Indian Band Merritt C-B	429,195
• Constance Lake Calstock Ont	310,500
• Cote Band Kamsack Sask	402,247
• Couchiching Fort Frances Ont	451,600
• Cowessess Band Broadview Sask	823,825
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	733,866
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	468,900
• Cross Lake Band Cross Lake Man	2,934,231
• Cumberland House Band Cumberland House Sask	162,618
• Curve Lake Curve Lake Ont	941,900
• Dalles Kenora Ont	106,000
• Dauphin River Band Gypsumville Man	156,000
• Dawson Band Dawson City TY	608,720
• Deer Lake Deer Lake Ont	635,500
• Dene Tha Band Chateh Alb	1,850,897
• Dokis Monetville Ont	1,843,000
• Driftpile Band Driftpile Alb	218,700
• Duncan's Band Brownvale Alb	120,300
• Eabametoong First Nation Via Pickle Lake Ont	405,000
• Eagle Lake Eagle River Ont	219,000
• Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man	1,348,942
• Edmundston Band Council Edmundston N-B	328,608
• Education Facility Renovation Ontario Ont	435,900
• Eel Ground Band Council Newcastle N-B	1,004,819
• Eel River Band Council Dalhousie N-B	536,216
• English River Band Patuanak Sask	1,046,984
• Enoch Band Winterburn Alb	121,400
• Ermineskin Band Hobbema Alb	598,200
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	1,525,281
• Fairford Band Fairford Man	1,046,800
• First Nations of S Is T C Mill Bay C-B	1,609,485
• Fisher River Band Koostatak Man	1,217,433
• Fishing Lake Band Wadena Sask	159,755
• Flying Dust Band Meadow Lake Sask	136,685
• Fond du Lac Band Fond du Lac Sask	653,757
• Fort Albany Albany Ont	1,440,368
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	1,560,500
• Fort Chipewyan Band Ft Chipewyan Alb	137,259
• Fort Churchill Band Tadoule Man	109,000
• Fort George Indian Band Prince George C-B	263,000
• Fort Hope Via Pickle Lake Ont	502,000
• Fort McKay Band Ft McMurray Alb	168,500
• Fort Severn Fort Severn Ont	646,400
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	941,423
• Fort William Thunder Bay Ont	500,500
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	279,200
• Fox Lake Band Gillam Man	234,201
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	1,552,200
• Ft Chipewyan Band Ft Chipewyan Alb	106,455
• Ft McKay Band Ft Chipewyan Alb	185,478
• Garden Hill Band Island Lake Man	1,582,700
• Garden River Sault Ste Marie Ont	288,100
• Georgina Island Sutton West Ont	266,625
• Ginoogaming Longlac Ont	220,000
• Gitlakdamix Indian Band New Aiyansh C-B	682,288
• Gitsan-wet'suwet'en Loc Serv Soc Hazelton C-B	5,329,250
• Gitwinksihlkw Indian Band Gitwinksihlkw C-B	254,500
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	325,800
• Golden Lake Golden Lake Ont	121,750
• Gordon Band Punnichy Sask	510,045
• Grand Rapids Band Grand Rapids Man	183,600
• Grassy Narrows Grassy Narrows Ont	504,300
• Gwa'sala-'nakwaxda'xw Ind Band Port Hardy C-B	135,000
• Halfway River Indian Band Wonowon C-B	243,749
• Hartley Bay Indian Band Hartley Bay C-B	451,290
• Hatchet Lake Band Wollaston Lake Sask	133,164
• Hatchet Wollaston Lake Sask	395,767
• Heart Lake Band Lac La Biche Alb	130,073
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	1,767,500
• Hiawatha Keene Ont	220,800
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	347,000
• Horse Lake Band Hythe Alb	313,274
• Indian Birch Band Birch River Man	315,200
• Indian Island Band Council Rexton N-B	103,000
• Ingenika Indian Band Prince George C-B	5,599,900
• Interlake Tribal Division For Ashern Man	130,000
• Iskut Indian Band Iskut C-B	672,420
• Island Lake Band Loon Lake Sask	373,124
• Islington Whitedog Ont	238,000
• Jackhead Band Dallas Man	224,600

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• James Smith Kinistino Sask	598,106
• Janvier Band Chard Alb	435,244
• John Smith Band Birch Hills Sask	140,586
• Joseph Bighead Band Pierceland Sask	1,310,285
• Kahkewistahaw Band Broadview Sask	163,403
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	604,393
• Kanaka Bar Indian Band Lytton C-B	175,000
• Kasabonika Kasabonika Lake Ont	532,630
• Kashechewan Kashechewan Ont	1,463,834
• Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B	280,000
• Kawacatoose Band Quinton Sask	453,777
• Keeseekoose Band Kamsack Sask	262,337
• Keeseekoowenin Band Elephinstone Man	479,300
• Kehewin Band Bonnyville Alb	937,200
• Kettle Point Forest Ont	453,409
• Kincolith Indian Band Kincolith C-B	619,430
• Kingfisher Kingfisher Lake Ont	1,524,895
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	423,356
• Kinistin Band Chagoness Sask	227,888
• Kipawa Band Council Temiscaming Qué	112,000
• Kitamaat Indian Band Kitamaat C-B	560,720
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	831,900
• Kitkatla Indian Band Kitkatla C-B	457,580
• Kitselas Indian Band Terrace C-B	345,400
• Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B	255,328
• Kluane Tribal Council Burwash Landing TY	1,185,840
• Kluskus Indian Band Quesnel C-B	581,700
• Kwakiutl Indian Band Port Hardy C-B	220,000
• Lac La Croix Fort Frances Ont	254,100
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	2,411,826
• Lac Seul Lac Seul Ont	1,284,000
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	690,000
• Lakahahmen Indian Band Deroche C-B	126,000
• Lakalzap Indian Band Greenville C-B	297,424
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	494,290
• Lake Manitoba Band Vogar Man	374,400
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	527,500
• Lansdowne House Pickle Lake Ont	1,102,900
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	1,273,010
• Lennox Island Band Council Lennox Island Î-P-É	177,063
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	1,428,100
• Liard Band Watson Lake TY	738,550
• Little Black Bear Band Goodeve Sask	168,715
• Little Black River Band O'Hanley Man	263,300
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	294,300
• Little Pine Band Paynton Sask	258,617
• Little Red River Band High Level Alb	2,443,080
• Little Salmon-carmacks Band Carmacks TY	379,883
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	121,800
• Long Lake 58 Longlac Ont	246,850
• Long Plain Band Edwin Man	798,400
• Louis Bull Band Hobbema Alb	159,400
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	200,000
• Lubicon Lake Band Peace River Alb	126,108
• Lucky Man Band North Battleford Sask	118,000
• Lytton Indian Band Lytton C-B	440,000
• Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask	247,919
• Manitoba Hydro Winnipeg Man	1,036,905
• Manouane Bande Manouane Qué	1,387,147
• Martin Falls Nakina Ont	240,700
• Masset Indian Band Masset C-B	990,250
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	1,364,853
• Mcleod Lake Indian Band Mcleod Lake C-B	216,000
• Membertou Band Council Sydney N-É	373,542
• Metlakatla Indian Band Prince Rupert C-B	148,740
• Micmacs of Gesgapegiag Band Co Maria Qué	249,989
• Millbrook Band Council Truro N-É	728,447
• Mingan Bande Mingan Qué	1,252,500
• Minister of Finance (Manitoba) Winnipeg Man	1,145,810
• Ministère Éducation Québec Qué	4,627,459
• Miskooseepi Education Bloodvein Man	355,298
• Mistawasis Band Leask Sask	531,491
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	3,363,700
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	1,337,066
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	711,112
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	2,380,569
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	2,486,400
• Montagnais Pakua Shipi Conseil St-Augustin Qué	141,600
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	591,400
• Montagnais Uashat Maliotenam C Sept-Îles Qué	883,400
• Montana Band Hobbema Alb	165,000
• Montreal Lake Band Cnstrtn Montreal Lake Sask	531,339
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	414,400
• Moose Factory Moose Factory Ont	2,306,100
• Moose Lake Band Moose Lake Man	2,183,500
• Moosomin Band Cochin Sask	368,885
• Moravian Thamesville Ont	169,852
• Mosquito Cando Sask	179,653
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	853,576
• Muscowpetung Band Fort Qu'appelle Sask	551,691
• Muskeg Lake Band Leask Sask	372,426
• Muskowekwan Band Lestock Sask	270,598
• Muskrat Dam Muskrat Dam Ont	505,200
• Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B	216,894
• Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué	2,124,635
• Na-cho Ny'ak Dun Mayo TY	364,882
• Necoslie Indian Band Fort St James C-B	585,953
• Nelson House Band Nelson House Man	2,168,200
• Nelson House Education Nelson House Man	113,100
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	120,807
• New Credit Hagersville Ont	313,888
• Nikaneet Band Maple Creek Sask	335,457
• Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B	378,139
• North Caribou Weagamow Ont	332,300
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	225,000
• North Spirit Lake North Spirit Lake Ont	155,200
• Northern Flood Capital Winnipeg Man	21,949,325
• Northlands Band Lac Brochet Man	442,500
• Northwest Angle 37 Sioux Narrows Ont	146,900
• Norway House Band Norway House Man	2,767,402
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	4,200,800
• Oak Lake Band Pipestone Man	186,400
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	805,486
• Ochapowace Band 363 Whitewood Sask	328,813
• Odanak Bande Odanak Qué	254,300
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	150,000
• Okanese Band Balcarres Sask	100,130
• One Arrow Band Rosthern Sask	115,686
• Onegaming Nestor Falls Ont	279,800
• Oneida of the Thames Southwold Ont	756,990
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	4,647,839
• Oromocto Band Council Oromocto N-B	228,899
• Osnaburgh Osnaburgh Ont	1,246,400
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	1,941,600
• Oxford House Band Oxford House Man	789,400
• O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb	310,300
• PA District Chiefs Prince Albert Sask	101,310
• Pabineau Band Council Bathurst N-B	292,900
• Pacheenaht Indian Band Port Renfrew C-B	130,000
• Parry Island Parry Sound Ont	588,496
• Pasqua Band Fort Qu'appelle Sask	285,354
• Paul Band Duffield Alb	289,679
• Pays Plat Schreiber Ont	120,400
• Peepeekisis Band Balcarres Sask	1,531,916
• Peguis Band Hodgson Man	2,419,716
• Peigan Band Brocket Alb	1,210,500
• Peigan Board of Education Brocket Alb	302,480
• Pelican Lake Band Leoville Sask	360,084
• Pelican Narrows Leoville Sask	110,300
• Penelakut Indian Band Chemainus C-B	317,842
• Penticton Indian Band Penticton C-B	296,700
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	2,499,680
• Piapot Band Cupar Sask	174,202
• Pic Heron Bay Heron Bay Ont	151,530
• Pic Mobert Mobert Ont	482,900
• Pictou Landing Band Council Trenton N-É	122,717
• Pikangikum Pikangikum Ont	793,000
• Pine Creek Band Camperville Man	569,619

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Police Amerindienne Conseil Pointe Bleue Qué	475,000
• Poplar Hill Poplar Hill Ont	184,400
• Poplar River First Nation Via Negginan Man	647,700
• Poundmaker Band Cut Knife Sask	182,742
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	415,500
• Quatsino Indian Band Coal Harbour C-B	105,200
• RO Fire Safety Housing Compli Toronto Ont	115,600
• Rainy River Emo Ont	130,500
• Rama Rama Ont	2,017,027
• Rat Portage Kenora Ont	336,300
• Red Bank Band Council Red Bank N-B	666,935
• Red Bluff Indian Band Quesnel C-B	100,000
• Red Earth Band Red Earth Sask	501,147
• Red Pheasant Band Grenfell Sask	165,360
• Red Pheasant S & W Grenfell Sask	438,388
• Red Rock Nipigon Ont	194,000
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	171,600
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	1,564,100
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	1,476,560
• Rocky Bay MacDiarmid Ont	240,400
• Rolling River Band Erickson Man	131,400
• Roseau River Band Ginew Man	356,400
• Ross River Band Ross River TY	447,660
• Sachigo Sachigo Lake Ont	330,100
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	1,180,800
• Saint Mary's Band Council Fredericton N-B	951,288
• Sakimay Band Grenfell Sask	109,631
• Samson Band Hobbema Alb	600,280
• Sandy Bay Band Marius Man	1,486,300
• Sandy Lake Sandy Lake Ont	1,284,200
• Sarcee Band Calgary Alb	150,000
• Saugeen Southampton Ont	404,293
• Saulteau Indian Band Chetwynd C-B	425,600
• Saulteaux Band Cochin Sask	235,599
• Seabird Island Indian Band Agassiz C-B	3,585,600
• Seine River Mine Centre Ont	133,600
• Selkirk Band Pelly Crossing TY	1,074,688
• Serpent River Cutler Ont	335,087
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	329,240
• Shamattawa First Nation Shamattawa Man	538,800
• Shoal Lake 39 Kejick Ont	570,700
• Shoal Lake 40 Kejick Ont	112,800
• Shoal Lake Band of the Cree Na Pakwaw Lake Sask	199,000
• Shoal River Band Via Pelican Rapids Man	711,200
• Shubenacadie Band Council Shubenacadie NS	1,322,875
• Siksika Nation Band Stand Off Alb	1,308,600
• Sioux Lookout Audio Visual Sch Ontario Ont	140,791
• Sioux Valley Band Griswold Man	984,828
• Siska Indian Band Lytton C-B	114,600
• Six Nations Ohsweken Ont	6,996,592
• Skidegate Indian Band Queen Charlotte City C-B	2,130,210
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	227,110
• Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B	127,300
• Soowahlie Indian Band Vedder Crossing C-B	900,000
• Southend W&S Pelican Narrows Sask	130,000
• Southern Education Furniture E Ontario Ont	157,075
• Spanish River Massey Ont	1,618,792
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	138,800
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	198,690
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	1,811,900
• Standing Buffalo Band Fort Qu'appelle Sask	184,556
• Stanley Mission La Ronge Sask	150,000
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	417,638
• Stone Indian Band Hanceville C-B	270,000
• Stoney Band Morley Alb	721,500
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	829,860
• Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask	366,500
• Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask	272,064
• Sturgeon Lake Band Valleyview Alb	1,484,000
• Sucker Creek Ban Enilda Alb	150,000
• Summer Beaver Pickle Lake Ont	1,793,000
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	334,000
• Swan Lake Band Swan Lake Man	165,500
• Swan River Band Kinuso Alb	133,000

	$
• Sweet Grass Band Gallivan Sask	390,161
• Tahltan Indian Band Telegraph Creek C-B	1,109,160
• Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B	131,511
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	1,726,140
• Temagami Temagami Ont	114,000
• Teslin Band Teslin TY	377,451
• The Pas Band The Pas Man	9,570,640
• Thunderchild Band Turtleford Sask	352,852
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	908,700
• Tl'azt'en Nations Band Fort St James C-B	898,180
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	1,309,274
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	199,739
• Tsawout Indian Band Saanichton C-B	102,600
• Tsawwassen Indian Band Delta C-B	100,000
• Turnor Lake Band Turnor Lake Sask	441,448
• Tzeachten Indian Band Sardis C-B	212,000
• Ulkatcho Indian Band Anahim Lake C-B	324,900
• Upper Nicola Indian Band Merritt C-B	932,480
• Valley River Band Shortdale Man	216,785
• Vuntut Gwitchin Band Old Crow TY	573,858
• Wabauskang Kenora Ont	157,500
• Wabigoon Dinorwic Ont	100,800
• Wagmatcook Band Council Baddeck N-É	263,958
• Wahgoshig Matheson Ont	110,517
• Wahpeton Indian Band Prince Albert Sask	166,400
• Walpole Island Wallaceburg Ont	1,801,457
• Wapekeka Angling Lake Ont	3,977,703
• Wasagamack Band Wasagamack Man	629,200
• Waterhen Band Skownan Man	151,200
• Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask	264,097
• Wawakapewin Big Trout Lake Ont	120,000
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	688,330
• Webequie Via Pickle Lake Ont	1,701,400
• Weenusk Weenusk Ont	167,279
• West Bay West Bay Ont	1,588,160
• West Moberly Lake Indian Band Moberly Lake C-B	325,500
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	505,800
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	498,844
• Whe-la-la-u-area Council Alert Bay C-B	147,671
• White Bear Band Carlyle Sask	2,216,396
• Whitefish Bay Pawitik Ont	305,000
• Whitefish Lake Band #128 Goodfish Alb	492,200
• Whitefish River Birch Island Ont	952,100
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh N-É	285,101
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	870,196
• Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B	100,000
• Witchekan Lake Indian Band Spiritwood Sask	313,492
• Woodland Cree Band Cadotte Lake Alb	135,000
• Wunnummin Wunnummin Lake Ont	375,300
• Yellow Quill Band Rose Valley Sask	226,530
• York Factory Band York Landing Man	255,600
Entretien et fonctionnement $ 163,613,883	
• Abitibiwinni Bande Amos Qué	135,871
• Ahtahkakoop Band Shell Lake Sask	536,434
• Akwesasne Cornwall Ont	950,999
• Alexander Band Morinville Alb	489,166
• Alexis Band Glenevis Alb	182,643
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	112,623
• Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B	130,266
• Anaham Indian Band Alexis Creek C-B	304,690
• Anspayaxw School Society Hazelton C-B	202,356
• Attawapiskat Attawapiskat Ont	1,028,977
• Batchewana Sault Ste Marie Ont	101,322
• Beardy's/Okemasis Band Duck Lake Sask	412,603
• Bearskin Bearskin Lake Ont	345,500
• Beausoleil Penetanguishene Ont	519,935
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	421,962
• Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B	448,238
• Berens River Band Berens River Man	237,530
• Betsiamites Bande Betsiamites Qué	586,759
• Big C Band La Loche Sask	146,494
• Big Cove Band Council Big Cove N-B	648,316
• Big River Band Debden Sask	688,701

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Big Trout Lake Big Trout Lake Ont	871,307
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	362,522
• Birdtail Sioux Band Beulah Man	185,856
• Black Lake Paylist Black Lake Sask	581,273
• Blood Band Stand Off Alb	2,123,984
• Blood Tribe Education Board Stand Off Alb	557,400
• Bloodvein Band Bloodvein Man	107,267
• Blue Quills Native Education St Paul Alb	343,259
• Boyer River Band High Level Alb	114,756
• Brokenhead Ojibway Nation Scanterbury Man	119,827
• Buffalo River Band Dillion Sask	419,000
• Burnt Church Band Council Legaceville N-B	420,927
• Caldwell Band Bothwell Ont	123,500
• Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B	109,000
• Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B	116,219
• Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask	270,971
• Carrier-sekani Tribal Council Prince George C-B	131,000
• Carry The Kettle Band Sintaluta Sask	177,762
• Cat Lake Cat Lake Ont	305,000
• Champagne/aishihik Band Haines Junction TY	142,613
• Chemainus Indian Band Ladysmith C-B	116,640
• Chemawawin Educational Auth Easterville Man	200,900
• Chemawawin First Nation Easterville Man	144,777
• Chiefs of Ontario Toronto Ont	104,832
• Chippewas of Nawash Wiarton Ont	247,249
• Chippewas of Sarnia Sarnia Ont	123,871
• Chippewas of the Thames Muncey Ont	370,228
• City of Fredericton Fredericton N-B	345,498
• City of Sydney Sydney N-É	104,400
• Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb	524,683
• Comox Indian Band Courtenay C-B	143,121
• Cote Kamsack Sask	403,238
• Couchiching Fort Frances Ont	385,571
• Cowessess Band Broadview Sask	718,440
• Cowichan Indian Band Duncan C-B	204,526
• Cree Band Ft Chipewyan Alb	110,396
• Cross Lake Band Cross Lake Man	1,194,302
• Curve Lake Curve Lake Ont	181,338
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	1,056,918
• Dease River Band Cassiar TY	122,853
• Deer Lake Deer Lake Ont	108,000
• Dene Tha Band Chateh Alb	1,238,420
• Dokis Monetville Ont	116,597
• Eabametoong First Nation Via Pickle Lake Ont	633,348
• Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man	251,683
• English River Band Patuanak Sask	266,774
• Enoch Band Winterburn Alb	325,564
• Ermineskin Band Hobbema Alb	618,402
• Eskasoni Band Council Eskasoni N-É	789,888
• Fairford Band Fairford Man	652,511
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	110,000
• Federation of Sask Indians Saskatoon Sask	697,200
• First Nations Housing Society Vancouver C-B	238,880
• Fisher River Band Koostatak Man	562,294
• Fishing Lake Band Wadena Sask	124,046
• Flying Dust Band Meadow Lake Sask	155,900
• Fond du Lac Band Fond du Lac Sask	580,442
• Fort Albany Albany Ont	868,206
• Fort Alexander Band Fort Alexander Man	512,016
• Fort Churchill Band Tadoule Man	256,047
• Fort McMurray Band Ft McMurray Alb	137,289
• Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B	262,280
• Fort Severn Fort Severn Ont	424,000
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	488,975
• Fort William Thunder Bay Ont	143,717
• Fountain Indian Band Lillooet C-B	233,299
• Fox Lake Band Gillam Man	123,115
• Frog Lake Band Heinsburg Alb	431,039
• Garden Hill Band Island Lake Man	1,128,771
• Garden River Sault Ste Marie Ont	134,762
• Georgina Island Sutton West Ont	205,031
• Gitsan-wet'suwet'en L s soc Hazelton C-B	1,163,656
• God's Lake Band God's Lake Narrows Man	923,743
• God's River Band God's River Man	372,863
• Gordon Band Punnichy Sask	523,231
• Grassy Narrows Grassy Narrows Ont	347,450
• Hatchet Lake Band Wollaston Lake Sask	206,383
• Heart Lake Band Lac La Biche Alb	150,496
• Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B	603,000
• High Level Tribal Council High Level Alb	187,534
• Hollow Water First Nation Wanipigow Man	200,636
• Improvement District 18n Edmonton Alb	197,928
• Iskut Indian Band Iskut C-B	250,372
• Island Lake Band Loon Lake Sask	364,398
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	258,532
• Islington Whitedog Ont	207,099
• Jackhead Band Dallas Man	115,957
• James Smith Band Kinistino Sask	544,569
• Janvier Band Chard Alb	125,114
• John Smith Band Birch Hills Sask	232,938
• Joseph Bighead Band Pierceland Sask	330,949
• Kahkewistahaw Band Broadview Sask	115,998
• Kamloops Indian Band Kamloops C-B	233,637
• Kasabonika Kasabonika Lake Ont	440,380
• Kashechewan Kashechewan Ont	827,345
• Kawacatoose Band Quinton Sask	188,912
• Keeseekoose Kamsack Sask	369,535
• Keeseekoowenin Band Elephinstone Man	224,090
• Kehewin Band Bonnyville Alb	458,227
• Kettle Point Forest Ont	191,178
• Kingfisher Kingfisher Lake Ont	232,990
• Kingsclear Band Council Fredericton N-B	110,812
• Kitasoo Indian Band Klemtu C-B	442,952
• Kluane Tribal Council Burwash Landing TY	137,113
• Kwanlin Dun Band Whitehorse TY	176,700
• Lac La Croix Fort Frances Ont	174,900
• Lac La Ronge Band La Ronge Sask	1,222,603
• Lac Seul Lac Seul Ont	119,000
• Lac Simon Bande Lac Simon Qué	146,247
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	112,109
• Lake Manitoba Band Vogar Man	472,094
• Lake St Martin Band Gypsumville Man	136,202
• Lansdowne House Pickle Lake Ont	104,700
• Lax Kw'alaams Indian Band Port Simpson C-B	231,500
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	1,546,103
• Liard Band Watson Lake TY	168,466
• Little Black River Band O'Hanley Man	110,592
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	212,080
• Little Pine Band Paynton Sask	354,430
• Little Red River Band High Level Alb	1,999,991
• Little Saskatchewan Band Gypsumville Man	103,100
• Long Lake 58 Longlac Ont	100,186
• Long Plain Band Edwin Man	513,927
• Long Point Band Council Témiscaming Qué	126,790
• Long Point Band Council Winneway River Qué	109,218
• Louis Bull Band Hobbema Alb	130,512
• Lower Nicola Indian Band Merritt C-B	103,164
• Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B	140,651
• Lytton Indian Band Lytton C-B	228,599
• Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask	393,547
• Manouane Bande Manouane Qué	367,750
• Martin Falls Nakina Ont	151,008
• Matawa & First Nations Mgmt Tr Thunder Bay Ont	169,650
• Mathias Colomb Band Pukatawagan Man	718,776
• Meadow Lake Dist Chief Mgmt Meadow Lake Sask	673,003
• Metlakatla Indian Band Prince Rupert C-B	113,700
• Min of Solicitor General Ottawa Ont	135,700
• Mingan Bande Mingan Qué	137,276
• Minister of Finance (Manitoba) Winnipeg Man	956,858
• Ministre des Finances Québec Montréal Qué	370,531
• Miskooseepi Education Bloodvein Man	191,279
• Mistawasis Band Leask Sask	164,671
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	2,325,693
• Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont	553,578
• Montagnais La Romaine Conseil La Romaine Qué	135,747
• Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe Bleue Qué	655,914
• Montagnais Natashquan Conseil Natashquan Qué	233,455
• Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué	397,285

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Montagnais Uashat Maliotenam C Sept-Îles Qué	642,681
• Montreal Lake Band Montreal Lake Sask	728,165
• Moose Factory Moose Factory Ont	244,152
• Moose Lake Band Moose Lake Man	121,573
• Moosomin Band Cochin Sask	299,056
• Mosquito-grizzly Bear's Head Cando Sask	120,514
• Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B	357,279
• Muscowequan Student Residence Lestock Sask	331,827
• Muscowpetung Band Fort Qu'appelle Sask	152,867
• Mushkegowuk Tribal Council Moose Factory Ont	429,807
• Muskeg Lake Band Leask Sask	141,696
• Muskowekwan Lestock Sask	118,802
• Muskrat Dam Muskrat Dam Ont	295,800
• Nation Huronne Wendat Conseil Village des Hurons Qué	465,931
• Nelson House Band Nelson House Man	467,144
• Nelson House Education Nelson House Man	344,095
• Nemaiah Valley Indian Band Nemaiah Valley C-B	161,014
• New Credit Hagersville Ont	114,250
• Nipissing Sturgeon Falls Ont	161,500
• North Caribou Weagamow Ont	329,000
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	1,115,932
• North Shore Micmac D C Newcastle N-B	126,138
• North Shore Tribal Council Lakewood Pl Blind River Ont	168,810
• Northlands Band Lac Brochet Man	472,552
• Northwest Angle 37 Sioux Narrows Ont	110,720
• Norway House Band Norway House Man	844,277
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	1,052,350
• O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb	150,612
• Obedjiwan Bande Roberval Qué	1,419,314
• Ochapowace Band 363 Whitewood Sask	149,782
• Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont	123,100
• Okanagan Indian Band Vernon C-B	145,089
• On-resv Hous Code Compliance I Toronto Ont	617,979
• One Arrow Band Rosthern Sask	124,544
• Oneida of the Thames Southwold Ont	410,307
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	1,062,525
• Ontario Native Firefighters So Ohsweken Ont	124,120
• Opasquiak Educational The Pas Man	274,696
• Osnaburgh Osnaburgh Ont	114,500
• Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B	136,392
• Oxford House Band Oxford House Man	1,056,046
• PA District Chiefs Prince Albert Sask	1,338,086
• Padc Management Co Ltd Prince Albert Sask	105,000
• Parry Island Parry Sound Ont	241,981
• Pasqua Band Fort Qu'appelle Sask	355,884
• Paul Band Duffield Alb	382,396
• Pauquachin Indian Band Port Renfrew C-B	146,643
• Peepeekisis Band Balcarres Sask	237,917
• Peguis Band Hodgson Man	1,325,084
• Peigan Band Brocket Alb	803,416
• Peigan Board of Education Brocket Alb	185,452
• Pelican Lake Band Leoville Sask	311,389
• Penticton Indian Band Penticton C-B	177,459
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	961,054
• Piapot Band Cupar Sask	422,756
• Pikangikum Pikangikum Ont	786,800
• Pine Creek Band Camperville Man	326,550
• Police Amerindienne Conseil Pointe Bleue Qué	4,339,841
• Poplar Hill Poplar Hill Ont	104,100
• Poplar River First Nation Via Negginan Man	241,087
• Poundmaker Band Cut Knife Sask	296,958
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	124,052
• Province Of NB (trans) Fredericton N-B	175,166
• Pwi-di-goo-zing-ne-yaa-zhing N Fort Frances Ont	170,700
• Rainy River Emo Ont	136,171
• Rama Rama Ont	199,184
• Rat Portage Kenora Ont	113,389
• Red Earth Band Red Earth Sask	546,271
• Red Pheasant Band Grenfell Sask	170,768
• Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man	382,285
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	119,246
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	513,275
• Rocky Bay MacDiarmid Ont	102,070
• Rolling River Band Erickson Man	270,262
• Roseau River Band Ginew Man	610,585
• Sachigo Sachigo Lake Ont	395,012
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	973,633
• Sagkeeng Education Foundation Pine Falls Man	791,206
• Sakimay Grenfell Sask	146,168
• Samson Band Hobbema Alb	524,016
• Sandy Bay Band Marius Man	382,353
• Sandy Bay Education Foundation Marius Man	615,294
• Sandy Lake Sandy Lake Ont	1,021,859
• Sarcee Band Calgary Alb	428,338
• Sask Inst Applied Science & Te Regina Sask	120,000
• Saskatoon Dist Chiefs Saskatoon Sask	265,984
• Saskatoon District Tribal Coun Saskatoon Sask	258,058
• Saugeen Southampton Ont	244,905
• Saulteau Indian Band Chetwynd C-B	359,030
• Saulteaux Cochin Sask	135,532
• Seine River Mine Centre Ont	114,878
• Serpent River Cutler Ont	120,000
• Seton Lake Indian Band Shalalth C-B	112,512
• Shamattawa Band Education Shamattawa Man	435,116
• Shamattawa First Nation Shamattawa Man	202,391
• Shibogama Tribal Council Kasabonika Lake Ont	250,889
• Shoal Lake Band of The Cree Na Pakwaw Lake Sask	235,021
• Shoal River Band Via Pelican Rapids Man	155,229
• Shubenacadie Band Council Shubenacadie N-É	190,660
• Siksika Nation Band Stand Off Alb	1,323,199
• Sioux Valley Band Griswold Man	246,313
• Sioux Valley Educational Griswold Man	204,207
• Six Nations Ohsweken Ont	1,682,577
• Skeetchestn Indian Band Savona C-B	114,919
• Sliammon Indian Band Powell River C-B	109,131
• Southeast Tribal Division Winnipeg Man	517,909
• Spanish River Massey Ont	221,248
• Split Lake Cree First Nation Split Lake Man	491,064
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	1,067,715
• Standing Buffalo Fort Qu'appelle Sask	242,481
• Starblanket Band Balcarres Sask	918,414
• Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B	117,413
• Stoney Band Morley Alb	1,545,423
• Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B	102,811
• Sturgeon Lake Shellbrook Sask	473,359
• Summer Beaver Pickle Lake Ont	219,947
• Sunchild Band Rocky Mountain House Alb	355,353
• Swan Lake Band Swan Lake Man	123,047
• Sweet Grass Band Gallivan Sask	309,688
• Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B	277,604
• Tallcree Band Ft Vermilion Alb	457,967
• The Narrows Education Auth Gypsumville Man	195,770
• The Pas Band The Pas Man	313,788
• The Town of Truro Truro N-É	132,924
• Thunderchild Band Turtleford Sask	384,902
• Timiskaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué	106,158
• Tl'azt'en Nations Band Fort St James C-B	453,520
• Tobique Band Council Perth Andover N-B	440,939
• Touchwood-file Hills Dis Chief Fort Qu'appelle Sask	334,953
• Treasurer of Ontario Toronto Ont	5,095,106
• Tribal Chiefs Ventures St Paul Alb	174,468
• Valley River Band Shortdale Man	200,592
• Vuntut Gwitchin Band Old Crow TY	169,569
• Wagmatcook Band Council Baddeck N-É	121,460
• Walpole Island Wallaceburg Ont	639,975
• Wasagamack Band Wasagamack Man	816,267
• Waterhen Band Skownan Man	148,598
• Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask	410,854
• Waywayseecappo Band Rossburn Man	411,580
• Waywayseecappo Education Rossburn Man	302,614
• Webequie Via Pickle Lake Ont	467,051
• Weenusk Weenusk Ont	493,372
• West Bay West Bay Ont	399,300
• Weymontachie Bande Sanmaur Qué	1,328,854
• White Bear Band Carlyle Sask	517,921
• Whitefish Bay Pawitik Ont	312,503
• Whitefish Lake Band #128 Goodfish Alb	711,715
• Whycocomagh Band Council Whycocomagh N-É	131,360

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

	$
• Wikwemikong Wikwemikong Ont	940,754
• Windigo Area Council Sioux Lookout Ont	144,164
• Wunnummin Wunnummin Lake Ont	356,000
• Yellow Quill Band Rose Valley Sask	175,553
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	186,820
• York Factory Band York Landing Man	107,625
• Yorkton Tribal Administration Yorkton Sask	102,600

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local $3,577,457

• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	138,950
• PADC Management Co Ltd Prince Albert Sask	118,000
• MLDC Management Co Ltd Meadow Lake Sask	260,000

Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière $15,162,492

• Assembly of First Nations of Qué Wendake Qué	318,235
• Assembly of First Nations Ottawa Ont	3,154,704
• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	462,053
• Association of Iroquois Allied Indian London Ont	190,570
• Carrier-sekani Tribal Council Prince George C-B	149,385
• Chiefs of Ontario Toronto Ont	498,214
• Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask	985,375
• First Nations Congress Vancouver C-B	160,000
• Grand Council of Treaty 8 Edmonton Alb	113,750
• Grand Council Treaty 3 Kenora Ont	232,255
• Ind Train & Res Inst of BC Vancouver C-B	110,000
• Indian Association of Alta Edmonton Alb	885,000
• Inter Trib Forestry Assoc BC Kelowna C-B	130,000
• Manitoba Keewatinowi Thompson Man	278,000
• Native Council of Canada Ottawa Ont	270,000
• Nishnawabe-aski-nation (Ont) Thunder Bay Ont	343,525
• Prince Albert Dev Corp Mgmnt Prince Albert Sask	100,000
• Prophet River Indian Band Fort Nelson C-B	150,000
• Secrétariat Premières Nations Village-des-Hurons Qué	230,000
• Squamish Indian Band North Vancouver C-B	170,000
• Union of Ontario Indians North Bay Ont	368,630
• Westbank Indian Band Kelowna C-B	492,170
• Woodland Cree Band Cadotte Lake Alb	578,380

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit et à leur organisations pour les régimes de pensions des employés $11,883,592

Contribution aux bandes indiennes pour les programmes de perfectionnement de la gestion indienne et de la formation paraprofessionnelle en développement social $6,147,749

• Canadian Executive Services Ov Toronto Ont	1,655,000
• Battleford First Nation Mgmt I North Battleford Sask	103,500

Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador $10,444,633

• Newfoundland Exchequer Acct St John's T-N	10,444,633

Contributions aux conseils tribaux pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion $34,680,650

• Algonquins Ouest Québec Conseil Val d'Or Qué	369,055
• Alliance Tribal Council Delta C-B	503,023
• Athabasca Tribal Corporation Ft Chipewyan Alb	408,007
• Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué	658,395
• Battleford First Nations Mgn North Battleford Sask	613,483
• Bimose Tribal Council Kenora Ont	471,685
• Caribou Tribal Council Williams Lake C-B	381,490
• Carrier-sekani Tribal Council Prince George C-B	879,804
• Chilcotin Ulkatcho Kluskus Nat Williams Lake C-B	327,723
• Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B	219,798
• Confed of Mainland Micmacs Truro N-É	475,168
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	949,605
• First Nations of S Is T C Mill Bay C-B	497,629
• Gitsan-wet'suwet'en L s soc Hazelton C-B	623,500
• Grand Conseil Nation Wabanaki Bécancour Qué	163,684
• High Level Tribal Council High Level Alb	404,044
• Independent First Nations Alli Sioux Lookout Ont	494,667
• Interlake Reserves Tribal Coun Ashern Man	600,988
• Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man	746,475
• Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man	1,137,476
• Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B	323,141
• Kwakiutl District Council Port Hardy C-B	559,717
• Lesser Slave Lake Indian Regio Slave Lake Alb	1,010,442
• Lillooet District Ind Council Lillooet C-B	118,148
• Lillooet Tribal Council Lillooet C-B	424,093
• Matawa & First Nations Mgmt Tr Thunder Bay Ont	614,337
• Meadow Lake Dist chief Mangmt Meadow Lake Sask	874,816
• Mid-island Tribal Council Chemainus C-B	325,571
• Musgamagw Tsawataineuk T C Alert Bay C-B	451,037
• Mushkegowuk Tribal Council Moose Factory Ont	804,890
• Nation Attikamekw Sipi Conseil La Tuque Qué	528,555
• Nicola Valley Indian Admin Merritt C-B	295,614
• Nisga'a Tribal Council New Aiyansh C-B	272,601
• Nlaka'pamux Nation T C Lytton C-B	385,114
• North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B	645,563
• North Shore Micmac D C Newcastle N-B	561,198
• North Shore Tribal Council Lakewood Pl Blind River Ont	458,247
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	898,200
• Okanagan Tribal Council Kelowna C-B	331,681
• Oweekeno-kitasoo-nuxalk Tc Bella Coola C-B	283,972
• Prince Albert Development Corp Prince Albert Sask	122,300
• Pwi-di-goo-zing-ne-yaa-zhing N Fort Frances Ont	664,369
• PA District Chiefs Prince Albert Sask	1,294,754
• Regroupement Mamit Innuat Inc Mingan Qué	435,311
• Saint John River Valley T C Woodstock N-B	129,254
• Saskatoon Tribal Council Saskatoon Sask	580,440
• Shibogama Tribal Council Kasabonika Lake Ont	630,014
• Shuswap Nation Tribal Council Kamloops C-B	492,791
• Southeast Resource Development Winnipeg Man	898,571
• Sto Lo Tribal Council Chilliwack C-B	514,512
• Sto Lo Nation Canada Sardis C-B	317,285
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	696,369
• Tahltan Tribal Council Dease Lake C-B	234,620
• The Ojibway 1850 Treaty Counci Thunder Bay Ont	334,430
• Touchwood-file Hills Dis Chief Fort Qu'appelle Sask	951,148
• Treaty 7 Tribal Council Edmonton Alb	539,351
• Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B	490,643
• Tribal Chiefs Ventures St Paul Alb	289,177
• Ts'ilhgot'in Tribal Council Williams Lake C-B	335,896
• UNSI-Advisory Services Sydney N-É	325,177
• United Chiefs & Councils of Ma West Bay Ont	307,161
• Wabun Tribal Council Timmins Ont	267,477
• West Region Tribal Council Inc Dauphin Man	625,295
• Windigo Area Council Sioux Lookout Ont	540,119
• Yellowhead Tribal Council Stony Plain Alb	464,651
• Yorkton District Chiefs Yorkton Sask	610,737

Contributions aux bandes indiennes pour leur permettre d'obtenir des services consultatifs $1,023,216

• Akwesasne Cornwall Ont	124,000
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	147,600
• Six Nations Ohsweken Ont	147,600

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $36,137,343

Subvention à des universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord $748,000

Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes $100,000

Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente $5,000

Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon $20,000

Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions $100,000

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

	$
• Comité canadien des ressources de l'Arctique Yellowknife TN-O	100,000

Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; de $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours en formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection $40,000

Subvention à la Territories Accident Prevention Association $5,000

Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon $2,000

Subvention à l'Association pour l'extraction de l'or du Klondike $10,000

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit $14,412,000

• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	14,412,000

Contribution au gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens $2,600,325

• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	2,600,325

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit $5,935,894

• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	4,093,915
• Assurance-maladie Yellowknife TN-O	1,841,979

Contributions au gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens $764,835

• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	764,835

Contributions au gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique $208,000

• Gouvernement du Yukon—Location à prix modique Whitehorse TY	208,000

Contributions aux associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord $174,299

Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à développer leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art $509,000

• Inuit Art Foundation Nepean Ont	509,000

Contributions au service d'orientation fourni aux Inuit dans le Sud $80,000

Contributions à verser aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones en vue de la mise en oeuvre de la convention définitive des Inuvialuit $4,218,141

• Joint Secretariat Inuvik TN-O	651,808
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	2,616,875
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	943,458

Contribution à l'Office régional canadien de la Conférence circumpolaire Inuit $100,000

• Conférence circumpolaire Ottawa Ont	100,000

Contributions au gouvernement du Yukon relativement à l'entente Canada/Yukon sur le développement économique $1,135,026

• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	1,135,026

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en rapport avec les ententes auxiliaires sur le développement économique conclues entre le Canada et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest $1,155,994

• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,155,994

Contribution pour les comités consultatifs communautaires $84,790

Contribution au Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones $55,000

Contribution pour le Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $10,971

Contribution pour encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des territoires et des organisations autochtones dans le programme d'aménagement des territoires du Nord $2,565,052

	$
• Champagne/aishihik Band Haines Junction TY	119,249
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	248,691
• Deh Cho Regional Council Ft Simpson TN-O	132,528
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	230,000
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	319,333
• Inuvialuit Regional Council Inuvik TN-O	256,255
• Mackenzie Delta Tribal Council Inuvik TN-O	126,145
• Sahtu Dene-Metis Council Norman Wells TN-O	131,563
• Tungavik Fed of Nunavut Ottawa Ont	534,000

Contributions aux gouvernements territoriaux pour le programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord (PIPGN) $690,453

• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	535,479
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	154,974

Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine $15,300

Contributions à des organisations autochtones et non-autochtones pour aider à la protection et au développement de l'industrie de la fourrure $193,796

• Indigenous Survival Int Ottawa Ont	160,000

Contributions aux groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures $183,467

Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX $964,670,137

Autres paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice finnacier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $216,752,000

• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	216,752,000

Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords; et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $747,918,137

• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	741,715,591
• Transport Canada Ottawa Ont	6,202,546

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE $1,312,429,312[5]

Département $727,130,984

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE $476,317,032

Subventions en vertu du programme des prix d'excellence du Canada $199,990

	$
• The Conference Board of Canada Ottawa Ont	199,990

Subventions au Fonds de relance $2,500,000

	$
• Fonds de relance Toronto Ont	2,500,000

Subvention à la Société Royale du Canada $1,000,000

	$
• Société Royale du Canada Ottawa Ont	1,000,000

Subventions à l'Institut canadien de recherches avançées $2,000,000

	$
• Institut canadien de recherches avançées Toronto Ont	2,000,000

Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie $5,273,313

	$
• Bendix Avelex Inc Ville St-Laurent Qué	229,151
• CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué	1,312,248
• EXELTOR INC Bedford Qué	104,451
• Hydro-Québec Ltée Shawinigan Qué	500,000
• IAF Biochem International Inc Montréal Qué	123,157
• Institut National d'Optique Ste-Foy Qué	185,562
• Laboratoire des Technologies Shawinigan Qué	526,734
• Spar Aerospatiale Ltée 21025 Ste-Anne-de Bellevue Qué	339,072
• Technologies MPB Inc (LES) Dorval Qué	226,588

Subventions au programme Bourses Canada $11,625,000

Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques $300,000

	$
• The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont	300,000

Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie $1,144,426

	$
• Ministère des Finances de la Colombie-Britannique Victoria C-B	1,144,426

Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et pour les engagements en vigueur en vertu des programmes antérieurs abolis $28,736,119

	$
• Allen-Bradley Canada Limited Cambridge Ont	227,999
• Atoma International Limited Newmarket Ont	103,258
• Autosystems Manufacturing Inc Belleville Ont	351,817
• Babcock & Wilcox International Division Cambridge Ont	361,503
• Baycomp-Division of Bay Mills Ltd Burlington Ont	181,626
• Beclawat Industries Inc Belleville Ont	296,404
• Black Clawson-Kennedy Ltd Owen Sound Ont	279,012
• Cangene Corporation Mississauga Ont	880,142
• Carino Concepts Concord Ont	256,455
• Council of Forest Industries of BC Vancouver C-B	2,258,356
• Edscha of Canada Ltd/Silcom Canada West Germany	370,589
• Falconbridge Limited Toronto Ont	978,655
• Geac Computer Corporation Ltd Markham Ont	133,635
• General Electric CDA Inc Power Genera Peterborough Ont	410,261
• Grant Forest Products Corp Englehart Ont	965,190
• Hofer Industries Inc Brampton Ont	237,482
• Husky Injection Molding Systems Ltd Bolton Ont	1,572,003
• ICST Sarnia Ont	364,964
• Inco Limited Toronto Ont	1,336,987
• Innocast Industries Concord Ont	142,857
• Joh Rubber Investments Limited Leamington Ont	150,926
• John T Hepburn Limited Mississauga Ont	271,048
• K-Power Products Incorporated Grimsby Ont	161,609
• Kendall Canada Inc Peterborough Ont	231,158
• Lomak Plastics MFG Inc Niagara Falls Ont	712,673
• Mirtone Div of General Signal Ltd Downsview Ont	195,018
• Miura Boiler Co Ltd Brantford Ont	436,260
• Multimatic Inc Unionville Ont	110,386
• Nestle Enterprises Limited Don Mills Ont	100,130
• Nor-Am Electrical Limited Markham Ont	424,678
• Pebra Inc Kitchener Ont	549,797
• Peterson Spring of Canada Ltd Windsor Ont	141,799
• Pullmatic MFG Unionville Ont	1,194,323
• REPAP Enterprises Inc Newcastle N-B	3,499,243
• Relcon Inc Brampton Ont	302,301
• Rexwood Products Ltd New Liskeard Ont	376,998
• Rotoflex International Inc Mississauga Ont	183,911
• Scican Scientific Ltd Cobourg Ont	150,670
• Shade-O-Matic Ltd Downsview Ont	125,418
• Siemens Automotive Limited London Ont	189,101
• Sklar-Peppler Inc Peppler Div Hanover Ont	171,532
• Structural Board Association Willowdale Ont	131,962
• Teledyne Canada Mining Products Thornbury Ont	272,911
• Ultra Lasertech Inc Mississauga Ont	201,418
• University of Ottawa Heart Institute Ottawa Ont	1,341,615
• University of Western Ont	420,000
• Westinghouse Canada Inc/Mis Div Hamilton Ont	186,947
• Weyerhaeuser Canada Ltd Saskatchewan Div Alberta Sask	660,576
• Wilkinson Sword Canada Inc Toronto Ont	300,078

Contributions en vertu du programme de productivité de l'industrie du matériel de défense $214,771,989

	$
• AERO Machining Ltd. Montréal-Nord Qué	148,113
• Amptech Corporation Calgary Alb	187,467
• Arvin Special Michinery Limited Chatham N-B	498,380
• Ballard Battery Systems Corporation Vancouver C-B	401,865
• Bell Helicopter Textron St-Janvier Qué	4,747,679
• Bell-Northern Research Limited Waterloo Ont	1,377,208
• Bendix Avelex Inc Ville St-Laurent Qué	1,587,971
• Boeing of Canada Ltd De Havilland Div Downsview Ont	2,104,041
• Bombardier Inc Groupe Canadair Montréal Qué	32,471,407
• Bristol Aerospace Limited Winnipeg Man	378,469
• CRL Technologies Incorporated Gatineau Qué	304,067
• CVDS Inc Pointe-Claire Qué	122,685
• CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué	5,167,380
• Cametoid Limited Whitby Ont	111,537
• Canadian Aircraft Products Div of AVCORP Richmond C-B	312,918
• Canadian Marconi Company Kanata Ont	14,031,744
• Canstar (Div of Canada Wire and Cable Ltd) North York Ont	1,202,463
• Caoutchoucs Acton Limitee (LES) Acton Vale Qué	114,072
• Centra Industries Inc Waterloo Ont	151,645
• Chemac Industries Inc Kelowna C-B	424,997
• Chicopee Manufacturing Limited Kitchener Ont	277,500
• COM DEV Limited Cambridge Ont	671,764
• Compar Connectors Div DGW Electronics Markham Ont	115,091
• Computing Devices Co (Div Control Data) Ottawa Ont	4,767,770
• Corporation d'usinage Metro Ville St-Michel Montréal Qué	759,678
• Crystar Reasearch Inc Victoria C-B	647,353
• Cyclone Manufacturing Inc Mississauga Ont	483,840
• Dalsa Inc Waterloo Ont	737,441
• Dew Engineering and Development Limited Ottawa Ont	312,962
• Diemaco Incorporated Kitchener Ont	130,663
• Dowty Canada Limited Ajax Ont	14,274,759
• DY-4 Systems Inc Nepean Ont	1,758,078
• Eagletronic Industries Inc Weston Ont	477,701
• Electro Optics Division of RCA Inc Vaudreuil Qué	672,896
• Entreprises Roger Gentner Inc (LES) St-Léonard Qué	343,097
• European Space Agency Guelph Ont	122,422
• Excentrotech Precision Inc Downsview Ont	273,323
• FAG Bearings Limited Stratford Ont	6,457,477
• FELL-FAB Products Limited Hamilton Ont	174,160
• Fleet Aerospace Corporation St Catharines Ont	173,548
• FRE Composites Inc St-André Est Qué	721,584
• GM Associates Bramalea Ont	345,622
• Garrett Canada Rexdale Ont	3,159,799
• Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B	210,010
• Global Thermoelectric Power Systems Ltd Bassano Alb	164,953
• Haley Industries Limited Haley Ont	541,505
• Harrington Tool & Die Inc Lachine Qué	352,500
• Havlik Technologies Inc Cambridge Ont	492,629
• Hawker Siddeley Canada Inc Orenda Div Mississauga Ont	229,626
• Hermes Electronics Limited Dartmouth N-É	1,467,709
• Heroux Inc Longueuil Qué	1,761,854
• Hochelaga Aerospace Inc Laval Qué	201,805

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Hughes Leitz Optical Technologies Ltd Midland Ont	225,929
• IMP Group Ltd Aerospace Div Halifax N-É	431,832
• International Custom Products Scarborough Ont	100,227
• Inventronics Limited Brandon Man	245,123
• Johnson Matthey Electronics Limited Trail C-B	1,279,681
• Joly Engineering Limited Montréal Qué	480,482
• KK Precision Parts Ltd Downsview Ont	227,551
• KFW Canada/A Div of TI Canada Inc Orillia Ont	241,281
• Kondor United Aircraft Parts Ltd Oakville Ont	155,892
• Koss Machine & Tool Co DV 333111 Ont Ltd Brampton Ont	168,625
• Leesta Industries Ltd Pointe-Claire Qué	533,416
• Les Ind Aerospatiales Mecair Inc Aero Ville St-Laurent Qué	237,845
• Linamar Machine Ltd Guelph Ont	3,013,785
• Litton Data Images Ottawa Ont	232,853
• Litton Systems Canada Limited Etobicoke Ont	20,049,116
• Lucas Aerospace Inc Microwave Tech Div Mississauga Ont	364,919
• Macdonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B	1,396,798
• MBB Helicopter Canada Limited Fort Erie Ont	1,442,901
• Menasco Aerospace Ltd Oakville Ont	2,499,672
• Mitchell-Mcpherson Machining Inc Bramalea Ont	365,000
• Mitec Electronics Ltd Pointe Claire Qué	301,325
• Mitel Corporation Kanata Ont	572,815
• National Auto Radiator Mfg Co Ltd Windsor Ont	670,904
• Newbridge Networks Corp Kanata Ont	167,526
• Oerlikon Aerospace Inc St-Jean-sur-Richelieu Qué	2,289,034
• Optech Inc Downsview Ont	1,010,399
• Placage Tecnickrome Inc Pointe-aux-Trembles Qué	157,492
• Pratt & Whitney Canada Inc Longueuil Qué	45,405,699
• Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont	890,136
• Prototype Circuits Inc Scarborough Ont	471,431
• RACE Technologies Inc Vancouver C-B	212,441
• Racal Filter Technologies Ltd Brockville Ont	133,426
• Raytheon Canada Limited Waterloo Ont	606,216
• Romax Tool Corporation Agincourt Ont	191,000
• SED Systems Inc Saskatoon Sask	536,290
• Senstar Corporation Kanata Ont	717,278
• Societe D'outillage MR Ltée St-Laurent Qué	185,060
• SPAR Aerospace Limited (Defence Systems D) Kanata Ont	1,004,961
• SPAR Aerospace Ltd Weston Ont	4,492,672
• SPAR Aerospatiale Limitee 21025 Route Transcanadienne Ste-Anne-de-Bellevue Qué	3,437,035
• Sparton of Canada Limited London Ont	532,231
• Standen's Limited Don Mills Ont	607,083
• Stedfast Inc Granby Qué	316,268
• Stone Marine Canada Ltée Iberville Qué	430,254
• TD Precision Ltd Newmarket Ont	141,000
• TDMJ Machine & Tool Co Ltd Scarborough Ont	250,841
• Tesamatec Inc Chomedey Laval Qué	200,805
• The Electrofuel Manufacturing Co Ltd Toronto Ont	184,033
• Thomson & Nielsen Electronics Ltd Ottawa Ont	113,956
• UDT Industries Inc Montréal Qué	165,233
• Usinage Druco (1980) Inc St-Léonard Qué	457,903
• Vac-Aero International Inc Oakville Ont	245,000
• Vadeko International Inc Mississauga Ont	183,431
• Varian Canada Microwave Products Georgetown Ont	380,168
• Velan Inc St-Laurent Montréal Qué	160,249
• Vide et Traitement Canada Inc Boucherville Qué	499,405
• Virtual Prototypes Inc Montréal Qué	233,044
• VRA Precision Inc Oakville Ont	109,811
• York Structural Steel Ltd Fredericton N-B	337,957

Contributions en vertu du programme d'aide à l'industrie de la construction navale $7,709,080

• Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N	1,160,421
• Saint John Shipbuilding Ltd Saint John N-B	4,877,184
• Vancouver Shipyards Co Ltd North Vancouver C-B	1,057,324
• Vito Steel Boat & Barge Construction Ltd Delta C-B	390,000

Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien $4,167,782

	$
• ABB Combustion Systems Division Ottawa Ont	430,339
• Albert Sliwinski Ltd (AVON) Toronto Ont	175,622
• Collins & Aikman Inc Farnham Qué	121,414
• Compagnie Schenley Inc (LA) St-Honoré (Beauce) Qué	155,700
• Diachem Industries Inc Cap-de-la-Madeleine Qué	100,000
• Entreprises Beckwith-Bemis Inc Sherbrooke Qué	125,428
• Greb Inc Mississauga Ont	297,000
• Kohler Ltd Cornwall Ont	414,560
• Les Caoutchoucs Acton Ltée Montréal Qué	362,013
• Schenley Canada Inc Sallaberry-de-Valleyfield Qué	155,700
• SW Hooper & Co Ltd Sherbrooke Qué	712,213
• Societe du Port de Valleyfield Sallaberry de Valleyfield Qué	171,918
• The Coppley Noyes & Randall Ltd Hamilton Ont	291,196

Contributions en vue d'appuyer le programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest $2,233,743

• Burns Meats Ltd Winnipeg Man	1,808,344
• Carnation Foods Co Ltd Carberry Man	425,399

Contributions à des organismes sans but lucratif et à des activités commerciales en vue d'appuyer le tourisme $355,702

• The Conference Board of Canada Ottawa Ont	200,000
• World Tourism Organization Vancouver C-B	155,702

Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces $62,941,089

• Gouvernement de l'Alberta Edmonton Alb	7,371,985
• Albright & Wilson Americas Islington Ont	700,000
• Corner Brook Pulp & Paper Limited Corner Brook T-N	678,520
• Corporation Centre Alpin Mont-Edouard L'Anse St-Jean Qué	2,575,877
• Croisieres Navimex Inc Québec Qué	136,376
• Developpement Owl's Head Inc Mansonville Qué	661,597
• Domtar Fine Papers Ltd Montréal Qué	624,394
• Dowty Canada Limited Ajax Ont	2,293,688
• Elk Point Historical Society Elk Point Alb	116,361
• Fort Dunvegan Historical Society Fairview Alb	100,943
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	2,402,005
• Gouvernement du Yukon Whitehorse TY	204,715
• Great Escape Vacations Ltd Richmond C-B	170,415
• Harris Farinon Canada Inc Dorval Montréal Qué	662,501
• Himont Canada Inc Mississauga Ont	2,689,222
• Hockley Valley Resort Limited Orangeville Ont	2,265,136
• Hyundai Auto Canada Inc Markham Ont	11,500,000
• Laboratoires Nordic Inc Laval Qué	175,000
• Langdon Hall Ltd Toronto Ont	323,502
• Meewasin Valley Authority Saskatoon Sask	508,714
• Ministre des Finances du Manitoba Winnipeg Man	3,354,918
• Gouvernement de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	2,966,598
• Mitel Semicondutor Division Kanata Ont	503,276
• Mun Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père Pointe-au-Père Qué	135,090
• Municipalité Beebe Plain Beebe Qué	141,355
• Municipalité de Bromont Bromont Qué	999,068
• Municipalité de Côteau-du-Lac Côteau-du-Lac Qué	358,329
• Municipalité de Ste-Claire Qué	180,445
• Municipalité de Waterville Waterville Qué	151,092
• Municipalité Drummondville Drummondville Qué	667,249
• Municipalité Pointe-Claire Pointe-Claire Qué	242,406
• Municipalité St-André-d'Acton Acton Vale Qué	175,474
• Municipalité St-Augustin-de-Desmaures St-Augustin Qué	323,053
• Municipalité Stanstead Plain Stanstead Plain Qué	224,801
• Musée des Beaux-Arts de Montréal Montréal Qué	162,810
• Old Crow Industries Ltd Whitehorse TY	128,852
• Philips Electronics Ltd St-Laurent Qué	745,500
• Pinestone Inn & Country Club Markham Ont	233,484
• Regional Development Corporation Fredericton N-B	5,633,927
• Romzap Limited Niagara Falls Ont	1,873,885
• Saskatchewan Science Centre Inc Regina Sask	489,610
• Station Touristique Mt St-Sauveur Inc St-Sauveur-des-Monts Qué	145,000
• Tête du Lac Memphrémagog Magog Qué	922,965
• The Canadian Golf Foundation Oakville Ont	148,472
• Tourism Vancouver Vancouver C-B	396,843

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Gouvernement de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	187,748
• Ville d'Acton Vale Acton Vale Qué	1,264,426

Contributions au Conseil commercial Canada-Chine $200,000

Contributions en vertu du programme de mise en valeur de la technologie et du programme de recherche des possibilités technologiques en Europe $12,615,861

	$
• AMEC Halifax N-É	352,885
• Applied Microelectronics Institute Halifax N-É	338,000
• Atlantic Institute of Biotechnolgy Halifax N-É	507,242
• Cadmi Microelectronics Inc Fredericton N-B	107,000
• Canadian Industrial Innovation Centre Waterloo Ont	815,953
• Canadian Plastics Institute Don Mills Ont	327,500
• CDN. Advanced Industrial Materials Forum Toronto Ont	185,078
• Centre d'Innovation Ind de Montréal Qué	1,004,997
• Centre des Techno Textiles (QUE) Inc St-Hyacinthe Qué	826,526
• Centre International de Recherche Kirkland Qué	249,498
• Conseil de l'Industrie de l'Hydrogene Midland Ont	206,574
• DMR Group Inc Montréal Qué	288,487
• Gentec Inc Ste-Foy Qué	575,186
• Industrial Biotechnology Assoc of Canada Ottawa Ont	102,044
• Lumonics Inc Kanata Ont	1,015,843
• McMaster U Office of Research Services Ancaster Ont	797,187
• Medec Etobicoke Ont	735,340
• Mitec Ottawa Ont	193,478
• Société Microélectronique Inc Sherbrooke Qué	272,595
• Technology Database Waterloo Ont	153,550
• Unisearch Associates Inc Concord Ont	218,490
• Université du Qué à Rimouski (Technomar) Rimouski Qué	700,000
• Waterloo Centre for Process Development	140,000
• Welding Institute of Canada Oakville Ont	843,237
• Zenon Environmental Inc Burlington Ont	1,492,711

Contributions en vertu du programme de développement des systèmes de microélectroniques $9,376,977

	$
• Dynapro Systems Inc Vancouver C-B	122,896
• Electrohome Ltd Kitchener Ont	168,112
• Experts en Traitement de l'Information Montréal Qué	107,075
• Foundation Instruments Inc Nepean Ont	132,863
• Gandalf Data Limited Nepean Ont	1,127,597
• Gennum Corporation Burlington Ont	344,638
• Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B	453,175
• Measurex Inc Longueuil Qué	210,229
• MPR Teltech Ltd Burnaby C-B	757,133
• Myrias Research Corporation Edmonton Alb	426,545
• Newbridge Networks Corp Kanata Ont	5,000,000
• SAMI Windsor Ont	108,847
• Ultra Optec Inc Boucherville Qué	137,260
• Westronic Inc Calgary Alb	188,716

Contributions aux initiatives en vertu de la politique nationale d'entrepreneurship $1,463,049

	$
• Canada Opportunities Investment Network Toronto Ont	100,000
• Canadian Foundation for Econ Education Toronto Ont	332,998
• National Entrepreneurship Dev Institute Montréal Qué	613,108

Contributions aux technologies stratégiques $4,578,271

	$
• Canstar Sports Group Inc St-Jérôme Qué	106,473
• CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B	410,013
• General Composite Technology Limited Halifax N-É	447,925
• Inco Limited (Inco Tech Div) Toronto Ont	322,252
• Niagara Machine Products St Catharines Ont	968,864
• Precarn Associates Nepean Ont	374,066
• Sherritt Gordon Limited Fort Saskatchewan Alb	906,544
• Terra Nova Biotechnology Ltd. St John's T-N	198,961

Contributions au programme de la technologie de l'environnement du fleuve St-Laurent $123,408

	$
• John Meunier Inc Montréal Qué	123,408

Contributions aux campagnes sectorielles $5,918,891

	$
• Albright & Wilson Americas Islington Ont	379,914
• Apex Metals Inc Kitchener Ont	100,000
• BC Aquaculture Research & Devel Coun Vancouver C-B	178,000
• Bureau de Promotion des Ind du Bois Québec Qué	454,560
• Canadian ASE Ltd North York Ont	100,000
• Canadian Aquaculture Producers' Council Shediac N-B	155,000
• Canadian Association of Fish Exporters Ottawa Ont	172,737
• Canadian Centre for Fisheries Innovation St John's T-N	127,000
• Canadian Wine Institute Mississauga Ont	543,127
• Council of Forest Industries of BC Vancouver C-B	223,634
• Fisheries Council of British Columbia Vancouver C-B	273,750
• Fisheries Council of Canada Ottawa Ont	243,063
• Fletcher Challenge Canada Ltd Vancouver C-B	135,090
• MacMillan Bloedel Limited Vancouver C-B	126,594
• Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe Claire Qué	1,092,863
• Veltri Stamping Corporation Ottawa Ont	107,438
• Weyerhaeuser Canada Ltd Vancouver C-B	129,015

Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique $2,831,146

	$
• Curragh Resources Inc Toronto Ont	200,509
• East West Caribou Mining Ltd Bathurst N-B	614,985
• Eastern Gypsum Inc Fredericton N-B	494,712
• Louisiana-Pacific Canada Ltd Port Hawkesbury N-É	1,520,940

Contributions aux producteurs de bardeaux et planchettes refondues de la vallée du Fraser $1,703,675

	$
• BC Shake & Shingle Association Maple Ridge C-B	1,703,675

Contribution en vertu du programme d'information et de services $2,804,220

Contribution à l'Association canadienne des entreprises de géomatèque $18,000

Contribution à la Commission de développement économique de Sarnia-Lambton $65,555

Contributions pour le système d'automatisation de la marche des trains $878,420

	$
• CN Operations Montréal Qué	400,230
• Sel Division Alcatel Canada Inc Don Mills Ont	478,190

Contributions à Marine Industrie Limitée $6,216,580

	$
• Le Groupe Mil Inc Sorel Tracy Qué	6,216,580

Contribution pour les travaux de la division Trenton de la Société Hawker-Siddeley $8,674,382

	$
• Lavalin Trenton Works Inc Trenton N-É	8,674,382

Contributions au réseau de communications avançées de la Saskatchewan $4,799,999

Contributions du Canada à l'Institut national des technologies du magnésium $1,360,122

Contributions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques $859,527

	$
• Canadian Direct Marketing Association Don Mills Ont	100,000
• Canadian Institute of Food Science & Tech Ottawa Ont	100,000

Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $22,302,555

	$
• Santerams Valu-Marts Inc North York Ont	102,340
• Cunningham Regenald J Orangeville Ont	123,879
• Banque Toronto Dominion pour: Les Copeaux du St-Laurent Inc St-Laurent Qué	103,889
• Banque Nationale du Canada pour: 126903 Canada Bistro	101,909

Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises $36,603,847

	$
• BNY Leasing Corporation Windsor Ont	7,071,554
• Prucapital Management Inc Atlanta GA É-U	27,062,050
• Maislin Industries Limited Lasalle Qué	2,158,913
• Roynat Inc St John's T-N	250,000

Contribution à l'observatoire neutrino de Sudbury $1,550,000

	$
• Conseil National de recherches du Canada	1,550,000

Contribution pour l'expansion du Cleary International Centre $1,518,038

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Corporation of the City of Windsor Windsor Ont	1,518,038
Contribution au programme de la mise en valeur de la technologie—Matériaux industriels avançés $314,763	
• McMaster University Hamilton Ont	104,419
Contribution à l'Institut national d'optique Ste-Foy Qué $4,504,782	
Contribution au Commercial Arbitration Centre $25,000	
Contributions à l'Association canadienne des industries maritimes $51,731	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES $250,813,952	
Subventions en vertu du Programme de développement économique des Autochtones $156,000	
• University of Lethbridge Alb	156,000
Subventions au Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal $50,000	
• SociÉté de promotion et de consultation socio-économique du Sud-Ouest Montréal Inc Montréal Qué	50,000
Subventions à la Société de promotion et de consultation socio-économique de l'Est de Montréal $50,000	
• Société de promotion et de consultation socio-économique de l'Est de Montréal Inc Montréal Qué	50,000
Contributions en vertu du programme spécial de la région Laprade $16,689,551	
• Atelier d'usinage Marmen Inc Cap-de-la-Madeleine Qué	432,000
• Bernard Houle & Fils Inc Ste-Victoire-de-Sorel Qué	401,321
• CDM Lamines Inc Drummondville Qué	3,822,835
• Centre Nouvel-Air Matawinie (1987) St-Michel-des-Saints Qué	237,524
• Concept Eco Plein Air le Baluchon Inc St-Paulin Qué	575,746
• Corp Carrefour Cultu Tour de l'Erable Plessisville Qué	157,180
• Corp Municipale—Ville de Becancour Qué	185,659
• Corp Municipale de St-Narcisse Cte Champlain Qué	101,598
• Corp Municipale de Ste-Marthe du Cap Qué	218,017
• Disque Americ Inc Drummondville Qué	270,000
• Domaine Godefoy Inc Bécancour Qué	423,499
• Forano Inc Plessisville Qué	615,338
• GA Boulet Inc St-Tite Qué	147,262
• Groupe Laperriere & Verreault Inc Montréal Qué	315,000
• Hotel Manoir de Tilly Inc St-Antoine-de-Tilly Qué	123,911
• Industries de Plastiques Matraplast Inc Berthierville Qué	114,647
• Industries Lyster Inc Lyster Qué	132,958
• Laiterie Chalifoux Inc Sorel Qué	634,500
• Les Industries Niagara Lockport Qué Inc Warwick Qué	1,131,840
• Les Serres-Hypo-vie Inc Shipton Qué	948,497
• LFP (Canada) Inc Berthierville Qué	148,177
• Municipalité d'Arthabaska Qué	392,255
• Municipalité de Victoriaville Qué	174,000
• Musée des Religions Nicolet Qué	519,778
• Parc Marie-Victorin Inc Kingsey Falls Qué	142,944
• Scies Richelieu Inc (Les) St-Roch-de-Richelieu Qué	183,233
• Société Coop Agricole des Bois-Francs Victoriaville Qué	198,997
• Société des Amis du Moulin Michel Inc Gentilly Qué	107,680
• Station Touristique Val St-Côme Inc St-Côme Qué	307,205
• Teinture & Finition Coraltex Inc Berthierville Qué	169,591
• Venmar Ventilation Inc Drummondville Qué	297,000
• Ville de Cap-de-la-Madeleine Qué	164,268
• Ville de Sorel Qué	480,424
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario $7,214,239	
• Bavarian Meat Products Limited Callander Ont	225,000
• Bristol Machine Works Limited Sudbury Ont	229,500
• Brown's Concrete Products Limited Sudbury Ont	226,530
• Carriere Industrial Supply Ltd Cobalt Ont	114,750
• China Steel Limited Partnership Sault Ste Marie Ont	146,584

	$
• Cold Water Fisheries Inc Coldwater Ont	109,724
• Deak Resources Corporation Toronto Ont	243,833
• Dymond Clay Products Ltd Haileybury Ont	297,731
• Fabrene Inc Mississauga Ont	126,720
• Journal Printing Company Sudbury Ont	250,362
• Magnesium Refractories Ltd Toronto Ont	202,915
• Midcan Metal Processors Inc Cobalt Ont	110,907
• Mintronics Systems Corporation Corbeil Ont	125,283
• Multi-Care Systems Inc Sudbury Ont	122,880
• Neelon Casting Limited Sudbury Ont	160,988
• Norcast Inc Toronto Ont	142,440
• Powell Equipment (1978) Limited Winnipeg Man	116,785
• Rexwood Products Ltd New Liskeard Ont	129,085
• Spill Tech Industries Inc Mississauga Ont	138,000
• Stainless Steel Technology Sudbury Ont	127,500
• Thunder Sport Inc Thunder Bay Ont	146,475
• Uniroc Mfg Div of Atlas Copco Inc North Bay Ont	188,797
Contributions à l'infrastructure industrielle—Matane $14,825,850	
• OPDQ Québec Qué	3,540,750
• Ville de Matane Matane Qué	11,285,100
Contributions au Parc de haute technologie $201,761	
• Corp du Parc Technologique du Québec Ste-Foy Qué	201,761
Contributions en vertu du programme de développement du Bas St-Laurent et de la Gaspésie $1,606,401	
• Assoc Touristique Bas St-Laurent Inc Rivière-du-Loup Qué	115,968
• Association Touristique de la Gaspésie Ste-Flavie Qué	109,893
• Auberge de la Pointe Inc Rivière-du-Loup Qué	189,482
• Centre d'Interpretation de la Gaspésie New Richmond Qué	129,619
• Centre Interpretation Vents du Large Inc Cap-Chat Qué	404,640
• Chambre de Comm de Rivière-au-Renard Rivière-au-Renard Qué	110,426
• Restigouche Economic Dev Commission Inc Restigouche Qué	270,723
Contribution à la Municipalité de Sept-Îles Qué $2,317,875	
Contributions to the Centre d'initiative technologique de Montréal Qué $513,019	
Contributions en vertu du Programme économique des autochtones $68,317,020	
• Aboriginal Logging Limited Peace River Alb	268,227
• All Nations Development Corporation Ltd Kamloops C-B	750,000
• Apeetogosan (Metis) Development Inc Edmonton Alb	2,000,000
• Ashcroft Band Development Corporation Ashcroft C-B	119,576
• ASP George Duncan C-B	189,000
• Bella Bella Fisheries Ltd Waglisla C-B	537,303
• Big Sand Lake Lodge Ltd Lynn Lake Man	120,800
• Blood Tribe Agricultural Project Inc Stand Off Alb	1,159,512
• Bonneau Gene Buffalo Narrows Sask	100,000
• Calart Enterprises Bruce Mines Ont	143,771
• Campbell River Indian Band Dev Corp Campbell River C-B	3,086,523
• Canadian Resorts North Management Inc Winnipeg Man	296,983
• Canoe Lake Development Corporation Canoe Narrows Sask	198,450
• Cape Mudge Resort Ltd Quathiaski Cove C-B	1,256,873
• Chisasibi Enterprises Reg'd Chisasibi Qué	100,000
• Cochin Conference Centre Inc Cochin Sask	649,493
• Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué	1,225,000
• Conseil Montagnais de Natashquan Natashquan Qué	250,000
• Dana Naye Ventures Whitehorse TY	227,364
• Diversified Production Systems Ltd Winterburn Alb	177,000
• Eskasoni Economic Development Corp Eskasoni N-É	128,241
• First People's Development Fund Inc Fredericton N-B	1,677,950
• Fort Petroleum Corporation Fort Chipewyan Alb	145,000
• Future Land Communications Inc La Ronge Sask	100,000
• Gameti Motel Rae Lakes TN-O	149,062
• Garage Opitciwan La Tuque Qué	267,000
• George William Sanderson Wabowden Man	136,208
• God's River Development Corp God's River Man	163,441

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Goldent Salmon Farms Ltd. Campbell River C-B	109,499
• Indian Agri-Business Corp (359030) Calgary Alb	1,659,335
• Indian Agriculture Corp of Ontario Stirling Ont	216,331
• Kahnawake Loan Guarantee Fund Inc Kahnawake Qué	1,285,000
• Kasabonika Lake Community Devel Corp Kasabonika Lake Ont	163,320
• Kativik Investment Fund Inc Kuujjuaq Qué	1,800,000
• Kingsclear Indian Band Fredericton N-B	3,586,652
• Kitamaat Village Council Kitamaat C-B	371,710
• Kitselas Development Corporation Terrace C-B	121,466
• Lower Kootenay Guide Outfitters Ltd Creston C-B	191,868
• Lytton Hotel (1990) Limited Partnership Lytton C-B	216,503
• Magasin Communautaire Manawan Manawan Qué	124,534
• Magasin Communautaire de Mingan Mingan Qué	188,000
• Makaoo Mall Developments Limited Onion Lake Sask	228,600
• Manitoba Indian Agricultural Program Winnipeg Man	700,000
• Manitoba Metis Federation Inc Winnipeg Man	636,280
• Metis Econ Dev Foundation of Sask inc Regina Sask	260,010
• Montreal Lake Development Corporation Montreal Lake Sask	221,185
• Moose Band Development Corporation Moose Factory Ont	1,710,000
• Negoot-Gook Salmon Farm Ltd Perth-Andover N-B	243,030
• Nipissing Band Holding & Invest Company Sturgeon Falls Ont	455,104
• Nishnawbe-Aski Development Fund Toronto Ont	3,451,964
• Nuu Chah Nulth Economic Development Corp Port Alberni C-B	750,000
• North Country Wild Rice (1990) Ltd Winnipeg Man	299,942
• Nueltin Fly-In Lodges Ltd Morden Man	216,679
• NWT Metis Development Corporation Ltd Yellowknife TN-O	1,005,000
• OMAA Development Corporation Sault Ste Marie Ont	1,857,137
• Peguis Development Corporation Ltd Man	295,900
• Pine Creek Bison Ranches Ltd Camperville Man	166,903
• Port Hardy Cold Storage Company Hardy C-B	225,166
• PRP Inc Les Escoumins Qué	104,850
• Saskatchewan Indian Loan Company Ltd Regina Sask	500,000
• Siksika Economic Development Corporation Gleichen Alb	2,027,500
• Six Nations Development Corporation Ohsweken Ont	1,979,055
• Takla Development Corporation Fort St James C-B	144,000
• Teeslee Forest Products Ltd Fort St James C-B	1,039,558
• Tribal Councils Investment Group of Man Winnipeg Man	1,520,625
• Tribal Resource Development Corporation Prince Rupert C-B	2,280,085
• Uqqurmiut Inuit Artists Association Pangnirtung TN-O	352,000
• Warbim Enterprises Inc Fort Qu'Appelle Sask	106,190
• Waskaganish Mini-Mall Waskaganish Qué	152,817
• Wa-Wa-Taik Building Supplies Ltd Winnipeg Man	115,703
• Western Indian Lending Association Vancouver C-B	1,320,384
• White Bear Golf Course Estates Inc Carlyle Sask	576,000
• 169793 Canada Ltée Sillery Qué	807,300
• 419723 Alberta Ltd Duffield Alb	642,350
• 9003 Yukon Ltd Whitehorse TY	2,141,498
• 902800 NWT Limited Yellowknife TN-O	479,817
• 902848 NWT Ltd Yellowknife TN-O	461,545

Contributions au programmes de développement économique $12,164,742

• Ateliers Wood Inc Sept-Îles Qué	162,000
• Baie des Chaleurs Aquaculture Inc St-Omer Qué	400,032
• Bombardier Inc Div Transport Commun La Pocatière Qué	1,778,676
• Canmec Inc Chicoutimi Qué	195,754
• Coop des Trav Mecano-Soudoure Rimouski Qué	157,950
• Dexus Inc Toronto Ont	270,000
• Dolo-Mine Inc Guigues Qué	133,199
• Industries Couture Ltée Chicoutimi Qué	272,025
• Investissements Elmag Inc Montréal Qué	100,116
• Les Entreprises Charl-Pol Inc Ville de la Baie Qué	109,844
• Les Industries Saguenay Ltée Ville de la Baie Qué	207,138
• Les Produits Alba Inc Ville de la Baie Qué	144,669
• Les Profiles Extruco Jonquière Qué	251,263
• Les Serres Cooperatives de Guyenne Guyenne Qué	204,670
• Les Tourbières Premier Ltée Rivière-du-Loup Qué	622,520
• Location B Allard Inc Chicoutimi Qué	292,500
• Metal-7 Inc Sept-Îles Qué	159,947
• Plastiques PMP Inc Dégélis Qué	245,725
• Scieries Saguenay Ltée Ville de la Baie Qué	157,500
• Serres Lacoste Enr (LES) Les Éboulements Qué	135,020
• Societe des Tech de l'Aluminium Stas Chicoutimi Qué	118,080
• Soudures et Chaines Pedno Inc Laterrière Qué	114,527
• Temlam Inc Rouyn-Noranda Qué	952,500
• Tulinor Inc Grandes Bergeronnes Qué	608,556
• 2738-6747 Québec Inc Forestville Qué	226,800

Contributions à l'amélioration de la productivité manufacturière $7,977,603

• Ancor Granite Tile Inc Montréal Qué	233,324
• Asten Canada Inc Valleyfield Qué	188,000
• Canada Plastic Containers Limited Lachine Qué	256,145
• ERA Display Co Ltd St-Laurent Qué	109,800
• Eastern Die Casting Inc St-Laurent Qué	104,712
• Granicor Inc St-Augustin-de-Québec Qué	270,000
• Hymac Ltd Chomedey Laval Qué	165,051
• I Miller Shirts Inc Montréal Qué	153,937
• Industries Keystone (1970) Ltée Ville St-Laurent Qué	127,969
• Industries Unigear Inc (LES) Baie d'Urfe Qué	217,268
• Intl Photo-Chemicals (Canada) Inc St-Jean-sur-Richelieu Qué	116,209
• Karhu Canada Inc Cowansville Qué	147,240
• Laiterie Chalifoux Inc Sorel Qué	135,000
• Lamour Industries Montréal Qué	450,000
• Landes Canada Inc Granby Qué	101,475
• Les Jeux de Cartes Graphica Inc Sherbrooke Qué	111,303
• Les Jouets Ritvik Toys Inc Dorval Qué	179,872
• Les Produits Alimentaires Cortina Inc Ste-Foy Qué	236,301
• Nutech Inc Disraeli Qué	150,000
• Outils BGR Inc Charny Qué	134,293
• Pillsbury Canada Limited Markham Ont	268,816
• Produits Quatre Etoiles Inc Québec Qué	114,061
• Snyder et Fils Inc Bedford Qué	138,600
• Splend'Or Industries Ltd Montréal Qué	154,356
• SR Telecom Inc St-Laurent Qué	176,089
• Texel Incorporated St-Élzear Beauce Qué	303,525
• Usinatech Inc Melbourne Qué	106,681
• Vêtements Louis Garneau Inc St-Augustin-de-Desmaures Qué	143,223

Contributions au programme de relance économique de l'Est de Montréal $5,275,477

• Bonneterie Avalon Ltée Montréal Qué	137,099
• Industries Pierre Fournelle Ltée (Les) Montréal Qué	256,306
• Johnson & Johnson Inc Montréal Qué	1,120,000
• Lamiver Inc Orangeville Ont	740,070
• Manufacturier De Bas Iris Inc Montréal Qué	277,040
• Nalpac Company The Montréal Qué	102,017
• Proceco Industrial Machinery Ltd Montréal Qué	186,432
• Produits Cari-All Inc Montréal-Est Qué	180,000
• Produits de PlastiQué Age Inc Montréal Qué	352,260
• Québecolor (1990) Inc Montréal Qué	384,750
• Rubyco Mills Ltd Montréal Qué	120,034
• Specfast Inc Montréal Qué	164,621
• Zenon Environmental Inc Burlington Ont	192,951

Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs terminés $68,525,447

• A Lacroix & Fils Granit Ltée St-Sebastien Qué	278,000
• ACDS Systems Graphiques Inc Hull Qué	137,340
• Air Liquide Canada Ltée Montréal Qué	471,563
• American Iron & Metal Company Inc Montréal Qué	284,781
• Ansell Canada Inc Cowansville Qué	186,859
• Asten Canada Inc Valleyfield Qué	377,000
• Ber-Vac Inc Thetford Mines Qué	206,953
• Bestar Inc Lac Megantic Qué	341,325

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Can Mec Inc Chicoutimi-Nord Qué	103,015
• Canadian Oxygen Limited Winnipeg Man	2,160,000
• Canron Inc Pipe Division Montréal Qué	101,306
• Cascades Port Cartier Inc Port Cartier Qué	110,025
• CDM Lamines Inc Drummondville Qué	3,822,835
• Central Dynamics Limited Pointe Claire Qué	232,974
• Clairol CDA Div of Bristol-Myers CDA Lac Brome Qué	396,798
• Corporation Des Rubans Adhesifs Vibac Montréal Qué	185,625
• Dataradio Inc Îles-de-la-Madeleine Qué	200,710
• David Lord Limitée l'Assomption Qué	171,927
• Elcorsy Inc Ville St-Laurent Qué	196,239
• Entreprises Rene Palardy & Fils Ltée (LES) St-Damase Qué	196,499
• Équipement Militaire Mil-Quip Inc Napierville Qué	133,096
• Eurobec Métal Limitée Lachute Qué	307,908
• Exeltor Inc Bedford Qué	210,588
• Forano Inc Plessisville Qué	369,204
• Fre Composites Inc St-André Est Qué	486,224
• GE Locomotives Canada Montréal Qué	600,618
• Gerard Crete et Fils Proulxville Qué	199,467
• Glaverbec Inc St-Augustin-de-Desmaures Qué	13,500,000
• Granirex Inc Thetford-Mines Qué	3,350,851
• Granitslab International Inc Stanstead Qué	596,795
• Groupe Procycle Inc St-Georges-Est(Beauce) Qué	410,765
• Hafner Inc Granby Qué	274,488
• Harricana metal Inc Amos (Abitibi) Qué	103,479
• Hayes-Dana Inc Magog Qué	458,996
• Hercules Canada Inc Mississauga Ont	504,689
• Heroux Inc Longueuil Qué	421,497
• Huntingdon Mills Ltd Huntingdon Qué	149,517
• Hymac Ltd Chomedey (Laval) Qué	272,438
• Ideal Equipment Co Ltd Montréal Qué	136,064
• Ilco Unican Inc Montréal Qué	171,180
• Imprimerie Trans-Continentale Inc Ville St-Laurent Qué	317,399
• Industries Couture Ltée Chicoutimi Qué	185,277
• Industries de Plastiques Matraplast Inc Berthierville Qué	114,647
• Industries Metcoat Inc Grantham-Ouest Drummondville Qué	184,367
• IPL Inc St-Damien Qué	1,198,634
• Johnson & Johnson Inc Montréal Qué	1,451,911
• Karhu Canada Inc Cowansville Qué	260,617
• Kruger Inc Montréal Qué	710,991
• Lachance & St-Georges Inc Ste-Émelie-de-l'Énergie Qué	102,763
• Laiterie Chalifoux Inc Sorel Qué	476,550
• Le Granite National Ltée Alma (Lac St-Jean Est) Qué	121,864
• Les Aliments Wong Wing Inc Montréal Qué	425,057
• Les Croustilles Yum Yum Enr Warwick Qué	148,750
• Les Fromages Saputo Ltée St-Léonard Qué	383,907
• Les Industries Amisco Ltée L'Islet Qué	399,788
• Les Produits Forestiers Bellerive KA'N'E' Mont-Laurier Qué	609,349
• Matrox Electonic Systems Ltd Dorval Qué	1,938,587
• Memotec Data Inc Montréal Qué	263,037
• Meubles Daveluyville Ltée Daveluyville Qué	245,630
• Monsanto Canada Inc Mississauga Ont	114,964
• Mux Lab Inc St-Laurent Qué	201,984
• Nilus Leclerc Inc L'Isletville Qué	141,427
• Orthofab Inc Québec Qué	174,431
• Paris Star Knitting Mills Inc Montréal Qué	221,640
• Peerless Carpet Corporation Acton Vale Qué	447,335
• Peerless Electric Co Ltd Lasalle Qué	121,408
• Plastibec Ltée Ste-Thérèse Qué	152,810
• Positron Industries Inc Montréal Qué	332,850
• Poulies Maska Inc Ste-Claire Qué	123,820
• Power Battery Inc Iberville Qué	154,842
• Prelco Inc Rivière-du-Loup Qué	172,538
• Prevost Car Inc Ste-Claire Qué	1,096,531
• Produits Forestiers Tembec (1990) Inc Bearn Qué	294,244
• Produits Isolofoam (LES) Beauce Qué	202,000
• Produits Multifoam International Inc St-Nicéphore Qué	152,876
• R&M Metal Inc Dollard des Ormeaux Qué	109,462
• Rock of Ages Canada Ltd Beebe Qué	162,913
• ROTO-SNA Inc Thetford Mines Qué	297,841
• Siemens Electric Limitée Drummondville Qué	201,618
• Socadia Ltée Sherrington Qué	192,873
• Sr Telecom Inc St-Laurent Qué	1,082,597
• Techno-Peche Inc Cap-Chat Qué	163,524
• Textiles Gildan Inc (LES) St-Laurent Qué	392,344
• Unifix Coatings (1986) Inc Bromont Qué	1,026,563
• Valmet-Dominion Inc Lachine Qué	6,925,472
• Vetements Peerless Inc (LES) Montréal Qué	108,748
• Voice & Data Systems Inc Montréal Qué	362,538
• Waterville TG Inc Waterville Qué	1,285,767

Contribution au Centre de Création d'Entreprise d'Alma $144,483

Contributions en vertu du programme Entreprise Atlantique $596,657

• Auberge Madeli Inc Îles-de-la-Madeleine Qué	106,822
• JD Irving Ltd Saint John N-B	189,992

Contribution en vertu du programme de développement touristique aux Îles-de-La-Madeleine $11,496

Contributions en vertu du programme Laprade/Thetford Mines $3,890,556

• Ber-Vac Inc Thetford Mines Qué	165,563
• Granirex Inc Thetford-Mines Qué	3,350,851
• ROTO-SNA Inc Thetford Mines Qué	178,705
• Soc Histor et Cultur d'East-Broughton Qué	100,143

Contributions à la Corporation de développement économique Saguenay/Lac St-Jean $205,000

Contribution au Centre des Plastiques de Bellechasse Qué $357,519

Contribution à l'Aluminerie Alouette Qué $25,583,660

Contribution au Conseil Régional Concertation/Dev Saguenay/Lac St-Jean $44,631

Contribution au Centre international de conférence de Montréal Qué $431,243

Contribution au Inno-Centre Québec $100,000

Contribution en vertu du programme du Parc des Isles $2,303,260

• Planification & Consultation de Montréal Montréal Qué	2,303,260

Contribution en vertu du programme de relance industrielle pour le Sud-Ouest de Montréal $62,840

Contributions en vertu des ententes de développement du Nord—Colombie-Britannique, Saskatchewan et Manitoba $2,061,937

• Ministre des Finances du Manitoba Winnipeg Man	1,699,752

Contributions au Programme de recherche et de défense des intérêts des autochtones $763,283

• Metis National Council Secretariat Inc Saskatoon Sask	124,904

Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole pour la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et le Manitoba $2,720,672

• Ahousaht Band Community Hall Ahousaht C-B	166,731
• Kitasoo Band Council Klemtu C-B	112,694
• Minister of Finance of Manitoba Winnipeg Man	244,054
• Skeetchestyn Indian Band Savona C-B	120,189

Contribution à la Corporation du Festival des Montgolfières du Haut Richelieu Qué $150,000

Contribution au International Film Market Montréal Qué $250,000

• Marche Int'l du Film de la TV et Video Montréal Qué	250,000

Contribution en vertu du programme d'appui pour des activités de développement régional au Québec $922,116

• L'Association promotion Designers Québec Montréal Qué	209,000

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• La Médiathèque du Design Inc Montréal Qué	150,000
• Le Groupe expositions Montréal Qué	195,805

Contribution á la Baie des Chaleurs Aquaculture Inc $3,800,000

• Baie des Chaleurs Aquaculture Inc St-Omer Qué	3,800,000

Contribution en vertu du Plan de développement de l'Est du Canada —Secteur industriel $302,887

Contribution au Commercial Arbitration Centre $25,000

Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces $195,000

• Secretariat aux Aff Interg Canadiennes Québec Qué	195,000

Contribution à la Société en Commandite Soccrent $6,727

Agence spatiale canadienne $18,701,000

Subvention à la Fondation canadienne pour l'Université internationale de l'espace $250,000

• Fondation canadienne pour l'Université internationale de l'espace	250,000

Contribution du Canada au budget général de l'Agence spatiale européenne $7,092,000

• Agence spatiale européenne Paris France	7,092,000

Contribution du Canada pour le programme préparatoire d'observation de la Terre $1,172,000

• Agence spatiale européenne Paris France	1,172,000

Contribution du Canada pour le programme relié au satellite européen de télédétection $2,685,000

• Agence spatiale européenne Paris France	2,685,000

Contribution du Canada pour le programme de développement et d'expérimentation de véhicules spatiaux et de charges utiles (PSDE) $1,448,698

• Agence spatiale européenne Paris France	1,448,698

Contribution au programme Olympus de l'ASE $1,545,000

• Agence spatiale européenne Paris France	1,545,000

Contribution du Canada à l'Agence spatiale européenne aux fins de participation du Canada au programme de Satellite de télédétection-2 (ERS-2) $2,420,000

• Agence spatiale européenne Paris France	2,420,000

Contribution du Canada à l'Agence spatiale européene pour le programme de systèmes et de technologie de pointe $188,127

• Agence spatiale européenne Paris France	188,127

Contribution du Canada à l'Agence spatiale européene pour pour le programme de mission de technologie et de relais de données $907,000

• Agence spatiale européenne Paris France	907,000

Contribution du Canada à l'Agence spatiale européene pour la mission d'observation de la Terre sur orbite polaire $993,175

• Agence spatiale européenne Paris France	993,175

Conseil national de recherches du Canada $117,753,843[5]

Subvention à l'Université Carleton pour la recherche en physique des particules $6,000,000

• Carleton University Ottawa Ont	6,000,000

Affiliations internationales $727,836

• Bureau International des Poids et Mesures Paris France	350,235

Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités $3,682,000

	$
• Ville de Gloucester Gloucester Ont	159,144
• Ville de Halifax Halifax N-É	148,721
• Ville de St John's St John's T-N	432,188
• Ville de Saskatoon Saskatoon Sask	153,387
• Ville de Winnipeg Winnipeg Man	558,222
• Corporation Township of Ramsay Almonte Ont	124,649
• District de Saanich C-B	114,897
• St John's School Tax St John's T-N	131,320
• Ville de Boucherville Boucherville Qué	158,053
• Ville de Montréal Montréal Qué	601,530

Université Queen's—Observatoire à neutrino de Sudbury $3,750,000[5]

• Université Queen's Kingston Ont	3,750,000

Contribution pour la mise au point et l'exploitation initiale d'un réseau informatique national, CA*net, pour des chercheurs canadiens $800,000

• Université de Toronto Toronto Ont	800,000

Aide à l'Université de la Colombie-Britannique pour l'exploitation d'un centre de recherche sur les avalanches $50,000

Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés $168,000

• Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés Toronto Ont	168,000

Contributions à des entreprises canadiennes pour acquérir, développer et exploiter des innovations technologiques $48,389,738

• ADI Diagnostic Rexdale Ont	208,812
• Aepos Technologies Corporation Nepean Ont	153,870
• AIT Corporation Nepean Ont	141,908
• ASAHI Electronics Inc Markham Ont	154,706
• BEL-Tronics Limited Mississauga Ont	320,058
• BCW Systems Ltd Richmond Hill Ont	139,913
• Biomira Inc Edmonton Alb	738,181
• Canada Wire and Cable Ltd Don Mills Ont	749,987
• Canadian Association of Animal Breeders Oxford Mills Ont	193,517
• Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont	230,828
• Canadian Audio Research Consortium Scarborough Ont	123,140
• Cimtech-Microdynamics Inc Trenton Ont	131,175
• CME Telemetrix Inc Waterloo Ont	120,000
• Connaught Research Institute Willowdale Ont	358,571
• Continental Pharma Cryosan Inc Montréal Qué	345,107
• CUICAC-Supercon Hamilton Ont	148,288
• DBA Communication Systems Inc North Vancouver C-B	283,913
• Diagnospine Recherche Inc Montréal Qué	187,864
• Dipix Technologies Inc Nepean Ont	150,525
• Dynapro Systems Inc Vancouver C-B	107,316
• EBA Engineering Consultant Ltd Edmonton Alb	111,927
• Export Packers Co Limited Bramalea Ont	192,022
• F&C International Canada Ltd Cobourg Ont	101,395
• FARABI Corp St-Laurent Qué	104,550
• Gandalf Data Limited Nepean Ont	134,703
• Garst Seed Company Winnipeg Man	219,139
• Gelda Scientific & Industrial Dev Inc Mississauga Ont	113,317
• General Sea Harvest Corporation Vancouver C-B	222,124
• Health Resource Management Ltd Edmonton Alb	105,778
• Hemosol Inc Etobicoke Ont	258,454
• Hybrid Turkeys Inc Kitchener Ont	133,401
• Innovac International Inc Richmond C-B	107,676
• Institut Rosell Inc Montréal Qué	136,135
• Joh Rubber Inc Leamington Ont	180,079
• Joldon Diagnostics Scarborough Ont	135,004
• King Agro Inc Chatham Ont	253,008
• Kronem Systems Inc Mississauga Ont	335,714
• Les Tourbières Premier Ltée Rivière-du-Loup Qué	100,225
• Liburdi Engineering Ltd Hamilton Ont	232,431
• Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont	132,686
• Maple International Corporation St John's T-N	106,000
• Microscan Imaging and Instrumentation Inc Vancouver C-B	300,999
• Mitec Integrated Circuits Ltd Pointe-Claire Qué	176,201
• Noranda Technology Centre Pointe-Claire Qué	152,458
• Nutech Energy Systems Inc London Ont	186,201
• Oerus Corporation Ltd Richmond Ont	152,514
• Pioneer Hi-Bred Production Ltd Chatham Ont	321,398
• Prairie Malt Ltd Biggar Sask	148,200
• Precarn Nepean Ont	290,000
• Pthalo Systems Inc Burnaby C-B	114,961
• Quadra Logic Technologies Inc Vancouver C-B	195,515

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• Safer Ltd Victoria C-B	167,789
• Servo-Robot Inc Boucherville Qué	304,322
• Softwords (Computer Assisted Learning) Victoria C-B	100,153
• Solid State Optoelectronics Consortium Inc Kanata Ont	403,892
• Sound Linked Data Inc Mississauga Ont	142,928
• SR Telecom Inc St-Laurent Qué	239,154
• SSPA Microwave Corp Mississauga Ont	178,652
• Standard Aero Ltd Winnipeg Man	151,730
• Syncrude Canada Ltd Edmonton Alb	176,069
• TECHFORCE Inc St Catharines Ont	129,458
• Techno Scientific Inc Woodbridge Ont	166,753
• TECNED International Île-Bizard Qué	130,582
• Telesystems SLW Inc Don Mills Ont	144,000
• Terra Energy Ltd Calgary Alb	133,348
• The Heart Institute Research Trust Ottawa Ont	500,000
• Trojan Technologies Inc London Ont	199,701
• United Grain Growers Ltd Winnipeg Man	125,371
• Wardrop Engineering Ltd Winnipeg Man	120,763
• Ztest Electronics Inc Mississauga Ont	272,704

Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie $16,065,051

• Alberta Microelectronics Centre Edmonton Alb	182,811
• Alberta Research Council Edmonton Alb	1,518,391
• Association of consulting Engineers Ottawa Ont	719,699
• BCIT Burnaby C-B	171,724
• BC Research Vancouver C-B	894,876
• Canadian Construction Association Ottawa Ont	1,271,704
• Canadian Industrial Innovation Waterloo Ont	168,966
• Canadian Institute of Fisheries Tech Halifax N-É	165,545
• Canadian Plastic Institute Toronto Ont	166,504
• Centre Innovation Industriel Montréal Qué	184,654
• Construction Technology Centre Fredericton N-B	222,100
• CRIQ Ste-Foy Qué	1,093,409
• Forintek Canada Corporation Vancouver C-B	294,274
• Groupement Québecois d'Entre Drummondville Qué	141,333
• Holland College School of Technology Charlottetown Î-P-É	140,613
• Manitoba Research Council Winnipeg Man	715,606
• New Brunswick Research & Production Fredericton N-B	577,839
• Newfoundland & Labrador Development Corporation St-John's T-N	301,814
• Nova Scotia Research Foundation Dartmouth N-É	636,860
• ORTECH International Mississauga Ont	875,629
• Î-P-É Food Technology Centre Charlottetown Î-P-É	100,372
• Royal Architechtural Institute Ottawa Ont	374,614
• Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask	1,051,360
• Science Council of BC Burnaby C-B	200,000
• Simon Fraser University Burnaby C-B	120,886
• University of Guelph Guelph Ont	184,140
• University of Manitoba Winnipeg Man	120,449
• Welding Institute of Canada Oakville Ont	233,183

Contributions à l'Agence spatiale européenne—Programme Hermès $1,420,002

• Agence spatiale européenne Paris France	1,420,002

Contributions à des exécutants extra-muraux dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie $3,900,540

• Allelix Biopharmaceuticals Inc Mississauga Ont	797,620
• BC Research Vancouver C-B	346,124
• Bio-Mega Inc Laval Qué	270,589
• Biomira Inc Edmonton Alb	572,450
• Chembiomed Edmonton Alb	141,048
• Fenwick Laboratories Ltd Halifax N-É	137,933
• Groupe Sanivan Inc Anjou Qué	108,454
• Health Sciences Center Winnipeg Man	184,000
• Hypercube Inc Cambridge Ont	145,087
• Lavalin Paques Willowdale Ont	283,877
• Pulp & Paper Research Institute	255,239
• Xerox Research Center of Canada Mississauga Ont	127,792

Centre national et réseau d'information sur la technologie de la production industrielle $500,000

• Association des manufacturiers canadiens Toronto Ont	500,000

	$
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii $3,541,366	
• Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii Hawaii É-U	3,541,366
Universités de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, Simon Fraser et Victoria pour la réalisation du projet TRIUMPH $26,509,985	
• Universités de: l'Alberta Edmonton Alb; de la Colombie-Britannique Vancouver C-B; Simon Fraser Vancouver C-B; et Victoria Victoria C-B	26,509,985
Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell $2,224,183	
• Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni Londres Angleterre	2,224,183

Institut canadien du film $76,860

Appui à des conférences scientifiques et techniques $1,500

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $448,832,000

Subventions et bourses accordeés à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié en sciences naturelles et en génie $448,832,000

• L W Aarssen Kingston Ont	321,500
• M G Abouhaidar Toronto Ont	103,540
• R G Ackman Halifax N-É	168,100
• V K Agarwal Montréal Qué	328,943
• P C Aitcin Sherbrooke Qué	2,414,729
• J H Allen St John's T-N	242,000
• H Alper Ottawa Ont	258,451
• I Altosaar Ottawa Ont	146,400
• E C Alyea Guelph Ont	121,499
• P R Amyotte Halifax N-É	104,332
• R J Andersen Vancouver C-B	143,501
• M P Andrews Montréal Qué	102,772
• J Angeles Montréal Qué	251,573
• J Arkani-Hamed Montréal Qué	129,117
• R L Armstrong Vancouver C-B	138,200
• R L Armstrong Fredericton N-B	149,466
• J T Arnason Ottawa Ont	170,998
• R Aroca Windsor Ont	274,235
• H W Arthurs North York Ont	142,444
• A Astbury Victoria C-B	426,000
• D L Atherton Kingston Ont	175,000
• D A Axen Vancouver C-B	118,000
• L A Babiuk Saskatoon Sask	1,063,245
• D C Bailey Toronto Ont	100,213
• M H I Baird Hamilton Ont	110,500
• M D Baker Guelph Ont	111,710
• G Ballivy Sherbrooke Qué	128,120
• G M Bancroft London Ont	244,600
• J W Bandler Hamilton Ont	137,680
• A D Bandrauk Sherbrooke Qué	141,535
• N Banthia Ste-Foy Qué	156,425
• J F Barker Waterloo Ont	108,000
• S C H Barrett Toronto Ont	101,411
• J Barrette Montréal Qué	244,000
• R H Barels Waterloo Ont	181,368
• Z S Basinski Hamilton Ont	207,966
• W R Bates Ottawa Ont	103,148
• A Bazergui Montréal Qué	164,086
• A Bazergui Montréal Qué	227,527
• J C Beatty Waterloo Ont	125,658
• C Beaumont Halifax N-É	136,026
• H A Becker Kingston Ont	423,500
• G D Bellward Vancouver C-B	103,567
• A J Berlinsky Hamilton Ont	317,175
• M J Bertrand Montréal Qué	205,297
• M A Bérubé Ste-Foy Qué	174,000
• K J Betteridge Guelph Ont	172,307
• T J Beveridge Guelph Ont	180,122

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• W D Berversdorf Guelph Ont	119,734
• J D Bewley Guelph Ont	229,517
• V Bhargava Victoria C-B	124,400
• E Bilgen Montréal Qué	163,331
• R Billington Saskatoon Sask	158,000
• G M Birtwhistle Calgary Alb	190,180
• M W Blades Vancouver C-B	248,729
• I F Blake Waterloo Ont	428,709
• M L Blostein Montréal Ont	2,632,000
• E Blumwald Toronto Ont	149,500
• G V Bochmann Montréal Qué	354,493
• W J Bock Hull Qué	125,242
• B A Bohm Vancouver C-B	134,755
• H I Bolker Vancouver C-B	3,512,200
• J R Bond Toronto Ont	282,031
• L Bonneviot Ste-Foy Qué	169,994
• K S Booth Vancouver C-B	184,460
• J H Borden Burnaby C-B	226,651
• E F Borra Ste-Foy Qué	130,500
• G J Borradaile Thunder Bay Ont	101,376
• T K Bose Trois-Rivières Qué	104,781
• R G Bosisio Montréal Qué	541,146
• M I Boulos Sherbrooke Qué	310,146
• P I P Boulton Toronto Ont	351,473
• T M Bray Guelph Ont	103,706
• J Brebner Montréal Qué	249,499
• A S Bregman Montréal Qué	111,044
• M J Brett Edmonton Alb	102,134
• C Breuil Vancouver C-B	147,000
• J K Brimacombe Vancouver C-B	407,498
• C E Brion Vancouver C-B	241,365
• N Brisson Montréal Qué	117,839
• M A Brook Hamilton Ont	116,520
• A C Brown Montréal Qué	167,370
• D L Brown Ottawa Ont	198,397
• G G Brown Montréal Qué	159,040
• J A Brown St John's T-N	113,271
• P W Brumer Toronto Ont	105,000
• D A Bryman Vancouver C-B	680,216
• H A Buckmaster Calgary Alb	113,899
• R J A Buhr Ottawa Ont	124,295
• R T Bui Chicoutimi Qué	733,200
• E Buncel Kingston Ont	154,550
• F L Bunnell Vancouver C-B	154,355
• R B Bunt Saskatoon Sask	109,295
• W Bushuk Winnipeg Man	343,896
• H A Bussey Montréal Qué	165,798
• M Butler Winnipeg Man	184,660
• J A Buzacott Waterloo Ont	170,750
• A Cabana Sherbrooke Qué	120,313
• M Cada Halifax N-É	141,000
• D Caldwwell Saskatoon Sask	303,878
• T S Cameron Halifax N-É	193,918
• R G Campanella Vancouver C-B	221,080
• Canadian Council on Animal Care Ottawa Ont	500,000
• Canadian Microelectronics Corp Kingston Ont	4,300,000
• H S Caplan Saskatoon Sask	199,255
• A Cardinal Ste-Foy Qué	120,000
• R Carignan Ste-Foy Qué	110,706
• R K Carnegie Ottawa Ont	635,000
• R Carpentier Trois-Rivières Qué	128,596
• P J Carreau Montréal Qué	147,000
• D D Cass Edmonton Alb	106,550
• D T Cassidy Hamilton Ont	132,500
• N J Cercone Burnaby C-B	122,611
• E Cerny Montréal Qué	314,182
• A Chakma Calgary Alb	113,198
• R L Chase Vancouver C-B	218,600
• A Chatt Halifax N-É	124,248
• M C Chaturvedi Winnipeg Man	255,074
• J A Cherry Waterloo Ont	152,300
• R F Childs Hamilton Ont	138,301
• J Chin Montréal Qué	100,559
• S L Chin Ste-Foy Qué	121,065
• T Chivers Calgary Alb	104,740

	$
• E Chornet Sherbrooke Qué	247,500
• R J Christopherson Edmonton Alb	115,677
• K T Chuang Edmonton Alb	234,950
• P Chylek Halifax N-É	247,210
• M T Clandinin Edmonton Alb	138,870
• H C Clark Halifax N-É	154,273
• J I Clark St John's T-N	354,824
• F H Clarke Montréal Qué	438,000
• G Cloutier Montréal Qué	210,039
• R M Clowes Vancouver C-B	4,623,967
• M Cocivera Guelph Ont	110,530
• L L Cogger Calgary Alb	6,005,858
• M F Collins Hamilton Ont	299,243
• M P Collins Toronto Ont	209,300
• S Collins Waterloo Ont	124,023
• D R Conn Hamilton Ont	197,757
• J Conradi Edmonton Alb	627,480
• B E Conway Ottawa Ont	379,758
• F Cooke Kingston Ont	116,620
• J W Costerton Calgary Alb	714,800
• B Cox Toronto Ont	178,500
• B A Croy Guelph Ont	153,917
• M Csorgo Ottawa Ont	101,660
• J F Currie Montréal Qué	178,017
• A E Curzon Burnaby C-B	292,159
• J R Dahn Burnaby C-B	139,000
• L H Dao Ste-Foy Qué	151,056
• W R Datars Hamilton Ont	166,500
• A G Davenport London Ont	250,371
• P Davenport Edmonton Alb	389,592
• W S Davidson St John's T-N	105,720
• J A Davies Hamilton Ont	247,100
• D A Dawson Ottawa Ont	124,814
• F P Dawson Toronto Ont	144,500
• J M Dealy Montréal Qué	202,797
• D R Deibel St John's T-N	238,200
• G P Demopoulos Montréal Qué	162,019
• D T Dennis Kingston Ont	376,800
• S Desgreniers Ottawa Ont	145,993
• C W De Silva Vancouver C-B	130,539
• P Deslongchamps Sherbrooke Qué	148,810
• S B Dewan Toronto Ont	123,800
• J M Dewey Victoria C-B	101,203
• A P Dickin Hamilton Ont	673,235
• W T Dickinson Guelph Ont	153,000
• J I Dickson Montréal Qué	182,713
• J C Dill Burnaby C-B	169,530
• D G Dixon Waterloo Ont	111,699
• M A Dixon Guelph Ont	115,892
• C T J Dodson Toronto Ont	100,600
• J J Dodson Ste-Foy Qué	137,635
• D H Dolphin Vancouver C-B	193,800
• R Y Dong Brandon Man	125,720
• C J Douglas Vancouver C-B	123,293
• W J M Douglas Montréal Qué	136,690
• R G H Downer Waterloo Ont	258,371
• J E Drake Windsor Ont	134,400
• R A L Drew Montréal Qué	157,340
• E Dubois Ste-Foy Qué	138,200
• M DuBow Montréal Qué	105,520
• M J Dudas Edmonton Alb	106,617
• M A Duguay Ste-Foy Qué	128,044
• F A L Dullien Waterloo Ont	114,000
• G A M Dumont Vancouver C-B	198,573
• H B Dunford Edmonton Alb	132,300
• G Durocher Montréal Qué	167,051
• M B Dusseault Waterloo Ont	121,000
• T W D Edwards Waterloo Ont	323,012
• A Eisenberg Montréal Qué	377,070
• F Ellyin Edmonton Alb	106,200
• H A El Maraghy Hamilton Ont	166,885
• M I Elmasry Waterloo Ont	397,293
• J D Embury Hamilton Ont	261,160
• U Erb Kingston Ont	256,433
• R J Etches Guelph Ont	115,137

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• R D Evans Peterborough Ont	109,734
• G T Ewan Kingston Ont	578,000
• T Z Fahidy Waterloo Ont	105,925
• D D Falconer Ottawa, Ont	183,037
• A G Fallis Ottawa Ont	115,100
• R H Farquhar Ottawa Ont	145,799
• R Fedosejevs Edmonton Alb	254,684
• G Ferguson Guelph Ont	154,600
• C A Field Halifax N-É	111,505
• T M Finan Hamilton Ont	115,040
• J A Finch Montréal Qué	109,937
• J A Findlay Fredericton N-B	103,920
• D G Fisher Edmonton Alb	111,100
• D G Fleming Vancouver C-B	199,640
• D C Ford Hamilton Ont	132,180
• C W Forsberg Gulph Ont	248,418
• A Fournier Vancouver C-B	213,247
• L C Fowke Saskatoon Sask	285,177
• G R Foxcroft Edmonton Alb	123,530
• D Francis Montréal Qué	203,900
• J P Franck Edmonton Alb	352,185
• S K Frape Waterloo Ont	117,300
• M Fraser Calgary Alb	241,746
• W R Frisken North York Ont	191,300
• B J Fryer St John's T-N	146,800
• M D Fryzuk Vancouver C-B	220,676
• C A Fyfe Vancouver C-B	128,189
• W S Fyfe London Ont	151,326
• T M Fyles Victoria C-B	703,350
• S Gambarotta Ottawa Ont	219,500
• I Gargantini London Ont	223,848
• C J R Garrett Victoria C-B	115,331
• R F Garrison Toronto Ont	134,000
• I S Gartshore Vancouver C-B	142,840
• B D Gaulin Hamilton Ont	168,851
• R Gauvin Montréal Qué	225,340
• M Gervais Ste-Foy Qué	233,307
• T A Gill Halifax N-É	189,922
• B W Glickman North York Ont	317,910
• C M Gold St John's T-N	114,703
• G H Gonnet Waterloo Ont	210,180
• A Gosselin Ste-Foy Qué	130,000
• T E Gough Victoria C-B	4,325,181
• B Goulard Montréal Qué	103,000
• C K Govind Toronto Ont	101,110
• J Grant Halifax N-É	150,015
• D F Gray London Ont	102,000
• M R Gray Edmonton Alb	111,524
• B R Green Vancouver C-B	203,889
• B Greenwood Toronto Ont	202,456
• J Y Guigne St John's T-N	127,426
• J E Guillet Toronto Ont	185,250
• M G Guillot Ste-Foy Qué	113,190
• L V Gusta Saskatoon Sask	148,296
• R I L Guthrie Montréal Qué	394,000
• A A Haasz Toronto Ont	122,000
• W G Habashi Montréal Qué	200,876
• R L Haedrich St John's T-N	290,000
• B K Hall Halifax N-É	103,370
• J Hall St John's T-N	303,210
• E D Hallman Sudbury Ont	107,000
• M Hamelin Ottawa Ont	220,473
• A E Hamielec Hamilton Ont	223,101
• R E W Hancock Vancouver C-B	2,295,750
• S Hanessian Montréal Qué	450,000
• E H Hara Regina Sask	108,378
• W N Hardy Vancouver C-B	448,975
• D N Harpp Montréal Qué	187,772
• D A Harrington Victoria C-B	183,000
• P J Harrison Vancouver C-B	152,869
• R Harrop Burnaby C-B	126,400
• P D Harvey Sherbrooke Qué	116,487
• M D Hasinoff Vancouver C-B	252,500
• J W Haslett Calgary Alb	160,800
• O Hasser Burnaby C-B	279,000

	$
• F C Hawthorne Winnipeg Man	273,037
• A E Hay St John's T-N	107,255
• A S Hay Montréal Qué	144,220
• S Haykin Hamilton Ont	356,388
• M C Heath Toronto Ont	100,154
• P D N Hebert Guelph Ont	122,950
• W H Hendershot Montréal Qué	157,081
• H Henein Edmonton Alb	292,000
• B R Henry Guelph Ont	364,592
• J W Hepburn Waterloo Ont	352,859
• O Hertzman Halifax N-É	127,457
• C L Hew Toronto Ont	137,891
• P G Hill Vancouver C-B	134,914
• C Hillaire-Marcel Montréal Qué	794,611
• O Hindsgaul Edmonton Alb	100,074
• G E Hinton Toronto Ont	114,028
• Y Hiratsuka Edmonton Alb	127,500
• A Hirose Saskatoon Sask	234,510
• C Hiruki Edmonton Alb	105,037
• A P Hitchcock Hamilton Ont	100,860
• S V Hoa Montréal Qué	243,082
• P W Hochachka Vancouver C-B	173,370
• W J R Hoefer Ottawa Ont	116,500
• E Hoek Toronto Ont	178,314
• J L Holmes Ottawa Ont	119,520
• P A Horgen Toronto Ont	104,322
• G Horlick Edmonton Alb	109,600
• S E Hrudey Edmonton Alb	232,680
• J Hubert Montréal Qué	110,829
• N P A Huner London Ont	124,848
• W Hunte Montréal Ont	100,000
• A D Hunter Edmonton Alb	211,533
• I W Hunter Montréal Qué	102,534
• R K Ibrahim Montréal Qué	170,970
• R G Ingram Montréal Qué	133,500
• R J Ireland Sackville N-B	124,472
• M B Isman Vancouver C-B	127,450
• M R Ito Vancouver C-B	303,914
• G Ivany Saskatoon Sask	225,454
• G Ivany Saskatoon Sask	174,264
• M B Ives Hamilton Ont	164,700
• D G Ivey Edmonton Alb	133,431
• V N Iyer Ottawa Ont	149,192
• B R James Vancouver C-B	158,000
• N P James Kingston Ont	131,443
• J C Jamieson Winnipeg Man	678,632
• D S Jayas Winnipeg Man	118,250
• D J A Jenkins Toronto Ont	342,590
• M A Jenkins Kingston Ont	109,530
• S E Jensen Edmonton Alb	116,561
• R E Jervis Toronto Ont	108,000
• P E Jessop Hamilton Ont	101,306
• D L Johnston Montréal Qué	397,040
• C R Jolicoeur Sherbrooke Qué	183,890
• P A Jolliffe Vancouver C-B	131,820
• J J Jonas Montréal Qué	449,913
• D R Jones Vancouver C-B	108,974
• G Jones Vancouver C-B	212,000
• J B Jones Toronto Ont	191,408
• I J Jordan St John's T-N	248,386
• N G Juma Edmonton Alb	136,950
• G Just Montréal Qué	125,741
• P K Kaiser Sudbury Ont	148,175
• J Kalff Montréal Qué	258,782
• S C F Kaliaguine Ste-Foy Qué	137,000
• M R Kamal Montréal Qué	315,977
• J W Kamphuis Kingston Ont	136,550
• E R Kanasewich Edmonton Alb	208,200
• L W Kannenberg Guelph Ont	128,235
• H Kaplan Ottawa Ont	128,200
• K J Kasha Guelph Ont	180,219
• P Kebarle Edmonton Alb	106,358
• G Kenney-Wallace Hamilton Ont	298,901
• P J Kenniff Montréal Qué	142,396
• R Kerrich Saskatoon Sask	195,182

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• R F Kiefl Vancouver C-B	105,500
• D G Kilburn Vancouver C-B	159,877
• H W King Halifax N-É	120,135
• D W Kirk Toronto Ont	107,763
• P Kitching Edmonton Alb	355,000
• D Kluepfel Laval-des-Rapides Qué	142,800
• R H Kluger Toronto Ont	194,012
• E J Knystautas Ste-Foy Qué	125,000
• B E Kolb Lethbridge Alb	102,469
• G Kotovych Edmonton Alb	581,513
• J R Kramer Hamilton Ont	374,718
• L Krause Windsor Ont	135,000
• C J Krebs Vancouver C-B	456,796
• P J Krell Guelph Ont	125,922
• T E Krogh Toronto Ont	188,870
• H R Krouse Calgary Alb	114,700
• V D Krstic Kingston Ont	155,700
• S Kumar Saskatoon Sask	177,740
• D J Kushner Toronto Ont	145,203
• T K Kyser Saskatoon Sask	132,780
• H Laforge Chicoutimi Qué	139,526
• E Z Lajtai Winnipeg Man	100,150
• C H Langford Montréal Qué	241,225
• G Laporte Montréal Qué	238,025
• L W M Lau London Ont	289,554
• M Lautens Toronto Ont	120,551
• J D Lavers Toronto Ont	137,500
• P D Lawrence Vancouver C-B	136,329
• R M LeBlanc Trois-Rivières Qué	284,311
• P H LeBlond Vancouver C-B	709,674
• S J Lederman Kingston Ont	104,812
• W C Leggett Montréal Qué	6,506,181
• W J Leigh Hamilton Ont	133,685
• R U Lemieux Edmonton Alb	103,177
• J G Lenard Waterloo Ont	103,000
• R J Le Roy Waterloo Ont	177,672
• G B Lesins Halifax N-É	143,048
• J R Leslie Kingston Ont	112,000
• G L'Espérance Montréal Qué	249,875
• J Lessard Sherbrooke Qué	110,683
• L Lessard Montréal Qué	557,000
• H J Levesque Toronto Ont	127,487
• M D Levine Montréal Qué	166,970
• J G Levy Vancouver C-B	222,940
• C C Leznoff North York Ont	116,676
• H F Li Montréal Qué	153,295
• C A Lin Montréal Qué	106,025
• J Lipkowski Guelph Ont	151,626
• R List Toronto Ont	189,109
• A E Litherland Toronto Ont	230,000
• J W H Liu North York Ont	149,079
• J Locat Ste-Foy Qué	220,457
• C J L Lock Hamilton Ont	251,250
• M Locke London Ont	210,000
• K E Louden Halifax N-É	113,834
• J W Lown Edmonton Alb	136,294
• F Lustman Montréal Qué	125,000
• D B MacFarlane Montréal Qué	346,000
• R Maciejko Montréal Qué	145,000
• D Mackay Toronto Ont	162,696
• A F MacKenzie Montréal Qué	114,800
• G O Mackie Victoria C-B	131,699
• G M MacNabb Nepean Ont	6,805,000
• J Majithia Guelph Ont	125,000
• J G Malpas St John's T-N	200,435
• A H Manson Saskatoon Sask	104,000
• M M Mantei Toronto Ont	104,000
• N J Marchand Montréal Qué	144,619
• R H Marchessault Montréal Qué	316,535
• T B Marder Waterloo Ont	129,825
• A Margaritis London Ont	130,400
• T E Marlin Hamilton Ont	183,148
• R R Marquardt Winnipeg Man	114,797
• T A Marsland Edmonton Alb	232,834
• J F Martin Toronto Ont	1,852,100

	$
• L Martinu Montréal Qué	117,786
• L Mason Ste-Foy Qué	136,182
• R A Masut Montréal Qué	234,126
• S M S Mattar Fredericton N-B	138,193
• S J Matwin Ottawa Ont	180,418
• A W May St John's T-N	149,952
• A McAuley Victoria C-B	141,800
• E A McBean Waterloo Ont	142,750
• R A McClelland Toronto Ont	121,524
• J W McConkey Windsor Ont	261,360
• C D McCrosky Saskatoon Sask	112,721
• M E McCully Ottawa Ont	471,931
• A B McDonald Kingston Ont	3,327,000
• J E McInerney Victoria C-B	215,000
• N S McIntyre London Ont	474,450
• B D McKersie Guelph Ont	166,030
• A McLean Toronto Ont	140,000
• A B Mclean Kingston Ont	194,925
• J A McLean Vancouver C-B	227,400
• D F Measday Vancouver C-B	110,000
• R M Measures Toronto Ont	297,584
• A Mellors Guelph Ont	101,410
• H Ménard Sherbrooke Qué	132,000
• D A Meneley Fredericton N-B	172,313
• A J Merer Vancouver C-B	134,946
• P G Mezey Saskatoon Sask	116,360
• D M Miller Victoria C-B	143,000
• R E Miller Montréal Qué	100,000
• C A Mims Toronto Ont	346,300
• A K Misra Montréal Qué	104,990
• I V Mitchell London Ont	550,319
• K A R Mitchell Vancouver C-B	112,500
• V J Modi Vancouver C-B	106,620
• P B Moens North York Ont	115,444
• A F J Moffat Montréal Qué	119,325
• M Moisan Montréal Qué	120,820
• M M Moloney Calgary Alb	200,512
• R M Moore Halifax N-É	226,079
• T R Moore Montréal Qué	145,000
• M Moo-Young Waterloo Ont	317,145
• N R Morgenstern Edmonton Alb	165,000
• J Morisset Sherbrooke Qué	105,670
• I N Morrisson Winnipeg Man	142,027
• D S Morse Montréal Qué	115,997
• J T Mostaghimi Sherbrooke Qué	107,722
• E W Mountjoy Montréal Qué	104,360
• D B Muggeridge St John's T-N	144,450
• B D Murphy Saskatoon Sask	132,070
• K L Murphy Hamilton Ont	141,787
• L A Mysak Montréal Qué	171,031
• E Nagy Guelph Ont	160,618
• A Naimark Winnipeg Man	187,161
• S I Najafi Montréal Qué	105,854
• S Nakai Vancouver C-B	145,155
• M Nakhla Ottawa Ont	219,000
• A J Naldrett Toronto Ont	219,960
• National Science Foundation É-U	391,823
• L F Nazar Waterloo Ont	199,838
• K W Neale Sherbrooke Qué	101,500
• B E Nesbitt Edmonton Alb	113,500
• A W Neumann Toronto Ont	122,105
• M Newborn Montréal Ont	106,170
• A Ng Vancouver C-B	394,778
• F T T Ng Waterloo Ont	107,494
• P S Nicholson Hamilton Ont	188,500
• J Nicolas Sherbrooke Qué	114,430
• H Niki North York Ont	138,000
• T H North Toronto Ont	180,296
• P R Norton London Ont	293,455
• R K O'Dor Halifax N-É	132,660
• A C Oehlschlager Burnaby C-B	163,391
• A A Offenberger Edmonton Alb	126,000
• M Ogg Ottawa Ont	391,600
• W K Oldham Vancouver C-B	182,860
• J A Oleszkiewicz Winnipeg Man	167,318

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

	$
• K J Orians Vancouver C-B	433,000
• D P Ormrod Guelph Ont	129,880
• D O'Shaughnessy Ste-Foy Qué	203,738
• G L Ostiguy Montréal Qué	113,460
• J N Owens Victoria C-B	170,779
• G A Ozin Toronto Ont	179,000
• S A Page Winnipeg Man	143,000
• W J Page Edmonton Alb	162,257
• P Panangaden Montréal Qué	113,160
• J Paraszczak Ste-Foy Qué	120,000
• G N Patey Vancouver C-B	214,670
• S Payette Ste-Foy Qué	278,400
• G Pedersen London Ont	230,543
• T F Pedersen Vancouver C-B	141,415
• W Pedrycz Winnipeg Man	177,266
• D Pelletier Montréal Qué	162,196
• E Pelletier Ste-Foy Qué	111,442
• W R Peltier Toronto Ont	480,000
• A D Pelton Montréal Qué	119,000
• H Pépin Ste-Foy Qué	727,182
• L E Peppard Kingston Ont	113,500
• R E Peter Edmonton Alb	111,013
• R P Pharis Calgary Alb	128,405
• J E Phillips Vancouver C-B	102,382
• J P Phillips Guelph Ont	107,022
• M Piché Ste-Foy Qué	256,112
• E Piers Vancouver C-B	177,810
• M Pigeon Ste-Foy Qué	210,250
• M R Piggott Toronto Ont	101,200
• E H Pinnington Edmonton Alb	176,363
• J M Piret Vancouver C-B	112,500
• G G Poirier Ste-Foy Qué	335,270
• J C Polanyi Toronto Ont	362,882
• G S Pond Vancouver C-B	143,600
• R J Poole Montréal Qué	100,281
• D Poussart Ste-Foy Qué	153,546
• J D Prentice Toronto Ont	130,000
• E E Prepas Edmonton Alb	132,750
• J S Preston Hamilton Ont	176,000
• J R S Prichard Toronto Ont	748,674
• R L Probert Ottawa Ont	121,077
• R E Prud'homme Ste-Foy Qué	177,070
• R J Puddephatt London Ont	177,813
• R Racine Montréal Qué	136,000
• R M Raghuveer Winnipeg Man	114,736
• J Rajski Montréal Qué	346,984
• H Ramaswamy Montréal Qué	144,700
• R P Rand St Catharines Ont	194,114
• D J Randall Vancouver C-B	170,460
• M Renksizbulut Waterloo Ont	102,824
• K S Rezkallah Saskatoon Sask	104,631
• M A J Rigaud Montréal Qué	285,000
• R J Robertson Kingston Ont	119,701
• W Robertson Halifax N-É	125,000
• W D Roggensack Edmonton Alb	192,400
• D P O Rolfsen Vancouver C-B	159,200
• S J Rothstein Guelph Ont	164,800
• D J Roulston Waterloo Ont	207,048
• R K Rowe London Ont	192,567
• C Roy Ste-Foy Qué	138,486
• R Roy Ste-Foy Qué	134,849
• H E Ruda Toronto Ont	116,000
• J N R Ruddick Vancouver C-B	120,538
• A Rudin Waterloo Ont	191,000
• R D Russell Vancouver C-B	149,400
• D G Ryan Montréal Qué	1,373,500
• J N Saddler Ottawa Ont	175,059
• C A T Salama Toronto Ont	2,962,500
• M E Salcudean Vancouver C-B	200,700
• C E Salcudean Vancouver C-B	180,605
• I V Samarasekera Vancouver C-B	140,400
• S M Sami Moncton N-B	107,000
• F H Samuel Chicoutimi Qué	529,000
• G Sauvé Laval-des-Rapides Qué	142,148
• Y Savaria Montréal Qué	166,250

	$
• R A Savidge Fredericton N-B	144,200
• L Savoie Ste-Foy Qué	189,471
• M Sayer Kingston Ont	165,475
• W G Saywell Burnaby C-B	149,240
• H I Schiff North York Ont	289,000
• D J Schoen Montréal Qué	135,450
• H P Schreiber Montréal Qué	175,800
• G J Schrobilgen Hamilton Ont	275,832
• K P Schwartz Calgary Alb	215,000
• M E Scott Montréal Qué	101,803
• M V Sefton Toronto Ont	110,974
• B Segal Guelph Ont	278,212
• H J J Seguin Edmonton Alb	169,547
• B H Sells Guelph Ont	105,833
• K C Sevcik Toronto Ont	108,500
• L Shafai Winnipeg Man	292,730
• T K Sham London Ont	147,070
• W J D Shaw Calgary Alb	158,880
• G G Shepherd North York Ont	136,000
• B Shizgal Vancouver C-B	134,600
• G C Shore Montréal Qué	205,500
• M J Shulman Toronto Ont	100,000
• P L Silveston Waterloo Ont	211,917
• R E Simard Ste-Foy Qué	121,611
• J G Simmons Hamilton Ont	249,227
• J J Simpson Guelph Ont	182,222
• D Sinclair Ottawa Ont	140,000
• M A Sirard Ste-Foy Qué	205,733
• H M Skarsgard Saskatoon Sask	172,427
• D M Skopik Saskatoon Sask	2,424,000
• A J Slavin Peterborough Ont	139,860
• J J Sloan Waterloo Ont	224,826
• C Smith Guelph Ont	114,924
• D C Smith Kingston Ont	337,292
• J P Smith Montréal Qué	108,997
• M Smith Vancouver C-B	4,014,000
• M J Smith Burnaby C-B	114,885
• J P Smol Kingston Ont	275,648
• V A Sniekus Waterloo Ont	119,183
• F Soumis Montréal Qué	130,283
• D G Stairs Montréal Qué	252,100
• S P Stapleton Burnaby C-B	168,780
• T Stathopoulos Montréal Qué	111,000
• M E Stiles Edmonton Alb	156,402
• B P Stoicheff Toronto Ont	100,000
• J A Stone Kingston Ont	243,575
• K B Storey Ottawa Ont	129,649
• D W Strangway Vancouver C-B	597,107
• D W Strangway Vancouver C-B	290,293
• J O Strom-Olsen Montréal Qué	137,147
• D F Strong Victoria C-B	151,407
• D R Strong Winnipeg Man	160,000
• C Y Suen Montréal Qué	174,849
• J F Sykes Waterloo Ont	108,320
• B Szabados Hamilton Ont	143,907
• J A Szpunar Montréal Qué	236,000
• P A Tanguy Ste-Foy Qué	281,000
• S Tavoularis Ottawa Ont	117,702
• G J Taylor Edmonton Alb	144,600
• J K Terlouw Hamilton Ont	664,800
• Société royale du Canada Ottawa Ont	243,000
• M L W Thewalt Burnaby C-B	236,806
• J E Thomson Waterloo Ont	177,332
• L K Thomson St John's T-N	203,373
• M Thomson Toronto Ont	157,508
• D J Thomson Winnipeg Man	165,603
• T A Thorpe Calgary Alb	135,000
• K Thulasiraman Montréal Qué	112,747
• T Tiedje Vancouver C-B	221,057
• T Timusk Hamilton Ont	359,075
• S S Tobe Toronto Ont	109,660
• J M Toguri Toronto Ont	161,386
• M Tollenaar Guelph Ont	114,625
• G H N Towers Vancouver C-B	100,000
• S D Tremaine Toronto Ont	604,158

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

	$
• W K Tso Hamilton Ont	109,280
• J Tulip Edmonton Alb	128,600
• M A Tung Halifax N-É	315,807
• D H Turpin Kingston Ont	220,423
• B W Unger Calgary Alb	113,020
• R Vahldieck Victoria C-B	253,789
• J L Valade Trois-Rivières Qué	123,675
• D A VandenBerg Victoria C-B	188,179
• T G M Van de Ven Montréal Qué	130,730
• M H van Emden Victoria C-B	119,859
• W T H Van Oers Winnipeg Man	175,000
• S A Vanstone Waterloo Ont	153,110
• F J Vecchio Toronto Ont	116,300
• J C Vederas Edmonton Alb	180,465
• J E S Venart Fredericton N-B	139,355
• G W Vickers Victoria C-B	107,145
• J P Villeneuve Ste-Foy Qué	118,110
• L C Vining Halifax N-É	129,700
• J Vlachopoulos Hamilton Ont	117,600
• R C von Borstel Edmonton Alb	127,487
• N Voyer Sherbrooke Qué	101,966
• J C Waddington Hamilton Ont	217,000
• G A H Walker Vancouver C-B	213,300
• R G Walker Hamilton Ont	105,298
• J Walsh St. John's T-N	360,335
• C E Waltham Vancouver C-B	147,900
• J S Walton Guelph Ont	221,870
• O P Ward Waterloo Ont	304,738
• C Ware Fredericton N-B	136,000
• A P Watkinson Vancouver C-B	113,300
• A K Watson Montréal Qué	109,565
• E J Weckman Waterloo Ont	104,032
• G F Weetman Vancouver C-B	106,036
• S Weiler Vancouver C-B	219,591
• M R Wertheimer Montréal Qué	254,198
• G F West Toronto Ont	275,200
• D W S Westlake Edmonton Alb	130,800
• N P C Westwood Guelph Ont	147,218
• H W Wevers Kingston Ont	176,775
• A G Wildeman Guelph Ont	110,881
• M C Williams Edmonton Alb	215,000
• A E Williams-Jones Montréal Qué	230,974
• M A Winnik Toronto Ont	408,599
• S Wolfe Burnaby C-B	218,880
• D J Wolyn Guelph Ont	100,000
• C M Wood Hamilton Ont	205,878
• R J Woodham Vancouver C-B	102,295
• R T Woodhams Toronto Ont	197,132
• C M Woodside Ottawa Ont	107,011
• D T Wright Waterloo Ont	363,503
• D T Wright Waterloo Ont	197,201
• J S Wroblewski St John's T-N	164,000
• J C F Wu Waterloo Ont	134,000
• J D Wuest Montréal Qué	148,756
• G R Wyatt Kingston Ont	2,138,800
• R C Wyndham Ottawa Ont	115,709
• J Xu Toronto Ont	169,800
• R Y Yada Guelph Ont	126,351
• F C H Yeh Edmonton Alb	154,468
• A Yongacoglu Ottawa Ont	144,991
• D York Toronto Ont	119,000
• R P Young Kingston Ont	196,300
• M M Yovanovich Waterloo Ont	129,350
• S Yue Montréal Qué	102,000
• T J Zamb Saskatoon Sask	136,611
• L O Zamir Laval-des-Rapides Qué	116,220
• Q Zhang Ottawa Ont	100,250
• M T Zinke-Allmang London Ont	148,750
• P D Ziogas Montréal Qué	170,742

Statistique Canada $11,485

Subventions à l'Institut interaméricain de statistique $6,455

Subventions à la Conférence des statisticiens du Commonwealth $5,030

JUSTICE $299,947,029

Département $276,146,787

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration $6,000

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence $25,000

Commission internationale des juristes $17,575

Commission internationale des juristes pour ses programmes annuels sur les droits de la personne pour francophones $5,000

Institut international de droit d'expression française (IDEF) $1,500

Subventions en vue d'encourager des étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois $89,280

Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique $296,969

Programme des bourses Duff-Rinfret $74,150

Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur la modification de la loi $16,150

British Institute of International and Comparative Law (CLAS) $9,500

Académie de droit international de la Haye $11,400

Institut international des droits de l'homme (anglais et francais) $3,000

Fondation canadienne des droits de la personnne $55,000

Centre canadien de la magistrature Ottawa Ont $314,500

Symposia de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international $10,000

Fondation Wainright $40,000

Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones $549,589

	$
• Manitoba Metis Federation Winnipeg Man	315,000
• Ontario Metis and Aboriginal Association Ottawa Ont	165,025

Association canadienne des juges des cours provinciales $66,500

Conseil canadien de la documentation juridique Ottawa Ont $380,200

Société canadienne des sciences juriciaires $46,960

Fonds de consultation et du développement $471,916

• Attorney General of Manitoba Winnipeg Man	216,000

Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été $276,900

Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique $223,236

• Legal Aid Services Society of Manitoba Winnipeg Man	126,214

Contributions à l'Université d'Ottawa—Programme législatif $92,455

Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique $93,844,056

• Province de l'Alberta Edmonton Alb	6,479,934
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	9,372,546
• Province du Manitoba Winnipeg Man	3,456,818
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	1,229,150
• Province de Terre-Neuve St John's T-N	1,700,122
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	3,222,000
• Province de l'Ontario Toronto Ont	46,048,424
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	239,292
• Province de Québec Ste-Foy Qué	17,325,880
• Province de la Saskatchewan Regina Sask	2,628,605

JUSTICE—*Fin*

	$
• Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,739,808
• Territoire du Yukon Whitehorse TY	401,477

Contributions et aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes et services d'aide aux victimes d'actes criminels $9,151,476

• Province de l'Alberta Edmonton Alb	790,545
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	1,073,126
• Province du Manitoba Winnipeg Man	379,470
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	198,659
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	310,380
• Province de l'Ontario Toronto Ont	3,349,325
• Province de Québec Ste-Foy Qué	2,341,045
• Province de la Saskatchewan Regina Sask	378,535

Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre, pour les aider à élaborer des programmes et à mettre sur pied des systèmes d'information et de tenue de dossiers dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur les jeunes contrevenants $2,268,673

• Province de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	200,560
• Province de Terre-Neuve St John's T-N	248,368
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	331,569
• Province de Québec Ste-Foy Qué	1,016,090
• Province de la Saskatchewan Regina Sask	110,000
• Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	131,200
• Territoire du Yukon Whitehorse TY	184,757

Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques à l'intention des jeunes en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants $161,938,648

• Province de l'Alberta Edmonton Alb	13,333,123
• Province de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	16,473,097
• Province du Manitoba Winnipeg Man	5,683,989
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	5,556,057
• Province de Terre-Neuve St John's T-N	4,462,000
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	6,987,821
• Province de l'Ontario Toronto Ont	63,107,106
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	5,176,349
• Province de Québec Ste-Foy Qué	26,578,061
• Province de la Saskatchewan Regina Sask	7,626,708
• Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	5,942,000
• Territoire du Yukon Whitehorse TY	1,012,337

Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal $530,163

Fonds pour la Loi sur les droits de la personne $262,318

Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones et programmes relatifs aux Autochtones $3,685,001

• Province de l'Alberta Edmonton Alb	950,510
• Province de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	776,724
• Province du Manitoba Winnipeg Man	253,328
• Province de l'Ontario Toronto Ont	587,210
• Province de Québec Ste-Foy Qué	516,960
• Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	360,670
• Territoire du Yukon Whitehorse TY	124,000

Fonds d'éducation et d'informations juridiques $1,353,672

• Law Society of Upper Canada Toronto Ont	282,927
• Magazine Justice Québec Qué	199,176

Fédération des Métis du Manitoba Inc $30,000

Commission canadienne des droits de la personne $5,000

Subvention au Centre Paul Menton pour personnes handicappées $5,000

Commissaire à la magistrature fédérale $22,760,514

Paiements sous forme de rente, à l'intention de l'honorable C. Rhodes Smith, en reconnaissance des services rendus en tant que juge en chef de la Cour suprême du Manitoba $3,000

Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès $116,167

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $22,641,347

Cour suprême du Canada $1,034,728

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $1,034,728

TRAVAIL $145,858,166

Département $145,858,166

Subvention pour financer les activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et de santé au travail $16,000

Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes $6,480

Subvention au Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies $10,000

Subvention à l'Association canadienne des chefs de pompiers $25,000

Subventions en mémoire de Marion V Royce afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail $25,000

Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence, des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région $87,254,334

	$
• Commission de l'Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont	87,254,334

Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands $8,325

Contribution aux programmes de formation syndicale du Congrès du travail du Canada $4,578,867

• Congrès du travail du Canada Ottawa Ont	4,578,867

Contributions aux centrales ou autres grandes organisations syndicales non affiliées au Congrès du travail du Canada et visant à promouvoir et à améliorer les programmes de formation syndicale $1,412,436

• Canadian Conference of Teamsters St-Léonard Qué	203,241
• Canadian Federation of Labour Ottawa Ont	451,401
• Centrale de l'enseignment du Québec Ste-Foy Qué	189,797
• Centrale des syndicats démocratiques Montréal Qué	124,912
• Confédération des syndicats nationaux Montréal Qué	443,085

Contributions aux syndicats non affiliés à une centrale syndicale et à certains membres de syndicats à des fins d'éducation syndicale $1,576,447

• Ontario Nurses Association Nepean Ont	112,317
• Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec Québec Qué	106,808

Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique $453,640

• Conseil du travail du Canada Ottawa Ont	453,640

Programme d'affectation des employés $996,709

• The IWA Canada Vancouver C-B	113,700

Programmes sur les répercussions de la technologie $771,386

Fonds d'aide pour les affaires du travail $181,270

Fonds pour la promotion de légalité en milieu de travail $25,000

Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute autre personne ou collectivité, aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs agés, conformément à l'article 5 de la Loi sur le Ministère du Travail $48,517,272

TRAVAIL—*-Fin*

	$
• Assurance-vie Desjardins Levis Lauzon Qué	26,500,072
• Industrial Alliance Life Insurance Québec Qué	16,890,685
• Laurier Life Insurance Company Etobicoke Ont	1,495,909
• SSQ Mutuelle d'assurance-groupe Ste-Foy Qué	3,630,606

DÉFENSE NATIONALE $629,496,624

Département $613,912,883

Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entrainement des aviateurs du Commonwealth britannique $110,719

Mme Mary Whittington $200

Mme Eleanor Nixon $1,047

M RP Thompson $10,703

Conférence des associations de défense Ottawa Ont $280,000

Ligue des cadets de l'armée du Canada Ottawa Ont $195,000

Ligue des cadets de l'air du Canada Ottawa Ont $195,000

Ligue navale du Canada Ottawa Ont $195,000

Association de la Marine royale du Canada Toronto Ont $9,490

Association des officiers de marine Toronto Ont $25,690

Association de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $34,255

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada Ottawa Ont $10,285

Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $12,090

Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes $11,305

Sociétés de tir $170,065

• Dominion of Canada Rifle Association Ottawa Ont	128,000

Instituts militaires et des services unis $30,070

Universités canadiennes—Études de la science militaire $1,973,558

• University of British Columbia Vancouver C-B	107,300
• University of Calgary Calgary Alb	132,300
• Dalhousie University Halifax N-É	137,000
• Laval Université Montréal Qué	147,300
• Queen's University Kingston Ont	118,300
• York University Toronto Ont	169,800

Institut canadien d'études stratégiques $105,000

Centre d'étude sur les conflits $75,000

Institut canadien des affaires internationales $50,000

Institut canadien d'études stratégiques $50,000

Club du Collège militaire royal du Canada Kingston Ont $18,000

Budgets militaires et agences de l'OTAN $48,580,742

Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital $123,924,577

Matériel produit aux fins d'aide mutuelle $9,759,730

Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux $1,551,263

• Calgary Alb	289,786
• Goose Bay T-N	232,763
• Victoria C-B	843,020

Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite $191,916

Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetages aériens $756,484

Versements en vertu des Parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense $4,865,689

Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $413,003,372

$

Contributions en vertu du programme de recherche industrielle de la défense $7,691,633

Contribution au Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur $25,000

Protection civile Canada $15,583,741

Bourses de recherches—Planification d'urgence $60,000

Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la Loi sur la protection civile $6,346,969

• Alberta	433,531
• Colombie-Britannique	135,156
• Manitoba	344,955
• Nouveau-Brunswick	192,561
• Terre-Neuve	254,100
• Territoires du Nord-Ouest	364,081
• Nouvelle-Écosse	522,502
• Ontario	1,674,885
• Île-du-Prince-Édouard	204,405
• Québec	1,575,083
• Saskatchewan	399,158
• Territoire du Yukon	246,552

Contributions aux provinces pour l'aide relative aux catastrophes naturelles $9,176,772

• Manitoba	130,000
• Québec	9,046,772

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $32,574,093,297

Département $32,338,672,531

PROGRAMME DE L"ADMINISTRATION CENTRALE $3,121,000

Subvention au Centre international de recherche sur le cancer Lyon France $510,000

Droit d'affiliation à des organismes internationaux $175,000

• Association Internationale de la Securité Sociale Genève Suisse	132,000

Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues Vienne Autriche $1,000,000

Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain $5,000

Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé $1,431,000

• BC Ministry of Social Services and Housing Vancouver C-B	100,000
• Mis Group The Ottawa Ont	495,206
• Newfoundland Exchequer Account St Johns T-N	125,000
• Québec Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécuritée du	
• Revenu Québec Qué	350,000

PROGRAMME DE SANTÉ $6,322,916,416

Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche $4,948,311

• Aids Shelter Coalition of Manitoba Inc Winnipeg Man	100,000
• Canadian Aids Society Ottawa Ont	214,228
• Canadian Council on Smoking and Health Ottawa Ont	100,000
• Canadian Hemophilia Society Montréal Qué	100,000
• Lake Community Clinic Halifax N-É	100,000
• Non-Smokers Rights Association Toronto Ont	215,000

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $2,899,000

• Alzheimer Society of Canada Toronto Ont	105,000
• Canadian Mental Health Association Toronto Ont	179,000
• Huntington Society of Canada Cambridge Ont	100,000

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont	146,000

Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies $2,000,000

	$
• Canadian Centre on Substance Abuse Ottawa Ont	2,000,000

Paiements en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé pour le Programme des services de santé assurés $4,708,847,000
(voir APPENDICES 1 et 2)

Paiements en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé pour le Programme des services complémentaires de santé $1,324,185,500
(voir APPENDICES 1 et 2)

Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique $30,355,207

	$
• Addiction Research Foundation Toronto Ont	192,224
• Calgary Health Services Calgary Alb	121,304
• Canadian Red Cross Blood Transfusion Service Winnipeg Man	143,000
• Canadian Red Cross Society Hamilton Ont	281,982
• Cancer Control Agency of British Columbia Vancouver C-B	310,880
• Centre Hospitalier Regional de Rimouski Rimouski Qué	142,900
• Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont	182,433
• Ville de Dartmouth Dartmouth N-É	101,662
• Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont	243,280
• Dalhousie University Halifax N-É	652,358
• Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	100,000
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	124,071
• Hôpital Maisonneuve-Rosemont Montréal Qué	197,060
• Hôpital Ste-Justine Montréal Qué	314,024
• Hôpital St-François d'Assise Québec Qué	165,451
• Hôpital St-Luc Montréal Qué	131,478
• Hospital for Sick Children Toronto Ont	483,029
• Hugh MacMillan Medical Centre Toronto Ont	175,562
• Institut Armand-Frappier Laval Qué	659,495
• Institut de Recherches Cliniques de Montréal Montréal Qué	359,535
• McGill University Montréal Qué	1,674,072
• McMaster University Hamilton Ont	1,347,467
• Memorial University of Newfoundland St John's T-N	436,318
• Montreal Children's Hospital Montréal Qué	349,012
• Montreal General Hospital Montréal Qué	1,140,987
• Ontario Cancer Institute Toronto Ont	363,980
• PEI Department of Health and Social Services Charlottetown Î-P-É	152,500
• Queen's University Kingston Ont	186,529
• Sir Mortimer Davis Jewish General Hospital Montréal Qué	713,580
• St Michael's Hospital Toronto Ont	125,000
• Sunnybrook Medical Centre Toronto Ont	244,395
• The Gage Research Institute Toronto Ont	105,162
• Toronto General Hospital Toronto Ont	114,226
• Université de Montréal Montréal Qué	1,019,189
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	106,500
• Université Laval Ste-Foy Qué	1,244,635
• University of Alberta Edmonton Alb	1,039,783
• University of British Columbia Vancouver C-B	1,912,699
• University of Calgary Calgary Alb	646,287
• University of Manitoba Winnipeg Man	1,868,515
• University of Ottawa Ottawa Ont	3,509,271
• University of Saskatchewan Saskatoon Sask	796,491
• University of Toronto Toronto Ont	2,379,525
• University of Waterloo Waterloo Ont	204,583
• University of Western Ontario London Ont	494,555
• Government of Canada-Social Sciences and Humanities Ottawa Ont	200,000
• Government of Canada-Medical Research Council Ottawa Ont	111,500

Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances et de la recherche $14,783,224

	$
• Action Intervention Jeunesse de la Region de Laval Inc Laval Qué	112,595
• Aids Calgary Awareness Calgary Alb	156,250
• Aids Committee of London London Ont	100,000
• Aids Committee of Toronto Toronto Ont	150,000
• Aids Network of Edmonton Edmonton Alb	125,000
• Aids New Brunswick Fredericton N-B	150,999
• Aids Saskatoon Saskatoon Sask	117,413
• Aids Vancouver Vancouver C-B	158,500
• Canadian Aids Society Ottawa Ont	683,400
• Canadian Association for School Health Montréal Qué	239,975
• Canadian Council on Multicultural Health Downsview Ont	161,000
• Canadian Hemophilia Society Montréal Qué	400,000
• Canadian Institute of Planners Ottawa Ont	229,306
• Canadian Mental Health Association Halifax N-É	140,364
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	1,732,703
• City of Vancouver Vancouver C-B	117,089
• Comité Sida Aide Montréal Montréal Qué	231,125
• Four Worlds Development Project Pincher Creek Alb	154,459
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	179,272
• Metro Area Committee on Aids Halifax N-É	125,633
• Miels Québec Québec Qué	100,584
• Native Council of Canada Ottawa Ont	123,735
• Newfoundland and Labrador Aids Committee Inc St John's T-N	135,000
• Nova Scotia Persons with Aids Coalition Halifax N-É	117,620
• Nuu Chah Nulth Health Board Port Alberni C-B	129,594
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	167,230
• The Council of Ministers of Education Canada Toronto Ont	314,311
• The Elizabeth Fry Society of Hamilton Hamilton Ont	103,182
• The Infertility Self-Help Support Group Ottawa Ont	156,000
• Vancouver PWA Coalition Vancouver C-B	125,000
• Village Clinic Inc Winnipeg Man	150,000

Contributions à des organisations, groupes et particuliers afin d'aider à régler les problèmes auxquels font face les victimes d'actes violents $370,125

	$
• British Columbia Ministry of Health Victoria C-B	119,940
• PEI Department of Health and Social Services Charlottetown Î-P-É	145,773

Contributions à des organismes pour la recherche, la réalisation et la mise en marche de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues $800,000

	$
• Fondation Jean Lapointe Inc Montréal Qué	600,000
• Pavillon Grand Élan Mont-Rolland Qué	200,000

Subventions à des individus d'origine indienne ou inuit sous forme de bourses leur permettant d'entreprendre des études dans le domaine de la santé $98,700

Contributions au nom des Indiens et des Inuit pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de prestation des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe $13,621,418

	$
• Berens River First Nation Berens River Man	403,000
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	798,073
• Bloodvein Indian Band Bloodvein Man	134,622
• Conseil de Bande Betsiamites Betsiamites Qué	860,860
• Eel Ground Indian Band Newcastle N-B	150,000
• Driftpile Band Driftpile Alb	285,050
• Fond du Lac Indian Band Fond du Lac Sask	1,300,000
• Fort McMurray Band Fort McMurray Alb	339,998
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	428,780
• Fort Ware Band Prince George C-B	314,000
• Garden River Band Sault Ste Marie Ont	358,261
• Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man	569,467

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Little Red River Band High Level Alb	232,000
• Loon Lake Union Hospital Loon Lake Sask	512,600
• Mohawks Council of Akwesane Cornwall Ont	142,800
• Mohawks of the Bay of Quinte Desoronto Ont	830,368
• Muskrat Dam Band Pickle Lake Ont	265,300
• Nelson House Band Nelson House Man	391,000
• Nipigon District Memorial Hospital Nipigon Ont	160,000
• Nisga'a Valley Health Board Society Terrace C-B	339,000
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	124,458
• Pictou Landing Band Council Trenton Ont	110,850
• Sachigo Lake Band Sioux Lookout Ont	1,489,205
• Shoal Lake #40 Band Kejick Ont	410,741
• Shoal River Band Birch River Man	162,860
• St Theresa Point Band St Theresa Point Man	512,150
• Valley River First Nation Roblin Man	185,000
• Wapekeka Band Pickle Lake Ont	284,909

Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit $782,800

Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit $864,175

• Federation of Saskatchewan Indians Regina Sask	164,000

Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé $2,266,932

• Sagkeeng Alcare Inc Pine Falls Man	100,100
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	300,750
• University of Alberta Edmonton Alb	116,500
• University of British Columbia Vancouver C-B	134,455
• University of Saskatchewan Regina Sask	158,895
• University of Toronto Toronto Ont	122,180
• Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb	110,000

Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé $10,589,487

• Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué	4,468,620
• Conseil de la Huronne-Wendat Wendake Qué	452,735
• Mathias Colomb Band Pukatawawgan Man	1,152,076
• Nisga'a Valley Health Board Terrace C-B	1,214,821
• Nuu Chah Nulth Health Board Port Alberni C-B	1,760,879
• River Desert Band Council Maniwaki Qué	385,879
• Sandy Bay Band Marius Man	607,939
• William Charles Band Montreal Lake Sask	518,000

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones $52,650,329

• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	123,360
• Battleford Indian Health Centre North Battleford Sask	433,717
• Beaver Lake Band Detox Lac La Biche Alb	568,747
• Big Cove Indian Band Big Cove N-B	390,105
• Bigstone Cree Band Desmarais Alb	100,957
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	121,120
• Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B	165,730
• Centre de Readaptation Wapan Roberval Qué	760,842
• Champagne Indian Band Haines Junction TY	130,500
• Conne River Indian Band Conne River T-N	111,150
• Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué	314,966
• Conseil Atikamekw-SIPI Latuque Qué	176,238
• Council for Yukon Indians Whitehourse TY	172,200
• Cowichan Band Council Duncan C-B	140,741
• Cree Board of Health & Social Services James Bay Qué	572,641
• Cross Lake Indian Band Cross Lake Man	104,597
• Dene Tha Alcohol Program High Level Alb	134,934
• Dene Salya Koe Prince Albert Sask	415,622
• Fort McMurray Band Fort McMurray Alb	343,147
• Frog Lake Alcohol Program Frog Lake Alb	412,613
• Gitskan Carrier Tribal Council Hazelton C-B	138,242
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,556,000
• Hobbema Indian Board of Health Hobbema Alb	441,600
• Interior Native Alcohol & Drug Abuse Society Vernon C-B	469,700
• Kamsack Union Hospital Kamsack Sask	102,505
• Kanesatake Band Council Oka Qué	287,613
• Kapown Treatment Centre Grouard Alb	587,277
• Keewatinook Alcohol Abuse Program Moose Factory Ont	119,624
• Kitamaat Band Kitimaat Village C-B	264,065
• Kootenay Indian Area Council Society Cranbrook C-B	306,757
• Kwanlin Dun Indian Band Whitehourse TY	127,100
• La Ronge Indian Band La Ronge Sask	117,770
• Labrador Inuit Alcohol & Drug Abuse Program Northwest River T-N	741,663
• Lesser Slave Lake Alcohol Program Lesser Slave Lake Alb	136,683
• Liard River Indian Band Watson Lake TY	130,853
• Mamaweswen Tribal Council Cutler Ont	396,454
• Manitoba Keewatinowi Okimakaknak Thompson Man	400,000
• Mawiomi Treatment Services Maria Qué	357,990
• Meadow Lake District Chiefs Meadow Lake Sask	398,917
• Migisi Alcohol and Drug Treatment Centre Kenora Ont	390,020
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	524,293
• Mohawks of Akwesasne Cornwall Island Ont	247,548
• Mokakit Indian Education Research Association Vancouver C-B	503,512
• Muscowpetung Three Band Edenwold Sask	118,279
• Muskrat Dam Band Muskrat Dam Ont	1,073,640
• NADACA of Nova Scotia Eskasoni N-É	1,416,291
• NADARA Eel Ground N-B	266,800
• National Association of Treatment Directors Saskatoon Sask	350,655
• Native Alcoholism Association of Manitoba Man	263,940
• Native Horizons Treatment Centre Oshweken Ont	429,260
• Native Training Institute of Quebec Village-des-Hurons Qué	368,374
• Nechi Institute on Alcohol & Drug Education Edmonton Alb	675,231
• Nelson House Indian Band Nelson House Man	717,837
• Nenqayni Treatment Centre 150 Mile House C-B	1,676,005
• New Dawn Valley Centre Fort San Sask	702,094
• Nicola Valley Tribal Council Merrit C-B	111,163
• Nimpkish Band Council Alert Bay C-B	278,269
• Norway House Band Norway House Man	159,267
• Nunalituqait Ikajuqatigtitut Kuujjuaq Qué	578,812
• Oh-Shki-Be-Ma-Te-Ze-Win Fort Francis Ont	1,339,136
• Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont	488,101
• Onion Lake Band Lloydminster Sask	334,619
• Pedahbun Lodge Inc Toronto Ont	943,560
• Peguis Indian Band Hodgson Man	785,492
• Peigan Counselling Services Brocket Alb	159,142
• Pehtabun Area Council Red Lake Ont	235,141
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	142,148
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	570,882
• River Desert Band Maniwaki Qué	560,891
• Roseau River Band Ginew Man	116,703
• Saddle Lake Counselling Services Saddle Lake Alb	115,820
• Sagkeeng Alcare Inc Pine Falls Man	1,255,548
• Sal i shan Institute Vancouver C-B	450,270
• Sarcee Old Agency Lodge Calgary Alb	445,710
• Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask	135,525
• Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask	475,241
• Shakotiia'Takehnhas Community Services Kahnawake Qué	212,188
• Shellbrook Indian Agency Shellbrook Sask	513,523
• Shibogama Area Tribal Council Kasabonika Ont	278,871
• Siksika Alcohol Society Gleichen Alb	130,312
• Six Nations Band Oshweken Ont	224,576
• Sioux Lookout Family Treatment Centre Sioux Lookout Ont	363,280
• Spallumcheen Indian Band Council Enderby C-B	315,880
• Spanish River Band Massey Ont	158,128
• St Paul Treatment Centre Cardston Alb	857,968
• Stoney Medecine Lodge Morley Alb	403,738
• The Pas Band The Pas Man	122,722
• Tobique Indian Band Tobique N-B	216,432
• Touchwood Drop in Centre Punnichy Sask	135,615
• Tsow-Tun La Lum Society Nanaimo C-B	522,420
• Vantut Gwitchen Band Old Crow TY	141,502
• Walpole Island Band Wallaceburg Ont	127,373
• Weendamagen Treatment Centre Thunder Bay Ont	546,426

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Whitehead Research Consultants Ltd London Ont	103,500
• Wikwemikong Band Wikwemikong Ont	939,894
• Wilp Si'Satxw House of Purification Society Hazelton C-B	569,950
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	205,280

Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien $69,812,069

	$
• Alberta Indian Health Care Commission Edmonton Alb	729,082
• Alexander Band Morinville Alb	228,701
• Alexis Band Glenevis Alb	253,132
• Algonquins of Barriere Lake Rapid Lake Qué	355,816
• Assembly of Manitoba Chiefs Winnipeg Man	242,714
• Association of Iroquois and Allied Indians Southwold Ont	209,628
• Battleford Indian Health Centre Inc North Battleford Sask	1,703,469
• Barren Lands Indian Band Brochet Man	103,303
• Beardy's and Okemasis Band Duck Lake Sask	187,490
• Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont	124,713
• Beaver Lake Band Lac La Biche Alb	230,208
• Berens River Indian Band Berens River Man	112,049
• Big Cove Indian Band Big Cove N-B	173,348
• Big River Indian Band Debden Sask	101,029
• Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont	148,733
• Bigstone Band Desmarais Alb	446,743
• Blackfoot Tribe Gleichen Alb	446,438
• Blood Tribal Department of Health Stand Off Alb	682,465
• Buffalo River Band Dillon Sask	160,561
• Burnt Church Indian Band Burnt Church N-B	376,479
• Cat Lake Band Cat Lake Ont	164,907
• Cariboo Tribal Council Williams Lake C-B	101,403
• Chemainus Band Ladysmith C-B	100,546
• Chippewas of Rama Band Rama Ont	225,368
• Cold Lake Tribal Administration Cold Lake Alb	272,445
• Comité de Coordination Atikamekw Sipi La Tuque Qué	639,933
• Confederacy of Mainland Micmacs Truro N-É	149,891
• Conne River Indian Band Conne River T-N	625,602
• Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué	644,529
• Conseil de Bande de Betsiamites Betsiamites Qué	153,095
• Conseil de Bande Odanak Yamaska Qué	115,910
• Conseil de Bande de Manouane Manouane Qué	120,303
• Conseil de Indiens Montagnais de Schefferville Schefferville Qué	540,270
• Conseil des Montagnais du Lac St-Jean Roberval Qué	297,097
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	151,843
• Cowessess Indian Band Broadview Sask	101,457
• Cowichan Band Council Duncan C-B	310,294
• Crane River Indian Band Crane River Man	127,722
• Cree Band Fort Chipewyan Alb	151,328
• Cross Lake Indian Band Cross Lake Man	230,216
• Curve Lake First Nation Band Lakefield Ont	101,238
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	166,921
• Deer Lake Band Deer Lake Ont	164,594
• Dene Tha Band Chateh Alb	167,975
• Dilico Ojibway Child and Family Services Thunder Bay Ont	108,992
• Enoch Band Winterbrun Alb	169,047
• Fisher River Band Koostatak Man	112,055
• Fort Alexander Health Centre Inc Pine Falls Man	428,494
• Fort Hope Band Eabamet Lake Ont	167,553
• Fort Severn Band Fort Severn Ont	103,863
• Fort Ware Indian Band Prince George C-B	324,459
• Frog Lake Band Frog Lake Alb	280,946
• Gods Lake Indian Band Gods Lake Narrows Man	191,920
• God's River Indian Band God's River Man	115,583
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	11,307,039
• Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont	121,241
• Gwa'Sala-'Nakwaxda'Xw Band Port Hardy C-B	113,050
• Hatchet Lake Indian Band Prince Albert C-B	102,845
• Heart Lake Band Lac La Biche Alb	102,436
• Heiltsuk Band Council Waglisla C-B	101,109
• Hobbema Indian Health Services Hobbema Alb	517,094
• Hollow Water Indian Band Wanipigow Man	108,405
• Indian and Inuit Nurses of Canada Ottawa Ont	193,328
• Indian Birch Band Swan River Man	100,449
• James Smith Band Kinistino Sask	216,262
• Kapown Treatment Centre Grouard Alb	186,949
• Kahnawake Shakotiia Takehnhas Community Services Kahnawake Qué	194,000
• Kasabonika Lake Band Kasabonika Ont	121,443
• Kashechewan Band Kashechewan Ont	183,138
• Keewatin Tribal Council Thompson Man	676,475
• Kehewin Band Bonnyville Alb	233,900
• Kwakiutl Band Port Hardy C-B	102,250
• Labrador Inuit Health Commission Northwest River T-N	1,486,817
• Lac La Ronge Indian Band La Ronge Sask	343,360
• Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B	184,325
• Lake Manitoba Indian Band Ashern Man	103,147
• Lake St Martin Indian Band Gypsumville Man	103,116
• Little Grand Rapids Indian Band Winnipeg Man	125,077
• Little Red River Band High Level Alb	534,840
• Long Plains Indian Band Edwin Man	148,691
• Mamaweswen North Shore Tribal Council Cutler Ont	555,290
• Manitoba Keewatinowi Okimakanak Thompson Man	390,452
• Masset Band Masset C-B	139,065
• Meadow Lake District Chiefs Meadow Lake Sask	357,874
• Mohawks of Akwesasne Cornwall Island Ont	232,067
• Mohawks of Bay of Quinte Deseronto Ont	163,320
• Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué	292,021
• Moose Indian Band Moose Factory Ont	101,852
• Moricetown Band Moricetown C-B	101,217
• Mount Currie Band Council Mount Currie C-B	162,441
• Muskegog Council Moose Factory Ont	101,405
• Nanaimo Band Nanaimo C-B	111,266
• National Indian Brotherhood Ottawa Ont	1,040,419
• Native Training Institute of Quebec Inc Loretteville Qué	203,431
• Nelson House Band Nelson House Man	278,679
• Nimpkish Band Council Alert Bay C-B	593,061
• Nipissing Band of Ojibways Sturgeon Falls Ont	129,750
• Nisga'a Valley Health Board Society New Aiyansh C-B	645,287
• Nishnawbe-Aski Nation Toronto Ont	611,209
• Nishnawbe-Gamig Friendship Centre Sioux Lookout Ont	257,264
• North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont	193,391
• Northern Innu Health Council Northwest River T-N	145,854
• Norway House Band Norway House Man	125,271
• Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B	745,387
• O'Ochiese Band Rocky Mountain House Alb	109,467
• Osnaburgh Band Osnaburgh Ont	129,295
• Oxford House Band Oxford House Man	141,011
• Paul Band Duffield Alb	139,100
• Peguis Indian Band Hodgson Man	343,574
• Peigan Band Brocket Alb	289,569
• Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask	445,347
• Pikangikum Band Pikangikum Ont	245,038
• Pine Creek Indian Band Camperville Man	152,094
• Poorman Indian Band Quinton Sask	103,281
• Poundmaker Band Paynton Sask	107,040
• Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask	388,865
• Quatsino Band Coal Harbour C-B	112,072
• Rainy River Band Emo Ont	168,968
• Saddle Lake Band Saddle Lake Alb	193,554
• Sandy Bay Indian Band Marius Man	334,423
• Sandy Lake Band Sandy Lake Ont	471,800
• Sandy Lake Indian Band Shell Lake Sask	114,935
• Sarcee Band Calgary Alb	153,526
• Saskatoon District Tribal Council Saskatoon Sask	113,861
• Shamattawa Indian Band Shamattawa Man	186,070
• Shibogama Area Tribal Council Sioux Lookout Ont	123,136
• Shoal Lake Band Pakaw Lake Sask	112,884
• Shoal River Indian Band Pelican Rapids Man	168,209
• Sioux Valley Indian Band Griswold Man	118,239
• Skidgate Band Queen Charlotte City C-B	107,933
• Sliammon Band Powell River C-B	120,885
• Southeast Resource Development Council Winnipeg Man	281,915
• Split Lake Indian Band Split Lake Man	239,745
• Stoney Tribal Adnministration Morley Alb	887,039
• St Mary's Indian Band Fredericton N-B	173,378
• St Theresa Point Indian Band St Theresa Point Man	134,876

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

	$
• Sto'Lo Tribal Council Sardis C-B	130,902
• Sturgeon Lake Indian Band Shellbrook Sask	114,669
• Sunchild Band Rocky Mountain Hiuse Alb	127,596
• Swampy Cree Tribal Council The Pas Man	358,934
• Tahltan Band Council Telegraph Creek C-B	163,342
• The Pas Indian Band The Pas Man	323,175
• Thunderchild Band Turtleford Sask	134,845
• Tl'Azt'En Nation Band Fort St James C-B	107,553
• Tobique Indian Band Tobique N-B	160,988
• Touchwood Fete Hills Fort Qu'Appelle Sask	368,948
• Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B	229,012
• Union of Ontario Indians Toronto Ont	1,420,006
• Wabun Tribal Council Timmins Ont	125,707
• Walpole Island First Nation Band Wallaceburg Ont	117,925
• Wasagamack Indian Band Wasagamack Man	125,525
• Waterhen Indian Band Skownan Man	176,522
• Webeque Band Webeque Ont	135,468
• Wequedong Lodge Inc Thunder Bay Ont	751,430
• West Region Tribal Council Dauphin Man	101,152
• White Bear Indian Band Carlyle Sask	116,979
• Whitefish Bay Band Pawatik Ont	130,015
• Whitefish Lake Band Goodfish Lake Alb	297,674
• Wikwemikong Indian Band Wikwemikong Ont	146,771
• Wunnummin Lake Band Wunnummin Lake Ont	158,116

Subvention à la Commission internationale de protection contre les radiations Didcot Angleterre $5,000

Subvention au Centre antional de distribution des denrées alimentaires Montréal Qué $15,000

Subvention à l'Organisation mondiale de la santé Genève Suisse $50,000

Contributions aux organisations et aux personnes à l'appui du programme national sur le SIDA $6,342,141

	$
• City of Toronto Toronto Ont	150,000
• CLSC Centre-Ville Montréal Qué	165,000
• Mount Sinai Hospital Toronto Ont	108,926
• National HIV Clinical Trials Network Vancouver C-B	3,076,648
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	250,000
• University of British Columbia Vancouver C-B	359,871
• University of Toronto Toronto Ont	1,085,464

Contribution au Symposium mixte canado/panaméricain sur l'aérobiologie et la santé $3,000

Contribution au Centre sur le contrôle des maladies de la Colombie-Britannique $10,000

Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts des projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens $41,337,201

	$
• Aquatic Federation of Canada Oakville Ont	545,142
• Athletics Canada Gloucester Ont	2,055,803
• Basketball Canada Gloucester Ont	1,271,056
• Bobsleigh Canada Gloucester Ont	459,758
• Canadian Amateur Boxing Association Gloucester Ont	586,944
• Canadian Amateur Diving Association Gloucester Ont	454,622
• Canadian Amateur Hockey Association Gloucester Ont	1,279,138
• Canadian Amateur Luge Association Gloucester Ont	335,083
• Canadian Amateur Rowing Association Gloucester Ont	725,154
• Canadian Amateur Softball Association Gloucester Ont	404,234
• Canadian Amateur Speed Skating Association Gloucester Ont	842,957
• Canadian Amateur Swimming Association Gloucester Ont	1,287,395
• Canadian Amateur Synchronized Swimming Association Gloucester Ont	634,036
• Canadian Amateur Wrestling Association Gloucester Ont	536,555
• Canadian Badminton Association Gloucester Ont	481,255
• Canadian Blind Sports Association Gloucester Ont	123,152
• Canadian Canoe Association Gloucester Ont	761,611
• Canadian Colleges Athletic Association Gloucester Ont	200,146
• Canadian Cycling Association Gloucester Ont	715,919
• Canadian Equestrian Federation Toronto Ont	914,118
• Canadian Federation of Amateur Baseball Gloucester Ont	446,773
• Canadian Federation of Sports Organization for the Disabled Gloucester Ont	150,318
• Canadian Fencing Federation Gloucester Ont	356,309
• Canadian Field Hockey Association Gloucester Ont	396,600
• Canadian Figure Skating Association Gloucester Ont	1,067,295
• Canadian Five Pin Bowlers Association Gloucester Ont	104,730
• Canadian Gymnastics Federation Gloucester Ont	977,754
• Canadian Interuniversity Athletic Union Gloucester Ont	868,628
• Canadian Lacrosse Association Gloucester Ont	165,495
• Canadian Ladies Golf Association Gloucester Ont	100,712
• Canadian Olympics Association Montréal Qué	151,600
• Canadian Orienteering Federation Gloucester Ont	118,935
• Canadian Racquetball Association Gloucester Ont	227,352
• Canadian Rhythmic Sportive Gymnastics Federation Gloucester Ont	373,422
• Canadian Rugby Union Gloucester Ont	284,356
• Canadian Ski Association (Alpine) Gloucester Ont	1,532,978
• Canadian Ski Association (Biathlon) Gloucester Ont	319,904
• Canadian Ski Association (Cross-Country) Gloucester Ont	1,037,727
• Canadian Ski Association (Freestyle) Gloucester Ont	409,056
• Canadian Ski Association (Ski Jumping) Gloucester Ont	434,335
• Canadian Soccer Association Gloucester Ont	942,254
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc in Trust for Athlete Information Bureau Gloucester Ont	855,000
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc in Trust for Project Administration Gloucester Ont	100,000
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc in Trust for Sport Marketing Council Gloucester Ont	1,000,000
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc in Trust for Technical Translation Gloucester Ont	120,000
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc in Trust for Women's Program Gloucester Ont	104,062
• Canadian Squash Racquets Association Gloucester Ont	226,378
• Canadian Table Tennis Association Gloucester Ont	455,713
• Canadian Team Handball Federation Gloucester Ont	271,852
• Canadian Tennis Association Downsview Ont	431,679
• Canadian Volleyball Association Gloucester Ont	992,809
• Canadian Water Polo Association Gloucester Ont	417,087
• Canadian Water Ski Association Gloucester Ont	223,949
• Canadian Weightlifting Federation Gloucester Ont	233,550
• Canadian Wheelchair Sports Association Gloucester Ont	209,285
• Canadian Women's Field Hockey Association Gloucester Ont	585,849
• Canadian Yachting Association Gloucester Ont	845,236
• Coaching Association of Canada Association Gloucester Ont	2,714,310
• Commonwealth Games Association of Canada Gloucester Ont	215,000
• Curl Canada Gloucester Ont	304,569
• Federation of Canadian Archers Gloucester Ont	187,148
• Football Canada Gloucester Ont	227,630
• Judo Canada Gloucester Ont	471,994
• Lawn Bowls Canada Gloucester Ont	170,301
• Ringette Canada Gloucester Ont	191,539
• Shooting Federation of Canada Gloucester Ont	487,855
• Sports Federation of Canada Gloucester ont	138,975
• Sport Information Resource Centre Gloucester Ont	539,000
• Sport Medicine Council of Canada Gloucester Ont	2,186,000

Contributions au Centre canadien d'administration du sport et de la condition physique Inc à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes $4,568,000

	$
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc Gloucester Ont	4,568,000

Contributions pour les frais de scolarité, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateur d'élite $4,633,041

Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux, nationaux qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et les dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada $18,248,500

	$
• Canada Games 1991 Charlottetown Î-P-É	2,300,000
• Kamloops 1993 Canada Games Society Kamloops C-B	3,433,000
• Toronto Ontario Olympic Council Toronto Ont	807,000
• Victoria Commonwealth Games Society Victoria C-B	11,000,000

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et le développement des loisirs physiques des canadiens $7,030,256

	$
• Administration Bureau for Active Living Gloucester Ont	1,519,658
• Canada Fitness and Lifestyle Research Institute Ottawa Ont	1,143,300
• Canadian Association for Health Physical Education and Recreation Gloucester Ont	559,708
• Canadian Intramural Recreation Association Gloucester Ont	725,824
• Canadian Parks/Recreation Association Gloucester Ont	618,328
• Canadian Red Cross Society (Water Safety Services) Ottawa Ont	106,150
• Canadian Ski Council Toronto Ont	144,675
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc Gloucester Ont	184,092
• Canadian Sport and Fitness Administration Centre Inc in Trust for Canada's Fitweek Gloucester Ont	478,470
• Royal Life Saving Society of Canada Toronto Ont	111,250
• Secretariat for Fitness in the Third Age Gloucester Ont	129,808
• Villes D'Hiver Montréal Qué	100,000
• YWCA of/du Canada Toronto Ont	119,200

Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler une meilleure forme physique dans tous les segments de la population $800,000

• PARTICIPaction Inc Toronto Ont	800,000

PROGRAMME SOCIAL $26,012,635,115

Allocations familiales $2,736,015,663
(voir APPENDICE 5)

Sécurité de la vieillesse $12,781,212,054
(voir APPENDICE 6)

Supplément de revenu garanti $3,928,391,486
(voir APPENDICE 6)

Allocation au conjoint $421,212,054
(voir APPENDICE 6)

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,327,000

• Boy's and Girl's Club of Canada Willowdale Ont	135,000
• Canadian Association for Community Living Toronto Ont	145,000
• Canadian Child Welfare Association Ottawa Ont	120,000
• Canadian Council of the Blind Ottawa Ont	105,000
• Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont	100,000
• Canadian Council on Rehabilitation and Works Winnipeg Man	125,000
• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	560,000
• Canadian Paraplegic Association Don Mills Ont	100,000
• Canadian Rehabilitation Council for Disabled Toronto Ont	145,000
• Family Service Canada Ottawa Ont	125,000
• Home Support Canada Ottawa Ont	115,000
• International Social Services Canada Ottawa Ont	166,000
• Learning Disabilities Association of Canada Ottawa Ont	115,000
• National Anti-Poverty Organization Ottawa Ont	250,000

Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social $8,976,033

	$
• Calgary Association for Independent Living Calgary Alb	104,274
• Canadian Association for Community Living Toronto Ont	240,000
• Canadian Association of Independent Living Ottawa Ont	260,289
• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	548,000
• Canadian Paraplegic Association Don Mills Ont	118,662
• Centre de Réadaptation Constance-Lethbridge Montréal Qué	131,395
• Centre for Independent Living in Toronto Toronto Ont	204,177
• Département de Santé Communautaire de la Cité de Laval Laval Qué	109,858
• Independent Living Centre of Waterloo Region Waterloo Ont	190,466
• Independent Living Centre Thunder Bay Ont	174,861
• Independent Living Resource Centre Inc Winnipeg Man	200,000
• Kingston Independent Living Resource Centre Kingston Ont	105,826
• London Family Court Clinic London Ont	173,634
• Ma Mawi Wi Chi Itata Center Inc Winnipeg Man	123,440
• Marymound Inc Winnipeg Man	122,780
• Mount Saint Vincent University Institute for the Study for Women Halifax NS	137,011
• Mouvement SEM St-Jean-sur-Richelieu Qué	162,323
• Nova Scotia Department of Community Services Halifax N-É	300,000
• Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont	120,534
• Ottawa-Carleton Independent Living Centre Ottawa Ont	119,560
• Social Planning & Research Council of British Columbia Vancouver C-B	119,754
• Université de Montréal Montréal Qué	443,985
• Université Laval Ste-Foy Qué	325,346
• University of Guelph Guelph Ont	114,143
• University of Manitoba Winnipeg Man	328,017
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	110,000
• Wilfrid Laurier University Waterloo Ont	174,618

Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique $5,966,926,189
(voir APPENDICE 3)

Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicappées et des accords conclus en vertu de cette Loi $111,133,904

Paiements aux provinces et aux territoires pour le traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie conformément à des accords conclus en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social $10,293,098

Contributions à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-même, à aider d'autres Canadiens et la collectivité $15,293,012
(voir APPENDICE 4)

Contributions à des groupes communautaires, des syndicats locaux, des associations professionnelles, des organismes bénévoles, des organismes à but non lucratif, des maisons d'enseignement, des organismes municipaux, provinciaux et territoriaux et des particuliers à l'appui de projets pilotes, des activités de recherche et de services améliorés d'information qui abordent les problèmes relatifs à la garde des enfants ou encouragent la mise en oeuvre de services en vue d'améliorer la qualité des services de garde des enfants au Canada $13,148,832

• Alliance des garderies Nouveau Départ Inc Ste-Foy Qué	234,232
• Andrew Fleck Child Centre Ottawa Ont	148,325
• Arctic College Nunatta Campus Iqualuit TN-O	373,225
• C M Hincks Institute Toronto Ont	165,690
• Calgary Health Services Calgary Alb	104,819
• Canadian Child Day Care Federation Ottawa Ont	406,282
• Canadian Institute of Child Health Ottawa Ont	159,450
• Canadian Mothercraft Society Toronto Ont	115,149
• Canadian Pediatric Society Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont	312,113
• Childscope Calgary Alb	201,535
• City of Edmonton Community and Family Services Edmonton Alb	131,619
• Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man	178,440
• Dellcrest Children's Centre Downsview Ont	233,661
• Durham College of Applied Arts Oshawa Ont	365,751
• Family Service Bureau of Regina Regina Sask	127,000
• Franciscan Sisters Benevolent Society Edmonton Alb	295,502
• G Allan Roeher Institute of Canada Downsview Ont	149,445
• Hôpital Saint-Luc Dept de Santé Communautaire Montréal Qué	126,165
• Igloolik Adult Education Centre Igloolik TN-O	133,279
• Macaulay Child Development Centre Toronto Ont	114,719
• Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake Sask	387,946
• Montreal Board of Trade Montréal Qué	203,629
• Pacific Child Care Society Nanaimo C-B	173,769
• Pauktuutit Inuit Women's Association Ottawa Ont	130,571

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

	$
• Regroupement des Agences de Services de Garde en Millieu du Quebec Lac Etchemin Qué	126,880
• Regroupement des Garderies sans But Lucratif de L'Outaouais Gatineau Qué	124,034
• Restigouche Band Council Restigouche Qué	167,732
• Society for the Development of Rural Children's Services Red Deer Alb	183,200
• St Amant Centre Inc Winnipeg Man	109,796
• St Joseph's Children's Centre Halifax N-É	107,342
• St Norbert Foundation St Norbert Man	150,337
• The Child Care Connection Nova Scotia Halifax N-É	147,575
• The Cridge Centre for the Family Victoria C-B	235,658
• Town Daycare Foundation Specialink Sydney N-É	226,025
• Union of Ontario Indians North Bay Ont	100,400
• Université de Guelph Guelph Ont	425,742
• Université de Montréal Montréal Qué	209,563
• West Coast Child Care Umbrella Resource and Support Society Vancouver C-B	195,668
• Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont	130,768
• Yukon Child Care Association Whitehorse TY	152,887

Contributions aux groupes et organismes bénévoles, non gouvernementaux, ou à but non lucratif, à des associations professionnelles, à des établissements d'enseignement, des organismes de service social ou de santé et d'autres organismes parapublics qui encouragent les aînés à participer à l'élaboration de projets qui ont une incidence sur la qualité de leur vie et leur autonomie, encouragent et soutiennent les efforts qu'ils font pour se prendre en charge et s'entraider, ou favorisent la disponibilité des ressources qui appuient leur bien-être, leur santé et leur éducation $16,705,790

• 250 Davenport Road Interagency Committee Toronto Ont	112,793
• University of Waterloo Waterloo Ont	195,000
• University of Lethbridge Lethbridge Alb	123,567
• Dalhousie University Halifax N-É	141,133
• Academie de Gerontologie de L'Outaouais Hull Qué	118,700
• Action on Women's Addictions Kingston Ont	108,100
• Alzheimers Society of Canada Toronto Ont	175,685
• Anglican Diocese of Nova Scotia Halifax N-É	238,687
• British Columbia Long Term Care Association Vancouver C-B	133,216
• Canada Safety Council Ottawa Ont	166,168
• Canadian Association on Gerontology Ottawa Ont	103,055
• Canadian Hearing Society Windsor Ont	102,698
• Canadian National Institute for the Blind Regina Sask	102,451
• Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Willowdale Ont	115,096
• Canadian Public Health Association Ottawa Ont	124,930
• Centre d'Action Bénévole La Mosaique Lemoyne Qué	263,735
• Community Information Centre of Metropolitan Toronto Toronto Ont	114,383
• Council on Aging Medication Awareness Ottawa Ont	116,621
• Creative Retirement Manitoba Inc Brandon Man	174,373
• Elizabeth Bruyere Health Centre Ottawa Ont	116,260
• Federation de l'âge d'or du Québec Montréal Qué	208,454
• Fédération des Aînés Francophones de l'Ontario Ottawa Ont	188,606
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	102,884
• Federation of Italian Canadian Seniors Toronto Ont	150,340
• Forum des Citoyens Agés de Montréal Inc Montréal Qué	113,597
• Fundy Regional Council Inc Saint John N-B	112,250
• German-Canadian Congress Ottawa Ont	136,749
• Lakehead Social Planing Council Thunder Bay Ont	132,479
• Memorial University of Newfoundland St John's T-N	199,142
• North York Inter-Agency and Community Council North York Ont	112,775
• Ontario Association of Professional Social Workers Toronto Ont	105,918
• Ontario Home Support Association Toronto Ont	196,500
• Ottawa West Senior Citizen's Support Service Ottawa Ont	121,899
• Planned Lifetime Advocacy Network Burnaby C-B	137,852
• Regroupement l'Autonomie des Aînés du Nord du Qué Val-Brillant Qué	108,736
• Royal Canadian Legion Ottawa Ont	186,157
• Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont	410,683
• St John Council for Nova Scotia Dartmouth N-É	119,583
• The Salvation Army Toronto Ont	142,543
• Second Century Conservation Club and One Voice Ottawa Ont	107,339
• Secretariat for Fitness in the Third Age Gloucester Ont	161,061
• Senior Care-Community Services to Jewish Elderly North York Ont	261,559
• Télé-Université Ste-Foy Qué	182,624
• Union Culturelle des Franco-Ontariennes Ottawa Ont	121,015
• Victorian Order of Nurses for Canada Ottawa Ont	516,445
• Volunteer Society of Calgary Calgary Alb	110,738

Conseil de recherches médicales $235,420,766

Subventions et bourses visant à promouvoir la recherche et la formation pour la recherche dans les centres d'étude de la santé des universités canadiennes et dans d'autres facultés lorsque le projet de recherche est associé de très près à la santé humaine $234,430,649

• Alberta Cancer Board Edmonton Alb	165,360
• Carleton University Ottawa Ont	191,227
• Centre Hospitalier Cote-des-Neiges Montréal Qué	302,000
• Concordia University Montréal Qué	392,757
• Dalhousie University Halifax N-É	6,246,141
• Douglas Hospital Toronto Ont	295,840
• Hôpital Louis H Lafontaine Montréal Qué	300,704
• Hôpital Maisonneuve-Rosemont Montréal Qué	711,493
• Hôpital Notre-Dame Montréal Qué	956,370
• Hôpital Sacre-Coeur Montréal Qué	243,106
• Hôpital Ste-Justine Montréal Qué	850,893
• Hospital for Sick Children Toronto Ont	7,529,504
• Institut Armand Frappier Laval-des-Rapides Qué	208,844
• Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué	299,330
• Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué	5,364,260
• Institut du Cancer de Montréal Montréal Qué	911,550
• Institut National de la recherche scientifique Ste-Foy Qué	465,828
• Jewish General Hospital Montréal Qué	807,498
• J P Robarts Institute London Ont	174,223
• Ludwig Institute for Cancer Research Montréal Qué	134,472
• McGill University Montréal Qué	33,482,005
• McMaster University Hamilton Ont	9,778,720
• Memorial University St John's T-N	2,447,413
• Montreal Children's Hospital Montréal Qué	2,420,572
• Montreal General Hospital Montréal Qué	2,390,272
• Mount Sinai Hospital Toronto Ont	4,037,191
• Princess Margaret Hospital Toronto Ont	3,096,147
• Queen's University Kingston Ont	7,147,650
• Simon Fraser University Burnaby C-B	124,373
• Toronto General Hospital Toronto Ont	2,100,868
• Toronto Western Hospital Toronto Ont	1,374,927
• Université de Montréal Montréal Qué	10,971,166
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	5,346,512
• Université du Québec Montréal Qué	416,687
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	5,978,278
• Université Laval Québec Qué	7,752,479
• University of Alberta Edmonton Alb	13,442,565
• University of British Columbia Vancouver C-B	27,494,274
• University of Calgary Calgary Alb	9,112,456
• University of Guelph Guelph Ont	1,076,611
• University of Manitoba Winnipeg Man	10,383,117
• University of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É	112,015
• University of Saskatchewan Saskatoon Sask	3,895,420
• University of Toronto Toronto Ont	22,023,604
• University of Victoria Victoria C-B	355,046
• University of Waterloo Waterloo Ont	385,308
• University of Western Ontario London Ont	11,533,861
• York University Downsview Ont	301,420

Subventions aux organisations nationales $500,000

• Canadian Council on Animal Care Ottawa Ont	500,000

Subventions aux réseaux de centres d'excellence $490,117

• International Agency for Research on Cancer Lyon France	488,967

REVENU NATIONAL $97,609

Impôt $97,609

Contribution à l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth $20,754

REVENU NATIONAL—*Fin*

$

Contribution au Centre interaméricain des administrateurs fiscaux $41,855

Contribution au Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales (CREDAF) $35,000

PARLEMENT $2,473,580

Sénat $916,471

Pensions aux sénateurs à la retraite $242,485

Association parlementaire canadienne de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord $99,156

Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth $80,280

Groupe canadien de l'Union interparlementaire $67,578

Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française $68,054

Association interparlementaire Canada-France $22,250

Association parlementaire Canada-Europe $41,944

Association parlementaire Canada-Japon $25,643

Association des épouses des parlementaires $5,635

Association interparlementaire Canada-É-U $34,085

7e Conférence parlementaire et scientifique $44,658

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués de d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $184,703

Chambre des communes $1,557,109

Subventions aux associations parlementaires et de procédure $1,161,134

• Canadian Branch of the Commonwealth Parliamentary Association Ottawa Ont	187,319
• Canadian Group Inter-Parliamentary Union Ottawa Ont	157,682
• Canadian North Atlantic Treaty Organization Parliamentary Association Ottawa Ont	231,365
• Canadian Section of "L'Association internationale des parlementaires de langue francaise" Ottawa Ont	155,950
• Seventh Parliamentary and Scientific Conference Ottawa Ont	104,202

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relaties aux visites des délégués de d'autres parlements $395,975

CONSEIL PRIVÉ $235,269

Département $65,000

Subventions à l'Institut des relations intergouvernementales Université Queen's Kingston Ont $65,000

Directeur général des élections $170,269

Remboursement des dépenses d'élection des candidats $170,269

TRAVAUX PUBLICS $341,629,315

Département $341,629,315

PROGRAMME DES SERVICES $33,059,662

Subventions compensatoires en impôt foncier, déboursées au compte de la Société canadienne des postes $26,769,946

• Calgary ville Calgary Alb	478,978
• Coquitlam District Coquitlam C-B	136,401
• Edmonton ville Edmonton Alb	965,501
• Etobicoke Etobicoke Ont	144,604
• Halifax ville Halifax N-É	356,300
• Hamilton ville Hamilton Ont	497,301
• Kitchener ville Kitchener Ont	330,176
• London ville London Ont	278,892
• Mississauga ville Mississauga Ont	1,941,332
• Montreal ville Montréal Qué	1,360,000
• Montreal Island School Council Montréal Qué	280,000
• Nepean ville Nepean Ont	121,533
• North Bay ville North Bay Ont	150,125
• North York ville North York Ont	222,776
• Oshawa ville Oshawa Ont	245,736
• Ottawa ville Ottawa Ont	2,105,231
• Peterborough ville Peterborough Ont	165,887
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	619,000
• Québec ville Québec Qué	260,868
• Regina ville Regina Sask	310,598
• Saanich District Saanich C-B	248,834
• Saskatoon ville Saskatoon Sask	190,738
• Scarborough ville Scarborough Ont	182,555
• St John's ville St John's T-N	193,447
• St Laurent ville St-Laurent Qué	134,406
• St Laurent ville St-Laurent Qué	2,415,484
• St Laurent ville St-Laurent Qué	107,974
• Surrey District Surrey C-B	108,289
• Thunder Bay ville Thunder Ont	155,170
• Toronto ville Toronto Ont	1,218,254
• Trois-Rivières ville Trois-Rivières Qué	102,619
• Vancouver ville Vancouver C-B	965,500
• Windsor ville Windsor Ont	262,031
• Winnipeg ville Winnipeg Man	1,005,558
• York ville York Ont	167,068

Contributions $6,289,716

• Déboursées au compte du programme des biens immobiliers Chicoutimi Qué	6,190,170

PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS $308,569,653

Subventions aux municipalités $290,377,142

• Annapolis County municipalité Annapolis Royal N-É	100,077
• Bedford cité Bedford N-É	509,400
• Belleville ville Belleville Ont	275,969
• Blainville ville Blainville Qué	158,026
• Bonnyville municipalité Bonnyville Alb	1,193,016
• Bosanquet commune Thetford Ont	168,639
• Brandon ville Brandon Man	235,032
• Brantford ville Brantford Ont	186,001
• Brighton commune Brighton Ont	609,349
• Burlington ville Burlington Ont	468,171
• Burnaby District Burnaby C-B	237,462
• Calgary ville Calgary Alb	7,804,550
• Cape Breton County municipalité Sydney N-É	819,200
• Central Labrador School Tax Authority Gander T-N	380,000
• Chilliwack District Chilliwack C-B	729,639
• Churchill Local Government District Churchill Man	250,000
• Colchester County Truro N-É	150,600
• Colchester South commune Essex Ont	190,190
• Colwood ville Colwood C-B	802,692
• Cornwall ville Cornwall Ont	2,893,666
• Cornwallis Rural Municpality Cornwallis Man	210,000
• Cowansville ville Cowansville Qué	235,855
• Cypress municipalité Cypress Alb	600,000
• Dartmouth ville Dartmouth N-É	2,456,225
• Dauphin cité Dauphin Ont	116,787
• Dawson ville Dawson C-B	113,153
• Delta District Delta C-B	150,076
• Deschênes School Board Deschênes Qué	110,715
• Donnacona ville Donnacona Qué	836,685
• Dorval ville Dorval Qué	7,673,292
• Drumheller ville Drumheller Alb	500,000
• Drummondville ville Drummondville Qué	454,500
• Ernescité commune Odessa Ont	459,487
• Esquimalt commune Esquimalt C-B	5,755,207
• Essa commune Angus Ont	588,745
• Etobicoke ville Etobicoke Ont	115,642
• Fort Qu'appelle cité Fort Qu'appelle Sask	105,024
• Gander Regional School Tax Authority Gander T-N	123,000
• Gander cité Gander T-N	467,708
• Gaspé ville Gaspé Qué	101,841
• Gatineau ville Gatineau Qué	163,185
• Gloucester ville Gloucester Ont	6,806,204

TRAVAUX PUBLICS—Fin

	$
• Grande Prairie No 1 County Grande Prairie Alb	124,833
• Guelph Economic Develop Guelph Ont	138,160
• Halifax ville Halifax N-É	7,687,580
• Halifax County municipalité Halifax N-É	776,052
• Hamilton ville Hamilton Ont	721,032
• Happy Valley-Goose Bay cité Happy Valley T-N	206,100
• Hay River cité Hay River TN-O	142,000
• Hull ville Hull Qué	12,760,075
• James Bay Lowland & Secondary Moosonee Ont	104,603
• Jasper School District Jasper Alb	236,500
• Jonquière ville Jonquière Qué	451,000
• Kamloops BC Kamloops ville	400,000
• Kenora cité Kenora Ont	133,816
• Kent District Kent C-B	378,183
• Kentville cité Kentville N-É	435,200
• Kings County municipalité Kentville N-É	995,162
• Kingston ville Kingston Ont	700,000
• Kingston commune Kingston Ont	499,645
• Kitchener ville Kitchener Ont	155,000
• La Baie ville La Baie Qué	1,752,185
• La Macaza municipalité La Macaza Qué	109,502
• Lake Louise School District Lake Louise Alb	120,000
• Langley commune Langley C-B	157,588
• LaSalle ville LaSalle Qué	183,287
• Laval ville Succ St-Martin Qué	1,374,660
• Leduc County No 25 Leduc Alb	830,583
• Lethbridge City Lethbridge Alb	177,034
• Lethbridge County Lethbridge Alb	756,460
• Lincoln cité Beamsville Ont	141,591
• London ville London Ont	2,320,157
• Longueuil ville Longueuil Qué	408,712
• Masset Village Masset C-B	170,027
• Matsqui District Matsqui C-B	638,913
• Metchosin District Metchosin C-B	347,299
• Mirabel ville Ste-Monique Qué	1,426,239
• Mission District Mission C-B	286,941
• Mississauga ville Mississauga Ont	8,483,190
• Montréal ville Montréal Qué	7,645,000
• Montreal Island School Board Montréal Qué	1,130,000
• Mont-Joli ville Mont-Joli Qué	238,500
• Moose Jaw ville Moose Jaw Sask	119,682
• Moose Jaw ville No 161 Moose Jaw Sask	173,920
• Morden cité Morden Man	155,000
• Nanaimo ville Nanaimo C-B	601,337
• Nelson ville Nelson C-B	120,000
• Nepean ville Nepean Ont	3,397,957
• New Westminster ville New Westminster C-B	200,000
• Niagara Falls ville Niagara Falls Ont	101,000
• Norfolk commune Langton Ont	154,952
• North Bay ville North Bay Ont	1,402,333
• North Cypress Rural municipalité North Cypress Man	250,000
• North Saanich District North Saanich C-B	1,202,130
• North York ville North York Ont	10,602,225
• Oakville cité Oakville Ont	136,000
• Oshawa ville Oshawa Ont	124,926
• Ottawa ville Ottawa Ont	78,305,297
• Outaouais-Hull School Board Hull Qué	1,194,281
• Owen Sound ville Owen Sound Ont	117,105
• Parry Sound cité Parry Sound Ont	169,041
• Penticton ville Penticton Ont	200,482
• Petawawa commune Pembroke Ont	955,548
• Petawawa Village Petawawa Ont	203,222
• Peterborough ville Peterborough Ont	333,454
• Pickering cité Pickering Ont	994,485
• Pitt Meadows District Pitt Meadows C-B	105,978
• Pittsburgh commune Kingston Ont	3,561,826
• Port Cartier ville Port Cartier Qué	471,071
• Portage La Prairie municipalité Portage la Prairie Man	156,550
• Prescott cité Prescott Ont	270,951
• Prince Albert ville Prince Albert Sask	211,414
• Prince Albert No 461 municipalité Prince Albert Sask	418,655
• Prince George ville Prince George C-B	200,000
• Prince Rupert ville Prince Rupert C-B	337,560
• Québec ville Québec Qué	3,479,986
• Red Deer ville Red Deer Alb	104,505
• Red Deer County No 23 Red Deer Alb	480,000
• Regina ville Regina Sask	2,283,472
• Renfrew cité Renfrew Ont	533,033
• Richmond commune Richmond C-B	782,827
• Rockwood Rural municipalité Rockwood Man	495,000
• Rolph Buchanan Wylie Mackay commune Deep River Ont	218,675
• Rouyn-Noranda ville Rouyn Qué	100,000
• Saanich District Saanich C-B	550,000
• Sandwich South commune Windsor Ont	210,629
• Sarnia ville Sarnia Ont	108,500
• Saskatoon ville Saskatoon Sask	1,892,523
• Sault Ste Marie ville Sault Ste Marie Ont	769,613
• Scarborough ville Scarborough Ont	197,347
• Sept-Îles ville Sept-Îles Qué	138,130
• Shannon municipalité Shannon Qué	643,429
• Shawinigan South ville Shawinigan Qué	296,614
• Sherbrooke ville Sherbrooke Qué	182,922
• Sidney commune Belleville Ont	958,333
• Smiths Falls cité Smiths Falls Ont	101,449
• South Cypress Rural municipalité South Cypress Ont	110,000
• Springhill cité Springhill N-É	921,400
• St Catharines ville St Catharines Ont	292,191
• St Edmunds commune Tobermory Ont	130,714
• St Gabriel de Valcartier municipalité St Gabriel de Valcartier Qué	448,000
• St-Jerôme School Board St-Jerôme Qué	455,000
• St John's ville St John's T-N	1,768,000
• St-Laurent ville St-Laurent Qué	2,942,444
• St Vincent commune Meaford Ont	144,263
• Ste-Anne Parish Ste-Anne-des-Plaines Qué	645,186
• Ste-Anne-de-Bellevue ville Ste-Anne-de-Bellevue Qué	660,000
• Ste-Foy ville Ste-Foy Qué	1,048,000
• Ste-Madeleine-de-Rigaud Rigaud Qué	154,466
• Ste-Thérèse School Board Ste-Thérèse Qué	107,052
• Stratford ville Stratford Ont	178,358
• Sturgeon municipalité Sturgeon Alb	340,000
• St-Hubert ville St-Hubert Qué	1,964,586
• St-Hyacinthe ville St-Hyacinthe Qué	165,000
• St-Jean-sur-Richelieu ville St-Jean-sur-Richelieu Qué	3,407,604
• Sudbury ville Sudbury Ont	1,349,139
• Summerland District Summerland C-B	319,973
• Surrey District Surrey C-B	852,702
• Swift Current No 137 municipalité Swift Current Sask	158,907
• Sydney ville Sydney N-É	314,100
• Thunder Bay ville Thunder Bay Ont	1,020,500
• Timmins ville Timmins Ont	191,007
• Toronto ville Toronto Ont	7,162,427
• Tosorontio commune Everett Ont	136,452
• Trois-Rivières ville Trois-Rivières Qué	114,916
• Truro cité Truro N-É	170,614
• Val Marie No 17 municipalité Val Marie Sask	136,111
• Val-Bélair ville Val-Bélair Qué	119,000
• Vancouver ville Vancouver C-B	3,434,500
• Vernon ville Vernon C-B	167,241
• Victoria ville Victoria C-B	1,503,582
• Victoria County municipalité Victoria C-B	235,744
• Wainwright No 61 Municipal District Wainwright Alb	305,168
• Welland ville Welland Ont	435,000
• West Carleton commune Carp Ont	123,672
• West Nissouri commune Thorndale Ont	110,080
• Westmount ville Westmount Qué	499,617
• White Valley No 49 White Valley Sask	117,739
• Whitehorse ville Whitehorse TY	1,034,999
• Windsor ville Windsor Ont	395,914
• Winnipeg ville Winnipeg Man	10,100,000
• Yarmouth cité Yarmouth N-É	120,700
• Yellowknife ville Yellowknife TN-O	933,000
• Yorkton ville Yorkton Sask	137,293
Subventions aux provinces $11,990,341	
• Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	11,866,641
• Yukon Whitehorse TY	123,700
Contributions $6,202,170	
• Chicoutimi ville Chicoutimi Qué	6,190,170

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $2,805,683,976
Département $2,671,504,539

	$
Subventions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles $30,686,975	
• Alliance Québec Montréal Qué	1,481,000
• Association canadienne française de l'Alberta Edmonton Alb	678,100
• Association canadienne française de l'Alberta régionale Edmonton Alb	114,000
• Association canadienne-française de l'Ontario Vanier Ont	1,011,500
• Association canadienne-française de Regina Regina Sask	109,123
• Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan Regina Sask	874,181
• Association de la presse francophone Ottawa Ont	515,000
• Association des artistes de la Saskatchewan Regina Sask	128,300
• Association des francophones du nord-ouest de l'Ontario Thunder Bay Ont	128,500
• Association des parents du programme cadre de français Vancouver C-B	220,000
• Association franco-yukonnaise Whitehorse TY	322,655
• Association francophone du Labrador Labrador City T-N	106,700
• Association jeunesse fransaskoise inc Saskatoon Sask	185,000
• Association of Québec Regional English Media Ste-Anne-de-Bellevue Qué	167,300
• Association provinciale des parents fransaskois inc Saskatoon Sask	175,000
• Canadian Parents for French British Columbia Branch New Westminster C-B	107,110
• Canadian Parents for French Ottawa Ont	278,585
• Canadian Parents for French Toronto Ont	129,500
• Carrefour francophone ltée Sudbury Ont	115,320
• Centre culturel franco-manitobain St Boniface Man	188,800
• Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec Montréal Qué	115,000
• Centre de traduction et de documentation juridiques Université d'Ottawa Ottawa Ont	285,000
• Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association Huntingdon Qué	120,000
• Comité de parents du Nouveau-Brunswick inc Dieppe N-B	170,000
• Commission culturelle fransaskoise inc Regina Sask	200,000
• Commission nationale des parents francophones St Boniface Man	410,000
• Committee for Anglophone Social Action New Carlisle Qué	155,000
• Conseil canadien de la coopération Ottawa Ont	213,500
• Conseil de la coopération de la Saskatchewan Regina Sask	129,000
• Conseil des organismes francophones du Toronto métropolitain Toronto Ont	105,000
• Conseil jeunesse provincial inc St Boniface Man	157,166
• Conseil provincial des sociétés culturelles Moncton N-B	119,600
• Coopérative des montagnes ltée radio communautaire Edmundston N-B	100,000
• Direction Jeunesse Ottawa Ont	251,100
• English Speaking Townshippers' Association Sherbrooke Qué	245,000
• Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	971,566
• Fédération des associations de parents et d'instituteurs de langue française de l'Ontario Ottawa Ont	155,000
• Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien Ottawa Ont	159,000
• Fédération des franco-colombiens Vancouver C-B	569,600
• Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	337,750
• Fédération des francophones hors Québec inc Ottawa Ont	1,123,300
• Fédération des jeunes canadiens français inc Ottawa Ont	1,024,596
• Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick Moncton N-B	223,450
• Fédération des parents francophones de l'Alberta Edmonton Alb	220,000
• Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	218,564
• Fédération franco tenoise Yellowknife TN-O	394,800
• Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises Ottawa Ont	378,100
• Fédération provinciale des comités de parents St Boniface Man	290,000
• Festival franco-ontarien Ottawa Ont	110,000
• Fête colombienne des enfants Surrey C-B	208,000
• Francophonie jeunesse de l'Alberta Edmonton Alb	182,250
• Guides catholiques du Canada secteur français Montréal Qué	155,200
• Institut Joseph Dubuc inc Winnipeg Man	215,000
• La fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	152,775
• La société Saint-Thomas d'Aquin Summerside Î-P-É	591,600
• Outaouais alliance inc Hull Qué	123,000
• Reseau national d'action éducation des femmes Ottawa Ont	150,000
• Service fransaskois d'éducation aux adultes Gravelbourg Sask	209,000
• Services converto-braille cypihot-galarneau Hull Qué	190,000
• Société des acadiens et acadiennnes du Nouveau-Brunswick Petit Rocher N-B	654,250
• Société franco-manitobaine St Boniface Man	679,000
• Société nationale des acadiens Shediac N-B	185,000
• Théâtre du nouvel-Ontario inc Sudbury Ont	113,058
• Université de Moncton centre de traduction et de terminologie juridiques Moncton N-B	290,000
• Voice of English Québec Québec Qué	160,000
• Youth Employment Skills Canada Inc Toronto Ont	150,288
Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $746,473	
• Association for Canadian Studies Montréal Qué	270,000
Subventions aux organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux individus, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne $14,189,091	
• Alberta Status of Women Action Committee Edmonton Alb	108,750
• Association des femmes collaboratrices St-Hubert Qué	107,954
• Canadian Congress for Learning Opportunities for Women Toronto Ont	172,331
• Canadian Day Care Advocacy Association Ottawa Ont	183,317
• Canadian Research Institute for the Advancement of Women Ottawa Ont	249,214
• Dawn Canada Disabled Women's Network Richmond C-B	109,466
• Fédération des femmes du Québec Montréal Qué	104,720
• Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises Ottawa Ont	109,011
• Manitoba Action Committee on the Status of Women Winnipeg Man	136,000
• National Association of Women and the Law Toronto Ont	214,627
• National Watch on Images of Women in the Media Vancouver C-B	179,117
• Saskatchewan Action Committee Status of Women Inc Regina Sask	138,800
• Women's Legal Education and Action Fund Ontario Branch Toronto Ont	257,198
Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique pour la mise sur pied d'un centre pour l'intégration des personnes handicappées $1,000,000	
• Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B	1,000,000
Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones $22,222,938	
• Atikokan Native Friendship Centre Atikokan Qué	118,941
• Bonnyville Canadian Native Friendship Centre Bonnyville Alb	170,728
• Brandon Friendship Centre Inc Brandon Man	198,574
• Buffalo Narrows Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask	168,681
• Calgary Native Friendship Society Calgary Alb	216,544
• Can-Am Indian Friendship Centre Windsor Ont	118,264
• Canadian Native Arts Foundation Toronto Ont	100,000
• Canadian Native Friendship Centre Edmonton Alb	216,430

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

	$
• Cariboo Friendship Society Williams Lake C-B	170,619
• Centre Okanagan Indian Friendship Society Kelowna C-B	142,555
• Centre d'amitié autochtone de Québec Loretteville Qué	183,470
• Centre d'amitié autochtone de Montréal inc Montréal Qué	211,697
• Centre d'entraide autochtone de Val d'Or Val d'Or Qué	195,856
• Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre inc Senneterrre Qué	133,372
• Centre indien cri de Chibougamau inc Chibougamau Qué	180,191
• Conseil des Atikamekw et des Montagnais Lorretteville Qué	101,158
• Council for Yukon Indians Whitehorse TY	395,593
• Dauphin Friendship Centre Inc Dauphin Man	190,879
• Deh Cho Society Friendship Centre Fort Simpsom TN-O	146,347
• Dene Nation Yellowknife TN-O	235,690
• Femmes autochtones du Québec inc Montréal Qué	144,300
• Flin Flon Indian-Metis Friendship Association Inc Flin Flon Man	204,017
• Fort Erie Native Cultural Centre Inc Fort Erie Ont	123,351
• Fort Nelson-Liard Native Friendship Society Fort Nelson C-B	115,686
• Fort St John Friendship Society Fort St John C-B	138,731
• Friendship House Association of Prince Rupert Prince Rupert C-B	139,891
• Grande Prairie Friendship Centre Grande Prairie Alb	169,516
• High Level Native Friendship Centre High Level Alb	129,853
• High Prairie Native Friendship Centre High Prairie Alb	138,944
• Indian Friendship Centre in Sault Ste Marie Sault Ste Marie Ont	148,272
• Indian Friendship Centre in Parry Sound Parry Sound Ont	136,650
• Indian News Media Stand Off Alb	163,655
• Indian-Metis Friendship Centre of Prince Albert Corporation Prince Albert Sask	220,322
• Ingamo Hall Friendship Centre Inuvik TN-O	238,848
• Ininew Friendship Centre Cochrane Ont	160,407
• Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B	170,619
• Keewatin Inuit Association Rankin Inlet TN-O	209,586
• Kermode Friendship Society Terrace C-B	139,891
• Labrador Friendship Centre Goose Bay Labrador T-N	207,517
• Labrador Inuit Association Goose Bay Labrador T-N	188,857
• Lillooet Friendship Centre Society Lillooet C-B	122,091
• LLoydminster Native Friendship Centre Inc Lloydminster Alb	106,519
• Ma Mow We Tak Friendship Centre Inc Thompson Man	200,635
• Makivik Corporation Montréal Qué	221,335
• Metis Association of the Northwest Territories Yellowknife TN-O	228,151
• Metis Association of Alberta Edmonton Alb	382,371
• Mission Indian Friendship Centre Society Mission C-B	162,153
• Moosonee Nat e Friendship Centre Moosonee Ont	122,958
• N'Amerind London Friendship Centre Inc London Ont	207,304
• N'Swakamok Native Friendship Center Sudbury Ont	177,534
• Napi Friendship Association Pincher Creek Alb	135,369
• National Aboriginal Communications Society Lac La Biche Alb	157,500
• National Association of Friendship Centres Ottawa Ont	533,512
• National Indian Brotherhood Cornwall Ont	178,226
• Native Canadian Centre of Toronto Toronto Ont	224,697
• Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É	126,705
• Native Communications Society of British Columbia Vancouver C-B	121,313
• Native Council of Nova Scotia Truro N-É	187,061
• Native Council of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É	119,068
• Nawican Friendship Centre Dawson Creek C-B	137,843
• Ne-Chee Friendship Centre Kenora Ont	172,471
• New Brunswick Aboriginal Peoples Council Fredericton N-B	177,040
• Niagara Regional Native Centre Niagara on the Lake Ont	192,505
• Nishnawbe-Gamik Friendship Centre Sioux Lookout Ont	186,624
• Nistawoyou Association Friendship Centre Fort McMurray Alb	178,438
• North Bay Indian Friendship Centre North Bay Ont	171,005
• North-West Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask	185,790
• Odawa Native Friendship Centre Inc Ottawa Ont	156,656
• Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B	170,619
• Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie Man	188,882
• Prince George Native Friendship Centre Prince George C-B	196,020

	$
• Qu'Appelle Valley Friendship Centre Inc Fort Qu'Appelle Sask	134,974
• Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B	170,619
• Red Lake Indian Friendship Centre Red Lake Ont	230,910
• Rocky Native Centre Society Rocky Mountain House Alb	139,575
• Sagitawa Friendship Centre Peace River Alb	135,369
• Saskatoon Indian and Metis Friendship Centre Inc Saskatoon Sask	237,322
• Selkirk Friendship Center Inc Selkirk Man	399,908
• Sik-Ooh-Kotoki Friendship Society Lethbridge Alb	173,432
• Slave Lake Native Friendship Centre Slave Lake Alb	173,185
• Smithers Indian Friendship Center Society Smithers C-B	137,843
• Soaring Eagle Friendship Centre Hay River TN-O	128,246
• The Pas Friendship Centre Inc The Pas Man	190,686
• Thunder Bay Indian Youth Friendship Society Thunder Bay Ont	245,690
• Thunderbird Friendship Centre of Geraldton Geraldton Ont	330,168
• Tillicum Haus Society Nanaimo C-B	162,153
• Timmins Native Friendship Center Timmins Ont	124,489
• Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O	256,402
• Uncle Gabe's Friendship Centre Fort Smith TN-O	195,875
• Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B	178,223
• Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É	163,696
• United Native Friendship Centre Fort Frances Ont	172,176
• United Native Nations Friendship Society Vernon C-B	122,091
• United Native Nations Society Vancouver C-B	390,818
• Valley Native Friendship Centre Duncan C-B	137,843
• Vancouver Indian Center Society Vancouver C-B	215,889
• Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B	215,889
• Yorkton Friendship Centre Yorkton Sask	172,004

Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale $253,000

Subventions à des organisations à but non lucratif pour célébrer la Fête du Canada et aux secteurs public et privé dans le but de célébrer les anniversaires d'importance pour le patrimoine canadien $2,349,588

• Blake Cassels Graydon in Trust Ottawa Ont	580,000
• Productions Hugo De Pot ltée Longueuil Qué	118,911

Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs $222,471

Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents $70,086

Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépen-dantes $250,684,749

• Council of Ministers of Education Canada Toronto Ont	20,283,926
• Federation of Independent School Association of British Columbia Vancouver C-B	497,664
• Lycée Claudel Ottawa Ont	200,341
• Manitoba Federation of Independent Schools Winnipeg Man	145,053
• Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	10,392,286
• Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	25,769,434
• Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Regina Sask	11,600,150
• Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué	76,861,042
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	3,979,317
• Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb	10,063,017
• Trésorier provincial Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	8,716,214
• The Toronto French School Toronto Ont	223,783
• Treasurer of Ontario Toronto Ont	66,869,588
• Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	4,673,602

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

	$
• Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man	9,868,420
Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale $1,989,450	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	1,034,450
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	955,000
Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et de diffusion d'informationet de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement $1,058,615	
• Canadian Association of Second Language Teachers Winnipeg Man	147,907
• Canadian Parents for French Ottawa Ont	148,280
• Commission nationale des parents francophones St Boniface Man	176,400
Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage et la promotion des langues officielles $13,569,170	
• Centre communautaire Sainte-Anne Fredericton N-B	112,500
• Centre culturel francophone de Vancouver Vancouver C-B	154,000
• Conseil communautaire Beausoleil inc Newcastle N-B	125,000
• Conseil communautaire Samuel-de-Champlain inc Saint John N-B	112,500
• Cooperative des montagnes ltée radio communautaire Edmunston N-B	471,975
• Coopérative des publications fransaskoises Regina Sask	228,000
• Fédération culturelle canadienne française Ottawa Ont	365,900
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	2,138,027
• Government of the Yukon Territory Government Leader Whitehorse TY	550,528
• Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué	550,200
• Province du Nouveau-Brunswick ministère de la santé et des services communautaires Fredericton N-B	1,450,000
• Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man	821,224
• Radio Clare Saulnierville N-É	191,107
• Société maison de la francophonie de Vancouver Vancouver C-B	630,000
• Trésorier provincial Province de la Saskatchewan Regina Sask	350,642
• Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	1,528,182
• Trésorier provincial Province de l'Ontario Toronto Ont	1,589,966
• Western Diversification Office Ottawa Ont	108,250
Paiements pour l'enseignement postsecondaire versés aux provinces et territoires aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé $1,861,531,072 **(voir APPENDICE 7)**	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	4,682,250
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	2,586,000
• Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	83,370,714
• Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	12,148,750
• Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	67,835,285
• Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	289,636,429
• Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué	308,952,000
• Newfoundland Exchequer Account St John's T-N	53,671,714
• Trésorier provincial Province de la Saskatchewan Regina Sask	93,948,572
• Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man	101,950,375
• Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb	242,238,858
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	600,510,125

	$
Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts aux institutions de crédit, les obligations contractées sous forme de prêts garantis et les paiements de remplacement aux provinces et territoires en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants $442,419,260	
Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $775,875	
• Télé-Université—Université du Québec Québec Qué	100,000
Contributions à des organismes bénévoles, aux institutions canadiennes, aux particuliers, au secteur privé, de même qu'aux autres niveaux de gouvernement dans le but d'appuyer la participation dans la société canadienne $4,990,927	
• Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont	200,000
• Canadian Disability Rights Council Winnipeg Man	125,000
• Canadian 4-H Council Ottawa Ont	354,969
• Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped Winnipeg Man	435,000
• Council for Canadian Unity Ottawa Ont	1,069,000
• Echange sur les études canadiennes Saanichton C-B	112,000
• National Action Committee on the Status of Women Toronto Ont	396,000
• Society for Educational Visits and Exchanges in Canada Nepean Ont	620,885
• Walter Dinsdale Centre for the Empowerment of Canadians with disabilities Calgary Alb	320,000
• Western Diversification Office Ottawa Ont	121,250
• YMCA of Metropolitan Toronto Toronto Ont	821,000
Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil $22,744,799	
• Aboriginal Multi-Media Society of Alberta Edmonton Alb	403,200
• Alliance autochtone du Québec inc Hull Qué	321,574
• Baffin Region Inuit Association Iqaluit TN-O	225,513
• Battlefords Indian and Metis Friendship Centre North Battleford Sask	165,242
• Centre d'amitié autochtone de La Tuque La Tuque Qué	124,431
• Federation of Saskatchewan Indians Inc Saskatoon Sask	385,094
• Fort Erie Native Cultural Centre Inc Fort Erie Ont	223,125
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	720,000
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	3,288,736
• Indian and Metis Friendship Centre of Winnipeg Inc Winnipeg Man	159,787
• Indian Association of Alberta Edmonton Alb	311,780
• Inuit Broadcasting Corporation Ottawa Ont	1,856,400
• Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont	532,626
• Inuvialuit Communications Society Inuvik TN-O	531,700
• Inuvialuit Regional Corporation Inuvik TN-O	195,784
• James Bay Cree Communications Society Chibougamau Qué	352,800
• Kikinahk Friendship Centre La Ronge Sask	135,569
• Kitikmeot Inuit Association Yellowknife TN-O	209,586
• Lynn Lake Friendship Centre Inc Lynn Lake Man	142,698
• Manitoba Metis Federation Inc Winnipeg Man	531,555
• Metis National Council Saskatoon Sask	267,738
• Metis Society of Saskatchewan Inc Saskatoon Sask	601,311
• Micmac Native Friendship Centre Halifax N-É	147,334
• Missinipi Broadcasting Corporation La Ronge Sask	436,800
• Moose Jaw Native Friendship Centre Moose Jaw Sask	109,916
• National Association of Friendship Centres Ottawa Ont	162,930
• Native Communications Inc Thompson Man	856,800
• Native Communications Society Northern Broadcasting Terrace C-B	436,800
• Native Communications Society of the Western Northwest Territories Yellowknife TN-O	436,800
• Native Council of Canada Ottawa Ont	519,187
• Native Women's Association of Canada Ottawa Ont	457,000
• Northern Native Broadcasting Yukon Whitehorse TY	1,344,000
• Okalakatiget Society Happy Valley Labrador T-N	535,800

	$
• Ontario Metis and Aboriginal Association Sault Ste Marie Ont	514,510
• Pauktuutit—Inuit Women's Association Ottawa Ont	333,000
• Regina Friendship Centre Corporation Regina Sask	220,241
• Sappujjijit Friendship Centre Rankin Inlet TN-O	119,249
• Skookum Jim Friendship Centre Whitehorse TY	130,029
• Société de communication Atikamekw-Montagnais Wendake Qué	772,800
• Taqramiut Nipingat Incorporated Dorval Qué	1,212,412
• Wawatay Native Communications Society Sioux Lookout Ont	1,344,000

Centre canadien de gestion $186,335

Centre canadien de gestion $186,335

• Institut de l'administration publique du Canada Ottawa Ont	162,000

Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) $52,398,102

Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel $22,911,735

• Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia Vancouver C-B	103,500
• Canadian Association of Broadcasters Ottawa Ont	196,050
• Canadian Association of Chiefs of Police Ottawa Ont	153,530
• Canadore College of Applied Arts and Technology North Bay Ont	219,690
• Citizenship Council of Manitoba Inc Winnipeg Man	130,000
• Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont	150,000
• Halifax County Bedford District School Board Lower Sackville N-É	100,000
• Hastings Institute Inc Vancouver C-B	150,000
• League for Human Rights of B'Nai Brith Canada Downsview Ont	108,450
• MOSAIC Multi-Lingual Orientation Service Association for Immigrant Communities Vancouver C-B	100,974
• Multicultural Council of Saskatchewan Inc Regina Sask	110,000
• Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont	125,882
• Prince Edward Island Multicultural Council Charlottetown Î-P-É	109,000
• Ukrainian Canadian Congress Winnipeg Man	1,532,000
• Young Men's Christian Association Canada Ottawa Ont	158,515

Subventions aux organisations professionnelles et au secteur bénévole, aux universités et institutions postsecondaires de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne $19,255,496

• Abcanada Foundation Rexdale Ont	287,592
• Actra Performers for Literacy Toronto Ont	163,132
• Alberta Association of Adult Literacy Edmonton Alb	100,000
• Artic College Yellowknife TN-O	125,000
• Canadian Advertising Foundation Toronto Ont	137,500
• Canadian Association For Adult Education Toronto Ont	246,125
• Canadian Commission for the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization Ottawa Ont	123,000
• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	128,000
• Canadian Federation of Labour Ottawa Ont	100,000
• Canadian Human Rights Foundation Montréal Qué	106,280
• Canadian Library Association Ottawa Ont	301,705
• Canadian Literacy Thesaurus Coalition Toronto Ont	129,375
• Centre for Integrated Education and Community Toronto Ont	105,577
• Coalition of National Voluntary Organizations Ottawa Ont	119,700
• Collège communautaire de Dieppe Dieppe N-B	165,000
• Cypress Hills Regional College Swift Current Sask	100,000
• Education Permanente Faculté St-Jean Edmonton Alb	100,000
• Fédération des francophones hors Québec Inc Ottawa Ont	107,430
• Forevergreen Film and Television Productions Inc Ottawa Ont	129,000
• Frontier School Division No 48 Winnipeg Man	100,000
• George Brown College Toronto Ont	150,000
• Holland College Charlottetown Î-P-É	120,000
• Independent Learning Centre Sudbury Board of Education Sudbury Ont	100,000
• Institut canadien d'éducation des adultes Montréal Qué	279,625
• Institute for Educational Research and Development St John's T-N	125,000
• John Howard Society of Canada Ottawa Ont	120,000
• Learning Disabilities Association of Canada Ottawa Ont	170,000
• Literacy Workers Alliance of Manitoba Brandon Man	150,000
• National Film Board Montréal Qué	229,550
• New Brunswick Community College of Woodstock Woodstock N-B	190,000
• Northwest Territories Literacy Council Iqaluit TN-O	100,000
• Nova Scotia Community College Halifax Campus Halifax N-É	392,746
• One Voice Seniors Network Ottawa Ont	139,625
• Ontario Literacy Coalition Toronto Ont	193,375
• Ottawa Board of Education The Learning Centre Ottawa Ont	133,000
• Peter Gzowski Invitational Golf Tournaments Toronto Ont	107,000
• Read Canada Toronto Ont	151,666
• Regroupement des groupes populaires en alphabetisation du Québec inc Montréal Qué	375,600
• Regroupement des groupes francophones d'alphabetisation populaire de l'Ontario Toronto Ont	197,650
• Saskatchewan Federation of Labour Regina Sask	169,300
• Saskatchewan Literacy Network Saskatoon Sask	100,000
• Societe de radio television du Québec Radio-Québec Montréal Qué	166,000
• TV Ontario Toronto Ont	100,000
• United Nations Association in Canada Ottawa Ont	348,420
• United Way Ottawa Ont	127,940
• University of Ottawa Human Rights Research and Education Centre Ottawa Ont	155,834
• Vancouver Community College Vancouver C-B	206,168
• World Literacy of Canada Toronto Ont	240,225
• Yukon College Whitehorse TY	241,050

Contributions aux provinces, aux groupes bénévoles, aux universités, institutions et aux particuliers pour promouvoir le développement culturel $3,941,016

• Canada Council for Multicultural and Intercultural Education Ottawa Ont	185,525
• Canadian Ethnocultural Council Ottawa Ont	266,500
• Cross Cultural Communication Centre Toronto Ont	105,000
• Dalhousie University Halifax N-B	400,000
• Government of Manitoba Culture Heritage and Recreation Winnipeg Man	100,000
• Harambee Centres Canada Toronto Ont	120,000
• Ontario Council of Agencies Serving Immigrants Toronto Ont	155,000
• Tarasiuk Andrey Chysta Productions Inc Toronto Ont	200,000
• Université de Montréal Montréal Qué	400,000
• Université du Québec à Montréal Montréal Qué	400,000
• University of British Columbia Vancouver C-B	400,000
• Western Diversification Office Ottawa Ont	141,295

Contributions aux organisations professionnelles et au secteur bénévole, aux universités et établissements postsecondaires de même qu'aux provinces et territoires pour des activités liées à l'alphabétisation, l'action volontaire et les droits de la personne $6,289,855

• Canadian Council on Social Development Ottawa Ont	659,685
• Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont	760,000
• Frontier College Toronto Ont	315,000
• Laubach Literacy of Canada St John N-B	315,000
• Metropolitan Toronto Library Board Toronto Ont	160,120
• Ministère de l'éducation du Québec Québec Qué	2,122,086
• Movement for Canadian Literacy Ottawa Ont	315,000
• University of Ottawa Human Rights Research and Education Centre Ottawa Ont	1,495,814

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

Conseil de recherches en sciences humaines $81,595,000

	$
Subventions pour recherche $30,932,614	
• Fremonts J Montréal Qué	138,706
• Kallman H Toronto Ont	124,998
• Kooyman B Calgary Alb	136,676
• Kelley J Calgary Alb	121,944
Subventions pour recherche de grande envergure $3,687,974	
• Beugnot B Montréal Qué	105,050
• Bouchard G Chicoutimi Qué	285,228
• Cook G R Toronto Ont	750,000
• Dean W G Toronto Ont	261,499
• Edwards M J Ottawa Ont	185,874
• Griffiths C T Burnaby C-B	110,000
• Healy A D Toronto Ont	305,078
• Keillor E Ottawa Ont	105,528
• Legare J Montréal Qué	100,000
• Lefebvre C Montréal Qué	138,964
• Lemire M Ste-Foy Qué	120,000
• Lovejoy P E North York Ont	145,418
• Lowenstamm J Montréal Qué	220,860
• Major J L Ottawa Ont	250,000
• Mcconica J K Toronto Ont	116,810
• Redford D B Toronto Ont	160,920
• Smith J C Vancouver C-B	217,124
Subventions—président $136,423	
Institut canadien de recherche à l'étranger $275,000	
• Canadian Mediterranean Institute Ottawa Ont	200,000
Subventions pour Travaux d'édition de grande envergure $1,238,175	
• Poirier P H Québec Qué	260,772
• Université Laval Ste-Foy Qué	387,884
• Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué	148,670
• University of Toronto Toronto Ont	286,218
Subventions pour recherche générale $4,987,646	
• Carleton University Ottawa Ont	133,706
• Concordia University Montréal Qué	118,061
• Queen's University Kingston Ont	142,009
• McGill University Montréal Qué	218,643
• McMaster University Hamilton Ont	153,226
• O.I.S.E. Toronto Ont	111,796
• Simon Fraser University Burnaby C-B	117,398
• Université Laval Ste-Foy Qué	354,323
• Université de Montréal Montréal Qué	333,152
• Université d'Ottawa Ottawa Ont	165,078
• Université du Québec a Montréal Montréal Qué	308,932
• University of Alberta Edmonton Alb	162,796
• University of British Columbia Vancouver C-B	325,183
• University of Calgary Calgary Alb	131,631
• University of Guelph Guelph Ont	116,417
• University of Toronto Toronto Ont	284,898
• University of Victoria Victoria C-B	108,364
• University of Waterloo Waterloo Ont	153,670
• University of Western Ontario London Ont	174,028
• York University North York Ont	155,276
Subventions assorties $521,815	
Revues savantes $2,069,613	
Aide aux publications savantes $1,076,000	
• Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont	538,000
• Social Sciences Federation of Canada Ottawa Ont	538,000
Aide aux conférences savantes au Canada $1,006,990	
Aide aux associations savantes $872,994	
Aide aux organisations parapluies $1,052,289	
• Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont	476,879
• Social Sciences Federation of Canada Ottawa Ont	529,410
Bourse de doctorat $11,062,529	
Bourses de doctorat—Renouvellement $5,223,856	
Bourse Bora Lanskin $27,500	
Bourses de recherche du Canada $3,453,138	
Bourses postdoctorales $2,435,694	
Bourses postdoctorales—Renouvellement $1,935,714	
Bourses spéciales de maîtrise $5,670	
Bourses Jules et Gabrielle Léger $25,000	
Conférences internationales—Bourses de voyage $99,000	
Subventions de voyage pour la représentation internationale $101,025	
Aide aux petites universités $595,460	
Femme et Travail $1,083,108	
Éducation et travail dans une société en changement $1,450,689	
Outils de recherche pour les études canadiennes $1,830,515	
• Canadian Institute for Historical Micro Reproductions Ottawa Ont	175,000
Vieillissement de la population $30,757	
Collections de recherche spécialisée $744,334	
Gestion de l'organisation au Canada $375,352	
Famille et socialisation des enfants $836,607	
Contexte humain de la science et de la technologie $225,306	
Mondialisation de l'économie $754,748	
L'éthique appliquée $512,148	
Politique scientifique et technologique $269,097	
Initiatives conjointes—Changements environnementaux $42,000	
Multiculturalisme $30,000	
Affaires autochtones $200,000	
Le droit et les questions sociales $90,000	
Chaires en gestion du changement technologique $98,220	
Réseau de centres d'excellence $200,000	

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $47,830,858

Département $4,113,532

	$
Subvention à l'Association canadienne des chefs de police $49,000	
Subvention à la John Howard Society $50,000	
Subvention à l'Association de justice pénale $122,500	
Subvention aux organismes autorisés d'assistance postpénale $1,782,589	
• Association des services de réhabilitation sociale du Québec Montréal Qué	142,100
• Canadian Association of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont	590,597
• Canadian Criminal Justice Association Ottawa Ont	112,700
• John Howard Society of Canada Ottawa Ont	616,400
• St Leonard's Society of Canada Mississauga Ont	117,992
Financement de base—Organismes bénévoles nationaux $343,750	
• Canadian Training Institute Downsview Ont	143,100

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

$

Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général $1,765,693

• Solliciteur général de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	110,750

Service correctionnel $8,188,849

Pensions et autres avantages sociaux des employés $70,127

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents $54,954

Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires $1,273,311

• Trésorier de l'Alberta Edmonton Alb	230,000
• John Howard Society of Ontario Toronto Ont	129,314
• M2/W2 Calgary Alb	107,475
• Religieuses Notre-Dame du Bon Pasteur Port Cartier Qué	140,487

Contributions pour la construction effectuée par les provinces et municipalités $6,790,457

• Gouvernement de la Colombie-Britannique Victoria C-B	3,802,794
• Ministre des Finances Winnipeg Man	600,844
• Trésorier de l'Ontario Toronto Ont	1,027,500
• Burnaby Correctional Centre for Women Burnaby C-B	1,267,862

Gendarmerie royale du Canada $35,528,477

Subvention à l'Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada $2,500

Subvention à l'Association internationale des chefs de police $1,804

Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions $772,352

Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada $9,616,853

Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions $4,702,097

Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions $84,777

Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police $381,189

Rentes de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $19,966,905

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES (6) $249,680,370

Département $249,680,370

Paiements de transfert aux provinces signataires dans le programme de l'accord de réciprocité fiscale $241,325,427

Frais d'enregistrement pour automobiles $4,557,436

Paiements de péréquation $1,303,000

Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie $2,494,507

• The Youth Science Foundation Ottawa Ont	100,000

$

TRANSPORTS $1,009,876,675

Département $224,312,478

Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversiers et de cabotage pour marchandises et voyageurs $17,815,157

• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	17,815,157

Subvention à l'Institute of Risk Research de l'Université de Waterloo, pour appuyer les objectifs du programme de recherche et de développement de Transports Canada, afin de favoriser la compilation de renseignements et de méthodologies sur la gestion des risques, y compris des renseignements sur les risques liés au transport de marchandises dangereuses $50,000

Subvention à la Writer's Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award $150

Subventions aux organismes d'aide aux marins $12,300

Subvention au Conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique $1,667

Subvention à l'Association des ports et havres du Canada $5,000

Aéro Club du Canada (anciennement l'Association royale canadienne des aéroclubs) $25,000

Subvention à l'Association des gens de l'air du Québec pour l'avancement des intérêts du Québec dans le domaine de l'aviation $4,000

Subventions au Comité de la semaine nationale des transports $20,000

Contributions à l'Association des routes et transports du Canada $184,920

• Association des routes et transports du Canada Ottawa Ont	184,920

Contributions selon les conditions approuvés par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional de la province du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional) $57,933,889

• Gouvernement du Québec Québec Qué	10,735,591
• Province de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	45,056,899
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	2,078,899

Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $12,176,672

• Coastal Transport Ltd Saint John N-B	259,000
• Northern Cruiser Co Ltd St John's T-N	1,141,069
• Northumberland Ferries Ltd Charlottetown Î-P-É	8,006,639
• Puddister Trading Co Ltd St John's T-N	524,827
• Sail Labrador Ltd St John's T-N	458,755
• Traversier CTMA Ferry Cap-aux-Meules Qué	1,786,382

Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien $15,064,077

• Commission canadienne du blé Winnipeg Man	15,064,077

Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada $1,652,181

• Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	1,652,181

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1989 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versées à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi

TRANSPORTS—*Suite*

	$
sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard $1,813,761	
• Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	1,813,761
Paiements pour un programme d'aide pour le transport des personnes handicapées $597,673	
Contributions selon les conditions approuvés par le gouverneur en conseil pour aider à l'implantation d'un système de contrôle et de réglementation de la circulation à Montréal, aux fins du développement économique et régional $864,802	
• Bombardier Inc Boucherville Qué	300,991
• Hydro Québec Montréal Qué	130,726
Contributions aux provinces dans le but d'accroître l'efficacité et la sécurité de la route Yellowhead et d'aider au développement économique régional, au développement industriel et au tourisme $13,487,750	
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	7,809,707
• Province du Manitoba Winnipeg Man	3,546,701
• Province de la Saskatchewan Regina Sask	2,131,342
Contributions aux provinces, aux gouvernements territoriaux et au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé à l'égard des coûts d'élaboration et de mise en application du Code national de sécurité pour les transporteurs routiers commerciaux $5,593,153	
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	473,500
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	700,946
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	250,000
• Province du Manitoba Winnipeg Man	373,256
• Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B	850,000
• Province de Terre-Neuve et du Labracdor St John's T-N	480,942
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	467,678
• Province de l'Ontario Toronto Ont	500,000
• Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É	291,516
• Province de la Saskatchewan Regina Sask	449,928
• Régie de l'Assurance Automobile du Québec Sillery Qué	311,467
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	443,919
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme: Nouvelle-Écosse, Québec et Nouveau-Brunswick $39,995,466	
• Province du Nouveau Brunswick Fredericton N-B	24,346,366
• Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É	15,649,100
Contribution à la Borden Mercantile Co Ltd pour faciliter la fermeture de la sous-division ferrovière Cowichan sur l'Île de Vancouver $168,000	
• Borden Mercantile Co Ltd Victoria C-B	168,000
Programme EDER du Manitoba —Contribution pour le Comité consultatif du développement de l'industrie des transports pour le paiement d'une facture en retard de 1989-90 $539	
Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique $250,000	
• Croix rouge canadienne Toronto Ont	250,000
Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents $1,221,251	
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Halifax N-É	176,135
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Pickering Ont	185,946
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Québec Qué	185,796
• Canadian Marine Rescue Auxiliary St John's T-N	115,786
• Canadian Marine Rescue Auxiliary Vancouver C-B	266,317
• Johnson and Higgins Faber Ltd Toronto Ont	291,271

	$
Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique pour le programme de réduction des débris flottants $90,000	
Contribution au district de Port Hardy pour financer partiellement une étude sur le développement d'un plan industriel d'utilisation de l'eau et du terrain, pour le district, incluant le port de Port Hardy $5,000	
Fonds additionnels pour compléter la contribution pour la protection des jetées du pont Laviolette (EDER du Québec) $3,321	
Contribution à l'Organisation maritime internationale (IMO) Fonds pour le désastre du Golfe $250,000	
• Organisation maritime internationale Londres Angleterre	250,000
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes $342,787	
• International Civil Aviation Organization Copenhague Danemark	342,787
Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage $94,110	
Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage $25,000	
Contribution à La Société de développement de la Baie James (SDBJ) pour la construction d'installations abritants une station d'information de vol à l'aéroport de La Grande Rivière $1,900,000	
• Société de développement de la Baie James Matagami Qué	1,900,000
Contributions pour l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres $13,932,793	
• Charlo Airport Commission Inc Charlo N-B	894,000
• Churchill Falls (Labrador) Ltd St John's T-N	415,000
• Ville de Brandon Brandon Man	412,731
• Ville de Cranbrook Cranbrook C-B	817,967
• Ville de Dawson Creek Dawson Creek C-B	527,800
• Ville de Flin Flon Flin Flon Man	234,910
• Ville de Prince Albert Prince Albert C-B	232,339
• Corporation Municipale de Natashquan Natashquan Qué	208,000
• Distric de Campbell River Campbell River C-B	356,604
• District de Lynn Lake Lynn Lake Man	328,180
• District de Mystery Lake Thompson Man	279,259
• Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O	230,222
• Manitoba Hydro Gillam Man	261,217
• Miramichi Airport Commission Ltd New Castle N-B	662,000
• Moosonee Development Area Board Moosonee Ont	262,320
• Municipalité de la Basse Côte Nord du Blanc Sablon Qué	156,000
• Municipalité de la Basse Côte Nord Chevery Qué	138,000
• Municipalité Havre-St-Pierre Havre-St-Pierre Qué	219,000
• Pembroke and Area Airport Commission Pembroke Ont	321,867
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	252,500
• Province du Manitoba Winnipeg Man	178,700
• Municipalité régionale de Hamilton-Wentworth Hamilton Ont	692,098
• The Corporation of the City of Sudbury Sudbury Ont	1,284,320
• The Toronto Harbour Commission Toronto Ont	1,114,500
• Cité de Dauphin Dauphin Man	195,407
• Cité de Dryden Dryden Ont	883,678
• Cité de Fort Frances Fort Frances Ont	163,408
• Cité de Peace River Peace River Alb	473,183
• Cité de Rainbow Lake Rainbow Lake Alb	128,000
• Ville de Gaspé Gaspé Qué	515,985
• Ville de Rouyn Rouyn Qué	573,000

TRANSPORTS—*Suite*

	$
Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres et des installations connexes: Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Red Bay, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville et Hopedale) $843,917	
• Province de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	843,917
Contributions au Québec—Nouveau Québec aéroports inuit $7,628,647	
• Gouvernement du Québec Québec Qué	7,628,647
Autres améliorations d'aéroports, y compris les ententes pour le développement économique et régional du Manitoba $336,300	
• La Ville de Joliette Joliette Qué	336,300
Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres, et des installations connexes $11,653,239	
• Columbia Valley Airport Society Fairmont C-B	225,000
• Comté de Strathcona Sherwood Park Alb	875,370
• District de Chilliwack Chilliwack C-B	154,194
• District de Mackenzie Mackenzie C-B	336,572
• District de Powell River Powell River C-B	140,495
• La Régie Intermunicipale de l'Aéroport de Dolbeau St-Méthode Qué	119,652
• La Ville de La Tuque La Tuque Qué	145,200
• La Ville de St-Georges-de-Beauce St-Georges-de-Beauce Qué	1,630,330
• La Ville de Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts Qué	153,870
• Moosonee Development Area Board Moosonee Ont	653,736
• Municipality of Snipe Lake Eston Sask	206,045
• Province de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N	719,924
• Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'est Bromont Qué	396,299
• Regional District of North Okanagon Vernon C-B	504,492
• Small Business Development Corporation Halifax N-É	168,737
• The Corporation of the City of Brantford Brantford Ont	292,500
• The Corporation of the City of Marathon Marathon Ont	113,850
• The Corporation of the City of Nelson Nelson C-B	378,800
• The Corporation of the City of Stratford Stratford Ont	411,758
• The Corporation of the Township of Nakina Nakina Ont	194,847
• The Corporation of the Village of Pemberton Pemberton C-B	467,864
• The Corporation of the Village of Valemont Valemont C-B	406,552
• The Municipality of the County of Kings Waterville N-É	116,550
• Cité de Luseland Luseland Sask	415,800
• Cité de Rainbow Lake Rainbow Lake Alb	173,610
• Cité de Tofield Tofield Alb	244,672
• Cité de Weyburn Weyburn Sask	120,000
• Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY	847,138
Paiements à l'appui de croisements étagés approuvés selon la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer $6,171,899	
• Ville de Chatham Chatham N-B	500,000
• Ville de Kingston Kingston Ont	1,048,711
• Corporation of the Town of Oakville Oakville Ont	2,000,000
• Gouvernement du Québec Québec Qué	115,000
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	2,500,000
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvés aux termes de la Loi sur la sécurité ferroviaire $9,785,948	
• Canadian National Railways Montréal Qué	5,801,410
• Canadian Pacific Limited Montréal Qué	2,822,179
• Ville de Thunder Bay Thunder Bay Ont	134,210
• Corporation of the City of Burlington Burlington Ont	205,238
• Corporation of the City of Kenyon Alexandria Ont	146,560
• District de Surrey Surrey C-B	146,580

	$
Contributions à des organismes de recherche choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherche et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers $60,917	
Contribution à l'Opération Gareautrain en support d'un programme national d'information sur les dangers des traverses de voies ferrées sur les grandes routes $150,000	
• Railway Association of Canada Montréal Qué	150,000
Contributions afin d'aider à financer les études de faisabilité sur la cession d'aéroports $49,169	
Affectation au Groupe de travail sur la cession des aéroports en 1990-91 dans le but de faire une contribution aux aéroports de Montréal (EDER du Québec) $200,000	
• Conseil de l'Aéroport International de Montréal Dorval Qué	200,000
Contribution à l'Institut international de formation en gestion aéronautique civile (IIFGA) pour la mise en place d'un programme national de formation en gestion de l'Aviation $90,000	
Versements à la Compagnie de chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal $1,762,023	
• Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué	1,762,023

Administrateur de l'Office du transport du grain $1,624,388

Contribution dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau $1,624,388	
• Alberta Wheat Pool Calgary Alb	474,487
• Manitoba Pool Elevators Winnipeg Man	217,620
• Saskatchewan Wheat Pool Regina Sask	339,153
• United Grain Growers Winnipeg Man	261,300

Office national des transports $783,939,809

Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes $10,695,826	
• Canadian National Railways Montréal Qué	9,985,473
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	547,512
Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $644,937,233	
• BC Rail Vancouver C-B	2,341,322
• Canadian National Railways Montréal Qué	335,701,314
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	304,888,377
• Central Western Railway Corp Edmonton Alb	1,659,158
• Southern Rails Cooperative Ltd Avonlea Sask	347,062
Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des provisions de la Loi sur les chemins de fer $20,291,148	
• Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont	2,550,781
• Canadian National Railways Montréal Qué	14,944,434
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	1,113,080
• Quebec North Shore and Labrador Rly Sept-Îles Qué	1,682,853
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports $20,948,348	
• Canadian National Railways Montréal Qué	14,297,334
• Canadian Pacific Ltd Montréal Qué	6,651,014
Paiements à des compagnies de chamins de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique $87,067,254	
• A & M Transport 1987 Ltd Havelock N-B	219,201
• Albany Cartage Co Ltd Havelock N-B	170,555

TRANSPORTS—*Fin*

	$
• Armour Transport Inc Moncton N-B	745,610
• Arnold Bros Transport Ltd Winnipeg Man	119,594
• Atpro Trucking Co Saint John N-B	662,401
• Bakery Transport Inc Halifax NS	600,951
• Bayview Transport Ltd Saint John N-B	132,739
• Bedford Transport Ltd Halifax N-É	224,986
• Big Wheels Trans & Leasing Ltd Kensington Î-P-É	1,736,599
• Black's Harbour Transfer Ltd Black's Harbour N-B	153,102
• BMC Ltd Saint John N-B	421,349
• Brookville Transport Ltd Saint John N-B	202,187
• Brunswick Bulk Transport Ltd Dartmouth N-É	131,082
• Burgess Contracting Ltd Havelock N-B	143,451
• Burns Foods Transport Ltd Calgary Alb	109,803
• CTMA Express Ltée Îles-de-la-Madeleine Qué	159,423
• Caldwell Transport Ltd Saint John N-B	195,739
• Canadian Pacific Express & Transport Ltd Moncton N-B	1,737,486
• Carleton County Brokerage Co Ltd Hartland N-B	102,900
• Carleton Enterprises Ltd Florenceville N-B	119,589
• Cement Cartage Co Ltd Havelock N-B	272,476
• Chabot et Desmarais Inc St-Agapit Qué	125,075
• Choice Reefer System Ltd Sterling Ont	110,728
• Commercial Highway Services Ltd Waverley N-É	136,534
• Conrad's Transport Ltd Dartmouth N-É	122,443
• Constructions F Morin Inc Pohenegamook Qué	134,497
• D & N Truck Lines Ltd Newcastle N-B	403,562
• David Brown United Ltd Waterville N-É	257,262
• Day & Ross Inc Hartland N-B	3,881,958
• Day & Ross Nfld Ltd St John's T-N	192,921
• Delco Enterprises Ltd Saint Antoine N-B	113,409
• Diamond's Transfer Ltd Moncton N-B	100,591
• Distrans Inc Charlesbourg Qué	150,248
• EDF Transport Ltd c/o Scotsburn Co-Op Scotsburn N-É	896,468
• Eassons Transport Ltd Berwick N-É	365,507
• Expediteur Japiro Inc Montmagny Qué	185,122
• FP Transport Ltd Moncton N-B	134,036
• Fernand Gosselin Inc St-Romuald Qué	429,147
• Florist Transport Ltd Falmouth N-É	147,641
• GBR Holdings Ltd Oxford N-É	106,967
• Gerald Battist Trucking Ltd Pictou N-É	286,624
• Grand Falls Central Rly Co Ltd Grand Falls N-B	148,153
• Greer Hunt Trucking Paradise T-N	172,942
• HE Fisher Ltd Moncton N-B	236,136
• Harold B Legge Transport Ltd Port Williams N-É	250,390
• Harris Victor C Wolfville N-É	118,666
• Higgins Trucking Ltd Chipman N-B	101,285
• Hillmans Transfer Sydney N-É	197,303
• Interlait Inc St-Agapit Qué	160,720
• JP MacInnis Trucking Ltd Whycocomagh N-É	107,461
• JW Baughan Ltd Sackville N-B	240,602
• Jardine Transport Ltd Fredericton N-B	102,036
• Jim Brophy Ltd Holyrood T-N	130,959
• Jumbo Motor Express Ltd Etobicoke Ont	594,734
• K & T Transport Ltd Plaster Rock N-B	137,359
• Ken Giberson Transport Ltd Newcastle N-B	214,050
• Kingsco Transport Ltd Sussex N-B	120,129
• Klunski Transport Inc Fredericton N-B	284,450
• L'Islet Express Inc St-Eugène Qué	106,148
• Leo Dussault Transport Ltée Donnacona Qué	261,188
• Les Industries Alex Couture Inc St-Romuald Qué	322,675
• Les Transport L Martin & Fils Inc Rivière-du-Loup Qué	101,873
• Les Transports J Bujold Inc Pointe-au-Père Qué	151,182
• Maritime Ontario Freight Lines Ltd Mississauga Ont	907,071
• Matane Gaspésie Transport Inc Matane Qué	297,342
• McAuley's Transfer Ltd Centreville N-B	277,028
• McNeil's Transport Ltd Mount Pearl T-N	314,722
• Merks Farms Ltd Wolfville N-É	110,187
• Midland Newfoundland Ltd Moncton N-B	225,713
• Midland Transport Ltd Moncton N-B	3,438,701
• Milltown Trucking Co Ltd St Stephen N-B	330,813
• New Brunswick Québec Transport Ltd Grand Falls N-B	103,321
• Noel Godbout Transport Ltée St Quentin N-B	134,850
• Parent Lumber Ltd St Quentin N-B	151,078
• Pole Star Transport Inc Hantsport N-É	513,500
• Provincial Carriers Ltd Mont Pearl T-N	147,769
• Provincial Express Inc St John's T-N	109,733
• Quinnsway Transport Ltd Mount Pearl T-N	122,383
• R & G Transport Ltd Sussex N-B	201,448
• Rapido Transport Inc Newcastle N-B	132,759
• Refrigerated Carryall Ltd Moncton N-B	667,029
• Resource Transport Ltd Dartmount N-É	282,074
• Restigouche Transport Ltd Campbellton N-B	195,966
• Roy's Midway Ltd Saint John N-B	436,672
• SG Transport Ltd Fredericton N-B	221,638
• Stonewood Investments Ltd Petitcodiac N-B	111,938
• Sunbury Transport Ltd Fredericton N-B	1,870,407
• Syndicat des Producteurs de Lait de Québec Québec Qué	256,762
• Thompson's Transfer Co Ltd Middleton N-É	431,440
• Tom MacDonald Trucking Ltd Sydney River N-É	107,944
• Trans Ali Inc Thetford Mines Qué	365,203
• Trans Viande Temis Inc Notre-Dame-du-Lac Qué	288,946
• Transbois Canada Ltée St-Pamphile Qué	391,351
• Translait Inc Ste-Claire de Bellechasse Qué	165,123
• Transport ADS Inc St-Henri-de-Lévis Qué	371,519
• Transport Alimentaire du Bas St-Laurent Inc Matane Qué	527,188
• Transport Amical Inc Amqui Qué	101,229
• Transport Besner Inc St-Nicholas Qué	727,128
• Transport Beton Provincial Ltée Matane Qué	208,940
• Transport Bovac Ltée Ville St-Joseph Qué	173,445
• Transport Bruno Boulianne Ltée St-Georges Qué	111,280
• Transport Cabano Inc Ancienne Lorette Qué	1,435,976
• Transport Chabot & Tanguay Inc Ste-Justine Langevin Qué	219,571
• Transport Culinar Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué	205,444
• Transport Dallaire Ltée Montmagny Qué	105,655
• Transport de l'Est Inc Ancienne Lorette Qué	238,919
• Transport Denis Bérubé Inc Price Qué	201,197
• Transport Félix Huard et Fils Ltée Luceville Qué	108,356
• Transport Gaspé Vrac Ltée Murdochville Qué	129,217
• Transport Gérald Pelletier Ltée Isle Verte Qué	636,075
• Transport Guerette Inc Edmundston N-B	110,583
• Transport Luvrac Inc Luceville Qué	655,741
• Transport Mont-Joli Inc Mont-Joli Qué	164,726
• Transport Morneau Inc St-Arsène Qué	220,482
• Transport PA Lessard Inc St-George Est Qué	221,117
• Transport Robert 1973 Ltée Rougemont Qué	281,252
• Transport Samson Inc Québec Qué	794,680
• Transport St-Alexandre Inc St-Alexandre Qué	152,147
• Transport St-François Ltd St-François N-B	175,050
• Transport Théberge Ltée Rimouski Qué	113,916
• Transport Y Théberge Inc Rimouski Qué	531,915
• V A Ross Trucking Ltd Boiestown N-B	131,064
• Wallace Warehousing & Cartage Ltd Moncton N-B	110,722
• Wells Transfer Ltd Dartmouth N-É	372,002

CONSEIL DU TRÉSOR $563,676

Secrétariat $563,676

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $173,000

Subvention pour le Conference Board du Canada $165,000

Contribution à l'Association canadienne de normalisation $8,000

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE $390,676

Subvention pour la Loi sur la mise au point des pensions du service public $390,676

ANCIENS COMBATTANTS $1,338,851,827

Département $1,338,851,827

PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS $1,338,851,827

Pensions $981,967,735

Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils $217,824,869

ANCIENS COMBATTANTS—*Fin*

Assistance accordée en conformité avec les dispostition du Règlement sur le Fonds de secours $2,133,212

Fonds de bienfaisance de l'Armée $18,000

Légion royale canadienne $9,000

Enfants des morts de la guerre (Aide à l'éducation) $561,056

Formation universitaire et professionnelle $274,951

Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer $319,783

Société dite Last Post Fund $11,583,566

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth $4,391,963

Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée $30,000

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays $9,493

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants $524,395

Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants $504,963

Fonds de bienfaisance de l'Armée $1,790,147

Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 $517

Indemnisation pour perte de salaire $48,359

Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du Ministère $5,292,918

Contributions accordées aux anciens combattants afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux $111,566,900

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN $156,325,934[7]

Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs maintenant abolis $2,680,996

	$
• CP Loewen Enterprises Ltd Steinbach Man	144,251
• Canadian Rig Ltd Calgary Alb	153,039
• Develcon Electronics Ltd Saskatoon Sask	495,463
• Gravure Graphics Ltd Winnipeg Man	196,308
• MacMillan Bloedel Ltd Vancouver C-B	400,152
• Microtel Ltd Burnaby C-B	339,163
• Nissi Technologies Inc North Vancouver C-B	104,938

Contributions en vue d'appuyer le Programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest $6,073,887

	$
• 371740 Alberta Ltd Calgary Alb	178,210
• Atlas Lumber (Alberta) Ltd Blairmore Alb	118,258
• BF Goodrich Canada Inc Waterloo Ont	210,553
• Carbovan Inc Saskatoon Sask	3,048,435
• Dominion Malting Limited Winnipeg Man	139,320
• GH Bettis Ltd Edmonton Alb	122,941
• Palliser Furniture Ltd Winnipeg Man	287,922
• Sherritt Gordon Limited Fort Saskatchewan Alb	105,272
• Stream-Flo Industries Ltd Edmonton Alb	300,000
• Trans-Continental Printing Inc Calgary Alb	104,749

Contributions aux termes des ententes auxiliaires en vigueur en vertu des ententes de développement économiques et régional et des ententes cadres de développement $16,840,892

	$
• A & A Foods Ltd Port Coquitlam C-B	149,670
• BC Chemicals Ltd Prince George C-B	1,644,000
• Baxter Corporation of British Columbia Burnaby C-B	1,375,000
• Canfor Corporation New Westminster C-B	2,027,521
• Canswiss Lumber Ltd Abbotsford Vancouver C-B	360,000
• Circuit Graphics Ltd. Burnaby C-B	457,704
• City of Winnipeg Winnipeg Man	1,462,110
• Daesung Canada Inc Prince George C-B	468,000
• Dentech Products Ltd Clearbrook C-B	198,802
• Dynapro Systems Inc Vancouver C-B	300,000
• MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B	288,065
• Norvik Timber Inc Delta C-B	916,208
• Province de l'Alberta Edmonton Alb	2,633,305
• Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	2,275,116
• Rustad Bros & Co Ltd Prince George C-B	115,810
• Vita Mills Inc Delta C-B	230,058
• Winnipeg Core Area Initiative Winnipeg Man	1,735,886

Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement et la mise en valeur de l'infrastructure commercial, le développement régional et économique dans l'Ouest $122,002,136

	$
• 408635 Alberta Inc Calgary Alb	387,500
• AES Manufacturing Inc Winnipeg Man	255,000
• Abbotsford Airshow Canada Association Abbotsford C-B	765,235
• Abbott Laboratories Ltd Montréal Qué	2,755,595
• Advanced Light Imaging Technologies Burnaby C-B	509,240
• Agri-Tec Canada Inc Winnipeg Man	161,389
• Alberta Agricultural Research Institute Edmonton Alb	1,000,000
• Alberta Food Processors Association Edmonton Alb	100,000
• AT Plastics Inc Brampton Ont	1,284,563
• B & W Technologies Ltd Calgary Alb	500,951
• Ballard Power Systems Inc North Vancouver C-B	1,130,000
• Bernhard Furniture & Millwork Ltd Winnipeg Man	305,370
• Bertonee Inc Calgary Alb	165,187
• Biomira Inc Edmonton Alb	272,421
• Biostar Inc Saskatoon Sask	261,954
• Blackhawk Technology Corporation Vancouver C-B	175,000
• Boeing of Canada Ltd Winnipeg Man	662,800
• Boundary Equipment Co Ltd Edmonton Alb	189,341
• Brandt Industries Ltd Regina Sask	272,052
• Brasco Investments Ltd & Savolite Corporation Delta C-B	334,000
• Bristol Aerospace Limited Winnipeg Man	277,004
• Brougham Resources Limited and Brougham Geoquest Ltd Calgary Alb	200,000
• C-Pak Inc Edmonton Alb	135,987
• CAD Systems Inc Winnipeg Man	194,545
• Calgary Airport Authority Calgary Alb	151,830
• Calgary Zoological Society Calgary Alb	118,158
• Can-Oat Milling Inc Portage La Prairie Man	6,718,976
• Canac/Microtelnorth Warning System Coquitlam C-B	476,545
• Canada Beef Export Federation Calgary Alb	367,786
• Canadian Film Celebration Calgary Alb	126,000
• Canadian Helicopters Limited Vancouver C-B	418,808
• Canadian Institute for Radiation Safety Toronto Ont	393,275
• Canadian Lipoprotein Standardization Laboratory and Canadian Cholesterol Reference Foundation Vancouver C-B	125,000
• Canadian Space Agency Ottawa Ont	375,000
• Canadian Tool And Die Works Ltd Winnipeg Man	112,921
• Canfor Corporation New Westminster C-B	292,915
• Canoe Cove Manufacturing Ltd Sidney C-B	120,630
• Carrying Industries of Alberta Ltd Edmonton Alb	143,141
• Canadian Aging & Rehab Products Dev Corp Winnipeg Man	2,278,746
• Centennial Wire Products Ltd Winnipeg Man	189,502
• Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb	1,841,964
• Chromalux Canada Inc & Shrimp Projectors Inc Edmonton Alb	294,541
• Co-Operators Data Services Ltd Regina Sask	1,767,257
• Coal Association of Canada Calgary Alb	439,411
• Columbia Ginseng Corporation Ltd Vancouver C-B	390,124
• Computrol Security Systems Ltd Burnaby C-B	118,048
• Conair Aviation Ltd Abbotsford C-B	1,770,367
• Consumers Software Inc Vancouver C-B	100,000

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN—*Suite*

	$
• CQAC Manufacturing Ltd Victoria C-B	125,000
• CREO Products Inc Burnaby C-B	1,424,717
• DEES Communications Engineering Ltd Delta C-B	261,691
• Dentech Products Ltd Clearbrook C-B	160,242
• Derby Cone Inc Regina Sask	328,567
• Douglas Manufacturing Inc Winkler Man	370,128
• Dow Corning Corporation Midland Michigan USA	3,810,740
• Duck Lake Historical Museum Society Duck Lake Sask	156,270
• Ducks Unlimited Canada Winnipeg Man	163,352
• Durand-Raute Industries Ltd New Westminster C-B	362,465
• Earl's Industries Ltd Vancouver C-B	585,393
• EC-BO Industries Ltd Richmond C-B	300,000
• Elcan Forage Inc Saskatoon Sask	141,500
• Emery Apparel Canada Inc Edmonton Alb	135,558
• Enviro Industrial Technology Corporation Winterburn Alb	166,100
• Envirosafe Cleaning Services Inc Edmonton Alb	130,000
• Epic Data Inc Richmond C-B	390,000
• Everguard Security Systems Ltd Richmond C-B	895,950
• Exan Technologies Inc Burnaby C-B	165,106
• Exor Data Inc Vancouver C-B	134,364
• Export Packers Company Limited Brampton Ont	106,400
• Federal Pioneer Ltd Toronto Ont	4,219,250
• Flexi-Coil Ltd Saskatoon Sask	559,379
• Focus On Inputs Association Inc Melfort Sask	130,000
• Forintek Canada Corp Vancouver C-B	7,552,000
• Forks Renewal Corporation Winnipeg Man	1,513,822
• FRE Pultrusions Inc and FRE Composites Inc Edmonton Alb	639,340
• General Sea Harvest Corporation Surrey C-B	147,514
• Gienow Building Products Limited Calgary Alb	178,368
• Grandwill Global Marketing Inc Ottawa Ont	177,500
• HCS Health Care Systems Inc Richmond C-B	200,000
• Hedd Roz Canada Inc Calgary Alb	1,240,075
• IMAC Design Group Limited Edmonton Alb	200,044
• Impact Research Group Limited Vancouver C-B	126,216
• Industrial Ceramic Systems Inc Calgary Alb	335,000
• Industrial Commercial Equipment Mfg Winnipeg Man	112,529
• International Road Dynamics Inc Saskatoon Sask	308,855
• Intertech Systems Inc Burnaby C-B	150,000
• International Institute for Sustainable Development Winnipeg Man	149,925
• Iris Systems Inc Winnipeg Man	562,268
• Itres Research Limited Calgary Alb	158,500
• Jade Simulations International Corp Calgary Alb	1,000,000
• Jannock Steel Fabricating Co Ltd Westeel Division Winnipeg Man	217,415
• Kayway Industries Inc Winnipeg Man	170,000
• Kelowna Flightcraft R & D Limited Kelowna C-B	1,092,147
• Kevin Sports Toys International Inc Calgary Alb	150,000
• Keyword Office Technologies Ltd Calgary Alb	200,000
• Kipp Kelly Winnipeg Man	124,062
• Kitchen Craft of Canada Ltd Winnipeg Man	138,472
• Kootenay Tractor & Supply Ltd Nelson C-B	324,919
• Legal Information Systems & Technology Foundation Vancouver C-B	516,012
• Leltex Foam Corp Lethbridge Alb	215,000
• Leon-Ram Enterprises Inc Yorkton Sask	476,163
• MacMillan Bloedel Ltd Vancouver C-B	138,000
• Manitou Springs Hotel Inc Watrous Sask	254,286
• Mas Medical Ltd Saskatoon Sask	160,000
• Maverick Surgical Inc Edmonton Alb	111,099
• McCarney Technologies Inc Vancouver C-B	482,070
• Megaquip Industries Ltd Delta C-B	153,000
• Mem-Tec Trade Shows Ltd Vancouver C-B	350,000
• Metal Fabricators and Welding Ltd Edmonton Alb	150,000
• Micron Imaging Corp Kelowna C-B	244,091
• Monac Acoustic Monitoring International Corp Winnipeg Man	182,719
• Monarch Industries Limited Winnipeg Man	249,853
• Multi Biotech Inc & Geodyne Technologies Inc Calgary Alb	100,000
• Multi-Deck Trailers Inc Drumheiler Alb	100,000
• Musican International Corp Treheme Man	147,246
• Mustang Engineered Technical Apparel Corp and Meta Research Inc Richmond C-B	207,800
• Myriad Innovative Designs Inc Winnipeg Man	100,000
• Myrias Research Corporation Edmonton Alb	1,293,072
• Nexus Engineering Corp Burnaby C-B	350,000
• No 26 Corporate Ventures Ltd Vancouver C-B	159,756
• Norsask Forest Products Inc Meadow Lake Sask	375,000
• North Associates Canada Ltd Winnipeg Man	110,571
• Norvik Timber Inc Delta C-B	360,000
• Nose Creek Forest Products Calgary Alb	107,261
• Novatel Communications Ltd Calgary Alb	125,000
• Offshore Systems Ltd North Vancouver C-B	177,977
• Otto Bock Orthopedic Ind of Canada Winnipeg Man	126,029
• Pacific Music Industry Association Vancouver C-B	200,000
• Pacific Video Canada Ltd Vancouver C-B	136,779
• Pamap Graphics Ltd Victoria C-B	165,877
• PDS Railcar Services Corporation Calgary Alb	1,602,384
• Pelorus Navigation Systems Inc Calgary Alb	341,746
• Philom Bios Inc Saskatoon Sask	305,582
• Pimlico Apparel Ltd Vancouver C-B	175,188
• Polestar Exploration Inc Vancouver C-B	102,015
• Pollard Banknote Ltd Winnipeg Man	460,657
• Potash & Phosphate Institute of Canada Saskatoon Sask	754,667
• Pound-Maker Ethanol Limited Lanigan Sask	1,379,223
• Prairie Implement Manufacturers Association Regina Sask	174,088
• Quantic Laboratories Inc Winnipeg Man	138,703
• Quantum Productions Inc Vancouver C-B	214,400
• Rendamax/GP Industries LImited White City Sask	427,572
• Rexx Acoustics Inc Canmore Alb	190,772
• Rhys Industries Limited Richmond C-B	122,066
• Riese Investments Ltd La Ronge Sask	174,583
• RSF Energy Ltd Smithers C-B	100,000
• Rydex Industries Corporation Richmond C-B	101,376
• Saskatchewan Potash Producers Association Regina Sask	437,394
• Saskatchewan Science Centre Inc Regina Sask	868,941
• Schmidtke Millwork Ltd Steinbach Man	227,160
• Sci-Tec Instruments Inc Saskatoon Sask	147,543
• Sentinel Vision Inc Delta C-B	229,559
• Shana Corporation Edmonton Alb	131,125
• Smoky River Coal Ltd Calgary Alb	416,498
• Sound Concepts Canada Inc Winnipeg Man	151,500
• Southport Aerospace Centre Inc Portage La Prairie Man	311,652
• Sport Specific Inc Calgary Alb	116,525
• Standard Knitting Ltd Winnipeg Man	225,469
• Standard Steel Specialty Corporation Steinbach Man	428,135
• Statpower Technologies Incorporated Burnaby C-B	181,379
• Sun Country Foods Inc Spruce Grove Alb	376,514
• Sun Ice Limited Calgary Alb	375,000
• SWI Speciality Woods Intl Inc Vancouver C-B	571,077
• Technology Transfer Inc Edmonton Alb	162,977
• Teleflex (Canada) Ltd Richmond C-B	265,220
• The 10 Planner Corporation Calgary Alb	234,269
• Thunder Records Inc Winnipeg Man	100,605
• Tradeglobe Consulting Ltd and Tradeglobe Information Technologies Ltd Vancouver C-B	154,736

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN—*Fin*

	$
• Trainex Industries Inc Winkler Man	130,000
• Transalta Res Investment Corp & Esso Resources Investment Calgary Alb	851,848
• Transport Data Network Intern Inc Richmond C-B	626,295
• Trimel Corporation Mississauga Ont	4,265,327
• Triple E Canada Ltd Winkler Man	1,842,847
• Triple E Industries Winkler Man	317,162
• TTC/Truck Tech Corp and Delta Transportation Products Ltd Richmond C-B	123,678
• Uma Engineering Ltd Winnipeg Man	199,625
• Union Carbide Canada Ltd Toronto Ont	1,218,688
• Unique Force Enterprises Inc Vancouver C-B	194,850
• Unisys Canada Inc Defence Systems Winnipeg Man	116,974
• United Pacific Company Ltd Brandon Man	144,326
• Unocal Canada Limited Calgary Alb	142,418
• Valgro Ltd Edmonton Alb	150,000
• Vancouver International Airport Authority Vancouver C-B	200,000
• Vansco Electronics Ltd Winnipeg Man	232,673
• Venture Technologies Inc North Vancouver C-B	102,807
• Vis-A-Vis Resources Inc Wynyard Sask	1,429,205
• Visionsmart Inc Edmonton Alb	168,000
• WCW Western Canada Water Enterprises Vancouver C-B	500,000
• Water Conditioning Canada Ltd Regina Sask	150,000
• Watercraft Offshore Canada Ltd Richmond C-B	322,710
• Waterscapes Inc Saskatoon Sask	123,169
• Wedge Clamp International Inc Richmond C-B	110,200
• Weir-Jones Engineering Consultants Vancouver C-B	325,000
• Westaim Technologies Inc Fort Saskatchewan Alb	3,621,000
• Westbay Instruments Inc North Vancouver C-B	190,403
• Western Combine Corporation Portage La Prairie Man	2,780,781
• Western Marble Inc Ltd Kelowna C-B	125,000
• Westglen Milling (1989) Ltd Barrhead Alb	738,617
• Westward Industries Ltd Portage La Prairie Man	179,562
• Willowglen Systems Ltd Calgary Alb	167,898
• Xillix Technologies Corp Vancouver C-B	343,468
• ZI Probe Inc Edmonton Alb	116,194
• Zadall Sy tems Group Inc West Vancouver C-B	328,500
• Ze afin Inc Edmonton Alb	263,160

Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $8,556,078(7)

Subventions pour le programme de la Diversification de l'Ouest canadien $171,945

• Market Opportunities West Inc Regina Sask	146,945

(1) Un montant de $32,617,982 a été imputé à l'article courant 12.

(2) Un montant de $800 a été imputé à l'article courant 12.

(3) Un montant de $163,906 a été imputé à l'article courant 12.

(4) Un montant de $335,621 a été imputé à l'article courant 01.

(5) Ce montant ne comprend pas un paiement de $1,550,000 recouvré d'un autre département gouvernemental mais comprend un paiement de $53,218 fait à un autre département gouvernemental.

(6) Suite à des taxes de ventes provinciales déboursées aux divers gouvernements provinciaux par le Fonds renouvelable des approvisionnements, ce montant diffère de $78,166 du montant à la section 1 (tableau 3) du Volume II (partie I).

(7) Les paiements sont énumérés sous le Ministère d'Industrie, Sciences et Technologie.

(8) Un montant de $867,731 a été crédité à l'article courant 13.

APPENDICE 1

Paiements aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Santé nationale et Bien-être social)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Virement des fonds: Services de santé assurés	Virement des fonds: Services complémentaires de santé	Virement des fonds: Total des contributions pécuniaires	Péréquation, transfert de l'impôt: Transfert de l'impôt	Péréquation, transfert de l'impôt: Péréquation associée	Péréquation, transfert de l'impôt: Total	Total de la caisse et transfert de l'impôt
Terre-Neuve	129,857	28,609	158,466	75,551	69,647	145,198	303,664
Île-du-Prince-Édouard	29,616	6,480	36,096	19,056	13,987	33,043	69,139
Nouvelle-Écosse	201,651	44,216	245,867	161,247	64,686	225,933	471,800
Nouveau-Brunswick	164,133	36,046	200,179	116,932	66,504	183,436	383,615
Québec	850,407	337,962	1,188,369	2,120,977	339,686	2,460,663	3,649,032
Ontario	1,556,663	484,992	2,041,655	2,974,994		2,974,994	5,016,649
Manitoba	248,382	54,295	302,677	197,713	78,468	276,181	578,858
Saskatchewan	227,414	50,014	277,428	164,709	88,768	253,477	530,905
Alberta	582,586	121,960	704,546	607,047		607,047	1,311,593
Colombie-Britannique	700,347	155,611	855,958	791,394		791,394	1,647,352
Total des provinces	4,691,056	1,320,185	6,011,241	7,229,620	721,746	7,951,366	13,962,607
Territoires du Nord-Ouest	11,536	2,712	14,248	13,912		13,912	28,160
Territoire du Yukon	6,255	1,288	7,543	6,258		6,258	13,801
Total	4,708,847	1,324,185	6,033,032	7,249,790	721,746	7,971,536	14,004,568

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Le montant total autorisé pour chaque province est basé sur un montant égal par habitant déterminé en accord avec la loi. La contribution d'impôt est la valeur actuelle de points relatifs à l'impôt (et la péréquation fiscale qui y est associée). Les paiements (au) comptant sont la différence entre le total autorisé et la contribution d'impôt ainsi que des ajustements reliés aux paiements des années précédentes. La péréquation associée au transfert de l'impôt est payée en vertu du Programme de péréquation fiscale administré par le Département des Finances. Les montants des contributions pécuniaires et de transfert de l'impôt en 1990-91 sont présentés dans le tableau ci-dessus.

Le paiement de contributions pécuniaires est assujetti aux provisions de la Loi canadienne sur la santé. La Loi exige que les provinces se conforment à certains critères et conditions et ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions spécifiques, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi. Au cours de 1990-91 aucunes déductions ne furent faites.

APPENDICE 2

Paiements aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Santé nationale et Bien-être social)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Services de santé assurés	Services complé-mentaires de santé	Total 1990-91
Terre-Neuve	129,857	28,609	158,466
Île-du-Prince-Édouard	29,616	6,480	36,096
Nouvelle-Écosse	201,651	44,216	245,867
Nouveau-Brunswick	164,133	36,046	200,179
Québec	850,407	337,962	1,188,369
Ontario	1,556,663	484,992	2,041,655
Manitoba	248,382	54,295	302,677
Saskatchewan	227,414	50,014	277,428
Alberta	582,586	121,960	704,546
Colombie-Britannique	700,347	155,611	855,958
Total des provinces	4,691,056	1,320,185	6,011,241
Territoires du Nord-Ouest	11,536	2,712	14,248
Territoire du Yukon	6,255	1,288	7,543
Total	4,708,847	1,324,185	6,033,032

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Ces contributions sont calculées sur un montant de base prédéterminé fondé sur la croissance du produit national brut. Au cours des dernières années, des redressements ont été effectués à l'échelle mobile à cause de contraintes fédérales. Cette valeur est ensuite multipliée par la population de chaque province afin de déterminer l'admissibilité provinciale. Ces contributions se transforment en un transfert d'un nombre prédéterminé de points relatifs à l'impôt (et à la péréquation qui y est associée) évalués à 8.0 milliards en 1990-91, combiné à un paiement résiduel (tel que décrit ci-dessus). Le paiement des contributions pécuniaires est également assujetti aux différentes dispositions de la Loi canadienne sur la santé. Pour que l'on puisse payer la pleine contribution pécuniaire, les provinces doivent satisfaire les critères des programmes de la gestion publique, d'intégralité, d'universalité, de transférabilité et d'accessibilité pendant toute l'année fiscale, doivent accepter de fournir l'information requise par le Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et de reconnaître également des contributions et montants versés par le Canada en vertu de la Loi canadienne sur la santé.

En plus la Loi exige que les provinces ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste (pour les services dentaires exigeant l'hospitalisation) ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi canadienne sur la santé.

APPENDICE 3

Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1991	1990	Augmentation ou diminution(–)
Terre-Neuve	118,960	101,040	17,920
Île-du-Prince-Édouard	28,729	23,881	4,848
Nouvelle-Écosse	189,089	157,186	31,903
Nouveau-Brunswick	173,743	158,936	14,807
Québec [1]	1,264,577	1,106,377	158,200
Ontario	2,474,771	1,761,467	713,304
Manitoba	227,057	194,497	32,560
Saskatchewan	158,845	152,857	5,988
Alberta	554,009	513,187	40,822
Colombie-Britannique	748,881	693,782	55,099
Total des provinces	5,938,661	4,863,210	1,075,451
Territoires du Nord-Ouest	22,230	16,859	5,371
Territoire du Yukon	6,035	5,202	833
Total	5,966,926	4,885,271	1,081,655

La Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada autorise le gouvernement à conclure des accords avec les provinces et les deux territoires afin de partager les frais des services d'assistance sociale aux personnes dans le besoin et des services de bien-être aux personnes dans le besoin ou celles susceptibles de l'être. Le fédéral verse 50% des frais admissibles et partageables.

[1] La province de Québec a opté pour la réception de fonds spéciaux au lieu de partager les coûts avec le Régime d'assistance publique du Canada, en accord avec le Partie VII à l'égard des programmes spéciaux de bien-être de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. D'après ces dispositions, la province de Québec a droit à une partie en espèces et une partie en unités de réduction d'impôt équivalent aux paiements de transfert qui auraient été faits si la province avait choisi de participer au Régime d'assistance publique du Canada.

Les montants au Québec étaient:

	1990-91	1989-90
	(en milliers de dollars)	
En espèces	1,264,577	1,106,377
5 unités en réduction d'impôt (valeur estimative)	635,189	574,709
	1,899,766	1,681,086

APPENDICE 4

Détails des paiements Nouveaux Horizons (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1991		Exercice clos le 31 mars 1990	
	Nombre de projets financés	Paiements	Nombre de projets financés	Paiements
Terre-Neuve	49	351	51	375
Île-du-Prince-Édouard	37	191	30	194
Nouvelle-Écosse	96	662	110	681
Nouveau-Brunswick	103	541	89	537
Québec	616	3,769	660	3,889
Ontario	396	4,872	459	5,736
Manitoba	110	861	99	825
Saskatchewan	119	715	174	828
Alberta	138	1,111	155	1,123
Colombie-Britannique	222	2,198	252	2,073
Total des provinces	1,886	15,271	2,079	16,261
Territoires du Nord-Ouest	2	22	2	6
Total	1,888	15,293	2,081	16,267

Le Programme Nouveaux Horizons a été établi en 1972 pour encourager les Canadiens retraités à prendre une part plus active dans la communauté. Cet objectif devient possible, grâce à l'aide professionnelle et à l'apport financier à des groupes de personnes âgées, leur permettant de planifier et de développer des projets en accord avec leurs intérêts et leurs talents. Ces projets aident ceux qui y participent à demeurer socialement actifs et leur donnent une opportunité de s'impliquer dans les services communautaires qui aident plusieurs personnes du troisième âge à prolonger un mode de vie indépendant.

APPENDICE 5

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)

Exercice clos le 31 mars	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Paiements (en millions de dollars)
1991	3,754	6,756	2,736
1990	3,699	6,658	2,654
1989	3,675	6,609	2,606
1988	3,666	6,597	2,564
1987	3,659	6,592	2,534

Les paiements d'allocations familiales sont effectués par le fédéral à l'intention des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans. Bien que le versement soit habituellement fait au nom de la mère, il peut être adressé à toute autre personne ayant assumé la garde de l'enfant. Des allocations spéciales sont versées pour des enfants qui sont à la charge d'organismes ou d'institutions. La Loi prévoit l'indexation annuelle du montant de l'allocation en janvier en accord avec l'accroissement des prix à la consommation étant supérieure à 3%. Le taux fédéral mensuel des allocations familiales était de $33.33 par enfant en 1990 et $33.93 en 1991. Les allocations familiales spéciales étaient de $49.72 par mois en 1990 et $50.61 en 1991.

Le gouvernement d'une province peut demander au gouvernement fédéral de varier les taux payables dans cette province selon l'âge ou le nombre d'enfants dans une famille ou les deux, pourvu que le versement mensuel le plus petit dans cette province soit d'au moins 60% du taux fédéral et que le montant mensuel moyen versé à l'intention de tous les enfants de cette province soit égal au taux fédéral mensuel. Le Québec et l'Alberta ont choisi cette dernière option.

En mars 1991, 3,754,080 familles et organismes recevaient en moyenne $61.74 au nom des 6,756,022 enfants admissibles.

Crédit d'impôt pour enfants est un revenu dont les prestations ont été vérifiées et choisies pour aider les familles aux revenus qui sont bas ou moyens. Le montant de base en 1990 pour le crédit d'impôt pour enfants était $575.00 par enfant. Le total du crédit d'impôt payable est réduit de 5% sur le revenu de la famille au-dessus de $24,769. Les paiements attribuables aux années d'imposition 1988, 1989 et 1990, faits du 1er avril 1990 au 31 mars 1991, s'élevaient à $39,473,474, $1,230,953,966 et $823,624,168 respectivement, pour un total de $2,094,051,608.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)
(tous les montants en milliers)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1991			Exercice clos le 31 mars 1990		
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements
Terre-Neuve	92	162	66,188	93	166	66,775
Île-du-Prince-Édouard	19	35	14,358	19	36	14,179
Nouvelle-Écosse	127	225	90,974	127	225	89,615
Nouveau-Brunswick	108	189	76,604	108	190	75,985
Québec	956	1,639	664,388	944	1,620	646,046
Ontario	1,349	2,421	981,716	1,323	2,373	947,635
Manitoba	153	289	117,738	153	289	115,596
Saskatchewan	140	283	115,337	142	286	114,527
Alberta	369	705	282,989	359	687	272,041
Colombie-Britannique	426	779	313,795	417	757	299,643
Total des provinces	3,739	6,727	2,724,087	3,685	6,629	2,642,042
Territoires du Nord-Ouest	10	21	8,723	10	21	8,375
Territoire du Yukon	5	8	3,206	4	8	3,089
Total	3,754	6,756	2,736,016	3,699	6,658	2,653,506

APPENDICE 6

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)

(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1991	1990	1989	1988	1987
Pension de sécurité de la vieillesse (PSV)	12,781	11,804	10,963	10,248	9,520
Supplément de revenu garanti (SRG)	3,929	3,889	3,766	3,618	3,452
Allocation au conjoint (AAC)	421	461	473	483	473
	17,131	16,154	15,202	14,349	13,445

Des paiements de sécurité de la vieillesse sont effectués sur une base entière ou partielle à toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans ou plus et satisfaisant certaines normes de résidence.

Des paiements du supplément de revenu garanti sont des montants additionnels payés aux retraités ayant peu ou aucun autre revenu que la pension de sécurité de la vieillesse. L'admissibilité est fondée sur le revenu de la précédente année civile et calculée en accord avec la Loi de l'impôt sur le revenu. Là où un couple marié est concerné, chacun est considéré afin d'avoir une demie de leur revenu combiné.

L'allocation au conjoint est payable au conjoint du retraité si le conjoint est entre 60 et 64 ans et aux veufs et veuves âgés entre 60 et 64 ans. Les bénéficiaires doivent satisfaire certaines normes de résidence. L'admissibilité est fondée sur le revenu.

Le programme des prestations de sécurité de la vieillesse peut changer en janvier, avril et octobre de chaque année selon les changements causés par l'indexation des prix à la consommation.

À compter du 1er avril 1991, les prestations en vigueur étaient comme suit:

Prestations mensuelles

	$
Versements de base PSV	362.37
Versement maximal SRG	
Célibataire ou personne mariée dont le conjoint ne reçoit pas de PSV ou AAC	430.65
Couple marié, les deux retraités—Chacun	280.50
Allocation maximale au conjoint	642.87
Bénéficiaires veufs	709.73

En mars 1991, on comptait 3,098,506 retraités qui recevaient des paiements de sécurité de la vieillesse, de ce nombre 1,346,483 ou 43.46% recevaient aussi un supplément de revenu garanti; la moyenne du supplément payé était de $254.00. En plus, 120,929 conjoints des retraités recevaient des allocations au conjoint. Une moyenne de $319.00 était payée au conjoint.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)

(tous les montants en milliers)

	Exercice clos le 31 mars 1991		Exercice clos le 31 mars 1990	
Provinces et territoires	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**
Terre-Neuve	60	386,933	59	369,827
Île-du-Prince-Édouard	18	107,591	18	103,681
Nouvelle-Écosse	119	682,226	117	652,614
Nouveau-Brunswick	93	546,826	92	519,527
Québec	793	4,512,264	771	4,240,385
Ontario	1,172	5,882,920	1,139	5,535,470
Manitoba	150	805,530	148	772,071
Saskatchewan	143	780,373	142	747,669
Alberta	229	1,206,599	221	1,131,844
Colombie-Britannique	412	2,109,868	401	1,985,338
Total des provinces	3,189	17,021,130	3,108	16,058,426
Territoires du Nord-Ouest	2	12,209	2	11,530
Territoire du Yukon	1	6,105	1	5,680
International	28	91,372	23	78,094
Total	3,220	17,130,816	3,134	16,153,730

* Y compris les bénéficiaires de l'allocation au conjoint.

** Y compris la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

APPENDICE 7

Paiements au terme de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Secrétariat d'État)

(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Enseignement postsecondaire paiements (au) comptant	Péréquation, transfert de l'impôt pour l'enseignement postsecondaire			Total de la caisse et contribution de l'impôt
		Transfert de l'impôt	Péréquation associée	Total	
Terre-Neuve	53,672	35,757	32,962	68,719	122,391
Île-du-Prince-Édouard	12,149	9,019	6,619	15,638	27,787
Nouvelle-Écosse	83,371	76,314	30,614	106,928	190,299
Nouveau-Brunswick	67,835	55,341	31,475	86,816	154,651
Québec	308,952	1,003,804	160,764	1,164,568	1,473,520
Ontario	600,510	1,407,988		1,407,988	2,008,498
Manitoba	101,950	93,572	37,137	130,709	232,659
Saskatchewan	93,949	77,952	42,012	119,964	213,913
Alberta	242,239	287,300		287,300	529,539
Colombie-Britannique	289,636	374,546		374,546	664,182
Total des provinces	1,854,263	3,421,593	341,583	3,763,176	5,617,439
Territoires du Nord-Ouest	4,682	6,584		6,584	11,266
Territoire du Yukon	2,586	2,962		2,962	5,548
Total	1,861,531	3,431,139	341,583	3,772,722	5,634,253

Les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire sont versées en conformité avec la Partie V de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Le montant autorisé par habitant pour chaque province est basé sur un montant égal par habitant déterminé en accord avec la Loi. La contribution d'impôt est la valeur actuelle de points relatifs à l'impôt (et la péréquation fiscale qui y est associée). Les paiements (au) comptant sont la différence entre le total autorisé et la contribution d'impôt ainsi que des ajustements reliés aux paiements des années précédentes. La péréquation associée au transfert de l'impôt est payée en vertu du Programme de péréquation fiscale administré par le Département des Finances. Les montants des contributions pécuniaires et de transfert de l'impôt en 1990-91 sont présentés dans le tableau ci-dessus.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1990-91

Service de la dette publique

SOMMAIRE

	Page
Service de la dette publique	8.2

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'Enquête auprès du lecteur insérée au début de ce volume

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Trésor et les bons du Canada), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'état suivant présente le détail du service de la dette publique pour l'exercice en cours.

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1990-91[2]
	%	$	$
DETTE NON ÉCHUE—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
P 1—1936-96	3	55,000,000	1,649,985
T 15—1956-96/98 (emprunt de conversion)	3.75	197,045,000	7,371,938
CT 12—1964/65-90 (échue le 1er mai 1990)	5.25		1,051,796
F 6—1966/67-92	5.75	225,000,000	12,937,500
F 12—1967-90 (échue le 1er mai 1990)	5.25		577,770
F 23—1967-94	6.25	125,000	7,813
F 33—1968-95	6.5	100,000,000	6,500,000
F 85—1974/75/76/77-94	9.5	639,770,000	59,862,364
F 97—1975/76-95	10	658,750,000	65,074,411
J 2—1976/78-2001	9.5	1,273,375,000	119,816,980
J 7—1977-2002	8.75	220,500,000	19,163,308
J 9—1977/78-97	9.25	906,000,000	83,376,205
J 13—1977-99	9	545,625,000	48,671,753
J 18—1978-2003	9.5	693,000,000	65,247,952
J 22—1978-2000	9.75	509,375,000	49,535,092
J 24—1979-2004	10.25	2,200,000,000	226,294,145
J 25—1979-2002	10	1,850,000,000	184,950,000
J 30—1979-2004	10.5	875,000,000	91,875,000
J 34—1979/80/83-2002	11.25	1,625,000,000	182,812,500
J 35—1980/83-2003	11.75	2,700,000,000	317,094,312
J 39—1980/81/82-2000	13.75	1,050,000,000	144,375,000
J 41—1980-90 (échue le 1er mai 1990)	13		20,655,296
J 42—1980/81-2001	13	1,325,000,000	172,214,250
J 49—1980-90 (échue le 1er octobre 1990)	12.5		1,420,266
J 53—1980-99	13.5	400,000,000	53,923,725
J 56—1981-91 ((échue le 1er février 1991)	12.5		75,590,760
J 62—1981-91	14.5	490,857,000	71,174,265
J 65—1981-93	15.25	895,006,000	136,488,415
J 66—1981-2001	15.75	425,000,000	66,937,500
J 69—1981-93	14.75	445,459,000	65,705,203
J 70—1981-2000	15	175,000,000	26,250,000
J 73—1981-91	18	392,685,000	70,683,300
J 76—1982-92	15.5	1,246,186,000	193,158,830
J 79—1982-2002	15.5	350,000,000	54,250,000
J 82—1982-92	15	200,000,000	30,000,000
J 85—1982-92	15	398,789,000	59,818,350
J 88—1982-92	14.25	648,917,000	92,470,673
J 91—1982-92	13.5	400,000,000	54,000,000
J 93—1982-92	12.75	500,000,000	63,750,000
J 95—1982/83-92	11.75	2,050,000,000	240,875,000
J 99—1983-93	11.25	1,850,000,000	208,125,000
H 3—1983/87/89/90-93	10.75	1,725,000,000	185,437,500
H 5—1983-90 (échue le 1er septembre 1990)	10.75		24,702,911
H 6—1983/85-2005	12.25	1,375,000,000	168,437,500
H 8—1983/84/90-93	11.75	2,125,000,000	238,705,658
H 9—1983/84-2005	12	1,775,000,000	213,000,000
H 12—1983/84-93	11.5	850,000,000	97,750,000
H 17—1984/85-94	12	700,000,000	84,000,000
H 18—1984/85-2006	12.5	975,000,000	121,875,000
H 21—1984-94	13	1,025,000,000	133,250,000

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1990-91[2]
	%	$	$
H 22—1984-2004	13.5	550,000,000	74,250,000
H 25—1984-94	13.75	1,200,000,000	165,000,000
H 26—1984-2006	14	1,025,000,000	143,500,000
H 29—1984-94	13.5	250,000,000	33,750,000
H 30—1984-2007	13.75	325,000,000	44,687,500
H 36—1984-2007	13	700,000,000	91,000,000
H 39—1984-94	12.75	475,000,000	60,562,500
H 41—1984-2008	12.75	750,000,000	95,625,000
H 42—1984-94	12.5	900,000,000	112,500,000
H 44—1984/85-95	12.25	725,000,000	88,812,500
H 47—1984-91	11.5	225,000,000	25,875,000
H 48—1984/90-95	11.75	925,000,000	104,196,746
H 51—1985-95	11.5	375,000,000	43,125,000
H 52—1985-2008	11.75	725,000,000	85,187,500
H 54—1985-95	11.25	1,350,000,000	151,875,000
H 56—1985-90 (échue le 1er juin 1990)	11.75		3,017,979
H 57—1985-91	11	425,000,000	46,750,000
H 58—1985-2009	11.5	400,000,000	46,000,001
H 61—1985/87/88-92	10.25	1,850,000,000	195,721,314
H 62—1985/90-95	10.5	3,100,000,000	323,735,725
H 63—1985/88-2009	10.75	1,300,000,000	139,750,000
H 65—1985-90 (échue le 1er octobre 1990)	10.5		58,224,658
H 67—1985/89/90-95	10.75	3,050,000,000	252,629,638
H 68—1985/87-2009	11	925,000,000	101,750,000
H 70—1985/87-90 (échue le 15 décembre 1990)	10.25		41,821,404
H 73—1985/86/88-91 (échue le 1er mars 1991)	9.25		61,550,514
H 74—1985/87/88/89-2008	10	3,450,000,000	345,000,000
H 75—1986/87-91	9.75	825,000,000	80,437,500
H 76—1986/87/88/90/91-96	10.25	2,600,000,000	170,048,026
H 79—1986-2010	9.75	325,000,000	31,687,500
H 80—1986/87/88/89-96	9.25	3,300,000,000	307,822,451
H 81—1986/87/89/90-2010	9.5	2,975,000,000	282,625,000
H 83—1986-91	8.5	1,700,000,000	144,500,000
H 84—1986/87-96	8.75	2,175,000,000	190,312,500
H 85—1986-2010	8.75	325,000,000	28,437,500
H 87—1986/87/88-2011	9	1,975,000,000	177,750,000
H 88—1986/87-90 (échue le 1er août 1990)	9		31,466,096
H 89—1986/87-91	8.75	1,850,000,000	161,875,000
H 93—1986-94	8.75	250,000,000	21,875,000
H 94—1987-92	8.5	1,025,000,000	87,125,000
H 95—1987-90 (échue le 1er juillet 1990)	8		12,295,890
H 96—1987-94	8.25	800,000,000	66,000,000
H 97—1987-97	8.25	1,125,000,000	92,812,500
H 98—1987-2011	8.5	750,000,000	63,750,000
A 1—1987-92	7.75	600,000,000	46,500,000
A 2—1987-90 (échue le 1er août 1990)	7.5		12,791,096
A 3—1987-94	7.75	400,000,000	31,000,000
A 4—1987/88/89-92	9.25	1,400,000,000	129,500,000
A 6—1987/88/89/91-94	9.25	2,525,000,000	243,751,546
A 7—1987/88-91	9	1,725,000,000	164,463,789
A 8—1987/88/90/91-97	9.75	2,775,000,000	270,747,530
A 10—1987/89/90-98	10.75	2,225,000,000	210,736,815
A 12—1988/89/90-95	10	2,800,000,000	291,848,949
A 13—1988-93	8.75	1,625,000,000	145,253,378
A 15—1988-90 (échue le 6 juin 1990)	9.25		9,408,390
A 16—1988/89-93	9.5	2,450,000,000	232,750,000
A 17—1988/89-98	9.5	2,200,000,000	212,107,127
A 18—1988/89-98	10.25	2,275,000,000	235,396,094
A 19—1988-90 (échue le 5 septembre 1990)	10.25		28,566,610
A 20—1988-90 (échue le 5 décembre 1990)	10.25		43,625,685
A 21—1989/90/91-94	10.25	2,350,000,000	190,655,665
A 22—1989-91 (échue le 5 mars 1991)	11		71,515,068
A 23—1989/90/91-2014	10.25	3,150,000,000	230,512,671
A 24—1989-91	10.5	550,000,000	57,750,000
A 25—1989-94	9.25	1,625,000,000	158,151,802

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1990-91[2]
	%	$	$
A 26—1989-91	10.25	800,000,000	82,000,000
A 27—1989-99	9.25	2,825,000,000	261,312,500
A 28—1989-91	10.5	900,000,000	94,500,000
A 29—1990-93	10.25	925,000,000	94,422,858
A 30—1990-2000	9.75	1,575,000,000	155,736,215
A 31—1990-92	11.5	1,000,000,000	115,776,712
A 32—1990-2000	10.5	2,900,000,000	261,263,007
A 33—1990-2000	11.5	1,200,000,000	80,468,492
A 34—1990-2015	11.25	2,350,000,000	269,180,645
A 35—1990-92	12.25	1,000,000,000	(83,904)
A 36—1990-92	10.75	1,200,000,000	74,923,521
A 37—1990/91-2001	10.5	3,175,000,000	124,748,626
A 38—1990-92	10.25	1,300,000,000	42,347,945
A 39—1990/91-2000	10.5	1,800,000,000	44,330,135
A 40—1991-2001	9.75	2,600,000,000	17,048,699
A 41—1990-93	9.25	1,300,000,000	8,565,754
M 1—1990-2019	10.186	8,436,324	884,607
Escomptes et primes			93,825,262
Commissions et rémunérations			41,453,409
		143,599,900,324	***14,479,349,866***
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[3]—			
1978-98	8.625	184,236,378	15,940,394
1985-95	10.125	148,272,428	5,142,920[4]
1985-95	10	578,850,000	43,902,596[4]
1986-96	9	1,157,700,000	99,444,721
		2,069,058,806	*164,430,631*
Francs suisses[5]—			
1984-92	5.25	159,180,000	8,638,067
Yens japonais[6]—			
1986-91 (échue le 20 février 1991)	6.125		32,438,810[4]
1987-92	4.375	644,089,645	50,613,308[4]
1986-93	5.625	631,376,220	41,009,660[4]
		1,275,465,865	*124,061,778*
		3,503,704,671	***297,130,476***
		147,103,604,995	14,776,480,342
Obligations d'épargne du Canada—			
S 38—1983-90 (échue le 1er novembre 1990)	10.5-11.5		272,256,043
S 39—1984-91	10.5-11.5-10.75	3,416,677,200	489,720,288
S 40—1985-92	10.5-11.5-10.75	4,597,583,400	624,555,102
S 41—1986-93	10.5-11.5-10.75	2,794,811,200	370,894,649
S 42—1987-97	10.5-11.5-10.75	6,143,529,700	813,577,155
S 43—1988-98	10.5-11.5-10.75	5,925,562,600	755,221,544
S 44—1989-2001	10.5-11.5-10.75	5,047,975,700	656,179,345
S 45—1990-2002	10.75	6,518,035,500	254,488,992
Commissions et rémunérations			38,568,632
		34,444,175,300	4,275,461,750
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	divers	3,492,216,000[7]	346,121,114
Bons du Trésor—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1990			4,021,358,343
Amortissement de l'escompte des émissions de 1990-91		139,150,000,000	11,096,272,822
		139,150,000,000	15,117,631,165

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1990-91[2]
	%	$	$
Effets et prêts—			
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[3]—			
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société financière Cartierville Inc)	8.5	13,892,400	1,203,650
Francs suisses[5]—			
1984-90 (échue le 1er mai 1990)	5.125		1,455,204
		13,892,400	2,658,854
Bons du Canada—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1990			7,994,442
Amortissement de l'escompte des émissions de 1990-91		1,008,071,906	66,140,740
		1,008,071,906	74,135,182
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			43,654,770
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue		**325,211,960,601**	**34,636,143,177**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—			
Compte de régime de pensions du Canada	divers	3,458,585,859	403,408,848
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	divers	37,566,271,329	3,744,681,355
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	23,859,990,505	2,369,641,589
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	4,018,387,922	393,039,887
Compte de prestations de retraite supplémentaires	divers	4,755,318,145	471,519,911
Forces canadiennes	divers	1,207,161,495	136,992,414
Juges	divers		1,889,472
Lieutenant-gouverneurs	divers		16,191
Compte des rentes sur l'État	divers	864,405,690	59,441,850
Comptes de dépôt—			
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—			
Compte spécial	divers		1,901,527
Musée canadien des civilisations		1,492,475	184,941
Musée canadien de la nature		722,895	114,364
Musée des beaux-arts du Canada		2,905,590	306,438
Musée national des sciences et de la technologie		349,556	48,272
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	divers	13,000,000	1,415,825
Compte de la Société canadienne des postes	divers	(45,422,175)	2,300,000
Compte de capital Harbourfront	divers	16,989	221,611
Dépôt de garantie d'entrepreneurs	divers	19,540,910	2,276,768
Comptes de fiducie—			
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	divers	600,560	80,782
Comptes d'épargne des Indiens	divers	162,100,989	16,440,726
Fonds des bandes indiennes	divers	859,607,458	87,108,132
Comptes de succession des Indiens	divers	19,405,423	2,014,612
Académie Sir William Stephenson—			
Bourses méritoires des diplômés	divers	16,875	1,750
Bourses scolaires	divers	19,008	2,045
Fonds de fiducie des détenus	divers	5,381,127	314,923
Fonds de prestations de la Gendarmerie royale	divers	2,493,668	256,368
Comptes de fiducie gérés		26,288,586	3,686,777
Fonds de successions	divers	688,906	132,841
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	divers	994,797	135,591
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Comptes de prestations de décès des forces régulières	divers	122,528,870	12,074,556
Compte de prestations de décès de la Fonction publique	divers	718,272,176	69,049,902
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	12,869	555
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement	divers	31,361,092	3,059,384
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	20,242,335	2,050,185

Service de la dette publique—*Fin*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1990-91[2]
	%	$	$
Autres comptes—			
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	270,275	22,365
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	divers	61,202	24,207
Fonds des écoles publiques—			
Ontario	5	1,502,256[8]	76,662
Québec	5	1,175,515[8]	57,226
Fonds de réclamations à l'étranger	divers	176,141	17,909
Fonds de compensation des Indiens	divers	182,160	1,460
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	11,296,307	1,134,860
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario	divers	7,531,909	747,909
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—			
Fonds de fiducie	divers	269,235	22,276
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	10,227,907	904,137
Recherches en dyskinésie et en torticolis	divers	102,896	10,543
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	273,023	29,407
Fonds de fiducie	divers	7,052	729
Fonds de bienfaisance de l'armée	divers	435,880	62,750
Hôpital Ste-Anne	divers		4,281
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées		**77,726,253,682**	**7,788,927,113**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—			
Compte d'assurance-chômage	divers	175,911,685	222,841,282
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	divers	(1,120,175,688)	1,832,201
Comptes de stabilisation des produits agricoles	divers	(30,185,105)	11,650,604
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie	divers	192,132	19,218
Dons aux fins de recherches	divers	812,446	88,339
Fonds de fiducie Claudia de Hueck	divers	384,129	42,120
Caisse d'indemnisation	divers	182,406,457	17,881,299
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		**(790,653,944)**	**254,355,063**
AUTRES COMPTES—			
Droits de tirage spéciaux affectés par le Fonds monétaire international	divers	1,209,691,867	112,222,261
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes		**1,209,691,867**	**112,222,261**
TOTAL DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		**403,357,252,206**	**42,791,647,614**
Sommaire—			
Intérêt			27,382,379,194
Escompte sur les bons du Trésor			15,117,631,165
Escomptes ou primes			93,825,262
Commissions			80,022,041
Escompte sur les bons du Canada			74,135,182
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			43,654,770
			42,791,647,614

(1) Pour la dette non échue, le montant de capital représente le solde de fermeture au 31 mars 1991. Pour les comptes à fins déterminées et les autres comptes, le montant de capital représente le solde net de fermeture au 31 mars 1991.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent des intérêts (i.e. intérêts sur la dette non échue (y compris l'escompte sur les bons du Trésor et les bons du Canada), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes) sauf indication contraire.

(3) Converti en $1 É-U = $1.1577 Canadien.

(4) Ces montants comprennent des frais et des rentrées pour les accords de SWAP qui correspondent à ces émissions de dettes.

(5) Converti en 1 FS = $.7959 Canadien.

(6) Converti en 1 Y = $.008208 Canadien.

(7) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(8) On distribue l'intérêt de ce solde aux provinces de l'Ontario et du Québec d'après leur population.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1990-91

Paiements de dommages-intérêts, Paiements à titre de faveur, Arrêts de la Cour fédérale et Paiements sans contrepartie

SOMMAIRE

	Page
Paiements de dommages-intérêts	9.2
Paiements à titre de faveur	9.15
Arrêts de la Cour fédérale	9.35
Paiements sans contrepartie	9.37

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Paiements de dommages-intérêts

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements de dommages-intérêts de $1,000 ou plus. Les paiements inférieurs à $1,000 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations. Un paiement de dommages-intérêts est une réclamation dont la Couronne était responsable en vertu de la Loi sur la responsabilité de l'État.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Carson and Company	193,687
Federated Insurance	1,710
Manitoba Public Insurance Company	2,054
Saskatchewan Government Insurance	5,876
Willows, Howe, Willows, Phillips	23,838
Pertes dus à la condition du bétail, causées par un carence en approvisionnement d'eau—	
Hagen I	1,002
Lucki D	2,416
Lucki G	1,593
McLean R	4,360
Spence J D	1,233
Wick B	7,977
Wick S	1,554
Perte de récolte causée par la fuite du bétail—	
Siegele H	1,700
Pertes résultant de faibles taux de conception—	
Bergstresser G	2,390
Berry R et R	8,252
Pertes causées par une carence en approvisionnement d'eau—	
Swanton D	3,050
Autorisation—Départementale	
Règlement pour dommage d'innondation résultant de l'installation d'une station de gaugeage adjacente à un terrain—	
Shanahan T	6,280
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Bozidar Bos	8,500
Enright M	3,113
Insurance Corporation of British Columbia	1,046
Miorin R	20,000
State Farm Mutual Automobile Insurance Company	4,617
The Manitoba Public Insurance Company	1,658
Wawanesa Mutual Insurance Company	3,949
Réclamations inférieures à $1,000 (35)	16,039
	327,894
COMMUNICATIONS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	*1,345*
Archives nationales du Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Malak A	60,000
Feu à une raffinerie—	
Texaco Canada Inc	150,000
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	80
	210,080
Office national du film	
Autorisation—Départementale	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*1,526*
	212,951
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Cannon P and The Halifax Insurance Company	2,626
Hounsell D	2,111
Metropolitan Insurance Company	3,000
Page, Silverberg & Dorsey, Avocats et Notaires	15,000
Peel Mutual Insurance	4,500
Prudential Assurance Company	1,813
State Farm Insurance	1,305
The Co-operators General Insurance Company	1,539
The Co-operators General Insurance Company	3,719
Trafalgar Insurance of Canada	2,000
Accident pendant l'inspection de ponts-bascules—	
Conrad Brothers Limited	10,042
Réclamations inférieures à $1,000 (12)	6,724
	54,379
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission	
PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE ET DES SERVICES	
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Perte de revenu d'intérêt—	
Caisse G	1,087
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	437
	1,524
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Départementale	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Barton, Grant, Seidl	1,429
Bull, Housserand, Tupper, Avocats et Notaires	10,000
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne et un autre véhicule—	
Canadian Commerce Insurance Co	3,618
Ginnell et Bomek	1,250
Lounsburys Co	3,428
Réclamations inférieures à $1,000 (9)	4,862
	24,587
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Départementale	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
The Co-operators	1,002
Autorisation—Département de la Justice	
Paiement pour des réclamations d'accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Bigelow L D	4,164
The Co-operators	1,132

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
ICBC	1,743
Smith S A	1,472
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	1,555
	11,068
	37,179
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Feu dans un édifice départemental en construction—	
Hearn Stratton Construction Ltd	300,000
Autorisation—Départementale	
Dommage à une propriété privée suite à une explosion en laboratoire—	
Standard Auto Glass	4,343
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Co-operators General Insurance	1,535
Mac's Delivery Services	1,000
Toulouse A	2,160
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	1,036
	310,074
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMMNE DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Gunderman J	16,241
L'Équitable compagnie d'assurances générales	3,500
Frais de la Couronne dans un accident d'auto—	
State Farm Mutual Automobile Insurance Company	4,936
Autorisation—Départementale	
Dommage à des effets personnels suite à un barrage construit en travers de Sandy Creek—	
Weikum J	3,773
Réclamations inférieures à $1,000 (9)	4,661
	33,111
PROGRAMME PARCS	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Bay Sales Limited	3,625
Insurance Corporation of British Columbia	2,642
Moreau Y	1,332
Zurich Insurance Company	3,003
Blessures personnelles lorsque sur un site—	
Morissette C	1,500
Réclamations pour un accident de bateau—	
Hunt H	1,188
Jennings J	2,220
Murray R	1,673
Rioux L	2,081
Réclamations pour blessure personnelle—	
Cummings, Andrews et Mackay	41,930
Furth K	1,246
McCloskey G E	12,500
Robbins P	1,325
Dommage à une propriété privée—	
Zeigler D	8,112

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Départementale	
Dommage è des véhicules de la Couronne—	
Grundy P	3,420
Halvorsen K	1,000
West D	18,000
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Alberta Motor Association Insurance Company	1,109
Bartzeokas M	1,252
Fox W	1,211
Hertz Canada Ltd	1,233
Insurance Corporation of British Columbia	4,618
Manitoba Public Insurance	3,312
Rio Vista Leasing	1,497
Sorensen K	1,248
Thompson L	7,012
Réclamations inférieures à $1,000 (50)	21,894
	151,183
	184,294
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER	
Autorisation—CT 813854	
Règlement hors-cour—	
Village Holdings SDN BHD	500,000
Autorisation—Départementale	
Perte d'effets personnels causée par une aliénation inadvertente—	
Winkworth P	21,825
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule loué de la Couronne—	
Unifund Insurance Company	5,672
Réclamations inférieures à $1,000 (155)	1,815
	529,312
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—Loi sur les droits de la personne—	
Indemisation conformément aux articles 7 et 10 de la Loi sur les droits de la personne: acquisition d'une rente viagère en commun—	
Metropolitan Life Financial Services Ltd	*47,853*
	577,165
FINANCES	
Département	
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	208

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour dommages/blessures impliquant des véhicules de la Couronne—	
Algee et McAllister en fiducie pour Martin J P	3,000
Canadian General Insurance Co et Fitzgerald H pour Nash A	7,375
Canadian General Insurance Co et Atwood O	4,153
Clark, Wilson en fiducie pour Burns J	4,000
Crookes B	1,494
Davis et Compagnie en fiducie pour Jung T, Giampa H et Ray D	1,772
Dale Arden Hauling Ltd et Goudie E	2,733
Hedges K	1,140
Hutley G	2,263
ICBC et Sherwood R	1,660
ICBC et Winwood Construction Ltd	1,651
ICBC pour Quay R	1,479
L and L Adjusting Inc et Tyler S J	1,185
MacInnes, Wilson, Flinn, Wickwire pour Pomper R	12,687
Mercer Brothers	3,375
Morris, Waxman, Carpenter-Gunn en fiducie pour Borne N	2,044
Moshenko D et J	1,801
Penny R et J	5,056
Piercey D	1,661
Raftus M	1,171
Robson, O'Connor en fiducie, Ken and Dem's Auto Body Ltd, et Raynor M	4,229
Rowsell L	1,357
Royal Insurance Canada et Giese S	1,059
Stephens et Holman en fiducie pour Osborn D	4,153
Taylor Chevrolet Oldsmobile pour Biggs A	1,447
The Co-operators General Insurance et Cormier R	9,278
The Co-operators General Insurance pour Wood W	2,753
The Guardian Insurance Co of Canada et Foley D	1,711
The Guardian Insurance Co of Canada pour Beaton L	2,451
The Guardian Insurance Co of Canada pour Mallet C	2,377
The Prudential Assurance Co Ltd, Darmouth Ambulance et Davidson A	4,874
Ultramar Canada Inc	4,443
Veitch P	1,595
Walsh J	4,348
William, Harris, Roebothan et McKay pour Blunden F	11,432
Wong B	1,035
Indemnisation pour dommages à un bateau privé pour la pêche—	
DTP Fisheries	1,092
Indemnisation pour frais de la cour—	
O'Reilly, Noseworthy en fiducie pour Janes P J Janes and Sons Ltd	34,472
Indemnisation pour dommages personnels—	
Watts M	43,044
Indemnisation pour utilisation non autorisée d'une propriété privée de la Couronne—	
Gillespie B	10,000
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour dommages/blessures impliquant des véhicules de la Couronne—	
Clark et Co en fiducie pour McMurtrie W	56,816
Réclamations inférieures à $1,000 (50)	20,755
	286,421

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
FORÊTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Assurance Générale des Caisses Desjardins Inc	2,469
Canadian General Insurance Company	1,935
Département des ressources naturelles N-B	1,173
Gillis et Walden	3,200
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	1,051
	9,828
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Département de la Justice	
Dette due—	
Continental Insurance Management Ltd	2,062
Règlement de litige contre le département—	
Courtois L	2,000
Règlement d'un litige hors-cour contre le ministre—	
Raphael M J	4,500
Autorisation—Départementale	
Salaire de deux semaines pour la mise en disponibilité d'un employé—	
Weeks V	1,831
Règlement hors-cour—	
Kaushik D	50,000
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	1,895
	62,288
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Département	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*64*
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation—Départementale	
Dans l'affaire d'une plainte déposée par Econair Inc et Environmental Growth Chambers Ltd., des adjudications de dépassement des coûts ont été concédés dans la décision rendue le 14 janvier 1991 par la Commission des contrats—	
Econair Inc	5,569
Environmental Growth Chambers Ltd	4,203
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	2,226
	11,998
Statistique Canada	
Autorisation—Départementale	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*473*
	12,535
JUSTICE	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlements hors-cour—Découlant des représentations présumées concernant les prestations pour congé d'adoption—	
Declerq N	6,000
Schmolka V	9,037
Règlement hors-cour—Réclamation due à un délai découlant du retard dans le traitement de l'ordonnance de saisie-arrêt—	
Manitoba Maintenance Enforcement	2,767
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	1,026
	18,830

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Cour fédérale du Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Action judiciaire, relations de travail—	
Rosenbloom et Aldridge en fiducie	*25,000*
	43,830
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—CT 694982	
Règlement de réclamations suite à un accident impliquant un véhicule départemental—	
122784 Alberta Ltd	2,590
ACDO Distributing	7,984
Adams E G	1,000
Auberge du Cap Martin Inc	1,000
AXA Insurance Co	1,299
Bill Nurse Chevrolet	4,258
Blais M	1,466
Bouchard A	1,406
Briggs C	1,091
Budget Rent-A-Car	1,032
Budget Rent-A-Car	3,579
Collins Plymouth Chrysler Ltd	1,817
Co-operators Insurance	1,376
Co-operators Insurance	1,036
Co-operators Insurance	2,464
Damstron L	1,687
Dion D	6,004
Easton W N	2,323
Eiklor R (BC Hydro)	2,100
Eklund B E	1,237
Elma Mutual Insurance	2,040
Filion Y E L	1,187
Gaz Métropolitain	1,095
Gillis P	4,000
Hache A	2,328
Hancey G and B	5,000
Hydro-Québec	1,266
Innes T	1,732
Kinnie V	1,800
Lewis C	3,505
Liberty Mutual Insurance	4,708
Lloyds Insurance	1,001
MacGregor C L	1,597
MacKinnon C	4,000
MacNeil T	1,102
McCelland T	4,821
Mattei M	2,595
Mieras H J	3,307
Mills J et Cornwallis Motors	2,763
Nanoose Bay Towing et Transport	4,724
Nova Scotia Power Corp	1,815
Pilot Insurance	2,807
Prudential Insurance Co	1,143
Prystai G	1,069
Ramsbottom D	1,380
Robertson P	1,460
Sharper Image Cleaners	2,100
State Farm Insurance	1,605
Suley E	1,891
Vanasseldonk W	1,135
Watson B J	1,280
White K	1,275
Woodfine L	1,015
Young M	4,200
Zabell A	1,644

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement de réclamations suite à un accident impliquant un véhicule départemental et un véhicule appartenant à—	
Hang J H	
AAA Michigan	2,131
D'Attilio G	
Abraham Duggan "en fiducie"	60,000
McMurray J	
Alberta Motor Association Insurance Co	1,001
Fraser D	
Allstate Insurance Co	1,132
King P K	
Allstate Insurance Co	1,291
Moore L	
Allstate Insurance Co	4,706
Mady N	
Assurances Générales Caisses Desjardins	1,349
Bédard J	
Assurance Royal	4,463
Harvey D	
Autohaus Fritz Schillinger	2,793
Ramsey D	
Autohaus Muller	1,534
Lebuis M	
AXA Home Insurance Co	1,457
Graziosi M	
Belair Compagnie d'assurances	3,383
Rancourt O	
Belair Compagnie d'assurances	1,232
Downing L	
Byrne, McGinley, Lenihan et Chiasson	17,500
Gordon G	
Canadian General Insurance Co	1,641
Thornhill M	
Canadian General Insurance Co	1,423
Bourque R	
Capital Cie d'assurance générale	2,701
Degarie G	
Capital Cie d'assurance générale	2,000
Gagnon O	
Capital Cie d'assurance générale	3,212
Jaward M A	
Christie et Potestio "en fiducie"	7,850
Lanneville L	
Compagnie d'assurance Missisquoi	1,570
Young M	
Continental Insurance Co	4,371
Hillier G	
Co-operators General Insurance Co	6,128
Isenor R	
Co-operators General Insurance Co	1,778
Ellis W	
Dave Tingley Nissan Ltd	1,573
G K General Contractor	
Dominion of Canada General Insurance Group	6,471
Peads Greenhouse Ltd	
Economical Mutual Insurance Co	2,083
Riordan Car and Truck Rentals	
Economical Mutual Insurance Co	25,395
Windsor Starter and Alternator	
Economical Mutual Insurance Co	2,704
Watts B	
Filmore et Riley "en fiducie"	24,900
Cloutier F	
Firma Karosseriebau Sander GMBH	2,402
Weniger T R	
Firma Erwin Schindelmeier	1,403

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Beals M	
Firma W Wille K G	1,179
Beaulieu M	
Firma W Wille K G	1,225
Bernard Mr	
Firma W Wille K G	2,537
Bowers R	
Firma W Wille K G	1,644
Dalke R	
Firma W Wille K G	1,047
Durette M	
Firma W Wille K G	1,830
Garbutt P W	
Firma W Wille K G	1,141
Gendron LCol	
Firma W Wille K G	1,417
Hurt B	
Firma W Wille K G	2,220
Keddy P	
Firma W Wille K G	4,274
Morrison R	
Firma W Wille K G	3,257
Olford H	
Firma W Wille K G	1,866
Roberge D	
Firma W Wille K G	2,117
Tessier R	
Firma W Wille K G	1,633
Thivierge A	
Firma W Wille K G	1,071
Vaive Sgt	
Firma W Wille K G	1,489
Yoshida Cpl	
Firma W Wille K G	1,073
Elawani R	
Garantie Cie d'assurance de l'Amérique du Nord	1,531
Assedo M	
General Accident Assurance Co of Canada	1,526
Potter K	
General Accident Assurance Co of Canada	2,360
Sabourin A	
General Accident Assurance Co of Canada	2,472
Scrivens A	
General Accident Assurance Co of Canada	5,229
Watts S	
General Accident Assurance Co of Canada	6,997
M C L Bus	
Gibbs D	3,500
Bernachez M	
Groupe Commerce Cie d'assurance	1,545
Chouinard L	
Groupe Commerce Cie d'assurance	1,421
Gagné S	
Groupe Commerce Cie d'assurance	6,043
Sergerie L et Gendron G	
Groupe Commerce Cie d'assurance	1,102
Campeau M	
Groupe Dominion du Canada assurance	1,317
Gauthier C	
Guardian Insurance Co of Canada	3,165
Harvey C	
Guardian Insurance Co of Canada	1,996
Jacob G	
Guardian Insurance Co of Canada	3,025
Sabourin R	
Guardian Insurance Co of Canada	2,051
Walsh B et N	
Guardian Insurance Co of Canada	1,449
George K	
Harman et Cie "en fiducie"	11,650
Leahey W	
Huckabone, Shaw, O'Brien, Radley-Waters et Reimer	8,222
Borek Construction	
Insurance Corp of British Columbia	6,135
Durflinger M L	
Insurance Corp of British Columbia	3,842
Enero M B	
Insurance Corp of British Columbia	7,262
Furtmann Fosef	
Insurance Corp of British Columbia	1,427
MacLures Cab Ltd	
Insurance Corp of British Columbia	1,720
McLean H	
Insurance Corp of British Columbia	3,796
O'Donnell J	
Insurance Corp of British Columbia	1,683
Galway H	
Insurance Services Ltd	1,047
Valin R	
Laurentienne Général Cie d'assurance	4,193
Lincoln M	
Liberty Mutual Assurances	3,006
Pitcher L	
Jeffery Associates "en fiducie"	4,845
Learning J	
Learmonth, Dunne, Clarke et Simmonds "en fiducie"	2,654
Hodgkins M	
Manitoba Public Insurance Corp	1,373
Ludwigsen F	
Manitoba Public Insurance Corp	4,524
Oleskiew W V	
Manitoba Public Insurance Corp	7,688
Rochon D	
Manitoba Public Insurance Corp	2,704
Speedy Auto Glass	
Manitoba Public Insurance Corp	5,748
Alldis W	
Missisquoi Insurance Co	1,319
Keewatin Electric and Diesels Ltd	
Newman, MacLean "en fiducie"	11,000
Ford A	
Niagara Fire Insurance Co	10,836
Fraser B	
Niagara Fire Insurance Co	2,723
Larabie E	
Niagara Fire Insurance Co	1,950
Vaal-Henke M W	
Niagara Fire Insurance Co	3,384
Veldhuizen P et M	
Peace Hills General Insurance Co	1,079
Kipin J	
Personal Insurance Co of Canada	3,297
Lockhart K	
Personal Insurance Co of Canada	2,761
McClutcheon W	
Personal Insurance Co of Canada	1,633
Tull D et M	
Preston, Willis et Leitch "en fiducie"	6,820
Simon J	
Prousky et Biback "en fiducie"	11,235
Nelson D et M	
Provenzano, Provenzano et McMillan	7,193

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Baril R	
Provinces-Unies Cie d'assurances	1,266
Anthony T	
Provincial Adjusting Services Ltd	1,940
Archer M	
Prudentielle Cie d'assurance générale	1,900
Beaulieu G	
Prudentielle Cie d'assurance générale	1,519
Bolduc F	
Prudentielle Cie d'assurance générale	3,818
Francoeur G	
Prudentielle Cie d'assurance générale	1,066
Kelly D	
Prudentielle Cie d'assurance générale	4,321
Mobley L J	
Rogers et Hyslop "en fiducie"	25,000
Nelson D	
Royal Insurance Co	4,134
Young W	
Rutledge et Dyker "en fiducie"	10,424
Decap G	
Saskatchewan General Insurance	4,057
Ellis W E	
Saskatchewan General Insurance	5,646
Kalynka R	
Saskatchewan Government Insurance	5,551
Bader E	
Saskatchewan Mutual Insurance Co	2,934
Arlen J	
Smith, Lyons, Torrance, Stevenson et Mayer "en fiducie"	167,509
Sauvageau Y	
Société d'assurances générales	1,400
Reynen D	
Solomon et Solomon "en fiducie"	23,000
Egan M	
Sovereign General Insurance Co	1,248
Kong C-S	
State Farm Mutual Insurance Co	5,117
MacEachern R P	
State Farm Mutual Insurance Co	1,739
Bouchard J L A	
Palais de Justice du Québec	3,617
Forrester W	
Underwriters Adjustment Bureau	3,328
MacVicar J	
Unifund Assurance Co	9,098
Grand-Maison M	
Union Québécoise Cie d'assurances générales	4,045
Fortin F	
Unique Cie d'assurances générales	1,978
Cowie G	
Wawanesa Mutual Insurance Co	1,181
Backman M	
Zurich Canada	1,116
Règlement de réclamations pour des dommages à des biens personnels—	
Able Landscape Service re: Meyer E	4,906
Allison R A	1,329
Amyot R J G	1,278
Bennett J A	2,919
Boyes D	1,000
Canadian Provincial Insurance Co re: Greene R	5,264
Garrison B	1,491
Gawley S	1,247
Green R J	2,412
Gutoskie R E	1,216
Hudson J C	1,084
Hunt C	14,663
Legault T	1,607
Leitch H G	1,567
MacDonald M G	2,331
Mackie P A	4,988
Mould R K	1,710
Rounrhwaite C F T	1,218
Sanscartier J A Y	1,688
Thiessen H	3,000
Règlement de réclamations suite au survol d'un avion des Forces canadiennes—	
Bureau d'expertises des assureurs Ltée	
re: Cinq-Mars R	15,000
re: Corcoran et Leclerc	8,687
re: Coteau Inc	17,106
re: Goulet S	5,955
re: Lamothe R et N	1,500
re: Les élevages de la Chute Inc	11,152
Conrod A M	10,792
Grant G	8,940
Privora F J Associates Ltd	2,101
Thompson B	4,370
Règlement de réclamations concernant les intérêts perdus sur la ristourne de contributions—	
Cantlie J S	6,583
Delorme J P J	1,375
Dufour J R P	11,461
Lewis J	1,198
Miller G A	1,021
Murray B J	1,117
Nash S R	1,350
Simmons G J	5,545
Wash D A T	5,306
Règlement d'une réclamation concernant une dispute de contrat—	
ADCOM Electronics	82,095
Règlement d'une réclamation dû à un dommage causé à "PMC" par une surpulvérisation de peinture—	
Atkin N W	1,492
Règlement d'une réclamation re: Lynch D suite à un incident impliquant une roulotte de camping—	
AXA Home Insurance Co	1,472
Règlement d'une réclamation pour services professionnels—	
Bacon, Donaldson et Associés	4,063
Règlement de réclamations pour dommage à un câble—	
Bell Canada	6,095
Règlement d'une réclamation pour dommage à un bateau—	
Bilodeau L	1,379
Règlement d'une réclamation pour dommage à un véhicule pendant l'enlèvement de la neige—	
Boseley J	1,759
Règlement d'une réclamation pour dommage à une piste d'envol—	
Bridges Bros Ltd	8,625
Règlement d'une réclamation suite à des dommages à un avion Cessna—	
British Aviation Insurance Co	1,401
Règlement de réclamations suite à un avion supersonique—	
Carleton Place Dodge	2,026
Lebrun Building Services	1,397

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement d'une réclamation pour remorquage et entreposage—	
Chadwicks	15,560
Règlement d'une réclamation pour remboursement de pension de retraite—	
Clark et Co	2,538
Règlement d'une réclamation pour blessures personnelles—	
Cornale R	2,500
Règlement d'une réclamation suite à un dommage d'inondation—	
Cuppens L F W	2,910
Règlement d'une réclamation re: Spectacle aérien de Londres—	
Ecclesiastical Insurance Co	9,199
Règlement d'une réclamation pour congédiement injuste re: McGregor E—	
Fraser Stewart "en fiducie"	3,500
Règlement d'une réclamation pour rupture de droit d'auteur—	
Frye R P and Co	4,250
Règlement d'une réclamation pour blessures aux mains re: Rouselle O—	
Gallagher, Roux, Frenette "en fiducie"	10,000
Règlement d'une réclamation relative aux prestations payables au moment de la retraite de la fonction publique—	
Goldsmith L C	5,250
Règlement d'une réclamation pour dommage à un radiateur lorsqu'en entreposage—	
Guardian Insurance Co of Canada	3,896
Règlement d'une réclamation pour perte d'intérêt—	
Halliwell S E	1,985
Règlement d'une réclamation suite à un renversement d'huile—	
Hebbard K G	1,920
Règlement d'une réclamation pour négligence dans un accident de véhicule re: M Dwaydar—	
Hughes, Laishley, Touhey	143,330
Règlement d'une réclamation pour droit d'auteur—	
Interaction Research Corp	23,850
Règlement d'une réclamation pour dommage à un voilier lorsque frappé par un vaisseau de la DN—	
Kerr L	1,116
Retour d'objets saisis lors d'une cour martiale—	
Madore E T	1,176
Règlement d'une réclamation pour dommage causé par un feu au camp militaire de Vernon—	
Ministry of Forests British Columbia	3,168
Paiement intérimaire sur une réclamation pour congédiement injuste—	
Morgan R	12,000
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété privée pendant des manoeuvres militaires—	
Ogden D	2,660
Règlement d'une réclamation pour perte de revenu d'hôtel—	
Prince Albert Hotel	3,444
Règlement d'une réclamation suite à un feu—	
Reeds Stenhouse Ltd	3,436
Règlement d'une réclamation pour non-paiement de salaires—	
Richardson G	1,088
Règlement d'une réclamation pour rupture de contrat—	
Ricoh Deutschland	358,099
Règlement d'une réclamation dû à une prétendue retraite forcée re: Olmstead B L—	
Sihota et Starkey "en fiducie"	20,000
Règlement d'une réclamation pour dommage à un avion par une souffleuse—	
Trim-Line Graphics of 1000 Islands Inc	65,000
Règlement d'une réclamation pour dommage et perte de contenants de mer—	
TTC Portable Storage	118,747
Règlement d'une réclamation pour congédiement injuste re: Hanzek S F—	
Turnham Woodland "en fiducie"	15,000
Règlement de réclamations suite à une propriété endommagée pendant un exercice militaire—	
Underwriters Adjustment Bureau	26,469
Règlement d'une réclamation suite à du dommage à un lampadaire—	
Ville de Hampstead	1,979
Règlement d'une réclamation sur les intérêts de la succession militaire—	
Walker L M	1,116
Règlement d'une réclamation dû à une annulation de contrat—	
Westin Hotel	1,000
Règlement d'une réclamation par Crête D—	
Commission des accidents du travail	47,380
Règlement d'une réclamation pour négligence re: Wells H—	
Commission des accidents du travail de la C-B	67,000
Remboursement de la quote-part du Canada de 75% des réclamations de dommages payés par la "British Claims Agency", pour le Canada, en vertu des termes de l'article VIII des statuts des Forces de l'OTAN, entente signée le 4 avril, 1949 au—	
Réclamations du gouvernement d'Allemagne pour $3,094,121	
Réclamations du gouvernement de Belgique pour $27,166	3,121,287
Autorisation—CT 815865	
Règlement d'une réclamation pour négligence—	
Texaco Canada Inc	602,201
Réclamations inférieures à $1,000 (5,379)	3,230,106
	9,078,607

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Département

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Continental Insurance Company	1,142
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	541
	1,683

PROGRAMME DE SANTÉ

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Ferguson G	3,454
Fraser W	1,310
Ladouceur L	1,966
Province de la Colombie-Britannique	1,643
Réclamations inférieures à $1,000 (8)	4,241
	12,614
	14,297

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Sous-ministre	
Dommage à une planche blanche électronique appartenant à des consultants travaillant pour nous à cette époque—	
Continental Insurance Management Limited	2,922
Règlement pour perte de salaire—	
Cini J	9,462
Accident impliquant un véhicule départemental—	
Zurich Insurance Company	1,698
Règlement suite à un chargement vendu par négligence de la part de la Couronne—	
Carleton Industries Limited	11,662
Règlement pour dommage à une Ferrari lorsqu'en rangement à l'entrepôt de Queen's—	
DiGregorio G	5,515
Règlement pour dommage à un genre de bracelet en or, commis avec négligence de la part d'un inspecteur de Douanes—	
Yuk C C	1,400
Règlement pour dommage à la valise d'une Honda Accord 1988 dû à l'utilisation de pinces à levier servant à l'ouvrir avec force—	
T and T Auto Supply	1,382
Règlement d'une réclamation pour harcèlement de la part des Douanes de Londres en 1987—	
Ricketts et Harris pour Mourey W	3,000
Réclamations inférieures à $1,000 (112)	17,319
	54,360
CONSEIL PRIVÉ	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Autorisation—Départementale	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	227
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—CT 815861	
Accidents impliquant des véhicules appartenant à la Couronne—	
Brewer, MacPherson, Quinn en fiducie pour Gartside W	700,000
Commercial Investigations and Consultants Limited	2,623
Autorisation—Départementale	
Accidents impliquant des véhicules appartenant à la Couronne—	
Aviscar Inc	3,287
Axa Home Insurance Company	7,169
Cie d'assurance les Provinces Unies	1,716
Commercial Union Assurance Company	6,806
Dottdenker J	16,211
Hildebrand J	6,803
Insurance Corporation of British Columbia	3,831
Accidents impliquant des véhicules loués de la Couronne—	
Budget Rent-A-Car de Halifax	10,000
Budget Rent-A-Car de Terre-Neuve	1,044
Règlement d'une réclamation entre Fuchs E et TP—	
Davis et Compagnie en fiducie	23,288
Warren, Aaron, MacGregor et Gordon en fiducie	3,537
Blessure personnelle résultant d'une chute sur un plancher glissant de la Chambre des communes—	
Muir, Sinclair en fiducie	7,083
Règlement d'une réclamation résultant d'une chute sur le mail de la rue Sparks—	
Wilson F	6,000
Règlemement pour blessures personnelles dû à une chute à l'extérieur d'un édifice loué de la Couronne—	
Vertes, Peterson et Schuler en fiducie	
Gratix E	12,500
Autorisation—Directeur général régional	
Accidents impliquant des véhicules appartenant à la Couronne—	
Allibhai A	1,000
Country Collision Repair Ltd	1,326
Delta Ford Mercury Sales Ltd pour Kikoak R	2,955
DiRaimo A	1,200
Ernie's Auto Body Shop	3,279
Graves M	1,000
Pert V	3,500
Règlement d'une réclamation pour indemnisation de salaires perdus—	
Bedard T J	1,387
Règlement pour blessures personnelles survenues en glissant sur les marches de l'édifice de la Société Canadienne des Postes à Bonnyville—	
Chouinard G	3,645
Règlement d'une réclamation entre TP et CCP, comme indemnisation pour blessures personnelles—	
Roberts I	2,319
Règlement d'une réclamation entre Lenard B et TP pour salaires perdus dû à des blessures personnelles—	
Lenard B	1,971
Règlement d'une réclamation entre TP et Steinman, Lerner et Grossin-Sidenberg—	
Steinman, Lerner et Grossin-Sidenberg	2,080
Blessures personnelles survenues lorsque Sima A a glissé sur les marches de l'édifice des Archives nationales à Ottawa—	
Sima A	7,000
Réclamations inférieures à $1,000 (56)	18,417
	862,977
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS	
Autorisation—Départementale	
Règlement d'une réclamation entre Lemaigre P et TP—	
Epstein, Wood, Wong, Logie en fiducie	9,000
Blessures personnelles survenues en glissant sur le trottoir devant un édifice fédéral—	
MacIntosh, MacDonell et MacDonald en fiducie pour Camaron W	23,750
Blessures personnelles survenues en glissant sur plancher d'un édifice du bureau de postes—	
MacLean et MacDonald en fiducie pour Hingley J	13,800
Réclamation pour biens personnels et meubles endommagés par un conduit d'eau brisé sur une propriété appartenant à la Couronne—	
Seputis J	6,959
Autorisation—Directeur général régional	
Accident de bateau dans le passage d'une écluse et d'un barrage—	
Newman, Maclean en fiducie Trudeau	2,000
Blessures personnelles survenues en glissant devant un édifice douanier—	
Saindon D	1,000
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	670
	57,179
	920,156

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Commission de la fonction publique		
Autorisation—Département de la Justice		
Indemnisation pour préjudice, souffrances et perte de salaire—		
Kaushik D C		25,000
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Service correctionnel		
Autorisation—Départementale		
Dommages subis dans des accidents d'auto—		
Assurance générale des Caisses Desjardins		2,398
Besinger J		2,000
Compagnie d'assurance Home Canadien		3,512
Compagnie d'assurance Missisquoi		1,411
Continental Canada		1,665
Don's Cartage and Sons Ltd		1,603
Elder D F		11,872
Hird E		4,739
ICBC		5,103
La Sécurité, Compagnie générale du Canada		4,690
Manitoba Public Insurance		1,122
Newman K		2,828
Rolfe M		1,640
Sun Alliance Insurance Company		1,695
Wawanesa		1,005
Règlement d'entente de la Commission canadienne des droits de la personne; discrimination dans l'emploi—		
Dandurand P		2,500
Hansra P		5,000
Rivard L		8,000
Règlement d'entente de la Commission canadienne des droits de la personne; sentiments—		
Raymond M		5,000
Indemnisation pour détention illégale—		
Anderson R		2,000
Turcotte A		2,500
Blessures soutenues dans un accident d'auto—		
Newitt H		6,000
Blessures soutenues après avoir glissé sur un plancher mouillé—		
Crawford M		2,000
Isolement illégal—		
Srazdanowski W		5,000
Perte de liberté et fausse incarcération—		
Rocheleau D		12,750
Torroni R		3,030
Soins médicaux prématurés—		
Mitchell J		15,000
Fausse recherche—		
Walker I		3,000
Blessures reçues dans un accident relatif au travail—		
Bernier S		134,484
Indemnisation pour des blessures soutenues—		
Dupré M		2,500
Jalbert R		4,000
Wilson L		15,438
Indemnisation pour une cessation de contrat—		
Whatley J		12,430
Indemnisation pour une erreur commise dans la prestation supplémentaire de décès—		
MacDonald J		26,438
Paiement des frais de cour du défendeur—		
Steele T		22,223
Plainte de la Commission de la fonction publique—		
Tremblay C		3,650
Malmené lorsque consigné—		
Oag D		10,000
Perte d'effets personnels lorsqu'incarcéré—		
Brooker L		4,000
Cojocari M A		1,045
Winter O		2,500
Turpitude morale—		
Bruce C		1,350
Indemnisation pour une perte de salaire—		
Kampman L		5,818
Dommages à une bétonière lors d'une évasion—		
Béton Québec		22,808
Réclamations inférieures à $1,000 (400)		74,097
		461,844
Gendarmerie royale du Canada		
Autorisation—CT 812273		
Règlement pour des dommages suite à un accident de voiture—		
Heather, Sadler, Jenkins en fiducie		25,243
Autorisation—CT 814291		
Règlement pour des dommages suite à un accident de voiture—		
Bennett, Jones, Verchère		230,519
Autorisation—Commission canadienne des droits de la personne		
Paiement tel que demandé par la Commission canadienne des droits de la personne—		
Kaczmarski A		3,000
Autorisation—CT 780720		
Règlements pour dommages suite à des accidents d'automobile—		
Acker G et B		1,078
Aikins, MacAulay et Thorvaldson en fiducie		21,933
Air Canada		1,235
Alberta Motor Association Insurance Co		3,733
Alberta Insurance Company	$ 785	
Dyck S	250	1,035
Allstate Insurance Company		1,020
Allstate Insurance Company		5,000
Aloe V		6,500
Alpina Insurance Company		2,680
Anstey S F		2,905
L'Assurance Royale du Canada		5,156
Bailey et Associés en fiducie		75,000
Barton M		8,000
Beaubier et Plazzer en fiducie		18,803
Becker, Mathers en fiducie		3,000
Becker, Mathers en fiducie		27,161
Belair Insurance Co	$ 1,174	
Ryan S	250	1,424
Bell, Arnold and Co en fiducie		47,399
Benard R		7,000
Berg L A en fiducie		13,500
Braidwood, McKenzie, Fujisawa, Brewer et Greyell en fiducie		3,000
Brenton, Arthur, Kornelson		1,054
Brinkhaus Jewellers		1,716
Budget Car Truck Rentals of Ottawa		1,092
Budget Rent a Car		3,390
CP Collision Services	$ 1,671	
Gledhill D	389	2,060
Campbell D G en fiducie		3,000

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Canadian General Insurance Co	$ 767	
Carter J W	393	1,160
Canadian General Insurance Co	$ 2,287	
Enterprise Tremblay Ltd	300	2,587
La Capitale, Compagnie d'assurance générale		1,296
La Capitale, Compagnie d'assurance générale		1,925
Cardinal Agency Inc		1,264
Chambers PG		2,244
Ville d'Edmonton		1,233
Ville de Prince George		1,393
Clark, Wilson en fiducie		13,089
Clark, Wilson en fiducie	$ 79,686	
Simpson et Compagnie en fiducie	3,000	82,686
Coastline Auto Body Co Ltd	$ 7,944	
Miller W L et V M	6,763	
Budget Rent a Car	1,665	16,372
Cohen, Fraser en fiducie		3,000
Commercial Union Assurance Company		3,517
Commercial Union Assurance Co	$ 1,199	
Hambrook Mercury Sales Ltd	500	1,699
Commercial Union Assurance Co		3,847
Compagnie d'Assurance du Québec		1,200
Co-operators General Insurance Co	$ 7,851	
Liberty Mutual Insurance Co	4,888	
Western Union Insurance Co	3,750	
Wawanesa Mutual Insurance Co	990	17,479
Co-operators General Insurance Co		1,175
The Co-operators	$ 10,352	
Park M	2,062	12,414
Cornell Chevrolet Oldsmobile Ltd		10,750
Davidson et Compagnie en fiducie		10,500
Dawson Wood et Compagnie en fiducie		1,500
Derksen R		2,056
Dick et Jones en fiducie		16,825
Doig, Bailey en fiducie		19,548
Doig, Bailey, McLean, Greenbank et Murdock en fiducie		6,525
Dollis, Plehert, Pope et Higson en fiducie		18,000
Dorman, Baird, Bernardino, Baker et Baker en fiducie		2,800
Douglas, Symes et Brissenden en fiducie		5,000
Downey's Limited		12,500
Dutton, Brock, Somers, MacIntyre et Collier		1,242
Edwards, Edwards, Edwards et Maskall en fiducie		10,000
L'Équitable, Compagnie d'Assurance		5,618
Francilia S		1,600
Gallant S		1,848
General Accident Assurance Company of Canada		5,638
General Accident Assurance Co of Canada	$ 3,232	
Clark A	149	3,381
Gerbrandt, McGee et Compagnie en fiducie		10,800
Goodwin et Ellsworth en fiducie		1,500
Gore Générale Cie d'Assurance Inc		4,709
Grantham Adjusters Ltd	$ 1,390	
Boiselle R	250	1,640
Guardian Insurance Company of Canada		3,556
Guardian Insurance Company of Canada	$ 1,681	
McDougall C F	250	1,931
Guardian Insurance Company of Canada	$ 763	
Hoernig H	250	1,013
Guardian Insurance Co	$ 4,475	
Rapo R	2,880	7,355
Guardian Facility Insurance		5,584
Halifax Insurance	$ 4,761	
Beveridge R	26	4,787
Halifax Insurance		3,292
Halifax Insurance Company		3,245
Hanrahan A		1,000
Harper, Grey, Easton en fiducie		10,000
Heather, Sadler, Jenkins		12,000
Hope, Heinrich en fiducie		10,000
Hynes G R		1,222
Insurance Corporation of British Columbia	$ 10,366	
Oye K	3,705	14,071
Insurance Corporation of British Columbia	$ 3,249	
Schmittlutz K	100	3,349
Insurance Corporation of British Columbia		2,034
Insurance Corporation of British Columbia		1,573
Insurance Corporation of British Columbia		3,070
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,265	
Cathrea B	100	1,365
Insurance Corporation of British Columbia		6,380
Insurance Corporation of British Columbia		1,297
Insurance Corporation of British Columbia		3,212
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,541	
Bernhard W A	300	1,841
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,854	
Bullett L	300	2,154
Insurance Corporation of British Columbia	$ 4,802	
Mueller P	200	5,002
Insurance Corporation of British Columbia		2,723
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,821	
Beaton S	100	1,921
Insurance Corporation of British Columbia	$ 5,618	
Gentle Care Drapery and Carpet Cleaners Ltd	500	6,118
Insurance Corporation of British Columbia	$ 2,115	
Chan C K	225	2,340
Insurance Corporation of British Columbia	$ 4,200	
Lockhart Risk Management	789	4,989
Insurance Corporation of British Columbia		4,622
Insurance Corporation of British Columbia	$ 22,931	
Hi-To Fisheries	10,509	
Hagelund R	7,341	
Prudential Insurance	2,305	
Tokio Marine and Fire Insurance	922	
Zurich Insurance Company	692	
Laurentian Pacific Insurance	691	45,391
Insurance Corporation of British Columbia		2,561
Insurance Corporation of British Columbia		2,329
Insurance Corporation of British Columbia		2,218
Insurance Corporation of British Columbia		2,674
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,630	
Chu F	500	2,130
Insurance Corporation of British Columbia	$ 960	
Taylor S	300	1,260
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,464	
Gruenwald W	100	1,564
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,935	
Juracic J	300	2,235
Insurance Corporation of British Columbia		1,180
Insurance Corporation of British Columbia		1,057
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,414	
Graceffo S T	100	1,514
Insurance Corporation of British Columbia		4,199

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Insurance Corporation of British Columbia	$ 4,053	
Lucarelli V T	100	4,153
Insurance Corporation of British Columbia		1,058
Insurance Corporation of British Columbia	$ 968	
Lavoie J A	80	1,048
Insurance Corporation of British Columbia		1,375
Klein J E		1,033
Knight Repair		1,537
Knutsen V et C	$ 6,000	
Insurance Corporation of British Columbia	5,919	11,919
Langdon, Lacroix, Davis et Toews en fiducie		23,000
Laskey R		1,346
Lesyk E en fiducie		20,000
Liberty Mutual	$ 5,591	
Carleton Cards Ltd	500	6,091
Location de Voiture Compacte (Québec) Ltée		9,750
Lojek, Jones et Compagnie en fiducie		9,824
Lorne Brett Chevrolet Oldsmobile Cadillac		4,635
Lucas, Bishop, Bowker et White en fiducie		12,181
MacIsaac et Compagnie en fiducie		1,200
MacMillan, Rooke, Avery, Boeckle et Robinson en fiducie		1,185
MacMillan, Tucker, Krieger et MacKay en fiducie		20,971
MacPhee T		1,200
Madjus E		1,500
Mallet Débosselage Ltée		1,489
Manitoba Public Insurance Corporation		1,515
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 1,952	
Symchych B	250	2,202
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 736	
Ministre des finances du Manitoba	350	1,086
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 2,340	
Marks G	250	2,590
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 2,944	
Rip Off Auto Rentals	510	
Hisco M	250	3,704
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 2,300	
Friesen K	361	2,661
Manitoba Public Insurance Corporation		1,376
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 1,240	
Branquino M	150	1,390
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 1,240	
Abstreiter D	250	1,490
Manitoba Public Insurance Corporation	$ 1,537	
Fedak K	350	1,887
Marasek G H		2,763
McKechnie, Jurgeit et Mackenzie en fiducie		2,154
McKercher Law Office en fiducie		5,800
Meiklem, Fletcher, Repstock en fiducie		13,653
Ministre des finances de la Colombie-Britannique		65,000
Millar et Millar		5,076
Morton, Greenglass en fiducie		4,531
Murcheson, Thomson et Clarke en fiducie	$ 22,000	
Insurance Corporation of British Columbia	117	
Sutherland J D	100	22,217
Nimegeers, Shuck, Wornsbecker et Bobbit en fiducie		29,147
Nixon, Wenger en fiducie		4,130
The Optimum Insurance Management Limited		1,222
P A Auto Body (1983) Ltd		1,788
Personal Insurance Company of Canada	$ 3,460	
Ameyaw N	200	3,660
Phoenix Continental Insurance		1,548
Pilot Insurance Company		1,086
Plenert, Pope, Higson en fiducie		4,500
Potter S en fiducie		6,450
Prudential Assurance Company		3,344
Pushor et Compagnie en fiducie	$ 12,620	
Schaefer et Compagnie en fiducie	5,916	18,536
Pyc G et N		3,652
Ramsay, Thompson, Lampman en fiducie		15,000
Municipalité régionale d'Ottawa Carleton		1,209
Richmond Autobody	$ 1,192	
Groves S L	100	1,292
Robertson, Stromberg		8,100
Rooke E		1,494
Ross F		1,100
Royal Insurance Company of Canada	$ 6,729	
Fulton R T	1,078	7,807
Royal Insurance		1,143
Royal Insurance Company of Canada	$ 6,644	
Skjaveland L	250	6,894
Royal Insurance Company of Canada	$ 1,060	
Campbell River Restorations	200	1,260
Russ's Autobody		1,300
Saskatchewan Government Insurance	$ 790	
Green V	500	1,290
Saskatchewan Government Insurance	$ 4,749	
Steedsman V G	100	4,849
Saskatchewan Government Insurance	$ 4,542	
Bleier E	500	5,042
Saskatchewan Government Insurance	$ 2,350	
Schafer S A	50	2,400
Saskatchewan Government Insurance	$ 1,682	
Head K	830	2,512
Saskatchewan Government Insurance	$ 556	
Mann Motor products	500	1,056
Saskatchewan Government Insurance	$ 812	
Mills D	500	1,312
Saskatchewan Government Insurance		1,398
Saskatchewan Government Insurance		2,041
Saskatchewan Mutual Insurance Co		7,677
Scott M		1,012
Scottish et York Ltée		1,048
Shidfar M		5,088
Sidhu S S		4,000
Simon, Wener et Adler en fiducie		6,500
Smith H M		2,040
Société Nationale d'Assurance		1,412
Southern D		2,974
Stacey K		1,377
Stanley J		10,000
State Farm Mutual Automobile Insurance Co		5,088
Stikeman, Elliott en fiducie		1,045
Strelau B R		4,500
Sun Alliance Insurance Company		2,573
Swadden R H		8,842
Thrifty Car Rental	$ 3,186	
B J Trucks Limited	1,769	4,955
Traders Générale, Compagnie d'Assurance		3,120
Trafalgar Insurance Co	$ 1,879	
Hingley J	250	2,129
Travellers Canada		1,666
Trower, Burke et Jones en fiducie		2,000
Vancouver Freightliner Ltd		1,375

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Wawanesa Mutual Insurance Company $	2,127	
Gajdostik M	250	2,377
Wawanesa Mutual Insurance Company		2,381
Wawanesa Mutual Insurance Company $	1,799	
Carlson P H	100	1,899
Wawanesa Mutual Insurance Company $	7,321	
Sova J	671	7,992
Wawanesa Mutual Insurance Company		1,270
Williams G		1,921
Wolch, Pinx, Tapper, Scurfield		3,000
Commission des accidents de travail C-B		5,000
Zoun WH		1,225
Zurich Canada $	1,054	
McStart Ltd	50	1,104
Zurich Canada		1,155
Zurich Insurance Company of Canada		1,080
Règlements pour blessure personnelle, assaut, et arrestation illégale—		
Armstrong A B en fiducie		2,000
Baylis R J en fiducie		8,400
Berkelaar G G en fiducie $	3,235	
Westlake K S	1,781	5,016
Bolton et Muldoon en fiducie		13,500
Byrne, McGinley, Boudreau, Lenihan, Chiasson en fiducie		3,000
Cave J A en fiducie		5,000
Considine et Lawler en fiducie		5,000
Davis et Compagnie en fiducie		2,500
Rothman J L en fiducie		117,500
Salloum, Doak en fiducie		5,000
Salloum, Doak en fiducie		15,659
Steidl, Kambeitz et Donald en fiducie		179,146
Vukelic D et A		8,560
Règlements pour dommage à une propriété—		
Arsenault P		1,155
Barriault J et Berthelot C		2,044
Beaudry R		13,860
Brimo R J Enterprises Ltd		1,895
Brunet J		1,093
Burrows C		1,813
Cormier N		1,925
Fallu M et Gough D		1,598
Landry F		2,518
Landry R		2,156
Leblanc C		2,641
Maverick Coach Lines Ltd		1,654
Panabode International Ltd $	1,066	
Nielsen F	790	
Taylor D W	406	
Strothotte A	93	2,355
Sutton R J en fiducie		3,000
Règlement concernant les conditions d'emploi—		
Bankowski G D		5,000
Wool G en fiducie		8,000
Règlement pour manquement présumé de fonctions—		
Green Higinbotham en fiducie		4,544
McClure D		1,263
Ministre des finances C-B $	4,450	
Stevenson N	4,450	
Hambrook et Compagnie en fiducie	750	9,650
Scott C R		2,873
Sirois D		1,910
Taylor J G		5,125
Réclamations inférieures à $1,000 (407)		162,410
		2,201,294
		2,663,138
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Département		
Autorisation—MAS Avocat légal		
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—		
ICBC		1,381
Palmer W		12,131
Provincial Adjusting Services		4,624
		18,136
TRANSPORTS		
Département		
Autorisation—Département de la Justice		
Indemnisations pour des blessures personnelles subies sur une propriété de la Couronne—		
Carroll, Heyd, Vigmond		42,000
Cooper, Ehrlich en fiducie		1,500
Daley, Byers et Phillips		45,000
Kovanchak, Ferris et Ross en fiducie		15,700
Leandre R		14,686
McKennon, Ross en fiducie		1,250
McManus, Anderson, Miles en fiducie		10,000
Olser, Hoskin en fiducie		3,000
Owens, Sattin en fiducie		11,500
Rosenberg et Zelewicz		18,250
Winch et Gasee		1,000
Indemnisations pour des blessures personnelles suite à une chute—		
Anderson M A		1,500
Fortier C en fiducie		10,830
Parsons M		11,936
Wilson M L		1,500
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—		
Assurance Royale du Canada		6,372
Beothic General Insurance		1,135
Corporation of the City of Sudbury		1,291
Economical Mutual Insurance Co		9,809
Eve J		19,800
Insurance Corporation of British Columbia		1,114
Iwasykiw J A en fiducie		10,267
Lloyd Elliott et Walter Picott Chev Olds		1,514
Manuel E		3,077
Polegato A M		1,067
Le curateur de l'État aux successions pour les Territoires du Nord-Ouest		1,000
Richard J		1,219
Sécurité compagnie d'assurance générale du Canada		1,696
Wawanesa		1,023
Wilson C		4,360
Youden D		1,314
Dommages à un véhicule privé causés par une barrière de stationnement—		
Schattenkirk C		1,463
Dommages dus à une construction tardive—		
Steels Aviation Services		27,721
Dommages à un véhicule privé dus à des gouttes de chaux au terminus I—		
Quattrociocchi P		1,095

Paiements de dommages-intérêts—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Accidents impliquant un vaisseau de la garde côtière et un bateau privé—	
Kovnatz D	8,000
W C Grover Fisheries Ltd	3,000
Dommages dus à une annulation de bail—	
Goodman et Griffen	4,250
Dommages à un avion privé—	
Bonnell K	2,208
Durham F	4,060
Perte financière impliquant une réinstallation—	
Clay D	39,639
Paiement d'intérêt dû à un retard de remboursement de surpaie—	
Weston's Concession	4,312
Abordage à l'aéroport de Hamilton—	
Henderson Structured	50,000
Stanley M Tick Associés	107,500
Dommages suite à un accident d'avion—	
Caiger B	85,460
Davenport A C	2,026
National Laser Production vs Falconbridge et al	3,116
Supergravity Inc	1,503
Yager T J	37,509
Oeuvre d'art vendue accidentellement—	
Toplis et Harding Canada Inc	5,068
Dommages a un vehicule dus a l'accumulation de neige et de glace sur un lampadaire—	
Air Canada	3,143
Dommages causés au conteneur—	
Air Canada	1,000
Indemnisation pour blessure personnelle subie au nouvel aéroport international de Toronto—	
McKechnie, Jurgeit et Mackenzie en fiducie	150,000
Indemnisation pour utilisation d'un ordinateur au-delà de la date du contrat—	
Lambyte Computers Ltd	4,240
Pertes de temps encourues suite a des interruptions de travail—	
Construction Val Brice Inc	5,000
Autorisation—CT 814425	
Litige mettant en cause Air India—	
Paterson MacDougal	1,800,000
Autorisation—Départementale	
Dommages à la propriété d'un locataire—	
Canadian Airline International	5,562
Réclamation pour dommage à un voilier privé—	
Pilot Insurance Company	3,469
Blessure personnelle sur la propriété de la Couronne—	
Erickson, Larson en fiducie	110,000
Réclamations dues au fonctionnement d'un hélicoptère—	
Philpott D	3,264
Philpott R	23,964
Wells C	1,700
Accident causant des dommages à une clôture—	
Canadian Fence Contractors	2,645
Dommage dû à du travail de construction—	
Valin Partenaires en fiducie	107,000
Commission des droits de la personne—	
Cossette L	41.781
Accidents impliquant un véhicule de la Couronne—	
Co-operators General Insurance Company	5,310
Insurance Services Ltd	5,882
Réclamations inférieures à $1,000 (276)	93,058
	3,010,658
Total global	17,903,625

Paiements à titre de faveur

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements à titre de faveur de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre de faveur est un paiement à l'égard duquel on ne reconnaît aucune obligation, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non, et qui n'est, en réalité, qu'un don fait dans l'intérêt public.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—CT 814587 et Départementale	
Indemnisation à un employé pour la perte d'un porte-monnaie lorsqu'en voyage d'affaires en URSS—	
Kirk I	712
Autorisation—Département de l'Agriculture 880738	
Indemnisation à un employé pour la perte d'effets personnels lorsqu'en voyage d'affaires en France—	
Marcus S	100
Autorisation—Département de l'Agriculture 775924	
Indemnisation à un employé pour des lunettes endommagées; dommage survenu lorsque l'employé était au travail—	
Heys R	148
Autorisation—CT 814588 et CP 1990-2/2416	
Indemnisation pour les coûts de nettoyage et de désinfection visant l'éradication de l'infection salmonella enteriditis—	
Fraser View Egg and Poultry Supply Ltd	6,896
Philipsen Poultry Farm	2,447
Indemnisation pour des articles volés lorsqu'en déplacement—	
Berthiaume Y	208
Paiements inférieurs à $100 (7)	335
	10,846
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Département	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour des dommages à des biens personnels—	
Foster A	238
Indemnisation pour des dommages à un ordinateur loué pendant la livraison—	
PC Rentals Limited	198
Paiement inférieur à $100 (1)	38
	474
COMMUNICATIONS	
Département	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Dommage à des vêtements—	
Boucher F	200
Hearne S	135
Indemnisation pour des réparations d'automobile—	
Greetham L	203
Paiements inférieurs à $100 (4)	227
	765
Archives nationales du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Paiement inférieur à $100 (1)	*60*
Bibliothèque nationale	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Paiement inférieur à $100 (1)	*51*
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour dommages—	
Bournazian J D	204
Kealy et Batts	4,000
Paiement inférieur à $100 (1)	60
	4,264
	5,140
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour dommages faits à un tailleur en milieu de travail—	
Leask J O	706
Paiements inférieurs à $100 (4)	179
	885
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission	
PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE ET DES SERVICES	
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Dommage causé à des objets personnels—	
Coadys Metal Works	150
Fahey K	2,892
Remboursement de cotisations syndicales—	
Tremblay H	226
Indemnisation pour dommage à des vêtements personnels—	
Larade G	120
Paiements inférieurs à $100 (7)	347
	3,735
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Dommage causé à des objets personnels—	
Bonne K	297
Perte d'effets personnels—	
Jennings C	243
Schuyler A	443
Ross W R	415
Autorisation—CT 814088	
Indemnisation pour perte de revenu et dommages à sa réputation puis à son estime—	
Barton D	7,500
Indemnisation pour dommage à un véhicule lorsqu'en déplacement—	
Bckert A	130
Autorisation—Ministérielle	
Transporté à l'hôpital dans un ambulance—	
Grant G	547
Règlement hors-cour pour une blessure au dos—	
Tim Louis et Compagnie en fiducie	3 500
Paiements inférieurs à $100 (16)	664
	13,739

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Sous-ministre/Président	
Perte d'une chaîne en or—	
Radi M R	200
Paiements inférieurs à $100 (6)	60
	260
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
Paiement inférieur à $100 (1)	*32*
	17,766
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Départment	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour des items volés de l'automobile d'un employé lorsqu'en déplacement—	
Morris R J	200
Paiement inférieur à $100 (1)	34
	234
Commission de contrôle de l'énergie atomique	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour dommages résultant d'un accident d'auto—	
Hawley P	*135*
Office national de l'énergie	
Paiement inférieur à $100 (1)	*77*
	446
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour le vol d'un porte-monnaie à l'endroit de travail—	
Riberdy S	200
Paiement inférieur à $100 (1)	46
	246
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour des vêtements déchirés—	
Cinq-Mars J	391
Indemnisation pour un certificat de graduation endommagé pendant un déplacement au laboratoire de River Road—	
Hill G	275
Indemnisation pour un sac à main volé lors d'un voyage à Londres—	
Kriz C	254
Indemnisation pour l'achat d'une blouse, de pantalons et de souliers endommagés pendant une analyse en laboratoire—	
MacIsacc M E	135
Paiement inférieur à $100 (1)	14
	1,069
PROGRAMME PARCS	
Paiement inférieur à $100 (1)	*96*
	1,411

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour des bagages perdus—	
Dillon A	540
Autorisation—CP 1990-1/1049 et CT 813869	
Indemnisation pour le coût des réparations à l'embassade d'Ottawa résultant de dommages causés par des démonstrateurs—	
Embassade de Roumanie	1,840
Autorisation—CP 1974-4/1946 et CT 814960	
Indemnisation pour des bagages perdus—	
Ozberk E	2,157
	4,537
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour une perte d'argent lorsqu'en voyage autorisé de l'ACDI—	
Theauvette C	1,000
Paiement inférieur à $100 (1)	50
	1,050
	5,587
FINANCES	
Département	
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour des vêtements endommagés en milieu de travail—	
Bryden D	131
Cloutier Y	319
	450
Vérificateur général	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Paiement inférieur à $100 (1)	*12*
	462
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—CP 1990-3/1655	
Aide à une société d'État pour en assurer son fonctionnement durant l'exercice 1990-91—	
Office canadien du poisson salé	15,000,000
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour un parebrise brisé par des employés du département de l'entretien—	
Higgins R	125
Indemnisation à un employé pour la perte d'une montre pendant l'exécution de ses travaux à bord d'un vaisseau du département—	
Judd G	159
Indemnisation pour une caméra personnelle endommagée, requise pour l'exécution de travaux officiels—	
Weston M	138

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Indemnisation pour la perte d'une caméra personnelle, requise pour l'exécution de travaux officiels—	
Bourgois L	1,000
Paiements inférieurs à $100 (4)	249
	15,001,671
FORÊTS	
Paiement inférieur à $100 (1)	58
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—CT 814513	
Indemnisation pour la perte de futur revenu suite à l'achat de plusieurs parcelles de terrain—	
Municipalité d'Oka	2,500,000
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour remboursement de portion déductible seulement, à un réclamant d'effets personnels dû à un feu a l'école—	
Holmes T	200
	2,500,200
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Régler une plainte concernant l'application pour un emploi avec AINC—	
Green F	*7,477*
	2,507,677
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Agence spatiale canadienne	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Paiements inférieurs à $100 (2)	*73*
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation—Départementale	
Pour couvrir les frais d'annulation et d'assurance concernant un voyage annulé suite à des affaires de la CNR—	
Perron P O	650
Remboursement pour un dépôt fait pour une réservation de congé annuel qui a dû être annulée—	
Deakin R	592
Effets personnels endommagés suite à un renversement accidentel de substance corrosive ou nocive—	
Poulin C	175
Remise d'une avance permanente suite au décès d'un employé—	
Anhorn P A	311
Paiements inférieurs à $100 (5)	223
	1,951
Statistique Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Lorsqu'en voyage d'affaires, l'automobile d'un employé fût cambriolée; indemnisation faite pour des dommages subis et non couverts par son assurance—	
Painchaud D	675
Paiements inférieurs à $100 (7)	310
	985
	3,009

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
JUSTICE	
Département	
Autorisation—CP 1991-586	
Indemnisation pour des personnes condamnées injustement—	
Procureur général de la Nouvelle-Écosse re: Marshall D Jr	337,840
Paiement inférieur à $100 (1)	50
	337,890
Commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation—CP 1991-4/297	
Indemnisation pour couvrir les frais légaux pour la représentation de Mr D K Marshall devant le Conseil canadien judiciaire sur l'enquête à l'égard de la conduite des cinq juges lors de son audition à la Cour d'appel de 1983 en Nouvelle-Écosse—	
Buchan, Derrick et Ring	*31,421*
Cour suprême du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Paiements inférieurs à $100 (5)	*256*
	369,567
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—CP 1964-20/435	
Paiement pour des considérations humanitaires, de $75 par mois en raison d'une quadraplégie permanente causée par un accident de natation lors d'une fréquentation à un camp d'été à la base des Forces royales canadiennes d'aviation à Aylmer (Ontario)—	
Delage E	750
Autorisation—CP 1990-2413	
Redressement suite à des renseignements erronés fournis par des préposés du gouvernement au sujet des pénalités de rente en vertu de la PRFC—	
Denovan J E	40,000
Autorisation—CP 1990-1231	
Indemnisation pour la perte de revenu—	
Dew S A	43,047
Autorisation—CP 1990-2412	
Redressement pour la perte d'une avance de fonds publics recouvrée d'un membre—	
Dupras K L	500
Authority—CP 1990-3/1235	
Règlement négocié suite à une plainte en vertu de la Loi sur des droits de la personne—	
O'Rourke C	12,500
Autorisation—CP 1990-1233	
Indemnisation pour la perte de revenu, dépenses médicales et autres dépenses—	
Raines S C	7,369
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisations pour dommage à des effets personnels—	
Allen R B	241
Landry R W	160
Marek I	355
Murphy G	117
Neery G	140
Olsen E	355

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Rogers G W	147
Verville C	182
Paiements inférieurs à $100 (24)	1,299
	107,162
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Paiement inférieur à $100 (1)	*82*
PROGRAMME DE SANTÉ	
Autorisation—CP 1990-4/872 et Départementale	
Indemnisation aux personnes infectées au Canada par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) après avoir reçu du sang ou des dérivés sanguins et aux Canadiens victimes de la talidomide	25,500,000
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Dommage à des effets personnels pendant son travail—	
Enns S	750
Paiements inférieurs à $100 (3)	132
	25,500,882
PROGRAMME SOCIAL	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour des vêtements endommagés—	
St-Pierre L	138
Indemnisation pour des bagages volés—	
Stewart D	880
Paiement inférieur à $100 (1)	55
	1,073
	25,502,037
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Paiements inférieurs à $100 (5)	*202*
Impôt	
Autorisation—CP 1981-288	
Vol d'effets personnels au bureau—	
Yetman K	132
Indemnisation pour des voyages payés d'avance qui ont été annulés suite à des obligations reliées au travail—	
Gravelle P	300
Mckenna W J	124
Indemnisations pour dommage à vêtements personnels—	
Blundon L	150
Calyniuk J	185
Chasse A	107
Cullum T	103
Lee H S	145
Mambly J G	200
Ranger D	115
Indemnisation pour dommage irréparable à une illustration—	
Skwarek T	250
Paiements inférieurs à $100 (81)	3,170
	4,981
	5,183

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour des blessures physiques personnelles, édifice du Centre—	
Fisher C	2,800
Indemnisation suite à un grief de classification déposé par un ex-employé—	
Roy P	1,000
Remboursement pour des bagages perdus au cours d'un voyage de Comité—	
Chartier S	1,950
	5,750
CONSEIL PRIVÉ	
Département	
Autorisation—CP 1990-2/2156 et CT 814701	
Paiements versés pour aider au paiement des frais de justice de délibération à plusieurs successions des victimes et certains survivants de l'écrasement du vol "Air Ontario 363" à Dryden Ontario le 10 mars 1989, apparaissant devant la Commission d'enquête dans l'écrasement de "Air Ontario" à Dryden, Ontario—	
Carrel et Partenaires	91,591
Zaitzeff-Cancade	83,986
Autorisation—CP 1990-1669 et CT 814488	
Paiements versés pour aider au paiement des coûts légaux pour les individus qui ont comparus devant la Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique—	
Astaphan J	48,880
Demers J	969
Dolegiewicz B	12,789
Francis C	118,059
Issajenko A	51,818
Kulesza A	27,975
Wedmann W	6,960
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour la destruction de lunettes à prescription pendant le travail—	
Spector N	350
Indemnisations pour des effets personnels endommagés pendant le travail—	
Duplessis J M	989
Matte L	200
Paiement inférieur à $100 (1)	63
	444,629
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Paiement inférieur à $100 (1)	*74*
	444,703

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour la perte d'une prise d'homards subie par Newell C et al—	
Pink, MacDonald et Harding en fiducie	650
Indemnisation à un fournisseur pour la contravention d'une entente entre TP et le contracteur—	
Allweather Wood Products Ltd	235
	885
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Centre canadien de gestion	
Paiement inférieur à $100 (1)	*40*
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)	
PROGRAMME DE REDRESSEMENT POUR LES JAPONAIS	
Autorisation—CP 1988-89/2552	
Attendu que, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, les personnes d'ascendance japonaise au Canada ont subi de façon systématique des mesures discriminatoires prises par le gouvernement du Canada sous le régime de la Loi des mesures de guerre, de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales et d'autres mesures législatives provisoires connexes; pour le seul motif qu'elles étaient d'ascendance japonaise; le gouvernement du Canada a offert à chaque personne d'ascendance japonaise qui a été victime de telles mesures—	
Abbott N J	21,000
Abdulah M	21,000
Abe K E	21,000
Abe M	21,000
Acsai S C	21,000
Adachi R R	21,000
Aida B F	21,000
Akagi G	21,000
Akagi Le domaine de Jiro James	21,000
Akagi Le domaine de Yoshi	21,000
Akai T J	21,000
Akiya M	21,000
Alsace A	21,000
Alton M M	21,000
Anderson K L	21,000
Aoki J M	21,000
Aoki K	21,000
Aoki M	21,000
Aoki Y	21,000
Aoyama K F	21,000
Arai H L	21,000
Arai I A	21,000
Arai I	21,000
Arai T	21,000
Arai W	21,000
Araki M	21,000
Arinobu H V	21,000
Arinobu K E	21,000
Asae I	21,000
Asahina T	21,000
Asai Y	21,000
Asaka S	21,000
Asaoka M	21,000
Asaoka M	21,000
Asazuma S	21,000
Ashizawa D	21,000
Ashizawa K J	21,000
Aura P T	21,000
Aura S	21,000
Ayukawa A	21,000
Ayukawa D	21,000
Ayukawa K K	21,000
Ayukawa K K	21,000
Ayukawa L S	21,000
Ayukawa S W	21,000
Ayukawa W	21,000
Azuma D	21,000
Azuma F T	21,000
Azuma M A	21,000
Azuma V A	21,000
Baba K	21,000
Baba M	21,000
Baba T	21,000
Ban R I	21,000
Bandola K	21,000
Banno R T	21,000
Banno V M	21,000
Beckley J B	21,000
Beecham J A	21,000
Belcher I G	21,000
Bell J	21,000
Bird W M	21,000
Blanchard A	21,000
Britt P H	21,000
Brown A M	21,000
Brown G W	21,000
Brown H	21,000
Brown M	21,000
Brown R M	21,000
Budd B	21,000
Burrows F F	21,000
Byerlay C	21,000
Campbell D M	21,000
Campbell J	21,000
Caricari S T	21,000
Carrique G J	21,000
Castleberry M	21,000
Chan L T	21,000
Chang C A E	21,000
Chang M M	21,000
Chepesiuk R M	21,000
Chiba D	21,000
Chow N	21,000
Claughton I N	21,000
Clifford S	21,000
Codd D	21,000
Cole J D	21,000
Cole R	21,000
Conway B I	21,000
Cook M	21,000
Cork S M	21,000
Cork Le domaine de Mary T	21,000
Cork T G	21,000
Court A H	21,000
Crombie T	21,000
Cross T	21,000
Curry M	21,000
Dancey L S	21,000
Davies J	21,000
Davis B T	21,000
Davis J K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
De'Arlieaveria J	21,000	Fukui M	21,000
Deguchi E	21,000	Fukunaga F	21,000
DeLorey G	21,000	Fukushima G A	21,000
Deyell K	21,000	Fukushima N	21,000
Dick J	21,000	Fukuyama K K	21,000
Doi D	21,000	Fukuyama M N	21,000
Doi Le domaine de Terrie	21,000	Fulbrook B M	21,000
Dowson J	21,000	Fuote-Murota T J	21,000
Doyama H F	21,000	Furukawa M N	21,000
Dulude C	21,000	Furukawa Y	21,000
Durkin K	21,000	Furuya B	21,000
Dyck K S	21,000	Futa I T	21,000
Ebata H	21,000	Futaba Y	21,000
Ebisu T	21,000	Galbraith J K	21,000
Ebisuzaki Y	21,000	Gallagher Y	21,000
Edamura A	21,000	Ganguly K	21,000
Edinger S M	21,000	Gillett Y	21,000
Egami K	21,000	Gooding P J	21,000
Egami K	21,000	Gordon J A	21,000
Eldridge M	21,000	Goto Y	21,000
Elliott K	21,000	Gotoo R	21,000
Ellis P M	21,000	Gotou C	21,000
Emoto K	21,000	Gourley T J	21,000
Endo M K	21,000	Grant E	21,000
Endo R M	21,000	Greaves S I	21,000
Endo T	21,000	Greenwood S Y	21,000
Enomoto M	21,000	Gumart C L	21,000
Enomoto R K	21,000	Haffey M	21,000
Evaschesen K J	21,000	Hagihara A	21,000
Everson P J	21,000	Hall G J	21,000
Ferguson E G	21,000	Hamada K	21,000
Folvik C	21,000	Hamade M	21,000
Foulkes I T	21,000	Hamade S V	21,000
Foy B K	21,000	Hamagami A	21,000
Franz J	21,000	Hamagami Le domaine de Natsu	21,000
Frederiksen J A	21,000	Hamamura S	21,000
Fujibayashi D	21,000	Hamanaka M	21,000
Fujikawa K	21,000	Hamanishi M	21,000
Fujimoto E	21,000	Hamaura H	21,000
Fujimoto M	21,000	Hamaura K	21,000
Fujimoto S N	21,000	Hamaura M	21,000
Fujimoto T	21,000	Hamaura T F	21,000
Fujinami N J	21,000	Hamer M	21,000
Fujinami S J	21,000	Hanabusa A	21,000
Fujino B	21,000	Hanazawa S M	21,000
Fujino D K	21,000	Handa F M	21,000
Fujino H	21,000	Handa H	21,000
Fujino H W	21,000	Hanson J J	21,000
Fujino S	21,000	Hanson M Y	21,000
Fujisaki A	21,000	Hara A S	21,000
Fujisaki T	21,000	Hara E H	21,000
Fujisawa E U	21,000	Hara F	21,000
Fujisawa G K	21,000	Hara L H	21,000
Fujisawa G K	21,000	Hara S	21,000
Fujisawa K	21,000	Hara S S	21,000
Fujisawa M I	21,000	Harada I	21,000
Fujita C	21,000	Harada J	21,000
Fujita H	21,000	Harada J M	21,000
Fujita L E	21,000	Haraga L M	21,000
Fujita O	21,000	Harrell H	21,000
Fujita S	21,000	Hasebe B	21,000
Fujiwara F Y	21,000	Hasegawa T	21,000
Fukami A W	21,000	Hasegawa Le domaine de George K	21,000
Fukuda T P	21,000	Hasegawa Y F	21,000
Fukuhara R	21,000	Hashiguchi T	21,000
Fukuhara S	21,000	Hashimoto G S	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Hashimoto K	21,000
Hashimoto L T	21,000
Hashimoto T	21,000
Hashizume S S	21,000
Hasselbach J M	21,000
Hatamoto C	21,000
Hatanaka A P	21,000
Hatanaka G K	21,000
Hatanaka G O	21,000
Hatanaka J	21,000
Hatanaka K D	21,000
Hatanaka M	21,000
Hatanaka Y E	21,000
Hatashita C	21,000
Hattori E	21,000
Hawkes M R Y	21,000
Hayashi D G	21,000
Hayashi E J	21,000
Hayashi G	21,000
Hayashi H K	21,000
Hayashi I	21,000
Hayashi J	21,000
Hayashi K	21,000
Hayashi K R	21,000
Hayashi L K	21,000
Hayashi L	21,000
Hayashi R G	21,000
Hayashi S	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi T	21,000
Hayashi Y R	21,000
Hayashi Y	21,000
Hayashida G	21,000
Hayashinuma I	21,000
Hayden M	21,000
Hayes M A	21,000
Haynes L	21,000
Hearn K	21,000
Hecht P H	21,000
Heggie D J	21,000
Heike M	21,000
Heisey M E	21,000
Hemmy G	21,000
Hemmy J	21,000
Hemmy M M	21,000
Hicks F	21,000
Higa M I	21,000
Higa S	21,000
Higashi H	21,000
Higo K	21,000
Hikichi A	21,000
Hikichi Y	21,000
Hikida J I	21,000
Hikida K	21,000
Hikita G S	21,000
Hinman N K	21,000
Hino K	21,000
Hiramatsu N A	21,000
Hirano H	21,000
Hirano K	21,000
Hirano M	21,000
Hirano S	21,000
Hirao S	21,000
Hirose J A	21,000
Hirose R	21,000
Hirota S	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Ho N	21,000
Hokazono K K	21,000
Holub E J	21,000
Homma G	21,000
Homma K	21,000
Honda E Y	21,000
Honda K	21,000
Hori G V	21,000
Hori M V	21,000
Hori N K	21,000
Hori Y	21,000
Horibe K R	21,000
Horinaka T	21,000
Horiuchi J H	21,000
Hoshiko M	21,000
Hutchison S	21,000
Hyakkoku E	21,000
Hyodo-Vandervet A	21,000
Ibuki M	21,000
Ibuki N	21,000
Ibuki T	21,000
Ichikawa J	21,000
Ichikawa K	21,000
Ida H	21,000
Ida J T	21,000
Ida M	21,000
Ida T	21,000
Iio L M	21,000
Ikata L M	21,000
Ikebata K	21,000
Ikebata T	21,000
Ikeda B T	21,000
Ikeda I	21,000
Ikeda K	21,000
Ikeda K M	21,000
Ikeda M	21,000
Ikeda T	21,000
Ikeda T T	21,000
Ikeda T J	21,000
Ikeda W T	21,000
Ikeda Y	21,000
Ikemoto G G	21,000
Ikenouye I	21,000
Ikenouye S Y	21,000
Ikuta H	21,000
Ikuta M	21,000
Ikuta N	21,000
Ikuta S	21,000
Ikuta S	21,000
Imabeppu S	21,000
Imada G M	21,000
Imagawa Le domaine de Yukio	21,000
Imai K	21,000
Imamoto K	21,000
Imamoto M	21,000
Imamura A	21,000
Imamura C	21,000
Imamura H	21,000
Imamura S	21,000
Imamura T J	21,000
Imayoshi I	21,000
Imoto C	21,000
Inaba F	21,000
Inamoto Y	21,000
Inoue A	21,000
Inouye D A	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Inouye E Y	21,000
Inouye G K	21,000
Inouye J N	21,000
Inouye J	21,000
Inouye M Y	21,000
Inouye R D	21,000
Inouye T	21,000
Irizawa J	21,000
Irizawa K	21,000
Isezaki A	21,000
Ishida F N	21,000
Ishida O	21,000
Ishida R	21,000
Ishida S	21,000
Ishii B H	21,000
Itaoka M	21,000
Ito F	21,000
Ito J	21,000
Ito J M	21,000
Ito M K	21,000
Ito R	21,000
Ito T	21,000
Ito T	21,000
Ito T	21,000
Ito T	21,000
Ito W	21,000
Iwaasa D B	21,000
Iwaasa-Robbs H	21,000
Iwabuchi R T	21,000
Iwabuchi S F	21,000
Iwabuchi W K	21,000
Iwai E M	21,000
Iwama A	21,000
Iwama K	21,000
Iwama N	21,000
Iwamoto M H	21,000
Iwamoto S S	21,000
Iwamoto Y	21,000
Iwasa F	21,000
Iwasaki M	21,000
Iwasaki T	21,000
Iwasaki Y	21,000
Iwata R K	21,000
Iwata R	21,000
Izawa J N	21,000
Izumi C M	21,000
Izumi F	21,000
Izumi K K	21,000
Izumi R	21,000
Izumi S M	21,000
Jackson E K	21,000
Janes D L	21,000
Jay M N	21,000
Jay R	21,000
Jay S H	21,000
Johnston J A	21,000
Kadohama K G	21,000
Kadonaga L M	21,000
Kadota K	21,000
Kadota R	21,000
Kaiura G H	21,000
Kaiura M	21,000
Kaji T	21,000
Kajioka R M	21,000
Kajiura B I	21,000
Kajiura R H	21,000
Kajiwara N B	21,000
Kajiwara N J	21,000
Kajiwara Le domaine de Mitsuru A	21,000
Kajiwara T	21,000
Kakimoto E	21,000
Kakuno F	21,000
Kalanj E M	21,000
Kalle M	21,000
Kamada K Y	21,000
Kamada R H	21,000
Kamada T	21,000
Kameda G S	21,000
Kamihira K	21,000
Kamimura K	21,000
Kamimura S	21,000
Kamimura T	21,000
Kamino M F	21,000
Kamitakahara G E	21,000
Kamuroi K	21,000
Kanamitsu M	21,000
Kanamoto S	21,000
Kanechiku K	21,000
Karaki E	21,000
Karaki M	21,000
Kasho S	21,000
Kasho Y	21,000
Katai K S	21,000
Katayama A	21,000
Katayama M	21,000
Kato C S	21,000
Kato M B	21,000
Kato R	21,000
Kato T	21,000
Katsuno M	21,000
Katsuta M	21,000
Katsuyama I	21,000
Katsuyama T	21,000
Katz D H	21,000
Kaushal T P	21,000
Kawabata M L	21,000
Kawabe R	21,000
Kawagoye R H	21,000
Kawaguchi Y S	21,000
Kawaguchi-Tan M	21,000
Kawahara S S	21,000
Kawai M	21,000
Kawakami F	21,000
Kawakami K	21,000
Kawakami M	21,000
Kawakami Y	21,000
Kawamura J S	21,000
Kawano E	21,000
Kawase K	21,000
Kawashima D G	21,000
Kawato S	21,000
Kawazu M	21,000
Kayahara S	21,000
Kayama Le domaine de Sam Isamu	21,000
Kazmierczak J	21,000
Kazuko N	21,000
Keating E E	21,000
Keilman K	21,000
Kelln C L	21,000
Kenyon F	21,000
Kido K S	21,000
Kika M C	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kikuchi J	21,000
Kikuchi K	21,000
Kimoto S	21,000
Kimoto S	21,000
Kimpton C	21,000
Kimura A	21,000
Kimura C	21,000
Kimura I	21,000
Kimura K	21,000
Kimura R T	21,000
Kimura T	21,000
Kimura T	21,000
King H	21,000
King J	21,000
Kinoshita K	21,000
Kinoshita L Y	21,000
Kishi S	21,000
Kishida H	21,000
Kishida K	21,000
Kishimoto G	21,000
Kishimoto S S	21,000
Kishimoto Y	21,000
Kishimura Y	21,000
Kitada M	21,000
Kitagawa A	21,000
Kitagawa K	21,000
Kitagawa M	21,000
Kitagawa M	21,000
Kitagawa Y	21,000
Kitamura G R	21,000
Kitamura M E	21,000
Kitamura R	21,000
Kitamura S	21,000
Kitani T	21,000
Kiyohara A	21,000
Kiyonaga T	21,000
Kiyonaga T K	21,000
Kiyooka H	21,000
Kiyooka I	21,000
Kiyooka R K	21,000
Knowles J	21,000
Knudsen B	21,000
Kobayashi D F	21,000
Kobayashi G H	21,000
Kobayashi G	21,000
Kobayashi K	21,000
Kobayashi L K	21,000
Kobayashi M Y	21,000
Kobayashi P	21,000
Kobayashi R H	21,000
Kobayashi T S	21,000
Kobayashi T	21,000
Kobayashi Y	21,000
Kodama G	21,000
Kodama H	21,000
Kodama I	21,000
Kodama K	21,000
Kodama K L	21,000
Kodama R J	21,000
Kodama T	21,000
Kodama T	21,000
Koga A	21,000
Koga A	21,000
Koga Y	21,000
Kogawa D	21,000
Koichi S	21,000
Kojima F	21,000
Kojima Y	21,000
Kojima Y	21,000
Kokubo T	21,000
Kokumoto K	21,000
Konda A E	21,000
Kondo D M	21,000
Kondo H	21,000
Kondo H	21,000
Kondo R J	21,000
Kondo T	21,000
Kondo T T	21,000
Kondo Y	21,000
Konishi H	21,000
Konishi M	21,000
Konishi T	21,000
Konno H S	21,000
Kono T G	21,000
Kono Y	21,000
Korekiyo S	21,000
Korekiyo Le domaine de Noboru	21,000
Kosaka K	21,000
Kosaka Y	21,000
Koshida S S	21,000
Koyama M	21,000
Koyama Y	21,000
Koyanagi M	21,000
Koyanagi T	21,000
Koyanagi Y	21,000
Koyata L I	21,000
Kozai J M	21,000
Kozono C	21,000
Kozono S	21,000
Kraus G M	21,000
Krishnamurti R	21,000
Kubota E	21,000
Kubota S	21,000
Kudo J	21,000
Kudo K	21,000
Kumabe G S	21,000
Kumabe L H	21,000
Kumabe R M	21,000
Kumagai H	21,000
Kumagai N S	21,000
Kumagai R	21,000
Kumagai T G	21,000
Kumamoto H	21,000
Kumazoe K	21,000
Kumita H	21,000
Kunimoto B	21,000
Kunimoto K	21,000
Kunimoto S J	21,000
Kurahashi Y	21,000
Kuramoto N	21,000
Kurihara C R	21,000
Kurisu F T	21,000
Kurisu S	21,000
Kuroda H	21,000
Kurosumi T	21,000
Kurushima M	21,000
Kusayanagi M	21,000
Kushino S	21,000
Kushino T	21,000
Kusuda H	21,000
Kusumoto E	21,000
Kusuyama H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Kutsukake D A	21,000
Kuwabara A	21,000
Kuwabara R E	21,000
Kuwada S	21,000
Kuwahara M H	21,000
Kuwamoto T	21,000
Kyoho N	21,000
Lamb A F	21,000
Lambert H R	21,000
Lambert K G	21,000
Larson H	21,000
Lawrence M M	21,000
Leclere M	21,000
Lee E	21,000
Lee J S	21,000
Lemus E	21,000
Leong B M	21,000
Lewis C	21,000
Limmer D H	21,000
Lindsay K T	21,000
Linz J S	21,000
Lowe I	21,000
Lummiss L S	21,000
Lyle D	21,000
Machida M	21,000
Machida T	21,000
Mackey G J	21,000
Maddix S S	21,000
Madoc-Jones J	21,000
Madokoro J J	21,000
Maeda I	21,000
Maeda R	21,000
Maeda T	21,000
Maede T	21,000
Maegama H	21,000
Maehara T	21,000
Maekawa N	21,000
Maekawa T	21,000
Magee E J	21,000
Maguire L T	21,000
Mah K W	21,000
Mah R K	21,000
Maikawa I	21,000
Maikawa R N	21,000
Makino F	21,000
Makino J	21,000
Manuel S	21,000
Marumoto M	21,000
Maruyama A	21,000
Maruyama S T	21,000
Maruyama W	21,000
Masters S T	21,000
Masuda K	21,000
Masui S	21,000
Matsu E T	21,000
Matsuba N	21,000
Matsuba T	21,000
Matsubara T	21,000
Matsubayashi L	21,000
Matsubuchi E T	21,000
Matsubuchi H G	21,000
Matsui E D	21,000
Matsui M	21,000
Matsumiya M	21,000
Matsumoto A	21,000
Matsumoto R M	21,000
Matsumoto Y	21,000
Matsumura C G	21,000
Matsunaga M	21,000
Matsunaga R T	21,000
Matsunaga Y C	21,000
Matsune R K	21,000
Matsuno K	21,000
Matsuoka K	21,000
Matsuoka M	21,000
Matsuoka P M	21,000
Matsuoka T	21,000
Matsushita A J	21,000
Matsushita I	21,000
Matsushita J S	21,000
Matsuura T	21,000
Matsuzaki R W	21,000
Maye R C	21,000
Mayegawa S	21,000
Mays M J	21,000
Mazaris L A	21,000
McBride K	21,000
McCaughey M	21,000
McDonough E L	21,000
McGill E H	21,000
McKinley S K	21,000
McLaren L	21,000
McLaren R	21,000
McMillan V C	21,000
Meagher R R	21,000
Mensch A	21,000
Mercer C S	21,000
Merken K	21,000
Mezger J H	21,000
Michasiw K	21,000
Michida E	21,000
Mihara M P	21,000
Mihara T	21,000
Mihara T	21,000
Miida T	21,000
Mikado S F	21,000
Miki A M	21,000
Miki B A	21,000
Minamide A	21,000
Minamide M A	21,000
Minamide S T	21,000
Minamide S	21,000
Minato K	21,000
Minato K	21,000
Minato S	21,000
Minegishi T	21,000
Minotti C K	21,000
Mio O	21,000
Misao T	21,000
Misumi D Y	21,000
Mitchell J T	21,000
Mitsui T	21,000
Miya R	21,000
Miyabe T	21,000
Miyagawa N	21,000
Miyagawa S	21,000
Miyagawa T	21,000
Miyamasu M A	21,000
Miyamoto M M	21,000
Miyamoto N	21,000
Miyasaka D	21,000
Miyata H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Miyauchi C	21,000
Miyauchi K	21,000
Miyauchi S	21,000
Miyazaki T	21,000
Miyazaki Y	21,000
Miyoshi E Y	21,000
Mizobuchi J J	21,000
Mizoguchi I	21,000
Mizuguchi M	21,000
Mochizuki A	21,000
Mochizuki B	21,000
Mochizuki I	21,000
Mochizuki J S	21,000
Mochizuki K	21,000
Mochizuki M	21,000
Momose K J	21,000
Monasch E M	21,000
Montgomery J D	21,000
Morant J S	21,000
Mori G G	21,000
Mori H	21,000
Mori H	21,000
Mori J	21,000
Mori K F	21,000
Mori M	21,000
Mori R	21,000
Mori R T	21,000
Mori S	21,000
Mori T	21,000
Mori T K	21,000
Mori Y	21,000
Moriarty J	21,000
Morimoto F	21,000
Morimoto J	21,000
Morimoto R	21,000
Morimoto W Y	21,000
Morimoto Y H	21,000
Morino H J	21,000
Morisaki K	21,000
Morisawa G	21,000
Morishige M	21,000
Morishita-Miki E	21,000
Morita K	21,000
Morita M	21,000
Moritsugu H O	21,000
Moritsugu R	21,000
Moriyama M	21,000
Motoike A	21,000
Motoike K	21,000
Motooka M	21,000
Motoshima U	21,000
Mowery M	21,000
Mudge C	21,000
Mukai H	21,000
Mukai I	21,000
Mukai K	21,000
Mukai K H	21,000
Mukai T J	21,000
Mukuda I	21,000
Mukuda I	21,000
Mukuda K	21,000
Mukuda K	21,000
Mukuda T	21,000
Munro K S	21,000
Mura K	21,000
Murai V M	21,000
Murakami D S	21,000
Murakami K	21,000
Murakami M K	21,000
Murakami M D	21,000
Muraki W D K	21,000
Muraki-Williamson V	21,000
Murakoshi S	21,000
Muramatsu G H	21,000
Muranaka R K	21,000
Muraoka E	21,000
Murase M	21,000
Murata B K	21,000
Murata H	21,000
Murata M N	21,000
Murayama H	21,000
Murota A	21,000
Murray L N	21,000
Nabata V A	21,000
Nabeta R K	21,000
Nagai S R	21,000
Nagai Le domaine de Ronald Aeiji	21,000
Nagami M	21,000
Nagamori L T	21,000
Nagano H G	21,000
Nagano Le domaine de Kiyono	21,000
Nagano T	21,000
Nagano T	21,000
Naganobu A L	21,000
Nagashima E	21,000
Nagata E T	21,000
Nagata K	21,000
Nagatani K	21,000
Nagayoshi S	21,000
Nakada A	21,000
Nakada K	21,000
Nakade R R	21,000
Nakade Y	21,000
Nakagawa K	21,000
Nakagawa R	21,000
Nakagawa S	21,000
Nakagawa Le domaine de Fuji	21,000
Nakagawa Y	21,000
Nakahara G	21,000
Nakahara K	21,000
Nakahara T	21,000
Nakahata F	21,000
Nakai H	21,000
Nakai S	21,000
Nakakihara M	21,000
Nakama G	21,000
Nakama G G	21,000
Nakamichi K	21,000
Nakamura D	21,000
Nakamura E M	21,000
Nakamura E	21,000
Nakamura G	21,000
Nakamura K	21,000
Nakamura L K	21,000
Nakamura M M	21,000
Nakamura M M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura M	21,000
Nakamura N	21,000
Nakamura R	21,000
Nakamura R M	21,000
Nakamura R H	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Nakamura S	21,000	Nishimura A M	21,000
Nakamura S	21,000	Nishimura C	21,000
Nakamura S L	21,000	Nishimura C	21,000
Nakamura T T	21,000	Nishimura F	21,000
Nakamura T	21,000	Nishimura G S	21,000
Nakamura W N	21,000	Nishimura G K	21,000
Nakamura Y	21,000	Nishimura H	21,000
Nakanishi K	21,000	Nishimura H	21,000
Nakano H H	21,000	Nishimura K K	21,000
Nakano M	21,000	Nishimura K	21,000
Nakano M S	21,000	Nishimura K	21,000
Nakao H L	21,000	Nishimura M G	21,000
Nakashoji W M	21,000	Nishimura R	21,000
Nakatsu M	21,000	Nishimura S S	21,000
Nakatsu N	21,000	Nishimura Le domaine de Takenori	21,000
Nakatsu T	21,000	Nishimura Le domaine de Tsuyako	21,000
Nakatsui A	21,000	Nishimura T	21,000
Nakatsui H	21,000	Nishino J A K	21,000
Nakatsuka C	21,000	Nishitani S	21,000
Nakatsuka G	21,000	Nishiyama J M	21,000
Nakatsuka H R	21,000	Nishizaki G K	21,000
Nakatsuka T	21,000	Nishizaki V V	21,000
Nakatui S	21,000	Nishizawa M	21,000
Namba Y	21,000	Nishizuka Y	21,000
Nanba S	21,000	Nita K H	21,000
Narukage S	21,000	Nitsui R M	21,000
Naruse-Hogi L K	21,000	Nitsui S B	21,000
Natsuhara M S	21,000	Nitta M	21,000
Nekoda T A	21,000	Niven N	21,000
Nikaido F K	21,000	Noda S	21,000
Nikaido T	21,000	Noguchi G	21,000
Nikki K	21,000	Noguchi R	21,000
Ninomiya Y	21,000	Nolet B M	21,000
Nishi F	21,000	Nomi G A	21,000
Nishi K	21,000	Nomi H M	21,000
Nishi K J	21,000	Nomura G N	21,000
Nishi M	21,000	Nomura I	21,000
Nishi M L	21,000	Nomura K	21,000
Nishi R	21,000	Nomura S	21,000
Nishi R K	21,000	Nonaka J G	21,000
Nishi S N	21,000	Nonaka T	21,000
Nishi Y	21,000	Nose H	21,000
Nishida E	21,000	Nose K	21,000
Nishida E F	21,000	Noullett W S	21,000
Nishiguchi A H	21,000	Nugent K N	21,000
Nishiguchi K	21,000	Nurse D A	21,000
Nishihama H	21,000	O'Hashi D A	21,000
Nishikawa K	21,000	O'Hashi J I	21,000
Nishikawa S	21,000	Obayashi T	21,000
Nishikawa Le domaine de Hidekazu	21,000	Obukuro M	21,000
Nishikawa T	21,000	Oda B J M	21,000
Nishikawa Y	21,000	Oda H	21,000
Nishikawara K	21,000	Oda K	21,000
Nishikawara M T	21,000	Oda M	21,000
Nishikaze A C	21,000	Oda T	21,000
Nishikihama H J	21,000	Oga M	21,000
Nishikihama K	21,000	Ogaki G T	21,000
Nishikihama S	21,000	Ogawa S	21,000
Nishikihama T	21,000	Ogawa T	21,000
Nishikihama Y	21,000	Ogino D M	21,000
Nishima A	21,000	Ogino S	21,000
Nishima M M N	21,000	Ohama L J Y	21,000
Nishima M	21,000	Ohara E	21,000
Nishima T E	21,000	Ohara I	21,000
Nishima T T	21,000	Ohara K Y	21,000
Nishimazuru T T	21,000	Ohashi C	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Ohashi G	21,000
Ohashi J	21,000
Ohashi R M	21,000
Ohashi T	21,000
Ohashi W	21,000
Ohata T	21,000
Ohnishi H	21,000
Ohori G	21,000
Ohori J	21,000
Ohori T	21,000
Ohtake K S	21,000
Oikawa H N	21,000
Oikawa R	21,000
Oikawa T	21,000
Oikawa T G	21,000
Oishi A	21,000
Oishi J	21,000
Oishi M	21,000
Oishi N Y	21,000
Oishi S	21,000
Oiye K G	21,000
Oka K K	21,000
Okabe M M	21,000
Okada N	21,000
Okahashi C	21,000
Okahori M	21,000
Okajima A	21,000
Okano J H	21,000
Okawara C E	21,000
Okazaki A R	21,000
Okazaki A	21,000
Okazaki F	21,000
Okihiro W W	21,000
Okimi C D N	21,000
Okimoto M	21,000
Okino N R	21,000
Okinobu H	21,000
Okubo C	21,000
Okuhara H H	21,000
Okui A	21,000
Okumura F	21,000
Okumura R H	21,000
Okumura S	21,000
Okuno E K	21,000
Okura M M	21,000
Okura R K	21,000
Okushima I	21,000
Okutake T A	21,000
Omori V T	21,000
Omori Y	21,000
Omotani B S	21,000
Omotani R	21,000
Omoto D K	21,000
Omoto M	21,000
Omura B M	21,000
Onami R S	21,000
Onami R H	21,000
Onami S	21,000
Ono F	21,000
Ono H	21,000
Ono K C	21,000
Ono M T	21,000
Ono S	21,000
Origuchi A	21,000
Origuchi A	21,000
Osaka M E	21,000
Osawa S	21,000
Osawa T	21,000
Oshiro G T	21,000
Ota H G	21,000
Ota M	21,000
Ota S	21,000
Ota T L	21,000
Ota T	21,000
Otani J	21,000
Otani N	21,000
Otsu N	21,000
Otsu T	21,000
Otsuji D N	21,000
Otsuka B L	21,000
Otsuka K	21,000
Otsuka Y	21,000
Ouchi M D	21,000
Ouchi Y	21,000
Oyagi W S	21,000
Oyama H	21,000
Oyama S	21,000
Oye H	21,000
Oye K	21,000
Ozaki N D	21,000
Ozaki N	21,000
Ozaki S	21,000
Ozawa H	21,000
Parchomchuk M J	21,000
Pattison E J	21,000
Peake J B	21,000
Perkins M J	21,000
Phipps S A	21,000
Piccinin L K	21,000
Pilch S M	21,000
Pollon T	21,000
Porter K K	21,000
Poyntz M L	21,000
Prchal P L	21,000
Proudlove N N	21,000
Riehle F N	21,000
Rieves K	21,000
Rikimaru K	21,000
Robertson M	21,000
Robichaux K	21,000
Roddick A	21,000
Rose S A	21,000
Rosehill S E	21,000
Roslin J Y	21,000
Ross L C	21,000
Ruggles E T	21,000
Ryan-Lewis E	21,000
Ryder E A	21,000
Ryoji R H	21,000
Ryuno M	21,000
Ryuzaki M	21,000
Sada H	21,000
Sadler J Y	21,000
Sagara N M	21,000
Saimoto C	21,000
Saimoto R	21,000
Saimoto S	21,000
Saisho J J	21,000
Saito A	21,000
Saito A	21,000
Saito C	21,000
Saito E I	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Saito F	21,000
Saito G I	21,000
Saito H	21,000
Saito H	21,000
Saito K	21,000
Saito M	21,000
Saito M	21,000
Saito P E	21,000
Saito S	21,000
Saka T	21,000
Saka T T	21,000
Sakai D N	21,000
Sakai F A	21,000
Sakai R M	21,000
Sakai S	21,000
Sakai T	21,000
Sakakura H	21,000
Sakamoto A	21,000
Sakamoto A	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto K	21,000
Sakamoto M	21,000
Sakamoto N J	21,000
Sakamoto N T	21,000
Sakamoto R	21,000
Sakamoto T	21,000
Sakamoto Le domaine de Tadashi	21,000
Sakibu A	21,000
Sakiyama A	21,000
Sakiyama J	21,000
Sakon L	21,000
Sakuda H	21,000
Sakuda T	21,000
Sakura H C	21,000
Samata K	21,000
Samejima B M	21,000
Samejima K	21,000
Samejima S N	21,000
Sameshima K	21,000
Sameshima N	21,000
Sameshima T	21,000
Sanderlin L E	21,000
Sano G K	21,000
Sano H	21,000
Sano K	21,000
Sano M M	21,000
Sano S	21,000
Sapp G M	21,000
Saruwatari G	21,000
Sasaki J	21,000
Sasaki K	21,000
Sasaki M Y	21,000
Sasaki M	21,000
Sasaki T K	21,000
Sasaki T	21,000
Sasaki W Y	21,000
Sasaki Y	21,000
Sasayama T	21,000
Sato B B D	21,000
Sato H	21,000
Sato J S	21,000
Sato K K	21,000
Sato K	21,000
Sato K	21,000
Sato M	21,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Sato S	21,000
Sato S	21,000
Sato Y	21,000
Sato Y	21,000
Satterwhite C D	21,000
Sawa K	21,000
Sawada T	21,000
Schafer F	21,000
Schmehl K	21,000
Schmitz M	21,000
Schweitzer S	21,000
Seki B	21,000
Seki F F	21,000
Seki T	21,000
Seki Y	21,000
Sekine S G	21,000
Senda R E	21,000
Severson M J	21,000
Shepherd E R	21,000
Shibata A	21,000
Shibata H	21,000
Shibata H	21,000
Shibata K	21,000
Shibata M	21,000
Shibata T	21,000
Shibata T	21,000
Shibata W T	21,000
Shibata Y	21,000
Shibatani K	21,000
Shibatani M	21,000
Shibatani M	21,000
Shibatani N	21,000
Shigeeda T	21,000
Shigehiro M	21,000
Shigematsu J E	21,000
Shigemi R Y	21,000
Shigemura L	21,000
Shigeyama Y	21,000
Shikatani D I	21,000
Shikatani J T	21,000
Shikatani M	21,000
Shikaze G	21,000
Shikaze G K	21,000
Shima D M	21,000
Shima R	21,000
Shimada W	21,000
Shimamori S	21,000
Shimamura N	21,000
Shimano J T	21,000
Shimanoe R	21,000
Shimbashi D	21,000
Shimbashi H	21,000
Shimizu A	21,000
Shimizu M	21,000
Shimizu R M	21,000
Shimoda K R	21,000
Shimoda R	21,000
Shimoi R	21,000
Shimokura S H	21,000
Shimokura T J	21,000
Shin T	21,000
Shin Y	21,000
Shinde A	21,000
Shinde T	21,000
Shinkai K M	21,000
Shinmoto N	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Shino H	21,000
Shinohara H	21,000
Shintani T	21,000
Shinyei F T	21,000
Shiomi R	21,000
Shiozaki E E	21,000
Shiraga H	21,000
Shirahama M	21,000
Shirai D W	21,000
Shirakawa A	21,000
Shirakawa T E	21,000
Shirokawa A	21,000
Shishido M	21,000
Shishido M	21,000
Shiyozi S	21,000
Shoji E H	21,000
Shudo K	21,000
Silke K S	21,000
Silo J K	21,000
Sisk K	21,000
Smith J T	21,000
Sokugawa E	21,000
Sokugawa H	21,000
Sokugawa M	21,000
Sokugawa M	21,000
Sokugawa T	21,000
Someya K	21,000
Somiya K	21,000
Somiya T	21,000
Sonoda F T	21,000
Sonoda G M	21,000
Sonoda G Y	21,000
Sonoda W N	21,000
Soroka J M	21,000
Sova I W	21,000
Steinberg M T	21,000
Stenzel M	21,000
Stephenson N N	21,000
Stevens M E	21,000
Stites M M	21,000
Stumpe J K	21,000
Sudo B R	21,000
Sudo C R	21,000
Sudo R	21,000
Suematsu E	21,000
Suemoto M	21,000
Suga E	21,000
Suga I	21,000
Sugai H M	21,000
Sugai M J	21,000
Sugawara F	21,000
Sugawa J K	21,000
Sugawara T	21,000
Sugihara Y	21,000
Sugimoto A	21,000
Sugimoto B K	21,000
Sugimoto G	21,000
Sugimoto M	21,000
Sugimoto T	21,000
Sugimoto T	21,000
Sugimoto Y	21,000
Sugiura Y	21,000
Sugiyama K	21,000
Sumi T N	21,000
Sumida T	21,000
Sumiya G	21,000
Sumiya H	21,000
Sumiya M	21,000
Sumiya Y	21,000
Sunahara W	21,000
Sunohara B P M	21,000
Sunohara P T	21,000
Sunohara S T	21,000
Suyama M	21,000
Suzuki C T	21,000
Suzuki E H	21,000
Suzuki L M	21,000
Suzuki M	21,000
Suzuki N Y	21,000
Suzuki N K	21,000
Suzuki P E	21,000
Suzuki R	21,000
Suzuki S	21,000
Suzuki T G	21,000
Tabata F	21,000
Tabata H	21,000
Tabata I	21,000
Tabata M	21,000
Tabata N	21,000
Tabata R	21,000
Tabata S	21,000
Tabata Le domaine de Shima	21,000
Tabata T	21,000
Tabata Y	21,000
Tachibana D	21,000
Tachibana T	21,000
Taguchi A	21,000
Tajiri K K	21,000
Takada K	21,000
Takagaki K S	21,000
Takagi G H	21,000
Takagi H I	21,000
Takagi Y	21,000
Takahashi B Y	21,000
Takahashi I S	21,000
Takahashi J M	21,000
Takahashi K	21,000
Takahashi K	21,000
Takahashi N G	21,000
Takahashi P M	21,000
Takahashi S G	21,000
Takahashi S	21,000
Takahashi T	21,000
Takahashi Le domaine de Chiyoko	21,000
Takahira N	21,000
Takaoka H H	21,000
Takaoka J P	21,000
Takaoka R Y	21,000
Takara Y	21,000
Takarabe W T	21,000
Takasaki A Y	21,000
Takasaki B	21,000
Takashi H	21,000
Takata K	21,000
Takata M	21,000
Takata T	21,000
Takaya N	21,000
Takayama M	21,000
Takayama M	21,000
Takayama S	21,000
Takayama T	21,000
Takeda H J	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant	Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$		$
Takeda M W K	21,000	Taneda U M	21,000
Takeda T	21,000	Tanigawa S	21,000
Takemoto I	21,000	Taniguchi K	21,000
Takemoto M	21,000	Taniyama S	21,000
Takemoto S	21,000	Taniyama Y	21,000
Takemura A	21,000	Tanizaki E	21,000
Takenaka G T	21,000	Tanouye W J K	21,000
Takenaka K A	21,000	Tarui K W	21,000
Takenaka T T	21,000	Tasaka K	21,000
Takenaka T M	21,000	Tatebe K N	21,000
Takenaka Y	21,000	Tateishi W S	21,000
Takeuchi F	21,000	Tateyama J M	21,000
Takeuchi F	21,000	Tateyama R M	21,000
Takeuchi M	21,000	Tazawa Le domaine de Kazuo Kaz	21,000
Takeuchi N	21,000	Tazawa T	21,000
Takeuchi T	21,000	Tazuke E	21,000
Takeuchi Y	21,000	Tazumi M	21,000
Tallio A	21,000	Tehara M	21,000
Tallio R	21,000	Teichgrab B R	21,000
Tamai M	21,000	Teishi F	21,000
Tamai Le domaine de Fusako Lucy	21,000	Terada K C	21,000
Tamaki A K	21,000	Terada M	21,000
Tamaki G K	21,000	Terada M M	21,000
Tamaki K S	21,000	Terada T	21,000
Tamaki P K	21,000	Teramura H	21,000
Tamaki S	21,000	Teranishi F F	21,000
Tamashiro M	21,000	Teranishi R S	21,000
Tamura J J	21,000	Terashita K	21,000
Tamura S	21,000	Terashita Y	21,000
Tanabe R R	21,000	Teruya M R	21,000
Tanaka A V	21,000	Tezuka D S	21,000
Tanaka B A	21,000	Thomas N P	21,000
Tanaka C A	21,000	Thomsen J	21,000
Tanaka D	21,000	Thorton S I	21,000
Tanaka E T	21,000	Titus J C	21,000
Tanaka E	21,000	Tobita E A	21,000
Tanaka F H	21,000	Tognon Y	21,000
Tanaka F	21,000	Tokai Y	21,000
Tanaka F P	21,000	Toki N	21,000
Tanaka G T	21,000	Tokita P T	21,000
Tanaka G T	21,000	Tokiwa H S	21,000
Tanaka G Y	21,000	Tokonami K	21,000
Tanaka H T	21,000	Tokonami M	21,000
Tanaka H	21,000	Tokuda S	21,000
Tanaka H	21,000	Tomimoto H	21,000
Tanaka H	21,000	Tominaga R T	21,000
Tanaka I	21,000	Tomiyama N T	21,000
Tanaka K	21,000	Tomiyama S	21,000
Tanaka K	21,000	Tomiyama S	21,000
Tanaka K	21,000	Tomiyama Y	21,000
Tanaka M	21,000	Townsend L	21,000
Tanaka M	21,000	Toyama R	21,000
Tanaka-Sareen M	21,000	Toyoda J	21,000
Tanaka M	21,000	Toyoma G	21,000
Tanaka M	21,000	Toyota G A	21,000
Tanaka R	21,000	Toyota S S	21,000
Tanaka S J	21,000	Troman M Y	21,000
Tanaka S	21,000	Trowhill G K	21,000
Tanaka Le domaine de Ayako	21,000	Trudeau G R	21,000
Tanaka T	21,000	Tsubone F	21,000
Tanaka T	21,000	Tsubone T	21,000
Tanaka T	21,000	Tsubota T	21,000
Tanaka W H	21,000	Tsuchida D S	21,000
Tanaka Y	21,000	Tsuchida R	21,000
Tanaka Y	21,000	Tsuchiya E	21,000
Taneda K	21,000	Tsuji E M	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Tsuji N	21,000
Tsuji R	21,000
Tsujikawa D A	21,000
Tsukano J	21,000
Tsumamoto M	21,000
Tsumura K T	21,000
Tsunetomi F	21,000
Tsunetomi M	21,000
Tsuru I I	21,000
Tsuruda S S	21,000
Tsuruoka M	21,000
Tsutsumi A	21,000
Tsuyuki H	21,000
Turtle S N	21,000
Twa C S	21,000
Uchida A	21,000
Uchida E	21,000
Uchida I	21,000
Uchida I T	21,000
Uchida L	21,000
Uchida R I	21,000
Uchimaru D L	21,000
Ueda H	21,000
Uedao M	21,000
Uekubo K	21,000
Ueta H	21,000
Ui T	21,000
Ujiye W	21,000
Ukitsu O G	21,000
Umeda S	21,000
Umemoto A G	21,000
Umemoto K	21,000
Umemura K	21,000
Uno Y	21,000
Uraisami S	21,000
Urata M	21,000
Usukawa S J	21,000
Uyeda K K	21,000
Uyeda S	21,000
Uyede F	21,000
Uyematsu M	21,000
Uyeno T T	21,000
Uyesugi M	21,000
Uyesugi R S	21,000
Uyesugi S S	21,000
Uyeyama E C	21,000
Uyeyama H R	21,000
Uyeyama H	21,000
Uyeyama J T	21,000
Uyeyama K	21,000
Vale L Y	21,000
Van Paassen G H	21,000
Volkovskis C N	21,000
Wada M M	21,000
Wakabayashi G H	21,000
Wakabayashi T	21,000
Wakabayashi T E	21,000
Wakabayashi Y	21,000
Wakahara H H	21,000
Wakano Y	21,000
Waku K	21,000
Walker L E	21,000
Wallington T C	21,000
Walters I	21,000
Wani M	21,000
Wasilenchuk K H	21,000
Watanabe C	21,000
Watanabe G K	21,000
Watanabe H N	21,000
Watanabe J	21,000
Watanabe M	21,000
Watanabe T	21,000
Watanabe Y	21,000
Watanabe Y	21,000
Watanabe Y K	21,000
Waters A	21,000
Way-Nee Y K	21,000
Whitman J S	21,000
Wied K P	21,000
Wiens M Y	21,000
Wilson L T	21,000
Woods J	21,000
Woodwark M E	21,000
Worthington-White K P	21,000
Yahiro C J	21,000
Yama B A	21,000
Yama G K	21,000
Yamada A	21,000
Yamada I	21,000
Yamada J T	21,000
Yamada M	21,000
Yamada S N	21,000
Yamada T	21,000
Yamada Y	21,000
Yamagishi J T	21,000
Yamaguchi S	21,000
Yamamoto B	21,000
Yamamoto D T	21,000
Yamamoto E	21,000
Yamamoto H	21,000
Yamamoto J	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto K T	21,000
Yamamoto K	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto M	21,000
Yamamoto R A	21,000
Yamamoto S	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamoto T	21,000
Yamamura C	21,000
Yamamura K L	21,000
Yamanaka I	21,000
Yamanaka J	21,000
Yamanaka K	21,000
Yamanaka M P S	21,000
Yamanaka S	21,000
Yamaoka D T	21,000
Yamaoka R H	21,000
Yamasaki M	21,000
Yamasaki Le domaine de Sumi	21,000
Yamasaki T	21,000
Yamasaki Y	21,000
Yamasaki Y	21,000
Yamashita F	21,000
Yamashita F T	21,000
Yamashita I	21,000
Yamashita K	21,000
Yamashita K	21,000
Yamashita K K	21,000

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Yamashita M	21,000
Yamashita S	21,000
Yamauchi J E	21,000
Yamawaki K	21,000
Yano A	21,000
Yano F S	21,000
Yano K A	21,000
Yano M	21,000
Yano S	21,000
Yasuda S M	21,000
Yasui S	21,000
Yasuyama M	21,000
Yip V	21,000
Yokota S T	21,000
Yoneda M	21,000
Yoneda Y R	21,000
Yonemitsu M A	21,000
Yorizane M	21,000
Yoshida G J	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida K	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida M	21,000
Yoshida R M	21,000
Yoshida S	21,000
Yoshida T	21,000
Yoshida Le domaine de Kaoru	21,000
Yoshida W N	21,000
Yoshida Y V	21,000
Yoshihara H	21,000
Yoshihara R H	21,000
Yoshiki A K	21,000
Yoshiki R	21,000
Yoshiki T T	21,000
Yoshimura H	21,000
Yoshimura R B	21,000
Yoshioka H	21,000
Yoshioka K K	21,000
Yoshioka M Y	21,000
Yoshioka O	21,000
Yoshioka P	21,000
Yoshioka S	21,000
Yoshioka S M	21,000
Yoshizumi A	21,000
Yuasa H	21,000
Yukimasa Y	21,000
Yukisada K	21,000
	36,372,000
Commission de la fonction publique	
Autorisation—CP 1991-5/327 et CT 815756	
Remboursement des frais de contentieux associés à un appel visant une activité de ressourcement dans la catégorie de la gestion en 1986—	
Kroeplin J	2,000
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Paiements inférieurs à $100 (2)	99
	2,099
	36,374,139

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—CP 1974-4/1976	
Indemnisation pour les effets personnels d'un employé, perdus ou endommagés lorsqu'au travail—	
Arts A	165
Brassard S	221
Desjardins M	191
Filion V	159
Fowler L E	150
Lesage Y	284
Morgan K	167
Power F	238
Schuck A	171
Autorisation—CT 815084	
Indemnisation pour un véhicule endommagé—	
Fancy M	4,205
Autorisation—CT 815085	
Indemnisation pour un véhicule endommagé—	
Fournier C	357
Paiements inférieurs à $100 (22)	1,202
	7,510
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Autorisation—Président	
Indemnisation pour intérêt perdu—	
Gallant M	*2,000*
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour la perte ou un dommage à des lunettes—	
Albrecht S	250
Beach D M	165
Blais J C R	188
Calder S B	129
Chartrand L	110
Colburn G	115
Coons A J	161
Emery L L	183
Fontaine R	109
Fradette G	172
Girard G J W	162
Goodyear K	121
Harlow L H	172
Harper D B	143
Hoffman L D	116
Hourihan P W	212
Inkster H A	133
Jaworski B A	186
Kimler K L	160
Laseur L J	147
LeBlanc M J S	152
Lindegger K W	230
McDougall J R	115
McInnis J J H	250
Moritz G R	168
Nagel D E	280
Ollinger J E	130
Paul R	181
Pearlevision	209
Pons D R	128
Roberts K A	184
Rohne D E	118

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
St Vincent J R R	168
Stevenson T A	120
Sylvestre M	292
Vantassel B	203
Verth J	154
Villeneuve J M	240
Youden L M	206
Indemnisation pour des vêtements personnels endommagés—	
Bellegard D C	110
Chrustie C W	122
Paquette C	225
St Germain K C	130
Sheppard A W	108
Whalen P J W	267
Winslow R K	348
Indemnisation pour un dommage à ou la perte d'une montre—	
Brown R L	101
Carroll E W	118
Dosko W J	250
Garton D G	125
Goodyear E	188
Macleod D G	157
Menard J	142
Ouellette C	113
Indemnisation pour un dommage à ou la perte de biens personnels—	
Abran J J A	160
Currier G L	151
Fitzpatrick D B	200
MacWatters I A	166
McMillan A M	250
Morin J V R	189
Northern Arts and Cultural Centre	142
Peers M G	302
Rentmeester R C	166
Ritzand S	134
Singh M	852
Stutt D W	166
Terrillon B A	166
Theriault G	139
White D D	110
Indemnisation pour des véhicules endommagés—	
Bergen J T	543
Brown L	106
Carleton Bus Lines	37,211
Holeska P	207
Leduc Bus Lines	2,034
Tewinkel T	104
Wilson's Service Gleichen (1978) Ltd	1,467
Indemnisation provenant d'un accident de véhicule—	
Bidal F	990
Indemnisation pour une perte d'argent—	
Button C	152
McIvor A T G	129
Timms V N	380
Indemnisation pour dommage à des biens immobiliers—	
Bandzul J	330
Beals R	112
Berger W	200
Chow J and C	289
Courtenay Glass Ltd	212
Entz B	426
Eytcheson C	250
Gamache A	822
Ilot Jacques Adhemar	298
Leger Y	250
Lougheed Garden Estates Ltd	433
Magliocchi R	865
Marchand R	420
Marois H	147
Moshagen A	162
Stefure R K	105
Vuckovic J	219
Yellowknife Housing Authority	175
York Estates	866
Indemnisation pour des dépôts non-remboursables—	
Boucher J M N	185
Leblanc B	150
MacNeil A A	516
Indemnisation pour dommage à de l'équipement emprunté—	
Argo Charters	250
LAB Enterprises	1,500
Indemnisation pour la perte de ou un dommage à des biens en garde—	
Giovannini G M	750
Royer M	130
Spence D J	125
Indemnisation par défaut de fournir de justes conseils—	
Meadon D W	424
Règlement hors-cour—	
Rothman J L en fiducie	117,500
Autorisation—CT 815305	
Paiement pour les coûts légaux associés avec la destruction de deux chiens—	
Harman F	3,179
Autorisation—CP 1990-4/799	
Indemnisation pour dommage à une propriété privée—	
Williams, Harris, Roebotham et McKay en fiducie	75,000
Paiements inférieurs à $100 (465)	9,485
	271,557
	281,067

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Département

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour des vêtements endommagés pendant l'exécution de son travail—	
Gabriel A	165

TRANSPORTS

Département

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CP 1974-4/1946 et Départementale	
Indemnisation pour le coût d'accès à une propriété privée—	
Findlay J et N	4,500
Indemnisation pour la perte d'objets personnels pendant le travail—	
Brian S	200
Clement C	275
Guertin L	226
Leblanc R	280
Potvin L	238
Indemnisation pour des dommages causés par une barrière de stationnement—	
Millman J	503
Commission des droits de la personne—	
McCormick S	300

Paiements à titre de faveur—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Indemnisation pour la perte de lunettes pendant le travail—	
Arsenault D	160
Blondin E	240
Brown M	155
Chouinard C	192
Goodmurphy L	172
Lambert A	214
Marois J	271
Morency A	324
Paré G	342
Powell A	162
Roberge A	204
Simard C	259
Indemnisation pour la destruction d'une propriété privée—	
Hendry C	375
Lavoie L	156
Slade A	592
Indemnisation pour la perte de prothèse dentaire—	
Smith L	225
Indemnisation pour la perte de bénéfices de retraite—	
Rubianes V	410
Indemnisation pour dommage à des lunettes pendant le travail—	
Cloutier L	108
Coughtry A	154
Joubert M J	170
Labelle Y	141
Leduc R	112
McDonald B	170
Sergerie I	330
Autorisation—CT 816193	
Paiement d'indemnisation à une victime de harcellement personnel—	
Bilz R A	17,634
Autorisation—CT 813796	
Remboursement des dépenses en vertu de la Loi sur le drainage de l'Ontario—	
Township of Armstrong	13,368
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour l'intérêt imputé sur un paiement en retard—	
Laval Fortin Ltée	77,500
Paiements inférieurs à $100 (15)	1,192
	121,854
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Autorisation—Loi sur les droits de la personne (LDP)	
Paiement approuvé conformément à l'article 48 de la LDP comme un règlement de plainte—	
Desmarais N	200
ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Remplacement de lunettes suite à un accident—	
Castonguay S	100
Mapp L	100
Ménard E	100
Remplacement d'un manteau d'hiver suite à un endommagement en milieu de travail—	
Johnston J	153
Paiements inférieurs à $100 (5)	252
	705
Total global	80,768,849

Arrêts de la Cour fédérale

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les arrêts de la Cour fédérale payés au cours de l'exercice. Cet état ne comprend pas les autres arrêts de cour.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME PARCS	
Autorisation—Arrêt T-6359-81	
Indemnisation pour des blessures suite à une attaque d'ours grizzli—	
Tobler R	130,616
Autorisation—Arrêt 72-951-16	
Accident sur un quai flottant, canal St-Ours, district de Montréal—	
Romanowski Insurance en fiducie et Ginette McMullen	10,000
Romanowski Insurance	500
	141,116
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
Autorisation—Commission canadienne des droits de la personne	
Discrimination présumée dans l'emploi—	
Donnelly P J	8,656
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—T-2559-85	
Règlement d'une réclamation suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant à Botha G W—	
Lee et Short "en fiducie"	9,586
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
PROGRAMME SOCIAL	
Autorisation—Arrêt 6180-13	
Frais de la Cour pour appel de bénéfices sur la sécurité de la vieillesse—	
Pattinson J	400
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Arrêt A1377-87	
Remboursement de frais de Cour sur un appel impliquant le retour des droits antidumping—	
Wolchok et Compagnie en fiducie pour Mondell Importers Limited	*700*
Impôt	
Autorisation—Frais de la Cour fédérale adjugés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu—Arrêt numéro:	
T-1190-88	
Ballem, McDill—	
Anderson M	3,671

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
T-1484-86	
Bell, Felesky, Flynn—	
Witten N	1,580
T-1557-89	
Bell, Felesky, Flynn—	
Sie-Mac Pipeline	2,657
T-1288-88	
Birnie, Sturrock et Compagnie—	
McLaren H E	988
T-1928-83, T-2098-83, A-846-87	
Davies, Ward, Beck—	
London Life Insurance	8,898
A-1185-84	
Davies, Ward et Beck—	
Cork J	3,500
T-735-87	
Ferguson, Gifford—	
Johnson N H	894
T-1288-88	
Freeman et Compagnie—	
McLaren H E	4,858
T-576-83	
Freeman et Compagnie—	
W Hanley et Compagnie	2,285
T-4233-77	
Freeman et Compagnie—	
Domaine de Belkin	1,430
T-210-88	
Gaudreault, Tremblay, Ouellet, Saucier, Dumais—	
Dumais M	2,492
T-2423-85	
Giffen et partenaires—	
Vine W J	4,358
A-685-88	
Graser, Smith et Townsend—	
Cumberland Properties Limited	4,495
T-620-87, A-1204-88	
Goodman et Carr en fiducie—	
Huffman G	2,891
T-2251-86	
Harman, Wilson et Compagnie—	
Domaine de Sarah Raper	6,733
T-2449-85	
Holden, Day, Wilson—	
Fluxgold R	1,545
T-2599-85, T-2601-85	
Lapointe, Rosenstein en fiducie—	
Les Enterprises Savino Inc	7,750
T-4472-82, A-110-86	
MacLeod, Dixon—	
Halliburton Services	13,235

Arrêts de la Cour fédérale—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
T-2640-84	
McKercher, McKercher, Laing et Whitmore—	
Mintenko D J	3,205
T-2251-86	
Miller, Thomson—	
Domaine de Sarah Raper	3,961
T-2251-86	
Miller, Thompson—	
Domaine de Sarah Isabell	14,437
T-2510-84, T-2507-84, T 2508-84, T-244-85	
Robertson, Stromberg—	
Oberdieck K	1,808
T-615-89	
Shibley, Righton et McCutcheon—	
Merson K	784
T-2674-84, T-665-86, T-666-86, T-2268-44, A-235-87, A-1040-88, A-1041-88, A-236-87	
Simkin, Gallagher en fiducie—	
McKee R	13,678
T-1106-83	
Sloan, Edmonds, Klaiman en fiducie—	
Doyle E	597
T-578-87	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, OKeefe et Davidson—	
McNeil R D	2,220
T-2718-87	
Webber et Compagnie—	
Demers A	10,903
T-1957-87	
Lefebvre W en fiducie—	
Robitaille L	2,757
T-2189-85	
McCarthy W G D en fiducie—	
Timpson R	5,435
T-603-86	
Wolff et compagnie—	
Wil Mechanical Ltd	4,288
	138,333
	139,033
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Autorisation—T-533-88	
Frais de Cour—	
Paquette, Perreault, Trudeau et Associés	1,536
Autorisation—T-535-83	
Annulation de commande d'achat—	
Bitumar Inc	23,820
Autorisation—T-1131-86	
Honoraires versés à un cabinet d'avocat—	
Middleton, Howranik, Werpert	2,788
Fin de contrat—	
Abenstein W	4,502
	32,646
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—Arrêt T-2878-89	
Accident sur les quais des havres et des ports—	
Curran L F	103,355
Total global	434,792

Paiements sans contrepartie

Cet état fournit par ministère et par programme,les détails de tous les paiements sans contrepartie de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement sans contrepartie est un paiement qui est effectué sans qu'aucun avantage ou service n'ait été reçu, mais à l'égard duquel on reconnaît avoir une obligation.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Départementale	
Paiement pour les frais reliés à une erreur dans la lecture de tests de sang d'un animal par le personnel d'agriculture—	
McLeod N	1,761
Autorisation—Sous-ministre	
Indemnisation pour des cotisations syndicales qui furent déduites incorrectement, d'avril 1990 à février 1991—	
Vouriot S B	313
Autorisation—Département de l'agriculture 829955	
Remboursement pour la perte d'équipement d'ordinateur loué—	
CGS Microtechnologies	5,000
	7,074
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Départementale	
Règlement de la Cour, discrimination contre des pratiques religieuses individuelles	1,000
Autorisation—Département de l'agriculture	
Paiement pour les frais reliés à l'annulation de cours d'entraînement—	
Commission de la fonction publique	590
Autorisation—Département de l'agriculture	
Paiement pour les frais pour observer une clause d'annulation de deux mois pour des locations de chambres—	
Travaux publics	126
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement pour dommages occasionnés par le refus d'accorder à l'entreprise Southfork Farms une subvention ou un paiement de stabilisation—	
Banque Royale du Canada	62,862
	64,578
	71,652
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission	
PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE ET DES SERVICES	
Autorisation—Ministre/Président	
Somme due pour les cotisations à la pension de retraite et les congés annuels accumulés—	
Anka C	*5,042*
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Paiement inférieur à $100 (1)	*45*
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Paiements inférieurs à $100 (4)	*310*
	5,397

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
Autorisation—Départementale	
Paiement pour les frais reliés à la fin d'un contrat—	
META-4	426
Remboursement d'une portion non remboursable d'un billet d'avion suite à la demande de l'employeur d'annuler un congé annuel—	
Legris R	226
Chambre d'hôtel réservée et inutilisée—	
EnRoute	137
Indemnisation pour des dommages résultant d'un accident d'automobile—	
Halifax Insurance	103
Paiements inférieurs à $100 (5)	308
	1,200
Office national de l'énergie	
Autorisation—Départementale	
Oeuvre d'art perdue—	
The Canada Council Art Bank	455
Paiement inférieur à $100 (1)	47
	502
	1,702
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Paiement inférieur à $100 (1)	*60*
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Départementale	
Paiement pour la perte de diapositives—	
Savoie G	900
Paiement inférieur à $100 (1)	80
	980
	1,040
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Paiement inférieur à $100 (1)	89
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Sous-ministre	
Remboursement d'une partie des biens de succession à l'héritier légal—	
Bearskin M	2,538
Remboursement des fonds d'une succession attribués par inadvertance à une personne non autorisée—	
Montour M A (Domaine de)	3,000
Montour M S (Domaine de)	3,000

Paiements sans contrepartie—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Remboursement des fonds qui furent attribués par erreur aux services régionaux de développement social du MAINC—	
Papin E	5,100
Papin L M	5,100
	18,738
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation—Départementale	
Dû à la discontinuation du programme, le téléphone a dû être cessé prématurément—	
Bell Canada	*5,341*
Statistique Canada	
Autorisation—Départementale	
Paiement inférieur à $100 (1)	*32*
	5,373
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
Autorisation—Départementale	
Réclamations en vertu de la Loi sur les droits de la personne—	
Bélanger P	200
Little S	12,000
McGregor D	14,571
Rosin M	1,836
St-Laurent D	3,000
Warren G D	5,137
	36,744
CONSEIL PRIVÉ	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Autorisation—Départementale	
Remboursement d'une pagette louée—	
Metrolert Ltd	107
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Départementale	
Indemnisation pour des dommages résultant d'un accident de véhicule—	
Axa Home Insurance Company	2,530
Blair F	250
Zed T J	1,975
	4,755
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation—Départementale	
Paiement pour de l'équipement perdu—	
International Communications	250
National Pagette	490
Remboursement pour des dommages à une propriété privée—	
Corcoran J R	769
Paiements inférieurs à $100 (6)	403
	1,912
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Autorisation—Loi de la responsabilité de l'État	
Paiement émis au compte de pension de retraite pour compenser l'individu listé ci-dessous pour la différence entre l'estimé prévu et le coût réel du service accompagné d'option achetée—	
MacDonald W	85,212
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—Départementale	
Règlement dû à de la mauvaise information reçue au sujet de la prestation de retraite—	
Dagg M R	22,744
Réclamation en vertu de la Loi sur les droits de la personne—	
Mercier-Parent F	2,537
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement de dispute concernant des opérations de dragage—	
Walpole Island First Nation	32,000
Règlement hors-cour dû à l'annulation d'un espace réservé sur le navire de J Desgagnés—	
Tremblay, Bois en fiducie	10,000
Autorisation—CT 814770	
Règlement de réclamation pour rupture de contrat—	
Murray et Murray Griffiths	169,192
Sinclair G J	166,406
	402,879
ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS	
Paiements inférieurs à $100 (4)	138
Total global	635,738

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1990-91

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	10.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	10.4
Communications	10.4
Emploi et Immigration	10.4
Énergie, Mines et Ressources	10.4
Environnement	10.6
Pêches et Océans	10.10
Forêts	10.10
Affaires indiennes et Nord canadien	10.12
Industrie, Sciences et Technologie	10.14
Justice	10.14
Travail	10.14
Défense nationale	10.16
Santé nationale et Bien-être social	10.16
Travaux publics	10.16
Secrétariat d'État	10.16
Transports	10.18
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	10.18

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGRICULTURE				
Projets de remplacement des entreprises	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Productions fourragères dans la région de l'Atlantique	701	2,161	2,587	3,437
	475	**2,896**	**1,811**	**2,203**
	3,163	*9,457*	*7,178*	*8,620*
Collège vétérinaire de l'Atlantique	...	...	...	...
	...	**18**	**...**	**...**
	...	*1,545*	*...*	*...*
Indemnités pour les traitements contre la rage	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*5*
Contributions aux cercles 4-H	10	9	17	10
	7	**6**	**14**	**7**
	96	*70*	*148*	*76*
Pertes de récoltes occasionnées par les oiseaux aquatiques migrateurs	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Loi sur l'assurance-récolte	81	...	11	...
	13	**1,242**	**258**	**1,117**
	525	*14,722*	*3,185*	*9,305*
Aide aux éleveurs de bestiaux en raison de la sécheresse	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Ententes sur le développement économique et régional	1,354	2,775	4,066	5,729
	1,345	**1,532**	**3,296**	**938**
	2,914	*15,543*	*7,510*	*14,932*
Transport du bétail	...	12	13	14
	...	**14**	**9**	**9**
	...	*114*	*63*	*54*
Ententes d'aide au secteur vinicole	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Programme national de la conservation des sols	20	94	4	402
	...	**...**	**...**	**76**
	20	*94*	*4*	*478*
Recherches et transfert technologique	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente sur l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau dans le sud-ouest de l'Ontario	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
201	53	...	...	...	...	254	...	...	254
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
201	*53*	...	...	...	...	*254*	...	...	*254*
...	...	...	...	...	...	8,886	...	...	8,886
...	...	...	...	...	...	**7,385**	...	...	**7,385**
...	...	...	...	...	...	*28,418*	...	...	*28,418*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	**18**	...	...	**18**
...	...	...	...	...	...	*1,545*	...	...	*1,545*
5	128	...	...	...	...	133	...	...	133
3	**117**	**2**	...	...	...	**122**	...	...	**122**
136	*2,022*	*35*	*18*	*1*	...	*2,217*	...	...	*2,217*
15	63	25	28	33	17	227	...	...	227
12	**78**	**24**	**27**	**33**	**17**	**225**	...	...	**225**
84	*845*	*275*	*303*	*368*	*148*	*2,413*	...	...	*2,413*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**123**	**1,861**	**1,812**	...	**3,796**	...	...	**3,796**
...	...	*2,384*	*13,544*	*10,154*	...	*26,082*	...	...	*26,082*
2,201	...	...	128,716	88,814	...	219,823	...	...	219,823
19,438	**24,305**	...	...	**75**	**4,772**	**51,220**	...	...	**51,220**
126,487	*248,716*	*195,124*	*861,692*	*640,151*	*45,410*	*2,145,317*	...	...	*2,145,317*
1,708	(5)	(13)	(1)	...	...	1,689	...	...	1,689
...	**1,889**	**2,390**	**5,878**	**5,260**	**(86)**	**15,331**	...	...	**15,331**
1,708	*4,109*	*7,841*	*20,166*	*18,084*	*546*	*52,454*	...	...	*52,454*
4,031	...	1,183	30,242	...	4,874	54,254	...	...	54,254
5,599	...	**2,342**	**5,240**	...	**4,993**	**25,285**	...	...	**25,285**
12,582	...	*12,073*	*50,411*	...	*15,891*	*131,856*	...	...	*131,856*
55	7	19	...	...	...	120	...	...	120
48	**8**	**20**	...	...	**2**	**110**	...	...	**110**
344	*84*	*249*	*64*	*165*	*30*	*1,167*	...	...	*1,167*
...	7,373	89	...	...	...	7,462	...	...	7,462
...	**20,400**	...	...	...	**6,360**	**26,760**	...	...	**26,760**
...	*30,296*	*89*	...	...	*13,260*	*43,645*	...	...	*43,645*
1,448	1,615	1,241	6,069	3,713	69	14,675	...	...	14,675
...	...	...	**322**	...	...	**398**	...	...	**398**
1,448	*1,615*	*1,241*	*6,391*	*3,713*	*69*	*15,073*	...	...	*15,073*
...	...	...	...	709	...	709	...	...	709
...	...	...	...	**526**	...	**526**	...	...	**526**
...	...	...	...	*1,838*	...	*1,838*	...	...	*1,838*
...	250	...	...	...	...	250	...	...	250
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	*250*	...	...	...	...	*250*	...	...	*250*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Projets d'aide à la réorientation des producteurs de tabac	... **...** *...*	... **1,500** *2,900*	94 **52** *306*	... **...** *141*
Total du ministère	2,166 **1,840** *6,718*	5,051 **7,208** *44,445*	6,792 **5,440** *18,394*	9,592 **4,350** *33,611*
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ententes de collaboration	12,934 **2,793** *15,727*	572 **485** *1,057*	... **...** *...*	3,462 **...** *3,462*
Ententes sur le développement économique et régional	1,393 **5,578** *28,354*	8,086 **11,286** *29,200*	14,818 **8,111** *35,581*	7,993 **10,220** *32,672*
Ententes générales de développement	53 **277** *1,382*	... **...** *...*	253 **782** *5,914*	... **2,129** *3,249*
Total du ministère	14,380 **8,648** *45,463*	8,658 **11,771** *30,257*	15,071 **8,893** *41,495*	11,455 **12,349** *39,383*
COMMUNICATIONS				
Ententes sur le développement économique et régional	... **...** *...*	61 **...** *61*	... **...** *...*	29 **...** *29*
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Entente de mise en valeur de la main-d'oeuvre agricole	... **...** *...*	... **...** *814*	... **...** *887*	... **...** *564*
Stratégie de planification de l'emploi	39,215 **31,096** *170,588*	4,100 **4,417** *29,920*	25,355 **25,550** *156,030*	48,240 **42,000** *184,432*
Total du ministère	39,215 **31,096** *170,588*	4,100 **4,417** *30,734*	25,355 **25,550** *156,917*	48,240 **42,000** *184,996*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Alberta oil sands technology and research authority	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Fonds de développement de Canada-Terre-Neuve	23,865 **10,619** *69,893*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2,410 **2,377** *12,623*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	... **...** *...*	... **...** *...*	875 **220** *1,095*	... **...** *...*
Entente de coopération Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement des énergies de remplacement et l'efficacité énergétique	... **...** *...*	746 **410** *1,156*	... **...** *...*	... **...** *...*
Huiles lourdes Canada-Saskatchewan	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
489	6,474	...	...	...	...	7,057	...	...	7,057
...	**10,286**	...	...	...	...	**11,838**	...	...	**11,838**
489	*28,001*	...	...	...	...	*31,837*	...	...	*31,837*
10,153	15,958	2,544	165,054	93,269	4,960	315,539	...	...	315,539
25,100	**57,083**	**4,901**	**13,328**	**7,706**	**16,058**	**143,014**	...	...	**143,014**
143,479	*315,991*	*219,311*	*952,589*	*674,474*	*75,354*	*2,484,366*	...	...	*2,484,366*
...	...	...	...	...	...	16,968	...	...	16,968
...	...	...	...	...	...	**3,278**	...	...	**3,278**
...	...	...	...	...	...	*20,246*	...	...	*20,246*
...	...	...	...	...	...	32,290	...	...	32,290
...	...	...	...	...	...	**35,195**	...	...	**35,195**
...	...	...	...	...	...	*125,807*	...	...	*125,807*
...	...	...	...	...	...	306	...	...	306
...	...	...	...	...	...	**3,188**	...	...	**3,188**
...	...	...	...	...	...	*10,545*	...	...	*10,545*
...	...	...	...	...	...	49,564	...	...	49,564
...	...	...	...	...	...	**41,661**	...	...	**41,661**
...	...	...	...	...	...	*156,598*	...	...	*156,598*
14,337	2,454	3,288	...	...	...	20,169	...	...	20,169
12,078	**5,081**	**4,473**	...	...	...	**21,632**	...	...	**21,632**
51,823	*23,631*	*14,533*	...	...	...	*90,077*	...	...	*90,077*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
565	**380**	**1**	...	...	...	**946**	...	...	**946**
8,323	*11,603*	*2,770*	*2,175*	*3,464*	*2,419*	*33,019*	...	...	*33,019*
239,023	226,250	26,017	29,057	68,159	75,119	780,535	...	...	780,535
219,569	**237,707**	**27,057**	**30,529**	**70,886**	**79,811**	**768,622**	...	...	**768,622**
1,257,636	*1,393,346*	*179,083*	*181,615*	*426,124*	*481,442*	*4,460,216*	...	...	*4,460,216* (1)
239,023	226,250	26,017	29,057	68,159	75,119	780,535	...	...	780,535
220,134	**238,087**	**27,058**	**30,529**	**70,886**	**79,811**	**769,568**	...	...	**769,568**
1,265,959	*1,404,949*	*181,853*	*183,790*	*429,588*	*483,861*	*4,493,235*	...	...	*4,493,235*
...	...	...	...	269	...	269	...	...	269
...	...	...	...	**1,385**	...	**1,385**	...	...	**1,385**
...	...	...	...	*4,181*	...	*4,181*	...	...	*4,181*
...	...	...	...	...	...	23,865	...	...	23,865
...	...	...	...	...	...	**10,619**	...	...	**10,619**
...	...	...	...	...	...	*69,893*	...	...	*69,893*
...	...	...	...	...	...	2,410	...	...	2,410
...	...	...	...	...	...	**2,377**	...	...	**2,377**
...	...	...	...	...	...	*12,623*	...	...	*12,623*
...	...	...	...	...	...	875	...	...	875
...	...	...	...	...	...	**220**	...	...	**220**
...	...	...	...	...	...	*1,095*	...	...	*1,095*
...	...	...	...	...	...	746	...	...	746
...	...	...	...	...	...	**410**	...	...	**410**
...	...	...	...	...	...	*1,156*	...	...	*1,156*
...	...	...	185	...	...	185	...	...	185
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*14,977*	...	...	*14,977*	...	...	*14,977 (f)*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Plan de développement de l'Est du Québec	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement de la technologie de l'information géographique	...	...	...	...
	...	**...**	**10**	**...**
	...	*...*	*10*	*40*
Initiatives peu coûteuses	69	...	17	53
	...	**...**	**...**	**...**
	71	*...*	*120*	*138*
Ententes sur le développement minéral	325	...	818	216
	445	**...**	**1,460**	**870**
	14,002	*188*	*14,825*	*13,777*
Sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie	...	...	...	...
	97	**...**	**62**	**30**
	769	*125*	*455*	*391*
Recherche et développement relatifs aux énergies renouvelables	...	...	...	...
	55	**200**	**50**	**...**
	55	*200*	*50*	*...*
Total du ministère	26,669	746	1,710	269
	13,593	**610**	**1,802**	**900**
	97,413	*1,669*	*16,555*	*14,346*
ENVIRONNEMENT				
Sentier patrimonial Alexander Mackenzie	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Croissance de mauvaises herbes aquatiques dans les canaux d'irrigation	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Canada-Alberta contrôle des éclairs	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente Canada-Manitoba pour la coopération des castors	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente Canada-Terre-Neuve pour les réseaux climatologiques	113	...	...	...
	109	**...**	**...**	**...**
	457	*...*	*...*	*...*
Entente Canada-Québec pour les réseaux climatologiques	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Accords de partage des frais pour ressources en eau	270	28	151	227
	222	**33**	**143**	**234**
	2,470	*481*	*1,837*	*3,227*
Dévastations de récoltes	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
District d'irrigation de l'est "Aqueduc Brooks"	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Établissement des cartes des régions inondables	60	...	...	95
	93	**...**	**...**	**115**
	1,073	*...*	*685*	*1,816*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
1,608	...	...	...	...	...	1,608	...	...	1,608
1,150	...	...	...	...	...	**1,150**	...	...	**1,150**
4,625	...	...	...	...	...	*4,625*	...	...	*4,625*
...	512	...	129	...	...	641	...	...	641
200	**246**	**44**	**132**	**15**	**620**	**1,267**	...	**30**	**1,297**
200	*863*	*44*	*261*	*15*	*620*	*2,053*	...	*70*	*2,123*
266	727	59	...	53	...	1,244	...	...	1,244
...	...	**75**	...	...	...	**75**	...	...	**75**
336	*731*	*134*	...	*53*	*396*	*1,979*	*7*	...	*1,986*
5,828	361	...	...	...	190	7,738	231	...	7,969
9,117	**2,069**	**870**	...	...	**888**	**15,719**	**984**	**375**	**17,078**
51,808	*14,288*	*12,947*	*2,663*	...	*4,699*	*129,197*	*2,813*	*2,476*	*134,486*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
50	**25**	...	**15**	...	**50**	**329**	**25**	...	**354**
2,710	*2,540*	*245*	*17*	*27*	*67*	*7,346*	*25*	*18*	*7,389*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
664	**292**	...	...	**60**	...	**1,321**	...	...	**1,321**
846	*308*	...	...	*160*	...	*1,619*	...	...	*1,619 (f)*
7,702	1,600	59	314	322	190	39,581	231	...	39,812
11,181	**2,632**	**989**	**147**	**1,460**	**1,558**	**34,872**	**1,009**	**405**	**36,286**
60,525	*18,730*	*13,370*	*17,918*	*4,436*	*5,782*	*250,744*	*2,845*	*2,564*	*256,153*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	**130**	**130**	...	...	**130**
...	...	...	...	...	*130*	*130*	...	...	*130*
...	...	...	...	20	...	20	...	...	20
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	*20*	...	*20*	...	...	*20 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	**5**	...	**5**	...	...	**5**
...	...	...	...	*20*	...	*20*	...	...	*20 (f)*
...	...	15	...	...	...	15	...	...	15
...	...	**19**	...	...	...	**19**	...	...	**19**
...	...	*155*	...	...	...	*155*	...	...	*155* (1)
...	...	...	...	...	...	113	...	...	113
...	...	...	...	...	...	**109**	...	...	**109**
...	...	...	...	...	...	*457*	...	...	*457*
328	...	...	...	20	...	348	...	...	348
434	...	...	...	...	...	**434**	...	...	**434**
2,323	...	...	...	*20*	...	*2,343*	...	...	*2,343*
1,144	1,005	...	...	...	...	2,825	...	...	2,825
1,014	**914**	**241**	**271**	**926**	...	**3,998**	...	...	**3,998**
13,031	*10,682*	*2,717*	*2,723*	*10,711*	...	*47,879*	...	...	*47,879* (1)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**182**	**319**	**299**	...	**800**	...	...	**800**
...	...	*3,018*	*5,446*	*6,104*	...	*14,568*	...	...	*14,568*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	**101**	...	**101**	...	...	**101**
...	...	...	...	*129*	...	*129*	...	...	*129 (f)*
418	519	...	273	395	...	1,760	...	...	1,760
453	**1,051**	**36**	**185**	**429**	**500**	**2,862**	...	...	**2,862**
11,218	*8,274*	*1,689*	*2,059*	*824*	*1,000*	*28,638*	...	...	*28,638*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Maîtrise des crues du Fraser	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente pour la qualité de l'eau des Grands Lacs	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Pertes d'herbicides, de pesticides et d'éléments nutritifs en utilisant des systèmes à basse pression	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Accord de la Baie-James	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Stations d'observation météorologique	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Fondation héritage de l'Ontario, la maison George Brown	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Fondation héritage de l'Ontario, le théâtre Winter Garden	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Autres eaux fédéral/provincial—Port aux Basques	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Secrétariat de la réglementation de la rivière Ottawa	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Protection et assainissement du fleuve Saint-Laurent	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Vallée Qu'Appelle	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Études régionales de l'évaporation et la transpiration	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Nettoyage des étangs bitumineux de Sydney	...	...	8,229	...
	...	**...**	**4,416**	**...**
	...	*...*	*16,519*	*...*
Accords de contrôle de la qualité des eaux	222	15	...	26
	170	**...**	**...**	**...**
	716	*15*	*...*	*26*
Réseau de radio météorologique	62	...	34	24
	59	**...**	**34**	**24**
	776	*...*	*568*	*278*
Réhabilitation du bassin de Windermere	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	727	43	8,414	372
	653	**33**	**4,593**	**373**
	5,492	*496*	*19,609*	*5,347*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	1,750	1,750	...	...	1,750
...	...	...	...	...	**2,500**	**2,500**	...	...	**2,500**
...	...	...	...	...	*71,541*	*71,541*	...	...	*71,541*
...	1,870	...	...	...	...	1,870	...	...	1,870
...	**1,870**	...	...	...	...	**1,870**	...	...	**1,870**
...	*18,373*	...	...	...	...	*18,373*	...	...	*18,373*
...	...	...	32	...	...	32	...	...	32
...	...	...	**20**	...	...	**20**	...	...	**20**
...	...	...	*52*	...	...	*52*	...	...	*52*
83	...	...	...	...	...	83	...	...	83
80	...	...	...	...	...	**80**	...	...	**80**
811	...	...	...	...	...	*811*	...	...	*811*
...	...	...	...	17	...	17	...	...	17
...	...	...	...	**13**	...	**13**	...	...	**13**
...	...	...	...	*79*	...	*79*	...	...	*79*
...	280	...	...	...	...	280	...	...	280
...	**425**	...	...	...	...	**425**	...	...	**425**
...	*705*	...	...	...	...	*705*	...	...	*705*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**42**	...	...	...	...	**42**	...	...	**42**
...	*680*	...	...	...	...	*680*	...	...	*680* (f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	*490*	...	...	...	...	*490*	...	...	*490* (f)
...	...	146	...	...	...	146	...	...	146
...	...	**403**	...	...	...	**403**	...	...	**403**
...	...	*3,106*	...	...	...	*3,106*	...	...	*3,106*
90	90	...	...	...	...	180	...	...	180
90	**41**	...	...	...	...	**131**	...	...	**131**
488	*513*	...	...	...	...	*1,001*	...	...	*1,001*
2,356	...	...	...	...	...	2,356	...	...	2,356
594	...	...	...	...	...	**594**	...	...	**594**
2,950	...	...	...	...	...	*2,950*	...	...	*2,950*
...	...	...	136	...	...	136	...	...	136
...	...	...	**28**	...	...	**28**	...	...	**28**
...	...	...	*8,656*	...	...	*8,656*	...	...	*8,656*
...	...	17	...	...	...	17	...	...	17
...	...	**11**	...	...	...	**11**	...	...	**11**
...	...	*28*	...	...	...	*28*	...	...	*28*
...	...	...	...	...	...	8,229	...	...	8,229
...	...	...	...	...	...	**4,416**	...	...	**4,416**
...	...	...	...	...	...	*16,519*	...	...	*16,519*
...	...	...	...	...	...	263	...	...	263
...	...	...	...	...	...	**170**	...	...	**170**
...	...	...	...	...	...	*757*	...	...	*757*
...	...	...	...	...	...	120	...	...	120
...	...	...	...	...	...	**117**	...	...	**117**
...	...	...	...	...	...	*1,622*	...	...	*1,622*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**448**	...	...	...	...	**448**	...	...	**448**
...	*1,250*	...	...	...	...	*1,250*	...	...	*1,250* (f)
4,419	3,764	178	441	452	1,750	20,560	...	...	20,560
2,665	**4,791**	**892**	**823**	**1,773**	**3,130**	**19,726**	...	...	**19,726**
30,821	*40,967*	*10,713*	*18,936*	*17,907*	*72,671*	*222,959*	...	...	*222,959*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
PÊCHES ET OCÉANS				
Entente auxiliaire Canada-Terre-Neuve pour la pêche côtière	9,921	...	...	...
	9,603	...	...	...
	25,528	...	...	...
Ruisseau Carnation	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Projet d'évaluation du stockage au lac Cowichan	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente sur le développement économique et régional	...	744	1,519	2,729
	...	**395**	...	**924**
	...	*6,661*	*9,476*	*22,564*
Étude hydraulique de la ligne de partage des eaux Tsitika/Schmidt	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Opération de l'alevinier de la rivière Alouette	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Placer Mining	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme des pêches et des forêts étape II des Iles de la Reine Charlotte	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme de techniques de production de saumon avec l'Institut correctionnel de la Colombie-Britannique	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Projet d'évaluation des brise-lames de Sydney	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Comité de suivi de Tsitika	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	9,921	744	1,519	2,729
	9,603	**395**	...	**924**
	25,528	*6,661*	*9,476*	*22,564*
FORÊTS				
Ententes de coopération sur le développement du secteur forestier	8,125	...	11,917	8,100
	...	...	**7,627**	**4,768**
	8,125	...	*19,544*	*12,868*
Ententes auxiliaires sur le développement du secteur forestier	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes sur le renouvellement des forêts	...	...	...	...
	...	...	...	**98**
	...	...	*14,559*	*25,091*
Entente sur le développement des ressources forestières	815	2,865	...	...
	9,744	**2,374**	**7**	...
	36,155	*15,562*	*1,271*	...
Association de formation en foresterie de Terre-Neuve et du Labrador	2,412	...	...	...
	330	...	...	...
	2,742	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	9,921	...	...	9,921
...	...	...	...	...	...	**9,603**	...	...	**9,603**
...	...	...	...	...	...	*25,528*	...	...	*25,528*
...	...	...	...	...	75	75	...	...	75
...	...	...	...	...	**75**	**75**	...	...	**75**
...	...	...	...	...	*375*	*375*	...	...	*375* (f)
...	...	...	...	...	22	22	...	...	22
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*22*	*22*	...	...	*22* (f)
2,173	...	...	...	...	...	7,165	...	...	7,165
5,641	...	...	...	...	...	**6,960**	...	...	**6,960**
16,765	...	...	...	...	...	*55,466*	...	...	*55,466*
...	...	...	...	...	17	17	...	...	17
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*17*	*17*	...	...	*17* (f)
...	...	...	...	...	26	26	...	...	26
...	...	...	...	...	**28**	**28**	...	...	**28**
...	...	...	...	...	*304*	*304*	...	...	*304*
...	...	...	...	...	...	...	...	140	140
...	...	...	...	...	...	...	...	**70**	**70**
...	...	...	...	...	...	...	...	*210*	*210* (1)
...	...	...	...	...	50	50	...	...	50
...	...	...	...	...	**50**	**50**	...	...	**50**
...	...	...	...	...	*150*	*150*	...	...	*150*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	**7**	**7**	...	...	**7**
...	...	...	...	...	*32*	*32*	...	...	*32* (f)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	**126**	**126**	...	...	**126**
...	...	...	...	...	*2,156*	*2,156*	...	...	*2,156* (f)
...	...	...	...	...	25	25	...	...	25
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*25*	*25*	...	...	*25* (f)
2,173	...	...	...	...	215	17,301	...	140	17,441
5,641	...	...	...	...	**286**	**16,849**	...	**70**	**16,919**
16,765	...	...	...	...	*3,081*	*84,075*	...	*210*	*84,285*
...	...	...	...	...	...	28,142	...	...	28,142
...	...	...	...	...	...	**12,395**	...	...	**12,395**
...	...	...	...	...	...	*40,537*	...	...	*40,537*
6,630	...	...	...	...	4,315	10,945	...	...	10,945
35,371	...	...	...	...	**35,334**	**70,705**	...	...	**70,705**
147,681	...	...	...	...	*127,261*	*274,942*	...	...	*274,942*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**485**	...	...	...	**583**	...	...	**583**
...	...	*13,174*	...	...	...	*52,824*	...	...	*52,824* (f)
...	1,662	...	...	...	...	5,342	...	...	5,342
...	**2,775**	...	**617**	**1,350**	...	**16,867**	...	...	**16,867**
...	*70,100*	...	*13,360*	*10,869*	...	*147,317*	...	...	*147,317*
...	...	...	...	...	...	2,412	...	...	2,412
...	...	...	...	...	...	**330**	...	...	**330**
...	...	...	...	...	...	*2,742*	...	...	*2,742*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Entente collective sur les forêts	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	11,352	2,865	11,917	8,100
	10,074	**2,374**	**7,634**	**4,866**
	47,022	*15,562*	*35,374*	*37,959*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Groupe de gestion de Beverly Kaminuriak	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Immobilisations et services communautaires de Fort McKay	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Indiens Cris—Conseil scolaire du Kativik (Baie-James)	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Association des trappeurs Indiens Cris	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement économique	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection des forêts	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Lignes hydro-électriques de surface	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Services de police dans les réserves	29	23	178	...
	26	**1**	**191**	...
	226	*264*	*1,507*	...
Gestion de la faune par les indiens	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
École conjointe	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Études de Mercury	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement des ressources naturelles	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente de Terre-Neuve	10,444	...	...	...
	7,845	...	...	...
	18,289	...	...	...
Entente du Nord-Est du Québec	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ententes sur les inondations du Nord	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Projet de construction d'une école primaire/secondaire et d'une résidence d'enseignants à Pelican Narrows	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	147	140	...	...	287	...	...	287
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	*147*	*140*	...	...	*287*	...	...	*287*
6,630	1,662	147	140	...	4,315	47,128	...	...	47,128
35,371	**2,775**	**485**	**617**	**1,350**	**35,334**	**100,880**	...	...	**100,880**
147,681	*70,100*	*13,321*	*13,500*	*10,869*	*127,261*	*518,649*	...	...	*518,649*
...	...	...	...	...	...	...	15	...	15
...	...	...	...	...	...	...	**15**	...	**15**
...	...	...	...	...	...	...	*60*	...	*60*
...	...	...	...	200	...	200	...	...	200
...	...	...	...	**365**	...	**365**	...	...	**365**
...	...	...	...	*2,667*	...	*2,667*	...	...	*2,667*
34,965	...	...	...	...	...	34,965	...	...	34,965
32,569	...	...	...	...	...	**32,569**	...	...	**32,569**
327,576	...	...	...	...	...	*327,576*	...	...	*327,576*
115	...	...	...	...	...	115	...	...	115
111	...	...	...	...	...	**111**	...	...	**111**
902	...	...	...	...	...	*902*	...	...	*902*
...	12	...	...	...	...	12	1,156	...	1,168
...	...	...	...	...	...	...	**3,543**	...	**3,543**
...	*12*	...	...	...	...	*12*	*13,451*	...	*13,463*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	*2,379*	...	...	...	...	*2,379*	...	...	*2,379*
...	...	1,037	...	...	...	1,037	...	...	1,037
...	...	**457**	...	...	...	**457**	...	...	**457**
1,000	...	*11,109*	...	...	...	*12,109*	...	...	*12,109*
507	5,246	432	942	837	1,005	9,199	114	267	9,580
...	**5,169**	**628**	**892**	**877**	**1,044**	**8,828**	**130**	**243**	**9,201**
507	*45,016*	*5,921*	*9,299*	*9,094*	*10,645*	*82,479*	*1,032*	*2,568*	*86,079* (1)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**206**	...	...	...	**206**	...	...	**206**
...	...	*514*	...	...	...	*514*	...	...	*514*
...	...	88	...	...	...	88	...	...	88
...	...	**68**	...	...	...	**68**	...	...	**68**
...	...	*19,604*	...	...	...	*19,604*	...	...	*19,604*
...	7	...	...	...	...	7	...	...	7
...	**7**	...	...	...	...	**7**	...	...	**7**
...	*14*	...	...	...	...	*14*	...	...	*14*
...	350	...	...	...	...	350	...	...	350
...	**350**	...	...	...	...	**350**	...	...	**350**
...	*6,234*	...	...	...	...	*6,234*	...	...	*6,234*
...	...	...	...	...	...	10,444	...	...	10,444
...	...	...	...	...	...	**7,845**	...	...	**7,845**
...	...	...	...	...	...	*18,289*	...	...	*18,289*
1,330	...	...	...	...	...	1,330	...	...	1,330
1,381	...	...	...	...	...	**1,381**	...	...	**1,381**
32,949	...	...	...	...	...	*32,949*	...	...	*32,949*
...	...	12,700	...	...	...	12,700	...	...	12,700
...	...	**22,957**	...	...	...	**22,957**	...	...	**22,957**
...	...	*59,880*	...	...	...	*59,880*	...	...	*59,880* (1)
...	...	...	79	...	...	79	...	...	79
...	...	...	**1,019**	...	...	**1,019**	...	...	**1,019**
...	...	...	*9,183*	...	...	*9,183*	...	...	*9,183* (f)

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Routes des réserves et routes d'accès	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services sociaux—Adultes et garderies	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services sociaux—Entente sur les soins aux enfants	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services tripartis aux Indiens	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Installations d'emmagasinage de pétrole divers	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Réservoir d'eau—Témiscaming	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	10,473	23	178	...
	7,871	**1**	**191**	**...**
	18,515	*264*	*1,507*	*...*
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Développement industriel et régional	679	...	240	5,634
	3,608	**...**	**27,572**	**2,358**
	630,651	*310,879*	*690,209*	*550,848*
Tourisme	104	96	108	84
	78	**75**	**140**	**...**
	835	*782*	*4,558*	*730*
Total du ministère	783	96	348	5,718
	3,686	**75**	**27,712**	**2,358**
	631,486	*311,661*	*694,767*	*551,578*
JUSTICE				
Indemnisation aux victimes d'actes criminels	86	51	310	199
	112	**50**	**302**	**167**
	388	*151*	*1,360*	*1,026*
Aide juridique	1,700	239	3,222	1,229
	1,707	**226**	**3,222**	**1,440**
	13,078	*2,130*	*25,321*	*13,466*
Aide juridique aux autochtones	85	...	...	...
	100	**...**	**...**	**...**
	858	*52*	*70*	*...*
Aide juridique aux jeunes contrevenants	4,462	5,176	6,988	5,556
	6,009	**...**	**6,614**	**4,466**
	18,315	*7,504*	*22,142*	*18,435*
Total du ministère	6,333	5,466	10,520	6,984
	7,928	**276**	**10,138**	**6,073**
	32,639	*9,837*	*48,893*	*32,927*
TRAVAIL				
Programme pour l'adaptation des travailleurs âgés	1,537	...	1,630	147
	...	**...**	**...**	**414**
	1,537	*...*	*1,630*	*561*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	712	...	...	...	712	...	...	712
...	...	**1,551**	...	...	...	**1,551**	...	...	**1,551**
...	...	*15,929*	...	...	...	*15,929*	...	...	*15,929*
...	47,334	...	...	...	...	47,334	...	...	47,334
...	**38,915**	...	...	...	...	**38,915**	...	...	**38,915**
...	*310,910*	...	...	...	...	*310,910*	...	...	*310,910*
...	28,620	...	...	...	...	28,620	...	...	28,620
...	**19,015**	...	...	...	...	**19,015**	...	...	**19,015**
...	*154,257*	...	...	...	...	*154,257*	...	...	*154,257*
...	407	...	...	...	...	407	...	...	407
...	**374**	...	...	...	...	**374**	...	...	**374**
...	*3,083*	...	...	...	...	*3,083*	...	...	*3,083* (1)
...	...	...	38	...	...	38	...	...	38
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*38*	...	...	*38*	...	...	*38* (*f*)
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
353	...	...	...	...	...	*353*	...	...	*353* (*f*)
36,917	81,976	14,969	1,059	1,037	1,005	147,637	1,285	267	149,189
34,061	**63,830**	**25,867**	**1,911**	**1,242**	**1,044**	**136,018**	**3,688**	**243**	**139,949**
363,287	*521,905*	*112,957*	*18,520*	*11,761*	*10,645*	*1,059,361*	*14,543*	*2,568*	*1,076,472*
195	242	3,439	4,829	7,910	4,827	27,995	2,402	205	30,602
563	**138**	**2,128**	**3,562**	**6,899**	**6,252**	**53,080**	**2,023**	**1,374**	**56,477**
1,209,929	*277,272*	*308,968*	*183,401*	*124,494*	*166,706*	*4,453,357*	*27,848*	*12,879*	*4,494,084* (2)
205	318	54	31	606	245	1,851	30	19	1,900
...	**124**	**30**	**93**	**96**	**12**	**648**	**42**	...	**690**
3,540	*8,363*	*2,681*	*804*	*2,892*	*5,043*	*30,228*	*285*	*277*	*30,790*
400	560	3,493	4,860	8,516	5,072	29,846	2,432	224	32,502
563	**262**	**2,158**	**3,655**	**6,995**	**6,264**	**53,728**	**2,065**	**1,374**	**57,167**
1,213,469	*285,635*	*311,649*	*184,205*	*127,386*	*171,749*	*4,483,585*	*28,133*	*13,156*	*4,524,874*
2,341	3,349	379	378	791	1,073	8,957	95	99	9,151
2,324	**3,301**	**380**	**354**	**799**	**1,044**	**8,833**	**121**	**117**	**9,071**
14,029	*20,323*	*2,397*	*2,153*	*4,708*	*6,373*	*52,908*	*554*	*530*	*53,992*
17,326	46,048	3,457	2,629	6,480	9,373	91,703	1,740	401	93,844
16,535	**39,281**	**3,504**	**2,726**	**7,034**	**9,062**	**84,737**	**1,288**	**457**	**86,482**
155,628	*276,605*	*29,350*	*24,114*	*58,865*	*70,665*	*669,222*	*9,806*	*3,832*	*682,860*
517	587	253	...	950	777	3,169	361	124	3,654
451	**504**	**270**	...	**954**	**713**	**2,992**	**288**	**132**	**3,410**
3,438	*5,778*	*2,996*	*3,944*	*10,435*	*9,037*	*36,608*	*3,306*	*940*	*40,854*
26,578	63,107	5,684	7,627	13,333	16,473	154,984	5,942	1,013	161,939
24,769	**62,443**	**6,376**	**7,111**	**16,588**	**18,775**	**153,151**	**3,766**	**1,139**	**158,056**
173,858	*243,204*	*23,940*	*28,644*	*55,241*	*69,060*	*660,343*	*21,666*	*8,081*	*690,090*
46,762	113,091	9,773	10,634	21,554	27,696	258,813	8,138	1,637	268,588
44,079	**105,529**	**10,530**	**10,191**	**25,375**	**29,594**	**249,713**	**5,461**	**1,845**	**257,019**
346,953	*545,910*	*58,683*	*58,855*	*129,249*	*155,135*	*1,419,081*	*35,332*	*13,383*	*1,467,796*
29,652	14,637	2,029	...	...	...	49,632	...	...	49,632
13,016	**6,567**	**3,202**	...	...	...	**23,199**	...	...	**23,199**
42,668	*21,204*	*5,231*	...	...	...	*72,831*	...	...	*72,831* (1)

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
DÉFENSE NATIONALE				
Protection civile Canada				
Aide financière en cas de sinistres	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**2,910**
	11,777	*1,971*	*4,163*	*16,275*
Protection civile conjointe	254	204	523	193
	185	**822**	**286**	**173**
	993	*2,680*	*1,962*	*4,031*
Total du ministère	254	204	523	193
	185	**822**	**286**	**3,083**
	12,770	*4,651*	*6,125*	*20,306*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Régime d'assistance publique du Canada	118,960	28,729	189,089	173,743
	101,040	**23,881**	**157,186**	**158,936**
	1,274,719	*297,796*	*1,664,163*	*1,879,969*
Stratégie nationale contre les narcotiques	...	...	...	...
	150	**...**	**145**	**107**
	150	*...*	*148*	*224*
Réadaptation professionnelle des invalides	4,536	216	5,300	3,401
	4,624	**271**	**4,993**	**5,568**
	28,715	*3,734*	*46,276*	*50,490*
Total du ministère	123,496	28,945	194,389	177,144
	105,814	**24,152**	**162,324**	**164,611**
	1,303,584	*301,530*	*1,710,587*	*1,930,683*
TRAVAUX PUBLICS				
Coût d'entretien du pont Perley et du pont MacDonald-Cartier	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Location de terrains et d'habitations rurales autochtones et logements de location à bas prix	43,279	5,980	43,479	26,547
	35,455	**5,506**	**43,186**	**25,274**
	281,782	*35,318*	*302,510*	*172,111*
Total du ministère	43,279	5,980	43,479	26,547
	35,455	**5,506**	**43,186**	**25,274**
	281,782	*35,318*	*302,510*	*172,111*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT				
Langues officielles dans l'enseignement	3,979	4,674	8,716	25,769
	3,977	**1,612**	**5,623**	**29,910**
	40,262	*20,118*	*66,198*	*350,607*
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)				
Enseignement des langues aux immigrants	...	...	...	...
	17	**10**	**26**	**...**
	95	*27*	*231*	*2*
Manuels de langues pour les immigrants	...	...	...	...
	3	**1**	**35**	**...**
	4	*3*	*59*	*...*
Total du ministère	3,979	4,674	8,716	25,769
	3,997	**1,623**	**5,684**	**29,910**
	40,361	*20,148*	*66,488*	*350,609*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
9,047	...	130	...	...	...	9,177	...	...	9,177
...	**...**	**270**	**...**	**...**	**...**	**3,180**	**450**	**...**	**3,630**
36,550	*75*	*31,561*	*6,937*	*33,834*	*11,354*	*154,497*	*910*	*1,682*	*157,089*
1,575	1,674	345	399	434	135	5,736	364	247	6,347
1,500	**1,900**	**523**	**454**	**372**	**90**	**6,305**	**96**	**150**	**6,551**
10,698	*13,454*	*3,724*	*2,330*	*2,682*	*995*	*43,549*	*1,424*	*687*	*45,660*
10,622	1,674	475	399	434	135	14,913	364	247	15,524
1,500	**1,900**	**793**	**454**	**372**	**90**	**9,485**	**546**	**150**	**10,181**
47,248	*13,529*	*35,285*	*9,267*	*36,516*	*12,349*	*198,046*	*2,334*	*2,369*	*202,749*
1,264,577	2,474,771	227,057	158,845	554,009	748,881	5,938,661	22,230	6,035	5,966,926
1,106,377	**1,761,467**	**194,497**	**152,857**	**513,187**	**693,782**	**4,863,210**	**16,859**	**5,202**	**4,885,271**
12,117,346	*16,426,422*	*2,066,457*	*1,972,240*	*5,067,401*	*7,813,335*	*50,579,848*	*172,246*	*43,299*	*50,795,393*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
863	**4,952**	**...**	**461**	**591**	**2,051**	**9,320**	**...**	**...**	**9,320**
1,680	*7,686*	...	*894*	*651*	*3,042*	*14,475*	...	...	*14,475 (f)*
5,360	41,257	3,207	8,045	23,665	15,119	110,106	862	166	111,134
4,679	**44,310**	**5,047**	**5,885**	**15,791**	**14,268**	**105,436**	**...**	**1,080**	**106,516**
13,014	*440,776*	*72,468*	*65,839*	*183,725*	*131,845*	*1,036,882*	*4,596*	*10,624*	*1,052,102*
1,269,937	2,516,028	230,264	166,890	577,674	764,000	6,048,767	23,092	6,201	6,078,060
1,111,919	**1,810,729**	**199,544**	**159,203**	**529,569**	**710,101**	**4,977,966**	**16,859**	**6,282**	**5,001,107**
12,132,040	*16,874,884*	*2,138,925*	*2,038,973*	*5,251,777*	*7,948,222*	*51,631,205*	*176,842*	*53,923*	*51,861,970*
...	1,309	...	...	...	...	1,309	...	...	1,309
...	**217**	**...**	**...**	**...**	**...**	**217**	**...**	**...**	**217**
...	*7,095*	...	...	...	...	*7,095*	...	...	*7,095*
154,528	370,052	49,751	74,045	66,248	64,635	898,544	60,180	2,236	960,960
123,528	**296,136**	**49,540**	**73,416**	**63,087**	**53,715**	**768,843**	**46,160**	**2,840**	**817,843**
799,352	*2,264,724*	*310,114*	*582,294*	*481,652*	*343,783*	*5,573,640*	*417,451*	*14,569*	*6,005,660* (1)
154,528	371,361	49,751	74,045	66,248	64,635	899,853	60,180	2,236	962,269
123,528	**296,353**	**49,540**	**73,416**	**63,087**	**53,715**	**769,060**	**46,160**	**2,840**	**818,060**
799,352	*2,271,819*	*310,114*	*582,294*	*481,652*	*343,783*	*5,580,735*	*417,451*	*14,569*	*6,012,755*
76,861	88,119 (3)	10,013	11,600	10,063	10,890	250,684	1,035	955	252,674
76,074	**86,369** (4)	**8,881**	**9,352**	**10,275**	**10,984**	**243,057**	**1,030**	**1,028**	**245,115**
1,608,461	*1,073,575*	*100,082*	*67,217*	*97,401*	*113,234*	*3,537,155*	*5,440*	*6,495*	*3,549,090*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2,138	**19,508**	**2,020**	**70**	**2,122**	**1,911**	**27,822**	**...**	**23**	**27,845**
16,732	*63,049*	*6,243*	*833*	*13,155*	*20,407*	*120,774*	...	*23*	*120,797 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
32	**222**	**243**	**7**	**134**	**292**	**969**	**...**	**4**	**973**
675	*2,782*	*589*	*88*	*1,592*	*1,852*	*7,644*	...	*4*	*7,648 (f)*
76,861	88,119	10,013	11,600	10,063	10,890	250,684	1,035	955	252,674
78,244	**106,099**	**11,144**	**9,429**	**12,531**	**13,187**	**271,848**	**1,030**	**1,055**	**273,933**
1,625,868	*1,139,406*	*106,914*	*68,138*	*112,148*	*135,493*	*3,665,573*	*5,440*	*6,522*	*3,677,535*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
TRANSPORTS				
Aide à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès	45,057	2,079	...	...
	43,780	**1,987**	...	**3,378**
	169,628	*21,067*	...	*64,572*
Stabilisation du lit ferroviaire et des fourgons	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente complémentaire entre le gouvernement du Canada et du Québec pour le développement du transport	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Construction de croisements étagés	...	...	...	500
	...	...	...	...
	...	...	...	*500*
Élaboration d'un système de contrôle et de réglementation de la circulation à Montréal	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Rénovations des autoroutes	...	...	15,649	24,346
	...	...	**18,820**	**22,414**
	...	...	*40,979*	*80,541*
Aéroports inuits de Nouveau Québec	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Croisements étagés à Pierre Bertrand	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Formation de surveillance et/ou d'activités de coordination du transport de matériaux dangereux	...	...	...	...
	68	...	...	...
	134	...	...	...
Initiatives de promotion du transport	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Autoroute Yellowhead	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	45,057	2,079	15,649	24,846
	43,848	**1,987**	**18,820**	**25,792**
	169,762	*21,067*	*40,979*	*145,613*
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Ententes régionales et économiques/entente générale de développement	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total global	339,621	69,735	346,210	348,134
	284,291	**61,250**	**322,253**	**323,277**
	2,890,660	*834,361*	*3,171,306*	*3,542,623*

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 1990-91.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1989-90.
Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 1990-91).
(f) Programme complété.
(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
(2) Ne comprend pas le montant de $32,006 depuis l'inauguration puisque ce montant n'est pas affecté par province.
(3) Un montant de $20,284 a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces. Répartition non disponible.
(4) Un montant de $19,354 a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces. Répartition non disponible.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
10,017	...	...	...	...	...	57,153	...	...	57,153
9,101	...	...	...	...	...	**58,246**	...	...	**58,246**
37,229	...	...	...	...	...	*292,496*	...	...	*292,496*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**147**	...	...	...	**147**	...	...	**147**
...	...	*19,121*	...	...	...	*19,121*	...	...	*19,121*
3	...	...	...	...	...	3	...	...	3
114	...	...	...	...	...	**114**	...	...	**114**
6,754	...	...	...	...	...	*6,754*	...	...	*6,754*
115	3,049	...	...	2,500	...	6,164	...	...	6,164
3,778	**1,446**	**749**	...	**986**	**2,104**	**9,063**	...	...	**9,063**
7,598	*24,300*	*4,082*	...	*4,036*	*3,129*	*43,645*	...	...	*43,645*
865	...	...	...	...	...	865	...	...	865
1,141	...	...	...	...	...	**1,141**	...	...	**1,141**
5,209	...	...	...	...	...	*5,209*	...	...	*5,209*
...	...	...	...	...	...	39,995	...	...	39,995
...	...	...	...	...	...	**41,234**	...	...	**41,234**
...	...	...	...	...	...	*121,520*	...	...	*121,520*
7,629	...	...	...	...	...	7,629	...	...	7,629
7,920	...	...	...	...	...	**7,920**	...	...	**7,920**
47,257	...	...	...	...	...	*47,257*	...	...	*47,257*
781	...	...	...	...	...	781	...	...	781
1,978	...	...	...	...	...	**1,978**	...	...	**1,978**
3,509	...	...	...	...	...	*3,509*	...	...	*3,509*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**90**	...	...	...	**167**	...	**81**	**248**
...	...	*201*	...	...	...	*335*	...	*268*	*603*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**74**	...	...	...	**74**	...	...	**74**
...	...	*4,958*	...	...	...	*4,958*	...	...	*4,958*
...	...	3,547	2,131	...	7,810	13,488	...	...	13,488
...	...	**623**	**5,567**	**1,000**	**3,891**	**11,081**	...	...	**11,081**
...	...	*9,091*	*11,002*	*11,104*	*18,282*	*49,479*	...	...	*49,479*
19,410	3,049	3,547	2,131	2,500	7,810	126,078	...	...	126,078
24,032	**1,446**	**1,692**	**5,567**	**1,986**	**5,995**	**131,165**	...	**81**	**131,246**
107,556	*24,300*	*37,453*	*11,002*	*15,140*	*21,411*	*594,283*	...	*268*	*594,551*
...	...	3,054	...	2,633	11,154	16,841	...	...	16,841
...	...	**4,900**	...	**3,466**	**9,148**	**17,514**	...	...	**17,514**
...	...	*14,842*	...	*13,786*	*37,279*	*65,907*	...	...	*65,907*
1,929,526	3,442,183	359,601	466,624	852,861	978,946	9,133,441	96,757	11,907	9,242,105
1,743,112	**2,703,164**	**348,168**	**309,270**	**727,798**	**965,315**	**7,787,898**	**76,818**	**14,345**	**7,879,061**
18,395,494	*23,572,960*	*3,585,154*	*4,157,987*	*7,316,689*	*9,604,076*	*77,071,310*	*682,920*	*109,532*	*77,863,762*

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1990-91

Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires par dotation	11.2
Commissions	11.19
Frais de congés d'étude	11.42
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1990-91	11.43
Pertes de $1,000 ou plus	11.46
Rapport sur le matériel excédentaire	11.48
Produits de placements	11.50
Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	11.54

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

Dépenses budgétaires par dotation

Cet état présente les dépenses budgétaires par dotation telles qu'approuvées par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la Loi sur la gestion des finances publiques, de même que les dépenses connexes de l'exercice.

	Dotations	Dépenses
	$	$
AGRICULTURE		
Département		
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	43,054,613	42,799,298
Autres frais de fonctionnement	18,539,000	18,438,341
Défi 90	381,500	383,947
	61,975,113	*61,621,586*
Montant législatif	*6,395,000*	*6,395,000*
	68,370,113	68,016,586
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	418,163,721	418,677,715
Autres frais de fonctionnement	168,753,159	167,312,263
Défi 90	3,243,253	3,195,064
Gelées	490,000	
	590,650,133	*589,185,042*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	79,540,500	79,239,796
Gelées	10,843,000	
	90,383,500	*79,239,796*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	954,213,403 [(1)]	951,777,555
Gelées	48,852,065	
	1,003,065,468	*951,777,555*
Montants législatifs	*426,115,114*	*401,100,761*
	2,110,214,215	2,021,303,154
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,475,952	9,420,475
Autres frais de fonctionnement	7,302,035	6,411,942
Défi 90	48,500	43,989
	16,826,487	*15,876,406*
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	35,856,892	34,500,498
Autres frais de fonctionnement	9,769,465	9,494,872
Gelées	2,155,000	
	47,781,357	*43,995,370*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	106,473,000	105,122,316
Gelées	4,592,000	
	111,065,000	*105,122,316*
Montants législatifs	*198,564,234*	*198,564,234*
	374,237,078	363,558,326
Sous-total—Département	2,552,821,406	2,452,878,066

	Dotations	Dépenses
	$	$
Commission canadienne du lait		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,572,000	2,565,945
Autres frais de fonctionnement	1,079,000	1,076,045
Gelées	60,000	
	3,711,000	3,641,990
Office canadien des provendes		
Crédit 40—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*2,019,000*	*1,982,310*
Crédit 45—Contributions	*17,885,001*	*16,794,901*
	19,904,001	18,777,211
Société du crédit agricole		
Crédit 50b—Augmentation du montant global versé à la Société—		
Autres frais de fonctionnement	1	
Total du ministère	2,576,436,408	2,475,297,267
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	17,653,910	17,603,048
Réserve: rajustements de rémunération	137,090	
Autres frais de fonctionnement	20,713,455	19,845,607
Gelées	190,545	
	38,695,000	*37,448,655*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	224,258,002	220,190,637
Programme diversifié des pêches	1,000,000	439,130
Gelées	49,383,000	
	274,641,002	*220,629,767*
Montants législatifs	*10,963,762*	*10,963,762*
Sous-total—Département	324,299,764	269,042,184
Société d'expansion du Cap-Breton		
Crédit 15—Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton—		
Autres frais de fonctionnement	10,600,000	10,560,000
Total du ministère	334,899,764	279,602,184
COMMUNICATIONS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	109,978,948	109,871,628
Autres frais de fonctionnement	53,174,916	54,445,388
Musée des sciences et de la technologie à Montréal	1,000,000	995,993
Moins: recettes à valoir sur le crédit	7,307,000	8,756,712
	156,846,864	*156,556,297*

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	20,055,743	20,050,506
Stratégie de réinvestissement du capital	532,057	511,829
	20,587,800	*20,562,335*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	102,591,625	102,070,689
Contribution à l'union internationale des télécommunications	4,973,000	4,758,260
	107,564,625	*106,828,949*
Crédit 15—Versements à la Société canadienne des postes—		
Autres frais de fonctionnement	*55,093,000*	*55,093,000*
Montants législatifs	*57,095,672*	*25,000,465*
Sous-total—Département	397,187,961	364,041,046
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 25—Paiements au Conseil des Arts du Canada—		
Autres frais de fonctionnement	104,204,000	104,204,000
Société Radio-Canada		
Crédit 30—Paiements—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*985,212,000*	*985,212,000*
Crédit 35—Paiements—Fonds de roulement—		
Autres frais de fonctionnement	*4,000,000*	*4,000,000*
Crédit 40—Paiements—Dépenses en capital	*89,218,000*	*89,218,000*
	1,078,430,000	1,078,430,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
Crédit 45—Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—		
Autres frais de fonctionnement	145,582,207	145,132,133
Gelées	12,793	
	145,595,000	145,132,133
Musée canadien des civilisations		
Crédit 46c—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	31,612,338	30,649,213
Musée canadien de la nature		
Crédit 47c—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	14,565,478	14,997,528
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	22,490,391	22,336,172
Réserve: rajustements de rémunération	106,609	
Autres frais de fonctionnement	9,106,000	8,537,937
Programme d'enseignement coopératif	78,000	77,934
Défi 90	52,000	51,428
Gelées	84,000	
	31,917,000	*31,003,471*
Montants législatifs	*3,795,666*	*3,795,666*
	35,712,666	34,799,137

	Dotations	Dépenses
	$	$
Archives nationales du Canada		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	33,661,634	33,460,296
Réserve: rajustements de rémunération	96,786	
Autres frais de fonctionnement	26,658,868	25,543,444
Programme d'enseignement coopératif	32,309	32,050
Défi 90	333,002	328,672
Gelées	198,401	
	60,981,000	*59,364,462*
Montant législatif	*5,137,000*	*5,137,000*
	66,118,000	64,501,462
Société du Centre national des Arts		
Crédit 60—Paiements à la Société du Centre national des Arts—		
Autres frais de fonctionnement	20,224,000	20,024,000
Gelées	76,000	
	20,300,000	20,024,000
Office national du film		
Crédit 65—Fonds renouvelable—Déficit de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	38,063,379	38,063,379
Autres frais de fonctionnement	46,251,249	46,646,728
Gelées	42,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	7,750,000	9,360,848
	76,606,628	*75,349,259*
Montant législatif	*2,550,873*	*(427,180)*
	79,157,501	74,922,079
Musée des beaux-arts du Canada		
Crédit 67c—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	25,990,600	22,357,560
Gelées	1,427,000	
	27,417,600	22,357,560
Bibliothèque nationale		
Crédit 70—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	21,740,081	21,291,210
Réserve: rajustements de rémunération	53,419	
Autres frais de fonctionnement	15,367,561	14,858,780
Programme d'enseignement coopératif	177,881	177,837
Défi 90	144,058	144,047
Gelées	75,000	
	37,558,000	*36,471,874*
Montant législatif	*3,209,000*	*3,209,000*
	40,767,000	39,680,874
Musée national des sciences et de la technologie		
Crédit 72—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	15,079,000	14,843,561

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Musées nationaux du Canada		
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement—		
Musée des beaux-arts du Canada	2,666,000[2]	4,858,772
Musée canadien des civilisations	8,198,456	7,979,169
Musée national des sciences naturelles	4,165,553	3,894,825
Musée national des sciences et de la technologie	2,717,000	2,716,960
	17,747,009	*19,449,726*
Crédit 80—Dépenses en capital—		
Musée des beaux-arts du Canada	84,000	134,940
Musée canadien des civilisations	116,606	116,606
Musée national des sciences naturelles	34,834	34,834
Musée national des sciences et de la technologie	477,000	476,864
	712,440	*763,244*
Montants législatifs	*3,655,737*	*3,655,737*
	22,115,186	23,868,707
Total du ministère	2,078,261,730	2,032,451,300
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	103,286,604	102,850,318
Autres frais de fonctionnement	32,589,800	31,546,434
Comité d'examen des services postaux—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	497,000	417,400
Autres frais de fonctionnement	250,000	154,353
Programme d'enseignement coopératif	362,400	351,789
Défi 90	474,500	473,495
Gelées	16,000	
	137,476,304	*135,793,789*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	7,869,201	7,588,681
Stratégie de réinvestissement du capital	253,000	
Gelées	292,400	
	8,414,601	*7,588,681*
Montants législatifs	*41,371,017*	*41,371,017*
Sous-total—Département	187,261,922	184,753,487
Tribunal de la concurrence		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	593,000	579,385
Autres frais de fonctionnement	1,157,700	454,415
Défi 90	12,300	12,280
Gelées	7,000	
	1,770,000	*1,046,080*
Montant législatif	*88,000*	*88,000*
	1,858,000	1,134,080

	Dotations	Dépenses
	$	$
Commission du droit d'auteur		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	583,000	500,741
Autres frais de fonctionnement	404,000	356,616
Gelées	2,000	
	989,000	*857,357*
Montant législatif	*90,000*	*90,000*
	1,079,000	947,357
Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services		
Crédit 17b—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,237,000	1,163,939
Autres frais de fonctionnement	18,214,000	14,087,271
Gelées	45,000	
	19,496,000	15,251,210
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	704,974	656,921
Réserve: rajustements de rémunération	3,026	
Autres frais de fonctionnement	972,000	340,064
Gelées	7,000	
	1,687,000	*996,985*
Montant législatif	*108,000*	*108,000*
	1,795,000	1,104,985
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,792,164	1,713,569
Réserve: rajustements de rémunération	3,836	
Autres frais de fonctionnement	1,266,000	1,169,665
Gelées	7,000	
	3,069,000	*2,883,234*
Montant législatif	*241,000*	*241,000*
	3,310,000	3,124,234
Commission de révision des marchés publics		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	798,000	777,885
Autres frais de fonctionnement	405,000	275,099
Gelées	5,000	
	1,208,000	*1,052,984*
Montant législatif	*89,000*	*89,000*
	1,297,000	1,141,984
Conseil canadien des normes		
Crédit 35—Paiements au Conseil canadien des normes—		
Autres frais de fonctionnement	6,003,000	5,950,817
Total du ministère	222,099,922	213,408,154

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Département/Commission		
PROGRAMME DE LA GESTION GÉNÉRALE ET DES SERVICES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	179,860,402	178,011,989
Réserve: rajustements de rémunération	245,598	
Autres frais de fonctionnement	205,079,000	202,780,868
Groupe de travail sur la pêche de la morue dans le nord	675,000	557,580
Arriéré des réfugiés	5,292,000	4,753,112
Défi 90	1,300,000	1,222,862
Gelées	10,102,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	336,102,000	335,541,000
	66,452,000	*51,785,411*
Montants législatifs	*20,537,825*	*20,537,825*
	86,989,825	72,323,236
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	734,853,247	732,248,328
Réserve: rajustements de rémunération	37,753	
Autres frais de fonctionnement	266,191,000	259,064,795
Défi 90	10,000,000	9,504,343
Gelées	60,547,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	934,288,000	932,113,000
	137,341,000	*68,704,466*
Crédit 6c—Radiation de dette: Trop-payés du compte des rentes sur l'État—Fins particulières	*1,162*	*1,162*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,421,875,002	1,382,052,132
Bénéficiaires de l'assistance sociale	187,764,000	182,169,738
Arriéré des réfugiés	7,450,000	1,222,090
Programme du fonds de développement économique des collectivités	2,760,000	2,385,813
Gelées	675,000	
	1,620,524,002	*1,567,829,773*
Montants législatifs	*1,717,075,994*	*1,717,075,994*
	3,474,942,158	3,353,611,395
PROGRAMME D'IMMIGRATION		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	122,395,791	119,879,056
Réserve: rajustements de rémunération	5,209	
Autres frais de fonctionnement	39,159,000	38,707,892
Arriéré des réfugiés	33,382,000	30,188,914
Défi 90	400,000	305,380
Gelées	551	
	195,342,551	*189,081,242*
Crédit 16a—Radiation de dettes—Prêts de transport—Autres frais de fonctionnement	*1,212,997*	*1,100,534*
Crédit 17c—Radiation de dettes—Prêts, article 119 de la Loi sur l'immigration—Fins particulières	*2,243,291*	*2,133,372*
Crédit 20—Contributions—		
Subventions et contributions	105,644,000	100,319,003
Arriéré des réfugiés	6,225,000	2,131,539
	111,869,000	*102,450,542*
Montants législatifs	*20,302,124*	*20,302,124*
	330,969,963	315,067,814
Sous-total—Département	3,892,901,946	3,741,002,445
Conseil consultatif sur la situation de la femme		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	3,544,810	3,475,364
Gelées	9,500	
	3,554,310	3,475,364
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	54,855,865	45,142,660
Réserve: rajustements de rémunération	12,135	
Autres frais de fonctionnement	18,088,000	16,977,617
Gelées	292,000	
	73,248,000	*62,120,277*
Montant législatif	*7,136,000*	*7,136,000*
	80,384,000	69,256,277
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,520,400	2,445,662
Autres frais de fonctionnement	1,859,500	1,934,227
	4,379,900	*4,379,889*
Montant législatif	*373,000*	*373,000*
	4,752,900	4,752,889
Total du ministère	3,981,593,156	3,818,486,975
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	222,601,846	222,443,856
Autres frais de fonctionnement	178,749,061	178,198,751
Défi 90	6,000,000	5,970,379
Gelées	185,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	3,248,541	3,248,541
	404,287,366	*403,364,445*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	41,444,000	41,403,191
Stratégie de réinvestissement du capital	2,910,000	2,905,643
Gelées	430,000	
	44,784,000	*44,308,834*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	402,433,300	309,627,862
Gelées	2,443,700	
	404,877,000	*309,627,862*
Montants législatifs	*776,696,472*	*73,766,430*
Sous-total—Département	1,630,644,838	831,067,571

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	18,090,250	18,073,416
Autres frais de fonctionnement	14,083,751	13,791,933
Gelées	106,000	
	32,280,001	*31,865,349*
Montant législatif	*2,944,000*	*2,944,000*
	35,224,001	34,809,349
Énergie atomique du Canada, Limitée		
Crédit 30—Paiements pour les dépenses de fonctionnement et en capital—		
Compagnie de recherche	143,682,000	143,682,000
Groupe interministériel énergétique	10,641,000	10,641,000
Installations déclassées	13,233,000	13,133,000
Gelées	85,000	
	167,641,000	167,456,000
Office national de l'énergie		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	18,104,016	16,778,748
Réserve: rajustements de rémunération	156,984	
Autres frais de fonctionnement	4,441,500	3,830,478
Gelées	37,500	
	22,740,000	*20,609,226*
Montant législatif	*3,020,000*	*3,020,000*
	25,760,000	23,629,226
La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale		
Crédit 40—Paiements à la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale—		
Autres frais de fonctionnement	53,000,000	43,000,000
Total du ministère	1,912,269,839	1,099,962,146
ENVIRONNEMENT		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	34,320,752	34,179,529
Autres frais de fonctionnement	44,320,381	43,894,672
Programme d'enseignement coopératif	237,535	225,784
Défi 90	126,800	123,497
Gelées	113,000	
	79,118,468	*78,423,482*
Montants législatifs	*4,130,030*	*4,130,030*
	83,248,498	82,553,512
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	280,583,605	279,693,358
Autres frais de fonctionnement	195,037,029	191,123,120
Programme d'enseignement coopératif	3,002,027	3,001,536
Défi 90	1,632,409	1,618,122
Gelées	9,830,500	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	35,446,000	34,748,349
	454,639,570	*440,687,787*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	55,501,575	55,330,185
Gelées	3,540,500	
	59,042,075	*55,330,185*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	48,223,976	46,660,250
Gelées	12,996,000	
	61,219,976	*46,660,250*
Montant législatif	*39,257,000*	*39,257,000*
	614,158,621	581,935,222
PROGRAMME PARCS		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	183,596,312	182,918,368
Autres frais de fonctionnement	83,639,255	83,173,899
Programme d'enseignement coopératif	203,027	181,553
Défi 90	2,080,266	2,074,846
Gelées	1,484,400	
	271,003,260	*268,348,666*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	119,431,200	112,988,111
Gelées	665,000	
	120,096,200	*112,988,111*
Crédit 30—La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,100,750	1,100,316
Autres frais de fonctionnement	1,495,050	1,489,645
	2,595,800	*2,589,961*
Montants législatifs	*26,954,074*	*26,954,074*
	420,649,334	410,880,812
Total du ministère	1,118,056,453	1,075,369,546
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Département		
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	403,958,079	403,889,027
Autres frais de fonctionnement	378,342,349	374,007,406
Programme d'emploi d'été axé sur la carrière	211,126	211,126
Programme d'enseignement coopératif	129,525	129,524
	782,641,079	*778,237,083*

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Crédit 5—Dépenses en capital	*107,829,003* (3)	*101,986,711*
Crédit 10—Subventions et contributions	*217,876,097*	*219,398,651*
Montants législatifs	*61,577,893*	*37,951,400*
	1,169,924,072	1,137,573,845
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	300,000	217,957
Autres frais de fonctionnement	3,235,000	3,217,246
	3,535,000	*3,435,203*
Crédit 20—Dépenses en capital	*9,469,000*	*9,468,598*
Montant législatif	*50,000*	*50,000*
	13,054,000	12,953,801
Sous-total—Département	1,182,978,072	1,150,527,646
Corporation commerciale canadienne		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	15,157,000	14,917,000
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales		
Montant législatif	5,000,000	5,000,000
Agence canadienne de développement international		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	59,812,150	59,277,256
Autres frais de fonctionnement	36,295,889	35,517,581
Programme d'emploi d'été axé sur la carrière	194,032	194,032
Programme d'enseignement coopératif	525,079	525,079
	96,827,150	*95,513,948*
Crédit 35—Subventions et contributions	*1,960,699,526*	*1,930,597,209*
Montants législatifs	*171,508,829*	*171,508,829*
	2,229,035,505	2,197,619,986
Secrétariat canadien		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	499,000	468,376
Autres frais de fonctionnement	1,770,000	562,158
Gelées	3,000	
	2,272,000	*1,030,534*
Montant législatif	*71,000*	*71,000*
	2,343,000	1,101,534
Société pour l'expansion des exportations		
Montants législatifs	176,123,670	176,123,670
Centre international d'exploitation des océans		
Crédit 55—Paiements au Centre international d'exploitation des océans—		
Autres frais de fonctionnement	12,300,000	12,200,000

	Dotations	Dépenses
	$	$
Centre de recherches pour le développement international		
Crédit 60—Paiements au Centre de recherches pour le développement international—		
Autres frais de fonctionnement	114,300,000	114,130,000
Commission mixte internationale		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,501,683	2,343,125
Autres frais de fonctionnement	2,363,000	2,332,328
	4,864,683	*4,675,453*
Montant législatif	*375,000*	*375,000*
	5,239,683	5,050,453
Total du ministère	3,742,476,930	3,676,670,289
FINANCES		
Département		
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	40,163,914	40,047,287
Réserve: rajustements de rémunération	17,086	
Autres frais de fonctionnement	45,312,000	44,123,567
Défi 90	140,000	139,918
Moins: recettes à valoir sur le crédit	6,681,000	6,034,800
	78,952,000	*78,275,972*
Montants législatifs	*218,597,645*	*218,597,645*
	297,549,645	296,873,617
PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		
Montant législatif	42,791,647,614	42,791,647,614
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL		
Montants législatifs	8,299,579,265	8,299,579,265
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 10—La Caisse des réclamations étrangères—		
Autres frais de fonctionnement	*30,000*	*3,100*
Crédit 12b—Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada	*1*	
Crédit 13c—Paiement au compte d'indemnisation—		
Autres frais de fonctionnement	*85,000*	*35,000*
Montants législatifs	*71,503,708*	
	71,618,709	38,100
Sous-total—Département	51,460,395,233	51,388,138,596
Vérificateur général		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*50,855,200*	*50,623,590*
Montants législatifs	*5,695,237*	*5,695,237*
	56,550,437	56,318,827

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,801,189	6,800,970
Autres frais de fonctionnement	1,785,000	1,778,440
Défi 90	9,500	9,500
	8,595,689	*8,588,910*
Montant législatif	*868,000*	*868,000*
	9,463,689	9,456,910
Bureau du surintendant des institutions financières		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	25,152,440	25,111,486
Autres frais de fonctionnement	15,831,560	15,388,943
Moins: recettes à valoir sur le crédit	37,296,000	36,825,301
	3,688,000	*3,675,128*
Montant législatif	*38,691,704*	*101,465*
	42,379,704	3,776,593
Privatisation et affaires réglementaires		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,536,000	4,534,115
Autres frais de fonctionnement	4,844,000	2,695,500
Gelées	16,000	
	9,396,000	*7,229,615*
Montant législatif	*727,000*	*727,000*
	10,123,000	7,956,615
Total du ministère	51,578,912,063	51,465,647,541
PÊCHES ET OCÉANS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	303,658,500	303,407,362
Autres frais de fonctionnement	278,068,000	277,761,054
Défi 90	5,320,800	5,262,018
	587,047,300	*586,430,434*
Crédit 5—Dépenses en capital	*137,781,200*	*137,655,786*
Crédit 10—Subventions et contributions	*20,667,000*	*19,735,513*
Montants législatifs	*45,844,770*	*45,844,770*
Total du ministère	791,340,270	789,666,503
FORÊTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	68,527,435	68,381,763
Autres frais de fonctionnement	29,965,423	29,333,098
Défi 90	1,797,548	1,797,548
Programme d'enseignement coopératif	383,053	383,053
Moins: recettes à valoir sur le crédit	655,354	655,354
	100,018,105	*99,240,108*
Crédit 5—Dépenses en capital	*6,578,301*	*6,544,603*
Crédit 10—Subventions et contributions	*60,144,015*	*60,515,154*
Montants législatifs	*10,234,707*	*10,234,707*
Total du ministère	176,975,128	176,534,572

	Dotations	Dépenses
	$	$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,291,509	5,995,323
Autres frais de fonctionnement	3,856,213	3,610,764
Programme d'emploi d'été axé sur la carrière	49,787	49,787
	10,197,509	*9,655,874*
Montants législatifs	*1,325,435*	*1,325,435*
Total du ministère	11,522,944	10,981,309
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	31,213,431	30,928,336
Autres frais de fonctionnement	15,924,769	15,425,272
	47,138,200	*46,353,608*
Montants législatifs	*4,587,923*	*4,587,923*
	51,726,123	50,941,531
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	136,421,450	136,372,287
Autres frais de fonctionnement	100,074,002	99,988,171
	236,495,452	*236,360,458*
Crédit 6c—Garanties à l'égard des prêts relatifs au logement—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 10—Dépenses en capital	*9,765,199*	*9,697,810*
Crédit 15—Subventions et contributions	*2,258,817,473*	*2,258,444,592*
Montants législatifs	*62,112,643*	*28,190,731*
	2,567,190,768	2,532,693,591
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	30,450,569	30,410,805
Autres frais de fonctionnement	29,815,665	29,631,020
Gelées	64,400	
	60,330,634	*60,041,825*
Crédit 35—Dépenses en capital	*2,582,600*	*2,548,094*
Crédit 40—Subventions et contributions	*36,289,851*(4)	*36,137,343*
Montants législatifs	*5,034,615*	*4,697,851*
	104,237,700	103,425,113

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
Crédit 45—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon—		
Subventions et contributions	*216,752,000*	*216,752,000*
Crédit 50—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—		
Subventions et contributions	*747,918,137*	*747,918,137*
	964,670,137	964,670,137
Total du ministère	3,687,824,728	3,651,730,372
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Département		
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	118,487,761	118,287,148
Autres frais de fonctionnement	106,823,000	106,566,850
Gelées	340,000	
	225,650,761	*224,853,998*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	452,766,302	417,410,630
Gelées	60,688,701	
	513,455,003	*417,410,630*
Montants législatifs	*77,083,727*	*77,083,727*
	816,189,491	719,348,355
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AUTOCHTONES		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	17,523,046	16,746,516
Réserve: rajustements de rémunération	182,440	
Autres frais de fonctionnement	13,120,514	13,062,059
Gelées	875,000	
	31,701,000	*29,808,575*
Crédit 25—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	257,028,000	250,813,952
Gelées	3,953,000	
	260,981,000	*250,813,952*
Montant législatif	*2,912,000*	*2,912,000*
	295,594,000	283,534,527
Sous-total—Département	1,111,783,491	1,002,882,882
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée		
Crédit 30—Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	1,799,000	1,799,000

	Dotations	Dépenses
	$	$
Agence spatiale canadienne		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,842,899	8,153,021
Réserve: rajustements de rémunération	61,101	
Autres frais de fonctionnement	98,546,400	98,404,490
Gelées	1,063,600	
	108,514,000	*106,557,511*
Crédit 40—Subventions et contributions	*18,701,001*	*18,701,000*
Montants législatifs	*1,494,485*	*1,494,485*
	128,709,486	126,752,996
Société de développement du Cap-Breton		
Crédit 45—Paiements pour les dépenses en capital—		
Autres frais de fonctionnement	32,000,000	31,910,000
Banque fédérale de développement		
Crédit 50—Paiements à la Banque fédérale de développement—		
Autres frais de fonctionnement	16,085,000	15,838,024
Investissement Canada		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,363,399	6,363,398
Autres frais de fonctionnement	2,618,182	2,615,608
Programme d'emploi d'été pour étudiants	121,258	121,258
	9,102,839	*9,100,264*
Montant législatif	*1,025,000*	*1,025,000*
	10,127,839	10,125,264
Conseil national de recherches du Canada		
Crédit 60—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	184,874,949	183,980,489
Autres frais de fonctionnement	106,715,000	105,352,412
Programme d'emploi d'été pour étudiants	1,658,000	1,618,000
Moins: recettes à valoir sur le crédit	25,617,000	25,617,000
	267,630,949	*265,333,901*
Crédit 65—Dépenses en capital—		
Capital	150,358,000	144,160,830
Stratégie de réinvestissement	1,000,000	975,701
Gelées	15,430,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	611,000	611,000
	166,177,000	*144,525,531*
Crédit 70—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	122,036,001	116,257,061
Gelées	1,785,000	
	123,821,001	*116,257,061*
Montant législatif	*25,889,000*	*25,889,000*
	583,517,950	552,005,493

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,156,762	8,050,705
Réserve: rajustements de rémunération	18,438	
Autres frais de fonctionnement	8,476,000	8,157,633
Gelées	75,000	
	16,726,200	*16,208,338*
Crédit 80—Subventions	*448,832,000*	*448,832,000*
Montant législatif	*1,202,000*	*1,202,000*
	466,760,200	466,242,338
Conseil des sciences du Canada		
Crédit 85—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,871,000	1,839,590
Autres frais de fonctionnement	1,054,000	1,031,281
Gelées	6,000	
	2,931,000	*2,870,871*
Montant législatif	*290,000*	*290,000*
	3,221,000	3,160,871
Statistique Canada		
Crédit 90—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	212,957,778	212,713,384
Autres frais de fonctionnement	78,994,319	74,811,361
Défi 90	2,913,000	2,908,587
Gelées	500,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	30,414,319	30,414,384
	264,950,778	*260,018,948*
Crédit 95—Dépenses en capital—		
Capital	3,587,000	3,184,511
Stratégie de réinvestissement	6,000,000	6,000,000
Moins: recettes à valoir sur le crédit	592,000	592,000
	8,995,000	*8,592,511*
Montant législatif	*30,776,000*	*30,776,000*
	304,721,778	299,387,459
Société canadienne des postes		
Crédit 100—Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales—		
Paiement d'infrastructure pour envoi de courrier à contenu culturel	119,500,000	119,500,000
Colis du service aérien omnibus	15,000,000	15,000,000
Franchise postale pour le Parlement	11,000,000	11,000,000
Cécogrammes	3,000,000	3,000,000
	148,500,000	*148,500,000*
Crédit 102b—Autoriser la Société canadienne des postes à contracter un emprunt auprès d'autres personnes que Sa Majesté—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
	148,500,001	148,500,000
Total du ministère	2,807,225,745	2,658,604,327

	Dotations	Dépenses
	$	$
JUSTICE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	105,851,712	104,905,411
Réserve: rajustements de rémunération	5,288	
Autres frais de fonctionnement	35,868,950	35,827,018
Défi 90	343,000	329,206
Programme d'enseignement coopératif	7,000	7,000
Gelées	728,050	
	142,804,000	*141,068,635*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	18,112,010	18,095,410
Contributions—Loi sur les jeunes contrevenants et accord sur l'aide juridique	255,939,716	258,051,377
Gelées	104,000	
	274,155,726	*276,146,787*
Montants législatifs	*15,378,825*	*15,378,825*
Sous-total—Département	432,338,551	432,594,247
Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,590,331	10,565,030
Réserve: rajustements de rémunération	2,954	
Autres frais de fonctionnement	4,859,001	4,776,580
Gelées	37,000	
	15,489,286	*15,341,610*
Montant législatif	*1,568,000*	*1,568,000*
	17,057,286	16,909,610
Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,720,681	1,720,680
Autres frais de fonctionnement	2,941,358	2,941,264
Programme d'emploi d'été pour étudiants	4,500	3,458
	4,666,539	*4,665,402*
Crédit 20—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	173,238	173,237
Réserve: rajustements de rémunération	2,334	
Autres frais de fonctionnement	609,878	609,803
	785,450	*783,040*
Montants législatifs	*153,705,143*	*153,705,143*
	159,157,132	159,153,585
Cour fédérale du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,145,729	11,145,729
Autres frais de fonctionnement	7,223,271	7,186,346
Gelées	302,000	
	18,671,000	*18,332,075*
Montant législatif	*1,710,000*	*1,710,000*
	20,381,000	20,042,075

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Commission de réforme du droit du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,025,793	1,857,022
Autres frais de fonctionnement	2,747,750	2,645,070
Gelées	13,250	
	4,786,793	*4,502,092*
Montant législatif	*279,000*	*279,000*
	5,065,793	4,781,092
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,232,000	4,194,441
Autres frais de fonctionnement	1,430,000	1,429,357
Gelées	7,000	
	5,669,000	*5,623,798*
Montant législatif	*703,000*	*703,000*
	6,372,000	6,326,798
Cour suprême du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,450,000	6,402,686
Autres frais de fonctionnement	4,169,479	4,168,961
Programme d'emploi d'été pour étudiants	33,715	33,715
	10,653,194	*10,605,362*
Montants législatifs	*3,873,169*	*3,873,169*
	14,526,363	14,478,531
Cour canadienne de l'impôt		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,727,906	4,550,509
Réserve: rajustements de rémunération	2,794	
Autres frais de fonctionnement	3,856,300	3,856,195
	8,587,000	*8,406,704*
Montant législatif	*610,000*	*610,000*
	9,197,000	9,016,704
Total du ministère	664,095,125	663,302,642
TRAVAIL		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	45,091,000	45,010,034
Autres frais de fonctionnement	16,938,705	15,946,671
Défi 90	521,295	521,108
Gelées	178,000	
	62,729,000	*61,477,813*
Crédit 5—Subventions et contributions	*65,350,000*	*58,595,507*
Montants législatifs	*134,566,804*	*134,566,804*
Sous-total—Département	262,645,804	254,640,124

	Dotations	Dépenses
	$	$
Conseil canadien des relations du travail		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,910,000	5,891,055
Autres frais de fonctionnement	2,060,000	1,883,161
Gelées	71,000	
	8,041,000	*7,774,216*
Montant législatif	*878,000*	*878,000*
	8,919,000	8,652,216
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	14,314,000	10,277,382
Moins: recettes à valoir sur le crédit	5,333,000	1,689,195
	8,981,000	8,588,187
Total du ministère	280,545,804	271,880,527
DÉFENSE NATIONALE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	8,603,289,874	8,548,082,127
Gelées	15,490,107	
Moins: dotation réservée	58,565,127	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	360,815,981	360,815,981
	8,199,398,873	*8,187,266,146*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	2,842,872,006	2,802,844,668
Gelées	45,019,100	
Moins: dotation réservée	41,831,593	
	2,846,059,513	*2,802,844,668*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	195,933,103	195,933,103
Gelées	17,046,793	
	212,979,896	*195,933,103*
Montants législatifs	*1,074,412,899*	*1,074,412,899*
Sous-total—Département	12,332,851,181	12,260,456,816
Protection civile Canada		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,412,258	5,414,555
Réserve: rajustements de rémunération	2,742	
Autres frais de fonctionnement	7,591,000	7,363,247
Gelées	58,000	
	13,064,000	*12,777,802*
Crédit 20—Subventions et contributions	*15,852,772*	*15,583,741*
Montant législatif	*871,000*	*871,000*
	29,787,772	29,232,543
Total du ministère	12,362,638,953	12,289,689,359

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Département		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	53,774,330	53,715,063
Autres frais de fonctionnement	24,321,304	24,303,580
Activités d'évaluation de la stratégie canadienne de l'emploi—		
Assistance sociale	642,048	642,048
Réclamation contre l'État	699,575	699,575
Défi 90	435,573	435,572
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,349,000	2,349,000
	77,523,830	*77,446,838*
Montants législatifs	*7,881,145*	*7,881,145*
	85,404,975	85,327,983
PROGRAMME DE SANTÉ		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	151,252,468	151,168,691
Autres frais de fonctionnement	140,392,940	140,392,940
Santé des Indiens et du Nord—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	100,999,882	100,999,882
Autres frais de fonctionnement	272,452,625	271,997,637
Mise en oeuvre de la Loi C-31	56,500,000	56,500,000
Condition physique et sport amateur—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,636,643	5,496,464
Autres frais de fonctionnement	4,908,011	4,857,070
Défi 90	2,433,524	2,433,518
	734,576,093	*733,846,202*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	36,897,000	35,311,565
Santé des Indiens et du Nord—		
Capital	14,411,002	13,127,563
Condition physique et sport amateur—		
Capital	134,000	133,408
	51,442,002	*48,572,536*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	61,558,500	61,558,500
Santé des Indiens et du Nord—		
Subventions et contributions	151,288,500	146,808,418
Mise en oeuvre de la Loi C-31	4,900,000	4,900,000
Condition physique et sport amateur—		
Subventions et contributions	76,654,000	76,616,998
	294,401,000	*289,883,916*
Montants législatifs	*6,066,546,318*	*6,066,546,318*
	7,146,965,413	7,138,848,972
PROGRAMME SOCIAL		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	112,028,954	111,833,203
Autres frais de fonctionnement	47,407,855	47,183,834
Défi 90	749,242	749,242
Moins: recettes à valoir sur le crédit	62,668,000	62,668,000
	97,518,051	*97,098,279*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Crédit 25—Subventions et contributions	*178,896,000*	*178,877,668*
Montants législatifs	*25,849,246,846*	*25,849,246,846*
	26,125,660,897	26,125,222,793
Sous-total—Département	33,358,031,285	33,349,399,748
Conseil de recherches médicales		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,224,000	3,222,461
Autres frais de fonctionnement	2,813,000	2,751,718
	6,037,000	*5,974,179*
Crédit 35—Subventions	*235,420,766*	*235,420,766*
Montant législatif	*467,059*	*467,059*
	241,924,825	241,862,004
Total du ministère	33,599,956,110	33,591,261,752
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	487,963,222	479,544,041
Réserve: rajustements de rémunération	998,513	
Autres frais de fonctionnement	251,230,500	247,250,893
Heures supplémentaires	27,158,000	27,157,777
Programme d'enseignement coopératif	7,888,265	7,888,223
	775,238,500	*761,840,934*
Crédit 5—Dépenses en capital	*104,804,300*	*100,478,514*
Montants législatifs	*64,925,525*	*64,925,525*
	944,968,325	927,244,973
Impôt		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	863,343,680	854,634,400
Autres frais de fonctionnement	245,835,444	238,064,071
Défi 90	4,040,317	4,040,317
Moins: recettes à valoir sur le crédit	97,757,000	97,591,852
	1,015,462,441	*999,146,936*
Crédit 15—Dépenses en capital	*53,330,790*	*52,925,489*
Montants législatifs	*132,004,448*	*132,004,448*
	1,200,797,679	1,184,076,873
Total du ministère	2,145,766,004	2,111,321,846
PARLEMENT		
Sénat		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*29,132,000*	*28,895,442*
Montants législatifs	*14,600,853*	*14,600,853*
	43,732,853	43,496,295
Chambre des communes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	151,573,000	151,199,772
Gelées	2,200,000	
	153,773,000	*151,199,772*
Montants législatifs	*67,880,278*	*67,880,278*
	221,653,278	219,080,050

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Bibliothèque du Parlement		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	*14,218,000*	*13,899,691*
Montant législatif	*1,748,000*	*1,748,000*
	15,966,000	15,647,691
Total du ministère	281,352,131	278,224,036
CONSEIL PRIVÉ		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	33,471,627	33,282,277
Autres frais de fonctionnement	72,974,930	64,087,948
	106,446,557	*97,370,225*
Montants législatifs	*5,303,576*	*5,303,576*
Sous-total—Département	111,750,133	102,673,801
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,066,000	1,027,119
Autres frais de fonctionnement	2,252,500	2,231,494
	3,318,500	*3,258,613*
Montant législatif	*155,000*	*155,000*
	3,473,500	3,413,613
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,731,022	16,139,405
Réserve: rajustements de rémunération	21,978	
Autres frais de fonctionnement	8,323,500	8,319,703
Défi 90	160,000	158,781
Gelées	90,000	
	25,326,500	*24,617,889*
Montant législatif	*2,780,000*	*2,780,000*
	28,106,500	27,397,889
Directeur général des élections		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,366,940	2,354,860
Réserve: rajustements de rémunération	2,060	
Autres frais de fonctionnement	265,000	234,157
Gelées	3,000	
	2,637,000	*2,589,017*
Montants législatifs	*10,266,647*	*10,266,647*
	12,903,647	12,855,664
Commissaire aux langues officielles		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,584,449	8,557,403
Autres frais de fonctionnement	3,155,000	3,146,838
	11,739,449	*11,704,241*
Montant législatif	*1,354,000*	*1,354,000*
	13,093,449	13,058,241

	Dotations	Dépenses
	$	$
Conseil économique du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,922,792	6,988,115
Réserve: rajustements de rémunération	15,208	
Autres frais de fonctionnement	2,255,600	2,102,592
Programme d'emploi d'été et d'enseignement coopératif	41,400	41,400
Gelées	17,000	
	9,252,000	*9,132,107*
Montant législatif	*1,146,000*	*1,146,000*
	10,398,000	10,278,107
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	169,474	104,726
Réserve: rajustements de rémunération	3,526	
Autres frais de fonctionnement	357,000	184,965
	530,000	*289,691*
Montant législatif	*27,000*	*27,000*
	557,000	316,691
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,061,000	7,051,994
Autres frais de fonctionnement	2,253,000	2,114,439
	9,314,000	*9,166,433*
Montant législatif	*1,122,000*	*1,122,000*
	10,436,000	10,288,433
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	1,403,500	1,305,677
Gelées	3,500	
	1,407,000	*1,305,677*
Montant législatif	*98,000*	*98,000*
	1,505,000	1,403,677
Total du ministère	192,223,229	181,686,116
TRAVAUX PUBLICS		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES		
Crédit 1—Fonds renouvelable des Travaux publics—Déficit de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	53,217,391	53,217,391
Gelées	1,186,000	
	54,403,391	*53,217,391*
Montants législatifs	*373,051,542*	*57,430,372*
	427,454,933	110,647,763

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	12,943,207	12,943,207
Autres frais de fonctionnement	999,211,417	980,538,554
Musée canadien des civilisations	10,454,000	7,900,000
Musée national des sciences et de la technologie	6,248,000	6,930,000
Musée national des sciences naturelles	3,607,000	4,970,000
Musée des beaux-arts du Canada	6,650,000	5,880,000
Stratégie de réinvestissement du capital	16,000,000	16,000,000
Moins: recettes à valoir sur le crédit	245,314,469	245,314,469
	809,799,155	*789,847,292*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	136,030,153	135,487,471
Musée canadien des civilisations	2,157,000	2,693,000
Musée national des sciences et de la technologie	862,000	20,000
Musée national des sciences naturelles	331,000	40,000
Musée des beaux-arts du Canada	1,509,000	2,300,000
Stratégie de réinvestissement du capital	5,000,000	4,532,000
	145,889,153	*145,072,471*
Montants législatifs	*304,646,938*	*304,646,938*
	1,260,335,246	1,239,566,701
PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
Crédit 15—Paiements à la Société de construction des musées du Canada Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	*7,886,000*	*7,886,000*
Crédit 16c—Paiements à la Corporation Harbourfront—		
Autres frais de fonctionnement	*4,150,000*	*3,648,932*
Crédit 20—Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	17,334,000	14,363,000
Gelées	11,307,000	
	28,641,000	*14,363,000*
	40,677,000	25,897,932
Sous-total—Département	1,728,467,179	1,376,112,396
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Logement du marché	170,026,000	165,325,772
Logement social	1,784,133,000	1,780,794,093
Aide au logement	33,831,000	32,729,962
	1,987,990,000	1,978,849,827
Commission de la Capitale nationale		
Crédit 30—Paiement pour les dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*58,976,000*	*58,976,000*
Crédit 35—Paiement pour les dépenses en capital	*17,696,000*	*17,696,000*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Crédit 40—Paiement pour les subventions et contributions	*13,400,000*	*13,400,000*
	90,072,000	90,072,000
Total du ministère	3,806,529,179	3,445,034,223
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	124,874,588	121,953,685
Autres frais de fonctionnement	76,692,000	75,347,573
Défi 90	375,000	367,259
	201,941,588	*197,668,517*
Crédit 5—Subventions et contributions	*367,428,500*	*367,261,650*
Montants législatifs	*2,324,270,781*	*2,324,270,781*
Sous-total—Département	2,893,640,869	2,889,200,948
Centre canadien de gestion		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	10,118,250	9,789,231
Gelées	12,750	
	10,131,000	*9,789,231*
Montant législatif	*919,000*	*919,000*
	11,050,000	10,708,231
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	13,328,200	13,072,311
Autres frais de fonctionnement	10,023,600	9,599,488
Programme de redressement pour les Japonais—		
Fonctionnement et salaires	3,337,000	1,523,200
Paiements à titre de faveur	36,372,000	36,372,000
Gelées	14,325,000	
	77,385,800	*60,566,999*
Crédit 20—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	53,218,300	52,398,102
Gelées	24,400,000	
	77,618,300	*52,398,102*
Montant législatif	*1,981,000*	*1,981,000*
	156,985,100	114,946,101
Commission de la fonction publique		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	97,274,791	95,105,348
Autres frais de fonctionnement	35,673,500	35,548,433
Programme d'enseignement coopératif	234,000	234,000
Défi 90	110,000	110,000
	133,292,291	*130,997,781*
Crédit 26c—Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—Radiation des comptes	*1*	
Montants législatifs	*21,485,836*	*15,385,737*
	154,778,128	146,383,518

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
Conseil de recherches en sciences humaines		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,985,400	4,983,353
Autres frais de fonctionnement	3,041,000	3,040,414
Gelées	27,000	
	8,053,400	*8,023,767*
Crédit 35—Subventions	*81,595,000*	*81,595,000*
Montant législatif	*705,000*	*705,000*
	90,353,400	90,323,767
Total du ministère	3,306,807,497	3,251,562,565
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	15,137,091	14,791,654
Programme d'emploi d'été pour étudiants	210,325	209,843
Autres frais de fonctionnement	13,454,675	13,411,066
Gelées	776,000	
	29,578,091	*28,412,563*
Montants législatifs	*2,265,825*	*2,265,825*
Sous-total—Département	31,843,916	30,678,388
Service canadien du renseignement de sécurité		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	205,145,100	204,975,445
Gelées	180,200	
	205,325,300	204,975,445
Service correctionnel		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	483,529,012	482,879,399
Autres frais de fonctionnement	274,474,717	273,563,660
Défi 90	709,332	679,898
Programmes communautaires et institutionnels—Projets-pilotes—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,750,641	1,474,751
Autres frais de fonctionnement	6,824,032	6,772,499
Gelées	5,244,450	
	772,532,184	*765,370,207*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	89,058,270	87,738,274
Programmes communautaires et institutionnels— Projets-pilotes	500,730	441,386
Nouveaux projets majeurs de construction	2,000	
Gelées	17,063,000	
	106,624,000	*88,179,660*
Montants législatifs	*72,953,846*	*72,953,846*
	952,110,030	926,503,713

	Dotations	Dépenses
	$	$
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	17,481,000	17,280,343
Autres frais de fonctionnement	4,084,000	3,921,373
Défi 90	58,000	58,000
Gelées	33,000	
	21,656,000	*21,259,716*
Montant législatif	*2,592,000*	*2,592,000*
	24,248,000	23,851,716
Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,051,510,258	1,077,695,066
Autres frais de fonctionnement	339,335,386	367,854,522
Programme d'emploi d'été pour étudiants	750,000	276,068
Gelées	13,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	525,629,000	583,714,379
	865,979,644	*862,111,277*
Crédit 30—Dépenses en capital—		
Capital	104,748,014	104,740,233
Stratégie de réinvestissement	5,825,000	5,825,000
Gelées	27,600	
	110,600,614	*110,565,233*
Montants législatifs	*195,240,712*	*195,240,712*
	1,171,820,970	1,167,917,222
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	763,395	763,395
Autres frais de fonctionnement	477,839	477,839
Défi 90	8,269	8,269
Gelées	18,497	
	1,268,000	*1,249,503*
Montant législatif	*107,000*	*107,000*
	1,375,000	1,356,503
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,575,596	1,575,596
Autres frais de fonctionnement	2,057,404	2,057,276
	3,633,000	*3,632,872*
Montant législatif	*233,000*	*233,000*
	3,866,000	3,865,872
Total du ministère	2,390,589,216	2,359,148,859

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	231,706,000	231,704,618
Autres frais de fonctionnement	182,750,236	186,783,997
Vérification des contrats	4,454,000	
Programme de sensibilisation au public	2,494,000	2,674,320
Frais bancaires	34,660,057	34,174,000
Propositions spontanées	431,000	380,433
Gelées	280,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	151,246,300	151,246,347
	305,528,993	*304,471,021*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	24,435,000	25,804,776
Stratégie de réinvestissement du capital	1,500,000	
	25,935,000	*25,804,776*
Crédit 10—Ministre d'État (Habitation) fonds destinés au personnel exempté—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	*250,000*	*231,417*
Montants législatifs	*484,012,807*	*270,795,419*
Total du ministère	815,726,800	601,302,633
TRANSPORTS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	941,203,939	940,672,284
Autres frais de fonctionnement	636,819,334	527,599,480
Programme d'emploi d'été et d'enseignement coopératif	8,262,000	8,173,661
Gelées	2,939,727	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	751,720,000	690,723,681
	837,505,000	*785,721,744*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	496,325,001	466,206,379
Gelées	3,400,000	
Moins: dotation réservée	20,074,134	
	479,650,867	*466,206,379*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	222,890,310	222,550,455
Gelées	17,267,810	
	240,158,120	*222,550,455*
Crédit 15—Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique—		
Autres frais de fonctionnement	*200,000*	*200,000*
Crédit 18c—Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs—		
Autres frais de fonctionnement	*1,444,000*	*1,444,000*
Crédit 2c—Pour abroger l'article 10 de la Loi sur les fonds renouvelables	*1*	
Crédit 20—Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides—		
Autres frais de fonctionnement	*2,360,000*	*2,131,307*
Crédit 25—Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*7,763,000*	*7,763,000*
Crédit 30—Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée—		
Autres frais de fonctionnement	*27,934,001*	*27,934,000*
Crédit 35—Paiements à la Société canadienne des ports—		
Autres frais de fonctionnement	*21,046,001*	*20,007,609*
Crédit 40—Paiements à Marine Atlantique SCC—		
Autres frais de fonctionnement	*146,400,000*	*143,947,000*
Crédit 45—Paiements à VIA Rail Canada Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	*441,500,000*	*441,483,696*
Crédit 50—Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—		
Autres frais de fonctionnement	*27,300,000*	*27,300,000*
Crédit 55—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés aux employés—		
Autres frais de fonctionnement	*37,000*	*16,431*
Montants législatifs	*464,775,509*	*45,883,230*
Sous-total—Département	2,698,073,499	2,192,588,851
Tribunal de l'aviation civile		
Crédit 60—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	465,000	439,915
Autres frais de fonctionnement	447,750	271,829
Gelées	2,250	
	915,000	*711,744*
Montant législatif	*72,000*	*72,000*
	987,000	783,744
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,607,878	1,615,816
Réserve: rajustements de rémunération	3,122	
Autres frais de fonctionnement	4,438,000	2,673,922
Programme d'emploi d'été pour étudiants	25,000	18,097
Gelées	11,000	
	6,085,000	*4,307,835*
Montant législatif	*240,000*	*240,000*
	6,325,000	4,547,835
Office national des transports		
Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	25,705,800	25,653,408
Autres frais de fonctionnement	7,142,000	7,134,603
Programme d'enseignement coopératif	45,000	44,714
Défi 90	55,000	50,997
Gelées	117,000	
	33,064,800	*32,883,722*
Crédit 75—Contributions	*14,178,000*	*10,695,826*
Montants législatifs	*777,310,983*	*777,310,983*
	824,553,783	820,890,531
Total du ministère	3,529,939,282	3,018,810,961

Dépenses budgétaires par dotation—*Suite*

	Dotations	Dépenses
	$	$
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat		
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	48,031,000	48,030,895
Autres frais de fonctionnement	20,786,000	20,776,535
Programme d'emploi d'été pour étudiants	432,000	432,000
	69,249,000	*69,239,430*
Crédit 3—Paiements aux sociétés d'État en vertu de la Loi sur les langues officielles—		
Autres frais de fonctionnement	*6,000,000*	*2,775,431*
Montants législatifs	*7,297,044*	*7,297,044*
	82,546,044	79,311,905
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 5—Éventualités du gouvernement—		
Gelées	*198,587,833*	
Crédit 10—Projets de création d'emplois(5)		
	198,587,833	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE		
Crédit 15—Assurance de la fonction publique—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	539,681,000	537,308,119
Paiements sous forme d'indemnités pour accidents de travail	187,450	185,190
Moins: recettes à valoir sur le crédit	57,854,000	59,271,344
	482,014,450	*478,221,965*
Montants législatifs	*(14,779,701)*	*(14,779,701)*
	467,234,749	463,442,264
PROGRAMME D'AFFECTATION TEMPORAIRE		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,107,000	1,885,911
Autres frais de fonctionnement	131,000	19,005
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,337,000	267,918
	1,901,000	*1,636,998*
Montant législatif	*517,000*	*517,000*
	2,418,000	2,153,998
Sous-total—Secrétariat	750,786,626	544,908,167

	Dotations	Dépenses
	$	$
Contrôleur général		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,532,749	11,532,229
Autres frais de fonctionnement	4,650,900	4,626,720
Défi 90	253,100	252,886
	16,436,749	*16,411,835*
Montant législatif	*1,773,000*	*1,773,000*
	18,209,749	18,184,835
Total du ministère	768,996,375	563,093,002
ANCIENS COMBATTANTS		
Département		
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	154,707,600	154,111,370
Autres frais de fonctionnement	44,963,118	44,705,381
Autres services de santé achetés	254,335,100	249,904,786
Défi 90	338,782	338,781
	454,344,600	*449,060,318*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*1,368,086,001*	*1,338,317,422*
Montants législatifs	*21,956,279*	*21,956,279*
	1,844,386,880	1,809,334,019
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,878,887	3,852,137
Autres frais de fonctionnement	939,000	905,939
Gelées	6,000	
	4,823,887	*4,758,076*
Montant législatif	*568,000*	*568,000*
	5,391,887	5,326,076
PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,666,996	6,620,504
Autres frais de fonctionnement	806,000	780,612
Gelées	6,000	
	7,478,996	*7,401,116*
Montant législatif	*935,000*	*935,000*
	8,413,996	8,336,116

Dépenses budgétaires par dotation—*Fin*

	Dotations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DU TRIBUNAL D'APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,356,205	2,332,278
Autres frais de fonctionnement	318,000	276,920
Défi 90	7,795	7,792
Gelées	1,000	
	2,683,000	*2,616,990*
Montant législatif	*392,000*	*392,000*
	3,075,000	3,008,990
Total du ministère	1,861,267,763	1,826,005,201

	Dotations	Dépenses
	$	$
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	17,431,374	17,351,035
Réserve: rajustements de rémunération	148,626	
Autres frais de fonctionnement	13,494,000	11,816,128
Programme d'emploi d'été et d'enseignement coopératif	419,000	416,623
Gelées	268,000	
	31,761,000	*29,583,786*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	213,272,000	147,769,856
Gelées	24,385,000	
	237,657,000	*147,769,856*
Montants législatifs	*11,322,502*	*11,322,502*
Total du ministère	280,740,502	188,676,144

(1) Un montant de $20,893,095 disponible des exercices précédents a été inclus avec les montants législatifs.
(2) Un montant de $1,956,737 disponible des exercices précédents a été inclus avec les montants législatifs.
(3) Un montant de $10,529,694 lequel représente une augmentation de l'autorisation telle qu'approuvée par le crédit 10 a été inclus avec les montants législatifs.
(4) Un montant de $336,764 disponible des exercices précédents a été inclus avec les montants législatifs.
(5) Le montant total approuvé par le Parlement a été viré aux autres ministères et organismes.

Commissions

Renseignements généraux par commission

L'état suivant a pour but de présenter des renseignements généraux pour toutes les commissions faisant partie du gouvernement du Canada à titre d'entité comptable, ainsi que pour toutes les commissions financées au moins à 50% par le gouvernement du Canada. Les montants en caractères **gras** représentent les budgets des dépenses de l'exercice et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice.

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
COMMUNICATIONS					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	**180,000** (1)	**275,000**	**26,288,000**	**8,969,666**	**35,712,666**
	98,850 (1)	261,496	26,107,684	8,331,107	34,799,137
Le Conseil a été institué en vertu de la partie I de la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Il est constitué d'au plus neuf membres à temps plein et dix membres à temps partiel assignés par le gouverneur en conseil. Son mandat est d'encourager la mise en oeuvre de la politique de radiodiffusion nationale à travers la réglementation et la supervision du système de radiodiffusion canadienne; et de fixer les taux et autres aspects des services offerts dans le domaine des télécommunications sujets à la juridiction fédérale. Le Conseil est permanent.					
Office national du film	**10,000**	**27,000**		**14,000**	**51,000**
	7,575	15,862		33,266	56,703
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la partie IV de la Loi sur l'Office national du film, 1950, constitué d'un président et de huit autres membres assignés par le gouverneur en conseil. L'Office est permanente.					
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS					
Tribunal de la concurrence	**100,600**		**592,700**	**1,164,700**	**1,858,000**
	113,932	4,854	667,384	347,910	1,134,080
Le Tribunal a été établi afin d'obtenir une évaluation des causes à entendre de la cour et ainsi déterminer les applications nécessaires à celle-ci en vertu de la partie VIII de la Loi sur la concurrence. Terme indéterminé.					
Bureau d'information des consommateurs concernant la taxe sur les produits et services	**200,000**	**200,000**	**1,037,000**	**18,059,000**	**19,496,000**
	225,926	118,494	938,013	13,968,777	15,251,210
Le Bureau d'information des consommateurs concernant la taxe sur les produits et services a été établi en vertu de l'article 6 de la Loi sur le ministère des Consommateurs et des Sociétés. Son mandat est d'entreprendre des recherches sur les répercussions de la taxe sur le prix des produits et services de consommation et d'en publier les résultats; recevoir les plaintes des consommateurs à ce sujet et mener les enquêtes pertinentes et, enfin, présenter régulièrement des rapports sur ses activités au gouverneur en conseil. Terme indéterminé jusqu'au 31 décembre 1991.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	**85,000**	**5,000**	**731,000**	**974,000**	**1,795,000**
	84,167	4,568	680,754	335,496	1,104,985
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	**101,200**	**30,650**	**1,935,800**	**1,242,350**	**3,310,000**
	94,863	51,440	1,859,706	1,118,225	3,124,234
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Conseil consultatif sur la situation de la femme	**314,200**	**204,794**			**518,994**
	283,647	150,917			434,564
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	**29,427,008**	**1,029,204**	**25,440,992**	**17,350,796**	**73,248,000**
	20,532,118	1,190,620	24,610,542	15,786,997	62,120,277

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

La Commission a été établie sous l'autorité de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses. Son mandat consiste à prendre des décisions sur la validité des réclamations à l'exception des exigences de rapport du système d'information sur les matières dangereuses en milieu de travail; à prendre des décisions concernant la soumission des feuilles de données de la sécurité des matériaux et des étiquettes avec la législation concernée; à convier les conseils afin d'entendre des appels sur leurs décisions; et fournir de l'information confidentielle aux professionnels médicaux en cas d'urgence. Terme indéterminé.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés a été établi selon les amendements à la Loi sur les brevets qui fut mise en vigueur le 7 décembre 1987. Son mandat consiste à empêcher les détenteurs de brevets à demander des prix excessifs pour les médicaments brevetés. De plus, il est chargé de superviser et de rendre un rapport au Parlement sur l'ensemble des tendances de fixation des prix pharmaceutiques de tous les médicaments et sur les investissements faits par les détenteurs de brevets en recherche et développement pharmaceutique. Terme indéterminé.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Conseil consultatif sur la situation de la femme

Le Conseil consultatif sur la situation de la femme a été institué en 1973 en tant qu'organisme indépendant consolidé par le gouvernement. Le Conseil a reçu un statut légal par arrêté ministériel CP 1976-781. Son mandat est de rapporter au gouvernement fédéral et au public toutes matières d'intérêt et d'importance sur la femme; et de conseiller le Ministre au sujet de questions relatives au statut de la femme pour que le Ministre puisse référer aux considérations du Conseil ou pour que le Conseil en juge à propos. Le Conseil est permanent.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada est un tribunal indépendant de statut judiciaire établi selon les amendements à la "Loi de l'immigration, 1976" lesquels furent adoptés en juillet 1988 par le Parlement. Les amendements furent mis en vigueur le 1er janvier 1989. Le but de la Commission est de juger les réclamations de statut de réfugié faites par des personnes au Canada, parallèlement avec l'obligation du Canada de se conformer à la convention internationale et à la loi canadienne; et de rendre disponible aux personnes s'étant vues refuser l'admission ou qui furent déportés du Canada, et aux citoyens canadiens et résidents permanents dont les membres de leurs familles furent refusés au Canada; une cour indépendante à laquelle ils peuvent faire appel lors de décisions comme celles-ci, en se basant sur les deux lois et l'égalité.

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Commission de contrôle de l'énergie atomique[2]					
	151,567	42,521		26,979	221,067
La Commission a été instituée en vertu de la partie III de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Son mandat est de contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité nationale.					
Commission frontalière	**72,693**	**12,600**			**85,293**
	70,146	12,594			82,740
La Commission a été établie conformément au Traité de Washington du 11 avril 1908 et du 24 février 1925. Ses pouvoirs sont définis dans la Loi sur la Commission frontalière. Son mandat est de maintenir de façon efficace une ligne de démarcation des eaux et des terres entre le Canada et les États-Unis, et de réglementer la construction entre les frontières. La Commission est une organisation permanente.					
Office national de l'énergie	**1,235,100**	**144,000**	**17,025,900**	**4,335,000**	**22,740,000**[3]
	1,192,400	97,532	18,606,348	3,732,946	23,629,226[3]
L'Office national de l'énergie a été établi selon la partie I de la Loi sur l'Office national de l'énergie. Ses objectifs sont: a) s'assurer que les meilleurs intérêts du Canada sont exploités et que l'environnement est également protégé dans la construction et l'opération des conduites d'huile et de gaz et des lignes de pouvoir sujettes à la juridiction fédérale, l'exportation du pouvoir électrique et dans l'exportation et l'importation de l'huile; b) s'assurer que les droits de péage des conduites d'huile et de gaz sujettes à la juridiction fédérale sont justes et raisonnables et que ses services sont maintenus sur une base continue, sans discrimination et à des coûts raisonnables; c) prendre des mesures concernant le contrôle, la supervision, la conservation, l'utilisation, la commercialisation et le développement de l'énergie et des sources énergétiques. Accomplir également des responsabilités spécifiques en vertu de la Loi sur les pipelines du Nord et de la Loi sur l'administration de l'énergie.					
ENVIRONNEMENT					
Conseil consultatif canadien de l'environnement					**800,400**
	38,325	60,002	176,550	550,606	825,483
Le Conseil consultatif canadien de l'environnement a été établi en 1972 dans le but de promouvoir entente et communication parmi les divers groupes d'intérêts de la société ainsi qu'entre ces dits groupes et le Ministre de l'Environnement. Son mandat est de conseiller le Ministre de l'Environnement, particulièrement en ce qui a trait à la concrétisation de ces objectifs. Les nominations sont généralement pour une durée de trois ans, sujettes à une cessation avant échéance par l'une ou l'autre des parties, et peuvent être renouvelées ou prolongées.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement					**601,198**
	22,238	35,856	101,198	449,931	609,223
Le mandat du Conseil est de promouvoir la recherche en évaluation de l'impact environnemental. Les nominations, effectuées par le Président exécutif, sont généralement pour une durée de trois ans, sujettes à une cessation avant échéance par l'une ou l'autre des parties, et peuvent être renouvelées ou prolongées. Terme indéterminé.					
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada	**86,000**	**110,000**	**93,706**	**39,810**	**329,516**
	85,660	110,109	114,404	36,345	346,518
La Commission a été instituée en vertu de l'article 6 de la Loi sur les lieux et monuments historiques par l'Ordre du Conseil CP 1960-2/1976 du 1er octobre 1969. La Commission des lieux et des monuments historiques du Canada est une commission statutaire nommée par le gouverneur en conseil afin d'aviser le Ministre de l'Environnement sur la commémoration de notre histoire nationale. Terme indéterminé.					
PÊCHES ET OCÉANS					
Commission de la chasse aux phoques Canada-Norvège[4]					
La Commission a été instituée en vertu de l'article 3 d'un traité entre le Gouvernement du Canada et celui de la Norvège sur la chasse au phoque et la conservation des approvisionnements dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, signé à Ottawa le 15 juillet 1971 et entré en vigueur le 22 décembre 1971. La Commission a été établie afin d'administrer l'entente et de soumettre des propositions aux parties concernées, sur la chasse au phoque, la conservation des approvisionnements, les quotas nationaux, les dates d'ouverture et de fermeture, les méthodes humaines de chasse, l'inspection et les procédures de contrôle. La Commission n'a pas eu de réunion depuis 1982.					
Conseil sur les négociations Canada/États-Unis relatives au traité sur le saumon du Pacifique dans le fleuve Yukon[2]					
		4,041			4,041
Conseil consultatif aidant aux négociations entre le Canada et les États-Unis en ce qui a trait au saumon dans le fleuve Yukon. Loi de convention de la pêche du saumon du Pacifique. Terme indéterminé.					
Office des prix des produits de la pêche	**78,000**	**5,000**	**75,000**	**7,000**	**165,000**
	78,117	4,564	71,717	4,210	158,608
L'Office a été institué en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche. Son mandat est de prescrire en temps voulu avec l'approbation du gouverneur en conseil les prix auxquels la Commission peut acheter des produits de la pêche; de faire l'achat directement ou indirectement de produits de la pêche; et de débourser de façon directe ou indirecte la différence entre le prix du marché et celui de la Commission aux producteurs. L'Office a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission des pêcheries des Grands Lacs	**3,000**	**15,000**			**18,000**
	2,950	14,846			17,796
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique	**1,500**	**10,300**			**11,800**
	1,800	10,385			12,185
Conseil international de l'exploration de la mer[2]					
		6,605			6,605
Société de la Caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries		**6,000**			**6,000**
		9,809			9,809

Commission des pêcheries des Grands Lacs

La Commission a été instituée en 1955 en vertu de la Loi sur la convention des pêches des Grands Lacs. Son mandat est de diriger des investigations sur la pêche dans les Grands Lacs; d'installer des panneaux lumineux dans les zones appropriées pour le contrôle de la lamproie. La Commission est composée de sections canadiennes et américaines, chacune composée de quatre commissaires assignés par leur gouvernement respectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique

La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pêcheries et une Convention adhérant au Canada devenue effective en 1968. Son mandat est de faire l'étude des populations de thon et des espèces semblables dans l'Océan Atlantique et les océans adjacents et de faire des recommandations aux parties concernées sur les mesures requises afin de maintenir la population de ces pêcheries à un niveau optimum de bonne prise. Le présent conseil est formé de membres provenant de 21 contractants. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Conseil international de l'exploration de la mer[2]

Le Conseil a été institué en vertu du décret CP 1967-1696. Son mandat est d'encourager et de coordonner les études en milieu marin et en particulier sur les ressources de vie de la mer dans l'Atlantique Nord. Le Conseil n'a pas de pouvoir réglementaire mais il peut émettre ses avis scientifiques aux demandes qui lui parviennent de membres du gouvernement, de groupes ou de commissions internationales. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.

Société de la Caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries

La Société a été instituée en vertu de la Loi sur les corporations du Canada. Son mandat est d'administrer les pensions et autres politiques de bénéfices pour les employés et leurs dépendants des Commissions internationales des pêcheries établies et soutenues par le Canada et les États-Unis. La Société a une durée de vie indéterminée.

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord	**2,100** 1,350	**6,600** 5,003			**8,700** 6,353
La Commission a été instituée en vertu de la Convention internationale pour les pêches en haute mer dans le nord de l'Océan Pacifique. Loi sur la convention des pêches du Pacifique Nord. Son mandat est de mener à bien les provisions de la Convention internationale des pêches en haute mer dans le Pacifique Nord; vérifier les intérêts des pêcheries afin qu'ils soient maintenus à niveau maximum de productivité; promouvoir et coordonner les études scientifiques essentielles à la teneur des mesures requises et de recommander ses mesures aux partis concernés. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale du flétan du Pacifique	**1,200**	**1,800** 3,387			**3,000** 3,387
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la convention de la pêche du flétan du Pacifique Nord. Son mandat a été établi afin de mener à bien des enquêtes scientifiques et de faire des recommandations aux gouvernements sur les mesures réglementaires requises pour une gestion appropriée des ressources du flétan dans le nord de l'Océan Pacifique. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord	**3,150** 1,800	**19,300** 17,192			**22,450** 18,992
L'Organisme a été institué en vertu de la Convention sur la conservation du saumon dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, le 1er octobre 1983, ratifiée par le décret CP 1983-2893. Son mandat est de promouvoir la conservation, la restauration, l'accroissement et la gestion rationnelle d'approvisionnements de saumons dans le nord de l'Océan Atlantique par l'entremise de la coopération internationale. L'Organisme a une durée de vie indéterminée.					
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique	**1,500** 600	**2,000** 3,286			**3,500** 3,886
L'Organisation a été instituée en vertu d'une Convention adhérant au Canada devenue effective le 1er janvier 1979 et de règlements faits en vertu de la Loi sur les pêcheries. Son mandat est de promouvoir la conservation et l'utilisation maximale des ressources de la pêche dans le Nord-Ouest de l'Atlantique et d'encourager la coopération internationale et la consultation à l'égard de ces ressources. L'Organisation a une durée de vie indéterminée.					
Commission d'appel sur la délivrance de permis dans la région du Pacifique[(2)]	113,343	45,327			158,670
La Commission d'appel sur la délivrance de permis dans la région du Pacifique a été instituée grâce à sa nomination par le ministre des Pêches et des Océans. Elle sert de mesure consultative au Ministre. Elle a été établie en 1979 et son rôle est de mener à bien l'audition de causes d'appels individuelles provenant de pêcheurs commerciaux demandant une aide particulière pour l'obtention d'un permis commercial de pêche. Terme indéterminé.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil régional du Pacifique[2]	16,000	25,082			41,082
Le Conseil régional du Pacifique a été établi par le ministre des Pêches et des Océans en avril 1987. Son mandat est d'aviser le ministre et les hauts fonctionnaires du ministère des Pêches et des Océans des recommandations formulées à longue échéance. Terme indéterminé.					
Commission du saumon du Pacifique	**62,000**	**68,000**	**60,000**	**27,300**	**217,300**
	61,875	66,910			128,785
La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention de la pêche du saumon du Pacifique. La Convention offre l'unique opportunité de résoudre les problèmes d'interception des provisions, de réduire la suractivité de la pêche des provisions exploitées internationalement et d'ouvrir des voies pour un surcroît de production du saumon à travers le développement, la conservation des provisions et la reconstruction. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Beaufort-MacKenzie Delta	**62,833**	**47,000**			**109,833**
	62,833	47,382			110,215
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Denendeh	**66,765**	**45,770**			**112,535**
	66,765	44,679			111,444
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Nunavut	**77,225**	**2,000**			**79,225**
	77,225	1,913			79,138
L'établissement de ces trois commissions a été autorisé par le Conseil du Trésor Minute #798176 le 22 mai 1985. L'objectif de chacune des commissions est de développer un plan d'utilisation des terres représentant les priorités des résidents de chaque région en ce qui a trait à la protection de l'environnement et promouvoir les ressources des Territoires du Nord-Ouest. Les plans seront également utilisés lors de décisions concernant le futur du développement économique de chaque région. Il est impossible pour l'instant de déterminer la durée de vie de chacune des commissions, cependant il est probable que chacune d'entre elles travaillera de façon continue afin de mettre en application leur plan respectif.					
Commission sur les Indiens de l'Ontario	**65,567**	**9,333**	**157,767**	**150,756**	**383,423**
	65,567	23,565	159,492	158,773	407,397
Établie par l'union fédérale-provinciale de l'Ordre du Conseil et résolution de tous les Chefs de l'Ontario en 1978. Son mandat est d'assister les gouvernements fédéral et ontarien et les représentants de la communauté indienne afin de développer un gouvernement indien autonome et de résoudre les litiges de la vie commune normalement de nature juridictionnelle. Les montants correspondants ne représentent pas la totalité des coûts, la Commission étant subventionnée à la fois par le gouvernement fédéral (2/3) et provincial (1/3).					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Kluane	**50,000**	**20,000**			**70,000**
	43,955	18,715			62,670
La Commission a été établie par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi que le ministre des ressources renouvelables du Yukon. La Commission est responsable de la direction et de la préparation de l'aménagement des terres de Greater Kluane Land, et de préparer des rapports au Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi qu'au ministre des ressources renouvelables du Yukon, afin d'émettre des recommandations pour le meilleur usage de la terre et les ressources de la région.					
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest	**118,000**	**34,500**			**152,500**
	117,400	33,698			151,098
L'Office a été instituée en vertu de l'article 7 de la Loi sur les eaux internes du Nord et consiste en non moins de trois et au plus neuf membres désignés par le Ministre. Son mandat est de préconiser la conservation, le développement et l'utilisation des ressources en eau des Territoires du Nord-Ouest dans le but d'obtenir l'optimum de bénéfices pour tous les Canadiens et en particulier les résidents des Territoires du Nord-Ouest. L'Office est permanente.					
Office des eaux du Territoire du Yukon	**80,000**	**20,000**			**100,000**
	76,991	19,683			96,674
Le mandat de l'Office des eaux du Territoire du Yukon est de fournir des services professionnels. L'Office des eaux est chargé de réglementer l'utilisation des eaux du Territoire du Yukon en vertu de la Loi sur les eaux internes du Nord de 1970. Chacun des membres de l'Office est désigné par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pour un terme s'échelonnant sur une ou trois années. L'Office sera en fonction tant que la Loi sur les eaux intérieures du Nord sera en vigueur.					
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Conseil économique des Autochtones de l'est	**35,000**	**37,000**			**72,000**
	34,567	36,267			70,834
Le Conseil a été établi en vertu de l'article 17 de la Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Son mandat est d'étudier les demandes d'assistance provenant de personnes autochtones et de faire des recommandations au gouvernement fédéral pour leurs approbations.					
Conseil consultatif du nord de l'Ontario (FEDNOR)	**84,000**	**64,000**			**148,000**
	79,458	61,005			140,463
Le Conseil a été établi en vertu de la Loi sur l'expansion industrielle régionale. Son mandat est de faire des recommandations au gouvernement fédéral en ce qui a trait aux politiques économiques, aux programmes et aux services particulièrement en ce qui concerne l'initiative économique fédérale dans le nord de l'Ontario.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil économique national des Autochtones	**50,000** 49,274	**32,000** 30,597			**82,000** 79,871
Le Conseil a été établi en vertu de l'article 17 de la Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Son mandat est d'étudier les demandes d'assistance provenant de personnes autochtones et de faire des recommandations au gouvernement fédéral pour leurs approbations.					
Conseil des sciences du Canada		**150,000** 133,765		**10,000** 8,141	**160,000** 141,906
Le Conseil des sciences du Canada a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada. Son mandat est d'évaluer les exigences scientifiques et technologiques du Canada, de stimuler l'intérêt du public sur ces exigences et l'interdépendance de certains groupes de la société sur le développement et l'utilisation de la science et de la technologie et recommander au gouvernement la meilleure utilisation possible de la science et de la technologie. Le Conseil des sciences du Canada est permanent.					
Conseil économique des Autochtones de l'ouest	**46,000** 45,749	**67,000** 66,200			**113,000** 111,949
Le Conseil a été établi en vertu de l'article 17 de la Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Son mandat est d'étudier les demandes d'assistance provenant de personnes autochtones et de faire des recommandations au gouvernement fédéral pour leurs approbations.					
JUSTICE					
Commission canadienne des droits de la personne	**368,116** 376,425	**127,386** 114,974	**293,649** 291,159	**15,844** 23,200	**804,995** 805,758
La Commission a été instituée en vertu de la Loi canadienne des droits de la personne. Son mandat est de recevoir et d'enquêter toutes plaintes de discrimination, d'obtenir une résolution ou une réclamation là où il y a discrimination et de réduire les pratiques et politiques discriminatoires au moyen de programmes d'information, d'éducation du public et de recherches. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission de réforme du droit du Canada	**473,000** 290,033	**120,000** 48,843	**1,832,000** 1,845,989	**2,548,000** 2,596,226	**4,973,000** 4,781,091
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la Commission de réforme du droit du Canada. Son mandat est de faire l'étude et la révision des lois du Canada dans le but d'émettre des recommandations afin de les améliorer, de les moderniser et de les rectifier. La Commission est permanente.					
Commission 1989 sur les traitements et les avantages des juges(2)	2,800	6,103		11,648	20,551
La Commission a été instituée en vertu de la Section 26(1) de la Loi sur les juges. Son mandat était d'enquêter sur la conformité des traitements et autres montants payables en vertu de la Loi sur les juges ainsi que sur la convenance des allocations des juges en général. Un rapport de la Commission devait être soumis au plus tard six mois après la date de nomination des commissaires.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
TRAVAIL					
Office d'aide à l'adaptation pour les travailleurs	**11,500**	**9,936**		**9,807**	**31,243**
	11,500	9,936		9,807	31,243
L'Office a été instituée en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs. Son mandat est de déterminer si les particuliers sont éligibles à réclamer d'Emploi et Immigration Canada des prestations en vertu de la Loi. La date finale pour les applications désignées nationales sous la Loi était le 17 août 1986 et celles désignées régionales (sept communautés seulement) la date finale était le 12 février 1987. Bien que le programme soit maintenant terminé, le Conseil se rencontre régulièrement pour régler les cas de congédiement qui cadrent avec les dates du programme alors qu'aucune date finale n'a été approuvée.					
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Conseil consultatif du régime de pensions du Canada(2)	16,958	42,194			59,152
Le Conseil a été institué en vertu de la partie III, section 117, de la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Ordre du Conseil CP 1965-799 du 5 mai 1965). Un amendement à la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Bill C-116 du 1er janvier 1987) mentionne que le changement de nom du Comité consultatif du régime de pensions du Canada pour le "Conseil" consultatif du régime de pensions du Canada. Son mandat est de réviser le fonctionnement de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, la condition du Fonds d'investissement du régime de pensions du Canada et la suffisance de la couverture et des avantages du régime. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Commission pour l'esprit sportif(2)		21,143			21,143
La Commission pour l'esprit sportif a été instituée en juin 1986 par le Ministre d'État à la condition physique et au sport amateur. La Commission a été créée afin de répondre à l'intérêt grandissant des Canadiens concernant la diminution de la mise en pratique des principes de l'esprit sportif et du niveau alarmant de violence dans le sport. Vingt personnalités canadiennes reliées au sport, à la médecine, à des communautés éducatives, au secteur privé et aux médias donnent volontairement de leur temps et de leur savoir afin de promouvoir l'esprit sportif.					
Conseil consultatif national du troisième âge(2)	45,228	65,943			111,171
Le Conseil a été institué en vertu de l'Ordre du Conseil CP 1980-1195 du 1er mai 1980 en tant que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est d'assister et de conseiller le ministre sur les questions relatives à la qualité de vie du troisième âge. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Conseil national du bien-être social[2]	29,567	30,410			59,977
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement de 1969 en tant que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives aux politiques de bien-être social. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
CONSEIL PRIVÉ					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	**470,000** 468,414	**130,000** 127,805	**260,000** 112,963	**40,000** 42,685	**900,000** 751,867
Le Bureau a été établi le 29 mars 1990 en vertu de la Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports. Son mandat est d'améliorer la sécurité des transports en: i) analysant les manquements à la sécurité constatés au cours des enquêtes; ii) formulant des recommandations en matière de sécurité afin d'éliminer ou réduire les déficiences sécuritaires; iii) tenant également des enquêtes publiques sur les accidents de transport lorsqu'il l'estime nécessaire lors du processus d'enquête dans le but de déterminer les causes et les facteurs contribuants. Le Bureau est permanent.					
Groupe de consultation des citoyens sur l'avenir du Canada[2]	402,858	202,214	1,324,361	11,681,433	13,610,866
Le Groupe a été institué en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes et du décret CP 1990-2347 du 1er novembre 1990.					
Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden (Ontario)[2]		85,503	633,423	2,944,372	3,663,298
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-532 du 29 mars 1989.					
Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique[2]			73,705	299,333	373,038
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1988-2361 du 5 octobre 1988. Le rapport final a été soumis le 27 juillet 1990.					
Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis[2]	435,240	102,538	2,184,617	6,820,283	9,542,678
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-2290 du 15 novembre 1989.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission royale sur le transport des voyageurs au Canada[2]	542,925	125,430	2,603,389	3,198,894	6,470,638
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-2096 du 19 octobre 1989.					
Commission royale sur les nouvelles techniques de reproduction[2]	648,880	95,651	3,178,326	3,702,543	7,625,400
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1989-2150 du 25 octobre 1989.					
Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto[2]	136,800	10,220	1,109,124	1,554,039	2,810,183
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1988-589 du 30 mars 1988.					
Conseil économique du Canada		**54,049** 49,080	**8,084,000** 8,134,115	**2,259,951** 2,094,912	**10,398,000** 10,278,107
Le Conseil a été institué en 1963 par la Loi sur le Conseil économique du Canada en plus d'être une société de la Couronne en vertu de l'annexe B de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'objectif du Conseil est d'aviser et de recommander au Premier Ministre par quel moyen le Canada peut parvenir au plus haut niveau possible dans le domaine de l'emploi et de la production par lesquels le pays pourrait jouir d'un niveau économique élevé et compatible pour que les Canadiens puissent vivre une hausse de qualité de vie appréciable.					
Commission des relations de travail dans la fonction publique	**1,141,601** 1,112,304	**201,000** 181,773	**7,041,399** 7,061,690	**2,052,000** 1,932,666	**10,436,000** 10,288,433
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique de 1966-67. Son mandat est de fournir un cadre à l'intérieur duquel les divers droits et responsabilités des membres de la convention collective de la fonction publique doivent être exercés et d'informer les participants sur les taux du salaire et autres conditions d'emploi au Canada.					
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Commission nationale des libérations conditionnelles	**5,470,476** 5,427,474	**1,270,000** 1,221,228			**6,740,476**[5] 6,648,702
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Son mandat est d'accorder et de contrôler la libération conditionnelle de personnes subissant une sentence d'emprisonnement et d'émettre des recommandations sur les grâces et l'exercice de la prérogative royale de clémence. La Commission est permanente.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Fin*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
TRANSPORTS					
Office national des transports		(6)			**824,553,783** 820,890,531
L'Office a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les transports nationaux et consiste en un nombre maximum de neuf membres désignés par le gouverneur en conseil et d'au plus six membres temporaires également désignés par celui-ci. L'objectif de l'Office est de soutenir l'implantation de la politique sur le transport national en vue de la régularisation économique en ce qui a trait aux carrières et modes de transport provenant de la juridiction fédérale ainsi que l'investigation sur les accidents ferroviaire et pipelines. L'Office est permanente.					
ANCIENS COMBATTANTS					
Bureau de services juridiques des pensions	**100,000** 110,489	**23,000** 28,883	**7,501,996** 7,445,015	**789,000** 751,729	**8,413,996** 8,336,116
Le Bureau a été institué en 1971 en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de fournir un service de consultation pour aider les candidats à la préparation et à la remise des applications, en vertu de la Loi sur les pensions, et faire les dispositions nécessaires pour que les candidats soient représentés par un avocat spécialisé en ce domaine lors des audiences tenues selon cette loi, et pour représenter les candidats en vertu de la Loi sur les allocations des anciens combattants, au Conseil d'appel des anciens combattants. Le Bureau est permanent.					
Commission canadienne des pensions	**2,056,000** 2,216,683	**500,000** 513,719	**2,390,887** 2,203,454	**445,000** 392,220	**5,391,887** 5,326,076
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de juger les réclamations d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité survenu au cours du service militaire et autre service. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Tribunal d'appel des anciens combattants	**1,136,446** 1,132,518	**60,000** 39,470	**1,611,759** 1,591,760	**266,795** 245,242	**3,075,000** 3,008,990
Le Tribunal a été institué en vertu de l'autorité de la juridiction finale pour les appels en jugement concernant les pensions pour personnes invalides ainsi que des indemnités. Terme indéterminé.					

Note: les montants en caractères **gras** représentent les budgets des dépenses de l'exercice et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice.

* Pour les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours, voir l'état intitulé—"Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance".

(1) Ne comprend pas les salaires des membres à temps plein. Une note relative au décret des Ordres du Conseil stipule que "le salaire spécifique de toute personne nommée à la cédule est confidentiel".

(2) Montants estimatifs non disponibles.

(3) Ne comprend pas de montants législatifs.

(4) Montants non disponibles.

(5) Les coûts ci-dessus n'incluent pas les frais de membre du Conseil de communauté régionale. Ceux-ci sont inclus comme services professionnels.

(6) En accord avec les règlements du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance

L'état suivant présente des renseignements détaillés pour chaque membre de commissions. Le statut par membre et l'autorité fixant le taux de déplacement et de subsistance sont codés comme suit:

Statut	Code
Membre à temps plein faisant partie de la Fonction publique	1
Membre à temps plein ne faisant pas partie de la Fonction publique	2
Membre à temps partiel faisant partie de la Fonction publique	3
Membre à temps partiel ne faisant pas partie de la Fonction publique	4

Autorité fixant le taux	Code
Gouverneur en conseil	A
Statut(s) de la Commission	B
Règlement(s) interne(s) de la Commission	C

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
COMMUNICATIONS				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Arsenault F J	1	C	45/jour plus logement	20,171
Belisle F (Vice-président)	1	C	45/jour plus logement	23,224
Burns A	1	C	45/jour plus logement	22,142
Carrier N	4	C	45/jour plus logement	16,344
Colville D	1	C	45/jour plus logement	1,118
Colville D (Président, nommé le 1er novembre 1990)	1	C	**	4,140
Gordon R	4	C	45/jour plus logement	2,273
Gower R	1	C	45/jour plus logement	9,084
McRae P	1	C	45/jour plus logement	11,687
Oda B	1	C	45/jour plus logement	23,056
Ross E	1	C	45/jour plus logement	14,705
Ruest W	4	C	45/jour plus logement	15,607
Scott G	4	C	45/jour plus logement	9,462
Sherman L R (Vice-président)	1	C	45/jour plus logement	24,131
Spicer K (Président, retiré le 31 octobre 1990)	1	C	**	41,422
Warren S	4	C	45/jour plus logement	6,522
Warren S	4	C	45/jour plus logement	16,408
				261,496[(1)]
Office national du film				
Dorion M	2	C	**	1,659
Green V	2	C	**	2,528
Lebel J C	1	C	**	758
Léger M	2	C	**	4,764
Smith F	2	C	**	4,567
Stephenson H	2	C	**	1,586
				15,862
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS				
Tribunal de la concurrence				
Clarke V L	4	A	**	3,784
Roseman F	2	A	**	237
Sarrazin M H	4	A	**	833
				4,854
Bureau d'information des consommateurs concernant la taxe sur les produits et services				
Bloom D R	4	A	**	4,226
Brown R D	4	A	**	2,172
Crowle M	4	A	**	5,005
Delage N	4	A	**	2,913
Edison F	4	A	**	2,283
Fecteau L (Vice-président)	4	A	**	11,882
Felesky B (Vice-président)	4	A	**	19,985
Gagnon J D	4	A	**	473
Hollstedt L	4	A	**	2,253
Hoyles J D V	2	A	**	20,324
Laliberté N	4	A	**	3,953
Matthews N	4	A	**	3,913
Murray N (Président)	4	A	**	37,199
Smith J H	4	A	**	1,913
				118,494
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
Bélanger J	4	B		
Bennett D	4	B		
Brissette Y	4	B		
Connell B	4	B		
Gibson B	4	B		
Glasbeek S	4	B		
Hansen H (Président)	3	B		
Hilton R	4	B		
Jamieson H	4	B		
March R	4	B		
Noonan J	4	B		
Owen T	4	B		
Riegert A	4	B		
Rovere R	4	B		
Smith E	4	B		
St-Pierre C (Président)	1	A	**	4,568
Trudel S	4	B		
				4,568

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Eastman H (Président)	4	A	**	13,493
Gibbons S	4	A	**	7,106
Goyer R (Vice-président)	4	A	**	7,960
Mutala C	4	A	**	11,363
Wright C	4	A	**	11,518
				51,440
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Conseil consultatif sur la situation de la femme				
Bennett L	4	A	**	963
Best E	4	A	**	2,496
Brown A	4	A	**	6,277
Busque G (Vice-président)	2	A	**	11,941
Duncan P	4	A	**	4,407
Durosel M	4	A	**	250
Fancy P	4	A	**	5,043
Farrant S (Vice-président)	2	A	**	23,257
Fisher K	4	A	**	523
Gibson D	4	A	**	2,997
Goodall T	4	A	**	3,642
Hill A	4	A	**	3,676
Kennedy L	4	A	**	12,246
Leduc L	4	A	**	5,946
Logan N	4	A	**	4,434
Martin T	4	A	**	2,935
Nattrass S	4	A	**	175
Pépin M	4	A	**	133
Pepino J	4	A	**	1,743
Perron M D	4	A	**	3,139
Remillard-Beaudry C	4	A	**	871
Richard A	4	A	**	4,310
Ritcey M	4	A	**	461
Robart J	4	A	**	4,455
Robertson J	4	A	**	796
Simms G (Président)	2	A	**	43,801
				150,917
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Abrahams M L	1	B	**	2,361
Abrams H	1	B	**	4,492
Accettola Fuda A	1	B	**	590
Ahara R	1	B	**	26,744
Almeida J	1	B	**	1,185
Ange D	1	B	**	7,671
Appel L	1	B	**	29
Ariaratnam A	4	B	**	99
Ariemma P	1	B	**	2,004
Arpin H	1	B	**	17,722
Arsenault P	1	B	**	5,280
Aulach H	1	B	**	3,034
Bajwa S	1	B	**	2,321
Band L	1	B	**	332
Bauer W	1	B	**	3,731
Bell S	1	B	**	1,785
Bergeron J A L	1	B	**	1,605
Bernier P	1	B	**	4,484
Bhatia S	1	B	**	3,197
Bigford L	1	B	**	689
Bilkhu N	1	B	**	827
Blumer J (Assistant Vice-président)	1	B	**	5,321
Boissinot D	1	B	**	4,322
Brisco R	1	B	**	1,032
Brisson M	1	B	**	1,214
Brown A	1	B	**	8,815
Bruneau J	1	B	**	873
Bryant E (Assistant Vice-président)	1	B	**	17,743
Bubalo D (Vice-président)	1	B	**	19,288
Burdette E	1	B	**	235
Busque P	1	B	**	6,803
Butchart L	1	B	**	14,937
Campos J	1	B	**	1,052
Chamberland Gobeil E	1	B	**	214
Chambers E	1	B	**	2,101
Chambers E M	1	B	**	2,785
Champoux Ohrt P	1	B	**	3,022
Cheeseman N	4	B	**	32,838
Chera S	1	B	**	534
Chu I	1	B	**	1,898
Clouthier G	1	B	**	375
Cole F	1	B	**	546
Corley J	1	B	**	3,915
Cotnoir J	1	B	**	57
Daggett L	1	B	**	7,261
Dass B	1	B	**	9,567
Davey D (Assistant Vice-président)	1	B	**	7,267
Davey P L	1	B	**	10,022
Davis J W	1	B	**	3,455
Daya N	1	B	**	602
Deliamchin L	1	B	**	1,857
Desai K S	1	B	**	57
Dhir N K	1	B	**	7,221
Doran P R	1	B	**	2,449
Doray D	1	B	**	4,184
Dore M	1	B	**	6,812
Dorion L	1	B	**	1,719
Douglas M	1	B	**	1,936
Duguay L	1	B	**	3,103
Durand M	1	B	**	1,994
Dutchin C	1	B	**	3,282
Fairweather G (Président)	1	B	**	22,151
Fatsis V	1	B	**	1,799
Ferdinand U	1	B	**	3,123
Flintoft S	1	B	**	3,773
Fraser B	1	B	**	5,584
Frunchak D	1	B	**	22,626
Gaboury J	1	B	**	5,406
Gaudet R	1	B	**	88
Gauthier F	1	B	**	9,876
George P	1	B	**	15,245
Gilad L	1	B	**	3,910
Gillanders J	1	B	**	1,092
Goldman J	1	B	**	481
Goodspeed L (Assistant Vice-président)	1	B	**	18,176
Grewal M	1	B	**	158
Grice A	1	B	**	9,033
Griffith G	1	B	**	274
Groos C E D	1	B	**	288
Haley J A	1	B	**	428
Hanson H	4	B	**	460
Harder P (Directeur exécutif)	1	B	**	25,466

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Harewood G	1	B	**	9,537
Harker E R	1	B	**	16,906
Harries N R	1	B	**	2,813
Hébert M	1	B	**	5,896
Holloway R H G	1	B	**	5,841
Hope A D	1	B	**	1,540
Houzer L	1	B	**	5,068
Hulak A	1	B	**	5,294
Hunt S M	1	B	**	4,023
Ifejika S	1	B	**	7,408
Jackson W	1	B	**	7,367
Jacobs W	1	B	**	497
Jeffers I	1	B	**	332
Johnson V	1	B	**	2,386
Julien R	1	B	**	17,768
Jumelle Y	1	B	**	7,267
Kafai A K	4	B	**	12,894
Kaluzny O	1	B	**	4,921
Kapasi F	1	B	**	125
Keil G	1	B	**	1,040
Ker A (Assistant Vice-président)	1	B	**	9,836
Kharas F (Assistant Vice-président)	1	B	**	40,052
King G	1	B	**	8,828
Knight S (Assistant Vice-président)	1	B	**	15,837
Kolyn A	1	B	**	2,458
Koulouras J	1	B	**	579
Kuntz F	1	B	**	441
Lachance B	1	B	**	3,992
Lalanne U	1	B	**	29
Lalonde Morisset M	1	B	**	2,761
Lamoureux G	1	B	**	1,975
Lapointe J	1	B	**	2,299
Lasalle J	1	B	**	1,953
Latraverse F	1	B	**	692
Lautens J	1	B	**	332
Lazo E Y	1	B	**	38,221
Lefebvre C	1	B	**	2,881
Leistra A	1	B	**	143
Lo J	1	B	**	25,981
Macleod J E	1	B	**	3,326
Macpherson J E	1	B	**	11,813
Makarewicz S C	1	B	**	22,823
Marien Roy M	1	B	**	1,127
Matarazzo P	4	B	**	1,825
Mawani N (Vice-président)	1	B	**	22,043
Maziarz T J	1	B	**	160
Mccaffery J E	1	B	**	1,554
Mcconnell D	1	B	**	666
Mccool C	1	B	**	3,919
McMillan Aver K	1	B	**	27,043
McNaughton C E	1	B	**	7,683
Meredith E B	1	B	**	889
Miller J N	1	B	**	573
Moore W E	1	B	**	4,596
Morgan G (Assistant Vice-président)	1	B	**	7,094
Morin M	1	B	**	1,430
Mortazavi F	1	B	**	60
Mouammar M Y	1	B	**	5,357
Murphy T	4	B	**	4,328
Ndejurn A	1	B	**	689
Neufeld H	1	B	**	206
Nicholson A	1	B	**	252
Ouellette J	1	B	**	1,354
Paetkau M	1	B	**	254
Pantaloni J	1	B	**	29
Paris C B	1	B	**	9,355
Pask D E	4	B	**	13,255
Pawa P	1	B	**	17,673
Pearce J	1	B	**	6,550
Poire L	1	B	**	2,265
Purcell B	1	B	**	907
Qureshi M	1	B	**	332
Rayburn B J	1	B	**	19,425
Raymond D	1	B	**	3,212
Raymond L	1	B	**	51
Reford R W	1	B	**	1,405
Robles E G	1	B	**	756
Rotman E	1	B	**	1,445
Rushowy R	1	B	**	25,733
Sagoo K S	1	B	**	6,054
Sahay R	4	B	**	7,266
Savard C (Assistant Vice-président)	1	B	**	6,360
Scott L	1	B	**	9,745
Séguin Grace M	1	B	**	5,975
Sellers J P	1	B	**	10,730
Sharratt B I	1	B	**	155
Shecter M H	1	B	**	332
Sherman I H	1	B	**	1,771
Shoots R D	1	B	**	137
Shore M M J	1	B	**	928
Shymko Y R	1	B	**	1,289
Sicotte G	1	B	**	3,333
Siddiqi K M	1	B	**	3,627
Singh N	1	B	**	989
Sivak B	1	B	**	8,909
Smith J R	1	B	**	63
Smith R	1	B	**	4,165
Sordzi K	1	B	**	1,379
Sparks J R	1	B	**	8,757
Spencer K (Assistant Vice-président)	1	B	**	7,020
Tackoor H J	1	B	**	5,971
Terrillon R P	1	B	**	950
Thomas E P	1	B	**	1,108
Tisshaw G M	1	B	**	1,553
Van De Ven P J	1	B	**	4,213
Veilleux F	1	B	**	12,175
Ven Der Buhs R J	1	B	**	11,813
Verma D R	1	B	**	2,304
Vo M T N	1	B	**	3,490
Weisdorf J	1	B	**	2,136
Whissel M	1	B	**	4,616
White R	1	B	**	430
Whitfield D J	1	B	**	2,960
Wieler J E	1	B	**	40,828
Wills D	1	B	**	12,447
Winkler D M	1	B	**	1,001
Witer A	1	B	**	393
Wlodyka A (Assistant Vice-président)	1	B	**	4,414
Wolfe S L	1	B	**	6,793
Woloschuk J	4	B	**	1,249
Wolpert M	1	B	**	3,859
Wright W	1	B	**	22,566
Zubulakis G J	1	B	**	370
				1,190,620

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Commission de contrôle de l'énergie atomique				
Bishop A	4	A	**	8,804
Farvolden R	4	A	**	6,075
Levesque R (Président et Rédacteur en chef)	1	A	**	9,699
Perron P	3	A		523
Walker W	4	A	**	17,420
				42,521
Commission frontalière				
McEwen Dr A C	1	A	**	10,482
Paquette N	1	A	**	2,112
				12,594
Office national de l'énergie				
Bélanger C	1	A		12,215
Cote-Verhaaf A	1	A		8,793
Fredette J G (Vice-président)	1	A		3,756
Gilmour A B	1	A		3,119
Horner R B	1	A		11,926
Illing R	1	A		4,071
Musgrove M	1	A		3,222
Priddle R (Président)	1	A		25,410
Smith D B	1	A		11,029
Stewart W G	1	A		11,020
Vollman K	1	A		2,971
				97,532
ENVIRONNEMENT				
Conseil consultatif canadien de l'environnement				
Beck T (Président émérite)	4	C	**	3,279
Butler J	4	C	**	4,785
Chapman P	4	C	**	12,311
Connor-Lajambe H	4	C	**	4,244
Connover S (Vice-président)	4	C	**	6,397
Cook J D (Vice-président)	4	C	**	
Duncan L	4	C	**	
Giroux L	4	C	**	791
Griffin D	4	C	**	1,513
Kerner I	4	C	**	
Pagé R (Président)	4	C	**	17,268
Shay J	4	C	**	
Warner G	4	C	**	9,414
				60,002
Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement				
Beanlands G (Président)	4	C	**	8,472
Beck T	4	C	**	7,040
Doubleday N	4	C	**	995
Effer R	4	C	**	
Esther J	4	C	**	1,601
Gariepy M	4	C	**	1,768
Holtz S	4	C	**	6,156
Keill D	4	C	**	7,451
Lickers H	4	C	**	1,083
Ouimet L	4	C	**	601
Roy L	4	C	**	
Walker R	4	C	**	689
				35,856
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada				
Bayly J	2	A	**	2,830
Bélanger N	2	A	**	11,214
Beyea M	2	A	**	4,782
Bolger F	2	A	**	6,087
Conrad M	2	A	**	6,208
Cowan T	2	A	**	8,734
Gauthier R	2	A	**	5,145
Humphries C	2	A	**	13,665
Kinnear M	2	A	**	7,736
Lalonde A	2	A	**	6,109
O'Dea S	2	A	**	8,428
Smith D E	2	A	**	1,172
Symons T H B (Président)	2	A	**	16,165
Tlen D	2	A	**	6,736
White J H	2	A	**	5,098
				110,109
PÊCHES ET OCÉANS				
Commission de la chasse aux phoques Canada-Norvège(2)				
Conseil sur les négociations Canada/États-Unis relatives au traité sur le saumon du Pacifique dans le fleuve Yukon				
Graham C	3	A	**	1,643
Wilson K	3	A	**	2,398
				4,041
Office des prix des produits de la pêche				
Best T	2	B	**	2,008
Billard A	2	B	**	686
Hyndman P (Vice-président)	2	B	**	1,870
Johnson M (Président)	1	B	**	
				4,564

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Commission des pêcheries des Grands Lacs				
Beamish R	4	A	**	5,437
Good D A	3	A	**	1,565
Regier H A	4	A	**	
Sutherland P	3	A	**	7,716
Whitney G R	4	A	**	128
				14,846
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique				
Murray R	4	A	**	3,895
Swim P	4	A	**	2,769
Tobin D	3	A	**	3,721
				10,385
Conseil international de l'exploration de la mer				
Parsons L S	3	A	**	6,605
Sinclair M	3	A	**	
				6,605
Société de la Caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries				
Clark H D	3	B	**	1,552
Martin J C	3	B	**	7,063
Pethick D	3	B	**	
Scholey W A	4	B	**	1,194
				9,809
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord				
Good D A	3	A	**	3,600
Marshall N	4	A	**	
Westbrook T	4	A	**	1,403
				5,003
Commission internationale du flétan du Pacifique				
Alexander L	4	A	**	
Beamish R	3	A	**	3,387
Williamson G	4	A	**	
				3,387
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord				
Carter W A	4	A	**	6,013
McCrea M	4	A	**	
Shinners C W	3	A	**	6,963
Ward G	4	A	**	4,216
				17,192

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique				
Cashin R	4	A	**	1,179
Meyboom Dr P	3	A	**	1,062
Yeadon M	4	A	**	1,045
				3,286
Commission d'appel sur la délivrance de permis dans la région du Pacifique				
Burnell M	4	A	**	629
Carigan Y	4	A	**	6,078
Clifton H	4	A	**	5,665
Dillen M	4	A	**	9,598
Dixon M	4	A	**	1,359
Dobrilla G	4	A	**	33
Emerson W	4	A	**	586
Fowler C	4	A	**	1,072
Grant M	4	A	**	3,390
Griffith K	4	A	**	2,683
Johansen I	4	A	**	5,186
Kavanagh J	4	A	**	
Penland J (Président)	4	A	**	6,172
Roberts J	4	A	**	1,897
Stewart J	4	A	**	551
Welsh A	4	A	**	428
				45,327
Conseil régional du Pacifique				
Anderson J	3	A	**	
Archibald A	4	A	**	
Atleo C	4	A	**	414
Bulmer R	4	A	**	1,645
Chamut P	3	A	**	
Cruickshank D	4	A	**	2,954
Fowler R	4	A	**	213
Gosnell J	4	A	**	8,384
Hackett B	3	A	**	
Herbert F	4	A	**	85
Hunter M	4	A	**	222
Husoy F	4	A	**	4,489
Penland F	4	A	**	902
Prothroe T	4	A	**	2,164
Sewell D	4	A	**	233
Thomas R	3	A	**	
Trumper G	4	A	**	1,106
Williams B	4	A	**	2,271
Wright R	4	A	**	
				25,082
Commission du saumon du Pacifique				
Atleo C	4	A	**	1,225
Birch E	4	A	**	2,767
Chamut P (Président)	3	A	**	
Clifton H	4	A	**	291
Clifton R	4	A	**	1,588
Crey E	4	A	**	238
Davis T	4	A	**	1,267
Duncan R	4	A	**	666
Flamengo V	4	A	**	11
Forand M	4	A	**	2,255

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Forrest M	4	A	**	284
Fowler R	4	A	**	1,653
Fraser F	3	A	**	
Gosnell J	4	A	**	5,807
Greene L	4	A	**	7,050
Griswold M	4	A	**	3,111
Haugen R	4	A	**	344
Hill J	4	A	**	1,552
Hunter M	4	A	**	
Iverson L	4	A	**	425
James N	4	A	**	1,015
Jones G	3	A	**	
Kendall R	4	A	**	1,808
Kendall R	4	A	**	686
Larson E	4	A	**	1,171
Lemmen N	3	A	**	
Lefeaux-Valentine B	4	A	**	3,705
Lill A	3	A	**	
Malcolm J	4	A	**	928
Matzukawi H	4	A	**	2,407
Maxwell D	4	A	**	1,030
McGivney K	3	A	**	
Medenwaldt M	4	A	**	8
Miltenberger	4	A	**	62
Nichol J	4	A	**	1,697
Nugent R	4	A	**	47
Paine S	4	A	**	1,599
Peterson W	4	A	**	2,000
Quaw P	4	A	**	549
Roberts A	3	A	**	
Ronneseth A	4	A	**	3,039
Safarik E	4	A	**	1,274
Sam J	3	A	**	183
Sprout P	3	A	**	330
Steele S	4	A	**	247
Tanaka F	4	A	**	2,722
Tribe G	4	A	**	2,795
Wade H	4	A	**	113
Wick L	4	A	**	1,511
Williams M	4	A	**	1,922
Wright R	4	A	**	3,528
				66,910
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Beaufort-MacKenzie Delta				
Aviugana A (Président)	4	B	**	6,449
Beck T	4	B	**	13,732
Haogak C	4	B	**	6,291
Krutko D	4	B	**	3,718
Kuptana D	4	B	**	6,739
Nesbitt T	4	B	**	3,934
Snowshoe C (Vice-président)	4	B	**	6,519
				47,382
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Denendeh				
Barber K	4	B	**	12,094
Haist G	4	B	**	5,467
Hardy R	4	B	**	1,241
McCann D (Président)	4	B	**	3,395
Migwi J	4	B	**	4,019
Nielsen L	4	B	**	1,439
Unka T	4	B	**	10,565
Villeneuve J (Vice-président)	4	B	**	6,459
				44,679
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Nunavut				
Hornal B	4	B	**	637
Lyall B (Président)	4	B	**	638
Otokiak J	4	B	**	638
				1,913
Commission sur les Indiens de l'Ontario				
Laforme H	2	A	(3)	23,565
Commission sur l'utilisation planifiée des terres de Kluane				
Birckel P	4	C	**	933
Charlie B	4	C	**	1,152
Dickson R	4	C	**	915
Gorrell T	4	C	**	1,166
Jingfors K	4	C	**	812
Johnson J	4	C	**	5,713
Njootlie C	4	C	**	1,863
Phillips M	4	C	**	1,527
Tomlin A	4	C	**	2,029
Williams A (Président)	4	C	**	2,366
William J	4	C	**	239
				18,715
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest				
Arden D	4	B	**	3,389
Armstrong R	4	B	**	3,340
Billingsley D	4	B	**	7,438
Gilchrist I	4	B	**	2,478
Howarth S	4	B	**	834
Ikpakohak F	4	B	**	12,113
Nickerson D (Président)	4	B	**	2,515
Overvold R	4	B	**	822
Warner G	4	B	**	769
				33,698

Comm' sions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Office des eaux du Territoire du Yukon				
Eftoda D	4	C	**	788
Gordon J	4	C	**	7,740
Joe P	4	C	**	1,419
Livingston G (Président)	4	C	**	549
McDonald H	4	C	**	9,187
				19,683
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Conseil économique des Autochtones de l'est				
Bressite B	4	A	**	2,271
Diamond A (Président)	4	A	**	2,814
Faries D J	4	A	**	2,848
Giden-Miller B	4	A	**	3,601
Frances A	4	A	**	433
Gill A	4	A	**	2,778
Goudie J	4	A	**	4,304
Gould J P	4	A	**	1,210
Hicks J	4	A	**	6,628
Kaaydah S	4	A	**	450
Kime J J	4	A	**	1,450
Noble D A	4	A	**	122
Paul J G	4	A	**	2,070
Simon L	4	A	**	216
Siman M	4	A	**	1,703
Wetelainer H	4	A	**	3,369
				36,267
Conseil consultatif du nord de l'Ontario (FEDNOR)				
Bernier L (Président)	4	A	**	28,290
Birnie P	4	A	**	5,706
Chochrane J	4	A	**	3,689
Demers G	4	A	**	4,228
Dimock C	4	A	**	2,069
Elgie W (Vice-président)	4	A	**	3,382
Emery S	4	A	**	1,535
Follis J	4	A	**	4,384
Pope R	4	A	**	5,528
Welk L	4	A	**	2,194
				61,005
Conseil économique national des Autochtones				
Bush M	4	A	**	1,360
Diamond A	4	A	**	1,398
Dumont Y	4	A	**	1,682
Hansen F	4	A	**	4,557
Hardy L C	4	A	**	1,290
Hawkins K L	4	A	**	5,986
Jamieson R	4	A	**	1,804
Noonnan A	4	A	**	1,450
Noble D A	4	A	**	2,122
Simon L	4	A	**	325
Standing C C	4	A	**	1,419
Thomas K C (Président)	4	A	**	5,469
Wetelainen H	4	A	**	1,735
				30,597
Conseil des sciences du Canada				
Anderson J	4	B	**	6,840
Arrison N L	4	B	**	2,463
Bolton R	4	B	**	4,786
Craig D B	4	B	**	8,466
Curry S J S W	4	B	**	6,058
Cutt J	4	B	**	6,839
Dillon R M	4	B	**	1,247
Dionne-Marsolais R	4	B	**	1,044
Fournier R O	4	B	**	871
French B J	4	B	**	2,503
Gibson M A	4	B	**	4,871
Gilson J C	4	B	**	6,055
Gow G	4	B	**	5,830
Grantham R D	4	B	**	5,000
Guidoin R G	4	B	**	5,802
Halliwell J E (Président)	1	B	**	9,935
Kenney-Wallace G A	1	B	**	12,878
Lock G S H	4	B	**	8,883
MacQuarrie I G	4	B	**	5,728
Marsh F	4	B	**	4,574
Nasser K W	4	B	**	5,376
Scriver C	4	B	**	315
Sturgess J M	4	B	**	4,766
Szonyi A J	4	B	**	5,436
Wynne-Edwards H R	4	B	**	7,199
				133,765
Conseil économique des Autochtones de l'ouest				
Asp J P	4	A	**	6,686
Dutchak S	4	A	**	3,054
Frank H G	4	A	**	2,366
Gladu R	4	A	**	3,614
Hardy L (Président)	4	A	**	5,011
Lorraine J	4	A	**	4,619
Martselos F	4	A	**	9,271
McCance W R	4	A	**	2,642
Noble D A	4	A	**	698
Payer B	4	A	**	3,048
Riddle C	4	A	**	5,303
Rivard R	4	A	**	3,676
Thomas K	4	A	**	251
Thunder J	4	A	**	4,543
Williams R	4	A	**	4,202
Williams R D	4	A	**	7,216
				66,200
JUSTICE				
Commission canadienne des droits de la personne				
Collins W	4	B	**	11,076
Dickson M	4	B	**	4,525
Dupuis R	4	B	**	10,424
Falardeau-Ramsay M	1	B	**	23,203
Greshner D	4	B	**	5,926
Gurcharan Singh B	4	B	**	17,017
Impey I	4	B	**	7,442
Stackhouse R	4	B	**	4,012
Yalden M	1	B	**	31,349
				114,974

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Commission de réforme du droit du Canada				
Frecker J	1	B	**	19,147
Létourneau G (Vice-président)	1	B	**	12,086
Linden A M (Président)	2	B	**	11,245
Rivet M	1	B	**	6,365
				48,843
Commission 1989 sur les traitements et les avantages des juges				
Osborn D	2	B	**	6,103
TRAVAIL				
Office d'aide à l'adaptation pour les travailleurs				
de Merlis G	4	B	**	
Deschamps L A (représentant l'employeur)	4	B	**	
Kunka G M (Vice-président)	3	B	**	
Marshall W (représentant l'employé)	4	B	**	3,200
Morris J (Président)	4	B	**	6,736
				9,936
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Conseil consultatif du régime de pensions du Canada				
Apsey R H	4	A	**	1,337
Atkinson H	4	A	**	158
Black W	4	A	**	679
Crawford W	4	A	**	12,773
Dashwood S	4	A	**	1,407
Erlichman L (Président)	4	A	**	786
Gilliss G	4	A	**	58
Hogan C	4	A	**	3,050
Kelley S	4	A	**	3,416
Lehouillier M (Vice-président)	4	A	**	1,308
Lemke K	4	A	**	
Montgomery L	4	A	**	1,698
Moore R	4	A	**	9,447
Prevalnig J	4	A	**	3,261
Romano F	4	A	**	2,302
Rotherham A	4	A	**	
Stinson R	4	A	**	
Young L	4	A	**	514
				42,194
Commission pour l'esprit sportif				
Chynoweth E	4	B	**	
Costello M	4	B	**	
Dion Y	4	B	**	
Duerkop D	4	B	**	3,030
Dugal R	4	B	**	
Duquette J	4	B	**	
Gallivan D	4	B	**	783

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Gowan G	4	B	**	883
Gross G	4	B	**	
Hood B	4	B	**	884
Jackson R	4	B	**	1,580
Jones-Knihowski D	4	B	**	3,761
Nease T (Président)	4	B	**	9,103
Neron G E	4	B	**	42
Pipe A	4	B	**	30
Pooley J C	4	B	**	1,047
				21,143
Conseil consultatif national du troisième âge				
Aldred J	4	A	**	836
Appleby F	4	A	**	8,428
Bérubé M	4	A	**	3,939
Best J	4	A	**	2,718
Boswell A	4	A	**	1,223
Briggs L	4	A	**	241
Carver R	4	A	**	1,554
Desai K	4	A	**	1,414
Dickson E	4	A	**	1,144
Donald T	4	A	**	2,247
Francoeur L	4	A	**	2,089
Gregan B	4	A	**	4,520
Hill M	4	A	**	10,434
Hogue-Charlebois M	4	A	**	1,984
MacDonell J	4	A	**	2,640
Matthews C	4	A	**	430
Mollard W	4	A	**	2,793
Porter N	4	A	**	2,424
Slater E	4	A	**	56
Smoler W	4	A	**	2,553
Suderman J	4	A	**	3,109
Tassé Y	4	A	**	2,990
Wigdor B (Président)	4	A	**	6,177
				65,943
Conseil national du bien-être social				
Blais L	4	A	**	1,648
Boudreau J M	4	A	**	960
Colavecchia E	4	A	**	2,093
Cumbo R	4	A	**	1,535
Dickie N	4	A	**	1,638
Fernet-Gervais S	4	A	**	1,424
Gagnon M (Président)	4	A	**	2,277
Hamann M	4	A	**	2,779
Hedges V	4	A	**	2,242
Krueger M	4	A	**	2,111
MacKay S	4	A	**	126
McPherson M	4	A	**	1,589
Mintz J	4	A	**	1,653
Nash-Foster N	4	A	**	1,221
Noseworthy R	4	A	**	1,145
Paterson T	4	A	**	653
Power T	4	A	**	1,108
Terry W	4	A	**	1,783
White R	4	A	**	2,425
Zed G	4	A	**	
				30,410

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
CONSEIL PRIVÉ				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Bennett G E	1	B	**	45,974
Brunet Z	1	B	**	6,821
Dupont W R	1	B	**	25,410
MacNeil H M	1	B	**	24,743
Stants J W (Président)	1	B	**	24,857
				127,805
Groupe de consultation des citoyens sur l'avenir du Canada				
Cashin R	2	A	175/par jour	27,907
Corcoran C	2	A	175/par jour	30,029
Fraser F	2	A	175/par jour	13,825
Kierans T	2	A	175/par jour	6,386
Matkin J G	2	A	175/par jour	3,626
Normand R	2	A	175/par jour	23,536
Paquet-Sevigny T	2	A	175/par jour	
Sirois R	2	A	175/par jour	11,318
Spicer K (Président)	2	A	125/par jour	21,925
Tassé R	2	A	175/par jour	8,546
Van De Velde S	2	A	175/par jour	12,449
Wayne E	2	A	175/par jour	11,830
Webster J	2	A	175/par jour	304
Zukowski H	2	A	175/par jour	30,533
				202,214
Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden (Ontario)				
Moshansky V P (l'Honorable)	2	A	**	85,503
Commission d'enquête sur le recours aux drogues et aux pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique[2]				
Dubin C L (l'Honorable)	2	A	**	
Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis				
Cowley E L	2	A	175/par jour	11,949
Fortier P W	2	A	175/par jour	11,693
Gabor R T	2	A	175/par jour	6,225
Knight W	2	A	175/par jour	3,238
Lortie P (Président)	2	A	175/par jour	27,075
Oliver D H	2	A	175/par jour	14,831
Pepin L	2	A	175/par jour	27,527
				102,538
Commission royale sur le transport des voyageurs au Canada				
Drouin M J (Vice-président)	2	A	175/par jour	5,670
Fish S A	2	A	175/par jour	19,904
Gaudry M	2	A	175/par jour	33,500
Hamilton J P	2	A	175/par jour	10,322
Helliwell J B	2	A	175/par jour	6,965
Hyndman L D (Président)	2	A	175/par jour	20,318
Kelly W P	2	A	175/par jour	7,765
Leclair M	2	A	175/par jour	9,044
McNiven J D	2	A	175/par jour	11,942
				125,430
Commission royale sur les nouvelles techniques de reproduction				
Baird P A (Président)	2	A	175/par jour	12,831
Hatfield C B	2	A	175/par jour	12,232
Hébert M	2	A	175/par jour	8,441
Jantzen G M	2	A	175/par jour	17,898
Knoppers B	2	A	175/par jour	7,786
McCutcheon S E M	2	A	175/par jour	7,732
McTeer M	2	A	175/par jour	4,281
Scorsone S R	2	A	175/par jour	11,646
Vandelac L	2	A	175/par jour	12,804
				95,651
Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto				
Crombie D E (l'Honorable)	2	A	150/par jour[4]	10,220
Conseil économique du Canada				
Ayre M	4	B	**	2,141
Borger A	4	B	**	2,529
Brophey P	4	B	**	2,557
Cohen D	4	B	**	2,625
Courville L	4	B	**	554
Hedlin R	4	B	**	3,709
Jackman N	4	B	**	1,562
Johnson C	4	B	**	6,236
Lapointe A	4	B	**	808
Lazar H (Directeur)	1	A	**	1,301
Maxwell J (Président)	1	A	**	1,800
Mogford M	4	B	**	1,171
Paquette P	4	B	**	400
Pépin M	4	B	**	2,188
Pestieau C (Directeur)	1	A	**	1,444
Phillipps R	4	B	**	2,962
Robertson S	4	B	**	488
Rogers R	4	B	**	2,795
Savoie D	4	B	**	1,195
Stickland S	4	B	**	3,465
Sullivan M	4	B	**	4,894
Wilson G	4	B	**	1,588
Woods K	4	B	**	668
				49,080

Commissions—*Fin*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Fin*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
Brown T W	1	A	**	20,763
Chodos P (Vice-président)	1	A	**	15,704
D'Avignon G R (Vice-président)	1	A	**	6,951
Deans I (Président)	1	A	**	19,890
Galipeau M M	1	A	**	8,639
Galipeault J	1	A	**	17,448
Hardstaff L V	4	A	**	208
Heap S	4	A	**	624
Korngold-Wexler M (Vice-président)	1	A	**	15,779
Kwavnick D	1	A	**	21,766
Levesque R C	4	A	**	1,708
Levine G	4	A	**	367
Light B	4	A	**	5,551
Littlewood M	4	A	**	141
Lowden O	1	A	**	13,602
MacLean D	4	A	**	619
McWilliam G R	4	A	**	637
Preston K W	4	A	**	1,143
Tenace L M (Vice-président)	1	A	**	2,632
Wolfgang J E	4	A	**	1,844
Young R	1	A	**	25,757
				181,773
SOLLICITEUR GÉNÉRAL				
Commission nationale des libérations conditionnelles(2)				
TRANSPORTS				
Office national des transports(5)				
Beaudry M (Vice-président)	1	A		
Dickson C S	1	A		
Forget N	1	A		
Minaker G C	3	A		
Mutch J D	1	A		
Nielsen E (Président)	1	A		
O'Brien E J	1	A		
Penner B K	1	A		
Ritter K	1	A		
Weinberg E	1	A		
ANCIENS COMBATTANTS				
Bureau de services juridiques des pensions				
Lemieux A (Avocat en chef des pensions)	2	(5)	**	28,883

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1990-91
			$	$
Commission canadienne des pensions				
Caron Y	2	A	**	35,505
Chartier M	2	A	**	22,780
Chatwood A	[illegible]	A	**	21,586
Cheevers S F	2	A	**	19,938
Chiasson J C	2	A	**	20,279
Cleary R W	2	A	**	19,791
Donaldson N L	2	A	**	30,613
Douglas C	2	A	**	23,659
Ford R L	2	A	**	13,599
Forest R C	2	A	**	31,044
Gogan D J	2	A	**	32,632
Henderson G R	2	A	**	27,011
Jones R G	2	A	**	15,599
Lee J M	2	A	**	15,660
Léger O	2	A	**	1,094
MacFarlane M L (Vice-président)	2	A	**	3,533
McCabe C	2	A	**	16,590
Morrison W L	2	A	**	21,920
Rivard J G	2	A	**	14,764
Rolfe O E	2	A	**	21,991
Sinclair G V	2	A	**	9,584
Smith J M	2	A	**	24,249
Walsh P J	2	A	**	28,629
Wolfe J P (Président)	2	A	**	17,000
Wood J	2	A	**	24,669
				513,719
Tribunal d'appel des anciens combattants				
Brehaut J H	2	A	**	
Campbell R	2	A	**	2,286
Cormier B R	2	A	**	1,785
Diamond J	2	A	**	2,123
Forrestall J M	2	A	**	
Garceau G	2	A	**	
Gass M A	2	A	**	
Howie F W	2	A	**	
MacArthur R	2	A	**	2,792
McCorkell K S	2	A	**	418
McGinn J B	2	A	**	1,723
McKenna B J	2	A	**	2,952
Pimlott N A (Vice-président)	2	A	**	16,427
Roy A	2	A	**	1,860
Wedge R	2	A	**	664
Whalen T M	2	A	**	6,440
Wright F W	2	A	**	
				39,470

* Voir l'introduction à l'état ci-dessus.
** Dépenses encourues.
(1) Comprend des frais de transport.
(2) Détails non disponibles.
(3) En accord avec la politique du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.
(4) En plus du tarif journalier sont remboursés les coûts des frais de transport lors de voyages d'affaires.
(5) En accord avec les règlements du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.

Frais de congés d'étude

Cet état fournit les détails des frais de congés d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un congé d'étude est un congé accordé à un employé pour lui permettre de participer à un cours à temps plein ou à un cours de formation d'une durée égale ou supérieure à trois (3) mois, donné à l'extérieur de la Fonction publique.

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements	Montants des indemnités tenant lieu de traitements	Frais de déplacement	Frais de subsistance	Frais de scolarité et autres frais	Indemnités pour livres	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	31	87,020 [1]	854,323	18,212	2,700	39,239	3,649	3,224	1,008,367
Communications—									
Département	5		121,000						121,000
Archives nationales du Canada	3		50,495			73	20		50,588
Office national du film	6	36,000 [2]				3,000			39,000
Bibliothèque nationale	5		81,641	635		3,257	390		85,923
Musées nationaux du Canada	1		6,229						6,229
Consommateurs et sociétés	1	10,877 [3]							10,877
Emploi et Immigration	23	16,447 [3]	6,613			18,315	5,567		46,942
Énergie, Mines et Ressources—									
Département	13	74,161		140		8,607	292		83,200
Office national de l'énergie	1	3,888		231	497		16		4,632
Environnement	88	67,634 [2]	1,581,152	6,774	16,000	82,636	13,020	22,131	1,789,347
Affaires extérieures—									
Agence canadienne de développement international	4		42,900			2,291		1,700	46,891
Finances—									
Département	3	199,650 [4]	11,900	569	22,564	32,200			266,883
Tribunal canadien du commerce extérieur	1	8,832				261	588		9,681
Pêches et Océans	17	121,186	89,770	3,839		9,071	3,061		226,927
Forêts	25	59,525	513,513	45,188	2,139	60,574	2,964	40,718	724,621
Affaires indiennes et Nord canadien	43		946,643	3,800		66,304	5,600	1,300	1,023,647
Industrie, Sciences et Technologie—									
Département	4	39,061 [3]	38,037	914	3,525	5,717	442		87,696
Conseil national de recherches du Canada	7		176,093			2,935	190		179,218
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1		484						484
Statistique Canada	3		47,867			5,311	300		53,478
Justice—									
Département	5	7,309	71,712						79,021
Cour fédérale du Canada	1	8,486							8,486
Travail	3		21,835			866	458		23,159
Défense nationale	10 [5]		168,429	27,223		48,873	4,314	264	249,103 [5]
Santé nationale et Bien-être social	31	37,717	695,951	56,465		506,436		299	1,296,868
Revenu national—									
Impôt	14	34,589	84,913			10,161	4,555		134,218
Parlement—									
Chambre des communes	2		28,925						28,925
Conseil privé—									
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	1	1,832							1,832
Travaux publics	1							632	632
Secrétariat d'État—									
Département	3	11,288 [3]	37,961	855		1,200			51,304
Commission de la fonction publique	11		181,355			7,010	1,151		189,516
Solliciteur général—									
Service correctionnel	29	138,508	400,594	1,200	754	30,547	1,742	205	573,550
Gendarmerie royale du Canada	72	3,532,856 [6]	21,076			127,436			3,681,368
Approvisionnements et Services	4		74,509	250		1,700	200		76,659
Transports	3	29,394 [4]	24,000			1,300		1,026	55,720
Conseil du Trésor—									
Secrétariat	2	162,600 [4]		760	16,808				180,168
Contrôleur général	1	90,500 [3]		737	12,222			978	104,437
Anciens combattants	5	22,975 [4]	28,724			1,713	373		53,785
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2		2,086			9,598			11,684
Total	485	4,802,335	6,410,730	167,792	77,209	1,086,631	48,892	72,477	12,666,066

(1) Quatre employés ont reçu des traitements.
(2) Six employés ont reçu des traitements.
(3) Un employé a reçu des traitements.
(4) Deux employés ont reçu des traitements.
(5) Ces montants n'incluent pas les membres des Forces armées. Aucun des programmes divers de formation suivis à l'université n'est considéré sous la définition congé d'études, en particulier le programme postscolaire.
(6) Soixante-dix employés ont reçu des traitements.

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1990-91 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1991)

La Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada de 1952 a énoncé que «Le ministre doit inclure annuellement dans les Comptes publics un état sommaire de toute l'aide, y compris les concessions de terrains, les garanties et les subventions de capital, mais sans comprendre les allocations consenties d'après des statuts en vue du soulagement du chômage, fournie à quelque époque par le gouvernement du Canada à chacun des suivants: *a)* le réseau du National (Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada), y compris les compagnies auxquelles il a succédé, *b)* les chemins de fer du Pacifique (Canadien Pacifique Limitée) selon la définition qu'en donne la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, y compris les compagnies auxquelles ils ont succédé, et *c)* tout autre chemin de fer».

L'état suivant présente l'aide financière budgétaire et non budgétaire en montrant les paiements annuels et cumulatifs. L'aide budgétaire cumulative comprend divers programmes de dépenses dont les sociétés ont bénéficié. Seuls les paiements individuels de $50,000 ou plus sont reportés dans cet état.

Les chemins de fer ont été interprétés dans le but d'inclure ce qui suit dans cet état: *i)* pour les Chemins de fer nationaux du Canada—toutes les compagnies possédées, opérées ou gérées par le Canadien National, *ii)* pour le Canadien Pacifique—seulement les compagnies engagées dans le transport, les communications et les activités hôtelières.

L'aide non budgétaire représente la variation nette concernant les prêts, dotations en capital et avances.

L'aide budgétaire représente une imputation aux crédits budgétaires qui agit sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

	1990-91	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1991
	$	$
RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA[1]		
Non budgétaire		
Remboursements de prêts et avances	(13,450,823)	147,634,338
Capital-actions émis	...	2,278,866,774
Total	*(13,450,823)*	*2,426,501,112*
Budgétaire		
Allocation aux employés de Terre-Neuve transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,652,181	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	9,985,473	
Loi de 1987 sur les transports nationaux (s)	14,297,334	
Loi sur les chemins de fer (s)	14,944,434	
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer	1,813,761	
Abolition des péages sur le pont Victoria (s)	1,762,023	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	335,701,314	
Total	380,156,520	6,121,718,451
CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE[1]		
Budgétaire		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	1,737,486	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	547,512	
Loi de 1987 sur les transports nationaux	6,551,014	
Loi sur les chemins de fer (s)	1,113,080	
Sécurité des chemins de fer	2,822,179	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	304,888,377	
Total	317,659,648	3,406,822,167
VIA RAIL CANADA INC.		
Non budgétaire		
Capital-actions émis[2]	...	9,300,000
Budgétaire		
Coûts d'exploitation et aide au travail	441,483,696	6,466,200,393

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1990-91 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1991)—*Suite*

	1990-91	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1991
	$	$
AUTRES CHEMINS DE FER		
Budgétaire		
Algoma Central Railway—		
Loi sur les chemins de fer (s)	2,550,701	29,890,035
BC Rail—		
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	2,341,322	20,926,250
British Northern Railway	...	32,836
British Yukon Railway Company	...	4,500,000
Burlington Northern Inc	...	271,424
Canada and Gulf Terminal Railway(3)	...	1,383,800
Central Western Railway—		
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	1,659,158	10,327,944
Chesapeake and Ohio Railway Company	...	308,334
Consolidated Rail Corporation	...	1,039,225
Devco Railway (Cumberland Railway Company)	...	2,940,473
Dominion Atlantic Railway(4)	...	2,611,089
Essex Terminal Railway—	...	249,756
Grand Falls Central Railway Co. Ltd.	...	1,375,332
Napierville Junction Railway	...	255,572
Northern Alberta Railway(3)	...	19,551,776
Ontario Northland	...	52,401
Penn Central Railway	...	153,691
Quebec Central Railway(4)	...	260,896
Quebec North Shore and Labrador Railway—		
Loi sur les chemins de fer (s)	1,682,853	9,900,609
Southern Rails Cooperatives Ltd—		
Loi sur les chemins de fer	347,062	347,062
Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company(4)	...	1,060,574
Total	8,581,096	107,439,079
AUTRES		
Budgétaire		
Albert Southern Railway, Nouveau-Brunswick	...	50,460
Brantford, Waterloo and Lake Erie Railway	...	57,600
Bruce Mines and Algoma Railway	...	53,920
Canada Central Railway—Pont de la rivière de la paix	...	175,000
Central Railway of Canada	...	30,145
Colchester Coal and Railways Company	...	12,800
Dominion Coal Company, Nouvelle-Écosse	...	87,808
Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway	...	338,382
Erie and Huron Railway	...	96,000
Ha Ha Bay Railway, Nouveau-Brunswick	...	231,462
Harvey Branch Railway, Nouveau-Brunswick	...	5,554
Joggins Railway, Nouvelle-Écosse	...	37,500
Klondyke Mines Railway	...	197,184
Lake Erie, Essex and Detroit Railway	...	118,400
Lake Erie and Detroit River Railway	...	357,451
L'Assomption Railway, Québec	...	11,200
Leamington and St Clair Railway	...	51,200
Maritime Coal and Railway Company	...	3,200
Minudie Coal Company, Nouvelle-Écosse	...	18,544
North Railway	...	250,000
North Shore Railway Company, Beersville Coal and Railway Company	...	27,616
Northern New Brunswick Seaboard Railway Company	...	108,160
Ottawa and New York Railway	...	262,384
Pacific Great Eastern Railway	...	2,478,500
Phillipsburg Junction and Quarry Company	...	23,712
Pontiac and Renfrew Railway	...	13,600
Terminal du Port Nelson	...	6,240,096
Québec, Montmorency and Charlevoix Railway	...	96,000
Reliquat du coût du vapeur Sheba	...	78,611
Schomberg and Aurora Railway	...	46,144
St Lawrence and Adirondack Railway	...	149,482
St Louis Richibucto Railway	...	22,400

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1990-91 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1991)—*Fin*

	1990-91	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1991
	$	$
Temiskaming and Northern Ontario Railway	...	2,134,080
Total	...	13,864,595
Total— Non budgétaire	(13,450,823)	2,435,801,112
Budgétaire	1,147,880,960	16,116,044,685

(s) Autorisation statutaire.

(1) Les concessions de terrains cumulatives données au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada incluant les compagnies antérieures et compagnies affiliées, et à la Compagnie des Chemins de fer du Pacifique canadien et à d'autres compagnies dans ce réseau sont de 5,728,912 et 32,848,477 âcres respectivement.

(2) Total des actions émises: 93,000 actions sans valeur au pair.

(3) Contrôlé par les Chemins de fer nationaux du Canada.

(4) Contrôlé par le Canadien Pacifique Limitée.

Pertes de $1,000 ou plus

Cet état fournit les détails sur les pertes de $1,000 ou plus subies au cours de l'exercice, et occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une assurance si pareille assurance avait existé. Le gouvernement, par conséquent, absorbe les pertes lorsqu'elles se présentent.

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Agriculture			393,549 [1]	98,625 [2]		492,174
Communications—						
Département			42,794 [3]			42,794
Archives nationales du Canada			6,984			6,984
Bibliothèque nationale			2,000			2,000
Consommateurs et Sociétés—						
Département			15,731 [4]	18,437	1,592	35,760
Commission du droit d'auteur					1,316	1,316
Bureau d'information aux consommateurs concernant la taxe sur les produits et services			3,225 [5]			3,225
Emploi et Immigration		111,684	62,924	28,141	21,885 [6]	224,634
Énergie, Mines et Ressources	150,000		81,427 [7]	8,135	3,349	242,911
Environnement	10,085	1,800	112,131	155,027	32,093 [8]	311,136
Affaires extérieures				143,557		143,557
Finances—						
Département			8,964 [9]			8,964
Vérificateur général			43,839 [10]			43,839
Pêches et Océans	72,000	22,044	187,571 [11]	62,363	23,880 [12]	367,858
Forêts			27,750 [13]		5,710 [14]	33,460
Affaires indiennes et Nord canadien	76,500	8,000	28,862 [15]	43,602		156,964
Industrie, Sciences et Technologie—						
Département			6,735 [16]			6,735
Investissement Canada					1,000 [17]	1,000
Conseil national de recherches du Canada			158,974			158,974
Défense nationale	445,515	15,630	16,231	2,345,040	4,053,878 [18]	6,876,294
Santé nationale et Bien-être social	12,500	4,500		31,500		48,500
Revenu national—						
Douanes et Accise			25,593 [19]	37,029 [20]		62,622
Impôt					18,568 [21]	18,568
Travaux publics		1,139	21,972 [22]	1,500 [23]	10,953	35,564
Secrétariat d'État—						
Département			9,707 [24]			9,707
Centre canadien de gestion			8,875 [25]			8,875
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)		1,790	250			2,040
Commission de la fonction publique					10,930 [26]	10,930
Conseil de recherches en sciences humaines			3,500 [27]			3,500
Solliciteur général—						
Service correctionnel	43,761	40,341	26,104	84,593	14,275 [28]	209,074
Gendarmerie royale du Canada	311,075	105,000	118,274	1,723,549		2,257,898
Approvisionnements et Services				5,360		5,360
Transports			61,034 [29]	104,165 [30]	101,866 [31]	267,065
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			3,641 [32]			3,641
Total	1,121,436	311,928	1,478,641	4,890,623	4,301,295	12,103,923

Comprend le vol des articles suivants:

(1) Climatiseur (1) $1,246; couveuse (1) $1,422; caméras (2) $3,024; centrifugeur (1) $1,826; déchiqueteur (1) $5,500; ordinateurs (5) $23,523; éditeur (1) $2,894; télécopieurs (5) $12,064; lampes (15) $3,600; laveuse (1) $1,387; mémoire (1) $2,320; modem (1) $1,500; photomètres (2) $2,544; imprimantes (4) $6,736; magnétophones (2) $8,431; balances (7) $11,637; terminaux (8) $17,845; téléviseur (1) $1,000; machines à écrire (2) $2,124; magnétoscope (1) $1,058; et traitements de textes (4) $57,720.

(2) Véhicule (1) $7,097.

(3) Équipements techniques divers $42,794.

(4) Balance métrique (1) $1,000; balance Setra (1) $4,000; et ordinateurs portatifs (2) $10,731.

(5) Ordinateur portatif (1) $3,225.

(6) Magnétoscopes (12) $8,192; micro-ordinateur (1) $3,100; téléviseurs (7) $3,500; caméra vidéo (1) $1,250; ordinateur portatif (1) $2,500; et caméra avec viseur et microphone (1) $1,487.

(7) Accélérographe (1) $1,450; moteur hors-bord (1) $1,749; imprimante au laser (1) $2,202; et ordinateur et logiciel (1) $6,423.

(8) Artefacts (14) $1,945; panneau (1) $15,000; et outils (10) $2,100.

(9) Ordinateurs portatifs (2) $8,964.

(10) Ordinateurs (6) $43,839.

(11) Bateau (1) $5,300; moteurs hors-bords (8) $18,608; balance Mettler (1) $2,285; ordinateurs (2) $8,801; microscope (1) $2,000; radios émetteurs-récepteurs (2) $4,825; génératrice mobile (1) $2,649; et remorque pour bateau (1) $1,700.

(12) Moteurs (2) $5,152; radios (3) $4,642; téléphone cellulaire (1) $1,525; compteur (1) $1,295; boîte en aluminium (1) $1,430; et outils divers $2,500.

(13) Ordinateurs (2) $5,198; caméras (3) $10,381; et objectifs (3) $9,000.

(14) Magnétoscope (1) $1,200; et scies mécaniques (4) $2,456.

(15) Magnétoscope à reproduction (1) $1,426; aspirateur et outils divers (1) $1,090; sableuse (1) $1,500; magnétoscope (1) $1,500; ordinateur personnel (1) $1,351; et ordinateur (1) $5,270.

(16) Micro-ordinateur portatif (1) $6,735.

Pertes de $1,000 ou plus—*Fin*

(17) Téléviseur (1) et magnétoscope (1) $1,000.
(18) Perceuse manuelle (1) et perceuse électrique (1) $4,058; moteur hors-bord (1) $1,275; oscilloscope (1) $3,746; radiateurs pour moteur (7) $7,236; assemblages pour porte (2) $2,546; vêtements de dessus (19) $25,373; magnétoscope à reproduction (1) $3,397; radio mobile VHF (1) $1,035; unité de pompe Sandpiper (1) $1,207; trousses d'outils (2) $1,130; équipement pour tests Dynatel (1) $3,776; caméras 35mm et accessoires (6) $4,016; lentille de caméra (1) $2,604; articles divers (16) $1,716; ordinateur portatif (1) $4,549; motoneiges (2) $4,500; équipements de sauvetage divers (8) $9,142; combinaison G, casque de vol CF et accessoires (4) $2,021; et équipement d'armement, appareil de contrôle 10-10 (1) $4,133.
(19) Ordinateur (1) $2,850; ordinateur personnel (1) et magnétoscope (1) $9,403; ordinateurs portatifs (2) $10,000; et climatiseurs et cabinets (4) $3,340.
(20) Véhicules (2) $8,831.
(21) Magnétoscopes (6) $5,226; ordinateurs personnels (3) $6,042; et ordinateurs portatifs et imprimantes (2) $7,300.
(22) Ordinateurs personnels (4) $13,017; et télécopieur (1) $2,150.
(23) Installation de sonorisation (1) $1,500.
(24) Téléphone cellulaire (1) $2,028; et ordinateurs portatifs (2) $7,679.
(25) Micro-ordinateur portatif (1) $7,000; et magnétoscope et intermédiaire de raccord (1) $1,875.
(26) Moniteur de magnétoscope (1) $3,000; magnétoscopes (2) $1,730; et ordinateur personnel (1) $5,300.
(27) Ordinateur (1) $3,500.
(28) Tables à café (23) $5,175; tables de coin (24) $5,400; et matelas et literie (18) $3,700.
(29) Unité de télécommande et système de contrôle (1) $6,900; radar (1) $4,000; radio-téléphone (1) $2,000; et émetteur-récepteur (1) $1,205.
(30) Remorque (1) $1,445.
(31) Caméra 50mm (1) $1,450; téléphone cellulaire (1) $1,694; remorque (1) $1,942; ordinateur portatif (1) $4,666; génératrice (1) $1,050; lentille normale 80mm (1) $1,000; téléobjectif 150mm (1) $1,050; télécopieur portatif (1) $2,445; et magnétoscopes (2) $2,514.
(32) Ordinateur portatif (1) $3,641.

Rapport sur le matériel excédentaire

Cet état fournit les détails sur le matériel excédentaire éliminé au cours de l'exercice. Dans cet état, "coût" représente la valeur du matériel à la date d'acquisition, tandis que "valeur obtenue" représente la somme brute provenant de la vente du matériel excédentaire.

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut	Récupération
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	136,300	20,445	567,467	85,120	617,091	974	19,865
Agence de promotion économique du Canada atlantique			79,507	2,225	219		
Communications—							
Département	36,289	1,804	4,802,202	15,086	58,419	1,508	2,580
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1,100	128	62,450	426	8,266		
Archives nationales du Canada			45,383	2,226	6,317	409,563	2,962
Office national du film	63,877	2,052	1,200	150	1,183		2
Bibliothèque nationale				7	169		
Consommateurs et Sociétés—							
Département		25,708		39,052	275,044	15	10,648
Tribunal de la concurrence					800		
Emploi et Immigration—							
Département/Commission	235,204	31,929	433,659	57,119	380,445	50,211	
Conseil consultatif sur la situation de la femme				220			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			78,375	1,577	341	188	135
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		217		834	12		
Énergie, Mines et Ressources—							
Département	253,668	5,757	873,010	102,267	118,741	13,521	11,908
Commission de contrôle de l'énergie atomique					5,976		
Office national de l'énergie			15	4	6,232		
Environnement	999,352	10,927	690,749	113,035	850,552	20,272	24,946
Affaires extérieures—							
Département		2,862		14,154	836,652	188	5,067
Agence canadienne de développement international		46	251,065	10,697	32,668		
Finances—							
Département				800	30,970		2,144
Vérificateur général		2,112		2,472	4,464		297
Tribunal canadien du commerce extérieur				2,252			
Bureau du surintendant des institutions financières			22,999	1,455	2,000		
Pêches et Océans	130,897	3,364	1,265,971	868,688	436,277	1,392	53,900
Forêts	384,740	3,473	2,005	1,110	194,524	635	15
Gouverneur général				811			
Affaires indiennes et Nord canadien	12,815	2,085	541,508	640,607	136,045		13,237
Industrie, Sciences et Technologie—							
Département		6,136	604,280	25,049	167,717		5
Agence spatiale canadienne					4,111		
Investissement Canada				590	225		6
Conseil national de recherches du Canada				141,845	34,514	7,040	1,189
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				8,657	974		134
Conseil des sciences du Canada					12,563		
Statistique Canada		336		31	29,401	1,950	375
Justice—							
Département		1,952		12,871	5,214		456
Commission canadienne des droits de la personne				338	897	3	
Commissaire à la magistrature fédérale	12,635	15			6		
Cour fédérale du Canada			22,099	2,592	1,652		4
Commission de réforme du droit du Canada		860			2,018		455
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				780	12,417		
Cour suprême du Canada		425		853	596		3
Cour canadienne de l'impôt					984		

Rapport sur le matériel excédentaire—*Fin*

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut	Récupération
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$	$
Travail—							
Département	52,472	1,511	12,362	3,540	28,211		56
Conseil canadien des relations du travail			7,320	345	41		
Défense nationale—							
Département	46,636,138	559,081	76,189,873	3,371,566	5,919,266	1,444,730	1,893,824
Protection civile Canada				3,498	2,817		
Santé nationale et Bien-être social—							
Département	32,912	6,958	473,198	98,995	412,799	8,848	33,125
Conseil de recherches médicales			12,204	264	464		
Revenu national—							
Douanes et Accise	390,752	14,065	1,716,144	64,987	189,920	1,438	6,358
Impôt		26	658,472	21,351	138,038	12,311	2,677
Parlement—							
Sénat			30,209	150	2,405		
Chambre des communes		629		33,556	18,512	28,193	1,337
Bibliothèque du Parlement		179		67	2,137		
Conseil privé—							
Département					29,485		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			7,000	300			
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		3,147		12,068	1,417		38
Directeur général des élections		11,517		101	562		9,073
Commissaire aux langues officielles	444,466	342	10,961	821	1,724		72
Conseil économique du Canada			20,009	1,369			
Commission des relations de travail dans la fonction publique	350	10	3,898	47	26		
Travaux publics	10,735	820	3,740,943	194,756	276,669	367,290	12,721
Secrétariat d'État—							
Département	11,460	1,011	381,972	6,842	57,804		5,773
Centre canadien de gestion				6,075	596		
Commission de la fonction publique	6,375	994	283,774	9,592	11,930	180	12,086
Conseil de recherches en sciences humaines		4,983			70		
Solliciteur général—							
Département		1,414		1,800	2,467		
Service canadien du renseignement de sécurité	211,905	3,471	240,235	74,562	73,316		2,025
Service correctionnel	781,501	12,938	1,052,155	83,348	266,599	40,166	46,463
Commission nationale des libérations conditionnelles				1,036	2,140		
Gendarmerie royale du Canada	321,648	32,030	16,211	18,981	4,450,993	46,432	78,209
Approvisionnements et Services	249,991	13,721	602,798	240,459	107,864	956,032	38,240
Transports—							
Département	2,564,774	67,223	5,389,672	248,917	2,329,291	40,311	34,825
Administrateur de l'Office du transport du grain	33,734	2,170	9,202	943	3,839		
Office national des tranports		334		2,629	14,386		
Conseil du Trésor					5,700		
Anciens combattants	66,081	8,159	609,982	40,691	56,267	557	7,201
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	98,762	1,397	7,564	187	130		
Total	54,180,933	870,763	101,820,102	6,699,843	18,684,581	3,453,948	2,334,436

Produits de placements

Cet état fournit les détails pour l'exercice de la catégorie de recettes non fiscales intitiulée produits de placements. Les produits de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des virements de bénéfices et surplus, et en revenu de location de propriétés.

		Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
		$	$
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—			
Sociétés d'État "entreprises"—			
INSTITUTIONS DE CRÉDIT—			
Banque fédérale de développement			294,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement		771,868,896	8,508,891,038
Société d'assurance-dépôts du Canada		143,148,739	1,225,000,000
Société du crédit agricole		229,839,369	3,450,102,648
Société pour l'expansion des exportations			788,200,000
Total des institutions de crédit		***1,144,857,004***	***14,266,193,686***
AUTRES SOCIÉTÉS D'ÉTAT "ENTREPRISES"—			
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada			2,426,501,112
Intérêt	$ 13,807,014		
Dividendes	56,533,005		
		70,340,019	
Énergie atomique du Canada, Limitée		57,356,402	619,503,568
Petro-Canada			4,299,126,174
Dividendes		35,000,000	
		162,696,421	*7,345,130,854*
Autres—			
Banque du Canada			5,920,000
Virement des bénéfices		2,808,476,971	
Corporation de développement des investissements du Canada			395,658,315
Dividendes		7,879,597	
Société canadienne des ports			1,319,333
Intérêt	$ 106,200		
Dividendes	173,518		
Contribution en espèces	20,440,000		
		20,719,718	
Société canadienne des postes			80,000,000
Intérêt	$ 7,764,000		
Dividendes	59,520,000		
		67,284,000	
Société Radio-Canada			33,000,000
Corporation commerciale canadienne			
Dividendes		1,430,000	
Commission canadienne du lait		8,314,881	74,003,000
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd			325,000
Office canadien du poisson salé		4,601,220	31,400,000
Société de développement du Cap-Breton			31,000,000
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		3,078,709	12,500,000
Société du port de Halifax			3,118,714
Intérêt	$ 348,618		
Dividendes	759,240		
Contribution en espèces	2,940,000		
		4,047,858	
Harbourfront Corporation			3,700,000
Société du port de Montréal			6,128,530
Intérêt	$ 410,064		
Dividendes	2,695,296		
Contribution en espèces	24,650,000		
		27,755,360	
Société du port de Prince Rupert			17,179,871
Intérêt	$ 1,554,732		
Dividendes	248,030		
		1,802,762	
Société du port de Québec			
Dividendes	$ 79,710		
Contribution en espèces	11,330,000		
		11,409,710	
Monnaie royale canadienne			50,889,021
Intérêt	$ 1,456,792		
Virement des bénéfices	109,277		
Dividendes	2,300,000		
		3,866,069	
Société du port de Saint John			20,052,457
Intérêt	$ 1,534,241		
Contribution en espèces	3,738,467		
		5,272,708	
Société du port de St John's			2,912,125
Intérêt	$ 301,480		
Dividendes	23,752		
		325,232	
Société du port de Vancouver, La			3,503,876
Intérêt	$ 280,070		
Dividendes	8,718,996		
Contribution en espèces	35,730,000		
		44,729,066	
VIA Rail Canada Inc			9,300,000
		3,020,993,861	*781,910,242*
Total des autres sociétés d'État "entreprises"		***3,183,690,282***	***8,127,041,096***
Total des sociétés d'État "entreprises"		4,328,547,286	22,393,234,782
Administrations provinciales et territoriales—			
TERRE-NEUVE—			
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		3,069,028	21,622,951
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		266,536	3,661,214
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			35,855,711
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		227,574	4,167,089
Programme spécial des prêts sur le développement		472,862	6,700,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		629,983	6,893,106
Industrie, Sciences et Technologie—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		75,957	791,585
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		5,265,439	66,205,826
		10,007,379	*145,897,482*
NOUVELLE-ÉCOSSE—			
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		2,013,887	13,464,923
Énergie, Mines et Ressources—			
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité		303,136	2,361,196

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
	$	$
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	56,952	567,378
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		(18,902,000)
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	50,059	850,310
Programme spécial des prêts sur le développement	324,220	4,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	271,194	2,618,361
Industrie, Sciences et Technologie—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	253,638	3,087,053
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	2,601,968	31,391,015
	5,875,054	*39,738,236*
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—		
Agence de promotion économique du Canada atlantique—		
Entente-cadre sur le plan de développement	820,033	10,062,193
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	14,964	96,238
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		2,767,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	31,735	558,086
Programme spécial des prêts sur le développement	4,617	36,575
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	143,998	761,522
Industrie, Sciences et Technologie—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,407	17,232
	1,016,754	*14,298,846*
NOUVEAU-BRUNSWICK—		
Agence de promotion économique du Canada atlantique—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,414,694	26,809,234
Énergie, Mines et Ressouces—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	572,071	4,469,405
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	380,123	4,811,377
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		28,796,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	148,127	2,500,522
Programme spécial des prêts sur le développement	398,287	5,375,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	757,061	8,946,672
Industrie, Sciences et Technologie—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	51,905	627,848
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	2,313,607	31,619,455
	7,035,875	*113,955,513*
QUÉBEC—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,523,997	61,300,779
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	62,008,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,998,209	34,916,109
Programme spécial des prêts sur le développement	4,952,180	58,300,000

	Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
	$	$
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,663,057	91,314,928
Industrie, Sciences et Technologie—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	9,500,801	86,572,245
	28,697,188	*394,412,061*
ONTARIO—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	400,114	4,735,100
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	415,570	6,555,321
Programme spécial des prêts sur le développement	45,739	482,999
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,958,026	19,130,729
	2,819,449	*30,904,149*
MANITOBA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles	526,047	4,406,454
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	10,592,132	117,947,587
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	133,458	1,718,368
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		27,686,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	99,308	1,371,317
Programme spécial des prêts sur le développement	120,562	1,273,131
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	151,620	1,659,789
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	275,487	1,768,367
	11,898,614	*157,831,013*
SASKATCHEWAN—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles	495,409	4,236,969
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	30,594	323,348
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		1,638,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	22,425	274,380
	548,428	*6,472,697*
ALBERTA—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	98,576	1,055,476
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	114,954	1,640,791
Programme spécial des prêts sur le développement	276,000	4,000,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	195,014	2,016,978
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	212,532	1,567,581
	897,076	*10,280,826*
COLOMBIE-BRITANNIQUE—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	372,792	4,108,827
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	149,867	2,105,048

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
	$	$
Progamme spécial des prêts sur le développement	414,256	4,409,367
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,055,743	8,170,662
	1,992,658	*18,793,904*
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	872	7,708
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	22,482	157,752
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	15,820	150,801
	39,174	*316,261*
TERRITOIRE DU YUKON—		
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	464,390	4,190,390
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon		92,549
	464,390	*4,282,939*
Total des administrations provinciales et territoriales	71,292,039	937,183,927
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Chine—Finances		49,426,118
Jamaïque—Finances	4,133,350	25,000,000
Fonds monétaire international	3,964,442	
Royaume-Uni—		
Finances—		
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni		338,752,813
Sommes en capital reportées	11,597,490	94,990,863
Pays en voie de développement—		
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—		
Aide au développement international	2,768,544	2,309,010,703
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	30,564,251	658,370,207
Défense nationale—		
Organisation du traité de l'Atlantique Nord—		
Dommages-intérêts—Sommes recouvrables		235,677
Total des gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	53,028,077	3,475,786,381
Organismes internationaux—		
Institutions financières internationales		1,222,025,235
Associations et organismes internationaux—		
Autres		6,109,977
Autres organismes internationaux		1,593,113,929
Total des organismes internationaux		2,821,249,141
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	4,103,948	60,951,837
Entreprises mixtes et en coparticipations—		
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources		57,804,000
Lower Churchill Development Corporation Limitée—Énergie, Mines et Ressources		14,750,000
National Sea Products Ltd—Finances (Privatisation et affaires réglementaires)	9,249	59,540,000

	Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
	$	$
Société Inter-Port de Québec—		
Industrie, Sciences et Technologie		400
Télésat Canada—Communications		30,000,000
Dividendes	1,500,000	
Total des entreprises mixtes et en coparticipation	1,509,249	162,094,400
Divers—		
Prêts et avances comptables—		
Affaires extérieures—		
Missions à l'étranger		10,939,124
Employés affectés à l'étranger	855,959	9,987,645
	855,959	*20,926,769*
Défense nationale—		
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés		34,650,285
Approvisionnements et Services—		
Diverses avances comptables		8,181,625
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes		7,571,528
		15,753,153
Total des prêts et avances comptables	***855,959***	***71,330,207***
Autres divers—		
Agriculture—		
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,524,251	17,619,845
Agence de promotion économique du Canada atlantique—		
Prêts en vue d'aider l'industrie dans la région du Cap-Breton		3,740,816
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	447,626	5,703,905
	447,626	*9,444,721*
Communications—		
Biens culturels	805	5,729
Emploi et Immigration—		
Prêt d'aide et de transport	535,687	81,617,974
Énergie, Mines et Ressources—		
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,008,371	9,137,008
Projet conjoint—Usine de valorisation bi-provinciale	302,064	177,955,722
	1,310,435	*187,092,730*
Affaires extérieures—		
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	2,494,772	53,738,705
Finances—		
Air Canada	7,086,328	77,273,445
Banque Commerciale du Canada		66,810,666
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	7,394	161,264
Administration du pont du port de Saint John		31,694,416
Town of Oromocto Development Corporation	1,338	15,590
	7,095,060	*175,955,381*
Pêches et Océans—		
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	101,384	188,314
Entreprises de traitement de poissons de fond		85,725
Pêcheurs d'aiglefin		1,353,044
	101,384	*1,627,083*
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Conseil des Indiens du Yukon		10,589,396
Fonds de prêts aux Esquimaux	339,230	2,327,375
Fonds d'expansion économique des Indiens	1,607,676	23,584,315
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens		1,142,397
Société Inuvialuit régionale	6,682,693	82,112,000
Revendicateurs autochtones		170,682,725
Yukon Energy Corporation	3,946,489	50,650,000
	12,576,088	*341,088,208*

Produits de placements—*Fin*

	Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
	$	$
Industrie, Sciences et Technologie—		
Industrie canadienne de défense		1,304,064
Programme de développement industriel et régional	1,142,085	979,167
Activités de fabrication, de transformation et des industries de services au Canada		111,090,359
	1,142,085	*113,373,590*
Travail—		
Commissions provinciales des accidents du travail		7,988,000
Défense nationale—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	609,989	11,900,004
Travaux publics—		
Sydney Steel Corporation		5,218,162
Solliciteur général—		
Libérés conditionnels		18,194
Approvisionnements et Services—		
Banque Commerciale du Canada		15,189,000
Compte de prêts pour la production de défense		26,324,007
		41,513,007
Transports—		
Corporation de la ville de Montréal	6,161	99,610
Commissaires du port de Hamilton	21,141	475,000
Société des transports du Nord Limitée		4,000,000
Commission du port de Port Alberni	16,250	85,165
	43,552	*4,659,775*
Anciens combattants—		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth		60,414
Total des autres divers	***27,881,734***	***1,052,921,522***
Total divers	28,737,693	1,124,251,729
Total des prêts, dotations en capital et avances	**4,487,218,292**	**30,974,752,197**
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes		19,066,183,762
Virement des bénéfices	2,635,370,477	
Fonds monétaire international—Souscriptions		4,565,314,300
Virement des bénéfices	11,140,372	
Total des comptes d'opérations de change	**2,646,510,849**	**23,631,498,062**
CAISSE—		
Intérêts des dépôts bancaires	285,484,561	2,568,825,994
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—		
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	121,358,762	1,122,011,807
Comptes de stabilisation des produits agricoles	34,809,512	161,873,962
Total des comptes à fins déterminées consolidés	**156,168,274**	**1,283,885,769**

		Montant réalisé en 1990-91[1]	Montant investi au 31 mars 1991[2]
		$	$
AUTRES COMPTES—			
Intérêt sur placement re: achats militaires—Approvisionnements et Services		24,912,631	
Fonds renouvelable des approvisionnements—Approvisionnements et Services		7,111,256	
Dette non échue détenue par le gouvernement			
Profit		10,345,585	
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—			
Communications		1,019,108	
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—Divers—Affaires indiennes et Nord canadien—			
Intérêt	$ 810,807		
Autres	421,613		
		1,232,420	
Revenu de location de propriétés—Travaux publics—			
Location—			
Autres locations		8,320	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger—Défense nationale		677,080	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—Gendarmerie royale du Canada—Solliciteur général			
Intérêt	$ 18,140		
Virement des bénéfices	19,278		
		37,418	
Bâtiments et terrains publics—Revenu national—			
Location		171,636	
Viking Rideau Corporation—			
Travaux publics		106,619	
Electrical Reduction Co. Ltée—Travaux publics		51,560	
Bande Stoney—Affaires indiennes et Nord canadien		11,688	
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Agriculture—			
Autres		7,192	
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs—Défense nationale		11,871,223	
Surplus remis par les fonds renouvelable—Affaires extérieures		1,707	
Total des autres comptes		**57,565,443**	
TOTAL DES PRODUITS DE PLACEMENTS		**7,632,947,419**	**58,458,962,022**
Sommaire—			
Intérêt		1,891,192,572	
Virement des bénéfices		5,465,463,667	
Dividendes		176,861,144	
Contribution en espèces		98,828,467	
Revenu de location de propriétés		179,956	
Autres		421,613	
Total		**7,632,947,419**	

(1) Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent les soldes des comptes d'éléments d'actif au 31 mars 1991. Ils ne représentent pas toujours les montants de principal sur lesquels l'intérêt a été calculé et/ou les dividendes payés.

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit les détails sur les indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les indemnités de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les items suivants sont exclus de cet état:

- indemnités de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- indemnités de voyage des membres au service de divers comités parlementaires; et,
- tout frais de déménagement, de transport et de voyage versés par la Chambre des communes au nom de ses membres.

	Crédit	Montant
		$
AGRICULTURE		
Ministre—		
L'hon D F Mazankowski	1	42,796
Ministre d'État (Agriculture)—		
L'hon P Blais	1	53,639
Ministre d'État (au Céréales et Oléagineux)—		
L'hon C J Mayer	20	36,664
Secrétaire parlementaire—		
M Cardiff	1	11,875
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministre—		
L'hon E M MacKay	1	14,180
COMMUNICATIONS		
Ministre—		
L'hon M Masse	1	52,950
Secrétaire parlementaire—		
J S Edwards	1	222
CONSOMMATEURS ET SOCIÉTÉS		
Ministre—		
L'hon P Blais	1	29,293
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Ministre—		
L'hon B J McDougall	1	64,877
Ministre d'État (Emploi et Immigration)—		
L'hon M Vézina	1	46,990
Ministre d'État (Jeunesse)—		
L'hon M Danis	1	39,701
Secrétaire parlementaire—		
M R Tremblay	1	268
Condition féminine—Bureau de la coordonatrice		
Ministre—		
L'hon M Collins	35	2,177
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Ministre—		
L'hon J Epp	1	74,105
Secrétaire parlementaire—		
J A MacDougall	1	15,488
ENVIRONNEMENT		
Ministres—		
L'hon L Bouchard	1	11,485
L'hon R de Cotret	1	66,464
Secrétaire parlementaire—		
L Clark	1	29,559
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Ministre—		
Le très hon C J Clark	1	62,061
Ministre du commerce extérieur—		
L'hon J C Crosbie	1	64,357
Ministre des relations extérieures—		
L'hon M Landry	1	49,051
Secrétaires parlementaires—		
P Boyer	1	2,199
J Shields	1	15,272
FINANCES		
Ministre—		
L'hon M H Wilson	1	103,553
Ministre d'État (Finances)—		
L'hon G Loiselle	1	15,809
Ministre d'État (Finances et Privatisation)—		
L'hon J H McDermid	1	19,350
Secrétaire parlementaire—		
P H Vincent	1	143
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministre—		
L'hon B Valcourt	1	80,142
Secrétaire parlementaire—		
R Reid	1	5,325
FORÊTS		
Ministre—		
L'hon F Oberle	1	69,455
Secrétaire parlementaire—		
M Champagne	1	3,379

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires—*Fin*

	Crédit	Montant
		$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Ministre—		
L'hon T E Siddon	1	110,786
Ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien)—		
L'hon S Martin	1	31,870
Secrétaire parlementaire—		
D Dobbie	1	5,165
INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Ministre—		
L'hon B Bouchard	1	130,200
Ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)—		
L'hon T Hockin	1	115,500
Ministre des Sciences—		
L'hon W C Winegard	1	19,106
Secrétaires parlementaires—		
S Duplessis	1	466
B Moore	1	1,826
A Plourde	1	2,251
JUSTICE		
Ministre et procureur général du Canada—		
L'hon K Campbell	1	31,380
Secrétaire parlementaire—		
R Nicholson	1	4,082
TRAVAIL		
Ministre—		
L'hon J Corbeil	1	17,007
Secrétaire parlementaire—		
K James	1	340
DÉFENSE NATIONALE		
Ministre—		
L'hon W H McKnight	1	46,069
Ministre associé—		
L'hon M Collins	1	26,671
Secrétaire parlementaire—		
J-G Hudon	1	3,169
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministre—		
L'hon P Beatty	1	25,950
Ministre d'État (Troisième âge)—		
L'hon M Vézina	1	10,339
Ministre d'État (Condition physique et sport amateur)—		
L'hon M Danis	5	40,113
Secrétaire parlementaire—		
L Bourgault	1	1,750
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Ministre—		
L'hon O Jelinek	1	39,087
CONSEIL PRIVÉ		
Premier Ministre—		
Le très hon M B Mulroney	1	19,337
Ministre d'État (Premier Ministre)—		
L'hon H Andre	1	53,957
Vice-premier ministre et Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada—		
L'hon D F Mazankowski	1	13,031
Ministre d'État (Relations fédérales-provinciales) et Leader du gouvernement au Sénat—		
L'hon L Murray	1	10,169
TRAVAUX PUBLICS		
Ministre—		
L'hon E M MacKay	(L)	50,275[1]
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Ministre d'État (Habitation)—		
L'hon A Redway	25	45,022
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Ministre et Ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)—		
L'hon G Weiner	1	19,526
Secrétaire parlementaire—		
P A Browes	1	380
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Ministre—		
L'hon P H Cadieux	1	56,562
Secrétaire parlementaire—		
B Friesen	1	3,090
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Ministre—		
L'hon P W Dick	1	55,991
Secrétaire parlementaire—		
M B Tardif	1	987
TRANSPORTS		
Ministre—		
L'hon D Lewis	1	52,689
Ministre d'État (Transports)—		
L'hon J Corbeil	1	477
Secrétaire parlementaire—		
R Belsher	1	429
CONSEIL DU TRÉSOR		
Ministres—		
L'hon R de Cotret	1	6,393
L'hon G Loiselle	1	7,535
ANCIENS COMBATTANTS		
Ministre—		
L'hon G S Merrithew	1	37,095
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Ministre—		
L'hon C J Mayer	1	10,920

(L) Autorisation législative.

[1] 30% des indemnités de déplacement du Ministre ont été payées par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1990-91

Autres renseignements divers

SOMMAIRE

	Page
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.2
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.2
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail)	12.6
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement)	12.7
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91 (Parlement)	12.8
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé)	12.13
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires (Conseil privé)	12.13
Détails des dépenses par province—Élection générale 1988 (Conseil privé)	12.14
Détails des dépenses par province—Prochaine élection générale (Conseil privé)	12.14
État des dépenses par établissement (Solliciteur général)	12.15
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor)	12.17

NOTE À L'USAGER

Il serait apprécié si vous pourriez compléter et retourner l'**Enquête auprès du lecteur** insérée au début de ce volume

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Conférences et réunions	Montant
	$
Association des nations du sud-est de l'Asie (ASEAN)—Réunion ministérielle	77,237
Réunion ministérielle du groupe Cairns	20,389
Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe (CFMSA)—Nigéria	88,408
Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe (CFMSA)—Londres	76,578
Conférence des ministres de l'éducation du Commonwealth	20,106
Conférence des ministres de la culture	20,841
Conférence des ministres de l'éducation (CONFEMEN)	26,992
Conférence des ministres de la jeunesse et des sports (CONFEJES)	37,520
Conférence sur la dimension humaine de la CSCE	37,075
Sommet de la CSCE (Paris) et visite du Premier ministre en Italie	537,781
Conseil d'Administration de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT)	27,728
Sommet économique	223,425
Visite du Gouverneur général au Japon pour l'intronisation de l'Empereur	131,413
Conférence internationale sur l'éducation	51,523
Réunion ministérielle sur l'Uruguay Round des négotiations commerciales multilatérales	758,611
Conseil de l'Atlantique Nord (OTAN) Printemps—Réunion ministérielle	49,555
Conseil de l'Atlantique Nord (OTAN) Automne—Réunion ministérielle	28,918
Sommet de l'OTAN	156,744
Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)	78,279
Organisation des États américains (OAS) Assemblée générale	44,379
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) Réunion ministérielle du Comité de l'éducation	31,787
Réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE	32,718
Visite du Premier ministre en Allemagne (remise)	35,784
Réunion des ministres du commerce quadrilatéral	10,314
Conférence sur la coordination du développement de l'Afrique australe	23,820
Conférence des ministres de l'éducation du sud-est de l'Asie	8,155
Commission des Nations Unies sur les droits de la personne (UNCHR)	130,271
Assemblée générale des Nations Unies (UNGA)	623,996
Sommet mondial de l'enfance	218,181
Conférences et réunions diverses	197,049
Total	3,805,577

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Association des nations du sud-est de l'Asie (ASEAN)— Réunion ministérielle—$76,903

Membre de la Chambre des communes
Clark Le très hon J.
Agence canadienne de développement international
Gold R, Robertson I.
Affaires extérieures
Dann A, Hall I, Hawkes A, Johnstone B V, Judd J, Mank R, MacAngus R, McCloskey J C, Scott J J.

Réunion ministérielle du groupe Cairns—$20,389

Agriculture
O'Connell N A, Stone P M.
Affaires extérieures
Borland S, Crosbie W R, Gifford M, Shannon G E, Ste-Marie M, Stewart E W.

Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe (CFMSA)—Nigéria—$87,128

Membres de la Chambre des communes
Clark Le très hon J, McLean L'hon W.
Affaires extérieures
Dann A, Drever D, Edwards L, Elliott R, Hagen L, Johnstone B V, Judd J, MacAngus R, MacArtney K, Marchand de M, Papastathopoulos A, Rakmil V.

Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe (CFMSA)—Londres—$68,135

Membres de la Chambre des communes
Clark Le très hon J, McLean L'hon W.
Affaires extérieures
Bedell G, Dann A, Edwards L, Fuller P, Godfrey S, Johnstone V, MacAngus R.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Suite*

Conférence des ministres de l'éducation du Commonwealth—$17,583

Affaires extérieures
Stainforth P.
Gouvernements provinciaux
D'Aoust D, Brummet L'hon A, Connolly L'hon P, Dysart L'hon S, Nicholson B J.
Autre
Berry Dr J.

Conférence des ministres de la culture—$20,186

Membres de la Chambre des communes
Masse L'hon M, Pronovost D.
Communications
Arsenault D, Lyrette J.
Affaires extérieures
Asselin J, Baillargeon C, Lortie M.

Conférence des ministres de l'éducation (CONFEMEN)—$26,992

Agence canadienne de développement international
Zumstein J.
Affaires extérieures
Baillargeon C, Paquet G.
Gouvernements provinciaux
Bérubé N G, Haeberlé R, Lessard C, Martin N, Parent M, Sass P.

Conférence des ministres de la jeunesse et des sports (CONFEJES)—$37,520

Affaires extérieures
Paquet G.
Santé nationale et Bien-être social
Valcov R.
Gouvernements provinciaux
Ing D, Thériault L.

Conférence sur la dimension humaine de la CSCE—$37,075

Membres de la Chambre des communes
Clark Le très hon J, Mitchell M, Tremblay M, Volpé J.
Affaires extérieures
Booker D A, Bowker A, Carter L, Cooter C, Dann A, Hagen L, Holmes J, Johnstone V, Kinsman J, Lee Amb E, MacAngus R, Mackinnon P, Moher M, Poirier G.

Sommet de la CSCE (Paris) et visite du Premier ministre en Italie—$445,365

Membres de la Chambre des communes
Chadwick H, Clark Le très hon J, Della Noce V, Gibeau M, Mulroney Le très hon B, Prud'homme M.
Affaires extérieures
Dann A, Hawkes A, Kinsman J, MacAngus R, Marchand de M, McCallion K, McTeer M, Peel Amb H D, Wright D W.
Défense nationale
Burden MCpl G, Delvoie L, Lacosse Cpl J, Morin Cpl D, Nippard Cpl M, Rudolf Cpl D, White MCpl K.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Boucher L, Brownlee B, Chalifoux H, Cross K, Doyle A-M, Faubert M, Heinbecker P, Johnson C, Labrie J, Lalonde H, Laurin A, Lavoie G, Lavoie L, Legros G, Locatelli S, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Mulroney M, Munnoch S, Paterson S, Prusakowski T, Spector N, Terrien P.
Gendarmerie royale du Canada
Bérubé Insp A, Blair B, Chartrand B, Clément P, Cyr A, Droz Insp P, Dubé Insp J, Gagnon D, Lavoie B, Lawrence C, Ouellet Insp P, Sauvé R, Vocelle P, Weir Insp A.
Secrétariat d'État
Gilardino S, Rossi C.

Conseil d'Administration de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT)—$27,015

Membre de la Chambre des communes
Masse L'hon M.
Communications
Fletcher N.
Affaires extérieures
Baillargeon C, de Lorimier L, Elliott R, St-Martin J-G.

Sommet économique—$112,819

Membres de la Chambre des communes
Clark Le très hon J, Mulroney Le très hon B, Wilson L'hon M.
Affaires extérieures
Abbott H, Burney Amb D, Cassivi D, Curran P, Dann A, de Hoog A, Gifford M, Gompf J, Graves B, Haynal G, Ito M, Judd J, Kinsman J, Lavoie-Abate M, Lesage J, Lowrie R, Malone D, Marchand de M, MacAngus R, Proulx L.
Finances
Dodge D, McCutchan D.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Boucher L, Brownlee B, Carter J, Chalifoux H, Davis C, Doyle A M, Duplessis M, Dupuis G, Faubert M, Hartt S, Johnson C, Lalonde H, Laurin A, Lavoie G, Lavoie L, Leboeuf N, Legros G, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Mulroney M, Munnoch S, Paterson S.

Visite du Gouverneur général au Japon pour l'intronisation de l'Empereur—$114,490

Membres de la Chambre des communes
Hnatyshyn Le très hon R, Marchi S, Robitaille J-M, Scott W, Wilbee Dr S.
Affaires extérieures
Hamel L, Martin V, Taylor Amb J H.
Gouverneur général
Biolik A, Chevrier Y, Dubois Maj C, LaRocque J, Nadeau Lt S, O'Brien M, Sangster C, Smyth A.
Défense nationale
Jones Sgt E, Lessard Cpt P, MacDonald MCpl J, Thomas VAdm C, Tremblay WOff Y.
Gendarmerie royale du Canada
Chabot Insp R, McLauchlan Insp D.
Anciens combattants
Petelle A.
Autres
Hnatyshyn H E Mrs G, Marchi Mrs S, Robitaille Mrs J-M, Scott Mrs W, Smith Sgt E, Smith Mrs E, Taylor Mrs J, Thomas Mrs C, Tilston Col F, Wilbee Mrs S.

Conférence internationale sur l'éducation—$47,532

Affaires extérieures
Stainforth P.
Secrétariat d'État
Chippindale N.
Gouvernements provinciaux
Connolly Hon P, Gogo Hon J, Swenson Ms K.
UNESCO
Hogue M.
Autres
Agnaieff M, Bisaillon R, Darville R, Farrell Dr J, Whyte Dr F.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Suite*

Réunion ministérielle sur l'Uruguay Round des négotiations commerciales multilatérales—$366,383

Membres de la Chambre des communes
Althouse V, Blais L'hon P, Bosley L'hon J, Bouchard L'hon B, Brightwell Dr H, Crosbie L'hon J, Hughes K, MacLaren L'hon R, Mayer L'hon C, Mazankowski L'hon D, Plourde A, Wilson L'hon M.
Agriculture
Andrews S, Benoit R, Bjarnason Dr H, Borland Dr S, Bouvette A, Claydon F, Cooper P, Craddock C, Langlois S, Miller S, Norquay S, Shaw G, Stone P M, Sutherland P, Van Dusen T, Yussa F.
Communications
Tritt R.
Consommateurs et Sociétés
Keon J.
Affaires extérieures
Armitrage S, Ballhorn R, Belanger A, Benoit P, Berndt D, Campbell D W, Carisse L, Christie K, Crevier L, Crosbie W, Crummy K, Daniel P, Darisse L, Denis G A, Desloges C, Donaghy J, Dunlop D, Farmer R, Gauthier F, Gero J, Gifford M, Gore K, Gosselin P, Haddow P, Hamilton J, Hepburn L, Hesson K, Klassen J, Leblanc G, Lee D P, Lloyd P, Lonmo V, Lyon A, MacMahon P, Marcil A, Moffa A, Molgat D, Morrisey B, Nadeau F, Norman T, Peever K, Plunkett D, Rouleau C, Sage M, Sainte-Marie C, Shannon G, Steger D, Ste-Marie M, Stewart E, Stokoe D, Strachan R, Summers D, Svoboda L, Vanderwerf M, Watt R, Weekes J, Wilson H R, Wright R G, Yakabuski P.
Finances
Anderson D, Bernes T, Collins-Williams T, LePan N, McCutchan D, Sutherstrom D, Swedlove F.
Pêches et Océans
Sama A.
Industrie, Sciences et Technologie
Ford T, Lafond S, MacDonald C T, McCulla D, Shull M.
Investissement Canada
Verdun E.
Secrétariat d'État
Dykstra J, Emond D, Pressoir M, Rivard F, Trudel P.
Transports
Campbell J E.

Conseil de l'Atlantique Nord (OTAN) Printemps—Réunion ministérielle—$37,012

Membre de la Chambre des communes
Clark Le très hon J.
Affaires extérieures
Dann A, Hagen L, Johnstone V, Kinsman J, MacAngus R, Malone A, Moher M, Smith G S.
Défense nationale
Emond BGen C.
Gendarmerie royale du Canada
McLaughlan Insp D.

Conseil de l'Atlantique Nord (OTAN) Automne—Réunion ministérielle—$28,918

Membre de la Chambre des communes
Clark Le très hon J.
Affaires extérieures
Bartleman J, Bellemare D, Brock M, Dann A, Daubney D, Johnstone V, Kinsman J, McTeer M.
Défense nationale
Krall Col B.
Gendarmerie royale du Canada
Loeppky Insp G.

Sommet de l'OTAN—$100,674

Membres de la Chambre des communes
Clark Le très hon J, Mulroney Le très hon B.
Affaires extérieures
Dann A, Judd J, Kinsman J, MacAngus R, Malone T, Marchand de M, Snider D.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Anderson D, Boucher L, Brownlee B, Cameron D, Doyle A-M, Gascon L, Hartt S, Johnson C, Labrie J, Lavoie G, Lavoie L, Leboeuf N, Locatelli S, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Mulroney M, Munnoch S, Paterson S, Prusakowski T.
Gendarmerie royale du Canada
Bérubé Insp A, Coté Cpl S, Dallaire Cst M, Déry Cst G, Edwards Cst T, Fedor Cst S, Giguere Cst P, Leblanc Cst P, Martel Insp W, McLauchlan Insp D, Perreault Cpl M, Taylor Sgt J.

Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)—$75,086

Commission de contrôle de l'énergie atomique
Casterton J, Coady J, Harvie J.
Affaires extérieures
Calderwood P, Cocker P, Després A, Jacoby G, Mason H E, Robertson A W.
Autres
Cox D, Desjardins M-F, Morrison A.

Organisation des États américains (OAS) Assemblée générale—$16,016

Membres de la Chambre des communes
Landry L'hon M, Robitaille J-M.
Affaires extérieures
Bickford D, de Goumois M, Déry G, Durand P, Fréchette L, Hubert J-P.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) Réunion ministérielle du Comité de l'éducation—$27,692

Emploi et Immigration
Carin B.
Secrétariat d'État
Jasmin G.
Gouvernements provinciaux
Haeberlé R, King R H, Roy G, Strachan B, Warren P J.
Autre
Molloy G.

Réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE—$16,898

Membres de la Chambre des communes
Crosbie L'hon J, Wilson L'hon M.
Affaires extérieures
Beehan C, Campbell D, Crosbie B, Haynal G, Martin V, Small M, Wilson H.
Finances
Brown H, Dodge D, Grant G, McCutchan D.

Réunion des ministres du commerce quadrilatéral—$10,251

Membre de la Chambre des communes
Crosbie L'hon J.
Affaires extérieures
Campbell D W, Crosbie W, Denis G A, Hamilton J, Klassen J, Lyon A, Shannon G E, Wilson H.
Finances
Collins-Williams T.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Fin*

Conférence sur la coordination du développement de l'Afrique australe—$23,820

Membre de la Chambre des communes
McLean L'hon W.
Affaires extérieures
Edelstein V.

Conférence des ministres de l'éducation du sud-est de l'Asie—$8,155

Autres
Whyte Dr F, Gorica N.

Commission des Nations Unies sur les droits de la personne (UNCHR)—$113,437

Membres de la Chambre des communes
Gaffney B, Littlechild W, Robinson S.
Affaires extérieures
Andreychuck R, Assad A, Brisco D, Dubois P, Ferguson I, Kessel A, Marantz D, Raletich-Rajicic M, Trottier J.
Justice
Perrier A.
Autre
Mahoney Prof K.

Assemblée générale des Nations Unies (UNGA)—$538,839

Membres de la Chambre des communes
Belair R, Bjornson D, Brewin J, Campbell C, Charest L'hon J, Clark L'hon J, Feltham L, Fontaine G, Harb M, Landry L'hon M, McLean L'hon W, Robinson S, Tetreault J, Tremblay M.
Vérificateur général
Beaulieu L.
Affaires extérieures
Andreychuk R, April S, Beesley A, Bellemaire D, Bouchard F, Brisco D, Bugailiskis A, Calderwood P, Cloutier M, Cooney G, Dann A, Daubney D, Defoy G, Dubois C, Fortier P, Fountain S, Godfrey S, Hanson S, Hawkes A, Jacobs E, Johnstone V, Kessel A, Kinsman J, Lefebvre E, Loken M, Looye D, Marantz B, Mason P, Mawhinney B, McLeod D, Nicholas V, Plamondon B, Quick F, Raletich M, Raymond V, Reiskind J, Robertson A W, Rodney H, Saint-Louis V, Schwenger C, Stewart G, Svoboda C, Weir G, Westdal C, Wright M.
Autres
Robertson J, Thompson D.

Sommet mondial de l'enfance—$183,233

Membres de la Chambre des communes
Beatty L'hon P, Clark Le très hon J, Mulroney Le très hon B.
Agence canadienne de développement international
Ward R.
Affaires extérieures
Burney Amb D, Ferguson I, Westdal C.
Santé nationale et Bien-être social
Capling S, McElwain M.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Boucher L, Brownlee B, Cameron D, Chalifoux H, Chant B, Davis C, Dupuis G, Faubert M, Heinbecker P, Johnson C, Lavoie G, Lavoie L, Matte L, McCarthy B, McRobb R, Morgan R, Munnoch S, Richards M, Saunders C, Skabar L, Spector N, Ward B.
Gendarmerie royale du Canada
Gaughran G, Pavey Insp G.
Autres
Pearson L, Piracha S.

TRAVAIL

Paiements d'indemnités et frais d'administration

Détails	Paiements d'indemnités[1]	Frais d'administration[2]	Total des paiements
	$	$	$
Terre-Neuve	1,424,333	232,179	1,656,512
Île-du-Prince-Édouard	440,600	68,875	509,475
Nouvelle-Écosse—Fédéral	3,257,794	475,836	3,733,630
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	11,056,096	999,923	12,056,019
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a)	4,993,949	359,011	5,352,960
Nouvelle-Écosse—Vieille silicose	652,324	49,524	701,848
Nouveau-Brunswick	1,099,795	189,322	1,289,117
Québec	13,006,271	2,987,533	15,993,804
Ontario	25,303,845	4,383,810	29,687,655
Manitoba	1,656,440	288,000	1,944,440
Saskatchewan	1,654,700	324,000	1,978,700
Alberta	4,420,738	1,093,424	5,514,162
Colombie-Britannique	3,821,145	1,501,182	5,322,327
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada	32,680		32,680
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands et aux enfants à leur charge	8,325		8,325
Indemnisations à des employés engagés occasionnels du Québec CT 1979-29	36,749		36,749
Remboursements à la Commission des accidents du travail (CAT) pour paiements en trop	415		415
Sommes excédentaires versées à des réclamants (cas de subrogation)	543,161		543,161
Salaires recouvrés et retournés à d'autres ministères du gouvernement (cas de subrogation)	865,853		865,853
Frais juridiques, médicaux et professionnels (cas de subrogation)	207,735		207,735
Indemnisations à des détenus	58,292		58,292
	74,541,240	12,952,619	87,493,859
Moins: recouvrements			
Frais d'administration recouvrés des organismes de l'État		2,814,687	2,814,687
Coûts de réclamations recouvrés des organismes de l'État	42,208,886		42,208,886
Montants recouvrés de tiers responsables (subrogation)	1,875,869		1,875,869
Surplus de sommes versées à titre d'indemnisation recouvré des réclamants	11,444		11,444
Recouvrement d'indemnités versées à des détenus	58,463		58,463
	44,154,662	2,814,687	46,969,349
Dépenses nettes	30,386,578	10,137,932	40,524,510

[1] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant:
a) les employés de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État);
b) les marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands); et
c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition desdites mines par la Société.

[2] Représente la quote-part du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales des accidents de travail.
Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral. Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest se règlent par l'intermédiaire de la CAT de l'Alberta.

PARLEMENT
Chambre des communes
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Belsher R	Ministre des Transports du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Bourgault L	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Boyer P	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Browes P A	Secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Cardiff M	Vice-premier ministre et président du Conseil privé de la Reine et ministre de l'Agriculture du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Champagne M	Ministre des Forêts du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Clark L	Ministre de l'Environnement du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Cooper A	Ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes du 5 avril au 6 septembre 1990 Leader du gouvernement à la Chambre des communes du 7 septembre 1990 au 31 mars 1991	10,275
Crosby H E	Président du Conseil du Trésor du 5 avril 1990 au 26 février 1991	9,337
Della Noce V	Ministre du Revenu national du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Dobbie D	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Duplessis S	Ministre d'État (Sciences et Technologie) du 5 avril au 6 septembre 1990 Ministre des Sciences du 7 septembre 1990 au 31 mars 1991	10,275
Edwards J S	Ministre des Communications du 5 avril 1990 au 14 janvier 1991	8,017
Friesen B	Solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture) du 5 avril au 6 septembre 1990 Solliciteur général du Canada du 7 septembre 1990 au 31 mars 1991	10,275
Gustafson L	Premier ministre du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Hudon J-G	Ministre de la Défense nationale du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
James K	Ministre du Travail et ministre d'État (Transports) du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Kempling W J	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
MacDougall J A	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
McCreath P L	Ministre d'État (Finances et Privatisation) du 27 février au 31 mars 1991	938
Moore B	Ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Nicholson R	Ministre de la Justice et procureur général du Canada et leader du gouvernement à la Chambre des communes du 5 avril au 6 septembre 1990 Ministre de la Justice et procureur général du Canada du 7 septembre 1990 au 31 mars 1991	10,275
Plourde A	Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie du 7 septembre 1990 au 31 mars 1991	5,855
Reid R	Ministre des Pêches et des Océans du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Richardson L	Ministre des Communications du 1er février au 31 mars 1991	1,778
Roy-Arcelin N	Ministre des Travaux publics du 7 septembre 1990 au 31 mars 1991	5,855
Scott W	Ministre des Anciens combattants du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Shields J	Ministre du Commerce extérieur du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Tardif M B	Ministre des Approvisionnements et Services du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Thacker B	Ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture) du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Tremblay B	Ministre de l'Expansion économique régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie du 5 avril au 27 juin 1990	2,437
Vincent P H	Ministre des Finances du 5 avril 1990 au 31 mars 1991	10,275
Worthy D	Ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires) et ministre d'État (Finances) du 7 septembre 1990 au 26 février 1991 Président du Conseil du Trésor du 27 février au 31 mars 1991	5,855
		296,947

PARLEMENT
Sénat
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91

Honorables sénateurs	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Frais de bureau
	$	$	$	$
Adams W	62,675	9,875	38,419	1,924
Anderson M	21,701	3,425	9,054	49
Argue H	62,135	9,335	42,002	49,930
Asselin M	21,868	3,451	29,474	15,000
Atkins N K	62,555	9,755	19,778	6,058
Austin J	62,675	9,875	61,704	13,450
Balfour J	62,675	9,875	20,545	6,558
Barootes E W	62,675	9,875	58,475	2,340
Beaudoin G	62,675	9,875	5,443	33,489
Beaulieu M	37,134	5,844	5,186	7,904
Bélisle R	62,675	9,875	4,472	9,991
Bernston E A	32,315	5,084	24,880	17,427
Bielish M	30,533	4,818	20,787	2,906
Bolduc R	62,675	9,875	23,028	5,678
Bonnell L	62,675	9,875	25,882	13,805
Bosa P	62,675	9,875	21,653	118
Buchanan J M	34,901	5,492	21,663	10,855
Buckwold S L	62,675	9,875	41,563	253
Carney P	37,134	5,844	27,743	42,166
Castonguay C	33,005	5,193	5,182	2,200
Chaput-Rolland S	62,675	9,875	12,949	12,410
Charbonneau G	62,675	9,875	4,554	32,500
Indemnité à titre de président du Sénat	30,175			
Cochrane E	62,675	9,875	61,379	49,756
Cogger M B	61,955	9,155	21,856	24,074
Comeau G J	37,134	5,844	23,055	20,416
Cools A	62,675	9,875	20,035	19,098
Corbin E	62,675	9,875	18,353	46,217
Croll D A	62,675	9,875	10,997	5,295
Davey K	62,675	9,875	19,122	30,840
David P P	62,675	9,875	6,159	10,139
De Bané P	63,035	10,235	42,386	36,264
Denis A	62,675	9,875	5,565	
Deware M M	33,005	5,193	11,488	9,895
Di Nino C	37,134	5,844	13,565	4,349
Doody C W	62,675	9,875	23,156	60
Indemnité à titre de leader adjoint du gouvernement	14,525			
Doyle R J	62,675	9,875	6,685	1,664
Everett D D	59,855	7,055	27,365	24
Eyton J T	33,005	5,193	13,273	5,495
Fairbairn J	62,675	9,875	70,262	37,737
Flynn J	24,206	3,820	20,440	15,000
Forrestall J M	32,315	5,084	29,148	17,670
Frith R	62,675	9,875	17,669	3,066
Indemnité à titre de leader adjoint de l'Opposition	9,175			
Gigantès P D	62,675	9,875	28,313	14,989
Grafstein J S	61,175	8,375	20,333	6,347
Graham B A	62,675	9,875	57,687	29,563
Grimard N	32,315	5,084	9,961	17,172
Guay J P	31,551	4,979	24,858	3,812
Haidasz S	62,675	9,875	21,701	37,397
Hastings E	62,675	9,875	58,716	29,367
Hatfield R	35,765	5,628	14,678	2,173
Hays D P	62,675	9,875	54,740	10,758
Hébert J	62,675	9,875	13,507	42,600
Hicks H D			1,157	
Johnson J	32,315	5,084	20,546	7,320
Kelleher J F	33,005	5,193	12,795	3,346
Kelly W M	62,675	9,875	24,080	37,093
Keon W J	32,315	5,084		19,482
Kenny C	62,675	9,875	46,201	46,200
Kinsella N A	34,901	5,492	18,858	6,083
Kirby M	62,675	9,875	49,490	35,922
Kolber L	56,075	3,275	9,588	118
Lang D A	59,615	6,815	8,447	3,000
Lavoie-Roux T	32,315	5,084	3,619	3,515
Lawson E M	61,175	8,375	59,761	14,003
Leblanc F E	62,675	9,875	9,337	13,535
Leblanc R	62,675	9,875	55,500	38,778
Lefebvre T H	62,675	9,875	21,361	3,406
Lewis P D	62,435	9,635	31,723	1,025
Lucier P	62,675	9,875	39,363	31,100
Lynch-Staunton J	33,005	5,193	4,138	253
MacDonald F	62,675	9,875	22,526	27,931
Macdonald J M	62,495	9,695	19,913	9,060
MacEachen A J	62,675	9,875	24,886	29,823
Indemnité à titre de leader de l'Opposition	23,200			
Macquarrie H	62,675	9,875	26,373	30,938
Marchand L	62,675	9,875	56,278	9,481
Marsden L	62,675	9,875	50,514	13,619
Marshall J	62,675	9,875	41,300	48,745
Meighen M A	32,315	5,084	21,470	3,981
McElman C R			3,339	
Molgat G L	62,675	9,875	58,259	58,791
Molson H de M	59,615	6,815	1,866	900
Muir R	62,675	9,875	16,242	13,572
Murray L	62,675	9,875	10,785	60
Neiman J	62,675	9,875	16,133	5,625
Nurgitz N	62,675	9,875	47,436	4,135
Oliver D H	35,765	5,628	37,743	30,508
Olson H A	62,675	9,875	42,575	6,766
Ottenheimer G	62,675	9,875	51,812	13,919
Perrault R J	62,675	9,875	58,762	9,683
Petten W J	62,675	9,875	25,764	4,336
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	4,725			
Phillips O H	62,675	9,875	27,042	23,722
Indemnité à titre de whip du gouvernement	7,350			
Pitfield P M	62,075	9,275	792	5,738
Poitras J M	62,675	9,875	24,492	14,738
Riel M	61,895	9,095	11,147	6,536
Rizzuto P	62,675	9,875	8,301	6,251
Robertson B M	62,675	9,875	45,135	33,176

PARLEMENT
Sénat
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91—*Fin*

Honorables sénateurs	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Frais de bureau
	$	$	$	$
Robichaud L J	62,675	9,875	5,811	1,980
Roblin D	62,675	9,875	28,253	348
Ross J W	32,315	5,084	14,707	30,904
Rossiter E	62,675	9,875	37,560	27,755
Sherwood C B	15,525	2,450	7,930	3,000
Simard J-M	62,675	9,875	26,784	33,430
Sparrow H O	62,435	9,635	44,769	44,661
Spivak M	62,675	9,875	46,593	32,340
Stanbury R J	62,075	9,275	22,112	22,919
Steuart D G	50,903	8,029	28,297	168
Stewart J B	62,675	9,875	23,411	2,306
Stollery P	62,675	9,875	32,836	23,775
Sylvain J	35,765	5,628	5,162	3,988
Teed N E	37,134	5,845	15,449	9,380
Thériault L N	62,675	9,875	55,026	12,195
Thompson A	62,675	9,875	1,305	
Tremblay A	62,675	9,875	21,249	33,947
Turner C	61,290	9,658	7,422	
Twinn W P	32,315	5,084	33,660	3,250
Van Roggen G	62,675	9,875	52,358	3,387
Waters S C	50,600	7,970	68,639	2,041
Watt C	62,675	9,875	29,991	15,000
Wood D	62,495	9,695	21,292	11,655
	6,458,274	984,530	3,088,353	1,812,890

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Allmand L'hon W	62,675	20,775	27,896	111,346
Althouse V	62,675	25,525	60,711	148,911
Anawak J I	62,675	27,450	142,061	232,186
Anderson E	62,675	20,775	24,409	107,859
Andre L'hon H	62,675	20,775	58,446	141,896
Angus I	62,675	20,775	59,826	143,276
Indemnité à titre de Whip en chef d'un parti	7,350			7,350
Arseneault G H	62,675	20,775	46,157	129,607
Assad M	62,675	20,775	13,051	96,501
Atkinson K	62,675	20,775	25,623	109,073
Attewell W	62,675	20,775	33,581	117,031
Axworthy C	62,675	20,775	65,606	149,056
Axworthy L'hon L	62,675	20,775	62,029	145,479
Baker G S	62,675	25,525	88,550	176,750
Barrett D	62,675	20,775	73,024	156,474
Beatty L'hon P	62,675	20,775	23,396	106,846
Bélair R	62,675	25,525	73,588	161,788
Bellemare E	62,675	20,775	12,936	96,386
Belsher R	62,675	20,775	73,570	157,020
Benjamin L	62,675	20,775	60,898	144,348
Berger D	62,675	20,775	24,151	107,601
Bernier G	62,675	20,775	40,351	123,801
Bertrand G	62,675	20,775	17,543	100,993
Bevilacqua M	31,330	10,377	27,491	69,198
Bird J W Bud	62,675	20,775	62,420	145,870
Bjornson D	62,675	20,775	55,577	139,027
Black D	62,675	20,775	77,041	160,491
Blackburn D	62,675	20,775	30,812	114,262
Blackburn J-P...........	62,675	20,775	42,686	126,136
Blaikie B	62,675	20,775	55,970	139,420
Blais L'hon P	62,675	20,775	56,197	139,647
Blenkarn D	62,675	20,775	44,858	128,308
Blondin E	62,675	27,450	113,598	203,723
Bosley L'hon J W	62,675	20,775	33,308	116,758
Bouchard L'hon B	62,675	20,775	41,475	124,925
Bouchard L'hon L	62,675	20,775	23,225	106,675
Boudria D	62,675	20,775	27,615	111,065
Indemnité à titre de Whip suppléant de l'Opposition	7,350			7,350
Bourgault L	62,675	20,775	29,401	112,851
Boyer P	62,675	20,775	33,972	117,422
Breaugh M	39,972	13,244	14,976	68,192
Brewin J F	62,675	20,775	95,462	178,912
Brightwell A H H	62,675	20,775	32,687	116,137
Browes P A	62,675	20,775	30,661	114,111
Butland S	62,675	20,775	41,493	124,943
Caccia L'hon C L	62,675	20,775	27,575	111,025
Cadieux L'hon P H	62,675	20,775	5,527	88,977
Callbeck C	62,675	20,775	51,227	134,677
Campbell C	62,675	20,775	41,174	124,624
Campbell L'hon K	62,675	20,775	39,063	122,513
Cardiff M	62,675	20,775	33,092	116,542
Casey B	62,675	20,775	43,355	126,805
Catterall M	62,675	20,775	9,958	93,408
Chadwick H	62,675	20,775	25,813	109,263
Champagne L'hon A	62,675	20,775	13,656	97,106
Indemnité à titre de vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre, indemnité à titre de vice-président et président des Comités pléniers de la Chambre	23,259			23,259
Champagne M	62,675	20,775	22,013	105,463
Charest L'hon J J	62,675	20,775	33,265	116,715
Chartrand G	62,675	20,775	12,497	95,947
Chrétien L'hon J	19,773	6,543	7,071	33,387
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition	8,183			8,183
Clancy M	62,675	20,775	54,130	137,580
Clark Le très hon C J	62,675	25,525	80,992	169,192
Clark L	62,675	20,775	71,544	154,994
Clifford T	62,675	20,775	46,551	130,001
Cole J E	62,675	20,775	29,889	113,339
Collins L'hon M	62,675	20,775	70,095	153,545
Comuzzi J	62,675	25,525	47,421	135,621
Cook C	62,675	20,775	91,728	175,178
Cooper A	62,675	25,525	63,122	151,322
Copps S	62,675	20,775	63,883	147,333
Corbeil L'hon J	62,675	20,775	20,175	103,625
Corbett R	62,675	20,775	46,773	130,223
Côté Y	62,675	20,775	29,274	112,724
Couture C	62,675	20,775	15,198	98,648
Crawford R	62,675	20,775	29,273	112,723
Crosbie L'hon J C	62,675	20,775	13,201	96,651
Crosby H E	62,675	20,775	60,127	143,577
Danis L'hon M	62,675	20,775	21,195	104,645
Darling S	62,675	20,775	20,499	103,949
DeBlois C	62,675	20,775	44,303	127,753
Indemnité à titre de vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre	5,148			5,148
de Cotret L'hon R	62,675	20,775	5,826	89,276
de Jong S	62,675	20,775	63,976	147,426
Della Noce V	62,675	20,775	23,024	106,474
Desjardins G	62,675	20,775	35,229	118,679
Dick L'hon P W	62,675	20,775	25,417	108,867
Dingwall D C	62,675	20,775	55,280	138,730
Indemnité à titre de Whip de l'Opposition	7,176			7,176
Dionne M A	62,675	20,775	29,833	113,283
Dobbie D	62,675	20,775	68,446	151,896
Domm B	62,675	20,775	20,456	103,906
Dorin M W	62,675	20,775	86,089	169,539
Duceppe G	39,972	13,244	8,595	61,811
Duhamel R J	62,675	20,775	76,866	160,316
Duplessis S	62,675	20,775	32,974	116,424

PARLEMENT

Chambre des communes

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91—*Suite*

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Edmonston P	62,675	20,775	31,935	115,385
Edwards J S	62,675	20,775	86,328	169,778
Epp L'hon J	62,675	20,775	57,135	140,585
Fee D	62,675	20,775	68,609	152,059
Feltham L	62,675	20,775	96,556	180,006
Ferguson L'hon R	62,675	20,775	40,267	123,717
Ferland M	62,675	20,775	21,303	104,753
Finestone S	62,675	20,775	17,227	100,677
Fisher R	62,675	20,775	54,028	137,478
Flis J	62,675	20,775	34,112	117,562
Fontaine G	62,675	20,775	41,666	125,116
Fontana J	62,675	20,775	36,864	120,314
Foster M	62,675	20,775	45,740	129,190
Fraser L'hon J A	62,675	20,775	32,124	115,574
Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes	47,825			47,825
Fretz G	62,675	20,775	36,531	119,981
Friesen B	62,675	20,775	81,019	164,469
Fulton J	62,675	25,525	77,055	165,255
Funk R	62,675	25,525	73,853	162,053
Gaffney B	62,675	20,775	9,087	92,537
Gagliano A	62,675	20,775	21,266	104,716
Gardiner B L	62,675	25,525	111,549	199,749
Gauthier J-R	62,675	20,775	5,525	88,975
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition à la Chambre	11,700			11,700
Gérin F	62,675	20,775	44,756	128,206
Gibeau M	62,675	20,775	17,525	100,975
Gray D	62,675	20,775	43,589	127,039
Gray L'hon H	62,675	20,775	34,168	117,618
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition et à titre de Leader de l'Opposition à la Chambre	27,442			27,442
Greene B	62,675	20,775	34,775	118,225
Grey D	62,675	20,775	57,523	140,973
Guarnieri A	62,675	20,775	30,114	113,564
Guilbault J-G	62,675	20,775	24,759	108,209
Gustafson L	62,675	20,775	69,912	153,362
Halliday B	62,675	20,775	22,569	106,019
Harb M	62,675	20,775	6,275	89,725
Harvard J	62,675	20,775	58,407	141,857
Harvey A	62,675	20,775	37,423	120,873
Harvey R	62,675	20,775	63,551	147,001
Hawkes J	62,675	20,775	69,197	152,647
Indemnité à titre de Whip en chef du gouvernement	12,900			12,900
Heap D	62,675	20,775	35,721	119,171
Hicks B	62,675	20,775	29,783	113,233
Hockin L'hon T	62,675	20,775	31,523	114,973
Hogue J-P	62,675	20,775	19,974	103,424
Holtmann F	62,675	20,775	75,908	159,358
Hopkins L	62,675	20,775	21,064	104,514
Horner B	62,675	20,775	28,012	111,462
Horning A	62,675	20,775	93,334	176,784
Hovdebo S	62,675	20,775	70,815	154,265
Hudon J-G	62,675	20,775	21,891	105,341
Hughes K G	62,675	20,775	88,137	171,587
Hunter L	62,675	20,775	77,927	161,377
Jacques C	62,675	20,775	14,734	98,184
James K	62,675	20,775	40,612	124,062
Jelinek L'hon O	62,675	20,775	44,643	128,093
Johnson A	62,675	20,775	94,963	178,413
Joncas J-L	62,675	20,775	40,874	124,324
Jordan J	62,675	20,775	14,897	98,347
Jourdenais F	62,675	20,775	17,029	100,479
Kaplan L'hon B	62,675	20,775	23,775	107,225
Karpoff J	62,675	20,775	79,954	163,404
Karygiannis J	62,675	20,775	26,786	110,236
Kempling W J	62,675	20,775	21,927	105,377
Keyes S	62,675	20,775	32,114	115,564
Kilger B	62,675	20,775	29,671	113,121
Kilgour D	62,675	20,775	67,582	151,032
Kindy A	62,675	20,775	49,008	132,458
Koury A	62,675	20,775	14,896	98,346
Kristiansen L	62,675	20,775	77,589	161,039
Landry L'hon M	62,675	20,775	13,701	97,151
Langan J	62,675	20,775	63,442	146,892
Langdon S	62,675	20,775	50,457	133,907
Langlois C A	62,675	25,525	53,991	142,191
Lapierre L'hon J	62,675	20,775	32,019	115,469
Laporte R	62,675	20,775	65,222	148,672
Larrivée G	62,675	20,775	15,508	98,958
Layton L'hon R E J	62,675	20,775	15,800	99,250
LeBlanc F G	62,675	20,775	56,740	140,190
Leblanc N	62,675	20,775	18,650	102,100
Lee D	62,675	20,775	26,269	109,719
Lewis L'hon D	62,675	20,775	9,416	92,866
Littlechild W	62,675	20,775	91,908	175,358
Loiselle L'hon G	62,675	20,775	21,108	104,558
Lopez R	62,675	20,775	15,440	98,890
MacAulay L	62,675	20,775	70,760	154,210
MacDonald L'hon D	62,675	20,775	42,433	125,883
MacDonald R	62,675	20,775	62,242	145,692
MacDougall J A	62,675	25,525	37,043	125,243
MacKay L'hon E M	62,675	20,775	65,538	148,988
MacLaren L'hon R	62,675	20,775	54,242	137,692
MacLellan R	62,675	20,775	59,716	143,166
MacWilliam L D	62,675	20,775	91,309	174,759
Maheu S	62,675	20,775	17,719	101,169
Malone A	62,675	20,775	93,812	177,262
Manley J	62,675	20,775	22,933	106,383
Marchi S	62,675	20,775	43,982	127,432
Marin C-E	62,675	20,775	36,587	120,037
Marleau D	62,675	20,775	40,745	124,195
Martin P	62,675	20,775	22,371	105,821
Martin L'hon S	62,675	20,775	23,829	107,279
Masse L'hon M	62,675	20,775	10,959	94,409
Mayer L'hon C J	62,675	20,775	66,339	149,789
Mazankowski L'hon D F	62,675	20,775	66,330	149,780
McCreath P L	62,675	20,775	63,879	147,329
McCurdy H	62,675	20,775	45,255	128,705
McDermid L'hon J H	62,675	20,775	28,431	111,881
McDougall L'hon B J	62,675	20,775	41,128	124,578
McGuire J	62,675	20,775	55,221	138,671
McKnight L'hon W H	62,675	20,775	70,604	154,054
McLaughlin L'hon A	62,675	25,525	71,694	159,894
Indemnité à titre de Leader à la Chambre—Autre parti	28,750			28,750
McLean L'hon W	62,675	20,775	57,553	141,003
Merrithew L'hon G S	62,675	20,775	45,798	129,248
Mifflin F J	62,675	25,525	83,082	171,282
Milliken P	62,675	20,775	26,500	109,950
Mills D J	62,675	20,775	22,908	106,358

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91—*Fin*

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Mitchell M A	62,675	20,775	46,103	129,553
Mitges G	62,675	20,775	16,404	99,854
Monteith K	62,675	20,775	29,853	113,303
Moore B	62,675	20,775	27,520	110,970
Mulroney Le très hon M B	62,675	20,775	1,241	84,691
Murphy R	62,675	25,525	49,542	137,742
Nault R D	62,675	25,525	70,749	158,949
Nicholson R	62,675	20,775	37,481	120,931
Nowlan P	62,675	20,775	61,121	144,571
Nunziata J	62,675	20,775	46,180	129,630
Nystrom L	62,675	20,775	66,040	149,490
Oberle L'hon F	62,675	25,525	45,009	133,209
O'Kurley B	62,675	20,775	84,887	168,337
Ouellet L'hon A	62,675	20,775	25,479	108,929
Pagtakhan R	62,675	20,775	54,032	137,482
Paproski L'hon S E	62,675	20,775	49,969	133,419
Indemnité à titre de vice-président des Comités pléniers de la Chambre	10,275			10,275
Parent G	62,675	20,775	39,950	123,400
Parker S	62,675	20,775	71,132	154,582
Peterson J	62,675	20,775	34,629	118,079
Phinney B	62,675	20,775	46,755	130,205
Pickard J	62,675	20,775	45,754	129,204
Plamondon L	62,675	20,775	32,897	116,347
Plourde A	62,675	20,775	46,603	130,053
Indemnité à titre de Whip suppléant du gouvernement	3,947			3,947
Porter R H	62,675	20,775	61,549	144,999
Pronovost D	62,675	20,775	23,095	106,545
Indemnité à titre de vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre	466			466
Proud G	62,675	20,775	57,447	140,897
Prud'homme M	62,675	20,775	8,227	91,677
Redway L'hon A	62,675	20,775	23,778	107,228
Reid R	62,675	20,775	33,771	117,221
Reimer J H	62,675	20,775	42,823	126,273
Ricard G	62,675	20,775	19,405	102,855
Richardson L	62,675	20,775	77,507	160,957
Rideout G S	62,675	20,775	41,210	124,660
Riis N A	62,675	20,775	86,562	170,012
Indemnité à titre de Leader du Gouvernement—Autre parti	9,875			9,875
Robichaud F	30,015	9,957	23,371	63,343
Robinson S J	62,675	20,775	73,849	157,299
Robitaille J M	62,675	20,775	17,967	101,417
Rocheleau G	62,675	20,775	9,170	92,620
Rodriguez J R	62,675	20,775	36,150	119,600
Rompkey L'hon W	62,675	25,525	72,363	160,563
Roy-Arcelin N	62,675	20,775	14,819	98,269
St-Julien G	62,675	25,525	45,286	133,486
Samson C	62,675	20,775	63,027	146,477
Schneider L	62,675	20,775	62,738	146,188
Scott G	62,675	20,775	24,448	107,898
Scott W	62,675	20,775	16,680	100,130
Shields J	62,675	25,525	92,167	180,367
Siddon L'hon T E	62,675	20,775	38,712	122,162
Simmons L'hon R C	62,675	25,525	126,525	214,725
Skelly R	62,675	25,525	127,508	215,708
Skelly R E	62,675	20,775	104,724	188,174
Sobeski P	62,675	20,775	25,592	109,042
Soetens R	62,675	20,775	26,148	109,598
Sparrow B J	62,675	20,775	49,988	133,438
Speller B	62,675	20,775	42,020	125,470
Stevenson R	62,675	20,775	23,732	107,182
Stewart C	62,675	20,775	25,513	108,963
Stupich D D	62,675	20,775	103,650	187,100
Tardif M B	62,675	20,775	23,911	107,361
Taylor L	62,675	25,525	53,105	141,305
Tétreault J	62,675	20,775	9,733	93,183
Thacker B	62,675	20,775	43,595	127,045
Thompson G	62,675	20,775	57,488	140,938
Thorkelson S	62,675	20,775	79,787	163,237
Tobin B	62,675	25,525	66,755	154,955
Tremblay B	62,675	20,775	26,810	110,260
Tremblay M	62,675	20,775	36,149	119,599
Tremblay M R	62,675	20,775	40,393	123,843
Indemnité à titre de Whip suppléant du gouvernement	3,092			3,092
Turner G	62,675	20,775	23,621	107,071
Turner Le très hon J N	62,675	20,775	5,468	88,918
Indemnité à titre de Leader de l'Opposition	20,596			20,596
Valcourt L'hon B	62,675	20,775	32,563	116,013
Vanclief L	62,675	20,775	30,245	113,695
Van De Walle W	62,675	20,775	74,463	157,913
Vankoughnet B	62,675	20,775	15,027	98,477
Venne P	62,675	20,775	23,786	107,236
Vézina L'hon M	62,675	20,775	31,058	114,508
Vien J	62,675	20,775	20,355	103,805
Vincent P H	62,675	20,775	28,505	111,955
Volpe J	62,675	20,775	34,837	118,287
Waddell I	62,675	20,775	67,285	150,735
Walker D	62,675	20,775	60,501	143,951
Wappel T	62,675	20,775	30,247	113,697
Weiner L'hon G	62,675	20,775	26,443	109,893
Wenman R L	62,675	20,775	83,857	167,307
White B	62,675	20,775	79,360	162,810
Whittaker J	62,675	20,775	86,891	170,341
Wilbee S	62,675	20,775	70,575	154,025
Wilson G	62,675	20,775	70,412	153,862
Wilson L'hon M H	62,675	20,775	21,192	104,642
Winegard L'hon W C	62,675	20,775	27,011	110,461
Wood B	62,675	20,775	37,589	121,039
Worthy D	62,675	25,525	93,256	181,456
Young D	62,675	20,775	58,482	141,932
Young N	62,675	20,775	22,507	105,957
Anciens députés			33,143	33,143
Total	18,634,821	6,226,240	13,342,332	38,203,393

CONSEIL PRIVÉ

Traitements et indemnités aux Ministres d'État

Noms des Ministres d'État	Traitements	Indemnités	Total
	$	$	$
L'hon M Danis	47,825	2,000	49,825
L'hon H Andre	47,825	2,000	49,825
L'hon T Hockin	47,825	2,000	49,825
L'hon G Loiselle	23,700	1,000	24,700
L'hon S Martin	47,825	2,000	49,825
L'hon J H McDermid	47,825	2,000	49,825
L'hon F Oberle	3,950	167	4,117
L'hon A Redway	45,581	1,909	47,490
L'hon M Vézina	47,825	2,000	49,825
Total	360,181	15,076	375,257

Bureau du directeur général des élections

État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires

	Services préliminaires	Directeurs du scrutin	Commis d'élections	Diverses dépenses d'élections	Énumération et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	Règlements spéciaux de votation	Territoires du Nord-Ouest dépenses d'élections	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses encourues à la 34e élection générale (1988) et l'élection générale précédente	9,146	16,264		24,751	503	676	199,649				250,989
Dépenses encourues à la 35e élection générale	793,749	24		753	294		2,795,178			906	3,590,904
Élections complémentaires 1990											
Oshawa	389	83,711	10,642	39,866	141,097	64,925	18,195				358,825
Laurier-Sainte-Marie	200	111,190	10,299	40,852	132,741	68,833	22,351				386,466
Beauséjour	10	60,189	15,203	14,285	67,470	81,219	4,713				243,089
Chambly		6,504		37,049							43,553
North York	217	176,819	18,441	23,280	290,777	112,153	8,694				630,381
Quartier général							60,178				60,178
Natilikmiot										15,376	15,376
Dépenses d'élection du Conseil des Territoires du Nord-Ouest										3,640	3,640
Administration du quartier général d'Ottawa	1,606	162		184			4,116,264			555	4,118,771
	805,317	454,863	54,585	181,020	632,882	327,806	7,225,222			20,477	9,702,172

CONSEIL PRIVÉ

Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses par province—Élection générale 1988

	Services prélimi-naires	Directeurs du scrutin	Commis d'élec-tions	Diverses dépenses d'élec-tions	Énumé-ration et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circons-criptions électorales	Règle-ments spéciaux de votation	Territoires du Nord-Ouest dépenses d'élec-tions	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ontario	1,538	2,779		12,225	503	311					17,356
Québec	555	2,537									3,092
Nouvelle-Écosse		69									69
Manitoba	7,053	44		3,219							10,316
Colombie-Britannique		1,658		2,030							3,688
Île-du-Prince-Édouard						365					365
Saskatchewan		23		2,449							2,472
Alberta		9,154									9,154
Terre-Neuve				4,828							4,828
Dépenses des quartiers généraux							199,649				199,649
Total	9,146	16,264		24,751	503	676	199,649				250,989

Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses par province—Prochaine élection générale

	Services prélimi-naires	Directeurs du scrutin	Commis d'élec-tions	Diverses dépenses d'élec-tions	Énumé-ration et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circons-criptions électorales	Règle-ments spéciaux de votation	Territoires du Nord-Ouest dépenses d'élec-tions	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ontario	232,432						1,160				233,592
Québec	182,049	24		750			714				183,537
Nouvelle-Écosse	21,350						268				21,618
Nouveau-Brunswick	44,191				294						44,485
Manitoba	20,619			803							21,422
Colombie-Britannique	167,202						625				167,827
Île-du-Prince-Édouard	9,421										9,421
Saskatchewan	32,651			(800)							31,851
Alberta	61,574						268				61,842
Terre-Neuve	18,117						535				18,652
Territoire du Yukon	1,035										1,035
Territoires du Nord-Ouest	1,278										1,278
Dépenses des quartiers généraux	1,830						2,791,608			906	2,794,344
Total	793,749	24		753	294		2,795,178			906	3,590,904

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Administration centrale nationale, Ottawa, Ont	130,000,515	13,793,851	143,794,366
Administration régionale, Moncton, N-B	8,185,730	1,061,188	9,246,918
Collège de formation de l'Atlantique, Moncton, N-B	352,161		352,161
Établissement Springhill, Springhill, N-É	18,135,261	3,061,336	21,196,597
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B	18,203,397	2,972,429	21,175,826
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	6,130,525	1,317,059	7,447,584
Établissement Atlantic, Renous, N-B	12,475,893	568,667	13,044,560
Etablissement minimum sécurité, St John's, T-N			
Bureau de district de Halifax, Halifax, N-É	6,141,841	133,040	6,274,881
Bureau de district de Moncton, Moncton, N-B	4,389,402	189,846	4,579,248
Bureau de district de St John's T-N, St John's, T-N	2,331,752	13,827	2,345,579
Administration régionale, Montréal, Qué	22,025,579	2,479,494	24,505,073
Collège de formation du Québec, Laval, Qué	1,779,117	164,074	1,943,191
Centre Laferrière CCC, St-Jérôme, Qué	613,039	2,845	615,884
Établissement Montée St-Francois, Laval, Qué	5,997,034	779,176	6,776,210
Établissement Laval, Laval, Qué	3,219		3,219
Centre fédéral de formation, Laval, Qué	15,753,797	1,146,861	16,900,658
Établissement Donnacona, Donnacona, Qué	17,769,087	1,078,391	18,847,478
Bureau Longueuil, Longueuil, Qué	547,477		547,477
Bureau Ville-Marie, Montréal, Qué	2,571,344		2,571,344
Bureau Lafontaine, Montréal, Qué	3,896,580		3,896,580
Établissement Leclerc, Laval, Qué	20,998,528	1,821,314	22,819,842
Établissement Archambault, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	17,971,423	3,472,072	21,443,495
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	8,456,249	684,409	9,140,658
Centre régional de réception, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	20,037,737	559,301	20,597,038
Établissement Drummond, Drummondville, Qué	13,826,281	289,891	14,116,172
Établissement Cowansville, Cowansville, Qué	17,368,444	2,100,160	19,468,604
Établissement Lamacaza, L'Annonciation, Qué	11,426,709	475,911	11,902,620
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qué	13,739,555	980,790	14,720,345
Bureau du district de Montréal, Montréal, Qué	713,673	65,869	779,542
Centre Martineau CCC, Montréal, Qué	526,569	25,975	552,544
Centre Ogilvy CCC, Montréal, Qué	610,354	16,913	627,267
Centre Sherbrooke CCC, Montréal, Qué	497,787	17,029	514,816
Bureau de Langelier, St-Léonard, Qué	2,310,227		2,310,227
Bureau ville de Québec, Québec, Qué	1,336,519		1,336,519
Bureau de Granby, Granby, Qué	2,030,318		2,030,318
Bureau de Rimouski, Rimouski, Qué	322,106	1,716	323,822
Bureau de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué	448,733		448,733
Bureau de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qué	1,261,675		1,261,675
Centre Benoit XV CCC, Québec, Qué	458,969	840,558	1,299,527
Bureau de Sept-Îles, Sept-Îles, Qué	189,008		189,008
Bureau du district de St-Jérôme, St-Jérôme, Qué	477,866	73,479	551,345
Bureau Duvernay, Laval, Qué	1,669,727		1,669,727
Bureau de Rouyn-Noranda, Rouyn, Qué	183,871		183,871
Bureau de Hull, Hull, Qué	856,375		856,375
Bureau des Laurentides, St-Jérome, Qué	1,111,998		1,111,998
Bureau de Ste-Thérèse, Ste-Thérèse, Qué	765,824		765,824
Bureau de L'Annonciation, L'Annonciation, Qué	412,004		412,004
Administration régionale, Kingston, Ont	18,911,404	2,716,186	21,627,590
Collège du personnel de correction de l'Ontario, Kingston, Ont	2,286,865	102,147	2,389,012
Centre régional de psychiatrie, Kingston, Ont	6,811,276	15,738	6,827,014
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ont	19,000,954	4,516,805	23,517,759
Établissement Millhaven, Bath, Ont	21,257,422	861,455	22,118,877
Établissement Bath, Bath, Ont	2,983,796	606,703	3,590,499
Prison pour femmes, Kingston, Ont	8,314,616	819,240	9,133,856
Maison Isabel MacNeil, Kingston, Ont	455,849	504	456,353
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	17,737,603	1,533,919	19,271,522
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	5,527,281	1,291,943	6,819,224
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	2,924,681	799,228	3,723,909
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	19,974,545	1,049,473	21,024,018
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	3,868,836	441,674	4,310,510
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	19,885,131	4,308,017	24,193,148
Centre de libération du district de l'Est, Kingston, Ont	579,809	12,541	592,350
Centre de libération du district de Kingston, Kingston, Ont	2,888,191	20,145	2,908,336

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement—*Fin*

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Centre de libération Peterborough, Peterborough, Ont	1,325,007	4,607	1,329,614
Centre Portsmouth CCC, Kingston, Ont	421,964	163,146	585,110
Centre de libération de la région d'Ottawa, Ottawa, Ont	1,560,856	16,271	1,577,127
Centre de libération Barrie, Barrie, Ont	384,639		384,639
Centre de libération de Sudbury, Sudbury, Ont	808,914	1,241	810,155
Centre de libération de Timmins, Timmins, Ont	111,291		111,291
Centre de libération de Sault-Ste-Marie, Sault-Ste-Marie, Ont	4,602,413	1,200	4,603,613
Centre de libération du district de l'Ouest, London, Ont	1,019,164	87,792	1,106,956
CCC Keele, Toronto, Ont	879,730	32,351	912,081
Centre de libération du district de Toronto, Toronto, Ont	1,563,282		1,563,282
Centre de libération du district de Toronto Est, Toronto, Ont	1,075,734		1,075,734
Centre de libération du district de York'Durham, Toronto, Ont	1,370,239	9,483	1,379,722
Centre de libération du district de Toronto Ouest, Toronto, Ont	655,622		655,622
Centre de libération du district de London, London, Ont	912,290	5,369	917,659
Centre de libération de la région de Guelph, Guelph, Ont	1,073,174		1,073,174
Centre de libération de la région de Hamilton, Hamilton, Ont	2,238,991		2,238,991
Centre de libération du district de l'Ouest, Windsor, Ont	48,726	21,249	69,975
Centre de libération de la région de Windsor, Windsor, Ont	863,395		863,395
Centre de libération de Ste Catharines, Ste Catharines, Ont	540,589		540,589
Centre de libération de la région de Brantford, Brantford, Ont	467,380		467,380
Administration régionale, Saskatoon, Sask	21,781,341	1,471,004	23,252,345
Collège du personnel de correction des Prairies, Saskatoon, Sask	1,131,968	11,484	1,143,452
Centre régional de psychiatrie, Saskatoon, Sask	12,730,091	757,483	13,487,574
Centre Osborne CCC, Winnipeg, Man	524,554	28,115	552,669
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	17,824,854	3,001,898	20,826,752
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	2,502,182	748,830	3,251,012
Pénitencier Saskatchewan, Prince Albert, Sask	18,411,034	1,137,225	19,548,259
Ferme Saskatchewan, Prince Albert, Sask	2,993,905	776,442	3,770,347
Unité spéciale de renforcement de Saskatchewan, Prince Albert, Sask	3,698,525	16,271	3,714,796
Centre Oskana CCC, Régina Sask	431,498	32,922	464,420
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	16,099,671	2,039,889	18,139,560
Centre Grierson CCC, Edmonton, Alb	312,026	77,989	390,015
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	17,772,665	1,095,896	18,868,561
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	15,667,278	1,490,676	17,157,954
Centre de libération de Winnipeg, Winnipeg, Man	3,352,695	79,016	3,431,711
Centre de libération Brandon, Brandon, Man	411,350	3,253	414,603
Centre de libération Thunder Bay, Thunder Bay, Ont	129,095		129,095
Centre de libération Prince Albert, Prince Albert, Sask	1,088,263	59,152	1,147,415
Centre de libération de Saskatchewan, Régina, Sask	909,205	27,071	936,276
Centre de libération de Saskatoon, Saskatoon, Sask	629,537	28,501	658,038
Centre de libération d'Alberta et des T.N.O, Edmonton, Alb	902,895	30,991	933,886
Centre de libération de Calgary, Calgary, Alb	625,165	27,215	652,380
Centre de libération Red Deer, Red Deer, Alb	379,037	14,891	393,928
Centre de libération Kenora, Kenora, Ont	220,452		220,452
Centre de libération Thompson, Thompson, Man	182,712	15,620	198,332
Centre de libération Yellowknife, Yellowknife, TN-O	303,492	4,589	308,081
Administration régionale, Abbotsford, C-B	10,004,795	2,774,095	12,778,890
Collège du personnel de correction du Pacifique, Mission, C-B	1,122,126	2,993	1,125,119
Établissement William Head, Victoria, C-B	9,213,179	853,250	10,066,429
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	16,117,559	1,711,535	17,829,094
Centre régional de psychiatrie, Abbotsford, C-B	12,786,923	345,487	13,132,410
Établissement Mountain Prison, Agassiz, C-B	11,129,565	6,809,547	17,939,112
Établissement Kent, Agassiz, C-B	15,682,013	982,841	16,664,854
Établissement Elbow Lake, Harrison Mills, C-B	2,513,821	688,195	3,202,016
Établissement Ferndale, Mission, C-B	3,002,402	299,240	3,301,642
Établissement Mission, Mission, C-B	11,417,575	899,430	12,317,005
Centre de libération de Vancouver, Vancouver, C-B	3,335,278	27,047	3,362,325
Centre de libération de Victoria, Victoria, C-B	1,859,412	33,050	1,892,462
Centre de libération Abbotsford, Abbotsford, C-B	4,491,349	126,035	4,617,384
Centre de libération de Prince George, Prince George, C-B	1,989,628	24,594	2,014,222
Total	838,324,053	88,179,660	926,503,713

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Agriculture			
Département—			
Gestion et administration	1	3,353,113	
Agro-alimentaire			
Fonctionnement	5	16,536,597	
Céréales et oléagineux			
Fonctionnement	20	299,487	
Fonctionnement	25	1,086,357	
Communications			
Département—			
Fonctionnement	1	7,276,160	
Archives nationales du Canada			
Dépenses du programme	55	2,700,000	
Office national du film			
Fonds renouvelable de l'Office national du film—			
Déficit de fonctionnement	65	677,628	
Bibliothèque nationale			
Dépenses du programme	70	2,400,000	
Consommateurs et Sociétés			
Département—			
Fonctionnement	1	6,349,804	
Emploi et Immigration			
Département—			
Services généraux et spéciaux			
Dépenses du programme	1	5,909,000	1,037,000
Emploi et assurance			
Fonctionnement	5	10,987,000	46,408,000
Subventions et contributions	10		131,743,000
Immigration			
Fonctionnement	15	8,872,000	
Conseil consultatif sur la situation de la femme			
Dépenses du programme	25	14,310	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			
Dépenses du programme	35	94,400	
Énergie, Mines et Ressources			
Département—			
Fonctionnement	1	9,947,866	
Environnement			
Département—			
Administration			
Dépenses du programme	1	3,781,468	
Services de l'environnement			
Fonctionnement	5	36,180,570	
Parcs			
Fonctionnement	20	21,962,260	
Fonctionnement	30	16,300	
Affaires extérieures			
Département—			
Intérêts du Canada à l'étranger			
Fonctionnement	1	18,453,079	
Agence canadienne de développement international			
Fonctionnement	30	3,223,150	
Commission mixte internationale			
Dépenses du programme	65	244,683	
Finances			
Vérificateur général			
Dépenses du programme	15	16,200	
Tribunal canadien du commerce extérieur			
Dépenses du programme	20	1,227,689	
Bureau du surintendant des institutions financières			
Dépenses du programme	25	95,000	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Pêches et Océans			
Département—			
Fonctionnement	1	20,802,000	
Forêts			
Fonctionnement	1	5,929,000	
Gouverneur général			
Dépenses du programme	1	878,509	
Affaires indiennes et Nord canadien			
Département—			
Administration			
Dépenses du programme	1	1,960,431	
Affaires indiennes et inuit			
Fonctionnement	5	4,240,000	
Affaires du Nord			
Fonctionnement	30	463,000	
Industrie, Sciences et Technologie			
Département—			
Développement de l'industrie, des sciences et de la technologie			
Fonctionnement	1	5,365,761	
Banque fédérale de développement			
Dépenses du programme	50		812,000
Investissement Canada			
Dépenses du programme	55	174,839	
Conseil national de recherches du Canada			
Fonctionnement	60	28,252,949	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
Dépenses du programme	75	551,200	
Statistique Canada			
Dépenses du programme	90	9,096,778	
Justice			
Département—			
Fonctionnement	1	4,743,000	
Commission canadienne des droits de la personne			
Dépenses du programme	10	316,033	
Commissaire à la magistrature fédérale			
Fonctionnement	15	217,681	
Conseil canadien de la magistrature—			
Fonctionnement	20	16,572	
Commission de réforme du droit du Canada			
Dépenses du programme	30	224,793	
Cour suprême du Canada			
Dépenses du programme	40	285,194	
Cour canadienne de l'impôt			
Dépenses du programme	45	93,000	
Travail			
Département—			
Fonctionnement	1	3,500,000	
Conseil canadien des relations du travail			
Dépenses du programme	10	70,000	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Dépenses du programme	15	162,000	
Santé nationale et Bien-être social			
Département—			
Administration			
Dépenses du programme	1	6,055,330	
Programme de santé			
Fonctionnement	5	35,073,093	
Programme social			
Fonctionnement	20	11,314,051	
Conseil de recherches médicales			
Fonctionnement	30	250,000	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Revenu national			
Douanes et Accise			
Fonctionnement	1	18,677,000	
Impôt			
Fonctionnement	10	32,660,230	
Parlement			
Chambre des communes			
Dépenses du programme	5	1,900,000	
Bibliothèque du Parlement			
Dépenses du programme	10	850,000	
Conseil privé			
Département—			
Dépenses du programme	1	1,239,627	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
Dépenses du programme	5	67,000	
Commissaire aux langues officielles			
Dépenses du programme	20	342,449	
Commission des relations de travail dans la fonction publique			
Dépenses du programme	35	308,000	
Travaux publics			
Département—			
Services			
Fonds renouvelable des Travaux publics—			
Déficit de fonctionnement	1	23,003,391	
Commission de la Capitale nationale			
Fonctionnement	30	708,000	
Secrétariat d'État			
Département—			
Fonctionnement	1	9,474,588	
Centre canadien de gestion			
Fonctionnement	10	249,000	
Département d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)			
Fonctionnement	15	1,223,800	
Commission de la fonction publique			
Dépenses du programme	25	6,824,791	
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonctionnement	30	389,400	
Solliciteur général			
Département—			
Dépenses du programme	1	1,810,091	
Service correctionnel			
Service pénitencier et service des libérations conditionnelles	10	33,660,182	
Commission nationale des libérations conditionnelles			
Dépenses du programme	20	1,937,000	
Gendarmerie royale du Canada			
Fonctionnement	25	31,117,258	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
Dépenses du programme	35	35,000	
Approvisionnements et Services			
Département—			
Dépenses du programme	1	24,392,993	
Transports			
Département—			
Fonctionnement	1	52,856,000	
Office national des transports			
Fonctionnement	70	1,415,800	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Fin*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Conseil du Trésor			
Secrétariat—			
L'administration centrale de la fonction publique			
Dépenses du programme	1	2,620,000	
Contrôleur général			
Dépenses du programme	25	720,749	
Anciens combattants			
Programme des Anciens combattants			
Fonctionnement	1	24,704,600	
Commission canadienne des pensions			
Dépenses du programme	10	459,887	
Bureau de services juridiques des pensions			
Dépenses du programme	15	1,025,996	
Total		576,412,167	180,000,000

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1990-91

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRE GRAS** RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Aéroports, Fonds renouvelable des, **1**.2
Agence des télécommunications gouvernementales, Fonds renouvelable de l', **1**.10
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1990-91, **11**.43
Approvisionnements, Fonds renouvelable des, **1**.14
Arrêts de la Cour fédérale, **9**.35
AUTRES RENSEIGNEMENTS DIVERS, **12**
AUTRES RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, **11**
Avances comptables non remboursées, non justifiées ou non recouvrées, **3**.30

B

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports **2**.2
Bureau des passeports, Fonds renouvelable du, **1**.19

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **2**.5
Commission canadienne des grains, **2**.59
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **2**.8
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, **2**.12
Commission des champs de bataille nationaux, **2**.19
Commissions, **11**.19
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance, **2**.63
Conseil de recherches en sciences humaines, **2**.22
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **2**.26
Conseil de recherches médicales, **2**.30
Conseil des sciences du Canada, **2**.34
Conseil économique du Canada, **2**.37
Conseil national de recherches du Canada, **2**.40
CONSTRUCTION ET/OU ACQUISITION, **6**
Construction et/ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages, **6**.3
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel, **6**.24

D

DÉBITEURS, **4**
Dépenses budgétaires par dotation, **11**.2
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **12**.2
Détails des dépenses par province—Élection générale 1988 (Conseil privé), **12**.14
Détails des dépenses par province—Prochaine élection générale (Conseil privé), **12**.14
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor), **12**.17
Directeur de l'établissement de soldats, **2**.43
Directeur des terres destinées aux anciens combattants, **2**.44
Divulgation des débiteurs à long terme pour les recettes non fiscales, **4**.3

E

État des débiteurs pour les recettes fiscales, **4**.2
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires (Conseil privé), **12**.13
État des dépenses par établissement (Solliciteur général), **12**.15
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1990-91 (Parlement), **12**.8
ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS, **2**
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, **1**

F

Frais de congés d'étude, **11**.42
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **12**.2

I

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, **11**.54

M

Musées nationaux du Canada, **2**.45

N

Notes afférentes à l'état des débiteurs pour les recettes fiscales, **4**.2

O

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises, **3**.27
Office de stabilisation des prix agricoles, **2**.53
Office des prix des produits de la pêche, **2**.56
Office des produits agricoles, **2**.66
Office national du film, Fonds renouvelable de l', **1**.22

P

Paiements à titre de faveur, **9**.15
Paiements de dommages-intérêts, **9**.2
PAIEMENTS DE DOMMAGES-INTÉRÊTS, PAIEMENTS À TITRE DE FAVEUR, ARRÊTS DE LA COUR FÉDÉRALE ET PAIEMENTS SANS CONTREPARTIE, **9**
PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Voir section ministérielle appropriée dans le volume II (partie I). Pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir la section 7 de ce volume.*
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail), **12**.6
Paiements sans contrepartie, **9**.37
Perfectionnement et de la formation du personnel, Fonds renouvelable du, **1**.29
Pertes de fonds, **3**.48
Pertes de $1,000 ou plus, **11**.46
Production de la défense, Fonds renouvelable de la, **1**.33
Produits de placements, **11**.50
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, **10**

R

Rapport sur le matériel excédentaire, **11**.48
Remises de droits, taxes et pénalités, **3**.2
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, **3**

S

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE, **8**
SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, **5**
Surveillance des hippodromes, Fonds renouvelable de la, **1**.35

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement), **12**.7
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé), **12**.13
Travaux publics, Fonds renouvelable des, **1**.39

Volume

3

Gouvernement du Canada
Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1991

Le Président du Conseil du Trésor

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Volume III

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1991-3F
ISBN 0-660-93442-6

English version is also available

Pour toute information sur le contenu de ce volume, veuillez communiquer avec
la Division des politiques et de l'information sur les sociétés
Direction générale des sociétés d'État
Ministère des Finances et Conseil du Trésor du Canada
Téléphone (613) 957-0160

English version is also available

MESSAGE DU PRÉSIDENT

J'ai l'honneur de présenter le huitième *Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada.*

La présentation au Parlement du rapport sur les activités des sociétés d'État est partie intégrante du cadre de responsabilité qui a été établi en vertu de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). Le présent *Rapport annuel au Parlement* est le principal moyen dont le gouvernement dispose pour transmettre aux Canadiens l'information sur les sociétés dont il est actionnaire. Il fournit des données complètes sur le mandat, le rendement et la situation financière des sociétés d'État mères et de leurs filiales en propriété exclusive. Il contient en outre le répertoire des autres sociétés dont le Canada est actionnaire, notamment les entités dont le gouvernement partage la propriété avec un autre palier d'administration ou le secteur privé, les autres entités (mutuelles) et les organismes internationaux.

Dans le rapport que j'ai présenté en 1990, j'ai indiqué que des progrès marquants avaient été accomplis au chapitre de l'amélioration de l'efficacité de la gestion de nos sociétés d'État. La nécessité d'améliorer la productivité et de gérer de façon plus judicieuse les maigres ressources dont on dispose a été reconnue comme l'un des principaux objectifs à fixer aux cadres des sociétés aussi bien qu'au gouvernement. Des progrès importants ont été accomplis en ce sens en 1990-1991 et ces progrès témoignent de l'engagement pris par le gouvernement au regard de la saine gestion des dépenses. Les paragraphes qui suivent présentent quelques exemples des réalisations accomplies en 1990-1991.

Points saillants des réalisations accomplies en 1990-1991

- les modifications apportées à la *Loi sur la gestion des finances publiques* ont été mises en vigueur afin de consolider l'efficacité de la relation de gestion entre les sociétés d'État et le gouvernement et de donner plus de vigueur à l'obligation de rendre compte au Parlement;
- la Chambre des communes a approuvé le projet de loi prévoyant la liquidation de quatre sociétés d'État mères (l'Office canadien des provendes, la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, la Harbourfront Corporation et les Associés Mingan Ltée), et modifiant le statut de deux sociétés d'État mères (la Corporation Place du Havre du Canada et la Société de construction des musées du Canada Inc.);
- le gouvernement a entrepris la privatisation de Petro-Canada et il a vendu 19,5 pour 100 de la société au secteur privé. La première émission publique d'actions a été effectuée en juillet 1991;
- le gouvernement a annoncé dans le Budget fédéral de 1991 sa décision de vendre les actions qu'il détient dans Télésat Canada, de vendre CN Exploration, la division des opérations pétrolières et gazières du CN, et de liquider la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale;
- l'amélioration de l'efficience des activités a donné lieu à une diminution d'environ 6 000 employés de l'effectif des sociétés d'État depuis 1989-1990;
- les crédits de financement attendus du Canada par voie de fonds budgétaires ne se sont accrus que de façon négligeable en 1990-1991. Au cours des cinq dernières années, la valeur de ces crédits a diminué d'environ 0.5 milliard de dollars, c'est-à-dire de 11 pour 100 en dollars constants de 1986;
- les crédits de financement à obtenir du Canada par voie d'emprunts ont poursuivi leur mouvement à la baisse en 1990-1991. Au cours des cinq dernières années, on constate une diminution de 2.3 milliards de dollars (dollars courants) des engagements des sociétés d'État envers le Canada, ce qui équivaut à une réduction de 14 pour 100;

- les profits des sociétés d'État ont connu une importante augmentation, ayant atteint 503 millions de dollars. Les dividendes et autres contributions versés au Canada ont connu une augmentation de 41 pour 100 par rapport à l'année précédente, ayant atteint les 210 millions de dollars en 1990-1991.

  On trouvera de plus amples renseignements à propos des réalisations ci-dessus et d'autres encore, à la section I de la partie I de mon rapport, intitulée **Vue d'ensemble du portefeuille des sociétés d'État.**

Autres renseignements figurant dans le présent rapport

Comme suite aux modifications qui ont été apportées à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le 8 mai 1991, mon précédent *Rapport trimestriel au Parlement concernant le dépôt des résumés et des rapports annuels des sociétés d'État* doit dorénavant être présenté tous les ans. Ces renseignements sont maintenant présentés à la partie II du présent rapport.

Maintien de l'engagement à assurer une gestion efficace

Des progrès marquants ont été accomplis au chapitre de l'encouragement à assurer une gestion efficace des sociétés dont le Canada est actionnaire. En outre, les récents changements apportés à la Partie X de la LGFP contribueront à maintenir l'élan qui a été imprimé jusqu'à présent à ce chapitre.

Compte tenu du cadre financier actuel, il a également été demandé aux sociétés d'État de se conformer, en tant qu'employeurs, à l'esprit de la politique de restriction salariale du gouvernement. En outre, les traitements des présidents-directeurs généraux et ceux des présidents des sociétés d'État seront gelés en 1991-1992 et ces derniers ne recevront pas la prime au rendement pour la période visée.

Les sociétés d'État continueront à jouer un rôle important dans l'économie et la vie publique du Canada, non seulement en fournissant des biens et des services de première valeur, mais également en contribuant de façon importante à l'expression de notre identité nationale. Au moment où nous sommes confrontés aux défis redoutables de la décennie 1990, nos sociétés d'État doivent continuer d'atteindre les objectifs que leur fixe la politique publique, en se servant des moyens les plus rentables. La contribution qu'elles fournissent actuellement à la réduction du déficit fédéral nous permettra de garantir à tous les Canadiens un avenir prospère.

Gilles Loiselle

Gilles Loiselle

Ottawa (Ontario)
le 8 novembre 1991

INTRODUCTION

Rapport annuel au Parlement présenté par le Président du Conseil du Trésor

Le Rapport annuel au Parlement présenté par le Président du Conseil du Trésor résume les activités de toutes les sociétés d'État mères et celles des autres sociétés dont le gouvernement est actionnaire. Il contient un répertoire de toutes les sociétés d'État mères et de toutes les sociétés dans lesquelles l'État détient des actions ou dans lesquelles des actions sont détenues au nom de l'État ou d'une société d'État. Outre les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères, on trouve également dans ce document plusieurs données sur l'effectif et la situation financière des sociétés d'État mères, y compris la valeur totale de leurs emprunts, et d'autres renseignements. Le Rapport comprend les quatre parties suivantes:

La **partie I** présente des données financières globales sur toutes les sociétés d'État mères, extraites des rapports présentés par ces dernières à la fin de leur exercice financier se terminant le 31 juillet 1991 ou avant cette date. En outre, elle présente d'autres renseignements particuliers et des renseignements généraux sur les sociétés d'État, en plus de faire état de leurs filiales. Nous y avons ajouté cette année une vue d'ensemble du portefeuille des sociétés d'État mères.

La **partie II** présente un rapport sur le dépôt au Parlement du résumé du plan d'entreprise et des résumés des budgets de chacune des sociétés d'État mères, ainsi que de leurs rapports annuels.

La partie III indique toutes les autres sociétés dont le Canada est actionnaire, outre les sociétés d'État, et elle fournit des renseignements supplémentaires à leur sujet.

La partie IV présente les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères.

Ce rapport donne suite aux exigences des paragraphes 151 (1) et 152 (1) de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Au cours de l'année qui va suivre, on examinera les mérites de publier le Rapport annuel de façon distincte en vue de remplacer le volume III des Comptes publics. Cette année, ce document est déposé en tant que rapport annuel distinct présenté au Parlement, et il sera également intégré au volume III des Comptes publics du Canada qui sont renvoyés devant le Comité permanent des Comptes publics pour étude.

Énoncé de responsabilité

Le Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada est préparé par la Direction générale des sociétés d'État du ministère des Finances et du Secrétariat du Conseil du Trésor, sous la gouverne du président du Conseil du Trésor. Il résulte des obligations de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui prescrivent qu'un rapport global des activités des sociétés d'État mères, comprenant des renseignements sur toutes les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada, soit déposé devant le Parlement.

RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET LES AUTRES SOCIÉTÉS EN COPARTICIPATION DU CANADA

TABLE DES MATIÈRES

Page

Message du Président ... iii

Introduction ... v

PARTIE I Rapport global des activités des sociétés d'État mères ... **I**

Introduction ... I — 3

1. Vue d'ensemble du portefeuille des sociétés d'État ... I — 6

2. Données sur la situation financière et le nombre d'employés:

Description des tableaux et définitions ... I — 15

Tableau 1: Situation financière et nombre d'employés des sociétés d'État mères ... I — 16

Tableau 2: Bénéfices nets (pertes), fonds autogénérés et opérations financières des sociétés d'État mères ... I — 20

Tableau 3: Comparaison de la situation financière des sociétés d'État mères et de l'investissement global comptabilisé du gouvernement ... I — 24

Notes afférentes aux tableaux 1, 2 et 3 ... I — 28

3. Pages récapitulatives concernant chacune des sociétés d'État mères ... I — 31

4. Répertoire des sociétés d'État et de leurs investissements:

4.1 Le résumé statistique concernant les sociétés d'État et de leurs investissements ... I — 97

4.2 Répertoire des sociétés d'État mères et de leurs filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées ... I — 98

Notes afférentes au répertoire des sociétés d'État mères et de leurs portefeuilles ... I — 105

4.3 Changements apportés au répertoire au cours de l'année ... I — 106

PARTIE II Rapport au Parlement sur le dépôt des résumés et des rapports annuels des sociétés d'État mères ... **II**

Introduction ... II — 3

Documents déposés au Parlement ... II — 4

Notes afférentes au tableau ... II — 14

PARTIE III Autres sociétés dont le Canada est actionnaire .... **III**

Introduction .... III — 3

1. Répertoire des autres sociétés dont le Canada est actionnaire:

1.1 Résumé statistique des autres sociétés dont le Canada est actionnaire ... III — 4

1.2 Répertoire des entreprises mixtes et en coparticipation .... III — 5

1.3 Répertoire des autres entités .... III — 6

1.4 Répertoire des organismes internationaux .... III — 8

1.5 Changements apportés au répertoire pendant l'année .... III — 9

2. Renseignements sur les autres sociétés dont le Canada est actionnaire:

2.1 Entreprises mixtes et en coparticipation .... III — 10

2.2 Autres entités .... III — 12

2.3 Organismes internationaux .... III — 20

PARTIE IV États financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères .... **IV**

PARTIE I

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

PARTIE I

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

Introduction

La partie I du présent rapport consigne comme il suit les activités financières de 58 sociétés d'État mères et de trois sociétés d'État mères intérimaires, à la fin de leur exercice financier, y compris:

- les 50 sociétés d'État mères énumérées à l'annexe III de la LGFP, i.e. 35 sociétés à la Partie I et 15 àla Partie II;
- huit sociétés d'État mères que le paragraphe 85(1) de la LGFP exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la LGFP;
- trois filiales de ces sociétés qui, en vertu de décrets découlant du paragraphe 86(2) de la LGFP, font rapport de leurs activités comme des sociétés d'État mères: la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. et la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.

Elle comprend les quatre sections ci-après:

1. Vue d'ensemble du portefeuille des sociétés d'État

- La vue d'ensemble du portefeuille des sociétés d'État présente des renseignements de base sur les secteurs industriels dans lesquels ces dernières mènent leurs activités, ainsi qu'un résumé des principaux événements qui ont marqué les sociétés d'État au cours de l'année passée, y compris une évaluation des tendances et du rendement qui sous-tendent ces événements.

2. Données récapitulatives concernant la situation financière et le nombre d'employés

- Le **tableau 1** présente des données sur la situation financière et le nombre d'employés de chacune des sociétés d'État mères à la fin de l'exercice financier de celle-ci.
- Le **tableau 2** fournit les données sur les bénéfices (pertes) net(te)s, les fonds autogénérés et les activités de financement à la fin de l'exercice financier de chaque société d'État mère.
- Le **tableau 3** présente une comparaison de la situation financière des sociétés d'État mères et de l'investissement consenti par le gouvernement au 31 mars 1991, date de la fin de l'exercice financier du gouvernement fédéral. Le tableau présente également une ventilation de l'investissement consenti par le Canada aux sociétés d'État en tant que prêts et avances ou dotations en capital.

  Les données concernant la Banque du Canada ne figurent pas dans les tableaux récapitulatifs, en raison de la nature unique des activités de la Banque.

3. Pages récapitulatives concernant chacune des sociétés d'État mères

- Cette section comprend une page récapitulative concernant chacune des sociétés d'État mères. Chaque page fait la synthèse du rendement financier de la société pendant les cinq dernières années et elle présente les renseignements de base sur le mandat et les antécédents de la société, ainsi que des renseignements généraux sur la société.

4. Répertoire des sociétés d'État et de leurs investissements

La *Loi sur la gestion des finances publiques* prescrit que le Rapport du Président doit contenir la liste à une date déterminée de **toutes les sociétés d'État** dont les actions sont détenues par Sa Majesté, une société d'État, en leur nom ou en fiducie pour elles.

- Le **résumé statistique des sociétés d'État et de leurs investissements** fait la comparaison avec le nombre de sociétés d'État mères, de filiales et de sociétés affiliées qui existaient à la fin de l'exercice financier précédent.

Ce répertoire est réparti de la façon suivante:

- **Répertoire des sociétés d'État mères et de leurs filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées.** Tout changement touchant la position des sociétés en question survenu entre la fin de l'exercice financier et le 31 juillet 1991, est indiqué dans un renvoi en bas de page.

- La section intitulée **Changements apportés au répertoire au cours de l'année** indique la raison sociale des sociétés d'État mères et les changements qui sont survenus au sein de leur portefeuille, par exemple les filiales et sociétés affiliées qui ont été supprimées du répertoire ou s'y sont ajoutées depuis la publication du dernier rapport annuel. Les données indiquent la situation par comparaison avec la fin de l'exercice financier précédent des sociétés d'État.

1. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

La vue d'ensemble du portefeuille des sociétés d'État présente une analyse actuelle et rétrospective de la structure, du rendement et des activités des sociétés d'État mères qui constituent le portefeuille fédéral des sociétés d'État.

I APERÇU SECTORIEL

LE DIAGRAMME A, Portefeuille des sociétés d'Éat mères selon le secteur d'activité, indique où se situe chaque société d'État du portefeuille par rapport à sept grands secteurs de l'économie, c'est-à-dire les transports, l'énergie et les ressources, l'agriculture et les pêches, l'aménagement et la construction, les services gouvernementaux, l'activité culturelle et les intermédiaires financiers. Le portefeuille comprend 58 sociétés d'État mères. Y figurent également trois sociétés d'État -- la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, la Société du Vieux-Port de Montréal Inc., et la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale -- auxquelles on a demandé de faire rapport de leurs activités comme des sociétés d'État mères.

L'actif global des sociétés d'État qui était de 80.5 milliards de dollars en 1990-1991 était concentré surtout dans le secteur des services gouvernementaux et dans celui des intermédiaires financiers, qui accaparaient à eux deux 67 pour 100 de l'actif global. Sans compter l'actif de la Banque du Canada, l'actif global se chiffrait à 55.3 milliards de dollars.

L'effectif global se chiffrait à 134 803 employés en 1990-1991, période visée par le rapport, et il est concentré surtout dans le secteur des services de transport et celui des services gouvernementaux qui accaparent à eux deux 72 pour 100 de l'effectif global. La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) dans le secteur des transports et la Société canadienne des postes dans le secteur des services gouvernementaux représentent à elles deux 62 pour 100 de l'effectif global des sociétés d'État pendant la période à l'étude.

II MESURES DE RATIONALISATION DU PORTEFEUILLE

Dans le Budget fédéral de 1991, le gouvernement a réaffirmé son engagement à l'égard de la privatisation et il a annoncé que les produits nets auxquels allait donner lieu la vente des sociétés d'État seraient versés au compte du service et de la réduction de la dette qui vise la réduction du déficit.

Au cours de la période de douze mois qui s'est terminée le 31 juillet 1991, le gouvernement:

- a annoncé dans le Budget du 26 février 1991 son intention de vendre les opérations pétrolières et gazières du CN, CN Exploration;
- a annoncé le 11 juin 1991 son intention d'accepter une offre de vente pour la société Nordion International Inc.;
- a procédé à la vente de plus de 42 millions d'actions de Petro-Canada, au prix unitaire de 13 $, le 3 juillet 1991;
- a procédé à la vente de 10.4 millions d'actions de la société Cameco, au prix unitaire de 12.50 $, le 11 juillet 1991.

En outre le gouvernement a déposé le 23 octobre 1991 le projet de loi C-38, *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Télésat Canada*, afin de vendre les actions qu'il possède dans Télésat Canada. Le gouvernement cherche également un acheteur pour la société Theratronics International Limited.

Le projet de loi C-8, *Loi sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État*, a été approuvé par la Chambre des communes et ensuite transmis au Sénat en mai 1991. Le projet de loi prévoit le changement de statut de six sociétés d'État: quatre d'entre elles -- l'Office canadien des provendes, la Société canadienne des brevets et d'exploitation, la Harbourfront Corporation et les Associés Mingan Ltée -- seront liquidées, et les titres de propriété de la Corporation Place du Havre Canada et de la Société de construction des musées du Canada Inc. seront cédés à d'autres entités fédérales. Le gouvernement a également annoncé dans le Budget fédéral de 1991 que la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale serait liquidée.

Depuis le Budget fédéral de mai 1985, dans lequel le gouvernement fédéral a fait part de son intention de privatiser des sociétés d'État et d'autres éléments d'actif qui n'avaient plus besoin d'appartenir à l'État, vingt projets de privatisation ont été lancés et neuf sociétés d'État ont été liquidées.

Diagramme A

PORTEFEUILLE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

(Données à la fin de l'exercice financier des sociétés se terminant le 31 juillet 1991 ou avant cette date)

Transport
Actifs: 10.1 m$ Emploi: 47,494

- Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
- Société canadienne des ports
- Société portuaires locales (7) †
- Marine Atlantique S.C.C.
- Administrations de pilotage (4) †
- Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent
- VIA Rail Canada Inc.

Énergie et ressources
Actifs: 8.6 m$ Emploi: 17,215

- Énergie atomique du Canada Limitée
- Société de développement du Cap-Breton
- Petro-Canada ✓
- Petro-Canada Limitée ‡

Agriculture et pêches
Actifs: 5.9 m$ Emploi: 593

- Commission canadienne du lait
- Office canadien des provendes ★
- Office canadien du poisson salé
- Commission canadienne du blé
- Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Aménagement et construction
Actifs: 0.4 m$ Emploi: 1,085

- Corporation Place du Havre Canada ★
- Société immobilière du Canada Limitée~
- Société de construction des musées du Canada Inc. ★
- Construction de défense (1951) Limitée
- Harbourfront Corporation ★
- Commission de la Capitale nationale

Services du gouvernement
Actifs: 29.7 m$ Emploi: 50,170

- Banque du Canada
- Corporation de développement des investissements du Canada
- Société canadienne des postes
- Corporation commerciale canadienne
- Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée ★
- Monnaie royale canadienne
- Conseil canadien des normes

Sociétés à vocation culturelle
Actifs: 1.3 m$ Emploi: 12,240

- Conseil des Arts du Canada
- Société Radio-Canada
- Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
- Musée canadien des civilisations
- Musée canadien de la nature
- Société du Centre national des Arts
- Musée des Beaux-Arts du Canada
- Musée national des sciences et de la technologie

Intermédiaires financiers
Actifs: 24.5 m$ Emploi: 5,462

- Société d'assurance-dépôts du Canada
- Société canadienne d'hypothèques et de logement
- Société d'expansion du Cap-Breton
- Société pour l'expansion des exportations
- Société du crédit agricole
- Banque fédérale de développement

Inactives
Actifs: Négl. Emploi: 0

- Canadian National (West Indies) Steamships Ltd.
- Les Associés Mingan Limitée★
- Téléglobe Canada

Autres
Actifs: 0.03 m$ Emploi: 544

- Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
- Centre international d'exploitation des océans
- Centre de recherches pour le développement international

LÉGENDE

† Les sociétés portuaires locales sont celles de: Montréal, Halifax, Prince Rupert, Québec, Saint-John, St-John's (Terre-Neuve) et Vancouver. Les administrations de pilotage sont celles: de l'Atlantique, des Grand Lacs, des Laurentides et du Pacifique.

‡ Il a été prescrit par décret du conseil à la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, filiale en propriété exclusive de Petro-Canada Limitée, de faire rapport de ses activités comme société d'État mère. Il a été annoncé dans le Budget de 1991 que la société serait dissoute.

✓ Suite à la fin de l'exercice de Petro-Canada (en décembre 1990), une première émission publique a été effectuée en juillet 1991 et visait 19,5% des actions de la société. Par conséquent, la société n'est plus une société d'État mère depuis cette date.

~ Il a été demandé, par décret du conseil, à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Ltée. et à la société du Vieux-port de Montréal Inc., filiales en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada Limitée, de faire rapport de leurs activités comme les sociétés mères. Depuis le 1er avril 1991, la première société ne remplit plus ce rôle.

★ Le projet de loi C-8 envisage un changement du statut de six sociétés; quatre seront dissoutes et deux seront transférées à d'autres organisations.

m milliards de dollars

III REHAUSSEMENT DU RENDEMENT FINANCIER ET OPÉRATIONNEL: RÉTROSPECTIVE QUINQUENNALE

Emploi

LE GRAPHIQUE B, Emploi, illustre la diminution de l'effectif des employés à plein temps des sociétés d'État qui s'est opérée au cours des cinq dernières années, le nombre de ces derniers qui se situait à 183 000 en 1986-1987 ayant été ramené à 135 000 en 1990-1991, soit une diminution de 26 pour 100. Cette diminution est l'aboutissement de deux éléments primordiaux du programme financier du gouvernement -- la privatisation ou la dissolution des sociétés d'État ne répondant plus à des objectifs de la politique publique et l'amélioration de l'efficience du fonctionnement des sociétés d'État. Environ 58 pour 100 de la diminution nette de l'effectif des sociétés d'État pendant les cinq dernières années sont attribuables aux mesures de privatisation et le reste (42 pour 100), aux gains réalisés au chapitre de l'efficience. En raison de l'efficience des opérations, 6 000 employés ont été retranchés de l'effectif des sociétés d'État depuis 1990.

Profits et fonds autogénérés

Quinze des sociétés d'État du Canada mènent leurs activités en régime commercial et concurrentiel. Le répertoire de ces sociétés est présenté dans la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP)*. Malgré les conséquences de la récession, ces sociétés d'État mères fonctionnant en régime commercial ont fait état de profits de 227 millions de dollars en 1990-1991, par comparaison à 137 millions de dollars en 1989-1990 et elles ont maintenu la valeur de leurs fonds autogénérés à 1.2 milliard de dollars comme en 1989-1990.

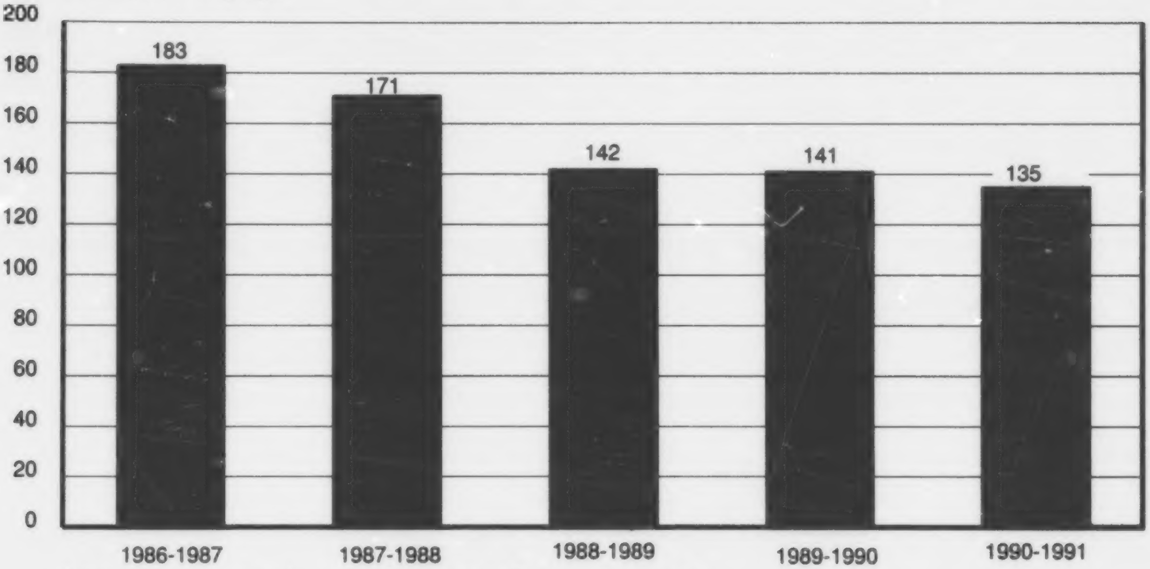
Dividendes

La valeur des dividendes et autres contributions versés au Canada ou déclarés par les sociétés d'État en 1990-1991 a atteint 210 millions de dollars, ce qui équivaut à une augmentation de 41 pour 100 par rapport à l'année précédente. Parmi les quinze sociétés d'État menant leurs activités en régime commercial, qui sont généralement censées être rentables, douze ont versé des dividendes ou d'autres contributions au Canada en 1990-1991, comparativement à neuf sociétés ayant fait de même en 1989-1990. Les contributions les plus importantes ont été versées par la Société canadienne des ports et les sociétés portuaires locales (98 millions de dollars); la Société canadienne des postes (60 millions de dollars) et Petro-Canada (35 millions de dollars).

Versement de crédits budgétaires par le Canada

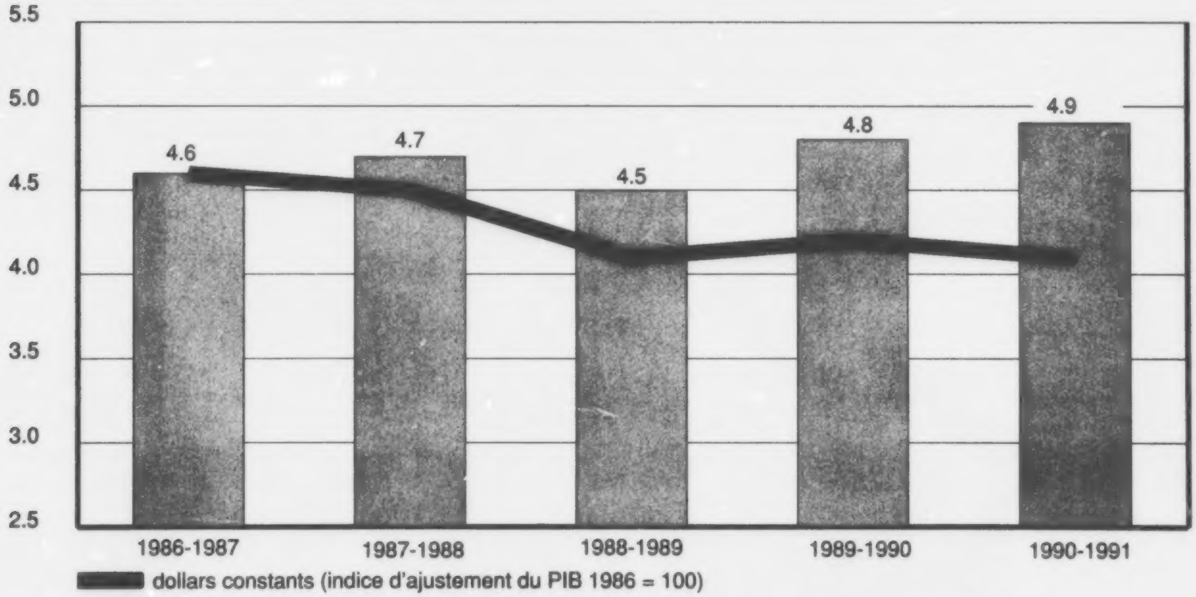
Trente-huit sociétés d'État mères ont reçu du Canada en 1990-1991, des crédits budgétaires destinés à couvrir les coûts des programmes ou les dépenses d'immobilisation. Dans l'ensemble, les sommes ainsi versées aux sociétés d'État n'ont augmenté que de façon négligeable dans une proportion de 1 pour 100 en 1990-1991, leur total étant passé de 4.8 milliards de dollars en 1989-1990, à 4.9 milliards de dollars en 1990-1991, comme l'illustre le **GRAPHIQUE C, Crédits budgétaires.** Au cours des cinq dernières années, la valeur des crédits budgétaires obtenus du Canada a diminué de 11 pour 100 en dollars constants de 1986.

Graphique B : **EMPLOI***
DE 1986-1987 À 1990-1991
en milliers d'employés



* Comprend les données sur l'emploi de la Banque du Canada
Source: Rapports annuels des sociétés d'État et autres sources.

Graphique C : **CRÉDITS BUDGÉTAIRES**
DE 1986-1987 À 1990-1991
en milliards de dollars



Source: États financiers vérifiés des sociétés d'État, fournis à la partie IV du présent rapport.

Emprunts

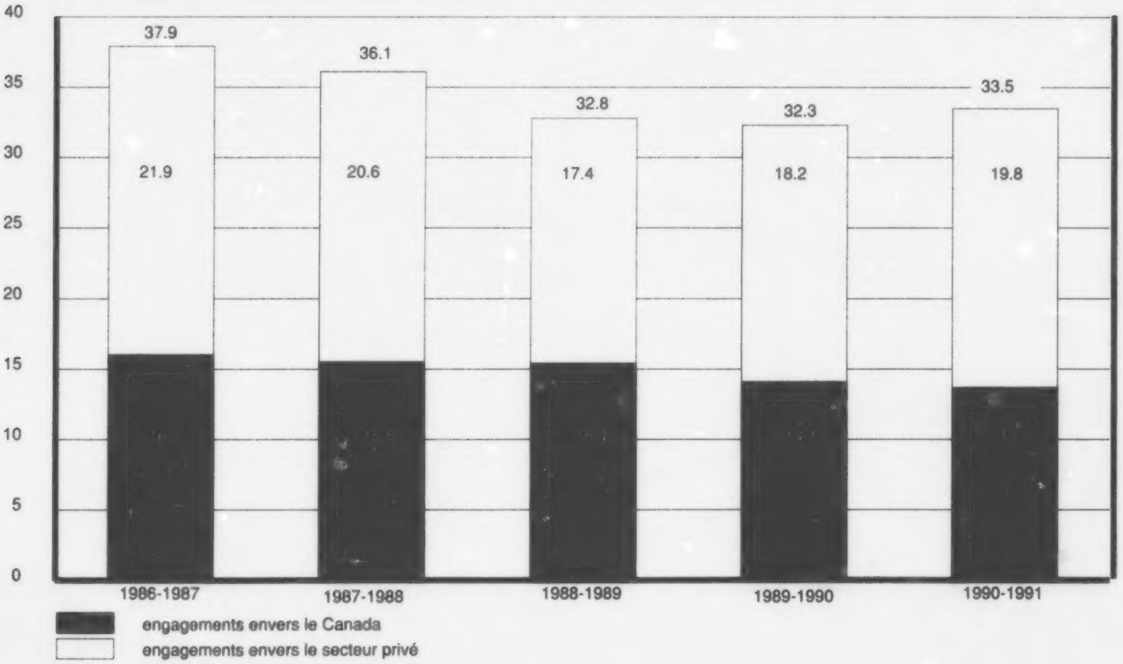
LE GRAPHIQUE D, Total des emprunts effectués par les sociétés d'État, indique qu'au cours des cinq dernières années, la valeur globale des emprunts non remboursés contractés par les sociétés d'État a été ramenée à 33.5 milliards de dollars en 1990-1991, soit une réduction de 13 pour 100 par rapport aux 37.9 milliards où elle se situait en 1986-1987. La valeur des engagements envers le Canada a poursuivi sa tendance à la baisse et elle a été ramenée de 16 milliards de dollars en 1986-1987, à 13.7 milliards de dollars en 1990-1991.

Investissement consenti par le gouvernement du Canada

L'avoir financier que le Canada détenait dans les sociétés d'État au 31 mars 1991 était de 22.4 milliards de dollars (avant rajustement pour consolidation et provision pour moins-value). Au cours des cinq dernières années, les prêts, dotations en capital et avances consentis aux sociétés d'État ont diminué de 3.0 milliards de dollars, ce qui équivaut à une proportion de 12 pour 100. On trouvera des explications détaillées à ce sujet à la section 6 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

Graphique D : **TOTAL DES EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT* DE 1986-1987 À 1990-1991**

en milliards de dollars



* Données de la Banque du Canada non comprises

Source: États financiers vérifiés des sociétés d'État, fournis à la partie IV du présent rapport.

IV FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS DE CERTAINES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

La section qui suit présente les points saillants des activités de certaines sociétés d'État qui ont eu des répercussions importantes au cours de 1990-1991.

Énergie atomique du Canada Limitée (ÉACL) a annoncé à la fin de 1990 la conclusion d'un nouveau marché avec la Korea Electric Power Corp. visant la construction d'un nouveau réacteur nucléaire, Wolsung 2. Ce projet a pour objet le jumelage du réacteur nucléaire actuel Wolsung 1 à une autre centrale d'une capacité de 600 Mw. Le projet nécessitera un investissement de 400 millions de dollars au titre de la prestation de services canadiens de conception et d'ingénierie ainsi que de matériel canadien, la plupart de ces services provenant du secteur privé. Au cours de l'année 1990, ÉACL a été invitée à négocier avec la Roumanie un nouveau marché visant l'achèvement des premiers réacteurs Candu qui y avaient été partiellement construits.

La ***Société d'assurance-dépôts du Canada*** a continué de combler l'insuffisance du Fonds d'assurance-dépôts, ayant ramené le déficit du Fonds des 0.85 milliard de dollars où il se situait en 1989, à 0.6 milliard de dollars en 1990 -- ce qui équivaut à une amélioration de 25 pour 100. Au cours des cinq dernières années, le déficit, dont la valeur était de 1.25 milliard de dollars en 1986, a été réduit de 48 pour 100. La Société a pour objectif d'éliminer le déficit du Fonds d'assurance-dépôts d'ici 1994.

La ***Corporation de développement des investissements du Canada*** (CDIC): En juillet 1991, la société Cameco, qui était possédée à 38,5 pour 100 par la Canada Eldor Inc. (filiale de la CDIC), et par le gouvernement de la Saskatchewan (61,5 pour 100), par l'intermédiaire de la Saskatchewan Mining and Development Corporation, a effectué une première offre publique d'actions autodétenues; cette offre avait pour objet 20 pour 100 des actions de l'entreprise. Il est projeté de vendre le reste des actions au grand public d'ici 1995, sous réserve que les conditions du marché le permettent. La Corporation de développement des investissements du Canada a également entamé le processus de vente de Nordion International Inc. et de Theratronics International Limited en 1990-1991.

La ***Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée*** a mis fin à ses activités le 31 mars 1991. Les mesures sont actuellement prises en vue de la dissolution de la société, étant donné qu'elle a accompli son mandat. Depuis le 25 avril 1991, la société n'a plus le statut provisoire de société d'État mère.

La ***Société canadienne d'hypothèques et de logement*** (SCHL) a continué d'aider les Canadiens à obtenir un logement convenable et adéquat à prix abordable. La SCHL a engagé 42 000 nouvelles unités à des fins d'aide au logement social en 1990-1991, ce qui a porté à plus de 640 000 le nombre d'unités de logement subventionnées. En outre, le Fonds d'assurance hypothécaire a continué de fournir une aide au logement du marché du secteur privé et il a mené ses activités en régime d'autonomie, ayant touché un revenu net de 177 millions de dollars en 1990, ce qui a porté l'excédent de fin d'exercice à 164 millions de dollars.

La ***Société canadienne des ports et les sept sociétés portuaires locales*** ont fait état de recettes d'exploitation exceptionnelles de 180 millions de dollars en 1990. Une partie de cette augmentation peut être attribuée à la remontée du volume des céréales manutentionnées à la grandeur du système de la Société canadienne des ports, après la crise occasionnée par la sécheresse de 1988-1989. Les volumes du trafic ont augmenté dans presque tous les ports administrés par la Société canadienne des ports, en particulier à Vancouver, à Québec et à Montréal. Dans le Budget fédéral de 1990, le gouvernement a demandé que la Société canadienne des ports et les sept sociétés portuaires locales versent des dividendes d'environ 100 millions de dollars pour contribuer à la réduction du déficit fédéral en 1990. Cette contribution a été reçue en 1990-1991.

La ***Société canadienne des postes*** a fait état d'un profit de 14 millions de dollars en 1990-1991, réalisant un bénéfice d'exploitation pour la troisième année consécutive, et elle a versé un dividende de 60 millions de dollars en 1990-1991 et, par la suite, 5.7 millions de dollars en juin 1991. La société a livré près de 10 milliards d'articles de courrier en 1990-1991, soit une augmentation de 6 pour 100 par rapport à 1989-1990, et 97 pour 100 des articles de courrier dûment préparés ont été livrés à temps.

La ***Société Radio-Canada*** (SRC) a entrepris une réorganisation générale de sa structure de fonctionnement afin de supprimer tout dédoublement superflu, de déléguer la responsabilité et l'obligation de rendre compte et de favoriser une gestion plus efficace et efficiente. Dans le cadre de cette réorganisation, le budget de 1990-1991 de la Société a été réduit de 35 millions de dollars. Un autre plan de restructuration et de réduction des dépenses a été annoncé le 5 décembre 1990, afin de tenir compte d'un manque à gagner prévu de 108 millions de dollars pour l'exercice financier 1991-1992. Les mesures en question comprenaient la restructuration de services régionaux de télévision, la cessation des activités locales de production de trois stations de télévision locales et la compression de l'effectif de huit autres, le recouvrement des coûts de la distribution des canaux de diffusion des débats parlementaires et de Radio-Canada International, et la suppression d'environ 1 100 postes de l'effectif de la Société.

La ***Compagnie des chemins de fer nationaux*** (CN): Le revenu net de la société est tombé à 7.7 millions de dollars, alors qu'il se situait à 205.8 millions de dollars en 1989. Cette chute est attribuable au ralentissement de l'économie, à la baisse des activités d'exportation d'un grand nombre de clients des chemins de fer et à la concurrence que ne cesse de lui livrer l'industrie du transport par camion. Malgré tout, la société n'en n'a pas moins réussi à continuer de réduire sa dette à long terme en 1990, celle-ci ayant été ramenée de 1.87 milliard de dollars à 1.76 milliard de dollars.

La ***Société pour l'expansion des exportations*** (SEE) et les exportateurs canadiens ont été confrontés à un contexte difficile en 1990, en raison du ralentissement des économies mondiales, de la crise du Golfe Persique et du recours audacieux à des pratiques de financement préférentielles par les autres pays exportateurs. Des problèmes de remboursement de dettes éprouvés par les pays en développement ont fait augmenter de 304 millions de dollars les prêts non productifs de la SEE. Malgré tout, la SEE a augmenté son chiffre d'affaires de 7 pour 100, celui-ci ayant atteint une valeur de 6.1 milliards de dollars, et elle a réalisé un faible profit de 6.3 millions de dollars après avoir établi une provision de 96 millions de dollars pour pertes sur prêts et réclamations d'assurance, alors que l'année précédente elle accusait une perte de 198.8 millions de dollars.

La ***Société du crédit agricole*** (SCA) continue ses efforts sur la voie de la reprise dans la conjoncture commerciale qui tient du défi. Conformément à son Plan de reprise de 1988, une dette de 200 millions de dollars envers le Trésor a été convertie en participation au capital-actions de la société, somme qui s'est ajoutée aux 600 millions de dollars qui avaient également été convertis de la même façon l'année précédente. Le Plan de reprise a contribué à améliorer la situation financière de la Société, celle-ci ayant touché un revenu net de 20 millions de dollars en 1990-1991, enregistrant un profit pour la première fois depuis 1981-1982. La Société réduit peu à peu ses arriérés en conjuguant ses efforts à ceux des agriculteurs et à ceux des bureaux d'examen de l'endettement agricole.

Marine Atlantique S.C.C. a maintenu sa subvention de fonctionnement de 1990-1991 à 120 millions de dollars, sans réduire la qualité du service au public. Ces résultats sont largement attribuables à l'amélioration de l'efficience des opérations de la société et aux gains de productivité réalisés, y compris la suppression de 100 postes de son effectif, dont la plupart se trouvaient à l'administration centrale.

Les ***Musées***: Le 1er juillet 1990, la *Loi sur les musées* créait quatre nouvelles sociétés d'État mères (***le Musée canadien des civilisations, le Musée canadien de la nature, le Musée des Beaux-Arts du Canada*** et ***le Musée national des sciences et de la technologie***). Ces quatre organismes faisaient précédemment partie de la Société des Musées nationaux du Canada. Les sociétés en question ont présenté leurs premiers rapports annuels et leurs premiers états financiers vérifiés au regard de la période de neuf mois se terminant le 31 mars 1991.

Le revenu net de ***Petro-Canada*** est passé de 20 millions de dollars où il se situait l'année précédente, à 181 millions de dollars en 1990, et les fonds autogénérés ont connu une augmentation de 37 pour 100 pour atteindre les 621 millions de dollars. Cette croissance a été favorisée par l'augmentation du prix du pétrole à la suite de l'invasion du Koweit en 1990, ce prix étant passé de 19.58 $ US le baril où il se situait en 1989, à 24.50 $ US le baril. D'autres événements importants sont survenus au cours de l'année, notamment l'acquisition de la société ICG Propane Inc. et le démarrage des travaux de construction de la plate-forme Hibernia dans laquelle la société possède 25 pour 100 des actions. En juillet 1991, la première phase de la privatisation de Petro-Canada a été menée par l'intermédiaire de la vente de 19.5 pour cent des actions de la Société, dont le produit a été de 546 millions de dollars. Petro-Canada a consolidé la structure de son capital en utilisant les produits de l'émission initiale d'actions pour réduire sa dette à court terme.

La ***Monnaie royale canadienne*** (MRC) fait encore une fois état de profits. Elle a terminé l'exercice 1990 en déclarant un bénéfice net de 10.4 millions de dollars, soit une augmentation de 33 pour 100 par rapport aux 7.8 millions de dollars réalisés en 1989. En 1990, la MRC a versé des dividendes d'une valeur globale de 2.3 millions de dollars au gouvernement du Canada (en fonction des bénéfices net de 1989).

VIA Rail Canada Inc.: au cours de l'année dernière, VIA a exploité un réseau ferroviaire comprimé et restructuré exigeant des contribuables canadiens des dépenses moins élevées. Du même coup, la société a réalisé des gains de productivité, une amélioration de son rendement et un accroissement de la qualité du service. VIA a reçu des affectations budgétaires de 382 millions de dollars en 1990, alors qu'elle avait reçu 532 millions de dollars à ce chapitre, l'année précédente.

V POLITIQUES DU GOUVERNEMENT AYANT UNE INCIDENCE SUR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

En leur qualité d'instruments de la politique publique, les sociétés d'État sont censées se conformer à l'esprit des grandes politiques du gouvernement. En particulier, les sociétés d'État sont tenues de mettre en application deux politiques du gouvernement, notamment la politique sur les langues officielles et la politique sur l'équité en matière d'emploi.

En ce qui a trait aux **langues officielles**, le Secrétariat du Conseil du Trésor veille, en collaboration avec les sociétés d'État, au respect de la *Loi sur les langues officielles* qui a été adoptée en 1988, notamment, en concluant des ententes en matière de langues officielles. Une somme de 2.6 millions de dollars a été affectée (en vertu de l'article 109 de la *Loi sur les langues officielles*) à des projets mis en oeuvre par des sociétés d'État en 1990-1991. Destiné à aider les sociétés d'État à se soumettre à l'obligation de créer un milieu de travail incitant à l'utilisation de l'anglais et du français comme langues de travail dans les régions désignées du pays, le programme a financé des projets d'une valeur globale de plus de 10 millions de dollars au cours des trois années écoulées depuis l'adoption de la Loi. Le président du Conseil du Trésor présente un rapport annuel au Parlement sur l'état des programmes de langues officielles dans les organismes fédéraux, y compris les sociétés d'État.

En ce qui concerne **l'équité en matière d'emploi**, les sociétés d'État et les autres organismes sous juridiction fédérale comptant au moins 100 employés sont tenus, en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, de mettre en oeuvre des programmes d'équité en matière d'emploi et de faire rapport tous les ans des résultats obtenus, devant le ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le gouvernement publie des données statistiques détaillées sur l'équité en matière d'emploi dans les sociétés d'État et autres organismes sous juridiction fédérale dans le ***Rapport annuel au Parlement sur l'équité en matière d'emploi***, qui est déposé par le ministre d'État à l'Emploi et à l'Immigration.

Le 31 mars 1991, le Secrétariat du Conseil du Trésor achevait la réalisation de son projet d'une durée de six ans, dont l'objet était d'aider et de conseiller les sociétés d'État aux fins de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de l'analyse de stratégies concernant l'équité en matière d'emploi. De modestes progrès ont été accomplis au chapitre de la représentation des quatre groupes désignés -- les femmes, les membres des minorités visibles, les personnes handicapées et les autochtones -- tout au long des six ans visés. Bien que les sociétés d'État ne soient plus tenues de présenter au Conseil du Trésor un plan d'action annuel concernant l'équité en matière d'emploi, l'obligation de présenter le rapport exigé par la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* demeure entière.

2. Données sur la situation financière et le nombre d'employés

Données sur la situation financière et le nombre d'employés: Description des tableaux 1 et 2

Les tableaux 1 et 2 ci-après présentent des données à la fin de l'exercice des sociétés se terminant le 31 juillet 1991 ou avant cette date. Ces tableaux donnent suite à l'exigence énoncée à l'alinéa 151 (3) b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) selon laquelle il faut présenter un rapport sur la situation financière de chaque société, y compris les données ayant trait à l'emploi et au total des emprunts. La date de la fin de l'exercice financier de ces sociétés n'est pas la même (mars, avril, juillet, août et décembre) et les données relatives à chacune des sociétés s'appliquent au dernier exercice financier se terminant le 31 juillet ou avant cette date. Les états financiers vérifiés de chaque société d'État dont les données ont été extraites sont fournis à la partie IV du présent rapport.

Les données figurant dans les rapports sont fondées sur les définitions suivantes:

- **Les dettes** (à court et à long terme) comprennent les engagements (c'est-à-dire les emprunts et les locations-acquisitions à court et à long terme) et autres dettes (comptes créditeurs, comptes de régularisation, frais reportés et autres). La somme des dettes à court et à long terme représente les dettes totales.

- **Avoir des actionnaires** désigne la participation du Canada. Dans le cas de certaines sociétés, l'excédent de l'actif sur les engagements n'est pas réputé faire partie de l'avoir du Canada en raison de la nature des activités de l'entreprise.

- Les **données sur l'emploi** englobent le nombre d'employés de la société à la fin de l'exercice financier de celle-ci. Les données présentées se rapportent aux employés à plein temps faisant partie de l'effectif de toutes les sociétés d'État mères indiquées dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de celui de leurs filiales en propriété exclusive à la fin de l'exercice financier des entités visées, selon les données fournies par les sociétés visées.

- **Les bénéfices (pertes) net(te)s** comprennent les bénéfices (pertes) net(te)s après impôt (le cas échéant) et après application des postes extraordinaires. Dans certains cas les bénéfices sont équivalents à «l'excédent des affectations parlementaires reçues par rapport aux dépenses totales».

- **Fonds autogénérés** désigne les bénéfices (pertes) net(te)s des opérations, plus ou moins les postes ne comportant pas de liquidités, notamment la dépréciation, l'amortissement, les gains réalisés sur les ventes d'éléments d'actif et autres.

- **Les changements dans les engagements** sont également désignés changements dans les emprunts nets. Ils comprennent les changements qui ont été apportés pendant la période financière aux emprunts impayés à long et à court terme et aux locations-acquisitions.

- **Les paiements budgétaires versés par le Canada** comprennent les crédits parlementaires versés aux sociétés d'État mères et à leurs filiales en propriété exclusive à des fins d'immobilisation et de fonctionnement. Sont exclus les paiements versés à une classe générale de récipiendaires. (Les paiements versés aux compagnies de chemin de fer en vertu de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes* sont un exemple de tels paiements exclus).

Comparaison de la situation financière et de l'investissement global comptabilisé du gouvernement: Description du tableau 3

Ce tableau présente une comparaison de la situation financière des sociétés d'État mères et de l'investissement comptabilisé du Canada dans ces sociétés, au 31 mars 1991, date de fin de l'exercice du gouvernement. Ces renseignements ont été tirés du volume I des Comptes publics du Canada, où ils ont été inscrits après avoir été tirés des états financiers de chaque société d'État. Étant donné que, dans le cas de plus de la moitié des sociétés, l'exercice financier se termine à une date autre que le 31 mars, la plupart des données ont été extraites d'états financiers non vérifiés.

Les données figurant au tableau sont fondées sur les définitions suivantes:

- **Les prêts et avances, et investissements** sont constitués par les montants inscrits comme actif dans les comptes du Canada (créances représentées par des effets liés à la dette et des participations).

Tableau 1

SITUATION FINANCIÈRE ET NOMBRE D'EMPLOYÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES
(Données à la fin de l'exercice des sociétés se terminant le 31 juillet 1991 ou avant cette date (en millions de dollars))

Sociétés	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir des actionnaires	Employés[6]
Annexe III-I de la LGFP:						
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	593.5	14.0	13.2	566.3	918
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée[3]	31 décembre	0.8	0.6	0.2	négl.	18
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée[3]	31 mars	23.5	4.4	0.4	18.7	36
Administration de pilotage de l'Atlantique	31 décembre	2.4	0.9	0.5	0.9	77
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	31 décembre	2.8	2.3	3.3	(2.8)	100
Administration de pilotage des Laurentides	31 décembre	5.1	5.7	0.7	(1.3)	267
Administration de pilotage du Pacifique	31 décembre	4.0	1.6	0.5	1.8	175
Associés Mingan Ltée, Les	31 décembre	néant	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	2,789.2	437.0	1,984.1	368.0	1,096
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	1.7	néant	0.3	1.3	néant
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	2.7	2.5	néant	0.2	58
Commission canadienne du lait	31 juillet	232.4	90.6	141.8	néant	71
Commission de la Capitale nationale	31 mars	350.9	26.5	7.0	317.4	750
Conseil canadien des normes	31 mars	2.1	0.8	0.3	1.0	52
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	2.4	2.4	2.5	(2.4)	244
Corporation commerciale canadienne	31 mars	986.2	940.0	0.9	45.3	95
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale[1,2]	31 mars	0.1	0.1	néant	négl.	28
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	65.7	0.4	néant	65.2	26
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	957.2	172.7	564.1	220.4	4,531
Harbourfront Corporation	31 mars	20.8	3.5	2.2	15.1	6
Marine Atlantique S.C.C.	31 décembre	484.1	71.8	411.2	1.1	3,228
Musée canadien des civilisations	31 mars	23.7	9.7	3.1	10.9	475
Musée canadien de la nature	31 mars	5.8	3.1	1.9	0.8	255
Musée des Beaux-Arts du Canada	31 mars	22.7	9.9	3.8	9.0	258
Musée national des sciences et de la technologie	31 mars	11.1	5.0	1.1	5.0	186
Office canadien des provendes	31 mars	1.9	2.3	néant	(0.4)	24
Office canadien du poisson salé	31 mars	8.4	33.8	0.2	(25.6)	28
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	18.6	14.6	0.6	3.4	40
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	1.9	0.9	néant	1.0	8

Société canadienne d'hypothèques et de logement						
Compte corporatif	31 décembre	9,056.8	494.8	8,512.0	50.0	3,002
Compte du ministre	31 décembre	néant	néant	néant	néant	—
Fonds d'assurance hypothécaire	31 décembre	1,106.2	7.5	934.4	164.4	—
Fonds de garantie des titres hypothécaires	31 décembre	11.4	néant	8.1	3.3	—
Assurance-prêts pour amélioration de maisons	31 décembre	1.3	néant	néant	1.3	—
Caisse de garantie des loyers	31 décembre	16.7	néant	néant	16.7	—
Société d'assurance-dépôts du Canada[7]	31 décembre	643.6	279.4	1,006.7	(642.6)	65
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	6.3	6.6	néant	(0.3)	10
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	411.3	68.8	néant	342.5	2,850
Société d'expansion du Cap-Breton	31 mars	18.7	2.0	néant	16.7	50.0
Société du crédit agricole	31 mars	3,810.4	727.6	2,936.2	146.6	719
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[1]	31 mars	6.1	5.9	0.3	néant	49
Société immobilière du Canada Limitée	31 mars	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.[3]	31 mars	0.5	0.3	néant	0.2	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	31 mars	0.6	0.6	néant	néant	néant
Société pour l'expansion des exportations	31 décembre	7,040.2	3,102.1	3,151.9	786.1	530
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	931.8	197.4	71.0	663.4	4,525
Total, sociétés à l'Annexe III-I		29,683.5	6,750.1	19,764.5	3,168.7	24,850
Annexe III-II de la LGFP:						
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	7,028.3	1,307.3	2,175.4	3,545.6	36,977
Corporation de développement des investissements du Canada	31 décembre	620.8	344.7	464.9	(188.9)	10
Monnaie royale canadienne	31 décembre	107.8	25.8	17.0	65.0	737
Petro-Canada	31 décembre	7,278.0	1,882.0	2,725.0	2,671.0	9,806
Canertech Inc.[3]	31 décembre	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d
Petro-Canada Ltée.[5]	31 décembre	—	—	—	néant	néant

Tableau 1

SITUATION FINANCIÈRE ET NOMBRE D'EMPLOYÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES (Données à la fin de l'exercice des sociétés se terminant le 31 juillet 1991 ou avant cette date (en millions de dollars))—*Fin*

Sociétés	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir des actionnaires	Employés[6]
Société canadienne des ports	31 décembre	124.2	20.2	6.6	97.3	160
Société canadienne des postes	31 mars	2,662.0	739.6	477.4	1,444.9	46,967
Société du port de Halifax	31 décembre	70.0	4.4	3.4	62.1	95
Société du port de Montréal	31 décembre	231.2	24.7	11.0	195.5	494
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	112.0	3.4	65.2	43.5	18
Société du port de Québec	31 décembre	67.8	10.2	1.0	56.6	105
Société du port de Saint John	31 décembre	92.1	5.5	40.9	45.7	58
Société du port de St. John's	31 décembre	17.3	1.0	2.8	13.5	17
Société du port de Vancouver	31 décembre	307.9	29.0	4.7	274.2	226
Téléglobe Canada	31 décembre	0.3	négl.	néant	0.3	néant
Total, sociétés à l'Annexe III-II		18,719.6	4,397.8	5,995.3	8,326.3	95,670
Total, sociétés à l'Annexe III		48,403.1	11,147.9	25,759.9	11,495.0	120,520
Sociétés exemptées (non inscrites aux annexes de la Loi):						
Banque du Canada[4]	31 décembre	—	—	—	—	—
Centre de recherches pour le développement international	31 mars	24.7	10.9	5.2	8.6	444
Commission canadienne du blé	31 juillet	5,611.8	1,099.6	4,512.2	néant	430.0
Conseil des Arts du Canada	31 mars	180.1	29.0	néant	151.0	233
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	31 mars	2.0	0.3	néant	1.7	42
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	31 mars	20.8	5.4	0.4	15.1	189
Société du Centre national des Arts	31 août	7.7	7.1	0.7	(0.1)	313
Société Radio-Canada	31 mars	1,020.0	229.1	139.2	651.0	10,331
Total, sociétés exemptées		6,867.0	1,381.4	4,657.7	827.2	11,982
Total, sociétés d'État mères[4]		55,270.1	12,529.3	30,417.6	12,322.2	132,502

Voir les notes suivant ces tableaux

négl. = négligeable
n.d = non disponible
— = sans objet

Tableau 2

BÉNÉFICES NETS (PERTES), FONDS AUTOGÉNÉRÉS ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES
(pour les sociétés dont l'exercice s'est terminé le 31 juillet 1991 ou avant cette date (en millions de dollars))

Sociétés	Bénéfices nets (pertes)	Fonds autogénérés	Changements aux engagements (Emprunts nets)		Paiements budgétaires
			Secteur privé	Canada	
Annexe III-I de la LGFP:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	(7.4)	4.7	néant	néant	27.3
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée[3]	0.6	0.7	néant	néant	néant
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée[3]	(27.4)	(26.6)	néant	néant	26.7
Administration de pilotage de l'Atlantique	(0.3)	(0.1)	0.4	(0.1)	0.2
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	(1.6)	(1.3)	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Laurentides	(2.2)	(2.1)	0.5	néant	2.1
Administration de pilotage du Pacifique	(0.4)	(0.3)	négl.	néant	néant
Associés Mingan Ltée, Les	néant	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	2.7	68.6	(33.0)	néant	15.0
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	0.2	—	néant	négl.	néant
Centre international d'exploitation des océans	(12.6)	(12.6)	néant	néant	12.2
Commission canadienne du lait	9.2	—	(16.9)	(8.0)	270.0
Commission de la Capitale nationale	6.6	(2.4)	néant	néant	90.1
Conseil canadien des normes	0.1	0.3	néant	néant	6.0
Construction de défense (1951) Limitée	0.5	0.6	néant	néant	15.5
Corporation commerciale canadienne	6.7	6.7	130.7	néant	14.9
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale[1,2]	(3.2)	(3.2)	néant	néant	43.0
Corporation Place du Havre Canada	(1.7)	0.3	néant	néant	néant
Énergie atomique du Canada, Limitée	7.8	15.6	(1.8)	(31.8)	167.5
Harbourfront Corporation	(7.7)	(7.5)	néant	2.2	3.6
Marine Atlantique S.C.C.	(0.2)	13.5	(0.2)	néant	132.8
Musée canadien des civilisations	(28.5)	(26.7)	néant	néant	29.4
Musée canadien de la nature	(13.8)	(13.2)	néant	néant	13.6
Musée des Beaux-Arts du Canada	(20.7)	(19.1)	néant	néant	23.2
Musée national des sciences et de la technologie	(11.5)	(10.7)	néant	néant	14.8
Office canadien des provendes	(18.3)	(18.3)	néant	néant	18.7
Office canadien du poisson salé	(5.9)	(4.3)	néant	(12.6)	15.0
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	0.1	1.7	1.5	(11.2)	néant
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	0.3	1.2	néant	néant	1.8

Société canadienne d'hypothèques et de logement					
Compte corporatif	11.2	13.4	néant	(116.4)	néant
Compte du ministre	néant	néant	néant	néant	1,971.3
Fonds d'assurance hypothécaire	117.0	186.0	néant	néant	néant
Fonds de garantie des titres hypothécaires	2.5	4.5	néant	néant	néant
Assurance-prêts pour amélioration de maisons	0.2	néant	néant	néant	néant
Caisse de garantie des loyers	1.1	néant	néant	néant	néant
Société d'assurance-dépôts du Canada	208.2	120.8	néant	(156.3)	néant
Société de construction des musées du Canada Inc.	néant	néant	néant	néant	7.9
Société de développement du Cap-Breton	(118.5)	0.1	néant	24.0	31.9
Société d'expansion du Cap-Breton	(15.3)	(7.8)	néant	néant	10.6
Société du crédit agricole	20.4	23.6	(88.0)	(117.0)	néant
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[1]	(14.5)	(3.6)	néant	néant	13.6
Société immobilière du Canada Limitée	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.[3]	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	(0.4)	(1.7)	néant	néant	0.1
Société pour l'expansion des exportations	6.3	102.6	382.2	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	26.4	66.9	néant	néant	381.8
Total, sociétés à l'Annexe III-I	115.8	470.5	375.4	(427.2)	3,360.5
Annexe III-II de la LGFP:					
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	7.7	251.8	(57.0)	(13.4)	14.0
Corporation de développement des investissements du Canada	(36.1)	12.0	50.8	16.4	néant
Monnaie royale canadienne	10.4	13.2	néant	(2.7)	néant
Petro-Canada	181.0	621.0	294.0	néant	néant
Canertech Inc.[3]	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d
Petro-Canada Ltée.[5]	—	—	—	néant	néant
Société canadienne des ports	2.4	5.9	néant	10.1	9.8
Société canadienne des postes[8]	14.3	200.7	55.0	néant	néant

Tableau 2

BÉNÉFICES NETS (PERTES), FONDS AUTOGÉNÉRÉS ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES
(pour les sociétés dont l'exercice s'est terminé le 31 juillet 1991 ou avant cette date (en millions de dollars))—*Fin*

			Changements aux engagements (Emprunts nets)		
Sociétés	Bénéfices nets (pertes)	Fonds autogénérés	Secteur privé	Canada	Paiements budgétaires
Société du port de Halifax	3.7	5.8	néant	(0.4)	néant
Société du port de Montréal	10.8	20.5	néant	(0.5)	néant
Société du port de Prince Rupert	2.0	3.9	néant	13.1	néant
Société du port de Québec	0.1	2.2	néant	néant	néant
Société du port de Saint John	0.3	3.6	19.7	3.7	néant
Société du port de St. John's	0.7	1.7	néant	(0.2)	1.3
Société du port de Vancouver	30.2	38.4	néant	(0.4)	néant
Téléglobe Canada	négl.	négl.	néant	néant	néant
Total, sociétés à l'Annexe III-II	227.4	1,180.8	362.5	25.9	25.1
Total, sociétés à l'Annexe III	343.3	1,651.3	737.9	(401.3)	3,385.6
Sociétés exemptées (non inscrites aux annexes de la Loi):					
Banque du Canada[4]	—	—	—	—	—
Centre de recherches pour le développement international	4.5	6.0	néant	néant	114.1
Commission canadienne du blé	359.0	—	880.5	néant	15.0
Conseil des Arts du Canada	1.2	1.9	néant	néant	104.1
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	(0.1)	0.1	néant	néant	5.0
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	(144.9)	(141.8)	néant	néant	145.1
Société du Centre national des Arts	(16.8)	(15.9)	1.0	néant	18.0
Société Radio-Canada	(43.3)	27.8	(1.0)	néant	1,078.0
Total, sociétés exemptées	159.6	(121.9)	880.4	néant	1,479.2
Total, sociétés d'État mères[4]	502.9	1,529.4	1,618.3	(401.3)	4,864.8

Voir les notes suivant ces tableaux.

négl. = négligeable
n.d = non disponible
— = sans objet

Tableau 3

COMPARAISON DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES ET DE L'INVESTISSEMENT GLOBAL COMPTABILISÉ DU GOUVERNEMENT au 31 mars 1991 (en millions de dollars)[9]

Sociétés	Situation financière				Investissement global du gouvernement		
		Passif					
	Actif total	Secteur privé emprunts et autres	Gouver-nement	Passif total	Prêts et avances	Investis-sement	Total[10]
Annexe III-I de la LGFP:							
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	593.5	27.2	0.1	27.2	néant	néant	néant
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée[3]	0.7	0.7	néant	0.7	néant	néant	néant
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée[3,11]	23.5	4.8	négl.	4.8	néant	néant	néant
Administration de pilotage de l'Atlantique	1.9	1.3	négl.	1.3	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	0.4	3.7	néant	3.7	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Laurentides	3.6	6.2	néant	6.2	néant	néant	néant
Administration de pilotage du Pacifique	4.4	2.3	néant	2.3	néant	néant	néant
Associés Mingan Ltée, Les[11]	0.4	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	2,789.1	2,420.5	0.5	2,421.1	néant	294.0	294.0
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.[11]	1.7	négl.	0.3	0.3	0.3	négl.	0.3
Centre international d'exploitation des océans[11]	2.7	1.5	1.0	2.5	néant	néant	néant
Commission canadienne du lait[11]	203.9	128.3	75.6	203.9	74.0	néant	74.0
Commission de la Capitale nationale[11]	350.9	30.4	3.1	33.5	néant	néant	néant
Conseil canadien des normes[3,11]	2.1	1.1	négl.	1.1	néant	néant	néant
Construction de défense (1951) Limitée[11]	2.4	4.7	0.2	4.9	néant	néant	néant
Corporation commerciale canadienne	986.2	939.3	1.6	940.9	néant	néant	néant
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale[1,2]	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Corporation Place du Havre Canada[11]	65.7	0.4	néant	0.4	néant	néant	néant
Énergie atomique du Canada, Limitée[11]	957.2	180.6	556.3	736.8	455.3	164.2	619.5
Harbourfront Corporation[11]	20.8	3.5	2.3	5.7	3.7	néant	3.7
Marine Atlantique S.C.C.[11]	463.6	449.9	2.6	452.5	néant	néant	néant

Musée canadien des civilisations[11]	23.7	11.2	1.6	12.8	néant	néant	néant
Musée canadien de la nature[11]	5.8	4.4	0.6	5.0	néant	néant	néant
Musée des Beaux-Arts du Canada[11]	22.7	6.7	7.0	13.7	néant	néant	néant
Musée national des sciences et de la technologie[11]	11.1	3.6	2.5	6.1	néant	néant	néant
Office canadien des provendes[11]	1.9	2.3	néant	2.3	néant	néant	néant
Office canadien du poisson salé	8.4	2.6	31.4	34.0	31.4	néant	31.4
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	18.2	8.3	9.9	18.2	12.5	néant	12.5
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée[11]	1.4	0.4	néant	0.4	néant	néant	néant
Société canadienne d'hypothèques et de logement							
Compte corporatif	8,734.5	80.0	8,604.4	8,684.5	8,483.9	25.0	8,508.9
Compte du ministre[11]	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Programmes d'assurances	1,153.3	943.8	4.5	948.3	néant	néant	néant
Société d'assurance-dépôts du Canada	578.7	1.3	1,256.2	1,257.5	1,225.0	néant	1,225.0
Société de construction des musées du Canada Inc.[11]	6.3	6.6	néant	6.6	néant	néant	néant
Société de développement du Cap-Breton	411.3	28.6	40.1	68.8	31.0	néant	31.0
Société d'expansion du Cap-Breton[11]	18.7	2.0	néant	2.0	néant	néant	néant
Société du crédit agricole	3,810.4	1,178.1	2,485.7	3,663.8	2,431.8	1,018.3	3,450.1
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[1,11]	6.1	6.1	négl.	6.1	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada Limitée[11]	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.[3,11]	0.5	négl.	0.3	0.3	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1,11]	0.6	0.1	0.5	0.6	néant	néant	néant
Société pour l'expansion des exportations	6,843.0	6,037.7	néant	6,037.7	néant	788.2	788.2
VIA Rail Canada Inc.[11]	901.3	175.8	60.7	236.5	néant	9.3	9.3
Total, sociétés à l'Annexe III-I	29,032.5	12,705.6	13,149.2	25,854.9	12,748.9	2,299.0	15,047.9

Tableau 3

COMPARAISON DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES ET DE L'INVESTISSEMENT GLOBAL COMPTABILISÉ DU GOUVERNEMENT au 31 mars 1991 (en millions de dollars)[9]—*Fin*

Sociétés	Situation financière				Investissement global du gouvernement		
		Passif					
	Actif total	Secteur privé emprunts et autres	Gouvernement	Passif total	Prêts et avances	Investissement	Total[10]
Annexe III-II de la LGFP:							
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	7,084.1	3,390.8	215.0	3,605.7	147.6	2,278.9	2,426.5
Corporation de développement des investissements du Canada	694.1	740.9	164.7	905.7	néant	395.7	395.7
Monnaie royale canadienne	104.0	20.3	16.6	36.8	10.9	40.0	50.9
Petro-Canada	7,027.1	2,105.3	2,391.9	4,497.2	néant	4,299.1	4,299.1
Canertech Inc.[3,11]	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Petro-Canada Ltée.[5]	—	—	néant	—	néant	néant	néant
Société canadienne des ports	117.1	7.9	11.3	19.1	1.3	néant	1.3
Société canadienne des postes	2,662.0	975.9	241.2	1,217.0	80.0	néant	80.0
Société du port de Halifax	68.2	2.6	3.2	5.8	3.1	néant	3.1
Société du port de Montréal	213.7	14.6	6.5	21.1	6.1	néant	6.1
Société du port de Prince Rupert	112.7	0.5	68.8	69.2	17.2	néant	17.2
Société du port de Québec	60.5	3.8	0.1	3.9	néant	néant	néant
Société du port de Saint John	89.2	21.3	21.9	43.2	20.1	néant	20.1
Société du port de St. John's	17.3	0.6	3.1	3.7	2.9	néant	2.9
Société du port de Vancouver	287.0	11.0	3.6	14.6	3.5	néant	3.5
Téléglobe Canada	0.3	néant	négl.	négl.	néant	néant	néant
Total, sociétés à l'Annexe III-II	18,537.4	7,295.3	3,147.7	10,443.1	292.7	7,013.7	7,306.4
Total, sociétés à l'Annexe III	47,569.9	20,000.9	16,296.9	36,298.0	13,041.6	9,312.7	22,354.3

Sociétés exemptées (non inscrites aux annexes de la Loi):							
Banque du Canada[4]	—	—	—	—	—	—	—
Centre de recherches pour le développement international[11]	24.7	16.1	néant	16.1	néant	néant	néant
Commission canadienne du blé	7,332.2	7,303.2	29.0	7,332.2	néant	néant	néant
Conseil des Arts du Canada[11]	133.7	26.1	0.4	26.5	néant	néant	néant
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales[11]	2.0	0.3	néant	0.3	néant	néant	néant
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne[11]	20.8	5.8	néant	5.8	néant	néant	néant
Société du Centre national des Arts[11]	8.2	7.5	0.2	7.8	néant	néant	néant
Société Radio-Canada[11]	1,019.8	326.9	41.4	368.3	33.0	néant	33.0
Total, sociétés exemptes	8,541.5	7,686.0	71.1	7,757.1	33.0	néant	33.0
Total, sociétés d'État mères[4]	56,111.4	27,687.0	16,368.0	44,055.1	13,074.6	9,312.7	22,387.3[10]

Voir les notes suivant ces tableaux.

négl. = négligeable
— = sans objet

Notes afférentes aux tableaux 1, 2 et 3

Tableaux 1, 2 et 3

1. La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale ainsi que deux filiales de la Société immobilière du Canada Limitée (La Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée et la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.) figurent parmi les sociétés ressortissant à l'annexe III-I, bien qu'elles n'y soient pas inscrites. Elles ont en effet reçu la directive, en vertu du paragraphe 86(2) de la LGFP, de faire rapport comme des sociétés d'État mères ressortissant à l'annexe III-I. Depuis le 25 avril 1991, la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée n'est plus tenue de faire rapport à la façon des sociétés mères, puisqu'elle avait rempli son mandat au 31 mars 1991.

2. Vu l'intégration des comptes de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale à ceux de Petro-Canada Limitée, les données sur la situation financière de la Corporation sont présentées séparément (voir également la note 1).

3. Quatre filiales en propriété exclusive ont été ajoutées aux tableaux parce que les données sur leur situation financière n'ont pas été intégrées au rapport de leur société d'État mère. Il s'agit de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec)Inc., de Canertech Inc., de la Société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. et de la Corporation du pont international de la voie maritime Ltée. Les états financiers de Canertech Inc. concernant les neuf mois de 1990 n'étaient pas disponibles au moment d'aller sous presse. La société a été dissoute le 2 novembre 1990.

4. Les données relatives à la Banque du Canada ne sont pas comprises dans ces tableaux, en raison du caractère unique de ses activités. Les données correspondantes concernant la Banque du Canada (en millions de dollars) sont les suivantes:

- Tableau 1: actif total, 25,274.5$; passif total, 25,244.5$; avoir des actionnaires, 30.0$; emploi, 2,301.
- Tableau 2: bénéfices nets, 2,408.5$; fonds autogénérés, sans objet; total des changements apportés aux engagements, 494.9$; paiements budgétaires, néant.
- Tableau 3: actif total, 23,453.0$; emprunts effectués auprès du secteur privé et autres engagements, 23,131.8$; engagements envers le gouvernement 291.2$; passif total, 23,423.0$; prêts et avances, néant; investissement, 5.9$; total de l'investissement global du gouvernement, 5.9$.

Nota: le revenu net est versé au Receveur général du Canada

5. Les variables financières concernant Petro-Canada Limitée sont comprises dans les donnés concernant Petro-Canada.

Tableau 1

6. Les données sur l'emploi sont différentes de celles qui figurent dans la publication de Statistique Canada intitulée ***Emploi et rémunération dans le secteur public***. En ce qui concerne Petro-Canada, les données comparatives applicables à la fin de l'exercice financier précédent de la société étaient de 8 797, comme l'indique son dernier rapport annuel. Les données sur la situation de l'emploi des quatre administrations de pilotage englobent les pilotes contractuels et celles concernant la situation de l'emploi de Marine Atlantique S.C.C. englobent les employés à temps partiel et les employés saisonniers. Les données relatives à la Corporation de développement des investissements du Canada ont pour objet la société d'État mère seulement.

7. L'avoir des actionnaires de la Société d'assurance-dépôts du Canada tient compte du Fonds d'assurance-dépôts de la Société.

Tableau 2

8. Les crédits budgétaires versés à la Société canadienne des postes ne comprennent pas les subventions de 148.5 millions de dollars versées par le ministère des Communications au titre des envois de catégorie culturelle ou spéciale. L'an dernier, la valeur de cette subvention a été de 240 millions de dollars.

Tableau 3

9. Les données reproduites dans ce tableau ont été extraites des sections 5 et 6 du volume I des Comptes publics du Canada de 1990-1991.

10. La valeur globale de l'investissement du gouvernement, qui est de 22 387 millions de dollars, a été réduite après rajustement pour consolidation d'une valeur de 666 millions de dollars et établissement d'une provision de 5 650 millions de dollars pour moins-value, ce qui porte la valeur globale de l'investissement à 16 071 millions de dollars. Le rajustement pour consolidation a pour objet les prêts, dotations et avances d'Associés Mingan Ltée, Les, Canadian National (West Indies) Steamships, Ltée., Énergie atomique du Canada, Limitée, Harbourfront Corporation, Société Radio-Canada, VIA Rail Canada Inc., et d'autres sociétés d'État, étant donné qu'elles font partie du groupe de sociétés dont le gouvernement doit faire rapport. Les détails sont fournis au volume I des Comptes publics.

11. Les données concernant ces sociétés sont intégrées au volume I des Comptes publics du Canada, étant donné qu'elles font partie du groupe de sociétés dont le gouvernement doit faire rapport.

* *Il se peut qu'il n'y ait pas correspondance parfaite entre les chiffres et les totaux indiqués, les valeurs ayant été arrondies.*

3. Pages récapitulatives concernant chacune des sociétés d'État mères

On trouvera une page récapitulative pour chacune des sociétés d'État mères et pour les trois filiales qui font rapport de leurs activités de la même façon que les sociétés d'État mères.

Chaque page récapitulative présente des renseignements de base relatifs au mandat de la société, à ses origines et à sa situation actuelle, ainsi que les noms de ses cadres supérieurs, au moment le plus rapproché de la date d'impression du rapport, et un sommaire financier à la fin de l'exercice de la société.

Partie I — Page

Définitions relatives aux sommaires financiers 33

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent 35
Administration de pilotage de l'Atlantique 36
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée 37
Administration de pilotage des Laurentides 38
Administration de pilotage du Pacifique 39
Associés Mingan Ltée, Les 40
Banque du Canada 41
Banque fédérale de développement 42
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. 43
Centre de recherches pour le développement international 44
Centre international d'exploitation des océans 45
Commission canadienne du blé 46
Commission canadienne du lait 47
Commission de la Capitale nationale 48
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 49
Conseil canadien des normes 50
Conseil des Arts du Canada 51
Construction de défense (1951) Limitée 52
Corporation commerciale canadienne 53
Corporation de développement des investissements du Canada 54
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale 55
Corporation Place du Havre Canada 56
Énergie atomique du Canada, Limitée 57
Harbourfront Corporation 58
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales 59
Marine Atlantique S.C.C. 60
Monnaie royale canadienne 61
Musée canadien des civilisations 62
Musée canadien de la nature 63
Musée des Beaux-Arts du Canada 64
Musée national des sciences et de la technologie 65
Office canadien des provendes 66
Office canadien du poisson salé 67
Office de commercialisation du poisson d'eau douce 68
Petro-Canada 69
Petro-Canada Limitée 70
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée 71
Société canadienne des ports 72
Société canadienne des postes 73
Société canadienne d'hypothèques et de logement 74
Société d'assurance-dépôts du Canada 76
Société de construction des musées du Canada, Inc. 77
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 78

Société de développement du Cap-Breton 79
Société d'expansion du Cap-Breton 80
Société du Centre national des Arts 81
Société du crédit agricole 82
Société du port de Halifax 83
Société du port de Montréal 84
Société du port de Prince Rupert 85
Société du port de Québec 86
Société du port de Saint John 87
Société du port de St.John's 88
Société du port de Vancouver 89
Société du Vieux-Port de Montréal Inc. 90
Société immobilière du Canada Limitée 91
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée 92
Société pour l'expansion des exportations 93
Société Radio-Canada 94
Téléglobe Canada 95
VIA Rail Canada Inc. 96

Définitions relatives aux sommaires financiers

BILAN:

- **Actif total**: indique tous les éléments d'actif dont la société fait état dans ses états financiers vérifiés.
- **Engagements envers le secteur privé**: désigne les emprunts à court et à long terme, les locations-acquisitions, ainsi que toute autre créance assimilable à un emprunt.
- **Engagements envers le Canada**: désigne les emprunts à court et à long terme, les locations-acquisitions, ainsi que toute autre créance assimilable à un emprunt. La valeur indiquée ne comprend pas les crédits parlementaires reportés (affectations budgétaires).
- **Avoir des actionnaires** désigne la participation du Canada. Dans le cas de certaines sociétés, l'excédent de l'actif sur les engagements n'est pas réputé faire partie de l'avoir du Canada en raison de la nature des activités de l'entreprise.

FONCTIONNEMENT:

- **Revenu**: comprend les recettes provenant de toutes sources, générées par la société. La valeur indiquée englobe les recettes provenant des activités commerciales, les revenus d'intérêt, d'autres recettes comme les gains réalisés sur les ventes d'éléments d'actif, ainsi que les crédits parlementaires dans les cas où ces derniers sont explicitement inclus dans le revenu.
- **Les bénéfices (pertes) net(te)s**: comprennent les bénéfices (pertes) net(te)s après impôt (le cas échéant) et après application des postes extraordinaires. Sont également compris les crédits parlementaires (affectations budgétaires) reçus dans le cas des sociétés qui les inscrivent dans l'état de leurs résultats. Dans certains cas, les bénéfices sont équivalents à «l'excédent des affectations parlementaires reçues par rapport aux dépenses totales».
- **Fonds autogénérés**: désigne les bénéfices (pertes) net(te)s des opérations plus ou moins les postes ne comportant pas de liquidités, tels que par exemple, la dépréciation, les amortissements, les gains réalisés sur l'aliénation de biens et autres. Les fonds autogénérés comprennent également les affectations (crédits budgétaires), si la société les englobe dans le calcul de ses bénéfices nets.

(ARGENT) REÇU DU/REMBOURSÉ AU CANADA:

- Les **(affectations) budgétaires**: comprennent les crédits parlementaires versés aux sociétés à des fins d'immobilisation et de fonctionnement. Sont incluses les sommes versées directement par une société mère à ses filiales, sauf dans le cas où celles-ci présentent un rapport distinct de celui de leur société mère. Sont exclus de ces données les paiements versés à une classe générale de récipiendaires. (Les paiements versés aux compagnies de chemin de fer en vertu de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes* sont un exemple de paiements exclus).
- Les **prêts et investissements**: comprennent les prêts et/ou le capital investis par le gouvernement du Canada.
- Les **remboursements de prêts**: les paiements effectués au cours de l'année par la société au gouvernement du Canada au titre d'emprunts non remboursés à la fin de l'exercice financier de la société.
- Les **dividendes:** comprennent les dividendes versés par la société au gouvernement du Canada pendant l'exercice financier de la société. Les valeurs indiquées comprennent les sommes recouvrées au comptant par le gouvernement du Canada (le cas échéant), et d'autres genres de paiements/contributions versés au Canada.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

MANDAT

Construire, exploiter et entretenir les canaux, les ponts, les ouvrages et autres biens immobiliers ayant un rapport avec la voie navigable en eau profonde située entre le Port de Montréal et le lac Érié, connue sous le nom de Voie maritime du Saint-Laurent.

ANTÉCÉDENTS

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été créée en 1954 afin de construire et d'exploiter la voie maritime de concert avec une administration appropriée des États-Unis et de construire, entretenir et exploiter des ponts et autres ouvrages et biens immobiliers connexes, comme le gouverneur en conseil le juge nécessaire. L'Administration exploite 13 écluses et ouvrages connexes au Canada le long de la voie ainsi que 4 ponts surélevés qui franchissent le fleuve Saint-Laurent. Deux écluses aux États-Unis sont exploitées par la St-Lawrence Seaway Development Corporation.

Une filiale à cent pour cent, la Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée, a été créée en 1962 afin d'administrer le pont international à Cornwall (Ontario). Une seconde filiale à cent pour cent, les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, a été créée afin d'administrer les deux ponts surélevés à Montréal lorsque la responsabilité de ceux-ci a été transférée du Conseil des ports nationaux en 1978. Une troisième filiale à part entière, l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, est une société d'État mère aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La travée canadienne du pont des Mille-Îles à Lansdowne (Ontario) est directement administrée par l'Administration depuis la cession de cette propriété au Canada en 1976.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1954; article 3 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* (L.R.C. 1985, ch. S-2)
Président et premier dirigeant:	Glendon R. Stewart	Siège social:	Constitution Square 14[e] étage 360, rue Albert Ottawa (Ontario), K1R 7X7
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	593.5	600.3	604.5	603.0	652.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant[1]	210.0
Avoir des actionnaires	566.3	573.7	576.5	576.8[1]	417.2
Fonctionnement					
Revenu	75.2	73.7	72.0	66.5	62.1
Bénéfice net	(7.4)	(2.8)	(0.3)	(4.4)	(3.7)
Fonds autogénérés	4.7	9.6	11.8	6.8	(1.6)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	27.3	26.9	25.4	24.5	13.2
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Les engagements envers le Canada ont été remis.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux limitrophes ou intérieures désignées des provinces de l'Atlantique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage dans la région de l'Antlantique. L'Administration a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements en vue de satisfaire à ses objectifs. Ces règlements peuvent établir des zones de pilotage obligatoires; prescrire les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les conditions d'exemption du pilotage obligatoire, les tarifs de pilotage; et traiter de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14)
Président et premier dirigeant:	C.R. (Ted) Worthington	Siège social:	Pièce 1203 Tour de la Banque de Montréal 5151, rue George Halifax (Nouvelle-Écosse), B3J 1M5
		Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	2.4	2.3	1.9	2.0	1.4
Engagements envers le secteur privé	0.4	néant	néant	0.2	0.1
Engagements envers le Canada	0.1	0.1	0.2	0.3	0.4
Avoir des actionnaires	0.9	1.0	0.5	négl.	(0.3)
Fonctionnement					
Revenu	7.3	7.3	7.1	6.4	5.8
Bénéfice net	(0.3)	négl.	0.1	(0.1)	(0.2)
Fonds autogénérés	(0.1)	0.2	0.2	négl.	(0.1)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	0.2	0.5	0.4	0.5	0.6
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux canadiennes désignées de la région des Grands Lacs, dans les eaux intérieures et limitrophes de l'Ontario et dans les eaux désignées du Manitoba et du fleuve Saint-Laurent, au sud des écluses de Saint-Lambert au Québec.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage dans la région des Grands Lacs. L'Administration a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements en vue de satisfaire à ses objectifs. Ces réglements peuvent établir des zones de pilotage obligatoires; prescrire les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les conditions d'exemption du pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage; et traiter de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14); constituée en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, en mai 1972, en tant que filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
Président et premier dirigeant:	Richard G. Armstrong	Siège social:	132, rue Second est B.P. 95 Cornwall (Ontario), K6H 5R9
		Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	2.8	4.3	4.5	4.6	5.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(2.8)	(1.2)	(0.9)	(2.0)	(1.0)
Fonctionnement					
Revenu	8.4	9.4	9.7	9.9	11.4
Bénéfice net	(1.6)	(0.3)	négl.	(0.9)	0.8
Fonds autogénérés	(1.3)	0.1	0.3	(0.7)	1.1
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant[1]	néant	1.0	néant	3.4
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] La société a obtenu un crédit parlementaire de 1,4 million de dollars en février 1991 pour éponger son déficit d'exploitation de 1990.
négl. = négligeable

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord des écluses de Saint-Lambert, et dans les eaux de la rivière Saguenay et de la Baie-des-Chaleurs.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage dans la région du Saint-Laurent. L'Administration a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements en vue de satisfaire à ses objectifs. Ces réglements peuvent établir des zones de pilotage obligatoires; prescrire les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les conditions d'exemption du pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage; et traiter de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14)
Président et premier dirigeant:	Jacques Marquis	Siège social:	Pièce 1402 1080, côte du Beaver Hall Montréal (Québec), H2Z 1S8
		Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	5.1	5.9	4.7	5.4	7.9
Engagements envers le secteur privé	1.3	0.8	0.8	0.7	0.8
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	(1.3)	(1.1)	(0.9)	(0.6)	0.8
Fonctionnement					
Revenu	28.6	28.0	27.0	27.2	27.0
Bénéfice net	(2.2)	(1.8)	(1.8)	(1.7)	(1.4)
Fonds autogénérés	(2.1)	(1.6)	(1.5)	(1.5)	(1.3)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	2.1	1.6	1.5	0.3	2.5
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux intérieures et limitrophes désignées de la Colombie-Britannique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage dans la région de la Colombie-Britannique. L'Administration a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements en vue de satisfaire à ses objectifs. Ces réglements peuvent établir des zones de pilotage obligatoires; prescrire les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les conditions d'exemption du pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage; et traiter de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14)
Président et premier dirigeant:	Robert J. Smith	Siège social:	Pièce 300 1199, rue Hastings ouest Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4G9
		Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	4.0	4.3	4.5	4.5	4.4
Engagements envers le secteur privé	négl.	négl.	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	négl.	négl.
Avoir des actionnaires	1.8	2.3	2.8	2.6	2.6
Fonctionnement					
Revenu	29.3	25.3	27.2	26.3	23.3
Bénéfice net	(0.4)	(0.5)	0.1	négl.	(0.2)
Fonds autogénérés	(0.3)	(0.3)	0.4	0.1	(0.1)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

MANDAT

Achat de terres pour aliénation éventuelle.

ANTÉCÉDENTS

Cette société a été achetée pour le compte du Canada, en 1983, dans le but d'obtenir ses terres et ses droits de pêche. Ces actifs doivent être convertis en biens rattachés à une réserve indienne, et, dans un premier temps, ils ont été cédés à Sa Majesté du chef du Canada. Le projet de loi C-8, actuellement à l'étude au Parlement, prévoit la dissolution des Associés Mingan, Ltée.

Ministre de tutelle:	L'honorable Tom Siddon, c.p., député ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Année et Loi de constitution:	1983; décret C.P. 1983-4029; société constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi des compagnies du Québec*
Président et premier dirigeant:	Postes vacants	Siège social:	Les Terrasses de la Chaudière 18^{e} étage 10, rue Wellington Hull (Québec), K1A 0H4
		Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
		Ministère:	Affaires indiennes et du Nord canadien

SOMMAIRE FINANCIER; exercice clos le 31 décembre 1990.

Tous les éléments d'actif de la Société ont été vendus à l'État. La Société n'a mené aucune activité au cours de l'année civile 1990.

Cette société est inactive depuis 1983.

BANQUE DU CANADA

MANDAT

La Banque du Canada est chargée de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique monétaire du Canada et agit à titre de mandataire financier du gouvernement. La Banque est la seule autorisée à émettre la monnaie de papier destinée à être mise en circulation au Canada et elle fixe le pourcentage du passif-dépôts que les banques à charte doivent maintenir à titre de réserves secondaires. Elle effectue des opérations sur le marché libre, vendant ou achetant des titres, dans la mesure selon laquelle, à son avis, le progrès de l'économie du Canada l'exige. À titre de mandataire financier, elle s'occupe de l'émission des titres du Canada et du paiement de l'intérêt et du principal connexes; elle encaisse et négocie les chèques tirés sur le receveur général. Elle administre le Compte du Fonds des changes et agit à titre de mandataire pour les activités du gouvernement sur le marché des changes.

ANTÉCÉDENTS

La Banque a été créée en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada* en 1934, à titre de banque centrale du Canada.

Ministre de tutelle:	L'honorable Don Mazankowski, c.p., député vice-premier ministre et ministre des Finances	Année et Loi de constitution:	1934; *Loi sur la Banque du Canada* (L.R.C. 1985, ch. B-2)
		Siège social:	234, rue Wellington Ottawa (Ontario), K1A 0G9
Premier dirigeant:	John Crow	Statut:	Mandataire financier du Gouvernement du Canada; exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
Vérificateur:	Coopers & Lybrand et Peat Marwick	Ministère:	Finances

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	25,275	24,780	24,319	23,023	20,945
Passif:					
Dépôts[1]	2,009	2,434	2,759	3,388	2,895
Billets en circulation	22,970	22,093	21,032	19,447	17,911
Autres[2]	266	223	498	158	108
Avoir des actionnaires	30	30	30	30	30
Fonctionnement					
Revenu	2,615	2,425	2,110	2,008	2,092
Dépenses, avant amortissement	187	172	159	151	143
Revenu net versé au Canada	2,409	2,239	1,938	1,844	1,936

[1] Comprend les dépôts du Gouvernement du Canada.
[2] Comprend le passif du Gouvernement du Canada payable en devises étrangères.

Nota: Ces états financiers sont uniques de par la nature des activités d'une banque centrale. Par exemple: l'actif de la Banque se compose principalement de titres du Canada et ses recettes proviennent principalement des intérêts qui lui sont versés par le Canada sur ces titres. En conséquence, l'important revenu net que la Banque verse au Canada constitue essentiellement l'aboutissement du processus de circulation des liquidités, réduit du montant des dépenses de fonctionnement de la Banque.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

MANDAT

Promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils, en accordant une attention particulière aux besoins des petites entreprises.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1974, la Banque fournit une aide financière aux entreprises canadiennes, en agissant comme prêteur supplémentaire et comme source de financement par actions. Elle assure aussi des services de planification financière, d'orientation et de formation et d'autres services de gestion aux petites et moyennes entreprises.

Ministre de tutelle:	L'honorable Michael H. Wilson, c.p., député ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur	Année et Loi de constitution:	1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement* (L.C.R. 1985,ch. F-6)
Président:	Bertrand J. Lavoie	Siège social:	800, Place Victoria B.P. 335 Succursale Tour de la Bourse Montréal (Québec), H4Z 1L4
Premier dirigeant:	Guy A. Lavigueur	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Raymond, Chabot, Martin Paré et Associés et Vérificateur général du Canada	Ministère:	Industrie, Sciences et Technologie

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89 (reformulé)	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	2,789	2,814	2,541	2,297	1,920
Engagements envers le secteur privé	2,385	2,418	2,173	1,980	1,617
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	51
Avoir des actionnaires	368	365	345	299	242
Fonctionnement					
Revenu	386	379	327	275	246
Bénéfice net	3	10	11	6	7
Fonds autogénérés	69	70	95	62	57
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	15	33	62	77	55
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS, LTD.

MANDAT

Percevoir les sommes qui lui sont dues à la suite de la vente de huit paquebots à une société cubaine.

ANTÉCÉDENTS

La société, qui assurait un service de paquebots aux Antilles, est inactive depuis 1958, époque à laquelle sa flotte de navires a été vendue à la société Banco Cubana de La Havane. En 1959, la gestion de l'entreprise a été confiée à des fonctionnaires fédéraux pour qu'ils puissent percevoir le produit de la vente. Suite à l'adoption par le gouvernement américain, le 3 juillet 1963, des Cuban Assets Control Regulations, la lettre de crédit irrévocable délivrée par la Banque d'Amérique pour couvrir le dernier versement sur le capital n'a pas été honorée. Le maintien de la compagnie avait pour seul but de recouvrer le capital impayé et les intérêts, soit 1.6 million de dollars au 31 décembre 1990. Le pouvoir de dissoudre la société a été accordé en vertu de la *Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État*, laquelle a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985.

Ministre de tutelle: L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports

Président et premier dirigeant: Ron Jackson

Vérificateur: Vérificateur général du Canada

Année et Loi de constitution: 1927; créée par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada en vertu de la *Loi concernant les compagnies à charte fédérale* et maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 21 novembre 1978.

Siège social: Tour C
Place de Ville
23e étage
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario), K1A 0N5

Statut: Annexe III, Partie I
Mandataire de Sa Majesté

Ministère: Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	**1989**	**1988**	**1987**	**1986**
Bilan					
Actif total	1.7	1.5	1.3	1.2	1.1
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Avoir des actionnaires	1.3	1.2	1.0	0.9	0.8
Fonctionnement					
Revenu	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Bénéfice net	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Fonds autogénérés[1]	s.o	s.o	s.o	s.o	s.o
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] La société ne présente pas d'état des fonds autogénérés.
s.o = sans objet

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MANDAT

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre a été établi pour permettre de résoudre, par la recherche des spécialistes du Tiers monde, les problèmes de pauvreté des pays en développement. À cette fin, il a établi les principaux programmes suivants: sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, sciences de la santé, sciences de l'information, sciences sociales, communications et sciences de la terre et de l'ingénierie.

Ministre de tutelle:	L'honorable Barbara McDougall, c.p., députée secrétaire d'État aux Affaires extérieures	Année et Loi de constitution:	1970; *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (L.R.C. 1985, ch. I-19)
Présidente:	Dr. Janet M. Wardlaw	Siège social:	13^{e} étage 250, rue Albert B.P. 8500 Ottawa (Ontario), K1G 3H9
Premier dirigeant:	Keith A. Bezanson	Statut:	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Affaires extérieures

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	24.7	22.1	34.3	24.3	14.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	8.6	4.0	13.9	8.6	2.6
Fonctionnement					
Revenu	122.5	121.1	121.3	112.4	102.4
Bénéfice net	4.5	(9.9)	5.3	6.0	1.4
Fonds autogénérés	6.0	(8.5)	6.5	9.9	3.2
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	114.1	108.5	114.2	108.1	100.0
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	4.0[1]

[1] Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

MANDAT

Amorcer, stimuler et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement dans le domaine du développement des ressources océaniques.

ANTÉCÉDENTS

Les programmes du CIEO font partie de l'engagement du Canada en matière d'aide publique au développement. Le Centre encourage et appuie les initiatives permettant aux pays en développement d'améliorer la gestion et l'utilisation des ressources océanographiques de façon rationnelle et durable. Le Centre s'intéresse surtout aux pays insulaires et côtiers où ces ressources peuvent contribuer davantage au développement.

Ministre de tutelle:	L'honorable Monique Landry, c.p., députée ministre des Relations extérieures et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)	Année et Loi de constitution:	1985; *Loi sur le Centre international d'exploitation des océans* (L.R.C. 1985, 1[er] Suppl. ch. 17)
Présidente:	Elisabeth Mann Borgese	Siège social:	9[e] étage 5670, chemin Spring Garden Halifax (Nouvelle-Écosse), B3J 1H6
Premier dirigeant:	Gary C. Vernon	Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Affaires extérieures et Commerce extérieur

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	2.7	1.8	1.3	0.2	0.1
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada[1]	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	0.2	0.6	négl.	négl.	négl.
Fonctionnement					
Revenu[2]	2.3	2.3	0.6	0.2	0.1
Bénéfice net[2]	(12.6)	(9.6)	(8.0)	(6.4)	(4.0)
Fonds autogénérés[2]	(12.6)	(9.6)	(8.0)	(6.4)	(4.0)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	12.2	10.1	8.0	6.4	4.0
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Ces chiffres ne comprennent pas les avances reçues de l'Agence canadienne de développement international (ACDI): (1 million de dollars en 1991; 0,01 million de dollars en 1990; 0,6 million de dollars en 1989; néant en 1988; néant en 1987).
[2] Ces chiffres ne tiennent pas compte des crédits parlementaires.
négl. = négligeable

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

MANDAT

Vendre le blé et l'orge produits dans l'Ouest canadien, au mieux des intérêts des producteurs de cette région. La Commission administre la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.*

ANTÉCÉDENTS

La Commission a été établie par loi féderale en 1935 et est aujourd'hui responsable de toutes les exportations de blé et d'orge cultivés dans les provinces des Prairies et quelques secteurs de la Colombie-Britannique. Elle voit aussi à la vente de la part de ces céréales destinée à la consommation des Canadiens. Il arrive qu'elle se charge de la vente de grains de provende, bien que ces ventes soient en général effectuées directement par les producteurs ou des commerçants. Au moment où elle prend livraison des grains, la Commission verse un paiement initial garanti par le gouvernement; les recettes sont mises en commun, à la suite de quoi un paiement final, déduction faite des frais de mise en marché, est versé aux producteurs après calcul du rendement pour l'année. Dans le cas des rares déficits, la loi prévoit leur imputation au Trésor. La Commission négocie directement avec les clients, ou par le biais des exportateurs accrédités. Le mandat de vendre l'avoine que la Commission détenait depuis plusieurs années a pris fin avec l'adoption des décrets C.P. 1989-986 et C.P. 1989-987, le 27 mai 1989.

Ministre de tutelle:	L'honorable William McKnight, c.p., député ministre de l'Agriculture	Année et Loi de constitution:	1935; *Loi sur la Commission canadienne du blé* (L.R.C. 1985, ch. C-24).
		Siège social:	423, rue Main B.P. 816 Winnipeg (Manitoba), R3C 2P5
Commissaire en chef:*	Lorne Hehn	Statut:	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Deloitte & Touche	Ministère:	Agriculture

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 juillet.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87	1985-86
Bilan					
Actif total	5,612	4,939	4,103	4,836	5,234
Engagements envers le secteur privé	5,172	4,292	3,663	4,684	5,060
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant	néant
Fonctionnement					
Revenu (ventes de grains pour le comptes des agriculteurs)	4,111	4,279	2,862	3,208	3,757
Bénéfice net[1]	359	552	399	58	47
Fonds autogénérés[2]	s.o	s.o	s.o	s.o	s.o
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	15	112[3]	16	128	218
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

* Remplit les fonctions d'un président et premier dirigeant.

[1] Total de tous les comptes de mise en commun. La CCB administre chaque compte de mise en commun séparément. Cette somme équivaut aux excédents d'exploitation qui sont versés aux producteurs au début de l'année civile suivante. Les années au cours desquelles un ou plusieurs comptes de mise en commun ont accusé un déficit, le déficit en question a été compensé par le gouvernement du Canada. Les sommes versées à ce titre ont été les suivantes: 32 millions de dollars en 1988-1989; 111 millions de dollars en 1986-1987 et 201 millions de dollars en 1985-1986.

[2] La Commission canadienne du blé ne présente pas d'état des fonds autogénérés.

[3] Cette somme comprend 66 millions de dollars versés en compensation de l'annulation du programme sur le double prix du blé.

s.o = sans objet

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

MANDAT

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant en produits laitiers de bonne qualité.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1966, la Commission administre les éléments suivants du programme laitier fédéral: établissement d'un prix-cible pour la crème et le lait de transformation; soutien du marché pour le prix-cible au moyen d'un programme national d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre; paiements d'aide directe pour les expéditions admissibles de lait et de crème; mise en marché au niveau international de certains produits laitiers excédentaires aux besoins nationaux; réception des retenues que les provinces perçoivent des producteurs pour financer les coûts d'exportation des produits excédentaires aux besoins nationaux; et coordination du système de gestion des approvisionnements de la production industrielle de lait.

Ministre de tutelle:	L'honorable William McKnight, c.p., député ministre de l'Agriculture	Année et Loi de constitution:	1966; *Loi sur la Commission canadienne du lait* (L.R.C. 1985, ch. C-15)
Président et premier dirigeant:	Roch Morin	Siège social:	Édifice Pebb 2197, promenade Riverside Ottawa (Ontario), K1A 0Z2
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Agriculture

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 juillet.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87	1985-86
Bilan					
Actif total	232.4	242.7	222.8	212.2	259.8
Engagements envers le secteur privé	52.1	69.0	82.2	77.9	89.9
Engagements envers le Canada	106.3	114.3	87.4	85.2	126.3
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant	néant
Fonctionnement					
Revenu	243.0	200.1	181.1	216.0	230.5
Bénéfice net	9.2	21.8	7.1	13.2	36.0
Fonds autogénérés[1]	s.o	s.o	s.o	s.o	s.o
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire[2]	270.0	287.5	290.2	287.0	292.2
Prêts et investissements, montant net	252.6	278.2	279.7	299.7	289.4
Remboursement des prêts	260.6	251.3	278.1	341.7	401.7
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] La société ne présente pas d'état de ses fonds autogénérés.
[2] Comprend les paiements versés par le biais de l'Office de stabilisation des prix agricoles.
s.o = sans objet

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

MANDAT

Préparer des plans à l'aménagement et aider au développement, à la conservation et à l'embellissement de la région de la Capitale nationale; organiser, parrainer et favoriser les activités publiques dans la région; coordonner les politiques et les programmes du gouvernement concernant l'organisation et la commandite d'activités publiques menées dans la région de la Capitale nationale par les ministères.

ANTÉCÉDENTS

Le Canada est actionnaire de la société depuis 1899, lors de la création de la Commission d'embellissement d'Ottawa (1899-1927), qui est devenue la Commission du district fédéral (1927-1958).

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1958; *Loi sur la Capitale nationale* (L.R.C. 1985, ch. N-4) Remplacée en 1988 (S.C. 1988., ch 54)
Présidente:	Jean Pigott	Siège social:	14e étage 161 ouest, avenue Laurier Ottawa (Ontario), K1P 6J6
Premier dirigeant:	John Hoyles	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88 (reformulé)	1986-87
Bilan					
Actif total	350.9	343.7	324.4	319.7	298.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	317.4	301.2	282.8	285.8	269.4
Fonctionnement					
Revenu	40.1	33.1	18.9	15.7	15.9
Bénéfice net	6.6	6.3	(21.4)	(8.3)	(26.6)
Fonds autogénérés	(2.4)	10.8	(14.5)	(0.2)	(18.5)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	90.1	94.1	91.3	103.0	62.4
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

MANDAT

Exploiter un réseau national de chemins de fer, ainsi que des services de transport et des services connexes.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée en 1919, par le fusionnement de 200 compagnies, la plupart non rentables. Son mandat consistait à fusionner un certain nombre de compagnies ferroviaires en un seul réseau national fort et concurrentiel desservant toute la nation. Elle a fait l'objet de refontes de capital en 1937, en 1952 et, de nouveau, en 1978. En 1988, la société a vendu ses filiales des domaines de l'hôtellerie, des services téléphoniques et des télécommunications pour réduire sa dette. En 1986, sa filiale CN Marine Inc. a été juridiquement constituée en tant que société d'État mère distincte et rebaptisée Marine Atlantique S.C.C.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1919; *Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada*, remplacée par la loi de 1955 ayant le même titre (L.R.C. 1985, ch. C-19)
Président:	Brian R.D. Smith, c.r.	Siège Social:	16e étage 935 ouest, rue de la Gauchetière Montréal (Québec), H3B 2M9
Premier dirigeant:	Ronald E. Lawless	Statut:	Annexe III, Partie II Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Deloitte & Touche; Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	7,028	7,105	6,906	7,594	7,843
Engagements envers le secteur privé	1,712	1,769	1,842	2,752	3,149
Engagements envers le Canada	148	161	173	185	209
Avoir des actionnaires	3,546	3,540	3,375	3,101	3,005
Fonctionnement					
Revenu	4,011	4,139	4,363	4,598	4,560
Bénéfice net	8	206	283	121	(86)
Fonds autogénérés	252	486	424	458	272
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire[1]	14	17	29	21	20
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	13	12	12	24	56
Dividendes	2	41	57	néant[2]	néant

[1] N'inclut pas les subventions, etc., versées à une catégorie générale de récipiendaires, ni l'argent reçu pour CN Marine Inc.
[2] Dividende de 24.1 millions de dollars déclaré en 1987 et annulé par la suite, en 1988.

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

MANDAT

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens qui ne sont pas expressément régis par une loi, afin de promouvoir l'économie nationale, de servir le public, de protéger les consommateurs, d'assister le commerce et de promouvoir la coopération internationale en matière de normes.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil coordonne les activités des organismes canadiens qui s'occupent de normalisation; aussi, le Conseil représente le Canada auprès des organismes internationaux de normalisation.

Ministre de tutelle:	L'honorable Pierre Blais, c.p., député ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)	Année et Loi de constitution:	1970; *Loi sur le Conseil canaaien des normes* (L.R.C. 1985, ch. S-16)
Président:	Georges Archer	Siège Social:	Pièce 1200 350, rue Sparks Ottawa (Ontario), K1N 6N7
Premier dirigeant:	John R. Woods	Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Consommateurs et Sociétés

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	2.1	2.2	1.6	1.7	3.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	1.0	0.9	0.7	0.7	1.9
Fonctionnement					
Revenu[1]	1.6	1.5	1.1	1.0	1.2
Bénéfice net[2]	0.1	0.2	(0.1)	(1.2)	(0.3)
Fonds autogénérés[2]	0.3	0.4	0.1	(1.0)	(0.1)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	6.0	7.6	6.9	6.5	6.7
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	0.9

[1] Ne comprend pas les affectations budgétaires reçues du Canada.
[2] Comprend les affectations budgétaires reçues du Canada.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

MANDAT

Favoriser et promouvoir l'étude, l'appréciation ainsi que la production d'oeuvres d'art et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada à diverses activités de cette organisation à l'étranger, à l'exception des questions de politique et de l'aide aux pays en développement.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil reçoit chaque année un crédit parlementaire pour mener ses opérations. Il administre aussi la Caisse de dotation de 50 millions de dollars qui a été établie en vertu de sa loi constitutive et de fonds et de biens qui lui sont donnés. Le Conseil est considéré comme oeuvre de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	1957; *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-2)
Président:	Allan Gotlieb	Siège Social:	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario), K1P 5V8
Première dirigeante:	Joyce Zemans	Statut:	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif —Caisse de dotation	133.7	135.8	130.7	128.7	121.2
—Fonds spéciaux	46.4	46.1	41.2	40.1	38.8
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	151.0	148.4	138.6	141.1	128.1
Fonctionnement					
Revenu[1]	120.0	118.1	107.0	109.2	98.0
Dépenses liées aux subventions, aux services et aux arts[2]	98.2	97.3	95.8	85.5	86.4
Bénéfice net	1.2	2.0	(6.4)	6.7	(2.4)
Fonds autogénérés	1.9	2.5	(5.9)	7.3	(2.3)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	104.1	103.5	93.3	96.9	85.5
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Comprend les affectations budgétaires reçues du Canada.
[2] Les subventions comprennent les fonds de dotation et les fonds spéciaux.

CONSTRUCTION DE DÉFENCE (1951) LIMITÉE

MANDAT

Entreprendre et superviser de grands projets de construction et d'entretien militaires demandés par le ministère de la Défense nationale; fournir, moyennant la récupération des coûts, une aide technique et administrative aux ministères et aux organismes fedéraux en ce qui concerne les questions de construction.

ANTÉCÉDENTS

Cette société est en activité depuis 1951.

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1951; *Loi sur la production de défense* (L.R.C. 1985, ch. D-1); maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 21 novembre 1978.
Président et premier dirigeant:	J.R. Lorne Atchison	Siège social:	Immeuble Sir Charles Tupper 3e étage, Aile A Promenade Riverside Ottawa (Ontario), K1A 0K3
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	2.4	2.3	1.0	2.0	1.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(2.4)	(2.9)	(2.8)	(2.9)	(2.9)
Fonctionnement					
Revenu[1]	16.4	15.3	14.3	12.8	13.0
Bénéfice net	0.5	(0.1)	0.2	négl.	0.1
Fonds autogénérés	0.6	0.5	0.8	0.4	0.5
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	15.5	14.3	13.7	12.6	12.8
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Le revenu comprend les crédits reçus du gouvernement du Canada.
négl. = négligeable

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

MANDAT

Favoriser l'expansion du commerce entre le Canada et d'autres pays.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Corporation agit à titre d'entrepreneur principal lorsque d'autres pays désirent acheter des biens et services du Canada au niveau gouvernemental. En outre, elle facilite les ventes aux organismes internationaux.

Ministre de tutelle:	L'honorable Michael H. Wilson, c.p., député ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur	Année et Loi de constitution:	1946; *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-14).
Président et premier dirigeant:	Hugh Mullington	Siège social:	Immeuble Metropolitan Centre 11e étage 50, rue O'Connor Ottawa (Ontario), K1A 0S6
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Affaires extérieures et Commerce extérieur

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	**1989-90**	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
Bilan					
Actif total	986.2	829.8	686.3	606.3	493.8
Engagements envers le secteur privé[1]	540.7	410.0	353.0	314.7	313.2
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	45.3	40.1	33.8	29.4	31.4
Fonctionnement					
Revenu	704.5	689.8	645.3	687.7	778.4
Bénéfice net	6.7	7.2	4.3	(1.9)	(4.3)
Fonds autogénérés	6.7	7.2	4.3	(1.9)	(3.3)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	14.9	17.1	15.3	11.8	16.1
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	neant	néant	néant	néant
Dividendes	1.4	0.9	néant	néant	néant

[1] Engagements envers des gouvernements étrangers.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

MANDAT

Gérer efficacement les sociétés d'État et les investissements qui lui sont dévolus et, le cas échéant, voir à leur privatisation.

ANTÉCÉDENTS

La CDIC gère ses filiales à cent pour cent: Canada Eldor Inc. (remplaçant Eldorado Nucléaire Limitée), Cartierville Financial Corporation, Nordion International Inc. et Theratronics International Limited. La Canada Eldor détenait 38,5 % des actions de Cameco (avant d'effectuer une offre publique d'actions autodétenues en juillet 1991) et la Saskatchewan (par l'intermédiaire de la Saskatchewan Mining and Developement Corporation) en détenait 61,5 %. La CDIC détient également des actions de Ginn Publishing Canada Inc. (51 p. 100) et de Varity Corporation (1,8 p. 100). Elle gère en outre, pour le compte du Canada, Téléglobe Canada et l'avoir du gouvernement dans la National Sea Products Ltd.

La loi autorisant la privatisation de Nordion International Inc. et de Theratronics International Limited a reçu la sanction royale le 30 janvier 1990. Le gouvernement a annoncé en juin 1991 que Nordion International Inc. serait vendue au MDS Health Group Limited. Les négociations concernant Theratronics International Limited se poursuivent. Une première offre publique des actions détenues dans CAMECO (20 p. 100) a été effectuée en juillet 1991, au prix unitaire de 12.50 $. Le reste des actions en question est censé être vendu d'ici 1995. La Canada Eldor Inc. détient maintenant 30,8% de CAMECO.

Ministre de tutelle:	L'honorable John McDermid, c.p., député Ministre d'État (Finances et Privatisation)	Année et Loi de constitution:	1982; par le biais de la Corporation de développement du Canada aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; lettres patentes émises le 26 mai 1982.
Président:	Patrick J. Keenan	Siège social:	Scotia Plaza Pièce 2703 B.P. 320 Toronto (Ontario), M5H 3Y2
Premier dirigeant:	Ward C. Pitfield	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Peat Marwick Thorne et le Vérificateur général du Canada	Ministère:	Finance

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.[1]

	1990	1989	1988[2] (reformulé)	1987	1986
Bilan					
Actif total	621	657	1,095	285	336
Engagements envers le secteur privé	600	549	731	néant	néant
Engagements envers le Canada[3]	158	142	118	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(189)	(152)	140	226	287
Fonctionnement					
Revenu	51.1	19.4	(13.6)	15.7	34.6
Bénéfice net	(36.1)	(292.4)	(83.4)	(3.9)	(208.7)
Fonds autogénérés	12.0	4.5	(0.1)	3.6	0.3
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	0.3	néant	3.0	56.5	111.0

[1] Le résumé financier de 1990 englobe les données concernant Cartierville Financial Corporation Inc. et Canada Eldor Inc. Les données concernant ces sociétés étaient également intégrées aux résumés financiers de 1989 et 1988. Seules les données concernant la Cartierville Financial Corporation étaient intégrées au résumé financier de 1987 et 1986.

[2] Les états financiers de Eldorado Nucléaire Limitée ne sont intégrés à ceux de la société que depuis le 1er octobre 1988. (Après la fin de l'exercice visé, Eldorado a changé de raison sociale et est devenue Canada Eldor Inc.)

[3] Effets à payer à Énergie atomique du Canada Limitée pour l'achat par la CDIC des actions de Nordion et Theratronics.

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

MANDAT

Aider les pays en développement importateurs de pétrole à exploiter leurs ressources en hydrocarbures; accorder aux pays du Tiers monde une aide directe au développement et agir à titre d'exécutant pour le compte d'autres institutions comme la Banque mondiale.

ANTÉCÉDENTS

La CPCAI est associée à des activités d'exploration pétrolière et gazière dans des pays en développement, fait des études préalables à l'exploration et offre une aide technique et une formation. En vertu d'un accord de services d'exploitation, Petro-Canada constitue le prolongement exécutif de la CPCAI en regard de la fourniture de biens et de services, à titre non lucratif et en régime de recouvrement des coûts. Dans le cadre de la présentation du Budget fédéral de février 1991, le gouvernement a annoncé sa décision de dissoudre la CPCAI et de fournir toute aide en matière d'énergie, par l'intermédiaire de l'ACDI.

Ministre de tutelle:	L'honorable Don Mazankowski[3], c.p., député vice premier ministre et ministre des Finances	Année et Loi de constitution:	1981; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
Président et premier dirigeant:	Frederick W. Gorbet	Siège Social:	a/s Ministère des Finances L'Esplanade Laurier 140, rue O'Connor Ottawa (Ontario), K1A 0G5
		Statut:	Filiale à cent pour cent de Petro-Canada; en vertu du décret C.P. 1985-2957, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère aux termes des articles 122-125 et 150 de la *Loi sur la gestion des finances publiques.* Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Arthur Andersen & Co.	Ministère:	Finances

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	**1989-90**	**1988-89**	**1987-88**	**1987-86**
Bilan					
Actif total	0.1	3.1	3.1	2.7	2.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.
Fonctionnement					
Revenu[1]	43.0	49.3	60.5	67.4	33.9
Bénéfice net	(3.2)	négl.	0.6	négl.	18.8
Fonds autogénérés	(3.2)	négl.	0.6	negl.	18.8
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire[2]	43.0	49.3	60.5	67.4	33.9
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Comprend les crédits budgétaires.
[2] Comprend le financement reçu par le biais de l'ACDI pour des activités à l'appui des projets de cette dernière au Pakistan (1987-1988, 5.3 millions de dollars; 1986, 10.5 millions de dollars; 1985, 17.1 millions de dollars).
[3] Le 29 août 1991, en vertu d'un décret du conseil, le ministre des Finances, l'honorable Don Mazankowski, est devenu ministre de tutelle de cette société d'État.
négl. = négligeable

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

MANDAT

Gérer les biens immobiliers et mettre en valeur la présence du gouvernement fédéral à la Place du Canada, à Vancouver (C.-B.).

ANTÉCÉDENTS

La Corporation a été constituée en 1982, dans le but de concevoir, construire et gérer les installations de Place du Canada que le gouvernement a fait construire à l'occasion d'Expo 86. Les installations comprennent un terminal de bateaux de croisière, un hôtel, un édifice à bureaux, un centre de congrès (sur l'emplacement du pavillon du Canada à Expo 86) loué à la Colombie-Britannique, un stationnement, ainsi que divers espaces publics et commerciaux. Dans le budget de février 1990, le gouvernement a annoncé que la Corporation serait dissoute et ses actifs transférés à un autre organisme fédéral. Le projet de loi C-8 actuellement à l'étude au Parlement prévoit la liquidation et la cession de la Corporation Place du Havre Canada.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1982; lettres patentes (n° 132316) en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
Président et premier dirigeant:	Thomas G. Rust	Siège social:	Pièce 1001 999, Place du Canada Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3C1
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	65.7	67.3	69.3	71.0	86.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	65.2	66.9	68.9	70.6	80.3
Fonctionnement					
Revenu	5.7	5.5	5.5	5.0	9.3
Bénéfice net	(1.7)	(2.0)	(1.7)	(11.6)	(65.9)
Fonds autogénérés	0.3	négl.	0.2	(3.4)	(27.4)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	2.0	13.5
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

MANDAT

Promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Le mandat de la société est fixé par l'article 10 de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* dans sa version précédant son abrogation, ainsi que par sa charte et ses statuts de constitution.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1952, l'EACL élabore la technologie des réacteurs Candu. Elle exploite des installations de recherche et de développement à Chalk River (Ontario) et à Pinawa (Manitoba). Par son entremise, trois régies provinciales des services publics ont bénéficié de fonds fédéraux pour la construction d'installations nucléaires et les remboursements qu'elles lui versent maintenant sont retransmis au Canada. La société a été chargée des réacteurs Candu construits en Argentine et en Corée et collabore à la construction de réacteurs en Roumanie. Son personnel de conception et d'ingénierie contribue à l'amélioration permanente des centrales nucléaires et de la technologie nucléaire. En 1988, la section de la Radiochimie qui produit et commercialise des isotopes radioactifs et du matériel médical a été constituée en deux filiales en propriété exclusive (Nordion International Inc. et Theratronics International Limited) et a été transférée à la Corporation de développement des investissements du Canada en vue de sa vente au secteur privé. La loi d'autorisation de la vente des deux sociétés a été adoptée le 30 janvier 1990. Le 28 décembre 1990, ÉACL et la Korea Electric Power Corporation ont signé des ententes visant l'achat par la Corée du Sud d'une seconde génératrice nucléaire dotée d'un réacteur CANDU (Wolsung 2).

Ministre de tutelle:	L'honorable Jake Epp, c.p., député ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources	Année et Loi de constitution:	Le 14 février 1952; partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes* et prorogation le 8 juillet 1977 aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; certificat relatif modifié le 15 juillet 1982
Président:	Robert Ferchat	Siège social:	344, rue Slater Ottawa (Ontario), K1A 0S4
Premier dirigeant:	Dr. Stanley R. Hatcher	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Énergie, Mines et Ressources

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	957	952	994	1,036	1,018
Engagements envers le secteur privé	17	19	21	22	23
Engagements envers le Canada	512	544	574	601	626
Avoir des actionnaires	220	211	216	207	196
Fonctionnement					
Revenu[1]	484	450	497[2]	533	542
Bénéfice net	8	(10)	23	10	18
Fonds autogénérés	16	(3)	29	17	24
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	167	206	203	175	218
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts[3]	32	30	27	25	23
Dividendes	néant	néant	16	néant	néant

[1] Provenant des trois secteurs d'activités suivants: activités relatives à l'énergie nucléaire, recherche et développement et activités de déclassement. Le revenu comprend les crédits parlementaires reçus.
[2] Comprend un revenu de 70 millions de dollars provenant de Nordion et Theratronics. Voir Note 3 du Rapport annuel de 1988-1989 d'EACL.
[3] Rajusté de manière à ne pas tenir compte des sommes remboursées à des créanciers de l'extérieur.

HARBOURFRONT CORPORATION

MANDAT

La Harbourfront Corporation exploite, gère, entretient et met en valeur le secteur riverain du port de Toronto. Depuis janvier 1991, les activités de la société ont été axées de façon spécifique sur la mise à exécution des recommandations de la Commission royale d'enquête sur l'avenir du secteur riverain du port de Toronto.

ANTÉCÉDENTS

La Harbourfront Corporation a été constituée en 1972, à la suite du regroupement de terrains appartenant au gouvernement fédéral et de terrains expropriés par lui. En 1978, grâce aux efforts conjugués de tous les paliers de gouvernement, le mandat d'appuyer l'activité culturelle, récréative et éducative dans le secteur riverain du port de Toronto lui a été confié. Outre les sommes qu'elle a consacrées au financement des installations destinées au grand public, la société a également encouragé l'investissement de l'entreprise privée dans le secteur. Depuis plusieurs années, le double rôle de programmeur et de promoteur de la Harbourfront Corporation fait l'objet d'un examen.

Le 30 mars 1988, le gouvernement fédéral a confié à la Commission royale d'enquête sur l'avenir du secteur riverain du port de Toronto le mandat d'examiner le rôle, le mandat et les plans de croissance de la Harbourfront Corporation. En conséquence, des plans de mise en oeuvre fondés sur les recommandations de la Commission ont été produits. En exécution de ce plan, les activités culturelles, récréatives et éducatives ont été transférées à Harbourfront'90, organisme local à but non lucratif. Une deuxième personne morale, fondation de bienfaisance, a été créée et sera chargée d'administrer le fonds auquel donnera lieu l'aliénation des biens immobiliers de la Société. Cette dernière puisera à ce fonds et versera une contribution à l'appui des activités prévues aux programmes publics de Harbourfront '90. Le projet de loi C-8, actuellement à l'étude devant le Parlement, prévoit la dissolution de la Harbourfront Corporation.

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1936; sous le nom de Terminal Warehouses Ltd., en vertu de la *Loi sur les compagnies de l'Ontario*; Harbourfront Corporation, le 14 juillet 1978 en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales de l'Ontario*; maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 21 décembre 1984.
Président et premier dirigeant:	William J. McAleer, c.r.	Siège social:	Scotia Plaza, Pièce 2703 B.P. 320 Toronto (Ontario), M5H 3Y2
		Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Peat Marwick Thorne et le Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	**1989-90**	**1988-89**	**1987-88 (reformulé)**	**1986-87**
Bilan					
Actif total	20.8	31.0	35.0	42.4	52.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	2.2	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	15.1	25.2	30.9	38.7	49.6
Fonctionnement					
Revenu	13.6[1]	15.3	13.7	11.7	10.5
Bénéfice net	(7.7)[1]	(5.2)	(5.4)	(3.8)	(2.4)
Fonds autogénérés	(7.5)[1]	(5.0)	(4.9)	(3.5)	(2.2)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	3.6	3.6	néant	néant	1.0
Prêts et investissements	2.2	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Comprend les sommes liées aux activités transférées entre la société et Harbourfront '90. Personne morale résultant de la réorganisation de la société, en exécution de l'entente de transfert de l'actif datée du 31 décembre 1990, Harbourfront '90 est responsable de toutes les activités reliées aux programmes publics.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

MANDAT

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits.

ANTÉCÉDENTS

Pour remplir son mandat, l'Institut stimule, subventionne et poursuit des recherches; il encourage les études de niveau supérieur; il fait des études et propose des idées et des politiques; il recueille et diffuse l'information et encourage les débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales.

Ministre de tutelle:	L'honorable Barbara McDougall, c.p., députée secrétaire d'État aux Affaires extérieures	Année et Loi de constitution:	1984; *Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales* (L.R.C. 1985, ch. C-18); modifié (L.R.C. 1985,1[er] supplément, ch. 46)
Président:	David Braide	Siège social:	360, rue Albert Pièce 900 Ottawa (Ontario), K1R 7X7
Premier dirigeant:	Bernard Wood	Statut:	Exempte des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques.* Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Affaires extérieures

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	2.0	2.1	2.2	1.8	1.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	1.7	1.7	1.7	1.6	1.4
Fonctionnement					
Revenu[1]	5.2	5.2	5.1	4.1	3.1
Bénéfice net	(0.1)	négl.	0.2	0.2	(0.3)
Fonds autogénérés	0.1	0.1	0.2	0.3	(0.3)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	5.0	5.0	5.0	4.0	3.0
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Comprend les crédits parlementaires.
négl. = négligeable

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

MANDAT

Acquérir, mettre sur pied, gérer et exploiter un service de transport maritime, un service d'entretien, de réparations, et de radoub, une entreprise de construction navale et les entreprises ou services connexes.

ANTÉCÉDENTS

La société assure des services de traversiers dans la région de l'Atlantique. Auparavant, sous le nom de CN Marine Inc., elle était une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. La *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.* (L.C. 1986,ch.36), adoptée le 27 juin 1986, a changé le nom de la compagnie à Marine Atlantique S.C.C. et l'a ajouté à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. En 1987, la société a acquis les actions de Coastal Transport Limited, qui exploite un service de traversier entre les ports du Nouveau-Brunswick, de même que la Newfoundland Dockyard Corporation de St. John's. Ces deux filiales sont autonomes en ce qui concerne leur fonctionnement. Les recettes perçues des clients représentent environ le tiers des dépenses d'exploitation de Marine Atlantique.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1979; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; statut et propriété modifiés au 31 décembre 1986 (L.C. 1986, ch. 36)
Président:	Alan Scales, c.r.	Siège social:	100, rue Cameron Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 5Y6
Premier dirigeant:	Terry W. Ivany	Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Peat Marwick Thorne et le Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	484.1	484.0	354.0	335.0	339.0
Engagements envers le secteur privé	néant	.0.2	3.7	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	1.1	(1.4)	1.0	(3.0)	(6.0)
Fonctionnement					
Revenu[1]	198.4	194.9	192.9	121.7	124.7
Bénéfice net	(0.2)	(3.6)	2.4	3.1	1.0
Fonds autogénérés	13.5	(3.0)	4.4	(5.0)	9.5
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	132.8	271.9	132.6	128.7	124.4
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Comprend les affectations budgétaires qui figurent en tant que recettes découlant de marchés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

MANDAT

Frapper des pièces de monnaie en vue de réaliser des bénéfices et exercer d'autres activités.

ANTÉCÉDENTS

Les activités de la société, qui a été constituée en 1908 à titre de département de la Monnaie du Royaume-Uni, ont été dévolues à la Couronne du Canada en 1931. La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. La *Loi modifiant la Loi sur la Monnaie royale canadienne et la Loi sur la monnaie*, qui est entrée en vigueur le 17 décembre 1987, permet à la société de détenir un capital-actions. En 1989, une structure de capital-actions a été créée pour la société et des actions ont été émises au Canada. La société mène ses activités dans un contexte de concurrence internationale.

Ministre de tutelle:	L'honorable Paul Dick, c.p., député ministre des Approvisionnements et Services	Année et Loi de constitution:	1969; *Loi sur la Monnaie Royale Canadienne* (L.R.C. 1985, ch. R-9)
Président:	James Corkery	Siège social:	320, promenade Sussex Ottawa (Ontario), K1A 0G8
Premier dirigeant:	Maurice Lafontaine	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Approvisionnements et Services

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	**1989**	**1988**	**1987**	**1986**
Bilan					
Actif total	107.8	101.2	121.4	127.4	116.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	0.1	0.4
Engagements envers le Canada	13.5	16.2	84.2[1]	87.2[1]	82.8[1]
Avoir des actionnaires	65.0	56.9	9.8	1.1	1.0
Fonctionnement					
Revenu	606.2	749.5	892.6	1,032.8	910.6
Bénéfice net	10.4	7.8	8.8	20.8	9.8
Fonds autogénérés	13.2	10.5	17.0	36.9	20.8
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements, net	néant	40.0	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	2.7	2.7	7.7	3.0	3.1
Dividendes	2.3	60.4[2]	néant	12.8[2]	néant

[1] Comprend les bénéfices nets cumulés avant la modification de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* en décembre 1987, se chiffrant à 60,4 millions de dollars en 1988 et 1987 et à 52,8 millions de dollars en 1986.

[2] Comprend un remboursement des bénéfices nets cumulés avant la modification de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* en décembre 1987.

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

MANDAT

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect, la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité. Constituer une collection d'objets à valeur historique ou culturelle, principalement axée sur le Canada, portant sur les réalisations culturelles et les comportements de l'humanité.

ANTÉCÉDENTS

Le 1[er] juillet 1990, le Musée canadien des civilisations est devenu société d'État autonome en vertu de la *Loi sur les musées*, le projet de loi C-12. Jusqu'à cette date, le Musée relevait de la Société des Musées nationaux du Canada.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c..p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	Le 1[er] juillet 1990, en vertu de la *Loi sur les musées* (R.C. 1990, ch. 3)
Président:	Peter A. Herrndorf	Siège social:	100, rue Laurier B.P. 3100, succursale B Hull (Quebec), J8X 4H2
Premier dirigeant:	George F. MacDonald	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91[1]
Bilan	
Actif total	23.7
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoirs des actionnaires	10.9
Fonctionnement	
Revenu	4.2
Bénéfice net	(28.5)
Fonds autogénérés	(26.7)
Reçu du/remboursé au Canada	
Budgétaire	29.4
Prêts et investissements	néant
Remboursement des prêts	néant
Dividendes	néant

[1] Résumé financier relatif à la période de neuf mois se terminant le 31 mars 1991.

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

MANDAT

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous, par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada.

ANTÉCÉDENTS

Le Musée canadien de la nature a été élevé au rang de société d'État autonome en vertu de la *Loi sur les musées*, adoptée le 1^er^ juillet 1990. Jusqu'à cette date, le Musée relevait de la Société des Musées nationaux du Canada.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	Le 1^er^ juillet 1990, en vertu de la *Loi sur les musées* (R.C. 1990, ch. 3)
Président:	Norman E. Wagner, c.r., PhD., L.L.E.	Siège social:	Édifice Commémoratif Victoria B.P. Box 3443, succursale D Ottawa (Ontario), K1P 6P4
Premier dirigeant:	Alan R. Emery, PhD.	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91[1]
Bilan	
Actif total	5.8
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoirs des actionnaires	0.8
Fonctionnement	
Revenu	1.0
Bénéfice net	(13.8)
Fonds autogénérés	(13.2)
Reçu du/remboursé au Canada	
Budgétaire	13.6
Prêts et investissements	néant
Remboursement des prêts	néant
Dividendes	néant

[1] Résumé financier relatif à la période de neuf mois se terminant le 31 mars 1991.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA

MANDAT

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection nationale d'oeuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

ANTÉCÉDENTS

Le Museé des Beaux-Arts a été fondé en 1880. Il a souvent changé d'organisme d'appartenance au fil des ans. Le 1er juillet 1990, il est devenu société d'État autonome, en vertu de la *Loi sur les musées*, le projet de loi C-12.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	Le 1er juillet 1990; en vertu de la *Loi sur les musées* (R.C. 1990, ch. 3)
Président:	Jean C. Monty	Siège social:	380, promenade Sussex B.P. 427, Succursale A Ottawa (Ontario), K1N 9N4
Premier dirigeant:	Dr. Shirley L. Thomson	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos de 31 mars.

	1990-91[1]
Bilan	
Actif total	22.7
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoirs des actionnaires	9.0
Fonctionnement	
Revenu	2.6
Bénéfice net	(20.7)
Fonds autogénérés	(19.1)
Reçu du/remboursé au Canada	
Budgétaire	23.2
Prêts et investissements	néant
Remboursement des prêts	néant
Dividendes	néant

[1] Résumé financier relatif à la période de neuf mois se terminant le 31 mars 1991.

MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

MANDAT

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et technologiques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique et des rapports de ces derniers avec la société sur le plan économique, social et culturel.

ANTÉCÉDENTS

Le 1er juillet 1990, le Musée national des sciences et de la technologie est devenu société d'État autonome en vertu de la *Loi sur les musées*, le projet de loi C-12.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	1990, en vertu de la *Loi sur les musées* (R.C. 1990, ch. 3)
Président:	David M. Culver	Siège social:	2380, rue Lancaster B.P. 9724, Terminus d'Ottawa Ottawa (Ontario), K1G 5A3
Premier dirigeant:	Geneviève Sainte-Marie	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos de 31 mars.

	1990-91[1]
Bilan	
Actif total	11.1
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoirs des actionnaires	5.0
Fonctionnement	
Revenu	0.6
Bénéfice net	(11.5)
Fonds autogénérés	(10.7)
Reçu du/remboursé au Canada	
Budgétaire	14.8
Prêts et investissements	néant
Remboursement des prêts	néant
Dividendes	néant

[1] Résumé financier relatif à la période de neuf mois se terminant le 31 mars 1991.

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

MANDAT

Assurer la disponibilité de quantités suffisantes de céréales de provende pour répondre aux besoins des éleveurs de bétail et la disponibilité de lieux adéquats d'entreposage des céréales de provende dans l'Est du Canada; assurer une stabilité raisonnable des prix des céréales de provende dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest; assurer une péréquation équitable des prix des céréales de provende dans ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Créé en 1967, l'Office s'acquitte de ses responsabilités en versant des subsides pour une partie du coût de transport des céréales de provende, en évaluant les besoins en céréales de provende et en entrepôts, en diffusant l'information appropriée à ce sujet, enfin, en négociant et en coordonnant les activités relatives à l'entreposage, à la manutention, au transport et au coût des céréales de provende. Ces programmes sont financés au moyen de paiements budgétaires effectués par le Canada. Le budget du 20 février 1990 renfermait l'annonce que l'Office serait dissout et ses activités transférées à Agriculture Canada. Le projet de loi C-8 actuellement à l'étude au Parlement, prévoit la dissolution éventuelle de l'Office canadien des provendes.

Ministre de tutelle:	L'honorable William McKnight, c.p., député ministre de l' Agriculture	Année et Loi de constitution:	1967; *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme* (L.R.C. 1985, ch. L-10)
Président et premier dirigeant:	Griffith T. Meredith	Siège social:	Bureau 400 5180, chemin Queen Mary B.P. 177, Succursale Snowdon Montréal (Québec), H3X 3T4
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Agriculture

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	**1989-90**	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
Bilan					
Actif total	1.9	1.9	2.4	2.1	2.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires (déficit)	(0.4)	(0.9)	0.1	0.2	0.3
Fonctionnement					
Revenu	néant	néant	néant	néant	néant
Bénéfice net(coût d'operations)	(18.3)	(19.1)	(19.0)	(18.7)	(17.2)
Fonds autogénérés	(18.3)	(19.1)	(19.0)	(18.7)	(17.2)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	18.7	18.1	18.9	18.5	17.0
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	nèant

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation de poisson salé en provenance des provinces participantes (la basse-côte nord au Québec et Terre-Neuve), de manière à accroître les gains des pêcheurs-producteurs de morue fumée.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de sa loi habilitante, la société doit acheter tout le poisson salé de qualité raisonnable qui lui est offert et diriger ses opérations de manière à pouvoir faire ses frais sans nécessiter de crédits.

Ministre de tutelle:	L'honorable John Crosbie, c.p., député ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	Année et Loi de constitution:	1970; *Loi sur le poisson salé* (L.R.C. 1985, ch. S-4)
Président:	James G. Barnes	Siège social:	Immeuble Saltfish Newfoundland Drive B.P. 9440 St. John's (Terre-Neuve), A1A 2Y3
Premier dirigeant:	Greg Viscount	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Pêches et Océans

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	8.4	16.3	28.5	27.6	24.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	31.4	44.0	41.0	28.9	24.0
Avoir des actionnaires (déficit)	(25.6)	(34.7)	(15.3)	(5.4)	(4.2)
Fonctionnement					
Revenu[1]	37.6	47.1	73.3	85.2	75.8
Bénéfice net	(5.9)	(19.4)	(9.9)	(1.2)	1.2
Fonds autogénérés	(4.3)	(7.3)	(5.1)	0.1	1.5
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	15.0[2]	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	3.0	12.1	4.9	6.6
Remboursement des prêts	12.6	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Au cours de 1989-1990, la société a cessé de fournir des services de commercialisation et de financement pour les produits de poisson salé congelés.
[2] Paiement à titre gracieux reçu du Canada par la société en 1990-1991

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

MANDAT

Cette société a pour objectifs de structurer la commercialisation du poisson; d'augmenter les revenus des pêcheurs; de promouvoir les marchés internationaux du poisson et d'augmenter le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée en vue d'améliorer la situation économique de la pêche commerciale dans l'Ouest canadien. La loi régissant la société stipule qu'elle doit acheter et commercialiser tout le poisson d'eau douce pêché légalement dans la région qu'elle dessert et mener ses opérations de façon financièrement autonome. Elle vend ses produits en concurrence directe avec les producteurs de la région des Grands Lacs et elle concurrence également la vente d'autres poissons et fruits de mer sur le marché libre.

Ministre de tutelle:	L'honorable John Crosbie, c.p., député ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	Année et Loi de constitution:	1969; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (L.R.C. 1985, ch. F-13)
Président:	Maurice Blanchard	Siège social:	1199, chemin Plessis Winnipeg (Manitoba), R2C 3L4
Premier dirigeant:	Tom Dunn	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Pêches et Océans

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 30 avril.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	18.6	30.0	28.6	23.6	18.9
Engagements envers le secteur privé[1]	3.2	1.7	8.1	16.3	13.8
Engagements envers le Canada	9.9	21.1	14.0	2.0	0.9
Avoir des actionnaires	3.4	3.3	3.0	2.7	2.2
Fonctionnement					
Revenu	52.1	49.4	55.1	58.1	58.6
Bénéfice net	0.1	0.3	0.4	0.4	0.4
Fonds autogénérés	1.7	1.6	1.4	1.5	1.3
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	7.1	12.0	1.1	néant
Remboursement des prêts	11.2	néant	néant	néant	13.8
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Les engagements envers le secteur privé comprennent une provision pour les derniers paiements à verser aux pêcheurs.

PETRO-CANADA

(auparavant PETRO-CANADA INC.)

MANDAT

S'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; s'adonner à des opérations connexes ou y investir.

ANTÉCÉDENTS

Juridiquement constituée sous la raison sociale **Petro-Canada Inc.**, en 1975, en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, la société a mené ses activités en qualité de filiale d'exploitation de Petro-Canada, sa société mère. Grâce à l'acquisition des droits et autres avoirs des sociétés Atlantic Richfield, Pacific Petroleums, Petrofina, BP Canada, et Gulf Canada, et à son propre programme d'investissement dans les domaines pétrolier et gazier, Petro-Canada Inc. est devenue une importante société pétrolière et gazière.

Le 1[er] février 1991, Petro-Canada a été réorganisée en vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*. Petro-Canada Inc. a pousuivi ses activités sous la raison sociale Petro-Canada, nouvelle société d'État mère, chargée de toutes les activités pétrolières et gazières. Les actions de cette société d'exploitation, Petro-Canada, ont été cédées au ministre d'État (Finances et Privatisation). Petro-Canada, ancienne société mère de Petro-Canada Inc., a été rebaptisée Petro-Canada Limitée. Par la suite, Petro-Canada a vendu au public des actions autodétenues et, au 31 juillet 1991, le gouvernement du Canada possédait 80.5 p.100 des actions de Petro-Canada.

Par suite de l'émission d'actions, la Société n'est plus société d'État mère et, en conséquence, sa page récapitulative ne fera plus partie de ce rapport annuel.

Ministre de tutelle:	L'honorable John McDermid, c.p., député ministre de d'État (Finances et Privatisation)	Année et Loi de constitution:	1975; *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, remplacée par Petro-Canada, le 1[er] février 1991, en vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*
Président et premier dirigeant:	Wilbert H. Hopper	Siège social:	Petro-Canada Centre 52[e] étage, tour ouest 150—6[e] avenue sud-ouest Calgary (Alberta),T2P 3E3
		Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Arthur Andersen & Cie	Ministère:	Finances

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989 (reformulé)	1988[1] (reformulé)	1987[1] (reformulé)	1986[1] (reformulé)
Bilan					
Actif total	7,278	6,743	6,659	6,745	6,537
Engagements envers le secteur privé	2,242	1,948	2,010	1,894	1,740
Engagements envers leCanada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	2,671	2,377	2,402	2,553	2,517
Fonctionnement					
Revenu	5,873	5,026	4,801	5,079	5,172
Bénéfice net	181	20	(54)	92	7
Fonds autogénérés	621	452	607	767	709
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Ces états financiers ont été reformulés afin de tenir compte du changement apporté en 1989 à la méthode utilisée pour comptabiliser les activités d'exploration et de développement: au lieu de la méthode de capitalisation du coût entier, la Société utilise la méthode de capitalisation du coût de la recherche fructueuse.

PETRO-CANADA LIMITÉE

(auparavant PETRO-CANADA)

MANDAT

Être détentrice des actions que le Canada possède dans la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale jusqu'à la dissolution de cette dernière et s'acquitter, en respectant un seuil de rentabilité, des obligations découlant de la dette du gouvernement liée à Petro-Canada.

ANTÉCÉDENTS

Juridiquement constituée en 1974, sous la raison sociale **Petro-Canada**, en vertu de la *Loi sur Petro-Canada*, elle a été la société d'État mère chargée de créer une entreprise pétrolière et gazière intégrée. En vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*, elle a été rebaptisée **Petro-Canada Limitée** le 1er février 1991 et sa filiale principale d'exploitation, Petro-Canada, a été transférée au ministre d'État (Finances et Privatisation). Petro-Canada Limitée, qui poursuit ses activités à titre de société mère, détient les actions que le Canada possède dans la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (CPCAI) et elle est responsable de la dette impayée de son ancienne filiale d'exploitation, Petro-Canada. Des mesures de refinancement sont actuellement prises afin de transférer de façon ordonnée cette dette à Petro-Canada. Les dispositions sont également prises en vue de la dissolution de la CPCAI. La *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada* prévoit la dissolution de Petro-Canada Limitée. Le Canada a reçu des dividendes de 35 millions de dollars de l'ancienne filiale, Petro-Canada, par l'intermédiaire de Petro-Canada Limitée.

Ministre de tutelle:	L'honorable Don Mazankowski[3], c.p., député vice premier ministre et ministre des Finances	Année et Loi de constitution:	1975; en vertu de la *Loi sur Petro-Canada* (R.S.C. 1985: c. P-11) rebaptisée Petro- Canada Limitée, le 1er février 1991 en vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*
Président:	Arni Thorsteinson	Siège social:	a/s Ministère des Finances L'Esplanade Laurier 140, rue O'Connor Ottawa (Ontario), K1A 0G5
Premier dirigeant:	poste vacant	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Arthur Andersen & Cie	Ministère:	Finances

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	**1989 (reformulé)**
Bilan		
Actif total	2,128	4,369
Engagements envers le secteur privé	2,097	1,753
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir des actionnaires	néant[1]	2,585
Fonctionnement		
Revenu	236	185
Bénéfice net	148[2]	6
Fonds autogénérés	1	1
Reçu du/remboursé au Canada		
Budgétaire	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant
Dividendes	35	néant

[1] L'avoir des actionnaires a été éliminé afin de refléter le transfert de la filiale Petro-Canada Inc. au ministre d'État (Finances et Privatisation), au moment de l'adoption de la loi C-84, la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*, par la Chambre des communes en décembre 1990. L'investissement au titre de Petro-Canada, auparavant Petro-Canada Inc., a été transféré officiellement le 1er février 1991.

[2] Comprend 159 millions de dollars au titre des gains provenant de l'investissement dans Petro-Canada (activités discontinuées).

[3] Le 29 août 1991, en vertu d'un décret du conseil, le ministre des Finances, l'honorable Don Mazankowski, est devenu ministre de tutelle de Petro-Canada Limitée.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

MANDAT

Maximiser les retombées au Canada de la promotion et de l'utilisation des innovations mises au point pour le compte de l'État, d'établissements publics, d'agences et d'autres organismes.

ANTÉCÉDENTS

La Société rend accessible au public la propriété industrielle et intellectuelle découlant de la recherche et du développement financés par le gouvernement. Elle prend des arrangements avec l'industrie privée en ce qui concerne la délivrance de permis; les sommes perçues couvrent la plupart de ses frais d'exploitation. Des prix sont décernés aux inventeurs en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Conformément à l'annonce faite dans le budget de février 1990, la SCBEL sera dissoute. Le projet de loi C-8, actuellement à l'étude au Parlement, prévoit la dissolution de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.

Ministre de tutelle:	L'honorable Michael H. Wilson, c.p., député ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur	Année et Loi de constitution:	1947; lettres patentes en vertu de la *Loi sur les compagnies*; maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* en 1979.
Président:	Jacques A. Léger	Siège social:	17e étage 275, rue Slater Ottawa (Ontario), K1A 0R3
Premier dirigeant:	Normand Plante	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Industrie, Sciences et Technologie

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	1.9	1.5	1.5	1.2	0.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	1.0	0.7	0.5	0.3	négl.
Fonctionnement					
Revenu	2.1	2.5	2.0	1.8	1.7
Bénéfice net[1]	0.3	0.2	0.1	0.3	(0.4)
Fonds autogénérés[1]	1.2	0.2	0.2	0.4	(0.4)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	1.8	0.8	1.2	1.1	0.5
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Le revenu net et les fonds autogénérés comprennent les affectations budgétaires reçues du Canada.
négl. = négligeable

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

MANDAT

Planifier et coordonner l'aménagement des 15 ports afin d'atteindre les objectifs de la politique sur les ports nationaux et d'appuyer les objectifs du Canada en matière de commerce extérieur.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1983, la Société était à l'origine responsable des 15 ports canadiens auparavant sous l'autorité du Conseil des ports nationaux. Par la suite, le statut de société d'État mère a été accordé à sept des sociétés portuaires locales: Montréal et Vancouver (en juillet 1983), Halifax, Québec et Prince-Rupert (en juin 1984), St. John's (en juin 1985) et Saint John (en décembre 1986). À l'heure actuelle, ces sociétés fonctionnent maintenant avec beaucoup d'autonomie locale. La Société suit de près leurs activités et est en outre directement chargée d'administrer, de gérer et de contrôler huit des ports qui n'ont pas encore été constitués en sociétés de port locales, et n'ont pas le statut de société d'État mère.

Ministre de tutelle: L'honorable Jean Corbeil, c.p., député, ministre des Transports

Président: L'honorable Ronald Huntington, c.p.

Premier dirigeant: Jean Michel Tessier

Vérificateur: Coopers & Lybrand

Année et Loi de constitution: 1983; *Loi sur le Conseil des ports nationaux* (L.R.C. 1970, ch. N-8, art. 3); reconstituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des ports* (L.R.C. 1985, ch. C-9).

Siège social: 8e étage, 99, rue Metcalfe, Ottawa (Ontario), K1A 0N6

Statut: Annexe III, Partie II, Mandataire de Sa Majesté

Ministère: Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986 (reformulé)
Bilan					
Actif total	124.2	118.9	102.9	95.4	100.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	11.4	1.3	1.4	1.5[1]	19.5
Avoir des actionnaires	97.3[2]	112.1[2]	82.9	88.7	67.5
Fonctionnement					
Revenu	16.2	14.9	11.8	17.6	20.1
Bénéfice net	2.4	0.8	(5.7)	(1.1)	(1.7)
Fonds autogénérés	5.9	6.6	1.0	5.8	9.0
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	9.8	29.4[3]	2.8	2.1	13.0
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	0.1	0.1	0.1	0.1	5.5
Dividendes	20.7[4]	0.1	0.1	1.0	26.7[4]

[1] En 1987, des prêts dont le capital s'élevait à 17.8 millions de dollars ont été remis par le Canada. Ces montants et les intérêts connexes ont été ajoutés au surplus d'apport de la Société.
[2] L'avoir comprend le Fonds de prêt interportuaire: 1990, 32.1 millions de dollars, 1989, 28.6 millions de dollars.
[3] Comprend un crédit budgétaire de 2,8 millions de dollars (subventions pour immobilisations) et une subvention du gouvernement du Canada d'une valeur de 26.6 millions de dollars pour la création du Fonds de prêt interportuaire.
[4] Comprend des contributions versées au Canada (recouvrement des coûts) de 20.4 millions de dollars en 1990 et de 26.7 millions de dollars en 1986.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

MANDAT

Exploiter un service postal qui soit financièrement autonome et dont le niveau de service réponde aux besoins des Canadiens.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société est tenue de remplir son mandat tout en améliorant, qualitativement et quantitativement, ses prestations et ses produits et en veillant à l'autofinancement de son exploitation. Elle doit également viser à déployer ses ressources humaines "en vue d'atteindre les objectifs de la société et de stimuler la conscience professionnelle de son personnel". Le Canada verse des subsides à la Société relativement à l'industrie de l'édition, à l'envoi de colis postaux dans le Nord, au courrier parlementaire et au courrier des aveugles, ces deux derniers étant entièrement subventionnés. Il ne lui verse pas de subside d'exploitation.

Ministre de tutelle:	L'honorable Harvie Andre, c.p., député ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes	Année et Loi de constitution:	1981; *Loi sur la Société canadienne des postes* (L.R.C. 1985, ch. C-10)
Président:	Roger L. Beaulieu, c.r.	Siège social:	Immeuble Sir Alexander Campbell Confederation Heights Ottawa (Ontario), K1A 0B1
Premier dirigeant:	Donald H. Lander	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Arthur Andersen & Cie et le Vérificateur général du Canada	Ministère:	Industrie, Sciences et Technologie

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	2,662	2,508	2,734	2,626	2,675
Engagements envers le secteur public	55	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	80	80	80	néant	néant
Avoir des actionnaires	1,445	1,490	1,643	1,612	1,598
Fonctionnement					
Revenu	3,785	3,756	3,509	3,139	2,970
Bénéfice net	14	149	96	(38)	(129)
Fonds autogénérés	201	164	282	85	(39)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire[1]	néant	néant	néant	191	232
Prêts et investissements	néant	néant	80	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	neant	néant	néant
Dividendes	60	néant	néant	néant	néant

[1] La Société canadienne des postes reçoit du ministère des Communications des subventions postales au titre de l'expédition des publications culturelles et spéciales, qui ne sont pas comprises dans le total des crédits budgétaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

MANDAT

Promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de logement, la construction de nouvelles habitations et la réparation et la rénovation des habitations existantes.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Société fait fonction de mandataire du gouvernement en ce qui concerne l'octroi de subventions et de contributions de manière à promouvoir l'habitation et le développement communautaire; elle effectue des recherches et fournit des conseils en matière de politique au gouvernement. Son mandat a été divisé en trois catégories:

Les principales activités menées par la SCHL en vertu du **Compte corporatif** sont les prêts résiduels et la gestion foncière. La SCHL administre d'importantes réserves de terrains à des fins d'aménagement et d'élimination, en association avec les provinces et l'intérieur de son propre portefeuille. Les prêts et placements s'effectuent dans les trois éléments de planification suivants: Logement du marché, Logement social et Aide au logement, la grosse part (environ 75 p. 100) touchant les projets liés au logement social.

Le **Compte du Ministre** englobe les Programmes de Logement du marché, de Logement social et d'Aide au logement. Les programmes de logement du marché ont pour objectif d'aider au développement d'un marché privé stable et de promouvoir l'accession à la propriété et les coopératives d'habitation. Les programmes de logement social visent à aider les ménages démunis à se procurer un logement abordable, de qualité et de tailles convenables. Les programmes d'aide au logement ont pour objet de permettre à la Société d'aborder la recherche et le développement sur les normes nationales d'habitation, de favoriser l'amélioration de la qualité des logements et de fournir des services concourant à la réalisation de son mandat, y compris les statistiques nationales sur le logement. Environ 95 p. 100 de l'ensemble des activités se rattachent aux initiatives concernant le logement social.

Les **Fonds gérés** englobent quatre fonds d'assurance et de garanties gérés pour le compte du gouvernement du Canada: le Fonds d'assurance hypothécaire, le Fonds de garantie des titres hypothécaires, la Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et la Caisse de garantie des loyers. Le Fonds d'assurance hypothécaire facilite les prêts hypothécaires en réduisant les risques des prêteurs. Le Fonds de garantie des titres hypothécaires stimule le marché hypothécaire secondaire. Ensemble, le Fonds d'assurance hypothécaire et le Fonds de garantie des titres hypothécaires apportent un appui aux initiatives du secteur privé dans le domaine de l'habitation en assurant une offre suffisante de capitaux hypothécaires.

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1946; *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement* (L.R.C. 1985, ch. C-7) modifiée le 16 mars 1979 en tant que la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et logement.*
Président:	Claude F. Bennett, c.r.	Siège social:	700, chemin Montréal Ottawa (Ontario), K1A 0P7
Premier dirigeant:	Eugene A. Flichel	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté (sauf en ce qui concerne l'art. 14 de sa loi constitutive).
Vérificateur:	Deloitte & Touche et le Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*fin*

SOMMAIRES FINANCIERS[1] en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Compte corporatif[2]:					
Bilan					
Actif total	9,057	9,213	9,306	9,540	9,805
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	8,703	8,819	9,008	9,271	9,514
Avoir des actionnaires	50	50	50	50	50
Fonctionnement					
Revenu	818	867	930	892	916
Bénéfice net	11	31	50	35	25
Fonds autogénérés	13	32	62	80	56
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire					
Prêts et investissements	284	280	269	270	222
Remboursement des prêts	399	467	528	511	469
Transfert net de revenu[3]	11	31	50	35	25
Compte du Ministre:					
Fonctionnement					
Dépenses	1,886	1,687	1,522	1,480	1,368
Budgétaire	1,971	1,593	1,529	1,473	1,355
À recevoir du Ministre à la fin de l'exercice	35	120	26	33	26
Fonds gérés - Fonds d'assurance hypothécaire:					
Bilan					
Actif total	1,106	906	695	570	499
Avoir des actionnaires	164	47	(116)	(259)	(433)
Fonctionnement					
Revenu	283	220	178	152	119
Bénéfice net	117	163	142	175	295[4]
Fonds autogénérés	186	225	163	173	151
Fonds gérés - Autres fonds:					
Bilan					
Actif total	29	23	15	12	13
Avoir des actionnaires	21	18	12	12	13
Fonctionnement					
Revenu	5	3	2	1	1
Bénéfice net	4	5	1	1	0.4
Fonds autogénérés[5]	5	4	2	néant	néant

[1] Ces états financiers présentent séparément le Compte corporatif, le Compte du Ministre, le Fonds d'assurance hypothécaire et les autres fonds d'assurance et caisses de garantie pour conserver à ces entités leur caractère distinct et fournir des informations significatives sur chacune de ces composantes des activités commerciales de la société.

[2] Les sommaires financiers pour le Compte corporatif ont été reformulés pour 1987 et 1986.

[3] Transfert de revenu net (après impôt) au Receveur général du Canada.

[4] Comprend une somme de 248 millions de dollars en pertes recouvrées.

[5] Les fonds autogénérés s'appliquent au Fonds de garantie des titres hypothécaires seulement. La Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et la Caisse de garantie des loyers n'ont pas d'état des fonds autogénérés.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

MANDAT

Assurer dans une certaine mesure les dépôts dans les institutions fédérales (banques, sociétés de fiducie et compagnies de prêts) et dans les institutions provinciales approuvées (sociétés de fiducie et compagnies de prêts). Promouvoir des normes de pratiques commerciales et financières solides auprès des institutions membres, et promouvoir la stabilité et la compétitivité du système financier canadien, et y contribuer de toute autre façon.

ANTÉCÉDENTS

La Société a été établie en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*. Les institutions membres versent, en prévision d'éventuelles réclamations des déposants, des primes au Fonds d'assurance-dépôts. Cependant, les remboursements versés aux déposants d'institutions financières insolvables ont récemment placé ce fonds en situation de déficit net. En 1985, le taux des primes a été augmenté.

Ministre de tutelle:	L'honorable Don Mazankowski, c.p., député Député premier ministre et ministre des Finances	Année et Loi de constitution:	1967; *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-3).
Président:	Ronald McKinlay	Siège social:	Bureau 1707 50, rue O'Connor B.P. 2340, succursale "D" Ottawa (Ontario), K1P 5W5
Premier dirigeant:	Jean Pierre Sabourin	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Finances

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987 (reformulé)	1986
Bilan					
Actif total	644	591	732	735	1,001
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	582	1,277
Engagements envers le Canada	1,283	1,439	1,747	1,258	965
Avoir des actionnaires[1]	(643)	(851)	(1,017)	(1,108)	(1,245)
Fonctionnement					
Revenu	288	272	224	296	335
Bénéfice net	208	166	90	138	(10)
Fonds autogénérés	121	100	89	138[2]	180[2]
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	461	293	260
Remboursement des prêts	150	320	néant	néant	244
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Cette somme représente une insuffisance du Fonds d'assurance-dépôts.
[2] Certaines valeurs figurant dans l'état des changements de la position financière de 1987 et 1986 ont été reclassifiées et ne correspondent pas à celles des années 1988, 1989 et 1990.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

MANDAT

Dans la région de la Capitale nationale, construire le nouvel édifice pour le Musée des Beaux-Arts du Canada, le Musée canadien des civilisations et tout autre musée que le gouverneur en conseil pourra indiquer.

ANTÉCÉDENTS

La construction des nouveaux édifices logeant les musées est terminée et la Société prévoit que ses opérations actives prendront fin le 30 décembre 1991. Le décret du conseil autorisant l'établissement de la SCMC (C.P. 1981-1838) stipule qu'à moins de décision contraire du gouverneur en conseil, la Société sera dissoute une fois les projets de construction achevés. Le projet de loi C-8 prévoit que la SCMC perdra son statut de société mère pour devenir filiale de la Société immobilière du Canada Limitée. La société sera dissoute, une fois que les engagements et les réclamations en cours auront été réglés.

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1982; lettres patentes (n° 0132114) émises en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
Président et premier dirigeant:	Lawrence J. O'Toole	Siège social:	55, rue Murray B.P. 395, succursale "A" Ottawa (Ontario), K1N 5M3
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	**1989-90**	**1988-89**	**1987-88**	**1986-87**
Bilan					
Actif total	6.3	202.9	177.1	249.9	173.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	(0.3)	187.2	155.5	226.1	157.4
Fonctionnement					
Revenu	néant	néant	néant	néant	néant
Bénéfice net	néant	néant	néant	néant	néant
Fonds autogénérés	néant	néant	néant	néant	néant
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	7.9[1]	33.2	68.0	68.8	66.0
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Les affectations budgétaires couvrent 5 millions de dollars pour 1990-1991 et 2,9 millions de dollars pour 1991-1992.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

MANDAT

Favoriser et promouvoir le développement au Canada d'une industrie cinématographique indépendante et d'une industrie autonome de production d'émissions de télévision, par le biais du développement, de la production et de la distribution de longs métrages et de vidéos canadiens et d'autres modes d'aide à l'industrie.

ANTÉCÉDENTS

La Société, qui est également connue sous le nom de Téléfilm Canada, administre toute une gamme de programmes à l'appui de l'industrie cinématographique canadienne et de l'industrie de production d'émissions de télévision du Canada. Ces programmes comprennent les deux fonds suivants: le Fonds de financement de longs métrages et le Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes de télévision. Le Fonds de financement de longs métrages a été créé en 1986 en vue d'appuyer la production et le développement de longs métrages. Le Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes de télévision, qui remonte à 1983, assure une aide à la production d'émissions canadiennes de télévision. Par l'entremise de ces programmes et d'autres encore (notamment un programme d'aide à la rédaction de scénarios et au développement de projets, un programme d'aide à la distribution et au marketing, et des activités de soutien international), la SDICC a fourni un soutien financier à 437 projets de production et de développement de films et d'émissions de télévision en 1990-1991.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	1967; *Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-16)
Président:	Harvey A. Corn	Siège social:	Tour de la Banque Nationale 14^e^ étage 600 ouest, rue de la Gauchetière Montréal (Québec), H3B 4L2
Premier dirigeant	Pierre DesRoches	Statut:	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP); assujettie à la partie VIII de la LGFP selon la version précédant son abrogation (1984). Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87 (reformulé)
Bilan					
Actif total	20.8	47.8	35.0	27.3	27.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant[1]	6.3
Avoir des actionnaires	15.1	14.8	24.2	19.9	19.8
Fonctionnement					
Revenu	0.9	1.0	1.7	1.9	2.3
Bénéfice net	(144.9)	(155.0)	(124.5)	(108.4)	(77.9)
Fonds autogénérés	(141.8)	(148.5)	(120.5)	(105.5)	(77.1)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	145.1	145.6	128.9	108.5	87.6
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] En 1987-1988, en vertu d'une autorisation du Parlement, le Canada a procédé à la remise du capital de prêts s'élevant à 6.3 millions de dollars.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

MANDAT

Exploiter, réorganiser et rationaliser la production de charbon du bassin houiller de Sydney.

ANTÉCÉDENTS

La Société a été créé en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, et comportait une Division de charbonnages et une Division du développement industriel. La Division du développement industriel (DDI) a été créée en vue de développer les possibilités d'emplois dans d'autres domaines et d'élargir l'assise économique du Cap-Breton. En vertu de la nouvelle loi (*Canada atlantique*, 1987), cette division a été transférée à la Société d'expansion du Cap-Breton, le 1er décembre 1988.

La Division des charbonnages constitue aujourd'hui à elle seule la Société de développement du Cap-Breton, qui, avec ses 2,800 employés, est le principal employeur de la région de Sydney-Glace Bay. La société exploite trois mines de charbon (à Prince, Lingan et Phalen) et des installations auxiliaires intégrées, parmi lesquelles une usine de traitement de charbon, un réseau complet de transport ferroviaire et un quai de chargement.

Ministre de tutelle:	L'honorable Michael H. Wilson, c.p., député ministre de L'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur	Année et Loi de constitution:	1967; *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* (L.R.C. 1985, ch. C-25)
Président:	John Terry	Siège social:	500, rue King B.P. 2500 Sydney (Nouvelle-Écosse), B1P 6K9
Premier dirigeant:	Ernest Boutilier	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Industrie, Sciences et Technologie

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89[1]	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	411	475	534	626	581
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	31	7	41	22	7
Avoir des actionnaires[2]	343	429	449	548	511
Fonctionnement					
Revenu	216	238	200	214	192
Bénéfice net	(119)	(74)	(97)	(64)	(54)
Fonds autogénérés	0.1	(9)	(30)	(6)	(22)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	32	54[3]	28	101	164
Prêts et investissements	24	néant	19	15	4
Remboursement des prêts	néant	34	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Avant 1988-1989, les données financières contenues dans le sommaire regroupaient les donnés des deux divisions (charbonnages et DDI).
[2] Sont comprises les affectations budgétaires reçues du Canada.
[3] 29.7 des 54 millions de dollars sont liés aux pertes d'exploitation de 1988-1989.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON

MANDAT

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'île du Cap-Breton pour procurer de l'emploi ailleurs que dans l'industrie de production de charbon et élargir l'assise économique de l'île.

ANTÉCÉDENTS

La Division du développement industriel (DDI) de la Société de développement du Cap-Breton est devenue une société d'État distincte, la Société d'expansion du Cap-Breton, le 1er décembre 1988. Afin de coordonner les politiques de développement dans la région, cette société relève du ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, et la société et l'agence ont le même président. La société a repris les activités, les programmes et les biens de la DDI, et des programmes révisés ont été mis sur pied en vue de promouvoir le développement industriel de l'île du Cap-Breton et du nord-est du continent de la Nouvelle-Écosse.

Ministre de tutelle:	L'honorable John Crosbie, c.p., député ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	Année et Loi de constitution:	1988; *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique* (L.C. 1988, ch. 50)
Président:	Peter Lesaux	Siège social:	B.P. 1750 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6T7
Premier dirigeant:	Patrick Bates	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Agence de promotion économique du Canada atlantique

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89
Bilan			
Actif total	18.7	25.7	33.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	16.7	22.5	32.0
Fonctionnement			
Revenu	2.3	4.1	1.1
Bénéfice net	(15.3)	(16.8)	(2.8)
Fonds autogénérés	(7.8)	(8.8)	(1.8)
Reçu du/remboursé au Canada			
Budgétaire	10.6	7.3	3.4
Prêts et investissements	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant
Dividendes	1.1[1]	néant	néant

[1] Produit net de la vente d'éléments d'actif, versé au Canada.

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

MANDAT

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

ANTÉCÉDENTS

La Société a obtenu en 1969 le bail du Centre national des Arts pour 20 ans, sans frais. Le contrat a été prorogé jusqu'au 31 mai 1991. Les recettes de la Société couvrent environ 52.8 p. 100 de ses dépenses, la plus grande partie du solde étant couverte par des paiements reçus du Canada. Elle est considérée comme oeuvre de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu.*

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	1966; *Loi sur le Centre national des Arts* (L.R.C.1985, ch. N-3)
Président:	Robert E. Landry	Siège social:	53, rue Elgin B.P. 1534, Succursale B Ottawa (Ontario), K1P 5W1
Premier dirigeant:	Yvon DesRochers	Statut:	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques.* Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 août.

	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87	1985-86
Bilan					
Actif total	7.7	7.6	10.2	7.4	6.7
Engagements envers le secteur privé	1.0	néant	néant	néant	négl.
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	(0.1)	0.3	1.1	1.6	1.1
Fonctionnement					
Revenu	18.8	20.7	17.9	16.6	15.4
Bénéfice net	(16.8)	(16.3)	(15.9)	(14.4)	(13.6)
Fonds autogénérés	(15.9)	(15.2)	(15.2)	(13.7)	(12.8)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	18.0	17.4	18.7	14.9	16.7
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

négl. = négligeable

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

MANDAT

Aider les agriculteurs canadiens à établir et à mettre en valeur des entreprises agricoles viables, en leur fournissant des crédits à long terme et d'autres services financiers.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1959, en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, la société accorde des prêts hypothécaires aux agriculteurs pour l'achat de terres agricoles, de bétail et de machinerie agricole, pour l'amélioration permanente de leurs fermes et pour le refinancement de leurs dettes. En vertu de la *Loi sur le crédit aux syndicats agricoles*, la société peut accorder des prêts à des groupes d'agriculteurs pour l'acquisition conjointe d'installations et d'équipement aratoires. Le prêt maximum dans le cas d'une ferme est de 600 000$; pour un syndicat, il est de 100 000$. Six bureaux régionaux et une centaine de bureaux de district et de sous-bureaux desservent la clientèle de la société. Au 31 mars 1991, la société comptait 61, 475 prêts en cours.

Ministre de tutelle:	L'honorable William McKnight, c.p., député ministre de l'Agriculture	Année et Loi de constitution:	1959; *Loi sur le crédit agricole* (L.R.C. 1985, ch. F-2)
Président et premier dirigeant:	James J. Hewitt	Siège social:	6e étage 434, rue Queen B.P. 2314, Succursale "D" Ottawa (Ontario), K1P 6J9
		Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Agriculture

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	3,810	3,817	4,032	4,307	5,015
Engagements envers le secteur privé	1,128	1,216	1,328	1,328	1,600
Engagements envers le Canada	2,432	2,549	3,254	3,484	3,305
Avoir des actionnaires (déficit)	147	(74)	(671)	(637)	(125)
Fonctionnement					
Revenu	426	423	407	384	483
Bénéfice net	20	(3)	(35)	(512)	(132)
Fonds autogénérés	24	8	(48)	(114)	(76)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant[1]	15[1]	5
Prêts et investissements	471	894	130	525	néant
Remboursement des prêts	388	999	360	346	591
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] En plus des paiements directs du Canada, le ministère de l'Agriculture a versé de l'argent à la société en compensation de certaines concessions financières faites aux clients dans le cadre du programme des bureaux d'examen de l'endettement agricole.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Halifax ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Halifax a été élevée au rang de société d'État mère le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port manutentionne aujourd'hui une partie plus importante du frêt canadien acheminé par conteneur que n'importe quel autre port du pays.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.* (L.R.C. 1985, Ch.C-9)
Président:	Donald A. Parker	Siège social:	B.P. 336 Ocean Terminal Halifax (Nouvelle-Écosse) B3P 2P6
Premier dirigeant:	David F. Bellefontaine	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Doane Raymond	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	70.0	69.4	65.0	62.0	60.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	3.1	3.5	3.8	4.1	30.0
Avoir des actionnaires	62.1	62.4	58.4	55.2	23.2
Fonctionnement					
Revenu	16.0	15.6	13.9	13.3	11.4
Bénéfice net	3.7	4.6	3.1	1.7	1.1
Fonds autogénérés	5.8	6.8	5.1	3.7	3.5
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	4.1
Remboursement des prêts	0.4	0.3	0.3	néant	néant
Dividendes	2.5[1]	0.6	0.2	0.3	1.9

[1] Comprend les contributions versées au Canada (recouvrement des coûts), d'une valeur de 1.47 million de dollars.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Montréal ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Montréal a été élevée au rang de société d'État mère le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de ports locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le volume total du frêt manutentionné au port en 1990 a été de 21.7 millions de tonnes métriques, soit une augmentation de 6.5 p. 100 par rapport à 1989.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1983; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports.* (L.R.C. 1985, ch. C-9)
Président:	André Gingras	Siège social:	Édifice du Port de Montréal Cité du Havre, Aile n° 1 Montréal (Québec), H3C 3R5
Premier dirigeant:	Dominic J. Taddeo	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Samson Bélair et Deloitte & Touche	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	231.2	230.9	233.3	227.4	212.2
Engagements ennvers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	6.1	6.6	7.0	7.4	140.7
Avoir des actionnaires	195.5	210.6	208.8	199.0	(47.6)
Fonctionnement					
Revenu	63.2	60.4	65.2	67.3	65.1
Bénéfice net	10.8	5.2	14.0	15.4	13.8
Fonds autogénérés	20.5	16.4	24.0	24.7	21.9
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3
Dividendes	13.6[1]	3.3	4.3	4.1	55.0[1]

[1] Comprend une contribution versée au Canada (recouvrement des coûts), d'une valeur de 12,3 millions de dollars en 1990, et de 55 millions de dollars en 1986.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE-RUPERT

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Prince-Rupert ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Prince Rupert a été créée le 1^er^ juin 1984, en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient antérieurement administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*. (L.R.C. 1985, ch. C-9)
Président:	Donald H. Seidel	Siège social:	110, avenue Third ouest Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 1K8
Premier dirigeant:	Terrence R. Andrew	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Peat Marwick Thorne	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987 (reformulé)	1986 (reformulé)
Bilan					
Actif total	112.0	101.1	88.7	84.2	80.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	67.7	54.6	48.3	48.3	76.4
Avoir des actionnaires	43.5	42.4	39.2	34.8	(6.8)
Fonctionnement					
Revenus	15.2	15.4	15.9	15.6	12.0
Bénéfice net	2.0	4.4	5.3	4.3	2.6
Fonds autogénérés	3.9	5.1	5.9	5.5	3.7
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	38	néant
Prêts et investissements	12.7	4.5	néant	38[1]	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant[1]	1.2
Dividendes	1.0	1.1	0.9	0.8	1.3[2]

[1] En 1987, la société a renoncé au recouvrement d'un prêt recouvrable de 38 millions de dollars, consenti au gouvernement du Canada.
[2] Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Québec ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

La Société du port de Québec a été créée le 1er juin 1984, en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés antérieurement de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port est un important point de transbordement des exportations de céréales canadiennes et a récemment modernisé ses deux élévateurs à grain qui sont exploités par une société privée en vertu d'un contrat.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.* (L.R.C. 1985, ch. C-9)
Président:	Guy Boulanger	Siège social:	150, rue Dalhousie B.P. 2268 Québec (Québec), G1K 7P7
Premier dirigeant:	Ross Gaudreault	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Peat Marwick Thorne	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	67.8	72.1	70.3	67.9	65.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	56.6	68.0	66.4	63.9	61.8
Fonctionnement					
Revenus	13.8	14.6	13.5	12.4	10.4
Bénéfice net	0.1	1.7	1.3	2.2	négl.
Fonds autogénérés	2.2	3.8	3.3	2.5	2.9
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	1.4	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	11.3	néant	néant	néant	néant
Dividendes	11.4[1]	0.1	0.3	négl.	21.7[1]

[1] Cette somme comprend une contribution versée au gouvernement du Canada (recouvrement au comptant), d'une valeur de 11,3 millions de dollars, et un dividende de 0,1 million de dollars en 1990 et de 21,7 millions de dollars en 1986.
négl. = négligeable

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Saint John ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Saint John a été créée le 31 décembre 1986, en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales dans les principaux ports qui étaient administrés antérieurement de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1986; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.* (L.R.C. 1985, ch. C-9)
Président:	Harry P. Gaunce	Siège social:	133, rue Prince William B.P. 6429, succursale "A" Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 4R8
Premier dirigeant:	Kenneth Krauter	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Ernst and Young	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	92.1	92.1	91.5	91.5	92.5
Engagements envers le secteur privé[1]	19.7	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	23.8	20.1	20.1	20.1	58.3
Avoir des actionnaires	45.7	50.3	50.1	48.0	1.6
Fonctionnement					
Revenus	13.6	12.9	12.5	10.9	12.8
Bénéfice net	0.3	0.2	2.1	(1.4)	(1.0)
Fonds autogénérés	3.6	3.1	3.6	1.2	1.7
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	0.5	7.1
Dividendes	4.9[2]	néant	néant	néant	1.0[2]

[1] La société doit acquitter des engagements envers la province du Nouveau-Brunswick en contrepartie du financement partiel des travaux de construction du complexe de la gare maritime Rodney, de Saint John.

[2] Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de St. John's ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de St. John's a été créée le 1er juin 1985, en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales dans les principaux ports qui étaient administrés antérieurement de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1990, le port a achevé la réalisation de son programme d'agrandissement de la gare des conteneurs.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1985; lettres patentes émises par le ministre des Transports, en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.* (L.R.C. 1985, ch. C-9)
Président:	Fred Milley	Siège social:	3, rue Water B.P. 6178 St. John's (Terre-Neuve), A1C 5X8
Premier dirigeant:	David Fox	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Doane Raymond	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	**1989**	**1988**	**1987**	**1986**
Bilan					
Actif total	17.3	16.5	16.9	15.6	14.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	2.9	3.1	3.3	2.5	1.8
Avoir des actionnaires	13.5	12.7	12.3	12.2	11.9
Fonctionnement					
Revenus	3.6	3.2	2.8	2.5	2.6
Bénéfice net	0.7	0.4	0.1	0.1	0.5
Fonds autogénérés	1.7	1.2	0.8	0.9	1.1
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	1.3	2.1	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	0.8	0.9	néant
Remboursement des prêts	0.2	0.2	néant	néant	0.1
Dividendes	néant	néant	néant	0.2	1.8[1]

[1] Sommes recouvrées au comptant par le Canada.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Vancouver ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui ressortissent à sa compétence.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Vancouver a été créée le 1er juillet 1983, en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés antérieurement de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1990, la société a lancé «Port 2010», son programme de planification à long terme de la gestion des terrains.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1983; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*. (L.R.C. 1985, ch. C-9)
Président:	Patrick Reid	Siège social:	2760, carré Granville 200, rue Granville Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 1S4
Premier dirigeant:	Le capitaine Norman Stark	Statut:	Annexe III, Partie II Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Peat Marwick Thorne	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
Bilan					
Actif total	307.9	303.4	291.7	251.5	236.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	3.3	3.7	3.9	4.1	80.8
Avoir des actionnaires	274.2	287.8	267.6	235.5	116.2
Fonctionnement					
Revenus	68.5	62.2	58.7	50.7	83.7
Bénéfice net	30.2	28.4	38.1	21.2	20.6
Fonds autogénérés	38.4	36.4	35.0	27.7	25.3
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	0.5
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Dividends	43.9[1]	8.1	6.0	5.8	23.3[1]

[1] Cette somme comprend un paiement consenti au Canada, d'une valeur de 35,7 millions de dollars en 1990 et de 23,3 millions de dollars en 1986.

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.

MANDAT

Promouvoir la mise en valeur du territoire du Vieux-Port de Montréal et administrer, gérer et entretenir les biens immobiliers de l'État qui s'y trouvent.

ANTÉCÉDENTS

Depuis février 1982, la Société gère les terres de la Couronne sises au Vieux-Port, y compris certaines terres que la Société canadienne des ports a cédées à la Couronne en 1983. À la suite de consultations du public et des autres paliers de gouvernement, des plans d'aménagement importants ont été arrêtés. Le gouvernement du Canada a annoncé une série de projets qui seront parachevés en 1992, année du 350^{e} anniversaire de la fondation de Montréal et du 125^{e} anniversaire de la Confédération.

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*
Président et Premier dirigeant:	Benoît Lemay	Siège social:	333, rue de la Commune ouest Montréal (Québec), H2Y 2E2
		Statut:	Filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée; en vertu du décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère. Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	6.1	2.8	1.8	0.9	0.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant	néant
Fonctionnement					
Revenus	4.5	3.2	2.2	1.1	0.6
Bénéfice net (expenditures)	(14.5)	(4.4)	(6.4)	(3.6)	(3.2)
Fonds autogénérés	(3.6)	(2.7)	(2.5)	(2.3)	(2.0)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	13.6	6.0	7.3	3.4	3.3
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

MANDAT

Acquérir, acheter, louer à bail, détenir, améliorer, gérer, échanger ou autrement céder en échange ou aliéner des biens immobiliers ou personnels de l'État ou toute action dans lesdits biens.

ANTÉCÉDENTS

Autrefois désignée Société immobilière des Travaux publics Limitée, la Société n'a participé à aucune opération financière. Elle possède trois filiales dont elle est le seul actionnaire, notamment la Société du Vieux-Port de Montréal Inc., la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée et la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc. Elle détient également certains baux sur deux propriétés sises à Londres (Angleterre) et sur deux propriétés qui se trouvent sur des réserves indiennes au Canada. La Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée a cessé ses activités le 31 mars 1991, et les dispositions sont actuellement prises en vue de la dissoudre. Depuis le 25 avril 1991, elle n'a plus le statut de société d'État mère.

Ministre de tutelle:	L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics	Année et Loi de constitution:	1956; lettres patentes; réorganisation en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, 19 septembre 1977 (certificat de continuation le 7 juillet 1981 en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*).
		Siège social:	Immeuble Sir Charles Tupper Confederation Heights Tour F Promenade Riverside Ottawa (Ontario), K1A 0M2
Premier dirigeant:	Lawrence J. O'Toole	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Travaux publics

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS exercice clos le 31 mars.

Aucune valeur ne figure à l'égard de ses actifs. Ceci reflète surtout le fait que les comptes des filiales sont présentés indépendamment et ne sont pas consolidés avec ceux de la Société puisque celle-ci n'est pas censée bénéficier des augmentations de l'avoir des filiales.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

MANDAT

Administrer, jusqu'à leur cession au nom de la Couronne, des terres périphériques de l'aéroport de Mirabel. La Société a rempli son mandat et elle a mis fin à ses activités le 31 mars 1991.

ANTÉCÉDENTS

Depuis juillet 1982, la Société administre des terres acquises par la Couronne aux fins de l'aéroport de Mirabel mais qui n'étaient pas nécessaires au fonctionnement de ce dernier. La Société a élaboré et mis en oeuvre un programme pour la vente de ces propriétés excédentaires. Elle a mis fin à ses activités le 31 mars 1991. Conformément aux alinéas 91(3) b) et 91(1) e) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'autorisation a été accordée d'aliéner son actif en totalité ou en presque totalité et de procéder à son démantèlement.

Ministre de tutelle: L'honorable Elmer MacKay, c.p., député ministre des Travaux publics

Présidente et Première dirigeante: Jocelyne Ouellette

Vérificateur: Vérificateur général du Canada

Année et Loi de constitution: 1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.*

Siège social: 9850, Belle Rivière
B.P. 180
Mirabel (Québec), J0N 1S0

Statut: Filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée. Jusqu'au 25 avril 1991, la Société devait faire rapport à titre de société d'État mère. Mandataire de Sa Majesté

Ministère: Travaux publics

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87
Bilan					
Actif total	0.6	1.0	1.2	2.7	5.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	néant	néant	néant	néant	néant
Fonctionnement					
Revenus	1.3	1.7	5.8	24.0	9.9
Bénéfice net	(0.4)	(0.2)	1.5	17.2	2.3
Fonds autogénérés	(1.7)	(1.8)	(4.9)	(6.9)	(6.1)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	0.1	1.0	4.7	5.0	6.8
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

MANDAT

La Société est l'agence officielle du Canada en matière de crédit à l'exportation. Elle est chargée de faciliter et de développer le commerce extérieur par le biais de l'assurance crédit, des prêts, des garanties et d'autres services financiers dans le but de promouvoir le commerce extérieur canadien.

ANTÉCÉDENTS

Outre ses activités en tant que société, la SEE administre pour le Canada certaines opérations d'assurance et de financement liées à des exportations et jugées dans l'intérêt du pays.

Ministre de tutelle:	L'honorable Michael H. Wilson, c.p., député ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur	Année et Loi de constitution:	1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (L.R.C. 1985, ch. E-20)
Présidente:	Maureen J. Sabia	Siège social:	14[e] étage 151, rue O'Connor B.P. 655 Ottawa (Ontario), K1P 5T9
Premier dirigeant:	Paul Labbé	Statut:	Annexe III, Partie I Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Affaires extérieures

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987	1986
COMPTE DE LA SOCIÉTÉ					
Bilan					
Actif total	7,040	6,567	6,522	6,933	7,173
Engagements envers le secteur privé	5,855	5,473	5,221	5,599	5,821
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	25	80
Avoir des actionnaires	786	705	904	899	898
Fonctionnement					
Revenus	642	630	619	665	677
Bénéfice net	6	(199)	4	2	2
Fonds autogénérés	103	134	132	(26)	(24)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	75	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	25	55	74
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant
COMPTE DU CANADA					
Bilan					
Actifs du Canada administré	1,256	1,027	926	871	880

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

MANDAT

Fournir, dans les deux langues officielles, des services de radiodiffusion et de télévision offrant un vaste choix d'émissions de nature à informer, à éclairer et à divertir la population canadienne. Les émissions diffusées doivent être principalement et authentiquement canadiennes et contribuer à inculquer un sentiment commun d'identité et d'appartenance nationales. La SRC est assujettie aux conditions des licences qui lui sont délivrées par le CRTC et tenue de respecter tous les règlements du CRTC qui lui sont applicables.

ANTÉCÉDENTS

La Société Radio-Canada a été constituée en 1936, en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*; d'importantes modifications ont été apportées à cette loi en 1958, en 1968, et en 1991. Les modifications les plus récentes apportées à la *Loi sur la radiodiffusion*, qui ont reçu la sanction royale le 1er février 1991 (entrée en vigueur en juin 1991), comportaient des dispositions visant à assujettir la SRC au même cadre de contrôle et de responsabilité que les autres sociétés d'État mentionnées dans les annexes de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Ministre de tutelle:	L'honorable Henry Perrin Beatty, c.p., député ministre des Communications	Année et Loi de constitution:	1936; *Loi sur la radiodiffusion* (L.R.C. 1985, ch. B-9).
Président:	Patrick Watson	Siège social:	1500, avenue Bronson B.P. 8478 Ottawa (Ontario), K1G 3J5
Président et Premier dirigeant:	Gérard Veilleux	Statut:	Exempte de l'application des divisions I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP); assujettie à la partie VIII de la LGFP selon la version précédant son abrogation (1984). Mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Communications

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 mars.

	1990-91	1989-90	1988-89	1987-88	1986-87 (reformulé)
Bilan					
Actif total	1,020	941	869	799	755
Engagements envers le secteur privé[1]	1	2	4	6	1
Engagements envers le Canada	33	33	33	33	33
Avoir des actionnaires	651	601	552	508	460
Fonctionnement					
Revenus[2]	1,348	1,202	1,128	1,118	1,049
Bénéfice net	(43)	(104)	(63)	(48)	(58)
Fonds autogénérés	28	(32)	5	10	(9)
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	1,078	981	915	888	855
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Cette somme représente la valeur actuelle de la totalité des engagements au titre du contrat de location-acquisition.
[2] Cette somme englobe les crédits parlementaires accordés à des fins de fonctionnement.

TÉLÉGLOBE CANADA

MANDAT

Établir, maintenir et exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications internationales aux fins des communications publiques; ce mandat est venu à expiration le 3 avril 1987, au moment de la vente de l'entreprise.

ANTÉCÉDENTS

Désignée Société canadienne des télécommunications transmarines lors de sa création en 1949, cette société est devenue, en 1975, Téléglobe Canada, en vertu de la Loi sur *Téléglobe Canada*. En 1987, la Société a été transférée à une filiale et vendue à Memotec Data Inc., à la suite de l'adoption de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada*. La Société existe encore, mais elle est inactive. Des démarches sont en cours afin qu'elle puisse être dissoute.

Ministre de tutelle: L'honorable John McDermid, c.p., député ministre d'État (Finances et Privatisation)

Président et premier dirigeant: Postes vacants

Vérificateur: Vérificateur général du Canada

Année et Loi de constitution: 1949; *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* (L.R.C. 1985, ch. T-4)

Siège social: Scotia Plaza
Pièce 2703
B.P. 320
Toronto (Ontario), M5X 1A4

Statut: Annexe III, Partie II
Mandataire de Sa Majesté

Ministère: Finances

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988	1987[1]	1986[1]
Bilan					
Actif total	0.3	0.3	2.9	84.8	502.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant	57.1
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	2.6
Avoir des actionnaires	0.3	0.3	2.7	84.8	290.3
Fonctionnement					
Revenus	népl.	0.2	5.2	2.3	288.9
Bénéfice net	négl.	0.1	2.9	215.0[2]	63.0
Fonds autogénérés	négl.	0.1	2.9	1.0	96.7
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	néant	néant	néant	néant	néant
Prêts et investissements	néant	néant	néant	(2.6)	(1.3)
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	2.5	85.0	440.5[3]	80.0

[1] Les données portent sur l'état de la société avant sa privatisation en 1987.
[2] Cette somme comprend le gain de 214 millions de dollars réalisé lors de la privatisation.
[3] Inclut des impôts de 119.2 millions de dollars sur les profits de la vente de l'actif et du fonds d'affaires de Téléglobe.
négl. = négligeable

VIA RAIL CANADA INC.

MANDAT

Gérer des services de transport ferroviaire, dans l'intérêt de la sécurité, efficients, efficaces et économiques au Canada en vue de répondre aux besoins des voyageurs.

ANTÉCÉDENTS

Conformément aux marchés conclus avec le ministre des Transports, VIA Rail assure des services de transport ferroviaire des voyageurs en utilisant les voies du CN et du CP. Dans le budget d'avril 1989, le gouvernment a annoncé une réduction du financement prévu de la société. Un réseau modifié faisant partie d'un nouveau plan d'entreprise qui comprenait des hausses des tarifs et des réductions de service, a été inauguré le 15 janvier 1990.

Ministre de tutelle:	L'honorable Jean Corbeil, c.p., député ministre des Transports	Année et Loi de constitution:	1977; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
Président:	Lawrence Hanigan	Siège social:	2, Place Ville-Marie B.P. 8116, Succursale A Montréal (Québec), H3B 2G6
Premier dirigeant:	Ronald Lawless	Statut:	Annexe III, Partie I Non mandataire de Sa Majesté
Vérificateur:	Vérificateur général du Canada	Ministère:	Transports

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; exercice clos le 31 décembre.

	1990	1989	1988 (reformulé)	1987 (reformulé)	1986
Bilan					
Actif total	932	938	1,070	954	964
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	négl.	4
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant	néant
Avoir des actionnaires	663	606	839	769	743
Fonctionnement					
Revenus[1]	493	720	733	715	671
Bénéfice net	26	(294)	(57)	6	(13)
Fonds autogénérés	67	(163)	(4)	99	4
Reçu du/remboursé au Canada					
Budgétaire	382	532	637	536	506
Prêts et investissements	néant	néant	néant	néant	néant
Remboursement des prêts	néant	néant	néant	néant	néant
Dividendes	néant	néant	néant	néant	néant

[1] Comprend les affectations budgétaires qui figurent en tant que recettes découlant de marchés.
négl. = négligeable

4. Répertoire des sociétés d'État et de leurs investissements

4.1 Le résumé statistique concernant les sociétés d'État et de leurs investissements

	1991	1990
Sociétés d'État		
• Sociétés d'État mères	58	53
• Filiales en propriété exclusive	118	112
TOTAL	176	165
Investissements des sociétés d'État (directs et indirects)		
• Filiales en propriété à 50 p. 100 ou plus et inférieure à 100 p. 100	27	27
• Sociétés affiliées en propriété inférieure à 50 p. 100	85	103
TOTAL	112	130

4.2 Répertoire des sociétés d'État mères[1], et de leurs filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées (à la fin de leurs exercices financiers clos le 31 juillet 1991 ou avant cette date)

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (III-I)
    - Filiales en propriété exclusive (100%)
        - Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée.[10]
        - La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée
        - Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
2. Administration de pilotage de l'Atlantique (III-I)
3. Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (III-I)
4. Administration de pilotage des Laurentides (III-I)
5. Administration de pilotage du Pacifique (III-I)
6. Les Associés Mingan, Ltée (III-I)[3]
7. Banque du Canada (société exempte)
8. Banque fédérale de développement (III-I)
9. Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. (III-I)[4]
10. Centre de recherches pour le développement international (société exempte)
11. Centre international d'exploitation des océans (III-I)
12. Commission canadienne du blé (société exempte)
13. Commission canadienne du lait (III-I)
14. Commission de la Capitale nationale (III-I)
15. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (III-II)
    - Filiales en propriété exclusive (100%)
        - Autoport Limitée
        - Le Chemin de fer de Matane et du golfe
        - Compagnie des messageries nationales du Canada
        - Le Trust des titres des Chemins de fer nationaux du Canada
        - Canadian National Steamship Company, Limited
        - Compagnie des télégraphes nationaux du Canada — et sa filiale
            - La Compagnie du grand télégraphe du Nord-Ouest du Canada (94,54%)
        - Compagnie nationale de correspondance du Canada, Limitée
        - Les transports nationaux du Canada, Limitée—et ses filiales
            - Transport Chapman Limitée
            - Transports Empire Limitée
            - Transport Royal Limitée
        - Canat Limited
        - C.N. (France) S.A.
        - CNM Inc.— et sa filiale/sociétés affiliées
            - Holding industriel de Halifax Limitée (33,3%)
            - Lakespan Marine Inc. (50%)
            - Seabase Limitée (15%)
        - La Tour CN Limitée
        - CN Transactions Inc.— et ses filiales
            - Canac International Inc.— et sa filiale
                - Canac International Ltd.
            - Canaprev Inc. (50%)
            - Canaven Limitée

15. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (III-II)—Fin
    - Filiales en propriété exclusive (100%)—Fin
        - CN Exploration Inc.
        - Complexe Portage - Main Ltée (50%)
        - Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto (50%)
      - EID Systèmes d'identification électroniques Limitée
      - Grand Trunk Corporation — et ses filiales
        - Central Vermont Railway, Inc.
        - Domestic Four Leasing Corporation
        - Domestic Two Leasing Corporation — et sa filiale
          - Relco Financial Corp.
        - Duluth, Winnipeg and Pacific Railway Company
        - Grand Trunk Land Development Corporation
        - Grand Trunk Radio Communications, Inc.
        - Grand Trunk Western Railroad Company — et sa filiale/sociétés affiliées
          - The Belt Railway Company of Chicago (8,33%)
          - Chicago and Western Indiana Railroad Company (20%)
          - Domestic Three Leasing Corporation
          - Trailer Train Company (2,6%)
      - The Minnesota and Manitoba Railroad Company
      - The Minnesota and Ontario Bridge Company
      - Compagnie du tunnel et du complexe ferroviaire Mont-Royal, Limitée
      - 17335 Canada Inc.
    - Filiales en propriété majoritaire (50-99%)
      - The Canada Southern Railway Company (50%)
      - Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord québécois (59,7%)
      - Detroit River Tunnel Company (50%)
      - Compagnie de holding du Nord, Limitée (71,9%)
      - Les marchés publics, Limitée (50%)
      - La Compagnie du chemin de fer de Québec au Lac St-Jean (89,1%)
      - Compagnie du complexe ferroviaire de Shawinigan (50%)
    - Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)
      - Compagnie de gestion de Matane Inc. (49%)
      - Corporation de Chauffage Urbain de Montréal (30%)
      - Consortium d'investissement Dome Inc. (6,7%)
      - Eurocanadian Shipholdings Limited (18%)
      - Compagnie de holding Fort Point Limitée (25%)
      - Halterm Limited (33,33%)
      - Railroad Association Insurance, Ltd. (7,5%)
      - Télésat Canada (3,7%)
16. Conseil canadien des normes (III-I)
17. Conseil des Arts du Canada (société exempte)
18. Construction de défense (1951) Limitée (III-I)
19. Corporation commerciale canadienne (III-I)

20. Corporation de développement des investissements du Canada (III-II)
    - Filiales en propriété exclusive (100%):
        - Canada Eldor Inc.— et ses filiales/sociétés affiliées
            - Cameco - Corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière (38,5%)[2]
            - Eldorado Aviation Limitée[3]
            - Eldorado Nucléaire (1989) Limitée[3]
            - Eldorado Resources Limitée[3]
        - Cartierville Financial Corporation Inc.
        - Nordion International Inc.— et sa filiale/société affiliée
            - CyberFluor Inc. (46,4%)
            - Nordion Europe S.A.
        - Theratronics International Limitée — et sa filiale
            - Medical High Technology Inc. (51%) — et sa filiale
                - Meicor Inc. (65%)
    - Filiales en propriété majoritaire (50-99%)
        - Ginn Publishing Canada Inc. (51%) — et ses filiales
            - GLC Publishers Limited
            - GPCL (Canada) Limited
    - Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50%)
        - Varity Corporation (1.8%)
21. Corporation Place du Havre Canada (III-I)[4]
22. Énergie atomique du Canada Limitée (III-I)
23. Harbourfront Corporation (III-I)[4]
    - Filiales en propriété exclusive (100%)
        - Peter Street Basin Properties Inc.
        - 630370 Ontario Ltd.
24. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (société exempte)
25. Marine Atlantique S.C.C. (III-I)
    - Filiales en propriété exclusive (100%)
        - Coastal Transport Ltd.
        - Newfoundland Dockyard Company
26. Monnaie royale canadienne (III-II)
27. Musée canadien des civilisations (III-I)
28. Musée canadien de la nature (III-I)
29. Musée des Beaux-Arts du Canada(III-I)
30. Musée national des sciences et de la technologie (III-I)
31. Office canadien des provendes (III-I)[4]
32. Office canadien du poisson salé (III-I)
33. Office de commercialisation du poisson d'eau douce (III-I)
34. Petro-Canada (III-II)[7]
    - Filiales en propriété exclusive (100%)
        - Amauligak Exploration Inc.
        - Arctic Pilot Project Inc.
        - Asher American Inc.
        - Bent Horn Development Inc.
        - Blake and Son (1979) Ltd.
        - BP Marketing Canada Limited

34. Petro-Canada (III-II)[7]—Suite

Filiales en propriété exclusive (100%)—Suite

Canadian Petroleum Studies Inc.
Chancellor Holdings Corporation, The — et sa filiale
ICG Propane Inc.
Les Restaurants Chatelaine Ltée.
Commodore Oils Limited
Dépanneurs Le Frigo Ltée.
Fifth Pacific Stations Ltd.
First Pacific Stations Ltd.
Fourth Pacific Stations Ltd.
Frontier Insurance Ltd.
Fundy Energy Inc.
GMI Co. (Bahamas) Limited
Independent Fuels & Lumber Ltd.[8]
Morrow Fuel Oil Sales Ltd.
Northwest Terminals Ltd.
Pacific Petroleums Ltd.[8]
Pacific Pipelines, Inc.
Petro-Canada Altamont Inc.
Petro-Canada (Argentina) Inc.
Petro-Canada Chemicals Inc.
Petro-Canada (Colombia) Inc.
Petro-Canada Consulting Corporation
Petro-Canada (Ecuador) Inc.
Petro-Canada Enterprises Inc.
Petro-Canada (Hibernia) Inc.
Petro-Canada Hydrocarbons Inc.
Petro-Canada (Indonesia) Inc.
Petro-Canada (Malaysia) Inc.
Petro-Canada (Myanmar) Inc.
Petro-Canada (North Africa) Inc.
Petro-Canada Oil & Gas Inc.
Petro-Canada (Pakistan) Inc.
Petro-Canada Petroleum Inc.[8]
Petro-Canada (U.K.) Limited
Petro-Canada (Vietnam) Inc.
Petro-Canada (Yemen) Inc.
Petro-Canada Youth Inc.
Petroleum Transmission Company
Prairie Leaseholds Ltd.
Rocair Limited
Second Pacific Stations Ltd.
Sedpex Inc.
Servico Limited
St. Laurent Petroleum Inc.
Third Pacific Stations Ltd.
Wayfare Restaurants Limited

34. Petro-Canada (III-II)[7]—Suite

Filiales en propriété exclusive (100%)—Fin

Xychem Inc.
106616 Canada Inc.
146923 Canada Ltd.
146924 Canada Ltd.
158226 Canada Inc.
173116 Canada Limited
398559 Alberta Ltd.
1283-9304 Quebec Inc.

Filiales en propriété majoritaire (50-99%)

Canstar Oil Sands Ltd. (50%)
Harvey's Oil Limited (50%)
Les Huiles Du Royaume Inc. (50%)
Marchand Petroleum (Canada) Inc. (50%)
Panarctic Oils Ltd. (52,73%)
Petro-Canada Centre Inc. (50%)
Petro-Partners (60%)
West Nova Fuels Limited (50%)
288564 Alberta Ltd. (50%)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)

Alberta Envirofuels Inc. (33%)
Alberta Products Pipeline Ltd. (35%)
Downhole Systems Technology Canada Inc. (18,31%)
Hibernia Management & Development Company Ltd. (25%)
International de Services Industriels et Scientifique, S.A. (27%)
Joseph Elie Ltée. (49,9%)
Kenmac Energy Inc. (49%)
Les Huiles Desroches Inc. (45%)
Les Huiles Lamontagne Inc. (49%)
Les Huiles Town & Country Inc. (49%)
Les Pétroles Saint-Jean-Sur Richelieu Inc. (49%)
Les Pétroles Sherbrooke Inc. (47%)
Les Pétroles Vosco (Canada) Ltée (49%)
MacGillivray Fuels Limited (49%)
Montreal Pipeline Limited (23,8%)
Northward Development Ltd. (17%)
Pacific Northern Gas Ltd. (18%)
Peace Pipeline Ltd. (10,89%)
Petro-Canada Centre Finance Inc. (33%)
Pétrole Chaleurs (1987) Inc. (49%)
Pétro Sud-Ouest Inc. (49%)
Pétrole De La Maurice (Canada) Inc. (49,99%)
Pétroles M. Miron Inc. (49,9%)
Redwater Water Disposal Co. Ltd. (21,36%)
Sulconam Inc. (7,6%)
Sydco Fuels Inc. (49,99%)
Syncrude Canada Ltd. (17%)

34. Petro-Canada (III-II)[7]—Fin
Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)—Fin
TransNorthern Pipeline Ltd. (33,3%)
Westcoast Energy Inc.[9] (36,5%) — et ses filiales/sociétés affiliées
Foothills Pipe Lines Ltd. (50%) — et ses filiales
Foothills Engineering Ltd.
Foothills Pipe Lines (Alta.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (North B.C.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (North Yukon) Ltd.
Foothills Pipe Lines (Sask.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (South B.C.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (South Yukon) Ltd.
Pacific Northern Gas Ltd. (43%) — et sa filiale
PNG Marketing Ltd.
Saratoga Processing Company Limited (25%)
Vancal Properties Ltd.
W.T. Investments Inc.
Westcoast Energy Marketing Ltd.
Westcoast Energy Pipelines Limited — et sa filiale
Pacific Coast Energy Corporation (50%)
Westcoast Gas Inc.
Westcoast Petroleum Ltd. — et ses filiales
Canadian Roxy Petroleum Ltd. (82,3%)
Dover Petroleum Company
Westcoast Resources Inc.
Westcoast Production Co. (Africa) Ltd.
292643 B.C. Ltd.
Westcoast Transmission Company, Inc.
Westcoast Transmission Company Limited
Westcoast Transmission Company (Alberta) Ltd.
35. Petro-Canada Limitée (III-II)
Filiale en propriété exclusive (100%)
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale
36. Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée (III-I)[4]
37. Société canadienne des ports (III-II)
Filiale en propriété majoritaire (50-99%)
Ridley Terminals Inc.[5] (90%)
38. Société canadienne des postes (III-II)
Filiale en propriété exclusive (100%)
Canada Post Systems Management Ltd.
Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50%)
Cooperative Vereniging International Post Corporation U. A. (6,8%) - et ses filiales
EMS International Post Corporation S.A. (96%)
International Post Corporation S.A. (Unipost) (4%)
39. Societé canadienne d'hypothèques et de logement (III-I)
40. Société d'assurance-dépôts du Canada (III-I)

41. Société d'expansion du Cap-Breton(III-I)
  - Filiales en proprieté exclusive (100%)
    - Cape Breton Marine Farming Limited[3]
    - Darr (Cape Breton) Limited
    - Dundee Estates Limited[3]
  - Filiales en propriétés majoritaire (50-99%)
    - Whale Cove Summer Village Limited (62,5%)
  - Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)
    - Barklay Systems Limited[6]
    - Canadian Tennis Technology Limited
    - Cape Breton Wallcovering Limited[6]
    - General Mining Building Limited
    - Nova Aqua Limited Partnership[6]
    - Nova Scotia Clam Limited[6]
42. Société de construction des musées du Canada Inc. (III-I)[4]
43. Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne (société exempte)
44. Société de développement du Cap-Breton (III-I)
  - Filiale en propriété exclusive (100%)
    - Cape Breton Carbofuels Limited[3]
45. Société du Centre national des Arts (société exempte)
46. Société du crédit agricole (III-I)
47. Société du port de Halifax (III-II)
48. Société du port de Montréal (III-II)
49. Société du port de Prince Rupert (III-II)
50. Société du port de Québec (III-II)
51. Société du port de Saint John (III-II)
52. Société du port de St. John's (III-II)
53. Société du port de Vancouver (III-II)
54. Société immobilière du Canada Limitée (III-I)
  - Filiales en propriété exclusive (100%)
    - Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[3]
    - Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.
    - Société du Vieux-Port de Montréal Inc.
55. Société pour l'expansion des exportations (III-I)
56. Société Radio-Canada (société exempte)
  - Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)
    - Cable North Microwave Limited (1 action)
    - Master FM Limited (20%)
    - Visnews Limited (1 action)
57. Téléglobe Canada (III-II)[3]
58. VIA Rail Canada Inc. (III-I)
  - Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50%)
    - Railroad Association Insurance, Ltd. (4%)

Notes afférentes au répertoire des sociétés d'État mères et de leurs portefeuilles

1. Dans le cas des sociétés inscrites dans une annexe de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), l'annexe applicable est indiquée entre parenthèses, immédiatement après le nom de la société. Selon les dispositions de la *LGFP*, une filiale est une société d'État lorsqu'elle est possédée à 100 p. 100 directement ou indirectement par une ou plusieurs sociétés d'État mères.

2. À la fin de l'exercice financier de la société (CDIC), Canada Eldor Inc. possédait 38,5 pour 100 des actions de Cameco. Elle en possède maintenant 30,8 pour 100, à la suite de l'offre initiale d'actions qui a été effectuée au public en juillet 1991.

3. Sociétés inactives.

4. Le projet de loi C-8, actuellement devant le Parlement, envisage un changement du statut de ces six sociétés.

5. La Société canadienne des ports est devenue propriétaire enregistré de toutes les actions de Ridley Terminals Inc., le 30 juillet 1991.

6. Le Canada ne détient que des actions privilégiées sans droit de vote.

7. La liste est celle qui avait cours au 31 mars 1991.

8. Ces filiales sont inactives et en voie de dissolution.

9. On ne possédait pas de renseignements à jour sur les filiales au moment d'aller sous presse. Les renseignements présentés remontent au 31 décembre 1989.

10. Ne figure pas dans le Résumé statistique des filiales en propriété exclusive. Ressortissant à une annexe de la *LGFP* en tant que société d'État mère, en vertu de la *Loi sur le pilotage*.

4.3 Changements apportés au répertoire au cours de l'année

1. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	
Filiale en propriété exclusive (100%)	
17335 Canada Inc.	Ajoutée
Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50%)	
Corporation de Chauffage Urbain de Montréal (30%)	Ajoutée
2. Corporation de développement des investissements du Canada	
Filiales en propriété exclusive (100%)	
Canada Eldor Inc.	
Eldorado Aviation Limited	Ajoutée
Eldorado Nucléaire (1989) Limited	Ajoutée
Eldorado Resources Limited	Ajoutée
Nordion International Inc.	
Nordion Europe s.a.	Ajoutée
Filiales en propriété majoritaire (50-99%)	
Ginn Publishing Canada Inc. (51%)	
GLC Publishers Limited	Ajoutée
GPCL (Canada) Limited	Ajoutée
Theratronics International Limited	
Medical High Technology Inc. (51%)	Ajoutée
Meicor Inc. (65%)	Ajoutée
Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50%)	
Nordion International Inc.	
CyberFluor Inc. (46,4%)	Ajoutée
3. Musée canadien des civilisations	Ajoutée
4. Musée canadien de la nature	Ajoutée
5. Musée des Beaux-Arts du Canada	Ajoutée
6. Musée national des sciences et de la technologie	Ajoutée
7. Harbourfront Corporation	
Filiales en propriétés majoritaire (50-99%)	
Art Gallery at Harbourfront	Radiée
International Readings at Harbourfront	Radiée
School-By-The Water	Radiée
8. Petro-Canada (auparavant Petro-Canada Inc.)[1]	Ajoutée
Filiales en propriété exclusive (100%)	
The Chancellor Holdings Corporation	Ajoutée
ICG Propane Inc.	Ajoutée
Ducharme et Carbone (1981) Inc.	Radiée
Frontier Insurance Ltd.	Ajoutée
Fundy Energy Inc.	Ajoutée
Opal Oils Ltd.	Radiée
Petro-Canada Altamont Inc.	Ajoutée
Petro-Canada (Barito) Inc	Radiée
Petro-Canada (Colombia) Inc.	Ajoutée
Petro-Canada (Ecuador) Inc.	Ajoutée

8. Petro-Canada (auparavant Petro-Canada Inc.)[1]—Fin

Filiales en propriété exclusive (100%)—Fin	
Petro-Canada Espanola, S.A.	Radiée
Petro-Canada (Hibernia) Inc.	Ajoutée
Petro-Canada (P.D.R.Y.) Inc.	Radiée
Petro-Canada Marketing Petroleum Inc.	Radiée
Petro-Canada (South America) Inc.	Radiée
Petro-Canada (Thailand) Inc.	Radiée
Petro-Canada (Yemen) Inc.	Ajoutée
Sedpex Inc.	Ajoutée
103912 Canada Inc.	Radiée
106621 Canada Inc.	Radiée
173116 Canada Limited	Ajoutée
398559 Alberta Ltd.	Ajoutée
Filiales en propriété majoritaire (50-99%)	
Harvey's Oil Limited (50%)	Ajoutée
Petro Partners (60%)	Ajoutée
Petro-Canada Centre Finance Inc.	Radiée
Sedpex Inc. (50%)	Radiée
Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)	
Alberta Envirofuels (33%)	Ajoutée
Carnduff Gas Limited	Radiée
Cheyenne Petroleum Corp. (NPL)	Radiée
Cynthia Gas Gathering Company Limited	Radiée
Dreco Energy Services Ltd.	Radiée
Fundy Energy Inc. (49%)	Radiée
East Coast Spill Response Inc.	Radiée
Harvey's Oil Limited	Radiée
House of Brougham Limited	Radiée
Joseph Elie Ltée. (49,9%)	Ajoutée
Jiffy Lube Inc. (49%)	Radiée
Kanata Hotels International Inc.	Radiée
Manhattan Continental Dev. Corp.	Radiée
Marc Dufresne (1981) Inc.	Radiée
Northwood Pulp and Timber Limited	Radiée
Oil Spill Response Limited	Radiée
Pacific Energy Resources Ltd.	Radiée
Petro-Canada Centre Finance Inc.	Ajoutée
Petrogas Processing Ltd. (11,35%)	Radiée
Polar Gas Engineering Services Ltd.	Radiée
Rimbey Pipe Line Co. Ltd	Radiée
Sultran Ltd	Radiée
Toronto Credits Limited	Radiée
Touchom Inc. (45%)	Radiée
Trans Canada Resources Ltd.	Radiée
Wardean Drilling Co. Limited	Radiée
128963 Canada Inc. (49%)	Radiée
204383 Enterprises Inc.	Radiée
346877 Ontario Limited	Radiée

9. Petro-Canada Limitée (auparavant Petro-Canada)	
Filiales en propriété exclusive (100%)	
Canertech Inc.	Radiée
Petro-Canada Inc.	Radiée
10. Société canadienne des postes	
Filiale en propriété exclusive (100%)	
Canada Post Systems Management Ltd.	Ajoutée
Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)	
Cooperative Vereniging International Post Corporation U.A. (6,8%) - et ses filiales	
EMS International Post Corporation S.A. (96%)	Ajoutée
International Post Corporation S.A. (Unipost) (4%)	Ajoutée
11. Société d'expansion du Cap Breton	
Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50%)	
Cape Breton Wallcoverings Limited	Ajoutée
Haak Conveyor & Manufacturing Limited	Radiée

Note afférente aux changements apportés au répertoire au cours de l'année

1. Petro-Canada Inc., qui a maintenant été rebaptisée Petro-Canada, a été réorganisée à titre provisoire, et elle a été promue du rang de filiale en propriété exclusive à celui de société d'État mère.

PARTIE II

RAPPORT AU PARLEMENT SUR LE DÉPÔT DES RÉSUMÉS ET DES RAPPORTS ANNUELS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

PARTIE II

RAPPORT AU PARLEMENT SUR LE DÉPÔT DES RÉSUMÉS ET DES RAPPORTS ANNUELS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

Introduction

La Partie II de ce rapport fait état du dépôt, par les ministres de tutelle, des documents relatifs aux sociétés d'État, pour la période de douze mois se terminant le 31 juillet 1991. Le rapport fait état des résumés et des rapports annuels des sociétés d'État qui devaient être déposés, et il précise les dates limites et les dates mêmes de leur dépôt.

La prestation au Parlement de renseignements adéquats et à jour est l'un des principaux objectifs du régime de contrôle et d'imputabilité des sociétés d'État mis sur pied en 1984. À cette fin, les ministres de tutelle des sociétés d'État déposent devant le Parlement, pour chaque société d'État qui figure aux parties I et II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les documents ci-après: le résumé du plan d'entreprise, le résumé du budget des investissements et le rapport annuel. La Loi prévoit en outre le dépôt du résumé du budget de fonctionnement des sociétés d'État figurant à la partie I de l'annexe III.

Le dépôt du résumé du plan d'entreprise et des résumés des budgets a pour objet de tenir les députés et sénateurs au courant des principaux éléments financiers et stratégiques contenus dans les plans d'entreprise et les budgets quinquennaux approuvés des sociétés d'État. Les résumés sont fondés sur le plan d'entreprise et les budgets approuvés et ils ont pour objet toutes les activités et tous les investissements des sociétés d'État et de leurs filiales en propriété exclusive, y compris les grandes décisions d'affaires touchant leur exploitation future. Le rapport annuel de la société d'État indique au Parlement le rendement de la société par rapport aux objectifs, aux stratégies et aux activités approuvés par le gouvernement et déposés dans les résumés précédents du plan d'entreprise et des budgets.

Les délais prescrits au ministre de tutelle d'une société d'État pour le dépôt d'un résumé du plan d'entreprise ou d'un résumé de budget sont fonction de la date à laquelle le plan d'entreprise ou le budget visé a été approuvé par le gouverneur en conseil ou par le Conseil du Trésor. Dans le cas des rapports annuels, chaque société d'État est tenue de présenter un rapport annuel au ministre de tutelle dans les trois mois suivant la fin de son exercice financier, et le délai est fonction de la date à laquelle ces documents ont été reçus par le ministre. Les documents doivent être déposés dans les délais suivants:

> *Résumés des plans d'entreprise*: dans les 30 jours de séance suivant l'approbation du plan d'entreprise par le gouverneur en conseil. Ce délai est également applicable aux résumés budgétaires, dans les cas où les budgets sont annexés au plan d'entreprise, ainsi qu'aux résumés des plans d'entreprise modifiés.
>
> *Résumés des budgets d'investissements et des budgets de fonctionnement*: dans les 30 jours de séance suivant l'approbation des budgets par le Conseil du Trésor. Ce délai s'applique également aux résumés des budgets modifiés.
>
> *Rapports annuels*: dans les 15 jours de séance suivant leur réception par le ministre de tutelle, le délai global devant être d'au plus trois mois et quinze jours de séance.

Le rapport sur le dépôt des résumés et des rapports annuels pour les douze mois se terminant le 31 juillet 1991 figure au tableau suivant. Ce dernier fait état des documents qui devaient être déposés pendant la période visée (section a) et des documents qui devaient être déposés au préalable et qui ont effectivement été déposés pendant la période visée (section b).

Ce rapport donne suite aux exigences du paragraphe 152 (1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du projet de loi C-91, *Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et d'autres lois en conséquence*, qui a reçu la sanction royale le 8 mai 1991. Ces renseignements étaient préalablement exigés tous les trimestres.

DOCUMENTS DÉPOSÉS AU PARLEMENT

SOCIÉTÉ D'ÉTAT	**Date limite pour le dépôt**		**Date du dépôt**	
Documents devant être déposés	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
a) Dus pendant les douze mois se terminant le 31 juillet 1991.				
ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996(1)				
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.31	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.31	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.11	91.04.15
ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.11	91.04.15
ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.11	91.04.15
ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.18	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.11	91.04.15

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
ASSOCIÉS MINGAN LTÉE, LES[2][3]				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.14	91.04.11	91.03.12	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.14	91.04.11	91.03.12	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.14	91.04.11	91.03.12	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.04.11	91.05.23	91.03.12	91.03.25
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.06.18	90.06.19
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.05.31	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.31	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.31	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.	91.06.17	91.06.18
CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS, LTD.[3]				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.05.08	91.06.12	91.02.25	91.02.26
Résumé du budget des investissements de 1991	91.05.08	91.06.12	91.02.25	91.02.26
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.05.08	91.06.12	91.02.25	91.02.26
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.05.16	91.05.21
CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.11	3e tr.		
Résumé du budget des investissements de 1991-1992[4]				
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.11	3e tr.		
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995[5]	90.11.05	90.12.20	90.11.20	90.11.22
Résumé du budget des investissements de 1990-1991[5]	90.11.05	90.12.20	90.11.20	90.11.22
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991[5]	90.11.05	90.12.20	90.11.20	90.11.22
Rapport annuel de 1989-1990	90.12.11	91.01.22	90.11.28	90.11.29
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	3e tr.	3e tr.		
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	3e tr.	3e tr.		
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	3e tr.	3e tr.		
Rapport annuel de 1990-1991	4e tr.	4e tr.		
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.06.27	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.05.23	91.05.28
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.23	91.05.28
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.23	91.05.28
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.	91.06.19	91.06.21

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.25	91.03.26
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.25	91.03.26
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.12	91.04.15
CONSEIL CANADIEN DES NORMES				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.11	3e tr.	91.05.13	91.05.14
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.11	3e tr.	91.05.13	91.05.14
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.11	3e tr.	91.05.13	91.05.14
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.30	90.11.20	90.10.10	90.10.12
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996(6)	91.05.27	3e tr.	91.03.20	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991-1992(6)	91.05.27	3e tr.	91.03.20	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992(6)	91.05.27	3e tr.	91.03.20	91.03.25
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.06.19	90.06.26
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.11	3e tr.	91.06.03	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.11	3e tr.	91.06.03	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.11	3e tr.	91.06.03	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.	91.06.19	91.06.21
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.21	91.04.15	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.21	91.04.15	91.05.30	91.06.11
Rapport annuel de 1990	91.06.17	3e tr.	91.06.10	91.06.11
CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE, LA(7)				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.05	90.10.26	90.06.26	90.06.27
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996(8)				
Résumé du budget des investissements de 1991-1992(8)				
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.		
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA(2)				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996(9)				
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.11	3e tr.	91.06.06	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.11	3e tr.	91.06.06	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995	90.11.05	90.12.20	90.11.05	90.11.07
Résumé du budget des investissements de 1990-1991	90.11.05	90.12.20	90.11.05	90.11.07
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991	90.11.05	90.12.20	90.11.05	90.11.07
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.10	90.10.29	90.06.27	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.05.23	91.05.28
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.23	91.05.28
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.23	91.05.28
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
HARBOURFRONT CORPORATION(2)				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995(10)	91.05.13	91.06.18	91.05.16	91.05.21
Résumé du budget des investissements de 1990-1991				
- Modification 2	91.05.13	91.06.18	91.05.16	91.05.21
- Modification 1	90.11.05	90.12.20		
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991				
- Modification 1	91.05.13	91.06.18	91.05.16	91.05.21
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.05.13	91.06.18	91.05.16	91.05.21
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.05.13	91.06.18	91.05.16	91.05.21
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.05.13	91.06.18	91.05.16	91.05.21
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
MARINE ATLANTIQUE S.C.C.				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.21	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.21	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.21	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.05.24	91.05.28
MONNAIE ROYALE CANADIENNE				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.21	91.04.15	91.04.10	91.04.11
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.21	91.04.15	91.04.10	91.04.11
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.11	91.04.15

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS(11)				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1995-1996(12)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1990-1991(12)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991(12)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résume du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE(11)				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1995-1996(13)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1990-1991(13)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991(13)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA(11)				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1995-1996(14)	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1990-1991	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE(11)				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995	91.06.17	3e tr.		
Résumé du budget des investissements de 1990-1991	91.06.17	3e tr.		
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991	91.06.17	3e tr.		
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.07.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
OFFICE CANADIEN DES PROVENDES(2)				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.05.27	3e tr.	91.05.21	91.05.22
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.05.27	3e tr.	91.05.21	91.05.22
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.05.27	3e tr.	91.05.21	91.05.22
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995	90.11.05	90.12.20	90.12.14	90.12.17
Résumé du budget des investissements de 1990-1991	90.11.05	90.12.20	90.12.14	90.12.17
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991	90.11.05	90.12.20	90.12.14	90.12.17
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.19	90.11.06	90.12.14	90.12.17
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	3e tr.	3e tr.		
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	3e tr.	3e tr.		
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	3e tr.	3e tr.		
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.10.10	90.10.12
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	3e tr.	3e tr.	91.06.13	91.06.17
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	3e tr.	3e tr.	91.06.13	91.06.17
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	3e tr.	3e tr.	91.06.13	91.06.17
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
PETRO-CANADA(15)				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.25	91.03.26
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.25	91.03.26
Rapport annuel de 1990	91.05.22	91.05.28	91.03.26	91.03.27
PETRO-CANADA LIMITÉE(15)				
Rapport annuel de 1990	91.05.22	91.05.28	91.03.27	91.04.09
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE(2)				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.06.20	90.06.26
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996(16)				
Résumé du budget des investissements de 1991-1992(16)				
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992(16)				
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995				
- Modification 1	90.12.07	90.01.22	91.03.04	91.03.05
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.09	90.10.26	90.06.18	90.06.19
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.18	91.06.19
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.	91.06.18	91.06.19
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.21	91.04.15	91.03.11	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.21	91.04.15	91.03.11	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.21	91.04.15	91.03.11	91.03.25
- Modification 1	91.05.13	91.06.18		
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.10	91.04.15
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.21	91.04.15	91.03.14	91.03.25
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.21	91.04.15	91.03.14	91.03.25
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.21	91.04.15	91.03.14	91.03.25
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.04.11	91.04.15
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.(2)				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995				
- Modification 1(18)	91.05.27	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1990-1991				
- Modification 1	91.05.27	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991				
- Modification 1	91.05.27	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.11	90.10.29	90.10.18	90.10.19
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	3e tr.	3e tr.		
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	3e tr.	3e tr.		
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	3e tr.	3e tr.		
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.11	3e tr.		
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.11	3e tr.		
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.11	3e tr.		
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.06.19	90.06.26
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.06.06	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.06	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.06.06	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.	91.06.19	91.06.21
SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28
SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28
SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28
SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28
SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28
SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990(17)	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT Documents devant être déposés	Date limite pour le dépôt		Date du dépôt	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.26	91.03.27
Rapport annuel de 1990[17]	91.05.31	91.06.18	91.05.24	91.05.28
SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.[7]				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1992-93[19]	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1992/1995-1996	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991-1992	91.06.17	3e tr.	91.05.30	91.06.11
Rapport annuel de 1990-1991	3e tr.	3e tr.		
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE[20]				
Rapport annuel de 1989-1990	90.10.15	90.11.06	90.09.24	90.09.25
SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.03.27	91.04.09
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.27	91.04.09
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.03.27	91.04.09
Rapport annuel de 1990	91.06.14	3e tr.	91.05.27	91.05.28
TÉLÉGLOBE CANADA[3]				
Résumé du plan d'entreprise de 1991[21]	91.03.14	91.04.11	91.02.25	91.02.26
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.14	91.04.11	91.02.25	91.02.26
Rapport annuel de 1990	91.06.03	91.06.18	91.05.30	91.06.11
VIA RAIL CANADA INC.				
Résumé du plan d'entreprise de 1991-1995	91.03.27	91.05.14	91.06.04	91.06.11
Résumé du budget des investissements de 1991	91.03.27	91.05.14	91.06.04	91.06.11
Résumé du budget de fonctionnement de 1991	91.03.27	91.05.14	91.06.04	91.06.11
Rapport annuel de 1990	91.05.24	91.05.30	91.05.17	91.05.21

(tr.) Représente le trimestre de l'année civile où s'inscrit la date limite pour le dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉTAT **Documents devant être déposés**	**Date limite pour le dépôt**		**Date du dépôt**	
	Chambre des communes	Sénat	Chambre des communes	Sénat
b) Non encore déposés au 31 juillet 1990.				
1) CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS				
Résumé du plan d'entreprise de 1990-1991/1994-1995	90.05.23	90.10.03	91.01.15	91.01.16
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991	90.05.23	90.10.03	91.01.15	91.01.16
2) HARBOURFRONT CORPORATION				
Résumé du budget des investissements de 1990-1991	90.05.22	90.10.03	91.05.16	91.05.21
Résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991	90.05.22	90.10.03	91.05.16	90.05.21

NOTES AFFÉRENTES AU TABLEAU

(1) L'examen du plan d'entreprise de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été reporté.

(2) L'autorisation du Parlement est demandée (projet de loi C-8) en vue:
- d'intégrer la Corporation Place du Havre Canada à une autre entité fédérale;
- de dissoudre l'Office canadien des provendes et de transférer au ministère de l'Agriculture les responsabilités liées à son programme;
- de dissoudre la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée et de transférer les brevets et licences aux ministères et aux organismes;
- de liquider et de dissoudre la Harbourfront Corporation et Les Associés Mingan Ltée; et
- de virer une action de la Société de construction des musées du Canada Inc., actuellement détenue par le ministre des Travaux publics, à la Société immobilière du Canada Limitée, détentrice des deux autres actions de la Société de construction des musées du Canada.

(3) Les sociétés ci-après sont inactives: Les Associés Mingan Ltée (voir la note 2), Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. et Téléglobe Canada.

(4) Le Centre international d'exploitation des océans n'avait pas de dépenses d'investissement en 1991-1992 et n'a pas présenté de budget des investissements.

(5) Le résumé du plan d'entreprise de la Commission canadienne du lait pour la période allant de 1990-1991 à 1994-1995, qui a été déposé le 20 novembre 1990, englobait les résumés des budgets des investissements et de fonctionnement, mais ce n'était pas clairement mentionné.

(6) Le plan d'entreprise global de Construction de défense (1951) Limitée a effectivement été déposé. Bien que ce dernier porte sur la période allant de 1991-1992 à 1995-1996, il indique à tort une période d'un an, soit 1991-1992. Le plan englobait également les budgets des investissements et de fonctionnement, mais ce n'était pas clairement mentionné.

(7) La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale et une filiale de la Société immobilière du Canada Limitée, la Société du Vieux-Port de Montréal Inc., font rapport à titre de sociétés d'État mères en vertu du paragraphe 86(2) de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(8) La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale n'a pas présenté de plan d'entreprise à des fins d'approbation étant donné qu'elle sera dissoute, comme il a été annoncé dans le budget du 26 février 1991. Elle n'a pas présenté de budget des investissements à des fins d'approbation parce qu'aucune dépense d'immobilisation n'est prévue.

(9) Le plan d'entreprise de la Corporation Place du Havre Canada n'a pas été approuvé, en raison du projet de transfert ou de dissolution de la société, au regard duquel on a demandé l'autorisation du Parlement (voir la note 2).

(10) En 1990-1991, un plan d'entreprise d'un an de la Harbourfront Corporation n'a pas été approuvé, en raison d'un gel des projets d'aménagement décrété par la province de l'Ontario en décembre 1989. Par la suite, en février 1991, les plans quinquennaux d'entreprise de 1990-1991 et 1991-1992 ont été approuvés (voir la note 2).

(11) Quatre nouvelles sociétés d'État ont été créées le 1er juillet 1990, en application du projet de loi C-12, *Loi concernant les musées*, qui a reçu la sanction royale le 30 janvier 1990: le Musée canadien des civilisations, le Musée canadien de la nature, le Musée des Beaux-Arts du Canada et le Musée national des sciences et de la technologie.

(12) Le plan d'entreprise qui a été approuvé dans le cas du Musée canadien des civilisations vise une période de planification de six ans qui englobe la période de transition de neuf mois allant du 1er juillet 1990 au 31 mars 1991. Le résumé qui a été déposé devant le Parlement comprenait le résumé du budget des investissements et le résumé du budget de fonctionnement de 1990-1991, ce que l'étiquette ne précisait pas.

NOTES AFFÉRENTES AU TABLEAU—(fin)

(13) Le plan d'entreprise qui a été approuvé dans le cas du Musée canadien de la nature vise une période de transition de six ans qui englobe la période de planification de neuf mois allant du 1er juillet 1990 au 31 mars 1991. Par erreur, l'étiquette du document déposé devant le Parlement indiquait que la période visée était de cinq ans (1991-1992 à 1995-1996) et ne précisait pas que le résumé du budget de fonctionnement et le résumé du budget des investissements de 1990-1991 y étaient également compris.

(14) Le plan d'entreprise qui a été approuvé dans le cas du Musée des Beaux-Arts du Canada vise une période de planification de six ans englobant la période de transition de neuf mois allant du 1er juillet 1990 au 31 mars 1991.

(15) Conformément au projet de loi C-84, *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*, qui a reçu la sanction royale le 1er février 1991, Petro-Canada a été réorganisée en deux sociétés d'État mères: Petro-Canada et Petro-Canada Limitée. La privatisation de cette première société est en cours.

(16) Le plan d'entreprise de 1991-1992 à 1995-1996, et les budgets d'investissements et de fonctionnement de 1991-1992 n'ont pas été soumis dans le cas de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, en raison de la dissolution de cette société, prévue pour 1990 (voir la note 2).

(17) La *Loi sur la Société canadienne des ports* prescrit que le rapport annuel de la Société doit englober les rapports annuels des sociétés portuaires locales et qu'il doit être soumis au ministre de tutelle dans les quatre mois suivant la fin de l'exercice financier. Les rapports annuels sont déposés sous la forme d'un document unique.

(18) Le gouverneur en conseil a approuvé un plan d'entreprise portant sur un an, en conformité avec le projet du gouvernement d'obtenir du Parlement l'autorisation de ramener la Société de construction des musées du Canada Inc. du rang de société d'État mère à celui de filiale, en prévision de sa dissolution éventuelle (voir la note 2). Une modification subséquente au plan initial a permis de le prolonger pour qu'il porte sur la période de planification de cinq ans.

(19) La Société du Vieux-Port de Montréal n'a pas planifié au-delà de 1992-1993 en raison des fonds à sa disposition pour mener à bien son mandat.

(20) La Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, filiale de la Société immobilière du Canada Limitée ayant détenu le statut de société d'État mère, ne peut désormais plus être désignée comme telle en vertu du décret du conseil du 25 avril 1991.

(21) Le plan d'entreprise de Téléglobe Canada porte sur un an, en prévision de la dissolution de la société.

PARTIE III

AUTRES SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE

PARTIE III

AUTRES SOCIÉTÉS DONT LE CANADA EST ACTIONNAIRE

Introduction

La partie III du présent rapport annuel donne suite aux dispositions de l'alinéa 151(3)(a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle fait état de toutes les sociétés en coparticipation dont les actions sont détenues par sa Majesté, en leur nom ou en fiducie pour elles. Cette partie apporte un complément au répertoire des sociétés d'État et de leurs filiales, qui est présenté à la partie I. Elle comprend les deux sections suivantes:

1. **Un répertoire des autres sociétés dont le Canada est actionnaire**

    1.1 Résumé statistique—met en comparaison le nombre des entreprises en coparticipation et des entreprises mixtes, des autres entités et des organismes internationaux au 31 mars 1991 et 1990.

Ces dernières sont réparties de la façon suivante:

    1.2 Les entreprises en coparticipation et les entreprises mixtes—celles dont le capital-actions appartient en partie au Canada, et dans lesquelles le Canada détient des actions par l'intermédiaire d'un ministre, le reste du capital-actions appartenant à un autre palier de gouvernement ou à des intervenants du secteur privé.

    1.3 Les autres entités—les sociétés dans lesquelles le gouvernement du Canada ne possède pas d'actions, mais il a, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, en vertu d'une loi, d'un article de constitution, de lettres patentes ou d'un règlement, le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil de direction ou d'un organe de direction du même genre.

    1.4 Les organismes internationaux—créés en vertu d'accords internationaux qui confèrent au Canada le droit de nommer ou d'élire des membres d'un organe de direction.

    1.5 Les modifications apportées au répertoire—indique les raisons sociales des sociétés qui ont été supprimées du répertoire ou qui y ont été ajoutées depuis la publication du dernier rapport annuel. Les modifications correspondent à la situation au 31 mars 1991 en regard de celle qui avait cours au 31 mars 1990.

2. **Les renseignements sur les autres sociétés dont le Canada est actionnaire**

La section présente des descriptions de chacune des sociétés mixtes et en coparticipation, des autres entités et des organismes internationaux. Ces descriptions individuelles comprennent des renseignements généraux sur l'organisme, un aperçu de son mandat et l'objectif qui a incité le gouvernement à y investir. Les renseignements généraux indiquent l'emplacement du siège social, le ministre de tutelle, la loi constitutive, la situation financière de l'organisme à la fin de l'exercice et le nom du vérificateur. La proportion de propriété fédérale est indiquée en fonction du nombre de votes. Le lecteur désireux d'obtenir des précisions est prié de consulter les lois constitutives, les articles de constitution et les rapports annuels des sociétés visées.

1. Répertoire des autres sociétés dont le Canada est actionnaire (au 31 mars)

1.1 Résumé statistique des autres sociétés dont le Canada est actionnaire

	1991	1990
Entreprises mixtes et en coparticipation	22	22
Autres entités	46	44
Organismes internationaux	14	13

1.2 Répertoire des entreprises mixtes et en coparticipation (au 31 mars 1991)

Entreprises dont le capital-actions appartient en partie au Canada et en partie à des actionnaires privés ou à d'autres gouvernements, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. Les filiales et sociétés affiliées ne figurent pas sur cette liste. Le tableau 2.1 fournit des reseignements supplémentaires au sujet de chacune de ces sociétés dont le Canada est actionnaire.

1. Compagnie de navigation Canarctic Limitée
2. Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.
3. Lower Churchill Development Corporation Limited
4. National Sea Products Ltd.
5. North Portage Development Corporation
6. Société coopérative de l'énergie
7. Société du parc industriel et portuaire Québec-sud
8. Télésat Canada

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des actions dans les sociétés suivantes:

9. Aurora Gold Ltd.
10. Blake Resources
11. Braeswood Explorations Limited
12. Carolin Mines Ltd.
13. Equity Capital Investments Ltd.
14. Havelock Energy & Resources Inc.
15. House of Brougham Ltd.
16. International Datacasting Corporation
17. International Hydrodynamics Co. Ltd.
18. Magnus Aerospace Corporation
19. Mission River Petroleum Ltd.
20. North Slope Refiners Inc.
21. Totran Services Ltd.
22. Vercan Investments Inc.

1.3 Répertoire des autres entités (au 31 mars 1991)

Entités sans capital-actions pour lesquelles le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou d'un organe de direction du même genre. Les Commissions des ports sont regroupées à la fin de la liste. Le tableau 2.2 fournit des renseignements supplémentaires au sujet de ces sociétés dont le Canada est actionnaire.

1. Administration du pont Blue Water
2. Administration du pont du port de Saint John
3. Association canadienne des entraîneurs
4. Association pour l'exportation des livres canadiens
5. Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority
6. Caisse du souvenir
7. Calgary Olympic Development Association
8. Centre canadien de lutte contre les toxicomanies
9. Centre canadien d'administration du sport et de la condition physique Inc.
10. Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
11. Comité organisateur des championnats nordiques mondiaux de 1995
12. Commission du Parc international Roosevelt de Campobello
13. Conseil de fiducie du fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance
14. Conseil des grains du Canada
15. Le Conseil médical du Canada
16. Fondation Asie-Pacifique du Canada
17. Fonds de bienfaisance de l'armée
18. FORINTEK Canada Corp.
19. Institut canadien de recherche sur la condition physique et le mode de vie
20. Institut canadien de recherches en génie forestier
21. Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers
22. Institut international du Canada pour le grain
23. Institut Vanier de la famille
24. The Kamloops 1993 Canada Games Society
25. The Nature Trust of British Columbia
26. Northern Native Fishing Corporation

27. PARTICIPaction
28. Prix humanitaire Terry Fox Inc.
29. Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada de 1995
30. Société canadienne d'enregistrement des animaux
31. Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries
32. Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons
33. Société des jeux du Canada (I.-P.-E.) 1991
34. Société du Complexe Forestier des Maritimes
35. The Victoria Commonwealth Games Host Society
36. Western Grains Research Foundation
37. 1989 Jeux Canada Games Foundation Inc.

Commissions des ports

38. Commission du port du fleuve Fraser
39. Commissaires du port de Hamilton
40. Commission du port de Nanaimo
41. Commission du port de North Fraser
42. Commission du port d'Oshawa
43. Commission du port de Port Alberni
44. Commission du port de Thunder Bay
45. Commissaires du port de Toronto
46. Commission du port de Windsor

1.4 Répertoire des organismes internationaux (au 31 mars 1991)

Entités créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres à un organe de direction. Le tableau 2.3 fournit des renseignements supplémentaires au sujet de ces sociétés dont le Canada est actionnaire.

1. Agence multilatérale d'assurance des investissements
2. Association internationale de développement
3. Banque africaine de développement
4. Banque asiatique de développement
5. Banque de développement des Caraïbes
6. Banque européenne pour la reconstruction et de développement
7. Banque interaméricaine de développement
8. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
9. Commission de la frontière internationale
10. Commission des sépultures de guerre du Commonwealth
11 Fonds africain de développement
12. Fonds international de développement agricole
13. Fonds monétaire international
14. Société financière internationale

1.5 Changements apportés au répertoire pendant l'année (au 31 mars 1991)

Entreprises mixtes et en coparticipation (section 1.2)

Aucun changement

Autres entités (section 1.3)

Comité organisateur des épreuves de championnat mondial de ski nordique de 1995	Ajoutée
Kamloops 1993 Canada Games Society	Ajoutée
NWT Co-operative Business Development Fund	Radiée
Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada de 1995	Ajoutée
The 1989 Jeux Canada Games Foundation Inc.	Ajoutée
The 1989 Jeux Canada Games Société Saskatoon Inc.	Radiée

Organismes internationaux (section 1.4)

Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Ajoutée

2. Renseignements sur les autres sociétés dont le Canada est actionnaire

2.1 Entreprises mixtes et en coparticipation[1]

Société	Participation fédérale	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice/ Total de l'actif (A)/ Passif (P)	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Compagnie de navigation Canarctic Limitée (Mixte)	51%	350, rue Sparks Bureau 1005 Ottawa (Ontario) K1R 7S8	Transports	1975, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre 1990 A = 15,3M $ P = 19,9M $	Coopers & Lybrand	Fournir des services de qualité supérieure de navigation dans l'Arctique, de pétroliers, de gestion du trafic marchandise et de soutien à l'exploitation des ressources aux sociétés, aux localités et aux organismes gouvernementaux situés dans les régions polaires du monde.
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc. (Mixte)	13,3%	2020 University 22e étage Montréal (Québec) H3A 2A5	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 mars 1991 A = N.D. P = N.D.	N.D.	Gestion de construction et de projets nucléaires. À transférer cette activité au secteur privé.
Lower Churchill Development Corporation Limited (Coparticipation)	48,9%	B.P. 12700 St.John's (T.-N.) A1B 3T5	Énergie, Mines et Ressources	1978, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 décembre 1990 A = 30,2M $ P = 43 000 $	Ernst & Young	Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydro-électrique de bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.
National Sea Products Ltd. (Mixte)	18,7%	1959, rue Upper Water Bureau 600 B.P. 2130 Halifax, (N-É) B3J 3B7	Ministre d'État (Finances et Privatisation)	Fusionnée en 1967 en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	29 décembre 1990 A = N.D. P = N.D.	Ernst & Young	Traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche à l échelle du monde. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.
North Portage Development Corporation (Coparticipation)	33,3%	1100-444 ave. St.Mary Winnipeg (Manitoba) R3C 3T1	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1983, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars 1991 A = 82,3M $ P = 3,5M $	Coopers & Lybrand	Favoriser la relance socio-économique de la région du Portage du Nord de la ville de Winnipeg. En vertu du Programme des projets spéciaux de relance, favoriser la reprise économique au Canada et au Manitoba.

Société	Participation fédérale	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice/ Total de l'actif (A)/ Passif (P)	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Société coopérative de l'énergie (Mixte)	25%	530-8e avenue S.O. Pièce 2000 Calgary (Alberta) T2P 3S8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur la Société coopérative de l'énergie	31 décembre 1990 A = 222,6M \$ P = 108M \$	Deloitte & Touche	Exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est l'exploration et la mise en valeur de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. Regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (Coparticipation)	40%	10, rue Giguère Lévis-Lauzon (Québec) G6V 1N6	Industrie, Sciences et Technologie	1988, Loi sur la société inter-port de Québec	31 mars 1991 A = N.D. P = N.D.	Laliberté, Lanctot, Coopers & Lybrand	Favoriser, dans le territoire de la ville de Lauzon, le développement d'un parc industriel et portuaire destiné aux projets industriels d'envergure. Gérer ce parc industriel et portuaire. Acquérir, vendre ou échanger des terrains dans le territoire de la ville de Lauzon.
Télésat Canada (Mixte)	49,6%[2]	1601 Telesat Court Gloucester (Ontario) K1B 5P4	Communications	1969, Loi sur Télésat Canada	31 décembre 1990 A = 890M \$ P = 607,5M \$	Peat, Marwick, Thorne	Mettre sur pied et fournir, en régime commercial, des systèmes de télécommunications par satellite et des éléments de tels systèmes, ainsi que les services qui y sont associés, au Canada et ailleurs.

1 Ce tableau ne présente pas les sociétés dans lesquelles le surintendant des faillites a reçu des actions en vertu de la *Loi sur la faillite*.
2 Ne tient pas compte de la participation de 3,7% de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.
N.D. = non disponible au moment d'aller sous presse.
M = millions de \$

2.2 Autres entités

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Administration du pont Blue Water	Rue Bridge Point Edward (Ontario) N7T 7H7	Transports	1964, Loi sur l'Administration du pont Blue Water	31 août	Deloitte & Touche	Acquérir, détenir, exploiter et réparer la partie canadienne du pont Blue Water qui relie Point Edward (Ontario) et Port Huron, au Michigan (États-Unis) et qui traverse la rivière St. Clair.
Administration du pont du port de Saint John	29, rue King B.P. 3728 Succursale B Ouest Saint John (N-B) E2M 5C1	Transports	1962, Loi établissant une administration du pont du port de Saint John dans la ville de Saint John (N.-B.)	31 mars	Deloitte & Touche	Construire un pont qui traverse le port de Saint John et conclure des ententes avec les gouvernements fédéral, provincial et municipal et des personnes ou des sociétés privées en ce qui a trait au financement et à la construction d'un tel pont.
Association canadienne des entraîneurs	1600, James Naismith Gloucester (Ontario) K1B 5N4	Santé et Bien-être social[1]	1970, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Ouseley, Guindon & Hanvey	Améliorer la formation officielle des entraîneurs dans le cadre du Programme national de certification des entraîneurs et des programmes connexes et consolider la profession d'entraîneur de façon qu'elle puisse offrir des candidats qualifiés pour répondre aux possibilités d'emploi.
Association pour l'exportation des livres canadiens	Bureau 1101 1, rue Nicholas Ottawa (Ontario) K1N 7B7	Communications	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	N.D.	Promouvoir l'exportation de livres canadiens vers le marché international. Administrer le budget de l'exportation pour le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition du ministère des Communications.
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	The Peace Bridge Peace Bridge Plaza Buffalo, N.Y. U.S.A. 14213	Finances	1934, Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company	31 décembre	Ernst & Young	Construire et assurer le fonctionnement et l'entretien d'un pont reliant Fort Erie (Ontario) et Buffalo (N.Y.) sur la rivière Niagara.
Caisse du souvenir	685, rue Cathcart Bureau 921 Montréal (Québec) H3B 1M7	Affaires des anciens combattants	1921, Charte fédérale	31 mars	Approvisionnements et services Canada	Veiller à fournir des funérailles dignes aux anciens combattants admissibles.
Calgary Olympic Development Association	The Day Lodge Canada Olympic Park Rue Beaufort N.O. SS # 1 Calgary (Alberta) T2M 4N3	Santé et Bien-être social[1]	1979, Loi sur les sociétés de l'Alberta	31 mars	Price Waterhouse	Favoriser le développement de l'athlétisme canadien; administrer le Fonds de dotation olympique; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc olympique du Canada.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies	Bureau 480 112, rue Kent Ottawa (Ontario) K1P 5P2	Santé et Bien-être social	1988, Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies	31 mars	McIntyre & McLarty	Sensibiliser davantage les Canadiens à l'abus de l'alcool et des drogues et accroître leur participation à l'élimination de tels abus et promouvoir des programmes ayant trait à l'abus des drogues et de l'alcool.
Centre canadien d'administration du sport et de la condition physique Inc.	1600, James Naismith Gloucester (Ontario) K1B 5N4	Santé et Bien-être social[1]	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Aider les organismes visés par le développement du sport et de la condition physique canadiens en fournissant des services de soutien dans les secteurs de l'administration et de la publicité.
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	63, rue de Brésoles 1er étage Montréal (Québec) H2Y 1V7	Affaires extérieures	1988, Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	31 mars	Vérificateur général du Canada	Promouvoir et appuyer la coopération entre le Canada et les autres pays pour la promotion et le renforcement des institutions visant les droits de la personne.
Comité organisateur des championnats nordiques mondiaux de 1995	3e étage, Hôtel de ville 500 est, rue Donald Thunder Bay (Ontario) N7T 7H7	Santé et Bien-être social Canada[1]	1991	N.D.	N.D.	Organiser les épreuves des championnats nordiques mondiaux de 1995.
Commission du Parc international Roosevelt de Campobello	B.P. 9 Welshpool Île Campobello (N.-B.) E0G 3H0	Affaires extérieures	1964, Loi sur la commission du parc international Roosevelt de Campobello	31 décembre	Foster, Carpenter & Black	Administrer le Parc international Roosevelt de Campobello comme site commémoratif.
Commission du port du fleuve Fraser	Bureau 505 713, rue Columbia New Westminster (C.-B.), V3M 1B2	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de New Westminster	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Commissaires du port de Hamilton	605, rue James Nord Hamilton (Ontario) L8L 1J9	Transports	1912, Loi sur les commissaires du port de Hamilton	31 décembre	Pannell, Kerr & McGillivray	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Commission du port de Nanaimo	C.P. 131 104, rue Front Nanaimo (C.-B.) V9R 5R9	Transports	1961, Loi sur les commissaires du port de Nanaimo	31 décembre	Bestwick et Partners	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Commission du port de North Fraser	2020, chemin Airport Richmond (C.-B.) V7B 1C6	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de North Fraser	31 décembre	Dunwoody & Compagnie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Commission du port d'Oshawa	1050, rue Farwell B.P. 492 Oshawa (Ontario) L1H 6N6	Transports	1961, Loi sur les commissaires du port d'Oshawa	31 décembre	Deloitte & Touche	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Commission du port de Port Alberni	B.P. 99 2750 chemin Harbour Port Alberni (C.-B.) V9Y 7W6	Transports	1947, Loi sur les commissaires du port de Port Alberni	31 décembre	Newman, Hill, Duncan & Lacoursière	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Commission du port de Thunder Bay	B.P. 2266 Thunder Bay (Ontario) P7B 5E8	Transports	1959, Loi sur les commissaires du port de Lakehead	31 décembre	Ernst & Young	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Commissaires du port de Toronto	60, rue Harbour Toronto (Ontario) M5J 1B7	Transports	1911, Loi sur les commissaires du port de Toronto	31 mars	Thorne, Ernst et Whinney	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Commission du port de Windsor	500, promenade Riverside ouest Windsor (Ontario) N9A 5K6	Transports	1957, Loi sur les commissaires du port de Windsor	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.
Conseil de fiducie du fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance	Édifice Jeanne-Mance 20e étage Tunney's Pasture Ottawa (Ontario) K1A 0W9	Santé et Bien-être social[2]	1959, Loi sur le Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II	31 mars	Vérificateur général du Canada	Appuyer la recherche, la prévention et les soins dans le domaine des maladies de l'enfance.
Conseil des grains du Canada	Bureau 760 360, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3	Ministre d'État (Céréales)	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Encourager les intervenants à déployer un effort concerté afin d'améliorer la performance du Canada sur les marchés mondiaux des céréales, promouvoir et effectuer la recherche, formuler des recommandations et donner des conseils au gouvernement en fonction d'un consensus dégagé au sein de l'industrie.
Le Conseil médical du Canada	2283, boul. St.Laurent C.P. 8234 Ottawa (Ontario) K1G 3H7	Santé et Bien-être social	1912, Loi médicale du Canada	31 décembre	Peat, Marwick, Thorne	Promouvoir et appliquer l'établissement d'un diplôme en médecine, de façon à ce que les récipiendaires soient habilités à exercer dans toutes les provinces et qualifiés à cette fin.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Fondation Asie-Pacifique du Canada	**Pièce 666 999, Canada Place Vancouver (C.-B.) V6E 3E1**	Affaires extérieures	1984, Loi constituant la Fondation Asie-Pacifique du Canada	31 mars	Coopers & Lybrand	Raffermir les liens entre les peuples et les institutions du Canada et ceux de l'Asie du Pacifique.
Fonds de bienfaisance de l'armée	**Édifice des Anciens combattants 284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0P4**	Affaires des anciens combattants	1947, Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée	31 mars	Vérificateur général du Canada	Accorder des subventions ou une aide financière aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou à leurs personnes à charge. Le Fonds a reçu les profits des services destinés à aider l'armée canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale.
FORINTEK Canada Corp.	**2665, Mail Est Université de C.-B. Vancouver (C.-B.) V6T 1W5**	Forêts	1979, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Jouer un rôle dirigeant en ce qui concerne le développement technologique de l'industrie canadienne des produits du bois grâce à la création et à la mise en oeuvre de concepts, de produits et de programmes d'enseignement novateurs.
Institut canadien de recherche sur la condition physique et le mode de vie	**Bureau 200 47, rue Clarence Ottawa (Ontario) K1N 9K1**	Santé et Bien-être social[1]	1980, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Mener des recherches et recueillir, interpréter et communiquer de l'information concernant la condition physique des Canadiens.
Institut canadien de recherches en génie forestier	**143, place Frontenac Pointe-Claire (Québec) H9R 4Z7**	Forêts	1976, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Charette, Fortier, Hawey et Touche Ross	Effectuer des activités de recherche et de développement dans le but d'améliorer l'efficacité des opérations liées à la récolte et au transport du bois et à la sylviculture.
Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers	**570, boul. St-Jean Pointe-Claire (Québec) H9R 3J9**	Forêts	1950, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Touche, Ross	Rehausser la concurrence technique des entreprises membres en leur fournissant des données de recherche de base et une technologie améliorée.
Institut international du Canada pour le grain	**1000-303, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3C 3G7**	Ministre d'État (Céréales)	1972, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Favoriser, en régime non lucratif, pour le plus grand bien du Canada, le développement, la conservation et l'élargissement du marché canadien et des marchés internationaux pour les céréales et les oléagineuses canadiennes, ainsi que pour les produits qui en découlent.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Institut Vanier de la famille	120, avenue Holland Ottawa (Ontario) K1A 0X6	Premier ministre	1965, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre	Coopers & Lybrand	Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur milieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.
The Kamloops 1993 Canada Games Society	118, rue Victoria Kamloops (C.-B.) V2C 6N9	Santé et Bien-être social	1990, Loi sur les sociétés C.-B.	31 mars	Price Waterhouse	Planifier, organiser et présenter les Jeux d'été du Canada de 1993.
The Nature Trust of British Columbia	909-100 Ouest, Sud Park Royal Vancouver, (C.-B.), V7T 1A2	Premier Ministre	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Peat Marwick Thorne	Acheter et préserver des étendues de terre d'une importance écologique en Colombie-Britannique.
Northern Native Fishing Corporation	B.P. 876 4-214, 3e Avenue Ouest Prince Rupert (C.-B.) V8J 3Y1	Affaires indiennes et du Nord canadien	1982, Loi sur les sociétés C.-B.	31 janvier	Arthur Andersen & Co.	Garder une flotte de navires de pêches et les permis pertinents, pour le profit à long terme de pêcheurs autochtones, et les encourager à mettre sur pied leurs opérations commerciales indépendantes.
PARTICIPaction	40, rue Dundas Ouest Bureau 220 Toronto (Ontario) M5G 2C2	Santé et Bien-être social[1]	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Informer les Canadiens des effets positifs de la bonne forme physique et les inciter à adopter un style de vie sain qui fait place à l'activité physique. Promouvoir la bonne condition physique grâce à la participation à l'activité récréative sportive et physique.
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	711-151, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5E3	Santé et Bien-être social[1]	1982, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte & Touche	Encourager les jeunes Canadiens à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives qui permettront aux bénéficiaires de poursuivre leurs études. Établir, maintenir et administrer un fonds de dotation.
Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada 1995	B.P. 1995 Grande Prairie (Alberta) T8V 6V2	Santé et Bien-être social Canada[1]	1990, Loi sur les sociétés de l'Alberta	31 mars	N.D.	Planifier, organiser et présenter les Jeux d'hiver du Canada de 1995.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Société canadienne d'enregistrement des animaux	2417 Holly Lane Ottawa (Ontario) K1V 0M7	Agriculture	1988, Loi sur la généalogie des animaux	31 décembre	Ernst & Young	Assurer des services aux membres des 50 associations d'éleveurs et en leur nom. Voir au maintien des livres généalogiques sur le bétail.
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	a/s du Conseil du Trésor du Canada L'Esplanade Laurier 5e étage, Tour ouest 300, ave. Laurier Ottawa(Ontario) K1A 0R5	Pêches et Océans	1957, Loi sur les corporations canadiennes	30 septembre	Vérificateur général du Canada	Prendre des dispositions pour que les employés de toute commission internationale de pêches établie et maintenue par le Canada et/ou les États-Unis, dont l'administration centrale est située dans n'importe quel pays, soient protégés par une caisse de retraite ou un régime d'assurance et voir à l'administration de ceux-ci.
Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons	118, chemin Veterinary Saskatoon (Saskatchewan) S7N 2R4	Ministre d'État (Céréales)	1973, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Jouer le rôle d'installation de recherche et de développement de qualité mondiale pour l'industrie canadienne et l'industrie étrangère, de façon à diversifier l'agriculture canadienne et à instaurer et à perfectionner un secteur secondaire et tertiaire au Canada.
Société des jeux du Canada (I.-P.-E.), 1991	199, rue Grafton Charlottetown (I.-P.-E.) C1A 1L2	Santé et Bien-être social[1]	1987, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	N.D.	Planifier et organiser la tenue des Jeux du Canada de 1991.
Société du Complexe forestier des Maritimes	Centre Hugh John Flemming de la foresterie RR#10, Fredericton (N.-B.), E3B 6H6	Forêts	1980, Loi sur la Société du Complexe forestier des Maritimes, N.-B.	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Établir un complexe régional forestier dans les Maritimes.
Victoria Commonwealth Games Host Society	Pièce 1210 345, rue Québec Victoria (C.-B.) V8W 3M8	Santé et Bien-être social[1]	1988, Loi sur la Société de la C.-B.	31 mars	Peat, Marwick, Thorne	Planifier et organiser la tenue des quinzième Jeux du Commonwealth.

Société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Western Grains Research Foundation	118, chemin Veterinary Saskatoon (Saskatchewan) S7N 2R4	Agriculture	1981, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Coopers & Lybrand	Lancer, encourager, appuyer et mener des recherches dans le domaine de la production des céréales et dans les domaines de la promotion économique et du développement des marchés des produits dérivés des céréales.
1989 Jeux Canada Games Foundation Inc.	B.P. 1989 Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3S5	Santé et Bien-être social Canada[1]	1990, Loi sur les sociétés à but non lucratif	31 décembre	Horachek Cannam Joa	Promouvoir et appuyer le sport amateur à l'échelle des provinces hôtes en affectant les excédents découlant de la saine gestion des Jeux.

[1] Les directeurs sont nommés par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur) qui a reçu ce pouvoir du ministre de la Santé et du Bien-être social.

[2] Les directeurs du Conseil sont nommés par Sa Majesté en commission du Grand Sceau.

N.D. = non disponible au moment d'aller sous presse.

2.3 Organismes internationaux

Société	Participation fédérale	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Agence multilatérale d'assurance des investissements	3,3%	1818 H. Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1988, Loi sur les accords de Bretton Woods et les lois connexes	30 juin	Price Waterhouse	Encourager le flux des investissements à des fins productives entre les pays membres, complétant ainsi les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Société financière internationale et d'autres institutions financières de développement international.
Association internationale de développement	3,2%	1818 H. Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1960, Articles d'accord; 1960, Loi sur l'association internationale de développement	30 juin	Price Waterhouse	Promouvoir le développement économique, augmenter la productivité et ainsi relever les niveaux de vie dans les pays sous-développés du monde.
Banque africaine de développement	3,3%	B.P. 1387 Abidjan Côte d'Ivoire Afrique	Affaires extérieures[1]	1963, Entente signée par les pays membres[2]	31 décembre	Akintola, Williams & Hassan Inc. et Deloitte & Touche	Contribuer au développement économique et à l'accélération sociale des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.
Banque asiatique de développement	5,0%	B.P. 789 1099 Manille Philippines	Affaires extérieures[1]	1965, Entente signée par les pays membres[2]	31 décembre	Deloitte & Touche	Prêter des fonds, encourager les investissements et fournir de l'aide technique aux pays en développement et, de façon génerale, promouvoir la croissance économique en Asie. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.
Banque de développement des Caraïbes	10,2%	B.P. 408 Wildey, St. Michael Bridgetown Barbade	Affaires extérieures[1]	1969, Entente signée par les pays membres[2]	31 décembre	Price Waterhouse	Contribuer à la croissance et au développement économiques harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.

Société	Participation fédérale	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	3,4%	122 Leadenhall St. London, England EC3V 4QL	Finances	1991, Loi créant la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	N.D.	N.D.	Mettre sur pied une entreprise privée dynamique et faciliter la transition des économies centralisées aux économies de marché dans la nouvelle Europe.
Banque inter-americane de développement	4,4%	1300 avenue New York Washington (D.C.) U.S.A. 20577	Affaires extérieures[1]	1959, Entente signée par les pays membres[2]	31 décembre	Price Waterhouse	Contribuer à accélérer le développement économique des pays membre, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	3,0%	1818 H. Street N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1945, Loi sur les accords de Bretton Woods	30 juin	Price Waterhouse	Aider à la reconstruction et au développement des territoires des pays membres.
Commission de la frontière internationale	N.D.	615, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E9	Affaires extérieures	1908, Traité de Washington; 1960, Loi sur la Commission de la frontière	31 mars	N.D.	Maintenir la démarcation et la représentation graphique de la frontière, sur les terres et les eaux, entre le Canada et les États-Unis, et réglementer tous les travaux de construction, en deçà de trois mètres de la ligne de démarcation.
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	N.D.	2 Marlow Road Maidenhead Berkshire Royaume-Uni S16 7DX	Anciens combattants	1917, Charte Royale	31 mars	Deloitte, Haskins & Sells	Entretenir sépultures et monuments commémoratifs et tenir les dossiers sur les membres des armées du Commonwealth morts au cours des deux grandes guerres mondiales.
Fonds africain de développement	5,1%	B.P. 1387 Abidjan Côte d'Ivoire Afrique	Affaires extérieures[1]	1972, Entente signée par les pays membres[2]	31 décembre	Akintola, Williams & Hassan Inc. et Deloitte & Touche	Aider la Banque africaine de développement à contribuer de plus en plus efficacement au développement socio-économique des membres de la banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.

Société	Participation fédérale	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement
Fonds international de développement agricole	1,8%	107 Via Del Serafico 00142 Rome Italie	Affaires extérieures[1]	1977, Accord international	31 décembre	Price Waterhouse	Accroître la production alimentaire et réduire la malnutrition et la pauvreté rurales dans le tiers-monde. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.
Fonds monétaire international	3,1%	700 19th St. N.W., Washington (D.C.) U.S.A. 20431	Finances	1945, Entente signée par les pays membres	30 avril	Comité de vérification externe	Favoriser le bien-être économique par l'expansion du commerce, le maintien d'accords commerciaux ordonnés et la diminution de la balance des paiements.
Société financière internationale	4,0%	1818 H Street N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1956, Articles de l'accord; crédit 731, Loi n° 6 portant sur l'affectation de crédits, 1956	30 juin	Price Waterhouse	Promouvoir le développement économique en encourageant la croissance d'une entreprise productive dans les pays membres, et en assurant un complément aux travaux de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

[1] La responsabilité relative à ces organismes a été déléguée au ministre d'État (Relations internationales et développement international) par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

[2] La loi canadienne en vertu de laquelle l'organisme a été constitué est la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*.

N.D. = non disponible au moment d'aller sous presse.

PARTIE IV

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
DE CHACUNE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

PARTIE IV

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DE CHACUNE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

Cette partie présente les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères.

	Partie IV — Page
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	5
Administration de pilotage de l'Atlantique	19
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	24
Administration de pilotage des Laurentides	27
Administration de pilotage du Pacifique	30
Associés Mingan Ltée, Les	33
Banque du Canada	34
Banque fédérale de développement	37
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	44
Centre de recherches pour le développement international	46
Centre international d'exploitation des océans	50
Commission canadienne du blé	55
Commission canadienne du lait	73
Commission de la Capitale nationale	79
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	84
Conseil canadien des normes	95
Conseil des Arts du Canada	98
Construction de défense (1951) Limitée	106
Corporation commerciale canadienne	109
Corporation de développement des investissements du Canada	113
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	143
Corporation Place du Havre Canada	146
Énergie atomique du Canada, Limitée	150
Harbourfront Corporation	156
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	161
Marine Atlantique S.C.C.	165
Monnaie royale canadienne	172
Musée canadien de la nature	176
Musée canadien des civilisations	181
Musée des Beaux-Arts du Canada	185
Musée national des sciences et de la technologie	191
Office canadien des provendes	196
Office canadien du poisson salé	199
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	203
Petro-Canada	207
Petro-Canada Limitée	217
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	221
Société canadienne des ports	224
Société canadienne des postes	229
Société canadienne d'hypothèques et de logement	235
Société d'assurance-dépôts du Canada	248
Société de construction des musées du Canada, Inc.	254
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	259
Société de développement du Cap-Breton	264

Société d'expansion du Cap-Breton 268
Société du Centre national des Arts 274
Société du crédit agricole 279
Société du port de Halifax 286
Société du port de Montréal 289
Société du port de Prince Rupert 293
Société du port du Québec 297
Société du port de Saint John 301
Société du port de St. John's 304
Société du port de Vancouver 307
Société du Vieux-Port de Montréal Inc. 310
Société immobilière du Canada Limitée 313
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée 317
Société pour l'expansion des exportations 321
Société Radio-Canada 331
Téléglobe Canada 338
VIA Rail Canada Inc. 340

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent au 31 mars 1991 et les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Administration. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des information probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	19,828	16,759
Débiteurs	5,811	7,500
Intérêts courus à recevoir	2,073	1,375
Stocks de fournitures	3,022	2,996
	30,734	28,630
À long terme		
Placements (note 3)	36,911	44,862
Débiteur	70	93
Placements dans les filiales (note 4)	10	10
Immobilisations (note 5)	525,779	526,692
	593,504	600,287

PASSIF	1991	1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus	12,032	13,065
Impôt sur les grandes sociétés (note 7)	2,011	756
	14,043	13,821
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues (note 3)	13,182	12,788
	27,225	26,609
Engagements et éventualités (notes 8 et 9)		
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 6)	624,950	624,950
Déficit	(58,671)	(51,272)
	566,279	573,678
	593,504	600,287

Approuvé:

le Président
G.R. STEWART

le Contrôleur et Trésorier
C. LEMELIN

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991					1990
	Secteur Montréal-lac Ontario	Secteur Welland	Total Voie maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Revenus						
Péages	27,575	31,600	59,175		59,175	58,958
Baux et permis	932	2,962	3,894	722	4,616	4,239
Autres	1,464	1,055	2,519	1,404	3,923	3,316
	29,971	35,617	65,588	2,126	67,714	66,513
Dépenses						
Exploitation	6,866	12,004	18,870		18,870	17,957
Entretien	14,791	12,754	27,545	328	27,873	24,705
Administration	5,239	5,870	11,109	46	11,155	11,136
Bureau Central	5,100	5,809	10,909	96	11,005	9,600
Amortissement	4,854	5,876	10,730	32	10,762	10,560
Prestations de cessation d'emploi	727	921	1,648		1,648	1,818
	37,577	43,234	80,811	502	81,313	75,776
Bénéfice (perte) d'exploitation	(7,606)	(7,617)	(15,223)	1,624	(13,599)	(9,263)
Revenus de placement	3,087	3,515	6,602	853	7,455	7,229
Bénéfice net (perte) avant impôt sur les grandes sociétés	(4,519)	(4,102)	(8,621)	2,477	(6,144)	(2,034)
Impôt sur les grandes sociétés	577	656	1,233	22	1,255	756
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(5,096)	(4,758)	(9,854)	2,455	(7,399)	(2,790)

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991			1990
	Voie maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(58,965)	7,693	(51,272)	(48,482)
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(9,854)	2,455	(7,399)	(2,790)
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	(68,819)	10,148	(58,671)	(51,272)

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991			1990
	Voie maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Encaisse en provenance (utilisée pour) des				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(9,854)	2,455	(7,399)	(2,790)
Éléments sans incidence sur l'encaisse				
Amortissement	10,730	32	10,762	10,560
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	1,648		1,648	1,818
(Bénéfice) perte à l'aliénation d'immobilisations	(355)		(355)	34
Variation nette des composantes du fonds de roulement autres que l'encaisse et les dépôts à terme	3,109	(1,922)	1,187	(816)
Paiements de prestations de cessation d'emploi	(1,254)		(1,254)	(1,664)
Encaisse en provenance des activités d'exploitation	4,024	565	4,589	7,142
Activités de financement				
Financement en provenance du gouvernement fédéral pour le Programme de réfection du Canal Welland	27,300		27,300	26,900
Encaisse en provenance des activités de financement	27,300		27,300	26,900
Activités d'investissement				
Réduction des débiteurs à long terme	23		23	56
Réduction (augmentation) des placements	7,951		7,951	(3,422)
Augmentation des immobilisations	(36,755)	(565)	(37,320)	(29,474)
Aliénation d'actifs	526		526	
Encaisse utilisée pour des activités d'investissement	(28,255)	(565)	(28,820)	(32,840)
Augmentation de l'encaisse	3,069		3,069	1,202
Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice	16,759		16,759	15,557
Encaisse et dépôts à terme à la fin de l'exercice	19,828		19,828	16,759
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice				
Actif à court terme	30,734		30,734	28,630
Passif à court terme	22,223	(8,180)	14,043	13,821
	8,511	8,180	16,691	14,809

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été constituée en 1954 en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et elle est classifiée en tant que société d'État mère à l'annexe III de la partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques.

L'Administration a été constituée dans le but de construire et d'exploiter une voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié et les installations et autres propriétés, tels les ponts, qui font partie d'une voie navigable en eau profonde, selon les exigences du gouverneur en conseil.

En vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, l'Administration doit déposer le tarif des péages auprès de l'Agence nationale des transports. Le tarif des péages prend alors effet à la date du dépôt.

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici un sommaire des principales conventions comptables.

a) Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent du matériel et des fournitures utilisés à l'exploitation et à l'entretien de la Voie maritime et ils sont enregistrés au prix coûtant.

b) Placements dans les filiales

Les placements dans les filiales en propriété exclusive sont comptabilisés au prix coûtant. Les états financiers des filiales n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers parce que les changements dans l'avoir des filiales ne s'accumulent pas à l'Administration. Des états financiers vérifiés distincts pour chaque société filiale sont disponibles au public.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Les remplacements et les améliorations importantes qui augmentent la capacité du système de la voie navigable en eau profonde ou qui prolongent les durées de vie utiles estimatives des éléments d'actif actuels sont capitalisés. Les dépenses de réparation et d'entretien sont imputées aux résultats au moment où elles sont faites et les améliorations importantes défrayées dans le but d'assurer la fiabilité du système sont capitalisées. Le coût des éléments d'actif vendus, retirés ou abandonnés ainsi que l'amortissement cumulé s'y rapportant, sont supprimés des comptes lors de l'aliénation. Les gains ou les pertes lors de l'aliénation sont crédités ou imputés aux résultats.

L'amortissement est enregistré selon la méthode linéaire, d'après les durées de vie utiles estimatives des éléments d'actif.

d) Programme de réfection du Canal Welland

Le financement reçu du gouvernement du Canada pour ce programme est comptabilisé en le portant au crédit des coûts pour les projets d'investissement y reliés entrepris au cours de l'exercice, l'amortissement devant être calculé sur la somme nette.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations particulières lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. L'élément du passif à l'égard de ces prestations est inscrit aux comptes au fur et à mesure que s'accumulent les prestations pour les employés.

f) Régime de pensions de retraite

Tous les employés de l'Administration font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de l'Administration. Ces contributions représentent le passif total de l'Administration et elles sont comptabilisées de façon courante.

g) Régime d'assurance-vie des employés

L'Administration fournit un régime d'assurance-vie pour ses employés. Les surplus et les insuffisances du régime sont ajoutés aux revenus et (ou) aux dépenses de l'exercice auquel ils s'appliquent.

h) Assurance

L'Administration se charge en substance de tous les risques quant au dédommagement et aux avaries à ses écluses. À l'égard de tous les autres éléments de l'actif, l'Administration est munie d'assurance traditionnelle.

i) Pont des Mille-Îles

En septembre 1976, le ministre des Transports a confié à l'Administration la gestion et l'exploitation du Pont des Mille-Îles tandis que la valeur immobilisée était dévolue à Sa Majesté, du chef du Canada. Les dépenses en immobilisations effectuées subséquemment par l'Administration pour améliorer le pont ont été inscrites aux immobilisations. Les bénéfices non répartis du pont représentent ses bénéfices accumulés depuis septembre 1976.

Les présents états financiers déclarent de manière distincte l'exploitation du pont des Mille-Îles en prenant pour acquis que sa gestion et son exploitation par l'Administration sont autonomes par rapport à l'exploitation de la Voie maritime.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Suite*

3. Placements à long terme

Afin d'établir une provision quant aux grands projets d'amélioration des immobilisations pour la Voie maritime du Saint-Laurent et la réfection de la travée canadienne du pont des Mille-Îles, et pour les prestations de cessation d'emploi à venir, l'Administration a mis à part les placements à long terme qui suivent:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Amélioration des immobilisations		
Obligations du Canada, échéance à diverses dates jusqu'en 1995	9,053	9,053
Valeur au pair $9,000 (1990—$9,000)		
Valeur au marché $9,005 (1990—$8,292)		
Bons du trésor, échéance à diverses dates jusqu'en août 1991 (1990—Jusqu'en mars 1991)	4,858	12,809
Certificats de placement, échéance en mars 1994 et mars 1995	10,000	10,000
	23,911	31,862
Prestations de cessation d'emploi		
Dépôt auprès du Fonds du revenu consolidé, échéance en mars 1994	13,000	13,000
	36,911	44,862

4. Filiales et apparentés

Les placements dans les filiales en propriété exclusive comportent les éléments suivants:

	Nombre d'actions	Coût
		$
L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (A.P.G.L.)	15	1,500
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (P.J.C.C.)	1	100
La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée (C.P.i.V.m.)	8	8,000
		9,600

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1991, l'Administration a fourni à la P.J.C.C. certains services administratifs pour lesquels elle a réclamé $686,280 (1990—$653,000). Au 31 mars 1991, la somme de $77 était à recevoir (1990—$76,000).

Chaque année civile, la C.P.i.V.m. verse une redevance d'utilisation à l'Administration (1990—$602,174; 1989—$406,018) afin d'amortir, pour l'Administration, les frais de construction et d'intérêt reliés au Pont du chenal nord. Au 31 mars 1991, $4.6 millions (1990—$5.2 millions) en frais de construction n'avaient pas été amortis.

La Garde côtière canadienne fournit à l'Administration les services d'aide à la navigation. L'honoraire versé par l'Administration pour ce service au cours de l'exercice s'est élevé à $595,000 (1990—$565,000).

5. Immobilisations

	Taux d'amortissement	1991 Coût	1991 Amortissement cumulé	1991 Valeur nette	1990 Valeur nette
		(en milliers de dollars)			
Voie maritime					
Terrain		29,880		29,880	30,027
Chenaux et canaux	1%	249,108	76,149	172,959	175,451
Écluses	1%	237,372	92,291	145,081	147,397
Ponts et tunnels	2%	101,749	48,236	53,513	55,466
Bâtiments	2%	12,147	7,117	5,030	5,129
Matériel	2-20%	30,387	17,026	13,361	13,853
Travaux de réfection	1%	121,458	26,549	94,909	96,127
Ouvrages en voie de construction		9,078		9,078	1,807
		791,179	267,368	523,811	525,257
Pont des Mille-Îles					
Améliorations	2%	2,343	375	1,968	1,435
		793,522	267,743	525,779	526,692

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

Programme de réfection du Canal Welland

En 1985, l'Administration a confié à des experts-conseils l'examen en détail des structures du canal de Welland. Leur rapport fut présenté au cours de 1986 et, en conséquence, un programme de réfection septennal de $175 millions a été conçu pour réaménager le canal et en assurer la sûreté et la fiabilité jusqu'au cours du 21[e] siècle. Le programme comporte le renforcement des murs des écluses, la stabilisation des berges du canal et des murs d'approche aux écluses ainsi que la réfection de structures connexes.

Au cours de 1986, le gouvernement du Canada a approuvé les fonds qui permettent de financer le Programme de réfection du canal Welland pour une somme qui ne doit pas dépasser $175 millions au cours d'une période de sept ans. À ce jour, le financement du gouvernement fédéral s'est élevé à $117.3 millions qui ont été dépensés en entier pour le programme et ont été défalqués des ouvrages y reliés en voie de construction. Au 31 mars 1991, $115.5 millions de la somme approuvée pour les cinq premières années furent reçus. Le solde de $1.8 millions (1990—$4.2 millions) est inclus dans les débiteurs.

Le financement du gouvernement du Canada prévu pour le reste de ce programme est le suivant:

	(en millions de dollars)
1991-92	28.7
1992-93	29.0
Total	57.7

6. Capital d'apport

Au 1[er] avril 1977, des emprunts auprès du Canada d'une somme de $624.95 millions ont été convertis en avoir en vertu d'un crédit parlementaire. Cette somme a été enregistrée en tant que capital d'apport.

Le crédit parlementaire autorisant la conversion en 1977 des emprunts auprès du Canada en avoir autorise également le Ministre à fixer, de temps à autre, le montant qui devra être versé annuellement par l'Administration à même ses revenus de péages, à titre de rendement sur le capital. Aucun rendement sur le capital n'a été exigé au cours des exercices terminés les 31 mars 1991 et 1990.

7. Impôts sur le revenu

L'Administration, en tant que société d'État fédérale prescrite, est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'Administration n'est pas assujettie aux impôts provinciaux.

Présentement, la fraction non amortie du coût en capital pour fins d'impôt dépasse la valeur comptable nette des immobilisations d'environ $230 millions. L'incidence fiscale de cet excédent n'a pas été inscrite aux comptes de l'Administration. L'Administration a accumulé également des coûts de recherche et développement d'environ $4 millions qui sont disponibles pour réduire l'impôt sur le revenu des exercices futurs.

Le Budget fédéral du mois d'avril 1989 prévoyait l'introduction d'un impôt sur les grandes sociétés. Cet impôt doit être prélevé sur le capital imposable utilisé au Canada et doit s'appliquer après le mois de juin 1989. L'Administration a comptabilisé une provision pour le montant estimatif à payer pour les années 1991 et 1990.

8. Engagements

Les engagements contractuels liés aux dépenses en immobilisations et autres dépenses, y compris le Programme de réfection du canal Welland, se chiffraient au 31 mars 1991 à $195,000 (1990—$4.7 millions).

L'Administration s'est engagée à effectuer des versements futurs minimums en vertu de contrats de location-exploitation d'une durée de plus d'un an relativement à des locaux à bureaux, comme il suit:

	(en milliers de dollars)
1991-92	269
1992-93	269
1993-94	269
1994-95	269
Exercices ultérieurs	179

9. Éventualités

Il y a une somme totale de $79 millions en réclamations intentées contre l'Administration à la suite d'un bris du pont de Valleyfield en novembre 1984, du renversement en octobre 1985 du mur de l'Écluse 7, pour compensation et dommages à l'égard de l'expropriation de terrains et diverses autres réclamations. L'Administration conteste toutes ces réclamations et leur dénouement ne peut être établi présentement. Cependant, la direction est d'avis que ces actions en justice n'entraîneront pas de pertes relativement importantes pour l'Administration. L'Administration est également requérante dans certains autres procès ou réclamations.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée au 31 décembre 1990 et les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Corporation au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions du régime fédéral, à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	548,083	500,415
Débiteurs	11,214	11,967
	559,297	512,382
Immobilisations (note 3)		
Au prix coûtant	487,368	437,069
Moins: amortissement cumulé	253,304	216,144
	234,064	220,925
	793,361	733,307

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et passif couru	166,308	61,125
Indemnités de cessation d'emploi courues	64,113	118,574
Somme à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	295,977	281,727
Revenu reporté	48,897	32,487
	575,295	493,913
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	202,066	223,394
Débentures à payer (note 4)	8,000	8,000
	210,066	231,394
	785,361	725,307
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Un nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et entièrement acquitté—8 actions	8,000	8,000
	793,361	733,307

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président et administrateur
G. R. STEWART

le Vice-président et administrateur
J. L. EMERY

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1 —*Suite*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Péages	2,229,623	1,953,875
Locations	79,890	66,928
Intérêts	38,892	35,468
Autres	8,736	4,922
	2,357,141	2,061,193
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	1,156,909	1,099,640
Matériaux et services d'entretien	199,121	369,618
Services professionnels	164,551	10,872
Indemnités de cessation d'emploi	49,295	37,297
Amortissement	48,653	40,927
Assurance	41,183	43,358
Déménagement	33,138	
Electricité	18,092	17,642
Subventions tenant lieu de taxes municipales	11,013	9,403
Déplacements	7,253	2,794
Fournitures de bureau	7,156	11,042
Téléphone	3,762	3,560
Publicité	1,392	400
Autres	13,449	8,622
	1,754,967	1,655,175
Excédent des revenus sur les dépenses à verser en tant que redevance pour l'utilisation du pont (note 5)	602,174	406,018

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant des (utilisée pour les) opérations		
Excédent des revenus sur les dépenses à verser en tant que redevance pour l'utilisation du pont	602,174	406,018
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Indemnités de cessation d'emploi	49,295	37,297
Amortissement	48,653	40,927
	700,122	484,242
Versements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent en tant que redevance pour l'utilisation du pont	(446,018)	(332,579)
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	(125,084)	(2,923)
Variation des éléments du fonds de roulement autres que les liquidités	(19,560)	202,473
	109,460	351,213
Activités d'investissement		
Additions aux immobilisations	(61,792)	(7,424)
Augmentation de l'encaisse	47,668	343,789
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	500,415	156,626
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	548,083	500,415
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice		
Actif à court terme	559,297	512,382
Passif à court terme	575,295	493,913
	(15,998)	18,469

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1 —*Suite*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Pouvoirs et activités

La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée est une société d'État conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et elle est une filiale en propriété exclusive de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, une société d'État mère nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi mentionnée précédemment. La Corporation a été constituée en 1962 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral (auparavant, la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes), et elle est assujettie à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Elle a pour but d'opérer et de gérer le système de pont international à péage reliant Cornwall (Ontario) et Rooseveltown (New York) pour le compte de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et de son homologue américain, la Saint Lawrence Seaway Development Corporation.

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici une récapitulation des conventions comptables importantes:

Redevance pour l'utilisation du pont

Selon la description à la note 5 afférente aux états financiers, l'on exige que la Corporation répartisse comme une redevance pour l'utilisation du pont son excédent des revenus sur les dépenses. L'excédent pour l'exercice courant est inclus dans le bilan comme "Somme à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent".

La répartition et l'amortissement sont assujettis à la capacité de la Corporation à produire des revenus en excédent. En conséquence, les soldes non-amortis à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation relativement aux coûts démontrés à la note 5, ne sont pas comptabilisés en tant que passif aux livres de la Corporation.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Ces immobilisations incluent des meubles et des biens détachables acquis pour les opérations du pont. Le coût du pont du chenal nord est comptabilisé aux livres de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

L'amortissement est basé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations et calculé selon la méthode linéaire, aux taux annuels suivants:

Matériel roulant	20%
Matériel d'entretien	10% à 20%
Matériel de bureau et pour la perception des péages	10% à 20%
Matériel de pont	5%

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises de cessation d'emploi en conformité avec leurs conditions d'emploi. L'élément de passif pour ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés ont droit aux indemnités.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que la Corporation doivent verser des cotisations au Régime. Ces cotisations représentent le passif total de la Corporation pour la pension de retraite et elles sont comptabilisées de manière courante.

Revenu reporté

Le revenu provenant des billets de péage non retirés est reporté.

Régime d'assurance-vie des employés

La Corporation fournit un régime d'assurance-vie pour ses employés. Les surplus et les insuffisances du régime sont ajoutés aux recettes et(ou) aux dépenses de l'exercice auquel ils s'appliquent.

3. Immobilisations

	1990			1989
	Au prix coûtant	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Matériel roulant	97,469	64,579	32,890	4,883
Matériel d'entretien	105,124	75,559	29,565	36,352
Matériel de bureau et pour la perception des péages	244,768	105,165	139,603	145,684
Matériel de pont	40,007	8,001	32,006	34,006
	487,368	253,304	234,064	220,925

4. Débentures à payer

Ces débentures, qui viennent à échéance le 31 décembre 2012, ne portent pas intérêt et elles sont à payer à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation.

5. Redevance pour l'utilisation du pont

Selon l'entente conclue entre l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, l'excédent annuel des revenus sur les dépenses de la Corporation est versé en tant que redevance pour l'utilisation du pont; premièrement, à l'Administration pour compenser l'amortissement du coût pour le pont du chenal nord ainsi que les intérêts; et ensuite, à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation en contrepartie de l'amortissement d'une contribution de $300,000 servant à défrayer le coût du pont sur la rivière Raquette; et le solde, s'il en est, doit alors être divisé également entre les deux parties.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1 —*Fin*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

Depuis le début de l'exploitation de la Corporation, toutes les redevances pour l'utilisation du pont ont été versées à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Au 31 décembre, le solde non-amorti du coût total pour le pont du chenal nord était comme il suit :

	1990	1989
	$	$
Coût de la construction	8,539,695	8,539,695
Intérêts	2,569,652	2,569,652
	11,109,347	11,109,347
Moins: redevances pour l'utilisation du pont		
Au début de l'exercice	5,886,572	5,480,554
Redevance pour l'exercice courant	602,174	406,018
À la fin de l'exercice	6,488,746	5,886,572
Solde non-amorti	4,620,601	5,222,775

6. Utilisation du pont

La Corporation, avec l'approbation de l'Office National de Transport du Canada, continue d'offrir gratuitement l'utilisation du système de pont à certains Indiens d'Amérique du Nord. Ceci représente une partie importante de la circulation sur le pont.

7. Opérations entre apparentés

En plus des opérations déclarées ailleurs dans les présents états financiers, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent fournit à la Corporation, sans frais, certains services de génie et de soutien administratif.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée au 31 mars 1991 et les états des résultats, du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et executée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements et à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 3 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse et bons du Trésor	2,985,689	4,064,877
Débiteurs	447,751	108,719
Montant à recevoir du Canada	4,095,050	3,129,245
	7,528,490	7,302,841
Immobilisations		
Terrains	3,771,945	3,771,945
Ponts	73,277,951	73,277,951
Véhicules et équipement	897,238	907,630
	77,947,134	77,957,526
Moins: amortissement cumulé	61,971,177	61,004,427
	15,975,957	16,953,099
	23,504,447	24,255,940

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs	4,254,350	3,640,602
Montant dû à la société mère	2,865	66,103
Revenus reportés	79,759	404,620
	4,336,974	4,111,325
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	442,329	703,563
	4,779,303	4,814,888
Engagements et éventualités (notes 6 et 7)		
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—50 actions sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré—1 action	100	100
Capital d'apport	32,838,965	32,699,587
Déficit	(14,113,921)	(13,258,635)
	18,725,144	19,441,052
	23,504,447	24,255,940

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
GLENDON R. STEWART

Administrateur
ROGER J. FORGUES

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2 —*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	Pont Jacques Cartier	Pont Champlain	Total 1991	Total 1990
	$	$	$	$
Revenus				
Péages (note 3)		1,019,479	1,019,479	7,978,204
Intérêts	195,926	195,926	391,852	432,671
Autres sources	199,834	233,915	433,749	290,295
	395,760	1,449,320	1,845,080	8,701,170
Dépenses				
Entretien (note 4)	6,403,368	14,937,867	21,341,235	15,087,024
Fonctionnement	1,017,722	2,373,103	3,390,825	5,221,007
Administration	695,422	1,536,362	2,231,784	2,156,848
Amortissement	68,248	1,048,272	1,116,520	1,117,224
	8,184,760	19,895,604	28,080,364	23,582,103
Perte avant postes exceptionnels	7,789,000	18,446,284	26,235,284	14,880,933
Postes exceptionnels				
Revenus de permis d'exercices antérieurs	252,954	38,850	291,804	
Coûts reliés à l'abolition du péage (note 3)		1,481,331	1,481,331	
Perte pour l'exercice	7,536,046	19,888,765	27,424,811	14,880,933

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	13,258,635	12,084,052
Perte pour l'exercice	27,424,811	14,880,933
	40,683,446	26,964,985
Crédit parlementaire—D'exploitation	26,569,525	13,706,350
Solde à la fin de l'exercice	14,113,921	13,258,635

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	32,699,587	32,592,693
Crédit parlementaire—Immobilisations	139,378	106,894
Solde à la fin de l'exercice	32,838,965	32,699,587

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte pour l'exercice	(27,424,811)	(14,880,933)
Éléments hors-caisse		
Amortissement	1,116,520	1,117,224
Augmentation (diminution) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(261,234)	57,359
	(26,569,525)	(13,706,350)
Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement	(113,383)	1,273,601
	(26,682,908)	(12,432,749)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(150,045)	(109,029)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	10,667	2,135
	(139,378)	(106,894)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	26,708,903	13,813,244
Liquidités		
Augmentation (diminution) pour l'exercice	(113,383)	1,273,601
Solde au début de l'exercice	7,194,122	5,920,521
Solde à la fin de l'exercice (*)	7,080,739	7,194,122
(*) Encaisse et bons du Trésor	2,985,689	4,064,877
Montant à recevoir du Canada	4,095,050	3,129,245
	7,080,739	7,194,122
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice		
Actif à court terme	7,528,490	7,302,841
Passif à court terme	4,336,974	4,111,325
	3,191,516	3,191,516

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2 —*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991

1. Statut et activités

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, constituée le 3 novembre 1978 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Société dépend du gouvernement du Canada pour son financement.

La Société a la responsabilité depuis le 1[er] décembre 1978 de la gestion, de l'entretien et du contrôle du pont Jacques Cartier, du pont Champlain ainsi que d'une section de l'autoroute Bonaventure, situés dans la région de Montréal.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations prises en charge le 1[er] décembre 1978 furent comptabilisées à leur valeur comptable à cette date dans les livres du Conseil des ports nationaux (maintenant la Société canadienne des ports) de qui la Société les a obtenues, avec la contre-partie au capital d'apport. Les immobilisations acquises subséquemment sont comptabilisées au prix coûtant.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée économique prévue, d'après la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

Pont Jacques Cartier	4.8%
Pont Champlain	2.5%
Véhicules et équipement	10% et 20%

Le coût de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge ainsi que le coût initial du pont Jacques Cartier sont complètement amortis.

Le coût des travaux majeurs de réfection est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont exécutés.

b) Crédit parlementaire

Le montant du crédit parlementaire utilisé à combler la perte pour l'exercice est présenté à l'état du déficit. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent pas l'amortissement et la variation de la provision pour prestations de cessation d'emploi.

Le montant du crédit parlementaire utilisé à financer l'acquisition d'immobilisations est comptabilisé au capital d'apport.

Tout solde de crédit parlementaire nécessaire pour combler la perte pour l'exercice et non perçu à la fin de l'exercice est présenté comme montant à recevoir du Canada. Tout crédit parlementaire perçu en sus des besoins est inscrit comme montant dû au Canada. La politique de la Société à cet égard est de rembourser ce montant au cours de l'exercice suivant.

c) Revenus reportés

Les revenus de location perçus par anticipation sont inscrits comme revenus reportés.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

f) Dépenses

Les dépenses engagées en regard de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge sont comprises avec celles du Pont Champlain.

g) Impôt sur le revenu

À titre de société d'État fédérale, la Société n'est pas assujettie à l'impôt provincial sur le revenu. Par contre, elle est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu fédérale du fait que sa société mère y est assujettie en vertu d'un règlement à cette fin.

3. Abolition du péage

Le ministre des Transports a décidé d'abolir le péage sur le pont Champlain à partir du 4 mai 1990. Le manque à gagner net résultant de cette décision, d'environ $6,000,000 par année, sera pourvu par crédit parlementaire.

À cet égard, la société a déboursé $1,481,331 au cours de l'exercice pour des indemnités de cessation d'emploi, des frais de démolition de structures et des frais de cessation de contrat de location d'équipement.

4. Travaux majeurs de réfection

Dans le cadre de son programme de maintenir les ponts et l'autoroute de manière à protéger le public et le système routier durant toute la vie utile de ses installations, la Société doit exécuter des travaux majeurs, notamment sur le tablier des deux ponts. Le coût des travaux sur le tablier du pont Champlain est estimé à plus de 35 millions de dollars dont 7 millions ont été comptabilisés au 31 mars 1991. Quant aux travaux à être entrepris sur le pont Jacques Cartier, l'urgence et l'envergure restent à définir; il n'est pas possible à ce stade-ci de déterminer le coût éventuel de ces travaux qui s'étaleront sur plusieurs exercices. Il est prévu que le coût de ce programme sera pourvu par crédits parlementaires.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Fin*

ANNEXE 2 —*Fin*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Transactions entre apparentés

Les transactions entre apparentés, non présentées distinctement dans ces états financiers, sont les suivantes:

La Société a reçu des services administratifs de sa société mère d'une valeur de $698,290 ($696,195 en 1990). Au 31 mars 1991, un solde impayé à cet égard de $78 ($66,103 en 1990) est inclus dans le montant dû à la société mère. La Société prévoit verser à ce titre une somme d'environ $773,000 pour le prochain exercice.

La Société a versé à la Société du port de Montréal un montant de $58,401 concernant le suivi des dossiers de contraventions pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 ($573,410 pour 1990 représentant des services réguliers et le suivi des dossiers de contraventions). Aucun montant ne restait à payer au 31 mars 1991 et 1990.

6. Engagements

a) Baux

Le loyer minimum global qui sera versé au cours des prochains exercices en vertu de baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement qui se terminent le 30 avril 1992 s'établit à environ $121,000 sur une base annuelle.

b) Services de fonctionnement

Le montant minimum qui sera versé au cours des prochains exercices en vertu d'une entente pour services de fonctionnement qui se termine le 30 juin 1994 s'établit à $2,763,564 sur une base annuelle.

c) Fournisseurs

Les engagements contractuels envers des fournisseurs au 31 mars 1991 se chiffraient à $30,865,383.

7. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

Toutefois, dans le cadre des travaux majeurs de réfection, la direction prévoit recevoir d'autres réclamations dont elle ne peut encore estimer les montants mais qui pourraient être importants. Les montants de ces réclamations seront imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel elles seront reçues, dans la mesure qu'elle le jugera à propos.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints ont été préparés par la Direction de l'Administration conformément aux principes comptables généralement reconnus. L'Administration endosse la responsabilité en ce qui a trait à l'état complet et au caractère objectif des données que contiennent les états financiers et le rapport annuel.

L'Administration reconnaît la responsabilité qu'elle a de gérer ses affaires conformément à la Loi sur le pilotage et ses règlements, à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

L'Administration a la responsabilité d'assurer que la Direction remplisse ses obligations en matière de communication de renseignements financiers et du contrôle interne. L'Administration exerce cette responsabilité par le biais du Comité de vérification de l'Administration, lequel se compose de membres qui ne sont pas des employés de l'Administration. Les états financiers ont reçu l'approbation de l'Administration à la suite de la recommendation du Comité de vérification.

Le vérificateur général du Canada effectue une vérification autonome conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et il formule une opinion sur les états financiers. Il a la pleine liberté d'accès auprès du Comité de vérification de l'Administration, et son rapport fait suite.

le Président-directeur général
C. R. Worthington

le Trésorier
M. R. McGrath

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage de l'Atlantique au 31 décembre 1990 et les états des résultats, du capital d'apport, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Administration. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements, et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 février 1991

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse		58,295
Débiteurs	815,524	903,341
À recevoir du Canada (note 3)	200,000	
Frais payés d'avance	80,898	22,430
	1,096,422	984,066
Immobilisations, au prix côutant (note 4)	2,331,787	2,232,653
Moins: l'amortissement cumulé	1,043,715	912,096
	1,288,072	1,320,557
	2,384,494	2,304,623

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	384,372	
Créditeurs et frais courus	435,816	564,166
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 5)	50,084	45,796
Tranche à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	64,746	83,846
	935,018	693,808
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	540,589	518,492
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 5)		50,084
	540,589	568,576
	1,475,607	1,262,384
Engagements et éventualités (note 8)		
CAPITAL D'APPORT ET DÉFICIT		
Capital d'apport	2,073,580	2,073,580
Déficit	(1,164,693)	(1,031,341)
	908,887	1,042,239
	2,384,494	2,304,623

Approuvé par l'Administration:

le Président
C. R. WORTHINGTON

un Membre
MARTIN KARLSEN

le Trésorier
M. R. McGRATH

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	7,212,914	7,240,494
Intérêt et autres revenus	45,894	46,789
	7,258,808	7,287,283
Charges		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	3,646,814	3,457,746
Bateaux-pilotes, frais d'exploitation	2,363,594	2,336,943
Traitements et prestations du personnel	476,104	434,424
Transport et déplacements	355,970	391,593
Services professionnels et spéciaux	284,884	174,116
Services publics, fournitures et approvisionnements	133,751	120,773
Amortissement	133,092	127,678
Location	119,798	115,620
Communications	72,284	79,796
Intérêt des contrats de location-acquisition	5,869	13,838
	7,592,160	7,252,527
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	(333,352)	34,756

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,073,580	1,606,516
Crédit parlementaire à des fins de financement		
Additions aux immobilisations		367,644
Paiements de capital des contrats de location-acquisition		99,420
		467,064
Solde à la fin de l'exercice	2,073,580	2,073,580

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,031,341	1,066,097
Perte nette (bénéfice net) pour l'exercice	333,352	(34,756)
	1,364,693	1,031,341
Crédit parlementaire à des fins de financement du déficit de caisse au titre de l'exploitation (note 3)	200,000	
Solde à la fin de l'exercice	1,164,693	1,031,341

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	(333,352)	34,756
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	133,092	127,678
Augmentation des indemnités de cessation d'emploi courues	99,057	76,918
	(101,203)	239,352
Encaisse utilisée pour le fonds de roulement autre que l'encaisse	(99,001)	(91,816)
Versements d'indemnités de cessation d'emploi	(96,060)	(158,594)
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	(296,264)	(11,058)
Activités de financement		
Fraction en capital des paiements sur les contrats de location-acquisition	(45,796)	(99,420)
Crédit parlementaire à des fins de financement		
Additions aux immobilisations		367,644
Paiements de capital des contrats de location-acquisition		99,420
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités de financement	(45,796)	367,644
Activités d'investissement		
Additions nettes aux immobilisations	(100,607)	(351,434)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(100,607)	(351,434)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(442,667)	5,152
Encaisse au début de l'exercice	58,295	53,143
Encaisse à la fin de l'exercice	(384,372)	58,295

L'encaisse de l'Administration est définie comme étant l'encaisse au net de la dette bancaire.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Objectifs et nature des activités

L'Administration de pilotage de l'Atlantique (l'Administration) a été établie le 1[er] février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté de fonds d'autres sources, permettra l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration est une société d'État énumérée à l'annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

a) Crédit parlementaire

Lorsque les revenus ne suffisent pas pour permettre à l'Administration d'atteindre l'autofinancement de ses opérations, l'Administration demande des crédits parlementaires afin de récupérer les déficits de caisse au titre de l'exploitation. Ces crédits parlementaires sont enregistrés dans les comptes lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et ils sont déclarés à l'état du déficit.

Des crédits parlementaires sont également demandés lorsque les excédents de caisse au titre de l'exploitation ne sont pas suffisants pour acquitter l'achat d'immobilisations et la fraction en capital des paiements à l'égard des contrats de location-acquisition. Ces crédits parlementaires sont enregistrés dans les comptes lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et ils sont déclarés à l'état du capital d'apport.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée de vie utile estimative suivante des immobilisations :

Bateaux-pilotes	10 à 25 ans
Mobilier et matériel	5 à 10 ans

c) Contrats de location-acquisition

L'Administration loue un bateau-pilote auprès du Canada en vertu d'un contrat de financement à long terme selon lequel elle assume les droits de propriété du bateau et les obligations connexes. Conséquemment, le contrat de location est considéré comme un achat et la fraction en capital du loyer est capitalisée et amortie sur la durée de vie utile estimative du bateau. Le passif correspondant est réduit de la fraction en capital du loyer et l'intérêt est imputé aux dépenses de l'exercice visé.

d) Régime de pensions de retraite

Tous les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont exigées à la fois de l'employé et de l'Administration. Les cotisations au titre des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations au titre des services passés sont imputées aux dépenses au moment où elles sont versées.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. L'élément du passif que représentent ces indemnités est inscrit aux comptes dès qu'elles s'accumulent aux employés.

3. Crédit parlementaire

Le 19 juin 1990, le gouvernement a comblé $200,000 à même la Loi n°2 pour 1990-91, portant affectation de crédit, du déficit de caisse au titre de l'exploitation pour l'exercice 1990. L'Administration a reçu une somme de $200,000 le 15 février 1991 et ce montant est inscrit aux comptes selon les conventions comptables de l'Administration.

4. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains	450		450	450
Bateaux-pilotes	1,668,866	626,912	1,041,954	1,038,475
Bateaux-pilotes sous location-acquisition	448,573	262,534	186,039	203,981
Mobilier et matériel	213,898	154,269	59,629	77,651
	2,331,787	1,043,715	1,288,072	1,320,557

5. Contrat de location-acquisition

L'Administration loue un bateau-pilote en vertu d'un contrat de financement à long terme. Le solde des versements en vertu de ce contrat est le suivant:

	1990	1989
	$	$
Contrat de location à 9 3/8%, échéant en avril 1991, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $54,785	54,785	109,571
Moins: somme représentant l'intérêt	4,701	13,691
Somme représentant le capital du contrat de location-acquisition	50,084	95,880
Moins: tranche à court terme	50,084	45,796
Somme représentant le capital du contrat de location-acquisition au net de la tranche à court terme		50,084

À l'échéance du contrat, l'Administration peut, si elle le désire, acheter le bateau pour la somme de $1. L'Administration a l'intention d'acheter le bateau à l'échéance du contrat.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

6. Régime de pensions de retraite

En vertu des dispositions de la Loi sur la pension de la Fonction publique, les employés de l'Administration peuvent faire compter leurs années de service antérieur comme période ouvrant droit à une pension. Lorsque les employés choisissent de racheter, aux fins du régime de pension, leurs années de service antérieur, l'Administration est tenue de verser une cotisation égale à celle de l'employé. Les dépenses relatives aux cotisations pour les services antérieurs se sont élevées à $6,991 en 1990 ($6,821 en 1989). Au 31 décembre 1990, la somme estimative des cotisations non capitalisées pour les services antérieurs de ces employés était d'environ $124,000 ($54,000 au 31 décembre 1989). Ces cotisations seront financées au cours des années de service qu'il reste aux pilotes ou en fonction des modalités d'achat, la somme la moindre étant retenue.

7. Opérations entre apparentés

L'Administration reçoit des services des ministères du gouvernement et ceux-ci sont fournis gratuitement. Ces services comportent les services de dépêche de pilotes par la Garde côtière canadienne au moyen de ses Centres de gestion du trafic maritime en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve. Le coût de ces services n'est pas enregistré dans les comptes de l'Administration.

8. Engagements et éventualités

a) L'Administration a conclu des contrats pour les services de bateaux-pilotes, les locations de bureaux, les droits d'amarrage et la location de quais. Voici les versements annuels minimums qui en découlent :

	$
1991	792,827
1992	564,268
	1,357,095

b) Une poursuite judiciaire et une réclamation de dommages-intérêts ont été intentées contre l'Administration. La Direction est d'avis que le résultat de ces causes ne peut être prévu à ce moment-ci et aucune provision n'a été établie aux états financiers.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée au 31 décembre 1990 et les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Administration. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 janvier 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	1,585,280	2,981,250
Débiteurs	1,179,588	1,289,972
	2,764,868	4,271,222
Immobilisations, au coût		
Terrain et bâtiments	63,642	63,642
Mobilier et matériel	143,618	133,997
	207,260	197,639
Moins: amortissement cumulé	169,082	155,458
	38,178	42,181
	2,803,046	4,313,403

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2,253,587	2,240,092
Indemnités de cessation d'emploi courues	36,327	107,750
	2,289,914	2,347,842
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	3,289,052	3,148,922
	5,578,966	5,496,764
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
Capital-actions		
Autorisé—50 actions		
Émis et versé en entier—15 actions	1,500	1,500
Capital d'apport	82,074	82,074
Déficit	(2,859,494)	(1,266,935)
	(2,775,920)	(1,183,361)
	2,803,046	4,313,403

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
R.G. ARMSTRONG

un Administrateur
G. ST. MARSEILLE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Recettes		
Droits de pilotage	7,985,674	8,918,779
Intérêt et autres revenus	213,897	264,008
Revenus d'expédition et de bateaux-pilotes	174,914	182,404
	8,374,485	9,365,191
Dépenses		
Traitements et prestations des pilotes	7,122,508	6,826,702
Traitements et prestations du personnel	1,046,934	965,108
Transport et déplacements	688,774	651,193
Services de bateaux-pilotes	494,617	483,561
Indemnités de cessation d'emploi	305,299	337,419
Services professionnels et spéciaux	128,928	188,329
Location	53,484	50,591
Communications	53,205	53,169
Achat de services d'expédition	41,763	32,982
Services publics, fournitures et approvisionnements	40,379	39,661
Coûts de formation des pilotes	24,027	16,572
Amortissement	13,625	13,603
Réparations et entretien	10,124	16,315
Excédent actuariel au titre de l'assurance-vie	(56,623)	(11,313)
	9,967,044	9,663,892
Perte pour l'exercice	(1,592,559)	(298,701)

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice déjà établi	(1,320,577)	(1,021,876)
Rajustement lié à la perte d'un exercice antérieur (note 3)	53,642	53,642
Solde rajusté au début de l'exercice	(1,266,935)	(968,234)
Perte de l'exercice	(1,592,559)	(298,701)
Solde à la fin de l'exercice	(2,859,494)	(1,266,935)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
Perte pour l'exercice	(1,592,559)	(298,701)
Éléments ne comportant aucun mouvement d'encaisse		
Indemnités de cessation d'emploi	305,299	337,419
Amortissement	13,625	13,603
	(1,273,635)	52,321
Evolution des éléments du fonds de roulement autres que les liquidités	123,879	26,997
Paiements d'indemnités de cessation d'emploi	(236,592)	(145,902)
	(1,386,348)	(66,584)
Activités d'investissement		
Additions nettes aux immobilisations	(9,622)	(27,631)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(1,395,970)	(94,215)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	2,981,250	3,075,465
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	1,585,280	2,981,250

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée a été établie en février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a été constituée en tant que société à responsabilité limitée en mai 1972 et elle poursuit ses opérations aux termes de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. Conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, l'Administration est réputée être une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de cette loi. L'Administration est une filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent mais est considérée comme une société mère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques.

L'Administration a pour objectifs d'établir, exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage efficace et sûr à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes. La loi stipule que les tarifs de pilotage doivent être équitables, raisonnables et suffisants et que de pair avec tout revenu d'autres provenances, ils doivent permettre à l'Administration de subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration est dispensée de tout impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé au cours de l'exercice pendant lequel il est voté par le Parlement. La partie du crédit parlementaire se rapportant aux dépenses d'exploitation est reflétée dans l'état du déficit. La partie du crédit parlementaire se rapportant à l'acquisition d'immobilisations est comptabilisée au capital d'apport.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire et il est fondé sur les durées de vie utiles estimatives des immobilisations, comme il suit:

Mobilier et matériel	5 à 10 ans
Bâtiments	20 ans

Régime de retraite

Le Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés. À la fois les employés et l'Administration doivent y contribuer. Les contributions au titre des services courants sont imputées aux dépenses de la période en cours. Les contributions pour les services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Cet élément de passif est inscrit aux comptes dès que les indemnités sont gagnées par les employés. La portion à court terme de ce passif ne représente que les indemnités de cessation d'emploi courues pour les employés qui ont fait part de leur intention de quitter leur emploi au cours du prochain exercice.

Régime d'assurance-vie des employés

L'Administration fournit un régime d'assurance-vie pour ses employés. Les surplus et les insuffisances du régime sont ajoutés à l'état des résultats de l'exercice auquel ils s'appliquent.

3. Rajustement lié à la perte d'un exercice antérieur

Pendant l'exercice, une décision a été prise par le tribunal d'arbitrage en faveur de l'Administration concernant un grief déposé par les pilotes en 1987. Donc les frais courus au 31 décembre 1989 ont été réduits de $53,642 avec un crédit à la balance d'ouverture du déficit de 1989.

4. Régime de retraite

Aux termes de la Loi sur le pilotage, les pilotes qui sont devenus des employés de l'Administration peuvent faire compter leurs services passés comme période ouvrant droit à une pension en vertu du Régime de pension de retraite de la Fonction publique. Dans le cas des pilotes qui choisissent de racheter les prestations de retraite applicables à leurs services passés comme pilotes brevetés, la part de l'Administration doit égaler la contribution des employés. L'estimation de la contribution non provisionnée au fonds de retraite pour les services passés de ces pilotes et autres employés du régime de pension de retraite était, au 31 décembre 1990, d'environ $192,500 ($203,000 en 1989). Cette somme sera capitalisée selon le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou selon les termes de rachat en vigueur, ce qui sera le moins élevé des deux.

Le total de la dépense pour les prestations de retraite s'est élevé à $434,713 ($443,521 en 1989), y compris $31,511 ($45,805 en 1989) à titre de contributions pour services passés.

5. Engagements

L'Administration a un bail pour la location de locaux à bureaux. Les montants futurs minimums à verser annuellement en loyers sont les suivants:

	$
1991	44,977
1992	47,213
1993	49,435
1994	4,135
	145,760

En plus, l'Administration a des engagements contractuels d'environ $180,000 pour ses services de transport par voie terrestre pour le prochain exercice. On a aussi fait un appel d'offres pour les services de transport par bateaux-pilotes pour les deux prochains exercices. La dépense pour ces services était d'environ $315,000 pour 1990.

6. Crédit parlementaire

L'Administration recherche un crédit parlementaire de 1.4 millions de dollars pour la perte d'exploitation de l'exercice 1990 selon la méthode de caisse.

7. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes avec la présentation de l'exercice écoulé.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Laurentides au 31 décembre 1990 et les états des résultats, du capital d'apport, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Administration. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Débiteurs	4,197,331	5,305,157
À recevoir du Canada (note 4)	375,000	
	4,572,331	5,305,157
Immobilisations (note 3)		
Terrains, bâtiments, bateaux-pilotes et autres installations	2,280,897	2,228,240
Moins: amortissement cumulé	1,737,817	1,585,411
	543,080	642,829
	5,115,411	5,947,986

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	1,316,093	760,194
Créditeurs	4,421,225	5,626,233
	5,737,318	6,386,427
Provision pour prestations de cessation d'emploi	686,000	685,000
	6,423,318	7,071,427
AVOIR NÉGATIF DU CANADA		
Capital d'apport	1,101,016	1,064,717
Déficit	(2,408,923)	(2,188,158)
	(1,307,907)	(1,123,441)
	5,115,411	5,947,986

Approuvé par l'Administration:

Président
JACQUES CHOUINARD

Membre
RAYMOND BUISSONNEAULT

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	28,487,007	27,956,518
Intérêts et autres revenus	102,251	41,532
Récompenses pour secourir des navires désemparés—Net		5,959
	28,589,258	28,004,009
Dépenses		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	24,597,266	23,908,004
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	3,071,431	2,857,596
Traitements et prestations du personnel	1,756,995	1,622,745
Services professionnels et indemnités des membres	546,844	536,682
Loyers	208,477	265,424
Transports, déplacements et frais d'accueil	222,038	222,225
Communications	158,246	152,316
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	74,109	83,777
Maintenance	43,976	42,492
Frais financiers	33,518	34,174
Mauvaises créances	14,095	12,531
Autres dépenses	94,319	101,935
	30,821,314	29,839,901
Perte nette pour l'exercice	2,232,056	1,835,892

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	2,232,056	1,835,892
Éléments hors-caisse		
Amortissement	(157,434)	(166,601)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(1,000)	(33,000)
	2,073,622	1,636,291
Augmentation (diminution) des débiteurs	(732,826)	1,407,150
Diminution (augmentation) des créditeurs	1,205,008	(1,581,292)
	2,545,804	1,462,149
Activités d'investissement		
Acquisition nette d'immobilisations	57,685	36,299
Activités de financement		
Crédit parlementaire	(2,047,590)	(1,587,075)
Dette bancaire		
Augmentation (diminution) de l'exercice	555,899	(88,627)
Solde au début de l'exercice	760,194	848,821
Solde à la fin de l'exercice	1,316,093	760,194

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,064,717	1,021,387
Crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations de l'exercice précédent (note 4)	36,299	43,330
Solde à la fin de l'exercice	1,101,016	1,064,717

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,188,158	1,896,011
Perte nette pour l'exercice	2,232,056	1,835,892
Crédit parlementaire pour financer le déficit d'exploitation (note 4)		
—Exercice précédent	(1,636,291)	(1,543,745)
—Exercice courant	(375,000)	
Solde à la fin de l'exercice	2,408,923	2,188,158

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée en février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables et tenir compte du fait que l'Administration devra en tirer un revenu qui, avec tout revenu provenant d'autres sources, sera suffisant pour lui permettre le financement autonome de ses opérations.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration furent comptabilisées à la valeur qui leur a alors été attribuée. Les immobilisations achetées par la suite par l'Administration sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens.

Capital d'apport

La valeur attribuée aux immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration et le coût net des immobilisations financé par crédit parlementaire sont comptabilisés à titre de capital d'apport.

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé, dans l'exercice où il est voté par le Parlement, au capital d'apport pour la partie se rapportant à l'acquisition d'immobilisations et au déficit pour celle relative à l'exploitation. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent que celles qui exigent des sorties de fonds.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Administration partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Administration. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations

Les immobilisations se détaillent comme suit:

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	9,300		9,300	9,300
Bâtiments	38,056	27,156	10,900	9,335
Bateaux-pilotes	1,417,538	1,165,014	252,524	349,902
Mobilier et agencements	181,425	99,582	81,843	68,580
Équipement de communication	159,852	118,182	41,670	42,432
Installations d'embarquement	223,634	161,308	62,326	68,944
Améliorations à un quai	169,033	84,516	84,517	92,968
Améliorations locatives	82,059	82,059		1,368
	2,280,897	1,737,817	543,080	642,829

L'amortissement pour l'exercice est de $157,434 ($166,601 en 1989).

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes:

Bâtiments	10 ans
Bateaux-pilotes	10 et 15 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Équipement de communication	10 ans
Installations d'embarquement	10 et 20 ans
Améliorations à un quai	20 ans
Améliorations locatives	selon la durée des baux

4. Crédit parlementaire

Lors de l'approbation du budget des dépenses de 1990-91, le Parlement a autorisé un crédit de $375,000 pour couvrir le déficit de trésorerie de l'Administration pour l'exercice 1990. Le 6 février 1991, le Conseil du trésor a autorisé un crédit d'au plus 2 millions de dollars dans le Budget des dépenses supplémentaire de 1990-91 pour couvrir le solde du déficit de trésorerie de l'Administration pour l'exercice 1990.

5. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Administration est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Administration.

6. Renseignements financiers comparatifs

Certains montants se rapportant à l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage du Pacifique au 31 décembre 1990 et les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Administration. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 1er février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse et dépôt à court terme	839	965
Débiteurs	2,356	2,584
Frais payés d'avance	70	44
	3,265	3,593
Immobiliers et matériel (note 3)	680	673
	3,945	4,266

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,615	1,511
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	465	455
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 4)	24	26
	489	481
	2,104	1,992
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	806	806
Bénéfices non répartis	1,035	1,468
	1,841	2,274
	3,945	4,266

Approuvé par l'Administration:

le Président
R. SMITH

un Membre
M. FELLIS

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Droits de pilotage	29,224	25,168
Intérêts et autre revenu	104	171
	29,328	25,339
Dépenses		
Honoraires des pilotes sous contrat	20,718	17,441
Coûts d'exploitation des bateaux-pilotes	3,055	2,883
Transport et déplacements	3,007	2,604
Traitements et prestations du personnel	1,311	1,256
Traitements et prestations des pilotes	841	769
Services professionnels et spéciaux	222	189
Location	190	167
Amortissement	112	111
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	98	153
Communications	93	83
Coûts du logiciel d'ordinateur	85	110
Réparations et entretien	19	46
Intérêts sur contrat de location-acquisition	7	8
Autre dépense	3	
	29,761	25,820
Perte nette pour l'exercice	433	481

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(433)	(481)
Sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	112	111
Gain lors de la vente d'immobiliers et de matériel	3	
Prestations de cessation d'emploi	10	45
Changement au sein des composantes d'exploitation de fonds de roulement	306	180
Encaisse exigée pour les activités d'exploitation	(2)	(145)
Activités d'investissement		
Ajouts aux immobiliers et au matériel	(122)	(66)
Activités de financement		
(Diminution) augmentation d'une obligation à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition	(2)	26
Diminution de l'encaisse	(126)	(185)
Encaisse et dépôt à court terme au début de l'exercice	965	1,150
Encaisse et dépôt à court terme à la fin de l'exercice	839	965

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Affectés		
Solde au début et à la fin de l'exercice	500	500
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	968	1,449
Perte nette pour l'exercice	433	481
Solde à la fin de l'exercice	535	968
	1,035	1,468

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de pilotage du Pacifique a été constituée en 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. De plus, la Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté d'autres sources, pourra subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

Les services de pilotage sur le fleuve Fraser sont assurés par des pilotes à l'emploi de l'Administration; dans d'autres régions côtières, un contrat passé avec une société locale de pilotes brevetés assure ces services.

L'Administration est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est assujettie à aucun impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Contrats de location-acquisition

En vertu des modalités de certaines ententes par bail, l'Administration prend à son compte les droits et obligations d'un propriétaire. Ces baux sont traités comme des contrats de location-acquisition. Un élément d'actif et une obligation sont enregistrés à une somme égale à la valeur au marché des biens en cause lors du commencement du bail. L'obligation est diminuée annuellement de la partie des versements exigibles en vertu du bail qui représente le capital et la partie intérêt est imputée aux dépenses.

Amortissement

L'amortissement des immobiliers et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée utile estimative suivante des éléments d'actif :

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	25 ans
Matériel—Communication et autre matériel	10 ans
—Informatique	5 ans
Améliorations locatives	15 ans

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités de cessation définies en conformité avec les conventions collectives et avec leurs conditions de travail. L'élément de passif lié à ces versements est inscrit aux comptes dès que les indemnités s'accumulent aux employés.

Capital d'apport

Les sommes qui représentent les valeurs attribuées aux immobiliers et au matériel virés du Canada en 1972 et le coût de tous les immobiliers et matériel financés à même les crédits parlementaires sont déclarées en tant que capital d'apport.

Bénéfices non répartis

Des sommes sont affectées de temps à autre par l'Administration afin de prévoir les coûts extraordinaires découlant du renouvellement ou de l'acquisition d'immobilisations et pour les éventualités.

Régime de pensions de retraite

Tous les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que l'Administration doivent verser des cotisations au Régime. Ces contributions représentent le total de la dette de l'Administration et elles sont portées aux comptes de façon courante.

3. Immobiliers et matériel

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Bâtiments	40	38	2	4
Bateaux-pilotes	1,291	833	458	410
Matériel				
—Communication et autre matériel	653	538	114	115
—Informatique	350	285	65	100
Améliorations locatives	60	20	41	44
	2,394	1,714	680	673

Les biens mentionnés auparavant comprennent un ordinateur acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition d'une valeur totale de $43,375 (1989—$43,375) moins l'amortissement cumulé de $17,347 (1989—$8,671).

4. Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Total des paiements minimums exigés en vertu d'un contrat de location-acquisition à 18% échéant en février 1994, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêt réunis de $1,094	42	55
Somme représentant l'intérêt	10	16
Solde de l'obligation	32	39
Portion échéant à court terme	8	13
Portion échéant à long terme	24	26

L'Administration a l'option d'acheter l'ordinateur en tout temps, à un prix à établir lors de l'exercice de l'option.

5. Engagements

L'Administration a une obligation en vertu d'un contrat de location-exploitation à long terme pour des locaux à bureaux se chiffrant dans l'ensemble à $780,840 pour la période allant jusqu'au 31 décembre 1999, à un loyer annuel de base de $86,760. L'obligation exige également le partage au prorata des coûts d'exploitation qui sont estimés à $32,000 pour l'exercice 1991.

L'Administration a conclu un contrat de location-exploitation à l'égard des services d'un bateau-pilote avec équipage jusqu'au 31 décembre 1993. Pour l'année civile 1991 la location sera $24,565 chaque mois. La location pour 1992 et 1993 n'a pas encore fait l'objet de négociation. L'Administration détient une option permettant d'annuler le contrat en tout temps au cours de la période à 30 jours d'avis. Toutefois, si l'Administration exerce l'option, l'Administration a l'obligation d'acheter le bateau au prix actuel du marché.

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ
INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

BANQUE DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié l'état de l'actif et du passif de la Banque du Canada au 31 décembre 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement à tous égards importants, la situation financière de la Banque au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon l'énoncé ci-joint des principales conventions comptables, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Comptables agréés
Peat Marwick

Ottawa, Canada
le 25 janvier 1991

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres comparatifs pour 1989)
(en millions de dollars)

ACTIF	1990	1989
Dépôts payables en devises étrangères		
Devises américaines	343.8	352.4
Autres devises	24.0	17.5
	367.8	369.9
Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements (notes 2 et 7)	470.7	311.6
Placements—À leurs valeurs amorties (note 3)		
Bons du Trésor du Canada	10,247.8	10,815.7
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans	3,997.2	3,424.6
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans	5,753.4	6,584.8
Autres placements	3,863.7	2,764.8
	23,862.1	23,589.9
Immeubles de la Banque (note 4)	167.6	138.4
Intérêts courus sur placements	284.7	293.8
Autres éléments de l'actif	121.6	76.0
	25,274.5	24,779.6

PASSIF	1990	1989
Capital versé (note 5)	5.0	5.0
Fonds de réserve (note 6)	25.0	25.0
Billets en circulation	22,970.0	22,092.6
Dépôts		
Gouvernement du Canada	10.6	20.7
Banques à charte	1,458.3	1,786.6
Autres membres de l'Association canadienne des paiements	134.0	229.7
Autres dépôts	405.8	397.3
	2,008.7	2,434.3
Passif payable en devises étrangères		
Gouvernement du Canada	210.4	209.0
Chèques de la Banque du Canada non compensés	47.8	7.6
Autres éléments du passif	7.6	6.1
	25,274.5	24,779.6

Voir notes complémentaires aux états financiers.

le Gouverneur
J.W. CROW

le comptable en chef
J.-P. AUBRY

BANQUE DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres comparatifs pour 1989)
(en millions de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Revenus de placements et d'autres sources après déduction des intérêts payés sur les dépôts, soit $46.7 ($42.8 en 1989)	2,615.2	2,424.5
Dépenses		
Traitements[1]	78.9	72.1
Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel[2]	10.9	9.1
Autres frais de personnel[3]	2.8	2.3
Honoraires des administrateurs	0.1	0.1
Honoraires et frais des vérificateurs	0.6	0.5
Impôts municipaux et taxes d'affaires	10.3	9.5
Coût des billets de banque	41.5	40.0
Informatique et coûts reliés aux ordinateurs	7.8	6.3
Entretien des immeubles—Après déduction des revenus de location[4]	19.8	19.7
Impression des publications	0.8	1.0
Autres travaux d'impression et fournitures de bureau	2.4	2.4
Postes et messageries	1.7	1.8
Télécommunications	2.0	1.8
Déplacements et mutations	3.4	2.7
Autres dépenses	3.6	2.9
	186.6	172.2
Amortissement des bâtiments et de l'équipement	20.1	13.5
	206.7	185.7
Revenu net versé au compte du Receveur général du Canada	2,408.5	2,238.8

Voir notes complémentaires aux états financiers.

[1] Traitements, y compris le temps supplémentaire des employés autres que ceux qui sont affectés à l'entretien des immeubles. Le nombre d'années-employés utilisées (y compris le temps supplémentaire et les heures de travail fournies par les surnuméraires et les employés à temps partiel) a été de 2,301 en 1990, contre 2,255 en 1989.

[2] Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel non affecté à l'entretien des immeubles.

[3] Les autres frais de personnel comprennent les gratifications de départ à la retraite et les dépenses consacrées à la formation professionnelle.

[4] Les frais d'entretien des immeubles comprennent l'entretien des bâtiments et de l'équipement ainsi que les frais de personnel connexes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1990

1. Principales conventions comptables

La présentation des états financiers de la Banque satisfait aux exigences de la Loi sur la Banque du Canada et de ses statuts administratifs en matière de comptabilité et de divulgation. Les principales conventions comptables de la Banque sont énumérées ci-dessous:

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception des intérêts sur les avances consenties à une banque dont la liquidation a été ordonnée, lesquels ne sont inscrits que lorsqu'ils sont perçus.

b) Placements

Les placements, qui consistent surtout en bons du Trésor et en obligations du gouvernement du Canada, sont inscrits au prix coûtant ajusté en fonction de l'amortissement de l'escompte ou de la prime à l'achat. Cet amortissement ainsi que les gains ou pertes sur réalisation de ces placements sont imputés aux revenus.

c) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes sur la conversion des devises étrangères et les opérations qui s'y rapportent sont imputés aux revenus.

d) Immeubles de la Banque

Les immeubles de la Banque, qui comprennent les terrains, les bâtiments et l'équipement, sont inscrits à leur coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé, selon la méthode du solde dégressif, aux taux annuels suivants:

Bâtiments	5%
Équipement informatique	35%
Autre équipement	20%

Une année complète d'amortissement est portée au compte des immobilisations durant l'exercice d'achat, à l'exception des projets en cours, qui sont amortis à compter de l'achèvement intégral. Aucun amortissement n'est porté au compte des immobilisations durant l'exercice d'aliénation.

e) Régime de retraite

Les contributions de la Banque au régime de retraite sont passées en charges au moment où elles sont versées. Les surplus ou insuffisances actuariels, le cas échéant, sont amortis sur des périodes n'excédant pas celles qui sont prescrites par la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension, et les contributions périodiques sont rajustées en conséquence.

f) Assurance

La Banque n'est pas assurée contre les risques de perte auxquels elle est directement exposée, sauf en ce qui a trait à la responsabilité civile envers des tiers et lorsqu'elle est tenue de s'assurer en vertu de dispositions légales ou contractuelles. Les coûts découlant de ces risques sont inscrits aux comptes dès qu'il est possible d'en obtenir une estimation raisonnable.

BANQUE DU CANADA—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

2. Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements

Les avances incluent des prêts d'un montant total de 29,6 millions de dollars (46,4 millions de dollars en 1989) consentis à la Banque Commerciale du Canada et à la Norbanque, dont la liquidation a été ordonnée par les tribunaux. En se basant sur les renseignements disponibles, la Banque du Canada est d'avis que ce montant sera intégralement recouvré à même les fonds provenant des opérations de réalisation.

3. Placements

Les placements peuvent inclure des titres du gouvernement du Canada détenus en vertu de prises en pension. Au 31 décembre 1990 et 1989, la Banque ne détenait aucun titre en pension. Les placements ne comprennent pas les titres du gouvernement canadien d'un montant de 607,9 millions de dollars qui ont été cédés avec clause de rachat pour le 2 janvier 1991 (ce montant égalait zéro à la fin de 1989).

4. Immeubles de la Banque

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	(en millions de dollars)			
Terrains et bâtiments	173.8	74.3	99.5	102.7
Équipement informatique	40.6	25.5	15.1	5.4
Autre équipement	62.9	38.2	24.7	24.3
	277.3	138.0	139.3	132.4
Projets en cours	28.3		28.3	6.0
	305.6	138.0	167.6	138.4

5. Capital versé

La Banque a un capital autorisé de 5,0 millions de dollars divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de $50 chacune. Les actions ont été payées intégralement, et, conformément à la Loi sur la Banque du Canada, elles ont été émises au nom du ministre des Finances, qui les détient pour le compte du Canada.

6. Fonds de réserve

Le fonds de réserve établi en vertu de la Loi sur la Banque du Canada représente la réserve générale de la Banque. Conformément à cette loi, des prélèvements sur le revenu net de la Banque ont été accumulés au fonds de réserve jusqu'à ce qu'il atteigne, en 1955, le montant maximal stipulé, soit 25,0 millions de dollars. Depuis, la totalité du revenu net est versée au Receveur général du Canada.

7. Modalités légales

La garantie que détient la Banque du Canada en ce qui concerne les avances à la Banque Commerciale du Canada et à la Norbanque englobe les portefeuilles de prêts de ces établissements. Dans le cas de la Banque Commerciale du Canada, les tribunaux doivent actuellement trancher deux questions. Le 30 mars 1990, la Cour du banc de la reine de l'Alberta a statué que les intérêts reçus en vertu du portefeuille ne font pas partie de la garantie que détient la Banque, et ce jugement a fait l'objet d'un appel auprès de la Cour d'appel de l'Alberta. Des requêtes ont également été présentées devant les tribunaux contestant les conclusions du liquidateur selon lesquelles le portefeuille de prêts effectués en Californie fait partie de la garantie dont dispose la Banque. Si les tribunaux décidaient une fois pour toutes que tous les intérêts ou l'ensemble du portefeuille de prêts faits en Californie ne faisaient pas partie de cette garantie, des redressements pourraient être apportés aux montants comptabilisés à titre de revenu. Cependant, les renseignements disponibles actuellement ne permettent pas d'estimer l'ampleur éventuelle de tels redressements.

8. Engagements

Au 31 décembre 1990, le total des engagements en vertu de contrats de construction d'immeubles et d'acquisition d'équipement était de 62,0 millions de dollars. Ces contrats prévoient le versement de ces montants au cours des quatre prochaines années et concernent tous des projets reliés aux responsabilités de la Banque en matière d'émission des billets de banque.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Banque fédérale de développement ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués avec continuité. Les données financières se retrouvant à d'autres sections de ce rapport annuel respectent le contenu des états financiers.

La direction est responsable de la justesse et de l'objectivité des états financiers ainsi que des systèmes comptables dont ils émanent. A cette fin, elle maintient un système élaboré de contrôles internes destinés à donner l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les biens de la Banque sont protégés et que les registres nécessaires sont maintenus. Le système de contrôles internes est complété par une revue périodique des différents aspects des opérations de la Banque par le personnel de la vérification interne et celui de l'inspection. De plus, le vice-president à la vérification interne et les vérificateurs externes ont plein et libre accès au Comité de vérification du conseil d'administration de la Banque, dont le rôle est de s'assurer du maintien de systèmes de contrôles adéquats et de la qualité des rapports financiers.

Ces états financiers ont été vérifiés et ont fait l'objet d'un rapport par les vérificateurs externes de la Banque, Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés, comptables agrées, et le vérificateur général du Canada.

Le président
Guy A. Lavigueur

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET
AU MINISTRE D'ÉTAT (PETITES ENTREPRISES ET TOURISME)

Nous avons vérifié le bilan de la Banque fédérale de développement au 31 mars 1991 et les états des résultats d'exploitation, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Banque au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Banque dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Banque fédérale de développement, aux règlements administratifs de la Banque et à la directive donnée à la Banque, comme le mentionne la note 5.

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés

Montréal, Canada
le 17 mai 1991

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 17 mai 1991

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
Encaisse et placements à court terme	147,458	136,496
Prêts	2,708,366	2,708,097
Placements de capital de risque (note 3)	48,255	45,467
Intérêts échus et courus	12,454	11,926
	2,769,075	2,765,490
Moins: provision cumulée pour pertes (note 4)	240,893	214,559
	2,528,182	2,550,931
Placement à long terme (note 5)	79,000	79,000
Immobilisations, moins amortissement cumulé	3,862	3,398
Frais d'émission de la dette non amortis	6,566	10,858
Intérêts courus sur les contrats de swap	16,497	17,614
Autres éléments d'actif	7,552	16,056
	2,789,117	2,814,353

PASSIF	1991	1990
Billets à court terme	296,814	172,357
Intérêts courus sur les billets et les contrats de swap	104,595	98,041
Autres éléments de passif	35,546	30,022
	436,955	300,420
Billets à long terme (note 6)	1,974,049	2,127,017
Primes non amorties sur les billets à long terme (montant net)	10,073	21,540
	2,421,077	2,448,977
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital versé par le Canada (notes 7 et 8)	580,600	580,600
Déficit	(212,560)	(215,224)
	368,040	365,376
	2,789,117	2,814,353

Approuvé par le conseil:

un Administrateur
H. BLOOMFIELD

un Administrateur
GUY LAVIGUEUR

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1991	1990
Services financiers		
Revenu d'intérêts et de placements		
Prêts	366,697	357,169
Placements de capital de risque	4,810	8,983
	371,507	366,152
Frais d'intérêts		
Billets à long terme	228,833	186,334
Billets à court terme (montant net)	9,808	38,240
	238,641	224,574
Revenu net d'intérêts et de placements	132,866	141,578
Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque	51,459	57,135
Revenu net d'intérêts et de placements après provision pour pertes	81,407	84,443
Frais autres que d'intérêts		
Traitements et avantages sociaux	48,049	46,781
Frais de locaux et d'équipement, y compris l'amortissement	11,314	9,941
Autres frais	19,102	16,676
	78,465	73,398
Bénéfice net (note 11)	2,942	11,045
Répartition du bénéfice net (perte nette)		
Division des Prêts	4,282	7,247
Division du Capital de risque	(1,340)	3,798
Services de gestion-conseil		
Frais		
Traitements et avantages sociaux	19,474	18,441
Locaux et équipement	2,775	3,235
Autres frais	7,648	8,662
	29,897	30,338
Revenus de consultation—CASE, frais d'inscription aux séminaires de formation et autres activités	14,593	12,555
Frais nets	15,304	17,783
Frais liés à la réorganisation (note 12)		6,431
Total des frais nets	15,304	24,214
Crédit parlementaire	15,026	23,429
Frais à pourvoir	278	785
Ventilation du total des frais nets		
Services de conseils en gestion	9,595	9,088
Formation des cadres	5,709	6,017
Renseignements et consultation		2,678
Frais liés à la réorganisation		6,431
	15,304	24,214

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1991	1990
Déficit à l'ouverture de l'exercice	(215,224)	(225,484)
Bénéfice net, Services financiers	2,942	11,045
Frais à pourvoir, Services de gestion-conseil	(278)	(785)
Déficit à la clôture de l'exercice	(212,560)	(215,224)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1991	1990
Exploitation		
Bénéfice net, Services financiers	2,942	11,045
Frais à pourvoir, Services de gestion-conseil	(278)	(785)
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Provision pour pertes	51,459	57,135
Amortissement des immobilisations	2,043	1,678
Amortissement des primes nettes et frais d'émission de la dette	(8,720)	(5,979)
Intérêts courus, variation nette	7,143	8,698
Autres éléments d'actif et de passif, variation nette	14,028	(2,313)
	68,617	69,479
Décaissements sur prêts et placements	(460,796)	(762,386)
Remboursements sur prêts et placements	431,152	480,811
Autres	(1,045)	1,038
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation	37,928	(211,058)
Trésorerie		
Émission de billets à long terme	299,861	894,122
Remboursement de billets à long terme	(452,829)	(444,238)
Billets à court terme, variation nette	124,457	(215,859)
Capital versé par le Canada		10,000
Primes nettes et frais d'émission de la dette	1,545	10,578
Encaisse provenant de (utilisée par) la trésorerie	(26,966)	254,603
Encaisse et placements à court terme		
Augmentation	10,962	43,545
À l'ouverture de l'exercice	136,496	92,951
À la clôture de l'exercice	147,458	136,496

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991

1. Objectifs et fonctionnement de la Société

La Banque fédérale de développement est une société d'État détenue à part entière par le gouvernement du Canada. Constituée le 20 décembre 1974 par la Loi sur la Banque fédérale de développement, elle a commencé à exercer ses activités le 2 octobre 1975, succédant ainsi à la Banque d'expansion industrielle.

Les objectifs de la Banque, tels qu'ils sont énoncés dans la Loi, sont de promouvoir et d'aider à l'implantation d'entreprises commerciales au Canada en mettant à leur disposition des services financiers ainsi que des services de conseils en gestion et de formation des cadres tout en accordant une attention particulière aux besoins de la petite entreprise.

La Banque effectue des prêts et des opérations de placements de capital de risque par l'entremise de ses Services financiers. Les Services de gestion-conseil englobent les services de conseils en gestion et de formation des cadres. Un état des résultats d'exploitation est préparé pour les Services de gestion-conseil étant donné que le financement est pourvu séparément par un crédit parlementaire.

La Banque fédérale de développement est, à toutes ses fins, mandataire du gouvernement du Canada. La Banque est mentionnée dans la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Placements à court terme

Les placements à court terme sont comptabilisés selon la méthode du coût non amorti.

Prêts et placements de capital de risque

Les prêts sont comptabilisés à leur montant en principal. Les placements de capital de risque sont comptabilisés au coût.

Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque

Des provisions sont établies pour les pertes probables spécifiquement identifiées sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque, de même que pour les pertes prévues mais non identifiées. La provision spécifique est établie en prenant en considération chaque compte. La provision générale est calculée d'après l'expérience passée de la Banque et le niveau prévu de pertes sur prêts et est destinée à parer aux pertes sur prêts et cautionnements qui n'ont pas encore été identifiées spécifiquement.

Comptabilisation du revenu

Le revenu englobe les intérêts courus sur les prêts. Toutefois, les intérêts ne courent pas sur les prêts lorsque la Direction de la Banque est d'avis que ceux-ci ne seront pas recouvrés. Les dividendes, intérêts et gains en capital sur les placements de capital de risque sont comptabilisés à titre de revenu au moment de l'encaissement.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations acquises par les Services financiers sont comptabilisées au coût et amorties pour toute la durée de leur vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire ou la méthode de l'amortissement dégressif.

En ce qui concerne les Services de gestion-conseil, toutes les dépenses en immobilisations sont imputées aux opérations pour l'exercice pendant lequel elles sont effectuées, étant donné qu'elles sont financées par un crédit parlementaire.

Primes, escomptes et frais d'émission de la dette

Les primes, les escomptes et les frais relatifs à l'émission de titres de dette sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de chaque émission et imputés aux frais d'intérêts.

Conversion des devises étrangères

Les billets à payer en devises étrangères et les intérêts sur ceux-ci sont assortis de contrats de change à terme ou de contrats de swap de devises et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats. La Banque adopte une méthode semblable pour les billets en dollars canadiens qui sont liés à la performance de devises étrangères. La différence entre le montant ultime payable au taux stipulé dans le contrat et le produit de l'émission est considérée comme étant un élément des coûts de financement et est donc amortie par imputation aux frais d'intérêts selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'obligation. La fraction non amortie de ces sommes est incluse dans les frais d'émission de la dette non amortis au bilan.

Swaps de taux d'intérêt

Dans le cadre de sa stratégie de financement, la Banque est partie à des contrats de swap de taux d'intérêt. Les montants à payer et à recevoir découlant de ces contrats sont inscrits pendant toute la durée des contrats à titre de frais d'intérêts.

Régime de retraite

La Banque offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées aux employés admissibles. Des évaluations périodiques sont faites par des actuaires indépendants afin d'établir la valeur des prestations constituées et les coûts du régime. La charge de retraite correspond à la somme des éléments suivants:

— le coût des prestations de retraite accordées eu égard aux services rendus au cours de l'exercice et
— l'amortissement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, des redressements découlant des modifications au régime ou aux hypothèses, des gains et pertes actuariels, et le provisionnement du surplus ou du déficit du régime déterminé au moment de la dernière évaluation actuarielle.

L'écart cumulatif entre les montants inscrits à titre de charge de retraite et les cotisations versées est reflété au poste "autres éléments de passif" ou au poste "autres éléments d'actif" selon le cas.

Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi découlant des conditions d'emploi de la Banque sont imputées à l'exercice pendant lequel elles sont gagnées par les employés.

Crédit parlementaire pour les Services de gestion-conseil

Les frais nets pour les Services de gestion-conseil comprennent certaines dépenses telles les cours des prestations de cessation d'emploi et le régime de retraite qui ne sont pas pourvues par un crédit parlementaire tant qu'elles ne sont pas déboursées.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Suite*

3. Placements de capital de risque

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Actions	27,816	28,538
Avances à titre d'actionnaire	911	996
Débentures avec privilège de participation	14,315	14,715
Débentures convertibles	5,213	1,218
	48,255	45,467

4. Provision cumulée pour pertes

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Provision cumulée à l'ouverture de l'exercice	214,559	174,411
Montants radiés au cours de l'exercice	(26,587)	(19,661)
Recouvrement de montants radiés antérieurement	1,462	2,674
	189,434	157,424
Provision pour l'exercice	51,459	57,135
Provision cumulée à la clôture de l'exercice	240,893	214,559

5. Placement à long terme

Aux termes d'une directive que le gouvernement du Canada a émise le 16 octobre 1986 à la Banque fédérale de développement en vertu de l'article 89 de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Banque a procédé à l'achat de 790,000 actions privilégiées de la série "E" de Cominco Ltée pour un montant de 79 millions de dollars avec des fonds fournis par le gouvernement.

Cominco Ltée est un producteur canadien de zinc et de plomb. Ce placement fait partie d'un programme de modernisation de 260 millions de dollars relié à des activités de fonte de plomb à Trail, C.-B. En vertu d'une entente conclue pour vingt ans, le gouvernement du Canada et Cominco Ltée se partagent les risques du projet. Le rachat du placement de la Banque et le paiement des dividendes dépendent de la réussite du projet, celle-ci étant déterminée par un indice de rentabilité qui est rattaché à l'évolution des prix du plomb et de l'argent sur la durée de l'entente.

Ce placement est évalué au coût et tout dividende sera comptabilisé dans la mesure où il sera encaissé.

6. Billets à long terme

Les échéances par exercice s'établissent comme suit:

Taux %	1992	1993	1994	1995	1996	1997-99	Total
	(en milliers de dollars)						
8 3/4-9 7/8	288,709	183,084	75,000	31,476	27,440	25,000	630,709
10-11 3/4	411,218	204,199	116,672	431,121	4,448	16,217	1,183,875
12-13 1/2	35,000	69,465	35,000		20,000		159,465
	734,927	456,748	226,672	462,597	51,888	41,217	1,974,049

Ces billets à long terme comprennent les billets ci-dessous en devises étrangères assortis de contrats de swap de devises ou de contrats de change à terme (se reporter à la note 2):

	En dollars canadiens (en millions de dollars)
141.0 millions de dollars des États-Unis	184.0
100.0 millions d'unités monétaires européennes (ECU)	125.4
9.4 milliards de yen japonais	84.7
20.1 millions de dollars australiens	23.2
12.0 milliards de lires italiennes	9.5
	426.8

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Suite*

Le premier tableau comprend des billets à long terme d'une valeur totale de 212.1 millions de dollars qui ont fait l'objet d'accords de swap de taux d'intérêt avec d'autres institutions financières. Aux termes de ces accords, des taux d'intérêt fixes variant de 8 3/4% à 13 1/2% ont été convertis en des taux d'intérêt flottants qui ont résulté en des taux d'intérêt effectifs pour l'exercice 1991 qui ont varié entre 10% et 14%. Ces emprunts servent à financer une partie du portefeuille de prêts à taux d'intérêt flottant de la Banque.

7. Capital versé par le Canada

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Somme versée à la Banque du Canada conformément à l'article 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	79,000	79,000
Sommes versées conformément au paragraphe 28(1) de la Loi sur la Banque fédérale de développement	475,000	475,000
Sommes versées en vertu de crédits	26,600	26,600
	580,600	580,600

8. Limitations légales touchant l'exploitation

Le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, a autorisé des versements de capital à la Banque de l'ordre de 475 millions de dollars, soit le maximum permis par le paragraphe 28(1) de la Loi sur la Banque fédérale de développement. La Banque peut recevoir du financement supplémentaire sous forme de crédit parlementaire en vertu de l'article 20 de la Loi.

Le total du passif réel et du passif éventuel ne peut dépasser le montant de son "Capital", défini dans le paragraphe 28(2) de la Loi sur la Banque fédérale de développement, multiplié par 12 (ou par 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil). Ce passif, combiné au "Capital" de la Banque, est assujetti à un plafond de 3.2 milliards de dollars.

9. Passif éventuel et engagements

Au 31 mars 1991:

a) La Banque a garanti des prêts totalisant 1.1 millions de dollars.

b) La Banque fait l'objet de diverses poursuites judiciaires découlant du cours normal de ses activités. La direction est d'avis que le montant du passif qui résultera de ces poursuites ne sera pas important.

c) Les montants non déboursés sur les prêts et les placements de capital de risque autorisés s'élèvent à 106.5 millions de dollars.

d) Les engagements minimaux futurs au titre des contrats de location-exploitation des locaux de la Banque sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1992	7,155
1993	6,284
1994	5,390
1995	4,918
1996	4,261
Exercices suivants	3,790
	31,798

10. Régime de retraite

Selon la dernière évaluation actuarielle établie au 31 décembre 1990, la valeur actuelle des prestations constituées s'élevait à 192.1 millions de dollars et la valeur axée sur la valeur marchande de l'actif net était de 193.1 millions de dollars.

11. Services financiers

L'état des résultats d'exploitation des Services financiers se compose des résultats de la division des Prêts et de la division du Capital de risque qui sont présentés ci-dessous. Le capital de la Banque au 31 mars 1991 comprend un montant de 45.6 millions de dollars versé par le gouvernement du Canada pour financer le portefeuille des placements de capital de risque.

	1991			1990		
	Prêts	Capital de risque	Total	Prêts	Capital de risque	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenu d'intérêts et de placements	366,697	4,810	371,507	357,169	8,983	366,152
Frais d'intérêts	238,641		238,641	224,574		224,574
Revenu net d'intérêts et de placements	128,056	4,810	132,866	132,595	8,983	141,578
Provision pour pertes	48,395	3,064	51,459	55,158	1,977	57,135
Revenu net d'intérêts et de placements après provision pour pertes	79,661	1,746	81,407	77,437	7,006	84,443
Frais autres que d'intérêts	75,379	3,086	78,465	70,190	3,208	73,398
Bénéfice net (perte nette)	4,282	(1,340)	2,942	7,247	3,798	11,045

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Fin*

12. Renseignements financiers comparatifs

a) Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1990, les programmes Renseignements et consultation des Services de gestion-conseil ont été éliminés à la suite d'une réduction des crédits annuels, annoncée par le ministre des Finances dans son budget du 27 avril 1989. Les coûts associés à la réorganisation, constitués principalement de coûts inhérents à la réduction des effectifs et au surplus d'espace, ont été imputés à l'exercice.

b) Certains montants se rapportant à l'exercice financier terminé le 31 mars 1990 ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. au 31 décembre 1990 et l'état des résultats et des bénéfices non répartis de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification à été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et executée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 22 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Encaisse	885	1,381
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	95,000	95,000
Fonds gelés (note 2)	1,573,006	1,396,986
	1,668,891	1,493,367

PASSIF	1990	1989
	$	$
Obligations échues et non réclamées (note 3)	14,025	14,025
Montant à payer au Canada (note 4)	324,024	324,024
	338,049	338,049
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé et émis		
10 actions de la catégorie A, sans valeur nominale	976	976
Bénéfices non répartis	1,329,866	1,154,342
	1,330,842	1,155,318
	1,668,891	1,493,367

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
VINCE MALIZIA

un Administrateur
NICOLAS VAN DUYVENDYK

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Intérêts créditeurs	176,047	144,118
Dépenses		
Frais légaux	455	
Droit de dépôt et frais de banque	68	65
	523	65
Bénéfice net pour l'exercice	175,524	144,053
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1,154,342	1,010,289
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1,329,866	1,154,342

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Autorisation et activités

La Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. a été constituée en 1927 en vertu de la Dominion Companies Act et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. Elle est une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle a cessé son exploitation active en 1957 lorsqu'elle a vendu sa flotte de huit navires à des intérêts cubains.

Le 29 octobre 1985, le Parlement a voté la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État qui autorise le ministre des Finances à dissoudre la société.

Un document de cession a été préparé dans lequel la société transporte à Sa Majesté du chef du Canada tous ses droits et participations à une lettre de crédit, envers celle-ci, ou découlant de celle-ci selon la mention ci-après à la note 2 afférente. Toutefois, ce document n'a pas encore fait l'objet de souscription puisque le consentement en provenance de la BankAmerica International touchant cette cession et leur acquiescement que le versement en vertu de la lettre de crédit sera fait à Sa Majesté du chef du Canada, n'ont pas encore été reçus.

Par conséquent, la société n'est pas encore dissoute et par conséquent, les fonds gelés sont encore comptabilisés à l'actif de la société.

Le processus de dissolution sera achevé lorsque le consentement et l'acquiescement seront reçus de la BankAmerica International.

2. Fonds gelés

Le versement final de $470,400 sur la vente des huit navires à des intérêts cubains devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International (auparavant connue sous le nom de Bank of America). Cependant, les United States Cuban Assets Control Regulations, entrés en vigueur le 3 juillet 1963, ont interdit à la banque d'honorer le paiement de la traite. Les modifications aux règlements, entrées en vigueur le 2 mars 1979, exigent que les fonds gelés soient conservés dans un compte portant intérêt. Le montant des intérêts courus au 31 décembre 1990 s'établissait à $1,102,606 ($926,586 en 1989).

Depuis l'année 1984, la BankAmerica International retient 15% des intérêts gagnés sur les fonds gelés par la banque en vertu des Cuban Assets Regulations; cette retenue représente un impôt sur le revenu applicable aux non résidents. Jusqu'à date, une somme de $142,939 a été ainsi retenue, y compris les intérêts au montant de $43,660 sur la somme retenue. La direction est d'avis que la société demeure non assujettie à l'impôt sur le revenu des États-Unis, conformément au traité fiscal de 1980, tel que modifié. Par conséquent, les montants retenus, y compris les intérêts afférents, ont été inclus dans les revenus et à l'actif, et aucun élément de passif n'a été comptabilisé.

Les négociations entreprises pour recouvrer les fonds gelés n'ont pas réussi et toutes les procédures légales ont été suspendues jusqu'à ce que les règlements soient révoqués.

3. Obligations échues et non réclamées

Les obligations échues n'ont pas été réclamées depuis le 1er mars 1955 et, par conséquent, en vertu de la loi fixant les délais de prescription, il n'existe aucune obligation légale de les rembourser. Cependant, la société a l'intention d'honorer toutes obligations en souffrance qu'on lui présentera.

4. Montant à payer au Canada

Les avances du Canada ne portent aucun intérêt et seront remboursables lors du recouvrement des fonds gelés.

5. Opérations entre apparentés

En plus des opérations déclarées ailleurs dans les présents états financiers, la société effectue les opérations suivantes:

- Le ministère des Transports a payé la somme de $2,533 à titre de frais légaux et réglera également un montant impayé de $4,357. Ces frais ne seront pas réclamés à la société;
- Le ministère des Transports fournit à la société, à titre gratuit, des services administratifs.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CENTRE DE RECHERCHES POUR LE
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Centre au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 3 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 3)	16,894,314	14,115,678
Débiteurs	1,409,170	1,040,856
Frais payés d'avance	882,017	849,248
	19,185,501	16,005,782
Dépôts recouvrables	175,976	206,894
Immobilisations (note 4)	5,031,677	5,477,839
Fondations (note 5)	293,041	433,475
	24,686,195	22,123,990

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	10,225,827	11,303,825
Fonds pour les contrats de recherche (note 7)	650,181	1,426,291
	10,876,008	12,730,116
Indemnités de cessation d'emploi courues	2,941,320	2,623,128
Loyer reporté—Siège social	2,007,001	2,311,918
Fondations (note 5)	293,041	433,475
	16,117,370	18,098,637
AVOIR		
Avoir du Canada	8,568,825	4,025,353
	24,686,195	22,123,990

Engagements contractuels (note 9).

Approuvé:

le Président intérimaire
JAMES MULLEN

le Trésorier
ANTOINE HAWARA

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Recherche en développement		
Subventions de projets	56,382,561	63,424,558
Projets du Centre	5,408,936	5,757,433
Contrats de recherche (note 7)	5,133,337	9,276,881
	66,924,834	78,458,872
Activités reliées à la recherche		
Assistance technique	13,169,049	13,762,411
Élaboration et financement de projets	5,739,734	6,683,451
Diffusion de l'information	3,899,706	3,045,514
Bibliothèque spécialisée en recherche et développement	1,723,452	1,765,694
	24,531,941	25,257,070
Soutien à la recherche opérationnelle		
Bureaux régionaux	8,047,720	8,728,412
Gestion des divisions	6,976,142	7,378,419
	15,023,862	16,106,831
Total des dépenses de recherche et de soutien	106,480,637	119,822,773
Dépenses d'administration	11,517,091	11,123,682
	117,997,728	130,946,455
Revenus		
Subvention du Parlement du Canada	114,130,000	108,500,000
Intérêts sur placements et autres revenus	3,277,863	3,306,151
Contrats de recherche (note 7)	5,133,337	9,276,881
	122,541,200	121,083,032
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	4,543,472	(9,863,423)

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	4,025,353	13,888,776
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	4,543,472	(9,863,423)
Solde à la fin de l'exercice	8,568,825	4,025,353

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (absorbée par) l'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	4,543,472	(9,863,423)
Éléments ne comportant aucun mouvement de fonds		
Amortissement des immobilisations	1,374,701	1,322,278
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	494,327	303,142
Perte (gain) lors de l'aliénation d'immobilisations	(121,724)	28,508
Amortissement du loyer reporté	(304,917)	(304,917)
	5,985,859	(8,514,412)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation hors caisse		
Débiteurs	(368,314)	(152,203)
Frais payés d'avance	(32,769)	545,412
Dépôts recouvrables	30,918	(23,464)
Créditeurs et frais courus	(1,077,998)	(1,069,871)
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	(176,135)	(402,693)
Passif lié aux contrats de recherches courus	(776,110)	(1,106,037)
	(2,400,408)	(2,208,856)
Encaisse provenant de (absorbée par) l'exploitation	3,585,451	(10,723,268)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(1,041,560)	(2,336,333)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	234,745	278,192
	(806,815)	(2,058,141)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	2,778,636	(12,781,409)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	14,115,678	26,897,087
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	16,894,314	14,115,678

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions, créée en 1970 par une loi du Parlement du Canada appelée la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international. Le Centre a reçu une subvention annuelle du Parlement du Canada en conformité avec le Crédit 60 et 50 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les exercices terminés les 31 mars 1991 et 1990 respectivement.

Le Centre a pour objectif d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales, et traduisent les principales conventions suivantes:

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties sur la durée estimative de leur utilisation. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont les suivants:

	Méthode	Taux(%)
Matériel informatique	Linéaire	20
Améliorations locatives	Linéaire	5-50
Mobilier et matériel de bureau	Solde dégressif	20
Véhicules	Solde dégressif	30
Système téléphonique	Linéaire	20

Comptabilisation des revenus

Les subventions du Parlement sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus tirés des contrats de recherche sont comptabilisés lorsque les dépenses afférentes sont engagées. L'excédent des fonds reçus pour les contrats de recherche sur les dépenses est inclus dans le passif à court terme.

Indemnités de cessation d'emploi courues

Les employés bénéficient de certaines indemnités de cessation d'emploi calculées selon le salaire au moment de la cessation et selon les conditions d'emploi. Le passif résultant de ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les montants s'accumulent au crédit de l'employé.

Loyer reporté

Les gratuités ou autres avantages reliés à des contrats de location à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du contrat.

Charges de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre doivent cotiser au Régime. Ces cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

Conversion des devises

La conversion des devises en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. L'actif et le passif monétaires sont réglés selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

3. Encaisse et dépôts à court terme

	1991	1990
	$	$
Encaisse (découvert bancaire)	(465,070)	(659,105)
Dépôts à court terme		
Banques canadiennes	8,530,333	11,648,255
Sociétés commerciales	6,754,895	
Banques sous contrôle étranger	2,074,156	2,151,598
Gouvernements fédéral et provinciaux		974,930
	16,894,314	14,115,678

4. Immobilisations

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Matériel informatique	5,818,074	2,767,285	3,050,789	3,021,759
Mobilier et matériel de bureau	1,844,228	1,141,245	702,983	692,713
Améliorations locatives	1,303,313	518,161	785,152	988,617
Véhicules	984,160	571,597	412,563	636,771
Système téléphonique	833,577	753,387	80,190	137,979
	10,783,352	5,751,675	5,031,677	5,477,839

L'amortissement pour l'exercice s'établit à $1,374,701 (en 1990, $1,322,278).

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Fondations

En 1987, la succession du regretté John Bene a créé une fondation qui doit être consacrée à l'octroi de bourses d'études supérieures en foresterie sociale. Durant la même année, un ancien Gouverneur du Centre a établi une fondation pour la recherche appliquée ou consacrée à remplir une mission particulière. L'année dernière le Centre a reçu une contribution provenant de la V[e] conférence internationale sur le SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise). Celle-ci a été versée dans un fonds pour la recherche sur cette maladie dans le Tiers-Monde.

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	433,475	165,441
Dons reçus		255,958
Intérêts créditeurs	48,816	22,076
Dépenses	(189,250)	(10,000)
Solde à la fin de l'exercice	293,041	433,475
John Bene	161,006	160,170
Gouverneur	19,267	17,201
SIDA	112,768	256,104
Total des fondations	293,041	433,475

6. Créditeurs et frais courus

	1991	1990
	$	$
Frais courus—Projets	6,686,751	6,983,667
Prestations courues de congés annuels et autres	1,472,304	1,390,149
Autres	2,066,772	2,930,009
	10,225,827	11,303,825

7. Contrats de recherche

Les contrats de recherche se rapportent à la recherche exécutée ou gérée par le Centre au nom d'autres organisations et à la V[e] conférence internationale sur le SIDA, organisée par le Centre. Ces contrats sont financés par d'autres organisations internationales, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et d'autres agences gouvernementales fédérales.

Les dépenses de contrats de recherche de $5,133,337 (en 1990, $9,276,881) comprennent $4,681,921 (en 1990, $2,909,740) déboursés au nom de l'ACDI. De plus, le Centre a reçu $146,646 (en 1990, $49,971) de frais d'administration de l'ACDI; ces frais sont inclus dans les intérêts sur placements et autres revenus.

Les éléments de passif à court terme afférents aux contrats de recherche s'élèvent à $650,181 (en 1990, $1,426,291) et comprennent $139,266 (en 1990, nil) au titre des activités reliées au SIDA. Le passif relatif aux contrats de recherche n'inclut aucun montant lié aux activités de l'ACDI (en 1990, $1,043,422) mais une créance de $264,676 au titre des contrats de recherche pour le compte de l'ACDI a été inscrite dans les débiteurs en 1991.

8. Contrats de location-exploitation

Le Centre a conclu différents contrats de location pour des bureaux, du matériel et du logement pour le personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu de ces contrats de location, les engagements annuels du Centre sont les suivants:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1992	6,194,140
1993	5,500,868
1994	5,051,369
1995	5,005,147
1996	5,046,551
1997-2000	8,520,433
	35,318,508

9. Engagements contractuels—Subventions et élaboration de projets

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant au plus 105.2 millions de dollars au cours des quatre prochains exercices, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que les bénéficiaires se conforment aux modalités de subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des bénéficiaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de 14.8 millions de dollars; il attend l'acceptation de ces offres.

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION VISANT LA PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints du Centre international d'exploitation des océans et tous les renseignements dans le présent rapport annuel relèvent de la direction et ils ont reçu l'approbation du Conseil d'administration.

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux que contiennent les états financiers.

En s'acquittant de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la justesse des états financiers, la direction entretient des systèmes et des pratiques de contrôle financier et de gestion conçus dans le but d'apporter la certitude raisonnable que les opérations sont autorisées, que les éléments d'actif sont protégés et que des registres convenables sont tenus. En outre, le Comité de vérification et d'évaluation du Conseil veille dans l'ensemble aux responsabilités de la direction quant à la tenue de systèmes suffisants de contrôle et à la qualité de la présentation de rapports financiers.

Le vérificateur autonome, le vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers et de la publication de son rapport y relié.

le Président
Gary C. Vernon

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre international d'exploitation des océans au 31 mars 1991 et les états des résultats, du surplus et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égard importants, la situation financière du Centre au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Centre dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans, et aux règlements administratifs du Centre.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,777,485	1,062,190
Débiteurs		
Agence canadienne de développement international	854,355	590,694
Autres	87,028	124,637
	2,718,868	1,777,521

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,488,248	1,197,732
Avances provenant de l'Agence canadienne de développement international	1,044,443	11,921
	2,532,691	1,209,653
AVOIR		
Surplus	186,177	567,868
	2,718,868	1,777,521

Contrats de location-exploitation (note 5).
Engagements à contrat (note 6).

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
JOHN H. VANDERMEULEN

un Administrateur
ELISABETH MANN BORGESE

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Activités des programmes du Centre international d'exploitation des océans (Tableau A ci-joint)		
Division de l'Afrique occidentale et de l'océan Indien	2,657,201	1,721,401
Division du Pacifique-sud et du bassin des Antilles	4,480,452	3,645,615
Division des activités interrégionales et des activités de coopération	2,361,343	2,145,219
Programmes du Centre	1,240,515	613,108
Total pour les activités de programme du Centre international d'exploitation des océans	10,739,511	8,125,343
Programmes gérés au nom de l'Agence canadienne de développement international (Tableau B ci-joint)	2,167,420	2,198,628
Total pour les activités de programme	12,906,931	10,323,971
Services administratifs (Tableau C ci-joint)	2,002,226	1,549,274
Total des dépenses	14,909,157	11,873,245
Revenus		
Recouvrements auprès de l'Agence canadienne de développement international	2,167,420	2,198,628
Intérêt et autre revenu	160,046	96,869
Total des revenus	2,327,466	2,295,497
Coût de l'exploitation pour l'exercice	12,581,691	9,577,748

ÉTAT DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Surplus au début de l'exercice	567,868	45,616
Crédits parlementaires (note 3)	12,200,000	10,100,000
	12,767,868	10,145,616
Coût de l'exploitation pour l'exercice	12,581,691	9,577,748
Surplus à la fin de l'exercice	186,177	567,868

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de financement		
Crédits parlementaires	12,200,000	10,100,000
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(12,581,691)	(9,577,748)
Diminution des postes du fonds de roulement autres que l'encaisse	1,096,986	247,225
	(11,484,705)	(9,330,523)
Augmentation de l'encaisse	715,295	769,477
Encaisse au début de l'exercice	1,062,190	292,713
Encaisse à la fin de l'exercice	1,777,485	1,062,190

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre international d'exploitation des océans a été établi par la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans en 1985 en tant que société d'État sans capital-actions, nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et il est exempt des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le Centre dépend du gouvernement du Canada pour ses crédits d'exploitation.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager et d'appuyer la collaboration entre le Canada et les pays en voie de développement dans le domaine de l'exploitation des ressources des océans par les mesures suivantes:

a) lancer et appuyer, dans les pays en voie de développement, des programmes d'amélioration de la gestion et de l'utilisation des ressources des océans, surtout à des fins alimentaires;

b) susciter, dans les pays en voie de développement, les connaissances spécialisées et la création des institutions nécessaires à l'amélioration des compétences en matière de gestion intégrée de l'exploitation des océans;

c) tirer parti des connaissances spécialisées de personnes et d'institutions du Canada, de pays en voie de développement et d'ailleurs;

d) organiser et parrainer la cueillette et la diffusion de renseignements utiles à l'exploitation des richesses des océans;

e) organiser et parrainer des programmes de formation, d'aide technique et de prestation de conseils se rapportant à l'exploitation des ressources des océans; et

f) appuyer la recherche liée à l'exploitation des ressources des océans.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers représentent les conventions suivantes:

a) Dépenses en capital

Les achats de matériel, de mobilier de bureau et le coût des améliorations locatives sont portés aux dépenses de l'exercice au cours duquel s'effectue l'acquisition.

b) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits dans l'état du surplus de l'exercice auquel ils s'appliquent.

c) Dépenses liées à des projets

Le Centre conclut avec des tiers des ententes pour entreprendre des projets. Les dépenses y afférentes sont imputées aux résultats lorsqu'elles sont déboursées et au fur et à mesure qu'elles s'avèrent exigibles en vertu des modalités de l'entente à contrat.

d) Régime de pensions de retraite

Les employés sont protégés par le Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont versées à parts égales par les employés et par le Centre. Ces contributions représentent le passif total du Centre et sont inscrites dans les comptes au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles.

e) Conversion des devises étrangères

La valeur monétaire de l'actif et du passif est convertie au cours du change en vigueur à la date du bilan. Les dépenses d'administration à l'étranger sont converties en utilisant la moyenne pondérée des taux du change en vigueur le jour du virement au bureau du Centre à l'étranger. Les gains et pertes découlant de la conversion de devises étrangères sont portés aux résultats de l'exploitation.

f) Comptabilisation des recouvrements

Les revenus par rapport aux projets sont comptabilisés lorsque les dépenses connexes sont défrayées. Les revenus reçus qui sont supérieurs aux dépenses sont inscrits au passif à court terme.

3. Crédit parlementaire

Le gouvernement du Canada a approuvé un crédit parlementaire de $12,300,000 et le Centre a utilisé $12,200,000, ce qui résulte d'une diminution de dépense de $100,000 établie par le Centre à la suite d'une demande du Comité des priorités et de la planification du Cabinet.

4. Surplus d'apport

À la suite de l'approbation du ministre des Relations extérieures, le surplus d'apport de $54,227 a été viré au surplus, à partir du 13 mars 1989. Le surplus d'apport représentait la valeur comptable nette des biens apportés au Centre par l'organisation non gouvernementale qui l'a précédé, le Centre international d'exploitation des océans.

5. Contrats de location-exploitation

Le Centre a conclu divers contrats de location-exploitation reliés à des locaux et à du matériel de bureau. Voici les paiements minimums à venir au titre des baux:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1992	468,480
1993	477,367
1994	477,727
1995	467,884
1996	446,371
	2,337,829

6. Engagements à contrat

Le Centre a approuvé ou s'est engagé par entente envers les dépenses de projets qui suivent, sous réserve de l'exécution des documents contractuels ou de la conformité par les récipiendaires aux modalités de leurs ententes présentes.

Exercice se terminant le 31 mars	$
1992	6,330,459
1993	4,484,899
1994	1,844,840
1995	1,264,670
1996	786,100
	14,710,968

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

DÉPENSES DE PROGRAMMES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

TABLEAU A

	Administration des programmes	Mise au point des programmes	Évaluation des programmes	Bureau sur place	Projets	Total 1991	Total 1990
	$	$	$	$	$	$	$
Divisions des programmes							
Afrique occidentale et océan Indien	789,640	250,544		68,798	1,548,219	2,657,201	1,721,401
Pacifique-sud et bassin des Antilles	891,189	200,277	45,127	69,502	3,274,357	4,480,452	3,645,615
Activités interrégionales et activités de coopération	549,361	138,376	5,690		1,667,916	2,361,343	2,145,219
Total des activités divisionnaires	2,230,190	589,197	50,817	138,300	6,490,492	9,498,996	7,512,235
Programmes généraux							
Communications et publications						456,872	303,458
Politique et planification						369,969	195,992
Centre de recherches en renseignements						148,173	70,664
Évaluation des programmes						130,951	
Collaboration avec les entreprises						123,664	
Projets du Centre						10,886	42,994
						1,240,515	613,108
						10,739,511	8,125,343

PROGRAMMES GÉRÉS AU NOM DE L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

TABLEAU B

Numéro du projet	Nom du projet	1991	1990
		$	$
	Pacifique-sud et bassin des Antilles		
880223	Projet de développement du Canada de l'océan Pacifique-sud	1,787,730	1,916,589
880235	Évaluation des ressources marines de la région antillaise	13,790	38,158
890374	Programme d'évaluation et de gestion des ressources en pêcheries des Antilles	105,807	
		1,907,327	1,954,747
	Activités interrégionales et activités de coopération		
860097	Bourses d'études africaines de l'Université maritime mondiale		24,486
870167	Bourses d'études universelles de l'Université maritime mondiale	32,468	98,408
880262	Bourses d'études universelles de l'Université maritime mondiale	227,625	120,987
		260,093	243,881
		2,167,420	2,198,628

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Fin*

SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

TABLEAU C

	Traitements et avantages	Matériel	Autres frais connexes	Total 1991	Total 1990
	$	$	$	$	$
Finances	307,010	65,185	534,924	907,119	378,598
Direction	349,428	31,880	205,798	587,106	578,364
Perfectionnement du personnel	156,142	39,961	94,846	290,949	473,213
Contentieux	143,967	24,325	48,760	217,052	119,099
	956,547	161,351	884,328	2,002,226	1,549,274

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1991
N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Nous avons vérifié les états financiers de la Commission canadienne du blé présentés sous la forme des tableaux I à VIII et les notes complémentaires, y compris le bilan au 31 juillet 1990 ainsi que l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1989-90 pour les comptes de mise en commun des blé et blé dur ambré de la période allant au 1[er] août 1989 jusqu'à la fin de l'exploitation le 19 octobre 1990, l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1989-90 pour les comptes de mise en commun des orge et orge de premier choix de la période allant au 1[er] août 1989 jusqu'à la fin de l'exploitation le 30 septembre 1990, l'état des frais d'administration, des frais généraux et des imputations à l'exploitation de l'exercice terminé le 31 juillet 1990, l'état des versements anticipés aux producteurs en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en date du 31 juillet 1990, et l'état des opérations du compte spécial de l'exercice terminé le 31 juillet 1990. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 juillet 1990 ainsi que les résultats de son exploitation pour les périodes indiquées selon les principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés
Deloitte & Touche

Winnipeg, Canada
le 1[er] mars 1991

BILAN AU 31 JUILLET 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne précédente)

TABLEAU I

ACTIF	1990	1989
	$	$
Stocks de céréales (note 1 a))		
Blé	624,797,702	646,419,957
Blé dur	148,783,030	130,206,714
Avoine		26,098,738
Avoine de premier choix		2,688,284
Orge	58,712,133	187,609,928
Orge de premier choix	16,738,826	31,308,222
	849,031,691	1,024,331,843
Lettres de change, plus les intérêts courus (note 2)	4,625,484,239	3,701,171,827
Comptes débiteurs (note 3)		
Montants à recevoir à la conclusion des ventes	15,234,576	53,450,801
Divers	20,980,637	17,761,236
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	39,135,534	44,633,801
Montant à recevoir du gouvernement du Canada relativement au déficit d'exploitation		
Compte de mise en commun 1988-89—Avoine		32,361,239
Immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg, au prix coûtant moins l'amortissement	1,507,216	1,611,503
Wagons-trémies, au prix coûtant moins l'amortissement (note 4)	57,534,605	60,516,037
Mobilier, matériel et véhicules, au prix coûtant moins l'amortissement	1,187,661	1,190,416
Frais reportés et frais payés d'avance	1,653,857	1,999,562
	5,611,750,016	4,939,028,265

PASSIF	1990	1989
	$	$
Obligations envers les banques (note 5)	4,507,217,127	3,619,608,031
Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs (note 6)	551,700,354	569,415,257
Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés (note 7)	113,558,903	102,811,770
Frais courus et comptes créditeurs (note 8)	71,990,424	86,520,811
Chèques aux producteurs en circulation, relèvement et ajustement de fin de campagne		
Blé	839,201	454,024
Blé dur	105,654	305,741
Avoine	4,796	19,060
Avoine de premier choix	1,186	
Orge	59,609	44,627
Orge de premier choix	46,897	8,396
Compte spécial—Solde net des comptes dormants (note 9)	5,022,637	4,272,574
Provisions pour frais reliés aux ajustements de fin de campagne (note 10)	2,211,626	2,734,927
Excédents d'exploitation		
Comptes de mise en commun		
Blé	203,253,274	469,403,586
Blé dur	46,643,070	26,417,209
Avoine de premier choix		3,327,644
Orge	73,870,510	16,788,430
Orge de premier choix	35,224,748	36,896,178
	5,611,750,016	4,939,028,265

le Commissaire en chef
LORNE F. HEN

l'adjoint au Commissaire en chef
FORREST M. HETLAND

le Commissaire
RICHARD H. KLASSEN

le Commissaire
GORDON P. MACHEJ

le Commissaire
WILLIAM H. SMITH

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DE 1989-90
ENTRE LE 1er AOÛT 1989 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 19 OCTOBRE 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne 1988-89)

TABLEAU II

	1989-90		1988-89	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé acquis				
Acheté des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	16,682,883	2,635,281,090	14,218,367	2,377,546,508
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	111,848	19,477,505	135,496	23,334,599
Acheté du compte de mise en commun du blé de la campagne précédente	1,607,091	316,768,543		
	18,401,822	2,971,527,138	14,353,863	2,400,881,107
Blé vendu				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	1,395,857		1,437,233	
Exportation	12,724,571		9,691,155	
Freintes	1,706		471	
	14,122,134	2,680,176,574	11,128,859	2,281,180,323
Stocks de blé—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet				
Marché intérieur	420,480		258,526	
Exportation	2,004,965		1,359,387	
Vente au compte de mise en commun du blé suivant	1,854,243		1,607,091	
	4,279,688	624,797,702	3,225,004	646,419,957
	18,401,822	3,304,974,276	14,353,863	2,927,600,280
Excédent sur les opérations relatives au blé		333,447,138		526,719,173
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé entreposé dans les silos de collecte		81,947,913		43,576,178
Frais de conservation sur le blé entreposé dans les silos portuaires		25,171,463		14,168,229
		107,119,376		57,744,407
Intérêts, frais bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission		(24,312,632)		(33,651,756)
Surestarie/Bonification		(66,282)		(3,302,045)
Fret supplémentaire—Sur le blé expédié des gares régionales aux silos portuaires		15,814,413		9,266,321
—Résultant de modifications aux tarifs ferroviaires		2,389,795		1,675,231
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé entreposé dans les silos industriels		62,126		(19,809)
Frais de séchage		76,344		32,299
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la Commission		8,220,815		7,627,680
Frais administratifs et généraux de la Commission		20,889,909		17,943,259
		130,193,864		57,315,587
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun du blé pour la période allant du 1er août 1989 au 19 octobre 1990 (au 30 septembre 1989 pour 1988-89)		203,253,274		469,403,586

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR AMBRÉ 1989-90
ENTRE LE 1[er] AOÛT 1989 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 19 OCTOBRE 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne 1988-89)

TABLEAU III

	1989-90		1988-89	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé dur acquis				
Acheté des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	3,498,752	502,789,898	2,254,359	420,780,711
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	27,482	3,921,707	17,902	3,306,710
Acheté du compte de mise en commun du blé dur de la campagne précédente	424,785	77,630,578	200,258	33,626,638
	3,951,019	584,342,183	2,472,519	457,714,059
Blé dur vendu				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	178,920		128,456	
Exportation	2,612,712		1,627,519	
Freintes	1,348		2,537	
	2,792,980	509,374,499	1,758,512	374,996,935
Stocks de blé dur—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet				
Marché intérieur	48,398		36,667	
Exportation	566,249		252,555	
Ventes au compte de mise en commun du blé dur suivant	543,392		424,785	
	1,158,039	148,783,030	714,007	130,206,714
	3,951,019	658,157,529	2,472,519	505,203,649
Excédent sur les opérations relatives au blé dur ambré		73,815,346		47,489,590
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé dur entreposé dans les silos de collecte		15,557,532		10,827,316
Frais de conservation sur le blé dur entreposé dans les silos portuaires		6,236,353		4,810,372
		21,793,885		15,637,688
Intérêts et frais bancaires		(1,939,580)		1,018,487
Surestarie/Bonification		(81,889)		(499,446)
Fret supplémentaire—Sur le blé dur expédié des gares régionales aux silos portuaires		922,521		414,599
—Résultant de modifications aux tarifs ferroviaires		359,330		444,893
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé dur entreposé dans des silos industriels		335		950
Frais de séchage		1,938		870
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la Commission		1,724,078		1,209,389
Frais administratifs et généraux de la Commission		4,391,658		2,844,951
		27,172,276		21,072,381
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun du blé dur pour la période allant du 1[er] août 1989 au 19 octobre 1990 (au 30 septembre 1989 pour 1988-89)		46,643,070		26,417,209

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1989-90
ENTRE LE 1er AOÛT 1989 ET LA FIN DES ACTIVITÉS LE 30 SEPTEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne 1988-89)

TABLEAU IV

	1989-90		1988-89	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge acquise				
Achetée des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	3,067,088	305,790,879	4,035,425	483,922,812
Tonnes nettes acquises suite au redressement des différences en plus ou en moins, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux acomptes de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	17,436	1,769,992	69,065	5,797,698
Achetée du compte de mise en commun de l'orge de la campagne précédente	468,190	59,307,067		
	3,552,714	366,867,938	4,104,490	489,720,510
Orge vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill	3,009,602	397,270,005	2,672,893	342,804,701
Freintes	30		54	
Stocks d'orge—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet	485,239	53,130,142	963,353	128,302,861
Ventes au compte de mise en commun de l'orge suivant	57,843	5,581,991	468,190	59,307,067
	3,552,714	455,982,138	4,104,490	530,414,629
Excédent sur les opérations relatives à l'orge		89,114,200		40,694,119
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur l'orge entreposée dans les silos de collecte		9,327,125		10,930,743
Frais de conservation sur l'orge entreposée dans les silos portuaires		1,426,806		2,425,508
		10,753,931		13,356,251
Intérêts et frais bancaires		(7,600,719)		288,533
Surestarie/Bonification		1,074,813		(334,009)
Fret supplémentaire—Sur l'orge expédiée des gares régionales aux silos portuaires		5,639,416		1,755,367
—Résultant de modifications aux tarifs ferroviaires		126,040		1,581,659
Frais de manutention et d'arrêt sur l'orge entreposée dans des silos industriels		864		
Frais de séchage		7,914		402
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la Commission		1,511,367		2,164,871
Frais administratifs et généraux de la Commission		3,730,064		5,092,615
		15,243,690		23,905,689
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun de l'orge pour la période allant du 1er août 1989 au 30 septembre 1990 (au 30 septembre 1989 pour 1988-89)		73,870,510		16,788,430

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1989-90 ENTRE LE 1er AOÛT 1989 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 30 SEPTEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de la campagne 1988-89)

TABLEAU V

	1989-90		1988-89	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs moyennant les acomptes à la livraison de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	843,496	138,126,408	1,074,488	195,921,451
Orge de premier choix vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	761,788	153,966,698	942,125	200,127,452
Stocks d'orge de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici au montant reçu de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes complétées après le 31 juillet	81,708	16,738,826	132,363	31,308,222
	843,496	170,705,524	1,074,488	231,435,674
Excédent sur les opérations relatives à l'orge de premier choix		32,579,116		35,514,223
Frais d'exploitation				
Intérêts		(4,087,105)		(3,266,267)
Surestarie/Bonification				(48,094)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la Commission		415,649		576,427
Frais administratifs et généraux de la Commission		1,025,824		1,355,979
		(2,645,632)		(1,381,955)
Excédent d'exploitation de la Commission au compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la période allant du 1er août 1989 au 30 septembre 1990 (au 30 septembre 1989 pour 1988-89)		35,224,748		36,896,178

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1990 (avec chiffres correspondants de la campagne 1988-89)

TABLEAU VI

	1989-90	1988-89
	$	$
Frais administratifs et généraux		
Salaires—Membres de la Commission, dirigeants et personnel	16,547,555	16,246,201
Assurance-chômage, caisse de retraite, assurance collective, assurance-maladie et autres avantages sociaux	2,334,722	2,180,867
Impôt—Santé et Éducation de la province du Manitoba	372,140	323,451
Comité consultatif	171,636	113,491
Location et éclairage des bureaux, y compris l'entretien de l'immeuble de la Commission canadienne du blé	1,615,432	1,547,222
Téléphone, télex et télécopie	616,699	599,370
Affranchissement	845,987	682,879
Imprimerie, papier et fournitures de bureau	467,183	593,153
Rapport annuel, "Mini Report", L'actualité céréalière, etc.	130,357	158,849
Réunions régionales	31,884	22,533
Frais de bureau et divers	896,364	694,451
Frais de déplacement et de mutation du personnel	972,995	873,706
Agents régionaux	235,389	183,638
Honoraires des avocats et frais de justice	191,107	67,329
Honoraires des vérificateurs	108,000	98,500
Matériel informatique—Location et divers	2,811,447	2,399,736
Réparation et entretien des machines et du matériel de bureau	19,615	23,177
Publications et services du marché des céréales	136,561	98,248
Quote-part de la Commission du blé aux frais d'exploitation de l'Institut international du Canada pour le Grain	1,124,533	1,184,256
Cautions et assurance	35,185	33,896
Amortissement—Immeuble, mobilier, matériel et véhicules	348,546	358,053
Comité d'examen	113,447	
	30,126,784	28,483,006

	1989-90		1988-89
	$		$
Imputations à l'exploitation			
1. Commercialisation des céréales			
Compte de mise en commun du blé 1989-90	10,794,582		
Compte de mise en commun du blé dur 1989-90	2,263,846		
Compte de mise en commun de l'orge 1989-90	1,984,540		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1989-90	545,779		
Compte de mise en commun du blé 1988-89	8,728,836		
Compte de mise en commun du blé dur 1988-89	1,383,980		
Compte de mise en commun de l'avoine 1988-89	579,881		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1988-89	154,482		
Compte de mise en commun de l'orge 1988-89	2,477,398		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1988-89	659,642		
		29,572,966	28,059,138
2. Répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs			
a) Blé et Blé dur			
Compte de mise en commun du blé 1988-89	244,698		
Compte de mise en commun du blé dur 1988-89	53,771		
Compte de mise en commun du blé 1987-88	40,009		
Compte de mise en commun du blé dur 1987-88	8,972		
Compte de mise en commun du blé 1986-87	4,831		
Compte de mise en commun du blé dur 1986-87	658		
Compte de mise en commun du blé dur 1985-86	3,114		
Compte de mise en commun du blé 1984-85	3,474		
Compte de mise en commun du blé dur 1984-85	471		
Compte de mise en commun du blé 1983-84	2,378		
Compte de mise en commun du blé dur 1983-84	323		
		362,699	299,170
b) Céréales secondaires			
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1988-89	8,367		
Compte de mise en commun de l'orge 1988-89	123,063		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1988-89	28,864		
Compte de mise en commun de l'avoine 1987-88	3,155		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1987-88	468		
Compte de mise en commun de l'orge 1987-88	12,955		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1987-88	3,229		
Compte de mise en commun de l'avoine 1986-87	2,002		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1986-87	351		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1985-86	707		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1985-86	2,060		
Compte de mise en commun de l'avoine 1984-85	761		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1984-85	136		
Compte de mise en commun de l'orge 1984-85	2,217		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1984-85	389		
Compte de mise en commun de l'avoine 1983-84	521		
Compte de mise en commun de l'avoine de premier choix 1983-84	91		
Compte de mise en commun de l'orge 1983-84	1,514		
Compte de mise en commun de l'orge de premier choix 1983-84	269		
		191,119	124,698
		30,126,784	28,483,006

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTATS DES PAIEMENTS ANTICIPÉS AUX CÉRÉALICULTEURS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PAIEMENTS ANTICIPÉS POUR LE GRAIN DES PRAIRIES AU 31 JUILLET 1990

TABLEAU VII

	Avances comptant aux céréaliculteurs	Rembourse-ment sur avances par les céréaliculteurs	Solde rembour-sable par les céréaliculteurs
	$	$	$
Campagne 1957-58	35,203,467	35,200,848	2,619
Campagne 1958-59	34,369,653	34,366,768	2,885
Campagne 1959-60	38,492,505	38,490,061	2,444
Campagne 1960-61	63,912,550	63,905,269	7,281
Campagne 1961-62	16,656,713	16,651,472	5,241
Campagne 1962-63	29,251,526	29,245,974	5,552
Campagne 1963-64	62,136,418	62,129,679	6,739
Campagne 1964-65	32,961,844	32,955,727	6,117
Campagne 1965-66	40,600,386	40,596,511	3,875
Campagne 1966-67	36,668,270	36,664,915	3,355
Campagne 1967-68	47,280,533	47,277,578	2,955
Campagne 1968-69	151,852,319	151,771,755	80,564
Campagne 1969-70	272,777,516	272,477,615	299,901
Campagne 1970-71	91,105,890	91,076,244	29,646
Campagne 1971-72	68,142,360	68,109,571	32,789
Campagne 1972-73	20,754,104	20,743,234	10,870
Campagne 1973-74	35,259,387	35,220,735	38,652
Campagne 1974-75	46,635,399	46,609,707	25,692
Campagne 1975-76	20,236,528	20,208,239	28,289
Campagne 1976-77	130,592,220	130,483,318	108,902
Campagne 1977-78	119,090,916	118,931,073	159,843
Campagne 1978-79	151,316,450	151,197,705	118,745
Campagne 1979-80	99,146,581	99,084,630	61,951
Campagne 1980-81	61,640,150	61,600,433	39,717
Campagne 1981-82	333,688,190	333,264,947	423,243
Campagne 1982-83	309,022,755	308,279,371	743,384
Campagne 1983-84	286,736,519	286,031,793	704,726
Campagne 1984-85	201,289,320	200,493,538	795,782
Campagne 1985-86	340,670,296	339,660,298	1,009,998
Campagne 1986-87	642,511,850	640,527,019	1,984,831
Campagne 1987-88	563,607,958	559,015,879	4,592,079
Campagne 1988-89	319,522,186	312,493,763	7,028,423
Campagne 1989-90[1]	144,260,874	105,391,639	38,869,235
	4,847,393,633	4,790,157,308	

Solde remboursable par les céréaliculteurs au 31 juillet 1990		57,236,325
Plus: intérêts bancaires au 31 juillet 1990 payables par le gouvernement du Canada	174,319,664	
Moins: montant payé par le gouvernement au 31 juillet 1990	174,348,608	(28,944)
Intérêts bancaires au 31 juillet 1990 (Campagne 1989-90)[1]	5,670,813	
Moins: montant versé par les producteurs au 31 juillet 1990	2,261,059	3,409,754
		60,617,135
Moins: solde des fonds reçus		
Gouvernement du Canada—Pour couvrir des paiements anticipés en défaut	20,428,221	
Compagnies manutentionnaires—Pour couvrir des paiements anticipés en défaut	123,823	
Compagnies manutentionnaires—Pour couvrir des paiements anticipés en cours	319,369	
Intérêts encaissés sur paiements en défaut	18,781,994	
Moins: intérêts versés au gouvernement du Canada	(18,171,806)	21,481,601
Montant dû à la Commission canadienne du blé au 31 juillet 1990		39,135,534

[1] Au cours de la campagne 1989-90, le gouvernement du Canada a demandé des intérêts aux producteurs sur les paiements anticipés. Les campagnes précédentes, c'était lui qui les payait.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

OPÉRATIONS DU COMPTE SPÉCIAL DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1990

TABLEAU VIII

	$	$
Solde du compte spécial au 31 juillet 1989		4,272,573
Virement au compte spécial autorisé par décret du conseil C.P. 1990-1536 à partir du:		
Compte du blé 1982	1,131,123	
Compte du blé dur 1982	96,038	
Compte de l'avoine 1982	1,960	
Compte de l'avoine de premier choix 1982	(1,213)	
Compte de l'orge de premier choix 1982	(15,724)	1,212,184
		5,484,757

Dépenses

Autorisées par décret du conseil	Raison	Non affectées au 31 juillet 1989	Autorisation campagne 1989-90	Non affectées au 31 juillet 1990	Effectuées pendant la campagne 1989-90	
		$	$	$	$	
C.P.1990-1537	Développement des marchés	206,363	150,000	144,559	211,804	
C.P.1990-1538	Bourses universitaires et bourses de perfectionnement	43,141	306,859	143,359	206,641	
C.P.1990-1539	Institut international du Canada pour le Grain —Dépenses en immobilisation	52,144	600,000	609,654	42,490	
		301,648	1,056,859	897,572		460,935
						5,023,822

Moins: versements aux céréaliculteurs concernant d'anciens comptes	1,185
Solde du compte spécial au 31 juillet 1990	5,022,637

Au 31 juillet 1990, il existait un total de $897,572 en dépenses autorisées non affectées laissant un solde de $4,125,065 dans le compte.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les états financiers de la Commission canadienne du blé pour la campagne qui vient de s'écouler sont, ainsi que les notes qui s'y rattachent, contenus dans le présent chapitre de ce rapport. Ils consistent en un bilan (tableau I) qui expose la situation financière de la Commission au 31 juillet 1990, ainsi qu'en d'autres états (tableaux II à VIII) donnant les résultats d'exploitation de la Commission pour la campagne se terminant à cette date. L'index qui précède les états financiers en fait ressortir les grands titres.

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun sont inclus dans les comptes de la Commission au 31 juillet lorsque les activités commerciales prennent fin avant la publication du rapport annuel. Les activités relatives aux comptes de mise en commun de l'orge et de l'orge de premier choix 1989-90 ayant été arrêtées le 30 septembre 1990, et celles des comptes du blé et du blé dur ambré 1989-90, le 19 octobre 1990, les résultats finals d'exploitation de ces comptes sont donc donnés ici avec les notes qui se rapportent à chacun d'eux.

Bien que l'unité de mesure du grain ait été la "tonne" depuis le 1^er^ février 1978, pour votre gouverne, une tonne est égale à 36.74371 boisseaux de blé et 45.92963 boisseaux d'orge.

Compte de mise en commun—Blé

Acompte à la livraison

Au début de la campagne céréalière, la Commission a été autorisée à acheter du blé des producteurs moyennant un acompte à la livraison fixe de $155/t pour le blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWRS). Puis, à compter du 9 janvier 1990, l'acompte à la livraison du n° 1 CWRS a été relevé à $165/t.

Ressources en blé

Les ressources en blé du compte de mise en commun 1989-90 se sont élevées à 18,401,822 tonnes, soit 16,682,883 tonnes livrées par les producteurs, 111,848 tonnes acquises d'autres sources et 1,607,091 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Le grain livré au compte de mise en commun 1989-90 était d'une qualité nettement inférieure à celle des livraisons au compte de mise en commun précédent, plus de grain des bas grades. Les livraisons de blé roux de printemps n° 1 et n° 2 de l'Ouest, à 11,069 millions de tonnes, ne représentaient que 66.35 p. cent du total livré contre 86.41 p. cent au compte de mise en commun précédent, tandis que les livraisons de blé roux de printemps n° 3 de l'Ouest, à 5,098 millions de tonnes, s'élevaient à 30.56 p. cent du total réceptionné. Les livraisons de blé d'utilité, dont le grade "Canada fourrager", se sont chiffrées à 516,000 tonnes ou 3.09 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 1.02 p. cent du blé livré a été agréé "gourd" et 0.09 p. cent "humide", pratiquement les mêmes chiffres que la campagne précédente.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé—Tableau A

Les activités commerciales relatives au compte de mise en commun du blé se sont soldées par un excédent de $203,253,274. L'excédent net à répartir entre les producteurs, compte tenu du remboursement de $161,708 aux utilisateurs de wagons consignés, des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 19 octobre 1990, s'est chiffré à $208,191,710 ce qui représente une moyenne de $12.480/t sur une production marchande de 16,682,883 tonnes. Le tableau B donne le prix total réalisé par les producteurs pour le blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest, soit $172.112/t pour contre $197.136/t au titre du compte de mise en commun précédent pour le même grade.

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation engagés par la Commission et imputables au compte de mise en commun du blé se sont élevés à $130,193,864, soit $7.804/t. Ils se ventilent comme suit:

Frais fixes—$107,119,376

Le total des frais fixes engagés sur le blé par la Commission, y compris les frais d'entreposage plus les intérêts aux silos de collecte et les frais d'entreposage aux silos portuaires, se sont chiffrés à $107,119,376, soit à $6.421/t.

Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission—($24,312,632)

Ce poste comprend surtout des intérêts bancaires ainsi que des intérêts versés à d'autres comptes de la Commission ou reçus d'eux. Les intérêts créditeurs ont dépassé les intérêts débiteurs de $24,312,632, soit de $1.457/t.

Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires—$15,814,413—Mod. aux tarifs ferroviaires—$2,389,795

Au cours de la campagne, la Commission a versé $15,814,413 en fret supplémentaire en raison du mouvement des grains en direction opposée pour remplir des engagements à la vente.

En vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest adoptée le 31 décembre 1983, les tarifs de transport par fer sont dorénavant révisés et ajustés tous les ans. Le 1^er^ août 1990, le prix du fret a augmenté d'environ 13 p. cent et la Commission s'est vue dans l'obligation de verser un supplément de fret sur les stocks détenus par ses agents à la collecte en date du 1^er^ août 1990, soit la somme de $2,389,795 au titre du compte de mise en commun du blé.

Séchage—$76,344

Les frais de séchage de la campagne 1989-90 se sont élevés à $76,344, une hausse par rapport aux frais de la dernière campagne, ce qui fait ressortir le pourcentage plus élevé de grain gourd et humide livré à ce compte.

Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement—$8,220,815

Les frais d'utilisation des 2,000 wagons-trémies de la Commission englobent l'amortissement et les intérêts. La quote-part des frais imputables au compte de mise en commun du blé 1989-90 s'élève à $8,220,815 contre $7,627,680 au compte précédent.

Frais d'administration et frais généraux—$20,889,909

Ce poste représente la quote-part des frais d'exploitation de la Commission, dont les salaires, les avantages sociaux aux employé(e)s et les dépenses d'exploitation relatives au siège social de la Commission ainsi qu'aux autres bureaux au Canada et à l'étranger, imputée au compte de mise en commun du blé. Il arrive également que les exercices des comptes de mise en commun chevauchent les campagnes, dans ce cas, une certaine fraction des frais d'exploitation de deux campagnes consécutives est imputée aux comptes de mise en commun en fonction de la durée du compte et du tonnage manutentionné. Les frais imputés à ce titre au compte du blé 1989-90 se sont élevés à $20,889,909, soit $1.252/t, sur une production marchande de 16,682,883 tonnes contre $17,943,259, soit $1.262/t, sur une production marchande de 14,218,367 tonnes au compte du blé précédent.

Les frais d'administration et les frais généraux de la campagne 1989-90, du 1^er^ août 1989 au 31 juillet 1990, se sont chiffrés à $30,126,784 contre $28,483,006 pour la campagne 1988-89, une augmentation de $1,643,778, soit 5.77 p. cent.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1989-90 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1989 AU 19 OCTOBRE 1990

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1988-89)

TABLEAU A

	Mise en commun 1989-90		Mise en commun 1988-89	
	Total	la tonne	Total	la tonne
Reçu des producteurs	16,682,883 tonnes		14,218,367 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	2,968,728,228	177.950	2,904,265,681	204.262
Acomptes versés à la livraison	2,635,281,090	157.963	2,377,546,508	167.217
Excédent brut	333,447,138	19.987	526,719,173	37.045
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	81,947,913	4.912	43,576,178	3.065
Aux silos portuaires	25,171,463	1.509	14,168,229	0.996
Total des frais fixes	107,119,376	6.421	57,744,407	4.061
Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission	(24,312,632)	(1.457)	(33,651,756)	(2.367)
Surestarie/Bonification	(66,282)	(0.004)	(3,302,045)	(0.232)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	15,814,413	0.948	9,266,321	0.652
—Modification aux tarifs ferroviaires	2,389,795	0.143	1,675,231	0.118
Manutention et arrêt	62,126	0.004	(19,809)	(0.001)
Séchage	76,344	0.004	32,299	0.002
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	8,220,815	0.493	7,627,680	0.536
Frais d'administration de la Commission	20,889,909	1.252	17,943,259	1.262
Total des frais d'exploitation	130,193,864	7.804	57,315,587	4.031
Excédent d'exploitation	203,253,274	12.183	469,403,586	33.014
Moins: versement intérimaire			213,275,507	15.000
	203,253,274	12.183	256,128,079	18.014
Plus: intérêts créditeurs après le 19 octobre (en 1988-89, le 30 septembre)	5,252,584	0.315	11,714,518	0.824
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne (y compris le versement intérimaire de 1988-89)	152,440	0.009	332,121	0.024
Moins: remboursement sur wagons consignés	161,708	0.009	119,016	0.008
Solde à répartir entre les producteurs	208,191,710	12.480	267,391,460	18.806

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER — TABLEAU B

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé roux de printemps			
N° 1 de l'Ouest 14.5	169.21	11.932	181.142
N° 1 de l'Ouest 13.5	167.21	9.518	176.728
N° 1 de l'Ouest	165.00	7.112	172.112
N° 2 de l'Ouest 13.5	160.21	11.561	171.771
N° 2 de l'Ouest	159.21	8.874	168.084
N° 3 de l'Ouest	145.21	15.918	161.128
N° 1 blé Canada Prairie de printemps	141.21	19.918	161.128
N° 2 blé Canada Prairie de printemps	139.21	19.918	159.128
N° 1 Utilité de l'Ouest	149.21	13.918	163.128
N° 2 Utilité de l'Ouest	132.21	20.918	153.128
Canada fourrager de l'Ouest	110.00	28.078	138.078
Blé rouge d'hiver			
N° 1 de l'Ouest	144.21	18.918	163.128
N° 2 de l'Ouest	142.21	18.918	161.128
Blé tendre blanc de printemps			
N° 1 de l'Ouest	155.00	8.424	163.424
N° 2 de l'Ouest	152.00	8.424	160.424

Compte de mise en commun—Blé dur ambré

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter du blé dur ambré des producteurs moyennant un acompte à la livraison fixe de $150/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWAD).

Ressources en blé dur ambré

Les ressources en blé dur ambré du compte de mise en commun 1989-90 se sont élevées à 3,951,019 tonnes, soit 3,498,752 tonnes livrées par les producteurs, 27,482 tonnes acquises d'autres sources et 424,785 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Les livraisons de blé dur ambré n°s 1, 2 et 3 de l'Ouest se sont élevées au total à 3,139 millions de tonnes, soit 89.73 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 0.50 p. cent du blé dur livré a été agréé "gourd" et 0.05 p. cent "humide".

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé dur ambré—Tableau C

Le tableau C donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de la campagne qui vient de s'écouler. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $46,643,070. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $27,172,276 pour la campagne, soit $7.766/t. Les frais fixes, à $21,793,885 ou $6.229/t, en occupent le poste principal. Compte tenu des remboursements aux utilisateurs de wagons consignés, des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 19 octobre 1990, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $47,793,371 ce qui représente une moyenne générale de $13.660/t sur une production marchande de 3,498,752 tonnes. Le tableau D donne le prix total réalisé par les producteurs pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest, soit $163.851/t contre $204.482/t la campagne précédente.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR AMBRÉ 1989-90 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1989 AU 19 OCTOBRE 1990

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1988-89)

TABLEAU C

	Mise en commun 1989-90		Mise en commun 1988-89	
	Total	la tonne	Total	la tonne
Reçu des producteurs	3,498,752 tonnes		2,254,359 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	576,605,244	164.803	468,270,301	207.718
Acomptes versés à la livraison	502,789,898	143.706	420,780,711	186.652
Excédent brut	73,815,346	21.097	47,489,590	21.066
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	15,557,532	4.447	10,827,316	4.803
Aux silos portuaires	6,236,353	1.782	4,810,372	2.134
Total des frais fixes	21,793,885	6.229	15,637,688	6.937
Intérêts	(1,939,580)	(0.554)	1,018,487	0.452
Surestarie/Bonification	(81,889)	(0.023)	(499,446)	(0.221)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	922,521	0.263	414,599	0.184
—Modification aux tarifs ferroviaires	359,330	0.103	444,893	0.197
Manutention et arrêt	335		950	
Séchage	1,938		870	
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	1,724,078	0.493	1,209,389	0.537
Frais d'administration de la Commission	4,391,658	1.255	2,844,951	1.262
Total des frais d'exploitation	27,172,276	7.766	21,072,381	9.348
Excédent d'exploitation	46,643,070	13.331	26,417,209	11.718
Plus: intérêts créditeurs après le 19 octobre (en 1988-89, le 30 septembre)	1,205,376	0.344	843,053	0.374
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	40,285	0.011	34,023	0.015
Moins: remboursement sur wagons consignés	14,790	0.004	12,197	0.005
Solde à répartir entre les producteurs	47,793,371	13.660	27,214,042	12.072

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ DUR AMBRÉ BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU D

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé dur ambré			
N° 1 de l'Ouest	150.00	13.851	163.851
N° 2 de l'Ouest	147.00	11.471	158.471
N° 3 de l'Ouest	143.00	10.371	153.371
N° 4 de l'Ouest	125.00	18.162	143.162
N° 5 de l'Ouest	100.00	38.162	138.162

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

Compte de mise en commun—Orge

Depuis le 1[er] août 1975, en vertu d'un décret du Conseil, l'orge sélectionnée et acceptée des producteurs en vue de son utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'orge de premier choix. Donc, les opérations décrites dans le compte de mise en commun de l'orge représentent surtout les résultats de la commercialisation des différents grades d'orge fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'orge des producteurs moyennant des acomptes à la livraison fixes de $85/t pour l'orge n° 1 de l'Ouest et de $82/t pour l'orge n° 2 de l'Ouest. Puis, à compter du 5 octobre 1989, les acomptes à la livraison de l'orge n[os] 1 et 2 de l'Ouest ont été respectivement relevés à $100/t et à $97/t.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge fourragère ordinaire se sont élevées à 3,552,714 tonnes, soit 3,067,088 tonnes livrées par les producteurs, 17,436 tonnes acquises d'autres sources et 468,190 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent. Les livraisons d'orge n° 1 et n° 2 de l'Ouest représentaient 99.81 p. cent des livraisons des producteurs et l'orge agréée "gourde" et "humide", 1.60 p. cent du total réceptionné.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Orge—Tableau E

Les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de la campagne sont donnés au tableau E. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $73,870,510. Les frais d'exploitation se sont chiffrés pour l'exercice à $15,234,690, soit $4.970/t. Les frais fixes, à $10,753,931 soit $3.506/t, en occupent le poste principal. Compte tenu d'un versement intérimaire de $36,805,057 aux producteurs au mois d'octobre 1990, du remboursement de $41,044 aux utilisateurs de wagons consignés, des frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne ainsi que des intérêts créditeurs estimatifs après le 30 septembre 1990, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $38,507,294, soit une moyenne générale de $12.555/t sur une production marchande de 3,067,088 tonnes. Le tableau F donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge livrés au cours de la campagne.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1989-90 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1[er] AOÛT 1989 AU 30 SEPTEMBRE 1990

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1988-89)

TABLEAU E

	Mise en commun 1989-90		Mise en commun 1988-89	
	Total	la tonne	Total	la tonne
Reçue des producteurs	3,067,088 tonnes		4,035,425 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	394,905,079	128.756	524,616,931	130.003
Acomptes versés à la livraison	305,790,879	99.701	483,922,812	119.919
Excédent brut	89,114,200	29.055	40,694,119	10.084
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	9,327,125	3.041	10,930,743	2.709
Aux silos portuaires	1,426,806	0.465	2,425,508	0.601
Total des frais fixes	10,753,931	3.506	13,356,251	3.310
Intérêts	(7,600,719)	(2.478)	288,533	0.072
Surestarie/Bonification	1,074,813	0.350	(334,009)	(0.083)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	5,639,416	1.839	1,755,367	0.435
—Modification aux tarifs ferroviaires	126,040	0.041	1,581,659	0.392
Manutention et arrêt	864			
Séchage	7,914	0.003	402	
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	1,511,367	0.493	2,164,871	0.536
Frais d'administration de la Commission	3,730,064	1.216	5,092,615	1.262
Total des frais d'exploitation	15,243,690	4.970	23,905,689	5.924
Excédent d'exploitation	73,870,510	24.085	16,788,430	4.160
Moins: paiement intérimaire	36,805,057	12.000		
	37,065,453	12.085	16,788,430	4.160
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre	1,611,888	0.525	535,769	0.133
Moins: frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne (uniquement l'ajustement de fin de campagne 1988-89)	129,003	0.042	62,033	0.015
Moins: remboursement sur wagons consignés	41,044	0.013	55,037	0.014
Solde à répartir entre les producteurs	38,507,294	12.555	17,207,129	4.264

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU F

Grade	Acompte à la livraison	Versement intérimaire	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)			
Orge				
N° 1 de l'Ouest	100.00	12.00	12.384	124.384
N° 2 de l'Ouest	97.00	12.00	14.694	123.694
Grain mélangé de l'Ouest—Orge	87.45	12.00	12.384	111.834

Compte de mise en commun—Orge de premier choix

Comme nous l'avons déjà mentionné, depuis le 1er août 1975, en vertu d'un décret du Conseil, l'orge sélectionnée et acceptée des producteurs en vue de son utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'orge de premier choix. Les résultats d'exploitation de ce compte et les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a reçu l'autorisation d'acheter de l'orge de premier choix des producteurs moyennant un acompte à la livraison fixe de $105/t pour l'orge extra spéciale de l'Ouest à six-rangs et de $115/t pour l'orge extra spéciale de l'Ouest à deux rangs. Le 5 octobre 1989, les acomptes à la livraison de l'orge extra spéciale de l'Ouest à six-rangs et de l'orge extra spéciale de l'Ouest à deux rangs ont été respectivement relevés à $135/t et à $145/t. Puis, le 9 janvier 1990, ils ont été relevés à $160/t pour l'orge extra spéciale de l'Ouest à six-rangs et à $170/t pour l'orge extra spéciale de l'Ouest à deux rangs.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge de premier choix se sont chiffrées à 843,496 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'orge sélectionnée et acceptée par les acheteurs pour transformation en malt, ou en orge mondé ou perlé, que les producteurs ont faites à la Commission au cours de la campagne. À l'agréage, 374,437 tonnes, soit 44.39 p. cent du total, ont été classées "Extra spéciale" et 388,577 tonnes, soit 46.07 p. cent, "Extra". Environ 9,501 tonnes, soit 1.13 p. cent de l'orge livrée à ce compte, ont été agréées "gourde" ou "humide".

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Orge de premier choix—Tableau G

Le tableau G présente les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de premier choix de la campagne qui vient de s'écouler. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $35,224,748. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de l'orge de premier choix. En effet, l'orge de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention engagés par la Commission pour l'orge fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par celle-ci mais sélectionnée par le transformateur, l'acheteur, sur la base d'un échantillon du producteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à ce type d'orge sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs, soit $1,441,473 ou $1.709/t. Ces frais ont été partiellement compensés par des intérêts créditeurs de $4,087,105 ou $4.845/t. L'excédent net à répartir entre les producteurs s'est, compte tenu du versement intérimaire de $21,087,398 aux producteurs en octobre 1990, des frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne, ainsi que des intérêts créditeurs estimatifs après le 30 septembre 1990, chiffré à $14,822,201, soit $17.572/t sur une production marchande de 843,496 tonnes. Le tableau H donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge de premier choix livrés au cours de la campagne.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1989-90 DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1989 AU 30 SEPTEMBRE 1990

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1988-89)

TABLEAU G

	Mise en commun 1989-90		Mise en commun 1988-89	
	Total	la tonne	Total	la tonne
Reçue des producteurs	843,496 tonnes		1,074,488 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	170,705,524	202.379	231,435,674	215.391
Acomptes versés à la livraison	138,126,408	163.755	195,921,451	182.339
Excédent brut	32,579,116	38.624	35,514,223	33.052
Moins frais d'exploitation				
Intérêts	(4,087,105)	(4.845)	(3,266,267)	(3.040)
Surestarie/Bonification			(48,094)	(0.045)
Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement	415,649	0.493	576,427	0.537
Frais d'administration de la Commission	1,025,824	1.216	1,355,979	1.262
Total des frais d'exploitation	(2,645,632)	(3.136)	(1,381,955)	(1.286)
Excédent d'exploitation	35,224,748	41.760	36,896,178	34.338
Moins: versement intérimaire	21,087,398	25.000	16,117,320	15.000
	14,137,350	16.760	20,778,858	19.338
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre	709,120	0.841	935,670	0.871
Moins: frais d'établissement du versement intérimaire et de l'ajustement de fin de campagne	24,269	0.029	29,077	0.027
Solde à répartir entre les producteurs	14,822,201	17.572	21,685,451	20.182

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS SUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE DE PREMIER CHOIX, BASE EN MAGASIN À THUNDER BAY OU VANCOUVER

TABLEAU H

Grade	Acompte à la livraison	Versement intérimaire	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)			
Orge de premier choix				
Extra spéciale de l'Ouest à deux rangs	170.00	25.00	15.911	210.911
Extra spéciale de l'Ouest à six rangs	160.00	25.00	16.411	201.411
Extra de l'Ouest à deux rangs	165.00	25.00	18.411	208.411
Extra de l'Ouest à six rangs	155.00	25.00	18.911	198.911

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

1. Principes comptables

a) Résultats d'exploitation et évaluation des stocks de céréales

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun de la campagne céréalière qui s'est terminée le 31 juillet sont inclus dans les comptes annuels de la Commission au 31 juillet lorsque les activités commerciales ont pris fin avant la parution du rapport annuel de ladite campagne. Les résultats financiers des comptes de mise en commun de la Commission ainsi arrêtés au 31 juillet tiennent compte:

i) des stocks de céréales détenus à cette date à la valeur définitive reçue de leur vente, base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill; et

ii) des provisions pour les frais engagés ou devant être engagés avant que le produit des ventes soit réalisé en argent comptant ou en lettres de change, y compris les frais administratifs et généraux qui seront engagés après le 31 juillet relativement à la commercialisation et à la comptabilisation des céréales des différents comptes de mise en commun avant la clôture de ces derniers.

Dans le cas des comptes de mise en commun dont les activités commerciales ne sont pas terminées avant la parution du rapport annuel, les stocks non vendus au 31 juillet sont portés dans les livres à leur prix coûtant, soit l'acompte à la livraison versé aux producteurs, et aucune provision n'est constituée pour les frais fixes, les intérêts et les frais d'administration après cette date. Le bilan fait état de tout solde créditeur ou débiteur de ces comptes.

b) Conversion des devises

Les lettres de change à recevoir en devises américaines et faisant l'objet de contrats de change à terme sont converties aux taux stipulés par les contrats. Dans tous les autres cas, les lettres de change à recevoir et les emprunts bancaires à payer en devises américaines sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les résultats d'exploitation tiennent compte des écarts de conversion des lettres de change et des emprunts bancaires.

c) Amortissement

Les taux d'amortissement, calculés en vue d'amortir totalement les biens sur leur durée d'utilisation estimative, s'établissent comme suit:

Wagons-trémies	30 ans
Immeuble à bureaux	40 ans
Matériel et fourniture de bureau	10 ans
Véhicules automobiles	2 ans

(jusqu'à concurrence du tiers du coût, soit la valeur résiduelle)

d) Frais administratifs et généraux

Les frais administratifs et généraux, sauf les frais relatifs à la répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs, sont imputés aux divers comptes de mise en commun auxquels se rapportent les services, en fonction du tonnage. Les frais relatifs aux ajustements de fin de campagne sont répartis selon le nombre de producteurs qui reçoivent un chèque des différents comptes de mise en commun.

2. Lettres de change plus intérêts courus

Le montant des lettres de change à recevoir comprend la somme de $1,981,139,867 ($1,619,309,884 en 1989) qui correspond aux $1,720,187,433 ($1,371,366,772 en 1989) remboursables en devises américaines.

Les soldes à recevoir découlent des ventes de céréales aux pays suivants: Algérie, Bangladesh, Brésil, Égypte, Éthiopie, Haïti, Iraq, Israël, Jamaïque, Mexique, Pérou, Pologne, URSS et Zambie. Le remboursement intégral doit se faire au cours des 36 mois qui suivent la date d'expédition, sauf pour le Brésil, l'Égypte, Haïti, la Jamaïque, le Mexique, le Pérou, la Pologne et la Zambie avec qui la Commission a convenu, en accord avec le gouvernement fédéral, de reporter à plus tard les dates d'échéance de certains remboursements. En vertu des nouvelles conditions, ces pays vont verser des intérêts et rembourser le capital sur quinze ans. Au 31 juillet 1990, les nouvelles modalités de paiement portaient sur $3,323,435,622, dont $1,252,017,849 correspondant aux $1,087,104,149 à recevoir en devises américaines.

Au cours de la campagne, la Commission a, en accord avec le gouvernement fédéral, parafé un accord bilatéral avec la Pologne visant à reporter sur quinze ans le remboursement des montants échus mais non réglés, couvrant tous les plans de remboursement établis avant le 31 décembre 1989 et incluant les intérêts courus postérieurement aux échéances. La signature définitive de cet accord a eu lieu après la fin de la campagne. En vertu de celui-ci, les montants qui devaient arriver à échéance entre le 1^er^ janvier 1990 et le 31 mars 1991, feront également partie du nouvel échéancier. Le nouvel accord prévoit que soixante-dix pour cent des intérêts qui vont s'accumuler entre le 1^er^ janvier 1990 et le 31 mars 1991 sur les montants échus et non réglés en vertu des accords de rééchelonnement précédents seront inclus dans le nouvel échéancier, le solde étant payable le 31 mars 1991 au plus tard. Les montants en cause se chiffraient, au 31 juillet 1990, à $944,217,350 dont l'équivalent canadien de $354,185,997 à recevoir en devises américaines. De ces montants respectifs, un total de $758,653,424, dont l'équivalent canadien de $280,005,290 à recevoir en devises américaines, était échu au 31 juillet 1990, et il a été consolidé dans le nouvel accord de rééchelonnement.

Au cours de la campagne, la Commission a, en accord avec le gouvernement du Canada, conclu un accord bilatéral avec la Zambie visant à reporter sur dix ans le remboursement des montants échus mais non réglés au 31 décembre 1985, ainsi que des montants échus et non réglés entre le 1^er^ janvier 1986 et le 31 décembre 1986. Au 31 juillet 1990, les livres de la Commission portaient une somme de $14,668,425 qui était régie par ce plan de remboursement.

Au cours de la campagne agricole qui a pris fin le 31 juillet 1990, le gouvernement du Canada et d'autres pays créanciers ont convenu de repousser de nouveau les dates d'échéance de certaines obligations de la Zambie bien qu'elles aient déjà été reportées. L'accord bilatéral relatif au report des montants dus et non réglés au 30 juin 1990 et dont les échéances tombent entre le 1^er^ juillet 1990 et le 31 décembre 1991 n'a toujours pas été négocié. Au 31 juillet 1990, les livres de la Commission portaient une somme de $30,426,898 qui sera régie par ce plan de remboursement. Au 31 juillet 1990, de ce total, un montant de $26,281,757 était déjà échu et tombait déjà sous le coup de cet accord.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Fin*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Fin*

Au cours de la campagne agricole qui a pris fin le 31 juillet 1990, le gouvernement du Canada et d'autres pays créanciers ont convenu de repousser de nouveau les dates d'échéance de certaines dettes de la Jamaïque. L'accord de rééchelonnement portera sur les montants en capital échus et non réglés de la période courant du 1[er] décembre 1989 au 31 mai 1991. Au 31 juillet 1990, les livres de la Commission portaient une somme de $1,720,502 qui sera régie par ce plan de remboursement. Au 31 juillet 1990, aucune partie de cette somme n'était échue.

Depuis la fin de la campagne, la Commission a, conjointement avec le gouvernement du Canada, apporté des modifications à l'accord bilatéral de rééchelonnement avec Haïti. En vertu de ces modifications, les montants dus et non réglés au 30 septembre 1990 qui provenaient des ventes de blé qui avaient eu lieu en 1985, sont incorporés dans l'accord de rééchelonnement précédent. Au 31 juillet 1990, les livres de la Commission portaient une somme de $5,717,736, soit le total qui sera régi par le plan de remboursement ainsi modifié.

Les ventes à crédit sont assujetties à des plafonds établis par le gouvernement du Canada puisque c'est lui qui garantit les emprunts de la Commission destinés au financement du capital et des intérêts de ces ventes. En raison de cette garantie, la Commission ne se considère pas à découvert s'il advenait que des montants non réglés s'avèrent irrécouvrables. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée en vue de couvrir les manquements éventuels des débiteurs à leurs engagements.

3. Comptes débiteurs

Les montants à recevoir relativement aux ventes exécutées au 31 juillet ont été encaissés peu après cette date. Les comptes débiteurs divers comprennent surtout des frais de transport qui ont été recouvrés lors de la conclusion des ventes.

4. Wagons-trémies

La Commission a acheté 2,000 wagons-trémies en 1979-80 dont le coût initial s'élevait à $90,555,623. De ce nombre, 45 wagons ont été détruits lors de déraillements et démolis si bien qu'à la fin de la campagne il n'en restait que 1,955 d'une valeur initiale de $88,518,121, dont l'amortissement cumulé s'élevait à $30,983,516 au 31 juillet 1990. La valeur des wagons détruits est remboursée à la Commission en vertu d'un accord d'exploitation avec le Canadien National.

5. Obligations envers les banques

Voici la ventilation des emprunts bancaires de la Commission:

	au 31 juillet	
	1990	1989
	$	$
Activités ordinaires		
Fonds en dépôt	(141,351,592)	(88,352,406)
Emprunts pour financer les ventes à crédit	4,648,568,719	3,707,960,437
	4,507,217,127	3,619,608,031

De ces obligations, $1,979,709,692 ($1,605,838,592 en 1989) représentent l'équivalent canadien des $1,718,945,638 ($1,359,958,157 en 1989) remboursables en devises américaines.

Les emprunts de la Commission sont garantis par le gouvernement du Canada.

6. Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs

Les marchands de grains qui agissent à titre d'agent de la Commission acceptent les livraisons des producteurs aux silos de collecte et versent à ces derniers, au nom de la Commission, l'acompte alors en vigueur. Ces achats ne sont définitivement réglés qu'au moment où les agents en ont terminé la livraison à la Commission, aux silos portuaires ou aux minoteries. Les obligations de la Commission envers les agents se chiffrent au total à $551,700,354 ($569,415,254 en 1989) payables relativement aux 3,734,428 (3,809,559 en 1989) tonnes de grain conservées dans les silos de collecte et en transit au 31 juillet, mais qui seront livrées et payées après la fin de la campagne.

7. Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés

Les marchands de grains, à titre d'agents de la Commission, déposent auprès de la Commission, en fiducie, un montant égal aux bons de livraison reportés au comptant établis sur des céréales de la Commission. Les fonds en garde sont ensuite remis aux marchands de grains afin de couvrir les bons de livraison reportés venant surtout à échéance au cours des premiers jours de l'année civile suivante.

8. Frais courus et comptes créditeurs

Ce poste comprend surtout des intérêts, des frais fixes, des frais de stockage et de transport courus jusqu'au 31 juillet 1990, ainsi que tout autre compte divers non réglé à cette date. Il inclut également des provisions pour les frais de commercialisation engagés au titre des comptes de mise en commun de l'orge et de l'orge de premier choix entre le 1[er] août 1990 et la fin des activités, le 30 septembre 1990, mais le 19 octobre dans celui du blé et du blé dur ambré.

9. Compte spécial—Solde net des comptes dormants

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, le gouverneur-en-conseil peut autoriser la Commission à virer à un compte spécial le solde non réclamé des comptes qui ont été payables aux producteurs au cours d'une période de six ans ou plus. Outre le paiement des réclamations justifiées de certains producteurs à propos de ces vieux comptes, l'article prévoit que ces fonds peuvent être employés aux fins que le gouverneur-en-conseil, sur la recommandation de la Commission, pourrait juger utiles aux producteurs.

10. Provision pour les frais de l'ajustement de fin de campagne

Ce poste présente le solde des réserves prévues par la Commission pour couvrir les frais relatifs au versement des ajustements de fin de campagne une fois les comptes arrêtés. Six ans après la clôture d'un compte particulier, le solde est viré au compte spécial par décret du Conseil.

11. Engagements en vertu de baux

À titre d'agent de Sa Majesté du chef du Canada, la Commission loue 2,000 wagons-trémies pour le gouvernement du Canada. Tous les frais associés à la location de ces wagons sont recouvrés auprès du gouvernement du Canada et ne sont pas à la charge de la Commission. Sous ce chef, la Commission a reçu des versements totaux se chiffrant à $15,106,298 ($13,908,244 en 1989) au cours de la campagne terminée le 31 juillet 1990. Les contrats de location ont une durée de 20 et de 25 ans.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1991
N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ainsi que tous les renseignements qui font partie du rapport annuel de la Commission canadienne du lait sont la responsabilité de la direction. Les états ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus qui ont été appliqués de manière uniforme selon les meilleures estimations et le meilleur jugement de la direction, le cas échéant. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes aux états.

En s'acquittant de sa responsabilité en matière de compte rendu financier, la direction maintient et se fie à des systèmes et des pratiques de contrôle financiers et de gestion conçus pour donner une assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les actifs sont en sécurité et que les registres appropriés sont tenus. Ces contrôles et ces pratiques contribuent à la bonne marche des affaires, à la précision des registres comptables, à la préparation opportune de renseignements financiers fiables et au respect des politiques de la Commission et des exigences imposées par la loi.

Le Comité de vérification, qui est formé des trois commissaires de la Commission, s'acquitte de ses responsabilités face au maintien de systèmes de contrôle appropriés et pour la qualité des comptes rendus financiers. Les vérificateurs externes de la Commission et ceux qui s'occupent de la vérification interne ont libre-accès au Comité de vérification pour discuter des résultats de leurs travaux et pour lui faire part de leurs préoccupations et de leurs opinions.

Les états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général du Canada, le vérificateur indépendant pour le gouvernement du Canada.

Président
Roch Morin

Directeur des finances
Paul Simard

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1990 ainsi que l'état des résultats et du financement à même les retenues des producteurs et l'état des résultats du programme de soutien laitier et des coûts financés par le gouvernement du Canada pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1990 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Commission canadienne du lait et aux règlements administratifs de la Commission.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 octobre 1990

BILAN AU 31 JUILLET 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Débiteurs		
Clients (note 3)	14	789
Gouvernement du Canada	40,249	44,157
Retenues des producteurs	48,146	55,195
Stocks (note 5)	143,985	142,595
	232,394	242,736

PASSIF	1990	1989
Créditeurs et passif couru	38,537	42,533
Paiements directs de soutien aux producteurs	40,084	43,791
Provision pour pertes sur cession des surplus de production (note 6)	35,515	17,007
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 7)	106,283	114,250
	220,419	217,581
EXCÉDENT DU FINANCEMENT À MÊME LES RETENUES DES PRODUCTEURS		
Excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation (note 11)	11,975	25,155
	232,394	242,736

Les notes complémentaires et l'annexe qui suivent font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

le Président
ROCH MORIN

le Vice-président
KENNETH McKINNON

le Directeur des finances
PAUL SIMARD

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU FINANCEMENT À MÊME LES RETENUES DES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Ventes à l'exportation	182,663	156,790
Coût des ventes	212,012	208,137
Perte sur les ventes à l'exportation	29,349	51,347
Ventes à l'intérieur du pays	60,262	43,321
Coût des ventes	59,663	41,601
Perte (marge) sur les ventes à l'intérieur du pays	(599)	(1,720)
Total de la perte sur les ventes	28,750	49,627
Aide et frais	121,506	108,514
Total des coûts d'exploitation	150,256	158,141
Moins les coûts d'exploitation financés par le gouvernement du Canada		
Frais d'administration	3,476	4,694
Frais de possession		2,920
	3,476	7,614
Coûts nets d'exploitation financés à même les retenues des producteurs	146,780	150,527
Financement à même les retenues des producteurs (note 4)	155,929	172,281
Excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation	9,149	21,754
Excédent au début de l'exercice	25,155	30,294
	34,304	52,048
Remboursements de l'excédent	22,329	26,893
Excédent à la fin de l'exercice	11,975	25,155

Les notes complémentaires et l'annexe qui suivent font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE SOUTIEN LAITIER ET DES COÛTS FINANCÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Paiements directs de soutien aux producteurs de lait de transformation et de crème	265,795	279,593
Frais d'administration	3,476	4,694
Frais de possession		2,920
Études des coûts de production et de la politique laitière	764	303
Total des coûts financés par le gouvernement du Canada	270,035	287,510

Les notes complémentaires et l'annexe qui suivent font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 JUILLET 1990

1. La Commission

La Commission canadienne du lait (la "Commission") est une société mandataire désignée dans la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas soumise aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les objectifs de la Commission, ainsi qu'ils ont été établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait, sont "d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité".

La Commission administre le programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada en vertu duquel elle verse des paiements de soutien directement aux producteurs. En coopération avec le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) qu'elle préside, la Commission gère et administre les activités financées à même les retenues des producteurs.

La Commission achète, aux prix de soutien canadiens, tout le beurre et toute la poudre de lait écrémé qui lui sont offerts. Bien que la plus grande partie du beurre acheté par la Commission soit revendue sur le marché intérieur, la plus grande partie de la poudre de lait écrémé excède les besoins canadiens et est donc exportée. La Commission vend la production qui dépasse les besoins intérieurs sous forme de produits de lait entier, de poudre de lait écrémé et de beurre sur le marché international, aux prix mondiaux qui prévalent. Historiquement, ces prix ont été généralement plus bas que les prix de soutien canadiens. La Commission verse aussi une aide aux transformateurs et aux exportateurs pour qu'ils puissent écouler leurs produits laitiers directement.

2. Principales conventions comptables

Conversion des devises étrangères

Les ventes et les comptes débiteurs en devises étrangères font l'objet d'opérations de couverture prévues dans des accords de conversion de devises et sont exprimés en dollars canadiens aux taux de change prévus.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette estimative, selon le moins élevé des deux montants.

Provision pour pertes sur cession des surplus de production

La Commission fixe une provision pour pertes sur cession des surplus de production en fonction de ses engagements d'achat non complétés, des niveaux réels des stocks de beurre par rapport aux niveaux normaux déterminés par la Commission et des prix sur le marché mondial.

Excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation

Conformément aux dispositions du Plan national de commercialisation du lait, le traitement de tout excédent du financement à même les retenues des producteurs par rapport aux coûts nets d'exploitation doit être établi par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Les remboursements sont enregistrés dans l'exercice durant lequel ils sont déclarés.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 JUILLET 1990—*Suite*

3. Clients

Les comptes clients comprennent une provision pour créances douteuses de 5.6 millions de dollars (8.5 millions de dollars en 1989).

Le recouvrement de 1.2 million de dollars de la provision pour créances douteuses découle du fait que la Commission a pu s'approprier une obligation et la vendre en guise de paiement d'une créance.

4. Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles assure le financement de la Commission pour les paiements de soutien directs aux producteurs de lait de transformation et de crème dans les limites autorisées par le gouverneur en conseil. Une partie importante des frais d'administration et des services professionnels liés aux études sur le coût de production et à d'autres études est financée par le gouvernement du Canada.

Par suite du Budget d'avril 1989, le gouvernement fédéral a cessé, à compter du 1[er] août 1989, de financer les frais d'administration de la Commission associés à l'exportation de produits laitiers et les frais de possession associés à la poudre de lait écrémé. Le gouvernement précisait en outre qu'à compter du 31 juillet 1989, il abandonnerait le financement du paiement de soutien direct de $6.03 l'hectolitre standard applicable à la production de 1.1 million d'hectolitres de lait de transformation dans le cadre du Programme spécial d'exportation.

Retenues des producteurs

Les producteurs sont responsables de tous les coûts d'exploitation que le gouvernement du Canada ne finance pas. Le financement de ces coûts provient de retenues fixées par le CCGAL, imposées et perçues par les organismes provinciaux de mise en marché et versées à la Commission.

Les retenues des producteurs comprennent:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Lait de transformation		
Retenues intra quota	123,780	131,322
Retenues hors quota	24,995	32,926
	148,775	164,248
Lait de consommation	7,154	8,033
Total	155,929	172,281

Les dépenses d'administration de la Commission au coût de 5.0 millions de dollars (4.7 millions de dollars en 1989) ont été financées à même les retenues des producteurs et le gouvernement du Canada, à des montants de 1.5 million de dollars (néant en 1989) et de 3.5 millions de dollars (4.7 millions de dollars en 1989) respectivement.

Les retenues sur le lait de transformation comprennent un montant couvrant tous les coûts admissibles associés aux niveaux réels des stocks de beurre jusqu'aux niveaux normaux déterminés par la Commission. L'excédent (ou le déficit) du financement par rapport à ces coûts admissibles a atteint (1.7) million de dollars ((0.6) million de dollars en 1989) pour l'exercice. L'excédent cumulatif en fin d'exercice s'est élevé à 1.2 million de dollars (2.9 millions de dollars en 1989) et est incorporé à l'excédent du financement par rapport aux coûts nets d'exploitation et sera appliqué aux coûts admissibles futurs associés aux niveaux des stocks de beurre.

5. Stocks

Les stocks comprennent:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Coût		
Beurre	90,742	91,229
Poudre de lait écrémé	63,669	67,032
Autres produits laitiers	13,903	12,373
	168,314	170,634
Moins provision pour moins-value		
Beurre (doux seulement)		8,038
Poudre de lait écrémé	18,694	15,294
Autres produits laitiers	5,635	4,707
	24,329	28,039
Valeur comptable nette	143,985	142,595

6. Provision pour pertes sur cession des surplus de production

Pour tenir compte, en partie, de la diminution des besoins intérieurs de matière grasse, la Commission a réduit le niveau normal de ses stocks de beurre en fin d'année de 12 à 10 millions de kilogrammes. Cette mesure a entraîné en 1989-90 une augmentation de 7.8 millions de dollars des coûts nets d'exploitation financés par les retenues des producteurs et de la provision pour pertes sur cession des surplus de production.

7. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Les emprunts auprès du gouvernement du Canada, jusqu'à un maximum de 300 millions de dollars, servent à financer les activités. Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. Toutefois, le principal et les intérêts courus sont remboursés régulièrement lorsque les fonds sont disponibles. Au cours de l'exercice, les taux d'intérêt ont varié entre 12.014% et 13.922% (entre 8.995% et 12.888% en 1989).

Voici le sommaire des opérations visant les emprunts:

Les retenues des producteurs comprennent:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	114,250	87,363
Emprunts	252,627	278,222
Remboursements	(260,594)	(251,335)
Solde à la fin de l'exercice	106,283	114,250
Intérêts courus à la fin de l'exercice	1,922	2,302

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 JUILLET 1990—*Fin*

8. Honoraires des représentants

La Commission a eu recours aux services de représentants pour la vente de produits laitiers sur le marché d'exportation. Leurs honoraires, qui sont inclus dans le coût des ventes, s'établissent comme suit:

Les retenues des producteurs comprennent:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Coopérative Fédérée de Québec, Canada	808	1,001
Intercontinental, Mexique	1,848	1,000
Gestion Y. Dessarrollo—Commercial S.A., Pérou	59	259
Total	2,715	2,260

9. Engagements d'achats

Au 31 juillet 1990, la Commission s'était engagée à acheter le beurre et la poudre de lait écrémé produits avant cette date aux prix de soutien canadiens et d'autres produits laitiers fabriqués avant cette date à des prix négociés par contrat. Ces engagements s'élevaient à environ 12.0 millions de dollars (15.3 millions de dollars en 1989).

10. Opérations entre apparentés

Les ventes à l'exportation comprennent un montant de 15.0 millions de dollars (18.0 millions de dollars en 1989) de ventes à l'Agence canadienne de développement international. Ces ventes furent conclues dans le cours normal des affaires aux prix de vente établis par la Commission.

En outre, des ministères du gouvernement ont fourni gratuitement certains services administratifs à la Commission.

11. Événement subséquent à la date du bilan

Conformément à la décision du CCGAL à sa réunion du 26 septembre 1990, l'excédent du financement au 31 juillet 1990 sera remboursé aux provinces, sauf l'excédent cumulatif de 1.2 million de dollars du financement par rapport à tous les coûts admissibles associés aux niveaux normaux des stocks de beurre.

12. Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté, la direction estimant qu'il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire significatif.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Fin*

ANNEXE DES OPÉRATIONS PAR TYPE DE PRODUIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1990 (en milliers de dollars)

	1990					1989				
	Beurre	Poudre de lait écrémé	Lait évaporé	Autres produits*	Total	Beurre	Poudre de lait écrémé	Lait évaporé	Autres produits*	Total
Ventes à l'exportation	11,159	144,117	8,068	19,319	182,663	355	113,477	15,555	27,403	156,790
Coût des ventes	15,722	163,533	10,128	22,629	212,012	528	146,462	19,691	41,456	208,137
Perte sur les ventes à l'exportation	4,563	19,416	2,060	3,310	29,349	173	32,985	4,136	14,053	51,347
Ventes à l'intérieur du pays	60,262				60,262	43,321				43,321
Coûts des ventes	59,663				59,663	41,601				41,601
Perte (marge) sur les ventes à l'intérieur du pays	(599)				(599)	(1,720)				(1,720)
Total de la perte sur les ventes	3,964	19,416	2,060	3,310	28,750	(1,547)	32,985	4,136	14,053	49,627
Aide et frais										
Aide à l'égard des produits laitiers										
—À l'exportation	1,285	203	311	25,744	27,543	1,325	649	774	31,113	33,861
—À l'intérieur du pays	344	12,295			12,639	570	10,280			10,850
Moins-value des stocks		18,694	174	5,461	24,329	8,038	15,294	1,526	3,181	28,039
Réclame et don	3,892	1,475		446	5,813	555	800			1,355
Frais de possession	7,148	3,402	335	778	11,663	6,617	4,214	624	795	12,250
Provision pour (recouvrement de) créances douteuses			(1,156)	146	(1,010)				458	458
	12,669	36,069	(336)	32,575	80,977	17,105	31,237	2,924	35,547	86,813
Provision pour pertes sur cession des surplus de production					35,515					17,007
Frais d'administration					5,014					4,694
Total aide et frais					121,506					108,514
Total des coûts d'exploitation					150,256					158,141

*Comprennent la poudre de lait entier et le fromage.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale sont la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction a établi et tient à jour des livres et des comptes, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens soient protégés et contrôlés et que les opérations soient conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements afférents ainsi qu'à la Loi sur la capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les pratiques sont soumis à des vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités quant aux états financiers par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit à intervalles réguliers avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner des questions relatives à la communication des renseignements financiers. Les vérificateurs externes et internes ont plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, à savoir le Vérificateur général du Canada, a examiné les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics qui assume la responsabilité des activités de la Commission de la Capitale nationale.

le président
Jean E. Pigott

le vice-président, contrôleur
R. Curry Wood

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution des ressources de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses ressources de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, la Loi sur la capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 3)	11,085	13,327
Débiteurs		
Canada	708	2,643
Ministères et organismes fédéraux	2,099	2,625
Locataires et autres	2,281	1,782
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière	695	697
Frais payés d'avance	3,141	701
	20,009	21,775
Terrains, immeubles et matériel (note 4)	330,890	321,938
	350,899	343,713

PASSIF	1991	1990
À court terme		
Créditeurs et passif couru	25,213	33,344
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres	1,307	2,047
	26,520	35,391
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi accumulées	6,366	6,203
Expropriations foncières non réglées	640	882
	7,006	7,085
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	317,373	301,237
	350,899	343,713

Principaux engagements et éventualités (notes 6 et 7).

Approuvé par la Commission:

le Président
JEAN E. PIGOTT

un Commissaire
IAN NUTE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Coût de fonctionnement (note 5)		
Transcendant	7,809	5,319
Sauvegarde et conservation	265	572
Communiquer le Canada	7,612	5,956
Lieu de rencontre	4,324	4,527
Exploitation/gestion des biens	68,465	68,874
Exploitation/administration	25,577	23,576
	114,052	108,824
Recettes		
Opérations de location et servitudes	12,432	10,997
Intérêts	1,812	1,364
Plus-value de cession de terrains, d'immeubles et de matériel	21,436	7,251
Bail à long terme		9,500
Autres	4,436	4,023
	40,116	33,135
Coût de fonctionnement net	73,936	75,689
Crédits parlementaires de fonctionnement	80,517	82,028
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net	6,581	6,339

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités de fonctionnement		
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net	6,581	6,339
Éléments hors caisse		
Amortissement	12,474	11,760
Plus-value nette de cession de terrains, d'immeubles et de matériel	(21,436)	(7,251)
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement concernant l'exploitation	(9,347)	4,241
Variation nette du passif à long terme	(79)	(6,690)
	(11,807)	8,399
Activités d'investissement et de financement —Terrains,immeubles et matériel		
Acquisitions	(22,622)	(28,723)
Crédits parlementaires	9,555	12,116
Produits de l'aliénation	22,632	10,739
	9,565	(5,868)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	(2,242)	2,531
Au début de l'exercice	13,327	10,796
À la fin de l'exercice	11,085	13,327

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde au début de l'exercice	301,237	282,782
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de fonctionnement net	6,581	6,339
Crédits parlementaires pour l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	9,555	12,116
Solde à la fin de l'exercice	317,373	301,237

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale a été constituée en 1958 en vertu de la Loi sur la capitale nationale. La Commission est une société d'État mandataire sans capital-actions nommée en vertu des dispositions de la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée en 1988 dans la Loi sur la capitale nationale, est la suivante :

a) "établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale; et

b) organiser, parrainer ou promouvoir, dans la région de la capitale nationale, des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens".

En 1988, les pouvoirs de la Commission ont été étendus à la coordination des orientations et des programmes du gouvernement du canada en ce qui concerne l'organisation, le parrainage et la promotion, par les ministères ou départements, d'activités et de manifestations liées à la région de la capitale nationale.

La Commission est aussi responsable de la gestion et de l'entretien des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) Terrains, immeubles et matériel

Les terrains, les immeubles et le matériel sont, en règle générale, comptabilisés au prix coûtant. Les biens immobiliers acquis contre une somme nominale ou par voie de dons sont comptabilisés à leur valeur marchande au moment de l'acquisition, sauf les biens historiques dont la valeur marchande peut difficilement être établie. Ces derniers sont comptabilisés à la valeur nominale. Les biens immobiliers acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur comptable des biens aliénés lors de l'opération. Les améliorations qui prolongent la vie utile des immeubles et du matériel sont comptabilisées au prix coûtant.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations actuellement utilisées est imputé aux opérations en sommes annuelles égales, en fonction du coût des immobilisations, de leur durée d'utilisation probable et de leur valeur de récupération finale. La durée de vie utile des immobilisations est prévue comme suit:

Immeubles	20 ans
Promenades, ponts et chaussées	25 ans
Paysagement et amélioration des parcs	25 ans
Outillage et matériel	7 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	4 à 7 ans
Antiquités et oeuvres d'art	10 ans
Matériel informatique et de communications	5 ans

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimé de remplacement, duquel est soustraite une provision pour frais généraux et frais d'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont réparties également entre les employés et la Commission. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la Commission au titre du régime de retraite et sont portées, de façon courante, aux comptes concernés.

e) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service et les perçoivent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

f) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses de fonctionnement, pour les subventions, et pour les contributions versées aux autres paliers de gouvernement et autres organismes servent à compenser le coût de fonctionnement net. Les crédits parlementaires alloués pour l' acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel sont crédités à l'avoir du Canada.

g) Indemnisation des employés

La Commission assume tous les risques résultant des demandes d'indemnisation des employés. Les dépenses correspondant à ces demandes, par suite d'un accident de travail, sont imputées à l'année financière au cours de laquelle les paiments sont exigibles.

3. Encaisse et dépots à court terme

L'encaisse et les dépôts à court terme représentaient, en fin d'exercice, 11,085 millions de dollars. Sont inclus dans ce montant:

a) Des dons versés pour le Fonds Canadiana s'élevant à 33,000 dollars.

b) Des fonds provenant d'un contrat de location à long terme de l'exercice précédent, lesquels servent à l'acquisition de terrains à l'écosystème fragile, conformément à une restriction ordonnée par le Gouverneur en conseil.

c) Des fonds qui, provenant de l'aliénation de propriétés excédentaires, peuvent être utilisés pour l'acquisition de biens immobiliers ou pour la promotion d'autres programmes importants, conformément à l'approbation du Conseil du Trésor et du Gouverneur en conseil.

L'analyse suivante offre des renseignements plus précis.

	Terrains menacés	Autres	Total
	(en milliers de dollars)		
Encaisse disponible au début de l'exercice	2,111	3,974	6,085
Produits d'aliénation	168	22,062	22,230
Aquisitions		(1,553)	(1,553)
Contribution au budget d'immobilisation		(6,000)	(6,000)
Contribution selon l'entente sur le réseau routier du Québec		(15,000)	(15,000)
Encaisse à la fin de l'exercice	2,279	3,483	5,762

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Suite*

4. Terrains, immeubles et matériel

	1991			1990
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains et immeubles				
Ceinture de verdure	65,923	17,847	48,076	48,894
Parc de la Gatineau	28,264	6,121	22,143	20,688
Promenades	105,493	43,292	62,201	62,732
Parcs	29,402	12,893	16,509	16,844
Ponts et voies d'accès	28,777	15,950	12,827	13,309
Lieux historiques	28,881	12,010	16,871	15,754
Installations de loisirs	24,430	9,028	15,402	10,286
Propriétés louées	107,156	9,986	97,170	97,096
Propriétés à développer	26,517	4,409	22,108	22,172
Expropriations non réglées	1,455		1,455	882
Immeubles administratifs et de service	14,751	8,047	6,704	6,291
	461,049	139,583	321,466	314,948
Déduire la provision pour les cessions*	1,838		1,838	1,838
	459,211	139,583	319,628	313,110
Matériel				
Outillage et matériel	4,063	1,948	2,115	2,215
Mobilier et matériel de bureau	4,334	3,668	666	514
Véhicules	6,122	2,796	3,326	2,410
Matériel informatique et de communications	9,872	5,291	4,581	3,180
Antiquités et oeuvres d'art	1,446	872	574	509
	25,837	14,575	11,262	8,828
	485,048	154,158	330,890	321,938

*La provision pour les cessions vise les biens immobiliers à céder en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, entre autres, de terrains à céder à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont MacDonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contre partie d'un dollar.

5. Coût de fonctionnement

a) Résumé des dépenses ventilées par postes principaux

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux des employés	50,159	45,557
Biens et services	32,220	28,435
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	12,220	11,632
Contributions	6,979	11,440
Amortissement	12,474	11,760
	114,052	108,824

b) Définitions et objectifs des secteurs

Les activités de la Commission sont regroupées en six secteurs pour lesquels des objectifs à court, moyen et long terme reliés au mandat de la Commission ont été fixés. Les objectifs à long terme de chacun des secteurs sont les suivants:

Transcendant

Orienter, faciliter, et permettre la participation du public à la formulation et à la mise en oeuvre des programmes de la Commission afin de s'assurer que ses objectifs soient respectés.

Sauvegarde et conservation

Sauvegarder et conserver le patrimoine de la capitale pour les générations à venir.

Communiquer le Canada

Mettre sur pied des programmes qui illustrent le passé, le présent et l'avenir du Canada et qui contribuent à mieux comprendre le pays.

Lieu de rencontre

Mettre en oeuvre des programmes qui permettent aux Canadiens de se retrouver dans la région de la capitale pour mieux connaître et comprendre leur pays.

Exploitation/gestion des biens

Assurer la gestion efficace et efficiente des biens de la Commission selon l'importance qu'ils revêtent pour la capitale.

Exploitation/administration

Gérer les ressources de la Commission de façon efficace et efficiente et offrir les services qui permettront à cette dernière d'atteindre ses objectifs.

6. Principaux engagements

a) La Commission s'est engagée à fournir à la province de Québec la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la région de la capitale nationale. Le reste de cet engagement dont la Commission doit s'acquitter au cours des prochaines années est estimé à 100 millions de dollars, mais n'est payable que si le financement est approuvé par le Conseil du Trésor du Canada. Le Conseil du Trésor a autorisé des dépenses d'une valeur de 160.2 millions de dollars pour ces travaux. Au 31 mars 1991, les paiements s'élevaient à 154.2 millions de dollars.

b) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux de location de matériel et de bureaux qui resteront valides jusqu'en 1993. Les choix relatifs aux locaux sont actuellement à l'étude. Les paiements annuels minimaux découlant de ces accords s'élèvent approximativement comme suit:

	(en milliers de dollars)
1991-92	3,353
1992-93	2,527
1993-94	104
	5,984

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Fin*

c) La province de Québec a exproprié certains terrains sur le territoire de la ville de Hull au nom de la Commission. Une somme de 1.25 million de dollars sera versée en échange des titres de propriétés visés.

d) La Commission a conclu des marchés pour des travaux dont la valeur approximative est de 10.5 millions de dollars. Le paiment de ces marchés se fera vraisemblablement en 1991-92.

e) La Commission, au terme de l'Entente sur le financement des services interprovinciaux de transport s'est engagée à payer à la Commission de transport d'Ottawa-Carleton et à la Société de transport de l'Outaouais, une somme de 1.187 million de dollars en 1991-92.

7. Éventualités

a) Réclamations

Des réclamations ont été déposées contre la Commission pour un montant d' environ 38.1 millions de dollars à titre de dommages présumés et à d'autres facteurs. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne sont pas comptabilisées. Toutefois, de l'avis de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements de ces réclamations seront, le cas échéant, imputés à l'exercice au cours duquel ils pourront être déterminés avec certitude.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière s'est engagée à aménager et à entretenir une forêt de 2,761 hectares (6,820 acres). À l'expiration de cette entente, en l'an 2011, ou à sa résiliation, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la province versera à la Commission l'excédent des recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1990, les dépenses dépassaient les revenus de 1.1 million de dollars, somme qui ne figure pas dans les comptes de la Commission.

c) Gestion des biens de l'environnement

La Commission, conformément à la partie IV de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, s'engage à gérer ses biens tout en respectant l'environnement. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement aux répercussions financières reliées aux travaux de restauration.

8. Opérations entre apparentés

La Commission est apparentée, au niveau de la propriété, à tous les ministères, toutes les agences et toutes les sociétés d'État du gouvernement du Canada et elle est financée, en grande partie, par le Parlement du Canada.

a) Société de construction des musées du Canada Inc.

La Commission a autorisé la Société de construction des musées du Canada Inc. à bâtir le Musée canadien des civilisations sur ses terrains. La Commission s'apprête à transférer certains terrains au ministère des Travaux publics en échange de propriétés d'égale valeur.

b) Musée canadien de la photographie contemporaine

La Commission et le Musée des beaux-arts du Canada partagent le coût de construction du Musée canadien de la photographie contemporaine sur des terrains de la Commission. Ce coût est estimé à 16.7 millions de dollars dont 12.7 millions de dollars seront défrayés par la Commission. Au 31 mars 1991, les paiements effectués dans le cadre de ce projet s'élevaient à 5,478,000 dollars. La Commission a reçu du Gouverneur en conseil l'autorisation de louer l'édifice achevé au Musée des beaux-arts du Canada pour une période de 49 ans.

c) Monuments commémoratifs

La Commission, au nom du ministère de la Défense nationale, amorcera l'aménagement d'un monument dédié au maintien de la paix qui devrait être terminé en 1992. Le coût total du projet sera de 2.8 millions de dollars dont une somme maximale de 0.5 million de dollars sera défrayée par la Commission.

d) Travaux publics Canada

Travaux publics Canada agit au nom de la Commission lorsque celle-ci doit vendre les propriétés dont elle n'a plus besoin. Les frais de courtage sont calculés selon un barème établi par Travaux publics Canada. La Commission a également conclu une entente avec Travaux publics Canada selon laquelle le Ministère assure certains services concernant les résidences officielles à des taux établis conjointement avec la Commission et approuvés par le Conseil du Trésor.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada qui accompagnent le présent rapport annuel et toute l'information qu'il contient sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et contiennent certains montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. Les renseignements financiers qui se trouvent dans le rapport annuel sont conformes à ceux des états financiers.

La direction de la Compagnie, visant l'intégrité et l'objectivité des données des états financiers, a développé un système de contrôles comptables internes qu'elle tient à jour et soutient un important programme de vérifications internes. La direction estime que ce système de contrôles comptables internes constitue une assurance raisonnable que les registres comptables sont fiables et forment une assise appropriée pour la préparation des états financiers et que les actifs sont adéquatement comptabilisés et protégés.

C'est principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs de l'extérieur, que le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers dans ce rapport. Le comité de vérification revoit les états financiers annuels consolidés de la Compagnie et recommande leur approbation par le conseil d'administration. Par ailleurs, le comité de vérification rencontre régulièrement le vice-président de la Vérification interne et les vérificateurs de l'Actionnaire, désignés par le gouvernement du Canada.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par Deloitte & Touche et Raymond, Chabot, Martin, Paré, vérificateurs de l'Actionnaire, dont le rapport est présenté ci-après.

Le Premier vice-président et chef de la direction financière
Yvon H. Masse

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada aux 31 décembre 1990 et 1989 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1990. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Réseau. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Réseau aux 31 décembre 1990 et 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1990 selon les principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés
Deloitte & Touche
(Pour les exercices terminés les 31 décembre 1990, 1989 et 1988)

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré
(Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990)

Montréal, Canada
le 5 mars 1991

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

BILAN CONSOLIDÉ 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme		128,824
Débiteurs	449,598	431,955
Fournitures et approvisionnements	260,032	251,156
Autres	280,094	270,573
	989,724	1,082,508
Placements	135,772	106,495
Immobilisations	5,809,887	5,814,073
Autres éléments d'actif et charges reportées	92,885	102,275
	7,028,268	7,105,351

PASSIF	1990		1989	
Passif à court terme				
Dette bancaire		114,050		100
Créditeurs et charges à payer		826,974		850,277
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an		103,055		59,990
Autres		263,172		311,092
		1,307,251		1,221,459
Autres éléments de passif et crédits reportés		380,811		425,632
Impôts sur le revenu reportés		33,823		44,570
Dette à long terme		1,756,395		1,869,889
Participations minoritaires dans des filiales		4,345		4,345
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE				
Capital-actions	2,278,867		2,278,867	
Bénéfices non répartis	1,266,776	3,545,643	1,260,589	3,539,456
		7,028,268		7,105,351

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
BRIAN R.D. SMITH

Administrateur
RONALD E. LAWLESS

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1990	1989	1988
CN Rail			
Produits	3,398,175	3,528,331	3,792,115
Charges	3,498,337	3,403,307	3,571,430
Bénéfice (perte)	(100,162)	125,024	220,685
Grand Trunk Corporation			
Produits	431,147	461,312	477,816
Charges	441,729	447,625	464,882
Bénéfice (perte)	(10,582)	13,687	12,934
Groupe des Entreprises			
Immeubles CN			
Produits	130,047	101,827	54,741
Charges	46,812	34,786	20,486
Autre bénéfice	12,435	25,949	12,557
Bénéfice	95,670	92,990	46,812
CN Exploration			
Produits	38,962	30,283	27,568
Charges	30,474	22,475	24,428
Bénéfice	8,488	7,808	3,140
Autres			
Bénéfice	12,250	17,273	10,471
Total	116,408	118,071	60,423
Bénéfice des secteurs d'activité maintenus avant élément inhabituel et impôts sur le revenu	5,664	256,782	294,042
Prime sur extinction anticipée d'éléments de la dette à long terme			(111,106)
Bénéfice des secteurs d'activités maintenus avant impôts sur le revenu	5,664	256,782	182,936
Impôts sur le revenu	(2,070)	51,031	4,349
Bénéfice net des secteurs d'activités maintenus	7,734	205,751	178,587
Secteurs d'activité abandonnés			104,078
Bénéfice net	7,734	205,751	282,665

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1990	1989	1988
Solde au début de l'exercice	1,260,589	1,095,988	822,212
Contrepassation de dividendes d'exercices antérieurs			47,644
Bénéfice net	7,734	205,751	282,665
Dividende	(1,547)	(41,150)	(56,533)
Solde à la fin de l'exercice	1,266,776	1,260,589	1,095,988

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1990	1989	1988
Exploitation			
Bénéfice net des secteurs d'activité maintenus	7,734	205,751	178,587
Imputations hors caisse au bénéfice			
Amortissement	269,444	264,766	261,910
Bénéfice des sociétés comptabilisées à la valeur de consolidation, moins les dividendes	(14,634)	(29,255)	(16,998)
Impôts sur le revenu reportés (recouvrement)	(10,747)	44,570	
Variations d'éléments du fonds de roulement*	(50,730)	34,735	(40,542)
Autres	(44,008)	(55,323)	(32,989)
Encaisse provenant des secteurs d'activité maintenus	157,059	465,244	349,968
Encaisse provenant des secteurs d'activité abandonnés			14,333
	157,059	465,244	364,301
Investissements			
Nouvelles immobilisations	(327,175)	(370,960)	(386,319)
Produit net de l'aliénation d'immobilisations	61,916	62,560	71,600
Participations dans des sociétés affiliées non consolidées	(24,472)	(23,204)	(15,539)
Avances de sociétés affiliées non consolidées	17,513	21,323	6,612
Remboursement d'avances de sociétés affiliées non consolidées	1,194	1,538	964
Produit de la vente d'entités commerciales			882,283
Fonds de roulement de sociétés antérieurement consolidées			(18,642)
Participations dans des sociétés antérieurement consolidées			(13,259)
	(271,024)	(308,743)	527,700
Dividende versé à l'Actionnaire	(56,533)		
Encaisse obtenue (utilisée) avant financement	(170,498)	156,501	892,001
Financement			
Émission de titres de dette à long terme	10,396	14,381	5,772
Réduction de la dette à long terme	(82,672)	(78,344)	(798,327)
	(72,276)	(63,963)	(792,555)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(242,774)	92,538	99,446
Encaisse (dette bancaire) au début de l'exercice	128,724	36,186	(63,260)
Encaisse (dette bancaire) nette à la fin de l'exercice	(114,050)	128,724	36,186

*Encaisse, dette bancaire, tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et dividende versé non compris.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Sommaire des conventions comptables importantes

Introduction

Dans les présentes notes, toutes les références faites à la "Compagnie" incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, propriété exclusive du gouvernement du Canada et, sauf indication contraire du contexte, ses filiales consolidées; toutes les références au "Réseau" incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et ses filiales consolidées ainsi que les lignes de chemin de fer et les autres biens dont le gouvernement du Canada a confié la gestion et l'exploitation à la Compagnie.

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales importantes et, conformément aux lois régissant le Réseau, les comptes des Chemins de fer du gouvernement canadien que le gouvernement du Canada a confiés à la Compagnie.

Les participations non majoritaires sont comptabilisées à la valeur de consolidation dans les cas appropriés.

b) Présentation des résultats par division

Les charges relatives aux services que les divisions se sont rendus entre elles n'ont pas été éliminées des résultats. Cette façon de procéder n'a aucun effet sur le bénéfice net consolidé.

c) Fournitures et approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût en magasin, calculé à partir d'une moyenne pondérée pour les rails et les traverses, des dernières factures pour le carburant et les fournitures neuves, et de la valeur estimative d'usage ou de revente pour les fournitures usagées, désuètes ou la ferraille.

d) Immobilisations

La comptabilité relative aux installations ferroviaires s'effectue conformément aux règlements de l'Office national des transports du Canada (installations situées au Canada) et de l'Interstate Commerce Commission (installations situées aux États-Unis). Généralement, les acquisitions et les remplacements importants sont capitalisés et les intérêts débiteurs sont passés en charges.

Dans le secteur ferroviaire, le coût des éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés, moins la valeur de récupération, est imputé à l'amortissement cumulé conformément au plan d'amortissement par classes homogènes. Les autres éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés sont comptabilisés d'après le plan d'amortissement à l'unité, selon laquelle les gains et les pertes sont imputés au bénéfice au fur et à mesure qu'ils se présentent.

La Compagnie comptabilise ses activités pétrolières et gazières selon la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, en vertu de laquelle sont capitalisés les frais d'acquisition des propriétés pétrolières et gazières, les coûts afférents aux puits exploratoires fructueux et les coûts afférents au forage et à l'aménagement des puits de développement.

Les propriétés des Immeubles CN sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les frais de possession des propriétés faisant l'objet d'une mise en valeur sont capitalisés et comprennent les taxes et impôts fonciers, l'assurance, les intérêts débiteurs et autres charges directement attribuables à la mise en valeur.

e) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre l'imputation sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. L'Office national des transports du Canada et l'Interstate Commerce Commission autorisent les taux pour les installations ferroviaires. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

	Taux annuel
Traverses	2.71%-2.73%
Rails	1.93%
Autre matériel de voie	2.23%-2.83%
Ballast	3.27%
Locomotives de ligne	4.30%
Wagons	1.73%-3.18%

Les coûts d'acquisition des biens pétroliers et gaziers sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail, jusqu'à ce que ces biens soient considérés comme productifs ou dépréciés. Les coûts d'acquisition des biens productifs, les coûts des forages exploratoires fructueux et les coûts du forage et de l'aménagement de puits de développement sont imputés au bénéfice selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation, en fonction des réserves prouvées de pétrole et de gaz. D'autre part, les coûts des puits secs exploratoires et les coûts d'acquisition considérés comme dépréciés sont imputés au bénéfice de l'exercice en cours. Les autres dépenses d'exploration sont imputées au bénéfice au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

Les éléments d'actif des Immeubles CN sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie économique estimative de l'élément d'actif.

f) Produits d'exploitation

Transport: Les produits d'exploitation sont généralement comptabilisés lorsque les mouvements sont terminés; pour le trafic d'échange, un mouvement est considéré comme terminé lorsque le transporteur de liaison a pris possession de la marchandise. Les coûts découlant de mouvements qui ne sont pas encore terminés sont reportés.

Immobilier: Les produits de location sont comptabilisés au moment de leur réalisation. Les produits de cession des propriétés sont comptabilisés lorsque la vente est conclue. La partie du bénéfice tiré des coentreprises est comptabilisée à la valeur de consolidation et présentée au poste Autre bénéfice.

g) Régimes de retraite

Le coût des régimes de retraite est périodiquement déterminé par des actuaires indépendants. Les charges de retraite sont imputées chaque année aux résultats et se composent des éléments suivants:

— le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par le personnel au cours de l'exercice, et

— l'amortissement du coût des services passés sur la période moyenne estimative de service actif restant à effectuer par le personnel participant aux régimes de retraite.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

La capitalisation des régimes s'effectue par des cotisations fixées selon la méthode actuarielle de répartition des coûts basée sur les avantages courus.

h) Devises

Les activités de la Compagnie à l'étranger sont considérées comme intégrées, et sont converties et comptabilisées commes suit: l'actif à court terme (fournitures et approvisionnements non compris), le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis selon les cours historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux moyens de l'année, sauf l'amortissement qui est converti aux taux de change en vigueur lors de l'acquisition des immobilisations en cause.

Les éléments d'actif et de passif de la Compagnie libellés en monnaie étrangère sont traités de la même façon. Les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur au moment où les opérations sont effectuées, à l'exception des produits destinés à couvrir le remboursement de la dette à long terme contractée en monnaie étrangère, qui sont convertis aux taux en vigueur au moment où la dette a été contractée.

Les gains et les pertes de change sont imputés au bénéfice net de l'exercice, à l'exception des pertes de change non matérialisées sur la dette à long terme. La Compagnie a décidé de réserver des rentrées régulières futures de dollars US au remboursement de la majorité de la dette à long terme contractée dans cette monnaie, ce qui permet de reporter l'imputation, au bénéfice net de l'exercice, des pertes non matérialisées sur la conversion des devises, jusqu'à la première des deux éventualités suivantes: le remboursement de la dette ou l'expiration de l'opération de couverture. Quant aux pertes non matérialisées sur la dette à long terme libellée en dollars US et non couverte, leur imputation est reportée, et elles sont amorties sur la durée non écoulée de la dette elle-même. Ces reports font partie des Autres éléments d'actif et charges reportées du bilan consolidé.

i) Contrats de location

Les contrats de location qui répondent aux critères des contrats de location-acquisition et qui ont été passés après 1981 ont été capitalisés. Les autres contrats répondant aux mêmes critères, mais passés avant 1982, ont été enregistrés comme contrats de location-exploitation.

2. Modification des conventions comptables

En 1990, la Compagnie a adopté rétroactivement les recomandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés au sujet des secteurs d'activité abandonnés et des postes extraordinaires. Ces recommandations ont pour principales caractéristiques de restreindre la définition de la nature des opérations pouvant être considérées comme postes extraordinaires et d'exiger que les résultats des secteurs d'activité abandonnés soient présentés séparément de ceux des secteurs maintenus. Ces modifications se traduisent surtout par le fait que, dans l'état des résultats, le poste "Impôts sur le revenu" inclut les réductions des impôts sur le revenu découlant de l'application des pertes d'exercices antérieurs, et que le poste "Secteurs d'activité abandonnés" comprend certaines radiations d'éléments d'actif effectuées en 1988, les coûts de fermeture et le produit de la cession d'entités commerciales, nets des impôts sur le revenu applicables. Ces sommes étaient auparavant traitées comme postes extraordinaires. Ces modifications n'ont aucune incidence sur le bénéfice net déclaré.

3. Placements

	Pourcentage des actions avec droit de vote	31 décembre 1990	31 décembre 1989
		(en milliers de dollars)	
Entités comptabilisées à la valeur de consolidation			
CNCP Niagara-Détroit	50%	18,646	17,766
Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto	50%	10,682	10,682
Autres		50,828	36,494
		80,156	64,942
Autres investissements, au prix coûtant, moins les provisions pour dépréciation, le cas échéant		55,616	41,553
Total		135,772	106,495

4. Immobilisations

	31 décembre 1990 Coût	Amortissement cumulé	Net	31 décembre 1989 Coût	Amortissement cumulé	Net
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	8,488,536	3,317,177	5,171,359	8,356,990	3,172,380	5,184,610
Grand Trunk Corporation	526,394	145,682	380,712	522,984	144,485	378,499
Groupe des Entreprises						
Immeubles CN	161,983	22,736	139,247	151,169	18,571	132,598
CN Exploration	125,328	61,804	63,524	114,846	53,368	61,478
Autres	75,737	20,692	55,045	79,773	22,885	56,888
	9,377,978	3,568,091	5,809,887	9,225,762	3,411,689	5,814,073
Montants compris ci-dessus relatifs aux Chemins de fer du gouvernement canadien confiés à la Compagnie par le gouvernement du Canada	1,043,036	579,815	463,221	1,019,199	554,399	464,800

Au 31 décembre 1990, la valeur brute des éléments d'actif détenus en vertu de contrats de location-acquisition compris dans les chiffres ci-dessus s'élevait à $97.4 millions ($103.7 millions en 1989) et l'amortissement cumulé correspondant, à $18.9 millions ($16 millions en 1989).

/

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

5. Dette à long terme

	Échéance	Monnaie de paiement	31 décembre 1990	31 décembre 1989
			(en milliers de dollars)	
Obligations, débentures et billets				
Canadien National 11 3/8% 8 ans, billets	11 juin 1993	$CA	100,000	100,000
Canadien National 9 7/8% 8 ans, billets	18 mars 1994	$CA	100,000	100,000
Canadien National 12 1/2% 10 ans, billets	15 avril 1995	$CA	100,000	100,000
Canadien National 6 1/2% 10 ans, billets libellés en yens a)	26 mars 1996	$CA	70,000	70,000
Canadien National 9 3/8% 10 ans, billets	1er oct. 1996	$CA	100,000	100,000
Canadien National 9 1/4% 20 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 mars 1998	$US	44,511	62,315
Canadien National 5 3/8% 15 ans, obligations libellées en francs suisses b)	22 août 2000	$CA	98,617	98,617
Canadien National 8 7/8% 15 ans, billets	21 mai 2001	$CA	150,000	150,000
Canadien National 8 3/8% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er juill. 2002	$US	63,561	68,858
Canadien National 9,70% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 juill. 2004	$US	152,781	163,861
Canadien National 13% 20 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 nov. 2004	$CA	86,928	90,196
Canadien National 12 1/4% 20 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er mai 2005	$CA	125,000	125,000
Canadien National 14% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 janv. 2006	$US	84,158	95,028
Canadien National 15% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er juin 2006	$US	77,230	84,328
Canadien National 16 1/4% 25 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er mars 2007	$US	55,695	87,180
Canadien National 14 3/4% 30 ans, débentures à fonds d'amortissement	1er sept. 2012	$US	55,722	55,722
Canadien National 12% 30 ans, débentures à fonds d'amortissement	15 mars 2013	$US	122,548	122,548
Buffalo and Lake Huron 5 1/2%, obligations 1re hypothèque	Perpétuelles	Sterling	795	795
Buffalo and Lake Huron 5 1/2%, obligations 2e hypothèque	Perpétuelles	Sterling	1,228	1,228
Total			1,588,774	1,675,676
Prêt du gouvernement du Canada c)			147,634	161,085
Autres				
Montants à payer aux termes de conventions portant sur l'achat de matériel d)		Divers	93,120	105,592
Emprunt auprès d'un consortium financier e)		$CA	42,610	42,610
Obligations découlant de contrats de location-acquisition f)		Divers	88,449	90,733
Ajustement au taux de change courant (voir note 1 h))			(14,532)	(12,074)
Total			209,647	226,861
			1,946,055	2,063,622
Moins: désendettement de fait g)			74,091	123,545
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an			103,055	59,990
Escompte non amorti et autres			12,514	10,198
			189,660	193,733
Dette à long terme			1,756,395	1,869,889

a) La Compagnie a emprunté $70 millions, au coût global de 10.25%, au moyen d'une émission publique de billets en euro-yens et d'un swap de devises.

b) La Compagnie a emprunté $98.6 millions, au coût global de 11.17%, au moyen d'une émission publique d'obligations en Suisse et d'un swap de devises.

c) L'emprunt auprès du gouvernement du Canada porte intérêt au taux annuel de 8 3/4% et est remboursable en versements semestriels égaux de $13.63 millions couvrant le principal et les intérêts, jusqu'au 30 juin 1998.

d) Garantis par le matériel roulant, remboursables en versements semestriels ou trimestriels, sur différentes périodes jusqu'en 2000, et portant intérêt à des taux s'échelonnant de 8 1/2% à 17 3/4%. Au 31 décembre 1990, les montants en principal à payer étaient de $57.2 millions US et de $22.7 millions CA ($77.1 millions US et $14.4 millions CA au 31 décembre 1989).

e) La Compagnie a emprunté $42.6 millions, au coût global de 11.535%, au moyen d'un emprunt en yens auprès d'un consortium financier et d'un swap de devises.

f) Les taux d'intérêt applicables à ces obligations varient entre 7 7/8% et 14 1/2% environ et les dates d'échéance vont de 1991 à 2005 inclusivement. Les intérêts implicites sur les contrats de location se chiffrent à $73.9 millions ($79 millions en 1989).

g) Certains éléments de la dette à long terme de la Compagnie sont considérés comme étant acquittés du fait que celle-ci a placé en fiducie irrévocable suffisamment de titres de l'État pour régler, sur les dettes en cause, les intérêts et le capital venant à échéance.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

h) Les montants en principal à payer sur la dette en cours au 31 décembre 1990, compte tenu des exigences des fonds d'amortissement, des possibilités de rachat et des exigences des contrats de location-acquisition, s'établissent comme suit:

Exercice se terminant le 31 décembre	(en milliers de dollars)
1991	103,055
1992	96,273
1993	174,171
1994	210,178
1995	242,725
1996-2000	575,010
2001-2005	405,091
2006-2010	26,098
2011-2015	22,038

6. Avoir de l'actionnaire

a) Capital-actions

Le capital-actions de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, établi à $2,278,866,774, consiste en 5,868,786 actions ordinaires sans valeur nominale, autorisées, émises et en circulation, qui sont la propriété du gouvernement du Canada.

b) Bénéfices non répartis

Aux termes de la loi qui la régit, la Compagnie doit verser au Receveur général du Canada un dividende égal à 20% du bénéfice net de l'exercice, ou tout pourcentage plus élevé de ce bénéfice que prescrirait le gouverneur en conseil. Un dividende couru représentant 20% du bénéfice net de l'exercice a donc été inscrit au poste Autres du passif à court terme, de même que le dividende relatif à l'exercice 1989. Le dividende fondé sur le bénéfice net de 1988 a été versé en 1990. Les dividendes applicables au bénéfice de 1985 et de 1987, qui n'avaient pas encore été versés, ont été contrepassés et inscrits aux bénéfices non répartis de 1988 conformément à une décision du Conseil du Trésor du Canada prise le 15 décembre 1988.

7. Engagements et éventualités d'importance

a) Contrats de location

i) Au 31 décembre 1990, les engagements de la Compagnie en vertu de contrats de location, à l'exclusion de ceux qui ont été capitalisés et pour lesquels les obligations découlant des contrats de location-acquisition ont été comptabilisées avec la dette à long terme (voir note 5), s'établissaient comme suit:

Baux non résiliables Exercice se terminant le 31 décembre	Contrats de location-acquisition passés avant 1982	Contrats de location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
1991	4,727	126,630
1992	3,618	115,462
1993	1,363	114,815
1994	998	109,199
1995	998	99,305
1996-2000	3,466	493,000
2001-2005	1,124	345,011
ultérieurement		14,829
Total des paiements minimaux exigibles	16,294	1,418,251
Moins montant représentant les intérêts implicites	3,987	
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles nets en vertu de contrats de location-acquisition	12,307	

Les contrats de location portent principalement sur du matériel roulant ferroviaire, et bon nombre contiennent des clauses de renouvellement et une clause permettant l'achat des biens à leur juste valeur marchande à l'expiration du bail.

ii) Les frais de location aux termes de l'ensemble des baux qui n'ont pas été capitalisés s'établissaient comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
Total des frais	138,584	140,628	154,719
Frais en vertu des contrats de location-acquisition passés avant 1982, compris dans le total des frais	9,023	22,909	30,347

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

iii) Les augmentations du bénéfice, de l'actif et du passif, qui paraîtraient aux états financiers consolidés si les baux passés avant 1982 et satisfaisant aux critères des contrats de location-acquisition avaient été capitalisés, s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
Augmentation du bénéfice net	1,940	4,925	8,498
Augmentation de l'actif			
Immobilisations			
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	46,265	98,706	203,454
Moins amortissement cumulé	34,981	85,363	180,223
	11,284	13,343	23,231
Autres éléments d'actif et charges reportées			
Perte de change reportée non amortie	582	977	3,753
	11,866	14,320	26,984
Augmentation du passif à court terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	3,761	6,388	22,025
Augmentation du passif à long terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	11,746	17,760	37,075
Ajustement au taux de change courant (voir note 1 h))	561	928	3,641
	12,307	18,688	40,716
Moins tranche à court terme	3,761	6,388	22,025
	8,546	12,300	18,691

b) Autres engagements

Au 31 décembre 1990, la Compagnie avait des engagements de dépenses en immobilisations de $8.7 millions pour des traverses et de $21.1 millions pour des rails.

c) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Compagnie est engagée dans diverses poursuites judiciaires comprenant des réclamations relatives à des accidents, des dommages à la propriété et à l'environnement. Bien qu'on ne puisse prédire avec certitude l'issue définitive des poursuites engagées et en cours au 31 décembre 1990, la direction est d'avis que leur résolution n'aura pas d'incidence défavorable marquée sur la situation financière du Réseau.

8. Subventions

Les produits d'exploitation comprennent les subventions suivantes:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada			
a) Versements en vertu de la Loi sur les chemins de fer et de la Loi (y afférente) portant affectation de crédits, à l'égard de certains services non rentables et de tarifs imposés dont le maintien est obligatoire en vertu de la Loi sur les chemins de fer	23,180	32,818	48,854
b) Subventions en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes et de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	14,383	17,381	19,971
c) Divers		548	2,510
Autres subventions			391
	37,563	50,747	71,726

9. Régimes de retraite

La Compagnie offre à presque tous les membres de son personnel des régimes de retraite en vertu desquels ceux-ci ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service et (ou) les cotisations.

Les évaluations actuarielles faites au 31 décembre 1989 révélaient un passif actuariel consolidé de $7.1 billions et un actif actuariel consolidé de $6.6 billions. On estime que ces montants pourraient approcher respectivement $7.3 billions et $6.8 billions au 31 décembre 1990. Les évaluations actuarielles subséquentes détermineront les montants réels à cette date.

Les charges annuelles de retraite s'établissent comme suit:

Exercice clos le 31 décembre		
1990	1989	1988
(en milliers de dollars)		
123,402	156,552	165,784

10. Intérêts débiteurs du réseau

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
Intérêts sur la dette à long terme	207,387	214,272	318,297
Intérêts sur les emprunts à court terme	4,348	217	2,431
Intérêts créditeurs	(4,306)	(15,332)	(20,269)
	207,429	199,157	300,459

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

11. Impôts sur le revenu

a) La provision constituée par la Compagnie pour les impôts sur le revenu comprend les éléments suivants:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
Provision pour impôts sur le revenu provenant des secteurs d'activité maintenus, selon le taux de base combiné de 40.8% en 1990 (40.8% en 1989 et 44.7% en 1988) des gouvernements fédéral et provinciaux ...	2,313	104,870	81,864
Augmentation (diminution) des impôts attribuable aux éléments suivants			
Partie non admissible de la perte en capital subie à l'extinction anticipée d'éléments de la dette			17,670
Pertes en capital non admises pour l'exercice en cours			12,726
Perte de change non admissible au titre des conventions de vente conditionnelle	258	414	686
Profit de la vente de terrains	(14,826)	(22,858)	(6,060)
Impôt fédéral de grandes sociétés	7,400	4,000	
Autres	2,785	3,815	4,575
Application de pertes d'exercices antérieurs		(39,210)	(107,112)
Provision réelle pour (recouvrement d')impôts sur le revenu provenant des secteurs d'activité maintenus, traduisant un taux d'imposition effectif de 36.5% en 1990 (19.8% en 1989 et 2.3% en 1988)	(2,070)	51,031	4,349
Soit:			
Impôts exigibles	8,677	6,461	4,349
Impôts reportés	(10,747)	44,570	
	(2,070)	51,031	4,349

Les impôts sur le revenu reportés sont surtout attribuables à l'écart entre l'amortissement fiscal réclamé aux fins des impôts sur le revenu et l'amortissement inscrit pour fins comptables.

b) Des crédits d'impôt à l'investissement peuvent également être appliqués à la réduction d'impôts sur le revenu exigibles ultérieurement, jusqu'à leur année d'expiration comme suit:

Année d'expiration	(en millions de dollars)
1993	25.9
1994	33.9
1995	29.7
1996	18.9
1997	14.0
1998	9.0

12. Secteurs d'activité abandonnés

En 1988, la Compagnie a cédé les Hôtels CN, les deux filiales téléphoniques et les Télécommunications CNCP, cette dernière vente comprenant les Systèmes de terminaux de télécommunications. En outre, cette année-là, TerraTransport a mis fin à son exploitation et engagé des frais de fermeture.

a) Le résultat financier de ces transactions s'établissait comme suit:

	Hôtels CN	Communications CN	Terra-Transport	Total
	(en milliers de dollars)			
Perte d'exploitation	(9,137)	(50,321)	(29,277)	(88,735)
Frais de fermeture			(92,300)	(92,300)
Gain net sur cessions	117,922	167,191		285,113
	108,785	116,870	(121,577)	104,078

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

b) La provision pour impôts sur le revenu provenant des secteurs d'activité abandonnés, établie selon le taux de base combiné des gouvernements fédéral et provinciaux de 44.7% en 1988, s'est élevée à $33.9 millions. L'application des pertes d'exercices antérieurs a contrebalancé cette provision.

13. Information sectorielle

a) Zones géographiques

Pratiquement toutes les activités du Réseau ainsi que ses éléments d'actif se situent au Canada, à l'exception de ceux de la Grand Trunk Corporation qui est exploitée aux États-Unis.

b) Trafic international

En plus de l'apport de la Grand Trunk Corporation, le Réseau tire des produits du trafic en provenance ou à destination de chemins de fer des États-Unis. En 1990, ces produits se sont chiffrés approximativement à $604 millions ($622 millions en 1989 et $668 millions en 1988).

c) Produits par division

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	3,398,175	3,528,331	3,792,115
Grand Trunk Corporation	431,147	461,312	477,816
Groupe des Entreprises			
Immeubles CN	130,047	101,827	54,741
CN Exploration	38,962	30,283	27,568
Autres	79,461	80,301	56,004
Secteurs d'activité abandonnés			264,867
	4,077,792	4,202,054	4,673,111

d) Éléments d'actif identifiables par division

	Exercice clos le 31 décembre		
	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	6,086,633	6,143,025	6,006,443
Grand Trunk Corporation	557,807	591,993	611,912
Groupe des Entreprises			
Immeubles CN	218,502	218,216	141,140
CN Exploration	71,035	70,288	65,239
Autres	94,291	81,829	81,301
	7,028,268	7,105,351	6,906,035

e) Dépenses en immobilisations et amortissement par division

	Exercice clos le 31 décembre					
	Dépenses en immobilisations*			Amortissement		
	1990	1989	1988	1990	1989	1988
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	285,336	293,816	283,723	244,029	239,020	234,794
Grand Trunk Corporation	20,670	18,194	14,370	13,675	14,494	14,157
Groupe des Entreprises						
Immeubles CN	6,430	44,487	28,560	1,844	1,419	1,102
CN Exploration	12,634	13,302	9,868	8,534	8,138	9,798
Autres	2,105	1,161	185	1,363	1,696	1,880
Secteurs d'activité abandonnés			49,613			31,789
	327,175	370,960	386,319	269,445	264,767	293,520

* Nouvelles immobilisations.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

14. Autres renseignements

a) La Compagnie transige, dans le cours normal de ses activités, avec divers organismes contrôlés par le gouvernement du Canada, aux mêmes conditions que pour les opérations courantes avec les tiers non apparentés.

En outre, la Compagnie assure, sous contrat, des services ferroviaires et de maintenance pour le gouvernement du Canada et divers organismes que contrôle ce dernier. Les produits d'exploitation tirés de ces services ont totalisé $102.1 millions en 1990 ($101.5 millions en 1989 et $103.3 millions en 1988).

b) Depuis l'entrée en vigueur, le 1^er^ janvier 1984, de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, le gouvernement du Canada paie une partie du coût du transport du grain dans le but de réduire les coûts des expéditeurs. Les sommes reçues du gouvernement du Canada en application de cette loi se sont élevées à $335.3 millions en 1990 ($332.6 millions en 1989 et $416 millions en 1988), traduisant surtout le trafic céréalier transporté.

c) Le 10 octobre 1990, la Compagnie a annoncé un programme d'appoint de cessation d'emploi destiné à inciter jusqu'à 1,500 membres de son personnel cadre et administratif à prendre une retraite anticipée ou à démissionner. On estime que le coût total de ce programme pourrait atteindre environ $100 millions. Au 31 décembre 1990, quelque 300 demandes de membres du personnel avaient été acceptées et une charge à payer de $20.3 millions avait été incrite et imputée au bénéfice de 1990.

d) Dans le budget déposé à la Chambre des communes le 26 février 1991, le ministre des Finances du Canada a annoncé l'intention du Gouvernement de privatiser CN Exploration. Il a de plus indiqué que les produits de la vente de cette entité commerciale seraient remis au Gouvernement afin de réduire le déficit.

15. Reclassification des chiffres correspondants

En 1990, des améliorations ont été apportées à la classification de certains éléments et, pour faciliter les comparaisons, la nouvelle classification a été appliquée aux chiffres correspondants de 1989 et de 1988.

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL CANADIEN DES NORMES
ET AU
MINISTRE DES CONSOMMATEURS ET DES SOCIÉTÉS

J'ai vérifié le bilan du Conseil canadien des normes au 31 mars 1991 et les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Conseil au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le Conseil canadien des normes et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 17 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse	642,246	557,936
Intérêts courus	6,669	11,211
Débiteurs		
Ministères du gouvernement fédéral	202,762	256,134
Autres	282,696	268,293
Crédit parlementaire à recevoir	415,817	469,000
Inventaire de normes internationales	57,261	56,720
Frais payés d'avance	322,158	375,939
	1,929,609	1,995,233
Immobilisations		
Mobilier et matériel de bureau (note 3)	155,971	229,426
	2,085,580	2,224,659

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	656,537	795,302
Dépôts de clients et autres dépôts	65,857	68,035
Produit des ventes reporté	110,795	221,591
	833,189	1,084,928
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	268,297	242,491
	1,101,486	1,327,419
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices non répartis	984,094	897,240
	2,085,580	2,224,659

Approuvé par le Conseil:

le Président
GEORGES ARCHER

le Directeur général
JOHN WOODS

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Traitements, salaires, et indemnités	2,954,512	3,359,381
Déplacements	922,701	1,295,550
Cotisations à titre de membre à des organismes internationaux	810,932	749,838
Coût direct des normes vendues	767,608	776,967
Publications et impression	724,676	846,738
Location de bureaux	467,734	458,818
Échange de normes nationales	365,334	293,973
Téléphone et affranchissement	259,993	247,411
Services professionnels et spéciaux	175,153	148,682
Amortissement	104,649	122,327
Relations publiques	91,093	286,122
Location de matériel de bureau	57,014	48,656
Réunions	53,860	70,980
Fournitures de bureau	43,119	45,657
Aide financière aux organismes rédacteurs de normes		400,000
Autres	203,542	209,119
	8,001,920	9,360,219
Moins: frais d'exploitation du Point de renseignements sur le GATT/Europe 1992 récupérés du ministère des Affaires extérieures	473,357	484,733
frais des programmes d'aide au développement récupérés de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)	25,984	21,737
	7,502,579	8,853,749
Recettes		
Ventes de normes	1,392,364	1,340,848
Cotisations d'accréditation	136,310	49,150
Intérêts créditeurs	71,365	85,934
Autres	38,577	18,515
	1,638,616	1,494,447
Coût de l'exploitation	5,863,963	7,359,302
Crédit parlementaire		
Crédit 35, Consommateurs et Sociétés (Crédit 30 en 1990)	5,950,817	7,564,000
Excédent du crédit parlementaire par rapport au coût de l'exploitation pour l'exercice	86,854	204,698

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	897,240	692,542
Excédent du crédit parlementaire par rapport au coût de l'exploitation pour l'exercice	86,854	204,698
Solde à la fin de l'exercice	984,094	897,240

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent du crédit parlementaire par rapport au coût de l'exploitation pour l'exercice	86,854	204,698
Éléments ne comportant aucun débours d'encaisse		
Amortissement	104,649	122,327
Amortissement récupéré du Point de renseignements sur le GATT	24,000	24,000
Indemnités de cessation d'emploi courues	33,963	72,368
	249,466	423,393
Versement de indemnités de cessation d'emploi	(8,157)	(86,330)
Variation du passif à court terme et de l'actif à court terme autre que l'encaisse	(101,805)	(193,796)
Encaisse provenant des activités d'exploitation	139,504	143,267
Activités de placement		
Achat de mobilier et de matériel de bureau	(55,194)	(131,380)
Augmentation de l'encaisse au cours de l'exercice	84,310	11,887
Encaisse au début de l'exercice	557,936	546,049
Encaisse à la fin de l'exercice	642,246	557,936

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil canadien des normes a été créé par le Parlement en 1970 en tant que corporation en vertu de la Loi sur le Conseil canadien des normes; il est responsable de la coordination des activités de normalisation volontaire au Canada. Le Conseil est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le Conseil accomplit ses tâches par le biais du Système de normes nationales, une fédération d'organismes accrédités qui s'occupent de rédaction de normes, de certification et de mise à l'essai.

Le Conseil a pour objet d'encourager et de favoriser la normalisation volontaire dans les domaines reliés à la construction, à la fabrication, à la production, à la qualité, au rendement et à la sécurité de bâtiments, de structures, d'articles et de produits manufacturés et autres marchandises, et promouvoir la coopération internationale dans le domaine des normes.

2. Conventions comptables importantes

a) Mobilier et matériel de bureau

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des biens comme suit:

Mobilier	5 ans
Matériel	4 ans

b) Inventaire

L'inventaire de normes internationales est évalué au moindre du prix coûtant et du coût de remplacement.

c) Comptabilisation des recouvrements

Les recouvrements concernant les ententes avec le ministère des Affaires extérieures pour le fonctionnement du Point de renseignements sur le GATT/Europe 1992 et pour les programmes d'aide au développement sont comptabilisés au moment où les dépenses connexes sont encourues.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est enregistré selon la méthode de la comptabilité d'exercice au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes sont engagées, mais il n'est prélevé qu'au moment où les décaissements se font.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités de cessation d'emploi, comme le prévoient les contrats de travail et les conditions d'emploi. La dette résultant de ces indemnités est comptabilisée au fur et à mesure que les indemnitéss gagnées s'accumulent aux comptes des employés.

f) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois des employés et du Conseil. Les contributions à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de l'exercice en cours.

3. Mobilier et matériel de bureau

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier de bureau	167,037	140,566	26,471	35,018
Matériel de bureau	726,288	596,788	129,500	194,408
	893,325	737,354	155,971	229,426

4. Engagement par bail

Le Conseil a signé un bail pour la location de son espace de bureau pour une période de cinq ans qui expire en juin 1992. Selon l'entente, les loyers minimums futurs seront de $410,133 par année.

5. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés communiquées ailleurs dans les présents états financiers, le Conseil est apparenté en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Le Conseil s'engage dans des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités.

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES ARTS DU CANADA
ET AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Compte de dotation et le bilan des Fonds spéciaux du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 1991 et les états des revenus et dépenses, de l'avoir et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Conseil au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

COMPTE DE DOTATION

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
Encaisse et dépôts à court terme	11,826	16,905
Revenus de placements à recevoir	1,982	1,896
Débiteurs	419	189
Frais payés d'avance	273	261
Placements (note 4)	102,855	100,988
Matériel et améliorations locatives (note 5)	1,510	1,617
Oeuvres d'art	14,792	13,912
	133,657	135,768

PASSIF	1991	1990
Subventions à payer	17,376	22,534
Créditeurs et frais courus	1,680	907
Revenus reportés (note 6)	1,022	1,001
Dû aux Fonds spéciaux	3,681	3,639
Dû aux Fiducies spéciales (note 7)	1,769	1,718
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	957	829
	26,485	30,628
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	35,673	35,127
	85,673	85,127
Surplus d'apport—Oeuvres d'art	14,792	13,912
Surplus	6,707	6,101
	107,172	105,140
	133,657	135,768

Approuvé par la direction:

la Directrice
JOYCE ZEMANS

le Trésorier
PETER BROWN

Approuvé par le Conseil:

le Vice-Président
JACQUES LEFEBVRE

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus		
Crédits parlementaires	104,054	103,503
Intérêts et dividendes	10,745	9,313
Location, Banque d'oeuvres d'art	1,144	1,013
Subventions annulées et remboursements de subventions autorisées au cours des exercices précédents	401	642
Autres revenus	249	184
	116,593	114,655
Dépenses		
Arts		
Subventions et services	94,724	93,762
Administration (tableau)	10,758	9,807
Oeuvres d'art—Acquisitions nettes (note 8)	880	919
	106,362	104,488
Commission canadienne pour l'UNESCO		
Administration (tableau)	1,286	1,225
Subventions et services	175	188
	1,461	1,413
Administration générale (tableau)	8,164	7,305
	115,987	113,206
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	606	1,449

ÉTAT DE L'AVOIR DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Fonds de capital		
Principal	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements		
Solde au début de l'exercice	35,127	32,230
Gains nets sur disposition pour l'exercice	546	2,897
Solde à la fin de l'exercice	35,673	35,127
Solde du fonds de capital à la fin de l'exercice	85,673	85,127
Surplus d'apport—Oeuvres d'art		
Solde au début de l'exercice	13,912	12,993
Acquisitions nettes au cours de l'exercice (note 8)	880	919
Solde à la fin de l'exercice	14,792	13,912
Surplus		
Affecté		2,700
Non affecté		
Solde au début de l'exercice	3,401	1,952
Transfert du surplus affecté	2,700	
Excédent des revenus sur les dépenses	606	1,449
Solde à la fin de l'exercice	6,707	3,401
Solde du surplus à la fin de l'exercice	6,707	6,101

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	606	1,449
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	567	517
Prestations de cessation d'emploi	128	(72)
Perte lors de l'aliénation de matériel		41
	1,301	1,935
Variation dans les éléments hors-caisse d'actif et de passif liés à l'exploitation	(4,599)	1,288
Fonds (absorbés) générés par des activités d'exploitation	(3,298)	3,223
Activités d'investissement		
Acquisition de matériel et améliorations locatives	(462)	(782)
Produits lors de l'aliénation de matériel	2	25
Augmentation des placements	(1,867)	(7,815)
Fonds absorbés par des activités d'investissement	(2,327)	(8,572)
Activités de financement		
Gains nets lors de l'aliénation de placements crédités au Fonds de capital	546	2,897
Diminution des fonds	(5,079)	(2,452)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	16,905	19,357
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	11,826	16,905

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

FONDS SPÉCIAUX

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
Encaisse et dépôts à court terme	4,411	7,698
Revenus de placement à recevoir	683	878
Placements (note 4)	36,691	32,961
Dû du Compte de dotation	3,681	3,639
Instruments de musique	930	930
	46,396	46,106

PASSIF	1991	1990
Subventions à payer	2,522	2,798
Créditeurs et frais courus	24	22
	2,546	2,820
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal	33,034	32,792
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	9,906	9,924
	42,940	42,716
Surplus	910	570
	43,850	43,286
	46,396	46,106

Approuvé par la direction:

la Directrice
JOYCE ZEMANS

le Trésorier
PETER BROWN

Approuvé par le Conseil:

le Vice-président
JACQUES LEFEBVRE

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DES FONDS SPÉCIAUX POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus		
Intérêts et dividendes	3,400	3,398
Autres revenus	46	82
	3,446	3,480
Dépenses		
Subventions	2,395	2,480
Administration	469	431
	2,864	2,911
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	582	569

ÉTAT DE L'AVOIR DES FONDS SPÉCIAUX (NOTE 3) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Fonds de capital		
Principal		
Solde au début de l'exercice	32,792	32,504
Revenu net capitalisé	242	250
Dons reçus		38
Solde à la fin de l'exercice	33,034	32,792
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements		
Solde au début de l'exercice	9,924	5,927
Gains (pertes) nets lors de l'aliénation de placements	(18)	3,997
Solde à la fin de l'exercice	9,906	9,924
Surplus		
Solde au début de l'exercice	570	251
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	582	569
Revenu net capitalisé	(242)	(250)
Solde à la fin de l'exercice	910	570
Avoir à la fin de l'exercice	43,850	43,286

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES FONDS SPÉCIAUX POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	582	569
Dons reçus		38
Variation dans les éléments hors-caisse d'actif et de passif liés à l'exploitation	(121)	(285)
Fonds générés par des activités d'exploitation	461	322
Activités d'investissement		
Augmentation des placements	(3,730)	(2,789)
Activités de financement		
(Pertes) gains nets lors de l'aliénation de placements crédités au Fonds de capital	(18)	3,997
(Diminution) augmentation des fonds	(3,287)	1,530
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	7,698	6,168
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	4,411	7,698

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoir et activités

Le Conseil des Arts du Canada a été constitué en 1957 en vertu de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada qui autorisait la création d'une Caisse de dotation de 50 millions de dollars établie en vertu de l'article 13 de la Loi. À l'exception du crédit parlementaire annuel, les fonds et les biens donnés au Conseil des Arts en vertu de l'article 18 de la Loi sont habituellement comptabilisés à titre de Fonds spéciaux ou de Fiducies spéciales. En vertu du paragraphe 8(2) de la Loi, il a été assigné au Conseil des Arts les fonctions et attributions en ce qui concerne la Commission canadienne pour l'UNESCO. Le Conseil des Arts n'est pas mandataire de Sa Majesté. Il a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts ainsi que la production d'oeuvres d'art.

2. Conventions comptables importantes

a) Placements

Les actions, les obligations, les obligations non garanties et les hypothèques sont enregistrées au prix coûtant. Les portefeuilles de deux fonds spéciaux (Prix Molson et Lynch-Staunton) sont fusionnés avec le Compte de dotation. Les fonds spéciaux ayant un capital supérieur à $250,000 et reçus après le 1er janvier 1990 sont fusionnés avec le Compte de dotation. La participation de chacun des fonds a été calculée selon la valeur marchande à la date à laquelle les argents sont reçus. L'intérêt, les dividendes, les gains et pertes à l'aliénation de placements sont attribués à chaque fonds selon les pourcentages établis au début de chaque trimestre.

Les fonds spéciaux ayant un capital inférieur à $250,000 et les fiducies spéciales reçoivent des revenus calculés trimestriellement en utilisant le taux des bons du Trésor (90 jours) au début du trimestre.

La valeur comptable des placements est réduite à la valeur marchande lorsque cette diminution est considérée de nature permanente.

b) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont enregistrés au prix coûtant et amortis sur les durées utiles estimatives selon la méthode linéaire, comme suit:

Matériel	5 ans
Améliorations locatives	durée du bail (maximum de 10 ans)

Lors de l'aquisition, une année complète d'amortissement est enregistrée et aucun amortissement n'est enregistré l'année de l'aliénation du bien. Les gains et pertes lors de l'aliénation sont imputés à la dépense d'amortissement dans l'année de l'aliénation.

c) Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art acquises par la Banque d'oeuvres d'art sont enregistrées au prix coûtant de l'oeuvre plus les frais d'expédition et d'encadrement.

d) Instruments de musique—Fonds spéciaux

Les instruments de musique sont enregistrés au prix coûtant.

e) Fonds spéciaux et fiducies spéciales

Les fonds spéciaux et les fiducies spéciales sont composés de sommes reçues par le Conseil des Arts par voie de legs, cadeau ou don et peuvent avoir des objectifs spécifiques.

Les fonds spéciaux sont administrés à la discrétion du Conseil des Arts et sont placés selon les politiques de placement du Compte de dotation.

Le Conseil des Arts gère les fiducies spéciales ou permet les prélèvements à même leur capital, conformément aux exigences du donateur.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières de cessation d'emploi ainsi que le prévoient la politique et les conditions d'emploi du Conseil des Arts. Le coût de ces prestations est porté aux dépenses de l'exercice pendant lequel elles ont été gagnées par l'employé.

g) Gains et pertes lors de l'aliénation de placements

En vertu du paragraphe 17(2) de la Loi, lors de l'aliénation de placements, les gains nets sont crédités au capital du compte et les pertes nettes y sont imputées. Dans l'éventualité où les pertes nettes excéderaient le solde disponible dans le compte, l'excédent serait imputé aux dépenses.

h) Surplus d'apport

Les montants payés durant l'exercice pour l'achat d'oeuvres d'art par la Banque d'oeuvres d'art sont imputés aux dépenses. Ces achats sont alors capitalisés comme surplus d'apport-oeuvres d'art et aucun amortissement n'est enregistré.

i) Capitalisation des revenus nets de Fonds spéciaux

Le Conseil capitalise 10% des revenus moins les frais d'administration du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées et du Fonds spécial de bourses Killam conformément à l'avis reçu des fiduciaires de ces fonds afin de conserver l'avoir à l'intention des bénéficiaires futurs. Toutefois, le Conseil pourra toujours prélever de l'argent à même l'accumulation de ces revenus nets capitalisés, dans le cadre des objectifs de ces fonds.

j) Régime de pensions de retraite

Les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à parts égales à ce régime. Cette contribution représente en entier le passif du Conseil.

k) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés comme revenu dans l'exercice au cours duquel ils sont approuvés par le Parlement.

l) Subventions et services

Les subventions autorisées par le Conseil sont inscrites au titre de dépenses dans l'exercice approprié tel qu'établi par le Trésorier en consultation avec la division des Arts. Les subventions annulées et les remboursements de subventions autorisées au cours des exercices précédents apparaissent comme revenus au Compte de dotation.

Les services qui comprennent les frais de jury, de comités aviseurs, des prix et autres coûts qui sont directement reliés à l'attribution de subventions aux artistes ou à la communauté artistique sont inscrits au titre de dépenses dans l'exercice financier au cours duquel ils ont été encourus.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Suite*

3. Fonds spéciaux

a) Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam

Un legs de $12,339,615 en espèces et sous forme de titres a été reçu de la succession de Mme Dorothy J. Killam "en vue de décerner des bourses pour études ou recherches avancées dans n'importe quel domaine d'étude ou de recherche autre que 'les arts', selon la définition qu'en donne actuellement la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, mais pouvant se situer hors du domaine des 'humanités et des sciences sociales' selon cette même Loi".

Le legs comporte les conditions suivantes: "le Fonds ne doit pas être intégré au Compte de dotation ni être autrement assimilé à d'autres biens du Conseil". Les espèces et les titres reçus de même que leurs produits ont été placés dans un portefeuille distinct.

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $19,276,789 (1990—$18,966,558).

b) Fonds spécial de bourses Killam

Ce fonds a été établi à la suite d'un don de titres reçu de la succession de Mme Dorothy J. Killam. Les dividendes et les produits d'aliénation provenant de ces titres s'élevaient à $13,653,344.

Le revenu net de ce fonds peut servir à accorder des bourses à des Canadiens désireux de faire des études supérieures ou des recherches dans les domaines de la médecine, des sciences et du génie.

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $18,394,978 (1990—$18,289,278).

c) Jean A. Chalmers

Le Conseil des Arts du Canada a reçu une dotation de $500,000 en espèces de Mme Floyd S. Chalmers dans le but d'établir un fonds spécial Jean A. Chalmers pour l'artisanat. À la suite de consultations avec le Conseil canadien de l'artisanat, le revenu provenant du fonds sert à apporter un nombre restreint de subventions pour des projets spéciaux visant le perfectionnement ou l'avancement de l'artisanat au Canada.

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $550,225 (1990—$540,020).

d) Prix Molson

Des dons totalisant $1,000,000 ont été reçus de la Fondation Molson pour la constitution du Fonds des Prix Molson. Les revenus de ce fonds servent à octroyer des prix en argent à des Canadiens "qui se sont distingués dans les domaines des arts, des humanités ou des sciences sociales".

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $1,453,267 (1990—$1,417,272).

e) Lynch-Staunton

Ce fonds a été établi par un legs en espèces de $699,066 reçu de la succession de M. V. M. Lynch-Staunton et peut servir aux programmes ordinaires du Conseil des Arts.

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $1,476,413 (1990—$1,440,474).

f) Vida Peene

Ce fonds a été établi par un legs en espèces de $599,761 reçu de la succession de Mme Vida Peene pour que des versements soient faits à des organismes déterminés.

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $599,803 (1990—$599,799).

g) Fonds Joseph S. Stauffer

Le Conseil a reçu $400,000 de la succession de Joseph S. Stauffer, dont les revenus doivent fournir des prix servant à encourager les jeunes Canadiens promis à de grandes réalisations dans les domaines de la musique, des arts visuels et de la littérature.

L'avoir du fonds au 31 mars 1991 était de $474,235 (1990—$466,540).

Les fonds spéciaux suivants ont un fonds de capital initial inférieur à $250,000 et ont un avoir total au 31 mars 1991 de $1,625,069 (1990—$1,566,201).

h) Autres

i) Frances Elizabeth Barwick et J.P. Barwick

Des legs de $93,000 en espèces ont été reçus des successions de Mme Frances Elizabeth Barwick et J.P. Barwick. Le fonds en entier doit être consacré au domaine musical et sert à l'établissement d'une banque d'instruments de musique.

ii) John B.C. Watkins

Ce fonds a été établi par un legs comprenant le revenu net du reliquat de la succession de M. John B.C. Watkins pour offrir des bourses d'études universitaires dans des pays déterminés.

iii) Prix de photographie du duc et de la duchesse d'York

Le gouvernement du Canada a doté le Conseil de $170,000 en tant que cadeau de noces au duc et à la duchesse d'York. Les revenus de cette dotation doivent être utilisés afin de présenter annuellement une bourse à un artiste professionnel à l'endroit d'un travail créatif ou d'une étude avancée en photographie.

iv) Prix Petro-Canada

Petro-Canada a fait un don de $50,000 pour la création d'un prix en arts médiatiques. Le revenu de ce don servira à doter un prix annuel décerné à un artiste ayant appliqué de façon exceptionnelle et originale la nouvelle technologie des arts médiatiques.

i) Legs desquels l'on recevra éventuellement des fonds:

i) Edith Davis Webb

Ce fonds, évalué à $400,000, servira "à l'attribution de subventions ou de bourses pour études musicales, selon un mode établi par le Conseil".

ii) Fiducie de la bourse d'études Coburn

Ce fonds, dont le montant ne peut être établi en ce moment, a pour but de permettre des échanges d'universitaires entre Israël et le Canada. Il comporte une somme de $100 provenant de Kathleen Coburn pour établir ce fonds de même qu'un don de $20,000 de F.E. Coburn.

iii) John Stephen Hirsch

Ce fonds, dont le montant ne peut être établi en ce moment, a été établi par un legs provenant de la succession de John S. Hirsch pour des buts spécifiques. Un montant de $38,000 a été reçu à date de la succession.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

4. Placements

	1991		1990	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
Compte de dotation				
Obligations et obligations non garanties	58,778	60,330	55,466	52,666
Actions	42,408	50,942	43,734	51,492
Hypothèques	1,669	1,669	1,788	1,788
	102,855	112,941	100,988	105,946
Fonds spéciaux				
Obligations et obligations non garanties	18,569	18,700	18,473	17,051
Actions	17,879	17,749	14,220	14,727
Hypothèques	243	243	268	268
	36,691	36,692	32,961	32,046

5. Matériel et améliorations locatives

	1991			1990
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	2,427	1,736	691	873
Améliorations locatives	1,395	576	819	744
	3,822	2,312	1,510	1,617

6. Revenus reportés

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Banque d'oeuvres d'art:		
location d'oeuvres d'art	329	320
loyer reporté	274	438
Commission canadienne pour l'UNESCO	342	243
Office des Tournées	77	
	1,022	1,001

Le loyer reporté représente des paiments reçus du locateur à titre d'encouragement financier et servira à réduire la dépense de location pour les trois prochaines années. Les revenus reportés relatifs à la Commission canadienne pour l'UNESCO représentent des fonds reçus au titre de programmes particuliers pour lesquels aucune dépense n'a été encourue.

7. Dû aux Fiducies spéciales

Ces fonds ont été comptabilisés séparément vu les modalités spéciales liées aux dons. Les fonds avec des soldes supérieurs à $50,000 sont:

i) Fonds du Prix Glenn Gould

Le Conseil des Arts a reçu $525,113 de la Fondation à la mémoire de Glenn Gould pour apporter un prix de $50,000 tous les trois ans (si les fonds le permettent) à un particulier qui se distingue pour sa contribution originale au domaine de la musique et des communications. Le solde s'élevait à $640,926 au 31 mars 1991.

ii) Programme pour visites d'artistes étrangers

Le programme pour visites d'artistes étrangers est administré par le service des bourses pour artistes du Conseil des Arts pour le compte du ministère des Affaires extérieures. C'est un programme de subventions qui permet aux organismes culturels du Canada d'accueillir des artistes étrangers de premier plan pour une période allant de deux semaines à quatre mois. Le solde au 31 mars 1991 se chiffrait à $79,972.

iii) Fonds Japon-Canada

Le gouvernement du Japon a doté le Conseil des Arts de $966,651 "en vue de raffermir davantage les liens entre le Canada et le Japon". Après consultation auprès de l'Ambassade de Japon, il a été décidé que le fonds servirait à financer des programmes qui encourageront les échanges artistiques entre les deux pays. Le solde s'élevait à $908,677 au 31 mars 1991.

iv) Prix Ronald J. Thom

Le Conseil des Arts a été le récipiendaire de dons s'élevant à $106,898 afin de présenter un prix tous les deux ans "à un candidat aux premiers échelons de sa carrière en architecture, qui fait preuve d'un talent créateur de grande valeur en conception architecturale et qui a une affinité pour les arts connexes".

8. Oeuvres d'art

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Acquisitions	1,017	945
Recettes provenant de la vente d'oeuvres d'art	(137)	(26)
Acquisitions nettes	880	919

9. Engagements à bail

Le Conseil est signataire de baux à long terme touchant la location de locaux. Voici, au total, le loyer annuel minimum:

	(milliers de dollars)
1992	2,012
1993	2,067
1994	2,094
1995	2,194
1996	2,239
1997-1999	2,606

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Fin*

TABLEAU DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	Arts	Commission canadienne pour l'UNESCO	Administration générale	Total 1991	Total 1990
Traitements	5,891	695	3,456	10,042	9,272
Prestations aux employés	1,049	126	604	1,779	1,398
Locaux à bureau	1,678	119	1,162	2,959	2,695
Services professionnels et spéciaux	421	45	612	1,078	853
Déplacement du personnel	792	60	113	965	936
Communications	451	47	201	699	645
Amortissement	86		481	567	558
Informatique	8		519	527	444
Dépenses des réunions y compris les indemnités des membres	64	158	249	471	442
Gestion du portefeuille de placements			405	405	377
Impression, publications et reprographie	168	23	177	368	364
Dépenses et matériel de bureau	78	11	172	261	260
Dépenses diverses	72	2	13	87	93
	10,758	1,286	8,164	20,208	18,337

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de Construction de défense (1951) Limitée au 31 mars 1991 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la production de défense et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse (note 7 b))	1,811,258	1,367,044
Débiteurs	184,645	380,831
Autres éléments	19,152	56,266
	2,015,055	1,804,141
Immobilisations		
Mobilier et matériel, au prix coûtant	1,716,841	1,608,981
Déduire: amortissement cumulé	1,287,914	1,147,535
	428,927	461,446
	2,443,982	2,265,587

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2,215,866	997,801
À verser au ministère de la Défense nationale (note 3)	141,145	1,028,762
Dépôts de garantie des entrepreneurs	42,980	215,859
	2,399,991	2,242,422
Provision pour indemnités aux employés (note 4)	2,472,855	2,935,121
	4,872,846	5,177,543
CAPITAL-ACTIONS ET DÉFICIT		
Capital-actions		
Autorisé—1,000 actions sans valeur nominale		
Émis—31 actions	31	31
Déficit (note 5)	(2,428,895)	(2,911,987)
	(2,428,864)	(2,911,956)
	2,443,982	2,265,587

Éventualités (note 7).

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
JOHN W. WOODS

un Administrateur
J. ADAMS

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Traitements	10,838,073	10,045,465
Indemnités aux employés	1,323,419	1,860,179
Voyages et déménagements	1,121,115	992,001
Location de bureaux	417,780	372,303
Fournitures de bureau et entretien	416,410	312,096
Téléphone	390,012	387,341
Services professionnels	322,173	127,466
Affranchissement, messagerie et transport	255,936	254,855
Amortissement	251,637	177,013
Formation et perfectionnement professionnel	219,468	326,282
Publicité	158,689	332,438
Location de matériel	119,947	132,327
Autres	87,288	69,768
	15,921,947	15,389,534
Recouvrements de dépenses		
Ministère de la Défense nationale	15,529,813	14,332,418
Autres	875,226	930,900
	16,405,039	15,263,318
Excédent des dépenses sur les recouvrements (recouvrements sur les dépenses)	(483,092)	126,216
Déficit au début de l'exercice	2,911,987	2,785,771
Déficit à la fin de l'exercice	2,428,895	2,911,987

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent des recouvrements sur les dépenses (dépenses sur les recouvrements)	483,092	(126,216)
Éléments hors caisse		
Provision pour indemnités aux employés	(155,645)	439,364
Amortissement	251,637	177,013
Diminution nette des soldes du fonds de roulement hors caisse reliés à l'exploitation*	390,869	1,052,646
Encaisse provenant de l'exploitation	969,953	1,542,807
Indemnités versées aux employés	(306,621)	(134,308)
Encaisse provenant des activités d'exploitation	663,332	1,408,499
Activités d'investissement		
Acquisition de mobilier et matériel	(219,118)	(397,134)
Augmentation de l'encaisse au cours de l'exercice	444,214	1,011,365
Encaisse au début de l'exercice	1,367,044	355,679
Encaisse à la fin de l'exercice	1,811,258	1,367,044

*Composée de la variation dans le solde des débiteurs, autres éléments de l'actif à court terme, créditeurs et frais courus, à verser au ministère de la Défense nationale et dépôts de garantie des entrepreneurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectifs et fonctionnement

Construction de Défense (1951) Limitée a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et poursuit ses activités en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, en conformité avec les pouvoirs de la Loi sur la production de défense, afin de conclure des contrats pour les constructions militaires importantes et les projets d'entretien que le ministère de la Défense nationale juge nécessaires. Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Dépenses

Les comptes de la société n'indiquent que les dépenses d'administration engagées en vue d'assurer l'exécution des travaux de construction et d'entretien des projets de défense effectués au nom du ministère de la Défense nationale, ainsi que l'exécution d'autres travaux de construction ayant l'approbation du Conseil du Trésor.

Mobilier et matériel

Le mobilier et le matériel sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement se fait selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés bénéficient de certaines indemnités de cessation d'emploi calculées selon le salaire au moment de la cessation et selon les conditions d'emploi. Le passif résultant de ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les montants s'accumulent au crédit de l'employé.

Régime de retraite

Les employés de la société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de la société au régime se limitent à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants et de certains services passés. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la société au titre du régime de retraite et sont portées aux comptes de façon courante.

Services fournis sans frais

Le ministère de la Défense nationale a fourni des locaux à bureaux sans frais aux employés de la société.

3. À verser au ministère de la Défense nationale

Le coût de l'exploitation est financé par le ministère de la Défense nationale selon le besoin net de trésorerie, et les excédents sont remboursés en fin d'exercice. Au 31 mars 1991, le montant net à verser au ministère de la Défense nationale s'élevait à $141,145 (1990—$1,028,762).

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

4. Provision pour indemnités aux employés

	1991	1990
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	2,426,467	2,616,205
Assurance-vie	46,388	64,484
Indemnités pour accidents de travail	384,967	692,744
	2,857,822	3,373,433
Déduire: portion à court terme	384,967	438,312
	2,472,855	2,935,121

5. Déficit

Le déficit de la société comprend la différence entre les dettes à l'égard des indemnités aux employés qui devront être financées au cours des prochains exercices à mesure qu'elles seront versées, et la valeur nette des immobilisations.

	1991	1990
	$	$
Déficit au début de l'exercice	2,911,987	2,785,771
Augmentation (diminution) de la provision pour indemnités aux employés au cours de l'exercice	(515,611)	346,337
Diminution (augmentation) de la valeur nette des immobilisations au cours de l'exercice	32,519	(220,121)
Déficit à la fin de l'exercice	2,428,895	2,911,987
Composé de:		
Provision pour indemnités aux employés (note 4)	2,857,822	3,373,433
Valeur nette des immobilisations	(428,927)	(461,446)
	2,428,895	2,911,987

6. Engagements en vertu de contrats de location

Dans le cadre de ses activités, la société loue du matériel ainsi que des locaux. Ces arrangements comprennent des ententes d'occupation pour des locaux à bureaux qui arriveront à terme à diverses dates. Le total des loyers futurs minimums global s'établit comme suit:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1992	235,758
1993	128,855
1994	112,855
1995	83,575
1996	13,417
	574,460

7. Éventualités

a) Des réclamations s'élevant à environ $5,294,000 à l'égard d'obligations contractuelles ont été reçues par la société mais n'apparaissent pas dans les comptes. Selon la direction et le conseiller juridique, la position de la société est défendable, toutefois l'issue finale de telles réclamations ne peut être déterminée présentement. Le cas échéant, les paiements résultant de la résolution de ces réclamations seront financés par le ministère de la Défense nationale au cours de l'exercice pendant lequel ces réclamations seront réglées.

b) Au 31 mars 1991, le solde de l'encaisse comprenait une somme de $350,000 dont l'utilisation est restreinte car ce montant servait de garantie dans l'éventualité de dommages écologiques relativement à un projet en cours.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

J'ai vérifié le bilan de la Corporation commerciale canadienne au 31 mars 1991 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Corporation au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec des Normes comptables internationales. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Corporation commerciale canadienne et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Myers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
Encaisse et dépôts à court terme	186,346	206,088
Débiteurs		
Gouvernements étrangers (note 5)	123,840	85,622
Gouvernement du Canada—Crédits parlementaires (note 6)	234	1,814
Autres	2,056	1,771
Avances aux fournisseurs	132,880	125,566
Réclamations proportionnelles payées ou dues	540,836	408,961
	986,192	829,822

PASSIF	1991	1990
Créditeurs et frais courus	122,624	89,928
Avances reçues des clients	273,190	283,434
Paiements proportionnels reçus ou dûs	540,724	410,173
Dû au gouvernement du Canada (note 6)	1,551	1,473
Provision pour frais de contrats supplémentaires (note 3)	1,922	3,842
	940,011	788,850
Indemnités de cessation d'emploi	872	920
Éventualités (note 4)		
	940,883	789,770
AVOIR DU CANADA		
Surplus d'apport	20,000	20,000
Bénéfices non répartis	25,309	20,052
	45,309	40,052
	986,192	829,822

Certifié exact:

le Contrôleur
F. OWEN KELLY

Approuvé par le Conseil:

le Président
HUGH MULLINGTON

un Administrateur
HAROLD WAREHAM

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Recettes		
Contrats facturés	695,458	681,423
Intérêts créditeurs	8,183	7,078
Autres	831	1,287
	704,472	689,788
Dépenses		
Coûts des contrats facturés	695,458	681,423
Frais de contrats supplémentaires (recouvrement)	(390)	279
Services fournis par Approvisionnements et Services Canada (note 8a))	7,581	7,798
Frais d'administration	8,828	9,562
Frais et dépenses juridiques (note 8b))	980	314
Autres	245	351
	712,702	699,727
Coût net de l'exploitation	8,230	9,939
Crédit parlementaire (note 6)	14,917	17,089
	6,687	7,150
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	20,052	13,767
Versement au gouvernement du Canada (note 7)	(1,430)	(865)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	25,309	20,052

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités de financement		
Crédit parlementaire		
Montant prélevé	14,917	17,089
Rajustement relatif à la diminution (augmentation) des débiteurs du gouvernement du Canada	1,580	(51)
Versement au gouvernement du Canada	(1,430)	(865)
Liquidités provenant des activités de financement	15,067	16,173
Activités d'exploitation		
Exploitation		
Coût net de l'exploitation	(8,230)	(9,939)
Évolution nette des postes du bilan hors caisse		
Solde d'exploitation à recevoir des clients et à payer aux fournisseurs	(7,697)	(10,239)
Avances et versements proportionnels des clients et aux fournisseurs	(18,882)	95,327
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	(34,809)	75,149
(Diminution) augmentation de l'encaisse et des dépôts à court terme	(19,742)	91,322
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	206,088	114,766
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	186,346	206,088

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Nature, structures et financement

La Corporation, constituée en 1946 en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, est une société d'État mandataire figurant à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Corporation agit à titre d'organisme contractant principal lorsque des pays ou des organismes internationaux désirent acheter des produits et des services du Canada, de gouvernement à gouvernement. La Corporation conclut des contrats avec des gouvernements étrangers et des organismes internationaux, et des contrats correspondants avec des entreprises canadiennes (note 3).

Le gouvernement a fourni à la Corporation un surplus d'apport de 20 millions de dollars. La Corporation est autorisée à prélever des fonds du Trésor jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars pour suppléer à son fonds de roulement. Chaque année, la Corporation finance ses activités par des crédits parlementaires (note 6).

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables:

a) Contrats

Les recettes des contrats sont inscrites au moment de la livraison, sauf s'il s'agit de contrats comprenant des paiements proportionnels; dans ces cas, elles sont inscrites au moment de la facturation des clients. Comme le titre des travaux en cours visés par ces facturations proportionnelles n'a pas été transféré aux clients, la Corporation inscrit un montant correspondant à son passif et au coût des contrats facturés. Elle inscrit à son actif toutes les demandes de paiements proportionnels de ses fournisseurs. Ces éléments d'actif et de passif sont réduits, conformément aux modalités contractuelles, au fur et à mesure des livraisons.

L'effet cumulatif de la modification du coût estimatif des contrats inachevés est consigné à l'état des résultats d'exploitation de l'année où l'on constate la modification pour la première fois.

b) Devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les recettes et les dépenses sont converties au taux de change moyen pour le mois pendant lequel la transaction a eu lieu.

Les contrats passés avec des gouvernements étrangers et, par la suite, avec des fournisseurs canadiens, sont généralement conclus dans la même devise, à moins que les modalités prévues dans le contrat du fournisseur ne prévoient la transmission des risques à ce dernier. De cette façon, la Corporation diminue ses risques de pertes ou de gains attribuables à des fluctuations des taux de change.

La Corporation conserve une partie de son fonds de roulement en dollars américains pour faciliter les mouvements de trésorerie entre clients étrangers et fournisseurs canadiens.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Suite*

c) Régime de retraite

Les employés de la Corporation sont couverts par le Régime de pension de retraite de la Fonction publique qui est administré par le gouvernement du Canada. Aux termes de la loi actuelle, les cotisations que verse la Corporation au Régime sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par l'employé au titre de ses services courants. Ces cotisations représentent le total des obligations de la Corporation en matière de pension et sont imputées aux résultats sur une base courante. Selon la loi actuelle, la Corporation n'est pas tenue de faire des contributions à l'égard des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la Fonction publique et (ou) des imputations au Trésor pour les paiements d'indexation prévus par la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Corporation ont droit à des indemnités de cessation d'emploi calculées d'après le niveau de salaire en vigueur au moment du départ, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. L'élément de passif relatif à ces indemnités est inscrit dans les comptes à mesure que les employés les accumulent.

e) Impôts sur le revenu

La Corporation n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

f) Actif immobilisé

L'actif immobilisé est amorti entièrement pendant l'année de l'achat, étant donné qu'il n'est pas recouvré par des activités futures.

3. Obligations contractuelles

La Corporation est tenue de réaliser de nombreux contrats avec des clients étrangers; la valeur de chacun de ces contrats peut aller jusqu'à environ 500 millions de dollars. Au 31 mars 1991, la valeur globale des contrats en cours était de l'ordre de 1,4 milliard de dollars (1990: 1,4 milliard de dollars).

La Corporation peut devoir assumer des frais de contrats supplémentaires en cas de manquement de la part des fournisseurs. Au 31 mars 1991, la Corporation avait comptabilisé une provision de $1,922,000 (1990: $3,842,000) pour des frais de contrats supplémentaires qui pourraient être engagés au cas où certains fournisseurs ne s'acquitteraient pas de leurs obligations contractuelles.

4. Éventualités

La Corporation fait l'objet de trois poursuites judiciaires lesquelles sont considérées importantes. Toute perte qui pourrait résulter du règlement de ces éventualités sera portée en frais aux revenus de l'exercice où le règlement se produit.

a) la Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée par un fournisseur en 1975 pour des pertes présumées subies à la suite de la réalisation d'une partie d'un contrat. La réclamation s'élève à $6.8 millions, montant auquel s'ajoutent les frais et intérêts courus. Bien qu'en 1989, le Tribunal se soit prononcé en faveur de la Corporation après avoir tranché un litige important entre les parties, la réclamation n'est pas encore entièrement réglée au 31 mars 1991. Se basant sur l'avis juridique reçu, la direction de la Corporation ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour règlement;

b) la Corporation est défenderesse par un fournisseur dans une poursuite judiciaire intentée en 1985 pour les pertes présumées subies à la suite d'une rupture de contrat de sa part. La réclamation s'élève à $876,000. Se basant sur l'avis juridique reçu, la direction de la Corporation n'estime pas nécessaire d'établir une provision pour règlement;

c) la Corporation est intimée dans une poursuite judiciaire intentée contre elle en 1987 par un fournisseur qui estime que le système d'honoraires qu'elle a institué en 1986 ne s'applique pas aux opérations qu'il a conclues avec elle. La Corporation a interjeté appel du jugement du tribunal de première instance, rendu en 1990 qu'a, entre autres accédé à la demande du fournisseur. Si les conclusions du tribunal étaient maintenues par des instances plus élevées, la Corporation pourrait être tenue de régler une somme d'environ un million de dollars. Après avoir étudié les motifs du jugement du tribunal et se basant sur l'avis juridique reçu, la direction n'estime pas nécessaire d'établir une provision pour règlement.

5. Débiteurs—Gouvernements étrangers

Au 31 mars 1991, la Corporation a provisionné $787,000 (1990—$943,000) en prévision du non recouvrement éventuel de certains comptes débiteurs de gouvernements étrangers.

6. Crédit parlementaire

Le Parlement a approuvé un crédit de $14,917,000 (1990—$20,089,000) pour l'exercice 1990-91. Le gouvernement a décidé postérieurement de compenser des dépenses de programmes imprévues au moyen de réaffectations partout les ministères gouvernmentaux. Par conséquent les allocations de la Corporation ont été réduites de $240,000. La Corporation a prélevé au crédit les allocations entières de $14,917,000 (1990—$17,089,000), dont un montant de $234,000 (1990—$1,814,000) avait été prélevé après le 31 mars 1991. De la somme totale prélevée $1,551,000 (1990—$1,473,000) est redevable à des ministères du gouvernement au 31 mars 1991.

7. Versement au Gouvernement du Canada

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1991, la Corporation a approuvé un versement de $1,430,000 au gouvernement du Canada. Après le 31 mars 1991, le Conseil d'administration a approuvé un versement semblable de $1,340,000 à payer au gouvernement du Canada en 1991-92.

8. Services fournis par le gouvernement du Canada

a) Approvisionnements et Services Canada

Approvisionnements et Services Canada offre à la Corporation des services contractuels qui sont facturés à des taux prédéterminés, approuvés par le Conseil du Trésor, et établis d'après le montant des contrats obtenus. Ce ministère fournit également certains services d'administration au prix coûtant.

b) Ministère de la Justice

Le ministère de la Justice représente la Corporation dans certaines causes. La Corporation règle au ministère de la Justice les honoraires et les dépenses qu'il lui facture pour certaines poursuites, mais elle ne lui paye pas les services juridiques de nature générale.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

9. *Assurance*

La Corporation pratique l'autoassurance.

10. Engagements

En avril 1986, la Corporation a signé un bail de dix ans pour ses bureaux. Les montants minimums qu'elle versera en loyer au cours des cinq prochains exercices s'établissent à peu près comme suit:

	(en milliers de dollars)
1992	1,041,000
1993	1,093,000
1994	1,148,000
1995	1,205,000
1996	1,265,000
	5,752,000

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES FINANCES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Corporation de Développement des Investissements du Canada au 31 décembre 1990 et les états consolidés des résultats et du déficit cumulé et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Ainsi que la Loi sur la gestion des finances publiques l'exige, nous déclarons que, à notre avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la société et de ses filiales en propriété exclusive dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux chartes et aux règlements administratifs de la société et de ses filiales en propriété exclusive.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Toronto, Canada
le 19 mars 1991

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	35,168	64,453
Encaisse dont l'utilisation est restreinte (note 4)	5,500	68,830
Créances	1,392	3,128
	42,060	136,411
Investissements		
Filiales non consolidées, au prix coûtant (note 5)	168,817	152,071
Autres placements (note 6)	395,898	360,624
	564,715	512,695
Frais financiers reportés	3,276	5,530
Autres éléments d'actif	10,723	2,475
	620,774	657,111

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989
Passif à court terme		
Emprunt bancaire et dette à court terme	39,954	
Créditeurs et charges à payer	51,416	118,637
Billets à payer à l'Énergie Atomique du Canada, Limitée (note 5 a))	158,432	141,748
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	94,901	18,143
	344,703	278,528
Dette à long terme (note 7)	464,949	531,048
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et libéré—101 actions ordinaires	1	1
Surplus d'apport (note 8)	139,890	139,890
Déficit cumulé (note 8)	(328,769)	(292,356)
	(188,878)	(152,465)
Éventualités (note 9)		
	620,774	657,111

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
D. SHAVER

Administrateur
PATRICK J. KEENAN

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Bénéfice net de la société dépendante		
Corporation Cameco (note 6)	35,274	9,055
	35,274	9,055
Charges		
Frais d'exploitation (produits), montant net (note 10)	(11,140)	(2,691)
Frais financiers, montant net (note 7)	82,552	83,400
Provisions pour pertes et éventualités		
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited		18,271
Corporation Cameco (note 6)		202,431
	71,412	301,411
Perte nette	(36,138)	(292,356)
Déficit cumulé, au début de l'exercice	(292,356)	
Dividendes	(275)	
Déficit cumulé, à la fin de l'exercice	(328,769)	(292,356)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Exploitation		
Liquidités provenant de l'exploitation	12,008	4,513
Liquidités (affectées aux) provenant des secteurs d'activité abandonnés d'Eldorado		(2,757)
Acquisition de Ginn Publishing	(62)	(10,323)
	11,946	(8,567)
Financement		
Augmentation (diminution) des emprunts bancaires et de la dette à court terme	39,954	(280,090)
Augmentation (diminution) de la dette à long terme	(9,666)	62,532
Intérêts débiteurs et frais financiers, déduction faite des pertes de change amorties	(71,519)	(57,387)
	(41,231)	(274,945)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(29,285)	(283,512)
Encaisse, au début de l'exercice	64,453	347,965
Encaisse, à la fin de l'exercice	35,168	64,453

Aux fins du présent état, l'encaisse et l'augmentation (la diminution) de celle-ci comprennent l'encaisse et les placements à court terme et excluent les opérations en espèces se rapportant à l'encaisse dont l'utilisation est restreinte.
Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

1. La société

La Corporation de Développement des Investissements du Canada (la "société") a été constituée le 26 mai 1982 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés par actions (Canada), et est la propriété exclusive de sa Majesté du chef du Canada. La société est assujettie à la Loi sur la gestion des finances publiques et est un agent de sa Majesté.

2. Les activités de la société

Dans une déclaration datée du 30 octobre 1984, le ministre du Gouvernement du Canada (le "gouvernement") chargé du dossier de la société a annoncé l'intention du gouvernement de forcer la société à se dessaisir systématiquement de ses participations dans Massey-Ferguson Limitée ("Massey-Ferguson"), maintenant Varity Corporation ("Varity"), Massey-Combines Corporation ("Massey-Combines"), Canadair Limitée ("Canadair"), The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ("de Havilland") et Canada Eldor Inc. ("CEI"), anciennement Eldorado Nucléaire Limitée. L'aliénation de la participation de la société dans de Havilland et dans Canadair a été achevée en 1986. La participation restante dans Massey-Combines a été radiée en 1988. En 1988, les actifs d'exploitation de CEI ont été cédés à la Corporation Cameco ("Cameco") (anciennement Cameco—une corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière) en contrepartie de billets et d'actions de Cameco. CEI détient actuellement une participation de 38.5% dans Cameco (voir la note 6). Le contrôle de sa participation en actions dans Cameco et le remboursement de sa dette constituent les seules activités importantes de CEI à l'heure actuelle.

Le gouvernement avait fourni les autorisations et les garanties nécessaires à un emprunt de $700,000 contracté par CEI, dont une tranche de $558,371 avait été utilisée au 31 décembre 1990.

Étant donné que la capacité d'autofinancement future de CEI repose principalement sur les dividendes qu'elle recevra de Cameco dans l'avenir et sur la cession de sa participation dans cette dernière, la continuité de son exploitation dépendra de la mesure dans laquelle elle pourra obtenir du financement par emprunt dans les limites de sa capacité d'emprunt législative ou de recevoir encore de nouvelles injections de capitaux de la part de la société ou du gouvernement.

En 1988, la société à fait l'acquisition des deux filiales suivantes de l'Énergie Atomique du Canada, Limitée ("ÉACL"):

a) Nordion International Inc. ("Nordion"), qui détient l'actif et exploite la Société radiochimique, ancienne division de l'ÉACL; et

b) Theratronics International Limitée ("Theratronics"), qui détient l'actif et exploite l'ancienne Division des produits médicaux d'ÉACL.

Conformément à une directive émanant du gouvernement, la société a acquis en 1989 de Paramount Communications (Canada) Limited ("Paramount"), anciennement Gulf + Western (Canada) Inc., une participation de 51% dans Ginn Publishing Canada Inc. ("Ginn Publishing").

En vertu d'une entente conclue le 17 décembre 1990 entre la société, le gouvernement du Canada, celui de l'Ontario et Varity, cette dernière a convenu de verser à la société une somme de $7,813 une fois en 1990 et une autre fois en 1993, et de veiller à maintenir un certain niveau d'emploi au Canada jusqu'au 1[er] mai 1993; le gouvernement a accepté de mettre fin à des ententes qu'il avait conclues antérieurement avec Varity; et la société continue de veiller à ce que Varity respecte ses nouvelles obligations au chapitre de l'emploi.

Le conseil d'administration de la société continue d'élaborer des stratégies de désinvestissement relatives aux placements restants de la société et d'aider le gouvernement à mettre en oeuvre ses politiques en matière de privatisation.

3. Principales conventions comptables

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers de la Société Financière Cartierville Inc. ("Financière Cartierville") et de CEI, toutes deux filiales en propriété exclusive, ont été regroupés avec ceux de la société.

b) Participation dans des filiales non consolidées

Les participations de la société dans des filiales qui ont été acquises à des fins de cession ou de privatisation éventuelle, est comptabilisée à la valeur de consolidation sauf: i) s'il existe un projet officiel, sanctionné par le gouvernement, visant la cession de cette participation, auquel cas cette dernière est comptabilisée à la valeur comptable de consolidation ou à la valeur de réalisation nette si celle-ci est inférieure; ou ii) si le bénéfice de la filiale ou les gains ou les pertes réalisés à la cession de celle-ci ne reviennent pas à la société, auquel cas la participation est comptabilisée au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, si celle-ci est inférieure. Au 31 décembre 1990, les participations de la société dans Nordion, Theratronics et Ginn ont été comptabilisées à la valeur de réalisation nette, conformément à la convention énoncée en ii) ci-dessus.

Les états financiers de la société et ceux de ces filiales n'ont pas été consolidés, la société étant d'avis que la méthode de comptabilisation qu'elle a adoptée offre une information plus détaillée à l'actionnaire.

c) Autres participations

La participation dans Cameco, dans laquelle la société exerce une influence dominante mais non un contrôle, est comptabilisée à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, le bénéfice net (la perte) constaté correspond à la quote-part de la société dans le bénéfice net de la société dépendante. Tout dividende reçu est imputé à la valeur comptable de la participation.

Les placements en portefeuille sont comptabilisés au prix coûtant.

d) Amortissement des frais financiers reportés

Les escomptes et les frais d'émission associés au financement à long terme sont reportés et amortis sur la durée du titre d'emprunt.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

e) Change

La dette à long terme et les autres éléments d'actif et de passif monétaires qui sont libellés en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Certains éléments de passif à long terme (et les versements d'intérêts y afférents) qui sont payables en monnaie étrangère ont été convertis en d'autres devises en vertu de contrats de swap. Ces éléments de passif et frais d'intérêt sont comptabilisés selon les taux de change s'appliquant à la devise des contrats de swap. D'autres éléments de passif (et (ou) les versements d'intérêts y afférents) qui sont payables en monnaie étrangère sont couverts pour certaines périodes moyennant des contrats de change à terme. Les gains et pertes de change non matérialisés sur ces éléments de passif sont contrebalancés par les gains et pertes de change matérialisés et non matérialisés sur les contrats à terme. Les primes sur contrats à terme sont amorties sur la durée du contrat et sont présentées comme frais d'intérêt dans l'état des résultats. Les gains et pertes de change non matérialisés sur les éléments de passif non couverts sont reportés et amortis sur la durée restante de la dette. Tous les autres gains et pertes de change sont imputés à l'état des résultats de la période écoulée.

4. Encaisse dont l'utilisation est restreinte

Ces fonds sont détenus dans un compte spécial du Trésor du Canada où ils ne produisent pas d'intérêt dans le but de couvrir tout remboursement de dettes éventuelles découlant de la vente des investissements de la société dans Canadair (voir la note 9 a)) et dans de Havilland.

Dans le cadre d'une entente générale conclue le 9 février 1990, la société, sa Majesté du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Expansion industrielle régionale, The Boeing Company ("Boeing"), Boeing Canada Technology Ltd. et Boeing of Canada Ltd. (société ayant repris les activités exercées antérieurement par The de Havilland Aircraft of Canada, Limited) ont convenu que la société n'est plus responsable d'aucune dette éventuelle ou autres charges découlant du contrat d'achat daté du 31 janvier 1986 et en vertu duquel la société céda sa participation dans de Havilland à Boeing. Conformément à cette entente, la société a versé à Boeing of Canada Ltd., durant l'exercice, la somme de $63,000.

5. Participations dans des filiales non consolidées, au prix coûtant

La valeur comptable des participations de la société dans ses filiales est la suivante:

	Valeur comptable au 31 décembre 1990	Valeur comptable au 31 décembre 1989
Ginn Publishing b)	10,385	10,323
Nordion a)	146,404	129,881
Theratronics a)	12,028	11,867
	168,817	152,071

a) Nordion et Theratronics

En vertu de la convention d'achat d'actions conclue entre l'ÉACL et la société, cette dernière doit verser à l'ÉACL une somme égale à la juste valeur marchande des actions de Nordion et de Theratronics. La convention stipule également que la juste valeur marchande sera établie à la date de la cession, mais qu'elle sera rajustée par la suite, de façon à équivaloir au prix obtenu par la société lors de la privatisation subséquente de Nordion et Theratronics. La convention stipule en outre que la société n'est tenue de verser le prix d'acquisition a l'ÉACL que 60 jours après la date de privatisation.

En conséquence, l'ÉACL recevra la totalité du produit réalisé à la privatisation de Nordion et de Theratronics, moins les frais de la société qui sont associés à la privatisation.

Ainsi, bien que la société détienne les actions de Nordion et de Theratronics et qu'elle contrôle la gestion des activités de ces entreprises jusqu'au moment de leur privatisation, elle n'a pas acquis du coup les risques et les avantages qui sont normalement associés à la participation en actions. En conséquence, la société a inscrit sa participation dans Nordion et Theratronics au coût présumé que représente la valeur comptable nette de ces sociétés aux 31 décembre 1990 et 1989, ainsi qu'un effet compensatoire non productif d'intérêt payable à l'ÉACL, et n'a constaté aucun bénéfice ni aucune perte relativement à ces participations.

b) Participation dans Ginn Publishing

Conformément à une directive qu'elle a reçue du gouvernement, la société a acquis en 1989, de la société Paramount, une participation de 51% dans Ginn Publishing.

6. Autres placements

	Valeur comptable au 31 décembre 1989	Quote-part des bénéfices	Provisions pour pertes	Valeur comptable au 31 décembre 1990
Cameco	337,485	35,274		372,759
Varity	23,139			23,139
	360,624	35,274		395,898

Participation dans Cameco

Dans le cadre de la vente de son actif à Cameco en 1988, CEI a accepté, en paiement partiel de la contrepartie, 3,850,000 actions ordinaires de Cameco, lesquelles représentent une participation de 38.5% dans cette dernière. Les actionnaires entendent se défaire de ces actions par étapes au cours des cinq prochaines années. La récupération ultime de la valeur comptable des actions dépendra des circonstances dans lesquelles elles seront cédées.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

En 1989, le prix au comptant des concentrés d'uranium a fléchi considérablement. Compte tenu de ce fléchissement des prix, la direction de la société a réévalué les possibilités de récupération de son placement dans Cameco par voie du processus de privatisation mentionné ci-dessus et a conclu qu'il semble actuellement peu probable que la société récupère l'écart entre le prix d'acquisition et la valeur comptable de sa participation dans Cameco. Par conséquent, la société a inscrit à l'état des résultats de l'exercice 1989 une provision de $202,431 pour la réduction probable de la valeur de sa participation. Cette provision a pour effet de ramener la participation de la société dans Cameco à un montant qui est à peu près égal à la quote-part de la société dans la valeur comptable de Cameco.

7. Dette à long terme

	1990	1989
Billets à 9.125%, échéant en 1990		10,093
Emprunt à 4.75%, (95,000 francs suisses), échéant en 1991 a)	86,355	71,355
Emprunt à 6.5% (100,000 francs suisses), échéant en 1992 b)	53,269	53,269
Billets à 14.5% (100,000 dollars US), échéant en 1992 c)	119,000	119,000
Obligations à 5.25% (7,000,000 de yens japonais), échéant en 1992, dont 1,000,000 vient a échéance en 1991 d)	59,829	64,400
Billets à 11.75%, échéant en 1993	250,000	250,000
Total partiel	568,453	568,117
Moins		
Tranche à court terme de la dette à long terme énumérée ci-dessus	94,901	18,143
Pertes de change reportées	8,603	18,926
Total	464,949	531,048

a) CEI a conclu des contrats de change à terme sur le franc suisse afin de couvrir les risques de change qui sont liés à cet emprunt jusqu'à l'échéance de celui-ci.

b) Au moyen d'une série d'opérations de swap, CEI a fixé à $53,269 CA le capital à rembourser et à 17.15% le taux d'intérêt sur cet emprunt qui échoit en 1992.

c) Au moyen d'une série d'opérations de swap, CEI a fixé à $119,000 CA le capital à rembourser, et à 15.835% le taux d'intérêt sur ces billets qui échoient en 1992.

d) CEI a conclu des contrats de change à terme sur le yen japonais jusqu'en février 1991 afin de couvrir les risques de change qui sont liés à ces obligations échéant en 1992, et elle entend poursuivre ce programme de couverture des risques jusqu'à l'échéance des obligations.

Les remboursements de la dette à long terme au cours des trois prochaines années civiles sont comme suit: $94,901 en 1991, $223,552 en 1992, et $250,000 en 1993.

Les frais financiers sont constitués des éléments suivants:

	1990	1989
Intérêts créditeurs et autres revenus	(1,277)	(4,409)
Frais d'intérêt		
Dette à long terme	69,545	64,506
Divers	2,555	3,011
Pertes (gains) de change		
Amortissement des pertes reportées	10,323	12,642
Autres		3,756
Autres frais financiers	1,406	3,894
	82,552	83,400

8. Déficit cumulé

L'actionnaire de la société a approuvé l'élimination du déficit de $3,366,875 au 31 décembre 1988, par la passation d'une charge au surplus d'apport, avec effet au 31 décembre 1988.

9. Éventualités

a) Le 23 décembre 1986, la société a vendu sa participation dans Canadair Limitée à Bombardier-Canadair Inc. La société et le gouvernement ont convenu de dédommager Bombardier-Canadair Inc. et Canadair Limitée pour certaines dettes et charges éventuelles qu'elles pourraient engager et ce, sur une période n'excédant pas cinq ans à compter du 23 décembre 1986, et pour des réclamations liées à des produits spécifiés, pendant quinze ans, pour lesquelles il n'est pas possible ou pas rentable d'obtenir une couverture d'assurance. Il n'est pas possible de faire des estimations raisonnables de ces dédommagements, le cas échéant, à ce moment-ci. Ces montants seront comptabilisés comme il convient, dans les années à venir, lorsqu'on pourra estimer raisonnablement le montant, s'il en est, qui devra finalement être payé pour honorer ces obligations.

b) Aux termes de l'accord conclu entre CEI et Cameco, CEI et Cameco ont convenu du partage des frais communs, à l'exclusion des charges d'exploitation normales, qui seraient engagés dans l'avenir relativement à certains rebuts accumulés par CEI au 5 octobre 1988, soit la date de la cession de l'actif. Cameco a pris en charge la première tranche de $2,000 de ces frais communs, ainsi que les vingt-trois quatre-vingt-dix-huitièmes (23/98^{e}) de la tranche suivante de $98,000. CEI en assumera pour sa part les soixante-quinze quatre-vingt-dix-huitièmes (75/98^{e}) de cette tranche de $98,000 ainsi que les frais communs venant en excédent de $100,000.

CEI inscrira à tous les ans, des charges à payer pour ces frais lorsqu'il sera possible d'en faire des estimations raisonnables.

c) La société est partie défenderesse dans certains litiges. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer actuellement les obligations éventuelles découlant de ces litiges, la société a consulté ses avocats à ce sujet et est d'avis qu'elles n'auront aucun effet important sur sa situation financière.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

10. Frais d'exploitation (produits), montant net

	1990	1989
Intérêts créditeurs sur placements à court terme et effets à recevoir	(3,661)	(2,901)
Autres produits	(10,857)	(3,055)
	(14,518)	(5,956)
Charges du siège social et frais de cession	3,433	4,555
	(11,085)	(1,401)
Récupération de frais de cession engagés au cours d'exercices précédents	(55)	(1,290)
Frais d'exploitation nets (bénéfice)	(11,140)	(2,691)

11. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1990, Financière Cartierville disposait de pertes fiscales de $92,700 pouvant servir à réduire le revenu imposable selon les échéances suivantes:

1991	92,500
1994	200
	92,700

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1

NORDION INTERNATIONAL INC.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Nordion International Inc. au 31 décembre 1990 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de la vérification de ses états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, ainsi qu'à la charte de la société, à ses règlements et aux directives qui lui furent données.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Ottawa, Canada
le 31 janvier 1991

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants au 31 décembre 1989)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	20,272	28,564
Créances	17,476	16,253
Stocks (note 2)	75,663	36,308
	113,411	81,125
Terrains et constructions (note 3)	55,091	40,262
Frais reportés (note 4)	42,925	34,914
Placements (note 5)	2,081	
	213,508	156,301

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	54,313	18,784
Produits reportés	2,497	2,601
	56,810	21,385
Passif à long terme (note 6)	7,744	3,795
Impôts sur le revenu reportés	2,550	1,240
	67,104	26,420
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (notes 7 et 9)	96,310	96,310
Bénéfices non répartis, selon l'état ci-joint	50,094	33,571
	146,404	129,881
Engagements (note 10)		
	213,508	156,301

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
W. R. TESCHKE

Administrateur
W. P. O'NEIL

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Ventes	107,640	113,115
Coût des marchandises vendues	69,593	69,387
Marge brute	38,047	43,728
Charges d'exploitation		
Vente et commercialisation	8,237	7,420
Développement des produits	3,189	3,901
Administration	10,849	10,030
Charges d'exploitation	22,275	21,351
Bénéfice d'exploitation	15,772	22,377
Perte sur placement de participation	(603)	
Autres produits	4,630	2,877
Bénéfice avant impôts sur le revenu	19,799	25,254
Impôts sur le revenu (note 8)	3,276	1,360
Bénéfice net	16,523	23,894

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	33,571	10,627
Bénéfice net de l'exercice	16,523	23,894
Dividendes versés		(950)
Bénéfices non répartis à la clôture de l'exercice	50,094	33,571

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice net	16,523	23,894
Charges hors caisse et autres éléments de l'exploitation	5,676	6,315
	22,199	30,209
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse	(3,075)	11,508
Fonds provenant de l'exploitation	19,124	41,717
Fonds investis		
Terrains et constructions	5,335	6,361
Frais reportés	9,188	10,778
Acquisitions de nouvelles entreprises	12,631	
Fonds investis	27,154	17,139
Activités de financement		
Remboursement des emprunts	262	243
Dividendes		950
Fonds utilisés dans les activités de financement	262	1,193
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(8,292)	23,385
Encaisse et placements à court terme à l'ouverture de l'exercice	28,564	5,179
Encaisse et placements à court terme à la clôture de l'exercice	20,272	28,564

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

Nordion International Inc. (la "société") est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Canada) et est également régie par la Loi sur la gestion des finances publiques et par la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. La société a pour activité principale la production et la vente de radioisotopes, de matériel immobilisé et de la technologie connexe destinés à certains secteurs du marché international des soins de santé. Le ministre d'État à la Privatisation a annoncé qu'il était dans l'intention du gouvernement de céder la société au secteur privé; toutefois, les présents états financiers ne tentent aucunement d'évaluer l'effet éventuel de la privatisation, et ne tiennent pas compte de cette question.

1. Conventions comptables

Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous:

a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés de la société comprennent les comptes de sa filiale belge en propriété exclusive, Nordion Europe s.a., laquelle est comptabilisée comme une entreprise autonome. La participation de la société dans CyberFluor Inc. est comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation.

b) Terrains et constructions

Les terrains et constructions sont inscrits au coût et amortis selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimative de l'actif sous-jacent, comme suit:

Bâtiments et viabilisation des emplacements	25 à 30 ans
Autres installations de production et outillage	3 à 10 ans

c) Frais de déclassement et d'élimination des déchets

Les coûts futurs associés au déclassement d'installations nucléaires et à l'élimination des déchets ne peuvent pas être quantifiés actuellement, compte tenu des incertitudes touchant leur nature exacte et le moment où il y sera procédé. En conséquence, la société imputera ces coûts aux résultats au moment où ils seront subis.

d) Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. La désintégration des stocks de produits radioactifs est imputée aux résultats à mesure qu'elle se produit. Les stocks de cobalt 60 sont inscrits à leur sortie des réacteurs. Dans le cadre de certains contrats, la société inscrit des paiements anticipés au titre du stock en réacteur.

e) Frais reportés

Le coût des modifications apportées à des installations de production détenues par des tiers, en vue de la production d'isotopes, sont reportés et amortis sur la durée minimale de la période de production sous contrat.

f) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de la Fonction publique, lequel est administré par le gouvernement du Canada. La cotisation de la société se limite à un montant égal au total des cotisations que les employés ont versées au titre de leurs services courants. Cette cotisation, qui représente l'obligation totale de la société au titre du régime de retraite, est portée aux résultats de l'exercice.

g) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi qui sont définies dans leurs conventions collectives et dans leurs conditions d'emploi. Le montant provisionné au titre de cette obligation représente la tranche acquise.

h) Constatation des produits

Les produits tirés de la vente des marchandises sont inscrits à leur livraison, sauf dans le cas de la vente de biens en immobilisations: une tranche du produit est alors reportée jusqu'après leur installation dans l'établissement du client.

2. Stocks

	1990	1989
Matières premières et fournitures	58,851	23,524
Stock en réacteur	8,954	5,923
Produits en cours	3,701	1,558
Produits finis	4,157	5,303
	75,663	36,308

3. Terrains et constructions

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 1990	1989
Terrains	305		305	305
Viabilisation des emplacements	1,107	727	380	338
Bâtiments	34,184	10,287	23,897	23,903
Machinerie et outillage	40,887	10,378	30,509	15,716
	76,483	21,392	55,091	40,262

La dotation aux amortissements comptabilisée au cours de l'exercice s'est élevée à $3,161 ($2,757 en 1989).

4. Frais reportés

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 1990	1989
Réacteurs	42,837	7,346	35,491	30,478
Cyclotron	8,672	2,439	6,233	4,088
Améliorations locatives	921		921	
Autre	562	282	280	348
	52,992	10,067	42,925	34,914

La dotation aux amortissements comptabilisée au cours de la période s'est élevée à $2,135 ($2,030 en 1989).

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

5. Acquisition et participation

a) Acquisition

En vertu des dispositions de la convention d'achat d'actif (la "convention") entrée en vigueur le 30 novembre 1990, Nordion Europe s.a. a acquis certains actifs afférents à la fabrication et à la distribution de produits radiochimiques et radiopharmaceutiques. Les justes valeurs marchandes attribuées sont les suivantes:

Terrains et constructions	12,847
Stock	1,880
Autres éléments d'actif	1,156
	15,883

La contrepartie monétaire versée à la clôture a été de $9,947, et le solde de $5,936 sera dû en 1993 sous réserve que l'on ait respecté certaines conditions. La première fin d'exercice de Nordion Europe s.a. a été le 30 novembre 1990. L'acquisition a été comptabilisée comme un achat pur et simple. La convention prévoit des engagements supplémentaires s'élevant à $5,809 pour le cyclotron et les travaux de construction connexes en Belgique au cours de 1991.

b) Participation

Au cours de l'exercice, la société a acquis 47.5 pour cent des actions ordinaires en circulation de CyberFluor Inc. à un coût de $2,684. La société s'est en outre engagée à acquérir une autre tranche de 2,500,000 actions ordinaires au coût de $1 l'action en 1991.

6. Passif à long terme

	1990	1989
Somme à payer (note 5)	5,936	
Prestations de cessation d'emploi	1,302	3,027
Emprunts à payer	506	768
	7,744	3,795

La somme à payer ne porte pas intérêt et échoit le 30 novembre 1993. Les emprunts remboursables le sont à l'ÉACL, portent intérêt à des taux variant de 6 11/16 pour cent à 7 5/8 pour cent et les derniers versements échoient en août 1992. Les remboursements de principal se sont élevés à $281 et à $225 en 1991 et 1992 respectivement.

7. Opérations entre apparentés

a) Nordion International Inc. fut constituée à l'origine comme filiale en propriété exclusive d'Énergie atomique du Canada Limitée ("ÉACL"). L'actif et le passif en furent virés d'ÉACL à la société en échange de 100,000 actions ordinaires. Comme la transaction s'opérait entre sociétés sous contrôle commun, une valeur de $96,310 fut attribuée au capital-actions aux fins comptables pour refléter la valeur comptable nette de l'actif et du passif virés. La date d'effet de ces transactions fut le 1er juillet 1988. Au 30 septembre 1988, toutes les actions ordinaires en circulation furent vendues à la Corporation de Développement des Investissements du Canada ("CDIC").

b) Les opérations avec des sociétés contrôlées directement ou indirectement par le gouvernement du Canada au titre des produits manufacturés, des matières premières traitées et des services connexes comprenaient des achats de $21,594 ($16,427 en 1989) et des ventes de $1,615 ($2,145 en 1989). Au 31 décembre 1990, une tranche de $3,206 ($2,494 en 1989) était comprise dans les créditeurs et une tranche de $355 ($430 en 1989) était comprise dans les créances.

8. Impôts sur le revenu

La société est devenue assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu, avec effet au 30 septembre 1988. À titre de filiale en propriété exclusive d'une société d'État fédérale, la société n'est pas assujettie à l'impôt provincial.

Le taux d'imposition effectif de la société se calcule ainsi:

	1990	1989
Taux d'imposition fédéral légal net	28.0%	28.0%
Déduction au titre de la fabrication et de la transformation	(3.5)%	(2.5)%
Surtaxe	0.8%	0.8%
Impôt des grandes sociétés	1.0%	0.5%
Écarts permanents	(9.9)%	(21.4)%
Taux d'imposition effectif	16.4%	5.4%

Les écarts permanents proviennent des écarts entre les valeurs fiscales et comptables de l'actif et du passif de la société au moment où elle est devenue assujettie à l'impôt. Des écarts permanents inutilisés s'élevant à $10,249 ($18,116 en 1989) demeurent disponibles pour réduire le revenu imposable d'exercices à venir.

Les composantes de la provision pour impôts sur le revenu sont les suivantes:

	1990	1989
Exigibles	1,966	120
Reportés	1,310	1,240
	3,276	1,360

Des crédits d'impôt à l'investissement de $1,000 ont été comptabilisés en 1990, soit $826 dans les produits divers et $174 en réduction du coût des terrains et constructions.

9. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Les actions émises et en circulation s'élèvent à 100,000.

10. Engagements

a) La société a des engagements prévoyant l'achat, au cours de diverses périodes jusqu'en 2003, de cobalt 60 produit dans des stations nucléaires. Les paiements annuels à ce titre devraient varier de $10,000 à $40,000 par année dans chacun des cinq prochains exercices.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Fin*

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin***

b) La société s'est engagée à faire à l'ÉACL des apports de capital de $1,850 au cours de 1991, à l'égard d'installations de production d'isotopes.

11. Rémunération des agents commerciaux

Au cours de l'exercice, la société a versé des commissions totalisant $1,136 ($806 en 1989) aux agents suivants: Bio Nuclear Diagnostica Industrial E. Comercio Ltda., Brésil; Eastronics Limited, Israël; Electromitry, Égypte; IGE (India) Limited, Indes; Internacional de Energia Nuclear s.a. de c.v., Mexique; Jacobson Van Den Berg (Hong Kong) Ltd., Hong Kong; Jodan Technology Inc., É.-U.; Kostas Karayannis SA, Grèce; Marubeni Corporation, Japon; Modern Scientific & Electronic Corporation, Arabie Saoudite; Pt Sanga Kencana International, Indonésie; Radiotherapy & Medical Sytems Pty. Ltd., Australie; Scitech Medical Products Ltd., Singapour; Societa Lombarda Di Televisione s.r.l., Italie; Spring Port Taiwan Limited, Taiwan, République de Chine; Tamathe s.a., Argentine; Tec-Rad Tecnologia Em Radiacao Ltda., Brésil.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Theratronics International Limitée au 31 décembre 1990 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de la vérification de ses états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, ainsi qu'à la charte de la société, à ses règlements et aux directives qui lui furent données.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Ottawa, Canada
le 25 février 1991

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse	1,573	2,542
Débiteurs	12,245	6,668
Stocks (note 3)	11,038	13,100
Charges payées d'avance	510	537
	25,366	22,847
Immobilisations (note 4)	2,763	2,427
Stock de cobalt en réacteur	1,576	955
Achalandage (moins amortissement de $45)	1,303	
Effets à recevoir	760	
	31,768	26,229

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	12,499	9,333
Produits reportés	3,158	2,729
Emprunt bancaire (note 5)	1,553	
	17,210	12,062
Prestations de cessation d'emploi	2,231	2,300
Participation minoritaire	299	
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 6)	9,588	9,588
Bénéfices non répartis	2,440	2,279
	12,028	11,867
Engagements (note 10)		
	31,768	26,229

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
W. R. TESCHKE

Administrateur
H.M.F WARLAND

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Ventes	54,586	46,782
Coût des marchandises vendues	38,332	33,705
	16,254	13,077
Charges d'exploitation		
Commercialisation	3,686	3,330
Administration	7,057	4,861
Recherche et développement	2,148	649
Soutien technique	721	1,680
	13,612	10,520
Bénéfice d'exploitation	2,642	2,557
Participation minoritaire	(341)	
Frais de cessation d'emploi	723	
Dépréciation du stock de service après-vente (note 3)	2,099	
	2,481	
Bénéfice net (note 7)	161	2,557

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	2,279	62
Bénéfice net	161	2,557
Dividendes		(340)
Bénéfices non répartis à la clôture de l'exercice	2,440	2,279

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres correspondants de 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Provenance (utilisation) des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net	161	2,557
Dépréciation du matériel de service après-vente	2,099	
Amortissement	649	520
Participation minoritaire	(341)	
Amortissement de l'achalandage	45	
	2,613	3,077
Augmentation du fonds de roulement d'exploitation (note 8)	(4,897)	704
	(2,284)	3,781
Investissement		
Émission d'effets à recevoir	(692)	
Acquisition de matériel	(747)	(1,231)
Acquisition de cobalt en réacteur	(621)	(955)
	(2,060)	(2,186)
Financement		
Produit (remboursement) de l'emprunt remboursable sur demande	1,553	(400)
Versement de dividendes		(340)
Versement des prestations de cessation d'emploi	(584)	
	969	(740)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(3,375)	855
Encaisse à l'ouverture de l'exercice	2,542	1,687
Acquisition de la position d'actif net de MHTI, représentée par l'encaisse (note 2 i))	2,406	
Encaisse à la clôture de l'exercice	1,573	2,542

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

Theratronics International Limitée ("Theratronics") est constitué en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Canada) et est également régie par la Loi sur la gestion des finances publiques. Sa principale activité consiste à fabriquer et à vendre des appareils de radiothérapie à des hôpitaux et établissements médicaux du monde entier, et à leur fournir le matériel et les services connexes. Le ministre d'État à la Privatisation a annoncé qu'il était dans l'intention du gouvernement de céder la société au secteur privé. Les présents états financiers consolidés ne tentent aucunement d'évaluer l'effet éventuel de la privatisation, et ne tiennent pas compte de cette question.

1. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous:

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Theratronics International Limitée et de sa filiale, Medical High Technology Inc. ("MHTI") ainsi que de la filiale de MHTI, Meicor Inc., pour la période de huit mois close le 31 décembre 1990.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de l'actif sous-jacent, comme suit:

Viabilisation des emplacements	15 ans
Bâtiment	25 à 30 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Améliorations locatives	3 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

c) Stocks

Les stocks de produits en cours et de produits finis sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette estimative, selon le moins élevé des deux. Les matières premières, le matériel nécessaire au service après-vente et les pièces d'accélérateur sont évalués au prix coûtant ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. Le prix coûtant est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend, s'il y a lieu, les frais généraux au titre des matériaux, de la main-d'oeuvre et de la fabrication. La désintégration des stocks de produits radioactifs est passée en charges à mesure qu'elle se produit.

Les stocks de cobalt 60 sont inscrits à leur sortie des réacteurs. Dans le cadre de certains contrats, la société inscrit des paiements anticipés au titre du stock de cobalt en réacteur.

d) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de la Fonction publique, lequel est administré par le gouvernement du Canada. La cotisation de la société se limite à un montant égal au total des cotisations que les employés ont versées au titre de leurs services courants. Cette cotisation, qui représente l'obligation totale de la société au titre du régime de retraite, est portée aux résultats de l'exercice.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi qui sont définies dans leurs conventions collectives et dans leurs conditions d'emploi. Le montant provisionné au titre de cette obligation comprend une tranche acquise couvrant les services rendus par les employés à ce jour, une tranche non acquise couvrant les services rendus par les employés à ce jour ainsi qu'une tranche non acquise couvrant les services futurs prévus et l'inflation. Ces prestations sont comptabilisées en fonction d'hypothèses actuarielles portant sur des événements futurs.

f) Provision pour garantie

Une provision est inscrite au titre des frais estimatifs afférents aux garanties au moment de la vente des produits.

g) Constatation des produits

Les produits tirés de la vente d'appareils de radiothérapie et du matériel connexe sont inscrits à la livraison. Les revenus au titre des services sur place sont inscrits au moment où ceux-ci sont rendus. Les revenus découlant des contrats de service sont comptabilisés selon la méthode linéaire, sur la durée de chaque contrat.

h) Achalandage

L'achalandage est amorti selon la méthode linéaire sur une période de 17 ans.

2. Acquisition d'entreprises

En date du 1er mai 1990, la société a augmenté sa participation en actions ordinaires de MHTI de 48% à 51% par la conversion d'actions privilégieés. De façon concomitante, la société a prêté $2,000 US à MHTI afin de permettre à celle-ci d'acquérir le contrôle à 65% de Meicor Inc. pour $2,000 US. L'état consolidé des résultats comprend l'exploitation de MHTI et celle de Meicor Inc. pour la période de huit mois close le 31 décembre 1990.

i) MHTI a été créée en 1982 afin de fournir des services d'entretien du matériel sur les scanners CT et, en 1988, a mis au point un logiciel interactif connu sous le sigle CT-SIM. L'acquisition de MHTI a été comptabilisée comme un achat pur et simple. Voici les détails de cette acquisition:

Actif net acquis aux justes valeurs attribuées	
Actif à court terme hors caisse	1,863
Immobilisations	238
Droits sur brevets	26
Divers	42
Achalandage découlant de l'acquisition de Meicor Inc.	1,348
	3,517
Passif à court terme	(2,766)
Dette à long terme	(2,517)
Participation minoritaire	(640)
	(5,923)
Position d'actif net acquise, représentée par l'encaisse dans MHTI	2,406
Contrepartie versée	

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

ii) Meicor Inc., constituée en 1986, est une société au stade du développement qui détient des dessins techniques brevetés, des brevets et des droits de fabrication portant sur une diversité de tubes à rayons X en métal et céramique refroidis à l'air. L'acquisition de Meicor Inc. par MHTI a été comptabilisée comme un achat pur et simple. Voici les détails de cette acquisition:

Actif net acquis aux justes valeurs attribuées	
Encaisse	2,303
Immobilisations	77
Droits relatifs à des brevets	9
	2,389
Passif à court terme	(576)
Participation minoritaire	(640)
	1,173
Contrepartie en espèces versée	2,320
Excédent de la contrepartie versée sur les justes valeurs attribuées à l'actif net acquis —Achalandage à la date d'acquisition	1,147
Frais d'acquisition engagés par MHTI	201
Achalandage	1,348

3. Stocks

	1990	1989
Matériel nécessaire au service après-vente	2,812	4,705
Fabrication		
Matières premières	3,399	3,701
Produits en cours	2,188	2,597
Produits finis	1,528	1,289
Cobalt 60	1,111	808
	11,038	13,100

Dans l'industrie de la radiothérapie, les clients exigent que leurs besoins en produits et services sous garantie soient comblés sans délai. En conséquence, la société tient les stocks lui permettant d'assurer une prestation de services adéquate à ses clients du monde entier, compte tenu de l'estimation qu'elle fait des besoins de ses clients et des attentes de ces derniers, en matière de service, la valeur comptable de ce stock fut diminuée de $2,099 au cours de l'exercice écoulé par une imputation à l'état des résultats.

4. Terrains et constructions

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 1990	Valeur comptable nette 1989
Terrains	304		304	304
Viabilisation des emplacements	372	219	153	140
Bâtiments	3,473	3,085	388	153
Machinerie et outillage	6,048	4,217	1,831	1,830
Mobilier et agencements	287	216	71	
Améliorations locatives	25	9	16	
	10,509	7,746	2,763	2,427

5. Emprunt bancaire

L'emprunt bancaire de la société est constitué d'une marge de crédit renouvelable qui porte intérêt au taux bancaire préférentiel.

6. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, dont 10,000 actions ont été émises et sont en circulation.

7. Impôts sur le revenu

Quand elle était une division et, subséquemment, une filiale d'Énergie Atomique du Canada Limitée ("ÉACL"), la société était exonérée de l'impôt sur le revenu. Cependant, comme filiale en propriété exclusive de la Corporation de Développement des Investissements du Canada ("CDIC"), la société a cessé de jouir de cette exemption et est devenue assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu, avec effet au 30 septembre 1988. À titre de filiale en propriété exclusive d'une société d'État fédérale, la société n'est pas assujettie à l'impôt provincial.

Le taux d'imposition prévu de la société est le taux statutaire fédéral net (y compris la surtaxe) de 31%, minoré de la déduction de 3.5% relative aux activités de fabrication et de transformation. Le taux d'imposition réel de 1990 est égal à zéro, étant donné que la société a utilisé la déduction à laquelle elle avait droit à l'égard des écarts permanents relatifs à son actif à la date à laquelle elle est devenue assujettie à l'impôt sur le revenu. Des écarts permanents $7,619 ($9,446 en 1989) demeurent à sa disposition pour réduire le revenu imposable d'exercices à venir.

8. Fonds de roulement d'exploitation

L'évolution du fonds de roulement d'exploitation est la suivante:

	1990	1989
Débiteurs	(5,154)	(531)
Stocks	1,357	(2,039)
Frais payés d'avance	71	(150)
Créditeurs et charges à payer	(1,638)	3,633
Produits reportés	(48)	(639)
Prestations de cessation d'emploi	515	430
	(4,897)	704

9. Opérations entre apparentés

a) Theratronics International Limitée fut constituée à l'origine comme filiale en propriété exclusive de l'ÉACL. L'actif et le passif en furent virés d'ÉACL à la société en échange de 10,000 actions ordinaires. Comme la transaction s'opérait entre sociétés sous contrôle commun, une valeur de $9,588 fut attribuée au capital-actions aux fins comptables pour refléter la valeur comptable nette de l'actif et du passif virés. La date d'effet de ces transactions fut le 1er juillet 1988. Au 30 septembre 1988, toutes les actions ordinaires en circulation furent vendues à la CDIC.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Fin*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

b) L'ÉACL et Nordion International Inc. ("Nordion"), société contrôlée par la CDIC, fournissent la société en services et en cobalt. Les achats de biens et services ont totalisé $3,578 pour l'exercice ($3,703 en 1989). Au 31 décembre 1990, une tranche de $551 de ces achats était comprise dans les créditeurs.

La société fournit Nordion en produits manufacturés et en services de soutien en ce qui a trait aux accélérateurs, au nom de l'ÉACL. Les ventes de l'exercice ont totalisé $7,132 ($7,372 en 1989). Au 31 décembre 1990, une tranche de $1,308 de ces ventes était comprise dans les débiteurs.

c) Le 6 juin 1990, Nordion et la société ont signé une convention d'achat d'actif visant l'entreprise de cobalt en vrac de Nordion. La société a acquis certains stocks de cobalt et de conditionnement en vue du transport, des listes de clients et le droit de poursuivre l'exploitaiton de l'entreprise en lieu et place de Nordion.

10. Engagements

a) Les paiements minimums futurs, au titre de contrats de location, sont les suivants:

1991	1,117
1992	937
1993	830
1994	349
Par la suite	730
	3,963

b) La société a des engagements s'élevant à environ $18,900 prévoyant l'achat, jusqu'en 2008, de cobalt 60 produit par l'ÉACL, à son laboratoire nucléaire de Chalk River.

c) La société a des engagements d'environ $5,500 prévoyant l'achat d'unités CT-SIM à MHTI sur la période de 28 mois close le 30 avril 1993.

11. Rémunération des agents commerciaux

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1990, la société a versé des commissions totalisant $1,822 aux agents suivants: Kostas Karayansissa, Grèce; Medtel Pty. Limited, Australie; Equipo Para Hospitales SA, Mexique; Kamol Sukosol Electric Co. Ltd, Thailande; Tecnologia EM Radiocoa Ltda., Brésil; Watsons & Sons (E.M.) Limited, Nigéria; Radiotherapy-Medical Systems PTY Ltd., Australie; General Marketing and Manufacturing Co. Ltd., Indes; General Machinery Co. Ltda., Chili; Bureautique Communications Organization Ltd., Îles Anglo-Normandes; Aristons (PVT) Ltd., Sri Lanka; General Medica de Colombia Ltd., Colombie; Meditel Medikal Elktronik Ltd., Turquie, L.H.S. Communications Ltd., Jamaïque; Baron Technologies Inc., Corée; Indexport de Ecuador CIA Ltda., Équateur; Philips Medizin Systeme GMBH, Allemagne de l'Ouest; Dada, El Salvador; Mems, Afrique du Sud; Nucletron International B.V., Pays-Bas; M.L. Sethi, Indes; Springport Taiwan Ltd, Taiwan.

12. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1989 ont été retraités de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES FINANCES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Corporation de Développement des Investissements du Canada au 31 décembre 1989 ainsi que les états consolidés des résultats et du déficit cumulé, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels, après effet rétroactif de la modification apportée à la méthode de comptabilisation des stocks d'une société dépendante, Cameco - une corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière, qui est exposée à la note 4 afférente aux états financiers consolidés, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la société et de ses filiales en propriété exclusive dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux chartes et aux règlements administratifs de la société et de ses filiales en propriété exclusive.

Ottawa, Canada

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Toronto, Canada
le 15 mars 1990

Comptables agréés
Peat Marwick

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de 1988)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988 (Retraités - voir la note 4)
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	64,453	347,965
Encaisse dont l'utilisation est restreinte (note 5)	68,830	68,830
Créances	3,128	2,755
	136,411	419,550
Investissements		
Filiales non consolidées, au prix coûtant (note 6)	152,071	116,587
Autres placements (note 7)	360,624	554,000
	512,695	670,587
Frais financiers reportés	5,530	4,401
Autres éléments d'actif	2,475	741
	657,111	1,095,279

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1989	1988 (Retraités - voir la note 4)
Passif à court terme		
Emprunt bancaire et dette à court terme		280,090
Créditeurs et charges à payer	118,637	107,481
Billets à payer à l'Énergie atomique du Canada, Limitée (note 6 a))	141,748	116,587
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	18,143	132,629
	278,528	636,787
Dette à long terme (note 8)	531,048	318,601
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et libéré—101 actions ordinaires	1	1
Surplus d'apport (notes 4 et 9)	139,890	139,890
Déficit cumulé (notes 4 et 9)	(292,356)	
	(152,465)	139,891
Éventualités (note 10)		
	657,111	1,095,279

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
W. D. McKEOUGH

Administrateur
D. SHAVER

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988 (Retraités - voir la note 4)
Bénéfice net (perte) des filiales et des sociétés dépendantes		
Cameco (notes 4 et 7)	9,055	8,075
Eldorado Nucléaire Limitée (du 1er janvier au 30 septembre 1988)		(35,341)
	9,055	(27,266)
Charges		
Frais d'exploitation (produits), montant net (note 11)	(2,691)	126
Frais financiers, montant net (note 8)	83,400	8,589
Provisions pour pertes et éventualités		
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited (note 13)	18,271	
Cameco—Une corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière (note 7)	202,431	
Massey-Combines Corporation		1
Eldorado Nucléaire Limitée ("Eldorado")		47,380
	301,411	56,096
Perte nette	(292,356)	(83,362)
Déficit cumulé, au début de l'exercice, redressé (note 4)		(3,280,479)
Dividendes		(3,034)
	(292,356)	(3,366,875)
Déficit cumulé imputé au surplus d'apport (notes 4 et 9)		3,366,875
Déficit cumulé, à la fin de l'exercice	(292,356)	

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988 (Retraités - voir la note 4)
Exploitation		
Liquidités provenant des (affectés aux) frais d'exploitation (produits)	4,513	(70)
Liquidités (affectées aux) provenant des secteurs d'activité abandonnés d'Eldorado	(2,757)	20,265
Acquisition de Ginn Publishing	(10,323)	
Produit reçu à l'expiration du contrat de redevances de Canadair		20,000
Vente d'effets à recevoir et d'autres placements		3,209
Produit reçu à l'aliénation des actifs d'exploitation d'Eldorado		293,879
	(8,567)	337,283
Dividende versé		(3,034)
	(8,567)	334,249
Financement		
Augmentation (diminution) des emprunts bancaires	(280,090)	137,936
Augemntation (diminution) de la dette à long terme	62,532	(123,827)
Intérêts débiteurs et frais financiers, déduction faite de l'amortissement des pertes de change	(57,387)	(8,835)
Diminution des intérêts courus et autres frais		824
	(274,945)	6,098
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(283,512)	340,347
Encaisse, au début de l'exercice	347,965	7,618
Encaisse, à la fin de l'exercice	64,453	347,965

Aux fins du présent état, l'encaisse et l'augmentation (la diminution) de celle-ci comprennent l'encaisse et les placements à court terme et excluent les opérations en espèces se rapportant à l'encaisse dont l'utilisation est restreinte.
Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU SURPLUS D'APPORT EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988 (Retraités - voir la note 4)
Solde au début de l'exercice	139,890	3,506,765
Virement du déficit cumulé redressé (notes 4 et 9)		3,366,875
Solde à la fin de l'exercice	139,890	139,890

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

1. La société

La Corporation de Développement des Investissements du Canada (la "société") a été constituée le 26 mai 1982 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés par actions (Canada) et est la propriété exclusive de sa Majesté du chef du Canada. La société est assujettie à la Loi sur la gestion des finances publiques et est un agent de sa Majesté.

2. Les activités de la société

Dans une déclaration datée du 30 octobre 1984, le ministre du gouvernement du Canada chargé du dossier de la société (le "gouvernement") a annoncé l'intention du gouvernement de forcer la société à se dessaisir systématiquement de ses participations dans Massey-Ferguson Limitée ("Massey-Ferguson"), maintenant Varity Corporation ("Varity"), Massey-Combines Corporation ("Massey-Combines"), Canadair Limitée ("Canadair"), The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ("de Havilland") et Canada Eldor Inc. ("CEI"), anciennement Eldorado Nucléaire Limitée. L'aliénation de la participation de la société dans de Havilland et dans Canadair a été achevée en 1986. La participation restante dans Massey-Combines a été radiée en 1988. En 1988, les actifs d'exploitation de CEI ont été cédés à Cameco - une corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière ("Cameco") en contrepartie de billets et d'actions de Cameco. CEI détient actuellement une participation de 38.5% dans Cameco (voir la note 7). Le contrôle de sa participation en actions dans Cameco et le remboursement de sa dette constituent les seules activités importantes de CEI à l'heure actuelle.

Au 31 décembre 1989, le gouvernement avait fourni les autorisations et les garanties nécessaires à l'emprunt de $700,000 contracté par CEI, dont $522,652 étaient utilisés à cette date.

Étant donné que la capacité d'autofinancement future de CEI repose principalement sur les dividendes qu'elle recevra de Cameco dans l'avenir et sur la cession de sa participation dans cette dernière, la continuité de son exploitation dépendra de sa capacité à obtenir du financement par emprunt dans les limites de sa capacité d'emprunt législative ou encore de nouvelles injections de capitaux auprès de la société ou du gouvernement.

En 1988, la société à fait l'acquisition de deux filiales de l'Énergie atomique du Canada, Limitée ("ÉACL"):

a) Nordion International Inc. ("Nordion"), qui détient l'actif et exerce les activités d'exploitation de la Société radiochimique, ancienne division de l'ÉACL; et

b) Theratronics International Limitée ("Theratronics"), qui détient l'actif et exerce les activités d'exploitation de l'ancienne Division des produits médicaux de l'ÉACL.

Le 26 mai 1989, conformément à une directive du gouvernement, la société a acquis de Paramount ("Paramount"), anciennement Gulf + Western (Canada) Inc., une participation de 51% dans Ginn Publishing Canada Inc. ("Ginn Publishing"), qui exploite les sociétés Ginn + Company et GLC Publishers Limited ("GLC").

Le conseil d'administration de la société continue d'élaborer des stratégies de désinvestissement relatives aux placements restants de la société et d'aider le gouvernement à mettre en oeuvre ses politiques en matière de privatisation.

3. Principales conventions comptables

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers de la Société Financière Cartierville Inc. ("Financière Cartierville") et de CEI, toutes deux filiales en propriété exclusive, ont été consolidés avec ceux de la société (à compter du 1er octobre 1988 dans le cas de CEI).

Le bénéfice de CEI pour la période allant du 1er janvier 1988 au 30 septembre 1988 (soit la période qui a précédé la cession des actifs d'exploitation de CEI à Cameco (note 7)) a été comptabilisé à la valeur de consolidation, conformément à la convention comptable indiquée ci-dessous.

b) Participations dans des filiales non consolidées

La participation de la société dans une filiale qui a été acquise initialement en vue de sa cession ou privatisation éventuelle est comptabilisée à la valeur de consolidation sauf i) s'il existe un projet officiel, sanctionné par le gouvernement du Canada, visant la cession de cette participation, auquel cas cette dernière est comptabilisée à la valeur comptable de consolidation ou à la valeur de réalisation nette si celle-ci est inférieure; ou ii) que le bénéfice de la filiale ou les gains ou les pertes réalisés à la cession de celle-ci ne sont pas imputables à la société, auquel cas la participation est comptabilisée au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, si celle-ci est inférieure. Au 31 décembre 1989, les participations de la société dans Nordion, Theratronics et Ginn ont été comptabilisées à la valeur de réalisation nette, conformément à la convention énoncée en ii) ci-dessus.

Les états financiers de la société et ceux de ces filiales n'ont pas été consolidés, la société étant d'avis que la comptabilisation à la valeur de consolidation offre une information plus détaillée à l'actionnaire.

c) Autres participations

La participation de la société dans Cameco - une corporation canadienne d'énergie et d'exploitation minière, dans laquelle la société exerce une influence dominante mais non un contrôle, est comptabilisée à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, le bénéfice net (la perte) constaté correspond à la quote-part de la société dans le bénéfice net de la société dépendante, déduction faite de l'amortissement et (ou) de la radiation de tout excédent du prix coûtant de la participation sur la valeur comptable nette sous-jacente. Tout dividende reçu est imputé à la valeur comptable de la participation; tout redressement des états financiers de la période précédente effectué par Cameco est reflété dans la valeur comptable de la participation dans la mesure où il s'applique à des périodes subséquentes à la prise de participation initiale de la société dans Cameco.

Les placements en portefeuille sont comptabilisés au prix coûtant.

d) Amortissement des frais financiers reportés

Les escomptes et les frais d'émission associés au financement à long terme sont reportés et amortis sur la durée du titre d'emprunt.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

e) Change

Le passif à long terme et les autres éléments d'actif et de passif monétaires qui sont libellés en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Certains éléments de passif à long terme (et les versements d'intérêts y afférents) qui sont payables en monnaie étrangère ont été convertis en d'autres devises en vertu de contrats de swap. Ces éléments de passif et frais d'intérêt sont comptabilisés selon les taux de change s'appliquant à la devise du contrat de swap. D'autres éléments de passif (et les versements d'intérêts y afférents) qui sont payables en monnaie étrangère son couverts pour certaines périodes au moyen de contrats à terme sur devises. Les gains et pertes de change non matérialisés sur ces éléments de passif sont contrebalancés par les gains et pertes de change matérialisés et non matérialisés sur les contrats à terme. Les primes sur contrats à terme sont amorties sur la durée du contrat et sont présentées comme frais d'intérêt dans l'état des résultats. Les gains et pertes de change non matérialisés sur les éléments de passif non couverts sont reportés et amortis sur la durée restante de la dette. Tous les autres gains et pertes de change sont imputés à l'état des résultats de la période écoulée.

4. Modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks

Cameco, une société dépendante, a modifié sa méthode d'évaluation des stocks. Tous les coûts des activités d'extraction et de traitement de Cameco étaient auparavant imputés aux stocks de concentrés d'uranium. Selon la nouvelle méthode, les coûts d'extraction sont imputés au minerai abattu à mesure qu'il est mis en réserve. Cette modification de la méthode d'évaluation des stocks a été appliquée avec effet rétroactif, et les états financiers de 1988 présentés à des fins de comparaison ont par conséquent été redressés afin de rajuster la quote-part de la société dans le bénéfice net de Cameco. Cette modification a eu pour effet d'augmenter de $4,011 (1988: $1,359) le bénéfice net déclaré.

5. Encaisse dont l'utilisation est restreinte

Ces fonds sont détenus dans des comptes spéciaux (essentiellement dans le Trésor du Canada où ils ne produisent pas d'intérêt) dans le but de couvrir tout remboursement de dettes éventuelles découlant de la vente des investissements de la société dans de Havilland et Canadair (voir les notes 10 a) et 13).

6. Participations dans des filiales non consolidées, au prix coûtant

La valeur comptable des participations de la société dans ses filiales est la suivante:

	Valeur comptable au 31 décembre 1989	Valeur comptable au 31 décembre 1988
Ginn Publishing b)	10,323	
Nordion a)	129,881	106,937
Theratronics a)	11,867	9,650
	152,071	116,587

a) Nordion et Theratronics

En vertu de la convention d'achat d'actions conclue entre l'ÉACL et la société, cette dernière doit verser à l'ÉACL une somme égale à la juste valeur marchande des actions de Nordion et de Theratronics. La convention stipule également que la juste valeur marchande sera établie à la date de la cession, mais qu'elle sera rajustée par la suite de sorte qu'elle soit équivalente au prix obtenu par la société à la privatisation subséquente de Nordion et Theratronics. De plus, la convention stipule que la société n'est tenue de verser le prix d'acquisition à l'ÉACL que 60 jours suivant la date de la privatisation.

En conséquence, l'ÉACL recevra la totalité du produit réalisé à la privatisation de Nordion et Theratronics, moins les frais de la société qui sont associés à la privatisation.

Par contre, bien que la société détienne les actions de Nordion et de Theratronics et qu'elle contrôle la gestion des activités de ces entreprises jusqu'au moment de leur privatisation, elle n'a pas acquis du coup les risques et les avantages qui sont normalement associés à la participation en actions. En conséquence, la société a inscrit sa participation dans Nordion et dans Theratronics au coût présumé que représente la valeur comptable nette de ces sociétés au 31 décembre 1989 et 1988, ainsi qu'un effet compensatoire non productif d'intérêt payable à l'ÉACL, et n'a constaté aucun bénéfice ni aucune perte relativement à ces participations.

b) Participation dans Ginn Publishing

Conformément à une directive qu'elle a reçue du gouvernement, la société a acquis de la société Paramount, le 26 mai 1989, une participation de 51% dans Ginn Publishing. Ginn Publishing exploite les sociétés Ginn + Company, ancienne division de Paramount, GPCL (Canada) Limited et GLC Publishers Limited, toutes deux des anciennes filiales de Paramount. En vertu du contrat d'achat, une fraction du prix d'acquisition sera rajustée par arbitrage afin de déterminer la juste valeur marchande au 26 mai 1989. Cette procédure n'est pas encore terminée. Le rajustement, le cas échéant, aura pour effet d'accroître la valeur comptable de la participation.

7. Autres placements

	Valeur comptable au 31 décembre 1988	Quote-part des bénéfices	Provisions pour pertes	Valeur comptable au 31 décembre 1989
Cameco	530,861	9,055	(202,431)	337,485
Varity	23,139			23,139
	554,000	9,055	(202,431)	360,624

Participation dans Cameco

Dans le cadre de la vente de son actif à Cameco en 1988, CEI a accepté, en paiement partiel de la contrepartie, 3,850,000 actions ordinaires de Cameco, qui représentent une participation de 38.5% dans cette dernière. La valeur de $522,786 qui, de l'avis des deux parties, reflète la juste valeur des éléments d'actif cédés par CEI, a été attribuée à ces actions. Les parties entendent se défaire de ces actions par étapes au cours des six prochaines années. La récupération ultime de la valeur comptable des actions dépendra des circonstances dans lesquelles elles seront cédées.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Suite*

Il a été déterminé qu'à la date de l'acquisition des actions de Cameco, la quote-part de la participation de la société dans la valeur comptable nette sous-jacente de l'actif de Cameco s'établissait à $316,746, alors qu'une valeur de $522,786 avait été attribuée d'un commun accord à ces actions. Il a été établi que l'excédent était attribuable à diverses mines productives et non productives. Cette somme a été amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée économique estimative des diverses mines pendant les périodes où elles sont exploitées. Pour l'exercice 1988, l'excédent amorti de $3,609 a été défalqué du revenu de placement tiré de la participation dans Cameco.

En 1989, le prix au comptant des concentrés d'uranium a baissé considérablement. Par suite de cette chute des prix, la société a réévalué les possibilités de récupération de son placement dans Cameco par voie de processus de privatisation mentionné ci-dessus et conclu qu'il semble actuellement peu probable que la société récupère l'écart entre le prix d'acquisition et la valeur comptable de sa participation dans Cameco. Par conséquent, la société a inscrit à l'état des résultats de l'exercice 1989 une provision de $202,431 pour la réduction probable de la valeur de sa participation. Cette provision a pour effet de ramener la participation de la société dans Cameco à un montant qui est à peu près égal à la quote-part de la société dans la valeur comptable de Cameco.

8. Dette à long terme

	Au 31 décembre 1989	1988
Billets à 9.125%, échéant en 1990	10,093	10,093
Emprunt à 4.75%, (95,000 de francs suisses) a), échéant en 1991	71,355	75,459
Emprunt à 6.5%, (100,000 de francs suisses) b), échéant en 1992	53,269	53,256
Billets à 14.5% (100,000 de dollars US) c), échéant en 1992	119,000	119,270
Obligations à 5.25% (8,000,000 de yens japonais), échéant en 1992, dont 1 milliard vient a échéance chaque année de 1989 à 1991 d)	64,400	85,878
Billets à 11.75%, échéant en 1993	250,000	
Emprunt à 5.0% (1.4 milliard de yens japonais), échéant à diverses dates de 1989 à 1992		13,359
Eurobillets échéant en 1989 et dont l'intérêt est fixé semestriellement au LIBOR (100,000 de dollars US)		119,270
Total partiel	568,117	476,585
Moins		
Tranche de la dette à long terme exigible à court terme	18,143	132,629
Perte de change reportée	18,926	25,355
Total	531,048	318,601

a) La société a conclu des contrats à terme sur le franc suisse jusqu'en août 1990 afin de couvrir les risques de change qui sont liés à cet emprunt échéant en 1991, et elle entend poursuivre ce programme de couverture des risques jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

b) Au moyen d'une série d'opérations de swap, la société a établi à $53,269 le capital à rembourser et à 17.15% le taux d'intérêt sur cet emprunt qui échoit en 1992.

c) Au moyen d'une série d'opérations de swap, la société a établi à $119,000 le capital à rembourser et à 15.835% le taux d'intérêt sur ces billets qui échoient en 1992.

d) La société a conclu des contrats à terme sur le yen japonais jusqu'en août 1990 afin de couvrir les risques de change qui sont liés à ces obligations échéant en 1992, et elle entend poursuivre ce programme de couverture des risques jusqu'à l'échéance des obligations.

Les remboursements de la dette à long terme au cours des quatre prochaines années civiles sont comme suit: 1990—$18,143; 1991—$79,404; 1992—$220,569; 1993—$250,000.

Les frais financiers sont constitués des éléments suivants:

	Exercice clos le 31 décembre 1989	Trois mois clos le 31 décembre 1988
Intérêts créditeurs et autres revenus	(4,409)	(8,005)
Frais d'intérêt		
Dette à long terme	64,506	12,848
Divers	3,011	6,098
Pertes (gains) de change		
Amortissement des pertes reportées	12,642	2,052
Autres	3,756	(4,923)
Autres frais financiers	3,894	519
	83,400	8,589

9. Déficit cumulé

L'actionnaire de la société a approuvé l'élimination du déficit au 31 décembre 1988 par la passation d'une charge au surplus d'apport, avec effet au 31 décembre 1988. Cette réduction du déficit a été redressée afin de tenir compte de la modification apportée à une convention comptable adoptée en 1989 avec effet rétroactif par la société dépendante, Cameco (voir la note 4).

10. Éventualités

a) Le 23 décembre 1986, la société a vendu sa participation dans Canadair Limitée à Bombardier-Canadair Inc. La société et le gouvernement du Canada ont convenu de dédommager Bombardier-Canadair Inc. et Canadair Limitée pour certaines dettes et charges éventuelles qu'elles pourraient engager et ce, sur une période n'excédant pas cinq ans à compter du 23 décembre 1986, et pour des réclamations liées aux produits, pendant quinze ans, pour lesquelles il n'est pas possible ou pas rentable d'obtenir une couverture d'assurance. Il n'est pas possible de faire des estimations raisonnables de ces dédommagements à ce moment-ci. Ces montants seront comptabilisés comme il convient, dans les années à venir, lorsqu'on pourra estimer raisonnablement le montant, s'il en est, qui devra finalement être payé suite à ces obligations.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

b) Aux termes de l'accord de cession de l'actif de CEI à Cameco, CEI et Cameco ont convenu du partage des frais communs, à l'exclusion des charges d'exploitation normales, qui seraient engagés dans l'avenir relativement à certains rebuts accumulés par CEI au 5 octobre 1988, soit la date de la cession de l'actif. Cameco assumera la première tranche de $2,000 de ces frais communs, ainsi que les vingt-trois quatre-vingt-dix-huitièmes (23/98^e) de la tranche suivante de $98,000. CEI en assumera pour sa part les soixante-quinze quatre-vingt-dix-huitièmes (75/98^e) ainsi que les frais communs venant en excédent de $100,000.

c) La société est la partie défenderesse dans certains litiges. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer actuellement les obligations éventuelles découlant de ces litiges, la société a consulté ses avocats à ce sujet et est d'avis qu'elles n'auront aucun effet important sur sa situation financière.

11. Frais d'exploitation (produits), montant net

	1989	1988
Intérêts créditeurs sur les placements à court terme et effets à recevoir	(2,901)	(692)
Autres produits	(3,055)	(69)
	(5,956)	(761)
Charges du siège social et frais de cession ..	4,555	5,319
	(1,401)	4,558
Récupération de frais de cession engagés au cours d'exercices précédents	(1,290)	(4,432)
Charges d'exploitation nettes (bénéfice) ...	(2,691)	126

12. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1989, Financière Cartierville disposait de pertes fiscales de $247,000 pouvant servir à réduire le revenu imposable selon les échéances suivantes:

1990	154,500
1991	92,500
	247,000

13. Événement postérieur au bilan

Dans le cadre d'une entente générale conclue le 9 février 1990, la société, sa Majesté du chef du Canada, représentée par le Ministre de l'Expansion industrielle régionale, The Boeing Company ("Boeing"), Boeing Canada Technology Ltd. et Boeing of Canada Ltd. (société ayant repris les activités exercées antérieurement par The de Havilland Aircraft of Canada, Limited) ont convenu que la société n'est plus responsable d'aucune dette éventuelle ou autre charge découlant du contrat d'achat daté du 31 janvier 1986 et en vertu duquel la société céda sa participation dans de Havilland à Boeing. Conformément à cette entente, la société versera à Boeing of Canada Ltd. en 1990 la somme de $63,000, qui a été comptabilisée en totalité comme charge à payer dans les présents états financiers.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1

NORDION INTERNATIONAL INC.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié le bilan de Nordion International Inc. au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de la vérification de ses états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, ainsi qu'à la charte de la société, à ses règlements et aux directives qui lui furent données.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Ottawa, Canada
le 29 janvier 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de 1988)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	28,564	5,179
Créances	16,253	17,674
Stocks (note 2)	36,308	40,786
	81,125	63,639
Terrains et constructions (note 3)	40,262	36,936
Frais reportés (note 4)	34,914	26,284
	156,301	126,859

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1989	1988
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	18,784	11,502
Produits reportés	2,601	4,274
	21,385	15,776
Prestations de cessation d'emploi	3,027	3,135
Emprunts à rembourser (note 5)	768	1,011
Impôts sur le revenu reportés	1,240	
Total du passif	26,420	19,922
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (notes 5 et 7)	96,310	96,310
Bénéfices non répartis, selon l'état ci-joint	33,571	10,627
Total de l'avoir de l'actionnaire	129,881	106,937
Engagements (note 8)		
	156,301	126,859

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil:

Administrateur
W. R. TESCHKE

Administrateur
PAUL O'NEIL

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la période de neuf mois close le 31 décembre 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Ventes	113,115	74,401
Coût des produits vendus	69,387	48,231
Marge brute	43,728	26,170
Charges d'exploitation		
Vente et commercialisation	7,420	4,837
Développement des produits	3,901	1,344
Administration	10,030	6,147
Charges d'exploitation	21,351	12,328
Bénéfice d'exploitation	22,377	13,842
Autres produits	2,877	1,854
Bénéfice avant impôts sur le revenu	25,254	15,696
Impôts sur le revenu (note 6)	1,360	
Bénéfice net	23,894	15,696

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la période de neuf mois close le 31 décembre 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Bénéfices non répartis/investissement de l'ÉACL, au début de la période	10,627	105,675
Bénéfice net de la période	23,894	15,696
Soldes en espèces virés à l'ÉACL		(14,434)
Capital, au 1er juillet 1988		(96,310)
Dividendes versés	(950)	
Bénéfices non répartis, à la clôture de la période	33,571	10,627

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la période de neuf mois close le 31 décembre 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice net	23,894	15,696
Élément hors caisse compris dans le bénéfice net	6,315	4,089
	30,209	19,785
Diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse	11,508	4,608
Fonds provenant de l'exploitation	41,717	24,393
Fonds utilisés dans les activités d'investissement		
Terrains et constructions	6,361	1,357
Frais reportés	10,778	3,090
Fonds investis	17,139	4,447
Fonds utilisés dans les activités de financement		
Remboursement des emprunts	243	344
Dividendes	950	
Fonds utilisés dans les activités de financement	1,193	344
Augmentation de l'encaisse, avant virements à l'ÉACL	23,385	19,602
Soldes en espèces virés à l'ÉACL		14,434
Augmentation de l'encaisse au cours de la période	23,385	5,168
Encaisse et placements à court terme à l'ouverture de la période	5,179	11
Encaisse et placements à court terme à la clôture de la période	28,564	5,179

Voir les notes afférentes aux états financiers.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1989
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

Nordion International Inc. (la "société") est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Canada) et est également régie par la Loi sur la gestion des finances publiques et par la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. La société a pour activité principale la production et la vente de radioisotopes, de matériel immobilisé et de la technologie connexe destinés à certains secteurs du marché international des soins de santé. Le ministre d'État à la Privatisation a annoncé qu'il était dans l'intention du gouvernement de céder la société au secteur privé; toutefois, les présents états financiers ne tentent aucunement d'évaluer l'effet éventuel de la privatisation, et ne tiennent pas compte de cette question.

1. Conventions comptables

Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous:

a) Terrains et constructions

Les terrains et constructions sont inscrits au coût et amortis selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimative de l'actif sous-jacent, comme suit:

Bâtiments et viabilisation des emplacements	25 à 30 ans
Autres installations de production et outillage	3 à 10 ans

b) Frais de déclassement et d'élimination des déchets

Les coûts futurs associés au déclassement d'installations nucléaires et à l'élimination des déchets ne peuvent pas être quantifiés actuellement, compte tenu des incertitudes touchant leur nature exacte et le moment où il y sera procédé. En conséquence, la société imputera ces coûts aux résultats au moment où ils seront subis.

c) Stocks

Les stocks de produits en cours et de produits finis sont évalués au coût moyen ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. La désintégration des stocks de produits radioactifs est imputée aux résultats au fur et à mesure. Les stocks de cobalt 60 sont inscrits à leur sortie des réacteurs. Dans le cadre de certains contrats, la société inscrit des paiements anticipés au titre du stock en réacteur.

d) Frais reportés

Le coût des modifications apportées à des installations de production détenues par des tiers, en vue de la production d'isotopes, sont reportés et amortis sur la durée minimale de la période de production sous contrat.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de la Fonction publique, lequel est administré par le Gouvernement du Canada. La cotisation de la société se limite à un montant égal au total des cotisations que les employés ont versées au titre de leurs services courants. Cette cotisation, qui représente l'obligation totale de la société au titre du régime de retraite, est portée aux résultats de l'exercice.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi qui sont définies dans leurs conventions collectives et dans leurs conditions d'emploi. Le montant provisionné au titre de cette obligation comprend une tranche acquise couvrant les services rendus par les employés à ce jour ainsi qu'une tranche non acquise couvrant les services futurs prévus et l'inflation.

g) Constatation des produits

Les produits tirés de la vente des marchandises sont inscrits à leur livraison, sauf dans le cas de la vente de biens en immobilisations: une tranche du produit est alors reportée jusqu'après leur installation dans l'établissement du client.

2. Stocks

	1989	1988
Matières premières et fournitures	23,524	24,330
Stock en réacteur	5,923	10,714
Produits en cours	1,558	1,128
Produits finis	5,303	4,614
	36,308	40,786

3. Terrains et constructions

	Coût	Amortissement cumulé	Net 1989	Net 1988
Terrains	305		305	130
Viabilisation des emplacements	1,016	678	338	378
Bâtiments	33,018	9,115	23,903	24,870
Machinerie et outillage	24,368	8,652	15,716	11,558
	58,707	18,445	40,262	36,936

La dotation aux amortissements comptabilisée au cours de la période s'est élevée à $2,757 ($2,112 en 1988).

4. Frais reportés

	Coût	Amortissement cumulé	Net 1989	Net 1988
Réacteurs	36,234	5,756	30,478	23,562
Cyclotron	6,083	1,995	4,088	2,292
Autre	525	177	348	430
	42,842	7,928	34,914	26,284

La dotation aux amortissements comptabilisée au cours de la période s'est élevée à $2,030 ($1,409 en 1988).

5. Opérations entre apparentés

a) Nordion International Inc. fut constituée à l'origine comme filiale en propriété exclusive d'Énergie atomique du Canada, Limitée ("ÉACL"). L'actif et le passif en furent virés d'ÉACL à la société en échange de 100,000 actions ordinaires. Comme la transaction s'opérait entre sociétés sous contrôle commun, une valeur de $96,310 fut attribuée au capital-actions aux fins comptables pour refléter la valeur comptable nette de l'actif et du passif virés. La date d'effet de ces transactions fut le 1[er] juillet 1988. Au 30 septembre 1988, toutes les actions ordinaires en circulation furent vendues à la Corporation de Développement des Investissements du Canada ("CDIC").

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

NORDION INTERNATIONAL INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

b) Les emprunts à rembourser doivent l'être à l'ÉACL, et portent intérêt à des taux variant de 6 11/16% à 7 5/8%, les derniers paiements échéant au plus tard en août 1992. Les remboursements du principal de ces emprunts sont comme suit:

1990	262
1991	281
1992	225
	768

Les intérêts débiteurs de la période ont totalisé $65 ($64 en 1988).

c) Theratronics International ("Theratronics"), société détenue par la CDIC, approvisionne la société en produits manufacturés et en matières premières traitées. Les achats à Theratronics se sont élevés à $6,176 pour l'exercice ($4,346 en 1988). Au 31 décembre 1989, une tranche de $889 ($133 en 1988) de ces achats était comprise dans les créditeurs. La société a fourni des biens et des services à Theratronics en 1989 pour une valeur globale de $2,145 ($1,399 en 1988). Au 31 décembre 1989, une tranche de $430 était inscrite dans les créances ($86 en 1988).

d) L'ÉACL a approvisionné la société en matières premières destinées à la production d'isotopes et a fourni des services connexes pour une somme de $10,251 en 1989 ($6,818 en 1988). Les sommes dues à l'ÉACL au 31 décembre 1989 s'élevaient à $1,605 ($1,451 en 1988).

6. Impôts sur le revenu

La société est devenue assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu, avec effet au 30 septembre 1988. À titre de filiale en propriété exclusive d'une société d'État fédérale, la société n'est pas assujettie à l'impôt provincial.

Le taux d'imposition effectif de la société se calcule ainsi:

	1989	1988
Taux d'imposition fédéral légal net	28.0%	28.0%
Déduction au titre de la fabrication et de la transformation	(2.5)%	(2.0)%
Surtaxe	0.8%	0.8%
Écarts permanents	(20.4)%	(26.8)%
Taux d'imposition effectif	5.9%	0.0%

Les écarts permanents proviennent des écarts entre les valeurs fiscales et comptables de l'actif et du passif de la société au moment où elle est devenue assujettie à l'impôt. Des écarts permanents inutilisés s'élevant à $18,116 ($35,037 en 1988) demeurent disponibles pour réduire le revenu imposable d'exercices à venir.

Les composantes de la provision pour l'impôts sur le revenu sont les suivantes:

	1989	1988
Exigibles	120.0	
Reportés	1,240.0	
	1,360.0	

Des crédits d'impôt à l'investissement de $384 ($134 en 1988) demeurent disponibles pour réduire les impôts sur le revenu à payer d'exercices à venir et ont été inscrits dans les présents états financiers.

Des déductions au titre de la recherche et du développement s'élevant à $1,939 ($689 en 1988) demeurent inutilisées et pourront servir à réduire l'impôt sur le revenu à payer d'exercices à venir.

7. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Les actions émises et en circulation s'élèvent à 100,000.

8. Engagements

a) La société a des engagements prévoyant l'achat, au cours de diverses périodes jusqu'en 2003, de cobalt 60 produit dans des stations nucléaires. Les paiements annuels à ce titre devraient varier de $20,000 à $40,000 par année dans chacun des cinq prochains exercices, et s'élèveront à $150,000 environ pour la période de cinq ans.

b) La société s'est engagée à faire à l'ÉACL, des apports de $8,452 au cours des 18 prochains mois, à l'égard d'installations de production d'isotopes.

c) La société s'est engagée à payer la construction d'un autre cyclotron et des installations de production connexes, pour une somme de $3,380 en 1990.

9. Rémunération des agents commerciaux

Au cour de la période, la société a versé des commissions totalisant $806 ($701 en 1988) aux agents suivants: Bio Nuclear Diagnostica Industria E. Comercio Ltda., Brésil; General Machinery Company Ltda., Chili; IGE (India) Limited, Indes; Jacobson Van Den Berg (Hong Kong) Ltd., Hong Kong; Korea General Trading Corporation, Corée; Kostas Karayannis SA, Grèce; Marsman & Company Inc., Philippines; Marubeni Corporation, Japon; PT Sanga Kencana International, Indonésie; Radiotherapy & Medical Systems Pty Ltd., Australie; Societa Lombarda Di Televisione srl, Italie; Spring Port Taiwan Limited, Taiwan; Tamathe SA, Argentine; Tareq Company, Koweït et Tecnologia Em Radiacao Ltda., Brésil.

10. Chiffres correspondants

Les chiffres correspondants représentent les produits et charges cumulés de la société pour la période de six mois close le 31 décembre 1988, et ceux de sa société devancière, Société radiochimique, une division de l'ÉACL, pour la période de trois mois close le 30 juin 1988. Certains chiffres correspondants ont été retraités de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié le bilan de Theratronics International Limitée au 31 décembre 1989 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de la vérification de ses états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, ainsi qu'à la charte de la société, à ses règlements et aux directives qui lui furent données.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Ottawa, Canada
le 2 février 1990

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de 1988)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1989	1988
Actif à court terme		
Encaisse	2,542	1,687
Débiteurs (déduction faite d'une provision de $92; $392 en 1988)	6,668	6,137
Stocks (note 2)	14,055	11,061
Charges payées d'avance	537	387
	23,802	19,272
Terrains et constructions (note 3)	2,427	1,716
	26,229	20,988

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1989	1988
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	9,333	7,259
Produits reportés	2,729	1,809
Emprunt remboursable sur demande		400
	12,062	9,468
Prestations de cessation d'emploi	2,300	1,870
Total du passif	14,362	11,338
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 6)	9,588	9,588
Bénéfices non répartis, selon l'état ci-joint	2,279	62
	11,867	9,650
Engagements (note 7)		
	26,229	20,988

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil:

Administrateur
W. R. TESCHKE

Administrateur
H.M.F. WARLAND

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la période de neuf mois close le 31 décembre 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Ventes	46,782	32,992
Coût des marchandises vendues	33,663	24,415
Marge d'exploitation	13,119	8,577
Charges d'exploitation		
Commercialisation	3,330	2,302
Administration	4,862	3,138
Soutien technique et développement	2,370	2,410
	10,562	7,850
Bénéfice d'exploitation	2,557	727
Frais de privatisation		301
Bénéfice net (note 5)	2,557	426

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la période de neuf mois close le 31 décembre 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Bénéfices non répartis/investissements de l'ÉACL, au début de la période	62	5,631
Bénéfice net de la période	2,557	426
Dividendes	(340)	
Investissement de l'ÉACL au cours de la période		3,593
Capital, au 1er juillet 1988		(9,588)
Bénéfices non répartis, à la clôture de la période	2,279	62

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1989
(avec chiffres correspondants de la période de neuf mois close le 31 décembre 1988)
(en milliers de dollars)

	1989	1988
Activités d'exploitation		
Bénéfice d'exploitation	2,557	727
Frais de privatisation		(301)
Amortissement	520	336
Gain à l'aliénation de matériel		(45)
	3,077	717
Augmentation du fonds de roulement d'exploitation (note 9)	(251)	(2,639)
Encaisse provenant des (affectée aux) activités d'exploitation	2,826	(1,922)
Activités d'investissement		
Acquisition de terrains et constructions	(1,231)	(527)
Produit de l'aliénation de matériel		142
Encaisse affectée aux activités d'investissement	(1,231)	(385)
Activités de financement		
(Remboursement) produit de l'emprunt remboursable sur demande	(400)	400
Versement de dividendes	(340)	
Encaisse (affectée aux) provenant des activités de financement	(740)	400
Augmentation (diminution) de l'encaisse, avant l'investissement de l'ÉACL, au cours de la période	855	(1,907)
Investissement de l'ÉACL, au cours de la période		3,593
Augmentation de l'encaisse au cours de la période	855	1,686
Encaisse à l'ouverture de la période	1,687	1
Encaisse à la clôture de la période	2,542	1,687

Voir les notes afférentes aux états financiers.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1989
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

Theratronics est constitué en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Canada) et est également régie par la Loi sur la gestion des finances publiques et par la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. Sa principale activité consiste à fabriquer et à vendre des appareils de radiothérapie à des hôpitaux et établissements médicaux du monde entier, et à leur fournir le matériel et les services connexes. Le ministre d'État à la Privatisation a annoncé qu'il était dans l'intention du gouvernement de céder la société au secteur privé. Les présents états financiers ne tentent aucunement d'évaluer l'effet éventuel de la privatisation, et ne tiennent pas compte de cette question.

1. Conventions comptables

Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous:

Terrains et constructions

Les terrains et constructions sont inscrits au coût et amortis selon la méthode linéaire selon la durée de vie estimative de l'actif sous-jacent, comme suit:

Viabilisation des emplacements	15 ans
Bâtiment	25 à 30 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Stocks

Les stocks de produits en cours et de produits finis sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette estimative, selon le moins élevé des deux. Les matières premières, le matériel nécessaire au service après-vente et les pièces d'accélérateur sont évalués au prix coûtant ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. Le prix coûtant est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend, s'il y a lieu, les frais généraux au titre des matériaux, de la main-d'oeuvre et de la fabrication.

Les stocks de cobalt 60 sont inscrits à leur sortie des réacteurs. Dans le cadre de certains contrats, la société inscrit des paiements anticipés au titre du stock en réacteur.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de la Fonction publique, lequel est administré par le Gouvernement du Canada. La cotisation de la société se limite à un montant égal au total des cotisations que les employés ont versées au titre de leurs services courants. Cette cotisation, qui représente l'obligation totale de la société au titre du régime de retraite, est portée aux résultats de l'exercice.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi qui sont définies dans leurs conventions collectives et dans leurs conditions d'emploi. Le montant provisionné au titre de cette obligation comprend une tranche acquise couvrant les services rendus par les employés à ce jour, une tranche non acquise couvrant les services rendus par les employés à ce jour ainsi qu'une tranche non acquise couvrant les services futurs prévus à l'inflation. Ces prestations sont comptabilisées en fonction d'hypothèses actuarielles portant sur des événements futurs.

Provision pour garantie

Une provision est inscrite au titre des frais estimatifs afférents aux garanties au moment de la vente des produits.

Constatation des produits

Les produits tirés de la vente d'appareils de radiothérapie et du matériel connexe sont inscrits à la livraison. Les revenus au titre des services sur place sont inscrits au moment où ceux-ci sont rendus. Les revenus découlant des contrats de service sont comptabilisés selon la méthode linéaire, sur la durée de chaque contrat.

2. Stocks

	1989	1988
Matériel nécessaire au service après-vente ..	4,705	5,050
Fabrication		
Matières premières	3,701	3,325
Produits en cours	2,597	1,780
Produits finis	1,289	906
Stocks en réacteur	1,763	
	14,055	11,061

Dans l'industrie de la radiothérapie, les clients exigent que leurs besoins en produits et services sous garantie soient comblés sans délai. En conséquence, la société tient les stocks lui permettant d'assurer une prestation de services adéquate à ses clients du monde entier, compte tenu de l'estimation qu'elle fait des besoins de ses clients, et compte tenu des attentes de ces derniers, en matière de service.

3. Terrains et constructions

	Coût	Amortissement cumulé	Net 1989	Net 1988
Terrains	304		304	69
Viabilisation des emplacements	314	174	140	168
Bâtiments	3,223	3,070	153	84
Machinerie et outillage	5,320	3,490	1,830	1,395
	9,161	6,734	2,427	1,716

4. Opérations entre apparentés

a) Theratronics International Limitée fut constituée comme filiale en propriété exclusive d'Énergie atomique du Canada, Limitée ("ÉACL"). L'actif et le passif en furent virés d'ÉACL à la société en échange de 10,000 actions ordinaires. Comme la transaction s'opérait entre sociétés sous contrôle commun, une valeur de $9,588 fut attribuée au capital-actions aux fins comptables pour refléter la valeur comptable nette de l'actif et du passif virés. La date d'effet de ces transactions fut le 1er juillet 1988. Au 30 septembre 1988, toutes les actions ordinaires en circulation furent vendues à la Corporation de Développement des Investissements du Canada ("CDIC").

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Fin*

ANNEXE 2—*Fin*

THERATRONICS INTERNATIONAL LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1989—*Fin*

b) L'ÉACL et Nordion International Inc. ("Nordion"), société contrôlée par la CDIC, fournissent la société en services et en cobalt. Les achats de biens et services ont totalisé $3,703 pour l'exercice ($2,737 au 31 décembre 1988). Au 31 décembre 1989, une tranche de $738 de ces achats était comprise dans les créditeurs.

La société fournit Nordion en produits manufacturés et en services de soutien en ce qui a trait aux accélérateurs, au nom de l'ÉACL. Les ventes de l'exercice ont totalisé $7,372 ($5,601 au 31 décembre 1988). Au 31 décembre 1989 une tranche de $1,013 de ces ventes était comprise dans les débiteurs.

c) La société a acquis 48% des actions ordinaires et 100% des actions privilégiées en circulation de Medical High Technology Inc. ("MHTI"), de Clearwater, Floride par la conversion d'un effet à payer provisionné entièrement. La société ne prévoit pas rapatrier de bénéfices en excédent de son investissement initial et, par conséquent, cet investissement est comptabilisé au coût.

Les achats à MHTI se sont élevés à $1,438 en 1989. Au 31 décembre 1989, une tranche de $173 de ces achats était comprise dans les créditeurs.

5. Impôts sur le revenu

Quand elle était une division et, subséquemment, une filiale de l'ÉACL, la société était exonérée de l'impôt sur le revenu. Cependant, comme filiale en propriété exclusive de la CDIC, la société est devenue assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu, avec effet au 30 septembre 1988. À titre de filiale en propriété exclusive d'une société d'État fédérale, la société n'est pas assujettie à l'impôt provincial.

Le taux d'imposition prévu de la société est le taux statutaire fédéral net de 29%, minoré de la déduction de 2.5% relative aux activités de fabrication et de transformation. Le taux d'imposition réel de 1989 est égal à zéro, étant donné le caractère non imposable du revenu que la société a gagné dans la période du 1er avril au 30 septembre 1988 et étant donné que la société a utilisé la déduction à laquelle elle avait droit à l'égard de la tranche, pour l'exercice écoulé, des écarts permanents relatifs à son actif à la date à laquelle elle est devenue assujettie à l'impôt sur le revenu. La société a utilisé des écarts permanents de $2,937,296 pour réduire son revenu imposable à néant.

6. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, dont 10,000 actions ont été émises et sont en circulation.

7. Engagements

a) Les paiements minimums futurs, au titre de contrats de location, sont les suivants:

1990	595
1991	557
1992	216
1993	152
Par la suite	65
	1,585

b) La société a des engagements s'élevant à environ $21,000 prévoyant l'achat, jusqu'en 2008, de cobalt 60 produit par l'ÉACL, à son laboratoire nucléaire de Chalk River.

c) La société a des engagements d'environ $5,000 prévoyant l'achat d'unités CT-SIM à MHTI sur la période de deux ans close le 30 avril 1991.

8. Rémunération des agents commerciaux

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1989, la société a versé des commissions totalisant $1,597 aux agents suivants: Siemens A.G., Allemagne; Kostas Kanayannis SA, Grèce; Medtel Pty. Limited, Australie; Novelact (Medical) Limited, Hong Kong; Equipo Para Hospitales SA, Mexique; IGE India, Indes; Kamsol Suksol Electric Co., Thaïlande; Tecnologia EM Radiocoa Ltda., Brésil; Sabbagh Wholesale Druggist, Jordanie; Gemed Sistemas Medicos, Venezuela; Springport Taïwan Ltd., Taïwan; Korea General Trading Co., Corée; Watson & Sons (E.M.) Limited, Nigéria; Radiotherapy-Medical Supply, Australie; M.L. Sethi, Indes; Alkan Establishment (Medical Division), Égypte; General Marketing and Manufacturing Co. Ltd., Indes; Bureautique Communications Organization Ltd., Îles Anglo-Normandes; Aristons (PVT) Ltd., Sri Lanka; General Medica de Colombia Ltd., Colombie; Medikal Technik Elektronik Ltd., Turquie; L.H.S. Communications Ltd., Jamaïque; Barons Technologies Inc., Corée; Rimpex S.A.R.L., Tunisie; Nairobie X-Ray Supplies Ltd., Kenya; Indexport do Ecudor cia Ltd., Équateur; Hamco Commcercial S.C.R.L., Pérou; et Nuclital S.R.L., Italie.

9. Fonds de roulement d'exploitation

L'évolution du fonds de roulement d'exploitation est la suivante:

	1989	1988
Débiteurs	(531)	(1,706)
Stocks	(2,994)	713
Frais payés d'avance	(150)	251
Créditeurs et charges à payer	3,633	(2,209)
Produits reportés	(639)	132
Prestations de cessation d'emploi	430	180
	(251)	(2,639)

10. Chiffres correspondants

Les chiffres correspondants représentent les produits et charges cumulés de la société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 1988, et ceux de sa société devancière, Division des produits médicaux, une ancienne division de l'ÉACL, pour la période de trois mois close le 30 juin 1988.

Certains chiffres correspondants de 1988 ont été retraités de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE DE LA CORPORATION
PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

Nous avons vérifié le bilan de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (une filiale en propriété exclusive de Petro-Canada Limitée) aux 31 mars 1991 et 1990 et les états des résultats et de l'évolution de la situation financière des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifié et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société aux 31 mars 1991 et 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 19 avril 1991

BILANS AUX 31 MARS

ACTIF	1991	1990	PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1991	1990
	$	$		$	$
Actif à court terme			Passif à court terme		
Encaisse	309		Dette bancaire		207
Impôts sur le revenu recouvrables	69	372	Dette envers la société affiliée, Petro-Canada		3,110,463
À recevoir d'une société affiliée, Petro-Canada	48,246		Excédent des affectations parlementaires par rapport aux dépenses totales	48,623	
Excédent des dépenses totales par rapport aux affectations parlementaires		3,110,299	AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
			Capital-actions (note 4)	1	1
	48,624	3,110,671		48,624	3,110,671

Approuvé au nom du Conseil:

Administrateur
P. M. TOWE

Administrateur
J.M. STANFORD

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE—*Suite*

ÉTATS DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

	1991	1990
	$	$
Dépenses relatives aux projets (note 5)	38,443,733	47,452,442
Charges		
Frais généraux et administratifs	1,397,299	1,847,543
Divers	157	845
Impôts sur le revenu exigibles	(111)	(2,747)
Dépenses totales	39,841,078	49,298,083
Affectations parlementaires au cours de l'exercice	43,000,000	49,300,000
	(3,158,922)	(1,917)
Total des dépenses excédant les affectations parlementaires en début d'exercice	3,110,299	3,112,216
Total des dépenses excédant les affectations parlementaires (affectations parlementaires excédant le total des dépenses) en fin d'exercice	(48,623)	3,110,299

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

	1991	1990
	$	$
Provenance de l'encaisse		
Affectations parlementaires	43,000,000	49,300,000
Diminution des impôts sur le revenu recouvrables	303	1,124
	43,000,303	49,301,124
Utilisation de l'encaisse		
Dépenses totales	39,841,078	(49,298,083)
Variation du solde à recevoir et de la dette envers la société affiliée, Petro-Canada	3,158,709	(3,822)
	42,999,787	(49,301,905)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	516	(781)
Encaisse (dette bancaire) en début d'exercice	(207)	574
Encaisse (dette bancaire) en fin d'exercice	309	(207)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AUX 31 MARS 1991 ET 1990

1. Constitution en société

La Corporation a été constituée en société en 1981 par Petro-Canada Limitée, à titre de filiale en propriété exclusive, aux termes de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et des dispositions énoncées dans le décret C.P. 1981-2167 du 5 août 1981.

2. Exploitation

Les activités de la Corporation sont financées par des affectations parlementaires. Une société affiliée, Petro-Canada, fournit à la Corporation des services techniques et administratifs au prix coûtant.

3. Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada

La Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada (la "Loi") a reçu la sanction royale le 1er février 1991. La Loi stipule que:

> Petro-Canada Limitée est autorisée à transférer toutes les actions de la Corporation détenues par Petro-Canada Limitée au Ministre désigné par le Gouverneur en conseil
>
> et
>
> le Ministre est autorisé à ordonner la dissolution de la Corporation.

Le 26 février 1991, le gouvernement du Canada a annoncé que la Corporation serait dissoute en 1991. L'aide étrangère dans le secteur de l'énergie continuera à être fournie par l'Agence canadienne de développement international.

4. Capital-actions

Autorisé:

Actions ordinaires: nombre illimité

Émis:

Une action ordinaire pour une contrepartie en espèces de un dollar.

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AUX 31 MARS 1991 ET 1990—*Fin*

5. Dépenses relatives aux projets

Les dépenses relatives aux projets se répartissent comme suit:

	1991	1990
	$	$
Afrique		
Botswana	1,826,276	6,858,444
Ghana	175,299	5,664,478
Maroc	4,780,550	3,570,764
Kenya	1,595,473	1,434,782
Sénégal/Gambie	9,549,575	684,535
Autres		(26,831)
	17,927,173	18,186,172
Asie		
Népal	(53,475)	2,156,273
Thaïlande	1,797,182	2,074,294
Birmanie	52,148	1,301,179
Philippines	2,665,924	694,917
	4,461,779	6,226,663
Moyen Orient		
Jordanie	2,949,305	15,645,978
Hémisphère occidental		
Barbades	2,546,900	
Bassin du Sud des Andes	1,581,178	1,384,987
Colombie	4,022,057	1,367,543
Bolivie	930,442	743,603
Costa Rica	(845,831)	148,448
Autres	51,985	(245,347)
	8,286,731	3,399,234
Francophonie	1,824,417	1,777,345
Services d'assistance technique	1,191,417	1,236,256
Élaboration des projets	814,777	686,982
Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development	989,000	180,064
Comité pour la coordination de l'exploration conjointe de ressources minérales de la Région Marine du Pacifique Sud	(866)	113,748
	38,443,733	47,452,442

6. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, la Corporation est impliquée dans des poursuites et des réclamations. La direction est d'avis que les règlements éventuels n'auront pas d'effet important sur la situation financière de la Corporation.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation place du havre Canada au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Corporation au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 3 mai 1991 à l'exception de la note 1 dont la date est le 23 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990	PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1991	1990
Encaisse	29	686	Créditeurs	424	401
Débiteurs	784	387	Avoir du Canada	65,242	66,961
Immobilisations (note 3)	64,853	66,289			
	65,666	67,362		65,666	67,362

Engagements à bail et éventualité (notes 6 et 7).

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
THOMAS RUST

un Administrateur
JIM GREEN

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus		
Exploitation—Services utilitaires, recouvrements (note 4)	3,497	3,218
Revenus des locations à bail		
Stationnement	1,593	1,445
Cinéma	164	327
Boutiques de la promenade	126	115
Restaurant	66	88
Frais d'administration des locataires	142	135
Intérêt	63	77
Commercialisation	58	55
Éléments divers	31	26
	5,740	5,486
Dépenses		
Exploitation		
Services utilitaires	1,541	1,438
Installations en commun	1,171	1,077
Usine centrale	387	405
Demandes de travaux par les locataires	287	249
Assurance	198	196
Aires partagées	162	145
	3,746	3,510
Administration, relations publiques et autres éléments (note 5)	1,712	1,995
Amortissement	2,001	1,967
	7,459	7,472
Coût net de l'exploitation	1,719	1,986

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Capital-actions		
Capital d'apport		
Solde au début de l'exercice	66,961	68,947
Coût net de l'exploitation	1,719	1,986
Solde à la fin de l'exercice	65,242	66,961

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
Coût net de l'exploitation	(1,719)	(1,986)
Éléments n'exigeant pas de fonds		
Amortissement	2,001	1,967
Variation des autres composantes du fonds de roulement	(374)	77
	(92)	58
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement		
Additions aux immobilisations	565	210
Diminution de l'encaisse au cours de l'exercice	657	152
Encaisse et placements à court terme		
Au début de l'exercice	686	838
À la fin de l'exercice	29	686

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectifs et abandon

La Corporation place du havre Canada a été constituée en 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. La Corporation est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les trois seules actions émises sont toutes détenues du chef du Canada par le ministre des Transports.

Les objectifs de la Corporation sont de promouvoir la présence du gouvernement fédéral à Vancouver (C-B), l'auto-suffisance financière et la gestion immobilière à Place Canada à Vancouver. Dans ce but, elle a conçu, construit et gère Place Canada comprenant le Centre de commerce et de congrès de Vancouver, un terminus pour les bateaux de croisière, un parc de stationnement, un cinéma et un restaurant, l'infrastructure pour un hôtel, et diverses installations commerciales et publiques.

Conformément à l'entente par bail avec la province de Colombie britannique, la Corporation a viré l'administration et l'entretien du Centre de commerce et de congrès à Place Canada y compris les aires préalables aux fonctions, les salles de réunion et les installations de banquet, pour une durée de 20 ans avec des options de renouvellement pour trois termes semblables consécutifs.

Le 20 février 1990 le gouvernement a annoncé lors de son budget fédéral 1990-91 qu'il entreprendrait la législation nécessaire à la liquidation en bon ordre de la Corporation et à la cession de ses éléments d'actif et fonctions à une autre entité. En conséquence, le Projet de loi C-8, une Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État, a été déposé à la Chambre des communes et voté en troisième lecture le 23 mai 1991. Le Projet de loi autorise le ministre des Transports à vendre ou aliéner toutes les actions de la Corporation selon les modalités qu'approuvera le gouverneur en conseil. La date d'entrée en vigueur de ces dispositions du Projet de loi sera aussi établie à la suite du décret du gouverneur en conseil.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés par la Direction conformément aux principes comptables généralement reconnus. Voici les plus importantes conventions comptables de la Corporation:

Immobilisations et amortissement

Toutes les dépenses, y compris celles pour l'acquisition, la conception, la construction et l'administration pour les structures permanentes à Place Canada, ont été capitalisées lorsque l'installation fut pleinement aménagée.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en se fondant sur les durées utiles estimatives des éléments d'actif. L'édifice est amorti selon une durée de 40 ans, tandis que l'ameublement, les accessoires et le matériel sont amortis selon une durée de 20 ans.

Impôt sur le revenu

La Corporation est exempte de toute obligation envers l'impôt sur le revenu.

Régime d'épargne-retraite

En vertu d'un régime de groupe d'épargne-retraite, une fidéicommis a été établie auprès d'une organisation du secteur privé afin d'accumuler des cotisations visant à apporter un revenu lors de la retraite aux employés de longue date par le biais de régimes enregistrés d'épargnes-retraite pour chacun de ceux-ci. La Corporation a convenu d'effectuer des versements non contributoires, qui sont comptabilisés annuellement, s'échelonnant de 5% à 10% du traitement annuel pour chacun de ces employés.

Revenus et dépenses d'exploitation

Les revenus et dépenses d'exploitation sont reliés à la gestion de Place Canada, y compris la location à bail des installations à divers locataires. L'usine centrale et les services utilitaires comprennent l'électricité, le gaz naturel, le mazout, la main-d'oeuvre et les dispositifs qui servent à approvisionner en courant électrique, eau, climatisation de l'air et chauffage à l'égard de l'installation. Les installations en commun et les aires partagées comportent la main-d'oeuvre, la protection, le génie et le matériel utilisé pour rendre aux locataires des services de la manière décrite dans les divers baux et ententes.

3. Immobilisations

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Édifice	65,671	6,563	59,108	60,730
Ameublement, accessoires et équipement ...	7,059	1,314	5,745	5,559
	72,730	7,877	64,853	66,289

Le titre à l'égard de cette partie du lit du havre de Vancouver sur laquelle l'installation est située a été cédé à la Corporation en provenance de la Société du port de Vancouver à la valeur d'un dollar et il a été comptabilisé ainsi dans les coûts d'achat du site.

4. Exploitation—Services utilitaires, recouvrements

Les recouvrements de coûts d'exploitation comportent des sommes récupérées auprès des locataires de la Corporation pour les dépenses d'exploitation, l'usine centrale et les services utilitaires. Au cours de l'exercice ces coûts ont dépassé les recouvrements connexes par $249,000 (1990—$292,000). Ceci résulte du fait que la Corporation a défrayé des dépenses dans des secteurs qui relèvent uniquement de la Corporation et qu'elle ne peut imputer à ses locataires en vertu des divers baux et ententes.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Dépenses d'administration, de relations publiques et autres éléments

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Annonces et réclame publicitaire	618	661
Traitements	385	399
Bail pour le système de projection Imax	190	180
Boutiques de la promenade	163	473
Honoraires juridiques et professionnels	117	42
Location de bureau	114	125
Réparation et entretien	42	24
Déplacements	36	46
Communication	34	27
Éléments divers	13	18
	1,712	1,995

6. Engagements par bail

La Corporation a conclu une entente par bail de 20 ans à partir de 1987 pour le système de projection Imax comportant un paiement total minimum de 3 millions de dollars. Le versement annuel minimum, pour les exercices allant de 1991-92 à 1995-96 sera $199,000. L'entente prévoit une hausse annuelle selon le taux de l'Indice du prix à la consommation.

La Corporation a passé des marchés pour le nettoyage à l'extérieur et à l'intérieur de l'installation s'élevant dans l'ensemble à $163,000 pour la période allant du 1er avril 1991 au 31 mars 1992.

7. Éventualités

Des employés pourraient avoir droit à des prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs contrats d'emploi et cela est assujetti à la manière entreprise par la Corporation afin de dissoudre ses opérations. C'est pourquoi aucun frais couru n'a été établi à l'égard des prestations de cessations d'emploi. L'estimation au titre du passif au 31 mars 1991 quant à la somme maximum de ces prestations de cessation d'emploi s'élève à $179,000.

8. Opérations entre apparentés

La Corporation est apparentée aux termes de la propriété en commun à tous les ministères, organismes et sociétés d'État constitués du gouvernement du Canada. La Corporation entreprend des opérations de concert avec les ministères, organismes et sociétés d'État dans le cours normal des affaires.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Les états financiers et tous les autres renseignements présentés dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

La Société maintient des systèmes comptables, financiers, de contrôle de gestion et d'information, de même que des pratiques de gestion conçus pour fournir une garantie raisonnable que des informations fiables et précises sont disponibles au moment opportun; que les éléments de l'actif sont protégés et contrôlés; que les ressources sont gérées économiquement et de façon efficace dans le cadre des objectifs de la Société et que l'exploitation est menée efficacement. Ces systèmes et ces pratiques sont également conçus pour fournir une garantie raisonnable que les opérations sont conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, ainsi qu'aux statuts, aux règlements administratifs et aux politiques de la Société. La Société a respecté toutes les exigences concernant la présentation de rapports stipulées dans la Loi sur la gestion des finances publiques, y compris la présentation d'un plan de l'entreprise, d'un budget d'exploitation, d'un budget des immobilisations et du présent rapport annuel.

Le Vérificateur interne de la Société a la responsabilité d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion de la Société. Le Vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et présente son rapport au Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, composé d'administrateurs qui ne sont pas au service de la Société, examine les états financiers, les rapports du Vérificateur général et les plans et les rapports liés à des examens spéciaux et avise le Conseil à cet égard et supervise les activités de la vérification interne. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction, le Vérificateur interne et le Vérificateur général.

le Président-directeur général d'ÉACL
Stanley R. Hatcher

le Directeur général des finances d'ÉACL
David G. Cuthbertson

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié le bilan d'Énergie atomique du Canada, Limitée au 31 mars 1991 et les états des résultats, du capital d'apport, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement,à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 10 mai 1991

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	94,537	46,669
Somme à percevoir du gouvernement du Canada		40,253
Débiteurs	159,851	154,387
Débiteurs de la CDIC (note 3)	114,607	114,607
Stocks (note 4)	7,378	3,256
	376,373	359,172
Stocks d'eau lourde (note 4)	7,785	8,096
Débiteurs à long terme (note 5)	488,911	498,310
Investissement (note 6)	70,625	76,164
Propriétés, installations et matériel (note 7)	13,473	10,004
	957,167	951,746

PASSIF	1991	1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus	135,791	113,877
Tranche de la dette à long terme exigible à moins d'un an	36,907	33,871
	172,698	147,748
Revenus reportés	25,491	20,394
Prestations de cessation d'emploi courues	46,112	43,702
Dette à long terme (note 8)	492,509	529,114
	736,810	740,958
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—75,000 actions ordinaires		
Émis—54,000 actions ordinaires	15,000	15,000
Capital d'apport	80,993	79,228
Bénéfices non répartis	124,364	116,560
	220,357	210,788
	957,167	951,746

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROBERT A. FERCHAT

Administrateur
STANLEY R. HATCHER

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités en matière d'énergie nucléaire		
Revenus		
Approvisionnements et services nucléaires	121,632	99,084
Intérêt sur débiteurs à long terme	53,504	58,737
Intérêt sur dépôts à court terme	12,102	10,642
	187,238	168,463
Coûts et frais		
Coûts des ventes et services	62,071	78,104
Mise au point des produits	32,836	31,982
Moins: crédits parlementaires (note 2)		(29,200)
Commercialisation et administration	23,725	23,127
Intérêt sur dette à long terme	49,684	52,071
	168,316	156,084
Bénéfice d'exploitation	18,922	12,379
Activités de recherche et développement		
Dépenses	293,262	258,973
Moins: revenus d'ordre commercial	40,460	34,775
recouvrement des coûts	87,461	47,854
crédits parlementaires (note 2)	154,323	153,722
Dépense nette	11,018	22,622
Activités de déclassement		
Dépenses	14,783	15,954
Moins: crédits parlementaires (note 2)	11,368	12,023
recouvrement provenant de la vente de biens	3,315	3,931
Dépense nette	100	
Bénéfice net (perte nette)	7,804	(10,243)

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde au début de l'exercice	79,228	73,907
Crédits parlementaires (note 2)		
Remboursement du capital des emprunts	1,765	1,621
Paiement relatif aux filiales cédées		3,700
	1,765	5,321
Solde à la fin de l'exercice	80,993	79,228

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde au début de l'exercice	116,560	126,803
Bénéfice net (perte nette)	7,804	(10,243)
Solde à la fin de l'exercice	124,364	116,560

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités en matière d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	7,804	(10,243)
Amortissement	7,746	7,426
	15,550	(2,817)
Diminution (augmentation) du fonds de roulement pour l'exploitation		
Somme à percevoir du gouvernement du Canada	40,253	(40,253)
Autre	(1,005)	3,320
	39,248	(36,933)
Encaisse réalisée (absorbée) dans l'exploitation	54,798	(39,750)
Activités en matière d'investissement		
Encaisse utilisée pour l'acquisition de propriétés commerciales, d'installations et de matériel, moins les aliénations	(5,676)	(2,314)
Activités en matière de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(33,569)	(31,347)
Produit des effets à recevoir à long terme	30,550	28,171
Capital d'apport provenant de crédits parlementaires	1,765	5,321
Encaisse réalisée (absorbée) par le financement	(1,254)	2,145
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	47,868	(39,919)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	46,669	86,588
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	94,537	46,669

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de façon uniforme. Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes:

Conversion des devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction, à l'exception de celles qui sont visées par des contrats de change à terme, pour lesquels on utilise le taux établi par les modalités du contrat. Les éléments d'actif et de passif monétaires à la date du bilan ont été rajustés de façon à refléter le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et pertes de change résultant de la conversion des devises étrangères sont inclus dans les résultats.

Stocks

Les stocks d'eau lourde sont évalués au moindre du coût moyen, moins les crédits parlementaires afférents, et de la valeur de réalisation nette. Les fournitures générales et les fournitures d'entretien sont évaluées au coût.

Investissement

La Société détient un investissement dans les réacteurs 1 et 2 de la centrale de Pickering. Cet investissement est comptabilisé au coût et est amorti selon la méthode linéaire sur la période qui reste de l'entente conclue à cet égard.

Propriétés, installations et matériel

Les propriétés, les installations et le matériel pour la recherche et le développement sont comptabilisés au coût et imputés aux dépenses au cours de l'exercice de leur acquisition.

Les autres propriétés, installations et matériel sont comptabilisés au coût et ce coût, net de crédits parlementaires et de contributions tierces, le cas échéant, est amorti selon la méthode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun des éléments, comme suit:

Matériel et outillage	de 3 à 20 ans
Bâtiments	de 20 à 50 ans

Les coûts de déclassement des installations nucléaires sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés, puisque l'échéancier de ces activités et les coûts connexes ne peuvent être évalués.

Contrats à long terme

Les revenus et les coûts reliés aux contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Cette méthode est appliquée avec prudence, attendu que ces projets à long terme comportent un certain degré d'incertitude. Une provision complète a été inscrite pour toutes les dépenses prévues pour l'achèvement des contrats en cours.

Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada, au moyen de crédits parlementaires, finance certaines activités de la Société, comme il est expliqué à la note 2. Les crédits parlementaires sont appliqués en réduction des dépenses afférentes, à l'exception de la portion utilisée pour réduire le capital de certains emprunts; cette portion est comptabilisée comme une augmentation du capital d'apport.

Régime de retraite

Le personnel de la Société participe au Régime de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. La contribution de la Société au Régime se limite à un montant égal aux cotisations versées par les membres du personnel au titre des services courants. Cette contribution représente la totalité des obligations de la Société en regard du régime de retraite et est imputée aux résultats de façon courante.

Prestations de cessation d'emploi

Les membres du personnel de la Société ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs conventions collectives et des conditions d'emploi. Le passif découlant de ces prestations est imputé aux résultats au fur et à mesure que les prestations s'accumulent au profit des membres du personnel. La charge à payer est fixée périodiquement selon la méthode actuarielle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

1. Conventions comptables

Le sommaire des principales conventions comptables fait partie intégrante des présents états financiers.

2. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires ont été utilisés au cours de l'exercice pour les fins suivantes:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Activités de recherche et développement	154,323	153,722
Coûts d'avant-projet du CANDU 3		29,200
Activités de déclassement	11,368	12,023
Capital des emprunts pour usines d'eau lourde	1,765	1,621
Filiales cédées		9,074
	167,456	205,640

3. Débiteurs de la CDIC

Le 30 septembre 1988, la Société a vendu ses titres de Nordion International Inc. et de Theratronics International Limitée à la Corporation de développement des investissements du Canada (CDIC), en vue de la privatisation éventuelle de ces deux entreprises. Le compte débiteur de 114.6 millions de dollars de la CDIC représente la valeur comptable nette de ces entreprises au moment de la vente. Selon les conditions de l'entente avec la CDIC, le produit de la privatisation de Nordion et de Theratronics reviendra à la Société, moins les dépenses afférentes engagées par la CDIC. La Société s'attend à ce que le produit net soit distribué à l'actionnaire. Au moment de mettre sous presse, la CDIC achevait les négociations pour la vente de Nordion. Il est impossible de déterminer le montant de la vente à l'heure actuelle, quoique la Société s'attende à faire un gain de capital.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Suite*

4. Stocks

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
À court terme		
Fournitures générales et fournitures d'entretien	7,378	3,256
Eau lourde	538,838	544,799
Moins: crédits parlementaires	531,053	536,703
	7,785	8,096

Les crédits parlementaires au titre de l'eau lourde sont remboursables, de même que l'intérêt s'y rapportant, jusqu'à concurrence des revenus provenant des ventes futures d'eau lourde. Les frais courus au 31 mars 1991 incluent 4.9 millions de dollars à titre de produit net provenant des ventes réalisées pendant l'exercice (en 1990, 2.9 millions de dollars).

5. Débiteurs à long terme

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Effets à recevoir d'entreprises provinciales de services publics pour le financement d'installations nucléaires échéant jusqu'en 2008, à des taux d'intérêt fixes variant de 7.795% à 9.706%(voir la note 8 pour l'élément de passif correspondant)	491,568	522,118
Débiteurs contractuels échéant jusqu'en 1998	43,461	38,957
Débiteurs hypothécaires et autres	3,097	3,135
	538,126	564,210
Échéance à moins d'un an	49,215	65,900
	488,911	498,310

6. Investissement

La Société, Ontario Hydro et la province de l'Ontario ont signé une entente pour la construction et l'exploitation des unités 1 et 2 de la centrale nucléaire Pickering "A", lesquelles appartiennent à Ontario Hydro. Selon l'entente, la Société est en droit de recevoir jusqu'à l'an 2003 des versements qui sont fonction de la différence entre le coût de production de l'électricité dans les unités 1 et 2 de Pickering et celui des unités 1 et 2 de Lambton qui sont alimentées au charbon. En raison principalement des coûts engagés durant la fermeture des réacteurs de Pickering, de 1984 à 1988, aux fins du remplacement des tubes de force, aucun paiement n'a été reçu depuis la fermeture. La Société ne sait pas quand les versements reprendront ni à combien ils se chiffreront.

La charge imputée aux résultats de l'exercice 1991 pour l'amortissement de l'investissement dans Pickering a été de 5.5 millions de dollars (en 1990, 5.5 millions de dollars).

7. Propriétés, installations et matériel

	1991			1990
	Coût	Financement et amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Activités en matière nucléaire				
Terrains et améliorations	1,169	565	604	607
Bâtiments	9,860	9,750	110	121
Matériel et outillage	21,871	16,615	5,256	5,789
	32,900	26,930	5,970	6,517
Activités de recherche et développement				
Terrains et améliorations	11,880	11,821	59	
Bâtiments	83,842	82,273	1,569	2,119
Réacteurs et matériel	244,151	242,677	1,474	1,368
Construction en cours	69,433	65,032	4,401	
	409,306	401,803	7,503	3,487
	442,206	428,733	13,473	10,004

L'amortissement des propriétés, des installations et du matériel pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 s'est élevé à 2.2 millions de dollars (1.9 million de dollars en 1990).

Les dépenses en immobilisations pour la recherche et le développement imputées à l'exercice terminé le 31 mars 1991 se sont élevées à 9.9 millions de dollars (13 millions de dollars en 1990).

8. Dette à long terme

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Pour le financement des installations nucléaires d'entreprises provinciales de services publics, échéant jusqu'en 2008, à des taux d'intérêt fixes variant de 6.687% à 9.706% (voir la note 5 pour les débiteurs correspondants)	491,274	521,700
Pour le financement d'eau lourde et d'autres biens, échéant jusqu'en 2008, portant intérêt à des taux variant de 5.125% à 13.885%	20,901	22,316
Emprunts auprès de tiers		
Pour financer l'achat de l'usine d'eau lourde de Glace Bay, échéant jusqu'en 1998 à un taux d'intérêt implicite de 8.875%	17,241	18,969
	529,416	562,985
Échéance à moins d'un an	36,907	33,871
	492,509	529,114

Les versements sur emprunts exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit (en millions de dollars): 1992—$36.9; 1993—$33.1; 1994—$16; 1995—$17.3; 1996—$18.8; exercices ultérieurs à 1996—$407.3.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Fin*

9. Activités de déclassement

La sûreté environnementale représente un objectif important de la Société dans le cadre de ses activités de déclassement. Ces activités de déclassement consistent à stocker les réacteurs prototypes et d'autres dispositifs dans un endroit sûr et à en faire l'entretien. Il en va de même des activités reliées à la fermeture et à la protection des usines d'eau lourde. Le financement de ces activités est effectué au moyen de crédits parlementaires et du produit de la vente de biens reliés.

Réacteurs prototypes

Le déclassement des installations de recherche nucléaire et des réacteurs prototypes constitue une partie intégrante du programme nucléaire. Actuellement, les réacteurs prototypes de Gentilly 1 et de Douglas Point et le réacteur de démonstration NPD sont placés sous entreposage sécuritaire et l'étape préliminaire du déclassement du réacteur de recherche de Whiteshell (WR-1) se poursuit.

Les coûts nets futurs liés au déclassement d'installations nucléaires au-delà d'un stockage sûr ne peuvent être quantifiés actuellement en raison de l'incertitude entourant la nature et le moment opportun des solutions de rechange qui seront ultimement adoptées en matière d'élimination. En conformité avec la politique comptable de la Société, toutes les dépenses de ce genre seront imputées aux résultats lorsqu'elles seront engagées.

Des activités de planification détaillée on été exercées pendant le présent exercice financier pour le déclassement et la décontamination des déchets radioactifs à l'installation du parc Tunney. Le coût de cette étape du déclassement se chiffre à environ 13.1 millions de dollars.

Tous les réacteurs en voie de déclassement ont été entièrement passés en charges. Le coût brut initial de ces réacteurs se chiffrait à 216 millions de dollars, y compris 31 millions de dollars pour la capitalisation de l'eau lourde.

Usines d'eau lourde

La Société a fermé ses usines d'eau lourde, soit celles de Glace Bay et de Port Hawkesbury, au Cap Breton (Nouvelle-Écosse) et celle de LaPrade (Québec). Le coût brut initial de ces éléments d'actif, qui se chiffre à 803 millions de dollars, a été entièrement passé en charges.

10. Opérations entre apparentés

En plus des opérations présentées ailleurs dans les présents états financiers, la Société a effectué les opérations suivantes avec le gouvernement du Canada:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Remboursement des emprunts et de l'intérêt	88,547	88,790
Paiements au Régime de retraite de la Fonction publique	12,036	11,744

Dans le cours normal de ses activités, la Société a également effectué diverses opérations avec le gouvernement du Canada, avec des organismes et avec d'autres sociétés d'État.

11. Chiffres comparatifs

Certains changements ont été apportés aux chiffres comparatifs de l'exercice 1990 afin de respecter la présentation adoptée pour l'exercice courant.

12. Renseignements supplémentaires

Constitution en société

Conformément à l'autorité et aux pouvoirs accordés au Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, la Société a été constituée en société en 1952 en vertu des dispositions de la Loi sur les corporations canadiennes (et continuée en 1977 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral) afin d'exploiter l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est une société d'État en vertu de la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Assurances

Les installations et les stocks d'eau lourde sont assurés normalement à une valeur considérée comme étant appropriée par la Société. Les réacteurs prototypes déclassés sont autoassurés.

Rémunération des agents commerciaux

Les directives établies concernant les pratiques commerciales des sociétés d'État exigent que soient divulgués les noms des agents commerciaux et leur rémunération totale au cours de l'exercice.

En 1991, la rémunération et les dépenses versées aux représentants et aux agents commerciaux énumérés ci-dessous se sont élevées à 3.1 millions de dollars (en 1990, 1 million de dollars):

B.C. Park, États-Unis; Marubeni Corporation, Japon; PII-PED International Inc., États-Unis; P.T. Sanga Kencana International, Indonésie; Samchang Corporation, Corée; Yuksel Nedim Yalcin, Turquie.

HARBOURFRONT CORPORATION

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Harbourfront Corporation au 31 mars 1991 et les états consolidés des résultats, du capital d'apport et du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société et de ses filiales dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés, ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la société ainsi qu'à la convention de gestion datée du 13 juin 1980, telle que modifiée et renouvelée de temps à autre et qui vient à échéance le 31 mars 1994.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Toronto, Canada
le 25 juin 1991

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 25 juin 1991

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 MARS 1991
(avec chiffres correspondants de 1990)

ACTIF	1991	1990
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	1,669,976	5,010,104
Créances sur le Canada (note 4)	671,950	4,165,179
Créances sur les promoteurs	1,654,909	928,675
Autres créances et éléments d'actif	806,594	1,974,025
	4,803,429	12,077,983
Actif à long terme		
Créances sur les promoteurs	11,715,926	12,404,952
Loyers payés d'avance		290,000
Frais d'aménagement reportés (note 5)	4,095,874	5,081,988
Immobilisations (note 6)	186,053	1,196,696
	15,997,853	18,973,636
	20,801,282	31,051,619

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1991	1990
	$	$
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	3,542,049	3,177,674
Produits reportés		2,652,750
	3,542,049	5,830,424
Prêt reçu du Canada (note 7)	2,200,000	
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 8)	1	1
Capital d'apport	29,429,663	31,934,861
Déficit	(14,370,431)	(6,713,667)
	15,059,233	25,221,195
	20,801,282	31,051,619

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
WILLIAM J. McALEER

Administrateur
W. DARCY McKEOUGH

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (avec chiffres correspondants de 1990)

	1991	1990
	$	$
Produits		
Produits commerciaux et d'autres sources	3,461,091	3,315,096
Produits d'exploitation du stationnement	2,702,077	2,697,565
Intérêt sur les sommes à recevoir de promoteurs	1,708,625	1,093,832
Autres intérêts	326,218	439,064
	8,198,011	7,545,557
Charges		
Gestion commerciale	4,941,251	3,290,608
Administration de la société	2,120,198	1,615,463
Intérêts	59,814	
	7,121,263	4,906,071
Profit tiré des activités permanentes	1,076,748	2,639,486
Activités transférées (note 9)	(8,733,512)	(7,791,239)
Perte nette de l'exercice	(7,656,764)	(5,151,753)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CAPITAL D'APPORT ET DU DÉFICIT EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (avec chiffres correspondants de 1990)

	1991	1990
	$	$
Capital d'apport		
Solde au début de l'exercice	31,934,861	32,493,635
Frais d'aménagement de la période et coût des autres infrastructures publiques	(2,455,722)	(4,207,774)
Crédits accordés par le Parlement du Canada		
Frais d'exploitation additionnels	2,000,000	
Frais de réorganisation	1,648,932	
Capital		3,649,000
Transfert de l'actif net à Harbourfront Corporation (1990) (notes 2 et 9)	(1,498,408)	
Apport versé à Harbourfront Corporation (1990) (note 2)	(2,200,000)	
Solde à la fin de l'exercice	29,429,663	31,934,861
Déficit		
Solde au début de l'exercice	(6,713,667)	(1,561,914)
Perte nette de l'exercice	(7,656,764)	(5,151,753)
Solde à la fin de l'exercice	(14,370,431)	(6,713,667)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (avec chiffres correspondants de 1990)

	1991	1990
	$	$
Exploitation		
Profit tiré des activités permanentes	1,076,748	2,639,486
Amortissement	144,575	129,441
	1,221,323	2,768,927
Autres créances et éléments d'actif	1,167,431	(584,455)
Comptes fournisseurs et charges à payer	364,375	33,693
Intérêt à recevoir sur le compte de capital Harbourfront	150,161	750,523
	2,903,290	2,968,688
Investissement		
Investissement en immobilisations	468,488	(316,209)
Compte de capital Harbourfront		
Dépôts	(204,622)	(4,412,253)
Retraits	4,164,622	7,253,321
	4,428,488	2,524,859
Financement		
Prêt reçu du Canada	2,200,000	
	2,200,000	
Capital d'apport		
Frais d'aménagement de la période et coût des autres infrastructures publiques	(2,455,722)	(4,207,774)
Crédits accordés par le Parlement du Canada	3,648,932	3,649,000
Transfert de l'actif net à Harbourfront Corporation (1990)	(1,498,408)	
Apport versé à Harbourfront Corporation (1990)	(2,200,000)	
Frais d'aménagement reportés	986,114	(633,763)
Créances sur les promoteurs	(37,208)	4,111,043
	(1,556,292)	2,918,506
Liquidités provenant des activités permanentes	7,975,486	8,412,053
Liquidités affectées aux activités transférées	(11,315,614)	(5,281,968)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	5,010,104	1,880,019
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	1,669,976	5,010,104

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1991

1. La société

Harbourfront Corporation (la "société"), a été prorogée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Canada le 21 décembre 1984; elle est une société d'État mère figurant à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le capital-actions de la société est détenu par sa Majesté la Reine du chef du Canada (le "Canada") représentée par le ministre des Travaux publics. La société est exonérée de l'impôt sur le revenu des sociétés.

2. Activité de la société

La société possède et exploite le site Harbourfront, ou l'exploite au nom du Canada; ce site couvre environ 100 acres au total et occupe un emplacement central sur le front de lac de Toronto. La société est régie par la convention de gestion conclue avec le Canada le 13 juin 1980, qui a été modifiée et renouvelée de temps à autre et qui vient à échéance le 31 mars 1994. Le titre des terrains constituant le site Harbourfront est détenu par le Canada, sauf en ce qui concerne les parcs et les infrastructures publiques qui ont été cédés aux administrations municipales ainsi que certains terrains que le Canada a cédés à la société.

Dans les années récentes, la société a été l'objet d'un certain nombre d'études entreprises à divers paliers de gouvernement. De plus, de temps à autre, des contraintes d'ordre réglementaire ont été imposées en matière d'aménagement des terrains de la société. Le 13 décembre 1989, la Province de l'Ontario a imposé un moratoire sur l'aménagement de l'ensemble des terrains de Harbourfront, et ensuite entrepris une étude sur l'avenir de Harbourfront et sur l'éventuelle cession du site et des activités de la société. Les résultats de cette étude ont été publiés dans un rapport, en mars 1990. Entre autres recommandations, ce rapport proposait que le projet de construction de trois immeubles en copropriété, sur la section sud du Queen's Quay West, soit abandonné en contrepartie du droit de procéder à certains aménagements commerciaux et résidentiels dans la section nord du Queen's Quay West; le rapport proposait aussi que les propriétés situées dans ce secteur sud soient remises à la Ville de Toronto, en vue de l'aménagement d'espaces publics, et que la société distingue ses activités liées à des programmes de ses activités de mise en valeur de terrains.

En avril 1990, le gouvernement fédéral a confié à un représentant le soin d'évaluer le rapport de l'Ontario, et de faire des recommandations. Le rapport de ce représentant fut accepté par le gouvernement fédéral en novembre 1990. Dans ce rapport, il était proposé de diviser la société en trois entités. La première, un organisme sans but lucratif appelé Harbourfront Corporation (1990) ("Harbourfront 1990"), assumerait les activités actuelles de la société liées aux programmes destinés au public, sur une superficie de 10 acres du site de Harbourfront. La deuxième entité, une fondation de bienfaisance publique ("la Fondation Harbourfront") assumerait la gestion du produit de l'aliénation du reste des actifs immobiliers de la société et, à même ces fonds, verserait à Harbourfront 1990 les apports nécessaires aux activités de celle-ci, en matière de programmes destinés au public. La troisième entité, enfin, constituerait le reliquat de la société une fois qu'auraient été cédés à Harbourfront 1990 les éléments d'actif et de passif qui étaient liés exclusivement à la prestation des programmes destinés au public.

Les recommandations contenues dans le rapport adopté par le gouvernement fédéral sont actuellement en cours d'application, si bien, que, avec effet au 1[er] janvier 1991, les activités liées aux programmes destinés au public et l'actif connexe ont été remis à Harbourfront 1990 (note 9). L'objectif de la société consiste à se défaire de façon ordonnée de l'actif qu'il lui reste et à verser les produits d'aliénation à la Fondation Harbourfront. Le Canada a convenu de rembourser la société de ses frais de réorganisation. La loi autorisant la vente de tout ou partie de l'actif de la société, de même que la dissolution de celle-ci, a été adoptée par la Chambre des communes le 23 mai 1991. Selon ce même rapport, dans la période de trois ans qui a commencé le 1[er] janvier 1991, la société va verser à Harbourfront 1990 un apport annuel de $8,800,000. Dans la période de trois mois close le 31 mars 1991, la contribution que la société a ainsi versée à Harbourfront 1990 s'est élevée à $2,200,000.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de ces recommandations, la société est actuellement en train de renégocier certains contrats d'aménagement existants, ainsi que certaines autres conventions. Les conséquences éventuelles de ces négociations ne sont pas reflétées dans les présents états financiers consolidés.

3. Conventions comptables

Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables de la société sont les suivantes:

a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales.

b) Comptabilisation des produits

Les produits tirés des activités commerciales sont comptabilisés au fur et à mesure que les services connexes sont rendus.

c) Produits et charges liés à l'aménagement

Tous les produits et charges qui sont liés à l'aménagement et qui sont directement attribuables à un projet sont reportés jusqu'à ce que le Canada ait approuvé la convention d'aménagement correspondante; les produits sont alors inscrits, déduction faite des charges liées à l'aménagement, à titre de capital d'apport. Les charges qui sont liées à l'aménagement et qui ne sont pas attribuables à un projet particulier sont imputées au capital d'apport à mesure qu'elles se présentent.

d) Parcs et infrastructures publiques

Les frais afférents aux parcs et aux infrastructures publiques qui doivent être cédés sont reportés et imputés au capital d'apport lorsque le titre passe aux autorités municipales ou régionales intéressées. Tous les autres frais afférents aux infrastructures publiques sont imputés au capital d'apport au fur et à mesure qu'ils se présentent.

e) Crédits accordés par le Parlement

Les crédits que, par le biais du Parlement, le Canada accorde de temps à autre, en sa qualité d'actionnaire principal, sont comptabilisés comme capital d'apport.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1991—*Suite*

f) Apports versés à Harbourfront 1990

Les apports qui sont versés à Harbourfront 1990, au titre du capital ou des frais d'exploitation, sont imputés au capital d'apport.

g) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimative de chaque élément d'actif. Les mutations immobilières entre le Canada et la société, qui sont nécessaires pour favoriser l'exécution de certaines conventions d'aménagement, sont inscrites à une somme symbolique.

4. Créances sur le Canada

	1991	1990
	$	$
Dépôt dans le compte de capital de Harbourfront	38,029	3,998,029
Intérêt à recevoir au titre du compte de capital de Harbourfront	16,989	167,150
Frais de réorganisation	616,932	
	671,950	4,165,179

5. Frais d'aménagement reportés

	1991	1990
	$	$
Frais reportés à l'égard de projets d'aménagement en cours	555,441	713,676
Frais reportés à l'égard des parcs et des infrastructures publiques	3,540,433	4,368,312
	4,095,874	5,081,988

6. Immobilisations

	1991	1990
	$	$
Terrains et bâtiments	1	3,658,960
Matériel	651,335	2,468,032
	651,336	6,126,992
Moins les octrois gouvernementaux et les commandites de sociétés		3,459,110
	651,336	2,667,882
Moins l'amortissement cumulé	465,283	1,471,186
	186,053	1,196,696

7. Prêt reçu du Canada

Date du prêt	Montant en principal	Taux d'intérêt	Échéance
	$	%	
10 janvier 1991	2,200,000	10.46	10 janvier 1996

Pour l'exercice terminé le 31 mars 1991, la société peut emprunter jusqu'à $3,700,000 du Trésor, pour financer son exploitation ainsi que l'apport qu'elle doit verser à Harbourfront 1990. Les prêts ainsi obtenus portent intérêt, lequel est payable chaque semestre au taux débiteur que le ministre des Finances établit pour le Trésor, au moment où les fonds sont prélevés. L'échéance des prêts ne peut excéder cinq ans. Dans les quatorze jours de l'aliénation de quelque bien immobilier que ce soit, la société doit affecter le produit net ainsi réalisé au remboursement de ces prêts, dans la mesure du possible. Chaque prêt est garanti par une débenture que la société émet en faveur du receveur général du Canada. La société peut en tout temps rembourser tout ou partie du prêt avant l'échéance, sans pénalité, pourvu qu'elle en donne un préavis de quatorze jours.

L'intérêt accumulé au 31 mars 1991, qui s'élève à $50,437, est compris dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

8. Capital-actions

Au 31 mars 1991, le capital-actions autorisé de la société était constitué de 500,000 (1990—500,000) actions ordinaires sans valeur nominale, dont 215,500 (1990—215,500) ont été émises et entièrement libérées en contrepartie de $1 (1990—$1).

9. Activités transférées

La responsabilité de toutes les activités liées aux programmes destinés au public, ainsi que l'actif net connexe, ont été transférés à Harbourfront 1990 en vertu d'une convention de transfert que la société et Harbourfront 1990 ont conclue le 31 décembre 1990. Le capital d'apport de la société a été réduit d'un montant équivalant à la valeur comptable de l'actif net transféré.

Les principales conventions comptables relatives à l'actif transféré sont les suivantes:

a) Comptabilisation des produits

Les produits tirés des activités liées aux programmes destinés au public sont comptabilisés à la tenue des événements en cause. Les produits tirés des installations publiques sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

b) Octrois gouvernementaux et commandites de sociétés

Les produits en octrois et commandites sont inscrits comme créances lorsque l'on est raisonnablement certain de les encaisser. Ces mêmes produits sont inscrits comme revenus à la tenue des événements en cause ou durant la période qui fait l'objet du financement, selon le cas. Les octrois et commandites liés à des projets précis d'immobilisations sont affectés au coût de ces projets.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, déduction faite des octrois gouvernementaux et des commandites des sociétés. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimative de chaque élément d'actif.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 MARS 1991—*Fin*

L'actif net transféré à Harbourfront 1990 comprend les éléments suivants:

	$
Fonds de roulement	376,384
Immobilisations	978,075
Placement dans les filiales responsables des programmes	143,949
	1,498,408

Les résultats des activités liées aux programmes destinés au public ainsi que les frais de réorganisation s'établissaient comme suit au 31 décembre 1990:

	Neuf mois terminés le 31 décembre 1990	Exercice terminé le 31 mars 1990
	$	$
Produits		
Admission aux événements	1,690,112	2,105,798
Commandites de sociétés	1,472,807	2,619,971
Octrois gouvernementaux	824,578	1,014,381
Autres produits	1,061,256	1,220,667
Location des installations	398,761	769,124
	5,447,514	7,729,941
Charges		
Réalisation d'événements	5,618,228	6,279,333
Gestion d'événements	896,643	1,301,102
Commercialisation	2,399,949	2,798,106
Exploitation des installations	3,134,650	4,558,598
Administration de la société	482,624	584,041
	12,532,094	15,521,180
Résultats de la période	(7,084,580)	(7,791,239)
Frais de réorganisation	(1,648,932)	
Activités transférées	(8,733,512)	(7,791,239)

10. Litige

La société est partie défenderesse à un certain nombre de poursuites et, dans un certain nombre de cas, a déposé des demandes reconventionnelles. De l'avis de la direction, ces poursuites n'auront pas d'important effet défavorable sur la situation financière de la société.

11. Chiffres correspondants

Certain des soldes des états financiers de 1990 qui sont présentés à des fins de comparaison ont été redressés de façon à les rendre conformes avec le mode de présentation des états financiers de l'exercice écoulé.

12. Apports cumulés du Canada

Le renseignements non vérifiés qui suivent ont été fournis par le ministère des Travaux publics du Canada:

	Exercices 1972 à 1980	Exercices 1981 à 1991	Total
	(en millions de dollars)		
Acquisition de terrains	54.4		54.4
Frais d'exploitation et dépenses en immobilisations	21.5	7.2	28.7
Apport au titre de l'exploitation		8.5	8.5
Apport au titre de l'acquisition de terrains et de la mise en valeur		51.3	51.3
	75.9	67.0	142.9

Les apports postérieurs à l'exercice 1980 représentent des dépenses faites en vertu de la convention de gestion conclue avec le Canada.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES
ET AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales au 31 mars 1991 et les états des résultats et de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Institut au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Pour le vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990	PASSIF	1991	1990
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	1,647,452	1,749,173	Créditeurs et frais courus	325,290	369,454
Débiteurs et intérêts courus	37,325	29,580	Indemnité de loyer reportée (note 4)		11,536
Frais payés d'avance	94,908	90,223		325,290	380,990
	1,779,685	1,868,976			
Mobilier, matériel et améliorations locatives			AVOIR DU CANADA		
(note 3)	226,148	246,304			
			Avoir du Canada	1,680,543	1,734,290
	2,005,833	2,115,280		2,005,833	2,115,280

Engagements (note 5).

Approuvé par le Conseil:

le Président du Conseil
DAVID BRAIDE

l'Administrateur délégué
BERNARD WOOD

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Programmes		
Recherche	1,418,506	1,463,028
Programmes publics	1,334,912	1,262,945
Subventions, prix et bourses	1,032,855	995,300
Services d'information	638,473	633,204
	4,424,746	4,354,477
Administration générale et soutien	810,334	817,977
Total des dépenses (tableau)	5,235,080	5,172,454
Revenus		
Intérêts sur placements et autres revenus	181,333	159,374
Coût net de l'exploitation	5,053,747	5,013,080
Crédit parlementaire	5,000,000	5,000,000
Excédent du coût net de l'exploitation sur le crédit parlementaire	(53,747)	(13,080)
Avoir du Canada au début de l'exercice	1,734,290	1,747,370
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	1,680,543	1,734,290

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse utilisée par l'exploitation		
Coût net de l'exploitation	5,053,747	5,013,080
Élément n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(101,079)	(115,961)
	4,952,668	4,897,119
Variation des soldes des comptes du bilan		
Diminution de l'indemnité de loyer reportée	11,536	156,467
Augmentation (diminution) des frais payés d'avance	4,685	(40,462)
Augmentation des débiteurs et intérêts courus	7,745	15,103
Augmentation des créditeurs et frais courus	44,164	(128,726)
	5,020,798	4,899,501
Activités d'investissement		
Acquisition de mobilier, matériel et améliorations locatives	80,923	89,366
Activités de financement		
Crédit parlementaire	(5,000,000)	(5,000,000)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à terme au cours de l'exercice	(101,721)	11,133
Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice	1,749,173	1,738,040
Encaisse et dépôts à terme à la fin de l'exercice	1,647,452	1,749,173

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et exploitation

L'Institut a été établi en 1984 en vertu de la Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (la Loi). L'Institut est exempt des divisions I à IV de la partie X de la Loi sur l'administration financière.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions liées à la paix et à la sécurité internationales du point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, du désarmement, de la défense et de la solution aux conflits, ainsi que:

a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches sur des questions liées à la paix et à la sécurité internationales;

b) de stimuler les travaux de niveau supérieur en matière de paix et de sécurité internationales;

c) d'étudier et de proposer des idées et des politiques quant à la mise en valeur de la paix et de la sécurité internationales; et

d) de recueillir et diffuser des renseignements sur des questions de paix et de sécurité internationales et d'encourager le public à en discuter.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Les conventions comptables importantes suivies sont les suivantes:

a) Mobilier, matériel et améliorations locatives

Le mobilier, le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au prix coûtant. Le mobilier et le matériel sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de la durée du bail.

b) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard des services courants. Ces cotisations représentent la dette totale de l'Institut au titre du régime de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses au cours de l'exercice pendant lequel sont rendus les services des employés.

c) Impôts sur le revenu

L'Institut est exempt des impôts sur le revenu.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est enregistré dans les comptes selon la comptabilité d'exercice. De plus, la Loi précise que l'Institut recevra du Trésor la somme de 5 millions de dollars annuellement ou toute somme supérieure qui pourra être affectée par le Parlement.

e) Subventions, prix et bourses

Les subventions, prix et bourses sont imputés aux résultats lorsque les conditions de l'entente sont remplies par le bénéficiaire.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

3. Mobilier, matériel et améliorations locatives

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier	338,525	254,302	84,223	118,200
Matériel	312,195	184,427	127,768	123,595
Améliorations locatives	16,743	2,586	14,157	4,509
	667,463	441,315	226,148	246,304

4. Indemnité de loyer reportée

C'est la somme fournie par le nouveau propriétaire en contrepartie des dépenses à être engagées au cours de l'exercice 1989-90 et 1990-91 à l'égard des locaux loués à bail antérieurement.

5. Engagements

a) Entente par bail pour les bureaux

Le total des engagements relativement aux versements de loyers est estimé à $390,000 pour chacun des sept exercices financiers ultérieurs. L'entente par bail exige également un partage proportionnel des frais d'occupation d'environ $220,000 annuellement.

b) Programmes

L'Institut s'est engagé à verser $1,124,500 en 1991-92, en autant que les récipiendaires respectent les conditions des ententes.

	1991	1990
	$	$
Recherche	219,100	344,000
Programmes publics	154,700	156,900
Subventions, prix et bourses	713,500	714,500
Services d'information	37,200	3,500
	1,124,500	1,218,900

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Fin*

TABLEAU DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	Recherche	Programmes publics	Subventions, prix et bourses	Services d'information	Administration générale et soutien	Total 1991	Total 1990
	$	$	$	$	$	$	$
Traitements et indemnités du personnel	575,956	504,107	170,538	294,683	286,031	1,831,315	1,796,131
Projets	391,533	245,205		35,515		672,253	638,064
Loyer et frais d'occupation	154,609	128,249	40,278	174,328	115,681	613,145	592,498
Subventions*			589,508			589,508	592,326
Publications	180,216	299,326		24,408		503,950	473,261
Transport et communications	86,688	76,705	31,674	55,347	88,317	338,731	309,756
Prix et bourses			187,600			187,600	173,082
Services professionnels et spéciaux	8,135	57,168	13,257	16,183	82,097	176,840	233,382
Fournitures et approvisionnements				35,965	104,944	140,909	131,093
Amortissement					101,079	101,079	115,961
Conférences, colloques et ateliers	21,369	24,152		2,044		47,565	65,950
Honoraires des administrateurs					32,185	32,185	50,950
	1,418,506	1,334,912	1,032,855	638,473	810,334	5,235,080	5,172,454

* Des engagements supplémentaires résultant des subventions approuvées en 1990-91 sont compris dans les chiffres de la note 5b) afférente aux états financiers.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés figurant dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction de Marine Atlantique S.C.C. Ils ont été approuvés par son conseil d'administration.

La direction a préparé les états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les renseignements financiers que renferme le rapport annuel correspondent aux données figurant dans les états financiers.

Marine Atlantique S.C.C. tient des livres, des systèmes d'information, des systèmes de contrôle financier et administratif, ainsi qu'un programme détaillé de vérification interne, procurant une assurance raisonnable que l'on dispose de renseignements financiers précis, que l'actif est protégé, que les ressources sont gérées efficacement et que les transactions sont effectuées conformément aux lois pertinentes et aux statuts de Marine Atlantique S.C.C.

Le conseil d'administration surveille les activités de vérification interne par l'intermédiaire de son comité de vérification. Le comité étudie les questions relatives à la comptabilité, à la vérification, aux systèmes de contrôle interne, parallèlement aux états financiers et au rapport annuel des vérificateurs externes.

Vice-président aux finances et à l'administration
D.J. Weaver

Président-directeur général
Terry W. Ivany

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Marine Atlantique S.C.C. au 31 décembre 1990 ainsi que les états consolidés des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C. aux articles d'incorporation et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Moncton, Canada
le 15 février 1991

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1989)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse	19,258	5,879
Débiteurs	8,203	8,913
Aide en capital à recevoir du gouvernement du Canada (note 3)	8,678	4,706
Revenu couru, gouvernement du Canada (note 3)	20,104	21,217
Débiteur, gouvernement du Canada (notes 3 et 5)	7,752	
Stocks de carburant et d'approvisionnements	5,280	4,403
Frais payés d'avance	3,333	524
	72,608	45,642
Créances à long terme	252	187
Propriété, usine et matériel et frais reportés (note 4)	411,214	426,036
	484,074	471,865

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)	1990	1989
Passif à court terme		
Dette bancaire		200
Créditeurs et frais courus	25,775	22,216
Créditeurs commerciaux—Filiale	1,789	
Indemnités courues de cessation d'emploi	4,344	2,009
Indemnités courues de vacances et frais de radoub courus	20,254	19,848
Dû à une société filiale (notes 3 et 5)	7,752	
Pertes de la filiale supérieures au coût du placement (note 5)	676	
Revenus reportés	11,194	
	71,784	44,273
Pertes de la filiale supérieures au coût du placement (note 5)		3,305
Provision au titre de l'aide en capital (note 6)	411,214	425,636
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)		
Capital-actions		
Autorisé—Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émises et entièrement libérées— 517,061 actions ordinaires	258,530	258,530
Déficit	(257,454)	(259,879)
	1,076	(1,349)
Engagements et éventualités (notes 2i) et 7)		
	484,074	471,865

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil:

un Administrateur
A.K. SCALES

un Administrateur
TERRY W. IVANY

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenu commercial	71,876	68,548
Charges d'exploitation		
Marine Atlantique S.C.C.	193,863	192,342
Autres services	4,367	3,320
Amortissement	26,184	20,358
	224,414	216,020
Perte d'exploitation	152,538	147,472
Revenu au titre des marchés de l'État	120,000	118,800
Revenu au titre des marchés de l'État—Fraction courue	897	3,524
Subventions et services en vertu de contrats	3,854	3,127
Réduction de la provision au titre de l'aide en capital (note 6)	26,184	20,358
Intérêt créditeur et autres revenus	1,671	919
	152,606	146,728
Bénéfices (perte) des activités maintenues	68	(744)
Perte découlant du secteur d'activité abandonné (note 5)	(227)	(2,846)
Perte nette	(159)	(3,590)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU DÉFICIT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Déficit, début de l'exercice		
Ainsi que déclaré auparavant	(261,540)	(257,241)
Rajustements liés aux exercices antérieurs (note 8)	1,661	952
Ainsi que redressé	(259,879)	(256,289)
Apport de financement en réduction du déficit (note 5)	2,584	
Perte nette	(159)	(3,590)
Déficit, fin de l'exercice	(257,454)	(259,879)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice 1989)
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Encaisse provenant de (utilisée par)		
Exploitation		
Bénéfices (perte) des activités maintenues	68	(744)
Évolution des soldes du fonds de roulement hors caisse reliés à l'exploitation	13,448	5,745
	13,516	5,001
Financement		
Aide en capital reportée		(423)
Diminution de la provision à la suite de l'aliénation de propriété, usine et matériel	(176)	(101)
Aide en capital	11,942	149,593
	11,766	149,069
Investissements		
Dépenses à l'égard de propriété, usine et matériel et frais reportés	(11,942)	(149,922)
Produits nets à l'aliénation de propriété, usine et matériel	576	30
Créances à long terme	(65)	93
Placement dans la filiale	(272)	
	(11,703)	(149,799)
Augmentation de l'encaisse au titre des activités maintenues	13,579	4,271
Encaisse, début de l'exercice	5,679	1,408
Encaisse, fin de l'exercice	19,258	5,679

La situation de la trésorerie comprend l'encaisse moins la dette bancaire.
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

1. Nature de l'exploitation et de l'autorisation

La Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C., a été adoptée en 1986. En vertu des dispositions de cette Loi, les règlements administratifs de la Société limitent les activités de celle-ci à l'acquisition, la mise sur pied, la gestion et l'exploitation d'un service de transport maritime, d'un service d'entretien, de réparation et de radoub, d'une entreprise de construction navale et de toute entreprise de services ou de nature commerciale connexes. Marine Atlantique S.C.C. est une société d'État nommée à l'annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Les activités de la Société sont également régies par des ententes négociées avec le gouvernement du Canada, ententes qui prévoient notamment que la Société reçoit des revenus au titre des marchés de l'État, dans la mesure où les charges estimatives au titre des services de traversier, de transport côtier, des installations portuaires et de transport maritime, ne sont pas recouvrées à même les produits estimatifs découlant de l'exploitation commerciale. De plus, sous réserve des crédits accordés par le Parlement, la Société reçoit les sommes qui lui sont nécessaires pour financer l'acquisition d'immobilisations, pourvu qu'elle fasse la preuve de ce besoin. L'affectation des fonds reçus au titre des marchés de l'État et de l'acquisition d'immobilisations est assujettie à l'approbation du ministre des Transports. En conséquence, la Société est sous la dépendance économique du gouvernement du Canada, étant donné les sommes qu'elle reçoit en vertu de ces ententes.

2. Principales conventions comptables

a) Consolidation

Les présents états financiers consolidés renferment les comptes de la Société et de sa filiale en propriété exclusive, "Coastal Transport Ltd.". Toutes les opérations intersociétés entre la société mère et "Coastal Transport Limited" ont été éliminées de ces états financiers consolidés. (Voir également la note 5 à l'égard de la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve).

b) Stocks de carburant et d'approvisionnements

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen pondéré.

c) Propriété, usine et matériel

La propriété, l'usine et le matériel sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins l'amortissement cumulé. En raison de la modification apportée aux modalités de financement conclues avec l'actionnaire de la Société en 1986, ce dont il est plus amplement question à la note 6, une provision a été constituée pour ce qui est du coût en capital que la Société ne prévoit pas pouvoir récupérer à même ses produits futurs.

d) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, à l'ordinaire selon la méthode linéaire. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

Navires	5%
Installations portuaires	2.5%
Matériel	10%, 12.5% et 25%
Améliorations locatives	le moindre de 5 ans ou le terme du bail

e) Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. Ils sont amortis selon la méthode linéaire, sur des périodes qui ne dépassent pas 60 mois.

f) Revenus au titre des marchés de l'État et revenus courus au titre des marchés de l'État

i) Les revenus reçus au titre des marchés de l'État visant la prestation de services de traversier dans les provinces de l'Atlantique sont fonction des budgets d'exploitation que le gouvernement du Canada approuve pour chaque exercice, et sont ajoutés au revenu de l'exercice au cours duquel ils sont reçus pour annuler les charges d'exploitation qui sont en excédent des produits d'exploitation commerciale.

ii) Les revenus au titre des indemnités de vacances, des frais de radoub des navires et des indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisés dans la mesure où la Société est raisonnablement certaine de les recouvrer à même les revenus qu'elle recevra dans l'avenir au titre des marchés.

g) Aide en capital

Les sommes reçues ou à recevoir du gouvernement du Canada, en vertu de l'entente de financement pour l'acquisition des immobilisations, sont comptabilisées dans la provision au titre de l'aide en capital lors de l'exercice pendant lequel les immobilisations sont capitalisées. Elles sont portées au revenu selon la même méthode et au cours des mêmes périodes que celles qui sont utilisées pour amortir les immobilisations y reliées.

La Direction est d'avis que les sommes reçues en vertu de l'entente de financement pour l'acquisition des immobilisations représentent des fonds généraux d'aide en capital mais non un apport à l'avoir en provenance du gouvernement du Canada en tant qu'actionnaire.

h) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes découlant de ces conversions sont compris dans le bénéfice net. Les autres éléments de l'actif et du passif, de même que les produits et charges d'exploitation, sont convertis au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

i) **Rémunération des employés**

i) **Régimes de pensions de retraite**

Les employés de la Société sont pratiquement tous protégés par un régime de retraite à prestations définies. Les coûts du régime se rapportant aux prestations gagnées par les employés durant l'exercice sont imputés aux résultats. La valeur des prestations constituées pour les services rendus au 31 décembre 1990, qui s'établit à $276,000, a été établie par les actuaires de la Société, en se fondant sur les hypothèses les plus probables qui ont été retenues par la Direction. Pour calculer l'actif de la caisse de retraite, qui s'élève à $245,000 au 31 décembre 1990, on a eu recours aux valeurs axées sur la valeur marchande, avec répartition des fluctuations selon une période de cinq ans.

Le régime des Chemins de fer nationaux verse des indemnités de pensions de retraite à des employés retraités qui ont travaillé pour les organismes prédécesseurs à Marine Atlantique S.C.C. Les Chemins de fer nationaux ont réclamé $12,800 de Marine Atlantique S.C.C. vu les améliorations apportées aux indemnités de ces retraités. Marine Atlantique S.C.C. conteste la somme de la dette laquelle, par conséquent, n'est pas déclarée au passif de pensions non provisionnées en fonds de Marine Atlantique S.C.C.

L'insuffisance nette enregistrée à l'égard du régime au 1^er^ janvier 1989, soit la date de la dernière évaluation actuarielle, est amortie conformément à la méthode linéaire selon la durée estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés protégés par le régime.

ii) **Coûts des blessures à la personne**

Certains employés à la retraite reçoivent actuellement des indemnités particulières, au titre des blessures qu'ils ont subies. La Société comptabilise ces indemnités dans l'exercice au cours duquel elles sont versées.

j) **Pièces de rechange pour les navires**

La Société conserve des pièces de rechange pour les navires en service. Le coût des pièces de rechange est imputé aux résultats de l'exercice durant lequel l'achat est effectué.

3. Débiteurs—Gouvernement du Canada

a) **Aide en capital à recevoir du gouvernement du Canada**

En vertu des dispositions contractuelles contenues dans l'entente de financement pour les immobilisations, la Société touche des paiements au titre de son budget de dépenses en immobilisations autorisé. Les versements sont calculés en fonction de l'insuffisance du fonds de roulement mensuel ou des besoins de fonds. La somme à recevoir au 31 décembre 1990 représente une charge facturée au gouvernement du Canada pour des fonds autorisés précédemment en vertu de l'entente de financement pour les immobilisations.

b) **Revenu couru, gouvernement du Canada**

Des revenus liés aux indemnités de vacances, frais de radoub des navires et indemnités de cessation d'emploi pour la somme de $20,104 ont été portés aux frais courus conformément à la convention comptable décrite à la note 2 f) ii).

c) **Débiteur, gouvernement du Canada**

Le 29 janvier 1991, le Conseil du Trésor a approuvé le financement de l'exploitation de la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve une filiale de Maritime Atlantique S.C.C. Le financement, assujetti à l'approbation du Parlement sera versé à Marine Atlantique S.C.C. et il a été comptabilisé en tant que somme à recevoir du gouvernement et en tant que compte à payer à la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve.

4. Propriété, usine et matériel et frais reportés

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Navires	431,433	108,485	322,948	194,447
Installations portuaires	94,795	26,310	68,485	71,058
Matériel	17,040	11,744	5,296	5,555
Améliorations locatives	266	128	138	140
	543,534	146,667	396,867	271,200
Biens en construction	12,745		12,745	151,881
	556,279	146,667	409,612	423,081
Frais reportés	6,555	4,953	1,602	2,955
	562,834	151,620	411,214	426,036

5. Secteur d'activité abandonné

Selon les instructions du ministre des Transports, datées le 11 janvier 1991, la Société a préparé un plan officiel visant l'aliénation d'une filiale, soit la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve. Cette filiale exploite une entreprise de réparation des navires. L'approbation du Ministre quant à la méthode réelle de privatisation est prévue en avril 1991. En conséquence, la filiale n'est pas consolidée. Le placement dans la filiale est comptabilisé au moindre de la valeur nette de réalisation et de la valeur comptable de l'investissement en utilisant la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les chiffres comparatifs ont été redressés pour tenir compte de l'application de cette méthode.

La Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve était assujettie à une entente avec le gouvernement du Canada qui lui avait accordé des subventions pour combler des pertes d'exploitation jusqu'à concurrence de $10,000. Les pertes d'exploitation de la filiale ont dépassé la limite de financement de $7,752 (1989—$2,584). L'aide en capital a aussi été fournie suite à la preuve faite à l'égard des besoins d'encaisse. L'entente s'est terminée le 31 mars 1990. Le 29 janvier 1991, le Conseil du Trésor a approuvé jusqu'à concurrence de $9,600 pour combler les pertes d'exploitation de la filiale jusqu'au 31 mars 1991, ce qui sera versé à la Société. Marine Atlantique S.C.C. versera des sommes à la Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve une fois qu'elles seront reçues du gouvernement du Canada. La Société a comptabilisé une somme de $7,752 en tant que débiteur du gouvernement du Canada. Le financement à l'endroit des pertes courantes d'exploitation de la filiale à raison de $5,168 a été porté en réduction de la perte découlant du secteur d'activité abandonné et le solde de $2,584 relatif à 1989 est déclaré en tant qu'apport de financement en réduction du déficit de la Société.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

Voici les résultats d'exploitation de la filiale:

	1990	1989
Revenu	12,941	17,491
Dépenses d'exploitation	18,336	23,503
	(5,395)	(6,012)
Aide du gouvernement	5,168	3,166
Perte découlant du secteur d'activité abandonné	(227)	(2,846)
Apport de financement en réduction du déficit	2,584	
Augmentation (diminution) du placement dans la filiale	2,357	(2,846)

La Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve a fait des ventes de $3,600 à la Société mère en 1990 (1989—$1,500).

Voici la récapitulation de la valeur des élements de l'actif et du passif de la filiale au 31 décembre, ceux-ci n'étant pas consolidés:

	1990	1989
Actif à court terme	3,318	5,250
Subvention d'exploitation à recevoir de la société mère	7,752	
Aide en capital à recevoir de la société mère	272	
Propriété, usine et matériel	9,005	9,300
	20,347	14,550
Déduire		
Dette bancaire	8,471	4,169
Passif à court terme	1,752	2,582
Provision pour l'aide en capital	2,735	3,039
Dette à long terme	8,065	8,065
	21,023	17,855
Pertes de la filiale qui dépassent le prix coûtant du placement	676	3,305

Voici les résultats de l'évolution de la situation de l'encaisse de la filiale:

	1990	1989
Encaisse provenant de (utilisée par)		
Exploitation		
Perte découlant du secteur d'activité abandonné	(227)	(2,846)
Amortissement, élément hors-caisse	261	263
Changement aux éléments hors-caisse du fonds de roulement d'exploitation	(6,920)	1,933
	(6,886)	(650)
Financement		
Sommes à recevoir de la société mère pour les projets d'investissement	272	
À recevoir de la société mère—Déficit au comptant	2,584	
Capital d'apport du ministère des Transports		1,220
Produits à l'aliénation de propriété et de matériel		176
	2,856	1,396
Placement		
Dépenses à l'égard de la propriété et du matériel	(272)	(1,220)
Diminution de l'encaisse découlant du secteur d'activité abandonné	(4,302)	(474)
Encaisse, début de l'exercice	(4,169)	(3,695)
Encaisse, fin de l'exercice	(8,471)	(4,169)

6. Provision au titre de l'aide en capital

Conformément aux modifications apportées en 1986 aux contrats de financement, les frais reportés ainsi que la dotation future aux amortissements des immobilisations acquises avant le 1[er] janvier 1987 et financées en grande partie par le produit de l'émission d'actions, ne sont plus recouvrables aux termes des contrats conclus avec le gouvernement du Canada. La Direction considère peu probable que la Société puisse générer suffisamment de produits d'exploitation commerciale pour recouvrer ces coûts. Par conséquent, la Direction a constitué, en 1986, une provision de $290,600 en vue de redresser les bénéfices non répartis. Cette provision au titre de l'aide en capital est réduite en proportion de l'amortissement des éléments d'actif correspondants ou du produit de leur aliénation. Également, la provision au titre de l'aide en capital est débitée chaque année des sommes encaissées ou à recevoir du gouvernement du Canada afin de financer l'acquisition d'immobilisations (voir la note 2 g)).

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

7. Engagement et éventualités

a) Le coût total d'achèvement des biens qui sont en construction, est estimé à $8,700 au 31 décembre 1990 ($6,000 en 1989).

b) La Société a reçu des réclamations, dont une somme estimative de $542 fait l'objet d'un litige et une autre somme de $752 n'a pas encore atteint l'étape du litige, cependant, tout dénouement final auquel s'expose la Société est actuellement inconnu. D'autres poursuites en justice sont encore en attente de règlement et la Direction est d'avis que le dénouement de ces procès n'aura pas d'effet relativement négatif à l'égard de la situation financière de la Société.

c) La Société utilise des biens qui sont à sa disposition en vertu de contrats de location-exploitation. Voici les versements minimums de loyer: 1991—$979; 1992—$979; 1993—$979; 1994—$985; 1995—$622.

d) La Société nolise des navires pour compléter sa flotte actuelle. Les versements minimums de nolisement à effectuer sont les suivants: 1991—$2,670; 1992—$1,192; 1993—$1,192.

8. Rajustements liés aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Société a reçu $1,370 en tant que règlement d'une réclamation à l'encontre du bâtisseur de l'un des navires de la Société. Cette somme a été portée en réduction au déficit du début pour l'exercice comparatif 1989.

Le déficit du début pour 1990 a été augmenté de $523 ce qui représente la taxe de vente en plus cotisée envers la Société à l'endroit des exercices 1984 à 1989. À même la somme cotisée, $105 se rapporte à 1989 et a été portée aux résultats pour cet exercice. Le solde, soit $418, est applicable aux exercices antérieurs au 1er janvier 1989 et le déficit à cette date, a été augmenté en conséquence.

Une perte de $814 à l'aliénation de matériel présenté antérieurement aux résultats de 1989 a été établie ultérieurement comme étant reliée à un élément d'actif sans valeur comptable le jour de l'aliénation. En conséquence, les bénéfices de 1989 ont été augmentés et le déficit d'ouverture pour 1990 a été diminué de $814.

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 1990.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales, et la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. La direction est également responsable de toute autre information que renferme le rapport annuel et de la concordance, le cas échéant, de cette information avec les états financiers.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient l'utilisation de registres et documents comptables, de dossiers, de systèmes de contrôle financier et de gestion, de systèmes d'information et de pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une certitude raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les actifs sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements qui en découlent ainsi qu'à la Loi sur la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la société.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction, les membres du Bureau de vérification interne et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et autres sujets financiers pertinents. Le Comité de vérification a revu les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a à son tour revu et approuvé les états financiers.

Le vérificateur externe de la société, soit le vérificateur général du Canada, examine les états financiers et fait rapport au ministre chargé de la Monnaie royale canadienne.

Président de la Monnaie
M.A.J. Lafontaine

Vice-président, Administration et Finances
J.E. Uberig

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Monnaie royale canadienne au 31 décembre 1990 et les états des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, à la Loi sur la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 février 1991

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse et placements à court terme	17,194	26,632
Débiteurs		
Ministères du gouvernement	81	152
Autres	9,014	5,245
Frais payés d'avance	1,140	1,543
Stocks (note 3)	31,247	25,561
	58,676	59,133
Terrains, bâtiments et matériel (note 4)	49,127	42,098
	107,803	101,231

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs		
Ministères du gouvernement	1,436	4,956
Autres	16,849	16,504
Échéance à moins d'un an des emprunts à long terme (note 5)	2,673	2,673
Revenus reportés (note 6)	4,850	1,170
	25,808	25,303
À long terme		
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	10,867	13,540
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	6,104	5,476
	16,971	19,016
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (4,000 actions non transférables autorisées et émises)	40,000	40,000
Bénéfices non répartis	25,024	16,912
	65,024	56,912
	107,803	101,231

Approuvé par la direction:

Président de la Monnaie
M. A. J. LAFONTAINE

Vice-président, Administration et Finances
J. E. UBERIG

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président du Conseil
J. C. CORKERY

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Pièces de métaux précieux	486,431	566,369
Pièces numismatiques canadiennes	46,644	57,582
Pièces de circulation canadiennes	32,843	89,655
Contrats avec pays étrangers	31,852	24,500
Affinerie	5,729	6,018
Placement et autres	2,663	5,394
	606,162	749,518
Dépenses (note 7)		
Coût des matières utilisées	529,626	671,719
Traitements, salaires et avantages	31,488	31,246
Promotion	11,020	14,132
Transport et communications	5,068	5,636
Services professionnels et spéciaux	4,996	3,808
Services publics et fournitures	4,562	5,557
Amortissement des immobilisations	2,827	2,679
Réparations et entretien	2,141	2,339
Location de bâtiments et d'équipement	2,002	2,044
Intérêts sur emprunts à long terme	1,528	1,961
Divers	492	625
	595,750	741,746
Bénéfices nets pour l'exercice	10,412	7,772
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	16,912	9,140
Dividende	(2,300)	
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	25,024	16,912

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Bénéfices nets pour l'exercice	10,412	7,772
Éléments n'affectant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations	2,827	2,679
	13,239	10,451
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement	(8,476)	4,836
Augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	628	404
	5,391	15,691
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (nettes)	(9,856)	(3,762)
Activités de financement		
Diminution des emprunts auprès du gouvernement du Canada	(2,673)	(2,673)
Dividende	(2,300)	
Émission du capital-actions		40,000
Bénéfices nets payés au gouvernement du Canada		(60,363)
	(4,973)	(23,036)
Diminution de l'encaisse	(9,438)	(11,107)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	26,632	37,739
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	17,194	26,632

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1990

1. Autorisations et objectifs

La Monnaie a été constituée en 1969 en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne et est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les objectifs de la Monnaie royale canadienne consistent en la frappe de pièces de monnaie en vue de réaliser des bénéfices et l'exercice d'activités connexes.

La Monnaie peut emprunter du Trésor ou de toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Toutefois, l'ensemble des montants prêtés à la Monnaie et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 50 millions de dollars.

2. Principales conventions comptables

a) Conversion des devises étrangères

Les opérations effectuées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date où elles sont effectuées. Les éléments d'actif et de passif fixés en devises étrangères à la date du bilan sont convertis en dollars canadiens selon le cours du change à cette date.

b) Stocks

Les stocks de matières premières, de travaux en cours et de produits finis sont évalués à la valeur moindre entre le coût et la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les stocks de fournitures sont évalués à la valeur moindre entre le coût et la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

c) Terrains, bâtiments et matériel

Ces immobilisations sont comptabilisées à leur coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations aux terrains	2 1/2%
Bâtiments	2 1/2%
Matériel	10%

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités à la cessation de leur emploi, comme le prévoient leur contrat de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de pension

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. La société verse des cotisations équivalentes à celles que les employés versent pour le service courant. Ces cotisations sont imputées à l'exercice durant lequel les services sont rendus et elles constituent l'obligation totale de la société en matière de pension.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

3. Stocks

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	15,631	12,317
Travaux en cours	6,283	3,575
Produits finis	6,132	7,416
Fournitures	3,201	2,253
	31,247	25,561

Afin de faciliter la production des pièces de métaux précieux, la Monnaie emprunte les quantités d'or, de platine et d'argent dont elle a besoin et paie des intérêts calculés sur la valeur de ces métaux à la bourse de commerce. Au 31 décembre 1990, ces emprunts représentaient 504,106 onces d'or, 29,368 onces de platine et 45,480 onces d'argent et n'apparaissent pas aux états financiers.

4. Terrains, bâtiments et matériel

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	3,226		3,226	561
Améliorations aux terrains	914	571	343	357
Bâtiments	43,752	9,613	34,139	29,816
Matériel	30,475	19,056	11,419	11,364
	78,367	29,240	49,127	42,098

5. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts portent intérêt à des taux annuels variant de 8.25% à 12.00% et sont remboursables selon l'échéancier suivant:

	(en milliers de dollars)
1991	2,673
1992	2,673
1993	2,673
1994	2,673
1995	2,673
1996-1998	175
	13,540
Échéance à moins d'un an	(2,673)
	10,867

6. Revenus reportés

Les revenus reportés représentent les paiements reçus des clients pour des produits qui seront expédiés après le 31 décembre 1990.

7. Dépenses

Les dépenses incluent le coût des marchandises vendues établi comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Matières utilisées	529,626	671,719
Main-d'oeuvre directe	4,284	4,587
Frais généraux de fabrication	27,418	26,909
	561,328	703,215

8. Opérations entre apparentés

Ces états financiers reflètent des opérations avec le ministère des Finances ayant trait à l'emprunt, l'affinage et l'achat d'or. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées.

Les transactions avec le ministère des Finances ayant trait à la production et à la distribution de pièces de circulation canadiennes sont effectuées de façon générale selon la méthode du prix coûtant majoré.

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION

Les états financiers de la société sont sous la responsabilité du conseil d'administration qui délègue, à la direction, la responsabilité de la préparation du rapport annuel et des états financiers. Le comité de la vérification et des finances du conseil révise ces rapports. Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, et contiennent des estimations fondées sur le bon jugement des membres de la direction et sur l'experience qu'ils ont acquise. Le conseil d'administration de la société a approuvé les états financiers sous la recommandation du comité de la vérification et des finances. Les autres renseignements sur le fonctionnement et les finances qui figurent dans ce rapport annuel concordent avec ceux des états financiers.

La direction veille à la tenue de livres et de registres ainsi qu'à l'utilisation de contrôles financiers, de contrôles de gestion, de systèmes d'information connexes et de méthodes de gestion qui lui permettent d'obtenir la certitude raisonnable qu'il y a production, en temps opportun, d'information financière fiable et précise, qu'il y a protection et contrôle de ses éléments d'actif, qu'il y a respect, au niveau de ses opérations, de la Partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et de ses règlements, de la Loi sur les musées et des règlements administratifs de la société, qu'il y a gestion économique et efficiente de ses ressources et que ses activités sont menées de manière efficace.

Le vérificateur général du Canada effectue, en toute indépendance et en conformité avec les normes de vérification généralement reconnues, une vérification des états financiers de la société.

Le conseil d'administration de la société veille à ce que les membres de la direction assument leurs responsabilités en ce qui a trait à la communication de l'information financière et aux contrôles internes, ce qu'il fait par l'intermédiaire du comité de la vérification et des finances, formé de trois administrateurs qui ne sont pas employés de la société. Le comité de la vérification et des finances s'acquitte des tâches que lui confie le conseil d'administration et a des rencontres régulières avec la direction. Le vérificateur général du Canada peut communiquer avec le comité chaque fois qu'il le juge utile.

Directeur
Alan R. Emery

Contrôleur
Colin C. Eades

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Musée canadien de la nature au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière des neuf mois terminés à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les neuf mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, à la Loi sur les musées et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juin 1991

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 mars 1991	Soldes d'ouverture 1er juillet 1990
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	2,083	2,060
Débiteurs		
Ministères du gouvernement	148	1
Autres	99	129
Stocks	346	247
	2,676	2,437
Compte en fiducie (note 3)	745	509
Collections	1	1
Immobilisations (note 4)	2,338	1,854
	5,760	4,801

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	31 mars 1991	Soldes d'ouverture 1er juillet 1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus		
Autres	2,293	2,639
Ministères du gouvernement	610	198
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	215	165
	3,118	3,002
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	1,132	1,080
Compte en fiducie (note 3)	745	509
	4,995	4,591
AVOIR		
Avoir du Canada	765	210
	5,760	4,801

Approuvé par le Conseil d'administration:

le président
NORMAN E. WAGNER

Approuvé par la direction:

le directeur
ALAN R. EMERY

le contrôleur
COLIN C. EADES

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

		1991
Dépenses		
Frais en personnel		10,006
Services professionnels et spéciaux		1,622
Matériel et fournitures		873
Amortissement		557
Frais de déplacement		377
Communications		375
Réparations et entretien		196
Divers		194
Créances douteuses		139
Fret et transport		131
Location d'équipement		108
Marketing et publicité		92
Acquisition d'articles pour les collections		55
Conception et fabrication d'expositions		17
		14,742
Revenus		
Opérations commerciales		
Édition et boutique	226	
Coût des marchandises vendues	112	
Marge brute		114
Droits d'entrée		156
Stationnement		179
Location des installations		135
		584
Services scientifiques		109
Services d'éducation		60
Autres		194
		947
Coût net d'exploitation (note 5)		13,795

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Solde au début de l'exercice	210
Crédit parlementaire (note 6)	13,560
Virement du compte en fiducie (note 7)	790
Coût net d'exploitation	(13,795)
Solde à la fin de l'exercice	765

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Activités d'exploitation	
Coût net d'exploitation	(13,795)
Éléments n'affectant pas les fonds	
Amortissement	557
Variation de la provision à long terme pour indemnités de cessation d'emploi	52
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement	(100)
Fonds utilisés pour les activités d'exploitation	(13,286)
Activités d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations	(1,041)
Activités de financement	
Crédit parlementaire	13,560
Virement du compte en fiducie	790
	14,350
Augmentation du dépôt auprès du Receveur général du Canada	23
Dépôt au début de l'exercice	2,060
Dépôt à la fin de l'exercice	2,083

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, mission et opérations

Le Musée canadien de la nature a été établi par la Loi sur les musées le 1[er] juillet 1990, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le Musée canadien de la nature était auparavant sous la gouverne des Musées nationaux du Canada. L'article 34 de la Loi sur les musées stipule que tous les droits et obligations contractés par les Musées nationaux du Canada à l'égard d'un musée sont réputés l'avoir été par l'ayant droit correspondant comme c'est le cas pour le Musée canadien de la nature.

La société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Afin d'accomplir sa mission, la société a organisé ses opérations autour de deux fonctions principales, soit les Collections et la recherche et les Programmes publics. Des activités de marketing et de communications, de services et de contrôle supportent ces fonctions. La direction et la coordination globale des activités sont sous la responsabilité de la direction générale du musée.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers sont conformes aux principes comptables généralement reconnus et reflètent les conventions suivantes:

a) Stocks

Les stocks de publications et de la boutique sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé par la méthode du coût propre.

b) Immobilisations

Les immobilisations furent transférées des Musées nationaux du Canada à leur coût d'origine associé à leur amortissement accumulé. Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire basé sur la durée de vie utile des actifs comme suit:

Équipement de bureau	5 à 12 ans
Autres équipements et ameublements	5 à 10 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans

L'acquisition d'équipement et de matériel destinés à la conception, au développement et à l'entretien des expositions est comptabilisée comme frais d'exploitation dans l'exercice d'acquisition.

c) Collections

Les collections du musée constituent la part principale de ses actifs mais sont inscrites au bilan à la valeur nominale de $1,000. L'évaluation des collections ne serait ni pratique ni économique à effectuer et leur singularité ne permet pas d'établir une valeur juste.

Les articles achetés pour fins de collections sont comptabilisés comme frais d'exploitation de l'exercice au cours duquel ils sont acquis ou sont imputés au compte en fiducie, selon la provenance des fonds. Les articles de collections donnés à la société ne sont pas inscrits aux livres.

d) Régimes de retraite

Les employés de la société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique qui est géré par le gouvernement du Canada. Les employés et la société contribuent, à parts égales, au régime. Ces contributions représentent l'obligation totale de la société et sont comptabilisées sur une base courante.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les contrats de travail et les conditions d'emploi en vigueur à la société prévoient le versement de certaines prestations de cessation d'emploi. La société comptabilise ces prestations sur une base courue, c'est-à-dire que les obligations de la société sont comptabilisées à mesure que les prestations sont gagnées par les employés selon les contrats de travail et les conditions d'emploi.

f) Services donnés

La valeur du travail effectué par les bénévoles oeuvrant à la société ainsi que des services donnés par des individus ou des sociétés privées n'est pas enregistrée dans les états financiers.

3. Compte en fiducie

Un compte en fiducie est établi dans le Fonds du revenu consolidé. Ce compte sert à amasser les fonds données ou reçus d'individus et de sociétés privées et permet à la société de gérer ces fonds pour les fins auxquelles ils sont donnés ou reçus.

Les fonds déposés dans ce compte rapportent des intérêts. Les transactions sont comptabilisées sur une base de caisse et ne font pas partie de l'état des résultats d'exploitation.

	(en milliers de dollars)
Recettes	
Dons et legs	1,036
Intérêts	44
	1,080
Déboursés	844
Excédent des recettes sur les déboursés	236
Solde au début de l'exercice	509
Solde à la fin de l'exercice	745

4. Immobilisations

	31 mars 1991			1[er] juillet 1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Équipement de bureau	1,876	920	956	673
Autres équipements et ameublement	2,648	1,471	1,177	1,181
Améliorations locatives	240	35	205	
	4,764	2,426	2,338	1,854

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Opérations entre apparentés

La société est apparentée avec tous les ministères, agences et sociétés d'État du gouvernement du Canada.

L'espace immobilier que la société occupe est fourni sans frais par Travaux publics Canada. Ces édifices sont soit la propriété de Travaux publics Canada qui en assure l'entretien, ou bien ils sont loués pour l'usage de la société. Au cours de l'exercice, le musée a de plus reçu sans frais des services de comptabilité et de vérification de ses apparentés.

La société a de plus encouru dans le cadre de ses opérations courantes, des dépenses totalisant $1,889,000 pour des biens et services fournis par d'autres ministères et agences du gouvernement.

6. Crédit parlementaire

Un crédit parlementaire finance les dépenses nettes d'exploitation pour la période et l'acquisition d'immobilisations. Le crédit parlementaire est inscrit à l'avoir du Canada.

	(en milliers de dollars)
Ministère des Communications	
—Crédit 47c	14,565
Reporté de l'exercice précédent	95
	14,660
Montant périmé	1,100
Montant utilisé	13,560

7. Virement du compte en fiducie

Au cours de l'exercice, la société a reçu une somme de $790,000 du compte en fiducie. Ce virement a été effectué afin de rembourser la société pour un paiement effectué en juin 1990 pour l'acquisition de la collection William Pinch. Les paiements relatifs à l'achat de cette collection sont normalement effectués à même le compte en fiducie. Toutefois, suite à une insuffisance de fonds temporaire, le paiement avait dû être effectué par les Musées nationaux du Canada et le crédit parlementaire de l'exercice a été réduit du même montant.

8. Engagements

Au 31 mars 1991, la société avait des engagements contractuels d'une valeur de $1,195,000, principalement pour des contrats de services de protection et d'expositions.

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Musée canadien des civilisations au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour les neuf mois terminés à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les neufs mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les musées et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 mars 1991	Ouverture 1er juillet 1990
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	7,045	9,819
Débiteurs (note 3)	840	479
Stocks	1,305	1,152
Frais payés d'avance	305	
	9,495	11,450
Compte en fiducie (note 4)	1,483	1,289
Collection	1	1
Biens immobiliers et matériel (note 5)	12,693	11,862
	23,672	24,602

PASSIF	31 mars 1991	Ouverture 1er juillet 1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	9,132	11,410
Portion à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	595	290
Revenus reportés	13	
	9,740	11,700
Indemnités de cessation d'emploi courues	1,566	1,561
Compte en fiducie (note 4)	1,483	1,289
	12,789	14,550
AVOIR		
Avoir du Canada (note 7)	10,883	10,052
	23,672	24,602

Approuvé par la direction:

le directeur
GEORGE MACDONALD

le sous-directeur
JACQUES OUELLET

Approuvé par le Conseil d'administration:

le président
PETER HERRNDORF

un membre
PIERRE MOREAULT

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Dépenses	
Coût du personnel	16,645
Services professionnels et spéciaux	5,261
Services de protection	2,399
Fournitures et approvisionnements	2,013
Amortissement	1,836
Transport et déplacements	834
Réparations et entretien du matériel	777
Service de design et de fabrication	618
Coût des marchandises vendues—Boutiques	517
Acquisition de pièces de collections	510
Location d'équipement	385
Publicité	348
Communications	192
Créances douteuses	96
Divers	272
	32,703
Revenus	
CINÉPLUS	1,268
Droits d'entrée	1,034
Ventes—Boutiques	855
Stationnement	425
Location de salles et concession pour les services de restauration	311
Autres revenus	282
	4,175
Excédent des dépenses sur les revenus avant le crédit parlementaire	28,528

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Activités d'exploitation	
Excédent des dépenses sur les revenus avant le crédit parlementaire	(28,528)
Éléments sans incidence sur les fonds	
Amortissement	1,836
Indemnités de cessation d'emploi	5
	(26,687)
Variation des éléments hors-caisse liés à l'exploitation	(2,779)
Fonds utilisés pour les activités d'exploitation	(29,466)
Activités d'investissement	
Acquisition nette de biens immobiliers et matériel	(2,667)
Activités de financement	
Crédit parlementaire	29,359
Diminution du dépôt auprès du Receveur général du Canada	(2,774)
Dépôt au 1er juillet 1990	9,819
Dépôt au 31 mars 1991	7,045

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Solde au 1er juillet 1990	10,052
Excédent des dépenses sur les revenus avant le crédit parlementaire	(28,528)
Crédit parlementaire—Exploitation et acquisition de biens immobiliers et matériel	29,359
Solde au 31 mars 1991	10,883

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien des civilisations a été établi en date du 1er juillet 1990 conformément à la Loi sur les musées. Le Musée canadien des civilisations est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le Musée canadien des civilisations comprend le Musée canadien de la guerre.

Sa mission, telle qu'elle est énoncée dans la Loi sur les musées, est la suivante:

"accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent."

Conformément à la Loi sur les musées, l'actif, le passif et l'avoir se rapportant au Musée canadien des civilisations ont été transférés le 1er juillet 1990 des Musées nationaux du Canada au Musée canadien des civilisations à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Stocks

Les stocks, qui sont constitués d'articles pour les boutiques et de publications, sont évalués au moindre du prix coûtant ou de la valeur nette de réalisation.

b) Collection

La collection d'artefacts constitue la plus grande part de l'actif de la société, mais elle est inscrite au bilan à la valeur nominale de $1,000, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les pièces achetées pour la collection de la société sont, dans l'exercice d'acquisition, comptabilisées aux dépenses ou au compte en fiducie selon la source des fonds. Les pièces qui font l'objet de don à la société ne sont pas inscrites aux livres.

c) Biens immobiliers et matériel

Les biens immobiliers et le matériel pris en charge le 1er juillet 1990 furent comptabilisés à leur valeur comptable, à cette date, dans les livres des Musées nationaux du Canada, de qui la société les a obtenus, avec la contre-partie à l'avoir du Canada. Les biens immobiliers et le matériel acquis subséquemment sont comptabilisés au prix coûtant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, à compter de l'exercice au cours duquel les biens sont reçus, de la façon suivante:

Améliorations locatives	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	8 ans
Équipement technique et informatique	5 et 8 ans
Véhicules motorisés	5 ans

Puisque les édifices n'appartiennent pas à la société, aucun amortissement n'est calculé pour ceux-ci.

d) Régime de retraite

Les employés cotisent au Régime de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. La société verse des cotisations équivalentes à celles que les employés versent pour les services courants. Ces cotisations sont imputées à l'exercice durant lequel les services sont rendus, et elles constituent l'obligation totale de la société en matière de pension.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

f) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire sert à compenser le coût net d'exploitation et à financer l'acquisition de biens immobiliers et matériel. Le crédit parlementaire est inscrit à l'avoir du Canada.

3. Débiteurs

	31 mars 1991	1er juillet 1990
	(en milliers de dollars)	
Recouvrement de salaires de ministères du gouvernement	373	256
Recouvrement de taxes sur les produits et services	334	
Comptes clients	76	104
Autres	57	119
	840	479

4. Compte en fiducie

Un compte en fiducie a été institué dans le but de faciliter la gestion des dons reçus de la part d'individus et de sociétés.

Au 1er juillet 1990, le solde du compte en fiducie s'élevait à $1,289,601. Pour la période terminée le 31 mars 1991, les revenus se sont élevés à $401,720, tandis que les dépenses se sont élevées à $208,072 pour un solde de $1,483,249.

5. Biens immobiliers et matériel

	31 mars 1991			1er juillet 1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	6,561	787	5,774	5,608
Mobilier et équipement de bureau	3,524	1,188	2,336	1,732
Équipement technique	5,894	2,633	3,261	3,443
Équipement informatique	2,873	1,642	1,231	1,030
Véhicules motorisés	201	110	91	49
	19,053	6,360	12,693	11,862

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

6. Créditeurs et frais courus

	31 mars 1991	1^er^ juillet 1990
	(en milliers de dollars)	
Fournisseurs	6,020	3,311
Ministères et organismes du gouvernement	1,336	5,669
Salaires et vacances courus	1,776	2,430
	9,132	11,410

7. Avoir du Canada

L'avoir du Canada représente la valeur comptable nette de l'actif et du passif transférés le 1er juillet 1990 des Musées nationaux du Canada et les résultats nets d'exploitation de la société depuis cette date. Toutefois, l'avoir ne reflète pas la valeur des terrains et bâtiments occupés par la société, puisqu'ils sont présentement fournis gratuitement et appartiennent au gouvernement du Canada (voir notes 2 c) et 8). La collection d'artefacts est inscrite à la valeur nominale de $1,000 (voir note 2 b)).

8. Opérations entre apparentés

Les édifices occupés par la société sont fournis sans frais par le ministère des Travaux publics. De plus, la société reçoit gratuitement des services de vérification et de comptabilité de différents ministères et organismes gouvernementaux. Ces services fournis gratuitement ne sont pas comptabilisés aux états financiers.

Durant la période, la société a effectué des opérations avec différents ministères du gouvernement du Canada; ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et, par conséquent, aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION VISANT LA PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints du Musée des beaux-arts du Canada et tous les renseignements dans le présent rapport annuel relèvent de la Direction et ils ont reçu l'approbation du Conseil d'administration. Les état financiers comportent des sommes, telles les provisions pour les créances douteuses, qui se fondent nécessairement sur les estimations et le jugement de la Direction.

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux que contiennent les états financiers.

En s'acquittant de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la justesse des états financiers, la Direction entretient des systèmes et des pratiques de contrôle financier et de gestion conçus dans le but d'apporter la certitude raisonnable que les opérations sont autorisées, que les éléments d'actif sont protégés et que des registres convenables ont été tenus. En outre, le Comité de vérification et d'évaluation du Conseil veille dans l'ensemble aux responsabilités de la Direction quant à la tenue de systèmes suffisants de contrôle et à la qualité de la présentation de rapports financiers.

Le vérificateur externe, le vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers et du rapport y relié.

la Directrice du Musée des beaux-arts du Canada
Mme Shirley L. Thomson

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Musée des beaux-arts du Canada au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière des neuf mois terminés à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les neuf mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les musées et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1991

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 mars 1991	Soldes d'ouverture 1er juillet 1990
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	8,937	4,760
Débiteurs	649	235
Stocks	1,282	1,595
Frais payés d'avance	94	
	10,962	6,590
Collections	1	1
Immobilisations (note 3)	8,848	6,220
Compte en fiducie (note 4)	2,907	2,574
	22,718	15,385

PASSIF	31 mars 1991	Soldes d'ouverture 1er juillet 1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 5)	7,018	4,239
Crédit parlementaire reporté (note 6)	2,848	1,090
	9,866	5,329
Indemnités de cessation d'emploi courues	909	955
Compte en fiducie (note 4)	2,907	2,574
	13,682	8,858
AVOIR		
Avoir du Canada (note 7)	9,036	6,527
	22,718	15,385

Approuvé par le Conseil d'administration:

le président
JEAN C. MONTY

la vice-présidente
KATHLEEN HERMANT

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Dépenses	
Traitements et avantages des employés	10,120
Services de protection	3,261
Services professionnels et spéciaux	1,711
Amortissement	1,622
Achat d'oeuvres d'art pour les collections (note 9)	1,242
Coût des ventes—Boutique et édition	1,222
Réparations et entretien du matériel	921
Fournitures et matériel de bureau	586
Publicité	537
Publications	447
Déplacements	412
Affranchissement, fret, messagerie et camionnage	273
Communications	259
Fournitures et approvisionnements	251
Achat de livres	182
Dépenses diverses	175
	23,221
Revenus	
Boutique et édition	1,501
Frais d'entrée	581
Stationnement	283
Autres revenus	185
	2,550
Coût net d'exploitation	20,671

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Activités d'exploitation	
Coût net d'exploitation	(20,671)
Éléments sans incidence sur les fonds	
Amortissement	1,622
Indemnités de cessation d'emploi	(46)
Gain sur disposition d'immobilisations	(7)
Augentation des éléments hors-caisse du fonds de roulement	4,342
Fonds utilisés pour les activités d'exploitation	(14,760)
Activités d'investissement	
Achat de matériel et améliorations locatives	(4,253)
Disposition d'immobilisations	10
Fonds utilisés pour les activités d'investissement	(4,243)
Activités de financement	
Crédit parlementaire—Exploitation et achats d'immobilisations	23,180
Augmentation du dépôt auprès du Receveur général du Canada	4,177
Dépôt au début de la période	4,760
Dépôt à la fin de la période	8,937

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Éléments d'actif net apportés par le gouvernement du Canada le 1er juillet 1990	6,527
Crédit parlementaire—Exploitation et achats d'immobilisations	23,180
Coût net d'exploitation	(20,671)
Solde à la fin de la période	9,036

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectif et opérations

Le Musée des beaux-arts du Canada (le Musée) a été établi par la Loi sur les musées en tant que société d'État le 1er juillet 1990 en vertu de la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La mission du Musée tel que stipulée dans la Loi sur les musées est de constituer, d'entretenir et de faire connaître dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines, principalement axée sur le Canada mais non exclusivement sur celui-ci, et d'amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

L'exploitation du Musée porte sur le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée canadien de la photographie contemporaine.

Aux termes de la Loi sur les musées, tous les biens, droits, obligations et responsabilités des Musées nationaux du Canada ayant trait au Musée des beaux-arts du Canada sont virés au Musée. Ces transferts ont été fait à leur valeur comptable.

Le Musée a utilisé le Fonds du revenu consolidé pour les neuf mois terminés le 31 mars 1991 et n'a pas reçu ou payé d'intérêt sur les soldes en circulation.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus. Voici les conventions comptables les plus importantes:

a) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur au marché. La valeur au marché des livres et des brochures est établie par le moindre du prix de vente ou de la valeur nette. La valeur nette représente le coût moins un amortissement sur cinq ans qui tient compte de l'effet de la désuétude. La valeur au marché de tous les autres stocks est égale à leur prix de vente.

b) Immobilisations

Les immobilisations qui ont été virées des Musées nationaux du Canada le 1er juillet 1990, ont été comptabilisées à leur valeur comptable à cette date.

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant et amorties sur les durées utiles estimatives selon la méthode linéaire, comme suit:

Matériel et mobilier	5 à 12 ans
Améliorations locatives	25 ans
Véhicules	5 ans

Les dépenses reliées à la conception et à l'aménagement des pièces d'expositions sont imputées à l'exercice pendant lequel elles sont défrayées.

Le coût des édifices qu'occupe le Musée des beaux-arts du Canada n'est pas déclaré aux états financiers puisqu'ils appartiennent au gouvernement du Canada et qu'ils sont entretenus par celui-ci.

c) Collections

Les collections forment la plus grande part de l'actif du Musée, mais elle sont déclarées à la valeur nominale de $1,000 au bilan, vu les difficultés pratiques de leur attribuer une valeur significative. Les oeuvres d'art acquises par le Musée sont enregistrées soit à la dépense, soit comme déboursé du Compte en fiducie, dans l'exercice d'acquisition selon la provenance des fonds. Les oeuvres d'art reçues en don par le Musée ne sont pas enregistrées dans les registres comptables.

d) Régime de pensions de retraite

Les employés du Musée participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Les employés et le Musée contribuent à part égale à ce Régime. Cette contribution représente le passif total du Musée. Les contributions à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services sont rendus. Quant aux services antérieurs admissibles, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées; les modalités de versement sont établies par les conditions de rachat qui s'appliquent.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Lors de leur cessation d'emploi, les employés du Musée ont droit à certains avantages prévus en vertu de leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est porté aux dépenses de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées.

f) Crédit parlementaire—Exploitation et achats d'immobilisations

Le crédit parlementaire est comptabilisé lors de la période à laquelle il s'applique et il est crédité à l'Avoir du Canada.

g) Boutique et édition

Les dépenses d'exploitation de la boutique et de l'édition, y compris les coûts qui se rapportent au personnel, aux déplacements, au transport et à la publicité sont comprises dans les dépenses de fonctionnement.

3. Immobilisations

	31 mars 1991			1er juillet 1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel et mobilier	13,706	7,256	6,450	6,197
Améliorations locatives—				
En cours	2,325		2,325	
Véhicules	156	83	73	23
	16,187	7,339	8,848	6,220

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Suite*

4. Compte en fiducie

Le Musée dépose au Fonds de revenu consolidé l'argent reçue pour des fins qui sont conformes à la mission du Musée. L'Article 29 de la Loi sur les musées exige que le ministre des Finances verse de l'intérêt sur ces sommes. L'Article 42 de cette même Loi prévoyait le virement de la portion de l'ancien Compte en fiducie des Musées nationaux du Canada qui s'applique au Musée des beaux-arts du Canada. Voici une récapitulation des opérations de la période:

	(en milliers de dollars)
Solde viré des Musées nationaux du Canada	2,574
Revenus au cours de la période	
Dons et legs	188
Subventions en vertu de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	144
Intérêts	233
	565
Dépenses au cours de la période	
Achat d'oeuvres d'art pour les collections	189
Autres déboursés	43
	232
Excédent des revenus sur les dépenses	333
Solde à la fin de la période	2,907

5. Créditeurs et frais courus

	(en milliers de dollars)
Fournisseurs	3,566
Dû aux entités gouvernementales	2,462
Salaires et vacances courus	743
Autres	247
	7,018

6. Crédit parlementaire reporté

Le Musée peut reporter, jusqu'à un maximum de 6 millions de dollars, la portion non dépensée du crédit parlementaire qui sert à l'acquisition d'oeuvres d'art pour les collections. Ceci permet l'acquisition d'oeuvres historiquement importantes, uniques et de grande qualité pour les collections lorsque l'occasion se présente.

	(en milliers de dollars)
Crédit parlementaire reporté de la période précédente	1,090
Viré du ministère des Communications le 1er juillet 1990 (Crédit 67c)	3,000
Achat d'oeuvres d'art pour les collections du Musée	(1,242)
Solde reporté à l'exercice suivant	2,848

7. Avoir du Canada

L'avoir du Canada représente la valeur comptable nette de l'actif et du passif virées le 1er juillet 1990 des Musées nationaux du Canada et les résultats nets d'exploitation du Musée des beaux-arts depuis cette date.

8. Opérations entre apparentés

a) Services fournis gratuitement

Certains services tel que les locaux, le tirage des chèques, des services de comptabilité ainsi que la part de l'employeur des indemnités pour les accidents de travail ont été fournis gratuitement.

	(en milliers de dollars)
Travaux publics Canada—	
Locaux	7,962
Autres entités	42
	8,004

Ces services fournis gratuitement ne sont pas comptabilisés aux états financiers.

b) Musée canadien de la photographie contemporaine (MCPC)

La Commission de la Capitale nationale fourni, selon la méthode du recouvrement des coûts, des services de gestion de projet au MCPC. Ces services comprennent le travail de la construction, de l'aménagement ainsi que d'autres frais (y compris des frais de consultation) tous reliés à la nouvelle installation du MCPC. Le coût total de construction est estimé à 16.7 millions de dollars alors que la part du Musée des beaux-arts est de $3,559,000. Une somme de $730,000 a été enregistrée à la dépense des exercices antérieurs par les Musées nationaux du Canada. Le solde de $2,829,000, dont $1,880,000 a trait à la période de neuf mois est capitalisé et sera amorti au cours d'une période de 25 ans qui représente la durée estimée de l'installation. Il est prévu que le MCPC ouvrira au cours de l'été 1992.

9. Collections

Pour l'exercice, les acquisitions d'oeuvres d'art pour les collections se résument comme il suit:

	(en milliers de dollars)
Achats à partir du crédit parlementaire	1,242
Achats à partir du Compte en fiducie	189
Valeur marchande des oeuvres reçues par dons ou legs	4,312
	5,743

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1991—*Fin*

10. Engagements

Le Musée est signataire de plusieurs ententes au 31 mars 1991 pour un total approximatif de $22,935,000. Voici les versements minimums exigés pour les exercices futurs:

	(en milliers de dollars)
1991-92	5,454
1992-93	4,404
1993-94	377
1994-95	347
1995-96 et après	12,353

Les ententes principales concernent la construction du nouveau Musée canadien de la photographie contemporaine ainsi que des services de protection.

MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. La direction est également responsable de toute autre information que renferme le rapport annuel et de la concordance, le cas échéant, de cette information avec les états financiers.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient l'utilisation de registres et documents comptables, de dossiers, de systèmes de contrôle financier et de gestion, de systèmes d'information et de pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une certitude raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les avoirs sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements qui en découlent ainsi qu'à la Loi sur les musées et aux règlements administratifs de la société.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et autres sujets financiers pertinents. Le Comité de vérification a revu les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a à son tour revu et approuvé les états financiers.

Le vérificateur externe de la société, soit le vérificateur général du Canada, examine les états financiers et fait rapport au ministre chargé du Musée national des sciences et de la technologie.

Directeur
Geneviève Sainte-Marie, Ph. D.

Directeur général, Services de gestion
Laurent Nadon

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Musée national des sciences et de la technologie au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière des neuf mois terminés à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les neuf mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, à la Loi sur les musées et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juin 1991

MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 mars 1991	Solde au début 1er juillet 1990
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	4,369	1,612
Débiteurs		
—Ministères et sociétés d'État	164	139
—Autres	30	87
Stocks (note 3)	260	241
Frais payés d'avance	446	
	5,269	2,079
Compte en fiducie (note 4)	351	423
Collection	1	1
Biens immobiliers et matériel (note 5)	5,494	2,693
	11,115	5,196

PASSIF	31 mars 1991	Solde au début 1er juillet 1990
À court terme		
Créditeurs et frais courus		
—Ministères et sociétés d'État	2,195	508
—Autres	2,390	1,512
Crédit parlementaire reporté	197	170
Portion à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	201	171
	4,983	2,361
Indemnités de cessation d'emploi courues	788	735
Compte en fiducie (note 4)	351	423
AVOIR		
Avoir du Canada	4,993	1,677
	11,115	5,196

Approuvé par la direction:

le Directeur
GENEVIÈVE STE-MARIE

le Directeur général, Services à la gestion
LAURENT NADON

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
DAVID M. CULVER

Président, Comité de vérification
LEON LOUCKS

MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Revenus	
Droits d'entrée	294
Édition et boutiques des musées	296
Autres ventes et services	17
	607
Dépenses	
Coût du personnel	7,027
Services professionnels et spéciaux	1,139
Amortissement	741
Réparations et entretien du matériel	504
Services de protection	493
Publications	397
Fournitures et approvisionnements	337
Fret, messagerie et camionnage	218
Déplacements	200
Acquisition de pièces de collection	173
Services de design et de fabrication	157
Communications	124
Fournitures et matériel de bureau	114
Publicité	107
Location	99
Divers	85
Édition et boutiques des musées	220
	12,135
Excédent des dépenses sur les revenus	11,528

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Activités d'exploitation	
Excédent des dépenses sur les revenus	(11,528)
Éléments sans incidence sur les fonds	
Amortissement	741
Indemnités de cessation d'emploi	83
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	10
Variation des soldes hors-caisse du fonds de roulement	2,159
Fonds utilisés pour les activités d'exploitation	(8,535)
Activités de financement	
Crédit parlementaire	14,844
Activités d'investissement	
Acquisitions de biens immobiliers et matériel	(3,552)
Augmentation du dépôt auprès du Receveur général du Canada	2,757
Dépôt au début de la période	1,612
Dépôt à la fin de la période	4,369

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991
Solde au début de la période	1,677
Crédit parlementaire (note 6)	14,844
Excédent des dépenses sur les revenus	(11,528)
Solde à la fin de la période	4,993

MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectif et opérations

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1er juillet 1990 en vertu de la Loi sur les musées, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La mission de la société telle qu'énoncée dans la loi, est de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

Les opérations de la société comprennent le Musée national des sciences et de la technologie, le Musée national de l'aviation et les services de soutien communs.

Auparavant, le Musée national des sciences et de la technologie était sous la juridiction des Musées nationaux du Canada. Lorsque la nouvelle société a été constituée, les droits, engagements et dettes des Musées nationaux du Canada, relativement au Musée national des sciences et de la technologie ont été dévolus au Musée national des sciences et de la technologie. Le transfert total des actifs moins les passifs que la société s'est trouvé à assumer se soldait en un excédent des actifs sur les passifs répartis en un avoir du Canada de $1,676,892. Les immobilisations ont été comptabilisées au coût d'origine avec l'amortissement accumulé.

2. Conventions comptables

a) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

b) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de $1,000 au bilan, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative. Les pièces de collection acquises par la société sont imputées aux dépenses dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la société ne sont pas comptabilisés aux livres.

c) Biens immobiliers et matériel

Les biens immobiliers et le matériel transférés des Musées nationaux du Canada sont comptabilisés à leur coût d'origine avec l'amortissement accumulé; les acquisitions subséquentes sont comptabilisées au prix coûtant. L'amortissement est basé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations et calculé selon la méthode linéaire, comme suit:

Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Matériel	5 à 12 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

d) Régime de retraite

Les employés de la société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Les employés et la société contribuent à part égale à ce régime. Cette contribution représente le passif total de la société. Les contributions à l'égard des services courants figurent avec les dépenses de l'exercice au cours duquel les services sont rendus. Quant aux services antérieurs admissibles, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées; les modalités de versement sont établies par les conditions de rachat qui s'appliquent.

e) Édition et boutiques

Les dépenses d'exploitation de l'édition et des boutiques, y compris les coûts qui se rapportent au personnel, aux déplacements, au transport, à la publicité, à l'entretien des édifices, au loyer et aux services d'utilité publique sont incluses dans les dépenses de fonctionnement.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la société ont droit à des indemnités de cessation d'emploi tel que le prévoient leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Stocks

	31 mars 1991	1er juillet 1990
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions et autres articles	185	236
Publications en cours	75	5
	260	241

4. Compte en fiducie

Ce compte a été établi en vertu de l'article 15(1)(m) de la Loi sur les musées, et il est crédité des deniers reçus par la société à titre d'intérêt sur les titres ou comme loyer sur tous les biens acquis par la société par donation, legs ou autrement et un montant représentant l'intérêt sur le solde créditeur périodique du compte. Il est débité des montants dépensés aux fins pour lesquelles ces deniers ou biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la société.

	(en milliers de dollars)
Recettes	
Dons et legs	8
Intérêts créditeurs	36
	44
Déboursés	116
Excédent des déboursés sur les recettes	(72)
Solde au début de la période	423
Solde à la fin de la période, déposé auprès du Receveur général du Canada	351

MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Biens immobiliers et matériel

	31 mars 1991			1er juillet 1990
	Coût	Amortis-sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Améliorations aux bâtiments	2,766	108	2,658	261
Matériel	2,488	1,137	1,351	1,267
Mobilier de bureau	2,956	1,471	1,485	1,165
	8,210	2,716	5,494	2,693

6. Crédit parlementaire

Les dépenses d'exploitation et l'acquisition de biens immobiliers et de matériel sont financées par un crédit parlementaire. Le montant reporté représente les fonds dont dispose la société jusqu'à la fin du prochain exercice aux fins d'acquisition de pièces de collection.

	(en milliers de dollars)
Ministère des Communications	
Crédit 72	15,079
Montant périmé	(38)
Montant reporté	(197)
Montant utilisé	14,844

7. Opérations entre apparentés

La société est apparentée avec tous les ministères, agences et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La location des édifices par la société est un service fourni sans frais par le gouvernement du Canada. La société a également reçu des services d'indemnités aux employés, de comptabilité et de vérification sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On estime la valeur de ces services à $4,416,000 et elle n'est pas incluse dans les dépenses de fonctionnement.

La société a aussi encouru des dépenses pour les travaux et les services fournis par d'autres ministères et organismes gouvernementaux. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées.

8. Engagements

Au 31 mars 1991 la société était liée à diverses ententes principalement pour des services de protection et pour des rénovations à l'édifice principal du Musée national des sciences et de la technologie. Les paiements minimums futurs pour ces engagements sont exigibles comme suit:

	(en milliers de dollars)
1991-92	1,995,906
1992-93	874,175

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES
ET AU
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien des provendes au 31 mars 1991 et les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Débiteurs	12,917	43,177
Crédits parlementaires à recevoir	1,795,869	1,708,853
	1,808,786	1,752,030
Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	69,637	112,810
	1,878,423	1,864,840

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs	150,265	110,577
Contributions à payer	1,974,853	2,274,560
Provision pour prestations de cessation d'emploi	187,690	163,957
	2,312,808	2,549,094
Provision pour prestations de cessation d'emploi		176,049
	2,312,808	2,725,143
AVOIR NÉGATIF DU CANADA		
Déficit	(434,385)	(860,303)
	1,878,423	1,864,840

Approuvé par la direction:

Directeur des finances
PIERRE MORIN

Approuvé par l'Office:

Président
GRIFFITH THOMAS MEREDITH

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Contributions		
Aide au transport des céréales fourragères	16,507,804	17,288,388
Aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)		27,813
	16,507,804	17,316,201
Dépenses d'administration		
Salaires et avantages sociaux	1,198,944	1,302,737
Voyages	133,867	107,878
Loyers	101,188	99,821
Équipement et mobilier de bureau	57,330	6,084
Services professionnels et spéciaux	56,786	38,697
Téléphone	47,796	49,992
Papeterie et fournitures de bureau	46,170	46,239
Publication de rapports	45,223	44,408
Affranchissements	36,943	36,993
Électricité	14,305	15,912
Réparation et entretien du mobilier et équipement	12,628	5,958
Taxe sur les produits et services	12,238	
Services de comptabilité et d'émission de chèques	2,000	2,000
Divers	9,727	5,565
	1,775,145	1,762,284
Coût de l'exploitation pour l'exercice	18,282,949	19,078,485

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Surplus (déficit) au début de l'exercice	(860,303)	71,517
Crédits parlementaires	18,706,867	18,144,665
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	2,000	2,000
	17,848,564	18,218,182
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(18,282,949)	(19,078,485)
Déficit à la fin de l'exercice	(434,385)	(860,303)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(18,282,949)	(19,078,485)
Postes n'affectant pas la liquidité		
Augmentation (diminution) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(152,316)	182,739
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	2,000	2,000
Provision pour pertes relativement aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs		27,813
	(18,433,265)	(18,865,933)
Diminution des débiteurs	30,260	54,330
Augmentation des créditeurs	39,688	9,291
Augmentation (diminution) des contributions à payer	(299,707)	221,989
	(18,663,024)	(18,580,323)
Activités de financement		
Crédits parlementaires	18,706,867	18,144,665
Activités d'investissement		
Remboursements de débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	43,173	76,425
Crédits parlementaires à recevoir		
Augmentation (diminution) de l'exercice	87,016	(359,233)
Solde au début de l'exercice	1,708,853	2,068,086
Solde à la fin de l'exercice	1,795,869	1,708,853

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Statut et mission

L'Office, une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, a été constitué en 1967 en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, avec mission d'assurer:

— une offre de céréales correspondant aux besoins des éleveurs;

— une capacité d'entreposage des céréales correspondant aux besoins des éleveurs dans l'Est du Canada;

— une relative stabilité et une juste péréquation des prix des céréales dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le projet de loi C-8 portant sur la dissolution ou la cession de sociétés d'État et modifiant certaines lois en conséquence a été adopté en troisième lecture à la Chambre des communes le 23 mai 1991 et est présentement référé au Sénat. Ce projet de loi prévoit la dissolution de l'Office et l'exécution de son mandat par le ministre de l'Agriculture.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de l'Office sont traitées à même le Trésor du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, la liquidité est constituée de crédits parlementaires à recevoir ou à payer.

b) Contributions

L'aide au transport des céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont expédiées. Toute radiation ou provision pour pertes, relative aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel le recouvrement est considéré douteux.

c) Dépenses en capital

Les achats d'équipement, de mobilier de bureau, de véhicules et les améliorations de bureau sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

d) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés à l'état du déficit pour l'exercice auquel ils s'appliquent.

e) Services fournis gratuitement

Un montant estimatif pour tenir compte des services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement est compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée à l'état du déficit.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs

Dans le cadre du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, l'Office a contribué aux coûts de certains travaux de construction. En date du 31 mars 1983, toutes les contributions de l'Office avaient été versées aux propriétaires de silos. Ces propriétaires doivent rembourser à l'Office, sans intérêt, une partie de la contribution reçue. Les montants des remboursements sont déterminés en fonction des quantités emmagasinées de la quatrième à la dixième année d'exploitation des nouveaux silos, mais n'excédant pas 40% de la contribution reçue.

Au 31 mars 1991, l'Office estime que les montants qui lui seront remboursés, compte tenu d'une provision pour pertes, s'élèvent à $69,637 ($112,810 au 31 mars 1990). La base de calcul des remboursements ne permet pas de déterminer les montants à recevoir pour chacun des exercices concernés.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1991 et les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le poisson salé et aux règlements administratifs de l'Office, sauf l'apport de prêts décrits à la note 5. À mon avis, cette activité ne fait pas partie des pouvoirs de l'Office en vertu de la Loi sur le poisson salé.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 31 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse	837,129	704,504
Débiteurs		
Clients	2,515,021	4,587,724
Autres	1,038,377	2,998,974
Stocks (note 4)	768,784	3,839,360
Prêts (note 5)	1,102,339	697,807
	6,261,650	12,828,369
À long terme		
Prêts (note 5)		990,036
Immobilisations (note 6)	2,169,833	2,479,528
	8,431,483	16,297,933

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 7)	30,500,000	43,000,000
Créditeurs et frais courus	1,643,606	6,329,828
Tranche à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	738,225	
Tranche à court terme de l'emprunt auprès du Canada à des fins d'immobilisations (note 7)	900,000	100,000
	33,781,831	49,429,828
À long terme		
Emprunt auprès du Canada à des fins d'immobilisations (note 7)		900,000
Indemnités de cessation d'emploi courues	215,382	656,291
	215,382	1,556,291
DÉFICIT DU CANADA		
Déficit	(25,565,730)	(34,688,186)
	8,431,483	16,297,933

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
JAMES BARNES

un Administrateur
GREGORY C. VISCOUNT

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Produits du poisson salé		
Ventes	37,647,993	39,176,150
Déduire: fret et assurance	1,843,349	1,918,415
	35,804,644	37,257,735
Coût des biens vendus		
Coûts de production	33,021,301	35,441,796
Autres coûts d'achat	1,150,540	1,185,911
Transport, entreposage et emballage	1,104,976	1,505,183
Amortissement des biens de production	340,825	360,230
	35,617,642	38,493,120
Bénéfice brut (perte) sur les produits du poisson salé	187,002	(1,235,385)
Poisson congelé (note 1)		
Ventes		7,881,567
Coût des biens vendus		7,881,567
Bénéfice brut sur le poisson congelé		
Bénéfice brut (perte) avant les dépenses	187,002	(1,235,385)
Dépenses		
Intérêt—À court terme (moins les recouvrements de $408,251; 1990—$613,362)	4,000,282	4,619,327
—À long terme	109,250	300
Dépense nette en intérêt	4,109,532	4,619,627
Frais d'administration (moins les recouvrements nuls; 1990—$209,825) (note 1)	1,407,214	960,260
Frais de vente (moins recouvrements de nuls; 1990—$375,002) (note 1)	856,050	938,728
Amortissement des biens d'administration	101,089	105,464
	6,473,885	6,624,079
Perte nette d'exploitation	6,286,883	7,859,464
Créances irrécouvrables (recouvrements) (note 8)	(409,339)	11,500,000
Perte nette pour l'exercice	5,877,544	19,359,464

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	34,688,186	15,328,722
Paiement à titre gracieux du Canada (note 3)	(15,000,000)	
Perte nette pour l'exercice	5,877,544	19,359,464
Solde à la fin de l'exercice	25,565,730	34,688,186

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Fonds en provenance (utilisés à) des		
Activités de financement		
Paiement à titre gracieux du Canada	15,000,000	
Augmentation (remboursement) des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	(12,500,000)	2,000,000
Augmentation (remboursement) de l'emprunt auprès du Canada à des fins d'immobilisations	(100,000)	1,000,000
	2,400,000	3,000,000
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(5,877,544)	(19,359,464)
Paiements au titre des indemnités de cessation d'emploi	(286,964)	
Rajustements pour des éléments hors caisse		
Créances irrécouvrables	833,968	11,500,000
Amortissement	441,914	494,658
Gain sur la vente d'immobilisations	(12,803)	
Dépense au titre des indemnités de cessation d'emploi	584,280	55,797
	(4,317,149)	(7,309,009)
Diminution des comptes clients	2,072,703	3,875,290
Diminution (augmentation) des prêts et des autres débiteurs	1,712,133	(6,139,965)
Diminution des stocks	3,070,576	3,990,309
Augmentation (diminution) des créditeurs	(4,686,222)	4,115,447
	(2,147,959)	(1,467,928)
Activités d'investissement		
Achats d'immobilisations	(150,218)	(1,004,016)
Produits de l'aliénation d'immobilisations	30,802	
	(119,416)	(1,004,016)
Apport net de fonds	132,625	528,056
Encaisse au début de l'exercice	704,504	176,448
Encaisse à la fin de l'exercice	837,129	704,504

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été créé en 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour accroître les gains des producteurs primaires de morue salée. L'Office est une société d'État mandataire du Canada sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et son exploitation doit être financièrement autonome. L'Office dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à des fins d'immobilisations. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

En vertu d'ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces de Terre-Neuve et de Québec, l'Office possède le droit exclusif de faire le commerce de la morue salée et de ses sous-produits et de leur trouver des débouchés dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte nord du Québec et doit acheter toute la morue salée de qualité acceptable mise en vente à ces endroits. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité dans ses propres installations ou par des mandataires et commercialisé ultérieurement par l'Office, surtout dans des pays étrangers (voir la note 3).

Au cours des exercices précédents, l'Office fournissait des services de commercialisation et de financement pour les produits de poisson congelé. Au cours de 1989-90, l'Office a cessé de fournir ces services.

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur une estimation de la durée d'utilisation des biens, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes qui résultent de la conversion des devises étrangères sont compris dans les résultats d'exploitation.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services courants sont portées aux dépenses sur une base courante.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de la cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. Le passif quant à ces indemnités est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que ces indemnités deviennent exigibles. Toute indemnité supplémentaire est imputée aux dépenses dans la période au cours de laquelle la décision de réduire les effectifs de personnel est prise.

3. Continuité de l'exploitation

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables s'appliquant à une entreprise en exploitation, qui présuppose que l'entreprise sera en exploitation pendant une période prévisible et qu'elle pourra réaliser son actif et régler ses dettes dans le cours normal de ses activités.

L'Office, une société d'État mandataire, a reçu de l'aide financière du gouvernement du Canada. La capacité de l'Office de continuer comme une entreprise en exploitation dépend de l'aide soutenue du gouvernement du Canada afin d'honorer toutes les obligations et tous les engagements à leur échéance, et sa capacité, ultimement, d'atteindre une exploitation rentable. L'Office a soumis un plan d'entreprise pour l'exercice 1991-92 seulement, lequel a été approuvé par le gouverneur en conseil.

L'Office a pris un certain nombre de mesures pour restructurer ses activités et réduire ses effectifs. Des ententes contractuelles pour la production de poisson salé par des conditionneurs privés, le séchage du poisson et les activités secondaires de traitement ont été résiliés. L'Office continuera de remplir son mandat en ce qui a trait à l'achat et à la commercialisation du poisson salé produit par les pêcheurs et les producteurs privés.

Ces états financiers ne montrent pas les redressements qu'il faudrait apporter si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation était incorrecte. Si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas appropriée pour ces états financiers, il faudrait redresser la valeur comptable des éléments d'actif et de passif ainsi que les revenus et dépenses déclarés et modifier la classification utilisée pour le bilan.

4. Stocks

	1991	1990
	$	$
Poisson salé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	62,685	2,971,452
Emballages et fournitures, au prix coûtant	276,271	504,593
Sel, au prix coûtant	429,828	363,315
	768,784	3,839,360

5. Prêts

Ce compte comporte en premier lieu des prêts aux producteurs de poisson pour l'acquisition et la remise à neuf de bateaux de pêche et pour acquérir du matériel de production. Tous les prêts ont été octroyés avant le 1[er] avril 1990. Les modalités de remboursement exigent le versement de l'intérêt à un taux allant du taux de la Banque du Canada plus 1% au taux privilégié de la Banque royale du Canada plus 1%. Les prêts sont garantis par des hypothèques sur les vaisseaux et d'autres éléments d'actif.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

6. Immobilisations

	1991			1990
	Coût	Amortis-sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	79,095		79,095	79,095
Bâtiments	1,383,633	792,527	591,106	661,556
Matériel	3,579,081	2,344,147	1,234,934	1,427,768
Ameublement et accessoires	516,787	252,089	264,698	311,109
	5,558,596	3,388,763	2,169,833	2,479,528

7. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts pour le fonds de roulement portent intérêt (selon les taux courants établis par la Banque du Canada) et ils sont remboursables dans un délai d'un an.

L'emprunt à des fins d'immobilisations est remboursable en dix versements annuels et porte un intérêt de 10.94%. L'Office a l'intention de rembourser le solde impayé en 1991-92, ce qui explique pourquoi le prêt a été classé à court terme.

Le total des emprunts non réglés auprès du Canada et des banques ne doit pas dépasser 50 millions de dollars.

8. Créances irrécouvrables

Au cours de 1990-91, l'Office a recouvré $1,243,307 en sus de la valeur comptable nette de certaines créances estimée antérieurement. Une dépense additionnelle de $833,968 au titre des créances irrécouvrables a été comptabilisée au cours de l'exercice.

9. Opérations entre apparentés

L'Office a vendu environ $800,000 (1990—$5,700,000) de produits du poisson salé à l'Agence canadienne de développement international. Ces opérations furent effectuées dans le cours normal des affaires et à des taux commerciaux ordinaires.

Au cours de l'exercice, l'Office a exploité une installation de services aux pêcheurs à Punchbowl (Labrador) au nom du ministère des Pêches et des Océans pour une somme annuelle symbolique. En vertu des modalités du contrat, l'Office doit fournir et entretenir un poste d'achat et de traitement du poisson ainsi que certaines installations à l'intention des pêcheurs au cours de la saison ordinaire de pêche.

10. Rémunération à des agents commerciaux étrangers

Au cours de l'exercice, la somme de $107,262 (1990—$87,902) a été versée à six agents commerciaux étrangers avec lesquels l'Office a des ententes de commission. Afin de respecter le caractère confidentiel de certaines affaires, l'Office ne publie pas les noms de ses agents commerciaux étrangers.

11. Engagements contractuels

L'Office a signé un bail à long terme et des contrats d'affrètement entraînant les versements annuels minimaux suivants:

	$
1991-92	347,517
1992-93	349,850
1993-94	43,181
1994-95	néant
1995-96	néant
1996-97 et après	néant

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce au 30 avril 1991 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et executée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 30 avril 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juillet 1991

BILAN AU 30 AVRIL 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse		1,530,515
Débiteurs		
Commerce	4,303,373	6,143,049
Autres	1,872,087	1,398,743
Prêt à recevoir (note 3)	69,000	
Stocks		
Produits finis du poisson	1,265,111	10,487,905
Matériaux d'emballage et accessoires	1,172,973	1,510,070
Frais payés d'avance	82,575	89,801
	8,765,119	21,160,083
Prêt à recevoir (note 3)	592,250	
Terrains, bâtiments et matériel (note 4)	9,233,190	8,839,341
	18,590,559	29,999,424

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	418,218	
Emprunt (note 6)	69,000	
Créditeurs	2,077,805	2,864,384
Intérêts courus à payer	3,335	1,051,897
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 5)	9,900,000	21,055,819
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	2,089,340	1,734,055
	14,557,698	26,706,155
Emprunt (note 6)	598,000	
	15,155,698	26,706,155
AVOIR		
Bénéfices non répartis	3,434,861	3,293,269
	18,590,559	29,999,424

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
CLAUDETTE BOURRIER

un Administrateur
MAURICE BLANCHARD

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1991

	1991	1990
	$	$
Ventes		
Domestiques	10,301,775	8,642,769
Exportation	41,764,929	40,744,330
	52,066,704	49,387,099
Dépenses		
Coût des ventes	44,566,322	41,829,672
Intérêts (note 7)	1,633,522	2,027,250
Amortissement	1,570,199	1,373,197
Traitements et prestations aux employés	1,051,654	1,009,081
Créances irrécouvrables	142,679	62,447
Autres	871,396	1,081,354
	49,835,772	47,383,001
Bénéfice avant la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	2,230,932	2,004,098
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	2,089,340	1,734,055
Bénéfice net pour l'exercice	141,592	270,043
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	3,293,269	3,023,226
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	3,434,861	3,293,269

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1991

	1991	1990
	$	$
Provenance (utilisation) de l'encaisse		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	141,592	270,043
Ajouter (déduire) les éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	1,570,199	1,373,197
Gain lors de la vente d'immobilisations	(26,171)	(22,945)
Variation nette des postes du fonds de roulement ne constituant pas de l'encaisse	9,098,308	1,369,760
Encaisse provenant de l'exploitation	10,783,928	2,990,055
Activités d'investissement		
Prêt à recevoir	(592,250)	
Additions aux terrains, bâtiments et matériel	(2,009,834)	(2,256,174)
Produit de la vente de terrains, bâtiments et matériel	71,957	40,117
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	(2,530,127)	(2,216,057)
Activités de financement		
Emprunt	598,000	
Augmentation (diminution) des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	(11,155,819)	7,055,819
Contributions pour les bâtiments et le matériel		28,727
Encaisse provenant (utilisée par) des activités de financement	(10,557,819)	7,084,546
Augmentation (diminution) de la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	355,285	(6,224,751)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(1,948,733)	1,633,793
Encaisse (dette bancaire) au début de l'exercice	1,530,515	(103,278)
Encaisse (dette bancaire) à la fin de l'exercice	(418,218)	1,530,515

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1991

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office a été établi en 1969 par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce à titre de société sans capital-actions, en vue de commercialiser, de vendre et d'acheter du poisson ainsi que des produits et des sous-produits du poisson à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. L'Office est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. L'Office est tenu de mener ses opérations sur une base financière autonome. L'ensemble de ses emprunts auprès du Canada et des banques ne peut dépasser $30 millions.

L'Office bénéficie du droit exclusif de commercialiser les produits de la pêche commerciale des provinces qui participent au programme et ce, aux niveaux interprovincial et international. La participation des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Stocks

Les stocks de produits finis du poisson sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation. Les matériaux d'emballage et accessoires sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée prévue d'utilisation des immobilisations selon les méthodes et les taux annuels suivants:

Bâtiments	—Stations lacustres	Amortissement linéaire	5-10%
	—Usines	Amortissement linéaire	2 1/2%
Matériel	—Machines et matériel de bureau	Amortissement dégressif	10-40%
	—Roulant	Amortissement dégressif	30%
Bacs de livraison du poisson frais		Amortissement linéaire	10%
Bateaux		Amortissement linéaire	6 2/3%

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée du bail. Les baux sont d'une durée de 20 ans au maximum.

Paiements aux pêcheurs

L'Office achète le poisson à des prix premiers établis par le Conseil d'administration et le coût de ces achats est compris dans le coût des ventes. Le repère utilisé lors de l'établissement du prix premier se situe ordinairement à 80% de l'ensemble des paiements (de base et définitifs) que l'Office prévoit devoir verser aux pêcheurs. Après la fin de l'exercice, le Conseil établit, s'il y a lieu, les paiements définitifs à verser aux pêcheurs en fonction des résultats d'exploitation de l'exercice. Les paiements définitifs sont effectués à l'égard des produits achetés au cours de l'exercice et sont donc imputés aux résultats de l'exercice en cours.

Conversion des devises étrangères

Les débiteurs et les créditeurs exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les opérations en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et pertes sur change étranger sont compris dans les intérêts débiteurs.

Contributions

Les contributions reçues à l'égard des terrains, bâtiments et matériel sont portées au crédit du coût des éléments d'actif; celles reçues à l'égard des programmes de création d'emploi sont portées au crédit des dépenses de salaires et de traitement.

3. Prêt à recevoir

Le prêt à recevoir est garanti par des terrrains, bâtiments et matériel et vient à échéance en 1995.

4. Terrains, bâtiments et matériel

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	263,065		263,065	263,065
Bâtiments	6,268,397	2,955,491	3,312,906	3,096,887
Matériel	11,972,981	7,481,810	4,491,171	4,400,200
Bacs de livraison du poisson frais	2,631,092	2,071,213	559,879	647,389
Bateaux	66,820	21,096	45,724	47,881
Améliorations locatives	422,499	409,065	13,434	24,367
Construction en cours	547,011		547,011	359,552
	22,171,865	12,938,675	9,233,190	8,839,341

5. Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement

Ces emprunts sont consentis en vertu de l'article 16(1) de la Loi et portent intérêt à 10.96% (11.49% en 1990). Ils sont garantis par des billets à ordre.

6. Emprunt

L'emprunt est remboursable par versements mensuels de $5,000 U.S. et porte intérêt à 9%. L'emprunt n'est pas garanti et vient à échéance en 1995.

7. Intérêts débiteurs

	1991	1990
	$	$
Intérêts sur les emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	2,086,039	2,054,426
Intérêts sur l'emprunt	24,121	
Pertes sur change étranger	1,609	60,874
Intérêts créditeurs	(478,247)	(88,050)
	1,633,522	2,027,250

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 30 AVRIL 1991—*Fin*

8. Impôts sur le revenu

L'Office peut déduire aux fins de l'impôt une partie de son allocation du coût en capital admissible; elle n'a donc aucun revenu imposable pour l'exercice. Au 30 avril 1991, l'excédent de la fraction non amortie du coût en capital sur la valeur comptable nette des terrains, bâtiments et matériel, qui se chiffrait à $2,560,840 ($2,702,432 en 1990), peut servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs.

9. Rémunération à des représentants étrangers

Au cours de l'exercice, l'Office a versé des sommes totalisant $726,529 ($766,964 en 1990) aux représentants de vente étrangers qui suivent: Frohman International, Juhl Brokerage Incorporation, Associated Marketing Services Inc., R.M. Sloan Co., G&G Food Sales Company, Benolken Brokerage Company, X.Sea.Lnt International Corp., Performance Foods, Bocar Enterprises, Great Lakes Marketing, McMahon & MacDonald Food Brokers, D.B. Clark Sales, Kohlman Sales Co. (É-U); I. LeGrand H. Malo et Cie (France); Lejos Oy (Finlande); AB.P. Jorgensen (Suède); et Rud Kanzow Gmbh & Co. (Allemagne).

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés afin d'être conformes avec la présentation de l'exercice en cours.

PETRO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et appropriés dans les circonstances. La direction est responsable des autres renseignements contenus dans le Rapport annuel et qui correspondent, le cas échéant, à ceux qui sont contenus dans les états financiers. La direction est aussi chargée de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne qui offre une assurance raisonnable quant à la fiabilité des renseignements financiers produits. La Société a un service de vérification interne ayant notamment pour fonction d'évaluer le système de contrôle interne afin de s'assurer que celui-ci est approprié et qu'il fonctionne convenablement.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction remplisse ses obligations concernant la communication de l'information financière et le contrôle interne. Cette responsabilité a été assumée par le Conseil d'administration de Petro-Canada Limitée (auparavant Petro-Canada), l'ancienne société mère, principalement par l'intermédiaire du Comité de vérification. Le Comité de vérification a rencontré la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes pour s'assurer qu'ils s'acquittent bien de leurs responsabilités et pour examiner les états financiers.

Les vérificateurs externes effectuent un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et expriment leur opinion sur les états financiers. Leur vérification comporte un examen et une évaluation du système de contrôle interne de la Société ainsi que des sondages et des procédés appropriés pour s'assurer de façon raisonnable que les états financiers présentent fidèlement la situation de la Société. Les vérificateurs externes ont pleinement accès au Comité de vérification du Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE JOHN McDERMID, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE D'ÉTAT (PRIVATISATION ET
AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES)
CHAMBRE DES COMMUNES, OTTAWA (ONTARIO)

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Petro-Canada (auparavant Petro-Canada Inc.) au 31 décembre 1990 et au 31 décembre 1989 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité se limite à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous basant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990 et au 31 décembre 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, nous signalons qu'à notre avis, à l'exception de la modification apportée à la méthode de comptabilisation concernant les réductions de valeur des immobilisations, dont il est question à la note 3 b) des états financiers consolidés, les principes comptables ont été appliqués de façon continue après répercussions rétroactives de la modification à la méthode de comptabilisation concernant les postes extraordinaires dont il est question à la note 3 a) des états financiers consolidés.

De plus, nous avons vérifié les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées, qui ont été portées à notre connaissance au cours des vérifications en question, afin de déterminer si elles étaient conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées et à toutes les directives dont la Société fait l'objet en vertu de la loi. Nos vérifications de ces opérations ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. À notre avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux exigences des autorités spécifiées.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 15 février 1991

PETRO-CANADA—*Suite*

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en millions de dollars)

ACTIF	1990	1989 (redressés) (note 3)
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	36	27
Comptes clients (note 10)	773	808
Stocks (note 11)	964	677
Frais payés d'avance	48	45
	1,821	1,557
Placements (note 12)	504	467
Immobilisations, valeur nette (note 13)	4,778	4,626
Autres éléments d'actif (note 14)	175	93
	7,278	6,743

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989 (redressés) (note 3)
Passif à court terme		
Effets à payer à court terme (note 19)	705	710
Comptes fournisseurs et charges à payer	1,043	875
Impôts sur le revenu à payer	134	197
Avances (note 19)		148
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an		6
	1,882	1,936
Dette à long terme (note 15)	1,537	1,232
Crédits reportés (note 16)	191	231
Impôts sur le revenu reportés	997	967
Avoir de l'actionnaire (note 17)	2,671	2,377
	7,278	6,743

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
W.H. HOPPER

Administrateur
J.M. STANFORD

PETRO-CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en millions de dollars)

	1990	1989 (redressés) (note 3)
Produits		
Exploitation	5,680	4,852
Placements et autres produits	193	174
	5,873	5,026
Charges		
Achats de pétrole brut et de produits	2,501	1,977
Frais généraux et administratifs et frais de commercialisation (note 5)	995	1,064
Production et raffinage	839	814
Exploration	111	98
Amortissement et épuisement	373	396
Taxes de vente fédérales et autres taxes (note 6)	429	384
Intérêts sur la dette à long terme	137	101
Autres intérêts	141	121
	5,526	4,955
Bénéfice avant impôts sur le revenu	347	71
Provision pour impôts sur le revenu (note 7)		
Exigibles	130	52
Reportés	36	(1)
	166	51
Bénéfice net	181	20

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en millions de dollars)

	1990	1989 (redressés) (note 3)
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice, solde déjà établi		(987)
Redressement affecté aux exercices antérieurs (note 3)	(173)	(148)
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice, redressés	(173)	(1,135)
Transfert provenant du surplus d'apport (note 17)	135	987
Bénéfice net	181	20
Dividendes des actions ordinaires	(45)	(45)
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	98	(173)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en millions de dollars)

	1990	1989 (redressés) (note 3)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	181	20
Postes hors caisse inclus dans le bénéfice (note 8)	329	334
Dépenses d'exploration	111	98
Fonds autogénérés provenant de l'exploitation	621	452
Diminution des avances sur les livraisons à terme de gaz naturel	(20)	(26)
Augmentation du fonds de roulement d'exploitation (note 9)	(307)	(22)
	294	404
Activités d'investissement		
Acquisition d'ICG Propane Inc. (note 4)	(235)	
Dépenses en immobilisations et dépenses d'exploration	(643)	(568)
Produits de la vente d'immobilisations	256	118
(Augmentation nette) diminution nette des placements	(50)	76
Augmentation nette des autres éléments d'actif	(17)	(18)
	(689)	(392)
Activités de financement et dividendes		
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	347	240
Produit de l'émission d'actions ordinaires	158	
Diminution nette des effets à payer à court terme	(5)	(258)
Dividendes des actions ordinaires	(45)	(45)
Réduction de la dette à long terme	(51)	(6)
	404	(69)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	9	(57)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	27	84
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	36	27

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990
(en millions de dollars)

1. Sommaire des principales conventions comptables

a) Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Petro-Canada (auparavant Petro-Canada Inc.) et de toutes ses filiales (la "Société").

L'excédent de la contrepartie versée pour les actions des filiales sur leur valeur comptable nette sous-jacente aux dates d'acquisition a été attribué aux éléments d'actif correspondants acquis et est amorti sur la durée de vie de ces éléments d'actif.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les coûts du pétrole brut, des produits raffinés et des marchandises sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

c) Placements

La Société comptabilise ses placements dans les sociétés sur lesquelles elle exerce une influence sensible à la valeur de consolidation. Les autres placements à long terme sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

d) Immobilisations

La Société comptabilise ses placements dans les activités d'exploration et de mise en valeur selon la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse. Aux termes de cette méthode, les coûts d'acquisition de propriétés non prouvées sont capitalisés. Les coûts des puits d'exploration sont initialement capitalisés jusqu'à l'établissement de réserves prouvées. Les coûts des puits pour lesquels des réserves prouvées ont été attribuées demeurent capitalisés alors que les coûts des puits pour lesquels la recherche a été infructueuse sont imputés aux résultats. Tous les autres frais d'exploration sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de mise en valeur, incluant les coûts de tous les puits, sont capitalisés.

La presque totalité des activités d'exploration et de mise en valeur de la Société est menée conjointement avec d'autres parties. Les états financiers ne tiennent compte que de l'intérêt proportionnel de la Société dans ces activités.

Les intérêts débiteurs sur les dettes liées à la construction de nouvelles installations importantes sont capitalisés au cours de la période de construction.

Les frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères qui seront exploités dans les années à venir sont reportés; ils seront imputés aux résultats lorsque les sables pétrolifères correspondants seront exploités.

e) Amortissement et épuisement

La valeur comptable des propriétés importantes non prouvées est évaluée périodiquement afin de constater une perte de valeur, celle-ci étant alors imputée aux résultats. Les coûts des autres propriétés non prouvées sont amortis sur leur période moyenne de possession.

L'amortissement et l'épuisement des coûts capitalisés des propriétés pétrolifères et gazéifères productrices sont calculés selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement.

L'amortissement des autres immobilisations se fait selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement ou selon la méthode de l'amortissement linéaire, comme il convient. Les taux d'amortissement linéaire sont établis en fonction de la durée de vie estimative des éléments d'actif correspondants.

f) Impôts sur le revenu

La Société fait toutes les provisions nécessaires pour les impôts sur le revenu reportés du fait qu'elle réclame aux fins de l'impôt un amortissement ainsi que des frais d'exploration et de mise en valeur et d'autres frais qui diffèrent des montants correspondants imputés aux résultats.

g) Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif, ainsi que l'amortissement et l'épuisement correspondants, les autres éléments de passif, les produits et les charges restantes sont convertis aux taux en vigueur à la date de chacune des opérations en cause. Les gains ou les pertes de change qui en résultent sont portés aux résultats, à l'exception des gains et des pertes de change non matérialisés, résultant de la conversion de la dette à long terme, qui sont reportés et amortis sur la durée restante de la dette.

Les opérations à l'étranger sont intégrées aux autres activités de la Société et converties de la façon décrite ci-dessus.

h) Prestations postérieures à l'emploi

En plus de ses régimes de retraite, la Société offre d'autres prestations postérieures à l'emploi, incluant l'assurance-maladie, l'assurance-dentaire et l'assurance-vie, à ses employés retraités admissibles. Les coûts associés à ces prestations sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont payés par la Société.

2. Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada

La Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada (la"Loi") a reçu la sanction royale le 1^er^ février 1991. La Loi autorise la Société à faire un premier appel public à l'épargne en offrant des actions de la Société au public sous réserve des limites de 25% et de 10% applicables à la participation des non-résidents et des particuliers respectivement.

La Loi stipule également que:

— la dénomination sociale de la Société est modifiée, passant de Petro-Canada Inc. à Petro-Canada;

— la dénomination sociale de l'ancienne société mère est modifiée, passant de Petro-Canada à Petro-Canada Limitée;

— les actions de la Société qui sont détenues par Petro-Canada Limitée sont transférées au ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires);

— le siège social de la Société sera situé à Calgary; et

— la vente de la presque totalité des éléments d'actif de chaque secteur d'activité est assujettie à des restrictions.

La Société négocie des ententes relatives à ses besoins de financement à court et à long terme, y compris le remboursement et le refinancement de sa dette envers Petro-Canada Limitée.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

3. Modifications comptables et redressement affecté aux exercices antérieurs

Modification des conventions comptables

a) En 1990, la Société a adopté, avec application rétroactive, les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant la présentation des postes extraordinaires. Les éléments comptabilisés au cours des exercices précédents comme postes extraordinaires ont donc été reclassés à titre de charges des secteurs en exploitation et les répercussions fiscales correspondantes ont été prises en considération dans la provision pour impôts sur le revenu.

b) En 1990, la Société a adopté, avec application prospective, les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant les réductions de valeur des immobilisations. Ces recommandations stipulent qu'une réduction de valeur doit être effectuée lorsque la valeur comptable nette d'un élément d'actif excède la valeur recouvrable nette. Auparavant, la Société appliquait le plafonnement du coût entier aux coûts capitalisés des propriétés pétrolifères et gazéifères productrices afin de s'assurer que les coûts imputables à chaque champ ne dépassaient pas la juste valeur marchande de leurs réserves prouvées. Cette modification a eu pour effet d'augmenter le bénéfice net de 1990 de 31 millions de dollars.

Redressement affecté aux exercices antérieurs

En 1990, la Société s'est vu imposer une nouvelle cotisation au titre des impôts sur le revenu et des intérêts correspondants pour l'année d'imposition 1983. Elle a également été avisée que de nouvelles cotisations seraient éventuellement établies pour d'autres années antérieures à 1990. Les provisions pour impôts, le bénéfice net et les bénéfices non répartis comptabilisés antérieurement ont donc été rectifiés et les états financiers applicables à ces exercices ont été redressés. Par conséquent, les bénéfices non répartis aux 1er janvier 1990 et 1989 ont été réduits de 173 millions de dollars et de 148 millions de dollars, et le bénéfice net de 1990 et de 1989 a été diminué de 17 millions de dollars et de 25 millions de dollars respectivement.

4. Acquisition d'ICG Propane Inc.

En 1990, la Société a parachevé l'acquisition d'ICG Propane Inc., division du propane d'Inter-City Gas Corporation. Cette acquisition, en vigueur le 1er janvier 1990, a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, comme suit:

		1990
Valeur comptable des éléments d'actif acquis		164
Valeur comptable des éléments de passif pris en charge		(78)
		86
Excédent de la valeur attribuée sur la valeur comptable de l'actif net acquis		
Immobilisations	71	
Achalandage	78	149
Coût total de l'acquisition		235

Les fonds ayant servi à l'acquisition ont été tirés des fonds autogénérés provenant de l'exploitation et d'emprunts à court terme.

5. Frais généraux et administratifs et frais de commercialisation

En 1989, la Société a mis en place un programme de réorganisation interne qui a entraîné une réduction du personnel. Le coût de ce programme, qui est de 92 millions de dollars, est inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de commercialisation de 1989.

6. Taxes et redevances à la Couronne

	1990	1989
Éléments inclus dans l'état des résultats		
Taxes de vente fédérales	363	328
Autres taxes	66	56
	429	384
Provision pour impôts sur le revenu	166	51
	595	435

Par ailleurs, des redevances à la Couronne, en espèces et en nature, de 136 millions de dollars (133 millions de dollars en 1989), de même que les taxes d'accise fédérales, les taxes provinciales de vente et les taxes provinciales sur les carburants de 1,675 millions de dollars (1,554 millions de dollars en 1989) ne sont pas incluses dans l'état des résultats.

7. Impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu de 166 millions de dollars (51 millions de dollars en 1989) représente un taux moyen de 47.8% (71.8% en 1989) sur le bénéfice avant impôts sur le revenu de 347 millions de dollars (71 millions de dollars en 1989). Le calcul de la provision, qui nécessite un redressement du bénéfice avant impôts sur le revenu pour tenir compte des postes non imposables et non déductibles, se présente comme suit:

	1990	1989
Bénéfice avant impôts sur le revenu	347	71
Ajouter (déduire)		
Redevances et autres paiements à des gouvernements provinciaux, montants nets	139	137
Abattements fédéraux		
Abattement pour ressources	(133)	(103)
Épuisement fiscal		(36)
Amortissement et épuisement non déductibles	73	68
Intérêts non déductibles	17	20
Gains non imposables	(6)	(7)
Participation aux bénéfices de sociétés affiliées	(37)	(31)
Autres	(19)	(8)
Bénéfice redressé avant impôts sur le revenu	381	111
Impôt fédéral canadien sur le revenu à 38% (39.5% en 1989) appliqué au bénéfice redressé	145	44
Impôt des grandes sociétés	10	5
Impôts provinciaux et autres impôts sur le revenu, déduction faite de l'abattement fédéral	13	7
Dégrèvements provinciaux d'impôts sur le revenu	(2)	(5)
Provision pour impôts sur le revenu	166	51

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

8. Postes hors caisse inclus dans le bénéfice

	1990	1989
Amortissement et épuisement	373	396
Gains provenant de la vente d'immobilisations	(69)	(45)
Impôts sur le revenu reportés	36	(1)
Participation aux bénéfices moins les dividendes reçus	(9)	(6)
Autres	(2)	(10)
	329	334

9. Augmentation du fonds de roulement d'exploitation

	1990	1989
Comptes clients	35	(73)
Stocks	(287)	(117)
Frais payés d'avance	(3)	(4)
Comptes fournisseurs et charges à payer	168	110
Impôts sur le revenu à payer	(63)	17
Avances	(148)	45
Autres	(9)	
	(307)	(22)

Le fonds de roulement d'exploitation se compose du fonds de roulement autre que l'encaisse et les dépôts à court terme, les effets à payer à court terme et la tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an.

10. Comptes clients

En 1990, la Société a conclu une entente afin de vendre, avec recours limité, des comptes clients sur une base renouvelable. Au 31 décembre 1990, des comptes clients d'une valeur de 212 millions de dollars ont été vendus en vertu de ce contrat, en contrepartie d'un montant en espèces de 200 millions de dollars.

11. Stocks

	1990	1989
Pétrole brut, produits raffinés et marchandises	907	615
Matériaux et fournitures	57	62
	964	677

12. Placements

	1990	1989
À la valeur de consolidation		
Westcoast Energy Inc.	353	293
Petro-Canada Centre	92	94
Autres	28	42
À la valeur d'acquisition		
Hypothèques et autres placements	31	38
	504	467

Westcoast Energy Inc. ("Westcoast")

Au 31 décembre 1990, la Société détenait environ 37% (37% en 1989) des actions ordinaires en circulation de Westcoast, le cours du marché s'établissant à 453 millions de dollars (378 millions de dollars en 1989).

Petro-Canada Centre

La Société détient 50% du Petro-Canada Centre, complexe de bureaux situé à Calgary. La Société a conclu un contrat de location à long terme en vue d'occuper une partie du complexe et a accordé son appui, au 31 décembre 1990, pour une garantie de 230 millions de dollars de la dette à long terme grevant ce complexe.

13. Immobilisations

	1990			1989			Dépenses en capital	
	Coût	Amortissement et épuisement cumulés	Montant net	Coût	Amortissement et épuisement cumulés	Montant net	1990	1989
Ressources naturelles								
Pétrole et gaz								
Au Canada	3,669	1,972	1,697	3,746	2,030	1,716	237	187
À l'étranger	18	3	15	87	57	30	5	22
Sables pétrolifères								
Projet Syncrude	787	197	590	764	173	591	23	13
Autres	217	217		212	212		5	7
Liquides de gaz naturel	228	114	114	217	103	114	11	4
Autres	77	56	21	76	53	23	1	3
	4,996	2,559	2,437	5,102	2,628	2,474	282	236
Produits raffinés								
Raffinage	1,838	579	1,259	1,762	495	1,267	89	115
Marketing et autres	1,060	246	814	950	198	752	132	94
	2,898	825	2,073	2,712	693	2,019	221	209
Autres immobilisations	509	241	268	322	189	133	29	25
	8,403	3,625	4,778	8,136	3,510	4,626	532	470

Les dépenses en capital comprennent des intérêts capitalisés de $2 millions (néant en 1989).

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

14. Autres éléments d'actif

	1990	1989
Au coût		
Frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères	47	43
Moins portion attribuable aux sables pétrolifères qui seront exploités dans l'année	21	18
	26	25
Capitalisation des charges reportées des régimes de retraite	32	36
Au coût non amorti		
Achalandage	72	1
Coûts de financement reportés	18	17
Autres	27	14
	175	93

15. Dette à long terme

	Échéance	1990	1989
En dollars canadiens			
Billets non garantis 8.25%			11
En dollars américains			
Billets non garantis 7.75%			14
Billets non garantis 9%			26
Billets non garantis, au LIBOR diminué de 0.8% (125 millions de dollars US)	1995	145	144
Débentures non garanties 7.25% (200 millions de dollars US)[1]	1996	232	232
Débentures non garanties 9.50% (200 millions de dollars US)[1]	2003	232	232
Débentures non garanties 8.60% (300 millions de dollars US)[1]	2010	348	
Débentures non garanties 8.25% (200 millions de dollars US)[1]	2016	232	232
Débentures non garanties 9.70% (100 millions de dollars US)[1]	2018	116	115
Débentures non garanties 8.80% (200 millions de dollars US)[1]	2019[2]	232	232
		1,537	1,238
Moins la tranche échéant à moins de un an			6
		1,537	1,232

[1] Payables à Petro-Canada Limitée (note 19).
[2] Rachetables en 2004 au gré du porteur.

Le remboursement minimum de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices s'établit à 145 millions de dollars pour 1995.

16. Crédits reportés

	1990	1989
Solde non amorti des gains de change reportés sur la dette à long terme	100	114
Avances sur les livraisons à terme de gaz naturel	49	69
Passif à long terme	42	48
	191	231

17. Avoir de l'actionnaire

	1990	1989
Actions ordinaires	1	1,000
Surplus d'apport	2,572	1,550
Bénéfices non répartis (déficit)	98	(173)
	2,671	2,377

Le capital-actions autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité:

a) d'actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif, sans valeur nominale ni au pair, en dollars canadiens;

b) d'actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif, sans valeur nominale ni au pair, en dollars américains;

c) d'actions privilégiées de catégorie A, à dividende non cumulatif, sans droit de vote et sans valeur nominale ni au pair;

d) d'actions ordinaires sans valeur nominale ni au pair.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

Les modifications au capital-actions et au surplus d'apport sont les suivantes:

	1990			1989		
	Actions ordinaires			Actions ordinaires		
	Actions	Montant	Surplus d'apport	Actions	Montant	Surplus d'apport
Solde au début de l'exercice	4,216,011	1,000	1,550	4,216,011	1,000	2,537
Émis contre espèces	189,910	158				
Réduction du capital déclaré		(1,157)	1,157			
Transfert aux bénéfices non répartis			(135)			(987)
Solde à la fin de l'exercice	4,405,921	1	2,572	4,216,011	1,000	1,550

En 1989, la Société a approuvé l'adoption de la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, ce qui a eu pour effet de ramener les bénéfices non répartis au 1er janvier 1989 à un déficit de 987 millions de dollars. Un montant de 987 millions de dollars a été transféré du surplus d'apport aux bénéfices non répartis pour compenser ce déficit.

En octobre 1990, une réduction du capital déclaré au titre des actions ordinaires de l'ordre de 1,157 millions de dollars et une augmentation correspondante du surplus d'apport, de même qu'un transfert du surplus d'apport aux bénéfices non répartis ont été approuvés. Le transfert du surplus d'apport aux bénéfices non répartis compense un déficit de 135 millions de dollars.

En janvier 1991, la Société a émis 37,415 actions ordinaires en contrepartie d'un montant en espèces de 31 millions de dollars au nom de Petro-Canada Limitée, contribuant ainsi à porter le nombre d'actions ordinaires émises à 4,443,336.

En janvier 1991, la Société a approuvé des articles modifiant son capital-actions autorisé de manière qu'il comprenne un nombre illimité:

a) d'actions privilégiées pouvant être émises en série, désignées comme actions privilégiées de premier rang;

b) d'actions privilégiées pouvant être émises en série, désignées comme actions privilégiées de second rang; et

c) d'actions ordinaires.

18. Régimes de retraite

Les régimes de la Société sont des régimes à prestations déterminées, généralement basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de travail. La Société contribue aux régimes selon les conseils d'un actuaire indépendant.

Situation financière des régimes de retraite au 31 décembre

	1990	1989
Valeur actuarielle de l'actif	588	536
Obligation découlant des régimes de retraite	527	508
Actif net des régimes	61	28

L'actif net des régimes de retraite est amorti dans l'état des résultats sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés couverts par les régimes, qui est actuellement de 13 ans.

La capitalisation des régimes de retraite et leurs charges ont atteint respectivement 9 millions de dollars (31 millions de dollars en 1989) et 12 millions de dollars (20 millions de dollars en 1989).

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

19. Opérations entre apparentés

La Société détient des effets à payer à court terme, des avances et une dette à long terme (note 15) payables à Petro-Canada Limitée, l'ancienne société mère (note 2). Elle négocie avec le gouvernement du Canada pour assurer le remboursement et le refinancement de ces engagements.

La Société effectue des opérations avec le gouvernement du Canada et ses institutions; ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et, en conséquence, aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées.

20. Information sectorielle

La Société exerce son activité dans deux secteurs:

Les ressources naturelles, soit l'exploration, la mise en valeur, la production, le transport et la commercialisation de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides des champs gazéifères, de soufre et de sables pétrolifères, ainsi que l'extraction des liquides de gaz naturel.

Les produits raffinés, soit l'achat et la vente de pétrole brut, le raffinage de pétrole brut en produits pétroliers, ainsi que la distribution et la commercialisation de ces produits et d'autres produits achetés.

Le tableau ci-dessous présente l'information financière par secteur d'activité comme si chaque secteur était une entité commerciale distincte. Les cessions de produits entre secteurs, comptabilisées à leur valeur marchande, sont éliminées au moment de la consolidation. Les Services à la Société et autres englobent la commercialisation du propane, les revenus de placement, les intérêts débiteurs de même que les produits et les charges, d'ordre général, qui ne sont pas attribués à un secteur donné. Les éléments d'actif des Services à la Société et autres comprennent principalement l'encaisse et les dépôts à court terme, les placements dans d'autres sociétés, les éléments d'actif de la commercialisation du propane et les éléments d'actif généraux de la Société.

	Ressources naturelles		Produits raffinés		Services à la Société et autres		Total consolidé	
	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989
Produits								
Ventes aux clients et autres produits	506	511	4,934	4,442	433	73	5,873	5,026
Ventes entre secteurs	808	640	14					
Produits des secteurs	1,314	1,151	4,948	4,442	433	73		
Bénéfice								
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les postes suivants	678	527	377	339	54	(79)	1,109	787
Amortissement et épuisement	(187)	(244)	(155)	(147)	(31)	(5)	(373)	(396)
Frais d'exploration	(111)	(98)					(111)	(98)
Intérêts					(278)	(222)	(278)	(222)
Provision pour impôts sur le revenu	(177)	(96)	(96)	(88)	107	133	(166)	(51)
Bénéfice net (perte nette)	203	89	126	104	(148)	(173)	181	20
Dépenses en capital et dépenses d'exploration								
Dépenses en immobilisations et dépenses d'exploration	393	334	221	209	29	25	643	568
Placements			1	(1)	49	(75)	50	(76)
Autres éléments d'actif	2	4	10	3	5	11	17	18
Acquisitions					235		235	
	395	338	232	211	318	(39)	945	510
Total de l'actif	2,724	2,733	3,694	3,406	860	604	7,278	6,743
Capital utilisé	2,474	2,498	2,964	2,822	663	203	6,101	5,523

PETRO-CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

21. Données comparatives

Certains chiffres de 1989 présentés à des fins de comparaison ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour le présent exercice.

22. Engagements et éventualités

Engagements

a) La Société a loué des biens et du matériel aux termes de divers contrats de location-exploitation à long terme arrivant à échéance au plus tard en 2009. Les loyers annuels minimums relatifs aux contrats de location-exploitation non résiliables sont estimés à 115 millions de dollars en 1991, 108 millions de dollars en 1992, 83 millions de dollars en 1993, 68 millions de dollars en 1994, 56 millions de dollars en 1995 et 34 millions de dollars par année par la suite jusqu'en 2009.

b) En 1990, la Société a conclu des ententes avec d'autres entreprises en participation et avec les gouvernements du Canada ainsi que de Terre-Neuve et du Labrador pour mettre en valeur le gisement pétrolifère extracôtier Hibernia. Les coûts de ce projet jusqu'à la mise en production, prévue pour 1996, devraient s'établir à 5,2 milliards de dollars; la participation de 25% de la Société après les subventions du gouvernement sera probablement d'environ 1,1 milliard de dollars. Il est prévu que les coûts de mise en valeur engagés après le démarrage de la production, totalisant à peu près 3,4 milliards de dollars, seront financés par les fonds autogénérés provenant du projet Hibernia.

Éventualités

La Société est partie dans des litiges et des réclamations découlant du cours normal des affaires. La direction est d'avis que les règlements éventuels n'auront pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

PETRO-CANADA LIMITÉE (auparavant PETRO-CANADA)

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Petro-Canada Limitée (auparavant Petro-Canada) (incorporé selon une Loi Spéciale du Parlement du Canada) aux 31 décembre 1990 et 1989 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité se limite à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous basant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société aux 31 décembre 1990 et 1989 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, nous signalons qu'à notre avis, les principes comptables ont été appliqués de façon continue.

De plus, nous avons vérifié les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées, qui ont été portées à notre connaissance au cours des vérifications ci-haut mentionnées afin de déterminer si elles étaient conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, aux règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées et à toutes les directives dont la Société fait l'objet en vertu de la Loi. Nos vérifications de ces opérations ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. À notre avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux exigences des autorités spécifiées.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 15 février 1991

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE
(en millions de dollars)

ACTIF	1990	1989 (redressés) (notes 3 et 5)
Actif à court terme		
Effets à recevoir à court terme (note 4)	705	710
Intérêts courus à recevoir	27	30
Comptes clients	4	1
Avances à Petro-Canada		148
	736	889
Placements dans Petro-Canada (note 3)		2,426
Débentures à recevoir (note 4)	1,392	1,043
Charges de financement reportées		11
	2,128	4,369

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1990	1989 (redressés) (notes 3 et 5)
Passif à court terme		
Effets à payer à court terme (note 4)	705	710
Intérêts courus à payer	27	30
Comptes fournisseurs	4	1
	736	741
Dette à long terme (notes 4 et 6)	1,392	1,043
Avoir de l'actionnaire (note 7)		2,585
	2,128	4,369

PETRO-CANADA LIMITÉE (auparavant PETRO-CANADA)—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE (en millions de dollars)

	1990	1989 (redressés) (notes 3 et 5)
Produits		
Intérêts créditeurs	236	185
Charges		
Intérêts sur la dette à long terme	121	83
Autres intérêts	113	101
Charges de financement	13	
	247	184
Bénéfice (perte) avant postes indiqués ci-dessous	(11)	1
Provision pour impôts sur le revenu		
Bénéfice (perte) provenant des secteurs en exploitation	(11)	1
Bénéfice provenant du placement dans Petro-Canada (note 3)	159	5
Bénéfice net	148	6

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE (en millions de dollars)

	1990	1989 (redressés) (notes 3 et 5)
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice, solde déjà établi	31	(1,434)
Redressement affecté aux exercices antérieurs (note 5)	(173)	(148)
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice, redressés	(142)	(1,582)
Transfert provenant du surplus d'apport		1,434
Dividendes des actions ordinaires	(35)	
Bénéfice net	148	6
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	(29)	(142)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE (en millions de dollars)

	1990	1989 (redressés) (notes 3 et 5)
Encaisse provenant de (utilisée pour)		
Bénéfice net	148	6
Postes hors caisse inclus dans le bénéfice	12	
	160	6
Moins le bénéfice provenant du placement dans Petro-Canada (note 3)	(159)	(5)
	1	1
Augmentation du placement dans Petro-Canada et des avances à celles-ci	(10)	(45)
Augmentation nette des autres éléments d'actif	(1)	(1)
Diminution nette des effets à recevoir à court terme	5	258
Diminution nette des effets à payer à court terme	(5)	(258)
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	347	240
Augmentation des débentures à recevoir	(347)	(240)
	(10)	(45)
Dividendes des actions ordinaires	(35)	
Diminution des fonds provenant des secteurs en exploitation	(45)	(45)
Dividendes provenant du placement dans Petro-Canada (note 3)	45	45
Encaisse au début et à la fin de l'exercice		

PETRO-CANADA LIMITÉE (auparavant PETRO-CANADA)—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990
(en millions de dollars)

1. Sommaire des principales conventions comptables

a) Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Petro-Canada Limitée (auparavant Petro-Canada), agent de Sa Majesté du chef du Canada, et de sa filiale, la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (la "Société"). Les états financiers ne tiennent pas compte de l'ancienne filiale principale en exploitation, Petro-Canada (auparavant Petro-Canada Inc.), pour les motifs présentés dans les notes 2 et 3.

b) Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les intérêts débiteurs et créditeurs qui en résultent sont convertis aux taux en vigueur à la date de chacune des opérations en cause. Les gains ou les pertes de change non matérialisés résultant de la conversion des débentures à recevoir et de la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée restante des débentures ou de la dette.

2. Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada

La Loi sur la participation publique au capital de Petro--Canada (la"Loi") a reçu la sanction royale le 1[er] février 1991. La Loi stipule ce qui suit:

— la dénomination sociale de la Société est modifiée, passant de Petro-Canada à Petro-Canada Limitée,
— la dénomination sociale de l'ancienne filiale principale en exploitation est modifiée, passant de Petro-Canada Inc. à Petro-Canada,
— les actions de Petro-Canada qui sont détenues par la Société sont transférées au ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires) (le "Ministre"),
— Petro-Canada est autorisée à faire un premier appel public à l'épargne en offrant des actions au public, sous réserve de certaines restrictions,
— la Société est autorisée à transférer les actions de La corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale qui sont détenues par la Société conformément aux directives du Gouverneur général en conseil, et
— la Société sera dissoute et la Loi sur la Société Petro-Canada abrogée, à une date que fixera le Gouverneur général en conseil.

3. Transfert des actions de Petro-Canada

La direction considère que le transfert au Ministre des actions de Petro-Canada qui sont détenues par la Société (notes 2 et 7) a été approuvé lors de l'adoption de la Loi, sous la forme du projet de loi C-84, par la Chambre des communes en décembre 1990. Par conséquent, le placement de la Société dans Petro-Canada est comptabilisé à titre de secteur abandonné effectif au 31 décembre 1990.

Le sommaire de l'actif et du passif de Petro-Canada s'établit comme suit:

	1990	1989
Actif à court terme	1,821	1,557
Placements	504	467
Immobilisations	4,778	4,626
Autres éléments d'actif	175	93
Passif à court terme	1,882	1,936
Dette à long terme	1,537	1,232
Crédits reportés	191	231
Impôts sur le revenu reportés	997	967

Au 31 décembre 1990, $732 millions de passif à court terme et $1,392 millions de dette à long terme étaient dûs à la Société.

Le total des produits de Petro-Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990 s'est élevé à $5,873 millions ($5,026 millions en 1989) et sa provision pour impôts sur le revenu, à $166 millions ($51 millions en 1989). Les dividendes reçus de Petro-Canada en 1990 se sont chiffrés à $45 millions ($45 millions en 1989).

En janvier 1991, la Société a reçu un dividende de $31 millions qui lui a versé Petro-Canada, et a acheté des actions ordinaires de Petro-Canada pour une valeur de $31 millions.

La Société a officiellement transféré son placement dans Petro-Canada au Ministre le 1[er] février 1991.

4. Opérations entre apparentés

La Société a prêté à Petro-Canada le produit de ses effets à payer à court terme et de sa dette à long terme, sous la forme d'effets à recevoir à court terme et de débentures à recevoir, à des conditions correspondant d'assez près aux modalités d'emprunt de la Société. En prévision de l'appel public à l'épargne qu'effectuera Petro-Canada, la Société est entrée en négociation avec Petro-Canada et le gouvernement du Canada en vue d'assurer le service et le remboursement de la dette en circulation et des autres obligations de la Société ainsi que des obligations connexes de Petro-Canada envers la Société.

5. Redressement affecté aux exercices antérieurs

En 1990, Petro-Canada s'est vue imposer une nouvelle cotisation au titre des impôts sur le revenu et des intérêts correspondants pour l'année d'imposition 1983. Elle a également été avisée que de nouvelles cotisations seraient éventuellement établies pour d'autres années antérieures à 1990. Le bénéfice net et les bénéfices non répartis comptabilisés antérieurement ont donc été rectifiés. Les bénéfices non répartis aux 1[er] janvier 1990 et 1989 ont été réduits de $173 millions et de $148 millions, et le bénéfice net de 1990 et de 1989 a été diminué de $17 millions et de $25 millions respectivement.

PETRO-CANADA LIMITÉE (auparavant PETRO-CANADA)—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

6. Dette à long terme

	Échéance	1990	1989
En dollars américains			
Débentures non garanties 7.25% (200 millions de dollars US)	1996	232	232
Débentures non garanties 9.50% (200 millions de dollars US)	2003	232	232
Débentures non garanties 8.60% (300 millions de dollars US)	2010	348	
Débentures non garanties 8.25% (200 millions de dollars US)	2016	232	232
Débentures non garanties 9.70% (100 millions de dollars US)	2018	116	115
Débentures non garanties 8.80% (200 millions de dollars US)	2019*	232	232
		1,392	1,043

*Rachetables en 2004 au gré du porteur.

La dette à long terme ne fait l'objet d'aucun remboursement minimal au cours des cinq prochains exercices.

7. Avoir de l'actionnaire

	1990	1989
Capital	2,727	2,727
Bénéfices non répartis (déficit)	(29)	(142)
	2,698	2,585
Avoir de l'actionnaire imputé au placement dans Petro-Canada transféré au Ministre (notes 2 et 3)	(2,698)	
		2,585

Capital autorisé

a) 71,188 actions ordinaires d'une valeur au pair de cent mille dollars chacune; et

b) des actions privilégiées émises au nom du gouvernement du Canada; ces actions et tous les emprunts obtenus et en cours, provenant du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada, ne doivent pas dépasser un milliard de dollars. Ces actions ont une valeur au pair de un dollar chacune et sont rachetables au pair au gré de la Société. Elles ne sont pas assorties d'un taux de dividende précis et sont non cumulatives.

Émis (au nom du gouvernement du Canada)

	Nombre d'actions	1990	1989
Actions ordinaires	17,540	1,754	1,754
Actions privilégiées	972,771,853	973	973
Total du capital		2,727	2,727

Surplus d'apport

Au cours de 1989, le Conseil d'administration a approuvé l'adoption de la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, ce qui a eu pour effet de ramener les bénéfices non répartis au 1[er] janvier 1989 à un déficit de $1,434 millions de dollars. Le Gouverneur général en conseil a accepté le rachat de 14,343 actions ordinaires en vue de leur annulation, ce qui a résulté en un surplus d'apport totalisant $1,434 millions. L'avoir de l'actionnaire au 31 décembre 1989 a été redressé pour tenir compte du surplus d'apport et de son effet correspondant sur le déficit.

8. Engagements

La Société a loué des bureaux dans le Petro-Canada Centre, complexe de bureaux situé à Calgary, et a sous-loué ces locaux à Petro-Canada. Les loyers annuels minimums sont estimés à $35 millions en 1991, $35 millions en 1992, $36 millions en 1993, $39 millions en 1994, $41 millions en 1995 et $47 millions par la suite jusqu'en 2009.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié le bilan de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée au 31 mars 1991 et les états des résultats et du surplus et de l'évolution des liquidités pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses liquidités pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse	176,589	327,900
Placements à court terme	1,077,909	648,661
Débiteurs	576,650	530,349
Intérêts courus	7,133	8,249
Frais payés d'avance	11,825	11,223
	1,850,106	1,526,382
Droits de propriété industrielle et intellectuelle	1	1
Ameublement et matériel	1	1
	1,850,108	1,526,384

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	362,757	516,786
Redevances perçues d'avance	87,680	85,133
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	441,253	
	891,690	601,919
Provision pour indemnités de cessation d'emploi		266,888
	891,690	868,807
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé—10,000 actions sans valeur nominale		
Émis—5,000 actions entièrement payées	296,199	296,199
Surplus	662,219	361,378
	958,418	657,577
	1,850,108	1,526,384

Approuvé par le Conseil d'administration:

un Administrateur
N. PLANTE

un Administrateur
J. A. LÉGER

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Exploitation générale		
Revenus		
Redevances	1,843,564	2,169,807
Intérêt sur placements	158,999	130,375
Frais de gestion en vertu d'ententes de mandataires	90,515	94,434
Intérêt sur comptes en souffrance	45,752	33,851
Divers	1,106	88,982
	2,139,936	2,517,449
Dépenses		
Traitements et prestations aux employés	1,209,196	1,625,426
Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle (note 4)	461,767	459,233
Location de locaux, de matériel et autres	287,563	274,988
Services professionnels et spéciaux	165,493	198,900
Récompenses aux inventeurs	132,154	148,566
Coût des droits afférents aux licences	89,391	63,282
Fournitures de bureau, imprimerie, matériel et ameublement	72,104	103,167
Voyages et déplacements	70,059	79,381
Honoraires d'avocat	52,443	39,491
Communications	46,380	56,537
Créances irrécouvrables	15,564	54,672
Divers	5,795	16,079
	2,607,909	3,119,722
Coût de l'exploitation avant les activités de liquidation	467,973	602,273
Activités de liquidation		
Indemnités spéciales de cessation d'emploi (note 3)	1,030,186	
Coût de l'exploitation pour l'année	1,498,159	602,273
Crédit parlementaire (note 3)	1,799,000	799,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	300,841	196,727
Surplus au début de l'exercice	361,378	164,651
Surplus à la fin de l'exercice	662,219	361,378

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Liquidités utilisées pour l'exploitation		
Coût de l'exploitation	1,498,159	602,273
Éléments qui n'influent pas sur l'encaisse		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(869,171)	(46,543)
	628,988	555,730
Liquidités utilisées dans le (provenant du) fonds de roulement hors caisse		
Débiteurs	46,301	(265,957)
Autres éléments d'actif à court terme	(514)	3,711
Créditeurs et frais courus	154,029	163,885
Redevances perçues d'avance	(2,547)	(2,758)
	197,269	(101,119)
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	694,806	20,805
Liquidités utilisées pour l'exploitation	1,521,063	475,416
Liquidités provenant des activités de financement		
Crédit parlementaire	1,799,000	799,000
Augmentation des liquidités	277,937	323,584
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	976,561	652,977
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	1,254,498	976,561

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et exploitation

La Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral. La Société a été constituée dans le but de rendre accessible au public, par l'entremise de licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des travaux de recherche et développement financés au moyen de fonds publics.

La Société reçoit et traite toute propriété industrielle et intellectuelle en vertu d'ententes conclues avec les ministères du gouvernement fédéral, les sociétés et organismes de l'État, les universités et autres organismes financés à même les fonds publics. Une protection suffisante est recherchée au Canada et à l'étranger pour la propriété industrielle et intellectuelle lorsque celle-ci pourrait servir à des fins commerciales. La Société se sert du revenu de l'exploitation de cette propriété pour récompenser les fonctionnaires inventeurs conformément à la Loi sur les inventions des fonctionnaires et pour indemniser d'autres initiateurs de propriété industrielle ou intellectuelle conformément aux ententes conclues avec eux.

Le 23 mai 1991, le projet de loi C-8 portant sur la dissolution ou cession de sociétés d'État, est passé en troisième lecture à la Chambre des communes. Lorsque proclamée, la loi autorisera le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie à procéder à la dissolution de la Société.

2. Conventions comptables importantes

Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle sont déclarés à une valeur nominale de $1. Le coût net lié à l'acquisition, à la protection et au maintien des droits de propriété industrielle et intellectuelle est imputé aux résultats lorsqu'il est subi.

Ameublement et matériel

L'ameublement et le matériel sont comptabilisés à une valeur nominale de $1. Le coût de ces actifs est imputé aux résultats au cours de l'exercice de leur acquisition. Les produits résultant de la vente de ces actifs sont crédités aux revenus au cours de l'exercice de la disposition.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités déterminées de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et les conditions d'emploi. En raison de sa liquidation possible, la Société a approuvé des indemnités spéciales de cessation d'emploi pour ses employés. L'élément de passif relié à ces indemnités est comptabilisé dès que les indemnités sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Les employés de la Société font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au coût du régime sont limitées, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite et sont comptabilisées aux états financiers de l'exercice en cours. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

3. Crédit parlementaire et indemnités spéciales de cessation d'emploi

En raison de sa liquidation éventuelle, la Société a, durant l'année, demandé et reçu un crédit parlementaire supplémentaire de $1,000,000 pour payer les indemnités spéciales de cessation d'emploi que la Société a approuvé pour ses employés.

4. Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle

	1991	1990
	$	$
Honoraires et autres dépenses connexes	686,554	718,143
Moins: recouvrements	224,787	258,910
	461,767	459,233

5. Engagement par bail

En vertu d'un bail daté du 24 août 1988, la Société verse un loyer annuel de $172,338 pour des locaux. La période sur laquelle porte le bail est du 1er novembre 1988 au 31 octobre 1993. Les termes du bail comprennent le versement de certains coûts d'opération pendant la durée du bail. La Société est en train de négocier le transfert du bail sans frais de dédommagement à une autre entité gouvernementale.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des ports au 31 décembre 1990 et les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Comme exige la Loi sur la gestion des finances publiques, nous rapportons qu'à notre avis ces principes sont appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les transactions de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Ottawa, Canada
le 15 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À court terme		
Encaisse	861	244
Placements à court terme (note 3)	28,409	32,867
Débiteurs	1,960	1,793
Créance sur le Canada	1,036	426
Matériaux et fournitures	293	264
	32,559	35,594
Placements (note 3)	18,497	18,429
Débiteur à long terme (note 4)	224	299
Placement dans Ridley Terminals Inc.	1	1
Immobilisations (note 6)	40,812	36,059
	92,093	90,382
Fonds de prêt interportuaire—Actif (note 11)	32,064	28,568
	124,157	118,950

PASSIF	1990	1989
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 7)	9,641	4,169
Subventions tenant lieu de taxes municipales	384	118
Dû auprès du Canada (note 10)	10,220	
	20,245	4,287
Avantages sociaux courus	1,340	1,208
Emprunts auprès du Canada (note 8)	1,226	1,319
Produits reportés	279	
Dû auprès du Fonds de prêt interportuaire (note 9)	3,745	
	26,835	6,814
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 10)	53,198	73,638
Bénéfices non répartis	12,060	9,930
	65,258	83,568
	92,093	90,382
Fonds de prêt interportuaire—Contrepartie (note 11)	32,064	28,568
	124,157	118,950

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
L'HONORABLE A.R. HUNTINGTON

le Président-directeur général
JEAN MICHEL TESSIER

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Produits d'exploitation	10,592	9,566
Frais d'exploitation et d'administration—Nets	9,820	8,769
Amortissement	2,958	2,690
Subventions tenant lieu de taxes municipales	861	692
	13,639	12,151
Perte d'exploitation	(3,047)	(2,585)
Revenu de placement	5,616	5,369
Frais d'intérêts	(212)	(112)
Bénéfice avant ce qui est décrit ci-dessous	2,357	2,672
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc.		(3,082)
Ajustement de subventions tenant lieu de taxes municipales (note 4)		1,174
Bénéfice net pour l'exercice	2,357	764
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	9,930	9,240
Dividende au Canada	(227)	(74)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	12,060	9,930

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	2,357	764
Postes n'exigeant aucune sortie de caisse		
Amortissement	2,958	2,690
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc.		3,082
Avantages sociaux courus	132	37
Intérêts reportés	106	
Autres	(30)	(13)
Produits reportés à long terme	279	
Débiteur à long terme	75	(299)
Variation nette des éléments du fonds de roulement	(1,112)	(12,060)
Rentrées (sorties) nettes provenant de (utilisées dans) l'exploitation	4,765	(5,799)
Activités de financement		
Subventions pour projets d'immobilisations	9,747	2,754
Variation de la créance sur le Canada	(610)	2,056
Transferts auprès du Fonds de prêt interportuaire	3,639	
Remboursement des emprunts auprès du Canada	(87)	(81)
Contribution au Canada	(20,440)	
Montant dû au Canada	10,220	
Dividende payé au Canada	(227)	(74)
Rentrées nettes provenant du financement	2,242	4,655
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(17,496)	(4,664)
Variation des comptes de construction à payer	6,648	(1,354)
Sorties nettes utilisées dans les activités d'investissement	(10,848)	(6,018)
Diminution de l'encaisse et des placements à court terme	(3,841)	(7,162)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	33,111	40,273
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	29,270	33,111

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1990

1. La Loi sur la Société canadienne des ports

La Société canadienne des ports est constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports. Cette loi permet l'établissement de nouvelles sociétés portuaires locales pour la gestion et l'exploitation de certains ports déterminés. La Société apparaît dans la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

a) États financiers

Les états financiers de la Société canadienne des ports comprennent les comptes des ports et des autres installations qui relèvent de son administration, aussi bien que ceux du Fonds de prêt interportuaire. Les activités des sociétés portuaires locales sont exclues des états financiers depuis la date de leur constitution en société.

b) Placements

Les placements sont indiqués au coût amorti, c'est-à-dire que la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

c) Placement dans Ridley Terminals Inc.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. est comptabilisé à la valeur de consolidation.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société, lesquelles sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

e) Coûts du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles au régime dégagent la Société de sa responsabilité et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

f) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont parachevées qu'après une vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes au cours de l'exercice où le montant final est remis.

g) Avantages sociaux

La Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Placements

Les placements sont des titres directs et garantis du Canada. Les coûts amortis et les valeurs marchandes des placements sont:

	1990		1989	
	Coût amorti	Valeur marchande	Coût amorti	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
À court terme— Bons du Trésor du Canada	28,409	28,435	32,867	32,788
À long terme— Obligations du Canada	18,497	20,129	18,429	21,080

4. Débiteur à long terme

En 1989, la Division des subventions des municipalités du ministère des Travaux publics a terminé la vérification des subventions tenant lieu de taxes municipales. Cette vérification a entraîné un ajustement à l'avantage de la Société au montant de $1,174,000 pour les années 1985 à 1989 dont $800,000 avaient été courus dans les années précédentes. Ce montant couru a fait l'objet d'une contre-passation et le solde de $374,000 a été enregistré comme débiteur à long terme du District du gouvernement local de Churchill, au Manitoba. Le recouvrement du débiteur sera en versements annuels égaux à partir de l'an 1990 jusqu'à 1994.

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Débiteur sans intérêt	299	374
Moins: tranche échéant à moins d'un an	(75)	(75)
	224	299

5. Débentures de Saint John Harbour Bridge Authority

Au 31 décembre 1989 Saint John Harbour Bridge Authority (l'Administration) devait la somme de $13,793,000 à la Société qui devait ce même montant au Canada. Par conséquent, les débentures à recevoir et les avances à payer au Canada, comme les intérêts créditeurs et débiteurs de $947,000 pour 1989, se compensaient. Ainsi donc ces montants n'ont pas apparu dans les états financiers de la Société au 31 décembre 1989.

En juin 1990, par un commun accord avec le gouvernement du Canada et l'Administration, la Société a fait cession au Canada des débentures à recevoir de l'Administration. De cette façon la Société s'est dégagée de l'endettement apparenté au Canada.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

6. Immobilisations

a) Sommaire

		1990			1989
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		4,482		4,482	4,482
Dragage	2.5-6.7	9,489	6,339	3,150	3,475
Installations d'amarrage ..	2.5-10	34,515	18,419	16,096	16,826
Immeubles	2.5-10	16,418	12,432	3,986	4,187
Services publics	3.3-10	2,818	1,558	1,260	1,363
Routes et surfaces	2.5-10	3,775	1,958	1,817	571
Machinerie et matériel	5-100	20,187	16,669	3,518	4,118
Mobilier et matériel de bureau	20	3,237	2,385	852	794
Projets en cours de construction .		5,651		5,651	243
		100,572	59,760	40,812	36,059

b) Subventions pour projets d'immobilisations

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des subventions totalisant $9,747,000 ($2,754,000 en 1989) en vue des projets de construction d'immobilisations.

c) Engagements pour dépenses en immobilisations

On estime à $28,938,000 les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations. La Société prévoit débourser la majeure partie de ce montant au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1991.

7. Créditeurs et frais courus

Les produits reportés, au montant de $965,000 ($679,000 en 1989), et la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an, au montant de $93,000 ($87,000 en 1989), sont compris dans les créditeurs et frais courus.

8. Emprunts auprès du Canada

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant intérêts aux taux de 6.44% et 9.09%, échéant le 31 décembre 2000 et remboursables par versements annuels égaux de $193,000 capital et intérêts réunis	1,319	1,406
Moins: tranche échéant à moins d'un an ...	(93)	(87)
	1,226	1,319

Le remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices s'élève à $93,000 en 1991, $100,000 en 1992, $108,000 en 1993, $116,000 en 1994 et $124,000 en 1995.

9. Dû auprès du Fonds de prêt interportuaire

Le Fonds de prêt interportuaire a servi au financement du projet d'immobilisations d'un port administré par la Société. Ce financement a compris des transferts de fonds totalisant $3,639,000 et les intérêts courus sur les transferts au montant de $106,000. Les transferts portent intérêts aux taux de 10.91% à 11.47% et sont remboursables en vingt versements annuels égaux, capital et intérêts réunis, indiqués à compter du 31 décembre 1993.

Selon les conditions des transferts, les intérêts courus seront rajoutés au montant principal des transferts et composés annuellement jusqu'au commencement des versements annuels. Le remboursement des intérêts reportés se fera selon les mêmes conditions que celles des montants principaux des transferts.

Le remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices s'élève à $70,000 en 1993, $78,000 en 1994 et $87,000 en 1995.

10. Capital d'apport

Le Canada a demandé de la Société canadienne des ports et des sociétés portuaires locales une contribution à la réduction du déficit fédéral au montant de 100 millions de dollars. On a demandé des paiements en espèces des ports indiquant une liquidité qui dépassait leurs besoins à court terme en dépenses d'investissement.

La quote-part de la Société était de 20.44 millions de dollars et 10.22 millions de dollars de cette contribution apparaît comme Dû auprès du Canada. La contribution a été imputée au Capital d'apport comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	73,638	73,638
Contribution au Canada	(20,440)	
Solde à la fin de l'exercice	53,198	73,638

11. Fonds de prêt interportuaire

En 1989, le Canada a fourni une subvention de $26,650,000 pour établir le Fonds de prêt interportuaire. Cette subvention équivalait aux versements de dividendes effectués en 1988 et 1989 par la Société et les sociétés portuaires locales, et comprenait les intérêts courus. Le but du Fonds est de fournir du financement pour les projets d'immobilisations viables financièrement de la Société et des sociétés portuaires locales.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

Le bilan du Fonds au 31 décembre indique:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Actif		
À court terme		
Encaisse et placement en bons du Trésor	28,319	28,568
Transferts à recevoir	3,745	
	32,064	28,568
Solde du fonds		
Contribution du Canada	26,650	26,650
Bénéfices non répartis	5,414	1,918
	32,064	28,568

Les placements du Fonds, indiqués au coût amorti, sont des titres directs et garantis du Canada. Au 31 décembre 1990 et 1989, la valeur marchande des placements est équivalente à leur coût amorti.

Les transferts effectués en 1990 sont décrits dans la note 9.

Le Fonds est engagé à fournir du financement au montant de 55.3 millions de dollars pour les projets d'investissement des ports divisionnaires pendant les trois prochains exercices. Le Canada s'est engagé à investir jusqu'à 50 millions de dollars dans le Fonds pendant la même période.

L'état des résultats et des bénéfices non répartis du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990, comparativement à la période de sept mois terminée le 31 décembre 1989, est comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Revenu d'intérêts	3,571	1,918
Dépenses d'administration	75	
Bénéfice net	3,496	1,918
Bénéfices non reportés au début de l'exercice/de la période	1,918	
Bénéfices non reportés à la fin de l'exercice/de la période	5,414	1,918

12. Opérations entre apparentés

Du fait de leur même appartenance, la Société est apparentée à tous les ministères, agences et sociétés d'État formés par le Canada.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, la Société a recouvré des sociétés portuaires locales des frais d'exploitation et d'administration qu'elle avait encourus au montant de $7,177,000 en 1990 ($6,225,000 en 1989). Ces recouvrements sont appliqués aux dépenses qui s'y rattachent.

La Société a reçu des revenus de placement de $5,616,000 ($5,369,000 en 1989) sur les titres du gouvernement du Canada, et a payé les frais d'intérêts de $106,000 ($112,000 en 1989) au Canada. Les détails des autres opérations avec le gouvernement du Canada sont divulgués dans les notes 6 b), 8 et 10.

13. Éventualités

La Société a reçu des réclamations totalisant environ $3,459,000 à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages présumés subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige. Ces réclamations n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, ces réclamations ne devraient entraîner aucun débours important.

La Société assume toutes les responsabilités quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de telles responsabilités sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES RAPPORTS FINANCIERS

La direction et le conseil d'administration sont responsables des états financiers consolidés ainsi que de tout autre renseignement présenté dans ce rapport annuel conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements. Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et comprennent, lorsqu'il y a lieu, des données qui font appel à son jugement et à ses estimations.

La direction a développé et maintient des registres et documents comptables, des systèmes de contrôle et d'information financiers et administratifs, ainsi que des pratiques de gestion. Ces systèmes et pratiques ont pour but d'assurer la fiabilité de l'information financière, en conformité avec la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, la Loi sur la Société canadienne des postes et les règlements administratifs de la Société. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer ces systèmes et pratiques.

Le conseil d'administration s'assure que les cadres s'acquittent de leurs responsabilités à l'égard de la déclaration financière et du contrôle interne par l'intermédiaire du comité de vérification composé de six membres n'étant pas à l'emploi de la Société. Le comité de vérification se réunit chaque trimestre afin de passer en revue les activités de vérification interne de la Société. En outre, il se réunit au moins une fois l'an pour examiner les états financiers consolidés et le rapport annuel des vérificateurs et pour aviser le conseil d'administration à ce sujet.

Les vérificateurs externes de la Société, le vérificateur général du Canada et Arthur Andersen & Cie vérifient les états financiers consolidés et soumettent leur rapport au comité de verification ainsi qu'au ministre responsable de la Société canadienne des postes.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société canadienne des postes au 31 mars 1991 et les états consolidés des résultats et bénéfices non répartis, et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie.

Ottawa, Canada
le 24 mai 1991

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

BILAN CONSOLIDÉ 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	333,266	378,796
Débiteurs	141,994	118,369
Frais payés d'avance	71,184	56,479
	546,444	553,644
Immobilisations (note 5)	1,947,288	1,828,334
Autres actifs		
Encaisse et placements réservés (note 6)	121,749	81,782
Frais de développement reportés	46,478	44,023
Collection du patrimoine postal (note 7)	1	1
	168,228	125,806
	2,661,960	2,507,784

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1991	1990
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	313,891	242,984
Salaires et avantages sociaux	200,316	136,877
Revenus reportés	176,602	177,143
Mandats-poste en circulation	48,826	47,192
	739,635	604,196
Dette à long terme (note 8)	135,000	80,000
Indemnités de cessation d'emploi	342,407	333,492
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 9)	1,355,172	1,355,172
Bénéfices non répartis	89,746	134,924
	1,444,918	1,490,096
	2,661,960	2,507,784

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration:

Président du conseil d'administration
ROGER L. BEAULIEU

Président du comité de vérification
A. ERNEST DOWNS

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenu des opérations postales	3,739,206	3,579,843
Coût des opérations postales	3,664,433	3,473,258
Bénéfice des opérations postales	74,773	106,585
Autres revenus		
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	5,073	118,267
Intérêts	40,928	57,983
	46,001	176,250
Autres frais		
Coûts de restructuration (note 4)	97,463	126,119
Intérêts	8,969	7,916
	106,432	134,035
Bénéfice net	14,342	148,800
Bénéfices non répartis (déficit cumulé)		
Au début de l'exercice	134,924	(13,876)
Dividende	(59,520)	
À la fin de l'exercice	89,746	134,924

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1991	1990
Rentrées de fonds liées aux activités suivantes (sorties)		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	14,342	148,800
Éléments hors caisse compris dans le bénéfice net		
Amortissement des immobilisations	141,352	111,453
Indemnités de cessation d'emploi courues	42,904	22,111
Amortissement des frais de développement reportés	7,206	
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	(5,073)	(118,267)
	200,731	164,097
Évolution des éléments du fonds de roulement autres que les liquidités	97,109	(125,504)
Paiements d'indemnités de cessation d'emploi	(33,989)	(27,741)
	263,851	10,852
Dividende	(59,520)	
Activités de financement		
Dette à long terme	55,000	
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(268,628)	(319,861)
Augmentation de l'encaisse et des placements réservés	(39,967)	(40,688)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	13,395	147,916
Frais de développement reportés	(9,661)	(44,023)
	(304,861)	(256,656)
Diminution de l'encaisse et des placements à court terme	(45,530)	(245,804)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	378,796	624,600
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	333,266	378,796

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1991

1. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes pour exploiter un service postal qui s'autofinance tout en offrant un service dont les normes répondent aux besoins de la population du Canada. Il s'agit d'une société d'État comprise à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle est mandataire de Sa Majesté. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu.

2. Réglementation des tarifs

La Loi sur la Société canadienne des postes stipule que la Société peut, par règlement, préciser des tarifs de port qui sont justes et raisonnables pour permettre d'assurer des recettes qui, jointes à celles d'autres sources, suffisent à équilibrer les dépenses engagées par la Société dans le cadre de son exploitation. La Société doit publier les projets de règlements pour que toute personne intéressée puisse présenter ses observations au ministre responsable de la Société. Ensuite, le ministre soumet les règlements à l'examen du gouverneur en conseil qui doit donner son approbation ou refuser les règlements.

3. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société se résument comme suit:

a) Consolidation

Les états financiers consolidés de la Société incluent les comptes de la Société canadienne des postes et de sa filiale à part entière, Postes Canada Gestion de systèmes limitée.

b) Immobilisations et amortissement

Les terrains, les bâtiments et le matériel qui ont été transférés du gouvernement du Canada à la Société lors de sa constitution ont été comptabilisés à leur juste valeur à cette date, établie de façon suivante:

Terrains	—À la valeur marchande fondée sur leur utilisation
Bâtiments	—Au coût de remplacement non amorti
Équipement, véhicules, mobilier, matériel de bureau et des comptoirs de vente et petit matériel	—Au coût de remplacement non amorti ou au coût d'origine moins l'amortissement estimatif

La valeur marchande des terrains et le coût de remplacement non amorti des bâtiments transférés du gouvernement du Canada ont été déterminés par une évaluation indépendante. Les acquisitions effectuées après la constitution sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif suivants:

Bâtiments	30 et 40 ans
Équipement	de 4 à 30 ans
Véhicules (autres que les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit)	de 6 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	de 5 à 20 ans
Petit matériel	de 5 à 15 ans

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30 pour cent pour tous les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit.

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des indemnités précises reliées à la cessation d'emploi, calculées selon les salaires en vigueur à la date de cessation, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi.

La valeur actualisée des coûts prévus des indemnités de cessation d'emploi non payées, déterminée par évaluation actuarielle, est inscrite comme une dette à long terme aux états financiers.

Les indemnités de cessation d'emploi cumulées des employés ainsi que les gains et les pertes résultant d'évaluation actuarielle sont imputés à l'exploitation courante.

d) Comptabilisation des revenus

Les montants reçus et pour lesquels les services afférents n'ont pas encore été rendus à la fin de l'exercice sont reportés.

e) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au régime se limitent, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $96,052,000 ($97,006,000 en 1990), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite; ces cotisations sont imputées à l'exploitation courante. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

f) Frais de développement reportés

Les coûts encourus pour le développement de nouveaux produits de la poste et le réseau postal de vente au détail sont reportés. Ces coûts sont amortis selon la méthode linéaire sur les exercices pour lesquels on prévoit bénéficier d'avantages économiques.

g) Conversion des devises étrangères

Les revenus et les dépenses ayant trait aux opérations avec des administrations postales étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les montants à payer ou à recevoir de ces administrations étrangères à la date du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou les pertes provenant de la conversion des devises étrangères sont imputés à l'exploitation courante.

4. Coûts de restructuration

La Société est présentement engagée dans un programme qui s'échelonnera sur plusieurs années et dont l'objectif est d'accroître l'efficience et l'efficacité du système postal. Des initiatives individuelles en ce sens sont approuvées de façon continue. Les coûts s'y rapportant ont trait au développement et à l'implantation de systèmes de gestion et de systèmes opérationnels ainsi qu'à la réaffectation des ressources.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1991—*Suite*

5. Immobilisations

	1991			1990
	Prix coûtant ou juste valeur	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	216,344		216,344	214,742
Bâtiments	1,191,072	348,255	842,817	822,695
Équipement	681,894	254,459	427,435	345,196
Véhicules	112,619	67,323	45,296	60,308
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	317,600	85,884	231,716	223,021
Petit matériel	233,152	49,472	183,680	162,372
	2,752,681	805,393	1,947,288	1,828,334

6. Encaisse et placements réservés

La Société a mis à part un montant d'encaisse et de placements comptabilisés au coût, uniquement afin de gérer les mouvements de trésorerie reliés à la dette pour les indemnités de cessation d'emploi.

7. Collection du patrimoine postal

La Société a une entente avec les Archives nationales du Canada et le Musée canadien des civilisations pour l'exploitation, l'administration et le maintien des archives des postes du Canada et du Musée national des postes respectivement, à savoir du matériel philatélique, des objets de collection, une bibliothèque postale, des expositions qui relatent l'origine du service postal ainsi que d'autres objets du patrimoine. Puisque ces collections, expositions et livres ne sont pas destinés à la vente et que leur valeur n'est pas déterminée, une valeur symbolique de $1,000 leur a été attribuée dans les états financiers.

8. Dette à long terme

a) Emprunt à long terme—Gouvernement du Canada

En 1988, la Société a contracté un prêt de 10 ans avec le gouvernement du Canada pour un montant de 80 millions de dollars. L'intérêt sur la dette est exigible semi-annuellement à un taux annuel de 9.705 pour cent. Le capital de ce prêt devient exigible le 27 avril 1998.

b) Obligations à long terme

Le 15 mars 1991, la Société a émis pour de l'encaisse, des obligations non remboursables par anticipation totalisant 55 millions de dollars, venant à maturité en mars 2016. L'intérêt sur la dette est exigible semi-annuellement à un taux annuel de 10.35 pour cent.

Le montant des intérêts sur la dette à long terme a été de $8,029,000 ($7,764,000 en 1990).

9. Redressement affecté au capital d'apport

Au cours des exercices précédents, la Société avait l'approbation du chargé de la réglementation de récupérer certains coûts à même les usagers futurs de la poste. Le 1[er] avril 1989, le Gouverneur en conseil, en tant que chargé de la réglementation des tarifs, a autorisé la défalcation des soldes cumulés non amortis de ces coûts, s'élevant à $588,253,000, au capital d'apport.

10. Dettes éventuelles

a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne alléguant qu'il y a eu discrimination en matière de travail à valeur égale. La Commission poursuit présentement son enquête et on ne peut, à ce moment, établir le résultat de cette enquête. Les frais éventuels reliés à cette plainte, advenant qu'elle soit justifiée, seront récupérés à même les tarifs postaux futurs (conformément à la Loi sur la Société canadienne des postes), et/ou du gouvernement du Canada.

b) Les employés peuvent accumuler des congés de maladie. Toutefois, ces congés ne constituent pas des droits acquis mais plutôt des réserves en cas de maladie future. Les frais éventuels reliés aux congés de maladie accumulés auxquels les employés auront droit ne peuvent être déterminés de façon précise. Les congés de maladie sont imputés aux dépenses d'exploitation au fur et à mesure qu'ils sont payés.

11. Engagements découlant de contrats de location

La Société occupe certaines installations en vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates entre 1992 et 2027. Les paiements minimums futurs que la Société devra verser aux termes des contrats de location-exploitation de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1992	54,350
1993	43,232
1994	34,856
1995	23,533
1996	16,710
1997 à 2027	40,453
	213,134

12. Opérations entre apparentés

La Société a conclu les opérations suivantes avec ses apparentés en plus de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers consolidés.

a) Paiements pour usagers des postes

Dans les cas où la politique du gouvernement oblige la Société à fournir des services à des tarifs inférieurs aux coûts, notamment à l'industrie de l'édition, pour les envois postaux gratuits du gouvernement, la littérature pour les aveugles et le service de transport aux communautés du Grand Nord, le gouvernement du Canada compense la Société pour le manque à gagner de ces sources. Les paiements reçus, totalisant $203,593,000 ($239,593,000 en 1990), sont inclus dans le revenu des opérations postales.

b) Gestion des biens immobiliers

La Société a encouru des frais d'exploitation nets de $206,080,000 ($191,706,000 en 1990) à l'égard d'une entente avec le ministère des Travaux publics pour la gestion de la plupart de ses biens immobiliers. De plus, les aquisitions d'immobilisations se sont chiffrées à $11,982,000 ($29,787,000 en 1990).

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1991—*Fin*

c) Intérêts

La Société a réalisé des revenus d'intérêts de l'ordre de $1,740,000 ($1,769,000 en 1990) sur son solde dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada.

d) Autres

Dans le cours normal des affaires, la Société effectue diverses autres opérations avec le gouvernement du Canada, ses agences et d'autres sociétés d'État. Ceux-ci incluent la prestation de services postaux, l'achat de services de transport aérien et ferroviaire.

À la suite de toutes les transactions ci-dessus, les montants débiteurs et créditeurs avec ces apparentés sont de $14,459,000 ($10,696,000 en 1990) et $147,100,000 ($82,437,000 en 1990) respectivement.

13. Événement postérieur à la date du bilan

Le 24 mai 1991 le conseil d'administration a déclaré un dividende de 40 pour cent du bénéfice net de l'exercice terminé le 31 mars 1991, payable à l'actionnaire, le gouvernement du Canada, le 28 juin 1991. Le dividende se chiffre à $5,737,000.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LES RAPPORTS FINANCIERS, UNE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

C'est à la direction de la Société qu'il incombe d'établir et de tenir un ensemble de documents comptables, de contrôles internes et de pratiques de gestion qui lui permettent, avec un degré raisonnable de certitude, de produire des données financières fiables, de protéger et contrôler ses actifs, de diriger ses opérations conformément aux lois et règlements qui la régissent, de gérer ses ressources avec compétence et économie et d'exercer ses activités avec efficacité.

La direction est en outre tenue d'assurer l'intégrité et l'objectivité des états financiers. Elle a dressé, au 31 décembre 1990, les états financiers ci-joints conformément aux conventions comptables énoncées dans les notes complémentaires et appliquées d'une manière uniforme. Ces états financiers présentent séparément le Compte corporatif, le Compte du Ministre, le Fonds d'assurance hypothécaire et les autres fonds d'assurance et caisses de garantie pour conserver à ces entités leur caractère distinct et fournir des informations significatives sur chacune de ces composantes des activités commerciales de la Société. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport annuel correspondent à celles qu'on trouve dans les états financiers.

Pour sa part, le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le Conseil assume cette charge par l'entremise du Comité de vérification dont la majorité des membres ne sont pas des dirigeants de la Société. Le Comité tient périodiquement des réunions avec la direction, les vérificateurs internes de la Société et les vérificateurs externes indépendants, afin d'étudier la façon dont ces groupes remplissent leur mission et de discuter de vérification, de contrôle interne et d'autres questions financières pertinentes. Le Comité de vérification a examiné les états financiers avec les vérificateurs externes et a soumis son rapport au Conseil d'administration. Celui-ci a ensuite revu attentivement les états financiers et les a approuvés.

La vérification externe des états financiers a été faite conjointement par Robert D. Hepburn, CA, du cabinet Deloitte & Touche, et Kenneth M. Dye, FCA, vérificateur général du Canada. Leurs rapports présentent une opinion impartiale sur les états financiers soumis au Ministre d'État (Habitation).

le Président et premier dirigeant
E.A. Flichel

la Vice-présidente, Finances
Karen Kinsley

ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1990

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en société d'État, par une loi fédérale, le 1er janvier 1946. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards, par la Loi sur la gestion des finances publiques. Ses principales activités se résument comme suit:

Compte corporatif

Permet le financement de l'habitation et l'amélioration des collectivités suivant des modalités précises et à des taux d'intérêt normalement équivalents à ceux du marché, lesquels sont généralement supérieurs aux taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte au gouvernement du Canada. Les prêts et placements s'effectuent dans les trois éléments de planification: Logement du marché, Logement social et Aide au logement, la plus grosse part (environ 75%) touchant les projets reliés au Logement social.

Compte du Ministre

Permet de verser certains montants ou d'engager des frais relatifs à l'application de programmes d'habitation au nom du gouvernement du Canada. Ces débours et frais comprennent, entre autres, des subsides, contributions, subventions, renonciations de prêts, pertes sur biens immobiliers, pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, pertes sur taux d'intérêt, frais de recherche et de développement et certains frais administratifs. Provision est faite pour ces paiements et frais dans les budgets principaux et supplémentaires des dépenses qui sont soumis au Parlement. Ce dernier donne son approbation par le biais de lois portant affectation de crédits et de pouvoirs réglementaires qui autorisent le Ministre responsable à rembourser la Société de ces paiements et frais pour l'exercice financier s'y rapportant. Les subsides, contributions et subventions sont versés dans les trois éléments de planification: Logement du marché, Logement social et Aide au logement. Quatre-vingt-quinze pour cent de l'activité totale se rattache aux initiatives du logement social.

Fonds gérés

Permettent de gérer certains fonds et caisses d'assurance et de garantie pour le compte du gouvernement du Canada. Le Fonds d'assurance hypothécaire est l'outil principal servant à établir un climat de confiance propice aux opérations de crédit hypothécaire des établissements financiers du secteur privé. Cet instrument concourt à une offre suffisante de capitaux hypothécaires, en réduisant les risques des prêteurs et en stimulant le marché hypothécaire secondaire, ce qui a pour conséquence de rendre les logements plus accessibles aux Canadiens. Le Fonds d'assurance hypothécaire et le Fonds de garantie des titres hypothécaires apportent un appui aux initiatives du secteur privé dans le domaine de l'habitation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE D'ÉTAT (HABITATION)

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Compte corporatif au 31 décembre 1990 ainsi que l'état des résultats et du fonds de réserve et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation et aux règlements administratifs de la Société.

du cabinet Deloitte & Touche
Robert D. Hepburn, CA

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 28 février 1991

COMPTE CORPORATIF

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Prêts et placements (note 2)	8,946,559	9,057,866
Débiteurs	7,157	12,327
À recevoir du Ministre (note 3)	35,316	120,450
Impôts sur le revenu reportés	4,675	1,958
Immeuble en location-acquisition (note 4)	38,982	
Locaux et matériel de bureau (note 5)	19,348	17,254
Autres éléments	4,745	2,754
	9,056,782	9,212,609

PASSIF	1990	1989
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 6)	8,702,618	8,819,075
Dette découlant du contrat de location-acquisition (note 7)	38,803	
Chèques émis excédant les montants en dépôt	153,626	214,439
Créditeurs et charges à payer (note 8)	77,669	63,031
À payer au Receveur général du Canada	31,261	61,044
À payer aux Fonds gérés	2,805	5,020
	9,006,782	9,162,609
CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		
Capital		
Autorisé et entièrement libéré par le gouvernement du Canada	25,000	25,000
Fonds de réserve (note 9)	25,000	25,000
	9,056,782	9,212,609

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU FONDS DE RÉSERVE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Intérêts créditeurs	788,061	809,475
Intérêts débiteurs	737,487	759,681
Marge sur activités de financement	50,574	49,794
Vente de biens immobiliers	9,711	35,551
Coût des biens immobiliers vendus	5,939	14,331
Profit sur vente de biens immobiliers	3,772	21,220
Autres revenus	20,458	21,637
Bénéfice avant les frais d'exploitation	74,804	92,651
Frais d'exploitation (note 10)	31,680	29,845
Bénéfice avant impôts	43,124	62,806
Impôts (note 11)	31,920	32,304
Bénéfice net	11,204	30,502
Fonds de réserve au début de l'exercice	25,000	25,000
	36,204	55,502
Virement au Receveur général du Canada	11,204	30,502
Fonds de réserve à la fin de l'exercice	25,000	25,000

Voir les notes complémentaires.

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Exploitation		
Bénéfice net	11,204	30,502
Ajouter: évolution nette des intérêts courus	2,049	3,080
amortissement	2,855	2,802
impôts sur le revenu reportés	(2,717)	(4,310)
	13,391	32,074
Évolution des sommes à payer au Receveur général du Canada	(40,987)	(26,353)
Évolution des sommes à payer aux ou à recevoir des Fonds gérés	(2,215)	5,119
Évolution des sommes à recevoir du Ministre	85,134	(94,406)
Évolution des débiteurs	5,170	(229)
Évolution des créditeurs	14,638	6,558
Évolution des autres éléments d'actif	(1,991)	388
	73,140	(76,849)
Placements		
Remboursement des prêts et des placements	385,143	462,758
Augmentation des prêts et des placements	(277,302)	(277,456)
Augmentation de l'actif en location-acquisition	(38,982)	
Acquisition de locaux et matériel de bureau	(4,949)	(3,272)
	63,910	182,030
Financement		
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	284,000	280,000
Remboursement d'emprunts au gouvernement du Canada	(399,040)	(467,309)
Augmentation de la dette découlant du contrat de location-acquisition	38,803	
	(76,237)	(187,309)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	60,813	(82,128)

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990

1. Énoncé des conventions comptables

a) Règles de présentation

Les états financiers du Compte corporatif sont présentés séparément de ceux du Compte du Ministre et de chacun des Fonds gérés.

Les états financiers du Compte corporatif sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

b) Prêts

Les prêts consentis en vertu de certains programmes occasionnent des pertes sur taux d'intérêt, qui sont recouvrées du Ministre.

Lorsque les prêts comportent une clause de remise, cette dernière est comptabilisée et recouvrée du Ministre au moment où les prêts sont versés.

Aucune provision pour pertes sur prêts n'a été constituée. Les pertes sur prêts assurés sont indemnisées sur le Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les pertes sur les biens acquis à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés sont recouvrées selon les modalités décrites à la rubrique "Biens immobiliers". Les autres pertes sur les prêts non assurés sont recouvrables du Ministre.

c) Ententes fédérales-provinciales

Des prêts et des placements sont effectués en vertu d'ententes de partage des frais avec les provinces et les territoires pour encourager la construction de logements locatifs, le regroupement de terrains, les habitations coopératives, le logement pour les ruraux et les autochtones et la remise en état de logements.

Les états financiers ne tiennent compte que de la quote-part de la Société dans les coûts, plus les intérêts capitalisés.

La quote-part de la Société dans les subventions et les pertes relatives à ces ententes est recouvrée du Ministre.

Les gains sur la vente des projets de regroupement de terrains sont comptabilisés comme revenu dans le Compte corporatif.

d) Biens immobiliers

Les biens immobiliers comprennent les propriétés et les terrains vagues acquis directement par la Société, sans frais, par le biais du gouvernement du Canada ou à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés.

Tous les biens immobiliers sont comptabilisés au coût, ce qui comprend les frais d'acquisition, de modernisation et d'amélioration.

Les frais de possession, y inclus l'intérêt, des biens immobiliers acquis directement par la Société sont capitalisés tant que la valeur d'expertise de ces biens immobiliers n'a pas été atteinte; par la suite, ces frais sont imputés aux résultats du Compte corporatif. Les profits ou les pertes sur l'aliénation de ces biens sont portés au Compte corporatif. Dans les cas de baisse permanente de la valeur des propriétés, les pertes qui en découlent sont imputées à l'exercice au cours duquel elles ont été constatées.

Les frais de possession des biens immobiliers, y inclus l'intérêt, acquis sans frais par le biais du gouvernement du Canada ou à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés sont capitalisés. Les profits nets provenant de l'aliénation de ces biens immobiliers sont versés au Ministre et les pertes nettes en découlant sont recouvrées de lui. Toutes les pertes nettes d'exploitation des biens immobiliers sont recouvrées du Ministre.

e) Amortissement

L'amortissement des immeubles figurant comme biens immobiliers dans les Prêts et placements est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire, en prenant normalement cinquante ans comme durée probable d'utilisation des immeubles.

L'immeuble en location-acquisition, les locaux et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif sur la durée utile estimative de ces biens. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire.

f) Coûts et obligations découlant du régime de retraite

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est imputé aux revenus au fil des années d'emploi. Les redressements découlant de modifications au régime, d'excédents ou d'insuffisances actuarielles, ou de changements d'hypothèses sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés.

g) Chiffres correspondants

Certains chiffres de 1989 ont été reclassés de façon à les rendre conformes à la présentation de 1990.

2. Prêts et placements

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Prêts	4,443,082	4,645,961
Ententes fédérales-provinciales		
Prêts	2,789,576	2,807,697
Placements dans des ensembles d'habitation	1,636,921	1,540,278
Projets de regroupement de terrains	24,847	21,332
	4,451,344	4,369,307
Biens immobiliers		
Placements dans des ensembles d'habitation	17,246	13,359
Terrains	34,887	29,239
	52,133	42,598
Total des prêts et placements	8,946,559	9,057,866

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

3. À recevoir du Ministre

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Dépenses	1,886,122	1,687,031
À recevoir du Ministre au début de l'exercice	120,450	26,044
	2,006,572	1,713,075
Recouvrements	1,971,256	1,592,625
À recevoir du Ministre à la fin de l'exercice	35,316	120,450

4. Immeuble en location-acquisition

	Taux	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 1990	Valeur comptable nette 1989
	%	(en milliers de dollars)			
Immeuble	4	29,809		29,809	
Améliorations locatives	10	9,173		9,173	
Total		38,982		38,982	

5. Locaux et matériel de bureau

	Taux	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 1990	Valeur comptable nette 1989
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		171		171	171
Immeubles	5	15,149	6,460	8,689	7,360
Matériel	8, 20 ou 30	31,207	22,070	9,137	8,304
Améliorations locatives	20	6,926	5,575	1,351	1,419
Total		53,453	34,105	19,348	17,254

L'amortissement de l'exercice 1990 s'est élevé à 2.9 millions de dollars (2.8 millions en 1989).

6. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

En vertu des dispositions de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte auprès du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement des prêts et des placements. Les taux d'intérêt de ces débentures ou emprunts provisoires varient de 2.00 à 17.96% et leur durée ne dépasse pas 50 ans. Voici les paiements prévus pour les cinq prochains exercices.

	(en milliers de dollars)
1991	226,800
1992	236,800
1993	237,200
1994	193,700
1995	173,000

7. Dette découlant du contrat de location-acquisition

Le coût de l'immeuble que la Société a fait construire pour rassembler tous les services de son siège social au même endroit et les améliorations locatives sont payés au moyen d'un bail à long terme d'une durée de 25 ans à compter du 1er octobre 1990 (que la comptabilité traite comme un contrat de location-acquisition). Les paiements annuels du bail s'élèvent à 5.2 millions de dollars pendant les 10 premières années et à 3.6 millions durant les 15 années subséquentes.

À l'expiration du bail, la Société deviendra propriétaire de l'immeuble pour la somme d'un dollar.

Les paiements minimums exigés par le contrat sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1991—1995	25,844
1996—2015	79,058
Total des paiements minimums à venir	104,902
Moins intérêt à 11.77 et 11.57%	66,099
Valeur actuelle des paiements minimums	38,803

Les intérêts débiteurs pour 1990 étaient de 1.1 million de dollars.

8. Avantages sociaux

Les employés ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux revenus à mesure que celles-ci sont gagnées. Au 31 décembre 1990, cet élément de passif atteignait, au total, 19.7 millions de dollars (20.1 millions en 1989). Les avantages sociaux entrent dans Créditeurs et charges à payer.

9. Fonds de réserve

Le bénéfice ou la perte après impôts est viré(e) au Fonds de réserve, dont la limite est fixée par décret à 25 millions de dollars. Tout excédent est viré au crédit du Receveur général du Canada.

10. Frais d'exploitation

La répartition des frais d'exploitation de la Société est fonction de l'utilisation du personnel et s'établit comme suit:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Compte corporatif	31,680	29,845
Compte du Ministre	107,918	106,960
Fonds gérés	78,964	70,965
Total	218,562	207,770

11. Impôts

L'impôt correspond à 38% du revenu imposable. L'impôt sur les grandes sociétés, perçu au taux annuel de 0.175% sur le capital imposable depuis le 1er juillet 1989, s'élève à 15.2 millions de dollars en 1990 (7.7 millions en 1989).

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

12. Engagements

a) Prêts et placements

Les engagements sur prêts et placements s'élevaient à 231.0 millions de dollars au 31 décembre 1990 (273.3 millions en 1989).

b) Contrats de location-exploitation

Les paiements prévus pour les cinq prochaines années en ce qui concerne les locaux et le matériel loués au moyen de baux à long terme non résiliables sont les suivants:

	1991	1992	1993	1994	1995	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux	6,849	5,646	5,342	4,248	2,389	24,474
Matériel	9,147	8,192	7,412	6,559	30	31,340
Total	15,996	13,838	12,754	10,807	2,419	55,814

13. Passif éventuel

En 1982, la Société a fait l'objet, individuellement ou conjointement, de poursuites en dommages-intérêts intentées à la suite de l'installation de mousse d'urée-formaldéhyde pour une somme totale de 48.9 millions de dollars environ. Elle est impliquée dans d'autres poursuites s'élevant à 4.1 millions de dollars à la fin de 1990 (4.1 millions en 1989). L'issue de ces actions en justice étant incertaine, aucune provision pour pertes n'a été constituée. Dans l'éventualité où des frais résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils sont supportés.

14. Intérêts capitalisés

La valeur des intérêts capitalisés en 1990 a été de 2.2 millions de dollars (1.9 millions en 1989).

15. Régime de retraite

La Société possède un régime de retraite à prestations déterminées. Les rentes, indexées sur le coût de la vie, sont calculées sur le salaire moyen des cinq meilleures années du prestataire, multiplié par le nombre d'années de service.

Les rentes constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. La valeur actuarielle et le coût des prestations sont établis d'après les meilleures estimations, par la haute direction, du rendement des placements, de l'indexation des salaires, de la mortalité des participants et des âges de retraite.

La politique de capitalisation de la Société consiste à verser les sommes requises par les prestations actuelles reliées aux services et à combler le passif non capitalisé du régime de retraite au cours des périodes permises par les organismes de réglementation.

Selon l'évaluation actuarielle faite au 1er janvier 1990 et les meilleures estimations de la haute direction, voici la situation du régime au 31 décembre 1990:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Actif net disponible pour les prestations	472,443	447,394
Valeur actuarielle des prestations de retraite courues à payer	472,036	441,942
Excédent de l'actif net sur la valeur actuarielle des prestations de retraite courues à payer	407	5,452

Coût annuel des prestations comprend:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Coûts des services de l'année en cours	9,616	7,568
Régimes de retraite gouvernementaux	1,669	1,537
Régime de retraite anticipée		3,000
Amortissement des gains et pertes actuariels passés	(623)	(644)
Total	10,662	11,461

16. Recouvrement des pertes sur intérêt

La Société a été autorisée par le gouvernement du Canada à approuver certains prêts et placements comportant une marge d'intérêt négative et à recouvrer cette perte du Ministre. Les recouvrements d'intérêt sont inclus dans les intérêts créditeurs. Voici les recouvrements par programme:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Logement du marché	39,753	50,253
Logement social	19,628	19,171
Aide au logement	981	1,037
Total	60,362	70,461

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE DU MINISTRE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE D'ÉTAT (HABITATION)

Nous avons vérifié l'état des dépenses et recouvrements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Compte du Ministre de l'exercice terminé le 31 décembre 1990. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À notre avis, cet état financier présente fidèlement, à tous égards importants, les dépenses engagées au nom du Ministre et les recouvrements de ce dernier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990 selon la convention comptable présentée dans la note 1 complémentaire à cet état financier.

du cabinet Deloitte & Touche
Robert D. Hepburn, CA

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 28 février 1991

COMPTE DU MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET RECOUVREMENTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Dépenses		
Logement du marché	67,484	76,849
Logement social	1,671,268	1,469,792
Aide au logement	13,029	12,699
Droits payés aux agents d'administration	26,423	20,731
Frais d'exploitation	107,918	106,960
	1,886,122	1,687,031
À recevoir du Ministre au début de l'exercice	120,450	26,044
	2,006,572	1,713,075
Recouvrements	1,971,256	1,592,625
À recevoir du Ministre à la fin de l'exercice	35,316	120,450

Voir les notes complémentaires.

COMPTE DU MINISTRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990

1. Énoncé des conventions comptables

a) Règle de présentation

L'état financier du Compte du Ministre est présenté séparément de ceux du Compte corporatif et de chacun des Fonds gérés.

b) Produits à recevoir et charges à payer

Aucun produit à recevoir ni charge à payer ne sont portés à ce compte au 31 décembre. La fin de l'exercice du gouvernement du Canada est le 31 mars et des comptes de régularisation seront inscrits à ce moment-là, conformément aux directives du Conseil du Trésor, et figureront dans les Comptes publics du Canada. Les dépenses engagées pour le compte du Ministre d'État (Habitation) sont comptabilisées comme sommes à recouvrer au moment du décaissement.

c) Chiffres correspondants

Certains chiffres de 1989 ont été reclassés de façon à les rendre conformes à la présentation de 1990.

2. Passif éventuel

En 1982, la Société a fait l'objet, individuellement ou conjointement, de poursuites en dommages-intérêts intentées à la suite de l'installation de mousse d'urée-formaldéhyde pour une somme totale de 48.9 millions de dollars environ. Il n'est pas certain si les frais résultant de ces actions en justice pourraient être imputés au gouvernement du Canada. De plus, la Société est impliquée dans d'autres poursuites s'élevant à 7.2 millions de dollars à la fin de 1990 (14.2 millions en 1989), dont les frais pourraient être imputés au Compte du Ministre si le jugement est rendu en faveur des plaignants. L'issue de ces actions en justice étant incertaine, aucune provision pour pertes n'a été constituée. Dans l'éventualité où des frais résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils sont supportés.

3. Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation imputés par la Société au Compte du Ministre pour 1990 sont de 107.9 millions de dollars (107.0 millions en 1989).

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE D'ÉTAT (HABITATION)

Nous avons vérifié les bilans des Fonds gérés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement—Fonds d'assurance hypothécaire, Fonds de garantie des titres hypothécaires, Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers au 31 décembre 1990 ainsi que les états des résultats et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Nous avons également vérifié l'état de l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance hypothécaire et du Fonds de garantie des titres hypothécaires de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la position financière de ces Fonds au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation et aux règlements administratifs de la Société.

du cabinet Deloitte & Touche
Robert D. Hepburn, CA

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 28 février 1991

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	PASSIF	1990	1989
Débiteurs	1,247	1,070	Créditeurs et charges à payer	7,466	7,253
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	2,501	4,620	Provision pour les réclamations	282,255	203,879
Placements en valeurs mobilières (note 2)	935,663	728,107	Primes non gagnées	611,034	592,238
Prêts hypothécaires	45,208	47,608	Insuffisance de primes	41,100	55,734
Biens immobiliers	121,621	125,086		941,855	859,104
			EXCÉDENT		
			Excédent non affecté	98,385	47,387
			Excédent affecté (note 3)	66,000	
				164,385	47,387
	1,106,240	906,491	Total du passif et de l'excédent	1,106,240	906,491

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Primes gagnées	172,283	135,687
Droits de demande	17,015	20,821
Revenu de placement	87,815	61,614
Autres	5,665	2,219
	282,778	220,341
Frais		
Perte sur les réclamations	23,880	2,466
Souscription	50,319	48,345
Frais d'exploitation	27,839	21,967
Régularisation de la provision pour réclamations	78,376	36,942
	180,414	109,720
Bénéfice	102,364	110,621
Régularisation de l'insuffisance de primes	14,634	52,867
Bénéfice net	116,998	163,488
Excédent non affecté		
Solde au début de l'exercice	47,387	(116,101)
Virement à l'excédent affecté (note 3)	(66,000)	
Solde à la fin de l'exercice	98,385	47,387
Excédent affecté		
Solde au début de l'exercice		
Virement de l'excédent non affecté	66,000	
Solde à la fin de l'exercice	66,000	
Excédent total	164,385	47,387

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Exploitation		
Primes reçues	191,079	201,959
Droits de demande	17,015	20,821
Revenu de placement perçu	72,761	56,553
Réclamations réglées	(97,799)	(111,225)
Produit de la vente de biens immobiliers	67,735	117,425
Frais d'exploitation	(77,469)	(70,759)
Autres	12,715	10,607
	186,037	225,381
Placements		
Placements en valeurs mobilières	(188,156)	(220,169)
Augmentation (diminution) des montants à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	(2,119)	5,212

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
FONDS DE GARANTIE DES TITRES HYPOTHÉCAIRES

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	45	185
Placements en valeurs mobilières (note 2)	11,382	6,158
Frais d'exploitation reportés		70
	11,427	6,413

PASSIF ET EXCÉDENT	1990	1989
Droits de garantie non gagnés	8,080	5,565
Excédent	3,347	848
	11,427	6,413

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
FONDS DE GARANTIE DES TITRES HYPOTHÉCAIRES

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Droits de garantie gagnés	1,727	877
Droits de demande	549	543
Revenu de placement	969	401
	3,245	1,821
Frais		
Frais d'exploitation	746	610
Bénéfice net	2,499	1,211
Excédent (déficit) au début de l'exercice	848	(363)
Excédent à la fin de l'exercice	3,347	848

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
FONDS DE GARANTIE DES TITRES HYPOTHÉCAIRES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Exploitation		
Droits de garantie reçus	4,242	4,161
Droits de demande	549	543
Revenu de placement perçu	424	222
Frais d'exploitation	(676)	(600)
	4,539	4,326
Placements		
Placements en valeurs mobilières	(4,679)	(4,419)
Diminution des montants à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	(140)	(93)

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Placements en valeurs mobilières (note 2)	1,329	1,188
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	10	
Prêts hypothécaires	4	4
	1,343	1,192

PASSIF ET EXCÉDENT	1990	1989
Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement		5
Excédent	1,343	1,187
	1,343	1,192

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Revenu de placement	150	123
Autres	8	9
	158	132
Frais		
Réclamations et frais d'exploitation	2	15
Bénéfice net	156	117
Excédent au début de l'exercice	1,187	1,070
Excédent à la fin de l'exercice	1,343	1,187

Voir les notes complémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989	EXCÉDENT	1990	1989
Placements en valeurs mobilières (note 2)	5,474	3,920	Excédent	16,723	15,640
À recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	249	220			
Biens immobiliers	11,000	11,500			
	16,723	15,640		16,723	15,640

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus		
Revenu de placement	534	409
Autres	1,111	656
	1,645	1,065
Frais		
Frais d'exploitation	58	28
Provision pour réévaluation des biens immobiliers	504	(3,063)
	562	(3,035)
Bénéfice net	1,083	4,100
Excédent au début de l'exercice	15,640	11,540
Excédent à la fin de l'exercice	16,723	15,640

Voir les notes complémentaires.

FONDS GÉRÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990

1. Énoncé des conventions comptables

a) Règle de présentation

Les états financiers de chacun des Fonds gérés sont présentés séparément de ceux du Compte corporatif et du Compte du Ministre.

b) Placements en valeurs mobilières

Ces placements sont inscrits au coût amorti plus les intérêts courus.

c) Prêts hypothécaires

Les prêts hypothécaires sont évalués au coût moins une provision pour pertes estimatives.

d) Biens immobiliers

Les biens immobiliers acquis lors du règlement d'une réclamation résultant du manquement aux conditions hypothécaires sont comptabilisés à la valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette représente la valeur d'expertise courante des biens immobiliers, déterminée par la Société, moins la valeur actualisée des coûts estimatifs de possession et de revente. On ne comptabilise pas d'amortissement.

e) Provision pour les réclamations

Cette provision représente les pertes estimatives sur les réclamations en cours de règlement et sur les prêts en défaut mais pour lesquels des demandes d'indemnité n'ont pas encore été reçues par la Société.

f) Primes

Les primes sont reportées et comptabilisées comme revenu sur la durée des polices concernées, compte tenu du risque de défaut annuel.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

g) Insuffisance de primes

La Société compare chaque année le montant des primes non gagnées par secteur d'activité aux coûts escomptés des réclamations qui n'ont pas encore eu lieu sur les polices d'assurance en vigueur. Lorsqu'on constate que les primes non gagnées d'un secteur d'activité sont insuffisantes pour couvrir le coût net des réclamations éventuelles, on impute aux revenus une insuffisance de primes. Par la suite, elle est imputée aux revenus selon la même méthode de comptabilisation que les primes non gagnées.

h) Droits de garantie

Les droits de garantie sont reportés et comptabilisés comme revenu, selon la méthode linéaire, sur la durée des titres hypothécaires correspondants. Actuellement, la durée des titres émis va d'un à vingt ans.

i) Droits de demande

Les droits de demande sont comptabilisés comme revenu dès leur encaissement.

j) Revenu de placement

Le revenu de placement est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

k) Coûts de souscription

Les coûts de souscription sont imputés à l'exercice dès qu'ils sont engagés.

2. Placements en valeurs mobilières

	1990						1989	
	En deçà d'un an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable totale	Valeur marchande estimative	Valeur comptable totale	Valeur marchande estimative
	(en millions de dollars)							
Fonds d'assurance hypothécaire								
Bons du Trésor du Canada	89.1				89.1	89.3	143.1	142.5
Billets	26.9				26.9	26.8	21.5	21.6
Obligations du gouvernement du Canada	106.3	315.8	265.6	26.8	714.5	714.4	455.2	453.9
Titres hypothécaires	0.9	1.9	102.3		105.1	103.2	108.3	104.3
Total	223.2	317.7	367.9	26.8	935.6	933.7	728.1	722.3
Autres Fonds								
Bons du Trésor du Canada	6.6				6.6	7.4	7.7	7.5
Obligations du gouvernement du Canada	2.3	1.8	4.8	2.7	11.6	10.8	3.6	3.7
Total	8.9	1.8	4.8	2.7	18.2	18.2	11.3	11.2

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Fin*

FONDS GÉRÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

3. Fonds d'assurance hypothécaire: excédent affecté

Sur l'avis de l'actuaire, la direction a constitué une réserve en prévision des demandes de règlement supplémentaires que le Fonds pourrait recevoir en raison de l'affaiblissement actuel de l'économie. Au 31 décembre 1990, elle a, dans ce but, viré la somme de 66.0 millions de dollars à l'excédent affecté.

4. Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation imputés par la Société aux Fonds gérés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990 s'élèvent à 79.0 millions de dollars (71.0 millions en 1989).

5. Passif éventuel

Les poursuites en cours contre le Fonds d'assurance hypothécaire totalisent 21.6 millions de dollars (16.5 millions en 1989). L'issue de ces actions en justice étant incertaine, aucune provision pour pertes n'a été constituée. Dans l'éventualité où des frais résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils sont supportés.

6. Fonds d'assurance hypothécaire: évaluation actuarielle

Une étude actuarielle du Fonds au 30 septembre 1990 révèle que ses ressources sont maintenant plus que suffisantes pour payer tout règlement éventuellement demandé en exécution des polices d'assurance souscrites. Au 30 septembre 1990, on estimait l'excédent du Fonds à 143.3 millions de dollars (4.2 millions en 1989).

7. Fonds d'assurance hypothécaire: assurance en vigueur

Au 31 décembre 1990, les polices d'assurance en vigueur totalisaient environ 52.8 milliards de dollars (48.6 milliards en 1989).

8. Fonds de garantie des titres hypothécaires: garanties en vigueur

Au 31 décembre 1990, les garanties en vigueur totalisaient approximativement 4.9 milliards de dollars (3.0 milliards en 1989).

9. Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers

Les programmes d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et de garantie des loyers ne sont plus actifs.

10. Impôts

Les Fonds et les Caisses d'assurance et de garantie ne sont pas assujettis aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVE AUX ÉTATS FINANCIERS

La direction répond des états financiers ci-joints de la Société d'assurance-dépôts du Canada lesquels ont reçu l'approbation du Conseil d'administration, et de tous les autres renseignements contenus dans le présent rapport annuel. Les états financiers incluent certains chiffres qui sont forcément fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction.

La direction a dressé les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les autres données financières présentées dans le rapport annuel concordent avec celles que l'on retrouve dans les états financiers.

En vertu de son obligation d'assurer l'intégrité et la fidélité des états financiers, la direction est chargée de maintenir des systèmes de contrôle financiers et de gestion ainsi que des pratiques correspondantes qui lui permettent de garantir, dans une mesure raisonnable, que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que les documents comptables sont tenus conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements d'application ainsi qu'à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société. Les procédés de contrôle interne sont renforcés par les vérifications internes périodiques portant sur différents aspects des opérations de la Société. De plus, les vérificateurs internes et externes ont libre accès auprès du comité de vérification du Conseil, lequel veille à ce que la direction s'acquitte des obligations qui lui sont faites de maintenir des systèmes de contrôle acceptables et de présenter avec exactitude l'information financière.

Conformément à son mandat et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, la Société exerce, à des degrés divers selon les circonstances, une surveillance des opérations de ses institutions membres. À l'exception de deux institutions, dont il est question dans la note 8 des états financiers et pour lesquelles la Société n'est pas encore en mesure d'évaluer l'ampleur des pertes, si pertes il y a, aucune autre situation pouvant représenter un risque de pertes considérables pour la Société n'a été décelée à ce stade.

Le vérificateur de la Société, c'est-à-dire le vérificateur général du Canada, a effectué une vérification indépendante des présents états financiers et a déposé le rapport reproduit ci-après.

Le président et chef de la direction
J. P. Sabourin

La vice-présidente aux finances
Johanne R. Lanthier

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de la Société d'assurance-dépôts du Canada au 31 décembre 1990 et les états de la Caisse d'assurance-dépôts, des résultats des placements et des opérations administratives et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations, de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 28 février 1991

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Encaisse et bons du Trésor	74,426	85,490
Primes et autres débiteurs	7,451	4,116
Élements d'actif acquis d'institutions membres devenues insolvables	219	316
Mobilier, matériel et améliorations locatives	1,053	1,070
	83,149	90,992
Prêts consentis à des institutions membres et à d'autres (note 3)	104,765	111,021
Réclamations contre des institutions membres devenues insolvables (note 4)	751,653	891,154
	856,418	1,002,175
Provision générale pour pertes (notes 5 et 8)	(296,000)	(502,000)
	560,418	500,175
	643,567	591,167

PASSIF	1990	1989
Créditeurs	3,414	3,312
Emprunts au Trésor (note 6)	1,282,715	1,438,654
	1,286,129	1,441,966
CAISSE D'ASSURANCE-DÉPÔTS		
Déficit à la fin de l'exercice	(642,562)	(850,799)
	643,567	591,167

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
R.A. McKINLAY

un Administrateur
H. MARCEL CARON

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE LA CAISSE D'ASSURANCE-DÉPÔTS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Déficit au début de l'exercice	(850,799)	(1,017,105)
Activités d'assurance		
Primes (note 7)	271,449	244,909
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres et à d'autres	9,040	20,112
Intérêts divers	3,771	3,270
	284,260	268,291
Intérêts sur emprunts au Trésor	145,595	171,164
Redressement de la provision pour pertes	(78,694)	(77,733)
Intérêts divers	11	
	66,912	93,431
Gain provenant des activités d'assurance	217,348	174,860
Perte nette découlant des placements et des opérations administratives	(9,111)	(8,554)
Gain provenant des activités pour l'exercice	208,237	166,306
Déficit à la fin de l'exercice	(642,562)	(850,799)

ÉTAT DES RÉSULTATS DES PLACEMENTS ET DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Intérêts créditeurs		
Bons du Trésor	3,198	3,583
Autres	8	21
	3,206	3,604
Dépenses		
Frais d'inspection, juridiques et autres	2,487	3,280
Traitements et autres frais de personnel	3,534	3,045
Programme d'information du public	4,062	3,436
Frais généraux et d'administration	1,411	1,205
Locaux	636	660
Traitement des données	187	532
	12,317	12,158
Perte nette découlant des placements et des opérations administratives	(9,111)	(8,554)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Activités d'exploitation		
Gain provenant des activités pour l'exercice	208,237	166,306
Postes hors caisse compris dans le gain		
Amortissement	451	302
Redressement de la provision pour pertes	(78,694)	(77,733)
Augmentation des débiteurs et des créditeurs	(3,233)	(1,124)
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur les emprunts au Trésor	(5,939)	12,168
Réalisation (acquisition) d'éléments d'actif d'institutions membres devenues insolvables—Net	97	(169)
Prêts consentis à des institutions membres et réclamations contre des institutions membres devenues insolvables—Net	18,451	244,173
Encaisse provenant des activités d'exploitation	139,370	343,923
Activités de placement		
Acquisition d'immobilisations—Net	(434)	(781)
Activités de financement		
Diminution des emprunts au Trésor	(150,000)	(320,000)
Encaisse et bons du Trésor		
Augmentation (diminution) au cours de l'exercice	(11,064)	23,142
Solde au début de l'exercice	85,490	62,348
Solde à la fin de l'exercice	74,426	85,490

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1990

1. Mandat et pouvoirs

La Société a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (la Loi sur la SADC). Elle compte au nombre des sociétés d'État inscrites à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Société a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts, de favoriser au sein de ses institutions membres le respect de pratiques commerciales et financières saines et de contribuer, à tous égards, à la stabilité et à la compétitivité du système financier canadien. La Société doit s'acquitter de ses fonctions de façon à protéger les intérêts des déposants des institutions membres tout en cherchant à réduire au minimum les pertes qu'elle est susceptible d'encourir.

La Société est habilitée à prendre toutes les mesures essentielles ou accessoires pour bien remplir son mandat, y compris faire l'acquisition d'éléments d'actif d'une institution membre ou lui garantir des prêts. Elle peut également procéder ou faire procéder à des inspections des institutions membres, prescrire des normes nécessaires à l'établissement de pratiques commerciales et financières saines et faire fonction de liquidateur, syndic ou inspecteur d'une institution membre ou d'une filiale de celle-ci.

2. Principales conventions comptables

Méthode de préparation des états financiers

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Ils ne prennent pas en compte les éléments d'actif et de passif ni les résultats des institutions membres dont les opérations sont graduellement réduites et qui, dans l'intervalle, sont financées par la Société.

Les conventions comptables suivies sont énoncées ci-après.

Comptabilisation des primes

Les primes sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées et elles sont calculées au prorata des sommes assurées que les institutions membres ont en dépôt au 30 avril de chaque année. Les primes sont exigibles en deux versements égaux, le 30 juin et le 31 décembre de la même année.

Provision générale pour pertes

La provision générale pour pertes indique avec la plus grande exactitude possible les pertes que la Société est susceptible d'encourir relativement aux seules institutions membres contre lesquelles elle peut ou estime pouvoir effectuer une réclamation financière. Cette provision tient compte des pertes estimatives résultant du remboursement des dépôts assurés confiés à des institutions membres devenues insolvables, et des prêts consentis à des institutions membres et à d'autres en vertu d'un accord de crédit ou d'un accord de représentation et d'exploitation.

Les réclamations faites contre des institutions membres devenues insolvables et les prêts consentis à des institutions membres et à d'autres peuvent être radiés, en totalité ou en partie, lorsque, de l'avis de la Société, il ne fait pas de doute que ces réclamations ou ces prêts ne seront pas entièrement réalisés. Ces pertes seraient normalement comptabilisées trois ans après l'intervention de la Société. Celle-ci doit faire preuve de discernement avant de décider de radier la totalité ou une partie de ses réclamations ou de ses prêts. De plus, le montant radié est, dans une large mesure, déterminé en fonction des données fiables qui peuvent confirmer la valeur des pertes que la Société prévoit de subir suite à l'insolvabilité d'une institution membre particulière.

Comptabilisation des intérêts créditeurs

La Société perçoit des intérêts sur les prêts qu'elle consent directement ou indirectement, conformément aux conditions établies. Elle cesse de comptabiliser les intérêts créditeurs lorsqu'une institution membre devenue insolvable est mise en liquidation ou lorsqu'il existe un doute fondé quant au recouvrement éventuel des intérêts. Dans ce dernier cas, les intérêts créditeurs ne sont comptabilisés que lorsque les fonds sont perçus.

3. Prêts consentis à des institutions membres et à d'autres

En vertu des pouvoirs généraux que lui confère le paragraphe 10(1) de la Loi sur la SADC, la Société a consenti des prêts garantis à des institutions membres et à d'autres intéressés. Au 31 décembre 1990, le solde impayé des trois prêts octroyés avant 1990 se chiffrait à 76,3 millions de dollars (contre 111 millions de dollars au 31 décembre 1989). Actuellement, la Société comptabilise des intérêts sur une partie seulement de ces prêts, soit sur 58,75 millions de dollars, le recouvrement des intérêts sur le solde de 17,6 millions de dollars n'étant pas certain.

Au cours de l'exercice, en vue de faciliter la réduction graduelle des activités d'une institution membre, la Société a conclu un autre accord de crédit en vertu duquel plusieurs prêts ont été octroyés. Au 31 décembre 1990, un prêt garanti de 28,5 millions de dollars demeurait impayé. La Société ne comptabilise pas d'intérêts sur ce prêt car il est peu probable qu'elle recouvre des intérêts de l'institution concernée.

4. Réclamations contre des institutions membres devenues insolvables

La Société fait une réclamation contre une institution membre devenue insolvable lorsque, en effectuant un remboursement, elle est subrogée dans les droits et intérêts du déposant contre l'institution. La Société fait également une réclamation contre une institution membre devenue insolvable et mise en liquidation à qui elle a consenti un prêt. La Société a déposé des réclamations contre toutes les institutions membres déclarées insolvables qui ont été mises en liquidation.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

5. Provision générale pour pertes

Le tableau suivant décompose le chiffre de la provision générale pour pertes qui est inscrit au bilan:

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	502,000	584,000
Redressement de la provision pour pertes	(78,694)	(77,733)
	423,306	506,267
Moins les montants radiés		
Réclamations contre des institutions membres devenues insolvables	90,812	4,267
Prêts consentis à des institutions membres et à d'autres	36,494	
	127,306	4,267
Solde à la fin de l'exercice	296,000	502,000

L'année dernière, la Société déclarait qu'elle était demanderesse dans diverses actions en justice intentées par suite de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. Au cours de l'exercice 1990, certaines poursuites d'importance ont été réglées, ce que reflète la majeure partie du redressement de la provision pour pertes susmentionné, de 78,694 millions de dollars.

6. Emprunts au Trésor

Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la Société peut emprunter au Trésor jusqu'à 3 milliards de dollars.

Au 31 décembre 1990, l'encours des emprunts de la Société se chiffrait à 1,283 millions de dollars, dont 58 millions en intérêts courus (contre 1,439 millions en 1989, les intérêts courus comptant pour 64 millions de dollars).

Ces emprunts portent intérêt à des taux annuels variant entre 9.95% et 12.64%, et leur remboursement se résume comme suit:

	(en milliers de dollars)
1991	276,000
1992	414,000
1993	395,000
1994	140,000
Intérêts courus au 31 décembre 1990	58,000
	1,283,000

7. Primes

À la demande de la Société et conformément à l'alinéa 21(1)b) de la Loi sur la SADC, le gouverneur en conseil a fixé le taux des primes, pour l'exercice comptable des primes de 1990, à un dixième pour cent du total des dépôts assurés, comme pour l'exercice 1989.

8. Passif éventuel

Risque de perte lié aux institutions membres

La santé financière de deux institutions membres apparentées ayant sérieusement décliné au cours de l'exercice, la SADC fait face à des risques de perte plus grands. Elle étudie actuellement de quelle façon elle pourrait contribuer à la vente ou à la réduction progressive des opérations de ces institutions, dont une détient un montant considérable de dépôts assurés, de manière à s'acquitter des mandats que lui confère la loi. La Société ne possède pas assez d'informations à ce stade pour être en mesure d'évaluer raisonnablement l'ampleur des pertes que pourrait entraîner la vente ou la réduction progressive des opérations qui s'ensuivra. Toute perte, s'il en est, sera inscrite au débit de la Caisse d'assurance-dépôts quand elle pourra raisonnablement être évaluée.

Au cours de l'exercice, en fournissant à la banque de ces deux membres une garantie accessoire, la Société s'est également engagée à répondre d'une dette, de 17 millions de dollars, assortie de garanties.

Litiges

La Société est défenderesse dans diverses actions en justice intentées par suite de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. Elle estime n'être nullement responsable des activités de ces institutions et ne prévoit, par conséquent, aucune provision pour les réclamations qui pourraient découler de ces poursuites.

9. Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu, bien que les primes perçues des institutions membres ne soient pas imposables et qu'elle ne puisse déduire pour fins d'impôt les remboursements de dépôts qu'elle effectue.

La Société a encouru certaines pertes qu'elle peut reporter en vue de réduire ses revenus imposables des exercices ultérieurs. Ces pertes, totalisant 782 millions de dollars, se répartissent comme suit:

Année d'imposition d'origine	Année d'imposition d'échéance	Montant (en milliers de dollars)
1984	1991	44,000
1985	1992	81,000
1986	1993	85,000
1987	1994	167,000
1988	1995	165,000
1989	1996	156,000
1990	1997	84,000
		782,000

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

10. Dépôts assurés

Sur la foi des déclarations fournies par les institutions membres, la Société assurait, au 30 avril 1990 et 1989, la valeur suivante en dépôts:

	1990	1989
	(en milliards de dollars)	
Institutions fédérales	248	225
Institutions provinciales	22	20
	270	245

11. Engagements en vertu de contrats de location-exploitation à long terme

Depuis le 1[er] octobre 1990, la Société est engagée en vertu d'un contrat de location-exploitation de locaux d'une durée de dix (10) ans, avec option de renouvellement unique pour une période de cinq (5) ans. Le tableau suivant présente les montants minimaux qu'elle doit payer pour la location des locaux qu'elle occupe:

Exercice se terminant le 31 décembre	Montant
	$
1991	589,000
1992	652,000
1993	670,000
1994	676,000
1995	694,000
1996—2000	3,594,000
	6,875,000

12. Données comparatives

Certains chiffres de l'exercice 1989 ont été redressés de façon qu'ils soient rendus conformes à la présentation adoptée en 1990.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Société de construction des Musées du Canada Inc. relèvent de la direction et ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, lorsque cela est approprié, comprennent des sommes qui s'appuient sur les estimations et le jugement de la direction. La direction est responsable également de tous les autres renseignements dans le rapport annuel et doit s'assurer que ces renseignements sont conformes, lorsque cela est approprié, aux renseignements et aux données que contiennent les états financiers.

La direction a mis au point et tient des livres de comptabilité, des registres, des contrôles financiers et de gestion, de même que des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus de manière à fournir la certitude raisonnable que les éléments d'actif sont sous bonne garde et font l'objet de contrôle et que les opérations sont conformes à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Les membres du Conseil d'administration remplissent leurs responsabilités envers les états financiers principalement par le biais du Comité de vérification qui se compose de trois administrateurs, dont deux ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification se réunit au moins annuellement afin d'examiner et de conseiller le Conseil d'administration à l'égard des états financiers et du rapport du vérificateur qui s'y rapporte. Le Comité de vérification surveille également les activités de vérification interne de la Société et remplit certaines autres fonctions lorsqu'elles lui sont confiées.

Le vérificateur autonome, le vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers et de faire rapport sur ceux-ci.

le Président-directeur général
L.J. O'Toole

le Trésorier et contrôleur
R. Plourde

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société de construction des Musées du Canada Inc. au 31 mars 1991 et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
Encaisse	3,546	886
Débiteurs		
Crédit parlementaire à recevoir du Canada (note 4)	1,386	4,814
Entités du gouvernement (note 9)	1,381	8,760
Autres débiteurs	25	17
Construction en cours (tableau)		188,424
	6,338	202,901

PASSIF	1991	1990
Créditeurs et frais courus	4,651	9,286
Retenues des entrepreneurs à payer	1,963	6,437
	6,614	15,723
AVOIR DU CANADA (NÉGATIF)		
Capital-actions (note 3)		
Avoir (négatif) (note 4)	(276)	187,178
	6,338	202,901

Éventualités et réclamations (note 8).

Approuvé par le Conseil:

le Président-directeur général
L. J. O'TOOLE

un Administrateur
A.D. WILSON

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités d'exploitation		
Construction en cours (tableau)	(6,916)	(33,755)
Variation des élements de l'actif et du passif autres que l'encaisse		
Comptes débiteurs—Entités du gouvernement et autres débiteurs	7,371	7,023
Créditeurs et frais courus	(4,635)	(3,195)
Retenues des entrepreneurs à payer	(4,474)	(2,740)
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	(8,654)	(32,667)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	11,314	33,100
Augmentation de l'encaisse	2,660	433
Encaisse au début de l'exercice	886	453
Encaisse à la fin de l'exercice	3,546	886

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et activités

La Société a été constituée le 21 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral en tant que mandataire de Sa Majesté conformément à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle est nommée en tant que société d'État mère à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Les deux tiers du capital-actions sont détenus par la Société immobilière du Canada Limitée, qui est également une société d'État mère, et un tiers par le ministre des Travaux publics, le ministre responsable de l'exercice du contrôle sur la Société.

Les affaires de la Société se limitent à la construction, dans la région de la Capitale nationale, de bâtiments pour le Musée des beaux-arts du Canada (MBA), le Musée canadien des civilisations (MCC), et tout autre musée national selon les instructions du gouverneur en conseil, y compris l'acquisition, le contrôle, la gestion et l'aliénation des terrains nécessaires à la construction.

a) Situation de la Société

L'élimination progressive des activités de la Société a débuté le 1[er] avril 1990 et elle se poursuivra jusqu'au 30 septembre 1991 alors que l'on prévoit qu'il y aura cessation de tout emploi et le bail actuel pour les locaux à bureaux de la Société sera résilié. Tout ce qui reste des autres activités de la Société sera remis au ministère des Travaux publics (MTP) d'ici le 30 septembre 1991.

Le projet de loi C-8, une Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État et modification de certaines Lois en conséquence, a été voté par la Chambre des communes le 23 mai 1991 et elle est en instance d'approbation par le Sénat. Inter alia, la Loi prévoit la cession de la dernière action de la SCMC à la Société immobilière du Canada Limitée.

b) Financement

En septembre 1981, le gouvernement a attribué $185 millions aux deux projets. Des augmentations en plus furent approuvées ultérieurement par le Conseil du Trésor pour porter le total des fonds attribués à la construction des musées à 335.21 millions de dollars pour la période allant jusqu'au 31 mars 1991, comme il suit:

	MBA	MCC	Total
	(en millions de dollars)		
Construction	121.84	160.48	282.32
Architectes et conseillers	14.31	24.70	39.01
	136.15	185.18	321.33
Dépenses d'administration	6.28	7.60	13.88
	142.43	192.78	335.21

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

c) Cession de l'édifice du Musée des beaux-arts du Canada

Pendant l'exercice 1988-89 la garde et le contrôle exercé sur l'édifice du Musée des beaux-arts du Canada furent remis par la Société au ministère des Travaux publics. C'est pourquoi, les comptes de construction en cours et de l'avoir ont été défalqués du coût net de la construction au 31 mars 1991 pour la somme de 140.4 millions de dollars. Selon les modalités d'un protocole d'entente entre la Société et le ministère des Travaux publics, toutefois, la Société continue d'avoir la responsabilité de résoudre les réclamations non réglées de la construction et des experts-conseils jusqu'au 30 septembre 1991, alors que toutes les questions non réglées seront virées au ministère des Travaux publics.

d) Cession de l'édifice du Musée canadien des civilisations

Au cours de 1990-91, la garde et l'exercice du contrôle sur l'édifice du Musée canadien des civilisations furent remis par la Société au ministère des Travaux publics. C'est pourquoi, les comptes de la construction en cours et de l'avoir ont été défalqués du coût net de construction au 31 mars 1991 pour la somme de 194.8 millions de dollars. Selon les modalités d'un protocole d'entente entre la Société et le ministère des Travaux publics, toutefois, la Société continue d'avoir la responsabilité d'achever certaines composantes et combler les lacunes ainsi que résoudre les réclamations non réglées de la construction et des experts-conseils jusqu'au 30 septembre 1991, alors que toutes les questions non réglées seront virées au ministère des Travaux publics.

e) Aménagement et préparation des expositions

Le Conseil du Trésor, lorsqu'il a donné son approbation préalable en 1987-88 au projet d'aménagement et préparation des expositions du Musée canadien des civilisations à un coût estimatif de 73 millions de dollars, augmenté ultérieurement en 1989-90 à 89 millions de dollars, a attribué la responsabilité pour l'aménagement et la préparation des expositions aux anciens Musées nationaux du Canada (MNC).

Une entente de principe a été convenue entre les MNC et la SCMC afin que la Société fournisse certains services liés à la conception, à l'approvisionnement et à l'installation d'éléments visant la préparation d'expositions et le travail d'aménagement et ceci est fourni par la Société selon la méthode de la récupération des coûts.

La Société a achevé le travail de construction qui relève du programme d'aménagement et tous les coûts à récupérer ont été facturés en entier au Musée canadien des civilisations et acquittés par celui-ci.

f) Programme postérieur à la construction

Le 1^er^ novembre 1990, le Conseil du Trésor a approuvé 2.7 millions de dollars pour le programme postérieur à la construction du Musée canadien des civilisations, y compris le travail pour améliorer le système de levage du cinéma Omnimax. Ce travail est géré par le ministère des Travaux publics (MTP). Toutefois, vu les exigences du contrat, certains éléments du travail sont donnés à contrat par le biais de SCMC selon une méthode de recouvrement du coût à même le MTP.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Les présents états financiers tiennent compte des coûts défrayés par la Société pour la construction des musées. Ils ne tiennent pas compte des coûts défrayés par la Commission de la Capitale nationale pour les emplacements ou par les anciens Musées nationaux du Canada pour la planification des locaux et les aménagements.

b) Capitalisation

Toutes les dépenses, y compris celles qui sont consacrées à l'évaluation des emplacements, à la conception, à la construction et à l'administration, seront capitalisées jusqu'à ce que les musées soient achevés. L'intérêt, les honoraires de gestion et les autres revenus sont crédités aux travaux de construction en cours. Les coûts sont répartis directement à chaque musée lorsqu'ils peuvent être recensés de façon précise. Tous les autres coûts sont attribués en parties égales aux deux musées.

3. Capital-actions

La Société a l'autorisation d'émettre trois actions à la valeur nominale de $1 qui ne doivent pas être cédées sans l'approbation du gouverneur en conseil.

4. Avoir (négatif)

Au cours de l'exercice, le financement de 7.886 millions de dollars (1990—33.214 millions de dollars) a été apporté par crédit parlementaire à même le crédit 20 du MTP pour les dépenses de la Société dont 6.5 millions ont été reçus en 1990-91 et 1.386 millions seront reçus en 1991-92. La Société a maintenant retiré en entier son crédit parlementaire autorisé.

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Solde au début	187,178	155,473
Crédit parlementaire	7,886	33,214
Cession au net du coût de l'édifice du MBA et de l'édifice du MCC	(195,340)	(1,509)
Solde à la fin	(276)	187,178

5. Régime de pensions de retraite

La Société a institué, de concert avec une organisation du secteur privé, un régime de retraite contributif qui protège tous ses employés permanents. Les employés ainsi que la Société versent des cotisations envers le régime. Les employés contribuent 7.5% du salaire brut jusqu'à concurrence de $3,500. La part de l'employeur quant à la cotisation s'établit à 7.5% du salaire brut des employés. Les cotisations de la Société, qui représentent sa dette totale, sont inscrites aux comptes de manière courante. Les charges de retraite au titre du régime se sont élevées à $42,102 pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 (1990—$82,210).

6. Engagements contractuels

Au 31 mars 1991, les engagements envers la construction et les coûts connexes pour le Musée canadien des civilisations s'élevaient à environ $825,000.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

7. Engagement par bail

La Société a renouvelé son entente par bail jusqu'au 30 septembre 1991, pour des locaux à bureaux. En vertu des conditions du bail, la Société a la responsabilité de verser en proportion les dépenses d'exploitation et de taxes au bailleur. Le versement minimum de loyer pour 1991-92 est établi à $96,800.

8. Éventualités et réclamations

a) Des réclamations ont été signifiées à la Société pour une somme totale d'environ 11.6 millions de dollars en coûts supplémentaires de construction. Le dénouement final visant ces réclamations ne peut être établi et en conséquence, ces éléments ne sont pas déclarés dans les comptes.

b) La Société a donné avis à ses architectes quant à des réclamations réelles en attente de règlement en vertu de polices d'assurance visant la responsabilité professionnelle. Ces réclamations sont en voie d'examen. Certaines actions à l'égard de certaines réclamations ont été prises par les assureurs. Aucune provision pour les sommes à récupérer n'a été établie aux états financiers.

Les règlements, le cas échéant, découlant du dénouement de ces réclamations, seront comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel les règlements seront effectués.

9. Opérations entre apparentés

a) En vertu des dispositions de recouvrement des coûts prises auprès du ministère des Travaux publics et le Musée canadien des civilisations, la Société reçoit ou offre divers services. Voici une récapitulation des opérations:

	Débiteurs 31 mars 1990	Sommes facturées pendant 1991	Sommes reçues pendant 1991	Débiteurs 31 mars 1991
	(en milliers de dollars)			
Musée canadien des civilisations				
Aménagement de l'aire publique	8,555	(421)	(8,134)	
Cinéma Imax-Omnimax	167	(103)	(64)	
Ministère des Travaux publics				
Services d'utilité publique pour le MCC et autres services	38	16	(42)	12
Système de levage Imax-Omnimax		990		990
Travail postérieur à la construction		379		379
	8,760	861	(8,240)	1,381

b) La Société reçoit gratuitement des services de vérification du Bureau du vérificateur général du Canada et des services de contentieux du ministère de la Justice du Canada.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991—*Fin*

10. Dépenses d'administration

La Société a défrayé les dépenses d'administration suivantes qui ont été attribuées à chaque musée en proportion du coût défrayé sur chaque projet par rapport au total annuel des coûts de construction.

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Traitements et prestations aux employés	594	1,526
Locaux à bureaux	258	362
Services professionnels et spéciaux	62	58
Renseignements au public	60	73
Communications	40	39
Location de matériel	18	34
Déplacements et transport	12	16
Services publics, fournitures et approvisionnements	11	14
Autres	12	7
Soutien technique et du génie	(298)	478
Mobilier et matériel de bureau, au net des produits de l'aliénation	(10)	(53)
	759	2,554
À déduire: Honoraires de gestion imputés aux MNC	253	(596)
	1,012	1,958

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

TABLEAU DE LA CONSTRUCTION EN COURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	Musée des beaux-arts du Canada			Musée canadien des civilisations			Total		
	Solde au 31 mars 1990	1991	Solde au 31 mars 1991	Solde au 31 mars 1990	1991	Solde au 31 mars 1991	Solde au 31 mars 1990	1991	Solde au 31 mars 1991
Coûts de la construction	113,468	501	113,969	141,236	2,955	144,191	254,704	3,456	258,160
Architectes et conseillers	13,975	9	13,984	24,561	1,811	26,372	38,536	1,820	40,356
Aménagement	8,776		8,776	34,857	820	35,677	43,633	820	44,453
Travail postérieur à la construction	386	91	477	354	1,286	1,640	740	1,377	2,117
Directeurs de la construction	5,600		5,600	9,668	868	10,536	15,268	868	16,136
Paysagement	5,225		5,225	8,837	328	9,165	14,062	328	14,390
	147,430	601	148,031	219,513	8,068	227,581	366,943	8,669	375,612
Administration (note 10)	7,130	71	7,201	10,316	941	11,257	17,446	1,012	18,458
	154,560	672	155,232	229,829	9,009	238,838	384,389	9,681	394,070
À déduire									
Financement par les MNC pour l'aménagement	8,776		8,776	34,857	820	35,677	43,633	820	44,453
Financement par la CCN pour le paysagement	4,000		4,000	3,700		3,700	7,700		7,700
Financement par le MTP pour le travail postérieur à la construction	386	91	477	354	1,286	1,640	740	1,377	2,117
Intérêts créditeurs	1,306	40	1,346	2,494	528	3,022	3,800	568	4,368
	14,468	131	14,599	41,405	2,634	44,039	55,873	2,765	58,638
Coût net	140,092	541	140,633	188,424	6,375	194,799	328,516	6,916	335,432
Cession du MBA et du MCC au MTP (notes 1c), 1d) et 4)	(140,092)	(541)	(140,633)		(194,799)	(194,799)	(140,092)	(195,340)	(335,432)
				188,424	(188,424)		188,424	(188,424)	

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne au 31 mars 1991 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, des livres de comptabilité appropriés ont été tenus par la Société, les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada,
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 juin 1991

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Dépôt auprès du Trésor (note 3)		21,793,780
Prêts		
Émissions canadiennes		
Financement temporaire	2,422,736	1,879,190
Financement permanent	14,583	
Longs métrages		
Financement temporaire	230,485	1,494,828
Financement permanent	451,938	714,039
	3,119,742	4,088,057
Crédit parlementaire à recevoir (note 4)	11,922,000	18,038,776
Débiteurs	2,361,888	351,641
Frais payés d'avance	318,911	361,082
	17,722,541	44,633,336
Prêts à long terme		
Émissions canadiennes		
Financement permanent		49,583
Longs métrages		
Financement temporaire	27,390	37,500
Financement permanent		438,000
	27,390	525,083
Immobilisations (note 5)	3,085,564	2,627,751
	20,835,495	47,786,170

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Dépôt à payer (note 3)		21,793,780
Créditeurs	5,400,734	10,871,307
	5,400,734	32,665,087
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	382,585	314,550
	5,783,319	32,979,637
Engagements (note 8)		
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	15,052,176	14,806,533
	20,835,495	47,786,170

Approuvé par le Conseil:

Président
HARVEY CORN

Approuvé par la direction:

Directeur général
PIERRE DESROCHES

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991			1990
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Dépenses de support (note 6)				
Production anglaise	43,527,023	21,105,746	64,632,769	76,890,652
Production française	29,651,711	11,457,996	41,109,707	39,830,213
Commercialisation et distribution		24,594,707	24,594,707	25,029,683
Développement de l'industrie		8,074,842	8,074,842	6,808,703
	73,178,734	65,233,291	138,412,025	148,559,251
Revenus				
Intérêts sur prêts	371,110	506,674	877,784	988,407
Coût de l'exploitation avant dépenses d'administration	72,807,624	64,726,617	137,534,241	147,570,844
Dépenses d'administration (note 7)			7,352,323	7,446,365
Coût de l'exploitation pour l'exercice			144,886,564	155,017,209

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	14,806,533	24,228,742
Crédit parlementaire de l'exercice	145,132,207	145,595,000
	159,938,740	169,823,742
Coût de l'exploitation pour l'exercice	144,886,564	155,017,209
Solde à la fin de l'exercice	15,052,176	14,806,533

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(144,886,564)	(155,017,209)
Postes n'exigeant pas de liquidité		
Prêts radiés ou convertis en placement	2,448,267	5,718,811
Amortissement	592,703	758,056
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	68,035	64,178
	(141,777,559)	(148,476,164)
Variation nette des postes hors liquidité du fonds de roulement concernant l'exploitation	(7,438,649)	1,585,175
	(149,216,208)	(146,890,989)
Activités d'investissement		
Remboursement (dépôt auprès) du Trésor	23,695,307	(21,793,780)
Dépôt (remboursement du dépôt) à payer	(23,695,307)	21,793,780
Prêts	(6,553,812)	(5,175,561)
Remboursements de prêts	5,571,553	6,433,302
Acquisition d'immobilisations	(1,050,516)	(770,128)
	(2,032,775)	487,613
Activités de financement		
Crédit parlementaire de l'exercice	145,132,207	145,595,000
Crédit parlementaire à recevoir		
Diminution de l'exercice	(6,116,776)	(808,376)
Solde au début de l'exercice	18,038,776	18,847,152
Solde à la fin de l'exercice	11,922,000	18,038,776

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Statut et activités

La Société a été constituée en 1967 par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne avec l'objectif de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Depuis, elle s'est vue confier la gestion du Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes établi le 1er juillet 1983 dans le cadre de la Stratégie canadienne de la radiotélédiffusion ainsi que la gestion de nouveaux programmes dans le cadre de la Politique du film et de la vidéo de mai 1984.

La Société est une société d'État régie par la Loi sur la gestion des finances publiques selon les dispositions de la partie VIII de cette loi telle qu'elle existait lors de son abrogation en 1984 et au même titre que si elle avait continué d'être mentionnée à l'annexe C de cette loi.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de la Société sont traitées par le Trésor du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, sa liquidité est constituée d'un crédit parlementaire à recevoir.

b) Prêts

Les prêts sont montrés au bilan à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour pertes.

c) Placements

Les fonds avancés en regard de longs métrages et d'émissions canadiennes en contrepartie de participations aux bénéfices sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont versés ou exigibles, à titre de dépenses de support.

Tout encaissement subséquent, jusqu'à concurrence du montant du placement y relatif, est crédité aux résultats en diminution des dépenses de support faites au cours de l'exercice. Tout montant additionnel, le cas échéant, est comptabilisé comme revenus.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30% pour l'automobile, 20% pour le mobilier et équipement et 20% et 30% pour les installations informatiques. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux établis en fonction de la durée des baux.

e) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire voté aux fins prévues de la Société comporte un montant pour le développement de l'industrie du long métrage qui peut être reporté aux exercices futurs jusqu'à concurrence des recettes non utilisées provenant des productions, et un autre montant relatif au Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes qui périme. La partie non périmée du crédit parlementaire est comptabilisée à l'avoir du Canada. Tout solde admissible non utilisé à la fin de l'exercice est présenté au bilan comme crédit parlementaire à recevoir.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Dépôt auprès du Trésor et dépôt à payer

Au cours de l'exercice précédent, la Société a reçu $21,200,000 d'une corporation privée en vue de la création d'un fonds devant servir à renforcer et améliorer le système de radiodiffusion canadienne en vertu d'une entente sujette à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Celui-ci a rejeté cette entente le 23 août 1990; la Société a depuis retourné ce montant ainsi que les intérêts s'y rattachant.

4. Crédit parlementaire à recevoir

	1991	1990
	$	$
Développement de l'industrie du long métrage	5,642,642	8,567,950
Production d'émissions canadiennes	959,969	4,882,344
Financement temporaire aux producteurs et distributeurs	5,319,389	4,588,482
	11,922,000	18,038,776

5. Immobilisations

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Mobilier et équipement	1,747,004	1,023,819	723,185	809,436
Installations informatiques	2,702,502	990,711	1,711,791	1,059,863
Améliorations locatives	1,048,377	404,649	643,728	748,652
Automobile	20,000	13,140	6,860	9,800
	5,517,883	2,432,319	3,085,564	2,627,751

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

6. Dépenses de support

	1991			1990
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Placements	76,485,928	66,474,387	142,960,315	147,327,166
Retours de placements	(8,052,905)	(8,819,281)	(16,872,186)	(13,300,910)
Prêts radiés ou convertis en placement	1,874,665	573,602	2,448,267	5,718,811
	70,307,688	58,228,708	128,536,396	139,745,067
Dépenses de fonctionnement (note 7)	2,871,046	7,004,583	9,875,629	8,814,184
	73,178,734	65,233,291	138,412,025	148,559,251

7. Dépenses de fonctionnement

	1991	1990
	$	$
Salaires et avantages sociaux	9,375,116	8,232,178
Location, taxes, chauffage et électricité	2,021,704	1,823,958
Impression, affranchissement et frais de bureau	1,437,934	1,467,090
Honoraires professionnels	1,429,482	1,620,464
Voyages	856,977	859,706
Amortissement	592,703	758,056
Publicité	509,416	412,748
Téléphone et télex	394,032	383,176
Frais de représentation	216,088	195,456
Frais de relocalisation	202,405	317,728
Services de conseillers	192,095	189,989
	17,227,952	16,260,549
Portion attribuée aux dépenses de support (note 6)	9,875,629	8,814,184
Portion attribuée aux dépenses d'administration	7,352,323	7,446,365

8. Engagements

Au 31 mars 1991, la Société:

	Projets français	Projets anglais	Total
	$	$	$
est engagée contractuellement à avancer des fonds à titre de prêts et de placements	10,380,739	12,319,138	22,699,877
a accepté des projets de financement qui pourraient appeler des déboursés	3,933,485	497,379	4,430,864
	14,314,224	12,816,517	27,130,741

En vertu du programme de partage des revenus de production, la Société a engagé au 31 mars 1991 des fonds totalisant $2,035,499 pour des projets à être soumis sous certaines conditions.

La Société déboursera au cours du prochain exercice une somme de $1,000,000 comme solde de sa quote-part dans un projet conjoint avec le ministère des Affaires extérieures.

La Société a signé des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement dans le cadre de ses activités. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	$
1992	1,926,330
1993	1,953,409
1994	1,862,081
1995	1,778,376
1996	1,708,376
1997-2000	4,185,042
	13,413,614

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1991 et les états de l'avoir, des résultats et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 31 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
À court terme		
Encaisse	2,021	3,593
Débiteurs (note 3)	39,508	24,438
Stocks		
Charbon	27,020	20,299
Matières et fournitures d'exploitation	15,784	15,797
Charges payées d'avance	2,465	77
	86,798	64,204
Immobilisations (note 4)	324,497	411,115
	411,295	475,319

PASSIF	1991	1990
À court terme		
Fournisseurs	17,498	12,736
Salaires et rémunération de congés annuels, courus	12,050	12,868
Charges courues	1,395	3,387
Retenues salariales	4,947	6,395
Sommes à payer au gouvernement du Canada		
Avances aux fins du fonds de roulement	31,000	7,037
Autres éléments	1,894	3,750
	68,784	46,173
AVOIR		
Avoir du Canada	342,511	429,146
	411,295	475,319

Engagements (note 5).
Passif éventuel et revendications (note 6).

Approuvé par le conseil:

Administrateur
JOHN TERRY

Administrateur
CLAIR CALLAGHAN

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde au début de l'exercice	429,146	448,953
Ajouter (déduire)		
Bénéfice net (pertes nettes) d'exploitation minière aux fins du crédit parlementaire (note 2a))	125	(9,396)
Crédits parlementaires		
—Au titre des pertes d'exploitation minière—Crédit 36B		
— De l'exercice en cours		9,396
— De l'exercice précédent		29,693
— Au titre des dépenses en immobilisations		
—Crédit 45 (crédit 35 en 1990)	31,910	14,874
Amortissement et réduction de valeur des immobilisations (note 4)	(118,670)	(64,374)
Solde à la fin de l'exercice	342,511	429,146

ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Produits		
Ventes de charbon	211,148	232,906
Moins: frais de vente extérieurs	7,675	8,052
	203,473	224,854
Produits extérieurs du chemin de fer	3,428	3,376
Produits d'exploitation	206,901	228,230
Charges d'exploitation		
Salaires et charges sociales	92,832	101,567
Avantages sociaux	11,536	11,285
Indemnités pour accidents du travail	15,849	13,539
Matières et fournitures	26,034	30,551
Matériel de réparation	14,410	13,194
Électricité	8,513	8,005
Subventions tenant lieu de taxes	3,613	3,844
Redevances	912	987
Location de matériel lourd	6,468	8,150
Autres charges	6,966	6,882
Charbon acheté et charbon capitalisé	7,229	8,207
Amortissement	66,042	64,374
(Augmentation) diminution des stocks de charbon	(6,720)	14,299
Total des charges d'exploitation	253,684	284,884
Excédent des charges d'exploitation sur les produits d'exploitation	46,783	56,654
Régimes de retraite	15,790	14,805
Retraites anticipées	2,555	2,562
Stimulant pour retraites anticipées	2,526	1,881
Intérêts et autres produits	(1,737)	(2,132)
Réduction de valeur des immobilisations (note 4)	52,628	
Pertes d'exploitation minière de l'exercice	118,545	73,770
Moins: amortissement et réduction de valeur des immobilisations non déductibles du calcul du bénéfice net ou des pertes nettes d'exploitation minière	118,670	64,374
Bénéfice net (pertes nettes) d'exploitation minière aux fins du crédit parlementaire	125	(9,396)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Liquidités provenant des (affectées aux) activités d'exploitation		
Bénéfice net (pertes nettes) d'exploitation minière	125	(9,396)
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*	(25,518)	221
	(25,393)	(9,175)
Liquidités provenant des (affectées aux) activités de financement		
Versements par le Canada		
—Au titre des pertes d'exploitation minière		39,089
—Au titre des dépenses en immobilisations	31,910	14,874
—Augmentation (diminution) des avances remboursables aux fins du fonds de roulement	23,963	(33,963)
	55,873	20,000
Liquidités provenant des (affectées aux) activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(32,307)	(13,813)
Produit de la vente d'immobilisations	255	214
	(32,052)	(13,599)
Diminution des liquidités	(1,572)	(2,774)
Liquidités au début de l'exercice	3,593	6,367
Liquidités à la fin de l'exercice	2,021	3,593
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*		
Débiteurs	(15,070)	(16,575)
Stocks		
Charbon	(6,721)	14,300
Matières et fournitures d'exploitation	13	7,201
Charges payées d'avance	(2,388)	227
Fournisseurs	4,762	4,731
Salaires et rémunération de congés annuels, courus	(818)	963
Charges à payer	(1,992)	148
Retenues salariales	(1,448)	(1,624)
Sommes à payer au gouvernement du Canada		
—Autres	(1,856)	(9,150)
	(25,518)	221

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1991

1. Autorité et objectifs

La Société a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton en vue de restructurer et de raffermir l'industrie du charbon sur l'île du Cap-Breton. À l'heure actuelle, la Société s'est fixé comme objectif d'être un fournisseur fiable de charbon et de produits énergétiques connexes de qualité, et ce en exploitant une société viable et sécuritaire offrant une atmosphère de travail saine grâce à l'utilisation efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et techniques.

2. Sommaire des principales conventions comptables

a) Financement

La Société, mandataire de Sa Majesté, est inscrite à titre de société de la partie I de l'annexe III, en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société reçoit des crédits parlementaires au titre des dépenses en immobilisations et de la perte d'exploitation. De plus, des avances au gouvernement du Canada sont consenties au titre du fonds de roulement, jusqu'à concurrence de $50 M, à des conditions qui ont été convenues, conformément à la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton. Ces crédits parlementaires sont indiqués dans l'état de l'avoir lorsque demandés par la Société. Le Conseil du Trésor a indiqué qu'on ne doit pas tenir compte de l'amortissement ni de la réduction de valeur des immobilisations dans le calcul du bénéfice ou des pertes d'exploitation minière aux fins du crédit parlementaire. Par conséquent, on a donc éliminé l'amortissement et la réduction de valeur des immobilisations pour arriver à ce montant.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées au prix coûtant. L'amortissement des immobilisations de la Société est calculé selon leur durée d'utilisation prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire, comme suit:

Houillère Lingan	2 à 30 ans
Houillère Prince	2 à 30 ans
Houillère Phalen	2 à 30 ans
Projet d'exploitation de la mine Donkin-Morien	5 à 30 ans
Chemin de fer de Devco	5 à 30 ans
Usine de préparation du charbon	5 à 20 ans
Autres immobilisations	5 à 20 ans

d) Conversion en monnaie étrangère

Les éléments d'actif et de passif à valeur vénale fixe sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes découlant de la conversion de monnaie étrangère sont inclus dans les résultats d'exploitation.

e) Régimes de retraite

Les charges de retraite constatées de chaque exercice comprennent le coût des services courants et passés. Le coût des services passés représente une répartition des obligations non provisionnées et il est amorti au taux auquel il est capitalisé. La Société est d'avis qu'il s'agit de la méthode la plus appropriée car elle permet un amortissement systématique qui est conforme à l'ensemble du financement de la Société par le gouvernement du Canada.

f) Indemnités des accidents du travail

Conformément à la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, la Société rembourse à Travail Canada les paiements courants versés à l'égard de l'indemnisation des travailleurs et imputés par le Workers' Compensation Board de la province de la Nouvelle-Écosse.

3. Débiteurs

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Clients	28,416	23,948
Employés	282	845
Gouvernement du Canada—Au titre des dépenses en immobilisations	10,910	
	39,608	24,793
Moins: provision pour créances douteuses	100	355
	39,508	24,438

4. Immobilisations

	1991			1990
	Coût d'acquisition	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Houillère Lingan	185,001	166,746	18,255	44,394
Houillère Prince	121,478	69,424	52,054	51,418
Houillère Phalen	217,388	73,028	144,360	154,821
Projet d'exploitation de la mine Donkin-Morien	80,679	80,679		40,731
Usine de préparation du charbon	100,719	49,980	50,739	44,194
Chemin de fer de Devco	80,248	36,088	44,160	46,345
Autres immobilisations	42,481	27,552	14,929	29,212
	827,994	503,497	324,497	411,115

Le projet d'exploitation de la mine Donkin-Morien, dont la valeur comptable nette s'élève à $27,530,694, a été radié des immobilisations de la Société au 31 mars 1991 en raison des faibles perspectives d'utilisation. Cette immobilisation avait des coûts cumulatifs de $80,678,573 et un amortissement cumulé correspondant de $53,147,879 arrêté à cette date.

La valeur immobilisée de la houillère Lingan a été réduite de $25,096,956 au 31 mars 1991 afin de mieux refléter sa valeur fondée sur la conversion de cette exploitation par longues tailles en exploitation rabattante sans montant. Le coût d'acquisition des éléments de la houillère touchés par cette réduction de valeur était de $159,326,259 et l'amortissement cumulé jusqu'au 31 mars 1991 s'établissait à $134,229,303.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1991—*Fin*

5. Engagements

a) Les engagements relatifs aux projets d'investissement comprennent les montants suivants:

environ $1,440,000 pour l'équipement minier souterrain;
environ $510,000 pour les autres installations.

b) La Société loue le General Mining Building qui abrite les bureaux de l'administration. La durée du bail est de 20 ans, et cette période a commencé en juin 1984. Les paiements de loyer annuels découlant de ce bail fluctuent selon les taux d'intérêt hypothécaires du bailleur. Ces paiements s'élèvent actuellement à $1,370,000 par année, basé sur un taux d'intérêt de 11.75%.

6. Passif éventuel et revendications

a) Questions d'ordre juridique

La Société fait l'objet d'une revendication et de plusieurs actions en justice mettant en jeu une somme d'environ $3.3 M. La Société a l'intention de faire opposition à la totalité de ces actions.

b) Assurance

La Société est autoassurée contre la perte éventuelle d'éléments d'actif souterrains et pour une partie de son assurance responsabilité civile.

c) Questions environnementales

La Société est assujettie à des règlements qui pourront l'obliger à engager des dépenses liées à des questions d'ordre environnemental. Nous ne pouvons actuellement préciser le montant de telles dépenses éventuelles. Ces dernières, le cas échéant, seront constatées dans la période pendant laquelle elles seront engagées.

7. Contrat à long terme

La Société et Nova Scotia Power Corporation ont conclu un contrat portant sur la livraison à cette dernière d'une partie importante de la production de charbon de la Société. Ce contrat expirera en 2010.

8. Régimes de retraite

Une évaluation actuarielle du régime de retraite non contributif de la Société, un régime à prestations déterminées, en date du 31 décembre 1990 a révélé l'existence d'une dette actuarielle non provisionnée de $116,591,000 (un actif de $108,532,000 et un passif de $225,123,000). La Société a établi une provision dans son plan d'exploitation annuel relativement aux rentes pour services passés et courants dont le montant correspond aux prestations de retraite prévues en vertu de ce régime. La Société a passé en charges des prestations de retraite d'environ $15,790,000 pour l'exercice terminé le 31 mars 1991.

Une évaluation actuarielle du régime de retraite contributif de la Société, un régime à prestations déterminées, en date du 31 décembre 1990, a révélé un surplus final de $3,480,000 (un actif de $25,757,000 et un passif de $22,277,000). Les paiements que la Société est tenue de verser relativement aux services courants sont capitalisés chaque année. Ils s'élèvent à environ $806,000 pour l'exercice terminé le 31 mars 1991 et ils ont été passés en charges.

9. Impôts sur le revenu

La Société est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Au cours de l'exercice précédent, la Société a reçu des avis de nouvelle cotisation de Revenu Canada, Impôt pour les exercices 1983 à 1989. Aux termes de ces nouvelles cotisations, le provisionnement fourni par le gouvernement du Canada est considéré comme une aide gouvernementale à l'égard de l'exploitation et des immobilisations. La Société a l'intention de s'opposer à cette interprétation, dans la plus grande mesure possible. Comme l'issue de ce différend ne peut être déterminée à ce jour, les présents états financiers n'ont pas fait l'objet d'un rajustement.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION VISANT LA PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joints de la Société d'expansion du Cap-Breton et tous les renseignements dans le présent rapport annuel relèvent de la direction et ils ont reçu l'approbation du Conseil d'administration. Les états financiers consolidés renferment certains chiffres, telles les provisions pour les prêts douteux et l'intérêt, qui s'appuient nécessairement sur les estimations et le jugement de la direction.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus appliqués de manière uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux que contiennent les états financiers consolidés.

En acquittant sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la justesse des états financiers consolidés, la direction entretient des pratiques et systèmes de contrôle financier et de gestion conçus dans le but d'apporter la certitude raisonnable que les opérations sont autorisées, que les éléments d'actif sont protégés et que des registres convenables ont été tenus. En outre, le Comité de vérification du Conseil veille dans l'ensemble aux responsabilités de la direction quant à la tenue de systèmes suffisants de contrôle et à la qualité de la présentation de rapports financiers.

Le vérificateur autonome, le vérificateur général du Canada, est responsable de la vérification des états financiers consolidés et de la publication de son rapport y relié.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

J'ai vérifié le bilan consolidé de la Société d'expansion du Cap-Breton au 31 mars 1991 et les états consolidés de l'avoir, des résultats et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société et de ses filiales en propriété exclusive dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la Partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton et aux règlements administratifs de la Société et de ses filiales en propriété exclusive.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 27 mai 1991

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990	PASSIF	1991	1990
	$	$		$	$
Encaisse et placements à court terme	1,097,183	1,021,017	Créditeurs et frais courus	1,957,031	3,165,964
Débiteurs (au net de la provision de $3,965; 1990: $122,242) (note 11)	503,768	470,385	AVOIR		
Intérêt débiteur (au net de la provision de $321,843; 1990: $582,997) (note 3)	55,937	193,306	Avoir du Canada	16,718,249	22,492,274
À recevoir—Gouvernement du Canada	1,160,000	1,800,000			
Stocks	62,396	114,464			
Frais payés d'avance	200,445	62,735			
	3,079,729	3,661,907			
Prêts (notes 3 et 4)	2,608,653	4,598,985			
Placements (au net de la provision de $1,600,000; 1990: $1,350,000)	330,000	600,000			
Immobilisations (note 5)	12,656,898	16,797,346			
	18,675,280	25,658,238		18,675,280	25,658,238

Garanties (note 9)
Engagements (note 10)
Opérations entre apparentés (note 11)

Approuvé par le Conseil:

un Administrateur
HUGH TWEEDIE

un Administrateur
BARRY MARTIN

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Avoir au début de l'exercice	22,492,274	31,996,356
Crédit parlementaire (note 6a))	10,560,000	7,300,000
Produits nets à la vente d'éléments d'actif remis au Trésor (note 6b))	(1,050,000)	
	32,002,274	39,296,356
Dépenses nettes d'exploitation pour l'exercice	15,284,025	16,804,082
Avoir à la fin de l'exercice	16,718,249	22,492,274

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses de développement		
Programmes de développement de nouvelles entreprises	6,800,408	5,228,790
Aide générale au développement	623,889	731,061
Provision pour les prêts douteux (au net des recouvrements de $232,169; 1990: $177,750)	1,661,204	2,413,766
Provision pour l'intérêt douteux (au net des recouvrements de $145,945; 1990: $37,461)	145,680	103,023
Provision pour les placements douteux	1,700,000	1,300,000
	10,931,181	9,776,640
Dépenses d'exploitation des installations de la Société		
Location	1,500,202	1,775,893
Tourisme	311,075	1,113,457
Amortissement	2,619,591	2,564,769
	4,430,868	5,454,119
Dépenses d'administration (note 7)	1,708,620	1,390,817
Coûts transitoires		362,047
Communications	119,633	101,133
Provision pour la perte à l'aliénation d'éléments d'actif	421,497	2,799,200
	2,249,750	4,653,197
Total des dépenses d'exploitation	17,611,799	19,883,956
Revenus provenant des installations de la Société		
Location	1,443,681	1,835,121
Tourisme	273,875	1,130,619
	1,717,556	2,965,740
Intérêt créditeur		
Prêts	357,669	721,113
Autre	252,549	393,021
Total des revenus d'exploitation	2,327,774	4,079,874
Dépenses nettes d'exploitation avant le poste extraordinaire	15,284,025	15,804,082
Poste extraordinaire		
Provision pour le nettoyage de l'environnement (note 8)		1,000,000
Dépenses nettes d'exploitation	15,284,025	16,804,082

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités de financement		
Crédit parlementaire	10,560,000	7,300,000
Changement au débiteur—Gouvernement du Canada	640,000	(1,180,000)
Encaisse provenant des activités de financement	11,200,000	6,120,000
Activités d'exploitation		
Dépenses nettes d'exploitation pour l'exercice avant le poste extraordinaire	(15,284,025)	(15,804,082)
Imputations qui n'affectent pas l'encaisse		
Amortissement	2,619,591	2,564,769
Rémission de prêts	1,017,925	27,631
Provision pour les prêts et l'intérêt douteux	1,750,039	2,302,731
Provision pour les placements douteux	1,700,000	1,300,000
Provision pour la perte à l'aliénation d'éléments d'actif	421,497	1,849,200
Poste extraordinaire		
Provision pour le nettoyage de l'environnement		(1,000,000)
	(7,774,973)	(8,759,751)
Diminution (augmentation) du fonds de roulement d'exploitation hors-caisse*	(1,190,589)	2,196,569
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	(8,965,562)	(6,563,182)
Activités de placement		
Avances sous forme de prêts	(1,875,055)	(309,529)
Remboursements de prêts	1,097,423	2,535,378
Achats d'immobilisations	(1,285,822)	(2,296,586)
Produits à la vente d'immobilisations	2,385,182	1,073,763
Produits nets remis au Trésor	(1,050,000)	
Achats de placement	(1,430,000)	(1,600,000)
Encaisse utilisée pour les activités de placement	(2,158,272)	(596,974)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	76,166	(1,040,156)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	1,021,017	2,061,173
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	1,097,183	1,021,017
*Diminution (augmentation) du fonds de roulement d'exploitation hors-caisse		
Débiteurs	(33,383)	165,816
Intérêt débiteur	137,369	174,802
Stocks	52,068	129,009
Frais payés d'avance	(137,710)	8,452
Créditeurs et frais courus	(1,208,933)	1,718,490
	(1,190,589)	2,196,569

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1991

1. La Société

a) Pouvoirs et objectifs

La Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) a été établie en vertu de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton (partie II de la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique) qui a été proclamée le 1^er^ décembre 1988. La Société est une société d'État mandataire nommée à l'annexe III, partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques et elle n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu. Voici ses objectifs selon l'énoncé dans sa loi habilitante:

encourager et aider, de concert éventuellement avec le gouvernement du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, leurs organismes ou toute autre personne publique ou privée, le financement et le développement de l'industrie dans l'île du Cap-Breton en vue de créer des emplois en dehors du secteur de l'industrie houillère et de diversifier l'économie de l'île.

2. Conventions comptables importantes

a) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est enregistré selon la comptabilité d'exercice et les retraits sont fonction des exigences d'encaisse.

b) Méthode de consolidation

i) Les états financiers de la Société d'expansion du Cap-Breton comportent les résultats d'exploitation de la Société et de toutes ses filiales selon l'explication qui suit:

ii)

	Participation de la Société	Période terminée le
Darr (Cape Breton) Limited	100%	31 décembre
Whale Cove Summer Village Limited	62.5%	31 mars

Les états financiers de Darr (Cape Breton) Limited s'appuient sur l'hypothèse voulant que la société puisse continuer à opérer en tant qu'entreprise en exploitation, cette hypothèse étant assujettie au soutien financier continu de sa société-mère.

iii) Vu que les états financiers de Whale Cove Summer Village Limited déclarent une situation déficitaire de l'avoir au 31 mars 1991 et que la participation minoritaire aux pertes à ce jour a été absorbée en contrepartie du total du capital minoritaire investi, toutes les pertes de cette société font partie des dépenses nettes d'exploitation consolidées. Par conséquent, il n'y a pas de déclaration de participation minoritaire de cette filiale au bilan consolidé.

c) Prêts

Les prêts sont enregistrés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Certains prêts peuvent comporter de l'intérêt capitalisé en tant que principal vu la nouvelle structure apportée aux modalités du contrat pour ces prêts.

d) Provisions pour les prêts douteux et rémissibles

La provision pour les prêts douteux représente l'estimation de la direction quant aux pertes probables à l'endroit de prêts particuliers non réglés à la fin de l'exercice. La provision est fondée sur une évaluation à intervalles réguliers du portefeuille de prêts alors que de nombreux facteurs sont envisagés, y compris la durée de la délinquance, les conditions du marché, l'aspect financier viable de l'entreprise, et les aptitudes à gérer. Une provision générale est ajoutée pour tenir compte de toutes les délinquances non prévues qui pourraient avoir lieu tout au long de l'exercice selon l'expérience subie. La direction a estimé l'effet de ces risques et incertitudes lorsqu'elle a établi la provision pour les prêts douteux. Les prêts douteux peuvent être rétablis en tant qu'éléments débiteurs lorsque, selon l'avis de la direction, la possibilité ultime de percevoir le principal et l'intérêt est raisonnablement certaine.

Certains prêts sont assujettis aux modalités de remises qui sont énoncées dans le contrat pour le prêt. La somme admissible à la rémission est imputée aux résultats lorsque les conditions d'admissibilité sont atteintes.

Les pertes réelles à l'égard des prêts sont imputées aux résultats tandis que les recouvrements sont portés au crédit. Les rajustements des provisions pour les prêts douteux et rémissibles, au niveau jugé convenable par la direction, sont imputés aux résultats.

e) Placements

La Société a un portefeuille d'actions privilégiées de même que des participations en tant qu'associée. Ces placements sont assujettis à des restrictions contractuelles et sont déclarés au prix coûtant moins une provision pour les placements douteux.

f) Intérêt créditeur

L'intérêt créditeur est enregistré selon la comptabilité d'exercice jusqu'au moment qui veut que la direction établisse qu'un prêt doit être classé en tant que douteux. Lorsqu'un prêt est classé en tant que douteux, l'intérêt non perçu pour l'exercice en cours et les exercices antérieurs est imputé à la provision pour les prêts et l'intérêt douteux.

Les versements d'intérêt reçus ultérieurement sur les prêts douteux sont enregistrés en tant qu'intérêt créditeur selon la comptabilité de caisse.

g) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au moindre du prix coûtant moins l'amortissement cumulé ou l'amortissement nette de réalisation. On établit la provision pour l'amortissement selon la durée utile estimative des immobilisations en utilisant la méthode linéaire aux taux indiqués ci-après:

Bâtiments	jusqu'à 25 ans
Matériel et ameublement	de 4 à 10 ans
Matériel informatique et logiciels	5 ans
Améliorations locatives	jusqu'à 20 ans
Véhicules	3 ou 4 ans

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
DU 31 MARS 1991—*Suite*

h) Régime de pensions de retraite

Tous les employés admissibles ne participent qu'au Régime de pensions de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois, en parties égales, des employés et de la Société. Ces contributions sont portées aux dépenses de la période pendant laquelle les services sont rendus et représentent le total des obligations de la Société au titre des pensions de retraite.

3. Prêts

Voici une analyse du solde des prêts non réglés au 31 mars:

Taux d'intérêt annuels	1991	1990
	$	$
0 %	1,138,524	1,257,440
Moins de 8 %	382,740	504,346
8 à 9.95 %	4,169,917	4,824,813
10 à 11.88 %	3,639,360	2,682,176
12 % et plus	71,607	392,628
	9,402,148	9,661,403
Déduire: la provision pour les prêts douteux (note 4)	5,089,782	4,790,089
la provision pour les prêts rémissibles	1,703,713	272,329
	2,608,653	4,598,985

Voici les sommes échéant selon l'exercice financier en se fondant sur les modalités des prêts:

	1991	1990
	$	$
Principal échu	3,456,740	739,327
1991		992,708
1992	965,459	633,272
1993	900,928	541,382
1994	1,252,017	495,770
1995	776,825	401,438
1996 et au-delà	2,050,179	5,857,506
	9,402,148	9,661,403
Intérêt couru—		
Courant	139,006	391,826
Arrérages	238,774	384,477
	377,780	776,303
Déduire: la provision pour l'intérêt douteux	321,843	582,997
	55,937	193,306

4. Provision pour les prêts douteux

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	4,790,089	3,200,489
Radiations et recouvrements	(758,621)	(1,001,174)
Provision pour les prêts douteux—		
Prêts de l'exercice en cours	1,985,338	2,227,734
Provision générale		380,000
Diminutions causées par la restructuration et le rétablissement aux éléments débiteurs	(38,554)	(16,960)
Virement aux remises	(888,470)	
Solde à la fin de l'exercice	5,089,782	4,790,089

Le solde renferme 30 prêts (1990: 45 prêts) classés en tant que douteux.

5. Immobilisations

	1991			1990
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain en vue du développement	732,441	200,000	532,441	509,096
Matériel, ameublement, améliorations locatives	757,682	477,372	280,310	451,784
Installations de location	24,366,170	12,987,514	11,378,656	12,992,578
Installations touristiques	595,177	450,253	144,924	2,157,283
Installations d'agriculture et de sylviculture	1,110,317	789,750	320,567	686,605
	27,561,787	14,904,889	12,656,898	16,797,346

Les catégories d'installations locatives, touristiques, agricoles et sylvicoles présentées auparavant comprennent chacune le terrain, les bâtiments et le matériel.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU 31 MARS 1991—*Fin*

6. Financement en provenance du gouvernement du Canada

a) Le gouvernement du Canada a approuvé un crédit parlementaire pour la somme de $10,600,000 et la Société a utilisé $10,560,000 ce qui est le résultat d'une réduction de $40,000 des dépenses établie par le Comité des priorités et de la planification du Cabinet.

b) Le gouverneur en conseil a donné le pouvoir à la Société de vendre tout l'actif de sa filiale Dundee Estates Limited. Le Conseil du Trésor a donné instruction que les produits nets de la vente doivent être remis au Trésor.

7. Dépenses d'administration

	1991	1990
	$	$
Traitements et avantages des employés	894,253	679,723
Frais divers et de bureau	562,286	602,831
Honoraires professionnels	209,961	51,097
Déplacements	42,120	57,166
	1,708,620	1,390,817

8. Provision pour le nettoyage de l'environnement

Au cours de 1989-90 la Société a décelé des terrains contaminés dans le parc industriel Sydport autrefois occupé par un locataire qui vaquait à la réclamation du métal de rebut. La direction a entrepris de retenir la contamination et elle a amorcé une opération contrôlée de nettoyage. L'estimation de $1,000,000 quant aux coûts à défrayer au cours de ce processus avait été portée aux comptes au 31 mars 1990. Le solde aux comptes au 31 mars 1991 est $380,000 ce qui de l'avis de la direction, et en se fondant sur les renseignements techniques disponibles, est suffisant pour achever le nettoyage.

9. Garanties

Au cours de 1976, la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton a garanti le remboursement par la Société Sydney Steel des obligations non garanties de celle-ci, Série D, pour la somme de $70,000,000 à 11 1/4% et le remboursement de l'intérêt sur celles-ci. Ces fonds furent empruntés par la Société Sydney Steel dans le but de financer son programme de réadaptation d'usine. Le solde non réglé des obligations non garanties a depuis été réduit à $22,610,000.

En tant que successeur de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton, la Société a pris à son compte ces garanties qui ont été consenties à l'avantage de sa majesté la Reine du chef du Canada et au nom de celle-ci; c'est pourquoi, toutes les sommes qui doivent être versées conformément à ces garanties seront déboursées à même le Trésor du Canada.

10. Engagements

a) Au 31 mars, les engagements non réglés de la Société étaient comme suit:

	1991	1990
	$	$
Contributions au développement	2,010,476	2,737,571
Dépenses en immobilisations	44,224	448,655
Prêts	331,457	414,541
	2,386,157	3,600,767

b) Voici les versements minimums futurs selon l'exercice financier quant aux contrats de location-exploitation pour des locaux, comportant des modalités premières de bail non réalisables supérieures à un an:

	$
1992	252,954
1993	59,414
1994	41,820
	354,188

11. Opérations entre apparentés

La Société a transigé avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique au cours de l'exercice au titre de traitements, services professionnels et autres dépenses s'élevant à $210,150 (1990: $144,355). Les sommes comprises aux comptes débiteurs étaient $210,150 (1990: $144,355).

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés en conformité de la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

J'ai vérifié le bilan de la Société du Centre national des Arts au 31 août 1990 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 août 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 octobre 1990

BILAN AU 31 AOÛT 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse		206,724
Placements à court terme	611,055	527,392
Débiteurs (note 3)	1,700,244	1,596,643
Stocks	528,579	596,595
Programmes en cours	1,222,080	1,112,453
Frais payés d'avance	130,311	112,532
	4,192,269	4,152,339
Immobilisations (note 4)	3,484,874	3,454,391
	7,677,143	7,606,730

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Découvert de banque	410,815	
Emprunt bancaire	535,000	
Créditeurs et frais courus	2,854,414	2,344,918
Revenus reportés	3,179,917	4,058,963
Crédit parlementaire reporté		
Projets en capital importants (note 5)	147,133	240,744
	7,127,279	6,644,625
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	666,414	624,399
	7,793,693	7,269,024
AVOIR DU CANADA		
Surplus (déficit)	(116,550)	337,706
	7,677,143	7,606,730

Approuvé par la direction:

le Directeur général
YVON DESROCHERS

le Directeur des services financiers et administratifs
RICHARD LUSSIER

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Président
ROBERT LANDRY

membre du Conseil
LEON KOSSAR

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	10,184,477	11,295,860
Services commerciaux (tableau 2)	8,012,526	8,253,488
Services de soutien aux programmes	283,504	731,580
Autres	23,838	4,508
	18,504,345	20,285,436
Dépenses d'exploitation (tableau 3)		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	16,920,911	18,112,723
Services commerciaux (tableau 2)	5,713,300	6,029,514
Exploitation des bâtiments	5,321,036	4,947,132
Services de soutien aux programmes	4,477,606	4,722,156
Services administratifs	3,111,592	3,090,616
Conseil d'administration	63,939	53,349
	35,608,384	36,955,490
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	17,104,039	16,670,054
Autres revenus		
Subvention municipale régionale	230,000	230,000
Intérêts sur les placements à court terme	75,450	121,234
	305,450	351,234
Excédent des dépenses sur les revenus	16,798,589	16,318,820

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1990

	1990	1989
	$	$
Exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus	(16,798,589)	(16,318,820)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	880,917	886,188
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	42,015	225,667
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	11,736	
Diminution hors caisse du fonds de roulement	(532,541)	(901,391)
	(16,396,462)	(16,108,356)
Financement		
Crédits parlementaires		
Exploitation	16,344,333	15,603,419
Projets en capital importants incluant les intérêts gagnés	1,622,113	1,812,166
	17,966,446	17,415,585
Investissement		
Projets en capital importants	(1,715,724)	(3,215,423)
Acquisitions d'immobilisations	(923,136)	(1,345,077)
	(2,638,860)	(4,560,500)
Diminution de l'encaisse au cours de l'exercice	(1,068,876)	(3,253,271)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	734,116	3,987,387
Encaisse et placements à court terme (dette bancaire nette) à la fin de l'exercice	(334,760)	734,116

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1990

	1990	1989
	$	$
Surplus au début de l'exercice	337,706	1,053,107
Crédit parlementaire—Exploitation	16,344,333	15,603,419
Excédent des dépenses sur les revenus	(16,798,589)	(16,318,820)
Déficit de l'exercice	(454,256)	(715,401)
Surplus (déficit) à la fin de l'exercice	(116,550)	337,706

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 AOÛT 1990

1. Objectifs et opérations

La Société a pour objectifs d'exploiter et de maintenir le Centre national des Arts, de développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et d'aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

Pour faciliter la réalisation de ses objectifs, la Société peut organiser et parrainer des réalisations au Centre, dans le domaine des arts d'interprétation; encourager et aider le perfectionnement des troupes d'arts d'interprétation rattachées au Centre; organiser ou parrainer des émissions de radio et de télévision ainsi que la projection de films au Centre; aménager au Centre, selon les modalités et aux conditions que la Société peut fixer des locaux pour les organisations nationales et locales poursuivant, entre autres, le développement et l'encouragement des arts d'interprétation au Canada; et à la demande du gouvernement du Canada ou du Conseil des Arts du Canada, organiser des représentations ailleurs au Canada par des troupes d'arts d'interprétation, établies ou non au Canada et organiser des représentations hors du Canada par des troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Afin de réaliser ces objectifs, Sa Majesté a cédé et loué le complexe du Centre national des Arts à la Société pour une période échéant le 31 mai 1991. Selon les clauses du bail, la Société est chargée de l'entretien et de l'exploitation de l'édifice mais elle est exempte du paiement d'un loyer.

2. Principales conventions comptables

a) Placements à court terme

Les placements à court terme sont évalués au prix coûtant, ce qui est proche de la valeur marchande.

b) Subventions

Les subventions sont comptabilisées en tout que revenu lors de l'exercice pendant lequel des engagements fermes ont été pris vis-à-vis la Société par les donateurs.

c) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette pour la nourriture et la boisson ou au coût de remplacement pour le matériel de production et les fournitures.

d) Programmes en cours

Les frais directs, y compris les avances aux troupes et artistes, encourus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours, sont reportés et imputés aux dépenses de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les frais indirects et les services communs non attribuables à des spectacles particuliers sont imputés aux dépenses lors de l'exercice pendant lequel ils sont encourus.

e) Immobilisations

Les immobilisations utilisées au cours de l'exploitation, autres que le complexe du CNA, sont enregistrées au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, comme il suit:

Édifice—L'Atelier	20 ans
Matériel	5 et 7 ans
Matériel détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	5 et 7 ans
Améliorations locatives	10 ans

Puisque la Société loue le complexe sans frais, aucun amortissement n'est calculé pour celui-ci.

f) Revenus reportés

Les revenus provenant de billets vendus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et crédités aux revenus de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les revenus provenant des certificats-cadeaux et des bons d'échange sont reportés jusqu'au remboursement des certificats et des bons. Les certificats-cadeaux et bons d'échange non utilisés lors des trois ans écoulés depuis leur émission sont crédités aux revenus. Un pourcentage de ceux de moins de trois ans est aussi crédité aux revenus.

g) Dépenses d'exploitation

Les dépenses des programmes des arts d'interprétation et des services commerciaux ne comprennent pas les coûts rattachés à l'entretien des bâtiments et du matériel, aux services publics et aux services administratifs. Les coûts liés aux mobiliers et au matériel non-capitalisés sont ajoutés aux dépenses d'exploitation des bâtiments et des services commerciaux.

h) Régime de pension de retraite

Les employés de la Société font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique qui est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations à ce régime sont exigées, à part égales, à la fois des employés et de la Société. Les cotisations de la Société représentent sa dette totale et sont comptabilisées dès qu'elles deviennent exigibles.

i) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés selon les conditions d'emploi.

j) Crédits parlementaires

Le crédit parlementaire d'exploitation reçu durant la période allant du 1er avril au 31 août se rapporte à l'exercice financier du gouvernement du Canada se terminant le 31 mars de l'exercice suivant. La Société inscrit au surplus à chaque mois un douzième du crédit parlementaire total. Par contre, lorsque le montant reçu au 31 août dépasse cinq-douzièmes du crédit parlementaire total, l'excédent est reporté à l'exercice suivant. Lorsque le montant reçu est inférieur aux cinq-douzièmes, la différence est comptabilisée en tant que débiteur.

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 AOÛT 1990—*Fin*

Le crédit parlementaire reçu pour les projets en capital importants est reporté jusqu'à son utilisation. Un montant égal aux coûts du projet encourus durant l'exercice est déduit du crédit parlementaire reporté.

3. Débiteurs

	1990	1989
	$	$
Comptes clients	542,558	816,347
Provision pour créances irrécouvrables	(22,429)	(15,849)
	520,129	800,498
Billets vendus par une agence de vente	520,515	332,582
Crédit parlementaire—Exploitation (note 6)	529,583	285,250
Subvention municipale—Régionale	76,667	115,000
Prêts aux musiciens—Achat d'instruments	17,785	35,467
Intérêts courus	6,678	6,084
Autres	28,887	21,762
	1,700,244	1,596,643

4. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	90,000		90,000	90,000
Édifice—L'Atelier	298,069	133,492	164,577	179,480
Matériel	4,726,059	3,195,765	1,530,294	1,269,276
Matériel détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	28,750	17,250	11,500	17,250
Améliorations locatives	3,537,782	1,858,542	1,679,240	1,894,417
Projets d'immobilisations en cours	9,263		9,263	3,968
	8,689,923	5,205,049	3,484,874	3,454,391

5. Crédit parlementaire reporté—Projets en capital importants

	1990	1989
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	240,744	1,644,001
Reçu durant l'exercice	1,500,000	1,672,000
Intérêts gagnés durant l'exercice	122,113	140,166
Dépenses de l'exercice	(1,715,724)	(3,215,423)
Reporté à l'exercice suivant	147,133	240,744

6. Crédit parlementaire—Exploitation

	1990	1989
	$	$
Débiteur au début de l'exercice	285,250	665,831
Crédité au surplus	16,344,333	15,603,419
Reçu durant l'exercice	(16,100,000)	(15,984,000)
Débiteur à la fin de l'exercice	529,583	285,250

7. Engagements

Les engagements par bail, dont la durée dépasse un an, s'élevaient à $695,536 au 31 août 1990. Les paiements minimums futurs pour ces engagements sont exigibles comme il suit:

Exercice se terminant le 31 août	$
1991	318,959
1992	234,770
1993	70,061
1994	70,061
1995	1,685
	695,536

De plus, le CNA a conclu une entente avec une agence de vente de billets. Cette entente se terminera en 1996. Les versements sont en fonction du nombre de billets vendus; il n'y a aucun versement minimum exigé.

8. Opérations entre apparentés

En plus de la location de l'édifice du CNA, fourni sans frais par le gouvernement du Canada, la Société reçoit des services de vérification sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada.

Durant l'exercice et dans le cours normal de ses opérations, la Société a encouru des dépenses se chiffrant à $935,523 ($794,231 en 1989) pour les services publics, l'entretien du terrain, le déblaiement de la neige et les services téléphoniques fournis par d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

9. Fermeture de la boutique

La boutique, A Capriccio, a été fermée le 31 août 1989. Le stock a été écoulé au cours de l'exercice.

10. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 20 septembre 1990, le Conseil du Trésor a approuvé l'inscription d'un poste de $1,321,000 au Budget des dépenses supplémentaire 1990-91 qui sera comptabilisé au cours de l'exercice financier se terminant le 31 août 1991.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 août 1989 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 août 1990.

SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Fin*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1990

TABLEAU 1

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Musique	2,505,392	2,952,892
Théâtre	2,193,612	2,505,580
Variété	4,072,679	4,552,047
Danse	1,390,998	1,279,806
Diffusion électronique	8,698	
Événements spéciaux	13,098	5,535
	10,184,477	11,295,860
Dépenses		
Musique	5,722,738	6,416,528
Théâtre	4,747,471	4,821,505
Variété	4,182,792	4,671,070
Danse	1,825,830	1,921,409
Diffusion électronique	280,215	156,528
Événements spéciaux	161,865	125,683
	16,920,911	18,112,723
Excédent des dépenses sur les revenus	6,736,434	6,816,863

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES SERVICES COMMERCIAUX POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1990

TABLEAU 2

	1990	1989
	$	$
Revenus		
Restaurants	4,845,688	5,469,965
Garage	2,322,092	2,022,138
Location des salles	835,428	656,704
Boutique	9,318	104,681
	8,012,526	8,253,488
Dépenses		
Restaurants	4,599,169	5,020,807
Garage	623,993	516,969
Location des salles	436,391	395,262
Boutique	53,747	96,476
	5,713,300	6,029,514
Excédent des revenus sur les dépenses	2,299,226	2,223,974

TABLEAU DES DÉPENSES SELON LA CATÉGORIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1990

TABLEAU 3

	1990	1989
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	14,527,608	14,608,925
Cachet et dépenses des artistes	10,098,906	11,220,279
Publicité et promotion	2,081,922	2,112,021
Coût des ventes—Services commerciaux	1,740,941	1,872,357
Réparations et entretien	1,301,248	1,174,347
Services publics	1,246,431	1,167,457
Dépenses de production	900,213	899,380
Amortissement	880,917	886,188
Frais de bureau	577,112	583,846
Services professionnels et frais connexes	570,902	674,432
Frais de voyages et de représentation	363,617	304,586
Commissions et frais de service	291,653	287,779
Fournitures et dépenses—Services commerciaux	228,298	290,648
Mobilier et matériel	179,374	142,747
Loyer de l'entrepôt	132,858	144,224
Télécommunications	129,410	117,987
Assurance	125,279	125,856
Autres	231,695	342,431
	35,608,384	36,955,490

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole a approuvé les présents états financiers et le rapport annuel, et la direction se porte garante de toute l'information qui y est donnée. Certains chiffres présentés dans les états financiers, comme la provision pour pertes sur prêts, et la valeur des propriétés acquises en règlement de prêts, sont nécessairement des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel concordent avec les renseignements contenus dans les états financiers.

Pour estimer la provision pour pertes sur prêts, la Société suit la même démarche depuis quelques années. Elle examine chacun des prêts insuffisamment garantis (provision spécifique) et elle établit une estimation générale des pertes probables inhérentes aux prêts suffisamment garantis de son portefeuille. La provision générale est établie à titre préventif, pour couvrir les pertes sur prêts qui n'ont pas été expressément décelées.

Grâce aux mesures de recouvrement, le montant de la provision attribuable aux prêts pris en compte individuellement a baissé par rapport au montant du 31 mars 1990. Par contre, devant la situation encore plus incertaine qui règne actuellement dans le secteur agricole, causée par des facteurs défavorables tels que l'échec des négociations du GATT, et tenant compte des effets négatifs que cette situation pourrait avoir sur la capacité de remboursement des agriculteurs et sur la valeur des garanties de la société, la direction a jugé nécessaire de maintenir la provision à sa valeur comptable au 31 mars 1991. À son avis, la provision de fin d'année de 232,7 millions de dollars est donc la meilleure estimation possible des pertes probables que la Société subira sur son encours de prêts.

Mise à part la somme de 3,7 millions de dollars qui a été imputée aux opérations en prévision des pertes probables sur les prêts de cet exercice, aucun montant n'a été imputé ou crédité aux opérations à titre de provision pour pertes sur prêts. Le Conseil d'administration partage l'avis de la direction, à savoir que dans un contexte marqué par le maintien de faibles prix à l'exportation des produits agricoles, particulièrement dans le secteur du grain, et l'échec récent des négociations du GATT, il serait imprudent de réduire davantage la provision pour pertes sur prêts pour le moment.

La direction, dont la responsabilité est de veiller à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers, maintient des mécanismes de contrôle financier et applique des pratiques de gestion qui offrent un degré raisonnable de certitude que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que les documents comptables sont tenus selon les règles. Aux mécanismes de contrôle interne s'ajoute un service de vérification interne, qui vérifie périodiquement les différents aspects des opérations de la Société. De plus, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au Comité de vérification du Conseil d'administration, qui surveille la façon dont la direction voit à la tenue de mécanismes de contrôle adéquats et à la qualité des rapports financiers.

La responsabilité de vérifier les états financiers et de faire rapport incombe au vérificateur général du Canada, qui agit à titre indépendant.

Le président et directeur général
James J. Hewitt

Le vice-président principal, Finances
Max Pierce

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1991 et les états des résultats et du déficit et de l'évolution de l'encaisse de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est expliqué au paragraphe qui suit, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les prêts de 3,378,3 millions de dollars sont déclarés au net d'une provision pour pertes sur prêts de 232,7 millions de dollars. Bien que la Société m'ait apporté la preuve et les analyses à l'appui de l'insertion de 136,1 millions de dollars à la provision, elle n'a pu étayer de façon suffisante le solde de 96,6 millions de dollars. En conséquence, je n'ai pu me satisfaire quant à la convenance de cette somme supplémentaire. C'est pourquoi, je n'ai pu établir que des rajustements pourraient s'avérer nécessaires à la provision pour pertes sur prêts et par conséquent à la dépense de provision pour pertes sur prêts, au revenu net pour l'exercice et au déficit.

À mon avis, à l'exception de l'incidence des rajustements, le cas échéant, que j'aurais pu identifier comme nécessaires si j'avais pu me satisfaire quant à la convenance de l'ajout de 96,6 millions de dollars à la provision pour pertes sur prêts, décrits au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur le crédit agricole et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 30 mai 1991

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990	PASSIF	1991	1990
Encaisse et placements à court terme	182,076	48,104	Créditeurs et charges à payer	12,240	16,466
Débiteurs	13,327	2,277	Billets à court terme	306,544	110,456
Prêts, moins la provision pour pertes sur prêts de $232,665 (1990—$279,365) (notes 3 et 4)	3,378,346	3,573,414	Provision pour prestations de cessation d'emploi	3,447	3,154
Biens-fonds acquis en règlement de prêts (note 5)	224,711	178,281	Emprunts (note 6)	3,341,587	3,760,523
Matériel de bureau et améliorations locatives	5,452	5,113		3,663,818	3,890,599
Escomptes et frais d'émission de la dette non amortis	6,470	9,530	AVOIR		
			Capital d'apport (note 8)	1,018,333	818,333
			Déficit	(871,769)	(892,213)
				146,564	(73,880)
	3,810,382	3,816,719		3,810,382	3,816,719

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé:

le Président et directeur général
JAMES J. HEWITT

un Administrateur
GEORGE KLOSLER

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Intérêts créditeurs		
Prêts	370,928	386,347
Placements à court terme	19,860	13,801
	390,788	400,148
Intérêts débiteurs		
Emprunts	325,625	356,545
Billets à court terme	17,772	13,305
	343,397	369,850
Intérêts créditeurs nets	47,391	30,298
Provision pour pertes sur prêts (note 4)	(3,684)	(3,202)
Loyers et autres revenus tirés des biens-fonds, après soustraction de $6,783 (1990—$5,496) en frais d'exploitation	34,170	20,779
Autres revenus	1,284	1,763
Revenu avant les frais autres que les intérêts	79,161	49,638
Frais d'administration	52,544	47,337
Impôt sur le revenu—Impôt des grandes sociétés (note 9)	6,173	4,990
Revenu net (perte) pour l'exercice	20,444	(2,689)
Déficit au début de l'exercice	(892,213)	(889,524)
Déficit à la fin de l'exercice	(871,769)	(892,213)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités d'exploitation		
Revenu net (perte) de l'exercice	20,444	(2,689)
Éléments hors caisse		
Provision pour pertes sur prêts	3,684	3,202
Variation des intérêts créditeurs courus	20,286	4,285
Variation des intérêts débiteurs courus	(13,405)	(9,100)
Autres	(7,365)	12,489
Encaisse provenant des activités d'exploitation	23,644	8,187
Activités de placement		
Prêts déboursés aux agriculteurs	(184,530)	(188,620)
Prêts remboursés	248,511	313,763
Produit de la vente de bien-fonds	60,687	83,666
Autres	(4,897)	3,689
Encaisse provenant des activités de placement	119,771	212,498
Activités de financement		
Emprunts auprès du Canada	256,250	256,550
Emprunts remboursés au Canada	(388,321)	(998,669)
Emprunts remboursés sur les marchés financiers	(273,460)	(112,543)
Augmentation du capital d'apport	200,000	600,000
Variation des billets à court terme	196,088	41,187
Encaisse utilisée pour les activités de financement	(9,443)	(213,475)
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	133,972	7,210
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	48,104	40,894
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	182,076	48,104

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991

1. La Société

a) Pouvoirs et objectifs

La Société du crédit agricole ("la Société") a été constituée en 1959 en vertu de la Loi sur le crédit agricole, afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État classée à l'annexe III de la partie I de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société consent et administre des prêts agricoles sous le régime de la Loi sur le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles. Elle administre également des programmes à la demande du gouvernement fédéral ("le gouvernement").

Le rôle de la Société, qui a été clarifié dans le Plan d'entreprise approuvé en 1988, est de fournir du crédit hypothécaire et des services financiers complémentaires aux agriculteurs canadiens tout en maintenant le seuil de rentabilité et, à la demande du gouvernement, de fournir des programmes gouvernementaux spéciaux selon le principe du recouvrement des coûts.

b) Restructuration financière

Le gouvernement a approuvé un projet de restructuration financière de la Société, qui porte sur une période de quatre ans se terminant le 31 mars 1992. Il établit aussi les politiques et les lignes directrices d'exploitation à l'intention de la direction de la Société.

2. Principales conventions comptables

a) Constatation des revenus

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, jusqu'au moment où la direction décide qu'un prêt doit être classé dans la catégorie des prêts à intérêt non comptabilisé. Un prêt est classé dans cette catégorie:

1 lorsque le principal ou les intérêts sont en souffrance depuis six mois, à moins que la garantie soit suffisante, ou

2 lorsque les circonstances font douter de la possibilité de percevoir un jour le principal ou les intérêts.

Lorsqu'un prêt devient un prêt à intérêt non comptabilisé, les intérêts comptabilisés qui n'ont pas été perçus dans l'année font l'objet d'une écriture de contrepassation au compte des intérêts créditeurs et, s'il y a lieu, les intérêts comptabilisés qui n'ont pas été perçus au cours des années précédentes sont inclus dans la provision pour pertes sur prêts au bilan.

Les versements d'intérêt reçus à l'égard des prêts à intérêt non comptabilisé sont portés, dès leur réception, aux intérêts créditeurs, lorsqu'on juge qu'il n'y a pas lieu de prévoir une provision pour pertes pour le prêt considéré. Sinon, les versements sont affectés au principal.

Un prêt à intérêt non comptabilisé peut redevenir un prêt à intérêt comptabilisé lorsque, de l'avis de la direction, il existe une certitude raisonnable de percevoir un jour le principal et les intérêts.

Les loyers et autres revenus tirés des biens-fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les honoraires et les frais relatifs aux prêts sont comptabilisés comme autres revenus lorsqu'ils sont gagnés.

b) Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est une estimation faite par la direction des pertes probables que la Société subira sur ses prêts impayés à la fin de l'exercice. La provision comprend une charge spécifique, qui repose sur l'examen des prêts insuffisamment garantis, et une charge générale, qui est établie par mesure de prudence pour les pertes qui n'ont pas encore été décelées de façon précise.

La provision repose sur une évaluation périodique du portefeuille de prêts où l'on tient compte de nombreux facteurs: valeur future des terres, prix des denrées, programmes fédéraux et provinciaux et conditions climatiques. La direction a évalué les conséquences probables de ces risques et incertitudes au moment d'établir la provision pour pertes sur prêts. Toutefois, on ne peut prédire les conditions agricoles et économiques avec certitude de sorte que les pertes réelles pourraient différer de l'estimation de la direction.

Le gouvernement a convenu de rembourser à la Société les concessions qu'elle accordera l'an prochain aux agriculteurs pour sa participation au processus d'examen de l'endettement agricole. On ne connaît pas encore le genre de concessions que la Société fera à l'intérieur de ce processus, ni la mesure dans laquelle elles réduiront ses pertes. C'est pourquoi les concessions n'ont pas été prises en compte dans l'établissement de la provision pour pertes sur prêts.

Les pertes sur prêts réelles, les dévaluations des propriétés reprises et les pertes subies à la vente des propriétés sont imputées à la provision pour pertes sur prêts, tandis que les sommes recouvrées y sont créditées. Les ajustements apportés à la provision au bilan, selon le niveau jugé approprié par la direction, sont appliqués aux opérations.

c) Biens-fonds acquis en règlement de prêts

Les biens-fonds sont comptabilisés selon le moindre du montant impayé du prêt ou de la valeur de réalisation nette estimée au moment de l'acquisition. Les baisses subséquentes de la valeur de réalisation nette sont comptabilisées dans l'exercice pendant lequel elles surviennent.

d) Examen de l'endettement agricole

Les montants que la Société reçoit pour les concessions qu'elle accorde aux agriculteurs dans le cadre de l'examen de l'endettement agricole sont appliqués comme s'ils étaient directement reçus des agriculteurs.

e) Matériel de bureau et améliorations locatives

Le matériel de bureau et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé en fonction de la vie utile estimative du matériel de bureau et des améliorations locatives, selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode	Taux
Équipement et ameublement	Amortissement dégressif	20%
Matériel et logiciel informatiques	Linéaire	20%
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail plus première option de renouvellement

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Suite*

f) Escomptes et frais d'émission de la dette

Les escomptes et les frais d'émission de la dette sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt, et sont ajoutés aux intérêts débiteurs sur les emprunts.

g) Conversion de devises étrangères

Les emprunts en devises étrangères et les intérêts afférents sont assortis d'accords de conversion, et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus dans ces accords. Les écarts entre les montants définitifs à rembourser aux taux contractuels et les sommes réunies lors de l'émission de la dette sont compris dans les escomptes et les frais d'émission de la dette. Ces montants sont amortis selon la méthode linéaire et sont imputés au poste des intérêts débiteurs pour toute la durée des obligations.

h) Régime de retraite

Les employés cotisent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. La Société verse des cotisations équivalentes à celles que les employés versent pour le service courant. Ces cotisations sont imputées à l'exercice durant lequel les services sont rendus, et elles constituent l'obligation totale de la Société en matière de pension.

i) Prestations de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés ont droit à des indemnités selon leurs modalités d'emploi. Le passif qui correspond à ces prestations est comptabilisé à mesure que les prestations s'accumulent au crédit des employés.

j) Impôt sur le revenu

La Société comptabilise l'impôt sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les écarts cumulatifs entre l'impôt calculé selon cette méthode et l'impôt exigible immédiatement sont essentiellement des écarts temporaires, qui donnent lieu à des impôts reportés. À l'heure actuelle, la Société a droit à certains avantages fiscaux qui seront comptabilisés seulement lorsqu'il sera virtuellement certain qu'ils se matérialiseront.

3. Prêts

	Taux d'intérêt annuel	1991	1990
	%	(en milliers de dollars)	
Prêts aux agriculteurs, garantis par des hypothèques	5-16 3/4	3,416,781	3,627,405
Prêts aux groupements agricoles, garantis par des billets à ordre	7-14 5/8	6,607	5,118
Prêts résultant de ventes de biens-fonds, garantis par des contrats de vente ou des hypothèques	5-14 7/8	35,470	36,828
		3,458,858	3,669,351
Intérêts courus—Courants		88,862	113,245
—Arrérages		63,291	70,183
		3,611,011	3,852,779
Moins: provision pour pertes sur prêts		232,665	279,365
		3,378,346	3,573,414

Au 31 mars 1991, la Société comptait 4,333 prêts à intérêt non comptabilisé représentant 485 millions de dollars (1990—5,495 prêts représentant 642 millions de dollars). Pour l'exercice, l'intérêt non comptabilisé s'est chiffré à 22 millions de dollars (1990—31 millions de dollars). L'intérêt cumulé non comptabilisé au 31 mars 1991, sur l'ensemble des prêts à intérêt non comptabilisé, s'élevait à 82 millions de dollars (1990—122 millions de dollars).

4. Provision pour pertes sur prêts

Ventilation de ce poste:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	279,365	350,000
Radiations, après soustraction des sommes recouvrées	(50,384)	(73,837)
Provision pour pertes sur prêts	3,684	3,202
Solde à la fin de l'exercice	232,665	279,365
Provision spécifique	87,665	124,365
Provision générale	145,000	155,000
Solde à la fin de l'exercice	232,665	279,365

5. Biens-fonds acquis en règlement de prêts

Ventilation de ce poste:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	178,281	135,642
Aquisitions	110,316	118,205
Ventes	(63,886)	(75,566)
Solde à la fin de l'exercice	224,711	178,281

Les biens-fonds représentent les propriétés agricoles que la Société a acquises dans le cadre de l'administration des prêts impayés et dont elle doit se départir dans les cinq ans qui suivent leur acquisition ou à l'intérieur de toute période supplémentaire que peut prescrire le gouverneur en conseil.

La Société possède actuellement 2,371 propriétés (1990—1,864), dont 1,036 (1990—1,010) pourraient être vendues au cours du prochain exercice. Parmi ces dernières, 555 (1990—650) pourraient bénéficier d'une reconduction de bail. Le reste est loué pour des périodes allant jusqu'à quatre ans.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1991—*Suite*

6. Emprunts

	Taux d'intérêt annuel	1991	1990
	%	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du Canada, garantis par des billets à ordre			
Loi sur le crédit agricole	6-13	2,309,233	2,442,104
Loi sur le crédit aux groupements agricoles	9 1/4-11	4,536	3,736
Emprunts sur les marchés financiers, garantis par des billets à ordre			
Loi sur le crédit agricole remboursables en:			
dollars américains (375,000,000)	9-10 1/2	507,987	591,447
francs suisses (100,000,000) .	11	59,666	59,666
yens japonais (7,660,000,000)	9 1/4	69,500	69,500
dollars canadiens	9-12 1/8	305,000	495,000
		3,255,922	3,661,453
Intérêts courus		85,665	99,070
		3,341,587	3,760,523

Montants échus par exercice financier:		
1991		506,854
1992	408,816	423,305
1993	468,387	446,037
1994	585,510	543,069
1995	351,699	372,948
1996	314,414	259,201
1997 à 2005	1,127,096	1,110,039
	3,255,922	3,661,453
Intérêts courus	85,665	99,070
	3,341,587	3,760,523

Dans le cadre de sa restructuration financière, la Société a remboursé 200 millions de dollars (1990—600 millions de dollars) d'emprunts contractés auprès du Canada à même l'augmentation du capital d'apport. Le gouvernement a également décidé que la Société ne paierait pas d'intérêt sur ces emprunts pendant l'exercice.

7. Limites d'emprunt

La Loi sur le crédit agricole limite l'encours global des emprunts de la Société à 25 fois son capital d'apport. Au 31 mars 1991, l'encours des emprunts contractés en vertu de cette loi, qui comprenait des billets à court terme de 304 millions de dollars et des emprunts de 3,256 millions de dollars, représentait 3,49 fois le capital d'apport de 1,018 millions de dollars (1990—4,60 fois le capital d'apport de 818 millions de dollars).

La Loi sur le crédit aux groupements agricoles limite les emprunts effectués auprès du Canada à 25 millions de dollars. Au 31 mars 1991, les emprunts de la Société auprès du Canada en vertu de cette loi s'élevaient à 5 millions de dollars (1990—4 millions de dollars).

8. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société correspond au montant reçu du gouvernement du Canada en vertu de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire a été relevée cette année de 200 millions de dollars, pour être portée à 1,025 millions de dollars (1990—825 millions de dollars).

Dans le cadre de la restructuration financière de la Société, le gouvernement a augmenté son capital d'apport de 200 millions de dollars. La Société a utilisé cette somme pour rembourser des emprunts contractés auprès du Canada.

9. Impôt sur le revenu

a) Au 31 mars 1991, la Société disposait d'écarts temporaires totalisant environ 297 millions de dollars, qui n'ont pas été comptabilisés parce qu'ils ne seront pas utilisés dans un proche avenir. Ces montants proviennent principalement de l'écart entre la provision pour pertes sur prêts imputée aux résultats et le montant déduit pour fins fiscales.

De plus, le report prospectif de pertes pour fins d'impôts sur le revenu, qui n'a pas été comptabilisé dans les états financiers, se chiffre à 493 millions de dollars. Il se compose de montants qui arriveront à échéance aux dates suivantes:

	(en milliers de dollars)
31 mars 1996	13,000
31 mars 1997	480,000
	493,000

Cette année, la Société n'aura aucune autre charge fiscale que l'impôt des grandes sociétés étant donné ses reports de pertes antérieures de 321 millions de dollars.

b) L'impôt sur le revenu auquel la Société est assujetti est un impôt des grandes sociétés, qui peut être déduit de toute surtaxe présente ou future à payer. La Société n'a pas de surtaxe à payer présentement.

10. Engagements auprès des agriculteurs

Au 31 mars 1991, les prêts aux agriculteurs approuvés mais non déboursés s'élevaient à 47 millions de dollars (1990—47 millions de dollars). Ces prêts portaient des taux variant entre 11.625 pour cent et 12.25 pour cent. On prévoit débourser la plupart de ces prêts à l'intérieur du semestre se terminant le 30 septembre 1991.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1991—*Fin*

11. Contrats de location-exploitation

Le tableau ci-dessous donne les versements minimums qui seront exigibles par exercice financier sur les contrats de location-exploitation de bureaux, dont la période initiale de non-résiliation est supérieure à un an:

	(en milliers de dollars)
1992	3,206
1993	2,872
1994	2,094
1995	1,864
1996	701
1997 à 2000	450
	11,187

Ces baux prévoient généralement le paiement, par la Société, des taxes foncières et des frais d'exploitation, en sus des montants fixés au début du bail.

12. Programmes gouvernementaux

Examen de l'endettement agricole

Sous réserve d'obtenir un crédit parlementaire annuel, le ministre de l'Agriculture a été autorisé à fournir une aide aux agriculteurs sous forme de versements payables à la Société. Ces versements correspondent aux concessions que la Société consent aux agriculteurs dans le cadre d'arrangements conclus aux termes de la Loi sur l'examen de l'endettement agricole. La Société est remboursée au moment où les agriculteurs bénéficient des concessions, ce qui peut prendre jusqu'à cinq ans. Les concessions sont annulées si l'agriculteur ne respecte pas ses engagements, ou lorsque la Société entreprend une poursuite en recouvrement.

Le gouvernement a dégagé des fonds pour les concessions qui seront accordées au cours de la période se terminant le 31 mars 1992. Depuis qu'a commencé l'examen de l'endettement agricole, la Société a accordé des concessions d'une valeur de 167 millions de dollars, et elle a envoyé une facture de 121 millions de dollars au gouvernement (45 millions de dollars pendant cet exercice et 76 millions de dollars pour l'ensemble des exercices précédents). La différence engagée (46 millions de dollars) lui sera versée au cours des cinq prochains exercices, à mesure que les agriculteurs rempliront leurs engagements et bénéficieront des concessions qui leur ont été accordées.

13. Chiffres comparatifs

On a reclassifié certains chiffres comparatifs de l'exercice 1990 afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 1991.

SOCIÉTÉ DU PORT D'HALIFAX

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port d'Halifax au 31 décembre 1990 ainsi que les états des résultats et surplus et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

Halifax, Canada
le 28 janvier 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	796,402	239,827
Placements (note 3)	7,788,502	7,134,531
Débiteurs	2,517,733	2,604,428
Fournitures	105,608	133,269
	11,208,245	10,112,055
Placements (note 3)	33,615	33,510
Immobilisations (note 4)	58,723,495	59,273,611
	69,965,355	69,419,176

PASSIF	1990	1989
	$	$
Passif à court terme		
Comptes à payer et frais courus	3,157,432	1,699,611
Subventions tenant lieu de taxes municipales	335,768	250,008
Revenus reportés	539,777	940,711
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	404,208	367,462
	4,437,185	3,257,792
Avantages sociaux courus	701,831	664,314
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	2,714,506	3,118,714
	7,853,522	7,040,820
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 6)	50,856,865	53,796,865
Surplus	11,254,968	8,581,491
	62,111,833	62,378,356
	69,965,355	69,419,176

Éventualités (note 7).

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
DONALD A. PARKER

le Président-directeur général
DAVID F. BELLEFONTAINE

SOCIÉTÉ DU PORT D'HALIFAX—*Suite*

RÉSULTATS ET SURPLUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus d'exploitation	15,007,422	14,851,629
Frais d'exploitation et d'administration	8,851,002	7,440,556
Amortissement des immobilisations	2,104,449	2,215,426
Subventions tenant lieu de taxes municipales	1,000,000	978,444
	11,955,451	10,634,426
Bénéfice d'exploitation	3,051,971	4,217,203
Revenu de placements	991,563	737,672
Frais d'intérêts	(348,617)	(382,023)
Gain sur la cession d'immobilisations	2,552	7,123
	645,498	362,772
Bénéfice net	3,697,469	4,579,975
Surplus au début	8,581,491	4,580,185
	12,278,960	9,160,160
Dividende versé au gouvernement du Canada	1,023,992	578,669
Surplus à la fin	11,254,968	8,581,491

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	3,697,469	4,579,975
Amortissement des immobilisations	2,104,449	2,215,426
Autres	34,860	(22,413)
Diminution des éléments d'exploitation du fonds de roulement	66,792	1,166,559
Liquidités provenant des activités d'exploitation	5,903,570	7,939,547
Activités de financement		
Augmentation (diminution) des comptes à payer	320,211	(311,276)
Emprunts du gouvernement du Canada	(367,462)	(334,057)
Dividende versé au gouvernement du Canada	(1,023,992)	(578,669)
Retour de capital au gouvernement du Canada	(1,470,000)	
Liquidités utilisées par les activités de financement	(2,541,243)	(1,224,002)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(2,157,980)	(5,378,441)
Autres	6,199	12,497
Liquidités utilisées par les activités d'investissement	(2,151,781)	(5,365,944)
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	1,210,546	1,349,601
Encaisse et placements à court terme au début	7,374,358	6,024,757
Encaisse et placements à court terme à la fin	8,584,904	7,374,358

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Conformément aux articles 6.1 et 6.2 de la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société portuaire locale au port d'Halifax a été approuvée et la Société du port d'Halifax a été établie en date du 1er juin 1984.

   Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, Port d'Halifax à la Société du port d'Halifax à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût, à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le gouvernement du Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du gouvernement du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, à des taux établis en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations.

c) Régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Subventions tenant lieu de taxes municipales

La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après la vérification des montants par la division des subventions aux municipalités des Travaux publics du Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

e) Avantages sociaux

La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents, conformément aux conventions collectives ou aux politiques de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT D'HALIFAX—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

3. Placements

	1990		1989	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
Court terme	7,778,502	8,115,100	7,134,531	7,474,800
Long terme	33,615	34,270	33,510	33,498

4. Immobilisations

	1990				1989
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrains		24,441,887		24,441,887	24,441,887
Dragage	2.5-6.7	3,443,290	2,350,125	1,093,165	1,122,111
Installations d'amarrage	2.5-10	35,120,246	19,079,438	16,040,808	16,625,264
Bâtiments	2.5-10	17,701,738	11,400,781	6,300,957	5,962,638
Services publics	3.3-10	5,934,454	2,435,755	3,498,699	3,644,161
Route et pavage	2.5-10	8,481,260	4,457,097	4,024,163	4,496,261
Matériel et outillage	5-100	8,388,112	6,320,424	2,067,688	2,680,171
Mobilier et équipement	20	1,123,698	971,364	152,334	152,808
Construction en cours		1,103,794		1,103,794	148,310
		105,738,479	47,014,984	58,723,495	59,273,611

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1990	1989
	$	$
Emprunt, 10%, échéant le 31 décembre 1996 remboursable par versements annuels de $716,080, capital et intérêt ...	3,118,714	3,486,176
Versements exigibles à court terme	404,208	367,462
	2,714,506	3,118,714

Les emprunts du gouvernement du Canada ne sont pas garantis.

6. Capital d'apport

En vertu d'une entente de partage du déficit initié par le gouvernement du Canada, la Société a versé la somme de $2,940,000 au cours de l'exercice 1990 à titre de retour du capital injecté antérieurement.

7. Éventualités

a) La Société fait l'objet d'une poursuite en dommages dont le montant n'a pas été établi par le plaignant. Selon la direction, cette réclamation est sans fondement et conséquemment aucune provision n'a été inscrite aux livres.

b) La Société a reçu une cotisation excédant d'environ $625,000 la provision déjà comptabilisée à titre de subventions tenant lieu de taxes municipales. Selon la direction, cette cotisation n'est pas valide. La détermination de sommes additionnelles dues, le cas échéant, est sujette à une vérification et cotisation finale par les Travaux publics du Canada. Le résultat de cette évaluation ne peut être raisonnablement déterminé à ce moment.

8. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société du port de Montréal au 31 décembre 1990 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés, ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, et à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Samson Bélair/Deloitte & Touche

Montréal, Canada
le 8 février 1991

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse	252	1,340
Placements (note 3)	16,222	21,083
Débiteurs	11,365	10,240
Matériaux et fournitures	929	940
	28,768	33,603
Placements (note 3)	32,927	39,749
Immobilisations corporelles (note 4)	168,925	156,989
Autres éléments d'actif	575	579
	231,195	230,920

PASSIF	1990	1989
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	21,728	8,117
Subventions tenant lieu de taxes municipales	2,970	820
	24,698	8,937
Avantages sociaux courus	5,291	5,206
Emprunts auprès du Canada (note 6)	5,669	6,129
	35,658	20,272
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	158,919	183,569
Bénéfices non répartis	36,618	27,079
	195,537	210,648
	231,195	230,920

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
ANDRÉ GINGRAS

le président-directeur général
DOMINIC J. TADDEO

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Produits d'exploitation	55,552	53,034
Frais d'exploitation et d'administration	37,175	40,159
Amortissement	10,145	10,503
Subventions tenant lieu de taxes municipales	4,653	4,125
	51,973	54,787
Bénéfice (perte) d'exploitation	3,579	(1,753)
Produits financiers	7,609	7,372
Frais financiers	(410)	(436)
	7,199	6,936
Bénéfice net	10,778	5,183

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début	27,079	25,201
Bénéfice net	10,778	5,183
Dividende	(1,239)	(3,305)
Solde à la fin	36,618	27,079

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CAPITAL D'APPORT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début	183,569	183,569
Contribution spéciale au Canada	24,650	
Solde à la fin	158,919	183,569

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990 (en milliers de dollars)

	1990	1989
Rentrées (sorties) nettes d'encaisse liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	10,778	5,183
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	10,145	10,503
Autres	(461)	687
	20,462	16,373
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 7)	2,653	(5,211)
	23,115	11,162
Financement		
Remboursement de la tranche exigible des emprunts auprès du Canada	(432)	(407)
Augmentation (diminution) des avantages sociaux courus	85	(123)
Dividende payé	(1,239)	(3,305)
Contribution spéciale au Canada	(12,325)	
	(13,911)	(3,835)
Investissement		
Diminution (augmentation) des placements à long terme	6,822	(177)
Acquisition d'immobilisations	(22,934)	(15,029)
Augmentation (diminution) des dépôts reçus sur vente de terrains	(355)	375
Produit sur aliénation d'immobilisations	1,314	468
Réalisation d'autres éléments d'actif	61	36
Acquisition d'autres éléments d'actif	(61)	(140)
	(15,153)	(14,467)
Diminution de l'encaisse	(5,949)	(7,140)
Encaisse au début	22,423	29,563
Encaisse à la fin	16,474	22,423

L'encaisse comprend l'encaisse et les placements à court terme.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

1. Description de l'entreprise

La Société du port de Montréal (la Société) a été constituée par lettres patentes en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports le 1er juillet 1983.

En vertu de l'article 6.5 de la même Loi, lorsqu'une société portuaire locale est constituée à l'égard d'un port, les droits, les engagements et les dettes de la Société canadienne des ports, relativement à ce port, sont dévolus à la société portuaire locale et l'administration de tous les biens et ouvrages, dans les limites de ce port, administrés par la Société canadienne des ports est réputée avoir été transférée à la société portuaire locale, en l'occurrence la Société.

La Société détient aussi un placement dans la filiale en propriété exclusive 176422 Canada Inc., laquelle est consolidée.

2. Conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes:

a) Placements

Les placements sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Matériaux et fournitures

Les matériaux et fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode du coût moyen.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'origine avec l'amortissement cumulé transféré de la Société canadienne des ports; les acquisitions subséquentes sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire dès que le bien devient opérationnel, et ce, pour l'année entière, à des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

d) Régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Société en cette matière et sont imputées aux dépenses d'exploitation de l'exercice courant.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les subventions tenant lieu de taxes municipales sont établies selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

f) Avantages sociaux

La Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour des heures supplémentaires; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Placements

Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis par le gouvernement du Canada. Au 31 décembre 1990, la valeur du marché des placements à court terme est équivalente à leur coût amorti, et celle des placements à long terme est de $35,135,092 ($43,868,057 en 1989).

4. Immobilisations corporelles

	1990				1989
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		25,783		25,783	26,086
Dragage	2.5	16,178	12,936	3,242	3,526
Installations d'amarrage	2.5	61,587	40,965	20,622	20,602
Immeubles	2.5-10	70,837	32,771	38,066	39,578
Services publics	3.3-10	17,816	8,498	9,318	9,927
Routes et revêtement	2.5-10	59,140	19,768	39,372	38,208
Machinerie et matériel	5-20	56,621	40,936	15,685	17,090
Mobilier et matériel de bureau	20	3,509	2,213	1,296	1,272
		311,471	158,087	153,384	156,289
Immobilisations non productives*		15,344		15,344	
Travaux de construction en cours		197		197	700
		327,012	158,087	168,925	156,989

*Le 28 décembre 1990, la Société a acquis d'une société minière son entreprise d'exploitation portuaire. Le prix d'achat qui s'est élevé à $15,250,000 en espèces est inclus aux immobilisations non productives. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple; les résultats seront inclus dans les états consolidés à compter du 1er janvier 1991, date du transfert des opérations.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

5. Créditeurs et charges à payer

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Contribution spéciale au Canada	12,325	
Tranche des emprunts auprès du Canada échéant à moins d'un an	460	432
Revenus reportés	828	632
Autres	8,115	7,053
	21,728	8,117

6. Emprunts auprès du Canada

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Emprunts, 6.25%, remboursables jusqu'en 2000 par versements annuels de $842,561, intérêts compris,	6,129	6,561
Tranche échéant à moins d'un an	460	432
	5,669	6,129

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont de:

	(en milliers de dollars)
1991	459,528
1992	488,249
1993	518,765
1994	551,187
1995	585,636

7. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs	(766)	(1,415)
Matériaux et fournitures	11	(68)
Créditeurs et charges à payer	1,258	(2,162)
Subventions tenant lieu de taxes municipales	2,150	(1,566)
	2,653	(5,211)

8. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $3,000,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, garanties et de dommages supposément subis sur les propriétés de la Société, et de diverses autres questions en litige n'apparaissant pas dans les états financiers. Selon l'opinion de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun débours important.

9. Engagements

a) Les engagements contractuels estimés pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations sont d'environ $689,000.

b) Conformément à une politique relative au versement de dividendes au gouvernement canadien, la Société serait redevable à l'égard de l'exercice financier de 1990, d'un dividende calculé selon une méthode basée sur le bénéfice net. Ce dividende payable avant le 31 mars 1991, s'élèverait à environ $2,700,000 et serait imputé au poste des bénéfices non répartis.

10. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada et ses organismes, ainsi que d'autres sociétés d'État.

La Société perçoit principalement auprès des apparentés des revenus d'entreposage de grain et de droits de manoeuvre de chemin de fer. Les dépenses faites auprès des apparentés sont constituées surtout de frais d'administration.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Prince Rupert au 31 décembre 1990 ainsi que les états des résultats et excédent et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux lettres patentes et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Peat Marwick & Thorne

New Westminster, Canada
le 1[er] février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	254,462	106,563
Placements (note 2)	5,337,094	1,793,604
Débiteurs	2,227,574	1,325,290
Matériaux et fournitures	209,615	110,779
	8,028,745	3,336,236
Biens-fonds et matériel (note 3)	104,024,593	97,774,346
	112,053,338	101,110,582

PASSIF	1990	1989
	$	$
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	282,641	3,317,012
Somme à payer au Canada	2,174,570	1,864,733
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	441,397	500,874
Produits reportés	201,004	173,481
Tranche à court terme d'emprunts auprès du Canada	300,873	80,129
	3,400,485	5,936,229
Dette à long terme		
Apport du Canada, à recouvrer (note 4)	48,300,000	48,300,000
Emprunts auprès du Canada (note 5)	16,878,998	4,419,871
	65,178,998	52,719,871
AVOIR DU CANADA		
Surplus d'apport	31,311,805	31,311,805
Excédent	12,162,050	11,142,677
	43,473,855	42,454,482
	112,053,338	101,110,582

Engagements (note 6).

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
DONALD H. SEIDEL

le Directeur général
TERRENCE R. ANDREW

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Produits d'exploitation	14,195,949	14,372,103
Charges		
Exploitation et administration	9,272,992	9,614,220
Amortissement	1,652,365	701,994
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	439,826	544,573
	11,365,183	10,860,787
Bénéfice d'exploitation	2,830,766	3,511,316
Autres produits (charges)		
Intérêts créditeurs	1,000,973	985,783
Perte sur l'aliénation de biens-fonds et de matériel	(283,573)	
Intérêts débiteurs	(1,554,732)	(83,562)
	(837,332)	902,221
Bénéfice net	1,993,434	4,413,537
Excédent au début de l'exercice	11,142,677	7,852,327
	13,136,111	12,265,864
Dividende au Canada	974,061	1,123,187
Excédent à la fin de l'exercice	12,162,050	11,142,677

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	1,993,434	4,413,537
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	1,652,365	701,994
Perte sur l'aliénation de biens-fonds et de matériel	283,573	
Évolution du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation		
Débiteurs	(902,284)	(463,865)
Matières et fournitures	(98,836)	(17,115)
Créditeurs et frais courus	(3,034,371)	2,630,846
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	(59,477)	106,276
Produits reportés	27,523	24,151
	(138,073)	7,395,824
Financement		
Augmentation de la somme à payer au Canada	309,837	1,845,865
Augmentation des emprunts auprès du Canada	12,679,871	4,500,000
Dividende au Canada	(974,061)	(1,123,187)
	12,015,647	5,222,678
Investissement		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	(8,186,185)	(27,204,293)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	3,691,389	(14,585,791)
Encaisse au début de l'exercice	1,900,167	16,485,958
Encaisse à la fin de l'exercice	5,591,556	1,900,167

L'encaisse s'entend aussi des placements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

Société portuaire locale

La Société du port de Prince Rupert a été créée en date du 1er juin 1984, en tant que société portuaire locale conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Le 1er juin 1984, tous les éléments d'actif et de passif de la Société canadienne des ports se rapportant au port de Prince Rupert ont été transférés à la Société à leur valeur comptable, telle qu'elle avait été inscrite par la Société canadienne des ports.

1. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres directs et garantis du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur diverses périodes jusqu'à l'échéance.

b) Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel sont inscrits au prix coûtant. Les subventions en vue des projets en immobilisations reçues du Canada et de tiers sont déduites du prix coûtant des biens-fonds et du matériel s'y rapportant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, à compter de l'exercice au cours duquel les biens sont mis en service, en utilisant des taux fondés sur la durée d'utilisation prévue des biens, de la façon suivante:

Dragage	5%
Structures des postes de mouillage	2.5-10%
Bâtiments	5-10%
Routes et revêtements	3.3-10%
Appareils de service	5-10%
Matériel et outillage	5-100%
Mobilier et matériel de bureau	20-33.3%

c) Charges de retraite

Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pension de la Fonction publique qu'administre le Canada. Les cotisations au régime doivent être faites par les employés et par la Société. Les cotisations annuelles représentent la dette de la Société au titre des pensions et sont comptabilisées dans l'exercice où elles sont versées.

d) Subventions tenant lieu d'impôts fonciers

La charge pour les subventions tenant lieu d'impôts fonciers est fondée sur des évaluations municipales, redressées en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après la vérification des montants par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux comptes dans l'année du règlement.

e) Avantages sociaux

La Société accumule annuellement dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ, des congés annuels et des congés compensatoires pour heures supplémentaires payables à ses employés au cours d'exercices à venir.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

2. Placements

	1990	1989
	$	$
Coût amorti	5,337,094	1,793,604
Valeur marchande	5,277,293	1,791,970

3. Biens-fonds et matériel

	1990			1989
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	$	$	$	$
Terrains	64,099,197		64,099,197	60,498,881
Dragage	306,049	9,528	296,521	3,624
Structure des postes de mouillage	36,177,563	4,178,592	31,998,971	5,433,237
Bâtiments	3,055,486	692,957	2,362,529	1,948,769
Routes et revêtements	6,666,444	2,815,843	3,850,601	1,163,300
Appareils de service	2,985,663	1,948,593	1,037,070	1,201,014
Matériel et outillage	1,608,703	1,376,581	232,122	343,627
Mobilier et matériel de bureau	349,108	201,526	147,582	127,375
Construction en cours				27,054,519
	115,248,213	11,223,620	104,024,593	97,774,346

4. Apport du Canada à recouvrer

Un montant d'apport à recouvrer de $50,400,000 a été approuvé en vue de la construction de l'infrastructure des installations du terminal charbonnier de Ridley Island. Le montant de l'apport à recouvrer était de $48,300,000 au 31 décembre 1990.

L'apport total à recouvrer était sans intérêt jusqu'au 1[er] avril 1989, et, depuis, porte intérêt à un taux d'environ 13.9%.

Le capital et l'intérêt sur la somme de $48,300,000 au titre de l'apport sont remboursables en versements annuels sur une période de 20 ans débutant le 1[er] avril 1989, sous réserve des produits reçus d'une surtaxe directe sur le volume de charbon de $0.463 par tonne en 1990 (indexée au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation), le volume minimum étant fixé à 6,600,000 tonnes et le maximum à 12,000,000 de tonnes annuellement. Il est prévu que le 1[er] avril 2009, le gouvernement du Canada effacera le solde de l'apport, s'il en est.

La Société agissant en qualité d'intermédiaire entre Ridley Terminals Inc. et le gouvernement du Canada, les produits de la surtaxe et les versements d'intérêts ne sont pas comptabilisés à l'état des résultats de la Société, mais sont portés au bilan comme somme à payer au Canada.

Au 31 décembre 1990, la Société avait reçu ou devait recevoir une somme d'environ $2,175,000 ($1,900,000 en 1989) relativement à la surtaxe mentionnée ci-dessus qui est inscrite dans la somme à payer au Canada.

5. Emprunts auprès du Canada

	1990	1989
	$	$
Emprunts portant intérêt à des taux variant de 9.80% à 10.40%, remboursables en versements annuels de capital et d'intérêts réunis, échéant en 2010	17,179,871	4,500,000
Moins la tranche à court terme	300,873	80,129
	16,878,998	4,419,871

Les remboursements en capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	$
1991	301,000
1992	332,000
1993	366,000
1994	403,000
1995	444,000
	1,846,000

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

6. Engagements

a) Au cours de l'exercice, la Société a conclu une convention avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CFNC), convention aux termes de laquelle CFNC a vendu à la Société des terrains de 2.8 hectares en échange de terrains de 0.913 hecctare et de $625,000.

La Société a inscrit les terrains acquis à la valeur comptable des terrains vendus et $625,000.

À la fin de l'exercice, la Société avait fait l'acquisition du titre de propriété de l'ancien bien-fonds de CFNC, mais le titre de propriété des terrains que la Société avait vendus à CFNC n'avait pas encore été transféré.

b) Aux termes d'un contrat de location-exploitation à long terme expirant le 1er mai 1991, la Société loue un bâtiment dont le loyer annuel jusqu'à la date d'expiration s'élève à $90,088.

7. Opérations entre apparentés

a) Au cours de l'exercice, la Société a reçu des produits de $1,654,584 ($1,489,644 en 1989), de Ridley Terminals Inc., société dans laquelle la Société canadienne des ports a un investissement important. Au 31 décembre 1990, Ridley Terminals Inc. devait à la Société $741,675 ($495,561 en 1989).

b) Au cours de l'exercice, la Société a versé la somme de $534,884 ($463,961 en 1989) à la Société canadienne des ports au titre de sa quote-part des charges du siège social de cette société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

**À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS**

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Québec au 31 décembre 1990 et les états des résultats, du capital d'apport, du surplus et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Nous déclarons en outre que, à notre avis, les opérations de la Société qui ont été portées à notre connaissance au cours de l'établissement de notre rapport ont, à tous égards importants, été effectuées en conformité avec la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, la Loi sur la Société canadienne des ports, les lettres patentes et les règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Québec, Canada
le 8 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Encaisse	806,291	403,424
Placements (note 1)	1,909,823	21,464,555
Débiteurs	2,505,927	1,875,204
Matériaux et fournitures	153,864	142,038
	5,375,905	23,885,221
Placements (note 1)	6,729,236	6,702,891
Immobilisations (note 2)	55,701,730	41,490,002
	67,806,871	72,078,114

PASSIF	1990	1989
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3,530,662	1,749,375
Contribution au Canada à payer	5,665,000	
Subventions tenant lieu de taxes municipales	185,654	664,000
Revenus reportés	850,172	817,416
	10,231,488	3,230,791
À long terme		
Charges sociales courues	971,700	890,000
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	51,852,198	63,182,198
Surplus	4,751,485	4,775,125
	56,603,683	67,957,323
	67,806,871	72,078,114

Éventualités (note 5).
Engagements (note 6).

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
GUY BOULANGER, FCA

le Président, directeur général
ROSS GAUDREAULT

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Produits d'exploitation	11,460,609	11,313,942
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	10,692,721	9,713,793
Amortissement des immobilisations	2,173,736	2,055,558
Subventions tenant lieu de taxes municipales	865,496	1,149,559
	13,731,953	12,918,910
Résultat net d'exploitation	(2,271,344)	(1,604,968)
Revenus de placements	2,169,951	2,899,549
Bénéfice (perte) avant postes exceptionnels	(101,393)	1,294,581
Gain sur règlement de subventions tenant lieu de taxes municipales	157,211	
Gain provenent de règlements de litiges antérieurs		381,052
	157,211	381,052
Bénéfice net	55,818	1,675,633

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Solde au début de l'exercice	63,182,198	63,182,198
Contribution au Canada	(11,330,000)	
Solde à la clôture de l'exercice	51,852,198	63,182,198

ÉTAT DU SURPLUS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Surplus au début de l'exercice	4,775,125	3,179,492
Résultat net	55,818	1,675,633
Dividende au Canada	(79,458)	(80,000)
Surplus à la clôture de l'exercice	4,751,485	4,775,125

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	55,818	1,675,633
Postes n'affectant pas les liquidités		
Amortissement de l'escompte sur les obligations du Canada	(26,345)	(26,345)
Amortissement des immobilisations	2,173,736	2,055,558
Perte (gain) sur disposition des immobilisations	(36,443)	55,075
Charges sociales courues	81,700	79,800
	2,248,466	3,839,721
Évolution du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation (note 3)	6,358,148	851,649
	8,606,614	4,691,370
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(16,414,650)	(1,308,195)
Produit de la vente d'immobilisations	65,629	45,546
	(16,349,021)	(1,262,649)
Financement		
Contribution au Canada	(11,330,000)	
Dividende au Canada	(79,458)	(80,000)
	(11,409,458)	(80,000)
Augmentation (diminution) des liquidités	(19,151,865)	3,348,721
Liquidités au début de l'exercice	21,867,979	18,519,258
Liquidités à la clôture de l'exercice	2,716,114	21,867,979
Les liquidités comprennent		
Encaisse	806,291	403,424
Placements	1,909,823	21,464,555
	2,716,114	21,867,979

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

Généralité

La Société du port de Québec a été constituée en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports en date du 1er juin 1984. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Sommaire des principales conventions comptables

a) Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont comptabilisés au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets des immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au prix coûtant du bien correspondant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire dès que le bien devient opérationnel en utilisant les taux annuels suivants:

Dragage	2.5%-6.7%
Installations d'amarrage	2.5%-10%
Bâtiments	2.5%-10%
Services publics	3.3%-10%
Routes et surfaces	2.5%-10%
Machinerie et matériel	5%-20%
Mobilier et matériel de bureau	20%

c) Coûts du régime de retraite

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles représentent la responsabilité de la Société en cette matière et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

d) Assurances

La Société du port de Québec assume toute responsabilité quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de cette responsabilité sont imputés aux résultats en fonction des facturations reçues ou à recevoir de Travail Canada pour l'exercice en cours.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

f) Charges sociales

La Société comptabilise annuellement une provision pour les éléments de passif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives de travail ou selon la politique de la Société.

1. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, s'élèvent à:

	1990		1989	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$
À court terme	1,909,823	1,909,588	21,464,555	21,411,038
À long terme	6,729,236	7,176,618	6,702,891	7,520,074

2. Immobilisations

	1990			1989
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	$	$	$	$
Terrains	11,098,253		11,098,253	11,098,253
Dragage	4,561,341	4,007,429	553,912	581,972
Installations d'amarrage	23,167,788	17,494,638	5,673,150	5,800,251
Bâtiments	33,782,474	16,130,160	17,652,314	18,350,800
Services publics	3,839,101	2,404,838	1,434,263	1,431,895
Routes et surfaces	6,046,395	4,227,977	1,818,418	2,003,653
Machinerie et matériel	794,948	357,628	437,320	222,344
Mobilier et matériel de bureau	1,713,401	783,088	930,313	346,757
Projets en cours de construction	16,103,787		16,103,787	1,654,077
	101,107,488	45,405,758	55,701,730	41,490,002

3. Évolution du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation

	1990	1989
	$	$
Débiteurs	(630,723)	780,369
Matériaux et fournitures	(11,826)	(10,182)
Créditeurs et frais courus	1,781,287	(206,576)
Contribution du Canada à payer	5,665,000	
Subventions tenant lieu de taxes municipales	(478,346)	265,800
Revenus reportés	32,756	22,238
	6,358,148	851,649

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

4. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société du port de Québec effectue des opérations avec des apparentés, soit les ministères, organismes et sociétés d'État constitués par le gouvernement du Canada.

La Société a perçu auprès des apparentés des revenus de location de $878,000 ($577,000 en 1989). Les dépenses faites auprès des apparentés sont relatives essentiellement au remboursement à la Société canadienne des ports de la part des charges du siège social qui lui revient, soit $803,000 ($696,000 en 1989). En plus, la Société a reçu des revenus de placements de $2,170,000 ($2,900,000 en 1989) sur les titres du gouvernement du Canada.

La Société a des créditeurs totalisant $281,000 ($99,000 en 1989) et des débiteurs de $64,000 ($271,000 en 1989) avec ces mêmes apparentés.

5. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $1,000,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès et de diverses autres questions en litige. De l'avis de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient pas entraîner de pertes importantes.

De plus, des réclamations estimées à environ $5,000,000 ont été reçues par la Société concernant la propriété de certains terrains. Tout montant à payer, pouvant résulter de ces réclamations sera capitalisé au prix coûtant des terrains.

Aucun de ces montants n'est inscrit aux états financiers.

6. Engagements

La Société s'est engagée contractuellement pour environ $1,300,000, dont $33,000 ont été dépensés au 31 décembre 1990, en relation avec la restauration, en 1991, du terminal céréalier principal. De plus, les fonds engagés dans les projets d'immobilisations en 1990 mais non déboursés au 31 décembre 1990, s'élèvent à environ $1,000,000.

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Saint John au 31 décembre 1990 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des mouvements de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensembles des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements de la Société.

Comptables agréés
Ernst & Young

Saint John, Canada
le 8 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse		7
Placements (note 3)	13,386	11,419
Débiteurs	1,182	1,327
Matières et fournitures	28	45
	14,596	12,798
Actif à long terme		
Placements à long terme (note 3)	962	959
Immobilisations (note 4)	76,503	78,317
	77,465	79,276
	92,061	92,074

PASSIF	1990	1989
Passif à court terme		
Dette bancaire	50	
Créditeurs et frais courus	1,760	1,110
Revenus reportés	521	378
Compensation de taxes municipales	40	84
À payer au gouvernement du Canada (note 5)	2,455	
Tranche à court terme de la contribution sous forme d'intérêt reporté	623	
	5,449	1,572
Passif à long terme		
Emprunts du gouvernement du Canada (note 6)	20,052	20,052
Financement assuré par une province (note 7)	19,696	19,696
Charges sociales courues	481	425
Contribution sous forme d'intérêt reporté (note 8)	708	
	40,937	40,173
	46,386	41,745
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 5)	44,462	49,372
Bénéfices non répartis	1,213	957
	45,675	50,329
	92,061	92,074

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
HARRY P. GAUNCE

le Directeur général
KENNETH R. KRAUTER

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Revenus d'exploitation	11,882	11,477
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	7,787	6,841
Compensation de taxes municipales	587	754
Amortissement	2,585	2,696
Perte à l'aliénation d'immobilisations	745	98
	11,704	10,389
Bénéfice d'exploitation	178	1,088
Revenus de placements	1,668	1,501
Intérêts débiteurs (note 8)	(1,590)	(2,363)
Bénéfice net	256	226
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	957	731
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1,213	957

ÉTAT DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Liquidités provenant de (utilisées pour)		
Exploitation		
Bénéfice net	256	226
Ajouter les éléments ne nécessitant pas de sortie de fonds		
Amortissement	2,585	2,696
Perte à l'aliénation d'immobilisations	745	98
Autres	53	25
	3,639	3,045
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement (note 9)	911	486
	4,550	3,531
Financement		
Contribution au gouvernement du Canada	(4,910)	
À payer au gouvernement du Canada	2,455	
Contributions sous forme d'intérêt reporté	1,331	
	(1,124)	
Investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(1,550)	(1,152)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	34	
	(1,516)	(1,152)
Augmentation des liquidités	1,910	2,379
Liquidités au début de l'exercice	11,426	9,047
Liquidités à la fin de l'exercice	13,336	11,426

Les liquidités se composent de l'encaisse, des placements à court terme et de la dette bancaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

1. Loi sur la Société canadienne des ports et constitution

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête visant la création d'une société portuaire locale à Saint John a été approuvée et la Société du port de Saint John a été constituée en vertu des lois canadiennes en vigueur à la fermeture des bureaux le 31 décembre 1986 et a commencé ses activités le 1er janvier 1987.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir, figurant à la valeur comptable dans les livres de la Société canadienne des ports—Port de Saint John, ont été transférés à la Société du port de Saint John.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements figurent à leur coût non amorti, tandis que les primes ou les escomptes par rapport à la valeur nominale sont amortis jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, à l'exception de celles transférées du gouvernement du Canada à la Société, qui sont comptabilisées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions à l'égard des projets d'investissement reçues du gouvernement du Canada et de tiers sont déduites du coût des immobilisations connexes.

L'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire pour tout l'exercice, à compter de l'exercice où l'élément d'actif est mis en service, selon les taux suivants:

Dragage	2.5 à 6.7%
Structure d'amarrage	2.5 à 10.0%
Bâtiments	2.5 à 10.0%
Services publics	3.3 à 10.0%
Voies et surfaces	2.5 à 10.0%
Matériel et outillage	5.0 à 100.0%
Mobilier et matériel de bureau	20.0%

c) Coûts découlant du régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Ces employés et la Société cotisent au Régime. Les cotisations annuelles représentent la responsabilité de la Société à l'égard des prestations de retraite et sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Compensation de taxes municipales

Les charges liées à la compensation de taxes municipales sont établies d'après les évaluations municipales estimatives redressées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées seulement lorsque les sommes ont été vérifiées par la Direction des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Les redressements sont comptabilisés dans l'exercice où a lieu le règlement.

e) Charges sociales

Chaque année, la Société inscrit dans ses comptes les sommes estimatives correspondant à ses obligations à l'égard des indemnités de départ et des congés annuels payables à ses employés au cours des années ultérieures en vertu des conventions collectives ou conformément à ses directives.

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

3. Placements

Les placements, constitués de titres garantis et directs du gouvernement du Canada, sont les suivants:

	1990		1989	
	Coût non amorti	Valeur nominale	Coût non amorti	Valeur nominale
	(en milliers de dollars)			
Bons du Trésor	13,386	14,009	11,419	12,013
Obligations	962	1,000	959	1,000

4. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	30,426		30,426	30,426
Dragage	1,967	1,516	451	469
Structures d'amarrage	63,803	30,496	33,307	34,575
Bâtiments	13,897	7,712	6,185	7,106
Services publics	7,733	4,013	3,720	4,028
Voies et surfaces	5,345	4,528	817	1,035
Matériel et outillage	1,796	1,607	189	170
Mobilier et matériel de bureau	1,222	940	282	352
Travaux de construction	1,126		1,126	156
	127,315	50,812	76,503	78,317

5. Capital d'apport

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport au début de l'exercice	49,372	49,372
Contribution au gouvernement du Canada	(4,910)	
Capital d'apport à la fin de l'exercice	44,462	49,372

Au cours de l'exercice, le gouvernement fédéral a demandé à la Société de lui verser une contribution de $4,910,000 en vue de réduire son déficit. Au 31 décembre 1990, $2,455,000 demeuraient impayés, mais cette somme a été versée au début de 1991.

6. Emprunts du gouvernement du Canada

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Emprunts à terme portant intérêt à des taux de 11% à 12.43%, échéant entre le 31 décembre 1998 et 2005	20,052	20,052

7. Financement assuré par une province

Une avance de $25,000,000 a été obtenue de la province du Nouveau-Brunswick afin de financer partiellement la construction du complexe du terminal Rodney à Saint John. La province recevra des paiements annuels en capital équivalents à environ 47% du bénéfice net d'exploitation du terminal jusqu'au remboursement de l'avance ne portant pas intérêt. Le coût des réparations importantes a été inclus dans le calcul du bénéfice net d'exploitation du terminal, et la tranche exigible à court terme au 31 décembre 1990 a été calculée en conséquence. La Province conteste actuellement ce traitement comptable. Si le coût des réparations importantes susmentionnées n'avait pas été déduit du bénéfice net d'exploitation, la tranche exigible à court terme serait d'environ $1,109,000.

8. Contribution sous forme d'intérêt reporté

Au cours de l'exercice, la Société a obtenu du gouvernement fédéral une avance de $2,000,000 visant à annuler les paiements d'intérêt en 1990, 1991 et 1992 à l'égard de la dette de $6,665,000 à payer au gouvernement fédéral relativement au terminal Rodney.

Le montant original de l'avance plus l'intérêt gagné seront disponibles pour financer les paiements d'intérêt requis au cours de la période de trois ans. Les paiements d'intérêt prévus s'élèveront à $2,485,500. Le crédit d'intérêt déterminé sera imputé d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la période. Les fonds en main au 31 décembre 1990, soit $1,331,000, sont disponibles pour réduire les intérêts débiteurs en 1991 et 1992. Les intérêts débiteurs pour 1990 ont été réduits d'approximativement $773,000 à la suite de l'utilisation du crédit reporté.

9. Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Diminution (augmentation) de l'actif à court terme		
Débiteurs	145	185
Matières et fournitures	17	1
	162	186
Augmentation (diminution) du passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	650	220
Revenus reportés	143	99
Compensation de taxes municipales	(44)	(19)
	749	300
	911	486

10. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice, la Société a versé $803,000 (1989—$696,000) à la Société canadienne des ports au titre de sa quote-part des charges du siège social de cette Société.

11. Chiffres correspondants

Certains des chiffres de 1989 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers adoptée pour l'exercice en cours.

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du Port de St. John's au 31 décembre 1990 ainsi que les états des résultats et surplus et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

St. John's, Canada
le 6 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989	PASSIF	1990	1989
	$	$		$	$
Actif à court terme			Passif à court terme		
Encaisse	29,289	1,834	Comptes à payer et frais courus	377,493	250,346
Placements (note 3)	2,495,892	1,311,118	Subventions tenant lieu de taxes municipales	47,104	46,375
Débiteurs	528,987	370,777	Revenus reportés	337,911	301,238
Avance au gouvernement du Canada	66,000	75,095	Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	241,331	220,036
	3,120,168	1,758,824		1,003,839	817,995
Immobilisations (note 4)	14,134,876	14,784,522	Avantages sociaux courus	121,160	91,491
			Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	2,670,795	2,912,126
				3,795,794	3,821,612
			AVOIR DU CANADA		
			Capital d'apport	10,131,636	10,131,636
			Surplus	3,327,614	2,590,098
				13,459,250	12,721,734
	17,255,044	16,543,346		17,255,044	16,543,346

Éventualités (note 6).

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
FRED M. MILLEY

le Directeur général
DAVID J. FOX

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Suite*

RÉSULTATS ET SURPLUS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus d'exploitation	3,351,142	3,026,807
Frais d'exploitation et d'administration	1,619,361	1,637,620
Amortissement des immobilisations	889,114	781,964
Subventions tenant lieu de taxes municipales	53,662	39,124
	2,562,137	2,458,708
Bénéfice d'exploitation	789,005	568,099
Revenu de placements	249,991	182,182
Frais d'intérêts	(301,480)	(320,894)
Bénéfice net	737,516	429,387
Surplus au début	2,590,098	2,160,711
Surplus à la fin	3,327,614	2,590,098

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Encaisse provenant de (utilisée par)		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	737,516	429,387
Amortissement des immobilisations	889,114	781,964
Autres éléments n'affectant pas l'encaisse	29,669	(15,833)
	1,656,299	1,195,518
Variation des		
Débiteurs	(158,210)	(9,593)
Avances au gouvernement du Canada	9,095	(75,095)
Comptes à payer et frais courus	127,147	(526,343)
Subventions tenant lieu de taxes municipales	729	(46,800)
Revenus reportés	36,673	22,542
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada exigibles à court terme	21,295	19,414
	1,693,028	579,643
Activités de financement		
Subventions pour l'acquisition d'immobilisations	1,324,905	2,075,095
Emprunts du gouvernement du Canada	(241,331)	(220,036)
	1,083,574	1,855,059
Activités d'investissement		
Cession d'immobilisations	8,335	
Acquisitions d'immobilisations	(1,572,708)	(3,077,986)
	(1,564,373)	(3,077,986)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	1,212,229	(643,284)
Encaisse et placements à court terme au début	1,312,952	1,956,236
Encaisse et placements à court terme à la fin	2,525,181	1,312,952

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

1. Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société portuaire locale au port de St. John's a été approuvée et la Société du port de St. John's a été établie en date du 1er juin 1985.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, Port de St. John's à la Société du port de St. John's à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût, à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le gouvernement du Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du gouvernement du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, selon les taux indiqués à la note 4.

c) Régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Subventions tenant lieu de taxes municipales

La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après la vérification des montants par la division des subventions aux municipalités des Travaux publics du Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

e) Avantages sociaux

La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents, conformément aux politiques de la Société.

3. Placements

	1990		1989	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À court terme	2,495,892	2,532,400	1,311,118	1,324,100

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

4. Immobilisations

	1990				1989
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrains		4,735,248		4,735,248	4,643,700
Installations d'amarrage	2.5-10	9,521,795	5,830,191	3,691,604	3,886,220
Bâtiments	2.5-10	1,912,791	1,320,048	592,743	640,122
Services publics	3.3-10	3,104,583	948,962	2,155,621	2,305,995
Route et pavage	2.5-10	4,056,498	1,525,300	2,531,198	2,942,618
Matériel et outillage	5-100	307,646	115,429	192,217	202,770
Mobilier et équipement	20	224,567	156,066	68,501	60,175
Construction en cours		167,744		167,744	102,922
		24,030,872	9,895,996	14,134,876	14,784,522

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1990	1989
	$	$
Emprunts à terme, taux d'intérêt variant de 9.33% à 10.015%, échéant en 1997 et 2000, remboursables par versements annuels égaux de $521,516, capital et intérêts	2,912,126	3,132,162
Versements de capital exigibles à court terme	241,331	220,036
	2,670,795	2,912,126

Les emprunts du gouvernement du Canada ne sont pas garantis.

Les versements de capital sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à: $241,331 en 1991, $264,689 en 1992, $290,309 en 1993, $318,412 en 1994 et $349,238 en 1995.

6. Éventualités

Des réclamations pour dommages prétendument subis sur les lieux appartenant à la Société et totalisant approximativement $364,000 ont été reçues par la Société.

La Société, défenderesse à titre de tiers, a nié toute responsabilité et aucune perte importante n'est prévue.

7. Opérations conclues avec des apparentés

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des avances de $1,334,000 provenant d'une subvention pour l'acquisition d'immobilisations accordée par le gouvernement fédéral. Le solde de $66,000 sera avancé à la Société en 1991.

Au cours de l'exercice, la Société a payé à la Société canadienne des ports la somme de $222,512 ($193,008 en 1989) représentant sa part des dépenses du siège social de ladite Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DOUG LEWIS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Vancouver au 31 décembre 1990 ainsi que les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de l'encaisse de l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et executée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Peat Marwick Thorne

Vancouver, Canada
le 30 janvier 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse	529	272
Placements (note 1)	89,123	89,796
Débiteurs	9,387	6,894
Matières et fournitures	364	417
	99,403	97,379
Débiteurs à long terme (note 2)	6,264	6,702
Biens-fonds et matériel (note 3)	202,214	199,283
	307,881	303,364

PASSIF	1990	1989
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	3,639	4,533
Versement spécial au Canada (note 6)	17,865	
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	4,631	3,823
Produits reportés	2,890	2,403
	29,025	10,759
Avantages sociaux courus	1,427	1,271
Emprunt auprès du Canada (note 4)	3,256	3,504
	33,708	15,534
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	88,273	88,273
Bénéfices non répartis (note 6)	185,900	199,557
	274,173	287,830
	307,881	303,364

Éventualités (note 5).

Au nom du conseil d'administration:

le Président du conseil
PATRICK REID, OC

Administrateur
COLIN B. WARNER, CA

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Produits d'exploitation	57,904	52,390
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	24,231	20,823
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	5,926	5,461
Amortissement	7,864	7,273
	38,021	33,557
Bénéfice d'exploitation	19,883	18,833
Revenu de placements	10,644	9,820
Intérêts débiteurs	(297)	(296)
	10,347	9,524
Bénéfice net	30,230	28,357
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	199,557	179,275
	229,787	207,632
Versement spécial au Canada (note 6)	(35,730)	
Dividende versé au Canada	(8,157)	(8,075)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	185,900	199,557

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	30,230	28,357
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	7,864	7,273
Autres	328	730
Évolution du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation	15,826	(6,784)
	54,248	29,576
Financement		
Emprunt auprès du Canada remboursable à court terme	(248)	(230)
Dividende versé au Canada	(8,157)	(8,075)
Versement spécial au Canada	(35,730)	
	(44,135)	(8,305)
Investissement		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	(11,021)	(19,704)
Autres	492	434
	(10,529)	(19,270)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(416)	2,001
Encaisse au début de l'exercice	90,068	88,067
Encaisse à la fin de l'exercice	89,652	90,068

L'encaisse s'entend aussi des placements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990

La Société du port de Vancouver a été créée en date du 1er juillet 1983 en tant que société portuaire locale conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports et figure en tant que société d'État mère à l'annexe III, partie II, de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

La Société a pour mission de rendre efficientes les activités d'importation et d'exportation maritimes au Port de Vancouver et ce, pour le meilleur avantage des Canadiens.

Sommaire des principales conventions comptables

Un sommaire des principales conventions comptables que suit la Société est présenté ci-après.

a) Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel sont inscrits au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à compter de l'exercice au cours duquel le bien est mis en service, aux taux fondés sur la durée d'utilisation prévue des éléments d'actif:

Dragage	15 à 40 ans
Structures des postes de mouillage, bâtiments, routes et revêtements	10 à 40 ans
Appareils de service	10 à 33 ans
Matériel et outillage	1 à 20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans

b) Charges de retraite

Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pensions de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime doivent être faites par les employés et par la Société. Même s'il s'agit d'un régime de retraite à prestations déterminées, les cotisations représentent la dette totale de la Société au titre des pensions et sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont versées.

c) Subventions tenant lieu d'impôts fonciers

Les subventions tenant lieu d'impôts fonciers sont fondées sur des évaluations municipales, redressées en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités. Après la vérification des montants par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada, tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux comptes dans la période du règlement.

d) Avantages sociaux

La Société accumule dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ et des congés annuels. Ces avantages sont fournis en vertu de conventions collectives et de la politique de la Société.

1. Placements

Les placements à court terme consistent en bons du Trésor du Canada dont la valeur marchande se rapproche de la valeur comptable aux 31 décembre 1990 et 1989.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

2. Débiteurs à long terme

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Montant ne portant pas intérêt à payer en vertu d'une entente passée avec B.C. Rail, arrivant à échéance à la date d'achèvement de la construction de la voie ferrée sur la chaussée en remblai à Roberts Bank ou le 1[er] avril 1994, selon la première de ces deux dates	3,947	3,947
Montant à long terme relatif à la vente de l'élévateur n° 1, portant intérêt au taux de 6 5/8% par année, payable en versements annuels de capital et d'intérêt réunis de $462,916, et arrivant à échéance le 31 décembre 1996	2,232	2,528
Moins la tranche à court terme	(315)	(296)
	1,917	2,232
Montant à long terme relatif à la vente de l'élévateur n° 3, portant intérêt au taux de 5 3/4% par année, payable en versements annuels de $117,720 plus les intérêts, et arrivant à échéance le 1[er] août 1994	471	589
Moins la tranche à court terme	(118)	(118)
	353	471
Autres	47	52
	6,264	6,702

3. Biens-fonds et matériel

	1990			1989
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	77,224		77,224	77,124
Dragage	366	213	153	165
Structures des postes de mouillage	61,313	26,967	34,346	28,113
Bâtiments	49,189	11,922	37,267	32,442
Appareils de service	15,347	6,920	8,427	8,178
Routes et revêtements	33,884	20,502	13,382	13,745
Matériel et outillage	41,604	14,408	27,196	27,615
Mobilier et matériel de bureau	3,286	2,140	1,146	1,152
Projets en voie de construction	3,073		3,073	10,749
	285,286	83,072	202,214	199,283

4. Emprunt auprès du Canada

	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Emprunt portant intérêt au taux de 7.5%, remboursable par versements annuels de capital et d'intérêt réunis, échéant le 31 décembre 2000	3,504	3,734
Moins la tranche à court terme	(248)	(230)
	3,256	3,504

Les remboursements en capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1991	248,000
1992	266,000
1993	286,000
1994	308,000
1995	331,000
	1,439,000

5. Éventualités

a) Au 31 décembre 1990, des municipalités réclamaient de la Société des subventions tenant lieu d'impôts d'un montant d'environ 9.4 millions de dollars supérieur au montant paraissant dans les états financiers.

b) Des réclamations de 9.9 millions de dollars, plus des dommages-intérêts non précisés, ont été faites contre la Société. Le bien-fondé de ces réclamations ne peut être évalué.

c) Au cours d'un certain nombre d'exercices, la Société a inscrit des produits tirés de certains contrats de location qui sont toujours en instance de règlement.

L'incidence qu'aura, le cas échéant, la conclusion définitive des questions traitée aux paragraphes b) et c) sera traitée, dès qu'elle sera connue, comme un redressement affecté aux exercices antérieurs.

6. Opérations entre apparentés

Outre l'emprunt auprès du Canada mentionné à la note 4, la Société a versé $1,961,000 ($1,701,000 en 1989) à la Société canadienne des ports en guise de quote-part des charges d'exploitation de cette société.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu de la Société canadienne des ports un avis lui enjoignant de faire des versements totalisant 35.73 millions de dollars dans le cadre du programme de réduction du déficit du gouvernement fédéral, annoncé dans le budget du 20 février 1990. La moitié de cette somme a été réglée en 1990 et le reste sera versé au début de 1991.

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. au 31 mars 1991 et les états des transactions et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Encaisse	5,469,189	2,549,204
Débiteurs	471,190	203,016
Montant à recevoir du ministre des Travaux publics (note 3)	197,295	
Frais payés d'avance	11,454	35,782
	6,149,128	2,788,002

PASSIF	1991	1990
	$	$
À court terme		
Créditeurs	5,827,555	1,069,733
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)		1,321,505
Montant dû au Receveur général du Canada (note 4)	36,993	179,392
	5,864,548	2,570,630
Provision pour prestations de cessation d'emploi	284,580	217,372
	6,149,128	2,788,002
Passif éventuel (note 7)		
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	6,149,128	2,788,002

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
DANIÈLE TOUCHETTE-ROBITAILLE

Administrateur
BENOIT LEMAY

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Fonctionnement		
Entretien de la propriété et location d'espace	2,487,235	1,546,633
Personnel permanent	2,324,211	1,775,807
Programmes d'animation	1,140,577	948,330
Administration	667,024	656,730
Services professionnels	330,655	268,122
Communications	316,195	282,512
	7,265,897	5,478,134
Capital	11,694,114	2,176,692
Total des dépenses	18,960,011	7,654,826
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Revenus générés par les programmes d'animation		
Programmes opérés par la Société	4,791,224	3,758,065
Moins redevances à des tiers	3,201,144	2,708,000
	1,590,080	1,050,065
Stationnement	1,467,855	923,144
Concessions	323,454	353,814
Autres	85,964	24,364
	3,467,353	2,351,387
Intérêts provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des décaissements	373,858	254,691
	3,841,211	2,606,078
Dépenses nettes à être pourvues (note 3)	15,118,800	5,048,748
Dépenses nettes cumulatives depuis le 26 novembre 1981	91,351,770	76,232,970
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Stationnement	493,848	468,700
Loyers	125,778	39,784
Amarrage et mouillage	44,817	47,006
Produit de l'aliénation d'actifs immobilisés	500	70,000
Produits directs à être remis (note 4)	664,943	625,490
Produits directs cumulatifs depuis le 26 novembre 1981	2,566,667	1,901,724
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	14,453,857	4,423,258
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	88,785,103	74,331,246

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Transactions effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		
Dépenses de fonctionnement	(7,265,897)	(5,478,134)
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations	3,841,211	2,606,078
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations	664,943	625,490
Remises au Trésor du Canada	(807,342)	(475,965)
	(3,567,085)	(2,722,531)
Augmentation des débiteurs	(268,174)	(82,620)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	24,328	(31,857)
Augmentation (diminution) des créditeurs	4,757,822	(260,939)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	67,208	53,682
	1,014,099	(3,044,265)
Activités d'investissement		
Dépenses en capital effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics	(11,694,114)	(2,176,692)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	13,600,000	6,055,150
Encaisse		
Augmentation de l'exercice	2,919,985	834,193
Solde au début de l'exercice	2,549,204	1,715,011
Solde à la fin de l'exercice	5,469,189	2,549,204

SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Statut et activités

La Société du Vieux-Port de Montréal Inc., constituée le 26 novembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Depuis le 1er février 1982, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de développer et de promouvoir le développement du territoire du Vieux-Port de Montréal et d'administrer, de gérer et d'entretenir les biens de Sa Majesté y situés. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations sont à remettre au Receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts de démolition de bâtiments.

c) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoit la politique de rémunération de la Société. Le coût de ces prestations est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

d) Régime d'épargne-retraite

La Société a établi un régime collectif d'épargne-retraite prévoyant l'établissement d'une fiducie unique auprès d'une société du secteur privé pour recevoir les contributions devant servir à assurer un revenu de retraite aux employés en vertu de régimes individuels enregistrés d'épargne-retraite. Les contributions sont entièrement à la charge des employés, la Société n'agissant qu'à titre d'agent et n'assumant aucune responsabilité à cet égard.

3. Montant à recevoir du (dû au) ministre des Travaux publics

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	(1,321,505)	(315,103)
Dépenses nettes	15,118,800	5,048,748
	13,797,295	4,733,645
Moins:		
Fonds tirés sur le crédit 20 du ministère des Travaux publics pour la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	(13,600,000)	(6,055,150)
Solde à la fin de l'exercice	197,295	(1,321,505)

4. Montant dû au Receveur général du Canada

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	179,392	29,867
Produits directs	664,943	625,490
	844,335	655,357
Remises au Trésor du Canada	(807,342)	(475,965)
Solde à la fin de l'exercice	36,993	179,392

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur général en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Engagements

Au 31 mars 1991, les engagements, principalement pour l'aménagement du territoire, s'établissaient à $10,442,902 ($985,368 au 31 mars 1990).

7. Passif éventuel

À titre d'exploitant du programme Expotec/Imax, la Société s'est engagée à assumer le passif pouvant résulter d'un litige entre une corporation municipale et un fournisseur de services. La Société considère que cette poursuite n'est pas fondée et conséquemment aucune provision n'a été prise en compte au 31 mars 1991. Tout déboursé pouvant découler de cet engagement sera imputé à l'exercice au cours duquel la Société serait effectivement tenue de payer. Au 31 mars 1991, la Société estime à environ $1,100,000 ce passif éventuel.

Diverses réclamations et poursuites civiles et pénale ont été intentées contre la Société. La direction est d'avis que la conclusion de ces litiges n'entraînera pas de dette importante pour la Société.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, le bilan de la Société immobilière du Canada Limitée au 31 mars 1991. À mon avis, ce bilan présente fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification du bilan ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, aux statuts et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 3 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990	AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1991	1990
	$	$		$	$
Placements (notes 2 a), b) et 6)			Capital-actions (note 2 c))		

Approuvé par le Conseil:

le Président
LARRY O'TOOLE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER
DU 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et activités

La Société immobilière du Canada Limitée est une société d'État mandataire qui s'appelait autrefois la Société immobilière des Travaux publics Limitée et qui a été constituée aux termes de la Loi sur les compagnies en 1956. Elle a été ajoutée à l'annexe C de la Loi sur la gestion des finances publiques en 1979, et en 1984, elle était inscrite à titre de société d'État mère à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

La Société a les pouvoirs, en vertu des lettres patentes qui l'ont constituée, d'acquérir, d'acheter, de louer, de détenir, d'améliorer, d'administrer, d'échanger, de vendre, d'aliéner, de faire valoir les biens immobiliers ou personnels ou n'importe quel droit y afférent, ou d'en disposer autrement. Toutefois, elle n'a eu recours à ces pouvoirs que pour détenir, en fiducie et pour le compte d'autres ministères, certains droits de location à l'égard de deux immeubles à Londres (Angleterre) et de deux biens se trouvant sur des réserves indiennes au Canada. Le financement à l'égard de ces droits de location est assumé par d'autres ministères.

2. Principales conventions comptables

a) Placements dans les filiales

La Société est propriétaire exclusive des trois sociétés filiales suivantes:

Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.
Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Les actions ont été acquises en contrepartie de services rendus.

b) Filiales exclues de la consolidation

Les états financiers des filiales sont exclus de la consolidation parce qu'il est peu probable que l'accroissement de leur avoir net puisse revenir réellement à la société mère.

c) Capital-actions

La Société est autorisée à émettre trois actions et ces dernières ne peuvent être transférées qu'à une personne autorisée par le ministre des Travaux publics. Les actions autorisées ont été émises en contrepartie de services rendus et sont détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada par le ministre des Travaux publics.

3. Présentation de l'état financier

La Société n'a effectué aucune opération financière. Les soldes de son bilan sont donc nuls, et aucun autre état financier n'est présenté.

4. Opérations entre apparentés

Le ministère des Travaux publics fournit à la Société, sans frais, les services exécutifs et administratifs nécessaires au bon rendement des opérations.

5. Information sur certaines filiales détenues en propriété exclusive

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. a mis fin à ses opérations le 31 mars 1988. Toutefois, la décision formelle de dissoudre la société sera prise une fois réglées certaines questions juridiques.

La Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée a mis fin à ses opérations le 31 mars 1991. La Société a été autorisée en vertu des alinéas 91(3)b) et 91(1)e) de la Loi sur la gestion des finances publiques à vendre ou, de façon générale, céder la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs et à dissoudre la Société.

6. Société de construction des musées du Canada Inc. (SCMC)

La Société possède deux des trois actions émises de la Société de construction des musées du Canada Inc. (SCMC). La troisième action est détenue par le ministre des Travaux publics; dans une convention des actionnaires, il est établi que le contrôle de SCMC revient au ministre des Travaux publics.

Le projet de Loi C-8, Loi portant dissolution ou cession de sociétés d'État et modifiant certaines lois en conséquence, a été adopté à la Chambre des communes le 23 mai 1991 et attend l'approbation du Sénat. Entre autres, la Loi prévoit la cession de la troisième action de la SCMC à la Société immobilière du Canada Limitée.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. au 31 mars 1991. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans l'état financier. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, ce bilan présente fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991 selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification du bilan ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 juin 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990	PASSIF	1991	1990
	$	$		$	$
Encaisse et placements temporaires	8,815	8,815	Créditeurs	1,750	5,410
Débiteurs (note 2)	503,978	504,408	Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)	27,098	23,868
			Montant dû au Receveur général du Canada	280,535	280,535
				309,383	309,813
			AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
			Capital-action (note 4)		
			Surplus d'apport	178,250	178,250
			Bénéfices réinvestis	25,160	25,160
	512,793	513,223		512,793	513,223

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
JEAN-GUY HÉBERT

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Fin*

ANNEXE —*Fin*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AU BILAN
DU 31 MARS 1991

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc., constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral (anciennement la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes), est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada Limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le 1er août 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a eu le mandat de mettre en oeuvre, dans le territoire sous sa responsabilité, le plan directeur d'aménagement du Vieux-Port de Québec et d'administrer, gérer, promouvoir et exploiter ce territoire et ses aménagements. La Société a exécuté ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

Le 26 mai 1988, par décret du gouverneur général en conseil, le ministre des Travaux publics fut autorisé à mettre fin à ladite convention. Le ministère des Travaux publics assume la conduite des affaires de la Société depuis le 1er avril 1988.

Du 9 février 1984 au 27 février 1986, la Société fut responsable, pour son propre compte, de l'administration, la conduite et la direction d'une parcelle de terrain et des améliorations y-dessus érigées. Cette propriété transférée à certaines conditions par décret du gouverneur général en conseil le 9 février 1984, fut rétrocédée le 27 février 1986.

2. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les montants suivants:

	$
Organisme de services publics	466,430
Autres	37,548
	503,978

La somme à recevoir d'un organisme de services publics est en regard de travaux d'aménagements spécifiques exécutés par la Société au cours de l'exercice 1982-83. Le coût de ces travaux est recouvrable à la signature d'un protocole d'entente par la Société, la Société canadienne des ports et l'organisme. Le protocole d'entente, qui n'a pas encore été signé, prévoit la cession de certains privilèges par la Société et la Société canadienne des ports. La Société n'a pas encore décidé de céder les privilèges demandés par l'organisme. Il se pourrait que la Société ne puisse recouvrer ses coûts.

3. Montant dû au ministre des Travaux publics

	$
Solde au début de l'exercice	23,868
Paiement de créditeurs de la Société par Travaux publics	3,660
Encaissement d'un compte débiteur de la Société par Travaux publics	(430)
Solde à la fin de l'exercice	27,098

4. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur général en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

5. Éventualités

La Société et la corporation Québec 1534-1984 ont signé un protocole général d'entente établissant les droits et obligations des parties en regard de la tenue des festivités qui eurent lieu en 1984, et de l'utilisation du territoire et des installations sous la juridiction de la Société. En vertu de ce protocole, la Société n'avait pas cédé le droit d'usage de la totalité du site, se réservant ainsi des locaux qu'elle pourrait louer à des fins commerciales. Des baux furent signés mais, vu le manque d'affluence des visiteurs, plusieurs furent modifiés, résiliés ou abandonnés. La Société a déjà reçu des réclamations découlant de ces baux ainsi que d'autres activités totalisant environ 1.4 millions de dollars, et il est possible que d'autres soient reçues dans le futur. Le ministère des Travaux publics assume les règlements de ces réclamations.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée au 31 mars 1991 et les états des transactions et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1991

BILAN AU 31 MARS 1991

ACTIF	1991	1990
	$	$
Encaisse	470,240	689,608
Débiteurs		141,977
Prêt hypothécaire à recevoir (note 3)	101,700	118,650
	571,940	950,235

PASSIF	1991	1990
	$	$
Créditeurs	68,689	61,681
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 4)	19,184	32,522
Montant dû au ministère des Travaux publics	145,320	128,858
Montant dû au Fonds renouvelable des aéroports (note 5)	72,893	121,964
Acompte sur ventes de propriétés en voie d'approbation	1	200,906
Montant dû au Receveur général du Canada (note 6)	265,853	404,304
	571,940	950,235
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 7)		
	571,940	950,235

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
JOCELYNE OUELLETTE

Administrateur
ROBERT LEMAY

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçus ou de services rendus		
Fonctionnement		
Services rendus par le ministère des Travaux publics	657,066	715,210
Services professionnels	159,598	106,324
Services publics	65,630	65,154
Matériel et contrats d'entretien	40,300	47,026
Frais généraux	36,700	13,900
Évaluation de propriétés	28,265	409,349
Fournitures de bureau	17,235	25,378
Véhicules et frais connexes	8,041	8,588
Représentations et relations publiques	7,174	5,332
Location	6,009	7,956
Établissement de cadastres		340,884
	1,026,018	1,745,101
Coût des festivités soulignant la fin des activités de la Société (note 8)	169,000	
	1,195,018	1,745,101
Programme pour l'accélération des investissements agricoles		
Contributions	433,888	121,120
Services professionnels et frais connexes	43,450	29,910
	477,338	151,030
Total des dépenses	1,672,356	1,896,131
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts	93,269	101,417
Dépenses nettes	1,579,087	1,794,714
Dépenses nettes à être pourvues par le Fonds renouvelable des aéroports (note 5)	1,429,271	1,332,236
Dépenses nettes à être pourvues par le ministre des Travaux publics (note 4)	149,816	462,478
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	68,299,899	66,720,812
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Ventes de propriétés (déduction faite des améliorations locatives remboursées aux locataires)	995,710	1,430,661
Loyers	168,661	151,702
Total à être remis (note 6)	1,164,371	1,582,363
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	71,031,246	69,866,875
Excédent des produits directs sur les dépenses nettes		
Pour l'exercice	(414,716)	(212,351)
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	2,731,347	3,146,063

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
	$	$
Activités d'exploitation		
Transactions effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations	1,164,371	1,582,363
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations	93,269	101,417
Remises au Trésor du Canada	(1,302,822)	(1,574,550)
Dépenses de fonctionnement engagées en regard de biens reçus ou de services rendus	(1,195,018)	(1,745,101)
Programme pour l'accélération des investissements agricoles	(477,338)	(151,030)
	(1,717,538)	(1,786,901)
Diminution des débiteurs	141,977	4,412
Augmentation (diminution) des créditeurs	7,008	(229,297)
Augmentation (diminution) du montant dû au ministère des Travaux publics	16,462	(195,404)
Augmentation (diminution) des acomptes sur ventes de propriétés en voie d'approbation	(200,905)	38,009
	(1,752,996)	(2,169,181)
Activités d'investissement		
Diminution du prêt hypothécaire à recevoir	16,950	16,950
Activités de financement		
Avances reçues du Fonds renouvable des aéroports (moins remboursement)	1,380,200	1,454,200
Crédits parlementaires (moins remboursement)	136,478	1,012,399
	1,516,678	2,466,599
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(219,368)	314,368
Encaisse au début de l'exercice	689,608	375,240
Encaisse à la fin de l'exercice	470,240	689,608

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1991

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée, constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Depuis le 1[er] juillet 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat d'administrer et de mettre en valeur une partie des terres périphériques de Mirabel de façon à assurer aux habitants de ce territoire un milieu de vie normal tout en protégeant les opérations de l'aéroport international de Mirabel. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté. Le 21 mai 1982, le Conseil privé a autorisé la vente de certaines des propriétés; le 23 février 1984, il a autorisé l'aliénation du solde du territoire sous sa responsabilité. Un moratoire a suspendu ce programme de vente le 19 septembre 1984; le Conseil privé a autorisé le 11 juin 1985 un programme pour l'accélération des investissements agricoles et la reprise du programme de vente selon de nouvelles modalités, approuvés par le Conseil du Trésor.

Depuis le 25 mars 1988, en vertu de conventions particulières de services, le ministère des Travaux publics fournit à la Société du personnel ainsi que des services professionnels et d'entretien.

Suite à une entente entre le ministre des Transports et le ministre des Travaux publics en vue de la gestion par ce dernier de la zone opérationnelle ultime de l'aéroport de Mirabel sous la responsabilité du ministre des Transports, la Société et le ministère des Transports ont signé un protocole d'entente couvrant la période du 1[er] avril 1989 au 31 mars 1991. Le protocole d'entente prévoit la mise en oeuvre et l'administration du Programme de location à long terme et du Programme de relance agricole à l'égard de la zone opérationnelle ultime de l'aéroport de Mirabel. Les coûts engagés pour ces programmes sont remboursés à la Société par le Fonds renouvelable des aéroports du ministère des Transports.

Le 25 avril 1991, le gouverneur général en conseil a autorisé:

- le ministre des Travaux publics à mettre fin à l'entente entre Sa Majesté du chef du Canada et la Société en vertu de laquelle la Société avait reçu le mandat d'assurer la gestion et l'établissement d'un programme d'aliénation des terrains périphériques à Mirabel;
- la Société immobilière du Canada Limitée à dissoudre la Société en vertu de l'aliéna 91(1)e) de la Loi sur la gestion des finances publiques;
- la Société à vendre ou, d'une façon générale, à céder la totalité ou la quasi totalité de ses actifs en vertu de l'aliéna 91(3)b) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les loyers et les ventes de propriétés, sont à remettre au Receveur général du Canada.

Les écarts entre les avances reçues et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics ou au Fonds renouvelable des aéroports, le cas échéant.

b) Contributions

L'aide financière pour l'accélération des investissements agricoles est imputée à la dépense de l'exercice au cours duquel les travaux admissibles sont effectués.

c) Ventes de propriétés

Les ventes de propriétés sont constatées au moment du transfert des titres aux acheteurs alors que la Société acquiert le droit de recevoir les produits des ventes.

3. Prêt hypothécaire à recevoir

La Société a consenti un prêt hypothécaire de $152,550, ne portant pas intérêt, à une municipalité lors de la vente d'une propriété. Le prêt est remboursable à raison de neuf annuités de $16,950 à compter du 1[er] avril 1988.

4. Montant dû au (à recevoir du) ministre des Travaux publics

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	32,522	(517,399)
Dépenses nettes à être pourvues par le ministre des Travaux publics	(149,816)	(462,478)
	(117,294)	(979,877)
Crédits parlementaires		
Fonds tirés sur le crédit 5 du ministère des Travaux publics	169,000	495,000
Fonds tirés sur le crédit 25 du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée		752,733
Remboursement de la portion inutilisée de crédits parlementaires d'exercices antérieurs	(32,522)	(235,334)
	136,478	1,012,399
Solde à la fin de l'exercice	19,184	32,522

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1991—*Fin*

5. Montant dû au Fonds renouvelable des aéroports

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	121,964	
Avances reçues (moins remboursement)	1,380,200	1,454,200
	1,502,164	1,454,200
Moins les dépenses de l'exercice		
Fonctionnement		
Services rendus par le ministère des Travaux publics	614,266	454,893
Services professionels	134,598	53,162
Services publics	61,845	32,577
Matériel et contrats d'entretien	39,300	23,513
Frais généraux	36,700	6,950
Évaluation de propriétés	28,265	398,030
Fournitures de bureau	15,735	12,689
Véhicules et frais connexes	8,041	4,294
Représentations et relations publiques	7,174	2,666
Location	6,009	3,978
Établissement de cadastres		339,234
	951,933	1,331,986
Programme pour l'accélération des investissements agricoles		
Contributions	433,888	
Services professionels et frais connexes	43,450	250
	1,429,271	1,332,236
Solde à la fin de l'exercice	72,893	121,964

6. Montant dû au Receveur général du Canada

	1991	1990
	$	$
Solde au début de l'exercice	404,304	396,491
Produits directs	1,164,371	1,582,363
	1,568,675	1,978,854
Remises au Trésor du Canada par l'entremise du		
Ministère des Travaux publics	1,083,287	1,429,789
Fonds renouvelable des aéroports	219,535	144,761
	1,302,822	1,574,550
Solde à la fin de l'exercice	265,853	404,304

7. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur général en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

8. Coût des festivités soulignant la fin des activités de la Société

Le 15 septembre 1990 la Société a tenue un événement populaire pour souligner la fin imminente de son mandat. Cet événement a reçu l'approbation du ministre des Travaux publics. Les dépenses engagées, établies à $169,000 déductions faites de contributions d'organismes totalisant $5,500, furent financées par le crédit 5 du ministère des Travaux publics.

9. Éventualités

La Société, le procureur général du Canada ainsi que le ministre des Transports et celui des Travaux publics sont poursuivis par des expropriés de Mirabel qui veulent faire annuler l'expropriation de 1969. Dans ce contexte, plusieurs locataires ont cessé de remettre leurs loyers à la Société. Le 27 mars 1985, un protocole d'entente est intervenu avec les représentants des expropriés suivant lequel les parties s'engagent à mettre fin aux litiges qui les opposent. Le Conseil privé a approuvé en principe, le 11 juin 1985, le contenu du protocole d'entente précité.

Des réclamations survenues dans le cours normal des affaires ont été intentées contre la Société. La direction estime que ces réclamations ne sont pas fondées et aucune provision n'a été comptabilisée à cet égard.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. Il incombe à la direction de veiller à ce que les données contenues dans ces états financiers soient présentées de façon intègre et objective. Les états financiers comprennent certains montants, tels la provision pour pertes sur prêts, qui sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction.

La Société a toujours estimé, et estime toujours, que le recouvrement des prêts souverains ne doit pas être mis en doute, même s'il faut accepter des retards indéterminés dans les remboursements de principal et les paiements d'intérêts. Cette politique est énoncée dans la note 2 afférente aux états financiers, de même que les deux exceptions à cette politique, à savoir le refus catégorique d'honorer la dette et la radiation de la valeur d'actif convenue par les créanciers. C'est dans ce contexte que la Société a préparé ses états financiers, tout comme par le passé. Le Vérificateur général du Canada, dans son opinion sans réserve émise à l'égard des états financiers de 1990 de la Société, s'est déclaré d'accord avec la valeur de l'actif et le montant de la provision.

Au cours de l'exercice 1989-90, le gouvernement du Canada a estimé que la stratégie adoptée à l'égard de l'endettement international pourrait donner lieu à une entente multilatérale concertée entre les gouvernements créanciers qui viserait à réduire la dette ou le service de la dette. Dans cette optique, il a décidé d'établir des réserves pour éventualités, qui figurent maintenant dans les Comptes publics du Canada. Dans son opinion sans réserve émise à l'égard des Comptes publics du Canada pour l'exercice 1989-90, le Vérificateur général du Canada a indiqué qu'il jugeait ces réserves suffisantes pour couvrir toutes les obligations du Canada, y compris celles découlant de l'engagement pris envers la SEE, dont l'actif pourrait être touché par cette stratégie relative à l'endettement.

Dans l'éventualité où il participerait à de tels plans de réduction de la dette ou du service de la dette, et conformément à la deuxième exception à la politique de la SEE concernant le recouvrement ultime des prêts souverains, le gouvernement du Canada a accepté d'indemniser entièrement la Société pour toutes les conséquences financières qu'elle pourrait subir à la suite des décisions qu'il aurait prises.

Ces politiques et l'engagement du gouvernement du Canada sont énoncés dans la note 2 afférente aux états financiers, et les résultats de ces politiques et de cet engagement le sont dans la note 7.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles internes. Il confie cette tâche au Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification rencontre régulièrement les membres de la direction, les vérificateurs internes et les représentants du Vérificateur général du Canada.

Le Conseil d'administration de la SEE est responsable de toutes les opérations entreprises par la Société. Les contrats qui, de l'avis du Conseil d'administration, comportent des risques pour une période ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement, peuvent être autorisés par le Gouverneur général en conseil, si le Ministre les considère dans l'intérêt national. Le Conseil d'administration joue un rôle prépondérant dans la gestion de ce programme, mais ses responsabilités se limitent à l'administration. Les fonds requis pour ces contrats sont versés par le Canada à la Société et les fonds recouvrés sont remis au Canada, déduction faite des montants retenus pour couvrir les frais d'administration connexes. Les comptes administrés pour le Canada sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers de la Société.

Le Vérificateur général du Canada effectue un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et formule une opinion sur les états financiers. Son rapport figure à la page suivante.

Le Président et Chef de la direction
R.L. Richardson

Le Premier vice-président aux Finances et Trésorier
M.D.J. Bakker

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société pour l'expansion des exportations au 31 décembre 1990 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, en accord avec les Normes de vérification internationales. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, en accord avec les Normes comptables internationales. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur l'expansion des exportations et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 27 février 1991

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

ACTIF	1990	1989
Encaisse et dépôts négociables		
Encaisse et titres à court terme	1,127,369	1,175,647
Titres négociables, selon la méthode de la valeur minimale (Valeur marchande: 1990—$165,540 1989—$182,768)	165,427	176,670
Intérêts courus	17,907	23,637
	1,310,703	1,375,954
Prêts à recevoir (notes 2, 3, 4, 5 et 6)		
À long terme	5,074,395	4,585,653
Partie des prêts à long terme échéant dans les 12 mois	903,502	812,391
	5,977,897	5,398,044
Intérêts et honoraires courus	123,182	131,527
	6,101,079	5,529,571
Moins: provision pour pertes sur prêts (note 7)	409,513	375,951
	5,691,566	5,153,620
Autres		
Sinistres recouvrables (note 11)	8,318	5,127
Valeur non amortie de l'escompte à la souscription et des frais d'émission et autres éléments d'actif	29,608	32,089
	37,926	37,216
	7,040,195	6,566,790

PASSIF	1990	1989
Emprunts (note 12)		
À court terme	2,195,813	1,975,056
Partie des emprunts à long terme échéant dans les 12 mois	708,925	848,376
	2,904,738	2,823,432
À long terme	2,950,430	2,649,095
	5,855,168	5,472,527
Intérêts courus	179,702	172,423
	6,034,870	5,644,950
Autres éléments de passif et revenu reporté		
Comptes fournisseurs	17,700	24,204
Primes d'assurance reportées	11,120	9,773
Provision pour sinistres sur assurances et garanties (note 10)	46,617	48,659
Revenu reporté sur les prêts et autres crédits	143,750	134,369
	219,187	217,005
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 13)	772,000	697,000
Bénéfices non répartis	14,138	7,835
	786,138	704,835
	7,040,195	6,566,790

Engagements du gouvernement du Canada sur les prêts à recevoir (note 2)
Engagements et passif éventuel (notes 8 et 9)

Approuvé par le Conseil d'administration:

le Chef des Services financiers
M. D. J. BAKKER

un Administrateur
CHARLES DIAMOND

un Administrateur
R. L. RICHARDSON

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Prêts et garanties		
Intérêts créditeurs	463,325	479,012
Revenus d'honoraires	39,466	34,394
	502,791	513,406
Provision pour pertes sur prêts	(77,589)	(271,275)
	425,202	242,131
Assurances et garanties		
Primes et revenus d'honoraires	26,613	25,543
Provision pour sinistres	(18,424)	(12,115)
	8,189	13,428
Intérêts créditeurs sur placements	112,919	90,913
Revenu après déduction des provisions	546,310	346,472
Intérêts débiteurs		
À long terme	313,431	345,002
À court terme	187,211	162,355
	500,642	507,357
Bénéfice (perte) d'exploitation	45,668	(160,885)
Frais d'administration	39,365	37,950
Bénéfice net (perte nette)	6,303	(198,835)
Bénéfices non répartis		
Au début de l'exercice	7,835	106,670
Plus: virement de la réserve pour éventualités		100,000
À la fin de l'exercice	14,138	7,835

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Exploitation		
État des résultats		
Bénéfice net (perte nette)	6,303	(198,835)
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Provision pour pertes sur prêts	77,589	271,275
Provision pour sinistres	18,424	12,115
Intérêts et honoraires courus	22,116	36,321
Autres variations	(21,811)	13,450
	102,621	134,326
Actif et passif		
Versements sur prêts	(1,394,594)	(853,641)
Remboursements de prêts	851,310	760,610
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Augmentation (diminution) nette du revenu reporté	10,621	(13,746)
Intérêts rééchelonnés	(24,856)	(68,452)
Intérêts sur prêts contrepassés	(43,978)	(57,475)
	(601,497)	(232,704)
Encaisse utilisée pour l'exploitation	(498,876)	(98,378)
Trésorerie		
Emprunts à long terme	1,007,885	741,605
Remboursements d'emprunts à long terme	(860,215)	(523,777)
Augmentation des emprunts à court terme	178,352	152,315
Émission de capital-actions	75,000	
Encaisse provenant du financement	401,022	370,143
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des titres négociables	(97,854)	271,765
Incidence du taux de change sur le solde d'ouverture de l'encaisse	38,333	(27,199)
Encaisse et titres négociables		
Au début de l'exercice	1,352,317	1,107,751
À la fin de l'exercice	1,292,796	1,352,317

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

1. Loi de constitution en société et mandat de la Société

La Société pour l'expansion des exportations ("la Société") a été créée le 1er octobre 1969 par une loi du Parlement canadien, la Loi sur l'expansion des exportations ("la Loi"). Mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, la Société a pour objet de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et d'autres pays au moyen de prêts, de garanties et d'assurances. Elle relève du Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce extérieur.

2. Résumé des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables.

Prêts à recevoir et engagements du gouvernement du Canada

Les prêts à recevoir, principalement consentis à des entités souveraines, représentent l'équivalent en dollars canadiens des montants initialement versés. Ils comprennent, le cas échéant, les intérêts capitalisés dans le processus de rééchelonnement ou de restructuration des prêts dont le remboursement présente des difficultés.

En sa qualité d'organisme de crédit à l'exportation et de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, la Société bénéficie de la participation du Canada au Club de Paris. Sous les auspices de ce groupe international chargé de régler, sur le plan multilatéral, les difficultés de paiement des entités souveraines, des négociations débouchent sur des accords de rééchelonnement auxquels viennent s'ajouter des mesures imposées par le Fonds monétaire international pour alléger ces problèmes de remboursement.

À la lumière de l'expérience acquise, la haute direction est d'avis qu'à l'exception des rares cas de refus catégorique d'honorer la dette ou de radiation de la valeur d'actif convenue par les créanciers, le recouvrement ultime des obligations souveraines ne doit pas être mis en doute, même s'il faut accepter des retards indéterminés dans les remboursements de principal et les paiements d'intérêts. Cette opinion est également celle du gouvernement du Canada.

Le gouvernement du Canada estime cependant que la stratégie adoptée à l'égard de l'endettement international pourrait donner lieu à des ententes multilatérales entre les gouvernements créditeurs qui viseraient à réduire la dette et le service de la dette afin de faciliter l'application des programmes officiels de redressement économique adoptés par certains pays débiteurs. Il s'est engagé à indemniser entièrement la Société pour toutes les conséquences financières qu'elle pourrait subir s'il participait à ces ententes.

Intérêts créditeurs et revenus d'honoraires sur les prêts

L'intérêt court sur le principal à recevoir jusqu'à ce que le prêt soit jugé non productif. Par prêt non productif, il faut entendre un prêt pour lequel on n'a pas reçu de versements importants pendant cent quatre-vingts jours.

Les honoraires sur les prêts sont comptabilisés au revenu pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

Prêts non courants

Après examen des antécédents de paiement et évaluation des possibilités de recouvrement des prêts, la Société peut juger certains prêts non courants. Par prêt non courant, il faut entendre un prêt dont le recouvrement présente de sérieux doutes à court ou moyen terme, un prêt pour lequel on n'a pas reçu de versements importants pendant un an depuis la signature d'un accord de rééchelonnement, ou pendant deux ans en l'absence de mécanismes de rééchelonnement. À ce moment-là, la Société ne comptabilise plus au revenu les intérêts à recevoir sur ce prêt et passe une écriture de contrepassation des intérêts accumulés précédemment au cours de la période de 12 mois qui suit le moment où le prêt devient non courant. De même, aux fins comptables, on ne reconnaît pas la capitalisation des intérêts dans les accords de rééchelonnement subséquents.

Lorsque l'on a pu établir que l'ensemble ou la plupart des montants exigibles font l'objet de remboursements réguliers, on reprend la méthode de la comptabilité d'exercice.

Provision pour pertes sur prêts à recevoir

La provision pour pertes sur prêts est établie après examen, au moins une fois l'an, de la valeur de recouvrement de tous les prêts consentis à des emprunteurs commerciaux et souverains. À la suite de l'examen de tous les prêts consentis à des emprunteurs commerciaux, la Société impute au revenu un montant suffisant, spécialement destiné à couvrir les sinistres éventuels sur le portefeuille des prêts commerciaux à recevoir pour tenir compte de la diminution du poste d'actif se rapportant aux prêts commerciaux.

En plus de la provision spéciale pour pertes sur prêts commerciaux, la Société constitue prudemment une provision générale, fondée sur les meilleures estimations de la direction, sur le portefeuille des prêts à recevoir commerciaux et souverains pour lesquels aucune provision spéciale n'a été instituée.

Sinistres recouvrables

Les indemnités payées sont comptabilisées aux valeurs de récupération estimatives. Les sommes non recouvrables sont imputées à la provision pertinente pour sinistres sur assurances et garanties. Les gains ou pertes nets qui en découlent sont portés au crédit ou au débit de la provision.

Provision pour sinistres sur assurances et garanties

La Société constitue une provision qui tient compte des sinistres subis antérieurement, provision à laquelle peut venir se greffer une provision spéciale, après étude du passif éventuel.

Intérêts débiteurs

Les intérêts débiteurs comprennent les dépenses de couverture et l'amortissement linéaire, sur la durée de la dette, de l'escompte à la souscription et des frais d'émission.

Primes d'assurance

Les primes et honoraires d'assurance sont perçus au Canada. Pour les polices d'assurance à court terme, les primes sont comptabilisées au revenu dès que la protection entre en vigueur. En ce qui concerne les autres polices d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu selon les méthodes qui reflètent généralement la part des risques assumés pendant la durée des polices.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

Conversion des devises

La Société couvre ses éléments d'actif et de passif en dollars américains sur l'ensemble de son portefeuille. Les risques nets associés aux fluctuations du taux de change du dollar américain sont attribuables à des décalages de trésorerie à court terme. La Société gère ses éléments d'actif et de passif libellés en dollars américains de façon à minimiser ces risques nets. Il s'ensuit que les éléments d'actif et de passif en dollars américains sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens mensuels en vigueur pendant l'exercice. Les gains et les pertes découlant de la conversion des soldes et des opérations en devises sont portés aux intérêts créditeurs sur placements.

Activités de financement de la trésorerie

Le groupe de la Trésorerie réalise de nombreuses opérations en bourse, notamment des achats et ventes de titres, des opérations de change, des contrats à terme pour les taux d'intérêt et les devises, des swaps de taux d'intérêt et des contrats sur taux d'intérêt à terme. À l'exception des opérations de couverture, les instruments et engagements à terme découlant de ces opérations sont réévalués à chaque arrêté comptable, et les gains ou pertes qui en résultent sont inclus dans le revenu. Les gains ou pertes découlant des opérations de couverture sont différés et comptabilisés au revenu pendant le restant de la durée de l'élément couvert.

3. Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir des emprunteurs souverains et commerciaux sont pour la plupart consentis à des taux d'intérêt fixes compétitifs par rapport à ceux que pratiquent les organismes de crédit à l'exportation semblables dans d'autres pays et sont généralement inférieurs aux taux commerciaux.

Les échéances de ces prêts se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Non courants (note 6)	1,323,811	1,019,841
À moins de 12 mois		
—Taux fixes	519,265	575,597
—Taux flottants	334,176	172,333
En souffrance	50,061	64,461
1991		661,668
1992	750,181	566,677
1993	505,019	473,580
1994	497,399	435,324
1995	443,737	382,226
1996 et au-delà	1,554,248	1,046,337
Total	5,977,897	5,398,044
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	942,694	680,633
Prêts à taux flottants, généralement basés sur les taux LIBOR, compris dans le montant total des prêts	2,134,249	1,563,607
La répartition géographique de ces prêts est la suivante:		
Pacifique et Asie	1,215,893	996,739
Moyen-Orient et Afrique	1,590,381	1,622,601
Europe	856,678	870,337
Amérique du Nord et Antilles	1,085,764	811,530
Amérique du Sud	1,229,181	1,096,837
Total	5,977,897	5,398,044

4. Prêts à recevoir courants en souffrance

Les montants en souffrance comprennent les remboursements de principal et les intérêts et honoraires facturés qui n'ont pas été reçus conformément aux modalités des conventions de prêt auxquelles ils se rapportent.

La répartition géographique du principal en souffrance et des intérêts et honoraires reconnus, s'élevant respectivement à $50,061 (1989—$64,461) et à $31,775 (1989—$27,006), s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie	1	111
Moyen-Orient et Afrique	11,590	82,170
Europe	8,449	899
Amérique du Nord et Antilles	987	1,707
Amérique du Sud	60,809	6,580
Total	81,836	91,467

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

5. Montants rééchelonnés et réaménagés sur les prêts à recevoir courants

Les montants rééchelonnés et réaménagés au cours de l'exercice se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Principal	91,580	172,855
Intérêts	18,016	40,758
Total	109,596	213,613
Total des montants en cours sur les prêts rééchelonnés et réaménagés	655,682	608,302
Prêts commerciaux compris ci-dessus	29,761	32,852
Montants en souffrance	50,175	8,501

6. Prêts à recevoir non courants

En raison de l'affaiblissement progressif de la conjoncture économique, certains prêts dont les remboursements présentent des risques de retards prolongés ou, dans le cas des prêts commerciaux, dont le recouvrement semble fort douteux, sont placés dans la catégorie des prêts non courants. Les montants des prêts non courants s'établissent comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Prêts souverains, surtout en Amérique du Sud, en Europe et en Afrique	1,318,523	936,904
Prêts commerciaux	5,288	82,937
Total	1,323,811	1,019,841

7. Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes s'établissent comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Provision générale au début de l'exercice	324,872	107,819
Frais relatifs à la provision	77,589	271,275
Transferts et (intérêts contrepassés)	43	(54,222)
Provision générale à la fin de l'exercice	402,504	324,872
Provision spéciale au début de l'exercice	51,079	58,816
Recouvrements et radiations	(44,070)	(7,737)
Provision spéciale à la fin de l'exercice	7,009	51,079
Total des provisions du bilan	409,513	375,951

Au cas où le gouvernement participerait à des ententes multilatérales visant à réduire la dette et le service de la dette, il a accepté d'indemniser entièrement la Société pour toutes les conséquences financières qu'elle pourrait subir à la suite des initiatives qu'il pourrait prendre à cet égard. Le transfert des fonds d'indemnisation devrait alors être sanctionné par le Parlement. Après avoir obtenu l'avis d'un consultant indépendant, le Vérificateur général du Canada a souligné que, sans cette initiative, la provision pour pertes sur prêts de la Société aurait dû être augmentée d'au moins 900 millions de dollars.

Par ailleurs, dans une décision antérieure prise dans le cadre de ses initiatives visant à assortir de conditions concessionnelles le rééchelonnement de la dette des pays les plus pauvres, le gouvernement du Canada a convenu d'aider ces pays en réglant directement à la Société les intérêts se rapportant aux emprunts contractés auprès d'elle.

Grâce à ces ententes avec le gouvernement du Canada, la Société n'aura pas à subir les conséquences, sur son portefeuille des prêts souverains, des stratégies actuelles et éventuelles de réduction de la dette et du service de la dette adoptées à l'échelle multilatérale.

La décision du gouvernement du Canada d'établir des provisions et une réserve pour éventualités afin de participer à des ententes éventuelles multilatérales sur la réduction de la dette et du service de la dette, et les mesures de compensation qu'il a prises, créent une option réaliste pour le règlement du problème des dettes souveraines et limitent les conséquences que ces ententes pourraient entraîner pour la Société.

En conséquence, la Société estime que les garanties gouvernementales, qui viennent s'ajouter à sa politique à l'égard de la provision générale pour pertes sur prêts, suffisent à contrer les incidences financières éventuelles des incertitudes concernant son portefeuille des prêts souverains.

En outre, la Société a des intérêts à recevoir non courus hors bilan, qui s'établissent comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Intérêts à recevoir non courus au début de l'exercice	462,064	341,122
Intérêts créditeurs non courants pendant l'exercice	170,435	124,681
Intérêts créditeurs non productifs	14,855	
Recouvrements et radiations	954	(3,739)
Intérêts à recevoir non courus à la fin de l'exercice	648,308	462,064

Les frais relatifs à la provision et les intérêts créditeurs non courants et non productifs ont pour effet d'augmenter le total des provisions du bilan et les intérêts à recevoir non courants de $262,879 pour 1990 (par rapport à $395,956 pour 1989).

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

8. Prêts—Limites statutaires et engagements

Aux termes de la Loi, la Société peut avoir des prêts et des engagements avec des emprunteurs étrangers jusqu'à concurrence de 15 milliards de dollars. La situation de la Société à l'égard de cette limite, établie conformément à la Loi, est de 8,114 millions de dollars (1989—7,652 millions de dollars). Sur ce montant, les engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêts signées représentent 1,894 millions de dollars (1989—2,195 millions de dollars). Le solde représente les prêts à recevoir et les prêts avec recours contre la Société.

La Société compte financer ces engagements non déboursés peu avant leurs versements, généralement sur une période de trois ans, en émettant des titres de créance sur les marchés financiers internationaux, à des taux d'intérêt commerciaux, et en augmentant le capital-actions. De façon générale, la Société s'efforce d'apparier les échéances et les devises de ses emprunts avec celles de ses prêts.

9. Assurances—Limites statutaires et passif éventuel

La Loi prévoit que la responsabilité de la Société en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser 15 milliards de dollars. La situation de la Société à l'égard de cette limite, établie conformément à la Loi, est de 4,780 millions de dollars (1989—4,383 millions de dollars).

Le passif éventuel de la Société à l'égard des assurances et de toutes les garanties qui est compris dans les situations ci-dessus se présente comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie	795,639	785,472
Moyen-Orient et Afrique	525,318	594,995
Europe	898,819	527,560
Amérique du Nord et Antilles	946,828	1,079,819
Amérique du Sud	362,022	227,980
Total	3,528,626	3,215,826

10. Assurances et garanties—Provision pour sinistres

L'évolution des programmes à court et à moyen terme se présente comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Provision au début de l'exercice	48,659	44,567
Provision pendant l'exercice	18,424	12,115
Radiations nettes	(20,466)	(8,023)
Provision à la fin de l'exercice	46,617	48,659

11. Sinistres recouvrables

Activité pour l'exercice:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Sinistres recouvrables au début de l'exercice	5,127	10,157
Sinistres réglés	28,149	19,793
Sinistres recouvrés	(4,945)	(16,231)
Réductions nettes	(20,013)	(8,592)
Sinistres recouvrables à la fin de l'exercice	8,318	5,127

12. Emprunts

La Loi autorise la Société à emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à dix fois le total du capital versé établi de temps à autre et des bénéfices non répartis éventuels figurant aux états financiers vérifiés les plus récents. Au 31 décembre 1990, selon cette formule, la limite d'emprunt était d'au moins 7,720 millions de dollars (1989—6,970 millions de dollars) et les emprunts s'élevaient à 5,855 millions de dollars (1989—5,473 millions de dollars).

Les échéances des emprunts se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
À moins de douze mois		
—Taux fixes	457,026	674,263
—Taux flottants	2,447,712	2,149,169
1991		499,071
1992	725,860	725,887
1993	760,276	226,227
1994	123,743	74,561
1995	72,173	5,564
1996 et au-delà	1,268,378	1,117,785
Total	5,855,168	5,472,527
Prêts commerciaux inclus ci-dessus à des taux fixes	2,372,819	2,610,061
Prêts renouvelables à des taux flottants ou à des taux fixes à court terme	3,482,349	2,862,466

La Société disposait également de lignes de crédit et de facilités de découvert s'élevant à 2,451 millions de dollars au 31 décembre 1990 (1989—2,572 millions de dollars).

13. Capital-actions

Le capital-actions autorisé est de 1,5 milliard de dollars, soit 15 millions d'actions d'une valeur nominale de $100 chacune. Le nombre d'actions émises et entièrement libérées est de 7,720,000 (1989—6,970,000). Au cours de l'exercice, la Société a émis 750,000 actions d'une valeur de 75 millions de dollars.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

14. Soldes en devises

La Société possède un actif et un passif considérables en dollars américains et en d'autres devises. Compte tenu des contrats de change à terme, l'équivalent en dollars canadiens s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1990	1989
	(en milliers de dollars)	
Dollars américains		
Actif	5,489,990	4,826,158
Passif	5,335,082	4,825,916
Situation nette	154,908	242
Taux de change pour $1 US	1.1599	1.1585
Autres devises		
Actif	376,000	396,499
Passif	392,138	368,130
Situation nette	(16,138)	28,369

15. Activités financières hors bilan

La Société rend compte de ses activités en dollars canadiens; cependant, elle traite souvent dans d'autres devises pour répondre aux besoins de sa clientèle et trouver les meilleures sources de financement possibles.

Toute opération comporte nécessairement un risque de perte. Il peut s'agir de risques bancaires, par exemple lorsque l'autre partie à une opération ne respecte pas les termes de l'entente, ou de risques inhérents au marché par suite de fluctuations dans les taux de change et les taux d'intérêt.

La Société limite ses risques bancaires en ne traitant qu'avec des établissements financiers bénéficiant d'une cote de solvabilité très élevée. De plus, elle possède des mécanismes internes pour les approbations de crédit, leur suivi et leur contrôle.

Dans le cadre normal de ses activités, la Société est appelée à conclure une vaste gamme d'ententes financières dans le but de réduire, d'une part, les risques qu'entraînent les changements défavorables des taux de change et des taux d'intérêt et, d'autre part, ses coûts de financement. Les instruments financiers généralement utilisés à cette fin comprennent les swaps de devises et de taux d'intérêt, les options, les taux plafonds et planchers, les conversions à terme et ponctuelles, et les contrats à terme.

Une opération typique de swap de devises comporte l'achat (ou la vente) direct d'une devise étrangère et la vente (ou l'achat) simultanée d'engagements à terme. Un swap de taux d'intérêt est un arrangement qui permet l'échange de taux d'intérêt variables pendant une période déterminée, sur la base d'un montant théorique. La Société a conclu des contrats de swap de devises dont le principal est évalué à 1,693 millions de dollars, et des contrats de swap de taux d'intérêt dont l'échange théorique est évalué à 1,339 millions de dollars. Les contrats de swap de devises et de taux d'intérêt présentent un risque bancaire net de 265 millions de dollars pour ce qui est de leur valeur de remplacement sur le marché, et le plus grand risque pour un établissement donné s'élève à 74 millions de dollars.

Les options confèrent le droit, contre paiement ou réception d'une certaine somme au début d'une période déterminée, d'acheter ou de vendre des instruments financiers à un prix fixé d'avance, dans la monnaie choisie, et de toucher des intérêts. Si ce droit n'est pas exercé durant la période déterminée, l'option prend fin. Une des ententes de swap de taux d'intérêt de 150 millions de dollars américains que la Société a conclue est assortie d'une option. La Société a vendu cette option et l'acheteur a le droit de résilier le contrat avant le 1er août 1996.

Les taux plafonds et planchers font suite à des ententes financières dans le cadre desquelles on achète ou on vend des limites de protection des taux d'intérêt. La Société a vendu des taux LIBOR plafonds sur un capital théorique d'une valeur de 350 millions de dollars américains. Les risques se rapportant à ces taux subsisteront totalement ou partiellement jusqu'en 1998.

Les contrats de change à terme sont le résultat d'ententes spéciales aux termes desquelles un instrument libellé dans une devise sera ultérieurement converti en une autre. Toutes les modalités contractuelles sont fixes, si bien que les risques de change sont éliminés, mais il subsiste néanmoins un risque bancaire minime. Les contrats à terme ont une valeur globale de 2,286 millions de dollars.

Les contrats à terme d'instruments financiers portent sur des obligations négociées publiquement pour lesquelles la devise ou les taux sont bloqués à une date ultérieure connue. Les risques bancaires sont extrêmement faibles à cause des exigences relatives à la marge d'intérêt, du règlement quotidien des comptes et du recours à des méthodes de change reconnues. Aucun contrat à terme d'instruments financiers n'a été conclu au 31 décembre 1990.

16. Opérations entre apparentés

La Société est une société d'État dont la totalité des actions appartient au gouvernement du Canada et est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. Tous les emprunts de la Société bénéficient donc de la garantie intégrale et du crédit du Canada.

Le gouvernement du Canada a convenu de demander des affectations budgétaires au Parlement pour que la Société puisse couvrir ses pertes éventuelles.

La Société n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne ses bénéfices.

17. Comptes administrés pour le Canada

a) Aux termes de la Loi, la Société administre pour le Canada certains programmes de prêts et d'assurances autorisés par le Gouverneur en conseil, pour lesquels le Conseil d'administration n'est pas responsable, sauf en ce qui concerne l'administration des contrats. Ces comptes sont maintenus distinctement des comptes de la Société et sont intégrés chaque année, au 31 mars, dans les états financiers du gouvernement du Canada, qui font l'objet d'un rapport distinct du Vérificateur général du Canada. Les éléments d'actif administrés pour le Canada, comportant essentiellement des prêts à recevoir et des intérêts et honoraires courus, comptabilisés selon les pratiques comptables établies par le gouvernement du Canada, se sont élevés à 1,256 millions de dollars (1989—1,027 millions de dollars).

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

b) Limites statutaires, engagements et passif éventuel

La Loi prévoit que les prêts et les engagements en cours avec des emprunteurs étrangers ne peuvent dépasser 6 milliards de dollars sur les comptes administrés pour le Canada. La situation à l'égard de cette limite, déterminée conformément à la Loi, est de 1,532 millions de dollars (1989—1,375 millions de dollars).

La Loi prévoit également que la responsabilité engagée sur les comptes administrés pour le Canada en vertu des contrats d'assurances, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser 7 milliards de dollars. Conformément à la Loi, la situation à l'égard de cette limite est de 89 millions de dollars (1989—62 millions de dollars), y compris un passif éventuel de 84 millions de dollars (1989—58 millions de dollars).

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LA PRODUCTION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et tous les autres renseignements inclus dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Société. Les états financiers, qui comprennent aussi des chiffres fondés sur la meilleure appréciation découlant de l'expérience et du jugement de la direction, ont été préparés avec soin, en fonction de l'importance relative des opérations et selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction de la Société tient des livres et des documents comptables, de même que des systèmes de contrôle et d'information à des fins financières et de gestion, qui sont conçus pour la production de renseignements financiers fiables et exacts au moment opportun. Ces contrôles permettent de garantir raisonnablement que les biens sont protégés, que les ressources sont gérées avec économie et efficacité en vue de la réalisation des objectifs de la Société, que les opérations sont effectuées de façon efficace et que les transactions sont conformes à l'ancienne partie VIII de la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements y afférents, dans la mesure où ils s'appliquent à la Société, à la Loi sur la radiodiffusion et aux règlements administratifs de la Société.

Il incombe au vérificateur interne de la Société d'évaluer les systèmes, les méthodes et les pratiques de la Société. Le vérificateur général du Canada effectue un examen indépendant des états financiers de la Société et en fait un compte rendu à la Société Radio-Canada et au ministre des Communications.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, qui comprend trois personnes, dont aucune n'est membre de la direction, revoit les états financiers ainsi que le rapport du vérificateur général y afférent, et fait des recommandations au Conseil d'administration à cet égard. Il supervise les activités de vérification interne et rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le vérificateur général du Canada.

le président
Gérard Veilleux

le vice-président aux finances et à l'administration
S. Cotsman

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA
ET AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada, au 31 mars 1991 et les états des revenus et dépenses et rapprochement en fonction du financement gouvernemental, du compte du fonds effectif et de l'évolution de l'encaisse de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Société au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière, pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de l'ancienne partie VIII de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, la Société a tenu des livres de comptabilité appropriés, les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à l'ancienne partie VIII de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements pertinents à la Société, à la Loi sur la radiodiffusion et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
le 7 juin 1991

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1991
(en milliers de dollars)

ACTIF	1991	1990
À court terme		
Encaisse et bons du Trésor	60,069	5,630
Débiteurs	91,402	81,348
Fournitures techniques et de production et marchandises	7,691	10,983
Émissions réalisées et en cours de production	78,400	88,196
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	41,856	32,655
	279,418	218,812
Immobilisations (note 3)	735,932	715,487
Charges reportées (note 4)	4,475	6,708
	1,019,825	941,007

PASSIF	1991	1990
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	177,313	150,701
Indemnités de vacances à payer	51,816	51,676
	229,129	202,377
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi	103,348	104,676
Charge de retraite à payer (note 5)	1,881	
Avances du gouvernement du Canada (note 6)	33,000	33,000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 7)	991	254
	139,220	137,930
FONDS EFFECTIF		
Compte du fonds effectif	651,476	600,700
	1,019,825	941,007

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

le Vice-président aux finances et à l'administration
S. COTSMAN

un Administrateur
GÉRARD VEILLEUX

un Administrateur
ROBERT KOZMINSKI

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET RAPPROCHEMENT EN FONCTION DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Revenus		
Publicitaires nets	303,887	303,323
Divers	58,806	49,650
Crédits parlementaires d'exploitation* (note 8)	985,212	849,335
	1,347,905	1,202,308
Dépenses		
Service national de radiotélévision (voir l'annexe A)	1,201,966	1,154,620
Radio Canada International, service de radiodiffusion	20,657	20,246
Ingénierie nationale	9,988	10,098
Administration nationale	48,318	48,928
Vente et commercialisation	46,771	51,368
Restructuration et réductions des dépenses/compression des effectifs (note 9)	62,055	19,573
	1,389,755	1,304,833
Excédent des dépenses sur les revenus avant impôts sur le revenu	41,850	102,525
Impôts sur le revenu (note 10)	1,414	1,053
Excédent des dépenses sur les revenus	43,264	103,578
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental		
Déduire: postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 8)	74,685	73,921
Excédent (déficit), de l'exercice	31,421	(29,657)
(Déficit) excédent, début de l'exercice	(23,090)	6,567
Excédent (déficit), fin de l'exercice	8,331	(23,090)

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

*Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1991, la Société a reçu des crédits d'exploitation supplémentaires de 50 millions de dollars pour l'aider à financer les dépenses de restructuration. La Société a également été autorisée à virer 25,1 millions de dollars des crédits d'immobilisations au crédit d'exploitation afin de compenser les effets de la récession.

TABLEAU DES COÛTS DU SERVICE NATIONAL DE RADIOTÉLÉVISION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

ANNEXE A

	1991	1990
Activités de programmation		
Langue anglaise		
Radio		
Réseau	54,891	53,253
Contribution régionale au réseau	21,172	21,244
Régions	69,635	64,027
Télévision		
Réseau	319,493	306,357
Contribution régionale au réseau	72,145	61,762
Régions	113,812	116,221
Langue française		
Radio		
Réseau	46,070	45,035
Contribution régionale au réseau	7,407	8,514
Régions	36,001	32,813
Télévision		
Réseau	226,322	211,687
Contribution régionale au réseau	22,340	18,891
Régions	50,560	55,340
	1,039,848	995,144
Activités de distribution		
Radio		
Distribution des réseaux	23,006	23,477
Transmission à partir des stations	18,942	18,659
Télévision		
Distribution des réseaux	81,511	79,452
Transmission à partir des stations	21,816	22,303
Paiements aux stations privées	16,843	15,585
	162,118	159,476
	1,201,966	1,154,620

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU COMPTE DU FONDS EFFECTIF POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Solde, début de l'exercice	600,700	551,934
Ajouter (déduire)		
Crédits parlementaires—Immobilisations* (note 8)	89,218	128,040
Crédits parlementaires—Fonds de roulement (note 8)	4,000	4,000
(Perte) gain lors de l'aliénation d'immobilisations	(318)	20,304
Contributions aux projets d'immobilisations	1,140	
Excédent (déficit) de l'exercice	31,421	(29,657)
Postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 8)	(74,685)	(73,921)
Solde, fin de l'exercice	651,476	600,700

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

*Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1991, la Société a été autorisé à virer 25,1 millions de dollars des crédits d'immobilisations au crédit d'exploitation afin de compenser les effets de la récession.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991 (en milliers de dollars)

	1991	1990
Activités d'exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus	(43.264)	(103.578)
Postes hors caisse		
Amortissement	68.294	63.780
Amortissement coûts de mise au point de Newsworld	1.298	717
Indemnités de cessation d'emploi	(1.328)	971
Contribution reportée—Régime de retraite	2.817	6.208
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse (note 11)	21.924	17.948
	49.741	(13.954)
Activités de financement		
Crédits parlementaires—Immobilisations (note 8)	89.218	128.040
Crédits parlementaires—Fonds de roulement	4.000	4.000
Produit de l'aliénation d'immobilisations et contributions aux projets d'immobilisations	3.402	22.228
Obligations assumées en vertu de contrats de location-acquisition	1.924	
	98.544	154.268
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(89.396)	(149.655)
Portion de capital des paiements de location-acquisition	(2.526)	(1.798)
Équipement acquis en vertu de contrats de location-acquisition	(1.924)	
Coûts reportés de mise au point de Newsworld		(5.189)
	(93.846)	(156.642)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des bons du Trésor	54.439	(16.328)
Encaisse et bons du Trésor, début de l'exercice	5.630	21.958
Encaisse et bons du Trésor, fin de l'exercice	60.069	5.630

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

1. Pouvoirs et objectif

La Société Radio-Canada a été constituée en vertu des lois sur la radiodiffusion de 1936, 1958 et 1968. Elle est un agent de Sa Majesté, et tout bien qu'elle acquiert devient la propriété de cette dernière.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société Radio-Canada offre des services de radio et de télévision dans les deux langues officielles comportant une programmation qui est principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional.

Une nouvelle Loi sur la radiodiffusion est entrée en vigueur le 4 juin 1991. Cette nouvelle loi n'a aucun effet sur les états financiers du présent exercice.

2. Principales pratiques comptables

a) Fournitures techniques et de production et marchandises

Les stocks de fournitures techniques et de production sont inscrits au plus bas du prix coûtant moyen et de la valeur à neuf. Les stocks de marchandises sont inscrits au plus bas du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

b) Émissions réalisées et en cours de production

Les émissions réalisées et en cours de production sont inscrites au prix coûtant. Le prix coûtant comprend le coût des biens et services, ainsi que la part de la main-d'oeuvre et des frais généraux imputable à chaque émission.

Les coûts des émissions sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion ou lorsque les émissions sont déclarées inutilisables.

c) Droits sur films

La Société prend des engagements pour les droits de diffusion de films. Ces engagements figurent dans les comptes à titre de "droits sur films payés d'avance" à mesure que les paiements sont effectués selon les dispositions de chaque contrat. Ces droits sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion des films ou lorsqu'ils sont jugés inutilisables.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. Le coût des biens construits par la Société comprend les matériaux, les services d'ingénierie, les frais directs de main-d'oeuvre et les frais généraux qui s'y rapportent. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens, comme suit:

Immeubles	33 ans
Équipement technique	
Émetteurs et pylônes	20 ans
Autres	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
Véhicules	5 ans
Ordinateurs	5 ans

Les améliorations locatives dites "importantes" sont capitalisées et amorties selon la durée du contrat de location (durée maximale de cinq ans). Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société. Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation des immobilisations sont portés au Compte du fonds effectif.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Suite*

e) Contrats de location-acquisition

Les biens inscrits en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation probable des biens ou sur la durée des contrats de location, selon le cas. Les obligations afférentes sont réduites par les loyers versés moins les intérêts implicites.

f) Coûts et obligations découlant du régime de retraite

La Société souscrit à un régime de retraite à prestations déterminées qui offre des pensions fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière.

On détermine le coût des prestations de retraite accumulées par les employés au moyen d'une méthode de répartition des prestations fondée sur une évaluation actuarielle et sur la projection des hausses salariales, s'il y a lieu; ce coût est calculé au prorata des années de service et imputé aux dépenses au fur et à mesure que s'écoulent les années de service. Pour ce faire, on a tenu compte de l'hypothèse la plus probable retenue par la direction concernant le rendement prévu des placements de la Caisse de retraite, l'augmentation des salaires, la mortalité des membres, le nombre de départs et l'âge auquel les membres prendront leur retraite. Les excédents reconnus lors de l'introduction de la présente politique comptable (en vigueur le 1[er] avril 1987), les rajustements découlant des modifications apportées au régime, les excédents et les déficits actuariels et les modifications dans les hypothèses sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe des salariés.

La différence entre les sommes dépensées accumulées et les contributions de financement constitue dans le bilan une charge reportée à long terme ou une charge de retraite à payer, selon le cas.

g) Indemnités de cessation d'emploi et de vacances

Les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont comptabilisées comme dépenses au fur et à mesure qu'elles s'accumulent selon les conditions d'emploi.

h) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses d'exploitation sont comptabilisés comme revenus. Les crédits parlementaires nets pour immobilisations et ceux du fonds de roulement sont portés au Compte du fonds effectif.

3. Immobilisations

	1991			1990
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrain	35,386		35,386	35,357
Immeubles	288,714	131,800	156,914	152,595
Équipement technique	780,341	405,967	374,374	351,100
Mobilier, matériel de bureau et ordinateurs	49,406	26,862	22,544	24,357
Véhicules	15,311	10,950	4,361	4,004
Améliorations locatives	7,931	5,692	2,239	2,449
Biens en location-acquisition	1,347	293	1,054	1,397
Projets en cours	139,060		139,060	144,228
	1,317,496	581,564	735,932	715,487

4. Charges reportées

Au cours de l'exercice 1988-89, la Société s'est vu accorder un permis pour exploiter la chaîne d'information de langue anglaise CBC Newsworld. Les coûts de mise au point relatifs à cette entreprise se chiffraient à 6.5 millions de dollars au 31 août 1989. Ces coûts sont amortis sur une période de cinq ans, à compter du 1[er] septembre 1989. L'amortissement pour l'exercice totalise 1.3 million de dollars (0.7 million pour la période de sept mois se terminant le 31 mars 1990).

5. Charge de retraite à payer

Les projections faites à partir de la dernière évaluation actuarielle, basées sur les méthodes et les hypothèses identifiées dans la pratique comptable des coûts et obligations découlant du régime de retraite (2f), établissent la valeur actuelle estimée des prestations constituées à 1,923.3 millions de dollars au 31 mars 1991 (1990—1,768.5 millions), ce qui comprend une somme de 2.3 millions (2.4 millions en 1990) au titre des prestations de retraite non provisionnées. On s'est servi de valeurs marchandes relatives pour évaluer l'actif de la caisse de retraite, lequel, d'après les renseignements financiers au 31 mars 1991, est estimé à 2,039.5 millions de dollars (1990—1,866.8 millions).

La charge de retraite à payer au 31 mars 1991 s'établit à 1.9 million de dollars (1990—0.9 million charge reportée) et constitue la différence entre la charge de retraite accumulée et la cotisation requise pour la caisse.

6. Avances du gouvernement du Canada

Des avances sans intérêt sont consenties par le gouvernement du Canada pour le fonds de roulement. Ces avances deviennent remboursables dès que l'encaisse et les bons du Trésor dépassent les besoins en fonds de roulement de la Société.

Le fonds de roulement est déterminé d'après une base de financement gouvernemental qui exclut les postes ne nécessitant pas de fonds courants d'exploitation ou d'immobilisations.

7. Obligations en vertu de contrats de location

a) Contrats existants

Au 31 mars 1991, les obligations de la Société découlant de contrats de location-acquisition et de location-exploitation d'une durée de plus d'un an se chiffraient comme suit:

	Location-acquisition	Location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
1992	284	42,860
1993	277	31,992
1994	269	21,494
1995	628	13,094
1996		6,959
1997-2062		15,122
Total des loyers futurs	1,458	131,521
Déduire: intérêt imputé	299	
Valeur actuelle des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	1,159	
Déduire: portion à court terme	168	
Obligations à long terme en vertu de contrats de location-acquisition	991	

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Suite*

b) Projet d'aménagement du centre de radiotélévision, Toronto

Conformément à l'approbation donnée par le Gouverneur en conseil, la Société a signé une entente pour le projet, datée du 30 septembre 1988, avec le promoteur choisi, Cadillac Fairview Corporation Limited, pour la construction d'un immeuble sur le site de la Société au centre-ville de Toronto, pour loger les exploitations torontoises de la Société.

Le 14 octobre 1988, la Société a signé une entente de location pour le centre de radiotélévision avec Cadillac Fairview, entente en vertu de laquelle la Société honorera des baux relatifs à l'immeuble du centre de radiotélévision, soit pour le bâtiment proprement dit et pour les terrains, pour une période initiale de 35 ans, lorsque l'immeuble sera presque terminé, c'est-à-dire en juillet 1992. La Société avance des fonds à Cadillac Fairview afin de minimiser les frais d'intérêt à venir relatifs à ces baux.

En vertu de ce bail, la Société s'est engagée à payer un loyer en toute circonstance et, en cas de terminaison du bail, au choix de la Société ou autrement, à verser un loyer suffisant pour rembourser tout le financement provisoire et permanent.

8. Crédits parlementaires

La Société reçoit chaque année des crédits du Parlement du Canada. Au cours de l'exercice 1990-91, la Société a reçu des crédits d'exploitation supplémentaires de 50 millions de dollars pour l'aider à financer les dépenses de restructuration. La Société a également été autorisée à virer 25.1 millions de dollars des crédits d'immobilisations aux crédits d'exploitation afin de financer les effets de la récession. On trouvera ci-dessous une ventilation des crédits approuvés et des paiements reçus par la Société en 1991, y compris les sommes importantes susmentionnées, et en 1990.

		1991		1990
		(en milliers de dollars)		
Crédits				
Exploitation	910.112		849.335	
Ajouter: restructuration	50.000			
transfert du fonds d'immobilisations	25.100			
		985.212		849.335
Immobilisations	114.318		128.040	
Moins: transfert au fonds d'exploitation	(25.100)			
		89.218		128.040
Fonds de roulement		4.000		4.000
		1.078.430		981.375

Voici un résumé des postes nets qui ne nécessitent pas de fonds d'exploitation courants:

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Amortissement	68.294	63.780
Indemnités de cessation d'emploi et de vacances	(1.188)	1.369
Coûts des stocks d'émissions	4.762	2.564
Contribution reportée—Régime de retraite	2.817	6.208
	74.685	73.921

9. Restructuration et réductions des dépenses/compression des effectifs

a) Restructuration et réductions des dépenses

Le 3 décembre 1990, le Conseil d'administration a approuvé des mesures pour tenter de résorber un important manque à gagner projeté au niveau du revenu pour l'exercice 1991-92.

Ces mesures comprennent la restructuration des services régionaux de télévision, la réduction majeure du service de trois stations locales de télévision et la diminution des activités de huit autres, ainsi que l'annulation de nombreuses heures de programmation, en particulier à la télévision locale et régionale. En outre, le statut des chaînes parlementaires française et anglaise ainsi que celui du service sur ondes courtes, Radio Canada International, ont été modifiés à compter du 1er avril 1991.

Voici les dépenses totales engagées dans le cadre des mesures susmentionnées, selon la meilleure appréciation de la direction:

	(en milliers de dollars)
Dépenses engagées dans l'exercice 1990-91	
Indemnités de cessation d'emploi et avantages sociaux particuliers(1)	42.834
Coûts liés à la programmation(2)	7.928
Aide aux employés et honoraires professionnels(3)	5.711
Réaffectation des immobilisations et coûts liés à l'occupation(4)	4.891
Autres frais divers	691
Total des dépenses pendant l'exercice 1990-91(5)	62.055
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental	
Ajouter: dépenses non financées inscrites lors d'exercices précédents(5)	10.879
Total des dépenses en fonction du financement gouvernemental, nécessitant des fonds d'exploitation courants(5)	72.934

(1) Indemnités de départ et avantages relatifs à la sécurité d'emploi régis par les conventions syndicales et les programmes spéciaux.

(2) Coûts associés à l'annulation des émissions.

(3) Coûts principalement associés à des programmes d'orientation, de transition professionnelle, de perfectionnement et de réinstallation dans des postes vacants dans d'autres établissements de la SRC.

(4) Coûts du démontage, de l'expédition et de la réinstallation des immobilisations ainsi que de l'annulation des baux et d'amélioration des propriétés.

(5) Les décaissements totaux associés à la restructuration et aux réductions des dépenses et nécessitant des fonds d'exploitation courants s'établissaient à 73 millions de dollars. De ce total, 62.1 millions ont été engagés dans l'exercice 1990-91, tandis que le solde, soit 10.9 millions, représente les indemnités de cessation d'emploi à payer et portées aux dépenses selon la procédure normale (voir note 2g), comme des postes ne nécessitant pas de fonds d'exploitation courants à la fin de l'exercice précédent.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991—*Fin*

b) Compression des effectifs

En 1989-90, le Conseil d'administration a approuvé un plan de réaménagement de son effectif en vue des compressions budgétaires imposées par le gouvernement fédéral. Ce plan comprenait, entre autres, la liquidation de la section des produits dérivés des Entreprises Radio-Canada, des licenciements et des réaffectations d'employés et la fusion de certains secteurs administratifs et de soutien. Les coûts engagés en 1989-90 dans le cadre de ce plan ont atteint 19.6 millions de dollars, dont 18 millions se rapportaient aux coûts relatifs au personnel, y compris les indemnités de licenciement, les retraites anticipées et autres coûts de même nature, et 1.6 million se rapportaient à la liquidation du secteur des produits dérivés des Entreprises Radio-Canada.

10. Impôts sur le revenu

En tant que Société d'État, Radio-Canada est assujettie aux dispositions de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vertu de la partie LXXI du Règlement de l'impôt sur le revenu. La Société ne peut se prévaloir de l'amortissement ni de l'allocation du coût en capital pour déterminer son revenu imposable; donc, elle peut avoir un revenu imposable, même s'il y a un excédent des dépenses sur les revenus pour un exercice donné. De plus, la Société est assujettie à la nouvelle taxe sur les grandes sociétés et elle doit payer une taxe sur son capital déterminé qui excède 10 millions de dollars.

Pendant l'exercice, la Société n'a pas engagé de dépenses au titre de l'impôt sur le revenu autres que l'impôt des grandes sociétés, en raison de l'emploi de 26.5 millions de dollars sur les 38.3 millions de pertes accumulées reportées. Le solde des pertes accumulées reportées aux fins de l'impôt sur le revenu (11.8 millions) n'a pas été comptabilisé dans les états financiers. La Société a jusqu'en 1997 pour se prévaloir des avantages fiscaux relatifs à ces pertes reportées.

11. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors-caisse

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
Provenance (utilisation) des liquidités		
Débiteurs	(10,054)	(6,895)
Fournitures techniques et de production et marchandises	3,292	379
Émissions réalisées et en cours de production	9,796	483
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	(9,201)	94
Créditeurs et charges à payer	26,612	22,061
Ajouter: portion à court terme des contrats de location-acquisition	1,339	220
Indemnités de vacances à payer	140	1,606
	21,924	17,948

12. Engagements

Au 31 mars 1991, le total des engagements s'établissait à 165.3 millions de dollars, ce qui comprenait 147.8 millions pour les émissions sportives et 17.5 millions pour les achats d'émissions, les droits sur films et les coproductions.

13. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la Société. La direction estime que les pertes, s'il y en a, qui peuvent résulter du règlement de ces litiges ne seront probablement pas importantes, et aucune provision n'a été établie dans les comptes de la Société. Si jamais de telles dépenses étaient engagées, elles seraient imputées aux charges de l'exercice pertinent.

14. Opérations entre entités apparentées

La Société est apparentée, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien et elle est financée principalement par le Parlement du Canada.

Les opérations conclues au cours de l'exercice avec les ministères, organismes et sociétés d'État apparentés découlaient de l'exploitation courante et étaient conformes à l'usage commercial habituel applicable à toutes les personnes et entreprises. Les opérations conclues avec le Parlement du Canada sont décrites aux notes 6 et 8.

15. CBC Newsworld

La chaîne CBC Newsworld est exploitée par la Société selon une condition de licence qui exige que la SRC rende compte des coûts et des revenus marginaux relatifs à cette exploitation. Conformément à cette condition, des revenus marginaux de 25.8 millions et des coûts marginaux de 25.9 millions de dollars, pour la période du 1er avril 1990 au 31 mars 1991, sont actuellement rapportés séparément au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Pour la période de sept mois se terminant le 31 mars 1990, des revenus marginaux de 14.5 millions de dollars et des coûts marginaux de 13.5 millions ont été déclarés au CRTC. Les revenus excédentaires cumulatifs de 0.9 million au 31 mars 1991 sont conservés pour les activités futures de CBC Newsworld. Ces activités font partie intégrante de l'exploitation de la Société.

16. Chiffres comparatifs

On a reclassé certains chiffres comparatifs de 1990 afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

TÉLÉGLOBE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de Téléglobe Canada au 31 décembre 1990 ainsi que les états des résultats et bénéfices réinvestis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et executée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur Téléglobe Canada et ses règlements, aux règlements administratifs de la société et à la Loi concernant la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 6 mars 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1990

ACTIF	1990	1989	PASSIF	1990	1989
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse et placements temporaires, au coût	301,458	310,828	Créditeurs	20,546	12,128
Intérêts courus	2,755	1,049	Impôt sur le revenu à payer		5,037
Impôt sur le revenu à recevoir	4,571			20,546	17,165
			AVOIR DU CANADA		
			Bénéfices réinvestis	288,238	294,712
	308,784	311,877		308,784	311,877

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
JACQUES DE COURVILLE

Administrateur
RONALD MONTCALM

TÉLÉGLOBE CANADA—*Fin*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES RÉINVESTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Revenus d'intérêts	37,351	244,410
Dépenses d'administration	47,896	99,114
Bénéfice (perte) avant impôt sur le revenu	(10,545)	145,296
Impôt sur le revenu (recouvrement)	(4,071)	63,092
Bénéfice net (perte)	(6,474)	82,204
Bénéfices réinvestis au début de l'exercice	294,712	2,712,508
	288,238	2,794,712
Montants remis au gouvernement du Canada		2,500,000
Bénéfices réinvestis à la fin de l'exercice	288,238	294,712

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

	1990	1989
	$	$
Liquidités provenant de (affectées à) l'exploitation		
Bénéfice net (perte)	(6,474)	82,204
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(2,896)	(37,748)
	(9,370)	44,456
Montants remis au gouvernement du Canada		(2,500,000)
Encaisse et placements temporaires		
Diminution	(9,370)	(2,455,544)
Solde au début de l'exercice	310,828	2,766,372
Solde à la fin de l'exercice	301,458	310,828

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1990

1. Statut et activités

Téléglobe Canada est une société d'État constituée en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada et inscrite à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu.

Depuis la vente de son exploitation à Memotec Data Inc. le 3 avril 1987 selon les dispositions de la Loi concernant la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada, la société se limite à gérer son encaisse ainsi que les activités qui restent à faire avant qu'elle puisse procéder à sa dissolution. Cette loi stipule qu'à des dates à être fixées par proclamation, le nom de la société sera changé à TH (1987) et la société sera dissoute.

2. Endossements

Au 31 décembre 1990, la société est garante des engagements suivants de Téléglobe Canada Inc. envers un de ses créanciers:

Échéances	Montants en livres sterling
16 mai 1991	2,289,670
16 novembre 1991	2,213,444
16 mai 1992	2,127,746
16 novembre 1992	2,047,462
16 mai 1993	1,963,117
	10,641,439

Au taux de change en vigueur au 31 décembre 1990, ce montant représente 23,881,517 dollars canadiens.

Des arrangements ont été pris auprès de ce créancier et ses banquiers pour que le gouvernement du Canada assume ces endossements dans l'éventualité de la dissolution de la société.

VIA RAIL CANADA INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de VIA Rail Canada Inc. au 31 décembre 1990, ainsi que les états des résultats et rapprochement en fonction du financement gouvernemental, du déficit, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la société au 31 décembre 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la charte et aux règlements admistratifs de la société.

Le vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, FCA

Ottawa, Canada
le 12 février 1991

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme	7,885	13,637
Clients	5,340	9,817
À recevoir du gouvernement du Canada	157,483	144,651
Stocks et fournitures	40,607	37,216
	211,315	205,321
Actif à long terme		
Placement (note 4)	2,001	2,001
Immobilisations (note 5)	718,504	730,795
	720,505	732,796
	931,820	938,117

	1990	1989
Passif à court terme		
Fournisseurs et charges à payer	193,883	206,270
Produits reportés	3,482	4,143
	197,365	210,413
Passif à long terme		
Restructuration du réseau (note 3)	60,383	110,579
Crédits d'impôt à l'investissement reportés	10,643	11,555
	71,026	122,134
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 6)	9,300	9,300
Surplus d'apport	752,346	762,328
Déficit	(98,217)	(166,058)
	663,429	605,570
	931,820	938,117

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Pour le Conseil:

Administrateur et président du Comité de vérification
GARY T. BRAZZELL

Administrateur et président du Conseil
LAWRENCE HANIGAN

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET RAPPROCHEMENT EN FONCTION DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Produits		
Voyageurs	139,000	244,219
Contrat	350,324	470,935
Autres	3,762	4,430
	493,086	719,584
Charges		
Frais d'exploitation et de maintenance	304,862	423,554
Frais de services à la clientèle et de soutien	142,567	229,898
Frais généraux et d'administration	47,232	68,156
Amortissements	45,163	53,712
	539,824	775,320
Excédent des charges sur les produits avant restructuration du réseau et impôts sur le revenu	46,738	55,736
Frais de restructuration du réseau (redressement) (note 3)	(14,875)	237,298
Recouvrement des frais de restructuration du réseau	(59,676)	
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits) avant impôts sur le revenu	27,813	(293,034)
Impôts sur le revenu	1,437	782
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits)	26,376	(293,816)
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental		
Postes ne nécessitant pas de (fournissant des) fonds d'exploitation courants		
Amortissement et pertes sur immobilisations	47,963	58,098
Restructuration du réseau	(74,551)	235,686
	(26,588)	293,784
Perte de l'exercice	(212)	(32)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DU DÉFICIT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	166,058	373,031
Perte de l'exercice	212	32
Postes ne nécessitant pas de (fournissant des) fonds d'exploitation courants	(26,588)	293,784
Virement provenant du surplus d'apport	(41,465)	(500,789)
Solde à la fin de l'exercice	98,217	166,058

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Solde au début de l'exercice	762,328	1,202,548
Financement en capital reçu du gouvernement du Canada	31,483	60,569
Virement au déficit	(41,465)	(500,789)
Solde à la fin de l'exercice	752,346	762,328

Voir les notes afférentes aux états financiers.

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1990	1989
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	26,376	(293,816)
Éléments hors caisse imputés (crédités) aux résultats		
Amortissement des immobilisations	46,075	55,025
Perte sur radiations, mises au rancart et aliénations d'immobilisations	1,888	3,073
Amortissement des crédits d'impôt à l'investissement	(912)	(1,313)
Dépréciation des immobilisations et réalisation des crédits d'impôt à l'investissement y afférents (redressement)	(6,498)	74,183
Fluctuations des éléments du fonds de roulement		
Clients	4,477	480
À recevoir du gouvernement du Canada	(11,349)	(5,552)
Stocks et fournitures	(3,391)	(3,343)
Fournisseurs et charges à payer	(17,325)	54,519
Produits reportés	(661)	132
Passif à long-terme		
Restructuration du réseau	(50,196)	110,579
	(11,516)	(6,033)
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités de financement		
Financement en capital reçu du gouvernement du Canada	31,483	60,569
Fluctuation du montant à recevoir du gouvernement du Canada	(1,483)	75,717
	30,000	136,286
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'investissement		
Immobilisations	(31,483)	(60,505)
Produits de vente d'immobilisations excédentaires	2,309	
Fluctuations des comptes fournisseurs et charges à payer	4,938	(60,214)
	(24,236)	(120,719)
Encaisse et dépôts à terme		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(5,752)	9,534
Solde au début de l'exercice	13,637	4,103
Solde à la fin de l'exercice	7,885	13,637

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990

1. Pouvoirs et objectif

VIA Rail Canada Inc. est une société d'État nommée à la Partie I de l'Annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle fut constituée en 1977 en vertu de la Loi régissant les sociétés par actions de régime fédéral. La mission de la société est de gérer et fournir au public des services ferroviaires voyageurs sécuritaires, efficients, efficaces et économiques. Elle utilise l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemins de fer, lesquelles assument également le contrôle de la circulation des trains.

La société n'est pas mandataire de Sa Majesté. Elle est assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et à celle de certaines provinces.

2. Conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la société se résument comme suit:

a) Financement gouvernemental

Les produits qui proviennent de services sous contrats sont reliés aux services, activités et autres opérations engagés par la société pour l'administration et l'exploitation des services ferroviaires voyageurs au Canada et sont comptabilisés à l'état des résultats lorsqu'ils sont réalisés, en recourant au besoin à des estimations. Tout redressement dans les estimations est comptabilisé dans l'année du changement.

Toute portion des produits de contrat reçue du gouvernement du Canada pour couvrir les charges de la restructuration du réseau est présentée à titre de recouvrement à l'état des résultats de l'année des décaissements.

Le financement reçu pour les dépenses en immobilisations est crédité au surplus d'apport.

b) Charges en vertu de contrats de service de trains

La société a conclu avec le Canadien Pacifique Limitée un contrat de service de trains ainsi que d'autres contrats pour couvrir les frais d'utilisation des voies, du personnel ferroviaire, du contrôle de l'exploitation des trains et des services d'entretien du matériel roulant. Ces contrats sont entrés en vigueur le 15 janvier 1990. La société a aussi conclu avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada un contrat de service de trains ainsi que d'autres contrats pour couvrir les services que lui fournit cette dernière qui sont tous entrés en vigueur le premier janvier 1989. Les charges qui en découlent ne sont pas assujetties à des redressements par l'Office national des transports.

Antérieurement à ces contrats, la société était liée en vertu de contrats d'exploitation avec le Canadien Pacifique Limitée et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Les clauses de ces ententes sont encore en vigueur pour ce qui est de certaines gares et services auxiliaires qui ne sont pas encore inclus dans les nouvelles ententes distinctes. Les coûts qui découlent de ces contrats d'exploitation peuvent être redressés par l'Office national des transports à la suite de la révision des coûts réels engagés chaque année par les sociétés de chemins de fer en utilisant la méthode de détermination des coûts d'utilisation qui est approuvée par l'Office national des transports. Les charges pour les années 1989 et 1990 n'ont pas encore été arrêtées.

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Suite*

Les charges découlant de ces contrats sont comptabilisées lorsqu'elles sont engagées en recourant au besoin à des estimations; tout redressement des estimations est comptabilisé dans l'année du changement.

c) Stocks et fournitures

Les stocks de matériel pour le service dans les trains et en magasin sont évalués au coût moyen pondéré, le carburant au prix de facturation le plus récent et le matériel désuet, excédentaire ou de rebut à la valeur estimative d'utilisation ou à la valeur nette de réalisation.

d) Immobilisations

Les immobilisations acquises d'autres sociétés de chemins de fer au début des opérations en 1978 furent enregistrées à leur valeur nette de transfert. Les additions subséquentes, incluant celles en vertu de contrats de location-acquisition, sont enregistrées au coût.

Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant ainsi que les coûts associés aux améliorations des autres immobilisations sont capitalisés s'ils sont engagés dans le but d'améliorer la valeur des services ou de prolonger la durée d'utilisation de ces immobilisations, sinon les coûts sont imputés à l'exploitation lorsqu'ils sont engagés.

e) Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux permettant de répartir le coût des immobilisations sur leur durée estimative d'utilisation. Les durées probables d'utilisation des principales catégories d'immobilisations sont les suivantes:

Matériel roulant	12 à 30 ans
Immeubles de maintenance	25 ans
Amélioration de l'infrastructure	5 à 38 ans
Amélioration locative	5 à 20 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Les projets en voie de réalisation ainsi que le matériel roulant mis au rancart ne font pas l'objet d'un amortissement.

f) Contrats de location

Les immobilisations inscrites à titre de contrats de location-acquisition sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats de location, laquelle est représentative de leur durée de vie utile.

Les paiements de loyers en vertu de contrats de location-exploitation sont imputés à l'exploitation sur une base courante.

g) Impôts sur le revenu

Le financement que le gouvernement fournit à la société pour couvrir les charges d'exploitation est déterminé sur la base des besoins courants. Pour cette raison, les impôts sur le revenu sont comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible puisqu'il existe une assurance suffisante que tout impôt exigible dans les exercices à venir sera inclus dans la formule de remboursement acceptée par le gouvernement et qu'il sera récupéré à ce moment-là.

h) Crédits d'impôt à l'investissement reportés

Les crédits d'impôt à l'investissement sont reportés et amortis sur la durée utile estimative des immobilisations en question. L'amortissement des crédits d'impôt à l'investissement reportés est enregistré en diminution de la dépense d'amortissement des immobilisations.

i) Régimes de retraite

La société souscrit à deux régimes de retraite contributifs à prestations déterminées qui offrent à tous ses employés permanents des pensions fondées sur l'âge à la retraite, le nombre d'années de service et le salaire.

Les coûts pour la société découlant de ces régimes de retraite sont déterminés par des évaluations actuarielles, lesquelles répartissent sur chaque exercice la portion engagée des prestations en fonction des montants prévus de rémunération des employés jusqu'au moment de leur retraite.

Les charges de retraite comprennent le coût des prestations attribuables aux services rendus au cours de l'exercice et l'amortissement de toutes dettes non provisionnées relatives aux prestations au titre des services passés. Cet amortissement est calculé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière du groupe de salariés actifs de la société.

j) Indemnités de cessation d'emploi et avantages spéciaux

Le coût des indemnités de cessations d'emploi, ainsi que des avantages spéciaux conférés aux employés en vertu des conventions collectives et des programmes spéciaux, est imputé aux charges d'exploitation dans l'année où ils sont octroyés.

3. Restructuration du réseau

Le 4 octobre 1989, la société a approuvé un plan de restructuration de son réseau de transport en vertu duquel ses opérations ont été réduites de façon importante à partir du 15 janvier 1990. Il en résulte que certaines immobilisations sont devenues excédentaires et que la société s'en départira d'ici décembre 1992. Les licenciements et réaffectations d'employés ont eu lieu principalement en 1990.

Le coût de la restructuration du réseau, établi selon les meilleures estimations de la direction, a été imputé (redressé) aux charges comme suit:

	1990	1989
	(en millions de dollars)	
Cessations d'emploi et avantages spéciaux conférés aux employés[1]	(7.9)	152.8
Dépréciation des immobilisations[2]	(6.5)	76.3
Autres coûts[3]	(0.5)	8.2
	(14.9)	237.3

[1] Indemnités de cessation d'emploi et indemnités de garantie d'emploi régies par les conventions collectives et programmes spéciaux qui peuvent s'étendre jusqu'à l'an 1999.

[2] Immobilisations retirées des opérations qui ont été dépréciées jusqu'à concurrence de leur valeur de récupération.

[3] Pénalités de résiliations de baux, perte de valeur du stock excédentaire ou désuet ainsi que d'autres coûts.

VIA RAIL CANADA INC.—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1990—*Fin*

4. Placement

La société détient 4% des actions ordinaires de Railroad Association Insurance, Ltd. (R.A.I.L.). Ce placement est comptabilisé au coût. La valeur comptable de ces actions était de 4,9 millions de dollars selon les états financiers de R.A.I.L. au 30 novembre 1990 (1989—3,9 millions de dollars).

5. Immobilisations

	1990			1989
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en millions de dollars)			
Matériel roulant	481.9	165.7	316.2	338.3
Immeubles de maintenance	215.4	42.9	172.5	166.6
Amélioration de l'infrastructure	78.5	11.8	66.7	72.8
Amélioration locative	74.0	24.3	49.7	40.5
Autres immobilisations	122.7	83.7	39.0	36.5
	972.5	328.4	644.1	654.7
Projets en voie de réalisation			68.6	72.8
Matériel roulant mis au rancart			5.8	3.3
			718.5	730.8

Au 31 décembre 1990, la valeur brute des éléments d'actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition incluse ci-dessus s'élevait à 5,9 millions de dollars (1989—6,8 millions de dollars) et l'amortissement cumulé s'y attachant se chiffrait à 3,0 millions de dollars (1989—2,9 millions de dollars).

6. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Aux 31 décembre 1990 et 1989, 93,000 actions à $100 l'unité avaient été émises et complètement payées.

7. Engagements

a) Les charges de loyers futures minimales en vertu des contrats de location-exploitation ayant trait principalement à des immeubles, à du matériel et à des services informatiques sont les suivantes:

	(en millions de dollars)
1991	13.0
1992	11.4
1993	6.9
1994	8.0
1995	9.3
Exercices subséquents jusqu'en 2034	241.3
	289.9

b) Il n'y a aucun engagement en vertu des contrats de location-acquisition car les charges de loyer relatives au premier terme ont été versées en entier à la date d'entrée en vigueur des contrats.

c) Au 31 décembre 1990, la société avait des engagements d'environ 64,8 millions de dollars, principalement pour l'amélioration des installations et du matériel roulant.

8. Régimes de retraite

Les dernières évaluations actuarielles des régimes de retraite ont été effectuées en date du 31 décembre 1987. Sur la base de ces évaluations et des extrapolations actuarielles pour 1988, 1989 et 1990, les avantages cumulés des régimes au 31 décembre 1990 s'élèvent à 634 millions de dollars. L'actif net disponible pour honorer ces engagements, évalué aux valeurs axées sur la valeur marchande à cette date, s'élève à 600 millions de dollars.

9. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, la société a transigé avec d'autres sociétés d'État comme suit:

	1990	1989
	(en millions de dollars)	
Produits	5.1	8.0
Charges	82.8	121.0
Dépenses en immobilisations	21.3	7.8
Solde à payer à la fin de l'exercice	52.7	24.5

10. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la société. La direction est d'avis que le règlement de ces litiges n'entraînera pas de dette importante pour la société en excédant des sommes déjà comptabilisées.